AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur : ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite de ce travail expose à des poursuites pénales.

Contact : portail-publi@ut-capitole.fr

LIENS

Code la Propriété Intellectuelle – Articles L. 122-4 et L. 335-1 à L. 335-10
Loi n° 92-597 du 1er juillet 1992, publiée au *Journal Officiel* du 2 juillet 1992

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg-droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

THÈSE

En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITE DE TOULOUSE

Délivré par l'Université Toulouse Capitole

École doctorale : **Sciences Juridiques et Politiques**

Présentée et soutenue par

Paul D'Argaignon

le 23 novembre 2019

La condition juridique de la noblesse en Gascogne orientale (milieu XVIe siècle - 1790)

Discipline : Droit

Spécialité : Histoire du droit

Unité de recherche : CTHDIP (EA 789)

Directeur de thèse : M. Philippe Nélidoff, doyen de la Faculté de droit (UT1)

JURY

Rapporteurs Mme Jacqueline Hoareau-Dodinau, professeur à l'Université de Limoges
M. Pierre Bonin, professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Suffragants Mme Sylvie Desachy, conservatrice générale du patrimoine, directrice des Archives départementales de l'Hérault
M. Philippe Delvit, professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole
M. Philippe Nélidoff, doyen de la Faculté de droit (UT1)

Université Toulouse 1 Capitole

Ecole doctorale Sciences juridiques et politiques

La condition juridique de la noblesse en Gascogne orientale

(milieu XVIe siècle – 1790)

Thèse en vue de l'obtention du doctorat en droit

Présentée et soutenue le 23 novembre 2019

Par Paul D'Argaignon

Directeur de thèse :
Monsieur Philippe Nélidoff, doyen de la Faculté de droit de l'Université Toulouse 1 Capitole

Rapporteurs :
Madame Jacqueline Hoareau-Dodinau, professeur à l'Université de Limoges
Monsieur Pierre Bonin, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Autres membres du jury :
Madame Sylvie Desachy, conservatrice générale du patrimoine, directrice des Archives départementales de l'Hérault
Monsieur Philippe Delvit, professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole

« L’Université n’entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat ».

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier le doyen Philippe Nélidoff pour avoir dirigé ma recherche, m'avoir aidé de ses conseils, et aussi pour sa disponibilité, malgré ses responsabilités, et ses encouragements constants. Qu'il soit sûr de ma reconnaissance.

Mes remerciements vont aussi aux membres du jury pour avoir accepté d'examiner mon travail et m'avoir fait l'honneur de faire partie du jury de thèse.

Je remercie le personnel de l'ensemble des services d'archives où j'ai pu travailler pour leur amabilité et leur disponibilité, plus particulièrement à cause de mes nombreuses visites ceux des Archives départementales du Gers, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne, du Tarn-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques et de l'Ariège, ainsi que celui du Service du livre ancien de l'Université Toulouse 1 Capitole.

J'ai déjà remercié les propriétaires d'archives privées qui m'ont ouvert leur porte : je tiens à le faire à nouveau. Sans leurs archives ce travail aurait beaucoup perdu, leur confiance et leur intérêt a été un encouragement pour mener à bien ce travail.

Mes remerciements s'adressent également à mes parents, aux membres de ma famille et aux amis qui ont fait preuve de compréhension au cours de la réalisation de ce long travail et ont pu me soutenir. Ma gratitude va en particulier à Henri, Francette, Gérard et Blandine, qui ont pris de leur temps libre pour relire en tout ou partie ma thèse afin de corriger des fautes.

Ma reconnaissance va aussi aux membres du CTHDIP qui ont témoigné de la bienveillance à mon égard et ont permis que cette thèse soit réalisée dans des conditions correctes.

TABLE DES ABREVIATIONS

ADA : Archives départementales de l'Ariège

ADG : Archives départementales du Gers

ADHG : Archives départementales de la Haute-Garonne

ADHP : Archives départementales des Hautes-Pyrénées

ADLG : Archives départementales du Lot-et-Garonne

ADTG : Archives départementales du Tarn-et-Garonne

ADPA : Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

AMT : Archives municipales de Tarbes

AMToulouse : Archives municipales de Toulouse

AN : Archives nationales

Art. : article

BNF : Bibliothèque nationale de France

Dir. par : ouvrage dirigé par

l. : livre (unité monétaire)

p. : page

S. d. : Sans date

Suiv. : suivantes

T. : Tome

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

Chapitre introductif : La noblesse en questions

Première partie : ETRE NOBLE. ACQUISITION ET PERTE DU STATUT NOBILIAIRE

Titre 1) Les sources de la noblesse

Chapitre 1) Les sources ordinaires de la noblesse

Chapitre 2) L'anoblissement

Titre 2) La cessation de la noblesse

Chapitre 1) La cessation définitive : la perte de la noblesse

Chapitre 2) La dérogeance

Deuxième partie : LA PREUVE DE NOBLESSE

Titre 1) Prouver sa noblesse

Chapitre 1) La preuve par témoins

Chapitre 2) La preuve par titres

Titre 2) Un instrument de contrôle de l'anoblissement et de protection du second ordre

Chapitre 1) Contrôler l'intégration de la noblesse

Chapitre 2) Un moyen de protection de la noblesse

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

INDEX DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE

« Depuis qu'on a voulu prouver que la noblesse n'était rien, j'ai senti qu'elle valait quelque-chose » écrivait Chateaubriand dans ses mémoires[1]. Par cette réflexion, il témoignait à quel point la noblesse était tombée dans un grand discrédit au début du XIXe siècle. Quoique pouvant être prise en compte comme réalité sociologique, la noblesse reste de nos jours mise à l'écart au moins dans les domaines politiques et juridiques. Cet état des choses résulte d'une rupture dans notre droit, la Révolution de 1789.

La noblesse avant la Révolution française peut être analysée comme faisant partie de l'état des personnes, c'est-à-dire de l' « ensemble des éléments qui concourent à identifier et à individualiser chaque personne dans la société », au même titre que le nom, le domicile, la filiation, la date et le lieu de naissance[2]… Cet élément avait d'importantes conséquences dans la condition juridique de la personne : il lui conférait un statut particulier. En effet, il n'y avait pas d'égalité civile dans l'ancien droit, c'est-à-dire pas d'égalité devant la loi, qui pouvait donner des droits différents selon le statut noble ou non noble de la personne, les juristes parlant dans le second cas de « roturier ». Les règles applicables aux personnes nobles et non nobles étaient, bien entendu, dans la très grande majorité des cas identiques, mais elles pouvaient aussi varier substantiellement, ce qui fait que la condition juridique du noble était différente[3]. Cette différenciation se rattachait à la division hiérarchique de la société en trois ordres, le noble faisant partie du second ordre, la « noblesse », en dessous du clergé et au-dessus du tiers-état. La hiérarchie était donc tripartite et inégalitaire.

La stratification de la société en ordres est un des trois modes de classification sociale qu'a distingué Roland Mousnier, à côté de celles hiérarchisées en castes et en classes. La

[1] Chateaubriand, François-René de, *Mémoires de ma vie*, fragment du « Manuscrit de 1826 » cité dans *Mémoires d'Outre-Tombe. Edition du centenaire intégrale et critique en partie inédite établie par Maurice Levaillant*, Flammarion, 1948, p. 548.

[2] Cornu, Gérard, *Vocabulaire juridique*, Association Henri Capitant, 11e édition, Quadrige, 2016, entrée « état des personnes ».

[3] L'immense majorité des textes juridiques ne précisaient pas s'ils s'appliquaient aux nobles ou aux roturiers, parce qu'ils étaient destinés aux deux. Lorsqu'ils le précisaient, c'étaient en général en faveur des nobles qu'ils faisaient une exception, sous la forme d'un privilège, les roturiers se voyant appliquer le droit commun. Ainsi dans son *Traité des personnes et des choses*, Pothier a consacré cinq pages aux ecclésiastiques, quatorze à la noblesse, et la section « Des Gens du Tiers Etat » se voit gratifiée d'une phrase expéditive : « nous n'avons rien de particulier à remarquer ici sur cet ordre de personnes » (Pothier Robert-Joseph, *Traité des personnes et des choses*, dans Œuvres *posthumes de M. Pothier*, tome second, Paris, 1778, p. 571).

hiérarchie des groupes sociaux y repose sur « l'estime, l'honneur, la dignité, attachées par la société à des fonctions sociales »[4]. La caractérisation qu'il en donne ne correspond pas exactement à la société d'ordres telle qu'elle se trouvait dans l'Ancien Régime, puisque dans son analyse, elle pourrait reposer sur le seul consensus d'opinion, la « pression sociale ». Or, la société d'ordres sous l'Ancien Régime avait ceci de singulier qu'elle correspondait à des groupes juridiquement assez nettement distincts. Un ordre regroupait les personnes soumises aux mêmes règles et bénéficiant donc du même statut personnel. Chaque ordre était censé remplir une fonction. En France, cette distinction des personnes selon l'appartenance à un ordre remontait à l'aube du XIe siècle, époque où fut pour la première fois formulée la division en trois groupes de la société distinguant clercs (*oratores*) et guerriers (*bellatores*), même si elle ne s'imposa qu'à la fin du XIIe siècle comme l'idéologie du pouvoir royal[5]. La société avait alors été pensée, selon un schéma ternaire, comme composée de trois éléments complémentaires en raison de leurs fonctions (clercs, militaires, travailleurs), et cette conception avait gagné du terrain au point de former progressivement trois statuts juridiques distincts et inégaux[6]. La noblesse était théoriquement liée à la fonction guerrière. C'est l'importante fonction de protection du royaume qui justifiait sa prééminence sur le « commun ». Ces trois ordres, faisaient partie de la façon dont on se représentait la société, selon certains de la « constitution » du royaume, et on les retrouvait effectivement dans les assemblées d'états du royaume (Etats généraux) et de la plupart des provinces.

Globalement considéré, il y a une cohérence politique et juridique qui reste la même entre le milieu du XVIe siècle et le XVIIIe siècle, celle de la société d'ordres. Cette cohérence connut certes une crise aiguë dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, à cause des transformations de la société et de l'évolution des mentalités, sous l'effet de ce que l'on a appelé la philosophie des Lumières. On ne peut que noter un décalage entre la théorie et la réalité. Beaucoup de personnes bénéficiaient de la noblesse sans pour autant payer cet impôt du sang :

---

[4] Mousnier, R., Labatut, J.-P., Durand, Y., *Problèmes de stratification sociale. Deux cahiers de la noblesse pour les Etats généraux de 1649-1651*, Centre national de la recherche scientifique, PUF, Paris, 1965, p. 15.

[5] Nous ne nous étendrons pas sur son apparition et son affirmation, d'autant qu'elles sont bien connues des historiens depuis l'ouvrage fondamental de Georges Duby, *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Nrf, Gallimard, 1978.

[6] La distinction de cette fonction guerrière de la fonction sacrée et de la fonction productrice n'est pas d'une grande originalité, puisqu'on la trouve dans les mythes et les épopées de plusieurs sociétés archaïques, dont la civilisation romaine à ses débuts, comme cela a été nettement démontré par Georges Dumézil, à travers la place accordée à la souveraineté magique et juridique, la force physique, et la fécondité, dans les mythologies indo-européennes. Suivant ses analyses, cette idéologie trifonctionnelle proviendrait d'une origine linguistique et civilisationnelle commune remontant à l'Age du cuivre, celle des peuples indo-européens (*Mythe et épopée. L'idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens*, Nrf, Editions Gallimard, 1968). Sur l'hypothèse d'une filiation avec ceux-ci, voir Batany, Jean, « Des 'trois fonctions' aux 'trois états' », dans *Annales E. S. C.*, 1963, p. 933.

les enfants, les femmes, les vieillards, les personnes handicapées, les clercs séculiers de noble extraction. Même en s'en tenant aux chefs de famille, tous ne servirent pas le roi à l'armée, faute de guerre parfois, défaut d'argent pour certains, ou pour d'autres causes encore. La noblesse diversifia la forme de ses services, en intégrant la justice, l'administration, ou se détacha du service de l'Etat, comme ceux qui investirent dans le commerce maritime. Le schéma trifonctionnel était devenu caduc. L'apparition de nouveaux besoins ne pouvait que perturber cette classification sociale tributaire de la permanence des seuls besoins traditionnels de la société, dont la satisfaction avait présidé à la spécialisation des fonctions sociales. Suivant Roland Mousnier, la société française était même devenue dès avant 1789 une société de classes[7]. Mais les mutations et les critiques ne modifièrent pas le cadre juridique général, et stimulèrent même une réaction de nobles cherchant à revaloriser les représentations dominantes.

Les historiens rencontrent bien des difficultés pour évaluer même approximativement le nombre de nobles, en l'absence de sources uniformes et cohérentes permettant de les recenser, et surtout de rôles exhaustifs. Pour Manfred Orlea, il y aurait eu entre 20 000 et 30 000 gentilshommes dans la deuxième moitié du XVIe siècle[8]. Mais Michel Nassiet l'a estimé très en deçà de la réalité, tablant quant à lui sur 50 000 nobles dans cette même seconde moitié[9]. Si l'on ne comprend pas que les hommes, le nombre de nobles aurait été de 150 000 vers 1600, aurait dépassé les 230 000 un siècle plus tard, avant de connaître une diminution l'ayant abaissé à environ 140 000 en 1789, chiffres discutés, le dernier pour 1789 étant une hypothèse basse contestée par certains historiens évaluant leur nombre plutôt aux alentours de 350 000[10]. Il ne nous a pas semblé pouvoir faire de quantification dans notre zone de recherche, en Gascogne orientale, faute de sources valables et uniformes. A titre d'indication, on peut relever qu'en 1789, dans les assemblées de la noblesse de Gascogne orientale, à laquelle la participation fut probablement très forte, furent représentés, en personne ou par procuration, un peu moins de neuf cent trente-trois nobles[11].

---

[7] Mousnier, Roland, *Les institutions de la France sous la monarchie absolue. 1598-1789*, Quadrige, PUF, 2005, p. 41. Il situe le passage dans les « années cinquante » du XVIIIe siècle (Mousnier, Roland, « D'Aguesseau et le tournant des ordres aux classes sociales », *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1971, p. 449).

[8] Orlea, Manfred, *La noblesse aux Etats généraux de 1576 et de 1588. Etude politique et sociale*, PUF, Paris, 1980, p. 55-56. Non compris femmes et enfants.

[9] Nassiet, Michel, « La noblesse en France au XVIe siècle d'après l'arrière-ban », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, janvier 1999, p. 113.

[10] Bilan fait par Descimon, Robert, « Chercher de nouvelles voies pour interpréter les phénomènes nobiliaires dans la France moderne. La noblesse, « essence » ou rapport social ? » dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, n° 46, 01/1999, p. 10, note 22. Il se demande d'ailleurs si cette courbe est raisonnable…

[11] Soixante dix-huit en Bigorre (*ADHP*, 1 C 268, procès-verbal de l'assemblée des trois ordres de Bigorre, 1 avril 1789) ; quatre-vingt-deux en Couserans (*ADA*, 77 F 165, procès-verbal de la seconde assemblée de la noblesse de

Quelle que soit la variation de l'effectif, le nombre des nobles importe moins pour nous que sa proportion au sein de la population, qui semble s'être maintenue à un niveau à peu près équivalent tout au long de la période. Elle a fait l'objet de beaucoup d'évaluations pour le XVIIIe siècle, et on l'estime en général entre 1 et 2 % de la population, suivant d'importantes variations locales[12]. C'est dans cette fourchette que devait se situer la noblesse gasconne. Les nobles sont restés une portion ultra minoritaire de la population française.

Le droit nobiliaire français ne fut pas une continuation du droit romain. Il y avait bien à Rome une noblesse, la *nobilitas*, comprenant ceux qui avaient été élevés à la magistrature consulaire ou descendaient des patriciens, mais comme le montre l'étude de Christophe Badel, il s'agissait d'une notion « sans valeur juridique », d'un groupe défini par « l'usage social » et « non par le droit »[13]. Selon lui, l'apparition d'un statut noble, correspondant aux sénateurs et localement aux curiales, ne fut que très tardive, au cours du IVe siècle, et secondaire dans son utilisation et ses effets. Dès lors, on peut dire que la séparation est nette entre l'ancien droit et le droit romain, même s'il ne faut pas négliger le fait que le droit et le modèle social romain ont eu dans ce domaine comme dans tant d'autres une grande influence, ne serait-ce que parce qu'ils constituaient une référence pour nombre de juristes. Mais à Rome, point de règlementation juridique de la noblesse, pas de statut du noble, sauf de façon très secondaire durant le dernier siècle du Bas-Empire. Le modèle nobiliaire romain s'effaça d'ailleurs rapidement en Occident au cours du VIe siècle[14]. Il y avait de façon indéniable une aristocratie,

---

Couserans, 25 mai 1789) ; cent-sept en Rivière-Verdun (La Roque, Louis de, Barthélémy, Edouard de, *Catalogue des gentilshommes de Béarn, Navarre, Gascogne*, Dentu libraire, Paris, 1865, p. 37, « Procès-verbal de l'assemblée générale des trois ordres des pays et jugerie de Rivière-Verdun, Gaure, baronie de Léonac, et Marestaing », 7 avril 1789) ; cent-quatre-vingt-trois en Armagnac (*ADG*, B 497, procès-verbal de l'assemblée du clergé, de la noblesse et du tiers-état de la sénéchaussée de Lectoure et L'Isle-Jourdain, 16 mars 1789) ; deux cent trente-cinq pour le Comminges et le Nébouzan (catalogue transcrit dans Couget, Alphonse, *Les états du Nébouzan*, Saint-Gaudens, 1880, p. 98) ; deux cent quarante-huit pour la sénéchaussée d'Auch (Dellas, Emile, *La noblesse de la sénéchaussée d'Auch aux assemblées préparatoires de 1789*, Auch, 1894). L'estimation est maximale, car il faut préciser qu'un petit nombre de femmes possédant un fief se firent représenter par procuration, et que des nobles purent se présenter dans plusieurs assemblées car ils y possédaient des fiefs.

[12] Dans le diocèse civil de Toulouse tout proche, ils représentaient environ 1% de la population au XVIIIe siècle suivant Robert Forster, mais selon Georges Frêche, elle aurait été légèrement plus nombreuse au début du siècle en Haut-Languedoc et aurait atteint près de 2% en 1789 (Forster, Robert, *The nobility of Toulouse in the Eighteenth century : A Social and Economic study*, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1960, p. 36 ; Frêche, Georges, *Toulouse et la région Midi-Pyrénées au siècle des Lumières (vers 1670-1789)*, Editions Cujas, Paris, 1974, p. 371).

[13] Badel, Christophe, *La noblesse de l'Empire romain. Les masques et la vertu*, Champ Vallon, 2005.

[14] La thèse novatrice de Karl-Ferdinand Werner d'une continuité institutionnelle entre la noblesse romaine et une noblesse franque ne fait plus autorité aujourd'hui (Werner, Karl-Ferdinand, *Naissance de la noblesse*, Fayard, Paris, 1998 ; et du même, en résumé, « Du nouveau sur un vieux thème. Les origines de la « noblesse » et de la « chevalerie » », dans *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions et Belles-Lettres*, 1985, p. 186). Cette théorie ne résiste pas à l'examen d'après Christophe Badel, pour qui elle repose sur une conception erronée de la *nobilitas* (La noblesse de l'Empire romain. Les masques et la vertu, *op. cit.*, p. 409-410).

parmi les hommes libres, dans la société franque, mais pas de « noblesse » au sens d'une catégorie sociale dotée d'un statut par la naissance ou la concession du souverain[15].

Nous ne traiterons pas des origines controversées de la noblesse française à l'époque médiévale, parce-que leur complexité ne peut se laisser appréhender en quelques lignes[16]. Il est vrai qu'en remontant à l'époque romaine et jusqu'au XXe siècle, il y eu à peu près continument, de fait, une « noblesse » entendue comme un groupe social distingué par la naissance, le pouvoir ou la fonction, ayant tendance à se reproduire héréditairement. Mais en droit, la noblesse comme groupe juridiquement limité ne remonterait pas au-delà du XIIIe siècle[17]. C'est à cette époque seulement que les privilèges se transmirent uniquement aux enfants des chevaliers, et que le roi et certains grands princes territoriaux commencèrent à user de leur pouvoir anoblissant[18]. Les nobles furent progressivement dotés d'un statut juridique et l'accession à l'ordre fut règlementée, en même temps que s'affirmait le principe du contrôle du prince sur l'accession à la noblesse. La noblesse devenait une catégorie de personnes distinguée par le droit. La noblesse civile, conception du statut nobiliaire abstraite du contexte social antérieur liant noblesse, fief, et chevalerie, et soumise au contrôle de l'autorité gouvernante, est dégagée peu à peu, et acquise sous Charles V[19]. Nous reviendrons sur les liens étroits et fondamentaux qui se nouèrent à cette époque entre la noblesse, la chevalerie, et la féodalité, sans pour autant qu'elle se fonde dans ces deux entités, ce qui n'est pas allé sans contradictions. Nous nous attarderons aussi sur les sources de la noblesse au Bas Moyen Âge, car c'est là que furent posées les fondations du droit nobiliaire qui ne varieront pas radicalement à l'époque moderne malgré les nombreuses mutations.

Concernant la bibliographie, si l'on se contente de l'Histoire du droit, la pêche n'est pas très abondante. Les études des historiens du droit consacrées au statut juridique de la noblesse sont peu nombreuses par rapport à l'importance quantitative des archives, ce qui peut

[15] Bart, Jean, *Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIXe siècle*, Domat, Montchrestien, 2009, p. 28-29.
[16] Sur ces origines, voir Constant, Jean-Marie, « Introduction », et Debord, André, « Aristocratie et noblesse autour de l'an Mil », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 9 et p. 30.
[17] *Ibidem*, p. 30 : « avant le XIIIe siècle la noblesse n'est pas un phénomène juridique, mais un phénomène social, une représentation subjective, ressentie comme telle par les contemporains ».
[18] Les premières lettres d'anoblissement remonteraient à la première moitié du XIIIe siècle pour les comtes de Provence, et à la fin du même siècle pour les rois de France (Blanc, François-Paul, « L'apparition du droit régalien d'anoblissement en Provence au XIIIe siècle », dans *Histoire de la Provence et civilisation médiévale*, Provence historique, 1973, p. 69).
[19] Arriaza, Armand, « Noblesse politique et anoblissement : conception émergente au XIII[e] siècle en France », *Revue historique de droit français et étranger*, Volume 84, n° 3, juillet-septembre 2006, p. 333.

s'expliquer par leur diversité et leur dispersion. Dans son *Histoire du droit privé*, Jean Bart relevait que si la noblesse comme groupe social ou politique avait fait l'objet de nombreuses recherches, le statut juridique des nobles restait assez peu étudié[20]. Il y a certes beaucoup de thèses qui abordent un privilège de la noblesse au cours de leur développement, comme l'exemption d'un impôt dans une thèse d'Histoire du droit fiscal, la séance aux Etats pour une thèse sur des Etats, ou le droit d'aînesse dans une thèse sur une coutume. Mais les recherches envisageant le statut juridique de la noblesse dans son ensemble, ou exclusivement un aspect de ce statut, sont rares. Pour la période médiévale, on relève au début du XXe siècle la thèse de X. Desbrousses[21]. Pour la période moderne, une étude vraiment comparable à celle que nous entreprenons est celle menée par Marcel Aimé sur la condition personnelle de la noblesse en Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle, datant de 1986[22]. Cette thèse fait le tour de toutes les spécificités du droit nobiliaire en Bourgogne, et loin de verser dans le localisme, fait de nombreuses comparaisons avec le droit nobiliaire d'autres provinces. Elle est d'un grand apport sur les sources, spécialement les lettres de noblesse, et la cessation de la noblesse. On doit ensuite rapporter l'ouvrage d'Alain Texier sur la noblesse, dont l'ambition est de présenter l'ensemble du droit nobiliaire français[23]. Son approche se singularise en ce qu'il ne s'arrête pas à la Révolution, traitant le « droit nobiliaire » jusqu'à nos jours, et son travail porte en grande partie sur le droit contemporain. Ceci étant dit, il s'occupe aussi de l'ancien droit et, le concernant, développe notamment sur les sources de la noblesse. C'est tout ce que l'on trouve comme étude sur le statut noble avant la Révolution française dans son ensemble, mais il est vrai que nombre de manuels d'Histoire du droit y consacrent un bref développement.

Il faut relever que des études ont pu être faites sur seulement un ou des aspects du statut. On distingue les travaux incontournables de François-Paul Blanc sur l'anoblissement par lettres en Provence sous le règne de Louis XIV, et ses études sur le droit nobiliaire lors de ces mêmes réformations, qui recouvrent à peu près l'ensemble du statut[24]. Notons aussi qu'Olivier

[20] Bart, Jean, Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIXe siècle, *op. cit.*, p. 186.
[21] Desbrousses, X., *Condition personnelle de la noblesse au Moyen Age*, thèse pour le doctorat, Faculté de droit de Bordeaux, 1901.
[22] Aimé, Marcel, *La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle*, thèse pour le doctorat en droit, Faculté de droit et de science politique de Dijon, Dijon, 1986.
[23] Texier, Alain, *Qu'est-ce que la noblesse ? Histoire et droit*, Tallandier, 1988.
[24] Blanc, François-Paul, *L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV. 1630-1730*, thèse pour le doctorat en droit, Faculté de droit et de science politique, Aix en Provence, octobre 1971 ; trois articles dans *Annales de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*, PUF, 1972, p. 131 : « La preuve de la noblesse de race en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV », p. 153 : « Note sur la noblesse personnelle intransmissible à travers les réformations de la noblesse provençale (1666-1678) » ; p. 167 : « L'usurpation de noblesse en Provence à l'époque de la première réformation (1666-1669) » ; et enfin « Le statut

Tholozan s'est penché sur de nombreux aspects de la condition juridique nobiliaire grâce à son étude de l'œuvre d'Henri de Boulainvilliers[25]. A travers l'étude des ordres, Philippe Nélidoff a pu traiter de la noblesse d'après sa présentation dans les répertoires et dictionnaires juridiques au XVIIIe siècle[26]. Les sources de la noblesse ont attiré l'attention avec les travaux de Jean-Richard Bloch sur l'anoblissement en France au temps de François I[er], de Georges Chevrier sur ces sources en Franche-Comté, ou de François Bluche et Pierre Durye sur l'anoblissement par charges, dans un ouvrage bref mais exhaustif[27]. Concernant la dérogeance, il faut mentionner les études de Gaston Zeller, Etienne Dravasa et Marcel de La Bigne[28]. Outre les publications de François-Paul Blanc, l'étude de la preuve de noblesse a bénéficié de l'importante contribution de Benoit de Fauconpret, qui s'est attaché à établir les différentes modalités de preuve au XVIIIe siècle devant un très grand nombre d'institutions[29]. Quant à l'étude des privilèges nobiliaires, ils sont si épars qu'on en trouve dans beaucoup de recherches historiques sur des domaines divers. Les études qui se focalisent sur un aspect singulier d'une noblesse locale ont été écartées car elles ne sont pas indispensables dans une étude plus générale de la noblesse française (en particulier lorsque ces provinces ont été rattachés tardivement à la France)[30]. On remarque enfin que les ouvrages et articles juridiques du XIXe siècle sur la noblesse ou les titres nobiliaires sont à manier avec précaution, car leur méthode n'était pas

juridique de la noblesse de robe dans la Provence du XVIIe siècle », dans *Etudes offertes à Alfred Jauffret*, Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, 1974. D'autres références sont données dans la bibliographie.

[25] Tholozan, Olivier, *Henri de Boulainvilliers. L'anti-absolutisme aristocratique légitimé par l'Histoire.* Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1999.

[26] Nélidoff, Philippe, « Des ordres à travers les répertoires juridiques d'Ancien Régime », dans *La justice entre théologie et droit*, sous la direction de Christine Mengès-Le Pape, Presses universitaires Toulouse Capitole, 2016, p. 437.

[27] Bloch, Jean-Richard, *L'anoblissement en France au temps de François 1[er]. Essai d'une définition de la condition juridique et sociale de la noblesse au début du XVIe siècle*, Bibliothèque de la revue historique, Paris, 1934 ; Chevrier, Georges, « Les sources de la noblesse dans le comté de Bourgogne du XIVe à la fin du XVIIIe siècle », *Mémoires de la Société pour l'Histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 12[e] Fascicule (1948-1949), Dijon, p. 49-94 ; Bluche, François, et Durye, Pierre, *L'anoblissement par charges avant 1789*, L'intermédiaire des chercheurs et des curieux, St-Etienne, 2003.

[28] Zeller, Gaston, « Une notion de caractère historico-social : la dérogeance », *Cahiers internationaux de sociologie*, janvier-juin 1957, volume XXII, PUF, 1957 ; Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », dans *Revue juridique et économique du Sud-Ouest*, n° 3-4, 1965, p. 135 ; La Bigne de Villeneuve, Marcel de, *La dérogeance de la noblesse sous l'Ancien Régime*, Sedopols, Paris, 1977.

[29] Fauconpret, Benoit de, *Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique*, Deuxième édition, Patrice du Puy éditeur, Millau, 2012.

[30] Nous faisons allusions aux publications sur la noblesse lorraine, où la législation ducale et les coutumes apportaient plusieurs différences avec le droit nobiliaire français, sur l'immatriculation comme citoyen noble de Perpignan, ou sur la noblesse champenoise, avec la polémique autour de la « noblesse maternelle », singularités qui ont d'ailleurs fait l'objet de nombreux travaux. En outre, certaines particularités juridiques du nord de la France n'ont pas d'importance même à titre de comparaison pour une étude du droit nobiliaire dans le Midi, et seront donc laissées de côté, comme le privilège coutumier de la « garde noble », au contraire d'autres spécificités qui, elles, devront être abordées de façon subsidiaire, comme le droit d'aînesse coutumier, ou le caractère personnel de l'exemption de la taille.

toujours scientifique, et leur ambition était parfois davantage de permettre de classer les nobles de leur propre temps que de connaître le passé de la noblesse[31].

Si on sort du champ de l'Histoire du droit pour celui de l'Histoire sociale, la noblesse a fait l'objet de nombreuses publications[32]. Il ne saurait être question de faire une étude historiographique ici[33]. Notons seulement que l'appel de Marc Bloch en 1936 à explorer ce champ de recherche mit plusieurs décennies pour être vraiment entendu[34]. La thèse de Jean Meyer sur la noblesse bretonne en 1966 est retenue comme un tournant, et depuis les recherches sur la noblesse se sont étendues et diversifiées, des historiens s'étant même spécialisés dans son étude sous divers angles (Jean-Marie Constant, Guy Chaussinand-Nogaret, Laurent Bourquin, Michel Figeac, Michel Nassiet, etc…). Leurs travaux ne concernent pas spécialement la noblesse dans sa dimension juridique, mais il est important de les connaître au moins partiellement afin de mieux saisir ses contours sociaux, politiques, culturels et économiques, et de disposer de points de comparaison dans d'autres provinces. Certains sont d'ailleurs assez juridiques, et c'est à eux que l'on doit se reporter pour pouvoir faire des comparaisons sur certains sujets comme les recherches des usurpateurs de noblesse.

Le peu d'études juridiques d'ensemble peut s'expliquer en partie parce que ce statut touche des champs du droit très différents, ce qui en complique l'examen. A en croire le *Répertoire* de Guyot, la noblesse était « une des plus vastes parties de la jurisprudence »[35]. Il ne faut pas omettre aussi que la noblesse ayant aujourd'hui quasiment disparu du droit français, ce n'est pas un sujet d'actualité. Un autre élément peut expliquer cette relative désaffection : c'est l'idée selon laquelle ce statut n'aurait pas connu de modification fondamentale. Ainsi Jean Bart affirme que le statut juridique de la noblesse à partir du XIIIe siècle est resté « à peu près stable et rebelle à toute mutation significative »[36]. Il y a une indéniable continuité sur certains points généraux, comme la transmission héréditaire ou l'attribution de privilèges, mais l'étude approfondie des sources, de la preuve ou des privilèges nobiliaires, montre qu'il y eut aussi

[31] Nombre de ces publications sur la noblesse contiennent erreurs ou approximations, ont une ambition taxinomique, afin d'évaluer qui serait véritablement noble à l'époque contemporaine, et sont parfois trop idéalistes sur l'ancienne noblesse, ou trop légalistes dans leur approche. D'autres sont des articles dans des revues érudites s'appuyant sur des sources trop partielles. Nous ne les utiliserons donc que peu.

[32] On peut en retrouver beaucoup dans l'article faisant un bilan de Robert Descimon, « Chercher de nouvelles voies pour interpréter les phénomènes nobiliaires dans la France moderne », *op. cit.*, p. 5.

[33] Elle a déjà été réalisée dans ses grandes lignes par Laurent Bourquin, « La noblesse française à l'époque moderne : une historiographie », dans *Les noblesses normandes (XVIe-XIXe siècle)*, Presse universitaires de Rennes, 2011, p. 23.

[34] Bloch, Marc, Febvre, Lucien, « Les noblesses », dans *Annales d'Histoire économique et sociale*, tome VIII, n° 39, mai 1936, p. 238.

[35] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, tome XLI, Paris, 1781, entrée « noblesse ».

[36] Bart, Jean, Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIXe siècle, *op. cit.*, p. 173.

plusieurs évolutions de ce statut qui ont profondément transformé la noblesse, et qui en font un champ de recherche riche et complexe. Si le phénomène nobiliaire à l'époque moderne peut être vu comme une rémanence de la classe féodale médiévale, les transformations politiques, sociales et juridiques ne pouvaient qu'affecter son statut. Même si juridiquement, il y a une permanence dans l'histoire du droit nobiliaire, on relève aussi de nombreuses discontinuités.

Etant donné le faible nombre d'études juridiques sur le statut de la noblesse, et leur caractère souvent spécialisé sur un aspect de ce statut, il nous a semblé primordial, au commencement de cette thèse, avant d'explorer ses différentes ramifications, de présenter un aperçu d'ensemble du statut nobiliaire et d'examiner certaines questions équivoques ou problèmes fondamentaux, qui doivent être d'emblée précisés.

L'une des difficultés concernant l'étude de la noblesse sous l'Ancien Régime est que les juristes ne se sont pas entendus sur une définition. Au Moyen Âge, Bartole avait défini la noblesse comme « une qualité conférée par le prince, par laquelle il est signifié que quelqu'un est placé au-dessus des honnêtes plébéiens »[37]. Il est notable que le juriste italien donnait au roi le monopole de l'anoblissement, puisque cette qualité était selon lui attribuée par le prince. Si les juristes qui lui succèderont, en règle générale, ne préciseront plus dans leurs définitions qu'il revenait au roi de conférer la noblesse, c'est que cette opinion fut acceptée par tous. La noblesse n'était selon Bartole rien d'autre qu'une « qualité », ce qui veut dire que le noble faisait partie d'une catégorie particulière de personnes. Mais cette qualité était importante car distinctive, le noble étant élevé au-dessus des « honnêtes plébéiens »[38].

Henrion de Pansey reprendra la définition de Bartole dans le *Répertoire* Guyot, définissant la noblesse comme « une qualité que la puissance souveraine imprime à des particuliers pour les placer, eux et leurs descendans, au-dessus des autres citoyens »[39]. Les définitions des autres juristes français de l'époque moderne se distingueront de cette définition. Toutes reprendront l'idée que la noblesse est une qualité, bien que d'autres termes puissent être employés, mais plus précisément dans le sens où Ferrière définissait le terme de « qualité » :

---

[37] *« Nobilitas est qualitas per principem illata, qua quis supra honestos plebeios acceptus ostenditur »* (cité par La Roque, Gilles André de, *Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces. Nouvelle édition augmentée.* Jore père et fils Imprimeurs-Libraires, Rouen, 1734, p. 30).

[38] Cet élément se retrouve dans l'étymologie latine du mot « noble » : d'après le *Répertoire* de Guyot ce serait *noscere*, connaître, ou *notus*, *notabilis*, recommandable (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 278). Ferrière le rapproche de *noscibilis*, « celui qui se fait connaître » (Ferrière, Claude-Joseph de, *Dictionnaire de droit et de pratique*, tome second, Paris, 1755, entrée « nobles »). Dans le Gaffiot, *notabilis* est défini comme « notable, remarquable », *notus* comme « connu », et *noscibilis* comme « qui peut être connu » (Gaffiot, Félix, *Dictionnaire latin français*, Hachette, Paris, 1934, p. 1038, p. 1039 et p. 1040).

[39] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, entrée « noblesse ».

« un titre qui marque le rang et la condition d'une personne »[40]. Ferrière reprit d'ailleurs ce terme de « qualité » pour définir la noblesse[41]. Pothier comme l'*Encyclopédie* préférèrent parler de « titre d'honneur », pour bien marquer que ce « titre » était un témoignage d'estime, de considération. L'idée que cette qualité distinguait du « commun des hommes » fut aussi le plus souvent reprise, soulignant l'élévation au-dessus du tiers ordre. Dans une formule lapidaire, Loyseau a pu écrire de la noblesse qu'elle consistait en « l'éloignement de la lie du peuple »[42]. En revanche on ne retrouve plus l'intervention de la puissance souveraine, ce qui peut se justifier par la prétention à la noblesse immémoriale de nombre de nobles dits « de race ».

La principale particularité des définitions des juristes français est leur insistance sur les privilèges que confère cette qualité. La définition de Ferrière de la noblesse est que c'est « une qualité qui donne à ceux qui en sont revêtus plusieurs droits, privilèges, prérogatives, et exemptions, qui les distinguent du commun des hommes »[43]. L'*Encyclopédie* la définit comme « un titre d'honneur qui distingue du commun des hommes ceux qui en sont décorés, et les fait jouir de plusieurs privilèges »[44]. Enfin Pothier a donné une définition plus épurée de la noblesse comme « un titre d'honneur, qui donne à ceux qui en sont revêtus plusieurs privilèges et exemptions »[45]. Si les privilèges ne font pas partie de la définition du *Répertoire* Guyot, néanmoins on notera qu'il donne pour attributs essentiels à la noblesse, outre l'inhérence à la personne et la transmission à perpétuité aux descendants, « l'universalité des prérogatives »[46]. Le fait que les nobles jouissent de privilèges parait avoir été à tel point une évidence pour lui qu'il ne l'a pas précisé, se contentant de rappeler que tous devaient avoir les mêmes droits. Il est très clair dans les développements que tous consacrèrent à la noblesse, et quoique ce ne fut pas précisé dans leur définition, probablement tant cela allait de soi pour eux, qu'ils ne concevaient de noblesse qu'héréditaire, et comme l'a écrit Philippe Contamine, « la transmission par le sang de la qualité nobiliaire fait partie intégrante de sa définition »[47].

La transmission de la noblesse par la filiation aux enfants était le propre de la noblesse. Elle était obtenue dès la naissance pour ceux qui descendaient de nobles par l'ascendance

---

[40] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, tome second, *op. cit.*, entrée « qualité ».
[41] *Ibidem*, entrée « noblesse ».
[42] Loyseau, Charles, *Traité des ordres et simples dignitez*, dans *Les œuvres de maistre Charles Loyseau*, Compagnie des Libraires, Lyon, 1701, p. 44.
[43] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, *op. cit.*, tome second, entrée « noblesse ».
[44] *Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une société de gens de lettres*, tome XXIII, Lausanne, 1780, entrée « noblesse », p. 4.
[45] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, tome second, p. 557.
[46] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, entrée « noblesse ».
[47] Contamine, Philippe, *La noblesse au royaume de France de Philippe le Bel à Louis XII*, Puf, 1997, p. 9 ; François Bluche a constaté qu' « en France il n'est de noblesse qu'héréditaire » (Bluche, François, *La vie quotidienne de la noblesse française au XVIIIe siècle*, Hachette Littérature, 1973, p. 21).

paternelle. Les nobles faisaient traditionnellement partie de « maisons », c'est-à-dire de patrilignages nobles, remontant à des temps parfois reculés. La noblesse était liée dans les représentations à ces lignées. Il s'en suivait que ceux qui descendaient de lignées nobles avaient droit à davantage de considération que les descendants de lignées non nobles, dont on faisait moins de cas des ascendants, ce qui est dû en partie au peu de considération qu'on avait pour certaines activités qu'occupaient les non nobles, mais aussi à l'idée que les qualités seraient héréditaires dans les familles, comme nous serons amenés à le préciser, et donc que les descendants des grands hommes devraient leur ressembler. Les femmes étaient moins bien considérées que les hommes, ce qui se traduisait par le fait qu'elles suivaient la condition de leur mari, et qu'en général elles ne transmettaient pas la noblesse. Naissance et mariage étaient les sources ordinaires de la noblesse.

Puisque les lignées nobles pouvaient s'éteindre, et ce d'autant plus que pendant longtemps elles devaient théoriquement servir le roi à la guerre, il fallait nécessairement compenser ses pertes naturelles ou militaires par de nouveaux nobles, en anoblissant des non-nobles, afin de conserver une noblesse importante[48]. Claude de Seyssel analysait que cette ouverture de la noblesse serait nécessaire à l'harmonie du royaume, car cette « esperance faict qu'ung chascun se contente de son estat et n'a occasion de machiner contre les aultres scachant que par bons moyens et licites il y peult parvenir », alors qu'une trop grande fermeture conduirait les plus ambitieux à « conspirer »[49]. L'anoblissement devait en outre permettre de gratifier les sujets vertueux. La noblesse était justifiée, dans les lettres d'anoblissement, par ce qu'elle permettait de récompenser les mérites, d'inciter à continuer les services rendus à l'Etat, et de donner l'exemple aux personnes moins vertueuses du chemin à suivre pour s'élever[50]. Ceux qui observaient l'anoblissement faisaient réflexion qu'il était d'une « nécessité à la fois biologique et morale »[51]. En réalité, l'anoblissement répondit à des besoins qui n'étaient pas tant liés à la démographie noble, ou à l'harmonie sociale, qu'à l'insatiable appétit financier de l'Etat et à l'aspiration forte des élites roturières d'intégrer la noblesse.

Le juriste Loyseau analysait que la noblesse était « si recherchée » qu'il serait raisonnable que les sources d'anoblissement fussent limitées et certaines[52]. La Roque estimait

[48] Il faudrait ajouter les entrées en religion comme facteur aggravant le risque d'extinction des lignages.
[49] Seyssel, Claude de, *La Grand monarchie de France*, 1541, p. 20.
[50] Nous y reviendrons quand nous étudierons les lettres d'anoblissement, p. 230.
[51] Sur la perception de l'anoblissement par les contemporains jusqu'au milieu du XVIIe siècle, voir Jouanna, Arlette, « Perception et appréciation de l'anoblissement dans la France du XVIe siècle et du début du XVIIe siècle », dans *L'anoblissement en France, XVe-XVIIIe siècles. Théories et réalités*, Centre de recherches sur les origines de l'Europe moderne, 1985, p. 2.
[52] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 29.

de même que les moyens d'acquérir la noblesse devaient être « certains, autrement chacun y voudroit avoir part, ce qui enfin tourneroit en confusion »[53]. Il sera très important pour nous d'éclaircir les moyens et les conditions exactes d'anoblissement. Résumons brièvement ces différents moyens. Au commencement de l'époque moderne, l'anoblissement légal par les simples fiefs et par l'entrée en chevalerie étaient tombés en désuétude depuis plus de deux siècles. L'anoblissement par lettres prenait une place de plus en plus importante, de même que celui qui se faisait par les offices, qui allait prendre des proportions considérables au fil du temps. L'anoblissement par le service des armes devrait aussi produire des effets si on en croit Loyseau. Celui par les fiefs de dignité, lié à l'incompatibilité généralement admise entre la possession de ces fiefs et la condition de roturier, est souvent rappelé par les juristes.

Cette question des sources de la noblesse est bien sûr cruciale. Par les moyens que l'on accordait aux non-nobles pour s'anoblir, on désignait un certain type de personnes comme sujettes à un possible anoblissement. Par conséquent, on influençait fortement l'évolution de la noblesse comme groupe social. Il est certain que le privilège accordé à la robe au détriment de l'épée en matière d'anoblissement par charges a eu une influence considérable sur l'évolution du second ordre. Il est aussi très important de hiérarchiser quantitativement les différentes voies d'accès à la noblesse : une voie d'accès reconnue théoriquement mais rare en pratique ne peut être mise sur le même plan qu'une autre qui apporterait un fort contingent. De même, il faut prendre en compte la difficulté de s'anoblir par les différentes sources, en fonction des qualités requises, du facteur financier, des relations nécessaires, et surtout du facteur temps, certains étant immédiats, d'autres assez longs avant d'être acquis.

Au commencement du XVIe siècle, Claude de Seyssel remarquait que le second ordre était « le plus puissant oultre ce qu'il est le plus digne », et ceux du tiers-état tachaient « tousjours d'y parvenir »[54]. Sous le règne de Louis XIV, Gilles-André de La Roque n'était pas très éloigné de la réalité lorsqu'il écrivait que « ceux qui sont nés avec la noblesse, ne considèrent rien au monde de plus avantageux ; et ils souffriroient plutôt la privation des biens et de la vie, que la perte de cet honneur. Ceux qui en sont déchus par quelque accident, tentent sans cesse les moyens d'être rétablis, et ceux à qui la naissance l'a déniée, n'ont point de soin plus pressant, ni d'ambition plus fort que d'y parvenir »[55]. L'intégration de la noblesse était pour beaucoup de sujets du roi une aspiration très forte, et la comédie de Molière nous a laissé un exemple caricatural de ce phénomène social avec *Le bourgeois gentilhomme*. Il est

[53] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 189.
[54] Seyssel, Claude de, La Grand monarchie de France, *op. cit.*, p. 19.
[55] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 181.

effectivement indéniable que tout au long de l'Ancien Régime, beaucoup de bourgeois attirés par cet ordre prestigieux cherchèrent à s'y insérer. Peut-être que certains n'avaient pas cette inclination, mais c'était pour beaucoup qu'ils n'en avaient pas les moyens. Frappé de ce manque de solidarité, non pas tant avec le reste du tiers-état qu'avec elle-même, Fernand Braudel a employé la fameuse formule de « trahison de la bourgeoisie »[56]. De même François Billacois a écrit plus tard que les bourgeois « ne montent à l'assaut de l'aristocratie que pour se fondre en elle, pour s'y perdre »[57]. Pour beaucoup, les membres de l'élite du tiers-état cherchèrent moins à combattre la domination de la noblesse qu'à l'intégrer. En Gascogne, cette aspiration de la bourgeoisie est très nette à l'époque moderne. Il ne faut pas écarter qu'elle fut plus faible dans les milieux urbains, comme par exemple au sein de la bourgeoisie parisienne[58].

C'est par la domination juridique, politique, sociale, et peut-être aussi culturelle, de la noblesse française, que l'on peut expliquer cette volonté d'anoblissement. Devenir noble, c'était bénéficier des privilèges de la noblesse. C'était aussi jouir d'une meilleure considération sociale, en s'élevant au-dessus de la bourgeoisie et du « commun populaire »[59]. Par le caractère héréditaire de la noblesse, c'était assurer à sa descendance une situation plus favorable. C'était croyait-on une assurance de laisser son nom dans l'Histoire, ambition importante des hommes de ce temps-là. On espérait en l'intégrant faire partie de ces familles dont l'histoire se transmettrait à la postérité, de ces maisons dont la généalogie prenait place dans les nobiliaires, dont les armoiries étaient connues des héraldistes, dont le souvenir honorable serait perpétué dans la mémoire des hommes. En somme, c'était acquérir, comme l'a dit Pothier, un droit « considérable »[60].

La noblesse était donc extrêmement convoitée. Or, l'anoblissement légal ne permit pas de satisfaire tous les désirs d'élévation. La rareté des lettres d'anoblissement, et la quasi absence de charges anoblissantes en Gascogne orientale, n'empêchaient pas totalement d'intégrer la

---

[56] Braudel, Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II. 2. Destins collectifs et mouvements d'ensemble*, Armand Colin, 2017, p. 335.

[57] Billacois, François, « La crise de la noblesse européenne (1550-1650). Une mise au point », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XXIII, avril-juin 1976, p. 274.

[58] D'après Mathieu Marraud, la réalisation d'une carrière d'officier nécessitait de la solidité financière, liée aux « dangers d'un capital ainsi bloqué », alors qu'on devait s'insérer dans un nouveau milieu et tenir son rang, ce qui avait un coût, tandis que la fortune était fragilisée par l'égalité successorale dans la coutume de Paris et la fin de la solidarité avec la famille restée dans la bourgeoisie marchande, conduisant certains à un déclin social (il emploie l'expression d' « impasse nobiliaire »). La « politique de plusieurs d'entre elles qui ne comprennent leur devenir que sous le jour d'une constance commerçante » explique aussi ce désintérêt relatif de familles pour l'office et l'anoblissement (Marraud, Mathieu, *De la ville à l'Etat. La bourgeoisie parisienne, XVIIe-XVIIIe siècle*, Albin Michel, 2009, p. 179, 329-330, 359, 518). Je remercie le professeur Bonin de m'avoir indiqué cette référence.

[59] On trouve cette expression au XVIe siècle, par exemple dans une lettre envoyée aux gentilshommes rédigée par George Galabert greffier des états du Comminges, vers 1550 : ils devaient choisir un syndic pour s'accorder avec « les aultres scindicz de l'Esglize et du comun populaire » (*ADHG*, 1 C 3710).

[60] Pothier Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, tome second, p. 570.

noblesse. Avant les recherches des usurpateurs lancées par Louis XIV, ceux qui progressivement revêtaient les signes distinctifs de la noblesse, sur plusieurs générations, point trop brusquement pour laisser le temps de faire oublier l'origine familiale roturière, tout en intériorisant assez bien les conduites sociales nobles, pour pouvoir au mieux nouer une alliance avec l'ancienne noblesse, pouvaient espérer être reconnus gentilshommes au bout de quelques décennies. L'insuffisance de l'offre d'anoblissement face à la demande explique l'existence de cette agrégation à la noblesse, parfois appelée « anoblissement taisible ».

Cette intégration illégale de la noblesse, en se donnant des apparences nobiliaires, fut qualifiée par le législateur d' « usurpation », car l'anoblissement était un droit souverain et qu'il était donc interdit de s'anoblir de son propre chef[61]. L'intégration de la noblesse était reconnue comme une prérogative royale depuis au moins le XIIIe siècle. Dans la seconde moitié du XIVe siècle, le juriste Jacques d'Ableiges relevait deux « manières » d'être noble, par « nativité », et par « faict et par le moyen du prince », *ie* « ils sont anoblis par l'auctorité du prince ou par raison d'aucuns offices »[62]. L'agrégation ne pouvait donc être qu'une usurpation. Pourtant, certains ont pu concevoir que la noblesse pouvait être prescrite. Dans les faits, beaucoup de bourgeois intégraient la noblesse progressivement sans concession royale. L'agrégation était tellement répandue qu'on pouvait croire que c'était un usage toléré, d'autant que l' « usurpation » n'était pas réprimée par la législation. Comme l'a relevé Monique Cubells, jusqu'au milieu du XVIe siècle, « rien ne l'autorise, si rien ne la condamne »[63]. C'est ce qui explique son importance dans l'intégration de la noblesse, et ce d'autant plus en Gascogne, où l'éloignement du pouvoir central rendait difficile l'anoblissement légal, et où le caractère réel de la taille explique une moindre vigilance des élus et des communautés[64]. Ce n'était cependant pas une spécificité gasconne, on la trouve ailleurs en France comme en Champagne, où l'usurpation serait partout au dire de L'Alouette, qui constatait « qu'il n'i a si petit et

[61] Sur l'usurpation de noblesse, on peut lire l'intéressante étude de Cubells, Monique, « A propos des usurpations de noblesse en Provence sous l'Ancien Régime », dans *Provence historique*, 1970, n° 81, p. 224 ; Constant, Jean-Marie, « L'enquête de noblesse de 1667 et les seigneurs de Beauce », dans *La noblesse en liberté, XVIe-XVIIe siècles*, Presses Universitaires de Rennes, 2004, p. 21 ; Constant, Jean-Marie, *La noblesse française aux XVIe-XVIIe siècles*, Hachette, 1994, p. 93, « Le mystère de l'anoblissement ».

[62] D'Ableiges, Jacques, *Le grand coutumier de France*, publié par Laboulaye, Ed, et Dareste, R., Paris, 1868, p. 210.

[63] Cubells, Monique, « A propos des usurpations de noblesse en Provence sous l'Ancien Régime », *op. cit.*, p. 239.

[64] Un observateur remarquait qu'il s'était « glissé parmi la noblesse beaucoup de pretendus gentilshommes qui ne le sont pas », cela « sans aucune opposition de la part du peuple qui n'en reçoit presque aucun prejudice » (*ADTG*, 1 MI 32, Cathala-Coture, Antoine, *Mémoire historique de la généralité de Montauban pour son altesse sérénissime monseigneur le comte d'Eu gouverneur de la province de Guienne*, manuscrit, 1713, folio 428-429).

mechanique, qui ne contreface le noble »[65]. Depuis quelques décennies, des historiens de la société française, relativisant les catégorisations juridiques, et négligeant les principes monarchiques, ont beaucoup insisté sur cette agrégation (jusqu'au XVIIe siècle), y voyant même une voie d'entrée « coutumière » dans la noblesse, pouvant parler « d'aristocratie urbaine », « mi-bourgeoise, mi-noble », et de « gentilhomme paysan », pour une strate sociale intermédiaire sans statut juridique fixe[66]. Une telle conception ne peut être reprise par un historien du droit, car le principe admis par toute la doctrine était que l'anoblissement était une prérogative régalienne, et à aucun moment le roi n'a consacré l'agrégation à la noblesse, sous la forme d'une prescription par exemple.

L'agrégation à la noblesse se faisait concrètement en plusieurs générations, par l'acquisition des signes distinctifs de la noblesse : en exerçant des charges en vue, de judicature ou de préférence militaire, en nouant des alliances avec la noblesse, en faisant l'acquisition de fiefs, souvent déterminante, en timbrant ses armoiries, en portant l'épée, et en prenant de plus en plus fréquemment des qualifications nobiliaires dans les actes[67]. Tous ces critères ne se retrouvaient pas dans tous les cas, sauf le dernier[68]. Le notaire n'était pas tenu pour responsable des qualités prises par les parties dans l'acte, n'étant pas chargé d'authentifier leur état[69]. Dans ces conditions il devait être porté à les obliger en leur accordant les qualifications souhaitées. Cette intégration plus ou moins rapide était toujours précédée de l'acquisition d'une fortune

---

[65] L'Alouette, François de, *Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés : leur charge, vocation, rang et degré : des marques, généalogies et diverses especes d'iceus : De l'origine des fiefs et des armoiries*, Paris, 1577, p. 12.

[66] Constant, Jean-Marie, « Noblesse et élite au XVIe siècle : les problèmes de l'identité noble », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 45. George Huppert a quant à lui qualifié de « gentry » une classe nouvelle au XVIe siècle, sorte d' « aristocratie urbaine », qui aspirerait au statut de la noblesse tout en n'en faisant pas partie, et conserverait les lettres comme idéal social (Huppert, George, *Bourgeois et gentilshommes. La réussite sociale en France au XVIe siècle*, Flammarion, 1983).

[67] Rappelons juste que si le fief n'était pas anoblissant, il créait une confusion, ne serait-ce que par le fait qu'en Gascogne les fiefs étaient en grande majorité dans l'escarcelle des nobles. L'anoblissement de la personne s'accompagnait souvent de celui de la maison, que l'on voyait passer dans les actes de « métairie » à « salle », ou « maison noble », puis « château ».

[68] Le processus d'agrégation à la noblesse a été décrit par les historiens déjà mentionnés pour l'histoire de l'usurpation, et nous avons détaillé le cas de la famille Dougnac de Saint-Martin dans notre mémoire de master II. Nous n'y reviendrons pas car il s'agit de l'Histoire sociale et seules ses conséquences juridiques nous intéressent. Qu'on nous permette de se contenter de donner la parole à un intendant d'Auch qui a très bien décrit le phénomène au milieu du XVIIIe siècle : « Un bourgeois qui a plus de bien que le commun de ses concitoyens cherche tous les moyens d'acquérir sur eux quelque supériorité. S'il a des enfans son ainé se fait pourvoir de quelque charge de judicature qui luy donne du relief, et le cadet se destine au service. Celuy cy prend la qualité de chevalier et s'annonce ainsy partout sans que personne y trouve à redire parce-que tel est l'usage du païs. Si l'un ou l'autre se marient ils prennent la qualité de nobles. […] Les parens des femmes qu'ils épousent, qui sont souvent bonnes demoiselles mais pauvres, sont les premiers à autoriser ces qualifications. Leurs successeurs ne manquent point de continuer à se qualifier de nobles, et insensiblement ils se fournissent à eux-mêmes et à leur postérité des titres qui dans la suite sont reconnus pour bons tandis qu'ils n'ont que l'usurpation pour principe » (*ADG*, C 1, lettre de l'intendant Mégret de Serilly à monsieur de La Houssaye, à Auch, le 8 décembre 1740).

[69] Fillon, Anne, « Villageois, notaires et titres nobiliaires », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 296.

importante, qui conditionnait celle des signes de noblesse et le mode de vie noble, sans activités dérogeantes. L'agrégation était donc le fait le plus souvent de descendants de marchands, mais aussi de la bourgeoisie de robe. En Gascogne orientale, c'est donc dans des gros bourgs, situés sur des voies de communication importantes ou dotés du siège d'une juridiction de rang moyen, que nous trouvons ces agrégés en plus grand nombre, comme l'a montré une étude sur les notables de L'Isle-Jourdain[70]. Il fallait plus de temps pour faire oublier une telle origine à l'époque de la preuve littérale au XVIIIe siècle, qu'à celle de la preuve testimoniale au XVIe siècle, ce qui explique aussi que l'agrégation fut plus facile au XVIe siècle.

Le regard porté sur l'agrégation était d'autant plus défavorable qu'à ce changement de condition qui était potentiellement insensible, progressif, souvent pluri-générationnel, et dont les bénéficiaires pouvaient être eux-mêmes les dupes, plus ou moins de bonne foi, on appliquait un jugement de valeur négatif, fondé sur la dénonciation de la dissimulation, du mensonge, de la duplicité, indigne de la noblesse, qui se devait théoriquement de tenir sa parole et d'avoir une conduite droite. D'après La Roque, certains inventeraient « toute sorte de ruses pour se prévaloir du titre de noble »[71]. Cet anoblissement *proprio motu* a pu être qualifié par le terme juridiquement et moralement condamnable de « faux ». Au surplus, les usurpateurs eurent parfois recours à des faux actes, comme nous le verrons, pour prouver leur noblesse. Les détracteurs de l'usurpation ne se fondaient pas tant sur la morale ou sur la défense du pouvoir souverain, que sur deux autres inconvénients de l'usurpation, qui furent repris pour les condamner dans la législation répressive. Le premier était la corruption de la noblesse par des faux nobles qui seraient réputés ne pas être idoines. Pour Loyseau l'usurpation entrainerait la « confusion et mépris de la noblesse, à laquelle ils se comparent »[72]. La noblesse perdrait de son prestige par ce mauvais mélange. Le second était la défense des intérêts du tiers-état, car l'intégration de la noblesse par ceux qui étaient souvent des bourgeois aisés alourdissait la charge fiscale croissante qui pesait sur le dos des habitants roturiers des communautés[73]. Fin observateur de la société de son temps, Loyseau relevait que cette « grande trouppe de gens » qui usurpait la noblesse ne serait pas seulement une atteinte à l'intérêt commun à cause de l'exemption de la taille, qui causerait « la foule du menu peuple », mais aussi, suggérait-il, parce qu'au « domage du public », ils ne contribueraient plus à l'essor économique général, par leur

[70] Llucia di-Fusco, Claude, *Une méthodologie appliquée à un exemple d'ascension sociale sous l'Ancien Régime : L'Isle-Jourdain et ses notables*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Université Jean Monnet-Saint-Etienne, 1997.
[71] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 66.
[72] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 30.
[73] Surtout en pays de taille personnelle, car en pays de taille réelle l'exemption ne dépendait pas de la noblesse de la personne mais de la terre, comme nous serons amenés à la préciser.

« labeur » et « industrie »[74]. Ces deux aspects négatifs de l'usurpation furent repris par exemple par des nobles bigourdans : « honte de la noblesse » et « ruine du peuple »[75]. Ces étendards n'étaient dans le fond que des alibis pour le gouvernement royal, qui était surtout préoccupé par la diminution de l'assiette fiscale, et c'est la volonté de limiter les exemptions qui se faisaient au préjudice des finances de l'Etat, qui ne cessait en même temps d'augmenter la pression fiscale, qui explique la détermination royale à stopper le phénomène. Si l'agrégation se fit à l'époque étudiée toujours *contra legem*, et demeura une usurpation condamnée au moins en théorie, il est nécessaire de ne jamais perdre de vue l'importance de ce phénomène social, car il explique en partie le faible recours à l'anoblissement royal jusqu'au milieu du XVIIe siècle, le renforcement de la règlementation de la preuve de noblesse tout au long de la période, et finalement toutes les contestations judiciaires et contrôles administratifs de la noblesse par le biais de la preuve[76].

Réellement, au XVIe siècle, on a pu penser que la noblesse était un effet de la nature, liée à la « race », que la nature transmettrait les qualités nobles dans les lignées. Le Bret analysait que la noblesse ne viendrait « pas tant de la loi que de la nature, c'est à dire du droit des gens et d'une suite de degrez de consanguinité »[77]. L'inégalité naturelle était alors à peu près universellement reconnue[78]. Cette croyance résultait pour une large part d'observations spontanées de la réalité sociale, dans laquelle on voulait voir un reflet d'un ordre naturel. Elle est allée en s'érodant dans les mentalités. C'est ainsi l'idée d'égalité naturelle entre les hommes qui s'imposa par la suite. Dès le XVIIe siècle, des juristes traitant de la noblesse avaient affirmé que la noblesse était du droit non naturel mais civil[79]. Au XVIIIe siècle, il était largement admis par la doctrine que la noblesse tenait seulement au droit civil. « Dans l'ordre de la nature », écrivait Chérin en 1788, « les hommes naissent égaux et libres »[80]. La nature faisait les hommes

---

[74] *Ibidem*, p. 30.

[75] « Mémoire pour servir de Réplique à la réponse du sieur de Lafitole du 15 octobre 1748, présenté le 31 juillet 1749 », transcrit dans Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XX, 1749, p. 131.

[76] Le terme d'usurpation étant péjoratif et partial pour des raisons politiques, sociales et morales, nous préférons le terme d'agrégation, quoique quand nous étudierons la lutte royale contre l'agrégation, le terme légal d'usurpation sera plus souvent employé.

[77] Le Bret, Cardin, *Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides*, dans *Les œuvres de messire Cardin Le Bret*, Paris, 1689, trente-cinquième action, p. 523. Voir aussi son *Traité de la souveraineté du roy*, *ibidem*, livre deuxième, p. 62, chapitre X.

[78] Jouanna, Arlette, *L'idée de race en France au XVIe siècle et au début du XVIIe siècle (1498-1614)*, thèse d'histoire, Université de Paris, Librairie Honoré Champion, Paris, 1976, p. 23 et suiv.

[79] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 185 ; Belleguise, Alexandre de, *Traité de la noblesse et de son origine, suivant les préjugez rendus par les commissaires députez pour la vérification des titres de noblesse,* Jacques Morel, Paris, 1700, p. 3 : « Ce seroit donc une erreur de croire que la nature se mêlât de la différence des conditions, c'est un pur ouvrage de l'authorité du prince et des loix civiles, qui ont établi certains moyens par lesquels ont fait la distinction des états et des personnes ».

[80] Chérin, L. N. H., *Abrégé chronologique d'édits, déclarations, règlemens, arrêts et lettres patentes des rois de France de la troisième race, concernant le fait de noblesse*, Royez libraire, Paris, 1788, p. IX. Pour une œuvre

égaux, et ce sont les hommes qui distinguaient juridiquement par la loi. Ils naissaient égaux mais ne le demeuraient pas. La noblesse serait un produit de l'autorité souveraine, régi par la loi.

Pour justifier de la preuve de noblesse, des juristes insistaient sur le caractère accidentel de cette qualité : elle n'appartenait pas substantiellement à la personne. La roture était « l'état naturel des hommes »[81]. Au contraire, la noblesse était une qualité « adventice et accidentelle »[82]. Elle ne faisait pas partie de la nature de la personne, mais elle était son état juridique, et la personne pouvait changer d'état. Une personne pouvait perdre cette qualité, où en acquérir la possession, par l'anoblissement. Ils en déduisirent que la personne était présumée roturière : elle devait prouver sa noblesse[83]. La noblesse ne se présumait point.

Les règles en matière de preuve de noblesse changèrent au gré de l'évolution de la législation, et elles différaient d'une institution à l'autre, étant plus ou moins rigoureuses sur la forme, plus ou moins exigeantes sur le fond[84]. Sur la forme, la preuve pouvait exiger un nombre plus ou moins important de témoins ou de titres, les titres pouvaient être exigés en original ou les collations pouvaient être acceptées, seuls certains types de titres pouvaient être reçus. Sur le fond, le cadre général est celui des sources de la noblesse. Devraient être vérifiés, s'il s'agissait d'un anobli le titre d'anoblissement, s'il s'agissait d'un noble d'extraction, la noblesse de ses devanciers, mais aussi le lien de parenté entre lui et ses prédécesseurs[85]. Bien entendu il ne fallait pas que le noble ait perdu sa qualité, c'est à dire qu'il n'ait pas vécu noblement, ayant

plus emblématique diffusant cette idée, voir l'*Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une société de gens de lettres*, tome XXIII, Lausanne, 1780, entrée « noblesse », p. 5.

[81] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 429.

[82] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, *op. cit.*, tome second, entrée « noblesse ».

[83] Pasquier, Etienne, *Recherches de la France*, dans *Les œuvres d'Etienne Pasquier*, tome 1er, Amsterdam, 1723, p. 376 : « Et est tout homme réputé roturier, s'il ne prouve sa noblesse » ; *Commentaire de maître Jean Boiceau sur l'article 54 de l'ordonnance de Moulins*, Poitiers, 1582, traduit du latin dans Danty, M., *Traité de la preuve par témoins en matière civile*, Paris, 1769, p. 408 : « Il est certain d'abord que c'est à celui qui allegue la noblesse à la prouver ; car cette qualité de noble n'est pas naturelle, mais accidentelle et étrangère » ; Bacquet, Jean, *Traité des droits de francs-fiefs*, dans *Les œuvres de maistre Jean Bacquet*, Paris, 1688, p. 847 ; La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 182 ; Hubert, Robert, *Traité de la noblesse*, Jean Boyer imprimeur, Orléans, 1681, p. 11. Il existait une présomption de noblesse en faveur de ceux qui « portent état de noblesse et se gouvernent comme nobles » en Bretagne dans l'ancienne coutume, mais elle disparut dans la nouvelle coutume de 1580 (Bloch, Jean-Richard, *L'anoblissement en France au temps de François 1er. Essai d'une définition de la condition juridique et sociale de la noblesse au début du XVIe siècle*, Bibliothèque de la revue historique, Paris, 1934, p. 32).

[84] Une analyse de l'évolution de la preuve de noblesse a été faite par Valérie Piétri, « Bonne renommée ou actes authentiques : la noblesse doit faire ses preuves (Provence, XVIIe-XVIIIe siècles) », dans *Genèses*, n° 74, 2009/1, p. 5.

[85] Comme le remarquait avec justesse un gentilhomme gascon au XVIIIe siècle, la filiation, « qui résulte d'une naissance selon les loix, est le premier objet des soins et des recherches de messieurs les commissaires chargés de vérifier les preuves, parce que sans elle il n'y a point de noblesse » (*ADLG*, 25 J A5-14, lettre de monsieur de Luppé-Garrané, au château de Lacassagne, le 23 novembre 1769).

dérogé, ou été déchu de sa noblesse[86]. Cette preuve de noblesse d'extraction pouvait être graduelle, si on la mesurait par le nombre de générations, séculaire, si on la mesurait par le nombre des siècles, ou encore dative, si elle devait remonter jusqu'à une date précise[87]. Pour prouver son état, un noble pouvait se contenter d'une preuve graduelle de trois degrés remontant à l'aïeul jusqu'au XVIIe siècle, puis à partir du règne de Louis XIV, la preuve fut dative, avant de devenir séculaire, un noble devant dès lors prouver cent ans de possession de cette qualité. Il faut ajouter que certaines institutions exclurent les anoblis, ou les nobles ne pouvant prouver une noblesse remontant suffisamment haut : la preuve pouvait alors devoir remonter à une époque bien plus ancienne. Enfin, si la tradition française, attachée à la « lignée », la ligne paternelle, était de se focaliser sur le patrilignage, contrairement par exemple à la preuve germanique qui se faisait par « quartiers », en décomptant les femmes aussi bien que les hommes, l'Eglise prenait aussi en compte l'ascendance maternelle, comme certains ordres de chevalerie, accentuant la diversité des règles.

Si en remontant au delà de cette preuve, on constatait que la famille était roturière, et se serait agrégée illégalement au second ordre, alors elle pouvait être condamnée pour usurpation[88]. Si la question a pu être discutée jusqu'au règne d'Henri IV, la doctrine considéra à partir de celui-ci sans contestations que la noblesse était imprescriptible, car l'anoblissement était un droit souverain, n'appartenant qu'au roi[89]. Auparavant, l'acceptation de la prescription de noblesse, pourtant soutenue rétrospectivement par certains historiens, est très discutable. Rappelons que le roi avait le monopole de l'anoblissement depuis le XIIIe siècle, et qu'il ne reconnut pas dans ses ordonnances la prescription ; au contraire il condamna « l'usurpation »

[86] L'arrêt du conseil d'Etat du 19 mars 1667 portait que le noble ne serait maintenu dans sa noblesse que si lui ni ses ancêtres n'avaient point commis d'actes de dérogeance (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 165).

[87] *Ibidem*, p. XXVI.

[88] *Ibidem*, p. XXXII : « Si cette possession étoit précédée par des traces de roture, ou qu'elle n'eut point été paisible, elle ne prévaudroit point ; par la raison qu'en France, la noblesse n'est pas prescriptible ». Joseph-Scipion de Barcilon de Mauvans, gentilhomme provençal auteur d'un nobiliaire, assurait qu'il était de « maxime constante en France en fait de noblesse, qu'il faut la posséder de toute ancienneté ou l'avoir acquise par un titre primordial. Les simples qualifications ne servent de rien si on prouve la roture précédente » (*Critique du nobiliaire de Provence*, manuscrit du XVIIIe siècle, p. 26).

[89] Loyseau a tranché nettement la question, considérant que « ce qui concerne les droits du roi et l'interest du public, est imprescriptible, notamment sans titre, et avec mauvaise foi, et quand il appert de l'origine vicieuse, principalement encore ce qui est hors du commerce privé et de la disposition des particuliers, comme est la noblesse » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 30). Comme le faisait observer Alexandre de Belleguise, traitant chargé de la recherche des usurpateurs en Provence, « si elle pouvoit être prescrite, il arriveroit que la complaisance des notaires ou la vanité des particuliers feroit les nobles, et qu'une usurpation confirmée par quelque suite de tems auroit la même force que l'autorité du prince » (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 60). Voir aussi La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 191 ; Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, tome second, p. 557. Tiraqueau est le juriste toujours cité comme favorable à la prescription de noblesse, ce qui est paradoxal puisqu'il soutenait aussi que seul le roi pouvait anoblir.

dès le milieu du XVIe siècle. Jean-Marie Constant cite Claude de Seyssel qui écrivait que l'on verrait quotidiennement « aulcuns de l'estat populaire monter par degrez jusques à celuy de noblesse »[90]. C'est exact, mais il précisait que cette promotion se faisait « par degrés », parce que cette ascension passerait du « peuple menu » par le « peuple moyen », et il affirmait dans le même chapitre de façon dogmatique que « pour parvenir à l'estat de noblesse est necessaire qu'il obtienne grace et privilege du prince »[91]. Ce qui revient à démentir catégoriquement l'opinion de Jean-Richard Bloch, selon laquelle la noblesse était prescriptible jusqu'au règne de François Ier compris[92]. D'ailleurs, on n'a pas connaissance d'exemples de nobles qui justifièrent leur noblesse par une telle prescription, tous se fondant soit sur leur généalogie noble, soit sur un anoblissement par lettres ou offices. Il est exact que la noblesse des personnes était mal contrôlée jusqu'au XVIe siècle et même durant le règne de Louis XIV dans certaines provinces, ce qui permit à beaucoup de s'agréger, mais de là à reconnaître une prescription de noblesse complètement contraire au droit souverain du roi et à ses intérêts financiers, il y a un pas que nous ne franchirons pas. Il aurait été d'ailleurs bien paradoxal que le roi, qui révoquait parfois les anoblis par lettres ou charges de son propre chef, laissât en même temps jouir de la noblesse ceux qui l'auraient prescrit de leur propre mouvement : ces derniers furent donc considérés comme des « usurpateurs de noblesse ». A cela s'ajoutait que la noblesse était théoriquement fondée sur la vertu, comme on le verra : or la prescription serait une usurpation, et la noblesse qu'elle procurerait serait fondée sur une origine « vicieuse », et non sur le mérite[93]. A défaut de prescription, il n'y avait pas en théorie de noblesse coutumière, comme on a pu le croire un temps, point fondamental qu'il nous fallait élucider d'entrée de jeu.

On a vu que la conception que l'on se faisait de la noblesse reposait en grande partie sur l'hérédité, car beaucoup pensèrent longtemps que les qualités nobles se transmettaient au sein de la « race », par le sang. Cette croyance à la transmission par le sang des qualités nobles ne fut pas sans conséquence juridique, car la doctrine qui écrivit sur la noblesse la partageait assez largement au moins jusqu'à l'orée du siècle des Lumières. Il en résulta que *de facto* les nobles ne pouvaient pas perdre leur noblesse complètement. Le roi pouvait bien priver un noble de race des privilèges de la noblesse, des avantages qu'il tenait de la loi ou de la coutume, mais non de ce qui lui venait de la nature, des avantages qu'il tiendrait de sa « race ». Gilles-André

[90] Constant, Jean-Marie, *La noblesse française aux XVIe-XVIIe siècles*, Hachette, 1994, p. 93.
[91] Seyssel, Claude de, La Grand monarchie de France, *op. cit.*, p. 20.
[92] Bloch, Jean-Richard, L'anoblissement en France au temps de François 1er, *op. cit.*, p. 30 et suiv.
[93] Belleguise écrivait dans cette optique que « si sans d'autre façon on pouvoit acquérir la noblesse, la vertu n'en seroit plus la cause, ce ne seroit plus une qualité qui auroit pour principe un merite particulier […], puisqu'il suffiroit de montrer la qualité de noble ou d'ecuyer inserée dans quelques contrats pour toute preuve du merite des devanciers » (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 74).

de La Roque, auteur le plus souvent cité en matière de droit nobiliaire, se distingua par son insistance particulière sur la « nature » et les « droits du sang » de la noblesse[94]. Il considérait que ces droits viendraient limiter ceux du roi, qui ne pourrait les atteindre, par exemple en voulant priver un noble de sa noblesse[95]. Par le sang, la noblesse se transmettrait nonobstant toute condamnation frappant les droits civils du noble[96]. Nous reviendrons sur cette limitation des droits du roi par ceux du sang. Contentons-nous de noter pour l'instant les deux conséquences fondamentales de cette limitation posée par la doctrine, mais très largement partagée dans leur mentalité par les nobles, et aussi probablement par les juges.

La première fut que les nobles en France ne pouvaient pas perdre totalement la noblesse : l'acquisition de la noblesse était définitive pour la lignée dans les faits. La loi prévit de nombreux cas de déchéance de la noblesse, mais cette législation ne fut pas appliquée, ou de façon tout à fait exceptionnelle, car les juges ne se reconnaissaient pas le droit, ou le pouvoir, de priver un noble de sa noblesse. Pourtant, il paraissait aussi évident que les nobles devaient respecter un certain nombre de règles, à défaut desquelles il n'y aurait plus d'unité dans l'ordre, et il risquerait de perdre sa prééminence sur le tiers-état. C'est pourquoi un compromis se fit entre cette idée que la noblesse de race viendrait du sang, mais les privilèges seraient tenus du roi. On considéra, c'est la seconde conséquence, que si un noble commettait des actes qui seraient contraires à la noblesse, à son genre de vie, il perdrait les privilèges de la noblesse, mais non la noblesse elle-même, cette qualité indéfinissable qu'il tiendrait de ses prédécesseurs. De cette façon se dégagea la notion de « dérogeance », qui faisait que le noble perdait ses privilèges, mais non sa noblesse. On serait tenté de dire que le noble ayant perdu ses privilèges, il ne lui restait plus rien pour se distinguer du roturier, pas même le droit de prendre des qualifications nobles. C'est exact, mais celui qui était devenu roturier *de jure* pouvait recouvrer sa noblesse en obtenant du roi une réhabilitation de noblesse. La seule condition pour l'obtenir, outre, c'est l'évidence, d'avoir cessé ses activités contraires à la vie noble, était de pouvoir établir qu'avant la dérogeance on était bel et bien de condition noble. Pas plus qu'il n'existait

[94] Il emploie souvent cette expression, par exemple : La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 386.
[95] *Ibidem*, p. 375 : « la noblesse originelle ne se peut perdre, étant inaliénable ; car comme elle est attachée à la nature, elle demeure aux condamnés, qui n'en sont dépouillés que par une fiction de droit ».
[96] *Ibidem*, p. 375 : « il est plus aisé au prince souverain de priver un gentilhomme qui a forfait, des biens et de la liberté, que de suprimer ses droits de sang, qui ne sçauroient mourir qu'avec lui : et sa postérité en jouir sinon civilement, au moins naturellement, car l'infamie ou la dégradation ne peuvent pas effacer le caractère de noblesse qui est essentiel aux enfans ».

de prescription acquisitive de la noblesse, il n'existât de prescription extinctive de la noblesse, quoique certains juristes aient pu l'affirmer[97].

Loyseau expliquait que « chacun de ces trois ordres est encore subdivisé en degrez subordonnez, ou ordres subalternes »[98]. Il n'y avait pas une égalité parfaite au sein du second ordre. La noblesse se transmettant par l'hérédité, on en vint à distinguer le « noble de race », parfois aussi appelé noble « d'extraction », de l'anobli, qui tenait sa noblesse de la concession du prince. Le fils de l'anobli était noble de naissance, mais point encore noble de race. Le noble de race tenait sa noblesse de sa « race », c'est-à-dire de ses prédécesseurs, de ses aïeux[99]. Puisque la noblesse ne pouvait être prescrite, cette noblesse devrait remonter à un temps immémorial[100]. La noblesse ne pouvant techniquement être prouvée depuis un temps trop reculé, la preuve se limitait à celle d'une possession de noblesse suffisante, remontant selon les modalités de la preuve à une date ancienne, à un nombre déterminé de siècles, ou à un certain nombre de générations. Les juristes ont d'ailleurs essayé de définir ce qu'était un « noble de race », en accordant ou non cette définition avec la preuve de noblesse exigée en leur temps[101]. D'ordinaire le « noble de race » était reconnu comme celui qui était capable de prouver depuis trois générations lui compris, donc depuis l'aïeul, puis d'une noblesse centenaire au XVIIIe siècle. Un descendant d'anobli antécesseur de l'aïeul, ou établissant cent ans de noblesse par la suite, était aussi considéré comme un « noble de race »[102]. Toutefois, la « noblesse de race »

---

[97] Si les références en droit nobiliaire considéraient que la noblesse ne pouvait connaître de prescription acquisitive car les droits du roi ne pourraient être prescrits, ils considérèrent aussi en général qu'elle ne pouvait pas subir non plus de prescription extinctive au bout d'un certain temps de dérogeance, car « les droits du sang ne se prescrivent jamais » (*ibidem*, p. 344).

[98] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 2.

[99] Pour Thierriat, être noble de race consistait à « estre descendu d'ancestres nobles et vivre noblement » (Thierriat, Florentin de, *Trois Traictez scavoir, de la noblesse de race, de la noblesse civille, des immunitez des ignobles*, Paris, 1606, p. 4).

[100] La noblesse de race était selon Pothier « celle dont on ne connoît pas l'origine, […] dont on ne peut coter le commencement » (Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, tome second, p. 557).

[101] Pour La Roque, la noblesse du noble de race devait remonter au bisaïeul, et donc la preuve être de quatre degrés, opinion tirée de Bartole, et reprise par le *Répertoire* de Guyot (Bartole est cité par La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 30 ; Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 301). Pourtant, il semblerait que cette opinion fût exceptionnelle et vraiment reconnue qu'en Normandie, où l'on demanda un temps une preuve de noblesse remontant au bisaïeul (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 196).

[102] Si c'est avec justesse que Michel Peronnet insiste sur la séparation des « nobles de race » et des anoblis, il nous semble que c'est exagéré de distinguer des familles nobles de race à jamais, et d'autres immuablement anoblies (« Quelques réflexions sur les critères d'analyse d'un groupe social : la noblesse, dans une durée séculaire », dans *L'anoblissement en France, XVe-XVIIIe siècles. Théories et réalités*, Centre de recherches sur les origines de l'Europe moderne, 1985, p. 136 et suiv.). Cette *summa divisio* ne se retrouve pas dans les sources, et l'ancienneté faisait des familles d'anoblis des nobles de race. C'est seulement, de façon éphémère, pour quelques charges de la maison du roi, une infime minorité de chapitres (comme celui de Lyon), ou les honneurs de la cour, et encore des exceptions furent faites, qu'on poussa la prétention jusqu'à exiger l'absence d'anoblissement connu. C'est que l'immense majorité des nobles avaient leur origine dans l'anoblissement ou dans l'agrégation à la noblesse, et une famille anoblie au Moyen Âge devait bénéficier du même statut, être estimée, et faire la même preuve de noblesse

était une catégorie doctrinale à peu près dépourvue de portée pratique, et hors du champ des spécialistes, on distinguait plus couramment entre le noble sans épithète et l'anobli, l'ancienneté de la noblesse héritée et non acquise variant selon la preuve de noblesse exigée. L'expression était néanmoins commune[103]. C'est que la noblesse de race, présumée ancienne et pure, était « la plus estimée de toutes » si l'on en croit les nobles gascons[104]. Entre le simple noble et l'anobli, le statut était à peu près le même, mais il pouvait y avoir des différences notables comme pour l'accès à des places réservées aux seuls anciens nobles, ce qu'il nous faudra préciser. Outre cette distinction entre le noble et l'anobli, les nobles purent être hiérarchisés suivant leur titre de dignité, d'une façon pas forcément très claire à cause de leur évolution et de leur caractère différent, nous y reviendrons, et de fait des nobles non titrés pouvaient bénéficier d'un rang plus élevé en raison d'une seigneurie, d'une charge ou d'un honneur. De nombreuses autres distinctions purent être faites entre les nobles, mais elles ne composaient pas une hiérarchie intra-nobiliaire légalement reconnue[105]. Malgré de grandes différences sociales, suivant des variables des plus diverses, tous les nobles bénéficiaient juridiquement de l'essentiel des privilèges du second ordre.

L'évolution du statut de la noblesse ne peut s'affranchir d'une réflexion sur ses rapports avec le pouvoir royal. Suivant le juriste Guy Coquille, si le roi était « le chef des trois, neantmoins est tenu pour estre du second ordre »[106]. Pourtant, depuis au moins Boulainvilliers, on est enclin à voir en lui, en tant que souverain cherchant à accroitre son pouvoir, un agent du déclin de la noblesse[107]. L'absolutisme s'imposa en déjouant la réaction noble, exprimée par des complots et des révoltes. La limitation du pouvoir, du nombre et des privilèges des nobles paraît être un de ses objectifs. L'image d'un roi cherchant à tout prix à affaiblir la noblesse

---

en cas de contestation, qu'une famille se prétendant d'une noblesse immémoriale, souvent à tort, ne suscitant parfois que l'incrédulité des personnes averties. Une autre façon de penser reviendrait à ignorer l'importance du renouvellement nobiliaire et la rareté à l'époque moderne des familles prouvant une noblesse remontant avant 1400, les nobles de race seraient réduits à une poignée. Le droit ne se montrait pas aussi exigeant pour le « noble de race », et le descendant de l'anobli pouvait le devenir avec le temps ; en revanche il ne pouvait être « gentilhomme de nom et d'armes », et même à la rigueur « gentilhomme » pour certains tel La Roque, mais ces qualifications n'avaient que peu ou pas d'utilité juridique.

[103] Lors des recherches des usurpateurs, des nobles demandèrent à être maintenus noble de race, ou « noble et issu de race noble » (Fonds Cahuzac, inventaire de production de Joseph de Cossy devant l'intendant, avril 1715).

[104] « Mémoire pour servir de Réplique à la réponse du sieur de Lafitole du 15 octobre 1748, présenté le 31 juillet 1749 », de nobles bigourdans, transcrit par Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XX, 1749, p. 130.

[105] Ainsi la distinction faite par Loyseau entre les princes, la « haute noblesse » et la « simple noblesse » tenait à des considérations de fait, non à une hiérarchie fixée par le droit (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 2).

[106] Coquille, Guy, *Traité des ordonnances*, dans *Les œuvres de maistre Guy Coquille sieur de Romenay*, tome 1, Paris, 1666, p. 104.

[107] Boulainvilliers, Henri de, *Essais sur la noblesse de France, contenans une dissertation sur son origine et son abaissement*, Amsterdam, 1732.

semble cependant bien caricaturale, et comme l'ont soutenu des historiens, « la confrontation entre le second ordre et l'Etat monarchique ne saurait se résumer à un face à face brutal où l'un recule lorsque l'autre progresse »[108]. Il faut d'ailleurs distinguer entre ceux qui menaçaient le pouvoir royal et ceux qui n'étaient qu'une composante de la société, pouvant même être vue comme un soutien de la monarchie. « Rabaisser l'orgueil des grands », un des objectifs du fameux projet de Richelieu, ne signifie pas abaisser l'ensemble de la noblesse. Mieux, durant l'époque moderne, on peut déceler une volonté du roi de maintenir la hiérarchie sociale qui s'est exprimée de bien des façons, et particulièrement par une protection accordée à divers groupes nobiliaires. Ainsi Jean Nagle écrit : « La noblesse entoure le roi ; le roi protège la noblesse : à vrai dire, il en prend alors le contrôle sous couleur de la protéger »[109]. Cette préservation ne serait donc pas sans compensation. L'étude du statut de la noblesse, largement façonné par le pouvoir royal, peut permettre d'y voir plus clair sur les rapports entre noblesse et monarchie.

François-Paul Blanc considère que « l'évolution de la législation royale, sa complexité croissante, la multiplication des formes implicites de l'anoblissement, impliquent une analyse *ratione temporis*, interdisent résolument toute approche d'ensemble du statut nobiliaire. […] Le statut nobiliaire ne saurait donc être observé, correctement délimité et juridiquement défini, qu'au prix d'une limitation dans le temps »[110]. Nous avons décidé d'une approche ample en remontant au milieu du XVIe siècle. Les raisons de la limitation à la deuxième moitié du XVIe siècle sont multiples. Elles tiennent d'abord à la conservation des archives, qui se raréfient énormément en Gascogne orientale en-deçà des derniers Valois. Deux autres motifs expliquent la pertinence du règne d'Henri II comme début de notre étude. Le milieu du XVIe siècle vit les premières condamnations des usurpateurs de noblesse par le législateur, condamnations qui allaient se multiplier par la suite, et s'accompagner d'une importante règlementation du statut nobiliaire[111]. C'est bien une rupture avec une période antérieure où il n'était qu'assez peu pris en compte par la politique royale. C'est aussi au milieu du XVIe siècle que durent remonter les preuves de noblesse lors de la première recherche générale des usurpateurs sous Louis XIV, et c'est par conséquent depuis cette période que l'on a des renseignements suffisamment précis

[108] Brioist, Pascal, Drévillon, Hervé, Serna, Pierre, *Croiser le fer. Violence et culture de l'épée dans la France moderne (XVIe-XVIIIe siècle)*, Champ Vallon, 2002, p. 123.
[109] Nagle, Jean, *Le droit de marc d'or des offices. Tarifs de 1583, 1704, 1748. Reconnaissance, fidélité, noblesse*, Librairie Droz, Genève, 1992, p. 32.
[110] Blanc, François-Paul, « Un traité de droit nobiliaire au XVIIe siècle. Alexandre Belleguise et le statut juridique de la noblesse provençale », dans *Mélanges Roger Aubenas*, Université de Montpellier 1, 1974, p. 34.
[111] Voir l'affirmation progressive de la volonté royale de régulation de la noblesse, p. 704.

sur beaucoup de lignées nobles gasconnes grâce aux recherches généalogiques et preuves de noblesse conservées.

Concernant la fin de notre sujet, il se terminera avec cette grande rupture que fut la Révolution française. Si la noblesse fut abolie par un décret du 19 juin 1790 repris par des lettres patentes du 23 juin, la noblesse n'en était pas moins alors en grande partie démantelée et condamnée dans son principe dès la nuit du 4 août et surtout la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 qui proclamait dans son article premier que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ».

Malgré les diversités provinciales, le cadre royal doit inciter à une vision globale de la noblesse française à l'époque moderne. D'un autre côté, en dépit d'une tendance à l'harmonisation, le droit nobiliaire était différent suivant les provinces ou juridictions, à cause de l'hétérogénéité des normes juridiques et des interprétations parfois divergentes de la loi royale. Ces spécificités du droit nobiliaire doivent conduire à une étude approfondie de cas, afin de pouvoir conduire à une analyse fiable de l'évolution d'ensemble[112]. En outre, seule l'étude des archives permet de s'assurer de l'aspect concret des considérations doctrinales, de l'application de la législation, et donc d'éviter les généralisations et considérations théoriques que l'on pourrait dégager de l'étude de normes potentiellement dénuées d'effets. Afin de mener à bien cette recherche, nous avons donc limité le ressort à la Gascogne dans sa partie orientale, c'est-à-dire la partie de la Gascogne, comprise dans le gouvernement de Guyenne-Gascogne, dépendante du parlement de Toulouse. L'intérêt de l'étude du droit noble en Gascogne orientale tient à ce qu'il n'y avait pas le traditionnel droit coutumier du nord, avec ses règles successorales propres aux nobles, ni non plus d'exemption de la taille en raison de la noblesse de la personne : l'absence de ces deux particularités permet d'éviter une analyse réductrice du droit nobiliaire à travers le seul prisme du droit fiscal ou du droit privé successoral.

Le noble gascon a fait l'objet d'un véritable mythe à travers la figure du « cadet de Gascogne ». Il connut une notoriété incroyable post-mortem avec les romans du XIXe siècle[113]. Il est vrai que l'on peut y retrouver des caractéristiques d'une partie de la noblesse gasconne (comme la pauvreté, la violence, l'attachement au service du roi, la poursuite de la gloire, la

[112] Ainsi Marcel Aimé observait qu'étant donné l'originalité du statut noble en Provence, lié à la taille réelle, serait interdite « toute transposition à un niveau plus général des résultats ainsi obtenus ; seule la multiplication des monographies nous semble susceptible de permettre une appréciation d'ensemble » (La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 537).
[113] *Les Trois mousquetaires* d'Alexandre Dumas, *Le capitaine Fracasse* de Théophile Gautier, *Les Pardaillan* de Michel Zévaco, *Cyrano de Bergerac* d'Edmond Rostand, etc…

relégation des cadets, etc…), mais leur systématisation serait contraire à la réalité historique. Il va de soi que la littérature romanesque écrite *a posteriori* ne saurait constituer une source de notre recherche. Il en va de même de la figure du gascon, en fait caricaturale, très négative, et même « burlesque », telle qu'on la trouvait dans la littérature sous l'Ancien Régime, comme dans *Les aventures du baron de Faeneste* d'Agrippa d'Aubigné (1616), puis au théâtre, principalement jusqu'à sa réhabilitation à partir du début du XVIIIe siècle grâce à Gatien Courtils de Sandra et son livre *Les mémoires de Monsieur d'Artagnan*[114].

La noblesse gasconne, faut-il le préciser, ne s'est jamais reconnue dans une image aussi dévalorisante, qui est d'ailleurs contredite par les archives. Rappelons d'abord qu'à force de parler des « cadets » de Gascogne, on en oublierait les aînés, qui étaient les véritables représentants de la maison noble, et non seulement étaient respectés dans la province lorsqu'ils tenaient leur rang, mais avaient aussi parfois une image prestigieuse au sein de la noblesse à l'échelle du royaume. Quant à l'histoire des cadets proprement dits, elle est autant obscure que les rares à avoir réussi une ascension éclatante comme d'Artagnan nous sont bien connus. Les autres sont moins appréhendables à travers les archives, surtout quand ils ont quitté la province pour le service, et lorsqu'ils restèrent dans leur terroir leur vie fut souvent assez médiocre pour ceux de la noblesse pauvre, ou semblable à celle des autres nobles pour la noblesse moyenne ou aisée[115]. De fait, il ne faudrait pas confondre les traits donnés aux gascons, et ceux de la noblesse gasconne : les railleries à l'encontre des habitants de cette province ne doivent pas être appliquées spécifiquement à la noblesse. Enfin nous terminerons sur ce point en disant que le cadet de Gascogne décrit par la littérature moderne ou contemporaine renvoie à une époque qui va de la cour des derniers Valois jusqu'à la Fronde environ. Le gentilhomme gascon du XVIIIe siècle ne correspond vraiment plus à la caricature littéraire. Pour ce siècle ultime de l'ancienne France, il faut davantage se reporter à la peinture de la noblesse faite par Jean Bastier dans la

[114] Son apparition daterait de l'avènement d'Henri IV et de la promotion, une fois la victoire acquise, de nobles gascons hauts en couleur parmi ses anciens compagnons d'armes, comme Antoine de Roquelaure. Véronique Larcade rappelle qu'il y eu un « anti-gasconnisme sommaire » au XVIIe siècle (Larcade, Véronique, « Bretteur et menteur sans vergogne… Ou le cadet de Gascogne saisi par la littérature de Charles Sorel à Michel Zévaco » dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., *La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, un modèle social ?*, Atlantica, tome 1, 2002, p. 415). Le « type populaire » du gentilhomme gascon dans le théâtre, rusé et hâbleur, bretteur et se donnant des airs de grand seigneur, continuera cependant à amuser longtemps, comme le montre le succès en 1791 de *M. de Crac dans son petit castel ou les gascons* de Collin d'Harleville (sur cet ouvrage voir l'étude d'André Tissier, *M. de Crac gentilhomme gascon. Etude de la formation littéraire et des transformations d'un « type populaire »*, Didier, Paris, 1959).

[115] Remarquons au passage que beaucoup de ceux que l'on qualifie de « cadets de Gascogne » seraient en grande difficulté pour prouver leur noblesse, et étaient en fait des fils de familles bourgeoises ou, pour reprendre une expression de l'époque, d'une « naissance obscure », mais dont l'éloignement de leur terre natale et la carrière militaire permettaient de se donner une allure nobiliaire.

région de Toulouse[116]. Notre étude d'Histoire du droit se limitant à la Gascogne orientale mais ayant une visée plus générale d'étude de la notion et de la condition de la noblesse française, nous ne nous arrêterons donc pas sur cette histoire des « cadets de Gascogne », qui a d'ailleurs été traitée par Véronique Larcade[117]. Malgré quelques traits caractéristiques, la figure littéraire du cadet de Gascogne donne une image faussée de l'histoire sociale et juridique de la noblesse gasconne à l'époque moderne.

Les nobles français se retrouvaient peu ou prou dans un même ethos. Des variations existaient cependant entre les différentes provinces. Montaigne remarquait que la noblesse était « diverse en forme, selon les contrees »[118]. Hors du champ littéraire, quelques traits peuvent être remarqués concernant la noblesse gasconne, ou plus largement du gouvernement de Guyenne, vus par des observateurs du temps. Le premier consistait à voir en elle une « bonne » noblesse[119]. A cette épithète était parfois associé le fait qu'elle était « ancienne »[120]. La noblesse gasconne, ou plus précisément de Bigorre, du Comminges ou d'Armagnac, était aussi estimée nombreuse[121]. Les provisions des gouverneurs ou lieutenants-généraux de la province le constataient souvent, en y ajoutant qu'elle était « adonnée aux armes »[122].

Dans ce tableau d'ensemble, on doit d'emblée distinguer la montagne pyrénéenne. Les nobles y étaient moins nombreux. La contrée était peu hospitalière, et une partie de ceux qui avaient les moyens de s'installer dans la plaine avaient émigré. La féodalité y fut aussi moins

---

[116] Bastier, Jean, *La féodalité au siècle des Lumières dans la région de Toulouse (1730-1790)*, Mémoires et documents, Paris, 1975, p. 29.

[117] Sur ce sujet et sur la bibliographie portant sur les cadets de Gascogne, on renvoie à deux ouvrages de Véronique Larcade, *Les cadets de Gascogne. Une histoire turbulente*, Editions du Sud-Ouest, 2005 ; et du même auteur, *Les cadets de Gascogne*, Empreinte éditions, 2000.

[118] Montaigne, Michel de, *Essais,* Hachette, Paris, 1860, Livre III, Chapitre V, p. 538.

[119] Froidour, Louis de, *Mémoire du pays et des états de Nébouzan*, juin 1670, publié par Jean Bourdette, « Revue des Pyrénées et de la France méridionale », tome III, 1er trimestre, Toulouse, 1891, p. 388 : « Toute la campagne est remplie de gentilshommes de très bonne noblesse ».

[120] *ADTG*, 1 MI 32, Cathala-Coture, Antoine, Mémoire historique de la généralité de Montauban pour son altesse sérénissime monseigneur le comte d'Eu gouverneur de la province de Guienne, *op. cit.*, folio 428 : « Il y a dans cette generalité un très grand nombre de gentilshommes, et d'une très bonne et très ancienne noblesse ».

[121] *ADHG*, 35 J 6, lettres patentes de Louis XIII portant création d'un sénéchal au comté de Comminges en faveur de Roger de Comminges, Paris, décembre 1610, collation de 1750 ; Monluc, Blaise de, *Commentaires*, dans *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France,* Alphonse de Ruble, Tome deuxième, Librairie de la Société de l'Histoire de France, Paris, 1866, p. 421 ; Ménestrier, Claude de, *Les diverses espèces de noblesse et les manières d'en dresser les preuves*, Paris, 1682, p. 333 ; Froidour, Louis de, *Mémoire du pays et des états de Bigorre*, publié par Jean Bourdette, Tarbes, 1892, p. 111.

[122] *ADHG*, 1 B 1911, folio 186, don en faveur du seigneur de Roquelaure de la lieutenance générale pour le Roy au pays de Guyenne, Paris, 15 février 1610 : « fournye plus qu'aucune autre de plusieurs grandes antienes et illustres maisons, d'une nombreuse noblesse plus adonnée à l'exercisse des armes que aucung autre » ; *ADHG*, 1 B 1913, folio 387, don de la charge de gouverneur de Guyenne en faveur du duc d'Epernon, Camp de La Vérune 28 août 1622 : « de plusieurs illustres maisons fournie de multitude de noblesse adonnée à l'exercice des armes » ; *ADHG*, 1 B 1919, folio 305, provisions de la charge de gouverneur en la province de Guyenne en faveur de César-Phoebus d'Albret, St-Germain en Laye, 12 novembre 1670 : « de quantité de noblesse adonnée aux armes » ; *ADHG*, 1 B 1921, folio 133, don de la charge de gouverneur en Guyenne au duc de Roquelaure, Versailles, 11 septembre 1676 : « beaucoup de noblesse ».

développée au Moyen Âge. En Comminges, la majorité des seigneuries montagnardes y étaient entre les mains du comte puis du roi, laissant peu de ressources aux nobles. Les biens nobles, exemptés de la taille, y étaient aussi en proportion moindre, comme nous le verrons. L'organisation des vallées, constituant parfois de véritables fédérations, marginalisaient politiquement et socialement la noblesse, comme dans les vallées de la Neste, de la Barousse, et surtout la vallée d'Aure où la noblesse était quasiment absente[123].

La noblesse de cour occupera une place secondaire dans cette thèse, car son histoire ne peut être pleinement saisie grâce à nos sources. A cela plusieurs raisons, la principale étant géographique : non seulement ils pratiquaient l'ubiquité résidentielle entre diverses provinces, conséquence de leurs alliances pluri-provinciales, et surtout ils vivaient de plus en plus à la suite de la cour, résidant à Versailles ou dans un hôtel particulier parisien, quand ils n'étaient pas au service[124].

Le cadre géographique et institutionnel

Sans entrer dans les détails, il nous faut tracer les grands traits socio-économiques de notre ressort de recherche. La Gascogne n'est pas une région historique à polarisation centrale. La dominante est rurale, on n'y compte pas de ville importante, aucun pôle urbain ne se démarque nettement. Par conséquent, il n'y a pas de centre géographique indiscutable. Les métropoles importantes de Bordeaux et Toulouse sont situées à l'extérieur, mais en même temps dans une marge très proche pour Toulouse ; leur influence empêcha l'émergence de villes concurrentes en Gascogne orientale. Les villes voisines de Montauban, de Pau et d'Agen étaient aussi des pôles administratifs, judiciaires et économiques très importants pour les gascons. En conséquence, les villes du ressort étaient toutes relativement autonomes les unes par rapport aux autres, il n'y avait pas de ville dominante, même démographiquement. Se démarquaient cependant par une plus grande importance les sièges des sénéchaussées, Auch, Tarbes, et dans une moindre mesure Lectoure et L'Isle-Jourdain. L'activité économique y était principalement agricole (élevage aussi bien que vigne et labour) et artisanale, l'industrie quasiment absente[125]. A cause du faible développement du réseau routier, le commerce est resté très local, vivant des marchés et foires organisés dans les différents bourgs. Quant à la religion, la Gascogne orientale

[123] Ce n'est pas une particularité des Pyrénées gasconnes, Serge Brunet ayant constaté dans plusieurs cas de sociétés montagnardes « défiance » et « exclusion » de la noblesse (Brunet, Serge, « Les différenciations sociales dans les sociétés montagnardes à l'époque moderne », dans *Les élites rurales dans l'Europe médiévale et moderne*, Actes des XXVIIes Journées Internationales d'Histoire de l'abbaye de Flaran, Presses Universitaires du Mirail, 2005, p. 69).

[124] Pour reprendre Jean Bastier, le noble de cour était pour les paysans « un être lointain et inconnu » (Bastier, Jean, La féodalité au siècle des Lumières dans la région de Toulouse (1730-1790), *op. cit.*, p. 32).

[125] La composante pastorale était plus importante dans le haut pays montagnard, où le mode de vie était plus rude à cause des conditions naturelles, et la polyculture plus développée dans les vallées du bas pays.

est restée un bastion du catholicisme contre les protestants du Languedoc et surtout du Béarn. Les évêchés (Auch, Lectoure, Tarbes, Lombez, Saint-Bertrand de Comminges, Saint-Lizier), collégiales et abbayes y étaient nombreux. On note cependant des zones où le protestantisme fut bien implanté, comme le comté de L'Isle-Jourdain et la vicomté de Fezensaguet (autour de Mauvezin). Certains nobles gascons furent protestants, surtout dans la clientèle du roi de Navarre, mais leur nombre alla en diminuant au cours du XVIIe siècle.

Le fractionnement administratif et judiciaire de notre ressort de recherche était extrême, sa complexité administrative et judiciaire une gageure[126]. Ce n'est pas une raison pour exclure cette zone de la recherche historique, au contraire, on peut y voir une chance, car la différence des normes appliquées permet de faire du comparatisme dans une zone géographique limitée. La Gascogne a eu des limites flottantes entre Garonne et Pyrénées qui restent discutées. Sur le plan féodal, le duché de Gascogne a disparu dès le milieu du XIe siècle, étant annexé par le duché d'Aquitaine. Ce duché avait connu une désagrégation extrême, avec pour ne s'en tenir qu'à la partie orientale, les comtés de Bigorre, de Comminges, d'Astarac, d'Armagnac, de Fezensac, de Pardiac, de L'Isle-Jourdain, de Gaure, les vicomtés de Fezensaguet, de Lomagne, de Gimois, de Bruillois, de Nébouzan, d'Auvillar, de Couserans, de Rivière-Basse, de Lavedan, et d'autres entités encore plus petites (baronnies). Les barons de Labarthe avaient réuni sous leur autorité les vallées d'Aure, de Barousse, de Neste et de Magnoac, qui restèrent unies sous le nom de Quatre-Vallées. Comme pour le Nébouzan, il s'agissait d'enclaves isolées les unes des autres[127]. On remarque pour le Comminges comme pour plusieurs de ces terres féodales, qu'il n'y avait pas de limites linéaires, on ne pouvait les circonscrire dans une frontière[128]. Ces fiefs furent séparés au Bas Moyen Âge par la lutte entre les comtes de Foix et d'Armagnac, et plus encore des suzerainetés opposées : le comte de Toulouse, le roi de France et le roi d'Angleterre. Beaucoup furent tenus par les Albret puis les Bourbon par le mariage en 1548 d'Antoine et de Jeanne d'Albret, fille du roi de Navarre, jusqu'à leur réunion à la couronne en juillet 1607[129]. Lors de leur rattachement à la couronne, ces entités, parfois appelées « pays »,

[126] La meilleure étude de la géographie historique générale de la Gascogne est de Maurice Bordes, « La Gascogne à la fin de l'Ancien Régime : une province ? », dans Gras, C., Livet, G., dir. par, *Régions et régionalisme en France du XVIIIe siècle à nos jours*, PUF, Paris, 1977, p. 139. Il faut aussi lire l'ouvrage lumineux d'Anne Zink, *Pays ou circonscriptions. Les collectivités territoriales de la France du Sud-Ouest sous l'Ancien Régime*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000. Nous donnons plusieurs cartes dans l'Annexe 9, p. 1087.

[127] Le Nébouzan comprenait les châtellenies de Cassagnabère, de Saint-Gaudens, de Saint-Plancard, de Sauveterre, et la viguerie de Mauvezin. Pour plus de précisions, voir Molis, Robert, *Les états et le pays de Nébouzan*, Société études et recherches du Nébouzan, 2002, p. 2.

[128] Higounet, Charles, *Le comté de Comminges de ses origines à son annexion à la couronne*, tome II, Privat, Toulouse, 1949, p. 639.

[129] Nous détaillerons plus précisément dans les titres féodaux.

avaient conservé des privilèges, dont pour certains la prérogative de se réunir en Etats, qu'ils étaient prêts à défendre[130].

Toutes ces entités politiques étaient réunies peut-être par la culture, et surtout par la langue parlée commune, le gascon. Sur le plan ecclésial, elles étaient comprises dans le même archevêché d'Auch, sauf à la lisière orientale l'évêché de Lombez et quelques paroisses des diocèses de Rieux et de Montauban, dépendants de Toulouse. Il est important de souligner qu'elles faisaient partie de la même province, et du même gouvernement et commandement militaire de Guyenne-Gascogne[131]. C'était un des plus grands de France[132]. Cependant, le gouverneur était éloigné, car résidant à l'extrémité nord du gouvernement, à Bordeaux, et on sait que le rôle des gouverneurs en matière de police diminua à l'époque moderne. Ces entités pouvaient aussi députer aux Etats de Guyenne mais ils disparurent dès le XVI^{e} siècle. Etant donné l'étendue du gouvernement, il a pu être nommé un lieutenant-général pour une partie de son ressort appelé « Haute-Guyenne », qui comprenait non seulement la Gascogne orientale, mais aussi le Rouergue et le Quercy[133]. L'appellation « Haute-Guyenne » finit cependant par ne plus désigner que le Rouergue et le Quercy lors de la création de l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne en 1779[134].

Sur le plan judiciaire, la Gascogne orientale était fractionnée entre plusieurs sénéchaussées. La sénéchaussée d'Armagnac siégeait à Lectoure, celle de Bigorre à Tarbes[135].

---

[130] Loménie de Brienne notait que « toutes les fois qu'on a voulu porter atteinte à ces privilèges, auxquels les habitans sont fort attachés, il en est résulté des troubles toujours dangereux à cause du caractère national qui est chaud comme le climat et du voisinage des Pyrénées qui facilite les émigrations à l'étranger » (Souriac, René, (dir. par), *Comminges et Nébouzan*, Tome I, Pau, Société nouvelle d'Éditions régionales et de diffusion, 1982, p. 421).

[131] Quelques localités comprises dans le Comminges féodal furent rattachées au Languedoc en 1469, et formèrent le Petit-Comminges, de même que les villes de la jugerie de Rieux situées en Comminges (Higounet, Charles, Le comté de Comminges de ses origines à son annexion à la couronne, *op. cit.*, tome II, p. 630). En revanche la partie de la sénéchaussée de Toulouse située sur la rive gauche de la Garonne, sauf une petite enclave à hauteur de cette ville, devint à la même date de Guyenne par la constitution du duché de Guyenne pour le frère de Louis XI, Charles, et le resta.

[132] Le gouvernement comprenait « le Bourdelois, le Périgord, l'Agenois, le Quercy, le Rouergue, la Gascogne, ou les diocèses de Bordeaux, Périgueux, Sarlat, Agen, Cahors, Montauban en partie, Rodez, Vabres, Bazas, Condom, Lectoure, Auch, Aire, Dax, Bayonne, Tarbes, Lombez, Couserans et Saint-Bertrand de Comminges, et le pays de Soule » (*ADHG*, 1 B 1955, folio 298, provisions de gouverneur de Guyenne pour Louis-François-Armand Du Plessis maréchal duc de Richelieu, 24 décembre 1755). La Navarre et le Béarn, comme le comté de Foix, avaient un gouverneur particulier.

[133] *ADHG*, 1 B 1942, folio 141, lettres de nomination de Daniel-François de Gélas vicomte de Lautrec comme lieutenant-général du roi en Haute-Guyenne, Versailles, 8 mars 1727 : « lieutenant général dans l'estandue de la Haute-Guyenne compozée des eslections de Montauban, d'Armagnac, Lomaigne, Millau, Villefranche, Rodez, Figeac, Cahors, Rivière-Verdun, Comminges, d'Astarac et des pays de Bigorre, comte de Nébouzan et les vallées d'Aure, Magnoac, Nestes, Barousse ».

[134] *ADHG*, 1 B 1969, lettres patentes portant établissement d'une administration provinciale dans la Haute-Guyenne du 26 novembre 1779.

[135] En 1598, le sénéchal d'Armagnac recevait les appels des juges des comtés de « Fezensac, Bas-Armaignac et Pardiac, viscomptez de Lomaigne, Bruilhois, Fezensaguet et Auvillar, seigneuries de Lectoure, d'Eauzan, Rivière-Basse, Aure, Maignoac, Barousse et Nestes » (*ADHG*, 1 B 1910 folio 46, lettres de Catherine princesse de Navarre sur les officiers du sénéchal d'Armagnac, Paris, 20 septembre 1598).

L'Astarac, le Nébouzan, le Comminges et le comté de Gaure, où il n'y avait qu'un juge royal, dépendaient de la sénéchaussée de Toulouse, comme la jugerie de Rivière-Verdun. Cette dernière était faite de petits territoires situés autour de Verdun et de Montréjeau, et d'enclaves dispersées constituées de bourgs importants[136]. Quant au Couserans, il dépendait de la sénéchaussée de Toulouse, puis de celle de Pamiers lorsqu'elle fut créée en 1646. De la sénéchaussée de Lectoure furent détachées la sénéchaussée d'Auch, puis de L'Isle-Jourdain. Cette dernière avait un ressort très réduit autour de la ville. La sénéchaussée d'Auch se vit rattacher l'Astarac et les Quatre-Vallées en plus d'une grande partie du ressort de l'ancienne sénéchaussée d'Armagnac. La sénéchaussée de Lectoure fut alors partagée en deux blocs, un premier autour de Lectoure, avec Lomagne et Bruilhois, un second en Bas-Armagnac autour de Nogaro, et en Rivière-Basse autour de Castelnau. L'ensemble des sénéchaussées de la Gascogne orientale ressortissait du milieu du XVIe siècle jusqu'à la Révolution française au parlement de Toulouse, le plus important du royaume, par son ancienneté et son étendue, après celui de Paris, à la différence de la Gascogne occidentale dépendante de Pau ou de Bordeaux. Pour les juridictions spécialisées, leur ressort, fort embrouillé, connut de nombreuses modifications, ce que nous préciserons quand ce sera nécessaire[137].

On trouvait en Gascogne orientale à la fois des pays d'Etats et d'élection à l'époque moderne, distinction importante sur les plans administratifs et fiscaux comme nous le verrons. Après avoir dépendu de la généralité de Guyenne créée en 1523, les territoires que nous étudions furent tous placés en janvier 1635, avec le Quercy et le Rouergue, sous la dépendance de la généralité de Montauban, sauf la Bigorre, qui resta dans la généralité de Bordeaux[138]. Tous furent regroupés sous l'égide de l'intendant d'Auch, ville plus proche des différents pays gascons, après la création de cette généralité en avril 1716, qui s'étendait aussi sur la partie occidentale de la Gascogne[139]. De fait, il y avait un dualisme de chef-lieu entre la partie

[136] Grenade, Miélan, Beaumont-de-Lomagne, Gimont, Boulogne-sur-Gesse, Rieumes, Trie, Galan, Saint-Sever de Rustan, Marciac, Tournay, Beaumarchès, etc… Voir la liste proposée par Van Elsuwé, Muriel, « Géographie des jugeries royales de Gascogne aux XIVe et XVe siècles », dans *Annales du Midi*, n° 92, 1969, p. 141.

[137] Ces précisions ne sauraient réduire la complexité de la géographie judiciaire de la Gascogne-orientale, mais rappelons pour terminer sur ce point que les contemporains eux-mêmes avaient du mal à s'y retrouver. Le marquis de Franclieu, faisant la comparaison avec l'Espagne où il avait vécu, et où « l'on trouve dans la capitale de chaque province tous les tribunaux dont on peut avoir besoin », notait que c'était singulièrement différent en France : « si j'ai affaire à l'officialité de l'évêque, il faut que j'aille à Tarbes ; si à notre parlement, à Toulouse ; si pour les hommages et dénombrement, à Pau ; si au sénéchal, à Lectoure ; si au juge royal, à Castelnau ; si aux élus, à Auch ; si au Domaine, à Nogaro ; si aux Aides, à Montauban » ! (Franclieu, Charles de, *Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745)*, publiés par la Société historique de Gascogne par Louis de Germon, Auch, 1896, p. 221).

[138] Desgraves, Louis, « La formation territoriale de la généralité de Guyenne », dans *Annales du Midi*, 1950, p. 239.

[139] Sur cette intendance, voir Bordes, Maurice, « Une grande circonscription administrative du XVIIIe siècle : L'intendance d'Auch », dans *L'information historique*, 24, 1962, p. 1. Sur les modifications successives de son

occidentale et la partie orientale de la généralité, avec Pau et Auch[140]. Il est notable qu'en 1767 les territoires dépendant aujourd'hui des Pyrénées-Atlantiques et des Landes furent détachés pour former l'intendance de Pau-Bayonne, et que dès lors et jusqu'en 1774, l'intendance d'Auch forma strictement notre ressort de recherche, avec les élections d'Armagnac, d'Astarac, de Lomagne, de Rivière-Verdun et de Comminges, et les Etats de Nébouzan, de Bigorre et des Quatre-Vallées. L'intendance allait pourtant connaître encore bien des modifications de son ressort[141]. Malgré les nombreux changements, l'essentiel de notre ressort de recherche fut compris dans la même intendance pendant une bonne partie du XVIIIe siècle[142]. L'assemblée provinciale d'Auch, devenue « de Gascogne » en octobre 1788, ne comprit cependant que les pays d'élection de Gascogne orientale et non ceux d'Etats, qui bénéficiaient déjà d'assemblées.

Les sources utilisées

Présentons d'abord les sources imprimées et les manuscrits. Marcel Aimé a donné une appréciation générale sur les sources du droit nobiliaire : « la rareté, la dispersion et le peu d'intérêt des renseignements fournis par la doctrine et la coutume n'ont d'égaux que l'abondance, la densité, et l'intérêt de ceux fournis par les actes royaux et par les preuves de noblesse »[143]. On ne saurait le contredire en général sur la disproportion entre le très grand nombre de lettres royaux et de preuves par rapport à l'apparente indigence de la doctrine. Car en effet, s'il est vrai que les publications doctrinales exclusivement sur la noblesse sont rares, en revanche il était assez fréquent que des juristes écrivent peu ou prou sur la noblesse à un endroit de leur œuvre, tant les privilèges de la noblesse étaient nombreux, et touchaient à bien des domaines. Il est vrai aussi que ces considérations doctrinales sont souvent courtes et purement techniques, puisque le privilège n'étant qu'une dérogation à la loi générale, on se contentait de le rappeler sans trop le gloser non plus, s'agissant d'une anomalie par rapport à la

ressort, voir le résumé de Debats, R., « Formation territoriale du département du Gers en 1790 », *Bulletin de la société archéologique du Gers*, 1940, p. 225.

[140] Bordes, Maurice, « Une grande circonscription administrative du XVIIIe siècle », *op. cit.*, p. 14.

[141] Quoique nos territoires restèrent unis, ils furent compris dans une plus grande généralité d'Auch et de Pau en 1774. En 1784 furent soustraits tous les pays d'Etats pyrénéens qui dépendirent de l'intendance de Pau-Bayonne. Enfin, ultime regroupement en 1787, l'intendance d'Auch récupéra la plupart des pays d'Etats pyrénéen, dont le Nébouzan, les Quatre-Vallées et la Bigorre, et comprit l'ensemble de notre ressort de recherche plus la Basse-Navarre, la Soule, le Béarn et le comté de Foix.

[142] On remarquera que l'élection de Condom, que nous n'avons pas retenu dans le cadre de notre étude, fut toujours détachée de l'intendance d'Auch après sa création, et comprise dans l'intendance de Bordeaux, comme pour l'archevêché et le parlement. Après la Révolution, la Gascogne orientale se trouvera de nouveau morcelée entre les Hautes-Pyrénées, le Gers (moins la petite partie Condomoise), en partie la Haute-Garonne (le Comminges et le Nébouzan au sud et Rivière-Verdun à l'ouest), l'ouest de l'Ariège (Couserans), le sud-ouest du Tarn-et-Garonne (Lomagne et Rivière-Verdun), et une petite partie du Lot-et-Garonne (Bruilhois). A l'exception du Bruilhois, le tout est situé dans la région Midi-Pyrénées, devenue Occitanie, contrairement à la Gascogne occidentale, plus tournée vers Pau et Bordeaux, qui sera dans la région Aquitaine avec les Landes et les Pyrénées-Atlantiques.

[143] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. XCV.

règle qu'on ne s'expliquait pas toujours évidemment. Ainsi donc en matière de doctrine, si l'on ne peut guère compter sur un grand nombre de publications, les juristes non spécialistes du droit nobiliaire sont cependant d'une grande aide sur telle ou telle spécificité qui faisait partie de la matière qu'ils traitaient. D'Antoine Loisel à Robert-Joseph Pothier en passant par Cardin Le Bret, nous avons eu recours à des juristes variés, parfois pour une portion infime de leur œuvre, mais qui pouvait s'avérer lumineuse[144]. Les dictionnaires juridiques, tel le *Répertoire* de Guyot, étaient souvent assez prolixes sur le sujet.

Ajoutons que certains juristes ont consacré une part non négligeable de leur œuvre au droit nobiliaire. Nous n'insisterons pas sur leur vie et leurs travaux, il suffit de se reporter au très utile *Dictionnaire historique des juristes français*, et leurs œuvres sont rapportées dans le catalogue de nos sources imprimées[145]. Il faut souligner que trois sont restés des références maintes fois citées. Jean Bacquet (1520-1597), avocat spécialiste du droit domanial, est le premier à avoir examiné les sources de la noblesse de façon détaillée en raison de son étude sur le franc-fief. Charles Loyseau (1564-1627), avocat, est aussi incontournable, surtout pour son *Traité des ordres et simples dignités* (1610), demeuré l'ouvrage le plus cité sur le droit nobiliaire par les juristes. Ceci étant dit, il ne faut pas omettre que Loyseau n'était pas très objectif, puisque sa théorie liait la structure sociale à la hiérarchie de la fonction publique, et il avait tendance à plaquer sur la France du début du XVIIe siècle les institutions de la Rome antique[146]. Gilles-André de La Roque sieur de La Lontière (1598-1687), avocat au Grand-Conseil et historiographe du roi, n'est sans doute pas le juriste le plus exact en matière nobiliaire, mais sa monumentale érudition sur le sujet, étalée dans des livres nombreux, lui valut une influence pérenne, surtout à travers le *Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces* (1678)[147].

Trois autres juristes se sont avérés très utiles, quoique bien moins connus. Florentin de Thierriat ou Le Thierriat est l'auteur de *Trois Traictez scavoir, de la noblesse de race, de la noblesse civille, des immunitez des ignobles*, paru en 1606[148]. Lorrain d'origine champenoise, ce n'était pas un praticien du droit mais un gentilhomme lettré aux connaissances juridiques assez étendues, qui prétendait écrire pour l'ensemble de la noblesse française[149]. Ce

[144] Pour le détail des œuvres, voir l'Annexe 2, Sources imprimées et manuscrits, p. 1051.
[145] Pour l'ensemble des juristes que nous utilisons, nous ne pouvons que renvoyer à l'excellent *Dictionnaire historique des juristes français, XIIe-XXe siècles*, (Direction Patrick Arabeyre, Jean-Louis Halpérin et Jacques Krynen), Paris, PUF, 2007.
[146] Basdevant-Gaudemet, Brigitte, *Aux origines de l'Etat moderne. Charles Loyseau (1564-1627), théoricien de la puissance publique*, Economica, 1977.
[147] Sur ce juriste, voir Lefebvre-Teillard, Anne, *Le nom, droit et histoire*, PUF, 1990, p. 98-100.
[148] Thierriat, Florentin de, *Trois Traictez scavoir, de la noblesse de race, de la noblesse civille, des immunitez des ignobles*, Paris, 1606.
[149] *Ibidem*, p. 2 : « mon entreprise est de traitter en françois, les droits de la noblesse qui parle françois ». D'ailleurs son ouvrage est paru à Paris et non en Lorraine.

gentilhomme ne cachait pas son mépris pour les non nobles et sa grande méfiance pour les « anoblis », en particulier le monde des officiers, en qui il voyait des rivaux[150]. Son traité s'inscrit donc dans un mécontentement latent de l'ancienne noblesse, mais ses réflexions générales, manquant bien souvent de nuances, ou ses affirmations dénuées de fondement juridique, ne doivent pas occulter des observations plus perspicaces, qui viennent corroborer ce que l'on sait par ailleurs sur les sources, la preuve, les privilèges et la perte de la noblesse. Le *Traité de la noblesse et de son origine* d'Alexandre de Belleguise, traitant chargé en Provence et en Languedoc de la première poursuite des usurpateurs de noblesse, est également très intéressant[151]. Afin d'obtenir la condamnation des usurpateurs en démontant juridiquement leur prétention infondée, il parait avoir étudié avec beaucoup de sérieux le statut noble. François-Paul Blanc a insisté sur la spécificité provençale de l'ouvrage, puisqu'il s'agissait d'un *Traité* rédigé « *suivant les préjugez rendus par les commissaires députez pour la vérification des titres de noblesse en Provence* »[152]. Toutefois, l'essentiel de ses développements n'a rien d'original, puisque le droit nobiliaire concernant les sources, la preuve et la perte de la noblesse n'était pas très différent en Provence du reste du royaume[153]. D'autres, comme François de L'Alouette ou Claude Ménestrier, ont publié sur le droit nobiliaire, mais si nous avons pu les utiliser, leurs renseignements sont juridiquement d'un intérêt moindre. Louis-Nicolas-Hyacinthe Chérin, généalogiste des ordres du roi à la fin de l'Ancien Régime, est en revanche un auteur de premier plan sur ce sujet, puisqu'il a publié une œuvre principalement juridique suivant la législation nobiliaire ; il est très important tant par son savoir que par son influence, étant chargé du contrôle de la preuve de noblesse dans plusieurs institutions.

Nous ne nous sommes pas arrêtés aux juristes. Certains ouvrages, destinés à ou traitant de la noblesse, nous ont paru utiles, tant pour l'Histoire du droit que des idées. Ce sont surtout des travaux d'érudits, comme ceux de Marc de Vulson de La Colombière. Henri de Boulainvilliers, Charles de Secondat, baron de Montesquieu, Philippe-Auguste de Sainte-Foix,

[150] Il est aussi l'auteur d'un texte dont le titre en dit long sur sa façon de penser : *Discours de la preference de la noblesse aux officiers* (1607).

[151] Nous avons étudié l'édition de 1700. La première édition date de 1669, et ne comprend pas la précision « et de son origine », assez malvenue quant au contenu d'ailleurs. Sur l'histoire éditoriale de cet ouvrage, voir Blanc, François-Paul, « Un traité de droit nobiliaire au XVIIe siècle. Alexandre Belleguise et le statut juridique de la noblesse provençale », *op. cit.*, p. 33. Il assure que le texte de l'édition de 1700 est « rigoureusement identique » à celui de 1669 (*ibidem*, p. 37, note 16). Il constate aussi que cet ouvrage est un « incomparable instrument de travail » pour étudier la noblesse en pays de droit écrit.

[152] La jurisprudence « novatrice » qu'il avance est limitée, tant parce que son opinion était souvent partagée par la doctrine antérieure, ou parce que cette jurisprudence ne consiste qu'en plusieurs cas originaux de maintenue de noblesse qui ne furent pas repris ultérieurement (*ibidem*, p. 36). Il y eut toutefois d'indéniables singularités, comme en matière d'anoblissement par charges.

[153] En sus, le contexte provençal était à certains égards proche de celui de la Gascogne orientale, ne serait-ce que parce que la province était aussi soumise au droit écrit, et surtout que la taille y était réelle.

chevalier d'Arcq, sont reconnus comme étant des auteurs impliqués dans le débat d'idées au sein du second ordre. Les Mémoires laissés par des nobles, principalement gascons, ont été très importants pour éviter les anachronismes et comprendre leurs opinions, mieux connaître leur mode de vie aussi. Des œuvres historiques ont permis d'apporter des renseignements et de replacer le droit nobiliaire dans le contexte politique et social. Certains contemporains ont rédigé des descriptions nourries de parties de la Gascogne, tels Guillaume Mauran (mort en 1640), avocat au sénéchal de Tarbes, pour la Bigorre, et Louis de Froidour de Serizy (1625-1685), commis par Colbert pour enquêter et réformer les Eaux et forêts en Guyenne et Languedoc, pour le Couserans, la Bigorre et le Nébouzan. Des œuvres littéraires ont aussi pu être utilisées afin de mieux comprendre les mœurs et les mentalités, par exemple dans des registres différents, Molière pour le théâtre, Ader pour la poésie, ou La Bruyère pour les maximes[154].

Les sources d'archives permettant cette étude sont de type trop divers pour pouvoir les détailler ici. Il nous semble cependant nécessaire de les présenter succinctement. Notre démarche fut à la fois quantitative et qualitative. Qualitativement, il nous fallait trouver des sources sur chacun des points très divers abordés par cette étude. Quantitativement, il fallait en voir le plus possible sur chaque aspect de la problématique, afin d'établir la règle, et non d'extrapoler à partir de ce qui pourrait n'être qu'une exception.

La loi royale est bien sûr à étudier au premier chef, puisque le roi était seul souverain en son royaume. Il est important d'y ajouter les arrêts du conseil en commandement. Le roi avait en effet une importante activité de règlementation grâce à ces arrêts, car ils lui permettaient de contourner les cours de justice qui faisaient des difficultés pour enregistrer les lois royales. Outre les actes royaux à caractère législatif ou règlementaire ayant une portée générale, il faut noter l'importance en matière nobiliaire des lettres royaux, c'est-à-dire des lettres émanées du roi ayant une portée moindre, en général individuelle. Les lettres patentes particulières de la chancellerie, s'adressant à un individu en particulier, comme les lettres de noblesse (anoblissement, confirmation, maintenue, réhabilitation) sont à étudier, mais aussi peu ou prou d'autres lettres en théorie non spécifiquement nobiliaires, comme les lettres d'érection en fief de dignité, les lettres d'honorariat, les lettres de provision d'office, les lettres de légitimation, les lettres de concession d'un privilège nobiliaire, ou encore les lettres de naturalité. Les lettres de cachet peuvent aussi avoir leur importance, et pas seulement les lettres punitives. Lettres closes et surtout lettres patentes pouvaient concerner le corps de la noblesse ou une institution

[154] Pour le détail de toutes ces œuvres, voir l'Annexe 2, Sources imprimées et manuscrits, p. 1051.

où la noblesse était représentée, et revêtir en conséquence un caractère règlementaire de portée plus large, donc à prendre en compte.

En deçà du pouvoir souverain, beaucoup d'institutions pouvaient intervenir en matière de droit nobiliaire dans des domaines plus ou moins étendus grâce à un pouvoir règlementaire. Les gouverneurs, les parlements, les Etats provinciaux, l'Assemblée provinciale d'Auch, les intendants surtout à partir du milieu du XVIIe siècle, jouèrent un rôle variable. Des documents non décisoires émanant de ces institutions peuvent apporter des renseignements utiles sur le statut noble.

Les jugements des différentes juridictions sont à étudier lorsqu'ils jugeaient de l'état noble d'une personne, ou de l'attribution d'un privilège nobiliaire. Les juridictions appelées à trancher purent être extrêmement variées selon la matière : usurpation de noblesse, exemption de la taille, du franc-fief, etc… Nous serons amenés à le préciser au cas par cas, car il n'y avait pas de juridiction ayant une compétence exclusive en matière nobiliaire, et les compétences ont pu varier au fil du temps. Mais le jugement ne saurait être suffisant ; il faut aussi s'intéresser aux requêtes, aux inventaires de production et aux factums, qui permettent de connaître les arguments des parties et les motifs qui ont pu emporter la décision du juge. Les documents épars résultant de la recherche des usurpateurs de noblesse ont été cruciaux. Sont également à étudier les décisions prises par les institutions réservant des places à la noblesse. Des membres de ces institutions ou un généalogiste attitré étaient chargés de contrôler la preuve de noblesse de l'impétrant. Cette grande diversité d'actes rend l'analyse juridique complexe.

Nous avons utilisé d'autres sources, comme les archives notariées qui se sont avérées nécessaires, par exemple pour voir ce qu'il en était de l'usage des qualifications nobiliaires, mais aussi à d'autres fins. La correspondance a servi surtout à étudier les mentalités, mais elle peut permettre d'apporter des renseignements pour la compréhension du droit nobiliaire quand elle le concerne. Les documents généalogiques ont été largement utilisés, non pas tant sur le fond, comme source d'information généalogique, que comme objet d'étude, car les généalogies étaient souvent liées à la preuve de noblesse, et elles sont aussi particulièrement intéressantes pour comprendre la représentation que se faisait la noblesse d'elle-même.

Le droit nobiliaire émanait d'institutions très diverses dont beaucoup n'ont pas ou peu laissé d'archives. Afin de contourner cette difficulté, nous avons privilégié les fonds privés qui contiennent parfois des archives très abondantes. En dépit de la disparition d'un très grand nombre de familles d'origine noble, la Gascogne n'ayant pas eu à subir de destructions massives lors des guerres de l'époque contemporaine, on a constaté la richesse des archives détenues par des personnes privées lorsqu'elles n'ont pas été laissées à l'abandon ou victimes d'accidents en

tout ou partie[155]. Beaucoup ont d'ailleurs été déposées dans les services d'Archives départementales (le plus souvent dans la série J), afin d'assurer leur préservation. Nous présentons en annexe chacun de ces fonds privés, dont l'apport pour notre recherche a été très variable[156]. Si dix fonds ont été relativement peu utiles, trente-trois autres ont au contraire apporté beaucoup de documents concernant notre sujet. Il est très important pour nous de faire remarquer que ces fonds dispersés couvrent l'ensemble de notre zone de recherche, et forment un maillage assez serré. Ces archives permettent de se faire une idée des préoccupations réelles du noble. Ainsi les documents judiciaires, les titres de propriété et les titres de famille, la correspondance ou les documents liés à une activité professionnelle y sont en proportions variables. Au sein de ces archives nobiliaires, celles portant sur la noblesse ont toujours une place très minoritaire, dans la correspondance par exemple. Cependant les archives familiales, tels les contrats de mariage, ou professionnelles, comme les provisions d'officiers, peuvent servir à distinguer une orientation sociale, voire une tradition familiale (carrières militaires, alliances nobles, etc…), ou ont pu être requises dans une preuve de noblesse, et ainsi ces fonds sont bien plus fructueux qu'il n'y parait *a priori* pour l'étude de la condition juridique de la noblesse. Ils permettent quelquefois de suivre des procédures judiciaires ou des démarches afin d'obtenir une grâce de façon suivie. La correspondance peut rapporter des aspects de la réalité occultés par les documents officiels ou imprimés, en tout cas révéler la mentalité des nobles eux-mêmes, sans passer par le prisme du regard de l'administration ou de la justice. Certains fonds privés ont été créés après la Révolution par des érudits qui ont assemblé des documents d'origine différente, ce qui est moins intéressant pour la connaissance du rapport de la famille à ses archives et à sa mémoire familiale, mais permet d'avoir des documents instructifs tout simplement par leur contenu. Des fonds publics étaient aussi irremplaçables, comme par exemple les cours souveraines pour l'enregistrement des actes royaux. Là aussi nous donnons le détail dans la même annexe.

Il nous faut apporter quelques précisions concernant deux fonds présentés en annexe. Loin de s'en détacher, les nobles gascons se sont passionnés pour leur noblesse dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, étudiant leur histoire familiale, recherchant des titres, constituant des généalogies, produisant des preuves de noblesse. Deux figures, quoique n'étant pas nobles de leur état, ont énormément contribué à la ferveur des recherches de ce dernier

[155] Ces fonds sont parfois classés par famille, suivant la chronologie, ou par type d'actes, mais ce n'est pas toujours le cas. Quelquefois le plus grand désordre régnait, même si les archives étaient en règle générale en liasses selon un regroupement qui remontait à avant la Révolution. Là s'arrête la logique de ce classement, et c'est ce qui nous a obligé à les dépouiller de façon exhaustive dans bien des cas.
[156] Voir Annexe 1, Sources archivistiques, p. 1038.

siècle, et par conséquent jouèrent un rôle capital dans notre corpus de sources[157]. Le premier est le paléographe Jean-Baptiste Larcher (1696-1775)[158]. Cet érudit, installé à Vic en Bigorre comme régent de latin et secrétaire de la communauté, se passionna rapidement pour l'Histoire locale, de la Bigorre et des pays alentours. Il travailla pour des nobles, des seigneurs divers, mais aussi des abbayes, les Etats de Bigorre et la communauté de Vic. Il apporta à beaucoup de nobles une aide importante dans leurs recherches généalogiques[159]. L'intérêt pour nos recherches fut la transcription de plusieurs milliers de documents dans une œuvre de vingt-cinq volumes appelée les *Glanages*, car il s'était contenté de glaner des documents au hasard de ses pérégrinations, et il les transcrivit sans qu'il n'y ait de plan d'ensemble[160]. Si certains documents originaux transcrits sont encore accessibles, d'autres ont été perdus ou détruits. Or comme nous avons pu le vérifier, ses transcriptions sont d'une fidélité quasiment parfaite. Ainsi nous avons eu recours à ses transcriptions pour de nombreux documents aujourd'hui disparus. On trouve aussi dans ses *Glanages* son opinion éclairée sur divers points, ainsi que le récit de l'histoire de Vic-en-Bigorre à partir des archives de la ville. Nous avons pu nous y référer également, car il avait acquis par ses recherches une certaine expertise pour tout ce qui concerne la noblesse, même s'il n'était pas juriste.

Le second fonds est bien plus important encore. Il fut constitué par Jean-Thècle Vergès (1737-1800)[161]. Ce prêtre était le fils et le frère de deux syndics généraux successifs des Etats de Bigorre et en même temps subdélégués de Tarbes. Assez peu préoccupé par la religion suivant sa correspondance, il connut une belle carrière ecclésiastique[162]. L'abbé Vergès fut surtout passionné d'Histoire locale comme Larcher. Bon paléographe et féru de généalogie, il mit ses talents au service des nobles gascons, mais pas uniquement, pour les aider à constituer

[157] On remarque, çà et là, d'autres gascons travaillant pour des nobles, mais leurs travaux restent dérisoires à côté de ceux de l'abbé Vergès et de Larcher. Il s'agissait le plus souvent de feudistes.

[158] Concernant sa vie et son œuvre, voir la thèse chartiste d'Annie Lafforgue, *Jean-Baptiste Larcher. Sa vie, son œuvre*, Thèse de l'Ecole nationale des Chartes, 1960 (*ADHP*, F 195), et l'article « Le paléographe Jean-Baptiste Larcher » de Jean Cazauran dans *Souvenir de la Bigorre*, tome IV, Tarbes, 1884.

[159] Il est parfois qualifié de « féodiste » ou « avocat feudiste » dans sa correspondance, mais cette qualification nous semble inexacte, il ne s'est pas particulièrement attaché au droit féodal. Son travail n'était pas celui d'un juriste, mais d'un paléographe. Il était un « véritable scribe à gages à la disposition des particuliers » (Lafforgue, Annie, Jean-Baptiste Larcher. Sa vie, son œuvre, *op. cit.*, p. 49).

[160] Voir Annexe 1, Sources archivistiques, p. 1038 : Bibliothèque municipale de Tarbes, les *Glanages ou Preuves*.

[161] Sur cet abbé voir Debofle, Pierre, « L'abbé de Vergès et son fonds d'archives aux Archives départementales du Gers », dans *Bulletin de la société archéologique et historique du Gers*, 4e trimestre 2004, p. 588. L'article fournit tous renseignements utiles, nous nous contenterons de préciser un point : la noblesse de la famille Vergès n'est absolument pas prouvée, leur demande en réhabilitation de noblesse fut rejetée (voir la réhabilitation de la noblesse, p. 491). La généalogie des Vergès par Dom Philippe-Joseph Caffiaux, bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, que l'abbé fit imprimer, est une œuvre de complaisance (*ADHP*, 65 J 35, *Généalogie de la maison de Vergès*, 1777). On trouve aussi des renseignements sur la vie de l'abbé dans ses carnets (*ADHP*, F 24).

[162] Il devint entre autres vicaire-général de Lescar, protonotaire au Saint-Siège apostolique et romain, intendant de l'Ordre de Saint-Lazare, aumônier du comte d'Artois, chapelain du comte de Provence et abbé commendataire de l'abbaye de l'Etoile (Poitou).

leur généalogie et leur preuve de noblesse[163]. Il en résulta la constitution d'une quantité considérable de généalogies, de preuves de noblesse, et une correspondance très abondante avec les nobles gascons, témoignage sans égal sur l'engouement des nobles pour la nobilité de leur famille. Afin de constituer les généalogies des nobles gascons, ces derniers lui remettaient, en tout ou en partie, leurs titres. Il en résulte que l'abbé Vergès a constitué un fonds d'archives immense contenant des milliers de titres de propriété, de famille, et surtout de noblesse. Ses archives se sont trouvées dispersées mais sont conservées dans les Archives départementales du Gers, des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques[164]. Par conséquent, c'est l'équivalent d'un chartrier contenant les archives de plusieurs centaines de familles nobles, comprenant parfois une poignée de documents mais souvent beaucoup plus, que nous avons pu exploiter. Son travail de généalogiste est intéressant, mais bien plus importants sont sa correspondance avec les nobles où ils expriment leurs attentes, et les documents d'archives originaux du XVIe au XVIIIe siècle qui non seulement sont en très grand nombre, mais en plus nous donnent des renseignements sur des familles dont le reste des archives a été perdu ou ne nous ont pas été accessibles.

C'est sur ces bases et en s'appuyant sur ces sources que nous tâcherons d'établir le statut de la noblesse gasconne, en s'attachant plus particulièrement à la possession du statut, par son acquisition, sa perte, ainsi que sa preuve. Les privilèges des nobles, très variés mais bien connus, occuperont une place secondaire dans ce travail, afin de limiter l'ampleur du propos et d'avoir une approche plus dynamique du sujet[165].

Problématique

[163] Il résidait à Versailles ou Paris, où il s'était lié avec Chérin, généalogiste des ordres du roi, mais dès qu'il redescendait, il était extrêmement sollicité, et sillonnait la Gascogne, allant de château en château. Il n'était pas totalement désintéressé : ses recherches lui assurèrent des recommandations de la part des nobles qu'il obligeait en sa faveur et pour sa famille, qui expliquent en grande partie sa promotion.

[164] Voir l'annexe 1, p. 1038, Sources archivistiques : Fonds Vergès (*ADG*, série I,), série I, Fonds Gonnès-Vergès, Fonds Ritter (*ADHP*), donation Ritter (*ADPA*).

[165] Les privilèges nobiliaires touchent à des domaines si divers qu'il ne nous a pas paru possible de les regrouper de façon satisfaisante en deux ou trois catégories générales. La séparation entre droits « utiles » et « honorifiques », ancienne, n'est pas claire, la plupart des privilèges pouvant se retrouver dans une catégorie comme dans l'autre. Jean Bart a distingué les privilèges entre ceux à caractère militaire, judiciaire, et fiscal, et les privilèges « dits utiles et honorifiques », soit quatre catégories, auxquelles il a ajouté « les particularismes du droit privé des nobles », qu'ils relèvent du droit familial ou du droit des obligations (Bart, Jean, Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIXe siècle, *op. cit.*, p. 180-184). Marcel Aimé les a étudiés en cinq chapitres : le statut militaire, le statut judiciaire, le statut financier, l'Eglise, le droit privé (Aimé, Marcel, *La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle*, *op. cit.*). Aussi, nous avons préféré suivre une orientation générale qui s'accordait mieux avec l'évolution structurelle de la noblesse française, plutôt que d'établir un catalogue, qui d'ailleurs ne permet pas forcément d'avoir une estimation claire de l'augmentation ou de la diminution des privilèges nobles, n'y ayant pas de pesée vraiment adéquate, puisque leur importance ne tient pas à leur nombre mais à l'avantage respectif, difficilement appréciable, des uns et des autres. Pour en avoir un aperçu d'ensemble, voire la section 5 du chapitre introductif, p. 85.

A travers l'étude de la condition juridique de la noblesse gasconne, nous allons tenter d'appréhender jusqu'à quel point la noblesse a pu être ouverte sur le tiers-état par une mobilité entre ces deux ordres. Simultanément, nous essayerons de comprendre comment et à quelle fin le pouvoir royal a pu chercher à réguler ce mouvement ainsi qu'à façonner la noblesse par le biais de la règlementation de son statut.

La noblesse se situe au carrefour des chemins du droit, des mentalités, de la littérature, des idées politiques. Lorsqu'on l'étudie du seul point de vue juridique, on ne peut pas pour autant l'extraire totalement de ces autres dimensions. La domination nobiliaire, garantie par un statut légal, devait aussi s'ancrer dans les mentalités, par une justification morale ou politique, qui seule pourrait la faire supporter. Elle était légitimée, et ne s'appuyait pas sur l'unique biais de la force. Cette étude ne pouvait en ce sens être centrée uniquement sur la technique juridique, si on voulait en rendre intelligible l'évolution. Nous consacrerons donc un chapitre introductif aux différentes conceptions, aux représentations que l'on se faisait dans la société, et plus particulièrement les juristes et les nobles gascons, de la noblesse, qui ne peut être réduite à une composante de l'état de la personne. Ces représentations, plus mouvantes que les définitions des juristes, et par conséquent plus difficiles à saisir, sont susceptibles d'interférer avec la condition juridique nobiliaire. Cette dernière, par la jouissance de nombreux privilèges souvent jugés dans leur ensemble très profitables, fut de plus en plus au centre de l'attention. On n'oubliera pas de souligner qu'elle fut l'objet de critiques.

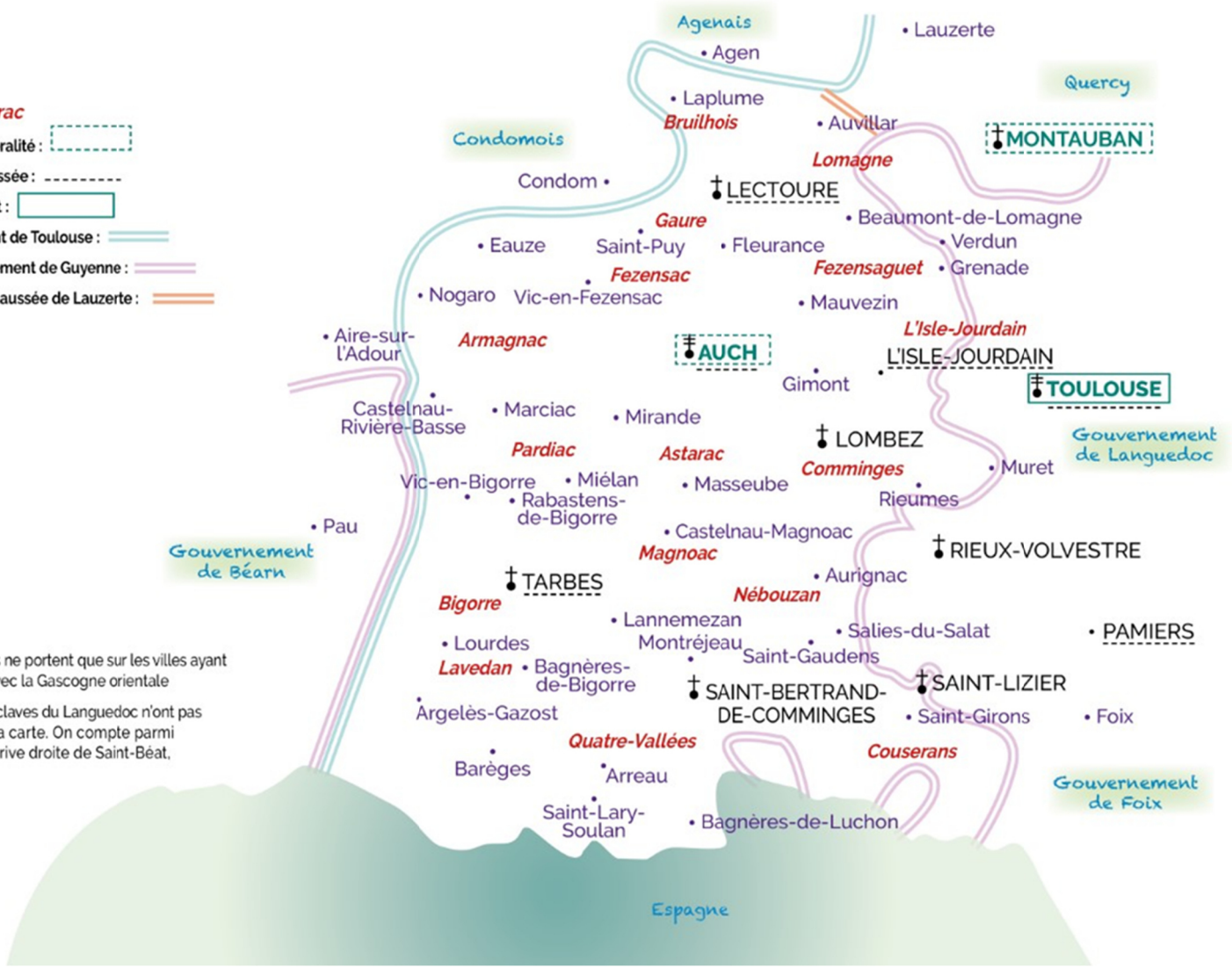
Notre première partie sera consacrée à l'acquisition et à la perte de la noblesse. Si on a mis en exergue que le modèle social nobiliaire et les privilèges attiraient beaucoup, il faut voir si les élus furent nombreux par rapport aux aspirants. L'évolution quantitative et l'image qualitative renvoyée par la noblesse pouvaient être fortement modifiées par ses sources. La politique royale en la matière est *a priori* intéressante à analyser. Il devrait en aller de même de la perte de noblesse, qui devait permettre de maintenir une unité au sein de la noblesse en excluant ceux qui n'accepteraient pas les standards communs.

Notre seconde partie portera sur la preuve de noblesse. La question est d'importance étant donné le phénomène d'agrégation à la noblesse que nous avons rappelé. Le gouvernement royal pouvait se montrer plus ou moins exigeant en la matière, et contribuer là aussi à orienter la noblesse. Le contrôle n'était pas fait de façon uniforme dans le temps et dans l'espace ; son effectivité autant que sa rigueur sur le fond ou la forme et la possibilité de l'éluder sont à étudier. La preuve de noblesse pourrait en outre permettre de garantir aux nobles des places réservées, dont le nombre et la qualité témoignent de l'intérêt ou du peu de cas que la monarchie accorderait à sa préservation, et du rôle qu'elle souhaiterait lui voir jouer.

La Gascogne orientale du milieu du XVI[e] siècle à la Révolution française

Carte 1

Evêché : ✝
Archevêché : ✝
Ville : Mirande
Nom de fief : *Astarac*
Capitale de la généralité : ▭
Siège de sénéchaussée : ---------
Siège de parlement : ▭
Limite du parlement de Toulouse :
Limite du gouvernement de Guyenne :
Limite de la sénéchaussée de Lauzerte :



Note : les précisions ne portent que sur les villes ayant un rapport direct avec la Gascogne orientale

Note : toutes les enclaves du Languedoc n'ont pas été précisées sur la carte. On compte parmi elles : Valentine, la rive droite de Saint-Béat, Montsaunès, Seix.

CHAPITRE INTRODUCTIF : LA NOBLESSE EN QUESTIONS

Marc Bloch et Lucien Febvre avaient posé parmi les problèmes primordiaux auxquels les enquêtes sur la noblesse devaient répondre, celui de l'existence d'un état d'esprit spécifique, et ce qu'on y pensait « de soi, des autres, du pays et de l'Etat »[166]. C'est seulement le premier point, ce qu'elle pensait d'elle, mais aussi ce que les autres en pensaient, qu'il nous semble nécessaire de tenter d'éclairer, faute de quoi l'histoire du droit nobiliaire demeurerait inintelligible. Si la noblesse était un statut, elle ne se limitait pas à lui, la catégorisation juridique n'allant pas de soi ; elle était aussi l'objet d'une conception sociale et politique. Des discours furent produits pour la définir, la décrire, mais aussi, parfois derrière une apparente neutralité, la justifier ou la critiquer. L'ancienne conception de la noblesse n'est pas simple à appréhender, elle a évolué dans le temps, et ne fut jamais univoque. Si la représentation mentale de la noblesse est évolutive, on ne peut pas pour autant dégager des conceptions qui existeraient à l'état pur, de manière exclusive et successive. Les représentations étaient rarement portées par une démarche idéologique allant jusqu'à exclure les autres, la plupart du temps elles étaient présentées en insistant davantage sur un caractère, ou en occultant les autres. Ces conceptions ont plutôt eu tendance à se superposer, à se déployer avec des intensités différentes. C'est parce que la conception de la noblesse combinait plusieurs éléments que l'on peut comprendre son acceptation dans la société et sa résistance à la critique. Il n'est donc pas question ici d'essentialiser la noblesse, ou de la réduire à un groupe social qui n'était qu'une de ses composantes, mais de présenter les représentations dominantes qu'elle a pu cristalliser, plus particulièrement à travers l'exemple gascon. En restant au plus près de nos sources, nous

[166] Bloch, Marc, Febvre, Lucien, « Les noblesses », *op. cit.*, p. 242.

éviterons l'anachronisme d'une systématisation, relevant que pour le noble, comme pour le bourgeois étudié par Pierre Bonin, l'obstacle à la généralisation « tient à la complexité, et même aux contradictions, que les bourgeois étudiés et leurs contemporains mettaient dans les notions »[167].

Outre l'approche strictement juridique, la noblesse a pu être rattachée à la vertu ; elle a également été pensée comme une qualité transmise par le sang, inhérente à la « race ». Elle a par ailleurs été étroitement liée à la profession militaire et progressivement à la magistrature. Ensuite, la noblesse nous paraît se distinguer comme étant particulièrement attachée à la perpétuation de sa maison, à la survie de son nom : quoique cette caractéristique, plus encore que les précédentes, ne soit pas spécifiquement nobiliaire, elle fut expressément reliée à la noblesse à l'époque moderne. On pourrait y ajouter un certain mode de vie, mais là les choses deviennent floues et extrêmement muables, puisque le mode de vie changea beaucoup entre le XVIe siècle et la Révolution française. Nous verrons que le noble a pu effectivement se voir reconnaître un mode de vie spécifique, qu'on a pu l'assimiler au fait qu'il vive de ses rentes, mais qu'en réalité ce que l'on appelait « vivre noblement » était *de jure* moins une conception dotée d'un contenu prescriptif, qu'un ensemble d'interdictions que l'on a regroupé sous le terme de dérogeance. En ce sens, la notion de vie noble étant définie négativement, elle nous apprend moins sur la représentation de la noblesse que sur ce qui lui était contraire, et nous l'étudierons lorsque nous verrons la perte de la noblesse. Le mode de vie noble fut somme toute moins caractéristique que la jouissance de privilèges, qui d'ailleurs le rejoignaient parfois, comme par le fait de porter l'épée ou de chasser. La noblesse bénéficiait de prérogatives et cette possession n'échappait à personne, d'aucuns appréciant d'ailleurs ces privilèges comme nombreux et par conséquent sa situation comme très favorable. Il est intéressant de les passer en revue afin d'évaluer en totalité ces avantages juridiques qui seront de plus en plus critiqués. La noblesse a effectivement fait l'objet de critiques, sur lesquelles il faut aussi s'arrêter, puisqu'elles furent de plus en plus nombreuses et sévères.

[167] Bonin, Pierre, *Bourgeoisie et habitanage dans les villes du Languedoc sous l'Ancien régime*, Société française de publication de textes en histoire juridique, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2005, p. 24.

Section 1) Noblesse et vertu

La vertu était étroitement associée à la noblesse à l'époque moderne, c'était même un lieu commun de les rapprocher aux XVIe et XVIIe siècles. François de L'Alouette, écrivait en 1577 dans son *Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés* que la vertu serait la « vraie mère de noblesse », la « première et principale marque de la noblesse »[168]. Loyseau faisait de la vertu la « cause productive de la noblesse », et écrivait en conséquence que « la vertu est la cause de la noblesse, et la noblesse est l'effet de la vertu »[169]. Même La Roque, qui attacha beaucoup d'importance à la race, a pu écrire que la noblesse n'aurait d' « autre fondement que la vertu et les mérites », qu'elle serait un « ornement de la vertu et de l'honneur »[170]. Cette association se retrouve aussi dans la preuve testimoniale de noblesse faite au XVIe siècle en Gascogne orientale[171]. On comprend mieux dès lors que l'anoblissement ne fut théoriquement accordé qu'aux vertueux : « pour établir la qualité de noble, il faut de la vertu personnelle en celui qui recherche d'en être revêtu, parce qu'il n'y a que la vertu qui aporte une noblesse effective », expliquait La Roque[172]. La vertu pourrait même être plus puissante que la nature, en permettant de suppléer au défaut de la naissance[173]. Loyseau estimait que « la vertu de l'homme est plus propre à luy produire de l'honneur, que non pas celle de ses predecesseurs »[174].

---

[168] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés*, op. cit.*, p. 17 et p. 36.
[169] Loyseau, Charles, *Traité du droit des offices*, dans Les œuvres de maistre Charles Loyseau*, op. cit.*, p. 56.
[170] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces*, op. cit.*, p. 377 et p. 378.
[171] Voir la preuve par témoins, p. 552 : l'enquête sur la noblesse Comes et le certificat sur celle des Palatz.
[172] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces*, op. cit.*, p. 182.
[173] Dans un édit de janvier 1568, on constatait qu'il y aurait « plusieurs personnes lesquelles combien qu'elles soient d'origine roturiere, et n'ayent esté tant aydees et favorisees dès leur naissance que les autres personnes noblement nees, se trouvent neantmoins douees de beaucoup de vertus et louables qualitez, qui suppleent grandement au defaut de leur origine naturelle » (Fontanon Antoine, Michel Gabriel, *Les édicts et ordonnances des rois de France traittans en général et particulier du fait de leur domaine et finances, ensemble des officiers d'icelles tant de judicature qu'autres*, tome second, Paris, 1611, p. 57, « edict faict par le Roy, de l'election et creation de douze personnes nobles qui jouyront de tous privileges de noblesse », Paris, janvier 1568).
[174] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez*, op. cit.*, p. 31.

Les esprits perspicaces voyaient bien cependant qu'il y avait une contradiction possible entre vertu et hérédité, et donc entre vertu et noblesse. Montaigne s'inscrivit en faux contre la conception qui voudrait que la noblesse soit identifiable à la vertu. Pour lui, si « ce sont choses qui ont quelque cousinage », néanmoins il serait inexact d'affirmer « que la noblesse n'est aultre chose que la vertu »[175]. La noblesse, qu'il qualifiait de « belle qualité, et introducte avecques raison », reposerait d'abord sur l'hérédité : « c'est une qualité despendant d'aultruy », analysait-il, « et qui peult tumber en un homme vicieux et de néant ». La noblesse devrait donc être subordonnée à la vertu, elle était « en estimation bien loing au dessoubs de la vertu ». La vertu serait une qualité supérieure à la noblesse. La Roque observait seulement qu' « il se trouvera néantmoins une infinité d'hommes estimés nobles, qui ne sçauroient faire preuve d'aucune vertu dans leur famille »[176]. Malgré ce constat d'évidence, l'association entre vertu et noblesse fut assez durable, et un point fondamental de la justification de l'existence de la noblesse.

Mais qu'entendait-on par vertu ? On peut reprendre la définition par François Billacois de la vertu comme « l'ensemble des qualités morales qui distinguent un être d'élite, hors du commun »[177]. De fait, spontanément, c'était essentiellement à la vaillance, c'est à dire la valeur militaire, qu'elle faisait référence[178]. C'est ce que constatait Loyseau : « toute vertu n'est pas propre pour produire noblesse, mais on entend communément la valeur militaire. […] Aussi en françois, par le mot de vertu simplement énoncé, nous entendons la vigueur et la force, et l'appellons proprement valeur et vaillance, comme si en icelle consistoit le prix et l'estime de l'homme »[179]. Celui qui aurait bien servi aux armées serait donc considéré comme vertueux et digne d'être anobli[180]. En 1614, Guillaume Mauran rapportait que Jean-Jacques de Bourbon

[175] Montaigne, Michel de, Essais*, op. cit.*, Livre III, Chapitre V, p. 538.
[176] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, de ses différentes espèces, *op. cit.* Chapitre VII, p. 10.
[177] Billacois, François, « La crise de la noblesse européenne (1550-1650). Une mise au point »*, op. cit.*, p. 260.
[178] Montaigne lui-même remarquait que « nostre nation donne à la vaillance le premier degré des vertus, […] à nostre usage, quand nous disons un homme qui vault beaucoup ou un homme de bien, au style de nostre court, et de nostre noblesse, ce n'est à dire aultre chose qu'un vaillant homme, d'une façon pareille à la romaine ; car la generale appellation de vertu prend chez eulx etymologie de la force » (Montaigne, Michel de, Essais*, op. cit.*, Livre III, Chapitre V, p. 236). Quant à La Noue, qui insistait pour que le noble français ait pour but toutes les vertus et non une seule, il remarquait cependant que « la fortitude, qui signifie prouesse », était « fort recommandée à nostre noblesse » (La Noue, François de, *Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue.* Bâle, Imprimerie de François Forest, 1587, p. 154). Vaillance et vertu n'étaient donc pas synonymes, mais étroitement associées. Dans une commission de 1557 pour recevoir deux chevaliers de Saint-Michel, il était reconnu leurs « louables vertus, vaillance et prouesse, et pour les grands et recommendables services que nous ont continuellement faicts ou faict de nos guerres » (*ADG*, I 2719, commission du roi au sieur de Brissac pour recevoir des chevaliers de Saint-Michel, Saint-Germain en Laye, 29 septembre 1557).
[179] Loyseau, Charles, Traité du droit des offices*, op. cit.*, p. 56.
[180] L'Alouette par exemple associait à cet exercice de la vertu, au premier chef, le service armé : serait anobli le soldat « qui en bataille, assaut de place, prise de ville, guet ou autre lieu, aura fait preuve de sa personne », et qui se faisant, parvint aux grades de lieutenant ou capitaine (L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés*, op. cit.*, p. 25).

s'était formé à l'équitation et au maniement des armes en Italie, puis une fois rentré en Bigorre, « pratiqua les actes de noblesse et de chevalerie, n'épargnant sa personne en aucun hazard où sa generosité et sa vertu pussent estre remarquées »[181]. En écrivant ses lignes, il dressait de lui un portrait élogieux, comme faisant preuve de vaillance, donc de noblesse.

Cette conception de la vertu n'était cependant pas exclusive. Thierriat, quoiqu'empreint des préjugés de l'épée contre la robe, insistait sur l'importance de la connaissance du droit par les nobles, considérant qu'il serait honteux pour un noble de l'ignorer. Cette « science » était pour lui une vertu aussi louable que la vaillance : « la vaillance et la science sont des plus belles partyes des vertus »[182]. Loyseau, juriste, issu de la robe, soutint sans équivoque que la justice serait une vertu d'importance, car « comme la force, ou vertu militaire est necessaire en guerre, aussi la justice l'est-elle en paix : même en paix et en guerre »[183]. Ce dont il déduisit que la noblesse pourrait aussi procéder de cette vertu éminente qu'est la justice. La vertu, c'était donc d'abord la vaillance au combat, mais elle pouvait aussi renvoyer à d'autres qualités, dont la justice. La robe se retrouvait dans cette ouverture de la conception de vertu qui permit de fortifier ses prétentions à la noblesse[184].

Il est important de relever que l'association entre la noblesse et la « vertu » ne s'estompa point à la fin du XVIe siècle, comme le montrent les écrits de Loyseau et de La Roque[185]. Il est inexact de dire que la noblesse fut associée à la vertu jusqu'à ce qu'elle ne relevât plus seulement dans les mentalités que de l'hérédité, comme le soutenait Ellery Schalk[186]. En effet, la noblesse était toujours le corollaire de la vertu au XVIIe siècle, et l'anoblissement, théoriquement, sa récompense : la différence se situait simplement sur le plan légal, sur le respect du droit. Alors que l'on s'anoblissait illégalement quasiment sans coup férir, désormais le roi contrôlait mieux l'entrée dans le second ordre, en sanctionnant les usurpateurs qui s'anobliraient de fait et non de droit. La vertu restait la cause théorique de la noblesse, mais cette supposée vertu ne suffirait plus à faire le noble. Le recours au prince pour l'anoblissement

[181] Mauran, Guillaume, *Sommaire description du païs et comté de Bigorre*, Société historique de Gascogne, publiée par Gaston Balencie, Auch, 1887, p. 49.
[182] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez*, op. cit.*, p. 267.
[183] Loyseau, Charles, Traité du droit des offices*, op. cit.*, p. 56.
[184] Nassiet, Michel, « *Pedigree and valor.* Le problème de la représentation de la noblesse en France au XVIe siècle », dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., *La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, un modèle social ?*, Atlantica, tome 1, 2002, p. 260.
[185] Voir aussi Hubert, Robert, Traité de la noblesse*, op. cit.*, p. 11 ; Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine*, op. cit.*, p. 3 et p. 74.
[186] Schalk, Ellery, *L'épée et le sang, une histoire du concept de noblesse (vers 1500 - vers 1650)*, Champ Vallon, 1996, p. 120.

étant devenu un impératif, la formule de Loyseau selon laquelle la noblesse serait « une vertu approuvée publiquement » prenait tout son sens[187].

Enfin au XVIIIe siècle, quoique moins présente, l'association entre noblesse et vertu n'a pas totalement disparu. On la retrouve chez Henri de Boulainvilliers, pour qui les hommes seraient « naturellement égaux dans le partage qu'ils ont de la raison et de l'humanité », et selon qui seules la vertu et la raison pourraient les distinguer[188]. Cela ne serait pas, explique-t-il, en contradiction avec l'existence d'une noblesse, qu'il jugeait nécessaire à l'Etat, car la vertu serait « plus ordinaire dans les bonnes races que dans les autres ». A cela s'ajoute que la vertu aurait « besoin de l'éclat de la fortune pour se signaler », et que c'est la « naissance » qui la donnerait « ordinairement ». Toujours est-il que Boulainvilliers liait étroitement la noblesse et la « vertu »[189]. Il affirmait qu'il serait « déraisonnable de se faire un argument de la louange de la vertu contre la noblesse, qui en fait profession », et que la noblesse est « née de la vertu »[190]. Liberté, puissance et vertu se joindraient « nécessairement » à la noblesse suivant le cardinal de Bernis, la vertu en étant même le « principe »[191]. Montesquieu, au sujet de l'anoblissement, a pu écrire que la noblesse était le « prix de la vertu »[192]. Classiquement, dans son *Dictionnaire*, Ferrière faisait de la vertu et du mérite, terme qui tendait à prendre le pas sur la vertu, les fondements de la noblesse[193]. Moins catégorique encore, le chevalier d'Arcq n'assimilait pas noblesse et vertu, cependant il jugeait que sans les « sentiments », l'honneur et la vertu, la noblesse ne serait « qu'un vain titre »[194]. Autre témoignage, à une assemblée des gentilshommes verriers en 1753, le procureur du roi déclara que la noblesse serait « le témoignage le plus distinctif de la vertu, ou pour mieux dire, c'est la vertu même qui est reconnue à ce coin »[195]. Les nobles du Couserans rappelèrent dans leur cahier de doléances en 1789 que la noblesse ne devait aller qu'à ceux qui avaient fait preuve de « vertu » et rendu des services à la patrie[196]. Mais il était là question de l'anoblissement, et dans les mentalités, la noblesse de manière générale fut désormais davantage associée à la naissance.

---

[187] Loyseau, Charles, Traité du droit des offices*, op. cit.*, p. 56.
[188] Boulainvilliers, Henri de, Essais sur la noblesse de France*, op. cit.*, p. 7-8.
[189] *Ibidem* : « une naissance noble est donc le moïen le plus commun de faire valoir et de faire honorer la vertu ».
[190] *Ibidem*, p. 9.
[191] Bernis, François-Joachim de, *Mémoires du cardinal de Bernis*, Mercure de France, 2000, p. 164, et p. 167.
[192] Montesquieu, Charles de Secondat, baron de, *De l'esprit des lois*, dans *Œuvres complètes de Montesquieu*, Paris, 1857, p. 356. Même idée chez Chérin, L.-N.-Y., *La noblesse considérée sous ses divers rapports dans les assemblées générales et particulières de la nation, ou représentations des états généraux et assemblées de notables pour et contre les nobles*, Paris, 1788, p. 89 : le « prix » décerné « aux talens et à la vertu ».
[193] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique*, op. cit.*, tome second, entrée « noblesse ».
[194] Arcq, Philippe-Auguste de Sainte-Foix, dit le chevalier d', *La noblesse militaire, ou le patriote françois*, 1756, p. 157.
[195] *ADG*, I 3565, verbal d'assemblée des gentilhommes exerçant l'art de verrerie, Sommières, 1753, p. 6.
[196] *ADA*, 77 F 163, « cahier de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Couserans », 1789.

Section 2) La conception héréditaire de la noblesse

L'association entre vertu et noblesse n'empêchait pas la transmission héréditaire de celle-ci. Pour Ellery Schalk, la noblesse aurait connu une transformation importante dans le dernier tiers du XVIe siècle, passant de la conception de la noblesse comme une « profession », celle des armes, à une conception principalement héréditaire. En droit, Ellery Schalk le reconnaît, la noblesse était déjà fondée sur l'hérédité, mais il pensait que la « naissance » ne faisait pas partie de la représentation qu'on s'en faisait, qu'elle ne résidait que dans la profession des armes[197]. Michel Nassiet s'est inscrit en faux devant cette idée : certes elle était associée à la vertu et avait une incontestable vocation militaire, mais l'hérédité faisait aussi partie de la représentation que l'on se faisait d'elle dans la première moitié du XVIe siècle[198]. Il n'est besoin que de rappeler que dans les preuves de noblesse faites en ce siècle, on interrogeait les témoins sur les prédécesseurs du supposé noble, sur sa « race ».

Arlette Jouanna a montré dans sa thèse l'importance au XVIe siècle de la notion d'ordre « socio-naturel » de « race », c'est-à-dire de la transmission au sein d'une famille des mêmes qualités, faisant de la hiérarchie sociale le reflet de la hiérarchie naturelle[199]. Le terme de « race » est le pont qui est jeté entre le « sang » et la « maison » : il était à la fois employé

[197] Schalk, Ellery, L'épée et le sang, une histoire du concept de noblesse (vers 1500 - vers 1650), *op. cit.*, p. 13 : « la conception qu'ils en avaient […] se limitait à peu près uniquement au domaine militaire ».

[198] Nassiet, Michel, « *Pedigree and valor.* Le problème de la représentation de la noblesse en France au XVIe siècle », *op. cit.*, tome 1, p. 251.

[199] Jouanna, Arlette, L'idée de race en France au XVIe siècle et au début du XVIIe siècle*, op. cit.*, Introduction : la race est l'idée selon laquelle « les qualités qui classent un individu dans la société sont transmises héréditairement, par le sang : les enfants des nobles ayant une capacité innée à remplir des fonctions élevées, et les enfants des roturiers, doués d'aptitudes différentes mais de moindre dignité, étant rejetés par leur naissance dans une position subalterne ». L'idée d'hérédité des qualités ne se retrouve pas seulement chez de nombreux auteurs célèbres ou plus ou moins obscurs de traités ou mémoires, mais aussi dans la littérature, chez les poètes de la Pléiade (*ibidem*, p. 763). Il faut relever que certains auteurs, et particulièrement des juristes, rejetèrent l'idée de race en s'appuyant sur leurs connaissances historiques, bibliques et de la culture antique, insistant sur le rôle de l'éducation, et ne fondant la noblesse que sur la vertu. C'est par exemple le cas du toulousain Guillaume de La Perrière qui dénonçait une « des plus grands erreurs que nous voions à present, est qu'aucuns nobles de nostre temps, se confians seulement de leur race, pensent estre nobles sans vertu », alors que la « prosapie » ne ferait pas l'homme noble (La Perrière, Guillaume de, *Le Miroir politique, contenant diverses manieres de gouverner et policer les Republiques*, Paris, 1567, p. 111-112).

comme synonyme de sang et de lignée[200]. Ainsi, lorsqu'un noble parlait de sa maison, il pouvait aussi employer tels des synonymes les termes de « race », de « lignée », ou même de « sang », comme s'il n'existait pas de nuances entre ces termes. Le tout renvoyait au patrilignage, car les qualités du père l'emporteraient sur celles de la mère[201]. C'est donc son patrilignage qu'invoquait, avant d'aller à l'assaut, le gentilhomme gascon du poète Guillaume Ader, en parlant de son père et ses « aïeux, tous mes aînés et anciens » de sa maison, qu'il ne voulait pas déshonorer, désirant qu'ils le disent « *lo hilh d'espasa e d'armadura* », leur fils d'épée et d'armes, « *coma jo'n soi sortit de raça et de natura* », comme il l'était déjà par la race et selon la nature[202].

La conception de la noblesse n'étant pas univoque, aussi contradictoire que cela puisse paraître, la vertu pouvait être liée à la naissance, car on pensait que les qualités morales qui constituaient cette vertu pourraient être transmises héréditairement, par le sang[203]. L'Alouette soutenait que « la vraie noblesse n'est point au sang, et parentage, mais en la vertu »[204]. La vertu serait donc sa source. Pourtant, cette association n'exclurait pas sa transmission héréditaire. Cela s'expliquerait selon lui par le fait que « l'efficace de cette vertu est si grande, que comme volontiers elle découle du pere au fils, et par une acoutumée façon de bien vivre, elle fait une habitude en la race, qui fait paroitre et reluire ceux qui en descendent par-dessus les autres : aussi à bon droict tous ceux-là qui procedent d'une telle source et origine, sont-ils estimez dignes du titre de nobles »[205]. Quant à Thierriat, il affirmait que la noblesse de race « apporte naturellement avec soy la qualité de la vertu »[206]. On voit que pour certains la vertu se transmettrait héréditairement par la « race », et donc que fonder la noblesse sur la vertu ne serait pas obligatoirement antagonique avec l'hérédité.

On peut saisir que cette dimension était bien présente dans l'esprit des nobles gascons au XVIe siècle en lisant les preuves de l'Ordre de Malte. En 1571, dans une enquête pour intégrer l'Ordre, interrogé si le postulant avait les capacités pour porter les armes, Denys de Mauléon répondit comme les autres témoins que n'étant pas mutilé, et « de race de gens qui s'en scavent bien servir des armes comme il est notoire », il serait « propre, agil, et bien adextre pour le port des armes »[207]. La vaillance des prédécesseurs permettait de préjuger favorablement

[200] Nassiet, Michel, « *Pedigree and valor* », *op. cit.*, tome 1, p. 257.
[201] Jouanna, Arlette, L'idée de race en France au XVIe siècle et au début du XVIIe siècle, *op. cit.*, p. 120.
[202] Ader, Guilhèm, *Lo gentilome gascon*, 1610, Classics gascons, Per Noste, 2010, p. 62-63.
[203] Nassiet, Michel, « *Pedigree and valor* », *op. cit.*, p. 256.
[204] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, page de titre du traité.
[205] *Ibidem*, p. 22.
[206] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 254.
[207] *ADG*, I 3275, procès-verbal de l'enquête sur la noblesse d'Hérard de Sérillac, Toulouse, 15 novembre 1571.

de la vaillance d'un des rejetons de la maison. Monluc se défendait d'avoir voulu dire que Montmorency-Damville eut de la couardise, car il serait « d'une trop brave race, et a tousjours faict preuve du contraire »[208]. Puisqu'une même race devrait produire des qualités semblables, l'appartenance à une maison noble pourrait se vérifier en observant les qualités. Le même Monluc ayant envoyé au Grand-Maître de l'Ordre de Malte son fils comme chevalier, « soubdain après son arrivée », il le fit « mettre à l'espreuve pour sçavoir s'il estoit de ma race »[209]. Comme si le fils devrait nécessairement avoir la même vaillance que son père. Au XVIe siècle, pour les gentilshommes gascons, « bon sang ne saurait mentir ».

Il fallait cependant, selon L'Alouette, qu'ils continuassent « le mesme exercice et vocation de leurs peres » pour s'assurer de la conservation de la noblesse. C'est que si beaucoup croyaient qu'on pouvait hériter de la vertu, il était tout aussi bien admis que la race pouvait « dégénérer », que la vertu de la lignée pouvait dépérir. Blaise de Monluc espérait que les « trois petits Monluc » qu'il laissait « ne dégénéreront de leur ayeul ny de leurs pères »[210]. Au milieu du XVIIe siècle, dans des preuves de noblesse produites par la famille de Médrano, il était prétendu qu'Antoine de Médrano, seigneur de Maumusson, n'avait pas « desgeneré de la verteu de ses ayeulx, ayant servi son roy en plusieurs ocasions »[211]. La transmission n'était pas contraignante pour le jeune noble, qui pouvait perdre les qualités héritées, en ne suivant pas son inclination naturelle à suivre le chemin de la vertu. Lorsque Richelieu constatait avec satisfaction que la noblesse de son temps était « héritière de la vertu de ses ancêtres », il ne paraissait pas exclure qu'il aurait pu en être autrement[212].

Malgré l'évolution des mentalités, il est certain que beaucoup de nobles pensaient, jusqu'au XVIIIe siècle compris, que par le sang se transmettraient des qualités morales constitutives de la noblesse, qui les différenciaient des roturiers. Ce qui fut exprimé par des expressions, comme « bon chien chasse de race »[213]. La plus fameuse concernant la noblesse était « bon sang ne saurait mentir » et ses variantes[214]. Le sang ne pourrait être démenti par les actions du noble quand il était issu de noble maison. Lors d'une succession, un gentilhomme

[208] Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 338.
[209] *Ibidem*, p. 436.
[210] *Ibidem*, p. 499.
[211] *ADG*, I 2301, « Inventaire que bailhent nobles Pierre de Medrano, seigneur de Verlus, tant pour lui et ses acendants et decendants […] » devant le juge de Marciac, subdélégué de la chambre du franc-fief, vers 1659.
[212] Richelieu, Armand-Jean Duplessis de, *Testament politique*, Chez Henry Desbordes, Amsterdam, 1688, p. 141.
[213] L'abbé Vergès écrivait au baron de Gonnès qu'on aurait raison de s'embarrasser pour les enfants, quand ils seraient « bien nés, et qu'ils chassent de race, comme chez vous » (*ADHP*, 65 J 37, lettre du 4 avril 1777).
[214] Par exemple : lettre de monsieur de Suis à Lucrèce de Roquemaurel, vers 1670 : « le sang ne peut jamais mentir » (*ADG*, E 108).

gascon, pour raisonner son parent, en appelait à son amour propre, sa raison, son devoir, ses sentiments, et son sang « qui doit mieux que tous parler »[215].

Cette idée de transmission de qualités morales par le sang est récurrente dans les archives gasconnes. Le « sang noble » inspire les « sentiments », écrivait en 1708 un gentilhomme gascon dans ses mémoires[216]. Ce qui veut dire que le sang donnerait non pas des connaissances, mais une inclination naturelle, des penchants presque inaltérables : « les sentimens qui sont dans le sang ne se démentent guère », assurait le baron de Gonnès[217]. Ce sang transmettrait des sentiments qui porteraient celui qui est issu d'une noble race à se comporter noblement. Dans une biographie du milieu du XVIIIe siècle de l'évêque Jean de Pins, l'auteur se réjouissait de ce que son frère Barthélémy, « chef du nom et armes de sa maison », se fut occupé de son éducation, attention qu'il expliquait par « la générosité et tous les sentimens héréditaires dans sa famille »[218]. Jean-Auguste de Gensac, capitaine au régiment de Talareu, écrivit dans son testament de 1761 qu'il pourrait y avoir quelques défauts dans les formalités, mais qu'il ne pensait pas que des membres de sa famille en contesteraient la validité « come les santimentz d'honneur ont toujours coulé dans nostre sang »[219]. Dans une requête au roi, Joseph de Cossy assurait descendre de la maison de Coucy dont les malheurs des temps auraient anéanti l'opulence, n'ayant plus « pour soutenir l'éclat de leurs originne que des santimens » ; mais ajoutait-il, il servirait avec fidélité et courage si on lui donnait de l'emploi, « l'illustre sant qui coulle dans ses veinnes luy en est un garant assuré, ainsi que de sa reconoissance »[220]. Ces sentiments seraient donc bel et bien transmis à la naissance, puisqu'ils couleraient dans le sang[221]. Et tant que ce sang serait dans ses veines, ils pourraient se manifester à lui, quoiqu'il ait choisi de s'affranchir des obligations qu'ils lui imposeraient. Ainsi Alexandre de Fosseries mettait-il en garde son frère qui voulait se mésallier, sur ce que « les sentiments

[215] Fonds Lamothe, lettre de monsieur de Gensac à monsieur de Gensac son oncle, à Senlis, milieu XVIIIe siècle. Cette idée que le sang porterait à s'exprimer d'une certaine façon se retrouve dans les mémoires du marquis de Franclieu, dans lesquelles il expliquait que l' « aisance de discours » serait « naturelle à un sang noble » (Franclieu, Charles de, Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745), *op. cit.*, p. 234).

[216] Larrocan d'Aiguebère, Jean-Bertrand de, *Mémoires*, dans l'ouvrage de Luppé du Garrané, Jean-Bertrand de, *Mémoires et caravanes*, Paris, 1865, p. 6.

[217] *ADHP*, 65 J 401, minute de lettre du baron de Gonnès au marquis d'Ossun, Lizos, 18 janvier 1765. Le même expliquait dans un mémoire que « les dispositions qui sont dans le sang prévalent presque toujours sur tout et ont des temps marqués pour se développer » (*ADHP*, 65 J 344, « mémoire pour monsieur de Gonès contre le curé de la terre de Galais », S. d.).

[218] Charron, Etienne-Léonard, *Mémoires pour servir à l'éloge historique de Jean de Pins, évêque de Rieux*, Avignon, chez Chabrier, 1748, p. 9.

[219] Fonds Lamothe, testament clos de Jean-Auguste de Gensac, près de Clèves, le 12 avril 1761.

[220] Fonds Cahuzac sur Adour, requête de Joseph de Cossy au roi, XVIIIe, Sd.

[221] Pour justifier sa volonté de se marier sans le consentement de son père qui s'y opposait, Jean-Blaise Du Chic d'Arcamont avança qu'il avait déjà fait une promesse à la demoiselle de Barrau, et que rien ne pourrait l'en dispenser « à moins de renoncer aux sentiments que la religion luy impose et que ses ayeuls luy ont transmis en naissant » (Fonds Montaut les Créneaux, Supplique d'Arcamont fils, Auch, 18 octobre 1788).

qui sont dans votre sang se reveilleront le moins que vous y penserés. Vous les retrouverez malgré vous. Dans le fonds de votre cœur. Et vous ne sçauriez vous excuser avec eux », lui annonçant qu'il regretterait de s'être lui-même déshonoré[222].

Pourtant il était toujours assez largement admis que ces sentiments pouvaient être perdus, que des sentiments pourraient contredire le sang, que la « race » pourrait « dégénérer ». Le sieur d'Uzer de Salus écrivait à son frère pour se plaindre de la négligence de leurs pères qui avaient égaré leurs titres de noblesse « dont on doit naturelement être jalous lorsque les sentiments ne démantent point le sang qui nous les a transmis »[223]. De même en 1752, le subdélégué de Tarbes assura que monsieur de Podenas de Villepinte, en conflit avec les habitants de la seigneurie de Lescurry, était probe et « ne dégénère point en cella de ses ancestres »[224]. En somme, les nobles gascons n'avaient pas une théorie sur la transmission de la noblesse, sur son caractère inaltérable ou non. Mais il est cependant avéré que l'idée que le sang transmettrait des « sentiments », des qualités, était assez répandue.

Il ne faudrait pas croire que la croyance en une transmission par le sang de la vertu conduisait nécessairement à rejeter d'autres vecteurs permettant de se prévaloir de l'hérédité des qualités. Pouvait s'ajouter une croyance à la transmission héréditaire des valeurs par l'éducation. Thierriat, par exemple, pensait que les nobles auraient « la nature meilleure » que ceux du peuple, mais que ce serait lorsqu'elle était « cultivée d'un bon precepteur » qu'elle était « plustost parvenue à la vertu »[225]. Le sang donnait des aptitudes, l'éducation en faisait des attitudes. Bacquet a clairement exprimé la vision de la race noble au XVIe siècle lorsqu'il écrivit que les natures seraient « meilleures en une noble race, qu'en une race et generation de vile et basse condition, et est necessaire que ceux qui sont bien nais, s'ils sont bien nourris et instituez, parviennent plutost à vertu que ceux qui ne sont si bien nais. […] Aussi en ceux qui sont de noble, ancienne et genereuse race, il y a quelque premiere semence et eguillon de vertu, qui n'est pas en ceux qui sont de basse et abjecte famille »[226]. Cela sans perdre de vue que la part respective du sang et de l'éducation dans une vie vertueuse relevait d'opinions qui pouvaient varier d'un écrivain ou d'un noble à l'autre[227]. L'affectation des nobles français à mépriser les

[222] *ADPA*, 16 J 162, lettre d'Alexandre de Fosseries à son frère, Lizos, 10 juin 1732.
[223] *ADPA*, 16 J 196, lettre d'Uzer de Salus à son frère le chevalier d'Uzer, Bagnères, 24 juin 1763.
[224] *ADPA*, C 115, lettre du subdélégué Vergès à l'intendant, à Tarbes, le 25 avril 1752.
[225] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 36. La Noue pensait de même (La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 530-531).
[226] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement*, op. cit.*, p. 911.
[227] Par exemple Pluvinel, fondateur à Paris de la première académie d'équitation pour les nobles en 1594, pensait que « la nourriture a plus de force sur les esprits des hommes que leur naissance ou leur inclination naturelle » (Pluvinel, Antoine de, *L'Instruction du Roy en l'exercice de monter à cheval*, Amsterdam, 1666, p. 156).

« lettres » au XVIe siècle est bien connue[228]. Ce mépris s'estompa progressivement, et tous ceux qui en eurent les moyens s'en préoccupèrent à partir du XVIIe siècle, comme on le vit avec l'apparition des académies d'équitation et le recours au collège[229]. Et ceux qui pensaient la noblesse à partir du milieu du XVIIe siècle furent d'ailleurs bien moins catégoriques sur leur supériorité naturelle[230].

On pourrait ajouter un autre facteur permettant de soutenir la croyance en l'hérédité des qualités chez les nobles dans l'ancienne France, « le souvenir des ancêtres et l'émulation qu'il suscite »[231]. Leur exemplarité, transmise dans la mémoire familiale par la généalogie, l'histoire des armoiries et les portraits, rendait insupportable un avilissement de la maison par sa propre indignité, la postérité devant se montrer à la hauteur de ses ancêtres édifiants, ou supposés tels. Boulainvilliers a pu écrire que « quand on croit devoir beaucoup au nom et au sang qui nous a fait naître, on prend rarement des sentimens qui y fassent déshonneur »[232]. Il s'en remettait plus, afin de pérenniser sa maison, à la force du modèle des ancêtres, qui devrait exalter les jeunes pousses du lignage, qu'aux propriétés de la race. C'est par ce biais que serait assuré l'impératif de préservation et de transmission de ce patrimoine immatériel associé au nom de la maison[233]. En 1710, dans son testament, François de Lasseran-Massencome demanda à ses enfants de porter le nom de Monluc, puisqu'ils seraient les seuls à pouvoir le porter comme les derniers mâles de la maison, sans compter qu'ils avaient déjà les mêmes armes, et donc « pour conserver dans la même famille un nom aussi illustre que celuy là ». Il leur demanda aussi d'y joindre les noms et armes d'Ornano, maison « tombée en quenouille, n'y ayant plus de males en France de

[228] Aux Etats généraux de 1614, le président Savaron avait fait observer que si la noblesse occupait moins de charges de judicature, la Paulette et le tiers-état seraient moins en cause que « l'opinion en laquelle elle a esté depuis longues années que la science et l'étude affaiblissaient le courage et rendaient la générosité lâche et poltronne » (Cité dans Mousnier, Roland, Les institutions de la France sous la monarchie absolue*, op. cit.*, p. 793). Voir aussi Billacois, François, *Le duel dans la société française des XVIe-XVIIe siècles. Essai de psychosociologie historique*, Editions de l'EHESS, 1986, p. 203 ; et le témoignage de La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 200. Par l'ordonnance d'Orléans le gouvernement royal avait entrepris de lutter contre cette ignorance des nobles en disposant que les pages royaux auraient des précepteurs « quy les instruiront ès bonnes et saintes lettres », et en exhortant les grands seigneurs à faire de même (*ADHG*, 1 B 1906, folio 26, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, art. 112).

[229] Appétit pour les lettres qui s'explique en grande partie par l'aspiration des nobles à occuper une place de choix dans l'Etat royal, et de s'intégrer au processus de curialisation pour capter la faveur royale.

[230] Avec prudence, le père Ménestrier écrivait que la noblesse « semble transmettre avec le sang des inclinations meilleures que ne sont celles des personnes nées dans une fortune médiocre », mais ajoutait que l'éducation des nobles contribuerait « beaucoup à ces sentimens genereux qui élèvent leur esprit au-dessus de ceux du commun » (Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse*, op. cit.*, préface).

[231] Nassiet, Michel, « *Pedigree and valor* »*, op. cit.*, tome 1, p. 257.

[232] Boulainvilliers, Henri de, Essais sur la noblesse de France*, op. cit.*, p. VI.

[233] Témoin de cet état d'esprit, l'abbé de Séguenville écrivait, après avoir évoqué la maison de ses ancêtres, qu'il tâcherait « par toutes mes actions de ne pas me rendre indigne du nom et du caractere que je porte » (*ADG*, E 109, lettre de l'abbé de Séguenville à Jean-Bertrand de Faudoas son frère, Paris, 15 juin 1688).

cette famille »[234]. Il précisait de suite qu'il ne voulait leur faire porter ces « beaux noms » pour leur donner de « l'orgueil et de la vanité, vice horrible devant Dieu et devant les hommes », mais « uniquement pour leur faire suyvre la vertu naturelle à ces deux illustres familles, ayant déjà l'exemple de mes prédécesseurs qui ont tous eu une vertu singulière »[235]. En portant tous ces noms et armes prestigieux, ses enfants pouvaient compter sur les exemples vertueux de leurs aïeux pour ne pas s'égarer.

L'association entre l'hérédité et la vertu, l'alliance entre le sang et l'éducation pour faire un bon noble n'étaient donc pas contradictoires. Ce fut ainsi que pensèrent longtemps bien des nobles, ce qui fut parfaitement bien exprimé au XVIIIe siècle par Jean-Bertrand de Larrocan, chevalier de Malte retiré dans son château en Astarac, lorsqu'il raconta dans ses mémoires que ses parents, « qui étoient gens d'honneur et de mérite et d'une vertu distinguée, mais avoient peu de biens, pour ne pas démentir les sentiments qu'inspire le sang noble, ne pensèrent pour mon regard qu'à me faire élever à la vertu »[236]. Il faut bien préciser que le préjugé favorable à la noblesse, par la disposition d'esprit reconnaissant que le sang transmettrait les sentiments, n'était pas exclusive de la croyance en la transmission des qualités par d'autres vecteurs. De façon générale, relevons que cette croyance en l'hérédité des qualités contribuait à rendre plus estimable l'ancienne noblesse par rapport aux anoblis, qui n'hériteraient pas des mêmes dispositions. En somme, quelle qu'en soit l'explication, l'idée dominante était que « quand on est bien né, pour l'ordinaire, on se comporte bien »[237].

Dernière précision d'importance sur cette croyance : elle n'était pas très élaborée, et il nous paraît hasardeux, pour ne pas dire erroné, d'en faire une idéologie partagée par la plupart des nobles[238]. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, comme l'a relevé Jean-Marie Constant et comme

---

[234] Leur mère, Marie d'Ornano, petite fille du maréchal Alphonse d'Ornano, ferait d'eux les seules « personnes legitimes pour porter le nom et armes de leur ayeul ».
[235] *ADG*, 3 E 16614, testament de François de Lasseran-Massencome, Miramont, 13 septembre 1710.
[236] Larrocan d'Aiguebère, Jean-Bertrand de, Mémoires*, op. cit.*, p. 6.
[237] Fonds Tournemire, lettre de monsieur de Pestels à monsieur de Tournemire, St-Omer, 14 mai 1767.
[238] C'est ce à quoi s'est attaché André Devyver, mais nous ne le suivrons pas dans sa volonté de démontrer l'existence d'un racisme nobiliaire relevant d'une théorie élaborée (Devyver, André, *Le sang épuré. Les préjugés de race chez les gentilshommes français de l'Ancien Régime (1560-1720)*, Faculté de Lettres, Editions de l'Université de Bruxelles, 1973). On n'en a pas trouvé trace en Gascogne orientale. L'idée de race telle qu'elle est définie par Arlette Jouanna, relevant des mentalités collectives, se retrouve dans nos sources, mais le préjugé défavorable au sang roturier demeure assez diffus. Que quelques auteurs l'aient particulièrement développé jusqu'à en faire une théorie fondée sur l'Histoire, ne signifie pas que les nobles y aient tous adhéré, encore moins qu'ils en avaient connaissance, d'autant que la culture et la propension à l'abstraction de beaucoup d'entre eux étaient limitées. Quant au mythe germanique véhiculé par quelques auteurs, qui voudrait que la vraie noblesse remonte aux conquérants francs, ou au moins que cette conquête légitime l'ordre noble, il n'a semble-t-il eu aucune prise sur les nobles gascons, qui ne croyaient probablement pas plus que Voltaire qu'ils pourraient vraisemblablement descendre de ces conquérants, et encore moins qu'il soit possible de le prouver, ni non plus que leur statut soit légitimé par ces lointains évènements. Seule exception notable, le baron de Montesquieu, qui a sans doute beaucoup fait pour la diffusion de cette idée avec le succès de son ouvrage *De l'Esprit des lois*, dans lequel on trouve des formulations telles que « nos pères, les anciens germains » (Montesquieu, Charles de Secondat, baron

l'attestent les correspondances nobiliaires, les gentilshommes accordaient une importance primordiale aux relations d'amitié, de voisinage et de clientèle ; ils préféraient « l'attachement aux hommes plus qu'aux idées et aux partis, le reste est une affaire privée qui regarde la conscience et ne doit pas être prise en considération dans les affaires publiques »[239]. Il est vrai, comme l'a montré Arlette Jouanna, que des nobles, tels les « malcontents », purent avoir une conscience politique, non dénuée d'ailleurs d'ambiguïtés et de préoccupations intéressées[240]. Toutefois, il faut bien reconnaître qu'en Gascogne orientale, il y avait peu de place pour les débats politiques et ce qui semblait compter c'était d'abord l'amitié, la fidélité, la clientèle, que ce soit celle du roi de Navarre ou celle du roi de France avant que les deux ne se recoupent, ou celle d'un « grand ». Il faut ajouter que le catholicisme très dominant dans la noblesse, malgré des exceptions comme en Fezensaguet, conjugué aux ravages causés par les « huguenots » béarnais, incitait à mettre en avant le service du roi et l'ordre monarchique, comme le montre ce parangon du gentilhomme gascon qu'était Monluc, à la fois témoin et modèle. Beaucoup rejoignirent cependant la Ligue, mais se rallièrent à Henri IV contre une gratification quelques années plus tard. Au XVIIe siècle, de nouveau, c'est le service du roi qui domina, tendance qui se perpétua surtout dans les familles ayant suivi la voie des armes.

de, De l'esprit des lois, *op. cit.*, p. 236, 306, 451). L'œuvre de Boulainvilliers, qui n'a eu quasiment aucun écho dans la noblesse gasconne, reste controversée, et les spécialistes actuels de l'auteur semblent avoir définitivement rejeté la présence d'un racisme nobiliaire, jugé anachronique, dans sa théorie (Voir André Devyver, déjà cité ; Venturino, Diego, « Boulainvilliers versus Louis XIV ? », *Cahiers Saint-Simon*, 1999, p. 29 ; et surtout pour le reste de la bibliographie et l'analyse plus aboutie, Olivier Tholozan, Henri de Boulainvilliers. L'anti-absolutisme aristocratique légitimé par l'Histoire*, op. cit.*). La prétendue origine franque de la noblesse française, croyance pourtant peu ou pas partagée par la noblesse provinciale, a paradoxalement été très utilisée par ses détracteurs, par exemple Chamfort : « le titre le plus respectable de la noblesse française, c'est de descendre immédiatement de quelques-uns de ces trente mille hommes casqués, cuirassés, brassardés, cuissardés, qui sur de grands chevaux, bardés de fer, foulaient au pieds huit ou neuf millions d'hommes nus, qui sont les ancêtres de la nation actuelle. Voilà un droit bien avéré à l'amour et au respect de leurs descendans ! » (Chamfort, Nicolas, *Maximes, pensées, caractères et anecdotes*, Baylis imprimeur, Paris, 1796, p. 123).

[239] Constant, Jean-Marie, *Nobles et paysans en Beauce aux XVIème et XVIIème siècles*, thèse de l'Université Paris IV, Lille, 1981, p. 260.

[240] Leur projet politique a été qualifié de « monarchie mixte » (Jouanna, Arlette, *Le devoir de révolte. La noblesse française et la gestation de l'Etat moderne (1559-1661)*, Fayard, 1989).

Section 3) L'épée et la robe

On peut trouver des nobles s'étant adonnés à des activités très diverses, tant qu'elles ne furent pas considérées comme dérogeantes à la vie noble. Pourtant, globalement considérée, la noblesse est restée étroitement liée au service des armes. Cette conception militaire est restée dominante, c'est très net en Gascogne orientale. Il ne faut cependant pas omettre que la robe s'affirma lentement mais sûrement comme le pendant du militaire, et que la magistrature, à un certain niveau, fut pleinement reconnue comme faisant partie du second ordre.

I) La conception militaire de la noblesse

Il faut rappeler que la noblesse devait à l'origine regrouper les « *bellatores* », ou « *pugnatores* », auxquels était assigné le rôle de défendre la société en combattant, suivant la tripartition fonctionnelle bien connue qui s'imposa à l'époque féodale. Dans la seconde moitié du XIVe siècle, Jacques d'Ableiges exposait que les nobles étaient « esleus et ordonnés pour tenir et garder le pays en paix, et pour deffendre les subjects et la chose publicque »[241]. De ces liens originels qui perdurèrent longtemps, demeura l'idée que l'on trouve présente tout au long de l'Ancien Régime, que le noble véritable devait s'adonner au service des armes. Cette conception militaire de la noblesse était très répandue au début du XVIe siècle[242]. L'idéal

[241] D'Ableiges, Jacques, Le grand coutumier de France, *op. cit.*, p. 210.
[242] Voir par exemple, Claude de Seyssel, La Grand monarchie de France, *op. cit.*, p. 17, chapitre XIV, « De l'estat de la noblesse et de son entretenement ». Au XVe siècle, l'association entre l'état de noblesse et la défense du royaume était un lieu commun (Contamine, Philippe, La noblesse au royaume de France, *op. cit.*, p. 3).

chevaleresque jouait alors beaucoup au sein de la noblesse, et allait être réactivé par les héros des guerres d'Italie comme Pierre Terrail de Bayard et Gaston de Foix[243]. Le culte de l'honneur était d'ailleurs un succédané à « la religion de chevallerie » qu'invoquait Brantôme[244]. Même si l'image chevaleresque fut écornée au début du XVIIe siècle par le succès du *Don Quichotte* de Cervantès, elle n'en continua pas moins à imprimer fortement les mentalités nobiliaires ; qu'on songe au succès pérenne du *Roland Furieux* de l'Arioste.

Lorsque l'on énonçait que les nobles devaient faire preuve de vertu, on pensait d'abord à la vaillance à la guerre. Le service des armes serait la vocation du noble. La majorité des nobles s'accordait alors avec la vision de la société qui répondait à ce que Arlette Jouanna a appelé l' « utopie guerrière », selon laquelle il suffirait de faire preuve de vaillance pour obtenir richesse et honneurs[245]. Brantôme a résumé leur aspiration : « ce que demande fort la noblesse que d'aller à la guerre, et puis en tirer un bon visage et une bonne récompense de son roy »[246]. De même le cadet de Gascogne, « à ce mot de guerre », écrivait le poète Guillaume Ader, « redresse son chapeau et trépigne, parle de s'équiper et de s'en aller par le monde amasser avec honneur, gloire et renommée »[247]. Exemple caractéristique, un gentilhomme d'Armagnac fit en 1574 une donation de la moitié de ses biens à son fils, un capitaine, afin qu'il puisse en acquérir d'autres, trouver un bon parti de mariage, « soy entretenir et continuer le service du Roy au faict des guerres » et « parvenir aux degrés d'honeur »[248].

Arlette Jouanna a fortement nuancé le lien entre la noblesse et le service militaire au XVIe siècle[249]. Tous les nobles ne suivirent pas la carrière militaire et ils furent plus ou moins touchés par l'idéal chevaleresque, mais il n'en reste pas moins que pour la plupart des auteurs qui écrivirent sur la noblesse, elle était bien associée au service des armes, qui apparaissait comme sa vocation par excellence[250]. Des auteurs ont bien parlé de la noblesse comme d'une « profession » ou « vacation », celle du métier des armes. L'Alouette, par exemple, a pu dire de

---

[243] Sur la persistance de l'idéal chevaleresque, son adaptation, voire sa « réinvention », à travers entre-autres la littérature chevaleresque, les représentations du pouvoir, les pratiques militaires et les thèmes décoratifs, voir Deruelle, Benjamin, *De papier, de fer et de sang : Chevaliers et chevalerie à l'épreuve de la modernité (1460-1620)*, Publications de la Sorbonne, 2015. Elle nous est surtout connue au XVIe siècle par la littérature qui s'adressait à ceux qui lisaient « des Amadis ou Lancellots », pour reprendre la formule de Monluc (Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 519).

[244] Brantôme, Pierre de Bourdeille, dit, *Œuvres complètes,* tome sixième, Paris, 1873, p. 477.

[245] Jouanna, Arlette, « La noblesse française et les valeurs guerrières au XVIe siècle » in *L'homme de guerre au XVIe siècle,* Actes du colloque de l'association de la Revue humanisme et Renaissance, 1992, p. 213.

[246] Brantôme, Pierre de Bourdeille dit, *Les vies des grands capitaines françois,* in Œuvres complètes, *op. cit.*, tome III, p. 136.

[247] Ader, Guilhèm, Lo gentilome gascon, 1610*, op. cit.*, p. 46.

[248] *ADG*, 9 J 102, donation faite par noble Jehan de Roquelaure seigneur de Saint-Aubin, Lectoure, 11 août 1574.

[249] Jouanna, Arlette, « La noblesse française et les valeurs guerrières au XVIe siècle », *op. cit.*, p. 205.

[250] Ce qui s'inscrit dans la continuité avec les deux derniers siècles du Moyen Âge (Contamine, Philippe, La noblesse au royaume de France de Philippe le Bel à Louis XII, *op. cit.*, p. 198).

la noblesse qu'elle serait un corps « faisant profession des armes »[251]. Montaigne était catégorique : « la forme propre et seule, et essentielle, de noblesse en France, c'est la vacation militaire »[252]. Guy Coquille définissait les nobles comme « ceux desquels les predecesseurs de fort longtemps ont esté employez à servir le roy en ses guerres, portans les armes pour leur principale profession, car c'est le vray mestier des gentilshommes »[253]. On pourrait ajouter d'autres exemples[254]. Enfin, c'est aussi la conception militaire de la noblesse que partageait le tiers-état dans ses doléances aux Etats généraux, comme dans celles faites en 1614[255]. Le législateur ne contredisait pas cette doctrine, et dans un édit de janvier 1568, il déclara que les roturiers qu'il anoblirait étaient aptes à « se tenir en equippage d'armes pour genereusement employer leurs vies et biens à faire service au fait des guerres, selon que de tout temps ça esté la propre vacation de la noblesse de cestuy nostre royaume »[256]. De fait, cette assimilation de la noblesse au métier des armes dans les préambules des ordonnances est très fréquente jusqu'à la fin du XVIIe siècle, tel celui établissant la capitation en 1695, dans lequel le roi assurait ne pas douter que la noblesse française « qui expose tous les jours sa vie et qui verse si genereusement son sang pour nostre service et pour le soustien de l'Estat, ne sacriffie avec le mesme devouement une aussi legere portion de ses revenus »[257]. L'association de la noblesse à la profession des armes resta dominante jusqu'au début du XVIIe siècle au moins, quoique cette représentation ne fut pas en adéquation totale avec le réel[258].

La conception militaire de la noblesse était très présente dans le sud-ouest de la France, où elle fut particulièrement durable. C'est un leitmotiv dans les *Commentaires* de Monluc, même si ce n'est souvent qu'implicitement qu'il l'a exprimée[259]. C'était parfois aussi explicitement et on ne peut plus clairement qu'il dévoilait sa pensée : « songés, vous qui estes

---

[251] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, Préface ; voir aussi p. 49. Bacquet fut également très clair : « communément en France, la noblesse est annexée à la profession militaire » (Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 913).

[252] Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, Chapitre VII, « Des récompenses d'honneur », p. 236.

[253] Coquille, Guy, Traité des ordonnances, *op. cit.*, tome 1, p. 105.

[254] Par exemple Loyseau qui justifia les exemptions fiscales des nobles par ce qu'ils seraient employés « à chose plus utile et importante à l'Etat, à sçavoir à le défendre contre les ennemis » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 25).

[255] Lalourcé, Duval, *Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux*, tome 4e, Barrois l'aîné, Paris, 1789, p. 305, cahier général des remontrances du tiers-état : « l'estat de la noblesse est celuy d'entre les ordres auquel a esté commise la force et le maniment des armes, pour la protection et défense du royaume ».

[256] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 57, « edict faict par le Roy, de l'election et creation de douze personnes nobles », Paris, janvier 1568.

[257] *ADHG*, 1 B 1927, folio 35, déclaration pour l'établissement de la capitation, Versailles, 18 janvier 1695.

[258] Richelieu ne reconnaissait toujours pas d'autre noblesse que la noblesse militaire, écrivant qu'il serait certain « que la noblesse qui ne lui sert point à la guerre, n'est pas seulement inutile, mais à charge à l'Etat » (Richelieu, Armand-Jean Duplessis de, Testament politique*, op. cit.*, p. 141).

[259] On remarque qu'il s'adressait tantôt aux « capitaines », tantôt aux « gentilshommes », comme si ces deux termes étaient parfaitement synonymes.

nés gentilhommes, que Dieu vous a faicts naistre pour pourter les armes, pour servir vostre prince et non pas pour courre le lièvre ou fere l'amour »[260]. D'ailleurs, en tant qu'homme de guerre, il tenait la noblesse comme une force militaire efficace[261]. Il estimait que les gentilshommes valaient plus que les soldats non nobles : « les grandz combatz se font par les gentilhommes »[262]. Cette conception fut aussi exprimée dans la littérature, avec la publication à Toulouse en 1610 d'une œuvre majeure de la littérature occitane de Gascogne, *Lo gentilome gascon*, par le poète Guillaume Ader, qui en s'inspirant de la figure d'Henri IV, fit du gentilhomme gascon l'archétype du guerrier valeureux[263].

La militarisation de la noblesse durant la période des troubles est d'ailleurs marquée en Guyenne et Gascogne par le fait qu'elle fut souvent amenée à prendre les armes librement sur la sollicitation de Monluc ou d'autres capitaines, en dehors d'un cadre institutionnel[264]. Lorsqu'en 1568, le parlement de Toulouse commit Raymond de Cardaillac en Bigorre pour choisir deux personnes « qui eussent charge de commander aux faits des armes sur tout ledit pays », il lui fut prescrit que ce soient « deux gentilshommes », « deux chefs pris dans l'ordre de la noblesse »[265]. René Souriac a aussi relevé l'accord partagé des groupes sociaux sur le rôle militaire du second ordre au XVIe siècle en Comminges, et incidemment les « compétences militaires des seigneurs »[266]. La même conception militaire de la noblesse, pouvant impliquer une fonction d'encadrement militaire, se retrouve dans la Bourgogne du XVIe siècle[267]. Ainsi, lorsque les historiens démontrent que la noblesse qui servait le roi aux armées était dans une

[260] Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome premier, p. 431.
[261] L'empereur et le roi d'Angleterre s'étant partagés le royaume de France, il jugeait que « c'estoict disputer la peau de l'ours », car « bien unie ne peult estre conquise sans perdre une douzaine de batailles, veu la belle noblesse qu'il y a et les places fortes qui s'y trouvent » (*ibidem*, Tome premier, p. 290).
[262] *Ibidem*, Tome deuxième, p. 455. Voir aussi tome III, p. 435.
[263] Pour ne citer qu'un extrait de cette œuvre, il écrivait au premier livre que « nul ne fut jamais, autant que le noble gascon, gentilhomme d'honneur, de vertu et de race, non par le trafic ni les places qu'on achète, mais à force de coups, au milieu des combats, nourri de force poudre et vêtu de ces draps filés par les marteaux, battus à la forge, pour aller les premiers là où le pistolet mord » (Ader, Guilhèm, Lo gentilome gascon, *op. cit.*, p. 26).
[264] On vit Monluc tantôt rassembler « une bonne companye de noblesse » (Monluc, Blaise de, Commentaires, T. deuxième, *op. cit.*, p. 389), tantôt « assembler de la noblesse » (*ibidem*, T. deuxième, p. 392), avertir « toute la noblesse » (*Ibidem*, T. troisième, p. 113), écrire « lettres à tous les seigneurs et gentilhommes du païs » pour « prendre les armes et secourir le roy » (*ibidem*, Tome troisième, p. 117-118), se déplacer avec « grand quantité de noblesse » (*ibidem*, T. troisième, p. 65), partir assiéger La Rochelle non sans « admener la noblesse du païs » (*ibidem*, T. troisième, p. 150), embarquer avec « force noblesse » (*ibidem*, T. troisième, p. 66)…
[265] Mauran, Guillaume, Sommaire description du païs et comté de Bigorre, *op. cit.*, p. 116 et p. 120.
[266] Lorsque les Etats organisèrent des levées de troupes pour défendre le pays en 1562 et 1570, ce furent des seigneurs nobles qui furent chargés de les encadrer (Souriac, René, *Décentralisation administrative dans l'ancienne France. Autonomie commingeoise et pouvoir d'Etat, 1540-1630*, tome I et II, Association Les amis des archives de la Haute-Garonne, Toulouse, 1992, p. 134 et suiv). En 1587 à L'Ile en Dodon, les nobles se virent chargés de la garde du pays (Association faite aux Etats de Comminges, citée par J. de Lestrade (abbé), *Les huguenots en Comminges*, Collection des « Archives Historiques de La Gascogne », Auch, 1900, p. 144).
[267] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 329.

assez faible proportion au XVIe siècle, et qu'elle serait par conséquent démilitarisée, il faut relativiser ces études. Probablement sont-elles proches de la réalité en Bretagne, en Beauce ou en Normandie[268]. Mais en Gascogne, pendant les guerres d'Italie ou de religion, le service noble se faisait souvent sur la base du volontariat[269]. A ce titre, les chiffres montrent leurs limites. Il faut aussi rappeler que l'arrière-ban fut encore fréquemment convoqué sous Henri II et Charles IX, partiellement et plus rarement par la suite, mais cela n'en maintenait pas moins pour tous un lien avec le service armé. La noblesse gasconne était alors fortement militarisée, prête et prompte à prendre les armes, à l'appel du roi ou d'un grand seigneur. Et on ne doit pas inférer de la fin des guerres civiles que ce rôle de force supplétive ne pourrait plus être joué, comme on le vit lors de la répression d'une révolte en Lavedan en 1665[270].

D'après Ellery Schalk la conception militaire de la noblesse aurait progressivement cédé le pas à une conception uniquement héréditaire de la noblesse dès la fin du XVIe siècle. Ce changement serait dû à une crise de conscience de la noblesse. Elle aurait compris que son association à la vertu n'allait plus de soi, mais aussi pâti des critiques des ultra-catholiques et de l'attentisme ou du comportement peu chevaleresque de certains d'entre eux[271]. En réalité, la conception militaire de la noblesse fut présente, quoique non exclusive d'autres appréciations, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Elle consistait non à contester la noblesse aux nobles qui ne servaient pas à l'armée, mais à les regarder comme des nobles de second rang, comme une noblesse qui ne serait pas authentique, car ne s'adonnant pas à sa mission principale. En 1682, le père Ménestrier distinguait la noblesse de robe, qu'il remarquait ne pas être ancienne en France, de la noblesse militaire, « qui est la vraye et parfaite noblesse »[272]. A la même époque, après avoir noté l'engagement de la noblesse bigourdane dans la carrière des armes, Froidour concluait qu'elle « a toujours fait le métier de véritables gentilshommes »[273]. Et beaucoup de nobles gascons pensaient de cette façon. Lors de la première recherche des usurpateurs, dans leur preuve de noblesse, les Busca assurèrent que leurs ancêtres avaient fait « profession » et « affectation » de noblesse, c'est-à-dire que « leurs auteurs n'ont fait d'autre profession que des armes pour le service du Roy »[274].

---

[268] Schalk, Ellery, L'épée et le sang, une histoire du concept de noblesse (vers 1500 - vers 1650), *op. cit.*, p. 36.
[269] Les mémoires de Monluc ou d'Antras sont là pour l'attester.
[270] L'intendant et le lieutenant général en Guyenne se présentèrent devant Lourdes avec des compagnies d'infanterie, une compagnie de cavalerie, et cent-cinquante gentilshommes (Antin, Germain d', *Petits mémoires de Germain d'Antin seigneur d'Ourout et gouverneur du château de Lourdes*, publié par J. de Carsalade Du Pont, réédité par la Société d'Etudes des Sept Vallées, juin 2003, Bizanos, p. 53).
[271] Schalk, Ellery, L'épée et le sang, une histoire du concept de noblesse, *op. cit.*, p. 59 et suiv., p. 81 et suiv.
[272] Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse, *op. cit.*, p. 247.
[273] Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des états de Bigorre, *op. cit.*, p. 112.
[274] Fonds Lascazères, inventaire des pièces et productions de la famille Busca, frères et cousins germains, collationné sur l'inventaire mis au greffe de l'intendant Pellot, Paris, 21 septembre 1698, signé Clairambault.

Laurent Bourquin a décelé une « restauration de l'idéal militaire de la noblesse » dans la première moitié du XVIIe siècle[275]. La règlementation du XVIIe siècle pour l'entrée dans les places de barons aux Etats de Languedoc atteste de la « vitalité du modèle guerrier »[276]. D'ailleurs on ne peut pas parler d'une démilitarisation évidente de la noblesse à l'époque moderne. Si l'arrière-ban disparut presque, le nombre de lignages s'impliquant dans l'armée royale régulière aurait notablement augmenté, sans pour autant devenir majoritaire. A l'évidence, toutes les maisons nobles, ni même tous les membres d'un lignage quand il y avait une solide tradition militaire, ne s'engagèrent pas. Mais l'armée attirait beaucoup de nobles, y compris dans les familles de robe[277]. Il est certain qu'en la matière, il y a eu d'incontestables disparités provinciales. Si la noblesse gasconne cherchait à intégrer l'armée, cette aspiration n'était pas générale, mais il faut rappeler que certains nobles ne servaient pas peut-être aussi parce qu'ils n'en avaient pas les moyens, du moins de l'effectuer à une charge qui pourrait les satisfaire, le service comme soldat étant quasiment délaissé au XVIIIe siècle.

En dehors du service à l'armée, dans la vie civile, cette conception militaire se traduisait par le port de l'épée, privilège symbolique de la noblesse. Pour Loyseau, les « simples gentils-hommes » auraient droit de porter l'épée « en tout tems et par tout, même jusques dans le cabinet du roy » parce qu'ils seraient « soldats nez, et naturellement destinez à la guerre »[278]. On remarque aussi la forte propension des nobles à se faire représenter en militaire, comme en témoignent les tableaux qui ornaient les intérieurs de certains châteaux gascons[279]. Quant à la quasi absence d'offices anoblissants à l'armée, elle ne doit pas faire oublier qu'il existait une autre voie d'anoblissement, les lettres de noblesse, qui vinrent très souvent récompenser des militaires ; et quand ils ne l'étaient pas, elles n'en faisaient pas moins fréquemment mention de membres de la famille ayant servi le roi sous les drapeaux.

Quoiqu'au XVIIIe siècle, en général, on ne voyait plus dans la noblesse une profession, tant il était évident qu'elle s'était profondément diversifiée, il n'en resta pas moins une tendance

[275] Bourquin, Laurent, « Les carrières militaires de la noblesse au XVIIe siècle : représentations et engagements », dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., *La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, un modèle social ?*, Atlantica, tome 1, 2002, p. 271.
[276] Jouanna, Arlette, « Le modèle nobiliaire aux Etats provinciaux de Languedoc », dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, un modèle social ?, *op. cit.*, p. 11.
[277] Au XVIIe siècle, André Corvisier a noté chez la noblesse de robe, ou administrative, le « préjugé favorable aux armes » et « les efforts faits par celles-ci pour se donner un lustre militaire » (Corvisier, André, « Guerre et mentalités au XVIIe siècle », *XVIIe siècle*, juillet-septembre 1985, p. 224).
[278] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 35.
[279] François de Sarraméa écrivait à son père qu'il allait faire faire son portrait et que lui aussi devrait faire le sien « en cuirasse » (lettre écrite à Versailles, 10 janvier 1703, *Lettres d'un cadet de Gascogne sous Louis XIV. François de Sarraméa, capitaine au régiment de Languedoc*, publiées par François Abbadie, Archives historiques de Gascogne, Auch, 1890 p. 46).

à voir dans celle d'épée la véritable noblesse[280]. Ne lit-on pas dans l'*Encyclopédie*, reprenant Montesquieu, qu'il n'y aurait « rien que l'honneur prescrive plus à la noblesse que de servir le prince à la guerre : c'est la profession distinguée qui convient aux nobles, parce que ses hazards, ses succès et ses malheurs mêmes, conduisent à la grandeur »[281] ? Le cardinal de Bernis analysait également que les « défenseurs de la patrie » seraient regardés dans tous les pays comme les premiers nobles, car « rien n'est si grand que d'exposer sa vie pour sauver ses concitoyens »[282]. C'est que l'idée demeurait, comme l'a noté le juriste Henriquez, que les gentilshommes seraient « essentiellement destinés à servir et à défendre l'Etat »[283]. La tentative d'introduction d'une noblesse commerçante, favorisée par des ministres et soutenue par un courant d'opinion favorable au commerce, suscita chez certains nobles une vigoureuse réaction[284]. Avec comme emblème de ce raidissement, la publication de l'ouvrage fameux du chevalier d'Arcq, *La noblesse militaire ou le patriote françois*, dans lequel il affirmait que la profession militaire serait la seule qu'un gentilhomme pourrait exercer « convenablement », refusant donc que l'on reconnaisse plusieurs genres de noblesse[285]. La même année, Mirabeau, dans *L'ami des hommes*, soutenait que le « goût exclusif de la noblesse pour la profession militaire » serait un principe fondamental de l'Etat en France[286]. On remarque aussi chez certains nobles gascons, comme le marquis de Franclieu dans ses *Mémoires*, une difficulté à envisager une noblesse autre que la noblesse militaire[287]. En 1789, le futur député aux Etats généraux de la noblesse de la sénéchaussée d'Auch, Jean-Phinée de Luppé-Taybosc, dans un opuscule faisant valoir ses idées politiques, affirma avec force que le corps de la noblesse ne devrait être destiné qu' « aux armes, toute autre profession doit lui être interdite »[288] ! Une telle

[280] Chérin, meilleur spécialiste du droit nobiliaire en 1789, écrivait encore que « la profession des nobles a été de tous tems celle des armes, et il semble même qu'ils n'en peuvent exercer d'autres » (Chérin, L.-N.-Y., La noblesse considérée sous ses divers rapports, *op. cit.*, p. 59).
[281] Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences*, op. cit.*, tome XXIII, entrée « noblesse ».
[282] Bernis, François-Joachim de, Mémoires du cardinal de Bernis, *op. cit.*, p. 164.
[283] Henriquez, Jean, *Dictionnaire raisonné du droit de chasse, ou nouveau code des chasses*, Tome premier, Paris, 1784, entrée « gentilshommes ».
[284] D'autres ne semblaient pas y voir d'inconvénients, comme les nobles bordelais, ville de noblesse récente, où l'ouvrage se trouvait dans la plupart des bibliothèques (Figeac, Michel, *Destins de la noblesse bordelaise (1770-1830)*, Recherches et travaux d'Histoire sur le Sud-Ouest de la France, Bordeaux, 1996, p. 27).
[285] Arcq, Philippe-Auguste de Sainte-Foix, chevalier d', La noblesse militaire, ou le patriote françois, *op. cit.*, p. 2. En réalité, il reconnaissait dans son ouvrage qu'elle aurait aussi le devoir de rendre la justice, et donc l'existence d'une noblesse de robe, seule exception au principe de la noblesse militaire (*ibidem*, p. 38).
[286] Mirabeau, Victor Riquetti de, *L'ami des hommes ou traité de la population*, Avignon, 1756, p. 196.
[287] Franclieu, Charles de, Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745), *op. cit.*, p. 242 : « Si la véritable noblesse vient des armes, c'est par les armes qu'elle doit se soutenir ». Un état d'esprit semblable se retrouvait par exemple dans la noblesse du Périgord (Figeac, Michel, *L'automne des gentilshommes. Noblesse d'Aquitaine, noblesse française au siècle des Lumières*, Honoré Champion éditeur, Paris, 2002, p. 268-269).
[288] *ADG*, B 496, Luppé-Taybosc, Jean-Phinée-Suzanne de, *Réflexions d'un citoyen sur l'assemblée prochaine des Etats généraux*, 1789, p. 11. Il allait jusqu'à affirmer que « les enfans de cet ordre sont militaires en naissant, et l'amour de la gloire se perpétue chez elle, de génération en génération ». Il est à présumé qu'il avait lu le chevalier

vision était surtout présente dans la noblesse rurale des provinces à cause du « décalage culturel » qu'il y avait avec celle des grandes villes comme Bordeaux, où les idées des Lumières avaient été mieux reçues, et aussi partagée ou pas suivant ses différentes composantes, entre l'épée et la robe[289]. Ainsi, témoignage d'une aspiration à l'ouverture de la noblesse en 1789, 23,9% des cahiers de doléances contenaient une demande d'accessibilité du commerce et des « professions non serviles » aux nobles[290].

II) La noblesse de la magistrature

D'après le comte de Ségur, le préjugé « qui fermait aux gentilshommes français toute autre carrière que celle des armes, de la diplomatie et de la magistrature » était encore bien vivace à la veille de la Révolution[291]. La magistrature s'était en effet affirmée comme l'autre carrière que le gentilhomme pouvait suivre sans qu'il en coûte à son honneur. Elle n'était pas réputée incompatible avec la noblesse[292]. La robe, même la plus haute, n'a pourtant pas toujours été considérée avec beaucoup d'égards par la noblesse ancienne. D'abord parce que beaucoup des magistrats n'étaient pas nobles, et ce n'est qu'au cours du XVIe siècle que certains offices furent reconnus anoblissants. On a vu que la noblesse était attachée en ce siècle au service des armes. Le toulousain Guillaume de La Perrière, dans son *Miroir politique*, distingua parmi les six « manières » de citoyens, les magistrats, qui rendent la justice, des nobles, qui auraient la fonction militaire, « l'exercice et usage des armes, guerres et batailles »[293]. La magistrature était nettement distinguée de la noblesse. Monluc était très remonté contre les « gens de justice »,

d'Arcq, quoique ce ne soit pas certain, car on retrouve la même idée que la noblesse serait habitée par un préjugé, l'honneur, qui en ferait le fer de lance de l'armée française : « Détruisez la noblesse, vous détruirez avec elle ce préjugé qui fait la force de nos armées ; ce préjugé qui lui fait sacrifier sa liberté, sa vie, pour ce fantôme que l'on appelle gloire » (*ibidem*, p. 12).

[289] Figeac, Michel, *La douceur des Lumières. Noblesse et art de vivre en Guyenne au XVIIIe siècle*, Mollat, Paris, 2001, p. 250.

[290] Chaussinand-Nogaret, Guy, *La noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux Lumières*, Editions complexes, 2000, p. 210.

[291] Ségur, Louis-Philippe comte de, *Mémoires ou souvenirs et anecdotes,* Tome premier, Paris, 1824, p. 75.

[292] On croyait que la noblesse exerçait autrefois les charges de judicature avant d'en avoir été dépouillée par les bourgeois ; La Noue par exemple a écrit « qu'anciennement ils exerçoyent » les offices de judicature (La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 186).

[293] La Perrière, Guillaume de, Le Miroir politique*, op. cit.*, p. 111.

magistrats et avocats, qui s'enrichiraient sur le dos des nobles. D'après lui, les deux tiers de ces « cœurs nobles » passent leur temps à s'amuser « en ces palais et plaidoyeries ». Il voudrait que le roi fît bruler « tous les livres des lois que sa justice juge, et faire une justice toute nouvelle, juste et saincte »[294]. Le roi aurait alors « ung monde de soldatz » qui seraient « forcés de prendre les armes, puisqu'ilz n'auroient que faire en ung palais ; car ostés ceste vacation, à quoy voulés vous qu'ung bon cueur noble et généreux s'adonne sinon aux armes ? ». Il reconnaissait donc paradoxalement de la noblesse dans la vacation judiciaire, tout en méprisant les hommes de lois, qui seraient gagnés par la chicane. Cette vision ambivalente devait être partagée par maints nobles gascons.

Les hommes de droit, ayant une haute idée de leurs fonctions, ne pouvaient accepter d'être classés parmi le tiers-état. La noblesse du droit, qu'ils démontraient savamment, devrait rejaillir sur eux et les hisser dans un ordre supérieur. En tout cas, ils se sentaient plus proches des nobles que des paysans, selon leur propre évaluation sociale et politique. Comme l'a bien analysé Albert Cremer, cette noblesse reconnue à la robe était le fruit d'un discours sempiternel des juristes sur leur propre noblesse remontant au XIIIe siècle[295]. Les grands juristes italiens (Azon, Accurse, Bartole, Cinus de Pistoia, Lucas de Penna…), n'avaient pas cessé d'écrire sur la noblesse des juristes, « chevaliers ès lois », nécessaires défenseurs de la paix et de la justice, allant même jusqu'à affirmer sa primauté sur celle les hommes d'armes. Des juristes français fameux s'étaient fait l'écho de ces assertions (Guy Pape, Barthélémy de Chasseneuz, Jean de Montholon, André Tiraqueau). Pierre Rebuffe, professeur de droit célèbre, rédigea en latin un *Traité des privilèges universitaires* dans lequel il mettait en avant les hommes de savoir, « nobles par la science », et soutenait savamment la supériorité du docteur en droit sur le noble de naissance[296]. Albert Cremer remarque que le discours français insista davantage sur la noblesse des officiers et particulièrement des magistrats, en les assimilant aux anciens sénateurs romains, et qu'eux seuls se virent finalement reconnaitre les privilèges nobiliaires, non l'ensemble des docteurs et avocats promus par les Italiens[297].

L'expression « noblesse de robe » aurait été employée pour la première fois en 1607 par Etienne Pasquier[298]. Encore n'était-ce pas afin de la glorifier qu'il la désignait, mais pour

[294] Monluc, Blaise de, Commentaires, Tome troisième, *op. cit.*, p. 145-146.
[295] Cremer, Albert, « La genèse de la notion de noblesse de robe », dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, n° 46, 01/1999, p. 26 et suiv.
[296] Krynen, Jacques, *L'Etat de justice. France, XIIIe-XXe siècles. I. L'idéologie de la magistrature ancienne*, Gallimard, Paris, 2009, p. 49-50. Pierre Rebuffe est décédé en 1557.
[297] Dès la fin du XVIe siècle la robe participait de la noblesse. Nous reviendrons sur les fondements juridiques de la noblesse de robe lorsque nous étudierons l'anoblissement par charges, p. 328.
[298] Cremer, Albert, « La genèse de la notion de noblesse de robe », *op. cit.*, p. 36.

constater qu'elle était tenue en mauvaise estime, et que si « plusieurs gens de Justice et de robe longue commencèrent à prendre dedans leurs familles cette qualité de nobles, pour les grands estats qu'avoient exercé leurs ancestres », toutefois « non seulement par les suffrages des courtisans, mais aussi par la voix commune du peuple, cette noblesse fut estimée comme bastarde »[299]. Et ce à cause de la conception militaire de la noblesse encore très forte[300]. Au mépris pour leur vie éloignée des risques contrairement à celle de l'homme de guerre, s'ajouta pour l'ancienne noblesse une irritation due à leur habileté financière, qui pouvait devenir aiguë quand ils devenaient d'intraitables créanciers[301]. Richesse qui leur permettait aussi d'avoir l'avantage pour les offices, grâce au développement de la vénalité. Le mépris de la noblesse traditionnelle pour les officiers de judicature anoblis atteignit son paroxysme aux Etats généraux de 1614[302]. Cette opinion défavorable fut néanmoins combattue avec succès par les magistrats des cours supérieures en produisant leur propre discours idéologique valorisant la robe, comme chevaliers ès lois, discours porté par des théories anciennes mais constamment renouvelées et adaptées[303]. La reconnaissance du caractère anoblissant de certaines charges de judicature au XVIe siècle fut un de ses fruits. Grâce à cette idéologie longuement travaillée, les magistrats purent jouer un rôle politique de premier plan, alors que la noblesse ancienne fut progressivement soumise et domestiquée par la cour et le service du roi. La robe réussit aussi à obtenir une grande reconnaissance sociale qui n'avait rien à envier à celle des gentilshommes campagnards par d'autres biais. Tout d'abord en réalisant des généalogies qui faisaient remonter sa noblesse bien plus haut que ce qu'elle pouvait prétendre. Ensuite en nouant des alliances avec l'ancienne noblesse et en plaçant parfois des cadets dans l'armée[304]. En sus, en accumulant une incroyable fortune, surtout pour les parlementaires (l'exemple toulousain étant très impressionnant), lui permettant d'avoir un train de vie contribuant à son prestige[305]. A tous ces titres, la noblesse de robe a fait mieux que résister au mépris du noble d'épée, dont elle a refusé d'être une pale imitation. Elle a formé un modèle dynamique qui, sans se fondre dans le

[299] Pasquier, Etienne, Recherches de la France, *op. cit.*, tome 1er, p. 135.
[300] *Ibidem*, « Parce que tels personnages ne font profession des armes ».
[301] Constant, Jean-Marie, La noblesse française aux XVIe-XVIIe siècles, *op. cit.*, p. 107.
[302] Et resta vif tout au long du règne de Louis XIII (Mousnier, Roland, *La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII*, Presses Universitaires de France, Paris, 1971, p. 540).
[303] Sur l'idéologie des magistrats des parlements, voir Krynen, Jacques, L'Etat de justice. France, XIIIe-XXe siècles. I. L'idéologie de la magistrature ancienne, *op. cit*.
[304] Pas d' « hémorragie » cependant pour la haute robe, dont les familles s'alliaient principalement entre-elles, comme à Aix-en-Provence et Bordeaux, et dont les aînés suivaient en général la voie de la magistrature. La fluidité vers la carrière des armes concernait surtout la « petite robe » des villes moyennes (Figeac, Michel, L'automne des gentilshommes, *op. cit.*, p. 29-30).
[305] En Gascogne orientale, on remarque les superbes hôtels particuliers se doublant de magnifiques châteaux dans leur seigneurie : celui du Busca pour les Maniban, d'Orbessan pour les d'Aignan, ou de Pibrac pour les Dufaur.

schéma traditionnel de la noblesse française, en a adopté autant que possible les caractéristiques sans délaisser ses propres atouts. Près de quatre-vingts ans après Pasquier, c'était pour le moquer que La Bruyère évoquait le noble de province qui « traite les fourrures et les mortiers de bourgeoisie »[306]. Pourtant, la reconnaissance pleine et entière de la noblesse de robe dans les mentalités était encore difficile. Le même auteur, se demandant « d'où la robe et l'épée ont puisé de quoi se mépriser réciproquement » tant il s'agissait des « plus grandes choses » dont un homme pourrait se montrer capable, écrivait pour renforcer son opinion que « la noblesse expose sa vie pour le salut de l'Etat et pour la gloire du souverain ; le magistrat décharge le prince d'une partie du soin de juger les peuples »[307]. Mais cette distinction ne tendait-elle pas à reconnaitre implicitement l'opinion du noble de province, en omettant que le magistrat pouvait faire partie de la noblesse, et le noble remplir la fonction de magistrat ?

Le baron de Montesquieu (fief situé en Gascogne orientale), issu d'une famille ou la tradition de robe était ancienne, tenait en haute estime la magistrature, et pourtant, la distinguant nettement de l'ancienne noblesse, lui attribuait d'un point de vue honorifique une place de second rang par rapport à l'épée[308]. Dans l'*Esprit des lois*, il constatait que ce « corps dépositaire des lois » est dans la « gloire », que c'était une « profession honorable » qui a « tous les privilèges » de la noblesse. Cependant, il ne la situa qu' « entre la grande noblesse et le peuple », car elle n'aurait pas « le brillant » de l'ancienne noblesse, étant moins distinguée que « cette noblesse toute guerrière » qui l'enthousiasmait[309]. En somme, Montesquieu ne semble pas différer ici de l'opinion de la noblesse provinciale telle qu'on pouvait la trouver en Gascogne, il attachait étroitement la noblesse à la carrière des armes, admirait particulièrement la tradition militaire de la noblesse française, mais en même temps reconnaissait à la magistrature sa noblesse de droit et une grande honorabilité.

Lorsque les Etats de Languedoc modifièrent leur règlement en 1768 en exigeant pour les barons non plus la vague « profession des armes » traditionnellement réclamée, mais la preuve d'une « noblesse militaire », le parlement de Toulouse réagit avec vigueur en cassant cette disposition. Il soutint, entre autres motifs, que la noblesse en France ne reconnaissait pas « plusieurs ordres ny plusieurs classes, que c'est une maxime constante dans notre droit public que l'ordre de la noblesse est essentiellement un et indivisible », que « la noblesse n'est ny

[306] La Bruyère, Jean de, *Les Caractères*, Imprimerie Firmin Didot, Paris, 1856, p. 268.
[307] *Ibidem*, p. 199.
[308] Il résida beaucoup plus souvent à la Brède ou à Paris qu'à Montesquieu en Bruilhois, et voyagea beaucoup à l'étranger, mais il conservait les préjugés de l'ancienne noblesse, et il fut dans la seconde moitié du XVIIIe siècle la principale référence intellectuelle des soutiens de la noblesse, d'où l'importance de son opinion.
[309] Montesquieu, Charles de Secondat, baron de, De l'esprit des lois, *op. cit.*, p. 356.

moins pure dans sa source, ny moins féconde dans ses effets, soit qu'elle tire son origine du ministère des lois, ou de la profession des armes », enfin que « le préjugé qui voudroit méconnoitre la vérité de cette assertion ne pourroit, s'il existoit encore, être regardé que comme un reste de l'ancienne barbarie incapable de soutenir la lumière quy honore le siècle présent »[310]. Sous le règne de Louis XVI, la reconnaissance de la noblesse de robe, au moins en ce qui concerne la magistrature, était définitivement acquise[311]. Le cardinal de Bernis assurait dans ses *Mémoires* qu'après « la défense de l'Etat, rien n'est si noble que de rendre la justice »[312]. A Toulouse, le parlement, par son prestige et son opulence, dominait la ville[313]. Il imposait le respect aux gentilshommes gascons, fussent-ils de noblesse chevaleresque. Jean-Phinée de Luppé-Taybosc, ferme partisan d'une noblesse militaire, tolérait une seule exception, en faveur de la magistrature[314]. En 1789, dans une lettre du comte de Franclieu à sa sœur, sur un projet de mariage où il était surtout question d'argent, il précisa que les parents de celle qui pourrait devenir son épouse étaient « illustres dans la robe », et d'ajouter : « c'est un titre à présent »[315]. A cette haute robe pourrait être raccrochée la noblesse dite « de plume » ou administrative rassemblant les grands commis de l'Etat (conseillers d'Etat, intendants), auxquels la proximité royale donnait de la grandeur, aussi consacrés à son service, s'appuyant sur de la fortune mais recourant moins à l'ostentation ; cependant elle n'était guère représentée en Gascogne orientale à l'instar d'autres provinces rurales[316].

Par ses services à l'armée et dans la magistrature, la noblesse justifiait son existence et ses privilèges. Dans ses doléances de 1588, elle assura au roi qu'elle serait « la principale force et appui de votre Etat, étant la vraie colonne d'icelui »[317]. Le pouvoir royal ne l'entendait pas autrement[318]. Dans un édit de 1666, il était soutenu qu' « en la propagation des familles des gentilshommes consiste la principale puissance de l'Etat »[319]. Les édits sur les duels visaient à

---

[310] *ADHG*, 1 B 1712, folio 312, arrêt sur le nouveau règlement des Etats de Languedoc, 14 juillet 1770.
[311] On ne doit pourtant pas parler de fusion ni d'égalité au sein de la noblesse d'un point de vue social, comme l'a montré Laurence Croq dans le cas de Paris, où la noblesse de robe se distingua par des consommations, une sociabilité et des valeurs distincts de ceux de la noblesse ancienne (Croq, Laurence, « L'autre noblesse (Paris, XVIIIe siècle) », *Genèses*, 2009/3, p. 8).
[312] Bernis, François-Joachim de, Mémoires du cardinal de Bernis, *op. cit.*, p. 166.
[313] Nelidoff, Philippe, *La municipalité de Toulouse au début de la Révolution*, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, Toulouse, 1996, p. 11.
[314] Luppé-Taybosc, Jean-Phinée-Suzanne de, Réflexions d'un citoyen, *op. cit.*, p. 11, note de bas de page 1.
[315] Fonds Lascazères, lettre du comte de Franclieu à sa sœur, à l'abbaye d'Hyères, le 16 mars 1789.
[316] Figeac, Michel, L'automne des gentilshommes, *op. cit.*, p. 107.
[317] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 3e, p. 140, cahier général de la noblesse aux Etats généraux de Blois de 1588.
[318] Ainsi dans l'ordonnance de Blois, il était déclaré que « la principale force de nostre couronne gît et consiste en nostre noblesse, en la diminution de laquelle est l'affoiblissement de l'Estat » (Isambert, Taillandier, Decrusy, *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, Tome XIV, Belin-Leprieur éditeur, Paris, 1829, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 256).
[319] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 157, édit de novembre 1666.

préserver le sang de la noblesse, au motif qu'elle serait « le nerf principal » de l'Etat[320]. S'il voulait rabaisser « l'orgueil des grands », Richelieu n'entendait pas cependant niveler la société, et il soutenait dans son *Testament politique* que la noblesse était « un des principaux nerfs de l'Etat, capable de contribuer beaucoup à sa conservation et à son établissement »[321]. Cette idée se trouvait encore sous la plume d'un esprit aussi éclairé que celui de l'abbé de Saint-Pierre[322]. Ainsi on crut longtemps à son utilité, utilité même de premier ordre.

Cette idée, on la retrouve exprimée par des nobles gascons. En 1635, aux Etats de Bigorre, le baron de Barbazan proclama qu'il fallait conserver les nobles dans leurs droits, « quand il n'y auroit autre considération que le bien qu'ils aportent à tout l'Etat du royaume, duquel ils sont le ferme soutien et l'apui, outre mille commodités que le peuple reçoit de leur assistance »[323] ! Un siècle plus tard le marquis de Franclieu, dans ses mémoires, feignait de s'adresser au roi pour lui dire que ce serait « elle qui a mis votre royaume dans la haute considération où il est chez les étrangers, c'est elle qui sera toujours prête à le soutenir ; c'est elle qui, au mépris de sa vie, défendra votre couronne et vous fera obéir de vos peuples »[324].

L'idée que la noblesse serait une grande force pour le royaume était donc encore partagée au XVIIIe siècle par certains nobles, et les services rendus à l'Etat étaient présentés comme la cause plus ou moins lointaine de leur noblesse, et la raison du maintien de leurs privilèges, « prix du sang versé »[325]. Ainsi dans ses cahiers de 1614, la noblesse demandait à ce qu'elle soit maintenue dans ses privilèges et honneurs que ses « fidèles et ordinaires services leur ont fait mériter »[326]. On retrouve la même assertion en 1789 dans le cahier de doléances de la noblesse de Rivière-Verdun, qui proclamait vouloir maintenir « les privilèges de prééminence et d'honneur que lui ont mérité les services de ses ancêtres »[327]. La noblesse était

[320] Déclaration du roi sur le fait des duels et rencontres, Fontainebleau, mai 1634, citée par Beaufort, M. de, *Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France*, tome 1er, Paris, 1784, p. 169.
[321] C'est pour cela qu'il disserta sur les moyens de la soutenir, et non de l'abaisser (Richelieu, Armand-Jean Duplessis de, Testament politique, *op. cit.*, p. 140).
[322] Il n'hésitait pas à écrire que la noblesse était « l'ornement principal et le plus solide soutien de l'Etat » (Saint-Pierre, Abbé de, *Mémoire pour perfectionner la police contre le duel*, 1715, p. 1).
[323] On y débattait sur l'indemnité à accorder aux gentilshommes pour leur séance (« Veritable narration de ce qui s'est fait en l'assemblée des Etats du païs et comté de Bigorre, tenus au mois de mars de l'année courante 1615, dans la ville de Tarbes, et autres années qui ne sont pas bien marquées », 1635, transcrite par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* T. IX, 1746, p. 228).
[324] Franclieu, Charles de, Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745), *op. cit.*, p. 236.
[325] Chérin traduisit ce sentiment en écrivant que la noblesse tenait ses privilèges de « ses services et de son sang », elle en avait payé « le prix » (Chérin, L.-N.-Y., La noblesse considérée sous ses divers rapports dans les assemblées générales et particulières de la nation, *op. cit.*, p. 17).
[326] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, p. 188, cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614. De même dans l'article 137 était réclamé le maintien des justices seigneuriales, critiquées par le tiers-état, qu'ils auraient acquises et mérité « au prix de leur sang, et par longs et signalés services rendus au roi de temps en temps ».
[327] *ADHG*, 1 C 3813, doléances du pays et jugerie de Rivière-Verdun, Verdun sur Garonne, le 16 avril 1789.

donc justifiée par les mérites ayant valu l'anoblissement, et les services accomplis par les aïeux, que d'aucuns continuaient. Elle paraissait être légitime pour le roi et pour les nobles. Que les prérogatives soient disproportionnées ou non par rapport au service, que les privilèges soient de droit et l'obligation de servir plus qu'uniquement morale, et d'ailleurs, nonobstant d'indéniables risques, non sans avantages matériels et immatériels, ne semblait pas mettre en péril la validité du raisonnement dans l'esprit de la plupart d'entre eux. Au XVIIIe siècle, on ne pouvait cependant que constater que beaucoup n'avaient pas été anoblis en raison de leur mérite mais de leur argent, que d'autres n'avaient pas payé l'impôt du sang, ou même ne rendaient pour lors aucun service à l'Etat, et qu'il y avait au sein de la noblesse une grande diversification des activités exercées.

Section 4) La perpétuation du nom et l'ancienneté de la noblesse

Les nobles étaient réputés très attachés à la défense de leur nom et à la pérennité de leur maison. L'ancienneté de la maison n'était pas sans conséquence sur la noblesse.

I) La perpétuation de la maison

Le souci de perpétuation de la maison, au sens de lignée, est un des traits les plus caractéristiques de la noblesse. Ce n'est pas uniquement ni même d'abord la mémoire de l'individu qui était recherchée, mais celle de la maison dans son ensemble. Au désir de perpétuer son propre souvenir et celui de ses parents, s'ajoutait celui de voir réussir ses enfants :

« naturellement, chacun a une impression en soy, de conserver et exalter ce qu'il a procréé »[328]. La maison transcendait les individus qui la composaient, et par la « race », autant que par l'éducation, il y aurait un peu de sa personne qui serait transmise par le sang. Par la connaissance d'un membre vivant de la lignée on pourrait voir transparaître ses ancêtres. La famille cherchait donc à se perpétuer, et pour cela il fallait assurer honneur et réputation au nom de famille[329].

« En France », écrivait Cardin Le Bret, « les hommes, et specialement les nobles, étans nez et élevez dans une florissante monarchie, ils n'ont de tout tems rien desiré davantage que d'acroître la grandeur et l'opulence de leur famille, et de consacrer, comme à l'immortalité, la memoire de leur nom »[330]. Ce que les nobles recherchaient par-dessus tout c'était la gloire de leur « nom », afin de lui faire braver le temps et lui assurer un respect immuable. C'était le nom qu'il s'agissait d'illustrer. Jean-Paul d'Ozon écrivait au sujet de son parent Joseph de Montesquiou, le jeune seigneur d'Artagnan, qu'il était porté par une « honneste enbition » à « acquerir les qualités necessaires pour remplir l'esclat de son nom illustre et cogneu mesme hors du royaume »[331]. Telle devrait être l'ambition de tous les jeunes nobles.

Honorer son nom, et entretenir sa renommée, c'est le puissant aiguillon qui semble avoir animé toute sa vie Monluc, parangon du gentilhomme gascon au XVIe siècle[332]. Ce nom, qu'il a « faict cognoistre par les armes » et que son frère, l'évêque de Valence, a « faict cognoistre par sa vacquation par toute l'Europe et jusques en Turquie », il voulait lui assurer la « bonne fame et renommée »[333]. La renommée de son nom, l' « exaltation de l'honneur et de vostre nom », Monluc est allé jusqu'à écrire que c'est ce qu'il « estime plus que tous les biens de ce monde, qu'est l'honneur et réputtation en laquelle j'ay immortalizé le nom de Monluc, par l'ayde de Dieu, et pour loïal et fidelle subject et serviteur du roy »[334]. Ce culte du nom n'allait pas chez lui sans une certaine démesure. Il ne chercha pas seulement à l'illustrer dans la province ou le royaume, mais aussi dans tous les pays et dans tous les temps[335]. C'est

[328] La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 109.
[329] Si le nom de famille retenait le plus l'attention, d'autres signes étaient attachés à la maison, et pouvaient être mis à l'honneur, comme les armoiries et parfois la devise ou le « cri de guerre ».
[330] Le Bret, Cardin, *Des décisions*, dans Les œuvres de messire Cardin Le Bret, *op. cit.*, livre 3e, Décision 3, p. 250.
[331] *ADPA*, 16 J 198, requête collationnée de Jean-Paul d'Ozon de Cardaillac au sénéchal de Bigorre, mars 1669.
[332] Il l'écrit lui-même : « la gloire de l'honneur est ung poignant esguillon » (Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome deuxième, p. 144).
[333] *Ibidem*, Tome 1er, p. 3.
[334] *Ibidem*, Tome 1er, p. 13.
[335] *Ibidem*, Tome deuxième, p. 111 : « par tous les païs estrangiers vostre nom sera cogneu pour jamais, en bien ou mal, car tout ce qui se faict est mis par escript et par ainsi votre nom est immortalizé ». Il assurait qu'il écrivait non pas à l'intention des « courtisans », mais de ceux qui, à son image, « par le chemin de la vertu, aux despens de leur vie, veulent éterniser leur nom comme, en despit de l'envie, j'espère que j'auray faict de celuy de Monluc » (*ibidem*, Tome troisième, p. 519).

effectivement la défense et l'honneur du nom qui a motivé cette formidable entreprise que fut la rédaction des *Commentaires*[336]. Il entendit écrire « affin que mon nom ne se perde, ny de tant de vaillans hommes que j'ay veu bien faire »[337]. Perspicace, il considérait que cette renommée, il risquerait de la perdre s'il ne la couchait pas sur le papier, se rappelant le vieil adage *verba volant, scripta manent*. Si l'acquisition de la réputation fut parfois chèrement payée, « l'honneste désir que nous avons de perpétuer nostre nom, comme on faict par les escriptz, est cause que la peine semble bien douce à celuy qui a ung cœur généreux »[338]. Cet ouvrage, qui sera lu par beaucoup de gentilshommes gascons, ne pouvait manquer d'influencer leur mentalité.

A ce nom devaient revenir les honneurs, les titres, les charges, qui permettraient d'assurer définitivement la réputation de la maison. Le service du roi était le moyen de parvenir à l'honorabilité du nom, car c'est par lui qu'on obtenait charges et honneurs. L'honneur acquis au service, en permettant d'acquérir les plus hautes dignités, rejaillit sur la postérité. Monluc demandait qu'on remarque bien que « tant de grands princes, seigneurs et cappitaines et soldats qui vivent et qui sont morts, doivent au roy l'honneur qu'ilz ont reçeu, car leur nom vit encores pour les charges qu'ilz ont eues des roys. Ilz se sont non seulement enterrés en ce grand honneur, mais encores ilz ont honnoré ce qui est descendu d'eux : il s'en parlera tant que les escriptures dureront au monde »[339]. L'érection d'un fief de dignité était par excellence la grâce royale qui permettait l' « augmentation de son nom, tiltres, seigneuries et maisons »[340]. En réalité, les charges et honneurs ne suffisaient pas à la splendeur de la maison, il fallait aussi pour son élévation posséder une noblesse ancienne, un nombre important de fiefs, et contracter des alliances avec d'autres maisons prestigieuses. Alors, elle pouvait être rangée localement au rang des « bonnes maisons », des « premières maisons » du pays, expressions courantes.

Ce nom honorable était une partie essentielle du patrimoine transmis à la postérité. Pour les descendants, un nom illustre était un gage de considération, une clef qui ouvrait bien des portes. Cet héritage avait une grande valeur, pourvu qu'on le fasse valoir : Rabaut-Saint-Etienne constatait qu' « à mérite égal, il vaut à celui qui le porte la préférence sur ses compétiteurs »[341].

---

[336] *Ibidem*, Tome premier, p. 2 : « c'est pour la deffense de mon honneur et réputtation, lequel honneur et reputtation j'ay acquize dens la France et aux païs estrangiers, dont mon nom est cogneu et remarqué pour ung fidelle, loyal subject et serviteur de mon Roy par toute la Chrestienté ».
[337] *Ibidem,* Tome III, page 514.
[338] *Ibidem*, Tome deuxième, p. 111-112. C'était d'ailleurs une grande satisfaction pour lui, alors qu'il vieillissait et se voyait « tirant à la mort », que de penser qu' « en despit d'elle mon nom vivra, non seulement en la Gascogne, mais parmy les estrangers » (*ibidem*, Tome troisième, p. 518).
[339] *Ibidem*, Tome troisième, p. 502-503
[340] *ADHG*, 1 B 1918, folio 61, lettres d'érection du marquisat de Biran, Sedan, juillet 1657.
[341] *ADHP*, 65 J 156, Rabaut Saint-Etienne, Jean-Paul, *Considérations sur les intérêts du Tiers-Etat adressées au peuple des provinces, par un propriétaire foncier*, 1788, p. 65.

Montaigne rapportait l'expression « il faict bon avoir bon nom », ce qui voulait dire qu'il assurait « crédit et réputation »[342]. Tels étaient les noms des maisons nobles les plus distinguées. Hormis l'obtention d'une place, l'illustration du nom était gage de respect. Même si les descendants n'étaient pas à la hauteur des aïeux, par le nom qu'ils portaient, ils auraient droit, selon le chevalier d'Arcq, au respect, grâce à ces « mânes illustres, dont le sang a cimenté la gloire du nom françois, vous que nous respectons encore dans les héritiers de votre nom »[343]. Les « mânes », bien que passés dans l'au-delà, étaient considérés comme toujours vivants, au moins dans la mémoire des hommes, et un outrage à un membre de ces familles serait grave, car porté à l'ensemble des ancêtres. En respectant un gentilhomme, ce n'est pas seulement sa personne que l'on honorait, mais aussi ses aïeux et parents du même nom[344].

Ce n'était pas tout d'avoir un nom honoré, encore fallait-il qu'il soit illustre, et qu'il continue à être porté avec éclat dans les siècles à venir. A cette fin, il fallait d'abord avoir une progéniture masculine, ce dont certains ne pouvaient se féliciter à leur grand dam[345]. Mais ce n'est pas tout, les nobles particulièrement utilisaient les règles du droit successoral pour que le patrimoine fût transmis de façon prioritaire à un fils, l'aîné lorsque la coutume assurait le droit d'aînesse, ou le préféré du père, qui était d'ailleurs aussi dans la plupart des cas l'aîné, lorsqu'il n'était question que d'institution d'héritier ou de donation contractuelle dans le Midi. Il s'agissait pour eux d'empêcher le morcellement du patrimoine familial et l'appauvrissement de la lignée dans son ensemble, en favorisant celui qui serait le plus à même d'assurer la pérennité de la maison, en maintenant l'honneur de la famille, voire en accroissant sa réputation. Sans être totalement inique, la succession assurait une portion léonine à celui qui continuerait la maison. Les substitutions fidéicommissaires en faveur des mâles pouvaient également permettre d'empêcher que la maison ne tombe en « quenouille », en écartant les filles de la

[342] Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, Chapitre XLVI, « Des noms », p. 173.
[343] Arcq, Philippe-Auguste de Sainte-Foix, chevalier d', La noblesse militaire, ou le patriote françois, *op. cit.*, p. 3.
[344] Monsieur de Colomès assurait « qu'il se croiroit indigne de la vie s'il manquoit à quiconque apartient à la maison de Casaux » (Fonds Lamothe, lettre de monsieur de Caseaux à monsieur Gensac de Colomès, à Saumur, le 20 mai 1780, citant une lettre envoyée à lui par le curé de Masseube du 2 octobre 1776).
[345] Caractéristique de cette attente très forte de la naissance d'un fils, ce noble qui racontait que sa femme « nous a mis en alarme et fait veiller plus que de coustume, mais ça esté pour faire un filhe. J'eusse desiré qu'elle eust imité en ses couches mademoiselle ma seur, toutefois il fault prendre tout en bonne part et esperer qu'après les filhes viendront les enfans » (*ADG*, E 1169, lettre de monsieur de Chastenet à monsieur de Compsègue, Toulouse, 11 janvier 1599).

succession[346]. L'Eglise ou l'armée étaient la solution pour évacuer nombre de cadets et de filles à moindre coût, ces dernières étant cependant moins éloignées du mariage que les fils cadets[347]. Sur le seul plan successoral, les cadets et les filles devaient se contenter de la portion congrue, la légitime, et renoncer en faveur de l'héritier dit « universel » à la plus belle part. Cela est nettement exprimé dans la renonciation faite en 1585, en Comminges, devant notaire, par Marthe de Boussost en faveur de son frère Jean-Barthélémy de Bachos[348]. Après avoir reçu une belle somme d'argent (1300 l.) et une métairie, sans doute parce qu'elle était l'aînée et issue du premier lit, elle renonça en faveur de son frère au reste de l'héritage de Berengier de Bachos, car elle comprenait « très bien estre chose très juste et etquitable la succession de ladite maison de Bachos, comme estant d'antiene noblesse, devoir demurer aulx enfans masles, pour garder et continuer le nom et armes et l'estoc d'icelle ». Elle-même, « pour estre fille, ne peult conserver ledit estoc nom et souche », alors que Jean-Barthélémy, si on lui en laisse les moyens, pourrait « mieulx soubztenir et conserver l'estoc, nom et armes de ladite maison ». On ne pouvait mieux exprimer l'esprit de la maison noble en Gascogne : préférence pour l'aîné sur les cadets, mais aussi et en priorité pour un garçon sur les filles, car seuls les garçons pouvaient normalement transmettre le nom et les armes de la famille.

On retrouve ce même état d'esprit dans les donations comprises dans la majorité absolue des contrats de mariage intra-nobiliaires en Gascogne orientale jusqu'au XVIIIe siècle, quoique visiblement moins nombreuses au cours de ce siècle ultime[349]. Était en effet faite une donation par le mari ou les deux époux du tiers, de la moitié ou des deux tiers des biens, qui était presque systématiquement prévue, quand ce n'était pas une institution d'héritier, en faveur d'un garçon à naître, soit l'aîné[350], soit celui dont le père ou les deux époux se réservaient la nomination[351],

[346] On pourrait ajouter le retrait lignager dans les moyens de conserver le patrimoine de la maison, mais il était peu utilisé en Gascogne, beaucoup moins en tous cas que le retrait féodal, n'était pas spécifique aux nobles, et dans leur cas fonctionnait mal *de facto*, générant de longs et coûteux procès.

[347] Nassiet, Michel, *Parenté, noblesse et Etats dynastiques, (XVe-XVIe siècles)*, Editions de l'EHESS, Paris, 2000, p. 53. Certains cadets pouvaient cependant constituer de nouvelles « branches » de la maison, qui maintenaient des liens de plus en plus lâches au fil des générations avec celle de l'aîné, « chef des noms et armes », même si des liens de solidarité pouvaient persister (recommandations, prêt des titres de la famille, voire alliances).

[348] *ADG*, I 587, quittance de renonciation pour Jean-Barthélémy de Bachos, Antichan, 15 juin 1585.

[349] Ces donations devaient permettre d'éviter la fragmentation du patrimoine en cas de mort prématurée des mariés. A défaut de testament, la donation permettait de faire bénéficier le donataire contractuel d'une part avantageuse, et donc à la maison de se maintenir.

[350] *ADG*, I 3237, contrat de mariage d'Ogier de Sariac et Loyse de Preichac, Aussat, 12 mai 1592 : « davantaige en faveur et contemplation dudict mariage, ledit de Sariac seigneur du Navarron a donné et donne de present et a jamais par pure simple et irrevocable donnation au premier enfant masle quy proviendra dudict mariage, habille que soit a succeder ».

[351] *ADG*, I 3172, contrat de mariage de Philippe de Saint-Pastou et Jeanne de Rivière, Vidouze, 15 mai 1723 : « soubs la reserve expresse qu'ils se font de la nomination d'iceux s'il plait à Dieu de leur en donner », et « au cas ledit seigneur de Bonrepaux ne poura nomer de sa part ladite damoiselle de Riviere aura son droit de nomination, et par mesme moyen sy ladite demoiselle ne peut nomer ledit seigneur aura et jouira du mesme droit de nomination ».

à défaut de laquelle nomination ce serait l'aîné[352], donation assortie d'une substitution en faveur des mâles selon l'ordre de « première géniture »[353]. Masculinité d'abord, primogéniture ensuite, telles étaient les règles que s'imposait la noblesse gasconne[354]. Comme l'exprimaient des nobles dans leur contrat de mariage, il s'agissait par cette donation, « pour l'honneur de la famille et pour la conservation des biens »[355], de « conserver lurs biens en l'ordre des masles »[356], « suivant l'ordre de primogeniture observee et gardee entre les nobles »[357], et par là de « soutenir le nom de la famille »[358]. Le tout était de parer à une succession *ab intestat* dont le partage serait égalitaire suivant le droit écrit, en usant de sa liberté de disposer selon l'intérêt de la maison.

Chaque maillon de la chaîne, chaque génération devait faire son devoir, assurer la transmission, consentir les sacrifices nécessaires, à défaut de quoi l'éclat pouvait diminuer, le nom se ternir, et laisser une certaine amertume aux descendants, ainsi rabaissés, envers ces aïeux qui auraient faillis[359]. Mais même après avoir perdu la faveur, la fortune et la réputation

---

[352] *ADG*, I 440, contrat de mariage de François de Béon et Françoise de Moura, Cabanac, 17 octobre 1665 : « et en cas il ni aura point de nomination la susdite donation sera en faveur de l'ainé des males habille à succeder, et en deffaut diceux à l'ainée des filles », étant même précisé dans ce cas que « celles qui entreront dans le couvant et prandront le voile de la religion nestant pas comprinses ni apellées pour jouir de la susdite donnation ains elles y demeureront privées ».

[353] *ADLG*, 98 J 12, Pierre de Monpezat et Catherine de Paule, Pargesse, 13 février 1668 : « et en cas que le premier enfant masle viendroit à deceder sans enfans de legitime mariage, que le second enfant masle succedera à ladite moitié de biens donnés et ainsin de l'un à l'autre observé l'ordre de primogeniture », « et au cas il n'y auroit point d'enfans masles dudit mariage et qu'il n'y auroit que de filhes, ladite donnation regardera à la premiere filhe, et en cas elle viendroit à deceder sans enfans de son mariage que ladite donnation sera et apartiendra à la premiere filhe et de la seconde aux autres observé l'ordre de primogeniture comme il est des enfans ». Les époux se conservaient l'usufruit leur vie durant.

[354] La masculinité était à ce point importante qu'il était souvent prévu dans cette institution ou donation le cas de remariage s'ils n'avaient pas eu d'enfant « mâle » du premier lit, auquel cas le fils du second lit succèderait ou bénéficierait de l'institution ou donation. Mais la primogéniture et le premier lit étaient cependant ménagés, en prévoyant souvent que l'aînée du premier lit aurait une dot améliorée, dans certains cas la même que sa mère, ou un simple préciput en sus de sa légitime. Par exemple : « mays s'il n'y a enfans habils dudit premier mariaige et que ledit Bernard de Lamezan mary dicelle damoyselle Jehanne de Pollastron vieigne a secondes nopces, le premier fils habil dudit second mariaige succedera tous biens et la premiere fille dudit premier mariaige sera adottée sur lesdits biens comme sa mere a esté adottee, et les autres filles tant dudit premier que second mariaige seront adottées sellon la faculté desdits biens et discrection des amys de toute parties, et du premier enfant habil dudit second mariaige si non nya du premier, le second heritera et ainsi consequement suyvant tousjours la premiere geniture du grain » (Fonds Beaulieu, Bernard de Lamezan et Jeanne de Polastron, La Hillère, 6 avril 1553) ; « et ores du present mariage ou autre subsequant ledit sieur de Mailholas n'auroict point des enfants masles, en ce cas une des filhes du present mariage qui sera nommée par ledit sieur de Mailholas aura la susdite moytié des biens donnés, et en deffaut de la nommer la premiere sera tenue pour nommée et de la premiere à la seconde et ainsin consecutivement le mesme ordre observe que des masles, et advenant que du present mariage ny auroict que des filhes et que ledit sieur de Mailholas venant en secondes nopces ou autres subsequantes auroict des masles, audit cas la premiere filhe du present mariage sera advantagée seur les biens dudit sieur de Mailholas de la somme de huict mille livres » (*ADA*, 5 E 7452, contrat de mariage de Jean de Galauba et Marguerite Dupac, Couserans, 27 mars 1646).

[355] *ADLG*, 25 J, E. 2.1., contrat de mariage de François de Luppé et Marie de Castaing, Lectoure, 15 mars 1646.

[356] *ADHP*, 44 J 2, contrat de mariage de Jean-François de Casaux et Anne de Bouilh, Collonques, 10 mai 1645.

[357] *ADLG*, 25 J, contrat de mariage de Bertrand de Vesins et Françoise d'Esparbès, Lussan, 29 juin 1581.

[358] *ADA*, 5 J 24, contrat de mariage de Philippe-Joseph de Balby et Jeanne-Rose de Sinety, St-Lizier, 4 mars 1757.

[359] C'est ce sentiment qui animait l'abbé de Lomagne-Tarride lorsqu'il écrivit en 1764 que « si on fait gloire de ses ancestres qui ont illustré leur nom, on doit être humilié de ceux qui l'ont laissé dégénérer. Les grands noms

qui avait été la sienne, le nom d'une famille ne tombait pas si aisément dans l'oubli. Si la famille du Lin en Armagnac avait perdu de son lustre, monsieur de Batz ne pensait pas pour autant qu'il fût inutile de l'accréditer auprès d'un grand seigneur, et d'essayer de « l'intéresser en faveur d'un nom aussi bon et aussi malheureux que le vôtre »[360]. Si l'on a connaissance du déclin, c'est qu'on a aussi en vue la gloire passée, et ces ruines peuvent tout aussi bien être utilisées comme des fondations. L'abbé La Vaissière, qui voulait entreprendre la rédaction d'un nobiliaire en Haute-Guyenne (Quercy et Rouergue), principalement tourné vers la noblesse pauvre, ne souhaitait pas autre chose que de « tirer d'une obscurité révoltante et à présenter de nouveau à la patrie, des noms qui l'ont jadis honorée par des exploits mémorables et par des grandes vertus »[361]. Les recherches généalogiques menées avec beaucoup d'entrain par les nobles gascons au XVIIIe siècle ne sont donc pas désintéressées, il n'est pas question seulement de faire œuvre d'archéologue, mais davantage de faire valoir des preuves de noblesse ou une généalogie honorable[362]. Madame de Labarthe-Vandomois encourageait l'abbé Vergès dans ses recherches sur sa famille, et le conjura de faire « tout ce qu'il faut pour faire resortir le nom de mon fils s'il en vot la peine, come je le crois à vous dire vray »[363]. Ce n'est pas par intérêt pour la discipline généalogique qu'elle cherchait à établir l'histoire de la maison, mais afin de soutenir l'avancement de son enfant.

La conservation du nom était à tel point essentielle qu'en cas d'extinction de la lignée mâle, un noble pouvait prévoir que le nom serait transmis par les femmes, et porté par un gendre, un fils de sa fille né ou à naître, ou un neveu, afin qu'il soit préservé de l'oubli. Une institution d'héritier, une donation contractuelle ou une substitution était faite en faveur de ces mâles par alliance ou collatéraux, à condition de porter le nom et les armes, les biens devant soutenir le nom. On parlait alors de « relèvement du nom et des armes » [364]. Ce fut ce qu'organisa par exemple François de Busca qui, n'ayant pas d'enfants ni de frère, fit en 1726 son héritière sa sœur aînée Louise de Busca, épouse du marquis de Franclieu, qui devait remettre

dans l'obscuritté sont come les haillons d'un bel habit dont on est mal couvert, et qu'on a honte de porter » (*ADG*, I 3546, lettre de l'abbé de Lomagne-Tarride à l'abbé Vergès, Baliron, 28 novembre 1764).

[360] Fonds Lelin-Lapujole, lettre de monsieur de Batz à monsieur de Lau du Lin, à Castillon, le 27 octobre 1778.

[361] *ADHP*, 65 J 101, délibération de l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne, Villefranche, 26 novembre 1784.

[362] Le chevalier de Valence prétendait se démarquer de ses parents, en ce qu'ils ne s'intéressaient aux recherches sur la famille qu'autant qu'ils pouvaient y trouver un intérêt, alors que lui serait « celuy qui y ay moins d'interest personels, et que la seule satisfaction que j'en attends c'est de connoitre parfaitement mon nom » (*ADHP*, 65 J 160, lettre du chevalier de Valence à l'abbé Vergès, seconde moitié du XVIIIe siècle).

[363] *ADHP*, 65 J 160, lettre de madame de Labarthe-Vandomois à l'abbé Vergès, Mirande, 29 septembre 1779.

[364] Si certains juristes comme Desessarts à la fin de l'Ancien Régime ont pu écrire qu'une autorisation royale était nécessaire pour un tel relèvement, ce n'était pas le cas dans la pratique (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome III, Paris, 1775, entrée « armoiries » ; tome XLII, Paris, 1781, entrée « nom »).

la succession à un enfant mâle qu'elle nommerait ou à défaut au premier, et en l'absence de mâle à la première fille, « à condition expresse que celuy ou celle qui recuillera ledit fonds et propriété suivant ce que dessus, sera tenu de porter le nom et armes dudit sieur testateur, à faute de quoy il passera au degré suivant au mesmes conditions »[365]. Il s'agissait bien de préserver le nom de Busca, menacé de disparition par le décès du dernier mâle de la lignée[366].

Cette immortalité du nom, elle était assurée par la transmission, mais aussi par l'inscription des emblèmes de la famille dans la pierre. Les armoiries autant que le nom étaient gravées ou sculptées dans les livres, dans les églises, sur les châteaux, sur des objets précieux[367]. On pouvait encore porter du respect aux grands noms de la noblesse dans les provinces à la veille de la Révolution. Pour Rabaut Saint-Etienne, la « vénération » pour les noms antiques, liée intrinsèquement à la noblesse héréditaire, qui reposait sur la transmission de ce nom, s'expliquerait par le simple fait qu'il est « impossible d'empêcher qu'il ne s'attache du respect à un nom plutôt qu'à un autre, lorsque pendant longtemps il a occupé l'attention publique »[368]. Toujours est-il que ce respect traditionnel n'allait pas résister aux critiques de la noblesse héréditaire par l'esprit acéré des philosophes des Lumières, avant que les révolutionnaires ne tâchent de détruire, y compris matériellement, toutes les marques de l'orgueil nobiliaire.

II) L'ancienneté de la noblesse

[365] Fonds Lascazères, testament de François de Busca, Paris, 23 février 1726.
[366] L'aspect obligatoire du port du nom et des armes, et conditionnel de la donation ou du legs des biens, est plus clairement exprimé encore lorsque Roger de Durfort marquis de Castelbajac fit une complexe substitution fidéicommissaire graduelle en faveur de ses enfants, ou à défaut de ceux de ses sœurs, en favorisant les garçons, et à défaut les filles. Il ordonna effectivement que « les decendents de ma filhe et autres qui recuilliront ladite substitution en defaut d'enfens masles de mes enfens et de leurs decendentz soint teneus de porter le nom et armes de Durfort et de Castelbajac, et non d'autres, à peine d'estre privés de l'efait de ladite substitution » (*ADG*, I 1229, testament de Roger de Durfort, Montastruc, 25 février 1690).
[367] La liste des meubles et immeubles sur lesquels on pouvait inscrire nom et armes n'était pas limitée. En témoignait une grotte qui attirait les curieux près de Campan en Bigorre, où les villageois accompagnaient les visiteurs en les éclairant à la chandelle. Au fond se trouvaient « le nom et les dignités de madame la comtesse de Brionne et de toute sa famille, qu'elle a fait graver en lettres d'or, sur un beau morceau de marbre, pour certifier à tout jamais, que les princes et princesses et toute leur suite avaient été à telle profondeur de la grotte ». Le narrateur raconte qu'ils décidèrent de revenir sur leurs pas, car ils auraient « cru manquer de respect à la maison de Lorraine en pénétrant plus avant qu'eux… » (*ADHP*, F 122, *Voyage des Pyrénées*, 1787, auteur inconnu).
[368] *ADHP*, 65 J 156, Rabaut Saint-Etienne, Jean-Paul, Considérations sur les intérêts du Tiers-Etat, *op. cit.*, p. 65.

La perpétuation de la famille noble avait pour conséquence que la noblesse de la maison gagnait en lustre. En 1727, dans une requête au roi, le syndic de la ville de Toulouse expliquait que « c'est une idée gravée dans l'esprit de tous les hommes, que plus la noblesse vieillit, plus elle est en recommandation »[369]. C'est là une dimension fondamentale en matière de noblesse, qui reposait sur l'axiome que plus la noblesse était ancienne, meilleure elle était, stéréotype repris par tous ceux qui écrivaient sur ce sujet[370]. Cette durée de la maison, cette pérennité défiant le temps qui altère toute chose, était estimée comme une marque de sa valeur, de son excellence. Michel Nassiet a relevé qu'à la fin du Moyen Âge, « la dignité inhérente à un lignage tenait d'abord à son ancienneté »[371], et l'historien Robert Descimon a même soutenu que l'ancienneté était le « critère de noblesse par excellence » à l'époque moderne[372]. Au XVIe siècle, L'Alouette remarquait qu'il « n'i a si petit noble qui ne se vante volontiers de l'antiquité de sa race »[373]. Deux siècles plus tard, le principal objet des recherches généalogiques était de remonter jusqu'à la période la plus éloignée possible. D'Hozier cessa de travailler à l'*Armorial général* car, écrivait-il dans une lettre de 1756, il était excédé par « l'entêtement qu'ont certains nobles de vouloir être infiniment plus anciens qu'ils ne sont »[374]. Il est possible que cette recherche de l'antiquité fût particulièrement marquée en Gascogne. La prétention des nobles gascons à avoir une noblesse ancienne et une maison illustre a été moquée dans les comédies presque autant que leur réputation de matamore, comme ce personnage de Regnard dans *Le Bal* (1696), qui se disait « gentilhomme gascon plus noble que personne, d'une race ancienne autant que la Garonne »[375]. La prétention en matière généalogique du noble gascon prêtait aussi à rire[376].

Paradoxalement, la meilleure noblesse était non celle dont on pouvait connaître le commencement, mais celle dont l'origine était inconnue, la noblesse immémoriale[377]. C'était

[369] *AMToulouse*, AA 69, « Requête présentée au roi par le syndic de la ville de Toulouse, au sujet de la recherche faite contre la noblesse des capitouls, à cause du joyeux avènement », 1727, p. 17.
[370] Par exemple, voir Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XIII, 1748, p. 241 ; Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, *op. cit.*, tome second, entrée « noblesse ancienne » ; La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 191.
[371] Nassiet, Michel, Parenté, noblesse et Etats dynastiques, (XVe-XVIe siècles), *op. cit.*, p. 32.
[372] Descimon, Robert, « Chercher de nouvelles voies pour interpréter les phénomènes nobiliaires dans la France moderne. La noblesse, « essence » ou rapport social ? », *op. cit.*, p. 16.
[373] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 24.
[374] Grolée-Virville, André de, *Les d'Hozier. Juges d'armes de France*, Editions cardinales, Paris, 1978, p. 166.
[375] Cité par Bercé, Yves-Marie, « De la criminalité aux troubles sociaux. La noblesse rurale du Sud-Ouest de la France sous Louis XIII », *Annales du Midi*, 1964, p. 57.
[376] Tissier, André, M. de Crac gentilhomme gascon, *op. cit.*, p. 23.
[377] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 7 ; La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 183 ; Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 57. Le chanoine Robert Hubert s'étonnait de cette vanité : « c'est un supplice pour eux que leur origine soit connue. S'il estoit en leur choix, ils prefereroient plutôt d'être sortis d'un païsan, et n'estre point connus, ou

alors le comble de la perfection, ès noblesse, que de pouvoir relever que la famille noble serait « sy anciene qu'on n'en trouve pas l'origine »[378]. Cet oubli des origines n'était souhaité qu'à condition qu'il soit très ancien et que la généalogie puisse remonter de nombreux degrés, sinon on pouvait voir dans cette origine « obscure » une « basse extraction ». C'était un lieu commun dans les ouvrages sur la noblesse de comparer la noblesse d'extraction au Nil, dont on ne connaîtrait pas la source, et qui se ferait voir « d'une pareille grandeur dans toute l'étendue de son cours, ainsi cette noblesse se laisse difficilement penetrer dans son origine, et se montre la meme d'aussi loin qu'il est possible de l'appercevoir »[379]. D'ailleurs, les nobles d'ancienne lignée cherchaient autant à se rattacher à des maisons illustres de princes ou de comtes, dont ils seraient une branche cadette, qu'à avoir une origine immémoriale.

L'ancienneté de la noblesse permettait principalement de distinguer la valeur des différentes noblesses. On peut lire dans le *Répertoire* de Guyot qu' « il n'y a de différence entre eux que celle de l'ancienneté de leur origine »[380]. Ainsi la noblesse de nom et d'armes était plus considérée que la noblesse de race, et le noble de race avait le pas sur l'anobli souvent tenu en piètre estime. La noblesse naissante était moins estimée à cause de la proximité de l'état de roturier qui la précédait, mais aussi à cause de nombreuses critiques dont firent l'objet les anoblis, comme nous le verrons. Au contraire, la noblesse ancienne était trouvée plus belle par ses alliances et services supposés, et on la croyait meilleure à cause de l'hérédité des qualités nobles, de la transmission héréditaire de la vertu[381].

L'ancienneté était donc un critère de différenciation important en matière de noblesse. On aurait cependant tort de croire qu'elle permettrait de hiérarchiser catégoriquement les nobles, en liant mécaniquement la grande noblesse à l'ancienneté du lignage. L'ancienneté de la noblesse la faisait juger meilleure, mais la reconnaissance sociale dont jouissait une famille noble dépendait d'une conjonction de facteurs, d'un faisceau de traits, comprenant les titres, les charges, les honneurs, les services, les alliances, les possessions féodales de sa maison et son train de vie. Dépourvu de ces caractéristiques, mais d'une ancienne noblesse, le noble ne devait plus susciter que dérision ou pitié, et en tout cas n'était pas placé dans la grande noblesse[382]. Il

---

bien d'estre nez dans un estat incertain, que d'avouer le plus considerable bourgeois entre leurs ancestres. Voilà le caractere de la pluspart des gentilshommes du commun » (Hubert, Robert, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 88).

[378] *ADG*, I Suppl 465, « Généalogie de la maison de Polastron » par Louis Clément de Brugelès, 9 septembre 1724.

[379] Lafaille, Germain, *Traitté de la noblesse des capitouls de Toulouze*, seconde édition, Raymond Bosc imprimeur, Toulouse, 1673, p. 27.

[380] Guyot, Joseph-Nicolas, Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XLI, p. 295.

[381] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 38 : « les enfans prennent les inclinations et les mœurs de ceux qui les produisent, et qu'ils participent d'ordinaire à leurs bonnes qualités ».

[382] C'est avec raison que Valérie Piétri analyse que la naissance « sert d'accélérateur à une ascension sociale seulement dans la mesure où elle renvoie à une illustration ou une faveur éclatante, et non en tant qu'elle témoigne

n'empêche que l'ancienneté était le critère premier dans l'appréciation de la noblesse, et que l'ambition des nobles faisant leur généalogie était de remonter aussi haut que possible.

Section 5) Un statut doté de nombreux privilèges

Les privilèges du statut noble dans l'ensemble étaient appréciés comme très précieux pour eux. Le Bret estimait qu'ils seraient tout compte fait « grans » et « notables », Loyseau qu'il n'y aurait « pays au monde où la noblesse soit plus avantagée qu'en France », Ménestrier qu'elle en aurait beaucoup ce qui la rendrait « considerable »[383]. Lorsqu'un gentilhomme gascon écrivait en 1788 au sujet de ses enfants « qu'un sang noble est tout ce que je pourray leur laisser de mieux », cela ne signifiait pas qu'il ne pourrait leur transmettre quasiment aucun bien, mais que la noblesse avait beaucoup d'avantages juridiques ou sociaux[384]. Il faut donc s'arrêter ici sur ces privilèges qui ont déjà été maintes fois énumérés, surtout afin de voir ce qu'il en était réellement dans notre ressort de recherche[385].

Les privilèges étaient les droits particuliers dont jouissait un individu ou un groupe (social, territorial, professionnel)[386]. Le terme de « privilège » était défini par Ferrière comme « un droit accordé à quelqu'un par grâce spéciale et particulière, d'où il s'ensuit que les

d'une grande ancienneté qui peut tout aussi bien n'être qu'obscurité » (Piétri, Valérie, « Bonne renommée ou actes authentiques : la noblesse doit faire ses preuves (Provence, XVIIe-XVIIIe siècles) », *op. cit.*, p. 5.

[383] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 64 ; Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 32 ; Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse et les manières d'en dresser les preuves, *op. cit.*, p. 513.

[384] *ADG*, I 3550, lettre de monsieur de Saint-Julien à l'abbé Vergès, à Lectoure, le 6 décembre 1788.

[385] Sur les privilèges de la noblesse, se reporter à la synthèse de François-Paul Blanc, « Les privilèges de la noblesse en France à l'époque moderne », dans *Das Privileg im europäischen Vergleich*, Band 1, Vittorio Klostermann Frankfurt am Main, 1997, p. 279.

[386] L'étymologie est *privata lex*, « loi privée », *privatae leges* au pluriel. Les privilèges ont longtemps été peu étudiés, et dans sa thèse, Louis Dollot écrivait que « à dire vrai, la question des privilèges n'ayant jamais été abordée en elle-même, il reste à faire la synthèse et à établir la proportion entre ces divers facteurs intellectuels et matériels » (*La question des privilèges dans la seconde moitié du XVIIIe siècle*, thèse de doctorat en droit, Paris, 1941, p. 2). On lira avec profit l'analyse de Marguerite Boulet-Sautel sur la politique royale à propos des privilèges, « Réflexions sur le privilège dans la France de l'Ancien Régime », dans *Vivre au royaume de France*, 2010, p. 249.

privilèges dérogent au droit commun »[387]. Le privilège était dans la plupart des cas tenu pour un « avantage »[388]. Classiquement, on considérait que certains privilèges des nobles étaient « honorifiques » et d'autres « utiles », ce qui était assez difficile à distinguer tant ces privilèges pouvaient recouvrir et l'un et l'autre critère[389].

Quelle était la réalité et l'ampleur de ces avantages ? Les nobles avaient des privilèges politiques, qui furent particulièrement visés dans le cadre de la convocation aux Etats généraux en 1789. Ceci étant dit, il était pour le moins inexact de dire que dans « l'ordre politique » le tiers-état n'était « rien », comme le prétendit Sieyès en se référant presque uniquement aux Etats généraux. Par la représentation par ordre, les nobles bénéficiaient tant aux Etats provinciaux que généraux d'une place sans commune mesure avec leur poids démographique. Tous les nobles n'en bénéficiaient pas pour les Etats provinciaux comme nous le verrons, mais collectivement le corps était en apparence privilégié. Les nobles eurent aussi une représentation particulière lors de la réforme municipale de Laverdy et dans les assemblées provinciales sous Louis XVI ; nous y reviendrons.

Les nobles bénéficiaient de plusieurs privilèges qui leur permettaient de s'identifier comme noble et d'être reconnus comme tels par leurs pairs ou par les non nobles. Le noble pouvait prendre des qualifications nobiliaires dans les actes notariés. En matière d'héraldique, il avait le privilège de pouvoir timbrer ses armoiries[390]. Il bénéficiait aussi d'un privilège vestimentaire, établi par des lois somptuaires, mais seulement jusqu'à la fin du XVIe siècle[391].

Les nobles avaient des bénéfices ecclésiastiques qui leur étaient dévolus, dont le nombre variait considérablement d'une province à l'autre. La place des nobles dans l'Etat royal fut toujours importante, mais on note que le XVIIIe siècle vit un net accroissement de ses positions juridiquement garanties, tant à l'armée, dans l'administration civile ou judiciaire, que dans la Maison du roi ou celles des princes. Un certain nombre d'établissements d'éducation ou de

---

[387] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, *op. cit.*, tome second, entrée « privilège ».

[388] Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, *op. cit.*, tome XXVII, entrée « privilège ». Dans le *Répertoire* de Guyot, le privilège est défini comme « toutes sortes de droits, de prérogatives, d'avantages, attachés aux charges, aux emplois, aux conditions, aux états, etc… » (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XLVIII, entrée « privilège »).

[389] Par exemple, Chérin, L.-N.-Y., La noblesse considérée sous ses divers rapports, *op. cit.*, p. 16.

[390] Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, art. 110. Comme le note Rémi Mathieu, l'usage des devises et des cris de guerre, d'ailleurs assez exceptionnel en Gascogne orientale, ne fut jamais précisément règlementé, et ne peut donc être retenu comme un privilège exclusif des nobles, quoiqu'il fasse partie de leurs signes d'identification et particularités culturelles (Mathieu, Rémi, *Le système héraldique français*, collection La Roue de la Fortune, J.-B. Janin éditeur, 1946, p. 211).

[391] Pour une analyse de ces lois, voir Fogel, Michèle, « Modèle d'Etat et modèle social de dépense : les lois somptuaires en France de 1485 à 1660 », dans *Genèse de l'Etat moderne. Prélèvement et redistribution.* Actes du colloque de Fontevraud, Edition du C. N. R. S., Paris, 1987. Nous préciserons ce privilège lorsque nous étudierons la preuve testimoniale de noblesse, p. 553.

bourses leur étaient également consacrés. Des honneurs leur furent aussi à peu près réservés : les dignités féodales et les ordres de chevalerie, puis les Honneurs de la cour. Dans l'ensemble c'était un grand nombre de débouchés qui rassuraient les nobles sur leur avenir, même si la demande dépassait l'offre. Il est indéniable que si le tiers-état occupait *de facto* une place importante dans les institutions, c'était à la noblesse que le gouvernement royal chercha à assurer *de jure* une place de premier plan dans l'Etat, au moins sur le plan honorifique, ce que nous établirons.

D'après Boutaric, les nobles étaient exempts de « toute charge personnelle »[392]. L'avantage était considérable en pays de taille personnelle, mais bien moindre en pays de taille réelle, comme en Gascogne orientale. Ils n'en restaient pas moins exempts de charges publiques onéreuses, contraignantes, et parfois même avilissantes, comme la corvée, la collecte de la taille, le logement des gens de guerre ou la milice, et pouvaient bénéficier d'avantages fiscaux secondaires, comme d'être inscrits sur des rôles séparés pour des impôts directs. Les chartes ou coutumes médiévales pouvaient leur avoir accordé des privilèges fiscaux, mais c'était rare, car en général les bourgeois étaient bénéficiaires de ces chartes. En matière de droits seigneuriaux, ils n'étaient exempts que de quelques charges personnelles. Enfin les nobles étaient exemptés des taxes faites sur les roturiers pour compenser leur accession aux fiefs ou aux charges anoblissantes, les taxes de franc-fief et le marc d'or de noblesse. Sous Louis XIV, les nobles qui avaient dix enfants légitimes vivants ou morts à la guerre, non clercs, recevaient 1000 livres de pension annuelle, ou 2000 livres s'ils en avaient douze, soit le double de celles accordées aux bourgeois des villes franches[393].

Les privilèges judiciaires étaient variés. La responsabilité pénale du noble pouvait être prise en compte grâce à l'arbitraire des peines, qui permettait au juge de graduer la sévérité de la sanction en fonction de circonstances diverses, dont la condition de la personne. Au Moyen Âge, la noblesse était un facteur d'aggravation de la peine, à cause de son devoir d'exemplarité[394]. Inversement à l'époque moderne, on considérait en règle générale que le noble devrait être moins sévèrement puni que le roturier, la noblesse étant devenue une cause d'atténuation. Loyseau en faisait un privilège de la noblesse[395]. Cependant, si le noble

[392] Boutaric, François de, *Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales*, Gaspard Henault imprimeur, Toulouse, 1751, p. 438. Nous reviendrons sur ces privilèges fiscaux dans l'anoblissement par lettres, p. 276.
[393] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits*, op. cit.*, p. 157, édit de novembre 1666.
[394] Carbasse, Jean-Marie, *Histoire du droit pénal et de la justice criminelle*, PUF, Paris, 2014, p. 269.
[395] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 29. Voir aussi Muyart de Vouglans, Pierre-François, *Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel*, Benoît Morin imprimeur, Paris, 1780, p. 21. André Laingui cite d'autres juristes considérant que la noblesse était une circonstance atténuante (*La responsabilité pénale dans l'ancien droit (XVIe-XVIIIe siècle)*, LGDJ, Paris, 1970, p. 21, note 84).

commettait un délit jugé vil, il serait puni de la même sorte qu'un non noble[396]. Pour la noblesse, à la fin de l'Ancien Régime, selon Jean-Marie Carbasse, c'était « plutôt l'indulgence qui l'emporte »[397].

Les nobles avaient des privilèges en matière d'application des peines : la spécificité de la condition nobiliaire rendait nécessaire l'application de peines adéquates. Ce qui se traduisait notamment par une répugnance à châtier physiquement la personne du noble[398]. Il en résulte qu'ils échappaient à certains supplices, et avaient un traitement différencié sur certaines peines. Ils étaient tout d'abord exemptés de la fustigation[399]. Lorsque le noble était condamné à mort, il était décapité, ou « décollé », pour reprendre le terme employé à l'époque, alors que le roturier, lui, était pendu, c'était la peine de la hart[400]. Les nobles étaient moins facilement soumis à la question que les roturiers, d'après des criminalistes[401]. Les nobles, selon Loysel, payeraient une amende plus importante que les roturiers[402]. Loyseau l'écrivit aussi, s'appuyant sur les dispositions de diverses coutumes[403]. Mais il n'est guère probable qu'un tel principe fut appliqué systématiquement à partir du règne de Louis XIV, car une partie non négligeable de la noblesse pâtit d'une pauvreté relative, ou du moins d'une fortune bien moindre que des bourgeois : une telle règle serait devenue injuste.

Les nobles avaient pour privilège de ne pas être toujours jugés par les mêmes juges que les roturiers. Ainsi, le noble ne pouvait pas être jugé en matière civile par les prévôts royaux,

---

396 C'était un principe du droit français pour Loysel : « toutefois le noble convaincu d'un vilain cas, sera puni comme vilain » (Loysel, Antoine, *Institutes coutumières,* Paris, 1679, p. 214, n° 29). D'après Loyseau, le noble serait même plus sévèrement puni pour la trahison, le larcin, le parjure et la fausseté, car c'étaient des délits « repugnans à la noblesse […] qui partant sont aggravez et augmentez par la dignité de la personne » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez*, op. cit.*, p. 30). Pour Muyart de Vouglans, ce seraient l'assassinat, le vol et le faux, pour lesquels il ne faudrait avoir aucun égard à la noblesse de la personne, comme pour tous les crimes fruits de la « bassesse » et de la « trahison » (Muyart de Vouglans, Pierre-François, Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel*, op. cit.*, p. 44 ; voir aussi p. 21). La tendance rigoureuse prenant en compte les circonstances aggravantes eut cependant tendance à s'étioler au cours de l'Ancien Régime, et au XVIIIe siècle l'arbitraire du juge s'exerçait plutôt en faveur du condamné, en atténuant la rigueur de la loi.

397 Carbasse, Jean-Marie, Histoire du droit pénal et de la justice criminelle*, op. cit.*, p. 270.

398 Loysel donnait pour maxime que « où le vilain perdroit la vie, où un membre de son corps, le noble perdra l'honneur, et réponse en cour » (Loysel, Antoine, Institutes coutumières*, op. cit.*, p. 214, n° 32). Plus clairement, il posait comme un principe du droit français que « en crime, les vilains sont plus grièvement punis en leurs corps que les nobles » (*ibidem*, p. 214, n° 31).

399 Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez*, op. cit.*, p. 30 ; Jousse, Daniel, *Traité de la justice criminelle de France*, tome premier, Debure libraire, Paris, 1771, p. 58.

400 Muyart de Vouglans, Pierre-François, Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel*, op. cit.*, p. 59. C'est un principe du droit français pour Loysel (Institutes coutumières*, op. cit.*, p. 214, n° 28).

401 Soulatges, Jean-Antoine, *Traité des crimes*, tome troisième, Birosse libraire, Toulouse, 1762, p. 53 ; Du Rousseaud de Lacombe, Guy, *Traité des matières criminelles suivant l'ordonnance du mois d'août 1670, et les édits, déclarations du roi, arrêts et règlemens intervenus jusqu'à présent*, septième édition, Paris, 1768, p. 311. Dans des conditions qu'il n'est pas possible d'apprécier et qui relèvent de l'arbitraire, le noble pouvait très bien se voir infliger la torture. L'exemple du chevalier de La Barre, soumis à la torture en 1766, corrobore cette allégation.

402 Loysel, Antoine, Institutes coutumières*, op. cit.*, p. 214, n° 30.

403 Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez*, op. cit*.

mais devait comparaître directement devant le sénéchal en première instance, de même que pour les causes criminelles quand il était défendeur[404]. Les nobles qui commettaient un crime compris dans les cas prévôtaux ne pouvaient pas être traduits devant le prévôt des maréchaux, en vertu d'une déclaration royale de février 1731[405]. L'affaire criminelle introduite au parlement, en première instance ou en appel d'un jugement définitif, pourrait être jugée par la Grande Chambre à la demande du noble[406]. En vertu d'une ordonnance de 1673, les nobles ne pouvaient être traduits devant une juridiction consulaire[407]. Le parlement était seul compétent pour l'enregistrement des lettres de rémission des nobles, alors que les non nobles devaient les faire entériner devant les sénéchaux[408]. Ce dernier privilège ne serait pas favorable aux nobles accusés de crime, car on considérait que les parlements étaient plus sévères que les juridictions inférieures qui pourraient se montrer complaisantes envers les nobles. Autre point sur lequel nous reviendrons, la taxe des dépens en faveur d'un noble qui avait remporté un procès était plus élevée sur les frais de voyage et de séjour[409].

On remarque d'autres privilèges sporadiquement. Louis XIII accorda à des nobles au service et aux gentilshommes de race, puis aux seuls nobles au service, une surséance de dette, leur garantissant l'insaisissabilité provisoire de leurs biens[410]. En outre, le code Michau

---

[404] *ADHG*, 1 B 1907, folio 64, édit portant règlement sur la juridiction des baillis et sénéchaux, Crémieu, 19 juin 1536, art. 5 ; *ADHG*, 1 B 1919, folio 247, ordonnance pour la procédure criminelle, St-Germain en Laye, août 1670, titre 1, art. 10. Les sénéchaux étant nobles, on peut y voir une permanence avec le droit médiéval, due à la prégnance de l'idée que le noble ne pourrait être jugé par une personne de moindre condition que la sienne. Par la déclaration de Compiègne de février 1536, le roi François Ier reconnut que son édit de Crémieu ne concernait que les prévôts et châtelains royaux, et non les seigneuriaux, qui pourraient toujours juger les nobles de leur juridiction comme demandeurs ou défendeurs (Loyseau, Charles, *Traité des seigneuries*, dans Les œuvres de maistre Charles Loyseau*, op. cit.*, p. 43). Si l'on en croit Serpillon, certains nobles se seraient bien passés d'un tel privilège, pensant profiter de la « faveur » ou d'une moindre rigueur des juges inférieurs (Serpillon, François, *Code criminel ou commentaire sur l'ordonnance de 1670*, Perisse libraires, Lyon, 1767, p. 57). La sénéchaussée avait une attribution qui découlait de sa compétence pour les causes nobles : il lui revenait d'attribuer un tuteur au pupille noble, en cas de tutelle dative (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome LXII, entrée « tutelle », p. 258).

[405] *ADHG*, 1 B 1945, folio 103*,* déclaration du roi donnée à Marly, 5 février 1731, art 12. Les nobles qui avaient été condamnés à une peine corporelle, au bannissement ou à une amende honorable étaient cependant exclus du privilège.

[406] *ADHG*, 1 B 1907, folio 32, ordonnance concernant la réformation de la justice, Moulins, février 1566, art. 38 ; *ADHG*, 1 B 1919, folio 247, ordonnance criminelle, St-Germain en Laye, août 1670, titre Ier, art. 21.

[407] Même s'ils pouvaient y assigner ceux à qui ils auraient vendu les denrées de leur cru (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 427).

[408] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, « édit contre la rebellion, sur l'exécution des mandemens et l'administration de la justice », Amboise, janvier 1572, art. 9 ; *ibidem*, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 199 ; *ADHG*, 1 B 1919, folio 247, ordonnance criminelle, St-Germain-en-Laye, août 1670, titre 16, art. 12. Il était cependant permis que les lettres obtenues par des gentilshommes fussent adressées aux présidiaux si l'affaire avait été jugée de leur compétence, c'est à dire que l'accusé devait être jugé devant le présidial en dernier ressort (*ibidem*, titre 16, art. 14).

[409] Voir les contestations dues à la taxe des dépens, p. 692.

[410] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 196 ; Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises*, op. cit.*, Tome XVI, déclaration donnée à Saint-Germain-en-Laye, 29 avril 1639.

prévoyait une insaisissabilité exceptionnelle de deux chevaux et des armes parmi les biens du débiteur noble au service[411].

Les nobles possédaient un privilège en matière d'obligation à partir du milieu du XVIIe siècle. Ils pouvaient faire des billets d'honneur, ou donner leur « parole d'honneur », engagements faits sur l'honneur qui seraient jugés par le Tribunal du point d'honneur[412]. La parole d'honneur simplifiait considérablement la passation de l'obligation ; il n'était pas besoin d'acte authentique pour la preuve. Et puis en cas de contestation, on n'avait pas recours à la justice ordinaire mais à la juridiction du Tribunal des maréchaux de France, dont la procédure était plus simple, les délais plus courts, et donc la justice plus rapide et moins onéreuse pour les parties.

Les nobles avaient théoriquement le privilège emblématique de la chasse[413]. En réalité ce droit était imbriqué avec la féodalité, et le noble qui n'avait pas de fief ne pouvait chasser que dans les limites de l'enclos de sa demeure, ou sur les étangs, marais et rivières royaux, au contraire d'un roturier qui aurait un fief et pourrait y chasser[414]. Le véritable privilège des nobles consistait en ce qu'ils étaient les seuls à pouvoir obtenir la permission de chasser sur les terres d'autrui[415]. Le port de l'épée était un privilège de la noblesse éminemment symbolique[416]. Le droit de chasse était lié au port d'armes qui fut réservé principalement aux nobles. Ce privilège, dont la délimitation fut très variable, lui assurait une forme d'indépendance[417]. Certains de ces

---

411 *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 195. Ce privilège avait probablement été repris de dispositions semblables prévues par les coutumes de Bourgogne et de Bretagne (Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 366).

412 Beaufort, M. de, *Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France*, tome 1er, Paris, 1784, p. 82.

413 *ADHG*, 1 B 1902, folio 21, édit réservant le droit de chasse aux nobles seulement, Toulouse, 6 août 1533. Sur le droit de chasse sous l'Ancien Régime, le travail de référence est la thèse de Philippe Salvadori, *Chasseurs d'Ancien Régime. Recherche sur une culture du privilège (France, XVIe-XVIIIe siècles)*, Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales, 10 décembre 1993, p. 11-52.

414 Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance d'Orléans, janvier 1560, art. 119 ; *ADHG*, 1 B 1910, folio 237, « Edict du restablissement du droict de la chasse », Paris, 3 mars 1604 ; *Ordonnance de Louis XIV, roi de France et de Navarre, sur le fait des eaux et forests, donné à St-Germain en Laye au mois d'août 1669*, Compagnie des libraires associés, Paris, 1753, p. 87 : titre XXX, « Des Chasses ».

415 Boutaric, François de, Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales, *op. cit.*, p. 464 ; Pothier, Robert-Joseph, *Traité du droit de domaine de propriété*, tome 1er, Paris, 1772, p. 37.

416 Le roi, les gouverneurs des provinces et les parlements, qui intervenaient sur la police des armes, garantissaient cette prérogative. Une ordonnance de 1561 conservait aux gentilshommes le droit de porter l'épée et la dague (*ADHG*, 1 B 1906, folio 22, ordonnance donnée à St-Germain en Laye, 18 octobre 1561). Un arrêt de 1671 défendit de porter l'épée à « ceux qui ne sont ny nobles ny privilegers » (*ADHG*, 1 B 946, folio 7, arrêt de la Grand Chambre du parlement de Toulouse, 1er septembre 1671). Mais les archives des justices seigneuriales et royales montrent qu'il ne fait aucun doute que des non nobles en grand nombre possédaient des épées au XVIIIe siècle.

417 Ce droit fut l'objet de constantes évolutions au gré des évolutions techniques, des tensions sociales et des guerres. Une thèse retrace l'évolution historique de la réglementation sur la détention d'armes en France : Le Moigne, Jean-Paul, *La détention des armes à feu par les particuliers en France*, Université de Reims, thèse de doctorat en droit public, 2005, p. 68, Section II, « Les développements historiques, la répression de la délinquance et la question politique ». Autre thèse, plus ancienne : Loups, Pierre, *La réglementation et la répression du port*

privilèges étaient partagés par des non nobles, comme les officiers ou les possesseurs de fiefs. Mais la noblesse s'en différenciait en ce qu'elle les possédait tous, et qu'ils étaient héréditaires pour elle.

Dans le domaine éducatif, outre des places réservées dans des établissements, que nous étudierons, des nobles conservaient un privilège par rapport aux roturiers : devenir bachelier en droit, tant civil que canon, en trois ans, au lieu de cinq pour les non-nobles[418]. Il fallait pour cela être noble de père et de mère (*ex utroque parente*), et d'ancienne lignée[419]. A la fin de l'Ancien Régime, on pouvait cependant être bachelier en droit en deux ans d'étude, et le privilège noble dans l'obtention des degrés était par conséquent devenu inutile, sauf pour obtenir des bénéfices ecclésiastiques, auxquels ils avaient accès plus rapidement[420]. Les règlements universitaires

d'armes prohibées, thèse de doctorat, Université de Toulouse, Auch, 1935. Durant certaines périodes de troubles à l'intérieur du pays, comme sous les règnes de François II et Charles IX, plusieurs édits et ordonnances vinrent restreindre le droit de porter des armes. Certaines armes particulièrement redoutables, comme les armes à feu, ont été plus que d'autres la cible des prohibitions royales. Au XVIe siècle et jusqu'au milieu du XVIIe siècle, hormis l'épée, le port d'armes fut interdit aux nobles dans les lieux publics (*ADHG*, 1 B 1902, folio 136, lettres faisant défense à toutes personnes de quelque état et condition qu'elles soient de porter des armes, Châtillon sur Loing, 9 mai 1539 ; Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome II, entrée « armes », p. 552). A partir de 1660, les nobles eurent un droit de port d'armes qui leur permettait de porter des armes à feu (Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVII, déclaration royale donnée à Paris, décembre 1660 ; voir aussi l'ordonnance du gouverneur de Guyenne concernant le port d'armes donnée à Bordeaux le 1er janvier 1759, art. 11 (*ADHG*, C 67), et l'arrêt du parlement de Toulouse concernant la chasse et le port d'armes du 5 septembre 1766 (*ADG*, 1 B 489)). En Gascogne, la détention d'armes à feu par un très grand nombre de paysans sous les règnes de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI ne fait aucun doute (voir sur ce point Courtès, Georges, « Les paysans étaient-ils armés à la veille de la Révolution ? Le cas des communautés gersoises », *Bulletin de la société archéologique, historique, littéraire et scientifique du Gers*, 2e trimestre 2012). Dans l'intendance d'Auch, au milieu du XVIIIe siècle, l'intendant d'Etigny écrivait au comte de St-Florentin qu'il serait « certain que tout le monde s'ingère de porter des armes dans cette généralité » (*ADG*, C 5, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin, 25 novembre 1754). Il faut signaler le particularisme des Quatre-Vallées, qui bénéficiaient sous l'Ancien Régime du privilège de port d'armes pour tous leurs habitants, quel que fût leur condition personnelle. Ce privilège avait pour origine les « coutumes » octroyées par Bernard de Labarthe en 1300 (*ADHP*, 1 C 282, « Statuts coutumes et privilèges du pays des Quatre-Vallées d'Aure, Magnoac, Nestes et Barousse, par le comte Bernard de Labarthe, en l'année 1300 », imprimé à Auch, 1772 : art. 3).

[418] Ce privilège, ne valait que pour l'Université de droit (n'en bénéficiaient donc pas les théologiens ou médecins). Il était fondé par la Pragmatique sanction de Bourges de 1438, fut repris par une ordonnance de juin 1510, et confirmé par le Concordat de 1516 (Isambert, Decrusy et Jourdan, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XI, p. 583, ordonnance de juin 1510, art. 8 ; *ibidem*, tome XII, p. 83, concordat de Bologne, 1516).

[419] D'après Bacquet, il fallait pour obtenir cette diminution du temps d'étude présenter une attestation judiciaire faite par quatre personnes « de qualité », assermentées, qui auraient déposé sur la noblesse (Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 913).

[420] Les nobles conservaient un privilège en ce qu'ils pouvaient être « gradués nommés » en trois ans, alors qu'il fallait cinq ans aux roturiers pour être « gradués nommés ». En conséquence il ne fallait que trois ans d'étude en droit aux nobles pour obtenir des « lettres de nomination » de l'Université, leur permettant d'être présenté aux patrons et collateurs des bénéfices ecclésiastiques, alors qu'il fallait cinq ans aux roturiers, qui n'étaient en trois ans que « gradués simples », ayant étudié le temps requis, avec une attestation de leur temps d'étude, des lettres de leurs degrés, mais ne pouvant être nommés par l'Université, et ne pouvant donc requérir des bénéfices qu'aux mois de faveur et non de rigueur. Des précisions sur cette prérogative sont exposées par Marc du Saulzet dans l'*Abrégé du recueil des actes, titres et mémoires concernant les affaires du clergé de France*, seconde édition, Paris, 1771, p. 1027. Sur les différents types de gradués et les règles complexes touchant leur accès privilégié à certains bénéfices : Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, *op. cit.*, tome XVI, entrée « gradué ».

médiévaux purent leur accorder des privilèges divers comme en matière somptuaire ou de préséance[421].

Si les privilèges de la noblesse qui valaient pour l'ensemble du royaume ont été tous rassemblés dans cette étude, il n'en va pas de même de ceux qui étaient spécifiques à une province autre que la Gascogne. Nous pensons ici principalement aux privilèges, en matière de droit privé (par exemple le droit d'aînesse, ou la garde noble), en pays de droit coutumier, donc surtout dans le nord du royaume[422]. De même nous n'avons pas retenu les privilèges éteints depuis plus ou moins longtemps au milieu du XVIe siècle, comme en matière de droit de guerre privée ou de duel judiciaire[423].

En Gascogne orientale, le droit écrit ne distinguait pas entre nobles et non-nobles, contrairement à la plupart des pays de droit coutumier. On note cependant une exception dans l'ouest de la Bigorre, en Lavedan, où le droit privé était coutumier. L'aînesse absolue en faveur tant des filles que des hommes y suscitait le mécontentement des nobles, attachés à la masculinité, et il s'en suivait dans les familles des transactions et des procès[424]. Lors de la rédaction de la coutume en 1768, une distinction fut faite en faveur des nobles, qui bénéficièrent dès lors du privilège de disposer de leurs biens librement suivant le droit écrit[425].

Enfin, en dehors même des privilèges juridiques, les nobles pouvaient bénéficier d'un préjugé favorable : on accordait plus de crédit à la parole d'un gentilhomme, on pouvait avoir plus d'égards pour lui, dans la façon que l'on avait de s'adresser ou de saluer, ou lui laisser la préséance, par bienséance. Ils devaient en imposer d'autant plus que beaucoup avaient d'autres prérogatives qui s'ajoutaient en raison de leur office et, sans doute plus fréquemment encore dans les campagnes, des droits honorifiques et utiles comme seigneurs. De même que les critiques contre la féodalité étaient facilement extensibles aux nobles, alors qu'ils en détenaient une grande partie et étaient historiquement liés, il est certain que les faveurs dont bénéficièrent

[421] Contamine, Philippe, La noblesse au royaume de France de Philippe le Bel à Louis XII, *op. cit.*, p. 32.
[422] Voir la synthèse de Jean Bart sur « Les particularismes du droit privé des nobles », (Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIXe siècle, *op. cit.*, p. 183-184).
[423] Desbrousses, X., Condition personnelle de la noblesse au Moyen Âge, *op. cit.*, p. 193 et suiv., p. 250 et suiv.
[424] D'Argaignon, Paul, *La condition juridique des lignages nobles en Gascogne à l'époque moderne, XVIe siècle-XVIIIe siècle*, mémoire de Master II, Université Toulouse 1 Capitole, 2013, p. 222 et suiv.
[425] *ADHG*, 1 B 1957, folio 27, " Procès-verbal des coutumes de la vallée de Barèges, de la vallée de Lavedan, de la ville de Lourde, du païs de Rivière-Ousse, de la baronie des Angles, et du marquisat de Benac dépendans du païs et comté de Bigorre », 28 octobre 1768, Titre 2e, article unique : « Conformément à la délibération des gens des trois états du païs et comté de Bigorre, en date du treize décembre mil sept cent soixante-sept, les nobles, soit eclésiastiques, soit laïques, disposeront librement de leurs biens, suivant le droit écrit ; sans néanmoins que la présente rédaction puisse tirer à conséquence pour les contestations mues sur ce point, ni préjudicier aucunement aux droits et prétentions respectives des parties ».

certains courtisans, tels des dons ou pensions, suscitèrent parfois un scandale, comme dans le cas des Polignac sous Louis XVI, rejaillissant sur l'ensemble de la noblesse.

Parmi les « quelques charges particulières » que devraient les nobles en contrepartie de leurs privilèges, Pothier n'en cite *de facto* qu'une, celle de « se rendre à la convocation du ban, à moins qu'ils ne possèdent un office de judicature », et ajoute que les nobles sembleraient destinés par leur état au service militaire[426]. Deux siècles plus tôt, dans leurs doléances faites aux Etats généraux, des nobles ne soulignaient pas autre chose, en rappelant que « pour mêmes droits de leur ancienne et naturelle franchise », ils ne seraient « contraints à autres devoirs et service personnel, qu'à celui de l'arriere-ban »[427]. Nous reviendrons sur cette obligation des nobles, pour voir qu'elle était en fait une charge très faible pour la noblesse à l'époque moderne. Contentons-nous de remarquer que, quoiqu'il en soit dans les faits, il était assez largement reconnu que le noble devait servir, en général à l'armée, dans la magistrature, à la Maison du roi, ou dans quelque autre emploi distingué. Un tel principe se retrouve par exemple énoncé dans le préambule d'un édit de 1771 : « une obligation indispensable et distinctive de la noblesse est de servir utilement l'Etat, et ce n'est qu'à ce titre seul qu'elle jouit de tous les grands privilèges et avantages qui l'élèvent si fort au-dessus des autres citoyens »[428].

Il faudrait prendre en compte dans les inconvénients de leur état les professions que les nobles ne pouvaient exercer faute de déroger. Loyseau observait que la « surcharge qui revient au peuple à cause de l'exemption des gentilshommes » serait compensée par leur exclusion au « gain de la marchandise et métiers »[429]. Mais pour la plupart, elles étaient socialement très mal considérées, ou au moins jugées peu honorables, et le commerce sur mer ou en gros fut permis aux nobles par les Bourbons.

Loyseau avait déploré « l'insolence des menus gentilshommes des champs » qui s'attribuaient « tant de privileges qu'il lui faudroit composer un droit à part »[430]. Pourtant ces abus de fait n'étaient pas entérinés facilement par les juristes. La portée des privilèges doit être nuancée non seulement du fait qu'en général là où la loi ne distinguait pas, on considérait qu'il n'y avait pas lieu de distinguer, mais aussi parce que les privilèges étaient considérés de « droit étroit », ne devant pas être étendus d'une personne à une autre comme étant contraires au droit

[426] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, tome second, p. 567.
[427] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 1er, p. 208, cahier des remontrances de la noblesse des sénéchaussées de Guyenne, Toulouse, Armagnac et autres, 1560.
[428] *ADHP*, 65 J 101, édit du roi pour confirmation des anoblis depuis 1715, Versailles, avril 1771, préambule.
[429] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31.
[430] *Ibidem*, p. 32.

commun, et devant faire l'objet d'une interprétation stricte[431]. C'est que les privilèges généraient parfois une surcharge pour ceux qui n'avaient pas d'exemption.

On a vu que des roturiers bénéficiaient de privilèges nobiliaires, comme du droit de chasse. Il est vrai aussi que des membres du tiers-état en nombre jouissaient de privilèges en raison de leur office ou de l'appartenance à un corps professionnel, une province, un pays ou une ville[432]. C'est surtout pour cette raison qu'Yves Durand a caractérisé comme « réductionniste » la pensée de Sieyès, en rappelant que l'on avait affaire à une « société de corps »[433]. Il faut cependant sans doute distinguer les privilèges d'ordre des autres dans le cas de la noblesse, par leur grand nombre, leur application à des domaines très variés (représentation politique, droit privé, droit pénal, droit fiscal, etc…), leur caractère personnel et non réel, leur hérédité de droit et non seulement de fait, enfin leur rattachement à la « constitution » du royaume. Dans l'ensemble, il est difficile de soutenir qu'il y avait un équilibre des privilèges et une « inégalité harmonique » entre les ordres[434]. Si beaucoup de gascons roturiers cherchèrent à être anoblis, on est en peine de trouver des nobles cherchant à devenir roturier[435]. Quant à la dérogeance ou la perte de la noblesse, les nobles qui durent passer par là le firent contraints et forcés pour la perte, car sous le coup d'une condamnation (sauf pour ceux qui quittaient le monde pour entrer dans les ordres), ou à regret pour la dérogeance, en raison de difficultés économiques.

Pour beaucoup de nobles on l'a vu, les privilèges étaient considérés comme la légitime récompense des services rendus. Ils seraient désormais dans leur patrimoine. Le roi ne pensait pas différemment puisque, lors de la séance du 23 juin 1789, les prérogatives des personnes

---

[431] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 908.

[432] L'attachement farouche des habitants des pays d'Etats à leurs privilèges ne fait aucun doute, voir par exemple le témoignage de Froidour sur le Nébouzan (Froidour, Louis de, *Mémoire du pays et des états de Nébouzan*, juin 1670, publié par Jean Bourdette, « Revue des Pyrénées et de la France méridionale », tome III, 1er trimestre, Toulouse, 1891, p. 388).

[433] Durand, Yves, « Les privilèges selon Sieyès où le triomphe de la désinformation », dans *Histoire, économie et société*, 1992, p. 295.

[434] C'est la théorie de Marcel de La Bigne de Villeneuve, *La dérogeance de la noblesse sous l'Ancien Régime*, Sedopols, Paris, 1977, p. 7 et suiv.

[435] Il put certes y avoir des « désistements » lors des recherches de noblesse, mais ils ne consistaient pas en une renonciation mais en une reconnaissance qu'ils n'avaient pas de droit pour prendre la qualité de noble, car ils renonçaient à produire la preuve. Il exista des renonciations au bénéfice de la noblesse par des anoblis par charges municipales dans des villes comme Toulouse et Lyon par exemple, ce qui s'explique par la profession commerçante, longtemps jugée incompatible avec la noblesse. Dans le cas de Lyon, Marcel Aimé a d'ailleurs noté qu'elles s'expliquaient autant par la possession d'une noblesse antérieure à l'échevinage que par une volonté de commercer (Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 202). D'ailleurs le commerce était permis aux nobles à Lyon (1574), et tous les cas qu'il rapporte datent de 1691, année où fut exigé un droit de confirmation aux anoblis par charge municipale : il s'agissait donc bien d'éviter le payement de cette taxe, en renonçant à l'anoblissement par l'échevinage, non à la noblesse. Quant aux déclarations faites sous la Révolution, leur sincérité est douteuse et, en tous cas, elles eurent lieu dans un contexte politique très différent de celui de l'Ancien Régime.

furent présentées à l'instar de celles des fiefs comme des « propriétés » devant être maintenues[436]. La représentation de la noblesse comme une caste bénéficiant d'une situation privilégiée injustifiée n'en gagna pas moins un certain nombre de Français à la veille de la Révolution.

Section 6) Les critiques de la noblesse

Au milieu du XIVe siècle dans le nord du royaume, les nobles, dont le prestige avait été atteint par les défaites militaires, avaient fait l'objet d'une grande hostilité de la part des communes, et avaient même été spécifiquement visés par la révolte des paysans appelée « Jacquerie »[437]. Au XVe siècle, l'animosité populaire contre les nobles semblait s'être calmée. La culture des lettrés avait exprimé une critique de la noblesse, mais elle restait dans le domaine de la morale, sans en tirer de conséquences institutionnelles : il s'agissait de la convaincre de remplir ce que l'on considérait être ses devoirs, non de l'abolir. C'était par exemple un lieu commun au Moyen Âge de distinguer la noblesse du cœur avec la noblesse de sang, comme on le voit dans le célèbre *Roman de la rose* de Jean de Meung. Le leitmotiv de l'opposition entre la noblesse héritée et celle procurée par les mérites se trouvait aussi dans des œuvres héritées de l'Antiquité romaine, comme dans la *Bellum Jugurthinum* de Salluste par la bouche de Marius. Il ne devait pas être bien difficile de remettre en cause la prétention des nobles à incarner la vertu par des contre-exemples. Les dénonciations morales sur la vanité des prétentions s'appuyant sur la généalogie ne disparurent pas des publications d'auteurs comme Montaigne ou Pasquier[438]. Les recueils de poésie pouvaient aussi contenir une critique sociale d'ordre moral qui toucherait des bourgeois. On trouve ainsi une copie manuscrite du XVIe

[436] *ADG*, B 496, « Déclaration des intentions du roi », 23 juin 1789, p. 6, art. 12.
[437] Contamine, Philippe, La noblesse au royaume de France de Philippe le Bel à Louis XII, *op. cit.*, p. 306 et suiv.
[438] Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, Chapitre XLVI, « Des noms », p. 174-175 ; Pasquier, Etienne, Recherches de la France, *op. cit.*, tome 1er, p. 142 : « cette vaine opinion de nos ancestres, […] il faut que noblesse despende principalement de nostre fonds, et que pendant qu'assoupissons nos sens sur cette folle imagination, nous nous trouvons petit à petit devancez par gens de plus basse condition ».

siècle dans les archives des Etats de Comminges, peut-être de la main du greffier, d'une poésie tirée d'un recueil anonyme, les *Fleurs de poésie françoise*, paru en 1534, dans laquelle était rappelée l'origine commune de tous les hommes en Adam et Eve, et l'unité de la condition humaine, la gentillesse étant assimilée à la vertu (« gentillesse est unne noble vertu »), et l'hérédité de la vraie noblesse niée[439]. Leur écho se limitait à l'élite. Pourtant, Arlette Jouanna a constaté que « jamais, aux XVIe et XVIIe siècles, l'existence de la noblesse n'a été remise en cause », même si sa dimension héréditaire a pu être attaquée par des ligueurs[440]. Des critiques plus politiques, mais de portée limitée, purent cependant être faites au XVIe siècle, telles des mises en cause de son utilité, que ce soit d'une part à travers sa fonction guerrière, qu'elle n'assumerait pas, ne remplirait pas seule, voire en profiterait pour commettre des exactions, ou d'autre part par des robins au moyen de la qualité didactique de la vaillance, dévalorisée au profit de la justice[441].

Il est aussi intéressant de constater que la critique a pu gagner les milieux populaires, notamment durant la première modernité, face aux exactions nobiliaires. La noblesse sembla alors composée de « gens-pillent-hommes », de « gens-tuent-hommes »[442]. La Noue évoquait « aucuns populaires » qui à cause de l'arrogance des nobles les voudraient « traitter à la façon de Suysse (encor que les suysses n'ayent pas fait tout ce que ceux-là pensent) pour establir une Republique tranquille »[443]. Mais leurs propos séditieux ne pouvaient s'exprimer librement et ils restent insaisissables. En Gascogne, l'antagonisme social entre nobles et roturiers a surtout pris le tour d'un conflit violent au début des guerres civiles, en 1561, en Lomagne et Bruilhois, sur fond de dissension religieuse, et a principalement touché la population non noble acquise à la

---

[439] *ADHG*, 1 C 3710, poème manuscrit sur la noblesse, dont on peut citer un court extrait :
« Autorité grande, office ou richesse,
fount ilz gentilz ou generation
Certes neny mais vertu faict sans cesse
L'home gentil mais non pas complexion
Et a le ceur de noble intention
En touz ses faictz mais faictes vostre compte
Quy ayme honeur crainct villenie et honte
[…]
Donné par vertu est la noblesse acquise
Qui ne se peult aux parens transferer
Ains fault qu'ilz soinct verteux par telle guise
Qu'ilz ne soinct veus de vertu separés
Et ne peult t'on proprement inferer
Que ung prince, duc ou roy pourtant couronné,
Soit vil en faict et noble de personne ».
[440] Jouanna, Arlette, Le devoir de révolte, *op. cit.*, p. 21.
[441] Jouanna, Arlette, « Le thème de l'utilité publique dans la polémique anti-nobiliaire en France dans la seconde moitié du XVIe siècle », dans *Théorie et pratiques politiques à la Renaissance*, J. Vrin, Paris, 1977, p. 287.
[442] Jouanna, Arlette, « La noblesse française et les valeurs guerrières au XVIe siècle », *op. cit.*, p. 213.
[443] La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 87.

Réforme. Monluc a pu le qualifier de « guerre descouverte contre la noblesse »[444]. D'après lui, ce sont les ministres protestants qui soulevèrent le peuple afin de le faire rejoindre la Réforme, leur promettant qu'ils n'auraient plus à payer des impôts aux rois ni non plus aux gentilshommes, prêchant « que la noblesse n'estoit rien plus qu'eulx »[445]. Monluc a raconté dans ses *Commentaires* comment il réprima cette agitation populaire des huguenots[446]. De fait, elle ne fut pas dirigée contre la noblesse en tant qu'elle était une noblesse, mais contre la classe seigneuriale, qui de droit ne se limitait pas à la noblesse, mais se confondait largement avec elle en Gascogne orientale.

L'exemption fiscale, jamais très bien acceptée, devenue odieuse en pays de taille personnelle avec l'alourdissement de l'impôt sous Richelieu, ne jouait pas ou que peu en Gascogne-orientale, pays de taille réelle. Toutefois, des protestations contre les nobles pouvaient avoir lieu sur des usurpations de nobilité des fonds[447]. Les cahiers de doléances du tiers-état du XVIe siècle sont remplis de plaintes contre les droits seigneuriaux, parfois prélevés indûment. De fortes tensions purent se faire jour. Mais pour le paysan, la noblesse en tant que telle n'était pas un sujet de discussion. Ce qui le touchait, c'était les droits et exactions seigneuriaux, c'est contre eux que des critiques se firent entendre. La bourgeoisie gasconne n'a pas non plus élaboré de critique de la noblesse. La bourgeoisie n'était pas une classe sociale unie par des aspirations communes de ses membres. Il ne faut pas omettre que beaucoup de ceux qui étaient les plus à même de faire la critique de la noblesse avaient des relations avec elle, relations d'affaires, mondaines, parfois aussi liens de parenté par alliance, et que beaucoup espéraient à terme l'intégrer, attirés par ses privilèges et séduits par le modèle social nobiliaire. De telle sorte que le dénigrement de la noblesse pouvait être compromettant, mais aussi contraire aux ambitions personnelles.

Même des populations qui étaient *a priori* éloignées du modèle nobiliaire partageaient cette aspiration. On pense aux populations montagnardes des Pyrénées, où la noblesse était notoirement beaucoup moins nombreuse, et dont l'organisation pouvait ignorer les seigneurs, qui n'étaient pas représentés aux Etats des Quatre-Vallées. En 1765, lors d'une contestation concernant leur droit de port d'armes devant le gouverneur, les non nobles de ces vallées prétendirent dans une requête rien moins qu'être eux-mêmes nobles, ce qu'ils n'étaient

[444] Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, p. 361.
[445] Monluc ajoute que les tenanciers refusaient de payer les droits féodaux, demandant « qu'ilz leur montrassent en la Bible s'ilz le devoient payer ou non, et que si leurs prédécesseurs avoient esté sotz et bestes, ilz n'en vouloient poinct estre » ! (*ibidem*, p. 366).
[446] *Ibidem*, p. 360 et suiv.
[447] Voir une condition fiscale moins attrayante, p. 276.

évidemment pas *de jure*. En effet, ils firent l'observation que si les personnes roturières devaient remettre leurs armes, ils n'étaient pas concernés, car il n'y aurait « dans les vallées aucun habitant […] qui sous le bon plaisir de votre grandeur ne soit ou ne doive être réputé noble »[448]. En revanche, leur considération pour l'idée de noblesse ne doit pas occulter une hostilité aux nobles des vallées, sous de « faux prétextes » à l'origine de l'interdiction qu'on cherchait à leur imposer, qu'ils accusèrent d'avoir commis des meurtres, et qui en se disant gentilshommes auraient pris une qualité « que leur conduite a démenti ». Ce genre de prétention par des populations ne faisant pas partie des élites sociales n'est pas unique, elle peut se retrouver en Espagne[449]. Elle montre que l'hostilité à un noble en particulier ou un groupe de nobles ne signifiait pas forcément une mise en cause de la noblesse en général.

La révolte de 1561 fut une exception. On n'a relevé qu'un cas de violence anti-noble déclarée par la suite, lors de la révolte fiscale qui eut lieu en 1642 en Pardiac, dans une zone très limitée[450]. Emmanuel Leroy-Ladurie a relevé que, jusqu'à la fin du XVIIe siècle, les révoltes ciblèrent spécifiquement l'Etat, ne se préoccupant « pas ou guère de la seigneurie et de la noblesse, sinon pour y puiser des leaders »[451]. Au contraire, le XVIIIe siècle devait être typique de la contestation seigneuriale, surtout dans la seconde moitié du siècle, mais principalement dans le nord et l'est du royaume, beaucoup moins en Languedoc. En Gascogne orientale, de vives tensions purent avoir lieu au XVIIIe siècle, particulièrement avec des habitants dans une seigneurie, et parfois des robins qui n'avaient guère d'espoir d'être anoblis, n'ayant pas les ressources nécessaires, et jugeant injuste la domination féodale et nobiliaire. En Bigorre, au milieu du siècle, la fronde s'étendit particulièrement. Faute de moyens, la violence pouvait être préférée aux procès, ou utilisée en dépit des arrêts des cours de justice. Jacques-

[448] Pour soutenir cette prétention extraordinaire, ils mirent en avant leur exemption du franc-fief, « prérogative qui ne convient qu'aux seuls nobles », et la « qualification des nobles » qui aurait de tout temps été accordée aux habitants depuis les barons de Labarthe jusqu'aux rois de France, qu'ils devraient à leur indépendance originaire, leurs franchises, et aux services qu'ils avaient rendus au roi (*ADHP*, 1 C 293, requête des syndics faite à l'assemblée générale des Quatre-Vallées, Garaison, 13 février 1765).

[449] Le marquis de Franclieu raconte dans ses *Mémoires* qu'en 1712, alors qu'il était officier, il faillit lui arriver une aventure en Biscaye, car « les gens de ce pays se disent tous gentilshommes », et un garde du corps ayant dit quelques paroles abruptes à un maréchal qui ferrait son cheval, « celui-ci lui dit qu'il étoit aussi noble que le Roi et ne voulut point ferrer son cheval », et il faillit entraîner une révolte populaire (Franclieu, Charles de, Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745), *op. cit.*, p. 94).

[450] Les révoltés s'en étaient pris aux receveurs des impôts. Dans le village d'Aux, le seigneur, Emmanuel de Baudéan, parce qu'il essayait avec d'autres gentilshommes de calmer les paysans et de leur faire restituer l'argent qui avait été dérobé, dut faire face à une insurrection. Antoine et Bernard Bougues, père et fils, à la tête des « mutins », s'en prirent violemment à lui et à son fils le 20 juillet. D'après plusieurs témoins, un autre fils, Jean Bougues, aurait proposé de bruler le château et ses occupants, taxant le seigneur de « gabelleur », et les Bougues auraient déclaré plusieurs fois « qu'il ne seroyent jamays bon temps qu'on neust tué tous les gentilhomes » (Fonds Aux-Aussat, A2 15, « continuation d'inquisition » du 1er septembre 1642).

[451] Le Roy-Ladurie, Emmanuel, « Révoltes et contestations rurales en France de 1675 à 1788 », dans *Annales*, 1974, p. 7.

Augustin de Fornets, seigneur d'Oroix, dut faire face à une révolte déterminée de ses « vassaux », et sa vie n'était plus en sûreté dans le village[452]. Le premier consul et le curé étaient des révoltés[453]. A Lescurry, c'est le curé qui aurait monté les habitants contre la veuve du seigneur. Sa nièce écrivait pour l'appuyer à l'intendant, chargé d'examiner l'affaire, car, assurait-elle, « si l'on n'y met ordre, les curés et les vasseaux fairont comme les esclaves de Rome, et chasseront les seigneurs de leurs terres ». Elle ajoutait pour appuyer sa mise en garde qu'il y aurait vingt procès au parlement de Toulouse pour des insultes faites à des seigneurs « par des curés et vasseaux, et bien malheureux aujourd'huy qui a des terres. La pauvre noblesse n'est-elle pas assés écrazée »[454]. D'après l'intendant d'Etigny, beaucoup d'hommes de robe n'avaient pas de moyens de droit de contester l'autorité ou les droits des seigneurs, mais par hostilité ils fomentaient des révoltes des habitants. Inquiet de la situation qu'il qualifiait de « guerre », il écrivit au ministre que « les procès sans nombre que la noblesse de ce païs est obligée de soutenir contre ses justiciables, en sont des preuves incontestables, et je crois qu'il convient de faire quelque exemple »[455]. Hors de Bigorre, on relève dans la sénéchaussée de L'Isle-Jourdain le cas du curé de Ségoufielle et ses deux serviteurs, qui auraient injurié le fils du seigneur et tenté de créer une « émotion popullaire et une cédition du peuble » en faisant sonner le tocsin[456]. De fait, des révoltes comme celle d'Oroix demeurèrent tout-à-fait exceptionnelles. On peut aussi relever divers cas d'injures, de bastonnades ou de tentatives d'assassinats contre des nobles depuis le règne de Louis XIV jusqu'à la Révolution, mais rien qui ne sorte de la criminalité ordinaire et ne dénote un caractère spécifiquement antinobiliaire[457]. Si de vives altercations pouvaient avoir lieu, qui montrent que des non nobles n'avaient pas peur d'eux, ils ne leur donnaient pas de dimension politique. Nous n'avons pas retrouvé d'attaques expressément portées contre le statut ou le préjugé nobiliaire. Aussi la puissance sociale, autant qu'au quotidien le port d'épée et le port d'arme, devaient jouer en faveur de l'intimidation des personnes hostiles à un ou des nobles.

---

[452] *ADG*, C 7, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin, le 11 février 1756 ; *ADG*, C 8, lettre de l'intendant d'Etigny au chancelier, le 10 juin 1756. Plusieurs tentatives d'assassinats sont à relever. La maréchaussée n'osant pas s'y rendre, un détachement de plus de soixante hommes dut être envoyé de Navarrenx et assiégea le village, mais les meneurs réussirent à fuir, avant de revenir (*ADG*, C 5, lettre de l'intendant d'Etigny au chancelier, le 17 mars 1755).

[453] *ADG*, C 5, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin, le 22 février 1755.

[454] *ADPA*, C 115, lettre de madame de Foix à l'intendant d'Etigny intendant, à Toulouse, le 25 mars 1752.

[455] *ADG*, C 8, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin, le 19 juillet 1756.

[456] *ADG*, 10 B 160, requête de Théodore de Maynard au juge de L'Isle-Jourdain, mars 1724.

[457] Deux exemples parmi d'autres : en 1686, des habitants de Boulin et Pouyastruc en Bigorre auraient insulté et battu Alexandre, Marguerite et Catherine de Fosseries, qui s'en retournaient de la vendange avec leur char (*ADPA*, 16 J 159) ; en 1701, à Mauvezin, en Fezensaguet, Louis de Commère reçut de la part d'un apothicaire et de son frère des injures et des coups de bâtons avec arrachage de la perruque (*ADG*, 2 B 68).

De façon couverte, des manifestations du pouvoir seigneurial parfois imbriquées ou intimement liées à l'identité nobiliaire purent faire l'objet d'expressions d'hostilité assez impressionnantes dans les deux dernières décennies avant la Révolution. En Lomagne, les bourgeois semblaient aigris par le refus qu'on leur faisait de chasser et de porter des armes. Des « libertins » lectourois dans les années 1770, non contents de chasser, allèrent jusqu'à tirer des coups de fusils sur des châteaux, ou à mettre des placards contre le seigneur dans les villages[458]. A en croire le seigneur de Castelnau d'Arbieu, ils étaient animés par « le désir d'insulter les seigneurs de ces terres ». Autre atteinte symbolique, celle qui consistait à s'en prendre aux droits honorifiques. En 1781, dans l'église de Belmont, des personnes déplacèrent le banc seigneurial, enlevèrent le banc et le drap mortuaire sur la tombe du feu seigneur, foulèrent aux pieds le drap mortuaire, levèrent la pierre de marbre couvrant le tombeau ancestral, brisèrent les armoiries de la famille sur les murs de l'église, et grattèrent et effacèrent les écussons peints sur la litre[459]. Des agissements aussi spectaculaires restèrent inhabituels à notre connaissance, mais peut-être témoignent-ils d'une tension nouvelle.

Si la noblesse put être supprimée lors de la Révolution, c'est qu'elle avait dû être affaiblie sur le long terme dans les mentalités[460]. Beaucoup ont narré les scandales qu'auraient causé des nobles, mais les comportements sociaux vilipendés, tels le jeu, le duel, ou la débauche, n'étaient pas l'apanage des nobles et sont assez peu palpables en province ; on s'intéressera plutôt ici aux causes institutionnelles[461]. Le poids de l'exemption fiscale, quoique très inégal selon les généralités, était devenu insupportable à beaucoup. Surtout se joignait à cette exemption le prélèvement féodal, puisque l'opinion commune avait tôt fait d'assimiler noblesse et féodalité. De l'aveu de Boulainvilliers, au début du XVIIIe siècle, la noblesse était déjà bien mal considérée, d'où sa volonté de la légitimer historiquement, de montrer qu'elle serait bien plus qu'une « pure chimère » ou « l'exemption des tailles », auxquelles on chercherait à la réduire[462]. On a vu que, de longue date, la noblesse avait été discutée par les moralistes, moins la noblesse en général que la vanité de certains nobles qui se flattaient de la gloire de leurs ancêtres et en oubliaient de faire preuve eux-mêmes de mérite, comme Boileau

[458] Rapport du seigneur de Castelnau d'Arbieu au gouverneur de Guyenne de 1773 (Etavard, Denise, « Troubles dans la région lectouroise au XVIIIe siècle », dans *Bulletin de la société historique et archéologique du Gers*, 2e trimestre 1940, p. 180).
[459] *ADG*, G 53, monitoire de l'Official général d'Auch pour Louis de Sérignac, août 1782.
[460] La condamnation de la noblesse par des nobles eux-mêmes a pu avoir lieu, mais il va sans dire qu'elle était marginale, on n'en a trouvé aucun cas en Gascogne orientale. Sur ce sujet voir : Chaussinand-Nogaret, Guy, « Un aspect de la pensée nobiliaire au XVIIIe siècle : 'l'antinobilisme' », dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1982, p. 442.
[461] Sur ce type de comportement, voir Carré, Henri, *La noblesse de France et l'opinion publique au XVIIIe siècle*, Paris, 1920. Il rapporte maints exemples, mais dans quelle mesure étaient-ils représentatifs ?
[462] Boulainvilliers, Henri de, Essais sur la noblesse de France, *op. cit.*, p. VI-VII.

dans sa « Satire V ». Il ne faut pas exclure la réflexion de certains juristes, comme Domat ou d'Aguesseau qui, sans attaquer la noblesse, parurent nier sa légitimité en ne la prenant pas en compte dans leurs constructions juridiques, considérant qu'elle ne faisait pas partie de l'ordre naturel[463]. C'est cependant la littérature qui fit le plus pour affaiblir le préjugé bénéficiant aux nobles dans la population, principalement parmi les élites. La réprobation se trouvait dans les œuvres de grands écrivains de ce temps, qui tenaient la noblesse pour un « préjugé », une « vanité », et la réduisaient à la « naissance », volontiers opposée au « mérite ». En 1749, Voltaire fit représenter *Nadine, ou le préjugé vaincu*, trois ans après que Marivaux ait fait jouer *Le préjugé vaincu*, là encore l'amour ayant été le plus fort[464]. Ces pièces n'eurent pas un grand triomphe, ce qui ne fut pas le cas d'autres œuvres qui allaient suivre, comme *Le mariage de Figaro* de Beaumarchais, avec son fameux monologue, ou *Julie ou La nouvelle Héloïse* de Rousseau, dans lesquelles la noblesse était criblée de traits assassins, qui rencontrèrent un succès considérable[465]. La noblesse semblait contraire aux idéaux de mérite, d'utilité et d'égalité prônés par les philosophes des Lumières. L'inégalité naturelle entre les hommes ne suscitait plus d'adhésion, et par conséquent l'inégalité juridique, qui plus est héréditaire, suscitait une défiance croissante. La pensée de Rousseau exposée dans le *Contrat social* et les idées de la Révolution américaine, influences cruciales sur ceux qui allaient devenir les révolutionnaires de 1789, rejetaient la noblesse héréditaire dans leurs constructions politiques[466]. Ajoutons que les anoblis purent faire l'objet d'une critique spécifique. Elle semble avoir été particulièrement prégnante à la veille de la Révolution[467]. A l'instar de Necker, on considérait l'anoblissement comme défavorable au commerce, car les anoblis abandonneraient cette activité, ce que conteste Jean Meyer pour le négoce breton.

Face à cette amplification de la critique, on pourrait s'attendre à une réaction idéologique de la noblesse. Pourtant, si les idées occupèrent une plus grande place au XVIIIe

---

[463] Storez-Brancourt, Isabelle, « Des 'estats' à l'Etat : la pensée des juristes modernes face au pouvoir nobiliaire (1600-1789) », dans *L'invention de la décentralisation. Noblesse et pouvoirs intermédiaires en France et en Europe. XVIIe-XIXe siècle*, Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 53 et suiv.

[464] L'essentiel des critiques relevées par Henri Carré contre le « préjugé de noblesse » sont de la seconde moitié du siècle (Carré, Henri, La noblesse de France et l'opinion publique au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 228 et suiv.).

[465] On remarque que dans la *Nouvelle Héloïse*, Rousseau ne se contenta pas de discréditer la noblesse mais s'en prit immodérément aux nobles, annonçant par-là l'ostracisme qu'ils allaient subir pendant la Révolution : « il y a toujours vingt à parier contre un qu'un gentilhomme descend d'un fripon […] Mortelle ennemie des loix et de la liberté qu'a-t-elle jamais produit dans la plupart des pays où elle brille, si ce n'est la force de la tyrannie et l'oppression des peuples ? » (Rousseau, Jean-Jacques, *Lettres de deux amans, habitans d'une petite ville au pied des Alpes*, tome 1er, Amsterdam, 1763, p. 237).

[466] Rivero, Jean, Mouthou, Hugues, *Libertés publiques*, PUF, 2003, tome 1, p. 31 et suiv.

[467] Dans certaines provinces comme la Bretagne, l'hostilité de l'opinion était franchement marquée (Meyer, Jean, *La noblesse bretonne au XVIIIe siècle*, Bibliothèque générale de l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, Paris, 1966, p. 430).

siècle, il est difficile de déceler la tendance, car il n'y avait pas d'unanimité, et on reconnaît des partisans des idées nouvelles comme des traditionalistes. François Bluche a écrit sur les gentilshommes de ce siècle qu'on trouvait « chez eux toutes les attitudes de pensée et plusieurs positions politiques ; la démocratie ou la philosophie ne leur sont pas étrangères »[468]. La noblesse provinciale du XVIIIe siècle n'a pas laissé la réputation d'avoir été distinguée par ses opinions éclairées[469]. En Gascogne orientale, *De l'Esprit des lois* demeura rare et n'était lu quasiment que par la noblesse parlementaire, très minoritaire, et quelques gentilshommes non dénués d'ambitions comme le baron de Luppé-Taybosc en Armagnac. De même, nous n'avons pas trouvé d'évocations de la querelle de la noblesse commerçante en 1756[470].Tous ces ouvrages ne parurent que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, rappelons-le. Jean Meyer voit juste quand il suppose que Montesquieu et l'abbé Coyer avaient autant ou plus de lecteurs dans la bourgeoisie, et on ne peut que faire le même constat que lui lorsqu'il assure que Boulainvilliers et le chevalier d'Arc ont peu pénétré en Bretagne, et que « l'immense majorité de la noblesse se souciait peu de théories »[471]. La défense de la société d'ordre par les idéologues du parlement de Paris ne parait pas avoir été très diffusée non plus[472]. Montesquieu est cependant devenu dans la période prérévolutionnaire la référence obligée de ceux qui défendaient la noblesse et ses prérogatives, qui reprenaient son argument selon lequel la monarchie et la noblesse seraient inextricablement liées, et donc qu'on ne pourrait s'en prendre à l'une sans faire vaciller l'autre, ou conduire au despotisme faute de « corps intermédiaire »[473]. En Gascogne orientale, l'esprit du siècle a bien sûr gagné les esprits, mais sans que l'on puisse relever d'agitation particulière ou de conceptions très affirmées, le conservatisme et la modération dominant. La noblesse souhaitait des réformes mais pas de révolution.

On peut dire pour conclure que la noblesse fut l'objet de critiques qui prirent différentes formes tout au long de la période mais restèrent isolées et sans doute assez méconnues en

---

[468] Bluche, François, *La vie quotidienne de la noblesse française au XVIIIe siècle*, Hachette Littérature, 1973, p. 242.

[469] Voir le portrait peu flatteur qu'en a dressé rétrospectivement le comte de Segur (Segur, Louis-Philippe comte de, Mémoires ou souvenirs et anecdotes, *op. cit.*, Tome premier, p. 78).

[470] Principalement entre l'abbé Coyer pour son ouvrage *La noblesse commerçante*, et le chevalier d'Arc pour *La noblesse militaire ou le patriote français* ; elle eut un écho limité.

[471] Meyer, Jean, La noblesse bretonne au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 1116-1117.

[472] En 1776, dans ses remontrances, le parlement de Paris avait fait de la division des ordres, et de l'inégalité des états qui en découlait, un rempart contre le « désordre » grâce aux « distinctions nécessaires » qui tiendraient tant de l'ordre divin que des mœurs de la nation, créant une harmonie dans la société et une « chaîne précieuse » liant le monarque et ses sujets. Chaque ordre remplirait des obligations et bénéficierait de prérogatives tenant aux « principes constitutifs de la monarchie » (Vignon, E. J. M., *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France aux dix-septième et dix-huitième siècles*, tome troisième, Dunod éditeur, Paris, 1862, p. 145, pièce justificative n° 127 : Remontrances du parlement de Paris du 4 mars 1776).

[473] Luppé-Taybosc, Jean-Phinée-Suzanne de, Réflexions d'un citoyen, *op. cit.*, p. 5 et suiv. Ce dernier voulait que ce corps soit essentiellement militaire afin d'éviter que l'armée ne puisse être l'instrument du despotisme.

province. La grande agitation du début des guerres de Religion fit peser de réelles menaces sur certains seigneurs, mais les réclamations du tiers-état en diverses circonstances par la suite furent plutôt mesurées. Ce n'est qu'à la toute fin de l'Ancien Régime que réapparaitra une critique virulente contre la noblesse. La critique émanait en Gascogne orientale plutôt des élites bourgeoises qui en avaient connaissance, que des membres des classes inférieures du tiers-état. Néanmoins les strates supérieures du tiers-état gascon restèrent liées sur le long terme à la noblesse par des relations multiples, et le désir de devenir noble parait avoir été très largement partagé. L'intendant d'Auch Jean-Nicolas Mégret affirmait même en 1740 qu'il n'y aurait « point de païs dans le royaume où les habitans ayent tant de démangeaison à vouloir passer pour nobles que ceux de cette généralité »[474]. Cette attirance pour les privilèges et le modèle social nobiliaire devrait se traduire par des efforts pour acquérir la noblesse et de l'application afin de ne pas la perdre.

[474] *ADG*, C 1, lettre de l'intendant Mégret de Serilly à monsieur de La Houssaye, à Auch, le 8 décembre 1740.

PREMIERE PARTIE :

ETRE NOBLE. ACQUISITION ET PERTE DU STATUT NOBILIAIRE

Le statut noble pouvait s'acquérir et se perdre. L'acquisition de la noblesse passait par ce que l'on appelle les sources de la noblesse. Ces sources pouvaient être ordinaires, c'est-à-dire relever de la vie de la famille, par le mariage et la naissance. Elles pouvaient aussi être extraordinaires, par le biais de l'anoblissement. Cet anoblissement pouvait passer par des moyens différents, dont l'apparition chronologique, l'importance quantitative et qualitative furent très variables. La perte de la noblesse pouvait être définitive ou temporaire. La perte définitive était une hypothèse presque uniquement théorique, par le biais de la déchéance de noblesse. La perte provisoire était plus fréquente, c'était la dérogeance.

Nous nous pencherons dans un premier temps sur les sources de la noblesse, avant de s'arrêter sur la question de la perte de la noblesse.

Titre 1) Les sources de la noblesse

Pour l'époque moderne, Jean Bart distingue les sources ordinaires de la noblesse, sources analogues aux voies d'entrée dans le tiers-état, des sources extraordinaires, avec l'anoblissement par lettres et par charges[475]. Ces deux dernières voies d'accession à la noblesse étaient tenues pour l'anoblissement *stricto sensu*, alors que la naissance relevait plutôt de ce que l'on appelait une possession lignagère, l'enfant n'étant pas anobli mais naissant noble (il ne venait à l'idée de personne d'appeler « anobli » le fils d'un noble d'extraction)[476]. La condition de la femme suscitait peu d'intérêt, l'épouse suivant celle du mari, et le sort de la veuve restant négligé. Toutes ces voies étaient pourtant bien des sources de la noblesse, et on reprendra ici la distinction pertinente de Jean Bart, entre d'une part naissance et mariage, résultant de l'entrée dans une famille noble par le mariage ou la naissance, et d'autre part l'anoblissement par des sources extraordinaires, étant davantage le fait de la volonté du prince. Nous étudierons donc successivement les sources ordinaires puis extraordinaires de la noblesse.

[475] Bart, Jean, Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIXe siècle, *op. cit.*, p. 174-179.
[476] Comme le préconisait Michel Peronnet, pour classer les nobles, il faudrait « conserver les critères d'entrée dans le second ordre par 'race' ou par 'anoblissement' et de réserver ces mots, le premier à la noblesse héréditaire, le second aux nobles par décision royale » (« Quelques réflexions sur les critères d'analyse d'un groupe social : la noblesse, dans une durée séculaire », dans L'anoblissement en France, XVe-XVIIIe siècles. Théories et réalités, *op. cit.*, p. 154).

Chapitre 1) Les sources ordinaires de la noblesse

Les sources ordinaires de la noblesse sont la naissance et le mariage.

Section 1) La naissance

Une distinction doit être faite entre la naissance légitime et la naissance illégitime de l'enfant.

I) La naissance légitime

La noblesse se transmettait ordinairement à l'époque moderne par la filiation[477]. On opposait à cette « possession lignagère » de la noblesse, l'anoblissement, voie d'accession extraordinaire à la noblesse. Thierriat expliquait que la noblesse « descend à la posterité de celuy qui en fait la preuve, et qui est tel tenu et reputé, car la noblesse des progeniteurs est une semence qui fructifie aux successeurs »[478]. La seule naissance conférait la noblesse à l'enfant du noble, quelle que soit l'origine de sa noblesse, d'où l'opposition fréquente entre la « naissance », métaphore de la noblesse, qu'on obtenait d'emblée, et le mérite, que l'on devrait gagner ensuite car il ne s'acquiert pas dès la naissance.

C'est à la naissance qu'une large majorité des nobles gascons devaient leur noblesse. Lors de la seconde recherche des usurpateurs dans la généralité de Montauban, sur un total de six cent cinquante-six nobles gascons maintenus nobles, seules quatre personnes maintenues étaient des anoblis[479] ! Ce qui fait dans cette généralité pas moins de 99, 39 % de nobles gascons maintenus devant leur noblesse directement à leur naissance. Si on prend en compte leurs enfants maintenus en même temps qu'eux, et surtout qu'on ne s'arrête pas aux seuls maintenus anoblis, mais qu'on remonte la généalogie des autres, on découvre que soixante-deux nobles tenaient leur noblesse d'un anoblissement, mais qu'il pouvait remonter jusqu'à plus d'une centaine d'années avant la recherche. Il n'en reste pas moins que cinq cent quatre-vingt-quatorze nobles ne reconnaissaient pas d'anoblissement dans leur ascendance et pouvaient

[477] Notons d'emblée qu'il s'agit de la filiation légitime et non de la filiation adoptive. L'adoption, si fréquente à Rome, est rare dans l'ancien droit français, et quoique réputée plus nombreuse en pays de droit écrit, elle est hypothétique pour la noblesse gasconne. Précisons tout de même que le roi ayant le monopole de l'anoblissement, un noble adoptant un roturier, celui-ci demeurait roturier. Comme l'explique Belleguise, si les adoptants « pouvoient transmettre leur noblesse à un roturier par la voye de l'adoption, ils auroient indirectement le droit d'annoblir, qu'on a montré n'appartenir qu'au roy » (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 109). La loi permettait aux pères de « soulager la douleur » par l'adoption, et de droit rien ne les empêchait de « n'avoir nul regret sur la qualité de leurs successeurs » en choisissant lors de l'adoption des enfants nobles (*ibidem*, p. 110).

[478] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 16.

[479] Sur les sources utilisées, voir le jugement de maintenue, p. 759.

passer pour avoir une noblesse immémoriale, ce qui représente quand même 90, 5% du total. Il est vrai que certains nobles furent maintenus sur des ordonnances de maintenue antérieures qui furent peut-être fondées sur un anoblissement, mais cela permet de se faire une idée de l'importance de la noblesse d'extraction en Gascogne orientale. Le cas de la Bigorre, qui dépendait de la généralité de Bordeaux au moment de cette recherche des usurpateurs, ne devrait pas modifier la donne, mais au contraire l'accentuer, à cause de l'extrême rareté des anoblissements dans cette sénéchaussée rurale.

Un problème pouvait être soulevé : celui de l'enfant dont le père était mort avant la naissance. L'usage voulait qu'il soit noble. En effet, comme le faisait remarquer La Roque, si la noblesse n'était donnée qu'au moment de la naissance et non de la conception, « naissant après la mort de son père, on pourroit dire qu'il ne seroit ni noble ni roturier, et que tous les posthumes seroient sans qualité, et comme amphibies »[480].

En Gascogne, comme presque partout en France, c'était la filiation paternelle qui comptait pour la transmission de la noblesse. La noblesse était transmise par les hommes. La « maxime commune », exposée par Le Bret, est que « quant aux dignitez, privileges et exemtions de noblesse, elle veut qu'elles se prennent du pere seulement »[481]. Cela en bonne logique, puisque la fille noble se mariant avec un roturier perdait sa noblesse, et la fille roturière épousant un noble était anoblie, nous y reviendrons[482].

En règle générale donc, comme l'affirmait Bacquet au XVIe siècle, « le ventre n'annoblit point les enfans »[483]. Une exception perdurait en Champagne, en Brie, et dans le Barrois, où l'on disait que « le ventre anoblit » : la noblesse y était transmise aussi par la mère noble, lorsqu'elle avait épousé un roturier, selon la coutume. On parlait de « noblesse utérine »,

[480] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 345.
[481] Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, dans Les œuvres de messire Cardin Le Bret, *op. cit.*, trente-cinquième action, p. 524.
[482] Voir le statut de la femme mariée, p. 158. La question de l'état de l'enfant d'un noble et d'une serve ne se pose pas en Gascogne orientale à l'époque moderne, mais notons qu'après des hésitations les coutumes penchèrent généralement pour le primat de la noblesse (Desbrousses, X., Condition personnelle de la noblesse au Moyen Âge, *op. cit.*, p. 16). Ainsi Guy Coquille expliquait que « la noblesse vient des ascendans masles, comme la servitude ou franchise vient de la mère » (Coquille, Guy, Traité des ordonnances, *op. cit.*, p. 105). C'est une singularité de l'ancien droit coutumier, que la noblesse se transmettait par le père, et la liberté par la mère, selon l'adage « la verge anoblit, et le ventre affranchit » (Loysel, Antoine, Institutes coutumières, *op. cit.*, p. 5, n° 22).
[483] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, dans Les œuvres de maistre Jean Bacquet, *op. cit.*, p. 882. Il n'en fut pas toujours ainsi, car il semble que dans certaines provinces jusqu'au XIIIe siècle la mère noble, même mariée à un roturier, transmettait une noblesse partielle, c'est-à-dire sans tous les privilèges (Bart, Jean, Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIXe siècle, *op. cit.*, p. 177).

ou « noblesse par les mères »[484]. Cette exception coutumière contraire au droit commun était circonscrite à des pays du nord-est de la France, et sujette à des critiques et contestations[485].

Etait donc noble de naissance un enfant, garçon ou fille, dont le père était noble. Ce, à une condition : que l'enfant soit procréé dans le cadre du mariage. Selon l'édit de janvier 1568 qui créait douze nobles, le roi accordait la jouissance de la noblesse à ces anoblis avec « leurs enfans et posterité, soient masles ou femelles, nais et à naistre en loyal mariage »[486]. Les lettres d'anoblissement portaient toujours que l'anobli l'était avec sa descendance légitime, née en « loyal mariage »[487]. En cas de naissance illégitime, hors d'un mariage, la situation de l'enfant était compliquée et connut des évolutions au cours de l'Ancien Régime.

II) La naissance illégitime

Il nous faut dans un premier temps préciser la condition des enfants naturels dans l'ancien droit et leur place dans la noblesse gasconne, avant de voir l'évolution de leur statut personnel du XVIe siècle au XVIIIe siècle.

[484] Sur cette noblesse voir Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 355, et l'Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, *op. cit.*, tome XXIII, entrée « noblesse utérine ».
[485] On pourrait y ajouter un cas de noblesse utérine légale, qui est la descendance des frères de Jeanne d'Arc, anoblis par Charles VII, privilège qui sera aboli au début du XVIIe siècle (*Encyclopédie, ibidem*).
[486] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 57, « edict faict par le Roy, de l'election et creation de douze personnes nobles, qui jouyront de tous privileges de noblesse, en fournissant par chacun d'eux la somme contenue audict edict », Paris, janvier 1568.
[487] *ADHG*, 1 B 1916, folio 214, lettres d'anoblissement de François de Courtade, St-Germain en Laye, 4 mars 1643 : « ses enfans et posteritté masles et femelles nais et à naistre en loyal mariage » ; *ADPA*, B 5573, lettres d'anoblissement de Jean Beusian, Versailles, juin 1788 : « ensemble ses enfans, postérité et descendants males et femelles nés et à naître, en légitime mariage ».

A) Les enfants naturels de la noblesse gasconne

La condition difficile des enfants naturels pouvait être atténuée en cas de légitimation.

1) Les enfants naturels non légitimés

Les enfants naturels en Gascogne étaient communément appelés, au Moyen Âge, « borc », puis « bastard » à partir du XVIe siècle. Ils furent nombreux dans les familles nobles jusqu'au milieu du XVIe siècle, mais leur nombre déclina par la suite, même si l'on en trouve jusque dans la seconde moitié du XVIIe siècle dans certains lignages gascons[488]. On en rencontre en particulier au XVIe siècle dans les familles de seigneurs gascons, et leur nombre pouvait être important dans certaines maisons de « barons », ces nobles qui tenaient un rang distingué dans leur pays, comme les d'Antin, les Castelbajac et les Bazillac en Bigorre, ou les d'Espagne en Comminges[489]. Leur présence est surtout marquée dans la partie occidentale de notre ressort de recherche : le Nébouzan, la Bigorre, et l'Astarac, mais on en trouve aussi en Comminges, ou en Fezensac.

Quelle était leur condition juridique ? L'enfant naturel était « né d'une conjonction illicite »[490]. Il était par conséquent marqué dans l'ancien droit par la réprobation, car soit il était

[488] Cette appréciation ne concerne que ceux qui étaient reconnus par leur père, et cités dans les archives familiales (testament, codicille, donation…).

[489] La famille d'Espagne, possessionnée en Comminges et en Lauragais, à cheval sur la Gascogne et le Languedoc, fut sans doute celle qui eut le plus de bâtards au milieu du XVIe siècle. Dans son testament, Roger d'Espagne faisait un don à Lancelot d'Espagne « son frere bastard », et à ses « enfens legitimes engendrés de vray mariage », accordait l'entretien et un bénéfice à Jacques d'Espagne, écolier, fils naturel de Bertrand d'Espagne, évêque de Rieux (lui-même de naissance illégitime), l'entretien, une dot et les accoutrements nuptiaux à Marie d'Espagne sœur de Jacques, une dot, des habits et bagues nuptiaux, et du bétail, à Germaine d'Espagne, sa fille naturelle, pour « son mariage et suportation d'icelle », enfin il recommandait à sa femme légitime Catherine de Vise, une autre fille naturelle, Marie d'Espagne, « de luy vouloir ayder a bien conduire et colloquer » (*ADG*, I 1288, testament de Roger d'Espagne, au château d'Auragne, le 26 février 1547). A la même époque, Germaine d'Espagne, veuve d'Hector de Laffic, baron Donzac, faisait un don à Germaine d'Espagne, bâtarde, à Marie d'Espagne « bastarde dicte Villeneufve », et à Gaspard d'Espagne, son frère bâtard ; elle faisait aussi un don de 1000 livres à une certaine Claude de Millau, et si elle n'était plus en vie souhaitait que ce don revienne « au petit bastard de monsieur Donzac », son feu mari (*ADG*, I 1288, testament de Germaine d'Espagne, à Valentine en Comminges, le 1er septembre 1547).

[490] Guyot, M., Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome cinquième, p. 301, entrée « bâtard ».

simplement né en dehors du mariage, qui était la seule institution dans le cadre de laquelle il pouvait y avoir procréation, selon le droit civil et canon, soit il était né de l'adultère, ce qui heurtait en plus les mentalités chrétiennes attachées au seul mariage monogamique. Selon les dispositions de l'ancien droit, l'enfant né d'une relation extra-matrimoniale n'avait pas *de jure* de famille. La Roque écrivait même qu'il n'avait « point de nom, ni de famille »[491]. Ces enfants nés hors mariage étaient nommés « bâtards » par les juristes[492]. Disposition la plus emblématique de la dévalorisation de l'enfant naturel dans l'ancien droit, le droit de bâtardise appartenait au roi ou au seigneur haut justicier[493]. L'enfant naturel pouvait disposer entre vifs ou à cause de mort[494], mais s'il n'avait pas disposé et qu'il décédait *ab intestat* sans postérité légitime, ses biens étaient saisis par le détenteur du droit de bâtardise, qui était préféré aux collatéraux et ascendants[495].

La défense du mariage devait cependant être conciliée avec la protection de l'enfant, ce dernier ne pouvant être abandonné à un sort tragique par l'Eglise et l'Etat[496]. Ils imposèrent par devoir d'humanité le principe que « qui fait l'enfant, le doit nourrir »[497]. Le père avait une obligation alimentaire envers son enfant naturel[498], jusqu'à ce qu'il soit en état de subvenir lui même à ses besoins, que la jurisprudence a traduit par l'obligation de pourvoir à son entretien « selon la condition et la fortune de son père, et la bâtarde dotée »[499]. L'enfant naturel avait en conséquence une action en justice pour demander une subsistance à son père ou à défaut à ses

[491] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 328.
[492] Nous ne préciserons pas dans cette étude si les enfants étaient incestueux, adultérins ou nés d'un concubinage, *ex soluto et soluta*, car le terme générique « bâtard » ne permet pas de les distinguer dans les actes notariés.
[493] Sur ce droit, on peut lire l'article de Laurent Chevailler, « Observations sur le droit de bâtardise dans la France coutumière du XIIe au XVe siècle » (dans *Revue historique de droit français et étranger*, Paris, 1957, p. 376).
[494] Loysel, Antoine, Institutes coutumières, *op. cit.*, p. 9, n° 42 : « Bastards peuvent acquérir et disposer de leurs biens, tant entre vifs que par testament ».
[495] Bacquet, Jean, *Du droit de bastardise*, dans Les œuvres de maistre Jean Bacquet, Paris, 1688, p. 784 : « Partant les biens du bastard decedé *intestat*, sans enfans legitimes, doivent appartenir au roy, tout ainsi que l'aubain. Et ce par droit de bastardise, ou à plus doucement parler, par droit d'illegitimation ». Ce droit rapportait peu au trésor royal, et les rois utilisèrent les biens collectés pour faire des dons afin de récompenser des services (Chevailler, Laurent, « Observations sur le droit de bâtardise dans la France », *op. cit.*, p. 402-403). Louis XIV fit par exemple don au sieur de Narbonne par un brevet du 31 mars 1691 de « tous les biens meubles et immeubles qui ont cy devant appartenu au nommé Jean Mellet, escheus et advenus à sa Majesté par droit de bâtardise, desherance ou autrement », afin de le « gratiffier et traitter favorablement » (*ADA*, 10 J 5).
[496] Barbarin, Renée, *La condition juridique du bâtard d'après la jurisprudence du parlement de Paris, du concile de Trente à la Révolution française*, thèse pour le doctorat en droit, université de Paris, Imprimerie Floch, Mayenne, 1960, p. 9-10.
[497] Loysel, Antoine, Institutes coutumières, *op. cit.*, p. 9, n° 41.
[498] Coche, Joseph, *Condition de l'enfant né hors mariage*, thèse pour le doctorat, Arthur Rousseau éditeur, Paris, 1892, p. 85 : « La charge de la nourriture et de l'éducation incombait de préférence au père, et ne pesait sur la mère que s'il était inconnu ou insolvable ; au contraire la garde et la surveillance du bâtard étaient généralement confiées à la mère, bien qu'il n'existât pas à cet égard de règle absolue ».
[499] Barbarin Renée, La condition juridique du bâtard d'après la jurisprudence du parlement de Paris, du concile de Trente à la Révolution française, *op. cit.*, p. 43.

héritiers, pour son entretien et son éducation[500]. La fille naturelle devait quant à elle être dotée, afin qu'elle soit mariée[501].

La défense de la famille légitime, à l'opposé, fit exclure l'enfant naturel de la succession : le bâtard, étant né hors mariage et donc exclu juridiquement de la famille légitime, n'était de droit pas compris dans la succession de l'auteur de ses jours[502]. Il était incapable de succéder[503]. Il ne pouvait hériter ni de ses parents ni de ses grands parents. Les enfants naturels n'en étaient pas pour autant abandonnés à leur sort. En sus de l'obligation alimentaire, qui on l'a vu pouvait être interprétée largement par la jurisprudence, l'enfant naturel pouvait bénéficier d'une libéralité qui lui était faite par un don ou legs, en général à cause de mort, de ses parents ou grands parents. La jurisprudence était assez instable en la matière[504]. Elle permit des legs tant qu'ils ne paraissaient pas trop importants à l'arbitraire du juge. Elle resta surtout défavorable aux enfants adultérins[505]. Seule était tolérée à leur égard la donation alimentaire. Robert Delle-Donne a conclu de l'étude de la jurisprudence du parlement de Toulouse qu'il se montra « presque sans exceptions, d'une sévérité inébranlable à l'égard des bâtards »[506].

L'étude des testaments permet de voir que leur sort, quoique difficile pour beaucoup, n'était pas toujours aussi dur que le laisse penser la jurisprudence du parlement de Toulouse. Ils étaient en général qualifiés de « bâtards » dans les actes notariés, sauf dans quelques cas où

[500] Delle-Donne, Robert, *De l'incapacité de donner et de recevoir frappant les enfants naturels dans l'ancien droit français*, thèse pour le doctorat de l'Université, Université de Paris, Paris, 1941, p. 88.
[501] *Ibidem*, p. 105 : « cette constitution de dot présente une telle importance pour les filles naturelles, que même les bâtardes adultérines, incestueuses ou nées d'un commerce défendu, sont admises à en bénéficier ».
[502] Concernant la succession de la mère, la jurisprudence était plus incertaine. Alors que Joseph Coche avance que « quelques rares coutumes du Midi et du nord appelaient le bâtard à la succession de sa mère et de ses parents maternels, mais la tradition romaine, qui les inspirait visiblement, était généralement abandonnée dans les pays de droit écrit » (Coche Joseph, Condition de l'enfant né hors mariage, *op. cit.*, p. 86), Robert Delle-Donne soutient au contraire que « certains parlements de droit écrit continuent d'appliquer la maxime 'nul n'est bâtard par la mère' héritée du droit romain, et permettent à l'enfant naturel de succéder à sa mère et aux parents maternels », mais note que la tendance était plutôt à la sévérité, voire au rejet, comme ce fut le cas du parlement de Toulouse (De l'incapacité de donner et de recevoir frappant les enfants naturels dans l'ancien droit français, *op. cit.*, p. 2 et p. 61).
[503] Bacquet, Jean, Du droit de bastardise, *op. cit.*, p. 765 : « En France le bastard ne succede ny à pere ny à mere, ny à aucun parent ».
[504] Bacquet a écrit qu'il est « difficile de dire quelles donations on peut valablement faire aux bastards non legitimez, et cela est fort arbitraire, tellement qu'en ce cas on ne peut en France donner certaine regle, ny constituer maxime asseurée, et toutes telles donations, sont sujetes à debat, plaid et procez » (*ibidem*, p. 767).
[505] Delle-Donne Robert, De l'incapacité de donner et de recevoir frappant les enfants naturels dans l'ancien droit français, *op. cit.*, p. 100 : « Les juges n'apportent pas, dans la fixation des aliments destinés aux bâtards adultérins et incestueux et autres, la même libéralité et largesse d'esprit que pour les enfants naturels simples, et si les parents essaient de dépasser les limites admises par leurs dons ou legs au profit de tels bâtards, ces dons et legs seront impitoyablement réduits *ad alimenta* ».
[506] *Ibidem*, p. 43 : « non seulement toutes les dispositions faites par le père naturel en leur faveur sont impitoyablement rejetées lorsqu'elles excèdent les aliments, mais également tout ce qu'il leur est laissé à titre d'institution ou de legs par voie indirecte ».

ils sont désignés comme « enfants naturels »[507]. Les bâtards des nobles gascons étaient pour la plupart fils et filles de petits seigneurs, qui les avaient procréés avec des villageoises, probablement sans le souhaiter, ce qui ne les destinait pas à un brillant avenir. Tous les pères des bâtards étaient mariés, mais certains avaient pu avoir cet enfant naturel avant le mariage[508]. Ils étaient donc le fruit de l'adultère plus que du concubinage, et ne pouvaient s'attendre à la complaisance des juges en cas de procès.

Exclus de la succession, aucun n'avait droit à une légitime, sans qu'il soit, bien-sûr, non plus question d'être institué héritier, mais tous les enfants naturels « avoués », c'est à dire reconnus, bénéficiaient d'un legs d'une somme d'argent qui devait correspondre au moins à l'obligation alimentaire. Elle est parfois qualifiée d' « aumône »[509]. Lorsque les enfants naturels étaient en bas âge, le testateur demandait aussi qu'ils soient élevés dans la maison seigneuriale, voire plus rarement qu'il soit pourvu à leurs études[510]. Parvenus à un âge plus avancé, les bâtards devaient quitter la maison seigneuriale.

Il est parfois précisé que la fille serait dotée. Obriete de Castelbajac, « une siene filhe bastarde » de Jean de Castelbajac, seigneur de Bernet en Astarac, qui testa en 1598, devait être « nourrie et entretenue en sa maison de Bernet jusque à tant qu'elle soict colloquée en mariaige », et il lui était légué 33 écus « pour son adot et pour la colloquer en mariaige »[511]. Au XVIe siècle, certaines filles naturelles furent même suffisamment dotées pour être mariées dans la noblesse, comme Hélène de Bazillac, fille du baron de Bazillac, mariée à Raymond de Bonrepaire[512], et peut-être Marguerite de Pardaillan, mariée à Guy de Batz, dont la condition était peut-être noble, ce qui n'est pas certain[513].

Si le testateur n'avait qu'une fille légitime, elle était toujours préférée à un bâtard, malgré l'attachement au patrilignage. Carbon de Marrast, qui fit son testament en 1550 en

[507] Les enfants légitimes sont quant à eux qualifiés de « légitimes et naturels », mention presque systématiquement précisée. Jean d'Antist, qui fait son testament à Tarbes le 24 août 1575, déclare avoir eu avec son épouse Anne de Dampierre, sept garçons et deux filles, « les tous legitimes et naturelz » (*ADG*, I 78).
[508] *ADG*, I 3351, testament de Barthélemy de Villambis, à Villembits, le 4 décembre 1611 : « item je dis avoir ung enfent naturel nomé Guilhaume de Villambis, que j'avois procréé avant mon mariage, avec feue Marie de Suvermis dudit Arcisac » (Barthélemy est seigneur d'Arcisac en Bigorre).
[509] *ADG*, I 102, testament de Louis d'Arcisas, Saint-André, 13 janvier 1610 : « legue à Francoisse d'Arcisas sa filhe bastarde pour aulmone pie la somme de cent livres ».
[510] *ADG*, I 375, testament de Jean de Bazillac, du 15 janvier 1576 : il donne 1500 livres à Georges son fils naturel comme « leguat pitoyable », et ordonne que son héritier « soit tenu l'entretenir instituer et faire instruire aux letres ou armes selon l'estat auquel vouldra ledit Georges se promovoir jusques a tant que soit en aage competent » ; *ADG*, I 3351, testament de Barthélemy de Villambis, à Villembits, le 4 décembre 1611 : « lequel Guilhaume je veux et entends qu'il soict nourry et entretenu aux estudes, jusques à l'eage de vingt-cinq ans à mes despens propres ».
[511] *ADG*, I 741, testament de Jean de Castelbajac, à Masseube, le 24 février 1598.
[512] *ADG*, I 375, testament de Jean de Bazillac, du 15 janvier 1576.
[513] *ADG*, I 2752, testament de Manieu de Pardaillan, à Peyrusse-Grande, le 3 septembre 1590.

Astarac, institua son héritière Gabrielle de Marrast, « sa fille unique legitime et naturelle », et ne laissa à Bernard, Savaric, et Marie de Marrast, ses fils et fille bâtards, que 100 livres tournois à chacun, « pour leur norriture et alimens »[514]. Et s'il n'avait qu'un fils bâtard, alors il devait aller chercher plus loin, comme Barthélémy de Villambis, qui fit son héritier son neveu et filleul Barthélémy[515].

Certains enfants naturels bénéficiaient de la faveur de leur père, qui leur faisait un legs plus généreux. Pierre de Vaux, dans son testament fait à St-Gaudens en 1569, demandait qu'Adrien de Vaux, son fils naturel, soit nourri dans sa maison jusqu'à l'âge de 20 ans, âge où il lui serait donné 50 livres, mais lui léguait aussi une maison située dans la ville d'Aspet[516]. Manieu de Pardaillan donna, dans son testament fait en 1590 en Fezensac, 200 écus, somme importante, à chacun de ses trois fils bâtards, Bertrand-Pierre, Bertrand-Géraud, et Roman[517]. Jehan de Fosseries se vit confirmer, en 1636, dans le testament de son père naturel Agné de Fosseries, le bien dont il jouissait déjà au lieu de Galais, et le testateur voulait que son héritier lui donnât en plus la somme de 100 livres[518]. Un don d'un ascendant pouvait s'ajouter, mais un seul grand-père donna à ses petits-enfants bâtards, Gaston de Baretge, qui dans son testament fait en Nébouzan en 1617, légua 100 écus petits à Jeanne, sa fille bâtarde, payable lorsqu'elle serait en âge de se marier, 100 livres à Marguerite de Baretge, fille bâtarde de Carbon, son fils aîné, 100 livres à Bortholet de Baretge fils bâtard de Jean son second fils, 50 écus petits à César, et 25 à Catherine, deux autres bâtards de Jean[519].

Si l'on sort du domaine du droit familial, jusqu'à la fin du XVIe siècle, et dans la continuité du Moyen Âge, nombre de bâtards suivirent la carrière des armes, et ce particulièrement en Gascogne[520]. Bacquet évoque ces « bastards yssus de noble race, lesquels ont accoutumé suivre les armes, estre capitaines, lieutenans, enseignes, hommes d'armes, ou archers des compagnies »[521]. Durant la période que nous étudions, certaines maisons nobles les

[514] *ADG*, I 2245, testament de Carbon de Marrast, à Esclassan, le 12 août 1550.
[515] *ADG*, I 3351, testament de Barthélemy de Villambis, à Villembits, le 4 décembre 1611.
[516] *ADHG*, 13 J 107, testament de Pierre de Vaux, St-Gaudens, 27 juin 1569. Ce legs d'une maison est cependant substitué en faveur de ses héritiers (« et si le cas est que ledit Adrien mure sans fils legitimes et naturels de son mariage, en tels cas ledit testatur vult que ladite mayson retorne a ces heritiers de soubz només »).
[517] *ADG*, I 2752, testament de Manieu de Pardaillan, Peyrusse-Grande, 3 septembre 1590. Legs qui ne furent peut-être pas tous acquittés, puisque le testateur déclarait que « icelluy Bertrand-Pierre et Bertrand-Géraud sont par le pays, et s'ils retournent veult que ladite somme leur soict payée au terme susdit, autrement non et son heritier en sera quitte sans estre tenu le payer et bailher aux Roman leur frere cas advenant ne retourneront ».
[518] *ADHP*, 65 J 228, testament d'Agné de Fosseries, à Gonnès, le 4 juillet 1636.
[519] *ADHP*, 1 E 54, testament de Gaston de Baretge, à Bulan, le 29 janvier 1617.
[520] Contamine, Philippe, *Guerre, Etat et société à la fin du Moyen Age. Etudes sur les armées des rois de France, 1337-1494*, Ecole pratique des hautes études, Paris, 1972, p. 179 : « les bâtards de Gascogne, avant même le début de la guerre de Cent ans, formaient un groupe déjà compact, ayant son activité guerrière propre ».
[521] Bacquet, Jean, Du droit de bastardise, *op. cit.*, p. 766.

destinèrent encore à ce service. Anne d'Ornezan légua en 1596, dans son testament, à Martial d'Antin, fils bâtard de son fils François, baron d'Antin en Bigorre, et dernier descendant mâle de la famille, 1000 écus et une métairie, et demanda qu'il soit entretenu dans la maison familiale tant qu'il serait en pupillarité, mais « estant apte pour se gouverner et pourter les armes, qu'il soyt mis en bon equipage pour aller voir le monde »[522]. Au XVIIe siècle, signe d'une évolution des mentalités, plusieurs seigneurs souhaitaient, sans pour autant le leur imposer, que leur fils ou fille naturelle entrât dans les ordres, comme s'il s'agissait pour eux d'un moyen de purger le vice d'illégitimité et de racheter leur péché. Barthélemy de Villambis, qui fit son testament en Bigorre en 1611, demandait à son héritier qu'il donna à Guillaume 1200 livres lors de sa vingt-cinquième année, mais « au cas que mon dit fils naturel vouldroit estre homme d'esglise, comme est de mon intention, et que mon heritier eust comodité de luy fere bailher ung beneffice de rente de troys cens livres, je descharge en ce cas mon dit heritier, dudit leguat »[523]. En 1672, Charles de Laroche de Bourbon légua à Seraine de Laroche sa fille naturelle, dans son testament fait à Bernac en Bigorre, 3000 livres payables « quand elle se mariera ou entrera en religion professe »[524].

Ces enfants naturels étaient *in fine* tous rejetés hors de la maison noble. Si certains jouissaient d'une certaine faveur, ils n'en étaient pas moins jamais successeurs de la lignée. Même en défaut d'enfant mâle, on leur préférait une fille ou un neveu. Au demeurant, les nobles ayant des bâtards jouissaient souvent d'une postérité légitime, parfois nombreuse d'ailleurs, à l'époque où l'on trouve des bâtards en Gascogne. Dans ces conditions, la légitimation des enfants naturels n'était pas une question qui semblait se poser dans les maisons nobles gasconnes.

2) Les enfants naturels légitimés

Les enfants naturels, nés d'une union de fait, pouvaient être légitimés, ce qui améliorait leur condition au sein de la famille, par deux moyens. Le premier était le mariage subséquent,

[522] *ADG*, I 72, testament d'Anne d'Ornezan, à Ours, le 20 décembre 1596. Le legs de 1000 écus est fait en plus de la nourriture (« et que cependent ledit argent et somme susdite de mil escus sol luy soyt gouvernée ausdits interests comme dict est et à son proffict sans en rien toucher à ladite norriture »), et est substitué en faveur des divers hôpitaux au cas de mort sans postérité légitime.
[523] *ADG*, I 3351, testament de Barthélemy de Villambis, à Villembits, le 4 décembre 1611.
[524] *ADHP*, 3 E 23/22, testament de Charles de Laroche de Bourbon, à Bernac, le 11 juillet 1672.

lorsque les concubins entre qui il n'y avait pas d'empêchement dirimant au moment de la conjonction, et qui étaient donc capables de se marier, contractaient mariage[525]. Mais la plupart des enfants naturels de la noblesse gasconne étaient adultérins ou nés d'un concubinage qui ne se transforma pas en mariage. Ils ne purent donc être légitimés par un mariage subséquent.

Le second moyen était par des lettres de légitimation délivrées par le roi, lettres qui étaient une grâce royale et la marque de sa faveur[526]. Ces lettres prenaient la forme de lettres patentes. Elles furent souvent octroyées contre une finance, mais le roi en accordait parfois la modération[527], voire la dispense[528]. Elles devaient être vérifiées à la chambre des comptes[529].

Par ces lettres le roi rendait légitimes les enfants naturels, il ôtait la « tache de bâtardise »[530]. Le principal effet des lettres de légitimation était de pouvoir transmettre les biens aux enfants naturels ainsi légitimés, qui devenaient capables de succéder[531]. Les lettres comprenaient une clause expresse à cet effet[532]. A partir de la fin du XVIe siècle, pour prendre

[525] La noblesse de l'enfant naturel légitimé par mariage subséquent ne parait faire aucune difficulté pour les juristes. Loyseau, par exemple, les distinguait des enfants naturels ou légitimés par lettres car les « legitimez par mariage subsequent […] sont en tout et par tout égalez, à ceux qui sont nez en loyal mariage » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 32).

[526] Bacquet écrit que le roi « seul peut en France legitimer les bastards, les decorer du titre de legitimation, et les rendre capables de succeder à leurs pere et mere naturels » (Bacquet, Jean, Du droit de bastardise, *op. cit.*, p. 789). C'est aussi ce qu'affirme Le Bret : « Cela même a été de tout tems observé en France, qu'il n'y a que le roi seul qui puisse donner des lettres de legitimation » (Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, dans Les œuvres de messire Cardin Le Bret, *op. cit.*, livre deuxième, p. 69).

[527] AN, JJ 265, n° 251, lettres de légitimation des enfants de Jean d'Antin, Paris, mai 1567 : « en nous paiant finance moderee pour une fois seullement ».

[528] Fonds Lascazères, copie de lettres de légitimation pour Jean de Cardeillac, Paris, mars 1578 : « sans nous payer pour raison de sa legitimation et naturalité aulcune finance, de laquelle quelque somme qu'elle se puysse monter en faiveur des services dudit sieur de Sarlabous luy avons faict et faisons don par sesdites presentes signees de notre main ».

[529] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 70. Dans des lettres de légitimation de 1578, le mandement d'enregistrer est adressé à divers parlements et à la chambre des comptes de Paris (Fonds Lascazères, copie de lettres de légitimation pour Jean de Cardeillac, Paris, mars 1578).

[530] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 182. C'est ce qui est expliqué dans un préambule qui commençait parfois les lettres de légitimation : « comme aulx personnes decorees et acompaignees de vertu et honeste vye ne doive estre imputté ny reproché le vyce de nature mays l'honeur et leurs bonnes vertus reluisans sur ledit vice effacer abollir et esteindre la macule et geniture » (Fonds Lascazères, copie de lettres de légitimation pour Jean de Cardeillac, Paris, mars 1578).

[531] D'après Cardin Le Bret, les enfants adultérins ou incestueux légitimés par lettres ne pouvaient pas succéder « quand même les lettres le porteroient expressement (ce qu'on imputeroit à surprise) », à la réserve des aliments (Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 70).

[532] AN, JJ 265, n° 251, lettres de légitimation des enfants de Jean d'Antin, Paris, mai 1567 : « en leur conceddant et octroyant en oultre que nonobstant ledit default de geniture ilz puissent succedder a leurs parens et amys pourveu que ce soit du consentement de leurs pere et meres ou autres que de droict y pourroient avoir interestz, et aussy tenir et posseder en nostre royaulme touts et chacuns les biens meubles et immeubles qu'ilz ont par cy devant acquis et pourront legitimement acquerir cy apres, et d'iceulx joir et user, disposer et ordonner par don faict entre les vifz, testament de derniere volonté, et autrement ainsi que bon leur semblera. Aussy qu'ilz soient receuz a tous honneurs, offices, et actes legitimes, et que leurs hoirs apres leurs trespas leur puissent succeder, prendre et aprehander la possession tout ainsi que s'ilz estoient legitimes et engendrez en loyal mariage nonobstant ledit default de geniture, lequel nous estaignons et abolissons par cesdites presentes, nonobstant aussy tous statutz et ordonnances faictes au contraire, dont nous avons lesdits Bernard, Jeanne, Gabriel, Jacques, Nicolas et Pierre d'Antin habilitez et dispensez, habilitons et dispensons de nosdites grace puissance et auctorité que dessus ».

part à la succession, il fallait que l'enfant naturel ne soit pas adultérin, incestueux, ou fils de prêtre, qu'une clause spéciale dans les lettres permette de succéder, et enfin l'obtention du consentement tant du père, lors de la légitimation, que de l'héritier présomptif, lors de la succession[533]. Leur utilité devenait douteuse.

Si l'on trouve de nombreuses lettres de légitimation de bourgeois gascons, soit au Trésor des chartes, soit enregistrées par le parlement de Toulouse, elles sont bien plus rares pour les nobles. Comme nous le verrons pour les lettres d'anoblissement, l'éloignement du pouvoir royal pour les nobliaux gascons, qui compliquait et rendait plus onéreuse l'impétration, peut expliquer ce désintérêt pour la légitimation[534]. A cela il faut ajouter que les nobles étaient des petits seigneurs, ayant déjà une progéniture légitime pour la plupart, et n'ayant pas de quoi établir noblement leurs enfants naturels. On a cependant retrouvé une légitimation par lettres royaux, qui correspond à des circonstances exceptionnelles. Il s'agit de Jean de Cardaillac, qui était fils naturel simple de Corbeyran de Cardaillac, sieur de Sarlabous, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, et gouverneur du Havre de Grâce en Normandie, donc à l'échelle de la Bigorre d'un noble de haut rang. Il avait eu ce fils alors qu'il était gouverneur du château de Dunbar en Ecosse pour Henri II, avec Elisabeth Anderson, non mariée. N'ayant pas de postérité légitime, il obtint des lettres de légitimation et naturalité pour son fils en 1578[535]. Dans ce cas précis, il s'agissait pour une maison importante localement d'assurer sa survie, la pérennité de la renommée de son nom, et les lettres étaient délivrées, comme pour des lettres d'anoblissement, en récompense des services de la famille, et pour l'inciter à les continuer[536].

---

[533] Sur les conditions de validité des lettres, voir Renée Barbarin, La condition juridique du batard d'après la jurisprudence du parlement de Paris, du concile de Trente à la Révolution française, *op. cit.*, p. 64. En pays de coutume, l'enfant naturel légitimé par lettres ne pouvait jouir du droit d'aînesse, et devait se contenter d'une portion égale à celle du moins prenant (*ibidem*, p. 67). Sur les conditions de fonds de la légitimation, voir Louis Delbez, *De la légitimation par 'lettres royaux'. Etude d'ancien droit français*, Thèse pour le doctorat, Faculté de droit de Montpellier, Montpellier, 1923, p. 131 et suiv.

[534] D'après Louis Delbez, la finance des lettres était telle, qu'elles demeuraient « un luxe inaccessible aux fortunes modestes » (*ibidem*, p. 90).

[535] En voici le dispositif : « Pour ses causes et autres considerations a ce nous mouvans, icelluy Jehan de Cardeilhac avons de notre grace special plaine puyssance et authoritté royale legitimé et naturalisé, legitimons et naturalisons par ces presentes, voulons et nous plaict qu'en tous honeurs et degrés ouffices et actes generallement quelconques il soict doresnavant tenu dict censé et repputé pour fils naturel et legitime dudit sieur de Sarlabous et naturalisé en cestuy notre royaulme » (Fonds Lascazères, copie de lettres de légitimation pour Jean de Cardeillac, Paris, mars 1578).

[536] C'est ce qui est déclaré dans l'exposé : « lequel il auroict despuis tousjours faict norrir et eslever, et d'aultant que croissant l'eage dudit Jehan son dit fils l'on voict augmenter en luy de jour en jour plusieurs graces et vertus quy font esperer qu'il se randra digne et capable de nous faire service a l'advenir a l'imitation d'ung seigneur de Sarlabous son pere, sans en rien diminuer de son nom louable et comnue renomee, qu'il y a acquize dès le regne de nos dits predecesseurs roys, à quoy ledict Jehan de Cardeilhac seroict plus incité, mesme a reverer et honorer ledit sieur de Sarlabous son pere naturel, auquel Dieu n'a donné aulcune lignee legitime, s'il nous plesoict a la priere et humble supplication luy inpartir de nous beneficier de legitimations et naturalité. Scavoir faisons qu'ayans mys ce que dessus en consideration, inclination liberallement a ladicte requeste, voulant estandre notre grace envers ledit Jehan de Cardeilhac en consideration des grands et notables services que ledit sieur de Sarlabous a

En Gascogne orientale, les lettres de légitimation furent très utilisées jusqu'au XVIe siècle par des ecclésiastiques pour légitimer leurs enfants naturels. L'enfant naturel né d'un ecclésiastique était particulièrement déconsidéré, car il était né d'un commerce interdit par le droit canon, et qui heurtait la morale chrétienne[537]. Il ne pouvait recevoir que les aliments[538]. Or dans la première moitié du XVIe siècle, les enfants naturels d'un clerc furent moins sujets à l'aversion et au mépris, tendance qui s'inversera après le concile de Trente. Plusieurs ecclésiastiques firent légitimer leurs enfants naturels en Gascogne[539]. Lorsque le clerc était d'extraction noble, ses enfants allaient-ils être considérés comme nobles ou roturiers ? C'est ce qu'il est difficile d'établir. On peut citer le cas de Jean d'Antin, archidiacre, et chanoine de Tarbes. D'après son testament fait en 1573, il était fils de « haut et puissant » Jean, baron d'Antin, et allié à toutes les grandes familles de Bigorre. Or il reconnaissait dans le même acte avoir pas moins de cinq enfants naturels : Bernard, Gabriel, Jacques, Nicolas et Pierre. Ces cinq enfants naturels, ainsi que leur sœur Jeanne (qui n'est pas mentionnée dans le testament), nés de deux conjointes différentes, furent légitimés par lettres royales en mai 1567[540]. S'il fit héritier son neveu, François, nouveau baron d'Antin, Jean n'en accorda pas moins divers legs qui, sous couleur d'obligation alimentaire, témoignèrent de sa volonté de permettre à ses enfants de vivre en gens de condition : « le tout aux fins qu'ils se puyssent alimenter et norir, et qu'ils ayent moyen et que plus comodement ils se puyssent avanser et se entretenir et proffiter soit il aux letres ou bien aux armes pour le service du roy, et ayent aussi meilheur moyen et comodité se colocquer en pacte de mariaige raisonables »[541].

---

tousjours faits cy devant a ceste corone et pour l'esperance que nous avons que ledit Jehan de Cardelhac estant legitime et heretier des biens dudit sieur de Sarlabous son pere naturel sera imitateur par mesme moyen de sa valeur et fidelité de notre service » (Fonds Lascazères, copie de lettres de légitimation pour Jean de Cardeillac, Paris, mars 1578).

[537] Chevailler, Laurent, « Observations sur le droit de bâtardise dans la France coutumière du XIIe au XVe siècle », *op. cit.*, p. 381.

[538] Signe particulier du caractère odieux de ces enfants dans les mentalités de l'ancienne France, le droit ne leur permettait pas de succéder même s'ils étaient légitimés d'après Bacquet : « Les enfans des prestres, encore qu'ils soient legitimez par le roy du consentement de leur pere, et que les lettres de legitimation ayent esté deuement verifiées, ne leur puissent aucunement succeder » (Bacquet, Jean, Du droit de bastardise, *op. cit.*, p. 793).

[539] Charles Samaran a retrouvé de nombreuses lettres de légitimation d'enfants de clercs dans le Trésor des chartes (*La Gascogne dans les registres du trésor des chartes*, Bibliothèque nationale, Paris, 1966). Pour notre seul ressort de recherche : légitimation pour Tristan de Clermont, fils de François, archevêque d'Auch, en juillet 1527 (p. 208), légitimation pour Pierre Fabri, marchand de L'Isle-Jourdain, fils de Lancelot Fabri, prêtre, en août 1533 (p. 212), légitimation pour Jean de La Porte, fils de Jean, prêtre d'Estampures, en juin 1537 (p. 214), légitimation pour Bernard Coty, fils de Raymond Coty, prêtre d'Aux, en juillet 1546 (p. 220), légitimation pour Bertrand Férault, fils de Raymond Férault, prêtre d'Aulon, en août 1552 (p. 230), légitimation pour Jean, Bernard, et Ismael Dusont, du Moutet, fils d'Antoine Dusont, dit de Lamothe-Bardigue, protonotaire apostolique, en février 1565 (p. 237), légitimation pour Frise et autre Frise, filles naturelles de Pierre de Toujouse, prêtre, seigneur de Camicas, en avril 1565 (p. 240), légitimation pour Pierre Saintrailles, fils de Jean, clerc de Pouyastruc, en mars 1567 (p. 248).

[540] AN, JJ 265, n° 251, lettres de légitimation des enfants de Jean d'Antin, Paris, mai 1567.

[541] *ADHP*, G 246, testament de Jean d'Antin, à Tarbes, le 27 août 1573.

Les lettres de légitimation pour des nobles étaient donc très rares en Gascogne orientale, et même à l'époque où les enfants naturels étaient particulièrement nombreux, il fallait une conjoncture singulière telle que l'absence de progéniture d'une des premières maisons de Bigorre pour qu'ait lieu une telle légitimation. Le cas des enfants naturels des clercs séculiers nobles ne doit pas être écarté à cause de l'importance du phénomène.

B) Le statut personnel des enfants naturels de la noblesse

Le statut personnel de l'enfant naturel connut une évolution importante entre le XVIe siècle et le XVIIe siècle.

1) Le statut au XVIe siècle

Les enfants naturels avoués pourraient être considérés comme nobles puisqu'ils étaient connus sous le nom de leur père, et en portant son nom se rattachaient de la sorte à sa maison noble[542]. Le code Michau, en demandant le consentement de la famille pour permettre cet usage, ne parvint pas à remettre en cause la tradition ancrée dans les mœurs, qui ne s'estompera qu'à partir du moment où les pères ne reconnaitront plus leurs enfants illégitimes[543]. Cependant le

[542] Cet usage était généralisé. On peut noter une exception : celle de Gabriel Lavigne, que l'on peut présumer être un enfant naturel de Germain d'Antin, sieur d'Ourout. Ce dernier lui avait légué, dans un codicille du 5 décembre 1667, de l'argent, hypothéqué sur un bien foncier, ainsi qu'à sa mère, Domenge de Lavigne, qui reviendrait à son héritier en cas de décès de Gabriel sans enfants (*ADHP*, 3 E 44/268). Une transaction du 11 mai 1699 nous apprend que Gabriel « auroit esté élevé à frais de noble Jean-Francois d'Antin sieur d'Ourout, fils heritier dudit testateur, jusqu'à ce qu'il auroit esté capable du service, où il auroit esté aux armées de France jusqu'à present qu'il se seroit retiré, et demandé tant la somme principale qu'interest despuis le deceds de sa dite mere, ce que ledit sieur d'Ourout luy auroit offert faire moyennant compensation des frais de son entretien et education advancés despuis le deceds dudit feu noble Germain testateur jusque à son depart pour le service ». La compensation est réglée à l'amiable « sans prejudice pour ledit sieur d'Ourout du cas de retour en cas de deceds sans succession legitime » (*ADHP*, 3 E 44/423, folio 51). Ce changement de nom peut être analysé comme une volonté de dissimulation à la postérité de cet enfant illégitime, à une époque où ils s'étaient raréfiés, ce qui est corroboré par le fait que son sort ait été réglé par un codicille fait le même jour que le testament mais à part.

[543] L'article 197 ordonnait que les bâtards ne pourraient porter le nom de leurs pères qu'avec le consentement de « ceux qui y ont intérêt » (*ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629).

problème est que juridiquement ils ne faisaient pas partie de la famille, qu'ils n'avaient « point de race », pour reprendre la formule de La Roque[544].

La bâtardise était réprouvée dans les mentalités[545]. Elle était regardée comme moralement, mais aussi physiquement, une diminution, voire une forme dégénérée. Au XVIe siècle, on trouve à plusieurs reprises sous la plume de Monluc, Montaigne, ou de La Noue le verbe « s'abastardir », qui signifiait dégénérer, péricliter[546]. La bâtardise paraît donc incompatible avec la noblesse. Lors d'un conflit de droits honorifiques dans l'église d'Argelès, en Lavedan, le syndic s'en prit à Germain d'Antin, sieur d'Ourout, sous l'angle de sa supposée bâtardise, qui serait incompatible selon lui avec la noblesse, comme « une tache quy ne luy peult doner que honte et deshonneur, et non pas prerogative ny preeminance »[547]. Toutefois, il est certain que des bâtards nobles gagnèrent une meilleure reconnaissance sociale grâce à leurs services, en particulier sur les champs de bataille, qui leur permirent d'effacer la flétrissure, la « tâche » dont ils étaient jadis marqués[548]. Monluc remarquait au sujet du bâtard d'Aussan, que « encores que les légitimes ayent esté vaillans, n'a poinct toutefois faict honte à la lignée »[549]. Les bâtards des grandes familles, surtout, conservaient leur part du lustre de leur maison, dont ils formaient une « branche » plus ou moins estimée. Les Bourbon de Lavedan, en Bigorre, ou les Bourbon de Bazian, en Fezensac, avaient un indéniable prestige dû à leur parenté avec les rois de Navarre, puis de France, même si ce lustre était un peu terni par leur bâtardise[550]. Guillaume Mauran écrivait au début du XVIIe siècle au sujet de Charles de Bourbon, vicomte

[544] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 116.
[545] La bâtardise étaient moralement réprouvée, mais les bâtards socialement tolérés voire acceptés au XVIe siècle, et François de L'Alouette faisait figure d'exception par son extrême virulence à l'encontre des enfants naturels de la noblesse, les considérant comme « une infâme generation, qui ne devoit meriter le nom et lustre des vrais et legitimes enfans, veu qu'ils sont comme des enseignes et tesmoins des ordures et infametez du pere qui les a engendrés de paillardise », regrettant même que leur nom ne soit pas frappé de quelque marque d'infamie, et proposant qu'on y ajoute un « B » (Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 45).
[546] Par exemple, voir François de La Noue, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 108 ; Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome premier, p. 42.
[547] *ADHP*, 1 E 770, mémoire du syndic des consuls et habitants d'Argelès contre Germain d'Antin, vers 1620 : « pour ung second, il se veult aussy prevaloir de sa qualité prethendue de noble come desendant de la maison d'Antin quy à la verité est une des maisons relevées du pays, mais il n'en dessand pas legitimement come il luy a esté dict et soustenu cy devant, à quoy il n'a rien desparty, accordant paisiblement ce faict là comme il ne peult desnier, et par consequand sa prethendue noblesse est soict ternie et noirsie d'une tache quy ne luy peult doner que honte et deshonneur, et non pas prerogative ny preeminance ». Il est vrai que le rattachement des d'Antin d'Ourout aux d'Antin de Bonnefont s'est probablement fait par un enfant naturel.
[548] Mikhael Harsgor a relevé un « phénomène bâtard » au XVe siècle, provoqué par la guerre de Cent ans, c'est à dire un « puissant essor social et politique des enfants naturels engendrés par des pères appartenant à la noblesse », mais il s'agissait essentiellement de la haute noblesse féodale. Il remarque au contraire que « chez les nobles à une seigneurie, et même à moins que cela, les bâtards se trouvaient beaucoup moins bien vus, car ils n'avaient pas de rôle familial utile à remplir » (« L'essor des bâtards nobles au XVe siècle », *Revue historique*, PUF, 1975, p. 319-353).
[549] Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome premier, p. 52.
[550] Ils descendaient de Charles de Bourbon, enfant naturel de Jean II duc de Bourbon et de Louise d'Albret, dame d'Estouteville.

de Lavedan, que bien qu'il fût « immediatement extrait de la famille des ducs de Bourbon », il pâtissait du « nuage de bâtardise » qui « donnoit quelque obscurcissement à son lustre »[551]. Mais il s'agissait là d'une exception, l'essentiel des enfants naturels de la noblesse gasconne étant issus de petits seigneurs.

Sur le plan du droit, la question de leur statut personnel fut souvent soulevée par les juristes. Pour la majorité d'entre eux, les bâtards légitimés des gentilshommes au moins étaient nobles. Ils s'appuyaient sur une « coutume de France », coutume non écrite, pour justifier leur opinion[552]. Selon Thierriat, les bâtards légitimés par lettres royales étaient bel et bien nobles au même titre que leurs pères, sans aucune différence[553]. La Roque soutenait que la coutume générale voudrait que les bâtards légitimés « retiennent la noblesse de leurs pères, leur nom et leurs armes, avec quelque différence ; qu'ils ne contribuent point aux subsides, vivant noblement, et qu'ils jouissent de toutes les prérogatives des nobles, comme s'ils étoient légitimes, sinon qu'ils ne succèdent point », et il corroborait cette opinion avec un arrêt de la cour des Aides de Paris de juin 1597 qui attribuait aux bâtards les privilèges de la noblesse, dont l'exemption de la taille[554]. Il fallait cependant distinguer selon lui entre les bâtards des nobles de race, et ceux du « commun », dénonçant l'opinion de ceux qui les croyaient « tous d'une même espèce », ne faisant aucune différence entre ceux des anciens nobles, et ceux des anoblis, qui n'étaient pas compris dans les lettres d'anoblissement, qui n'anoblissaient que la postérité légitime, et demeureraient donc roturiers[555]. Le Bret, en revanche, s'il constatait que « de fait, nous voïons tous les jours que les bâtards légitimez sont par les arrêts des cours de parlement, non seulement admis aux successions, mais aussi en la noblesse »[556], soutenait au contraire que la cour des Aides ne les tenait pas pour nobles[557]. Ce qu'il expliquait tant par le fait que la noblesse était l'illustration de la race, or « il est notoire que les bâtards n'ont point de race »[558], le roi ne pouvant donner une race à celui qui n'en a pas, et que la noblesse de race devait provenir aussi de l'aïeul, le prince pouvant donner les honneurs qui relèvent de la loi

[551] Guillaume Mauran, Sommaire description du païs et comté de Bigorre, *op. cit.*, p. 55-56.
[552] Cardin Le Bret atteste l'existence de cette « ancienne coutume que l'on observoit en France » à laquelle il était défavorable (Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, p. 71).
[553] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 17.
[554] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 116.
[555] *Ibidem*, p. 120-121.
[556] Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, p. 521.
[557] *Ibidem*, p. 522-524 : « Toutesfois le contraire de ce que dessus a été de tous tems gardé, et observé en cette cour, savoir est que les bâtards bien que legitimez, ne participent à la noblesse de leur pere », à l'exception des enfants naturels reconnus des princes, « à cause du sang illustre de leurs peres, et pour l'atente que le roïaume se peut promettre de leur service ».
[558] Le Bret écrivait qu'ils prendraient « leur premiere et seule origine du ventre souillé de leur mere » (*ibidem*, p. 523).

civile, mais non la noblesse de race, qui dépendrait de la nature[559]. Pour être noble, l'enfant naturel devait donc selon Le Bret, outre la légitimation, obtenir des lettres d'anoblissement[560]. Malgré l'autorité de Le Bret, cette opinion reste marginale au XVIe siècle, et à contre courant.

Quoique la « coutume générale » qu'il rapporte paraisse comprendre tous les bâtards, La Roque n'accordait ces prérogatives qu'aux bâtards légitimés jusqu'en 1600[561]. Les bâtards des anciens nobles étaient « tacitement déclarés nobles, par la seule clause de légitimation, qui étoit jugée suffisante », mais il donnait aussi des exemples de lettres de légitimation comprenant une clause de noblesse ou d'anoblissement[562]. Il est cependant certain que des bâtards simplement légitimés sans clause d'anoblissement furent reconnus comme nobles et La Roque affirmait aussi qu'il y aurait « une infinité de bâtards qui ont obtenu des lettres avec la seule clause de légitimation, et dont les descendans jouissent de la noblesse »[563]. Tel fut le cas de Jean de Cardaillac, qui fut institué héritier en 1591 par son oncle Raymond, baron de Sarlabous, qui dans son institution le reconnaissait comme noble, alors même qu'il n'avait pas de clause d'anoblissement dans ses lettres[564]. Par mesure de réciprocité, un enfant naturel de roturier qui serait anobli par le roi serait par ce même acte légitimé selon La Roque, car « la noblesse ne pouvoit être attachée qu'à la condition légitime »[565].

---

[559] *Ibidem*, p. 523.

[560] *Ibidem*, p. 524 : « Mais on a dit que les bâtards sont aussi capables de faire de belles et généreuses actions comme les autres, que ce seroit donc se méprendre contre le propre mérite de la vertu, que de les dire incapables de la noblesse de leurs peres. A quoi l'on peut répondre, que bien que pour les raisons ci-dessus representées, on ne fasse succeder le bâtard en la noblesse de son pere, si est-ce pourtant, que nous ne le tenons pas incapable de recevoir la noblesse du prince pour reconnoissance de sa vertu, et en obtenir lettres en forme de nouvel annoblissement ».

[561] Les bâtards des nobles des anciennes maisons légitimés par le roi et « reconnus et avoués » par leurs parents furent reconnus comme nobles par les rois, d'après La Roque, en France, en Angleterre, en Espagne, en Italie, et en Flandre, « où ces bâtards ont toujours été tenus nobles, et ont avec permission porté le nom et les armes de leur père naturel ». Il cite un très grand nombre d'exemples de ces bâtards de grandes maisons, dont les services « n'ont pas été seulement considérés en leur postérité légitime, mais leurs enfans illégitimes ont encore participé à la gloire de ces héros », prouvant par là que « les bâtards ont toujours eu un rang honorable entre la noblesse, et qu'on leur a conservé la prérogative du nom et des armes des maisons dont ils tirent leur origine » (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 116-120).

[562] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 332.

[563] *Ibidem*, p. 332.

[564] *ADG*, I 699, testament de Raymond de Cardaillac, Bagnères, le 28 octobre 1591 : « noble Jean de Cardeilhac son nepveu, fils naturel dudit feu sieur Corbeiran son frere, legitimé par le roy, et comme tel ledit sieur testateur l'advoue, conformement avec ledit feu sieur Corbeiran son dit frere ».

[565] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 333. Il écrit aussi qu'un « bâtard ne sçauroit être anobli, qu'il ne soit en même tems légitimé » (*ibidem*, p. 67). D'après Renée Barbarin, il faudrait être légitimé avant d'être anobli par lettres ; quant à l'acquisition d'un office, qui pouvait être anoblissant, elle est restée sujet à controverse pour un enfant naturel non légitimé entre les juristes (Barbarin, Renée, La condition juridique du bâtard d'après la jurisprudence du parlement de Paris, du concile de Trente à la Révolution française, *op. cit.*, p. 107-109). D'après une étude sur la robe parisienne à la fin du Moyen Âge, rien n'interdisait à l'enfant naturel d'obtenir un office royal, à la différence des bénéfices qui nécessitaient une dispense (Autrand, Françoise, « Naissance illégitime et service de l'Etat : les enfants naturels dans le milieu de robe parisien, XIVe-XVe siècle », *Revue historique*, PUF, avril-juin 1982, p. 299).

Il est en fait peu probable que tous les bâtards nobles que La Roque cite aient obtenu des lettres de légitimation en bonne et due forme, et Laurent Chevailler note pour la période médiévale que « ces bâtards issus de maisons royales ou seigneuriales, légitimés ou non, ne paraissent pas avoir fait l'objet d'incapacités quelconques »[566]. Thierriat expliquait au début du XVIIe siècle que par « l'usage de France », les bâtards non légitimés étaient nobles, et devaient seulement mettre une barre sur leurs armes[567], dite « barre » ou « brisure » de bâtardise »[568]. Bacquet attestait lui aussi la même « coustume et usance generale de France »[569]. La légitimation était selon lui souhaitable, mais non nécessaire[570]. L'Alouette déplorait d'ailleurs cet usage qui permettait aux bâtards d'être considérés comme nobles, usage dans lequel il voyait une corruption des « bonnes et saintes meurs depuis aucun tems » qui déshonorerait la noblesse, soutenant que « comme de droit ils sont indignes de toute succession, aussi le doivent-ils être de nom, titre, armes et dignitez de la maison »[571]. Les bâtards de la noblesse non légitimés pouvaient ainsi être reconnus comme nobles, alors même qu'ils étaient exclus de la succession familiale.

Comme on l'a vu, les enfants naturels de la noblesse gasconne étaient en règle générale issus de petits seigneurs qui avaient presque tous une progéniture légitime, parfois nombreuse, et ils furent donc mis à l'écart de la maison noble. Il s'agissait généralement d'enfants adultérins, procréés par le seigneur avec une paysanne ou une servante, et selon la jurisprudence du parlement de Toulouse, les enfants adultérins ne pouvaient obtenir qu'une aide alimentaire. Ces fils de petits seigneurs, n'étaient pas considérés comme nobles, si l'on s'appuie sur le fait

[566] Chevailler, Laurent, « Observations sur le droit de bâtardise dans la France coutumière du XIIe au XVe siècle », *op. cit.*, p. 383.
[567] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 16 : « par l'usage de France ils retiennent la noblesse, noms et armes de leurs peres naturels, à la difference d'une barre, traversant du chef du costé droit, qui est la difference d'entre les bastards et les legitimes. […] Et de ce ay-je veu plusieurs jouïr sans contredit en France ».
[568] Le Bret parle d'une « simple diference d'une barre au côté gauche de leur écu » (Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, p. 521). François de L'Alouette donne pour exemple « le comte de Comminges, bastard d'Armaignac », qui « portoit d'argent au lion de gueulles, à la barre de sable audit côté gauche » (Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 44). Il faisait référence à Jean de Lescun, plus connu sous le nom de « bâtard d'Armagnac », favori de Louis XI, mort en 1473.
[569] Bacquet, Jean, Du droit de bastardise, *op. cit.*, p. 766 : « Les enfans bastards de pere noble par luy reconnus, sont reputez nobles, peuvent porter le nom et armes de la maison de leur pere, avec une barre, sont exempts de payer tailles, et jouissent des privileges de noblesse, comme les autres nobles du royaume ; mais ils ne peuvent succeder ». Loyseau, qui écrit après 1600, tournant sur cette question, rapporte cependant l'opinion de nombre de juristes antérieurs comme Guy Pape et Chasseneuz favorables à cette coutume (Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 32). C'était aussi l'opinion de Chérin père, qui après avoir étudié nombre de titres concluait pour cette époque à l'existence d'une « maxime universellement reçue en France », dans un « Mémoire succint sur le rang des enfans naturels des nobles en France, avant 1600 », cité par Chérin fils dans l'Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 431.
[570] Bacquet, Jean, Du droit de bastardise, *op. cit.*, p. 766 : « Et sera bon, non toutesfois necessaire, suivant l'opinion susdite, que le bastard se fasse legitimer par le roy du vivant, ou après le deceds de son pere, et verifier ses lettres de légitimation, et s'il a fait acte dérogeant à noblesse, s'en fasse relever ».
[571] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 44.

que les documents juridiques ne leur attribuaient pas de qualifications nobles. On peut lire dans une enquête de 1551 qu'elle fut faite contre « Rougier de La Tour, fils bastard de noble Gaston de La Tour dit Canonge de Lieus, et aultre Rougier de La Tour, fils bastard de noble Raymond de La Tour seigneur de Lieux »[572]. Autre exemple plus tardif, dans une transaction de 1608, où « noble Rolland de Benquet », fils et héritier de feu « noble George de Benquet, quand vivoict seigneur d'Arblade », transige sur une donation testamentaire de ce dernier en faveur de « Jehannot et Jehan de Benquet ses fils bastards et à Jehanne de Castelnau leur mere »[573]. Quand bien même on aurait reconnu la noblesse à ces bâtards non légitimés, ils n'avaient pas les moyens de vivre noblement, tant aux yeux des autres gentilshommes que des paysans. Leur condition sociale et économique ne leur permettait pas d'être considérés comme nobles et ils étaient promis à une vie difficile. La même absence de qualifications nobles se retrouve dans les testaments où on cite des enfants naturels. A cela une exception, le testament de Jean de Bazillac en 1576, où sont cités « noble Aymeri de Bazillac son fils naturel » et « damoiselle Hélène de Bazillac sa fille naturelle », le troisième, Georges, n'ayant pas de qualification noble, mais cela pouvait s'expliquer par son jeune âge, et il était pris des dispositions pour qu'il s'instruise dans le domaine des lettres ou des armes[574]. Cette exception s'explique par le fait que l'on a affaire ici à une des premières maisons nobles de Bigorre, les barons de Bazillac, qui pouvaient pourvoir à la vie noble de leurs enfants naturels, et d'ailleurs Hélène avait été mariée avec un noble.

Pour conclure, il est certain que les bâtards légitimés de la noblesse gasconne étaient nobles, mais ceux qui n'étaient pas légitimés étaient en général exclus de la noblesse, sinon, selon une opinion rapportée par Bacquet, « pour le regard des bastards qui sont de grandes et illustres maisons *nati ex soluto et soluta*, et vivans noblement »[575]. La « coutume générale » qui reconnaissait la noblesse à tous les bâtards des gentilshommes français devait bénéficier aux enfants naturels des familles de barons et autres grands seigneurs, mais non aux enfants, adultérins ou non, de la petite noblesse, qui étaient moralement déconsidérés, juridiquement exclus de la succession, et finalement mis à l'écart de la maison noble.

[572] *ADG*, I 1984, « Inquisition secrecte faicte par autorité de la court des consuls du lieu de La Tour juges ordinaires par les conseigneurs dudit lieu », avril 1551.
[573] *ADG*, E 19, transaction faite dans la maison noble d'Arblade en Armagnac le 3 décembre 1608.
[574] *ADG*, I 375, testament de Jean de Bazillac, du 15 janvier 1576.
[575] Bacquet, Jean, Du droit de bastardise, *op. cit.*, p. 766.

2) Le statut aux XVIIe et XVIIIe siècles

L'ancienne coutume multipliait trop les nobles d'après La Roque, ce qui motiva, selon lui, un changement de législation, réclamé lors des Etats généraux de 1614. En réalité, la noblesse ne demandait pas leur rejet hors du second ordre, mais seulement qu'ils soient nettement distingués de la filiation légitime afin de protéger la maison, par le port de la brisure sur leurs armes, et du nom de la mère, ou qu'il soit précisé après leur nom « bastard de telle maison »[576]. Le changement du droit concernant le statut des bâtards est surtout dû à ce que le roi entreprit de réguler la noblesse, avec une motivation financière évidente. C'est l'édit sur les tailles de mars 1600 qui posa de façon claire et définitive le statut personnel des enfants naturels légitimés ou non. Dans son article 26, il édictait que les bâtards de père noble ne seraient gentilshommes que s'ils obtenaient des lettres d'anoblissement « sur quelque grande considération de leurs mérites ou de leurs pères, vérifiées où il appartient »[577], disposition reprise à l'identique par l'article 5 de l'édit sur les tailles de janvier 1634[578]. Le principe fut aussi proclamé par l'article 197 de l'ordonnance de janvier 1629, qui déclarait que, s'il n'y avait pas d'anoblissement, « ne seront tenus pour nobles les bastards des gentilshommes »[579]. A partir de ce changement dans la législation, l'enfant naturel même légitimé ne fut donc plus noble, sauf à remplir les conditions requises par la législation[580]. Les lettres d'anoblissement étaient en général concédées par les même lettres patentes que les lettres de légitimation, lettres patentes qui reprenaient la forme tant des lettres d'anoblissement que des lettres de légitimation[581].

---

[576] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, p. 191, cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614.

[577] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XV, « Edit portant règlement général sur les tailles, sur les usurpations du titre de noblesse, les bâtards, la rescision des ventes de biens communaux et usagers », Paris, mars 1600, art. 26 : « Pour le regard des bâtards, encores qu'ils soient issus de pères nobles, ne se pourront attribuer le tiltre et qualité de gentilhomme, s'ils n'obtiennent nos lettres d'ennoblissement, fondées sur quelque grande considération de leurs mérites ou de leurs pères, vérifiées où il appartient ».

[578] *Ibidem*, Tome XVI, édit donné à Paris, janvier 1634 : art. 5 : « Les bâtards, quoiqu'ils soient issus de pères nobles, ne se pourront attribuer le titre et qualité de gentilshommes, s'ils n'obtiennent nos lettres d'annoblissement, aussi fondées sur quelques grandes considérations de leurs mérites, vérifiées en nos cours des Aydes, nosdits procureurs généraux ouïs ; et les habitans et procureurs syndics de la paroisse de leur demeure appellez et indemnisez : autrement seront lesdits bâtards, leurs veuves et enfans imposez aux tailles ».

[579] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 197.

[580] Comme la loi est générale, La Roque ne distingue plus entre le bâtard de l'anobli et celui de « l'ancien gentilhomme », qui « s'il n'a des lettres patentes du roi vérifiées, avec toutes les circonstances requises », n'est plus tenu pour noble (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 121).

[581] On peut trouver un exemplaire de « lettres de légitimation et anoblissement » dans Les œuvres de maistre Jean Bacquet, Paris, 1688, p. 792.

Ce changement de législation paraissait particulièrement dur, car allant à l'encontre de l'histoire et des mœurs de la noblesse qui se montrèrent souvent favorables aux bâtards nobles, surtout dans la haute et moyenne noblesse. Loyseau en particulier, le jugeant excessif, proposait une interprétation souple en faveur des enfants de la haute noblesse, mais cette opinion allait à l'encontre de la lettre des textes qui était générale[582]. Si l'on en croit la doctrine cependant, la noblesse des enfants naturels des rois et des princes était en fait assurée, mais même pour eux il valait mieux obtenir au moins des lettres de légitimation[583]. *In fine* à partir du début du XVIIe siècle, la maxime générale en la matière était que « les bâtards des roys sont princes, que les bâtards des princes sont gentilshommes, et que ceux des gentilshommes sont roturiers »[584].

Précisons que la condition de l'enfant naturel noble légitimé par lettres et désormais anobli était la même que celle du noble d'extraction ; il jouissait des mêmes privilèges. Mais l'article 197 de l'ordonnance de 1629 faisait de la « barre de bâtardise » une règle légale : les bâtards anoblis et leurs descendants étaient obligés de porter sur leurs armoiries « une barre qui les distingue d'avec les légitimes »[585]. Le bâtard n'était « point capable des pleines armes »[586]. Il devait porter une « barre de bâtardise », barre transversale qui allait de gauche à droite de

[582] Son raisonnement, purement doctrinal, était qu'il fallait « restraindre selon les termes cette rigoureuse ordonnance », comme contraire à « l'ancienne coustume de France, attestée par tous nos docteurs ». En effet, puisque l'ordonnance ne parlait selon lui que des « gentilshommes », il ne faudrait pas l'étendre aux « bastards seigneurs, parce que cette derniere raison n'a lieu à leur égard ; mais les enfans de ceux de la haute noblesse n'ont pas besoin de prouver que leur ayeul ait esté noble, aussi qu'on observe notoirement encore à present, que les bastards des seigneurs portent les armes des maisons de leur pere, sans autre distinction, sinon de la barre gauchere, et qui voudroit dire que le bastard d'un grand seigneur deust payer la taille ? ». Il proposait donc pour compenser la rigueur de cette loi une solution, qu'il jugeait équitable, lue « quelque part » : « à sçavoir que n'estant raisonnable que les bastards soient en pareille dignité et degré d'honneur que les enfans legitimes, ils doivent toujours estre mis d'un degré plus bas qu'eux. De sorte que les bastards des rois sont princes, ceux des princes sont seigneurs, ceux des seigneurs sont gentilshommes, et ceux des gentilshommes sont roturiers, afin que le concubinage n'ait autant d'honneur que le loyal mariage » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 32). Une même distinction a pu être faite par Le Bret en faveur des princes et des enfants naturels « des grandes et illustres maisons, dont la noblesse est connue de tout le monde, de façon que l'on peut tenir pour maxime generale que les bâtards des rois sont princes, que ceux des princes sont seigneurs, que ceux des seigneurs sont gentilshommes, et que ceux des gentilshommes sont roturiers, s'ils ne sont legitimés et anoblis par le roi » (Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, p. 71). Mais la distinction entre gentilshommes et haute noblesse n'était pas juridiquement établie par la loi, la coutume, ou la jurisprudence, ni en matière de noblesse, ni en matière de bâtardise.

[583] « Les bâtards des rois sont princes, et les bâtards des princes sont gentilshommes » écrit Denisart, mais il ajoute cependant qu'il leur est nécessaire d'être légitimés pour assurer leur état (Denisart, Jean-Baptiste, *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*, septième édition, Paris, 1771, tome I, p. 297, entrée « bâtards »). Pothier précise qu'il faut qu'ils soient reconnus, et que les princes seraient uniquement les princes du sang ou légitimés (Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 565).

[584] Hubert, Robert, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 117.

[585] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 197 : « Ne seront tenus pour nobles les bastards des gentilshommes, et en cas qu'ils ayent esté annoblis par les Roys nos predecesseurs, ou par nous, eux et leurs descendans seront tenus de porter en leurs armes une barre qui les distingue d'avec les légitimes, et ne pourront prendre les noms des familles dont ils seront issus sinon du consantement de ceux quy y ont interest ».

[586] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 328.

l'écu, marque qu'ils devraient « continuer de même que leur postérité, à peine d'usurpation »[587]. Si ce n'est cette brisure héraldique, l'enfant naturel légitimé n'avait pas une condition juridique différente de celle du noble de naissance légitime. Ce n'est que dans les mœurs qu'il était moins considéré, mais la descendance par une union de « la main gauche » de la haute noblesse conserva jusqu'à la fin de l'Ancien régime un grand prestige[588].

Lors de la seconde recherche des usurpateurs, un seul noble gascon se risqua à avancer des lettres de légitimation : Alexandre de Verdelin, seigneur de Montégut en Comminges[589]. Il s'agissait de lettres de légitimation de juin 1561 accordées à Jean et Jacques de Verdelin, fils naturels de Guillaume Verdelin, « prestre de noble et ancienne maison », et de Domenge Duplais pour Jean, et de Marguerite de Poys pour Jacques. Elles portaient qu'ils jouiraient de « toutes preminences, prerogatives, franchises, privileges et libertés de noblesse, dont les legitimes nez et nobles avoint accoutumé de jouir, en payant finances modérées »[590]. Le préposé à la recherche ne manqua pas de s'opposer à sa production, avançant qu'il fallait une clause expresse d'anoblissement, s'appuyant non sur l'opinion de Cardin Le Bret, mais sur une application rétroactive de la législation faite au début du XVIIe siècle, et sur l'argument que « la noblesse n'est donnée qu'à Jean, non à ses enfans, et ne peut profiter à ses successeurs »[591]. L'intendant le maintint dans sa noblesse nonobstant ces contredits. On remarquera par la même occasion que des bâtards d'ecclésiastiques légitimés avant 1600 purent donc être reconnus nobles, et même être maintenus lors des recherches des usurpateurs.

Nous n'avons pas trouvé d'enfants illégitimes de la noblesse qui obtinrent des lettres de légitimation ni d'anoblissement après 1600, et il est vrai que leur nombre dans les testaments

---

[587] *Ibidem*, p. 332.

[588] Barbarin, Renée, La condition juridique du batard d'après la jurisprudence du parlement de Paris, du concile de Trente à la Révolution française, *op. cit.*, p. 80 et p. 104.

[589] Si certaines familles ayant eu recours à la légitimation s'étaient éteintes, d'autres purent se contenter de remonter leur filiation sans alléguer des lettres qui ne pouvaient que fragiliser leur production. L'opprobre qui frappait les enfants naturels, accusée avec le changement de mœurs, ne devait pas inciter à faire état de cette origine pour qui pouvait la dissimuler.

[590] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1301, ordonnance de maintenue d'Alexandre de Verdelin par l'intendant, à Montauban, le 2 juin 1701.

[591] *ADTG*, C 97 : « Il falloit clause d'annoblissement. En tous cas la noblesse n'est donnée qu'à Jean, non à ses enfans, et ne peut profiter à ses successeurs. Dans les 13e, 14e, et 15e siècles, les bastards des gentilshommes légitimés ont toujours été regardés comme nobles et ont jouy des privilèges de noblesse. Il y en a même des exemples dans le 16e siècle, de 1540 et 1557. On cite même dans cette espèce un arrest de la cour des aydes de Paris de 1497 qui attribue aux bastards des gentilshommes l'exemption de la taille. On faisoit alors cette différence que le privilège de noblesse a été accordé aux bastards des gentilshommes de race et non à ceux des anoblis. Mais depuis le règlement des tailles fait en 1600, confirmé par l'ordonnance de 1629, on ne tient point pour noble un bastard d'un ancien gentilhomme si les lettres de légitimation ne contiennent la clause expresse de l'annoblissement. Il y a pourtant des condamnations rendues contre des bastards de gentilshommes légitimés dans le dernier siècle ».

eut tendance à se réduire puis à disparaître sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV[592]. Au reste, la législation fut bien respectée : Marcel Aimé a donné des exemples prouvant que les bâtards des nobles légitimés et non anoblis furent bien condamnés après 1600 en Bourgogne[593]. De même en Provence, lors de la première recherche des usurpateurs, il fut jugé que les bâtards n'étaient pas nobles, « quoy que legitimés par lettres du prince »[594]. La naissance illégitime ne fut donc, pour l'essentiel, une voie d'entrée dans la noblesse que jusqu'à la fin du XVIe siècle, tournant à partir duquel elle n'était plus qu'une voie théorique qui n'était guère empruntée, à cause du changement du droit et des mœurs.

Section 2) Le mariage

Avant de voir les conséquences du mariage sur le statut personnel de la femme, il nous faut étudier l'homogamie nobiliaire et ses causes, afin de pouvoir apprécier l'importance réelle, sur le plan quantitatif, des changements occasionnés par le mariage sur le statut personnel de la femme.

[592] Non pas qu'ils aient forcément disparu dans les faits, mais bien dans nos sources, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'au XVIIIe siècle les pères, afin de protéger « l'honneur de la famille », ne reconnaissaient plus leurs enfants naturels, qui devaient d'ailleurs prendre de plus en plus souvent le nom de leur mère, quand ils n'étaient pas abandonnés (Lefebvre-Teillard, Anne, Le nom, droit et histoire, *op. cit.*, p. 60 et suiv.).

[593] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 189.

[594] La rigueur à l'encontre des enfants naturels y fut d'autant plus exemplaire que même pour des lettres de légitimation qui exemptaient du droit de franc-fief et pouvaient être prises pour un anoblissement tacite ou une confirmation de noblesse, la maintenue de noblesse fut refusée (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 105-106).

I) L'homogamie nobiliaire

Le mariage sous l'Ancien Régime était d'abord un sacrement. C'était aussi en droit un contrat. Dans les mœurs, c'était un « établissement ». Montaigne analysait qu' « on ne se marie pas pour soy, quoy qu'on die ; on se marie autant, ou plus, pour sa postérité, pour sa famille ; l'usage et l'interest du mariage touche nostre race, bien loing par-delà nous »[595]. C'était donc un élément clef non seulement pour la perpétuation du nom, mais aussi pour l'accroissement de la maison. Le contrat de mariage était un véritable « pacte de famille » dans lequel étaient prévus les rapports entre époux, le sort des parents, des conjoints survivants, parfois aussi la succession, et le sort de la fratrie. En Gascogne, par le régime dotal, il était prévu que l'épouse apportait une dot à l'époux. Le montant de la dot était donc crucial, et plus elle était importante, plus le nombre de prétendants serait grand. Mieux, lorsque la fille était la seule héritière, elle devenait extrêmement courtisée. Pour autant, la fortune n'était pas tout. La beauté, la santé, le caractère, les mœurs, la piété, d'autres critères encore pouvaient jouer[596]. Mais il en est un seul qui nous importe vraiment ici, c'est « l'alliance ». Car dans la noblesse on prenait aussi en compte le rang de l'épouse, la noblesse de sa famille. Il nous faut donc expliciter ce que représentait « l'alliance » dans la noblesse et étudier les causes de l'homogamie nobiliaire. Puis

[595] Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, Livre III, Chapitre V, p. 538.

[596] Voici la réponse de Jean-Bernard de Comminges sur un parti qu'on lui proposait, qui nous montre bien l'importance primordiale de la fortune, et en même temps que ce n'était pas le seul critère pris en compte : « je crois que je ne puis jamais espérer de retrouver un tel parti, si jamais il me prenoit envie de m'établir, tant pour le bien, que pour le caractère et la façon de vivre de la demoiselle. Elle a toujours été élevée je crois fort simplement, n'a jamais connu le luxse ni les grands plaisirs, ce qui fait qu'elle s'accoutumeroit je pense aisément à vivre tranquilement à la campagne, et qu'elle te tiendroit lieu d'une seconde seur, c'est ce que je désirerois le plus si cette affaire avait lieu. […] Voici, chère sœur, que je désire scavoir et sur quoi je me décideray, et non pas sur de son dit, je te prie de t'informer par des voies bien directes du bien paternel et maternel de la demoiselle, si c'est un bien à fonds ou en argent placé, si les espérances qu'elle a de ses parents sont de même en fonds de terre ou en argent, et si on les assurera lors de la passation d'un contrat de mariage, ce qu'on donnera en jouissance à la demoiselle, lorsqu'on se décidera à la marier, et s'il y aura de l'argent comptant, des réserves que madame sa mère voudra se faire tant sur ces biens que sur ceus de son marry, en supposant qu'elle en soit héritière. Il faudroit encore scavoir si dans le nombre des successions quelle pourroit espérer d'avoir, il ni auroit pas quelque supstitution après sa mort, et enfin quels sont les avantages que la demoiselle poura faire à son futur lors de la passation d'un contrat de mariage, en supposant qu'elle vint à décéder avant lui et sans postérité, voilà je croy tous les points desquels il est intéressant que nous soyons instruits avant que de donner notre parole. […] Qu'on ne puisse pas croire que c'est à la fortune seule que nous en voulons ». On ne sait pas si elle est noble, mais il se dit très honoré de cette union, s'enquiert de sa figure, quoiqu'il assure n'en avoir cure (il ne l'a jamais vue !), de ses mœurs, de son caractère, et de son éducation (*ADHG*, 35 J 14, lettre de Jean-Bernard de Comminges à sa sœur Marthe, Rouen, 16 septembre 1779).

nous verrons que les enquêtes pour les dispenses de mariage fournissent un bon témoignage de l'acceptation de cette homogamie nobiliaire, y compris par l'Eglise. Ensuite, il nous faudra voir si les parents avaient les moyens juridiques de contraindre leurs enfants de ne pas se « mésallier ».

A) « L'alliance » noble

L' « alliance » pouvait désigner la liaison entre deux familles par le biais du mariage. Mais le terme était plus particulièrement employé pour désigner les unions entre des maisons nobles. Les mémoires et la correspondance matrimoniale des nobles témoignent de la volonté des nobles de se marier au sein du second ordre. Dans une lettre de 1701 de François de Sarraméa à son père au sujet de l'établissement de ses sœurs, il déplorait que « pour le mariage, il sera difficille de trouver des gentilshommes »[597]. Le marquis de Franclieu, lorsqu'il se maria en 1720, fut prévenu qu'une demoiselle rencontrée à Bagnères lui reprochait de lui avoir fait une promesse de mariage, ce à quoi il rétorqua que « ni sa conduite », « ni sa naissance », ne lui avaient permis d'envisager un seul instant cette hypothèse[598]. En 1778, l'abbé de Béon écrivant au seigneur de Juncet qu'il avait été proposé pour épouser une riche héritière d'un gentilhomme, l'assurait que son parti avait été très bien accueilli et qu'on le préfèrerait « à quelqu'un qui n'auroit pas du cotté de la façon de penser et de la naissance les mêmes avantages, et qui auroit beaucoup plus de bien »[599]. Déçu par le parti que sa sœur lui proposait pour sa fille, un gentilhomme d'Albret écrivait en 1779 qu'il ne pouvait l'accepter, mais que si elle trouvait « un honnête homme avec un nom, je seray fort traitable pour le reste »[600]. On voit que les témoignages de cette disposition d'esprit ne sont pas rares.

Ces unions intra-nobiliaires étaient-elles majoritaires en Gascogne orientale ? Très largement. Pour se faire un ordre d'idée nous avons relevé la condition des époux dans tous les contrats ou « articles » de mariage trouvés, au cours de nos recherches, entre le milieu du XVIe

[597] Lettre de François de Sarraméa à monsieur de Sarraméa son père, Guèldres, 18 juillet 1701 (Lettres d'un cadet de Gascogne sous Louis XIV, *op. cit.*, p. 34).
[598] Franclieu, Charles de, Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745), *op. cit.*, p. 136.
[599] Fonds Beaulieu, lettre de l'abbé de Béon à monsieur de Lamezan, juillet 1778.
[600] Fonds Cahuzac sur Adour, lettre du baron de Trenquelléon à sa sœur, Nérac, 3 avril 1779.

siècle et la Révolution française[601]. Sur 356 contrats de mariage, 286 étaient conclus entre deux familles nobles (80,3 %). Malheureusement notre échantillon est mal réparti, surtout à cause des aléas de la conservation, avec un nombre plus important de contrats pour le XVIIe siècle[602]. Cependant on peut estimer qu'il y eut une progression des unions inter-ordres, dont le taux passa de 3,6 % au XVIe siècle à 22,8 % au XVIIe siècle, avant d'atteindre 27, 6 % au XVIIIe siècle[603]. Au sein des 70 unions inter-ordres, dans 68, 6 % des cas c'était le mari qui était noble, et dans 31,4 % c'était l'épouse[604]. Cette proportion d'épouses non-nobles mariées dans la noblesse paraît étonnante mais elle est à relativiser. Pour rassembler un échantillon conséquent d'unions nobiliaires nous avons eu principalement recours aux fonds d'archives nobiliaires : or ceux-ci concernent principalement le patrilignage. Le contrat de mariage de l'homme était précieusement conservé, surtout quand il avait fait souche, mais celui de la fille, sœur ou tante, qui ne recevait que la légitime, et dont on n'était pas très fier de la mésalliance, ne devait pas bénéficier des mêmes égards. On peut donc conjecturer qu'en réalité la proportion d'unions entre une noble et un roturier était plus forte que ne la laissent penser nos statistiques. En somme, ces chiffres, forcément partiels, montrent que les unions inter-ordres étaient très minoritaires, mais existaient bel et bien, et qu'elles connurent une nette progression.

A-t-on observé une variation géographique ? Une seule nous a paru significative : celle qui distingue le Lavedan, dans les Pyrénées, du reste de la Gascogne orientale[605]. Les unions inter-ordres y étaient plus abondantes. Comment expliquer le plus grand nombre d'alliances entre nobles et non nobles en Lavedan ? La noblesse lavedanaise, hormis la famille du vicomte, était une noblesse pauvre, à l'horizon social limité, résidant dans des vallées enclavées, et nous avons dû recourir aux minutes notariales pour les atteindre. Mais là n'est pas l'essentiel. La réponse est très probablement liée à la spécificité de la coutume successorale qui régissait cette contrée. L'aînesse intégrale sans discrimination de sexe appliquée invariablement dans les familles roturières faisait que de nombreuses héritières se trouvaient sur le marché

[601] Pour un tel calcul, l'usage des généalogies nobles est à proscrire, puisqu'elles privilégient les unions des hommes sur celles des femmes, les mariages des aînés sur ceux des cadets, et ont tendance à maquiller ou occulter les « mésalliances ». Seuls les actes de droit privé peuvent être considérés comme fiables. Voir la liste des contrats de mariage de la noblesse gasconne dans l'Annexe 4, p. 1065.
[602] Sur 356 mariages, 82 remontent au XVIe siècle, 180 au XVIIe siècle, et 94 au XVIIIe siècle.
[603] On dénombre 79 unions intra-nobiliaires et 3 extra-nobiliaires au XVIe siècle, 139 intra-nobiliaires et 41 extra-nobiliaires au XVIIe siècle, et enfin 68 intra-nobiliaires et 26 extra-nobiliaires au XVIIIe siècle.
[604] Dans 48 unions seul le mari était noble, dans 22 unions seule l'épouse était noble.
[605] Le Lavedan comprenait 7 vallées : Batsoriguère, L'Estrèm de Castelloubon, l'Estrèm de Salles, le Val d'Azun, le Davantaigues, la Rivière de Saint-Savin, et la vallée de Barèges. La coutume s'appliquait aussi dans le pays de Rivière-Ousse près de Lourdes.

matrimonial[606]. Les riches héritières de la bourgeoisie étaient une cible de choix pour les nobles lavedanais, souvent chargés d'une famille nombreuse et dépourvus de fortune, qui visiblement n'hésitaient pas à contracter avec des non nobles[607]. Cette exception n'en demeure pas moins limitée, car très réduite géographiquement, et les alliances intra-nobiliaires y restèrent quand même nombreuses. Pour les XVIe et XVIIe siècles, le nombre d'unions inter-ordres y était de 61,9 % (13/21), et pour le XVIIIe siècle de 54,5 % (6/11). Or si on calcule le taux d'unions inter-ordres pour le reste de la Gascogne orientale hormis le Lavedan, on tombe à 12,8 % (31/241) d'unions intra-nobiliaires pour les XVIe et XVIIe siècles, et 24,1 % (20/83) pour le XVIIIe siècle. Mis à part le Lavedan, les unions inter-ordres ne dépassaient plus que de peu le dixième jusqu'à la fin du XVIIe siècle, et ne représentaient qu'à peine un quart des unions où un ou une noble était partie au XVIIIe siècle.

Cette rareté de la mésalliance n'était pas une spécificité de la Gascogne orientale. Jean-Marie Constant estime que pour le XVIe et le XVIIe siècle, les mésalliances étaient fort rares en Beauce, leur proportion tournant autour de 1%, mais atteignant 15% à la fin du XVIIe siècle à cause de la crise économique[608]. Quoique probablement plus nombreuses ailleurs en France, leur proportion restait très minoritaire[609]. Elles étaient aussi exceptionnelles au-delà des Pyrénées[610]. Leur nombre aurait cependant augmenté de façon générale au XVIIIe siècle[611]. C'est du moins ce que croyaient les chevaliers de Malte. Le chapitre de la langue de France proposa en 1768 aux langues de Provence et d'Auvergne de réduire le nombre de quartiers à prouver du côté maternel à cause de la multiplicité des mésalliances, qui était vue comme un phénomène nouveau : « il est certain que les changements des mœurs, et des usages, en a aporté de très considérables dans nos preuves, les mésalliances que quelques personnes disent être de tems en tems utiles pour la conservation des anciennes familles, sont regardées par d'autres

[606] Sur cette coutume, voir Zink, Anne, *L'héritier de la maison. Géographie coutumière du Sud-Ouest de la France sous l'Ancien Régime*, Éditions de l'École des Hautes études en sciences sociales, Paris, 1993 ; Poumarède, Jacques, « Les coutumes successorales dans les Pyrénées au Moyen Âge », dans *Revue de Pau et du Béarn*, Imprimeries de Navarre, Pau, 1974, n° 2 ; Poumarède, Jacques, *Les successions dans le sud-ouest de la France au Moyen Âge*, Publications de l'Université des sciences sociales de Toulouse, PUF, 1972.

[607] Et effectivement sur 19 alliances inter-ordres relevées en Lavedan, dans 5 cas seulement c'était l'épouse qui était noble, alors que dans 14 c'était un noble qui épousait une roturière (73,7 %).

[608] Constant, Jean-Marie, La noblesse française aux XVIe-XVIIe siècles, *op. cit.*, p. 136.

[609] Nassiet, Michel, Parenté, noblesse et Etats dynastiques, (XVe-XVIe siècles), *op. cit.*, p. 149 et p. 165.

[610] Bennassar, Bartolomé, « Etre noble en Espagne. Contribution à l'étude des comportements de longue durée », dans *Histoire économique du monde méditerranéen, 1450-1650. Mélanges en l'honneur de Fernand Braudel*, 1973, p. 98.

[611] C'est ce que suppose Guy Chaussinand-Nogaret, mais il reconnait lui-même, dans la conclusion de son chapitre sur les alliances, que son constat est surtout valable pour la haute noblesse, c'est-à-dire la noblesse de cour, qui correspond en fait à une petite minorité de nobles (Chaussinand-Nogaret, Guy, La noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux Lumières, *op. cit.*, p. 177).

comme indispensables, presque à chaque génération »[612]. Pour la Gascogne orientale en effet, on remarque un changement significatif, mais même alors, la proportion des « mésalliances » dépassa à peine le quart des mariages. Il nous reste à expliquer cette homogamie nobiliaire.

La noblesse se transmettait par les mâles dans les contrées étudiées. Le décompte de la noblesse se faisait en degrés, en remontant en ligne directe l'ascendance masculine du père, et non en quartiers comme en Allemagne, où l'on tenait compte de la noblesse des femmes. L'alliance avec une roturière ne devrait donc pas en théorie causer de préjudice au lignage noble. D'ailleurs, épouser une roturière bien dotée pourrait être l'occasion de « redorer son blason », et être bien plus favorable que l'union avec une fille noble qui pâtirait d'une succession qui favorisait l'aîné des mâles et qui ne lui laisserait que la portion congrue. Il est vrai que l'essentiel de la fortune foncière, en particulier les seigneuries, restait aux mains des nobles en Gascogne orientale, comme on peut le voir avec les rôles des assemblées pour l'élection aux Etats généraux. Mais le critère économique est insuffisant et l'argument juridique en partie inopérant pour comprendre la très forte homogamie nobiliaire.

Le motif principal qui explique l'union presque exclusive des nobles dans leur ordre est que le mariage était compris comme une « alliance » qui devait permettre de maintenir socialement la noblesse de la maison, voire d'en rehausser le prestige. L'union avec une noble n'était pas indifférente. Elle augmentait, dans les mentalités, la noblesse de la maison. La Roque l'exprimait clairement en intitulant le 15e chapitre de son *Traité* : « Que la noblesse paternelle est plus éclatante quand elle est jointe à la maternelle »[613]. Pour le justifier il rapportait maints exemples tirés de l'histoire antique et des peuples étrangers. On connait la propension de cet auteur à épouser les préjugés nobiliaires, mais on retrouve la même idée un siècle plus tard dans l'*Encyclopédie*, dans laquelle on peut lire que lorsque la noblesse maternelle concourt avec celle du père, « elle donne plus de lustre à la noblesse des enfans et la rend plus parfaite »[614].

Les généalogies nobiliaires gasconnes confirment ce préjugé favorable à l'alliance noble par la mise en valeur de ces unions. L'abbé Vergès plaçait la famille de Béon « au rang des plus grandes maisons du Royaume », grâce à son ancienneté, ses services militaires, ses possessions, et aussi place où « les grandes alliances qu'elle a contractées, soit en recevant ou en donnant des filles en mariage, la mettent à juste titre »[615]. Celle d'Antin serait également une des plus

[612] *ADHG*, H 202, extrait des registres de la langue de Provence du 7 mai 1768.
[613] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 35.
[614] Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, *op. cit.*, tome XXIII, entrée « noblesse maternelle ».
[615] *ADG*, I Suppl 69, généalogie de la famille de Béon de la main de l'abbé Vergès.

considérables pour les mêmes raisons, dont « ses grandes alliances »[616]. D'après la généalogie imprimée de la maison de Gestas, les « alliances, toujours nobles, avec les principales maisons du pays, comme celles de Comminges, de Vize-Saint-Elix, de La Tour, de Mauléon, de Noé, de Foix, de Montpezat, d'Ercé, de Castillon, la Roque d'Ourdan, d'Espagne de Ramefort, de Benque, de Casteras, de Pins, de Choisy, de Vignacourt, etc… », contribueraient à lui donner un rang élevé dans la noblesse[617]. Le même préjugé se retrouve dans d'autres sources. D'après un ouvrage sur un évêque de Rieux issu de la maison de Pins, la distinction de cette famille viendrait de « l'ancienneté, l'éclat et les alliances »[618]. L'usage étant de faire un « éloge » dans le plaidoyer de réception du sénéchal dans sa charge, l'abbé Vergès écrivait à Jean-Auguste d'Angos, qui avait obtenu ses provisions en 1786, qu'il retracerait « l'ancienneté, les services et aliances de votre maison », et qu'il lui enverrait[619]. Les alliances dans la noblesse étaient donc importantes, mais comme le montrent les sources que nous avons rapportées, elles étaient surtout intéressantes quand elles avaient été contractées avec les familles des premières maisons nobles de la province. Mirabeau père, qui avait acheté en 1752 le duché de Roquelaure en Armagnac, remarquait lui-même, à propos d'un gentilhomme qui prétendait avoir une alliance avec la maison de Roquelaure, que « tous les gascons » feraient de même « avec les gens illustres de leur pays »[620]. La noblesse plus ou moins grande de la maison pouvait s'avérer décisive au moment où on réfléchissait sur le parti de mariage envisagé. Monsieur de Gontaut-St-Geniès écrivait à son cousin Armand en 1546 qu'il pourrait marier sa fille avec le seigneur de Léran, dont il remarquait, entre autres considérations, que « quant à sa maison elle est ancienne, descendue de Mirepoix, et en porte le nom de Levis », et serait « aussi ancienne et honnorable que la maison de Montaut »[621]. Deux siècles plus tard, le paléographe Larcher, ayant appris que le baron de Gonnès pensait épouser une fille de Caubous, écrivait au comte de Castelbajac afin que, s'il en trouvait l'occasion, il l'informât qu'il avait découvert des preuves « que cette maison est meilleure qu'on ne pense en Bigorre »[622]. La maison serait plus ancienne qu'on ne le croyait jusque-là, et son avis pourrait engager à unir les deux familles.

A contrario, une alliance avec une roturière pourrait ternir la noblesse de la maison. Nous avons déjà vu que les alliances venaient agrémenter les généalogies des familles nobles.

---

[616] *ADG*, I Suppl 13, généalogie de la maison d'Antin.
[617] *ADHP*, 65 J 403, « Généalogie de la maison de Gestas », Imprimerie de Prault, Paris, 1780.
[618] Charron, Etienne-Léonard, Mémoires pour servir à l'éloge historique de Jean de Pins, *op. cit.*, p. 1.
[619] *ADHP*, 65 J 38, lettre de l'abbé Vergès, Paris, 23 février 1787.
[620] Cité par Carsalade Du Pont, « Le duc de Roquelaure et la construction du château du Rieutort », dans *Revue de Gascogne*, tome 34, Auch, 1893, p. 79.
[621] *ADG*, I 1570, lettre de monsieur de Gontaut-St-Geniès à monsieur de Biron, Toulouse, 26 juillet 1546.
[622] *ADHP*, 44 J 5, lettre de Larcher au comte de Castelbajac, S. d., milieu XVIIIe siècle.

Certaines généalogies, à défaut de « grandes alliances », se contentaient de relever qu'elles n'avaient pas eu de mésalliance car, autant l'alliance relevait la noblesse, autant la mésalliance la rabaissait[623]. Le préjugé attaché à la race n'était pas étranger au mépris dans lequel était tenue l'alliance roturière. Pour certains, le sang noble serait un sang pur qui eut été vicié par l'union au sang roturier. Loyseau écrivait par exemple que « la noblesse de celuy qui est issu de pere et mere nobles est reputée plus pure, pour n'estre souillée du mélange de sang roturier »[624]. Et La Roque de surenchérir en écrivant que « le mélange du sang roturier laisse toujours des taches dans une famille noble »[625]. Il semble ne pas pousser plus loin la dépréciation du sang roturier, et se contente de recourir sur le fond à la « raison naturelle » selon laquelle « les enfans prennent les inclinations et les mœurs de ceux qui les produisent, et qu'ils participent d'ordinaire à leurs bonnes qualités, si l'on en croit Horace, *fortes creantur fortibus* »[626]. Mais au chapitre suivant (XVI), il ajoute que les femmes contribueraient à la « génération », et que le « sang des mères » aurait son importance. Une partie des nobles devait attacher du crédit à ce mépris du sang des non nobles. Ainsi s'expliquerait cette singulière disposition contenue dans le cahier de doléances de la noblesse de 1588, selon laquelle les anoblis et leurs descendants ne pourraient plus prendre la qualification d'écuyer, ni tenir le « rang de gentilshommes », tant qu'ils ne seraient pas alliés « par trois générations directes avec gentilles femmes de nom et armes, pour faire la quatrième »[627]. Comme si seul le sang des nobles pouvait vraiment les anoblir…

Pourtant, il faut bien reconnaître que nous avons trouvé peu de traces de cette crainte du sang « impur » des roturiers en Gascogne orientale. Cette conception dénigrante n'est quasiment pas exprimée en Gascogne, si ce n'est de façon implicite dans quelques généalogies, comme dans celle de la maison de Sariac où on peut lire que cette famille était singulièrement distinguée, en particulier par « ses alliances toujours pures, et avec la principale noblesse de la province »[628]. Elle ne doit cependant pas être ignorée, puisqu'on la retrouve même sous la plume du cardinal de Bernis, grand ministre et homme de lettres d'origine vivaroise, qui vilipendait sévèrement les mésalliances de la haute noblesse dans ses *Mémoires* (« quel

[623] A quelqu'un qui lui demandait un mémoire sur la notabilité de sa famille, le sieur de Juncet envoie un petit « Mémoire en abrégé des faits notables » montrant la distinction de sa famille, qui termine en relevant que « il n'y a pas eu de mézaliance dans la maison de Lamezan » (Fonds Beaulieu, minute de réponse de monsieur de Lamezan de Juncet à monsieur de Gavarret de Rouaix, 1779).
[624] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 32.
[625] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 35.
[626] *Ibidem*, p. 38.
[627] Cahier général de la noblesse aux Etats généraux de Blois de 1588, art. 144 (Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 3e, p. 135). Le sang maternel devait apporter une maturation de la noblesse de l'anobli (Jouanna, Arlette, « Perception et appréciation de l'anoblissement dans la France du XVIe siècle et du début du XVIIe siècle », *op. cit.*, p. 14).
[628] *ADG*, I Suppl 504, généalogie de la famille de Sariac, XVIIIe siècle.

changement funeste ce mélange impur du sang noble et roturier n'a-t-il pas déjà fait dans nos mœurs ! »), tout en se gargarisant de celles de sa famille, qui aurait « un avantage considérable, c'est de n'avoir jamais altéré par aucune mauvaise alliance la pureté de son origine »[629]. Toujours est-il que ce soit à cause du sang, du statut, ou même de la profession des parents, dont certaines faisaient déroger à la noblesse et par conséquent ne devaient pas être associées à la maison avec plaisir, certaines unions ne pouvaient être envisagées par les nobles, sous peine de voir leur noblesse rabaissée. A son frère qui voulait se marier avec une personne qu'il jugeait particulièrement indigne, Alexandre de Fosseries adressait une mise en garde, non seulement sur son intérêt, mais aussi sur la honte qui allait le submerger : « honteux, désespéré de votre fatale victoire, dès que vous n'aurés plus personne à combattre ce sera vous, qui vous élèverés contre vous-même et qui vous livrerés la plus cruele de toutes les guerres. […] Vous vous reprocherez avec la dernière sévérité ce qu'on n'oseroit vous reprocher, d'estre le seul de votre famille qui ait fait une alience, non seulement indigne de luy, mais indigne du dernier des hommes »[630].

Les bourgeois qui voulaient marier une fille à un noble qui ne serait pas misérable se devaient d'avoir bien de la fortune pour la doter richement, ou qu'elle soit leur fille unique et héritière. On considère que les filles nobles, lorsqu'elles n'étaient pas seules héritières, étaient plus souvent soumises à des mariages hypogamiques avec des non nobles, quoique ce ne soit pas corroboré en Gascogne orientale, et même peut-être inexact[631]. Ce n'était pas à elles qu'incombait la mission de perpétuer la maison. Leur père pouvait espérer qu'un non-noble se montrerait moins exigeant sur la dot. Elles étaient recherchées par les bourgeois, car l'alliance noble leur permettait de gagner en honorabilité, de se lier à la noblesse et parfois, de l'usurper[632]. L'intendant d'Etigny raconte comment la famille Carbonneau, de Layrac, fit « anciennement des alliances avec des maisons dont la noblesse n'étoit point douteuse, cette parenté jointe à une certaine aisance fit naitre l'envie aux dessendans de prendre la qualité de noble. On eut la complaisance de ne la leur pas disputer, et elle s'est transmise jusques à ceux qui restent aujourd'huy de cette famille »[633]. Toutefois, elles pouvaient également servir à la maison noble

[629] Bernis, François-Joachim de, Mémoires du cardinal de Bernis, *op. cit.*, p. 49, et p. 171.
[630] *ADPA*, 16 J 162, lettre d'Alexandre de Fosseries à son frère, Lizos, 10 juin 1732.
[631] Tout en constatant que les mésalliances avec des roturiers étaient très minoritaires jusqu'au début du XVIe siècle, Michel Nassiet a aussi relevé, sur la base de plusieurs études, qu'elles étaient beaucoup plus nombreuses pour les filles nobles que pour les fils (Nassiet, Michel, Parenté, noblesse et Etats dynastiques, *op. cit.*, p. 165).
[632] C'était aussi vrai pour le mariage avec un noble d'une fille roturière, qui permettrait de faciliter l'intégration de son père ou de son frère dans la noblesse ; rappelons le célébrissime cas de monsieur Jourdain qui ne voulait pas d'un gendre qui ne soit point gentilhomme (Molière, Jean-Baptiste Poquelin dit, *Le bourgeois gentilhomme*, Chez Claude Barbin, Paris, 1673, p. 84, scène XII).
[633] *ADG*, C 11, lettre de l'intendant d'Etigny à monsieur de Courteilles, le 3 août 1758.

pour nouer des alliances avec les autres lignées nobles, et n'étaient pas forcément bradées sur le marché matrimonial, loin s'en faut, sans compter qu'elles pouvaient avoir les mêmes préjugés que leur père contre une alliance non noble[634]. Et puis il y avait une demande importante et une offre non illimitée de demoiselles de condition dans les familles nobles. Elément de dissuasion, on remarque que certains nobles pouvaient accorder une libéralité à une demoiselle à la seule condition qu'elle épouse un gentilhomme. En 1552 en Armagnac, dans son testament, Jean-Jacques de Lau fit un legs important de 1000 livres à sa nièce Anne d'Aydie, « pourveu quelle soict en mariage colloquée avecque gentilhomme », à défaut de quoi elle ne recevrait que 100 livres[635]. En 1697, Louis de Noilhan favorisa une de ses filles, Jeanne, par une légitime payée « en biens fonds », contrairement à l'usage, et une augmentation « payée en argent » pour faire avec la légitime la somme de 15000 livres, ce à condition qu'elle « se mariera et non autrement, et à la charge de ne se mesallier pas, et de vivre chastement, comme une filhe d'honneur, et qui a la crainte de Dieu, doit faire »[636]. Cette exigence d'un mariage noble se faisait surtout sentir lorsque la fille était une héritière. En 1723, le marquis de Bonnas, n'ayant pas de postérité, fit son héritière sa mère, mais en lui substituant ses nièces. L'aînée de ses nièces devait recevoir l'entière succession « à condition pourtant qu'elle épousera un homme de condition noble ». Si elle n'avait pas d'enfant à sa mort, lui serait substituée sa deuxième sœur, « sous la même condition qu'elle épousera, ou ait épousé une personne noble », et si elle mourrait sans enfants, serait substituée la troisième sous la même condition[637]. Cette disposition demeure exceptionnelle, ce dont on ne doit pas tirer de conclusion hâtive, d'une part parce que bien souvent les testateurs n'imaginaient tout simplement pas que leur héritière se mésallie, d'autre part, parce que si dans le cas du marquis de Bonnas les filles n'étaient pas encore mariées, bien souvent la fille que l'on instituait héritière ou grevait d'une substitution s'était

[634] Il serait bien difficile de retrouver une archive prouvant le mépris d'une femme pour son mari en raison de sa naissance, mais là encore on peut rapporter, ainsi que sur le caractère intéressé de l'alliance roturière pour les nobles, le témoignage de Molière, qui faisait dire à un paysan fortuné ayant épousé une noble : « L'alliance qu'ils font est petite avec nos personnes ; c'est notre bien seul qu'ils épousent ; […] une femme qui se tient au-dessus de moi, s'offense de porter mon nom, et pense qu'avec tout mon bien, je n'ai pas acheté la qualité de son mari » (Molière, Jean-Baptiste Poquelin, *George Dandin ou le mari confondu*, dans *Théâtre de Molière*, Bibliothèque nationale, Paris, 1869, p. 121, scène 1).

[635] *ADG*, I 1997, testament de Jean-Jacques de Lau, Carmotères, 30 avril 1552.

[636] *ADG*, I 2640, testament de Louis de Nouilhan, Lamezan, 14 octobre 1697.

[637] Etait précisée la volonté « que la fille aînée et les cadettes puissent recueillir ledit fidéicommis, suivant l'ordre de leur naissance, quoiqu'elles ne soient pas mariées, pourvu toutefois que dans la suite, celle qui aura recueilli n'épouse pas un mari de condition roturière, auquel cas je veux qu'elle soit dès lors privée dudit fidéicommis, lequel passera à l'autre fille appellée par l'ordre du présent testament, sous la même condition ». Nous n'avons pas retrouvé ce testament, mais la succession ayant donné lieu à de nombreux procès, durant lequel fut en particulier contesté la noblesse de l'époux de sa 1ère nièce, un gentilhomme du condommois, la substitution est transcrite dans un *factum* (*ADHP*, 65 J 313, « Mémoire pour dame Françoise d'Auxion de Vivent », Imprimerie Le Breton, 1772).

déjà mariée noblement. D'ailleurs, nous n'avons pas vu une seule fois un noble demander à un non noble avec qui il aurait une alliance de relever son nom et ses armes : cette disposition aurait paru bien singulière, car l'idée était de continuer à illustrer la maison noble, et c'était généralement un gendre ou neveu noble que l'on chargeait de ce relèvement.

Cette importance de l'alliance noble n'était pas dénuée de portée pratique. L'alliance était mise en avant dans les actes notariés du fait que l'usage était que l'épouse apparaisse sous son nom de jeune fille. Une mésalliance ne pouvait donc être dissimulée que difficilement. Dans les contrats de mariage, les parties prenaient des qualifications nobiliaires, titres, honneurs et seigneuries qui pouvaient relever leur nom, et se faisaient assister par ce qu'il y avait de mieux dans leur entourage. Comme l'écrivent les professeurs Sicard, « le contrat, entre gens de qualité, prend l'allure d'une cérémonie familiale, voire mondaine, à la mesure de l'état des parties »[638]. D'ailleurs pour la passation, on préférait se faire recevoir chez un châtelain noble que chez un bourgeois, ou à l'étude d'un notaire, comme c'était parfois le cas, et il est écrit avec orgueil que le contrat de mariage d'Hector d'Antin et de Marguerite-Angélique de Barbazan est conclu « dans le château noble de Sarniguet », comme si les châteaux pouvaient être anoblis[639]. Ce n'était pas en vain et uniquement pour l'instant : ces contrats de mariage précieusement conservés étaient les titres de famille qui serviraient à la postérité pour prouver sa noblesse et établir la généalogie.

On remarque que les armoiries devinrent pour la noblesse un moyen de célébrer ces alliances de la famille avec d'autres maisons dont on se flattait de descendre. Initialement, seules les femmes mariées pouvaient porter un écu mi-parti avec les armes de leur père et de leur mari[640]. L'écu était alors souvent « écartelé », c'est à dire divisé en parties égales portant les armoiries de deux familles[641]. Il pouvait aussi être plus simplement accolé à l'autre écu. L'usage permit au mari et à ses descendants d'écarteler aussi les armoiries, quoiqu'ils n'eussent pas de droit sur les armes d'alliance. On note la présence dans l'inventaire du château de Montastruc en 1753 d'un « cachet de cuivre gravé des armes de Castetbajac et Thoron à deux écussons »[642]. C'est que Jean de Castelbajac avait épousé Marie de Thoron en 1750. Jacques-

[638] Sicard, Germain et Mireille, « Les contrats de mariage de la noblesse toulousaine en 1786 », dans *Notaires, mariages, fortunes, dans le Midi toulousain,* Centre toulousain d'Histoire du droit, des institutions et des idées politiques, Toulouse, 1997, p. 55.
[639] Fonds Baliot, contrat de mariage d'Hector d'Antin et Marguerite-Angélique de Mua-Barbazan, Sarniguet, 17 juillet 1732.
[640] Robert Chabanne écrit que « l'alliance des personnes a pour corollaire celle des armoiries : cette dernière se traduit selon les époques, par une partition ou une écartelure » (*Le régime juridique des armoiries*, thèse pour le doctorat, Université de Lyon, 1951, p. 99).
[641] On trouve parfois au XVIe siècle en Gascogne le terme « stercelades » pour « écartelées ».
[642] *ADHP*, 42 J, D4-B122, « Inventaire des meubles et effets délaissés par feu monsieur le marquis de Castetbajac », Montastruc, 27 octobre 1753.

Joseph de Saliné écrivait à la fin du XVIIe siècle que son père « ecarteloit des armes de sa mère qui sont de gueules au chevron d'or accompagné de 3 bezans de meme au chef d'azur, chargé de 3 etoilles d'or », mais quant à lui il portait ses armes « toutes remplies, sans y rien ajouter »[643]. Encore son père avait-il un lien avéré avec la famille dont il portait les armes écartelées. En 1719, le chevalier de Galès, à Paris, écrivait à son père, à Tarbes, qu'il avait « toujours ouy dire que nous avions une alience avec la maison de Comminges », et quoi que ce ne soit pas vraiment certifié, il allait sur sa parole « en prendre les armes dans un cachet manifique que je fais graver »[644]. Autre témoignage de la valorisation de ces alliances, les armoiries marquées sur la vaisselle et plus particulièrement l'argenterie des familles nobles. Par le jeu des héritages, on pouvait hériter d'une vaisselle aux armes d'une autre famille. C'était là une occasion particulièrement valorisante d'évoquer une alliance. Froidour fut frappé, dans le fastueux château de Séméac en Bigorre, appartenant au comte de Toulonjon[645], de ce que l'office était « paré d'une grande quantité de vaisselle d'argent, et surtout de cinq grandes bassines, douze chandeliers, plusieurs vases et un service complet de vermeil doré aux armes de Montmorency, ce comte l'ayant eu par la succession de sa mère, qui était sœur du feu marquis de Boutteville, et conséquemment tante du duc et maréchal de Luxembourg d'aujourd'hui »[646]. On ne sait pas si c'est le comte lui-même qui lui avait fait état de cette parenté, ou si Froidour le savait de notoriété publique, s'agissant d'une famille très en vue à la cour, mais toujours est-il qu'un tel luxe, associé à de telles alliances, rendait le comte magnifique à tous égards. En dehors de ce cas de figure, l'usage de faire écarteler ses armoiries au XVIIIe siècle était devenu commun, et c'était particulièrement le cas sur la vaisselle : il est fréquent que les armoiries de la famille y soient représentées conjointement avec celles d'une famille alliée. Ainsi au château de Bonrepaux en 1768, les couverts en argent étaient « aux armes de la maison avec l'allience à celle de Rivière », sauf deux petites cuillères et deux petites fourchettes « aux armes de Rivière seulement »[647]. Le châtelain, Philippe de Saint-Pastou, avait épousé Jeanne de Rivière.

L'alliance noble permettait aussi d'étoffer son réseau au sein de la noblesse. L'abbé de Gondrin ne connaissait pas le baron de Gonnès, mais il se crut d'autant plus autorisé à lui écrire, que quoiqu'il « n'aye pas l'honneur d'être personnellement connu », reconnaissait-il, il se « flate cependant que mon nom vous est très connu, vous n'ignorés pas sans doute l'avantage que

[643] *ADG*, E 109, lettre de Jacques-Joseph de Saliné à Jean-Bertrand de Faudoas, à Sarbourg, fin XVIIe.
[644] *ADHP*, 65 J 378, lettre du chevalier de Galès à monsieur de Gonnès, à Paris, le 12 mai 1719.
[645] De la famille de Gramont, souveraine de Bidache.
[646] Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des Etats de Bigorre, *op. cit.*, p. 106.
[647] *ADHP*, 76 J 24, inventaire du château de Bonrepaux, 3 septembre 1768.

j'ay de me raprocher de vous par l'alliance que vous avés avec la maison de Lau-Marsan à laquelle je tiens depuis des siècles par des alliances réitérées et réciproques »[648]. Par les alliances, des relations devenaient possibles, qui pourraient un jour servir à nouer des liens. Lorsque l'on écrivait à quelqu'un que l'on avait « l'honneur » de lui « appartenir », c'est que l'on aurait avec lui un rapport de parenté ou une alliance, parfois très éloignée voire injustifiable, mais ce lien n'en demeurait pas moins un gage qui unissait les deux nobles[649]. Ces alliés permettaient d'obtenir du crédit et des recommandations pour soi et sa descendance. En 1767, monsieur de Tournemire recommanda son fils à un officier de son régiment en mettant en avant son alliance. Cet officier lui répondit en donnant divers renseignements généalogiques qui montraient qu'il serait son parent par deux cotés quoique de loin, et lui donnait l'assurance que « l'honneur de vous apartenir par les raisons que vous me faites celuy de me marquer, ne peut être qu'une raison de plus pour m'intéresser à ce qui regardera monsieur votre fils »[650]. Le réseau d'alliances était pour le gentilhomme provincial « un capital précieux qu'il s'agissait de faire fructifier »[651].

En outre, la noblesse des mères n'était pas totalement inutile en matière de preuve de noblesse. Les alliances produisaient un préjugé favorable à celui qui faisait sa preuve dans la mesure où les nobles se mariaient principalement entre eux. Mais à partir des recherches des usurpateurs, la preuve de noblesse s'uniformisant sous l'effet de la législation, beaucoup n'insistaient plus dessus. D'ailleurs, l'acte le plus souvent utilisé dans les preuves littérales de noblesse était le contrat de mariage, et ces contrats permettaient de constater ces alliances sans qu'il soit besoin de les souligner. En revanche, l'alliance noble pouvait être mise en avant jusqu'à cette époque lorsque la preuve n'était que testimoniale. On remarque qu'en 1659 encore, la famille de Medrano prouvant sa noblesse devant le commissaire à la recherche du franc-fief, elle montrait celle de cette maison, mais pas seulement. Ainsi établissaient-ils la noblesse de Jeanne de Durban, femme de Pierre de Medrano, peut-être pour pouvoir préciser qu'Arnaud de Foix, oncle de Jeanne, était un parent proche de la reine de Navarre. Ils reconnaissent toutefois que la preuve de la noblesse des femmes n'était pas indispensable plus loin, lorsqu'ils précisaient que la femme d'un autre membre de la famille, Jeanne Dumont dame de Verlus, était « fort bien d'extraction et d'une race de plus anciene de Béarn, laquelle noblesse

[648] *ADHP*, 65 J 401, lettre de l'abbé de Gondrin à monsieur de Gonnès, Vic-Fezensac, 2 décembre 1778.
[649] Par exemple : « J'ay eu l'honneur d'épouser une sœur du feu marquis de Montberaud, qui a l'honneur de vous appartenir madame, une Montberaud étant, à ce que je crois votre ayeule, ce que je regarde comme un cas gratieux pour moy » (Fonds Tournemire, lettre de monsieur de Tournemire à la marquise de Crussol de Valens, Auch, 30 mars 1727).
[650] Fonds Tournemire, lettre de monsieur Depestels à monsieur de Tournemire, St-Omer, 14 mai 1767.
[651] Constant, Jean-Marie, La noblesse française aux XVIe-XVIIe siècles, *op. cit.*, p. 131.

et ancienetté on pourroit justiffier despuis trois-cents ans s'il estoit necessaire »[652]. Paradoxalement, l'alliance était mise en avant par des familles dont la noblesse était suspecte. Lorsque la preuve était fragile, le produisant faisait flèche de tout bois pour sa défense, et tout compte fait, l'alliance noble était un gage d'honorabilité et d'intégration dans le second ordre qui, faute de mieux, pourrait produire un effet positif. C'est par exemple le cas de Guillaume de Cossy lors de la première recherche des usurpateurs, embarrassé par son ancêtre Jean qualifié « d'honnorable personne monsieur maistre ». Il répartit en particulier qu'il avait épousé Anne de Pardaillan, et que son fils Guillaume avait épousé une demoiselle de Faudoas, d'une « familhe recogneue pour noble et pour une des plus qualifiées de la province » : « ces aliances font voir comme le sieur produisant est d'extraction noble »[653]. Ces alliances eurent peut-être un heureux effet puisqu'il fut maintenu noble. Le même argument sera utilisé lors de la seconde recherche des usurpateurs de noblesse par Pierre de Belleforest, habitant de L'Isle-Jourdain. Au traitant qui avait trouvé un codicille où une personne qui pourrait être son bisaïeul ou trisaïeul était dit marchand de L'Isle-Jourdain, il fut répondu : « Pierre, écuyer, bisayeul, noble, épouse une demoiselle, ne peut être présumé fils d'un marchand »[654]. Mais l'argument on le sait, était juridiquement inopérant, la noblesse de cette épouse restait d'ailleurs à prouver, et en plus le contrat de mariage était suspecté d'être un faux. Il fut condamné en 1699.

Et puis un dernier point, mais il est d'importance, est rappelé par Jean-François de Fosseries dans un mémoire produit à l'occasion d'un procès au sénéchal de Tarbes : « le côté maternel, quelque estimable qu'il puisse être par lui-même, est toujours indifférent lorsqu'il n'est pas question de preuves par femmes »[655]. Si l'on n'avait pas besoin de justifier de la noblesse en ligne maternelle pour établir son état noble, cette noblesse des femmes pouvait cependant être exigée exceptionnellement, pour intégrer certaines institutions réservées aux nobles. Le père Ménestrier avait relevé que les mariages avec les non nobles « nuisent aux enfans pour estre receus dans les collèges, chapitres, et chevaleries, où l'on demande une noblesse paternelle et maternelle »[656]. La preuve se faisait effectivement par quartiers pour intégrer certains ordres de chevalerie, c'est-à-dire en tenant compte des ascendants de toutes les

[652] *ADG*, I 2301, « Inventaire que bailhent nobles Pierre de Medrano, seigneur de Verlus, tant pour lui et ses acendants et decendants que pour noble Antoine de Medrano, baron de la Bassère, son pupille, comme noble Jean de Medrano, sieur de Baulac, noble Guy de Medrano, sieur de Baulac, noble Guy de Medrano, sieur de Camias, les tous escuyers, pour respondre à la demande quy leur est faite du franc-fief […] par devant vous, monsieur de Voisin, juge de Marciac, commissaire subdelegué de la chambre du franc-fief », vers 1659.
[653] Fonds Cahuzac sur Adour, « Inventaire des pièces et productions » de Guillaume de Cossy, sieur de Cordé.
[654] *ADTG*, C 82. Il aurait épousé en 1542 Marguerite de La Salle de Carbonneau.
[655] *ADHP*, 65 J 239, « Réponse du baron de Gonnès au mémoire du sieur Peré lieutenant dans le bataillon provincial d'Auch », 1783.
[656] Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse et les manières d'en dresser les preuves, *op. cit.*, p. 162.

branches masculines et féminines. Ce fut le cas pour l'Ordre de Saint-Lazare jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, pour lequel on exigeait huit quartiers de noblesse[657]. C'était aussi le cas pour l'Ordre de Malte, qui recruta beaucoup en Gascogne, avec l'exigence de quatre quartiers de noblesse, puis de huit à partir du XVIIe siècle[658]. Certaines familles déployaient des stratégies matrimoniales prenant en compte cette donnée, afin de « faire des chevaliers »[659].

La noblesse des femmes était aussi exigée dans des « chapitres nobles » du royaume, que ce soit des monastères réguliers, des chapitres réguliers ou séculiers (quarante-neuf pour les femmes et trente pour les hommes)[660]. Certains réclamaient jusqu'à seize quartiers de noblesse[661] ! Mais ces couvents étaient situés dans l'est du royaume en majorité, en tout cas loin de notre ressort de recherche, sauf le couvent de dames maltaises de Toulouse, pour lequel l'exigence était la même que pour les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Sans doute pourrait-on trouver d'autres institutions qui réclamèrent une noblesse maternelle en plus de la paternelle, comme les Etats de Languedoc jusqu'en 1768, mais hormis les institutions chapitrales et chevaleresques, elles sont demeurées assez rares[662]. Dernier avantage : la noblesse du père et celle de la mère étaient nécessaires pour obtenir une réduction du temps d'étude pour devenir bachelier en droit[663].

Il n'est donc pas étonnant que l'on trouve des lettres dans lesquelles il était demandé des renseignements sur la noblesse de la famille par des personnes qui n'étaient pas de la maison mais qui devaient faire une preuve de noblesse. Un religieux de la Daurade à Toulouse écrivait par exemple à monsieur de Colomès pour qu'il lui procure un acte prouvant la noblesse de sa famille depuis cent ans en faveur d'une « personne de concidération de cette ville » qui, « voulant pour justes et légitimes raisons produire les trois prochains quartiers de sa généalogie tant du côté des hommes que des femmes », avait trouvé dans un de ces trois quartiers une femme de la famille de Colomès[664]. Même sans qu'il soit nécessaire pour un de ses enfants de faire de telles preuves par quartier, l'établir permettrait toujours de l'avoir à disposition si un

[657] Voir les chevaliers de l'Ordre de Saint-Lazare, p. 838.
[658] Voir l'Ordre de Malte, p. 917.
[659] La recommandation sur la condition de l'épouse à cette fin est faite dans des testaments en Provence (Piétri, Valérie, « Bonne renommée ou actes authentiques : la noblesse doit faire ses preuves (Provence, XVIIe-XVIIIe siècles) », *op. cit.*, p. 5).
[660] Voir les places réservées dans l'Eglise de France, p. 911.
[661] Pour le détail des preuves de ces chapitres : Fauconpret, Benoit de, *Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique*, Deuxième édition, Patrice du Puy éditeur, Millau, 2012, p. 173 et suiv.
[662] Jouanna, Arlette, « Le modèle nobiliaire aux Etats provinciaux de Languedoc », dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, un modèle social ?, *op. cit.*, p. 8.
[663] Voir un statut doté de nombreux privilèges, p. 85.
[664] Fonds Lamothe, lettre du père dom Beauteville, bénédictin au monastère de la Daurade à monsieur de Colomès, Toulouse, 11 juin 1754. Le religieux assurait que le noble en aurait un « besoin indispensable ».

jour le besoin s'en faisait sentir, et serait aussi un motif de fierté pour celui qui y parviendrait. Tel le marquis de Valence, gentilhomme résidant aux portes de la Lomagne, qui recherchait en 1775 des titres de plusieurs maisons en Gascogne orientale. Il écrivait dans une lettre qu'il voudrait « bâtir à chaux et à sable en prouvant topiquement que notre maison ne s'est jamais mésaliée, et par conséquent (je vous confie), je veux aussy que tous les chapitres me soint ouverts ; la mode est un tiran, il faut donc faire comme les autres quand on le peut, en ayant recours aux titres et papiers des familles »[665].

Dans ces conditions, épouser une fille dépourvue de « naissance », en se focalisant sur la bourse, ne pouvait être que le lot des nobles accablés de dettes, d'esprits forts détachés des préjugés de leur temps, ou d'anoblis n'ayant pas encore eu le temps de développer leurs relations sociales avec l'ancienne noblesse. Pour les nobles attachés à la noblesse de leur famille, la mésalliance était à écarter autant que possible car le préjugé, l'honneur, et dans une certaine mesure l'intérêt, la déconseillaient. Pourtant le mariage ne pouvait être réduit à un élément, il résultait de la conjonction de nombreuses variables, et les nobles gascons marièrent leurs enfants avec des non-nobles plus souvent qu'on aurait pu le croire.

B) Les enquêtes pour dispense d'empêchement de mariage entre nobles

Une source de renseignements sur l'homogamie nobiliaire nous est donnée par les enquêtes faites pour les dispenses de mariage. Le mariage n'était pas seulement un contrat sous l'Ancien Régime, mais aussi un sacrement. Il était donc soumis au droit canon. Le droit canon était libéral sur la forme, favorable au consensualisme, mais rigoureux sur le fond, en imposant de nombreux « empêchements », les *impendimentum*, comme les interdits de parenté pour la consanguinité. Les interdits de parenté en ligne collatérale avaient été ramenés par le quatrième concile de Latran de 1215 au quatrième degré de la computation germano-canonique (qui consistait à remonter jusqu'à l'auteur commun, en comptant un degré par génération). Mais ils restaient très étendus à cause de la prise en compte de la parenté spirituelle (le lien parrain-

[665] Fonds Bazignan, lettre de monsieur de Timbrune marquis de Valence au commandeur de Bazignan, Toulouse, 29 octobre 1775 ; voir aussi : *ADPA*, 16 J 167, lettre de monsieur de Timbrune au baron de Gonnès, Toulouse, 3 août 1775.

filleul), de la parenté adoptive, et surtout de « l'affinité » (la famille de l'ex-conjoint). Une gêne considérable résultait de ces dispositions pour les stratégies nobiliaires des chefs de famille, car à l'homogamie entre nobles s'ajoutait l'endogamie due au rayon géographique réduit dans lequel on contractait un mariage. L'alliance avait lieu au sein du réseau nobiliaire local, sauf pour les premières maisons de la province, qui pouvaient avoir une visibilité et des relations plus étendues, quand elles avaient accès à la cour ou possédaient un hôtel particulier en ville. Mais pour la plupart des gentilshommes, les partis de mariage étaient recherchés dans les seigneuries avoisinantes, les seules où le rang et les propriétés familiales étaient connues, par la réputation et les relations mondaines ou d'affaire. Ces partis étaient donc en nombre limité. Au fil du temps les liens de parenté ou d'alliance devenaient nombreux, particulièrement dans les vallées pyrénéennes du Couserans, du Comminges, d'Aure et du Lavedan, mais il en allait à peu près de même dans la plaine. Jean-Marie Constant a relevé qu'en Beauce, entre 1660 et 1700, les gentilshommes campagnards se mariaient dans un rayon de seulement 18 kilomètres[666]. Ces pratiques matrimoniales endogamiques se heurtaient au droit canon qui formait un « système complet d'exogamie »[667]. Les mariages consanguins pouvaient cependant avoir lieu, par le jeu des dispenses, à condition de pouvoir assurer les frais nécessaires pour obtenir une *dispensatio*. D'après Esmein, même la dispense de parenté au second degré était accordée, quoique le concile de Trente prévoyait que ce le soit difficilement[668]. Pour obtenir une dispense, une demande était faite au pape, avant que le mariage ne soit célébré, ou après, si les bans avaient été publiés, et l'union contractée de bonne foi, selon les dispositions du concile de Trente. Le pape faisait alors une délégation à l'évêché où se trouvait la paroisse des époux, pour qu'il leur accorde la dispense assortie d'une pénitence, à condition qu'une enquête soit diligentée pour vérifier les circonstances et la bonne foi des requérants[669]. L'official chargeait un ecclésiastique de faire ces « informations » préalables avant d'accorder la dispense ou les faisait lui-même. La sincérité des époux étant essentielle, l'information était cruciale. Le délégué auditionnait séparément les époux ou futurs époux et des témoins assermentés présentés par eux (de deux à quatre en général) lors d'une enquête.

Ce qui nous intéresse ici ce sont ces enquêtes. Si dans leur très grande majorité elles ont été détruites, nous en avons retrouvé quelques-unes pour le XVIIIe siècle, dans lesquelles les

[666] Constant, Jean-Marie, Nobles et paysans en Beauce aux XVIème et XVIIème siècles, *op. cit.*, p. 237.
[667] Esmein, A., *Le mariage en droit canonique*, Tome premier, Burt Franklin, 1968, p. 336.
[668] *Ibidem*, Tome second, p. 347.
[669] Pour le droit canon sur les empêchements de mariage, nous renvoyons à Esmein, A., *Le mariage en droit canonique*, Tome premier et 2°, *ibidem* ; pour la procédure pratique, on peut consulter D'Argaignon, Paul, *La condition juridique des lignages nobles en Gascogne à l'époque moderne. XVIe-XVIIIe siècles*, *op. cit.*, p. 212 et suiv.

deux impétrants étaient assurément nobles. Malheureusement, l'audition ne portait parfois que sur les degrés de parenté, mais quelquefois l'interrogatoire était plus poussé, et pouvait aller jusqu'à demander les motifs pour lesquels les impétrants souhaitaient s'épouser malgré l'interdit qui les séparait. Les époux comme les témoins pouvaient mettre en avant divers éléments attestant de la bonne foi des contractants, de la difficulté qu'ils auraient pour trouver un autre parti de mariage à cause de la « pratique » qu'ils avaient eu l'un et l'autre, ou de leur faible fortune. Or, on remarque que les époux ou les témoins prétextaient également que les fiancés ou mariés n'auraient pas pu trouver un autre parti convenable à leur condition. En Couserans, en 1711, à la question « pourquoi elle a vouleu contracter mariage avec une personne quy luy apartenoit de sy près », Marguerite de Roquemaurel répondit que « estant née dans un petit village, aussy bien que le sieur de St-Jean, elle n'auroit pas pu trouver dans le lieu un party convenable à son estat et à sa condition que celuy que la providence luy a presenté »[670]. Il faut dire que ces deux nobles étaient parents du troisième degré de consanguinité d'un côté et du quatrième de l'autre ! La dispense sera accordée. Autre exemple de dispense ayant été obtenue en raison de la condition, la dispense délivrée en 1759 à deux nobles d'Armagnac, Jean-Pierre de Poudenas de Larroque, et Marie de Médrane qui, cette fois, n'étaient pas de la même paroisse. Ils auraient été contraints de se marier non seulement à cause de leur condition mais aussi de leur peu de fortune, n'étant pas possible selon eux et les témoins de trouver d'autre parti dans le pays ayant à la fois de la « naissance » et, malheureusement, de la pauvreté. Les hobereaux désargentés étaient pourtant monnaie courante en Gascogne orientale. Mais il est vrai que l'âge de l'impétrante fut aussi mis en avant[671]. On le voit, le défaut de condition à lui seul ne suffisait pas, puisqu'il y avait d'autres familles nobles, à l'évidence, dans les environs, et il avait fallu ajouter d'autres circonstances. Mais sans la prise en compte de la noblesse, le mariage consanguin n'avait plus lieu d'être.

Il est permis de douter du défaut de personnes de condition dans certains cas. En 1766, Charles-Bernard de Percin, sa promise Charlotte-Madeleine de Gontaut et les témoins interrogés assurèrent, dans leurs réponses respectives, qu'ils n'auraient pas « cru trouver dans le pays un parti plus conforme à son inclination, ny plus convenable à son état et à sa

[670] Quant au fiancé il répondit qu'il ne trouva « dans les petits lieux de Pointis et d'Ustou aucun autre party de mariage convenable à son estat et à sa condition » (*ADHG*, 13 J 4, enquête de l'official de Couserans pour la dispense de parenté de Jean-Jacques de St-Jean et Marguerite de Roquemaurel, Ustou, janvier 1711). Le prêtre d'Ustou interrogé sur ce prétexte juge que ce sont là de « très bonnes raisons ».

[671] Fabien Remaillo, avocat au parlement, un des témoins, répondit par exemple que « suivant l'état des suppliants, il n'auroit pas pu trouver un établissement plus de convenance, veu leur condition respective et leur peu de facultés, et l'âge de la suppliante » (*ADG*, G 54, enquête de l'official d'Auch pour la dispense de parenté de Jean-Pierre de Poudenas et Marie de Médrane, août 1759).

condition »[672]. Si dans ce cas on n'est plus dans un horizon aussi étroit que celui de nobliaux montagnards ou désargentés, et que l'on devine que d'autres partis de mariage auraient pu se présenter dans le « pays », néanmoins l'allégation de la conformité des conditions permet de renforcer la présentation du mariage sous un jour favorable, sur le plan social autant que sur le plan intime. Le promoteur trouva d'ailleurs que le prétexte devait être un peu léger pour braver l'interdit, puisqu'il demanda à ce qu'une nouvelle enquête soit faite dans laquelle les impétrants seraient interrogés séparément, outre qu'il serait plus amplement enquis sur les faits allégués dans le rescrit du pape, et particulièrement de l'impossibilité de trouver dans le lieu de leur résidence un parti d'une « condition égale à la leur ». Les réponses seront toujours favorables aux impétrants, comme celle du curé de Saint-Blancard déclarant qu'il était « impossible que les impétrans trouvassent dans le lieu de leur naissance et de leur résidence actuelle un parti d'une condition égale à la leur, et que c'est d'une impossibilité absolue eut égard à l'état et à la condition et à la demeure de ladite demoiselle impétrante »[673]. C'était cependant s'attacher plus à la lettre qu'à l'esprit que de se focaliser sur la petite seigneurie de St-Blancard, où il ne pouvait évidemment se trouver d'autres nobles d'un lignage aussi prestigieux que les Gontaut-Biron, et on aurait pu s'attendre à ce que l'on vérifie l'absence d'autres partis de mariage au moins dans le ressort du comté d'Astarac ou de la sénéchaussée d'Auch. L'endogamie sociale de la noblesse aurait pu être compensée, plus facilement que pour les strates sociales inférieures, par une exogamie géographique qui aurait permis de respecter les interdits de parenté.

Enfin dernier exemple, en février 1776, l'enquête menée pour la dispense de mariage d'entre Louis-Pantaléon comte de Noé, brigadier des armées du roi, et Charlotte-Louise-Pétronille de Noé, veuve du marquis de Boisse. Ces deux parents proches, le grand-père de l'un étant l'arrière-grand-père de l'autre, se marièrent alors qu'ils portaient le même patronyme, ce qui n'était pas rare en Gascogne orientale. L'objectif était alors de remettre les biens d'une branche de la famille qui tombait « en quenouille » à une autre, souvent la cadette[674]. Dans leurs

[672] *ADG*, G 54, première enquête de l'official d'Auch pour la dispense de parenté de Charles-Bernard de Percin et Charlotte-Madeleine de Gontaut, 10 octobre 1766.
[673] *ADG*, G 54, deuxième enquête de l'official d'Auch pour la dispense de parenté de Charles-Bernard de Percin et Charlotte-Madeleine de Gontaut, 23 octobre 1766.
[674] La famille commingeoise de Lamezan s'était séparée en deux branches au début du XVIIe siècle, un cadet étant parti en Lorraine où il s'était implanté, y ayant acquis plusieurs seigneuries grâce à des mariages hypergamiques. Or, en 1735, au château familial de Juncet, l'héritière de la branche commingeoise « tombée en quenouille », Jeanne-Marguerite, âgée de 14 ans, épousa son cousin lorrain Jean-Michel, qui recueillit les biens patrimoniaux ancestraux (Fonds Beaulieu, contrat de mariage du 19 décembre 1735). Autre exemple, Jean-Bertrand de Larrocan, devenu chevalier de St-Jean, évoque dans ses Mémoires « madame de Larrocan ma très chère sœur qui, comme héritière de la maison, avoit épousé son cousin germain, noble Louis de Larrocan, seigneur d'Avezan » (Larrocan d'Aiguebère, Jean-Bertrand de, *Mémoires*, dans l'ouvrage de Luppé du Garrané, Jean-Bertrand de, *Mémoires et caravanes*, Paris, 1865, p. 65). On a aussi relevé en Couserans : *ADA*, 5 E 7460, contrat de mariage de Octavien de Lort et Isabeau de Lort (héritière), Pesqué, 29 novembre 1720.

réponses, on croit trouver de la désinvolture, si ce n'est de l'outrecuidance. Quand on lui demande s'il n'aurait pas pu trouver un autre parti de mariage, le comte répond « qu'il auroit trouvé d'autres partis, mais qu'il a été bien aise d'allier le même nom, et que d'ailleurs il a de très bonnes raisons devers luy qui l'ont engagé à préférer ce party »[675] ! Pas sûr qu'avec de tels arguments un bourgeois ou un artisan aurait obtenu la dispense. Accepter de telles raisons, cela aurait conduit à accorder des dispenses sans restriction, et donc à abolir l'interdit de consanguinité *de facto*. Pourtant la dispense fut accordée. La haute noblesse des deux suppliants est ici l'élément clé. D'ailleurs, certains témoins furent interrogés sur ce point. L'un d'eux assure que le comte de Noé et la veuve du marquis de Boisse « sont véritablement noble et même d'une des plus anciennes maisons nobles de la province, que monsieur le comte est brigadier des armées du roy, et le père de ladite dame maréchal de camp des armées du roy »[676].

L'empêchement de consanguinité pouvait donc tomber devant le motif que les deux époux ne pouvaient se mésallier, quoique ce ne soit pas exprimé dans ces termes. Dans certaines circonstances, deux nobles n'auraient pas trouvé d'autres partis pour se marier dans la noblesse, et c'est pour cela qu'ils souhaiteraient se marier malgré l'empêchement de parenté. Rien n'empêchait *de jure* l'Eglise de rejeter ce motif, en mettant en avant que les partis pussent se marier dans la bourgeoisie par exemple, ou aller chercher plus loin un parti qui leur conviendrait. Mais l'Eglise ne souhaitait pas troubler l'ordre social, et acceptait les mœurs établies au sein de la noblesse, selon lesquelles on ne se mésalliait pas. Elle allait donc jusqu'à accepter d'accorder des dispenses qui dérogeaient à l'interdit fondamental de l'inceste, quoique ce ne soit pas en ligne directe ou au premier degré, à cause de cette volonté de ne pas se mésallier. Concernant la noblesse, on pourrait presque y voir un privilège de fait qu'elle aurait d'obtenir plus facilement une dispense d'empêchement au mariage, dans le cas où l'union devait être contractée entre deux nobles. Pour le moins, on peut dire que l'idée selon laquelle le mariage d'un noble ne devrait avoir lieu qu'avec une noble était largement admise jusqu'au XVIIIe siècle compris, dans la noblesse provinciale peut-être davantage qu'à la cour ou dans les villes, où la finance et la robe avaient fait leur place, et que les mœurs étaient sur ce point si bien établies que l'Eglise aussi en tenait compte.

[675] La suppliante, quant à elle, déclara qu'elle avait de bonnes raisons aussi de préférer le comte, dont celle de « conserver le nom de sa famille » (*ADG*, G 56, enquête de l'official d'Auch pour la dispense de parenté de Louis-Pantaléon de Noé et Charlotte-Louise de Noé, février 1776).
[676] *Ibidem*, témoignage de Jacques-André de Cis, ancien capitaine au régiment de Vermandois.

C) Des moyens de contrainte

La noblesse est restée un ordre ouvert, puisqu'on pouvait être anobli, y compris par le mariage. Une partie de la noblesse aurait souhaité sa fermeture partielle, entre autres en réduisant le nombre d'unions avec les non nobles. Aux Etats généraux de 1614, la noblesse française proposa qu'une fille de noble extraction majeure de 25 ans ne puisse se marier avec des personnes de « vile et abjecte condition » sans le consentement de quatre proches parents autres que l'héritier, à défaut de quoi elles seraient privées ainsi que leur descendance des successions collatérales qui leurs seraient acquises à compter de leur mariage. Cette mesure était proposée pour « la conservation du bien et honneur de la noblesse et familles »[677]. Elle ne fut pas reprise et la noblesse resta un ordre ouvert aux unions avec les non nobles. Pour autant, la préoccupation du maintien de l'honneur et de la noblesse des familles demeurait. Il existait deux moyens juridiques par lesquels les familles nobles pouvaient empêcher des mésalliances : la privation de la succession et l'enfermement au moyen d'une lettre de cachet.

1) L'exhérédation

L'arme de dissuasion principale contre le jeune noble risquant de forligner était l'exhérédation. Le consentement des parents au mariage de leurs enfants avait été imposé par la législation royale. Le gouvernement royal avait jugé que la famille était le « séminaire de l'Etat », et que l'ordre social était lié à la stabilité des familles. On ne pouvait donc laisser le mariage, lui-même fondement de la famille, reposer sur le seul consentement des époux, comme le voulait l'Eglise. Mais avant la loi, les mœurs étaient déjà en contradiction flagrante avec le droit canon, puisque les parents imposaient à leurs enfants des mariages contre lesquels ils ne pouvaient que difficilement lutter, car socialement, le mariage était d'abord un établissement, et leur intérêt était de consentir aux arrangements entre les pères de famille. Toutefois, des

[677] Cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614, art. 135 (Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, p. 199).

mariages « clandestins » avaient parfois lieu, et finirent par imposer au législateur royal d'intervenir[678]. Par l'article 1er de l'édit de février 1556, il était décidé que « les enfans de famille ayans contracté et qui contracteront cy après mariages clandestins contre le gré, vouloir, et consentement et au desceu de leurs pères et mères, puissent, pour telle irrévérence et ingratitude, mespris et contemnement de leursdits peres et meres, transgression de la loy et commandement de Dieu, et offense contre le droict de l'honnesteté publique, inseparable d'avec l'utilité, estre par leursdits peres et meres, et chacun d'eux, exheredez et exclus de leurs successions, sans esperance de pouvoir quereller l'exhereditation qui ainsi aura esté faite. Puissent aussi lesdits peres et meres pour les causes que dessus, revoquer toutes et chacunes les donations et advantages qu'ils auroient fait à leurs enfans »[679]. La majorité matrimoniale fut fixée à trente ans pour les garçons et vingt-cinq ans pour les filles[680]. En deçà le consentement était obligatoire, mais au-delà il était toujours nécessaire de solliciter préalablement l'avis des parents[681]. Les époux qui se marieraient contre la volonté de leurs parents se voyaient donc menacer d'exhérédation et de révocation des libéralités faites à leur profit. L'ordonnance de Blois et la déclaration royale de novembre 1639 vinrent renforcer le contrôle du mariage par les pères et mères[682]. La déclaration de 1639 visait expressément dans son préambule les « alliances inégales et souvent honteuses et infâmes » comme motif de sa répression des « illégitimes conjonctions » qui flétriraient l'honneur de tant de familles. Elle rendit automatique l'exhérédation au cas où le mariage d'un mineur se faisait sans le consentement parental[683].

---

[678] En 1556, François de Montmorency, le fils d'Anne, le connétable, devait être marié avec Diane de France, fille d'Henri II, mais la veille du mariage on apprit qu'il était secrètement engagé avec Jeanne de Piennes. C'est ce qui aurait poussé le roi à légiférer avec l'édit de 1556.

[679] Fontanon Antoine, Gabriel, Michel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 749, édit contre les mariages clandestins, Paris, février 1556, art. 1. Il était précisé qu'étaient compris dans l'exhérédation les avantages obtenus par les conventions de mariage de leurs parents, les coutumes et les lois.

[680] *Ibidem*, art. 4.

[681] Trois sommations respectueuses étaient suffisantes pour les majeurs. Contre son père, le marquis de Pailhès, seigneur de Samazan, qui refusait de consentir à son mariage avec Germain de Fosseries, Marie-Rose de Villemur de Pailhès, majeure, représenta qu'elle avait fait 3 actes de sommations, et que face à son opposition, il fut assigné au sénéchal d'Auch qui le débouta ; mais le marquis fit appel au parlement. On remarque qu'elle fit observer aux magistrats que « on ne sçauroit disconvenir que ce mariage ne soit avantageux à l'exposante, et qu'il ne soit assorti d'une égale naissance » (*ADPA*, 16 J 264, « instruction sommaire » remise au parquet le 3 juin 1755).

[682] L'exhérédation est confirmée par l'ordonnance de Blois (art. 41), qui exige aussi une publication des bans et la présence de témoins (4) et du curé au mariage (art. 40), et la peine de mort en cas de rapt de mariage (art. 42), (Fontanon Antoine, Gabriel, Michel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 750, articles de l'ordonnance de Blois de mai 1579).

[683] Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVI, « déclaration sur les formalités du mariage », Saint-Germain en Laye, 26 novembre 1639, art. 2 : « déclarons les veuves, fils et filles moindres de vingt-cinq ans qui auront contracté mariage contre la teneur desdites ordonnances, privés et déchus par le seul fait, ensemble les enfans qui en naîtront, et leurs hoirs, indignes et incapables à jamais des successions de leurs pères, mères et ayeuls, et de toutes autres directes et collatérales […] », y compris du droit de légitime.

Le *pater familias* avait donc le pouvoir d'imposer sa volonté à ses enfants en les privant de leurs droits héréditaires. Le père noble en particulier pouvait empêcher une mésalliance par la menace de l'exhérédation. Pourtant, il ne semble pas qu'il ait eu besoin d'y recourir fréquemment. On remarque qu'il n'est pas un contrat de mariage trouvé lors de nos recherches dans lequel ce consentement des parents ne soit expressément rapporté, qu'ils soient présents, ou qu'ils se soient faits représenter par un procureur, lorsqu'ils étaient vivants. En cas de décès, il y avait le consentement de la veuve, du veuf, ou du tuteur[684]. L'exhérédation est demeurée rarissime au sein de la noblesse gasconne. C'est que les enfants n'avaient pas besoin de cette menace pour comprendre où était leur intérêt : « ils semblent fort bien adapter leurs sentiments aux impératifs religieux et sociaux »[685]. Même sans être exhérédé, l'institution héréditaire en faveur de l'aîné n'était pas automatique. Pour les autres, on pouvait espérer gagner à la soumission quelque libéralité. Pour tous, un établissement avantageux était le moyen d'avoir une situation économique et sociale plus prospère. Se mésallier, c'était aussi risquer d'encourir la réprobation de ses parents, voisins et amis, de tous ceux qui sont mentionnés dans les contrats de mariage pour assister les époux, de voir se fermer devant soi bien des portes, et l'avenir s'assombrir. Bref, il fallait que la passion soit bien forte pour braver ses parents et son milieu.

En conséquence, les deux nobles que leurs pères ont voulu exhéréder retrouvés ne se passaient pas seulement du consentement parental, ils étaient aussi accusés d'autres maux qui témoignent de leur rupture non seulement avec leurs parents, mais aussi plus généralement avec l'ethos de leur ordre[686]. Le premier cas est celui de David Cazaubon de Lavedan, un des trois fils de François de Cazaubon, seigneur d'Ost. Son père l'exhérédait dans son testament en 1740[687]. Le testateur explique que David, son fils aîné, alors qu'il était encore mineur, aurait voulu se marier avec Louise Laforcade, fille du notaire d'Ayzac, de sept ans plus âgée que lui.

---

[684] Certaines dispositions testamentaires permettent de penser que le testateur craignait une mésalliance, quoique ce ne soit pas explicite, puisqu'il encadrait le mariage de sa progéniture, voire la menaçait. Maurice de Montpezat, qui n'avait que deux filles, institua en 1561 Françoise, son aînée, héritière, et dota Hélène, la seconde. Le testateur ordonnait que lorsqu'elles voudraient se marier, leurs mariages seraient « tractés et accordés » par sa veuve, par nobles Ramond de Mauléon seigneur de Francon, Bertrand de Comminges seigneur de Roquefort, le seigneur commandeur de Montsaunès, Jehan de Vize seigneur de Saint-Helix, Pierre de Gestas seigneur de Saint-Marcet et « aultres leurs parens et amys ». Tous ces nobles seigneurs ne devaient pas *a priori* envisager de les marier hors de la noblesse. En cas de mariage sans cette tractation, « ledict testateur s'en remect à la rigueur de droict » (*ADG*, I 2545, testament de Maurice de Montpezat, Mansienx en Comminges, 9 avril 1561).

[685] Pillorget, René, *La tige et le rameau. Familles anglaise et française, 16° - 18° siècle*, Calman-Lév, 1979, p. 49.

[686] D'après le *Répertoire* de Guyot, en pays de droit écrit, l'exhérédation n'était valable que si elle était faite dans un testament solennel, et la cause de l'exhérédation devait être contenue dans la clause (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XXIV, entrée « exhérédation »).

[687] *ADHP*, 3 E 44/524, testament de François de Cazaubon, Vieuzac, 4 octobre 1740 : « ledit sieur constituant a exhérédé et exhérède ledit sieur David Cazaubon Lavedan sondit fils, et le prive de tous droits successifs et légitimaires et généralement de tous les droits paternels ». On trouve aussi une substitution conditionnelle de son second, Paul, à son héritier, Jean-François, dans laquelle il est spécifié l'exclusion de David : « toujours à l'exclusion dudit sieur David Cazaubon Lavedan et sa postéritté en conséquence de la susdite exhérédation ».

Voyant une « sy grande disproportion et de condition et d'âge », il se serait opposé de toutes ses forces à ce mariage. Las, son fils serait passé en Espagne où il aurait pu épouser son aînée. Il considérait qu'il l'avait « méprisé et s'est marié contre son gré et sans avoir requis son consentement ny fait publier les bans de mariage en France ». Il pouvait donc l'exhéréder. Mais ce n'est pas tout, il l'accusait aussi de s'être adonné à des « vices et grand libertinage, s'estant donné à touttes sorte de débauches, fréquentations déshonnêtes, quy font tort aux parens et à sa condition ». Sa conduite était jugée ignoble, et c'est sans état d'âme qu'il coupait les liens qui l'unissaient à son fils. Le second cas est celui de Michel de Durfort. Son père Roger assurait, dans son testament de 1690, qu'il mériterait d'être exhérédé à cause de sa mauvaise conduite[688]. Lui aussi se serait porté « à toute sorte de libertinage, de manière que j'avois resoleu de l'exhéréder et prier la justice lui faire defences de porter mon nom et mes armes ». Il y renonça finalement, se disant touché des « graces et de la misericorde que Dieu a exercée en mon endroit », espérant que son fils le serait aussi, et exprimant sa crainte que « l'exheredation pouroit encore getter dans une vie plus abominable par le desespoir qui pourroit s'ensuivre ». Lui reviendrait donc sa légitime sur le « fonds du plus mechant de mon heredditté », à la charge qu'il changerait de vie, « ne pratiquant les paisans ni la lie du peuble, mais ira au service du roi, ou se tiendra en homme de sa naisance »[689]. A défaut de cet heureux changement, il l'exhérédait. Comme le précédent, Michel de Durfort parait avoir rompu avec sa famille et son milieu social pour vivre d'une façon qui ne convenait pas à un gentilhomme, et l'exhérédation ne frappait pas tant la mésalliance que plus généralement une vie jugée honteuse pour la maison, chacun de ses représentants devant tenir son rang. D'ailleurs dans le cas de Michel, il n'avait pas encore contracté de mariage. La hantise de la mésalliance est pourtant bien là puisque, dans le même testament, Roger prévoyait que son héritier Godefroi, Michel, ou sa sœur Jeanne, seraient déshérités s'ils se mésalliaient ou commettaient une action dérogeante[690]. Ce que l'on sent bien dans le cas de Michel de Durfort, c'est que l'exhérédation restait une mesure radicale, et il fallait vraiment que l'enfant ait choisi une fille dans une classe sociale jugée « vile », ou qu'il ait une conduite regardée comme scandaleuse, pour en venir à une telle extrémité. Lorsqu'il n'était question que d'union dans la bourgeoisie, le mariage pouvait être agréé voire souhaité par les parents, et encore une fois, l'immense majorité des jeunes nobles se soumettaient, bon

[688] *ADG*, I 1229, testament de Roger de Durfort, Montastruc, 25 février 1690.
[689] *Ibidem*, « à faute de ce faire je l'exerede et ne veux que lui ni ses desendents puisent jamais rien pretendre sur mais biens ».
[690] *Ibidem*, « au cas tant ledit Godefroi que ledit Michel et ladite damoiselle Jeanne de Durfort, viendroint à se mesallier, à faire des actions derogeantes à leur qualitté, je veus que cellui de mesdits enfens qui tombera dans ce malheur soit privé de la susdite institution legat et substitution ».

gré mal gré, aux stratégies matrimoniales paternelles.

2) Les lettres de cachet

Un autre moyen permettait d'empêcher la mésalliance : l'obtention de lettres de cachet pour raison disciplinaire, qui se banalisèrent sous le règne de Louis XV. C'étaient des lettres closes contenant un ordre du roi à celui qui devrait en assurer l'exécution, signées par le roi, souscrites par un secrétaire d'Etat, cachetées du cachet du roi. Ces ordres pouvaient être très divers, et en particulier ordonner l'exil ou l'emprisonnement sans autre forme de procès dans une prison d'Etat. Comme le relève André Laingui, les lettres de cachet servaient fréquemment à garantir « l'intérêt des familles », étant délivrées par exemple « à la demande des proches, désireux d'obtenir rapidement et sans bruit l'internement d'un jeune homme, ou d'une fille, indisciplinés ou tombés dans le dérèglement ou la débauche »[691]. L'arrestation par une lettre de cachet n'étant pas considérée comme infamante, elle était de loin préférée par la famille à un procès bruyant, et donc recherchée particulièrement par la noblesse. Les nobles avaient cet avantage qu'ils pouvaient plus facilement faire aboutir leurs requêtes par leurs relations à la cour. Et lorsqu'ils n'en avaient pas, ils pouvaient compter sur les maréchaux de France dont ils étaient justiciables, qui intercédaient pour eux auprès des secrétaires d'Etat afin de leur obtenir des ordres du roi pour faire enfermer leurs enfants rebelles, particulièrement dans les cas de mésalliance[692]. Nous n'avons pas retrouvé de lettres de cachet pour ce motif et, leur étude ayant déjà fait couler beaucoup d'encre, il n'est pas nécessaire que l'on revienne sur leur forme, leur emploi ou la polémique qu'elles ont suscités au siècle des Lumières[693]. Seul nous importe ici de souligner que les lettres de cachet ont pu servir à empêcher une mésalliance.

Un tel emprisonnement ne pouvait intervenir que dans des cas exceptionnellement graves, comme pour l'exhérédation. Mais le seul mariage sans le consentement des parents ne nécessitait pas de lettres de cachet, puisqu'il était déjà sanctionné par la menace de l'exhérédation. Il fallait qu'il y eût des circonstances aggravantes, comme la « débauche », qui

[691] Bély, Lucien (dir.), *Dictionnaire de l'Ancien Régime. Royaume de France, XVIe-XVIIIe siècle*, Quadrige, PUF, 2006, article « lettres de cachet ».
[692] Cailteaux, Charles, *Le tribunal du point d'honneur au XVIIIe siècle d'après les registres des lieutenants des maréchaux de France*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Paris, 1947, p. 94.
[693] L'ouvrage de référence sur le sujet est de Claude Quétel, *De par le Roy. Essai sur les lettres de cachet*, Privat, 1981.

pourraient véritablement ternir l'honneur de la famille. La rhétorique de la requête d'Alexandre de Fosseries et de sa mère, pour faire enfermer son frère Paul, sieur de Coussan, dans une prison, et sa compagne Jeanne Bergos dans un couvent, n'est pas sans rappeler les motifs des exhérédations[694]. Ils assuraient qu'il mènerait une vie « très scandaleuse, aussi indigne de l'homme de condition que de l'homme chrétien », que rien n'aurait pu corriger. Le comble serait qu'il voudrait épouser une « fille de mauvaise vie et de la lie du peuble » avec qui il vivrait depuis plusieurs années. Deux évêques de Tarbes successifs, monseigneur de Cambout et monseigneur de La-Roche-Aymon auraient refusé de les marier, mais le sieur de Coussan ayant réussi à faire publier des bans, il aurait aussi obtenu du sénéchal de Tarbes que soit levée l'opposition de sa mère, et se serait finalement marié. Ce mariage était contesté par sa famille comme « le malheureux fruit d'une passion violente qui, après avoir étouffé les sentiments, trouble et dérrenge la raison ». Mais il n'était pas question que de lui, se faisant il ferait un « tort infini » à sa famille, et l'obtention de lettres de cachet serait nécessaire pour empêcher un procès durant lequel « le sieur de Coussan seroit exposé aux évènements les plus tristes et les plus fâcheux, dont l'opprobre retomberoit sur sa famille, qui n'a jamais mérité de pareils malheurs ». Cette requête ne fut cependant probablement pas suivie d'effets puisque le sieur de Coussan et sa femme vécurent visiblement ensemble sans encombre, l'enquête ayant peut-être révélé qu'il y avait de l'exagération dans la présentation de leur cas par leur famille. Le nouveau sieur de Coussan, neveu du précédent, eût également affaire à son frère, le baron de Gonnès, pour le même motif de mésalliance. On ne sait pas, cette fois-ci, avec qui il souhaitait se marier, mais dans une lettre de 1770, le curé de Goudon écrivait au baron qu'il ne pouvait recevoir son opposition à la publication des bans, à cause d'un arrêt du parlement qui défendait aux curés de déférer aux oppositions quand elles ne provenaient pas du père et de la mère, du tuteur ou du curateur. Et il ajoutait qu'il devrait se presser d'agir : « hâtez-vous de faire échouer le projet de cette alliance, dont le dernier manant sent la honte et l'infamie »[695] ! Il est donc bien question de mésalliance. Le neveu fut moins heureux, puisque le baron obtint de le faire enfermer au château de Lourdes, devenu au XVIIIe siècle une « véritable succursale de la Bastille », au point de gagner l'appellation provinciale de « Bastille des Pyrénées »[696]. Dès qu'il fut emprisonné, il fit sa soumission, assurant son frère qu'il recevait l'ordre du roi « avec respect », que s'il refusait qu'il soit marié « pour motif de l'incompétance de l'épouse », il y renonçait volontiers,

[694] *ADHP*, 65 J 252, minute de requête au roi de la dame et du baron de Gonnès, vers 1730.
[695] *ADPA*, 16 J 167, lettre de Martel, curé de Goudon, au baron de Gonnès, Goudon, 2 février 1770.
[696] Fonds Bellegarde, Duviau, Eugène, « Les prisons et les prisonniers du château de Lourdes, (1344-1918) », extrait du *Bulletin de la Société académique des Hautes Pyrénées*, p. 136.

mais qu'il n'avait pas des revenus suffisants pour son entretien en prison : « seriés vous assés dur pour me laisser encore icy », l'interrogeait-il[697]. Il y restera près de cinq ans[698].

Avant de délivrer des lettres de cachet, le gouvernement central s'assurait auprès des intendants que leur emploi était justifié. L'autorité, parfois despotique, des pères, n'était pas forcément suivie par les autorités. L'intendant demandait toujours à son subdélégué un rapport détaillé, quand il ne s'informait pas lui-même. En 1755, monsieur du Pesqué, seigneur de Pouey et de Bartères, demanda un ordre du roi pour faire enfermer sa fille au couvent de Castelnau, de peur qu'elle ne fut « enlevée » dans une campagne, ou qu'elle ne se mésallia. Le subdélégué de Tarbes, Vergès, dans son avis donné à l'intendant, n'appuya pas la volonté du père, bien au contraire[699]. D'après lui, elle aurait juste refusé de quitter sa tante, la dame de Betmont de Villembits, pour suivre la volonté de son père de la mettre dans un couvent « pour en estre plus maistre ». Le tableau qu'il fit des protagonistes n'est pas sans intérêt. La tante, dame de Betmont, et le sieur Carrère de Betmont, son époux, seraient « d'une probité reconnue, et d'une piété exemplaire », leur nièce étant chez eux « tout aussi bien que dans un couvent ». Tout juste se croyait-il permis de noter que la tante n'aurait pas épousé un gentilhomme, mais, ajoutait-il, « il en a les sentimens, et d'ailleurs beaucoup de bien ». Au contraire la position du sieur Pesqué, qui n'aurait « ny feu ny lieu », et rien pour entretenir sa fille, qui serait bien « blâmable » si elle refusait d'obéir à son père s'il eut été en ménage, ne jouait pas en sa faveur. Les motifs seraient « bien légers », le prétexte n'aurait « aucun fondement ». Le fonds de l'affaire tiendrait à ce qu'il ne supportait pas que sa fille fût « recherchée » par un « jeune homme, fort riche, petit fils d'un ancien capitoul », et voyant l'échéance des 25 ans approcher, il pressentait qu'elle allait faire les actes de respect qui permettraient son mariage. Avec un tel rapport, il y a tout lieu de croire qu'il n'obtint pas la lettre de cachet. En revanche la fille du sieur de Castelbajac, seigneur de Pommaret, vit sa « mauvaise conduite » reconnue par le subdélégué en 1756. Dans ce cas n'était pas expressément mentionnée la crainte de la mésalliance, même si c'était probablement un des risques redoutés par la maison : « son père craint avec raison qu'elle ne déshonore sa famille, et que sa vie déréglée ne nuise à trois fils qu'il a au service, dont un capitaine d'infanterie et les deux autres gardes du corps du Roy ». L'intendant demanda donc que soient expédiés des ordres pour qu'elle fut enfermée au couvent des religieuses de St-Aignan comme

[697] *ADPA*, 16 J 167, lettre du sieur de Coussan à monsieur de Gonnès, Lourdes, 2 juin 1770.
[698] Il fut détenu au château du 24 mai 1770 jusqu'en février 1775, d'après l'état des sommes réclamées par la cantinière à la mère et au fils de Gonnès pour le bois, les chandelles, et la nourriture (*ADHP*, 65 J 356).
[699] *ADPA*, C 381, lettre de Vergès, subdélégué de Tarbes, à l'intendant d'Etigny, à Tarbes, le 16 septembre 1755. Sur cette affaire, voir aussi *ADG*, C 6, lettre de l'intendant d'Etigny au chancelier, le 7 octobre 1755

le souhaitait son père[700]. Comme pour l'exhérédation, la mésalliance ne pouvait être un prétexte suffisant, il fallait des caractères particuliers, dont le manque de respect pour l'autorité paternelle et une vie de débauche rejaillissant sur la famille sont deux poncifs. « L'esprit et la procédure de la lettre de cachet sont constants à cet égard », analyse Claude Quétel : « lorsqu'une famille veut s'opposer à un mariage où il y a disparité de fortune ou de naissance, c'est l'affaire des juges ordinaires. La lettre de cachet ne peut être demandée à ce titre. Il faut qu'il y ait en outre scandale et infamie »[701]. Si pour certaines familles la disproportion de condition suffisait pour qu'il y ait déshonneur et donc octroi de lettres de cachet, ce n'était pas ainsi que l'entendait l'administration.

Ces deux moyens de dissuasion venaient donc s'ajouter aux raisons qui n'étaient pas minces, nous l'avons vu, qui incitaient à ne pas épouser une non noble. Mais les mœurs fluctuaient, d'une famille à l'autre, et l'on croit que les nobles devinrent plus ouverts au fil du temps. Le besoin d'argent venait à bout d'une certaine répulsion. Guy Chaussinand-Nogaret a relevé que les mariages entre « bourgeoisie ploutocratique » et « haute noblesse » s'étaient multipliés au XVIIIe siècle, mais reconnaissait qu'en fait, grâce à la facilité d'un anoblissement par charges pour un riche financier, il s'agissait en général de mariages intra-nobiliaires[702]. Les préjugés défavorables aux roturiers, et plus particulièrement à certaines professions, n'en demeuraient pas moins vifs, quoiqu'ils ne formassent pas d'obstacles insurmontables. Tel le mépris des personnes exerçant des professions dérogeantes, ou des financiers. Monsieur de Luppé écrivait à son frère en 1770, qu'il n'était qu'un « cadet de Gascogne qui cherche fortune », et lui donnait un conseil : « prenez si vous pouvez une bonne financière, c'est de la crasse à ce qu'il prétend, et bien vous la décrasserez »[703] ! Une honorable bourgeoise, issue du monde des officiers de judicature par exemple, ne devait pas subir une telle prévention chez beaucoup de gentilshommes, et tout au long de la période étudiée des mariages entre nobles et non nobles eurent lieu, quoiqu'ils soient restés très minoritaires en Gascogne orientale. Or ces mariages n'étaient pas sans conséquence sur le statut personnel des femmes.

[700] *ADG*, C 7, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin, le 22 janvier 1756.
[701] Quétel, Claude, De par le Roy. Essai sur les lettres de cachet, *op. cit.*, p. 159.
[702] Chaussinand-Nogaret, Guy, La noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux Lumières, *op. cit.*, p. 171. Même constat pour la noblesse provinciale : « avant de marier ses enfants dans la noblesse le bourgeois prend généralement la peine de s'anoblir » (*ibidem*, p. 175).
[703] *ADLG*, 25 J, A5-19, lettre de monsieur de Luppé à son frère, à Montaignan, le 1er juin 1770.

II) Les conséquences du mariage sur le statut personnel de la femme

Pour les hommes, la naissance ou l'anoblissement déterminaient le statut. Pour les femmes, la naissance ou l'anoblissement du père ou du mari donnaient également la noblesse. Mais il reste à trancher la question d'un mariage entre deux personnes de condition différente, sans oublier que, comme on vient de le voir, c'était l'exception plutôt que la règle, et ses conséquences pendant et après le mariage.

A) Le statut de la femme mariée

Une femme noble épousant un noble restait (évidemment) noble[704]. Si un mariage était contracté entre un roturier et une femme noble, cette dernière suivait la condition de son mari[705]. Le mariage ne faisant des époux plus qu'une seule et même chair au regard de la religion chrétienne, la femme devrait donc suivre la condition de son époux[706]. Les enfants nés de ce mariage seraient donc aussi, logiquement, roturiers. Ces mariages existèrent tout au long de l'époque moderne. En pays de droit coutumier, le verbe « déparager » qualifiait ce mariage d'une fille avec une personne de condition inégale, en particulier inférieure[707]. Le mariage avec un roturier était donc en quelque sorte une renonciation tacite à la noblesse, quoique l'épouse n'ait pas choisi son mari avec une pleine et entière liberté.

Une affaire permet de confirmer ce principe. Le sieur Etienne de Loumagne, bourgeois, était marié à Marie de Puget. Poursuivi pour le franc-fief de la moitié de la seigneurie de Saint-

[704] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 874.
[705] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 25 ; Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 874 ; La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 337.
[706] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, *op. cit.*, tome second, entrée « noblesse ».
[707] Panckoucke Charles-Joseph (dir. par), *Encyclopédie méthodique, ou par ordre de matières. Jurisprudence*, tome troisième, Panckoucke libraire, Paris, 1783, entrée « déparager ».

Jean de Lasmonges, il opposa que ce fief était en possession de sa femme qui en aurait conservé la propriété. Sa femme serait encore moins susceptible de payer le franc-fief, car selon lui, elle serait issue « de messire François de Puget, de noble et très ancienne extraction », et donc devrait être déchargée en vertu de sa noblesse[708]. Le directeur du domaine, à qui la requête fut communiquée, rétorqua dans une réponse très claire, qui synthétise les principes reconnus en la matière : « il est sans difficulté que dès l'impartition de la bénédiction nuptialle la femme jouit des mêmes honneurs, privilèges, et prérogatives de son mary, en sorte que si une roturière épousoit un homme noble, dès l'instant elle jouiroit du droit de la noblesse, parce que le mariage étant une union indissoluble, il rend la femme participante des honneurs de son mary qui subsistent, non seulement pendant le mariage, mais même pendant sa viduité ; de là il s'ensuit qu'une femme d'extraction noble épousant un roturier cesse de jouir du privilège de la noblesse, sans pour cela cesser d'estre noble, son droit de noblesse n'est pas éteint, mais seulement suspendu, ainsy tout autant que le mariage subsiste la femme retient toujours la qualité du mary »[709]. Cette dernière allégation est d'ailleurs importante : il ne s'agirait pas d'une perte définitive de la noblesse, mais seulement d'une « suspension », elle conserverait la nature mais perdrait le privilège, ce qui est le propre de la dérogeance, dont il ne prononce pas le mot mais énonce sans détours des caractères. Loumagne fut donc débouté de sa demande par l'intendant[710].

Le cas de Marie de Ruble montre que le principe qui veut que le mariage avec un roturier fasse perdre la noblesse de la femme pouvait avoir une application étendue. Son père, Clément de Ruble, avocat, avait été anobli avec ses frères en septembre 1677. Elle épousa le 14 mars 1696 « maître » Marc-Anthoine Payn, un roturier. Ses oncles et frères la poursuivirent pour la faire contribuer à la taxe pour la confirmation de la noblesse exigée par une déclaration du roi. Ses biens issus de l'hérédité paternelle, y compris les meubles et grains, furent saisis. Son époux réagit en faisant un recours devant l'intendant. Maître de Lespinasse, chargé du recouvrement de la taxe pour la confirmation du droit de noblesse, demanda l'exécution du rôle arrêté au conseil en mai 1696, qui devait frapper tant les frères que les sœurs. L'intendant ne suivit cependant pas son avis, car « attendu que ladite Marie de Ruble est décheue de sa noblesse par le mariage qu'elle a contracté avec un roturier, estimons qu'il y a lieu, sous le bon plaisir du roy, de la décharger de la contribution à la somme de quatre mil livres à laquelle elle a esté taxée avec ses freres et sœurs pour la confirmation de la noblesse à eux acquise par lettres

[708] Fonds Blanquefort, requête d'Etienne de Loumagne à Daligre, intendant d'Auch, novembre 1749.
[709] Fonds Blanquefort, réponse de Pincemaille, directeur du domaine, à Auch, le 19 novembre 1749.
[710] Fonds Blanquefort, ordonnance de Daligre, intendant d'Auch, Pau, 24 janvier 1750.

pattentes de l'année 1677 »[711]. En conséquence, il ordonna la mainlevée sur les biens saisis à son mari.

Même si ce principe était unanimement reconnu par les juristes et par la jurisprudence, les roturiers ayant épousé une femme noble, peu au fait de ces subtilités, ou de mauvaise foi, tentaient d'utiliser la condition indûment considérée noble de leur épouse pour ne pas payer le franc-fief. Un exemple : Pierre Saint-Paul, bourgeois de St-Sever de Rustan, avait épousé Catherine de Neys, noble d'extraction, qui possédait deux quarts de dîme inféodée au lieu d'Ouzous, qu'elle garda comme bien paraphernal. Poursuivi pour le franc-fief en novembre 1764, il soutint qu'il n'avait pas l'usufruit de cette dîme, qui serait entre les mains de son épouse, qu'il soutenait être de condition noble, établissant même sa noblesse grâce à de nombreux titres[712]. Si on ne connaît pas l'issue de cette affaire, l'impétrant devrait avoir été débouté sur le fondement que sa femme était roturière par son mariage.

Si l'époux était anobli, l'épouse l'était donc également. Les lettres d'anoblissement déclaraient que le roturier était anobli avec ses enfants, mais en général sans préciser le sort de l'épouse, tant il était évident qu'elle suivait la condition de son mari. Il faut noter que la déclaration de mai 1643, anoblissant deux sujets du roi par généralité, précisait qu'ils jouiraient des privilèges de la noblesse « eux, leurs femmes, leurs enfans et postérité, tant mâle que femelle, nés et à naître en loyal mariage »[713].

Comme le déclarait le directeur du domaine dont nous avons rapporté l'opinion contre Etienne de Lomagne, dans le cas où le mari était noble et la femme roturière, la femme devait aussi suivre la condition du mari, et donc une fois leur mariage légitimement solennisé, la femme devenait noble, au même titre que son mari[714]. C'était déjà la « coutume notoire du royaume » au XIVe siècle[715]. Plus tard, un édit de 1549 sur le luxe défendit aux bourgeoises de changer leur état et de se faire « demoiselles », c'est à dire nobles, « si leurs maris ne sont gentilzhommes »[716]. C'est que si la noblesse était transmise par le père, donc par les mâles, il

[711] Fonds Blanquefort, ordonnance de Sanson, intendant, à Montauban, le 28 mars 1697.
[712] *ADG*, I 3177, requête de Pierre Saint-Paul à l'intendant d'Etigny, décembre 1764 : « La suppliante est noble comme on l'a déjà dit, et descend d'ayeuls qui ont toujours jouys de la noblesse, et ont été toujours exempts par cette raison du franc-fief ; cela est notoire, et sera d'ailleurs établi par sa généalogie justiffiée par titres authentiques ».
[713] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 107.
[714] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 875. Pothier exclut de cet anoblissement par le mariage la femme serve, mais en Gascogne orientale un tel mariage est un cas hypothétique à l'époque moderne, le servage ayant à peu près disparu, et une telle mésalliance choquant trop les mœurs de ce temps (Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 564).
[715] Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », *op. cit.*, p. 163.
[716] *ADHG*, 1 B 1904, folio 51, édit portant règlement sur les habillements, Paris, 12 juillet 1549.

paraissait paradoxal que la mère qui porterait l'enfant soit roturière. Cette subordination de la condition juridique de la femme à celle de son mari était justifiée par Ferrière dans son *Dictionnaire* par la Genèse, Dieu ayant d'abord créé l'homme, Adam, puis tiré la femme de son côté, mais aussi de ce que l'enfant, selon une croyance répandue à l'époque, ne naîtrait que « de ce que la mère a reçu du père »[717]. Le statut de la femme mariée était donc déterminé par sa subordination à son mari.

B) Le statut de la veuve

La Roque assimilait la condition de la femme noble mariée avec un roturier à une dérogeance : « la femme noble déroge et perd son privilège de noblesse quand elle est mariée à un roturier »[718]. Il en déduisait deux conséquences : après la mort de son époux, si elle lui avait survécu, il lui fallait des lettres royales pour retrouver sa condition, comme une personne qui aurait dérogé[719]. Et il ajoutait que sa noblesse « n'est pas continuée à ses enfants » : il s'agit ici des enfants nés de son mariage avec feu son mari roturier, qui suivaient la condition de leur père. Pour Bacquet cependant, elle ne perdrait son privilège que durant son mariage, car après, si elle vivait « noblement, sans faire acte dérogeant à noblesse », elle jouissait du privilège de noblesse « à l'avenir, pendant sa viduité »[720].

En Bourgogne, Marcel Aimé a effectivement relevé que les femmes de noble naissance ayant épousé des roturiers obtenaient des lettres de réhabilitation de noblesse[721] : c'est donc bien qu'il ne s'agissait pas d'une cessation définitive de la noblesse mais d'une simple dérogeance. Selon Pothier, la noblesse ne serait « qu'en suspens » durant le mariage roturier, mais il faudrait lors de leur viduité « qu'elles déclarent qu'elles veulent vivre noblement »[722].

---

[717] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, *op. cit.*, tome second, entrée « noblesse ».
[718] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 339.
[719] La Roque, s'appuyant sur les *Decisiones* de Guy Pape, explique qu'en Dauphiné une simple déclaration de la femme qui déclare s'en tenir à sa première qualité suffit à recouvrer sa noblesse, mais assure aussi que ce n'est qu'une exception, car « quiconque déroge, a besoin de lettres de restitution », (chapitre 145, « Si la femme noble qui a été mariée à un roturier peut revenir à sa noblesse », p. 353). C'est aussi l'opinion de Florentin de Thierriat (Trois Traictez, *op. cit.*, p. 25).
[720] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 875.
[721] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 458.
[722] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 564.

Marcel de La Bigne de Villeneuve, dans son étude historique sur la dérogeance, en s'appuyant sur la doctrine (Guy Coquille et Claude de Ferrière), affirme que cette « dérogeance » ne nécessitait pas de lettres, la veuve « recouvre automatiquement l'exercice de ses droits nobiliaires du fait de ce décès, pourvu qu'elle demeure veuve ou qu'elle se remarie avec un gentilhomme », ce qu'il explique par trois raisons : la rareté, le peu d'importance, et le « caractère purement individuel de l'exception », ce dernier critère paraissant être le plus probant[723]. En réalité, l'usage variait selon les provinces. Comme en Bourgogne, des lettres de réhabilitation étaient exigées par la cour des aides de Rouen, alors qu'elles n'étaient pas nécessaires dans le ressort de la cour des aides de Paris[724].

Et la veuve d'origine roturière épouse d'un noble, conservait-elle sa noblesse après le décès de son mari ? D'après Thierriat, les femmes roturières ayant épousé des nobles restaient nobles pendant leur viduité[725]. C'est aussi ce que prétendait Pothier, cette veuve restant noble « jusqu'à ce qu'elle passe à de secondes noces »[726]. Dans le duché de Bourgogne, elle devait reprendre sa condition roturière, d'après un coutumier de la fin du XIVe siècle, mais plusieurs décisions de droit allèrent à l'encontre de ce coutumier, notamment un arrêt du conseil d'Etat du 14 novembre 1668 et un autre arrêt du conseil d'Etat du 9 août 1669, qui maintinrent deux veuves dans la qualité de noble comme veuves d'un noble[727]. La bienveillance était donc de mise envers la veuve du noble.

En Gascogne orientale, nous n'avons pas trouvé de lettres de réhabilitation en faveur d'une veuve ayant épousé un roturier, et l'usage était apparemment que la veuve noble d'un roturier recouvrait sa noblesse à sa mort sans formalités. Il y avait une certaine confusion sur le statut de la veuve noble d'un roturier. Elle se retrouve même sous la plume d'un esprit aussi pertinent que celui du paléographe Larcher. Il rapporte en effet une ordonnance de l'intendant d'Auch St-Contest qui aurait fait payer le franc-fief à une femme d'extraction noble mariée à un roturier, et conclut qu'elle n'aurait pu recouvrer sa qualité qu'en se remariant avec un noble[728]. C'est donc qu'elle était devenue roturière, roture qu'elle conserverait veuve jusqu'à

[723] La Bigne de Villeneuve, Marcel de, La dérogeance de la noblesse sous l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 132-134.
[724] Pigeon, Jérôme, *L'intendant de Rouen, juge du contentieux fiscal au XVIIIe siècle*, Presse universitaire de Rouen, Mont-St-Aignan, 2011, p. 325.
[725] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 21. Il explique que c'est « parce que la femme qui se conserve en viduité est censée et réputée estre encores en son premier mariage ». C'est également l'opinion de Jean Bacquet, qui précise cependant que si elle se remariait avec un roturier, en ce cas « elle perd le titre et privilege de noblesse, tant pendant son mariage, que durant sa seconde viduité » (Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 875).
[726] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 564.
[727] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 161-162.
[728] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XIX, 1749, p. 24 : « Monsieur de St-Contest intendant d'Auch, fit payer les francs fiefs à la demoiselle de Lyès sœur du sieur de Noguez-Fontagnère, fille d'un secrétaire

un éventuel remariage. Or, à peine deux pages plus loin, il contredit ce principe en écrivant qu'une femme noble perd sa condition en épousant un roturier, quoiqu'elle en reprenne le rang « dez qu'elle est veuve », ce qui était bien la règle en Gascogne[729].

Plusieurs exemples permettent de mieux saisir le doute qui régnait dans cette espèce. Anne de Junca, d'extraction roturière, veuve de Savaric de Saint-Pastou, baron de Bonrepaux, fut poursuivie pour le franc-fief de sa terre de Gourgue en 1674. Elle soutint pour sa décharge que vu la noblesse de son feu mari, « comme sa veuve elle doibt jouir des privileges et advantages dont ledit noble Savaric debvoit jouir suivant les loix du royaume », mais aussi que ses biens étaient dotaux, et qu'après le décès de son époux, ils s'étaient retrouvés confondus dans la masse des biens de Bernard de Saint-Pastou leur fils noble. Après avoir prouvé la noblesse de son fils et de son feu mari, et produit ses pactes de mariage, elle fut déchargée de la taxe[730]. On ne peut en déduire qu'elle fut déchargée comme veuve d'un noble, car elle s'était aussi attachée à montrer que le bien taxé était autant en la possession de son fils. Marie d'Antras, seigneuresse de St-Geme, était veuve d'Alexandre d'Astugue, comte de Corné et de Bazordan. En 1693, elle fut poursuivie pour le franc-fief. Comme ex-épouse d'un noble, elle pouvait faire la preuve de la noblesse de son feu mari. Mais elle pouvait aussi prouver sa noblesse d'extraction, qu'elle aurait recouvré à la mort de son époux. Elle soutint les deux moyens. D'une part, et ce fut son principal argument, elle déclara qu'il lui serait « inutille d'establir par les titres de sa famille qu'elle est demoiselle d'estraction et de rasse, et qu'elle est obligée au contraire de faire la preuve de la noblesse de son deffunt espous, c'est ce qu'elle va faire », et qu'elle établit selon les formes[731]. Mais d'autre part, elle remit aussi le jugement de maintenue noble de son père en 1667, comme si elle craignait comme veuve qu'on lui oppose que son statut était celui qui lui était échu à sa naissance, et non en conséquence de son mariage[732]. L'intendant de Montauban la déchargea de la taxe de franc-fief sur le seul fondement que « ladite dame supliante est veuve d'un gentilhomme »[733]. Ce qui veut dire que la veuve, quelle que soit sa condition de naissance, gardait la noblesse de son époux noble après sa mort. Une autre veuve, Marianne de Luppé, épouse de feu le comte de Campaigne en secondes noces,

---

du roi, pour la terre de Lyès, son mari, de qui elle n'avoit pas eu d'enfans, n'étant pas noble. Il falloit qu'elle se remariât avec un noble pour recouvrer les privilèges du rang de demoiselle ».

[729] *Ibidem*, p. 26.

[730] *ADHP*, 76 J 18, ordonnance des commissaires députés par les Etats de Nébouzan au recouvrement du franc-fief, à Saint-Gaudens, 8 avril 1674.

[731] *ADG*, I 169, « inventaire des titres à faire preuve de noblesse » de Marie d'Antras, devant l'intendant de Montauban.

[732] *Ibidem*, « cependant, elle remet un extrait du jugement rendu par feu monsieur de Pellot le 1er juin 1667, qui accorde à nobles Jean et Francois Dantras ses pere et frere, acte de la représentation des titres justiffiants de leur noblesse, et ordonne qu'ils seront inscripts au cathalogue des nobles de la généralité de Montauban ».

[733] *ADG*, I 169, ordonnance de d'Herbigny, intendant de Montauban, à Montauban, le 9 février 1694.

aussi poursuivie pour le franc-fief, dut prouver sa noblesse et celle de son fils Jean-François de Mun. Si l'on en croit l'inventaire de ses titres, ce qui comptait pour elle était d'abord sa condition de naissance. Elle soutint effectivement qu'ils devaient être déchargés moyennant la preuve qu'elle fit tant de la filiation des Mun, maison de son fils, que des Luppé, ses propres ascendants, « quoyque la dame produisante soit noble et d'extraction noble et illustre, aussy bien que son fils mineur et de feu messire Alexandre de Mun son premier mary »[734]. Dans ce cas, elle mit en avant la condition de sa naissance, et non la condition de son feu époux, car si elle prouvait la noblesse de son premier mari pour son fils, elle ne prouvait pas celle de son second époux, mais celle de sa naissance. C'est donc que nonobstant la condition de son époux, elle aurait recouvré sa condition noble de naissance dans sa viduité. Il en résulte que la veuve de naissance noble avait deux moyens pour établir sa noblesse en Gascogne. Le premier, qu'elle était née noble, quelle que fut la condition de son mari. La seconde qu'elle avait épousé un gentilhomme.

Le cas d'Isabeau de Lartigue enfin, montre que la naissance noble de la veuve primait bel et bien le mariage roturier. Veuve de Jean-Baptiste de Vinter, un prétendu noble, que l'intendant avait reconnu lors d'une procédure de recouvrement de franc-fief être un roturier, elle n'en était pas moins noble de naissance. Elle était alors comprise sur le rôle de la capitation roturière de la communauté d'Avezan. Dans une requête à l'intendant, où elle se présenta comme fille de noble François de Lartigue seigneur d'Arnés et de Saint-Orens, elle déclara que si par le passé elle avait eu la complaisance de payer la capitation sur le rôle des habitants roturiers, où elle était cotisée avec rigueur, néanmoins « les seigneurs et autres nobles ses voisins, parens et amis, ayant représenté à la suppliante qu'il convenait à sa naissance et à son rang de se pourvoir pour payer à l'advenir sa capitation au rang des nobles », elle s'était résolue à envoyer une requête pour être déchargée de la capitation roturière[735]. Elle obtint dès lors d'être inscrite sur le rôle de la capitation noble de Lomagne, après avoir montré ses titres de nobilité à monsieur de Bastard, subdélégué à Fleurance.

En somme, déterminé par le statut de son mari durant le mariage, le statut de la femme était lors du veuvage favorablement jugé, en lui conservant sans circonlocutions la noblesse lorsqu'elle était l'épouse d'un noble, ou en lui rendant, lorsqu'elle avait épousé un roturier mais était de noble extraction, sans formalités, en Gascogne orientale. Les divergences de la doctrine

[734] *ADG*, I 2167, inventaire des pièces produites devant monseigneur d'Herbigny, intendant de Montauban, Nogaro, mai 1693.
[735] Fonds Lacoutère, requête d'Elisabeth de Lartigue à Etienne-Louis de Journet, intendant de la généralité d'Auch, 1774.

et les doutes sur cette question témoignent de son caractère secondaire, traité à la marge, ce qui est surtout dû à ce que la femme ne pouvait transmettre la noblesse.

Chapitre 2) L'anoblissement

L'anoblissement est l'acte par lequel une personne non noble devient noble. Il opère un changement dans l'état de la personne.

Nous segmentons ici notre propos en trois sections[736]. Dans un premier temps nous étudierons des sources éphémères ou théoriques de la noblesse, que sont l'anoblissement par le service des armes et par les fiefs. Pourquoi les avoir regroupés ? Parce qu'il nous a semblé que ces deux sources d'anoblissement, héritées de la société féodale, sont *de facto* ultra minoritaires, et si elles ont pu intéresser la doctrine, leurs effets en matière d'anoblissement sont restés quasiment nuls, soit parce que c'était un cas hypothétique, soit parce que le mode d'anoblissement fut trop limité dans le temps pour avoir des retombées quantitatives significatives. C'est ce qu'il nous faut démontrer. Dans un second temps nous aborderons l'anoblissement par lettres, mode d'anoblissement classique, qui permet d'apprécier la réalité de la condition de l'anobli. Ensuite nous étudierons dans un tiers temps une dernière forme d'anoblissement, celui par les charges, qui fut progressivement reconnu, et avec le développement de l'Etat absolutiste, devint quantitativement la principale source d'anoblissement.

[736] Nous ne traiterons pas l'anoblissement par rescrit ou par le vote et l'immatriculation comme citoyen noble de la ville de Perpignan, qui est un particularisme unique, d'origine étrangère, le Roussillon n'étant rattaché à la France qu'en 1659, et dont l'originalité conduisit à son abolition en février 1789 ; d'ailleurs, aucun gascon ne fut anobli par cette voie (Texier, Alain, Qu'est-ce que la noblesse ? Histoire et droit, *op. cit.*, p. 26).

Section 1) Des sources éphémères ou théoriques

Nous étudierons d'abord l'anoblissement par le service des armes, puis l'anoblissement par les fiefs.

I) L'anoblissement par le service des armes

Nous distinguerons deux périodes, l'édit de 1750 sur la noblesse militaire étant un tournant sur le plan législatif.

A) Le service des armes jusqu'au milieu du XVIIIe siècle

Au début de l'époque féodale, l'entrée en chevalerie, par la « colée », permettait d'anoblir. Mais bien avant le XVIe siècle, cette prérogative d'armer chevalier des roturiers, et d'élever ainsi à la noblesse, a été réservée à quelques grands féodaux, avant de devenir l'apanage du roi, qui n'en fit que très rarement usage[737]. Un commentateur de Jean Boiceau au

[737] Desbrousses, X., Condition personnelle de la noblesse au Moyen Âge, *op. cit.*, p. 23. Le roi n'était pas le seul à pouvoir adouber un chevalier, bien des exemples contraires démentent cette opinion jusqu'au XVIe siècle, mais il était le seul à pouvoir adouber un roturier, ce qui est logique, ayant le monopole de l'anoblissement (Loysel, Antoine, Institutes coutumières, *op. cit.*, p. 7, n° 28 : « D'un vilain, autre que le roi ne peut faire chevalier »). L'adoubement s'est raréfié dès la fin du XIIIe siècle (Contamine, Philippe, Guerre, Etat et société à la fin du

XVIIIe siècle constatait, au sujet de l'anoblissement qui résultait de la concession royale de la chevalerie lors des combats, que « cela s'est pratiqué autrefois, et ne se pratique plus »[738]. D'ailleurs, les personnes adoubées étaient en général déjà nobles à l'époque moderne[739]. Quant aux ordres de chevalerie, ceux du Saint-Esprit, de Saint-Michel, ou de Saint-Lazare, furent toujours réservés aux nobles, et si celui de Saint-Louis créé seulement en 1693, était ouvert aux roturiers, il était reconnu qu'il n'anoblissait pas le non noble qui en était décoré[740].

Le métier des armes put encore conférer la noblesse légalement suite à l'édit de mars 1600, qui dans son article 25 défendait « à toutes personnes de prendre le tiltre d'écuyer et de s'insérer au corps de la noblesse, s'ils ne sont issus d'un ayeul et père qui ayent fait profession des armes […] sans avoir jamais fait aucun acte vil et dérogeant à ladite qualité, et qu'eux aussi, se rendant imitateurs de leur vertu les aient suivis en cette louable façon de vivre »[741]. Deux générations servant le roi aux armées pouvaient donc anoblir une famille, pourvu que de l'aïeul au petit fils nul ne commit d'acte dérogeant à la noblesse.

Si l'on en croit Le Bret, les charges militaires anoblissaient dès avant cet édit des tailles, selon l'usage du royaume. Il ne précise pas lesquelles, mais l'on peut penser qu'il parle principalement des emplois dans les compagnies d'ordonnance, puisqu'il faut que ces charges

---

Moyen Age, *op. cit.*, p. 180). Des lettres de chevalerie purent être délivrées par le roi, mais elles sont extrêmement rares à l'époque moderne, et on n'en a pas trouvé en Gascogne orientale. En Franche-Comté espagnole, les lettres de chevalerie ne récompensaient que des nobles et leur effet était personnel (Chevrier, Georges, « Les sources de la noblesse dans le comté de Bourgogne du XIVe à la fin du XVIIIe siècle », *op. cit.*, p. 83). Jean-Richard Bloch n'en rapporte qu'un exemple en France, Pierre Legendre, trésorier de France, en 1510, mais son père avait déjà été anobli au XVe siècle, et c'est à tort qu'il croit que c'était en l'occurrence aussi des lettres de noblesse (Bloch, Jean-Richard, L'anoblissement en France au temps de François 1er, *op. cit.*, p. 140-142). Alain Texier également considère que les lettres de chevalerie anoblissaient (Qu'est-ce que la noblesse ? Histoire et droit, *op. cit.*, p. 64). Il rapporte un édit de 1702 créant 200 lettres de chevalerie pour des provinces du nord du royaume, mais ces lettres étaient expressément destinées aux gentilshommes. L'anoblissement par lettres de chevalerie ne semble avoir eu cours en France qu'au Moyen Âge (XIVe siècle).

738 Danty, M., Traité de la preuve par témoins en matière civile, *op. cit.*, p. 559.

739 Voir les ordres de chevalerie, p. 825.

740 Voir les ordres de chevalerie, p. 828 et suiv. En considérant que l'Ordre de Saint-Michel était réservé aux nobles et les élevait à un rang supérieur aux simples nobles, les commissaires à la recherche des usurpateurs en Provence maintinrent nobles des personnes, car ils auraient été anoblis par la collation de l'Ordre (Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV. 1630-1730, *op. cit.*, p. 625). Cette jurisprudence s'explique à la fois par le fait que l'Ordre de Saint-Michel fut délivré trop largement à certaines époques, sans que la noblesse soit dûment vérifiée, et par le fait que les commissaires en Provence ne furent pas très rigoureux ; on ne trouve pas ailleurs pareille solution.

741 Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XV, édit sur les tailles, Paris, mars 1600, art. 25 : « La licence et corruption du temps a été cause aussi que plusieurs, sous prétexte de ce qu'ils ont porté les armes durant les troubles, ont usurpé le nom de gentilhomme pour s'exempter induement de la contribution aux tailles; pour à quoi remédier, défendons à toutes personnes de prendre le tiltre d'écuyer et de s'insérer au corps de la noblesse, s'ils ne sont issus d'un ayeul et père qui ayent fait profession des armes, ou servy au public en quelques charges honorables, de celles qui par les lois et mœurs du royaume peuvent donner commencement de noblesse à la postérité, sans avoir jamais fait aucun acte vil et dérogeant à ladite qualité, et qu'eux aussi se rendans imitateurs de leur vertu les aient suivis en cette louable façon de vivre, à peine d'être dégradés avec déshonneur du tiltre qu'ils auront osé induement usurper ».

soient des « dignités »[742]. Seul le lieutenant des légions de gens de pied se vit reconnaitre légalement l'anoblissement par l'édit de juillet 1534 qui les établit[743].

Loyseau, dans son *Traité des ordres* de 1610, considérait que la noblesse devrait plutôt procéder des charges militaires que des autres. Il assurait même que les charges de gouverneurs des provinces ou des villes anobliraient au premier degré, comme celles de capitaine et de gendarme des ordonnances. En revanche il réfutait que les charges dans les compagnies d'ordonnance autres que celle de gendarme, ou les charges de capitaine, de lieutenant ou d'enseigne dans les compagnies de gens de pied, anoblissaient, en s'appuyant sur l'édit des tailles de 1600, qui ne leur accordait qu'une exemption des tailles[744]. Il ajoutait cependant que si l'exercice d'une charge militaire réservée à la noblesse ne donnait pas la noblesse, mais ne la ferait que présumer, elle la prouverait si elle était exercée durant deux générations, toujours conformément à l'édit des tailles[745]. L'article 25 de l'édit des tailles ne réservait pourtant pas expressément cet anoblissement graduel aux charges réservées à la noblesse. Pasquier soutenait que trois générations de militaires anobliraient la famille, sans condition quant aux emplois occupés, mais pourvu qu'ils aient été exemptés de la taille[746]. On manque de jurisprudence pour dresser les contours exacts de cet anoblissement par le service des armes. Toujours est-il que la porte fut refermée rapidement, et ce type d'anoblissement ne fut plus possible dès l'édit sur les tailles de janvier 1634[747]. Le service des armes ne suffisait plus pour conférer la noblesse, même s'il en était un vecteur, ou une « cause matérielle », pour reprendre l'expression employée par Loyseau au sujet de la vertu, fréquemment alléguée dans les lettres d'anoblissement.

Signe que cet anoblissement graduel par les charges militaires venait d'un usage ancien, et qu'il répondait à une conception de la noblesse alors largement partagée, Belleguise, commis à la recherche en Languedoc et en Provence lors de la première recherche des usurpateurs, éprouva le besoin de le discuter[748]. A la question de savoir si le père et l'aïeul se succédant dans

[742] Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, trente-sixième action, p. 526.
[743] Isambert, Decrusy et Jourdan, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XII, 2e partie, p. 390, « édit pour la levée de sept légions d'infanterie », Fontanon, 24 juillet 1534. D'après Bluche, cet anoblissement légal au 1er degré disparait dès l'ordonnance du 22 mars 1558 (Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 84).
[744] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31.
[745] *Ibidem*, p. 31 : « En quoy faut tenir une regle assez notable que les offices ou charges affectées aux simples nobles, n'annoblissent pas pourtant le pourveu, s'il apparoist qu'il soit roturier. Il est bien vray que tant qu'il y est toleré, il est presumé noble, et si le pere et l'ayeul ont tenu successivement de tels offices, c'est une preuve de noblesse, pour ceux de la troisieme generation ».
[746] Pasquier, Etienne, Recherches de la France, *op. cit.*, tome 1er, p. 376.
[747] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVI, édit sur les tailles et l'usurpation des titres de noblesse, Paris, janvier 1634.
[748] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 37.

une charge militaire transmettraient à leur descendant la noblesse, il faisait la réflexion que la vertu, cause de la noblesse, devrait avoir les mêmes effets dans le service des armes que dans celui de la justice : « les héros d'épée n'ont pas moins de gloire que ceux de robe, si la pourpre de ces derniers laisse à leur postérité un éclat qui releve leur naissance, le sang que les autres répandent en doit laisser un plus vif et plus brillant à leurs descendans »[749]. Par ailleurs, la force étant, estimait-il, aussi nécessaire à la société civile que la justice, et les commandants ayant même le droit de juger leurs hommes, il serait juste que les officiers militaires aient le même avantage que les officiers de judicature[750]. Il cite l'article 25 de l'édit des tailles de 1600, comme s'il était encore en vigueur, et en déduisait que la question avait été jugée favorablement à ces nobles, à condition que les pères et aïeux aient servi vingt ans, ou soient morts alors qu'ils exerçaient encore leur charge[751]. A la même époque, l'auteur d'un traité sur la noblesse écrivait que « la maxime generale semble vouloir que ceux qui portent les armes contre les ennemis de l'Estat et de la patrie, s'ils ne sont nobles par leur naissance, soient dans la voye la plus ordinaire et la mieux frayée pour aspirer à la noblesse », mais remarquait finalement que « il n'est pas decidé quelle charge d'epée il faut posseder pour faire souche de noblesse », et *a contrario* de la magistrature, il ne citait pas d'exemple de charge d'épée anoblissante[752]. Dans la première moitié du XVIIIe siècle, Boutaric assurait encore que celui dont le père et l'aïeul étaient capitaines serait anobli, dans les mêmes conditions que celles exposées par Belleguise, et soutenait que certaines personnes furent maintenues nobles par ce moyen lors de la recherche des usurpateurs qui eut cours au début du XVIIIe siècle[753]. Cet anoblissement par les charges militaires, s'il bénéficia réellement à quelques familles en Provence suivant une jurisprudence particulière, n'en resta pas moins extrêmement résiduel.

Les services aux armées n'étant pas suffisants, il fallait recourir au roi pour obtenir des lettres d'anoblissement. Par cette voie des lettres d'anoblissement demeurait donc un anoblissement par le service des armes. Ainsi s'explique l'opinion du cardinal de Bernis que « quiconque a acquis la noblesse par d'autres voies que celle des armes ne devrait pas en jouir personnellement, et sa postérité devrait être soumise aux mêmes charges que le peuple jusqu'après un siècle révolu depuis l'acquisition de la noblesse »[754] : s'il n'y avait pas de mode

[749] *Ibidem*, p. 38.
[750] *Ibidem*, p. 39.
[751] *Ibidem*, p. 41. Les descendants des prévôts en chef bénéficièrent du même anoblissement graduel par assimilation aux capitaines des compagnies d'ordonnance en Provence, ainsi que les gouverneurs des villes et places fortes (*Ibidem*).
[752] Hubert, Robert, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 101-103.
[753] Boutaric, François de, Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales, Gaspard Henault imprimeur, Toulouse, 1751, p. 436.
[754] Bernis, François-Joachim de, Mémoires du cardinal de Bernis, *op. cit.*, p. 169.

d'anoblissement particulier au service des armes, néanmoins souvent le service des armes pouvait être la cause de l'octroi des lettres, comme nous le verrons.

A l'évidence, cette absence d'anoblissement spécifique au service des armes entre 1634 et 1750, ne fut pas sans conséquence. Une partie de la bourgeoisie, qui put naguère orienter ses fils vers l'épée, se vit happée par les offices de justice, qui offraient la dignité mais aussi l'anoblissement, et à moindre risque. Comme le relevait avec justesse François Bluche, « dès lors, le service aux armées se trouve moins favorisé que cette judicature que l'on bouscule, certes, mais dont on s'occupe sans cesse »[755]. Partant, la noblesse, par l'évolution de sa composition même, prenait un tour plus civil que militaire. La persistance de la conception militaire de la noblesse, et le nombre croissant d'officiers roturiers, devaient pourtant faire remonter à la surface l'idée d'un anoblissement par l'épée.

B) Le service des armes à partir du milieu du XVIIIe siècle

Louis XV concrétisa l'idée d'un anoblissement par le service des armes par l'édit de novembre 1750. Par cet édit, le roi déclarait qu'il voulait récompenser les non nobles qui l'avaient servi vaillamment, en leur donnant un témoignage de leurs services qui passe à leur postérité. Il était rappelé que la noblesse ancienne devait son origine au service des armes, et que, d'une certaine façon, le mérite des actions des bénéficiaires de l'édit les avait déjà anoblis : « ils ont le mérite de la noblesse, s'ils n'en ont pas encore le titre ».

Ces réflexions se traduisaient par deux dispositions concernant la noblesse. Tous les officiers généraux, déjà nommés ou qui le seraient à l'avenir, bénéficiaient de la noblesse héréditaire dès leur entrée en charge[756]. Les officiers créés chevaliers de Saint-Louis qui auraient servi, comme leurs pères et aïeux, trente années non interrompues, dont au moins vingt

[755] Bluche, François, Solnon, Jean-François, *La véritable hiérarchie sociale de l'ancienne France. Le tarif de la première capitation (1695)*, Librairie Droz, Genève, 1983, p. 58.

[756] *ADHG*, 1 B 1949, folio 422, édit créant une noblesse militaire, Fontainebleau, novembre 1750, art. 2 : « En vertu de notre présent édit et du jour de sa publication, tous officiers généraux non nobles, actuellement à notre service, seront et demeureront ennoblis, avec toute leur postérité née et à naître en légitime mariage » ; art. 3 : « Voulons qu'à l'avenir le grade d'officier général confère la noblesse de droit à ceux qui y parviendront et à toute leur postérité légitime, lors née et à naître, et jouiront nos dits officiers généraux de tous les droits de la noblesse, à compter du jour et date de leurs lettres et brevets ».

comme capitaine (années réduites à 18 pour ceux parvenus au grade de lieutenant-colonel, 16 de colonel, 14 de brigadier), ou qui servirent durant une période moindre, mais furent hors d'état de continuer leurs services à cause d'une blessure, ou morts au combat même sans avoir obtenu la croix de St-Louis, étaient anoblis[757]. Cet anoblissement ne nécessitait pas de lettres d'anoblissement. Pour bénéficier des avantages de cet édit, l'officier ayant accompli le laps de temps de service devait se faire délivrer, à chaque génération, des « lettres d'approbation de services » par le secrétaire d'Etat chargé du département de la guerre, suivant une déclaration royale de 1752[758]. Cet anoblissement graduel, en remontant à l'aïeul, était directement inspiré par l'article 25 de l'édit de 1600, visé par le préambule, dans lequel le roi exprimait sa volonté de suppléer « à ce qui pouvoit manquer à la perfection des loix précédentes », en établissant « une noblesse militaire, qui puisse s'acquérir de droit par les armes ». Les bornes de cet anoblissement restaient très étroites[759]. On sait la place léonine qu'occupait la haute noblesse dans les charges d'officiers généraux, et la rareté des familles de non nobles qui se succédèrent durant trois générations dans une charge d'officier pendant près de deux décennies chacun, avec obtention de la croix de Saint-Louis... Le roi s'en justifiait dans le préambule : c'était l'obligation qu'il avait de « veiller avec une égale attention au bien général et particulier des différens ordres de notre royaume » qui l'obligeait à limiter cette grâce, pour ne pas surcharger le tiers-état par un trop grand nombre d'exemptés de la taille.

Peu de personnes bénéficièrent par conséquent de ces dispositions, car elles allaient devenir caduques après seulement quatre décennies[760]. Un seul cas d'anoblissement grâce aux dispositions de cet édit a pu être relevé en Gascogne orientale, celui de François de Laporterie

---

[757] *ADHG*, 1 B 1949, folio 422, art. 10 : « Tout officier, né en légitime mariage, dont le père et l'ayeul auront acquis l'exemption de la taille, en exécution des articles ci-dessus, sera noble de droit ; après toutefois qu'il aura été par nous créé chevalier de l'ordre de Saint-Louis, qu'il nous aura servi le temps prescrit par les articles IV et VI, ou qu'il aura profité de la dispense accordée par l'article VIII : Voulons, pour le mettre en état de justifier de ses services personnels, qu'il luy soit délivré un certificat, tel qu'il est ordonné par les articles VII et VIII, selon qu'il se sera trouvé dans quelqu'un des cas prévus par ces articles, et, qu'en conséquence, il jouisse de tous les droits de la noblesse, du jour daté dans ledit certificat » ; art. 11 : « La noblesse acquise en vertu de l'article précédent passera de droit aux enfans légitimes de ceux qui y seront parvenus, même à ceux qui seront nés avant que leurs pères soient devenus nobles ; et si l'officier qui remplit ce troisième degré meurt dans le cas prévu par l'article IX, il aura acquis la noblesse : Voulons pour en assurer la preuve, qu'il soit délivré à ses enfants légitimes un certificat tel qu'il est mentionné audit article IX ». Les officiers alors au service bénéficiaient des dispositions de l'article en comprenant le temps écoulé avant l'édit dans leurs commissions, mais il n'était pas rétroactif à l'égard des pères et aïeux, dont les services ne pouvaient être pris en compte (art. 13 et 14).

[758] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XXII, « Déclaration en interprétation de l'édit du mois de novembre 1750, portant création d'une noblesse militaire », Versailles, 22 janvier 1752.

[759] D'autant que la marine n'était pas concernée par l'édit (Reinhard, Marcel, « Élite et noblesse dans la seconde moitié du XVIIIe siècle », dans *Revue d'Histoire Moderne et contemporaine,* Tome III, 1956, PUF, p. 11).

[760] La Barre de Raillicourt estime à 110 familles celles qui furent anoblies par ces dispositions, dont 92 par une nomination au grade d'officier général (Labarre de Raillicourt, D., *La noblesse militaire*, Chez l'auteur, Paris, 1962, p. III).

(1699-1780), dont la famille était établie en Armagnac[761]. Il était issu d'une famille proche de la noblesse par ses alliances et les charges militaires exercées[762]. Son grand-père, Léger de Laporterie, lieutenant-colonel, avait été chevalier de Saint-Louis. Mais les dispositions de l'édit sur la noblesse militaire n'étaient pas rétroactives pour les degrés du père et de l'aïeul, et c'est son accession au grade de maréchal de camp en 1762 qui lui permit de devenir noble.

L'édit de la noblesse militaire n'en conserve pas moins une signification symbolique importante, tant sur l'exaltation de la profession des armes au milieu du XVIIIe siècle, que sur la persistance de la conception militaire traditionnelle de la noblesse. S'il reste en vigueur jusqu'à la Révolution, on peut néanmoins relever que ces dispositions étaient appelées à tomber en désuétude, d'abord par l'exigence d'un certificat de noblesse pour devenir officier, ensuite par la preuve de quatre degrés, exigée par l'édit de Ségur de 1781, qui porta à cette noblesse militaire un coup qui devait à terme s'avérer fatal.

II) L'anoblissement par les fiefs

Avant d'aborder l'anoblissement par la concession d'un titre de dignité, il nous faut faire une mise au point sur les rapports entre noblesse et féodalité.

A) Noblesse et féodalité

[761] *Ibidem*, p. 17.
[762] Si l'on en croit la généalogie de cette famille faite par La Chesnaye-Desbois, elle serait noble depuis plusieurs siècles, mais cette généalogie est sujette à caution (La Chesnaye-Desbois, François-Alexandre de, *Dictionnaire de la noblesse*, tome XI, Paris, 1776, p. 448). La famille n'a pas été maintenue comme noble lors de l'enquête de noblesse de la fin du XVIIe siècle.

Nous commencerons en rappelant le privilège nobiliaire de possession des fiefs. Puis nous ferons une distinction entre noblesse et féodalité, en s'arrêtant particulièrement sur la question controversée de l'anoblissement par les fiefs. Enfin, nous reconnaitrons l'importance de l'association faite entre noblesse et seigneurie dans les mentalités.

1) Le privilège nobiliaire de possession des fiefs

Féodalité et noblesse sont deux choses distinctes, et des roturiers firent parfois l'acquisition de fiefs. Pourtant si l'on en croit une affirmation maintes fois répétée par la doctrine juridique, la possession des fiefs en France était réservée à la noblesse. C'était un privilège noble selon les juristes. Le Bret écrivait que « il n'y a que les nobles qui puissent posseder les fiefs du roïaume »[763]. L'Alouette évoquait quant à lui la « loi générale du Roiaume, reçeue et approuvée par tous les rois de France, qui ont fait prohibition de les aliéner, et les ont declarez biens de la noblesse, inalienables à d'autres, et non prescriptibles »[764]. Plus tard, Boutaric, dans son *Traité des droits seigneuriaux* publié en 1751, assénait que les nobles, « par les loix du royaume, étant seuls capables de posséder des fiefs », les roturiers seraient *a contrario* « incapables de posséder des fiefs »[765].

Ce privilège était lié à une conception militaire de la noblesse héritée de l'époque féodale. Le Bret justifiait par exemple le privilège des nobles par leur service militaire, « pour récompense des travaux qu'ils endurent dans les factions de la guerre, et de ce qu'ils exposent leurs vies à toutes sortes de dangers pour la défense du païs »[766]. Bacquet expliquait que les roturiers ne feraient pas profession des armes, et donc que le roi subirait « perte et dommage » par la faute de ces roturiers, par lesquels il ne serait « secouru au fait des guerres et expeditions militaires qu'il luy convient soustenir pour la défense du royaume, comme il est secouru par les gentilshommes et personnes nobles demeurans en France, lesquels sont tenus suivre nos rois ès armées qu'ils mettent sus la tuition du royaume, et conservation des habitans d'iceluy »[767]. Quant à L'Alouette, il arguait que les fiefs seraient « ordonnez et destinez à l'usage des armes tant seulement, et si spécialement attachez et affectez aus personnes des nobles, qui font

[763] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 65.
[764] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 29.
[765] Boutaric, François de, Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales, *op. cit.*, p. 432-433.
[766] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 65.
[767] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 860.

profession de noblesse », qu'on ne devrait souffrir « qu'aucun d'eus les vendent, ne autres les tiennent et occupent que des nobles, tant pour l'honneur et dignité du roiaume, que pour la seureté du Roi et de son Etat »[768]. La contrepartie militaire de la possession étant le service au ban et arrière-ban[769]. Dans la même logique, La Noue, réprouvait la possession de fief par un roturier, car, estimait-il, ils seraient « incapables des actions militaires, qui doyvent accompaigner ceux qui les possèdent »[770].

A mesure que s'altérait la conception militaire de la noblesse, cette justification devenait désuète. Au XVIIIe siècle, Boutaric, qui soutenait l'incapacité des roturiers, ne lui trouvait plus de justification, mais seulement une origine, supposant que la règle était « fondée sans doute, sur ce que le fief dans leur première institution, n'étoient donnés qu'à la charge et sous la condition du service militaire »[771]. D'ailleurs, cette règle était contredite par les nombreux roturiers ayant acquis des fiefs, ce qui explique que dès le début du XVIIe siècle, certains juristes étaient moins catégoriques sur l'étendue de ce privilège, lui donnant des limites. Thierriat, pour qui seul le noble pouvait posséder un « fief noble », ajoutait que le roturier ne pouvait détenir qu'un fief non noble, c'est à dire « quelque arriere-fief où il n'i ait vassaux nobles »[772]. Pour Loyseau, ce sont les « médiocres seigneuries », comme les vicomtés, baronnies ou châtellenies, et les grandes, qui leur seraient spécialement affectées : « au moins est-il, ce me semble, bien raisonnable de laisser les grandes aux grands seigneurs, et les mediocres aux gentils-hommes »[773]. Il s'agissait là d'opinions doctrinales qui témoignaient du besoin de trouver un compromis entre le droit théorique et des faits contradictoires.

Le droit était effectivement constant : la possession de fief était un privilège noble. Les édits sur le franc-fief contenaient un préambule portant qu'il était interdit aux roturiers de posséder des fiefs, comme celui de février 1634 rappelant qu'il « soict interdict par les mesmes ordonnances à tous roturiers de tenir et posseder aucungs fiefs, arriere-fiefs, rantes, heritaiges, ny autres pocessions nobles »[774]. Aussi, ce privilège se retrouvait toujours systématiquement mentionné dans les lettres d'anoblissement jusqu'à la Révolution, qui portaient une clause permettant à l'anobli et sa descendance de posséder des fiefs et seigneuries. On pouvait y voir

[768] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 53.
[769] *Ibidem*, p. 52.
[770] La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 240.
[771] Boutaric, François de, Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales, *op. cit.*, p. 432.
[772] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 73.
[773] Loyseau, Charles, Traité des seigneuries, *op. cit.*, p. 40.
[774] *ADHG*, 1 B 1915, folio 235, lettres patentes données à St-Germain en Laye, 1er février 1634. Autre exemple plus récent : « Les roturiers estans incapables par les ordonnances de nostre royaume d'y posseder aucuns fiefs et biens nobles » (*ADHG*, 1 B 1924 bis, folio 292, édit sur le franc-fief fait à Versailles, août 1692).

une simple clause de style[775]. Elle exprimait pourtant clairement le principe de la réservation des fiefs à la noblesse. Mais on peut relever là encore une contradiction entre le droit et le fait dans les lettres d'anoblissement de Manaud Barbe de La Claverie, qui lui permettent de jouir de tous les privilèges de la noblesse, comme de celui de pouvoir acquérir et posséder des fiefs et terres nobles « tant de ceux qu'il a desja acquis que de ceux qu'il pourra acquerir ou qu'il leur sont desjà escheus, et pourront sy après eschoir, competer et appartenir, et en jouir, uzer, ordonner et dispozer, tout ainsi que s'ilz estoient extraicts de noble race »[776]. Etrange paradoxe que porte cette clause, qui permet à l'anobli de posséder des fiefs qu'il possédait déjà !

Pour comprendre ce décalage entre le droit, et surtout la doctrine, et les faits, il faut rappeler que très tôt les rois avaient accepté une exception au principe qui progressivement était devenue commune. Le roi pouvait en effet permettre à un roturier de posséder un fief : « les roturiers n'en sont capables aujourd'huy que par dispense »[777]. Les lettres patentes sur le franc-fief de février 1634 énoncent le principe de l'interdiction de possession de fief par un roturier sans la « permission » du roi[778]. Il s'agissait donc d'une faveur royale, qui accordait la permission de déroger à la règle. Sans cette permission du roi, le roturier demeurait incapable de posséder des fiefs[779]. Or cette permission était très largement accordée, puisqu'elle était générale : la permission du roi était tacite et non expresse[780]. Certains le déplorèrent d'ailleurs, comme L'Alouette, pour qui la « loi françoise » a été altérée par « une corruption de dispenses vendues et ottroiées pour argent » à des clercs et des roturiers « qui tiennent les plus beaus fiefs du Roiaume », à tel point que « il i a de la difficulté comment on pourroit restablir et remettre ce qui est de présent aliéné »[781]. Un roturier possesseur de fief ne pouvait être troublé dans sa possession. D'après Bacquet, il ne pouvait être contraint par le procureur du roi de « vider ses mains » d'un fief en sa possession[782].

---

[775] Un auteur a pu parler de cette clause comme d'un « vestige » de ce « droit françois » qui rendait incapable les roturiers de tenir des fiefs (Lalande, Jacques de, *Traité du ban et arriere-ban*, François Hotot Imprimeur, Orléans, 1675, p. 31).

[776] *ADHG*, 1 B 1916, folio 63, « Lettres d'anoblissement en faveur de Manaud Barbe, sieur de La Claverie au comté d'Armagnac », Bordeaux, décembre 1615.

[777] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 29. Le terme de « dispense » est aussi employé par Le Bret : « bien que d'autres que les gentilshommes les possedent maintenant, ce n'est que par dispense du prince » (Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 65).

[778] *ADHG*, 1 B 1915, folio 235, lettres patentes données à St-Germain en Laye, 1er février 1634.

[779] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 853.

[780] Ce n'était pas le cas en Franche-Comté, où il fallait au roturier une autorisation préalable du souverain pour acquérir un fief, mais soulignons que cette province fut rattachée tardivement à la France, et qu'il y avait nombre d'irrégularités (Chevrier, Georges, « Les sources de la noblesse dans le comté de Bourgogne du XIVe à la fin du XVIIIe siècle », *op. cit.*, p. 60, note 3, p. 68-69).

[781] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 29.

[782] Quelques coutumes, comme celle de Meaux, portaient que les seigneurs féodaux pouvaient contraindre le roturier à quitter la possession de son fief, mais elles n'avaient aucune application (Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 891).

Il est donc permis de s'étonner que des juristes aient pu affirmer avec constance une règle qui n'était juridiquement absolument pas respectée et en telle contradiction avec les faits. Ce qui peut s'expliquer par le fait que cette exception était assortie d'une condition : tous s'accordaient pour dire que les roturiers ne pouvaient posséder des fiefs qu'à condition d'acquitter la taxe de franc-fief, entrave financière sur laquelle nous reviendrons.

2) La distinction juridique de la noblesse et de la féodalité

Après avoir exposé la situation générale, il nous faudra nous arrêter brièvement sur l'exception béarnaise, puisqu'elle est limitrophe de la Gascogne orientale.

a) Noblesse et possession de fief

Un fief est « un héritage tenu du roi, ou d'un seigneur particulier, à foi et hommage, à la charge d'aveu et autres devoirs »[783]. Il s'agit donc du statut juridique d'une terre. La noblesse en revanche est l'état d'une personne, le statut d'un individu. Juridiquement, le régime régissant le fief et celui régissant le noble étaient distincts.

Ce régime féodal couvrait l'essentiel des propriétés en Gascogne orientale. Il était issu de la féodalité médiévale. En fait, il devenait rarissime à l'époque moderne que le roi érige des biens ruraux en fiefs. Nous n'avons trouvé qu'un exemple de lettres d'érection d'une terre en fief. Il s'agit de la terre de Castelmore, dans la juridiction de Lupiac, en Armagnac, érigée en fief de Castelmore, en faveur de Paul de Batz, capitaine au régiment des gardes, pour services rendus[784]. Cette unique érection en fief suscita d'ailleurs les récriminations de l'intendant de

[783] *Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux*, tome second, Dutillet libraire, Paris, 1775, entrée « fief ».

[784] *ADHP*, 65 J 189, lettres d'érection du fief de Castelmore, Paris, août 1663. Ces lettres étaient assez proches de celles d'érection en fief de dignité. Après avoir constaté qu'il possédait « plusieurs terres, maisons, et heritages en roture », d'un notable revenu, « pour meriter quelque tiltre d'honneur », la terre était érigée en fief, en considération de ses services « et ceux que rend journellement le sieur d'Artaignan lieutenant de nos mousquetaires à cheval son frere ». Les lettres portaient que le fief érigé serait mouvant du comté d'Armagnac, sous le titre de fief de Castelmore, à la charge de rendre la foi et l'hommage au comte, et en cas de mutation de reconnaître le seigneur suzerain par une pointe de lance de fer doré, et de servir à l'arrière-ban quand il serait convoqué, « sans toutesfois que les tenanciers dudit fief soint teneus à autres droictz que ceux qu'ilz ont accoustumé, et a la charge

Montauban, qui rappela que l'anoblissement de terres devait être évité à tout prix, sans quoi les conséquences seraient très mauvaises pour les finances royales et les « misérables », à cause du caractère réel de la taille dans cette généralité[785]. La féodalité était donc figée, c'était un cadre hérité du passé qui n'évoluait guère.

Tout possesseur de fief, quel que soit son état personnel, jouissait des droits et devait remplir les devoirs attachés à son fief. La féodalité ne faisait pas de distinction entre nobles et roturiers. Certes, l'essentiel des fiefs étaient tenus par des nobles. C'est particulièrement vrai au début de notre étude. En Comminges au XVIe siècle, René Souriac a relevé l'absence de concurrence bourgeoise, et conséquemment la prépondérance écrasante de la noblesse en matière de possession seigneuriale : en 1550, parmi les seigneurs laïques, un seul ne faisait pas partie de la noblesse commingeoise[786]. Cette prédominance s'est érodée, mais il n'y a pas eu d'inversion spectaculaire. A tel point que certains pouvaient trouver étrange qu'un roturier possédât un fief. L'abbé Vergès soutenait qu'à l'origine la noblesse avait eu pour base la propriété des fiefs et ne pouvait en être séparée, sous peine de dégradation. Si la noblesse n'était plus fondée au XVIIIe que sur la naissance, il expliquait qu'il fallut « des siècles pour se familiariser avec l'idée d'une noblesse de sang », transition due selon lui à l'acquisition de fiefs par des roturiers[787].

Certains ont même pu croire que le fief était une marque de noblesse, comme L'Alouette, ce qui explique selon lui qu'on les appela « terres nobles » au XVIe siècle[788]. Guy-François de Vaux, sieur de Brouls, ayant fait une consultation sur sa noblesse en 1674, l'avocat fut d'avis qu'on ne pouvait lui contester sa noblesse de race, entre autres raisons parce que lui et ses prédécesseurs avaient toujours possédé des « fiefs nobles »[789]. Autre élément allant dans ce sens, les lettres d'anoblissement de François de Courtade de 1643, qui comportent une clause d'anoblissement de sa terre située à Puntous en Magnoac, à la charge de l'hommage, semblent

que sy ledit fief venoit à tumber ès mains d'aucuns faisans profession de la religion prethendue refformée, il n'y sera faict aucun presche ny exercice de ladite religion à peyne de neullitté des presentes ».

[785] Lettre de l'intendant Pellot à Colbert, Agen, 30 janvier 1665, transcrite par Communay, A., *Audijos. La Gabelle en Gascogne*, Archives historiques de la Gascogne, Auch, 1893, p. 155.

[786] Il s'agit de Salomon Andines, un apothicaire toulousain, établi d'ailleurs à proximité de la ville dans la châtellenie de Muret (Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France. Autonomie commingeoise et pouvoir d'Etat, *op. cit.*, p. 118).

[787] *ADPA*, 16 J 208, « Histoire de la maison de Noé », chapitre préliminaire.

[788] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 51.

[789] *ADHG*, 13 J 1, « consultation qui a esté remise par messire de Brouls », à Toulouse, 14 août 1674 : « Pour un troisiesme il justifie encore qu'il y a eu toujours des fiefs nobles dans sa maison, que son ayeul en fit à Henry IV d'heureuse memoire, qu'il print dans l'hommage la qualité de noble et de capitaine en chef au regiment françois de Piedmont, et qu'il fit ledit hommage pour un fief noble ».

corroborer cette opinion[790]. Mais l'octroi de cette grâce particulière dans les lettres d'anoblissement, tout à fait exceptionnel, n'était pas un corollaire de l'anoblissement personnel. Evidemment la présomption était surtout forte lorsque cette possession était ancienne. Le cardinal de Bernis commençait même ses mémoires en racontant qu'il était né dans le château de Saint-Marcel en Vivarais, et serait fier de pouvoir dire que cette seigneurie appartenait à sa famille depuis quatre-cents ans, car c'est « un bon titre de noblesse ; il n'en est pas de plus incontestable que la possession non interrompue du même fief »[791]. Cette opinion n'était pourtant pas juridiquement fondée, car des roturiers pouvaient posséder des fiefs sans que le temps de possession ne change leur condition[792].

La conséquence de cette distinction, est que l'acquisition d'un fief n'anoblissait pas son possesseur s'il était roturier[793]. Après une période de flottement, l'ordonnance de la Toussaint 1275 donnée par Philippe le Hardi, et d'autres qui suivirent, prévirent que l'acquisition d'un fief ne ferait pas du roturier un noble, même s'il devrait rendre le service dû à son suzerain, ou à défaut acquitter une taxe[794]. La taxe de deux années de revenus du fief fut portée à trois années par Philippe le Bel en 1291[795], disposition reprise selon des modalités diverses en 1320, 1326, 1328, et généralisée à tous les roturiers possesseurs de fief par une ordonnance de Philippe de Valois du 24 août 1338[796].

Il est vrai que certaines coutumes reconnurent implicitement un anoblissement « à la tierce foi », au bout de trois hommages du vassal roturier et de ses descendants successivement, mais ces dispositions ne concernaient que les détroits des coutumes en question, non l'ensemble du royaume[797]. Il n'est d'ailleurs pas bien établi que ces coutumes permettaient d'anoblir après

---

[790] *ADHG*, 1 B 1916, folio 214, « lettres en faveur de François de Courtade, par lesquelles le Roi le decore du tiltre et qualité de noblesse », St-Germain en Laye, 4 mars 1643.
[791] Bernis, François-Joachim de, Mémoires du cardinal de Bernis, *op. cit.*, p. 47.
[792] Un exemple parmi tant d'autres, dans un « estat contenant le nombre des gentilhommes vassaulx » de la vicomté de Bruilhois d'octobre 1576, on remarque qu'en fait plusieurs de ces vassaux n'étaient pas des gentilshommes, mais des clercs ou des religieux, et un roturier, le sieur de Las, procureur d'Agen (*ADG*, I 620, extrait d'un état du 20 octobre 1576, tiré des archives de la maison d'Armagnac à Lectoure, en août 1612).
[793] Nous parlons ici du cas des fiefs simples et non des fiefs de dignité.
[794] Isambert, Jourdan, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome II, « ordonnance sur les amortissemens, extension et abrègement de fief », de 1275, qui portait qu'au cas où des non nobles aient acquis des fiefs, hors des terres des barons, « si entre le roi et celui qui a fait l'aliénation, il ne se trouve pas trois seigneurs, et s'ils possèdent les fiefs acquis avec abrègement de services, ils seront contraints de les mettre hors de leurs mains, ou de payer la valeur des fruits de deux années ». Le but de cette ordonnance était de s'assurer un service militaire ou à défaut une contribution financière permettant de solder des combattants, mais aussi de « maintenir l'ordre social, et d'éviter que le marché des fiefs ne devienne un marché de noblesse » (Ourliac, Paul, Gazzaniga, Jean-Louis, *Histoire du droit privé français de l'An mil au Code civil*, Albin Michel, Paris, 1985, p. 179).
[795] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, Paris, 1788, p. 7.
[796] Sur toutes ces anciennes ordonnances, se reporter à Chérin, L. N. H., *ibidem*, p. 12-13.
[797] Les *Etablissements de Saint-Louis* de 1272 portaient que « la noblesse s'acquéroit par la possession d'un fief à la tierce-foi, c'est à dire qu'un roturier acquérant un fief, ses descendans étoient nobles au troisième hommage du même fief, et partageoient noblement ledit fief à la troisième génération » (*ibidem*, p. 5). D'après Paul Viollet, cet

le XIIIe siècle, car le partage noble auquel elles admettaient les roturiers ne signifiait pas nécessairement qu'elles suffisaient à faire un noble, la jouissance d'une prérogative nobiliaire n'impliquant pas obligatoirement un changement de statut[798]. La théorie soutenue par Jean-Richard Bloch selon laquelle les fiefs pouvaient permettre d'anoblir par prescription jusqu'au règne de François 1[er] compris nous paraît éminemment discutable et mal étayée[799]. A la fin du XIVe siècle, Boutillier, dans sa *Somme rural*, avait justifié la finance perçue sur les roturiers par le fait qu'elle permettait d'empêcher les roturiers de s'anoblir par ce fief comme cela pourrait arriver s'ils les conservaient « long temps », ce qui serait inadmissible parce que « nul ne peust anoblir sans l'auctorité du roy »[800]. L'idée que les fiefs purent anoblir avant 1579 fut vigoureusement réfutée dans le *Répertoire* de Guyot[801].

---

anoblissement n'était qu'en faveur de l'arrière-petit-fils de l'acquéreur du fief lorsqu'il prêtait hommage (Viollet, Paul, *Les établissements de Saint-Louis*, tome IVe, Société d'Histoire de France, Paris, 1886, p. 160). C'est sans doute une erreur hormis en Poitou (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome LXI, entrée « Tierce-foi »). Ce type d'anoblissement, dit « à la tierce-foi », s'il fut admis dans quelques provinces comme en Anjou, Maine, Touraine, Loudunois, et en Poitou où on parlait de « quarte-foi », devint en tous cas caduc avec l'ordonnance de Blois de 1579.

[798] La doctrine que nous avons consultée aborde la « tierce-foi » pour les successions, mais n'évoque pas un anoblissement à la tierce-foi sauf à un temps depuis longtemps révolu, et ce sont des historiens postérieurs à la Révolution qui en font grand cas. Il est d'ailleurs utile de rappeler que contrairement à ce que croyaient maints érudits, Louis IX n'a pas reconnu cet anoblissement, les « *Etablissements de Saint-Lo*uis » sont un coutumier, non une ordonnance, d'ailleurs ultérieur à son règne.

[799] Bloch, Jean-Richard, L'anoblissement en France au temps de François 1[er], *op. cit.*, p. 27 et suiv. Il ne rapporte en définitive aucune justification juridique de l'anoblissement par les fiefs ou par prescription, si ce n'est l'anoblissement par la tierce-foi, dans le détroit de certaines coutumes. Si un anoblissement par prescription, en particulier par la possession d'un fief, avait été possible, nul doute qu'on en aurait nombre de témoignages explicites, d'autant que la question de la possession d'un fief par un roturier fut souvent discutée, en particulier au sujet des droits de « franc-fief » en France ou de « rachat » en Bretagne. S'il déclare que la jurisprudence dans les pays de taille réelle « gardait une forte tendance à considérer que les biens anoblissaient les personnes », il n'en rapporte pas d'exemple, ajoute que ces « théories sur lesquelles cette doctrine s'appuyait allaient en diminuant de nombre et d'autorité », et que le franc-fief y était prélevé comme ailleurs (Bloch, *ibidem*, p. 52). Seul Gui Pape y était en fait favorable dans ses *Decisiones*, mais son opinion est isolée et il y allait de son intérêt personnel (Dictionnaire historique des juristes français, XIIe-XXe siècles, *op. cit.*, article « Pape, Gui », par G. Giordanengo). L'anoblissement des roturiers possédant des fiefs en Normandie par l'ordonnance de Montils-lès-Tours de novembre 1470 se fit par une ordonnance qui dérogeait au régime général qui était que les fiefs n'anoblissaient pas, sans quoi cette ordonnance aurait été inutile, et moyennant le payement d'une contribution financière importante, puis de divers droits de confirmation imposés par les successeurs de Louis XI, enfin elle ne valait que pour le passé (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 104). Une telle mise au point est nécessaire car cette opinion de Jean-Richard Bloch, bien qu'erronée, fut reprise par nombre d'historiens.

[800] *BNF*, Fonds français 202, Boutillier, Jehan, *Somme rural*, transcription de 1471, second volume, folio 139 : « Item appartient a lui la congnoissance des enquestes faiz des terres et possessions tenues en fief acquises et acquestees par non nobles a renouveller de quarante ans en quarante ans commissaires sur ce, assavoir que en dedens cellui temps en est acquis et acqueste par non nobles, et de prendre finance sur ce de la vallur de l'acquestement de 6 ans, ou selon que l'acqueste le vault et enseigne a faire ; et la raison si est que nul ne peust anoblir sans l'auctorité du roy en son royaulme, qui ne vient d'estration noble, et par acquerre nobles tenemens il semble qu'ilz s'anobliroient par long temps le tenir, et l'acqueste qui noble seroit par eulx envieilir en leur main ».

[801] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 351 : « elle est tellement destituée de fondement, tellement contredite pas les monumens antérieurs, que l'on ne peut trop s'étonner de la voir répétée par un aussi grand nombre d'auteurs ».

Ce principe ancien fut clairement renouvelé par l'article 258 de l'ordonnance de Blois de mai 1579 : « les roturiers et non nobles achetans fiefs nobles, ne seront pour ce annoblis, ni mis au rang et degré des nobles, de quelque revenu et valeur que soient les fiefs par eux acquis »[802]. Le fief ne pouvait anoblir car, comme le justifiait Loyseau, seul le roi avait le pouvoir d'anoblissement en France, en tant que souverain : le roi « seul en France peut conceder la noblesse, et rendre le roturier capable des privileges qu'il a donnez aux nobles »[803]. Dès le début de notre champ de recherche, dans la seconde moitié du XVIe siècle, la doctrine reconnaissait le principe général que la terre n'anoblissait pas la personne[804]. On le trouve exprimé bien plus tard par des gentilshommes participant à la réaction nobiliaire en Bigorre au XVIIIe siècle. Dans un factum de 1749, ils rappelaient que « les roturiers ne possèdent des biens nobles dans cette comté, que par la permission des descendans de St-Louis qui ne leur accorde que la liberté de les acquérir en propriété »[805]. Ils ne les anoblissaient pas, « ne leur donnent point le droit de se qualifier nobles », et « ne leur communiquent enfin aucun privilège de la noblesse »[806].

b) L'exception béarnaise et basque

D'après Chérin père, il existait un cas particulier, justement en Gascogne, où on pouvait encore être anobli par acquisition de fief : en Béarn et en Bigorre[807]. En ce qui concerne la Bigorre, située en Gascogne orientale, c'est une erreur qu'il fait, la terre n'y anoblissait pas, contrairement au Béarn[808]. Pour être exhaustif, c'était aussi le cas en Navarre et en Soule (une

[802] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, « ordonnance rendue sur les plaintes et doléances des Etats généraux assemblés à Blois en novembre 1576, relativement à la police générale du royaume », Paris, mai 1579, art. 258.
[803] Loyseau, Charles, Traité des seigneuries, *op. cit.*, p. 41.
[804] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 909 : « Estant certain, que les fiefs n'annoblissent point en France » ; *Commentaire de maître Jean Boiceau sur l'article 54 de l'ordonnance de Moulins*, Poitiers, 1582, traduit du latin dans Danty, M., Traité de la preuve par témoins en matière civile, *op. cit.*, p. 529.
[805] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XX, 1749, p. 113 : « Mémoire pour servir de Replique à la réponse du sieur de Lafitole du 15 octobre 1748, présenté le 31 juillet 1749 ».
[806] *Ibidem*.
[807] Mémoire cité dans Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 425.
[808] Même erreur dans Alain Texier, Qu'est-ce que la noblesse ? Histoire et droit, *op. cit.*, p. 17. Cette erreur pour la Bigorre a malheureusement été reprise par Jean de Bertier, qui croit à l'existence d'une « noblesse par fiefs » en Bigorre avant 1751, suite à une analyse erronée de documents divers (Bertier, Jean de, « Les réceptions aux Etats de Bigorre dans l'ordre de la noblesse », *Bulletin de l'ANF*, n° 179, avril 1984, p. 41). Plutôt que de citer les très nombreux exemples qui viennent radicalement démentir cette assertion, on fera simplement observer que la recherche du franc-fief en Bigorre, qui y eut lieu à plusieurs reprises, aurait été sans objet si les fiefs avaient anobli les roturiers qui les avaient acquis.

des trois parties du Pays-Basque français)[809]. Froidour avait noté qu'en Bigorre, la noblesse était « attachée au sang, de même qu'en tout le reste du royaume, à la différence de ce qui se pratique en Béarn, en Navarre et en Soule, où ceux qui possèdent certaines maisons nobles sont réputés nobles »[810]. Au reste, il n'y a qu'à lire Chérin pour comprendre à quel point ce particularisme était unique et rétrograde : « un tel usage, qui met entre les mains des particuliers l'une des plus éminentes prérogatives de la puissance souveraine, devroit sans doute être proscrit : mais on prétend qu'il a pour base l'Édit de réunion à la Couronne du royaume de Navarre et de la province de Béarn, de l'année 1620, qui confirme leurs anciens habitans dans leurs anciens privilèges »[811].

Selon Jean de Bertier cependant, contrairement au cas navarrais, le privilège d'anoblissement aurait été réservé aux seuls fiefs donnant droit d'entrée aux Etats du Béarn, ce qui n'était pas rigoureusement respecté jusqu'au milieu du XVIIe siècle[812]. Le franc-fief n'y était pas prélevé[813]. Cet anoblissement par la terre en Béarn n'était pas aussi prestigieux que l'anoblissement royal, et certains mirent en doute les effets de cet anoblissement, qui serait personnel uniquement le temps de la possession réelle de la terre anoblissante. Le sieur de Beyrie, trésorier général des Etats de Bigorre, jouissait comme seigneur de Beyrie du droit d'entrée aux Etats de Béarn, auquel la noblesse était attachée. On le vit pourtant impétrer des lettres de noblesse. L'intendant expliqua au secrétaire d'Etat que « comme il pourroit arriver par des arrangemens d'affaires, qu'il se déffit de cette seigneurie, il ne jouiroit plus dans ce cas de ce privilège, qui d'ailleurs, en luy en supposant toujours la propriété, luy seroit contesté dans tout autre pays qu'en Béarn »[814]. Pourtant, d'après Jean de Bertier, l'anobli conservait sa noblesse en dépit de la revente de son fief, et cette noblesse féodale fut reconnue par la jurisprudence du conseil du roi, comme pour l'exemption du marc d'or de noblesse[815]. Les Etats de Béarn avaient cependant eux-mêmes des doutes sur la jouissance des privilèges de la noblesse française par cette noblesse réelle dans son origine[816].

[809] Sur la Navarre et la Soule, voir Bertier, Jean de, « L'anoblissement par la terre dans les Pyrénées occidentales », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 195-199.
[810] Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des Etats de Bigorre, *op. cit.*, p. 111.
[811] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 425.
[812] Bertier, Jean de, « Les réceptions aux Etats de Béarn dans l'ordre de la noblesse », dans *Bulletin de la société des sciences, lettres et arts de Pau*, tome II, Pau, 1967, p. 116.
[813] *ADG*, I 389, arrêt du conseil d'Etat du 29 juillet 1704 « par lequel les habitans de Béarn ont été maintenus contradictoirement dans l'exemption du franc-fief à perpétuité ».
[814] *ADG*, C 10, lettre de l'intendant d'Etigny à monsieur le comte de St-Florentin, le 25 juillet 1757.
[815] Bertier, Jean de, « Les réceptions aux Etats de Béarn dans l'ordre de la noblesse », *op. cit.*, p. 117.
[816] *Ibidem*, p. 121.

Lors des recherches des usurpateurs de noblesse, un seul des poursuivis en Gascogne orientale tenta d'utiliser le particularisme béarnais. Exupère Bertier, châtelain d'Aspet en Comminges, qui prétendait être noble d'extraction, fit sa preuve de noblesse, mais on lui opposa dans son ascendance la pratique du commerce. Face aux contredits du commis à la recherche, il prétendit être domicilié en Béarn où il résiderait depuis trente ans sauf en été, produisant un certificat des jurats de Pau, mais aussi que « ceux quy y avoient des seigneuries et maisons nobles, avoient droit d'entrée aux etats, et de se qualifier nobles », et que le Béarn avait été déchargé de la recherche des usurpateurs par un arrêt du conseil de novembre 1669, demandant finalement son renvoi dans cette province. On note dans sa production la présence d'un certificat des syndics généraux des Etats du Béarn attestant que « ceux qui avoint des seigneuries, maisons nobles ou domanjadures en ladite province avoint droit d'entrée aux etats et se qualifioint nobles dans les contrats et autres actes de justice, encore qu'ils ne fussent pas nobles de race »[817]. Le procureur du commis à la recherche ne contesta pas ces arguments et se contenta de démontrer qu'en réalité Exupère Bertier était domicilié à Aspet, et il fut en conséquence condamné pour usurpation de noblesse en 1699.

Hormis en Béarn, Navarre et Soule, la noblesse et la féodalité étaient donc juridiquement bien distinctes, des roturiers pouvant posséder des fiefs, des nobles pouvant ne pas en posséder, et conséquemment la possession d'un fief n'étant pas anoblissante.

3) Association de la noblesse et de la seigneurie

Le seigneur est le propriétaire d'un fief, ou d'un franc-alleu, auquel étaient attachés des droits utiles et honorifiques. Ce propriétaire pouvait être noble comme roturier. On ne peut cependant occulter ici le préjugé qui associait « gentilhomme » et « seigneur », particulièrement dans les campagnes. En effet, à la lecture de certains auteurs, les nobles et les seigneurs ne seraient qu'un seul et même groupe social. Monluc emploie souvent les termes de « seigneur » et « gentilhomme » pour désigner les mêmes personnes, de la même sorte aussi que « cappitaine » ou « compaignon », ce qui atteste que ces termes, s'ils ne sont pas synonymes, peuvent néanmoins recouvrir à peu près le même groupe d'individus, qui n'est autre que la noblesse. L'assimilation est aussi faite dans des lettres royales de 1615 confirmant la justice

[817] *ADG*, I 463, copie de l'ordonnance de Le Pelletier de La Houssaye intendant de Montauban, Montauban, 17 mars 1699. Les « domengeadures » sont des fiefs nouvellement anoblis par le souverain.

appartenant à François de Saint-Sivier, où l'on peut lire qu'il est « veritable que touts les gentilhommes de nostre dict pays de Bigorre quels qu'ils soint, n'ont eu que la basse justice, car la moyene et haulte nous appartient comme comte », laissant penser que tous les gentilshommes étaient seigneurs[818]. Au milieu du XVIIIe siècle encore, dans une liste des gentilshommes du vicomté de Bruilhois, il est noté à la fin qu'il y avait « plusieurs personnes dans le Bruilhois qui n'ont ny justice ny directe, qui prenent la qualitté de nobles, que je ne voudrois pas attester, ainsin je creu qu'il n'étoit pas important d'en écrire leurs noms »[819] : le fait de ne pas posséder de seigneurie faisait même douter l'auteur de ces lignes de la qualité de nobles peut-être authentiques.

Les nobles n'ayant pas de seigneurie se sentant comme des nobles de seconde classe, se qualifièrent parfois de seigneur d'une terre qui n'en était pas une, pour ne pas dépareiller[820]. La qualification prise de « sieur » de telle ou telle terre, dans les actes notariés, permettait de dissimuler ce qui était vécu comme une infériorité : on trouve des nobles sieurs d'une seigneurie, mais aussi parfois de biens nobles très modestes, tous se rattachant en apparence au groupe des seigneurs. Ces « sieurs » étaient pour beaucoup des non nobles aspirant à la notabilité, voire à la noblesse. Néanmoins, puisqu'elle était portée par des nobles plus ou moins authentiques, elle put aussi être prise pour une qualification nobiliaire. En 1726, quatre habitants de Vic en Bigorre firent une requête à l'intendant de Lesseville car ils étaient imposés pour le logement des officiers, ce dont ils prétendaient être exempts[821]. On n'en connaît pas le motif, peut-être était-ce la noblesse. Toujours est-il que la requête signifiée aux consuls portait l'expression « les sieurs de la ville de Vic »[822]. Larcher rapporte qu'au conseil de la communauté de Vic du 26 mai 1726, le premier consul « se récria sur le mot des *sieurs de la ville de Vic* », et représenta qu'il était « de l'intérêt de la bourgeoisie de veiller à ce qu'un trop grand nombre de personnes ne prit le titre de nobles », proposant de créer un syndic afin de contester la noblesse des requérants[823].

---

[818] *ADHG*, 1 B 1912, folio 326, « Lettres en faveur du sieur de St-Sivier portant confirmation de la justice en sa faveur des lieux de St-Sivier et Visquel nonobstant le don fait par Sa Magesté de la justice de toute la baronie de Bénac », Bordeaux, 7 novembre 1615.
[819] *ADG*, I 620, « estat des gentilshommes du viscompté de Bruilhois », milieu XVIIIe siècle.
[820] Tel Henri de La Cassaigne, dont Larcher écrivait qu'il se présentait comme « sieur du Pesqué, seigneur de Bartères, seigneurie chimérique, puisqu'elle n'est qu'une simple dénomination comme celle du Pesqué » (Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XX, 1749, p. 162).
[821] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XIX, 1749, p. 134.
[822] D'après Larcher il s'agirait d'une simple erreur de l'huissier : « ce n'étoit cependant à ce que je crois, que la faute de l'huissier, qui ne sachant pas lire, quelque habile qu'il se crût, avois pris l'abrégé *hans*, habitans, pour *srs*, sieurs ».
[823] *Ibidem*, p. 135.

Cette assimilation entre noble et seigneur s'explique aisément en Gascogne orientale jusqu'au XVIIe siècle, car les familles nobles se perpétuaient dans les mêmes seigneuries parfois depuis des siècles. Les serments de fidélité que faisaient les habitants d'une seigneurie, que l'on trouve jusqu'au milieu du XVIIe siècle, témoignent de cette succession lignagère. Les « manants et habitants » promettaient au seigneur de lui rendre son dû comme ils avaient fait pour ses ancêtres. En 1587, les habitants de Laroque en Magnoac prêtèrent serment à Philippe de Larroque, leur seigneur, de fidélité et d'acquitter leurs droits et devoirs « ainsy qu'ils les ont accostumé payer à ses predecesseurs et encestres », et en retour le seigneur leur promit de les maintenir dans leurs privilèges « comme ont faict ses predecesseurs et encestres »[824]. Il en résulte que le lien entre noble et seigneur était particulièrement marqué dans les campagnes. Ainsi il ne faut pas s'étonner que dans les doléances du tiers-état de Comminges réalisées en 1560 à l'occasion des Etats généraux d'Orléans, ses représentants se plaignirent que « lesdits gentilhommes oppressent grandement le pouvre tiers-estat » par les nombreux droits seigneuriaux, frustrant les laboureurs du fruit de leur labeur[825]. A cette époque, pour le paysan commingeois, les seigneurs, c'étaient les nobles.

La confusion est patente, même s'il ne s'agit là que d'un préjugé : des seigneurs n'étaient pas nobles, et *a fortiori* des nobles n'étaient pas seigneurs. Tels étaient les cadets et filles qui n'avaient eu droit pour légitime qu'à de l'argent ou des modestes biens nobles ou roturiers, tels étaient certains nobles appauvris, tels étaient des anoblis par charge n'ayant pas encore acquis de fief… Des roturiers, comme partout en France, acquéraient bien des seigneuries. Exemple probant, en Lavedan, nombre de familles possédant des seigneuries n'étaient pas nobles. On y rencontrait de nombreux petits seigneurs roturiers. On trouve par exemple maître Pierre Lamarque, notaire, qui acheta en 1656 la seigneurie de Miramont à François de Foix et son épouse Marie-Jacqueline de Menssan[826]. La seigneurie passa ensuite dans la famille bourgeoise lavedanaise des Caubotte. Dans la généralité d'Auch, d'après Georges Frêche, le XVIIIe siècle vit même une accélération du transfert de fiefs des nobles vers les roturiers, même si les possessions bourgeoises en Comminges en 1786 ne dépassaient pas 10%, le reste revenant pour une large part aux nobles, au roi, aux ecclésiastiques, et pour un petit nombre aux communautés[827].

---

[824] *ADHP*, 159 J 1, « copie d'instrument de fidellité pour les consuls mannans et habitans de Larroque Maignoac », Batbie notaire, 24 janvier 1587.
[825] *ADHG*, 1 C 3795.
[826] *ADHP*, 3 E 44/278, folio 46.
[827] Frêche, Georges, *Toulouse et la région Midi-Pyrénées au siècle des Lumières (vers 1670-1789)*, Editions Cujas, Paris, 1974, p. 483 et suiv.

Du fait de la confusion, l'acquisition d'une seigneurie par une famille bourgeoise était souvent un biais permettant de faciliter l'agrégation à la noblesse. Comme l'observe La Roque, les fiefs étaient un moyen d'usurper la noblesse, car les seigneuries conféraient « autorité sur les peuples, et le crédit à ceux qui les possèdent », et permettaient d'exercer des droits supposés nobles comme le droit de chasse et les droits honorifiques[828].

François Billacois, dans un article qui fit date, avait noté que, ès noblesse, « même si concrètement beaucoup de seigneuries sont détenues par des nobles et si beaucoup de nobles tirent des seigneuries le plus clair de leurs revenus », néanmoins, « est-il besoin de rappeler qu'il se distingue aussi de la classe des seigneurs ? »[829]. Les apparences ont trop longtemps occulté le droit, mais aussi le fait, et entretenu une équivoque, faisant de tout noble un seigneur, préjugé déjà dénoncé sous l'Ancien Régime, comme par La Roque, qui rappelait que « ce seroit un abus de croire que tous les nobles possédassent des fiefs »[830].

La possession d'un fief était donc théoriquement un privilège nobiliaire, mais en pratique les roturiers pouvaient très bien en posséder. Cela n'empêchait pas dans les mentalités une assimilation du groupe des seigneurs aux nobles, ce qui ne change rien au fait que la possession d'un fief n'anoblissait pas, mais facilitait socialement un rapprochement avec la noblesse, voire même une agrégation au bout d'un certain temps.

B) L'anoblissement par la concession d'un titre de dignité

Si les fiefs ordinaires n'anoblissaient pas en Gascogne orientale, comme nous venons de le voir, il n'en était pas de même des fiefs de dignité, selon plusieurs juristes. Dans la mesure ou un tel anoblissement fut accepté, encore faut-il savoir si cette voie d'entrée théorique dans la noblesse avait des conséquences pratiques. Il faut aussi examiner la question d'une éventuelle usurpation de ces titres de dignité par des roturiers.

[828] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 383.
[829] Billacois, François, « La crise de la noblesse européenne (1550-1650). Une mise au point », *op. cit.*, p. 259.
[830] La Roque, Gilles André de, Traité du ban et arrière-ban, *op. cit.*, p. 31.

1) Fiefs de dignité et noblesse

Nous présenterons d'abord succinctement les différents fiefs de dignité, puis nous étudierons la question de l'anoblissement par les fiefs de dignité.

a) Une marque de noblesse bigarrée

Dans l'ancienne France, les titres étaient en règle générale réels, attachés à un fief. On nommait ces fiefs « fiefs de dignité », car c'était des fiefs auxquels étaient annexées des dignités. Bien que réel, le titre pouvait se transmettre uniquement au sein de la famille, lorsqu'il avait été concédé par le roi. Ces titres étaient un des principaux facteurs discriminants entre les nobles. L'Alouette exposait, rebattant les préjugés de ses contemporains en la matière, que viendraient d'abord ceux qui « ont biens, fiefs et terres de nom, dignité et renommée, comme principautez, pairries, duchez, comtez, marquisats, vidamez, vicomtez, baronnies, chastellenies », puis ceux qui « n'ont que simples seigneuries, avec d'autres bien grandes et amples possessions », enfin d'autres qui « n'ont que de petis fiefs, ou n'ont rien du tout, comme la pluspart des puisnez de Normandie, Picardie, Bretaigne, Anjou, et les cadets de Gascogne »[831]. On pourrait donc croire qu'en établissant une hiérarchie des titres, on pourrait classer verticalement les nobles selon un rang. En réalité, les titres présentaient juridiquement de notables différences, ce qui ne permet pas d'établir une hiérarchie claire et cohérente entre eux. Nous verrons successivement les anciens titres féodaux, les anciennes baronnies, et les titres liés aux fiefs érigés en dignité par le roi.

Paragraphe 1) Les anciens titres féodaux

[831] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 24.

Au XVe siècle, la Gascogne était très morcelée entre plusieurs entités féodales. Le comté de Comminges fut incorporé au domaine royal dès le milieu du XVe siècle[832]. Le comté de Bigorre, dans la famille d'Albret dans la première moitié du XVIe siècle, passa dans celle des Bourbon-Vendôme par le mariage de Jeanne avec Antoine de Bourbon en 1548. Son fils Henri, devenu roi de France, réunit le comté à la Couronne en 1607. Les comtés d'Armagnac et de L'Isle-Jourdain, passés dans la famille d'Albret dans la première moitié du XVIe siècle, furent aussi réunis en 1607. Ce fut également le cas de la plupart des autres entités féodales de taille plus modeste, qui furent réunies la même année au domaine[833].

Le comté d'Astarac passa dans la famille de Foix-Candale par le mariage de Marthe d'Astarac avec Gaston de Foix en 1508, puis aux La Valette d'Epernon par le mariage de Marguerite de Foix avec Jean-Louis de Nogaret de La Valette en 1587, qui le transmit à son fils Bernard de La Valette. Saisi, le comté fut alors adjugé à la famille de Roquelaure. Le comté appartint à Gaston-Jean de Roquelaure, puis Antoine-Gaston de Roquelaure son fils. Sa fille Françoise fut mariée à Louis de Rohan-Chabot, et le comté resta jusqu'à la Révolution dans cette maison. Ce comté est le seul à être resté la possession patrimoniale d'une famille noble, à laquelle les seigneurs en dépendant devaient prêter hommage, et non au roi. Les comtes faisaient partie de la noblesse de cour, mais lorsqu'ils se rendaient exceptionnellement à Masseube, ils y étaient reçus par une cérémonie fastueuse[834].

Quant à la vicomté de Lavedan, qui recouvrait les sept vallées du Lavedan, il resta dans les mains de la famille des Bourbon-Lavedan jusqu'à ce qu'elle s'éteignît au début du XVIIe siècle. Le titre fut néanmoins encore porté par une branche cadette de cette famille établie en Quercy, les Bourbon-Malause, jusqu'à son extinction en 1741. Jean-Jacques de Bourbon ayant fait héritier son épouse Marie de Gontaut-Saint-Geniès, ses possessions en Lavedan passèrent ensuite à son héritière, sa nièce Judith, qui épousa Philippe de Montaut-Bénac. Philippe de Bénac, sénéchal de Bigorre au milieu du XVIIe siècle, prenait entre autres titres celui de vicomte de Lavedan. La famille de Bégolle prétendit aussi pouvoir porter ce titre, car Catherine de Bourbon, sœur de Jean-Jacques, dernier Bourbon-Lavedan, avait épousé Antoine de Bégolle. On voit qu'une certaine confusion régnait dans la dévolution de ce titre.

La dévolution de l'ancien titre de vicomte de Couserans n'est guère aisée à suivre non plus, et plusieurs familles purent se l'arroger simultanément. La vicomté fut démantelée au gré

[832] Suivant un accord conclu en mars 1443 à Toulouse, après la mort de Mathieu de Foix, le 5 janvier 1454.
[833] Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XV, « édit sur la réunion à la couronne de l'ancien patrimoine privé du roi », Paris, juillet 1607.
[834] Chanchus, P.-E., « Visite de monseigneur le duc de Rohan-Chabot, comte d'Astarac, dans sa bonne ville de Masseube, en l'an 1771 », dans *Bulletin de la société archéologique du Gers*, Auch, 1904, p. 8.

des successions et des procès. Le titre n'en continua pas moins d'exister : il était attaché à la seigneurie de Lacourt, chef-lieu de la vicomté[835]. Au milieu du XVIe siècle elle était entre les mains de la famille de Foix-Rabat. Toutefois, la famille de Narbonne prétendait alors au titre de vicomte de Couserans, Saint-Girons en étant d'après eux le chef-lieu, et parce qu'ils descendaient des anciens vicomtes. Le 7 avril 1544, Michel de Narbonne-Lara passa un accord avec les syndics de Saint-Girons dans lequel il était énoncé qu'à eux seuls appartenait le « vrai titre » de vicomte de Couserans[836]. Avec le temps, ce titre se transforma en celui de « vicomte de Saint-Girons et de Couserans », puis ils ne se qualifièrent par la suite plus que de « vicomtes de Saint-Girons »[837]. Quant au titre légitime, il passa en 1588 dans la famille de Mauléon-Durban, par le mariage de François de Mauléon avec Françoise de Foix-Rabat. Cette dernière eut un procès en 1609 avec Gaudens de Saint-Jean, seigneur de Pointis, époux de Françoise de Comminges, dernière héritière de la branche des Comminges de Soulan, qui se disaient aussi vicomtes de Couserans. Le parlement de Toulouse arrêta que seule Françoise de Foix pourrait se dire vicomtesse de Couserans, alors que les époux Saint-Jean ne pourraient se qualifier que « visconte et viscontesse dudit Couserans en leur part tant seullement »[838]. Il en résulta que les seigneurs des fiefs démembrés de la vicomté de Couserans portèrent désormais le titre de vicomte de la portion qui leur était revenue. Louis de Froidour attesta de cet usage en 1667 lors de son passage en Couserans[839].

Le roi put faire don de ses titres féodaux occasionnellement en faveur d'un grand seigneur. L'édit de mars 1639 sur la vente du domaine portait que les titres de comte, marquis et duc ne pourraient être aliénés. Le comté de Gaure, un ancien comté médiéval situé autour de St-Puy, au cœur de l'Armagnac, et incorporé au domaine, fut vendu à faculté de rachat perpétuel en faveur du marquis de Roquelaure, grand maître de la Garde-robe, à l'exception du titre de comte de Gaure. Gaston Jean Baptiste de Roquelaure obtint cependant en 1651 en récompense de ses services des lettres patentes de don lui permettant ainsi qu'à ses enfants mâles légitimes de porter le titre de « comte de Gaure par engagement », tant qu'ils conserveraient cette terre

[835] Samiac, F.-J., « Les derniers Comminges de Couserans. Démembrement de la vicomté de Couserans », *Bulletin périodique de la société ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des études du Couserans*, quatorzième volume, numéro 2, Foix, 1914, p. 50

[836] *ADA*, 10 J 12, « Généalogie de la branche de Michel de Narbonne-Lara », fin XVIIIe siècle.

[837] Dans son testament du 22 décembre 1666, Louis de Narbonne n'est plus qualifié que de « viscompte de Saint-Girons » (*ADG*, I 2598).

[838] *ADHG*, 1 B 276, folio 296, arrêt de la première chambre des enquêtes du 20 juin 1609.

[839] Froidour, Louis de, « Impressions de voyage de Louis de Froidour dans le Couserans en 1667 », publié par J. de Lahondès dans le *Bulletin périodique de la société ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des études du Couserans*, premier volume, numéro 6, Pamiers, 1980, lettre à monsieur de Héricourt, Castillon, 1er septembre 1667, p. 255. D'autres renseignements rapportés par Froidour paraissent inexacts.

engagée[840]. Henri de Lorraine, Grand écuyer de France, ayant acquis une grande partie du comté d'Armagnac par engagement, obtint en 1645 un don du titre de « comte d'Armagnac par engagement » pour lui et ses successeurs, tant que le comté resterait « en sa maison », en considération de ses services, et à la même condition d'extinction en cas de réunion au domaine[841]. Il resta dans cette famille jusqu'au 29 décembre 1751, à la mort de Charles de Lorraine-Guise, date à laquelle il fut définitivement réuni à la Couronne.

Enfin, le roi permit à la famille de Montesquiou de porter le titre de comte de Fezensac, qui était un ancien comté médiéval issu du duché de Gascogne. La *Gazette de France* du 14 novembre 1777 nous apprend que monsieur de Montesquiou ayant supplié le roi de lui permettre de relever le nom de Fezensac, après avoir établi sa généalogie jusqu'à Aimery, comte de Fezensac en 1050, le roi le permit, ainsi qu'à l'aîné de cette famille de porter le titre de comte de Fezensac[842]. S'il n'y eut pas en l'espèce de lettres patentes, la permission accordée par une lettre du ministre sur ordre du roi, quoique informelle, avait bien pour conséquence de droit le port de ce titre par les Montesquiou. Cependant, ce titre n'étant attaché à aucun fief, on peut considérer qu'il ne s'agissait que d'un titre de courtoisie.

Ces titres étaient en fait purement honorifiques et il n'était plus question de suzeraineté hormis en Astarac. Comme on vient de le voir, ils étaient entre les mains des familles de l'ancienne noblesse.

Paragraphe 2) Les anciennes baronnies

Ce sont des baronnies qui remontaient aux Moyen Âge. Ces baronnies étaient détenues jusqu'au XVIe siècle par les seigneurs des grandes maisons nobles qui faisaient partie de la suite des comtes. La baronnie était cependant réelle, attachée au fief, et en cas de changement de possesseur, la nouvelle famille détentrice de la baronnie jouissait du titre de baron. On conservait la mémoire de ce titre par les rôles de la noblesse, dans les pays d'état, ou les anciens dénombrements du fief titré de baronnie, ailleurs.

[840] *ADHG*, 1 B 1917, folio 166, don du titre de comte de Gaure, Paris, 31 mai 1651.
[841] *ADHG*, 1 B 1917, folio 11, don du titre de comte d'Armagnac, Paris 20 novembre 1645.
[842] *Gazette de France*, n° 91, Vendredi 14 novembre 1777, p. 461.

Dans les pays d'Etats, les possesseurs de ces baronnies, les *baroos*, se distinguaient par le fait qu'ils avaient un droit d'entrée comme baron. Il y en avait huit en Comminges[843], et cinq en Nébouzan[844]. En Bigorre on en comptait neuf au XVIe siècle, puis leur nombre passa, progressivement, à onze, certains nobles réussissant à asseoir leur prétention[845].

Ces baronnies étaient théoriquement plus ou moins importantes. Ainsi la baronnie de Montaut était considérée comme la première baronnie d'Armagnac[846]. Dans les pays d'Etats comme en Bigorre, cela occasionnait parfois des querelles entre barons, générées par la question des préséances[847]. Dans les petits Etats du Nébouzan, on remarque les mêmes contestations[848].

En dehors du droit d'entrée aux Etats, et de la préséance qui pourrait être accordée à ses membres parmi la noblesse aux assemblées de l'arrière-ban, ces baronnies n'avaient pas d'autres prérogatives liées à leur dignité. En Armagnac cependant, ces barons avaient des prérogatives issues de leur ancienne puissance, et les baronnies conservèrent une grande valeur tout au long de l'Ancien Régime[849]. Les barons de Montaut, Montesquiou, L'Isle, et Pardaillan, siégeaient dans les Etats d'Armagnac jusqu'à leur disparition[850]. Ils étaient aussi conseillers nés à la cour du sénéchal d'Armagnac et avaient en conséquence droit d'entrée aux audiences, avec voix délibérative sur toutes les affaires[851]. Enfin, ils avaient la qualité de chanoine honoraire du chapitre de la cathédrale métropolitaine d'Auch, ayant en conséquence place et séance dans le chœur avec les autres chanoines, et devant y être installé par l'archevêque[852]. Ces barons étaient reçus chanoines honoraires au cours d'une cérémonie solennelle durant laquelle ils devaient prêter serment[853]. S'ils prenaient leur repas dans le cloître, on devait leur fournir une « portion canonicale »… Surtout, le baron de Montaut possédait depuis un temps immémorial un « droit d'installation » de l'archevêque d'Auch. Cet usage singulier peut-être analysé comme un

[843] Barons d'Aspet, de Péguilhan, de Roquefort, de Benque, de Larboust, de Prat, de Fontenilles et de Saint-Paul.
[844] Barons de Larroque, de Larboust et Sarremezan, de Cauhapé et du Cuing, de Nizan et Lodes, et de Ramefort.
[845] La vicomté de Lavedan, la baronnie de Barbazan-Debat, de Barbazan-Dessus, d'Antin, de Castelbajac, des Angles, de Bazillac, de Bénac, de Luc, la vicomté d'Aster et la baronnie de Castelvieil.
[846] *ADG*, 5 F 3, extrait du dénombrement de Jean de Baudéan pour la baronnie de Montaut du 23 juin 1666.
[847] Par exemple entre le vicomte de Lavedan et le baron de Barbazan-Dessus pour la 1ère place aux Etats (*ADHP*, 44 J 11, « extrait du registre des délibérations des Estats du pays et comté de Bigorre » du 13 décembre 1719, collationné par Noguès secrétaire des Etats le 16 mars 1721).
[848] Par exemple en 1707, le sieur de Larboust avait contesté la place de 1er baron du baron de Ramefort (Souriac, René, (dir. par), *Comminges et Nébouzan*, Tome I, Pau, Société nouvelle d'Éditions régionales et de diffusion, 1982, p. 245).
[849] Ces prérogatives honorifiques étaient toujours recherchées au XVIIIe siècle. Dans l' « Avis au public » publié à l'occasion de la vente de la baronnie de Montaut en 1754, ces prérogatives sont détaillées avec précision : l'affiche déclame que l'on y trouvera « l'honorifique des plus beaux et des plus agréables » (*ADG*, 5 F 19).
[850] Louvet, Pierre, *Traité en forme d'abrégé de l'Histoire d'Aquitaine, Guyenne et Gascogne*, La Court imprimeur, Bordeaux, 1659, p. 154.
[851] *Ibidem*.
[852] Brugelès, Louis-Clément de, *Chroniques ecclésiastiques du diocèse d'Auch*, Toulouse, 1746, p. 9.
[853] Dallas, E., « Réception du baron de l'Isle d'Arbéchan au chapitre d'Auch, 1690 », dans *Revue de Gascogne*, tome XXXVIII, Auch, 1897, p. 318.

contrat synallagmatique comportant des obligations pour les deux parties : le baron rendait un « service », en installant l'archevêque, véritable « mise en possession », et l'archevêque devait en retour laisser le baron retenir des biens : une mule et un buffet. C'est sans doute en vertu d'un grand service rendu par un baron de Montaut que ce privilège fut jadis accordé. Cette installation se faisait au cours d'une grande cérémonie[854]. Ce droit était conservé dans les dénombrements de la baronnie[855]. Le temps passant, les archevêques d'Auch virent d'un œil de plus en plus défavorable cet usage, et feignirent de l'ignorer, ou carrément le contestèrent. Le parlement de Toulouse devait cependant conserver les barons de Montaut dans leurs droits. Une ultime transaction à l'instigation de monseigneur d'Apchon qui proposait de payer 5000 livres en représentation de la mule et du buffet, acceptée par le baron, pourvu que ça ne nuise « au suppliant ni à ses successeurs à la baronnie de Montaut », et « eu egard au tems, à la majesté et dignité de la cérémonie », fut entérinée par le parlement en 1782[856].

Paragraphe 3) Les fiefs érigés en titre de dignité par le roi

Les rois érigèrent de nombreux fiefs en titre de dignité à l'époque moderne, par le biais de lettres d'érection en fief de dignité. Ce droit régalien était considéré comme une grâce accordée par le roi, qui seul pouvait ériger une terre en fief de dignité : le monopole et l'inféodation assuraient la domination du roi sur ces dignitaires, dont les dignités n'étaient plus que de « simples grâces, qui ne restreignent en rien l'autorité royalle »[857]. Il s'agissait d'honorer une famille en l'élevant d'un degré dans la hiérarchie des dignités, par la concession, selon les termes employés dans les lettres patentes, d'une « décoration », d'un « titre d'honneur », d'un « témoignage d'honneur » ou d'une « grande marque » qui passerait à la postérité. Ainsi Antoine de Bégolle vit ériger sa terre en baronnie en 1596 « tant pour l'honneur de sa maison que de ses successeurs »[858]. Bertrand-Bernard de Boyer-Drudas obtient l'érection d'un marquisat en 1755 pour le « gratiffier de quelque nouveau titre d'honneur qui puisse passer à

[854] « *Verbal de la reception et entree de Monseigneur Leonard de Trappes, archevesque d'Auch, qui fut le cinquiesme du moys de novembre mil six cens,* dans *Procès-verbaux de l'entrée solennelle en la ville d'Auch des archevêques d'après les manuscrits originaux des archives municipales* », publié par Léonce Couture, Auch, 1873, p. 18 et suiv.
[855] *ADG*, 5 F 3, extrait du dénombrement de Jean de Baudéan pour la baronnie de Montaut du 23 juin 1666.
[856] Fonds Montaut les Créneaux, arrêt de la 1ère chambre des requêtes du parlement de Toulouse du 21 mars 1782.
[857] *ADPA*, 16 J 208, brouillon d'un chapitre préliminaire d'une « Histoire de la maison de Noé » par l'abbé Vergès.
[858] *ADG*, I 406, lettres d'érection en baronnie la terre de Castelvieilh, Abbeville, juin 1596.

ses successeurs »[859]. Dans les préambules des lettres patentes les rois exposaient à quel point cette grâce était exceptionnelle et l'honneur concédé le plus grand que l'on puisse espérer[860]. L'érection d'un fief de dignité était par excellence la récompense des « vertus » et « mérites » du noble, exprimés à l'occasion des services, et la marque de la faveur royale[861]. Cet insigne honneur récompensait les services, mais incitait aussi le bénéficiaire à les continuer, et les descendants et les autres gentilshommes à en faire de même[862]. Enfin ces distinctions permettaient de « maintenir l'éclat et la décoration des familles », et donc de perpétuer l'ordre social, en rehaussant l'honorabilité de la noblesse[863].

Cette dignité était personnelle puisque les lettres n'étaient délivrées qu'à un bénéficiaire et ses successeurs, mais aussi réelle, car le titre était attaché à un fief. Le roi honorait « non seulement leurs personnes, mais aussi leurs maisons et terres qui demeurent après eux et passent à leur postérité »[864].

On trouve six titres concédés par le roi en Gascogne orientale : duc et pair, duc, marquis, comte, vicomte, baron[865]. Ces titres étaient plus ou moins prestigieux, et l'on peut les hiérarchiser, mais cette hiérarchisation ne peut être une science exacte, tant la nomenclature théorique des titres nobiliaires se heurte à la perception des titres par les contemporains et à leur histoire. La question de la duché-pairie dépasse largement cette étude[866]. Rappelons simplement que la dignité de duc est la plus prestigieuse, et qu'elle était souvent associée à la pairie à l'époque moderne[867]. On considérait que la pairie était un office de la Couronne, et il lui était

[859] *ADG*, C 433, lettres d'érection du marquisat de Sauveterre, Compiègne, juillet 1755.
[860] Par exemple : « Entre toutes les gratifications dont les feuz roys noz predecesseurs ont volu voir à l'endroict de ceux qui après les avoir dignement servis c'estoient randus bien meritans de la coronne, celle cy de les eslever à des titres dignités et honneurs condignes à leurs verteus et merites comme ne s'arrestant seullement en leurs personnes mais passans bien avant à leur posterité a esté recherchée d'eux justement et prefferée à toutes les aultres recompances dont nosdits predecesseurs eussent peu uzer en leur endroict, et ainsy qu'elle esgalloict tout merite et surpassoict de beaucoup les autres, aussy s'en sont ils tousjours randus assés avares dispensateurs, ne l'aiant departie qu'à ceux de l'affection et services desquels ilz ont eu une grande asseurance, en quoy pareilhement nous les voulons bien imiter » (*ADHG*, 1 B 1911, folio 36, érection de la terre de Panjas en comté, Fontainebleau, septembre 1604).
[861] Les lettres d'érection de la baronnie de Parabère en 1625 évoquent les « vertus, noblesses et generosité » d'Henri de Baudéan (*ADHG*, 1 B 1916, folio 34). Les lettres d'érection du marquisat de Bénac en novembre 1636 évoquent la « vertu », mais aussi ceux qui « par leurs genereuses actions ont bien meritté de leur prince et du public » (*ADHG*, 1 B 1916, folio 47).
[862] C'est ce que portent expressément les lettres d'érection en fief de dignité. Par exemple : voulant « lui donner des marques de la satisfaction que nous avons de ses services et de ceux de ses ancêtres, et exciter ses enfans et descendants à meriter de plus en plus notre protection royalle et notre bienveillance, par leurs vertux et par leurs services » (*ADPA*, B 4605, érection du marquisat de Franclieu, Compiègne, juillet 1767).
[863] *ADG*, E 94, érection du marquisat de Roquelaure en faveur de Charles de Roquelaure, Versailles, juin 1766.
[864] *ADHG*, 1 B 1919, folio 330, érection du marquisat de Mongaillard, Saint-Germain en Laye, mars 1671.
[865] Des titres de dignité ne furent jamais concédées dans notre ressort de recherche, comme prince et vidame.
[866] Sur la pairie, voir Jean-Baptiste Denisart, Collection de décisions nouvelles, *op. cit.*, tome III, p. 553, entrée « pair ».
[867] D'après les lettres d'érection du duché-pairie d'Antin en 1711, c'est la « première dignité de nostre royaume » (*ADHG*, 1 B 1937, folio 301).

attaché des privilèges extraordinaires, comme de pouvoir siéger au parlement de Paris, d'y porter l'épée, ou de n'être jugé que par le parlement réuni en « cour des pairs »[868]. D'après La Roque, les ducs ont bien sous le règne de Louis XIV « le premier rang après la dignité royale »[869]. D'ailleurs il observe que, en France, malgré des exceptions, « la pairie est presque toujours jointe au duché ». Les ducs ne résidaient pas en province mais à la cour de Versailles, ou à Paris où ils firent bâtir des hôtels particuliers.

Si l'on suit un édit de juillet 1566, les « premiers et plus louables » titres étaient ceux de duc, marquis et de comte[870]. En dessous de la dignité de duc on trouvait donc celle de marquis, puis celle de comte, même si la préséance entre ces deux charges n'est pas clairement établie pour La Roque[871]. Ensuite venaient celles de vicomte et de baron[872]. Cette hiérarchie était fort discutée, et si La Roque et d'autres écrivains y consacrèrent de nombreuses pages, en étudiant l'origine médiévale de ces différents titres et le rôle des officiers qui portaient ces titres à l'époque carolingienne, elle ne fut jamais clairement résolue juridiquement, laissant libre cours aux interprétations et aux spéculations historiques. Un arrêt du conseil privé du roi du 10 mars 1578, qui fut repris par une déclaration royale du 17 août 1579, arrêtait qu'une châtellenie devait être composée d'une seigneurie comprenant la haute, moyenne et basse justice, avec un marché, une foire, un péage, une prévôté, une église, et qu'elle soit tenue à un seul hommage du roi, qu'une baronnie devrait être composée d'au moins trois châtellenies, un comté de deux baronnies et trois châtellenies, ou une baronnie et six châtellenies, un marquisat de trois baronnies et trois châtellenies, ou deux baronnies et six châtellenies[873]. Ces dispositions ne furent jamais respectées sous les Bourbons[874]. Elles ont néanmoins le mérite de donner une

[868] Sur ce dernier privilège, les lettres d'érection du duché-pairie d'Antin portent expressément que « toutes les causes civilles et criminelles, personelles, mixtes et réelles, qui concerneront tant nostre cousin le duc d'Antin que le droit de ladite pairie soint traitées et jugées en nostre cour de parlement de Paris en première instance » (1 *ADHG*, B 1937, folio 301, lettres d'érection du marquisat d'Antin en duché pairie, Marly, mai 1711).

[869] La Roque Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 237.

[870] *ADHG*, 1 B 1907, folio 56, « Edict du Roy sur l'erection des duchez, marquisas ou comtez, aux charges y contenues », Paris, juillet 1566.

[871] La Roque Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 238. Pour Loyseau cependant, « on tient à bon droit pour constant et resolu, que les marquis sont plus que les comtes » (Loyseau, Charles, Traité des seigneuries, *op. cit.*, p. 27). Denisart écrivait que « quoique les marquis ayent une origine moins ancienne et moins illustre que les comtes, ils ont néanmoins la préséance sur ceux-ci » (Denisart, Jean-Baptiste, Collection de décisions nouvelles, *op. cit.*, p. 297, entrée « marquis »).

[872] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 240 : « le titre de baron est après celui de vicomte ».

[873] Cités par La Roque (*ibidem*, p. 242).

[874] Ce que l'on peut expliquer d'une part par le fait que ces exigences étaient difficiles à remplir pour la grande majorité des nobles (quasiment aucun gentilhomme gascon n'aurait pu remplir les conditions permettant d'accéder à la dignité de comte ou de marquis telles qu'elles étaient exigées par cette déclaration), mais aussi d'autre part parce que la déclaration du 17 août 1579 ne fut pas enregistrée par les cours de justice, et notamment devant le parlement de Toulouse (Loyseau, Charles, Traité des seigneuries, *op. cit.*, p. 24). Elle ne l'aurait été que devant le parlement de Rouen, et en Bretagne.

hiérarchie légale, d'après laquelle le marquis précède le comte, qui lui-même a la prééminence sur le baron.

Pour La Roque, les dignités attachées à un fief sont données « à une race, soit en faveur des mâles seulement, ou bien pour l'un et l'autre sexe »[875]. En conséquence, lorsque le fief était aliéné, il perdait sa qualité, et les acquéreurs ne pouvaient reprendre le titre, sauf avec l'autorisation du prince, « car selon les clauses des érections, qui sont *stricti juris*, elles ne s'étendent pas à ceux qui n'ont point mérité cette grace, ni aux ayans cause, c'est à dire aux acquereurs qui ne sont de l'estoc, ni de la ligne de ceux en faveur desquels les lettres ont été concedées »[876]. Les lettres patentes d'érection en fief de dignité limitaient la portée de la faveur, précisant qu'elle ne devait s'étendre qu'à la descendance masculine légitime du bénéficiaire[877]. Pourtant, les terres érigées en dignités garderaient leur dignité après aliénation d'après Denisart. Le détenteur de ces terres ne pouvait se qualifier de comte ou marquis, mais de « seigneur du comté » ou « seigneur du marquisat »[878]. Cette opinion doctrinale était sans doute tirée de l'usage, qui était contraire au droit.

Cette continuation était courante pour les baronnies et les vicomtés, mais moins aisée pour les comtés, marquisats et duchés, car elle se heurtait alors à une législation contraire. Par un édit de juillet 1566, Charles IX imposa la réversion des duchés, comtés et marquisats à la Couronne lorsqu'ils tombaient en quenouille. Il portait que les terres érigées en duché, marquisat, ou comté, seraient réunies au domaine si la lignée du bénéficiaire s'éteignait sans héritiers mâles légitimes[879]. Le principe pouvait paraître singulièrement rigoureux : en effet les terres érigées en titre de dignité à l'époque moderne ne sont plus des portions du domaine détachées en faveur de quelque grand personnage, mais des seigneuries appartenant à des particuliers qui demandaient que leurs propres fiefs soient érigés en fief de dignité. Or l'édit portait que ces terres seraient incorporées au domaine royal « encores quelles ne feussent d'ancienneté de nostre dit domaine », et donc elle faisait courir le risque à la maison de voir perdre ses plus belles terres au détriment de la descendance cognatique ou des branches collatérales de la famille. Cette rigueur s'explique par l'intention même du roi, exposée dans le préambule, qui était, par une telle clause, d'obvier à la multiplication des fiefs de dignité, et

[875] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 52.
[876] *Ibidem*, p. 53.
[877] Par exemple : « pour être à l'avenir tenue et possédée audit nom titre et dignité de marquisat par ledit sieur Clement de Pujo et ses enfans postérité et decendants males nez et à naître en legitime mariage, seigneurs et proprietaires de ladite terre seigneurie et marquisat » (*ADPA*, B 4585, lettres d'érection du marquisat de Lafitole, en faveur de Clément de Pujo Lafitole, Versailles mars 1741).
[878] Denisart, Jean-Baptiste, Collection de décisions nouvelles, *op. cit.*, tome I, p. 583, entrée « comtes ».
[879] *ADHG*, 1 B 1907, folio 56, édit donné à Paris, juillet 1566.

partant à leur dépréciation[880]. Non seulement ils seraient moins nombreux parce que certains seraient rattachés à la Couronne, mais certaines familles ne pourraient se résoudre à demander une érection en fief de dignité grevée d'une telle charge. L'ordonnance de Blois renouvela cette obligation, et ajouta que les impétrants prêteraient serment avant la concession afin d'attester que leurs fiefs érigés n'étaient compris dans une substitution fidéicommissaire, sous peine de perdre la dignité concédée et de se voir confisquer l'ensemble des fiefs tenus du roi[881]. Pourtant cette réversion ne fut jamais appliquée, parce que les rois y dérogèrent toujours, en insérant une clause dérogatoire dans les lettres d'érection, qui portait qu'au cas où le fief de dignité tomberait entre les mains d'une fille, il perdrait seulement sa dignité, mais ne serait incorporé au domaine, faute de quoi l'impétrant n'aurait sollicité la grâce royale[882].

Quels étaient les privilèges personnels de ces nobles titrés[883] ? Le premier était le port du titre de dignité que le noble titré pouvait prendre dans tous les actes juridiques[884]. Le deuxième, concernant les armoiries, était le droit de porter sur ses armes le timbre de sa dignité, c'est à dire une couronne particulière : fleuronnée pour les ducs, perlée pour les comtes, mêlée de fleurons et de perles pour les marquis[885]. Si les couronnes restaient associées aux divers titres de dignité au XVIIIe siècle, elles n'en étaient pas moins usurpées impunément par les simples nobles et même des bourgeois[886]. Mirabeau écrivait à sa maîtresse pour lui commander un cachet avec pour timbre une couronne ducale car, justifiait-il, « les gens de qualité prennent tous une couronne de duc, parce qu'il n'est point de procureur qui ne porte celle de comte ou de marquis »[887]. Le troisième était que la taxe des dépens était rehaussée en faveur des nobles titrés pour les frais de voyage et de séjour. La taxe de voyage et de séjour était devant le parle-

[880] *Ibidem*, préambule.
[881] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 279.
[882] Loyseau, Charles, Traité des seigneuries, *op. cit*., p. 33.
[883] D'après Loyseau, les nobles titrés avaient des privilèges réels, en particulier le fait que ces fiefs de dignité ne se diviseraient pas, sauf par estimation : ils « ne se partagent point de même que les souverainetez » (*ibidem*, p. 31), et qu'ils pourraient créer des fiefs et censives. On n'a pas trouvé de traces de ces privilèges, mais les lettres patentes portaient souvent que le bénéficiaire d'une érection en fief de dignité ne rendrait qu'un seul hommage, ou que les justices des différents fiefs seraient réunies en une seule.
[884] Ce droit est expressément porté par les lettres patentes de création. Quant au droit mentionné par Loyseau d'être appelés par le roi « leurs parens et cousins », il ne valait en fait que pour les ducs et pairs (*ibidem*, p. 31).
[885] *Ibidem*, p. 28 : « Couronne, qui aux ducs est fleuronnée de pierreries […]. Celle des comtes est perlée, c'est à dire, que le dessus du diadesme, ou bandeau est fait de perles, sans aucuns fleurons eminens. Et finalement celle des marquis est meslée, c'est à dire, partie fleuronnée, partie perlée […] ». Le père Anselme donne aussi le timbre des vicomtes et barons : « Les vicomtes prennent le cercle d'or pur, chargée de quatre grosses perles. Les barons portent le tortil perlé, qui est un cercle d'or, environné d'un bracelet de perles enfilées » (Anselme, Pierre de Guibours, dit le Père, *Le Palais de l'honneur ou la science héraldique du blazon*, chez Estienne Loyson, Paris, 1686, p. 62).
[886] D'après Rémi Mathieu, c'est la généralisation des écus ovales au XVIIIe siècle qui favorisa l'usurpation des couronnes, car elles étaient des timbres commodes pour les écus de cette forme (Mathieu, Rémi, Le système héraldique français, *op. cit.*, p. 210).
[887] *Œuvres de Mirabeau*, « Lettres à Sophie », Tome III, Paris, 1826, p. 263.



Illustration n° 1 : armoiries des Rohan-Chabot avec la couronne fleuronnée de duc dans la chapelle des seigneurs à l'église de Roquelaure (Gers). Les Rohan-Chabot avaient hérité par mariage des ducs de Roquelaure dont la lignée s'était éteinte.



Illustration n° 2 : armoiries des Maniban avec la couronne fleuronnée de duc sur le fronton du château de Busca-Maniban (Mansencôme, Gers). Ils n'étaient pourtant que marquis.





Illustration n° 3 : deux écus armoiriés (apparemment ceux des familles de Lapasse et de Laforgue de Bellegarde, unies par mariage au début du XVIIIe siècle), avec la couronne perlée de comte en timbre, sur le linteau de la porte du château de Bellegarde (Gers). Ils ne possédaient pourtant pas de comté.



Illustration n° 4 : armoiries de la famille d'Estampes surmontées de la couronne comtale, sur un reste d'une litre dans l'église d'Estampes (Gers).



Illustration n° 5 : blason de la famille de Fosseries de Gonnès surmonté de la couronne de baron sur leur cachet (*ADHP*, 65 J).



Illustration n° 6 : armoiries des familles de Labarthe et de Termes surmontées de la couronne comtale sur le reste d'une litre à l'église de Termes d'Armagnac (Gers).



Illustration n° 7 : armoiries d'Antoi--ne Gabriel de Galard, seigneur de Pauilhac, surmontées de la couron--ne de marquis, sur son testament clos fait à Lectoure le 22 janvier 1781 (Fonds Aux-Aussat).



Illustration n° 8 : armoiries de la fa--mille de Gestas de Bétous surmon--tées de la couronne comtale sur leur cachet, XVIIIe siècle (*ADHP*, 65 J).



Illustration n° 9 : armoiries de la famil--le de Franclieu sur les sceaux de leur correspondance où on les retrouve en grand nombre, toujours surmontées de la couronne de marquis (Fonds Lasca--zères).

A part les Rohan-Chabot et les Franclieu, tous les autres ne portaient pas un timbre adéquat, prenant des couronnes de baron, de comte ou de marquis, voire de duc, ce qui montre que l'usage en était libre au XVIIIe siècle.

-ment de Toulouse de quinze livres pour un duc et pair, et dix livres pour un marquis, comte ou baron[888]. Enfin, le quatrième ne concernait que les seuls pays d'Etats : les personnes entrant aux Etats pour les anciennes baronnies avaient en règle générale une indemnité pour leur participation plus importante que les simples gentilshommes. Par un règlement du 12 février 1611, l'indemnité des comtes, vicomtes et barons qui siégeaient dans les Etats de Rivière-Verdun, Armagnac et Comminges fut fixée à dix livres, contre six seulement pour les simples gentilshommes[889].

[888] Rodier, Marc-Antoine, *Questions sur l'ordonnance de Louis XIV du mois d'avril 1667 relatives aux usages des cours de parlement, et principalement de celui de Toulouse*, Toulouse, 1769, p. 480. C'est à l'occasion de cette taxe que le titre pouvait être contesté par la partie adverse, qui avait intérêt à faire barrage à une usurpation qui lui serait préjudiciable. D'après l'intendant d'Auch, les habitants de Caudecoste voulaient, en cas de poursuites d'un prétendu « marquis de Carbonneau », lui disputer ce titre, « dans la crainte d'estre exposés à une taxe relative dans le rôlle de dépens qu'il auroit obtenu, à suposer qu'il eut été question de plaider contre luy » (*ADG*, C 11, lettre de l'intendant d'Etigny à monsieur de Courteilles, le 3 août 1758).

[889] Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France, *op. cit.*, p. 132.

Hormis les ducs et pairs du royaume, qui jouissaient de privilèges honorifiques près du roi, c'étaient les seuls privilèges personnels des nobles titrés[890]. Reste la préséance, qui n'était pas un droit honorifique, mais pouvait leur être reconnue par complaisance, lors d'une assemblée ou d'une procession. Dans certaines lettres patentes, il était précisé que le bénéficiaire aurait la prééminence « en faict de guerre » et « assemblée de noblesse », c'est à dire la préséance lors des assemblées du ban et arrière-ban, mais cette institution disparut progressivement[891]. A peu de choses près, on pourrait accréditer l'opinion de Loyseau dans le *Traité des seigneuries* : « quant aux grandes seigneuries, comme duchez, marquisats, comtez et principautez, elles n'ont aucune prerogative particuliere les unes plus que les autres, fors la seule preseance »[892].

Malgré ce petit nombre de privilèges, ces titres de dignité eurent tout au long de l'Ancien Régime la faveur des nobles. De nombreuses familles voulurent et parfois demandèrent une dignité féodale au roi. Elle leur permettait d'obtenir cette honorabilité tant convoitée, et la préséance, qui dans une société relativement fermée, pouvait laisser croire que la famille avait définitivement établi son rang.

b) L'anoblissement par les fiefs de dignité

Les fiefs auxquels était attaché un titre de dignité étaient parfois appelés « fiefs nobles ». C'est que ces fiefs étaient considérés comme attachés à la noblesse : selon Loyseau, ils seraient « affectez aux personnes déjà nobles, et ne peuvent estre tenus par gens roturiers »[893]. Ils ne pouvaient appartenir qu'à des nobles, seuls dignes d'un tel honneur. L'hypothèse d'un roturier

[890] D'après François-Paul Blanc, les nobles ayant un titre auraient le privilège de committimus comme les ducs et pairs, mais au petit Sceau. Il se fonde pour justifier ce privilège sur l'ouvrage de Barrigue de Montvalon (*Précis des ordonnances, édits, déclarations, lettres patentes, statuts et règlemens dont les dispositions sont le plus souvent en usage dans le ressort du parlement de Provence*, David Imprimeur, Aix, 1752, Notes, pages 7, 11 et 28). Il doit s'agir d'un usage spécifique au parlement de Provence, nous n'en avons pas trouvé trace dans le ressort du parlement de Toulouse, ni même ailleurs. Les nobles titrés ne sont pas compris dans l'ordonnance d'août 1669 parmi les bénéficiaires du droit de committimus, ni rapportés comme en bénéficiant dans le *Répertoire* de Guyot. Autre prérogative que l'on ne saurait attester dans le parlement de Toulouse, mais aussi en vigueur dans le ressort d'Aix, les marquis avaient « place aux grandes audiences au banc des Gens du roi, avec rang entre eux, suivant la date d'enregistrement des lettres d'érection » (*ibidem*, p. 28 ; Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 695-696).

[891] *ADHG*, 1 B 1912, folio 163, lettres d'érection de la vicomté de Montfaucon, Paris, mai 1597.

[892] Loyseau, Charles, Traité des seigneuries, *op. cit*., p. 34.

[893] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit*., p. 38.

détenteur d'une telle dignité aurait paru pour le moins singulière[894]. La question est cependant juridiquement complexe, tant au niveau de la concession de tels titres, que de celle de leur transmission à un tiers.

Comme nous l'avons vu, les principaux titres féodaux anciens étaient l'apanage de la haute et ancienne noblesse. Ces titres féodaux étaient en général entre les mains du roi, qui ne les concédait qu'à des grands lignages. L'hypothèse d'un anoblissement par ces titres féodaux peut donc être dès à présent écartée. La possession des anciennes baronnies, par leur nombre important, était plus accessible. L'érection d'un fief de dignité n'était pas incompatible *de lege* avec un individu non noble, puisque les dispositions légales sur les fiefs de dignité étaient rares et qu'aucune ne prévoyait expressément d'incompatibilité. Il faut donc regarder de plus près si leur acquisition ou si une érection pouvait anoblir un non noble.

Paragraphe 1) Le cas de l'acquisition d'une ancienne baronnie

Les anciennes baronnies étaient entre les mains de maisons nobles plus modestes que les principaux titres féodaux, et pouvaient passer, à l'occasion d'une aliénation ou d'une succession, entre les mains d'un roturier, sans enfreindre aucun interdit. Au niveau des mœurs, une telle acquisition pouvait cependant heurter, puisque les possesseurs des fiefs ayant un titre de dignité étaient présumés nobles selon Loyseau[895], et d'ailleurs ils siégeaient avec la noblesse dans les pays d'Etats, comme cela était établi par les anciens rôles, dont les rédacteurs n'avaient pas envisagé qu'une telle situation se présentât.

Si les Etats de Comminges ont disparu trop tôt pour que la question se pose, et qu'elle ne s'est apparemment jamais posée aux Etats de Nébouzan, elle secoua deux fois les Etats de Bigorre. La première fois ce fut au milieu du XVIIe siècle, lorsque Jean-François de Mua, conseiller du roi près le parlement de Toulouse, acquit la baronnie de Barbazan-Debat, en 1638. N'étant pas noble, il se heurta à l'opposition d'une partie de la noblesse des Etats contre son entrée, prétextant que l'on ne pouvait y recevoir que des nobles de naissance, et que la terre de

[894] *Ibidem* : « Comme à la verité il seroit étrange qu'un roturier fut seigneur d'un fief de dignité, qui emporte chevalerie et haute noblesse. De sorte qu'un roturier ayant esté investi par un autre que par le roy même, peut estre poursuivi, soit par le procureur du roy, ou par son seigneur de fief, autre toutefois que celuy qui lui a donné l'investiture, ou son heritier, et encore meme par les vassaux de fief, d'en vuider ses mains à personne capable ».
[895] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit*., p. 38.

Barbazan-Debat n'était pas une baronnie donnant entrée aux Etats[896]. Déterminé à faire valoir ses droits, il obtint un acte de notoriété fait devant le sénéchal de Bigorre, des syndics et du secrétaire du pays, ainsi que d'un consul de Tarbes, que les membres de la noblesse aux Etats n'y étaient appelés qu'en raison de leurs terres nobles, et donnant des précédents de roturiers reçus aux Etats parmi la noblesse « sans etre nobles de naissance », mais non comme barons[897]. Le conseil d'Etat ordonna par un arrêt du 18 février 1644 que Jean-François de Mua et ses successeurs possesseurs de cette terre seraient appelés aux Etats, et « qu'il leur sera donné le rang, seance et voix deliberative qu'ils doivent avoir comme baron de ladite terre, et comme il est accoutumé faire en tel cas, pourvu toutefois qu'ils soient nobles d'extraction et de naissance »[898]. Cet arrêt privait donc le sieur de Mua de son entrée en donnant l'impression de la lui accorder. Devant cet échec, il fit une nouvelle requête au roi, protestant contre la clause de l'arrêt de 1644 qui exigeait la noblesse de naissance pour entrer en tant que baron aux Etats comme étant « entierement contraire à l'usage et coutume dudit païs », qui permettrait d'entrer aux Etats « non en consideration de leurs personnes et noblesse d'extraction et de naissance, ains de leurs terres et seigneuries »[899]. Le conseil décida de renvoyer sa requête au syndic des Etats pour qu'il donne son avis au conseil sur cette « coutume ». Les Etats lui accordèrent un « extrait » de cette coutume en février 1647, et le conseil du roi le renvoya vers les Etats pour qu'il soit pourvu « suivant l'usage observé pour le rang et seance dans les Etats de Bigorre »[900]. Afin de renforcer sa position il obtint aussi des lettres patentes en août 1648 adressées au sénéchal qui lui ordonnait de le recevoir comme baron, s'il lui apparaissait que les actes qu'il produisait étaient véritables, « et que ce soit la qualité des terres et non celle des personnes qui donne l'entrée ausdits Etats »[901]. Tant cet arrêt que ces lettres patentes n'ordonnaient pas expressément sa réception, mais s'en remettaient à l' « usage » observé en Bigorre. Le sénéchal ne s'assura que du fait que la terre de Barbazan-Debat fut une ancienne baronnie, et ordonna que le baron de Barbazan aurait son entrée aux Etats[902]. Il ne se heurta pas moins à d'autres oppositions et les Etats, après délibération, refusèrent de le recevoir comme baron de

[896] Il faut dire qu'il avait de solides inimités dans la noblesse bigourdane de par sa fonction de lieutenant criminel de la sénéchaussée de Bigorre, et que son entrée comme baron remettait en cause l'entrée comme baron pour la terre de Barbazan-Dessus, ce que les détenteurs de cette terre ne pouvaient accepter.
[897] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XIV, 1749, p. 112 : « Attestatoire du senechal au sujet des entrées de Bigorre », fait à Tarbes, le 19 décembre 1644.
[898] *Ibidem*, p. 115 : arrêt du conseil d'Etat du 18 février 1644.
[899] *Ibidem*, p. 114 : « Extrait des registres du conseil privé du Roi », Paris, 30 décembre 1645.
[900] *Ibidem*, p. 101 : « Extrait des registres du conseil privé du Roi », Paris, 15 mars 1647.
[901] *Ibidem*, p. 91 : « Lettres patentes du Roi, qui enjoignent au senechal de Bigorre de faire recevoir aux Etats comme baron Jean-François de Mua, baron de Barbasan », Paris, 17 août 1648.
[902] *Ibidem*, p. 103 : « Verbal du sénéchal de Bigorre pour l'entrée du baron de Barbazan Debat », 17 janvier 1649.

Barbazan[903]. C'était le clergé et la noblesse qui s'obstinaient à refuser son entrée, alors que le tiers état s'y montrait favorable[904]. Ce n'est que postérieurement à sa mort que Jean de Mua, son frère, sera reçu en mars 1658, après avoir supplié l'assemblée de le recevoir, « d'autant plus qu'il declare ne vouloir ni prétendre d'entrer qu'aprez tous les anciens barons » et « qu'il a été reconnu que Barbazan Dessus est sans contredit la premiere baronie, et y avoir les barons de Barbazan Dessus tenu de tout temps le premier rang »[905]. Suite à cette affaire on aurait pu penser définitivement établi le droit des roturiers à entrer comme baron aux Etats de Bigorre. Une nouvelle affaire allait pourtant se dérouler un siècle plus tard. C'est que l'exaspération des anciennes maisons face aux nobles agrégés qui entraient dans le corps de la noblesse augmentait. Certains possesseurs de baronnie en particulier n'étaient pas jugés dignes d'entrer aux Etats. Ainsi le baron de Gonnès écrivait en 1748 à l'abbé de Castelbajac qu'il y serait reçu « à bras ouverts » car ils auraient « grand besoin de barons comme vous. Ceux de votre espèce deviennent rares tous les jours »[906].

La terre de Castelvieilh avait été érigée en baronnie en 1596 en faveur d'Antoine de Bégolle. Clément de Pujo, marquis de La Fitole, juge mage de Tarbes, président à mortier au parlement de Pau, et propriétaire de la seigneurie de Castelvieilh, se vit cependant contester son intégration comme baron aux Etats par une partie de la noblesse, et particulièrement les autres barons. Le sieur de Mua-Barbazan prit la tête de la cabale visant à faire annuler sa réception, en demandant au roi de casser la délibération des Etats entérinant sa réception du 13 juin 1747, et en lui faisant défenses de prendre « le nom, titre et rang de baron, ni dans les actes publics, ni dans les assemblées des Etats de la province » [907]. Si on sent bien qu'il devait y avoir des inimités personnelles dans une pareille affaire, elle révélait aussi les frustrations de la noblesse d'extraction devant les trafics auxquels donnaient lieu les entrées, et le fait que des personnes non nobles puissent s'y introduire. Les opposants soutenaient qu'il fallait deux conditions pour avoir entrée aux Etats : l'une réelle, qui était d'être possesseur de la terre qui donnait droit d'entrée, l'autre personnelle, qui était d'avoir la qualité qui rendait capable de jouir du droit d'entrée[908]. Ils profitèrent de cette affaire pour demander au roi d'accorder aux Etats de nommer

[903] *Ibidem*, p. 107 : « Acte fait par le baron de Barbasan au sindic du païs de Bigorre », Tarbes, le 29 janvier 1649.
[904] *Ibidem*, p. 110 : « Acte du tiers-etat de Bigorre pour la reception du baron de Barbazan », Tarbes, 25 février 1655.
[905] *Ibidem*, p. 133 : « Délibération des Etats de Bigorre sur l'entrée de Barbazan-Débat », 23 mars 1658.
[906] *ADHP*, 42 J, D1-243, lettre du baron de Gonnès à l'abbé de Castelbajac, Lizos, 16 avril 1748.
[907] *ADHP*, 1 C 138, précis des délibérations des Etats de Bigorre, 1747.
[908] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XVI, 1749, p. 30 : « requête pour la noblesse de Bigorre du 29 décembre 1747 » : « La première est prise de la nature de chaque corps, qui doit être composé de membres de son espèce. La seconde dépend d'un règlement conforme à la nature des fiefs et à leurs privilèges. Elle a un raport lié et nécessaire avec la première, parce qu'anciennement il n'étoit permis qu'aux gentilshommes de posséder des seigneuries ».

des commissaires pour vérifier les titres des acquéreurs, en particulier des possesseurs des entrées en tant que baron, afin qu'il ne fût plus reçu qui que ce soit dans aucun des corps, qu'il n'ait les qualités requises selon eux pour y être admis[909]. Les opposants voulaient en outre que le conseil ordonnât que seuls les gentilshommes qui étaient compris dans le rôle des vocables fait par l'intendant Pellot pussent être reçus, et qu'ils fussent « véritables propriétaires des terres qu'il contient ».

Le roi rendit un arrêt le 9 août 1748 ordonnant que les pièces des parties seraient remises à l'intendant d'Auch. Gaspard Henri Caze de La Bove et son successeur, Etienne d'Aligre de Boislandry, dressèrent un procès-verbal des arguments et pièces des deux parties qu'ils renvoyèrent au conseil. La menée des nobles bigourdans contre le juge mage de Tarbes alla jusque à faire appel au conseil du jugement de maintenue de noblesse rendu en faveur des Pujo en 1699 afin de le casser « comme surpris et rendu sur un faux fondement »[910]. Mais au-delà de cette attaque personnelle, l'offensive des barons se fondait sur une conception très haute de la fonction de baron, et une analyse historique faisant des Etats les héritiers de la cour des comtes de Bigorre[911]. Ils soutenaient que la « constitution des Etats de Bigorre », qui demanderait la qualité de gentilhomme à tous ceux qui voudraient entrer dans le corps de la noblesse, deviendrait « d'une necessité indispensable pour remplir à la tête de ce corps les places des barons »[912]. Il s'agissait rien moins que de défendre l'intérêt général « du souverain, de l'honneur de leur corps, et du bien de la province », et leur intérêt particulier, qui fait qu'ils « ne doivent être précédés dans leurs assemblées que par les seigneurs qui ont véritablement la préséance sur les gentilshommes »[913] !

Le marquis de Lafitole, comme on peut s'en douter, fulminait contre les imprimés qu'on écrivait contre sa prétention et qui le déshonoraient. Il réclamait la suppression de ce mémoire et une peine pour cause de « l'indue vexation » qu'on lui avait fait subir. Sur le fond de l'affaire il ne s'attachait qu'à démontrer deux points : la preuve que l'entrée aux Etats de Bigorre dans

[909] *Ibidem*, p. 30 : « requête pour la noblesse de Bigorre du 29 décembre 1747 ».
[910] Ce qu'ils démontraient avec force titres (*ADHP*, 44 J 11, « inventaire des pièces produites par les seigneurs opposants à la réception du sieur de Lafitole aux Etats de la province de Bigorre, en qualité de baron de Castelvieil », 31 juillet 1749).
[911] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XX, 1749, p. 97 : « Mémoire pour servir de Replique à la réponse du sieur de Lafitole du 15 octobre 1748, présenté le 31 juillet 1749 » : « nos Etats étoient anciennement la cour du comte de Bigorre, que nos barons étoient ses pairs, nos gentilshommes ses assésseurs, et que les uns et les autres, avec les seigneurs écclésiastiques, composoient le conseil du prince, et jugeoient avec lui les affaires les plus importantes ». Ils se fondaient sur le père Menestrier, Boulainvilliers, Marca et Mézeray.
[912] Les opposants s'appuyaient sur le rôle des vocables, qui portait que certains entraient aux Etats comme seigneurs de leurs terres avec la qualité de 'barons', d'autres avec celle de 'gentilshommes', « les noms généraux de barons et de gentilshommes sont singulièrement sous-entendus à chaque article, avec lequel ils ont un raport lié » (*ibidem*, p. 102).
[913] *Ibidem*, p. 97.

l'ordre de la noblesse était purement réelle, « en sorte qu'il n'est point nécessaire d'être noble, mais qu'il suffit d'être possesseur des baronnies ou seigneuries comprises au rolle des vocables desdits Etats pour y être admis », et la preuve que la terre de Castelvieilh était une baronnie depuis 1596, mais il écartait la preuve de sa noblesse, quoiqu'il se prétendit noble, afin de donner « l'exemple de la modération »[914].

Le roi donna de nouveau des lettres patentes érigeant la terre de Castelvieilh en baronnie en mars 1751. Pujo de Lafitole obtint en suivant un arrêt du conseil du 16 avril 1751 qui déboutait ses adversaires de leur appel du jugement de maintenue de sa famille[915]. Le roi ordonna aussi que « ledit sieur de La Fitole et ses enfans et descendans mâles nés et à naître en légitime mariage, jouiront du droit d'entrer et assister ausdits Etats en qualité de barons », tant qu'ils seraient propriétaires de la seigneurie de Castetvieilh. Il fut reçu au rang des barons le 17 novembre 1751[916].

Mais le roi avait compris le mécontentement des nobles, puisqu'il entendait par le même arrêt « réformer l'abus introduit dans lesdits Etats par rapport aux entrées », et pour se faire, faisait inhibitions « de plus recevoir ni admettre personne parmi les barons ni dans le corps de la noblesse, qui ne soit gentilhomme et vivant noblement » d'une part, et « véritable propriétaire à titre incommutable et en totalité d'aucune des terres énoncées en premier rang dans le rolle enregistré ausdits Etats en 1669 », conformément aux ordonnances de Pellot du 24 avril et 22 juillet 1669, d'autre part. Le roi ordonna que le rôle et l'arrêt seraient lus à l'ouverture de chaque assemblée des Etats de Bigorre. Pour éviter que les abus reprennent, le roi voulait que désormais, tout baron ou gentilhomme voulant être reçu dut remettre ses titres devant des commissaires nommés par les Etats pour les examiner, et en faire un rapport remis aux Etats afin de délibérer sur leur potentielle réception. En cas de « contraventions et abus », les commissaires devraient en rendre compte au roi[917]. A partir de 1751 seulement, les places de barons furent donc réservées aux gentilshommes en Bigorre. Mais retenons aussi qu'avant cette date, un roturier ou une personne à la noblesse douteuse, même revêtu de charges honorables,

[914] *Ibidem*, 81 : « 1e requête ou 1e réponse du juge mage de Bigorre », 1749. Il écrivait quand même en passant qu'il ne craignait pas « d'entrer en explication avec les oposans sur cette matiere, et qu'il ne put même se flater de produire à quelques-uns d'entr'eux des contrastes et des paralleles qui pourroient les humilier »…
[915] *ADHP*, 65 J 313, « arrest du Conseil qui déboute le sieur de Gonnès et ses consuls de l'appel par eux relevé au Conseil, du jugement de maintenue en la noblesse, rendu en faveur du sieur de Pujo, père du sieur marquis de La Fitole, le 19 décembre 1699 ; ordonne que tant lui que ses enfans et descendans mâles jouiront du droit d'entrer et assister aux Etats de Bigorre en qualité de barons, tant qu'ils seront propriétaires de la terre et seigneurie de Castelvieilh érigée en baronnie en sa faveur, par lettres patentes du mois de mars 1751 ; et fait un règlement au sujet des entrées du Corps de la noblesse », fait au Conseil d'Etat du roi, Versailles, 16 avril 1751.
[916] *ADHP*, 1 C 140, précis des délibérations des Etats de Bigorre, 17 novembre 1751.
[917] *ADHP*, 65 J 313, arrêt du Conseil d'Etat du roi, à Versailles, le 16 avril 1751.

se prétendant baron, loin de laisser indifférent, était matière à polémique, et suscitait des protestations outrées d'une partie de la noblesse.

Dans les pays où il n'y avait plus d'Etats, les baronnies risquaient une certaine dévalorisation au fil des siècles, cette dignité n'étant plus connue que par des gentilshommes et érudits amateurs d'histoire nobiliaire. L'acquisition par un non noble en était facilitée. La baronnie de Montaut en Armagnac gardait cependant un prestige certain grâce à ses droits honorifiques. Lors du procès qui opposa en 1782 monseigneur d'Apchon à Jean-François de Rouillan au sujet du droit d'installation des barons de Montaut, les avocats de l'archevêque avancèrent entre autres moyens que le baron actuel n'était pas d'une qualité assez élevée pour lui permettre cet honneur, son inaptitude suspendant les droits attachés à la baronnie. Le baron repoussa cette attaque éloquemment, comme c'était l'habitude lorsqu'on contestait la noblesse non dans le but de la remettre en cause, mais comme une des questions annexes soulevées pour discréditer l'adversaire[918]. Sur le fond, il soutint être noble de race, avoir des alliances avec des familles distinguées, et citant le *Traité des seigneuries* et le *Traité des ordres* de Loyseau, avoir « l'éclat que donne la propriété d'un fief de dignité », dignité qui « s'imprime au possesseur, rehausse sa noblesse, et le met au rang de la haute noblesse »[919]. Les droits des barons seraient des droit réels, attachés à la terre : « par conséquent, la seule qualité de propriétaire de cette terre doit suffire pour l'attribuer ; et si l'on ajoute au titre de possesseur la dignité que communique le fief, laquelle donne la préséance sur la simple noblesse, quelque ancienne qu'elle soit, comment pourra-t-on concevoir un empêchement légitime, qui prive l'exposant du privilège et droit dont les barons de Montaut ont toujours joui ? »[920].

La polémique fut aussi historique : les « agents » de l'archevêque soutenaient que les barons des premiers temps étaient les « seigneurs les plus considérables de la province », ce que contesta paradoxalement le baron de Montaut, pour qui ils n'étaient que des « officiers subalternes », et tenant leur dignité de la propriété de la baronnie au fil du temps, baronnie qui n'était qu'une « seigneurie médiocre ». La question de savoir si « celui avec qui l'archevêque

[918] Fonds Montaut les Créneaux, *Mémoire en réponse, pour messire de Rouilhan, baron de Montaut, seigneur de Pis et autres lieux, contre monsieur d'Apchon, archevêque d'Auch,* De Laffont-Rouix rapporteur, Delort avocat, Benaben procureur, à Toulouse, imprimerie Joseph Dalles, 1782, p. 34 : « Les agens supposent donc qu'ils vont humilier l'exposant, en attaquant son extraction. Mais peuvent-ils lui imputer de l'avoir cachée, de s'être glorifié d'une origine qui n'étoit pas la sienne ? Peuvent-ils lui reprocher la folle vanité d'avoir porté un nom qui ne lui appartenoit pas, de l'avoir cherché dans l'antiquité reculée, et d'avoir rempli, par des fables, le vide qui sépare la tige illustre de la branche entée, comme on en voit assez d'exemples ? Mais si l'on ne peut lui imputer cette ridicule ambition, dont le mystère n'échappe jamais aux curieux ; s'il s'est toujours annoncé ce qu'il est, et rien de plus, n'est-ce pas se livrer à une maligne déclamation, et manifester un ardent désir d'humilier, en annonçant qu'on n'en a pas le dessein ? ».
[919] *Idem,* p. 35.
[920] *Idem,* p. 35-36.

contracta dans le principe » était un « gentilhomme de la première distinction, la personne la plus qualifiée après le comte » fut ardemment débattue, et le baron le nia aussi, car la baronnie n'était pas la dignité la plus éminente du comté. Sa noblesse était seulement « indirecte, accessoire et accidentelle, déférée à la personne, non à cause d'elle même, mais à cause de la seigneurie »[921]. Le baron ne manqua pas non plus d'invoquer les Evangiles, pour répondre à l'argument qu'il fallait un gentilhomme de grande distinction, et rappelait que l'Eglise ne faisait pas acception de personnes[922]. Les avocats de l'archevêque soutenaient au contraire qu'il lui fallait une naissance « illustre » pour jouir de ce droit, et que l'état du baron ayant changé, l'obligation n'était plus due. Se fondant encore sur Loyseau, le Mémoire du baron de Montaut soutenait que la noblesse illustre provenait du sang du souverain, donc que la noblesse des barons n'était que simple, mais rehaussée par la dignité de baron[923]. Gaspard Le Seq, baron qui fit condamner un archevêque en 1718, était fils du receveur des Etats du Languedoc, « qualité qui, à la vérité, ouvre le chemin de la fortune, mais qui ne prouve nullement une ancienne extraction noble »[924]. Le parlement de Toulouse ne prit pas en compte les arguments des agents de l'archevêque. Mais il est important de retenir que non seulement, tacitement, les deux parties étaient d'accord pour que les baronnies soient réservées à la noblesse, mais en plus, il fut soutenu que cette dignité et les droits qui lui revenaient ne pouvaient être possédées que par un gentilhomme très « distingué ».

En somme, on peut dire que les anciennes baronnies ne permettaient pas d'anoblir un roturier[925]. Ce titre de « baron » était réel, attaché à la terre, et en cas d'acquisition par un non noble d'une de ces baronnies, il pouvait se dire baron, sans que cela ne change sa condition roturière. Il faut aussi constater que l'acquisition d'une telle baronnie par un non noble heurtait les mentalités nobiliaires, qui y voyaient une intrusion incompatible avec cette dignité qu'ils se croyaient réservée. Ainsi en Bigorre, l'acquisition d'une baronnie par des personnes distinguées

[921] *Idem,* p. 37.
[922] *Idem,* p. 38 : « Seroit-il décent qu'un prélat qui se présente à son peuple dans un magnifique appareil, pour s'en faire respecter et chérir par ses vertus, se fît connoître d'après les principes des agens, en disant à une des personnes qualifiées de son diocèse, je ne vous connois pas ; vous n'êtes pas digne de conduire ma mule, parce que vous n'avez pas quatre cens ans de noblesse que les Etats du Languedoc exigent, par un règlement tout récent, afin que les barons de la province aient voix délibérative dans les assemblées. Je m'approprie ce règlement vis-à-vis de vous ; je l'applique à mon église : ainsi retirez-vous, vous ne méritez pas de rendre hommage à cette église que je représente. Mais quelle âme honnête ne seroit révoltée de l'étrange orgueil de cette saillie, qui ne répugne pas moins aux vertus de Monseigneur d'Apchon, qu'aux vœux de l'église ? ».
[923] *Idem,* p. 39-40 : « La prétendue illustration de leur race, n'est donc qu'une chimère : ils n'avoient, en effet, d'autre dignité que celle que leur communiquoit la baronnie qu'ils possédoient. Sans cette possession, ils auroient incontestablement été dans la classe de la simple noblesse, et ils n'étoient autorisés à s'attribuer d'autre titre que celui que tout noble possesseur d'une baronnie est en droit de prendre ».
[924] *Idem,* p. 40
[925] C'est aussi ce qu'assurait La Roque (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 49).

mais ne possédant pas la noblesse ou d'une noblesse douteuse, suscita bien des remous. Le roi prit en compte cette hostilité, et ces baronnies comme les autres places dans le corps de la noblesse bigourdane devinrent un privilège nobiliaire en 1751. A cette date, le droit d'entrée en tant que baron avait déjà été réservé aux anciens nobles aux Etats de Foix, et même à une noblesse illustre aux Etats du Languedoc[926]. Ailleurs en Gascogne orientale, les baronnies pouvaient toujours être acquises par des roturiers, bien que cela soit resté sans doute rarissime. Celui qui souhaitait acquérir une telle dignité devait au moins obtenir auparavant la noblesse en s'anoblissant, et même étant anobli cela pouvait sembler ne pas suffire à certains, comme le montre la contestation entre le baron de Montaut et l'archevêque d'Auch. Pourtant, *de jure*, la possession d'une telle baronnie pouvait revenir à un non noble, sans que cela ne modifie sa condition personnelle.

Paragraphe 2) Le cas des fiefs de dignité reçus avec l'investiture royale

Les juristes s'interrogèrent sur une hypothèse plus précise, celle de la question de « l'investiture » à un roturier par le roi d'un fief de dignité, c'est à dire tant la concession royale que l'approbation royale de la détention d'un fief de dignité qui aurait été obtenu par d'autres voies, approbation qui se manifesterait par la réception à l'hommage[927].

Pour La Roque, un fief de dignité entre les mains d'un roturier serait une « chose répugnante », les dignités féodales étant revenues aux « anciennes » et « meilleures » familles nobles, et ne convenant qu'à la « haute noblesse »[928]. En conséquence, s'il tombait dans les mains d'un roturier, le titre cesserait et retournerait au roi comme « au centre et à la source d'où procèdent toutes les dignités »[929]. Il admettait cependant qu'un roturier en soit investi par le roi puisque c'est « s'il en étoit investi par autre que le roi » qu'il pourrait être poursuivi par le procureur du roi, son seigneur ou ses vassaux, afin qu'il s'en dessaisisse. Il y aurait donc selon lui une tolérance en cas d'investiture royale. Or si le roi érigeait en faveur d'un roturier un fief de dignité, ou lui en concédait un « en personne, ou par tel autre qu'il lui plait expressément

[926] Jouanna, Arlette, « Le modèle nobiliaire aux Etats provinciaux de Languedoc », *op. cit.*, p. 7-8.
[927] Furetière, Antoine, *Dictionnaire universel, contenant généralement tous les mots françois, tant vieux que modernes, et les termes de toutes les sciences et des arts*, La Haye, 1690, entrée « investir » : « conférer à quelqu'un le tiltre de quelque fief, dignité, ou benefice, ou ratifier et approuver celuy qu'il peut avoir obtenu ailleurs ».
[928] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 52.
[929] *Ibidem*, p. 53.

commettre », par lettres royales, il serait selon lui anobli[930]. En revanche, par la voie de l'acquisition, le fief perdait sa dignité et il faudrait une nouvelle érection[931]. Bacquet allait un peu moins loin : le roturier à qui le roi donnerait un fief de dignité en récompense de ses services, précise-t-il, serait anobli, mais s'il l'obtenait par la voie de l'achat, il ne le serait point[932]. C'était aussi l'opinion de Loyseau, pour qui l'acquisition d'une terre de dignité par un roturier ne l'anoblirait pas, car l'anoblissement était un droit souverain, n'appartenant donc qu'au roi, mais si l'investiture d'un tel fief était donnée par le roi, alors le roturier serait anobli[933]. Contrairement à Bacquet, Loyseau considérait aussi qu'il y avait anoblissement par l'achat du fief de dignité, mais à la condition *sine qua non* d'être reçu à l'hommage par le roi lui-même[934]. Belleguise ne disait pas autre chose : il n'y a pas d'anoblissement par l'acquisition d'un fief de dignité, mais par l'investiture que le roi en donne, « ne suffisant pas qu'il la reçoive de la chambre des comptes »[935]. L'anoblissement n'était pas en termes exprès, mais il n'y en avait pas moins anoblissement.

Les juristes avaient donc tendance à soutenir deux principes : l'incompatibilité entre la possession d'une dignité féodale et la roture, et l'anoblissement tacite du roturier bénéficiant d'une concession royale ou étant reçu à l'hommage par le roi en personne. Cette théorie de l'anoblissement par le fief de dignité n'est pas une dérogation au principe général que les fiefs n'anoblissent pas, puisque c'est la concession ou la réception à l'hommage par le roi qui anoblirait, et son droit souverain d'anoblissement est donc préservé. Il fallait veiller à ce que la noblesse ne soit « achetée indirectement au préjudice des intérêts du prince »[936]. Pothier synthétisa les diverses opinions avec sa clarté habituelle, en expliquant qu'une investiture royale ou une érection royale de fief de dignité anoblissait le roturier, car « une pareille érection seroit une concession tacite de la noblesse, parce qu'on ne peut être baron, marquis, comte, ou duc, sans être noble », et ce n'était pas tant « le fief qui anoblit, que l'investiture que le roi en donne »[937].

En réalité on l'a vu, les titres féodaux étaient entre les mains de l'ancienne noblesse ou du roi, et les anciennes baronnies pouvaient être acquises par des non nobles, malgré ce que

[930] *Ibidem*, p. 49.
[931] *Ibidem*, p. 50.
[932] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 908.
[933] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 38.
[934] Même opinion dans Danty, M., Traité de la preuve par témoins en matière civile, *op. cit.*, p. 559 ; et Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 348. L'anoblissement n'avait donc pas lieu au moment de l'acquisition mais à celui de l'hommage.
[935] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 56.
[936] *Ibidem*, p. 54.
[937] Pothier Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 563.

prétendaient la plupart des juristes, sans que cela les anoblisse pour autant, puisqu'il leur manquait toujours l'investiture royale. Quant à l'acquisition d'un fief de dignité érigé par le roi en faveur d'une famille noble, ce n'était pas possible, puisqu'elle s'éteignait avec son aliénation ou la fin de la descendance mâle. Il reste donc concrètement une seule hypothèse à examiner : celle de l'érection d'un fief de dignité en faveur d'un non noble.

2) L'anoblissement par l'érection d'un fief de dignité en Gascogne orientale

Nous commencerons par examiner dans un premier temps s'il y eu des concessions de fiefs de dignité en faveur de roturiers. Puis nous étudierons dans un second temps les raisons qui peuvent expliquer leur nombre.

a) Les érections de fief de dignité en Gascogne orientale

Les érections en fief de dignité ne commencèrent qu'avec l'avènement des Bourbons en Gascogne orientale, et on en trouve jusqu'en 1767[938]. La quête des titres de dignité fut assez constante entre le début du XVIIe et la fin du règne de Louis XV. Le total des concessions de titres s'élève à trente-six, dont trente-cinq avec érection d'un fief de dignité.

Six terres furent érigées en baronnie (trois sous Henri IV, deux sous Louis XIII, une dernière enfin sous Louis XV)[939]. Ce titre reste donc rare, ce qui s'explique par le fait qu'il était le plus bas dans la hiérarchie des titres, et donc moins recherché. On ne compte que deux érections en titre de vicomté (en 1597 et 1614, et encore la deuxième est située à cheval sur la Bigorre et la Chalosse). Là encore, sa place modeste dans la hiérarchie des titres ne le rendait

[938] 5 sous Henri IV, 11 sous Louis XIII, 9 sous Louis XIV, 10 sous Louis XV. On ne trouve qu'une concession de titre sous le règne de Louis XVI, et il ne s'agit que d'un duc à brevet d'honneur, c'est à dire d'un titre personnel non attaché à un fief, décerné par un brevet d'honneur ; celui du duché d'Esclignac. Ces titres sont demeurés rares, au point de constituer des « curiosités nobiliaires » (Monlezun, André de, *Acquisition et transmission des titres nobiliaires*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Paris, 1926, p. 51). Cette décrue peut s'expliquer par le fait que les bénéficiaires des érections en fief de dignité n'avaient pas toujours rendu des grands services, ou n'étaient pas tous des grands lignages nobles, et donc traduirait une volonté de cesser de dispenser trop largement ces titres, ce qui les dépréciait. La tolérance des titres de courtoisie rendait aussi vaine l'impétration des fiefs de dignité.

[939] Pour l'énumération des fiefs, les dates et les bénéficiaires, voir l'Annexe 3, Erections de fiefs gascons en dignités, p. 1062.

pas très attractif. Huit terres furent érigées en comté en Gascogne orientale (cinq au XVIIe siècle, trois au XVIIIe siècle). Le marquisat fut le titre le plus concédé par le roi, avec pas moins de seize créations (quatre sous le règne de Louis XIII, six sous le règne de Louis XIV, et six sous le règne de Louis XV). Ce titre fut le plus recherché, et concédé uniquement à des familles dont la position sociale était suffisamment affermie. Enfin quatre duchés ou duchés-pairies furent créés. Ce titre étant la marque d'une faveur exceptionnelle, il ne pouvait pas être impétré par des familles qui ne fissent partie de la très haute noblesse et de l'entourage royal à la cour.

Parmi ces bénéficiaires des érections en fief de dignité, aucun n'était roturier. Il est probable que certains avaient une noblesse ayant pour fondement une agrégation de noblesse, mais elle remontait à plusieurs générations avant le bénéficiaire, et il demanda et obtint le titre de dignité en passant pour un noble véritable.

b) Les causes de l'absence d'érection de fief de dignité en faveur de non nobles

Belleguise écrivait que « les fiefs de dignité élèvent les gentilshommes, mais ils ne le font pas »[940]. C'était bien l'esprit des érections en fief de dignité : leur but n'était pas d'anoblir, mais d'élever des nobles à une plus grande dignité. En Gascogne orientale, les concessions de fiefs de dignité furent faites en faveur de familles déjà nobles, sur le fondement des services rendus par la maison, mais aussi bien souvent de l'ancienneté et de la noblesse de la famille. Dans ces circonstances, la concession d'un fief de dignité par le roi à un roturier ne pouvait être qu'une hypothèse théorique. D'ailleurs les préambules des lettres patentes portant érection d'un fief de dignité déclarent souvent qu'elles étaient créées en faveur de la noblesse[941]. Dans une lettre de 1753, le garde des Sceaux estimait que l'érection d'un marquisat de Franclieu serait souhaitable « tant par raport à sa noblesse qui est ancienne, que par ses services et ceux de ses

[940] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 52.
[941] *ADHG*, 1 B 1918, folio 61, érection du marquisat de Biran, Sedan, juillet 1657 : « entre tous les grands honneurs et dignités que nos predecesseurs roys ont accoustumé de distribuer à leur noblesse pour remuneration de leurs services, ceulx là ont tousjours esté d'autant plus considerables qui eslevent non sullement les personnes en faveur de qui ils sont conferés, mais aussi s'estandent en leurs maisons et posterité, aussi nosdits predecesseurs ont toujours eu soin d'honnorer et gratifier particulierement ceulx quy par eulx et leurs predecesseurs et ancestres ont grandement merité de l'estat » ; *ADG*, C 433, érection en comté de la terre du Malartic, sous le nom de Tournemire, Versailles, mai 1765 : « aussy préférons nous pour ces sortes de grâces, ceux qui joignent à une noblesse ancienne et illustre, une longue suite de services et des qualités personnelles, qui puissent servir d'exemple à ceux qui voudront aspirer aux mêmes récompenses ».

ancêtres »[942]. Ce n'est pas tant seulement la noblesse qui était souhaitable, mais une noblesse ancienne, écartant *de facto* les anoblis.

Aucun texte législatif ne fixa des conditions personnelles pour la concession d'un titre. L'édit de juillet 1566 déclarait dans son préambule que les dignités féodales étaient données par les rois aux « seigneurs les plus recomandables de grandeur de maison et merites »[943]. Deux points conditionnaient donc théoriquement l'obtention d'un fief de dignité : les mérites, qui se traduisent par les services rendus, et la grandeur de la maison, critères qui se vérifient dans les lettres patentes. Quelques lettres patentes du début du XVIIe siècle ne donnent quasiment pas de renseignements sur les services et les qualités des bénéficiaires, mais presque toutes mettent en avant les services et la noblesse des personnes récompensées. Aux services du décoré s'ajoutaient ceux de ses ascendants et collatéraux. Pour s'illustrer au service du roi, il fallait posséder une charge ou un office, et presque tous les « décorés » en avaient une ou plusieurs, dont beaucoup étaient ordinairement décernées aux nobles. Au début du XVIIe siècle, une charge permettait de faciliter l'obtention d'un fief de dignité : celle de gentilhomme ordinaire de la chambre du roi[944]. On remarque d'autres charges à la cour ou à l'armée (capitaine, gouverneur, etc…) qui étaient presque toutes occupées par des nobles[945]. L'épée l'emporte par ailleurs largement par rapport à la robe, dont les racines nobiliaires sont plus récentes, car les services récompensés sont essentiellement ceux rendus à la guerre. Au XVIIe siècle, si l'on ne tient compte que des bénéficiaires sans remonter leur ascendance, dans laquelle on peut repérer quelque charge de judicature, seuls deux robins sont à relever : Henry Le Masuyer, procureur au parlement de Toulouse, et Jean-Guy de Maniban, avocat général au parlement de Toulouse, tous deux issus de grandes familles de la robe toulousaine. Au XVIIIe siècle, de nouveau, on ne compte que deux robins : Bertrand Bernard de Boyer Drudas est conseiller de la Grande chambre du parlement de Toulouse (son fils est aussi conseiller au parlement), mais son frère est capitaine de dragons, et Clément de Pujo de Lafitole est juge mage de la sénéchaussée de Bigorre. On relève que si Clément d'Aignan était militaire, les autres membres de sa famille mentionnés dans les lettres étaient dans la robe. C'est l'ancienne noblesse d'épée qui bénéficia le plus des érections en fief de dignité.

Concernant la noblesse de la famille, certains exposés sont laconiques, comme celui de Clément d'Aignan qui assure qu'il mérite la distinction en raison de « sa naissance ». D'autres

[942] *ADG*, C 4, lettre du garde des sceaux à l'intendant d'Etigny, du 20 août 1753.
[943] *ADHG*, 1 B 1907, folio 56, édit donné à Paris, juillet 1566.
[944] On en compte quatre : Antoine de Begolle, Antoine de Mont-d'User, Roger de Comminges et Pierre-André de Mansencome.
[945] Voire qui leur étaient réservées, comme celle de sénéchal.

insistent sur la « grandeur » ou précisent l' « ancienneté » du lignage. Il est question dans les lettres d'érection de la baronnie de Castelvieil de « la verteu noblesse et generosité de ceulx de la maison de Begolle ». Les lettres d'érection de la vicomté de Monfaucon en faveur de Jean-Jacques de Comminges rappellent « l'antique noblesse » de sa maison, qui serait « issue et extraicte immediatemant de la maison et famille des feuz comptes de Cominge portant leur mesme nom et armes ». Au XVIIIe siècle, dans un style bien propre à la réaction nobiliaire, certains firent assaut d'ancienneté. La famille d'Espie serait « une des plus nobles et des plus anciennes familles de notre province de Languedoc, ainsy qu'il est justiffié par l'*Histoire* de Lafaille et par le catalogue des gentilshommes de ladite province ». La maison de Roquelaure, il y a plus de six siècles, « tenoit déjà un des premiers rangs entre les maisons les plus ilustres de la Guyenne ».

Le cas de Jean Marcassus, ancien capitoul, originaire du Languedoc, ayant acquis la terre de Puymaurin en Comminges, fait figure d'exception. Il ne faisait partie ni de la robe ni de l'épée, mais avait rendu service « à l'Etat et au public » en établissant deux manufactures royales de drap en Languedoc, et, c'est en quelque sorte son fait d'arme, ses draps « ont toujours esté dans une si grande perfection, qu'elle leur a fait mériter dans le Levant la préfférance sur les draps des anglois »[946]. Le profil de ce bourgeois, dont pas un ascendant n'est mentionné, et dont la réussite individuelle est fondée sur l'industrie, jure au milieu des autres nobles, qui tous faisaient partie de lignées de magistrats ou de militaires. Elle est le fruit du talent et de la fortune, la marque de la promotion par la monarchie du commerce et de l'industrie, à qui les rois Bourbon rêvaient de donner leurs lettres de noblesse. Si elle aurait paru incroyable un siècle plus tôt, elle n'en reste pas moins une trace marginale et presque incongrue au sein de la noblesse titrée gasconne du milieu du XVIIIe siècle, et constitue d'ailleurs une dérogation à la règle, maintes fois exprimée, que les titres devaient décorer une maison, tant l'impétrant que ses ancêtres, et en somme, quels que fussent les services, la naissance autant que le mérite. Il ne fut cependant pas anobli par l'érection du fief de dignité, puisqu'il l'avait été par le capitoulat auquel il avait accédé en tant que marchand en 1721.

Il reste à savoir si cette qualité nobiliaire était bien contrôlée avant l'octroi de la grâce. Il ne semble pas que ce fut le cas jusqu'au règne de Louis XIV, le roi ne se méfiant pas de la qualité de nobles qui faisaient souvent partie de son entourage ou étaient à son service, et qu'il comptait non déranger dans leur état putatif mais récompenser. Au contrôle *a posteriori* des cours enregistrant les lettres patentes, souvent purement formel, vint s'ajouter au XVIIIe siècle

[946] *ADHG*, 1 B 1946, folio 213, érection en baronnie de la terre de Puymaurin, Versailles, décembre 1744.

un contrôle *a priori*. Le garde des Sceaux ou un ministre consultaient les intendants avant d'accorder cette grâce. On ne peut cependant pas assurer que cette consultation fut systématique, ou du moins rigoureuse : les lettres patentes révèlent en effet à cette époque que certaines dignités féodales furent accordées à des impétrants qui n'avaient pas rendu des services extraordinaires ou n'avaient pas une noblesse très ancienne. Certaines demandes n'ayant pas connu de suite, on peut supposer qu'un avis contraire de l'intendant leur fut rédhibitoire[947]. On remettait à l'intendant le placet envoyé par l'impétrant, et il pouvait de ce fait répondre sur chaque point de la requête sans risque que la grâce soit accordée sur un faux exposé. L'intendant pouvait donner un avis personnel lorsqu'il connaissait l'impétrant, mais étant donné l'étendue de l'intendance d'Auch, il était nécessaire pour lui de consulter son subdélégué[948]. Sur la demande du seigneur de Lascazères par exemple, on vérifia, outre les qualités des terres, qu'il était bien homme de condition et que ses ancêtres avaient bien servi avec distinction. Le subdélégué de Tarbes, Vergès, chargé de faire un rapport à l'intendant, se montra enthousiaste, lorsqu'on lui proposa l'érection d'un marquisat d'Ossun : outre les possessions féodales remarquables du seigneur, s'ajoutaient « les services que M. le marquis d'Ossun a rendeu au roy et à l'Estat, de mesme que ses ancestres, les places distinguées qu'ils ont occupé dans l'épée et dans la robe, ses illustres alliances »[949].

La contestation des lettres d'érection du marquisat de La Fitole, par une partie de la noblesse bigourdane contre Clément Pujo, doit nous faire relativiser la rigueur de cette enquête. En effet les opposants au marquis mirent en pièce l'exposé de ces lettres, soutenant qu'il était roturier : le marquis ayant assuré qu'il était noble, ils opposèrent que « tous les registres de nos anciens notaires attestent le contraire », et sur sa prétention qu'il était le premier gentilhomme de Bigorre, ils nièrent « même qu'il soit le dernier, puisqu'il lui plaît de les ranger par numéro, et les habitans de toute espèce, les marchands, les bourgeois de la ville de son origine, le réclament les uns après les autres comme leur ayant successivement apartenu »[950] ! L'intendant de l'époque de l'impétration, Mégret de Serilly, ayant fait une enquête comme il le devait, il

[947] L'intendant fut consulté par le garde des sceaux dans une lettre du 24 juin 1779 sur un mémoire du sieur de Serignac qui demandait l'érection d'un marquisat sous son nom (*ADG*, C 15).
[948] *ADG*, I 3558, lettre de Sallenave, subdélégué général, à Vergès, Pau, 30 mai 1767 : « J'ai l'honneur […] de vous envoyer un mémoire dont monsieur le vice chancelier a fait le renvoy à monsieur d'Etigny, par lequel monsieur d'Ossun ambassadeur pour le Roy d'Espagne, demande à sa majesté des lettres d'érection en marquisat […] Je vous prie d'examiner ce mémoire, de donner à monsieur l'intendant les éclaircissemens nécessaires, et de lui faire les observations dont vous croirés susceptibles la demande que fait monsieur d'Ossun ».
[949] *ADPA*, C 385, lettre de Vergès, subdélégué, à monsieur d'Etigny, intendant, Tarbes, le 2 juin 1767. Le dernier motif avancé ne manque pas d'être piquant : l'érection se justifie « d'autant mieux que depuis un siècle ses ayeux ont, tout comme luy, eu l'avantage d'estre qualiffiés de marquis » !
[950] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XVI, 1749, p. 30 : « requête pour la noblesse de Bigorre du 29 décembre 1747 ».

fut, d'après les détracteurs du marquis de La Fitole, « trompé » dans sa recherche « par les gens ausquels il étoit obligé de s'en raporter »[951]. Il est sûr que si un non noble devait éprouver de grandes difficultés en règle générale pour obtenir une érection en fief de dignité, ce n'était pas le cas d'une personne dont la famille s'était agrégée depuis longtemps à la noblesse, et qui avait eu le temps de rendre des services et d'obtenir des honneurs qui la faisaient passer pour distinguée, comme c'était semble-t-il le cas de Clément de Pujo. Mais dans ce cas il ne s'agissait évidemment pas d'un anoblissement *stricto sensu*, puisque la famille avait intégré la noblesse depuis si longtemps et avec tant de distinction qu'il n'y avait en général plus grand monde pour se soucier de cette lointaine usurpation, et qu'on la tenait pour vraiment noble, la famille Pujo ayant même été maintenue lors des recherches des usurpateurs. Si *de jure* on pouvait considérer qu'il s'agissait de roturiers, *de facto*, il n'y avait plus personne pour le soutenir, sauf dans des cas exceptionnels, comme ce fut le cas de ce marquis qui avait suscité de grandes inimités dans la noblesse bigourdane.

Outre la noblesse, il y avait d'autres raisons qui pouvaient expliquer la difficulté pour un non noble d'obtenir une érection en fief de dignité. La possession de la haute justice était considérée comme une condition de la création : c'était l'usage. Pourtant, plusieurs fiefs ne la possédaient probablement pas[952]. La grâce royale ne pouvait être arrêtée par une considération finalement factuelle. Au XVIIIe siècle, elle était cependant un préalable devenu apparemment nécessaire, au moins pour les marquisats, le garde des Sceaux écrivant à l'intendant d'Auch au sujet de l'érection d'un marquisat de Franclieu, dont le requérant n'avait la haute justice que dans une des terres, que la grâce ne pourrait être obtenue car « les règles exigent que pour l'érection d'un marquisat, il faut être seigneur haut justicier de toutes les terres dont il doit être composé », à moins soit qu'il acquière la haute justice de toutes ces terres, soit d'une « faveur spéciale du Roy »[953]. Or, si les roturiers détenteurs de fiefs en Gascogne orientale étaient peu nombreux en proportion comparé aux détenteurs nobles, comme nous l'avons vu, ceux détenant des seigneuries avec la haute justice étaient encore plus rares. Nonobstant la question de la haute-justice, les lettres patentes d'érection en fief de dignité vantaient souvent le ou les fiefs érigés, déclarant par exemple qu'il était « de grande estendue, ornée d'ung chasteau et forteresse, marque de l'antienne noblesse de ses predecesseurs »[954], ou que ces terres étaient

[951] *Ibidem*.
[952] Comme le fief de Luc érigé en baronnie en 1596, dont le bénéficiaire dut obtenir la haute justice en 1610 seulement sous prétexte de se voir confirmer les lieux dépendants de sa juridiction (*ADHG*, 1 B 1912, folio 5, « declaration et confirmation des lieux et places deppendans de ladite baronie de Luc en faveur dudit de Campels senechal de Bigorre », Paris, le 21 novembre 1610).
[953] *ADG*, C 4, lettre du garde des sceaux à l'intendant d'Etigny, du 20 août 1753.
[954] *ADHG*, 1 B 1912, folio 325, érection du marquisat de Rouillac en faveur de Louis de Gout, Paris, mars 1612.

« touttes de grande valleur et revenu, scises en beau et fertil pais, acompaignées de belles maisons seigneurialles »[955]. Il ne s'agissait même pas dans la plupart des cas, d'un, mais de plusieurs fiefs, qui étaient soit unis soit relevant du fief de dignité, et si nombre d'érections ne comprenaient que deux ou trois terres, des exceptions notables existaient, comme le marquisat de Montespan, qui comprenait pas moins de seize villes closes, bourgs et villages[956]. Enfin, pouvaient être mises en avant des prérogatives diverses du seigneur, comme celle d'avoir des vassaux[957]. Quand bien même le non noble aurait rendu avec sa famille de grands services qui aient pu faire oublier qu'il n'était pas noble, il lui fallait aussi avoir un ou des fiefs de qualité pour obtenir cette érection en fief de dignité, et les cas où les qualités de la famille et des terres étaient idoines se révélaient extrêmement rares, même au XVIIIe siècle.

Cette hypothèse doctrinale d'anoblissement par les fiefs de dignité ne s'est donc pas présentée en Gascogne orientale. Elle fut cependant corroborée en Provence, où François-Paul Blanc a analysé, à travers la jurisprudence de la commission à la recherche des usurpateurs, les lettres d'érection en faveur d'un roturier comme des lettres d'anoblissement, et les lettres d'érection en faveur d'un noble comme des lettres de confirmation de noblesse[958]. On remarque que de telles érections en fief de dignité en faveur de non nobles, si elles ont pu avoir lieu ailleurs qu'en Gascogne orientale, sont demeurées très peu nombreuses, et qu'elles étaient finalement pour les hommes de ce temps une étrangeté, tant les fiefs de dignité étaient vus comme des dignités nobiliaires servant à relever la noblesse d'un degré, non à la conférer[959]. Lorsque Philippe de Montaut-Bénac, qui était sous Louis XIV vicomte de Lavedan, marquis de Bénac, duc de Navailles, puis enfin duc et pair de La Valette, se targuait dans ses *Mémoires* d'être « parvenu à toutes les dignitez qu'un gentilhomme peut espérer », il n'envisageait pas qu'un non noble puisse en espérer aucune, et même un anobli en souhaiter autant[960]. De fait, les titres de dignité venaient d'ordinaire couronner l'ascension sociale d'une lignée noble sur plusieurs générations, et restaient inaccessibles à la plupart des nobles de province. Pour un roturier, une telle accession était presque une vue de l'esprit.

---

[955] *ADHG*, 1 B 1912, folio 166, érection en comté de la baronnie de Péguilhan, Paris, avril 1612.
[956] *ADHG*, 1 B 1913, folio 114, érection en marquisat de la baronnie de Montespan, Paris, août 1612.
[957] Par exemple : « grand nombre de vassaulx, fiefs et arriere-fiefs, qui en deppandent » (*ADHG*, 1 B 1912, folio 325, érection du marquisat de Rouillac, Paris, mars 1612).
[958] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 637.
[959] Belleguise n'avait relevé aucun cas d'anoblissement par les dignités lors de la 1ère recherche des usurpateurs en Provence et Languedoc (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 56).
[960] Montaut-Bénac, Philippe de, *Mémoires du duc de Navailles et de La Valette, pair et maréchal de France, et gouverneur de Monseigneur le duc de Chartres »*, Amsterdam, 1701, p. 2.

3) L'usurpation des titres de dignité

Il nous a semblé que nous n'aurions pas complètement traité cette question sans s'être arrêtés sur la question de l'usurpation des titres de dignité. Comme nous l'avons vu, le second ordre exerçait une importante attraction sur les bourgeois, ce qui explique le phénomène de l'agrégation à la noblesse. Or si, comme nous venons de l'exposer, l'anoblissement par un fief de dignité était à peu près hypothétique, n'est cependant pas à exclure la prise d'un titre de dignité par un non noble dépourvu de fief de dignité, qui pouvait paraître hardie, mais était un moyen de passer pour noble, puisque d'ordinaire on considérait que les titres de dignité étaient réservés à la noblesse. Une telle usurpation ne pouvait être un anoblissement légal, mais si une telle prise pouvait avoir lieu, elle permettait *de facto* à un roturier d'intégrer la noblesse. Cette hypothèse n'était pas totalement dénuée de fondement, puisque si les titres que nous avons vus sont des titres légaux, d'autres, illégaux, se répandirent jusqu'à atteindre une grande diffusion au XVIIIe siècle : il s'agit des titres dits « de courtoisie ».

L'inflation dans l'usage des titres dans les actes notariés n'est datée par Anne Fillon que du milieu du XVIIIe siècle, mais le processus avait commencé bien plus tôt[961]. Leur propagation alla croissant faute d'interdiction par le pouvoir royal. La noblesse avait demandé aux Etats généraux de 1614 que les titres ne puissent plus être usurpés[962]. L'usurpation de titre fut interdite à deux reprises par des déclarations royales en 1699, mais uniquement dans les provinces de Franche-Comté[963], de Flandre et d'Artois[964], en reprenant les ordonnances des souverains espagnols. Si nombre d'auteurs contemporains affirment que l'usurpation d'un titre fut défendue[965], c'était pour l'essentiel sur le fondement de ces deux déclarations, ou de règlements qui, s'ils furent véritablement rédigés, ne furent pas enregistrés dans les cours de justice et n'eurent aucune application[966]. C'est donc de son propre mouvement que le parlement

[961] Fillon, Anne, « Villageois, notaires et titres nobiliaires », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 293.
[962] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, p. 193, cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614 : « que nul ne puisse usurper la qualité de marquis, comte ou baron, s'il ne l'est en effet ».
[963] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 239 : déclaration du roi du 3 mars 1699.
[964] *Ibidem*, p. 245 : déclaration du roi du 8 décembre 1699.
[965] Entre autres Joseph Hédouin, *De l'usurpation de titres nobiliaires (étude historique et juridique)*, thèse pour le doctorat, Arthur Rousseau éditeur, Paris, 1900, p. 57.
[966] François-Paul Blanc cite deux règlements, du 19 décembre 1685 et du 7 décembre 1723, tirés de Barrigue de Montvalon (Précis des ordonnances, édits, déclarations, lettres patentes, statuts et règlemens, *op. cit.*, p. 261), d'après lesquels il était interdit de prendre les titres de baron, vicomte, comte ou marquis, « sans titre ou lettres

de Toulouse fit un arrêt de règlement en 1661 pour interdire les usurpations de ces titres. Le procureur général se plaignit de l'abus qui s'était introduit dans la noblesse d' « usurper » des titres, qui était une contravention aux ordonnances (il n'en cite aucune), et une atteinte au pouvoir régalien du roi de concéder des titres. Le parlement interdit en conséquence à tous les gentilshommes de prendre dans des actes juridiques les titres de marquis, comte, vicomte, baron, sans avoir préalablement fait enregistrer leurs lettres patentes ou autres concessions royales. Il était accordé un mois à ceux qui ne l'avaient pas encore fait pour faire enregistrer leur titre, et faute d'obtempérer, il ordonnait que « lesdictes qualitez seront rayées de tous actes ou elles auront esté inserées, et les courones mises sur leurs armoiries esfacées ». Les usurpateurs de ces titres seraient à l'avenir condamnés à 10000 livres d'amende et à la réunion de leurs fiefs au domaine du roi[967]. Cet arrêt n'eut aucune application. Au demeurant ces titres, comme le rappelle cet arrêt, étaient avant tout portés par des nobles véritables, ce qui rendait difficile la poursuite, qui reviendrait à troubler une famille distinguée par le port d'un titre, parfois reconnu depuis des générations par complaisance, et dont le pouvoir royal ne tirerait aucun profit, puisqu'ils n'avaient pas de privilèges fiscaux. La conséquence fut la diffusion des titres de courtoisie, dont les exemples abondent, et le baron de Gonnès pouvait écrire que « sur dix mille barons, comtes, vicomtes, marquis pris au hazard dans le royaume, confirmés dans leurs qualités, ou par l'habitude, ou par des commissions du roi, il n'y en a pas deux cents qui ayent des terres érigées »[968] !

Contrairement à ce qui se passait à Paris, les non nobles n'usurpaient guère les titres en province, sauf exception notable. C'était déjà bien assez d'usurper la noblesse, en faire trop pouvait être risqué. Un exemple peu ordinaire est celui du sieur de Carbonneau, qui demandait des commissaires pour procéder à l'arpentage du fief de Pemejan, dans la juridiction de Caudecoste. L'intendant, dans son avis sur sa requête, dénonçait le fait qu'il prit le titre de marquis, qui « surprit et révolta tout le monde » dans la contrée[969]. Il fit un rapport sur ce marquis, se disant « dans une forte nécessité d'entrer icy dans quelque détail sur son extraction, son génie, et sa conduite », par « l'étalage qu'il fait dans sa lettre de ses prétendus services et de ceux de ses ancêtres ». Voici en quels termes acerbes il termine son exposé impitoyable sur

patentes enregistrées, à peine de 1000 livres d'amende », et de 500 livres d'amende contre les personnes publiques qui leur donneraient. Ils sont cités par aucun recueil ni par aucun juriste que nous avons consulté.

[967] *ADHG*, 2 MI 210, folio 146, arrêt de la Grande Chambre du parlement de Toulouse du 31 mars 1661.

[968] *ADHP*, 65 J 239, « Réponse du baron de Gonnès au mémoire du sieur Peré lieutenant dans le bataillon provincial d'Auch » devant le sénéchal de Tarbes, 1783, p. 26. Jean Meyer a aussi relevé cette abondance des titres de courtoisie au XVIIIe siècle en Bretagne (La noblesse bretonne au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 1123).

[969] D'après l'intendant, une quinzaine d'habitants, par « surprise » ou « séduction » lui accordèrent la qualité de « marquis » dans leurs reconnaissances : c'était là son seul titre.

ce prétendu marquis, dont il assurait que malgré les alliances de sa famille, elle n'était absolument pas noble : « c'est cependant avec aussy peu de noblesse, et avec tant de déffauts, que le sieur de Carbonneau s'est avisé de prendre la qualité de marquis. Il y a plus que de l'impudence à luy de s'en décorer dans la lettre qu'il vous a écritte, sans doute c'est une finesse de sa part, dans la persuasion que ce titre luy seroit donné dans les lettres pattentes qu'il solicite, pour pouvoir ensuite le porter avec assurance, et l'exiger de ceux qui ne sont rien moins que disposés à le luy donner. Une pareille entreprise, qui ne peut être que fort désagréable aux meilleures maisons du pays, en se voyant confondues avec un homme dont la noblesse n'a pour fondement que la complaisance de ceux qui n'ont pas voulu la contester à ses auteurs, mériteroit que par un ordre du Roy il fut fait déffenses au sieur de Carbonneau de prendre la qualité de marquis, sous telles peines qu'il plairoit à Sa Majesté de prescrire. Dans l'exacte vérité, jamais homme n'a moins été digne de porter ce titre, sa naissance, son génie, ses inclinations, et jusques à sa figure qui est des plus ignobles, tout y répugne, et il n'y a personne qui, en se mocquant de luy, ne soit en même tems scandalisé de sa hardiesse »[970] !

Cette usurpation se faisait donc dans l'impunité : personne n'avait intérêt à contester ces usurpations, sauf en cas de procès, et l'intendant, s'il désapprouvait, ne sévit pas. Seule l'usurpation d'un titre appartenant à une ancienne famille du royaume pouvait susciter l'éveil des consciences. A Versailles et à Paris, l'usurpation d'un titre était plus aisée qu'en province, où toutes les familles se connaissaient. D'Hozier, juge d'armes de France, écrivit en 1769 à un membre de la famille de Luppé en Gascogne, pour l'avertir qu'un « américain nommé Pothuant », entré dans le régiment des Gardes, se faisait appeler « marquis de Lupé », et avait pris « les armes et la livrée de Lupé ». Cette usurpation s'était faite sans coup férir, puisqu'il déclarait qu'à Versailles, « on en hausse les épaules […], comme on est sûr que le faux marquis de Luppé n'est rien du tout, pas mesme noble, et ayant un nom tout différent puisque son nom de famille est Pothuant. Je suis bien étonné que monsieur de Luppé le chambellan soit si tranquille là-dessus, tost ou tard cela poura faire une affaire pour les biens »[971].

En réalité, cette utilisation des titres non établis juridiquement, en province, était en fait une pratique des anciens nobles qui avaient gagné au fil des siècles un surcroît d'honorabilité qui leur permettait de se parer des plus beaux atours de la noblesse. Le cas du marquis de Carbonneau attaqué violemment par l'intendant ne doit pas faire illusion : s'il le considérait

[970] *ADG*, C 11, lettre de l'intendant d'Etigny à monsieur de Courteilles, le 3 août 1758.
[971] *ADLG*, 25 J, A5-12, lettre de monsieur d'Hozier à monsieur de Luppé de Besmaux, à Paris, le 17 juin 1769. Le juge d'armes ne supportait que difficilement ces usurpations si l'on en croit cette dénonciation, et il proposait ses services : « si j'étois consulté là-dessus, je pourois donner quelque détail sur la famille de Pothuau ».

comme roturier, il était en fait tenu pour noble, car si sa noblesse avait certainement pour origine une usurpation de noblesse, elle remontait à loin, et sa famille avait même été maintenue noble lors des recherches des usurpateurs. L'usurpation de titres de dignité fut donc bel et bien un phénomène de grande ampleur et particulièrement au XVIIIe siècle, mais il fut de façon générale un phénomène interne à la noblesse : c'était déjà bien assez pour un roturier d'avoir usurpé la noblesse, mieux valait pour sa famille attendre quelques générations avant de songer à se faire remarquer en usurpant un titre.

On peut lire dans l'*Encyclopédie* que les nobles seraient « seuls capables de prendre le titre des fiefs, des dignités, tels que ceux de baron, marquis, comte, vicomte, duc »[972]. *De jure* c'était inexact, puisque les roturiers pouvaient acquérir une ancienne baronnie. *De facto*, c'était, globalement considéré, vrai, car les anciens titres féodaux revenaient toujours au roi ou aux nobles, les anciennes baronnies étaient aussi le plus souvent aux mains des nobles, et elles purent même leur être réservées comme en Bigorre après 1751, et que l'érection d'un fief de dignité en faveur d'un non noble, extrêmement rare, passait pour un anoblissement tacite, car si ces titres n'étaient pas un privilège nobiliaire, ils étaient considérés de façon presque unanime comme incompatibles avec l'état roturier. Toutefois, l'anoblissement par l'investiture royale d'un fief de dignité abordée théoriquement par tant de juristes était quasiment dépourvue d'effets pratiques.

[972] Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, *op. cit.*, tome XI, entrée « droits de la noblesse ».

Section 2) L'anoblissement par lettres

L'anoblissement par lettres était l'anoblissement par excellence. Il s'agissait d'un anoblissement anciennement reconnu, qui se manifestait expressément, dont les effets étaient immédiats, et qui n'avait en théorie d'autre but que d'anoblir. C'est à son propos que les juristes clarifièrent un certain nombre de points de valeur plus générale sur l'anoblissement, sur lesquels nous allons donc nous arrêter. Il était fondé sur certains principes et certaines règles. Il nous faut donc étudier à la fois ces principes et règles, d'une part, et leur application dans le cadre de notre ressort de recherche d'autre part, tout en précisant la forme des lettres d'anoblissement.

I) Les fondements de l'anoblissement par lettres

L'anoblissement par lettres était une prérogative royale permettant de récompenser un roturier en l'anoblissant, anoblissement pouvant faire l'objet d'une révocation.

A) Une prérogative royale étendue

L'anoblissement était une grâce royale que le roi pouvait accorder très largement.

1) Un pouvoir régalien

La définition de l'anoblissement était toujours rattachée directement au pouvoir royal[973]. C'était un pouvoir régalien, il était conféré par le roi. On y voyait la marque de la faveur du prince, terme employé dans les lettres d'anoblissement[974]. Pour les juristes, c'était une « grâce » royale, ce qui était exprimé dans les lettres de noblesse par la formule « car tel est notre plaisir » qui les terminait[975].

Le roi, seul souverain en son royaume, en avait le monopole, ce qui fut affirmé par un arrêt du parlement de Paris de la Pentecôte 1280[976], et réaffirmé par toute la doctrine unanime à l'époque moderne[977]. L'anoblissement, écrivait Loyseau, ne pourrait être fait « que par ceux ausquels reside la disposition du public, c'est à dire la souveraineté »[978]. Ce pouvoir procédait selon lui du droit divin du roi : « mais quoy qu'il en soit, cet annoblissement ne peut estre fait que par le prince, que Dieu (duquel tout honneur procede) a étably distributeur en ce monde de ce don divin »[979]. Il fut confirmé comme un droit souverain du roi sous Louis XII qui, par un édit de 1499, vint défendre aux gouverneurs et lieutenant du roi d'user du droit d'anoblir et autres « droicts singuliers et privileges, qui sont à nous et à noz successeurs roys de France

[973] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 903 : « Annoblissement signifie grace ou privilege octroyé du roy, par lequel la condition du roturier est changée, et luy est permis de jouyr de pareils droits, prerogatives, et preeminences dont jouyssent les nobles de race ».
[974] *ADHG*, 1 B 1918, folio 214, lettres d'anoblissement de François d'Algayres, Toulouse, octobre 1659 : « voulant faire ressantir audict d'Algaires et à ses enfans des effects de notre faveur » ; *ADHG*, 1 B 1966, folio 265, lettres d'anoblissement de Joseph Dubernard et Joseph-François Dubernard, Versailles, juillet 1783 : les anoblis en question sont dignes de cette « faveur signalée ».
[975] La Roque écrit que c'est une « grace spéciale du roi » (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 54).
[976] Par cet arrêt, le parlement interdisait au comte de Flandre de faire d'un « vilain » un chevalier ; il y en aurait un antérieur moins connu de 1269 mettant à l'amende le comte de Nevers (Desbrousses, X., Condition personnelle de la noblesse au Moyen Âge, *op. cit.*, p. 24).
[977] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 904 : « Le roy seul peut annoblir en France, et à sa seule Majesté appartient donner lettres d'annoblissement au roturier demeurant en France » ; Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 62 ; La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 92 : « Il est donc constant que le roi seul peut anoblir en France » ; ou encore Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 298.
[978] Loyseau, Charles, Traité du droit des offices, dans *Les œuvres de maistre Charles Loyseau*, Compagnie des Libraires, Lyon, 1701, p. 56.
[979] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31.

reservez, en signe de souveraineté »[980]. Seul un esprit aussi subversif que celui de Boulainvilliers pouvait contester ce droit royal[981].

Afin d'exercer cette prérogative, le roi délivrait un type particulier de lettres de noblesse apparues sous Philippe IV le Bel, les lettres d'anoblissement[982]. Par ces lettres, le roi anoblissait expressément le bénéficiaire de la lettre. Ayant le monopole de l'anoblissement, le roi était le seul à pouvoir délivrer des lettres d'anoblissement[983]. En Provence, lors des recherches des usurpateurs, les commissaires ne tinrent aucun compte de lettres d'anoblissement délivrées par le gouverneur de la province en 1519[984].

2) Des conditions peu contraignantes

Il est affirmé dans le *Répertoire* de Guyot que « dans notre heureuse constitution, tous les citoyens peuvent prétendre à la noblesse »[985]. Est-ce exact ? Dans une large mesure oui, mais il existait des exceptions. Aucune condition n'était légalement nécessaire *a priori* pour être anobli, le roi en France ne s'étant lié par aucune règle. Toutefois, certaines conditions paraissaient indispensables, dans la mesure où le noble devait respecter certaines règles pour conserver son état. La Roque pointait ainsi le fait de n'exercer aucun art mécanique, c'est à dire de n'être pas un artisan, profession « vile et abjete »[986]. Pour être noble il fallait vivre noblement, et non pas vilement. Ce qui nécessitait concrètement d'avoir de la fortune, et plus particulièrement des rentes. Dans un édit de janvier 1568 qui anoblissait douze roturiers, le roi déclarait que ces derniers avaient « plusieurs bons moyens, richesses et facultez, avec lesquels ils pourroient, s'ils estoient aydez des graces que nous avons accoutumé departir à personnes

[980] Fontanon Antoine, Gabriel, Michel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome troisième, p. 2. Au Moyen Âge, le roi avait pu faire délégation de ce pouvoir à des officiers de son administration, comme Philippe VI en 1339 (Arriaza, Armand, « Noblesse politique et anoblissement : conception émergente au XIII[e] siècle en France », *op. cit.*, p. 342).
[981] Boulainvilliers, Henri de, Essais sur la noblesse de France, *op. cit.*, p. 10.
[982] Nous verrons par ailleurs d'autres formes de lettres de noblesse, les lettres de réhabilitation, les lettres de maintenue, et les lettres de confirmation de noblesse.
[983] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 63.
[984] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 13.
[985] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse ».
[986] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 182.

dignes, aysement entretenir tel lieu, estat et dignité que font les autres issus de noble race »[987]. La naissance légitime était aussi nécessaire selon La Roque, la bâtardise étant une tache incompatible avec la noblesse, à moins que l'on ne soit légitimé.

Autre condition avancée par La Roque, il fallait être de « libre condition » et non serf, ou du moins ne pas l'être à l'insu du roi[988]. Pour Thierriat, dans le cas d'anoblissement d'un serf, un affranchissement préalable apparaissait indispensable[989]. La condition de mainmortable était jugée indigne, et antinomique avec la noblesse. Il était peu probable que des serfs parvinssent à l'anoblissement, tant ce statut était déshonorant, et d'ailleurs ils avaient quasiment disparu à l'époque moderne en Gascogne comme dans le reste du royaume, sauf dans quelques provinces telles la Bourgogne et le Nivernais. C'était sous le nom de « questal » qu'étaient désignés les quelques serfs qui restaient en Béarn et en Bigorre. On remarque qu'en Béarn, en décembre 1578, Henri III de Navarre décida d'affranchir et d'anoblir Joanot de Bachouey pour les services rendus par sa famille lors du siège de Navarrenx. Or le procureur général et l'avocat domanial de la *cour majour* refusèrent d'enregistrer, car « on ne pouvait ternir l'ordre de la noblesse en y introduisant des affranchis, […] que la qualitat deus questaux es autant bile et abjecte que deus susdits, et que per tal moyen l'ordi de la noblesse debiénéré mesprisable, attendu que la qualitat de questau est de plus basse condicioo que nou soun communement los autres subjets do Sa Magestat, non nobles »[990]. Le roi ordonna de nouveau et obtint que soient enregistrées ces lettres, mais il est à noter que le Béarn était alors souverain, et que cette décision du roi de Navarre n'avait pas de conséquences pour le droit français[991]. Il résulte cependant de cette opposition à l'enregistrement que la condition servile ou même d'affranchi étaient communément jugées incompatibles avec la noblesse dans le sud-ouest de la France.

Autres conditions de validité de l'anoblissement, l'enregistrement et la vérification des lettres. Comme l'expose Bacquet, l'anobli « ne peut prendre qualité de noble, ny jouir des

---

[987] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 57, « edict faict par le Roy, de l'election et creation de douze personnes nobles, qui iouyront de tous privileges de noblesse, en fournissant par chacun d'eux la somme contenue audict edict », Paris, janvier 1568.

[988] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 182 : « Si néanmoins le prince est averti que celui qui recherche son anoblissement soit serf, et qu'il lui confère, il sera valable, parce que le prince qui sçait le défaut, est présumé le dispenser ».

[989] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 199. Même opinion chez Hubert, Robert, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 123, chapitre XIV : « Qu'il faut estre nay de libre condition, pour acquerir la noblesse ». En Franche-Comté espagnole, Georges Chevrier pense même que l'affranchissement ne serait plus suffisant aux XVIe et XVIIe siècles, et qu'il faudrait la liberté de naissance (« Les sources de la noblesse dans le comté de Bourgogne du XIVe à la fin du XVIIIe siècle », *op. cit.*, p. 80).

[990] Lagrèze, G. Bascle de, *Histoire du droit dans les Pyrénées (comté de Bigorre)*, Editions des régionalismes, 2010, p. 60.

[991] D'ailleurs il ne s'agissait pas vraiment d'un anoblissement personnel, mais de l'affranchissement et de l'anoblissement d'une terre qui devenait ainsi un fief, mais la conséquence était l'anoblissement de la personne dans la mesure où en Béarn la possession d'une terre noble anoblissait la personne.

honneurs, privileges, franchises et prerogatives de noblesse, s'il ne fait verifier ses lettres de noblesse »[992]. Nonobstant l'obligation de la vérification, l'enregistrement, c'est-à-dire la transcription sur les registres de la cour, qui la suivait, permettait à l'anobli de s'assurer de la conservation à jamais d'un exemplaire des lettres, qui pourrait servir aux descendants au cas où l'original se serait égaré[993]. Ce n'était qu'à compter du jour de la vérification et de l'enregistrement de ses lettres que l'on pouvait considérer l'impétrant comme anobli.

Devant quelle cour le bénéficiaire devait-il requérir l'enregistrement des lettres d'anoblissement ? L'enregistrement des lettres d'anoblissement par la cour des comptes devint obligatoire à partir d'une ordonnance de 1372[994]. Elle était *de lege* la cour souveraine chargée d'enregistrer les lettres d'anoblissement. C'était elle qui fut chargée jusqu'au XVIe siècle de taxer la finance due au roi[995], les indemnités diverses, et de la vérification des services[996]. D'après François-Paul Blanc, en Provence, la cour des comptes avait un monopole qui « avait pour conséquence logique de conférer un caractère subsidiaire, voire facultatif, aux enregistrements demandés par les impétrants aux autres cours du comté »[997]. D'autres institutions prétendirent en effet être compétentes ès enregistrement de lettres d'anoblissement, et plus largement de lettres de noblesse.

La cour des aides, tout d'abord, affirma sa compétence ès enregistrement de lettres de noblesse[998]. Pour Bacquet, l'enregistrement dans les cours des aides était nécessaire pour se voir exempter des impôts roturiers[999]. Un édit de septembre 1664 demanda aux confirmés de faire enregistrer leurs lettres dans les chambres des comptes et cours des aides[1000], mais un édit antérieur de janvier 1634 ne portait l'obligation de les enregistrer que dans les cours des aides : il est vrai qu'il avait pour objet l'usurpation de noblesse, alors de la compétence de la cour des

---

[992] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 909.
[993] C'est ce que porte la requête en vue de l'enregistrement des lettres des frères Ruble en 1691 : « ils la supplient vouloir leur accorder le registre desdites lettres ès registres de la cour, pour le contenu en icelles estre gardé et observé suivant leur forme et teneur conformement au desir et à la volonté du roy, pour par lesdits suppliants y avoir recours quand besoin sera » (*ADTG*, 1 B 81).
[994] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 21. Par cette ordonnance de Charles V, il était ordonné que les lettres d'anoblissement seraient expédiées par la chambre des comptes pour ne pas avoir à payer le droit de franc-fief.
[995] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 909.
[996] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 204.
[997] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 338.
[998] Mengès-Le Pape Christine, *La cour des aides et finances de Montauban, 1642-1790*, thèse pour le doctorat en droit, Université des sciences sociales Toulouse 1, 1991, p. 104.
[999] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 909 ; c'est aussi l'opinion de La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 205.
[1000] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVIII, « edit portant révocation des lettres de noblesse accordées depuis 1634 », Vincennes, septembre 1664.

aides[1001]. Enfin, la déclaration royale du 17 janvier 1696 confirmait moyennant finance toutes les lettres de maintenue ou de rétablissement dans leur ancienne noblesse, ou de réhabilitation avec anoblissement en tant que de besoin, enregistrées dans les cours des aides depuis janvier 1600[1002]. La législation n'était donc pas constante. François d'Algayres, procureur au sénéchal de L'Isle-Jourdain, fit enregistrer ses lettres de confirmation à la chambre des comptes le 31 décembre 1675, et à la cour des aides le 27 novembre 1676[1003]. La cour des aides devint la principale cour compétente en matière de lettres de noblesse au cours du XVIIe siècle.

Jusqu'en 1642, l'essentiel des contrées que nous étudions relevaient de la lointaine cour des comptes, aides et finances de Montpellier. A partir d'un démembrement de la cour de Montpellier opéré par un édit de 1642 elles relevèrent de la cour des aides de Cahors, dont le siège fut transféré à Montauban en 1662[1004]. Il en résulta qu'à partir du début du règne personnel de Louis XIV, la cour des aides de Montauban eut la faveur des anoblis d'Armagnac, d'Astarac et de Lomagne, en raison de sa proximité[1005]. Lors de la recherche des faux nobles de la fin du règne de Louis XIV, plusieurs maintenus ne mentionnèrent que l'enregistrement devant cette cour dans leurs preuves de noblesse. Pour la Bigorre, les regards devaient plutôt se tourner vers la chambre des comptes de Pau[1006].

Autre juridiction traditionnellement concurrente en la matière, le parlement. Pour Bacquet, l'enregistrement des lettres d'anoblissement au Parlement n'était pas obligatoire, mais souhaitable, car nécessaire afin de bénéficier de l'exemption des francs-fiefs[1007], opinion reprise

[1001] *Ibidem*, Tome XVI, édit sur les tailles et l'usurpation des titres de noblesse, Paris, janvier 1634, art. 4 : « nous ordonnons qu'il ne sera expédié aucunes lettres d'annoblissement, sinon pour de grandes et importantes considérations, lesquelles seront registrées en nos cours des aydes, nos procureurs généraux en icelles ouïs : et les habitans et procureurs syndics de la paroisse où ils feront leur résidence, appelez et indemnisez ».
[1002] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 210.
[1003] *BNF*, Fonds français 32297, folio 839.
[1004] La complexité de l'évolution et de la délimitation géographique des cours des aides et chambres des comptes dans notre ressort de recherche est sans pareille. Pour essayer d'y voir plus clair il faut consulter la thèse de Christine Mengès-Le Pape, *La cour des aides et finances de Montauban, 1642-1790*, qui détermine les limites « confuses et embrouillées » de la cour des aides (*op. cit.*, p. 10 à 49). La cour comprenait en Gascogne, d'après les édits, les élections d'Armagnac, d'Astarac, de Lomagne, de Rivière-Verdun, et de Comminges. Malgré un certain flou dans les textes, la cour comprit aussi dans son ressort les pays d'Etats du Nébouzan, des Quatre-Vallées, et la Bigorre, « mais n'obtient sur ces lieux qu'une juridiction restreinte, partagée avec le parlement de Toulouse, et limitée 'aux droits des fermes et autres levées extraordinaires' » (*ibidem*, p. 33).
[1005] Malheureusement, les registres des lettres patentes de la cour des aides de Montauban n'existent plus, et l'on ne peut donc pas retrouver les lettres qui y furent enregistrées.
[1006] La destruction d'une très grande partie des registres de la chambre des comptes de Pau ne permet pas d'établir si toutes les lettres de noblesse de son ressort y furent enregistrées.
[1007] « Et par le moyen de cette verification, qui peut facilement et sans aucuns frais estre faite en la cour de parlement sera obvié à la difficulté et doute, que messieurs les commissaires, qui cy-après sont ordonnez pour le fait et taxe des francs-fiefs et nouveaux acquests, lesquels en partie sont ordinairement du corps de la cour, pourroient faire sur l'exemption et privilege des annoblis, pour les fiefs et heritages non nobles, par eux possedez » (Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 910).

par Thierriat[1008] et La Roque[1009], auquel Loyseau ajoutait l'argument que le parlement fut juge du droit spécifique aux nobles en pays coutumier[1010]. En Languedoc, enregistrées à la chambre des comptes ou au parlement au gré des mandements, il fallut attendre une déclaration royale du 20 janvier 1736 pour que fut répartie cette compétence entre le parlement de Toulouse et la cour des comptes, aides et finances de Montpellier. Les lettres patentes d'anoblissement, réhabilitation ou confirmation de noblesse durent dès lors être enregistrées dans les deux juridictions. En cas d'opposition, « si l'une d'elles n'est pas compétente pour juger de la matière au sujet de laquelle l'opposition a été formée, elle devra renvoyer l'opposition à l'autre comme par le passé »[1011]. Le parlement de Toulouse, institution de loin la plus prestigieuse à proximité de la Gascogne orientale, présentait un grand attrait pour les anoblis. L'anobli devait être très satisfait de voir transcrites ses lettres dans ces registres où ses armes pouvaient être peintes.

Le bureau des finances d'Auch enregistra aussi plusieurs lettres de noblesse au XVIIIe siècle. La Roque cite un arrêt du conseil d'Etat du 12 mai 1633 qui obligeait d'y faire enregistrer les lettres de noblesse[1012]. Mais cet enregistrement était assurément moins prestigieux, et d'ailleurs la transcription des lettres dans les registres du bureau d'Auch était souvent d'une qualité exécrable.

Enfin les anoblis purent aussi enregistrer leurs lettres d'anoblissement dans les sénéchaussées, voire dans les bureaux d'élections[1013]. Un édit de mai 1702 déclarait que les lettres concédées par cet édit devraient être enregistrées dans les chambres des comptes, les cours des aides, les parlements, les bureaux des finances, et « même aux greffes de nos bailliages, senechaussées et elections où les impetrans seront domiciliez »[1014].

Il est par ailleurs probable que l'anobli, loin de se préoccuper des opinions de la doctrine ou des querelles juridictionnelles, se contentait de bonne foi de suivre la clause injonctive

[1008] « Des cours de parlement, parce que l'annoblissement emporte exemption du droict des francs fiefs, qui est domanial, et par ce moyen diminution des droicts du domaine, de la couronne de France, desquels la cour de parlement est conservatrice » (Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 193).
[1009] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 205. Il ajoutait que le parlement avait « l'attribution naturelle de l'état et de la condition des personnes ».
[1010] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31 : « Mesme c'est le plus seur de les faire verifier au parlement, qui est la justice ordinaire et naturelle des droits du roy, et la justice souveraine des personnes de ses sujets, tant à cause de l'exemption des francs-fiefs, que sur tout à cause du droit different introduit par plusieurs coustumes pour les nobles ».
[1011] Michaud, Jacques, *Histoire de la compétence de la cour des comptes aides et finances de Montpellier*, Diplôme d'Histoire des Institutions, Faculté de droit et des sciences économiques, Montpellier, 1963, p. 76.
[1012] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 205.
[1013] La Roque parle pour cet enregistrement de simple « usage », sans qu'il n'ait rien d'obligatoire (*ibidem*).
[1014] *ADHG*, 1 B 1928, folio 193, édit donné à Versailles, mai 1702. L'édit portait néanmoins que les frais de tous ces enregistrements seraient modérés par un arrêt du conseil. L'édit donné à Versailles en décembre 1711 reprenait exactement les même dispositions (*ADHG*, 1 B 1936, folio 203).

insérée à la fin des lettres patentes[1015]. Les lettres de noblesse se terminaient par un mandement donné aux cours de justice, ou au bureau des finances, d'enregistrer les lettres d'anoblissement, et d'en faire jouir le récipiendaire. Or cette clause mentionnant plusieurs cours, l'anobli pouvait se croire autorisé à choisir l'une d'elles. Au reste, ces mandements peuvent être très différents, et témoignent des hésitations, ou de la négligence, de la chancellerie royale. Les lettres d'anoblissement de François d'Algayres mandent d'enregistrer au parlement de Toulouse, à la cour des aides de Cahors et au sénéchal[1016]. Les lettres d'anoblissement de Bertrand Carchet de Marsan ne mentionnent expressément que le parlement de Toulouse[1017]. Les lettres de Jacques-Augustin de Fornets, ne lui enjoignent expressément de les enregistrer qu'à Pau[1018]. Plus exhaustives, les lettres d'anoblissement des Dubernard mandent d'enregistrer au parlement de Toulouse, à la cour des comptes de Pau, à la cour des aides de Montauban et au bureau des finances d'Auch[1019]. Quant aux lettres de Jean-François de Bertrand, elles lui mandent de les enregistrer, entre autres, à la chambre des comptes de Paris, au parlement de Toulouse, à la cour des aides de Montauban et au bureau des finances de Montauban[1020]…

Avant d'enregistrer les lettres d'anoblissement, les cours, parlement, cour des aides ou chambre des comptes, vérifiaient les lettres patentes, afin de s'assurer qu'elles ne fussent pas concédées par « surprise », subrepticement ou obrepticement, et que le bénéficiaire fut moralement et matériellement apte à être anobli. Elles pouvaient être appelées à statuer sur les oppositions qui pouvaient être faites contre un enregistrement. D'après une enquête faite par la chambre des comptes de Montpellier en 1657, la cour, en plus de vérifier la moralité de la famille de l'anobli, s'assurait qu'il remplisse bien des conditions qui sont à peu près celles exposées par La Roque : la naissance légitime, le fait d'avoir de la fortune, et d'être de condition

[1015] Ainsi l'arrêt d'enregistrement des lettres d'anoblissement des frères de Ruble de la cour des aides de Montauban, du 22 novembre 1691, porte que « attendu que l'adresse desdites lettres est faite à la cour pour l'enregistrement d'icelles, ils la supplient vouloir leur accorder le registre desdites lettres ès registres de la cour, pour le contenu en icelles estre gardé et observé suivant leur forme et teneur conformement au desir et à la volonté du roy » (*ADTG*, 1 B 81).

[1016] *ADHG*, 1 B 1918, folio 214, lettres d'anoblissement de François d'Algayres, Toulouse, octobre 1659 : « Sy donnons en mandement à noz amez et féaux les gens tenans notre cour de parlemant de Tholose, cour des aydes de Cahors, senechaux ou leurs lieutenans et autres noz juges et officiers qu'il appartiendra que noz presentes lettres d'anoblissement ils ayent à faire enregistrer ».

[1017] *ADG*, C 434, lettres d'anoblissement de Bertrand Carchet de Marsan, Versailles, novembre 1778.

[1018] *ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, Fontainebleau, novembre 1777 : « Si donnons en mandement a nos amés et féaux conseillers les gens tenans notre cour de parlement chambre des comptes cour des aides et finances à Pau, et à tous autres nos officiers et justiciers ».

[1019] *ADHG*, 1 B 1966, folio 265, lettres d'anoblissement de Joseph Dubernard et Joseph-François Dubernard, Versailles, juillet 1783 : « Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement à Toulouse, à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre cour des aides à Montauban, et à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre cour des comptes à Pau, les présidents trésoriers de France et généraux de nos finances à Auch et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra ».

[1020] *ADTG*, C 82, n° 51.

libre et non serve[1021]. La cour se renseignait aussi sur la religion de l'anobli : être de la R.P.R. empêcha longtemps l'anoblissement. Sur ce point, un assouplissement eut lieu dans les années 1770, et des protestants furent anoblis dès la fin du règne de Louis XV[1022].

En réalité, la vérification des lettres de noblesse suivait une procédure formelle, l'enquête faite par un commissaire n'était pas approfondie, et les lettres étaient enregistrées sans atermoiements[1023]. Le seul véritable obstacle rencontré était en conséquence procédural, c'était la surannation des lettres, qui devaient être enregistrées dans l'année[1024]. A défaut il faudrait impétrer des lettres de relief de surannation auprès du roi, qui mandaient de nouveau à la cour d'enregistrer, mais certains purent semble-t-il s'en passer[1025].

Enfin, dernière condition et non des moindres, La Roque pointait le fait d'être vertueux, et d'avoir rendu des services. Le Bret estimait que la puissance royale d'anoblir n'était pas illimitée, et que le souverain ne pourrait « jamais abuser plus indignement de sa puissance, qu'en donnant le titre de noblesse à celui qui ne l'a point meritée, par quelque genereuse action,

---

[1021] Un petit nombre de dossiers d'enquête dressés par la chambre des comptes de Montpellier ont été conservés aux Archives départementales de l'Hérault, cotes 1 B 23000 à 1 B 23047. Mais on n'en trouve pas, tant pour les lettres de noblesse que d'érection en titre de dignité (1 B 23048 à 1 B 23062) concernant notre ressort de recherche : il est vrai que dès 1642, avec la création de la cour des aides de Cahors, les gascons n'avaient plus de raisons de faire un voyage à Montpellier, aussi lointain qu'onéreux. Voici, d'après un dossier (1 B 23019 A. D. de l'Hérault, « Articles sur lesquels le procureur général du Roy requiert qu'il soict informé par le commissaire député par la cour, auparavant procéder à la vérification et registre des lettres de noblesse obtenues par les sieurs Jean et Balthezar Joannes frères capitaines », fait au Parquet le 30 juillet 1657, tiré de l'enquête de la cour des comptes sur l'enregistrement des lettres de noblesse données en mai 1657 aux frères Joannes, habitants Marseillan), les différents points qui étaient vérifiés au milieu du XVIIe siècle par le procureur : 1) « L'estat, condition, convenances, bonne vie, mœurs, conversation et renommée desdits impétrans, tant du passé que du présent, et de quelle relligion ilz font profession, et sy le pere, mere, et ayeul ont vecu sans reproche », 2) « Sy lesdits impétrans sont personnes franches ou d'aucune condition servile et envers quy », 3) « S'ilz sont mariés, quel nombre d'enfans ilz ont, de quel sexe et aage, s'ilz sont nays de legitime mariage, et de quel pays ou parroisse ilz sont natifz », 4) « Quelz biens ilz jouissent et possedent dans le royaume, de quelle valleur et revenu ilz sont, sy c'est par donnation, acquisition ou autrement, en quelz lieux ilz sont assis, et s'il y a aucuns fiefs ou portions nobles et de quels seigneurs ils rellevent ».

[1022] Reinhard, Marcel, « Élite et noblesse dans la seconde moitié du XVIIIe siècle », *op. cit.*, p. 19.

[1023] François-Paul Blanc a conclu de l'étude de la vérification en Provence « le caractère artificiel d'une telle procédure. La cour d'une façon générale se contente apparemment d'un contrôle de pure forme » (L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 403).

[1024] La vérification, dit La Roque, « doit être faite dans l'an de la date des lettres, autrement on est obligé d'avoir des lettres de surannation » (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 206).

[1025] Cette règle était-elle toujours respectée ? Devant le parlement de Toulouse, oui (*ADHG*, 1 B 1919, folio 323, « Jussion sur la confirmation de noblesse en faveur de Dominique et Manaud de Monda père et fils », St-Germain en Laye, 5 novembre 1670 : « mais d'autant que nozdites lettres sont surannées, et quelles ne vous ont esté presantées dans l'an de l'impetration d'icelles » ; *ADHG*, 1 B 1920, folio 38, lettre de surannation des provisions pour Julien de Laclaverie, St-Germain, 12 janvier 1673 : « et d'aultant qu'il n'a peu vous la presanter et quelles sont surannées, il crainct que faciez difficulté de proceder à l'enregistrement d'icelles sens avoir noz lettres necessaires »…), mais peut-être pas devant la cour des aides de Montauban. Les lettres d'anoblissement données aux frères Ruble en septembre 1677 ne furent enregistrées que le 22 novembre 1691, sans qu'aucunes lettres de surannation ne soient mentionnées dans l'arrêt d'enregistrement (*ADTG*, 1 B 81). En Provence cependant, des lettres de noblesse purent être enregistrées en retard sans lettres de surannation, même par les enfants de l'anobli, mais dans leur cas les commissaires à la recherche des usurpateurs les condamnèrent, considérant que le père serait mort roturier (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 10-11).

car c'est en se faisant la deshonorer, et la rendre vile et meprisable »[1026]. Lors de la séance du 23 juin 1789, le roi rappela ce droit « inhérent à sa couronne » d'accorder des lettres d'anoblissement « à ceux de ses sujets qui, par des services rendus au roi et à l'Etat, se seroient montrés dignes de cette récompense »[1027]. Les lettres de noblesse étaient effectivement données en fonction du mérite du non noble, comme une récompense.

B) La récompense des mérites du roturier

L'anoblissement n'était pas, en théorie, un acte arbitraire, mais une récompense décernée aux roturiers, en fonction de leur « vertu », c'est à dire de leurs mérites et services.

1) Du « loyer de la vertu » à la récompense du mérite

Nous avons vu que la noblesse prenait sa source, en théorie, dans la vertu. Par conséquent un roturier vertueux devrait pouvoir être anobli. « Il est vray », écrivait Thierriat au début du XVIIe siècle, « que la vertu est la plus riche cause qui puisse émouvoir le prince à donner annoblissement à celuy qui n'est pas de naissance noble, car puisque l'honneur est le propre loyer de la vertu, la noblesse est la digne recompense de l'homme vertueux »[1028]. Théoriquement, l'anoblissement par lettres venait donc récompenser la vertu du non noble en lui conférant un honneur, la noblesse[1029]. Cependant, la vertu ne suffisait pas à faire un noble, car il fallait que cette vertu soit constatée par l'autorité souveraine, celle du roi. Il lui appartenait de la reconnaître publiquement et de la couronner solennellement par un honneur : l'anoblissement. En effet, expliquait Loyseau, si la noblesse n'était que l'effet de la vertu, néanmoins, parce que ce serait un « effet publique », il faudrait que « sa cause soit approuvée

[1026] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 64.
[1027] *ADG*, B 496, « Déclaration des intentions du roi », 23 juin 1789, p. 8, art. 14.
[1028] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 160.
[1029] Thierriat déclare aussi, plus clairement : « la noblesse est honneur, et par consequent le loyer de la vertu » (*Ibidem*, p. 267).

d'un témoignage public, pour ce aussi qu'autrement, chacun pensant être vertueux, et issu de parens vertueux, penseroit être noble, qui seroit une grande confusion »[1030]. Il analysait donc la vertu comme la « cause matérielle » de la noblesse, et l'approbation publique comme la « cause formelle de la noblesse, qui luy donne l'être et l'accomplissement »[1031]. En conséquence, la noblesse ne serait « autre chose qu'une vertu approuvée publiquement »[1032]. La Roque résuma les contours de la pensée doctrinale sur l'anoblissement aux XVIe et XVIIe siècles, lorsqu'il écrivit que « la vertu est la véritable source de la noblesse, mais il n'apartient qu'au prince de déclarer nobles ceux qui méritent cette qualité »[1033].

Dans la première moitié du XVIIe siècle, les lettres d'anoblissement comportaient un préambule qui reprenait solennellement cette théorie[1034]. L'anoblissement y était présenté comme une « marque d'honneur » venant récompenser la « vertu » du roturier manifestée au service du prince[1035]. En théorie le roi ne devrait pas créer des nobles selon son bon plaisir, par pure faveur, mais juste discerner les personnes qui se comportaient noblement. L'anoblissement apparaissait moins comme un changement d'état consécutif aux lettres que comme la consécration juridique d'un état de fait, le roturier étant presque déjà devenu noble par ses actions vertueuses. Dans des lettres accordées à Manaud Barbe en 1615, le roi déclara que les princes n'avaient « jamais reffusé recompanse à ceux de leurs subjectz qui aux occasions importantes ont tesmoigné leur affection, valleur et fidellité, ces actions grandemant vertueuses

[1030] Loyseau, Charles, Traité du droit des offices, *op. cit.*, p. 56. De même Belleguise considérait que sans ce droit souverain « les hommes, naturellement jaloux de la vertu d'autrui, se seroient rarement accordés sur un tel point, ou bien il fût arrivé que chacun se flatant, se fût crû assez vertueux pour prétendre d'être estimé noble » (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 5).
[1031] Loyseau, Charles, Traité du droit des offices, *op. cit.*, p. 56.
[1032] *Ibidem*, p. 56.
[1033] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 92. L'interprétation de l'anoblissement pouvait générer des opinions bien plus diverses, comme l'a montré Arlette Jouanna (« Perception et appréciation de l'anoblissement dans la France du XVIe siècle et du début du XVIIe siècle », dans L'anoblissement en France, XVe-XVIIIe siècles. Théories et réalités, *op. cit.*, p. 1). Ceci étant dit, la théorie que nous rapportons est celle des juristes de référence sur le sujet, bénéficia d'une constance certaine, et se distingue donc d'appréciations marginales ou ignorées par les juristes.
[1034] Si on remonte dans la première moitié du XVIe siècle, la vertu ou le mérite de l'anobli étaient moins mis en avant par la chancellerie, au profit du mode de vie, d'après les préambules. Ainsi dans les lettres d'anoblissement d'un noble languedocien, il était déclaré qu'elles étaient délivrées en considération des « vertuz et bonnes mœurs » de l'impétrant, et de ce qu'il avait « tousjours esté de bonne et honneste vye » (AN, JJ 258-1, n° 231, lettres d'anoblissement d'Alexandre Darbas, Fontainebleau, avril 1548). Jean-Richard Bloch a reproduit la formule tirée d'un protocole de la chancellerie, et de lettres diverses, à la formulation semblable (Bloch, Jean-Richard, L'anoblissement en France au temps de François 1er, *op. cit.*, p. 133 et suiv.).
[1035] *ADHG*, 1 B 1916, folio 214, lettres d'anoblissement de François de Courtade, St-Germain en Laye, 4 mars 1643 : « Comme il n'y a rien de plus juste que de recognoistre et recompancer les actions vertueuzes de ceus qui ont bien meritté du public en exposant leur vie pour le service de leur prince et deffance de leur patrie par quelque marque d'honneur quy passe à la posteritté ».

ont acquis une particulliere estime à ceux qui les ont pratiqués, et leur ont donné la qualitté de nobles, la vraye noblesse ayant tousiours prins naissance de la vertu »[1036].

Le discours évolua cependant, et la « vertu » fut associée au « mérite ». L'anoblissement, pour La Roque, était utilisé par le prince pour « reconnoître et signaler la vertu et les mérites de ceux qui ont rendu quelque service notable »[1037]. Le mérite exprimé au service devint au fur et à mesure le ressort théorique justifiant l'anoblissement, expressément mentionné dans les lettres d'anoblissement, la « vertu » étant progressivement reléguée[1038].

De cette fonction de récompense de la vertu et des mérites au service des lettres d'anoblissement découlait leur utilité. L'anoblissement était une récompense, mais aussi un encouragement pour l'anobli à continuer de rendre des services, sur l'instigation même du roi[1039]. Cette récompense permettait en outre de créer une saine émulation chez les autres roturiers afin qu'ils s'adonnassent au service du roi et s'employassent à suivre le chemin de la vertu[1040]. C'était un moyen « d'exciter un chacun à la vertu »[1041]. Elle était ensuite une incitation pour les descendants à imiter leur aïeul qui eut une telle marque d'honneur, en exposant solennellement ses mérites par un titre qu'ils conserveraient précieusement[1042].

Dans les lettres d'anoblissement du règne de Louis XVI, on ne retrouve plus les préambules, tombés en désuétude. Les lettres d'anoblissement ne sont plus qualifiées que de

---

[1036] *ADHG*, 1 B 1916, folio 63, lettres d'anoblissement en faveur de Manaud Barbe, sieur de La Claverie, Bordeaux, décembre 1615.

[1037] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 55.

[1038] Le « service » et le « mérite » sont présentés dans les lettres d'anoblissement de François de Courtade de 1643 comme les causes de l'anoblissement, la noblesse étant leur marque de reconnaissance : « en toutes lesquelles occasions il a rendus de sy veritables preuves de son courage et de sa valleur qu'il nous en demeure tout subiect de contentement et satisfaction, pour lequel luy tesmoigner, nous avons estimé ne pouvoir rien fere de plus advantageux pour luy que de l'honnorer du tiltre et qualitté de noblesse, comme la plus veritable marque par laquelle nous puissions fere cognoistre qu'il a dignement servy et beaucoup meritté » (*ADHG*, 1 B 1916, folio 214) ; de même dans le préambule des lettres d'anoblissement de François d'Algayres d'octobre 1659 : « comme nous ne sçaurions donner une recompence quy doibve estre plus estimée de ceux quy par leurs services ont meritté de nous et du public, que de les eslever à quelque marque d'honneur au-dessus du comun » (*ADHG*, 1 B 1918, folio 214).

[1039] *ADHG*, 1 B 1916, folio 63, lettres d'anoblissement en faveur de Manaud Barbe, Bordeaux, décembre 1615 : « desirant le recognoistre et signaller ses services de quelque tiltre et marque d'honneur à la posterité, et affin que soict tousjours davantaige plus obligé à les continuer en nostre endroict aux charges où il pourroict estre employé cy apprès, en consideration de ses vertus et recognoissances de ses bons et fidelles services ».

[1040] *ADHG*, 1 B 1916, folio 63, lettres d'anoblissement en faveur de Manaud Barbe, sieur de La Claverie, Bordeaux, décembre 1615 : « et qu'à son exemple noz autres subjects soient excités à nous bien servir et se rendre dignes de louange et recommandation comme luy aux siecles advenir » ; *ADHG*, 1 B 1918, folio 214, lettres d'anoblissement de François d'Algayres, Toulouse, octobre 1659 : « et qu'il n'y en a point quy incite d'avantage les hommes à la verteu et à servir leur prince que celles quy passent à la posteritté » ; *ADG*, C 434, lettres d'anoblissement de Pierre-François de Bourges, Versailles, février 1780 : « une réconpanse capable d'exciter de plus en plus l'émulation de nos sujets, en leur montrant que ceux qui se rendent utiles à l'Etat doivent compter sur des bienfaits signalés, non seulement pour eux mais encore dans la suite pour leur famille ».

[1041] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31.

[1042] *ADHG*, 1 B 1918, folio 214, lettres d'anoblissement de François d'Algayres, Toulouse, octobre 1659 : « et laissent à leurs dessendans un sujet d'emulation pour meritter une pareilhe grace ».

« décoration ». Sur le fond, les mérites restaient présents dans toutes les lettres de noblesse, comme le fondement de l'anoblissement, même si certains, comme le baron de Franclieu, déploraient que « ce n'est pas le sieqle où l'on rend justice au méritte »[1043].

2) Des mérites inégaux

Certains anoblis le furent pour un mérite individuel marqué, comme François de Courtade, vaillant soldat, en 1643. Mais dans la plupart des cas, l'anoblissement venait en réalité sanctionner les services d'une famille pendant plusieurs générations, et non le mérite d'un seul roturier pris isolément. Ainsi, après avoir présenté brièvement les mérites de Pierre-François de Bourges, ses lettres exposent qu'il y a joint « ceux des familles recommandables dont il est issu »[1044]. Il s'ensuit que les lettres pouvaient anoblir non un seul roturier mais plusieurs, unis par un lien familial, comme un père et son fils, des frères[1045], ou encore un neveu et son oncle[1046]. La famille était donc anoblie en prenant en compte ses heurs, mais aussi ses malheurs : Bertrand de Carchet de Marsan est anobli en récompense de ses services et « ayant égard aux malheurs arrivés dans sa famille »[1047]. Nonobstant les services, l'anoblissement pouvait également, *de facto*, sanctionner un mode de vie noble. L'intendant d'Auch recommanda l'anoblissement du sieur de Beyrie, car « indépendamment de la réalité des services qu'il a rendus » en Bigorre et en Béarn, « il a toujours vécu noblement, et d'une manière à se faire même considérer par les maisons les plus qualifiées du Béarn et de la Bigorre »[1048]. Certaines lettres purent aussi être aidées par les circonstances. Il pouvait s'agir de permettre au récipiendaire d'accéder à une charge ou une dignité réservée à la noblesse. Cela n'enlève rien aux mérites de l'anobli, dans la mesure où cette concession venait aussi récompenser ses services[1049].

[1043] Fonds Lascazères, lettre du baron de Franclieu au marquis de Franclieu, à Lascazères, le 6 octobre 1776.
[1044] *ADG*, C 434, lettres d'anoblissement de Pierre-François de Bourges, Versailles, février 1780.
[1045] Nicolas, Sanson, Clément, et Antoine de Ruble, de Beaumont de Lomagne, frères, furent anoblis par les même lettres en septembre 1677 (*ADTG*, 1 B 81).
[1046] Joseph Dubernard de Lagrange de Tuquo et Joseph-François Dubernard de Lecussan, oncle et neveu, furent anoblis en juillet 1783 (*ADHG*, 1 B 1966, folio 265).
[1047] *ADG*, C 434, lettres d'anoblissement de Bertrand de Carchet de Marsan, Versailles, novembre 1778.
[1048] *ADG*, C10, lettre de l'intendant d'Etigny à monsieur le comte de St-Florentin, le 25 juillet 1757.
[1049] C'est le cas de Jacques-Augustin de Fornets, nommé chevalier de St-Michel, ordre réservé à la noblesse, qui paraît noble mais ne peut parfaitement prouver sa noblesse : « et d'un autre cotté, que pénétrés de l'utilité des services qu'il nous a rendus et qu'il continue de nous rendre, nous nous sommes déterminés à le nommer chevalier de notre ordre de St-Michel lors de la promotion que nous avons faite au mois de septembre 1775, et voulant le

Mais l'histoire des lettres d'anoblissement montre que les rois ne se contentèrent pas de délivrer des lettres d'anoblissement libéralement, venant récompenser exceptionnellement des roturiers méritants. Ils purent aussi anoblir un nombre de roturiers déterminé par généralité par un édit de création, en vertu duquel seraient concédées des lettres d'anoblissement individuelles, afin de célébrer un heureux événement[1050]. Les mérites de ces anoblis risquaient d'être moins prégnants.

Par ailleurs, un fait d'une toute autre ampleur est à signaler, ce sont les lettres d'anoblissement vénales, concédées en contrepartie d'une finance. Les lettres d'anoblissement furent en l'espèce un moyen de soutenir les besoins pressants de l'Etat, et comme l'expliquent sans ambages les préambules des édits, de retirer des anoblis « quelque honneste secours en deniers comptans en l'urgente necessité de noz affaires et finances »[1051], ou « une partie des secours qui nous sont necessaires pour soutenir les depenses de la guerre »[1052]. Onze édits, par lesquels le roi vendait de telles lettres, furent promulgués, dont sept pendant les guerres de religion, et trois sous le règne personnel de Louis XIV[1053], ces trois derniers ayant mis en vente sept cent lettres de noblesse[1054]. Le roi préserva les apparences et le principe de l'anoblissement sur le fondement du mérite, déclarant que ces lettres seraient concédées aux roturiers méritants[1055]. Ainsi l'édit de mai 1702 qui créait deux-cents lettres d'anoblissement décidait qu'elles seraient délivrées aux personnes « choisies parmy ceux qui se sont le plus distinguez pour nôtre service et par leur merite, vertus et bonnes qualitez, voulons et nous plaist que la

faire jouir pleinement d'une faveur aussi distinguée » (*ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, Fontainebleau, novembre 1777).

[1050] François-Paul Blanc en a retrouvé trois, un en 1638 à l'occasion de la naissance du dauphin, un en 1643 pour l'avènement de Louis XIV, et un en 1660 à la faveur de la paix des Pyrénées (L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 87). Aucun roturier ne fut anobli en vertu de ces édits en Gascogne orientale.

[1051] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 58. « edict d'anoblissement, fait par le roy en faveur de certain nombre de personnes non nobles, pour jouyr de tous honneurs, privileges, franchises, etc. dont jouyssent les autres nobles », Paris, juin 1576.

[1052] *ADHG*, 1 B 1928, folio 193, édit donné à Versailles, mai 1702, préambule.

[1053] Voici la liste des édits faite par François-Paul Blanc : édit de 1564, édit de janvier 1568, édit de juin 1576, déclaration d'octobre 1592, déclaration de novembre 1592, déclaration de 1594, édit de décembre 1609, édit octobre 1645 spécifique à la Normandie, édit de mars 1696, édit de mai 1702, édit de décembre 1711 (L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 94-101). Des lettres vénales étaient déjà délivrées sous le règne de François 1er, comme en témoignent les préambules de lettres d'anoblissement, le roi y avouant qu'il lui fallait « recouvrer argent » pour faire la guerre et soulager le peuple (Bloch, Jean-Richard, L'anoblissement en France au temps de François 1er, *op. cit.*, p. 136).

[1054] 800 en réalité, mais la vente de cent lettres fut annulée par un édit donné à Fontainebleau en octobre 1704 (*ADHG*, 1 B 1931, folio 263).

[1055] *ADHG*, 1 B 1928, folio 193, édit donné à Versailles, mai 1702, préambule : « Par l'edit du mois de mars 1696, nous avons annobly le nombre de cinq cent personnes qui ont esté choisies parmy ceux qui se sont les plus distinguées par leur merite, vertus et bonnes qualitez, et comme il s'est encore presenté un grand nombre de personnes, lesquelles soit par leurs services ou par la reputation qu'ils se sont acquise en differentes proffessions se trouvent dignes d'obtenir de nous une pareille grace ».

preference soit accordée à ceux qui par des emplois et des charges qu'ils auront exercées ou qu'ils exercent se sont rendus recommandables et dignes d'estre elevez à ce degré d'honneur et de distinction »[1056]. Ces lettres vénales comprenaient d'ailleurs dans leurs exposés les mérites des anoblis[1057]. Il est cependant évident qu'elles ne furent concédées qu'à ceux qui acceptèrent d'en payer le prix, et donc qu'elles ne furent pas libérales[1058].

L'opération étant d'ailleurs financière, il s'agissait de trouver des acheteurs pour ces lettres, ce qui n'était plus guère aisé à la fin du XVIIe siècle, dans la mesure où les lettres de noblesse furent sujettes à de nombreuses révocations, ce qui devait susciter la méfiance des potentiels acquéreurs. Les recherches de faux nobles étaient alors en cours en France depuis septembre 1696. Afin de trouver des acquéreurs, il fut permis, par un arrêt du conseil d'Etat du 2 octobre 1696, aux usurpateurs de noblesse d'acquérir de telles lettres d'anoblissement[1059]. L'acquisition de ces lettres leur permettait d'être déchargés des amendes et restitutions qu'ils pouvaient devoir en raison de leur usurpation[1060]. Lorsqu'ils avaient déjà payé une partie de l'amende, il leur en était tenu compte sur le prix des lettres de noblesse, comme le montre le cas du sieur de Bertrand de Lamothe-Rouge[1061]. Pis, par un arrêt du conseil d'Etat du roi du 22 décembre 1705, les usurpateurs qui avaient fabriqué de faux titres à l'occasion de ces recherches purent acquérir des lettres de noblesse pour être déchargés des condamnations prononcées contre eux[1062] ! Avec de telles mesures, le gouvernement portait gravement atteinte au principe fondamental de l'anoblissement sur le fondement de la vertu et du mérite, en permettant l'octroi

[1056] *ADHG*, 1 B 1928, folio 193, édit donné à Versailles, mai 1702. Cet édit visait spécifiquement les négociants et marchands en gros. L'édit créant cent lettres d'anoblissement donné à Versailles en décembre 1711 reprenait exactement les même dispositions (*ADHG*, 1 B 1936, folio 203).

[1057] Les Crotte de Perron demandèrent un peu tardivement, en 1738, que leurs lettres de noblesse soient exceptées de la révocation d'août 1715, en invoquant le fait que « ces lettres d'annoblissement font mention des services », requête qui n'eut pas de suite (Fonds Juillac, brouillon de requête de Simon et Charles de Crotte de Perron, 7 octobre 1738).

[1058] A titre d'exemple, les lettres créées par l'édit de mars 1696 ne furent expédiées que « en payant la somme de six mille livres et les deux sols pour livre d'icelle, ès mains du chargé de la vente des 500 lettres de noblesse », comme ce fut décidé par l'arrêt du conseil d'Etat du roi du 7 août 1696 (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 215).

[1059] Dans la généralité de Montauban, 5 lettres de noblesse furent vendues entre 1696 et 1702 à des assignés pour usurpation de noblesse (*BNF*, Fonds français 32302, folio 844, « Estat general de la recherche des usurpateurs du titre de noblesse. Traitté de maistre Charles de Lacour de Beauval commis pour la declaration de 1696 »).

[1060] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 219, arrêt du conseil d'Etat du roi du 2 octobre 1696 : « demeureront déchargés, tant de la recherche ordonnée par la déclaration du 4 septembre 1696, que de toutes les peines, amendes et restitutions qu'ils pourront avoir encourues, en obtenant des lettres de noblesse du des cinq cens créées par édit du mois de mars 1696 ».

[1061] Ayant déjà payé 1100 livres d'amende, il lui en fut tenu compte sur le prix de ses lettres (*BNF*, Fonds français 32302, folio 844, « traitté de François Ferrand, commis pour l'exécution de l'édit de 1702 et la déclaration de 1703, et subrogé au traitté dudit Beauval », Montauban, 26/01/1705, Mérigot).

[1062] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 287 : arrêt du conseil d'Etat du roi du 22 décembre 1705 : « permission à ceux qui ont été décrétés à la chambre de l'Arsenal, pour fabrication de titres, d'acquérir des lettres de noblesse en purgeant les décrets ».

de lettres à des personnes suspectes d'avoir fait des faux. L'anoblissement n'était plus alors qu'un instrument fiscal permettant de faire rentrer de nouveaux fonds dans les caisses vides de l'Etat royal. Il faut cependant préciser que ces lettres ne trouvèrent que deux preneurs en Gascogne orientale, et qu'elles furent toutes sujettes à révocation.

3) Du contrôle relâché à l'avis de l'intendant au XVIIIe siècle

Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, l'obtention de lettres de noblesse reposait essentiellement sur l'examen de la requête du roturier qui demandait à être anobli par le chancelier ou le garde des sceaux, et peut-être des actes juridiques divers (commissions, certificats…) permettant de l'étayer. La Roque posait comme une condition de l'anoblissement « de notables services à l'Etat et au public, dont on doit raporter la preuve »[1063]. En réalité la chancellerie reprenait les allégations de la requête dans les lettres d'anoblissement sans les vérifier. Il n'y avait pas de contrôle *a priori*, et la véracité des informations mentionnées pouvait donc laisser à désirer, la vérification des cours s'avérant être une formalité rarement rigoureuse. Cela ne dut pas changer au XVIIIe siècle où tous ne devaient pas fournir les titres permettant de prouver leurs dires[1064].

Des mérites relatifs pouvaient être compensés par l'appui de protecteurs dans l'entourage royal qui permettrait de les ennoblir. Il était indispensable pour les roturiers d'avoir des intermédiaires de marque pour obtenir des lettres. Les lettres mentionnent souvent les « témoignages » qui ont été rendus au roi sur les mérites de l'impétrant[1065]. Ce n'était pas nécessairement des gens très haut placés, mais qui avaient leurs entrées à la cour, ou des charges conséquentes dans l'armée ou l'administration. Ainsi vit-on madame de Lassus demander à monsieur de Lamothe de dresser un mémoire des services rendus par son mari à l'Etat, et de le faire passer au marquis de Franclieu, qui avait noué des alliances dans la noblesse de cour, afin que ce dernier sollicitât « des lettres de noblesse, ou quelque chose qui luy fit honneur »[1066].

[1063] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 182.
[1064] Les lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets en 1777 mentionnent « les titres qu'il a fait mettre sous nos yeux », mais il s'agit d'un anoblissement en tant que de besoin, l'anobli prouvait ici sa prétention à une antériorité nobiliaire (*ADPA*, B 4610).
[1065] *ADHG*, 1 B 1916, folio 63, lettres d'anoblissement en faveur de Manaud Barbe, sieur de La Claverie, Bordeaux, décembre 1615 : « ayant esté duemant advertis et assurés par bons et fidelles tesmoignages » ; *ADPA*, B 5573, lettres d'anoblissement de Jean Beusian, Versailles, juin 1788 : « il nous a été rendus les témoignages les plus avantageux de ses services et de ses qualités personnelles ».
[1066] Fonds Lascazères, lettre du baron de Franclieu au marquis de Franclieu, à Lascazères, le 6 octobre 1776.

Mais le XVIIIe siècle se différencia cependant des périodes antérieures, car l'intendant allait être consulté par le chancelier ou un secrétaire d'Etat avant l'octroi des lettres de noblesse, qu'elles soient d'anoblissement, confirmation, ou réhabilitation de noblesse, afin de savoir la vérité sur les mérites du demandeur. Le ministre lui envoyait le mémoire qu'avait rédigé l'anobli en vue de son anoblissement, et parfois même les pièces qu'il avait produites[1067]. Il ne s'agissait pas d'une véritable enquête, mais plutôt d'un avis fondé sur l'opinion de l'intendant, opinion formée par divers renseignements collectés localement, soit auprès de son subdélégué, soit par lui même lorsqu'il connaissait déjà l'impétrant. L'intendant d'Auch donna son avis, consciencieusement[1068], sur diverses demandes qui n'eurent pas de suite : l'avis de l'intendant aurait donc été rédhibitoire pour les impétrants[1069]. En effet il pouvait arriver que l'intendant d'Auch, sans opposer un refus catégorique, souleva de telles contradictions, qu'il était peu probable que le ministre donna des suites à l'impétration[1070]. *A contrario* l'intendant pouvait se montrer très favorable à l'anoblissement, et presque élogieux envers le demandeur, comme pour le sieur de Beyrie, trésorier général des Etats de Bigorre[1071]. Si l'on en croit l'exemple provençal, « si l'intendant n'est pas toujours suivi – et il s'en faut de beaucoup – dans l'avis favorable qu'il formule, le roi, en revanche, ne va jamais à l'encontre d'une enquête défavorable »[1072].

[1067] *ADG*, C 13, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin du 20 février 1760.

[1068] *Ibidem*, « Je les ay Monsieur, examinées avec la plus grande attention, et j'en ay fait le relevé dans le tableau généalogique que j'y ay joint avec des nottes qui pourront servir à vous en faire connoitre la valeur ».

[1069] Dans la correspondance passive de l'intendant d'Auch on trouve : *ADG*, C 14, lettre du contrôleur général à l'intendant du 27 juin 1775, au sujet des lettres de noblesse que le sieur de Laroche sollicite, où il est dit qu'il faut faire savoir au sieur de Laroche qu'on ne pouvait pas avoir égard à sa demande ; *ADG*, C 15, lettre de monsieur de Vergennes à l'intendant du 27 mars 1781, avec un mémoire par lequel le sieur Ribaut demande des lettres de noblesse ; *ADG*, C 15, lettre de monsieur de Vergennes à l'intendant, avec un mémoire par lequel le sieur Conquère de La Cave de Montbrison demande des lettres de confirmation de noblesse, du 27 mars 1781.

[1070] Ce fut le cas de la réponse faite par l'intendant à la demande du sieur Goulard, de Lectoure. L'intendant écrivit dans sa réponse au ministre que « ce qu'il y a de frapant, c'est que le placet ou mémoire est au nom de Guillaume Goulard, major de Lectoure, qui est mort depuis deux ans, indépendamment des contradictions qui se trouvent dans les pièces présentées pour établir la filiation, et la défectuosité des preuves qu'on en donne, sans parler du peu de mérite de ces mêmes pièces, dont la plus part ne sont point de l'espèce de celles qu'il est d'usage de produire en pareil cas. Les réflexions qui terminent, Monsieur, le travail que je mets sous vos yeux, suffiront, à ce que je crois, pour déterminer votre sentiment sur la demande dont il s'agit, qui sous le nom d'un homme mort a été faite par un de ses fils nommé Goulard de St-Michel, lieutenant principal au sénéchal de Lectoure » (*ADG*, C 13, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin du 20 février 1760).

[1071] *ADG*, C 10, lettre de l'intendant d'Etigny à monsieur le comte de St-Florentin, le 25 juillet 1757 : « Tout ce qu'il expose, Monsieur, est dans la plus exacte vérité. […] Il est généralement aymé, il réunit tous les suffrages en sa faveur, et il est peu de seigneurs passant à Tarbes pour aller aux eaux de Bagnères, Barèges et Cauterets qui ne soient dans le cas de recevoir de sa part toute sorte de marques d'attention. Le nombre de ses amis est fort grand, et je ne serois pas étonné que dans les occasions on vous eut rendu souvent de bons témoignages de luy ; quant à moy je n'ay que beaucoup de bien à en dire, et j'aprendrois Monsieur, avec une véritable satisfaction, que sa demande eut été favorablement accueillie de vous, dispositions de ma part qui me font prendre la liberté de vous demander pour luy votre protection et vos bontés ».

[1072] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 150.

Mais l'intendant avait un autre rôle très important : il donnait son avis sur la forme même des lettres de noblesse. Si l'impétrant pouvait quémander des lettres d'anoblissement, il pouvait aussi requérir des lettres de confirmation ou de maintenue de noblesse, lorsque sa famille était noble, ou sans être noble de droit, pouvait faire accroire qu'elle était noble grâce aux apparences dont elle s'était parée en vivant noblement. L'avis de l'intendant en la matière était crucial. Ainsi le sieur Goulard, lieutenant principal au sénéchal de Lectoure, demandait des lettres de confirmation de noblesse : l'intendant répondit au secrétaire d'Etat qu'il n'avait « point apris que ses auteurs ayent été de condition, ny d'état à le rendre indigne de la grâce qu'il demande, mais en suposant que vous jugeassiez à propos de la lui procurer, il me sembleroit qu'elle ne devroit consister qu'en de simples lettres d'anoblissement, et non de confirmation de noblesse, puisque celle qu'il s'attribue paroit fort douteuse »[1073]. L'anoblissement fut donc de mieux en mieux contrôlé par la monarchie administrative grâce à ce rouage essentiel qu'était l'intendant.

C) La révocation et la confirmation de l'anoblissement

Le roi de France avait deux autres prérogatives importantes : celle de révoquer l'anoblissement et celle de confirmer l'anobli nonobstant une révocation.

1) Les révocations royales

Les rois avaient le pouvoir de révoquer les grâces qu'ils faisaient. C'est ce qu'exposait La Roque : « il est constant que pour des considérations d'Etat les souverains peuvent révoquer les grâces qu'ils ont faites, ou leurs prédécesseurs », et partant ils pouvaient révoquer un anoblissement[1074]. Il y posait cependant une limite : la révocation de l'anoblissement par lettres devait se faire avant que le quatrième degré de noblesse soit formé, car après on serait en

[1073] *ADG*, C 13, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin du 20 février 1760.
[1074] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 200.

présence de nobles de race, ce qui ne se pourrait révoquer[1075]. Cependant aucun texte législatif n'est venu appuyer cette opinion.

Les anoblissements par lettres furent à de nombreuses reprises soumis à des révocations[1076]. Elles ne furent pour la plupart pas appliquées avant le règne de Louis XIV, du moins en pays de taille réelle[1077]. Les lettres concédées étaient révoquées, ce qui veut dire que l'anobli n'était plus noble, ni sa descendance[1078]. La portée de ces révocations varia au fil du temps. Elle put frapper aveuglément tant les lettres libérales que les lettres vénales. Ces lettres purent être révoquées sur plusieurs décennies. D'ailleurs, d'autres types de lettres de noblesse furent aussi comprises dans certaines révocations, comme les lettres de réhabilitation de noblesse, de confirmation ou de maintenue, ce qui semble parfaitement injuste, mais peut s'expliquer par le fait que ces lettres avaient été accordées à des non nobles en cours d'agrégation à la noblesse, dont la prétendue noblesse n'était qu'une usurpation laborieuse qui avait nécessité de requérir de telles lettres.

La motivation de ces révocations était que les lettres avaient été délivrées à des non nobles qui ne méritaient pas d'être anoblis dans la mesure ou leurs mérites n'étaient pas suffisants. Les anoblis l'auraient été « par surprise »[1079]. Etait aussi prétextée la surcharge fiscale qui pesait sur les autres taillables en pays de taille personnelle[1080].

Ces révocations furent en contradiction avec le caractère permanent porté par les lettres patentes d'anoblissement. Elles furent d'autant plus iniques sous le règne de Louis XIV qu'elles vinrent révoquer aussi des lettres concédées contre une finance élevée, et que les édits de

---

[1075] *Ibidem*, p. 200.

[1076] Voici la liste des arrêts, édits et déclarations concernant les révocations et confirmations de lettres d'anoblissement, tirée de la thèse de François-Paul Blanc : déclaration de novembre 1583, édit de janvier 1598, édit de janvier 1629, édit de janvier 1634, déclaration de 1638, édit de novembre 1640 et déclaration d'avril 1643, déclaration de juin 1643, arrêt du conseil d'août 1647 et déclaration d'octobre 1650, déclaration de décembre 1656, déclaration de septembre 1657, déclaration de février 1661, arrêt du conseil de décembre 1663, édit d'août 1664, déclaration d'août 1664, déclaration de septembre 1664, édit de septembre 1664, déclaration de janvier 1696, édit d'octobre 1704, édit de janvier 1710, édit d'août 1715, arrêt du conseil d'Etat de septembre 1723, arrêt du conseil d'Etat de mai 1730, édit d'avril 1771 (L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 470 et suiv., p. 482 et suiv.). Ne sont pas mentionnées ci-dessus les révocations spéciales concernant une province (de nombreuses révocations ne concernent que la Normandie). La plupart de ces édits et déclarations, ne furent pas enregistrées par le parlement de Toulouse.

[1077] Notons qu'au moins en 1640, Louis XIII commit les trésoriers généraux des finances dans certaines généralités pour « cognoistre de l'execution de son edict donné à St-Germain en Laye au mois de novembre 1640, portant revocation des annoblissements accordez depuis trante ans » (Fonds Lascazères, requête de Pierre Pasquier, sieur de Franclieu, bailli de Brie-comte-robert, de septembre 1641).

[1078] Ainsi l'édit donné à Versailles en Août 1715, révoquant les anoblissements faits depuis 1689, précisait que les anoblis n'étaient donc plus nobles, « ensemble leurs enfans et descendans, meme les enfans et descendans de ceux desdits annoblis qui sont decedez » (*ADHG*, 1 B 1938, folio 196, édit donné à Versailles en août 1715).

[1079] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVIII, « edit portant révocation des lettres de noblesse accordées depuis 1634 », Vincennes, septembre 1664, préambule.

[1080] *Ibidem*, préambule.

création, pour rassurer les acheteurs potentiels des lettres, portaient qu'elles ne pourraient être révoquées[1081]. Ainsi, alors que l'édit de décembre 1711 exemptait des révocations à venir tous les anoblis par lettres vénales créées en 1696, 1702, et 1711[1082], un édit fait en août 1715 révoqua toutes les lettres d'anoblissement données depuis janvier 1689, en visant spécifiquement ces trois édits[1083].

Néanmoins ces révocations purent être annulées individuellement. Le roi se réservait d'en exempter, et donc de confirmer la noblesse de ceux qui s'étaient montrés dignes de cette grâce. Ainsi par un édit de révocation de septembre 1664, le roi se réservait de confirmer « ceux qui pour les services signalés dans nos armées et autres emplois importans, ont obtenu ledit titre de noblesse »[1084]. L'édit de révocation d'août 1715 révoquait les anoblissements « à la réserve de ceux que nous jugerons à propos d'excepter, en considération des services importans rendus à l'Etat »[1085].

Cette confirmation, libérale, fut à plusieurs reprises vénale à la fin du long règne de Louis XIV. La confirmation était accordée moyennant l'acquittement d'une finance[1086]. L'objectif des révocations était de faire entrer de l'argent dans les caisses de l'état grâce aux confirmations vendues aux révoquées. Une finance fut exigée une première fois par une déclaration de janvier 1696[1087]. Les anoblis dont les lettres avaient été révoquées en 1664, et non confirmées par la suite, furent sollicités par le roi qui cherchait des acquéreurs pour les

[1081] L'édit de mai 1702 assurait les acquéreurs que les lettres leurs seraient concédées « sans que les dits annoblissements puissent être par nous et nos successeurs suprimez ny revoquez, ny sujets à aucune taxe pour confirmation ou autrement, pour quelque cause et sous quelque pretexte que ce soit » (*ADHG*, 1 B 1928, folio 193, édit donné à Versailles, mai 1702). L'édit donné à Versailles en décembre 1711 déchargeait en outre les acquéreurs des lettres des finances (en échange de rentes) qui pourraient être créées, semblables à celles faites par l'édit de d'octobre 1704 ou de janvier 1710, afin de rassurer les potentiels acquéreurs, échaudés par les mesures ayant frappé les acquéreurs des lettres vendues en 1696 et 1702 (*ADHG*, 1 B 1936, folio 203).

[1082] « Voulant que tous les acquereurs desdites lettres créez par lesdits edits de mars mil six cens quatre vingt seize, et may mil sept cens deux, et par le present edit, jouissent de tous les privileges de noblesse comme les autres nobles de nôtre royaume, sans pouvoir estre cy apres sujets à aucune supression, revocation ny suspension, pour quelque cause et sous quelque pretexte que ce puisse estre, et afin qu'ils ne puissent estre inquietés sous pretexte de confirmation ou autrement » (édit donné à Versailles en décembre 1711, *ADHG*, 1 B 1936, folio 203).

[1083] *ADHG*, 1 B 1938, folio 196, édit donné à Versailles en août 1715.

[1084] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVIII, « edit portant révocation des lettres de noblesse accordées depuis 1634 », Vincennes, septembre 1664.

[1085] *ADHG*, 1 B 1938, folio 196, édit donné à Versailles en août 1715.

[1086] La révocation et la confirmation moyennant finance n'étaient pas toujours présentées comme telles dans les édits ou déclarations, et il pouvait seulement être demandé l'acquittement d'une finance. La conséquence n'en était pas moins que ceux qui ne payaient pas cette finance n'étaient plus anoblis, donc leurs lettres étaient révoquées. Ainsi dans la déclaration du 17 janvier 1696, il était dit que les anoblis jouiraient avec leurs descendants « du bénéfice desdites lettres et arrêts, pleinement et paisiblement, en payant par chacun d'eux et non autrement, ainsi que les réhabilités, les sommes contenues aux rôles, qui seront pour cet effet arrêtés au conseil, sans qu'à l'avenir, pour quelque cause que ce soit, ils puissent être recherchés ni tenus de rapporter autres motifs, titres ni preuve de leur noblesse, que leurs lettres duement enregistrées, avec leurs quittances de finance » (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 210).

[1087] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 210.

lettres d'anoblissement vénales créées par l'édit de mars 1696. Un arrêt du Conseil d'Etat en date du 3 avril 1696 autorisait à ce que ceux dont la noblesse avait été révoquée fussent « reçus à obtenir des lettres de noblesse du mois de mars 1696, lesquelles leur tiendront lieu de lettres de confirmation de noblesse, en payant la finance à quoi lesdites lettres ont été fixées »[1088]. De même, après la création de deux-cents lettres de noblesse par un édit de mai 1702, un arrêt du conseil d'Etat du 20 juin 1702 autorisa les anoblis dont les lettres avaient été révoquées à acquérir de nouvelles lettres pour leur tenir lieu de confirmation[1089].

Les lettres vénales créées en mars 1696 et mai 1702 furent soumises à une augmentation de finance de 3000 livres et les deux sols pour livre par un édit d'octobre 1704[1090], puis de nouveau ils durent verser une finance selon les dispositions d'un édit de janvier 1710[1091]. Les édits de 1704 et 1710 accordaient cependant une rente aux anoblis qui auraient payé la finance principale pour leur confirmation, sur présentation de la quittance de la finance. L'acquittement de la finance était la condition de la confirmation[1092].

Sous le règne de Louis XV, un arrêt du conseil du 30 septembre 1723 ordonna à tous les anoblis depuis 1643 jusqu'au décès de Louis XIV d'acquitter dans les trois mois une finance de 2000 livres et les deux sols pour livres pour confirmation de leur noblesse, sans quoi il leur serait interdit de prendre des qualifications nobles, donc leurs lettres étaient révoquées[1093]. Constatant qu'il n'était pas appliqué, et que les anoblis n'acquittaient pas la finance, le roi en renouvela les dispositions dans un arrêt du conseil d'Etat du 2 mai 1730[1094]. Le roi pouvait

[1088] *Ibidem*, p. 213.
[1089] *Ibidem*, p. 257 : arrêt du conseil d'Etat du 20 juin 1702 : « ceux dont les lettres de noblesse ont été ci-devant révoquées, seront admis à en acquérir de nouvelles, qui leur tiendront lieu de confirmation ».
[1090] Cette augmentation de finance était justifiée par l'édit de 1704 sous les prétextes que ces anoblis jouissaient désormais de l'exemption des impôts roturiers, et que « la pluspart ne se trouvant point en etat de nous servir dans nos armées, comme font les anciens nobles de notre royaume » (*ADHG*, 1 B 1931, folio 263, édit donné à Fontainebleau en octobre 1704). Les deux sols pour livres devaient revenir au préposé à l'exécution de l'édit. Elle devait être acquittée par les anoblis ou leurs enfants solidairement. Cette finance était en réalité moins brutale qu'il n'y paraît, puisqu'il était accordé aux anoblis ayant acquitté la finance une rente de 150 livres.
[1091] Cette nouvelle finance leur était demandée dans la « necessité de fournir aux depences d'une guerre que l'opiniatreté de nos ennemis prolonge depuis tant d'années » (*ADHG*, 1 B 1936, folio 14, édit donné à Versailles en janvier 1710). Les deux sols pour livres reviendraient de nouveau au préposé à l'exécution de l'édit. Comme en 1704 il y avait une contre-partie à l'acquittement de la finance : « nous voulons bien leur accorder l'interest des sommes qu'ils nous payeront pour cette confirmation ». Une rente au denier vingt fut créée « pour estre reparties entre eux ou leurs veuves, et enfans en corps ».
[1092] *ADHG*, 1 B 1936, folio 14, *ibidem*, : « Voulons qu'au moyen du payement qui sera par eux fait de la finance desdites rentes dans le temps cy-dessus marqué, tous lesdits acquéreurs des lettres de noblesse leurs veuves et enfans nez et à naistre en legitime mariage soient et demeurent confirmés dans leur noblesse et privileges y attachez, comme nous les avons expressement confirmé et confirmons par le present edit et que faute par eux d'y satisfaire dans ledit temps, et iceluy passé, ils en demeurent privez et decheus pour toujours ».
[1093] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 343.
[1094] Fonds Blanquefort, arrêt du conseil d'Etat fait à Fontainebleau, le 2 mai 1730.

modérer la finance en fonction de la fortune de l'anobli[1095]. On remarque qu'il ne s'agissait plus d'une révocation pour absence de mérite, ou mue par les besoins financiers de l'Etat, mais d'une finance due en vertu d'un « droit de confirmation » à cause de l'avènement du roi à la Couronne. Dans l'arrêt de 1730, le roi rappelait la modicité de la somme demandée aux détenteurs de lettres de noblesse[1096]. La confirmation moyennant finance des anoblissements était donc devenue sous le règne de Louis XIV une technique fiscale permettant au roi, sur le fondement de son droit de révocation ou de confirmation, de faire entrer de nouveaux fonds dans les caisses étatiques. Il s'en suivait une dévalorisation du statut de l'anobli, qui pouvait être sous divers prétextes obligé de confirmer son anoblissement contre une finance, et de son prestige social : plus que jamais, il était un « noble par achat ».

Le dernier édit de révocation, en avril 1771, fut purement fiscal. Il s'agissait d'aider l'Etat à se libérer de ses dettes et pour ce faire, les anoblis depuis 1715, ou leurs descendants, par lettres d'anoblissement entre autres, devaient acquitter une finance de 6000 livres et les deux sols pour livres pour être confirmés dans leur noblesse[1097]. Faute d'y satisfaire, ils seraient déchus de leur noblesse. L'édit, s'il critiquait les anoblis par charge, n'établissait pas pourquoi les anoblis par lettres spécifiquement devaient payer la finance, étant déclaré seulement que la noblesse devait « servir utilement l'Etat », et qu'il avait « paru juste que ceux qui sont nouvellement parvenus à ce degré d'honneur » le secourussent. Mais la portée de cette révocation était considérablement diminuée par l'article 10 de l'édit qui dispensait du droit de confirmation « ceux qui pourroient avoir obtenu de nous des lettres d'anoblissement pour services rendus dans les grades d'officiers dans nos troupes de terre, sur nos vaisseaux et dans nos colonies, et pour autres services rendus à l'Etat »[1098]. Or les lettres de noblesse étaient quasiment toujours impétrées en vertu de services rendus au roi et à l'Etat ! On peut déduire de

[1095] Fonds Blanquefort, *ibidem* : « se réservant néanmoins Sa Majesté de modérer ladite somme dans les cas particuliers, et par rapport à leurs facultez, sur les remontrances qui lui en seront faites ».
[1096] Fonds Blanquefort, arrêt du conseil d'Etat fait à Fontainebleau, le 2 mai 1730 : « quoique les uns et les autres dussent recevoir cette confirmation comme une grâce de Sa Majesté, et considérer que la modique somme qui leur est demandée est une indemnité très légère pour Sa Majesté, des impositions ordinaires, droits de francs-fiefs, d'aydes, et autres dont ils ont l'exemption pour eux et leur postérité, au moyen des lettres qui leur ont esté accordées, ou à leurs pères ».
[1097] *ADHP*, 65 J 101, édit du roi pour confirmation des anoblis depuis 1715, Versailles, avril 1771, art. 1 : « Tous ceux de nos sujets qui, depuis le premier janvier 1715, […] nous avons accordé des lettres d'anoblissement, lettres ou arrêts de notre Conseil, de maintenue ou réhabilitation avec anoblissement en tant que de besoin, seront et demeureront confirmés à perpétuité, comme nous les confirmons par notre présent édit, dans tous les droits et privilèges de noblesse, eux, et leurs enfans et descendans, en ligne directe et de légitime mariage ; voulons en conséquence qu'ils jouissent de tous les titres et prérogatives des autres nobles de notre royaume, […] le tout en nous payant, par chacun d'eux la somme de six mille livres et les deux sols pour livre ». La finance était modérée pour les veuves en viduité ou les filles en célibat par l'article 3 de l'édit. Il n'eut aucune application en Gascogne orientale, puisqu'il n'y eut pas d'anoblis par lettres sous le règne de Louis XV.
[1098] *ADHP*, 65 J 101, édit du roi pour confirmation des anoblis depuis 1715, Versailles, avril 1771, art. 10.

cette révocation théorique la persistance, dans les plus hautes sphères du pouvoir, du préjugé selon lequel certains anoblis n'avaient pas de grand mérite.

Pothier a écrit quelques lignes sur la révocation des lettres d'anoblissement. Il assurait que si cette grâce était fondée sur des services rendus à l'Etat, quelle que soit leur nature (« il suffit que le Roi les ait regardés comme suffisans pour mériter la noblesse »), elle serait irrévocable. Au cas où les services ne seraient pas mentionnés dans les lettres, « on ne seroit pas admis à en alléguer dans le cas d'omission », cette mention étant « nécessaire ». Si la grâce n'était fondée sur aucun service, elle serait toujours révocable. Cependant, concernant les lettres vénales, le roi devrait rembourser l'argent déboursé pour l'obtention des lettres[1099]. Tous ces principes doctrinaux sont en fait bien loin d'être solidement fondés, et paraissent ignorer le cynisme de la politique d'anoblissement. Il n'a jamais été question de rembourser l'achat de lettres révoquées. On ne pouvait pas distinguer nettement entre les lettres vénales et des lettres rendues pour service, puisque les lettres vénales mentionnaient le plus souvent des services. Enfin des lettres libérales furent aussi révoquées par certains édits. Il est vrai que l'édit d'avril 1771 semblait témoigner de la volonté d'en revenir à une certaine morale puisque l'exemption de révocation des lettres données pour service à l'Etat fut prévue. Aussi il n'y eut plus que des lettres libérales sous Louis XVI, et il n'y fut plus question de révocation, alors que l'état des finances de la monarchie aurait pu générer un nouvel expédient dans ce domaine.

2) Les effets de ces révocations en Gascogne orientale

Nous verrons ici l'effet de ces révocations sur les anoblis gascons avant 1664, puis sur ceux anoblis après 1664.

a) Les anoblis avant 1664

Les anoblis gascons furent compris dans plusieurs révocations qui n'eurent aucune suite. Par exemple le sieur de Laclaverie fut compris dans l'édit de janvier 1634, qui révoquait

[1099] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 563 : « C'est dans ce cas une espèce d'engagement du Domaine qu'il peut faire cesser par le remboursement ».

implicitement les lettres de noblesse depuis vingt ans dans son article 1er, mais il ne fut pas inquiété[1100]. Il faut remarquer que ces révocations furent parfois associées à la fiscalité, car comprises dans des règlements sur les tailles : elles n'avaient donc pas vraiment de raison d'être en pays de taille réelle. Un arrêt du conseil du 5 décembre 1663 vint finalement décharger les anoblis depuis 1606 des taxes qui avaient été faites sur eux[1101]. Il faut attendre un édit de septembre 1664, qui révoquait toutes les lettres de noblesse accordées depuis le 1er janvier 1634, pour qu'ils fussent inquiétés[1102]. Un arrêt du conseil du 13 janvier 1667 révoqua en outre les anoblissements par lettres depuis janvier 1611[1103].

Des trois anoblis d'avant 1664, deux d'entre eux seulement demandèrent une confirmation de leurs lettres d'anoblissement et furent confirmés dans leur noblesse. A cette fin étaient délivrées des lettres de confirmation de noblesse particulières. Comme le remarque François-Paul Blanc, il ne s'agissait pas vraiment de lettres de confirmation de noblesse, mais plutôt de « lettres de confirmation de lettres de noblesse »[1104]. Le roi s'était réservé dans l'édit de septembre 1664 le droit de confirmer les anoblis par lettres pour des services importants[1105]. La confirmation était donc accordée tant en vertu des services de l'anobli[1106], que ceux de ses descendants qui demandaient la confirmation et venaient renforcer leurs prétentions. Ainsi les lettres de confirmation de Julien de Laclaverie baron de Soupetz, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, rappellent les services de ses ancêtres qui leur avaient valu un anoblissement

[1100] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, Tome XVI, *op. cit.*, édit sur les tailles et l'usurpation des titres de noblesse, Paris, janvier 1634, article premier : « Que nonobstant tous les annoblissemens accordez depuis vingt ans en ça (moyennant finance ou autrement) et les usurpations des privilèges de noblesse : tous ceux qui sont nez, et se trouveront de condition roturière, seront mis et imposez à la taille, selon leurs moyens et facultez ».

[1101] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 139.

[1102] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVIII, « edit portant révocation des lettres de noblesse accordées depuis 1634 », Vincennes, septembre 1664.

[1103] Cet arrêt est mentionné dans les lettres de confirmation de noblesse pour Julien de Laclaverie, baron de Soupets de décembre 1671 : « aussy que par arrest de nostre conseil d'Estat du 13 janvier 1667 nous avons ordonné que touts les nobles par lettres despuis le premier janvier 1611 jusques au jour de nostre dite declaration de mil six cens soysante quatre seroint imposés aux rolles de noz tailles » (*ADHG*, 1 B 1920, folio 37). Chérin mentionne plusieurs révocations de lettres depuis 1611 à cette date dans divers ressorts de cours des aides, mais non en Gascogne ; il est à supposer que cette révocation fut générale (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 161).

[1104] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 114.

[1105] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVIII, « edit portant révocation des lettres de noblesse accordées depuis 1634 », Vincennes, septembre 1664.

[1106] *ADHG*, 1 B 1921, folio 56, lettres de confirmation de noblesse en faveur de François Dalgaires, St-Germain en Laye, avril 1671 : « nous aurions anobly nostre amé et feal conseiller et procureur en la seneschaucée de L'Isle en Jourdain maistre François Dalgaires en consideration de ses bons et agreables services, et particullierement de ce que nous aurions logé deux diversses foix en sa maison à nostre passage en ladite ville de L'Isle Jourdain […] nous avons estimé à propos de rellever de la rigeur de nostre declaration ledit Dalgaires pour par les mesmes considerations quy nous ont meu à luy accorder nosdites lettres d'anoblisement ».

en 1615, mais affirment aussi la continuation de ces services par le confirmé et son père[1107]. Les lettres de confirmation de François Dalgaires ajoutent les services aux armées d'Antoine Dalgaires sieur de Flouir son frère, capitaine au régiment d'infanterie d'Harcourt, « où il est mort les armes à la main, combatant pour nostre service » en Catalogne[1108].

Les lettres de confirmation de Julien de Laclaverie ne font cependant pas qu'exposer les services de sa famille, elles affirment aussi que la famille Laclaverie était reconnue comme noble avant d'être anoblie, ce qu'elle ne pourrait pas établir à cause de la perte de ses titres dans un incendie[1109]. Les lettres d'anoblissement de la famille en 1615 ne faisaient cependant que constater que la famille vivait noblement, sans affirmer une supposée noblesse. Les lettres de confirmation des anoblissements, formalité dévalorisante pour les anoblis, purent donc être instrumentalisées par eux aux fins de faire valoir leurs prétentions à la noblesse de race.

Dans les lettres de confirmation il est affirmé que les anoblis pourraient être compris dans les révocations de janvier 1667 ou septembre 1664, mais qu'ils sont dans l'exception prévue par l'édit de 1664 en faveur des lettres rendues pour services signalés[1110], les lettres de confirmation permettant de prévenir toute contestation de leur qualité noble[1111]. En conséquence, elles contiennent une clause de confirmation des lettres d'anoblissement[1112], et

[1107] *ADHG*, 1 B 1920, folio 37, lettre de confirmation de noblesse pour Julien de Laclaverie, baron de Soupets, St-Germain, décembre 1671 : « à l'intention duquel Jean François de Laclaverie son filz pere de l'exposant a continnué à rendre ses services dans les armes tant en qualité de cappitaine, mestre de camp, que de gentilhomme ordinaire ou a esté honnoré de plusieurs emplois très importants pour le besoing de c'est estat, et notement lors des factions de ceux de la religion prethandeue refformée, lesquelz services auroict esté suivis et continuez par ledit exposant ».

[1108] *ADHG*, 1 B 1921, folio 56.

[1109] *ADHG*, 1 B 1920, folio 37 : « ayant esté recogneus pour nobles à l'imitation de sesdits pere et ayeulz en pleusieurs emplois, tant en noz armées que prez nostre perssonne, et bien qu'auparavant lesdites lettres d'anoblissement les predecesseurs dudit exposant ayent esté recogneus pour nobles, touttes foix à cause de la perte de leurs tiltres arrivé par les incendies civilles de Manauld ayeul dudit exposant feust consellé d'obtenir lesdites lettres en ladite année mil six cens quinze ».

[1110] *ADHG*, 1 B 1920, folio 37 : « ou que lesdites lettres de noblilité de ladite année 1615 quy sont dans le cas de ladite exception portée par nostre dict edict du moys de septembre 1664 estant obteneues ainssy que dict est pour signalez services rendeus à c'est estat par l'ayeul et predecesseurs dudit exposant pendant les derniers que autres emplois importantz ».

[1111] *ADHG*, 1 B 1920, folio 37 : « neantmoingz l'exposant pour prevenir touts obstacles qu'on luy pouroict faire soubs pretexte de nostre dict edict dudit moys de septembre 1664 portant revoquation desdits anoblissements despuis ladite annee 1634 et arrest de nostre dict conseil donné en consequence, est obligé d'avoir recours à nous et très humblement supplier luy sur ce pourvoir de noz lettres de mainteneue et confirmation de sa noblesse à ce necessaires ».

[1112] *ADHG*, 1 B 1921, folio 56 : « Sçavoir faisons que nous pour ces cauzes et autres à ce nous mouvantz, de nostre propre mouvement grace specialle plaine puissance et authorité royalle, avons par ces presentes signées de nostre main confirmé et confirmons lesdites lettres d'anoblissement par nous accordées audit Algaires audit mois d'octobre mil six cent cinquante neuf ».

une clause de jouissance pour l'anobli et sa descendance des privilèges de la noblesse[1113]. Elles comportent enfin une clause stipulant que les lettres dérogeaient à l'édit de septembre 1664[1114].

Les lettres du sieur de Laclaverie sont cependant différentes car elles portent une clause de confirmation et maintenue du confirmé dans sa noblesse, en vertu de ses services et afin qu'il puisse les continuer, et non de confirmation des lettres d'anoblissement[1115]. Ce qui s'explique par le fait que les Laclaverie firent valoir qu'ils étaient déjà nobles avant leur anoblissement. Deux clauses étaient ajoutées dans ce cas : l'une de maintenue du confirmé et de ses descendants dans les privilèges de la noblesse à charge de ne pas déroger[1116], l'autre d'exemption et de don de la finance ou indemnité qui pourrait être demandée en raison des lettres de confirmation[1117]. C'était donc des lettres de noblesse particulières qui lui étaient accordées, tant sur la forme que sur le fond, et qui étaient plus proches, par la clause de confirmation, des lettres de confirmation de noblesse classiques, que des lettres de confirmation pour anoblissement.

La déclaration du roi du 17 janvier 1696 comprit les anoblis dont la noblesse avait été révoquée par les édits d'août et septembre 1664 et confirmée par lettres par la suite, dans le rôle de ceux qui devaient acquitter une finance, mais ils ne furent visiblement pas inquiétés lors de la recherche des usurpateurs de noblesse[1118].

[1113] *ADHG*, 1 B 1921, folio 56 : « pour jouir par luy ensemble ses enfants et postérité masles et femelles nais et a naistre en loyal mariage de tous les privilleges prerogatives et exemptions dont jouissent les nobles de nostre royaume et province de Guienne suivant et conformement à ce quy est porté par nozdites lettres d'anoblissement ».
[1114] *ADHG*, 1 B 1921, folio 56 : « et nonobstant ce quy est porté par nostredite declaration dudit mois de septembre mil six cent soixante quatre à laquelle nous avons derogé et derogons en faveur dudit d'Algaires, ses enfans et posterité sullement, sans tirer à concequance ». La dérogation était reformulée dans la clause injonctive, qui ordonnait de faire jouir l'anobli et sa descendance de ces lettres « nonobstant comme dit est nostre declaration dudit mois de septembre 1664 et tous edits arrests et declarations portant revocation des annoblis ausquelles et aux derogatoires y contenues nous avons en faveur dudit Dalgaires et sa postérité comme dit est derogé et derogeons par ses dites presantes ».
[1115] *ADHG*, 1 B 1920, folio 37 : « A ces cauzes, inclinant favorablement à la suplication et en consideration de sesdits services rendeus aux roys noz predecesseurs et à nous tant par les encêtres dudit exposant que par luy, et pour luy donner moien de nous les continuer, de nostre grâce especialle plaine puissance et authorité royalle nous avons mainteneu et conservé et conffirmé, maintenons, conservons et conffirmons par ces presantes signees de nostre main ledit exposant au tiltre et qualité de noble à luy acquis tant par le droict de [ses encestres ?] que par lesdites lettres d'anoblissement acordées à son dict ayeul au moys de decembre 1615 ».
[1116] *ADHG*, 1 B 1920, folio 37 : « pour jouir par luy ses enfens et postérité nais et a nestre en loial mariage dudit tiltre de noblesse, franchises, libertés, exemptions, ou autres droictz dont ont jouy sesdits predecesseurs et en jouissoinct les autres nobles de nostre royaulme tant et sy longuement qu'ilz ne feront acte desrogent a noblesse ».
[1117] *ADHG*, 1 B 1920, folio 37 : « sens que pour raison de noz patentes lettres de mainteneue confirmation ilz soinct teneus de nous payer ny à noz successeurs Roys aucune finance ou indempnité de laquelle et quelque somme quelle se puisse monter nous leur en avons faict don par sesdites patantes ».
[1118] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 210.

b) Les anoblis entre 1664 et 1715 : le cas des Ruble

Nicolas, Sanson, Clément, et Antoine Ruble, quatre frères, furent anoblis par des lettres données à Fontainebleau en septembre 1677[1119]. Les frais d'enregistrement montèrent à 214 livres 13 sols[1120]. Ils furent taxés pour confirmation la somme de 4000 livres sur le rôle de l'arrêt fait au conseil d'Etat le 18 mai 1696, avec les 2 sols pour livre, en exécution de la déclaration du 17 janvier 1696. Faute de payement, ils seraient déchus de leur anoblissement, et contraints de payer la moitié des sommes réclamées en vertu d'un arrêt du conseil du 24 janvier 1696 à cause de la jouissance passée des privilèges de la noblesse. L'intendant de Montauban fit une ordonnance pour mettre à exécution le recouvrement des sommes le 26 mai[1121]. Jean Lespinasse, chargé du recouvrement des sommes taxées sur les anoblis, leur fit remettre un commandement de payer la moitié dans deux mois, et l'autre deux mois après, le 16 juin, ajoutant que faute d'y satisfaire ils seraient contraints comme pour les deniers de Sa Majesté[1122]. C'est ce qui arriva, puisqu'une contrainte fut signifiée à une nièce de Ruble en novembre, leur apprenant que faute de payer cette somme ils devraient loger le porteur de contrainte et trois archers jusqu'à son règlement[1123]. Après avoir reçu 22 livres pour quelques jours de logement, le porteur de contrainte et les archers partirent loger chez ses oncles, Sanson et Nicolas Ruble[1124]. Les saisies et logements faits contre les héritiers de Clément par le traitant montèrent à 432 livres, somme qui devrait être supportée à égalité entre les frères. Nicolas-Joseph, fils de Clément, affirma avoir dû faire plusieurs voyages à Montauban au sujet de cette taxe, dont les frais montèrent à 110 livres. Ils obtinrent cependant que la taxe fût modérée à 1500 livres, 1650 livres avec les 2 sols pour livre[1125], soit 412 livres par anobli[1126]. Tous ces droits et frais, qui devaient être partagés à égalité, acquittés tantôt par les uns, tantôt par les autres, n'allèrent pas sans susciter des tensions fortes entre les oncles et les neveux.

[1119] *ADTG*, 1 B 81, arrêt d'enregistrement de la cour des aides de Montauban, du 22 novembre 1691.
[1120] Fonds Blanquefort, mémoire sur ce que doit Nicolas Joseph Ruble à Nicolas Ruble son oncle.
[1121] Fonds Blanquefort, ordonnance de Claude-Joseph Sanson, intendant de Montauban, rendue en exécution de l'arrêt du conseil royal des finances fait à Marly le 26 mai 1696, à Montauban, le 9 juin 1696.
[1122] Fonds Blanquefort, commandement de payement du sergent royale de Beaumont, du 16 juin 1696.
[1123] Fonds Blanquefort, contrainte signifiée le 14 novembre 1696.
[1124] Fonds Blanquefort, quittance de Dalladie, porteur de la contrainte, novembre 1696.
[1125] *BNF*, Fonds français 32297, folio 996, quittance du sieur Lespinasse, bourgeois de Paris, de la somme de 150 livres pour les deux sols pour livre de la somme de 1500 livres du 17 juillet 1699, citée dans l'ordonnance de maintenue de Joseph de Ruble par l'intendant, à Montauban, le 11 avril 1716.
[1126] Fonds Blanquefort, « mémoire des demandes contre Nicolas Ruble au sujet de la noblesse », pour Nicolas Joseph Ruble, et un autre mémoire sur ce que doit Nicolas Joseph Ruble à Nicolas Ruble son oncle.

S'ils n'étaient pas au bout de leur peine, ils ne furent pourtant pas soumis aux droits de confirmation créés par les édits d'octobre 1704 et janvier 1710, qui ne concernèrent que les lettres vénales créées en mars 1696 et mai 1702, ni dans celle de 1715 qui révoquait tous les anoblissements depuis 1689. Tel ne fut pas le cas de la famille Crotte de Perron : anoblie en 1701, par l'acquisition d'une lettre d'anoblissement pour 6000 livres, elle dut aussi payer la finance de 3000 livres pour confirmation en 1704, le sieur de Crotte estimant à 13000 livres le montant payé au total pour un anoblissement qui fut finalement supprimé par la révocation générale d'août 1715[1127]. Il eut donc « la mortification de se voir privé de l'honneur, utilité et adventage que lui procuroit le précieus don des lettres, et du remboursement du prix »[1128] …

Relativement épargnés en comparaison, les Ruble le furent jusqu'à l'arrêt du conseil du 30 septembre 1723 ordonnant à tous les anoblis depuis 1643 jusqu'en 1715 d'acquitter dans les trois mois une finance de 2000 livres et les deux sols pour livres pour confirmation de leur noblesse. Nicolas-Joseph, fils de feu Clément, Jean-Baptiste, fils de Nicolas, et Antoine, furent compris au rôle arrêté au conseil le 26 octobre 1728 pour 6000 livres, soit 2000 livres chacun, un commandement leur étant signifié le 14 septembre 1731[1129]. S'il n'était pas possible d'obtenir une décharge, on pouvait cependant obtenir une modération, en faisant une requête au contrôleur général[1130], et en faisant jouer une protection[1131].

Nicolas-Joseph fit alors une requête demandant une relaxe sur le fondement que les lettres d'anoblissement en 1677 furent délivrées « en récompense des bons et agréables services rendus à Sa Majesté », et que les lettres portaient une clause de décharge de la finance, ce qui faisait qu'il n'était pas dans le cas de payer le droit de confirmation. Mais c'était surtout sa situation économique qui le portait à demander une décharge totale : « ayant été nécessitez même de vendre partie de leur bien pour pouvoir acquiter cette somme de 1500 livres moderée » en 1696, et étant désormais hors d'état de payer la somme de 2000 livres, « n'ayant aucunes facultez, leurs autheurs ayant consumé au service de Sa Majesté leurs meilleurs revenus, ce qui

[1127] Il put, pour atteindre ce chiffre, compter les 2 sols pour livre, les frais d'impétration et d'enregistrement, et l'augmentation de la finance de 1200 livres en 1710. François-Paul Blanc a calculé qu'une lettre créée par l'édit de mars 1696, avec les augmentations de finance et les frais d'enregistrement, revenait à la somme de 11420 livres (L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 103).

[1128] Fonds Lascazères, requête pour le franc-fief du sieur de Crotte, seigneur de St-Lanne, à monseigneur Legendre, intendant d'Auch, vers 1720.

[1129] Fonds Blanquefort, requête en décharge au contrôleur général de Nicolas-Joseph de Ruble.

[1130] Fonds Blanquefort, lettre d'un sieur de Ruble à son frère, à Montauban, le 19 décembre 1731 : « il faut s'adresser à monsieur le conterrolleur général pour en obtenir la décharge, ou du moins une modération. Messieurs les intendans n'en connoissent point ».

[1131] Fonds Blanquefort, *ibidem* : « On m'a dit que c'est une affaire qui demanderoit une bonne protection. […] Et ainsi il est à craindre que vous n'ayés pas une entière décharge, mais pour modération on en accorde mais la protection la faira accorder plus grande ».

a continué jusque à présent » (ce qu'il soutenait par l'exemple de Pierre Ruble, chevalier de l'ordre de St-Louis, ancien major au régiment de Pons où il servit cinquante ans, avant de se retirer à cause de ses blessures, du père de Nicols-Joseph, lui même lieutenant au régiment de Pons, « qu'il a esté obligé de retirer n'ayant pu luy soutenir », et d'un fils de Jean-Baptiste Ruble alors lieutenant au régiment de Monconseil), « ne restant à l'expozant qu'un petit bien rural fort ingrat chargé de fortes tailles et autres subsides très considérables », ses revenus étant encore amoindris « à cause du ravage fréquent des grelles survenues depuis plusieurs années, l'expozant étant d'ailleurs fortement capité et chargé d'un nombre de famille, qui par là se trouve réduit a l'indigence »[1132]. Par ailleurs, il écrivit une lettre à Louis de Lorraine, prince de Pons, dans le régiment duquel plusieurs membres de la famille avaient servi. Cette protection fut sans doute décisive[1133]. Le droit de confirmation fut réduit à 500 livres. Malgré une modération aussi conséquente, Nicolas-Joseph Ruble n'en resta pas là, et demanda une nouvelle modération à seulement 200 livres[1134]. Ce qui fut rejeté. En effet le contrôleur général, las de recevoir des placets en modération ou en demande de délai pour le payement, ordonna que ceux qui n'auraient pas acquitté la taxe avant la fin avril 1732, seraient taxés sans avoir égard aux modérations qui furent accordées[1135].

Ces anoblis, en théorie, purent d'autant moins passer à travers les mailles du filet qu'ils durent comparaître, à l'époque même des révocations louis-quatorziennes, devant les commissaires à la recherche des usurpateurs de noblesse. Mais aucun d'entre eux ne fut condamné sur le fondement d'une révocation des lettres de noblesse. Il faut dire que la législation en matière de révocation de noblesse était devenue tellement complexe qu'il devait être difficile pour les commissaires d'y voir clair dans les cas particuliers.

[1132] Fonds Blanquefort, requête en décharge de la taxe de 2000 livres de Nicolas-Joseph de Ruble. Ces allégations étaient soutenues par des certificats, comme celui fait par les consuls de la ville de Beaumont de Lomagne le 20 octobre 1732 attestant que Nicolas Joseph Ruble « ne possède fief ny biens nobles, mais selemant une maison dans l'enclos d'icelle et quelque bien rural dans la parroisse de Gimat près de cette ville, sujet à des fortes tailles, et qu'il est notoire et public qu'il a esté affligé par des grelles continuelles, et qu'il a eu le malheur de perdre par la contagion les bestiaux servant au labourage et culture desdits biens » (Fonds Blanquefort).

[1133] Fonds Blanquefort, lettre de Louis de Lorraine, prince de Pons, au sieur de Ruble, à Paris, le 3 mars 1732 : « j'arrive de Versailles, mon cher de Ruble, où j'ai obtenu de monsieur le contrôleur général la modération que vous demandiés par voltre placet ».

[1134] Fonds Blanquefort, requête de Nicolas-Joseph de Ruble au contrôleur général, portant qu'il ne pouvait payer les 500 livres de sa taxe modérée « par la perte de ses bestiaux et ses gouttes continuelles qu'il a eu pendant plusieurs années, comme il est prouvé par le certificat cy-attaché », et demandant une modération à 200 livres.

[1135] Fonds Blanquefort, lettre de Clavel, commis au recouvrement, à monsieur Ruble, à Auch, le 10 avril 1732 : « J'ay l'honneur de vous informer que Monseigneur le contrôlleur général a écrit à monsieur l'intendant au sujet du recouvrement du droit de confirmation, qu'il luy a marqué qu'il n'écoutera plus les représentations des redevables, qui ne cessent pas de présenter des mémoires afin d'éloigner le payement des sommes auxquelles ils ont été modérés, et qu'il a donné ordre de n'avoir aucun égard après le présent mois expiré aux modérations qui ont été accordées, et de contraindre les redevables au payement des sommes portées par les rôlles ou par les décisions qui ont précédé les dernières modérations. […] Profittés du delay que Monseigneur le contrôlleur général veut bien vous accorder, sans quoy je ne puis éviter d'aller en avant sur mes poursuittes ».

Les cas de ces deux familles, les Ruble mais aussi les Crotte, montrent à quel point le sort de ces anoblis put être dramatique, et la politique royale en la matière, inique. Quand on songe au désir de s'élever aux honneurs des anoblis vénaux, qui fiers de leur nouvel état, n'avaient pas dû cacher à leur entourage leur bonheur, on comprend quelle devait être leur amertume d'être ainsi redescendus dans la hiérarchie juridique, et socialement plus bas qu'auparavant, dans la mesure où ils devaient se sentir avilis de cette promotion dont on les avait finalement jugés indignes, et qui n'avait été que l'occasion d'une sorte de dégradation déshonorante. Pour éviter l'humiliation de se voir réduire à l'état de roturier après avoir été élevé à la noblesse, et mettre fin aux embarras fiscaux, ils furent conduits à payer des sommes, malgré les modérations, qui purent être considérables pour la Gascogne orientale, en vain pour une partie d'entre eux.

II) La forme des lettres d'anoblissement et le statut de l'anobli

Nous verrons ici successivement deux points, les particularités formelles des lettres d'anoblissement, puis les privilèges accordés à l'anobli.

A) Les particularités des lettres d'anoblissement

Les lettres d'anoblissement sont des actes juridiques qui prennent la forme de lettres patentes. Plusieurs points de forme, qui leur sont particuliers, doivent être ici présentés.

1) La clause d'anoblissement

Après le préambule, quand il y en a un, et l'exposé, on trouve le dispositif, véritable clef de la lettre, qui caractérise l'acte : la clause d'anoblissement. Elle porte que le bénéficiaire (et parfois sa postérité) est anobli, et décoré au XVIIe siècle du titre de « noblesse » ou de « noblesse et gentillesse »[1136], au XVIIIe siècle du titre de « noble » et d' « écuyer »[1137], et qu'il serait désormais réputé tel devant la justice[1138]. La clause est toujours la même, la seule variante étant celle de Jacques-Augustin de Fornets qui est anobli « en tant que de besoin », car suspecté d'être déjà noble[1139]. La seule différence significative entre les dispositifs des différentes lettres est que certaines comprennent plus d'une personne, quand plusieurs individus étaient anoblis par la même lettre[1140].

2) La clause d'exemption de la finance

Toutes les lettres délivrées en Gascogne orientale comportent une clause d'exemption et de don de la « finance » ou « indemnité » en faveur de l'anobli et de sa descendance[1141]. Cette

[1136] *ADHG*, 1 B 1916, folio 214, lettres d'anoblissement de François de Courtade, St-Germain en Laye, 4/03/1643.
[1137] *ADG*, C 434, lettres d'anoblissement de Pierre-François de Bourges, Versailles, février 1780.
[1138] *ADHG*, 1 B 1918, folio 214, lettres d'anoblissement de François d'Algayres, Toulouse, octobre 1659 : « Pour ces causes, voulant faire ressantir audict d'Algaires et à ses enfans des effects de notre faveur, de notre grace especialle plaine puissance et authoritté royalle, nous avons ledit d'Algaires annobly et annoblissons, ensemble ses enfans posteritté et lignée tant masles que femelles, nais et à naistre en loyal mariage, et du tiltre et qualitté de noblesse decoré et decorons par ces presantes signées de notre main. Voulons et nous plait qu'en tous actes lieux et endroitz tant en jugement que dehors ledict d'Algaires sa posteritté et lignée soint teneus et reputés pour nobles ».
[1139] *ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, Fontainebleau, novembre 1777 : « A ces causes de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons annobli et par ces présentes nous signées de notre main, annoblissant en tant que de besoin le dit sieur de Fornets seigneur d'Oroix, et du titre de noble et d'écuyer l'avons décoré et décorons, volons et nous plait qu'il soit censé et réputé, comme nous le censons et réputons noble, tant en jugement que dehors ».
[1140] *ADHG*, 1 B 1966, folio 265, lettres d'anoblissement de Joseph Dubernard et Joseph-François Dubernard, Versailles, juillet 1783 : « à ces causes et autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, et de notre certaine science pleine puissance et autorité royale, nous avons ennobli et par ces présentes signées de notre main, nous ennoblissons lesdits sieurs Joseph Dubernard de Lagrange de Tuquo, et Joseph François du Bernard de Lecussan, oncle et neveu, et du titre et qualité de noble et d'écuyer nous les avons décorés et décorons, voulons et nous plait qu'ils soient tenus censés et réputés nobles tant en jugement que hors ».
[1141] *ADHG*, 1 B 1918, folio 214, lettres d'anoblissement de François d'Algayres, Toulouse, octobre 1659 : « sans que pour ce ils soint teneus nous payer aucune finance dont à quelle somme qu'elle se puisse monter nous avons decharger et dechargeons ledit d'Algaires, et en tant que besoin seroit luy en avons fait et faisons don par cesdites presentes » ; *ADPA*, B 5573, lettres d'anoblissement de Jean Beusian, Versailles, juin 1788 : « sans que pour raison de tout ce dessus ledit sieur, ses enfans, postérité, et descendans, puissent être tenus de nous payer et à nos

clause s'explique par le fait qu'à l'origine, les anoblis devaient acquitter plusieurs sommes en vertu de leur anoblissement, qui n'était pas gratuit. Ils devaient en effet payer « l'indemnité des pauvres », c'est à dire une aumône en faveur des pauvres du lieu de leurs domiciles[1142], une indemnité à leurs paroisses en pays de taille personnelle[1143], pour dédommager la communauté de l'alourdissement de la taille qui pèserait sur les autres taillables, et l'indemnité du roi, pour compenser les subsides que ne payerait plus le roturier anobli au roi[1144]. La clause d'exemption, d'exceptionnelle, devint habituelle, et finalement, elle n'était plus que de forme dès le début du XVIIe siècle en Gascogne[1145]. Seule « l'aumône des pauvres », fixée par la chambre des comptes, n'était théoriquement pas comprise dans cette exemption et devait être acquittée[1146]. Encore fallait-il faire enregistrer ses lettres devant cette cour, et ne reposant que sur l'usage, cette indemnité tomba en désuétude[1147]. Certains anoblis tentèrent d'alléguer la clause d'exemption de la finance pour obtenir une relaxe du droit de confirmation exigé par Louis XV, mais ce fut en vain, la clause n'étant plus que de style[1148].

3) Le règlement d'armoiries

successeurs roys aucune finance ni indemnité, dont à quelque somme quelle puisse monter, nous leur avons fait et faisons don par ces dittes présentes, et sans qu'ils puissent être troublés ni recherchés pour quelque cause, occasion, et prétexte que ce soit ».

[1142] La Roque explique que l'anobli est dans l'obligation de « faire largesse à l'exemple des anciens nobles, lorsqu'ils étoient faits chevaliers » (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 221).

[1143] *Ibidem*, p. 220 : « Il y a une seconde indemnité que l'impétrant de la charte d'anoblissement est tenu de payer chacun an, à la paroisse de son domicile, dont la somme est mise entre les mains des marguilliers, trésoriers, fabriciers et collecteurs du lieu où il demeure. Et s'il rachète et amortit cette rente, ils sont tenus de l'employer en une autre rente, qui doit succéder au lieu de la taille et des crues que l'anobli et ses enfans eussent pu payer ».

[1144] Bacquet écrivait que cette finance était due au roi « à cause des franchises, immunitez, et exemptions octroyées par les lettres d'annoblissement, par le moyen desquelles les droits du roy tant domaniaux, que d'aydes, sont diminuez ». Elle était proportionnée à la fortune de l'anobli, « selon les facultez de celuy qui veut estre annobly, et le nombre d'enfans qu'il a » (Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 909-910).

[1145] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31 : « les lettres d'annoblissement contiennent remise et quittement exprès de cette finance, clause qui n'est gueres oubliée à present ». La finance était encore exigée dans la plupart des cas durant la 1ère moitié du XVIe siècle (Bloch, Jean-Richard, L'anoblissement en France au temps de François 1er, *op. cit.*, p. 191).

[1146] Cette aumône pouvait aussi être remise par le roi d'après Loyseau : « aumosne qui n'est pas si communement remise par le Roy, parce qu'elle concerne les pauvres, que la finance de son indemnité, neantmoins il la remet quelquefois, et n'y a point de doute qu'il ne le puisse faire » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31).

[1147] En Provence, elle disparut durant la seconde moitié du XVIIe siècle (Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 408).

[1148] Fonds Blanquefort, lettre d'un sieur de Ruble à son frère, à Montauban, le 19 décembre 1731 : « J'ay été voir à la cour des aydes des lettres de noblesse postérieures aux votre, elles sont également conçues dans les mêmes termes, que le roy ni les successeurs n'exigeront point aucune somme ny finance à raison desdites lettres, ainsi c'est une chose de stile, et par conséquant les rois sont en droit d'exiger ce qu'ils demandent ».

A partir de la fin du XVIIe siècle, toutes les lettres d'anoblissement furent accompagnées d'un règlement d'armoiries. Les lettres patentes comprenaient une clause permettant à l'anobli de porter des armoiries qui devaient être réglées par le juge d'armes de France. Par un arrêt du conseil du 18 décembre 1696, le roi ordonna que les lettres continueraient d'être adressées au juge d'armes de France, dont l'office avait été supprimé de façon éphémère en novembre 1696[1149], afin qu'il réglât les armoiries des anoblis[1150]. Ainsi les lettres de noblesse du sieur de Bertrand lui permettent de porter des armoiries timbrées « telles quelles seront blazonnées et enregistrées par le sieur d'Hozier comme exerçant l'office de juge d'armes de France, en vertu de la commission expresse que nous luy en avons donnée par notre arrest du conseil du 18 decembre 1696 »[1151].

Ce règlement devait être attaché aux lettres d'anoblissement sous le contre-scel de la chancellerie, en conformité avec l'arrêt du conseil du 9 mars 1706, de telle sorte qu'il était toujours enregistré conjointement avec les lettres d'anoblissement[1152].

Il reprenait strictement la clause portant sur les armoiries des lettres d'anoblissement, puis réglait les armoiries de la famille de l'anobli, ainsi que le timbre, qui était en général formé d'un casque de profil orné de lambrequins[1153]. Si les lettres mentionnaient un rameau collatéral noble de la famille, le juge d'armes reprenait alors les armes de ce rameau en les écartelant[1154].

[1149] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 220, édit du roi de novembre 1696. Il fut rétabli par un édit d'avril 1701 (*ibidem*, p. 253).

[1150] *Ibidem*, p. 224, arrêt du conseil du 18 décembre 1696 : le roi ordonna « que l'adresse des lettres continueroit de lui être faite comme avant la suppression de son office de juge d'armes de France, à condition néanmoins que les armes du nouvel anobli seroient envoyées à l'Armorial général de France ».

[1151] *ADTG*, C 82, n° 51.

[1152] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 288, arrêt du conseil du 9 mars 1706 : « Il ne sera expédié aucunes lettres, tant de noblesse, que de mutation de nom, ou d'armes ou de concession d'armoiries, et qu'elles ne seront vérifiées dans aucune cour, que les particuliers auxquels elles seront accordées, n'ayent obtenu l'acte de reglement du juge d'armes, pour être attaché, sous le contre-scel desdites lettres ».

[1153] Voici quelques exemples de règlement d'armoiries : *ADPA*, B 4610, règlement d'armoiries du juge d'armes de France pour Jacques-Augustin de Fornets, Paris, 12 mai 1778 : « avons réglé pour ses armoiries un écu d'argent à trois faces de gueules, ledit écu timbré d'un casque de profil, orné de ses lambrequins d'argent et de gueules » ; *ADPA*, B 5573, règlement d'armoiries du juge d'armes de France pour Jean Beusian, Paris, 2 août 1788 : « avons réglé pour ses armoiries un écu d'argent, à un chesne de sinople, sur une terrasse de même nurevante de la pointe de l'écu, accompagnée à droitte d'un lion léopardé de gueules, contourné en un chef d'or chargé de trois étoilles d'azur, ledit écu timbré d'un casque de profil orné de ses lambrequins d'azur d'or, de gueules d'argent et de sinople ».

[1154] *ADHG*, 1 B 1966, folio 267, règlement d'armoiries du juge d'armes de France pour Joseph Dubernard et Joseph-François Dubernard, Paris, 4 septembre 1783 : « il est dit expressément dans ces lettres que leur parenté avec les sieurs du Bernard de St-Lary est constatée par trois actes des années 1745, 1767, et 1768, et que lesdits sieurs de St-Lary sont un rameau collatéral de leur famille, […] avons réglé pour leurs armoiries un écu de geules à un chevron d'or, et un chef d'argent chargé d'un croissant de gueules à costé de deux étoiles de même, qui est Du Bernard, écartelé d'argent a une roue à six raiz de sable et un chef d'azur chargé de trois étoiles d'or, qui est de Larroude de Lecussan, ledit écu timbré d'un casque de profil orné de ses lambrequins d'azur d'or, de gueules d'argent et de sable ».



Illustration n° 10 : règlement des armoiries de Jean Crotte sieur de Perron, fait par Charles d'Hozier, juge d'armes de France, à Paris, le 9 mai 1701 (Fonds Juillac). On remarque le timbre : un casque de profil avec des lambrequins.



Illustration n° 11 : armoiries de Pierre-François de Bourges réglées par le juge d'armes de France, avec en timbre un casque de profil orné de lambrequins, dans ses lettres d'anoblissement de février 1780, enregistrées au parlement de Toulouse le 20 juillet 1780 (*ADHG*, 1 B 1965).

Il comprenait aussi une clause d'inscription du règlement d'armoiries dans le registre des anoblissements du juge d'armes de la noblesse de France[1155].

B) Le statut de l'anobli

Après la clause d'anoblissement, les lettres de noblesse mentionnent les privilèges de l'anobli. Ces droits, repris formellement presque à l'identique dans toutes les lettres, selon une habitude prise par la chancellerie, n'en sont pas moins intéressants sur le fond, car ils pourraient permettre d'apprécier la portée exacte de l'anoblissement. L'égalité entre le noble et l'anobli prévue par les lettres d'anoblissement n'était en réalité pas totale.

1) Les privilèges de l'anobli

Pouvaient être énumérés jusqu'à neuf droits particuliers aux nobles.

a) Le port du titre

Les lettres d'anoblissement permettaient à l'anobli de se qualifier noblement. Dans les lettres, il est écrit que le roi le « décore » de la qualité de « noble » et d' « écuyer », mais c'est la seule qualité d'écuyer dont il est expressément dit qu'il pourrait faire usage dans les actes[1156].

[1155] *ADHG*, 1 B 1966, folio 267, règlement d'armoiries du juge d'armes de France pour Joseph Dubernard et Joseph-François Dubernard, Paris, 4 septembre 1783 : « le présent règlement d'armoiries que nous avons compris dans nos registres des annoblissements ».
[1156] *ADHG*, 1 B 1918, folio 214, lettres d'anoblissement de François d'Algayres, Toulouse, octobre 1659 : « et qu'ilz portent la qualitté d'escuyer » ; *ADPA*, B 5573, lettres d'anoblissement de Jean Beusian, Versailles, juin 1788 : « que comme tels ils puissent prendre en tous lieux et en tous actes les qualités d'écuyers ».

b) L'hérédité de la noblesse

La lettre d'anoblissement précisait la portée de l'anoblissement. Il n'était pas personnel mais familial. Etaient donc anoblis tant l'anobli que sa descendance masculine et féminine légitime[1157]. La descendance et non l'ascendance, la noblesse ne passant pas aux parents et autres ascendants vivants, selon le principe que « noblesse ne remonte point »[1158]. Les lettres comportent toujours la formule « nés et à naître » concernant les enfants. En effet, les juristes considéraient que si cette clause n'était pas insérée, les enfants déjà nés ne seraient point compris dans l'anoblissement[1159]. L'anoblissement était donc partiellement rétroactif.

c) Le droit d'accéder aux titres, qualités et dignités réservées à la noblesse

Les lettres d'anoblissement permettaient au XVIIIe siècle à l'anobli d'accéder aux dignités, titres, qualités et degrés de chevalerie réservés à la noblesse[1160]. La noblesse s'est vue attribuer de plus en plus de places *de jure* au XVIIIe siècle, mais une bonne partie était en fait inaccessible aux anoblis à cause des preuves d'une noblesse ancienne exigées.

d) Le droit de posséder des fiefs nobles

[1157] *ADHG*, 1 B 1916, folio 214, lettres d'anoblissement de François de Courtade, St-Germain en Laye, 4 mars 1643 : « ses enfans et posteritté masles et femelles nais et à naistre en loyal mariage » ; *ADPA*, B 5573, lettres d'anoblissement de Jean Beusian, Versailles, juin 1788 : « ensemble ses enfans, postérité et descendants males et femelles nés et à naître, en légitime mariage ».
[1158] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 188 : « Il faut tenir pour constant que la noblesse ne remonte point ».
[1159] Pour La Roque, le fils d'un anobli né avant l'anoblissement était noble « si l'on comprend dans la charte la clause qui ordonne que le roi anoblisse les enfans nés et à naître » (*ibidem*, p. 185). C'était aussi l'opinion de Thierriat : « La noblesse civile proffitte aux enfans nez après la noblesse acquise, mais non pas à ceux qui estoyent auparavant nez, si les lettres d'annoblissement n'en font mention et les comprennent » (Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 204).
[1160] *ADG*, C 434, lettres d'anoblissement de Pierre-François de Bourges, Versailles, février 1780 : « et parvenir à tous degrés de chevallerie et autres dignités, titres et qualités réservés à notre noblesse ».

Certaines lettres d'anoblissement au XVIIe siècle et toutes celles du XVIIIe siècle comprennent la permission d'acquérir et de posséder des fiefs, que ce soient des biens nobles, des seigneuries, ou des terres érigées en titre de dignité[1161]. Nous avons vu qu'en réalité les fiefs n'étaient pas réservés aux nobles, dans la mesure où le roturier pouvait en posséder moyennant l'acquittement de la taxe de franc-fief.

e) La jouissance de tous les privilèges de l'ancienne noblesse

Les lettres d'anoblissement conféraient à l'anobli les privilèges des « autres nobles », « nobles de race » ou « anciens nobles », comme s'ils en étaient « issus »[1162]. La formule varie mais l'idée est la même. Bacquet considérait qu'il n'y avait *de jure* pas de différence entre les anoblis et les nobles de race, et qu'ils bénéficiaient des mêmes exemptions et privilèges[1163].

Cette jouissance des privilèges des « nobles de race » ne voulait pas dire que les anoblis devenaient « nobles de race », ou du moins était-ce un point très contesté. Certains pouvaient croire que l'anoblissement purifiait totalement le noble de sa roture. Loyseau écrivait que les anoblissements « purgent le sang et la posterité de l'annobly de toute tache de roture, et le reduisent en même qualité et dignité, que si de tout temps sa race eust esté ingenue »[1164]. Telle était la théorie, mais cette fiction du droit était loin de convaincre tous les nobles de naissance,

[1161] *ADHG*, 1 B 1916, folio 63, lettres d'anoblissement en faveur de Manaud Barbe, Bordeaux, décembre 1615 : « et comme telz acquérir tenir et posseder tous fiefz, terres, pocessions et heritaiges nobles de quelle qualité et condition qu'ils soient, et esquelz lieu qu'ilz puissent estre, tant de ceux qu'il a desjà acquis que de ceux qu'il pourra acquerir, ou qu'il leur sont desjà escheus, et pourront sy après eschoir, competer et appartenir, et en jouir, uzer, ordonner et dispozer tout ainsi que s'ilz estoient extraicts de noble race » ; *ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, Fontainebleau, novembre 1777 : « comme aussi qu'ils puissent acquérir, tenir et posséder tous fiefs, terres et seigneuries de quelques titres et qualités quelles soient ».

[1162] *ADHG*, 1 B 1916, folio 214, lettres d'anoblissement de François de Courtade, St-Germain en Laye, 4 mars 1643 : « jouir et uzer de tous honneurs privileiges franchises et exemptions dont jouissent les nobles de nostre royaulme extraictz de noble et antienne race et lignée » ; *ADHG*, 1 B 1918, folio 214, lettres d'anoblissement de François d'Algayres, Toulouse, octobre 1659 : « et jouissent de tous les privilleges exemptions et immunittés ainsy que les autres nobles de notre royaume et de notre province de Guyenne, tout ainsy que s'ilz estoint issus de noblesse » ; *ADPA*, B 5573, lettres d'anoblissement de Jean Beusian, Versailles, juin 1788 : « qu'ils jouissent de tous les droits, prérogatives, privilèges, franchises, libertés, avantages, prééminences, exemptions, et immunités dont jouissent et ont accoutumé de jouir les anciens nobles de notre royaume, tant qu'ils vivront noblement et ne fairont acte de dérrogeance, […] le tout de même que si ledit sieur de Beuzian ses enfans posterité et descendans soient issus de noble et ancienne race ».

[1163] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 910.

[1164] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 25. Sur cette « métamorphose », souvent rapprochée de la fable platonicienne des métaux, voir les témoignages rapportés par Arlette Jouanna (« Perception et appréciation de l'anoblissement dans la France du XVIe siècle et du début du XVIIe siècle », dans L'anoblissement en France, XVe-XVIIIe siècles. Théories et réalités, *op. cit.*, p. 10-12).

qui avaient tendance à se croire supérieurs en raison de leur sang, de leurs alliances, de leurs grands fiefs, de l'ancienneté de leur noblesse, et de leurs services. A telle enseigne que pour des gentilshommes de la première modernité, ces nobles ne le seraient que « seulement de nom »[1165]. Plus tard, le cardinal de Bernis objecta sévèrement que « tout homme qui est né roturier ne peut changer d'état par un morceau de parchemin », et que mise à part la voie du service des armes, il faudrait « un siècle pour décrasser un roturier de la rouille de la roture »[1166]. Et Saint-Simon résumait encore le sentiment de beaucoup de gentilshommes lorsqu'il écrivit que « les rois font des anoblis, non des nobles »[1167]. Être anobli juridiquement n'était pas, loin s'en faut, suffisant pour se voir reconnaître noble à part entière par les autres nobles. Il faudrait plusieurs générations pour que la métamorphose soit accomplie, et que l'anobli devint un noble selon leur cœur, c'est-à-dire un « noble de race ».

Loyseau, qui semblait d'abord soutenir la purgation, ajoutait illico que l'anoblissement ne serait qu'une « effaceure, dont la marque demeure, même semble plutost une fiction qu'une verité, ne pouvant par effet le prince, reduire l'estre ou non estre »[1168]. Des juristes pensaient mêmes que la noblesse de « race » viendrait de la famille, serait naturelle, et ainsi limiterait les pouvoirs du roi, qui ne pourrait pas faire perdre définitivement sa condition à un noble de race, et ne pourrait pas non plus donner la noblesse de race à un roturier. Ainsi des lettres de légitimation ne pourraient conférer la noblesse de race à un enfant illégitime, car d'après Belleguise, s'il pouvait tout sur les lois, en revanche le prince ne pourrait « rien sur la nature, qui ne reconnoît que Dieu : de sorte qu'il peut bien rendre capable de succession un bâtard, mais il est impossible que n'ayant point de race il le fasse noble de race »[1169]. Il est vrai que le roturier anobli ne suscitait pas la même désapprobation que le bâtard légitimé, mais le raisonnement était transposable, et Belleguise pouvait écrire que « la loy imite bien la nature, mais elle ne la change pas, si bien qu'elle ne peut point faire qu'un roturier de naissance devienne noble de race »[1170]. Belleguise réfutait d'ailleurs le rapprochement fait par Loyseau entre noblesse et ingénuité, et rappelait que si le roi avait ordonné la condamnation pour une usurpation de qualification antérieure à l'anoblissement, c'était donc que l'anobli n'était pas censé avoir toujours été noble et ne devait être réputé noble de race, remarquant qu'à l'évidence « le titre même détruisoit cette pretention, puisqu'il étoit la preuve d'une roture

[1165] Cahier de doléances de la noblesse de l'Orléanais cité par Chartier, Roger, Richet, Denis (dir. par), *Représentation et vouloir politiques. Autour des Etats généraux de 1614*, Editions de l'EHESS, 1982, p. 122.
[1166] Bernis, François-Joachim de, Mémoires du cardinal de Bernis, *op. cit.*, p. 169.
[1167] Cité dans Devyver, André, Le sang épuré, *op. cit.*, p. 343.
[1168] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 25.
[1169] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 105.
[1170] *Ibidem*, p. 109.

precedente »[1171]. Un juriste comme La Roque en faisait l'application en matière de dérogeance, et on verra que la doctrine reconnaissait même des « droits du sang » aux nobles « de race », qui leur permettaient de soutenir qu'un tel noble ne pourrait perdre définitivement sa noblesse. Un anobli ne pouvait se voir reconnaître de tels droits du sang, et la jouissance de mêmes privilèges n'entrainait pas une égalité parfaite. Le généalogiste des ordres du roi, Chérin lui-même, considérait que l'anoblissement « en lui-même porte moins le caractère de la vraie noblesse », celle « de race », qui ne pourrait « s'imprimer au roturier », que « la concession faite par le souverain à ce roturier des privilèges et prérogatives dont jouissent les nobles d'origine »[1172]. Les gascons d'ancienne noblesse, dont beaucoup croyaient à la transmission par le sang de qualités nobles, devaient agréer l'opinion de ces juristes, et rejoindre Boulainvilliers sur ce qu'il ne serait « pas possible aux rois, quelque autorité qu'on leur accorde, de changer la source du sang dans laquelle les anoblis ont pris leur origine »[1173].

En Comminges, la noblesse réclama en 1789 la création d'une noblesse personnelle, et que ce ne soit qu'au bout de trois générations s'étant vues conférer cette noblesse personnelle qu'une famille obtienne la noblesse héréditaire[1174]. La persistance de l'acceptation de la seule acquisition progressive de la véritable noblesse, doublée de la volonté de diminuer le nombre des anoblis, explique cette proposition originale.

f) Le port d'armoiries

Les lettres d'anoblissement autorisaient l'anobli et sa postérité à porter des armoiries, à prendre un « blason » ou « armes » sans plus de précision, jusqu'au XVIIe siècle, et parfois à

[1171] *Ibidem*, p. 46-51.
[1172] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. XL.
[1173] Citation tirée des *Lettres sur les anciens parlements de France* par Tholozan, Olivier, Henri de Boulainvilliers. L'anti-absolutisme aristocratique légitimé par l'Histoire, *op. cit.*, p. 195, note 791.
[1174] Mavidal, J., Laurent, E., *Archives parlementaires de 1787 à 1860*, 1ère série, tome III, Paris, 1868, cahier des doléances secondaires de la noblesse du pays et comté de Comminges, Couserans et Nébouzan », p. 25, art. 25 : « Que l'on ne puisse, dorénavant, acquérir que la noblesse personnelle, et que la noblesse héréditaire et transmissible devienne la suite de la noblesse personnelle acquise pendant trois générations ». Cette idée d'un anoblissement personnel est peut-être empruntée à Boulainvilliers, car s'il estimait légitime que l'on eut égard aux qualités d'un homme de guerre, d'un magistrat ou d'un ministre, la noblesse ne devrait selon lui passer à sa progéniture que sous la condition « qu'ils soient aussi vertueux et aussi heureux que lui ; car il est juste que ceux-là aïent toujours le privilège du rang, à qui une longue suite d'ayeux illustres par leurs alliances, par les services qu'ils ont rendus à la patrie, a assuré ce titre d'une vraïe et ancienne noblesse » (Boulainvilliers, Henri de, Essais sur la noblesse de France, *op. cit.*, p. 9-10). Il s'agissait pour lui d'empêcher le roi d'avilir la noblesse par sa politique d'anoblissement.

les faire représenter dans les lettres d'anoblissement[1175]. Mais était-ce véritablement un privilège de la noblesse de prendre des armoiries ? Ce point mérite clarification car le port d'armoiries put passer pour être un privilège des nobles, au point d'être allégué dans des preuves de noblesse ou de pouvoir justifier des anoblissements.

Les armoiries peuvent être définies comme des « emblèmes en couleurs, propres à un individu, à une famille ou à une collectivité, et soumis dans leur composition et dans leur représentation à des règles particulières qui sont celles du blason »[1176]. Ces armoiries devaient respecter des règles dans leur composition (figures, couleurs), et leur forme, les règles du blason, qui ne furent pas juridiquement encadrées[1177]. Cette représentation avait cependant une symbolique plus ou moins intelligible au profane en matière d'héraldique, qui permettait parfois de connaître le rang de celui qui les portait[1178].

Apparues au XIIe siècle en Europe occidentale, les armoiries connurent au XIIIe siècle un essor important par l'usage qu'en firent les chevaliers[1179]. Pourtant dès le XIIIe siècle, des personnes morales prirent des armoiries, comme les communes ou les corps de métier, comme symbole de leur personnalité juridique. Alors que les armoiries auraient été liées aux fiefs originairement, elles se répandirent rapidement, au point que des roturiers pouvaient aussi en arborer, lorsqu'ils faisaient l'acquisition de ces fiefs, et que des chevaliers ne possédant pas de fiefs s'en dotèrent également.

Si les règles du blason n'étaient pas juridiques, le port des armoiries fut en revanche encadré par des règles de droit, essentiellement coutumières, que ce soit la coutume générale du royaume ou exceptionnellement des coutumes écrites, plus rarement légales[1180]. Il importait

---

[1175] *ADHG*, 1 B 1916, folio 63, lettres d'anoblissement en faveur de Manaud Barbe, sieur de La Claverie, Bordeaux, décembre 1615 : « luy permettant en oultre de mettre et appozer et faire blasonner au-dedans de ses presentes l'escusson de ses armes ou armoiries telles qu'il a acoustumé de porter, ou qu'il vouldra prendre ». D'après La Roque, qui publia son ouvrage en 1678, les armoiries étaient représentées dans les lettres d'abolissement à son époque, alors qu'elles y étaient auparavant « rarement comprises » (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 91).

[1176] Pastoureau, Michel, L'art héraldique au Moyen Âge, Seuil, Paris, 2009, p. 11.

[1177] Elles firent l'objet cependant de nombreuses publications sous la forme de traités enseignant les règles du blason par des héraldistes plus ou moins sérieux, destinées principalement à la noblesse. Témoin de ce goût pour l'héraldique, un Colomès, d'une famille noble d'Astarac, rédigea un petit traité historique, « Du Blason » (Fonds Lamothe, manuscrit du XVIIIe siècle).

[1178] On peut se faire une idée des blasons alors utilisés en Gascogne grâce à l'ouvrage de Roger Bourse et Isidore Dufis, *Armorial de la Gascogne gersoise*, Société archéologique du Gers, 2002.

[1179] Il n'est pas question de donner ici une bibliographie sur ce vaste sujet qu'est l'histoire héraldique, nous nous contentons de renvoyer à celle que donne Michel Pastoureau dans L'art héraldique au Moyen Âge, *op. cit.*, p. 235. Concernant la science héraldique, là aussi la bibliographie est longue, mais il existe plusieurs ouvrages faciles d'accès, comme celui de Claude Wenzler, *Le guide de l'héraldique. Histoire, analyse et lecture des blasons*, Editions Ouest-France, Rennes, 2002.

[1180] Les juridictions compétentes étaient très diverses, car aux juridictions de droit commun, s'ajoutaient des juridictions d'exceptions comme le Conseil des parties, les cours des Aides, ou le Tribunal des maréchaux de France, qui purent trancher des conflits en matière d'armoiries. Il est donc difficile de connaître la jurisprudence

d'empêcher les usurpations des armoiries d'autrui, car ces marques pouvaient avoir des conséquences patrimoniales, et susciter une contestation. En effet, dès le début du XIIIe siècle, les armoiries devinrent familiales plus que féodales et permirent d'identifier les membres d'un lignage. Comme le nom patronymique qui se répandit à la même époque, les armoiries avaient pour fonction de permettre d'identifier une personne. Leur histoire relève à ce titre du droit des personnes mais également de la famille, puisqu'elles étaient transmises héréditairement. Il ne faut pas négliger le fait que dans les pays gascons, les nobles connaissaient en général les armoiries des autres familles des alentours, pour les avoir vu représentées sur les châteaux, dans les églises, ou encore sur le cachet des lettres qu'elles ornaient[1181]. Rappelons que lorsqu'un noble faisait ses preuves pour l'Ordre de Malte, il devait y ajouter le blason de ses quatre principaux ascendants. Lors de l'enquête testimoniale et de l'enquête secrète, les témoins pouvaient être questionnés, entre autres, sur les armoiries qu'on leur présentait, afin de savoir s'il s'agissait bien de celles des ascendants de l'aspirant[1182].

Il était admis que ces armes ne pouvaient être transmises qu'au sein de la famille parmi les agnats[1183]. Les armoiries permettaient aussi d'identifier un membre de la maison au sein

---

dans son ensemble. Les hérauts, poursuivants et rois d'armes n'étaient que de simples arbitres, et déclinèrent à partir du XVIe siècle. Ils s'occupaient semble-t-il des règles du blason et non du droit héraldique. De même le juge d'armes de France, créé en 1615, ne rendit jamais de véritables jugements, même si c'était normalement dans ses prérogatives de trancher les litiges concernant les armoiries, il ne faisait qu'arbitrer des conflits à la demande des parties. Thibaut Cadot écrivait à son sujet que « n'ayant ni greffe ni greffier, ni siege ni huissiers, n'avoit ni corps, ni bras, ni jambes, et par consequent nulle autorité, nul pouvoir, enfin nulle jurisdiction certaine et réglée » (Cadot, Thibaut, *Le blason de France, ou notes curieuses sur l'édit concernant la police des armoiries*, Paris, 1697, p. 57). Il ne se chargea finalement que de régler les concessions d'armoiries et de confirmer celles des familles qui lui demandaient. Cette charge, à la nomination du roi sur présentation du Grand Ecuyer, fut détenue par la famille d'Hozier à partir du milieu du XVIIe siècle. Sur les juridictions et plus généralement sur le droit héraldique dans l'ancienne France, voir Mathieu, Rémi, Le système héraldique français, *op. cit.*, et Chabanne, Robert, Le régime juridique des armoiries, *op. cit.*. Sur les juges d'armes de France on peut consulter Du Roure de Paulin, *Le juge d'armes de France et les généalogistes des ordres du roi*, Daragon Editeur, Paris, 1908.

[1181] L'édit de novembre 1696 autorisait l'usage des armoiries partout où il était accoutumé d'en utiliser, précisant qu'elles pourraient être mises « aux bâtimens, édifices, tombeaux, chapelles, vitres et litres des eglises paroissiales, où les droits honorifiques appartenoient aux défunts lors de leur décès, et sur les tableaux, images, ornemens et autres meubles, par eux leguez ou donnez » (*ADHP*, 65 J 101, édit donné à Versailles, novembre 1696, imprimerie Jean Martel, Montpellier, 1696). Cet inventaire n'est pas exhaustif, et le chevalier du Garrané demandait à son frère de lui envoyer un écusson de leurs armoiries car, assurait-il, il en avait « bezoing à mille chozes » (*ADLG*, 25 J, J 14, lettre du chevalier du Garrané à son frère monsieur de Luppé, S. d.). Pour l'utilisation extrêmement diversifiée qu'on faisait des armoiries au Moyen Âge, voir Pastoureau, Michel, L'art héraldique au Moyen Âge, *op. cit.*, p. 153.

[1182] Dans l'enquête de Bernard d'Astorg, interrogé sur les armes des quatre principales maisons (d'Astorg, de Busca, de Verduzan, et de Raymond), Antoine Gaspard comte d'Ossun, répondit « les connoitre parfaitement et les avoir toujours vu porter auxdites maisons de la manière que nous les luy presentons blazonnées » (Fonds Lascazères, procès-verbal des preuves de Bernard d'Astorg d'Aubarède, Toulouse, 15 septembre 1728).

[1183] Elles ne pouvaient donc être transmises par les femmes. Ce n'est qu'au cas de la fin du lignage, que le dernier agnat pouvait les transmettre dans une autre famille, généralement au fils de son gendre, dans un contrat de mariage ou un testament, comme condition de l'institution ou de la substitution à ses biens, afin de sauver le nom et les armes menacées par l'extinction des agnats, par un « relèvement » du nom et des armes, disposition assez fréquente en Gascogne orientale. Un exemple parmi tant d'autres, de ces dispositions visant à conserver le nom et les armes, pour le mariage de Roger de Comminges et de Catherine de Bourbon, fille et « heritiere contractuelle et aultrement

même du lignage. En France, théoriquement, seul l'aîné pouvait porter les « armoiries pleines », alors que les frères puînés devaient apporter une modification au blason appelée « brisure »[1184]. Les enfants naturels devaient aussi briser leurs armes, en y ajoutant une « barre de bâtardise » : à leur égard l'usage fut davantage respecté et même confirmé par la législation au XVIIe siècle[1185]. Les armoiries pour la noblesse furent en outre un moyen de montrer les alliances de la famille avec d'autres maisons nobles[1186]. Dès avant le XVIIe siècle certaines règles du droit héraldique n'étaient plus rigoureusement respectées[1187]. L'usurpation pure et simple des armoiries d'autrui n'était cependant pas envisageable, car la famille pourrait se plaindre du préjudice. A cela s'ajoutait l'attachement à ses propres armoiries familiales qui devait prévenir un changement.

Les dispositions héraldiques concernaient la noblesse car elle était particulièrement intéressée à la transmission du nom et des armes, et c'est donc dans cet ordre que l'on trouvait quasiment tous les litiges relatifs au port des armoiries, mais cela ne veut en aucun cas dire que les roturiers ne pouvaient s'attacher aux mêmes règles. *De jure*, en France, en l'absence d'interdiction, rien n'empêchait un non noble d'en porter. Un bourgeois, un artisan et même un paysan pouvaient porter des armoiries, et ce sans que rien ne vint contredire cette liberté jusqu'à la Révolution. Michel Pastoureau a pu écrire que « chaque individu, chaque famille, chaque groupe ou collectivité a toujours et partout été libre d'adopter les armoiries de son choix et d'en faire l'usage privé qui lui plaisait, à la seule condition de ne pas usurper celles d'autrui »[1188]. Pourtant, on ne peut éluder le fait que nombre de juristes démentirent ce droit des roturiers, et

---

par benefice d'inventaire » de feu Anne de Bourbon baron de Barbazan, il était prévu que le 1er garçon succèderait à la moitié des biens des époux « à la charge de porter le nom et armes desdites maisons de Comminges et Bourbon et les escussons liés », et si c'était une fille qui devait hériter, son 1er fils « qui succedera portera le nom desdictes deux maisons et les armoiries liées » (*ADG*, I 574, contrat de mariage passé au château de Barbazan, 19 septembre 1602). A la fin du XVIIIe siècle, une autorisation princière serait devenue nécessaire pour un tel relèvement (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome III, entrée « armoiries », p. 16).

[1184] Plusieurs coutumes sanctionnèrent ce droit lorsqu'elles furent rédigées au XVIe siècle (Chabanne, Robert, Le régime juridique des armoiries, *op. cit.*, p. 115).

[1185] Voir le statut personnel des enfants naturels de la noblesse, p. 121.

[1186] Voir l' « alliance » noble, p. 132.

[1187] Montaigne déplorait déjà que, pas plus qu'en matière de nom, il ne demeurait de la « seureté » concernant les armoiries, et paraissait presque assuré que ses armes ne resteraient pas dans sa maison, car à l'en croire il y aurait une grande confusion dans le système héraldique : « un gendre la transportera en une aultre famille, quelque chestif acheteur en fera ses premieres armes. Il n'est chose où il se rencontre plus de mutation et de confusion » (Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, Chapitre XLVI, « Des noms », p. 175).

[1188] Pastoureau, Michel, L'art héraldique au Moyen Âge, *op. cit.*, p. 8. Cet historien ajoute que l'on ne peut pas distinguer des blasons de nobles et de roturiers de façon sûre : « à l'intérieur des écus, absolument rien ne distingue les armes nobles des armes roturières, si ce n'est peut-être l'indice de fréquence de quelques figures : pour les oiseaux, par exemple, la noblesse préfère l'aigle, la merlette ou le cygne ; les roturiers, le coq ou le corbeau. […] Toutefois, en ce domaine, il est impossible de généraliser » (*Ibidem*, p. 55). C'est justement cette indifférenciation sociale des blasons qui incita à recourir à des ornements extérieurs plus distinctifs.

attribuèrent aux seuls nobles le droit de porter des armoiries. Pour y voir plus clair, il faut distinguer ce qui relève du port des armoiries proprement dit, et du port de l'ornement appelé le « timbre », placé au-dessus du blason, comme un casque, un heaume, un cimier ou une couronne.

Paragraphe 1) Le droit de porter des armoiries simples

Le droit de porter les armoiries était-il un privilège nobiliaire ? Les deux historiens du droit qui se sont penchés avec le plus d'attention sur la question en sont arrivés à des conclusions diamétralement opposées. La question a été envisagée par le biais de la notion anachronique de capacité héraldique, c'est à dire de l'aptitude à porter des armoiries. D'après Rémi Mathieu, tout individu et tout corps pouvait porter des armoiries, et le port des armoiries ne fut pas un privilège de la noblesse[1189]. Il n'est pas possible de reprendre ici l'ensemble de son argumentaire[1190]. Notons simplement qu'à aucun moment une loi ou une coutume ne sont venues interdire à un roturier le port d'armoiries. En outre, les roturiers les plus aisés firent parfois usage d'armoiries, sans que jamais une jurisprudence ne soit venue les punir[1191]. Pourtant Robert Chabanne a lui, au contraire, soutenu que le port des armoiries était un privilège nobiliaire. L'utilisation des armoiries par les roturiers serait illégale, constituerait une usurpation, et c'est tout juste s'ils pouvaient se prévaloir d'une certaine tolérance[1192].

Plusieurs juristes firent des armoiries un privilège nobiliaire, il est vrai. C'était par exemple l'opinion de Bacquet, Thierriat, et même de Loyseau, qui y voyait « la remarque visible de nostre noblesse »[1193]. L'Alouette percevait aussi dans ces armoiries une marque de noblesse, ce qui s'explique, comme pour Loyseau, par le fait que ces armoiries furent des symboles chevaleresques[1194]. Quant à Favyn, dans son *Histoire de Navarre*, il prétendit que les

[1189] Mathieu, Rémi, Le système héraldique français, *op. cit.*, p. 39 et suiv.
[1190] Il a en particulier infirmé une mauvaise interprétation d'une ordonnance de Charles V de 1371, qui a beaucoup influencé les juristes de l'époque moderne (*ibidem*, p. 44 et p. 204).
[1191] Citons en un cas, François Xavier de Solerène, docteur en médecine, maire de Puycasquier, qui avait offert un retable à la chapelle de Notre-Dame de Gaillan en 1734, et fit mettre « sur une tablette ou médaille à cotté dudit retable, ses armoiries en relief, avec son nom et qualitté de consul » (*ADG*, 2 B 101).
[1192] Chabanne, Robert, Le régime juridique des armoiries, *op. cit.*, p. 39 et suiv. Nous ne nous arrêterons pas sur les lois qu'il rapporte, pour la Franche-Comté, la Savoie, et les Flandre : elles ont toutes été promulguées alors qu'elles ne faisaient pas partie du royaume, par des souverains étrangers.
[1193] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 91 ; Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 189 ; Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 28.
[1194] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 40.

roturiers étaient punis de lourdes amendes au début du XVIe siècle lorsqu'ils prenaient des armes[1195]. A son époque, déplorait-il, « il n'y a si petit marchand & artisan qui ne vueille contrefaire le noble & se donner des armes, la plus part faussement faictes, & pirement blazonnées »[1196]. Ces affirmations sont d'autant plus importantes pour notre étude, que certains en déduisirent que la concession royale du port d'armoiries équipollait à un anoblissement. Puisque le port d'armoiries serait un privilège de la noblesse, on ne pourrait concéder un privilège de la noblesse à quelqu'un qui ne le serait pas. Il n'échappera à personne qu'il serait absurde de concéder un privilège accessoire en taisant la visée principale de l'anoblissement, dont l'importance est autrement plus bénéfique pour la personne. Mais pour certains, le raisonnement basé sur la fausse prémisse du privilège noble semblait devoir opérer juridiquement. L'Alouette tirait comme conséquence du port d'armoiries comme un privilège nobiliaire que si le roi concédait un écusson à un particulier, les armoiries étant « signes et marques de la noblesse », cela signifierait que l'on serait automatiquement anobli[1197]. La Roque y voyait aussi une forme d'anoblissement tacite, car seuls les nobles pouvaient selon lui porter des armoiries[1198]. Ménestrier au contraire réfuta cette théorie[1199]. Si le roi concédait des armoiries dès le Moyen Âge, son monopole souverain ne fut affirmé qu'au XVIe siècle, et établi qu'au XVIIe siècle[1200]. Le roi y eut d'ailleurs très rarement recours, concédant peu d'armoiries à des particuliers, ce qui en fait à notre connaissance une hypothèse non concrétisée en Gascogne orientale. Ailleurs, cette théorie put exceptionnellement bénéficier à des personnes recherchées sur leur noblesse[1201].

[1195] Il assurait que les non nobles ne pouvaient que prendre des « marques du mestier & traffic », comme « un tailleur des cizeaux, un coustellier vn cousteau, […] un maçon la truelle & le compas, ou l'esquierre », et les marchands « par honneur » pouvaient porter les premières lettres de leur nom & surnom « entrelassez dans une croix » (Favyn, André, *Histoire de Navarre*, Paris, 1612, p. 621).

[1196] *Ibidem*, p. 622.

[1197] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 25.

[1198] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, Chapitre XXVII, p. 90 : « Ainsi, quand un souverain permet par ses lettres à un non noble d'avoir des armoiries, il l'anoblit tacitement, pourvu que la concession n'ait point quelque clause contraire : car puisqu'on ne peut porter des armoiries nobles, sans être noble ou anobli ; le prince donnant pouvoir à quelqu'un d'en porter, il lui accorde en même tems la noblesse, puisque sans cela la concession seroit inutile ».

[1199] Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse et les manières d'en dresser les preuves, *op. cit.*, p. 255 : « C'est une erreur de croire que les souverains ayent jamais annobly en donnant simplement des armoiries ».

[1200] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 91 : « C'est une maxime en France que nul ne peut avoir des armoiries, sans l'expresse permission de Sa Majesté » ; quant à Thibaut Cadot il en faisait un droit souverain, ou « droit de la couronne » (Le blason de France, *op. cit.*, p. 3 et p. 14 : « c'est au roy seul à qui il appartient de faire ce noble present »). Dans l'édit de novembre 1696, le roi se réservait la concession d'armoiries (*ADHP*, 65 J 101, « edit du roy, portant création d'une Grande Maîtrise générale et souveraine, et établissement d'un Armorial general à Paris, ou depost public des armes et blasons du royaume », Versailles, novembre 1696, imprimerie Jean Martel, Montpellier, 1696). Sur cette question, voir Chabanne, Robert, Le régime juridique des armoiries, *op. cit.*, p. 83.

[1201] En Provence, François-Paul Blanc a relevé deux cas dans lesquels des personnes poursuivies pour usurpation de noblesse prouvèrent leur noblesse grâce à des lettres de concession d'armoiries (L'anoblissement par lettres en

Autre conséquence de ce prétendu privilège, le port d'armoiries pourrait permettre d'étayer la noblesse. Peu de juristes allèrent jusque-là. Il est vrai que lorsque la preuve de noblesse se faisait par témoins jusqu'au XVIe siècle, les armoiries pouvaient être mentionnées par des témoins qui y voyaient des signes de noblesse parmi d'autres, la loi n'ayant pas encore strictement défini les critères permettant de prouver la noblesse. Dans la preuve de noblesse de la famille de Comes en 1550, tous les témoins mentionnaient que la famille de Comes prenait des armoiries. Mais à cette époque la preuve de noblesse était encore sociale autant que juridique sur le fond[1202]. En revanche dans les preuves littérales de noblesse, qui se généralisèrent à partir du début du XVIIe siècle, les armoiries ne furent jamais alléguées comme des preuves de noblesse. Le port d'armoiries n'était plus considéré comme une marque de noblesse. Ce n'était pas dans le port des armoiries, mais plutôt dans le fait qu'elles étaient portées depuis longtemps dans la même famille, qu'on pourrait voir une preuve de noblesse, comme le suggérait La Roque[1203]. Il est vrai que, en dehors même de toute prétention juridique, le simple constat qu'une pierre aux armoiries de la famille était située dans un monument ancien, le plus souvent dans une église, permettait de démontrer l'ancienneté du lignage, et rendait la noblesse plus illustre, soit pour une preuve de noblesse, soit pour une généalogie[1204]. Le marquis d'Ossun demanda à l'abbé Vergès une « attestation authentique » des pères carmes de Trie « au sujet de la colone sur laquelle sont les armes de ma maison », en essayant de préciser la date où cette colonne fut placée et « toutes les autres circonstances honorables pour ma maison »[1205]. Le marquis d'Ossun n'avait nullement besoin de cette pierre pour prouver sa noblesse, mais elle était une marque de l'ancienne importance de sa maison, d'où la volonté de mettre cette pièce dans ses archives.

Le problème de cette théorie doctrinale est qu'aucun de ces juristes ne fondait ses dires sur une loi, une coutume, ou même une jurisprudence. Cette opinion erronée, qui ne fit son apparition qu'au XVIe siècle, peut s'expliquer par l'origine chevaleresque des armoiries, le fait qu'elles aient été utilisées d'abord par les nobles donc, et qu'elles se soient généralisées à l'époque médiévale parmi eux, tant par l'armement que par l'usage des sceaux. Ils avaient peut-

---

Provence à l'époque des réformations de Louis XIV. 1630-1730, *op. cit.*, p. 585 et suiv.). On remarque seulement que dans les deux cas les lettres remontaient à plus d'un siècle, et que l'intendant voulut probablement ménager des familles solidement intégrées dans le second ordre. On n'en a pas d'autres exemples.

[1202] Enquête retranscrite par Jean-Baptiste Larcher, Glanages ou preuves, tome II, 1746, p. 195. Voir l'enquête judiciaire, p. 552.

[1203] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 183 : « Une des plus autentiques preuves de la noblesse se fait par l'ancienneté et la régularité des armoiries ».

[1204] Le père Ménestrier citait parmi les preuves d'une ancienne noblesse « les tombeaux et anciens monumens où sont les armoiries et les qualitez avec marque de noblesse » (Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse et les manières d'en dresser les preuves, *op. cit.*, p. 122).

[1205] *ADHP*, 65 J 42, lettre du marquis d'Ossun, à Aranjuez, le 5 mai 1768.

être aussi été influencés par des héraldistes, qui faisaient des armoiries des marques de noblesse, mais leurs dires sont sujets à caution, car ils destinaient leurs ouvrages à un lectorat principalement noble, et cherchaient à les intéresser à ce qu'ils appelaient le « noble savoir »[1206]. On a vu par ailleurs que les lettres d'anoblissement autorisaient l'anobli et sa postérité à porter des armoiries, et qu'elles se virent même adjoindre à la fin du XVIIe siècle un règlement d'armoiries du juge d'armes de France. Usage postérieur, certes, à la plupart des auteurs faisant des armoiries une marque de noblesse, mais qui dut contribuer à pérenniser cette erreur doctrinale. Il est pourtant étonnant que de tous ceux qui voulurent interdire aux roturiers le port des armoiries, aucun ne songea à en priver le clergé, ou les personnes morales comme les villes. Lorsque ces juristes se référaient à un temps où les roturiers n'auraient pas usurpé ce droit, il se trompaient, car on connaît de nombreux sceaux médiévaux appartenant à des non nobles[1207]. Ce privilège n'effleurait d'ailleurs pas l'esprit des juristes du Moyen Âge, et il suffit de citer le *Tractatus de insignis et armis* de Bartolo de Sassoferrato pour s'en convaincre, qui écrivit que « chacun peut avoir les siennes et les faire représenter », à condition de ne pas usurper celles d'autrui[1208]. Il y a donc eu une sorte de réaction de plusieurs juristes en faveur de la noblesse aux XVIe et XVIIe siècles, réaction doctrinale qui n'a pas eu de répercussions concrètes sur le droit. La loi, au contraire, est venue infirmer cette opinion.

En 1696, un édit royal créa une Grande Maîtrise générale à Paris et des maîtrises particulières dans les provinces. Ces maîtrises devaient recevoir un enregistrement de toutes les armoiries du royaume, tant de particuliers que de personnes morales, qui seraient centralisées dans un Armorial général à Paris, véritable « depost public des armes et blasons du royaume », où elles seraient peintes et « blasonnées »[1209]. Il n'est pas possible de nous étendre ici sur cet édit, mais notons d'emblée que la motivation profonde du gouvernement était moins la police des armoiries, que le souci de trouver de nouveaux expédients fiscaux en pleine guerre de la ligue d'Augsbourg. Cette création permettrait des entrées d'argent par la vente des offices des maîtrises, mais aussi par des droits d'enregistrement qui devraient être acquittés par tous les détenteurs d'armoiries. Plusieurs arrêts du conseil, l'implication des intendants, le zèle des

[1206] Par exemple, Anselme, Pierre de Guibours, dit le Père, Le Palais de l'honneur ou la science héraldique du blazon, *op. cit.*, p. 8, et Vulson de La Colombière, Marc de, *La science héroïque*, Cramoisy imprimeur, Paris, 1694, p. 5.
[1207] Le droit de sceau n'était d'ailleurs pas réservé exclusivement aux nobles au Moyen Âge (Chassel, Jean-Luc, « Sceau et identité nobiliaire au Moyen Âge » dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 255).
[1208] Traduit par Michel Pastoureau, L'art héraldique au Moyen Âge, *op. cit.*, p. 50. On pourrait aussi se reporter au XVIe siècle à Chasseneux, qui affirma dans son *Catalogus gloriae mundi*, le libre port d'armoiries (Cité dans Mathieu, Rémi, Le système héraldique français, *op. cit.*, p. 48).
[1209] *ADHP*, 65 J 101, édit donné à Versailles, novembre 1696, imprimerie de Jean Martel, Montpellier, 1696.

commis, et l'amende de 300 livres pour ceux qui utiliseraient des armoiries non enregistrées, permirent de faire enregistrer ces armoiries, mais les offices ne se vendirent pas et l'organisation fut abandonnée dès 1709[1210].

Dans son préambule, cet édit distinguait les « grandes et anciennes maisons », qui avaient bien sûr le droit de porter des armoiries, et les « autres personnes » qui « par leur naissance, leurs charges et emplois, leurs services, ou leur vertu, sont en droit d'en porter »[1211]. Ce faisant, le pouvoir royal semblait réserver les armoiries aux strates sociales supérieures, mais en aucun cas à la seule noblesse[1212]. Le gouvernement était cependant conscient que les armoiries pouvaient passer pour des marques de noblesse, puisqu'il ordonnait que les brevets délivrés lors de l'enregistrement, assimilés à des « lettres d'armoiries », ne pouvaient « en aucun cas estre tirées à conséquence pour preuve de noblesse »[1213]. Le roi, par cet édit de 1696, confirmait donc que des non nobles d'un état honorable pouvaient porter des armoiries, et que la concession d'armoiries n'était pas une preuve de noblesse.

[1210] Sur l'application de cet édit : Mathieu, Rémi, Le système héraldique français, *op. cit.*, p. 75 et suiv. ; Du Roure de Paulin, Le juge d'armes de France et les généalogistes des ordres du roi, *op. cit.*, p. 34 et suiv ; et Grolée-Virville, André de, *Les d'Hozier. Juges d'armes de France*, Editions cardinales, Paris, 1978, p. 107 et suiv.

[1211] L'édit permettait le port d'armes plus précisément aux « officiers tant de nostre maison et de celles des princes et princesses de nostre sang, que ceux d'épée, de robe, de finance, et des villes ; les ecclesiastiques, les gens du clergé, les bourgeois de nos villes franches, et autres qui jouissent à cause de leurs charges, etats et emplois, de quelques exemptions, privileges et droits publics ». Il était aussi déclaré que ceux qui « possedent des fiefs et terres nobles, les personnes de lettres et autres, qui par la noblesse de leur profession et de leur art, ou par leur mérite personnel, tiennent un rang d'honneur et de distinction dans nos Etats et dans leurs corps, compagnies et communautez ; et generalement tous ceux qui se seront signalez à nostre service, dans nos armées, negociations et autres emplois remarquables », pourraient demander des armoiries (*ADHP*, 65 J 101, édit donné à Versailles, novembre 1696). On voit bien que si les armoiries étaient présentées comme une marque d'honneur, elles n'étaient pas réservées aux seuls nobles. L'édit ne paraissait pas non plus revenir sur un état antérieur du droit qui aurait réservé les armoiries aux seuls nobles. Outre les armes des personnes, devraient être enregistrées celles des « domaines, compagnies, corps et communautez » du royaume.

[1212] On remarque cependant qu'une partie de la population, de condition plus modeste paraissait exclue du droit de porter des armoiries. Dans une lettre de l'intendant de Bordeaux au syndic général de Bigorre, il lui demandait de faire un état comprenant tous ceux qui devaient faire enregistrer leurs armoiries, tant « les gentilhommes, que bourgeois, et corps des marchands et artizans, observant de n'y employer que des personnes quy ont des armoiries ou qui par une profession honete peuvent etre en droit d'en porter » (*ADG*, I 2694, lettre de l'intendant Bazin de Besons à monsieur de Lamarque, syndic général du pays de Bigorre, Bordeaux, 18 janvier 1697). Sur la minute de la réponse à l'intendant du 17 mars 1697 il est écrit : « je luis dis qu'il me semble que dans l'estat je dois employer tous les gentilshommes, et encore les autres personnes que je pourrais aprendre avoir des armoiries ; mais lorsque vous me prescrivez de marquer aussy ceux qui par une profession honneste peuvent estre en droit d'en porter, je suis en peine de sçavoir à quelles professions ce droit est estendu, et si je dois y metre ceux de ces professions qui ne voudront pas des armoiries » (*ADG*, I 2694). La frontière entre les privilégiés et les non privilégiés demeurait floue en la matière.

[1213] *ADHP*, 65 J 101, édit donné à Versailles, novembre 1696. Cette opinion était largement reçue, au point que Thibaut Cadot, commentateur de l'ordonnance, faisait des armoiries une marque de noblesse, tout en reconnaissant paradoxalement que certains pouvaient avoir droit d'en porter sans être nobles, soit par la possession transmise par leurs aïeux, soit par leur élévation à des charges et emplois honorables, soit par une vertu distinguée dans toute autre activité, ce qui revenait à ouvrir très largement le droit au port des armoiries. Il reconnaissait aussi que les armoiries « ne peuvent attribuer ni la noblesse, ni aucuns de ses droits, exemptions et privilèges, à ceux qui ne les ont pas d'ailleurs » (Cadot, Thibaut, Le blason de France, *op. cit.*, p. 4, 12 et 119).

L'ordonnance du 29 juillet 1760 aurait pu constituer un changement du droit. Comme en 1696 les armoiries devaient être enregistrées, et regroupées dans un Armorial général[1214]. Mais par cet édit le roi prévoyait de réserver le port d'armoiries par des personnes aux seuls nobles et à certains roturiers privilégiés. Ces roturiers privilégiés étaient selon l'article 19 de l'ordonnance certains commensaux, des officiers militaires, de justice et de finance, certains commissaires royaux, les maires des villes[1215]. Si certains roturiers pouvaient porter des armoiries, ce n'était que par exception, et l'ordonnance faisait donc des armoiries un privilège nobiliaire. Mais cet édit ne fut pas enregistré par les parlements, et ses dispositions ne furent jamais appliquées[1216].

Paragraphe 2) Le droit de porter des armoiries timbrées

Ce privilège n'est apparu qu'à l'époque moderne, au Moyen Âge les roturiers timbraient leurs armoiries d'un heaume sans coup férir, et nombre de nobles ne les timbraient pas, le timbre n'étant jusqu'au début du XVe siècle qu'un ornement sigillaire avant tout militaire[1217]. La généralisation du timbre parmi les nobles au XVe siècle, son caractère chevaleresque, le désir de se distinguer des non nobles, durent contribuer à en faire un privilège nobiliaire. L'usage est attesté par Loyseau au début du XVIIe siècle, qui écrivait que « les simples gentils-hommes ont leurs armoiries tymbrées »[1218].

La législation royale sanctionnait par des amendes les roturiers qui avaient timbré leurs armoiries, comme ce fut le cas, entre autres, de l'article 110 de l'ordonnance de janvier 1561[1219], de l'article 257 de l'ordonnance de Blois[1220], d'une ordonnance de 1583[1221], et d'un édit de 1634, dans lequel le roi défendait à tous les roturiers d'usurper la noblesse ou de porter des armoiries

[1214] L'ordonnance du 29 juillet 1760 a été publiée dans son intégralité par Du Roure de Paulin, Le juge d'armes de France et les généalogistes des ordres du roi, *op. cit.*, p. 57.
[1215] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, tome III, *op. cit.*, entrée « armoiries », p. 11.
[1216] Le parlement de Paris fit des remontrances le 22 août 1760 portant « tant sur le fond, que sur la forme » de l'ordonnance, et interdit son exécution, faisant « défense, sous le bon plaisir du roi, d'exécuter aucune loi ou ordonnance concernant le fait des armoiries, qu'elle n'eut été vérifiée en la cour, conformément aux lois, maximes et usages du royaume » (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome III, entrée « armoiries », p. 14).
[1217] Mathieu, Rémi, Le système héraldique français, *op. cit.*, p. 201-204.
[1218] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 4.
[1219] Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, art. 110.
[1220] *Ibidem*, Tome XIV, ordonnance donnée à Paris, mai 1579, art. 257.
[1221] *Ibidem*, Tome XIV : « ordonnance générale sur le fait des tailles et l'usurpation des titres de noblesse », Paris, mars 1583, art. 1.

timbrées, à peine de 2000 livres d'amende[1222], disposition reprise par une déclaration royale de 1665[1223]. La répétition de cette interdiction par de multiples lois est la preuve de son non-respect dans la société. L'ordonnance du 29 juillet 1760 renouvela l'interdiction dans son article 17[1224]. On remarquera par ailleurs que si le port des armoiries était réservé à la noblesse, comme l'affirmaient certains juristes, il aurait été absurde d'interdire de porter des armoiries timbrées, et non les armoiries tout-court[1225].

L'usage constant par les nobles des armoiries est un fait avéré en Gascogne orientale. On remarque aussi dans les correspondances des cachets armoriés de bourgeois et de robins. En revanche, les strates sociales inférieures n'avaient pas à notre connaissance d'armoiries. Ils n'en voyaient point l'utilité. Il n'est pas à exclure que certains pensaient que ce fut un privilège noble, et qu'ils se privassent d'eux-mêmes de cette prérogative, alors que seul le timbre était l'attribut particulier des nobles.

Au XVIIIe siècle, il était énoncé dans les lettres d'anoblissement que l'anobli était autorisé à porter des armoiries timbrées[1226]. Les lettres ajoutèrent aussi au même siècle que les anoblis pouvaient les faire peindre, graver ou insculpter dans leurs maisons et sur leurs terres, là où bon leur semblerait. Enfin, les lettres du XVIIIe ordonnaient que les armoiries de l'anobli seraient réglées par le juge d'armes de France, et peintes dans les lettres patentes d'anoblissement[1227]. Nul ne pouvait porter des armoiries si elles n'avaient été réglées par le juge d'arme de France[1228]. Une exception qui confirme cette règle, les lettres d'anoblissement données à Bertrand de Carchet de Marsan : puisqu'il se disait issu d'une famille noble ayant déjà des armoiries, les lettres lui permettent de porter les armoiries « ainsy que l'ont fait ses ancêtres »[1229].

[1222] *Ibidem*, Tome XVI, « édit sur les tailles, l'usurpation des titres de noblesse... », Paris, janvier 1634, art. 2.
[1223] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, « déclaration du roi contre les usurpateurs de noblesse », 26 février 1665.
[1224] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome III, entrée « armoiries », p. 11.
[1225] Ajoutons que les nobles possédant un fief de dignité devraient faire usage d'un timbre spécial, plus honorable, sous la forme d'une couronne particulière à chaque titre. Voir fiefs de dignité et noblesse, p. 187.
[1226] *ADHG*, 1 B 1965, folio 145, lettres d'anoblissement de Pierre-François de Bourges, Versailles, février 1780. « Permettons audit sieur Pierre François de Bourges, ses enfans postérité et descendants, de porter des armoiries timbrées ».
[1227] *ADHG*, 1 B 1966, folio 265, lettres d'anoblissement de Joseph Dubernard et Joseph-François Dubernard, Versailles, juillet 1783 : « les autorisons en outre à porter des armoiries timbrées telles et ainsi qu'elles sont réglées et blasonnées par le sieur d'Hozier de Serigny, juge d'armes de la noblesse de France, et telles qu'elles seront peintes et figurées dans ces présentes, auxquelles son acte de règlement sera attaché sous le contre-scel de notre chancellerie, et icelles faire peindre, graver et insculper en tels endroits de leurs maisons et seigneuries que bon leur semblera »,
[1228] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique, *op. cit.*, p. 288, arrêt du conseil du 9 mars 1706 : « ordonne que nul ne pourra porter des armoiries timbrées si elles n'ont été règlées par ledit sieur d'Hozier, en qualité de juge d'armes de France ».
[1229] *ADG*, C 434, lettres d'anoblissement de Bertrand Carchet de Marsan, Versailles, novembre 1778.



Illustration n° 12 : écu aux armoiries des La Tour surmonté d'un heaume de chevalier en timbre, sur une tourelle du château de Latoue (Haute-Garonne), vers 1580.



Illustration n° 13 : sceau au blason surmonté d'un cas--que en timbre, sur le testament clos d'Alexandre-Fran--çois de Béon, fait au château de Lamezan le 20 juin 1650 (Fonds Beaulieu).



Illustration n° 14 : blason surmonté d'un casque en tim--bre sur une lettre non identifiée, S. d. (Fonds Beaulieu).



Illustration n° 15 : sceaux armoriés du blason des Roquelaure surmontés d'un casque de chevalier sur le testament clos de Jean-Aymeric de Roquelaure, seigneur de Saint-Aubin, L'Isle-Jourdain, 8 avril 1702 (*ADG*, 9 J 105).

g) L'insertion au catalogue des nobles

A partir des recherches de noblesse de la fin du règne de Louis XIV, les lettres d'anoblissement comportèrent l'obligation de l'inscription dans le « catalogue des nobles »[1230]. Ces catalogues avaient été dressés lors des recherches des usurpateurs. De fait, cette clause semble être restée lettre morte.

[1230] *ADG*, C 434, *ibidem* : « qu'ils soint inscrits dans le catalogue des nobles ».

h) L'anoblissement d'une terre

L'anoblissement était un honneur, mais si ce n'est quelques exemptions, il restait une prérogative fiscalement bien moins intéressante pour les roturiers en pays de taille réelle que dans le nord du royaume, où elle était personnelle. A supposer que le roturier ne possédât que des biens ruraux, il continuerait à payer la taille dans les mêmes proportions. Il est donc intéressant de voir que par les même lettres qui anoblissaient François de Courtade, sa maison et son enclos situés à Puntous, en Magnoac, étaient aussi anoblis et érigés en fief : « comme aussi voullons et nous plait que la maison dudit sieur de Courtade située audit lieu de Puntous, avec l'anclos d'icelle, soit tenue par luy et ses successeurs noblement, à la charge de nous en randre hommage et de nous en faire à chasque changement de seigneur ung fer de lance doré, et ce faisant, ils seront appellés aus estats et assamblées tout ainsi que font noz autres hommagers de Magnoac »[1231]. Le roi donnait donc par là une marque de plus de sa faveur, sans pour autant obérer ses finances, tant le nouveau fief restait modeste. Cette grâce royale comprise dans les lettres d'anoblissement est unique en Gascogne orientale et peut-être en France, nous n'en avons pas trouvé d'autres exemples, et elle pourrait s'expliquer par les services particulièrement méritants rendus par François de Courtade, soldat sorti du rang qui porta vaillamment le mousquet dans de nombreuses occasions, avant de devenir capitaine.

i) Vivre noblement sans déroger

C'était l'obligation de l'anobli, la contrepartie de ses privilèges : il devait vivre noblement, *id est* ne pas commettre d'actes dérogeants[1232].

[1231] *ADHG*, 1 B 1916, folio 214, lettres d'anoblissement données à St-Germain en Laye, 4 mars 1643.
[1232] *ADPA*, B 5573, lettres d'anoblissement de Jean Beusian, Versailles, juin 1788 : « à la charge par eux de vivre noblement et sans derroger ».

2) La réalité du statut de l'anobli

On a vu que les lettres d'anoblissement donnaient aux anoblis les privilèges des anciens nobles. Ils avaient donc théoriquement le même statut que les nobles de race. Necker lui-même s'étonnait que l'on puisse admettre que « l'homme le plus nouveau dans l'ordre de la noblesse, jouit de ces privilèges à l'égal des gentilshommes de la plus ancienne race »[1233]. Il n'y a qu'en Lorraine que le statut de l'anobli différait vraiment de celui des autres nobles, mais rappelons le rattachement tardif du duché au royaume de France[1234].

Toutefois, une distinction put se manifester de façon secondaire. La distinction avec les anciens nobles était d'abord morale, dans le sens où les anoblis pâtissaient d'un préjugé défavorable, comme nous allons le voir. En ce qui concerne le statut juridique, les anoblis bénéficiaient de l'essentiel des privilèges nobiliaires. Pour autant, on a pu distinguer à la marge quelques différences juridiques, parfois cantonnées à certaines provinces, ou étendues à l'ensemble du royaume. En Bourgogne, au Moyen Âge, l'exemption fiscale ne bénéficiait pas à l'anobli, mais seulement après sa mort à son fils[1235]. Une différence se perpétuait à l'époque moderne en Bretagne où, selon la coutume, seul le petit-fils de l'anobli pouvait bénéficier du partage noble, et dans le Maine, où le partage noble n'était acquis qu'à partir de la succession des enfants de l'anobli. La législation royale elle-même, cherchant toujours à étendre l'assiette fiscale, put faire le distinguo. En 1641, un arrêt du Conseil d'Etat décida que l'imposition pour la subsistance des gens de guerre du quartier d'hiver distinguerait deux sortes de nobles : la « noblesse de marque et ancienne », et les « gentilshommes et nobles depuis trente ans ». Les premiers étaient exemptés de la subsistance des gens de guerre. Parmi les seconds on distinguait ceux qui étaient au service des armes, et ceux qui n'y étaient pas : seuls les premiers étaient exempts de cette imposition[1236]. Les anoblis depuis moins de trente ans, qui ne servaient pas aux armées du roi, étaient donc considérés ici comme des nobles particuliers, pouvant être asservis à l'impôt, comme s'il s'agissait d'une noblesse inférieure. Avec la mise en place progressive d'une législation sur les preuves de noblesse, qui s'étoffa au cours du règne de Louis XIV, cette discrimination contre les anoblis n'allait cesser de s'étendre, et comme nous

[1233] Necker, Jacques, *De l'administration des finances de la France*, tome III, 1784, p. 152.
[1234] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 538 et suiv.
[1235] *Ibidem*, p. 315.
[1236] Fonds Lascazères, arrêt du conseil d'Etat donné à Amiens le 30 août 1641.

le verrons, ces preuves seront utilisées non seulement pour exclure les roturiers, mais aussi les anoblis, de l'accès à beaucoup de places nobles, surtout honorifiques. Enfin, n'oublions pas qu'à court terme ces anoblissements, qu'ils soient par lettres ou par charges, furent soumis à des révocations, ou durent payer des droits de confirmation, et donc qu'ils avaient un statut bien plus fragile que celui des anciens nobles.

Il nous reste à voir ce qu'a représenté quantitativement et, en quelque sorte, qualitativement, l'anoblissement par lettres en Gascogne orientale.

III) Les anoblis gascons par lettres

Après avoir vu que l'anoblissement par lettres était peu fréquent en Gascogne orientale, nous analyserons le parcours des bénéficiaires, afin de saisir leur profil social.

A) Un anoblissement exceptionnel

Les anoblis gascons par lettres furent peu nombreux sous l'Ancien Régime. On ne compte en effet que douze lettres d'anoblissement en Gascogne orientale pour seize bénéficiaires[1237]. L'éloignement du pouvoir royal, auprès duquel il fallait impétrer ces lettres, n'y est sûrement pas pour rien, et il expliquerait en partie l'absence d'anoblissement par lettres

[1237] Ce chiffre doit être à peu près exhaustif, étant donné qu'il s'appuie sur le recoupement de plusieurs fonds d'archives (registres des cours supérieures et du bureau des finances, fonds privés, recherches des usurpateurs…). Concernant les lettres de noblesse, on a pu les retrouver grâce à leur enregistrement dans les registres de la cour des comptes de Pau, du parlement de Toulouse, de la cour des aides de Montauban, et du bureau des finances d'Auch.

avant le règne de Louis XIII, à une époque où ce mode d'anoblissement était rare[1238]. La possibilité d'un anoblissement par lettres dans les provinces de Guyenne et de Languedoc n'était pourtant pas à exclure[1239]. En Gascogne orientale, si on remonte au XIVe siècle, on en relève plusieurs exemples dans le Trésor des Chartes, principalement en Comminges et en Lomagne, mais curieusement, elles s'estompèrent sous le règne de Charles VI pour ne reparaitre que deux siècles plus tard. Au XVe siècle, en Quercy, on ne trouve là non plus quasiment pas de lettres d'anoblissement[1240]. On remarque que des lettres furent délivrées en 1548 à Alexandre Darbas, notable qui était possessionné en Languedoc mais tout près de la Gascogne orientale[1241]. C'est donc que l'anoblissement par lettres pouvait être intéressant, quoique visiblement très peu attractif. Ailleurs, au XVIe siècle, les lettres d'anoblissement pouvaient être rares, comme en Beauce, où l'agrégation à la noblesse était, semble-t-il, assez aisée, mais très fréquentes en Normandie, ce qui montre bien, selon Jean-Marie Constant, qu'on ne peut pas généraliser les conclusions[1242].

En Gascogne, aux difficultés pratiques dues à cet éloignement s'ajoutait le coût des démarches qui pouvait être élevé, avec les sollicitations, l'impétration, l'enregistrement, la finance, le marc d'or de noblesse… En outre, le pouvoir royal, on l'a vu, révoqua à de nombreuses reprises les lettres de noblesse, ou demanda de payer une contribution financière pour continuer d'en jouir. Après les premières mesures, la suspicion ne manqua pas de gagner les potentiels demandeurs. Certains roturiers pouvaient préférer une autre voie pour l'anoblissement, celle des offices, avec ceci de particulier pour la Gascogne orientale que l'originalité du capitoulat à Toulouse, ville proche, facilitait grandement l'anoblissement. On ne doit pas négliger de façon plus générale la parcimonie royale dans la délivrance des lettres d'anoblissement (sauf pour les lettres vénales), afin de ne pas multiplier le nombre de

[1238] Sur les trois lettres d'anoblissement données avant 1664 en Gascogne orientale, une est donnée à Toulouse, et deux à Bordeaux, ce qui accrédite l'idée que la proximité royale pouvait réduire le coût et faciliter les démarches faites en vue de l'anoblissement.

[1239] Jean-Richard Bloch en rapporte quelques cas sous le règne de François 1er, mais peu nombreux, par rapport au nord du royaume et particulièrement à la Normandie (Bloch, Jean-Richard, L'anoblissement en France au temps de François 1er, *op. cit.*, p. 153 et suiv).

[1240] Lartigaut, Jean, « Les origines de la famille Pouget de Nadaillac en Périgord et Quercy (vers 1380-vers 1500) », dans *L'anoblissement en France, XVe-XVIIIe siècles. Théories et réalités*, Centre de recherches sur les origines de l'Europe moderne, 1985, p. 68.

[1241] Dans ses lettres, Alexandre Darbas est dit « du pais de Gascougne, natif de Cazères », mais en réalité il était possessionné en Languedoc près de Cazères sur Garonne, aux portes du Comminges, dans le diocèse de Rieux (AN, JJ 258-1, n° 231, lettres d'anoblissement d'Alexandre Darbas, Fontainebleau, avril 1548).

[1242] Constant, Jean-Marie, « Les structures sociales et mentales de l'anoblissement : analyse comparative d'études récentes, XVIe-XVIIe siècles », dans *La noblesse en liberté, XVIe-XVIIe siècles*, Presses Universitaires de Rennes, 2004, p. 47-49.

privilégiés au détriment des finances royales. Mais plusieurs autres raisons peuvent permettre d'expliquer cette rareté, sur lesquelles il faut s'arrêter.

1) Une condition fiscale moins attrayante

Empressons-nous de préciser que la condition fiscale des nobles gascons était moins séduisante, non par rapport à celle des roturiers gascons, mais en comparaison de celle des nobles d'autres provinces, à cause du caractère réel de la taille. Il nous faut rappeler cependant que sur le plan fiscal les nobles gascons bénéficiaient d'un certain nombre d'avantages. La situation fiscale des nobles étant le plus souvent évoquée sans précision, ou mentionnée de façon partielle dans une étude ayant pour objet une imposition particulière, il faut s'y arrêter pour distinguer, avec netteté et en même temps dans sa globalité, ce qu'elle apportait au noble, au moins dans le ressort de cette étude, car les variations étaient très importantes[1243].

a) Le caractère réel de la taille

En Gascogne, la taille était réelle[1244]. On payait la taille en raison de la qualité du bien. On distinguait en effet deux types de biens. Le possesseur d'un bien « noble » était exempté de taille pour ce fonds. En revanche le possesseur d'un bien « roturier » ou « rural » payait la taille. Un roturier possédant des biens nobles ne payait donc pas la taille sur ses fonds, alors qu'un noble possédant des biens roturiers payait la taille pour ses biens. La qualité du bien, « noble » ou « rural », ne variait jamais. La condition du bien l'emportait sur la condition de la personne : « lorsqu'il y a des biens ou terres nobles, lesdits biens ou terres demeurent toujours nobles, bien

[1243] Rafe Blaufarb, professeur à la Florida State University, constatait en le déplorant que « le silence des plus érudits témoigne du fait que l'on sait bien peu de choses sur l'exemption fiscale nobiliaire en France à l'époque moderne » (« Vers une histoire de l'exemption fiscale nobiliaire. La Provence des années 1530 à 1789 », dans *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2005/6, p. 1206).
[1244] Le Bret, Cardin, Actions publiques, *op. cit.*, trente-neuvième action, p. 534.

qu'elles appartiennent à des personnes roturieres, et de vile et abjecte condition »[1245]. Cette réalité de la taille était absolument incontestée[1246].

On acquittait donc cette imposition en raison de la qualité du bien possédé et non du statut de la personne. Il en résulte que la condition personnelle n'influait en aucun cas sur le payement de la taille, et donc que nobles et roturiers étaient égaux juridiquement face à l'impôt direct le plus lourd qu'ait connu l'Ancien Régime. En Languedoc et en Guyenne, « l'exemption de toutes charges personnelles ne les exempte point du payement de la taille, parce que les biens la doivent »[1247]. Le conseil de ville de Tarbes affirmait en 1763 que « tous les nobles et privilégiés la payent et l'ont toujours payée »[1248]. Aucun noble ne pouvait être affranchi de la taille s'il possédait des biens roturiers[1249]. L'intendant d'Auch écrivait en 1758 que « tous les privilégiés tels qu'ils soient, même la haute noblesse, payent […] la taille des biens qu'ils possèdent en roture, et jamais ils n'en ont réclamé, par la raison que c'est le bien qui doit la taille, et qu'on ne peut pas en être affranchy par le propriétaire, quels que soient les privilèges qui luy sont acquis »[1250]. En 1786, une dame d'Esparbès, vivant dans l'indigence, demanda la remise à vie de la somme de 30 livres pour laquelle elle était comprise dans le rôle de la taille, à raison d'une maison « ruinée de vétusté » à Auch, et d'un petit domaine dans la juridiction de Coignax. Consulté par le ministre, l'intendant reconnut sa pauvreté, mais observa qu'on ne pourrait satisfaire à sa demande, car « la taille étant réelle dans ma généralité, tous les biens fonds ainsi que les immeubles y sont assujetis, et l'affranchissement de cette imposition n'a lieu que pour ce qui concerne les biens nobles seulement, soit qu'ils soient possédés par des gens nobles ou par des roturiers »[1251]. Le principe ne supportait aucune exception.

Ceci posé en droit, il est indispensable d'apporter des précisions sur la réalité sociale. L'égalité entre les personnes *de jure* ne doit pas occulter une possible inégalité sociale entre les

---

[1245] Despeisses, Antoine, *Traité des tailles*, dans *Les œuvres de maistre Antoine Despeisses*, tome IV, Lyon, 1706, p. 354.

[1246] Il ne faut surtout pas confondre la situation de la noblesse gasconne avec celle des provençaux, malgré la réalité de la taille. Les nobles bénéficiaient en Provence d'un droit de compensation, qui leur permettait de compenser leurs biens nobles vendus par une exemption de biens roturiers acquis équivalents (Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVIII, p. 194, « arrêt du conseil qui maintient les nobles au droit de compenser les biens roturiers par eux acquis depuis le 15 décembre 1556, avec les biens nobles par eux aliénés depuis ledit temps », St-Germain-en-Laye, 15 juin 1668). Contentons-nous de préciser que la situation des nobles provençaux n'était pas aussi enviable qu'il n'y parait, d'une part parce que l'exemption bénéficiait seulement au seigneur justicier dans sa seule seigneurie, d'autre part car l'interprétation juridique du droit de compensation en vint à faire perdre l'exemption à un nombre croissant de biens et à réduire l'exemption à des proportions de plus en plus faible (Blaufarb, Rafe, « Vers une histoire de l'exemption fiscale nobiliaire. La Provence des années 1530 à 1789 », *op. cit.*, p. 1203).

[1247] Geraud, Jean, *Traité des droits seigneuriaux*, Jean Pech imprimeur, Toulouse, 1680, p. 292.

[1248] *AMT*, BB 10, délibération du conseil général de Tarbes, 1er février 1763.

[1249] Despeisses, Antoine, Traité des tailles, *op. cit.*, tome IV, p. 339.

[1250] *ADG*, C 11, lettre de l'intendant d'Etigny à monsieur de Chauvelin, le 15 février 1758.

[1251] *ADG*, C 88, minute de lettre de l'intendant de La Chapelle à monsieur de Vergennes, 12 mars 1786.

possesseurs de biens nobles et de biens roturiers. Car cette égalité fiscale entre nobles et roturiers face à la taille était à l'évidence contrebalancée par une inégalité sociale dans la possession des terres nobles. La question est de savoir dans quelle proportion étaient répartis les biens nobles entre noblesse et tiers-état. Il y avait des cas de gentilshommes qui ne possédaient que des biens nobles dans leur communauté[1252]. Ils pouvaient aussi être les seuls à posséder des biens nobles dans la communauté[1253]. C'est que les biens nobles étaient à l'origine ceux possédés par les nobles ou les clercs. Ces biens nobles ne représentaient en général que 10 % des biens de la paroisse, parfois moins, mais qu'exceptionnellement plus du tiers des fonds[1254]. Il n'est par conséquent pas extraordinaire, en particulier lorsque le noble était aussi seigneur, qu'il puisse posséder tous les biens nobles de la paroisse.

En Gascogne orientale, comme en Languedoc, la noblesse possédait, avec l'Eglise, une part très majoritaire des biens nobles. Au milieu du XVIe siècle en Comminges, mis à part l'Eglise, douze bourgeois seulement possédaient des biens nobles, le reste revenant à l'ancienne noblesse du pays[1255]. On peut estimer approximativement aux deux tiers les biens nobles qui étaient dans l'escarcelle de la noblesse au XVIIIe siècle[1256]. Elle conservait ces biens dans le lignage au fil des siècles, en prenant garde de ne pas les aliéner. La concentration de ces terres entre les mains de la noblesse était accentuée par le fait que l'anoblissement des terres par le roi n'était pas usité. Il en résulte que théoriquement le nombre de terres nobles n'augmentait

[1252] On trouve par exemple dans le Fonds Larboust un certificat du 30 janvier 1740 des consuls et collecteurs modernes de Betbèze en Magnoac, attestant qu'Urbain de Péguilhan vicomte de Larboust, et feu François de Péguilhan son père « nos seigneurs » n'avaient depuis 30 ans « jamais été compris dans le rôle des impositions ruralles ni roturières dudit lieu, jouissant la seigneurie et biens dépendants nobles » (*ADHG*, 198 J 3, b 15-3).

[1253] Dans le Fonds Lamothe, on trouve une déclaration notariée des consuls de Lamothe du 25 mars 1610, dans laquelle ils déclarent que la maison seigneuriale du lieu et diverses métairies appartenant à noble Claude Colomès, leur seigneur, sont tenues pour nobles et exemptes de taille, « n'en ayant luy ny ses predessesseurs à jamays payé tailhe au roy de presant regnant ny à ses devantiers roys, ny n'ont ouy dire à leurs predessesseurs ». S'ils précisent que le seigneur possède aussi quelques pièces rurales, ils attestent aussi « ne scavoyr aultres en tout le dict lieu qui possedent aulcuns biens nobles ».

[1254] Frêche, Georges, *La région toulousaine vers 1670-1789*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Paris, 1969, p. 163 et suiv. En Comminges la proportion de biens nobles est approximativement la même au XVIe siècle dans le bas pays, d'après René Souriac : 10 à 15 % (Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France. Autonomie commingeoise et pouvoir d'Etat, *op. cit.*, p. 119). Elle pouvait avoir un « caractère massif » dans les seigneuries des principaux nobles commingeois (Fontenilles, Benque, Labastide-Paumès…). En revanche elle était bien moindre dans la montagne commingeoise, avec même 2% de biens nobles dans la châtellenie de Castillon (Souriac, René, Le comté de Comminges au milieu du XVIe siècle, *op. cit.*, p. 127). Georges Frêche note que la part des biens nobles au XVIIIe en Armagnac (11.3%) était supérieure à sa part dans le diocèse de Toulouse (8.6%), et les diocèses de Castres, Albi, et Lavaur, où elle était encore inférieure.

[1255] La noblesse possédait donc 80,85 % des fonds nobles en Comminges, l'Eglise, 16 %, les roturiers 3 % (Souriac, René, Le comté de Comminges au milieu du XVIe siècle, *op. cit.*, p. 140).

[1256] Frêche, Georges, La région toulousaine vers 1670-1789, *op. cit.*, p. 166 et suiv. Sur un petit échantillon de communautés (environ 30), il propose des statistiques de la possession en superficie des biens nobles : nobles : 68%, clergé : 25%, bourgeoisie : 5%, roi, communautés et paysans : 2%.

pas, mais perdurait dans les proportions que l'on trouve à la fin du Moyen Âge. A défaut d'aliénation des fonds, la répartition des biens nobles dans la société ne changeait donc pas.

A la conservation des biens nobles ancestralement possédés par la noblesse, et outre les acquisitions légalement contractées qu'elle put faire, il faut ajouter que des nobles purent commettre des « usurpations » de nobilité des fonds. Cette usurpation de noblesse consistait à faire passer des biens ruraux pour nobles. A l'évidence des roturiers purent en faire autant. Mais c'est dans la noblesse que cet abus semble avoir connu une grande ampleur dans les premiers tiers du XVIe siècle. Certains refusèrent même de payer la taille pour des biens ruraux. Le tiers-état des pays de Rivière-Verdun, de Gaure et d'Astarac s'en plaignit en 1560 dans ses remontrances : « lesdictz prelatz, gentilhommes et seigneurs directes tiennent et possedent plusieurs teroirs et possessions ruralles que n'en paient ny veulent paier les tailles et charges, ains tendent a les rendre nobles comme font bien celles qu'ilz achaptent journellement, combien quelles soient ruralles », ce qui revenait à la « surcharge insuportable » du peuple[1257]. Le tiers-état du Comminges protesta aussi contre le refus des nobles de payer la taille pour leurs biens ruraux, leur faisant supporter seuls cette lourde charge[1258]. D'ailleurs, lors de la « recherche » des biens nobles et ruraux par les Etats du pays qui eut lieu en Comminges à partir de 1534 jusqu'au milieu du siècle, les nobles tentèrent de s'opposer à l'entreprise, plusieurs d'entre eux devant finalement se résigner à reconnaître que leurs prétendus biens nobles ne l'étaient pas[1259]. En 1553, à la fin de la recherche, 6,75 % de l'assiette fiscale commingeoise faisait l'objet de contestations de nobilité, et cette part de biens contestés n'aurait finalement pas pu être réimposée à la taille, ce qui constituait un accroissement illégal du privilège des possesseurs, en très grande majorité nobles[1260].

En raison du service du roi, des nobles pensèrent à cette époque être exemptés de la taille[1261]. La question de l'exemption des gentilshommes fut même débattue aux Etats de Comminges tenus à L'Isle-en-Dodon en décembre 1581, une requête de la communauté de

[1257] *ADHG*, 1 C 3796, « Article des remonstrances plainctes et doleances », des « gens du tiers estat des pays de Riviere et Verdun, Gaure, Astarac, baronyes de Faudoas, Terride, Leonac, Marestaing », 14 novembre 1560.
[1258] *ADHG*, 1 C 3795, « Minute des articles baillés a monsieur le juge maige de Toulouse, et semblables envoyés a l'assemblee generale d'Orléans par les gens du tiers estat du pays et comte de Comminges », 1560 : « Et par aultre endroict sont surchargés de ce que la meilleur partie dudit pays est tenue et possedee par les nobles quy ne veulent contribuer ès aucunes tailles ny impositions, jacoyt ilz ayent la pluspart de leur bien rural, a cause de quoy toutes les impositions sont pourtees et payees par le pouvre peuple du tiers estat ».
[1259] Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France, *op. cit.*, p. 82 et suiv. Sur cette « recherche », voir Souriac, René, Le comté de Comminges au milieu du XVIe siècle, *op. cit.*
[1260] Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France, *op. cit.*, p. 121. Les paysans ne purent obtenir gain de cause devant la cour des aides faute de documents, la mémoire collective n'étant pas suffisante pour prouver la ruralité (Souriac, René, Le comté de Comminges au milieu du XVIe siècle, *op. cit.*, p. 257).
[1261] *Ibidem*, p. 269.

Saint-André contre ceux qui refusaient de payer la taille pour leurs biens ruraux ayant été déposée. Le syndic du tiers-état invoqua l'exemple du Languedoc, où le gouverneur, le maréchal de Montmorency, avait contraint l'année précédente des gentilshommes récalcitrants à payer la taille. Le syndic de la noblesse, François de Polastron, abonda dans le sens de la soumission à l'imposition, déclarant avec l'assistance de plusieurs nobles « pour toute la noblesse et gentilshommes dudit pays, qu'ils veulent et entendant contribuer à toutes charges tant ordinaires que extraordinaires du bien rural qu'ils tiennent, et mesmes en tant que seront faictes pour l'honneur de Dieu, le service du roy et manutention du pays, déclairant qu'ils ne advouent aulcun gentilhomme ny autre reffusans »[1262]. A partir de cette date, la prétention sans fondement à l'exemption personnelle de la taille ne dut plus avoir cours, mais les usurpations purent continuer, en prétendant nobles des terres qui ne le seraient pas[1263].

Les usurpations persistèrent encore dans la première moitié du XVIIe siècle, et pas seulement en Gascogne. La Barre, auteur d'un *Formulaire des élus*, affirmait savoir que « plusieurs de la noblesse abusent pour cet esgard, adjoustans telles acquisitions à leur domaine, fraudant le Roy, et acquerans sur eux-mesmes, et par ce moyen liberans ces terres de roture de leurs charges ordinaires, les affranchissant et rendant comme de fief ou alodiales »[1264]. Fort heureusement pour le tiers-état, ces entreprises disparurent progressivement, les consuls ne craignant plus de contester la noblesse des terres des nobles devant les cours des aides. Les procès en nobilité des terres permirent d'ailleurs de diminuer la proportion des biens nobles jusqu'à la Révolution[1265]. C'est surtout la confection d'un grand nombre de compoix, livres cadastres répartissant la charge fiscale des biens, dans la première moitié du XVIIe siècle, qui permit d'éviter que ces abus ne se perpétuassent, en fixant définitivement la ruralité des biens[1266].

[1262] Cité dans Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France, *op. cit.*, p. 387. Le syndic proposait de leur écrire des lettres pour les inviter à payer, sans quoi ils seraient poursuivis en justice.

[1263] Les nobles des provinces du Midi réclamèrent la personnalité de la taille « en tous endroits de votre royaume » aux Etats généraux de 1576, mais ne furent pas entendus (Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 2°, p. 133 : cahier général des doléances de la noblesse aux Etats de Blois de 1576).

[1264] La Barre, René Laurent de, *Formulaire des esleuz*, Lyon, 1631, p. 264.

[1265] Georges Frêche remarque que la part des biens nobles eut tendance à diminuer au cours de l'Ancien régime, à cause des procès faits contre la nobilité des terres, les réduisant à la roture (Frêche, Georges, La région toulousaine vers 1670-1789, *op. cit.*, p. 166). Le cas du Comminges est même étonnant tant la baisse y est forte, le nombre de communautés sans fonds nobles passa d'environ 25% à environ 41 % du milieu du XVIe siècle au milieu du XVIIIe siècle (Souriac, René, Le comté de Comminges au milieu du XVIe siècle, *op. cit.*, p. 124). Mais il ne s'agit que d'une tendance, et dans certaines communautés (châtellenies de Muret et de Samatan), le nombre de terroirs nobles serait en croissance entre le XVIe et le XVIIIe siècle (*ibidem*, p. 133).

[1266] Frêche, Georges, La région toulousaine vers 1670-1789, *op. cit.*, p. 150.

Si la noblesse se taillait la part du lion dans la possession des terres nobles, et si certains nobles possédaient beaucoup de terres nobles, il faut aussi dire que d'autres n'en possédaient que peu, ou point[1267]. Issus de branches cadettes qui avaient dû se contenter de biens roturiers lors du partage successoral, de familles ayant moins œuvré pour la conservation du patrimoine ancestral, ou bourgeois anoblis ou agrégés à la noblesse n'ayant que des biens ruraux, des nobles ne possédaient pas de biens nobles, et devaient payer la taille pour tous leurs biens. Dans certaines communautés, il n'y avait d'ailleurs pas de biens nobles. En Comminges, c'était davantage le cas dans les châtellenies de montagne que dans le bas-pays, mais même dans la plaine on trouvait des communautés sans biens nobles[1268]. Les vallées pyrénéennes n'ont jamais été une terre d'élection pour la noblesse gasconne. L'intendant d'Auch constatait finalement qu' « il y a de fort bons gentilhommes qui n'en possèdent que de cette espèce »[1269]. L'inégalité sociale était très marquée au sein même de la noblesse.

En somme, comme l'écrit Georges Frêche, « s'il est vrai que de tels fonds [nobles] sont surtout entre les mains de la noblesse et de l'Eglise, il serait faux de prétendre *a contrario* que leur fortune se limite aux seuls biens nobles »[1270]. Nous ajouterons seulement qu'il est aussi faux de croire que tous les nobles possédaient des biens nobles, d'aucuns ne possédant que des terres roturières. On peut faire les mêmes constatations pour les roturiers, mais sans oublier que les proportions étaient inverses. L'égalité juridique ne doit donc pas totalement occulter la perpétuation d'une très forte inégalité sociale dont bénéficiait une bonne partie de la noblesse gasconne. Mais c'est l'inégalité juridique liée à la taille réelle qui permettait l'inégalité sociale dont bénéficiait la noblesse, ce qui explique qu'en Gascogne les cahiers de doléances de 1789, en matière de taille, s'en prirent aux biens nobles, et non aux personnes nobles[1271]. Avec un peu

[1267] Jeanne de Trecheire, veuve de Marguerin d'Antras, fit le 28 juin 1693 une déclaration dans laquelle elle déclarait que ni elle, ni ses filles, Catherine, Anne et Marie d'Antras, « n'aurouest et ne possedent aucune sorte de fief ny de bien noble, et touts nos bients royaux et payables », c'est à dire taillables, dans la ville d'Ibos et les paroisses de Monlezun et de Ricourt (*ADG*, I 3467). Autre exemple, celui de Jean-François de Colomès, sieur de Monbrun, capitaine, qui obtint d'Antoine-Laurent de Lieux, subdélégué de Lombez, un certificat qu'il ne possédait « que des biens reureaux dispersés dans la comunauté de Gensac, Montpesat, Sayas, Murelet, Masseube, Montaut et Boucagnères […], dont les charges royalles se portent la présente année 1779, suivant l'attestation des collecteurs des deniers royaux des dites communautés, à la somme de seise cent cinquante huit livres, treise sols, et sept deniers, ce qui en obère la meilleure partie du produit » (Fonds Lamothe).

[1268] Alors que les deux tiers des communautés n'avaient pas de fonds nobles dans les châtellenies de Castillon et de Fronsac, il n'y en avait qu'une dans la châtellenie de Muret, comme dans celle de L'Isle en Dodon, au milieu du XVIe siècle (Souriac, René, Le comté de Comminges au milieu du XVIe siècle, *op. cit.*, p. 124). Au XVIIIe, le privilège était plus répandu dans le nord de la Gascogne orientale, puisque 18% des communautés d'Armagnac ne possédaient aucun bien noble d'après Georges Frêche, alors que ces communautés étaient plus de 40% en Comminges selon René Souriac, leur nombre croissant à l'approche des Pyrénées.

[1269] *ADG*, C 1, lettre de l'intendant Mégret de Serilly à monsieur de La Houssaye, à Auch, le 8 décembre 1740.

[1270] Frêche, Georges, *La région toulousaine vers 1670-1789*, *op. cit.*, p. 167.

[1271] Le cahier des doléances de Miran demandait dans son article 3 « que les biens nobles soint comme les biens ruraux, assujettis à la même imposition » (Cahier des doléances de la communauté de Miran de 1789, publié dans le *Bulletin de la société archéologique du Gers*, septième année, Imprimerie Cocharaux, 1906, p. 157).

de recul, ce privilège des biens nobles paraissait aberrant, comme le soulignait Rabaut Saint-Etienne en 1789 : « l'abus qui nous paroitroit le plus ridicule de tous, si nous n'y étions malheureusement habitués, c'est que des champs soient exemptés comme un homme, et que des bois et des prés jouissent aussi de la noblesse héréditaire »[1272]. Il disparut donc avec la rationalisation et l'uniformisation révolutionnaire.

Cette situation de la noblesse gasconne était particulière par rapport à la plus grande partie du royaume où la taille était personnelle : c'était la qualité de la personne qui y déterminait la soumission ou non à cette imposition. La taille royale fut conçue au XVe siècle comme devant toucher ceux qui n'acquittaient pas le service militaire. Les nobles donnant leur sang pour le roi, il semblait normal que les roturiers participassent à leur manière à la défense du royaume, d'autant que la noblesse avait payé le prix fort durant la guerre de Cent-ans[1273]. En réalité, la part nobiliaire de l'armée est devenue la portion congrue, surtout à partir du moment où la gendarmerie a décliné pour laisser la place à une infanterie de plus en plus pléthorique. Pourtant, les nobles restèrent exemptés de la taille en raison de leur personne, alors que les roturiers devaient l'acquitter. Cette justification permit longtemps de légitimer l'exemption noble alors qu'elle était *de facto* caduque, et Guy Coquille par exemple écrivait dans son *Commentaire de la coutume de Nivernois* que « par règle générale, chacun doit contribuer aux guerres et charges publiques, ou de sa personne, ou de ses biens »[1274]. La conséquence était que l'exemption de la taille y résultait de la condition de la personne et non de la terre.

L'inégalité face à la taille était donc énorme en pays de taille personnelle, où l'exemption personnelle des nobles était considérée comme leur principal privilège par rapport aux roturiers. Elle fut limitée au XVIIe siècle mais n'en resta pas moins très importante[1275].

[1272] *ADHP*, 65 J 156, Rabaut Saint-Etienne, Jean-Paul, *Considérations sur les intérêts du Tiers-Etat adressées au peuple des provinces, par un propriétaire foncier*, 1788, p. 67.

[1273] D'après Philippe Contamine, il s'agissait de créer une contrainte matérielle et morale pour les nobles, obligés par cette exemption fiscale de s'adonner au service, et donc d'assurer un « recrutement de classe » à l'armée royale (Contamine, Philippe, *Guerre,* Etat et société à la fin du Moyen Age, *op. cit.*, p. 176).

[1274] Cité par Esmonin, Edmond, *La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683)*, thèse de Lettres, Paris, 1913, p. 198.

[1275] Rappelons pour mémoire que les édits royaux (déclaration de janvier 1634 et d'avril 1667) et les règlements (d'août 1664 et d'août 1673) avaient exigé qu'ils ne fassent pas valoir plus de 4 charrues de labour, et qu'ils n'engrangent que pour une exploitation dans une seule paroisse. Au delà, s'ils n'affermaient pas ces terres, ils devraient payer la taille (Denisart, Jean-Baptiste, Collection de décisions nouvelles, *op. cit.*, tome IV, entrée « taille », p. 654 ; Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome LX, entrée « taille », p. 473 ; Esmonin, Edmond, La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 225 et suiv.). Cette superficie était difficilement évaluable, mais commode à contrôler puisqu'il suffirait selon Esmonin de connaître le nombre d'attelages possédés par un cultivateur, ce qui n'était « pas plus rudimentaire que tout le reste du système » (*ibidem*, p. 227). Variable selon les provinces, elle était considérable si l'on en croit Jean-Marie Constant, qui évalue une charrue à 40 hectares environ dans l'Orléanais (Constant, Jean-Marie, La noblesse française aux XVIe-XVIIe siècles, *op. cit.*, p. 71). Pour les terres données en fermage par les gentilshommes, c'étaient les fermiers qui payaient la taille (Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des

Cette situation avait cours en Ile de France et dans la majorité du royaume[1276]. Contrairement aux pays de taille réelle, le payement de la taille y était une « humiliation », car elle indiquait « une infériorité d'état »[1277]. C'est ce qui explique que les juristes se permettaient d'écrire que les nobles étaient exempts de taille, sans préciser que dans une partie importante du royaume ils devaient la taille pour certains biens en leur possession. Le roi promulgua aussi plusieurs édits sur la taille portant des mesures contre les usurpateurs de noblesse, qui n'eurent d'application que dans les pays de taille personnelle, car seuls ces pays étaient réellement visés, cette usurpation donnant lieu à des conséquences fiscales importantes puisqu'elle diminuait l'assiette de l'impôt, et augmentait la charge des autres contribuables[1278]. Edmond Esmonin écrit qu'en définitive « l'exemption de taille était, dans l'esprit de tous, inhérente à la noblesse »[1279].

Les nobles gascons qui faisaient des requêtes à l'intendant ou aux ministres pouvaient rappeler cette particularité lorsqu'ils tentaient de les apitoyer sur leur sort. En 1723, divers membres de la famille Ruble étant soumis à une taxe pour la confirmation de leur anoblissement, alors qu'ils avaient déjà dû payer une taxe semblable, firent une requête dans laquelle ils déclarèrent que s'ils devaient payer une seconde fois un droit de confirmation de leur anoblissement, les lettres deviendraient plus à charge que profitables, « d'autant que la noblesse » ne jouissait « en ce pays d'aucune exantion de tailles », ce qui réduirait les suppliants à la « dernière misère par raport au peu de biens qu'ils ont, qui ne sçauroit produire, tailles payées, dans l'espace de dix ans, de quoy payer ceste taxe »[1280]. Il n'est guère étonnant que les impétrants fussent moins nombreux en pays de taille réelle, puisque pour la même finance, le bénéfice était bien moindre. D'ailleurs, les lettres d'anoblissement vénales créées au cours du

anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XV, édit donné à Paris, mars 1600 ; voir aussi l'ordonnance d'Orléans de janvier 1560, art. 128).

[1276] La taille n'était réelle que dans les pays d'Etats (sauf la Bourgogne), dans les élections d'Agen et de Condom, dans le Dauphiné, et dans les généralités de Montauban et d'Auch.

[1277] Necker, Jacques, De l'administration des finances de la France, *op. cit.*, tome III, p. 153.

[1278] A titre d'exemple, l' « ordonnance générale sur le fait des tailles et l'usurpation des titres de noblesse » de mars 1583 portait dans son article 2 que « tous ceux qui ont usurpé ledit titre de noblesse, sous quelque prétexte que ce soit, soient d'oresnavant taxez et imposez par les commissaires que nous députerons pour réformation et règlement desdites tailles, et cela continué par présidens et eslus sur le fait d'icelles, à les y faire contribuer, à toutes autres impositions et subsides, comme nos autres sujets, s'ils n'ont (comme dit est) obtenu de nous ou de nos prédécesseurs, lettres d'annoblissement », et son article 3 que « en semblable y seront mis, taxez et imposez tous ceux lesquels n'estans nobles de race, usurpent néanmoins ledit titre, sous prétexte d'aucunes sentences et jugemens par eux ou leurs prédécesseurs, subrepticement obtenus, ausquels nous ne voulons que l'on ait aucun égard, s'ils n'ont esté confirmez par arrests de nos cours de parlement, ou des aydes » (Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance donnée à Paris, mars 1583). Ces dispositions ne visaient à l'évidence que les pays de taille personnelle.

[1279] Esmonin, Edmond, La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 199.

[1280] Fonds Blanquefort, minute de requête des enfants des frères de Ruble à l'intendant, lui demandant de les décharger de la taxe en confirmation de noblesse, ou de les renvoyer devant le conseil pour la décharge.

règne de Louis XIV visaient spécifiquement les bourgeois vivant en pays de taille personnelle, qui devraient se montrer intéressés par ces lettres pour des raisons fiscales. Par l'édit d'août 1715 portant révocation de toutes ces lettres, il était expliqué que ces anoblissements avaient « augmenté considérablement le nombre des exempts et diminué celuy des contribuables aux tailles », et en conséquence remettait les anoblis dont la noblesse était révoquée à la taille[1281]. L'anoblissement relevait en Gascogne orientale probablement plus de la recherche de l'honneur que du gain.

La noblesse en Gascogne orientale possédait donc la majorité des biens nobles, mais n'avait pas de privilège personnel, et certains nobles furent plus lourdement grevés par la taille que des roturiers. Face à la plus importante des impositions directes, nobles et roturiers étaient égaux de droit. Il ne faut cependant pas omettre que les nobles avaient un certain nombre d'exemptions et de privilèges fiscaux diversement appréciables mais sûrement pas négligeables.

b) Les avantages fiscaux de la noblesse

Les nobles gascons étaient soumis à la plupart des impôts indirects[1282]. A l'occasion des guerres de religion, ils purent obtenir d'éphémères exemptions d'impositions, au motif qu'ils étaient très impliqués dans les guerres. En 1568, les nobles du gouvernement de Guyenne refusèrent d'aider le tiers-état au payement d'une forte somme de 600000 livres pour qu'une imposition sur le vin fut abolie, au motif qu'ils servaient le roi à l'arrière-ban, ce dont le tiers-état dut prendre acte, et demander la reprise de leur portion et de celle du clergé, à cause de « la dispute desquelles exemptions adviendroient plusieurs differens et divisions entre les trois estatz, pour ausquelz obvyer la Majesté dudit seigneur sera supplié fere telle descharge que son conseil advisera pour l'unyon et concorde desdits estatz »[1283]. Le tiers-état était cependant

[1281] Il édictait qu'ils seraient « imposez à la taille et autres impositions et charges publiques, et à cet effet compris à l'avenir dans les rolles des villes, bourgs, parroisses taillables de leur residence à proportion de leurs biens, tenures, et facultez » (*ADHG*, 1 B 1938, folio 196, édit donné à Versailles en août 1715).

[1282] En Gascogne orientale, les droits d'aides n'avaient pas cours (Milne, Pierre, *L'impôt des aides sous l'Ancien Régime (1360-1791)*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Paris, 1908). On ne payait pas non plus la gabelle, puisqu'on était en pays rédimés depuis 1553, et le Nébouzan était pays de franc-salé ; impôt pour lequel les nobles ne bénéficiaient d'ailleurs pas de privilège personnel (Javanaud, Caroline, *La juridiction des gabelles en Languedoc sous l'Ancien Régime*, thèse en Histoire du droit et des institutions, Université Toulouse 1 Capitole, 2010, p. 114-117).

[1283] *ADHG*, 1 C 3796, remontrances des Etats de Guyenne tenus à Bordeaux, le 29 décembre 1568.

vigilant et combatif, comme on l'a vu pour le cas de la taille en Comminges. Dans ce même comté, les nobles prétendirent en 1570, par la voie de leur syndic, qu'ils ne devraient payer que la taille « et non des charges de guerre ny d'autres affaires du pays », puisque « les gentilshommes dudit pays » exposaient « leurs vies et biens, mesmes depuys le commencement de ces troubles ». Il leur fut répondu que le gouverneur de la province, le maréchal de Damville, qui avait accordé des exemptions à des gentilshommes, et auprès duquel ils s'étaient rendus le 20 octobre, leur avait déclaré ne l'avoir fait que pour des impositions « extraordinaires impousés particulierement pour le faict de la guerre par les villes et villages », et non pour les « deniers ordinaires et extraordinaires impousés par le general du pays »[1284]. On ne retrouve plus de telles prétentions aux siècles suivants.

En Gascogne orientale, à l'instar du reste du royaume, les nobles payaient tous les droits domaniaux de la couronne comme les roturiers, à l'exception du franc-fief, qui était une taxe faite seulement sur les roturiers qui acquéraient des fiefs, puisque le principe théorique était que seuls les nobles puissent posséder des fiefs, les roturiers ne pouvant en acquérir que par dispense[1285]. Ils étaient aussi dispensés du marc d'or de noblesse levé à partir de 1770 sur les roturiers quand ils acquéraient des offices anoblissants[1286]. Les nobles étaient décimables, et devaient donc payer l'impôt ecclésiastique, la dîme[1287], et aussi acquitter l'imposition faite sur les propriétaires pour la reconstruction des églises et presbytères[1288]. Ils étaient mis à contribution pour toutes les impositions locales. Ils devaient par exemple participer aux dépenses faites pour la construction ou la réfection des fortifications, mais aussi pour les charges locales les plus diverses, en particulier les travaux d'urbanisme[1289]. La proportion de

[1284] *ADHG*, 1 C 3509, folio 233, délibération faite à Muret, le 24 janvier 1570. Il était précisé qu'ils ne pouvaient se prétendre déchargés « par le moyen de leur service personnel, car sont ilz norris et entretenus aux despans du prince, peuple, et gens du tiers estat, la plus grand partie duquel faisant service au roy en ses guerres et troubles y a perdu vie et bien par l'affection qu'il a de soubstenir l'honneur de Dieu et couronne de France ».

[1285] Nous reviendrons sur cette exemption dans les enquêtes du franc-fief, p. 700.

[1286] Voir une préoccupation financière constante, p. 347.

[1287] Despeisses énonce le principe général que « toutes personnes sont obligées de payer la disme pour le fonds qu'ils tiennent » (Despeisses, Antoine, *Traité des bénéfices ecclésiastiques*, dans Les œuvres de maistre Antoine Despeisses, *op. cit.*, tome IV, p. 434). Certains nobles, dans la seconde moitié du XVIe siècle, comme en Languedoc et en Bourgogne, prétendirent en être exemptés, ou plus couramment, à la faveur des troubles, bien que catholiques, refusèrent simplement de payer la dîme, se rangeant parmi ceux que l'on qualifiait de « refusans et délayans », c'est à dire des « mauvais payeurs » (Viard, Paul, *Histoire de la dîme ecclésiastique en France au XVIe siècle*, thèse pour le doctorat, Faculté de Lettres de Dijon, Librairie Alphonse Picard, Paris, 1914, p. 118). Cette attitude ne fut que dictée par les circonstances, et la noblesse fut toujours astreinte à payer la dîme, comme le tiers-état.

[1288] Dans un « Mémoire pour établir que les biens nobles de Rambos sont indépendants de la parroisse et communauté de Castelnau d'Angles » de1789, Euzèbe de Tenet déclarait payer dans la communauté de Callian, outre le vingtième, sa capitation et celle de ses domestiques, la cotisation de ses biens nobles pour les réparations du presbytère et de l'église à la charge de la communauté de Callian (Fonds Baliot).

[1289] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 374 et suiv.

cette contribution pouvait varier selon les communautés ou provinces. Elle pouvait être établie au prorata des biens ou des revenus, ce qui paraissait juste. Elle pouvait aussi résulter de l'usage. En Bigorre par exemple, la noblesse devait payer un neuvième des impositions provinciales selon l'usage[1290].

Malgré cette égalité juridique face à la taille réelle et à d'autres impositions, les nobles gascons purent bénéficier d'un certain nombre d'avantages fiscaux. Ces privilèges fiscaux, pris isolément, pouvaient paraître dérisoires : une fois liés en gerbe, ils prenaient de la consistance.

Paragraphe 1) Les droits seigneuriaux personnels

Les nobles étant souvent assimilés aux seigneurs, il peut paraître étrange de s'intéresser aux exemptions dont bénéficieraient les nobles dans le cadre de la seigneurie, dont la conservation au sein du lignage était le pivot du maintien de leur patrimoine : ils étaient en fait les principaux bénéficiaires des droits seigneuriaux. Il est cependant certain que nombre de nobles ne possédaient pas de seigneurie dès le Moyen Âge, et pouvaient être redevables de droits à leur seigneur. L'usage puis la jurisprudence firent une distinction entre deux types de droits : les charges réelles et les charges personnelles. Les charges réelles étaient dues en raison de la possession d'une censive, alors que les charges personnelles étaient dues en raison de la personne : dans ce second cas il suffisait d'être domicilié dans la seigneurie pour en être redevable. Selon le « droit commun », les nobles étaient exemptés des charges personnelles, comme le notait Salvaing de Boissieu : c'était « l'usage de tout le royaume »[1291]. En pratique, il était très difficile de déterminer si un droit était « réel » ou « personnel », l'origine du droit ou le fait qu'il soit acquittable par une prestation faite par la personne, ou par une redevance en argent ou en nature, n'étant pas toujours suffisants. Les nobles propriétaires de fonds dans une seigneurie devaient payer la plus grande partie des redevances dues au seigneur direct : le cens, les lods et ventes, l'agrier et les accaptes. Ils devaient aussi payer les droits de péage pour le passage des bestiaux ou marchandises.

[1290] *ADHP*, 1 C 147, précis des délibérations des Etats de Bigorre, 1764 ; *AMT*, BB 12, délibérations de l'assemblée des notables de Tarbes du 8 janvier 1769, rapport sur ce qui s'est passé aux Etats tenus en décembre 1768.
[1291] Salvaing, Denis de, *De l'usage des fiefs et autres droits seigneuriaux*, André Faure imprimeur, Grenoble, 1731, p. 280.

Un des droits les plus discutés était le droit de taille qui était dû « aux quatre cas ». Certains juristes disaient que les nobles en étaient exempts, comme Loysel dans ses *Institutes coutumières*, d'autres non[1292]. Le problème était de savoir si ce droit était personnel ou réel : or il pouvait être l'un comme l'autre. Dans le *Traité des droits seigneuriaux* de Boutaric, il est soutenu que les nobles seraient exempts seulement s'il était question d'une taille personnelle[1293]. Lorsqu'en pays coutumier la coutume précisait sa nature, cela simplifiait la question, mais ce n'était pas le cas dans les pays de droit écrit : « quand il est question d'un droit de taille non coutumier, il est bien difficile de déterminer s'il doit être déclaré réel ou personnel »[1294]. En droit non coutumier, la majorité des juristes s'accordaient néanmoins sur l'exemption des nobles[1295].

Le paléographe Larcher observait qu'il y aurait des différences selon les coutumes en matière de banalité : « les unes y soumettent indifféremment toutes sortes de personne. D'autres en exceptent les gentilshommes, et les ecclésiastiques »[1296]. Comme pour le droit de taille, en pays de droit écrit, on s'inquiétait surtout de savoir si ce droit était réel ou personnel. La banalité du pressoir était considérée comme réelle, et comme telle, les nobles devaient y être astreints, alors qu'en revanche la banalité du four et celle du moulin étaient considérées comme personnelles. L'auteur d'un *Traité des droits seigneuriaux* considérait les nobles « exempts de droit commun » de la banalité du four et du moulin, sauf si la coutume autorisait expressément le droit de banalité, sans les en exempter, ce qui serait interprété comme une renonciation à leur exemption[1297]. Certains auteurs limitaient cependant l'exemption des nobles de la banalité du four au pain qui se consommait à leur table, voire les assujettissaient à la banalité du moulin[1298]. Un autre auteur de *Traité* invitait le seigneur à se conformer à « l'usage suivi par ses prédécesseurs » à l'égard des gentilshommes qui se trouveraient dans sa seigneurie, ajoutant qu'ils mériteraient « sans contredit des considérations personnelles, qui ne permettent pas de les assujettir à des servitudes incompatibles avec la noblesse »[1299].

[1292] Loysel, Antoine, Institutes coutumières, *op. cit.*, p. 155, n° 58.
[1293] Boutaric, François de, et Sudre, Théodore, Traité des droits seigneuriaux, *op. cit.*, p. 331 ; voir aussi Geraud, Jean, Traité des droits seigneuriaux, *op. cit.*, p. 205.
[1294] Boutaric, François de, et Sudre, Théodore, Traité des droits seigneuriaux, *op. cit*, p. 331.
[1295] *Ibidem*, p. 331. C'était l'opinion en particulier de Despeisses : « le seigneur ne peut pas exiger la taille des personnes nobles, bien que residans en sa terre » (Despeisses, Antoine, *Traité des droits seigneuriaux*, dans Les œuvres de maistre Antoine Despeisses, *op. cit*,, tome III, p. 293).
[1296] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XVIII, 1749, p. 285.
[1297] Boutaric, François de, et Sudre, Théodore, Traité des droits seigneuriaux, *op. cit.*, p. 350.
[1298] Laplace en cite plusieurs (*Dictionnaire des fiefs et autres droits seigneuriaux, utiles et honorifiques*, Cellot libraire, Paris, 1757, p. 113).
[1299] Renauldon, J., *Traité historique et pratique des droits seigneuriaux*, Despilly libraire, Paris, 1765, p. 255.

Les nobles pouvaient également être exemptés, selon certains auteurs, du droit de corvée. Dans son *Dictionnaire*, Laplace avançait que les corvées réelles étaient dues par tous ceux qui avaient des fonds situés dans la seigneurie, et les corvées personnelles par ceux qui y avaient leur domicile. Les nobles devraient acquitter les premières, mais non les secondes[1300]. Pour Renauldon, les nobles et ecclésiastiques ne devaient pas de corvées personnelles car ils ne seraient « propres à aucun métier »[1301]. L'exemption des ecclésiastiques et des nobles devait d'après Théodore Sudre se communiquer à leurs serviteurs et métayers[1302]. Quand la corvée était réelle, le noble ne rendait pas le service en personne. On considérait en effet que le noble ne pouvait être réduit à faire une tâche aussi basse que la corvée, estimée incompatible avec la noblesse[1303]. Les nobles étaient donc exempts de faire toutes corvées en personne, mais lorsque la corvée était attachée à la possession d'un fonds, ils devaient « faire acquitter la corvée dont est question » par une autre personne roturière[1304], ou la faire estimer et en payer le prix[1305].

Paragraphe 2) Les exemptions prévues par les chartes médiévales

On a dit que les nobles payaient en général les divers et nombreux droits domaniaux, mais ils pouvaient cependant bénéficier de privilèges en raison d'anciennes chartes médiévales. En Gascogne orientale, c'était le cas de l'exemption du droit de lods-et-ventes, uniquement en Fezensac, Fezensaguet et Lomagne, à laquelle ils étaient fort attachés. Le droit de lods et ventes était un droit casuel dû au roi comme seigneur féodal par ses vassaux, ou, à l'échelon inférieur, au seigneur direct par ceux qui possédaient une censive dans sa mouvance. S'agissant des lods et ventes dus au roi par le seigneur, parfois aussi appelés droit de « quint », c'était un droit qui frappait principalement la noblesse, qui possédait la très grande majorité des seigneuries, et qu'elle devait acquitter lors de la vente du fief[1306]. L'exemption prétendue reposait sur les

[1300] Laplace, A., Dictionnaire des fiefs et autres droits seigneuriaux, *op. cit.*, p. 275, et Boutaric, François de, et Sudre, Théodore, Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales, *op. cit.*, p. 367. D'après Boutaric, les corvées sont « communément réelles », ce qui fait que les nobles en étaient redevables dans la majorité des cas.
[1301] Renauldon, J., Traité historique et pratique des droits seigneuriaux, *op. cit.*, p. 209.
[1302] Boutaric, François de, et Sudre, Théodore, Traité des droits seigneuriaux, *op. cit.*, p. 370.
[1303] Loysel, Antoine, Institutes coutumières, *op. cit.*, p. 230, n° 8 : « noble n'est tenu de paier taille, ni faire viles corvées à son seigneur : mais le servir en la guerre, et autres actes de noblesse ».
[1304] Renauldon, J., Traité historique et pratique des droits seigneuriaux, *op. cit.*, p. 222.
[1305] Boutaric, François de, et Sudre, Théodore, Traité des droits seigneuriaux, *op. cit.*, p. 369.
[1306] Il était perçu lors de la vente, ou de la passation d'un contrat équipollent à vente, en représentation de la permission seigneuriale de vendre le fief. En règle générale, selon le droit commun du royaume, les lods et ventes devaient être acquittés par l'acheteur, ce qui était notamment le cas dans les pays de droit écrit. La quotité variait

anciennes coutumes de ces comtés et vicomtés, octroyées par les comtes et vicomtes dès le XIIIe siècle[1307]. Les nobles durent former des syndicats à plusieurs reprises pour défendre cette exemption contre les empiètements des commissaires royaux[1308]. Par un arrêt du conseil du 3 mai 1635, il fut décidé que les nobles des vicomtés de Fezensac, Fezensaguet et Lomagne, seraient exemptés des lods et ventes pour le passé et l'avenir, alors que les autres possédant fiefs et terres nobles dans le comté d'Armagnac payeraient les lods tant pour le passé que l'avenir au fermier du domaine[1309]. Quant aux non nobles, ils devaient acquitter les lods et ventes même en Fezensac, Fezensaguet et Lomagne. Ces nobles étaient aussi exempts du droit d'échange, qui était un droit perçu sur l'échange fait d'un immeuble contre un autre immeuble ou contre une rente foncière ou constituée, échange analysé comme un double contrat de vente[1310].

Ce privilège permettait aux nobles d'acquérir des fiefs pour des frais moindres que les roturiers. Ils étaient donc encore plus favorisés dans l'acquisition des fiefs dans ces contrées, l'étant déjà partout par l'exemption du droit de franc-fief, qui rendait la possession d'un fief plus onéreuse pour un roturier. Le noble, comme le roturier vendant son fief, étaient aussi assurés de trouver plus aisément un acheteur, l'exemption étant un argument de vente[1311].

Autre privilège, concernant une minorité encore plus réduite de nobles, en vertu de la charte d'Auch de 1301, un gentilhomme « voisin » de la ville pouvait y vendre les produits de

---

selon les titres féodaux, les usages ou les coutumes qui le régissaient localement. Sur ce droit de lods-et-ventes, l'ouvrage le plus complet est de Benoît-Léon Molières-Fonmaur, *Traité des droits de quint, lods et ventes, requint, reventions, mi-lods, etc. selon le droit commun du royaume, tant des pays de coutume, que des pays régis par le droit écrit*, tome premier, Carcassonne, 1778. Le Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux (*op. cit.*, tome second) et le *Répertoire* de Guyot (Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XXXVII) résument les règles applicables à l'entrée « lods et ventes ». Voir aussi Galland, Auguste, *Du franc-aleu et origine des droicts seigneuriaux*, Estienne Richer libraire, Paris, 1637. La question des lods et ventes est une des plus complexes du droit féodal, à cause des variations multiples entre les coutumes, usages et jurisprudences.

[1307] Par exemple, « Costumes de Lomagne traduittes du gascon en françois » de 1391, manuscrit informe du XVIIIe siècle : « item que nul gentiu desdits vescomtats ny los sos hosmes les no sean tenguts de pagar peatge ny leuda a la entrada ny a la yssida desdits viscomtats ny dedins losdits viscomtats per feyra ny per mercat ans puescar crompar e vendre ses preiudice del seignor, ny pagar a luy ny a sos officiers nulla ley » ; « que nul gentilhomme ny ses gens ne payeront dans ledit vicomté ny peage ny droit de leude a la sortie ny a l'entrée ny dedans le vicomté pour foire ny marché, ny autrement, mais qu'ils pourront vendre et acheter sans rien payer au seigneur vicomte ny a ses officiers par nulle loy que ce soit » (*ADG*, I 2115).

[1308] *ADG*, I 2165, procuration faite devant le notaire de Tournecoupe, à Lectoure, le 27 octobre 1633, par 25 gentilshommes ; Fonds Tournemire, assemblée des députés de la noblesse de la collecte d'Auch, des députés de la noblesse de la collecte de Jegun, des syndics de celle de Fezensaguet, et des députés de la vicomté Lomagne, le 25 avril 1667 ; *ADG*, I 2588, assemblée des gentilshommes de Lomagne, à Lectoure, le 9 octobre 1680.

[1309] Molières-Fonmaur, Benoît-Léon, Traité des droits de quint, *op. cit.*, tome premier, p. 119. Nous n'avons pas retrouvé l'original de cet arrêt. Dans l'inventaire des titres de la baronnie de Montesquieu du 20 novembre 1756, cet arrêt est daté du 3 mars 1635 (*Archives historiques du département de la Gironde*, tome 24, imprimerie Gounouilhou, Bordeaux, 1884, p. 277).

[1310] Molières-Fonmaur, Benoît-Léon, Traité des droits de quint, *op. cit.*, tome premier, p. 299.

[1311] A titre d'exemple, sur un dénombrement imprimé afin de vendre la baronnie de Peyrusse, il est annoncé que « si c'est une personne noble qui l'achète, elle est exempte de Lods et Ventes, parce qu'elle est dans le Fezensac » (*ADG*, I 2817, « Dénombrement de la baronnie de Peyrusse », XVIIIe).

son domaine sans payer de droits de coupe ni de pugnère, des droits de leude payés lorsqu'il allait vendre au marché ou à la foire[1312]. Les chartes médiévales n'accordaient pas plus de prérogatives fiscales aux nobles gascons, car les franchises avaient été concédées par le seigneur à tous les habitants de la communauté rurale ou urbaine.

Paragraphe 3) L'exemption de plusieurs charges publiques

Les nobles étaient déchargés de la charge de collecter la taille[1313]. C'était une tâche redoutable à cause de la responsabilité personnelle du collecteur, qui devait assumer sur ses propres deniers l'argent qu'il n'aurait pu collecter[1314]. La charge était aussi propre à se faire des inimités dans la communauté, les taillables le suspectant de malhonnêteté, ou de vouloir les vexer s'il se montrait trop pressant, alors qu'il devait faire preuve de diligence. Cette charge contraignante distrayait aussi le collecteur de ses affaires personnelles, qui devaient s'en ressentir. Il recevait un modeste salaire pour le dédommager de cette lourde charge. Pour achever d'en tirer les traits essentiels, il faut ajouter que la charge de collecteur n'était absolument pas regardée comme une charge honorable, au contraire Loyseau la qualifiait de charge « sordide »[1315]. La tâche du collecteur était sans doute facilitée en Gascogne, comme la taille y était réelle, par rapport aux pays de taille personnelle, où le collecteur était aussi asséeur, devant établir l'assiette de la taille. Le département de la taille devait se faire d'après les « compoix », dont étaient dotées la plupart des communautés, sorte de cadastre comprenant les

[1312] *ADG*, C 431, folio 96, livres des coutumes des habitants de la ville d'Auch, 1301, article 43 : « *item, consuetudo est ibidem quod aliquis civis, vel vicinus nobilis, vel clericus, pro ré quo venditur non solvit copam domino, nec pugnum praeconi, et pugni sunt praeconis, et praeco libere debet preconisare, si aliquio est annissum in foro* » ; anciennement traduit par « Item est coutume que quelque citoyen, ou voisin, noble ou clerc, pour la chose qui est vendue ne paye la coupe au seigneur ou la pugnère au crieur, mais il doit crier librement la chose qui a été perdue à la place » (Lafforgue, P., *Histoire de la ville d'Auch*, Brun libraire, Auch, 1851, p. 14). En 1691, le seigneur de Malartic, alors qu'il allait envoyer vendre des sacs de blé à Auch, fit un acte contre le fermier du domaine d'Auch et le crieur et trompette de la ville, citant cet article de la coutume d'Auch, et protestant que s'il avait d'abord joui de cette exemption, « d'autant qu'il est gentilhome, et proche voisin de ladite ville d'Auch », depuis 15 ans environ les fermiers du domaine et le crieur prendraient les droits en question sur ses grains (Fonds Tournemire, requête de François-Michel de St-Sivié-Montault seigneur de Malartic, Malartic, 27 août 1691, devant Mathieu Delibes notaire de Montaut).

[1313] Sur le collecteur de la taille en pays de taille réelle, il faut se reporter à Antoine Despeisses (*Traité des tailles*, dans Les œuvres de maistre Antoine Despeisses, *op. cit.*, tome IV) et à son étude par Marion Grand-Jean (*Le collecteur de taille royale d'après le Traité des tailles d'Antoine Despeisses*, mémoire de master 2, Université Toulouse 1 Capitole, 2015), qui soutiendra bientôt une thèse sur ce sujet.

[1314] S'il pouvait poursuivre les mauvais imposables, il devait aussi avancer personnellement l'argent qu'il n'avait pas encore recouvré. Il devait ensuite rendre des comptes de sa collecte. La contrainte par corps lui était applicable faute de payement.

[1315] Loyseau, Charles, Traité du droit des offices, *op. cit.*, p. 60.

biens roturiers et des renseignements sur la superficie et parfois la valeur de ces fonds[1316]. La tâche du collecteur se réduisait donc à la perception de l'impôt.

A l'instar des clercs, des officiers, ainsi que de nombreuses professions, les nobles furent eux aussi exemptés de cette charge par l'usage et la jurisprudence[1317]. Un arrêt de la cour des aides de Montpellier fit bénéficier de l'exemption les gentilshommes verriers[1318]. Cette exemption n'est guère étonnante dans la mesure où les nobles étaient exemptés des charges personnelles, et que la charge de collecteur de la taille avait un caractère personnel, et n'était d'ailleurs pas considérée comme honorable[1319].

Les nobles furent exemptés en tout ou en partie des réquisitions immobilières et mobilières qui étaient ordonnées par les autorités publiques pour l'armée. Le logement des gens de guerre chez l'habitant, parfois utilisé comme une punition, était une charge redoutée par les populations, car il était ordinairement l'occasion pour la soldatesque de commettre de nombreux abus contre les populations civiles[1320]. Il fallut les efforts constants de la législation royale à partir du XVe siècle pour arriver à faire respecter des règles à la troupe dans cette matière. En Gascogne, le logement des gens de guerre fut un fléau jusqu'à la fin du règne de Louis XIV. Après la fin des guerres civiles, les régiments d'infanterie prirent leurs quartiers principalement dans les provinces frontières, et la Gascogne fut donc relativement épargnée, mais pas complètement, les régiments de cavalerie pouvant y être envoyés. Par la suite, la discipline commença à être respectée, les abus persistèrent, mais des sanctions vinrent les réprimer plus systématiquement. Cette charge se perpétua jusqu'à la Révolution du fait du faible nombre de casernes qui furent érigées.

A l'instar d'autres privilégiés (clercs, officiers du roi, etc.), les nobles en furent exemptés. Cette exemption ne s'est vraiment imposée que pendant le règne de Louis XIII, et encore ne fut-elle pas toujours étendue à l'ensemble de la noblesse. Une exemption avait bien été prévue auparavant en faveur des seigneurs, et donc par ce biais de nombreux gentilshommes en étaient légalement exemptés. Une ordonnance de février 1574 qui précisait qui bénéficierait de l'exemption, dispensait du logement les maisons seigneuriales, quels qu'en soient les

[1316] Marion, Marcel, *L'impôt sur le revenu au dix-huitième siècle principalement en Guyenne*, Bibliothèque méridionale, Toulouse, 1901 ; Frêche, Georges, La région toulousaine vers 1670-1789, *op. cit.*, p. 149 et suiv. Ces cadastres étaient parfois défectueux, mais permettaient d'avoir des données certaines pour la détermination de la matière imposable des contribuables.
[1317] Despeisses, Antoine, Traité des tailles, *op. cit.*, p. 377.
[1318] *Ibidem*, p. 378. Il cite un arrêt de la cour des aides de Montpellier du 22 juin 1592.
[1319] Il y avait des dérogations au principe, au cas où il serait volontaire, en cas de pénurie d'hommes capables, ou lorsque les sommes à percevoir étaient faibles (*ibidem*, p. 376 et p. 381).
[1320] Sur ce sujet, voir Navereau, A., *Le logement et les ustensiles des gens de guerre de 1439 à 1789*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Poitiers, 1924.

possesseurs, gentilshommes ou bourgeois[1321]. D'autres gentilshommes pouvaient bénéficier d'un privilège particulier, car les rois délivrèrent jusqu'au milieu du XVIIe siècle des « sauvegardes », qui exemptaient un particulier bénéficiant de la faveur royale du logement des gens de guerre[1322]. Enfin il faut rappeler qu'en règle générale, le logement ne se faisait que dans les villes et les bourgs fermés, et non dans les campagnes : les gentilshommes retirés dans leur seigneurie étaient donc épargnés. Il n'est en outre pas à exclure que les autres nobles en étaient exemptés par l'usage avant de l'être par la législation[1323]. Cette exemption du « droit de giste » serait liée à la conception militaire de la noblesse, Loyseau considérant qu'il serait « très raisonnable, que ceux qui contribuent leur vie pour la défense de l'Estat, soient exempts d'y contribuer de leurs biens »[1324].

Une ordonnance du 14 août 1623, une première fois, exempta l'ensemble des gentilshommes du logement des gens de guerre[1325]. Mais cette exemption en faveur des nobles ne fut pas reprise par le code Michau, qui n'exempta que les seigneurs et autres anciennement privilégiés par les ordonnances[1326]. L'idée que les gentilshommes ne devaient pas participer aux prélèvements et charges liés directement à la guerre tendait néanmoins à s'imposer. Lors d'une levée d'argent pour la subsistance des quartiers d'hiver des gens de guerre en août 1639, furent mis à contribution tous les sujets du roi, même les « exempts » ou « privilégiés », hormis les gentilshommes, et d'autres exemptés personnellement comme les commensaux[1327]. L'exemption générale des nobles réduisait trop le nombre de contribuables, et une distinction put s'opérer par la suite entre différentes catégories de nobles. Par un arrêt du Conseil d'Etat de 1641 il fut décidé que de l'imposition pour la subsistance des gens de guerre du quartier d'hiver ne seraient exemptés que la « noblesse de marque et ancienne », et les « gentils-hommes et nobles depuis trente ans » qui seraient au service des armes[1328]. Un règlement d'octobre 1642 sur le logement simplifia la distinction en scindant la noblesse en seulement deux catégories. Il fut décidé qu'il n'y aurait « aucun habitant exempt de logement », hormis les ecclésiastiques,

[1321] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome trois, p. 111, « ordonnance du roy sur le reiglement de sa gendarmerie, forme de vivre et payement d'icelle », Saint-Germain en Laye, 1er février 1574, art. 4 ; disposition reprise par l'article 6 de l'ordonnance du roi sur la police de la gendarmerie, donnée à Saint-Germain en Laye, le 9 février 1584 (*ibidem*).
[1322] Par exemple : *ADG*, I 345, ordre du roi portant défense de loger des gens de guerre dans les biens du sieur de Castelmore, Paris, 18 décembre 1644.
[1323] Si l'on en croit Loyseau, au début du XVIIe siècle, « les gentils-hommes sont exempts de loger gens d'armes » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 29).
[1324] *Ibidem.*
[1325] De Briquet, *Code militaire ou compilation des ordonnances des rois de France concernant les gens de guerre*, tome 1, Paris, 1735, tome 1, p. 48, ordonnance royale donnée à Saint-Germain en Laye, 14 août 1623.
[1326] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 265.
[1327] *ADHP*, 1 C 231-12, lettres du roi pour la levée de la subsistance des quartiers d'Hiver, Langres, 26 août 1639.
[1328] Fonds Lascazères, « Extraict des registres du Conseil d'Estat », Amiens, 30 août 1641.

« les gentils-hommes faisans profession des armes », et d'autres exemptés en fonction de leurs offices[1329]. L'exemption pour les seuls gentilshommes faisant profession des armes fut confirmée par un règlement de novembre 1651, et se maintint sous le règne de Louis XIV[1330].

L'exemption se généralisa à l'ensemble de la noblesse au XVIIIe siècle. Une ordonnance de 1768 portait que « la noblesse du Royaume qui n'est point dans le service » était aussi exemptée[1331]. Cette exemption générale supportait quelques exceptions légales. L'exemption ne bénéficiait qu'au propriétaire noble, et ne pouvait s'étendre à son locataire s'il n'était pas exempt[1332]. Comme pour les autres exemptés, l'exemption ne valait plus en cas de « foule », c'est-à-dire lorsque l'effectif de soldats était trop important[1333]. Dernière limite générale apportée aux exemptions, elles étaient suspendues lorsqu'il fallait loger les troupes de la maison du roi[1334].

Les nobles étaient logiquement exemptés de l'ustensile, c'est-à-dire des meubles fournis par l'habitant au soldat qu'il logeait[1335]. Il semblerait cependant qu'une certaine confusion régnait jusqu'au début du XVIIIe siècle, et que les nobles furent mis à contribution au moins pour le fourrage[1336]. Jean-François de Loran, lieutenant dans un régiment, habitant de Mirande, qui se prétendait noble et seigneur de diverses terres, se plaignit en 1689 que les consuls de diverses communautés voulaient le faire contribuer à l'ustensile, alors qu'il contribuait déjà à

[1329] *ADHP*, 1 C 231-89, règlement royal pour le logement et la subsistance de ses troupes pendant l'Hiver, Ormeilles, 10 octobre 1642, art. 17. En contradiction avec ce règlement, suite à de graves excès, un ordre du roi du 31 décembre 1650 défendit à ses troupes sises en Champagne de loger dans les maisons des « gentilzhommes et seigneurs des parroisses » au « préjudice des privillèges et exemption de la noblesse » (André, Louis, *Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique*, Faculté de Paris, thèse de lettres, Montpellier, 1906, p. 369, note 4).

[1330] De Briquet, Code militaire, *op. cit.*, tome 1, p. 47, règlement de Poitiers, 4 novembre 1651, art. 20 ; Navereau, A., Le logement et les ustensiles des gens de guerre de 1439 à 1789, *op. cit.*, p. 84.

[1331] *ADTG*, C 30, ordonnance du roi pour régler le service dans les places et dans les quartiers, Versailles, 1er mars 1768, titre V, art. 57, 3°. Les nobles qui servaient aux armées n'étaient pas expressément nommés dans cette ordonnance, quoiqu'ils fussent exemptés depuis longtemps, car dans la quasi totalité des cas il s'agissait d'officiers, qui étaient exemptés dans la catégorie précédente de l'énumération des privilégiés (2°). Plusieurs ordonnances précisèrent que les veuves des gentilshommes devaient être comprises dans l'exemption, précision en théorie inutile, puisqu'elles étaient nobles selon l'usage (4°).

[1332] *ADTG*, C 30, règlement touchant le logement des troupes envoyées dans les villes du dedans du royaume, Paris, 25 octobre 1716, art. 1er ; *ADTG*, C 30, ordonnance donnée à Versailles, 1er mars 1768, titre V, art 58.

[1333] L'ordonnance de 1768 fixa un ordre, permettant de connaître ceux qui garderaient en priorité leur exemption : sur 31 catégories, les nobles étaient en troisième position des exemptés prioritaires, n'étant précédés que par les officiers au service, et les ecclésiastiques, qui demeuraient les derniers à en être privés. Cette exception les maintenait donc dans une position favorable au sein même des privilégiés (*ADTG*, C 30, *ibidem*, art. 60).

[1334] Ces troupes devant être logées dans les maisons « les plus convenables », ils pouvaient être particulièrement sujets à ce type de logement, mais les exemptions étaient écartées dans le même ordre qu'en cas de foule, et les nobles restaient en conséquence soumis à ce logement presque en dernier recours (*ADTG*, C 30, *ibidem*, art. 64).

[1335] Navereau A., Le logement et les ustensiles des gens de guerre de 1439 à 1789, *op. cit.*, p. 169 : « Les ordonnances et les règlements le précisent parfois, le sous-entendent le plus souvent ».

[1336] L'absence d'exemption pour le fourrage peut s'expliquer par la quantité importante de foin et de paille qu'il fallait pour nourrir les chevaux (André, Louis, Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique, *op. cit.*, p. 431). Le fourrage ne faisait pas partie de l'ustensile *stricto sensu*, tel qu'il était défini par les ordonnances.

Mirande tant pour le logement que l'ustensile, « bien que sa qualité l'exempte du logement effectif »[1337]. Cet exposé est difficilement compréhensible, car non seulement, s'il était véritablement noble (ce dont il est permis de douter, puisqu'il ne poussait pas plus loin sa revendication), il devrait être exempt du logement des gens de guerre partout, ce qu'il remarquait d'ailleurs sans insister, mais aussi de l'ustensile. Or l'intendant par son ordonnance ne l'exempta que du logement des gens de guerre dans ces communautés où il avait des terres, tant qu'il ferait sa résidence à Mirande, et en sus lui imposa de contribuer au fourrage des cavaliers logés dans ces communautés[1338]. Il en résulte, d'une part, que ce noble acquittait le logement et l'ustensile à Mirande nonobstant sa noblesse qui devrait l'en exempter, mais aussi, d'autre part, le fourrage dans d'autres communautés[1339]. L'ordonnance de mai 1768 rappela cependant les différentes catégories de privilégiés du logement des gens de guerre et « de toutes les contributions à icelui », ce qui comprenait implicitement l'ustensile[1340].

Un second « ustensile », très différent du premier, apparut à la fin du règne de Louis XIII, pour l'entretien des troupes. Il se différencia à deux titres : c'était un impôt payable en argent, non en nature, et il ne fut perçu qu'en temps de guerre[1341]. Les exemptés de cet ustensile étaient les mêmes que pour le logement des gens de guerre, donc les gentilshommes servant à la guerre, jusqu'en 1704[1342]. A partir de cette date, l'exemption du logement n'entraîna plus celui de l'ustensile en argent[1343]. Ce qui s'explique par le mode de payement de cet ustensile en argent : il était payé au sol la livre de la taille. Il ne s'agissait donc plus que d'un surcroît de taille[1344]. Pour simplifier le recouvrement de cet impôt et en accroître le rendement, il fut donc

[1337] Fonds Laplagne, requête de Jean-François de Loran à l'intendant de Montauban Le Goux, 1689.
[1338] Fonds Laplagne, ordonnance de Le Goux de La Berchère, intendant de Montauban, en faveur de Jean-François de Loran, Montauban, 5 février 1689.
[1339] Lorsqu'un régiment de cavalerie était logé dans une ville, la campagne alentour était mise à contribution pour le fourrage (André, Louis, Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique, *op. cit.*, p. 435).
[1340] *ADTG*, C 30, ordonnance donnée à Versailles, 1er mars 1768, titre V, art. 57.
[1341] Lors des quartiers d'hiver, l'habitant devait toujours fournir l'ustensile en nature, mais en plus le chauffage (bois) et l'éclairage (chandelle), qui furent remplacés par une prestation en argent. Navereau y voit un « véritable supplément de solde », l'ustensile en argent servant à l'entretien du soldat et non uniquement à remplacer le chauffage et l'éclairage comme c'était le cas au début (Le logement et les ustensiles des gens de guerre de 1439 à 1789, *op. cit.*, p. 176).
[1342] C'est ce que prévoyait une ordonnance du 10 octobre 1675, citée par Navereau A., *ibidem*, p. 186, note 1.
[1343] *Ibidem*, p. 197.
[1344] En novembre 1689, l'ustensile ayant été fortement augmenté par ordre du roi, les gentilshommes et les ecclésiastiques de Vic en Bigorre s'en prétendirent exempts, ce que les consuls démentirent au motif qu'ils possédaient des biens ruraux, donc sujets à la taille. Ils furent cotisés, mais il est probable qu'un recours à l'intendant les rétablit dans leur exemption (Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XVIII, 1749, p. 247 : décembre 1689). Cette affaire témoigne du fait que l'ustensile en argent n'était plus perçu à cette date que comme un supplément de taille.

décidé en 1704 que seuls les exemptés de la taille seraient exemptés de l'ustensile en argent[1345]. Or en Gascogne orientale la taille était réelle, et les nobles n'en étaient pas exemptés s'ils avaient des biens roturiers. Il en résulte que les nobles purent dès lors y payer l'ustensile en argent. En 1763, à Tarbes, les nobles et des membres d'autres corps prétendirent ne pas y être assujettis. Le syndic de la ville remit un mémoire à l'intendant, qui répondit catégoriquement qu'ils devaient être soumis à cette imposition faite au marc la livre de la taille, étant donc réelle en Bigorre comme dans tous les pays de taille réelle, alors qu'en pays de taille personnelle elle pouvait être considérée comme personnelle, et les nobles en être exemptés[1346]. Le conseil de ville de Tarbes ne fit pas de difficulté pour délibérer que personne ne pourrait être affranchi de cette imposition[1347]. Cette entorse à leur privilège fut néanmoins brève, puisqu'il ne fut plus perçu après 1763, n'y ayant plus de guerres continentales.

Ensuite, les nobles furent exemptés de la « milice »[1348]. Louvois l'avait créé en novembre 1688, pour contrer la puissante ligue d'Augsbourg. Elle devait être composée de sujets de l'ensemble du royaume, soumis à un service militaire obligatoire. Cette milice qui fut à de nombreuses reprises transformée, connut tout d'abord une existence par intermittence, pour ne devenir permanente qu'à partir de 1726. A l'origine il s'agissait d'une force auxiliaire ne devant se charger que de tâches de second ordre, comme la garde des places, mais assez rapidement les miliciens furent aussi utilisés dans les campagnes militaires dans des unités combattantes, voire incorporés dans les régiments permanents. La milice n'en resta pas moins en règle générale reléguée dans des besognes secondaires, à l'intérieur des frontières, qui la mirent aussi à rude épreuve : la garde de places fortes insalubres entraînait des épidémies parfois meurtrières. En temps de paix, le milicien devait participer tous les ans à des assemblées des miliciens, et être toujours prêt à partir pour le service, ayant l'interdiction de quitter le territoire de la paroisse, atteinte très forte à sa liberté qui était mal supportée. Le service fut aussi une lourde charge par sa durée, qui put aller jusqu'à six ans. Une exemption de taille de quelques années ne compensait certainement pas le désagrément. C'était en somme, estime Corvisier, « la plus rude des charges locales »[1349]. A partir de 1778 cependant, la milice fut mise

[1345] Dans une lettre du 23 mai 1707, Chamillart écrivait que « ceux qui sont exempts du logement effectif et ne le sont point à la taille demeurent toujours assujettis à l'ustensile qui s'impose au marc la livre » (citée par Navereau A., Le logement et les ustensiles des gens de guerre de 1439 à 1789, *op. cit.*, p. 198).
[1346] *AMT*, BB 10, délibération du conseil général de Tarbes, 1er février 1763.
[1347] *Ibidem*.
[1348] Sur cette institution, voir Girard, Georges*, Le service militaire en France à la fin du règne de Louis XIV. Racolage et milice (1701-1715),* thèse pour le doctorat, Université de Paris, Paris, 1921 ; et Laporte, Pierre, *La milice d'Auvergne*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Clermont-Ferrand, 1956.
[1349] Corvisier, André, *L'armée française de la fin du XVIIe siècle au ministère de Choiseul. Le soldat*, tome 1, thèse pour le doctorat, université de Paris, 1964, p. 232.

en sommeil, les miliciens étant seulement inscrits sur un rôle signalétique au cas où l'on devrait de nouveau avoir recours à eux[1350]. On comprend à la lecture de ce résumé que les populations redoutèrent et parfois rejetèrent même ce service obligatoire.

La quantité de miliciens était fixée par une ordonnance qui les partageait entre les différentes généralités, avant que l'intendant ne les répartisse entre les paroisses. On remarque que la Gascogne fut particulièrement chargée en miliciens : de 1701 à 1712, la généralité de Montauban dut fournir 19140 hommes, étant la troisième généralité par le nombre de miliciens fournis, et celle de Bordeaux, avec 18840 miliciens, arrivant en cinquième position, juste après le Languedoc[1351]. Le recrutement des miliciens se fit presque exclusivement par le biais du tirage au sort. Tout était bon pour en réchapper : certains fuyaient[1352], d'autres prétendaient être inaptes (ne pas entrer dans la condition d'âge, de taille, être infirme), d'autres encore assuraient être exempts pour divers motifs. Localement, on cherchait à échapper au service personnel collectivement, par une cotisation, ou individuellement, en trouvant un remplaçant.

La milice fut une des institutions les plus inégalitaires de l'ancienne France, car en sus des conditions d'aptitudes, de très nombreuses exemptions étaient concédées (en raison de leurs charges, de leur utilité économique, de leur condition personnelle, pour des raisons d'humanité). Elles furent accordées pendant longtemps principalement arbitrairement, au gré des intendants, qui publiaient des ordonnances listant les cas d'exemption[1353]. Elles relevèrent de l'usage et des règlements jusqu'à ce qu'elles fussent reprises par la législation dans la seconde moitié du XVIIIe siècle[1354]. Or parmi ces nombreux exemptés, on trouvait les nobles. Cette exemption ne devint légale que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. L'article 13 de l'ordonnance du 1er décembre 1774 porte que « tout garçon ou homme veuf sans enfans, né et domicilié dans le royaume, à la réserve des ecclésiastiques, des nobles, et de ceux qui seront désignés dans les articles suivans, sera sujet au service des régimens provinciaux »[1355]. Cette exemption en faveur

[1350] La milice fut supprimée par un décret du 4 mars 1791.
[1351] Girard, Georges, Le service militaire en France à la fin du règne de Louis XIV, *op. cit.*, p. 200.
[1352] Dans une requête à l'intendant, deux seigneurs expliquaient qu'ils étaient « dans un quartier où les cultivateurs manquent, parce que les enfants des brassiers quittent le païs par rapport à la milice pour se réfugier dans des païs libres » (Fonds Juillac, requête de Jean-Pierre de Perron, seigneur de Saint-Lanne, et Joseph de Priellé seigneur de Lagrasse, à monseigneur de Journet intendant d'Auch, 13 juillet 1769).
[1353] L'intendant donnait aux subdélégués et aux commissaires aux levées des « directives concernant les exemptions ». Il publiait des listes d'exemptions. Après que le gouvernement eut réglementé les exemptions en 1765, il y apporta des « aménagements » (Laporte, Pierre, La milice d'Auvergne, *op. cit.*, p. 12).
[1354] Comme le note André Corvisier, l'ordonnance de 1765 ne fit que « fixer un état de fait qui s'était établi peu à peu » (L'armée française de la fin du XVIIe siècle au ministère de Choiseul. Le soldat, *op. cit.*, tome 1, p. 208).
[1355] *ADHP*, I 5, « extrait de l'ordonnance du roi, concernant les régimens provinciaux », 1er décembre 1774, art. 13. L'ordonnance du 25 février 1726 prévoyait déjà que l'assemblée de la communauté pour le tirage au sort se fasse en présence de commissaires royaux pour la levée choisis par les gouverneurs et intendants parmi les « officiers de caractère, gentilshommes, commissaires des guerres, ou autres de probité reconnue », sans qu'elle

des nobles pouvait s'expliquer par diverses raisons. Les nobles étaient sensés servir le roi dans une institution particulière, l'arrière-ban, qui fut encore convoqué sous Louis XIV. Il faut ajouter qu'une part importante de la noblesse, au moins en Gascogne, servait déjà personnellement le roi à l'armée, à divers échelons, principalement dans des charges de sous-officier et d'officier. Enfin, il faut noter que les nobles ne restèrent pas totalement étrangers à la milice, puisque nombre de gentilshommes officiers réformés, ou de sous-officiers, faute de mieux, y exercèrent des charges d'officiers[1356]. Mais il y a sans doute une raison plus profonde, qui est que les exemptions du service à la milice avaient pour but le maintien de la hiérarchie sociale : il ne fallait pas niveler les conditions, mais bien au contraire conforter l'ordre social, et renforcer la hiérarchie des ordres[1357]. Obliger les nobles à combattre avec leurs métayers aurait été en quelque sorte une révolution sociale inconcevable sous Louis XIV et Louis XV. L'idée d'égalité était totalement étrangère à l'organisation de la milice. C'est cette volonté de préserver l'ordre social qui explique que furent aussi exempts les propriétaires de fief vivant noblement[1358]. Les intendants, qui avaient la haute main sur les exemptions, l'accordèrent à tous les nobles sans aucune difficulté.

Le privilège nobiliaire ès milice ne se limitait pas aux personnes des nobles, il s'étendait à leurs serviteurs, qui étaient aussi exemptés. Les domestiques en bénéficiaient, certes, mais en raison de la qualité de leur maître, et dans leur intérêt propre, ce qui montre en fait le peu de cas que l'on faisait d'eux. Cette exemption avait des contours imprécis. Elle valait selon l'usage pour le cuisinier, le jardinier et les laquais. L'ordonnance de novembre 1765 exempta les valets à gage des gentilshommes[1359]. Les maîtres charretiers des gentilshommes faisant valoir leur ferme étaient aussi exempts[1360]. Les nobles, profitant de l'absence de législation jusqu'en 1765, eurent tendance à frauder, si l'on en croit les historiens de l'armée : certains d'entre eux, non

précisât que ces commissaires fussent exemptés de la milice, puisqu'il était évident qu'ils l'étaient déjà en vertu de leurs qualités (De Briquet, Code militaire, *op. cit.*, tome 2, p. 245, ordonnance du 25 février 1726, art. 6).

[1356] Les gentilshommes gascons désargentés pouvaient espérer accéder plus aisément à ces charges avec l'appui de l'intendant, car elles n'étaient pas vénales.

[1357] André Corvisier analyse que ces exemptions étaient « accompagnées de clauses qui en soulignaient le caractère social. Elles cherchaient toutes à maintenir les situations acquises et les structures sociales existantes, suivant en cela la pression que les notables exerçaient sur les subdélégués pour éviter la milice » (Corvisier, André, L'armée française de la fin du XVIIe siècle au ministère de Choiseul. Le soldat, *op. cit.*, tome 1, p. 217).

[1358] Laporte, Pierre, La milice d'Auvergne, *op. cit.*, p. 63. A partir de 1768, la propriété d'un fief ne fut plus décisive, car il fut décidé que les gens vivant noblement seraient « ceux dont les pères ont été revêtus pendant 20 ans au moins, ou sont morts revêtus d'une charge ou emploi de finance qui lui procuroit des privilèges, et ausquels les fils ne dérogent pas » (*ADHP*, 65 J 363, « Instruction particulière » de l'intendant d'Auch sur les décisions rendues par le duc de Choiseul, ministre et secrétaire d'Etat de la guerre, sur les observations qui ont été faites par les intendants, par rapport aux exemptions, à Auch, le 26 janvier 1768).

[1359] Fonds Lascazères, « extrait de l'ordonnance du roi concernant les milices » du 27 novembre 1765, imprimée à Pau, Imprimerie de J. P. Vignancour, 1766.

[1360] *Ibidem*.

contents d'assurer les droits de leurs domestiques accoutumés, abusaient éhontément de cette exemption en faveur soit de leurs protégés, soit de garçons qu'ils pouvaient faire travailler gratuitement contre l'assurance de la faire valoir à leur bénéfice[1361]. Le roi fut obligé de réprimer les abus. L'ordonnance de novembre 1765 défendit aux gentilshommes et aux clercs de donner « retraite » aux garçons sujets à la milice sous peine d'amende[1362]. Elle précisa aussi les conditions d'exemption des valets à gages des gentilshommes[1363]. Cette exemption en faveur des domestiques était une façon de maintenir et de renforcer le pouvoir social des nobles, qui était augmenté pour certains par les exemptions liées à la seigneurie (comme celles des juges seigneuriaux ou des gardes-chasse). Elle révèle que la domination sociale des nobles dans les campagnes s'exerçait plus par le biais de la domesticité ménagère ou agricole, que du pouvoir seigneurial, qui était, lui, plus un ferment d'opposition que de cohésion entre nobles et paysans.

Les nobles étaient aussi exemptés de la corvée royale, une prestation exigée par le roi sur les personnes qui y étaient sujettes. Il faut préciser d'abord que la « corvée royale » fut une institution éphémère de l'ancien droit[1364]. Si elle put être utilisée ponctuellement, à des fins militaires, ou lors d'un déplacement du roi en province, elle n'était que rarement employée, et beaucoup de provinces, dont la Gascogne, ne la connaissaient pas. Elle ne se répandit que très progressivement à partir du début du XVIIIe siècle, avant d'être généralisée par le contrôleur général Orry dans une circulaire du 13 juin 1738. A partir de cette date, elle fut appliquée très rapidement dans tout le royaume, par des intendants désireux d'améliorer les voies de communication, aiguillonnés par le corps des Pont et Chaussées, alors en plein essor[1365].

La corvée royale consistait en deux réquisitions annuelles, une au printemps, l'autre à l'automne, pour une période de jours variables (en général douze), des habitants des communautés et de leurs bêtes de trait, afin de les faire contribuer gratuitement aux travaux des

---

[1361] « Tous les ans », écrit Georges Girard, « à l'époque de la levée de milice, le moindre hobereau éprouve le besoin impérieux d'accroître les gens de sa maison », embauchant les fils de ses métayers ou de ses voisins comme valets (Le service militaire en France à la fin du règne de Louis XIV, *op. cit.*, p. 217 ; Laporte, Pierre, La milice d'Auvergne, *op. cit.*, p. 71). En cas de contestation, ils morguaient les subdélégués, et réclamaient que leur bon droit soit respecté.

[1362] Fonds Lascazères, « extrait de l'ordonnance du roi concernant les milices » du 27 novembre 1765, art. 6. Cette disposition fut reprise par une ordonnance de l'intendant d'Auch de 1776 tirée des ordonnances royales du 1er décembre 1774 et du 15 décembre 1775 (*ADHP*, I 5, ordonnance donnée à Auch, le 22 mai 1776).

[1363] Ils ne devaient pas excéder le nombre des domestiques accoutumés, ne pas être entrés à leur service depuis l'ordonnance, demeurer dans la maison du maître, et être attachés uniquement à son service personnel (Fonds Lascazères, ordonnance du roi concernant les milices du 27 novembre 1765). Disposition reprise de façon à peu près semblable par l'article 48 de l'ordonnance du 1er décembre 1774 (*ADHP*, I 5).

[1364] Sur l'histoire de la corvée royale, voir Gabriel Habault, *La corvée royale au XVIIIe siècle*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Paris, 1903, François-Pierre Clément, *La corvée des chemins en France, et spécialement en Poitou sous les intendants de Blossac et Boula de Nanteuil (1751-1790)*, thèse pour le doctorat, Université de Poitiers, Poitiers, 1899 et E. J. M. Vignon, Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France aux dix-septième et dix-huitième siècles, *op. cit.*, tome troisième, 1862.

[1365] Petot, Jean, *Histoire de l'administration des Ponts et Chaussées. 1599-1815*, Paris, 1958.

routes. On distinguait la corvée de charroi et la corvée à bras[1366]. Encadrés par des « piqueurs », agents subalternes qui dirigeaient les « ateliers », les corvoyeurs étaient parfois soumis à des vexations. Les récalcitrants étaient conduits de force par la maréchaussée sur les ateliers, ou soumis à une amende qu'ils devaient payer avant de pouvoir sortir de prison.

La corvée était une institution fondamentalement arbitraire et inégalitaire. En l'absence de législation, la charge était mal définie dans ses contours, et de cette imprécision vint qu'elle fut plus ou moins lourde pour les populations, au gré des intendants. Non seulement certaines parties de la population en étaient totalement exemptées, car les intendants ne faisaient requérir que les habitants des communautés voisines des routes, les communautés qui étaient éloignées ayant la chance, chance discutable à d'autres égards, mais chance tout de même en l'occurrence, d'être épargnées par la corvée, mais dans certaines intendances, comme en Normandie ou en Limousin, elles obtinrent le droit d'option, qui leur permettait de choisir entre la contraignante corvée en nature, ou l'acquittement d'une somme en argent, qui exemptait du travail personnel et permettait de faire acquitter la charge par une société de travaux suite à une adjudication[1367]. L'institution était fondamentalement inégalitaire aussi parce que des habitants étaient exemptés personnellement. Ces exemptions étant accordées arbitrairement par l'intendant, elles variaient donc d'une généralité à l'autre.

Or parmi les nombreux exemptés (officiers, commensaux, clercs…), on trouve les nobles, selon l'usage puis suivant les ordonnances des intendants. Cette exemption semble s'être imposée d'elle-même, à la suite d'une longue tradition qui avait cours dans les seigneuries, qui faisait exempter la noblesse des charges personnelles. On ne pouvait compter les membres des deux premiers ordres du royaume, auxquels les convenances voulaient que l'on doive honneur et respect, au nombre des « corvéables et manœuvres du lieu », ce qui était vécu comme une véritable humiliation[1368]. L'usage fut confirmé par l'intendant d'Auch[1369].

Les domestiques des nobles furent aussi exemptés, par l'usage puis par les ordonnances des intendants. Comme pour la milice, cette exemption était un privilège en faveur du noble, que l'on ne pouvait priver de sa domesticité sans lui causer quelque désagrément, et non du domestique, dont on faisait peu de cas de la personne. L'ordonnance de l'intendant d'Auch du

[1366] La première consistait en une réquisition de tous les moyens de transport de matériaux (chevaux, bœufs, charrettes) à quatre lieues de distance. La seconde revenait à faire travailler les habitants situés dans une distance de trois lieues aux travaux de terrassement.
[1367] Cette seconde façon de procéder souleva moins de mécontentements, malgré les accusations de malversations faites à l'encontre des agents des Ponts et Chaussées.
[1368] *ADG*, C 5, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin, le 25 mars 1755.
[1369] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XIX, 1749, p. 515, ordonnance pour les corvées de d'Aligre, intendant d'Auch, à Auch, 12 novembre 1750, art. 36.

12 novembre 1750 s'attacha à en délimiter les contours. Etaient exemptés les gardes chasse et gardes bois du seigneur ayant prêté serment à la maîtrise, les valets et domestiques à gages « couchant chez eux, et vivant à leur cuisine », et les valets de labour à leurs gages et leurs bœufs, à condition qu'ils fassent valoir « par leurs mains », et qu'ils soient « couchant dans leurs maisons ou châteaux ». L'exemption était limitée à deux charretiers et deux paires de bœufs[1370]. En revanche, la même ordonnance excluait de l'exemption les bordiers, métayers, maîtres valets et fesandiers[1371]. En 1769, Jean-Pierre de Perron et Joseph de Priellé firent une requête à l'intendant se plaignant que les deux domestiques qu'ils possédaient chacun et leurs deux paires de bœufs avaient été compris par les consuls de Madiran pour les travaux faits sur la route allant d'Aire à Vic en Bigorre, ce en quoi ils voyaient une « insulte » autant qu'un préjudice[1372]. Après avoir fait prendre la réponse des consuls par son subdélégué, l'intendant ordonna que chacun des deux requérants auraient d'exemptés deux valets et deux paires de bœufs chacun, mais que les autres, s'il y en avait en surnuméraire, seraient compris à la corvée[1373].

Lorsque les communautés commencèrent à recourir à l'adjudication, l'imposition qu'elles levèrent fut faite au prorata de la contribution à la taille. L'intendant décida que l'exemption des nobles serait alors calquée sur celle de leurs valets de labour et bœufs. Le sieur de Perron se plaignit que les consuls de Madiran l'aient imposé en 1779, alors que « par sa qualité de noble, il doit suivant votre mandement, pour les travaux des routes, avoir deux peres de beufs, exempts des corvées ou de l'imposition pour les adjudications des tailles des routes, d'autant qu'il les tient chés luy, et que ses domestiques mangent à sa cuisine »[1374]. Il demandait donc à être exempté de l'imposition faite sur lui en représentation de la corvée due par ses domestiques et bœufs. L'exemption n'avait donc pas diminué dans ses contours. Par une ordonnance du 25 octobre 1780, l'intendant ordonna que ses possessions excédant la surface de deux paires de labourage, il ne serait exempté comme noble que dans les limites de l'ordonnance, et imposé pour le reste de ses terres[1375].

[1370] *Ibidem*, art. 40.
[1371] *Ibidem*, art. 41. Un faisandier est en Gascogne un ouvrier agricole changeant souvent de place.
[1372] Fonds Juillac, requête de Jean-Pierre de Perron, seigneur de Saint-Lanne, et Joseph de Priellé seigneur de Lagrasse, à monseigneur de Journet intendant d'Auch, 13 juillet 1769. Ils s'appuyaient sur l'article 28 d'une ordonnance de l'intendant d'Etigny de 1756, et l'intendant rendit son ordonnance en visant une autre ordonnance sur les exemptions du 14 février 1761, qui reprenaient les dispositions de l'ordonnance de d'Aligre pour l'exemption des domestiques (*ADPA*, C 351).
[1373] Fonds Juillac, ordonnance de Journet, intendant d'Auch, 13 décembre 1769.
[1374] Fonds Juillac, requête du sieur de Perron, à monseigneur de Labouley, intendant d'Auch, octobre 1780.
[1375] Fonds Juillac, ordonnance de Gabriel-Isaac de Laboulaye, intendant d'Auch, Auch, 25 octobre 1780.

L'intendant ménageait la noblesse, sans doute influencé par l'exemple de la généralité voisine de Montauban, où l'intendant Pierre Pajot avait tenté d'y limiter au maximum l'exemption, notamment en soumettant tous les habitants à la corvée des voitures, alors même qu'il doutait *a priori* de la possibilité de l'application de cette disposition, puisqu'il écrivait dans une lettre de novembre 1735 que ce serait « une erreur de croire que toute cette gentilhommerie laissera marcher ses bouviers et ceux de ses métayers… ou bien il faudra employer la force »[1376]. Cette rigueur souleva un vent de révolte contre son successeur Lescalopier, intendant qui dut subir non seulement la désobéissance des privilégiés qui refusèrent de laisser servir leurs domestiques et leurs charrettes, mais aussi une véritable fronde de la cour des aides de Montauban, dont les membres, issus de la bourgeoisie provinciale, n'avaient pas apprécié que l'intendant les forçât à fournir leurs valets[1377]. Le bon fonctionnement de la corvée nécessitait donc de ménager la vanité et les avantages des notables, pour qui la corvée était une tâche servile qui ne devait pas troubler l'ordre social.

Il est important de rappeler que cette exemption fut battue en brèche sous le règne de Louis XVI. La corvée ne faisait pas seulement l'objet d'un profond mécontentement des populations qui y étaient sujettes, elle fut aussi prise sous le feu des critiques des économistes, et plus encore des philosophes du mouvement des Lumières, dont les idées se répandaient dans la société : « les nouvelles idées d'égalité devant la loi, d'exacte répartition des charges d'après les facultés, faisaient paraître encore plus exorbitante pour une certaine classe d'individus l'obligation de fournir un travail en nature, mal déterminé, mal commandé et mal réparti »[1378]. Les intendants tentèrent d'améliorer son fonctionnement dans les provinces en n'excédant pas les populations. C'est Turgot, le grand ministre de Louis XVI, qui porta le coup décisif à la corvée en nature par la réforme qu'il fit en 1776. Elle fut supprimée et remplacée par un impôt sur tous les propriétaires de biens fonds au marc la livre du vingtième[1379]. Cette réforme soumettait par conséquent les privilégiés à la corvée[1380]. Ceux-ci protestèrent avec véhémence,

---

[1376] Cité par Monique Cuillieron, *Contribution à l'étude de la rébellion des cours souveraines sous le règne de Louis XV. Le cas de la cour des aides et finances de Montauban*, Travaux et recherches de l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, PUF, Paris, 1983, p. 25.

[1377] *Ibidem*, p. 23 et suiv.

[1378] Habault, Gabriel, La corvée royale au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 1.

[1379] *ADHG*, 1 B 1964, folio 100, édit sur les corvées donné à Versailles, février 1776, art. 1 et 2.

[1380] Il ne s'agissait pas d'une mortification, puisqu'il n'était pas question de les astreindre à la corvée en nature, tâche considérée comme servile : elle était supprimée au profit d'une imposition. Les soumettre à cette imposition, ce n'était pas les assujettir à une charge personnelle, puisque l'imposition était devenue réelle par cette réforme législative. Turgot ne faisait pas qu'établir l'égalité devant une charge publique, et la rendre plus humaine, il prenait aussi en compte l'amour-propre des privilégiés qui jugeaient méprisables l'état de corvéable. C'était la stratégie suggérée par Necker, qu'il suffirait de modifier les impôts pour y soumettre les privilégiés, puisqu'un des motifs attachant à l'exemption était « la tâche » imprimée sur des impositions comme la taille, la corvée, et le logement des gens de guerre, jugeant même que ce serait « une folle entreprise que de prétendre déranger ces idées,

y voyant une atteinte à leurs privilèges, une humiliation pour leurs ordres, enfin la porte ouverte à des empiètements sur leurs exemptions fiscales, dont la critique était désormais dans l'air du temps. Les parlements se firent l'écho du mécontentement d'une grande partie de la noblesse[1381]. Avec la chute du ministère Turgot, on dut retourner à l'ancien état des choses par une déclaration du 11 août 1776, à ceci près que le choix par la paroisse entre l'acquittement en nature ou le payement des travaux concédés par adjudication fut généralisé par une instruction du 6 septembre 1776[1382].

Dans la généralité d'Auch, l'intendant encourageait la substitution à la corvée en nature. A partir de 1781, les biens des nobles et du clergé furent compris dans les contributions faites au marc la livre de la taille dans les communautés pour les adjudications des travaux des grandes routes. Ils n'en conservèrent pas moins une exemption partielle, selon les anciennes ordonnances des intendants, mais il semblerait, si l'on en croit les syndics des Etats de Bigorre, uniquement sur les biens nobles (pour lesquels les roturiers ne seraient pas exemptés), c'est à dire sur une partie seulement de leurs terres, et dans la limite de deux paires de labourage, lorsqu'ils faisaient valoir eux-mêmes ou par leurs valets à gage[1383]. Les Etats de Bigorre se firent l'écho du mécontentement des privilégiés. Lors d'une séance des Etats du 13 décembre 1782, fut remis un mémoire dans lequel il était déclaré que cet ordre des choses était « destructif de leurs privilèges et de leurs exemptions », et réclamant que les Etats entreprissent de maintenir ces immunités[1384]. Les Etats délibérèrent que les syndics seraient chargés de dresser un mémoire exposant les moyens sur lesquels ils comptaient s'appuyer pour faire valoir l'exemption, et qu'il serait remis à deux intercesseurs puissants, l'évêque de Tarbes et le marquis d'Ossun, ambassadeur d'Espagne, afin qu'ils plaidassent cette cause auprès de l'intendant, voire avec le ministre si cela s'avérait nécessaire[1385]. Les syndics rappelèrent que le clergé et les nobles furent

& de vouloir assimiler indistinctement à de pareilles charges, tous les ordres de citoyens », sans les métamorphoser d'abord (Necker, Jacques, De l'administration des finances de la France, *op. cit.*, tome III, p. 152). On pointa cependant le risque de rétablissement d'une corvée personnelle.

[1381] Celui de Paris soutint dans des remontrances du 4 mars 1776 que l'édit menait à la confusion des ordres, et que l'exemption des premiers ordres du royaume de la corvée faisait partie de rien moins que « la constitution de la monarchie » (Vignon, E. J. M., Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France aux dix-septième et dix-huitième siècles, *op. cit.*, tome troisième, p. 145, pièce justificative n° 127).

[1382] *Ibidem*, p. 170, pièce justificative n° 137.

[1383] *ADPA*, C 71, « Mémoire pour les syndics généraux du Pays et comté de Bigorre », 1782.

[1384] *ADPA*, C 71, extrait des registres des délibérations des Etats de Bigorre, 13 décembre 1782.

[1385] L'opposition aux ordonnances de l'intendant ne fut pas faite avec l'appui du tiers-état qui pouvait espérer diminuer la charge reposant sur ses épaules en y associant les nobles et les ecclésiastiques. Les officiers municipaux de Tarbes ne tinrent pas compte de la démarche faite auprès de l'intendant. Ils reçurent une requête du chevalier de Grainville leur signifiant l'opposition qu'il faisait aux ordonnances de l'intendant sur la répartition du montant de l'adjudication de l'imposition. Loin de s'y montrer favorable, la municipalité se réunit en assemblée générale, et délibéra à l'unanimité qu'une requête serait faite à l'intendant afin que la noblesse de Tarbes fût déboutée de son opposition, et que l'intendant rendit exécutoire les rôles de répartition de la ville de Tarbes (*AMT*, BB 14, assemblée générale, Tarbes, 6 mai 1783).

toujours exemptés de la corvée, exemption reposant sur la fonction assignée à chaque ordre, le clergé étant « consacré au culte de Dieu et de ses autels », et la noblesse étant « toujours occupée par son état et le devoir de ses fiefs à servir son Roy »[1386].

La corvée fonctionnait désormais mal en raison de l'interruption temporaire occasionnée par la réforme Turgot. Elle était définitivement discréditée par les attaques qui lui avaient été portées. Il fallut une déclaration royale rendue avec l'assentiment de l'assemblée des notables réunie à Versailles pour que la corvée en nature soit abolie à jamais et remplacée par une contribution pécuniaire le 27 juin 1787[1387]. Un arrêt du Conseil de novembre 1786 généralisa la contribution en argent pour une période d'essai de trois ans, et désormais tous les sujets à la taille ou à la capitation roturière durent contribuer aux corvées par une « prestation représentative de la corvée ». Cet arrêt ne détruisait qu'une partie des privilèges, ceux des exemptés, souvent aisés, qui ne faisaient pas partie des deux premiers ordres du royaume[1388]. Ces « quelques classes distinguées », la noblesse et le clergé, virent reconnus leurs privilèges comme constitutionnels, et loin de les supprimer, il les confirma.

Toutefois, par la déclaration de juin 1787, c'est aux assemblées provinciales nouvellement créées que fut confiée l'administration des chemins, mais aussi la contribution représentative de la corvée faite sur les taillables et contributeurs à la capitation roturière[1389]. D'après le procès-verbal de l'Assemblée provinciale de la généralité d'Auch tenue en décembre

---

[1386] *ADPA*, C 71, « Mémoire pour les syndics généraux du Pays et comté de Bigorre », 1782. Selon eux, par l'abrogation de la réforme Turgot, les corvées seraient redevenues personnelles, et nobles et clercs devraient dès lors recouvrer leurs exemptions. Si le roi avait autorisé l'option entre les travaux en nature et l'adjudication, il n'aurait pas pour autant permis qu'en cas d'adjudication, les clercs et nobles perdissent leurs privilèges. Les biens des seuls corvéables devraient être assujettis à l'imposition réelle, reprochant aux ordonnances de l'intendant de les rendre « corvéables ». Ils assuraient en plus que ce serait une iniquité de les accuser de vouloir se décharger sur le peuple de la corvée, car indirectement ils y contribueraient plus que lui, par leurs fermiers, métayers, bêtes de labourage et charrues…

[1387] *ADHG*, 1 B 1969, folio 57, déclaration donnée à Versailles, 27 juin 1787. La Gascogne fut une des rares provinces à regretter la corvée en nature et à demander le retour au régime de l'option (Renouvin, Pierre, *Les assemblées provinciales de 1787. Origines, développement, résultats*, thèse pour le doctorat en lettres, Picard éditeur, Paris, 1921, p. 206-207).

[1388] *ADHP*, Série A, arrêt du Conseil d'Etat du roi, Fontainebleau, 6 novembre 1786.

[1389] *ADHG*, 1 B 1969, folio 57, déclaration donnée à Versailles, 27 juin 1787, art. 2 et 3. Dans ses remontrances, le parlement de Toulouse avait plaidé pour qu'à l'invitation du roi, les représentants des privilégiés dans les assemblées provinciales acceptassent qu'ils fussent compris dans la répartition, puisque les avantages de la contribution bénéficiaient à tous (*ADHG*, 1 B 1859, folio 209, arrêt de la Grande Chambre du 5 septembre 1787). Il n'est donc pas surprenant que, le bureau des grands chemins de l'assemblée provinciale d'Auch ayant proposé que l'imposition soit levée au marc la livre de la capitation roturière, le sieur de Maurens, président à mortier du parlement de Toulouse, siégeant dans le corps de la noblesse, protesta contre cette iniquité. Il parait avoir été suivi par le reste de la noblesse à l'assemblée, et c'est le clergé qui se serait montré réticent, invoquant ses privilèges (Brégail, G., *L'assemblée provinciale de la généralité d'Auch en 1787*, Imprimerie Privat, Toulouse, 1913, p. 19 et 30). On ne doit cependant pas voir dans cette position l'expression d'une opinion partagée par l'ensemble de la noblesse, car les nobles présents à cette assemblée avaient été nommés par le roi ou cooptés, et choisis parmi les 1ères maisons de la province. Les nobles du Comminges renouvelèrent leur assentiment au payement des prestations en argent pour l'entretien des routes à l'assemblée électorale du 21 avril 1789 (Couget, Alphonse, *Les Etats du Nébouzan*, Saint-Gaudens, 1880, p. 81).

1787, l'imposition pour les travaux des chemins devait être répartie pour la plus grande part au marc la livre de la capitation, au marc la livre de la taille (réelle) et des vingtièmes « sans aucune exception »[1390]. On peut donc présumer que les nobles gascons durent contribuer en 1788 à cet impôt, sauf peut-être en Bigorre, Nébouzan et Quatre-Vallées, pays d'Etats qui n'étaient pas concernés[1391]. L'assemblée d'Auch fut la seule, avec celle de Caen, à sacrifier l'exemption des privilégiés[1392].

Paragraphe 4) Une situation privilégiée face à la capitation

La capitation est une imposition directe perçue annuellement sur presque tous les sujets du roi à partir de la fin du règne de Louis XIV. Les nobles ne furent pas exemptés de la capitation, mais ils n'étaient pas traités à égalité avec les roturiers devant cette imposition. Lors de l'éphémère première capitation, créée par une déclaration du 18 janvier 1695 et supprimée dès le 17 décembre 1697, qui répartissait les sujets du roi en vingt-deux classes, selon la fonction ou la profession, ils étaient taxés conformément à un tarif qui prévoyait la quotité applicable à chaque classe. Les princes et ducs, compris dans la deuxième classe, devaient payer 1500 livres, les marquis, comtes, vicomtes et barons, dans la septième, 250 livres. La distinction était ensuite faite, pour la noblesse non titrée, entre trois catégories de gentilshommes. Les « gentilhommes seigneurs de paroisse », dans la dixième classe, étaient taxés 120 livres, les « gentilhommes possedans fiefz et chasteau », dans la quinzième, 40 livres, et les « gentilhommes n'aiant ny fief ny chasteau », dans la dix-neuvième classe, 6 livres seulement[1393]. Il n'y avait pas de traitement de faveur évident, mais il était différent en raison de l'état de la personne.

La capitation fut réintroduite par une déclaration du 12 mars 1701, mais sous une autre forme. Le tarif de 1695 était conservé, mais la taxe devait être augmentée d'un tiers. La déclaration de 1701 portait que les nobles seraient taxés « à proportion de leurs dignitez et

[1390] *ADHG*, 1 C 3045, « Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale de la généralité d'Auch », Auch, novembre et décembre 1787, Chez Jean-Pierre Duprat, Imprimeur du Roi à Auch, 1788, p. 92.
[1391] D'après une note manuscrite sur les Etats de Bigorre, la noblesse contribuerait « d'un neuvième pour la prestation d'argent qui supplée les corvées », mais cette information est à vérifier (Fonds Lascazères, S. d.).
[1392] Renouvin, Pierre, Les assemblées provinciales de 1787, *op. cit.*, p. 208.
[1393] *ADHG*, 1 B 1927, folio 39, « tarif contenant la distribution des classes et le reglement des taxes de la capitation generalle ».

revenus »[1394]. Assez rapidement cependant elle ne fut plus qu'imposée globalement en fonction des facultés. Il était en effet absurde, comme le relève Georges Lardé, de taxer en fonction des dignités, puisque les rentes d'un baron ou autre noble titré pouvaient représenter des montants extrêmement différents, et cette taxation s'avérait donc particulièrement inique[1395]. En fait le montant était fixé à l'avance, et la capitation était désormais un impôt de répartition. Cette contribution était relativement arbitraire dans la mesure où l'évaluation des facultés était faite sans méthode[1396]. Elle était surtout fixée en fonction de l'imposition payée l'année précédente.

Les nobles pouvaient avoir un avantage en matière de décharge et de modération de la capitation, dont l'intendant avait, outre sa compétence contentieuse, une compétence gracieuse. Les capités pouvaient demander une modération ou même une décharge de leur taxe pour diverses causes (incendie, inondation, grêle), pourvu qu'elles soient justifiées, auprès de l'intendant. Le recours devant l'intendant était alors gracieux, il ne reposait pas sur l'atteinte à un droit, mais sur une diminution des facultés due à une situation de fait. Les intendants évaluaient eux-mêmes l'excédent d'imposition devant permettre de compenser décharges, modérations et non-valeurs jusqu'en 1765, date à partir de laquelle ce fut le conseil qui fixa le montant de la somme imposée[1397]. A partir de cette date, le montant fut fixé par un arrêt du conseil du roi, qui ordonnait que chaque généralité devrait payer au Trésor royal une somme moins importante que celle imposée, la différence permettant d'accorder des modérations et décharges d'un montant ne devant pas excéder cette somme. Cette différence était appelée le « moins imposé », les « fonds libres » ou le « bon » de la capitation. Il revenait à l'intendant de décider qui en bénéficierait[1398]. En la matière, même après la limitation apportée en 1765, les intendants avaient un véritable pouvoir discrétionnaire, et s'ils demandaient parfois l'autorisation du contrôleur général, ce n'était pas toujours le cas.

[1394] Fonds Lamothe, « Declaration du Roy pour l'établissement de la capitation generale », Versailles 12 mars 1701, art. 4.
[1395] Lardé, Georges, *La capitation dans les pays de taille personnelle*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Paris, 1906, p. 309.
[1396] On sait peu de chose sur la méthode de taxation des nobles. Elle variait selon les généralités. En Normandie la capitation d'un noble était évaluée à 20 livres pour 1000 livres de revenu (Pigeon, Jérôme, L'intendant de Rouen, juge du contentieux fiscal au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 164). Mais comment était établi ce revenu ? D'après André Berton, « le revenu de chacun de ses contribuables était recherché d'office, à la commune renommée, par enquête » (*L'impôt de la capitation sous l'Ancien Régime*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Librairie Sirey, Paris, 1907, p. 123). En réalité aucune règle n'était fixée, et le risque d'iniquité était grand.
[1397] Lardé, Georges, La capitation dans les pays de taille personnelle, *op. cit.*, p. 156.
[1398] En fait, les fonds libres de la capitation ne servaient pas seulement à combler les non-valeurs et décharges, mais aussi à un grand nombre de dépenses jugées nécessaires par l'intendant (*ADG*, C 80, « Etat des fonds qui font partie de la capitation sous la dénomination de fonds libres de la capitation »).

Or, c'est ce qui nous intéresse ici, les nobles avaient droit à une attention toute particulière de l'intendant[1399]. En dehors même de la survenance de circonstances exceptionnelles, lorsqu'ils étaient dans une situation de pauvreté, l'intendant se montrait enclin à leur accorder soit une remise ou modération, soit un don sous la forme de « secours ». L'attention portée à la noblesse pauvre n'était pas récente, et était même devenue, au XVIIIe siècle, une affaire d'Etat, le roi leur ayant réservé des places dans nombre d'écoles dédiées à son éducation. La contradiction entre leur naissance et leur fortune touchait la sensibilité de l'intendant. Consulté par un ministre sur une demande de pension en faveur des enfants d'un nommé Bacqué, notaire de Boulogne, l'intendant d'Etigny lui répondit en exprimant clairement ses sentiments sur les personnes qui devraient bénéficier des grâces du pouvoir : « quoy qu'il fut dans le besoin, il me paroissoit que ces sortes de grâces devoient plustôt tomber sur de pauvres gentilshommes, qui avoient dépensé leur bien au service, ou qui y entretenoient leurs enfants »[1400]. Cette sollicitude envers les nobles pauvres était cependant plus ou moins étendue selon les vues des intendants successifs, qui se montraient tous moins pitoyables lorsqu'il s'agissait de renouveler les secours[1401]. Les nobles en question pouvaient faire une demande en décharge ou modération directement à l'intendant, mais pouvaient aussi présenter une requête à un ministre, ou solliciter un parent de le faire pour eux, afin d'obtenir une aide[1402]. L'intendant d'Auch dut fréquemment traiter des cas de secours à apporter à des nobles, comme l'atteste sa

[1399] Dans sa thèse, Jérôme Pigeon a pu dresser des tableaux des principaux bénéficiaires en Normandie des ordonnances de décharge et modération de l'intendant grâce à un nombre substantiel d'ordonnances conservées pour le règne de Louis XVI. Il remarque que les officiers sont les plus importants bénéficiaires, mais en donne pour raison un changement de leur taxation opérée à la fin du règne de Louis XV, moins adaptée aux différents niveaux de fortune. Il relève qu'auparavant, les nobles étaient les principaux bénéficiaires, et ses tableaux établissent que les nobles étaient davantage modérés ou déchargés par l'intendant que les taillables sous le règne de Louis XVI, alors qu'évidemment ils étaient bien moins nombreux (Pigeon, Jérôme, L'intendant de Rouen, juge du contentieux fiscal au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 174 et suiv.).

[1400] *ADG*, C 13, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin du 9 février 1760. Il proposait dans la même lettre d'accorder une pension au sieur de Jussan, « bon gentilhomme et d'une des meilleures maisons de ma généralité, il a servy dans le régiment de Custine pendant douse ans, et a été blessé au siège de Fribourg en 1744, au bras droit, dont il a perdu presque totallement l'usage, et par surcroît de malheur un procès que son père a perdu la réduit au triste état de manquer de tout, ainsi denué de biens, et dans l'impossibilité de pouvoir s'en procurer, il a cru devoir s'adresser à moy pour vous représenter Monsieur sa triste situation, et je le fais d'autant plus volontiers qu'elle m'est parfaitement connue […] Il est réellement dans un état déplorable, sa vue s'est extrêmement affaiblie, ce qui l'empêche de se remettre au service comme simple soldat ».

[1401] L'intendant de Vergennes fut défavorable à l'octroi d'une nouvelle aide à la veuve de Sère en 1782, habitante d'Auch, qui avait déjà bénéficié plusieurs fois de secours, sa requête étant par ailleurs inexacte selon l'intendant, pour qui elle n'avait plus d'enfants à éduquer contrairement à ce qu'elle avançait, et il conclut que « le peu de fonds libres qui reste appartient de droit à de malheureux incendiés, ou à des pères et mères de famille hors d'état de procurer la subsistance à leurs enfants » (*ADG*, C 86, minute de lettre de l'intendant de Vergennes à monsieur d'Ormesson, à Paris, le 1er janvier 1783).

[1402] Dans le cas du sieur Le Borgne de Kermoret, gentilhomme misérable d'origine bretonne, c'est son cousin germain, alors évêque de Limoges, qui demanda pour lui une remise d'impositions (*ADG*, C 3, lettre de l'intendant d'Etigny à monsieur d'Ormesson, du 11 décembre 1752).

correspondance ministérielle sous le règne de Louis XVI[1403]. Ces secours n'étaient pas considérables (en général moins de 200 livres). Ils permettaient de soulager provisoirement le bénéficiaire. En outre, si ces secours pouvaient être renouvelés, l'usage voulait qu'ils ne le soient pas indéfiniment[1404]. Il n'en reste pas moins que l'on peut parler d'une politique d'assistance envers la noblesse pauvre dans la généralité d'Auch au XVIIIe siècle.

Concernant les rôles de la capitation, les états de répartition de la capitation de la noblesse provinciale étaient dressés par l'intendant avec l'aide d'un gentilhomme de la sénéchaussée[1405]. Ce gentilhomme était nommé par le roi par des lettres de cachet. Le rôle de la capitation de Lomagne de 1701 fut dressé de cette manière par l'intendant de Montauban, Gaspard-François Le Gendre, et Louis de Biran d'Armagnac comte de Gohas, lieutenant général des armées du roi, commissaire nommé par le roi[1406]. En réalité, le gentilhomme commis par le roi pour la répartition se transforma rapidement en une sorte de syndic, à même de faire remonter vers l'intendant les plaintes des contribuables de la noblesse. La présence de ce gentilhomme serait devenue assez vite une formalité, avant de disparaître dans la plupart des généralités au cours du XVIIIe siècle[1407]. En pays d'Etats, le rôle était dressé avec les députés

[1403] *ADG*, C 14, C 15, C 16, enregistrement sommaire de la correspondance de l'intendant d'Auch ; *ADG*, C 86, C 87, C 88, C 89, correspondance ministérielle relative à des ordonnances de secours ou de remises d'impositions. L'intendant, particulièrement bien renseigné par les avis des subdélégués, distribuait ces secours en respectant des critères assez flous. Il cherchait à aider les gentilshommes pauvres surtout quand ils avaient servi le roi, qu'ils avaient des enfants au service ou à qui ils voulaient donner une éducation, là aussi en vue du service. En dehors même du service du roi, la modicité de la fortune et le grand nombre d'enfants pouvaient suffire pour l'obtention d'un « secours », comme l'atteste la minute de lettre du 19 octobre 1785 de l'intendant de La Chapelle au sujet du sieur de Castagnet, habitant de Callian : « ce gentilhomme est un des plus pauvres de ma généralité ; il est dans le moment présent dans le plus grand embarras pour se procurer le grain nécessaire pour ensemencer ses terres, et ses enfants sont privés de recevoir la moindre éducation faute de facultés pour fournir à leur entretien. D'après ces considérations je crois que c'est le cas de venir au secours de ce gentilhomme. Si vous le pensez de même, monsieur et cher confrère, j'expédierais à son profit une ordonnance de 150 livres sur les fonds libres de la capitation » (*ADG*, C 87).

[1404] *ADG*, C 86, lettre de monsieur d'Ormesson à monsieur de La Boullaye, intendant d'Auch, Paris, 16 août 1782 : « Le sieur de La Tour gentilhomme, demeurant à Auch, a obtenu depuis plusieurs années, sur votre avis, des secours, en considération de sa nombreuse famille, et de la modicité de ses facultés, il en réclame la continuation […]. J'ai vu, monsieur, par la correspondance tenue avec vous, au sujet de ce gentilhomme, qu'il n'y avoit peut-être aucun père de famille qui eut participé, aussi constamment, et dans la même proportion, aux grâces du gouvernement, et que le ministre avoit été frappé en dernier lieu, de la continuité de ces secours ». Le cas du sieur de La Tour paraît être tout à fait exceptionnel, et l'intendant écrivait en 1786 que « il eut été difficile à ce gentilhomme de pourvoir depuis quelque années à sa subsistance, et à celle de sa famille, sans les secours qui lui ont été accordés annuellement par le gouvernement, et l'état déplorable dans lequel il est réduit ne permet pas de lui en refuser la continuation » (*ADG*, C 88, minute de lettre de l'intendant de La Chapelle à monsieur de Calonne, du 15 juillet 1786, au sujet du sieur de La Tour, ancien officier demeurant à Auch).

[1405] Fonds Lamothe, déclaration donnée à Versailles 12 mars 1701, art. 2 et art. 13.

[1406] *ADG*, I 2115, « Rolle des taxes de la capitation des gentilshommes et possédants fiefs dans les lieux de la Lomagne cy après nommés », Montauban, 18 juin 1701.

[1407] La cour des aides de Paris, dans des remontrances de mai 1775, déclara que « cette formalité est tombée en désuétude, et il faut y avoir peu de regret, car ce gentilhomme n'était point choisi par la province, il était nommé par le gouvernement, et toujours sur la présentation de l'intendant : ainsi ce n'était qu'un témoin oisif de ses opérations » (Citées par Lardé, Georges, La capitation dans les pays de taille personnelle, *op. cit.*, p. 306).

et le syndic des Etats. En fait, ces pays étant abonnés, ils disposaient d'une grande marge de manœuvre. Un arrêt du conseil d'Etat de juillet 1702 décidait que la répartition de la capitation dans le corps de la noblesse de Bigorre serait faite suivant les facultés « par tels commissaires qu'ils jugeront à propos de nommer »[1408].

En Gascogne, les rôles de la capitation de la noblesse des pays d'élection, appelés communément « rôle de la noblesse », ne comprenaient pas que des nobles. Comme le remarquait l'intendant d'Auch, « il y a beaucoup des roturiers possédant des seigneuries ou des fiefs qui s'y trouvent employés »[1409]. Le rôle de la capitation de Lomagne de 1701 comprenait les gentilshommes et les personnes possédant des fiefs[1410]. C'est également le cas dans l'élection de Comminges en 1724[1411]. En Nébouzan, pays d'Etats, le rôle de la capitation noble comprenait aussi les nobles et les personnes possédant des fiefs[1412]. Les liens inextricables entre noblesse et féodalité n'avaient pas pu être démêlés. Des roturiers étaient donc présents sur ce rôle. Les bourgeois cherchaient même à s'y faire inscrire, pas tant par infatuation que par intérêt, la capitation de la noblesse étant réputée plus faible. Pourtant, les communautés et villes veillaient à ce que les bourgeois ne puissent quitter leurs rôles à leur préjudice. Il fallait à tout prix maintenir l'effectif, afin d'éviter que la charge de la capitation augmente sur les autres contribuables. En Bigorre, la condition des biens primait, car par une délibération des Etats du 11 octobre 1716, il fut décidé que ceux qui possédaient des fiefs et terres nobles en Bigorre seraient compris dans le rôle de la capitation de la noblesse, et ceux qui n'en possédaient pas seraient compris dans le rôle du tiers-état[1413]. Comme ailleurs en Gascogne orientale, la capitation était à la fois réelle et personnelle, mais avec un caractère réel plus accentué : « cette imposition, à l'égard de la noblesse, tient plus du réel que du personnel » constatait un noble bigourdan[1414].

Lors de son introduction en 1695, la capitation fut un grand pas en avant vers l'égalité face aux impositions. On considérait communément auparavant que la noblesse devait être exemptée d'imposition royale en règle générale car elle était attachée au service du roi, et

[1408] Arrêt du conseil d'Etat sur la capitation en Bigorre, Versailles, 18 juillet 1702, reproduit dans Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome VII, 1747, p. 405.
[1409] *ADG*, C 1, lettre de l'intendant Mégret de Serilly à monsieur de La Houssaye, à Auch, le 8 décembre 1740.
[1410] *ADG*, I 2115, « Rôlle des taxes de la capitation des gentilshommes et possédants fiefs dans les lieux de la Lomagne cy après nommés », Montauban, 18 juin 1701.
[1411] Fonds Lamothe, « rôlle des taxes de la capitation des gentilshommes et autres possédants fief ou biens nobles dans l'élection de Comminges pour l'année 1724 ».
[1412] *ADHG*, 1 C 3201, « Rôlle de la capitation des nobles et autres particuliers possédant fiefs ou biens nobles dans le païs de Nébouzan », Auch, 10 novembre 1754.
[1413] *ADHP*, 1 C 133, extrait du précis des délibération des Etats de Bigorre de 1716 ; Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XIX, 1749, p. 38, délibération de la communauté de Vic de décembre 1716.
[1414] *ADPA*, C 70, requête du comte de Béon à monseigneur d'Ormesson, intendant des finances.

payerait l'impôt du sang, ce qui justifiait son exemption en pays de taille personnelle. Mais face aux besoins pressants, et la pression fiscale pesant sur les non exemptés étant déjà excessive, il devenait évident que la noblesse devrait être davantage mise à contribution. En 1695 comme en 1701, elle était présentée comme une charge extraordinaire ne devant durer que pendant la guerre. Comme l'a écrit Marcel Marion, « la capitation fut uniquement fille de la nécessité »[1415]. Elle devait cependant perdurer tout au long du XVIIIe siècle jusqu'en 1789. Alors que François Bluche voyait dans le tarif de 1695 la « véritable hiérarchie sociale de l'ancienne France »[1416], Jean Chagniot considère qu'il ne s'agissait que d'un tarif fiscal, qui « épargnait les gens les plus précieux au roi, c'est à dire les hommes d'épée »[1417]. Par la suite, on considère que la noblesse contribua pour une part extrêmement modique à la capitation, qui n'avait aucun rapport avec ses facultés, et dans une proportion bien plus faible que les roturiers[1418]. Les intendants purent se montrer complaisants, notamment sous le règne de Louis XIV, afin de faciliter l'acclimatation de la capitation. L'intendant de Bordeaux, exprimait clairement cette intention dans une lettre de 1702 : « j'ay fait connoître à monsieur l'evesque de Tarbes la forte envie que j'ay de soulager messieurs les gentilhommes, et ce que je puis faire pour leur en donner des marques »[1419]. Des mesures énergiques durent cependant être prises. Des nobles ayant négligé de payer la capitation durant plusieurs années, l'intendant d'Auch ordonna en 1717 que deux dragons seraient envoyés chez toutes les personnes comprises au rôle de la capitation de la noblesse qui n'auraient pas payé les années précédentes, jusqu'au règlement complet des arriérés[1420]. Même après leur soumission, les nobles devaient rester avantagés en proportion. Le clairvoyant Turgot assurait que la proportion dans laquelle les nobles payaient la capitation tenait lieu d'un « vrai privilège »[1421].

[1415] Marion, Marcel, *Les impôts directs sous l'Ancien Régime principalement au XVIIIe siècle*, Paris, 1910, p. 49.
[1416] Bluche, François, Solnon, Jean-François, La véritable hiérarchie sociale de l'ancienne France, *op. cit.*, 1983.
[1417] Chagniot, Jean, « Ethique et pratique de la profession des armes chez les officiers français au XVIIe siècle », in *Guerre et pouvoir en Europe au XVIIe siècle*, Paris, 1991, p. 90.
[1418] Pour Marcel Marion cependant les nobles purent être soumis à une imposition importante dans « les provinces pauvres, et où l'absentéisme sévissait cruellement », devenant avec le temps un « fardeau très lourd », et cite l'exemple du Berry où des gentilshommes tentèrent de s'inscrire sur les rôles de la bourgeoisie. Il n'en déclare pas moins qu'en général elle était très faible, comme en Orléanais où elle n'était que du 100e du revenu du noble (Marion, Marcel, L'impôt sur le revenu au Dix-huitième siècle principalement en Guyenne, *op. cit.*, p. 25). Georges Lardé souligne la disproportion, mais note que la noblesse était confrontée à deux causes de pénibilité face à la capitation, la répartition arbitraire entre les généralités, qui faisait que les nobles étaient plus chargés dans certaines généralités que dans d'autres, et le caractère arbitraire de la répartition au sein même de la noblesse d'une généralité (Lardé, Georges, La capitation dans les pays de taille personnelle, *op. cit.*, p. 311). Si la répartition ne devait pas être parfaitement équitable, il est cependant peu crédible que cette répartition fut trop déséquilibrée, l'intendant veillant à éviter les abus trop criants, et les nobles imposés n'hésitant pas à requérir un ajustement de leur cote s'ils s'estimaient lésés.
[1419] *ADPA*, 16 J 160, lettre de l'intendant de La Bourdonnaye, à Bordeaux, le 20 août 1702.
[1420] *ADHG*, 198 J 6, lettre de monsieur Bagnères syndic, au baron de Betbèze, à Termes, le 26 mars 1717.
[1421] Lardé, Georges, La capitation dans les pays de taille personnelle, *op. cit.*, p. 310, lettre de Turgot à d'Ormesson, 1767 : « si l'on compare la capitation que paie un gentilhomme avec celle que paie un paysan au marc la livre de

Paragraphe 5) Du dixième à la fin des privilèges fiscaux

Le dixième, créé le 14 octobre 1710 par le contrôleur général Desmarets, était un impôt de quotité sur les revenus des biens fonds des propriétaires, les revenus mobiliers, des charges et des offices, et du commerce et de l'industrie. Cet impôt disparut en 1717, pour réapparaitre et disparaitre de nouveau à diverses reprises, parfois sous la forme de vingtièmes et même d'un éphémère cinquantième en 1725[1422]. Le cumul des vingtièmes fit que cette imposition pesa plus lourd que la capitation sous le règne de Louis XVI[1423]. Les nobles furent juridiquement égaux avec les roturiers face à cet impôt direct, le dixième, et ses épigones, le vingtième et le cinquantième. Les biens nobles étaient aussi sujets à l'impôt, de concours avec les biens ruraux. Il est vrai que pour le premier dixième l'application de l'édit rencontra de grandes difficultés, que certaines provinces purent s'abonner[1424], que le recouvrement fut laborieux ailleurs, et que les nobles en particulier auraient refusé de le payer dans certaines provinces[1425]. Si la noblesse par la suite n'opposa plus les mêmes résistances, on remarque que les déclarations des revenus des contribuables étaient souvent bien en deçà de la réalité, et qu'ils demandaient des modérations à l'intendant comme à leur habitude, ce qui diminuait fortement le rendement de l'imposition[1426]. Mais c'était tout autant le fait de roturiers.

Une précision doit néanmoins être apportée sur le recouvrement de l'imposition. D'après Marcel Marion, les nobles auraient obtenu d'être sur des rôles séparés pour leur éviter

---

la taille, on verra que le gentilhomme est taxé dans une proportion si différente qu'elle tient lieu dans le fait d'un vrai privilège sur une imposition que la loi a cependant voulu rendre commune à tous les sujets du roi ». D'après le rôle de supplément des privilégiés des 6 derniers mois de 1789 pour la capitation en Cotentin, les sommes payées furent le triple, et parfois plus, en comparaison des précédentes (Brette, Armand, « La noblesse et ses privilèges pécuniaires en 1789 », dans *La Révolution française*, 21 avril 1906, p. 119).

[1422] La thèse d'Augustin Rioche permet de suivre ces transformations (*De l'administration des vingtièmes sous l'Ancien Régime*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Arthur Rousseau éditeur, Paris, 1904).

[1423] En Bigorre, en 1780, le montant de la capitation était de 62400 livres, alors que celui des vingtièmes montait à 103500 livres (*ADHP*, 1 C 176, « Mémoire contenant l'état des impositions de toute nature suportées par la Bigorre pour l'année courante 1780 », p. 1).

[1424] Nébouzan, Quatre-Vallées et Bigorre s'abonnèrent pour le dixième mais aussi pour les deux vingtièmes.

[1425] Augustin Rioche parle d'une « résistance opiniâtre » de la noblesse (De l'administration des vingtièmes sous l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 18 et suiv.). Marcel Marion déclare qu'à l'égard des nobles il y eut « une timidité évidente, des ménagements infinis, et un insuccès notoire » (Marion, Marcel, Les impôts directs sous l'Ancien Régime principalement au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 76 ; p. 85).

[1426] Boucher, intendant de Bordeaux, écrivait dans une lettre du 17 décembre 1734 qu'il n'y aurait « aucun gentilhomme, privilégié, bourgeois de ville franche, ou possesseur de biens nobles dans les élections de taille réelle, […] qui ne croit devoir présenter sa requête » (Houques-Fourcade, Maurice, *Histoire du dixième et du cinquantième. Leur application dans la généralité de Guyenne*, thèse pour le doctorat, Faculté de Bordeaux, Bordeaux, 1889, p. 284).

d'être inscrits sur les mêmes rôles que les taillables[1427]. Cette faveur aurait été accordée afin de contenter l'amour-propre du gentilhomme qui répugnait à se voir mêlé aux taillables. L'usage est confirmé par une instruction de 1778, qui portait que « si la noblesse était confondue avec la classe taillable, sur le même rôle, elle ne pourrait qu'en affaiblir la soumission et ses dispositions ordinaires à se conformer à ce qu'on exige d'elle »[1428]. Les rôles de la noblesse étaient dressés par élection, et les nobles avaient le privilège de payer leurs vingtièmes directement au receveur des tailles, sans passer par les préposés à la collecte[1429]. En pays de taille réelle, les rôles étaient faits en fonction des biens, nobles ou ruraux, et les roturiers possédant des biens nobles étaient donc mêlés avec les nobles qui en possédaient[1430]. Dans les Quatre-Vallées cependant, qui avaient obtenu un abonnement du dixième pour 2000 livres, les Etats délibérèrent que les nobles réunis aux possesseurs des biens nobles du Magnoac paieraient 250 livres, et ceux d'Aure, Barousse et Neste, 150 livres[1431].

Il faut remarquer concernant cette imposition, comme pour la capitation, son apparition tardive, au début du XVIIIe siècle, et qu'elle n'était pas le fruit de grandes considérations politiques qui auraient présidé à sa naissance, mais des circonstances tragiques du règne de Louis XIV finissant, la nécessité seule ayant dicté cet empiètement sur les privilèges de la noblesse. Néanmoins, pour qu'un tel impôt fut possible, il fallait que l'idée d'une égalité face aux impositions publiques soit déjà devenue acceptable dans la population, et donc que la justification des exemptions de la noblesse fondée sur la contribution au service des armes, et plus largement au service du roi, se soit considérablement émoussée. Ce n'est qu'avec le vingtième de Machault d'Arnouville, en 1749, qu'une véritable volonté d'établir un impôt uniforme et égalitaire, nonobstant tous privilèges, devint patent : à la différence de ses prédécesseurs il ne fut pas introduit sous prétexte de la guerre mais en période de paix, et sans en préciser le terme, donc de façon permanente. Au milieu du XVIIIe siècle s'affirmait ainsi l'idée d'une grande réforme fiscale introduisant plus d'égalité, idée qui allait gagner du terrain très rapidement, jusqu'à qu'elle s'impose définitivement dans la décennie 1780. Ce n'est cependant qu'à la veille de la Révolution, comme en témoignent les résistances occasionnées

[1427] Marion, Marcel, L'impôt sur le revenu au Dix-huitième siècle principalement en Guyenne, *op. cit.* ; Rioche, Augustin, De l'administration des vingtièmes sous l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 211.
[1428] Citée par Marion, Marcel, L'impôt sur le revenu au Dix-huitième siècle principalement en Guyenne, *op. cit.*, p. 105.
[1429] Rioche, Augustin, De l'administration des vingtièmes sous l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 202 et p. 217.
[1430] *ADHP*, 1 C 195, rôle de l'imposition du double vingtième des biens nobles de Bigorre pour l'année 1759 ; pour le Nébouzan, voir Souriac, René, (dir. par), Comminges et Nébouzan, *op. cit.*, Tome I, p. 277.
[1431] *ADHP*, 1 C 282, Délibération des Etats des quatre Vallées du 6 septembre 1712, p. 26.

par la réforme de la corvée, que les nobles acceptèrent le principe de l'égalité devant l'impôt[1432]. En 1789, l'immense majorité des cahiers de doléances de la noblesse acceptaient la contribution selon les facultés sans immunités[1433].

En Gascogne orientale, certains nobles paraissent avoir été mus par une authentique générosité, comme le marquis de Franclieu, qui assurait que la noblesse saurait « se rendre digne d'elle-même, des sacrifices de fortune couteront peu, à ceux qui n'ont jamais craint de faire celui de leurs vies, pour la gloire de la nation »[1434]. La noblesse d'Auch ne prit pas nettement position sur la question de l'égalité fiscale, mais ayant demandé dans son cahier que l'imposition soit provisoirement faite en nature sur les « revenus décimables » jusqu'à la tenue des Etats généraux suivante, on peut supposer que l'égalité fiscale était tacitement agréée[1435]. Les nobles d'Armagnac renoncèrent au privilège fiscal mais seulement à titre provisoire[1436]. La noblesse commingeoise et nébouzanaise consentit effectivement à une égale répartition des impôts sur les biens-fonds, mais réclama qu'un rôle séparé fut dressé pour les fonds nobles dans chaque communauté « à l'effet de conserver leurs prérogatives », prérogatives féodales, mais peut-être aussi fiscales, avec en arrière-pensée un rétablissement ultérieur de l'exemption qu'on pouvait croire possible[1437]. Lors des débats, certains nobles firent le vœu que la noblesse contribuât à la corvée en argent, et que le droit de franc-fief soit aboli, mais ce ne fut pas repris dans son cahier[1438]. En Couserans, lors de la deuxième assemblée électorale, le sénéchal proclama qu'il était « persuadé que la noblesse du Couserans avoit le même désir que celle de presque tout le royaume, et en particulier celle du Comminges », de « renoncer en faveur du

[1432] Encore faut-il préciser qu'il est difficile de distinguer les opposants à l'équité fiscale, et alors qu'on fait souvent des parlements les tenants jusqu'au-boutistes d'un maintien de l'exemption nobiliaire et cléricale fondé sur la « constitution », on doit en fait reconnaître qu'il n'y avait pas d'unité, et le parlement de Toulouse semblait ouvert à l'égalité fiscale, comme le montre sa position en matière de corvée en 1787.

[1433] 88,5% des cahiers de la noblesse acceptent l'égalité devant l'impôt, et pour les autres la plupart l'acceptent provisoirement ou à condition que les nobles restent séparés dans les rôles, ou encore que le vol du chapon soit exempté (Chaussinand-Nogaret, Guy, « Le fisc et les privilégiés sous l'Ancien Régime », dans *La fiscalité et ses implications sociales en Italie et en France aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Publications de l'Ecole française de Rome, 1980, p. 191-206). L'historien parle de « volte-face » tardive, de « revirement spectaculaire ».

[1434] Fonds Lascazères, « Mémoire rédigé par le marquis de Franclieu pour être présenté à l'assemblée à Lectoure ».

[1435] *ADG*, B 497, cahier des doléances de la noblesse de la sénéchaussée d'Auch, mars 1789, art. 12. Malheureusement, le cahier de la noblesse bigourdane étant perdu, on ne peut rien conjecturer sur sa position.

[1436] *ADG*, B 497-50 bis, cahier de doléances de la noblesse de la sénéchaussée d'Armagnac et de L'Isle-Jourdain réunies, 27 mars 1789, art. 20 : « […] Renonçant à tous privilèges pécuniaires, consentant et demandant une répartition égale de l'impôt, sur toutes les propriétés mobilières et immobilières, apartenant aux membres des trois ordres, déclarant que cette renonciation n'est faite que pour le terme de la durée qu'on fixera à l'impôt ». Sans qu'on puisse en savoir le motif, la noblesse d'Armagnac demanda la suppression du droit de franc-fief (art. 25), ce qui était un pas de plus vers l'égalité, mais qui ne lui coûtait pas directement.

[1437] Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, tome III, p. 21, cahier de doléances de la noblesse du Comminges et du Nébouzan, 1789, p. 24.

[1438] Couget, Alphonse, Les Etats du Nébouzan, *op. cit.*, p. 81. Ceux qui demandèrent un remboursement de la finance du privilège réel de la taille ne furent pas non plus suivis.

tiers-état à toute exemption pécuniaire sur les biens nobles ». Les nobles confirmèrent cette supposition par acclamation[1439]. Enfin en Rivière-Verdun, la noblesse proposa un impôt pesant sur tous les biens-fonds, et surtout proclama solennellement que si elle restait attachée à ses droits honorifiques, elle voulait cependant « établir entre les différens ordres de l'Etat cette unité d'intérêt, sans laquelle nul bien ne peut être opéré », et qu'elle renonçait par conséquent à ses privilèges pécuniaires[1440]. Quant aux cahiers du tiers-état des sénéchaussées de Gascogne orientale, ils réclamaient tous l'égalité fiscale, demandant que l'impôt soit proportionnel aux facultés et propriétés, sans distinction de biens ni de personnes, et même en Couserans qu'il n'y ait pas de rôles séparés selon les ordres, précisant parfois comme en Bigorre que le franc-fief devait être aboli et le logement des gens de guerre devrait peser sur tous les ordres, ou comme en Armagnac que la charge de l'entretien des routes devrait incomber aux trois ordres[1441].

Le gouvernement royal prit acte de l'orientation générale de la noblesse, et par sa déclaration du 23 juin, agréa la renonciation des privilégiés à leurs privilèges pécuniaires, se disant prêt à la sanctionner une fois qu'ils l'auraient délibéré, proposa que la taille soit remplacée par un impôt égalitaire, et accorda que le franc-fief serait supprimé lorsque l'équilibre budgétaire serait rétabli[1442]. Toutefois, le roi maintint les exemptions de charges personnelles, approuvant cependant par avance une contribution égale quand les Etats généraux les auraient convertis en impositions pécuniaires[1443]. L'Assemblée constituante allait précipiter les choses et, dès le mois d'août, les privilèges pécuniaires personnels ou réels furent abolis, même pour les six derniers mois de 1789[1444]. Ainsi, le statut juridique noble ne procura plus d'avantage pécuniaire durant les quelques mois qui précédèrent son abolition, changement trop proche de la fin pour qu'on puisse en tirer des enseignements ès anoblissement.

[1439] *ADA*, 77 F 165, procès-verbal de la seconde assemblée de la noblesse du Couserans, 25 mai 1789.

[1440] *ADHG*, 1 C 3813, « cahier des doléances de la noblesse du pays et jugerie de Rivière-Verdun, Gaure, baronnie de Léonac, et Marestaing », Verdun sur Garonne, avril 1789, préambule : « […] elle renonce à tous les privilèges pécuniaires de son ordre, et consent à porter l'universalité des charges publiques, dans la même proportion, et sous les mêmes formes que le reste de la nation ».

[1441] *ADHP*, 1 C 271, cahier doléances du tiers-état de Bigorre, 25 avril 1789 ; *ADG*, B 497-49, cahier de doléances du tiers-état de la sénéchaussée d'Armagnac, 17 mars 1789 ; Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, tome III, cahier de doléances du tiers-état du Comminges et du Nébouzan, 1789, p. 26 ; *ADA*, 77 F 168, cahier des doléances du tiers-état du Couserans, St-Girons, 28 mai 1789.

[1442] *ADG*, B 496, « Déclaration du roi concernant la présente tenue des Etats généraux », 23 juin 1789, p. 7, art. 9, 10, et 11.

[1443] *Ibidem*, art. 13.

[1444] Devilleneuve, L.-M., Carette, A., *Recueil général des lois et des arrêts*, 1ère série, 1789-1830, Administration du recueil général des lois et des arrêts, Paris, 1851, p. 2 : décret portant abolition du régime féodal des 4, 6, 7, 8 et 11 août - 3 novembre 1789, art. 9 : « […] La perception se fera sur tous les citoyens et sur tous les biens de la même manière et dans la même forme ; et il va être avisé aux moyens d'effectuer le paiement proportionnel de toutes les contributions ». Un décret relatif à l'acquittement des impositions des 26 et 27 septembre 1789 mit à exécution cette disposition.

La noblesse gasconne bénéficia donc jusqu'en août 1789 d'une situation fiscale bien plus avantageuse que celle des roturiers. Ces privilèges et exemptions, s'ils ne permettent pas d'expliquer à eux seuls la recherche de l'anoblissement, devaient cependant exciter la convoitise des bourgeois. Il n'en reste pas moins que le caractère réel de la taille rendait le profit apporté par l'anoblissement bien moindre qu'en pays de taille personnelle, et que cet élément peut expliquer en partie un nombre d'anoblis par lettres relativement faible en Gascogne orientale.

2) Le dénigrement des anoblis

Les anoblis étaient communément distingués des « nobles de race », noblesse anoblie que Thierriat qualifiait de « noblesse civile », distinguant nettement entre ces « deux sortes » de noblesse[1445]. Loyseau remarquait que malgré la jouissance des mêmes privilèges, « en l'opinion des hommes, on n'estime pas tant les annoblis, soit par lettres ou par dignitez, que les nobles de race »[1446]. Le poète Tabourot déplorait ainsi que l'anoblissement par lettres soit « mesprisé, au grand prejudice et contemnement de l'authorité royale », et qu'on se moquerait des anoblis par lettres en les appelant « gentilshommes en parchemin »[1447]. En pays de taille personnelle, la surcharge d'impôt occasionnée par l'exemption du riche anobli attisait la haine des taillables[1448]. En Gascogne, les anoblis pouvaient paraître comme des nobles de seconde classe au regard de ces « nobles de race » qui tenaient le haut du pavé. On a vu que l'assimilation aux nobles de race était largement contestée par les nobles et les juristes. La Roque étrillait cette prétendue égalité : « il est certain qu'il y a de l'inégalité dans la noblesse, de même que dans les etoilles, et dans les anges, entre lesquels il y a des esprits plus excellens et plus nobles que les autres », ajoutant qu'on ne pourrait prendre les anoblis pour les égaux des autres, car « il y a aussi peu d'aparence de les croire égaux, que de vouloir confondre les derniers tems avec les premiers, en renversant les lois fondamentales d'un Etat »[1449]. D'après Ferrière, seuls les nobles de naissance seraient même « proprement nobles »[1450]. La hiérarchie des nobles en fonction de

[1445] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 4.
[1446] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 25.
[1447] Tabourot des Accords, Etienne Tabourot dit, *Les Bigarrures et touches du seigneur des Accords*, Paris, 1603, p. 15.
[1448] Bloch, Jean-Richard, L'anoblissement en France au temps de François 1er, *op. cit.*, p. 200-209.
[1449] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 15.
[1450] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, *op. cit.*, tome second, entrée « noblesse ».

l'ancienneté donnait aux anoblis un rang moindre dans l'estime publique. Ce rang inférieur a même pu se traduire, il est vrai de façon accessoire hors le cas des places réservées, par un statut moins avantageux, nous l'avons aussi précisé.

On a pu parler à la fin du XVIe et au début du XVIIe siècle, à propos des anoblis, de nobles « par achapt », ce qui montre que l'opinion était répandue que certains nobles ne l'étaient pas par leurs mérites ou vertus, mais par leur richesse[1451]. Pour Bacquet, si les nobles de race étaient plus respectés, c'est que « en France communément on estime que les premiers et vrais nobles ont acquis le degré de noblesse au prix de leur sang, portant les armes pour la protection et défense du royaume », alors que les anoblis auraient « acquis le titre de noblesse au prix d'argent, ayant baillé deniers pour avoir lettres d'annoblissement »[1452]. La noblesse donnée contre de l'argent était selon Le Bret « un monstre engendré d'une hideuse necessité »[1453]. Un siècle et demi plus tard, le cardinal de Bernis surenchérissait en dénonçant la noblesse acquise par de l'argent depuis un siècle, « parce que rien n'est plus ignoble et peut-être plus injuste que d'obtenir le prix de la vertu avec de l'argent qui est souvent le fruit du vice »[1454]. Les anoblissements vénaux firent beaucoup pour la dépréciation de l'anoblissement par lettres. Une telle accusation devait être encore plus efficace contre les anoblis par charges, en conséquence de la vénalité des offices. L'ancienne noblesse faisait contraste, puisqu'on pensait qu'elle viendrait d'antiques services rendus à la couronne.

A cette critique de l'anoblissement par l'argent se joignait souvent le lieu commun de l'anobli sans mérite. L'hostilité franche de l'ancienne noblesse contre les anoblissements fut très marquée durant la première modernité, et on y retrouve ce thème. Aux Etats généraux de 1588 fut demandée carrément la révocation de tous les anoblissements « faits par argent, ou à personnes sans mérite »[1455]. En 1614, ce fut la révocation de toutes les lettres d'anoblissement délivrées depuis trente-six ans qui fut exigée, hormis celles délivrées pour de grands services à l'armée, qui seraient d'ailleurs scrupuleusement vérifiés[1456]. Cette idée persista. Boulainvilliers

[1451] La Barre, René-Laurent de, Formulaire des esleuz, *op. cit.*, p. 242.
[1452] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 911.
[1453] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 64.
[1454] Bernis, François-Joachim de, Mémoires du cardinal de Bernis, *op. cit.*, p. 167.
[1455] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 3e, p. 224, cahier de doléances du tiers-état aux Etats généraux de Blois de 1588, art. 196 : « Que tous anoblissemens faits par argent, ou à personnes sans mérite soient revoqués, et les impétrans déclarés roturiers comme auparavant, et soient néanmoins remboursés de la finance qu'ils justifieront être entrée en vos coffres et sans déguisement, déduction faite des tailles et crues qu'ils n'ont portées par vertu desdits anoblissemens ; et ce, nonobstant toutes lettres, arrêts et jugemens à ce contraires ».
[1456] *Ibidem*, tome 4e, p. 166, cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614 : « Que toutes lettres d'annoblissement données depuis 36 ans soient révoquées et annullées, et ceulx qui les ont prises, déclarés être comme devant sinon ceulx qui par des grands, signalés, et recommandables services aux armes, ont mérité cet honneur, lesquels seront tenus de faire vérifier leurs lettres pardevant les baillis et sénéchaux, appellés avec eulx

considérait que la procédure d'anoblissement en faisait une conséquence de « la faveur, la recommandation des favoris ou des ministres, ou leur profit particulier », propos *a priori* exagérés quand on connaît les idées de l'auteur, mais qui devaient renvoyer à une suspicion partagée par beaucoup de nobles qui voyaient avec déplaisir l'arrivée de ces nouveaux nobles parfois plus riches qu'eux en fortune et en honneurs[1457]. La même accusation de ne pas avoir rendu des services suffisants justifiant l'anoblissement frappait la noblesse acquise par les charges, et reprise par l'Etat royal à son compte, permit de justifier des révocations ou l'exigence de droits de confirmation de noblesse, comme dans un édit de 1771, où on ne voyait une partie d'entre eux que comme de « simples privilégiés, également à charge au corps de la noblesse, dont ils ne partageroient pas les travaux, et aux peuples qu'ils n'aident point à supporter le poids des impositions »[1458]. Afin de lutter contre cet anoblissement sans mérite supposé fréquent, la noblesse d'Armagnac demanda en 1789, dans ses doléances, que les lettres d'anoblissement ne soient plus délivrées qu'après examen de la requête de l'impétrant, présentant ses services, par les Etats provinciaux qu'elle espérait voir instituer, et sur la demande des Etats généraux[1459]. La noblesse du Couserans, quant à elle, demanda que les Etats puissent effectuer un contrôle *a posteriori* de ces mérites afin d'éviter une « surprise »[1460].

Par ailleurs, les anoblis étaient censés rester marqués par la « vilenie » présumée de leurs antécesseurs. L'historien toulousain Lafaille par exemple évoquait cette « tache » que porterait « tousjours empreinte sur soy la noblesse de concession, en ce que le même éclat qu'elle tire de son privilège, découvre nécessairement sa première obscurité »[1461]. Plus subtil, Belleguise faisait réflexion que si la noblesse par lettres était « la moins estimée, parce qu'elle presupose roture », néanmoins elle serait « la plus glorieuse, parce que le titre est un témoignage d'une vertu particulière ; de cette illustre qualité, il vaut toujours mieux être le pere que le successeur, et commencer d'eclairer nos descendans, que de participer seulement à la gloire de nos devanciers ; ce qu'ils ont fait ne doit pas être compté pour nôtre, et il n'y auroit pas moins de

six des plus anciens et qualifiés gentilshommes desdits bailliages et sénéchaussées, et sera V. M. suppliée de n'en accorder ci-après qu'avec grande connoissance de cause ».

[1457] Citation tirée des *Lettres sur les anciens parlements de France* par Tholozan, Olivier, Henri de Boulainvilliers. L'anti-absolutisme aristocratique légitimé par l'Histoire, *op. cit.*, p. 196.

[1458] *ADHP*, 65 J 101, édit du roi pour confirmation des anoblis depuis 1715, Versailles, avril 1771.

[1459] *ADG*, B 497-50 bis, cahier de doléances de la noblesse de la sénéchaussée d'Armagnac et de L'Isle-Jourdain réunies, 27 mars 1789, art. 46 : « Que tout citoyen qui voudra obtenir à l'avenir des lettres de noblesse en récompense de ses services, en prézentera le mémoire aux Etats de sa province qui, après l'avoir jugé se soumettre à la décision des Etats généraux, qui en feront la demande au roy, qui les accordera seulement sur leur demande ».

[1460] *ADA*, 77 F 163, « Cahier de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Couserans », St-Girons, 28 avril 1789 : « Que comme Sa Majesté pourrait facilement être trompée sur des motifs si profondément gravés dans son cœur royal, les Etats la supplient de permettre qu'ils visent les lettres de noblesse qu'elle accordera par la suite d'une tenue à l'autre, pour éclairer Sa Majesté si sa bonté avait été surprise ».

[1461] Lafaille, Germain, Traitté de la noblesse des capitouls de Toulouze, *op. cit.*, p. 27.

foiblesse de s'en faire brave que de s'estimer riche du bien d'autruy »[1462]. De même Ferrière considérait lui aussi que les louanges des prédécesseurs ne devraient logiquement pas bénéficier aux descendants « quand ils ne les égalent pas », et observait qu'il serait « beaucoup plus glorieux d'être l'auteur de sa noblesse, que d'en être redevable à sa naissance »[1463]. Malgré cette réflexion pertinente, on comprend bien que l'opinion générale s'attachait surtout à la « roture » précédent l'anoblissement.

Au mépris social pour des professions jugées viles pouvait s'ajouter celui du sang de mauvaises « races ». Le roi avait pouvoir de changer la loi, mais non la nature : Thierriat pensait que « les nouveaux nobles ressentent encores du naturel de ceux qui les ont engendrez »[1464]. On le voit, au rejet d'une noblesse qui serait le fruit de l'argent et non du service et de la « vertu », se joignaient un mépris social et un préjugé biologique qui conduisaient au rejet des anoblis, vus comme des transfuges de la bourgeoisie qui menaceraient la cohérence et l'identité de l'ancienne noblesse. Ce décri social ne put être qu'aggravé par les révocations royales de lettres au motif du peu de mérite des anoblis par lettres, et par la concession de lettres vénales. Tous n'allaient bien entendu pas aussi loin qu'un Boulainvilliers, pour qui il n'y aurait que l'ancienne noblesse qui serait une « vraie » noblesse, grâce à « une longue suite d'ayeux illustres » par leurs alliances et par leurs services, noblesse véritable attachée « au sang qui nous fait naître », et que le roi ne pourrait communiquer[1465]. Mais beaucoup devaient rejoindre le baron de Gonnès qui estimait que les anoblis seraient « sans doutte fort respectables puisqu'ils sont l'ouvrage du prince », mais ils n'en seraient pas moins une « faible imitation de l'anciene noblesse de race », qu'il sera « toujours permis de regarder comme l'aynée »[1466].

3) L'importance de l'agrégation à la noblesse

En Gascogne, comme dans le proche Quercy au XVe siècle, l'intégration de la noblesse devait s'y faire dans bien des cas « de façon à peine sensible », par une « lente et furtive transition », et « sans intervention du pouvoir royal »[1467]. Puisque pour être vraiment reconnu

[1462] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 7.
[1463] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, *op. cit.*, tome second, entrée « noblesse ».
[1464] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 6.
[1465] Boulainvilliers, Henri de, Essais sur la noblesse de France, *op. cit.*, p. 10.
[1466] *ADHP*, 65 J 396, note du baron de Gonnès, 2e moitié du XVIIIe siècle.
[1467] Lartigaut, Jean, « Les origines de la famille Pouget de Nadaillac en Périgord et Quercy (vers 1380-vers 1500) », *op. cit.*, p. 68-97.

noble en Gascogne, il fallait l'être « de race », il était plus intéressant de s'agréger illicitement à la noblesse, en se donnant se faisant l'apparence de l'ancienneté, que de demander des lettres qui de fait constataient la roture de familles qui, parfois, vivaient noblement depuis des décennies. Devenir noble *de jure* était une chose, s'intégrer socialement dans le groupe nobiliaire en était une autre, et les anoblis savaient qu'un anoblissement légal n'était pas un point d'arrivée, car la considération sociale passerait par une acceptation au sein du groupe nobiliaire local, ce qui demandait du temps. L'agrégation présentait aussi cet avantage qu'en faisant remonter la noblesse plus haut en apparence, on s'ouvrait les portes d'institutions fermées aux anoblis. Néanmoins, à partir des recherches des usurpateurs sous Louis XIV, cette infiltration devint juridiquement bien plus difficile.

4) La proximité du Béarn

Les bourgeois voulant devenir nobles de fait ou de droit pouvaient quitter le pays, où ils étaient connus comme roturiers, pour s'intégrer à la noblesse ailleurs. A ce titre, le Béarn, en particulier pour la Bigorre voisine, était très attractif, car la terre y anoblissait. La noblesse y était réelle selon la « coutume », elle était communiquée par le fief à son possesseur roturier lors de l'investiture[1468]. Il s'en suivait d'ailleurs une baisse de la valeur des fiefs en Bigorre, où il était plus dur de trouver preneur en cas de vente, car la Bigorre n'avait pas ce privilège exorbitant propre à attirer les bourgeois en quête de reconnaissance sociale[1469]. Malgré tous ces motifs de dissuasion, certains gascons demandèrent et obtinrent des lettres d'anoblissement.

[1468] Delmas, Pierre, *Du parlement de Navarre et de ses origines*, thèse de droit, Bordeaux, 1898, p. 240. Pour plus de précisions, voir l'exception béarnaise et basque, p. 181.
[1469] *ADHP*, 65 J 296, estimation de la valeur de la baronnie de Barbazan, 2e moitié du XVIIIe siècle : « il y a dans ce païs-ci beaucoup de belles terres à vendre et peu d'acheteurs. […] Ce n'est pas comme en Béarn, où elles anoblissent, et où l'on ne paye pas de franc-fief ».

B) Le parcours des anoblis gascons par lettres

Nous avons vu que les lettres de noblesse devaient sanctionner théoriquement la vertu et le mérite du roturier. Ces mérites étaient longuement exposés dans les lettres d'anoblissement. Il nous faut ici voir sur quels fondements de fait l'on parvenait à accéder au second ordre en Gascogne orientale.

1) Les anoblis avant 1664

On n'en compte que trois entre 1615 et 1659[1470], ce qui est très faible[1471].

On doit distinguer l'anoblissement de Dalgaires et de Courtade, fondés sur le mérite personnel des anoblis, l'anoblissement étant pour eux l'honneur récompensant de bons et loyaux services. François Dalgaires, procureur en la sénéchaussée de L'Isle-Jourdain, fut anobli pour les services qu'il avait rendus au roi « en l'administration de la justice » comme ses antécesseurs[1472]. François de Courtade, de Puntous en Magnoac, capitaine d'une compagnie de gens de pied, fut anobli pour vingt années de services « assideus et continuels », la participation à de nombreux sièges, batailles et autres « entreprinses ou rencontres », qui furent autant de « veritables preuves de son courage et de sa valleur »[1473].

En revanche, l'anoblissement de Manaud Barbe de Laclaverie fut plus le terme et la sanction positive d'une lente agrégation à la noblesse. Certes, les Laclaverie avaient servi fidèlement le roi aux armées, et Manaud s'était retiré du service couvert de blessures[1474]. Mais

[1470] Ces trois anoblis sont Manaud Barbe, sieur de La Claverie, anobli par des lettres données à Bordeaux en décembre 1615 (*ADHG*, 1 B 1916, folio 63), François de Courtade, anobli par des lettres données à St-Germain en Laye le 4 mars 1643 (*ADHG*, 1 B 1916, folio 214), et François Dalgaires, anobli par des lettres données à Toulouse en octobre 1659 (*ADHG*, 1 B 1918, folio 214).

[1471] A titre de comparaison, s'il n'y a que deux anoblis sous le règne de Louis XIII en Gascogne orientale, il y en eut pas moins de 24 en Provence (Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 74).

[1472] *ADHG*, 1 B 1918, folio 214.

[1473] *ADHG*, 1 B 1916, folio 214.

[1474] *ADHG*, 1 B 1916, folio 63 : « ayant porté par longues années les armes soubs la charge de noz très chers et bien amés couzins les mareschaux de Montluc, de Biron, et de Matignon, s'estant treuvé en pleusieurs rencontres

ce fut aussi la conséquence du constat que les Laclaverie étaient nobles de fait, car ils vivaient noblement, « y ayant cent cinquante années que lui et les siens ont vescu de leurs rentes, et que dans sa maison ne s'est exercé nulle action de roturier »[1475]. Les mérites montrés au service du roi, appuyés dans un cas par la vie noble de la famille, étaient donc les causes de ces anoblissements, ce qui correspondait à la conception que les juristes s'en faisaient.

2) Les anoblis entre 1664 et 1715

Ne furent concédées que quatre lettres d'anoblissement durant cette période[1476]. Ce qui peut paraître dérisoire, quand on sait que pour l'ensemble du règne de Louis XIV (1643-1715), soixante-et-onze familles furent anoblies par lettres en Provence[1477]. Nous n'avons pas pu retrouver les originaux des lettres d'anoblissement concédées à Jean Ledoux, à Jean Crotte, et aux frères Ruble. Dans ces deux derniers cas, on peut simplement dire qu'il s'agissait de familles en cours d'agrégation à la noblesse, l'anoblissement étant l'aboutissement d'une intégration progressive au second ordre[1478]. Enfin pour Jean-François de Bertrand, il s'agissait en réalité d'une réhabilitation de noblesse suite à une condamnation pour usurpation, accordée moyennant l'acquisition d'une lettre d'anoblissement vénale[1479].

---

sieges et batailhes tant en Guyenne qu'ailheurs, et armes des rois noz devanciers, où il a bien courageusement et fidellemant servi, et receu pleusieurs de blesseures qui luy font passer la vye avec de très grandes langeurs ».

[1475] *ADHG*, 1 B 1916, folio 63.

[1476] Jean Ledoux fut anobli par des lettres données à St-Germain en Laye en janvier 1676 (nous ne les avons pas retrouvées, mais seulement l'arrêt d'enregistrement à la cour des aides de Montauban du 18 janvier 1677, *ADTG*, 1 B 67) ; Nicolas, Sanson, Clément, et Antoine de Ruble, frères, furent anoblis par des lettres données à Fontainebleau en septembre 1677 (*idem*, nous n'avons retrouvé que l'arrêt d'enregistrement à la cour des aides de Montauban, le 22 novembre 1691, *ADTG*, 1 B 81). Jean Crotte sieur de Perron fut anobli par des lettres données à Versailles en avril 1701 (*idem*, nous n'avons retrouvé que le règlement des armoiries fait par le juge d'armes de France à Paris, le 9 mai 1701, Fonds Juillac), et Jean-François de Bertrand, sieur de Lamothe-Rouge fut anobli (et réhabilité par les mêmes lettres) en 1710 (*ADTG*, C 82, n° 51).

[1477] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 74.

[1478] Pour les Perron, voir le Fonds Juillac, pour les Ruble, voir le Fonds Blanquefort. Les Crotte de Perron demandèrent en 1738 que leurs lettres de noblesse soient exemptées de la révocation de 1715, exposant que « leur famille a toujours vécu noblement, que leur père et leur ayeul ont pris la qualité de noble dans leurs contracts de mariage de 1666 et de 1694, qu'ils raportent », que « leur père ne prit des lettres de noblesse que pour réparer la perte de leurs titres dans les malheurs des guerres civilles, et que leurs auteurs se sont toujours alliés dans les familles nobles de leurs provinces » (Fonds Juillac, brouillon de requête de Simon et Charles de Crotte de Perron, 7 octobre 1738).

[1479] Voir les lettres de réhabilitation, p. 494.

3) Les anoblis sous le règne de Louis XVI

On trouve cinq lettres d'anoblissement sous le règne de Louis XVI[1480]. Ce fait peut paraître étonnant, tout d'abord parce que cela représente près de la moitié des anoblissements par lettres en Gascogne orientale sur l'ensemble de la période étudiée, alors que ce règne fut bref. Il l'est aussi du fait que dans une autre province du Midi, la Provence, les lettres d'anoblissement avaient connu une décrue[1481]. Ce n'était cependant pas le cas en Bretagne, où la tendance était au contraire à la hausse[1482]. D'après le professeur D. Bien, le nombre d'anoblissements par lettres ne cessa d'augmenter entre le règne de Louis XV et celui de Louis XVI, pour atteindre entre 1784 et 1789 une moyenne annuelle de dix-huit anoblissements[1483]. On peut donc penser que cette hausse du nombre de lettres d'anoblissement s'inscrivait dans un mouvement général. Un élément qui aurait pu être un frein fut la création par un édit de décembre 1770 d'un droit de marc d'or de noblesse auquel étaient soumis les bénéficiaires de lettres de noblesse, à acquitter avant que les lettres soient scellées devant le trésorier du marc d'or[1484]. Cet édit bursal avait pour objectif de « tirer un avantage pour nos finances » de ces lettres et de diverses grâces distribuées par le roi[1485]. Les lettres de noblesse, reconnaissance ou confirmation de noblesse devaient coûter 2000 livres de marc d'or à leurs bénéficiaires[1486]. Ce ne fut visiblement pas suffisant pour inverser la tendance.

Sur le fond, ces lettres sont intéressantes dans la mesure où aucun de ces anoblis ne prétendait être un roturier méritant, qui dusse être anobli pour ses seuls mérites. La cause

[1480] Jacques-Augustin de Fornets fut anobli par des lettres données à Fontainebleau en novembre 1777 (*ADPA*, 1 B 4610), Bertrand Carchet de Marsan par des lettres d'anoblissement données à Versailles en novembre 1778 (*ADG*, C 434), Pierre-François de Bourges par des lettres d'anoblissement données à Versailles en février 1780 (*ADG*, C 434), Joseph Dubernard de Lagrange de Tuquo et Joseph-François Dubernard de Lecussan par des lettres d'anoblissement données à Versailles en juillet 1783 (*ADHG*, 1 B 1966, folio 265), et Jean Beusian par des lettres d'anoblissement données à Versailles en juin 1788 (*ADPA*, 1 B 5573).

[1481] En Provence, seules 10 familles furent anoblies sous le règne de Louis XVI, ce qui est faible, même en tenant compte de la brièveté de ce règne, par rapport à celui de Louis XIV (Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 74).

[1482] Meyer, Jean, La noblesse bretonne au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 366.

[1483] Bien, David D., (traduction J. Rovet), « La réaction aristocratique avant 1789 : l'exemple de l'armée », *Annales ESC*, n. 1, 1974, p. 44.

[1484] http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8614536d.r=marc%20d%27or%20d%C3%A9cembre%201770, « édit du roi qui détermine le droit de marc d'or qui sera perçu à l'avenir », Versailles, décembre 1770, art. VI.

[1485] *Ibidem*.

[1486] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XXXVIII, Paris, 1780, entrée « marc d'or », p. 497 : « Règlement fait par le roi sur les taxes du droit de marc d'or, que Sa Majesté veut être payé par tous les officiers possédant des offices qui n'avoient point encore été assujettis audit droit, et par tous ceux de ses sujets qui obtiendront des grâces, dons, honneurs, droits et titres ; et par les fermiers et régisseurs des revenus de Sa Majesté, leurs commis et préposés, à compter du premier décembre 1770 », Versailles, 2 décembre 1770.

permettant l'anoblissement n'était pas le mérite personnel mais, d'une part, les services de la famille, ascendants ou même parfois descendants, et d'autre part, sauf dans le cas des lettres de Pierre-François de Bourges, qui ne reposent que sur les services rendus, la noblesse apparente de la famille, sa noblesse de fait. La famille au sens large, le ban et l'arrière-ban lignager étant pour cette occasion convoqués : les alliances et les services des collatéraux sont mis en avant, lorsqu'ils peuvent renforcer l'image de la famille. L'anoblissement venait donc moins sanctionner le mérite d'un particulier que le respect d'un art de vivre et la poursuite d'un certain mode d'ascension sociale sur plusieurs générations.

Il est certain que si l'on place ces anoblis dans la seconde moitié du XVIIIe siècle en Gascogne, dans un environnement social où le véritable noble était celui de race, on comprend mieux pourquoi pour eux, il ne s'agissait pas seulement d'être anoblis juridiquement mais aussi, ce faisant, de se voir conférer une image valorisante et adaptée au contexte de l'affirmation d'une certaine identité nobiliaire, qui connaissait un regain de vigueur. Les lettres d'anoblissement accordées à Jacques-Augustin de Fornets y réussissent pleinement, puisque ce sont des lettres d'anoblissement « en tant que de besoin »[1487] : même si tout portait à croire qu'il fut noble, il était néanmoins anobli en tant que de besoin, pour éviter qu'on lui contestât sa qualité qu'il ne pouvait prouver selon les règles en vigueur…

De ces lettres, quatre reprennent en tous points les caractères de la maison noble en Gascogne orientale. C'est la marque de la persistance en Gascogne d'une conception de la noblesse battue en brèche ou moins bien affirmée ailleurs. En effet, si l'on prend l'exemple de la Provence, François-Paul Blanc a pu constater que les lettres d'anoblissement libérales ont suivi une évolution qui fit passer l'anoblissement de la consécration d'un mode de vie noble dans la première moitié du XVIIe siècle, à la récompense d'un roturier particulièrement méritant, tendance qui se serait accentuée au cours du XVIIIe siècle[1488]. En Bourgogne, Marcel Aimé constate que l'anoblissement fut dans le dernier quart du XVIIIe siècle « la récompense de ceux qui servent l'humanité »[1489]. On a même pu parler pour les lettres d'anoblissement en Bretagne au même siècle de « légion d'honneur » des roturiers, venant récompenser des militaires, et plus encore des grands négociants, des marins, des juristes et des administrateurs[1490]. En Gascogne orientale, au contraire, à la fin du XVIIIe siècle, l'attachement

[1487] *ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, Fontainebleau, novembre 1777.
[1488] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 256-257.
[1489] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 44.
[1490] Meyer, Jean, La noblesse bretonne au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 321 et suiv.

à la maison noble était réaffirmé avec vigueur, et l'anoblissement resta le couronnement d'un mode de vie noble ancien, et non du mérite éclatant du bénéficiaire.

a) Le service du roi

Il s'agit souvent d'un service militaire, aux armées ou à la maison du roi. Pierre-François de Bourges était garde du corps du roi depuis vingt-trois ans. Jean Beusian était sous-lieutenant des gardes du corps du roi, maître de camp de cavalerie, et chevalier de Saint-Louis ; les lettres soulignent qu'il servait le roi depuis quarante-deux ans. Joseph Dubernard est un ancien lieutenant au bataillon de Libourne, et Joseph-François Dubernard était officier au régiment d'Aunis. Jacques-Augustin de Fornets avait fait les campagnes militaires de Louis XV comme mousquetaire. Bertrand Carchet de Marsan était un ancien capitaine au régiment de Normandie entré au service dès l'âge de douze ans. Mais il ne s'agissait pas des services du seul anobli : les parents, alliés ou collatéraux pouvaient aussi être associés pour favoriser l'anoblissement[1491]. Ainsi les lettres d'anoblissement de Pierre-François de Bourges décrivent les services de son aïeul et de son oncle maternel de la famille de Bassat, car sa mère était « le dernier rejeton de cette famille », et il se vit donc anobli sur les seuls mérites de son ascendance maternelle[1492]. Les blessures de l'anobli (Bertrand de Carchet fut blessé à deux reprises) ou d'un parent (Guillaume Bassat, aïeul de Pierre-François de Bourges reçu cinq coups de feu), qui purent entraîner la mort, sont mises en avant[1493].

Les petits offices de justice et charges dans l'administration locale ne sont pas absents. Les Dubernard mentionnaient dans leur ascendance et parenté de petites charges, comme juge royal de Laplume, ou lieutenant de la maréchaussée de Guyenne. Jacques-Augustin de Fornets fut anobli pour ses talents d'administrateur zélé, tant comme maire de Tarbes que comme subdélégué de l'intendant de Pau[1494].

[1491] *ADHG*, 1 B 1966, folio 265 : « Les exposants peuvent encore invoquer les titres et les services des sieurs de St-Lary, rameau collatéral de leur famille ».
[1492] *ADG*, C 434.
[1493] *ADPA*, B 5573 : « le sieur d'Estarrides de Haget, oncle du sieur Beusian, étoit major des troupes de la ville de Louisbourg en mille sept cens cinquante-huit, il est mort à Brest des blessures qu'il avoit reçues dans les colonies où il avoit servy avec distinction pendant plus de trente ans ».
[1494] *ADPA*, B 4610 : « nous sommes d'ailleurs instruit que ses talens, son intelligence, et ses sentimens d'honneur et de probité sont tellement distingués que feu notre cher et bien amé le sieur d'Etigny qui étoit alors notre commissaire départi en Navarre, l'avoit nommé le 10 février 1763 son subdélégué à Lourdes, place dans laquelle il n'a cessé de nous donner des preuves cumulées de son zèle et de son attachement au bien de notre service ».

Enfin les chevaliers de St-Louis, que ce soient les bénéficiaires, comme Bertrand de Carchet, ou des parents, sont toujours rappelés dans les lettres, car ils montraient le caractère extraordinaire des services rendus[1495].

b) Le fief

La possession de fief est toujours énoncée, mais c'est lorsqu'elle serait ancienne qu'elle était la plus valorisée. Jacques-Augustin de Fornets était seigneur d'Orouix. Bertrand de Carchet de Marsan était seigneur de Lagraulas, Lannux, Cavaille et Gebemale. Sa famille aurait possédé le fief et château de Carchet, dans la juridiction de Vic-Fezensac dès le XIIIe siècle, époque où, d'après les lettres, les familles donnaient leur nom aux fiefs, jusqu'au début du XVIe[1496]. Les Dubernard possédaient la terre du Tuquo depuis un temps « immémorial ».

c) L'alliance

L'alliance est mise en valeur dans ces lettres. La famille de Jean Beusian était « alliée à la meilleure noblesse de la Guyenne »[1497]. Jacques-Augustin de Fornets était « allié aux premières familles de la province »[1498]. Certaines lettres insistent sur ces alliances, ne faisant pas que les mentionner, mais montrant leur caractère honorable[1499], comme l'alliance contractée par Pierre-Jean de Carchet avec une femme issue de « l'illustre famille de Lusignan »[1500].

[1495] *ADPA*, B 4610 : « plusieurs de ses parens portant son nom ont été aussi employés à notre service militaire, et s'y sont comportés avec tant de bravoure qu'ils ont été honnorés de la croix de St-Louis ».
[1496] *ADHG*, 1 B 1965, folio 48. Si la preuve de la continuité entre les deux familles n'est pas établie rigoureusement, les lettres portent néanmoins que « l'identité de nom et la possession des mêmes fiefs depuis le treizième siècle jusqu'en mil quatre cent soixante-seize justiffient assez que les fiefs ont toujours été possédés par la même famille depuis cette époque ». Ce qui est d'autant plus sujet à caution que les mêmes lettres ajoutent que ce fief était connu sous trois dénominations différentes mais synonymes, « dont la différence vient de la façon d'orthographier en se servant de l'idiome gascon, françois ou latin ».
[1497] *ADPA*, B 5573.
[1498] *ADPA*, B 4610.
[1499] C'est le cas dans les lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets : on y apprend que Jean de Fornets épousa en 1664 demoiselle Claire de Maynial « qui descendoit d'un président à mortier de ce nom au parlement de Toulouze, en 1587 », et que Jean-Arnaud de Fornets se maria en 1718 avec la demoiselle de Castetbajac « d'une des plus anciennes familles nobles de notre royaume, qui a meme donné son nom à la première baronnie de cette province » (*ADPA*, B 4610).
[1500] *ADG*, C 434.

d) L' « ancienneté » et la noblesse de la famille

Il peut paraître curieux de parler d' « ancienneté » de la famille, puisque la nature veut que toutes les familles soient aussi anciennes les unes que les autres. Pourtant, les lettres mentionnent souvent l'ancienneté de la famille de l'anobli : il faut entendre par là que la famille était connue depuis longtemps, et ce parce qu'elle occupait une place notable, un « rang distingué »[1501]. Et partant, implicitement ou explicitement, il est fait allusion à la noblesse présumée de la famille. On a vu que les précédents motifs d'anoblissement étaient les services, les alliances, et la possession de fiefs : or ces éléments étaient tous trois caractéristiques de la noblesse[1502]. L'obstacle empêchant de prouver cette noblesse serait la perte des titres qui pourraient l'accréditer[1503].

Tous ces anoblissements sont donc plus proches sur le fond d'un anoblissement « en tant que de besoin » que d'un anoblissement pur et simple. Les lettres d'anoblissement de Jean Beusian lui furent accordées pour « assurer à cet ancien officier et à ces descendans l'état dont il paroit que ses ancêtres ont toujours joui »[1504]. Bertrand de Carchet de Marsan serait « issu d'une famille noble et distinguée qui existoit dès le treizième siècle dans la province d'Armagnac, dans un tems où la noblesse donnoit son nom aux fiefs et seigneuries qu'elle possedoit, cependant il se trouve dans la nécessité de recourir à nos bontés pour assurer son état »[1505]. L'ambiguïté est portée à son comble par les lettres d'anoblissement des Dubernard, qui sollicitèrent des lettres d'anoblissement « pour assurer leur état et prévenir des difficultés

[1501] *ADPA*, B 5573, lettres d'anoblissement de Jean Beusian : « il est notoire que depuis plus de trois cens ans elle n'a cessé d'y tenir un rang distingué ».
[1502] C'est d'ailleurs ce qu'expliquent les lettres d'anoblissement de Bertrand de Carchet : « l'exposant réunit à cette longue possession, les services militaires, l'investiture des fiefs qui caractérise la noblesse de race et d'extraction, et l'illustration des alliances qui l'acompagnent » (*ADHG*, 1 B 1965, folio 48).
[1503] *ADPA*, B 5573, lettres d'anoblissement de Jean Beusian : « sa famille dont il paroit que les titres se sont égarés, est aussy ancienne qu'honorable » ; *ADHG*, 1 B 1966, folio 265, lettres d'anoblissement de Joseph Dubernard et Joseph-François Dubernard : « le nom de Tuquo est celui d'un bien qu'elle possède depuis un temps immémorial, malheureusement elle a perdu ses anciens titres, soit par les troubles et divisions qu'elle a éprouvé au dedans d'elle-même, soit par les guerres civilles qui ont saccagé plusieurs fois la ville et pays de Laplume, soit enfin par le peu d'ordre et de soin que les notaires ont eu de conserver les papiers » ; 1 B 1965 *ADHG*, folio 48, lettres d'anoblissement de Bertrand Carchet de Marsan : « et réparer la perte d'une partie des titres de sa famille consommés dans un incendie qui détruisit sa maison il y a environ cent cinquante ans, dont la privation ne luy permet pas d'établir sa filiation suivant les formes rigoureuses qu'on exige pour les preuves de noblesse. Cet évènement malheureux l'a obligé de faire des recherches dans les registres publics où il a trouvé plusieurs titres ».
[1504] *ADPA*, B 5573.
[1505] *ADHG*, 1 B 1965, folio 48.

auxquelles ils pourroient être exposés, malgré la possession de noblesse dans laquelle ils peuvent assurer que leurs pères ont toujours vécu »[1506] ! Et ils établirent logiquement leur noblesse et leur filiation depuis le milieu du XVIIe siècle, y compris leur parenté avec les du Bernard de Saint-Lary, étayée par plusieurs actes, qu'ils disaient être un rameau collatéral de leur famille, confirmé dans sa noblesse par l'intendant d'Auch en 1717, le tout étant repris dans l'exposé des lettres d'anoblissement. De la même manière, les lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets prouvent longuement sa noblesse[1507]. Elles n'ont rien sur le fond d'un anoblissement, mais se rapprochent au contraire, de façon contradictoire, des lettres de confirmation de noblesse, le roi exposant qu'il serait de sa justice « de venir au secours de nos sujets qui, ayant eu le bonheur d'être nés d'ayeux qui paroissoient être en possession de la noblesse, se trouvent dans l'impossibilité, soit par le ravage des guerres, soit par des circonstances particulières, de pouvoir la prouver d'une manière assez positive pour jouir des privilèges qui y sont attachés ; et c'est les rappeller en quelque sorte a leur ancienne origine que de les annoblir en tant que de besoin »[1508]. Il en résulte qu'on arrive à cette situation incongrue, que Bertrand de Carchet de Marsan, qui prouvait trois siècles de noblesse, et dont il est dit dans ses lettres qu'il serait d'une noblesse chevaleresque, ses aïeux faisant partie des grands barons de l'entourage des comtes de Fezensac au XIIIe siècle, fut anobli comme une personne de souche roturière[1509].

S'il est indubitable que certains de ces anoblis impétrèrent des lettres de confirmation de noblesse, on peut déduire du fait que le pouvoir royal ne délivra que des lettres d'anoblissement, qu'il avait de sérieux doutes sur la réalité de cette ancienne noblesse[1510]. Alors que la preuve de noblesse était devenue plus rigide, et l'usurpation plus difficile, ces familles qui se seraient probablement agrégées à la noblesse sans difficulté insurmontable au XVIe siècle, devaient désormais se résigner à recourir à la grâce du souverain, et pour ne pas perdre la face, demandaient des lettres de confirmation ou d'anoblissement en tant que de besoin. Comment ne pas penser à leur sujet, aux « lettres de noblesse à deux visages » qu'évoquait un siècle plus tôt en des termes peu amènes La Roque : « L'on voit des lettres de noblesse à deux

[1506] *ADHG*, 1 B 1966, folio 265.
[1507] Il avance même une ordonnance de maintenue de noblesse rendue par le commissaire départi aux francs-fiefs le 14 janvier 1755.
[1508] *ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets.
[1509] *ADHG*, 1 B 1965, folio 48 : « la descendance de l'exposant est établie, par contracts de mariage, actes de foy et hommages, extraits de baptêmes et autres titres reçus en preuve de noblesse, ce qui forme une filiation de trois cents ans à la certitude de laquelle on ne peut se refuser, quoyque les titres ne soint pas peut-être dans le nombre et dans la forme qu'on exige à la rigeur pour ses sortes de preuves ».
[1510] *ADG*, C 434, lettres d'anoblissement de Bertrand Carchet de Marsan : « il nous a très humblement fait suplier de le confirmer dans sa noblesse et extraction en le dispensant de raporter les autres preuves et d'autres titres que ceux qu'il nous a représenté ».

visages, et on les obtient souvent pour se prévaloir d'une noblesse qu'on n'a point, et qu'on ne sçauroit prouver, ou pour s'insinuer dans une famille éteinte dont on représente l'anoblissement. Cela se fait aussi quand on allègue que l'on a perdu ses titres, et qu'on ne les peut recouvrer ; et de peur de ne pouvoir jouir de cette noblesse, au lieu de se maintenir absolument noble, on se fait déclarer nouveau noble en tant que de besoin ; ce qui est très suspect, si ce n'est que la preuve en soit faite dans les formes, et il n'y a guère d'aparence de se dire noble ancien et nouveau tout ensemble, en faisant revivre le siècle de Noé ou de Janus, comme si on avoit vu deux âges. C'est pourquoi souvent on fait opter une de ces deux clauses, lors de la vérification de ces lettres »[1511] !

On peut dire pour conclure, que l'anoblissement par lettres à la fin du XVIIIe siècle en Gascogne venait couronner un mode de vie semblable en tous points à celui des « nobles de race », anoblissement fondé sur des critères nobiliaires traditionnels qui ne furent pas rectifiés par les mœurs du siècle des Lumières. Ces familles en cours d'agrégation à la noblesse, qui probablement auraient pu l'usurper jusqu'au règne de Louis XIV, ne pouvaient plus se passer d'une demande de lettres au pouvoir souverain à cause de la preuve rigoureuse exigée depuis. La lutte contre l'usurpation explique le recours indispensable désormais à l'anoblissement légal pour des familles qui étaient socialement nobles mais juridiquement roturières, et c'est ce qui explique l'existence de ces lettres d'anoblissement en Gascogne orientale.

[1511] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 63.

Section 3) L'anoblissement par charges

L'anoblissement par les charges eut une importance croissante à l'époque moderne, au point de devenir la voie d'entrée dans la noblesse la plus usitée. Il nous faut étudier en général son origine, son développement et ses formes, dans un premier temps. Puis on devra s'arrêter sur la seule institution disposant de charges anoblissantes en Gascogne orientale : le bureau des finances d'Auch. Ce serait cependant avoir une vision très lacunaire de l'anoblissement en Gascogne orientale que de ne pas s'intéresser aux institutions disposant de charges anoblissantes situées à proximité, que l'on passera ensuite en revue.

I) Le développement de l'anoblissement par charge à l'époque moderne

Après avoir rappelé que l'anoblissement par charge fut très discuté, et même contesté, au début de l'époque moderne, on verra les différentes charges anoblissantes qui furent progressivement reconnues. Un autre point devra être abordé, la préoccupation financière constante du gouvernement monarchique.

A) Un mode d'anoblissement discuté au XVIe siècle

L'anoblissement par charge n'était pas considéré comme l'anoblissement par excellence au XVIe siècle, il n'était qu'une modalité d'anoblissement envisagée de façon secondaire, comme permise par le roi pour les services distingués que rendraient leurs titulaires. L'anoblissement classique, c'était l'anoblissement par lettres. Il est vrai que le roi avait accordé à quelques villes le privilège de l'anoblissement par l'échevinage au Moyen Âge. Les secrétaires du roi s'étaient aussi vus conférer l'anoblissement sous Charles VIII. L'accession aux grands offices de la couronne était reconnue comme une forme d'admission dans la noblesse. Plus largement, par le procédé social de l'agrégation à la noblesse, ceux qui occupaient certaines charges éminentes furent insensiblement reconnus comme nobles par la population et, partant, leurs charges passèrent pour anoblissantes, noblesse coutumière qui fut peu à peu consacrée par les juridictions royales. Ces anoblissements par l'office n'étaient d'ailleurs pas forcément notoires pour l'ensemble de l'opinion publique, et les arrêts qui l'accréditèrent sont sujets à caution : ils furent rendus par ceux-là même qui en bénéficièrent.

En 1583, dans un ouvrage intitulé *L'origine, dignité, et debvoir du prince, du seigneur, du gentilhomme et du noble homme*, René de Sanzay, gentilhomme poitevin, établissait qu'il y avait en son temps cinq moyens de devenir noble : être fait chevalier par fait d'armes, être fait chevalier sans fait d'armes, accéder à l'échevinage de certaines villes, être promu à un grand office de la couronne, obtenir des lettres d'anoblissement[1512]. Seuls l'anoblissement par l'échevinage, qui s'était répandu au Moyen Âge, et l'anoblissement par les grands offices de la couronne paraissent avoir été connus de lui. L'anoblissement par les offices de judicature n'était pas mentionné, comme s'il ne le connaissait pas. Il est plus probable en fait qu'il le connaissait mais ne le reconnaissait pas, comme la plupart des gentilshommes. La défiance de l'ancienne noblesse pour cette forme d'anoblissement s'exprima dans leurs doléances aux Etats généraux. Le rejet par elle de ces anoblissements paraît même avoir été assez radical. Lors des Etats de Blois de 1576, la noblesse réclama que les offices ne puissent plus anoblir les roturiers et leur postérité, et que pour le passé, les anoblis depuis trente ans par les offices seraient rétablis dans

[1512] Orlea, Manfred, La noblesse aux Etats généraux de 1576 et de 1588, *op. cit.*, p. 145.

leur état de roturier[1513]. Seuls de « longs et remarquables services faits à la guerre » pourraient permettre d'intégrer la noblesse. Les mêmes revendications furent faites aux Etats généraux de 1588[1514]. Ces réclamations ne furent pas entendues, et en 1614, loin d'avoir renoncé à leur demande, les gentilshommes français redemandèrent que « nul office de presidens, conseillers, ni autres quelconques de judicature ou finance » ne puissent anoblir[1515].

Quant aux juristes qui écrivaient sur la noblesse, mis à part ceux qui s'obstinaient à le rejeter, ils notaient son caractère particulier[1516]. Le Bret l'opposait à l'anoblissement par lettres, dans la mesure où il ne serait que tacite, alors que celui par lettres d'anoblissement était exprès, et ses effets « plus presens », car l'anoblissement par lettres ne serait jamais graduel[1517]. L'anoblissement par charges était donc quelque peu équivoque. D'ailleurs, la noblesse étant sensée être le loyer de la vertu, on ne pouvait considérer l'anoblissement par charges comme un mode d'anoblissement normal, car la détention d'une charge, surtout avec la progression de la vénalité des offices, ne saurait préjuger de la vertu ou du mérite de son détenteur. Cet anoblissement était donc singulier, et expliqué comme un anoblissement indirect, voire accidentel. En 1610 encore, Loyseau distinguait l'anobli par lettres, qu'il rapprochait du noble de race, car cet anoblissement sans épithète était conféré « directement et immediatement à la personne, à cause de son propre merite », et que le roi aurait effacé en lui toute trace de roture, de la noblesse de dignité, car cette noblesse, « indirecte, accessoire, et accidentele », serait déférée à la personne « non à cause d'elle même, mais à l'occasion de son office, ou de sa seigneurie, c'est pourquoy elle n'est pas si forte tenue »[1518]. L'anoblissement par charges, porté par la montée en puissance de la robe, allait pourtant être pleinement admis avec le temps.

[1513] Cahier général des doléances de la noblesse aux Etats de Blois de 1576, art. 38, dans Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 2°, p. 134.
[1514] L'article 140 demandait carrément que « nul office royal ou public puisse anoblir la postérité des roturiers constitués èsdits offices, quels qu'ils puissent être » (Cahier général de la noblesse aux Etats généraux de Blois de 1588, dans Lalourcé, Duval, *ibidem*, tome 3e, p. 135).
[1515] Cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614 (*Ibidem*, tome 4e, art. 158).
[1516] Parmi les juristes qui ne reconnaissaient pas l'anoblissement par les offices, on trouve François de L'Alouette, Guy Coquille, et Noël Du Fail (Jouanna, Arlette, « Perception et appréciation de l'anoblissement dans la France du XVIe siècle et du début du XVIIe siècle », *op. cit.*, p. 16).
[1517] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 63.
[1518] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 30.

B) Les différentes charges anoblissantes

On peut en distinguer quatre selon les institutions auxquelles elles se rattachaient.

1) L'anoblissement par les premières dignités de l'Etat

L'anoblissement par les grands offices de la couronne, comme par les charges de connétable, ou de grand écuyer de France, s'imposa comme une évidence[1519]. Les grands dignitaires de la cour, comme le grand-maître de la Garde-robe ou le grand-maître des cérémonies, étaient aussi anoblis dès leur accession à ces charges. Ces officiers, qualifiés dans le *Répertoire* de Guyot, de « commensaux du premier ordre », avaient la « noblesse parfaite et transmissible à leur postérité » à cause de la dignité de leurs offices[1520]. Etaient aussi anoblis dès leur accession en charge les secrétaires d'Etat, et les conseillers d'Etat[1521]. Cet anoblissement s'imposa par l'usage, même s'il fut dans quelques cas confirmé par le roi au XVIIIe siècle[1522]. C'est que ceux qui occupaient les premières charges du royaume, et formaient l'entourage immédiat du souverain, ne pouvaient que faire partie de l'ordre le plus honoré, à moins d'un paradoxe, et lorsque le roi marquait d'une aussi grande faveur un de ses sujets, il paraissait logique qu'il bénéficiât de la noblesse qui, si elle n'était pas absolument indispensable pour y accéder, n'en était pas moins un corollaire évident, au point que tous s'accordaient à ce qu'il y ait un anoblissement tacite. Malgré le manque de fondement juridique, cet anoblissement était d'autant moins discutable qu'il avait des effets dès l'entrée en charge grâce au « grand éclat » de la dignité : « ils acquierent une pleine et entiere noblesse, en même tems qu'on a l'honneur d'en être pourvu »[1523]. En fait ces charges étaient presque toujours occupées non

[1519] Loyseau écrivait au début du XVIIe siècle que « il n'y a nul doute qu'ils n'annoblissent le roturier, auquel ils sont conferez, ce qui est fort rare, et toute fois cela s'est vu » (Traité du droit des offices, *op. cit.*, p. 225).
[1520] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XII, entrée « commensal », p. 412.
[1521] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 63.
[1522] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 44.
[1523] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 63.

seulement par des nobles, mais même par des nobles d'un premier rang, ce qui explique aussi que l'on ait peine à imaginer un roturier les occupant[1524].

En ce qui concerne les simples commensaux, leurs offices n'étaient pas anoblissants, sauf entre l'édit des tailles de mars 1600 et celui de janvier 1634, et après l'édit de novembre 1750 pour la maison militaire du roi, dans les mêmes conditions que les officiers des troupes réglées[1525]. Mais par les nombreux privilèges que conférait le statut de commensal, il permettait de faciliter une intégration illégale dans le second ordre par l'agrégation sociale à la noblesse. Le droit des membres de certains corps de la Maison du roi de prendre la qualification honorifique d' « écuyer » ne signifiait en aucun cas qu'il y avait anoblissement[1526].

Nous n'avons pas relevé un seul cas de roturier de Gascogne orientale qui réussit à s'anoblir par ces dignités jusqu'à la Révolution française. Les rares gascons qui parvinrent à de si hautes sphères étaient déjà nobles, et même faisaient partie des premières maisons de la province.

2) L'anoblissement par les charges municipales

La noblesse d'échevinage ou « de cloche » avait été concédée par les rois de France à plusieurs villes à partir du XIVe siècle[1527]. Seize municipalités en bénéficièrent sous l'Ancien Régime. En suivant la chronologie, on peut citer Poitiers (1372), La Rochelle (1373, supprimé dès 1628), Niort (1461 jusqu'en 1667), Tours (1462 jusqu'en 1667), Bourges (1474), Angers (1475), Arras (1481 mais supprimé dès 1484), Saint-Jean d'Angely (1481, supprimé en 1621), Le Mans (1482, révoqué rétroactivement dès 1483), Lyon (1495), Angoulême (1507), Nantes (1560). S'y ajoutèrent de façon éphémère Cognac (entre 1651 et 1667), et Issoudun (en 1651 seulement), et bien plus tard Paris en 1706. Cet anoblissement avait souvent été concédé dès le Moyen Âge en récompense de la fidélité des habitants de ces villes à la cause royale durant les temps de guerre contre les anglais et les princes.

[1524] « Anciennement », écrit Le Bret, elles étaient « afectées à la plus haute noblesse » (*ibidem*, p. 63).
[1525] Voir l'anoblissement par le service des armes, p. 167.
[1526] Voir la qualification d' « écuyer », p. 593.
[1527] Sur cet anoblissement, nous renvoyons aux deux ouvrages de référence d'où nous tirons l'essentiel de nos renseignements : Alain Texier, Qu'est-ce que la noblesse ? Histoire et droit, *op. cit.*, p. 22 et suiv. ; et François Bluche et Pierre Durye, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 27-42.

En réalité, cet anoblissement était fort variable selon les villes, puisque dans les unes il ne valait que pour le maire, alors que dans les autres il valait pour l'ensemble des membres du corps de ville, mais aussi pour une question de durée. L'anoblissement, en général au premier degré, c'est-à-dire dès la première génération, pouvait être effectif dès la première année ou après plusieurs années d'exercice, voire même uniquement en cas de mort revêtue de la charge. Pour plusieurs d'entre-elles il y eut de nombreux changements au cours des siècles, en particulier une restriction en 1667, qui fit que dans plusieurs villes seule la charge de maire resta anoblissante. La noblesse de cloche n'était pas particulièrement reconnue, et dans certaines villes comme Angers il fallait, en plus du passage par cette charge, des lettres patentes pour bénéficier du partage noble. D'après La Roque, il ne bénéficiait qu'à la postérité née après l'accession à la charge, ce qui serait aussi le cas selon lui de l'anoblissement par les offices royaux[1528]. Il fut fréquemment soumis à des révocations, en particulier sous les règnes successifs de Louis XIV et Louis XV, sauf payement d'un droit de confirmation pour les rois de France, par des édits et arrêts du conseil de 1667, 1691, 1706, 1715, 1723, 1725, 1730 et 1771[1529]. Malgré les coups qui lui furent portés, l'anoblissement par les charges municipales subsista jusqu'en 1789 dans huit villes.

Cet anoblissement ne concernait que peu de personnes, recrutées habituellement parmi les notables de la ville, et il était rare de rencontrer des anoblis par ces charges résidant dans des provinces lointaines. Les villes que nous avons citées étaient éloignées de la Gascogne orientale, et l'on ne s'étonnera pas que les anoblis par l'échevinage y furent extrêmement rares. Aucune famille gasconne à notre connaissance n'est allée chercher l'anoblissement dans ces villes sises à de grandes distances. Remarquons cependant que deux familles étrangères à la province qui s'implantèrent en Gascogne orientale avaient auparavant été anoblies par l'échevinage, et furent maintenues lors des recherches des usurpateurs de noblesse sur ce fondement. En Comminges, Jean-Louis de Buyer justifia par un certificat que son ancêtre Jacques Buyer avait été échevin de Lyon en 1510 et 1511[1530]. En Rivière-Verdun, Antoine de Porlier fut maintenu dans sa noblesse sur le fondement de l'anoblissement de François Porlier, échevin de Bourges en 1634 et 1635. Il dut d'ailleurs payer un droit de confirmation de cent

[1528] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 62.
[1529] Ils sont cités dans L. N. H. Chérin, Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.* Les édits de suppressions générales de 1583 et 1634 ne furent cependant pas appliqués (Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 30).
[1530] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1307, ordonnance de maintenue de Jean-Louis de Buyer, Montauban, 14 février 1702.

livres en 1698 en conséquence de l'édit de juin 1691 pour être confirmé dans ses privilèges de noblesse, ce qu'il établit par une quittance du garde du Trésor royal[1531].

Un cas n'a pas encore été évoqué : celui de Toulouse. C'est que l'anoblissement par le capitoulat se distinguait par plusieurs points. Il était d'abord particulièrement prestigieux. Considérée comme remontant à un temps immémorial, la noblesse capitulaire ne résultant pas d'une concession royale, n'était par conséquent pas sujette à révocation. Les capitouls n'avaient pas le caractère d'anoblis, mais de nobles de race. Quoique compris à plusieurs reprises dans les révocations de noblesse, les capitouls parvinrent toujours à obtenir une exemption du droit de confirmation de noblesse. Enfin, dans le cadre de notre recherche, le capitoulat s'avère être la principale voie d'accès à la noblesse en Gascogne orientale. Nous devrons donc étudier plus en profondeur cet anoblissement, sur lequel nous allons revenir.

3) L'anoblissement par les charges de chancellerie

Une chancellerie était un « tribunal où l'on scelle certaines lettres avec le sceau du prince »[1532]. On distinguait classiquement entre la Grande Chancellerie, ou « chancellerie de France », et les chancelleries établies près les cours supérieures. Dans les petites chancelleries, on scellait et on expédiait des lettres de justice et de grâce au petit sceau. La charge de chancellerie la plus connue était celle de « secrétaire du roi, maison, couronne de France »[1533]. Alors que les secrétaires du roi de la Grande Chancellerie, étaient appelés « secrétaires du grand collège » ou « au Grand sceau », les secrétaires du roi aux chancelleries près des parlements de province étaient appelés « secrétaires du petit collège » ou plus communément « secrétaires au petit Sceau ».

Au XVIe siècle, le privilège d'anoblissement des officiers de chancellerie était légalement consacré. C'est Charles VIII, par des lettres patentes de février 1484, qui accorda la

[1531] *BNF*, Fonds français 32297, folio 1065, ordonnance de maintenue d'Antoine de Porlier, Montauban, 26 novembre 1699.
[1532] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome IX, entrée « chancellerie ».
[1533] Sur cette charge, voir Robin, Pierre, *La compagnie des secrétaires du roi (1351-1791)*, thèse de droit, Université de Paris, Sirey, 1933 ; Bourée, André, *La chancellerie près le parlement de Bourgogne de 1476 à 1790*, Alfred Bellais Librairie, Dijon, 1927 ; Solnon, Jean-François, *215 bourgeois gentilshommes au XVIIIe siècle. Les secrétaires du roi à Besançon*, Annales littéraires de l'Université de Besançon, Paris, 1980 ; Travet, Yohann, « La chancellerie près la cour de parlement de Flandre à la fin du XVIIIe siècle : attributions, composition et privilèges », dans *Revue du Nord*, n° 382, 2009.

noblesse aux secrétaires du roi[1534]. Contrairement à celui des officiers de judicature, il n'était pas un objet de discussion, on n'essayait pas d'étayer un usage par des considérations diverses ou à l'aide du droit romain. Bacquet se contenta de noter à propos de la noblesse des notaires et secrétaires du roi et de leur exemption du droit de franc-fief, que « leurs privileges sont si notoires, et ont esté si souvent divulguez et repetez ès plaidoyer faits tant en la cour de parlement que cours des aydes, qu'il n'est besoin en faire récit »[1535].

Dans un édit de juin 1770 donné en faveur de la chancellerie établie près de la cour souveraine de Nancy, le roi rappela quels étaient les privilèges des charges dans les chancelleries près les cours supérieures. Les charges de gardes des sceaux (créées en octobre 1704), audienciers, contrôleurs, et secrétaires du roi, donnaient la noblesse à leurs titulaires « tant qu'ils seront revêtus desdits offices, ou en cas de démission après les avoir possédés pendant vingt années et acquis la vetérance, de la noblesse au premier degré, […] pourvu toutefois que lesdits officiers décèdent revêtus desdits offices, ou après les avoir possédés pendant vingt années et acquis la vétérance »[1536]. Si la vétérance était devenue obligatoire à cette date pour prouver l'anoblissement, il n'en était pas de même jusqu'au début du XVIIIe siècle, vingt années étant alors suffisantes pour l'anoblissement[1537]. D'après François Bluche, la charge de payeur des gages (créée en novembre 1707) fut aussi anoblissante jusqu'à sa suppression en mars 1772[1538]. A noter cependant qu'entre août 1669 et avril 1672, les officiers des chancelleries qui mouraient, démissionnaient, ou obtenaient des lettres d'honneur sans avoir vingt années de services n'étaient pas anoblis, mais cette restriction fut éphémère[1539]. On remarque aussi qu'à l'exception des secrétaires du roi du grand collège qui pouvaient servir dans les chancelleries secondaires, cet anoblissement ne fut plus que graduel entre juillet 1724 et décembre 1727, nécessitant deux degrés et soixante années de services consécutifs[1540].

[1534] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome LVII, entrée « secrétaire du roi », p. 489.
[1535] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 908.
[1536] Edit de juin 1770, art. 1, cité dans Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome IX, p. 65. La condition de la mort en charge était fixée dès 1549, et celle des 20 années de service en 1572 (Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 54).
[1537] *ADHG*, 1 B 1934, folio 1, édit concernant les privilèges dont doivent jouir les secrétaires créés par les édits de 1701 et 1703, janvier 1706 : « voulons que nosdits conseillers audienciers controlleurs et secretaires qui auront exercé leurs offices pendant vingt ans ou qui seront morts revetus d'iceux, jouissent et leurs enfans nez et à naistre en legitime mariage de la noblesse, honneurs, prerogatives, preeminences, rang, franchises, immunités, privileges, et exemptions telles et semblables que ceux dont jouissent les pourvus des offices de nos conseillers secretaires maison couronne de France en nostre grande chancellerie conformement neantmoins à leurs edits de creation ».
[1538] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 57.
[1539] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 137, et Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 59.
[1540] *ADHG*, 1 B 1941, folio 285, édit donné à Chantilly en juillet 1724. Les familles de ceux qui étaient morts en charge depuis juillet 1724 furent maintenues nobles en 1727. Le rétablissement de leur anoblissement au 1er degré

Outre les vingt années d'exercice et l'honorariat ou la mort en charge, le secrétaire du roi serait aussi anobli d'après Belleguise s'il avait disposé de son office en faveur d'un de ses enfants ou de son gendre pour cause de mariage, « auquel cas, quand ils n'en auroient joui qu'une année, ils ne laissent pas d'annoblir leur posterité »[1541]. Cette condition alternative pour l'anoblissement trouve son origine dans des lettres patentes leur confirmant la noblesse de septembre 1549[1542]. Toujours est-il que si cette opinion a pu prévaloir, elle ne fut pas reprise par la législation louisquatorzienne et ultérieure comme nous venons de le voir, et n'était plus valable au XVIIIe siècle.

Un autre point à préciser est que les secrétaires du roi étaient anoblis dès leur entrée en charge[1543]. Ainsi, en 1750, le doyen des maréchaux, le maréchal de Noailles, se demandant s'il devait les accepter, ils furent reçus devant la juridiction du point d'honneur, dont la compétence *ratione personae* se limitait aux gentilshommes et officiers militaires, dès leur entrée en charge, selon la volonté expresse du roi Louis XV. Le comte d'Argenson expliqua cette décision non seulement par la jurisprudence du Tribunal des maréchaux, mais aussi et « principalement sur la nature des privilèges qui ont été attachés à ces charges par leurs édits de création, suivant lesquels, ceux qui en sont pourvus doivent jouir, sans difficulté, de la noblesse personnelle dès le moment de leur réception. […] On ne doit donc pas compter les années de service des secrétaires du roi, tandis qu'ils possèdent leurs charges, mais seulement dans le cas où, ayant cessé de les avoir, il s'agit d'en conserver les privilèges à eux ou à leurs descendants »[1544]. Ce n'est que s'ils n'allaient pas au bout des vingt années d'exercice, ou s'ils ne mourraient pas en charge, que l'anoblissement était anéanti, à l'instar d'une « condition résolutoire »[1545].

Leur noblesse était en théorie particulièrement relevée, puisqu'on considérait qu'ils étaient dotés d'une noblesse de race[1546]. Par l'édit de février 1484, il fut reconnu une noblesse de plus de quatre degrés aux secrétaires du roi[1547]. Mais seuls ceux du Grand collège se virent

---

fut obtenu moyennant le payement d'une augmentation de finance (*ADHG*, 1 B 1945, folio 29, édit donné à Versailles, décembre 1727).

[1541] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 36.

[1542] Rapportées par La Roque, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 152.

[1543] C'est ce que remarque l'auteur d'une requête faite quelques années avant la Révolution : « Le Roy en donnant à l'ayeul du suppliant les provisions de secrétaire du roi, maison et couronne de France, lui concéda réellement et de fait tous les droits, titres, privilèges, titres de noblesse à lui et à ses enfans, nés et à naître en légitime mariage, et qu'il en jouissoit du moment de sa réception » (*ADHP*, 44 J 1, minute de requête au roi de Joseph de Salles, vers 1780).

[1544] Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 68.

[1545] C'est ce qu'a établi, par l'étude des preuves de l'ordre de St-Michel, Benoît de Fauconpret (*Les chevaliers de Saint-Michel (1665-1790). Le premier ordre de mérite civil*, Patrice-Dupuy éditeur, 2007, p. 52).

[1546] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 149.

[1547] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome LVII, entrée « secrétaire du roi », p. 489.

par la suite confirmés dans cette noblesse prestigieuse d'après François Bluche[1548]. La facilité de l'anoblissement par cet office le faisait regarder comme le fruit de l'argent et non du mérite, et la noblesse des secrétaires du roi fut progressivement dévalorisée. Ces quatre degrés de noblesse leur furent refusés pour l'accession aux charges d'officiers militaires après 1781[1549].

Ces charges, prestigieuses au début du XVIe siècle, perdirent peu à peu de leur considération. L'intégration des chancelleries était socialement très ouverte. Aucune compétence technique n'était exigée de l'acquéreur de la charge. En fait, l'acquisition d'une charge dans une chancellerie avait pour but presque unique l'anoblissement, anoblissement qui était facile et rapide, puisqu'il n'y avait pas tous les inconvénients de l'anoblissement graduel. La charge y gagna son surnom de « savonnette à vilain »… D'ailleurs dans ces chancelleries, le travail était médiocre, pour ne pas dire insignifiant. Il s'en suivait que l'absentéisme était très fort. Celui qui avait investi dans une telle charge pouvait continuer à mener ses activités professionnelles en parallèle sans difficulté. En effet, les secrétaires du roi n'étaient pas astreints à un devoir de résidence, pourvu qu'ils restassent en nombre suffisant pour faire fonctionner la chancellerie. En outre, les charges dans les chancelleries donnaient droit à des privilèges dont ne bénéficiaient pas personnellement les nobles, comme le franc salé, l'exemption du service du ban, des droits seigneuriaux dus au roi, ou le commitimus au petit sceau[1550]. Le secrétaire du roi était devenu à la fin de l'Ancien Régime l'archétype du privilégié inutile à la société.

Le seul véritable obstacle à franchir pour celui qui voulait intégrer une charge dans une chancellerie était la finance de l'office. Tandis que le prix des offices avait tendance à diminuer ou à stagner au XVIIIe siècle, celui de ces charges augmenta fortement. Alors que le commerce connaissait un grand essor, les riches négociants qui voulaient accéder à la noblesse les acquirent à prix d'or[1551]. C'est le signe que loin de décliner, l'attrait pour la noblesse restait très fort dans la bourgeoisie, quand elle en avait les moyens.

Necker, qui avait observé que les charges qui anoblissaient le plus n'étaient pas celles des parlements, qui s'étaient en partie fermées à la bourgeoisie, a fait la critique des charges de chancellerie, dont il évaluait le nombre à 1000 environ[1552]. Il les classait parmi les « moins

[1548] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 51.
[1549] Robin, Pierre, La compagnie des secrétaires du roi (1351-1791), *op. cit.*, p. 12.
[1550] Fonds Montaut les Créneaux, lettres de provisions de secrétaire du roi pour Michel-Joseph de Rouilhan, Paris, 14 août 1733.
[1551] A Bordeaux, le prix d'une charge de secrétaire du roi passa de un peu plus de 10000 livres environ à la fin du règne de Louis XIV à près de 100000 livres dans les années 1780 (Doyle, W, « Les prix des charges anoblissantes à Bordeaux au XVIIIe siècle », dans *Annales du Midi*, tome 80, 1968, p. 75).
[1552] Jean Meyer évalue quant à lui à 800 le nombre de charges de secrétaire du roi en 1789, dont 18 à Montauban, 19 à Pau, et 22 à Toulouse (Solnon, Jean-François, 215 bourgeois gentilshommes au XVIIIe siècle. Les secrétaires du roi à Besançon, *op. cit.*, Préface, p. 9).

honorifiques et les moins utiles », et paradoxalement de celles qui multipliaient le plus le nombre d'anoblis, parce que « aussitôt qu'on les a possédées le tems nécessaire, pour transmettre à ses enfants les droits qui y sont attachés, on cherche communément à s'en défaire »[1553]. Cristallisant tous les abus imputés aux offices de l'Ancien Régime, ces sinécures jouèrent un rôle social dans l'élévation de maintes familles bourgeoises qui tranche avec leur rôle fonctionnel presque nul.

4) L'anoblissement par les offices de judicature

Après avoir étudié les fondements juridiques de l'anoblissement par les offices de judicature, nous verrons qu'il connut un essor considérable.

a) Les fondements de l'anoblissement par les offices de judicature

L'anoblissement par les offices de magistrat dans les cours supérieures n'apparut pas suivant la loi ; c'est la coutume qui tendit à le reconnaître au cours du XVIe siècle. Chérin, excellent connaisseur du droit nobiliaire, ne le faisait pas remonter au-delà du début du XVIIe siècle[1554]. D'après l'article 25 de l'édit des tailles de mars 1600, des charges au service du public anoblissaient graduellement déjà à cette date selon « les lois et mœurs du royaume ». Dès le règne de Louis XII cette noblesse aurait commencé à être établie pour les parlementaires, mais il est en fait difficile de dire à quel moment la coutume s'imposa[1555]. Dans la seconde moitié du

[1553] Necker, Jacques, De l'administration des finances de la France, *op. cit.*, tome III, p. 146-147. La rotation rapide des officiers dans ces charges a été vérifiée par David D. Bien ; elle l'était d'autant plus, a-t-il observé, que l'acquisition de cet office se faisait à un âge plus avancé, et qu'il ne fallait donc pas toujours 20 ans avant la revente, le tiers des vacances à la Grande Chancellerie après 1774 suivant une mort en charge (« La réaction aristocratique avant 1789 : l'exemple de l'armée », *op. cit.*, p. 46).
[1554] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, « Discours préliminaire », p. XXIII.
[1555] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 64. D'après son étude des lettres d'anoblissement aux XIVe et XVe siècles, Françoise Autrand juge que pour les secrétaires de la chancellerie rien ne désignait la place éminente de la robe, « rien ne reconnait l'existence sinon le nom de la noblesse de robe » (Autrand, Françoise, « L'image de la noblesse en France à la fin du Moyen Âge. Tradition et nouveauté », dans *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et belles lettres*, 1979, n° 2, p. 347). Le cas provençal ne nous parait pas devoir être retenu comme caractéristique d'un anoblissement antérieur, puisque si des anoblissements au 1er degré furent bien reconnus pour une époque antérieure au XVIe siècle à la chambre des comptes d'Aix, ce ne fut que rétroactivement lors des recherches des usurpateurs, par des commissaires qui

XVIe siècle, l'anoblissement par les offices de judicature était reconnu pour les parlementaires, mais aussi en faveur des officiers des chambres des comptes, des cours des aides et des bureaux des finances, comme l'atteste le traité *Du droit d'anoblissement* de Jean Bacquet[1556]. La reconnaissance de cet anoblissement par l'office de judicature fut certainement plus tardive en province qu'à Paris, mais assez générale dès avant 1600[1557].

Monluc s'étonnait souvent de ce que les parlementaires, en particulier ceux de Bordeaux, les Toulousains étant comme zélés catholiques, plus prompts à soutenir ses entreprises, soient réticents lorsqu'il s'agissait de contribuer, et « nous baptent tousjours de leurs privileges »[1558]. Forts de ces privilèges et honneurs, fiers de leurs diverses compétences judiciaires et extrajudiciaires (pouvoir règlementaire, enregistrement des lettres-patentes, droit de remontrance), les magistrats, drapés dans leurs robes rouges, ne cessèrent d'œuvrer au renforcement de la dignité de leur statut. L'accession à la noblesse fut une victoire remarquable pour la robe. Elle fut consacrée par quelques arrêts du parlement de Paris, en particulier ceux de 1546 et 1573, qui acceptèrent les conseillers au partage noble[1559]. Bacquet rapporte un arrêt antérieur du parlement de Paris du 13 août 1540[1560]. Ce faisant, le parlement, juge et partie, reconnaissait la noblesse à ses propres membres. Il ne s'agissait donc en aucun cas d'une initiative royale, mais bien d'une autopromotion sociale et juridique des parlementaires, portés par leur idéologie qui ne cessait de marteler la noblesse du droit, et les mettait donc à portée de

---

furent réputés avoir été parmi les plus indulgents pour les cas douteux, et des sources contemporaines à ces anoblissements ne sont pas rapportées (Blanc, François-Paul, « Le statut juridique de la noblesse de robe dans la Provence du XVIIe siècle », dans Etudes offertes à Alfred Jauffret, *op. cit.*, p. 86-87).

[1556] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 907. Dans la seconde moitié du XVIe siècle, Boiceau remarquait aussi, mais sans préciser lesquelles, que les charges dans les cours souveraines avaient été reconnues anoblissantes par le roi, ce qui constituait pour lui une nouveauté (*Commentaire de maître Jean Boiceau sur l'article 54 de l'ordonnance de Moulins*, Poitiers, 1582, traduit du latin dans Danty, M., Traité de la preuve par témoins en matière civile, *op. cit.*, p. 529).

[1557] Marcel Aimé a relevé plusieurs lettres d'anoblissements de magistrats au parlement de Dijon durant le XVIe siècle, mais en 1599, afin de mettre fin aux tentatives de lui faire payer les impôts roturiers, Guillaume de Montholon obtint du roi des lettres le reconnaissant noble, parce que son père et aïeul, avocats généraux, « luy ont acquis ce tiltre […] suyvant et conformément à ce qui s'observe et praticque par tout ce royaume en faveur de ceux qui sont issus de pères et ayeulx ayans esté noz officiers ès cours souveraines » (La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op cit.*, p. 209).

[1558] Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 251.

[1559] L'arrêt de 1546 fut rendu sur le rapport de Tiraqueau, qui publiera peu de temps après son *De nobilitate* (De La Roche-Flavin, Bernard, *Treize livres des parlements de France*, Genève, 1621, livre X, p. 775). Cette jurisprudence a été analysée par Robert Descimon (« L'invention de la noblesse de robe. La jurisprudence du parlement de Paris aux XVIe et XVIIe siècles », dans Poumarède, J., Thomas, J., (dir. par), *Les parlements de province, pouvoirs, justice et société du XVe au XVIIIe siècle*, Framespa, Toulouse, 1996, p. 677). Il y voit la création d'un modèle d'anoblissement par la dignité, distinct de l'anoblissement par privilège, reconnu en faveur des seuls conseillers au parlement et au Grand conseil en raison de leurs charges, au 1er degré, et qui serait devenu une noblesse de privilège seulement en 1644 (*ibidem*, p. 685 et suiv.).

[1560] Cet arrêt portait non sur le partage noble mais sur le préciput du conjoint noble dans la coutume de Paris. Il le tenait de Tiraqueau (Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 906). La reconnaissance de cet anoblissement serait donc plus tardive que ne le pronostiquait Bluche, du milieu du XVIe siècle environ pour le parlement de Paris, et un peu plus tard pour les autres.

clamer la noblesse de ses serviteurs. Après tout, ne faisaient-ils pas partie de la cour du roi, n'étaient-ils pas les représentants de sa personne, et même, à les en croire, « *pars corporis regis* » ? Ils ne pouvaient dès lors qu'être anoblis par l'éclat de la dignité du prince, à laquelle ils participaient[1561]. Concernant les autres cours supérieures, leur proximité avec la personne du roi, l'importance de leurs attributions, la vérification des lettres d'anoblissement (« ne seroit decent que telles lettres fussent verifiées par non nobles »), le caractère souverain de certains de leurs arrêts, la concession royale de certains privilèges, et quelques constitutions romaines, furent autant d'éléments qui permirent d'accréditer leur noblesse[1562].

Encore était-ce un anoblissement graduel, nécessitant plusieurs générations, signe qu'il ne s'imposa pas comme une évidence. Cet anoblissement était en effet reconnu « *a patre et avo consulibus* », c'est-à-dire par l'exercice de la charge par le père et le fils successivement[1563]. Dans ses arrêts du XVIe siècle, le parlement de Paris n'avait pas retenu la continuation de deux générations dans l'office, mais la cour des aides de Paris, qui jugeait en matière de taille, ne suivit pas sa jurisprudence[1564]. L'édit de mars 1600 lui donna raison. Concernant le temps requis, la mort en charge ou les vingt années d'exercice se seraient imposées durant la seconde moitié du XVIe siècle selon Bluche[1565]. Mais on remarque que Bacquet ne précisait pas ces conditions pour les parlementaires, et n'évoquait que celle de la mort en charge pour les conseillers à la cour des aides[1566]. De même Le Bret assura dans la première moitié du XVIIe siècle qu'il fallait mourir en charge[1567]. Les vingt années d'exercice ne seraient devenues une condition alternative pour l'anoblissement qu'au XVIIe siècle, sur le modèle des secrétaires du roi, pour qui elle était apparue dans la seconde moitié du XVIe siècle.

[1561] Bacquet ajoute l'argument que « anciennement les juges estoient pris et choisis des nobles, tellement que les juges estoient nobles », mais on ne voit pas vraiment à quelle époque il se rapporte, et si un tel raisonnement a pu jouer, il fut vraisemblablement bien moins décisif que le droit romain (Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 907). Aux XIVe et XVe siècles, les nobles étaient minoritaires au parlement de Paris, et ne représentaient qu'une « faible minorité » dans les autres juridictions (Contamine, Philippe, La noblesse au royaume de France de Philippe le Bel à Louis XII, *op. cit.*, p. 195).

[1562] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 907.

[1563] Le père et le fils devaient servir successivement, c'est-à-dire qu'une rupture entre deux générations, comme si le grand-père exerçait un office comme le petit-fils mais non le père, rendait caduc le processus.

[1564] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 63.

[1565] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 64.

[1566] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 907 : « je diray seulement avoir entendu, qu'on tient pour certain en la cour des aydes, que quand les ayeul, et père successivement, ont esté pourveus des estats et offices susdits, et sont decedez pourveus desdits estats, et iceux exerçans, les enfans peuvent jouyr de tous les droits, autoritez, privileges, franchises et immunitez dont jouyssent les nobles de race ».

[1567] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 63 : « encore est-il necessaire, que le pere et l'aïeul en aïent joui jusques à leur decez ». Il ne disait pas autre chose en 1593 à la cour des aides, ne parlant que de ce que « l'aïeul et le pere aïent continué leur service en icelle », et plus loin de « la mémoire de leurs peres décedez en servant le public » (Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, septième action, p. 450).

Il est difficile de dire quelle a été la part du droit romain dans la reconnaissance de cette noblesse. La noblesse des parlementaires était effectivement rapprochée par les juristes du droit romain qui la justifierait, en particulier de lois sur les sénateurs et les décurions[1568]. Selon les juristes de l'ancien droit, à Rome, la noblesse avait été annexée à l'exercice des grandes charges. Les parlementaires avaient d'ailleurs la prétention de composer le « Sénat de France » à partir de la fin du Moyen Âge et, à Toulouse, certains prenaient le titre de « *senator tolosanus* »[1569]. Or les empereurs, dans les lois « *Quisquis* » et « *Jus senatorum* », avaient reconnu que les sénateurs faisaient partie de leur corps, et qu'eux-mêmes étaient membres du Sénat[1570]. De cette théorie venait que les parlementaires considéraient que les titulaires de leurs dignités, qui participaient de la majesté royale, ne pouvaient être que nobles. Reconnaître la noblesse dès leur entrée en charge à tous les parlementaires aurait eu des conséquences sociales et fiscales trop graves pour que le roi pût l'accepter, et c'est donc l'usage de l'anoblissement graduel qui s'imposa. « La noblesse étant un loïer de si grand prix et un titre d'honneur immortel », écrivait Le Bret, « le public n'a pas trouvé bon de la donner à si bon comte, de la transferer du pere aux enfans, et de là à une perpetuelle suite de famille, mais il a desiré ce service continuel de l'aïeul et du pere, en telles ou semblables charges, auparavant que leur posterité s'en pût du tout prévaloir »[1571].

D'après François Bluche cependant, « ce n'est qu'*a posteriori* que les juristes l'ensouchent sur l'usage du droit romain »[1572]. Le droit romain n'aurait pas été la cause première de la reconnaissance de cette noblesse, mais n'aurait permis qu'à l'étayer après coup. L'origine

---

[1568] La Roche-Flavin, Bernard De, Treize livres des parlements de France, *op. cit.*, p. 776.

[1569] Krynen, Jacques, L'Etat de justice. France, XIIIe-XXe siècles. I. L'idéologie de la magistrature ancienne, *op. cit.*, p. 213. La même habitude, qui se retrouverait dans d'autres parlements, est surtout avérée à Paris et Toulouse.

[1570] Tissot, P.-A., *Les douze livres du code de l'empereur Justinien, de la seconde édition, traduits en français*, tome IV, Metz, 1807, p. 331 : Code de Justinien, livre 12, titre 1, « *De Dignitatibus* », loi 8 : « *Jus senatorum, et auctoritatem ejus ordinis (in quo nos quoque ipsos numeramus) necesse est ab omni injuria defendere* », traduit par « Il est nécessaire qu'il ne soit porté aucune atteinte aux privilèges des sénateurs et du Sénat, dont nous nous honorons nous-mêmes de faire partie » ; *ibidem*, p. 24 : Code de Justinien, livre 9, titre 8, loi 5 : « *Quisquis cum militibus, vel privatis, vel barbaris scelestam inierit factionem, aut factionis ipsius suscepirit sacramentum , vel dederit, de nece etiam virorum illustrium, qui consiliis, et consistorio nostro intersunt, senatorum etiam (nam et ipsi pars corporis nostri sunt) vel cujus libet postremo, qui nobis militat, cogitaverit (cadem enim severitate voluntatem sceleris, qua effectum, puniri jura voluerunt) ipse quidem, utpote majestatis reus, gladio feriatur, bonis ejus omnibus, fisco nostro addictis* », traduit par « Que quiconque se sera mêlé d'une faction, conjointement avec des soldats, ou des particuliers ou des barbares, soit que comme chef il ait reçu le serment des factieux, soit que comme subordonné il ait prêté le même serment entre les mains du chef, soit, comme criminel de lèse-majesté, condamné à mort et à la confiscation de ses biens : car dans ces cas, les lois punissent celui qui a seulement tenté de commettre le même crime avec la même sévérité que celui qui l'a consommé. Cette disposition est non seulement applicable au cas où la faction tend à l'assassinat du prince, mais encore lorsqu'elle a pour objet l'assassinat de nos conseillers, des membres de nos consistoires, des sénateurs qui font partie du gouvernement et comme de nous-mêmes ; enfin de tous ceux qui exercent des fonctions auprès de nous ».

[1571] Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, 7ème action, p. 450.

[1572] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 64.

de cet anoblissement n'est pas cependant totalement expliquée, et les magistrats qui le reconnurent ne le firent probablement pas sans chercher des fondements juridiques, dont l'analogie avec le droit romain aurait été un des principaux ressorts. Mais le droit romain permettait-il de reconnaître la noblesse « *patre et avo* » ? C'est principalement une loi d'Alexandre Sévère tirée du livre 12 du code de Justinien, au titre « Des dignités », que les juristes utilisèrent pour la justifier. Cette loi portait : « *Si, ut proponitis, et avum consularem et patrem praetorium virum habuistis, et non privatae conditionis hominibus, sed clarissimis nupseritis : claritatem generis retinetis* », ce qui fut traduit par « si, comme vous l'observez, votre aïeul était consulaire et votre père préteur, et vous ne vous êtes point mariées à des roturiers, mais à des nobles, vous n'avez point perdu la noblesse qui vous a été transmise par vos pères »[1573]. En fait cette loi était utilisée mal à propos ; il n'y était question que du clarissimat, assimilé à la noblesse, de la fille d'un père et grand-père noble lorsqu'elle se mariait : la conservation de la noblesse, et non l'anoblissement, était en jeu[1574]. L'auteur de l'article sur la « noblesse patre et avo » de l'*Encyclopédie* fit observer pertinemment que la loi qui suivait au même titre démentait ce caractère graduel de l'anoblissement en droit romain[1575]. En effet, par cette loi, le clarissimat, encore une fois assimilé à la noblesse, se transmettait dès le premier degré, « parce qu'on ne doit pas refuser aux enfans les honneurs qui environnent la condition de leur père », et non par le service successif du père et de l'aïeul[1576]. Boutaric a lui aussi rejeté l'opinion des juristes qui liaient la première loi du *De dignitate* et l'usage de l'anoblissement graduel français. On ne peut finalement que lui donner raison de rappeler qu'en matière de noblesse, les mœurs des Romains étaient très différentes de celles des Français[1577].

[1573] Tissot, P.-A., Les douze livres du code de l'empereur Justinien, *op. cit.*, p. 330, code de Justinien, livre 12, titre 1, « *De Dignitatibus* », loi 1.

[1574] Belleguise a observé fort à propos que « la necessité de toutes les deux [charges] n'étant pas dans la décision, ni dans le cas proposé que pour le rendre conforme à la verité de l'origine » (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 26).

[1575] Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, *op. cit.*, tome XXIII, p. 21, entrée « noblesse a patre et avo ».

[1576] Tissot, P.-A., Les douze livres du code de l'empereur Justinien, *op. cit.*, p. 332, code de Justinien, livre 12, titre 1, « *De Dignitatibus* », loi 11 : « *Senator, vel alius clarissimus privatos habeat filios, editos quippe, antequani susciperet dignitatem (quod non solum circa masculos dignoscitur constitutum, verum etiam circa filias) simili conditione servandum. Cum autem paternos honores invidere filiis non oporteat, à senatore, vel solo clarissimo susceptum, in clarissimatus sciendum est dignitate mansurum* » : « nous ordonnons que les enfans des sénateurs, même ceux qui sont nés avant que leur père fût élevé à cette dignité, aient la dernière condition de leur père, nonobstant les lois antérieures qui les en excluaient ; parce qu'on ne doit pas refuser aux enfans les honneurs qui environnent la condition de leur père. C'est pourquoi celui qui est né d'un sénateur ou d'un noble, doit être rangé dans la classe des nobles ».

[1577] Boutaric, François de, Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales, *op. cit.*, p. 435 : « les mœurs des romains étoient à cet égard si éloignées des nôtres, qu'à Rome la noblesse provenant des charges étoit bornée à un certain degré, au lieu que parmi nous la noblesse, de quelle manière qu'elle soit acquise, est d'autant plus estimée que son commencement est éloignée ». Le Bret faisait le même constat au XVIe siècle : « il semble que l'usage de ce roïaume n'ait pas été en cela du tout conforme au droit romain » (Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par

Peut-être qu'en fin de compte l'anoblissement *a patre et avo* n'avait d'autre explication que la preuve de noblesse, comme le suggérait Bacquet, qui se faisait à cette époque en remontant jusqu'à l'aïeul[1578].

b) Le développement considérable de l'anoblissement par les offices de judicature à partir du début du XVIIe siècle

On peut estimer que l'article 25 de l'édit de mars 1600 comprit dans l'anoblissement graduel par les services du père et de l'aïeul dans des « charges honorables, de celles qui par les lois et mœurs du royaume peuvent donner commencement de noblesse à la postérité », celles des cours supérieures[1579]. Quoique ce ne soit pas explicite, c'est l'opinion qui prévalut à l'époque parmi les juristes, malgré des réactions de rejet[1580]. La base légale n'étant pas expresse pouvait paraître fragile. Mais elle correspondait trop aux attentes de la robe pour ne pas être immédiatement assimilée par les cours supérieures de justice. La reconnaissance de cet anoblissement par l'office de judicature fut d'une importance capitale pour l'histoire de la noblesse. Désormais la noblesse dite « de robe » allait se développer amplement, et le prestige de la magistrature se renforcer encore.

Servir dans des « charges honorables » : rien n'indiquait que la charge exercée par le père et celle occupée par le fils devaient être les mêmes, ni non plus d'ailleurs qu'elles devaient être exercées dans la même institution. Il en résulte que l'anoblissement graduel par l'office ne nécessitait pas une succession des deux ou trois degrés dans le même office, ni même dans la même institution anoblissante. Le second degré pouvait être complété par un autre office anoblissant et dans une autre institution. Un premier degré pouvait par exemple être rempli dans une cour des aides et un second degré dans un parlement. Il est vrai que la vénalité et la

monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, septième action, p. 450). En revanche, le constat fait par François-Paul Blanc que les « notions romaines » seraient « totalement étrangères au sujet » de l'anoblissement par les charges de judicature nous paraît un peu catégorique, la lecture d'anciens juristes, tel Bacquet, incitent à relativiser cette opinion (« Le statut juridique de la noblesse de robe dans la Provence du XVIIe siècle », *op. cit.*, p. 81, note 4).

[1578] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 907 : « d'autant que pour verifier qu'on est noble, il suffit que celuy auquel on revoque en doute sa noblesse, verifie que ses ayeul, et père ont toujours vecu noblement, sans avoir fait acte derogeant à noblesse ».

[1579] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XV, « Edit portant règlement général sur les tailles, sur les usurpations du titre de noblesse, les bâtards, la rescision des ventes de biens communaux et usagers », Paris, mars 1600 : art. 25.

[1580] Chartier, Roger, Richet, Denis (dir. par), Représentation et vouloir politiques, *op. cit.*, p. 115-116.

transmission héréditaire des offices rendaient cette hypothèse rare, puisque la famille pouvait conserver facilement la charge entre ses mains de degré en degré, mais c'était néanmoins une facilité de plus que ce panachage d'offices différents au fil des générations[1581].

Certaines cours purent obtenir la noblesse au premier degré, mais elles restèrent peu nombreuses, principalement parisiennes. En juillet 1644, les présidents, conseillers, avocat et procureur général, greffier en chef, notaires et secrétaires du parlement de Paris se virent reconnaître la noblesse au premier degré, pourvu qu'ils aient exercé leur charge pendant vingt années, ou qu'ils fussent morts revêtus de leur office[1582]. La loi reconnaissait officiellement et expressément que les offices d'une cour supérieure de justice étaient anoblissants. Des édits et déclarations royales reconnurent graduellement l'anoblissement au premier degré en faveur des autres cours supérieures parisiennes : au Grand Conseil en décembre 1644, à la chambre des comptes en janvier 1645, puis à la cour des aides[1583]. Des cours souveraines en province bénéficièrent de la même faveur au XVIIe siècle, quelques années après les cours parisiennes[1584]. Par des édits de juillet et août 1669, ces cours perdirent l'anoblissement au premier degré, et retournèrent au régime de l'anoblissement graduel[1585]. En 1690, plusieurs cours parisiennes récupérèrent l'anoblissement au premier degré par la volonté du roi, mais les cours du Midi ne furent toujours pas concernées[1586]. L'édit d'octobre 1704 accordant des dispenses d'un degré de noblesse pour les cours supérieures de justice montre qu'au début du XVIIIe siècle l'anoblissement graduel n'était absolument plus contesté[1587]. Aucune différence n'existait entre les officiers, qu'ils fussent conseillers ou présidents, l'anoblissement restait graduel[1588]. L'anoblissement au premier degré ne put bénéficier qu'aux compagnies parisiennes

[1581] Le temps d'exercice accompli dans plusieurs charges différentes par une même personne ne pouvait être cumulé pour obtenir des lettres de vétérance ou l'anoblissement d'après la jurisprudence du conseil d'Etat (Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 66). Il y aurait cependant des cas de panachage dans des charges d'institutions différentes pour un même individu tenus pour un degré de noblesse dans la jurisprudence du conseil royal des finances pour l'exemption du marc d'or de noblesse (Des Rochettes, M., « Essai sur les preuves de noblesse reconnues dans le Sud-Ouest de la France de 1771 à 1789 », dans *Dixième congrès d'études de la Fédération des sociétés académiques et savantes. Languedoc – Pyrénées – Gascogne*, Montauban, 1956, p. 263). De même on note deux exceptions avec addition pour un seul degré des « services assumés de façon continue et successive en plusieurs charges » en Provence, où la jurisprudence fut cependant « extrêmement original[e] » (Blanc, François-Paul, « Le statut juridique de la noblesse de robe dans la Provence du XVIIe siècle », *op. cit.*, p. 91). Pour ce qui est des deux degrés, le professeur Blanc remarque qu'il pouvait y avoir un intermède de roture entre les deux périodes, ou au contraire simultanéité.

[1582] Edit du roi de juillet 1644, dans L. N. H. Chérin, Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 109.

[1583] Ces édits sont cités par L. N. H. Chérin, Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 110 et suiv.

[1584] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 212 et suiv.

[1585] Cités par L. N. H. Chérin, Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 183-184.

[1586] Le parlement de Paris en novembre 1690 (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 195).

[1587] Voir *infra*. Ces dispenses furent révoquées rétroactivement en 1715.

[1588] Certains juristes, comme Belleguise, ont pu écrire que l'office de président anoblissait au 1er degré (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 21). C'est dans son cas dû à la jurisprudence des

lorsque Louis XIV leur reconnut cette prérogative au milieu du siècle puis à partir de la fin de son règne[1589].

Cet anoblissement graduel fut grandement aidé par la patrimonialité des charges. L'évolution du statut des officiers est bien connue des historiens[1590]. Contentons-nous de rappeler les éléments saillants qui seuls nous importent ici. Dès le règne de Louis XI, l'irrévocabilité avait été reconnue aux officiers. Depuis la création en 1522 de la « Recette des parties casuelles », qui recevait l'argent venant de la vente des offices, la vénalité des offices était officiellement reconnue. La vénalité des offices permit au détenteur de la charge de discuter avec son potentiel successeur de sa transmission, et après en avoir obtenu le prix, de la résigner en sa faveur, c'est-à-dire de le présenter au pouvoir royal pour qu'il lui succédât dans ses fonctions, par une procuration *ad resignandum*. De fait, la patrimonialité facilitait surtout à une famille la conservation de la charge, par la résignation en faveur du fils. Des survivances permettaient à certains officiers de se prémunir contre le délai exigé de quarante jours de vie du résignant après l'obtention des provisions, en permettant au résignataire d'être pourvu de l'office du vivant du résignant, quoiqu'il ne pourrait en exercer les fonctions qu'après sa mort. Cette transmission héréditaire fut encore secourue par la création de la « paulette » en 1604, qui permettait la transmission au successeur de l'office moyennant le payement d'un droit annuel représentant le soixantième de la valeur de l'office. Des dynasties de magistrats se formèrent.

Ce n'était cependant pas tout d'obtenir la finance de l'office, c'est-à-dire le droit patrimonial. La nomination royale était toujours nécessaire, afin que l'officier soit pourvu du « titre de l'office », c'est-à-dire du droit d'exercer la fonction publique. Il devait à cette fin obtenir des lettres de provisions à la chancellerie, après avoir acquitté divers droits. Devaient suivre l'enregistrement de ses provisions, la réception, et l'installation de l'officier dans la cour de justice où il devait exercer sa fonction. A l'occasion de la réception dans l'office, étaient

commissaires à la recherche des usurpateurs en Provence, très originale, pour ne pas dire laxiste (Blanc, François-Paul, « Le statut juridique de la noblesse de robe dans la Provence du XVIIe siècle », *op. cit.*, p. 90). Dans une note écrite lors de la seconde recherche des usurpateurs, l'auteur assène qu'il est « constant que les seules compagnies de Paris jouissent seules du privilège de noblesse au 1er degré, y étant seules confirmées par le règlement de 1690 et exceptées de la révocation par l'édit de 1715 dont ce privilège est suprimé pour toutes les autres compagnies des provinces », édit qui comprenait « tous les officiers des compagnies supérieures, sans distinguer les présidents des conseillers dans la prérogative de la noblesse personnelle et graduelle » (*ADTG*, C 81, dossier Balza, notes manuscrites, vers 1715. Balza était petit-fils d'un président à la cour des aides de Montauban).

[1589] *ADHG*, 1 B 1938, folio 196, édit donné à Versailles en août 1715 : « n'entendons comprendre dans ladite révocation les officiers de notre cour de parlement, chambre des comptes, et cour des aydes de Paris, ny les officiers et secrétaires de notre Grande chancellerie, et de celles près nos cours et présidiaux créez par notre édit du mois de juin dernier ». On notera quelques exceptions comme les parlements de Grenoble et de Besançon.

[1590] Sur cette évolution, voir Brigitte Basdevant-Gaudemet (Aux origines de l'Etat moderne. Charles Loyseau (1564-1627), théoricien de la puissance publique, *op. cit.*), et Roland Mousnier, qui a repris et synthétisé l'ensemble des travaux menés avant lui (La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII, *op. cit.*).

contrôlées des conditions de fonds, comme l'âge[1591], la parenté et l'alliance[1592], la capacité[1593], la vie, les mœurs et la religion, mais les passe-droits existaient, en particulier avec l'essor des lettres de dispense pour l'âge et la parenté[1594].

Ce développement de l'anoblissement par charge ne fut cependant pas suivi par un rehaussement de sa considération. Dans son *Traité de la noblesse*, La Roque continuait de considérer cette noblesse par les charges comme « accidentelle », « accessoire » et « indirecte »[1595]. L'utilisation de la noblesse par charge dans un but fiscal, en demandant des droits de confirmation, en révoquant tout bonnement la noblesse qu'elles conféraient, comme ce fut à plusieurs reprises le cas sous les règnes de Louis XIV et Louis XV, l'extension très large de ce caractère anoblissant, jusqu'à des emplois qui ne bénéficiaient pas d'une honorabilité singulière, comme celui de greffier en chef dans les bureaux de finance, tous ces points n'étaient guère propres à leur conférer une distinction remarquable. La multiplication des offices aurait attiré des individus d'une « basse extraction » dans certains d'eux. Alors que l'anoblissement par charges devint au XVIIe siècle une source d'anoblissement bien plus importante quantitativement que l'anoblissement par lettres, il continua à conférer une noblesse moins distinguée, et contribuait à la perte de prestige du second ordre dans son entier.

Au XVIIIe siècle, étaient devenues anoblissantes les charges des parlements, des cours des monnaies, des cours des comptes, des cours des aides, des bureaux des finances, du Grand Conseil, des Requêtes de l'Hôtel, et des conseils souverains, supérieurs ou provinciaux. Auxquels s'ajoutèrent quelques tribunaux subalternes (grands bailliages de Lamoignon, sénéchaussée de Marseille, Châtelet de Paris). Cet ensemble regrouperait plus de 3000 charges anoblissantes[1596].

[1591] 40 ans pour les présidents, 30 ans pour les gens du roi, 25 ans pour les conseillers, sauf entre 1672 et 1683 où l'âge requis était de 27 ans (Mengès-Le Pape, Christine, La cour des aides et finances de Montauban, 1642-1790, *op. cit.*, p. 253).

[1592] D'après une ordonnance d'août 1669, ne pas avoir de parents ou d'alliés proches dans la compagnie, c'est-à-dire de parents jusqu'au troisième degré, et d'alliés jusqu'au deuxième degré (*ibidem*, p. 257).

[1593] Obtention de la licence, et examen devant la cour. Cet examen, presque une formalité dans certaines cours, resta sévère et solennel au parlement de Toulouse, où il fallait obtenir les deux tiers des voix de la cour (Bastard d'Estang, Henri Bruno vicomte de, *Les parlements de France. Essai historique sur leurs usages, leur organisation et leur autorité*, tome Ier, Paris, 1857, p. 122 et suiv.).

[1594] Sur 40 lettres de provisions délivrées aux officiers du parlement de Toulouse en 1775 et 1790, 18 sont accompagnées de lettres de dispense de parenté ou d'alliance, et dans certains cas ce n'était pas un, mais deux ou trois membres de la famille qui étaient déjà présents au parlement. Quant aux dispenses d'âge, sur la même période, 75% des nouveaux conseillers au parlement y eurent recours ! (Peguilhan de Larboust, Philippe de, *Les magistrats du parlement de Toulouse à la fin de l'Ancien Régime (1775-1790)*, mémoire de D. E. S., Toulouse, 1965, p. 38-40).

[1595] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 54.

[1596] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 67.

C) Une préoccupation financière constante

Dans le cas de l'anoblissement par charge, la prise en compte de la dimension financière est fondamentale. La motivation profonde du roi lorsqu'il créait des offices anoblissants était souvent d'obtenir des entrées d'argent complémentaires. Alors que l'Etat était endetté, la fiscalité lourde et insuffisante, et l'emprunt ordinaire onéreux, il fallait trouver de nouveaux moyens financiers, et on eut recours par de nouveaux biais aux affaires extraordinaires. La finance de l'office devait permettre de nouvelles entrées de fonds aux Parties casuelles. Le privilège de la noblesse héréditaire à lui seul pouvait permettre d'espérer de trouver un acquéreur, tant l'accession à la noblesse était une préoccupation très largement partagée. L'augmentation du nombre des trésoriers de France dans les bureaux des finances sous les règnes de Louis XIII et Louis XIV, alors même que ces institutions étaient dépouillées d'une partie importante de leurs attributions, ne peut être expliquée sans cette motivation financière[1597]. On peut en dire de même des offices de secrétaires du roi dans les chancelleries.

En même temps le roi, dont le regard se portait d'abord sur les pays de taille personnelle, où la noblesse exemptait de la taille, se montra à plusieurs reprises soucieux de ne pas laisser trop s'accroitre le nombre de privilégiés. En conséquence, comme pour les lettres d'anoblissement, il put exiger des droits de confirmation de noblesse, révoquer l'anoblissement accordé à certains offices, voire même supprimer tout bonnement les offices anoblissants. On a vu pour la noblesse de cloche que le privilège anoblissant de leurs charges put être supprimé, ou confirmé moyennant finance. Mais des offices de judicature, de finance, d'administration, ou de chancellerie, purent aussi être concernés.

Les charges dans les chancelleries près les cours supérieures subirent de nombreuses suppressions d'offices et révocations de noblesse à la fin du règne de Louis XIV. Ce fut particulièrement le cas avec un édit de juin 1715, qui supprima tous les offices de ces chancelleries, sous prétexte de soulager les contribuables aux impositions, et en créa de

[1597] Necker n'attribuait pas à autre chose la prolifération des charges anoblissantes : « Ce sont les besoins d'argent, qui dans des tems de détresse, ont donné lieu à la création de beaucoup d'offices inutiles ; […] on chercha des ressources par la vente des privilèges, et pour colorer cette concession, on imagina des fonctions, qu'on feignit d'envisager comme nécessaire, et l'on y attacha la plus précieuse des prérogatives » (Necker, Jacques, De l'administration des finances de la France, *op. cit.*, p. 147).

nouveaux à la finance plus élevée[1598]. A moins d'avoir exercé les vingt années requises pour l'anoblissement, les officiers dont l'office était supprimé n'étaient pas reconnus nobles, sauf à eux d'acquérir un des nouveaux offices[1599]. Une révocation de noblesse spécifique aux familles des officiers qui avaient acquis un office créé depuis 1689 et dont la finance était inférieure à 10000 livres fut prévue par une déclaration du 20 mars 1717, nonobstant que l'officier soit mort en charge ou ait obtenu des lettres d'honneur, mais à l'exception des familles ayant acquis un office créé en juin 1715[1600]. Par la suite, des augmentations de finance seront à plusieurs reprises exigées pour conserver l'anoblissement au premier degré[1601]. Plus durement frappées furent les chancelleries près les présidiaux et les bureaux des finances. Des chancelleries près les présidiaux avaient été créées dès 1557[1602]. Les divers officiers les composant furent dotés de privilèges mais non de l'anoblissement avant le règne de Louis XIV. En juillet 1690, les audienciers, contrôleurs et secrétaires du roi obtinrent la noblesse au premier degré moyennant un supplément de finance. Leur nombre fut augmenté en novembre 1707[1603]. Mais dès juin 1715 ces offices furent supprimés, et ne furent maintenus dans la noblesse que ceux qui avaient exercé la fonction pendant vingt années[1604]. En sus par la déclaration du 20 mars 1717 il fut ordonné que les familles anoblies dans ces charges dont la finance de l'office était inférieure à 10000 livres, nonobstant que l'officier soit mort en charge ou ait obtenu la vétérance, verraient leur noblesse révoquée, sauf si la chancellerie avait été créée avant 1689, et à l'exception de celles qui feraient l'acquisition d'un office créé en juin 1715[1605]. Un office de conseiller garde-scel anoblissant au premier degré fut créé en juin 1715[1606]. A partir de juillet 1724, il ne fut plus qu'anoblissant graduellement avec soixante ans de service, mais seulement jusqu'en décembre 1727, date à laquelle cet office fut supprimé[1607]. En novembre 1707 furent créés des secrétaires du roi au nombre de deux dans des chancelleries près les bureaux des finances, dont la charge était anoblissante au premier degré[1608]. Très peu nombreux furent les acquéreurs, et ces chancelleries furent supprimées dès juin 1715[1609].

[1598] Edit du roi de juin 1715, cité dans Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 316.
[1599] *Ibidem*, p. 316.
[1600] *ADHG*, 1 B 1938, folio 403, édit donné à Paris, le 20 mars 1717.
[1601] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 59.
[1602] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, tome IX, *op. cit.*, entrée « chancellerie ».
[1603] *ADHG*, 1 B 1934, folio 31, édit donné à Versailles, novembre 1707.
[1604] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 61.
[1605] *ADHG*, 1 B 1938, folio 403, édit donné à Paris, le 20 mars 1717.
[1606] Edit du roi de juin 1715, cité dans Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 316.
[1607] *ADHG*, 1 B 1945, folio 29, édit donné à Versailles, décembre 1727.
[1608] *ADHG*, 1 B 1934, folio 31, édit donné à Versailles, novembre 1707.
[1609] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 60.

La révocation la plus spectaculaire fut celle d'août 1715, le roi ayant multiplié les concessions depuis la guerre de la ligue d'Augsbourg. Tous les anoblissements, au premier degré ou graduels, accordés depuis le 1er janvier 1689 tant à des offices anciens ou nouveaux, étaient révoqués avec effet rétroactif[1610]. Dans l'administration militaire par exemple, plusieurs charges anciennes ou nouvellement créées étaient devenues anoblissantes (graduellement ou au premier degré) durant la guerre d'Espagne, mais toutes perdirent ce caractère rétroactivement en août 1715[1611]. Cet édit était clairement lié à la fiscalité. Le roi reconnaissait que les officiers créés depuis janvier 1689 ne s'étaient vus doter du privilège d'anoblissement ou d'exemption de la taille qu'à cause des « besoins de la guerre », c'est-à-dire de la nécessité de trouver de nouvelles ressources financières, et que cela avait eu pour conséquence de faire retomber lourdement le poids des impositions sur le reste des contribuables. La suppression des offices ou des privilèges portés par l'édit avait donc pour objet le soulagement des contribuables de la taille.

D'une portée très étendue fut aussi l'édit d'avril 1771 par lequel fut réclamé un droit de confirmation pour être maintenu dans son anoblissement à la plupart des anoblis par charges depuis janvier 1715[1612]. Prétextant que la noblesse se devait de « servir utilement l'Etat », condition du maintien de ses privilèges, il paraissait au législateur juste que les anoblis récents par les offices secourussent l'Etat financièrement. Furent concernés les anoblis par charges municipales, les anoblis par les offices des chancelleries près les cours supérieures, et les anoblis par les offices des bureaux des finances. Il était remarqué dans le préambule justificatif que les charges municipales étaient gratuites, et que pour celles des chancelleries et bureaux des finances, quoique payantes, leurs acquéreurs n'en étaient pas moins largement dédommagés, tant leurs finances seraient modiques par rapport aux avantages qu'elles procureraient, et qu'en sus leurs héritiers se seraient remboursés de cette finance à leur mort, ou leurs titulaires après vingt années d'exercice, par la revente de l'office. Il n'était fait

[1610] *ADHG*, 1 B 1938, folio 196, édit donné à Versailles en août 1715 : « Révoquons aussy […] celle que nous avons pareillement attribué par plusieurs nos édits et déclarations à differens officiers tant militaires, que de judicature, police et finance, soit que ces offices ayent esté créés depuis le mesme jour et premier 1689, où qu'ils le fussent auparavant, mais encore la noblesse graduelle aussy accordée depuis le mesme temps moyennant finance, quelque sorte et manière que ce soit, tant aux corps et compagnies, qu'à quelques officiers seulement, qui n'en jouissoient pas avant ladite année 1689, voulons que tous ces officiers, ensemble leurs enfans et descendans, soient et demeurent remis et rétablis au mesme estat ou ils estoient avant la concession de ce privilège ».

[1611] Les commissaires ordinaires des guerres en octobre 1709, les commissaires provinciaux des guerres en mars 1704, les contrôleurs provinciaux des guerres en octobre 1708, les commissaires de la marine en juin 1709, les inspecteurs généraux de la marine et des galères en juin 1704 (Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 87).

[1612] *ADHP*, 65 J 101, édit du roi pour la confirmation des anoblis depuis 1715, Versailles, avril 1771, art. 1. La quittance de la finance et les titres d'anoblissement devaient être enregistrés mais cette formalité était gratuite.

absolument aucun cas de leurs services, comme s'ils n'en avaient accompli aucun, et que leurs offices n'étaient qu'un moyen d'obtenir noblesse et privilèges. C'était en fait un point de vue très largement partagé à cette époque. On remarque que n'étaient pas concernés les anoblis par les charges des parlements, chambres des comptes et cours des aides, les reconnaissant tacitement quant à elles comme utiles à l'Etat. Le gouvernement royal souhaitait aussi probablement ne pas jeter de l'huile sur le feu, en pleine réforme Maupéou.

Le montant de ce droit fut fixé à 6000 livres et les 2 sols pour livre. Les enfants et descendants mâles devaient acquitter le droit de confirmation, au cas où l'anobli serait décédé[1613]. De même les veuves en viduité sans postérité et les filles célibataires majeures devraient payer 1500 livres, et les veuves ayant postérité 600 livres[1614]. Faute de payement du droit de confirmation, le redevable était déchu de sa noblesse, remis au rôle des impositions dont il avait été exempté, en particulier de la taille, et de nouveau soumis au droit de franc-fief[1615]. En revanche l'article 10 de l'édit prévoyait des exemptions du droit de confirmation, en particulier pour ceux qui avaient servi le roi à l'armée, ou pour leurs descendants s'ils avaient été tués ou étaient décédés à l'armée[1616]. L'édit n'était donc pas général, puisque certains anoblis par offices n'étaient pas compris dans la demande, et que l'on pouvait être exempté du droit de confirmation pour ses services. Mais tant par le payement du droit de confirmation de bon nombre d'anoblis que par la remise à la taille et au franc-fief des récalcitrants, le gouvernement espérait tirer de l'argent aux dépens des anoblis et de leur descendance.

De nombreuses familles bourgeoises firent de mauvaises affaires avec les offices de création éphémère et virent leur rêve de noblesse se dissiper. Tel fut le cas par exemple de Joseph de Salles qui fit l'acquisition d'un office de secrétaire du roi créé en décembre 1708. Pourvu de l'office le 19 septembre 1714, il eut le regret de le voir supprimé dès 1715, et ne put acquérir un des nouveaux offices, leur nombre étant fortement réduit. Le même Joseph de Salles était alors conseiller rapporteur vérificateur des défauts au sénéchal de Tarbes, office créé en 1692, qu'il tenait de son père, et qui fut supprimé en août 1716. Il put néanmoins continuer à jouir des privilèges de cet office sa vie durant moyennant la perte de la finance. Son petit-fils, Joseph de Salles seigneur de His, maire de Tarbes, mettra en avant ces services dans l'office de conseiller rapporteur, la concession de la charge de secrétaire qui le faisait jouir de la noblesse dès la réception, qu'il aurait pu y acquérir la vétérance si elle n'avait pas été supprimée, que ce

[1613] *ADHP*, 65 J 101, *ibidem*, art. 2.
[1614] *ADHP*, 65 J 101, *ibidem*, art. 3. Si la fille n'avait eu que la légitime, elle était exemptée du droit de confirmation.
[1615] *ADHP*, 65 J 101, *ibidem*, art. 7.
[1616] *ADHP*, 65 J 101, *ibidem*, art. 10.

n'était donc pas de son fait qu'il ne put rester noble, pour obtenir des lettres de confirmation de la concession de la noblesse, ou d'anoblissement en tant que de besoin, ce qu'il n'obtint probablement pas[1617].

L'inventivité de la politique royale d'utilisation de l'anoblissement pour faire entrer de l'argent dans les caisses asséchées de l'Etat ne se limita pas à la création d'offices anoblissants et à la proclamation de déclarations royales confirmant les anoblis dans leur noblesse moyennant le payement d'un droit. Le gouvernement eut l'idée en octobre 1704 de créer des dispenses d'un degré de service pour acquérir la noblesse en faveur des officiers des cours supérieures. Moyennant finance, et les vingt ans de service ou la mort en charge, l'anoblissement se ferait dès le premier degré. Quatre dispenses furent créées, mais vu le peu d'enthousiasme, le conseil du roi proposa en 1705 de donner moyennant finance seulement deux dispenses à perpétuité au corps de la compagnie, utilisables tous les cinq ans. En bénéficieraient le doyen et le sous-doyen de la compagnie, ou s'ils étaient déjà nobles, ceux qui seraient élus à la pluralité des voix par la compagnie[1618].

Au bureau des finances de Montauban, les officiers de la compagnie représentèrent que soit ils tiraient leur noblesse de leurs ancêtres, soit ils se contenteraient de l'anoblissement graduel « en conservant leurs charges dans leurs familles », et ne furent donc pas intéressés par les dispenses individuelles. Soit qu'ils aient subi quelque intimidation, soit que l'on puisse s'en remettre à leur « attachement » et à leur « zèle », ils demandèrent des dispenses d'un degré pour le corps de la compagnie, moyennant 24000 livres et les 2 sols pour livre, ce qui leur fut accordé par une déclaration royale de décembre 1705[1619]. Par la suite six familles se crurent anoblies par le biais de ces dispenses[1620]. Mais en août 1715, elles retrouvèrent leur condition roturière par la révocation de ces dispenses[1621]. Encore une fois, le pouvoir royal paraissait d'abord, et peut-être uniquement, préoccupé par les recettes escomptées.

Enfin un dernier moyen d'utiliser financièrement l'anoblissement par charge fut trouvé en 1770. Une contribution nouvelle fut due par le futur anobli avec la création du marc d'or de noblesse[1622]. Tout roturier qui faisait l'acquisition d'un office anoblissant devait payer le marc

---

[1617] *ADHP*, 44 J 1, minute de requête au roi de Joseph de Salles, vers 1780.
[1618] Des lettres de la Grande chancellerie étaient expédiées aux anoblis et enregistrées dans leur seule compagnie.
[1619] *ADTG*, C 544, folio 140, déclaration pour les dispenses d'un degré de service, Versailles 1er décembre 1705.
[1620] Basques, Valérie, *Le bureau des finances de Montauban et ses officiers, 1635-1790*, thèse de l'école des Chartes, 1991, p. 298.
[1621] *ADHG*, 1 B 1938, folio 196, édit donné à Versailles en août 1715 : « Voulons que ces officiers et leurs enfans et descendans, ensemble les enfans et descendans de ceux d'entre eux qui sont morts revestus de leurs charges après avoir acquis lesdites dispenses, soient remis et rétablis au mesme et semblable état qu'ils estoient avant nostre édit du mois d'octobre 1704, et nos déclarations et arrests rendus en conséquence ».
[1622] A ne pas confondre avec le droit de marc d'or ordinaire qui fut créé sous Henri III en octobre 1578. Aussi appelé « droit de serment », il était perçu sur tous les acquéreurs d'office en reconnaissance de la fidélité qu'ils

d'or de noblesse pour dédommager le roi des impositions qu'il ne payerait plus. L'article VIII de l'édit de création portait que « ceux qui se feront pourvoir d'offices qui donnent la noblesse, sans exception, seront tenus de payer outre les droits de marc d'or ordinaires, un second droit pareil à celui qui sera payé pour les lettres de noblesse »[1623]. Les nobles ne devaient cependant logiquement pas l'acquitter, et en étaient exemptés sur présentation de leur preuve de noblesse. Ce droit était fixé à 2000 livres pour les lettres de noblesse, et était donc du même montant pour les acquéreurs d'offices. Par un édit de mars 1773 il fut décidé que le droit de marc d'or de noblesse serait diminué de moitié pour les acquéreurs d'offices anoblissant graduellement, soit 1000 livres, alors que les acquéreurs d'offices anoblissant dès le premier degré payeraient toujours les 2000 livres[1624]. Pour s'assurer la perception de ce droit, un arrêt du conseil d'Etat de mai 1773 le tripla pour ceux qui ne l'auraient pas payé avant que le sceau ne soit apposé sur leurs lettres de provisions[1625]. La faveur ne permit pas d'obtenir de dispense du marc d'or de noblesse. Jacques-Augustin de Fornets, seigneur d'Oroix en Bigorre, qui obtint des lettres de noblesse en 1777, demanda une exemption du marc d'or par le biais de l'intendant, en mettant en avant ses services rendus à l'Etat. Le refus de Necker fut catégorique[1626]. La motivation de la création du marc d'or de noblesse était purement fiscale. C'était une sorte de taxe sur les anoblis, qui indemnisaient par avance le roi pour ce qu'il pourrait perdre à l'avenir à cause de cet anoblissement. Elle était inique puisque des roturiers acquéreurs de charges n'avaient pas forcément pour priorité l'anoblissement, et ceux qui y aspiraient pouvaient ne pas y parvenir.

Création et suppression de charges anoblissantes et de dispenses d'un degré, révocation et confirmation de noblesse, taxation du marc d'or de noblesse, n'avaient en fait d'autre but que

---

devaient au roi (Nagle, Jean, *Le droit de marc d'or des offices. Tarifs de 1583, 1704, 1748. Reconnaissance, fidélité, noblesse*, Librairie Droz, Genève, 1992).

[1623] http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8614536d.r=marc%20d%27or%20d%C3%A9cembre%201770, « édit du roi qui détermine le droit de marc d'or qui sera perçu à l'avenir », Versailles, décembre 1770.

[1624] http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8605172x/f1.item.r=marc%20d'or%20noblesse, « Déclaration du roi qui modère à moitié le droit de marc d'or de noblesse, à payer par ceux qui se feront pourvoir d'offices qui ne donnent point la noblesse au premier degré », Versailles, 5 mars 1773.

[1625] http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8605222c.r=d%C3%A9cembre%201770%20marc%20d%27or, « arrest du conseil d'Etat du roi qui ordonne que ceux qui n'auront pas payé les droits de marc d'or ordonnés par l'édit du mois de décembre 1770, avant le sceau des lettres ou brevets sujets auxdits droits, seront tenus de payer le triple droit, à la poursuite et diligence du contrôleur des bons d'état du conseil », 2 mai 1773.

[1626] *ADPA*, C 395, lettre de Necker à monsieur Douet de La Boulaye intendant de la généralité d'Auch, Paris, le 7 avril 1778 : « Sa Majesté a accordé en différentes occasions des lettres de noblesse à des personnes qui avoient également rendu service à l'Etat, mais jamais elle n'a consenti à faire remise du droit de marc d'or dû en pareil cas. C'est d'après ses intentions que la grâce que vous demandez aujourd'hui pour monsieur de Fornetz a été refusée par monsieur le contrôleur général à monsieur l'évêque de Tarbes le 21 mars 1776, à vous, monsieur, le même jour, à monsieur de Clugny, lors intendant de Bordeaux, le 4 avril suivant, à monsieur de Fornetz le 13 juin suivant, par monsieur de Clugny lui-même, lors contrôleur général, et il ne m'est pas possible d'accorder à monsieur de Fornetz la remise que vous me demandez pour lui ».

d'obtenir de l'argent[1627]. Plus qu'une politique sociale, c'est la politique financière de la monarchie, qui recourait *crescendo* aux affaires extraordinaires, qui permet de comprendre l'orientation générale. A la fin du règne de Louis XIV, mais pas seulement, la noblesse était à l'encan. Il est certain qu'une telle politique, jointe à la vénalité des offices, eut des effets plus que délétères pour le second ordre : le noble pouvait être un individu riche ne bénéficiant ni de la reconnaissance sociale héritée de ses ancêtres, ni de mérite particulier, ne pouvant même pas se prévaloir de services distingués. La noblesse pouvait s'acheter, elle était devenue un « objet de trafic » comme l'observait Necker[1628]. En conséquence, elle perdait de son prestige, et on tendait à la réduire à une question de privilèges. Certains nobles avaient conscience du tort que cela occasionnait pour le second ordre, au point que la noblesse couseranaise réclama en 1789 que « toutes les charges qui donnent la noblesse soyent déchues de ce droit, ce privilège ne devant s'acquérir que par la vertu et les services rendus à la patrie »[1629]. Cette proposition avait en fait aussi pour motif de favoriser le commerce, dont on jugeait qu'il pâtirait de l'orientation des fortunes vers les charges anoblissantes. Une réforme de l'anoblissement par charges semblait acquise sur le principe, mais il était moins évident d'en définir les modalités, la proposition radicale de la noblesse du Couserans ne se retrouvant pas dans les autres cahiers de doléances. Lors de la séance des Etats généraux du 23 juin 1789, le roi demanda une proposition des trois ordres réunis, afin de déterminer quelles charges pourraient anoblir à l'avenir, avec l'idée d'en réduire le nombre, puisqu'il n'était question que de conserver ce droit à certaines d'entre-elles, non d'en créer de nouvelles[1630]. Le projet d'une réforme de l'anoblissement par charges avait donc été entériné au plus haut niveau de l'Etat.

La Gascogne orientale étant une zone rurale, où la noblesse était réputée ancienne, on pourrait conjecturer qu'elle ne fut pas ou peu touchée par cette ruée vers les offices anoblissants, d'autant qu'il n'y eut longtemps pas de cours supérieures de justice. Pourtant des bourgeois ne restèrent pas insensibles aux attraits des offices les plus prestigieux, et encore moins à leur caractère anoblissant. Assurément moins touchée que la noblesse d'autres provinces, la noblesse gasconne fut cependant aussi modifiée par l'essor de l'anoblissement par charges.

[1627] Sur l'utilisation des offices, en particulier par le biais des corps d'officiers, comme un moyen pour l'Etat royal d'emprunter de l'argent, voir Bien, David. D., « Les offices, les corps, et le crédit d'Etat : l'utilisation des privilèges sous l'Ancien Régime », dans *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, 43e année, n° 2, 1988, p. 379.
[1628] Necker, Jacques, De l'administration des finances de la France, *op. cit.*, p. 150.
[1629] *ADA*, 77 F 163, « Cahier de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Couserans », St-Girons, 28 avril 1789.
[1630] *ADG*, B 496, « Déclaration des intentions du roi », 23 juin 1789, p. 8, art. 14 : « L'intention de Sa Majesté est de déterminer, d'après l'avis des Etats généraux, quels seront les emplois et les charges qui conserveront à l'avenir le privilège de donner et de transmettre la noblesse ».

II) Le cas des officiers supérieurs des bureaux des finances

Les bureaux des finances des généralités étaient des institutions mixtes, à la fois administratives et juridictionnelles, qui regroupaient dans chaque généralité des magistrats appelés chacun trésorier de France et général des finances[1631]. Leurs compétences, très diversifiées, portaient sur trois grands domaines : la voirie, le domaine et la fiscalité. En réalité, ces compétences ont connu des évolutions assez complexes. En matière de fiscalité en particulier, ils furent largement dépouillés au profit de l'intendant durant la première moitié du XVIIe siècle, et ne conservèrent qu'un rôle formel, l'intendant ayant le pouvoir décisionnel. En matière de domanialité au contraire, ils parvinrent à maintenir leurs compétences : ils devaient veiller à la bonne conservation du domaine, comme en luttant contre les usurpations du domaine, à la rentrée des droits domaniaux, tant féodaux que régaliens, recevoir les fois et hommages, et juger des causes domaniales à partir de 1627. En matière de voirie, s'ils jouaient un rôle administratif auparavant, c'est à partir de 1627 que leurs compétences s'affirmèrent en matière juridictionnelle. En réalité, s'ils maintinrent leur activité jusqu'à la Révolution, le prestige des bureaux des finances, important lors de leur création en 1577, ne cessa de décliner, et on peut même dire que les trésoriers de France avaient mauvaise presse au XVIIIe siècle. Le corps des officiers supérieurs était en effet assez nombreux, pour une activité qui, loin d'être négligeable, n'en était pas moins relativement faible par rapport au nombre d'officiers, qui ne faisaient pas tous preuve d'assiduité. Cet excès d'officiers peut s'expliquer par les nombreuses créations d'offices, en particulier au cours des règnes de Louis XIII et Louis XIV, non par nécessité administrative, mais pour procurer des entrées fiscales aux Parties casuelles. Les bourgeois, robins et négociants, alléchés par les privilèges et par le caractère anoblissant des

[1631] On en comptait 26 à la fin de l'Ancien Régime. De nombreuses thèses ont été faites sur les bureaux des finances. Nous avons plus particulièrement utilisé les travaux de Dumont, François, *Le bureau des finances de la généralité de Moulins*, thèse pour le doctorat en sciences politiques et économiques, Université de Paris, Moulins, 1923 ; Vannier, Jean, *Essai sur le bureau des finances de la généralité de Rouen, 1551-1790*, thèse pour le doctorat en sciences politiques, Université de Paris, Rouen, 1927 ; Rosset, Philippe, *Les officiers du bureau des finances de Lille (1691-1790)*, Mémoires et documents, Librairie Droz, Genève, 1991 ; Basques, Valérie, Le bureau des finances de Montauban et ses officiers, 1635-1790, *op. cit.* ; Caillou, François, *Une administration royale d'Ancien Régime : le bureau des finances de Tours*, Presses universitaires François Rabelais, 2005. Une synthèse a été faite par Jean-Louis Harouel dans Bély, Lucien (dir. par), Dictionnaire de l'Ancien Régime, *op. cit.*, entrée « Bureaux des finances ».

offices, furent nombreux à en faire l'acquisition. Les bureaux de finance, comme les chancelleries près des parlements, passèrent progressivement pour des institutions dont l'utilité était douteuse, et qui avaient pour l'opinion une fonction principalement sociale, qui était de donner satisfaction aux bourgeois avides de privilèges et désireux de couronner leur réussite par une accession à la noblesse. Supprimés lors de la réforme Lamoignon en mai 1788, ils furent rétablis en septembre de la même année, et ne disparurent définitivement qu'en septembre 1790.

En Gascogne orientale, il n'y avait pas de bureaux des finances jusqu'au règne de Louis XV, mais de tels bureaux existaient à proximité. Il nous faut donc d'abord présenter les offices anoblissants dans ces bureaux, et si on a pu relever des cas d'anoblis par ce biais jusqu'au règne de Louis XV (A). Un développement particulier doit être consacré aux officiers supérieurs du bureau des finances d'Auch, créé en 1716 : il demeura la seule institution comprenant des offices anoblissants implantée en Gascogne orientale même (B).

A) Les offices anoblissants dans les bureaux des finances

Les trésoriers de France composaient principalement les bureaux des finances. Ils bénéficièrent d'un grand prestige jusque dans la première moitié du XVIIe siècle, car ils étaient les héritiers des trésoriers de France et des généraux des finances, puissants officiers royaux des finances à la fin du Moyen Âge. Après l'union des deux offices en 1551 et la création des bureaux des finances en 1577, ils connurent une dépréciation certaine, due à leur provincialisation et à leur démultiplication. A partir de 1626 ils devinrent « grands voyers de France ». Par la suite, ils s'intitulèrent « conseillers trésoriers de France, généraux de nos finances, et grands voyers au bureau des finances »[1632]. Ils conservèrent de nombreux privilèges hérités de cette histoire pluriséculaire, qui contrastaient parfois avec leur abaissement institutionnel.

L'accès à ces offices n'était pas difficile pourvu que l'on ait la fortune permettant d'acquérir la finance de l'office. Il y avait une condition de parenté, qui consistait à ne pas avoir de parent ou d'allié proche parmi les trésoriers de France, mais des lettres de dispense de parenté

[1632] *ADG*, C 430, folio 5, « commission pour l'exercice d'un office de trésorier au bureau des finances d'Auch pour monsieur d'Aignan », Paris, 24 octobre 1716.

permettaient de passer outre. De même pour l'âge, fixé par la législation louis-quatorzienne à quarante ans pour les présidents et vingt-sept pour les autres trésoriers de France, puis abaissé à vingt-cinq ans en 1683, établi par la fourniture d'un extrait baptistaire : des lettres de dispense d'âge furent fréquemment délivrées au XVIIIe siècle[1633]. Rien ne s'opposait ensuite à l'obtention des provisions de l'office.

Le trésorier devait d'abord payer la finance de l'office soit aux Parties casuelles si l'office était de nouvelle création, soit au propriétaire, s'il n'en héritait pas. Après avoir obtenu ses provisions à la grande chancellerie, le trésorier de France devait prêter serment dans les mains du chancelier de France. Il se rendait ensuite à la chambre des comptes de Paris, où une information sur ses capacités, son âge, sa religion, sa vie et ses mœurs était menée[1634]. Il prêtait ensuite serment et était reçu dans son office. Mais pour en exercer les fonctions il devait se rendre au bureau des finances pour y faire enregistrer ses provisions au greffe. Il présentait une requête devant le bureau pour être reçu dans son office. Un membre du bureau, habituellement le président, rendait une ordonnance de « soit montré » au procureur du roi. Le procureur concluait sur la réception[1635]. Par ordonnance des trésoriers, les provisions devaient être enregistrées, et le requérant devait prêter le serment devant le bureau assemblé en audience solennelle.

Le statut des trésoriers de France ne manquait pas d'avantages qui leurs avaient été conférés par la dynastie des Valois[1636]. Comme tous les officiers ils bénéficiaient de gages et d'épices pourvu qu'ils remplissent leurs fonctions. Mais ils se distinguaient surtout des officiers inférieurs en termes d'honneurs. Ils prêtaient serment dans les mains du chancelier de France, et avaient le statut de commensal. Ils continuèrent à se considérer comme du même rang que les cours souveraines, et prétendirent pouvoir siéger aux cours des aides et chambres des comptes[1637]. En réalité au XVIIIe siècle, ils ne faisaient que siéger quelques instants à la chambre des comptes de Paris, lors de leur réception, après leur prestation de serment, ce qui

[1633] Rosset, Philippe, Les officiers du bureau des finances de Lille (1691-1790), *op. cit.*, p. 16.
[1634] Le greffier en chef n'était pas reçu à la chambre des comptes.
[1635] Lorsqu'il s'agissait du greffier en chef, le procureur prenait des conclusions « préparatoires » portant qu'un rapporteur nommé par le bureau, en général le président, choisirait des témoins et procèderait à l'enquête sur la vie et les mœurs de l'impétrant avant de le recevoir. Après une nouvelle ordonnance, 3 témoins, dont un prêtre, étaient alors auditionnés. Ils étaient interrogés sur l'âge, la vie, les mœurs et la religion du requérant. Le procureur du roi rendait alors ses conclusions définitives (*ADG*, C 436).
[1636] Sur tous ces points nous renvoyons à la bibliographie déjà citée.
[1637] Par un édit d'avril 1694, les trésoriers de France, comme les procureurs et avocats du roi dans les bureaux, furent maintenus « dans tous les honneurs, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, privilèges, exemptions et immunités, qui leur ont esté attribués à leurs charges tant comme domestiques et commensaux de nos maisons que comme estant de nos compagnies supérieures », cité dans les lettres patentes données à Versailles le 30 octobre 1695 (*ADTG*, C 540, folio 84).

n'était qu'une formalité. Ils n'en faisaient pas moins partie officiellement du corps des chambres des comptes et cour des aides, et bénéficiaient par conséquent des mêmes privilèges[1638].

Au fil des siècles de nombreux privilèges leurs avaient été accordés : committimus au petit-sceau, franc-salé, exemption du ban, du logement des gens de guerre… Durant leur carrière ils bénéficiaient de nombres de privilèges de la noblesse. Certains officiers avaient en effet des privilèges qui les rapprochaient de la noblesse tel celui de prendre des qualifications nobles, comme des officiers de cours supérieures, de la maison du roi, ou de la maréchaussée, si bien que l'on a pu parler d'une « noblesse personnelle ». En vérité, elle différait fondamentalement de la noblesse, en ce qu'il ne s'agissait que de privilèges accordés à la personne en raison de l'office, et donc non transmissibles, et qu'il ne s'agissait pas de tous les privilèges accordés aux nobles[1639].

Cette noblesse apparente et cette prétention à faire partie des cours supérieures expliquent que les officiers des bureaux des finances se considéraient au-dessus du tiers-état. En 1787, le sieur Mignon, noble et procureur du roi au bureau des finances de Tours, ayant intégré l'assemblée provinciale dans le corps du tiers-état, les officiers de ce bureau, constatant qu'il manquait à ce qu'il devait à sa compagnie, à lui-même, et aux chambres des comptes et cours des aides dont ils prétendaient faire partie, délibérèrent que sa nomination était contraire « aux droits, prérogatives et caractère des officiers des bureaux des finances », et qu'aucun des officiers supérieurs du bureau ne pourrait accepter de siéger avec le tiers-état dans des assemblées[1640].

Les trésoriers de France n'hésitaient pas à se donner du « chevalier » dans leurs actes du bureau, qualité qui leur avait été conférée par les rois avant la création des bureaux des finances. Les requêtes qui leurs étaient portées étaient adressées à « nos seigneurs les trésoriers de France ». Aux qualificatifs de « monsieur maître » ou de « sieur » que prenaient les trésoriers de France au XVIIe siècle, se substitua en partie celui de « messire » au XVIIIe siècle[1641]. Ainsi au bureau des finances d'Auch, on remarque que les trésoriers prenaient cette qualification dans

[1638] En 1705, le roi confirma les officiers supérieurs du bureau de Montauban dans « tous les autres droits, honneurs, privilèges, exemptions de nos compagnies supérieures de notre royaume, comme estant du corps de la chambre des comptes de Paris et cours des aydes de Montauban » (*ADTG*, C 544, folio 140, déclaration pour les dispenses d'un degré de service, Versailles 1er décembre 1705).

[1639] François-Paul Blanc a analysé cette « noblesse personnelle » comme une « fiction juridique qui consistait à donner à des roturiers une apparence légale de noblesse » (Blanc, François-Paul, « Note sur la noblesse personnelle intransmissible à travers les réformations de la noblesse provençale (1666-1718) », *op. cit.*, p. 156 ; voir aussi Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 12).

[1640] *ADG*, C 594, extrait du registre des délibérations du bureau des finances de Tours, 14 septembre 1787.

[1641] Caillou, François, Une administration royale d'Ancien Régime : le bureau des finances de Tours, *op. cit.*, volume 2, p. 192.

leurs requêtes au bureau, ce qui explique peut-être qu'elle ne fut pas employée par des nobles gascons dans les actes notariés, ayant perdu de sa pertinence pour prouver la noblesse[1642].

L'anoblissement par les charges d'officiers au bureau de finance n'était que graduel (sauf à Paris à partir de 1705). L'office devait être exercé par le père et le fils pendant vingt ans chacun, s'ils ne mouraient pas en charge, pour anoblir la famille. Les charges de trésoriers de France furent reconnues anoblissantes dès la seconde moitié du XVIe siècle[1643]. Le ministère public des bureaux de finance ne fut créé que par un édit d'avril 1627[1644]. Les « gens du roi » regroupaient un ou plusieurs procureurs du roi et avocats du roi. Ils bénéficièrent des mêmes privilèges que les trésoriers de France, à commencer par l'anoblissement graduel.

En juillet 1702 fut créé un office de chevalier d'honneur dans les bureaux des finances[1645]. L'office, d'abord réservé aux nobles, était devenu anoblissant par une déclaration du 24 mars 1744, car il était difficile de trouver des acquéreurs. Le bureau était aussi doté d'un greffier, qui devait tenir les registres d'audience et de délibération, opérer les enregistrements d'actes au greffe du bureau et les procès-verbaux, et délivrer des expéditions des actes du bureau. Simple officier, le « greffier en chef des bureaux des finances et domaines », aurait selon les historiens des bureaux des finances vu son statut modifié par un arrêt du conseil du 28 décembre 1694 qui lui aurait reconnu expressément les mêmes privilèges que les autres officiers supérieurs du bureau[1646]. Dès lors cet office aurait été anoblissant. Pourtant cet arrêt, repris dans des lettres patentes d'octobre 1695, ne faisait que confirmer les greffiers en chef dans leurs prérogatives comme faisant partie du corps des bureaux, depuis des déclarations royales de 1631 et 1636[1647]. Dans ces conditions un greffier en chef pourrait très bien faire valoir les services de son père ou les siens avant 1694 pour son anoblissement.

La résignation de l'office n'impliquait pas nécessairement de quitter entièrement ses fonctions et privilèges : beaucoup d'officiers requéraient des « lettres d'honneur » ou « de vétérance », délivrées à condition d'avoir exercé leur charge pendant vingt années, mais le roi

[1642] *ADG*, C 436. Voir la qualification de « messire », p. 595.
[1643] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 907.
[1644] Dumont, François, Le bureau des finances de la généralité de Moulins, *op. cit.*, p. 28.
[1645] Sur cette charge voir les chevaliers d'honneur, p. 938.
[1646] Dumont, François, Le bureau des finances de la généralité de Moulins, *op. cit.*, p. 31.
[1647] *ADTG*, C 540, folio 84, « lettres pattentes en forme de déclaration du roy qui confirment les greffiers en chef des bureaux des finances dans la jouissance de tous les privileges accordez aux tresoriers de France », Versailles, 30 octobre 1695 : « avons maintenu gardé et confirmé par ces présentes signées de nostre main, maintenons gardons et confirmons lesdits greffiers en chef desdits bureaux de nos finances et domaines des qualitez de nostre royaume dans tous les honneurs, prérogatives, prééminences, franchises, libertez, privilèges, exemptions et immunité qui ont esté attribuez ausdits présidents trésoriers généraux de France nos avocats et procureurs ainsy qu'ils sont esnoncés dans l'édit du mois d'avril 1694, sans qu'il en soit fait aucune différence, encore que le tout ne soit cy plus particulièrement exprimé, et jouiront des mêmes privilèges et droits que ceux dont ils jouissoient avant l'edit du mois d'avril 1694, comme faisant partie du corps desdits bureaux ».

pouvait dispenser de quelques années pour être vétéran. Ces lettres de la grande chancellerie permettaient de conserver le titre nuancé par l'épithète d'« honoraire », les privilèges, de siéger, et même d'avoir voix délibérative dans les affaires domaniales[1648]. Ces trésoriers ne bénéficiaient en revanche plus de gages ni d'épices. Contrairement à ce qu'écrit Valérie Basques, ces lettres n'étaient absolument pas indispensables pour prouver un degré de noblesse, et ce n'était sûrement pas leur fonction première[1649]. Il est vrai cependant qu'elles pouvaient servir à l'établir puisqu'elles établissaient théoriquement vingt années d'exercice, mais les modalités de l'anoblissement graduel n'étant pas précisées par la législation, elles dépendaient de l'appréciation du juge, et une telle exigence aurait été bien sévère[1650]. En fait, l'avantage des lettres d'honneur était peut-être principalement qu'elles permettaient de prouver un degré de noblesse pour une personne qui avait rempli ses fonctions durant moins de vingt années, car une fois vétéran, il demeurait toujours officier, quand bien même il aurait résigné son office[1651].

Des bureaux des finances existaient à proximité de la Gascogne orientale, à Toulouse, à Bordeaux, et à partir seulement de 1635 à Montauban. Ils avaient un nombre d'officiers variable, selon les édits de création des bureaux, les créations et les réunions successives d'offices. A lui seul, le bureau des finances de Montauban comprenait lors de sa création vingt-et-un offices anoblissants[1652]. Pourtant on n'a pu relever qu'un cas d'anobli par son passage dans ces bureaux des finances jusqu'au début du XVIIIe siècle[1653]. Il s'agit de Jean-Baptiste de

[1648] *ADG*, C 431 folio 512, lettres de procureur du roi honoraire du bureau des finances d'Auch pour François-Marie Devienne, Versailles 5 février 1741 : « il puisse se dire et qualifier en tous actes et en toutes occasions notre conseiller procureur pour nous au bureau de nos finances d'Auch, et qu'il jouisse de tous les honneurs et prérogatives, prééminances, franchises, exemptions et privilèges, dont il jouissoit et avoit droit de jouir avant la résignation, et dont jouissent et doivent jouir les trésoriers de France honnoraires dudit bureau, et des autres bureaux de notre royaume, luy permetons en outre par ces présentes d'assister et prendre place audit bureau de ses finances, en la chambre du domaine, tant aux audiences qu'en la chambre du conseil, et en toutes assemblées ordinaires et extraordinaires, avec les trésoriers de France dudit bureau, et d'y avoir rang et séance du jour et datte de sa réception audit office de procureur pour nous, avec voix délibérative au jugement des affaires de nos domaines seulement, sans toutefois que ledit sieur de Vienne puisse prétendre aucune part aux épices, gages et autres droits, et émolumens, attribuées à ladite charge ».

[1649] Basques, Valérie, Le bureau des finances de Montauban et ses officiers, 1635-1790, *op. cit.*, p. 294-297.

[1650] Un certificat authentique de service de la cour devrait être reçu aussi bien que des lettres de vétéran. Belleguise a d'ailleurs démenti la nécessité des lettres de vétérance pour l'anoblissement : « il faut qu'un officier qui a servi vingt ans ait des lettres de vétéran, pour pouvoir conserver les droits de la charge dont il s'est dépouillé, au lieu que l'ordre est une qualité personnelle qui ne peut être donnée à tems ny sous condition, et qui dure autant que celuy qui l'a reçue » (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 45).

[1651] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 560.

[1652] Avec 2 présidents, 16 trésoriers de France, un trésorier de France garde-scel, un avocat du roi, un procureur du roi (*ADTG*, C 534, folio 1, édit du Roy portant création d'une généralité et bureau des finances en la ville de Montauban, Paris, janvier 1635). Valérie Basques a pu établir que les officiers de ce bureau étaient des montalbanais, des rouergats, des quercinois, des languedociens, mais que les gascons y étaient rarissimes, ce qui est étonnant, ne serait-ce que par la grande proximité de la Lomagne. Sur un échantillon très important elle n'en a relevé que 2 cas, 1 du Comminges et 1 de Rivière-Verdun (Basques, Valérie, Le bureau des finances de Montauban et ses officiers, 1635-1790, *op. cit.*, p. 200). Il est vrai qu'à partir de 1716 le bureau d'Auch en fut détaché.

[1653] Nous n'avons pas retenu la famille de Secondat maintenue lors de la seconde recherche des usurpateurs en Armagnac. Il est vrai que Pierre de Secondat était général des finances en Guyenne dans la 1ère moitié du XVIe

Caillon, seigneur de Saint-Araille et de Bianne dans l'élection d'Armagnac. Il établit que son grand-père François de Caillon, fut pourvu de l'office de trésorier de France au bureau des finances de Toulouse en 1650, et que son père Jean-Baptiste lui avait succédé en 1685, par leurs provisions d'office. Ce n'était pas un problème, en l'espèce, qu'il mourut dès 1692, comme en témoignait son extrait mortuaire. Jean-Baptiste produisit également le contrat de vente de l'office de trésorier de France en la généralité de Toulouse pour 20000 livres le 7 mai 1693 par le procureur du tuteur des enfants de son feu père. Etait ainsi établi que son grand-père avait occupé cet office pendant plus de vingt ans, et que son père était mort en charge. Il fut maintenu dans sa noblesse par l'intendant de Montauban[1654]. Finalement à la fin du règne de Louis XIV, les bureaux des finances situés à proximité de notre ressort de recherche n'avaient quasiment pas attiré les gascons en quête de noblesse.

B) Le cas du bureau des finances d'Auch

Avant d'étudier l'anoblissement au bureau des finances d'Auch, il nous faut en analyser le recrutement.

1) Le recrutement du bureau des finances d'Auch

Le bureau des finances d'Auch fut établi en même temps que la généralité en avril 1716. L'édit de création prévoyait qu'il serait composé d'un président, de huit trésoriers de France,

siècle (*BNF*, Fonds français 32297, folio 730, ordonnance de maintenue de Godefroi de Secondat, Montauban, 22 mai 1700). Mais il n'est pas certain que cette charge fut anoblissante à cette époque où cet office fut réformé, et où l'anoblissement par les charges n'était pas encore pleinement reconnu. D'ailleurs le maintenu ne parait pas fonder sa noblesse sur cette charge, et ne précise pas que le fils de Pierre, Jean, fut trésorier de France et général des finances en Guyenne, ce qui pourrait constituer un anoblissement graduel. La noblesse des Secondat, alors puissants seigneurs au service de la couronne de Navarre, remonterait à une période antérieure. Pour en finir avec ce général des finances, il n'était pas établi en Gascogne orientale mais en Agenais, c'est son fils Jean qui obtiendra la terre de Montesquieu par un don de Jeanne d'Albret.

[1654] *BNF*, Fonds français 32297, folio 794, ordonnance de maintenue de Jean-Baptiste de Caillon, Montauban, 5 juillet 1715.

dont un serait garde-scel, d'un procureur du roi, d'un avocat du roi, d'un greffier en chef, et d'un certain nombre d'officiers subalternes[1655]. Ils devaient bénéficier des mêmes pouvoirs et privilèges que les officiers des autres bureaux des finances, dont expressément celui de la noblesse[1656]. Les gages furent fixés à 2000 livres pour le président, 1400 livres pour les trésoriers et le procureur du roi, 800 livres pour l'avocat du roi, et 1000 livres pour le greffier en chef. L'édit de création portait que les officiers devraient entrer en fonction dès le 1er janvier 1717. En attendant que les offices soient pourvus, des personnes furent commises pour exercer ces fonctions par commissions[1657]. Ces commissaires devaient jouir de tous les privilèges des officiers des bureaux des finances.

Le peu que l'on sait sur ce bureau est qu'il ne s'est pas distingué par son aura, malgré l'absence de cours supérieures de justice dans la généralité. Le bureau fut installé dans une simple maison louée à Auch[1658]. En 1742, le chancelier d'Aguesseau eut connaissance de la négligence vestimentaire des trésoriers de France d'Auch aux audiences, et dut les sermonner sur ce relâchement, leur indiquant qu'ils devaient porter la robe noire et non des habits ordinaires ou de couleur, « comme s'ils méprisoient les distinctions extérieures »[1659].

En 1755, à la mort du président Guillaume Visnich, le tuteur de ses enfants souhaita mettre en vente la finance. Le bureau délibéra qu'il devrait le réunir au corps de la compagnie à l'instar des autres généralités, afin que la présidence soit désormais exercée par l'officier le plus expérimenté de la compagnie, en la personne du doyen[1660]. La compagnie se rendit donc adjudicataire de l'office de président. En 1756, le roi leur accorda la suppression de l'office de président et la substitution d'un neuvième office de trésorier de France, dont ils pourraient

[1655] *ADG*, C 430, folio 1, « édit du roy portant établissement d'une généralité et d'un bureau des finances à Auch », Paris, avril 1716. Le trésorier de France et Garde Scel devait sceller les actes du bureau pour leur donner force et autorité avec le scel aux armes du roi.
[1656] *Ibidem*, « tous lesquels officiers nous avons créé et érigé, créons et érigeons en titre d'offices formés, et à titre de survivance, aux mêmes honneurs, autorités, pouvoirs, prérogatives, rangs, scéances, privilèges, franchises, libertés, exemptions, fonctions, droits, procès, et émoluments, droits de committimus, exemptions de droits seigneuriaux, privilèges de noblesse, et autres droits et privilèges tels et semblables qu'en jouissent et ont droit d'en jouir les officiers de nos autres bureaux des finances ».
[1657] *ADG*, C 430, arrêt du conseil d'Etat, donné à Paris, 22 août 1716 : « feront toutes les fonctions attribuées ausdits offices, jouiront des mêmes honneurs, autorités, pouvoirs, prérogatives, finances, privilèges, franchises, et exemptions, profits, émolumens, et généralement de tout ce dont pourroient jouir les titulaires desdits offices ainsi qu'il est porté par ledit édit ».
[1658] *ADG*, C 594, ordonnance de l'intendant d'Auch, 26 mars 1718.
[1659] *ADG*, C 431, lettre du chancelier d'Aguesseau, aux trésoriers du bureau des finances d'Auch, 16 décembre 1742.
[1660] *ADG*, C 436, délibération de messieurs les officiers du bureau des finances d'Auch, 9 septembre 1755.

disposer de la finance à leur profit pour les indemniser de l'opération[1661]. Cette opération ne réduisit donc pas le nombre d'offices anoblissant au bureau des finances[1662].

Contrairement aux autres généralités, il n'y avait pas de chevalier d'honneur. Un particulier ayant demandé la création de cet office pour en être pourvu, en ajoutant qu'il payerait la finance et qu'il se passerait de gages, le roi en créa la charge en 1769, afin de remédier à ce qui était présenté comme une omission[1663]. Si ce n'est que cet officier ne recevrait pas de gages, l'office était le même que ceux des autres chevaliers d'honneur « sans aucune distinction ni différence », et bénéficierait expressément des privilèges de noblesse. Avec la création de cet office, le nombre d'offices anoblissant était donc porté à treize, alors qu'il n'avait été que de douze jusqu'en 1769.

Faute d'étude sur ce corps d'officiers, on n'a pu rassembler que relativement peu d'informations sur eux. Grâce aux provisions et aux requêtes, on peut fournir quelques renseignements. Ils furent quarante-neuf à se succéder dans les offices anoblissants. Ces officiers furent pour beaucoup issus du milieu des juristes : quinze d'entre eux étaient avocats au parlement avant d'acquérir un office au bureau des finances. Raymond-Ignace Seren était procureur du roi à l'hôtel de ville d'Auch. Deux d'entre eux possédaient des offices de judicature : François-Noel Lacroix de Salleneuve était lieutenant particulier assesseur criminel au sénéchal d'Auch, et Claude Claverie, avait servi dix ans comme lieutenant général de la justice du Bas Armagnac. Deux officiers avaient occupé des emplois dans l'administration : Charles Mahon avait été employé auprès du garde des sceaux, puis comme premier secrétaire de l'intendant de Bretagne ; Simon Noel, lui, fut greffier au siège royal de l'Amirauté établi au fort royal de l'île Martinique, et secrétaire de l'intendant du Limousin, puis des îles du Vent et de la Terre-ferme en Amérique. Ils n'étaient pas de Gascogne orientale, et seul le second, demeurant à Paris, s'installa finalement à Auch pour remplir ses fonctions, après avoir dans un premier temps nommé un greffier commis pour neuf années[1664]. Pour nombre d'entre eux nous n'avons aucune information, ce qui laisse présumer qu'ils n'avaient pas exercé d'emplois honorables, sans quoi ils auraient fait mention de leurs services dans les provisions, ou dans leurs requêtes, comme c'était l'usage. Peut-être étaient-ils issus du monde du commerce, qui

[1661] *ADG*, C 432, folio 583, édit de suppression de la charge de président au bureau d'Auch, Versailles, mai 1756. Autre avantage, la déduction des gages de l'ancien office du nouveau, laissait un surplus qui leur fut octroyé comme une augmentation de gages.
[1662] On ne sait pas pourquoi un dénommé Joseph de Labric fut pourvu d'un office de président en 1786, ces provisions n'ayant pas été conservées.
[1663] *ADG*, C 433, folio 549, édit portant création d'un chevalier d'honneur au bureau des finances d'Auch, en faveur de Dominique-Jean-Jacques Estienne de Laborde de Laas, Versailles, mai 1769.
[1664] *ADG,* C 430, folio 203, lettres de commission de greffier en chef pour Jean Bourdonnié, 19 janvier 1720.

acquérait beaucoup d'offices dans les bureaux des finances au XVIIIe siècle, et ils se gardèrent bien de faire état de cette activité encore peu valorisante. Seuls trois des quatre chevaliers d'honneur paraissent se démarquer un peu, quoiqu'il ne s'agissait pas là non plus de grands seigneurs : Dominique-Jean-Jacques-Etienne de Laborde de Laas fut comme son père receveur général ancien des domaines et bois de la généralité d'Auch, Antoine Lambert, qui prit la qualification d' « écuyer », était conseiller secrétaire du roi maison couronne de France et de ses finances, et Pierre-Samuel Dupont était chevalier de l'ordre royal de Vasa. Il est vrai que cette charge était principalement honorifique, créée à l'origine pour les nobles, et elle servait normalement à rehausser la condition sociale de ses détenteurs. Dans une province qui comptait beaucoup d'officiers militaires, ils furent très peu nombreux à intégrer le bureau des finances. Jean-Guillaume Barès de Lafargue se démarqua en ce qu'il était issu d'une lignée auscitaine de militaires, son père ayant été capitaine d'infanterie et chevalier de Saint-Louis, comme son oncle. Le père d'André de Rouges, trésorier en 1726, était trésorier de France au bureau des finances de Poitiers. Lui-même aurait servi dans des emplois militaires sous Louis XIV. Le premier président du bureau, Geoffroy Visnisch était un ancien commissaire à la marine. A part deux des trésoriers nobles, aucun ne se dit seigneur d'une terre. Ils prenaient tous la qualification de « sieur », de « monsieur » ou de « monsieur maître » dans leurs provisions ou lors de leur réception à la chambre des comptes. La qualification de « messire », dont ils se parèrent dans leurs requêtes au bureau des finances, est bien la seule qualité qui parait relever quelque peu leur condition sociale. Ces acquéreurs de charges ne bénéficiaient pas d'un grand prestige, ils étaient presque tous roturiers, et pour beaucoup ne reçurent aucun honneur avant leur réception. Le recrutement du bureau des finances d'Auch était donc socialement peu relevé eu égard aux prétentions de la compagnie, au prestige qu'avait eue la charge jusqu'à la première moitié du XVIIe siècle, et de l'attrait que pourraient lui donner au moins les privilèges et le caractère anoblissant. Sans parler de « décadence » de l'institution comme l'ont fait certains historiens, ne serait-ce que parce qu'on ne peut probablement tirer les mêmes conclusions pour le bureau d'Auch que celui de Paris ou de Tours par exemple, on peut remarquer que le bureau des finances, pourtant seule institution comportant des offices anoblissants à Auch et en Armagnac, suscitait un intérêt très mitigé, sans comparaison possible avec les cours souveraines de justice comme les parlements.

Sur quarante-neuf personnes pourvues de charges d'officiers supérieurs, on ne compte que trois nobles présumés, c'est-à-dire de personnes prenant la qualification d' « écuyer » dans leurs requêtes au bureau, et non seulement celle de « messire » qui, on l'a vu, était très couramment prise par les personnes s'étant faites pourvoir d'une charge de trésorier, ce qui ne

doit pas prêter à conséquence. Pour ces nobles, l'intégration du bureau des finances pouvait être le moyen de confirmer une noblesse fragile, c'est-à-dire un anoblissement récent, à la merci d'une révocation royale, de prendre le statut honorable d'officier du roi, et de servir le roi. Leur proportion est extrêmement réduite (6,1%)[1665]. A cela s'ajoute que pour deux d'entre eux au moins, on est assuré qu'il ne s'agissait pas de nobles gascons, et que le troisième, Antoine Lambert, sur lequel on manque de renseignements, se fit pourvoir d'un office de chevalier d'honneur[1666]. Ce qui nous confirme le peu d'intérêt de la noblesse gasconne pour les offices tant de finance que de judicature. Loin de s'approprier ou de s'investir dans la nouvelle institution, les nobles gascons ne lui prêtèrent aucune attention. Ce sont les offices militaires, à la cour, ou dans une moindre mesure au parlement, qui suscitaient son empressement. On peut voir au surplus, dans ce peu d'enthousiasme, une marque certaine de la perte de prestige des offices de trésoriers de France au XVIIIe siècle, même si le bureau d'Auch, de création récente et de taille modeste, n'est pas forcément représentatif. En l'absence d'une obstruction nobiliaire, la voie était libre pour les familles de roturiers qui voudraient s'anoblir en y acquérant un office.

2) Les anoblissements au bureau des finances d'Auch

Entre 1716 et 1789, quarante-neuf individus occupèrent des charges anoblissantes au bureau des finances : trois présidents, trois procureurs du roi, trois avocats du roi, quatre chevaliers d'honneur, trois greffiers en chef et trente-trois trésoriers des finances[1667]. Sur ce nombre, on n'a pu dénombrer que huit familles dont le père et le fils se sont succédés dans des offices au bureau, et donc qui auraient pu être anoblies à terme[1668]. Dix officiers du bureau des

[1665] Au bureau des finances de Tours, plus du quart des officiers furent nobles à l'époque moderne, mais ce taux passa de 43% avant 1700 à moins de 14% au XVIIIe siècle (Caillou, François, Une administration royale d'Ancien Régime : le bureau des finances de Tours, *op. cit.*, p. 19). Les autres exemples de bureaux des finances montrent que la fréquentation nobiliaire au bureau d'Auch fut singulièrement faible.

[1666] Jean-Louis Bussillet, trésorier entre 1724 et 1751, demeurait à Paris lorsqu'il fut pourvu, et était seigneur de Piecord, Lamothe, Vallière, Varenne, et Purtetche. Louis-Oudart Gervais, trésorier de 1724 à 1743, demeurait aussi à Paris, et était seigneur de Boissy le Girard. L'un comme l'autre ne se présentèrent pas pour leur réception au bureau en personne, mais par leur procureur, le sieur Courtade, procureur au sénéchal d'Auch, ce qui permet de douter qu'ils exercèrent vraiment leur fonction. Un doute demeure sur la condition juridique de François-Roch-Joseph Mothe de Belloc, avocat au parlement, puis avocat du roi au bureau des finances d'Auch, dans la mesure où il fut présent à l'assemblée de la noblesse d'Auch en 1789, peut-être convoqué comme possesseur de fief.

[1667] Pour la liste complète et les références d'archives, voir l'annexe 5, p. 1079.

[1668] Quelques cas d'homonymie n'ont pas été retenus : le port du même patronyme ne prouve pas la parenté, et encore moins le lien de filiation, qui plus est s'il s'agissait d'un lien de filiation il était généralement mentionné

finances obtinrent des lettres d'honneur, mais seuls trois de ces vétérans transmirent leur office afin d'atteindre un second degré de noblesse, les autres le résignant à des tiers[1669]. Quatre familles d'officiers au bureau seulement furent anoblies à terme.

La première fut la famille Visnich. Geoffroy Visnich acquit la charge de président en 1719 et l'exerça jusqu'en 1742, date à laquelle lui succéda Guillaume, son fils, en faveur duquel il démissionna. Celui-ci ne l'exerça que jusqu'en 1756, car il mourut en charge. La famille fut donc anoblie, mais nous perdons sa trace[1670].

Pour certaines familles, l'anoblissement paraît avoir été un objectif évidemment poursuivi. Jean Despans de Sainte-Colombe, sieur de Boissonnade et d'Estube, fut pourvu de la charge en 1728 et l'exerça jusqu'à sa mort en 1755. Son fils Nicolas-Joseph lui succéda, moyennant des lettres de dispense d'âge, et il exerça les fonctions de trésorier jusqu'en 1777, deux ans après avoir effectué le temps nécessaire pour être anobli.

Plus hasardeux fut le parcours de la famille Devienne. François-Marie Devienne fut pourvu en mai 1719 de l'office de procureur du roi au bureau des finances, et en remplit les fonctions jusqu'en 1741. On ne sait ce qui interrompit sa carrière, mais son fils, Jean-Paul Devienne, était alors trop jeune pour occuper une telle fonction. Il servit à l'armée jusqu'au grade de capitaine de dragons, et attendit que dix années se passent pour se faire pourvoir d'un office de trésorier de France en 1751, moyennant une dispense d'âge, n'ayant encore que vingt-et-un ans. Il devint président du bureau des finances, et comparut à l'assemblée de la noblesse à Auch en 1789 avec son fils Claude Antoine Devienne, colonel d'Etat-Major.

Enfin la quatrième famille à être parvenue à ses fins fut la famille Noel qui occupa la charge de greffier en chef. Simon Noel devint greffier en chef en 1719, mais mit plusieurs années avant de s'installer à Auch, et paraît avoir exercé sa fonction par le biais de commis. En 1744, Simon Noel fit une requête pour faire enregistrer les lettres patentes d'octobre 1695 reconnaissant aux greffiers en chef les privilèges des officiers du bureau afin qu'on ne puisse

---

dans les lettres de provisions sous la forme d'une évocation des services du père. De même nous n'avons pas retenu les cas où la filiation n'avait pas de conséquence en matière de noblesse, tel Joseph-François-Dominique Seren, qui devint trésorier de France en 1777 : ce n'est pas son père mais son grand-père, Raymond-Ignace Seren qui avait été trésorier au bureau des finances, et la rupture à la génération du père avait interrompu le processus d'anoblissement.

[1669] Pour la liste complète et les références d'archives, voir l'annexe 5, p. 1079.

[1670] Cette famille n'était pas originaire de Gascogne orientale, Geoffroy était commissaire à la marine avant d'acquérir l'office au bureau d'Auch, charge qui était anoblissante à partir de 1709, mais qui perdit ce caractère rétroactivement en août 1715 : ils n'en étaient donc pas à leur coup d'essai. Lors d'une délibération du bureau de 1731, il avait obtenu de ne pouvoir résider que 4 mois attendu l'éloignement de ses biens d'Auch (*ADG*, C 436, délibération faite en faveur de monsieur Visnich, président, 13 février 1731). Le tuteur des enfants mineurs vendit l'office en 1756, et elle ne comparut pas à l'assemblée d'Auch en 1789, ce qui permet de supposer qu'ils ne restèrent pas dans la province.

lui en contester la jouissance[1671]. En 1745, il démissionna en faveur de son fils, Charles-Georges-Simon-Louis Noel, qui n'avait que vingt-deux ans mais obtint des lettres de dispense d'âge, et qui exerça sa charge jusqu'en 1772. C'est probablement son fils, Gabriel-Barthélémy, sieur d'Ansan, qui comparut à l'assemblée de la noblesse d'Auch en 1789.

Nous n'avons pas retenu le cas d'André de Rouges car on ne sait combien de temps il servit, ni s'il eut une descendance, mais il se peut bien qu'il fut anobli par son passage au bureau d'Auch, et il est très probable que son acquisition d'un office de trésorier de France en 1726 fut motivé par l'anoblissement. Le père de ce militaire avait en effet obtenu des lettres d'honneur en 1724 pour ses trente-huit années de service comme trésorier de France au bureau des finances de Poitiers, ce qui constituait un premier degré qu'il lui restait à compléter.

Pourquoi si peu de succès ? D'aucuns n'envisagèrent peut-être pas l'anoblissement comme une finalité, soit qu'ils aient pour objectif personnel de bénéficier des privilèges et du statut social attaché à cet office, soit qu'ils songeaient uniquement à y exercer leurs fonctions avec application. Les cas de Racine et de La Bruyère, qui se firent simplement recevoir et n'en exercèrent pas les fonctions, ont contribué à répandre la légende des trésoriers de France qui ne remplissaient aucune activité. Les trésoriers de France étaient cependant astreints à une obligation de service de trois mois (ce qui est certes peu) s'ils voulaient conserver leurs gages et participer aux épices, depuis un arrêt du conseil du 30 octobre 1627[1672]. Il y eut certes quelques abus dans les années qui suivirent la création du bureau d'Auch. Le cas de Charles Mahon montre à la fois qu'il existait des exceptions à cette exigence pour ceux qui servaient le roi dans d'autres institutions, et en même temps que la règle fut progressivement bien appliquée. Il obtint ses provisions de trésorier le 28 juin 1719. Les fonctions qu'il exerçait auprès du garde des sceaux l'empêchant de se rendre à Auch pour prêter serment, il obtint un arrêt du conseil du roi le dispensant de la résidence[1673]. Il n'était pas le seul étranger à la province qui eut acquis un office de trésorier mais n'avait pas l'intention d'en exercer les fonctions selon toute apparence[1674]. Par un arrêt du conseil du 20 mai 1727, le roi ordonna que les personnes pourvues des offices de trésorier au bureau d'Auch seraient tenues d'y résider au moins trois mois et d'y remplir leurs fonctions, à défaut ils devraient se défaire de leurs offices dans les trois mois qui suivraient ce délai, sans quoi ils seraient considérés comme vacants. Un arrêt du conseil du 25

[1671] *ADG*, C 432, folio 60, requête de Simon Noel, avril 1744.
[1672] Dumont, François, Le bureau des finances de la généralité de Moulins, *op. cit.*, p. 44.
[1673] *ADG*, C 430, folio 178, arrêt dispensant Charles Mahon de résidence, 22 août 1719.
[1674] On remarque que plusieurs trésoriers de France avaient fait enregistrer leurs requêtes par procureur au greffe du bureau, n'ayant peut-être pas l'intention de se rendre à Auch (par exemple, procuration de Pierre Rouger demeurant à Paris à François-Marie Devienne demeurant à Auch, pour se faire recevoir au bureau d'Auch faite à Paris le 17 juin 1719, ses provisions étant de 1717 (*ADG*, C 430, folio 166).

janvier 1728 accorda un sursis de trois mois. Demeurant à Strasbourg, en raison des services qu'il rendait désormais auprès de l'intendant d'Alsace, comme premier secrétaire, un arrêt du conseil du 29 août 1728 lui accorda un délai d'une année pour se défaire de l'office ou se rendre à Auch, à défaut de quoi il perdrait ses gages. Faute d'avoir trouvé un acquéreur, un nouveau délai d'une année lui fut accordé par un arrêt du conseil du 15 mai 1730, lui conservant gages et épices, et il conserva cet office jusqu'en 1732[1675]. A cet absentéisme et à ces carrières éphémères s'opposaient des trésoriers au long cours, faisant preuve d'assiduité, comme Joseph Estienne, pourvu d'un office en 1728, et qui l'exerça jusqu'à sa mort en 1783. Pour participer aux épices, il avait été décidé par une délibération du bureau de 1731 qu'il faudrait résider six mois, mais ces épices étaient maigres[1676]. On remarque aussi qu'aux premiers acquéreurs d'offices, se substituèrent progressivement des officiers qui, sans être tous domiciliés à Auch, étaient pour beaucoup de la province. Ces derniers devaient davantage penser à la transmission de l'office et à l'anoblissement.

Mais diverses causes expliquent leur échec. Certains, comme Joseph-Louis Antoine de Labaune, procureur du roi au bureau, décédèrent sans enfants. Le célibat ou l'absence de progéniture étaient bien entendu rédhibitoires. Des déboires financiers particuliers pouvaient aussi venir interrompre un projet d'anoblissement, comme pour Jean Barrié de Cazeaux, qui s'était imprudemment porté caution d'un fermier des domaines, et dont l'office fut saisi en avril 1742. Infortune liée à des problèmes familiaux pour François-Isaac Depetit, qui en 1754 succéda à son père Guillaume-Joseph Depetit, après son décès, dans la charge d'avocat du roi. Elisabeth de Junca, sa femme, qui avait obtenu la séparation des biens, fit saisir son office en mars 1763. On ne doit pas exclure le cas d'officiers qui ne poursuivirent pas l'anoblissement au bureau des finances tout simplement parce qu'ils l'obtinrent par une autre voie, situation en fait rare. C'est évidemment le cas de Charles-Samuel Dupont, qui passa à la postérité sous le nom de Dupont de Nemours qu'il prit à la Révolution[1677]. Il acquit la charge honorifique de chevalier d'honneur en 1780 mais, ayant obtenu un anoblissement par lettres de Louis XVI en 1784, il revendit aussitôt son office en septembre de la même-année. Dans son cas, il est très net que la possession de l'office n'avait d'autre objectif que celui d'obtenir la noblesse.

Enfin l'échec peut s'expliquer par un évènement totalement imprévisible : la Révolution française. Elle vint surprendre des trésoriers de France qui étaient près de toucher au but. Jean

[1675] *ADG*, C 431, arrêt du conseil rendu en faveur de Charles Mahon, Fontainebleau, 15 mai 1730.
[1676] *ADG*, C 436, délibération faite en faveur de monsieur Visnich, président, 13 février 1731.
[1677] Il ne nous a pas semblé nécessaire de nous étendre sur ce fameux philosophe et économiste, alors physiocrate, né en 1739 et décédé en 1817, car la bibliographie est abondante, son profil atypique, et surtout qu'il n'avait pas d'attaches en Gascogne orientale, hormis par l'acquisition d'un office qu'il ne conserva que 4 ans.

Douillet de Léchaux était devenu trésorier de France en 1756 et avait exercé cette fonction jusqu'en 1780. Son fils Jean-Jacques lui succéda alors qu'il n'avait que seize ans, moyennant une dispense d'âge. La Révolution intervint dix ans trop tôt pour lui permettre de toucher le graal. Il en va de même pour la famille Limouzin. Barthélémy Limouzin devint trésorier de France en 1758. A peine atteintes les vingt années, son fils Jean-Marie lui succéda en 1779. Là encore la Révolution viendra ruiner leurs espoirs d'anoblissement. Dominique-Jean-Jacques de Gauran devint trésorier de France en 1743, et exerça trente-cinq années consécutives cette fonction avant de résigner sa charge en faveur de Arnaud de Gauran, qui l'exerça à partir du 26 août 1778, trop tard aussi pour pouvoir bénéficier de la noblesse[1678].

Ce nombre de quatre familles anoblies, aussi faible soit-il, n'est donc pas pour autant très étonnant. L'anoblissement graduel était lent et difficile, et la Révolution vint couper court à bien des espérances. A Montauban, bureau créé dès 1635 et disposant d'un nombre d'officiers bien plus important, Valérie Basques n'a relevé que vingt-trois familles qui rempliraient les conditions permettant d'être anoblies, et certaines n'en auraient pas bénéficié faute de descendance[1679]. Autre exemple, à la chambre des comptes de Bretagne, sur environ un millier de magistrats qui y exercèrent dans des charges anoblissantes, cent quarante et une fois seulement père et fils remplirent les conditions de durée, et en déduisant les familles déjà anoblies et celles qui n'eurent pas de descendance, il ne reste plus que soixante-deux familles anoblies par cette importante institution[1680]. L'anoblissement par les offices de judicature était donc loin de permettre un anoblissement à tour de bras comme le laisserait penser le nombre d'offices anoblissants dans ces cours.

Pour conclure on peut dire que la bourgeoisie gasconne fut peu attirée par les offices des bureaux des finances en tant que moyen d'anoblissement. Leur éloignement géographique explique en partie ce peu d'attrait. Pour celui d'Auch, sa date de création tardive ne permet pas de conclure à un dédain pour ces charges et l'anoblissement qu'elles procuraient. Mais force est de constater que ce bureau des finances, qui mériterait une étude plus approfondie, n'eut pas un très grand prestige, et que le caractère graduel de l'anoblissement qu'il procurait, pouvait apparaître bien fastidieux, voire périlleux, en comparaison de l'anoblissement au premier degré des charges de secrétaire du roi, ou mieux du capitoulat, qui n'astreignait qu'à un service très bref.

[1678] Son frère Joseph-Charles de Gauran comparut à l'assemblée d'Auch en 1789, probablement comme possesseur de fief.
[1679] Basques, Valérie, Le bureau des finances de Montauban et ses officiers, 1635-1790, *op. cit.*, p. 293.
[1680] Aviau de Ternay, Gaëtan d', « Noblesse et chambre des comptes de Bretagne », dans *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 108, n°4, 2001, p. 63.

III) Les autres institutions anoblissantes situées à proximité de la Gascogne orientale

La Gascogne orientale était une zone rurale où on ne trouvait pas de villes suffisamment grandes pour être le siège d'institutions comprenant des charges anoblissantes (hormis Auch sur le tard). Les bourgeois voulant être honorés et transmettre à leur postérité la noblesse pouvaient cependant se tourner vers des institutions situées à proximité. Nous les avons classées selon leur importance quantitative dans l'anoblissement pour la Gascogne orientale.

A) L'anoblissement par le capitoulat

Le principal pourvoyeur d'anoblis y fut indubitablement le capitoulat. Jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, ce fut même quasiment la seule voie utilisée pour s'anoblir par le biais des charges, alors qu'en Gascogne orientale il n'existait pas de villes dotées d'institutions assez prestigieuses pour procurer cet anoblissement tant recherché. C'est donc à une institution municipale, le capitoulat, que revint le mérite d'avoir permis à tant de bourgeois avides de reconnaissance sociale de mettre fin à leur possible frustration. Cette place du capitoulat n'a rien d'étonnante : quoique située en Languedoc, la ville de Toulouse était particulièrement excentrée dans cette province, et en fait proche de la Gascogne, dont les pays de Rivière-Verdun, de Lomagne et du Comminges oriental constituaient l'arrière-pays. Toulouse dominait d'ailleurs toute la Gascogne orientale par son parlement, alors que Bordeaux, capitale du gouvernement, se faisait remarquer par son éloignement et son détachement. Il n'y a qu'en Bigorre que l'influence de Toulouse fut sérieusement contrebalancée par celle d'une autre ville extérieure à notre ressort de recherche, Pau. La proximité et la domination de Toulouse ne permettent pas à elles seules de comprendre l'importance de l'anoblissement par le capitoulat

en Gascogne orientale. Deux autres points sont à souligner : le prestige de la noblesse capitulaire et la relative facilité de l'accession au capitoulat. Après avoir présenté ces deux aspects, nous essayerons d'évaluer approximativement le nombre de familles gasconnes anoblies par le capitoulat à l'époque moderne dans le ressort du parlement toulousain.

1) Le capitoulat, charge anoblissante à l'époque moderne

Le capitoulat a fait l'objet de très nombreuses publications, et il n'est nullement question ici d'en faire la synthèse, ni même d'ouvrir de nouvelles perspectives après tant d'études. Rappelons simplement que leurs compétences étaient administratives (finance, police, sanitaire, réparations des bâtiments publics, hôpitaux) et judiciaires (justice criminelle de première instance). Toutefois, il est important dans le cadre de notre étude de voir sommairement deux aspects caractéristiques de cette institution : les conditions d'accès à l'anoblissement capitulaire et les particularités de la noblesse capitulaire.

a) L'accession au capitoulat

Le capitoulat était une magistrature municipale annuelle, ce qui permettait chaque année à de nouvelles personnes d'accéder à cette charge et donc à la noblesse. A l'époque moderne, les capitouls étaient au nombre de huit, exerçant leur charge de façon collégiale. Ces huit capitouls étaient désignés par l'élection dans une circonscription électorale correspondant à une partie géographique de la ville[1681].

Les conditions d'éligibilité pour accéder au capitoulat étaient nombreuses, mais pas toujours respectées : être âgé d'au moins vingt-cinq ans, ne pas être parent d'un capitoul en place, ne pas avoir exercé la charge depuis moins de six ans, être marié, ne pas être de la RPR,

[1681] Elles se répartissaient entre la « Cité », avec six capitouls (Daurade, Pont-Vieux, Saint-Etienne, Pierre, Dalbade, Saint-Barthélémy), et le « Bourg » avec deux capitouls (Saint-Sernin et Saint-Pierre).

ne pas avoir été condamné à une peine infâmante, et surtout être natif de Toulouse ou y résider depuis au moins cinq ans (condition « d'habitanage » portée à dix ans en 1778)[1682]…

En réalité, ces élections n'étaient pas démocratiques, pour au moins deux raisons : la procédure électorale, et le poids décisif des sollicitations. La procédure électorale suivait plusieurs étapes entre le 25 novembre et le 13 décembre[1683]. Les capitouls en place composaient une liste de quarante-huit candidats (six par capitoulats). Un collège d'ancien capitouls, de notables et d'officiers devait la réduire à huit noms. A partir d'un arrêt du conseil du 10 novembre 1687, cette liste de quarante-huit noms était transmise au viguier et au sénéchal, qui à l'aide d'un collège électoral de trente personnes (douze officiers royaux et dix-huit électeurs désignés par eux) la réduisaient au scrutin majoritaire à vingt-quatre. Cette liste était par la suite envoyée au pouvoir royal qui nommait les capitouls par des lettres patentes. Après la création de l'intendance, les officiers royaux transmettaient d'abord la liste des candidats à l'intendant, qui l'annotait, avant de la transmettre au conseil du roi, annotations s'avérant souvent décisives. La cooptation et la nomination avaient donc plus de place que le scrutin dans ce processus électoral, et encore faudrait-il y joindre la concussion, dont les historiens du capitoulat ont relevé plusieurs cas. Ces élections n'eurent parfois pas cours au XVIIe siècle, car le roi prit l'initiative de nommer les capitouls à plusieurs reprises, de même que le parlement dans des circonstances exceptionnelles.

Venons-en aux critères de choix des candidats[1684]. Ici, le mérite personnel et le programme électoral des candidats paraissent avoir été tout à fait secondaires. La notabilité sociale et la richesse étaient au contraire nécessaires. Le parrainage par des corps, plus particulièrement ceux des anciens capitouls, des officiers royaux, des avocats et des marchands, jouait un rôle très important. Longtemps, l'usage avait voulu que soient choisis deux procureurs, deux avocats, deux marchands et deux nobles, mais il ne fut progressivement plus suivi au XVIIe siècle[1685]. Alors que la parentèle avait aussi été cruciale jusqu'au XVIIe siècle, à partir du règne de Louis XIV, le rôle joué par l'intendant, installé loin de Toulouse, à Montpellier, donna un plus grand relief à l'immixtion des grands. On a pu parler à ce propos de « féodalisme

[1682] Barbusse, Grégory, *Le pouvoir et le sang. Les familles de capitouls de Toulouse au siècle des Lumières (1715-1790)*, thèse de doctorat d'histoire, Université Toulouse II-Le Mirail, septembre 2004, volume I, p. 103.
[1683] Sur cette procédure, voir Sicard, Roger, *Toulouse et ses capitouls sous la Régence*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Toulouse, 1952, p. 9 et suiv.
[1684] Sur ce point nous renvoyons à l'étude approfondie de Grégory Barbusse, dont nous ne faisons que reprendre les grandes lignes (Le pouvoir et le sang. Les familles de capitouls de Toulouse au siècle des Lumières (1715-1790), *op. cit.*, p. 95, chapitre II, « Les réseaux pour parvenir »).
[1685] Pierre Bonin a relevé le poids inégal de ces catégories, les avocats étant bien plus nombreux que les procureurs, les marchands deux fois plus que les écuyers (*Pouvoir et municipalité à Toulouse de 1630 à 1660*, mémoire de maîtrise, Université de Toulouse Le Mirail, 1992, p. 24).

bâtard ». Ce qui comptait c'était davantage le patronage par des personnages de premier plan, au premier rang desquels les grands seigneurs, ceux qui occupaient les premiers cercles autour du roi, et écrivaient des lettres de recommandation pressantes à l'intendant pour faire avancer leurs protégés, ainsi que de puissants personnages locaux (l'archevêque, le premier président du parlement et le sénéchal). L'accession au capitoulat ne pouvait donc être le fruit d'une improvisation, l'impétrant devait se placer dans un réseau, avoir finement tissé sa toile, parfois s'y reprendre à plusieurs fois, et attendre plusieurs années avant de pouvoir y accéder.

Y parvenir n'était donc guère aisé et suscitait une certaine émulation, mais le renouvellement annuel des huit capitouls permettait à un contingent remarquable de candidats d'accéder au capitoulat. Qu'on songe qu'en un demi-siècle, sauf à déduire le cas des capitouls, jamais très nombreux, qui exercèrent à plusieurs reprises cette charge, près de 400 personnes pouvaient accéder au capitoulat et donc être anoblies[1686]. Il est vrai que dans la réalité une proportion non négligeable de capitouls furent nobles (un peu moins du cinquième entre 1715 et 1789)[1687]. Le nombre d'anoblis par le capitoulat diminua cependant fortement durant la dernière décennie prérévolutionnaire, puisqu'après la réforme promue par l'arrêt du conseil du 26 juin 1778, qui modifia profondément le mode de désignation des capitouls, deux magistrats furent « capitouls gentilshommes » et deux anciens capitouls, c'est-à-dire automatiquement déjà nobles, et le mandat des capitouls ne fut plus annuel, mais de deux ans, puis de quatre ans en 1783[1688]. On ne trouve d'ailleurs qu'un seul anobli par le capitoulat originaire de Gascogne orientale durant cette période.

Dès qu'il avait accédé au capitoulat, le roturier était anobli[1689]. Cette particularité est vraiment remarquable : alors que dans beaucoup d'institutions royales, le caractère anoblissant était assorti d'une condition de temps, voire graduel, c'est-à-dire anoblissant au bout de plusieurs générations, le capitoulat anoblissait dès la prise de fonction son premier détenteur. C'est que si le capitoulat était une charge publique, il n'était pas un office : les capitouls n'étaient pas titulaires d'un office, et étaient automatiquement renouvelés tous les ans. Il en résultait aussi que cette charge n'était pas patrimoniale, et donc en théorie non vénale, alors que

[1686] Sur 410 capitouls entre 1715 et 1789, seuls 95 ont été reconduits dans leurs fonctions (Barbusse, Grégory, Le pouvoir et le sang. Les familles de capitouls de Toulouse au siècle des Lumières (1715-1790), *op. cit.*, p. 63).
[1687] *Ibidem*, p. 174.
[1688] Sur cette réforme, voir Nelidoff, Philippe, La municipalité de Toulouse au début de la Révolution, *op. cit.*, p. 14 et suiv., et Barbusse, Grégory, Le pouvoir et le sang, *op. cit.*, p. 110 et suiv.
[1689] Bonin, Pierre, Pouvoir et municipalité à Toulouse de 1630 à 1660, *op. cit.*, p. 32. D'après Claire Faure, le nouveau capitoul ne bénéficiait pas de ses attributs, dont la noblesse, en raison de sa nomination, mais par le port du chaperon rouge ; or dès la Sainte-Luce (13 décembre) il était distribué aux nouveaux capitouls (Faure, Claire, *La justice criminelle des capitouls de Toulouse (1566-1789)*, thèse d'Histoire du droit, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2017, p. 98, note 429).

les offices anoblissants pouvaient valoir une véritable fortune. Selon certains historiens cependant, la noblesse n'était acquise qu'après un an d'exercice[1690]. Par le nombre de capitouls, par leur renouvellement rapide jusqu'en 1783, par l'anoblissement immédiat dans cette charge, le capitoulat remplissait tous les critères nécessaires pour répondre à une demande d'anoblissement élevée dans la province. Il reste à savoir si cette noblesse était reconnue ou si au contraire cet anoblissement rapide et pléthorique ne la ternissait pas peu ou prou.

b) La noblesse capitulaire

Le terme « capitoul » n'apparait qu'au XVe siècle, mais la magistrature consulaire remonte au XIIe siècle. C'est dans cet intervalle que s'est progressivement affirmé le caractère anoblissant du capitoulat[1691]. Le renouvellement en mars 1420 de l'exemption totale de la taxe de franc-fief parait avoir été décisive. Mais cette exemption existait partiellement auparavant, et c'est bien la coutume qui semble avoir été à l'origine de la noblesse des capitouls, tradition qui trouverait sa source dans le prestige politique de la municipalité, dans les lignées de nobles qui exercèrent cette charge durant le Moyen Âge à maintes reprises, et dans l'acculturation progressive des familles consulaires bourgeoises au second ordre, en particulier par l'achat de seigneuries. Lorsqu'il confirma les privilèges de la ville en juillet 1547, Henri II y comprit expressément l'anoblissement par le capitoulat[1692]. A l'époque moderne, la noblesse capitulaire n'était plus discutée, et les descendants des capitouls furent reconnus comme nobles lors des

[1690] Des Rochettes, M., « Essai sur les preuves de noblesse reconnues dans le Sud-Ouest de la France de 1771 à 1789 » », *op. cit.*, p. 261.
[1691] Sur l'origine de la noblesse des capitouls, se reporter à Buffelan, Jean-Paul, *La noblesse des capitouls de Toulouse*, L'Adret, St-Gaudens, 1986.
[1692] *Ibidem*, p. 163. Noblesse des capitouls confirmée à nouveau en 1551. Les capitouls se plaignirent alors des poursuites qui étaient faites par le procureur général du parlement, sous prétexte de l'édit prohibitif de la soie, en dépit de leur privilège de noblesse, ayant été fait un arrêt contre leurs épouses, afin qu'elles délaissent leurs chaperons de velours, sous la menace de l'amende. Le roi déclara par des lettres patentes de juillet qu'il n'entendait comprendre ceux qui avaient été et étaient alors capitouls, ni leurs femmes, enfants, et filles, dans la prohibition, car ils étaient nobles (*ADHG*, 1 B 1904, folio 82, « Declaration du Roy en faveur des capitoulz de Tholose leurs femmes enfans filles a ce qu'ilz puissent pourter telz habillemens de draps de soye que bon leur semblera comme les autres nobles du royaume », Nantes, 14 juillet 1551). Leurs successeurs connurent à leur tour un « trouble » dans leur prérogative de port d'habits en drap de soie, et de nouvelles lettres patentes durent être édictées en août 1552 afin de conserver les capitouls à venir dans le même privilège (*ADHG*, 1 B 1904, folio 179).

recherches des usurpateurs de noblesse[1693]. La noblesse capitulaire était même prestigieuse et reconnue irrévocable, alors qu'il n'y avait pas d'autre noblesse de cloche dans le Midi[1694].

Paragraphe 1) Une noblesse prestigieuse

Le capitoul anobli avait droit à tous les privilèges dont bénéficiaient les autres nobles du royaume. En outre, les historiens du capitoulat ont mis en avant différents privilèges capitulaires. Le droit de porter des armoiries timbrées n'avait en fait rien d'exceptionnel, puisque c'était le privilège de tous les nobles ; on peut même s'étonner que ce timbre apparaisse aussi tardivement dans les représentations des capitouls dans les *Annales* de la ville, au début du XVIIe siècle[1695]. Avec ou sans le timbre, les capitouls furent souvent moqués ou réprimandés pour leur propension à « faire graver leurs larges écussons en tous lieux et à tout propos »[1696]. Le droit de bâtir des « tours » ne paraît pas avoir eu de fondement juridique, et ne serait donc pas un privilège exclusif. A partir de la seconde moitié du XVIe siècle la construction de « tours capitulaires » s'estompa progressivement[1697]. Durant l'année de leur charge, ils pouvaient porter le « manteau comtal » rouge et noir, offert par la municipalité, ce qui se pratiquait encore lors des cérémonies au XVIIIe siècle[1698].

Plus caractéristique est le droit « d'image »[1699]. Les capitouls en exercice avaient le droit de se faire représenter dans les *Annales* de la ville. Leurs représentations sous la forme de portraits de groupe dans une enluminure, puis de véritables tableaux à l'époque moderne, dans cet ouvrage prestigieux, était l'assurance de faire passer à la postérité plus que son nom, une

[1693] Dans une note manuscrite anonyme, relative à la seconde recherche des usurpateurs de noblesse dans la généralité de Montauban, sur ceux qui devaient être tenus pour nobles, on peut lire que « la noblesse des capitouls de Toulouse a toujours été reconnue dans ces provinces [Languedoc et Guyenne] et reçue par l'ordre de Malthe » (*ADTG*, C 81).
[1694] On peut consulter sur ce sujet Viguerie, Patrice de, *Preuves de noblesse des capitouls de Toulouse*, Sédopols, Paris, 1982.
[1695] Buffelan, Jean-Paul, La noblesse des capitouls de Toulouse, *op. cit.*, p. 143.
[1696] « Mémoire prouvé par les faits sur l'administration vicieuse du corps de ville de Toulouse », anonyme, 1775, cité dans Barbusse, Grégory, Le pouvoir et le sang. Les familles de capitouls de Toulouse au siècle des Lumières (1715-1790), *op. cit.*, p. 71.
[1697] *Ibidem*, p. 80.
[1698] Bonin, Pierre, Pouvoir et municipalité à Toulouse de 1630 à 1660, *op. cit.*, p. 65 ; Bonin, Pierre, Bourgeoisie et habitanage dans les villes du Languedoc sous l'Ancien régime, *op. cit.*, p. 459, note 2. Beaucoup de précisions sont apportées sur ce manteau par Claire Faure dans sa thèse (Faure, Claire, La justice criminelle des capitouls de Toulouse (1566-1789), *op. cit.*, p. 100-102).
[1699] Sur ce droit d'image, voir Beauregard, Alain de, *Le droit d'image : peintures capitulaires et mécénat à Toulouse, XVII et XVIIIe siècle*, mémoire de maîtrise, Université de Toulouse le Mirail, 1992.

représentation de sa personne parmi les capitouls en majesté[1700]. Les capitouls en exercice étaient par ailleurs représentés dans un portrait collectif sur les murs, ou dans un tableau, de la chapelle, du grand ou du petit Consistoire du Capitole. Ils pouvaient aussi se faire offrir, à partir de la fin du XVIe siècle, un portrait individuel qui ornerait leur demeure[1701]. Ce droit d'image était un incontestable gage de prestige social, et un symbole de leur rattachement à la noblesse romaine. Plus prosaïquement, il était un moyen juridique de prouver la noblesse de la famille en gardant une trace de l'anoblissement. Les capitouls étaient fréquemment sollicités afin de délivrer des certificats que telle personne était peinte « avec son nom et armes, tant dans nos livres d'histoire que autres endroits de cette ville »[1702].

Les capitouls s'intitulaient volontiers « chefs des nobles ». Ils étaient chargés de la convocation et conduite du ban et arrière-ban des nobles et possesseurs de fiefs toulousains. Par un arrêt du conseil du 2 juillet 1641, ils furent maintenus comme « chefs des nobles » dans le droit de faire la convocation du ban et arrière-ban de Toulouse et de taxer les nobles et autres personnes tenues de remplir ce service[1703].

La noblesse des capitouls a parfois été raillée, dans des pièces de théâtre, ou dans des pamphlets virulents souvent commandés par le corps des parlementaires toulousains, groupe socioprofessionnel rival des capitouls[1704]. Pourtant, les capitouls se glorifièrent toujours de ce statut, grâce à leurs privilèges, à l'ancienneté de l'institution municipale, au constant effort d'autopromotion, notamment à travers les cérémonies et les « fastes capitulaires », mais aussi par une mythologie qui faisait remonter le capitoulat non seulement à l'époque raymondine, mais même plus avant à l'époque romaine, ce qui explique que le capitoulat ait gardé un prestige certain. L'ouvrage de Germain de Lafaille, le *Traité de la noblesse des capitouls de Toulouse*, publié en 1668, puis réédité par trois fois, en fut le vecteur[1705]. Cet avocat, capitoul à plusieurs reprises, y défendait l'idée que les capitouls descendraient « des anciens consuls ou duumvirs de leur ville pendant qu'elle fut colonie », et que leur noblesse remonterait elle aussi à cette

[1700] Malheureusement un grand nombre de ces représentations furent détruites en août 1793. Celles qui subsistent sont consultables dans Cau, Christian, *Les capitouls de Toulouse. L'intégrale des portraits des Annales de la ville, 1352-1778*, Privat, 1990.
[1701] Beauregard, Alain de, Le droit d'image : peintures capitulaires et mécénat à Toulouse, *op. cit.*, p. 21.
[1702] *ADG*, E 101, certificat des capitouls sur le capitoulat de Jean-George de Salinier en 1643, Toulouse, 26 avril 1728.
[1703] Cité dans l'arrêt du conseil d'Etat donné à St-Germain en Laye le 25 janvier 1675 pour l'exemption du franc-fief (*AMToulouse*, AA 69).
[1704] Sur ces critiques, voir Barbusse, Grégory, Le pouvoir et le sang. Les familles de capitouls de Toulouse au siècle des Lumières (1715-1790), *op. cit.*, p. 76 et suiv.
[1705] Sur cet ouvrage, voir Bonin, Pierre, « De l'histoire au droit, les fondements d'un privilège municipal à la fin du XVIIe siècle : le "Traité de la noblesse des capitouls de Toulouse" », dans *Revue historique de droit français et étranger*, 79e année, n° 4, octobre-décembre 2001, p. 463.

époque où ils étaient chargés, selon lui, de la garde du Capitole de Toulouse[1706]… Qu'on ne s'y trompe pas : de telles assertions passaient alors pour des vérités historiques, qui enorgueillissaient les capitouls, et expliquent un peu leur position altière dans leurs portraits des *Annales* aux XVIIe et XVIIIe siècle.

Paragraphe 2) Une noblesse non révocable

La « noblesse de cloche » est une noblesse qui reste marginale, n'ayant essaimé que dans quinze municipalités outre Toulouse, principalement Angers, Angoulême, Bourges, Lyon, Nantes, Niort, Poitiers, Paris et Tours, les autres n'étant pas citées car le caractère anoblissant y fut éphémère ou disparut dès le début du XVIIe siècle. Cette noblesse n'était pas particulièrement reluisante, et elle fut même plusieurs fois l'objet de révocation à défaut du payement d'un droit de confirmation. Même confirmés dans leur noblesse, ceux qui l'avaient acquise par ces charges demeuraient des « anoblis ». Tel n'était pourtant pas le cas des capitouls, qui dès leur anoblissement devenaient des nobles « de race et d'extraction », privilège exorbitant par lequel ils devaient bénéficier, outre le statut juridique, d'un préjugé favorable à l'ancienne noblesse. Ce privilège qui donnait la noblesse « de race » dès le premier degré n'était pas sans conséquence en matière de preuves de noblesse. Lorsqu'il voulut intégrer les Etats de Bigorre dans le corps de la noblesse en 1776, pour laquelle il fallait normalement quatre degrés de noblesse, donc remonter au bisaïeul, Samuel Eymar de Palamini se contenta de prouver que son père avait été capitoul de Toulouse, et les Etats délibérèrent de le recevoir « suivant les privilèges du capitoulat »[1707].

Il en résulte notamment que si la noblesse des capitouls fut à plusieurs reprises visée par les mesures royales, les rois firent toujours marche arrière, reconnaissant par-là que la noblesse des capitouls était une noblesse d'un autre acabit, supérieure à celle des autres échevins, qui brillait d'un prestige dû notamment à son ancienneté[1708]. Les capitouls prétendaient en effet que

[1706] Lafaille, Germain, Traitté de la noblesse des capitouls de Toulouze, *op. cit.*, p. 8.
[1707] *ADHP*, 44 J 12, « Précis des délibérations des Etats du pays et comté de Bigorre, convoqués dans la ville de Tarbes le 2e décembre 1776 », Mathieu Roquemaurel, imprimeur du roi et de la province, Tarbes, 1777, p. 7.
[1708] Par les lettres patentes de septembre 1692, ils furent déchargés du droit de confirmation réclamé par l'édit de juin 1691 aux anoblis par les charges municipales, dans lequel ils auraient été compris par erreur (*AMToulouse*, AA 71). Deux autres arrêts de mai 1706 et janvier 1707 les confirmèrent de nouveau dans leur noblesse irrévocable. Contraints à payer un droit de confirmation par un édit de janvier 1714, le traitant failli l'emporter, les capitouls ayant été déboutés de leur opposition par un arrêt du conseil d'Etat du 25 mai 1715 (*AMToulouse*, AA 69). Leur opiniâtreté leur permit d'en être déchargés par un arrêt du même conseil d'Etat du 17 juillet 1717 (*AMToulouse*,

leur noblesse était antérieure au rattachement du comté de Toulouse à la couronne de France, que la monarchie ne serait venue que la sanctionner, par une confirmation, comme pour les autres privilèges de la ville, et non le fruit d'une concession. Il est vrai que contrairement aux autres municipalités où les charges anoblissaient, à Toulouse, l'anoblissement ne venait pas d'une concession royale *ad hoc*, et pouvait donc revêtir un caractère immémorial, contrairement à celui des autres échevins et jurats. Lorsque par un édit d'avril 1771, le roi entreprit de faire acquitter une taxe à tous les anoblis par charges municipales depuis 1715, les capitouls ripostèrent par un long mémoire reprenant l'ensemble de leur argumentaire[1709]. Le roi finit par les confirmer dans leur noblesse en les exemptant de ce droit, par un arrêt du conseil d'Etat du roi du 30 septembre 1772, dont l'exposé, reprenant les prétentions des capitouls, portait aux nues la noblesse capitulaire : il y était déclaré que le capitoulat anoblissait « de temps immémorial, et bien avant la réunion de ce comté à la couronne », par un droit « propre et particulier » que la municipalité ne tiendrait « que d'elle-même, et non par concession d'aucun souverain »[1710]. Même la mythologie faisant remonter le capitoulat aux Romains était confirmée, le droit anoblissant ayant été « conservé non-seulement pendant qu'elle a été capitale de l'empire des Gots, mais même sous la domination des rois d'Aquitaine et des comtes, et surtout depuis la réunion à la couronne ». Toutefois, contrairement aux précédents arrêts, les capitouls étrangers, c'est-à-dire ceux qui n'étaient pas « originaires de Toulouse, ou domiciliés en cette ville et dans le ressort de son parlement, lors et après leur élection », furent cette fois-ci exclus de l'exemption. Le roi estimait par-là que ne devraient être élues que des personnes résidant dans le ressort du parlement, afin de limiter les abus liés aux capitouls qui n'exerçaient par leurs fonctions : s'ils étaient élus par la faveur et ne supportaient pas les charges de la fonction capitulaire, ils devraient au moins acquitter la taxe sur les anoblis. Certains anciens capitouls paraissent effectivement avoir été par la suite considérés comme roturiers pour avoir négligé d'acquitter cette taxe[1711]. Ce ne put être le cas de ceux originaires de Gascogne orientale,

AA 71). Un autre arrêt du conseil d'Etat du 25 mars 1727 les déchargea de la taxe sur les anoblis prévue par l'arrêt du conseil de juillet 1725 (*AMToulouse*, AA 69). Pierre Bonin a insisté sur les dons gratuits de la ville, souvent concomitants à ces confirmations (Bonin, Pierre, *Statut de la noblesse de cloche à Paris et à Toulouse au XVIIe siècle : étude comparative*, mémoire de DEA, Paris, 1993). On observera simplement qu'ils n'étaient pas directement reliés à la noblesse capitulaire, pas plus que les confirmations globales des privilèges de Toulouse parfois obtenues à la même époque en raison d'une contrepartie financière. Une chose est sûre, en apparence, la confirmation de la noblesse capitulaire n'était pas motivée par un paiement mais par sa légitimité.

[1709] *AMToulouse*, AA 69, « Mémoire pour les capitouls de la ville de Toulouse concernant la noblesse », Toulouse, imprimerie Pijon, 1772.

[1710] Fonds Lacoutère, arrêt du conseil d'Etat du roi du 30 septembre 1772.

[1711] Dans une lettre, on trouve évoqué le cas d'un ancien capitoul installé en Guyenne, le sieur Montaugé, « évidemment reconnu roturier, et imposé à la taille par ordonnance de monsieur l'intendant, pour avoir négligé de payer le supplément de finance ordonné par l'édit de 1771 » (*ADHP*, 1 E 40, lettre du sieur Aubert de Terrefort à son frère receveur des domaines à Argelès en Lavedan, Navarrenx, 11 juin 1784).

résidant dans le ressort du parlement. Pour l'essentiel, la noblesse capitulaire était bien reconnue par le pouvoir royal comme exceptionnelle, et ce malgré le dénigrement des suppôts du parlement, qui ne parait pas avoir eu d'écho en dehors de la seule ville de Toulouse.

2) Les gascons anoblis par le capitoulat

Au XVIIIe siècle, des listes de capitouls furent imprimées pour satisfaire le goût des généalogistes[1712]. Ces documents ne comportent cependant pas assez de renseignements pour pouvoir déterminer lesquels étaient originaires de Gascogne orientale. Nous avons donc eu recours à deux sources différentes. La première n'est autre que le résultat de la seconde recherche des usurpateurs de noblesse en Gascogne orientale, grâce aux ordonnances de maintenues. Pour la période 1715-1789, nous avons eu recours au *Dictionnaire biographique des capitouls de Toulouse* de Grégory Barbusse.

a) Les anoblis gascons jusqu'à la fin du XVIIe siècle

On peut donner une estimation des familles anoblies par le capitoulat jusqu'à la fin du XVIIe siècle grâce aux résultats de la seconde recherche des usurpateurs de la partie de la Gascogne orientale située dans la généralité de Montauban. Plusieurs familles rapportèrent alors un certificat attestant qu'un de leurs ancêtres avait été capitoul. C'est la quasi-totalité de notre ressort de recherche à l'exception de la Bigorre. Or la Bigorre, alors située dans le ressort de la généralité de Bordeaux, était suffisamment éloignée de Toulouse pour qu'on puisse présumer qu'il n'y eut pas alors de bigourdans anoblis par le capitoulat, la proportion de capitouls gascons diminuant à mesure qu'on s'éloignait de la ville. Ce nombre de familles ne peut cependant être estimé exhaustif, car beaucoup d'ordonnances de maintenue furent rendues sur un jugement de noblesse antérieur et elles occultent donc un potentiel principe d'anoblissement précédent cette

[1712] *ADG*, I Suppl 534, *Table générale alphabétique et chronologique des noms des capitouls, jusques en 1768. Extraite, jusqu'en 1610, des Annales de la ville de Toulouse par Lafaille ; et depuis 1610, jusques en 1768, des registres du Greffe du Sénéchal, des registres du Greffe de l'Hôtel de Ville, et des douze volumes in-folio de l'Histoire manuscrite tous les ans sur velin, par le chef du consistoire »* ; Abel et Froidefont, *Tableau chronologique des noms de messieurs les capitouls de la ville de Toulouse*, Toulouse, 1786.

première ordonnance. L'échantillon est néanmoins très important. Sur quarante-neuf ordonnances de maintenue qui font reposer la noblesse sur un anoblissement par charges, on a repéré trente-six familles qui furent très probablement anoblies par le capitoulat (73,5%)[1713].

Dans la majorité absolue des cas, cet anoblissement était ancien, puisqu'il remontait au moins au XVIe siècle pour dix-neuf familles[1714]. Les dix-sept autres familles furent anoblies par le capitoulat à partir du début du XVIIe siècle, jusqu'en 1676 : on ne compte pas de famille anoblie par le capitoulat ultérieurement, et seul Pierre-François de Marue fut maintenu comme personnellement anobli pour avoir été capitoul[1715]. On peut juste relever dans les ordonnances qu'il s'agissait à l'évidence de notables, les certificats les qualifiant souvent de « noble », de « sieur », ou de « bourgeois ». Il est précisé pour onze d'entre eux qu'ils étaient « docteur » et/ou avocat, ce qui n'est guère étonnant, Toulouse possédant une université prestigieuse, et des juridictions, dont le puissant parlement, ce qui se traduisait par une surreprésentation des avocats au consistoire.

Sans surprise, ces familles étaient toutes issues des contrées limitrophes du Languedoc : quinze familles sont du pays de Rivière-Verdun, onze du Comminges, dix de Lomagne. On n'en trouve donc aucune dans les petits pays du Nébouzan et des Quatre-Vallées, ni non plus dans l'élection d'Astarac, ce qui nous confirme dans l'hypothèse qu'il n'y en aurait aucune non plus en Bigorre. En revanche il est surprenant de ne relever aucune famille anoblie par le capitoulat en Armagnac, élection où la noblesse était la plus nombreuse. Si l'anoblissement par le capitoulat n'anoblissait alors pas dans un rayon très large, il n'empêche que l'accession au chaperon attirait beaucoup de familles gasconnes vivant dans les contrées situées à proximité de Toulouse, ce qui n'est guère étonnant pour les raisons que nous avons vues. A cette époque,

[1713] Dans 23 des certificats mentionnés dans les ordonnances le capitoul est qualifié de « noble » et parfois même de « noble » et « d'écuyer », mais cette qualification peut avoir été mise sur le certificat par complaisance, ou usurpée à l'époque de l'accession au capitoulat, et ces familles ne rapportent pas de titres antérieurs. Nous n'avons d'ailleurs logiquement pas retenu la famille de Guillaume Dufaure, sieur de Bédéchan, car si un de ces ancêtres fut capitoul en 1543, il produit aussi des actes montrant que sa noblesse était antérieure (*BNF*, Fonds français 32297, folio 1033).

[1714] Pierre de Roquette fut capitoul en 1465, 1486 et 1491, François de Beynaguet en 1521, Pierre de Gargas en 1529, Jean de Pelissier en 1537, Pierre de Maynial en 1539 et 1547, Pierre de Guerre en 1544, Jean Lacges en 1544 et 1559, Jean de Platea en 1549 et 1550, Pierre de Varès en 1550, Pierre Delpuech en 1554, 1555, 1556, 1562 et 1563, Guillaume Durand en 1559, Raymond Dufaur en 1560, Audibert de Valiech en 1569, Arnaud Bouret en 1572, Bernard de Lafont en 1577, 1584 et 1593, Arnaud de Fabas en 1578, Arnaud de Lavigne en 1581, Nicolas Barthès en 1594, et Pierre Dandrieu en 1597.

[1715] Pierre Daure fut capitoul (1ère moitié du XVIIe), Jacques Duborn en 1604, Antoine de Valette en 1611, Salomon Ortet en 1614, Pierre de Comère en 1623, Eustache Poget en 1628 et 1646, François de Pauliac en 1631, Aymable de Malard en 1631, Mathieu Dubuisson en 1633, Jean-Jacques de Trebosc en 1635, Paul de Martres en 1645 et 1646, Etienne de Pesan en 1646 et 1656, Antoine Dalbenque en 1651 et 1652, Rechard Dejean en 1653, 1671 et 1682, Giles de Guliard en 1657, Antoine de Bérot en 1671, et Pierre-François de Marue en 1676.

un proverbe dans le pays disait encore « De grand noblesse prend titoul, qui de Tholose est capitoul »[1716].

b) Les anoblis gascons au XVIIIe siècle

Le capitoulat a-t-il continué à être une machine à anoblir des Gascons durant les règnes des deux derniers Bourbons ? On ne peut répondre à cette question de façon exacte, car les capitouls sont difficiles à situer : ils pouvaient avoir des possessions dans plusieurs aires géographiques, et des personnes originaires de Gascogne orientale purent s'installer à Toulouse et s'y fondre définitivement à la notabilité locale. Quoiqu'ayant conservé des attaches familiales et parfois des possessions en Gascogne, ils étaient désormais Toulousains et vivaient en Languedoc. Même approximative et imparfaite, on peut donner une réponse grâce à la thèse de Gregory Barbusse sur les capitouls au XVIIIe siècle, qui permet de retrouver certains capitouls gascons. Sur quatre-cent-dix capitouls entre 1715 et 1789, il a réussi à identifier l'origine géographique de trois-cent-vingt-trois d'entre eux, chiffre important, mais qui ne permet pas de prétendre à l'exhaustivité[1717].

Une difficulté se trouve dans le fait qu'une partie des capitouls originaires de Gascogne orientale sont compris par lui dans ceux « originaires du pays toulousain » : les capitouls précisément de Rivière-Verdun et de Comminges, les deux contrées qui en fournirent le plus grand nombre aux siècles précédent[1718] ! Parmi ces capitouls originaires du pays toulousain, pays comprenant aussi le Lauragais, et représentant 53,9% de son échantillon, trente seulement sont en fait originaires du Lauragais, du Comminges, ou de Rivière-Verdun[1719].

Commençons par les capitouls qu'il classe comme des « étrangers »[1720]. Pour ceux de Guyenne, si l'on exclut les capitouls du Quercy, du Rouergue, du Périgord, de l'Agenais, de Guyenne propre et du Béarn, il ne reste que vingt-quatre capitouls gascons[1721]. Sur ce nombre,

[1716] Chenu, Jean, *Recueil des antiquitez et privilèges de la ville de Bourges, et de plusieurs autres villes capitales du royaume*, Paris, 1621, p. 459.
[1717] Barbusse, Grégory, Le pouvoir et le sang. Les familles de capitouls de Toulouse au siècle des Lumières (1715-1790), *op. cit.*, p. 157.
[1718] *Ibidem*, volume I, p. 154.
[1719] *Ibidem*, p. 165.
[1720] Seuls sont compris sous ce terme par G. Barbusse ceux qui ne remplissaient pas les conditions d'habitanage, ou qui auraient définitivement rejoint leur province d'origine après l'obtention du chaperon capitulaire. Les capitouls originaires de Guyenne, au nombre de 74, ne représentent que 22,9 % de son échantillon.
[1721] *Ibidem*, p. 166.

un seul est bigourdan, signe que les bourgeois de cette contrée ne cherchèrent pas à s'anoblir par le capitoulat, et qu'ils regardaient à la rigueur plutôt vers le Béarn avec les offices du parlement, de la chancellerie, ou l'anoblissement par les fiefs. Sur les vingt-trois autres capitouls gascons, certains sont du Condomois ou des Landes, et non de Gascogne orientale[1722]. Mais en comptant les familles y possédant des fiefs, le bigourdan, et un autre gascon anobli dès 1713, on arrive à vingt d'entre-elles au plus passées par le capitoulat présentes en Gascogne orientale. Le recrutement du capitoulat était géographiquement beaucoup plus étendu qu'aux siècles précédents, couvrant l'ensemble de la Gascogne orientale, et non seulement le pourtour du pays toulousain.

Grâce à son dictionnaire des capitouls, nous avons pu identifier ces vingt capitouls gascons[1723]. Apparemment certains ne gardèrent pas d'attaches en Gascogne. Jean de Revel, élu comme procureur au parlement en 1722, et qui avait déjà été élu en 1714, paraît s'être installé définitivement à Toulouse. C'est aussi le cas d'Antoine de Malaret, élu capitoul comme avocat en 1723. Plusieurs autres furent indubitablement anoblis par leur accession au capitoulat. C'est le cas de Léonard d'Aignan, seigneur du Sendat, élu comme avocat en 1762 ; à son propos, Gregory Barbusse mentionne son parent Paul Daignan, seigneur d'Empaillon, avocat au présidial d'Auch, anobli dès 1713 par l'accession au capitoulat. François de Tappié, élu comme avocat en 1766, était conseiller honoraire au sénéchal d'Auch et seigneur de Pavie. Jean-Antoine-Joseph-Timothée de Solirène, élu comme avocat en 1773, était seigneur de Lacase-Dieu et de Taybosc, et faisait office de procureur du roi au siège de Mauvezin. Il faudrait y ajouter Jean-Antoine de Marqué, avocat au parlement, élu comme avocat en 1770, et seigneur de Beaumont de Lomagne. De même Jean-Baptiste de Lasserre, élu comme avocat en 1729, possédait plusieurs seigneuries. Samuel d'Eimar de Palaminy, banquier élu comme avocat en 1727, n'avait pas de terres en Gascogne, mais son fils, grand possesseur terrien, y acquit la terre de Laloubère, et sa famille comparut à l'assemblée des nobles bigourdans en 1789.

Il faudrait cependant écarter ceux qui étaient probablement déjà nobles car ils furent élus comme « écuyers ». Ainsi en va-t-il de Jean Fourquet, seigneur de Lustar en Bigorre, élu en 1732, de Jean-Baptiste Chollet de Lascaban, subdélégué de l'intendant d'Auch, élu sans doute comme écuyer en 1759, peut-être aussi de Jean-Baptiste Bonneval, élu en 1748, et de François Durand de Lasserre, seigneur de plusieurs terres, élu en 1736. Mais Gregory Barbusse

[1722] 7 d'entre eux sont indubitablement des Landes (Bernard baron de Cès-Caupenne, Thomas-Casimir baron de Cès d'Ossages, Jean-Georges Darmana, Jean Gaye, Michel de Portets, Guillaume de Laburthe et Bernard de Poyusan).
[1723] *Ibidem*, volume II.

assure que plusieurs des gascons élus comme « écuyers » étaient en droit des usurpateurs de noblesse, et ils furent en fait anoblis par leur accession au capitoulat : tels Dominique-Silvestre-Gaspard d'Astugue, seigneur de Mun, d'une famille bourgeoise bigourdane, élu en 1754, Jean-François Delort, né à Fleurance, professeur à la Faculté de médecine, élu en 1718, Jean-François Duclos, seigneur de Las, bourgeois d'Astarac, élu en 1748, Pierre de Lapeyrie, notaire et consul de L'Isle-Jourdain, commissaire général des poudres et salpêtres, élu en 1732, et son frère Jean-Antoine de Lapeyrie, trésorier des guerres à Toulouse, élu en 1751, seigneurs de plusieurs terres près de L'Isle-Jourdain. Jean-Baptiste-Bertrand Sénac, célèbre médecin, seigneur de Meilhan et d'Ozon, fut également élu comme « écuyer » en 1744 en usurpant cette qualité. Enfin, Roch-André de Bernier, notable toulousain, receveur des tailles, élu comme écuyer en usurpant cette qualité en 1769, acquit le château aux intérieurs somptueux de Clermont-Cogotois, et se fit représenter à l'assemblée de Lectoure en 1789. On peut donc conclure que, en comprenant ceux définitivement installés à Toulouse, une quinzaine de gascons (seize environ), issus de notre zone de recherche ou s'y étant installés au XVIIIe siècle, furent anoblis par le capitoulat. Ce chiffre n'est pas négligeable si l'on songe qu'il faudrait y joindre d'autres anoblis issus du Comminges et de Rivière-Verdun, deux contrées qui devraient être particulièrement pourvoyeuses de candidats, ne serait-ce que par leur proximité de Toulouse[1724].

En Comminges, nous relevons sept personnes anoblies par le capitoulat à partir de 1715 : Jean-Baptiste-François Souville, bourgeois de Muret et juge de Simorre, coseigneur de Lunax, élu comme avocat en 1767, Jean-François Lafue, seigneur d'Auzas, commissaire aux saisies réelles, élu comme avocat en 1755, Jean Marcassus, fameux industriel originaire du Quercy, seigneur de Puymaurin, élu comme marchand en 1721, Pierre de Miramont de Daumazan, bourgeois de Muret, élu comme avocat en 1718, Joseph Olivier, procureur du roi à Muret, élu comme avocat en 1721, Jean-Baptiste de Courdurier, directeur des greffes du parlement, élu capitoul en 1747 (il était toulousain mais son fils comparut à l'assemblée du Comminges en 1789), et Guillaume-Louis Dubernard, médecin et professeur toulousain originaire de Saint-Girons, qui parait s'être définitivement installé à Toulouse, élu capitoul en 1783.

Dans le pays de Rivière-Verdun, il ne semble pas qu'il y eut plus de six familles ayant accédé au capitoulat qui furent anoblies par le chaperon, et encore étaient-ils pour plusieurs d'entre eux originaires d'autres contrées, mais ils y acquirent des fiefs. Ce fut le cas d'Etienne Finiels de Bonrepos, originaire du Rouergue, avocat titulaire de nombreux offices, dont celui

[1724] Là encore il faut écarter quelques grands seigneurs qui y possédaient des fiefs car ils étaient déjà nobles, comme François de Varaigne-Gardouch, marquis de Bélesta, ou Philippe de Bonfontan de Lastours.

de maître général des forêts, ports et passages, élu capitoul en 1712 et 1722 comme avocat, dont la famille comparut à l'assemblée de Rivière-Verdun en 1789, et Jean-Charles Finot de Rouilhac, notable de Rivière-Verdun, receveur des gabelles, élu comme bourgeois en 1764. Les quatre autres ont la particularité d'avoir usurpé la qualité d' « écuyer » selon Gregory Barbusse : Jean-Dominique de Cazalets, bourgeois de Grenade, fut élu comme écuyer en 1737, Hugues de Fitte, notable toulousain dont la famille comparut en Rivière-Verdun en 1789, fut élu comme écuyer en 1738, Jean-Pierre de Lassus-St-Geniès, officier du génie de la marine, bourgeois de Montréjeau, fut élu avec la même qualité en 1742, ainsi que Pierre de Poulhariès, riche banquier de Carcassonne, élu en 1724, qui acquit le château de La Réole en Rivière-Verdun.

On a donc pu recenser vingt-neuf cas d'anoblis par le capitoulat au XVIIIe siècle, mais en y comprenant outre les familles bien implantées en Gascogne orientale, celles qui en étaient originaires mais qui semblent s'être installées définitivement à Toulouse, et celles qui n'en étaient pas mais y ont acquis des fiefs et y comparurent en 1789. En n'excluant pas quelques omissions, surtout pour le Comminges où la noblesse était nombreuse, le nombre de ces anoblis par le capitoulat n'a pas dû excéder de beaucoup la trentaine, ce qui reste un contingent important. Il est permis d'estimer, sans trop de risque de se tromper, que le capitoulat au XVIIIe siècle resta de loin le plus gros pourvoyeur d'anoblis en Gascogne-orientale.

Sans surprise, tous ces anoblis, dont une grande partie avaient fait des études d'avocat, appartenaient à la bourgeoisie, plus particulièrement aux possesseurs de seigneuries et d'offices. L'anoblissement par le capitoulat n'avait rien de spectaculaire ; il était le couronnement d'une ascension sociale parfois séculaire, fruit du travail de plusieurs générations, et non un moyen de parvenir pour un homme nouveau. D'ailleurs, beaucoup de ces capitouls, pourtant roturiers de leur état, avaient déjà auparavant des prétentions nobiliaires, et ils se firent élire comme « écuyers » (onze sur vingt-neuf, soit 38%). Grégory Barbusse écrit à leur sujet qu'ils « possèdent des terres autour de la ville ou dans leur région d'origine, vivent dans des châteaux ou des maisons de maître, fréquentent à Toulouse une société choisie et s'affublent volontiers du qualificatif d'écuyer, distinction avec laquelle ils vont parfois même jusqu'à intriguer pour être inscrits sur les listes capitulaires »[1725]. L'anoblissement était dans ces cas-là un parachèvement de leur identité sociale nobiliaire depuis longtemps en construction, et une mise en conformité avec le droit. Doit-on considérer que ces familles, si elles avaient vécu au XVIe siècle, auraient pu s'amalgamer dans la noblesse illégalement par la voie d'une agrégation sociale, mais désormais s'obligeaient à intégrer légalement le second

[1725] *Ibidem*, p. 96.

ordre ? Peut-être, mais il ne faut pas caricaturer, en omettant que dès la première modernité le capitoulat permettait d'anoblir beaucoup de familles. C'était même, au XVIe siècle, presque la seule voie d'anoblissement, puisque sur vingt-deux familles d'anoblis repérées, deux le furent par des charges parlementaires à Toulouse, une par l'échevinage à Lyon (il n'était en fait pas originaire de Gascogne avant d'être anobli, mais du Lyonnais, comme l'atteste le contrat de mariage de son fils), et 19 la tenaient du capitoulat (soit 86,3%). Le renouvellement annuel du capitoulat permit à un grand nombre de personnes convoitant la noblesse de l'acquérir de façon régulière, ce qui était somme toute préférable, et par un biais apparemment plus facile que les autres voies d'anoblissement. Au total, sur l'ensemble de la période étudiée, on dénombre soixante-cinq anoblissements par le capitoulat.

B) L'anoblissement par les charges des chancelleries

Nous n'avons pas trouvé de cas d'anoblissements à la Grande Chancellerie en Gascogne orientale. On relève un cas d'anobli par une charge de secrétaire du roi maison couronne de France près la cour des monnaies de Lyon, pourtant créée en juin 1704 seulement. Il s'agit de Jean Broussard du Bastier qui fut pourvu en 1710 de l'office de secrétaire du roi, maison couronne de France, contrôleur de la chancellerie établie près de la cour des monnaies de Lyon. Son fils Pierre, établi en Astarac, sera maintenu noble en produisant ces provisions, et l'extrait mortuaire de son père d'avril 1715, en 1716[1726].

Plus nombreux furent ceux qui furent anoblis par une charge de secrétaire du roi à la chancellerie près la cour de parlement de Toulouse[1727]. Elle était appelée « chancellerie du Languedoc », et fut créée dans la seconde moitié du XVe siècle[1728]. Dans cette chancellerie, comme dans celles des autres parlements, étaient anoblissantes les charges créées progressivement entre le XVIe et le XVIIIe siècle, de secrétaires du roi, de conseillers gardes

[1726] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1162, ordonnance de maintenue de Pierre Broussard, Montauban, 23/04/1716.
[1727] Nous n'avons pas relevé non plus d'anoblis par les charges des chancelleries près du parlement de Pau, créée en 1693, ou de la cour des aides établie à Montauban en 1662, pourtant situées à proximité de la Gascogne orientale.
[1728] Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, *op. cit.*, tome VII, p. 203.

des sceaux, d'audienciers, de contrôleurs et de payeur des gages[1729]. Leur nombre varia au gré des créations et suppressions d'offices.

Ce fut le cas de cinq familles jusqu'à la fin du XVIIe siècle. Pierre de Ségla, habitant de Muret, fut maintenu noble en 1700, en rapportant un extrait de l'*Histoire chronologique de la chancellerie de France et des autres chancelleries du royaume*, et un certificat des secrétaires du roi de la chancellerie de Toulouse, qui établissaient que son aïeul Bernard, et son oncle Antoine, avaient été secrétaires du roi de l'ancien collège entre 1596 et 1665 et étaient tous deux décédés en charge[1730]. Pierre-Joseph de Saunhac, de Rivière-Verdun, prouva par divers actes et en particulier un certificat des secrétaires de la chancellerie du Languedoc, que Antoine et Charles de Saunhac ses père et aïeul avaient été contrôleurs à la chancellerie de Toulouse entre 1630 et 1665, et étaient tous deux morts en charge[1731]. Également en Rivière-Verdun, François Capelle fut anobli par les services comme audiencier à la chancellerie de Toulouse de ses aïeul et bisaïeul, ce qu'il établit par divers actes, mais sans prouver de façon certaine la mort en charge ni la vétérance[1732]. Guillaume Vilette, de l'élection de Lomagne, établit l'anoblissement en rapportant une copie collationnée des lettres d'honneur de son père, Jean de Vilette, obtenues en 1674 après quarante années de service comme conseiller secrétaire du roi contrôleur en la chancellerie de Toulouse[1733]. Quant à Annet de Puybérail, sieur de Troncens en Pardiac, il se contenta d'établir sa noblesse en remontant à son ancêtre Marc-Antoine de Puybérail, qui fut pourvu d'un office de « conseiller notaire et secrétaire du roy maison couronne de France de l'ancien collège » en 1587. Il ne mourut pas en charge, mais il produisit aussi l'acte de vente de l'office de 1619, prouvant donc plus de vingt années de service[1734]. On remarque que l'intendant ne se montra pas extrêmement strict, ne requérant pas absolument des lettres de vétérance, ni même de certificat de la chancellerie, lorsque la mort en charge n'était pas établie.

Avec six familles anoblies par charges dans les chancelleries sur les quarante-neuf familles anoblies par charges recensées lors de la seconde recherche des usurpateurs, les charges des chancelleries sont bien moins représentées que les charges municipales. Mais leur

[1729] A noter que la gamme d'offices anoblissants était plus variée à la Grande chancellerie (se reporter pour en avoir le détail à Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 52).
[1730] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1292, ordonnance de maintenue de Pierre de Segla, Montauban, 10/12/1700.
[1731] *BNF*, Fonds français 32297, folio 1031, ordonnance de maintenue de Pierre-Joseph de Saunhac, Montauban, 1er/07/1698.
[1732] *BNF*, Fonds français 32297, folio 1099, ordonnance de maintenue de François Capelle, Montauban, 11/11/1715.
[1733] *BNF*, Fonds français 32297, folio 941, ordonnance de maintenue de Guillaume de Vilette, Montauban, 8/07/1700.
[1734] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1124, ordonnance de maintenue de Annet de Puybérail, Montauban, 15/06/1699.

proportion n'est pas négligeable, puisqu'elle reste supérieure à la noblesse de robe, toutes cours supérieures confondues. C'est que l'anoblissement par les charges de chancellerie était beaucoup plus facile, car il n'était pas graduel, et que l'on était peu regardant lors de la réception sur les qualités de l'acquéreur de la charge. Et c'étaient des roturiers bien plus que des nobles qui faisaient l'acquisition de ces offices.

Quelques gascons furent encore anoblis par cette charge au XVIIIe siècle. On a pu en relever deux cas. Ce fut probablement le cas d'Antoine Lambert, qui lorsqu'il fut pourvu de l'office de chevalier d'honneur au bureau des finances d'Auch en 1775, se qualifia d'écuyer, et de conseiller secrétaire du roi maison couronne de France et de ses finances[1735]. On est mieux renseigné sur Jean-François de Rouillan. En 1729, il obtint l'office de « conseiller secrétaire maison couronne de France en la chancellerie establie près notre cour du parlement de Toulouse »[1736]. Les provisions nous apprennent que cet office avait été créé en juin 1715, et que son prédécesseur Etienne Courtaud avait payé le supplément de finance ordonné par l'édit de décembre 1727. Après avoir prêté serment, Jean-Antoine pourrait « jouir et user plenement et paisiblement » des « honneurs privillèges de noblesse ». Il est important de relever que ce Jean-François était tout sauf un parvenu. Né en 1659, il avait hérité de son père Michel des seigneuries de Pis et de Mont, et exerça sa vie durant comme lieutenant particulier au présidial d'Auch. Déjà seigneur et officier, l'acquisition de cette charge fut pour lui le moyen de confirmer l'ascension sociale séculaire de sa famille, en accédant à la noblesse. Alors qu'il n'était qualifié de son vivant que de « sieur » ou de « monsieur maître », son extrait mortuaire le qualifie de « monsieur noble », étant mort revêtu de son office[1737]. Il confirma l'accession de sa famille à la strate nobiliaire en mariant une de ses filles, Jeanne, avec noble Jean-Baptiste de Caillon seigneur de Saint-Araille et de Biane, et l'autre, Jeanne-Françoise, avec noble Jean-Blaise du Chic seigneur d'Arcamont, du Longard et de la Roque. Son fils Michel-Joseph prenant désormais des qualifications nobiliaires, lui succéda dans sa charge de secrétaire du roi en 1733[1738]. Enfin son petit-fils Jean-Antoine fit l'acquisition en 1774 de la terre de Montaut, devenant le premier baron d'Armagnac. Si l'on ne peut affirmer que ce cas fut la règle et non l'exception, il permet cependant de souligner que sous l'Ancien Régime et particulièrement en Gascogne orientale, l'accession à la noblesse était rarement le fait d'un homme nouveau, mais

[1735] *ADG*, C 436, requête pour l'enregistrement des provisions de chevalier d'honneur d'Antoine Lambert du 11 janvier 1775, octobre 1775.
[1736] Fonds Montaut les Créneaux, provisions de la charge de secrétaire du roy en la chancellerie près le parlement de Toulouse, à Paris, le 29 juillet 1729, reçu en la chancellerie de Toulouse le 2 août 1730.
[1737] Fonds Montaut les Créneaux, extrait des registres de la paroisse de Pis du 18 mai 1735.
[1738] Divers actes notariés ou judiciaires (Fonds Montaut les Créneaux).

bien plutôt le fruit d'un processus lent s'étalant sur plusieurs générations. La charge de secrétaire ne faisait pas de miracles, elle constituait une étape et non un aboutissement, et la noblesse juridique avait besoin d'être étayée par des titres, des charges ou des alliances, pour être socialement reconnue. La charge de secrétaire du roi n'en restait pas moins un moyen simple et rapide pour accéder à la noblesse à la disposition du riche roturier.

C) L'anoblissement au parlement de Toulouse

Au parlement de Toulouse, étaient anoblissants les offices de présidents, de conseillers, de procureurs et avocats généraux, de greffiers en chef, et les notaires et secrétaires[1739]. Le nombre d'officiers fut fluctuant, augmentant fortement au XVIe siècle, atteignant un sommet à la fin du règne de Louis XIV, puis diminuant sensiblement au cours du règne de Louis XV. Le nombre de conseillers et de présidents passe de trente-cinq en 1519 à cent-dix-neuf en 1665, pour atteindre un pic en 1718, avec, en comptant le parquet, cent-vingt-neuf officiers[1740]. En 1775, le parlement, qui avait subi une diminution de ses effectifs, en particulier avec la suppression de la troisième chambre des enquêtes, ne fut plus composé que de seize présidents, quatre-vingt-quatre conseillers, d'un procureur général, de deux avocats généraux et de deux greffiers en chef, soit cent-cinq charges anoblissantes[1741].

A la fin du règne de Louis XIV, d'après les preuves de noblesse produites lors de la seconde recherche des usurpateurs, quatre familles gasconnes seulement paraissaient devoir

[1739] Les notaires et secrétaires furent supprimés en mai 1716 (*ADHG*, 1 B 1938, folio 280, édit portant suppression des conseillers notaires et secrétaires des cours, Paris, mai 1716). La reconnaissance de la noblesse des greffiers en chef, qui ne rendaient pas la justice, fut plus tardive que celle des présidents et conseillers, mais elle fut acceptée par les commissaires à la recherche des usurpateurs de noblesse, car ils étaient « du même corps, pourveus par lettres du prince, jouissant des mêmes privileges, et portant les marques de la souveraineté », et que « s'ils ne distribuent pas la justice souveraine, ils sont les fideles dépositaires de ses arrêts, et leurs seings sont les témoignages authentiques de la verité de ses oracles » (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 35). Les chevaliers d'honneur eurent la noblesse entre 1703 et 1715 mais la perdirent de façon rétroactive à cette date (voir Les chevaliers d'honneur, p. 938).

[1740] Virieux, Maurice, « Une enquête sur le parlement de Toulouse en 1718 », dans *Annales du Midi*, 1975, volume 87, p. 39.

[1741] Peguilhan de Larboust, Philippe de, Les magistrats du parlement de Toulouse à la fin de l'Ancien Régime (1775-1790), *op. cit.*, p. 21.

tenir leur noblesse des charges du parlement de Toulouse[1742]. En Lomagne, Raymond de Chabannes puis son fils Mariet furent conseillers au parlement de Toulouse au XVIe siècle. Jean, anobli par son aïeul et son père, prit une qualification noble dans son contrat de mariage en 1600[1743]. Toujours en Lomagne, mais plus récemment, Georges Mathias Dauterrive fut maintenu noble en produisant les provisions de conseiller au parlement de son grand-père François en 1616, les lettres d'honneur de conseiller au parlement de son père François-Etienne de 1689, ainsi que ses propres lettres de provisions après la résignation faite en sa faveur par son père la même année[1744]. En Comminges, l'exercice de l'office de conseiller au parlement de Toulouse pendant deux générations par des membres de la famille de Lhopital au XVIe siècle permit à Antoine de Lhopital d'être maintenu dans la noblesse[1745]. L'ordonnance de maintenue de Jean de Papus, sieur de La Salle en Comminges, montre qu'il n'était pas exigé devant l'intendant de lettres d'honneur, ni même de lettres de provisions. Au contraire, il ne produisit que des arrêts du parlement, dont un arrêt de réception comme conseiller de son père François de Papus, en 1618, un arrêt de réception de son grand-père François de Papus dans le même office en 1579, et un arrêt de partition des chambres du parlement de 1544 mentionnant son arrière-grand-père Pierre, dont il était dit dans les lettres de provisions de son fils de 1579 qu'il serait alors le plus ancien conseiller dans ce parlement. Les vingt années d'exercice de son père sont prouvées par un appointement du parlement de 1665, et de son grand-père par son testament de 1614[1746]. Etait ainsi établi que depuis trois générations ses prédécesseurs occupèrent des offices anoblissants au parlement, et que leurs services durèrent le temps requis pour l'anoblissement. En réalité, on pourrait y ajouter d'autres familles de parlementaires gascons, qui malgré leur illustration n'étaient pas d'une noblesse ancienne, comme les d'Aignan

[1742] Nous n'avons pas retenu la famille de Minut, en Rivière-Verdun. Il est vrai que Jacques Minut obtint des provisions de président au parlement de Bordeaux en 1521, puis de 1er président au parlement de Toulouse en 1525, mais son fils Jean de Minut ne fut pas parlementaire, mais maître des requêtes ordinaire du roi de Navarre (*BNF*, Fonds français 32297, folio 1101, ordonnance de maintenue de Jacques-Georges de Minut, Montauban, 11/12/1715). Le maintenu ne fondait d'ailleurs pas sa noblesse sur les charges, et il faut en déduire que soit, comme le prétendait leur légende familiale, ils seraient bien issus de la noblesse milanaise, soit que la grande faveur royale dont bénéficia Jacques Minut permit à cette famille de s'agréger rapidement à la noblesse. Nous n'avons pas retenu non plus la famille Dufaur de Pibrac en Rivière-Verdun (*BNF*, Fonds français 32297, folio 1056, ordonnance de maintenue de Raymond et Léonard Dufaur, Montauban, 20/06/1699). Cette famille illustre de la noblesse de robe toulousaine, qui compta plusieurs présidents et conseillers au parlement de Toulouse au XVIe siècle, comme l'atteste sa production, était probablement déjà noble au XVe siècle, avec de grands personnages comme Gratien Dufaur, chancelier du comte d'Armagnac, puis président au parlement de Toulouse, qui testa en 1491.

[1743] *BNF*, Fonds français 32297, folio 1039, ordonnance de maintenue de Chrysogone de Chabanes donnée à Montauban le 16/11/1698.

[1744] *BNF*, Fonds français 32297, folio 952, ordonnance de maintenue de Georges Mathias Dauterrive, Montauban, 19/06/1702.

[1745] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1283, ordonnance de maintenue de Antoine de Lhopital, Montauban, 7/07/1700.

[1746] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1176, ordonnance de maintenue de Jean de Papus, Montauban, 02/12/1697.

et les Maniban, et qui devaient leur noblesse à un anoblissement par charge ou à une agrégation inavouée.

Les arrêts de dispense du droit de marc d'or de noblesse nous permettent de connaître quelques autres cas de familles de noblesse de robe anoblies par l'office jusqu'au XVIIIe siècle compris, et dont nous ne pouvions donc pas avoir connaissance avec les recherches des usurpateurs de noblesse[1747]. Sur quatre de ces familles, toutes furent anoblies par des charges aux parlements, trois à Toulouse, une à Pau. Jean des Innocents, de Gimont, dont le père était conseiller au parlement de Toulouse, se contenta de remonter jusqu'à l'ordonnance de décharge de sa famille en 1698 par l'intendant de Languedoc, mais sa famille aurait été anoblie au XVIIe siècle par les offices[1748]. Cyprien de Trenqualye de Magnan, de Nogaro, prouvait sa noblesse grâce aux provisions de conseiller au parlement de son aïeul Jean-Louis de Trenqualye de juillet 1700, par celles de son père Jean-Jacques-Louis de Trenqualye de novembre 1744, dans lesquelles on voyait que son grand-père était encore conseiller à cette date, enfin par un certificat de non-parenté donné par le premier avocat général au parlement d'août 1781, par lequel il prouvait que son père était conseiller honoraire à cette date[1749]. Pour finir, Jean-Charles-Louis Daspe, issu d'une famille qui tenait le haut du pavé à Auch au XVIIe siècle, prouva son anoblissement par les provisions de président à mortier au parlement de Toulouse de son père Jean François d'Aspe de juillet 1735, dans lesquelles il était dit qu'il était fils de Bernard d'Aspe, président à mortier au parlement, et petit-fils de Jean d'Aspe, lui aussi président à mortier[1750].

Quelques familles gasconnes purent donc être anoblies par le parlement de Toulouse, mais elles furent peu nombreuses. Ce parlement, le deuxième de France par l'ancienneté et l'étendue de son ressort, avait un prestige tel qu'il était très difficile d'y accéder. A l'inverse d'autres cours souveraines proches de la Gascogne orientale, l'examen d'entrée n'y était pas qu'une pure formalité, et s'il y eut peut-être un relâchement sous le règne de Louis XV, il n'en resta pas moins bien plus redoutable que dans d'autres parlements. L'acquisition des charges dans cette cour était onéreuse, d'autant qu'il fallait payer divers droits au roi (droit de survivance, marc d'or, dispenses…), et que le retour sur investissement n'était pas exceptionnel,

[1747] Publiés par Roton, Robert de, *Les arrêts du Grand Conseil portant dispense du marc d'or de noblesse,* S. G. A. F., Paris, 1951. Sur ce droit, voir une préoccupation financière constante, p. 347.
[1748] Dispense pour Jean des Innocents, sur le point de se faire pourvoir de l'office de président à mortier au parlement de Toulouse, Versailles, 17 juillet 1775 (citée dans Roton, Robert de, *ibidem*, p. 100).
[1749] Dispense pour Jean Henri François Louis Cyprien de Trenqualye de Magnan, sur le point de se faire pourvoir d'un office de conseiller au parlement de Toulouse, Versailles, 22 août 1781 (*ibidem*, p. 279).
[1750] Dispense pour Augustin Jean Charles Louis Daspe, sur le point de se faire pourvoir d'un office de conseiller au parlement de Toulouse, Versailles, 17 août 1775 (*ibidem*, p. 466).

les gages restant relativement médiocres, eu égard au mode de vie des parlementaires[1751]. Contrairement aux charges de secrétaire du roi ou de trésorier de France, ou dans une moindre mesure de conseiller à la cour des aides, dont l'utilité pouvait être mise en cause, les officiers au parlement de Toulouse accomplissaient un travail effectif assez considérable, et la jouissance de l'anoblissement et des privilèges de l'office ne pouvaient en aucun cas résumer la volonté d'y acquérir un office. Les familles conservaient d'ailleurs parfois ces charges durant des générations, attachées à de solides traditions familiales, et formant de véritables dynasties, comme les Dufaur, les Maniban, les Bastard, les d'Aignan d'Orbessan ou les d'Aspe, pour ne citer que des familles originaires de Gascogne. Au XVIIIe siècle au moins, le recrutement était très fermé, et c'étaient principalement les rejetons des familles de magistrat qui intégraient le parlement[1752]. Dernier facteur qui ralentissait l'entrée de nouvelles familles, les officiers exerçaient volontiers leur charge jusqu'à un âge avancé, ne se contentant pas des vingt années donnant droit à la vétérance. Tous ces éléments contribuaient à former une « aristocratie parlementaire », selon la formule de Jean Egret, qui sans être une caste, pouvait former un groupe social assez fermé aux hommes nouveaux dans certains parlements comme celui de Toulouse[1753].

Le nombre d'anoblis par le parlement devait d'ailleurs être réduit progressivement à néant par l'exclusion des roturiers de la cour. Il fut indéniablement important jusqu'au règne de Louis XIV, quand le nombre d'offices augmentait et que les dynasties de parlementaires n'étaient pas encore formées. La moitié environ des officiers au parlement n'étaient pas nobles au début du règne de Louis XV[1754]. On a dénombré cinq familles gasconnes anoblies par ces charges aux XVIe et XVIIe siècles. Mais progressivement il se réduisit, et on n'en compte plus que deux au XVIIIe siècle. C'est que s'ajouta à la fermeture du milieu parlementaire un rejet des non nobles. A partir de 1780 environ, les magistrats se refusèrent à recevoir des roturiers, selon un arrêté qui resta secret, mais qui n'est pas démenti par le recrutement des conseillers et présidents[1755]. Seules des charges moins courues, comme celles des gens du roi à la chambre des requêtes, et qui n'étaient pas anoblissantes, recrutaient encore des non nobles. Dans ces

[1751] Il est vrai qu'il faudrait aussi compter les épices, et déduire les exemptions fiscales. Les offices n'en restent pas moins parmi les plus chers de France, hormis ceux du parlement de Paris. A la fin de l'Ancien Régime, une charge de président à mortier au parlement dépassait les 110000 livres, et une charge de conseiller dépassait les 40000 livres (Peguilhan de Larboust, Philippe de, Les magistrats du parlement de Toulouse à la fin de l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 60).
[1752] *Ibidem*, p. 34.
[1753] Egret, Jean, « L'aristocratie parlementaire française à la fin de l'Ancien Régime », dans *Revue historique*, tome 208, 1952, p. 1.
[1754] Virieux, Maurice, « Une enquête sur le parlement de Toulouse en 1718 », *op. cit.*, p. 43. Il est en fait peu probable que les officiers dont il est dit qu'ils sont de « petite » ou de « médiocre » condition soient des nobles.
[1755] Voir les places dans les cours supérieures, p. 940.

conditions, le parlement, qui ne fut pas une institution qui permit d'anoblir beaucoup de familles gasconnes, ne devait progressivement plus en anoblir aucune.

D) L'anoblissement au parlement et à la cour des comptes de Pau

On ne doit pas oublier le parlement de Pau, puisque situé à proximité de la Bigorre. Il fut créé en octobre 1620 par union de la chancellerie de Navarre et du conseil souverain de Béarn[1756]. Etaient anoblissants les offices de présidents, de conseillers, de procureur et avocats généraux, de greffiers en chef, et les secrétaires jusqu'à leur suppression en mai 1716, comme dans les autres parlements. En novembre 1691 lui fut incorporée la cour des comptes, aides et finances de Navarre[1757]. Outre les offices communs avec le parlement, les maîtres, correcteurs, et auditeurs des comptes s'ajoutèrent comme offices anoblissants[1758]. Le premier huissier et les substituts du procureur général auraient aussi bénéficié de la noblesse graduelle selon la jurisprudence du conseil royal des finances à la fin du XVIIIe siècle[1759]. L'anoblissement était graduel. Contrairement à certains parlements, celui de Navarre resta ouvert aux roturiers. En comptant les seuls présidents, conseillers, et le parquet, cela faisait cinquante-sept magistrats à la fin du XVIIe siècle[1760].

Lors de la seconde recherche des usurpateurs, aucune famille noble gasconne de la généralité de Montauban n'avait été anoblie par des charges au parlement ou à la chambre des comptes de Pau, mais il est vrai que la Bigorre, plus proche du Béarn, était dans la généralité de Bordeaux, et donc qu'il ne faut pas exclure qu'un petit nombre de nobles bigourdans aient été anoblis par des charges de parlementaire à Pau, ce dont il est permis de douter, car nous n'en avons pas trouvé de traces par ailleurs. A notre connaissance, une seule famille fut anoblie par des charges au parlement de Pau. Il s'agit de la famille de Day. Denis de Day fut pourvu en 1698 de l'office de conseiller au parlement de Pau, puis Pierre de Day de Gardères devint

[1756] Delmas, Pierre, Du parlement de Navarre et de ses origines, *op. cit.*, p. 105.
[1757] La réunion de la chambre des comptes de Nérac et de celle de Pau en août 1624 donna naissance à la chambre des comptes de Navarre, qui fut érigée en cour des comptes, aides et finances en décembre 1655.
[1758] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 34.
[1759] Des Rochettes, M., « Essai sur les preuves de noblesse reconnues dans le Sud-Ouest de la France de 1771 à 1789 », *op. cit.*, p. 262.
[1760] Delmas, Pierre, Du parlement de Navarre et de ses origines, *op. cit.*, p. 113.

conseiller au même parlement en 1733, et il finira sa carrière comme conseiller honoraire du parlement. Son fils Joseph, désormais anobli par les services de ses prédécesseurs, obtint la dispense du droit de marc d'or de noblesse lorsqu'il devint conseiller de la même cour en 1779[1761]. Et encore, on notera que leur château de Gardères se trouve bien en Bigorre, mais enclavé en Béarn… C'est que le parlement de Pau ne recrutait de fait que presque exclusivement en Béarn[1762].

E) L'anoblissement à la cour des aides de Montauban

A proximité de notre zone de recherche, se trouvait la cour des aides de Montauban à partir de 1662, juridiction supérieure jugeant essentiellement en matière d'imposition, qui comprenait la Gascogne orientale dans son ressort. Les charges de présidents (un premier président et quatre autres présidents au XVIIIe siècle), conseillers (vingt-deux au XVIIIe siècle), procureur général, avocats généraux (deux), greffiers en chef (deux), notaires et secrétaires (deux) y étaient anoblissantes[1763].

On pourrait s'attendre à ce qu'il y eut des gascons anoblis par les offices de cette cour des aides proche des élections de Lomagne et de Rivière-Verdun. Il semblerait qu'il n'y en eut aucun. D'après Christine Mengès-Le Pape, aucun officier de la cour des aides de Montauban n'était issu de Gascogne orientale au XVIIe siècle, le recrutement se faisant alors principalement en Quercy et Rouergue[1764]. C'est au XVIIIe siècle, alors que la cour des aides connaissait une crise, due au dépérissement de son activité judiciaire, et que le prix des offices avant de repartir à la hausse au milieu du siècle, diminuait, que des Gascons y furent introduits.

[1761] Arrêt de dispense du marc d'or pour Joseph de Day de Gardères, Versailles, 17 juin 1779, cité dans Roton, Robert de, Les arrêts du Grand Conseil portant dispense du marc d'or de noblesse, *op. cit.*, p. 224.
[1762] Après avoir évoqué des « anciens règlements et usages » qui voudraient que l'on y recrutât les magistrats qu'en Béarn, Pierre Delmas concède qu'au fond le motif de ce recrutement presque exclusivement local était que les aspirants à la magistrature ne devaient pas se bousculer au portillon pour entrer au parlement « du ressort le plus pauvre et le plus misérable » (Delmas, Pierre, Du parlement de Navarre et de ses origines, *op. cit.*, p. 119 ; voir aussi p. 69 pour le conseil souverain avant 1620). A cela s'ajoute que les charges étaient conservées dans les mêmes familles : « sauf les premiers présidents, nous trouvons rarement des étrangers » (*Ibidem*, p. 280).
[1763] Celle de chevalier d'honneur ne fut anoblissante qu'entre 1703 et 1715, date à laquelle elle perdit ce caractère rétroactivement (voir Les chevaliers d'honneur, p. 938). Pour plus de précisions sur la composition de cette cour, voir Mengès-Le Pape, Christine, La cour des aides et finances de Montauban, 1642-1790, *op. cit.*, p. 212 et suiv.
[1764] *Ibidem*, p. 323.

On peut citer Pierre-André Tursan d'Espagnet, de Rivière-Basse, Pierre-Anne-Marie D'Asparens, d'Auch, Isaac de Bergougne, de Layrac, François Larrey, de Labarrère en Eauzan, Antoine de Thesan de Lescout, d'Auch, Jean Lasserre, de Belmont, et Jean-André de Lafargue, de Castelnau en Bas-Armagnac[1765]. Aucun d'entre eux ne fut pourtant anobli, car leurs projets vinrent presque tous se heurter à la Révolution française.

A cause de l'évènement imprévisible que fut la Révolution, qui mit fin à certaines stratégies familiales, on ne doit donc pas conclure que la noblesse n'était pas en ligne de mire de certains d'entre eux, d'autant qu'ils étaient tous roturiers. Pierre-Marie-Anne D'Asparens ne devint conseiller à la cour des aides qu'en 1760, et se retira en 1780, Isaac de Bergougne en 1769, Jean-André Lafargue seulement en 1780[1766]. Pierre-André-Gabriel de Tursan d'Espagnet, ancien conseiller à la cour des comptes de Navarre, accéda à la charge de président à la cour des aides en 1780, avec une dispense d'âge[1767]. Jean Lasserre, sieur de Castelmore, devint greffier en chef civil en 1781[1768]. Deux familles en étaient d'ailleurs déjà à la deuxième génération à exercer une charge anoblissante graduellement. François Larrey, qui succéda en 1775 à son père Pierre, décédé dans sa charge de conseiller, n'était plus qu'à quelques années de l'anoblissement en 1790[1769]. En 1784, François de Thézan de Lescout, succéda à son père Antoine-François dans sa charge de conseiller du roi à la cour des aides, après que ce dernier l'ait exercé pendant vingt-cinq ans, avec des lettres de dispense de parenté, n'ayant que vingt-deux ans[1770].

Malgré l'existence d'un bureau des finances et d'une cour des aides, les bourgeois gascons ne furent pas plus attirés que les nobles par les offices des cours supérieures présentes à Montauban à partir du XVIIe siècle. On remarque cependant que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, alors que le parlement de Toulouse se fermait aux roturiers, des bourgeois gascons s'investirent dans les offices de la cour des aides, trop tard toutefois pour qu'il puisse y avoir des anoblis.

[1765] *Ibidem*, p. 522.

[1766] *ADTG*, B 4, folio 71, arrêt d'enregistrement des provisions de conseiller à la cour des aides données à Versailles, le 24 octobre 1760 ; *ADTG*, C 564, folio 145, provisions de conseiller du roi en la cour des aides pour Jean-André Lafargue, sieur de Castelnavet, Paris, 3 mai 1780.

[1767] *ADTG*, C 564, folio 144, provisions de président à la cour des aides pour Pierre-André- Gabriel de Tursan d'Espagnet, conseiller du roi au Parlement de Navarre, Versailles, 31 décembre 1780.

[1768] *ADTG*, C 564, folio 136, provisions de greffier en chef civil des présentations, affirmations, congés, défauts et garde-sacs de la cour des aides, pour Jean Lasserre, Paris, 1er août 1781.

[1769] *ADTG*, C 557, folio 126, provisions de conseiller à la cour des aides pour Pierre Larrey, Versailles, 14 août 1750 ; *ADTG*, C 564, folio 138, provisions de conseiller du roi en la cour des aides pour François Larrey, avocat à ladite cour, Paris, 5 avril 1775.

[1770] *ADTG*, B 4, folio 57, arrêt d'enregistrement des provisions de conseiller pour Antoine-François de Thézan, données à Versailles le 11 mai 1759 ; *ADTG*, C 564, folio 143, provisions de conseiller du roi en la Cour des Aides pour François de Thézan de Lescout, Paris, 9 juin 1784.

Appendice au Titre 1 : Bilan statistique sur l'anoblissement

L'anoblissement par charges de judicature se fit surtout par le parlement, et encore la part de cette institution resta modeste. La création d'un bureau des finances à Auch, peu prestigieux et tardif, ne fut pas à même de changer la donne et de créer beaucoup d'anoblis. L'anoblissement par les charges des chancelleries ne fut pas beaucoup plus porteur. La spécificité de l'anoblissement par charges en Gascogne orientale reste donc la domination écrasante de l'anoblissement par le capitoulat. Donnons quelques chiffres pour illustrer notre propos. Sur quatre-vingt-huit familles anoblies par les charges tout au long de la période étudiée, soixante-cinq le furent par le capitoulat, c'est-à-dire près des trois quarts (73,86%). Deux familles le furent par l'échevinage dans des villes distantes (2,2%), mais en réalité avant leur installation dans la province. On ne peut les confondre avec les capitouls non seulement à cause de l'éloignement, mais aussi et surtout en raison des spécificités du capitoulat. Aucun cas de gascon anobli par les premières dignités de l'Etat, les chambres des comptes et les cours des aides n'a pu être relevé. L'anoblissement par les bureaux des finances, d'abord minime, prit un certain essor au XVIIIe siècle, avec cinq familles anoblies au total (5,6 %), bilan qui reste néanmoins modeste. Enfin les parlements et les chancelleries restèrent très minoritaires, mais apportèrent un contingent de familles anoblies significatif, avec huit anoblis chacun, soit 9% d'anoblis par le parlement, et 9% d'anoblis par les chancelleries. On remarquera dans l'ensemble que ce fut un anoblissement de proximité, uniquement dans des villes très proches (Auch, Toulouse, Pau), et que les familles anoblies dans des villes éloignées (Lyon, Bourges), au nombre de trois (3,4%), le furent vraisemblablement avant leur installation. Même Bordeaux, pourtant capitale du gouvernement de Guyenne, et dont l'autorité se faisait sentir en Gascogne jusqu'en Condomois et dans les Landes, n'avait quasiment pas d'influence en Gascogne orientale. Les yeux étaient rivés vers Toulouse, capitale juridique régionale, et ville dans laquelle se firent anoblir par charges quatre-vingts familles de Gascogne orientale (90,9%). Il s'ensuit d'ailleurs qu'à mesure qu'on s'éloignait de Toulouse les anoblis se raréfiaient : très nombreux en Rivière-Verdun et en Lomagne, un peu moins en Comminges, ils devenaient exceptionnels en Armagnac, Bigorre et Astarac.

Jaugeons maintenant l'ensemble des familles anoblies : on en a dénombré cent-cinq. L'anoblissement par les fiefs de dignité est demeuré une hypothèse théorique. Celui par le

service des armes est resté infime avec une seule famille anoblie, qui était déjà en grande partie agrégée à la noblesse (0,95%). L'anoblissement par lettres, clairsemé, bénéficia à seize familles, ce qui n'est pas négligeable quoique faible (15,2%)[1771]. L'anoblissement par charges domine largement (83,8%). On ne peut en tirer aucun enseignement à l'échelle du royaume, même si le développement de l'anoblissement par lettres, et surtout l'essor formidable de celui par les charges, font écho à une dynamique générale. Mais en Gascogne orientale l'importance du nombre d'anoblis par charges est ancien puisque dès le XVIe siècle beaucoup de familles furent anoblies par le capitoulat. Capitoulat qui domina toute la période, avec quasiment les deux tiers des familles ayant été anoblies qui empruntèrent cette voie, soit 61,9%. On relève cependant une diversification relative, avec un essor de l'anoblissement par les charges des chancelleries et des parlements au XVIIe siècle qui se maintint au XVIIIe siècle, un développement aussi de l'anoblissement par les charges des bureaux des finances dû à la création d'un bureau à Auch, et on doit en dernier lieu rapporter le cas de familles en cours d'anoblissement à la cour des aides de Montauban, mais dont le processus fut interrompu par la suppression de la noblesse, à laquelle ils ne devaient vraisemblablement pas s'attendre.

Dans l'ensemble, cette part de l'anoblissement est loin d'être négligeable dans la composition de la noblesse gasconne. Les anoblis n'en restèrent pas moins toujours très minoritaires. L'entrée dans la noblesse par le mariage est demeurée faible (avec 13,5% seulement de mariages entre un homme noble et une femme roturière), en partie compensée par les sorties (6,2% d'unions entre une femme noble et un roturier), et ses conséquences étaient limitées dans le temps, puisque les femmes ne transmettaient pas *de jure* la noblesse, leur cas ne pouvant donc point être assimilé à l'anoblissement. On a vu que lors de la seconde recherche des usurpateurs, environ 90% des nobles gascons prétendaient être des nobles « de race ». La proportion des familles anoblies dut probablement augmenter au XVIIIe siècle, mais sans entrainer de bouleversement spectaculaire. Et faut-il rappeler que beaucoup de familles à l'anoblissement plus ou moins ancien avaient tendance à l'occulter et à passer, et se croire de bonne ou mauvaise foi, nobles de race ? On peut présumer de cet anoblissement d'un nombre conséquent de familles que le nombre de personnes nobles aurait augmenté en Gascogne orientale. Toutefois, si des familles pouvaient être anoblies, il ne faut pas occulter que d'autres pouvaient *de jure* perdre leur noblesse, au moins en théorie.

[1771] Il n'y eut que douze lettres, mais puisqu'elles bénéficièrent à seize personnes dont certains étaient frères et d'autres oncle et neveu, c'est bien potentiellement seize familles différentes qui pouvaient faire souche, anoblies.

Titre 2) La cessation de la noblesse

En théorie, le noble pouvait perdre sa noblesse de façon temporaire ou définitive. Dans le premier cas on parlait de « dérogeance » à la noblesse, dans le second cas on employait des termes divers pour signifier la perte complète de la noblesse. Nous verrons dans un premier temps la cessation définitive, puis, dans un deuxième temps, la cessation temporaire.

Chapitre 1) La cessation définitive : la perte de la noblesse

La perte de la noblesse peut désigner la perte pure et simple par une personne noble de son statut noble. Le noble perdant sa noblesse, il devient roturier. Deux cas très différents sont à distinguer : la perte de la noblesse en raison d'une condamnation et la perte de la noblesse en vertu d'une entrée dans le clergé.

Section 1) La perte de la noblesse par une condamnation

Nous suivrons trois étapes dans son étude : examen des caractères de la peine, des raisons de sa non application, et des différents délits contre lesquels elle était prévue.

I) Caractéristiques

C'est en général une sanction légale : elle était prévue par la loi royale, comme une sanction frappant certains délits.

Plusieurs termes furent employés dans la loi pour qualifier cette perte : la « privation » de noblesse, la « dégradation » de noblesse[1772], et la « déchéance » de noblesse. On voit aussi employé une fois en 1555 le terme de « exautoration » de noblesse. Les termes « privation » et « déchéance » qualifient simplement la perte d'un droit acquis. Celui de « dégradation » semble comporter quelque chose de plus. Furetière le définit comme la « destitution d'une charge, d'une dignité, d'un degré d'honneur »[1773]. Pour Loyseau, la dégradation n'est pas une simple privation verbale de l'ordre, mais une privation réelle, par le retrait des marques de l'ordre[1774]. Concernant la « dégradation de noblesse », Furetière relate le cérémonial qui l'accompagnait encore sous François Ier, mais tomba rapidement en totale désuétude par la suite[1775]. Dans l'édit des tailles de mars 1600, les usurpateurs de noblesse furent condamnés à être « dégradés avec déshonneur du tiltre qu'ils auront osé induement usurper »[1776] : ne pouvant les déchoir ou les priver d'une qualité qu'ils n'avaient pas de droit, on les menaça en revanche d'une dégradation, ce qui implique une forme ou un cérémonial déshonorant. Ainsi la dégradation supposait un cérémonial que n'impliquait pas forcément la privation ou déchéance.

Lorsque le noble est seulement déclaré roturier, comme dans les articles 109 de l'ordonnance d'Orléans de 1560, ou 283 de l'ordonnance de 1579, s'agissait-il d'une perte de

---

[1772] C'est le terme employé par Loyseau : « celle de l'ordre est nommée vulgairement degradation, en tant que grade, ou degré est pris pour synonime de l'ordre, bien que proprement les degrez soient les rangs d'un même ordre », (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 59).

[1773] Furetière Antoine, Dictionnaire universel, *op. cit.*, entrée « dégradation ».

[1774] « Quant à la réelle, que nous appellons degradation, celle est plus communément pratiquée ès ordres, qu'ès offices, parce que c'est chose plus ordinaire que les ordres aient quelque enseigne, ou marque visible de leur dignité » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 60).

[1775] Ce cérémonial est tiré d'un ouvrage d'un érudit historiquement sujet à caution, Marc de Vulson de La Colombière (*De l'office des Roys d'armes, des herauds, et des poursuivans*, Paris, 1645, p. 97-103).

[1776] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XV, « Edit portant règlement général sur les tailles, sur les usurpations du titre de noblesse, les bâtards, la rescision des ventes de biens communaux et usagers », Paris, mars 1600 : art. 25 : « La licence et corruption du temps a été cause aussi que plusieurs, sous prétexte de ce qu'ils ont porté les armes durant les troubles, ont usurpé le nom de gentilhomme pour s'exempter induement de la contribution aux tailles ; pour à quoi remédier, défendons à toutes personnes de prendre le tiltre d'écuyer et de s'insérer au corps de la noblesse, […] à peine d'être dégradés avec déshonneur du tiltre qu'ils auront osé induement usurper ».

noblesse ou d'une dérogeance ? La loi étant équivoque, tout dépendrait de l'interprétation des juges. L'article 283 de l'ordonnance de Blois vise un crime qui impliquait une sanction lourde, et paraît faute de précision être général : nous le rattachons à la perte de noblesse. L'article 109 de l'ordonnance d'Orléans vise des cas traditionnellement considérés comme de la dérogeance par la doctrine, et au reste, l'article 48 de l'ordonnance de Blois, qui « déclare » aussi roturier ceux qui prennent des baux ecclésiastiques en ferme, qualifie de dérogeance la prise de bail à ferme. Nous l'avons donc rattaché à la dérogeance.

Certains articles qualifient la perte de déchéance du « titre et privilège » de la noblesse, ou, dans un cas seulement, des « privilèges » de la noblesse. La perte de la noblesse entraînait *de jure* la perte des privilèges qui tenaient à cette qualité. Certains pouvaient cependant être expressément mentionnés dans l'article prévoyant la déchéance, comme la remise à la taille ou le payement du franc-fief[1777].

Les lois évoquent parfois une dégradation « de noblesse et des armes ». Cette dégradation des armes liée à la dégradation de noblesse dans la législation du XVIIe siècle, est tirée de l'ancienne cérémonie de dégradation des chevaliers telle qu'elle était alors rapportée par les érudits[1778]. Cette perte de la noblesse put être associée à la perte des armoiries, ce qui était originairement lié à la dégradation des armes : lorsqu'on dégradait un chevalier des armes de son « harnois », on terminait en lui rompant son écu armorié. La dégradation ou déchéance de noblesse fut aussi à plusieurs reprises liée, dans les dispositions législatives frappant les duellistes, à l'incapacité de tenir des charges. Cette perte de la noblesse était une sanction grave, qui devait frapper les esprits : elle était par conséquent parfois accompagnée d'une autre flétrissure portée à l'honneur de la personne, pour en accentuer la gravité. Il put être déclaré par la même occasion « vilain et roturier », « infâme » ou encore « ignoble ». Un édit de mars 1591 tachait d'un « blasme et infamie perpetuelle » les nobles désobéissants, et allait jusqu'à supprimer « la memoire des vertus de leurs ancestres » pour leur « insigne perfidie »[1779].

Il nous faut éclaircir un dernier point. Parfois l'étendue de la peine variait : certaines lois ne portaient que sur la noblesse de la personne, alors que d'autres précisaient qu'elles étendaient

---

[1777] *ADHP*, 65 J 101, édit du roi pour confirmation des anoblis depuis 1715, Versailles, avril 1771, art. 7 : « […] qu'en conséquence ils soient à l'avenir compris aux rôles des tailles et autres impositions, comme les autres contribuables, et assujettis comme eux aux autres charges publiques. Et à l'égard de ceux qui possèderont des fiefs, terres et seigneuries, et autres biens nobles, qu'ils soient sujets au droit de franc-fief, et puissent être contraints au payement d'icelui, comme nos autres sujets non nobles et roturiers ».

[1778] Vulson de La Colombière, Marc de, De l'office des Roys d'armes, des herauds, et des poursuivans, *op. cit.*, p. 98 : « L'accusé estoit par lesdits chevaliers ou anciens nobles condamné à la mort, et qu'auparavant icelle, il seroit degradé de l'honneur de chevalerie, et ses armes renversées et brisées ». Voir aussi André Favyn, *Le Théâtre d'honneur et de chevalerie*, tome second, Paris, 1620, « Des peines militaires et dégradation de noblesse », p. 1811.

[1779] *ADHG*, 1 B 1971, folio 16, édit fait au camp devant Chartres, le 8 mars 1591.

la déchéance à la descendance. Quand ce n'était pas précisé, les descendants d'un condamné perdaient-ils la noblesse à l'image du condamné ? A l'instar de ce qui était appliqué ès dérogeance, on serait tenté de dire non, pour ceux qui sont déjà nés, et ont donc déjà acquis la noblesse, et oui pour ceux qui ne sont pas encore nés au moment de la condamnation, auxquels le condamné ne pourrait pas transmettre ce qu'il n'aurait plus lui-même. C'est l'opinion majoritaire dans la doctrine[1780]. D'après François Richer, dans son *Traité de la mort civile*, cette distinction ne vaudrait que pour les nobles d'extraction[1781]. Si cette distinction en défaveur des anoblis reste théorique, alors on peut dire que les enfants déjà nés restent nobles, « leur droit étoit acquis, avant que leur père fût dégradé »[1782]. C'est aussi le cas des enfants déjà conçus mais pas encore nés[1783]. Richer pose néanmoins à cette faveur des enfants déjà nés deux exceptions où même les enfants déjà nés perdraient leur noblesse : en cas de crime de lèse-majesté, selon le « sentiment de tous les auteurs » et la consécration de la « pratique », et l'article 15 de l'édit sur les duels de 1679, punissant les duellistes qui feraient appel à un second et ceux-là mêmes qui les seconderaient dans le duel[1784]. Si dans le second cas cela reste douteux, car l'article ne porte pas expressément cette disposition, dans le cas de crime de lèse-majesté,

[1780] L'auteur de l'article « Péculat », du *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, penche pour que les enfants déjà nés soient épargnés : il remarque que « dans un Etat où la noblesse est acquise à l'enfant au moment où il a reçu le jour d'un noble, peut-être n'est-il pas juste que cet enfant soit tout à coup dépouillé d'un bien dont il étoit déjà en possession, parce que son père a prévariqué. Il nous semble que tout enfant né noble, ne doit cesser de l'être que pour son propre fait. Ce ne devroit donc être que du jour où un coupable auroit été dégradé lui et ses descendans qu'il ne lui seroit plus possible de donner le jour à des gentilshommes, parce que de ce moment, la source de noblesse auroit été tarie en lui » (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XIII, entrée « Péculat », article de M. de La Croix, avocat au parlement). La Roque se distingue par son insistance particulière sur la nature et les droits du sang, et non seulement, selon lui, les enfants déjà nés ne perdraient par leur noblesse mais ceux à naître non plus : « la sentence de condamnation ne peut pas nuire aux enfans, ni même à ceux qui seroient conçus depuis la prononciation de l'arrêt ou de la sentence ; car ils doivent être reconnus pour gentilshommes du chef de leur ayeul ou de leurs autres ancêtres, personnes nobles » (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 375). Cette opinion personnelle de La Roque ne bénéficierait qu'aux nobles d'extraction, et non de concession, qui tiennent leur noblesse du roi, non d'aïeux. Elle parait résulter d'un rapprochement assez confus avec la dérogeance.

[1781] Elle ne vaudrait pas pour les anoblis, mais son raisonnement n'est pas clair sur ce point : il ne parle que des anoblis par charges, et pour ces derniers, il écrit que l'anoblissement serait une récompense des services, et donc la faculté de transmettre la noblesse aussi, or s'étant rendus « indignes, par leurs crimes, de recevoir aucune gratification de la société, ils doivent perdre tout ce qu'ils pouvoient prétendre » ; mais les anoblis, une fois anoblis, étaient nobles, leur noblesse faisait partie de leur état, et n'était plus une prétention, cette considération paraît donc *de jure* ne reposer sur aucun fondement, une fois que le titulaire de la charge était définitivement anobli (Richer, François, *Traité de la mort civile, tant celle qui résulte des condamnations pour cause de crime, que celle qui résulte des vœux en religion*, Paris, 1765, p. 263). En revanche, si le titulaire de la charge n'était pas encore anobli lors de la condamnation, alors il est sûr qu'il ne pourrait avoir transmis la noblesse, et pour cause, ne bénéficiant pas encore de la noblesse transmissible.

[1782] *Ibidem*, p. 259.

[1783] L'enfant non né mais conçu avant la condamnation était aussi noble selon Richer : « tout ce que nous avons dit touchant la naissance doit aussi s'appliquer à la conception ; en sorte qu'un enfant conçu avant la mort civile de son père conserveroit sa noblesse, quoiqu'il ne vînt au monde que postérieurement » (*Ibidem*, p. 260). C'était aussi la conception de Loyseau (Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31).

[1784] Richer, François, Traité de la mort civile, *op. cit.*, p. 260.

pour lequel la déchéance était réellement appliquée, on ne s'embarrassait plus de subtiles distinctions. En 1662, l'avocat général de la cour des aides de Guyenne déclara que le crime de lèse-majesté « influe dans toute la race pour lui faire perdre la noblesse », c'est-à-dire au condamné comme à sa postérité, et fut suivi par les magistrats, quoique ce ne fut pas sans discussion et avis contraires[1785].

Quand on avait perdu sa noblesse en vertu d'une condamnation, on n'était plus noble de droit. La chaîne de transmission de la noblesse par la filiation était rompue. On ne pouvait pas la recouvrer. Les descendants du condamné devraient obtenir de nouvelles lettres d'anoblissement, ou un nouvel anoblissement par charge, pour devenir nobles de nouveau. C'était théoriquement logique. Cependant, pour Pothier, on pourrait obtenir des « lettres de réhabilitation », comme pour la dérogeance, lorsque l'on avait été privé de sa noblesse par une condamnation. Si elles étaient plus difficiles à obtenir, néanmoins on recevrait « toujours favorablement la prière de ceux qui demandent à être réhabilités, lorsque ce sont les enfans du coupable qui se présentent »[1786]. On peut déduire de cette opinion du grand professeur orléanais, qui semble défier la logique, la réticence très largement partagée à faire perdre à une famille sa noblesse définitivement.

II) Raisons de sa non application

Cette sanction pénale n'a pas été appliquée, du moins en Gascogne orientale, et sans doute très rarement ailleurs. Tout d'abord parce que les textes qui la prévoient portent pour l'essentiel sur des situations exceptionnelles, par la gravité des crimes. Par ailleurs, la noblesse n'était pas seulement un droit, mais aussi un état de fait, passant par une reconnaissance sociale (« comme il ne suffit pas d'être noble, mais qu'il faut être réputé tel »[1787], écrivait La Roque),

[1785] Bège-Seurin, Denise, « Droit et identité nobiliaire : la jurisprudence de la cour des aides de Guyenne au XVIIème siècle d'après le recueil de Fontainemarie », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 178.
[1786] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 570.
[1787] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 343.

et quand bien même un noble perdrait sa noblesse devant la loi, il n'en resterait pas moins noble socialement, ce qui le conduirait à reprendre son ancien état civil, n'ayant à craindre qu'un contrôle tardif et mitigé de l'administration royale.

Au reste, l'idée même d'une cessation de la noblesse est problématique pour une raison majeure. En effet, si la noblesse n'émane que du prince, il la donne ou la retire, il fixe les exigences que l'on doit respecter pour le rester, et en cas de faute, il sanctionne. Le souverain devrait pouvoir réformer la noblesse, comme faisant partie du droit civil. Comme on l'a vu cependant, la noblesse était pensée par beaucoup comme une qualité naturelle, transmise par la « race », ce qui rendait la perte de la noblesse irréalisable. La noblesse était aussi conçue comme étant transmise par le sang, et lorsqu'on ne vivait pas noblement selon les mœurs du temps, il n'en restait pas moins pour beaucoup que la noblesse comme essence devrait perdurer. Ce sang noble donnerait des droits irréductibles. Loyseau avançait que « c'est un droit commun que les droits de sang et de nature ne peuvent être perdus par moyens civils »[1788]. La Roque a pu écrire que « encore que la dérogeance soit une tache, néanmoins le principe demeurant incorruptible, puisque les droits de sang ne se prescrivent pas »[1789]. La noblesse demeurerait en quelque sorte naturellement, mais non juridiquement. « En un mot », écrit-il ailleurs, « les droits de sang sont inviolables, et les ordonnances civiles ne les sçauroient jamais violer »[1790]. Dans une requête au roi en vue d'une réhabilitation de noblesse de la seconde moitié du XVIIIe siècle, on peut lire que « celuy qui possède la noblesse qu'on appelle naturelle, et de sang, ne peut jamais l'alliéner, puisque l'essence originelle demeure même aux condamnés, et passe à leur postérité »[1791]. Le généalogiste des ordres du roi Chérin lui-même, à la fin du XVIIIe siècle, expliquait, dans le cas d'une longue dérogeance, sur plusieurs générations, que si la noblesse était un droit souverain, et donc imprescriptible, la « race » le serait aussi quant à la perte, et donc les « droits du sang » seraient « aussi forts en ces matières que ceux de la souveraineté ». Il distinguait cependant la noblesse « de race », qui « conservant l'empreinte de son origine, […] subsiste en elle-même et par elle-même », ne pouvant « se dissoudre qu'avec le sang qui l'entretient et la

[1788] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31. On trouve la même idée, que la noblesse de race échappait au pouvoir souverain en raison d'un droit du sang, mais exprimée au sujet des « bâtards », chez Le Bret : « le prince ne peut rien changer sur le droit du sang, et faire que celui-là soit noble de race qui n'en a point du tout, […] la loi imite bien la nature, mais elle n'a pas une pareille puissance, et ne peut faire que ce qui n'est point, soit, et que ce qui est, ne soit point » (Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, trente-cinquième action, p. 523).
[1789] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 383.
[1790] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 339. Thierriat ne dit pas autre chose : « Quant à la naturelle, celuy qui la possede, et l'a tirée de l'ancienneté de sa race, ne la pert pas. […] Car ce qui est de l'essence originelle demeure mesmes aux condamnez, et passe en leurs enfans, parce que ce qui est naturel en eux ne se pert pas par la fiction du droict » (Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 75).
[1791] *ADG*, I 3544, requête de Dominique de Vergès au Roi, seconde moitié du XVIIIe siècle.

recèle », de celle de concession, « dont le titre primordial est connu, qui n'a la force que d'une propriété conditionnelle et donnée avec charge, est véritablement la seule qui puisse finir comme elle a commencé »[1792]. Il était donc admis que la noblesse demeurait, et même pour une longue dérogeance, au moins chez l'ancienne noblesse.

Tirons en les conséquences pour la perte légale de la noblesse. Quand bien même on voudrait retirer les prérogatives nobiliaires accordées par le droit civil, le noble ne conserverait-il pas sa nature noble, transmise par le sang ? C'est ce que pensait La Roque, qualifiant la perte de noblesse de « fiction du droit » : « la noblesse de race au regard de la personne délinquante ne se perd point, ni par le délit, ni par l'infamie, ni par la sentence de condamnation, encore qu'expressément elle déclarât le gentilhomme condamné non noble ou dégradé de noblesse »[1793]. D'après lui, ordinairement, les nobles dégradés furent « relevés et remis au premier état »[1794]. Si cette dernière affirmation reste à prouver, ce qui est difficile faute d'exemples, il est sûr que l'usage par les tribunaux de la perte de la noblesse aurait paru excessif aux nobles, pour qui la noblesse se transmettait par le sang, héréditairement, ce qui garantissait une forme d'autonomie face à un roi qui pourrait devenir despotique en pouvant retirer facilement la noblesse, considérée par beaucoup comme le droit le plus précieux de leur patrimoine.

Et les nobles gascons, que pensaient-ils de ces droits du sang ? S'opposaient-ils à la perte de noblesse définitive ? De fait, la perte pure et simple de la noblesse resta une hypothèse d'école, et s'il y eut des cas de dérogeance, en règle générale les nobles prirent garde de ne pas se mettre en situation de perdre la noblesse, même temporairement. Ils ne furent donc pas amenés à prendre position sur la question telle quelle. Remarquons cependant qu'ils considéraient en général que leur lignée était une « race ». On a vu qu'au XVIe siècle tout particulièrement, les qualités, la vertu, se transmettraient au sein de la race : un cœur bien né serait ennemi naturel du vice, et particulièrement disposé à la générosité[1795]. On a précisé que si la race permettait de préjuger favorablement d'une personne, il était aussi admis qu'elle pouvait « dégénérer ». Si l'on ne prenait soin de son éducation, de lui montrer l'exemple des ancêtres, le noble pouvait perdre la vertu ancestrale, ce qui pourrait l'amener à des comportements susceptibles de privation de la noblesse. L'idée que le sang transmettrait des « sentiments », des qualités positives, fut présente jusqu'au XVIIIe siècle. Si ces nobles gascons

[1792] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XL.
[1793] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 375.
[1794] *Ibidem*, p. 375.
[1795] On a déjà renvoyé à l'incontournable recherche de Jouanna, Arlette, L'idée de race en France au XVIe siècle et au début du XVIIe siècle (1498-1614), *op. cit.*, 1976, plus particulièrement p. 109 et suiv.

pouvaient comprendre que l'on puisse perdre temporairement les privilèges de la noblesse en ne respectant pas le mode de vie noble, une perte définitive et absolue de la noblesse dans le lignage ne devait pas leur paraître possible, car la noblesse demeurerait, après une condamnation, dans le sang du condamné, et même de sa postérité. D'ailleurs, héritier des qualités de ces devanciers, il apparaissait improbable que le noble ne se montre pas à son tour vertueux. La pensée des nobles gascons, quoique moins élaborée, devait rejoindre la doctrine selon laquelle on ne pouvait retirer complètement la noblesse au noble.

Il fut par conséquent communément accepté que lorsque le noble ayant dérogé au genre de vie noble recommençait à vivre noblement, il recouvrait juridiquement sa noblesse. Cependant, il fut admis que pour recouvrer sa noblesse après avoir dérogé, une certaine forme devait être respectée. Le pouvoir royal imposa de passer par lui, par l'obtention de lettres de grâce particulières. La notion de dérogeance est ainsi un compromis entre les mœurs, qui interdisaient au noble de pratiquer une activité matérielle, ou de chercher le profit, et la croyance en la transmission de la noblesse par le sang, qui devrait la perpétuer à jamais tant qu'il y aurait des enfants, en sanctionnant les premiers sans totalement annihiler les seconds. La dérogeance reconnaît donc en creux que s'il y a une perte de la noblesse en droit, des privilèges, néanmoins elle demeure ontologiquement, comme une essence indélébile. C'est ce qui explique le succès judiciaire de la dérogeance, alors que la déchéance de noblesse, cessation définitive, pourtant prévue par plusieurs textes de loi, ne fut quasiment pas appliquée. Visiblement, pour les magistrats, comme pour Loyseau ou La Roque, la noblesse ne pouvait être complètement ôtée aux nobles.

C'est le fait que cette dégradation portait aussi sur la postérité qui faisait le plus répugner à son application. Qu'un membre d'une lignée ait fauté, cela devait-il conduire à l'effacement du souvenir des prédécesseurs par l'extinction de la noblesse, en privant la descendance de la noblesse, qui permettait à la maison de se perpétuer en obtenant places et honneurs ? Le législateur s'en rendit compte, et c'est pour cela qu'en matière de duel ou de querelle d'honneur, il ordonna dans plusieurs cas que la perte serait uniquement personnelle. Dans une déclaration de 1653, il revint même sur la peine prévue par l'édit de 1651 contre les duels, en édictant que les dégradations prévues dans deux articles seraient uniquement personnelles, et ne frapperaient pas la postérité, jugée non coupable, ce afin de rendre la peine « plus pratiquable »[1796].

[1796] *ADHG*, 1 B 1918, folio 68, déclaration du roi contre les duels, Paris, mai 1653 : « Et pour ce que nostre intention dans les peynes que nous avons ordonnées contre les contrevenans à nostre édit, est de les rendre encore plus pratiquables que seures, nous voulons et entendons que les degradations de noblesse dont il est faict mention dans les doutziesme et quatorsiesme articles soint personnelles, et n'ayent lieu que contre ceux qui auront violé

Un autre élément permettrait de comprendre le fait que cette importante législation soit restée inappliquée. Du XVIe siècle jusque dans les deux premiers tiers du XVIIe siècle environ, époque où la déchéance s'est retrouvée dans beaucoup de textes législatifs, la noblesse gasconne, loin d'être toujours docile et policée, pouvait se montrer très violente. La délinquance nobiliaire en Gascogne était d'abord le fait (mais pas seulement) de nobles plus ou moins marginalisés en raison de divers facteurs, comme des bâtards, des pauvres, des cadets de famille, et dont la situation fragile rendait la moindre atteinte à leur honneur insupportable, y voyant une remise en cause de leur statut social[1797]. A cela s'ajoute pour l'ensemble de la noblesse gasconne et aquitaine « un climat général de violence et d'opposition instinctive à l'emprise trop directe du pouvoir central », ce qui se traduisit par une simple désobéissance, une propension à se faire justice soi-même, voire une révolte armée[1798]. Rappelons aussi que jusqu'au milieu du XVIIe siècle beaucoup de châteaux y étaient encore des places fortes, certes aux modestes dimensions, avec peu d'éléments défensifs, mais qui permettaient aux châtelains de jouir d'une certaine indépendance[1799]. La guerre extérieure s'était éloignée de la Gascogne, et l'artillerie rendait fragiles les anciennes fortifications. Dès le XVe siècle progressivement, plus clairement à partir du règne de Louis XIII puis de Louis XIV, on ne songea plus à fortifier son château, mais il pouvait naturellement conserver des éléments défensifs notables, ne serait-ce que par sa situation, ou la présence d'une tour, aussi symbole de domination[1800]. La noblesse avait elle-même conscience des abus que se permettaient certains de ces nobles châtelains, et

nostre edict, sans qu'elles passent à leur postérité, laquelle n'estant point coupable du crime ne doit point aussy avoir part à la punition ».

[1797] Larcade, Véronique, « Gentilshommes brigands, fils indignes et cadets dévoyés : la délinquance nobiliaire en Gascogne, XVIe-XVIIe siècles », dans *Noblesse française et noblesse polonaise. Mémoire, identité, culture, XVIe-XXe siècle*, Maison des sciences de l'homme de l'Aquitaine, 2006, p. 511.

[1798] *Ibidem*, p. 519. Voir aussi Bercé, Yves-Marie, « De la criminalité aux troubles sociaux. La noblesse rurale du Sud-Ouest de la France sous Louis XIII », *Annales du Midi*, 1964, p. 41.

[1799] Beaucoup de seigneurs continuaient de demeurer dans leur château ancestral, quoique d'autres préférèrent s'installer dans un manoir plus proche du réseau routier, ou rendre leur château plus confortable et élégant en l'ouvrant sur l'extérieur avec des fenêtres plus amples.

[1800] Sur ce point on peut consulter le « Verbal de la visitte des villes et chasteaux qui sont ès pays d'Armagnac, Comminges, Rivière-Verdun, Astarac, Nébouzan, Gaure et Haute-Guyenne, fait par le sieur de Puyssegur, vissenechal desdits pays, commissayre à ce deputé par Monseigneur le duc d'Epernon en vertu de sa commission du 12e octobre 1626 ». Jean de Chastenet sieur de Puységur fit en effet en 1626-1627 une tournée des places fortes de Gascogne orientale en vue d'un éventuel démantèlement. Le sieur de Miossens, par exemple, avec le château de Mauvezin, peut commander « toute la lande despuis Montréjeau jusqu'à Trie ». Rares sont ceux à avoir, comme le sieur de Bazordan, à Loubersan, un « chasteau très fort ». Mais ces places fortes restent somme toute rares, et ce sont essentiellement les villes et villages qui attirent son attention. Certains sont encore sous la domination étroite de leur seigneur. Il note par exemple que dans les environs de Lectoure nombre de seigneurs ont des villages « fermés de murailhes avec flancs, tours et guerittes, en très bonne assiette ». Autre source de renseignement, les dénombrements. Si la plupart des châteaux n'y apparaissent que comme des « maisons seigneuriales » ou « salles », parfois dans un état médiocre, on relève ci et là des bâtisses pouvant permettre de se défendre contre une attaque. Ainsi dans un dénombrement du 10 juin 1668, on apprend que le seigneur d'Artagnan, Joseph de Montesquiou, possède une « maison seigneurialle basti en pavilhon, et deux tours quarrés, cernée de fossés, et en déffance de coup de main » (*ADPA*, 16 J 198).

dans ses doléances faites aux Etats généraux de Blois de 1588, elle réclamait que ceux qui possédaient des châteaux et places fortes les feraient soigneusement garder, « en sorte que le plat pays n'en puisse recevoir aucune incommodité »[1801]. Il faudra du temps pour que le gentilhomme campagnard apprenne à se soumettre à l'officier de judicature ou de finance d'une naissance moindre. Le développement de l'institution judiciaire, l'action énergique des intendants, la civilisation des mœurs, l'imitation de la noblesse de cour, l'accroissement de la discipline militaire, et les valeurs spirituelles de la Contre-Réforme, expliquent la diminution de la violence dans la seconde moitié du XVIIe siècle. La criminalité de certains individus perdura, mais la violence devint plus marginale dans la société civile au XVIIIe siècle.

En attendant, dans ce climat de violence, la justice royale peinait à se faire respecter dans certaines provinces, et particulièrement en Gascogne. Des exemples de cette violence nobiliaire et de cette manifestation d'un esprit d'indépendance sont plus symptomatiques quand ils sont dépourvus de liens avec les conflits politiques ou religieux, et qu'ils ne se réduisent pas à la coutumière bastonnade de l'huissier de justice. En 1656, pour des raisons mal élucidées, de nombreux nobles du Comminges et du Nébouzan firent une guerre privée contre les habitants de Saint-Gaudens, et le parlement de Toulouse fut averti des « ravages et desordres que la noblesse de la montaigne commet », qui continuerait, malgré divers arrêts qu'il avait rendus, de « insulter contre lesdits habitans de ladite ville, assasinant les ungs, volant les marchands, enlevant les autres, qu'ils detienent dans les monts Pyrénées, les metant à ranson, en faisant une continuelle guerre à tous les habitans », allant jusqu'à assiéger la ville avec environ huit-cents hommes armés afin de la mettre à sac[1802]. Il leur fut fait défense de vexer et molester les habitants, et de faire des assemblées pour « forcer » la ville. De passage en Couserans en 1667, Froidour attestait que « jusqu'à présent les gentilshommes et le peuple, non seulement de cette contrée, mais aussi de toutes les montagnes, sont fort difficiles à gouverner, qu'ils n'avaient reconnu ni l'autorité de la justice et du parlement, ni celle des intendants, ni des gouverneurs de la province, et que celle du roi y avait été la plus méprisée, […] qu'il n'y avait rien de plus commun que le meurtre ; que les gentilshommes particulièrement, qui par leurs assemblées journalières s'étaient mis en crédit, exerçaient toutes sortes de cruautés et de tyrannies, de manière que les personnes des prêtres et des évêques même n'y étaient point en assurance ». Il assurait cependant que l'intendant Pellot ayant fait quelques exemples en employant la manière forte, « la noblesse particulièrement, qui était la plus indocile, la plus turbulente, et la plus audacieuse du royaume », serait rentrée dans « une soumission dans laquelle il n'y a rien à

[1801] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 3e, p. 143.
[1802] *ADHG*, 1 B 785, folio 114, arrêt de la Grande Chambre du parlement de Toulouse, 8 mars 1657.

désirer »[1803]. Quelques gentilshommes ayant commis des violences contre le gouverneur d'Aspet en Comminges, le sieur de Berthier, et cela ayant entraîné des attroupements, l'intendant Foucault remarquait dans une lettre de 1679 qu'il serait important de ne pas laisser passer « ces sortes de violences et de voies de fait, dans un pays où elles estoient autrefois ordinaires, et où il est nécessaire de contenir la noblesse et les peuples dans le devoir »[1804]. Le même intendant dut faire lui-même le siège du château de Saint-Léonard en Lomagne en 1679, une « maison assez forte », où « les vice-sénéchaux n'ont jamais osé y aller chercher », malgré les condamnations des juges ordinaires et ordres des intendants, car s'y étaient retranchés des gentilshommes accusés d'avoir volé l'argent de la taille à des consuls, de meurtres et de viols, et les vice-sénéchaux étaient en « connivence » ou avaient « l'apréhension » des « principaux gentilshommes de ces quartiers parce que sont parens ou alliés desdits prévenus ». Il comptait faire des exemples afin de rétablir « l'authorité de la justice dans ces quartiers de la Gascogne, où la pluspart des gentilshommes n'est pas acoustumé de recourir aux juges dans les affaires qui leur arrivent, mais bien à leurs amis et aux voyes de fait »[1805]. Dans une autre lettre, l'intendant reconnaissait la difficulté qu'il avait d'obtenir des témoignages sur cette affaire « contre les sieurs de St-Léonard, Biouès, Séguinville, et leurs complices, dont les principaux gentilshommes d'Armagnac qui sont leurs parents mettent tout en usage, et particulièrement les menaces, pour détourner la preuve »[1806]. Mais il ne se montra pas exemplaire avec le maître de céans, écrivant dans une lettre ultérieure qu'il avait traité le seigneur de Saint-Léonard « aussi favorablement que vous l'avés désiré, ayant mesme pour faire la chose plus honnestement pour luy, séparé son affaire d'avec celle des autres accusés de plus grands crimes, et dont on continue l'instruction du procès », rappelant encore qu'il était « parent ou allié de ce qu'il y a de plus considerable dans la province »[1807].

On voit bien que la justice, et même l'autorité royale tout court, peinaient à se faire respecter par les nobles gascons. Dans ces conditions, l'application d'une peine comme la déchéance de noblesse paraissait difficile. Elle risquait de susciter une insoumission jusqu'au-boutiste du criminel, d'ailleurs insaisissable grâce à la solidarité de sa parenté, la complicité de la population locale, et la complaisance des détenteurs de l'autorité, à moins de mobiliser les

[1803] Froidour, Louis de, « Impressions de voyage de Louis de Froidour dans le Couserans en 1667 », *op. cit.*, lettre à monsieur de Héricourt, Castillon, 1er septembre 1667, p. 257-259.
[1804] *BNF*, Fonds français 4303, lettre de Joseph-Nicolas Foucault, intendant de Montauban, au marquis de Châteauneuf, Montauban, 27 avril 1679.
[1805] *BNF*, Fonds français 4303, lettre de Joseph-Nicolas Foucault, intendant de Montauban au chancelier, à Beaumont de Lomagne, 23 juin 1679, autre lettre à la même date à monsieur de Châteauneuf, autre lettre au même du 3 octobre.
[1806] *BNF*, Fonds français 4303, lettre de Joseph-Nicolas Foucault à Colbert, Montauban, 19 juillet 1679.
[1807] *Ibidem*, Montauban, 28 juin 1679.

grands moyens, pas toujours disponibles, de provoquer des récidives ou une impunité frappante, et l'autorité de la décision de justice serait déconsidérée par un condamné poussé dans une fuite en avant. Il était plus facile de s'en prendre aux biens ou à la vie du gentilhomme qu'à son honneur, qu'il conservait d'ordinaire même face à la mort, par le privilège de la décollation. En outre, les liens de solidarité entre la maison du noble et des personnes hauts placées dans l'Etat royal ou dans la magistrature pouvaient conduire le juge à une certaine indulgence dans le prononcé de la peine, cherchant plus à châtier le crime, et à prévenir la récidive, qu'à faire un exemple en ordonnant la déchéance de noblesse.

Cette peine resta donc à peu près comminatoire. La condamnation était symboliquement forte, mais elle n'était pas applicable car elle heurtait trop les mentalités aux XVIe et XVIIe siècles, période où elle fut à de nombreuses reprises prévue par la loi. On notera cependant qu'en cas de crime de lèse-majesté au premier chef la doctrine et, semble-t-il, la jurisprudence, s'accordaient pour l'appliquer au condamné. La reddition de place non justifiée par un gouverneur put aussi occasionner quelques rares cas de dégradation. Au XVIIIe siècle cette peine fut rarement prévue dans les textes législatifs. Elle fut peut-être appliquée aux anoblis depuis 1715 qui ne payèrent pas la finance pour confirmation de leur noblesse créée par l'édit d'avril 1771. En effet, par un arrêt du conseil d'Etat 29 juillet 1784, le roi arrêtait que la peine de déchéance prévue par l'article 7 de l'édit d'avril 1771 n'était pas comminatoire, et que les personnes poursuivies pour le franc-fief ne pouvaient en être acquittées en payant le droit de confirmation, sur le fondement que « le droit de confirmation a un effet rétroactif, et que le délai prescrit pour l'acquitter et la peine de déchéance prononcée contre ceux qui n'en ont pas profité, sont purement comminatoires, quoique le règlement dit textuellement le contraire »[1808]. En conséquence les anoblis admis au payement du droit de confirmation après le délai prévu, et qui n'avaient pas fait enregistrer la quittance de la finance avant la demande du franc-fief, durent payer le droit de franc-fief pour vingt années, et ceux ayant enregistré la quittance avant la demande du franc-fief payeraient ce droit pour le temps écoulé « depuis leur déchéance jusqu'au relèvement qu'ils en auront obtenu »[1809]. La déchéance de noblesse fut donc bien appliquée dans ce cas, même si ce ne fut que pour un temps limité, rien ne démontrant que des anoblis n'aient pas été admis à confirmer leur noblesse. Au reste, la théorie sur les « droits du sang » de la doctrine portait en principe sur les nobles « de race », et rien ne paraissait empêcher que des personnes fraichement anoblies soient effectivement déchues de leur noblesse.

[1808] *ADHP*, Série A, arrêt du conseil d'Etat fait à Versailles, le 29 juillet 1784.
[1809] *Ibidem*.

Il n'en demeure pas moins qu'il est intéressant de rassembler les cas de perte de noblesse à deux titres. D'une part, elle montre ce qui paraissait particulièrement indigne d'un noble, au point d'entraîner la perte totale de sa condition. Elle nous instruit indirectement sur les obligations fondamentales de la noblesse. D'autre part, elle montre les matières où la noblesse était tellement impliquée qu'on pouvait prévoir des sanctions spécifiques contre elle. Elle permet de donner un aperçu d'une criminalité spécifiquement nobiliaire, en ce que la loi prévoyait de les châtier tout particulièrement, comme étant les principaux infracteurs de la loi.

III) Les différents cas de perte liés à une condamnation

La perte de la noblesse était possible dans plusieurs types de cas. Le premier est le manquement au service du Roi : le noble devait servir le roi, et s'il manquait à ses obligations, il paraissait normal qu'il perdît aussi ses droits, qui constituaient théoriquement la contrepartie de ses devoirs (A). La perte de la noblesse était aussi prévue par un certain nombre de textes législatifs, principalement au XVIe et au XVIIe siècle, comme une sanction venant frapper des nobles ayant commis des délits qui se distinguaient par leur gravité (B). Les anoblis qui refusèrent d'acquitter un droit de confirmation de leur noblesse purent également en être déchus (C). Enfin la perte de noblesse est liée à une peine, selon la doctrine juridique : la mort civile (D).

A) Les manquements au service des armes

La noblesse était attachée au « service du Roi », c'est ce qui justifiait ses privilèges. Il semblait donc logique qu'un noble qui ne servait pas le roi perdit sa noblesse. Au Bas Moyen

Âge, alors que la noblesse était associée à la chevalerie, le noble se devait de servir à l'armée. S'il n'était pas question encore de dérogeance, celui qui ne se comportait pas en noble pouvait cependant perdre son privilège d'exemption de l'impôt, et vivre noblement, c'était alors servir le roi à la guerre. Ainsi dans une ordonnance de mars 1395, il était prévu qu'une taille exceptionnelle serait levée, prélèvement dont seraient exemptés les « nobles extrais de noble lignée, non marchandans ne tenans fermes et marchiez, mais fréquentans les armes, ou qui les ont fréquentées au temps passé, et de présent sont en tel estat par bleceures, maladies ou grant aage, que plus ne les pevent frequenter »[1810]. Le noble qui ne guerroyait pas perdait son privilège fiscal. Quoique cette distinction légale ne se retrouve plus avec constance à l'époque moderne, il n'en restât pas moins longtemps dans l'esprit de beaucoup l'idée que le noble qui faisait la sourde oreille au son de la trompette perdrait sa noblesse, ou au moins ses privilèges.

Ce fut l'une des revendications du tiers-état aux Etats généraux de Blois que de faire perdre les privilèges aux nobles qui manquaient au service[1811]. De façon assez inattendue, au plus fort de la guerre civile, Henri IV tenta d'instrumentaliser cette idée en la systématisant : tout noble qui n'aurait d'autre fonction que militaire, et qui n'était pas prêt à servir, serait déchu de sa noblesse. Il s'agissait pour lui de provoquer le ralliement des nobles attentistes. Par un édit donné le 8 mars 1591, rappelant aux nobles leur obligation de défendre le prince et l'Etat[1812], était affirmé le souhait du roi d'« honnorer de quelque remarque qui passe à la posterité ceux qui par ung sy bon service et en une si importante occasion se conformeront meritoirement le tiltre et caractere de noblesse, à eux successivement conservé par leurs predecesseurs au pris de leur sang et de leur vie, comme aussy tacher d'une infamie perpetuelle pour deserteurs de leur patrie ceux qui y fauderont ». En conséquence, il ordonnait que tous les nobles du royaume « faisans profession des armes », ayant entre vingt et soixante ans, fassent enregistrer au greffe de leur sénéchaussée la déclaration de leur résolution de servir le Roi[1813].

[1810] Isambert, Jourdan, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome VI, p. 759, ordonnance donnée à Paris le 28 mars 1395, art. 14.

[1811] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 3e, p. 225, cahier de doléances du tiers-état aux Etats généraux de Blois de 1588, art. 202 : « ceux âgés de vingt ans jusqu'à cinquante, qui ne s'emploieront à votre service, soit en vos armées ou ailleurs par vos commandemens, ou ceux de vos gouverneurs en temps de guerre, soient privés des privilèges de la noblesse, de leurs fiefs et jurisdictions ».

[1812] *ADHG*, 1 B 1971, folio 16, édit fait au camp devant Chartres, le 8 mars 1591 : « le debvoir auquel par les loix divines et humaines il est tenu et obligé, mesmes ceux de la noblesse lesquelz par la pocession immemoriale de leurs ancestres ont la principalle garde et deffance de l'authorité de leur prince et de son estat, en quoy estans bien assurés qu'ilz ne deffanderont point et qu'ils s'employeront de toute leur force et puissance à repousser ».

[1813] *Ibidem*, les substituts des procureurs généraux devaient dresser un rôle des noms et demeures tant de ceux qui feraient les déclarations que des autres, qualifiés de « rebelles », dont il devraient envoyer un exemplaire au procureur général pour l'enregistrer au greffe du parlement, et un au gouverneur, afin « que se soict ung titre à jamais de la fidellité et sincere affection de ceux qui auront servy en ceste dite guerre, qui recommande et illustre leur postérité, et leur en conserve d'un bon exemple, comme par echeult ce soict une marque de blasme et infamie

Pour punir ceux qui ne satisferaient à cet ordre, le parlement devrait leur appliquer les peines portées par les ordonnances contre les criminels de lèse-Majesté au premier chef, en « les privant et desgradant et toute leur postérité du tiltre de noblesse et des honneurs et privilieges qui y sont acquis »[1814]. Cet édit, enregistré par le parlement de Toulouse alors en exil à Carcassonne, ne connut probablement aucune exécution. Il ne s'agissait que d'une manœuvre politique, mais elle témoigne de l'association forte faite entre noblesse et service.

Or il semblerait que la législation médiévale et cet édit eurent une influence, puisque Cardin Le Bret, avocat général à la cour des aides de Paris, fustigea les nobles « n'aïans point de honte de demeurer asservis aux délices de leurs maisons », pendant que d'autres « exposent courageusement leurs vies pour son salut et sa conservation », se bannissant d'eux-mêmes du « Temple de la vertu, qui est la seule demeure et la vraie patrie des nobles de la France »[1815]. Sur ces considérations, il requit que les « nobles de profession d'armes » qui n'auraient pas fait service au roi à la guerre soient déchus de leur privilège[1816]. Suivant ses réquisitions, la cour arrêta le 28 avril 1593 que les « nobles de profession d'armes » qui ne serviraient pas à l'armée « ainsi qu'ils y sont tenus par les edits et ordonnances », seraient cotisés à la taille et « déchus de tous privileges »[1817]. On ne connaît pas d'arrêt semblable dans la Gascogne orientale, et d'ailleurs la taille y étant réelle, l'exemption étant un droit de la terre, la cour des aides ne devait pas s'y préoccuper de la possible oisiveté des nobles.

Hormis le service à l'arrière-ban, qui était justement en train de disparaitre, le service militaire, ni même le service tout court, n'étaient point des obligations juridiques pour les nobles à l'époque moderne. Au XVIe siècle, on assurait encore que les nobles devaient servir le roi à la guerre. Bacquet était convaincu que les nobles le devaient : « lesquels sont tenus suivre nos rois ès armées qu'ils mettent sus la tuition du royaume, et conservation des habitans d'iceluy »[1818]. Beaucoup de nobles gascons gardaient cet état d'esprit au XVIe siècle, servant à l'armée régulière, à l'arrière-ban, ou même sur la base du volontariat. Dans une requête au marquis de Villars, lieutenant général pour le roi en Guyenne, les « gentilzhommes catholicques » du gouvernement exposèrent que « despuis leur jeunesse ilz se sount employés au service du Roy au faict des guerres, où a pleu à Sa Majesté les commander, et mesmes aux troubles advenus en soun royaulme où lesdicts supplians ount expousé leurs biens et vies et la

perpetuelle des autres qui auront pour leurs pechés esté sy abandonnés de l'esprit de Dieu que de conspirer contre leur prince et leur propre patrie ».

[1814] *Ibidem.*

[1815] Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, 3e action, p. 440.

[1816] *Ibidem*, p. 440.

[1817] *Ibidem*, p. 442.

[1818] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 860.

pluspart tués et les maisouns et biens des aultres saccaigés et bruslés »[1819]. Ils déclaraient avoir « le cueur de faire service au Roy comme ilz sount tenus et ount bonne volunté de le faire tout le temps de leur vie »[1820]. On a vu que c'est à cette époque que l'on trouve les réclamations du tiers-état afin que soit accompli ce service, la jurisprudence de la cour des aides de Paris, et l'édit de mars 1591. Mais il est vrai que ce n'était pas vraiment possible, l'arrière-ban fonctionnant peu et mal, et l'armée régulière ayant des effectifs encore assez limités, n'offrant pas assez de charges pour contenter tous les appétits. Ainsi s'explique la réclamation réitérée de la noblesse dans ses doléances, que l'on ne confie pas à un même noble plusieurs charges à l'armée ou à la Maison du roi, afin que tous puissent servir et en être récompensés, réclamation reprise dans les ordonnances de réformation[1821].

Richelieu était encore partisan de la déchéance des nobles de leur statut, ou au moins de leurs privilèges, s'ils ne servaient pas à l'armée, comme il l'exprima clairement dans son *Testament politique* : « je ne fais aucune difficulté de dire, que ceux qui dégénérant de la vertu de leurs ayeuls, manquent de servir la couronne de leurs epées et de leurs vies avec la constance et la fermeté que les loix de l'Etat requièrent, mériteront d'être privez des avantages de leur naissance, et reduix à porter une partie du faix du peuple »[1822]. Par la suite, le gouvernement parut se résigner à ne pas faire servir tous les nobles, peut-être à cause des expériences décevantes des dernières convocations de l'arrière-ban. Louvois écrivait à un intendant que « le roi n'a pas coutume de se faire servir de force par des gentilshommes »[1823]. L'attitude de la noblesse à l'égard du service aux armées a pu rester latitudinaire. André Corvisier a évalué à un noble en âge de porter les armes sur trois ceux qui servaient le roi à l'armée sous le règne de Louis XIV[1824]. Au XVIIe siècle et au-delà, le métier des armes était envisagé par la noblesse en Gascogne non comme la vocation exclusive du noble, mais comme la profession la mieux assortie à sa condition.

Pourtant, il restait fortement recommandé au noble de servir. Lors de la première recherche des usurpateurs, comme nous le verrons, un arrêt de mars 1667 exigea de rapporter la preuve des services de la maison, disposition qui fut abandonnée lors de la seconde recherche.

[1819] *ADG*, I 1629, « Requeste pour la noblesse de Gascougne », seconde moitié du XVIe siècle.
[1820] *Ibidem*.
[1821] Par exemple, Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, art. 113 : « Et afin que les gentils-hommes et autres se puissent ressentir de nos libéralitez et bienfaits, et estre employez à nostre service, ne voulons qu'aucun puisse estre pourvu ci-après de deux capitaineries, ni tenir en nostre hostel et maison deux offices et charges. Et seront préférez à tous autres les gentils-hommes expérimentez, qui nous auront fait service, ou à nos prédécesseurs ».
[1822] Richelieu, Armand-Jean Duplessis de, Testament politique, *op. cit.*, p. 142.
[1823] Cité par Tuetey, Louis, *Les officiers sous l'Ancien Régime. Nobles et roturiers*, Paris, 1908, p. 73.
[1824] Corvisier, André, « Guerre et mentalités au XVIIe siècle », *op. cit.*, p. 224.

Le service du roi, quoiqu'il ait pu couter, pouvait être invoqué, et était même parfois requis, lorsque l'on demandait une place, une pension, un honneur, un don, ou quelque autre grâce au roi[1825]. Un noble qui avait une noblesse ancienne, bien possessionnée, avec de bonnes alliances, mais peu ou pas de services, pouvait se voir discriminé, comme cela a pu se voir pour les honneurs de la cour. Un gentilhomme moins avantagé du côté de la fortune ne pouvait espérer une place à l'Ecole militaire pour son fils ou à Saint-Cyr pour sa fille si lui ou ses prédécesseurs n'avaient servi. C'est ce qui devait justifier les prérogatives de la noblesse, et il était bon de les rappeler lorsque l'on se voyait refuser un privilège d'une façon jugée indue. Ainsi un noble des Quatre-Vallées écrivait en 1789, pour protester de ce que le second ordre n'était pas représenté aux Etats des Quatre-Vallées, que « pour obtenir cette grâce nous l'avons servi dans ses armées, tout le tems que notre âge nous l'a permis »[1826]. On voit qu'hors même de la contrainte morale théorique, qui pesait sans doute beaucoup moins que le goût des armes, la quête de la gloire, la soif d'honneur, et des avantages matériels que procuraient directement un emploi, les services accomplis apportaient des avantages utiles et honorifiques dont pourrait se prévaloir la maison même longtemps après leur accomplissement, et que le service du roi, cette contrepartie aux privilèges, ne saurait être réduite à une charge, même si certains allèrent jusqu'au sacrifice de leur vie[1827]. L'opposition caricaturale entre le commerce et l'armée, comme recouvrant celle de l'intérêt et de l'honneur, ne doit pas faire illusion. Le chevalier d'Arcq avait beau dire que le

[1825] Les services étaient par exemple indispensables pour une érection en fief de dignité, et les lettres patentes reprennent souvent en détail les services du bénéficiaire et de ses ancêtres. Le garde des Sceaux précise à l'intendant à qui il renvoie une demande d'érection en fief de dignité du marquis de Franclieu qu'elle serait favorablement reçue dans la mesure où il est « homme de condition, et que ses ancêtres ont servi avec distinction dans les troupes du Roy et en Espagne » (*ADG*, C 4, lettre du garde des Sceaux à l'intendant d'Etigny, du 20 août 1753). Les services n'étaient cependant pas suffisants, et il fallait remplir d'autres conditions, comme la possession de la haute-justice ou d'un certain nombre de terres.

[1826] *ADHG*, 198 J 3, B 15-42, copie d'une lettre d'un représentant de la noblesse des Quatre-Vallées au ministre des finances, vers juillet 1789.

[1827] On remarque dans les fonds privés que les nobles de province au XVIIIe siècle pouvaient parfois rédiger une requête sur le fondement des services de leur maison, en insistant sur le dénuement de leur famille, qui n'avait généralement aucune chance de réussir sans appuis, et dont l'objet de la demande n'était pas toujours raisonnable. Dominique Joseph de Ruble, officier dans le régiment de Pons infanterie, n'ayant pas de quoi éduquer ses enfants, demande une place à Saint-Cyr pour une de ses filles, eu égard « aux services de sa famille », services à l'armée qu'il détaille (Fonds Blanquefort, « Mémoire »). Le sieur de Tournemire, capitaine dans un régiment de marine retiré du service, rappelle la mort de 3 de ses frères au service, de 2 oncles maréchaux de camp, et « que sa famille ayant depuis plus de 400 ans servi de père en fils dans des emplois de distinction, oubliant quelque fois leur petite santé pour seconder le zèle qu'ils avoient pour le service du roy », afin d'obtenir « un brevet de colonel réformé à la suite de Bayonne ou de Bordeaux, si mieux elle ne vouloit avoir la bonté de luy donner le commandement d'Auch » (Fonds Tournemire, minute de requête). Joseph de Coucy, mousquetaire noir, sous prétexte des services signalés de ses ancêtres, demande au roi une abbaye pour son frère, prêtre, et une autre pour sa sœur, religieuse, afin qu'ils puissent l'aider à se soutenir à son service (Fonds Cahuzac sur Adour, minute de requête au roi). On voit bien que pour eux le service n'était pas la contrepartie des privilèges, mais seulement un devoir qu'ils accomplissaient loyalement, et en échange duquel ils pensaient devoir recevoir des récompenses pour les sacrifices consentis.

noble aurait pour but l'honneur, c'est-à-dire la considération, « à laquelle on immole continuellement l'intérêt », le service du roi n'était pas en tout et pour tout désintéressé[1828].

Au XVIIIe siècle, la proposition du chevalier d'Arcq, que si un noble ne sert pas, et ce d'abord aux armées, qu'on lui retira ses privilèges, reste marginale, quoique probablement partagée par une partie des nobles qui voulaient réaffirmer l'identité essentiellement militaire du second ordre. Dans le cadre de sa conception militaire de la noblesse, il paraissait logique que « un gentilhomme qui ne cherche pas à mériter la noblesse par les moyens qui l'ont acquise, n'est pas digne de la conserver »[1829]. Dans la mesure où le roi aurait garanti à tous un accès à l'armée par la création de compagnies de volontaires, « il peut sans injustice ôter les privilèges de la noblesse à celui qui seroit parvenu à l'âge de trente ans sans avoir pris aucun parti, sans avoir embrassé aucune profession, pourvu que cette punition ne soit que personnelle, et ne puisse rejaillir sur sa famille »[1830]. On notera que si le roi pourrait selon lui ôter un privilège, il ne peut en revanche retirer la noblesse de la famille : car l'un est une concession étatique, l'autre est supposée attachée au sang de la maison.

Il est notable que des nobles gascons ayant fait carrière à l'armée royale associèrent étroitement leur statut au service armé, et auraient bien souhaité qu'on obligeât la noblesse à servir militairement. Pour Monluc, les gentilshommes étaient nés pour porter les armes, et, poussant la logique au bout, qui ne porterait pas les armes ne pourrait plus se revendiquer de la noblesse. Monluc l'affirmait nettement, réclamant la condamnation des gentilshommes qui ont « plus aymé leurs maisons et richesses que l'exercice des armes » : « il n'y a que trop de gentilhommes de telle humeur. Le roy debvroit desgrader telles gens de noblesse, qui sont casaniers et ne commandent qu'aux chiens et levriers, cependant que les autres cerchent les coupz ; et leur semble que c'est assés de savoir donner dans le trou d'une bague »[1831]. Durant la première moitié du XVIIIe siècle encore, le marquis de Franclieu, conséquent avec sa conception militaire de la noblesse, souhaitait que l'on dégrade de la noblesse les nobles qui laissaient leurs enfants dans l'inaction, au lieu d'aller servir le roi, « puisque la noblesse ne devoit se soutenir qu'en continuant la profession des armes »[1832]. Une telle conception était devenue anachronique, même parmi la noblesse gasconne. Lorsque monsieur de Luppé, d'une maison ayant pourtant fourni un grand nombre d'hommes de guerre, notait en 1769 que la

[1828] Arcq, Philippe-Auguste de Sainte-Foix d', La noblesse militaire, ou le patriote françois, *op. cit.*, p. 60.
[1829] *Ibidem*, p. 187.
[1830] *Ibidem*, p. 188. Le chevalier prévoyait par ailleurs des exemptions comme pour les pères de familles nombreuses, les infirmes… Or l'exemple de l'arrière-ban montre que les nobles étaient souvent empressés à se saisir de ces exemptions.
[1831] Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 491.
[1832] Franclieu, Charles de, Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745), *op. cit.*, p. 242.

noblesse « dépendoit originairement du service militaire », c'est qu'il était clair pour lui que ce n'était plus le cas[1833].

Le manquement au service des armes ne fut finalement prévu comme une cause légale de perte de la noblesse que dans deux cas : d'une part, pendant un temps limité, pour avoir fait défaut au service du roi à l'arrière-ban (1), d'autre part, pour lâcheté au combat (2).

1) Le manquement au service à l'arrière-ban

Le manquement au service à l'arrière-ban put être une cause de perte de la noblesse. Mais l'arrière-ban existait-il encore entre le milieu du XVIe siècle et le XVIIIe siècle ? En droit oui, et en fait aussi, même s'il ne s'agissait que d'une survivance du passé qui ne devait plus avoir un rôle militaire de premier ordre, et disparaître au début du XVIIIe siècle. Son existence est importante, car il fut longtemps vu comme l'obligation de la noblesse. On ne peut cependant retracer son histoire à l'époque moderne que très sommairement ici, d'autant que la perte de la noblesse ne fut prévue qu'un temps très limité comme sanction du manquement à ce service.

a) L'arrière-ban en Gascogne orientale

Le ban et arrière-ban était au Moyen Âge l'assemblée en armes des vassaux et arrière-vassaux du roi, convoqués pour le service d'ost[1834]. Après être tombé en désuétude durant quelques décennies, François 1er le convoqua à plusieurs reprises dans les années 1530 et, sans doute à cause de résultats médiocres, se persuada de la nécessité de le réformer[1835]. C'est ce qu'il fit par plusieurs lettres patentes, œuvre qui fut poursuivie par son successeur Henri II[1836].

[1833] *ADLG*, 25 J, A5-14, lettre de monsieur de Luppé-Garrané, au château de Lacassagne, le 23 novembre 1769.
[1834] Pour l'étude de cette institution au XVIe siècle, voir Nassiet, Michel, « La noblesse en France au XVIe siècle d'après l'arrière-ban », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, janvier 1999, p. 86.
[1835] *Ibidem*, p. 96.
[1836] Sur ces réformes, voir la déclaration donnée à Compiègne du 15 octobre 1539 (Isambert, Armet, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XII), les lettres patentes données à Châteaudun le 23 mai 1545 (Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 62), l'ordonnance donnée à Fontainebleau le 9 février 1547 (*ibidem*, p. 64), les lettres patentes données à Fontainebleau le 20 septembre 1551 (*ibidem*, tome second, p. 68), le règlement fait à St-Germain-en-Laye le 23 janvier 1554 (*ibidem*, p. 73), l'ordonnance donnée à Paris le 16 janvier 1557 (*ibidem*, p. 75), et l'ordonnance de

Il faut faire quelques remarques à ce sujet. La première est que le service était dû en raison du fief, et évalué par rapport à ses revenus : les nobles qui n'en avaient pas ne devaient donc pas servir. Les règlements royaux, en réalité, ignoraient les nobles n'ayant pas de fiefs, même si des formules, comme « tous gentilshommes et autres tenant fiefs, subjects au ban et arriere-ban », pourraient laisser croire qu'ils étaient concernés[1837]. Noblesse et féodalité restaient liées inextricablement au milieu du XVIe siècle. En outre, étaient convoqués ceux qui n'étaient pas nobles et pourtant possédaient des fiefs. Cependant dans les faits, c'est bien sur la seule noblesse que le roi comptait pour le service armé. Si certains convoqués n'étaient pas nobles, seuls les nobles seraient « habiles » à servir, alors que clercs et roturiers, eux, contribueraient en deniers ou se feraient remplacer : tel était l'usage[1838]. L'encadrement de l'arrière-ban était d'ailleurs confié à des nobles. L'arrière-ban faisait l'objet de nombreux articles dans les doléances de la noblesse au XVIe siècle, comme les concernant spécifiquement. Il était alors un marqueur de l'identité nobiliaire : servir à l'arrière-ban, c'était aussi prouver sa noblesse. En témoignent les enquêtes de noblesse faites pour entrer dans l'Ordre de Malte[1839]. Alors même que tous les nobles ne servaient pas à l'arrière-ban, ce service était lié étroitement à la noblesse. Toutefois, ce n'était une institution fondée uniquement et entièrement sur la noblesse ni de droit, ni de fait.

La deuxième est que l'arrière-ban fonctionnait mal et ne permit pas de rendre des services efficaces, ce qui explique qu'il retomba en léthargie[1840]. Les convocations de l'arrière-ban ne furent pas régulières. En Gascogne orientale, malgré le manque de sources, on peut relever les convocations qui y furent faites, soit parce qu'elles furent générales dans le royaume, soit grâce à quelques archives éparses : en 1553, en mai 1555, en janvier 1557, en 1558, en

Blois de mai 1579 (Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV).

[1837] Fontanon, Antoine, *op. cit.*, p. 64, ordonnance du 9 février 1547, art. 1.

[1838] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 891. C'est un préjugé nobiliaire qui devait être partagé dans l'ensemble qu'exprime La Noue, lorsqu'il écrivait que les « ignobles » sont « inhabiles » au service personnel et « incapables des actions militaires » (La Noue François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 240).

[1839] Par exemple, interrogé sur la noblesse des familles dont descendait Jean-François de Polastron de La Hillère, Bernard de Lamezan déclara « que tant la maison de la Hillère, de Faudoas, que de Caumont, sont et ont esté tousjours de toute antienetté tenues pour bonnes et antienes maisons de noblesse, et eux vrays gentilshommes de nom et armes, les ayant tousiours veus servir le roy tant aux ordonnances, ban que arriere-ban, au rang des gentilshommes dudit pays » (*ADPA*, 16 J 251, preuves faites le 25 juin 1557, « extrait de son original quy est dans les archifves de la venerable langue de Prouvance », collationné par le secrétaire de ces archives le 20 août 1642).

[1840] Si l'on en croit La Noue, des exemptions délivrées trop libéralement furent une des principales causes du mauvais fonctionnement de l'arrière-ban (La Noue François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 241). Relevons aussi que dans certaines provinces, il est certain qu'il fut effectivement utilisé et joua un rôle militaire dans la seconde moitié du XVIe siècle, comme en Bretagne, ce qui est probablement dû à des spécificités provinciales (Rivault, Antoine, « Le ban et l'arrière-ban de Bretagne : un service féodal à l'épreuve des troubles de religion (vers 1550-vers 1590) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 2013, p. 59).

1567, en 1568, en 1569 au moins en Comminges, en 1570, puis de nouveau en 1572. Les « défaillants » furent semble-t-il nombreux. Ainsi dans la sénéchaussée d'Armagnac, lors d'une convocation faite sous le règne d'Henri II, la contribution devait monter à cinquante-neuf hommes d'armes et 224.75 archers[1841]. Les roturiers, au nombre de trente-deux, furent mis à la fin du rôle, leur contribution devant visiblement se faire de manière différente, probablement automatiquement en argent[1842]. Hormis ces roturiers et quelques ecclésiastiques, le nombre de seigneurs, *a priori* nobles, était d'environ trois cent soixante-seize[1843]. Or, lors de la montre de la sénéchaussée d'Armagnac qui eut lieu à Mauvezin en 1555, il y eut cent soixante-six « sieurs » défaillants[1844]. Si l'on rapporte aux trois cent soixante-seize seigneurs approximatifs du précédent rôle, les cent soixante-six seigneurs ayant fait défaut en 1555, cela ferait quasiment la moitié des convoqués aptes au service ayant fait défaut (44,1 %). En outre, si l'on en croit La Noue, « la pluspart » de ceux qui devaient le service, « tant nobles qu'ignobles, s'en acquitent avec l'argent »[1845]. Une chose est sûre, que ce soit en personne ou en argent, les nobles devaient bel et bien servir dans les années 1550-1570, quoique ce soit de façon épisodique, et pouvaient donc se prévaloir de ce service pour défendre leurs exemptions fiscales, ce dont ils ne se privèrent pas[1846]. Par la suite les guerres civiles rendirent quasi-inutilisable cette institution[1847].

Une raison plus profonde, liée à l'évolution structurelle de l'armée, permet aussi d'expliquer cet échec : c'est la création des compagnies d'ordonnance, bien réglées et attractives pour tout ce que la noblesse pouvait produire de meilleur ès guerre. La gendarmerie drainait les gentilshommes gascons fortunés et ambitieux, et c'étaient des professionnels,

[1841] *ADG*, I 115, « Registre et roolle des nobles et subiects au ban et arriereban de la seneschaucee d'Armaignac », Sd.
[1842] Outre ces 32 roturiers, 10 autres furent compris dans la contribution forfaitaire de 6 archers des Quatre-Vallées.
[1843] Chiffre approximatif à cause des quelques coseigneurs, estimés à deux mais dont le nombre n'est pas précisé, et du cas des seigneurs possédant plusieurs seigneuries, difficile à distinguer sur le rôle de ceux contribuant ensemble, ce qui fait que l'on devrait revoir un peu à la baisse ce nombre de seigneurs, mais il faut rappeler que le service dépendait de la valeur des fiefs, non du nombre de seigneurs.
[1844] *ADG*, I 115, « Roolle des defailhans ou absens a la monstre du ban et arriere-ban d'Armagnac faicte a Mauvoysin » le 11 mai 1555. Vingt-quatre « gens d'eglise » et trente-huit communautés furent aussi compris au rôle de cette montre. Enfin s'ajoute une liste de soixante-seize « roturiers et incapables pour le service personnel ».
[1845] La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 232. C'est là principalement, selon lui, que le bât blesse.
[1846] Le roi ayant ordonné une imposition sur le vin en 1568, la noblesse de Guyenne et de Gascogne refusa d'y participer car elle « pretend n'estre contribuable a telles charges pour le service personnel qu'ilz font au Roy de leurs fiefz nobles » (*ADHG*, 1 C 3796, remontrances des Etats de Guyenne, à Bordeaux le 29 décembre 1568).
[1847] Même si Henri III et Henri IV purent songer à une convocation générale de l'arrière-ban, les circonstances ne permirent pas d'en faire usage. Il n'y eut apparemment qu'une convocation provinciale en Guyenne, en avril 1594. Encore ne dut-elle pas concerner toute la province, alors qu'une partie des nobles et des villes tenait encore le parti de la Ligue. La noblesse d'Armagnac fut bel et bien assignée à comparaître à Lectoure par le sénéchal, mais Michel d'Astarac, gouverneur de la ville, leur refusa l'entrée, « s'excusant que partie de vostre noblesse n'estoit encore remise en vostre obeyssance, et que leur permettant l'entrée ils pourroient s'emparer de ladicte ville » (Lettre des trésoriers généraux de France en Guyenne à Henri IV, Bordeaux, 20 juin 1594, transcrite dans *Archives historiques du département de la Gironde*, tome XIV, Bordeaux, 1873, p. 310). L'assemblée dut être différée.

l'arrière-ban ne pouvant dès lors se départir de son image d'armée de réserve. Y servir, cela pouvait faire passer pour un soldat médiocre, ou pis, un noble de second rang. Loyseau constatait en 1608 que la force de l'armée française résidait « à présent aux soldats soudoyez, soit nobles ou roturiers », et non dans l'arrière-ban, converti en « un léger impost, que payent aussy bien les roturiers que les nobles, s'ils ne vont en personne à la guerre »[1848]. Mais le poids de la tradition allait pourtant continuer de faire végéter cette institution au XVIIe siècle.

L'arrière-ban connut une première résurrection momentanée en 1635. Il fut alors légèrement réorganisé, et vraiment utilisé[1849]. Surtout, il devint à cette occasion une institution nobiliaire autant que féodale : tous les nobles furent désormais compris dans les convocations, même les non fieffés. La monarchie avait depuis longtemps entériné le fait que des roturiers soient seigneurs, désormais elle prenait aussi en compte le fait que des nobles ne possédaient pas de fief. Concernant l'évaluation de la contribution, elle était fixée de nouveau par rapport à la valeur du fief. Les hommagers ayant des fiefs de faible valeur devaient se réunir pour équiper collectivement un chevau-léger à proportion de leur revenu. Etaient cependant aussi convoqués les « personnes faisans profession des armes, et vivans noblement, qui ne possedent aucuns fiefs, mais ont d'autres biens, soit en roture ou rentes constituées »[1850]. Pourtant localement, le « et » fut interprété comme un « ou », et des personnes vivant-noblement mais ne faisant nullement profession des armes furent bel et bien convoquées. Les contours de cette catégorie restaient assez flous : en effet, la qualification de « vivant noblement » ne se limitait pas aux nobles de droit, mais comprenait des bourgeois qui menaient une vie estimée noble. Ces roturiers ou nobles avaient une autre caractéristique : ils ne possédaient pas de fiefs[1851]. Il n'était prévu par le règlement aucune correspondance entre le revenu dont bénéficiait le vivant-noblement et sa contribution, ni qu'il puisse contribuer autrement que par un service militaire. Pourtant, ils contribuèrent financièrement et ne furent pas astreints à servir personnellement.

[1848] Loyseau, Charles, Traité des seigneuries, *op. cit.*, p. 40.
[1849] Sur cette réorganisation, voir le règlement fait à Chantilly le 30 juillet 1635 (*ADG*, I 178, « reglemens du feu Roy Louis XIII sur la convocation du ban et arriere-ban ordonnez estre faits ès années 1635 et 1639 », Versailles, François Muguet imprimeur, 1689), et le règlement fait à Versailles le 17 janvier 1639 (*ADHP*, I 57).
[1850] *ADG*, I 178, « reglemens du feu Roy Louis XIII sur la convocation du ban et arriere-ban ordonnez estre faits ès années 1635 et 1639 », *op. cit.*, règlement donné à Chantilly, 30 juillet 1635, art. 16.
[1851] Certains crurent pouvoir s'en exempter en prouvant qu'ils n'en possédaient pas, comme Arnaud de Salhas, noble de Sarrancolin en Aure, convoqué comme vivant-noblement, qui soutint qu'il devait être relaxé sous prétexte qu'il ne possédait pas de fief (*ADG*, I 2651, déclaration d'Arnaud de Salhas). Le sénéchal trancha en ordonnant qu'il contribuerait pour les 46 livres 10 sols pour lesquels il avait été taxé sur ses biens comme « vivant-noblement », pour l'équipement de noble Pierre Gascon, faute de quoi ils lui seraient confisqués (*ibidem*, ordonnance d'Urbain de Noé, sénéchal des Quatre-Vallées, Castelnau-Magnoac, 9 juillet 1639).

Autre innovation à relever, fut prévu un service militaire sur la base du volontariat, sous les ordres des gouverneurs, qui dispenserait de la contribution à l'arrière-ban[1852].

L'arrière-ban fut effectivement convoqué afin de servir en 1639. On a conservé des rôles de cette convocation, qui eut un peu de retard, le 2 juin en Armagnac, et en octobre en Bigorre. Au total, pour ces deux sénéchaussées, cinq cent-onze nobles, personnes vivant-noblement ou tenant-fief, furent convoqués, quatre cent cinquante-six en Armagnac[1853], et cinquante-cinq en Bigorre[1854]. Dans la sénéchaussée d'Armagnac, on ne dispose de renseignements que sur trois cent soixante-seize des convoqués (82,5%). Sur ce nombre, cinquante-sept étaient défaillants (15%). Les exemptés, déchargés du service, étaient nombreux, et ce pour des raisons diverses (commensaux (3), charges dispensant du service (5), bourgeois de Toulouse et parlementaires toulousains, les mêmes personnes se prévalant souvent des deux causes d'exemption (24), ecclésiastiques (3), décharge par le prince de Condé ou par grâce royale (2), service à l'armée (25), service du fils non marié à l'armée (21) ou du mari (1), service dans les régiments de volontaires levés pour secourir Salces (21), et cas particuliers (5)[1855]) : au total on en compte 108 (28,7%). Il n'y eut que dix-sept servants, c'est à dire nobles qui servirent personnellement à l'arrière-ban. Six gentilshommes furent déchargés du service en Armagnac grâce au privilège qui permettait à ceux qui servaient personnellement de servir dans une autre sénéchaussée. Enfin venaient les « contribuants », au nombre de cent quatre-vingt-sept (49,73%), qui ne servaient pas personnellement (la contribution était en moyenne de quarante livres). Vingt-et-un convoqués payèrent au receveur à l'arrière-ban ou au procureur général. Cent soixante-six convoqués peuvent être compris comme aides : ne devant qu'une portion de cavalier, ils font servir un de leurs pairs, en contribuant à son équipement au prorata de la portion qu'ils devaient.

On ne comptait que vingt-trois servants (6%), proportion de nobles servant personnellement extrêmement faible. Elle n'a rien de surprenant si on la rapproche du rôle d'une montre faite au camp de La Tour, en Roussillon, le 12 septembre 1639, de la compagnie

[1852] *ADG*, I 178, *op. cit.*: règlement du 30 juillet 1635, art. 17.
[1853] *ADG*, I 115, « rolle des taxes faictes sur la noblesse et autres possedans fiefs en la seneschaucee d'Armaignac et comté de Lisle Jordain sur le subject du ban et arriere ban de ladite seneschaucée ».
[1854] *ADG*, I 487, « Registre du ban et arriere-ban de la senechaucée de Bigorre ».
[1855] Adrien de Monluc était détenu à la Bastille, Pierre de Lesarey, juge du Bas Armagnac, fut déchargé tant à cause de sa charge que des frais qu'il fit pour « faire donner les assignations » dans le Bas comté d'Armagnac, et trois convoqués qui n'avaient pas ou très peu de fiefs, semblent avoir posé un problème : cela contribua à les faire décharger, ce qui était contraire aux règlements royaux, mais peut-être que l'un d'entre eux se vit saisir ses biens roturiers. Un est annoté « ne possede rien de noble », le deuxième, « ne possede aucun fief » et « deffaut saisie taxé un huictiesme de cheval leger ». Le troisième fut déchargé sur sa qualité de procureur du roi et « le peu de revenu de son fief ». Cela montre bien qu'il était difficile à l'époque, avec le poids des habitudes, de concevoir le service à l'arrière-ban en dehors du cadre féodal qui l'avait vu naître.

de l'arrière-ban du Comminges, dans laquelle on ne dénombre que dix-sept cavaliers[1856]. On peut l'expliquer en grande partie par la faiblesse des revenus des fiefs de nombreux nobles. Ce n'était pas un problème pour le gouvernement royal, qui avait réévalué à la hausse le revenu étalon pour la contribution d'un chevau-léger, et ce dès le règne d'Henri II. Le gouvernement avait préféré que l'apport de l'arrière-ban soit d'un petit contingent, mais bien équipé et prêt à servir efficacement, plutôt que d'une masse de nobles inutilisables. Elle doit aussi être relativisée en raison des cent soixante-six convoqués qui ne servirent pas personnellement parce qu'ils ne devaient qu'une portion partielle de chevau-léger, et firent servir pour eux à proportion de ce qu'ils devaient : ils acquittèrent donc bien le service par eux dû. La signification de l' « aide » à l'arrière-ban pour eux était sûrement très différente de celle du payement de la taxe : ils devaient avoir le sentiment d'avoir dûment servi le roi. Ensuite, parmi les déchargés, soixante-huit le furent en raison du service qu'eux ou leur fils rendaient, à l'armée régulière ou comme volontaires. Ce qui nous ramène à une proportion de quatre-vingt-onze nobles de la sénéchaussée d'Armagnac qui servirent le roi à l'armée, à l'arrière-ban ou comme volontaire, en 1639. En prenant en compte les cent soixante-six « aides », on en vient à un nombre de deux cent cinquante-sept convoqués sur trois cent soixante-seize (68%), pouvant se prévaloir d'avoir rempli leur devoir de secourir militairement le roi autrement qu'en payant un impôt[1857].

On ne peut comparer les résultats du rôle de la sénéchaussée de Bigorre, puisqu'il est relatif non à l'arrière-ban légalement convoqué, mais à une convocation ultérieure des sujets à l'arrière-ban par Henri de Condé, alors lieutenant général pour le roi aux armées et dans plusieurs provinces dont la Guyenne. Le prince de Condé avait déjà fait appel à des volontaires de la noblesse et des communautés au début de l'été. En Bigorre, comme en Armagnac, des gentilshommes avaient rejoint le prince pour combattre l'Espagnol, tel le marquis de Castelbajac, et s'étaient fait exempter de l'arrière-ban[1858]. Face au retour en force des Espagnols à Salces, tombée en juillet, il décida de renforcer fortement ses troupes en leur faisant de nouveau appel par une ordonnance du 20 septembre 1639[1859]. Or, le prince donna une interprétation toute personnelle à la règlementation royale, la noblesse étant restée selon lui à l'écart en partie « faute de leur avoir donné assez ample cognoissance des voulontés de sa majesté », critiquant au passage les juges mages et procureurs, qui n'auraient pas appliqué la convocation royale avec assez de diligence, et leur ordonnait en conséquence de faire partir en

[1856] *ADPA*, 16 J 264.
[1857] On pourrait ajouter à ce chiffre une trentaine de nobles dont l'exemption tient à ce qu'ils servaient le roi d'une autre manière, comme dans une charge de judicature, de gouverneur, ou de commensal.
[1858] *ADHP*, 42 J, D1-217, certificat du prince de Condé fait à La Palme le 30 juin 1639.
[1859] *ADHG*, 13 J 1, copie de l'ordonnance d'Henry de Bourbon, prince de Condé, Narbonne, 20 septembre 1639.

Roussillon tous les gentilshommes et personnes vivants-noblement capables de servir, à cheval ou même à pied, avant le 27 septembre. Le prince outrepassait la réglementation royale en ordonnant qu'on n'eut point d'égards pour les exemptions à cause de la situation militaire. Surtout, il demandait à tous de venir servir en personne, et non seulement de contribuer à équiper des chevau-légers au prorata de leurs revenus. Dès le 22 septembre, le parlement de Toulouse rendit un arrêt enjoignant à tous les gentilshommes et seigneurs de se rendre « promptement » auprès du prince pour servir sous ses ordres[1860]. C'est le 13 octobre que fut dressé ce rôle bigourdan[1861]. Cinquante-cinq nobles, dont neuf personnes vivant-noblement et faisant profession des armes, comparurent. Trente-quatre convoqués décidèrent de partir servir le roi en Roussillon. Parmi les autres, plusieurs étaient valétudinaires ou effectuaient déjà un service lié à la guerre[1862]. Les nobles bigourdans prirent bel et bien les armes pour secourir Salces. Quoiqu'on soit moins bien renseigné que sur la réponse univoque de la noblesse bigourdane, on dispose d'un rôle dans la sénéchaussée d'Auch, où l'archevêque réussit à mobiliser soixante gentilshommes[1863]. En Comminges, on sait juste que quatre-vingts nobles commingeois y suivirent, en tant que volontaires, le baron de Fontenilles[1864]. On ne peut que rapporter le fait que l'excursion militaire n'eut que de médiocres résultats[1865]. Toujours est-il qu'à la fin du règne de Louis XIII, en Gascogne orientale, les nobles étaient donc encore prêts à aller servir à l'armée, si l'ordre leur en était donné.

Retombé en sommeil après sa réapparition de 1639, l'arrière-ban allait être réemployé sous le règne personnel de Louis XIV. Si la sanction restait la confiscation du fief, tous les nobles étaient bien convoqués, ainsi que les « vivants-noblement », même s'ils n'étaient pas feudataires[1866]. Ces convocations n'ont pas entraîné de réforme significative de la législation,

[1860] *ADHG*, 1 B 1879, folio 297, arrêt de la chambre criminelle du parlement de Toulouse séante en vacations du 22 septembre 1639. L'ordonnance princière fut enregistrée le 26 septembre (*ADHG*, 1 B 1879, folio 301).
[1861] *ADG*, I 487, « Registre du ban et arriere-ban de la senechaucée de Bigorre ».
[1862] Par exemple Jean Dasson, sieur d'Argelès, fut chargé de la conduite de cinquante fusiliers envoyés par la Bigorre, et François d'Antin, sieur d'Ourout, ne pouvait servir à cause d'une commission d'octobre 1639 portant qu'il devait empêcher les habitants du Lavedan de fournir des bestiaux et de faire du commerce avec l'Espagne.
[1863] « Contrerolle de la noblesse menée devant Salces par monseigneur l'archevesque d'Auch, commandée par monsieur de Vic, […] son frère, en l'armée de monseigneur le prince de Condé, pour le service du roy », camp de la Palme, 4 novembre 1639, transcrit dans la *Revue de Gascogne*, tome XXXVIII, Auch, 1897, p. 446.
[1864] 45 J 114/4, Archives départementales de la Somme, décision d'Henri de Bourbon déchargeant Jacques de La Roche, baron de Fontenilles, « commendant en qualité de chef la noblesse volontaire de Comenge », du service à l'arrière-ban, Narbonne, 11 octobre 1639.
[1865] Vaissète Joseph, Devic Claude, *Histoire générale de Languedoc, avec des notes et les pièces justificatives*, tome cinquième, Jacques Vincent imprimeur, Paris 1745, p. 619.
[1866] Un exemple parmi d'autres, dans la sénéchaussée d'Auch en 1703, la lettre de convocation énonce que « l'intention de Sa Majesté étant de n'exempter aucun gentilhomme de ceux qui sont en état de marcher pour son service, monsieur l'intendant m'a ordonné d'avertir tous les gentilshommes de cette sénéchaussée sans exception » (Fonds Baliot, lettre de convocation du lieutenant principal Mariol à Jean-François de Tenet, Auch, 30 mai 1703).

même si des ajustements nombreux purent être faits dans son organisation[1867]. Et pour cause : le ban et l'arrière-ban n'a eu sous le règne de Louis XIV qu'un rôle très accessoire. Il est alors plus que jamais une armée de réserve chargée de tenir ponctuellement les places de province pour décharger les troupes royales permanentes et, qui sait, prévenir une descente ennemie en province. On constate quelques convocations épisodiques : en août 1674, en février 1689, en 1692 au moins en Bigorre, en 1693 au moins en Bigorre et dans la sénéchaussée d'Auch, en 1702 au moins en Bigorre, en 1703 au moins en Nébouzan et dans la sénéchaussée d'Auch, en 1706 dans toute la province de Guyenne-Gascogne. Après le règne de Louis XIV, l'arrière-ban ne fut plus convoqué en Gascogne[1868] . Concernant le rôle militaire de ces troupes sous ce règne, il paraît avoir été nul en Gascogne, si ce n'est en 1674 la charge de garnison, et par la suite de permettre d'éviter de retirer de la frontière des troupes régulières dans l'espoir qu'il pourrait contrer provisoirement l'ennemi en cas d'attaque en Guyenne. En 1674, l'arrière-ban assemblé dans d'autres provinces fit si mauvaise impression que l'institution fut durablement discréditée[1869]. Il s'en suivit que lors des convocations suivantes, il ne semble pas qu'il y ait eu un service effectif, même s'il fut envisagé. Les convoqués firent des montres, mais le ministère ne voyait pas l'utilité que pourrait avoir cette armée de dernier recours. Pour la Bretagne, Stéphane Perréon, qui a fait une des rares recherches poussées sur le sujet, relève son inefficacité militaire, donc son exclusion de la réflexion tactique, et son manque de discipline, avec de nombreuses défections une fois la revue faite : « la lassitude d'une vaine attente, le sentiment - souvent justifié – de l'inutilité de leur présence et des difficultés matérielles et financières les expliquent aisément »[1870].

Un autre point se doit d'être examiné : la réponse des nobles gascons face aux convocations louis-quatorziennes. N'ayant pas trouvé d'archives suffisamment représentatives sur le sujet, comme pour la convocation de 1639, on ne peut que poser quelques jalons à partir

[1867] Un édit de janvier 1693 confirma les dispositions prévues par les règlements de 1635 et 1639 (*ADHG*, 1 B 1924, bis folio 318, édit donné à Versailles en janvier 1693). Sur les modifications, voir les « lettres patentes pour la convocation du ban et arrière-ban » données à Versailles le 11 août 1674 (Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIX) ; et les lettres patentes données à Versailles le 26 février 1689 (*Lettres patentes du roy sur la convocation du ban et arriere-ban en la presente année 1689*, Jean Boude imprimeur, Toulouse, 1689).

[1868] L'intendant d'Etigny écrivait en 1755 au sujet de la charge de sénéchal de Nébouzan, qu' « à l'égard des autres attributs et droits de cette même charge, ils sont les mêmes que ceux dont jouissent tous les sénéchaux, mais réduits presque à rien depuis qu'il n'est plus question du ban et arrière-ban » (*ADG*, C 6, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin du 29 mars 1755).

[1869] Rousset, Camille, *Histoire de Louvois, et de son administration politique et militaire jusqu'à la paix de Nimègue*, tome second, Didier éditeur, Paris, 1862, p. 94 à 102. L'auteur, qui se fonde sur la correspondance de Louvois, en dresse un portrait affligeant tant par sa pauvreté que son indiscipline, parlant d'un « vain épouvantail ».

[1870] Perréon, Stéphane, *L'armée en Bretagne au XVIIIe siècle. Institution militaire et société civile au temps de l'intendance et des Etats*, PUR, Bonchamp-Lès-Laval, 2005, p. 125-126.

d'une documentation fragmentée. Outre les défaillants, il y avait trois cas de figure, les services personnels, la contribution pécuniaire et l'exemption.

Les convoqués pouvaient avoir pour motivation l'idéal chevaleresque, outre le service du roi, la défense de sa patrie ou le sentiment de l'honneur, sentiments auxquels il était fait appel dans les lettres de convocation. L'arrière-ban devait surtout apparaître comme une astreinte embarrassante. En 1674, les convoqués gascons durent servir effectivement. L'ennemi ne s'étant finalement pas présenté, ce service fut réduit à la comparution lors de montres, parfois éloignées du domicile, et à la garnison de places fortes. Pour la suite, on dispose d'un seul rôle dont on ne peut tirer que des enseignements limités : celui de la montre faite le 30 mai 1693, à Auch, des gentilshommes « qui doivent servir la presente année au ban », soit vingt gentilshommes[1871]. Dix-huit des convoqués comparurent en équipage, dont quinze « en bon equipage » et trois « en très bon equipage »[1872]. Deux furent absents et donc leurs fiefs devraient être saisis, mais l'un obtint un sursis d'une huitaine de jours. Même si l'échantillon n'est pas représentatif, puisqu'il ne s'agit que de ceux ayant charge de servir, on notera que lors de cette petite assemblée, 90% des convoqués comparurent en équipage et visiblement prêts à servir. La proportion de ceux qui servaient personnellement restait extrêmement réduite, et les autres durent contribuer à l'équipement de ces derniers, ou payer une taxe, alors que les nobles aisés avaient souvent déjà de l'emploi et étaient exemptés.

Durant la guerre d'Espagne, les convocations eurent pour but de défendre la province contre une invasion jugée imminente. Les convoqués étaient donc appelés à servir personnellement, et devaient comparaître en bon équipage. Mais les convocations ne furent pas toujours suivies d'assemblées ou de montres, l'idée étant de « ménager » la noblesse : le convoqué devait se tenir prêt, et attendre des ordres, qui parfois ne devaient pas venir[1873].

Sans motif d'exemption (les mêmes qu'en 1639) ou de décharge du service personnel, et ayant un revenu suffisant pour faire un cavalier, le convoqué devait servir personnellement. En cas d'incapacité (la plus souvent alléguée est la maladie), le convoqué était déchargé du service personnel. Cela ne l'empêchait pas de contribuer de ses deniers ou de fournir un remplaçant. Si certains servaient personnellement, beaucoup préféraient se contenter de

[1871] *ADG*, I 178, montre faite devant Irenée Daspe juge mage, à Auch, le 30 mai 1693.
[1872] Les gentilshommes gascons, à la fortune souvent médiocre, ne devaient pas tous avoir une monture et un armement adapté à la guerre telle qu'elle était faite à l'époque, mais rappelons que cet équipage devait être fourni pour plusieurs d'entre eux avec l'assistance de plusieurs « aides », et que le désir de paraître devait obliger le servant à soigner son équipage
[1873] *ADHP*, I 57, lettre anonyme concernant la convocation de l'arrière-ban à Langon, fin du XVIIe siècle.

contribuer en payant la taxe. Des dénombrements étaient exigés afin de l'évaluer[1874]. Les nobles ou roturiers fieffés ne contribuaient que sur les revenus de leurs fiefs et biens nobles, alors que les nobles non fieffés, personnes vivant-noblement, et faisant profession des armes, sur l'ensemble des revenus de leurs biens roturiers[1875]. Durant la guerre d'Espagne, toute la noblesse provinciale put être appelée à se tenir prête à marcher sans qu'il soit possible de payer.

La monarchie semble avoir tout tenté pour remettre en état de servir l'arrière-ban. Son échec peut tenir à l'évolution militaire[1876]. Quant à la noblesse provinciale, elle pouvait trouver ces convocations incommodantes et peut-être inutiles. L'envie de paraître, de montrer des marques de sa noblesse, devait réellement être assez faible, car la haute et la moyenne noblesse préféraient des charges à la cour, à l'armée de métier, ou dans les parlements, qui permettaient d'effectuer des services autrement prestigieux et durables. En province, le service dans l'armée régulière était toujours considéré par la noblesse comme « bien plus avantajus » que celui à l'arrière-ban[1877]. Ce qu'ils voulaient, souligne Jean Chagniot, « ce n'est pas remplir un devoir militaire, c'est obtenir un emploi dans l'armée royale »[1878]. Il faut aussi rappeler que les nobles n'envisagèrent progressivement d'autre service que celui qui se faisait à une charge de commandement. Les charges d'officiers, comme hier de gendarmes dans les compagnies d'ordonnances, paraissaient devoir absorber presque entièrement les vocations militaires des nobles. A côté, l'arrière-ban faisait pâle figure. Et en haut lieu, la mobilisation de ces hobereaux mal équipés, et affectés à des tâches peu gratifiantes, dépitait, ou faisait sourire[1879].

Sous le règne des deux derniers monarques avant la Révolution, l'illusion chez les nobliaux que leurs aïeux avaient effectivement servi le roi lors des dernières convocations gagna les esprits. Les lettres de convocation ou les certificats de service, qu'avaient pris soin

[1874] Lors de la convocation de 1689, les convoqués durent présenter leurs dénombrements devant les juges mages, commis par les sénéchaux pour la convocation : « Declaration que met et baille par devant vous monsieur maistre Guillaume d'Aignan, commissaire du Roy juge mage et lieutenant general en la seneschaussée de Bigorre, comissaire subdelegué pour la convoquation du ban et riere ban dans le pais et compté de Bigorre, noble Jean-Francois de Casaux seigneur de Boulin », Tarbes, 13 mai 1689 (*ADG*, I 819).
[1875] *ADHP*, 65 J 367, ordonnance de Louis Bazin de Besons, intendant de Bordeaux, Bordeaux, 6 mai 1693.
[1876] D'un point de vue stratégique, André Corvisier considère que « d'intérêt militaire nul, sauf dans les guerres civiles, l'arrière-ban fut conservé au XVIIe siècle à cause de l'effet moral qu'il produisait dans le pays en mobilisant les esprits pour la défense du royaume. […] La guerre « réglée » qui s'instaure dès la fin du règne de Louis XIV, mettant les populations hors des opérations militaires, sauf dans les villes assiégées, et le développement de l'art militaire devenu le fait de professionnels » eurent raison de l'arrière-ban, dont l'obsolescence ne faisait plus de doute (Bély, Lucien (dir. par), Dictionnaire de l'Ancien Régime, *op. cit.*, entrée « Ban, arrière-ban », p. 123).
[1877] *ADG*, E 108, lettre de monsieur de Grossolles à Lucrèce de Roquemaurel, Saint-Martin, 6 juin 1674.
[1878] Chagniot, Jean, « Guerre et société au XVIIe siècle », *XVIIe siècle*, juillet-septembre 1985, p. 252.
[1879] Assurément, c'est pour le ridiculiser devant un public de courtisans, que Molière faisait dire à monsieur de Sotenville, un personnage qui caricature le noble provincial fat et entiché de sa noblesse, qu'il eut « l'honneur, dans ma jeunesse, de me signaler, des premiers, à l'arrière-ban de Nancy » (Molière, Jean-Baptiste Poquelin, George Dandin ou le mari confondu, *op. cit.*, p. 132).

de se faire délivrer les convoqués, furent soigneusement conservés dans les archives nobiliaires, afin de venir agrémenter les généalogies et surtout les preuves de noblesse[1880]. Alors même que les roturiers pouvaient être convoqués comme personne tenant fief, ou vivant-noblement, et même servir, la présence sur un rôle ou un certificat de service à l'arrière-ban furent allégués comme prouvant la noblesse de la famille, aidée en cela par les documents officiels qui parlaient de « convocation » ou d' « assemblée » de la noblesse. Ainsi pour le père Ménestrier, « les registres d'arrière-ban, et les témoignages des services rendus quand la noblesse est convoquée » permettraient de prouver une ancienne noblesse[1881]. Chérin fils lui-même considérait que les certificats à l'arrière-ban prouveraient la noblesse[1882].

L'existence de l'arrière-ban jusqu'à l'orée du XVIIIe siècle, grâce à sa réapparition épisodique, est très importante pour l'histoire de la noblesse. Sa fin détacha la noblesse de sa fonction sociale traditionnelle, telle qu'elle était formulée par Loyseau au début du XVIIe siècle : « les gentils-hommes ont gardé soigneusement cette franchise, de n'être tenus à aucuns subsides, ny autres devoirs, fort d'assister le roy ès guerres »[1883]. Si la fin de ce service ne veut absolument pas dire que beaucoup de nobles ne servaient plus le roi à l'armée ou ailleurs, toutefois disparaissait avec l'arrière-ban, l'institution qui symbolisait ce service, et justifiait théoriquement les privilèges de la noblesse. Jusqu'à la mort de Louis le Grand, la noblesse dans son ensemble put prétendre remplir son devoir de service, quoique les occasions se firent de plus en plus rares. L'auteur d'un *Traité du ban et arrière-ban* écrivait en 1675 que « au regard des nobles, soit qu'ils ayent des fiefs ou non, ils doivent marcher en guerre quand ils sont mandés, parce que le Roy les ayant élevés en un ordre au-dessus du tiers-estat, et gratifié de plusieurs privileges, il est juste qu'ils reconnoissent ces bienfaits par leurs services »[1884]. En 1789, en pratique, l'obligation n'existait plus, alors que les privilèges, eux, subsistaient.

[1880] On n'en trouve pas moins de trois pour les seules convocations faites sous le règne de Louis XIV dans le Fonds d'Espouy de Caubous. Ces certificats étaient parfois imprimés sous la forme d'un formulaire, et remis, une fois complétés et authentifiés du sceau des armes et du seing des commandants du ban, aux convoqués, comme le certificat délivré par le maréchal d'Albret au sieur de Caubous, à Dax, le 12 juillet 1674.
[1881] Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse et les manières d'en dresser les preuves, *op. cit.*, p. 122.
[1882] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XXIX. Autre exemple, l'auteur d'un « Modèle pour servir à la réception de messieurs les chevaliers de Malte » considérait les « convocations aux bans et arrière-bans » comme des titres prouvant la noblesse (*ADG*, I 2214, imprimé à Lyon, 1727, p. 12).
[1883] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 24.
[1884] Lalande, Jacques de, Traité du ban et arriere-ban, *op. cit.*, p. 32.

b) La sanction du manquement au service à l'arrière-ban

Plusieurs ordonnances médiévales prévoyaient une dégradation de la noblesse pour les nobles qui n'accompliraient pas le service qu'ils devaient au roi en raison de leur fief[1885]. Au milieu du XVIe siècle, la peine encourue par les défaillants n'était cependant que la confiscation de leurs fiefs, et l'interdiction de porter les armes[1886]. Le règlement de janvier 1554 ne parle plus que de saisie du fief pour « desobeissance »[1887]. Cette sanction fut bel et bien appliquée en Gascogne sous le règne d'Henri II[1888]. Le fait que l'on ne privait plus alors de la noblesse peut s'expliquer par ce que le service à l'arrière-ban avait encore un caractère uniquement féodal, dans la mesure où seules les personnes tenant fiefs devaient servir. Or parmi ces tenants-fiefs certains n'étaient pas nobles. La saisie des fiefs devait aussi paraître comme une sanction suffisamment lourde pour qu'il ne semble pas nécessaire de recourir à d'autres peines comme la dégradation de noblesse, les nobles ne devant pas chercher à se défiler face à une mesure qui serait déjà catastrophique pour leur patrimoine. Sous Charles IX cependant, les défaillances restèrent sûrement impunies à cause de l'affaiblissement du pouvoir.

L'article 277 de l'ordonnance de Blois prévit que le noble faisant profession des armes qui ne se rendrait pas à la convocation de l'arrière-ban perdrait sa noblesse[1889]. Mais en Gascogne orientale, l'arrière-ban ne fut pas utilisé dans les années qui suivirent. Donc entre

[1885] Robert Chabanne cite une ordonnance de 1392 et celle de 1439 (Le régime juridique des armoiries, *op. cit.*, p. 176).

[1886] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 64, « ordonnance sur l'ordre, equippage et service que sont tenus faire vassaux et arriere-vassaux subiects au ban et arriere-ban, tant nobles que roturiers et non nobles », Fontainebleau, 9 février 1547, art. 13 : « […] auquel tous subiects audit ban seront tenus comparoir en l'equipage cy dessus declaré, souz peine de confiscation de leurs fiefs, et d'estre privez à iamais de porter armes. Et en attendant que la declaration judiciaire d'icelle confiscation soit faite, nous voulons incontinent et sans deport estre procedé à la saisie de leursdits fiefs, et nos receveurs ordinaires plus prochains des lieux y estre establis pour commissaires. Laquelle saisie ne pourra estre levee sans nos lettres patentes commandees de nous. Et defendons à tous nos iuges, de n'en faire aucune main-levee, fors en vertu de nosdites lettres, souz peine de privation de leurs offices ».

[1887] *Ibidem*, tome second, p. 73, « reiglement contenant l'interpretation, correction, et modification de certains articles de l'ordonnance de l'an 1553, qui est au chapitre quatriesme », St-Germain en Laye, 23 janvier 1554, art. 4.

[1888] Le 9 mars 1557, à Puntous en Magnoac, François de Rivière, seigneur de Puntous, Laroque, et Peyret, reconnaît être tenu de payer 250 livres à Géraud de La Forgue seigneur de Gresian, pour les « biens et agreables services qu'il luy a faict, et mesmement sur la faicherie qu'il a eu de sa main-mise que luy a esté faict sur son bien et seignorie dudit de Riviere audit Puntous, La Roque, et Peyret, pour non comparoyr au rierebent assigné par le Roy ou son comys a Bourdeaulx », dont 50 livres « pour hoster la main mise » sur certaines pièces de terre (*ADHP*, I 112, extrait par Vergès, notaire de Castelnau, le 7 avril 1595).

[1889] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance donnée à Paris, mai 1579, art. 277 : « Avenant nécessité de guerre, tous gentilshommes faisans profession des armes, seront tenus de prendre les armes, et se rendre là par où il leur sera par nous commandé, pour nous servir, suivant l'obligation de leurs fiefs, ainsi qu'il est porté par nos ordonnances, à peine de privation du titre de noblesse, et de leurs fiefs ».

1579 et 1639, l'arrière-ban ne fut pas convoqué en Gascogne orientale, sauf en 1594, et encore ce ne fut qu'en Armagnac, et pendant une période de désorganisation politique et judiciaire telle qu'il ne fut sûrement pas question d'appliquer une telle sanction, alors que le pouvoir royal restait affaibli, et que le roi cherchait à rallier la noblesse hostile à son accession au trône. Cette disposition ne put donc pas être appliquée durant ces six décennies.

Elle disparut avec la déclaration royale de 1635. En cas de défaut, la sanction était dès lors la confiscation du ou des fiefs, et l'interdiction de porter les armes à l'avenir[1890]. Des fiefs furent bien saisis à la requête du procureur du roi, comme on peut le voir sur le rôle de la montre de 1639 dans la sénéchaussée d'Armagnac. Mais il reste fortement improbable que la justice soit allée jusqu'à confisquer les fiefs. En réalité, soit lorsque les saisies auraient permis d'atteindre la taxe du fief, soit lorsque le noble saisi faisait opposition à la saisie sous quelque prétexte de retard, et acquittait la taxe, son fief devait lui être rendu. Quant à l'interdiction de porter les armes à l'avenir, celui qui en 1639 n'était ni présent à la montre de l'arrière-ban, ni parti dans une compagnie de volontaires gentilshommes, ni au service dans les compagnies régulières, n'avait probablement pas pour projet de les porter en quelque temps que ce soit. La saisie et confiscation des fiefs resta la peine encourue sous le règne de Louis XIV : ordre était donné aux convoqués « toutes excuses cessantes, et sur peine de saisie et confiscation de leursdits fiefs et arriere-fiefs, à se mettre en armes, monter et équiper selon qu'ils seront tenus et obligez de faire pour nôtre service »[1891]. Mais là encore, si le risque de saisie était réel, il ne fut pas question d'aller jusqu'à la confiscation des fiefs, pourvu qu'ils acquittent la taxe[1892].

On trouve une ultime manifestation de l'obligation de répondre à une convocation à servir le roi à l'armée sous peine de perte de la noblesse en 1637. La Grande Chambre du parlement de Toulouse en brandit la menace dans un arrêt du 7 juillet, afin d'obvier à une possible invasion espagnole du Languedoc. Le procureur du roi déclarait qu'il n'était pas nécessaire d'exciter la « généreuse noblesse », convoquée par le gouverneur, à aller là où elle courait, mais s'enquerrait quand même de discerner les nobles qui faisaient leur devoir des autres. Les gentilshommes devaient donc se rendre auprès du gouverneur sous peine d'être

[1890] *ADG*, I 178, « Règlement sur la convocation du ban et arrière-ban » donné à Chantilly le 30 juillet 1635, art. 2 : « […] sur peine de confiscation de leurs fiefs, et d'estre privez à jamais de porter armes, sinon qu'ils eussent, excuses legitimes ; […] Et attendant que la declaration judiciaire de la confiscation des fiefs soit faite, veut Sadite Majesté estre procedé à la saisie d'iceux, et ses receveurs plus proches des lieux y estre établis commissaires ; défendant à tous juges, à peine de privation de leurs charges, d'en faire aucune main levée, qu'en vertu de ses lettres patentes commandées par Sa Majesté ».

[1891] Lettres patentes du roy sur la convocation du ban et arriere-ban en la presente année 1689, *op. cit.* : lettres patentes données à Versailles le 26 février 1689, p. 4.

[1892] Lalande, Jacques de, Traité du ban et arriere-ban, *op. cit.*, p. 72.

déchus du titre de noblesse[1893]. Cependant, lorsqu'une telle convocation fut faite en 1639 en Guyenne, cette peine ne fut pas expressément prévue. L'arrière-ban n'entraina donc pas de perte de la noblesse en Gascogne orientale, et moyennant quelques désagréments financiers passagers, la peine devait être purgée.

2) Le manquement au courage nobiliaire

La noblesse était encore associée à la chevalerie au XVIe siècle, et un noble qui commettrait une lâcheté, manquant à la vertu chevaleresque, apparaîtrait comme ignoble. Brantôme témoigne de cet état d'esprit chez les nobles. Il a écrit plusieurs pages sur les « poltrons » à la guerre, manifestant sa répulsion pour eux, et rapporte l'opinion de l'amiral Coligny, qui voulait châtier de façon exemplaire un gentilhomme ayant manqué de courage, « pour servir d'exemple à ceux qui, ne pouvans estre induictz par l'honneur à bien faire, qu'ilz le fussent par la craincte du supplice, ou du deshonneur ou desgradement des armes »[1894]. D'après Guy Coquille, la noblesse elle-même se perdrait pour « acte de vilité de cœur au fait des armes »[1895]. On en trouve effectivement deux manifestations dans la loi.

La gendarmerie devait incarner cet esprit chevaleresque, et elle fut réservée à la noblesse par l'article 288 de l'ordonnance de Blois. Pour préserver l'honneur de ce corps et éviter qu'il ne soit déshonoré par une lâcheté trop flagrante, l'article 290 de l'ordonnance de Blois ordonna que « ceux qui auront abandonné leur enseigne au combat, seront dégradez des armes, declarez ignobles ; et comme roturiers, assis et imposez à la taille »[1896].

Il n'est pas à écarter que l'ordonnance s'inspira des dispositions plus anciennes appliquées aux gouverneurs qui rendaient les places qu'ils devaient garder, et passaient pour couards. C'est en référence à cette pratique qui eut cours jusqu'au XVIIe siècle que Furetière écrit dans son dictionnaire qu' « un gouverneur qui rend lâchement sa place est dégradé de

[1893] *ADHG*, 1 B 1879, folio 193: « La cour, ayant esgard à ladite requeste, a enjoinct et enjoinct à touts seigneurs et gentilhommes de ceste province de se rendre promptement et sans dellay près du gouverneur et lieutenent general pour le roy en icelle, suivant l'ordre que leur en a esté par luy donné, à pene d'estre decheus du tiltre de noblesse et d'estre declairés roturiers eulx et leur posterité, ordonne neantmoings ladite cour qu'à la dilligence dudit procureur general cest arrest sera envoyé par toutes les senechaucées et judicatures royales de la province ».
[1894] Brantôme, Pierre de Bourdeille dit, *Œuvres complètes,* tome quatrième, Paris, 1868, p. 24.
[1895] Coquille, Guy, Traité des ordonnances, tome 1, *op. cit.*, p. 105. Elle se perdait aussi selon lui pour « rebellion à justice aggravée de circonstances », ce qu'il ne justifie pas.
[1896] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 290.

noblesse »[1897]. Cette dégradation pour avoir rendu une place avait frappé et resta longtemps dans les esprits, quoiqu'elle ne fût quasiment pas appliquée. En 1744, lors de la guerre de succession d'Autriche, Gilles-Gervais de La Roche, fils du seigneur de Gensac en Lomagne, lieutenant-général des armées du roi, et alors gouverneur de Lauterbourg, jugeant que la place était indéfendable avec des troupes de miliciens mal aguerries, capitula devant des forces autrichiennes bien supérieures en nombre. La rumeur fit que l'on crut que le gouverneur de la place avait capitulé par peur, et un bourgeois parisien nota dans son journal que « monsieur de Gensac » avait été renvoyé devant le conseil de guerre, et qu'il se disait « qu'il a été condamné à dix ans de prison, dégradé de noblesse et de grade, et ôté la croix de Saint-Louis »[1898]. En fait, s'il passa bel et bien devant le conseil de guerre, il fut innocenté[1899]. Mais il est intéressant de constater que la dégradation de noblesse restait associée à la lâcheté sous le règne de Louis XV.

La seconde occurrence de cette dégradation de noblesse pour lâcheté est dans une déclaration d'août 1635 par laquelle le pouvoir royal entendait lutter contre les désertions à l'armée, alors que la France venait d'entrer en guerre contre l'Espagne. Les officiers gentilshommes qui quitteraient l'armée sans congé étaient dégradés des armes et de la noblesse, et privés à jamais de l'emploi d'officier à l'armée[1900]. La sanction des officiers roturiers était bien plus sévère puisqu'ils étaient eux dégradés des armes, mais aussi condamnés aux galères pour un temps arbitraire.

Il semblerait que l'on puisse rattacher à cette législation une décision prise en août 1639, quoiqu'elle soit bien plus sévère. Charles de Schomberg, gouverneur du Languedoc, qui

---

[1897] Furetière Antoine, Dictionnaire universel, *op. cit.*, entrée « dégrader ». Nous n'en avons trouvé que deux occurrences à l'époque : celle du capitaine Franget, qui donna la place de Fontarabie aux espagnols, et fut dégradé de noblesse et d'armes à Lyon en 1524 (Favyn, André, Histoire de Navarre, *op. cit.*, p. 724) et dans les *Mémoires* du maréchal de Bassompierre, où il raconte que le gouverneur qui rendit le fort de Brême, en Lombardie, en 1638, fut décapité à Casal, et que l'on fit « dégrader de noblesse le capitaine qui estoit sous luy » (Bassompierre, François de, *Mémoires du mareschal de Bassompierre*, Tome II, Amsterdam, 1692, p. 739). Mais le gouverneur de cette place perdit-il la noblesse ? Il ne semble pas. Il s'agissait de Pierre-Paul de Percin, seigneur de Montgaillard en Lomagne. Ces descendants ne se virent pas contester leur noblesse, et un marquisat de Montgaillard fut même érigé en 1671. Selon les généalogies de la famille, le gouverneur aurait été réhabilité, mais aucune n'en fourni la preuve. Robert Chabanne en rapporte quelques autres exemples (Le régime juridique des armoiries, *op. cit.*, p. 278, note 49), comme Véronique Larcade pour l'année 1636 (Les cadets de Gascogne. Une histoire turbulente, *op. cit.*, p. 305).

[1898] Barbier, Edmond-Jean-François, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763), ou Journal de Barbier*, troisième série, Paris, 1857, p. 528.

[1899] Nous avons d'ailleurs consulté le Fonds de Gensac (*ADTG*, 20 J Gensac), où on trouve les archives de la famille de La Roche-Gensac, dans lesquelles rien ne laisse penser qu'il y eut une dégradation de noblesse, sanction qui n'aurait pas manqué de laisser des traces.

[1900] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVI, « déclaration contre les déserteurs », Chantilly, 8 août 1635, art 2 : « Que les chefs et officiers qui seront retirez des armées sans congé de nos lieutenans généraux, duement signez et scellez, s'ils sont gentilshommes, soient dégradez des armes et noblesse, eux et leurs successeurs déclarez roturiers à perpétuité, et eux incapables de jamais posséder charges dans la guerre ; voulons et ordonnons qu'ils soient compris ci-après aux rolles des tailles, et imposez pour icelles par les élus et asséeurs, à peine d'en répondre en leurs propres et privez noms ».

participait aux opérations en Roussillon, écrivit au prince de Condé que « le sieur de Gensac et ses quatorze capitaines viennent d'estre condamnés à estre dégradés de noblesse, estranglés et pendus, leurs biens acquis au roi »[1901]. Il s'agit vraisemblablement de Jean-Jacques de Laroche, seigneur de Gensac en Lomagne, qui était alors maître de camp d'un régiment de milice des communes d'Agenais et du Quercy, levé par ordre du prince de Condé pour assiéger Salces. Ce jugement terrible contre des nobles, en particulier contre le sieur de Gensac, un des principaux gentilshommes de la Lomagne, s'explique par les circonstances : alors que l'armée dirigée par Condé et Schomberg était en grande partie composée de forces supplétives levées dans la noblesse et les communes du Languedoc et de Guyenne, et que face à la longueur et aux conditions difficiles de la campagne, Salces ayant d'ailleurs déjà capitulé en juillet, les troupes commençaient à se débander, un conseil de guerre en campagne dut rendre ce jugement afin de frapper de terreur les déserteurs. Cette décision ne connut aucune application concernant le sieur de Gensac, qui continua à jouir de sa vie, de sa noblesse, et de ses biens.

En fin de compte ces textes ne furent pas de beaucoup d'effets, l'essor d'une noblesse de robe au XVIIe siècle tendit à distendre le lien entre le service armé et la noblesse, et l'éthique chevaleresque à s'étioler. Ils attestent cependant d'une conception militaire de la noblesse chez le législateur, qui cherchait à faire servir la noblesse à l'armée autant que possible, ce qui ne fut donc nullement une nouveauté louisquatorzienne, et entendait maintenir l'honneur du second ordre en châtiant ceux qui feraient preuve d'un comportement estimé odieux.

B) La perte de noblesse pour délit

La perte de noblesse fut prévue pour des délits très divers qu'il nous faut énumérer (1). Un développement particulier doit être consacré à la législation touchant les querelles d'honneur et le duel, qui prévit la perte de noblesse dans de nombreux cas (2). Enfin la perte de la noblesse était prévue dans le cas de crime de lèse-majesté, qui mérite un développement particulier car c'est le seul pour lequel elle était apparemment effectivement appliquée (3).

[1901] Lettre de Schomberg au prince de Condé, Caira, 8 août 1639, citée dans Aumale, Henri d'Orléans duc d', *Histoire des princes de Condé pendant les XVI et XVIIe siècles*, tome troisième, Paris, 1886, p. 408, note 1.

1) Diversité des délits entraînant la perte de noblesse

Un certain nombre de délits, en raison de leur gravité, entraînaient la perte de la noblesse. Ces dispositions législatives nous renseignent sur la criminalité nobiliaire : le roi ne prévoyait une telle peine que quand le crime était dans la plupart des cas commis par des nobles. Elles définissent aussi en creux une éthique nobiliaire : ceux qui commettaient une « infamie » ou une « ignominie » portaient atteinte à l'honneur de la noblesse et ne méritaient plus de faire partie du second ordre.

- L'article 1er de l'ordonnance du premier mars 1545 privait de leur noblesse les receveurs des finances et les officiers comptables nobles qui lors du maniement qu'ils en faisaient, distrairaient des deniers royaux dont ils étaient chargés, crime qualifié de « péculat »[1902].
- Par l'article 12 d'un règlement du 23 mai 1545, furent privés de leur noblesse les capitaines ou lieutenants qui augmenteraient ou diminueraient les appointements des bandes du ban et arrière-ban, ce qui nous paraît être une forme de péculat[1903].
- La supposition de nom et armes par un noble lui faisait perdre la noblesse d'après un édit d'Henri II de 1555, qui ne fut cependant enregistré que par la cour des aides de Normandie[1904].

[1902] Isambert, Decrusy, Armet, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XII, « édit portant peine de confiscation de corps et de biens contre les coupables de péculat, et règlement sur le devoir des officiers comptables », St-Germain en Laye, 1er mars 1545, art. 1 : « D'oresnavant le crime de péculat, commis par quelque pesonne que ce soit, portera confiscation de corps et de biens ; et si iceluy qui l'aura commis est noble, et extrait de noble lignée, il sera outre la susdite peine privé de noblesse, et déclaré roturier et vilain, luy et ses descendans, soient masles ou femelles. Et contre nosdits officiers comptables qui s'absenteront de nostredit royaume, ou laliteront sans avoir rendu compte, et payé le reliqua par eux deu de leurs estats et offices, sera procédé par déclaration des mesmes peines que ceux qui se trouveront avoir commis ledit crime de péculat ».

[1903] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 63, « reiglement qu'on doit suyvre et observer à la convocation, assemblée et service du ban et arriere-ban », Châteaudun, 23 mai 1545, art. 12 : « Et ne pourront les soldes, payemens, salaires et appoinctemens desdits gens de guerre, ny aussi desdits commissaires estre augmentez ny diminuez par les capitaines et lieutenans generaux et particuliers, ce que ledit Seigneur leur défend tres-expressément. Et ce sur peine d'estre privez du tiltre de noblesse, et de punition corporelle ».

[1904] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XX, édit sur le fait des tailles donné à Amboise le 26 mars 1555.

- L'usurpation ou violation d'un bénéfice ecclésiastique entraîna la perte de noblesse en vertu de lettre royales données en novembre 1572[1905]. La Noue rapporte dans ses *Discours* que le clergé se plaignait « ordinairement que les nobles lui ravisent plusieurs benefices »[1906]. La violation des bénéfices par les huguenots, et plus tard les ligueurs, au gré des troubles, avait occasionné de nombreuses plaintes du clergé. L'usurpation s'était aussi répandue, qui consistait à séculariser l'impôt canonique en prétextant une inféodation de la dîme litigieuse, le décimateur laïc se disant « en possession immémoriale, 'laquelle équipolle à titre' »[1907]. Le chapitre de Saint-Bertrand de Comminges se plaignit par exemple au parlement de Toulouse de ce que le père de Corbeyran d'Aure, vicomte de Larboust, avait « usurpé les dismes du lieu de Saint Jullien, appartenantes audit chappitre », du temps des guerres de religion[1908].
- Les gentilshommes qui seraient au service du roi dans sa maison, et qui en même temps prétendraient faussement servir et seraient soldés dans une compagnie d'ordonnance, furent dégradés de noblesse par un édit de 1574[1909].
- La monarchie s'en prit aussi aux mariages forcés. Les gentilshommes qui contraignaient quelqu'un à donner en mariage sa fille, nièce, ou pupille, à ses « serviteurs ou autres », et ceux qui obtenaient de la faveur royale par « importunité » ou sur un faux exposé des lettres de cachet qui leur permettraient d' « enlever et séquestrer filles », et de les marier « contre le gré et vouloir du père, mère, parents, tuteurs et curateurs » perdaient leur noblesse en vertu de l'article 281 de l'ordonnance de Blois[1910]. En effet cette entremise

[1905] Nous n'avons pas retrouvé ces lettres, mais elles sont citées dans la thèse de Marcel Aimé (Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 516, lettres données à Paris le 3 novembre 1572).
[1906] La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 129.
[1907] Viard, Paul, Histoire de la dîme ecclésiastique en France au XVIe siècle, *op. cit.*, p. 127.
[1908] *ADHG*, 3 G, Fonds de l'évêché de St-Bertrand de Comminges, « Dire par escript contenant contredicts pour le scindic du chappitre de Saint-Bertrand de Comminges, contre le sieur de Larboust », 1624.
[1909] Fontanon Antoine, Gabriel, Michel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome 3e, p. 114, édit donné à St-Germain en Laye le 1er février 1574, art. 18 : « […] sans qu'estans puis après retenus par nous et eux employez en autres estats et charges, tant ceux quy sont de present en nosdits estats, que ceux qui y seront cy après mis, puissent prendre place ès compagnies de nostre dite gendarmerie, ny recevoir leur solde. Ce que nous leur defendons très expressément, sur peine d'estre degradez de noblesse et punition exemplaire ».
[1910] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 281 : « Défendons aussi à tous gentilshommes et seigneurs, de contraindre leurs sujets et autres, à bailler leurs filles, nièces ou pupilles, en mariage à leurs serviteurs ou autres, contre la volonté et liberté, qui doit estre en tels contrats, sur peine d'estre privez du droit de noblesse, et punis comme coupables de rapt. Ce que semblablement nous voulons aux mêmes peines estre observé contre ceux qui abusent de nostre faveur par importunité, ou plustot subrepticement ont obtenu ou obtiennent de nous lettres de cachet, closes ou

était qualifiée de « rapt ». On remarquera que la législation royale ne se préoccupait pas ici du consentement de la jeune fille, lorsqu'il soutenait « la volonté et liberté, qui doit estre en tels contrats » : contrairement à l'Eglise, qui a toujours mis l'accent sur le consentement des époux, le pouvoir royal s'est fait le défenseur du consentement parental, faisant du *pater familias* le relais de l'ordre social qui devait s'appuyer sur la famille, « séminaire des Etats ».

- L'article 283 de l'ordonnance de Blois prévoyait que soient déchus de leur noblesse les nobles qui commettaient des exactions en ponctionnant les habitants du « plat pays » par le prélèvement de « deniers, ou grains, ou corvées », par la force ou la menace[1911]. Cette disposition répondait à une véritable attente dans le pays, en proie à une insécurité grave jusqu'au milieu du XVIIe siècle. Cependant, si cette disposition vise aussi les seigneurs et gentilshommes, ces exactions étaient d'abord le fait de la soldatesque, car les seigneurs n'avaient pas intérêt à trop pressurer leurs tenanciers, qui risquaient de déguerpir.
- Au XVIIe siècle, la législation qui entreprit d'éradiquer le faux-saunage vint frapper les faux sauniers nobles, qui furent déchus de leur noblesse par l'article 16 d'un édit de janvier 1639[1912]. A partir de l'ordonnance de Bordeaux de

patentes, en vertu desquelles ils font enlever et séquestrer filles, icelles épousent ou font épouser, contre le gré et vouloir du père, mère, parents, tuteurs et curateurs ».

[1911] *Ibidem*, art. 283 : « Et pour les continuelles plaintes que nous avons de plusieurs seigneurs, gentilshommes, et autres de notre royaume, qui ont travaillé et travaillent leurs sujets et habitans du plat païs où ils font résidence, par contributions de deniers ou grains, corvées ou autres semblables exactions indues, mêmes sous la crainte des logemens des gens de guerre, et mauvais traitement qu'ils leur font et font faire par leurs gens et serviteurs : enjoignons à nos baillifs et sénéchaux tenir la main à ce qu'aucuns de nosdits sujets ne soient travaillez ni opprimez par la puissance et violence des seigneurs et gentilshommes ou autres : ausquels défendons les intimider, menacer ou excéder par eux, ni autres, ni retirer et favoriser ceux qui les auroient excédez, ains se comporter envers eux modérément, poursuivre leurs droits par les voyes ordinaires de justice, sur peine d'estre déclarez ignobles, roturiers et privez à jamais des droits qu'ils pourroient prétendre sur leursdits sujets ».

[1912] Néron, Pierre, *Recueil d'édits et d'ordonnances royaux sur le fait de la justice et autres matières les plus importantes*, tome premier, Paris, 1720, « Ordonnance sur le fait des gabelles », St-Germain en Laye, janvier 1639, art. 16 : « Et sur ce qui seroit venu à nostre connoissance, qu'au mépris de nos édits et ordonnances, plusieurs gentilshommes font ledit faux saunage, même à port d'armes et assemblées illicites, s'en rendans chefs de bandes desdits faux-sauniers, et ainsi fauteurs de leur rebellion et désobéïssance ; et faisant par ce moyen un trafic deshonneste et indigne de leurs qualitéz, naissance et profession, et que par toutes loix de ce royaume, il est défendu à la noblesse de faire ou faire faire aucun commerce de marchandise, ne s'intéresser directement ou indirectement, à peine d'estre déchus du titre, qualité et privilège de noblesse ; il est d'autant plus raisonnable que ceux qui d'entre icelle se jettent dans ledit commerce de faux sel, qui est prohibé et défendu à toutes personnes generalement quelconques, et qui le faisant se rendent criminels et infracteurs de nos loix et ordonnances, en soient punis eux et leur postérité. A cette cause avons fait et faisons inhibitions et défenses à tous gentilshommes, et autres jouissans des privilèges de noblesse, de faire à l'avenir, ou faire faire par personnes interposées, directement ou indirectement ledit commerce, vente et trafic dudit faux sel, assister, donner retraite, et favoriser lesdits faux sauniers, par eux ou personnes interposées, sur les peines susdites ; et outre d'estre à la première fois qu'ils seront convaincus d'avoir contrevenu à nostre présent édit et ordonnance, déchûs du titre et privilège de noblesse, déclarez eux et leur postérité roturiers ; et comme de fait nous les avons déclarez et déclarons déchûs dudit titre et

juillet 1660, la perte de noblesse ne valut plus que pour les receleurs[1913]. La Gascogne orientale étant située dans les pays rédimés, ayant « racheté » l'impôt sur le sel en 1548, il n'y avait donc pas de raisons d'y trouver des gentilshommes faux-sauniers.

- Ceux qui se disaient chevaliers de l'Ordre de Malte et portaient la croix de l'Ordre sans en faire partie perdaient la noblesse suivant un arrêt du conseil d'Etat du roi donné à St-Germain en Laye le 3 avril 1670. Le Grand-prieur de France s'était plaint que plusieurs personnes se soient dites chevaliers de l'Ordre et qu'elles portassent la croix de l'Ordre sans avoir été reçues chevalier, « par une vanité digne de reprehension ». Il obtint du conseil qu'il soit défendu à toute personne de prendre à l'avenir la qualité de chevalier de Malte et de porter la croix « sans s'estre préalablement présentés aux chapitres des langues, et y avoir esté admis et reçeus à porter la croix, et après avoir fait les preuves et autres choses requises par les statuts dudit ordre », à peine de 3000 livres d'amende, et d'être « décheus de la qualité de noble et d'ecuyer lorsqu'ils se trouveront d'extraction noble, et d'infliction corporelle, lorsqu'ils seront ignobles et roturiers »[1914].
- Des nobles devaient aussi faire la contrebande du tabac, puisque ceux qui commettaient le crime « de fraude du tabac » furent déchus de la noblesse par une déclaration royale de 1721[1915].
- Un gentilhomme qui se serait décoré sans titre de la croix ou du ruban de l'Ordre de Saint-Louis, c'est à dire sans faire partie de l'Ordre, devait être

privilege de noblesse, et comme tels voulons et ordonnons qu'ils soient imposez et compris tant audit rolle de l'impost du sel que de celui de la taille ; enjoignans tres expressément aux officiers de nos greniers et de nos eslections, chacun en droit foy, d'y tenir la main, et à faute que feront les asséeurs de les comprendre dans lesdits rolles, enjoignons à nosdits officiers desdites eslections et greniers à sel, de les employer dans leurs commissions qu'ils expédieront par chacun an, pour lesdites tailles et impost, à peine de privation de leurs charges ».

[1913] Nous n'avons pas retrouvé cette ordonnance, mais elle est citée dans la thèse de Marcel Aimé (Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 508), ordonnance donnée à Bordeaux en juillet 1660, art. 9 : « Les complices des faux-sauniers estans plus ou moins punissables suivant le plus ou moins de dommages qu'ils aportent à nosdits droictz, nous voulons que ceulx qui acheptent du faux-sel, et le revendent à nos subiectz soient punis des mesmes peines pécuniaires et afflictives que nous avons ordonnées contre lesdits faux sauniers. Et à l'égard de ceulx qui leur donnent retraicte en leurs maisons et chasteaux qu'il soit procédé contre eulx suivant la rigueur des ordonnances et que leurs chasteaux et maisons soient rasées et démolies et eulx déclarés roturiers ».

[1914] *ADHG*, H 345, D'Escluseaulx, *Privilèges des papes, empereurs, rois et princes de la chrétienté accordez à l'ordre Saint-Jean de Jérusalem*, Paris, 1700, p. 1292.

[1915] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XXI, p. 200 : « déclaration portant règlement général pour le tabac », Paris, 1er août 1721, art. 36 : « […] déclarons les nobles qui seront assez lâches pour commettre le crime de fraude du tabac déchus eux et leur postérité des avantages de la noblesse. Voulons qu'ils soient privés de leurs charges et emplois, et que leurs maisons qui auront servi à la fraude ou de retraite aux fraudeurs soient rasées ».

dégradé de la noblesse, suivant une ordonnance de 1785[1916]. Contrairement aux autres ordres de chevalerie royaux, les nobles n'étaient pas les seuls à pouvoir intégrer l'Ordre de Saint-Louis, les roturiers le pouvaient aussi. Les gentilshommes gascons, dont beaucoup étaient officiers militaires au XVIIIe siècle, recherchaient avec beaucoup d'empressement la croix de Saint-Louis. Les roturiers non officiers, quant à eux, étaient bien plus sévèrement punis, puisque si le noble risquait, outre la dégradation, vingt ans de prison et l'interdiction d'exercer un emploi militaire, pour le même crime ils encouraient les galères perpétuelles.

En somme ces lois, dont la peine de déchéance de noblesse qu'elles prévoyaient ne fut pas appliquée, visaient principalement des domaines où les nobles étaient particulièrement représentés : maison du roi, armée, ordres de chevalerie. Elles ciblaient aussi des infractions liées à la violence extrême dont put faire preuve la noblesse durant la première modernité. Enfin la peine fut prévue dans le domaine fiscal, afin de mettre un terme à des détournements de fonds ou des fraudes trop répandues qui compromettaient les entrées financières de l'Etat royal. On remarque aussi que la peine de déchéance de noblesse fut plus présente au XVIe siècle qu'au XVIIIe siècle, ce qui signifie que la noblesse se montrait moins rebelle et était davantage disciplinée au siècle des Lumières. Quant au XVIIe siècle, elle fut surtout prévue à cause de ce qui fut un des maux de la noblesse de ce temps-là, le duel.

2) La perte de noblesse pour infraction aux lois sur le duel et les querelles d'honneur

Nous analyserons d'abord la lutte du pouvoir royal contre le duel, puis nous examinerons les cas dans lesquels la législation répressive ou préventive sur le duel prévoyait une perte de la noblesse.

[1916] *Ibidem*, Tome XXVIII, p. 118, ordonnance donnée à Versailles, 29 décembre 1785, art. 1 : « Tout militaire pourvu du grade d'officier, ou tout gentilhomme qui portera la croix de Saint-Louis ou le ruban de cet ordre, sans avoir reçu cette décoration en vertu des ordres de Sa Majesté, sera mis au conseil de guerre, et condamné à être dégradé des armes et de noblesse, et à subir vingt ans de prison, après lesquels il ne pourra exercer aucun emploi militaire ». Concernant l'usurpation de la seule croix, l'ordonnance renvoie à une ordonnance du 11 juillet 1749 qui ordonnait déjà la dégradation.

a) La répression du duel

Le duel à l'époque moderne était d'abord une pratique nobiliaire[1917]. C'est d'ailleurs pour prévenir les duels au seul sein de la noblesse et des officiers militaires que la monarchie avait mis en place la juridiction du point d'honneur. Et c'est bien souvent à la seule noblesse que s'adressaient les préambules des édits portant prohibition des duels. Il convient donc que l'on s'arrête sur cette pratique qui a tant fait couler d'encre.

Le Moyen Âge avait connu un duel légal, le duel judiciaire, prétendu « jugement de Dieu », comme mode de preuve judiciaire, mais il fut, d'une part, peu pratiqué dans le Midi, grâce à une meilleure préservation du droit romain, d'autre part, très tôt rejeté par l'Eglise, et finalement refusé par le pouvoir royal. A cet abandon du duel judiciaire fit pièce le développement du duel d'honneur. Ce dernier était cependant d'une nature fondamentalement différente, puisqu'il ne s'agissait plus d'un moyen de preuve[1918]. Il devait trancher les affaires d'honneur, non établir la culpabilité d'un criminel. Dès la seconde moitié du XVIe siècle, ces duels d'honneur entre gentilshommes tendent à se multiplier, jusqu'à connaître un pic sous les règnes d'Henri IV et de Louis XIII[1919]. Quoique nombre de duels eurent lieu à la cour, à Paris, ou à l'armée, il arrivait aussi que des combats singuliers se déroulent en province. Certains eurent même localement un grand retentissement. Le duel entre Antoine de Rivière, sénéchal de Bigorre, et Jean-Fris de Léaumont, seigneur de Saint-Lanne, en 1579, causa la mort de deux représentants des plus grandes maisons nobles de Rivière-Basse[1920]. Ces combats étaient d'autant plus meurtriers que les duellistes pouvaient avoir recours à des seconds ou des tiers.

[1917] Le thème ne concernant que très partiellement notre sujet, et la bibliographie étant très abondante, on ne citera que les ouvrages principaux : Lacaze, Pierre, *En garde. Du duel à l'escrime*, Découvertes Gallimard, 1991 ; Cuénin, Micheline, *Le duel sous l'Ancien Régime*, Presses de la Renaissance, 1982 ; Brioist, Pascal, Drévillon, Hervé, Serna, Pierre, *Croiser le fer. Violence et culture de l'épée dans la France moderne (XVIe-XVIIIe siècle)*, Champ Vallon, 2002 ; et surtout Billacois, François, *Le duel dans la société française des XVIe-XVIIe siècles. Essai de psychosociologie historique*, Editions de l'EHESS, Paris, 1986. D'un point de vue plus juridique, on peut recourir à la thèse de Bernard Beignier (Bernard Beignier, *L'honneur et le droit*, L. G. D. J., 2014, p. 589, Section II : Le crime commis pour réparer le déshonneur).

[1918] Sur cette différence, voir Morel, Henri, « La fin du duel judiciaire en France et la naissance du point d'honneur », dans la *Revue historique de droit français et étranger*, Sirey, 1964, p. 574. D'après ce dernier, le duel entre Jarnac et La Chataigneraie (1547) aurait été le dernier duel judiciaire en France, mais il s'agissait d'une résurrection, puisque mis à part ce dernier, il avait à peu près disparu à la fin du XIVe siècle, et il n'était pas exempt de singularités significatives (demande au roi et non au parlement, remplacement des gages par un cartel).

[1919] D'après La Noue cette folie des duels chez les nobles remonterait à moins d'un demi-siècle : « il n'y a pas quarante ans que les querelles estoyent rares entre les gentilshommes » (La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 244). Après une dernière flambée durant la Fronde, l'usage retombe indéniablement au sein de la noblesse, sans pour autant disparaître, et reste même très présent à l'armée. Au XVIIIe siècle, le duel se sera considérablement démocratisé.

[1920] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XI, 1747, p. 426.

Les archives du parlement de Toulouse en révèlent de nombreux cas, par les défenses ou les prises de corps décrétées de son autorité, de duellistes ou de personnes ayant fait des appels au duel. Tels, en 1603, le sieur de Baudéan, secondé par le sieur de Peguilhan, pour avoir fait un appel au sieur de Savignac, secondé par le sieur de Bazillac[1921].

La législation frappant les duellistes visait effectivement au premier chef la noblesse. C'est dans la noblesse que ces combats singuliers se répandirent au XVIe siècle, répondant à l'impératif de la défense de l'honneur, et au désir d'accroître sa réputation. Ainsi l'explication que donne le préambule de l'édit de juin 1609 est que la vogue des duels procèderait « principalement d'une fausse et erronée oppinion de longue main conçue et par trop enracinée ès cœurs de la noblesse de notredit royaume, qui a tousjours eu l'honneur plus cher que la vie, de ne devoir demander ny pouvoir rechercher raison d'une injure reçue, par autre voye que par celle des armes, sans flestrir sa réputation, et encourir note de lascheté et faulte de courage, singulièrement en cas qu'elle s'imagine ne pouvoir estre suffizement réparez que par les armes »[1922]. Et d'autres ne se contenteraient pas de défendre leur honneur, mais chercheraient même par la voie des duels à « acroistre leurs réputation et s'advantaiger sur les autres ». Le sentiment que le noble avait de sa propre dignité, son honneur, ainsi que l'attachement à sa réputation, le conduisaient à avoir des comportements spécifiques, tels que la véracité dans ses paroles, la fidélité à ses promesses, la bravoure devant le danger. Remettre en cause ces attitudes, c'était toucher au point d'honneur. Certes, les non nobles pouvaient nourrir les mêmes sentiments, adopter les mêmes comportements. Mais l'on s'accordait à dire, comme dans le préambule de l'édit de 1609, et comme l'écrivait déjà au XVIe siècle Bacquet, que les nobles « ont plus en recommendation l'honneur, que leurs vies propres »[1923]. Ils pouvaient donc être amenés à sacrifier la seconde sur l'autel du premier. D'après La Noue, le mythe chevaleresque ne serait pas étranger à cet essor des duels, à travers les récits dans lesquels on a introduit insidieusement la « misérable coustume » d'attacher « le plus haut poinct d'honneur des chevaliers à s'entre couper la gorge pour choses frivoles », ce qui « ne peut persuader autre chose à la jeunesse qui lit ces exemples, sinon qu'il faut tousiours se battre avecques quelqu'un pour estre prisé et redouté »[1924]. Aux romans de chevalerie succèdera le théâtre, avec l'extraordinaire succès du *Cid*, pour entretenir la flamme. L'historien François Billacois pense en sus que la religion de l'honneur, qui conduisait au duel, serait pour la noblesse d'épée une

[1921] *ADHG*, 1 B 212, folio 241, arrêt de la Grande chambre du parlement de Toulouse, 16 juin 1603. Véronique Larcade en a rapporté d'autres exemples (Les cadets de Gascogne. Une histoire turbulente, *op. cit.*, p. 284).
[1922] *ADHG*, 1 B 1911, folio 150, édit portant prohibition des duels, Fontainebleau, juin 1609.
[1923] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 911.
[1924] La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 143-144.

affirmation de sa liberté contre l'Eglise et l'absolutisme s'imposant, et donc le duel une « pratique de résistance »[1925]. Le duelliste se faisait en effet justice lui-même, refusait d'obéir aux lois et de servir le roi, et faisait passer son honneur avant celui de son prince. D'où la détermination farouche de Richelieu puis de Louis XIV dans la répression du duel.

Non seulement le duel était essentiellement une pratique nobiliaire, mais en général les nobles se refusaient à croiser le fer avec d'autres que leurs pairs, les non nobles, qui n'en seraient pas dignes. Thierrat expliquait que ce serait « trop descendre », car les combats « se doivent faire entre les égaux : celuy qui se bat avec advantage a moings d'honneur, et c'est se battre avec advantage, quand un gentilhomme plein de noblesse et de vertu se bat avec un roturier qui n'a cest honneur né, et à qui le seul nom de noblesse doit estre respectable et venerable »[1926]. Le roturier serait donc indigne de se hisser à hauteur du noble, mais l'éthique du duelliste, autant que le préjugé social, commanderait aussi au noble de ne pas s'abaisser, car la supériorité présumée de la noblesse lui donnerait un avantage certain, du moins certains le croyaient. Loyseau, qui condamne sévèrement cette pratique sociale, écrit que les nobles considéraient comme un de leurs privilèges de ne pas être contraints d'accepter un appel d'un roturier[1927]. Mais il précise que cette inégalité de condition sociale devrait être palliée par le roturier en se procurant le service d'un autre noble[1928]. En réalité, si l'on excepte peut-être les officiers, un roturier qui offenserait un noble provoquerait selon la conception de l'époque, moins un affront à son honneur qu'un trouble à l'ordre social, et « pour rétablir l'ordre, les tribunaux sont là, ou tout simplement, le bâton », instrument de punition d'un inférieur[1929]. Le marquis de Franclieu rapporte une anecdote à ce sujet. Le portier du subdélégué de Mirande (qui était alors le sieur de St-Arroman, médecin de profession), ayant repoussé de sa main sur l'estomac un lieutenant, frère d'un capitaine des grenadiers qui était reçu chez lui par l'intendant de Lesseville, ce lieutenant en fut offensé et donna à ce portier vingt coups de canne. Le sieur de Saint-Arroman le prit pour un affront personnel, et fut chercher une vieille rapière « qu'il n'avoit peut-être jamais mise à son côté » pour en tirer satisfaction. Les officiers furent retenus par le marquis, qui eut de la peine à les empêcher « de lui tomber sur le corps et de le traiter comme le portier »[1930] ! Quelques décennies plus tard, en 1767, lors d'une réception dans un

[1925] Billacois, François, Le duel dans la société française des XVIe-XVIIe siècles, *op. cit.*, p. 351.
[1926] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 49.
[1927] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 30.
[1928] *Ibidem*, p. 30.
[1929] Mousnier, Roland, *Les institutions de la France sous la monarchie absolue. 1598-1789*, Quadrige, PUF, 2005, p. 115. La Noue disait des coups de bâton que c'était un « outrage de valet » (La Noue, François de Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 259).
[1930] Franclieu, Charles de, Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745), *op. cit.*, p. 198.

salon à Bassoues, Eusèbe de Tenet de Laubadère s'étant senti offensé par Pierre Loumagne, bachelier en droit, il le poursuivit dans la cour avec sa canne armée d'une lance, et le bachelier ayant refermé la porte juste à temps pour parer le coup, le sieur de Tenet aurait hurlé qu'il voulait « assommer ce gueux-là » : l'offenseur n'étant point gentilhomme, il se croyait permis de le bastonner, et de retour dans le salon il aurait assuré qu'il en délivrerait une centaine de coups à l'offensant le lendemain[1931]. Tant avec le bachelier et le portier, qu'avec le subdélégué, il n'était pas question de ferrailler pour des officiers et des nobles, ce qui justifiait d'ailleurs la compétence limitée du juge du point d'honneur à ces personnes.

Or donc, la législation répressive avait pour objet principal la sauvegarde de la noblesse, car le roi y voyait un vivier de serviteurs de l'Etat. Le roi Louis XV entendait, ainsi que cela est exprimé dans le préambule de l'édit de février 1723, « confirmer des loix aussi sages et aussi nécessaires pour la conservation de la noblesse, qui est le plus ferme apuy de nostre royaume »[1932]. Les duels étaient vus par les rois Bourbons comme une « rage effrénée » qu'ils ne pouvaient accepter, car elle compromettait « la conservation et augmentation de nostre Estat ; en ce qu'il se perd par cette fureur grand nombre de notre noblesse, qui en est une des principales colonnes »[1933]. La « conservation de la noblesse » était ainsi le but principal de la législation contre les duels, et ce qui la rendait « si juste et si nécessaire »[1934]. Il n'était point question en revanche dans ce domaine de préserver les roturiers, personnes estimées moins honorables et dont le sang serait moins précieux à l'Etat.

L'édit sur les duels de juin 1609 se montrait encore relativement compréhensif, puisqu'il n'interdisait pas absolument le duel, mais le permettait à cause de la gravité des outrages dans un cadre légal par son article 5 : « permettons à toutte personne qui s'estimera estre offensée

---

[1931] Fonds du Baliot, « Mémoire en réponse pour Me Pierre Loumaigne, bachelier en droit, habitant de la ville de Bassoues, intimé, contre le sieur Eusèbe Tenet, appellant », De Vic rapporteur, Monier avocat, Devery procureur, 20 avril 1768, p. 7.

[1932] *ADHG*, 1 B 1941, folio 151, édit contre les duels, Versailles, février 1723.

[1933] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVI, « Edit contre les duels », Paris, février 1626.

[1934] *Ibidem*, Tome XIX, « Edit contenant règlement général pour la répression du duel », St-Germain en Laye, août 1679. La transgression du commandement divin de ne point tuer, et l'atteinte à l'autorité souveraine sont aussi constamment cités dans les préambules. Doit-on aussi voir dans le duel un « symbole social pour se distinguer des autres états sociaux », et dans sa répression, le dessein du roi de rapprocher nobles et roturiers (« il diminuait les distances entre les ordres et les Etats, et tendait à en effacer les limites », Mousnier, Roland, Les institutions de la France sous la monarchie absolue, *op. cit.*, p. 114) ? Il ne nous a pas semblé que le roi voulut à aucun moment gommer toutes les différences entre les ordres, ni non plus d'ailleurs que les duellistes de la première modernité cherchassent principalement à se distinguer socialement par la pratique du duel. En fait et en droit, ils bénéficiaient encore nettement de cette distinction d'avec les roturiers, sans avoir besoin de brandir leur rapière, et les nobles, d'ailleurs souvent issus de maisons fameuses, qui s'adonnaient au duel, devaient principalement chercher à assouvir leur haine, due à une femme convoitée, à un procès ou à une querelle de préséance, à recouvrer leur honneur, à montrer leur bravoure, ou à accroire leur réputation, sans qu'il soit ici besoin d'aller chercher, ce nous semble, de telles arrières pensées.

par ung autre en son honneur et réputation de s'en plaindre à nous ou à nos très chers et amez cousins les conestable et mareschaux de France, nous demander ou à eux combat, lequel leur sera par nous accordé, sellon que nous jugerons qu'il sera nécessaire pour leur honneur »[1935]. Cette autorisation ne fut pas accordée dans les faits, et les édits qui suivront à partir de 1626 ne permettront absolument plus les duels, la législation se faisant plus rigoureuse. D'ailleurs les canons du concile de Trente, quoique non reçus au royaume de France, avaient rendu inacceptable pour tout catholique sincère la pratique du duel, et difficilement concevable sa permission par le roi Très Chrétien. Dès l'édit d'avril 1602, les duellistes, ceux qui appelaient au duel pour eux-mêmes ou pour un autre, et ceux qui acceptaient de seconder ou d'assister les duellistes, furent condamnés comme criminels de lèse-majesté à la peine de mort et à la confiscation de leurs biens[1936]. Les édits qui allaient suivre précisèrent les peines contre les duellistes, et renforcèrent la législation contre tous ceux qui prendraient part au duel de près ou de loin. C'est que la monarchie devenant absolue ne supportait plus cet usage, avatar de la guerre privée, qui remettait en cause son autorité[1937].

Or, il est notable qu'en cette matière, la répression se montra presque aussi sévère envers le non noble qu'à l'encontre du noble, car comme l'écrit Loyseau, le duel était défendu par les lois divines et humaines indifféremment à toutes personnes. L'édit de 1679 contre les duels, un des plus méthodiques dans la répression, ne châtie pas beaucoup moins durement le noble que le non noble. Le premier se voit condamné à mort par l'article 13[1938]. Quant au roturier, prenant pour acquis qu'il ne pouvait croiser le fer contre un gentilhomme selon les mœurs du royaume, la loi envisageait qu'il puisse demander pour lui-même à un noble de le représenter les armes à la main, auquel cas il était pareillement condamné à mort, comme s'il avait combattu[1939]. Il est

[1935] *ADHG*, 1 B 1911, folio 150, édit portant prohibition des duels, Fontainebleau, juin 1609, art. 5. L'article 6 permettait de faire la même demande auprès des gouverneurs et lieutenants généraux de province pour les gentilshommes résidant en province, demandes qui seraient communiquées au roi.
[1936] *ADHG*, 1 B 1910, folio 184, édit portant prohibition des duels, Blois, avril 1602.
[1937] Les lois, comme c'était bien souvent le cas sous l'Ancien Régime, ne furent pas strictement appliquées. Mais faute de pouvoir atteindre les personnes, les juges s'en prirent souvent avec zèle aux biens des duellistes.
[1938] Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 266, édit portant règlement général pour la répression du duel, St-Germain en Laye, août 1679, art. 13 : « Si contre les défenses portées par notre présent édit, l'appellant et l'appellé venoient au combat actuel, nous voulons et ordonnons qu'encore qu'il n'y ait aucun de blessé ou de tué, le procès criminel et extraordinaire soit fait contre eux ; qu'ils soient sans rémission punis de mort ; que tous leurs biens meubles et immeubles nous soient confisqués, le tiers d'iceux applicables à l'hôpital de la ville où est le parlement dans le ressort duquel le crime aura été commis, et conjointement à l'hôpital du siège royal le plus proche du lieu du délit, et les deux autres tiers, tant aux frais de capture et de la justice, qu'en ce que les juges trouveront équitable d'adjuger aux femmes et enfans, si aucuns y a pour leur nourriture et entretenement seulement leur vie durant. […] Que si l'un des combatans ou tous les deux sont tués, nous voulons et ordonnons que le procès criminel soit fait contre la mémoire des morts, comme contre criminels de lèze-majesté divine et humaine ; et que leurs corps soient privés de la sépulture, […] confisquant en outre, comme dessus, tous leurs biens meubles et immeubles ».
[1939] *Ibidem*, tome 1er, p. 266, édit portant règlement général pour la répression du duel, St-Germain en Laye, août 1679, art. 16 : « D'autant qu'il se trouve des gens de naissance ignoble, et qui n'ont jamais porté les armes, qui

vrai que le texte porte qu'ils seraient « pendus et étranglés », mais un tel châtiment ne tient qu'à ce que les nobles condamnés à mort avaient seuls le privilège d'être décollés, alors que les non nobles étaient pendus. En revanche les nobles avaient le maigre privilège de n'avoir que le tiers de leurs biens confisqués en faveur des hôpitaux, alors que ceux qui seraient utilisés pour les frais de justice ou en faveur des veuves et orphelins seraient les deux tiers restants, au lieu d'un seul tiers pour le roturier condamné. Cette faveur ne dura qu'un temps, puisque en 1711 le roi décida que tous les biens des duellistes quels qu'ils soient seraient confisqués au profit des hôpitaux[1940]. Par ailleurs l'article 10 de l'édit de 1679 portait qu'une personne offensée qui ferait un appel, ou l'appelé s'il y répondait favorablement, seraient déchus du droit d'en demander satisfaction, et seraient condamnés à diverses peines (deux ans de prison, amende envers l'hôpital de la ville d'au moins la moitié du revenu annuel de ses biens, suspension pour trois ans de ses charges et de leur revenu) qui pourraient être augmentées par les juges selon le sujet de la querelle, les défenses faites aux parties enfreintes, les circonstances, ainsi que la condition des personnes[1941]. Accusant le sieur Loumagne, simple bachelier en droit, de l'avoir appelé en duel, Eusèbe de Tenet, un gentilhomme, se fondant sur l'édit d'août 1679, rappelait aux magistrats du parlement de Toulouse que le jugement dépendrait de la qualité des parties, car « plus la distance qu'il y a du sieur Loumagne à l'exposant, est grande, plus la témérité du sieur Loumagne doit être punie »[1942]. Partant, il assurait être un des gentilshommes les plus distingués de Gascogne, alors que sa partie serait de « basse-extraction ». Mais nous sommes en 1767, à une époque où les duels s'étaient raréfiés en Gascogne, il n'était plus question de faire des exemples terribles, et il est probable que le sieur Loumagne ne fut finalement pas châtié, l'appel n'étant pas suffisamment caractérisé. Au total, sans que l'on puisse dire que la

sont assez insolens pour appeller les gentilshommes, lesquels refusant de leur faire raison à cause de la différence des conditions, ces mêmes personnes suscitent contre ceux qu'ils ont appellés, d'autres gentilshommes ; d'où il s'ensuit quelquesfois des meurtres, d'autant plus détestables, qu'ils proviennent d'une cause abjecte ; nous voulons et ordonnons qu'en tels cas d'appels ou de combats, principalement s'ils sont suivis de quelque grande blessure, ou de mort, lesdits ignobles ou roturiers qui seront dûment atteints et convaincus d'avoir causé et promeu semblables désordres, soient sans rémission pendus et étranglés, tous leurs biens meubles et immeubles confisqués, les deux tiers aux hôpitaux des lieux, ou des plus prochains, et l'autre tiers employé aux frais de la justice, à la nourriture et entretenement des veuves et enfans des défunts, si aucuns y a ; permettant en outre aux juges desdits crimes d'ordonner sur les biens confisqués telle récompense qu'ils aviseront raisonnable au dénonciateur et autres qui auront découvert lesdits cas, afin que dans un crime si punissable chacun soit invité à la dénonciation d'iceluy. Et quant aux gentilshommes qui se seront ainsi battus pour des sujets et contre des personnes indignes, nous voulons qu'ils souffrent les mêmes peines que nous avons ordonnées contre les seconds, s'ils peuvent être appréhendés ; sinon il sera procédé contre eux par défaut et contumace, suivant la rigueur des ordonnances ».

[1940] « Déclaration du roi qui adjuge aux hôpitaux la totalité des biens de ceux qui seront condamnés pour crime de duel, Versailles, 28 octobre 1711 (citée par Beaufort, *ibidem*, tome 1er, p. 314).

[1941] *Ibidem*, p. 266, édit portant règlement général pour la répression du duel, St-Germain en Laye, août 1679, art. 10.

[1942] Fonds du Baliot, « Réponse pour messire Eusèbe de Tenet de Laubadère, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis, habitant de la ville de Bassoues, appellant, contre le sieur Loumagne, intimé », De Vic rapporteur, Me Jamme avocat, J . Cassagne procureur, p. 6.

législation fut plus tolérante envers les nobles, tant la répression était sévère, on remarque qu'elle fut légèrement plus rigoureuse envers les roturiers, ce qui n'en est pas moins un privilège pour les duellistes nobles. En revanche, les nobles étaient plus durement punis en ce qu'ils chutaient de plus haut, car ils encouraient la déchéance de noblesse.

b) Les cas de cessation de la noblesse

Paragraphe 1) Les cas de cessation liés à la législation répressive sur les duels

Es duel, ce qui frappe c'est l'extension de la peine à de multiples cas de figure, et sa répétition, ce qui marque très clairement la détermination des rois Bourbons à en finir avec les duellistes. C'est aussi un autre élément montrant que cette législation ciblait principalement la noblesse dont le roi souhaitait la conservation, quitte à en retrancher quelques membres.

Les duellistes furent dégradés de leur noblesse par l'article 16 de l'édit de juin 1609[1943]. L'édit d'août 1679 reprenait la même condamnation en les condamnant à être « déclarés infâmes et dégradés de noblesse » en cas de défaut et contumace[1944].

Ceux qui faisaient appel à des seconds pour les combats furent aussi dégradés par l'édit de février 1626[1945]. Par l'édit de septembre 1651, ceux qui sollicitaient d'autres duellistes pour

[1943] *ADHG*, 1 B 1911, folio 150, édit portant prohibition des duels, Fontainebleau, juin 1609, art. 16 : « Ceux quy se batront en duel d'eux-mesmes encourront la peyne de mort ou de prison perpétuelle, avec la perte de la moytié de leurs biens ; et en attendant qu'ils soinct apréhandez, seront dégradez de noblesse et privez leurs vies durant de touts biens ».

[1944] Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 266, édit portant règlement général pour la répression du duel, St-Germain en Laye, août 1679, art. 23 : « […] et à faute dans ledit temps de satisfaire aux arrêts qui seront signifiés à leurs domiciles, nous voulons qu'il soit procédé contre eux par défaut et contumace ; qu'ils soient déclarés atteints et convaincus des cas à eux imposés ; et comme tels, qu'ils soient condamnés aux peines portées par nos édits, et leurs biens à nous acquis et confisqués et mis à nos mains, et sans attendre que les cinq années des défauts et contumaces soient expirées, que toutes leurs maisons soient rasées et leurs bois de haute futaye coupés jusques à certaine hauteur, suivant les ordres que nous en donnerons, et eux déclarez infâmes et dégradés de noblesse, sans qu'ils puissent à l'avenir entrer en aucune charge ».

[1945] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVI, « Edit contre les duels », Paris, février 1626, art. 7 : « Et quoy que nous estimions que la publication de cetuy notre présent édit, que nous voulons à l'avenir être inviolable, empêchera tous nos sujets de tomber ès fautes, contre lesquelles il est fait : si toutefois il arrivoit qu'ils fussent si misérables que de ne s'en abstenir pas, et que non contens de commettre tels crimes si énormes devant Dieu et les hommes, ils y attirassent et engageassent encore d'autres personnes, dont ils se serviroient pour seconds, tiers, ou autre plus grand nombre ; ce qui ne peut être fait par aucuns, que pour chercher lâchement dans l'adresse ou le courage et secours d'un tiers, la sûreté de leurs personnes, qu'ils veulent exposer par vanité contre leur devoir sous cette seule confiance : nous voulons que ceux qui se rendront coupables

les seconder furent déchus de leur noblesse, eux et leur descendance, et leurs armes noircies et brisées[1946]. Par ce même édit, les seconds furent condamnés à la même peine[1947]. L'article 15 de la déclaration d'août 1679, qui reprend le précédent, insiste sur les armoiries, en obligeant les descendants des contrevenants à l'édit sur les duels à changer leurs armes[1948].

Les nobles qui remplaçaient les roturiers, qui ne pouvaient normalement pas se battre, en raison de la différence de condition, selon l'usage, contre des gentilshommes (ces derniers estimant déshonorant de s'abaisser à croiser le fer avec des « vilains »), furent frappés de la même peine de déchéance de noblesse en 1651[1949]. Si des gentilshommes s'abaissaient à combattre des roturiers, ils subissaient encore la même peine[1950].

à l'avenir d'une telle et si criminelle lâcheté, soient irrémissiblement punis de mort, suivant la rigueur de nos premiers édits, et dès à présent déclarons les appellans et appellés, qui se serviront desdits seconds, tiers ou autres, ignobles, eux et leur postérité déchus de toute noblesse, et incapables de toutes charges pour jamais, sans que nous ny nos successeurs les puissent rétablir, et leur ôter la note d'infamie que justement encourue, tant par l'infraction de nos édits que par leur lâcheté ; nonobstant toutes lettres de grâce et de rémission qu'ils puissent obtenir de nous au contraire par surprise ou autrement, lesdits seconds ou tiers néanmoins demeurans seulement sujets aux mêmes peines des appellés, sinon qu'eux mêmes eussent fait l'appel, auquel cas ils seront punis des peines portées par ce présent édit contre les appellans ». Cette déchéance de noblesse fut reprise par l'article 21 de l'édit du roi sur la prohibition et punition des duels, juin 1643, cité par Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 173.

[1946] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVII, « Edit portant règlement pour la punition des duels et rencontres », Paris, septembre 1651, art. 14 : « […] nous voulons que ceux qui se trouveront coupables d'une si criminelle et si lâche contravention à notre présent édit, soient sans rémission punis de mort, quand même il n'y aurait aucun de blessé ni de tué dans ces combats avec des seconds ; que tous leurs biens soient confisqués comme dessus, que leurs armes soient noircies et brisées publiquement par l'exécuteur de la haute justice ; qu'ils soient dégradés de noblesse, et déclarés eux et leurs descendans roturiers et incapables de tenir jamais aucunes charges, sans que nous, ni les rois nos successeurs les puissions rétablir ni leur ôter la note d'infamie qu'ils auront justement encourue, tant pour l'infraction du présent édit, que par leur lâche artifice, et ce nonobstant toutes lettres de grâces et abolition qu'ils pourroient obtenir de nous, auxquelles nous défendons à tous juges d'avoir aucun égard. […] ».

[1947] *Ibidem*, art. 14 : « […] Nous voulons que tous ceux qui tomberont dans le crime d'être seconds ou tiers, soient punis des mêmes peines que nous avons ordonnées contre ceux qui les emploieront ».

[1948] Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 266, édit portant règlement général pour la répression du duel, St-Germain en Laye, août 1679, art. 15 : « […] qu'ils soient dégradés de noblesse et déclarés roturiers, incapables de tenir jamais aucunes charges ; leurs armes noircies et brisées publiquement par l'exécuteur de la haute justice. Enjoignons à leurs successeurs de changer leurs armes, et en prendre de nouvelles, pour lesquelles ils obtiendront nos lettres à ce nécessaires ; et en cas qu'ils reprissent les mêmes armes, elles seront de nouveau noircies et brisées par l'exécuteur de la haute justice, et eux condamnés à l'amende de deux années de leurs revenus, applicable moitié à l'hôpital général de la ville la plus proche, et l'autre moitié à la volonté des juges ».

[1949] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVII, « Edit portant règlement pour la punition des duels et rencontres », Paris, septembre 1651, art. 15 : « […] Et quant aux gentilshommes qui se seront ainsi battus pour des sujets et contre des personnes indignes, nous voulons qu'ils souffrent les mêmes peines que nous avons ordonnées contre les seconds s'ils peuvent être appréhendés, sinon il sera procédé contre eux par défaut et contumace suivant la rigueur des ordonnances ».

[1950] *Ibidem*. La peine est reprise dans l'édit de 1679 (Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 266, édit portant règlement général pour la répression du duel, St-Germain en Laye, août 1679, art. 16 : « Et quant aux gentilshommes qui se seront ainsi battus pour des sujets et contre des personnes indignes, nous voulons qu'ils souffrent les mêmes peines que nous avons ordonnées contre les seconds, s'ils peuvent être appréhendés ; sinon il sera procédé contre eux par défaut et contumace, suivant la rigueur des ordonnances »).

Le cas de ceux qui, alors qu'ils avaient été privés de leurs charges pour cause de duel, cherchaient à combattre ceux qui en avaient été pourvus à leur place, ou ceux dont ils se serviraient pour le duel en leur lieu et place, fut puni par la déclaration de février 1626, qui les dégradait de la noblesse [1951].

Pour sanctionner ceux qui intercédaient afin de préparer le duel, alors même qu'ils n'y prenaient pas part, l'édit de juin 1609 édictait la dégradation « de noblesse et des armes » pour cause d'appel au duel pour un autre, certification de billet, ou port d'une « parole offensive en l'honneur »[1952].

Un cas particulier est à mentionner. Par l'article 14 de l'édit de juin 1609, perdaient leur noblesse les enfants des duellistes ayant tué leur adversaire et morts sans biens, pour une durée de dix ans[1953]. La même peine fut appliquée par l'article 21 de l'édit de juin 1643 aux enfants des seconds morts sans biens lorsqu'ils avaient eux-mêmes fait l'appel ou avaient tué leur adversaire[1954]. Cette perte de noblesse qui ne frapperait que les enfants pour un temps donné, est unique, et s'explique tout simplement par le désir d'atteindre les héritiers des duellistes dans leurs biens : faute de pouvoir confisquer leurs biens, on leur faisait payer la taille pendant dix ans, ce qui n'avait une incidence réelle sur leur patrimoine qu'en pays de taille personnelle. La perte de noblesse ne paraît donc pas être ici une peine appropriée à la volonté du législateur.

[1951] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVI, « Edit contre les duels », Paris, février 1626, art. 2 : « Et en cas que ceux qui nous auront contraints de les priver de leurs charges s'en ressentent envers ceux que nous en aurons pourvus, et les appellent ou excitent au combat, soit par eux-mêmes ou par autruy, par rencontre ou autrement, nous voulons que telles gens et ceux dont ils se serviront soient dégradés de noblesse, déclarés infâmes, et punis de mort, sans pouvoir jamais être relevés desdites peines par aucunes de nos lettres, ausquelles nous défendons très expressément à nos officiers d'avoir égard si tant est que par surprise ou autrement ils vinssent à en obtenir ». La dégradation de noblesse dans ce cas est reprise dans l'article 20 de l'édit de juin 1643 et l'article 12 de l'édit de septembre 1651 (Edit du roi sur la prohibition et punition des duels, juin 1643, cité par Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 173 ; Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVII, « Edit portant règlement pour la punition des duels et rencontres », Paris, septembre 1651). Elle ne leur fut plus appliquée dans l'édit d'août 1679 (art. 12).

[1952] *ADHG*, 1 B 1911, folio 150, édit portant prohibition des duels, Fontainebleau, juin 1609, art. 12 : « Quiconque appellera quelqu'ung au combat pour ung autre, ou sera certifficateur du billet, ou pourtera parolle offensive en l'honneur, sera dégradé de noblesse et d'armes pour toute sa vie, tiendra prison perpétuelle, ou sera pugny de mort infamante, sellon qu'il sera par nous ou par les juges susdits ordonné ; plus sera privé à perpétuitté de la moytié de ses biens, meubles et immeubles ».

[1953] *ADHG*, 1 B 1911, folio 150, édit portant prohibition des duels, Fontainebleau, juin 1609, art. 14 : « Sy contre les déffenses pourtées par notre présent édict il advient que quelqu'un se bate et tue ung autre, celluy qui aura tué encourra la peyne de mort pourtée par touttes nos ordonnances, et en attendant qu'il soict appréhendé, il sera privé des charges, dignités et pensions qu'il possède. Davantaige, la moytié des biens du tueur sera pour dix ans affectée aulx mesmes effets que nous ordonnerons cy après, sans aulcune amende neantmoings envers les héritiers du mort, d'aultant qu'il aura désobey à nostre présent édict ; et sy les deux partyes meurent audit combat, leurs corps seront privez de sépulture, et le tiers de leurs biens en fondz affecté aulx mesmes œuvres, et s'ils n'ont nuls biens, leurs enfans seront déclarez roturiers et tailhables pour dix ans, et s'ils estoient desjà tailhables, seront déclarez indignes d'estre jamais nobles, ny tenir aulcune charge, dignitté ny office royal ». Disposition reprise dans l'article 18 de l'édit du roi sur la prohibition et punition des duels de juin 1643, cité par Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 173.

[1954] Edit du roi sur la prohibition et punition des duels, juin 1643, art. 21, cité par Beaufort, *ibidem*, p. 173.

D'ailleurs, ils ne perdaient pas vraiment leur noblesse, puisqu'ils ne seraient pas « déchus » ou « dégradés », mais simplement « déclarés » roturiers et taillables pendant cette période, privés provisoirement de leurs privilèges pendant un temps, comme s'il s'agissait d'une fiction du droit, ou d'une sorte de dérogeance limitée dans le temps et dans ses effets. La qualification de « perte » n'est donc pas ici idoine.

Paragraphe 2) Les cas de perte de la noblesse liés à la législation préventive sur les duels

Il est important d'apporter quelques précisions sommaires sur cette juridiction que nous avons déjà plusieurs fois évoquée. Les nobles étaient justiciables du tribunal du point d'honneur, juridiction d'exception qui jugeait toutes les querelles liées au point d'honneur[1955]. Ce juge du point d'honneur n'avait qu'une compétence limitée *ratione personae*. Si beaucoup des dispositions des édits visaient les gentilshommes, la juridiction du point d'honneur ne devrait pas être exclusive à la noblesse conformément aux édits de septembre 1651 et d'août 1679 : elle jugeait les différends des gentilshommes, mais aussi des « gens de guerre et autres nos sujets »[1956]. Craignant peut-être les contestations des autres juridictions, ou un encombrement d'affaires, le tribunal des maréchaux a pourtant exclu de sa compétence ces autres sujets, pour ne conserver que celle sur les nobles et les officiers militaires. D'ailleurs l'article 2 de l'édit contre les duels de 1723 ne remettait plus entre leurs mains que les « gentilshommes, gens de guerre et autres nos sujets ayant droit de porter des armes, de quelque qualité et condition qu'ils soient »[1957]. Lorsqu'il s'agissait de querelles, les bourgeois et autres roturiers étaient catégoriquement rejetés par le Tribunal, même lorsque le demandeur était

[1955] Peu de juristes de l'ancien droit se sont intéressés à cette juridiction. L'essentiel est dit dans Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, tome 1er et 2e, *op. cit.*. Muyart de Vouglans lui accorde quelques développements (Muyart de Vouglans, Pierre-François, Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel, *op. cit.*, p. 744, chapitre 3e, « De la juridiction de messieurs les maréchaux de France et autres juges du point d'honneur »). Cette juridiction du Point d'honneur ne doit pas être confondue avec le tribunal de la Connétablie, qui dépendait aussi des maréchaux de France après la disparition de la charge de connétable (Le Barrois d'Orgeval, Gabriel, *Le tribunal de la connétablie de France du XIVe siècle à 1790*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Paris, 1917, Introduction). Concernant les travaux historiques, 2 thèses et un ouvrage sur le maréchalat sont incontournables : Cailteaux, Charles, Le tribunal du point d'honneur au XVIIIe siècle d'après les registres des lieutenants des maréchaux de France, *op. cit.* ; Pierquin, Hubert, *La juridiction du point d'honneur sous l'Ancien Régime et le tribunal des maréchaux de France*, thèse de droit, Université de Paris, Paris, 1904 ; Le Barrois d'Orgeval, Gabriel, *Le maréchalat de France des origines à nos jours*, tome 1, Editions Occitania, Paris, 1932.

[1956] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVII, « Edit portant règlement pour la punition des duels et rencontres », Paris, septembre 1651, art. 2.

[1957] *ADHG*, 1 B 1941, folio 151, édit contre les duels, Versailles, février 1723, art. 2.

noble. En 1740, Jeanne du Bernard, de Laplume, porta plainte contre François Laporterie, qui lui avait fait des menaces et avait proféré des injures. Le Tribunal lui fit réponse que « comme vous le qualifiez simplement d'habitant de votre même ville, et qu'il y a apparence qu'il est bourgeois et non gentilhomme, le tribunal ne peut entrer en connoissance de cette affaire, et c'est par devant les juges des lieux que vous devez vous pourvoir »[1958].

Ratione materiae, les juges du point d'honneur ne se prononçaient qu'en matière de point d'honneur : toute affaire qui n'aurait pas pour objet une question d'honneur n'était pas de sa compétence, et le juge du point d'honneur la renvoyait devant les juges ordinaires. Dans sa thèse sur le tribunal des maréchaux au XVIIIe siècle, Cailteaux a distingué cinq matières dans lesquelles le tribunal pouvait être compétent. La première était les querelles pouvant entraîner des duels : c'est précisément à la prévention des duels que la juridiction dut son apparition. Les injures et voies de fait diverses et variées entraînaient l'intervention du juge du point d'honneur. Il est important de rappeler que les duels, une fois le crime consommé, n'étaient plus de sa compétence, mais de celle des juridictions ordinaires, comme le précisent les édits et déclarations sur les duels[1959]. Même en cas de simple appel au duel, le tribunal des maréchaux était incompétent et tant l'appelant que l'appelé justiciables de droit commun[1960]. La deuxième était les conflits de droits honorifiques, la troisième les affaires de famille, et la quatrième les querelles de chasse. Sur ces trois matières, le tribunal ne traita qu'un nombre extrêmement réduit de contestations. En effet, pour les affaires de chasse et de droits honorifiques, comme pour les affaires de famille, quoiqu'il soit question d'honneur, le fonds de l'affaire reposait *de jure* sur des actes juridiques ordinaires, en général la question était d'ordre patrimonial, et le juge du point d'honneur se contentait bien souvent de renvoyer les parties devant la juridiction ordinaire afin de les départager. Il pouvait cependant intervenir mais provisoirement, en tentant de concilier les parties, ou en prenant des mesures de police, afin d'éviter des voies de fait, comme en faisant des défenses de chasser aux parties[1961]. En revanche pour la cinquième matière, les « dettes d'honneur », le tribunal fut amené à traiter un nombre considérable de contestations. Le droit d'utiliser des obligations d'honneur s'est avéré être un privilège très apprécié de la noblesse et des officiers. La compétence du tribunal était donc d'autant plus

[1958] Il est précisé ensuite que « si au contraire il est gentilhomme, vous pouvez vous adresser à monsieur de Cadrieu votre lieutenant » (AN, AB/XIX/1195, 90216, minute de la réponse inscrite sur la lettre de Jeanne du Bernard écrite à Laplume le 20 septembre 1740).
[1959] Ils pouvaient cependant faire arrêter les duellistes s'ils craignaient qu'il y ait un second duel, ainsi que leurs parents, amis, témoins, et autres complices, afin d'empêcher que de nouvelles querelles dégénèrent (Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 88).
[1960] Edit du roi sur la prohibition et punition des duels, juin 1643, art. 31 (Beaufort, *ibidem*, tome 1er, p. 173).
[1961] C'est ce que relève Beaufort (*ibidem*, tome 1er, p. 78).

réduite qu'il fallait que les personnes et la matière soient de son ressort pour qu'une affaire puisse lui être portée : « ces deux conditions sont indivisibles, en sorte que si elles ne concourent pas ensemble, la compétence de messieurs les maréchaux de France s'écroule et s'évanouit »[1962].

Concernant plus spécifiquement le duel, dès le XVIe siècle, le roi avait tenté de concilier les querelleurs afin d'en finir avec les duels. Dans l'ordonnance donnée à Moulins en 1566, Charles IX avait défendu aux nobles de « vuider leursdites querelles par armes ne combats », et renvoyé les parties devant le connétable et les maréchaux de France pour ceux présents à la cour, ou devant les gouverneurs de province pour ceux restant en province, mais avec possibilité d'appel devant les maréchaux et le connétable[1963]. Seuls les grands seigneurs furent concernés dans les premiers temps par ces mesures. Ainsi le sieur de Montespan et le sieur de Termes qui devait le seconder, furent conciliés avec le marquis de Coeuvres et le sieur de Villars-Houdan en 1598[1964]. Relevons qu'au début du XVIIe siècle, la législation sur les duels renvoya de nouveau les querelleurs devant le connétable et les maréchaux ou les gouverneurs en province afin de les juger, soit qu'ils soient avertis par l'offensé ou par toute autre personne. Leur rôle était de mettre fin au conflit en ordonnant une réparation proportionnée à l'injure, ce remède permettant de soulager ceux qui ne pouvaient par les armes « retirer satisfaction des injures qu'ils prétendroient avoir reçues »[1965]. Les récalcitrants encouraient le bannissement, la saisie des biens, et la prison. Les résultats ne devaient pas être pleinement satisfaisants, et par l'édit de février 1626 sur les duels, il fut ordonné que les officiers de la Couronne « qui se trouveront plus proche de l'offensant », les gouverneurs et lieutenants généraux des provinces, ou les capitaines et gouverneurs particuliers des villes et châteaux, assistés de « deux ou trois gentils-hommes voisins, sages et bien sensés », devraient, dans l'étendue de leurs charges, sur les plaintes ou simples « avis » qu'ils auraient des querelles d'honneur, et après avoir mandé devant eux les « offensants », ordonner « une satisfaction si honorable à l'offensé, qu'il ait sujet d'en demeurer content »[1966]. En cas d'insoumission, les obstinés étaient déférés par ces premiers juges devant le connétable ou les maréchaux de France, chargés par les précédents édits de trancher les différends portant sur le point d'honneur.

[1962] *Ibidem*, tome 1er, p. 74.
[1963] Ordonnance transcrite par Beaufort, *ibidem*, tome 1er, p. 137. On remarque que c'était alors les seules « querelles et noises qui sont entre aucuns gentilshommes » qu'il s'agissait de résoudre.
[1964] « Accords de querelles faites par monseigneur le connestable de Montmorency, assisté de messieurs les maréchaux », cité dans Beaufort, *ibidem*, tome 1er, p. 37.
[1965] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVI, « Edit contre les duels », Paris, février 1626.
[1966] *Ibidem*, art. 15.

L'idée était donc qu'il fallait procurer à l'offensé une satisfaction proportionnelle à l'insulte afin de désamorcer la querelle. Médiation et punition : c'est cet alliage intelligent que concrétisa la monarchie, s'apercevant que l'interdiction de la conséquence pratique des querelles d'honneur, à savoir les duels, ne supprimait pas pour autant les questions d'honneur elles-mêmes. Afin d'en finir avec les duels, les rois entreprirent donc de prendre soin de « l'honneur et de la réputation de notre noblesse »[1967]. C'était un moyen « d'arrêter le cours des querelles en leur source »[1968].

Il n'est pas nécessaire de détailler l'organisation de cette juridiction ici, qui ira en se perfectionnant jusqu'à la Révolution, en améliorant son fonctionnement, en particulier par la création de commissaires en province, qui deviendront en 1693 officiers comme lieutenants des maréchaux. Lorsqu'ils devaient prononcer un jugement, au terme d'une procédure contradictoire, les commissaires ou lieutenants des maréchaux pouvaient prononcer de véritables peines : des amendes, la prison et même le bannissement, mais non la déchéance de noblesse[1969]. On pouvait faire appel de leur décision devant le Tribunal des maréchaux de France[1970].

Les « réparations » et « satisfactions » envers les offensés, suivant la gravité de l'offense, furent fixées par un règlement des maréchaux d'août 1653[1971]. Outre les peines susdites, les maréchaux exigèrent des excuses des condamnés envers la partie adverse, plus ou moins pitoyables (formule de la demande de pardon, genou à terre), en présence ou non des « amis » de l'offensé, le tout proportionnellement à l'outrage. En outre, l'offensé pouvait se voir permettre, voire contraindre, de porter à l'offensant les mêmes coups que ceux qu'il avait reçus, comme des coups de bâton[1972] ! Ces peines furent alourdies par un règlement d'août 1679[1973]. Elles n'étaient rien moins que négligeables : les maréchaux pouvaient aller jusqu'à

[1967] *Ibidem*, Tome XVII, « Edit portant règlement pour la punition des duels et rencontres », Paris, septembre 1651, art. 10.
[1968] Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 266, édit portant règlement général pour la répression du duel, St-Germain en Laye, août 1679, art. 2.
[1969] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVII, « Edit portant règlement pour la punition des duels et rencontres », Paris, septembre 1651, art. 6.
[1970] *ADHG*, 1 B 1924 bis, folio 342, édit créant des lieutenants des maréchaux de France, Versailles, mars 1693.
[1971] « Règlement de messieurs les maréchaux de France, touchant les réparations des offenses entre les gentilshommes, pour l'exécution de l'édit contre les duels », Paris, 22 août 1653, cité par Beaufort, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 254. Les maréchaux s'efforcèrent de prendre en compte divers critères, comme le motif de l'offense, la préméditation, la réplique de l'offensé, la gravité de l'outrage (injure, soufflet, coup de bâton…), etc…
[1972] *Ibidem*, art. 10.
[1973] « Règlement de messieurs les maréchaux de France, qui confirme et augmente le précédent », Paris, 22 août 1679, cité par Beaufort, *ibidem*, p. 300.

prononcer des peines de vingt années de prison dans le cas d'une personne en ayant frappé une autre avec un bâton par derrière[1974].

On remarquera que dans un des deux cas où la juridiction du point d'honneur put ordonner la déchéance de noblesse, ce ne fut qu'une peine personnelle qui n'affectait pas la postérité. C'est qu'elle ne bénéficia probablement pas de l'autorité des juridictions ordinaires pour administrer une peine aussi grave. Les relations des parties avec les juges du point d'honneur jouaient peut-être davantage devant elle. Malgré les sollicitations, le Tribunal des maréchaux avait plus d'autorité et d'impartialité que ses lieutenants, tant par le prestige de ses juges, par sa séance dans l'hôtel du doyen des maréchaux, que par l'avis d'un maître des requêtes de l'hôtel, sur le rapport duquel ils rendaient leur ordonnance[1975]. C'est pour cela qu'il lui fut permis de déchoir la famille de la noblesse dans un cas.

Le premier cas de perte de la noblesse fut prévu par l'édit de février 1626. Afin de faire respecter les décisions de ces juges, face à des parties mues par le désir ardent de ferrailler, ou du moins par la rancœur envers la partie adverse, il fut ordonné que ceux qui ne voudraient se soumettre aux jugements rendus sur les querelles d'honneur par les maréchaux, gouverneurs et lieutenants généraux des provinces, seraient « déchus des privilèges de noblesse »[1976]. Cette peine fut reprise dans l'édit du roi sur la prohibition et punition des duels de juin 1643[1977]. A cette époque les commissaires et lieutenants des maréchaux n'ayant pas encore été créés, et n'étant pas citée dans les édits les concernant, cette peine ne faisait partie que de l'arsenal répressif du Tribunal des maréchaux.

Le second cas n'apparait qu'avec l'article 8 de l'édit de février 1723 : même sans être bretteur, il suffisait d'avoir frappé une personne « dans quelque cas ou circonstance que ce soit » pour que le juge du point d'honneur puisse procéder à une « dégradation des armes et de

---

[1974] « Règlement de messieurs les maréchaux de France », Paris, 22 août 1679, art. 15 (*ibidem*, p. 300).

[1975] Sur le tribunal des maréchaux proprement dit, voir Beaufort, *ibidem*, tome 2e, p. 6 et p. 41 et suiv, et Le Barrois d'Orgeval, Gabriel, Le maréchalat de France des origines à nos jours, tome 1, *op. cit*, p. 344 et suiv.

[1976] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVI, « Edit contre les duels », Paris, février 1626, art. 17 : « Et pour leur donner moyen de terminer facilement tous différends de cette nature, et de faire réparer toute injure, nous nous obligeons d'accorder sur leurs avis, tout ce que notre conscience nous pourra permettre pour la satisfaction des offensés : voulons que tout ce qu'ils prononceront touchant le point d'honneur et réparation d'offense, soit si religieusement exécuté de toutes parts, que si quelqu'une des parties vient à y manquer, outre les peines de prison, et autres qu'ils leur pourront imposer, ils soient déchus des privilèges de noblesse. Enjoignons pour cet effet à nos élus, officiers et asséeurs des tailles, de les comprendre au rôle d'icelles, et les taxer selon leurs facultés, sans user d'aucune connivence ni retardement, si tôt qu'ils auront vu les jugemens rendus par nosdits cousins les connétable et maréchaux de France, et autres de nos gouverneurs et officiers cy dessus mentionnés, sur peine aux élus, et autres officiers de nos dites tailles, de privation de leur charge, et d'en répondre en leur propre et privé nom ; […] ».

[1977] Article 11 de l'édit du roi sur la prohibition et punition des duels de juin 1643, cité par Beaufort, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 173.

noblesse personnelle »[1978]. On n'a pu cependant en relever aucun cas, à une époque où les querelles d'honneur susceptibles d'entraîner un duel entre nobles s'étaient raréfiées.

Il parait clairement que le tribunal du point d'honneur a réussi en grande partie, aidé il est vrai par le volet répressif de la législation et l'évolution des mentalités, à remplir l'objectif qui lui avait été donné dès sa création de résoudre les querelles d'honneur et d'empêcher les duels entre gentilshommes, dont la vogue connut un incontestable déclin au sein de la noblesse à partir du règne de Louis XIV en Gascogne orientale. Par l'accommodement ou par des ordonnances plus sévères, nombre de crimes furent évités[1979].

C'est surtout la législation répressive sur les duels qui resta largement inefficace, en particulier à cause de la difficulté que l'on avait à découvrir des témoins, l'identité et le refuge des duellistes. Même en cas d'arrestation, les juges devaient rechigner à appliquer une peine aussi sévère. Si l'on en croit le maréchal de La Feuillade, la dégradation de noblesse ne ferait peur qu'à ceux qui auraient usurpé la noblesse, ce qui serait « d'autant plus vrai, qu'il est à naître qu'un véritable gentilhomme ait payé la taille pour s'être battu », ineffectivité dont les gentilshommes ne se seraient « que trop apperçus »[1980]. Avec la forte diminution du nombre de duels chez les nobles sous le règne de Louis XIV, la législation répressive contre le duel fut de moins en moins susceptible d'être appliquée, la nécessité d'une peine exemplaire se faisant moins sentir[1981].

[1978] *ADHG*, 1 B 1941, folio 151, édit contre les duels, Versailles, février 1723. art. 8 : « […] Et voulons que celuy qui en aura frappé un autre dans quelque cas ou circonstance que ce soit, soit puny par dégradation des armes et de noblesse personnelle, et quinze ans de prison, après lequel tems il n'en pourra sortir qu'en vertu de nos Ordres expediez sur l'avis de nosdits cousins les maréchaux de France ».

[1979] La conclusion de Pierquin, qui voudrait que l'action du tribunal fût « constamment inefficace », nous paraît totalement excessive. Elle s'explique par ses exemples tirés presque uniquement de la noblesse de cour, et non d'une étude d'ampleur des archives du tribunal (Pierquin, Hubert, La juridiction du point d'honneur sous l'Ancien Régime et le tribunal des maréchaux de France, *op. cit.*, p. 81).

[1980] « Mémoire présenté au roi par monsieur le maréchal de La Feuillade », transcrit dans Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 342.

[1981] Pierre Serna a montré que les juges au XVIIIe siècle, malgré une certaine recrudescence des duels à partir de la Régence, n'appliquaient pas la législation, embarrassés qu'ils étaient par la condition des duellistes, et « le plus souvent, moyennant finances, la procédure tourne court » (Brioist, Pascal, Drévillon, Hervé, Serna, Pierre, Croiser le fer. Violence et culture de l'épée dans la France moderne, *op. cit.*, p. 322 et suiv.).

3) Le crime de « lèse-majesté ».

Pour La Roque, « on n'a jamais vu qu'aucun de ceux qui ont commis forfaiture aient perdu leur noblesse, si ce n'est pour crime de lèze Majesté au premier chef »[1982]. Les criminels de lèse-majesté humaine au premier chef sont ceux qui attentaient à la personne du souverain, à celle des « enfants de France », ou qui conspiraient et entreprenaient contre la sûreté de l'Etat[1983]. L'édit de mars 1591 prévit en effet la dégradation de noblesse pour les nobles criminels de lèse-Majesté au premier chef[1984]. Pour Guyot, on supprime le nom et les armes du coupable de lèse-majesté au premier chef, ce qui entraînerait logiquement une perte de la noblesse, qui était attachée au nom de famille et aux armoiries[1985]. D'après l'*Encyclopédie méthodique*, le criminel de lèse-majesté et ses descendants perdraient la noblesse[1986]. Le parlement de Toulouse eut à prononcer de telles peines lors des révoltes en Languedoc de Rohan et de Montmorency sous Louis XIII, alors qu'en Gascogne orientale le parti royal dominait, peut-être à cause d'une présence moindre des protestants, d'où l'absence de cas relevés[1987]. La cour des aides de Guyenne appliqua une fois, mais sans doute guère plus, la déchéance de noblesse, en jugeant en 1662 que le noble fils d'un homme condamné pour lèse-majesté (il s'agissait d'un cas de faux-monnayage), était lui aussi déchu de sa noblesse[1988]. Ce crime était *de facto* le seul pour lequel la perte de noblesse était effectivement appliquée.

[1982] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 375.
[1983] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XXXVI, entrée « lèse-majesté ».
[1984] *ADHG*, 1 B 1971, folio 16, édit fait au camp devant Chartres, le 8 mars 1591 : il ordonne aux parlements de « proceder par les peynes pourtées par les ordonnances contre les criminelz de leze majesté et au premier chef, les privant et desgradant et toute leur postérité du tiltre de noblesse et des honneurs et privilieges qui y sont acquis ».
[1985] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XXXVI, entrée « lèse-majesté » : « On supprime le nom et les armes de ceux qui sont coupables du crime de Lèse-majesté au premier chef, et l'on ordonne que leur maison sera rasée, leurs bois de haute futaie coupés jusqu'à une certaine hauteur, leurs armes brisées, et leur nom supprimé ». Robert Chabanne rapporte un arrêt rendu par le parlement de Paris contre le connétable de Bourbon le 27 juillet 1527 appliquant cette peine (Le régime juridique des armoiries, *op. cit.*, p. 178).
[1986] Panckoucke Charles-Joseph (dir. par), Encyclopédie méthodique ou par ordre de matières, *op. cit.*, tome sixième, entrée « noblesse », p. 123.
[1987] Chabanne, Robert, Le régime juridique des armoiries, *op. cit.*, p. 183.
[1988] Bège-Seurin, Denise, « Droit et identité nobiliaire : la jurisprudence de la cour des aides de Guyenne au XVIIème siècle d'après le recueil de Fontainemarie », *op. cit.*, p. 173.

C) Le non acquittement d'une finance pour confirmation de la noblesse

Les anoblis par lettres d'anoblissement vénales créées par l'édit de mars 1696 et mai 1702 durent acquitter une finance en vertu d'un édit de janvier 1710 pour confirmation de leur noblesse, qui prévoyait aussi que faute d'acquitter cette finance, ils seraient déchus de leur noblesse[1989].

Sous le règne de Louis XV, un arrêt du conseil d'Etat du 30 septembre 1723 ordonna à tous les détenteurs de lettres de noblesse (lettres d'anoblissement, de confirmation, de maintenue ou de réhabilitation de noblesse) ou anoblis par des offices municipaux (par mairie, prévôté des marchands, ou échevinage), depuis 1643 jusqu'en 1715 de payer une finance de 2000 livres et les deux sols pour livres pour droit de confirmation à l'occasion de l'avènement à la couronne de Louis XV en 1715[1990]. Constatant qu'il n'était pas appliqué, le roi en renouvela les dispositions dans un arrêt du conseil d'Etat du 2 mai 1730[1991]. Par ce dernier arrêt, si la finance n'était pas acquittée dans les trois mois, les anoblis ou réhabilités étaient alors déchus de leur noblesse[1992].

Enfin un dernier édit de révocation en avril 1771, disposa que les anoblis depuis 1715, ou leurs descendants, par lettres d'anoblissement ou par diverses charges, devraient acquitter une finance de 6000 livres pour être confirmés dans leur noblesse, et qu'à faute d'y satisfaire ils seraient déchus de leur noblesse en vertu de l'article 7 de ce même édit[1993]. Cet article portait une disposition particulière concernant les déchus de noblesse : leur nom devait être retranché

[1989] *ADHG*, 1 B 1936, folio 14, édit donné à Versailles en janvier 1710 : « Voulons qu'au moyen du payement qui sera par eux fait de la finance desdites rentes dans le temps cy-dessus marqué, tous lesdits acquéreurs des lettres de noblesse leurs veuves et enfans nez et à naistre en legitime mariage soient et demeurent confirmés dans leur noblesse et privileges y attachez, comme nous les avons expressement confirmé et confirmons par le present edit et que faute par eux d'y satisfaire dans ledit temps, et iceluy passé, ils en demeurent privez et decheus pour toujours ».

[1990] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 343.

[1991] Fonds Blanquefort, arrêt du conseil d'Etat fait à Fontainebleau, le 2 mai 1730.

[1992] Fonds Blanquefort, arrêt du conseil d'Etat fait à Fontainebleau, le 2 mai 1730 : « Veut Sa Majesté qu'ils soient déchus de la noblesse et des privilèges y attachez, et comme tels qu'ils soient imposez aux rôlles des tailles et autres impositions ordinaires et extraordinaires, avec les roturiers au prochain département ».

[1993] *ADHP*, 65 J 101, édit du roi pour confirmation des anoblis depuis 1715, Versailles, avril 1771, art. 7 : « Faute par aucuns desdits anoblis, leurs veuves, enfans et descendans, d'avoir dans les délais ci-dessus prescrits, payé lesdites sommes, et fait registrer leurs quittances de finance partout où il est ordonné par l'article VI ci-dessus, voulons qu'ils demeurent déchus du titre de noblesse, acquis par charges ou lettres qui leur auroient été par nous accordées depuis le premier janvier 1715, et de tous les privilèges, prérogatives, et exemptions y attachés, sans que ladite peine puisse être réputée comminatoire ».

du catalogue des nobles[1994]. Ces confirmations participent de la politique d'instrumentalisation financière de l'anoblissement par un Etat impécunieux.

D) La mort civile par condamnation criminelle

La mort civile consistait en la perte des droits civils. Le mort civil n'avait plus de personnalité juridique, il n'était plus apte à être titulaire de droits et de devoirs. Il était « privé de tous les effets civils »[1995]. Le mort civil vivait toujours physiquement, mais il n'avait plus de droits civils, il était privé de ce que les juristes appelaient la « vie civile ». Condamné à certaines peines afflictives (comme la peine de mort, le bannissement ou les galères à perpétuité) entraînant la mort civile, le noble pouvait perdre ses droits civils, donc son statut noble, qui faisait partie du droit civil.

C'est ce qu'établit clairement François Richer dans son *Traité de la mort civile*. Considérant que les « titres et les privilèges attachés à la noblesse sont uniquement fondés sur le droit civil », il en déduisit que de façon « indubitable » le mort civil perdrait la noblesse, car « on ne peut pas imaginer qu'un homme que les loix ont retranché du corps des citoïens puisse continuer de jouïr des avantages qu'elle n'accorde qu'aux citoïens, et aux citoïens vertueux »[1996]. En réalité, si cette mort civile entraînait bel et bien la perte de la noblesse, elle était de peu de conséquence dans la pratique, dans la mesure où les nobles étaient rarement condamnés à de telles peines, et où les enfants déjà nés lors de la condamnation conserveraient la noblesse.

[1994] *ADHP*, 65 J 101, édit du roi pour confirmation des anoblis depuis 1715, Versailles, avril 1771, art. 7 : « […] Ordonnons pareillement qu'ils seront retranchés du catalogue des nobles, dans les cas où ils y auroient été inscrits ».
[1995] Panckoucke Charles-Joseph (dir. par), Encyclopédie méthodique ou par ordre de matières, *op. cit.*, tome sixième, entrée « mort civile ».
[1996] Richer, François, Traité de la mort civile, *op. cit.*, p. 258.

Section 2) L'entrée dans le clergé

Les membres du clergé formaient le premier ordre du royaume. Distincts du second ordre, la noblesse, ils devraient théoriquement perdre la noblesse lorsqu'ils entraient dans l'Eglise. Quoique nous étudions ici principalement les rapports entre noblesse et tiers-état, il ne nous semble pas pertinent de négliger totalement le premier ordre du royaume, surtout sur cette dimension de perte de la noblesse, car si très peu de nobles redescendaient vers le tiers-état, le nombre de ceux qui montaient vers le clergé n'était sans doute pas négligeable. Nous examinerons d'abord le cas des clercs séculiers, avant d'étudier celui des clercs réguliers.

I) Le cas des clercs séculiers

On pourrait croire qu'étant entrés dans l'ordre des clercs, les clercs séculiers ne feraient plus partie de la noblesse en aucune façon. Il est exact qu'ils ne faisaient plus partie de la noblesse en tant qu'ordre. Ainsi ne siégeaient-ils pas dans l'ordre de la noblesse dans les assemblées d'Etats. Mais pour ceux qui pensaient que la noblesse se transmettrait par le sang, elle paraissait comme incommutable ; La Roque penchait en ce sens[1997]. Les clercs issus de la noblesse conserveraient leur nature supérieure, même après leur entrée dans les ordres.

Si les clercs ne faisaient plus partie du second ordre, ils pouvaient conserver les prérogatives de la noblesse car *de jure*, les clercs dépendaient du droit canon, mais concernant

[1997] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 349, chapitre 142, « Si par l'entrée en religion, l'on perd la noblesse ».

leurs droits civils, la condition de leur naissance continuait à influer. Lors de l'instauration d'un privilège vestimentaire pour les nobles en 1549, le parlement de Paris s'interrogea sur la permission accordée ou non « aux gens d'eglise qui ne sont gentils-hommes, de porter soye sur soye »[1998]. Les clercs de noble extraction avaient donc conservé les privilèges de leur naissance. C'était aussi le cas pour leur succession. « Les ecclésiastiques vivent en nobles », écrivait Denisart, « mais ils meurent en roturier ; ainsi leurs successions ne se partagent pas comme celles des nobles, mais comme celles des roturiers, à moins qu'ils ne soient nés nobles »[1999]. Cette considération n'introduisait aucune différence en Gascogne orientale, où les successions étaient régies par un droit égalitaire, le droit écrit. Mais elle témoigne que les clercs avaient personnellement une condition presque identique aux nobles, lorsqu'ils étaient issus de la noblesse.

Un prêtre possédant un fief pouvait aussi être poursuivi pour le franc-fief. Or s'il était d'extraction noble, il obtenait la décharge de cette taxe. Géraud d'Encausse, prêtre, docteur en théologie et recteur de Pointis-Inard, poursuivi pour le payement du franc-fief, déclara devant les commissaires subdélégués par l'intendant en Comminges qu'il était « noble d'extraction comme messire Jean Louis d'Encausse seigneur et baron dudit lieu, Labastide et autres lieux, son frere ayné, a faict clerement voir lors de la recherche de la veritable noblesse » devant le subdélégué de l'intendant, et demanda la décharge « comme luy estant noble »[2000].

C'est en fait surtout socialement que la distinction perdurait, nonobstant l'appartenance à un autre ordre. La distinction entre clercs issus de la noblesse et clercs issus du tiers-état devait être à tel point marquée que les clercs d'extraction noble utilisaient communément, mais non systématiquement, des qualifications nobiliaires. Les clercs prenaient effectivement des qualifications particulières, telles que « vénérable homme maître », « révérende personne », ou « honorable homme maître », mais devant un notaire rien ne leur interdisait quand ils étaient de noble extraction de prendre une qualification nobiliaire. Dans un contrat de mariage de 1643 par exemple, si plusieurs témoins ecclésiastiques, probablement d'origine non noble, prenaient la seule qualité de « maître », Sébastien d'Espouy, archiprêtre de Cazeaux de Larboust, prit lui la qualification de « noble »[2001].

[1998] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome premier, Paris, 1611, p. 983, « Doutes envoyez au Roy par la cour sur l'interpretation de l'ordonnance de l'an 1549 sur la reformation des habillemens », avec en apostille la réponse du roi, Folembray, 17 octobre 1549.
[1999] Denisart, Jean-Baptiste, Collection de décisions nouvelles, *op. cit.*, tome II, p. 264, entrée « ecclésiastiques ».
[2000] *ADG*, I 1253, inventaire des actes produits par Géraud d'Encausse, vers 1670.
[2001] Fonds d'Espouy, contrat de mariage de Sébastien d'Espouy et Louise d'Oucon, Bagnères, 5 novembre 1643.

Le fait que des ecclésiastiques prirent des qualifications nobiliaires explique qu'ils ne furent pas épargnés par la recherche des usurpateurs. Jean Monlong, sieur de La Cornère, prêtre de Monléon-Magnoac, fut ainsi poursuivi comme usurpateur de la noblesse en 1666, pour avoir pris la qualification de noble dans des actes notariés de 1641[2002]. En Bigorre, neuf assignés étaient des ecclésiastiques en 1698-1699[2003]. Pourvu qu'ils soient issus d'une famille noble ils pouvaient être maintenus dans la noblesse. Dans la généralité de Montauban, treize ecclésiastiques gascons furent ainsi maintenus dans la noblesse par l'intendant lors de la seconde recherche des usurpateurs[2004].

Les clercs séculiers d'extraction noble avaient donc une situation paradoxale : ils ne faisaient plus partie du second ordre, mais continuaient à bénéficier des privilèges nobiliaires. Dans une certaine mesure, ils conservaient personnellement la noblesse. Dans ces conditions, on ne peut finalement que donner raison à Bacquet, lorsqu'il analysait que « en France, il y a deux sortes de personnes, les uns sont nobles, les autres sont roturiers, et non nobles. Et sous ces deux especes sont compris tous les habitans du royaume : soient gens d'Eglise » ou autres[2005]. Seule exception, les clercs réguliers.

[2002] *ADG*, C 362.
[2003] *BNF*, Fonds français 32270, « Estat des instances concernant la recherche de la noblesse dans la généralité de Bordeaux qui sont en état d'estre jugées », élection de Bigorre (folio 32), 1698 ; *BNF*, Fonds français 32270, « Estat des instances concernant la recherche de la noblesse dans la généralité de Bordeaux qui sont en état d'estre jugées », élection de Bigorre (folio 42), 1699 : le sieur Joseph Philippe Monet de Sombrun, archiprêtre Dandrest, le sieur Paul Defitton, curé d'Oléac, le sieur Emmanuel Delafitte, curé de Poyastruc, le sieur Jacques de Couture curé de Libous, le sieur Odet Fité curé de Suidos, le sieur Jacques de Saraméa, curé de Bonrepos, le sieur Pousan de Basillacq curé Darsisacq, le sieur Henry de Maussart curé de Vrisque et St-Martin, le sieur Estienne Darrelade Dauront prêtre du lieu Dargell.
[2004] Astarac : Clément de Montesquieu de Préchac abbé de Berdoues et de Valbonne, prieur de St-Filieu, Bernard de Lamaute de St-Christ prêtre ; Comminges : Guy de Boussost sieur du Grangé, prêtre et curé de St-Laurent, Jacques de Lavaur prêtre et chanoine de l'église cathédrale de Comminges, Guillaume de Maynial prêtre et curé de Seisses, seigneur de Fronsin ; Lomagne : François de Montégut curé de Saumont ; Rivière-Verdun : Raymond Dufaur docteur de la Sorbonne, curé de Dieupental ; Armagnac : Joseph de Bonlouis curé de Goux, Jean-Jacques de Relongues archiprêtre et chanoine Vic-Fezensac, Jean Vital de Relongues chanoine de Vic, Fabien Magnié de Salanave, prêtre d'Auch, Alexandre de Verduzan curé de Panjas, François Louis de Verduzan prêtre.
[2005] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 847.

II) Le cas des clercs réguliers

La situation des clercs réguliers est plus simple juridiquement. On analysait effectivement l'entrée dans un ordre religieux, par des vœux solennels, comme une situation de mort civile. Pothier écrivait que « la profession religieuse consiste dans la séparation du siècle, et par conséquent renfermait l'abdication volontaire de tous les droits que donne la vie civile »[2006]. Or la mort civile entraînait la perte de la noblesse, comprise comme un effet du droit civil. Les religieux ne devraient donc plus porter de qualifications nobles, ni bénéficier de quelque privilège nobiliaire que ce soit. Le profès perdait définitivement sa noblesse. Contrairement aux cas précédents de perte, résultant d'une condamnation, cette perte n'était pas involontaire, mais une renonciation aux droits civils *proprio motu*, par abdication volontaire des droits de la vie civile. Elle n'avait rien de déshonorant : il s'agissait de renoncer à un grand honneur, la noblesse, pour en obtenir un plus grand, celui d'être serviteur de Dieu.

Même dans leur cas, la perte de la noblesse n'était pas totale. Pour Richer, qui pointe que l'état de religieux est « incompatible » avec celui de noble, le religieux de noble extraction conservait cependant un privilège. Si son ordre l'envoyait faire des études à l'Université, il bénéficiait du privilège de la noblesse d'obtenir le grade de bachelier en droit civil ou canon en seulement trois ans[2007]. Remarquons cependant que ce privilège avait ceci de spécifique qu'il fallait pour en bénéficier être noble du côté du père comme de la mère, et donc que tous les religieux d'origine noble ne pouvaient s'en prévaloir, puisque d'ordinaire en France seule la noblesse paternelle comptait, et que des nobles pouvaient avoir une mère non noble. Cette exception à la règle reste bien modeste, et on peut dire que dans une large mesure, le religieux perdait bel et bien sa noblesse.

Examinons le cas particulier de l'ordre de Malte, qui recueillait bon nombre de gentilshommes gascons. Tous les chevaliers « de justice » devaient être d'une ancienne noblesse. Mais une fois prononcés ses vœux ecclésiastiques, engagement qui pouvait avoir lieu

[2006] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 587.
[2007] Richer, François, Traité de la mort civile, *op. cit.*, p. 870.

des années après avoir intégré l'ordre, le jeune chevalier était mort civilement[2008]. Au regard du droit français, il n'avait plus de vie civile, et n'était donc *de jure* plus noble. Il était nécessaire de devenir chevalier profès pour obtenir une commanderie. En 1789, ayant envisagé dans un premier temps de participer aux assemblées pour l'élection des députés aux Etats généraux, il était prévu que les chevaliers devaient être répartis entre le clergé, pour les chevaliers ayant fait des vœux et possédant des commanderies, puisqu'ils étaient morts civilement et possédaient des biens ecclésiastiques, et la noblesse pour les autres chevaliers[2009]. L'article 19 du règlement royal pour la convocation des assemblées chargées d'élire les députés avait conséquemment décidé que les baillis et commandeurs siègeraient avec le clergé, que les novices sans bénéfice voteraient avec la noblesse, et des non nobles, les servants d'armes, qui n'avaient pas fait de vœux, seraient réunis au tiers-état[2010]. Mais sous prétexte de leur souveraineté, et pour ne pas attirer l'attention, il fut décidé qu'ils ne participeraient pas aux assemblées électorales[2011].

C'est de fait cette mort civile des religieux, qui ne résultait pas d'une condamnation criminelle, qui fut de beaucoup la cause du plus grand nombre de perte de la noblesse en Gascogne orientale, même en tenant compte de la perte provisoire de la noblesse par dérogeance, qui fut finalement peu fréquente.

[2008] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XXXVIII, entrée « Malte », p. 376.
[2009] Blondy, Alain, *L'ordre de Malte au XVIIIe siècle. Des dernières splendeurs à la ruine*, Edition Bouchene, Paris, 2002, p. 282.
[2010] *ADHP*, 1 C 264-4, « Lettre du roi pour la convocation des Etats généraux à Versailles le 27 avril 1789, et règlement y annexé », Paris, Imprimerie royale, 1789, art 19 : « Les novices sans bénéfices seront compris dans l'ordre de la noblesse ; et les servans qui n'ont point fait de vœux, dans l'ordre du Tiers-état ».
[2011] *ADHG*, H 280, délibération de l'assemblée provinciale du Grand prieuré de Toulouse du 1er décembre 1788, qui s'oppose à cette représentation.

Chapitre 2) La dérogeance

Si la noblesse se transmettait héréditairement, on ne pourrait donc théoriquement que difficilement la perdre, car sauf au premier degré de l'anoblissement, sa source immédiate venait de la famille et non du pouvoir. Toutefois, pour préserver l'honneur de la noblesse, il fallait se comporter en noble, « vivre noblement » : il est apparu qu'un certain nombre d'actions étaient indignes d'un noble. Pour défendre moralement le second ordre, fut donc progressivement acceptée la notion de « dérogeance ». La dérogeance consistait à établir « un vice qui interrompt le cours de la noblesse », selon la formule de Chérin[2012]. Lorsque l'on ne respectait pas les standards de la vie noble, qu'on ne suivait pas son genre de vie, on dérogeait à sa noblesse. Cette dérogeance était souvent vue non comme le fait d'une personne mais le fruit d'un abaissement progressif de la lignée qui, comme on disait parfois au XVIe siècle, « dégénérait » de sa noblesse. La dérogeance devait permettre de maintenir moralement et juridiquement une certaine unité du second ordre, et surtout une élevation de l'ordre au-dessus de ce qui semblait particulièrement déshonorant aux hommes de ce temps.

Cette notion de dérogeance ne s'est dégagée que très progressivement, au cours du XVe siècle[2013]. Une action dérogeante ternissait la noblesse d'une « tache » ou « macule » honteuse, selon les termes employés par les auteurs de l'époque. Elle ne fut à l'origine que morale, et malgré le manque de sources, on peut conjecturer qu'elle devait être assez largement respectée : « la loi de dérogeance correspondait trop bien aux conceptions des hommes de ce temps, pour n'être pas, dans l'ensemble, strictement observée »[2014]. Ce n'est que lorsque le principe dut subir des entorses de plus en plus flagrantes, peut-être liées à des difficultés matérielles accrues des nobles, que se fit jour la nécessité de la faire respecter par des sanctions de droit, ce qui

[2012] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XXXV.
[2013] Le 1er emploi du terme daterait d'un procès devant la cour des aides de Paris de l'an 1447 (Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », *op. cit.*, p. 187).
[2014] Lévy-Bruhl, Henri, « La noblesse de France et le commerce à la fin de l'Ancien Régime », *Revue d'histoire moderne*, n°8, Paris, mai-juillet 1933, p. 211.

impliquait aussi d'en préciser les contours en la définissant plus précisément. La législation et la jurisprudence allaient progressivement en poser les jalons.

Une fois récupérée et encadrée par le pouvoir royal, la notion de dérogeance est devenue juridique. Mais n'ayant pas fait l'objet d'une législation *ad hoc*, elle a gardé non seulement des contours un peu flous, qui oscillent sur la frontière entre le droit et la morale, et des ambiguïtés qui tiennent au fait que la notion de noblesse n'a jamais pu être rattachée strictement au roi, ce dernier se heurtant au poids de la coutume et des usages, aux disparités provinciales, et aux « droits du sang », c'est à dire à de solides préjugés que rien ne semblait pouvoir altérer, jusqu'au siècle des Lumières du moins[2015].

La dérogeance est couramment évoquée dans les preuves de noblesse : les produisants soutiennent à bon compte qu'ils n'ont jamais commis de dérogeance. Dans un certificat de noblesse accordé à Hector Desconsalles, seigneur de Montaignan, par le juge-mage au pays de Rivière-Verdun le 8 mars 1623, à Mirande, il est attesté qu'il n'a « jamais degeneré de leur legitime noblesse par aucun acte digne de reprehension, au contraire a tousjours vescu noblement »[2016]. En 1750, dans une requête à l'intendant d'Auch pour se voir déchargé du franc-fief, Pierre d'Antin, seigneur de Sauveterre, assurait qu'il faisait partie des nobles véritables « qui se maintienent sans dérogence dans cette qualité »[2017]. Cette notion que l'on rencontre fréquemment demeure cependant rarement définie positivement. Il faut, pour en situer les contours, croiser plusieurs sources historiques.

Après avoir présenté l'exigence de « vivre noblement », on verra les causes de dérogeance, que ce soit par les actes ou par les emplois, et leurs conséquences. Cette loi de dérogeance connaissait d'importantes exceptions qu'il nous faudra étudier en dernier lieu.

[2015] Thierriat relevait que les disparités en matière de noblesse seraient dues aux mœurs différant d'un pays ou d'une province à l'autre : « c'est une reigle qu'en matiere de noblesse, il faut observer la coustume du lieu et les mœurs des peuples, d'autant que les uns estiment une chose honneste et noble que les autres tiennent pour sordide et deshonneste » (Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 114).
[2016] *ADLG*, 25 J, T-5-5.
[2017] *ADPA*, 16 J 73.

Section 1) Vivre noblement : une exigence floue

Le noble doit « vivre noblement », à défaut de quoi il dérogera à sa noblesse. Cette exigence était toujours rappelée par les lettres de noblesse. François d'Algayres, procureur du roi en la sénéchaussée de L'Isle-Jourdain, était anobli en 1659 « à la charge touttesfois de vivre noblement sans déroger à ladite qualitté de noble »[2018]. En 1779, Bertrand de Carchet de Marsan était anobli, lui et sa descendance, et il fut spécifié qu'ils jouiraient des privilèges de la noblesse « tant qu'ils vivront noblement et ne feront acte de dérogeanse »[2019].

Il y aurait donc deux exigences, pour conserver sa noblesse : la première de vivre noblement, la seconde de ne pas déroger. Il arrive qu'on les trouve formulées par les produisants dans leurs preuves de noblesse. Guy-François de Vaux, sieur de Broux, habitant de Miramont en Comminges, écrit dans sa production contre le commis au franc-fief, qu'il est « ysseu de parens nobles et vivant comme ses ancestres noblemant, sans qu'on puisse opposer aucune derrogeance, ayant suivy l'estat, qualité, et condition de ses autheurs nobles »[2020].

Qu'implique la notion de « vivre noblement » ? Elle n'est pas définie juridiquement. Elle relevait des mœurs. Elle n'apparut en droit presque que négativement : vivre noblement, c'était ne pas faire d'actes de dérogeance[2021].

Dans les mœurs, on trouve l'association faite entre le fait de vivre noblement, et celui de vivre de ses rentes. C'est ce que l'on pensait communément, et Montaigne l'a remarqué, que la noblesse serait « d'une condition oysive », et ne vivrait « comme on dict, que de ses rentes »[2022]. Les nobles qui devaient témoigner afin de prouver la noblesse d'un jeune noble

[2018] *ADHG*, 1 B 1918, folio 214, lettres de noblesse en faveur de François d'Algayres, Toulouse, octobre 1659.
[2019] *ADG*, C 434, lettres de noblesse pour Bertrand de Carchet de Marsan, Versailles, novembre 1778.
[2020] *ADHG*, 13 J 1, « Inventaire de la production que baille devant vous messieurs les commissaires subdélégués par Monseigneur de Fedeau de Brou intendant en la généralité de Montauban pour cognoistre des oppositions aux taxes du franc fief et nouveaux acquetz du pays de Comenge », seconde moitié du XVIIe siècle.
[2021] Furetière, Antoine, Dictionnaire universel, *op. cit.*, entrée « vivre » : « On dit en ce sens, *vivre noblement*, quand on ne fait aucun trafic, aucun travail méchanique, ni autre acte qui déroge à noblesse. On dit au contraire, vivre mesquinement, en gueux, en ladre, quand on vit en avare, en roturier, en païsan ». La notion relève donc bien des mœurs, et hormis le fait de ne pas déroger, elle reste assez floue dans ses contours.
[2022] Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, p. 240.

voulant intégrer l'ordre de Malte firent souvent ce rapprochement. En 1557, interrogé sur la noblesse de Jean-François de Polastron de La Hillère, Arnaud de Barrau, seigneur de Puylausic, déclarait avoir connu Sans-Garsies de Polastron et Marguerite de Faudoas, ses aïeux paternels, « lesquels dit scavoir de toute antienetté estre vrays gentilshommes de nom et armes, vivans noblement de leurs rantes et revenus »[2023]. En 1571, pour les preuves d'Hérard de Sérillac, Denys de Mauléon, seigneur de Mauléon, interrogé sur les sieurs de Lussan et de Saint-Gemme, deux autres gentilshommes appelés à témoigner dans la même enquête, assurait qu'il les connaissait depuis longtemps, et qu'ils seraient « bons gentilhommes de nom et armes, vivans de leurs rentes noblement sans faire ny exercer aucun estat desrogeant la noblesse, gens de bien et de bonne reputation comme est notoire a tous »[2024]. Le Bret disait bien qu'il ne suffirait pas d'avoir de la vertu pour vivre en noble, mais aussi de « grands biens »[2025]. Vivre de ses rentes était l'un des principaux moyens de se rapprocher de la noblesse, en vivant noblement, comme le laissait entendre un édit de juin 1576 qui dénonçait ceux qui s'infiltraient indûment dans le second ordre « soubs pretexte que leurs peres et predecesseurs leur ont laissé de grands biens, et maisons seigneuriales, et vivent par ce moyen de leurs rentes et revenu, qui les fait reputer nobles »[2026]. Le mode de vie et la réputation pouvaient être nobles, mais *de jure* ces personnes vivant-noblement ne l'étaient pas.

Loyseau, pour qui c'est le propre de la noblesse de vivre de ses rentes, « ou du moins de ne point vendre sa peine et son labeur », en donnait pour explication que ce serait le gain et sa recherche, comme « vil et sordide », qui ferait déroger[2027]. Claude de Seyssel, au début du règne de François 1[er], avait relevé que les nobles ne pouvaient pratiquer d'art mécanique ni non plus « questuaire », c'est-à-dire qui aurait le gain pour objet[2028]. On retrouve la même idée beaucoup plus tard en 1753, lors d'une assemblée de gentilshommes verriers, pour lesquels ils ne pourraient s'adonner à des « métiers de roturier », considérés comme déshonorants car ils ne reposeraient que sur la recherche du seul profit[2029].

[2023] *ADPA*, 16 J 251, preuves faites le 25 juin 1557, « extrait de son original quy est dans les archifves de la venerable langue de Prouvance », collationné par le secrétaire de ces archives le 20 août 1642.
[2024] *ADG*, I 3275, procès verbal de l'enquête sur la noblesse d'Hérard de Sérillac, faite à Toulouse, le 15 novembre 1571.
[2025] Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre deuxième, p. 64. Voir aussi Guy Coquille sur le lien entre possession de biens et noblesse (Traité des ordonnances, *op. cit.*, tome 1, p. 105 : « C'est un vice assez frequent à ceux qui ès villes ont acquis de grands biens, et seigneuries ès champs, de se faire estre du rang des gentilshommes »).
[2026] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 58. « edict d'anoblissement, fait par le roy en faveur de certain nombre de personnes non nobles », Paris, juin 1576.
[2027] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31.
[2028] Seyssel, Claude de, La Grand monarchie de France, *op. cit.*, p. 17.
[2029] *ADG*, I 3565, « Enregistrement du verbal d'assemblée générale tenue par messieurs les gentilhommes exerçant l'art de verrerie », Montpellier, 1754, p. 25.

La conséquence de cette idée fut que si les rentes s'amenuisaient, le noble serait réduit à la pauvreté, et n'aurait paradoxalement pour moyen d'échapper à la misère que le recours à des activités faisant déroger à la noblesse. Le rapprochement systématique de la noblesse et de la richesse à l'époque moderne serait forcément contredit par la réalité[2030]. La noblesse gasconne n'a jamais eu une réputation d'opulence, au contraire. Comme le reste de la noblesse française elle était une classe à revenus fixe au XVIe siècle, et elle aurait été fortement affectée par la chute de la rente foncière et la crise de la vie chère, ce qui aurait entraîné une paupérisation relative d'une partie d'entre-elle, et pas uniquement des cadets.

La richesse a parfois été associée à la noblesse par des juristes et écrivains, inspirés par les auteurs antiques, au point d'en faire son corollaire[2031]. On se représentait souvent le noble idéal comme faisant preuve de libéralité[2032]. Des nobles pauvres d'ancienne lignée semblaient considérer leur situation comme paradoxale, comme monsieur de Sariac d'Ardenne, qui est chargé de cinq garçons dans sa maison de Barran et ne sachant ce qu'ils vont devenir, se plaignait de n'avoir « asés de fortune pour les faire riches selon leur naisanse »[2033]. Mais tous ne pensaient pas de la sorte, et le marquis de Franclieu assène dans ses mémoires que « ce n'est pas la pauvreté qui peut faire tomber la noblesse dans le mépris » car « le cœur françois est noble »[2034] ! Si les nobles pauvres ont pu être l'objet de mépris aussi bien que de compassion, si cette pauvreté d'une partie de la noblesse a pu être perçue à plusieurs reprises comme problématique, au point d'être au centre de la querelle de la noblesse commerçante au XVIIIe siècle, il est certain que la déchéance ou dérogeance de la noblesse ne fut jamais prévue pour cause de pauvreté[2035]. Loysel a bien résumé la question dans un de ses adages : « Pauvreté n'est point vice, et ne desanoblit point »[2036]. Au contraire des personnes extrêmement riches, pouvaient être méprisées socialement, et être juridiquement complètement roturières, comme des banquiers ou des commerçants. N'était-ce pas le goût du lucre, l'appât du gain, considéré comme « vil » et « sordide », qui faisait classer certaines activités comme dérogeantes ? Et puis

[2030] La question de la noblesse pauvre a été traitée dans un article de Baury, Roger, « Sentiment et reconnaissance identitaires de la noblesse pauvre en France à l'époque moderne (XVIe-XVIIIe siècles) », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 78.
[2031] Le juriste Jean Duret, par exemple, reprenant Cicéron, écrivait que « tout ainsi que les richesses rendent les personnes nobles, aussi pauvreté abat noblesse » (*Traicté des peines et amendes, tant pour les matières criminelles que civiles*, Chez François Arnoullet, Lyon, 1610, p. 122).
[2032] Jouanna, Arlette, L'idée de race en France au XVIe siècle et au début du XVIIe siècle (1498-1614), *op. cit.*, p. 235.
[2033] *ADG*, I 3251, lettre de monsieur Sariac d'Ardenne à l'abbé Vergès, Barran, 26 mai 1787.
[2034] Franclieu, Charles de, Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745), *op. cit.*, p. 234.
[2035] Tiraqueau pensait que la pauvreté serait une forme de dérogeance, mais ni la loi ni la jurisprudence ne lui emboitèrent le pas (Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », *op. cit.*, n° 1-2, 1966, p. 108).
[2036] Loysel, Antoine, Institutes coutumières, *op. cit.*, p. 4, n° 16.

ne perdons pas de vue comme le notait Guy Richard, que l'aisance est une notion « toute relative », et « beaucoup de nobles donc se sentaient pauvres sans que le tiers les tînt pour tels »[2037].

La « vertu », le sang et le pouvoir anoblissant fondaient la noblesse, non la fortune, quoiqu'elle facilitât indubitablement l'anoblissement *de facto*. La pauvreté aurait pu être un motif d'affaissement de l'identité nobiliaire, et peut-être que certains finirent par se fondre dans le tiers-état, à cause en partie de la dérogeance, étant réduits à des métiers non nobles, et plus généralement de la perte progressive de signes distinctifs plus sociaux que juridiques, comme la possession d'un fief, les alliances nobles, ou le fait de servir à l'armée. Il semblerait au contraire que l'infortune rendait plus sensible chez le hobereau l'importance de sa distinction nobiliaire. La Bruyère n'a-t-il pas décrit ironiquement ce « noble de province, inutile à sa patrie, à sa famille et à lui-même, souvent sans toit, sans habit, sans aucun mérite », mais qui « répète dix fois le jour qu'il est gentilhomme »[2038] ? L'indigence pouvait être mise sur le dos du service du roi ou du désintéressement, valeurs nobiliaires, et paradoxalement, renforcer l'identité noble au lieu de la détruire.

Ce sont ces gentilshommes pauvres qui obtinrent l'attention du pouvoir au XVIIIe siècle, en créant des places réservées à leur progéniture, ce qui révèle à la fois que la pauvreté n'empêchait pas la noblesse, mais qu'en même temps cette pauvreté apparaissait comme gênante, car contradictoire avec la hiérarchie théorique des ordres.

On a pu écrire que par ce mode de vie noble, les nobles, qu'ils soient riches ou pauvres, étaient condamnés à l'oisiveté : en pratique, sans doute, mais théoriquement le noble devait se consacrer au service du roi. C'est pour cela que l'on a pu prendre pour « vivre noblement » la vie menée au service du roi, et particulièrement le service aux armées. Le noble pouvait démontrer qu'il n'avait pas exercé des activités dérogeantes, non seulement en alléguant qu'il avait vécu noblement, mais en ajoutant qu'il avait pratiqué ce qui était la vocation de la noblesse par excellence, la profession des armes. Dans la production de ses titres de noblesse lors de l'enquête de 1666, Antoine de Lasséran déclare que le préposé à la recherche l'aurait assigné à tort, car on ne pourrait lui contester sa qualité « d'autant que luy et ses auteurs ny ont jamais derrogé, ayant tousjours faict profession des armes pour le service du roy »[2039]. Afin de prouver que sa famille n'avait jamais dérogé, ni fait d'autre profession que « la veritable noblesse et des armes, lhors que l'occasion s'en est presentée pour le service du roy dans le ban et riere ban, et

[2037] Richard, Guy, *Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle*, Armand Colin, St-Just-La-Pendue, 1974, p. 27.
[2038] La Bruyère, Jean de, Les Caractères, *op. cit.*, p. 268.
[2039] *ADG*, I 1966, inventaire des pièces d'Antoine de Lasséran, seigneur de Cazaux d'Angles, 15 juin 1667.

autres actions d'onneur et de gennerosité », il produisait les preuves des services rendus au roi par ses ancêtres, avec des lettres patentes de Louis XII, donnant à Bertrand de Lasséran, seigneur de Casaux, en récompense des services de son père, le gouvernement des places de Biran et d'Ordan en Gascogne. Vivre noblement, c'est donc aussi « porter les armes, servir le prince en tems de guerre », d'après Belleguise[2040]. Il est certain qu'une définition aussi restrictive de la vie noble aurait conduit à la dérogeance de la majorité des nobles, même en Gascogne. Au service du roi à l'armée, il faut ajouter le service domestique du prince à la Maison du roi, l'emploi de plus en plus important des nobles dans les offices de judicature, dans une moindre mesure de finance, et dans l'administration : s'ils n'étaient pas forcément topiques de la noblesse, ils ne faisaient pas déroger, et partant exercer ces emplois permettait de vivre noblement, sans pour autant nécessairement l'être.

On voit bien que la vie noble n'est pas une notion juridique claire ni pleinement consensuelle. La dérogeance, en revanche, est une notion que le droit permet de mieux cerner. Si, en Gascogne, elle relève des mœurs et de l'usage initialement, elle va progressivement être précisée par l'intervention législative du Roi et la jurisprudence.

[2040] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 72.

Section 2) Les causes de dérogeance

En général, voyant qu'on contestait sa noblesse, le noble apportait sa preuve généalogique, mais concernant le genre de vie, se contentait d'alléguer qu'il avait vécu noblement : il revenait à celui qui contestait sa preuve de faire la démonstration du contraire, en rapportant la preuve qu'il avait dérogé en exerçant une activité ou un emploi dérogeant. On peut distinguer des causes de dérogeance par les actes et par les emplois[2041].

I) La dérogeance par les actes

Le noble doit tenir son rang, ce qui implique de ne pas s'adonner à certaines activités.

A) L'exercice d'un art mécanique

[2041] Rappelons que le mariage de la femme noble avec un roturier lui faisait perdre la noblesse, ce qui était parfois analysé comme une dérogeance par la doctrine. Nous ne la retiendrons pas ici, d'abord parce qu'en Gascogne il ne s'agissait pas vraiment d'une dérogeance, la femme n'ayant pas besoin de lettres de réhabilitation pour recouvrer sa noblesse une fois veuve, et que cette sorte de dérogeance était de peu de conséquences, puisque la mésalliance était peu fréquente en Gascogne orientale, et surtout qu'elles ne pouvaient transmettre la noblesse. Pour une meilleure compréhension et éviter les redites, il nous a paru préférable de l'étudier avec Le mariage.

Furetière, dans son *Dictionnaire*, définit les arts mécaniques comme « ceux où l'on travaille plus de la main et du corps, que de l'esprit », et donne pour exemples diverses professions artisanales[2042]. Or le travail manuel était considéré comme avilissant. La Noue assurait, dans ses *Discours*, que pour les nobles les « exercices des arts mechaniques et les trafiques leur tourneroyent en vitupere », c'est-à-dire seraient blâmables, et qu'il leur conviendrait mieux de chercher « les liberaux et honnorables, entre lesquels les armes marchent »[2043]. « Il ne convient pas qu'un gentilhomme gagne sa vie par le travail de ses mains », peut-on lire deux siècles plus tard dans le *Répertoire* Guyot[2044]. L'exercice d'un art « mécanique » faisait déroger à la noblesse. C'était un acte « roturier » d'après l'édit d'Aumale de 1540[2045]. Thierriat écrivait que « vivre ignoblement et roturierement, c'est vivre artistement et mecaniquement »[2046].

D'après Le Bret, ce serait « aussi absurde, de soutenir que cette profession des arts mécaniques et la noblesse pussent subsister ensemble en un même sujet, comme qui diroit que la lumière et les ténèbres, la vertu et le vice, et tous les contraires du monde pussent compatir ensemble », car la noblesse étant « ornement de la vertu et de l'honneur », elle ne pourrait avoir de correspondance avec un métier « où il ne s'aprend rien que de vil, d'abjet et de sordide »[2047]. La Roque qui s'exprime dans les mêmes termes, assure pourtant aussi en s'appuyant sur plusieurs jurisconsultes, que la dérogeance du noble de race qui exerce des arts mécaniques ou le négoce ne vaut que pour lui, que cette dérogeance ne se transmet pas aux enfants, qu'il s'agit d'ailleurs plus d'une suspension des privilèges que d'une perte de la noblesse, qui n'est qu' « offusquée et obscurcie », et disparaît *ipso jure* dès que l'exercice cesse, ne nécessitant pas même de lettres de réhabilitation[2048]. Cette opinion et la doctrine sur laquelle il s'appuie n'était cependant pas de droit positif, sauf en Bretagne. La dérogeance attachée à l'exercice d'un art mécanique fut solennellement rappelée par le préambule de l'édit d'août 1669[2049]. Par

[2042] Furetière Antoine, Dictionnaire universel, *op. cit.*, entrée « art ». Il les distingue des « arts libéraux », qui sont « ceux qui sont nobles et honnestes, comme la poésie, la musique, la peinture, l'art militaire, l'architecture, la marine ».
[2043] La Noue, François de, Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue, *op. cit.*, p. 186.
[2044] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 444.
[2045] Isambert, Decrusy, Armet, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XII, édit d'Aumale, 4 avril 1540, préambule.
[2046] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 79.
[2047] Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, trente-huitième action, p. 531.
[2048] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 347, chapitre 141.
[2049] *ADHG*, 1 B 1919, folio 491, « edict qui declare le commerce de mer ne poinct deroger à noblesse », Saint-Germain en Laye, août 1669.

conséquent, il n'est guère étonnant de ne pas trouver de nobles gascons exerçant un métier artisanal, sauf dans la verrerie ou la forge, exceptions que nous verrons *infra*.

B) La prise d'une terre en fermage

Les nobles qui prenaient des terres en fermage dérogeaient. François 1er en décida ainsi par un édit donné en avril 1540[2050]. Il considérait que ce serait se comporter comme des « plebeiens et gens du tiers et bas estat »[2051]. Ce cas de dérogeance est repris par l'article 109 de l'ordonnance d'Orléans de 1561[2052]. L'édit interdisait de prendre à ferme soi-même ou par « personnes interposées » : la précision est importante, car la doctrine en tira comme conséquence que la caution d'un fermier, si elle était intéressée à la ferme et ne s'était pas portée caution gratuitement, dérogerait aussi[2053].

Un édit de janvier 1572, dans son article 8, prévit la perte des privilèges de noblesse pour les nobles qui s'ingèreraient ès baux des ecclésiastiques[2054]. Il s'agissait d'une dérogeance

---

[2050] Isambert, Decrusy, Armet, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XII, édit d'Aumale, 4 avril 1540, art. 1 : « Que nuls gentilshommes, et gens d'ordonnance d'oresnavant, quels qu'ils soyent, n'ayent plus à prendre ne tenir directement ou indirectement aucunes fermes ou censes, soit de nous, des princes et seigneurs de nostre sang, ou desdits gens d'église, séculiers ou réguliers, ou autres personnes quelconques. Et si aucunes en tiennent, ayent à icelles renoncer et quitter dedans huictaine après ladite publication » ; art. 2 : « Et où après icelle publication, et ledit temps passé, aucuns seroient trouvez en tenir, imposez-les, et les cottisez à nosdites tailles, pour le regard desdites fermes et censes qu'ils tiendront d'autruy, et iceux contraignez au payement d'icelles nos tailles, tout ainsi que les autres contribuables à nosdites tailles ».

[2051] *Ibidem*, préambule.

[2052] *ADHG*, 1 B 1906, folio 26, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, art. 109 : « Defendons aussi à tous gentilshommes et officiers de justice le faict et traficq de marchandise et de prandre ou tenir fermes par eulx ou personnes interposées à peine ausdits gentilzhommes d'estre privez des privilieges de noblesse et imposez à la taille, et quant aux officiers de privation de leurs estats ».

[2053] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 447.

[2054] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, « édit contre la rebellion, sur l'exécution des mandemens et l'administration de la justice », Amboise, janvier 1572, art. 8 : « Et à ce que lesdits bénéficiers puissent en toute liberté jouir de leursdits bénéfices, soit par leurs mains ou de leurs fermiers et receveurs : nous avons défendu et défendons à tous seigneurs, gentilshommes et nos officiers, de prendre et s'entremettre directement ou indirectement des baux à ferme desdits bénéfices, dixmes, champarts, et leurs appartenances, sous quelque couleur que ce soit ; ne d'empêcher lesdits ecclésiastiques aux baux à ferme faits ou à faire par eux, ou autres telles personnes que bon leur semblera, sur peine quant aux nobles, de perdre les privilèges octroyez à nostre noblesse, et estre mis a la taille, en suivant les ordonnances de nos prédécesseurs et de nous, et à nos officiers de privation de leurs estats, et d'estre déclarez à jamais incapables d'en tenir. Défendons pareillement ausdits bénéficiers de bailler leursdites fermes ausdits nobles et officiers, sur peine de nullité desdits baux. Déclarons en outre ceux qui sont ci-devant faits aux personnes de la qualité susdite, nuls dès à présent et de nul effet, encore que le temps d'iceux ne soit expiré ». De nombreux gentilshommes, soit de leur propre chef, soit

et non d'une perte de noblesse. Ces articles ne parlent que de « privation » des seuls privilèges de noblesse, et non de la noblesse, et l'article 48 de l'ordonnance de Blois « déclare » seulement roturier les nobles qui prendront à ferme, ou même s'ingèreront indirectement en quelque manière que ce soit dans les revenus ou bénéfices ecclésiastiques (« baux à ferme desdits bénéficiers, dixmes, champars et autres revenus ecclésiastiques »), car ils commettraient ce faisant des actes « dérogeans au nom et titre de noblesse »[2055]. La jurisprudence a d'ailleurs toujours analysé la prise de bail à ferme comme un acte de dérogeance. L'ordonnance sur le fait des tailles de mars 1583 énonçait dans son article 9 que les nobles qui tiendraient une ferme ou feraient un trafic de marchandise seraient cotisés à la taille[2056]. La cour des Aides de Paris, qui ne l'enregistra qu'avec modifications, précisa que pour de tels actes, comme pour « quelqu'autre acte dérogeant », ceux qui contreviendraient à l'édit seraient mis à la taille pour tous leurs biens[2057]. Le code Michau déclara roturier ceux qui prendraient à ferme des revenus ou biens ecclésiastiques, même par l'intermédiaire de personnes interposées ou de

par l'intermédiaire de quelque vassal complaisant, prirent à l'encan des revenus ecclésiastiques au XVIe siècle, dont ils ne payèrent pas toujours le fermage (voir Paul Viard, Histoire de la dîme ecclésiastique en France au XVIe siècle, *op. cit.*, p. 127-128).

[2055] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 48 : «Et d'autant que nonobstant l'ordonnance faite à Amboise, plusieurs gentils-hommes dérogeans au nom et titre de noblesse, et semblablement aucuns de nos officiers, contre nos édits et ordonnances, ne délaissent à prendre à ferme le revenu desdits ecclésiastiques, intimidans et menaçans ceux de nos sujets qui le veulent prendre et enchérir par-dessus eux : nous suivant les dites ordonnances, avons défendu et défendons à tous gentilshommes et officiers, tant de nous que desdits seigneurs et gentils-hommes, de prendre à l'avenir et s'entremettre directement ou indirectement ès baux à ferme desdits bénéficiers, dixmes, champars et autres revenus ecclésiastiques, sous quelque couleur que ce soit, par eux ou par personnes interposées pour y participer ; ni d'empêcher lesdits ecclésiastiques aux baux à ferme faits ou à faire ; ni intimider ceux qui les voudront prendre ou enchérir, sur peine, quant aux gentils-hommes, d'estre déclarez roturiers et comme tels mis et imposez aux tailles, ensemble leurs successeurs, combien qu'il n'y eust eu de leur vivant jugement donné à l'encontre d'eux au procès qui en aurait esté intenté ; […] défendons semblablement ausdits bénéficiers de bailler leursdites fermes ausdits nobles et officiers, sur peine de nullité desdits baux ; déclarant en outre les baux qui auraient esté ci-devant et seront à l'avenir faits aux personnes de la qualité susdite nuls et de nul effet, sans qu'on puisse aider, soit en jugement ou dehors ; et pourront lesdits ecclésiastiques impétrer censures et les faire publier où il appartiendra, contre ceux ou celles qui presteront ou accommoderont leurs noms ausdits gentils-hommes et officiers, soit pour prendre à ferme les dixmes ou autres revenus desdits bénéfices, ou cautionner ou pleger ceux qui les prendront au profit desdits gentils-hommes ou officiers, sans que les appellations comme d'abus, puissent empêcher ou retarder la publication ou fulmination d'icelles : enjoignons à nos amez et féaux les maistres des requestes ordinaires de nostre hostel, qu'en faisant leurs chevauchées ils aient à s'enquérir, informer, et faire leurs procès-verbaux des contraventions qui se feront à cette présente ordonnance ». La même disposition est reprise dans un édit de février 1580, art. 31 : « […] sur peine quant aux gentilshommes d'estre déclarez roturiers, et comme tels mis et imposez aux tailles » (*Ibidem*, « édit sur les plaintes et remontrances du clergé assemblé à Melun », Paris, février 1580).

[2056] *Ibidem*, « ordonnance générale sur le fait des tailles et l'usurpation des titres de noblesse », Paris, mars 1583, art. 9 : « Et où aucuns desdits nobles, officiers, privilégiez ou exempts, se trouveront tenir aucune ferme, ou faire train on trafic de marchandise, par eux ou personnes interposées, nous voulons pareillement qu'ils soient mis et cottisez ausdits rôlles et impositions comme les autres contribuables, suivant le 27e art. de l'ordonnance faite à la réquisition des estats d'Orléans ».

[2057] *Ibidem*, « registrées aux charges et modifications qui ensuivent : c'est à sçavoir, arrêt de vérification » (17 juillet).

domestiques[2058]. Cette disposition sera répétée par plusieurs arrêts du conseil et règlements au XVIIe siècle[2059]. Une seule exception sera faite, par un arrêt du conseil de 1720, en faveur de ceux qui prenaient à ferme les terres des princes et princesses du sang qui ne dérogeraient pas[2060].

Comme l'expliquait le clergé du Languedoc dans ses doléances au roi de 1572, il était demandé à ce que soit défendu « a la noblesse et a voz officiers de percepvoir les fruictz et revenus des benefices par eulx ny personnes interposees », à cause de la « difficulté des payemens qu'ils font aprez avoir perceuz lesdits fruicts au retardement de voz deniers, et lesdits ecclesiastiques qui ne peuvent servir sans avoir de quoy vivre »[2061]. La répétition de ces dispositions dans la seconde moitié du XVIe siècle puis au XVIIe siècle, surtout pour les baux ecclésiastiques, témoigne que cette activité était répandue parmi la noblesse. On trouve effectivement mentionnés dans un acte passé dans la maison archiépiscopale d'Auch, le 6 mai 1616, pas moins de cinq nobles comme fermiers de dîmes diverses[2062]. La Roque écrit, à propos des nobles qui prennent à ferme les terres des ecclésiastiques, que « si tous les gentilshommes qui ont pris des dixmes à ferme dérogeoient, tout le royaume seroit plein de dérogeances »[2063]. Il ne voyait pas de désagréments à ce qu'ils fassent cultiver ces terres par des « sous-fermiers ».

La prise d'une terre en fermage est l'activité dérogeante la plus pratiquée par les nobles en Gascogne orientale, en particulier au XVIe siècle, et jusqu'au milieu du XVIIe siècle. Ces baux à ferme furent particulièrement recherchés par les commissaires chargés des enquêtes de noblesse. Le subdélégué de l'intendant Pellot à la recherche des usurpateurs en Astarac, Pierre Chadebec, voulait faire déclarer roturier le seigneur de Ponsan-Soubiran, car « quand mesme il auroit justiffié suffisamant sa noblesse, il a desrogé à icelle par ledict contract d'afferme dudit jour 2 may 1651, et ne s'estant point fait rehabilitter il seroit descheu des privilèges de sa noblesse »[2064]. Des gentilshommes issus d'anciennes maisons nobles de Gascogne, à la

[2058] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 33 : « Nous faisons très expresses inhibitions et defenses à tous gentilshommes à nos officiers et tous autres gens de main forte de prendre à ferme sous le nom ou de leurs domestiques ou de personnes interposées les dixmes terres et possessions des ecclesiastiques, sur peine d'estre declarés roturiers, incapables de tenir offices de nous, et de trois mille livres d'amende aplicables moitié aux hopitaux des lieux et l'autre moitié aux reparations du benefice duquel lesdicts biens dependent ».

[2059] Arrêts du conseil du 20 janvier 1635 et du 18 juillet 1646, du 10 septembre 1663 pour la Normandie, règlement de 1643 (Esmonin, Edmond, La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 229).

[2060] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 336 : arrêt conseil d'Etat du roi, 25 février 1720.

[2061] *ADHG*, 1 B 1908, folio 84.

[2062] Pierre de Ferragut sieur de Gignan et Bertrand de Batz sieur de Castelmore, fermiers des dimes de Lupiac, Ogier de Sérignac sieur de Belmont, fermier des dimes de St-Pé, Romain de Gorgue sieur de Gasc fermier des dimes de Préneron, Antoine de Moncla sieur de Bautian fermier des dîmes de Vic (*ADG*, 74 J 4).

[2063] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 374.

[2064] *ADG*, I 2862, verbal d'avis de Pierre Chadebec, subdélégué pour l'intendant Pellot, Mirande, 21 octobre 1666.

noblesse indubitable, furent condamnés pour de tels actes. Marguerin de Montesquiou, seigneur de Pouylebon, fut condamné comme usurpateur de noblesse en 1667, le commis à la recherche ayant trouvé « deux contrats d'afferme passés par ledit de Montesquiou, reteneus par Marre notaire »[2065].

Cependant, beaucoup arrivèrent à passer entre les mailles du filet, faute par les commis d'avoir su trouver ces baux. Citons un exemple : en Armagnac, Meric de Sariac, sieur d'Ardenne, était « fermier général » de la seigneurie de Saint-Araille pour Marin de Caillon, lieutenant particulier au présidial d'Auch. On le trouve mentionné comme tel dans plusieurs actes notariés, en particulier dans un contrat d'afferme du 21 septembre 1656[2066]. Il fut cependant maintenu dans sa noblesse par jugement de l'intendant Pellot le 20 mai 1666.

C) Le commerce en détail

Le « fait et trafic de marchandise » faisait déroger à la noblesse. En 1557, appelé à témoigner sur la noblesse de Jean-François de Polastron de La Hillère, qui aspirait à devenir chevalier de l'ordre de Malte, Balthasar de La Fite, seigneur de Pelleport, déclarait qu'il savait que son père et ses prédécesseurs ont de toute ancienneté été tenus pour « bons et vrays » gentilshommes, « vivants noblement de leurs rantes et revenus, sans faire aucuns traffiques ny actes derogeans a la noblesse »[2067]. D'après Tiraqueau, qui réfléchit longtemps à la question, le commerce encouragerait le mensonge, le parjure, et le gain qu'il génèrerait serait blâmable[2068]. A l'activité commerciale était associée l'activité bancaire dans une commune désapprobation.

Cette dérogeance fut établie légalement par l'article 109 de l'ordonnance d'Orléans de 1561[2069]. L'article 198 de l'ordonnance de 1629 la formula à nouveau : « Defendons à tous

[2065] *ADG*, I 2532, jugement rendu le 5 mai 1667 par l'intendant Pellot.
[2066] Fonds Laplagne, minutes de Nabba, notaire.
[2067] *ADPA*, 16 J 251, preuves faites le 25 juin 1557, « extrait de son original quy est dans les archifves de la venerable langue de Prouvance », collationné par le secrétaire de ces archives le 20 août 1642.
[2068] Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », *op. cit.*, n° 1-2, 1966, p. 107.
[2069] *ADHG*, 1 B 1906, folio 26, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, art. 109 : « Defendons aussi à tous gentilshommes et officiers de justice le faict et traficq de marchandise et de prandre ou tenir fermes par eulx ou personnes interposées, à peine ausdits gentilzhommes d'estre privez des privilieges de noblesse et imposez a la taille, et quant aux officiers de privation de leurs estats ».

gentilshommes et à nos officiers de Justice ou de finance de s'entremettre ou par eux ou par autres d'aucun traffic, marchandise ny banque, à peine de dechange de noblesse, privation de leurs charges, et autres peines des ordonnances »[2070]. De même dans l'édit d'août 1669, le roi déclara dans son préambule que le « trafic en détail » faisait déroger[2071]. Un édit de janvier 1639 sur la gabelle évoquait l'interdiction de commercer de façon plus générale : « et que par toutes loix de ce royaume, il est défendu à la noblesse de faire ou faire faire aucun commerce de marchandise, ne s'intéresser directement ou indirectement »[2072]. C'est donc pour faire respecter la loi que le parlement de Toulouse rappela dans un arrêt du 10 décembre 1626, l'interdiction faite aux nobles d'exercer « aucun négoce suivant les ordonnances et la loy »[2073]. Les juges en matière nobiliaire sanctionnèrent en conséquence les nobles qui marchandaient.

Jean-François de Bertrand fut condamné en 1689, malgré sa production solidement étayée, à la perte de sa noblesse, par la cour des aides de Montauban, entre autres causes parce que son aïeul avait pris les qualités de « fermier » et de « marchand » dans une quittance datée du 31 décembre 1598, ce qui fut qualifié par la cour d'acte de dérogeance[2074]. Exupère Bertier, sieur de Valcon, capitaine châtelain de la ville d'Aspet, fut condamné pour usurpation de noblesse en 1699, son père François ayant pris diverses qualifications roturières dans des actes, comme « marchand de la ville d'Aspet » et « négociant de la ville de St-Beat »[2075]. Exupère tenta de se justifier en mettant en avant les « traités des lies et passeries », ces accords interfrontaliers entre les vallées situées de part et d'autre de la chaîne des Pyrénées, par lesquels

[2070] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 198.
[2071] *ADHG*, 1 B 1919, folio 491, édit donné à Saint-Germain en Laye, août 1669.
[2072] Néron, Pierre, Recueil d'édits et d'ordonnances royaux sur le fait de la justice et autres matières les plus importantes, *op. cit.*, tome premier, « Ordonnance sur le fait des gabelles », St-Germain en Laye, janvier 1639, art. 16.
[2073] Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », *op. cit.*, n° 3-4, 1965, p. 145.
[2074] *ADTG*, 1 B 79, arrêt de la cour des aides de Montauban du 19 février 1689 : « La cour, faisant quant à ce droit sur les lettres et requete desdits scindics et consuls modernes de la ville d'Auvillar, a declaré et declare ledit Pierre de Bertrand sieur de La Fontaine avoir dérogé à noblesse par l'acte du dernier decembre mil cinq cent cens nonante huit cotté lettre p. dans l'inventere desdits consuls, dans lequel il prend la qualité de marchand et fermier des fruits et revenus du prieur d'Auvilar, comme aussi ledit de Bertrand sieur de Bauguin par l'acte du 24e juin 1637 cotté 8 dans ledit inventere, par lequel les sequestres commis aux biens de Pierre Valete luy ballent en afferme et austrement comme dernier encherisseur tous les fruicts pendens auxdits biens, et partant ledit Jean-Francois de Bertrand sieur de Lamothe-Rouge descheu de la qualité de noble au moien desdits actes de derogence de sesdits pere et aieul, luy a fait inhibitions et desfences de prendre ladite qualité de noble ny escuier seur les paines portées par les ordonances roiaux, la condemné et condemne à contribuer à toutes les charges auxquelles les roturiers sont subiets avec depens, sauf à luy d'avoir recours à Sa Majesté pour obtenir d'elle lettres de rehabilitation ».
[2075] *ADG*, I 463, copie informe du jugement de l'intendant de Montauban Le Pelletier de La Houssaye, à Montauban, le 17 mars 1699.

« il est permis à tous sujets de trafiquer et négocier dans l'étendue des passeries », mais l'argument ne fut pas retenu[2076].

On note que ce mode de dérogeance avait cours particulièrement en Rivière-Verdun, dans les familles qui tiraient leur noblesse du capitoulat. Jean-Guillaume et Antoine Vidal furent condamnés pour dérogeance par l'intendant le 12 juin 1697. Le commis à la recherche avait relevé que Jean Vidal fut marchand et capitoul en même temps, « ne quitta point la marchandise qu'il exerça jusques au jour de son testament », dans lequel il partageait son « cabal », ce qui signifie en langage toulousain le fonds d'un marchand, et que Guillaume son fils, aussi capitoul en 1587, aurait de même continué à être marchand comme l'attesterait son testament[2077]. Autre exemple, si Georges Roques avait été capitoul en 1648, le commis à la recherche releva dans ses contredits, qu'il « estoit actuellement marchand dans le temps qu'il avoit esté capitoul, qu'il a exercé marchandise pendant et même après l'année de son capitoulat, ayant pris la qualité de marchand en 1650 », et que son fils Pierre était aussi marchand. Leur petit-fils Georges fut condamné le 26 mai 1697[2078].

Le mépris du commerce en détail perdure tout au long du XVIIIe siècle. En 1756, consulté sur la réforme de la législation sur le commerce, l'intendant d'Auch écrivit au contrôleur général que « le préjugé contre le détail est trop fort pour proposer aucune idée », mais que néanmoins les nobles commerçant des « draperies, soyries, et dorures » ne devraient plus déroger, car « ces sortes de marchands peuvent parvenir à l'échevinage, qui, dans quelques villes annoblit », mais aussi parce que, comme il avait pu l'observer dans son intendance, « la noblesse qui vend ses denrées, entre souvent dans de plus petits détails que ces marchands »[2079]… En Béarn, le sieur Pène, qui demandait à intégrer les Etats dans le corps de la noblesse, fut repoussé en 1771 par les commissaires des Etats chargés de l'examen de sa demande, aux motifs de la « bassesse » de son origine, son père étant porteur de chaise, et qu'il

[2076] *Ibidem*, la production d'Exupère comprend un « certificat du juge de St-Beat et autres habitans de ladite ville du 14 janvier 1698, qu'en consequence du traitté des lies et passeries qui permet la liberté du commerce entre les habitans des frontieres des deux couronnes, les habitans dudit païs privilegiés, gentilshommes ou autres sans distinction y avoint toujours fait et faisoint encore actuellement le commerce de toute sorte de marchandises non prohibées ». Un de ses descendants, qui tentera de se faire relever de cette condamnation à la veille de la Révolution, chercha à utiliser, outre le « traité des Lies et passeries », une ordonnance du duc d'Epernon, rendue « à la réclamation de certains gentilshommes, faisant pour eux, qui confirme le même privilège » (*ADG*, I 463, Lettre de Bertier à l'abbé Vergès, à Aspet le 11 novembre 178[2] ». Un exemplaire de cette prétendue ordonnance du duc d'Epernon du 25 novembre 1649 nous a paru être, sinon un faux, du moins une copie informe (*ADPA*, 16 J 398). Sur les traités des lies et passeries, on peut voir l'ouvrage dirigé par Henri Cavailles, *Lies et passeries dans les Pyrénées*, Tarbes, 1986, en particulier les pages 28 et suivantes sur le commerce entre le Comminges et le val d'Aran, centré autour des foires de St-Béat.
[2077] *ADTG*, C 98, dossier de Jean-Guillaume et Antoine Vidal en Rivière-Verdun.
[2078] *ADTG*, C 95, dossier de Georges Roques, habitant de Pujaudran.
[2079] *ADG*, C 8, lettre de l'intendant d'Etigny au contrôleur général, le 30 avril 1756.

n'aurait pas rapporté un certificat exigé par le règlement sur la cessation de son commerce de détail depuis un an[2080]. Même le gentilhomme verrier, qui n'était pas un noble très distingué, ne pouvait vendre au détail sa production hors de son atelier, et devait recourir à des marchands ou « porteurs », qui allaient acheter la marchandise dans les verreries. Il ne s'agissait en réalité bien souvent que de paysans des villages voisins des verreries dont les terres servaient de garantie au prêt de la marchandise, et ne réglaient la livraison qu'au retour de leur campagne de vente[2081]. On trouve par exemple dans des minutes notariales du milieu du XVIIIe siècle dans la vallée de la Neste, Jean Viguerie de la Poucourine de Debat, du lieu de Héchettes, « porteur de verres », et Jean Verdier, du lieu de Hèches, « marchand de verres »[2082]. Lors de l'assemblée générale des gentilshommes verriers d'octobre 1753, les syndics représentèrent à l'assemblée que des maîtres verriers allaient vendre eux-mêmes, ou par le biais de personnes interposées pour leur compte, en détail, leur production dans les bourgs, ce qui les ferait déroger[2083]. En réaction il fut délibéré qu'aucun verrier ne pourrait vendre ou faire vendre sa production en détail hors de sa verrerie[2084]. Les maîtres verriers pouvaient cependant vendre en gros leur marchandise, et la faire transporter par leurs valets à dos de mulets jusque dans les boutiques des marchands[2085].

D) Le cas des crimes

Certains crimes pourraient avoir pour conséquence une dérogeance. Si la noblesse était liée à la vertu, alors le vice devrait logiquement faire perdre la noblesse, surtout quand il était suffisamment grave pour être sanctionné par la justice. Dans les preuves de noblesse d'Hérard de Serillac faites en 1571 pour entrer dans l'Ordre de Malte, Philippe d'Esparviers, seigneur de

[2080] *ADPA*, C 1615, lettre au duc de La Vrillière, Paris, 29 avril 1771.
[2081] Miramont, Christiane, « Les verreries du Volvestre ariégeois. Les relations entre gentilshommes verriers et paysans porteurs de verre », dans *Eclats de verre. Revue des généalogies des familles verrières*, n° 14, novembre 2009, p. 37.
[2082] Puyau, Gabriel, « La verrerie de Montoussé et de Gazave (1721). Notes sur les verriers », *Revue de Comminges*, tome LXXXVI, année 1973, 2e trimestre, p. 143.
[2083] *ADG*, I 3565, « Enregistrement du verbal d'assemblée générale », *op. cit.*, p. 20.
[2084] Les contrevenants se verraient infliger une amende de 1000 livres, et la confiscation des ouvrages et du bétail servant à les transporter, en prime de la dérogeance à leur noblesse.
[2085] *ADG*, I 3565, « Enregistrement du verbal d'assemblée générale », *op. cit.*, p. 22.

Pessan, déclare qu'il « ne scait qu'il aye commys aucun homicide ny faict aultre acte desrogeant la noblesse »[2086]. Cependant, l'homicide n'a pas été consacré comme dérogeant à la noblesse à l'époque moderne, ni par la jurisprudence, ni par la législation royale.

D'après La Roque, le larcin ferait perdre la noblesse, car il n'y aurait « point de crime si indigne de la noblesse, et qui lui soit si oposé »[2087]. Il analysait que « le suplice de la corde ou de la roue que l'on donne aux larrons et aux voleurs » serait un « témoignage assuré de leur dérogeance ». Il est vrai que l'auteur d'un larcin devrait être pendu selon des juristes du XVIIe siècle, et non décollé selon le privilège nobiliaire, ce qui pourrait être analysé comme la marque de la dérogeance[2088]. La Roque soutenait aussi que pour les crimes de trahison, de parjure ou de faux, les nobles n'auraient plus droit au privilège de la décollation[2089]. Ces délits devraient aussi entraîner, en suivant le même raisonnement, une dérogeance.

« Les gentilshommes qui ont délinqué », écrivait Thierriat, seraient « moins punis que les ignobles, et s'ils ont commis crime méritant la mort, elle est d'une espece moins ignominieuse que celle qui est donnée aux ignobles »[2090]. D'après le criminaliste Muyart de Vouglans, plus précis, la décollation était la moins rigoureuse des peines de mort, et contrairement aux autres, n'entraînait pas de « note d'infamie »[2091]. N'étant point infamante, cette peine ne déshonorait pas la famille du criminel noble, contrairement à la pendaison[2092]. Le noble pendu perdait cet avantage, il était frappé d'infamie, mais l'infamie n'entraînait pas de perte de la noblesse, même provisoire[2093].

En réalité, les nobles étaient très rarement condamnés à la peine de mort. On peut relever quelques cas de condamnés aux XVIe et XVIIe siècle, mais ces condamnations étaient souvent prononcées par contumace : il s'avérait difficile de les appréhender. En 1544, Jehan du Lin, dit « le baron », Gabriel de St-Martin, dit « le sieur de St-Martin », Bernard de Castelnau, sieur de Pins, Hercules de Saint-Martin, Géraud Jehan dit « le capdet de Montesquieu », et « le Menjoutet de St-Martin », tous du Bas Armagnac, furent condamnés pour des crimes et excès à être livrés à l'exécuteur de la haute justice de Lectoure pour « avoir leurs testes tranchees ».

[2086] *ADG*, I 3275, procès-verbal de l'enquête sur la noblesse d'Hérard de Sérillac, faite à Toulouse, le 15 novembre 1571.
[2087] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 375.
[2088] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 30 : « il y a des peines, esquelles les gentilshommes ne sont jamais condamnez, sçavoir le fouet et la hart, au contraire les roturiers ne sont jamais decapitez, au moins en ce parlement », à l'exception des « delits repugnans à la noblesse, comme trahison, larcin, parjure, fausseté, qui partant sont aggravez et augmentez par la dignité de la personne ».
[2089] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 271.
[2090] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 56.
[2091] Muyart de Vouglans, Pierre-François, Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel, *op. cit.*. p. 58.
[2092] Carbasse, Jean-Marie, Histoire du droit pénal et de la justice criminelle, *op. cit.*, p. 301.
[2093] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 568.

Ils étaient tous défaillants, et par la même sentence il était fait inhibitions à la noblesse et aux autres habitants de leur donner asile[2094]. En 1637, Gabriel de Forgues, sieur de Gensac, damoiselle Ambroise de Ponsan, sa mère, et le sieur de Préchac, furent poursuivis par Claude de Parron pour le rapt de sa petite fille Henriette de Salesay, que Gabriel aurait épousée de force. Ils étaient défaillants mais condamnés par défaut à être livrés au bourreau pour être conduits place du Salin, où on leur « tranchera à un chascun d'iceux la teste » sur l'échafaud[2095]. La décollation était d'autant plus rare qu'à cette époque de guerres civiles les rois se montrèrent prodigues en lettres de rémission. Loyseau remarquait que les nobles « obtiennent plutôt grace et remission du prince, que les roturiers »[2096]. Certains gentilshommes criminels invétérés ne pouvaient espérer une telle mansuétude. Raymond de Comminges, seigneur de Pontéjac, pour divers meurtres et pillages, fut arrêté en 1615 par le Grand prévôt de Guyenne à la tête d'une forte troupe d'hommes à cheval, puis « conduit à Toulouse, où il eust la teste couppée »[2097]. A partir du règne de Louis XIV, il devient très difficile de trouver des cas de nobles condamnés à mort en province. On peut considérer qu'il n'y a plus de nobles condamnés à mort au XVIIIe siècle en Gascogne orientale, en un siècle où la violence nobiliaire avait été en partie résorbée comme nous l'avons vu, et d'ailleurs cette peine était moins appliquée aux roturiers aussi[2098].

Contrairement à ce que suggère La Roque, la peine de la roue n'était pas spécifique aux roturiers. Les nobles pouvaient être soumis à la roue, l'une des peines les plus redoutables de l'ancien droit, appliquée aux voleurs de grand chemin et aux assassins. Il n'était pas évident qu'un tel châtiment leur fut appliqué, puisqu'un édit de juillet 1547 les déclare expressément passibles de ce châtiment atroce[2099]. Vouglans explique cette rigueur envers les nobles par le fait que les criminels qui y sont soumis ont fait preuve de bassesse et de trahison[2100]. Cette peine

---

[2094] Fonds Lelin-Lapujolle, sentence de la sénéchaussée de Lectoure du 7 octobre 1544.
[2095] *ADG*, I 1436, arrêt du parlement de Toulouse du 3 juillet 1637.
[2096] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 30. Cette assertion peut être complétée par les édits de pacification, portant des mesures d'amnistie visant souvent les nobles impliqués dans les troubles, durant la première modernité, comme nous l'a fait observer le professeur Hoareau-Dodinau.
[2097] Solle, Jean de, *Livre servant de mémoire de plusieurs choses*, publié par J. de Carsalade Du Pont, dans la *Revue de Gascogne*, tome XVIII, Auch, 1878, p. 90.
[2098] Jean Maurel note que la peine de mort est de fait abolie pour les nobles dans le ressort du parlement de Toulouse durant le dernier siècle de l'Ancien Régime, à l'exception notable des frères Grenier, trois gentilshommes verriers décollés avec le « damas à décoller des capitouls » place du Salin à Toulouse le 19 février 1762, pour avoir tenté de faire évader le pasteur François Rochette de sa prison à Caussade (*L'art de juger les affaires criminelles au XVIIIe siècle en Rouergue et à Toulouse*, Les Amis des Archives de la Haute-Garonne, Toulouse, 2012, entrée « décapitation »).
[2099] Isambert, Decrusy, Armet, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIII, édit donné à Saint-Germain en Laye, juillet 1547, art. 1 : « Que doresnavant toutes personnes indifféremment, tant gentilshommes que roturiers, de quelque estat et qualité qu'ils soient, ayans fait et commis meurtres et homicides de guet à pens et assassinemens, seront effectuellement punis de la peine de mort sur la roue, sans autre commutation de peine, qu'elle qu'elle soit ».
[2100] Muyart de Vouglans, Pierre-François, Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel, *op. cit.*, p. 57 : « L'autre, que comme cette peine n'est portée par les loix que contre des crimes atroces, et qui sont tels qu'ils

entraînant la mort du condamné, la question de savoir s'il dérogeait n'était en fait pas très importante, puisque sa vie était terminée et que ses enfants déjà nés restaient nobles. La peine de mort n'était en somme appliquée aux nobles que pour de grands crimes, et en général le privilège de décollation était respecté. Un simple larcin ne devait entraîner pour le noble ni une peine de mort, ni encore moins de pendaison, et finalement point de dérogeance.

La banqueroute ferait aussi déroger selon l'opinion de La Roque. Il vise particulièrement les héritiers du *de cujus* qui refusent de payer les dettes de celui dont ils héritent une succession obérée, quand c'est en ligne directe et non collatérale, à l'exception de ceux qui héritent de « biens substitués » ou par résignation de bénéfices. Mais son raisonnement ne semble fondé que sur une considération morale : c'est une « dérogeance formelle comme oposée à la noblesse, qui n'a autre fondement que la vertu et les mérites »[2101]. Il n'est pas certain que la jurisprudence ait fait sienne sa théorie.

Au XVIIIe siècle, il était devenu clair qu'une condamnation pour crime ne ferait pas déroger, et Pothier relevait que ce serait « une jurisprudence universellement reçue que la condamnation à quelque peine que ce soit, même au dernier supplice, n'emporte pas dérogeance », envisageant cependant qu'elle puisse être prononcée expressément, mais en faisant une confusion avec la dégradation de noblesse[2102].

II) <u>La dérogeance par les emplois : cas simples et cas litigieux</u>

Certaines professions faisaient déroger. Le Bret écrivait que « ce qui donne et ôte la noblesse, c'est principalement la qualité de la profession que l'on exerce »[2103]. Mais les professions, à moins d'être vraiment discréditées aux yeux de l'opinion, ne pouvaient être

dégradent absolument l'humanité, par la trahison et la bassesse qu'ils renferment, comme le meurtre et l'assassinat ; elle doit être également appliquée aux nobles, comme aux roturiers, lorsqu'ils se rendent coupables de ces sortes de crimes. C'est aussi une règle de notre droit françois ».

[2101] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 377.

[2102] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 568.

[2103] Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, trente-huitième action, p. 532.

facilement rangées parmi les dérogeantes. Comme l'expliquait La Roque, « la noblesse est une qualité fort relevée, qui est acquise par un mérite extraordinaire ; par la même raison, il faut qu'il y ait bien de l'indignité pour effacer le lustre qui s'étoit répandu dans les familles »[2104]. Les préjugés de la noblesse d'épée envers tout ce qui n'est pas au service des armes, se heurtaient aux prétentions de profession porteuses d'une éthique, et qui ne sauraient se laisser réduire à une image ignominieuse. Il en résulte un certain flou sur le caractère dérogeant de telle ou telle profession, qu'à défaut d'une jurisprudence nourrie, seule la législation pouvait clarifier[2105].

A) Les « basses servitudes »

L'exercice de « basses servitudes » dérogeait à la noblesse. Il fallait entendre ici « servitude » au sens large, et non de serf, dont la condition juridique était antinomique de celle du noble. Furetière y comprend « toute sorte de sujettion, d'attachement à un maistre »[2106]. A cette sujétion s'ajoutait le peu d'estime que l'on avait pour cette servitude, son caractère « bas ». La Roque visait particulièrement le noble étant devenu laquais ou valet de chambre[2107]. Un tel emploi était pour un noble gascon ou autre le comble de la déchéance. La domesticité ne faisait cependant pas déroger quand le maître était le roi ou un prince du sang[2108].

B) Les cas des procureurs et des avocats

[2104] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 367.
[2105] Les juristes qui ont disserté sur la dérogeance de telle ou telle profession pour savoir si elles étaient honorables ou viles, ont eu recours autant à la philosophie, la Bible, ou l'Histoire antique, qu'à la jurisprudence ou la doctrine contemporaine, comme Tiraqueau dans son *De Nobilitate*, qui a plus fait œuvre d'érudit que de juriste.
[2106] Furetière Antoine, Dictionnaire universel, *op. cit.*, entrée « servitude ».
[2107] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 350, chapitre 143.
[2108] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 448.

L'office de procureur du roi ne faisait pas déroger. Le procureur général et le procureur du roi pouvaient être nobles. S'agissant du procureur fiscal, dans les juridictions inférieures, la question est restée plus indécise.

D'après la plupart des juristes, repris par La Roque, le « procureur aux causes » ou *ad lites*, qui représente la partie au procès, dérogeait, aussi bien que le procureur *ad negotia*, aux affaires, ce qu'il expliquait par la raison « qu'ils louent leurs peines et en tirent salaire, et qu'ils font conséquemment une espèce de trafic »[2109]. Mais certains au sein de la doctrine estimaient que seuls les seconds dérogeraient, ou que parmi les premiers, les procureurs au parlement ne dérogeaient pas[2110]. Pour La Roche-Flavin, les procureurs *ad lites*, qu'il appelle « procureurs des parlements », ne dérogeaient pas[2111]. Il dut insister pour réfuter une « erreur populaire » qui en ferait une profession « vile » et « abjecte », ce qui montre qu'elle était mal considérée dans la première moitié du XVIIe siècle. Claude-Joseph de Ferrière soutint aussi que ce n'était pas un emploi vil, mais qu'il ferait pourtant déroger à la noblesse, ce qu'il paraît regretter[2112]. Enfin pour Pothier, les procureurs dérogeraient, à l'exception de ceux de la chambre des Comptes[2113]. Quoique les avis soient partagés, il valait mieux pour le noble ne pas exercer cette profession.

La profession d'avocat dérogerait aussi, si l'on en croit plusieurs lettres de réhabilitation enregistrées à la cour des aides de Paris, citées par La Roque, de nobles ayant dérogé en exerçant cette profession[2114]. Mais il cite aussi des arrêts qui maintiennent des avocats dans leur noblesse en jugeant qu'ils n'avaient point dérogé[2115]. C'est l'opinion de La Roche-Flavin, pour qui la profession d'avocat ne faisait pas déroger[2116], et de Bacquet[2117]. Quant à Tiraqueau, il explique savamment que l'avocat ne reçoit pas de salaire, mais des honoraires, qui ne seraient qu'un don

[2109] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 355, chapitre 147. C'est aussi l'opinion de Thierriat : « en France un procureur, quoy qu'il soit de noble race, est imposé aux tailles, aydes, subsides, et autres impositions, comme ayant perdu les privileges de sa noblesse par l'exercice de ceste charge ignoble de procureur au procès » (Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 92). Voir également Loyseau (Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31).
[2110] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 357.
[2111] La Roche-Flavin, Bernard De, Treize livres des parlements de France, *op. cit.*, livre III, p. 191 : « voire les personnes nobles d'extraction ne se sont desdaignés d'exercer la charge de procureur ès parlements, comme ne desrogeans à leur noblesse, ains y ayans esté maintenus par plusieurs arrests et préjugés ».
[2112] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, *op. cit.*, tome second, entrée « procureur ».
[2113] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 568.
[2114] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 358.
[2115] *Ibidem*, p. 359.
[2116] La Roche-Flavin, Bernard De, Treize livres des parlements de France, *op. cit.*, livre III, p. 345.
[2117] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 890. Bacquet n'évoque que le cas des avocats exerçant dans des juridictions inférieures aux parlements, et même pour ceux là, considère qu'ils ne dérogent point, tout en leur recommandant pour plus de sûreté d'obtenir des lettres de réhabilitation.

du client[2118]… Un arrêt du Conseil du roi avait décidé en 1543 que la profession d'avocat ne dérogeait pas en Bretagne, « pourveu qu'ils ne facent ny exercent actes desrogeans à noblesse », mais en se fondant sur des règles de droit particulières à la province (ancienne coutume et constitutions des ducs)[2119].

Il faut dire que les avocats, plus qu'aucune autre profession, ont exalté leur métier, au point d'imposer comme une évidence, dans leurs discours, qu'ils seraient nobles. Claude-Joseph de Ferrière, dans le *Dictionnaire de droit et de pratique*, vante l'avocat comme « le défendeur de l'équité et de l'innocence, l'ange tutélaire de la veuve et de l'orphelin, l'organe fidèle de la loi, l'interprète des plaintes des opprimés, un canal sûr qui conduit la vérité aux oreilles des magistrats »[2120]. Clairement partisan (il a été avocat au parlement), il élève les avocats au rang de la noblesse, en se fondant sur les avis de juristes, mais également sur les exemples de l'Italie, de la Savoie et de l'Espagne, où ils seraient reconnus nobles, et sur la grande considération dont ils bénéficiaient à Rome. Leur profession égalerait celle des armes[2121]. L'usage dans le royaume serait de leur donner la qualité de « noble ». L'éloquence de Ferrière ne doit pas nous égarer : jamais les avocats ne furent nobles de droit. S'ils avaient la même prétention que les magistrats à être des « chevaliers des lois », ils n'obtinrent pas que leur profession puisse anoblir.

Cette glorification de leur travail avait cependant pour effet de le rendre compatible avec la noblesse, et ce n'était pas un métier dérogeant à partir des recherches des usurpateurs de noblesse. Par l'arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668, il avait été décidé que la qualité d'avocat prise sans qualification nobiliaire ne faisait pas déroger, pas plus d'ailleurs, n'en déplaise à Claude-Joseph de Ferrière, qu'elle ne prouvait la noblesse[2122]. En fait, les nobles gascons en général ne s'intéressaient pas à la profession d'avocat. On remarque en 1659 que Jean-Louis de

[2118] Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », *op. cit.*, n° 1-2, 1966, p. 109.
[2119] Isambert, Decrusy, Armet, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XII, « arrêt du conseil privé qui déclare que l'exercice de la profession de juge et d'avocat ne déroge pas à la noblesse », Paris, 4 mars 1543.
[2120] Ferrière, Claude-Joseph de, Dictionnaire de droit et de pratique, *op. cit.*, tome premier, entrée « avocat ».
[2121] Rapportons seulement un extrait de sa démonstration : « Ce parallèle est d'autant plus juste, que si le mérite capital de l'homme de guerre consiste dans la valeur, dans une intrépidité qui affronte les plus grands périls, et la mort même, de sang froid, le devoir essentiel de l'avocat consiste de même à défendre les foibles contre les puissans, avec une sage constance et une fermeté que rien ne soit capable d'ébranler. Autrement, dans l'une et l'autre profession, la peine du manque de courage est une dégradation ignominieuse » (*ibidem*).
[2122] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 176, arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668, art. 1er : « Dans les titres qui seront produits par les particuliers assignés pour justifier de leur noblesse, la qualité de juge royal, d'avocat ou de médecin, ne pourra être réputée faire tige de noblesse, si elle n'est établie par une possession de qualité d'écuyer ou de noble ; et néanmoins en cas que ladite qualité d'écuyer soit établie par titres authentiques et valables, celle de juge royal et d'avocat, ou de médecin seulement, et sans qualité de noble ou d'écuyer, ne sera point censé déroger ».

Ségure, « docteur et advocat en la cour de parlement », se qualifiait de « noble » dans son contrat de mariage avec une noble, de même que ses frères[2123].

C) Le cas du notariat

Les opinions des juristes sont partagées sur la dérogeance des notaires. Pour La Roque, qui en passe un grand nombre en revue, « quoique les opinions soient différentes, pour sçavoir ce que l'on doit croire de l'emploi des notaires et tabellions, néanmoins on peut dire que le sentiment de ceux qui le tiennent très honorable, est plus équitable que le sentiment de ceux qui l'estiment servil et dérogeant »[2124]. Il s'appuyait également pour soutenir son opinion sur de nombreux exemples médiévaux, tirés en particulier de l'histoire provençale, expliquant que les notaires devaient être savants, pour pouvoir rédiger les contrats en latin, ce qui rendait cet emploi suffisamment honorable pour ne pas rebuter les nobles. Il donnait, pour le Dauphiné, neuf exemples de descendants d'un noble prenant la qualité de notaire, qui furent maintenus dans leur noblesse lors de la première recherche des usurpateurs lancée par Louis XIV[2125]. Entre autres particularismes provinciaux, la profession était selon lui « tant estimée en Languedoc, que les nobles qui l'exerçoient ne dérogeoient point à leur qualité »[2126].

A l'instar des avocats, les notaires ont vanté la nécessité, l'utilité, et la noblesse de leur office[2127]. C'est l'honorabilité de cette fonction qui motivait au premier chef l'opinion de La Roque, les notaires passant « des actes pour l'immortalité des contractans, et pour la sûreté des biens des familles », et ce faisant, il ne voyait pas ce qu'ils feraient qui soit « capable de détruire ni les sentimens de vertu et de générosité que la noblesse donne, ni la gloire et l'honneur des ancêtres »[2128].

[2123] *ADHP*, 44 J 1, contrat de mariage de Jean-Louis de Ségure et Marie de Sarraméa, Bonrepos, juillet 1659. Son père, Dominique, était magistrat dans les Quatre-Vallées, et se qualifiait « monsieur maître » en conséquence, du coup un doute demeure sur la noblesse de la famille.
[2124] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 360.
[2125] *Ibidem*, p. 364.
[2126] *Ibidem*, p. 365.
[2127] *Ibidem*, La Roque fait état de ces revendications au chapitre 148, « Si la fonction de notaire et tabellion déroge ».
[2128] *Ibidem*, p. 367.

Cependant, à rebours de cette analyse, des lettres de réhabilitation furent accordées en Languedoc, le 23 janvier 1643, à Etienne Delmas, « nonobstant que Anthoine Delmas, son feu pere, ayt exercé la charge de notaire au pais de Languedoc pour le service du conestable de Montmorency »[2129]. Mieux, la profession de notaire était bel et bien dérogeante à la noblesse suivant l'arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668[2130]. D'après La Roque la même disposition avait été énoncée par l'arrêt du conseil d'Etat du 22 mars 1666, mais une exception fut faite par un édit royal d'août 1673 en faveur des notaires au Châtelet de Paris[2131].

En Gascogne orientale, on trouve une requête d'un Lassus, de Montréjeau, contraint à payer le franc-fief pour sa seigneurie de Gourdan, « au prétexte de la dérogeance de noblesse encourue par son père par l'exercice momantané d'un office de notaire royal »[2132]. En fait, ses ancêtres n'étaient pas nobles, et cette prétendue dérogeance cachait une tentative d'agrégation à la noblesse. Malgré le fait que cette profession était honorable et extrêmement répandue dans le Midi, les nobles gascons ne se risquèrent pas à la pratiquer.

D) Le cas des professions médicales

Les médecins ne dérogeaient pas, selon La Roque, s'ils étaient docteurs, et tant qu'ils ne faisaient pas trafic de « drogue et épicerie ». L'arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668 décida effectivement que la qualité de médecin ne ferait pas déroger[2133]. Les apothicaires dérogeaient quant à eux, et les chirurgiens aussi, suivant La Roque[2134]. C'est que, selon Thierriat, « en la chirurgie il y a du travail de la main, et en la pharmacie, du commerce »[2135].

[2129] *ADHG*, 1 B 639, folio 76, arrêt de la Grand Chambre de mars 1643 portant enquête sur le sieur Etienne Delmas, relevé par lettres patentes de la perte de sa noblesse : « par lesquelles sa Maiesté en consideration des services randeu par Estienne Delmas, gentilhomme ordinaire de la chambre, issu de noble race, et nonobstant que Anthoine Delmas son feu pere ayt exercé la charge de notaire au pais de Languedoc pour le service du conestable de Montmorency, voulant sadite Majesté esfacer le reproche qui pourroit estre fait audit Delmas et à sa familhe que ledit feu Delmas son pere avoit desrogé à la noblesse qui lui estoit acquise par sa naissance, l'auroit rellevé et dispencé et honnoré du titre de noble ».

[2130] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 178, arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668, art. 7 : « Que les notaires, même avant 1560, seront censés avoir dérogé à la noblesse et exercé une profession roturière ».

[2131] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 362 et 368.

[2132] *ADG*, I 1968, requête de Lassus, habitant de Montréjeau, à l'intendant d'Auch, XVIIIe.

[2133] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 176, arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668, art. 1er.

[2134] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 370.

[2135] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 111.

A la fin de l'Ancien Régime, la famille Delord, de Lectoure, se disait noble, tout en exerçant la médecine, sans qu'on lui contestât cette noblesse. En 1789, à l'assemblée de la noblesse de la sénéchaussée de Lectoure pour l'élection des députés aux Etats généraux, deux Delord, qualifiés de « messire », et dont il est précisé qu'ils étaient médecins, furent représentés par procureurs, alors que Laurent et Vincent Delord, tous deux qualifiés d'écuyer, et de docteur en médecine, étaient présents en personne[2136].

E) Les autres emplois

Après avoir évoqué les principaux emplois pour lesquels la noblesse dérogeait, nous allons ici évoquer d'autres professions visées sans trop s'étendre, car elles restent, dans le cadre de notre ressort de recherche, des hypothèses d'école, tant les nobles les fuyaient, et il n'est pas certain qu'elles aient toujours entraîné la dérogeance. D'après La Roque, qui se fonde tant sur la doctrine que la jurisprudence, les greffiers royaux ne dérogeaient pas, au contraire des greffiers dépendants des seigneurs particuliers. Les huissiers et sergents de judicature, eux, dérogeaient[2137]. Les imprimeurs et libraires dérogeraient, ce qui n'aurait pas toujours été le cas, et il reste d'ailleurs, pour son époque même, peu certain de son opinion, écrivant qu'ils « ont plutôt dérogé s'ils étoient nobles, que maintenu leur qualité », à cause du trafic auquel ils se livreraient[2138].

En somme, pour l'ensemble des professions évoquées, ce qui frappe, c'est la rareté des exemples de nobles gascons qui s'y adonnèrent, et on peut dire que les nobles gascons dans leur immense majorité n'occupaient pas d'emplois qui auraient pu leur faire perdre provisoirement leur noblesse.

[2136] *ADG*, B 497.
[2137] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 369. Voir aussi Florentin de Thierriat, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 100.
[2138] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 380.

Section 3) Les conséquences de la dérogeance

Jusqu'au XVe siècle, le noble pratiquant des activités contraires au genre de vie noble pouvait se voir contester son exemption fiscale, mais cela n'allait pas jusqu'à une perte du statut noble, cette solution n'étant pas clairement dégagée par la jurisprudence[2139]. Ce fut pourtant le cas à partir du XVIe siècle. La sanction de la dérogeance, qui variait entre le père et les enfants selon les circonstances, était temporaire, mais nécessitait un recours au souverain pour y mettre un terme.

I) La perte provisoire de la noblesse du père

Le père qui dérogeait perdait sa noblesse. Cette perte pouvait n'être que provisoire et il restait en quelque sorte noble dans sa nature, en attendant une possible réhabilitation[2140]. Le dérogeant ne perdrait donc que les privilèges de la noblesse par une fiction du droit, mais garderait une essence noble[2141]. C'est ce qu'explique le préambule de l'ordonnance d'août 1669 : la contravention aux règles faites ès dérogeance est « la privation des privileges de

[2139] Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », *op. cit.*, n° 1-2, 1966, p. 47.
[2140] Loyseau a pu écrire que « la noblesse n'est pas éteinte absolument par tels actes derogeans mais est seulement tenu en suspens, de sorte que le gentilhomme est toujours sur ses pieds, pour rentrer à sa noblesse, quand il voudra s'abstenir d'y deroger » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31).
[2141] Commettre un acte dérogeant, pour Florentin de Thierriat, c'est « taisiblement renoncer aux privileges de noblesse » (Trois Traictez, *op. cit.*, p. 79).

noblesse, sans une entiere extinction de la qualité »[2142]. Il était en particulier soumis à l'impôt roturier.

Pour La Roque, l'anobli qui dérogeait perdait complètement sa noblesse. Ce qui veut dire que si dès le premier degré de noblesse l'anobli commettait un acte de dérogeance, il perdait définitivement sa noblesse, alors que « si la noblesse vient de race, elle n'est qu'obscurcie », il ne s'agirait que d'une simple dérogeance[2143]. Cette assertion paraît être purement doctrinale, et non de droit positif.

II) La perte provisoire de la noblesse des enfants nés après la dérogeance

L'enfant d'un père roturier pour avoir dérogé antérieurement à sa naissance n'était pas noble. Il devait obtenir des lettres de réhabilitation[2144].

Le principe ne semblait pas aller de soi, La Roque faisant observer que leur père n'étant pas l'auteur de la noblesse, les enfants « n'ont pas cette qualité de son chef, puisque leur ayeul ou autre ascendant les apelle à cette succession de noblesse par une espèce de substitution tacite »[2145]. On trouve le même argument au XVIIIe siècle, formulé dans une requête à l'intendant d'Auch, dans laquelle l'impétrant affirmait ne pas avoir dérogé car il aurait été jugé par les commissaires et confirmé par le Conseil du roi que la dérogeance du père n'était que personnelle, et ne pouvait faire perdre aux enfants « ce qu'ils tenoint et leur étoit déjà acquis d'ailleurs que de son chef, et qu'il n'avoit pu les frustrer d'une succession à laquelle leurs ayeulx les appelloint par une substitution tacite qui devoit sortir à effet indépandamant du fait du dérogeant, suivant l'axiome *jura naturalia civile modo adimi non possunt* »[2146]. Cependant, la noblesse se transmettant par la filiation, à partir du moment où un chaînon de cette chaîne de

[2142] *ADHG*, 1 B 1919, folio 491, « edict qui declare le commerce de mer ne poinct deroger à noblesse », Saint-Germain en Laye, août 1669.
[2143] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 342, « De la dérogeance au premier degré ».
[2144] *Ibidem*, p. 344. C'est aussi l'opinion de Tiraqueau dont il cite le *De nobilitate et iure primigeniorum*.
[2145] *Ibidem*, p. 344.
[2146] *ADG*, I 1968, lettre de Lassus, habitant de Montréjeau, à l'intendant d'Auch, XVIIIe.

transmission perd la noblesse, même si la perte peut être temporaire, il est logique qu'elle ne puisse plus se transmettre. Et La Roque de reconnaître qu'ils « n'y peuvent venir que par le moyen de leur père, qui n'étant plus noble, ne leur peut donner ce qu'il a perdu »[2147].

III) Le sort des enfants nés avant la dérogeance

La Roque pose congrûment comme principe que « les enfans nés auparavant que le père ait fait des actes dérogeans sont nés nobles »[2148]. La noblesse étant acquise par la filiation, dès la naissance, on voit mal comment on pourrait justifier cette contagion de la dérogeance aux enfants déjà nés, donc déjà nobles. L'arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668 avait confirmé cette opinion favorable à l'enfant né avant la dérogeance de l'auteur de ses jours[2149].

Pour La Roque, les enfants de l'anobli déjà nés dérogent à l'instar de leur père : « si l'auteur de la noblesse commet dérogeance, il y engage toute sa postérité née et à naître »[2150]. Cependant ils ne dérogeaient pas si les lettres d'anoblissement portaient la clause « pour eux et pour leurs enfans nés et à naître »[2151]. Là encore, il semblerait que son antipathie pour les nouveaux nobles explique cette opinion qui n'est pas solidement étayée.

Marcel Aimé indique n'avoir rencontré nulle part cette distinction en faveur des enfants déjà nés, et en déduit que le principe était que la dérogeance se transmettait à tous les enfants du dérogeant[2152]. Cette situation de fait ne nous paraît pas devoir tirer à conséquence. D'ailleurs, il note qu'en Champagne les enfants déjà nés du noble dérogeant n'étaient pas tenus de demander des lettres de réhabilitation[2153]. C'est de cette façon que la question sera tranchée lors

[2147] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 347.
[2148] *Ibidem*, p. 346. Il écrit, reprenant l'opinion de Balde, que « ce qui nous est acquis, ne peut être aliéné par le fait d'autrui ».
[2149] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 178, arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668, art. 8 : « Et que les enfans et descendans d'un noble ne seront point tenus de rapporter aucune lettre de dérogeance si le père ou leur auteur n'en a fait les actes avant leur naissance ».
[2150] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 344.
[2151] *Ibidem*, p. 346.
[2152] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 465.
[2153] *Ibidem*, p. 467.

des enquêtes de noblesse en Gascogne. Antoine de Lasséran, à qui l'on reprochait, lors de la recherche des usurpateurs de 1666, que son père avait passé un acte d'afferme le 22 mai 1648, objecta qu'il était né en 1629, ce qu'il établissait par son extrait baptistaire : la dérogeance de son père, concluait-il, ne pouvait le préjudicier, et il est probable qu'il obtint un jugement allant dans le même sens[2154]. Marguerin de Montesquiou, seigneur de Pouylebon, avait été condamné comme usurpateur de noblesse pour avoir dérogé, ayant passé deux contrats d'afferme, par l'intendant de Montauban, Pellot, en 1667. Son fils Paul fut en conséquence condamné par l'intendant de La Houssaye le 13 juin 1699 comme usurpateur de noblesse. Paul de Montesquiou fit opposition à ce jugement, prétextant qu'il « estoit né avant la condamnation » prononcée contre son père. Son extrait baptistaire ayant disparu, il fit faire par le sieur Duprat de La Roquette, président en l'élection de Mirande, une enquête, le 22 juin 1699, qui permit de prouver « qu'il estoit en pention chez le nommé Dubin, régent de la communauté de Montesquiou, dez l'année 1659 ». Il produisit aussi son contrat de mariage passé en 1673, qui prouvait qu'il était né avant la condamnation de 1667. L'intendant de Montauban Legendre le maintint dans sa noblesse par une nouvelle ordonnance du 25 février 1700[2155]. Autre exemple, Jean de Puts, sieur de Bétricot, dont le père, un autre Jean de Puts, aussi sieur de Bétricot, fut réhabilité, avec son fils, Jean de Puts, sieur de La Salle, dans sa noblesse, pour dérogeance, par des lettres de septembre 1668. Ces lettres furent révoquées par la déclaration du 17 janvier 1696, et le sieur de La Salle fut taxé 3000 livres et poursuivi par le traitant, mais Jean, sieur de Bétricot, son frère aîné, obtint d'en être déchargé par arrêt du conseil d'Etat du 23 avril 1697, « attendu la justiffication par luy faite qu'il estoit né avant la dérogeance faite par ledit Jean de Puts, son père »[2156] : il n'avait donc pas personnellement dérogé, n'avait d'ailleurs pas été réhabilité, et devait en conséquence encore moins payer pour la confirmation de lettres de réhabilitation qui ne le concernaient pas.

[2154] *ADG*, I 1966, inventaire des pièces d'Antoine de Lasséran, seigneur de Cazaux d'Angles, 15 juin 1667.
[2155] *BNF*, Fonds français. 32298, folio 1131.
[2156] Arrêt du conseil d'Etat cité dans l'ordonnance de maintenue de l'intendant pour Jean et Louis de Puts, à Montauban, le 2 août 1698 (*BNF*, Fonds français 32297, folio 670).

IV) La réhabilitation de la noblesse

La famille noble dérogeant perdant sa noblesse pouvait avoir intérêt, tant pour les privilèges que pour la reconnaissance honorable que conférait ce statut, de recouvrer sa noblesse. Le principe est clair, mais sa mise en application rare, puisqu'il y avait peu de dérogeances.

A) Le principe

Pour retrouver sa noblesse après une dérogeance, il fallait obtenir du roi des lettres dites lettres de réhabilitation ou lettres de relief[2157]. D'après La Roque, les jurisconsultes les appellent « *natalium restitutionem*, restitution de naissance, de noblesse, ou de race ancienne »[2158]. Ce principe était déjà énoncé par L'Alouette au XVIe siècle : « si leurs enfans veulent dès leur jeunesse rentrer en la vocation des nobles, ils pourront etre relevéz de cette tache et maculle paternelle par lettres patentes du Roi […]. Et seront par ce moien reintegrez et restituez en leur entier pour jouir des privileges des nobles, comme auparavant »[2159].

[2157] Nous ne faisons que mentionner l'existence de « lettres de relief d'omission de qualifications nobles », car nous n'en avons pas trouvé, et elles furent semble-t-il très rares. L'omission de qualifications nobles pouvait être analysée comme une sorte de dérogeance. Pourtant, si les qualifications nobles étaient prises dans certains actes, leur omission dans d'autres n'était pas tenue pour une dérogeance, il suffisait de prouver la noblesse selon la loi pour qu'il n'en soit tenu aucun compte. En réalité, la noblesse était un bien trop précieux pour qu'on omette de la mentionner quand on la possédait, et cette prétendue omission devait dissimuler dans bien des cas une usurpation de noblesse. Un dénommé Louis de Saint-Martin, juge en chef de Marciac, avait préparé une requête pour obtenir des lettres de ce type et en même temps de confirmation de noblesse, mais n'y a pas donné suite à notre connaissance, sans doute parce que cette soi-disant omission dissimulait une usurpation, ses ancêtres n'ayant d'autre distinction que des charges de judicature secondaires et la reconnaissance judiciaire de la noblesse de branches collatérales de leur famille (*ADG*, I 3152, requête de Louis de Saint-Martin, XVIIIe siècle).
[2158] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 343.
[2159] François de L'Alouette, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 23.

Cesser l'activité dérogeante ne suffisait pas, seule l'intervention solennelle du roi pouvait rétablir un noble dans sa noblesse ancestrale, sans quoi « il arriveroit qu'un homme seroit tantôt le personnage de noble, et tantôt celui de roturier, et que sa condition deviendroit incertaine, qui seroit une contradiction manifeste »[2160]. Il fallait une mesure de publicité pour clarifier la situation. Cette intervention du roi permettait aussi d'effacer la « mauvaise impression » laissée par la « tache » de la dérogeance, en donnant au public « un témoignage autentique que le noble qui a derogé n'est plus dans cette même assiete »[2161].

Ce n'était pourtant pas le cas dans tout le royaume de France. Ainsi en Bretagne, la coutume permet de redevenir noble après une dérogeance sans passer par le roi. Le noble pouvait se contenter de faire un « acte contraire, et déclarant en Justice qu'il veut vivre noblement ; ce qu'il fait signifier aux manans et habitans du domicile et lieu de la demeure »[2162]. Ce en vertu d'une conception selon laquelle la noblesse d'un homme pratiquant une activité dérogeante y était seulement, disait-on, « étourdie » ou « assoupie ». Ce particularisme appelé « dormition » de la noblesse reposait sur la coutume de Bretagne[2163]. On parlait de « noblesse dormante » pour qualifier la noblesse de ces nobles dérogeant provisoirement[2164].

Ailleurs dans le royaume, il fallait donc être réhabilité par des lettres royales : le roi était le seul à pouvoir relever d'une dérogeance, une cour de justice ne le pouvait pas. On peut citer le cas du receveur des domaines d'Argelès, en Bigorre, le sieur Aubert de Terrefort, qui voulait se faire relever d'une prétendue dérogeance par la cour des aides. Son frère l'en dissuada, lui écrivant en 1786 : « n'allez pas croire que le parlement comme cour des Aydes et chambre des finances vous relève de votre dérogeance, ou omission de prise de qualité, si vous alléguez ces moyens. La cour des Aydes juge certains cas particuliers qui sont du fait de la noblesse. Mais il faut des lettres du prince pour obtenir des reliefs »[2165].

La Roque affirme que la noblesse ne se perd pas par deux degrés consécutifs de dérogeance dans la famille, « les droits du sang, non plus que les droits royaux ne pouvant se

---

[2160] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 346. Dans la même optique, Loyseau écrit « qu'on ne connoîtroit pas publiquement son intention s'il ne s'en trouvoit quelque declaration publique » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31).

[2161] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 146.

[2162] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 368.

[2163] Elle remonterait à une ordonnance du duc de Bretagne de 1451, et se retrouve dans l'article 561 de la coutume de 1580 et 720 de la coutume de 1539.

[2164] Sur cette noblesse, voir Meyer, Jean, La noblesse bretonne au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 135 et suiv.

[2165] *ADHP*, 1 E 40, lettre du sieur Aubert de Terrefort à son frère receveur des domaines à Argelès, à St-Jean-Pied de Port, le 23 mars 1786. Il donne en exemple un de ses amis, un certain monsieur Poey, de Navarrenx, conseiller au parlement de Pau : il « sortoit d'une ancienne extraction noble, mais on y avoit dérogé par le commerce en détail, il luy a falu obtenir des lettres du prince, et avec une peine extraordinaire, car le chancelier ne vouloit jamais les faire expédier ».

prescrire sans l'autorité du souverain »[2166]. Se fondant sur un arrêt de la cour des aides de Paris de mai 1601, il affirme que les enfants peuvent être relevés de la dérogeance de leur père et de leur aïeul. Il n'y a pas de prescription ès noblesse. Il s'inscrit en faux ici contre l'opinion qui voudrait que, comme on peut prouver sa noblesse en montrant que l'on a vécu noblement et été réputé noble pendant deux générations, ce qui favorisait une forme de prescription acquisitive de noblesse au XVIe siècle, de même si l'on déroge pendant deux générations, la noblesse est prescrite, définitivement éteinte[2167]. La réhabilitation de noblesse ne connaît pas de limite dans le temps[2168]. La seule limite dans les faits sera la preuve de la filiation qui permettra de remonter les générations ayant vécu dans la dérogeance jusqu'à celui qui a dérogé. Il fut aussi admis que l'on devait prouver que la famille était noble avant la prétendue dérogeance. Mais à partir du moment où le roturier pouvait prouver la noblesse de ses aïeux avant la dérogeance, et aussi ancienne qu'elle remontât, il pouvait être théoriquement réhabilité dans sa noblesse, même si dans la pratique cela demeurait difficile, tant par la preuve de la filiation que de la noblesse antérieure à la dérogeance.

Comme le note finalement La Roque après avoir comparé divers avis contraires, qui recherche des bornes en cette matière devra constater finalement que les édits et ordonnances du roi n'en fixent pas[2169], et qu'il faut donc s'en remettre à la grâce du prince, qui ne connaît pas de limites[2170]. Cette opinion fut reprise dans une requête en réhabilitation dans la seconde moitié du XVIIIe siècle : « les droits du sang ne se prescrivent jamais, tel est le sentiment unanime de touts les vrays jurisconsultes. S'il peut paroistre raisonable qu'un homme d'extraction noble, qui pour se soustraire à l'indigence se range dans le tiers-état, en suporte les charges pendant le tems qu'il y demeure, il est encore bien plus naturel, et plus conforme à l'équité que lorsqu'il veut vivre noblement ayant réparé sa fortune, il y soit admis »[2171]. Il n'y

[2166] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 339.
[2167] Bacquet est de la même opinion que La Roque sur la dérogeance continue du père et de l'aïeul (Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 890). Chérin confirme la non prescription de la noblesse, par la dérogeance sur 2 degrés, à la fin du XVIIIe siècle (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XXXVII). Quant à la dérogeance sur trois générations, il explique que selon « l'usage commun », cette grâce ne s'accorderait pas, mais en même temps qu'il y en aurait des exemples, surtout de familles nobles « de race ».
[2168] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 385, chapitre 165, « De la réhabilitation de noblesse ». Thierriat voulait limiter la dérogeance à sept degrés, au-delà desquels la noblesse était définitivement perdue : « Ce que neantmoins il est raisonnable de borner au septiesme degré, pour ce qu'outre iceluy la nature ne recognoist plus de consanguinité, […] si tous ces sept degrez ont dérogé, il faut un anoblissement exprès, et nouveau » (Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 83). Le Bret trouvait aussi « raisonnable » de la borner au septième degré, « parce qu'outre icelui la nature ne reconnoît plus de consanguinité » (Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, trente-septième action, p. 530). Il semble que cette opinion soit restée doctrinale.
[2169] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 346.
[2170] *Ibidem*, p. 386 : « les souverains peuvent en tout tems relever la postérité d'un dérogeant, sans qu'aucune maxime au contraire puisse résister à leur volonté ».
[2171] *ADG*, I 3544, requête de Dominique de Vergès au Roi, seconde moitié du XVIIIe siècle.

a donc pas de limite à la grâce du prince, et il était même considéré comme juste, que le roi réhabilite les descendants d'un noble ayant dérogé, n'étant eux mêmes personnellement pas fautifs. Dans des lettres de relief accordées à un gentilhomme du Vivarais en 1592, le roi le dispensait de la dérogeance de ses ancêtres, « n'estant raizonnable qu'il porte la peyne du desfault de ses predecesseurs »[2172].

Aux lettres de réhabilitation, ont pu être rattachées les « lettres de réhabilitation avec anoblissement en tant que besoin », et les lettres de « maintenue »[2173]. Les premières sont des lettres de réhabilitation qui portent en outre anoblissement : le réhabilité est aussi anobli, car un doute plane sur sa noblesse antérieure. Les lettres de maintenue nous semblent être d'une nature différente.

B) La rareté des réhabilitations de noblesse en Gascogne orientale

Nous n'avons trouvé, en Gascogne orientale, qu'un cas de « lettres de réhabilitation » de noblesse pures et simples, celle données à Jean de Puts, sieur de Betricot, et à Jean de Puts, sieur de La Salle, son fils, dont la famille avait dérogé pour avoir pris un fermage, et furent réhabilités par des lettres données en septembre 1668[2174], et seulement un cas de lettres de réhabilitation particulier, des lettres de réhabilitation avec anoblissement, celles accordées en 1711 à Jean-François de Bertrand, sieur de Lamothe-Rouge, maire d'Auvillar. Des lettres de réhabilitation et d'anoblissement en tant que besoin données à Barthélémy de Gimat et à son frère aussi nommé Barthélémy de Gimat, du 23 septembre 1597, ne sont pas retenues, car le commis à la recherche les jugea « suspectes » de faux, révoquées, et non enregistrées, et que la produisante ne fut apparemment pas maintenue noble[2175]. Cette rareté ne tient pas nécessairement au fait qu'il y aurait eu peu d'actes de dérogeance, mais plutôt à ce que ces dérogeances n'étaient que rarement sanctionnées. Deux points sont cependant à observer.

[2172] *ADHG*, 1 B 1972, « Lettres en faveur de Geraud de Besangier sieur de St-Latger par lesquelles lui et ses successeurs soient reputéz pour nobles », Camps de St-Denys, 15 octobre 1592.
[2173] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 497 et suiv.
[2174] Nous n'avons pas pu retrouver ces lettres, mais seulement l'arrêt d'enregistrement de la cour des aides de Montauban du 14 août 1669 (*ADTG*, 1 B 59).
[2175] *ADTG*, C 88, production de Françoise de Grissonis veuve de Pierre de Gimat, de Vic-Fezensac.

Tout d'abord, des lettres patentes sont dans leur forme des lettres d'anoblissement, mais sur le fond ressemblent fortement à des lettres de réhabilitation, car les familles anoblies prétendaient avoir une origine noble et vécu noblement par le passé, et demandaient en conséquence une clarification de leur état[2176]. Prétexter une dérogeance, une difficulté à établir sa preuve, comme pour une omission de qualité, permettait de faciliter l'anoblissement, et surtout de le rendre plus reluisant.

On sait aussi par ailleurs que certaines familles de notables, comme les Vergès de Tarbes, ou les Lassus de Montréjeau en Comminges, prétextèrent des dérogeances pour mettre en avant l'ancienneté et la noblesse de leur famille, sans qu'ils parvinssent pour autant à obtenir une réhabilitation. Sont-ce véritablement des familles nobles ayant dérogé ? Il est plus probable qu'il s'agisse de familles non nobles en cours d'agrégation. Les lettres de réhabilitation étaient parfois préférées par les notables à celles d'anoblissement, en ce qu'elles permettaient de faire supposer une noblesse immémoriale[2177]. L'emploi dérogeant pourrait être celui dont l'ascendant s'était servi pour faire fortune et avait ensuite tenté de se défaire pour acquérir la noblesse. Lassus faisait partie d'une famille bourgeoise de Montréjeau. Son père fut juge de Rivière, maire de Montréjeau et subdélégué de l'intendant en Comminges. Mais il se vit contraint à payer le franc-fief par le fermier du domaine pour sa seigneurie de Gourdan, son père ayant eu un office de notaire qui l'aurait fait déroger. Il écrivit alors à l'intendant d'Etigny une longue requête, dans laquelle il démontrait que sa famille fut dotée d'un fief et de qualités justificatives de la noblesse entre 1390 et 1650, soit pendant cent soixante-dix ans, donc plus que les cent requis pour la possession de noblesse, et que grâce à cette possession dûment prouvée, il aurait pu être relevé de sa dérogeance pour des raisons juridiquement fragiles, car fondées uniquement sur les théories des juristes en matière de noblesse[2178].

Le second cas, celui des Vergès, est plus éloquent. Dominique de Vergès, subdélégué à Tarbes, et syndic général des Etats de Bigorre, faisait partie d'une famille bourgeoise qui était

---

[2176] Voir le parcours des anoblis gascons par lettres, p. 319.

[2177] Voir l'exemple de Pierre-Paul Riquet (Jouanna, Arlette, « Le modèle nobiliaire aux Etats provinciaux de Languedoc », *op. cit.*, p. 11).

[2178] *ADG*, I 1968, requête de Lassus, habitant de Montréjeau, à l'intendant d'Auch, XVIIIe : il avance premièrement que suivant les lois du royaume, telles qu'elles sont attestées par La Roque au livre V de son *Traité*, « cette rigueur cesse contre les descendans si le titre primordial constitutif de la noblesse est rapporté, ou si supplétivemant au titre, le descendant est en état de compter en remontant depuis l'époque de la dérogeance 107 ans de possession de qualités attributives de noblesse dans les autheurs du dérogeant, avec possession de fiefs, ou preuves de services », et secondement, se fondant cette fois sur le chapitre V du *Traité des ordres* de Loyseau, étant donné qu'au terme d'un édit de juillet 1707, l'office de maire de Montréjeau attribuait la noblesse personnelle, et « qu'il ne faut pour relief à dérogeance qu'une décoration de la part du dérogeant acceptée et randue publique par la puissance du Roy, ce à quoi les provisions émanées du roi d'un office annoblissant personnellemant doivent sans doutte équipoller ». On n'a pas pu retrouver la réponse de l'intendant.

sur le devant de la scène politique et sociale de la Bigorre, et qui portait depuis peu une particule. La noblesse lui faisait cependant défaut pour être pleinement intégré dans la noblesse bigourdane, et être associé à la sociabilité qui unissait étroitement les châtelains locaux. Pour cela, il ne suffisait pas d'être anobli, il fallait être « noble de race », et plus la noblesse serait ancienne, plus la famille serait considérée. Or, il existait du temps des premiers comtes de Bigorre une famille de chevaliers portant le nom de Vergès : l'enjeu fut donc de s'y rattacher. Dominique de Vergès fit donc une requête au roi, aussi longue que travaillée, pour être relevé de la soi-disant dérogeance de son père Dominique de Vergès, qui y serait tombé « le premier et le seul de sa race », en s'étant fait procureur au sénéchal de Bigorre[2179]. S'en suit un véritable roman historique : son père serait « né d'un cadet qui étoit luy même d'une branche cadette et sans fortune, à cause des biens sortis de sa maison, par le service militaire, et par les divisions multipliées des partages dans sa famille » ; il crut devoir se « ranger dans la classe du tiers-état pour se retirer de l'indigence et attendre un meilleur sort ». Il s'attela à démontrer son « extraction noble d'ancienneté », en remontant jusqu'à son onzième aïeul, et tout y passe : une noblesse dûment prouvée[2180], la fondation de l'église de Sazos dans le village de Vergès au XIIIe siècle, les services rendus, les possessions « considérables », le « soin extrême dans les autheurs du suppliant d'épouser des filles de qualité », mais aussi les troubles dans la province, et l'incendie de la maison familiale et donc des titres en 1734[2181], justifiant le tout par des actes divers[2182]. Il demanda donc au roi d'effacer « l'espèce de tache de Dominique de Vergès », et qu'il permit au suppliant de « reprendre son ancien état noble qui luy est naturel, et qu'il soutient avec honneur ». Seul inconvénient : la filiation n'est pas établie par ces titres. On pourrait néanmoins croire qu'une requête en apparence si avantageuse, et faite par un requérant si bien introduit, ferait céder bien des obstacles, même de fond. La réponse du chancelier fut un démenti de ce préjugé, et sans doute cruelle pour l'impétrant. Il lui répondit en effet qu'il avait « reconnu, par ces pièces, et je sçais d'ailleurs qu'il y a une maison noble et ancienne du nom de Vergès », mais qu'il n'avait vu dans la production « aucune preuve que vous descendiés de cette maison. Je ne vois entre vous et elle, que l'identité de nom, et celle de domicile ; c'est une présomption favorable sans doute, mais une présomption ne suffit pas, surtout en cette

[2179] *ADG*, I 3544, requête de Dominique de Vergès au Roi, seconde moitié du XVIIIe siècle.
[2180] *Ibidem*, « jamais les autheurs du suppliant n'ont été attaqués sur leur noblesse, elle étoit trop constante, et trop autentique dans le pays ; le père du suppliant est le seul de sa famille qui depuis près de cinq siècles ayt interrompeu son comportement noble ».
[2181] *Ibidem*, « comme il se justiffie par la remise d'un certifficat autentique des consuls de la ville de Tarbes qui étoint en charge cette année là ».
[2182] *Ibidem*, « Touts les faits cy dessus raportés sont fondés sur des titres aussi irréprochables qu'autentiques, et la plupart déjà énoncés dans le corps de la requête ».

matière »[2183]. Ce qui nous amène à voir maintenant les lettres de réhabilitation à travers leur forme mais aussi sur le fond, si leur obtention était l'objet d'un contrôle de la dérogeance, comme il semblerait par l'exemple du refus subi par Dominique de Vergès.

C) Les lettres de réhabilitation

La Roque distingue les lettres de réhabilitation qui sont expédiées sans connaissance de cause, mais « qu'on n'a point accoutumé de refuser », et celles qui sont données en connaissance de cause, c'est-à-dire avec des preuves de la filiation et de la noblesse antérieure à la dérogeance[2184]. Le conseil du roi pouvait lui-même vérifier la dérogeance. Il faut croire qu'il ne le faisait pas tout le temps, puisqu'il fut exigé par un arrêt du conseil d'Etat du 26 août 1698 que les assignés ayant obtenu une réhabilitation, devant prouver leur noblesse, rapportent les pièces justificatives de leurs noblesses antérieures à leurs dérogeances mentionnées dans ces lettres, et ayant permis leur obtention[2185]. Mieux, à plusieurs reprises les lettres de réhabilitation furent révoquées, ce qui s'explique par le fait que l'on considéra que ces lettres n'étaient *de facto* que des lettres d'anoblissement, rendues sur un faux exposé, dissimulant une usurpation[2186]. Ainsi, en 1696, Jean de Puts sieur de La Salle, qui avait été réhabilité en 1668, fut poursuivi pour le payement d'une finance de 3000 livres, moyennant quoi ses lettres

[2183] *ADG*, I 3541, lettre du chancelier Maupeou à monsieur de Vergès, Versailles, 1er janvier 1765.
[2184] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 386.
[2185] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 238 : arrêt du conseil d'Etat du 26 août 1698.
[2186] Les lettres de réhabilitation furent soumises à révocation sous Louis XIV par deux fois : par un édit de décembre 1692, toutes les lettres de réhabilitation obtenues depuis janvier 1600 non enregistrées dans les cours des aides furent révoquées, et celles enregistrées confirmées moyennant finance (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 203), disposition reprise par une déclaration du 17 janvier 1696 qui révoquait toutes les lettres enregistrées depuis janvier 1600 (*ibidem*, p. 210). Ces textes visaient au premier chef à faire payer aux réhabilités une finance, ils ne furent quasiment pas appliqués d'après Marcel Aimé (La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 495 et suiv.). Les lettres de réhabilitation obtenues depuis 1643 furent aussi comprises sous Louis XV dans les révocations ou confirmations moyennant finance faites par les arrêts du conseil d'Etat du 30 septembre 1723 (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 343), et du 2 mai 1730 (Fonds Blanquefort, arrêt du conseil d'Etat rendu à Fontainebleau, le 2 mai 1730), mais nous ne savons pas si la famille de Bertrand et la famille de Puts perdurèrent au XVIIIe siècle. Une dernière révocation générale frappant les réhabilitations obtenues depuis 1715, portée par l'édit d'avril 1771, n'eut pas d'effet puisque durant cette période il n'y eut pas de réhabilitations en Gascogne orientale.

révoquées seraient confirmées[2187]. La déclaration du 17 janvier 1696 spécifiait qu'alors les lettres vaudraient comme si elles avaient été accordées « en pleine connoissance de cause » : c'était la reconnaissance implicite que cela n'avait pas toujours été le cas[2188].

Les choses durent changer par la suite, et il semble même qu'un contrôle rigoureux s'instaura. En 1765, Dominique de Vergès, de Tarbes, sera débouté de sa demande en relief de noblesse entre autres raisons parce qu'il ne prouvait pas une « possession centenaire de noblesse antérieurement à la dérogeance » de son père, et c'est « ce qu'exigent les maximes généralement reçues dans cette espèce »[2189]. La même nécessité d'établir cent ans de noblesse au-delà de la première dérogeance est énoncée par Chérin[2190]. Mais avant même que le conseil du roi se mit à effectuer ce contrôle, il chargeait souvent les officiers qui procèderaient à l'enregistrement, dans le mandement des lettres, de vérifier la noblesse de la famille[2191].

D'après La Roque, l'enregistrement des lettres de réhabilitation n'est pas nécessaire pour recouvrer sa qualité : « il suffit à ceux qui vivent noblement d'avoir obtenu le rétablissement du prince »[2192]. C'est une erreur suivant l'arrêt du 26 août 1698, qui ne reconnut comme valides que les lettres de réhabilitation ayant été enregistrées, mais il n'est pas dit que cette règle fut respectée après cet arrêt, ni à plus forte raison avant[2193]. Concernant les lettres du 23 septembre 1597 de réhabilitation et d'anoblissement en tant que besoin de Barthélémy de Gimat et d'un autre Barthélémy son frère, le commis à la recherche des usurpateurs releva entre autres moyens de nullité qu'elles n'avaient pas été enregistrées à la chambre des comptes[2194]. Jean de Puts père et son fils firent enregistrer leurs lettres à la cour des aides de Montauban[2195]. L'enregistrement à la cour des aides n'avait d'autre intérêt que celui de s'assurer en pays de

[2187] Cité dans l'ordonnance de maintenue de Jean et Louis de Puts, donnée à Montauban, le 2 août 1698 (*BNF*, Fonds français 32297, folio 670).
[2188] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 210.
[2189] *ADG*, I 3541, lettre du chancelier Maupeou à monsieur de Vergès, syndic général des Etats de Bigorre, Versailles, 1er janvier 1765.
[2190] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XXXVII.
[2191] Donnons un exemple de ces mandements contenu dans des lettres de réhabilitation de 1765 : « nous vous mandons… que… s'il vous apert… en ce cas vous ayés à maintenir et garder l'exposante dans les droits et privilèges de sa naissance noble, et à l'en faire jouir et user tout ainsi qu'en jouissent les autres nobles dans notre royaume, nonobstant et sans vous arrêter à la dérogeance causée par… que nous ne voulons lui nuire ni préjudicier et dont nous l'avons relevé… » (Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. CCIII).
[2192] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 344.
[2193] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 238 : arrêt du conseil d'Etat du 26 août 1698.
[2194] *ADTG*, C 88, production de Françoise de Grissonis veuve Pierre de Gimat, de Vic-Fezensac.
[2195] *ADTG*, 1 B 59, arrêt d'enregistrement de la cour des aides de Montauban du 14 août 1669.

taille personnelle que l'on n'y soit plus imposé[2196]. Evidemment les cours des aides ne le virent pas du même œil, et elles faisaient de l'enregistrement une condition de validité de ces actes[2197].

Il est certain que quand le roi mandait dans les lettres de réhabilitation que la cour vérifie les faits avancés par le réhabilité, la vérification était indispensable pour la validité des lettres. Des lettres de réhabilitation données en faveur de nobles bourguignons au XVIIe siècle portèrent cette exigence que la cour procéda à la vérification de la noblesse de l'impétrant[2198]. La cour pouvait aussi pousser le zèle jusqu'à vérifier la noblesse du réhabilité, sans que cela ne lui soit mandé, mais pour s'assurer que les lettres ne soient pas subreptices. On peut en donner un exemple en Languedoc. En 1643, Etienne Delmas, relevé de la dérogeance de son père par le roi, voulut faire enregistrer ses lettres de relief : le parlement de Toulouse arrêta qu'avant de se décider sur l'enregistrement, « il sera enquis d'office dans le mois du contenu ausdites lettres de naissance et race dudit Delmas, pour ce faict en estre conu ainsi qu'il appartiendra »[2199]. En Provence, il fut jugé que la vérification de la preuve de la généalogie présentée dans les lettres, lors de leur enregistrement, était obligatoire[2200]. En Bourgogne et en Bresse, en outre, entre le milieu du XVIe siècle et jusque dans la première moitié du XVIIIe siècle, le procureur-syndic de la communauté d'habitants à laquelle appartenait le réhabilité devait faire valoir ses observations avant l'enregistrement[2201] : rien de tel en Gascogne orientale. Il faut dire que la communauté était particulièrement intéressée en Bourgogne, car c'était un pays de taille personnelle, où l'assiette de l'impôt allait peser plus lourdement sur les autres imposés avec le retranchement d'un taillable sans doute fortuné, pour pouvoir faire valoir ses prétentions

[2196] D'après Denisart, les lettres devaient être enregistrées dans les trois cours : la cour des aides pour être exempté des subsides dont les nobles sont exempts, la chambre des comptes pour bénéficier de l'exemption du franc-fief, et au parlement « parce que c'est l'unique tribunal à qui appartient la connoissance de l'état et de la condition des citoyens, et la distribution des partages des biens nobles et roturiers » (Denisart, Jean-Baptiste, Collection de décisions nouvelles, *op. cit.*, 9e édition, 1775, tome troisième, p. 319). Si ces cours pouvaient faire quelques difficultés contre des réhabilités qui n'auraient pas enregistré leurs lettres dans leur cour, de là à considérer que les lettres étaient nulles faute d'y être enregistrées, il y a un pas que nous ne franchirons pas (voir sur ce point le développement sur Les lettres d'anoblissement, p. 223). En revanche, les lettres devaient bien être enregistrées dans une cour souveraine, et il fut jugé en Provence qu'un enregistrement dans une sénéchaussée était insuffisant (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 150).

[2197] Dans sa thèse sur la noblesse bourguignonne, Marcel Aimé note qu'après 1723 les lettres de réhabilitation doivent aussi être insinuées (Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 491). D'après Marcel de la Bigne, les lettres furent soumises à cette obligation par un édit du roi dès 1704 (La Bigne de Villeneuve, Marcel de, La dérogeance de la noblesse sous l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 131).

[2198] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 472.

[2199] *ADHG*, 1 B 639, folio 76, arrêt de la Grand Chambre portant enquête sur le sieur Etienne Delmas, relevé par lettres patentes de la perte de sa noblesse encourue par son père ancien notaire, mars 1643.

[2200] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 151.

[2201] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 473 et suiv.

nobiliaires. En somme, en Gascogne orientale, il était sans doute obligatoire d'enregistrer ses lettres dans une cour supérieure, qui pouvait vérifier les titres si le mandement l'exigeait, autrement ce ne devait pas être systématique.

Venons-en au cas de lettres de réhabilitation que nous avons trouvées. Jean-François de Bertrand, sieur de Lamothe-Rouge, avait été condamné pour dérogeance par la cour des aides de Montauban en 1689[2202]. En vertu de la déclaration du 4 septembre 1696, le commis à la recherche de noblesse le poursuivit, et il fut condamné par forclusion le 3 janvier 1699 à l'amende frappant les usurpateurs. C'est ce qui le porta à demander des lettres de réhabilitation, mais qui sont sous une forme hybride : car ces lettres sont aussi, ce qui est totalement contradictoire sur le fond, des lettres d'anoblissement, qu'il obtint moyennant finance, en application de l'édit de mai 1702, qui créait deux cents lettres de noblesse[2203]. Elles sont qualifiées de « lettres de maintenue, rehabilitation et annoblissement ». On peut se demander si c'est le sieur de Lamothe-Rouge qui tint absolument à avoir des lettres de réhabilitation en sus des lettres d'anoblissement qu'il impétra, ou si au contraire c'est l'administration qui le contraignit à prendre des lettres d'anoblissement pour lui faire payer la taxe, en échange de l'obtention de lettres de réhabilitation impétrées.

Sur le fond, il y était expliqué que « tant luy que ses autheurs ont toujours pris la qualité de noble », et la noblesse était établie sur les qualifications prises dans les actes juridiques. Elles portaient principalement qu'elles le réhabilitaient et maintenaient dans sa noblesse[2204], ce « nonobstant toutes derrogeances commises tant par luy que son pere, son ayeul et autres ses predecesseurs, lesquelles nous avons osté, levé et effacé ». Il n'était pas seul réhabilité, le seraient aussi « ses enfans nais et à naitre en legitime mariage », sa postérité légitime, à qui s'étendait la grâce royale.

Les lettres portaient aussi que le réhabilité et ses ascendants avaient « été portés d'attachement et de zelle singulier pour notre service, dont ils ont donné des marques dans les occasions ». C'est ce qui aurait déterminé le roi à l'anoblir « en tant que de besoin est ou seroit ». Ces lettres sont donc des lettres de réhabilitation sur le fond, mais partiellement,

[2202] *ADTG*, 1 B 79, arrêt cour des aides Montauban du 19 février 1689.
[2203] *ADTG*, C 82, n° 51, copie sur papier, « […] ce qui le porte à nous supplier très humblement de vouloir le decharger desdites condemnations, le maintenir et rehabiliter dans la qualité de noble, dont tant luy que ses autheurs ont toujours jouy, et meme, en tant que besoin est ou seroit, de luy accorder une des deux cent lettres de noblesse créées par notre edit du mois de may 1702 ».
[2204] *Ibidem*, « […] avons restably rehabilité conservé et maintenu, restablissons rehabilitons conservons et maintenons ledit Jean François Bertrand, ensemble ses enfans nais et à naitre en legitime mariage dans la qualité de noble et dans les titres privileges et prerogatives de son ancienne noblesse ».

comme sur la forme, car par les mêmes lettres Jean-François de Bertrand était aussi anobli[2205]. Les lettres sont effectivement très proches sur la forme de lettres d'anoblissement. Elles l'exonéraient avec sa descendance de toute « finance ou indemnité » qui pourraient leur être demandées à l'avenir[2206]. Elles l'exemptaient aussi de la suppression qui pourrait être décidée[2207]. Elles lui accordaient toutes les prérogatives accordées par les lettres d'anoblissement classiques, et évidemment elles étaient octroyées à la charge de vivre noblement, et de ne pas retomber dans la dérogeance[2208]. Il était même ordonné au juge d'armes de France de faire un règlement sur ses armoiries[2209].

Loin de demander une vérification de la noblesse antérieure à la dérogeance, qui avait été prouvée par divers actes visés dans les lettres, le mandement de ces lettres ne demande pas de vérification aux juridictions devant les enregistrer[2210], et porte que lui et sa postérité jouiront des privilèges de la noblesse « sans qu'il soit besoin de representer ses titres ny d'en rapporter aucune preuve dont nous l'avons dispensé et dispensons en vertu des presentes meme ». Enfin ces lettres le déchargeaient de l'amende et de la restitution d'impositions auxquelles il avait été condamné par le jugement du 3 janvier 1699, et que dans l'hypothèse où il les aurait réglées en tout ou en partie, elles lui seraient restituées.

Jean-François de Bertrand fut donc à la fois « anobli » et déclaré « issu de noble race ». Ce cas montre qu'au-delà de la typologie que l'on peut faire des lettres de noblesse, le roi avait une grande marge de manœuvre, et bien des hybridations étaient possibles.

[2205] *Ibidem*, « […] nous avons en consequence de notre edit du mois de may 1702 annobly et anoblissons par ces presentes ledit Jean-François de Bertrand sieur de Lamothe Rouge ses enfans et posterité néz et à naistre en legitime mariage ».

[2206] *Ibidem*, « sans que pour raison des presentes maintenues, rehabilitations et annoblissement, ledit de Bertrand et ses descendans soient tenus de nous payer ny à nos successeurs aucune finance ny indemnité, dont à quelque somme qu'elle puisse monter nous leur avons fait et faisons don par ces presentes lettres ».

[2207] *Ibidem*, « et sans que ledit annoblissement puisse etre par nous supprimé ny sujet à aucune taxe pour estre confirmé ».

[2208] *Ibidem*, « à la charge de vivre noblement et sans deroger à ladite qualité ».

[2209] *Ibidem*, « […] permettons en outtre audit sieur de Bertrand et à sa postérité de porter les armoiries timbrées telles quelles seront blazonnées et enregistrées par le sieur d'Hozier comme exerçant l'office de juge d'armes de France ».

[2210] *Ibidem*, « […] si donnons en mandement à nos amés et feaux les gens tenants notre chambre des comptes à Paris, parlement de Toulouze, cour des aydes de Montauban, presidens et tresoriers generaux de France au bureau de nos finances estably audit Montauban, et à tous justiciers qu'il appartiendra, que ces presentes ils ayent à faire enregistrer, et du contenu en icelles faire jouir et uzer ledit Francois de Bertrand sieur de Lamothe Rouge et sa postérité, en faisant cesser tous troubles et empeschemens ».

Section 4) Les exceptions

Gaston Zeller fait de l'histoire de la dérogeance celle d'une « lente décadence » que la royauté aurait précipitée[2211]. A la question de savoir ce qui reste de la dérogeance à la fin du XVIIIe siècle, Guy Richard répond lapidairement : « en fait, rien »[2212]. Nous ne saurions agréer une vision aussi caricaturale de l'évolution de la dérogeance : elle tient au fait que ces deux historiens se sont progressivement focalisés sur le commerce et l'industrie. Tout d'abord, rappelons que son apparition dans les textes législatifs est tardive, au cours du XVIe siècle, et va être progressivement précisée. En Gascogne orientale, ce n'est qu'à partir des réformations de noblesse, qu'elle va être sanctionnée judiciairement, ce qui ne fut que très peu le cas auparavant. Par la suite, s'il y eut un relâchement, il reste à étayer, car les agents du fisc veillaient, les personnes chargées de contrôler l'intégration des institutions réservées aux nobles se montraient intraitables en la matière, la notion et les textes restaient en vigueur, et ils purent détourner des nobles de certaines activités, peut-être autant par conformisme social que par crainte de la peine. Si la dérogeance jurait avec l'esprit des Lumières, elle n'en restait pas moins ancrée dans les mentalités nobiliaires. S'il n'était rien resté de la dérogeance en 1789, croit-on que des nobles eussent demandé son abrogation ? En Gascogne orientale, seule la noblesse du Couserans demanda sa suppression, allant jusqu'à réclamer que le terme « dérogeance » soit « anéanti de la langue française »[2213]. Mais si seul ce cahier de doléances demande sa suppression, n'est-ce pas que les autres acceptaient tacitement le principe ? La dérogeance était encore présente dans les esprits, et le droit, aussi lacunaire et composite qu'il puisse paraître, s'appliquait toujours. En droit, si la dérogeance a disparu avant la noblesse, c'est tout

[2211] Il exagère au point de s'étonner que les historiens « s'imaginent devoir pousser jusqu'à la Révolution pour en avoir fini avec le sujet » (Gaston Zeller, « Une notion de caractère historico-social : la dérogeance », *Cahiers internationaux de sociologie*, janvier-juin 1957, volume XXII, PUF, 1957, p. 66).
[2212] Richard, Guy, Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 17.
[2213] *ADA*, 77 F 163, « cahier de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Couserans », St-Girons, 28 avril 1789 : « Qu'aucun état, aucune profession utile à la société ne soit regardé comme infamant, et que par conséquent le mot dérogeance soit anéanti de la langue française, et qu'il soit libre à tout individu d'embrasser la profession vers laquelle la nature et les circonstances l'appellent, pourvu qu'il se contienne dans les bornes circonscrites par les loix, sans que ce choix puisse lui préjudicier en quoi que ce soit ».

simplement parce que le décret du 11 août 1789 la supprima, et les gentilshommes purent déroger à la vie noble sans perdre la noblesse durant moins d'une année leur restant à exister en tant que nobles[2214].

Ceci étant posé, il faut reconnaître que si la dérogeance subsista, des exceptions importantes furent reconnues, certaines nouvelles, mais d'autres venant de périodes anciennes. On a vu que les activités liées de façon trop directe à un travail manuel ou à la recherche du gain faisaient déroger. En revanche des activités liées à l'intérêt général, comme la défense du royaume et la justice, étaient considérées comme nobles. Certaines professions libérales particulièrement honorables furent aussi considérées comme pouvant être exercées par des nobles. Quant aux activités économiques, elles ne furent pas totalement réservées au tiers-état. Il apparut à certains nobles et au gouvernement royal qu'une attitude trop rigide serait contraire non seulement au développement de l'économie française, mais aussi à l'intérêt de la noblesse, dont une partie fut confrontée à des difficultés matérielles et à la concurrence protéiforme de bourgeois à la réussite éclatante. Des exceptions furent donc accordées et des nobles purent s'impliquer directement dans l'économie, par l'agriculture, la métallurgie, le commerce en gros et la verrerie.

I) L'exercice de l'agriculture

Le travail de la terre fut, dans le cadre de la société féodale, réservé aux serfs et aux tenanciers. Ce travail manuel paraissait incompatible avec les obligations chevaleresques des *bellatores*. Il n'en est pas moins vrai que la noblesse s'étant dissociée de la chevalerie et de la seigneurie pour former une catégorie juridique reposant sur l'hérédité et l'anoblissement, des nobles pourraient être contraints de pratiquer l'agriculture pour des raisons matérielles.

[2214] Devilleneuve, L.-M., Carette, A., Recueil général des lois et des arrêts, *op. cit.*, p. 2, décret portant abolition du régime féodal, des privilèges, etc…, 4, 6, 7, 8 et 11 août - 3 novembre 1789, art. 11 : « tous les citoyens, sans distinction de naissance, pourront être admis à tous les emplois et dignités ecclésiastiques, civils et militaires, et nulle profession utile n'emportera dérogeance ».

L'exercice de l'agriculture était-il un acte dérogeant ? Le préambule de l'édit du 4 avril 1540 assimile le « fait d'agriculture et labourage » aux « autres actes méchaniques et roturiers »[2215]. Loyseau pourtant ne l'estimait pas dérogeant, car « nul exercice que fait le gentilhomme pour soi, et sans tirer argent d'autrui, n'est derogeant »[2216]. Quant à La Roque, examinant l'opinion de plusieurs auteurs de l'Antiquité romaine, et glosant divers passages de la Bible, il en arrivait à considérer que « l'occupation de labourer la terre est aussi honnête à un gentilhomme dans la paix, que celle de porter les armes dans la guerre lui est glorieuse », donc qu'elle ne dérogerait pas[2217].

Il ne semble pas que l'exercice de l'agriculture fusse condamnée comme un acte dérogeant à l'époque moderne[2218]. Cette pratique devait être trop répandue pour être sanctionnée, et ne devait plus heurter les mœurs en Gascogne, où les cadets en particulier étaient bien souvent réduits à cultiver eux mêmes leur maigre héritage. On peut donner l'exemple d'un noble du village de Puntous en Magnoac, Bernard de Laroche sieur de Barthe, qui fut assigné devant Pierre Chadebec, subdélégué de l'intendant Pellot à la recherche des usurpateurs en Astarac, en 1667, pour prouver sa noblesse. Il prétendait se rattacher à la grande famille des La Roche-Fontenilles, ce qui laissait incrédule le procureur du commis à la recherche. Soit qu'on lui ait reproché de s'y être livré, soit qu'il craignit qu'on le lui reprochât, il s'attacha à contredire l'objection « qu'il s'estoit rendu roturier et qu'il avoit degeneré pour avoir luy mesme travailhé son bien ». Chose étonnante pour ce nobliau désargenté, il fit, à cette fin, assaut d'érudition, à grand renfort de citations latines et d'exemples tirés de l'Antiquité grecque et romaine, comme Atilius Calatinus et Quinctius Cincinnatus, citant Xénophon, Pline et Cicéron, mais aussi une déclaration faite aux Etats de Tours en 1484 qui louait le travail de la terre, afin de démontrer que l'agriculture était une activité qui devrait être permise aux pauvres gentilshommes[2219].

[2215] Isambert, Decrusy, Armet, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XII, « Edit défendant à tous gentilshommes, gens d'ordonnance, et ecclésiastiques, de tenir directement ou indirectement aucune ferme ou censive, sous peine d'être imposés à la taille comme les autres contribuables », Aumale, 4 avril 1540, préambule.

[2216] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31.

[2217] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 382.

[2218] D'après Thierriat, plusieurs arrêts des parlements en France jugèrent que les nobles labourant leurs champs ne dérogeaient pas (Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 116).

[2219] *ADG*, I Suppl. 323, il termine sa requête en disant : « Souvenez vous Monsieur, s'il vous plait, que les trois estats du royaume, estant assemblés à Tours, louerent grandemant Quintus Cincinnatus de ce qu'après s'estre demis de la dictature, il n'avoit pas eu honte de travailler son bien avec ses mains victorieuses, aussi la terre produisoit des fruicts plus abondament parce que comme dit Pline, *gaudebat vomere laureato*. Si donques Attilius, Cincinnatus, Ciceron, Cynus, si enffin toute la France parlant par la bouche des trois estats a faict si grand cas de l'agriculture, pourquoy trouveroit-on mauvais qu'un miserable gentilhomme qui ne jouist que d'un petit bien noble, qui ne luy donne que quinze livres de rente, comme se voit par la declaration bailhée par noble Augier de Larroche, s'occupast à travailher » (la citation tirée de l'*Histoire naturelle* de Pline l'Ancien est « Gaudebat terra vomere laureato et triumphali aratore » qui fut traduite en français par « la terre, osons le croire, s'ouvrait avec complaisance sous une charrue couronnée de laurier et conduite par des mains triomphantes »).

En somme, comme l'écrit l'auteur d'un *Traité* des droits seigneuriaux, « les pauvres gentilshommes peuvent labourer leurs terres, sans crainte de perdre leur noblesse »[2220]. En Gascogne orientale, quelques gentilshommes misérables, qu'on vit présenter des requêtes en modération ou en décharge d'impositions diverses à l'intendant, furent contraints à travailler comme les paysans. Le fameux voyageur anglais Arthur Young le remarqua alors qu'il passait dans la ville d'Auch, leur manifestant sa sympathie : « il y a beaucoup de nobles trop pauvres pour vivre ici, quelques-uns si pauvres qu'ils cultivent leurs propres champs, et ceux-ci, il est bien possible qu'ils soient des membres plus estimables de la société que les sots et les drôles qui se moquent d'eux »[2221]. Ces nobles dénués de prestige n'en gardèrent pas moins les privilèges de la noblesse et une supériorité de rang qui contrastait avec leur médiocre fortune.

II) L'exception de la métallurgie : les « maîtres des forges »

Ceux qui exploitaient des mines ou des forges, les « barons fossiers », ne dérogeaient pas à leur noblesse. La doctrine n'y semblait pourtant pas favorable au début XVIIe siècle[2222]. On estima pourtant que le « feu purifie la vilenie », et cette idée préserva le noble des préjugés frappant les autres arts mécaniques[2223]. Cette activité n'était vue que comme une mise en valeur de la propriété terrienne[2224], et pouvait apparaître comme un simple prolongement de

[2220] Geraud, Jean, Traité des droits seigneuriaux, *op. cit.*, p. 327.
[2221] Young, Arthur, *Voyages en France, en 1787, 1788 et 1789*, traduction d'Henri Sée, tome 1er, Paris, 1931, p. 151.
[2222] Thierriat écrit que la métallurgie fait déroger : « tous ceux qui se servent de forge et de fer, sont tenus pour tels, parce qu'il n'y a rien qui gaste plus le corps et corrompe l'esprit que la force du feu » (Trois Traictez, *op. cit.*, p. 85). Le Bret considère que la forge, comme un art mécanique, n'apprenait à celui qui la pratiquait « rien que de vil, d'abjet et de sordide » (Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, trente-huitième action, p. 531).
[2223] L'expression est empruntée à Bart, Jean, Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIXe siècle, *op. cit.*, p. 186.
[2224] Dans sa thèse sur les mines de charbon, Marcel Rouff a pu parler d'un « instinct terrien » de la noblesse (Rouff, Marcel, *Les mines de charbon en France au XVIIIe siècle, 1744-1791*, thèse pour le doctorat ès lettres, Paris, 1922, p. 179).

l'exploitation du « domaine retenu », du minerai et du bois tirés de la « réserve » seigneuriale[2225].

En 1471, Louis XI exempta les maîtres des forges et miniers du payement de toutes impositions, ce qui montre à la fois la faveur royale et l'honorabilité portée au statut de maître des forges, mais aussi qu'ils n'étaient pas nécessairement nobles[2226]. François Ier confirma leurs privilèges en 1516[2227]. Cependant nous n'avons pas trouvé de loi exemptant les nobles qui s'adonneraient à la métallurgie de la dérogeance, mais seulement en matière d'exploitation de mines[2228]. Il n'est donc pas à exclure qu'il n'ait jamais existé une telle dérogation, et que l'usage seul ait permis de préserver le statut de ces nobles. Toujours est-il que la métallurgie est évidemment liée à la mine, car l'extraction du minerai est généralement suivie du travail du métal, ce qui expliquerait l'exemption de la dérogeance, par une assimilation logique d'activités souvent pratiquées par les mêmes personnes.

D'après Bertrand Gille, il y aurait eu au moins quinze forges dans la généralité d'Auch et de Pau au XVIIIe siècle[2229]. Certaines, appartenant à des maîtres des forges nobles, étaient situées dans notre ressort de recherche[2230]. Ces familles nobles voyaient dans les forges un moyen de rentabiliser les domaines forestiers qu'elles possédaient, particulièrement dans les

---

[2225] Une autre explication de ce privilège particulier accordé aux maîtres des forges, ou aux verriers, est donné par Henri Hauser, pour qui il découlerait de « l'inviolabilité du domicile », du droit du chef de famille sur sa maisonnée, sur ses valets : « si les valets de métier qui travaillent en ville échappent par là même au contrôle de la communauté, à plus forte raison en est-il ainsi du personnel domestique qui, sur les terres nobles, se livre aux diverses formes de l'industrie ménagère » (Hauser Henri, *Les débuts du capitalisme*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1931, p. 120). Cette explication paraît assez insuffisante dans les cas où les privilégiés exerçaient eux-mêmes leur art, le privilège devait être moins lié au mode d'exploitation qu'à l'activité elle même.

[2226] Isambert, Jourdan, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, « édit sur l'exploitation des mines », Montils-lès-Tours, septembre 1471, art. 1. On trouve un autre édit antérieur en 1455 (*ibidem*, tome IX, « lettres portant concession de privilèges et exemptions aux maîtres de mines et de forges », Bourges, 21 mai 1455).

[2227] *Catalogue des actes de François Ier*, tome premier, Imprimerie nationale, Paris, novembre 1887, « confirmation des privilèges accordés aux maîtres des mines et forges de fer du royaume », Lyon, avril 1516. D'autres textes législatifs confirmèrent ces prérogatives au XVIe siècle (Gille, Bertrand, *Les origines de la grande industrie métallurgique en France*, Domat, Paris, 1947, p. 162-163).

[2228] Denisart mentionne plusieurs lettres patentes sur le fait des mines permettant aux nobles d'entreprendre (du 30 septembre 1548, 10 octobre 1552, l'article 17 des lettres de juin 1601, l'article 12 d'un édit de février 1722, Denisart, Jean-Baptiste, Collection de décisions nouvelles, *op. cit.*, neuvième édition, tome troisième, p. 319). Toutes ces lettres sont reproduites par E. Lamé-Fleury, dans *De la législation minérale sous l'Ancienne monarchie* (Victor Dalmont éditeur, Paris, 1857). Seul l'édit donné à Fontainebleau en juin 1601 a une portée générale en son article 17 : « Et suivant lesdits édits, ordonnances, déclarations, et règlements, permettons à toutes personnes, de quelque état et condition qu'ils soient de rechercher et travailler auxdites mines et minières, ou eux associer et prendre associés pour ce faire, aux conditions ci-dessus, et des contrats qui leur en seront passés, sans qu'ils puissent pour ce être dits déroger à noblesse, ni à aucunes qualités et dignités qu'ils aient ».

[2229] Gille, Bertrand, Les origines de la grande industrie métallurgique en France, *op. cit.*, p. 161. Malheureusement les résultats de l'enquête sur les forges de 1772 n'ont pas été conservés pour la généralité d'Auch (Gille, Bertrand, *Les forges françaises en 1772*, Ecole pratique des hautes études, 1960).

[2230] *Ibidem*, p. 161 : 14 forges sur 15 sont possédées par la noblesse dans la généralité d'Auch et de Pau, ce qui en fait une de celles où elle est proportionnellement la plus représentée (plus de 75%) avec l'Alsace, la Normandie, la Touraine, et la Bretagne.

Pyrénées. En Couserans particulièrement, les vastes forêts favorisèrent l'essor de la métallurgie dès le Moyen Âge[2231]. Les huit forges couserannaises existantes au XVIIIe siècle appartenaient à l'ancienne noblesse seigneuriale[2232] : au gré des héritages et des mariages, les Roquemaurel (forge vieille d'Oust), Polignac (forge neuve d'Oust), Sirgant d'Ercé (qui en possédèrent trois : les forges d'Ercé, d'Aulus, et d'Alos), Saint-Jean de Pointis (forge d'Ustou), Rochechouard (forge de Canadelle), le comte de Sabran (forge de Lispartens)[2233]. Certaines durent arrêter leur activité dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, pour des raisons économiques, mais aussi à cause des litiges avec les communautés villageoises, liés particulièrement à l'exploitation des forêts, qui générait d'âpres conflits[2234].

Quoique moins importantes, il y eut aussi des forges dans les Quatre-Vallées. On trouvait deux « ferrières » dans le quartier de l'Arise en Barousse au XVIe siècle, mais elles disparurent à la fin du siècle[2235]. Une autre forge était installée en vallée d'Aure, à Rebouc. Elle fournissait en particulier la cathédrale d'Auch au début du XVIIe siècle, et perdura jusqu'à la Révolution, mais les seigneurs se contentèrent de l'affermer à des non nobles[2236]. A Sarrancolin, Arnaud de Sailhan et Lucien de Lafont faisaient exploiter une ferrière au milieu du XVIIe siècle[2237]. Jean-François de Sailhan possédait cette forge au milieu du XVIIIe siècle, mais elle cessa de fonctionner par la suite. Une fonderie à Beyrède, créée en 1731 par le sieur Colin et le chevalier Lambert, n'exista que jusqu'en 1748[2238]. Enfin une autre forge était située à Aragnouet, plus en amont dans la montagne, que Marguerite de Montesquieu-Devèze faisait

[2231] Cantelaube Jean, « L'industrie du fer dans le Couserans. De la mouline à la forge catalane. XIVe-XIXe siècle », *Revue de Comminges et des Pyrénées centrales*, Société des études de Comminges, Montréjeau, premier trimestre 2006, p. 51-72. D'après cet auteur, le minerai de fer n'était que peu extrait dans les mines locales, on le faisait venir, par des voituriers, de Vicdessos.

[2232] Cantelaube Jean, *La forge à la catalane dans les Pyrénées ariégeoises, une industrie à la montagne (XVIIe-XIXe siècle)*, collection « Méridiennes », Toulouse, 2005, p. 525. Si cette forte représentation de la noblesse n'est pas une particularité couserannaise, elle est cependant très marquée, par rapport au comté de Foix, où la noblesse n'en possède qu'à peine un peu plus de la moitié.

[2233] Jean Cantelaube insiste sur l'aspect « dynastique » des maîtres des forges, qui se transmettaient les forges au sein de la famille (*Ibidem*, p. 532).

[2234] Particulièrement longue et haineuse fut la lutte qui opposa au XVIIIe siècle la communauté et les seigneurs d'Ustou. Si les origines du conflit furent seigneuriales, l'installation de la forge en décembre 1716 à Ustou envenima les choses : le seigneur était accusé, sans doute à raison, de dégrader les bois, et en sus, il devait payer une rente annuelle de 80 livres à la communauté pour l'exploitation des forêts réservées pour l'alimentation du fourneau en charbon, qu'il n'acquitta que sporadiquement, à tel point qu'un arrêt du Conseil du roi du 9 octobre 1781 le condamna à payer les dégradations et… 54 années d'arrérages ! (Fonds Pointis-Inars, *ADHG*, 13 J ; Sendrail, Geneviève, « Une communauté de montagne contre ses seigneurs : Ustou, XVIIe et XVIIIe siècle », *Archives ariégeoises, revue de l'association des amis des archives de l'Ariège*, Foix, 2014, p. 163).

[2235] Sarramon, A., *Les Quatre-Vallées. Aure -Barousse -Neste -Magnoac*, éditions Milan, 1985, p. 415.

[2236] *Ibidem*, p. 415.

[2237] *Ibidem*, p. 415.

[2238] Joseph-Gabriel de Polastron de La Hilhère sollicita l'autorisation de relancer l'activité en 1768, mais son projet n'aboutit pas (*Ibidem*, p. 417).

exploiter dans la première moitié du XVIIe siècle : elle n'existait plus au XVIIIe siècle[2239]. Ces forges avaient à peu près toutes disparu à la veille de la Révolution.

Il faut constater que, en Gascogne orientale, si certaines furent gérées directement par leur propriétaire, ou « en régie », un « facteur » la dirigeant techniquement, la plupart des forges ne furent pas exploitées par les nobles personnellement, mais affermées à des maîtres des forges roturiers, qui leur versaient en contrepartie une redevance annuelle[2240]. Ces nobles se rattachaient donc aux « rentiers qui ne tirent de leurs forges, qu'ils louent à bail, qu'un simple fermage indépendant des résultats de l'exploitation », et non aux industriels modernes qui apparaissent dans la seconde moitié du XVIIIe siècle[2241].

III) Le commerce en gros

Noblesse et commerce paraissent avoir toujours été antinomiques si on reste focalisé sur notre ressort de recherche. Pourtant, les rapports entre ces deux notions ont connu de profondes transformations durant l'époque moderne, dont la notion de dérogeance fut le nœud gordien[2242]. Dans certaines provinces maritimes, il existait des nobles commerçants tolérés par le droit, comme à St-Malo et Nantes, mais aussi en Provence (Marseille) et à Lyon. Outre ces particularismes, et à la différence des autres causes de dérogeance, qui se maintinrent de façon à peu près stable, celle-ci connut une friction entre la loi et les convenances sociales.

Au Moyen Âge, Louis XI, « roi des marchands », aurait permis le commerce aux nobles sans préjudice ni déshonneur pour eux en 1462, mesure reprise en 1463 par des lettres en faveur

[2239] *Ibidem*, p. 416.
[2240] Cantelaube Jean, La forge à la catalane dans les Pyrénées ariégeoises, *op. cit.*, p. 533 et suiv.
[2241] Richard Guy, Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 138.
[2242] Sur la question de la noblesse commerçante, on peut consulter plusieurs travaux historiques : Ortet, Denis, *Noblesse et dérogeance, entre mythes et réalités*, mémoire de D.E.A. d'Histoire du droit et des institutions, Université des sciences sociales de Toulouse, 2003 ; Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », *op. cit.*, n° 1-2, 1966, p. 50 ; Gaston Zeller, « Une notion de caractère historico-social : la dérogeance », *op. cit.*, ; La Bigne de Villeneuve, Marcel de, La dérogeance de la noblesse sous l'Ancien Régime, *op. cit.* ; Richard, Guy, Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle, *op. cit.* ; nous ne mentionnons pas ici les nombreux travaux et articles écrits sur des provinces particulières, comme la Bretagne et la Normandie.

de la noblesse languedocienne[2243]. Il aurait accordé à certains nobles un « congié de marchander » leur permettant de commercer sans déroger[2244]. Ces mesures furent de peu d'effet. Quant à la vente en gros du vin de son cru, progressivement autorisée par la jurisprudence et la législation, en particulier par une ordonnance de 1495, il n'était pas dit expressément qu'elle ne ferait pas déroger, il ne s'agissait que d'une exemption du droit d'aide dessus[2245]. Toutefois, il est permis de déduire de cette exemption qu'il n'entrainait pas de dérogeance à la noblesse, l'insistance sur la vilénie de la vente en détail du vin laissant supposer en creux que celui en gros ne l'était point. En fait, à la répugnance de la noblesse pour le commerce s'ajoutait la vigilance du tiers-état, qui le considérait comme son pré carré, et défendit son monopole aux Etats généraux de 1560 et 1614[2246]. L'ordonnance d'Orléans de 1561 interdit d'ailleurs aux nobles de marchander sans distinguer le commerce en gros[2247].

Le pouvoir royal n'allait se préoccuper d'intervenir en la matière qu'à partir du règne de Louis XIII et de l'essor de la pensée mercantiliste. C'est aussi qu'une partie de la noblesse souhaitait pouvoir s'engager dans le commerce maritime, et réussit à s'exprimer dans les doléances de 1614, demandant à ce « qu'il soict loisible et permis à la noblesse de faire le grand trafic, sans déroger à la noblesse, et ce sans préjudice à la coutume de Bretagne »[2248]. Le Code Michau y répondit, en partie, favorablement, ordonnant « que tous gentilshommes quy, par eux ou par personnes interpozées, entreront en part et société dans les vaisseaux, denrées, et marchandizes d'iceux, ne desrogeront point à noblesse »[2249], ce qui ne fut que la première d'une

[2243] Gandilhon René, *Politique économique de Louis XI*, thèse principale pour le doctorat ès lettres, Rennes, 1940, p. 419 : mandement de Louis XI aux sénéchaux de Toulouse, Carcassonne et Beaucaire accordant aux nobles et aux officiers royaux la liberté de commercer, donné à Toulouse le 13 juin 1463 : « pour ces causes et considération et autres à ce nous mouvans, avons […] voulu, consenti, ordonné et octroyé, voulons, consentons, ordonnons et octroyons par ces présentes que doresnavant tous nobles, officiers royaulx et autres gens de notre dit pays de Languedoc de quelque estat ou condition qu'ils soient, puissent et leur loise faire par eux, ou faire faire par leurs facteurs et commis tout fait, exercice de marchandise licite et honneste, de quelque qualité ou espèce qu'il soit, tant par mer que par terre et en tous pays, royaumes ou seigneuries, sans qu'il leur tourne a préjudice, charge, blasme ne deshonneur, ne qu'ils, ne aucun d'eux, en encourent pour ce en amendes envers nous, soubx ombre desdites ordonnances royaux ne autrement en quelque manière que ce soit ».

[2244] Zeller Gaston, « Louis XI, la noblesse et la marchandise », *Annales ESC*, Paris, octobre-décembre 1946, p. 337.

[2245] Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », *op. cit.*, n° 1-2, 1966, p. 68.

[2246] *Ibidem*, p. 104-106.

[2247] *ADHG*, 1 B 1906, folio 26, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, art. 109.

[2248] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, p. 198, cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614.

[2249] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 452 : « Nous ordonnons que tous gentilshommes quy par eux ou par personnes interpozées entreront en part et société dans les vaisseaux denrées et marchandizes d'iceux ne desrogeront point à noblesse, sans toutesfois pouvoir vendre en destail ny estre exempts des droictz devoirs et impozitions quy se paient pour les droitz d'entrée sortie et passage d'icelles denrées et marchandises ».

série de mesures visant à former un « patriarcat commerçant »[2250]. Si Richelieu voulait donner rang aux marchands, l'intervention la plus décidée en la matière ne fut pas de lui mais de Colbert, qui tenta de briser le tabou de la noblesse commerçante et de vaincre les réticences de la noblesse française en la matière[2251]. Mais le législateur royal dut s'y reprendre à plusieurs fois face aux pesanteurs sociales.

L'édit d'août 1669 réhabilitait le commerce dans son préambule, dans lequel il était affirmé que « comme le commerce, et particulierement celluy qui est faict par mer, est la source feconde quy aporte l'abondance dans les estats, et la respand sur les subjets à proportion de leur industrie, et de leur travail, et qu'il n'y a poinct de moyen pour aquerir du bien quy soit plus innocent et plus legitime, aussi a-t-il tousjours esté en grande consideration parmi les nations les plus policées, et universellement bien receu comme une des plus honestes occupations de la vie civille »[2252]. Partant de cette prémisse, il voulait remédier au paradoxe qui, alors que « les loix et les ordonnances de nostre royaume n'ayent proprement deffendu aux gentilshommes que le trafic en detail avec l'exercisse des arts mechaniques et l'exploictation des fermes d'autruy », que « bien volontiers » le roi et ses prédécesseurs se furent portés à « relever nos sujets de ces dérogeances », que « la noblesse et le negoce ayent esté randus compatibles » par la coutume de Bretagne et les privilèges de la ville de Lyon, et enfin que par les édits de mai et août 1664 qui établirent les compagnies de commerce des Indes orientales et occidentales les nobles puissent participer à ces compagnies, les nobles se refusaient à se lancer dans le commerce[2253]. Il fallait « esfacer entierement les restes d'une opinion quy s'est universellement respandue que le commerce maritime est incompatible avec la noblesse et qu'il en destruict les privileges ». L'édit déclarait en conséquence « le commerce de mer ne pas deroger à noblesse »[2254]. Si cet édit dut avoir un impact en Gascogne occidentale et en Aquitaine, avec des grands ports comme Bordeaux et Bayonne, il était de peu de conséquence en Gascogne

[2250] Richard Guy, Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 32.
[2251] Sur ses intentions, voir Richelieu, Armand-Jean Duplessis de, Testament politique, 2° partie, *op. cit.*, p. 124 et suiv.
[2252] *ADHG*, 1 B 1919, folio 491, « edict qui declare le commerce de mer ne poinct deroger à noblesse », Saint-Germain en Laye, août 1669. Pour la noblesse de Languedoc, une déclaration royale avait déjà été faite en 1664, par laquelle ne dérogeaient plus les gentilshommes qui « par eux ou par personnes interposées entreront en part et société dans les vaisseaux danrées et marchandises d'iceux » (*ADHG*, 1 B 1918, folio 252, édit donné à Paris, le 13 janvier 1664).
[2253] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVIII, « édit portant établissement de la compagnie des Indes occidentales », Paris, 28 mai 1664, et « édit pour l'établissement de la compagnie des Indes orientales », Vincennes, août 1664.
[2254] *ADHG*, 1 B 1919, folio 491, « edict qui declare le commerce de mer ne poinct deroger à noblesse », *op. cit.*, « nous avons dict et declaré et par ces presentes signées de nostre main disons et declarons, voulons et nous plaist, que tous gentilshommes puissent par eux ou par personnes interposées, entrer en societé, et prendre part dans les vaisseaux marchands, denrées et marchandises d'iceux, sans que pour raison de ce ils soint censés ny reputés deroger à noblesse, pourveu toutesfois qu'ilz ne vendent poinct en detail ».

orientale, n'y ayant pas de façade maritime. Un nouvel édit, en décembre 1701 allait étendre ces dispositions. Après avoir rappelé « l'avantage que l'Etat retire de l'application de ceux de nos sujets qui se sont attachez avec honneur au négoce », il soutenait que le commerce en gros était « une profession honnorable et qui n'oblige à rien qui ne puisse raisonnablement compatir avec la noblesse », plusieurs négociants ayant même été anoblis[2255]. Il s'en prenait de nouveau à ce préjugé visiblement tenace qui faisait que « grand nombre de ceux de nos sujets qui sont nobles d'extraction, ou qui le deviennent par les charges et offices qu'ils y acquierent, ainsy que ceux que nous anoblissons par grace, font difficulté d'entreprendre de faire ou de continuer aucun commerce, meme en gros, autre que celuy de mer que nous avons desja declaré ne point deroger à noblesse, par la crainte de prejudicier à celle qui leur est acquise ». En conséquence l'édit permettait aux nobles de pratiquer le commerce en gros même sur terre, sans déroger[2256]. L'édit avait pour mérite de donner une définition au commerce en gros : « seront censéz et reputéz marchans et negocians en gros tous ceux qui feront leur commerce en magazin, et vendans leurs marchandises par balles, caisses, ou pieces entieres, et qui n'auront point de boutiques ouvertes, ny aucun etalage ou enseignement à leurs portes ou maisons »[2257]. Cependant, une obligation était exigée des nobles voulant s'adonner au commerce en gros, celle de faire inscrire leur nom dans un tableau mis dans les juridictions consulaires de la ville de leur domicile, et dans les chambres particulières de commerce qui devaient être établies dans le royaume, ce afin d'être connus, de jouir des privilèges accordés par l'édit, et de « recevoir les marques de distinction que nous jugerons à propos de leur accorder »[2258].

La monarchie tenta aussi de réduire le fossé entre noblesse et commerce par une politique d' « anoblissement du commerce », qui consistait à anoblir des négociants pour montrer à quel point cette activité pouvait être honorable, et rehausser de la sorte l'estime qu'on lui accordait dans la société. Politique qui n'eut que des résultats mitigés, car ces anoblis

[2255] *ADHG*, 1 B 1928, folio 128, édit sur le commerce en gros donné à Versailles en décembre 1701.
[2256] *Ibidem*, « voulons et nous plaist que tous nos sujets nobles par extraction, par charges ou autrement, excepté ceux qui sont actuellement revestus de charges de magistrature, puissent faire librement toute autre sorte de commerce en gros tant au dedans qu'au dehors du royaume pour leur compte, ou par commission, sans deroger à leur noblesse. […] Permettons à ceux qui font le commerce en gros seulement de posseder des charges de nos conseillers secretaires maison et couronne de France et de nos finances, et continuer en meme temps le commerce en gros sans avoir besoin pour cela d'arrest ny de lettres de compatibilité. […] Voulons que dans les villes du Royaume ou jusques à present il n'a pas esté permis de negocier et faire trafic sans estre receu dans quelques corps de marchans, il soit libre aus nobles de negocier en gros sans estre obligéz de se faire recevoir dans aucun corps de marchans, ny de justiffier d'aucun apprentissage ». Ce dernier point était important, dans la mesure ou l'inscription dans un corps de métier était considérée comme humiliante par la noblesse : or les corps de métiers et communautés rechignèrent à accorder cette exemption, car ils voyaient d'un mauvais oeil la concurrence possible que pourraient leur faire ces nobles commerçants, et cherchaient à entraver par divers moyens leur conversion (Richard, Guy, Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 39).
[2257] *Ibidem*.
[2258] *Ibidem*.

saisissaient cette occasion pour déserter le commerce et se tourner vers les placements improductifs (seigneurie et office), attachés à l'idée que l'on se faisait du « vivre noblement »[2259].

Cette politique eut-elle des répercussions sur la noblesse en Gascogne orientale ? Peut-être pour une faible minorité, et encore est-ce à prouver. Non seulement les nobles gascons ne s'intéressaient pas au commerce en gros, mais ils n'avaient peut-être pas les moyens de s'y intéresser. Lorsque Colbert établit la Compagnie des Indes orientales, l'intendant Pellot fit peser une forte pression sur les villes et les particuliers pour qu'ils y investissent. Le roi l'avait en particulier chargé d'inciter les « principaux gentilshommes » à y placer leur argent, sous peine d'encourir son déplaisir. L'un des gentilshommes les plus fortunés de Gascogne, Louis d'Astarac, vicomte de Fontrailles, qui était alors sénéchal d'Armagnac, lui fit réponse que la noblesse était misérable dans la province, et que « comme j'ay l'honneur d'estre de ce corps, […] je ne suis pas moins misérable que les autres »[2260]. Il ajoutait que « la passion et le zèle pour le service du Roy » ne lui manquerait pas plus qu'à ses prédécesseurs, étant prêt à exposer « mon honneur, ma vie et le peu de bien qui me reste, pour en donner des preuves », mais que « d'entrer dans une compagnie de négoce, je crois qu'un misérable comme moy s'en peut excuser sans manquer à ce qui est dû à Sa Majesté ». C'était une autre conception du service du roi que se faisaient les nobles gascons, et si les réticences du vicomte de Fontrailles, alors qu'il était sollicité directement par l'intendant, et qu'il n'était pas misérable, loin s'en faut, étaient telles, il y a lieu de croire que les autres gentilshommes ne furent pas plus empressés de s'engager dans les « compagnies de négoce » sous le règne de Louis XIV.

Les préjugés demeurèrent au XVIIIe siècle. Il ne faut pas négliger l'influence de la littérature du siècle précédent qui pouvait continuer à nourrir le rejet du commerce par les nobles qui seraient tentés[2261]. L'intendant de Languedoc remarquait en 1715 que l'élection des marchands au capitoulat était mauvaise pour le commerce, car leurs enfants jugeaient qu'il leur fallait quitter cet emploi pour conserver leur condition noble[2262]. Lors de la fameuse querelle de la « noblesse commerçante » en 1756, les opposants à l'abbé Coyer, apologistes d'une noblesse militaire, semblent l'avoir emporté dans le nombre de publications[2263]. Pour mémoire,

[2259] Richard Guy, Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 48.
[2260] Lettre du vicomte de Fontrailles à l'intendant Pellot, Castillon, 11 janvier 1665, transcrite dans Communay, A., Audijos. La Gabelle en Gascogne, *op. cit.*, p. 149.
[2261] Telle la comédie de Molière, où l'on voit monsieur Jourdain se plaindre que l'on dise que son père ait été marchand, alors qu'il prétendait qu'il fut gentilhomme, comme si les deux qualités étaient absolument incompatibles (Molière, Jean-Baptiste Poquelin dit, Le bourgeois gentilhomme, *op. cit.*, p. 85-86, et p. 105).
[2262] Cité par Barbusse, Grégory, Le pouvoir et le sang. Les familles de capitouls de Toulouse au siècle des Lumières (1715-1790), *op. cit.*, volume I, p. 107.
[2263] Richard Guy, Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 54-57.

le chevalier d'Arcq s'insurgea contre l'ouvrage de l'abbé Coyer, *La noblesse commerçante*, au motif que le commerce serait contraire au régime monarchique, qui serait mu par un « esprit de conquête », esprit qui le ferait craindre et respecter par ses voisins, et « si cet esprit n'animoit pas la monarchie, elle ne pourroit se soutenir »[2264]. Il altèrerait le préjugé sur lequel reposerait le caractère belliqueux de la noblesse française, c'est-à-dire l'honneur. Il aurait pour principale conséquence de créer une confusion entre les rangs et les ordres, que d'Arcq appelle « classes ». Or, l'inégalité sociale serait, pour le chevalier, « nécessaire » à la conservation de la monarchie.

Il est cependant certain que le commerce et le courant de pensée qui lui était favorable gagnait du terrain. Jean Moreau de Séchelles, contrôleur général des finances, préoccupé par l'essor économique de la France, envisagea de faire un autre règlement sur la matière, pour de nouveau tenter de conduire la noblesse vers le commerce, et consulta pour ce faire les parlements, mais aussi les intendants, en 1756. La majorité des réponses furent positives, malgré quelques réticences[2265]. L'intendant d'Auch préconisa que les termes du nouvel édit soient clairs, afin d'éviter que les nobles ne se croient obligés de recourir à des prête-noms et sociétés de commerce[2266], auxquels ils avaient dû avoir recours par le passé[2267]. Finalement, le projet n'aboutit pas sur un quelconque changement de législation, la déclaration royale de mars 1765 reprenant les dispositions des précédents édits[2268]. Pourtant, cette énième mesure en faveur du commerce en gros n'était pas vaine : c'est que le message avait vraiment du mal à passer. Las ! Faut-il s'étonner de lire en 1789, dans le cahier de doléances de la sénéchaussée de

[2264] Arcq, Philippe-Auguste de Sainte-Foix d', La noblesse militaire, ou le patriote françois, *op. cit.*, p. 14.
[2265] Le parlement de Toulouse s'inquiéta de ce que le commerce en gros risquait de détourner les talents des « autres professions nécessaires à l'Etat, et nommément celles des armes et de la magistrature » (Lévy-Bruhl, Henri, « La noblesse de France et le commerce à la fin de l'Ancien Régime », *op. cit.*, p. 227).
[2266] Richard, Guy, « Un essai d'adaptation sociale à une nouvelle structure économique. La noblesse de France et les sociétés par actions à la fin du XVIIIe siècle », *Revue d'histoire économique et sociale*, volume quarante, Paris, 1962, p. 484. D'après cet historien, c'est en raison des « difficultés incessantes suscitées par les communautés et les corps de métiers aux nobles commerçants, qui prétendaient échapper aux règles les plus communes, jusques et y compris l'obligation de se faire inscrire sur les registres consulaires, ajoutées à leur répulsion naturelle à rendre publiques des activités qui continuaient à apparaître comme une déchéance aux yeux de beaucoup de leurs pairs », qui expliquent qu'ils aient « cherché au maximum le refuge de l'anonymat, bien que, sous l'influence conjuguée de l'essor économique et des physiocrates, l'opinion eût considérablement évolué dans le dernier tiers du XVIIIe siècle en faveur du commerce et de l'industrie ».
[2267] *ADG*, C 8, lettre de l'intendant d'Etigny au contrôleur général, le 30 avril 1756 : « Sur le premier article je croirois qu'on pourroit ajouter ces mots *entrer en société, prendre part,* ils sont employés dans l'édit de 1669, et ils paroissent plus clairs, parce qu'ils favorisent les sociétés à découvert, au lieu que la noblesse se croiroit seulement autorisée à prendre de simples intérêts, ou des actions détachées, même encore en secret ».
[2268] *ADHG*, 1 B 1953, folio 338, « édit qui permet à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, excepté les titulaires et revêtus de charges de magistrature, de faire librement le commerce en gros », Versailles, mars 1765, art. 1 : « voulons qu'en expliquant, en tant que de besoin, l'édit du mois de décembre 1701, tous nos sujets, de quelque qualité et condition qu'ils puissent être, excepté ceux qui seront actuellement titulaires et revêtus de charges de magistrature, puissent faire librement, tant pour leur compte que par commission, toute sorte de commerce en gros, tant au dedans qu'au dehors de notre royaume, sans être tenus de se faire recevoir dans aucun corps ou communauté. N'entendons cependant rien innover par rapport à notre bonne ville de Paris, dans laquelle le commerce continuera de se faire comme par le passé ».

Condom en Guyenne, que la noblesse y réclamait la « liberté de commercer en gros, accordée à la noblesse du royaume, conformément à ce qui se pratique en Bretagne »[2269] ? Un tel aveuglement est surprenant, et montre que l'arrêt du conseil du 30 octobre 1767, qui prévoyait que seraient annuellement anoblis deux négociants, eut une portée géographique, aussi bien qu'un poids quantitatif, avec une vingtaine d'années d'application, très limité[2270].

Le pouvoir royal s'était aussi montré bienveillant envers les nobles qui voulaient développer une manufacture. En 1756, l'intendant d'Auch avait suggéré d'exempter de la dérogeance les directeurs des manufactures et les banquiers[2271]. Une décennie plus tard, par l'arrêt du Conseil du 30 octobre 1767, la manufacture et la banque furent assimilées au commerce en gros, et donc permises aux nobles[2272]. La Gascogne, zone rurale s'il en fut jamais, n'a pas connu un développement important de ces deux secteurs d'activité avant la Révolution, et leur essor paraissait bien loin des préoccupations des nobliaux. Ce furent principalement la noblesse de cour, la robe, et la bourgeoisie anoblie, par le biais de prête-noms, de sociétés de commerce, ou de compagnies royales et privilégiées, même si Guy Richard note aussi la présence de « petits gentilshommes besogneux » (dont les projets restèrent souvent mort-nés), qui prirent part à l'essor de l'industrie textile et de la métallurgie dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. On peut quand même mentionner le cas d'un noble languedocien, Jean Marcassus, ancien capitoul de Toulouse, qui avait installé deux manufactures de drap en Languedoc, et ayant fait l'acquisition de la terre de Puymaurin en Comminges, obtint des lettres patentes l'érigeant en baronnie en 1744[2273]. Il incarne bien la volonté de ces bourgeois anoblis, une fois fortune faite, de se mettre à vivre noblement.

Cette législation dans son ensemble n'a pas eu un impact marqué sur la noblesse gasconne, prisonnière à la fois de l'ancienne mentalité nobiliaire et de sa situation géographique en marge des grands circuits commerciaux. En 1789, seule la noblesse couseranaise était

[2269] *ADG*, B 497-52, cahier de doléances de la noblesse de la sénéchaussée de Condom, 14 mars 1789.
[2270] Reinhard, Marcel, « Élite et noblesse dans la seconde moitié du XVIIIe siècle », *op. cit.*, p. 15.
[2271] *ADG*, C 8, lettre de l'intendant d'Etigny au contrôleur général, le 30 avril 1756 : « On ne fait point mention dans le projet des entrepreneurs et différents directeurs de différentes manufactures dont plusieurs ont été annoblis. […] On regarde sans doute comme étably que ces sortes d'entreprises ne dérogent point, mais il peut rester du doute a l'égard des directeurs, on pourroit au moins augmenter au projet un article dont les expressions ne tendissent qu'a l'encouragement. On ne fait pas non plus mention des banquiers, cependant les opérations de banque sont celles qui dans le commerce exigent le plus de connoissance et d'élévation ».
[2272] « Arrêt du conseil d'Etat du roi concernant les privilèges, prérogatives et exemptions dont Sa Majesté entend que jouissent les négocians en gros », Versailles, 30 octobre 1767, art. 2 : « Seront censés et réputés négocians en gros, tous banquiers, manufacturiers, et ceux qui font leur commerce en magasins, vendant leurs marchandises par balles, caisses ou pièces entières, et qui n'auront point de boutiques ouvertes, ni aucun étalage ou enseignement à leur porte ou maison, conformément à l'édit de décembre 1701 » (Imprimerie Valfray, Lyon, 1767).
[2273] *ADHG*, 1 B 1946, folio 213, « Lettres pattentes portant érection de la terre de Puymaurin en baronnie en faveur du sieur Marcassus », Versailles, décembre 1744.

réellement préoccupée par la question commerciale, noblesse qui, il est vrai, était très impliquée dans l'économie (verrerie et forge)[2274]. Certes, les autres nobles gascons vendaient les surplus agricoles que généraient leurs propres domaines exploités en faire valoir direct, ou par le métayage. Mais cette noblesse était en grande partie restée une « classe à revenus fixes », se distinguant de la portion qui se tourna vers le grand large ou des filières d'avenir. Certaines familles connurent donc un appauvrissement assez dramatique, au moins relatif[2275]. Ces nobles terriens, en voie de paupérisation, ne pouvaient plus soutenir dignement le rang que leur conférait l'ancienneté de leur « race ». La bourgeoisie gasconne tendait à prendre socialement et économiquement la première place, comme en témoignent les inventaires après décès et le montant des dots, et la noblesse d'épée apparaissait *crescendo* comme une survivance pittoresque de temps pas forcément anciens, mais révolus. Ce que l'on peut imputer pour la partie la plus fortunée de cette noblesse, aux préjugés, autant qu'aux moyens financiers. Lorsque le baron de Montesquieu écrivait qu'il serait « contre l'esprit de la monarchie que la noblesse y fasse le commerce », et que la noblesse commerçante serait « le moyen d'y détruire la noblesse », il exprimait une idée très largement partagée dans la noblesse[2276]. Jean-Phinée de Luppé-Taybosc, qui sera élu député par la noblesse de la sénéchaussée d'Auch à une large majorité, écrivait dans un opuscule publié à l'occasion de la réunion des Etats généraux, que le noble ne devrait se consacrer qu'à l'armée, et que s'il « se livroit au commerce, ou aux autres professions du tiers-état, il perdroit nécessairement cet esprit qui fait toute sa force, et sans lequel il ne seroit plus utile »[2277]. Le facteur financier ne doit cependant pas être exclu : les hobereaux gascons n'avaient pas les moyens financiers de faire les avances de fonds nécessaires au commerce en gros. Quant aux anoblis, leur présence même dans notre ressort de recherche, nous semble être davantage due au souhait de pratiquer la vie noble, attachée à l'image du gentilhomme campagnard, qu'à un goût pour l'entrepreneuriat. Sans doute la noblesse gasconne n'est-elle pas sur ce point une exception : Guy Richard estimait que la noblesse d'affaires ne

[2274] Elle proposait un projet sur le commerce maritime, mais aussi des mesures originales pour encourager le commerce en lien direct avec l'anoblissement : d'une part, de favoriser l'estime publique du commerçant, afin qu'enrichi il « ne s'empresse pas de quitter cet état honnorable », et d'autre part de ne pas établir de cour supérieure, ou d'en supprimer, dans les villes commerçantes, « un tel raprochement étant très nuisible à la prospérité du commerce », ce que l'on peut expliquer par l'investissement dans les offices, particulièrement anoblissants (*ADA*, 77 F 163, « cahier de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Couserans », St-Girons, 28 avril 1789).

[2275] Guy Richard écrit que « c'est plus dans son orgueil que dans son niveau de vie que, dans son ensemble, l'aristocratie était frappée par la montée bourgeoise » (Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 28).

[2276] Montesquieu, Charles de Secondat, baron de, De l'esprit des lois, *op. cit.*, p. 355. D'après lui, la permission accordée aux nobles anglais de commercer aurait beaucoup affaibli la monarchie anglaise.

[2277] Luppé-Taybosc, Jean-Phinée-Suzanne de, Réflexions d'un citoyen, *op. cit.*, p. 11.

fut qu'une « petite frange dont les entreprises sont celles d'un capitalisme où se confondent bourgeois et aristocrates. La masse du second ordre reste à l'écart du mouvement »[2278].

IV) Le cas particulier des verriers gentilshommes

L'exercice de l'art de la verrerie ne faisait pas déroger. Dans certaines provinces du royaume, des familles nobles ne se privèrent pas d'exercer cette activité, qui finit par les caractériser comme une catégorie particulière de nobles, les « gentilshommes verriers »[2279]. Leur nombre relativement important en Gascogne-orientale nous oblige à nous attarder sur le fondement de cette exception, leurs privilèges, et leur situation particulière dans la noblesse.

A) Fondement de l'exception

Il est difficile de trouver une explication à cette exception en faveur des « souffleurs de verre », appellation qui venait de ce qu'ils soufflaient le verre en fusion à l'aide d'une « canne »,

[2278] Richard Guy, Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 18.
[2279] Les gentilshommes verriers du Languedoc et de Gascogne ont fait l'objet de plusieurs travaux et publications, parmi lesquelles on peut citer Arthur Quirin de Cazenove, dit Saint-Quirin, *Les verriers du Languedoc, 1290-1790*, Imprimerie Delord-Boehm, Montpellier, 1904 ; Robert-Garils, Elisée de, *Monographie d'une famille et d'un village. La famille de Robert et les gentilshommes verriers de Gabre*, imprimerie Privat, Toulouse, 1899 ; Riols de Fonclare, Francis de, *Les verreries forestières de Moussans (1450-1890) et les principales familles de gentilshommes verriers*, 1925 ; Bru, Anne, *La verrerie sylvestre. Etude de la communauté des gentilshommes verriers en Languedoc (XVIIe-XVIIIe siècles)*, mémoire de maîtrise, Université du Mirail, 1997 ; Saint-Blanquat, Agnès de, « Les gentilshommes verriers dans l'histoire du pays de Foix et du Couserans », dans *Société ariégeoise. Sciences, lettres et arts*, tome XXXI, 1976, p. 292 ; Planchon, Robert, *Gentilshommes verriers. Les Granier, Grenier*, Malemort, 1984. Sur le plan plus particulièrement juridique, se reporter à Rodes, Félix, *Les gentilshommes-verriers et l'industrie du verre en Languedoc sous l'Ancien Régime*, thèse de droit, Université de Montpellier, 1951, imprimée en 1976.

un tube en fer creux. Pothier assurait qu'on en ignorait la cause[2280]. La fabrication du verre était, semble-t-il, jugée comme un art noble. Un « art », une « science », et non un simple métier ; un art sans l'épithète dévalorisant « mécanique ». Il s'agissait pourtant bien d'un art « mécanique » dans les faits[2281]. Mais les gentilshommes verriers se désignaient dans les actes notariés comme « les gentilshommes exerçant l'art et science de verrerie ». Le travail du verre étant considéré comme « noble », il n'était donc pas dérogeant à la noblesse, il n'avait pas ce caractère « vil » dont les autres travaux manuels pâtissaient, sans que l'on puisse trouver un fondement pleinement rationnel à cette représentation subjective. Contentons-nous de rapporter l'analyse de Cardin Le Bret. Se fondant sur les écrits de plusieurs auteurs antiques, il en vient à considérer que le verre, « étant l'un des efets d'une sience si noble, et donnant pied encore à l'invention de tant d'excellens ouvrages », on ne pourrait dire « que l'exercice qu'on y emploie fut acte dérogeant à noblesse »[2282]. Il ajoute que « le plaisir d'ailleurs et la commodité que nous aporte l'usage du verre, le doit rendre aussi d'autant plus recommandable »[2283]. Cette représentation valorisante du travail de la verrerie était largement partagée, puisque cette exception s'est imposée dans des provinces éloignées, comme la Provence, le Languedoc ou à l'autre bout du royaume, la Normandie, et même hors du royaume, en Lorraine. Il ne faut pas non plus exclure, dans cette compatibilité entre noblesse et verrerie, un effet indirect des exemptions fiscales accordées dès le Moyen Âge aux verriers par des chartes, qui ont pu contribuer, localement, au rapprochement entre la profession de verrier et la noblesse dans les mentalités.

Les gentilshommes verriers du Midi languedocien et gascon avaient une explication légendaire de cette exception, qui ne manque pas d'intérêt. Selon eux, le droit de pratiquer l'art et science de verrerie sans déroger aurait été accordé à leurs familles par Saint-Louis, car ces nobles auraient consumé leur fortune à la croisade, et qu'ils ne pouvaient par suite plus subvenir à leurs besoins[2284]. Le métier de verrier leur aurait été offert comme une planche après le

---

[2280] Pothier, Robert-Joseph, Traité des personnes et des choses, *op. cit.*, p. 568.

[2281] Belleguise relève que « tous les arts mecaniques derogent à la noblesse, à la reserve de celuy de la verrerie » (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 113).

[2282] Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, trente-huitième action, p. 532.

[2283] « Il nous admet au dedans de nos hôtels la clarté du jour, et la lumière du soleil », s'enthousiasme-t-il, « comme s'il n'y avoit rien au-devant, et néanmoins il nous garde des incommoditez de l'air, comme si c'étoit une épaisse muraille » (*ibidem*, p. 532).

[2284] Lors de l'assemblée de 1753, un syndic rappela cette origine légendaire : « nos ancêtres embrassèrent avec zèle les intérêts de l'Etat, et par un long et pénible service, pendant les guerres les plus sanglantes sous le règne de St-Louis, y perdirent leurs biens et leurs vies. Ce monarque généreux, touché de l'état de leurs familles désolées, ne voulant pas les confondre avec les roturiers, leur donna le privilège d'exercer l'art et science de verrerie sans déroger, exempta leurs ouvrages et les matières servant à les composer, de tous les droits qui se perçoivent sur les denrées et les marchandises, et les mit sous une autorité souveraine » (*ADG*, I 3565, « Enregistrement du verbal d'assemblée générale tenue par messieurs les gentilhommes exerçant l'art de verrerie, devant monsieur le vicomte de Narbonne-Pelet, lieutenant général des armées du roi, capitaine-viguier, et gouverneur de la ville de Sommières,

naufrage. Cette théorie n'est absolument pas fondée historiquement, mais elle permettait à ces gentilshommes de se rattacher à la conception militaire de la noblesse, et de renforcer leur légitimité.

Si le travail du verre ne faisait pas déroger, il ne permettait pas pour autant d'anoblir les roturiers. La Roque écrit que « c'est une erreur populaire et grossière de croire que les verriers soient nobles en vertu de leur exercice ; car ils ne se peuvent pas plus avantager que les autres marchands et ouvriers du royaume qui sont du tiers-état, sinon que leur profession est fort honorable, et qu'ils ne dérogent point, s'ils sont de naissance noble »[2285]. Les gentilshommes verriers n'étaient pas gentilshommes parce qu'ils étaient verriers. Rappelons que l'anoblissement était un droit souverain, et qu'aucun texte royal ne prévoit un tel anoblissement. Au contraire, un édit sur les tailles de 1614 spécifiait que « les verriers ne jouiront d'aucune exemption s'ils ne sont nobles d'extraction », ce qui veut bien dire que certains verriers ne l'étaient pas[2286]. La profession de verrier n'anoblissait donc pas dans le royaume de France. Dans le Midi languedocien et gascon, elle l'aurait d'autant moins pu que l'activité de verrier était monopolisée juridiquement par la noblesse comme nous le verrons.

D'ailleurs, la condition de verrier n'a jamais suffi non-plus à prouver la noblesse, même en Languedoc où la verrerie était théoriquement réservée aux nobles, comme on le vit lors des recherches des usurpateurs. Les preuves des verriers respectèrent les mêmes critères légaux que celles des autres nobles. L'affirmation de Marcel Aimé selon laquelle la profession de verrier prouverait la noblesse ne parait pas plus fondée que celle qui consisterait à dire que le service du roi à l'armée serait à lui seul une preuve de noblesse : dans un cas comme dans l'autre les contre-exemples abonderaient[2287]. Qu'une profession ne fasse pas déroger ne voulait pas dire qu'elle suffirait à prouver la noblesse, sans quoi cela aurait pu être un moyen de plus de l'usurper. C'était tout juste si l'on pouvait avancer, lors d'une contestation de noblesse, que

juge conservateur de leurs privilèges », Imprimerie Jean Martel, Montpellier, 1754, l'imprimé est incomplet, mais on trouve une photocopie de l'intégral dans le fonds La Réveillée (*ADA*, 37 J 1), p. 5).

[2285] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 353.

[2286] Isambert, Decrusy, Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVI, p. 47, édit sur les privilèges en matière de taille, juin 1614, art. 8.

[2287] Marcel Aimé affirme que ce serait le cas en Nivernais, où les verriers provenaient d'Altare en Ligurie (les Gonzague, ducs de Nevers étant aussi ducs de Montferrat, duché dont dépendait Altare). Selon-lui, la verrerie y aurait été réservée aux nobles (Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne, *op. cit.*, p. 245). Pourtant, il ne donne pas d'exemples de preuve de noblesse reposant sur la seule profession de verrier. Surtout, d'après Corine Maitte, les verriers d'Altare n'étaient pas nobles en Italie, et ne le devinrent même qu'en s'auto-proclamant tels, d'une part dans un 1er temps en s'assimilant au milieu des verriers français, dont beaucoup prétendaient être nobles, c'est un « effet retour », d'autre part en obtenant plus tard des certificats de complaisance à Altare même de la part de consuls, prêtres ou notaires (Maitte, Corine, « L'espace européen du travail des verriers italiens, XVIe-XIXe siècle. Dynamiques et structures de migrations spécialisées », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 84, juin 2012, p. 139).

cette activité supposait que l'on n'ait pas d'emploi ou ne commette pas d'actes contraires à la vie noble en parallèle, ce qui pouvait faire impression, jusqu'à preuve du contraire.

B) Les privilèges

De jure, les privilèges particuliers des verriers sont les privilèges d'un corps, et non de la noblesse. *De facto*, ils étaient des privilèges nobiliaires du groupe social gascon qui s'adonnait à la verrerie, car cet art ne pouvait y être pratiqué par des non nobles. Les verriers avaient trois privilèges principaux : former un corps pouvant se doter d'une règlementation particulière, bénéficier d'exemptions fiscales, être préservés de la concurrence de la bourgeoisie par la réservation de la verrerie aux nobles.

1) Le corps des gentilshommes verriers du département de Sommières

Les gentilshommes verriers formaient un corps d'artisans en Languedoc et en Gascogne orientale. Le fondement de ce « corps » remonte à la charte dite de Sommières de 1445[2288]. Cette dernière ne fondait pas une telle institution, et l'organisation ne s'est mise en place que progressivement. Elle reposait sur la vigueur du groupe des verriers gentilshommes à l'époque moderne. Cette organisation ne fut d'ailleurs jamais véritablement pérenne, ses statuts ne furent pas constamment respectés, et elle connut même une sorte de décadence quand le corps des verriers périclita dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, sous l'effet notamment de l'apparition et du développement des verreries au charbon.

Dès l'origine, le corps des gentilshommes-verriers fut soumis à la juridiction du gouverneur de Sommières. Il se qualifiait volontiers de « juge conservateur des privilèges des

[2288] « Privilèges octroyés par le roy de France aux gentilshommes verriers du pays de Languedoc, et par Sa Majesté confirmés, leus et publiés en jugement par devant monsieur Jean de La Roche, lieutenant de messire Pierre de Roquebletry, chevalier et conseiller du roi, son capitaine et viguier de la ville et viguerie de Sommières, juge et conservateur de ces privilèges », 1445, extrait notarié de 1656, transcrit dans Saint-Quirin, Les verriers du Languedoc, 1290-1790, *op. cit.*, p. 104-107.

sieurs gentilshommes exerçant l'art et science de verrerie »[2289]. Leurs procès tant civils que criminels devaient être jugés devant le viguier de Sommières d'après la charte de 1445. Ce monopole de juridiction ne fut cependant pas respecté, ne serait-ce qu'à cause de l'éloignement de cette ville. En matière de verrerie cependant, c'était bien devant ce juge conservateur que les verriers devaient prouver leur noblesse et montrer leur permission de pratiquer la verrerie.

La charte de Sommières de 1445 leur avait reconnu le droit de tenir conseil devant leur juge conservateur à Sommières, et permis d'élire un notaire dans cette ville qui pourrait rédiger les actes nécessaires et les conserverait, afin d'éviter la dispersion. Il n'y eut cependant pas de réunions des verriers dans les temps qui suivirent.

C'est dans la première moitié du XVIIe siècle que la nécessité d'organiser la communauté des verriers se fit sentir de façon plus aiguë. L'organisation ne se mit en place que progressivement. En 1623, le 6 juin, des verriers des Quatre-Vallées décidèrent en accord avec ceux du comté de Foix que leurs fours ne fonctionneraient que huit mois de l'année, afin de limiter la consommation de bois[2290]. Un accord du même type fut mis en place en 1645. En 1632, Isaac de Grenier et Guillaume de Noguiès ratifièrent les conventions passées par les verriers du comté de Foix, Comminges et autres lieux, par Raymond de Robert Betbèze[2291]. Le 7 avril 1632, trois verriers furent désignés syndics. Il ne s'agit encore que d'assemblées particulières des verriers des Pyrénées centrales.

Le 19 avril 1656, les verriers du Haut et Bas Languedoc, comté de Foix et Haute Guyenne furent reçus en audience par le gouverneur de Sommières, Gaspard de la Croix, marquis de Castries[2292]. Des syndics furent créés à cette occasion. L'année suivante le marquis convoqua une assemblée à Sommières qui se tint le 25 août 1657[2293]. Des règles furent rappelées ou mises en place : calendrier de l'extinction annuelle des fours, exclusion des apprentis qui ne seraient pas nobles, permission aux syndics de convoquer des assemblées nécessaires au bien du corps. Une autre assemblée générale fut tenue le 27 août 1667, au cours de laquelle des règles encadrant la production furent établies[2294]. En août 1675, le juge conservateur convoqua les gentilshommes verriers pour qu'ils se présentent en personne, ou par procureurs, à

[2289] *ADA*, 37 J 1-35, copie d'une ordonnance imprimée du comte de Harling, donnée à Sommières, le 9e juillet 1718 : « capitaine, viguier et gouverneur de la ville, château et viguerie de Sommières, juge conservateur des privilèges des sieurs gentilshommes exerçant l'art et science de verrerie en la province de Languedoc, comté de Foix, haute et basse Guyenne, et ressort de la cour de parlement de Toulouse, et commissaire général né vérificateur de leurs titres de noblesse ».
[2290] Sarramon, A., Les Quatre-Vallées. Aure -Barousse -Neste -Magnoac, *op. cit.*, p. 419.
[2291] Saint-Quirin, Les verriers du Languedoc, 1290-1790, *op. cit.*, p. 120.
[2292] *Ibidem*, p. 121.
[2293] *Ibidem*, p. 123.
[2294] *Ibidem*, p. 123.

l'assemblée des verriers de Sommières, et qu'ils présentent leurs titres de noblesse. Il en fut de même sous le juge conservateur de Ruhe en 1690. On remarque encore une dernière assemblée sous le règne de Louis XIV le 7 août 1700[2295]. Sous le règne de Louis XV, il n'y eu que deux assemblées, une en 1718 et une en 1753. Lors de l'assemblée de 1753, il fut décidé que les assemblées générales du corps se tiendraient régulièrement, de dix ans en dix ans, sauf cause extraordinaire nécessitant une réunion entre ces termes. Mais cette prescription ne fut pas suivie et il n'y eut plus d'assemblées des gentilshommes verriers : l'assemblée de Sommières fut le chant du cygne de ce corps, qui allait décliner fortement, et disparaître logiquement avec la Révolution, qui ne pouvait tolérer cette organisation fondée, selon la nouvelle rhétorique, sur l'esprit de caste.

Ces assemblées ne furent donc jamais convoquées régulièrement, et furent même épisodiques. Elles se tenaient en général à la demande des syndics des gentilshommes exerçant l'art de verrerie, afin de remédier aux « abus » divers dont ils estimaient que leur profession pâtissait. Elles avaient toujours lieu à Sommières en Languedoc. Les gentilshommes recevaient des assignations à comparaître.

Ces assemblées générales des gentilshommes prenaient des règlements pour régir l'exercice de la profession et l'organisation du corps, pouvaient permettre de réformer les statuts et étaient l'occasion de contrôler les titres de noblesse[2296]. De nouveaux statuts furent élaborés en septembre 1718 et en octobre 1753. L'assemblée générale fixait en particulier la période annuelle durant laquelle les travaux des verriers devaient être interrompus, jusqu'à la « réveillée », période qui variait selon les départements, et fut fixée à cinq mois et demi pour le Haut Languedoc en 1753. Cette règlementation n'était valable qu'avec l' « autorisation » du viguier de Sommières.

Afin de pallier les difficultés dues à l'étendue du ressort de la juridiction de Sommières, les gentilshommes verriers s'étaient répartis en cinq départements, chacun étant doté de syndics particuliers. Les cinq départements étaient ceux du Haut-Languedoc (comprenant en théorie la Haute-Guyenne, le comté de Foix, le comté d'Armagnac, les diocèses de Couserans, de Comminges, d'Auch et de Rieux, soit autant de Gascogne que de Languedoc), du département de Grésigne, du département de Méjannes (Vivarais), du Bas-Languedoc, et de Moussans et Fourtou. Les syndics pouvaient être nommés lors d'une assemblée particulière dans leur département. Le 2 septembre 1675, au Mas d'Azil au comté de Foix, des verriers du Couserans, de l'Armagnac et du comté de Foix, au nombre de dix-huit s'assemblèrent, et créèrent comme

[2295] *Ibidem*, p. 127.
[2296] *ADA*, 37 J 1-35, copie d'une ordonnance du comte de Harling, donnée à Sommières, le 9e juillet 1718.

syndic Michel de Robert, sieur de Biros, afin qu'il se rende à Sommières pour obtenir l'approbation de la création du nouveau syndic[2297]. Le 25 octobre 1751, soixante-six gentilshommes verriers furent présents ou représentés à une assemblée des verriers du Comminges, Couserans, et diocèse de Rieux, afin d'obtempérer à une ordonnance du conservateur demandant de produire des titres[2298]. Ils constatèrent cependant que le délai pour rapporter leurs titres était trop bref, et nommèrent deux syndics (Louis de Grenier de Labouchette et Jacques de Verbigier de Sablon) qui devaient demander qu'il leur soit accordé un délai d'une année. Joseph de Grenier sieur de L'Eschard et Jean de Robert sieur de Montauriol leur furent subrogés, et obtinrent du gouverneur que tous les verriers de leur département soient assignés à comparaître devant le juge conservateur de leurs privilèges pour remettre leurs titres. Les syndics pouvaient aussi être nommés lors des assemblées générales. En 1753 furent nommés trois syndics généraux, dont Joseph de Grenier sieur de L'Eschard, habitant d'Arbas, en Comminges, et des syndics particuliers pour chaque département. Pour le département de Haute-Guyenne, comté de Foix, comté d'Armagnac, diocèses Couserans, Comminges, Auch et Rieux, furent nommés cinq syndics particuliers, un du comté de Foix, un du diocèse de Rieux, un du Comminges, un des Quatre-Vallées, un du diocèse d'Auch. L'assemblée générale de 1753 précisa leurs obligations[2299]. Les syndics généraux étaient chargés de poursuivre les roturiers qui auraient entrepris de travailler comme verrier, de défendre les membres du corps qui seraient poursuivis devant les tribunaux par les fermiers du domaine, et d'obtenir des lettres patentes pour la confirmation des privilèges. Les syndics particuliers devaient poursuivre les verriers qui avaient contrevenu aux règlements dans leurs départements, sous peine de dommages et intérêts, après en avoir informé un syndic général. Tous les verriers s'engagèrent en 1753 à porter à la connaissance de leurs syndics les contraventions qui seraient faites dans leur département.

[2297] *ADA*, 5 E 5328, Anglade notaire, assemblée tenue au Mas d'Azil, le 2 septembre 1675.
[2298] *ADA*, 5 E 4378, folio 111, Dupré, notaire de St-Lizier, assemblée tenue à Lassere de Labous, le 25 octobre 1751.
[2299] Quant aux dispositions prises en 1753 pour règlementer la charge de syndic, il n'est pas sûr qu'elles furent suivies d'effets. En cas de mort ou d'incapacité de continuer d'exercer sa charge de syndic, les verriers du département devaient se réunir devant un syndic général pour nommer un successeur. Quant aux syndics généraux ils seraient remplacés lors d'une assemblée des syndics généraux et particuliers qui se tiendrait à Carcassonne. Les syndics généraux pouvaient s'assembler à Carcassonne, « comme le centre et la plus à portée de tous les départemens », pour délibérer sur les affaires du corps, avec pouvoir de convoquer les syndics particuliers pour ajouter des articles aux règlements, pourvu qu'ils restent en conformité avec les statuts, et qu'ils soient autorisés par le viguier de Sommières (*ADG*, I 3565, « Enregistrement du verbal d'assemblée générale tenue par messieurs les gentilhommes exerçant l'art de verrerie », *op. cit.*, p. 19). Quoique éloignée de la Gascogne orientale, Carcassonne était cependant bien une ville bien plus proche que Sommières.

Pour subvenir aux besoins du corps, en particulier aux frais des assemblées, aux poursuites judiciaires, et aux secours des verriers indigents, une taxe devait être levée par les syndics sur les verriers, tant maîtres qu'ouvriers[2300]. En fin de compte, l'organisation du corps des gentilshommes verriers ne fut vraiment aboutie qu'en 1753, à l'époque où s'amorçait la disparition de la verrerie artisanale des souffleurs de verre.

2) Les privilèges fiscaux

Les privilèges fiscaux des verriers étaient constamment repris dans les lettres patentes royales de confirmation des privilèges. En quoi consistaient-ils ? D'après la requête d'un gentilhomme verrier de 1786, il s'agissait de « l'immunité de l'exemption des tailles pour eux, et leurs serviteurs familiers, et les marchands vendant en gros et en détail les marchandises de verre, et les matières dont il est fait et composé, qu'ils ont affranchies de toutes douanes, péages et autres impositions, dans toute l'étendue du royaume »[2301]. C'était un avantage considérable.

Par la charte de 1445, les verriers s'étaient vu accorder une exemption pour leurs marchandises des droits de douane, de péages, et de divers subsides, et leurs biens devaient être francs d'impôts. Ils devaient cependant payer annuellement une « patente » au roi. De telles prérogatives ne doivent pas nous étonner : les verriers ont à plusieurs reprises au cours de l'Histoire bénéficié de la faveur des pouvoirs publics, pour des motifs esthétiques et économiques. A l'époque précisément de la charte de Sommières, en 1448, le duc de Lorraine conférait aux verriers de son duché maints avantages, dont une exemption d'imposition[2302].

Ces privilèges fiscaux furent confirmés successivement par tous les rois entre Charles VIIe et François 1er. En 1523, sollicité par les gentilshommes verriers qui lui avaient représenté la grande utilité de la verrerie, et en même temps leurs « gros coustz, frays, et mises », François 1er reconnut le bénéfice de leur industrie pour les églises, « maisons royalles et aultres », et les privilèges dont ils bénéficiaient jusqu'alors, ainsi que leurs valets, les transporteurs des matières nécessaires à la composition du verre, et les marchands de verre tant en gros qu'en détail[2303].

[2300] *ADG*, I 3565, *ibidem*, p. 27.
[2301] *ADA*, 37 J 1, requête de Jean Colomb Duteil, élection d'Aurillac, 1786.
[2302] Rose-Villequey, Germaine, *Verre et verriers de Lorraine au début des temps modernes (de la fin du XVe siècle au début du XVIIe siècle)*, thèse de doctorat en Lettres, Université de Paris, 1970, p. 39.
[2303] *ADA*, 37 J 1, copie notariée de 1589 d'un vidimus des lettres de confirmation des privilèges des gentilshommes verriers, Blois, 5 septembre 1523.

L'exemption était alors très étendue, puisqu'elle comprenait même les péages, les aides, la taille, et toutes les « impositions et aultres subsides ne aultres quelzconques redebvances et exactions anciennes et nouvelles »[2304]. Charles IX confirma ces privilèges en mai 1565, puis Henri IV en novembre 1592, sans diminution aucune[2305]. Le roi Louis XIV leur confirma leurs privilèges par des lettres patentes de décembre 1655. En Languedoc proprement dit, les verriers se virent cependant soumis à la taille, sous prétexte qu'elle était réelle et non personnelle[2306]. Comme en Gascogne, l'exemption fiscale tenait à la noblesse du bien, non de la personne. Il est possible que cette exemption de la taille fût aussi battue en brèche en Gascogne orientale. En 1731 cependant, les verriers des diocèses de Rieux, Couserans et Comminges obtinrent des lettres patentes sur un arrêt du conseil du 9 mars 1728 confirmant leurs privilèges, franchises et exemptions reconnues en 1655, à condition qu'ils n'aient pas été révoqués depuis. Ils avaient en particulier réclamé qu'ils ne puissent être soumis « à la taille pour les biens qu'ils possèdent en leur particulier, terres et bois servant à l'entretien journalier des fours de leurs verreries dans l'état et rolle des impositions, mais encore de les assujetir à la redevance des censives et droits seigneuriaux dont lesdits biens sont exemps par lesdites immunités et concession accordées à la sciance des exposans », à peine de mille livres contre les contrevenants, ce qui leur avait été accordé par l'arrêt du conseil de mars 1728[2307]. L'exemption était donc extrêmement étendue puisqu'elle comprenait l'exemption de taille et de droits seigneuriaux. Les verriers devaient

[2304] *ADA*, 37 J 1, *ibidem* : « c'est à savoir qu'ilz ont esté afranchis quittes et exemptz de toutes tailhes, aides et subsides, tributz et impositions, coustementz, touages, barrages, chaussées, travers, peages, coustages, laudage, habilhages, robinages, arrenssonnages, passages, pontonnages de pays que d'autres redevances et exactions antiennes et nouvelles, quelzconques, ayans cours en nostredit royaulme, pays, et seigneuries ». Ils auraient pourtant pâtis de l' « exaction indeue de pleusieurs peagers, barrages, impositeurs et aultres, tant sur les rivieres que sur les chemins » dans divers lieux. Ceux qui entreprendraient sur leurs exemptions devaient être assignés devant la cour des aides.

[2305] *ADHG*, 1 B 1972, folio 17, confirmation des privilèges des gentilshommes verriers », Camp de St-Ampes, 20 novembre 1592 : « les gentilhommes de l'art et science de verrerie residantz en nostre royaulme, pais, terres et seigneuries de nostre obeyssance, nous ont fait remonstrance que de tout tempz et entienneté, eulx, leurs serviteurs et aussy les merchantz, vendans en gros et detail, menantz et conduisant la merchandise de verrerie et matieres dont est fait et composé le verre, sont afranchis, quites et examps de toutes tailhes, aydes, subcides, impositions, coustumes, tenages et barrages, chaussées, traners, peatges, constages, landage, rombuiages, artsonnaiges, passages, pontronnages de pays, et de toutes aultres redebvances et texaction entiennes et nouvelles ».

[2306] En 1727, l'intendant du Languedoc Bernage consulté sur les franchises dont bénéficieraient les verriers, assura qu'ils n'avaient jamais pu jouir de l'exemption de la taille, puisqu'elle était réelle dans la province, et que « les droits d'aide dont il est question dans leurs lettres patentes n'ont pas lieu en Languedoc, il ne s'agit donc pas de les en exempter » (Saint-Quirin, Les verriers du Languedoc, 1290-1790, *op. cit.*, p. 161). A l'en croire, ces exemptions fiscales seraient dont concrètement inutiles. Dans l'arrêt d'enregistrement des lettres patentes de décembre 1655 la chambre des comptes de Montpellier précisait que l'enregistrement était fait « à la charge de contribuer aux tailles et deniers royaux suivant leurs compoix et allivremens, attendu que les tailles sont réelles en Languedoc » (arrêt du 15 décembre 1656, transcrit par Bru, Anne, La verrerie sylvestre. Etude de la communauté des gentilshommes verriers en Languedoc (XVIIe-XVIIIe siècles), *op. cit.*, p. 121).

[2307] *ADHG*, 1 B 1942, folio 305, lettres patentes de confirmation des privilèges des gentilshommes verriers, Versailles, 5 janvier 1731.

cependant payer les nouvelles impositions apparues sous le règne de Louis XIV, comme la capitation et le dixième[2308].

3) L'exclusion des roturiers

C'est à la charte de 1445 octroyée par Charles VII que remonte le monopole nobiliaire de l'exercice de la verrerie[2309]. Cette charte s'adressait aux verriers du Languedoc, mais les gentilshommes verriers de Gascogne orientale purent aussi en bénéficier, car ces dispositions furent appliquées à tous les verriers dépendants de la juridiction de Sommières. Par cette charte, il était défendu de pratiquer « l'art de verrier » à celui qui n'était pas « noble et procréé de noble génération et de généalogie de verriers ». Les « bâtards » étaient aussi exclus de la profession. En revanche, les enfants des filles des verriers pourraient exercer la verrerie, à condition que leurs grands-pères soient nobles. Cette dernière disposition, assez originale, dut tomber en désuétude puisqu'elle ne fut plus mentionnée ultérieurement, et qu'elle était en inadéquation avec le modèle patrilinéaire que suivait la noblesse du Midi de la France. Les secrets de fabrication devaient être conservés entre les nobles, puisque les maîtres verriers se voyaient défendre d'enseigner l'art de la verrerie à des non nobles[2310]. Ceux qui voulaient entrer dans le corps devraient prouver leur noblesse et prêter serment devant le viguier de Sommières. C'était une spécificité du Midi de la France que cette exclusion des non nobles. Dans les provinces de Languedoc, Gascogne, Guyenne, Périgord, Saintonge, et Provence, d'après une requête du XVIIIe siècle, selon les statuts du corps, il fallait « faire preuve de noblesse pour y exercer cet art, quoiqu'on permette dans les autres provinces du royaume aux roturiers d'exercer cet art concurrament aveq les gentilshomes »[2311].

L'un des objectifs primordiaux des gentilshommes verriers du Midi était d'empêcher les roturiers de pratiquer leur « art et science ». Le sieur de Montauriol, syndic des verriers, déclara en leur nom au viguier de Sommières en 1753 que leur principale attention était

[2308] Rodes, Félix, Les gentilshommes-verriers et l'industrie du verre en Languedoc sous l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 77.
[2309] « Privilèges octroyés par le roy de France aux gentilshommes verriers du pays de Languedoc, et par Sa Majesté confirmés, leus et publiés en jugement par devant monsieur Jean de La Roche, lieutenant de messire Pierre de Roquebletry, chevalier et conseiller du roi, son capitaine et viguier de la ville et viguerie de Sommières, juge et conservateur de ces privilèges », 1445, *op. cit*.
[2310] Les maîtres de four qui employaient des non nobles se voyaient administrer une amende de 25 marcs d'argent.
[2311] *ADA*, 37 J 1, requête de Jean Colomb Duteil, élection d'Aurillac, 1786.

« d'éviter la dérogeance, et qu'aucun roturier ne se mêle parmi nous, et ne s'ingère dans l'art noble que nous exerçons »[2312]. Le procureur du roi affirma que s'il y avait dans leur corps ne serait-ce qu'un intrus, il faudrait « le séparer d'un corps dont il n'a jamais fait partie, et qui doit être absolument pur dans son intégrité, et sans aucune tâche de roture »[2313]. Mais cette exclusion n'aurait pas toujours été rigoureusement respectée, si l'on en croit les déclarations faites à cette même assemblée[2314].

Le gouverneur de Sommières était chargé de contrôler leurs preuves de noblesse, en qualité de « commissaire général né vérificateur de leurs titres de noblesse »[2315]. Nul ne pouvait exercer l'art de verrerie sans avoir fait ses preuves de noblesse devant lui. Lorsqu'il convoquait les verriers en assemblée générale, les défaillants, c'est-à-dire les verriers qui n'étaient ni présents en personne, ni représentés par procureurs, pouvaient se voir interdire l'exercice de la verrerie.

Le gouverneur de Sommières, Jean-François de Trémolet-Bucelly, marquis de Montpezat, rendit une ordonnance le 11 août 1675 ordonnant que soient produites les preuves de noblesse des verriers. Cette enquête fut l'occasion de rédiger un catalogue aujourd'hui disparu comprenant tous les gentilshommes verriers. Jacques de Verbigier sieur de Sablon fut ainsi « déclaré noble » et il fut ordonné « qu'il seroit inscrit au cathalogue de ceux qui avoit droit de jouir des privilèges accordés aux gentilshommes verriers » par le marquis de Montpezat le 27e juillet 1676[2316].

En 1690, le marquis de Ruhe, juge conservateur, ordonna de nouveau que seraient produits les titres de noblesse des gentilshommes verriers. Le sieur de Pavée, baron de Villevieille, fut subdélégué pour juger les verriers. Ainsi le 24 novembre 1690, Jean, Alexandre, Louis et Jacques de Robert furent par lui « maintenus dans les privilèges accordés aux

[2312] *ADG*, I 3565, « Enregistrement du verbal d'assemblée générale tenue par messieurs les gentilhommes exerçant l'art de verrerie », *op. cit.*, p. 5.
[2313] *Ibidem*, p. 6.
[2314] Les syndics déclarèrent que, en contravention avec l'article 1 des statuts, « certains maîtres de verrerie, peu jaloux de leurs privilèges, et par une avidité qui les déshonore, reçoivent des ouvriers, et surtout des étrangers inconnus, ausquels ils donnent des places, et les occupent à travailler de leur art, sans s'informer s'ils sont de la qualité requise, même des apprentifs, sans qu'ils ayent fait aucune preuve de leur noblesse, ni prêté serment devant leur conservateur. Que des autres ont la bassesse de faire des societez avec des roturiers, ou de leur prêter leur nom par des motifs d'intérêt ». Des ouvriers qualifiés auraient même travaillé pour un roturier, dans une verrerie non affermée, ce qui aurait fait au corps « un tort infini » (*Ibidem*, p. 20).
[2315] *ADA*, 37 J 1-35, copie d'une ordonnance du comte de Harling, donné à Sommières, le 9e juillet 1718.
[2316] Jugement cité dans l'ordonnance de maintenue de Jacques de Verbigier, sieur de Sablon, élection de Comminges, Montauban, 19 juillet 1698 (*BNF*, Fonds français, 32299, folio 191).

gentilshommes verriers »[2317]. Un catalogue des gentilshommes verriers aurait là aussi été dressé[2318].

Au XVIIIe siècle, en 1718, puis en 1753, les verriers furent convoqués par leur juge conservateur afin qu'ils produisent leurs titres de noblesse. Le syndic du comté de Foix, le sieur de Sarrat, s'étant plaint des abus qui avaient gagné le corps des verriers, il obtint du gouverneur de Sommières une ordonnance du 14 septembre 1751 ordonnant que tous les verriers de son département seraient assignés à Sommières pour produire leurs titres de noblesse, leurs permissions de pratiquer la verrerie, et délibérer sur leurs règlements. Lors de l'assemblée d'octobre 1753, tous les gentilshommes verriers furent obligés de remettre leurs titres de noblesse, et les défaillants furent déchus de leurs privilèges de verriers[2319].

Lors de l'assemblée de 1753, il fut délibéré que, comme par le passé, nul ne pourrait exercer la verrerie « s'il n'est noble et procréé de noble génération »[2320]. Outre ce rappel, plusieurs dispositions visaient à renforcer l'exclusion des roturiers. Nul maître de verrerie ne pourrait embaucher un ouvrier ou un apprenti, et encore moins s'il était « étranger », avant qu'il n'ait fait sa preuve de noblesse devant les syndics du département avec des titres « en bonne et due forme »[2321]. Les fils de maîtres de verrerie exerçant dans la juridiction du juge-conservateur de Sommières furent cependant dispensés de cette preuve. Il était aussi interdit aux gentilshommes verriers de s'associer ou de prêter leur nom à des roturiers pour exercer la verrerie. Enfin il était interdit aux ouvriers d'aller travailler dans une verrerie tenue par un roturier, ou pour leur compte. Les amendes contre les verriers qui feraient travailler des roturiers ou s'associaient avec eux avaient été fixées à trois-cents livres par le règlement de 1718. L'inefficacité de cette disposition, imputée au montant insuffisant de l'amende, fit porter la

[2317] Jugement cité dans l'ordonnance de maintenue de Jean de Robert sieur de La Roque, Alexandre, Louis et Jacques de Robert frères, Montauban, 30/12/1698 (*BNF*, Fonds français 32298, folio 900).
[2318] Le 8 août 1690, Pierre de Granier, Noel de Granier, sieur Duclos, Jean de Granier, et Pierre de Granier, furent « déclarés nobles et issus de noble race, et comme tels, maintenus et gardés aux privilèges attribués à l'art et science de verrier, et ordonné qu'ils seroient compris dans le catalogue des gentilshommes exerceants la science de verrerie » (Jugement cité dans l'ordonnance de maintenue de François de Grenier, sieur de Canebas, Jean de Grenier sieur de Las Commettes, Noel Grenier, sieur de Duclos, Pierre de Grenier sieur de Labarthe, Montauban, le 19 juillet 1698, *BNF*, Fonds français 32298, folio 1192).
[2319] Le juge conservateur ordonna le 11 octobre 1753 que dans le mois « lesdits gentilshommes qui se sont présentez, remettront ès mains de notre secrétaire les titres justificatifs de leur noblesse, ensemble de ceux pour lesquels ils ont, conformément à notre ordonnance du quatorze septembre 1751, fait leur comparution, pour être vérifiez et jugez suivant les règlemens » ; ceux n'ayant pas comparu se voyant accorder un délai de 3 mois à compter de la signification de l'ordonnance pour produire leurs titres, faute de quoi ils seraient « déchus de leurs privilèges, leur faisant inhibitions et déffenses de travailler dudit art et science de verrerie, à peine de mille livres d'amende, démolition de leur fours, et de confiscation des outils, matières et marchandises » (*ADG*, I 3565, « Enregistrement du verbal d'assemblée générale tenue par messieurs les gentilhommes exerçant l'art de verrerie », *op. cit.*, p. 46).
[2320] *Ibidem*, p. 21.
[2321] Le procès-verbal de ces preuves serait dressé par les syndics, et l'exemplaire qui serait remis à l'ouvrier lui permettrait de se faire embaucher.

peine à mille livres d'amende en 1753, avec destruction des fours, confiscation des outils, matières et marchandises[2322]. Les peines contre les ouvriers furent fixées à trois-cents livres.

Les gentilshommes devaient être d'autant plus motivés pour poursuivre les roturiers qu'ils pouvaient devenir des concurrents. Les syndics devaient faire des procès contre ceux qui se seraient ingérés de pratiquer la verrerie sans être de la qualité requise. Nous n'avons pas trouvé de traces de ces intrusions de non nobles en Gascogne orientale parmi les maîtres verriers du XVIIIe siècle. Même les ouvriers devaient être nobles. Notons simplement que le 27 octobre 1757, à Camarade, dans le comté de Foix, des verriers de Haute-Guyenne et du comté de Foix au nombre de quinze s'assemblèrent avec leur syndic pour délibérer sur le cas d'un dénommé Bernard Ferré de Gabre, « soy-disant gentilhomme-verrier », contre lequel ils avaient une instance devant le sénéchal de Montpellier[2323]. Les verriers délibérèrent de députer deux des leurs à Sommières pour se défendre contre une assignation donnée par le sieur Ferré, et s'inscrire en faux contre ses titres de noblesse. Le corps des gentilshommes verriers ne se contentait donc pas de déclarations, il poursuivait devant son juge ceux qu'il considérait être des intrus.

C) Les gentilshommes verriers en Gascogne orientale

Il nous reste à situer ces verriers géographiquement, mais aussi socialement, afin d'appréhender leur place très particulière dans la noblesse gasconne.

1) Répartition des gentilshommes verriers en Gascogne orientale

Lors de l'assemblée générale de 1753, le comté de Foix et les diocèses de Rieux, Couserans et Comminges regroupaient soixante-quatorze verriers, dont quarante pour les seuls

[2322] *Ibidem*, p. 21. L'amende reviendrait pour moitié au corps des verriers, et pour moitié au profit des pauvres de l'hôpital de Sommières.
[2323] *ADA*, 37 J 1, copie d'un acte passé devant Montbrun notaire, Camarade, 27 octobre 1757.

diocèses de Couserans, Comminges et Rieux[2324]. En déduisant approximativement ceux du diocèse de Rieux, et en ajoutant ceux de l'Armagnac, on arrive à trente-trois gentilshommes verriers environ en Gascogne orientale en 1753, mais il n'est pas à exclure que certains défaillants rapportèrent leur preuve de noblesse dans les mois qui suivirent. Au début du siècle cette fois, lors de la seconde recherche des usurpateurs, nous avons trouvé vingt-quatre membres de treize familles de gentilshommes verriers maintenus dans la noblesse.

Où donc étaient situées ces verreries ? A vrai dire, si l'on trouve une concentration de ces familles dans le piémont pyrénéen, il n'était pas le seul représenté[2325]. L'essentiel des gentilshommes verriers gascons se trouvaient dans le département dit du « Haut-Languedoc », qui comprenait le comté de Foix et le diocèse de Rieux, mais aussi l'Armagnac, les diocèses de Comminges, du Couserans et d'Auch.

A la fin du XVIIe siècle, un de Robert s'établit à Pointis, près de Mercenac, en Couserans, qui sera dès lors un important centre verrier, avec plusieurs fours, jusqu'en 1746[2326]. A cette date, la verrerie fut rasée à cause des assemblées protestantes qui y furent tenues en 1745. Il faudra attendre plusieurs années avant que la verrerie renaisse de ses cendres. Les autres verreries du diocèse religieux du Couserans étaient installées de longue date dans le diocèse civil de Rieux, donc en Languedoc. Les verriers n'étaient finalement pas nombreux dans la subdélégation de Saint-Girons, et lorsqu'en 1757, l'intendant d'Etigny fut consulté après qu'en haut lieu on se soit inquiété des démarches des verriers, dont beaucoup étaient encore « religionnaires », celui-ci répondit, après s'en être enquis auprès de son subdélégué, que ces verriers étaient en réalité tranquilles, et qu'ils ne formaient finalement qu'un « si petit nombre qu'ils ne doivent naturellement causer aucune sorte de crainte, à moins qu'ils ne concertassent quelque projet avec ceux du comté de Foix, encore seroit-il fort aisé d'y mettre ordre »[2327]. En 1753, dix verriers étaient installés à la lisière du Couserans et du Languedoc, aux environs de Gabre en Foix, Fabas en Languedoc et Belfach en Comminges.

Lors de la seconde recherche des usurpateurs, treize gentilshommes verriers, issus de huit familles, furent maintenus dans l'élection de Comminges, parmi lesquels on retrouve aussi ceux de la vallée de la Neste[2328]. En Comminges, l'un des principaux centres verriers était, dès

[2324] *ADG*, I 3565, « Enregistrement du verbal d'assemblée générale », *op. cit.* Les autres verriers du Languedoc, du Rouergue, du Vivarais, de Moussans et de Grésigne étaient plus de 90.
[2325] Pour situer ces verreries, nous avons principalement utilisé le procès-verbal de 1753, et l'ouvrage de Saint-Quirin, Les verriers du Languedoc, 1290-1790, *op. cit.*.
[2326] Jusqu'à une vingtaine de verreries auraient été installées à Mercenac (Bégon de Robert, Michel, « Les verreries de Pointis-Mercenac », dans *La Réveillée*, supplément circulaire n° 100, juin 2009).
[2327] *ADG*, C 9, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin, le 7 juin 1757.
[2328] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1192, ordonnance de maintenue de Henry de Suère, sieur de Lasbareilles, Montauban, 12/07/1698 ; *BNF*, Fonds français 32298, folio 1294, ordonnance de maintenue d'Henry de Suère,

le XVIe siècle, Arbas, à l'est d'Aspet, près du Couserans. Les verriers d'Arbas étaient une dizaine au milieu du XVIIIe siècle. Ces verreries devaient être alors assez rentables, puisque lors de l'assemblée des gentilshommes du Couserans, Comminges et Rieux, tenue en 1751, les participants y décidèrent que ceux d'Arbas devraient s'engager à procurer des « secours convenables » aux autres verriers[2329]. Les verriers d'Arbas furent huit, en comptant le syndic, soit à s'être présentés en personne, soit à s'être fait représenter par procureur à l'assemblée de 1753.

Beaucoup de verriers se trouvaient dans le pays des Quatre-Vallées[2330]. Une de ces verreries était située dans le bois de Hèches, une autre plus au sud à Rebouc, dès le XVIe siècle. D'autres furent installées à Ilhet et à Beyrède, cette fois-ci en amont de Sarrancolin. Plus à l'est de Sarrancolin, se trouvaient les verreries du haut et bas Nistos et de Bize. Dans le val d'Arise en Barousse, on trouvait des « verrières » dès le XVIe siècle. Le marquis de Faudoas-Fontrailles les afferma en 1689 à des gentilshommes verriers. Tous ces fours ne furent pas pérennes : ils se déplaçaient dans les vallées au gré des besoins en bois. En aval de ces verreries montagnardes, des fours furent installés à Anères et Montégut. En 1683, Dominique de Grenier, sieur de Lasserre, de Hèches, obtint du seigneur de Bize l'autorisation de bâtir une verrerie. Signalons aussi une verrerie à Gazave. En 1721, Jacques de Noguès sieur de Laffargue, prend à ferme un terrain pour y bâtir une verrerie pour lui et pour son fils Guillaume de Noguès. Comme ailleurs, c'était les familles de Suère, de Noguès, de Grenier et de Verbizier qui peuplaient ces vallées montagnardes, mais on remarque jusque dans la première moitié du XVIIe siècle une autre famille portant le patronyme de Bertholus, qui n'était apparemment pas noble. C'était aussi le cas des Noguès au XVIe siècle, bien qu'ils tachent pour des raisons sociales mais aussi professionnelles de s'agréger à la noblesse au milieu du XVIIe siècle. L'éloignement du juge

sieur du Peyré et Marc-Antoine de Suère, sieur de La Bernède, Montauban, 10/12/1700 ; *BNF*, Fonds français, 32299, folio 191, Jacques de Verbigier, sieur de Sablon, élection de Comminges, Montauban, 19/07/1698 ; *BNF*, Fonds français 32298, folio 1365, Paul Verbiger, sieur de la Hajan, et Jean Verbigier, sieur de Jannou, frères, habitant du lieu de Montégut, Bayonne, 12/04/1717 ; *BNF*, Fonds français 32298, folio 1257, Jean de Robert sieur de La Noguière, Montauban, le 26/09/1699 ; *BNF*, Fonds français 32298, folio 1329, ordonnance de maintenue de Jean de Grenier sieur de Gourgue, Montauban, le 11/04/1716 ; *BNF*, Fonds français 32298, folio 1197, ordonnance de maintenue de Jean de Grenier sieur de Bordenave, Montauban, le 02-08-1698 ; *BNF*, Fonds français 32298, folio 1192, ordonnance de maintenue de François de Grenier, sieur de Canebas, Jean de Grenier sieur de Las Commettes, Noel Grenier, sieur de Duclos, Pierre de Grenier sieur de Labarthe, Montauban, le 19 juillet 1698.

[2329] *ADA*, 5 E 4378, folio 111, Dupré, notaire de St-Lizier, assemblée tenue à Lassere de Labous, le 25 octobre 1751.

[2330] Concernant les verreries des Quatre-Vallées, nous tirons nos renseignements des recherches suivantes : Sarramon, A., Les Quatre-Vallées. Aure -Barousse -Neste -Magnoac, *op. cit.*, p. 414-421 ; Viguerie, Jean-Claude, « Les verriers de la Neste sous l'Ancien Régime », *Archistra. Histoire de la France méridionale*, n° 199, septembre 2000, p. 264 et suiv. ; Coquerel, Roland, « Les verriers de la Neste et de la Barousse », *Revue de Comminges*, tome 89, dans les 4 numéros de 1976, et Puyau, Gabriel, « La verrerie de Montoussé et de Gazave (1721). Notes sur les verriers », *op. cit.*, p. 140 et suiv.

de Sommières et le fait que le corps des verriers ne se soit pas encore structuré expliquent qu'une famille non noble ait pu exercer alors le métier de verrier. Les verriers des Quatre-Vallées, installés à « Hèches, Sarrancolin, Hillet, Anères, Montégut, Nistos et Barousse », étaient dix-sept à l'assemblée de 1753.

On trouvait aussi des verreries sylvestres, mais moins nombreuses, dans la plaine, en Armagnac. Beaucoup étaient installées près d'Aignan, à Averon, Lestrade, et Sous. Près de Marciac, on trouvait des verriers à Cornac et Mazugue. En Fezensac, près de Callian et de Riguepeu, dans le bois de Montpellier, des verriers, issus des familles de Robert, de Grenier et de Noguès, firent souche. L'un d'eux, Granier de Cassagnac, venait de Saint-André en Comminges, près d'Aurignac, où il possédait une verrerie, et s'installa à Castelnau d'Angles. Très éloignés de la juridiction de Sommières et des gentilshommes du piémont pyrénéen, les verriers d'Armagnac bénéficiaient probablement d'une plus grande liberté par rapport aux statuts. Lors de l'assemblée des verriers du Couserans, Comminges, et diocèse de Rieux de 1751, les syndics qui furent alors nommés furent chargés d'agir contre les « infractaires des règlements » des pays d'Aure et d'Armagnac[2331]. Les verriers d'Armagnac, « basse Guyenne », et du diocèse d'Auch, ne furent que trois à se présenter à l'assemblée de 1753. Ils n'étaient pas plus nombreux lors de la seconde recherche des usurpateurs de noblesse, pour laquelle on n'a retrouvé que trois gentilshommes verriers, issus de deux familles[2332].

On trouvait aussi des verriers gascons dans le département dit « de Grésigne », dont le centre était situé à l'est de la Gascogne orientale, en Albigeois, Rouergue et Quercy. Les verreries gasconnes de ce département étaient situées à Bouillac jusqu'au XVIIe siècle, et Beaupuy, en Rivière-Verdun, ainsi qu'à Puysségur, en Lomagne, où Marc-Antoine-Joseph de Robert exerçait au milieu du XVIIIe siècle. Dans cette zone, huit gentilshommes issus de trois familles furent maintenus lors de la seconde recherche des usurpateurs de noblesse[2333].

Les verreries sylvestres étaient donc situées à des endroits éloignés les uns des autres en Gascogne orientale, mais n'étaient jamais totalement isolées : plusieurs familles de gentilshommes verriers étaient toujours installées à proximité, et on devine des liens de

[2331] *ADA*, 5 E 4378, folio 111, Dupré, notaire de St-Lizier, assemblée tenue à Lassere de Labous, le 25 octobre 1751.
[2332] *BNF*, Fonds français 32297, folio 770, ordonnance de maintenue de Jean-Baptiste Robert sieur de Lause, Montauban, le 01/04/1702 ; *BNF*, Fonds français 32297, folio 758, ordonnance de maintenue de Jacques de Grenier sieur de Monballier, et Paul de Grenier, sieur de Mouillac, Montauban, le 27/01/1702.
[2333] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1205, ordonnance de maintenue de Pierre de Robert, sieur de Canredon, et Louis de Robert, sieur de La Valette, frères, Montauban le 20/09/1698 ; *BNF*, Fonds français 32298, folio 900, ordonnance de maintenue de Jean de Robert sieur de La Roque, Alexandre et Louis de Robert frères, et Jacques de Robert aussi frères, Montauban le 30/12/1698 ; *BNF*, Fonds français 32297, folio 1038, ordonnance de maintenue de François de Grenier sieur de Castagnet et Raymond de Grenier sieur de Rivière, Montauban, 02/09/1698.

solidarité importants. Leur installation géographique parait avoir été liée principalement à la présence de forêts, ces gentilshommes consommant de grandes quantités de bois pour alimenter leurs fours, et de cours d'eau, pour le sable. Leur existence était plus ou moins éphémère, des incendies ou pénuries de bois les contraignant à déplacer ces installations assez sommaires. Les noyaux autour d'Arbas en Comminges, Aignan en Armagnac, Mercenac en Couserans et Hèches dans la vallée de la Neste, se maintinrent plusieurs décennies, voire tout au long de l'époque moderne pour la Neste. Dans les forêts et les montagnes, les gentilshommes verriers étaient donc situés géographiquement dans des zones de confins, ce qui pouvait se traduire par une certaine marginalisation.

2) Des nobles de second rang ?

Les gentilshommes verriers formaient juridiquement un corps, qui n'est pas sans rappeler à certains égards les corporations d'artisans des villes, et socialement, un groupe particulier. En effet, les verriers gentilshommes étaient souvent issus des mêmes souches familiales, et il est frappant de constater le nombre limité de patronymes pour les verriers gascons, pourtant répartis sur des territoires éloignés. Ces patronymes sont au nombre de cinq (sans compter les quelques variantes dues au caractère non fixe des patronymes) : de Noguès, de Grenier, de Verbizier, de Suère et de Robert[2334]. Sous ces cinq patronymes se retrouvent tous les gentilshommes verriers de Gascogne orientale. L'explication provient tout simplement du fait que tous descendaient des mêmes familles languedociennes, dont des rejetons se sont expatriés progressivement en Gascogne orientale, où ils ont fait souche.

Ces gentilshommes verriers formaient un curieux groupe social, apparemment très soudé, unis par les mêmes liens corporatifs, professionnels et familiaux. Liens professionnels, parce qu'avant de s'installer, les verriers travaillaient comme apprentis dans une verrerie pendant au moins deux ans. Les verriers s'associaient parfois pour fonder une verrerie, mettant en commun leurs capitaux et leur savoir-faire, et partageaient les bénéfices. Le maître de verrerie devait aussi loger et assurer la « dépense de bouche » de l'ouvrier noble durant la campagne[2335]. Quant aux liens familiaux, ils ne se diluèrent pas au fil des siècles. En effet, il

[2334] Le plus courant en Gascogne parmi les verriers est de Grenier.
[2335] Bru, Anne, La verrerie sylvestre. Etude de la communauté des gentilshommes verriers en Languedoc (XVIIe-XVIIIe siècles), *op. cit.*, p. 36.

est tout à fait frappant de constater à quel point ces gentilshommes verriers pratiquaient l'endogamie. Ils se mariaient fréquemment entre eux, c'est à dire que les gentilshommes épousaient des femmes dont les pères pratiquaient la verrerie, et il arrivait couramment que les époux portassent le même patronyme. Nous avons relevé dans les treize ordonnances de maintenue de noblesse des familles de verriers gascons lors de la seconde recherche des usurpateurs (familles Grenier, Robert, Suère, Verbigier), grâce aux contrats de mariage et aux testaments qui y sont mentionnés, pas moins de cinquante-quatre mariages. Sur ce chiffre, on a compté vingt-cinq mariages pour lesquels l'épouse portait un patronyme qui était celui de familles de verriers (Suère, Robert, Grenier, Verbigier, Noguès et leurs variantes). Vingt-neuf épouses en revanche n'appartenaient pas à une de ces cinq lignées. Près d'un mariage de gentilhomme verrier sur deux (46%) était donc conclu au sein même du groupe des gentilshommes verriers, alors même que les verriers étaient très minoritaires dans la noblesse gasconne. L'endogamie était cependant moins forte qu'en Languedoc, où la communauté de verriers était plus nombreuse.

Cette solidarité fut marquée par des comportements sociaux semblables, dont le plus frappant fut d'ordre religieux. Les gentilshommes verriers furent nombreux à adhérer à la Réforme, même si la conversion au protestantisme ne fut pas généralisée. Ce fut particulièrement le cas de ceux qui vivaient à la frontière du Couserans, du diocèse de Rieux, et du comté de Foix, mais les autres durent aussi suivre le même penchant, puisque beaucoup des verriers de Gascogne orientale venaient à l'origine de cette zone, et du Languedoc, où ils avaient gardé des attaches familiales. Cette conversion fut particulièrement profonde, puisque les verriers du Couserans restèrent fidèles au protestantisme après 1685, comme beaucoup de « nouveaux convertis », et endurèrent les persécutions pour avoir participé aux assemblées du Désert. En 1746, les verreries du Couserans, dont celles de Pointis à Mercenac, furent rasées pour avoir servi de lieu de culte. Quarante-quatre verriers furent condamnés le 5 février 1746 comme « religionnaires » aux galères perpétuelles et à la confiscation de leurs biens (sauf un tiers pour leurs femmes et enfants), et deux de leurs femmes à la réclusion perpétuelle à l'Hôpital de Tarbes, par une commission dirigée par l'intendant d'Auch (mais beaucoup étaient en réalité du comté de Foix et du diocèse de Rieux)[2336]. Seuls sept purent être capturés, dont deux membres de la famille de Robert-Monner, de Mercenac, et les autres ne furent condamnés que par contumace. Pas de traitement de faveur donc pour ces gentilshommes, dont le

[2336] Jugement de l'intendant d'Auch Gaspard-Henry Caze de La Bove, au présidial d'Auch, du 5 février 1746, consultable sur le site de l'association des descendants des gentilshommes verriers du Sud-Ouest, « La Réveillée » : http://www.lareveillee.org/bibliographie/gentilshommes/.

protestantisme suscitait la méfiance des autorités, et dont la noblesse n'était pas relevée par la qualité de verrier.

La Roque, qui se montrait laudatif sur l'art de verrerie, remarquait cependant que les nobles l'auraient « toujours trouvé mal séant à leur condition »[2337]. Le caractère manuel de leur travail, malgré leur discours mélioratif sur leur profession, leur vie souvent itinérante au sein de leurs départements, au gré de leurs besoins en bois, leur isolement, dû à leur installation dans des contrées boisées, leurs habitudes vestimentaires négligées, ou du moins pas à la mode, le statut de simple ouvrier de certains d'entre eux, car ils n'étaient pas tous maîtres de verrerie, leur relative pauvreté, due en partie aux gages importants qu'ils devaient accorder à leurs domestiques, et rares étaient ceux qui possédaient des seigneuries, la forte endogamie qu'ils pratiquaient, leur adhésion au protestantisme, dans une province dominée par le catholicisme : tout cela peut expliquer de la part des autres gentilshommes, sinon un mépris certain, du moins un certain dédain[2338]. Les gentilshommes d'ancienne noblesse gasconne ne recherchèrent pas les alliances de ces nobles verriers. Il faut dire que leur activité peu lucrative rendait les dots médiocres. Les verriers se mariaient, on l'a vu, entre eux, à la rigueur avec des filles de noblaillons locaux pauvrement dotées, des filles de bourgeois, ou même d'une condition sociale inférieure, comme ce fut particulièrement le cas dans la vallée de la Neste[2339]. Sans que l'on en ait trouvé trace, on peut supposer que ces verriers purent être l'objet de quelques railleries[2340]. Quoique du même état, ils formaient un groupe social distinct, et leur prétendue origine guerrière remontant au temps des croisades ne paraît pas avoir pu pallier leurs particularités qui plaidaient en faveur d'un certain ostracisme de leur groupe.

Ce manque d'égards se traduisit par l'attitude de l'administration dans le Languedoc proprement dit, qui se fit de plus en plus tracassière. Les verriers étaient mis en cause pour leur exploitation excessive des forêts, qui nuirait à l'approvisionnement en bois de chauffage des villes. Par un arrêt du conseil d'Etat du 7 août 1725, les verriers du Languedoc furent contraints

[2337] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 352.
[2338] D'après le cardinal de Bernis, les gentilshommes verriers, ou laboureurs, ne seraient « pas dans la même classe que les seigneurs de terres », à cause de leur manque de richesse et de puissance, qu'il jugeait liées à la noblesse (Bernis, François-Joachim de, Mémoires du cardinal de Bernis, *op. cit.*, p. 164).
[2339] Dans les Quatre-Vallées, le 10 février 1670, Annette Noguès, sœur de Guillaume et Jeannet Noguès, « gentilshommes verriers », épouse Bernard Lacroix, un tailleur de Jézeau ! Il faut dire que la noblesse des Noguès était fort douteuse, et qu'une telle « mésalliance » reste rare (contrat de mariage cité par Coquerel, Roland, « Les verriers de la Neste et de la Barousse », *op. cit.*, p. 231).
[2340] Notons simplement que le poète Maynard a écrit une épigramme peu amène contre le poète Marc-Antoine Girard de Saint-Amant, rapporté par ses biographes, en instrumentalisant le fait qu'il avait obtenu le droit d'établir une verrerie en Normandie en 1638 : « Votre noblesse est mince, car ce n'est pas d'un prince, Daphnis que vous sortez ; Gentilhomme de verre, si vous tombez à terre, adieu les qualitez ».

à établir leurs fours sur les monts inhospitaliers de l'Esperou et de l'Aigoual[2341]. Dans l'immédiat, il ne fut pas exécuté, mais ils furent finalement contraints d'obtempérer malgré leurs oppositions par un arrêt du conseil du 11 juin 1743[2342]. Même au sein de leur province les verriers étaient marginalisés, puisque les Etats de Languedoc, loin de les défendre réclamèrent leur déplacement. Cette exclusion des gentilshommes-verriers n'est pas spécifique au Languedoc et à la Gascogne. Ainsi, en Provence, François-Paul Blanc a relevé que lors de la première des recherches des usurpateurs, ils ne furent ni maintenus nobles, ni condamnés comme usurpateurs, mais déchargés collectivement en 1668 comme ayant le droit de se qualifier « gentilhomme verrier », décision qu'il estimait avec raison « aberrante sur le plan du droit », et conduisant à consacrer « l'existence d'un ordre intermédiaire entre roture et noblesse »[2343]. Si en Gascogne ils furent bels et bien maintenus sur des preuves de noblesse classique, la décision provençale témoigne de la difficulté qu'il y avait à les tenir pour des nobles à part entière.

L'assemblée des nobles pour l'élection des députés aux Etats généraux en Couserans en 1789 parait témoigner de leur rejet par une partie de la noblesse gasconne. Cette assemblée fut en effet agitée par la question de savoir s'ils devaient être admis ou non parmi la noblesse couseranaise. Lors de la première journée de la première assemblée de la noblesse du Couserans, assemblée illégale il est vrai, il n'y eut qu'un gentilhomme verrier parmi les nobles qui y comparurent ou y furent représentés, au nombre de vingt-quatre : Robert de Bousquet, seigneur de Bousqué, de la verrerie de Pointis à Mercenac[2344]. Parmi les quatre nouveaux participants qui arrivèrent en retard le lendemain, 23 avril 1789, figuraient deux autres membres des familles de verriers de Pointis, les sieurs de Robert de Monnier et de Robert de Labarthe[2345]. Leur admission ne rencontra aucun obstacle.

Il n'en fut pas de même lors de la seconde assemblée, le 25 mai : pas moins de quinze gentilshommes verriers y comparurent[2346]. Sur quatre-vingt-deux nobles présents en personne ou représentés par procureur, ils restaient largement minoritaires, mais pouvaient faire basculer l'élection. Quatre commissaires avaient été nommés pour vérifier les pouvoirs des représentants

[2341] Saint-Quirin, Les verriers du Languedoc, 1290-1790, *op. cit.*, p. 157.
[2342] *Ibidem*, p. 165. Tous les verriers ne déménagèrent pas dans les faits, mais le coup porté à la profession était rude.
[2343] Blanc, François-Paul, « L'usurpation de noblesse en Provence à l'époque de la première réformation (1666 - 1669) », *op. cit.*, p. 191.
[2344] *ADA*, 77 F 163, procès-verbal de la 1ère assemblée du Couserans, 22 avril 1789.
[2345] *ADA*, 77 F 163, procès-verbal de la 1ère assemblée du Couserans, 23 avril 1789.
[2346] Robert de Bousquet, Robert de Bousquet fils, Robert de Lassagne, Robert de Lassagne, Robert de Labarthe, Robert de Monner, De Vergibier de Loumet, De Vergibier de Lassale, De Grenier de Labade, De Grenier de Palamme, De Grenier d'Alès, De Grenier de Larroque, De Verbisier de Comtard, De Verbisier de Latour, De Robert de La Verniere.

de la noblesse, tous issus de l'ancienne noblesse : le comte de Narbonne, le comte de Terssac, le vicomte de Roquemaurel et le sieur de Castéra[2347]. Or le comte de Terssac, qui fit le rapport de la commission, exposa à l'assemblée que les gentilshommes verriers présents à l'assemblée n'étaient pour la plupart pas domiciliés en Couserans, où ils n'exerceraient leur activité que six mois par an. Seul le vicomte de Roquemaurel était favorable à leur réception, les jugeant suffisamment domiciliés, et il s'était opposé à signer une décision sur leur exclusion. Il revenait à l'assemblée de trancher la question. Un des gentilshommes verriers déclara qu'ils habitaient avec leur famille durant sept à huit mois de l'année « la partie du Couserans qui avoit droit de voter dans l'assemblée », que la plupart y seraient nés, et que plusieurs y auraient même du bien. A la demande de l'assemblée il ajouta qu'ils n'avaient ni assisté ni voté dans les assemblées des autres sénéchaussées. Le marquis d'Espagne proposa une solution originale de règlement du litige : il déclara que la question « regardant des gentilshommes, dont l'honneur devoit être le partage, on ne pouvoit prendre de meilleur juge que leur propre délicatesse », ce qui revint à laisser aux gentilshommes verriers eux même de juger s'ils devaient être exclus de l'assemblée… Les verriers, après s'être retirés dans une salle voisine, délibérèrent sans surprise que tant leur qualité que leur domicile leur donnaient droit à concourir à l'assemblée du Couserans.

L'affaire aurait pu en rester là, mais les opposants à l'admission des verriers ne désarmèrent pas. L'assemblée ayant été interrompue le temps de la rédaction du cahier de doléances, lorsqu'elle se réunit à nouveau le 28 mai, le sieur de Marsolier réclama que l'admission des verriers fut tranchée par des avocats[2348]. Le sénéchal, loin de repousser cette demande, déclara que ne connaissant pas la législation sur le domicile, il était favorable à cette demande, mais l'assemblée s'y montra au contraire plutôt hostile, puisque l'affaire avait déjà été décidée, et que les verriers avaient déjà été acceptés et avaient même pu voter. Le comte de Terssac, qui était en tête des opposants aux verriers, proposa que conformément au règlement, quatre commissaires décident de la question avec le sénéchal. La majorité des nobles s'opposa à cette initiative, mais le marquis d'Espagne nomma quand même six commissaires pour délibérer sur cette question[2349]. Le comte de Chambors, qui était la personnalité la plus écoutée

[2347] *ADA*, 77 F 165, procès-verbal de la seconde assemblée de la noblesse du Couserans, 25 mai 1789.
[2348] *ADA*, 77 F 165, procès-verbal de la seconde assemblée de la noblesse du Couserans, 28 mai 1789.
[2349] Ces commissaires étaient le comte de Chambors, les sieurs de Meritins de Pradals, et de Bourret, le chevalier de Bardier, le vicomte de Roquemaurel et le sieur de Roquemaurel ; plusieurs d'abord choisis, dont le comte de Terssac, s'étant récusés. Le sieur de Labarthe entreprit de prendre la défense des verriers devant l'assemblée, déclarant que l'art de verrerie nécessitait une résidence de 7 mois dans le lieu où se trouvait le four, et qu'en ajoutant qu'ils possédaient du bien dans la sénéchaussée, y avaient un logement, et parfois y étaient nés, il fit observer que s'ils en étaient exclus, ils seraient « privés à jamais du droit de concourir à la formation des Etats généraux », et risqueraient même de perdre les privilèges qui leur avaient été reconnus par les rois successifs. Le

de l'assemblée, et dont l'avis avait été suivi par les commissaires, soutint que « ceux de ces messieurs qui ont une habitation fixe où ils retournent tous les ans sont bien constament domiciliés dans cette maison ou habitation, quoiqu'ils la quittent pour passer plusieurs mois dans différentes verreries », et que six mois de demeure dans les verreries, serait la même chose que trois ans passés dans une ville de garnison pour un officier : on ne pourrait dire que son domicile serait dans son lieu de garnison. Seuls ceux dont l'habitation personnelle serait en Couserans auraient droit de voter dans l'assemblée, le droit de voter n'étant pas renfermé dans l'évêché de Couserans, mais « dans les seules portions de la province de Couserans, qui ne sont administrés ni par les Etats de Foix, ni par ceux de Languedoc »[2350]. Il est vrai que ces verriers, au nombre de onze, si on excluait les quatre de la verrerie de Pointis à Mercenac, venaient de Fabas, Sainte-Croix, Mauvezin et Gabre, qui n'étaient pas administrativement en Couserans, quoique dépendants de l'évêché de Saint-Lizier. L'avis des commissaires était donc hostile à l'admission des verriers, et le sénéchal se rangea à leur opinion, mais « la plus grande partie de la noblesse » remit à l'assemblée un avis contraire, dans la mesure où elle s'opposait à ce qu'une nouvelle décision soit prise.

La discussion reprit le lendemain. Le vicomte de Roquemaurel et le capitaine de Roquemaurel présentèrent une consultation de trois avocats sur cette question. Leur décision n'était pas très juridique : en considérant que les verriers avaient déclaré « en honneur avoir droit, comme domiciliés dans le Couserans, de voter dans l'assemblée, ils ont été reçus au serment par monsieur le sénéchal, et ont voté dans toutes les délibérations postérieures, sans que l'assemblée n'ait réclamé », ils seraient fondés à continuer de voter dans cette assemblée, sans que le sénéchal ne puisse revenir sur sa première décision de s'en rapporter à leur honneur et conscience[2351]. Le sénéchal proposa de suivre cette dernière décision. Trente-huit voix furent d'accord, cinq s'y opposèrent, et trois se récusèrent[2352]. Ce qui n'empêcha pas le comte de Terssac de persister dans son opposition avec obstination, jugeant absurde d'admettre les verriers, sans qu'il ne soit question du domicile, sur le seul fondement que le sénéchal s'en était remis à la parole d'honneur de ces mêmes indésirables.

---

marquis de Mailholas quant à lui résuma la querelle, en demandant « si un noble qui n'habite une sénéchaussée ou pays que six ou sept mois de l'année pour y exercer son art, peut acquérir le domicile dans ladite sénéchaussée ou pays », si, quoiqu'ils n'aient ni leurs maisons, ni des possessions qui soient des fiefs, ils pourraient prétendre être domiciliés dans cet endroit, et si enfin, « parce que quelqu'un de ces nobles peut justifier qu'il a été baptisé dans la sénéchaussée, ou il n'a point de maison d'habitation stable et permanente, on doit le regarder comme domicilié dans cette sénéchaussée ». A aucune de ces questions il n'apportait de réponses.

[2350] Il ajoutait aussi que « toute personne qui se domicile dans un acte doit être censé n'avoir aucun autre domicile », sous entendant que les verriers du diocèse civil de Rieux et du comté de Foix, étaient habituellement domiciliés dans les actes dans les juridictions qui en dépendaient, et non en Couserans.

[2351] Décision de Rouaix avocat, Cassaing avocat, Dauley avocat, délibérée à St-Girons, le 29 mai 1789.

[2352] *ADA*, 77 F 165, procès-verbal de la seconde assemblée de la noblesse du Couserans, 29 mai 1789.

Le jour d'après, 30 mai, l'inlassable comte de Terssac fit une dernière remontrance, en déclarant, qu'au sujet de cette question qui, de son propre aveu, lui tenait beaucoup à cœur, mû par « la nécessité d'exécuter avec la plus exacte régularité ce règlement fait par le roy », réprouvant que les avis des deux commissions successives soient mis sous le boisseau, et arguant que le domicile devrait être d'un an et un jour, il se devait de protester de l'infraction aux règlements, quoique ce soit avec « la plus vive douleur » qu'il voyait « altérer cette harmonie qui devroit régner parmi nous ». Avec huit autres gentilshommes, il signa une protestation contre l'illégalité des décisions qui avaient été prises, assurant qu'il communiquerait leur opposition au roi et aux Etats généraux. Après avoir déposé leur procuration sur le bureau, les neuf gentilshommes se seraient retirés de l'assemblée d'après le procès-verbal[2353]. On en retrouve pourtant plusieurs lors des discussions qui suivirent.

Que penser finalement de ce serpent de mer qui agita l'assemblée des nobles couseranais ? Il n'est pas à exclure que la question électorale ait joué dans la détermination des uns et des autres. Certains des protagonistes n'étaient pas dénués d'ambitions électorales, comme le comte de Terssac, qui obtint huit voix, loin derrière le comte de Chambors, lors de l'élection du député, ou un Roquemaurel qui fut élu suppléant, ce qu'il dut peut-être aux suffrages des verriers. L'attitude du comte de Terssac, si elle ne lui valut peut-être pas une réprobation unanime des gentilshommes, a certainement dû lui aliéner les voix des gentilshommes verriers. Sur le fond, force est de constater que ces gentilshommes verriers menacés d'exclusion étaient originaires et avaient toujours vécu en Foix et Languedoc, et qu'ils auraient dû comparaître dans ces provinces respectives. Mais leur admission en Couserans, où ils travaillaient, n'était finalement que peccadille pour la plus grande partie des gentilshommes couseranais. L'obstination de certains nobles à les exclure, n'en est pas moins significative. Il ne fut certes pas question d'une mise en cause de leur noblesse. Leur statut noble, nul ne le leur contestait. Mais au travers de l'opposition ferme qu'ils rencontrèrent, se décèle un dédain pour ces nobles finalement si peu conformes à l'image que les nobles gascons voulaient renvoyer d'eux-mêmes. Ces verriers itinérants, vivant dans une zone de confins, dépourvus d'alliances avec la noblesse qui détenait des charges dans l'administration et l'armée, et les fiefs du Couserans, pouvaient être tolérés dans l'assemblée, mais nul ne songea à se glorifier de leur présence.

Pour terminer sur ces gentilshommes verriers, il faut rappeler que malgré une forme d'ostracisme, les verriers considéraient que leur noblesse était on ne peut plus honorable. Lors

[2353] Les signataires sont le comte de Terssac, le sieur de Castéra, le comte de Narbonne, Dupac de Marsolier, doyen de la noblesse, le marquis de Mailholas, de Méritins de Pradals, le chevalier de Méritins de Pradals, le chevalier de Castéra, le sieur de Bourret de Lahitte.

de l'assemblée générale d'octobre 1753, l'un des syndics des gentilshommes, le sieur de Montauriol, déclara au viguier, qui était alors François-Raymond-Joseph de Narbonne-Pelet, qu'il représentait « un corps considérable de noblesse, et je puis le dire d'une noblesse très ancienne »[2354]. Les verriers prétendaient se rattacher par leur origine à la noblesse chevaleresque, et par leur esprit à la noblesse d'épée. En 1753, il fut décidé que les fonds du corps devraient pouvoir servir à aider des fils de verriers « intentionnés et capables d'entrer au service du roi » à entrer dans la carrière des armes[2355]. Egalement symptomatique de cette volonté très affirmée des verriers de se rattacher à la noblesse d'épée, les syndics donnèrent pour explication à l'interruption annuelle de leurs travaux, outre la volonté de ne pas abuser de l'exploitation des forêts, la nécessité de se distinguer d'avec les non nobles, en opérant « une distinction des exercices de la noblesse d'avec les travaux des roturiers », le temps de repos devant être employé « à ce qui a du raport à leur qualité, comme de se perfectionner à l'exercice des armes, pour se mettre en état d'entrer au service du roi, auquel nous devons et nos personnes et nos biens dans toutes les occasions »[2356]. Ils furent cependant peu à s'engager sous les drapeaux, ne bénéficiant pas du réseau nécessaire, et encore moins de la fortune, pour y faire carrière.

Si les gentilshommes verriers connurent un déclin certain dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, ils n'étaient pas pour autant en voie de disparition, et des verreries continuaient à fonctionner, comme à Arbas en Comminges ou à Pointis en Couserans. A l'assemblée du Couserans, ils furent bien identifiés comme des « gentilshommes verriers ». Les verriers présents à cette assemblée ne manquèrent pas de placer leurs revendications dans le cahier de leur ordre[2357]. Il y était demandé que la fabrication du verre soit encouragée par la politique royale, car elle était la cause d'une « circulation très étendue » dans le pays, et intéressait « une portion considérable de la noblesse ». Pour ce faire, un nouveau règlement pour protéger le commerce du verre était réclamé, afin que soient proscrits « à jamais » les verres fabriqués à l'étranger, ou pour le moins que les droits de douane tellement forts leur soient imposés que le verre français serait toujours préféré à l'avenir. Des plaintes devaient aussi être faites contre « les atteintes que l'on fait journellement aux privilèges et prérogatives qui ont été accordés de tous les tems par nos rois à la partie de la noblesse qui s'occupe de cette fabrication, et qui ont entre-autres été renouvellés en 1475 ». On pourrait y voir une réclamation contre les atteintes

[2354] *ADG*, I 3565, « Enregistrement du verbal d'assemblée générale », *op. cit.*, p. 5.
[2355] *Ibidem*, p. 27.
[2356] *Ibidem*, p. 23.
[2357] *ADA*, 77 F 163, cahier de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Couserans, St-Girons, 28 avril 1789.

portées aux privilèges fiscaux, mais dans l'alinéa qui suivait, la noblesse couseranaise s'unissait au reste de la noblesse française pour accepter l'uniformité fiscale. Outre le maintien de leur organisation corporative, c'était donc l'exclusion des non nobles, leur principale prérogative, qu'ils voulaient voir maintenue.

Conclusion de la première partie

La source principale de la noblesse en Gascogne orientale comme ailleurs dans le royaume de France, fut la naissance. La filiation paternelle légitime procurait la noblesse aux enfants du noble et permettait à la noblesse de se perpétuer au sein des mêmes maisons, ce qui rejoignait l'attachement au patrilignage. Si les enfants naturels pouvaient se voir reconnaître la noblesse assez facilement jusqu'à la fin du XVIe siècle, ce laxisme, contraire à l'opprobre qui frappait les « bâtards », bénéficiait en réalité principalement aux rejetons des lignées de la haute ou de la moyenne noblesse, surtout quand ils étaient légitimés par lettres par des pères en mal d'héritiers ; mais ceux de la petite noblesse étaient condamnés à évoluer hors de la noblesse. Sans doute en partie pour des motivations fiscales, après 1600, mis à part ceux des princes, les enfants naturels ne furent plus reconnus nobles, à moins de l'obtention non seulement de lettres de légitimation, mais en outre de lettres d'anoblissement, ce qui est resté une hypothèse d'école en Gascogne orientale et sans doute extrêmement rare ailleurs.

La noblesse étant transmise par les hommes, la condition personnelle de la femme passait au second plan. Aussi, une circonstance de fait en diminuait encore plus l'importance : l'homogamie nobiliaire. Rien n'interdisait *a priori* à une personne de condition noble d'épouser une personne de condition non noble, et la noblesse était d'ailleurs due au seul père. Toutefois, ces mariages exogames étaient contraires aux mœurs nobiliaires, nobles qui y virent une « mésalliance ». La noblesse n'était pas le seul critère envisagé, mais il était de poids pour des raisons variées, d'ordre juridique ou social, que nous avons essayé de cerner. Outre quelques exemples tirés de la correspondance de nobles qui témoignent de son importance, les enquêtes faites pour la dispense de parenté en cas de consanguinité révèlent que les nobles pouvaient obtenir une dispense et se marier malgré l'empêchement de parenté dans certaines limites, en alléguant, entre autres motifs, qu'ils auraient du mal à trouver un autre parti dans la noblesse. Le père avait un moyen d'empêcher l'union de son enfant et donc une mésalliance que dans certaines limites, grâce à la menace de l'exhérédation ou à l'obtention de lettres de cachet pour raison disciplinaire, le seul motif de mésalliance n'étant pas suffisant dans ce dernier cas. En somme, si les mariages inter-ordres furent assez peu nombreux, cela tint autant à une contrainte due aux mœurs qu'au droit. Aussi, on a pu relever une notable mais marginale exception, les

vallées du Lavedan[2358]. De fait, les chiffres montrent quand même une prédominance de l'homogamie nobiliaire extrêmement importante en Gascogne orientale tout au long de la période, comme dans les autres provinces[2359]. Une plus grande ouverture des mariages aux non nobles au XVIIIe siècle, discutée, y est en tout cas corroborée.

Sur un plan juridique, la condition de la femme dépendait de celle de son mari. Le mariage d'un noble avec une femme non noble anoblissait l'épouse, et un mariage entre un roturier et une femme noble lui faisait perdre la noblesse. La subordination du statut était totale durant le mariage. Après le mariage, la condition de la veuve suscitait quelques doutes, sans pour autant passionner la doctrine, signe qu'elle n'était pas jugée de première importance, et des jurisprudences divergentes[2360]. En Gascogne orientale, on constate un certain laxisme, dû peut-être au fait que la taille était réelle. Ainsi, alors que, dans certaines provinces, il fallait des lettres de réhabilitation afin de recouvrer la noblesse pour l'épouse de naissance noble d'un roturier, ce n'était pas là le cas[2361]. Quant à la veuve de naissance roturière d'un noble elle conservait la noblesse, solution généralement acceptée dans le royaume, s'expliquant par la bienveillance traditionnelle accordée à la veuve.

A ces sources ordinaires s'ajoutaient les sources extraordinaires, qui découlaient du pouvoir d'anoblir du souverain. Le service des armes pouvait encore anoblir si on en croit des juristes, mais ses contours étaient flous, sauf pour celui, éphémère, des lieutenants des légions. L'édit des tailles de 1600 reconnut bel et bien un anoblissement par les armes, mais il fut abrogé dès 1634. Néanmoins, l'idée que la noblesse devait venir des armes demeura, ce qui aboutit à l'édit sur la noblesse militaire de l'an 1750. Il ouvrit la porte de façon très étroite, et devint quasiment caduc avec le durcissement de la réaction nobiliaire dans l'armée : on ne peut relever finalement qu'un cas d'anobli dû directement au service des armes en Gascogne orientale. La conséquence fut que la part de l'épée dans la composition du second ordre fut atténuée. Il ne faut cependant pas occulter sa contribution dans l'octroi de lettres d'anoblissement.

L'anoblissement par les fiefs a été discuté par la doctrine, et plus encore par l'historiographie. Pourtant, il nous a semblé qu'il fallait opérer une distinction radicale. Le roi

[2358] La particularité du droit coutumier prévoyant l'aînesse intégrale, et sans doute un moindre attachement à l'identité nobiliaire chez des nobles moins fortunés et ne bénéficiant pas d'une grande visibilité sociale, permit d'y multiplier les alliances avec des héritières non nobles.
[2359] Nos statistiques tendent à y établir que le noble était plus fréquemment marié avec une roturière que la noble avec un roturier.
[2360] Le doute portait non sur la condition de la femme mariée mais sur la primauté déterminante pour le statut de la veuve de la condition du mari ou de la naissance, comme le montrent les preuves de noblesse des veuves.
[2361] Si elle la recouvrait sans formalité, une déclaration devant le juge permettait cependant de lever l'équivoque due au mariage. Cette absence de condition de forme distinguait la condition de la femme noble mariée au roturier de la dérogeance.

avait accordé une permission générale de possession aux roturiers à condition d'acquitter le franc-fief. Si *de facto* une part extrêmement importante des fiefs revint aux nobles, au point qu'on a pu y voir une marque de noblesse, une partie des fiefs simples pouvait être entre les mains de roturiers. *De jure*, même avant l'ordonnance de Blois, cette acquisition ne permettait pas d'anoblir, à l'exception, originale, du Béarn et d'une partie du Pays Basque. Quant aux fiefs de dignité, ils étaient quantitativement une partie très faible des fiefs. La doctrine assura de façon contradictoire qu'ils étaient affectés aux nobles et qu'ils pouvaient anoblir avec l'investiture royale. Trois cas ont dû être distingués. Les anciens titres féodaux étaient conservés par l'ancienne noblesse ou par le roi lui-même. Les anciennes baronnies étaient plus aisées à acquérir ; pourtant, la possession d'une telle baronnie par un roturier paraissait une incongruité. Certaines furent réservées aux nobles dans leur effet principal, la séance aux Etats : ce fut le cas en Bigorre à partir de 1751. Ailleurs, leur possession par des roturiers resta très rare et ne permit pas d'anoblir. Ensuite, le roi pouvait ériger des terres en fiefs de dignité, ce qui arriva assez souvent en Gascogne orientale. Cette érection était perçue comme une récompense pour une famille noble ayant bien servi le roi, qui permettait de l'élever au-dessus des autres nobles. Ainsi les roturiers n'étaient pas concernés par ce type de grâce *a priori*, et si la doctrine y voyait un moyen d'anoblir tacitement, il s'agissait plutôt d'un cas d'école, dont les exemples demeurèrent rarissimes[2362]. En somme, cet anoblissement par les fiefs de dignité était hypothétique, pratiquement dénué de portée. L'anoblissement par les fiefs ou celui par les armes relevaient quasiment du seul domaine théorique tant leurs effets pratiques étaient minces.

Pour tout le royaume, l'anoblissement par excellence était obtenu par lettres. Le roi pouvait utiliser assez largement cette prérogative, les conditions étant relativement peu contraignantes dans la mesure où il l'exerçait en faveur des élites[2363]. La question fondamentale restait celle de la vertu et du mérite de l'anobli, car c'était leur raison d'être que de les récompenser en les honorant. Leur utilité était en outre d'inciter tant l'anobli que ses descendants à continuer les services et de susciter une émulation qui entrainerait d'autres à servir avec brio. *De facto*, si certains anoblis le furent grâce à leurs services personnels, c'était en général ceux de la famille qui étaient couronnés, et plusieurs roturiers purent être logiquement anoblis par les mêmes lettres. Le mode de vie noble de la personne put aussi être pris en compte. La condition du mérite a été altérée par des édits, rares il est vrai, créant des

[2362] En dernier lieu, on a supposé qu'on pût aussi usurper un titre de dignité assez facilement à cause de la quasi absence de répression et de la vogue des titres de courtoisie, mais comme ces titres étaient en général le lot des nobles d'un rang supérieur, un non noble n'avait pas intérêt à usurper la noblesse de façon aussi radicale.
[2363] On a noté que c'était surtout l'anobli qui devait veiller à enregistrer et faire vérifier ses lettres au moins dans une cour souveraine, mais la vérification n'était généralement que formelle.

lettres d'anoblissement à l'occasion d'un heureux évènement. Surtout, les rois créèrent des lettres vénales en raison des difficultés financières, pratique qui prit sous Louis XIV de l'ampleur, la finance décidant alors des bénéficiaires. La noblesse était donc mise à l'encan en faveur de personnes dont il n'était pas garanti qu'elles fussent vertueuses. Malgré les révocations qui suivaient en général ces ventes, et leur faible nombre en Gascogne orientale, ces anoblissements contre espèces sonnantes et trébuchantes firent beaucoup pour corroborer les préjugés négatifs à l'encontre des anoblis. En dernier lieu, il faut préciser que même pour les lettres libérales, les services méritants n'étaient pas garantis, la vérification *a posteriori* par les cours étant d'ordinaire une formalité, et *a priori*, il n'y avait pas de preuves exigées, les appuis devant être déterminants. L'avis de l'intendant permit d'améliorer fortement le contrôle des services.

Il ne faut pas omettre que le roi avait deux prérogatives supplémentaires en matière d'anoblissement : le droit de révocation et le droit de confirmation. Les révocations montraient, elles-aussi, le peu de cas qu'on faisait de la noblesse des anoblis, bien que la motivation financière, liée aux exemptions fiscales, devait susciter principalement ces annulations[2364]. Le roi pouvait cependant les confirmer libéralement en raison des services rendus, mais là encore l'insatiable appétit financier de l'Etat fit que, sous Louis XIV, ces confirmations purent être vénales. Un « droit de confirmation », lié à l'avènement de Louis XV, fut aussi levé. L'instrumentalisation financière des lettres est manifeste jusqu'en 1771. En Gascogne orientale, les anoblis d'avant 1664, en raison de leurs services, furent peu inquiétés ; pour ceux qui le furent après 1664, on a relevé des exemples qui montrent que leur sort fut plus pénible[2365].

L'étude du contenu des lettres d'anoblissement est intéressante parce que leurs nombreuses clauses ont permis de passer en revue plusieurs aspects du statut noble, et de s'interroger sur la réalité du statut de l'anobli. Les privilèges concédés étaient ceux dont bénéficiaient les autres nobles[2366]. On ne constate que quelques différences isolées dans peu de provinces, ou que le conseil du roi put faire ponctuellement le distinguo. Leur statut noble était fragilisé principalement à cause des révocations et droits de confirmation. C'est surtout en matière de places réservées que les anoblis eurent à subir une forte discrimination, exclusion qui allait s'étendre au XVIIIe siècle. Il est finalement important de relever que si les lettres

[2364] Elles passèrent outre le caractère permanent des lettres d'anoblissement et l'assurance formelle de ne pas révoquer.
[2365] Soit parce qu'ils perdirent leur statut noble en dépit de leurs payements, véritable humiliation sociale, soit parce qu'ils le conservèrent au prix de sacrifices financiers considérables, malgré d'importantes modérations.
[2366] Certains des avantages conférés aux anoblis n'étaient pas vraiment des privilèges nobiliaires, tels la possession de fiefs ou le port d'armoiries, dont on s'est efforcé de démontrer qu'il n'était pas exclusif aux nobles. Il s'ensuit que la concession d'armoiries ne pouvait logiquement pas anoblir.

conféraient les privilèges des anciens nobles aux anoblis, en réalité, les opinions de la doctrine et des nobles les dissociaient nettement, considérant que les anoblis ne pouvaient acquérir le caractère de noble de race immédiatement par la seule volonté du prince.

L'anoblissement par lettres resta finalement assez exceptionnel en Gascogne orientale, avec seulement douze lettres délivrées au profit de seize personnes. La comparaison avec d'autres provinces montre que cette rareté n'était pas un cas unique, mais qu'elle la distinguait de la Normandie ou de la Provence. Pour l'expliquer, l'éloignement géographique du pouvoir royal, sans doute déterminant durant la première modernité, la proximité du capitoulat toulousain et du Béarn où l'anoblissement spécifique par les fiefs attirait, l'usurpation longtemps impunie, le coût pour l'anobli, la peur d'une révocation et la parcimonie royale peuvent être avancées. Le peu de considération pour les anoblis par rapport aux autres nobles qui souvent ne les considéraient pas comme des nobles de race, dénigrant leurs origines roturières ou croyant que leur anoblissement serait le fruit de l'argent et en tout cas point mérité, ne doit pas être sous-estimé, même si l'anoblissement gardait un certain prestige. La différence de condition fiscale avec les pays de taille personnelle peut être soulignée, mais on s'est attaché à démontrer que la taille n'était pas la seule imposition à prendre en compte malgré son poids. Il ne faut pas occulter que les nobles gascons bénéficiaient d'avantages fiscaux diversement estimables[2367]. Rétrospectivement, on peut considérer que ces exemptions étaient très appréciables, et il faudrait y ajouter les privilèges au caractère plus honorifique. En somme, si l'on ne doit pas ignorer la différence qu'entraînait le caractère réel de la taille, on ne doit pas non plus se focaliser dessus. Elle n'est pas suffisante pour expliquer le nombre réduit de lettres.

De facto, pour les anoblis gascons par lettres sur lesquels nous avons des renseignements, ils tenaient bien leur noblesse des services rendus, par eux et le plus souvent par leurs ancêtres : c'était la lignée, autant que l'individu, qui était distinguée. Les services à l'armée presque exclusivement, même si pour une minorité furent récompensés des services

[2367] On a dénombré l'exemption du franc-fief, les exemptions des charges seigneuriales personnelles, les exemptions en vertu d'anciennes chartes, la décharge de charges publiques onéreuses, contraignantes et même humiliantes dans les mentalités de l'époque (collecte de la taille, logement des gens de guerre, ustensile en nature, ustensile en argent jusqu'en 1704, au XVIIIe siècle, dispense de la milice et exemption de la corvée royale). En matière d'impositions directes, les nobles furent taxés de façon différente lors de la première capitation, puis partagèrent en général un rôle séparé avec les possesseurs de biens nobles, pour un montant qui était apprécié comme un véritable privilège. Les nobles paupérisés bénéficiaient en priorité des fonds libres de la capitation. Malgré tout, cet impôt rompit avec l'exemption traditionnelle en matière d'impôt direct, nouvelle disposition qui fut confirmée par le dixième et les vingtièmes, auxquels les nobles finirent par se plier, conservant tout juste des rôles séparés pour ceux qui possédaient des biens nobles. Face aux critiques et au mouvement d'idée général, la noblesse gasconne finit par accepter dans son ensemble, sans enthousiasme mais pour l'essentiel, au moins provisoirement, l'égalité devant l'impôt, cependant trop tardive pour pouvoir avoir des conséquences en matière d'anoblissement.

dans la justice ou l'administration. Il faut cependant relever que dès le début du XVIIe siècle pour des lettres de noblesse, et manifestement pour celles de la fin de l'Ancien Régime, le mode de vie nobiliaire était également pris en compte. Plusieurs anoblis avaient même demandé une confirmation de noblesse. On peut penser que les sollicitations de lettres de ces familles furent le contrecoup d'un durcissement de la preuve de noblesse. Le nombre de lettres sous le règne de Louis XVI, qui s'inscrit dans une tendance générale à la hausse, montre que la noblesse était pour lors toujours attractive. La Gascogne orientale se distingue cependant par le fait que ces lettres d'anoblissement couronnaient des familles qui s'inséraient dans une tradition nobiliaire, alors qu'ailleurs elles étaient devenues la récompense du mérite d'hommes d'exception.

La dernière source de noblesse étudiée est l'anoblissement par les charges. Si certaines formes ne furent pas vraiment discutées, celle par les offices, principalement de judicature, fut alors décriée et même contestée par l'ancienne noblesse. Les juristes, quant à eux, la reconnurent pour la plupart, mais en insistant sur son caractère tacite, indirect, accidentel. Finalement, elle s'imposa, mais cette reconnaissance générique de l'anoblissement par charges ne doit pas cacher une grande diversité. On en a distingué quatre types. *Primo*, l'anoblissement par les premières dignités de l'Etat, les charges de secrétaires et de conseillers d'Etat, était largement admis, mais rare puisque ces charges étaient accaparées par les nobles. *Secundo*, l'anoblissement par les charges municipales, divers dans ses modalités, peu estimé et maintes fois sujet à droit de confirmation, concerna un nombre de villes privilégiées qui diminua fortement au XVIIe siècle. Exception faite de Toulouse, ces villes étaient situées loin de la Gascogne orientale, et les deux familles anoblies par cette voie le furent antérieurement à leur installation en Gascogne. *Tertio*, l'anoblissement par les offices dans les chancelleries près les cours supérieures était légal, incontesté et très efficace. En théorie très prestigieux, il fut déprécié au fur et à mesure que l'on s'aperçut qu'il était le fruit de l'argent et non de mérites substantiels. Malgré tout, la noblesse était si convoitée que le prix de ces offices ne cessa de s'envoler au XVIIIe siècle, le dénigrement ne décourageant pas les acquéreurs.

Ultimo, l'anoblissement par les charges de judicature connut un important développement. Son fondement coutumier, ne remontant pas plus tôt que du milieu du XVIe siècle, pouvait paraître fragile. Le pouvoir, les privilèges et honneurs des magistrats des parlements, leur idéologie martelant incessamment la noblesse des juges et leur participation à la dignité royale, leur permirent de se reconnaître la qualité nobiliaire d'abord par leur propre jurisprudence, puis de la voir entérinée par la loi. Les privilèges et éminentes attributions des autres cours souveraines justifièrent le bénéfice du même anoblissement en leur faveur dès avant 1600. Le droit romain permit aux juristes de trouver un modèle et de renforcer leur

prétention grâce à cette prestigieuse référence. Il fut amplement étendu, car reconnu en faveur de plus en plus d'institutions et facilité à cause de l'acceptation légale de l'anoblissement au premier degré dans certaines cours, en raison aussi de la permission du panachage de différentes charges pour l'accomplissement des degrés ainsi que de l'absence d'exigence stricte sur la forme pourvu que les conditions de fond fussent remplies. Cette extension n'aurait bien sûr pas été possible sans la vénalité des offices et la transmission héréditaire des charges[2368].

Ce mode d'accession à la noblesse s'inscrivait cependant mal dans la conception que l'on se faisait de l'anoblissement, et son élargissement à des offices moins prestigieux ne pouvait que le ternir un peu plus. Il pâtit aussi fortement de son instrumentalisation financière. En effet, les gouvernements royaux recoururent de façon croissante aux affaires extraordinaires, et la noblesse fut un des leviers qui leur permit de faire rentrer des fonds par des moyens très divers[2369]. Certains bourgeois subirent des pertes financières et, on l'imagine, éprouvèrent une profonde déception. La noblesse était devenue un « objet de trafic » selon la formule de Necker, et les anoblis par charges suspects de l'être uniquement pour avoir payé, ce qui n'allait pas sans rabaisser la considération que l'on pouvait avoir pour la noblesse. Pour noircir encore le tableau, l'antienne que le placement dans les offices détournait les capitaux de l'investissement économique s'ajouta. L'idée de la nécessité d'une réforme de cet anoblissement se répandit.

Les bureaux des finances, considérés comme déclinants, ne contribuèrent quasiment pas au renouvellement nobiliaire dans notre zone de recherche, alors que la création d'un bureau à Auch en 1716 aurait pu changer la donne puisque jusque-là il n'y avait pas de charges anoblissantes en Gascogne orientale[2370]. Socialement, il recruta surtout parmi les juristes et probablement les commerçants, presque point de seigneurs ou d'officiers militaires, et peu d'officiers de judicature ou administratifs moyens. Outre la création tardive du bureau et son nombre modeste d'offices, le surgissement de la Révolution mettant fin à des projets entrepris de longue main peut expliquer son faible rendement en termes d'anoblissement. L'anoblissement graduel était fastidieux, et la comparaison avec d'autres institutions montre que le nombre d'anoblis par cette voie était toujours beaucoup plus faible que ne le laisserait conjecturer le nombre d'offices. D'autres juridictions jouèrent un rôle dans l'anoblissement par

[2368] Les conditions d'obtention des provisions pouvaient être remplies, ou contournées, sans trop de difficultés.
[2369] On a relevé la vente d'offices anoblissants, la vente et la révocation des dispenses d'un degré, la suppression d'offices anoblissants ou du caractère anoblissant de certains offices, la taxe sur les acquéreurs d'offices anoblissants, les finances demandées afin d'obtenir la confirmation du caractère anoblissant des offices, ou encore le payement d'un droit de confirmation. Beaucoup de charges furent maintes fois soumises à ces manipulations, surtout à la fin du règne de Louis XIV et dans les années qui suivirent pour faire face aux nécessités de la guerre.
[2370] Rappelons que les nobles gascons ne furent pas du tout intéressés par ces offices, ce qui laissa d'autant plus de places aux roturiers.

leur proximité avec la Gascogne orientale. Certaines eurent un rôle quasiment insignifiant, comme la cour des aides de Montauban, ou le parlement et cour des comptes de Pau où seule une famille bigourdane fut anoblie. Aux difficultés de l'anoblissement graduel s'ajoutait le recrutement faible ou tardif de gascons pour expliquer ce piètre résultat. Le parlement de Toulouse joua un temps un rôle, mais l'examen sévère à l'entrée, le mode de vie dispendieux, la longueur des carrières ralentissant la circulation des offices, leur finance élevée, la concurrence des nobles et la fermeture progressive *de facto* aux familles qui n'étaient pas de tradition parlementaire, en rendaient l'accès ardu. De façon officieuse les roturiers furent exclus à la fin de l'Ancien Régime, ce qui vint tarir cette source de noblesse. Enfin des familles purent être anoblies par les offices des chancelleries, par lesquels l'anoblissement était plus facile, presque uniquement du Languedoc.

En réalité en Gascogne orientale, l'essentiel se trouvait dans le capitoulat. Contrairement à la plupart des noblesses de cloche, la noblesse capitulaire était prestigieuse, grâce à ses privilèges particuliers, au caractère de noble de race qu'elle conférait, à la mythologie des origines romaines ; mais ce qui la démarquait encore plus était son caractère irrévocable. Outre la proximité de Toulouse, son accessibilité est en cause. Bien sûr, il fallait remplir certaines conditions d'éligibilité, puis attendre les résultats d'une cooptation à la procédure complexe, quand il n'y avait pas tout simplement une nomination. Sur le fond, il fallait être un riche notable, afin d'obtenir le parrainage de corps, et faire jouer le réseau, que ce soit la parenté ou un protecteur. Ce n'était donc guère aisé de devenir capitoul, mais tous les ans ils étaient renouvelés, ce qui permit au fil du temps à de très nombreux gascons d'être anoblis, malgré quelques reconductions dans les fonctions et des nobles qui concurrençaient les roturiers. Cette voie d'anoblissement se maintint tout au long de la période. Seule la réforme de 1778 vint considérablement ralentir son rythme. Pour une large part, le capitoulat recruta dans le barreau, mais aussi les officiers judiciaires et de finance, la banque et la profession médicale au XVIIIe siècle ; beaucoup étaient des seigneurs. Y accéder n'était pas permis aux hommes nouveaux. C'était dans une perspective plus large le cas de tous les anoblis en Gascogne orientale, qui faisaient partie des notables, et dont beaucoup avaient déjà noué des relations avec la noblesse.

Globalement considéré, on peut discuter l'idée que l'anoblissement résultait d'une « politique sociale consciente » du pouvoir royal[2371]. La noblesse en Gascogne s'autorecrutait en quelque sorte par le mariage et la filiation. C'est la robe elle-même qui imposa l'anoblissement par charges de judicature, reconnu qu'ultérieurement par le gouvernement

[2371] Bluche, François, et Durye, Pierre, L'anoblissement par charges avant 1789, *op. cit.*, p. 10.

royal qui fit mine d'en avoir été l'organisateur. Il est vrai qu'on lui devait l'anoblissement par les charges de municipalité et de chancellerie. A l'époque étudiée, il semble que le pouvoir ait moins cherché à promouvoir une élite sociale qu'à l'instrumentaliser financièrement, ce qui n'allait pas sans ternir l'anoblissement dans son ensemble, en donnant l'impression que l'on pouvait acheter la noblesse. La tentative de création d'une noblesse militaire montre la contradiction entre une volonté de régulation sociale de l'anoblissement et les impératifs financiers contraignants que l'Etat royal ne perdait jamais de vue en la matière. Ce n'est que par les lettres d'anoblissement au XVIIIe siècle que se dégagea une volonté d'ouvrir la noblesse à des catégories de personnes ne faisant pas nécessairement partie de l'élite traditionnelle ni de la riche bourgeoisie, résultant d'une véritable politique sociale. Encore fut-elle limitée quantitativement et, en Gascogne orientale, les anoblis par lettres s'inscrivaient dans un schéma traditionnel. C'est bien plus pour la perte de noblesse que les rois mirent en œuvre une politique sociale, en l'orientant par le biais des interdits et des permissions accordées aux nobles.

La noblesse pouvait se perdre, au moins sur le papier, car il existait un décalage entre les textes de loi et la doctrine, la jurisprudence et les faits. C'est très net pour la déchéance de noblesse. Elle fut prévue principalement pour manquement à son devoir militaire, pour un certain nombre de délits graves, mais elle pouvait aussi être due à la condamnation à une peine entraînant la mort civile. Elle fut particulièrement ordonnée en matière de duels et de querelles d'honneur. Il semblerait que la non application en matière de duel viendrait de la difficulté plus générale de se saisir des criminels, ainsi que de la réticence des magistrats à administrer des peines très sévères à des notables, surtout à partir du moment où le crime fut moins fréquent. Des causes plus générales ont en outre été avancées. Durant la première modernité, la noblesse gasconne fit preuve d'un tempérament rebelle face à l'administration et à la justice, qui fit que la Justice royale eut des difficultés à se faire respecter. Une peine comme cette déchéance pouvait autant pousser à une radicalisation qu'à une soumission, et sa non-exécution risquait de discréditer l'autorité de la Justice. Concernant des personnes faisant partie de la strate supérieure de la société, et ayant des relations influentes, le juge devait être amené à punir le crime mais sans aller jusqu'à utiliser une peine dont la raison d'être était de dissuader en faisant un exemple. Autre raison fondamentale, la noblesse fut reconnue par certains comme naturelle, tenue de la race, et ne pouvant être perdue, car c'était le sang qui transmettrait les qualités nobles. La doctrine en matière de droit nobiliaire en vint à identifier des « droits du sang » qui garantiraient la noblesse contre une condamnation à la perte définitive, au moins en faveur des nobles de race. Elle ne fut appliquée en fin de compte qu'à l'encontre des criminels de lèse-Majesté au premier chef, soit dans des cas tout à fait exceptionnels, ou à des anoblis qui auraient

omis de payer un droit de confirmation et dont on faisait peu de cas. Réellement, la perte de la noblesse n'eut d'importance quantitative que dans un cas, celui de l'entrée dans les ordres, qui relevait d'une renonciation *proprio motu* par des personnes mues par leur idéal religieux.

L'obligation de servir, sous-entendu à l'armée, fut très présente dans les mentalités au XVIe siècle, et ne disparut pas entièrement par la suite. Dans quelques cas liés au service militaire, la perte de noblesse était possible, mais l'application en fut rarissime. L'étude de l'arrière-ban a montré que les efforts des rois afin de réformer cette institution, au caractère nobiliaire de plus en plus marqué, furent vains. En conséquence, l'obligation de servir resta ténue, se réduisant à une contribution pécuniaire pour beaucoup, alla en s'espaçant, avant de disparaître à l'orée du XVIIIe siècle. Au reste, les peines sévères pour le manquement au service restèrent comminatoires. Des nobles pouvaient ne pas remplir leur fonction présumée.

Afin de garantir l'honneur et l'unité du second ordre, il fut aussi accepté que le noble devait vivre noblement, c'est-à-dire de ses rentes, en plus de s'adonner au service du roi. Une telle exigence était du domaine des mœurs, et *de jure* un gentilhomme pauvre ne s'adonnant pas au service restait noble. La doctrine, la jurisprudence et la loi reconnurent cependant un certain nombre d'interdits qui feraient perdre provisoirement la noblesse, le noble conservant sa nature noble bien qu'il en eût perdu les privilèges. Il pourrait les recouvrer en obtenant du roi des lettres de réhabilitation de noblesse, à condition de cesser son activité dérogeante et de pouvoir prouver sa filiation et la noblesse de sa famille avant la dérogeance, ce qui fut de mieux en mieux contrôlé. Les conséquences en étaient aussi limitées par le fait que l'enfant né avant la dérogeance conservait la noblesse ; il fut en outre jugé de façon libérale que la naissance avant le jugement de condamnation exemptait l'enfant de cette peine. On n'a quasiment pas trouvé de réhabilitations aussi parce que les cas de dérogeance furent *de facto* peu nombreux.

Les règles de la dérogeance, longtemps assez flottantes, furent progressivement précisées[2372]. Des activités, considérées comme totalement contraires à la condition nobiliaire ne risquaient pas d'attirer des nobles : on n'a pu en remarquer[2373]. En revanche, certaines étaient moins éloignées. Dans cette zone rurale, prendre une terre en fermage ne paraissait pas contradictoire, alors qu'il était accepté que le noble puisse exploiter les siennes. Certains furent condamnés pour cette cause. De même, le commerce était une activité attrayante, et leur noblesse en fit parfois les frais. Hormis la magistrature, le caractère dérogeant des professions juridiques fut âprement discuté. Les avocats nobles, rares il est vrai, échappèrent à la dérogeance. En revanche, les nobles devenus procureurs ou notaires dérogeaient, ce qui

[2372] Si les crimes pouvaient paraître contraires à la vie noble, il ne semble pas que la jurisprudence l'agréa.
[2373] Comme l'exercice d'un art mécanique ou de « basses servitudes ».

explique que l'on n'en ait pas trouvé. On note aussi une exception à la dérogeance parmi les professionnels de la santé en faveur des médecins dont on relève quelques cas. Les nobles gascons, attachés à leur statut, ne s'impliquèrent guère dans toutes ces activités et professions.

On relève ensuite que quatre exceptions à la dérogeance furent admises dans le secteur économique. La première était celle de l'agriculture, et effectivement nombre de pauvres gentilshommes gascons exploitaient eux-mêmes leurs terres. La deuxième était la forge et la mine, ce dont on remarque un certain nombre de cas dans les Pyrénées, mais il s'agissait pour la plupart d'une simple propriété, le noble se contentant de la gestion, voire la mettant en fermage. La troisième était la verrerie, exception très importante car en Gascogne orientale on trouvait beaucoup de verriers qui bénéficiaient de privilèges très favorables, et que le travail du verre était théoriquement réservé aux nobles. Mais leur travail manuel et leurs pratiques sociales, autant que la conversion de certains d'entre eux au protestantisme, en faisaient un groupe à part au sein de la noblesse. La quatrième exception était le commerce sur mer ou en gros, qui fut progressivement permis à la noblesse, de même que la banque et la manufacture. Certains aristocrates investirent dans ces secteurs d'importants capitaux, mais les nobles gascons restèrent à l'écart du mouvement, à l'instar de la grande majorité des nobles français.

En Gascogne orientale, les cas de dérogeance furent sanctionnés principalement à l'occasion des recherches des usurpateurs de noblesse. Auparavant, une certaine impunité s'explique par le caractère réel de la taille, qui détachait largement la noblesse de la question fiscale. Même pendant et après les recherches, certaines dérogeances restèrent ignorées, comme des cas de fermage. Toutefois, malgré l'ouverture du commerce en gros et maritime, et plus tardive de la banque et de l'industrie, aux nobles, particulièrement importante étant donné l'essor de ces secteurs d'activité, la dérogeance restait pour le reste en vigueur et ne fut abolie qu'en 1789. En Gascogne orientale, les nobles se montrèrent généralement prudents et conservateurs, même dans le cas des exceptions reconnues, mais il est vrai que des secteurs comme le commerce en gros et l'industrie y étaient très peu développés. Le corps des gentilshommes verriers, pourtant ancien et doté de privilèges, fut socialement marginalisé par les autres nobles. Seule la noblesse couseranaise s'est vraiment engagée dans l'économie autre qu'agricole, et fut favorable à la suppression de la dérogeance. Il en résulte que la noblesse gasconne paraissait plus tournée vers le passé, et qu'économiquement c'était la bourgeoisie qui sembla s'emparer de l'avenir, position qui ne pouvait pas être sans conséquences alors que l'utilité économique était devenue un critère dominant de l'évaluation sociale.

DEUXIEME PARTIE :

LA PREUVE DE NOBLESSE

Il n'est pas de fonds privé nobiliaire qui ne contienne des preuves de noblesse, en forme ou informes, comme une minute de requête, une généalogie sommaire, un arbre plus ou moins travaillé, un inventaire des titres, une ordonnance de maintenue, des certificats divers… C'est que le noble pouvait être amené à devoir prouver sa noblesse dans de multiples occasions : pour accéder à une charge réservée aux nobles, pour intégrer une institution d'éducation ou ecclésiastique affectée à la noblesse, pour faire valoir une exemption d'une imposition à laquelle les nobles ne seraient pas soumis, ou pour justifier l'usage d'une prérogative réservée à la noblesse. Quasiment tous les nobles furent surtout contraints de prouver leur noblesse au cours des « recherches » faites par le roi afin de recouvrer le droit de franc-fief sur les roturiers à partir du XVIIe siècle, ou menées par Louis XIV dans tout le royaume pour purger la noblesse des « usurpateurs » de cette qualité. Dans tous les cas où une personne devait présenter sa preuve de noblesse, elle était qualifiée de « produisant ». L'enjeu était cependant pour lui bien différent, selon qu'il dut prouver son état en matière contentieuse, auquel cas une condamnation sur sa qualité contestée le rétrograderait comme usurpateur, ou qu'il ne s'agisse pour lui que d'accéder à une charge, auquel cas un rejet de sa preuve par l'institution n'avait d'autre conséquence que de le débouter de sa prétention.

Après avoir étudié les moyens par lesquels on pouvait prouver sa noblesse, nous analyserons la prise de contrôle de la noblesse par le pouvoir royal grâce à cette preuve.

Titre 1) Prouver sa noblesse

La noblesse pouvait être prouvée par des moyens divers, et ces moyens connurent une évolution importante au cours de la période[2374]. Classiquement, on distingue deux types de preuves de noblesse, la preuve testimoniale et la preuve littérale[2375]. La preuve testimoniale repose sur des témoins. La preuve littérale se fonde sur des actes appelés « titres ». Sans que ces deux systèmes probatoires aient été utilisés de façon exclusives et successives, le déclin de l'un et le triomphe de l'autre sont extrêmement significatifs de l'évolution juridique du second ordre. Nous nous demanderons subsidiairement s'il n'existait pas une voie de contournement de la preuve de noblesse, qui permettait d'établir sa noblesse sans la prouver véritablement.

[2374] Sur l'évolution de la preuve en général, on peut renvoyer à la synthèse de Jean-Philippe Lévy, « L'évolution de la preuve des origines à nos jours. Synthèse générale », dans *La preuve. Deuxième Partie, Moyen Âge et temps modernes*, Recueils de la Société Jean Bodin pour l'Histoire comparative des institutions, Editions de la Librairies Encyclopédique, Bruxelles, 1965, p. 9. Les seules qui nous intéressent ici sont celles qu'il qualifie de « preuves légales et rationnelles ».
[2375] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XXV.

Chapitre 1) La preuve par témoins

Dès la première moitié du XVIIe siècle, la preuve testimoniale tendit à disparaître et à être supplantée par la preuve littérale. Si le recours traditionnel à l'interrogatoire judiciaire de témoins jurés disparut, on remarque néanmoins qu'un moyen de preuve testimoniale subsista, avec l'usage de certificats de noblesse.

Section 1) L'enquête judiciaire

Nous étudierons d'abord les caractères de la preuve faite par une procédure d'enquête, puis les raisons de son déclin. Le cas d'une dernière enquête faite par ce moyen à la fin du XVIIe siècle permettra de mieux comprendre sa disparition.

I) Caractères de cette preuve

C'est Bacquet qui nous apportera ici des renseignements intéressants[2376]. Il envisageait la façon pour un noble dont les biens auraient été saisis au cours d'une recherche des franc-fiefs de réagir. Ce noble devrait se pourvoir devant les commissaires à la recherche par une requête pour obtenir la main-levée et l'exemption. Selon Bacquet, cette exemption pouvait être accordée automatiquement si le requérant était « notoirement » noble, c'est-à-dire s'il s'agissait d'un noble issu d'un grand lignage, réputé noble dans la province sans qu'il n'y ait personne pour en douter. On voit que la réputation jouait encore un grand rôle dans la seconde moitié du XVIe siècle. A défaut de bénéficier d'une telle réputation, ou d'avoir des lettres de noblesse ou des jugements sur la question, le noble devrait prouver sa noblesse par témoins. Les commissaires adressaient alors une commission à un juge ordinaire ou un élu avec un adjoint, pour informer sur la noblesse du requérant et de ses prédécesseurs, en présence du procureur du roi. On notera que la preuve de noblesse par témoins n'était pas primordiale pour lui ; on n'y avait recours qu'à défaut de titres primordiaux ou confirmatifs de noblesse.

Ces témoins devaient prêter serment avant de témoigner : ils devaient donc être des témoins jurés. S'ils pouvaient faire toutes sortes de professions, il était cependant préférable selon Bacquet que ce soient des gentilshommes, des officiers royaux ou autres « gens de qualité et d'honneur »[2377]. Il encourageait le juge à se montrer précautionneux dans le choix des témoins, en prêtant attention à leurs qualités et âges[2378]. Sur le fond, ils devaient attester que le prétendu noble, son père et son aïeul, étaient bien tenus pour nobles dans la contrée, qu'ils avaient vécu noblement et agi conformément à leur état[2379]. Les témoignages étaient toujours

[2376] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, dans Les œuvres de maistre Jean Bacquet, *op. cit.*, p. 912.
[2377] *Ibidem*, p. 913 : « Aussi le meilleur, voire besoin sera que les témoins soient gentils-hommes de race, officiers royaux, ou subalternes, et autres gens de qualité et d'honneur, non pas simples marchands, laboureurs, artisans et mechaniques ». Thierriat écrivait que les témoins, au nombre d'au moins quatre, devaient être gentilshommes, officiers du roi, avocats, procureurs, ou du moins des personnes qui « vray-semblablement sçavent que c'est que de noblesse, car de simples artisans ou laboureurs seroyent suspects d'insuffisance » (Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 13).
[2378] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 914.
[2379] *Ibidem*, p. 912 : « Car nous tenons en France que pour verifier qu'un homme est noble, il suffit que les témoins

circonstanciés, en particulier sur ce que Bacquet appelait des « actes de noble », le témoin pouvant apporter des précisions très diverses selon la conception de la noblesse de ce temps. A l'époque de Bacquet, c'était une conception militaire marquée qui prédominait, ce qui explique la place qu'il accordait aux actions militaires de la famille du noble[2380]. Le privilège vestimentaire ayant alors cours, il pouvait en être fait état dans les témoignages[2381]. Enfin,

deposent qu'ils ont connu son ayeul et son pere, les ont vu vivre noblement […] sans qu'il soit besoin que les témoins déposent avoir vu et connu les bisayeuls, trisayeuls, et autres predecesseurs, qu'ils fussent estimez nobles, et eussent vécu noblement ». Michel Nassiet, qui a étudié des enquêtes judiciaires testimoniales aux XVe et XVIe siècles, observe la même limite généalogique de la preuve de noblesse, remontant jusqu'à l'aïeul (Nassiet, Michel, Parenté, noblesse et Etats dynastiques, (XVe-XVIe siècles), *op. cit.*, p. 31). Bacquet ajoutait cependant que « le meilleur et plus seur sera que les témoins déposent qu'ils ont entendu et ouy dire que ses bisayeul et autres predecesseurs estoient nobles, et vivoient noblement ». C'est aussi ce que conseillait Thierriat : quoique le bisaïeul et les autres devanciers ne dussent pas être obligatoirement mentionnés par les témoins, il était « à propos qu'ils rapportent avoir ouy dire que lesdits predecesseurs estoyent gentils-hommes, et vivoyent noblement » (Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 12).

[2380] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, « suivre les armes, aller aux guerres, même avoir eu charge de compagnies, avoir esté capitaines, lieutenans, enseignes, guidons, hommes d'armes ».

[2381] *Ibidem*, « porter les habits de gentilshommes, leurs femmes porter habits de damoiselles ». Bacquet affirmait que « en toutes republiques, les nobles ont porté habits, lesquels n'estoient permis aux roturiers de porter » (*ibidem*, p. 913). Si le vêtement était à la fin du Moyen Âge un des principaux moyens d'ostentation de la haute noblesse, il permettait aussi plus généralement de distinguer les individus selon leur condition. Mais les transformations des mœurs vestimentaires rendaient ce facteur discriminant mouvant. Au XVIe siècle, les rois décidèrent de légiférer sur le luxe en faisant des « lois somptuaires ». Une dizaine d'édits se succédèrent, s'en prenant à « l'excessive et superflue despence » (*ADHG*, 1 B 1903, folio 86, édit sur les habillements, Fontainebleau, 8 décembre 1543). Les nobles étaient particulièrement visés par ces lois : le roi leur rappelait qu'ils devaient employer leurs deniers au service du roi. Ces édits avaient une portée sociale : ils visaient au maintien de la société telle qu'elle était censée avoir été jusqu'alors. Le respect de l'ordre vestimentaire était nécessaire car en connexion directe avec l'ordre social, dont il se devait d'être le reflet, le rendant visible. Or, le luxe des vêtements mettait du désordre dans la société en altérant ce lien, et avec l'augmentation des dépenses d'apparat, « on ne peult choisir ne dicerner les ungs d'avec les autres » (*ADHG*, 1 B 1904, folio 51, édit portant règlement sur les habillements, Paris, 12 juillet 1549). Les lois somptuaires voulaient faire en sorte que le costume reste l'image de l'état déterminé dans lequel la personne était, afin de ne pas provoquer un mélange des conditions (Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, T. 1er, p. 992, déclaration donnée à Paris en juillet 1576). Cette législation discriminante répondait à une demande des nobles de « séparer et discerner le gentilhomme du roturier et plébéïen » (*sic*), que l'on trouve dans les cahiers de doléances de la noblesse de 1560 et 1576. Preuve de leur attachement au port exclusif de la soie, nombre de doléances de 1614 réclamèrent son rétablissement, afin d'éviter la confusion des rangs (Chartier, Roger, Représentation et vouloir politiques, *op. cit.*, p. 123). Pour le détail de ce privilège nobiliaire, voire l'Annexe 8. Il donnait au costume une dimension normative, qui procurait aux nobles des marques extérieures de leur état. Elles en faisaient dans les campagnes, où les bourgeois étaient moins nombreux, un signe facilement repérable de la prétention nobiliaire. C'était d'ailleurs déjà le cas avant la plupart de ces édits qui datent de la seconde moitié du XVIe siècle, comme on le voit avec l'enquête sur Bertrand de Comes remontant à 1550. En revanche, s'ils se firent si fréquents, c'est à l'évidence une marque du peu de respect pour cette législation, malgré les peines prévues. Tous les édits contiennent dans leur préambule le constat d'une augmentation du luxe. On relève que Thierriat écrivait aussi que l'on pourrait prouver que ses parents et aïeux « en ont porté l'habit, et leurs femmes celuy de damoyselles » (Trois Traictez, *op. cit.*, p. 11). Auraient-ils proposé un tel moyen de preuve, s'il ne reposait sur quelque fondement ? Sans doute ces édits n'étaient pas respectés à la lettre, mais l'esprit de la loi devait influencer les comportements. Comme l'analyse Jean Nagle, ils renforçaient le « préjugé de la nécessaire modestie selon son état » (Bély, Lucien, Dictionnaire de l'Ancien Régime, *op. cit.*, article « Lois somptuaires »). Les lois somptuaires, loin de disparaître, furent nombreuses dans la première moitié du XVIIe siècle, mais la principale modification avec le siècle antérieur est qu'aucune disposition ne traita différemment nobles et roturiers. L'essor de la mode au commencement du XVIIe siècle rendit rapidement ces lois obsolètes, par le renouvellement constant des vêtements, et donc le caractère éphémère des signes vestimentaires (voir sur ce sujet Louis Godard de Donville, *Signification de la mode sous Louis XIII*, publication du CNRS, Aix en Provence, 1978). Au commencement du siècle, Thierriat déplorait déjà que la situation était telle que « si le gentilhomme a quitté son espée, il n'a souvent rien en l'habit qui le differe d'avec un vallet de boutique »

c'était l'emploi des qualifications nobiliaires dans les documents juridiques et la réputation de noble dont ils bénéficiaient dans le pays qui attestait de leur noblesse[2382]. Il n'y avait pas vraiment de limites aux caractères pouvant étayer la noblesse et, par exemple, le fait de vivre ordinairement en compagnie des autres nobles pouvait aussi être allégué[2383].

Cette enquête par témoins était-elle souvent utilisée ? En réalité, au XVIe siècle, dans les campagnes gasconnes, les nobles n'avaient presque jamais à prouver leur noblesse. Ils y étaient le plus souvent possesseurs de seigneuries, dans lesquelles ils se succédaient au sein de la même famille parfois depuis des siècles : nul ne songeait à contester cette qualité à de tels nobles. D'ailleurs, l'intérêt d'une telle contestation était limité : on était en pays de taille réelle, et c'était la noblesse de la terre qui comptait pour l'exemption de la taille. Nous avons cependant trouvé un fragment d'enquête sur la nobilité de la maison de Comes, faite en 1550, pour un motif qui ne nous est pas connu[2384]. Il permet d'apprécier les contours de cette preuve par témoins jurés. Pierre Noguerio, avocat au sénéchal, et commis par la sénéchaussée de Bigorre, auditionna plusieurs témoins jurés à Tarbes, le 26 mai 1550. Ces témoins étaient tous produits par la partie de Jean de Comes[2385] : leur déposition était donc évidemment favorable à la famille, alors que d'autres témoins produits par la partie adverse, le syndic de Puyo, devaient être plus critiques. Ils étaient socialement de conditions différentes : Dominique Prato, était prêtre d'Aurensan, et bachelier en droit, Jean Averano, notaire de Tarbes, et Pierre Fita, prêtre et sous-diacre de l'église cathédrale de Tarbes. On ne sait rien de Pierre Tinat à part qu'il avait été soldat, et qu'il était âgé de 60 ans, âge vénérable en ce temps-là. Il est fait aussi mention du lieu de leur naissance, de leur domicile, de leur âge, du nombre d'années auquel portait leur mémoire, et de ce qu'ils possédaient[2386].

Dans la transcription de cette enquête, seules les réponses des témoins sur le fait de noblesse sont rapportées. Ils attestaient de la généalogie, de la réputation noble du père de Jean,

(Trois Traictez, *op. cit.*, p. 70). Un peu plus tard, Loyseau estima que les « officiers vivans noblement », pouvaient donner à leurs femmes « l'habit de damoiselles ». L'interdiction n'était pour lui qu'une « coustume » désormais « prescrite » (Traité du droit des offices, *op. cit.*, p. 46). Si le costume resta un moyen privilégié de distinction sociale, néanmoins juridiquement, l'habit ne faisait plus le noble.

[2382] *Ibidem*, « même qu'en leurs contrats et actes judiciaires ils ont toujours pris qualité d'écuyers, et leurs femmes de damoiselles, et qu'au pays ils ont esté censez, estimez et reputez nobles, et par tous les habitans, ensemble celuy qui se pretend noble ».

[2383] *Ibidem*, « hanter les gentilshommes […] et faire autres actes de nobles ».

[2384] Cette enquête a été retranscrite par Jean-Baptiste Larcher dans ses *Glanages ou preuves,* tome II, 1746, p. 195.

[2385] *Ibidem*, « temoin adjourné, produit, reçu et juré de la partie dudit de Comes ».

[2386] Ainsi Dominique Prato était né à Aurensan, demeurait à Tarbes, était âgé de 50 ans, sa mémoire remontait à 40 ans, et il possédait pour 200 écus de bien.

Bernard de Comes, dans la contrée[2387], du grand père pour les plus âgés[2388], et de la noblesse de la mère, issue de la maison de Clarac[2389]. Dominique de Prato précisait n'avoir pas connu l'aïeul du produisant, mais aussi son aïeule paternelle et les aïeux maternels[2390]. On voit ici une singularité par rapport à ce que devrait être la preuve nobiliaire française selon les juristes : on ne se contentait pas de vérifier les degrés de noblesse jusqu'à l'aïeul en ligne masculine, mais on s'attachait aussi à établir la noblesse des branches féminines. Cette particularité peut s'expliquer par deux raisons. La première est que la noblesse gasconne formait au XVIe siècle un entre-soi, une société de petits seigneurs qui nouaient des alliances entre-eux : il était excessivement rare qu'un noble épousât une non noble. La noblesse de la famille des femmes était donc un élément à prendre en compte. La seconde raison est que si on a dit qu'au XVIe siècle en Gascogne, le noble ne devait presque jamais prouver sa noblesse, c'est que l'on s'intéresse aux institutions monarchiques et au droit français. Mais il ne faut pas oublier qu'il existait une institution internationale religieuse et militaire, l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, qui recrutait exclusivement des jeunes nobles pour former les chevaliers de son ordre[2391]. Et les familles nobles gasconnes fournirent un nombre assurément très important de chevaliers à cet Ordre, si l'on en croit les enquêtes de noblesse conservées dans les fonds privés d'archives. Les nobles gascons étaient amenés à prouver leur noblesse pour placer un de leurs rejetons dans cet ordre, ou à témoigner sur la noblesse d'une autre maison, l'enquête de noblesse faite pour l'Ordre se faisant par audition de témoins. Or la preuve pour l'Ordre de Malte était organisée par quartiers : il fallait prouver non seulement la noblesse en ligne masculine, mais aussi en ligne féminine, jusqu'à ce que soit établie la noblesse des huit bisaïeux et bisaïeules. Cette façon de prouver la noblesse devait avoir une influence sur la conception que l'on se faisait de la noblesse et la manière de la prouver, d'où l'importance inattendue accordée à la noblesse des femmes.

[2387] *Ibidem* : « A dit tant en savoir qu'il a bien parfaite connoissance d'ung nommé Bernard de Comes, autrement apelé le capdet Bernard, repputé et tenu noble et gentilhomme entre les habitants de Pujo, Camalès, Villeneuve, Andrest, Aurensan et autres lieux circonvoisins » (déposition de Dominique Prato).
[2388] *Ibidem*, « A cogneu et heu parfaicte cognoissance d'ung nommé Guillaume de Comes, et aussi d'ung Bernard Comes, son fils legitime, et nathurel, autrement dict lo capdet Bernard, pere legitime et nathurel du produisant en personne, tel reçu et repputé. Lesquels Guillaume et Bernard, pere et fils, durant leur vie estoient teneuz et repputés gentilshommes, et de noble lignee, entre les habitans d'Ours, Puyo, Andrest, Villeneuve, Camalès et autres lieux circonvoisins » (déposition de Jean Averano).
[2389] *Ibidem*, « lequel a dict estre marié avec une nommée noble Marie de Clarac, aussi estimée gentilfemme et noble filhe de maison noble nommée la maison de Clarac, du lieu de Marsac ».
[2390] *Ibidem*, « Toutesfoys lui qui depose dit n'avoir jamais heu cognoissance des pere et mere de ladite Marie, moings des pere et mere dudict Bernard Comes, mariés » (déposition de Dominique Prato).
[2391] Voir l'Ordre de Malte, p. 917.

Après avoir témoigné sur la réputation noble du produisant et de ses devanciers, les témoins apportaient des précisions sur les signes de noblesse qu'ils avaient pu observer, et en vertu desquels ils considéraient que cette famille était noble. Les informations rapportées nous instruisent alors autant sur les mœurs que sur le droit. Le fait que les nobles de cette famille avaient un écusson, qu'ils l'arboraient sur leurs habits, sur leur maison forte, mais aussi sur de la vaisselle (tasses, gobelets), et qu'ils se transmettaient ces armoiries dans la famille était toujours mis en avant[2392]. Le fait qu'ils aient été vêtus « honnêtement » comme les autres gentilshommes était également attesté[2393]. Ce qui comptait dans cette preuve, pour établir la noblesse, c'était la fâme publique dans le pays, et les apparences qu'arboraient le noble putatif et ses devanciers, hommes et femmes. C'est particulièrement le cas dans le dernier témoignage, celui de Pierre Fita, un prêtre. Il racontait que le père du produisant, parce qu'il était tenu pour noble par les habitants de divers villages selon la « voix et fame publique », se voyait accorder des marques honorifiques, et la préséance dans les cérémonies[2394]. Ce témoin rapportait aussi que le père de Jean et Ogier de Comes, prêtre et oncle du produisant, qui portaient pour armoiries deux coquilles d'or sur un champ d'azur, organisaient un banquet rassemblant les prêtres de la contrée en juillet, pour la Saint-Jacques, à l'occasion d'une sorte de fête familiale, en « mémoire » des armoiries de la maison, auquel lui même aurait participé[2395]. La réputation et les apparences jouaient donc le rôle clef pour tous les témoins.

Un autre élément sensiblement différent est apporté par le témoignage de Pierre Tinat. Lorsqu'il servait sous les ordres du sénéchal de Bigorre vers 1532 en Navarre, il assurait avoir vu Jean de Comes servir militairement à la guerre, ainsi qu'antérieurement pendant trois années

[2392] *Ibidem*, « lesquels depuis le tems de sa mémoire son teneus et repputés aux lieux et villaiges sus nommés, et en signe de noblesse a veu jouir et user, tant audit feu Bernard de Comes, durant sa vie, et apres sa mort par le produisant, son fils legitime et naturel, des armes et escusson de deux coquilles d'or, avec champ d'azur, tant aux tasses d'argent et goubeaux, qui estoient en ladite maison de Comes, et sur ce dessus se montrant vrays gentilshommes. Aussi lui qui depose dict qu'il a ouy dire a ses pere et mere durant leur vie, que austres ses ancestres et predecesseurs, que ledit Bernard de Comes, et Marie de Clarac etoient nobles et de noblesse ancienne, et pour tels etoient teneus et reputés ; et luy qui deppose a veu pourter les armes dessus baptisées de ladicte maison de Comes, à feu maistre Augier de Comes, frere dudit Bernard et oncle du produisant, lesquelles ledit maistre Ogier disoit estre les vrayes armes de la maison et d'ancienneté » (déposition de Dominique Prato). Pierre Tinat avait aussi vu ces armoiries « aux portes de la muraille de ladicte maison ».

[2393] *Ibidem*, « accoustrés tres tous bien et honnestement, selon que les gentilshommes accostumoient audit temps aller accoustés, et selon aussi la puissance de leur bien » (déposition de Jean Averano).

[2394] *Ibidem*, « lequel Bernard durant sa vie estoit estimé noble gentilhomme, et telle estoit la voix et fame publique entre les habitans des lieux de Puyo, Camalès, Marsac, Villeneuve et Andrest, et en d'autres esquels auroit de lui cognoissance, et pour tel a tous avec honneurs, que aux mariages, messes, neufvaines, cantages de morts, avoit le premier lieu auxdits lieux, entre les habitans d'iceux, le nommant capdet Bernard, lui faisant honneur qu'il apartient, ainsin que le deposant voyoit ».

[2395] *Ibidem*, « et en mémoire d'icelles [armoiries] durant la vie desdits maistre Ogier et Bernard de Comes, freres, faisoient un grand festin et congrégation de pretres à ladite maison de Comes le jour et feste de St-Jasques du mois de juillet, ainsin que lui qui deppose y a esté present et convié audit festin et banquet ».

aux guerres d'Italie, sous les ordres du maréchal de Lautrec[2396]. Il y aurait servi comme homme d'armes, portant la « livrée ». Cette affirmation n'est pas étonnante : le métier des armes était constamment allégué dans les contestations de noblesse au XVe siècle, comme un critère très probant du « fait de noble »[2397]. Mais ce n'est pas tout : à la guerre, il aurait pris part à de nombreuses escarmouches, et se serait conduit « honnestement, comme ung homme de cœur »[2398]. Un homme de cœur : il faut entendre ici le mot « cœur », terme polysémique, dans le sens de « vigueur, force, courage, intrépidité »[2399]. Ce témoin apportait une illustration de ce qu'était dans le fond la noblesse pour les juristes et les écrivains de ce temps, conception largement partagée dans la population en Gascogne : un exercice de la vertu, et par vertu, on entendait principalement la vaillance à la guerre, la noblesse étant toujours influencée par le modèle de l'ancienne chevalerie[2400]. Lorsqu'un jeune chevalier de Malte écrivait en 1615 à son père au sujet du chevalier de Cuges, capitaine d'une compagnie de l'Ordre de Malte, que c'était un « fort brave gentilhomme », et qu'il en avait donné de « bonnes preuves », c'était bien de cette noble vaillance qu'il s'agissait, et non d'une preuve juridique[2401]. La preuve littérale des services, et on entendait par là principalement ceux effectués à l'armée, fut même exigée lors de la première recherche des usurpateurs. En 1674 encore, lors de la recherche du franc-fief en Bigorre, certains produisirent des preuves de leurs services militaires, comme Jean-Antoine de Mont d'User, qui fournissait des documents relatifs aux services de sa famille dont un « certifficat de divers employs et actions genereuses randues par le sieur de Mont d'User capitaine au régiment de Picardie », signé du comte de St-Paul, du 18 août 1607[2402]. Ces services se retrouvèrent dans une part infime des preuves des nobles lors de la seconde recherche des usurpateurs, car comme nous le verrons, la preuve de la généalogie noble ou de

[2396] *Ibidem*, « a dict dix huit ans sont passés ou environ, que luy qui deppose, etant en Navarre au service de noble Jehan d'Antin, senechal de Bigorre, à la guerre, dont vist et fut present quand ledit produisant aussi y estoit au service du Roy monté et armé en ladicte guerre de Navarre, et aussi paravant soubs la charge de messieurs d'Idron oncle dudit produisant, et du seigneur d'Arros, etant alors auparavant des ordonnances de tres haut et tres puissant seigneur monsieur de Lautrec, lieutenant de roi quand vivoit au païs d'Italie, aux villes de Carmone, Pavie, Millan, Appalme, Arrones, Firrau, vers la frontiere de Venise en Italie, auquel païs l'a veu demeurer l'espace de trois ans ou environ au service du roy, sous la charge du seigneur de Lautrec ». Le prêtre Pierre Fita témoignait aussi avoir vu Jean de Comes aller à la guerre en Navarre et en Italie.
[2397] Contamine, Philippe, La noblesse au royaume de France de Philippe le Bel à Louis XII, *op. cit.*, p. 38 et suiv.
[2398] Larcher, Glanages ou preuves, *op. cit.*, « auquel produisant ledit temps continuellement durant la guerre voyoit pourter la livrée sur soy, et le voyoit souventes fois aux escaramouches, et se pourter honnestement comme ung homme de cœur, etant estimé du nombre des gentilhommes d'homes d'armes dudit sieur de Lautrec ».
[2399] Furetière, Antoine, Dictionnaire universel, *op. cit.*, entrée « cœur ».
[2400] Si la « vertu » n'est pas expressément citée par Pierre Tinat, elle est mentionnée presque comme un synonyme de noblesse par un autre témoin, le prêtre Pierre Fita, qui déclarait, à propos du port d'armoiries des membres de la maison de Comes, qu'ils démontraient « par cela le faict vertueux, et probation de noblesse », et au sujet d'Ogier de Comes, oncle du produisant, que c'était un homme « noble et vertueux ».
[2401] *ADLG*, 25 J, J 11-7, lettre du chevalier du Garrané à monsieur de Luppé, Malte, 25 juillet 1615.
[2402] *ADHP*, 44 J 19, registre du greffe de la commission des franc-fiefs et autres deniers à recouvrer pour le comté de Bigorre, janvier 1674-octobre 1676, p. 184.

l'anoblissement suffirent à partir de la fin du XVIIe siècle, sans que fussent exigées des preuves des services, signe que la noblesse avait connu des transformations.

En somme, pour les habitants de la contrée, la noblesse était fondée sur les apparences ; on réputait telle personne noble en la jugeant d'après les marques extérieures de noblesse. Mais cette réputation pouvait être mise en doute, si n'était pas accompli en sus un exploit guerrier, qui était lui « le fruit qui montre la qualité de l'arbre », et « par excellence la preuve de la noblesse »[2403].

II) Déclin de la preuve par témoins à la fin du XVIe siècle

Le seigneur de Lacassagne écrivait dans une lettre de 1769 qu'autrefois, « dans les cas où la preuve devenoit nécessaire, on l'établissoit par turbes, par enquêtes, ou plus exactement sur l'assertion d'autres gentilshommes, et ce n'est guère que depuis les recherches contre les usurpateurs qu'on a obligé aux preuves par l'écrit »[2404]. En fait comme on l'a vu avec Bacquet, la preuve testimoniale n'était pas la seule preuve utilisée jusqu'aux grandes recherches d'usurpateurs, et la preuve par écrit ne date pas vraiment de ces mêmes recherches, mais il y a quand même dans cette affirmation exagérée une description de la tendance générale.

La preuve bâtie sur la base de témoignages n'était pas d'une grande sûreté, puisqu'elle reposait avant tout sur la réputation, la « commune renommée ». En matière de noblesse, on pouvait aisément se laisser duper par les apparences dont cherchaient à se revêtir des notables. Il fallait surtout s'assurer que les témoins ne soient pas sujets à caution. Comme le notait Bacquet, « il est souvent fort aisé à un homme riche et opulent, tenant fiefs et heritages nobles, de prouver par témoins, qu'il est noble et issu de noble race, combien que la verité soit au contraire »[2405]. La preuve testimoniale était en outre plus lourde à mettre en œuvre, impliquant la justice, alors que le poids de la preuve littérale ne reposait que sur le noble seul, ce qui peut-

[2403] Jouanna, Arlette, « La noblesse française et les valeurs guerrières au XVIe siècle », *op. cit.*, p. 208.
[2404] *ADLG*, 25 J, A5-14, lettre de monsieur de Luppé-Garrané, au château de Lacassagne, le 23 novembre 1769.
[2405] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 914.

être explique son abandon progressif. Elle était par ailleurs plutôt arbitraire, et peu juridique : les témoins mentionnaient des critères assez divers, qui selon eux étayaient ou infirmaient la noblesse de la personne. L'enquête était somme toute plus sociale que juridique ; elle informait sur la situation sociale autant que sur la condition juridique du second ordre. Elle devait donc nécessairement être peu satisfaisante pour les juristes qui voulaient non pas avoir des renseignements sur la condition concrète des nobles, mais élaborer un statut abstrait de la noblesse. Ils proposèrent donc de faire évoluer la preuve de noblesse.

Pour Boiceau d'abord, depuis l'article 54 de l'ordonnance de Moulins, si la noblesse était fondée sur un contrat, ou un acte qui ait la forme ou la force d'un contrat passé après cette ordonnance, il faudrait la prouver par écrit, alors que si elle était immémoriale, elle pouvait l'être par témoins. Il comprenait dans le premier cas les anoblis, qui devraient prouver par écrit, la concession de noblesse étant selon lui une « espece de contrat », et toujours concédée par écrit, et dans le second, les nobles dits de race, qui ne tiraient pas leur noblesse d'un acte écrit, et pouvaient donc prouver par témoins[2406].

C'est Le Bret, comme avocat général à la cour des aides de Paris, qui mena la charge la plus vigoureuse contre la preuve testimoniale. Pour lui, la généalogie devait se prouver par les extraits des registres de baptêmes, et les actes de droit privé de la famille, l'anoblissement par une dignité grâce aux provisions et aux preuves de la détention de telles charges, ou à d'autres titres en attestant la possession, et la noblesse de sang par des inscriptions sur les monuments publics des noms et armes des aïeux, par des actes de convocation à l'arrière-ban, ou de foi et hommage pour les fiefs (ces derniers titres seront rejetés par la suite, car ils n'étaient pas exclusifs à la noblesse)[2407]. Ce n'est qu'à défaut de ces titres qu'il envisageait le recours à la preuve testimoniale, afin de suppléer aux titres. C'était le cas de l'intimé en appel devant la cour des aides, qui n'avait prouvé sa noblesse que par une enquête des élus. Or pour Le Bret, selon « les regles et maximes de tout tems observées en cette cour », cette preuve serait insuffisante, car la filiation et la noblesse devraient être vérifiées tant par des titres que des témoins[2408]. Il ajoutait cette précision notable que les témoins ne serviraient qu'à s'assurer qu'il n'y ait pas eu de dérogeance, alors que les seuls titres devraient établir la possession des dignités et la généalogie[2409]. Il soutenait cette opinion en avançant, entre autres arguments, que

[2406] Commentaire de maître Jean Boiceau sur l'article 54 de l'ordonnance de Moulins, *op. cit.*, p. 412 et suiv. Le noble de « race » devrait cependant selon lui prouver par écrit lorsqu'il voudrait obtenir une nomination à un bénéfice après des études abrégées, en signifiant un « titre » aux collateurs.
[2407] Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, trente-sixième action, p. 526.
[2408] *Ibidem*, p. 526.
[2409] *Ibidem*, p. 527.

l'ordonnance de Moulins (art. 54) excluait la preuve par témoins lorsque l'affaire excédait 100 livres : or comment en serait-il autrement pour la noblesse, qui était d'une valeur « inestimable »[2410]. La cour jugea par un arrêt de juin 1599 que la preuve devait être faite tant par titres que par témoins. Tous les juristes qui écrivirent par la suite récusèrent ce moyen de preuve et accordèrent leurs faveurs à la preuve littérale. Pour Thierriat, les témoignages ne pouvaient servir que pour prouver la « vie noble » du père et des aïeux, mais pour ce qui était de la généalogie et de la dignité, il fallait recourir aux titres, comme les extraits baptistaires, contrats de mariage, rôles des montres, inscriptions faites sur les lieux publics[2411]… Dans le *Traité des ordres et simples dignités*, Loyseau soutint que la preuve testimoniale était insuffisante, et ne pourrait-être utilisée qu'afin de consolider l'instrumentale[2412]. La preuve par écrit avait la faveur des nobles eux-mêmes. Aux Etats généraux de 1614, ils avaient réclamé que nul ne puisse prendre la qualité d'écuyer « qu'il n'ait fait apparoir de son extraction et généalogie par titre »[2413]. C'est donc la preuve littérale qui devint la preuve ordinaire en matière de noblesse dans la première moitié du XVIIe siècle, suivant une inversion générale du rapport entre preuve littérale et testimoniale au cours du XVIe siècle[2414].

Qu'en a-t-il été concrètement en Gascogne orientale ? Dès la recherche des franc-fiefs de 1607, c'est avec une preuve instrumentale que les nobles obtinrent la décharge des droits devant la chambre des franc-fiefs de Toulouse, en remontant par leurs titres jusqu'à leur bisaïeul[2415]. Quelques années plus tard, en 1621, un membre de la maison de Lamezan émigré dans une autre province, écrivit à son cousin, resté dans leur fief commingeois de Juncet, qu'il

[2410] Il comparait aussi avec la preuve de la noblesse des biens, qui se prouvait par écrit : « à plus forte raison la doit-on garder et observer pour foi de la noblesse des personnes, vu qu'elle est de bien plus grande suite et importance que celle d'un heritage » (*ibidem*, trente-sixième action, p. 527).
[2411] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 12.
[2412] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 30 : « Tant y a que ceux qui veulent fonder leur noblesse sur la façon de vie de leur pere et ayeul, en doivent avoir preuve par écrit […] à quoi la preuve testimoniale ne seroit seule suffisante, bien qu'elle soit admise pour fortifier la litterale ».
[2413] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, p. 191, cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614.
[2414] Sur cette inversion, voir la synthèse de Robert Villers, « Les preuves dans l'ancien droit français du XVIe au XVIIIe siècles », dans La preuve. Deuxième Partie, Moyen Âge et temps modernes, *op. cit.*, p. 345.
[2415] Les St-Julien produisirent un dénombrement de Françoise de St-Julien, sœur de leur bisaïeul, du 2 décembre 1540, les pactes de mariage du 14 juin 1556 de Marc Antoine de Saint-Julien, leur aïeul, avec Catherine du Bouzet, les pactes de mariage du 2 février 1583 de Jacques de Saint-Julien leur père avec Cécile de Cobeirac, et le testament de leur père du 15 mars 1603 (Fonds Cahuzac, décharge du franc-fief pour Abel, Jacques, Etienne, Germain, Isabeau, Cécile, Suzanne et Jeanne de St-Julien, héritiers de feu noble Jacques de St-Julien, sieur de Boubées et de St-Bris, chambre des franc-fiefs de Toulouse, 10 novembre 1607, extrait vidimé par notaire à Maumus, le 2 avril 1724). Bertrand du Cos produisit le dénombrement fait par noble Odet du Cos son bisaïeul pour la taxe du ban et arrière ban en 1521, les pactes de mariage de noble Jacques du Cos sieur de Lahitte son aïeul avec Anne de Montagut en 1531, et son dénombrement de 1540, les pactes de mariage de Jacques du Cos son père avec Françoise de Lalause en 1565, un passeport signé par le roi le 30 mars 1585 (*ADG*, I 1152, décharge du franc-fief pour Bertrand du Cos de Lahitte, chambre des franc-fiefs de Toulouse, 3 novembre 1607).

était recherché sur sa noblesse, et lui demanda donc d'envoyer incessamment « tous les titres en bel ordre, et contrats et actes qui pourront servir à deux fins, pour prouver ma filiation et ancienneté de race, avec une grande pancarte marquant les alliances et armes »[2416]. Mais lors de la recherche des franc-fiefs de 1634, Arnaud-Guilhem de Baulac, seigneur de la Poucarède, fut amené à établir sa noblesse par témoins. Suivant une ordonnance des commissaires à la recherche du 28 avril, il devait faire vérifier sa noblesse devant Jean de Rogues, lieutenant général de la sénéchaussée de L'Isle-Jourdain, en présence du procureur de la commission. Plusieurs témoins furent assignés pour témoigner le 5 mai, six nobles, un recteur, un chanoine, et un avocat en la cour[2417]. Après cette date cependant, la preuve se fit en règle générale uniquement par écrit. On relève une seule exception lors de la seconde recherche des usurpateurs, celle de Louis Cheverry, demeurant en Armagnac, qui prouva sa noblesse « tant par actes que par témoins ». Elle s'explique par son origine navarraise[2418]. La preuve de noblesse y reposait sur le témoignage, exception au droit commun français[2419].

En faisant primer la preuve littérale sur la preuve testimoniale, les juristes ne privilégiaient pas seulement un moyen de preuve sur un autre. En sélectionnant certains titres comme seuls à même de prouver la noblesse, ils tendaient à circonscrire les marques de noblesse, et lui donnaient un contour plus précis, alors que la preuve testimoniale laissait à la noblesse des limites floues. Elle était donc rationalisée par les juristes, rationalisation qui sera puissamment accentuée par les recherches d'usurpateurs sous Louis XIV.

La réputation n'en continua pas moins à jouer un rôle supplétif. Même dans le cadre d'une preuve littérale, on pouvait alléguer la notoriété. En Provence, d'après Belleguise, commissaire lors de la première recherche des usurpateurs, si une famille ne pouvait prouver avoir eu des emplois et des fiefs, mais rapportait des titres remontant à deux siècles avec qualifications, et qu'en outre cette famille était réputée noble, « et que la notorieté de leur noblesse servit d'une seconde preuve », les commissaires jugeaient « pour lors qu'ils ne manquoient pas de fiefs, ny de services, mais que la recherche de la preuve en étoit comme superflue »[2420]. En 1723, Marie-Anne Dufaur prouva la noblesse par des titres de la famille de

[2416] Fonds Beaulieu, lettre de monsieur de Lamezan à monsieur de Juncet, Verdun, 28 mars 1621.
[2417] *ADHP*, 1 J 22-24, procès-verbal dressé à L'Isle-Jourdain, 29 avril 1634.
[2418] Arnaud Cheverry, son père, avait quitté la Navarre en bas âge pour aller servir le roi. L'intendant donna donc une ordonnance le 28 juillet 1717 le renvoyant devant le syndic du royaume de Navarre et le procureur du roi au sénéchal de St-Palais pour faire sa preuve. Quatre témoins furent ouïs devant un commissaire à St-Palais, en présence du syndic du royaume. Il ne rapportait comme titres que son extrait de baptême, et un extrait du catalogue de la noblesse de Navarre comprenant sa famille (*BNF*, Fonds français 32297, folio 829, ordonnance de maintenue de Louis de Cheverry, St-Jean Pied de Port, 10/08/1717).
[2419] Jean de Bertier assure qu'il fallait une attestation des Etats de Navarre pour y faire sa preuve (« L'anoblissement par la terre dans les Pyrénées occidentales », *op. cit.*, p. 198).
[2420] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 77.

son feu mari, et ajouta qu'en sus « ils ont toujours passé pour tels dans le public »[2421]. Les rejetons des familles les plus illustres ne pouvaient manquer d'invoquer cette réputation, montrant par là qu'il serait incongru de les condamner. Poursuivi pour le franc-fief, Jacques de Mansencomme, avant d'établir sa généalogie par des titres, rappela que la noblesse de sa maison était « cogneue à toute la province de Guyenne, voire à tout le royaume, laquelle maison a eu l'honneur de donner à la France le seigneur maréchal de Monluc »[2422]. Ce serait donc par une « pure entreprise » qu'il avait été compris au rôle du franc-fief, alors qu'il aurait « l'advantage de sortir de ceste famille illustre ». Une noblesse ayant une telle notoriété influençait certainement le juge, mais *de jure* seuls les titres comptaient alors pour la validité de la preuve, et rien ne dispensait de les produire.

III) Une enquête testimoniale de noblesse à la fin du XVIIe siècle

Il est intéressant de rapporter un ultime cas d'enquête judiciaire avec preuve testimoniale à la fin du XVIIe siècle en Bigorre. Elle fut utilisée à l'occasion d'une circonstance exceptionnelle. Le château de Lizos, demeure de Jean-Antoine de Fosseries, seigneur de Gonez, fut entièrement réduit en cendre la nuit du 19 juillet 1697. Or il avait dans ce château tous ses titres féodaux et nobiliaires. Pour remédier à cette perte, il fit une requête au sénéchal pour que soit faite une enquête qui lui tiendrait lieu de preuve de noblesse. Le lieutenant civil au sénéchal reçut la requête et ordonna qu'une enquête serait faite, en présence du procureur du roi, par Pierre Lamarque, avocat, qui accepta cette commission le 4 octobre 1697[2423]. Les onze témoins et maître de Thoron, avocat du roi au sénéchal, se retrouvèrent donc sur la place de l'église de Lizos, le 7 octobre. Parmi eux, le curé, cinq consuls de Lizos ou d'Oléac, et six laboureurs de Lizos. Tous prêtèrent serment avant d'être auditionnés séparément[2424]. Ils devaient attester qu'ils connaissaient Jean-Antoine de Fosseries et sa famille, mais qu'ils n'étaient ni leur parent,

[2421] Fonds Cahuzac, requête de Marie-Anne Dufaur à l'intendant de Bordeaux, 10 juin 1723.
[2422] *ADG*, I 2224, inventaire production de Jacques de Mansencomme, sieur de Bouil, devant l'intendant de Montauban, seconde moitié du XVIIe siècle.
[2423] Il expédia des lettres pour assigner les témoins et le procureur du roi. Un procureur au sénéchal fut choisi comme greffier.
[2424] *ADHP*, 65 J 255, enquête sur l'incendie du château de Lisos et la noblesse des Fosseries de Gonnès.

ni leur allié, ni leur créancier, ni leur débiteur, ni leur domestique. Ils témoignèrent sur la véracité de l'incendie dramatique et la destruction des meubles. Ils témoignèrent aussi de la réputation de noblesse d'extraction du sieur de Gonnès, qu'il prenait des qualifications nobles comme ses parents et aïeux, que tous avaient « professé la noblesse et la vertu » et vécu noblement sur leurs terres seigneuriales[2425]. On remarque que tous les témoignages sur la noblesse attestaient exactement la même chose et étaient prononcés avec des termes identiques.

De nouvelles auditions eurent lieu au logis du commissaire à Tarbes. Les deux témoins assermentés étaient cette fois des nobles issus de grands lignages : Louis de Gondrin, marquis de Montespan, le 19 décembre 1698, et Charles de La Roche, baron de Barbazan, le 14 février 1699, qui dirent tous deux n'être point parents de l'assigné, mais que leurs ancêtres l'étaient. Ils attestèrent de l'incendie comme un fait de notoriété publique dans le pays de Bigorre, que le sieur de Gonnès et sa famille étaient d'une maison distinguée, avaient vécu noblement de leurs rentes seigneuriales, qu'ils entraient aux Etats de la province où ils oeuvraient avec zèle pour le service du roi et du public, enfin qu'ils avaient noué des alliances avec les maisons distinguées de la province[2426]. Le 29 août 1699, ce sont trois nouveaux témoins qui furent auditionnés : Henri d'Artagnan, curé de Chis, Joseph de Monet-Sombrun, archiprêtre d'Andrest, et Marguerin de Casaux, de Boulin, tous trois étant d'un âge avancé. Ils témoignèrent tous de façon identique, au mot près, de ce qu'avaient déjà attesté les deux précédents gentilshommes. François de Poudenx, évêque de Tarbes et président des Etats de Bigorre, certifia lui-aussi de l'incendie et de la noblesse de la maison de Fosseries, le 1er octobre 1697, en son palais épiscopal. L'enquête fut enregistrée et insinuée au sénéchal le 15 novembre 1699 « pour y avoir recours en cas de besoin et luy servir ainsin qu'il appartiendra ».

A la lecture de ce document, on ne peut trouver que douteuse la sincérité des réponses faites par les témoins. Les onze premiers témoins disent tous exactement la même chose, et les six autres fournissent aussi des témoignages tellement semblables que l'on ne peut croire qu'il

[2425] *Ibidem*, « dit de plus qu'il a toujours veu et entendu dire que ledit sieur de Fosseries estoit d'extraction de nobilitté, qu'il a toujours prins la qualité de noble, aussy bien que ses pere et mere et ayeuls, les uns et les autres ont passé pour gentilhommes, proffessé la noblesse et la vertu, et vescu noblement sur leurs biens et sur lesdites terres de Gonnès, Lisos, Cossan, et Galès, dont ils estoint seigneurs ».

[2426] *Ibidem*, « comme aussy depoze que ledit sieur de Gonnès de Fosseries est gentilhomme de maison distinguée, que ses pere, mere, ayeuls et encestres l'etoint et ont toujours passé pour tels, vivant noblement des revenus desdites susdites terres seigneuries et biens nobles, et que ledit sieur de Gonnès comme ses encestres entre annuelement aux estats du present pays et comté de Bigorre, où il donne des marques de son zele du service du roy et du public, de plus dit sçavoir que les seigneurs de Gonnès aliance par leurs mariages avec les maisons de la province les plus distinguées, comme ledit noble de Fosseries sieur de Gonnès d'à présent est marié avec demoiselle Paule de St-Paul, le sieur de Gonès son père estoit marié avec Anne de Mun de Sarlabous, l'ayeul avec Anne de Barbazan de Bourbon, son bisayeul Anne Marie de Barege, son trisayeul avec Thoinette de Castetbayac, qu'est tout ce qu'à dit sçavoir ».

s'agisse des paroles prononcées spontanément par les témoins, encore moins de renseignements qu'auraient délivrés les témoins sans être soumis à quelque influence.

Les consuls de Goudon en procès avec Alexandre de Fosseries, contestèrent sa noblesse en 1733. Ce dernier mit alors en avant l'enquête faite par son père en 1697. Pour lui, il n'y aurait « pas bezoin d'autre secours pour établir la vérité de la distinction de sa noblesse, qui n'avoit point pery avec les titres incendiés, les flames n'avoint point devoré la mémoire des avantages notoires de sa famille, qui ne pouvoit être si parfaitement connue de tant de gentilshommes et personnages illustres sans être bien réellement telle qu'ils la disent »[2427]. Les consuls cependant, ne manquèrent pas de montrer le peu de fiabilité qu'on pouvait accorder à ce type de preuve. Les douze premières dépositions, firent-ils remarquer, étaient probablement copiées les unes sur les autres. Le fait que les témoins aient « vu » que les Fosseries, depuis leur aïeul, vivaient noblement, et « entendu dire » qu'ils étaient d'extraction noble, ne prouvait pas juridiquement la noblesse. Quant aux autres témoins, qui attestaient de la noblesse des Fosseries sur près de cinq générations, avec les noms, ils auraient déposé soit sur les titres du sieur de Gonnès, soit sur sa parole, « n'estant pas croyable que sans cella ils puissent estre sy bien instruits des noms, et surnoms, de ces personnes descedées depuis longtemps ». Enfin, une remarque de fond finissait de ruiner le peu de crédit qu'on pourrait accorder à cette enquête : les informations collectées avec ce type de preuve sont trompeuses, car si le fait que les Fosseries aient vécu noblement, sur leurs biens nobles, qu'ils soient entrés aux Etats, et aient fait de bonnes alliances, formait un faisceau d'indices qui entraînait *de facto* une forte présomption, néanmoins on ne pouvait nier que désormais juridiquement, au regard de la législation royale, ce n'était plus probant[2428]. La preuve testimoniale était devenue obsolète sur la forme, mais aussi désuète sur le fond.

[2427] *ADHP*, 65 J 234, « Requête de messire Alexandre de Fosseries seigneur de Gonès et autres places avec dix-neuf productions, contre les sindicqs et communauté de Goudon », juillet 1733.
[2428] *ADHP*, 65 J 234, « Ecrit contenant correction de plaidoyer, moyens d'opposition, et réformation d'appel avec vingt productions des sindicqs de Goudon, en Bigorre, contre le sieur de Gonnès seigneur dudit lieu, de Lizos et Galès », Casaux avocat, 30 juin 1734, p. 8.

Section 2) Les certificats de noblesse

Le certificat de noblesse est un moyen de preuve testimonial, dans la mesure où il repose sur un témoignage mis par écrit. Il ne s'agit pas dans ce cas de témoignages recueillis dans le cadre d'une procédure d'enquête judiciaire, mais du témoignage soit d'une autorité publique, soit de personnes diverses ou exclusivement nobles devant une autorité publique ou non, qui certifiaient par écrit de la noblesse de la personne prétendant être noble à sa demande.

I) La certification de noblesse aux XVIe siècle et XVIIe siècle

Le certificat de noblesse pouvait être utilisé au XVIe siècle d'après Bacquet, par un noble qui s'était vu contester sa noblesse. Il expliquait en effet que l'information pour la preuve de noblesse pouvait être d'un coût élevé pour le noble, d'où le recours aux certificats, qui étaient un moyen de preuve moins onéreux et bien plus rapide[2429]. Ils devaient être délivrés par les élus de l'élection du domicile du noble, signés par eux et par le greffier de l'élection. Ces élus certifiaient que le noble et ses devanciers étaient « nobles, issus de noble lignée, et vivans

[2429] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 913 : « Et d'autant que l'information pour la preuve de noblesse, est quelquefois de grands cousts, pour soulager les gentils-hommes de frais, et leur bailler main-levée de leurs fiefs saisis le plutost qu'il est possible ».

noblement », et qu'ils n'avaient pas été inscrits aux rôles des tailles à cause de leur noblesse, ni soumis aux subsides imposés sur les roturiers. Si le recours aux élus était logique en pays de taille personnelle, il n'était guère approprié en pays de taille réelle, où les nobles n'étaient pas exemptés personnellement. Bacquet envisageait aussi qu'une certification soit faite par les habitants du lieu du domicile du noble et de ses prédécesseurs, mais il précisait qu'ils devaient être assemblés à son de cloche par autorité de justice[2430]. Fondé essentiellement sur la réputation, un tel certificat n'offrait que peu de garanties. Bacquet envisageait enfin que le noble fasse faire une attestation de quatre personnes « de qualité » ayant prêté serment devant la justice ordinaire, et déposant en présence du procureur du roi, sur la noblesse du prétendu noble. Une telle attestation aurait selon lui une valeur équivalente à une information faite avec des témoins jurés[2431].

Nous avons retrouvé une attestation de ce genre en 1566. Il s'agit de l' « attestatoire » de la noblesse de Michel de Seguier, afin que ce chanoine puisse obtenir une prébende canoniale au chapitre d'Auch, puisqu'elles étaient réservées à la noblesse[2432]. Cette « attestation en forme de notorieté » est en réalité une véritable enquête par témoins jurés, faite devant le juge ordinaire de l'archevêque d'Auch, en présence de Gaillard de Saint-Blanc, aussi juge, procureur pour l'occasion. Cette audition de témoins était faite à la réquisition de Pierre de Luy, avocat de Michel de Seguier. Le document est moins intéressant que l'enquête judiciaire avec preuve testimoniale puisque furent auditionnés des témoins proposés par Michel de façon « sommaire », les réponses restant plus laconiques. Ils ne furent interrogés que sur deux articles, la noblesse de François de Seguier, sieur de La Gravière, père de Michel, et sur le point de savoir si ce dernier était son fils légitime. Furent auditionnés neuf témoins habitants d'Auch, de conditions très différentes, puisqu'il y avait un noble, un consul, un docteur, un recteur, deux bourgeois, un prêtre, un apothicaire, et un marchand, tous âgés de plus de trente ans[2433]. Il est caractéristique sur le fond que l'on ne chercha à confirmer que la réputation noble. Les quelques éléments allégués par les témoins qui viendraient corroborer cette réputation sont divers. Ainsi Jean de Vezian assura que François était réputé noble et tous ses ancêtres gentilshommes, et qu'il serait « chevalier, sieur de La Graviere et seneschal de Quercy, et est chefz et capitaine de

[2430] *Ibidem*, p. 913.
[2431] *Ibidem*, p. 913 : « En ce faisant telle attestation équipolleroit à enqueste, et seroit de peu de frais ».
[2432] *ADG*, G 24, « registre de Sahuco », actes du chapitre Sainte-Marie d'Auch, folio 357, « attestatoire de la noblesse de monsieur Seguier chanoyne d'Auch », Auch, 8 octobre 1566.
[2433] *Ibidem*, « noble Jehan de Vezian gentilhome des gardes du roy, eagé de trente ans, maistre François Bagard consul de la cité d'Auch, eagé de quarante ans, Bernard Dufaur docteur eagé de cinquante ans, Jehan Alamand recteur de Motlyon eagé de trente-cinq ans, Bernard Dufaur bourgeoys eagé de quarante ans, Jehan Muret prebtre eagé de trente ans, Jehan Sours appoticquere eagé de quarante ans, Mathieu Fauriol bourgeois eagé de quarante-cinq ans, et Jehan Boric marchand eagé de trente-cinq ans de la cité d'Auch habitans illec presens ».

toute la noblesse de ladite seneschaulcée despuys huict ans en sa ». Il est vrai qu'à l'époque la chevalerie était associée à la noblesse et la charge de sénéchal réservée aux nobles. Quant au fait qu'il était seigneur de La Gravière, la plupart des seigneuries étaient alors dans les mains de nobles, mais ce n'était pas toujours le cas. On remarque que Bernard Dufaur précisa que « la femme dudit sieur de Seguier est aussi femme noble extraicte de bone noblesse et pour telz sont tenuz et reputez ». Comme nous l'avons exposé pour la précédente enquête, l'homogamie nobiliaire était un fait qui pouvait être pris en compte pour corroborer la noblesse. Un autre Bernard Dufaur, bourgeois celui-là, ajouta qu'il avait vu « despuys le temps de sa cognoissance vivre noblement ledit sieur seneschal et toutz les sciens ». C'était une manière de dire qu'ils n'avaient pas dérogé. Une telle attestation n'était pas sans rappeler l'enquête judiciaire sur la famille de Comes : elle n'était pas très sûre, puisqu'elle ne reposait que sur l'opinion des hommes et leur mémoire, sur des apparences qui pourraient être contraires au droit.

Nous n'avons pas trouvé à cette époque de certificats des élus sur la noblesse, car les élections n'étaient pas encore installées en Gascogne orientale. En revanche, des attestations ont pu être délivrées par des autorités judiciaires ou administratives, sur la noblesse d'une personne, le plus souvent sur le témoignage de gentilshommes, sans respecter les conditions posées par Bacquet. On ne sait pas toujours à quelle fin ces certifications étaient demandées. Les autorités qui délivraient de telles attestations pouvaient être des plus diverses. Jean de Palatz et François de Palatz, deux frères, s'étaient vu contester la noblesse de leurs terres situées à Bazillac par Arnaud de Casa, juge mage, et Pierre Dufaur, procureur du comté de Bigorre. Ces deux derniers finirent par contester aussi la noblesse de leur personne. Lors d'une réunion des Etats de Bigorre le 16 juin 1567, Jean se présenta et déclara que quoique sa qualité de gentilhomme de « noble extraction et race » soit notoire, et qu'ils aient toujours vécu noblement depuis un temps immémorial, leurs « ennemis » leur auraient contesté cette qualité. Il réclamait aux Etats une déclaration attestant de la noblesse immémoriale de sa famille. Ils lui délivrèrent une attestation expédiée par le greffier des Etats, et signée par le sénéchal, assurant que leur noblesse était de race, et qu'ils vivaient noblement, sur le témoignage de plusieurs gentilshommes de leur parenté[2434]. La reine de Navarre, alors comtesse de Bigorre, rendit un

[2434] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XVIII, 1749, p. 63 : « Attestatoire des Etats de Bigorre sur la noblesse de Palatz », Tarbes, 16 juin 1567 : « A laquelle requisition, lesdits seigneurs, s'etre conférés et communiqués ont dit, déclairé et attesté de commun accord n'avoir iceulx Jehan et Francois de Palatz freres, en autre opinion et estimation que de gentilhommes, de noble race et extraction, comme ont esté leur progéniteurs et ancestres, desquels sçavoir de leurs pere et ayeul plusieurs d'iceux seigneurs ont dit avoir eu cognoissance et de plusieurs leurs parens, gentilshommes, comme les seigneurs de Villepinte, de Mun, de Lhes, de Soreac, de Lubret, de Lagarde, d'Oleac, et de La Fite, qui les ont toujours tenus et advoués et tiennent et advouent de present comme parens du cousté paternel, et les ayent vu vivre, s'entretenir et porter comme gentilshommes, gens de bien et de

arrêt en son conseil le 17 juillet imposant aux parties le silence sur la noblesse personnelle des Palatz, et permettant aux deux frères de continuer d'en jouir[2435].

En 1623, à Mirande, ce ne sont pas moins de dix nobles seigneurs qui attestèrent qu'Hector Desconsalles, baron de Montagnet, était de « race noble », et issu des maisons nobles de Montaignan par son père, et de Luppé par sa mère, et qu'il avait toujours vécu noblement et dans la religion catholique. L'attestation fut délivrée en présence de Jean de Relongue, juge au pays de Rivière, pour servir au baron à la fin qu'il voudrait[2436].

En 1634 c'est Paul-Antoine de Saint-Orens seigneur de Saint-Jean et de Brieus en Saintonge, qui par l'intermédiaire de maître Labat son avocat, demanda une attestation de sa généalogie et de la noblesse de sa maison, à Jean Daste, juge ordinaire d'Astarac. Cinq gentilshommes seigneurs en Astarac, présentés par l'avocat, après avoir prêté serment sur les Saints-Evangiles, certifièrent les informations avancées par lui[2437]. L'attestation fut écrite sur le registre de la justice, et il s'en fit expédier un exemplaire. Il s'était fait remettre une autre attestation une semaine auparavant de cinq gentilshommes devant les consuls de Simorre[2438]. Ces attestations retirées dans sa province d'origine devaient probablement servir à ce gentilhomme, qui s'était établi en Saintonge, pour s'exempter du franc-fief.

En 1638, le sieur de Faure, de Ricaud, obtint un certificat signé de quatre capitouls de Toulouse, et scellé du sceau de la cour, attestant d'après les registres du capitoulat, que plusieurs de ses prédécesseurs étaient capitouls : or le capitoulat anoblissait ceux qui accédaient à cette

---

vertu, sans que aucun des assistans esdits etats l'aye revoqué aucunement en dobte ou contradiction, ains tenu notoire ».

[2435] *Ibidem,* tome Ier, 1746, p. 29 : arrêt du conseil fait à Ste-Marie d'Oloron, le 17 juillet 1567. Par le même arrêt elle demandait cependant aux deux frères de produire leurs anciens titres sur la féodalité de leurs biens : la noblesse de la personne était clairement distincte de la noblesse de la terre.

[2436] *ADLG*, 25 J, T-5-5, Attestation faite à Mirande, le 8 mars 1623. Les certificats délivrés au temps des guerres civiles attestaient souvent de la catholicité en même temps que de la noblesse. C'est par exemple le cas du certificat de noblesse et d'appartenance à la religion catholique de Bertrand de Vesin, seigneur de La Cassaigne, du Frandat, et co-seigneur de St-Avit du 16 mai 1592. Les nombreux témoins attestèrent aussi que durant la dernière guerre il n'avait pas quitté son château (*ADLG*, 25 J, O.1.8).

[2437] *ADG*, I 3163, Collation du XVIIIe de l'attestation du juge d'Astarac faite à Masseube, le 7 août 1634 : « tous d'ung commung accord ont dit, certifié et atesté estre veritable que ledit sieur de Fanjau et de Brieux est frere germain de noble Anthoisne de Saint-Orens sieur dudit Pellefigue, et tous les deux fils à feu noble Odet André de Saint-Orens seigneur desdits lieux Cebernissa et Lavergne, et ledit feu noble Odet de Saint-Orens, fils à feu Cleopas de Saint-Orens seigneur de mesme lieux viscomte de Couserans, Beaumont, Labusquiere, Bacheus, Lupeirous, Lusignan, d'Ese et autres places, marié en premiere nopce en la maison de Bruniquel, en secondes nopces en celles de Paimes aveq feue dame Francoise de Latour, duquel second mariage ledit feu Odet de Saint-Orens pere feust procréé pere desdits sieurs de Pellefigue et de Fanjau fraires, estant pour le jourd'huy ledit Anthoine de Saint-Orens comme ainé de la maison jouissant desdites terres et seigneuries de Pellefigue et de Fanjau, noble et particulieremant en celle dudit Pellefigue y a justice haulte moienne et basse, aiant leurs predeceurs susnommés tousjours vescu noblement, bons et fidelles subjets du Roy, comme venant de tige noble de toutte ancienetté quy n'est memoire du contraire, estant ledit sieur de Fanjau Brieux nay gentilhomme issu de maison quy marque dans la Gascogne ».

[2438] *ADG*, I 3163, collation de l'attestation des consuls de Simorre, à Simorre, le 28 juillet 1634.

charge[2439]. De tels certificats furent délivrés jusqu'à la Révolution par les capitouls. Y étaient simplement précisés les noms des aïeux de la personne ayant réclamé un certificat, et les années durant lesquelles ils furent capitouls[2440]. Il y était aussi souvent constaté que ces capitouls étaient représentés dans les *Annales* et parfois dans l'hôtel de ville[2441]. Les capitouls ne certifiaient pas la noblesse d'une famille, mais l'anoblissement d'une personne, ce qui en fait revenait au même pour celui qui pouvait établir sa filiation jusqu'à cet anobli. Lors de la seconde recherche des usurpateurs en Gascogne orientale, trente-six familles eurent recours à des certificats des capitouls. On trouvera aussi quelques certificats des secrétaires du roi des chancelleries près des parlements lors des recherches des usurpateurs, qui attestaient que des personnes avaient exercé la charge anoblissante de secrétaire du roi.

Un certificat doit être mis à part pour avoir une valeur bien supérieure aux autres. Géraud de Gémit, seigneur de Luscan, obtint en 1618 un certificat du roi Louis XIII lui-même, sous la forme d'une lettre de cachet, attestant de la noblesse, ancienneté et catholicité de sa famille[2442]. A l'opposé, une certification de noblesse ne pouvait être garantie que par un notaire. En 1658, Charles de Béost, seigneur de Mondégourat en Rivière-Basse, se rendit en Béarn pour obtenir une certification de sa noblesse. Il fit témoigner pas moins de douze individus (trois seigneurs, deux clercs, et sept jurats), sur la noblesse immémoriale de la famille de Béost. Mais il ne demanda qu'au notaire, Casauvielle, d'attester de la véracité de ces informations, et de la qualité des témoins[2443]. On va voir que peu après, des certificats faits sur le témoignage de

[2439] Fonds Beaulieu, « Attestatoire des capitouls touchant la nobilité de la famille de Faure sieur de Ricaud, conseigneur de Castanet », Toulouse, 27 avril 1638 : « attestons comme en l'an mil cinq cent dix-huict finissant mil cinq cent dix-neuf feust esleu capitoul *nobilis* Joannes Faure *escutifer dominus Locy de Sto Lupos*, en l'année mil cinq cent vingt huict finissant vingt-neuf *nobilis* Jacobus Faure *condommis de Castanetto*, en l'année mil cinq cent quarante-trois finissant quarante-quatre noble Raymond Faure fils de St-Loup feust aussi esleu cappitoul de la presente ville, exerça ladite charge pandant ladite année, en l'année mil cinq cent quarante-deux finissant quarante-trois noble Pierre Faure sieur d'Encuxs feust de mesmes esleu capitoul, en l'année mil cinq cent trente-neuf finissant mil cinq cent quarante, noble Reyne Faure sieur du Bousquet feust de mesme esleu capitoul et exerça aussy ladite charge durant ladite année, lesquels en ceste qualitté sont paincts dans nos registres de l'histoire desdites années ».

[2440] Par exemple : *ADG*, I 2777, certificat des capitouls du capitoulat de Jean de Peguilhan en 1613 et 1623, Toulouse, 8 avril 1659.

[2441] *ADG*, I 165, certificat des capitouls sur le capitoulat de divers membres de la famille d'Astorg, Toulouse, 5 octobre 1668 : « et en cette qualité lesdits sieurs sont peints et registrés avec leurs noms et armes tant dans le livre des annalles et histoire de l'hotel de ville, que autres endroits et peintures dudit hotel de ville, portant d'or à l'aigle de sable, comme de ce appert par nos registres ».

[2442] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XXI, 1751, p. 281 : lettre de cachet de Louis XIII sur la maison de Gémit, signée de la main du roi, à Paris, le 15 juillet 1618 : « Nous, Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, certifions à tous qu'il apartiendra, que la famille de Gemit, autrement de Luscan, est noble et très ancienne, et a toujours fait par le passé, comme elle fait encore, profession de la religion catolique, apostolique, et romaine, sans qu'aucun de ladite famille ait jamais été atteint d'avoir participé aux erreurs de la pretendue nouvelle religion, et que de la dite famille est issu frere Jacques Vital de Luscan, religieux de la ville de Valence en Espagne ».

[2443] *Ibidem,* tome Ier, p. 348 : « Attestatoire de noblesse pour la maison de Béost », Gère, 15 janvier 1658.

gentilshommes furent délivrés sans que plus aucune autorité ne vint attester de la véracité des informations ou de la qualité et du nombre des témoins.

II) Les certificats de noblesse à partir des recherches d'usurpateurs

Les recherches de noblesse furent l'occasion de promulguer une importante législation sur la preuve de noblesse qui la transforma profondément sur le fond. Elles mirent surtout fin au recours à la preuve testimoniale en faisant de la preuve littérale, à partir de titres, la preuve ordinaire. Les « attestatoires », c'est à dire les attestations faites devant une autorité publique, le plus souvent sur la base de témoignages, disparurent avant la fin du XVIIe siècle[2444].

En revanche, on trouve maints certificats de noblesse dans nombre de fonds privés de familles nobles. Quelle était alors l'utilité de ces certificats ? Certaines institutions réservées aux nobles se contentaient de simples certificats de noblesse pour intégrer les nobles dans leurs rangs, qui devaient revêtir une forme plus ou moins rigoureuse. Il fallait par exemple un certificat signé par quatre gentilshommes pour intégrer une des six compagnies de cadets-gentilshommes créées en 1726, pour former les officiers encadrant les régiments de la milice, dont l'entrée était plus particulièrement réservée aux nobles[2445]. Pierre de Colomès se fit délivrer une telle attestation en 1727 pour intégrer une de ces compagnies[2446].

[2444] On trouve encore un « attestatoire » en 1693. Le 17 novembre de cette année, François de Narbonne demanda à Jean de Lautreng, juge de Saint-Girons, une « attestation en forme de notorietté comme il descend de la noble et illustre maison et famille des viscomtes de Narbonne, et s'ils n'ont resté seigneurs de la presente ville de pere en fils depuis plus de deux siècles », ce qu'attestèrent moyennant serment le curé de Saint-Girons, un consul et quatre bourgeois « d'une voix comune » (*ADG*, I 2599).

[2445] *Ordonnance du Roy, pour l'establissement de six compagnies de cadets de cent gentilshommes chacune,* Versailles, 16 décembre 1726. Les fils des officiers en service pouvaient aussi les intégrer.

[2446] « Nous soubsignés, pour obéyr aus ordres du Roy au sujet de l'atestation de la noblesse des jantillhomes quy se présantent en espérence d'antrer dans les compagnies des cadets jantillhomes, certifions que le sieur Pierre de Colomès, fils de monsieur de Lamothe Colomès, seigneur de Genssac et de Lamothe, et de dame Margueritte de Casaux, est jantillhome de bonne et enciesne race, en foy de quoy nous avons signé le présent certificat ». Signé Poucharramet à Poucharramet le 8 février 1727, Lamezan à Juncet le 16 février 1727, La Barthe à Lahage le 10 février 1727, Labatut d'Orbessan au Pouy le 9 février 1727 (Fonds Lamothe).

Après l'édit de Ségur de mai 1781, il devint « indispensable » d'obtenir un certificat du généalogiste des ordres du roi pour accéder à une sous-lieutenance dans l'armée, et ce jusqu'à la Révolution[2447]. Ce certificat, contrairement aux autres, ne reposait pas sur des témoignages, mais sur une preuve de noblesse sur titres examinée rigoureusement par le généalogiste des ordres du roi. Il était donc d'une grande valeur et particulièrement difficile à obtenir. Ces certificats ne reprenaient pas cependant la production du noble comme les jugements de noblesse : ils se contentaient de certifier de la noblesse de l'impétrant. Louis-Jean-Marie de Saint-Julien, aspirant à une place de sous-lieutenant, se fit délivrer un certificat de cette sorte en 1785 par Edme Joseph Berthier, exerçant la charge de généalogiste des ordres du roi par intérim. Le certificat porte seulement qu'il était né le 13 décembre 1771, baptisé le lendemain à l'église de Cahuzac, qu'il était fils de Jean-Baptiste de St-Julien, seigneur de Cahuzac et Tourdun, et de Marie de Barbotan de Carrist, et enfin qu'il avait « la noblesse requise pour être reçu sous-lieutenant dans les troupes de Sa Majesté »[2448].

Mais on trouve aussi dans les archives des certificats dont l'utilité n'est pas toujours aisée à déceler. Selon les besoins du prétendu noble, ces certificats ne se contentaient pas d'attester de la noblesse. On remarque par exemple un brouillon de certificat afin que soit attestées, par les consuls de Tarbes, la généalogie et l'ancienne noblesse de la famille Vergès, et que cette famille se distingua par ses alliances et les emplois remplis au service du roi avec zèle au fil des siècles[2449]. Cette famille prétendait avoir été noble et cherchait à obtenir des lettres de réhabilitation. Joseph Dubernard et Joseph-François Dubernard, afin d'obtenir des lettres d'anoblissement, produisirent un acte de notoriété de « sept principaux et plus anciens habitans » de leur contrée du 29 janvier 1767, attestant de leur parenté avec la famille Dubernard de Saint-Lary, qui avait été confirmée dans sa noblesse, et que les deux familles avaient toujours vécu noblement[2450]. On est en peine de trouver le but dans lequel certains faisaient des certificats. Ainsi Pierre Oyal Danjalis se fit délivrer un certificat en 1779, par lequel le maire de Ladeveze attestait de sa noblesse, et qu'il était réduit à la misère par des coups du sort[2451].

[2447] Dans une lettre du 8 mars 1789 adressée à l'abbé Vergès, monsieur de Lataulade, en garnison à Aire en Artois, lui écrivait que le duc de Choiseul qui venait de lui donner une sous-lieutenance dans son régiment, lui avait « demandé en même temps mon certificat de noblesse avec mon extrait de bathême, formalité indispensable » (*ADG*, I 3545).

[2448] Fonds Cahuzac sur Adour, Certificat fait à Paris, le 22 septembre 1785.

[2449] *ADHP*, 44 J 13, brouillon de la seconde moitié du XVIIIe siècle.

[2450] *ADHG*, 1 B 1966, folio 265, lettres d'anoblissement de Joseph Dubernard et Joseph-François Dubernard, Versailles, juillet 1783.

[2451] Fonds Lascazères, certificat signé de Jean-Dominique de Lamacastetre, conseiller du roi et maire de la ville de Ladeveze, et sur lequel est apposé le sceau de la ville, Ladeveze, 17 mai 1779 : « certifions et attestons à tous qu'il appartiendra que Pierre Oyal Danjalis, habitant audit Ladeveze, a été toujours reconnu pour noble, et que plusieurs anciens titres font foi de la noblesse de ses ancêtres. Certifions en outre qu'il y a quelques années et vers l'année

On peut accorder quelque crédit à la noblesse et aux informations l'étayant rapportées par ces certificats, quand les témoignages ont été faits devant une autorité publique. En revanche, quand ils furent faits uniquement entre le supposé noble et les témoins, ils sont sujets à caution. Il ne devait guère être difficile à l'impétrant de trouver quelques témoins nobles dans sa parenté ou son voisinage, suffisamment accommodants pour signer un certificat qui contenait des informations qu'ils croiraient être vraies, et même s'ils en doutaient, qu'ils attesteraient par obligeance. Ils engageaient cependant leur parole d'honneur en signant[2452]. Toujours est-il que les attestations de noblesse se marginalisèrent progressivement, et il est notable que les certificats qui avaient encore de la valeur étaient délivrés après l'examen des titres de noblesse, par le généalogiste des ordres du roi, ou du titre d'anoblissement, par les capitouls et les secrétaires du roi.

1772 que la maison dudit Danjalis fut réduite en cendres, et que l'année suivante il la fit rebâtir, mais qu'elle croula entièrement quelque temps après, de sorte que le dit Danjalis qui est presque sans bien est réduit à une extrême misère ».

[2452] Le certificat était soigneusement rédigé par celui qui en avait besoin, avant de le soumettre à la signature des témoins. Le sieur de Bérot de Fornets écrivait ainsi à l'abbé Vergès pour qu'il le conseille sur le certificat de quatre gentilshommes nécessaire pour faire entrer son fils dans les gardes du corps de la Maison du roi, « que j'ai tracé, et que sous votre bon plaisir, je vais transcrire ici, et veuillez, monsieur, me faire la grâce de me mander s'il est dans les formes, ou s'il y a des corrections à y faire, de vouloir bien me les indiquer ». Son projet de certificat était particulièrement probant, puisqu'il prévoyait de montrer des titres aux gentilshommes devant le signer : « Nous, gentilshommes du païs et comté de Bigorre soussignez, certiffions à tous ceux, qu'il appartiendra, que noble Jacques François de Berot Lagarde, habitant de la ville de Bagnères, diocèse de Tarbes, nous a montré des titres qu'il nous a dit être relatifs à sa filiation, et à sa noblesse d'extraction, que nous avons pris à sa prière, lus et examinez avec attention, lesquels nous attestons prouver avec évidence et authenticité sa filiation, et sa dite noblesse d'extraction ; qu'il nous a en outre remis des sommations et des invitations pour le ban faites à ses ayeux par monsieur les sénéchaux dudit comté, par ordre de messieurs les commandants en chef de la province de Guyenne, et des dénombrements des fiefs qu'ils possédoient pour y contribuer au prorata des rentes relatives à cet objet ; ce qui témoigne évidament que ses ancêtres ont toujours marché, et fait corps avec la noblesse dudit comté. En foi de quoi nous lui avons donné le présent certificat, pour lui servir le cas échéant, après y avoir apposé nos seings » (*ADHP*, 44 J 13, lettre envoyée de Bagnères, le 17 décembre 1780).

Chapitre 2) La preuve par titres

On a vu les inconvénients de la preuve testimoniale, et son déclin au tournant du XVIe-XVIIe siècle. La preuve littérale, qui se fait sur titres, s'imposa alors définitivement. En 1682, le père Ménestrier constatait que « les preuves qui se font par titres et par documens sont les plus seures, et sont aujourd'huy en usage partout », bien qu'elles puissent se faire parfois conjointement avec « des depositions des témoins »[2453]. Et un siècle plus tard en 1788, Chérin, généalogiste des ordres du roi, écrivait que les preuves littérales seraient « les plus sûres et les plus authentiques »[2454]. Il nous faut voir ici les règles régissant la preuve littérale, et s'il y avait des exceptions à ces règles.

[2453] Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse, *op. cit.*, p. 119.
[2454] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XXVI.

Section 1) Les règles

Trois points seront abordés successivement, la diversité des titres et des qualifications, la question fondamentale de savoir s'ils devaient impérativement être produits en original, et ensuite celui de la production de faux titres.

I) Diversité des titres et des qualifications de noblesse

Nous verrons d'abord la typologie des titres probants, puis les diverses qualifications reconnues comme nobiliaires.

A) Les différents titres de noblesse

Les titres devaient permettre de prouver à la fois la filiation, c'est à dire le lien entre les différents degrés généalogiques, et la noblesse de chaque degré, jusqu'à ce que l'on trouve le titre donnant la source de la noblesse. Jusqu'aux enquêtes de Louis XIV, ces titres pouvaient être extrêmement divers, car la noblesse n'avait pas de contours bien définis. A partir des enquêtes de noblesse, comme nous le verrons, une importante législation vint déterminer quels

titres pouvaient l'établir, en limitant leur nombre et leur nature. Concernant les titres prouvant la noblesse, Chérin en a fait une classification que l'on peut reprendre ici[2455].

En premier lieu, on trouvait les « titres primordiaux » : c'étaient les titres prouvant l'anoblissement, tels que les lettres d'anoblissement, ou les provisions de charges anoblissantes. Si la famille n'avait pas été anoblie, si elle l'avait été dans des temps reculés, ou pour remonter jusqu'au titre primordial, on devait prouver la noblesse de plusieurs générations de prédécesseurs grâce à trois autres types de titres.

Les « titres constitutifs » étaient, pour Chérin, ceux qui caractérisaient la noblesse, tels que des certificats de service à l'arrière-ban, de séance dans l'ordre de la noblesse aux Etats, d'exemption de taxes prélevées sur le seul tiers-état[2456]. Ce type de titres était assez peu fiable, quand on sait que nombre de préjugés couraient sur les privilèges de la noblesse, faisant de droits des marques nobiliaires, alors qu'ils pouvaient appartenir aux roturiers. N'est-ce pas le cas du service à l'arrière ban, que le roturier pouvait accomplir, ou de la séance dans le corps de la noblesse, qui était seulement liée à la possession d'une terre dans certaines provinces ?

Les titres « confirmatifs » étaient les jugements qui furent rendus en confirmation de la noblesse de la famille[2457]. De tels jugements furent prononcés lors des réformations de noblesse faites dans les provinces de Bretagne et de Normandie aux XVe et XVIe siècles, mais aussi et surtout dans l'ensemble du royaume sous le règne de Louis XIV. Ils purent aussi être rendus lors d'une contestation de la noblesse devant des juridictions ordinaires, principalement la cour des aides.

Enfin dernier type de titres, les « actes civils et portant qualification » étaient les actes juridiques les plus divers, mais dans lesquels les personnes avaient pris des qualifications nobiliaires[2458]. C'étaient principalement des actes notariés, comme les actes de droit de la famille, et les obligations, mais le recours aux titres féodaux, comme les hommages ou les dénombrements, était assez fréquent. La possession de fief était liée à la noblesse, ne serait-ce que parce que les roturiers en possédant devaient payer le franc-fief, et que les fiefs étaient sensés être possédés normalement par les nobles : c'était donc une circonstance favorable dans la preuve. En revanche, l'arrêt du conseil d'Etat du 26 février 1697 rejeta les arrêts des cours supérieures et les jugements des juridictions ordinaires dans lesquels les parties avaient pris des qualifications nobiliaires[2459].

[2455] *Ibidem*, p. XXIX.
[2456] *Ibidem*, p. XXIX.
[2457] *Ibidem*, p. XXX.
[2458] *Ibidem*, p. XXXI.
[2459] *Ibidem*, p. 227.

Concernant les actes notariés, la qualification ne prouvait la noblesse que si le noble était une partie, mais s'il n'était que témoin, alors la qualification n'était pas probante[2460]. Ce qui réduisait considérablement le nombre d'actes qui permettraient de prouver la noblesse. Monsieur de Jaulin, noble d'Armagnac, pestait contre cette disposition : « il seroit bien malheureux pour nous que parce que mon père n'a pas été en même, par son infortune, de passer des actes, de ne pouvoir faire nos titres ceux où il a servi de témoin »[2461]. Il pensait pouvoir étayer son existence en associant ces actes à ses brevets d'officiers… Sa situation était donc singulière : la noblesse des degrés les plus anciens de sa généalogie lui paraissait bien moins difficile à prouver que celle de son père !

La base de la preuve était le titre primordial pour l'anobli, ou le titre confirmatif pour le noble d'extraction[2462]. D'après Bacquet, le noble pouvait obtenir la main-levée de son fief saisi à tort pour non paiement du franc-fief, en produisant seulement des lettres d'anoblissement vérifiées, des arrêts des cours souveraines sur la noblesse de la famille, ou des sentences confirmées par le parlement ou la cour des aides[2463]. Les titres primordiaux et confirmatifs étaient d'une valeur supérieure aux autres, mais les familles nobles n'en possédaient pas toujours, et lorsqu'une famille produisait un titre confirmatif rendu en faveur d'un ascendant, elle devait prouver sa filiation et sa noblesse jusqu'à lui[2464]. Une fois remonté jusqu'au bénéficiaire de ce titre confirmatif, il n'était en général pas nécessaire au noble de produire davantage, en particulier lorsqu'il s'agissait d'une ordonnance de maintenue lors des recherches

[2460] *Ibidem*, p. 176, arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668, art. 5 : « Que la qualité de noble prise dans les actes dans lesquels les assignés ou leurs auteurs n'auront assisté que comme témoins ne pourra faire conséquence pour établir la noblesse ou l'usurpation ».

[2461] *ADHP*, 65 J 176, lettre de monsieur de Jaulin à l'abbé Vergès, Paris, 24 juin 1788.

[2462] Le fait de ne pas produire un titre primordial n'était nullement fatal : nombre de familles ne l'avaient pas conservé, quand il remontait à une période ancienne, voire n'en avaient pas car ils étaient, de toute ancienneté, nobles « de race ». Marie-Anne Dufaur, veuve de Jacques de Saint-Julien, devant prouver sa noblesse lors d'une recherche des franc-fiefs, établit une preuve solide de la noblesse des St-Julien depuis le XVIe siècle. Le fermier du franc-fief, Castel, soutint pourtant que cette preuve, fondée principalement sur des actes portant qualifications, ne prouverait pas la noblesse, car « Sa Majesté n'a entendu exempter dudit droit que ceux auxquels elle a donné des lettres de noblesse signée de Sa Majesté, avec ordre de l'inscrire dans le catalogue des nobles ». La produisante ne rapportait « que des contrats dans lesquels son mary ou ses autheurs ont pris la qualité d'ecuyer », et devrait donc être déboutée de sa demande, parce que « si de pareils titres avoint lieu, le fermier auroit de la peine à trouver un seul roturier redevable de qui les autheurs n'auroint pas pris la qualité de noble » en usurpant cette qualification. L'intendant ne tint pas compte de cet étrange raisonnement qui, s'il avait été suivi, aurait conduit à la condamnation de la plus grande partie de la noblesse gasconne (Fonds Cahuzac, ordonnance de l'intendant donnée à Bordeaux, le 13 juin 1723 : « Nous, attendu que par lesdits titres raportés il paroit que le mary de la dame supliante étoit issu d'une bonne et ancienne noblesse, l'avons déchargé de la demande dudit Castel »).

[2463] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 912.

[2464] Ce principe était normalement respecté mais ce n'était pas toujours le cas lorsque le lien de parenté était très proche. Poursuivi pour le franc-fief de sa seigneurie de Sauveterre en Rivière-Basse, Pierre d'Antin produisit l'ordonnance de décharge de Jacques d'Antin, son père, par l'intendant, rendue le 10 mars 1704. Le directeur des domaines objecta qu'il « auroit dû justifier de sa filiation et descendance de Jacques d'Antin dénommé dans l'ordonnance de maintenue ». L'intendant le déchargea cependant de la recherche sans qu'il ne lui fût demandé un supplément de preuve (*ADPA*, 16 J 73, ordonnance de l'intendant d'Auch, Pau, 18 juillet 1751).

des usurpateurs. Certains juges purent cependant demander la production des titres sur lesquels le titre confirmatif avait été rendu[2465].

Le titre confirmatif bénéficierait d'après La Roque aux parents collatéraux « à prendre à la commune source et au tronc, dont les collatéraux et celui qui a fait preuve sont descendus, car ils sont tacitement déclarés nobles, et il ne faut point d'autre preuve que celle de leur parent collatéral, s'ils montrent qu'ils en sont descendus »[2466]. En fait, les membres d'une même maison produisaient souvent ensemble leur preuve de noblesse, ce qui fait que les descendants bénéficiaient tous du même jugement confirmatif. Les titres de noblesse d'un noble d'extraction lui suffisaient, et il n'était pas commun qu'il cherchât à utiliser la preuve d'un collatéral : il était plus courant qu'on lui empruntât tout simplement les actes grâce auxquels sa branche avait obtenu le titre confirmatif. De sorte qu'il est difficile de savoir si cette preuve d'un collatéral pouvait bénéficier à son parent. Lors de la seconde recherche des usurpateurs, Pierre Casaubon, seigneur de Camalès, produisit un jugement de l'intendant Pellot du 5 mai 1668. Le directeur de la recherche, Fontaine, le contesta sur la forme, et aussi parce que « quand meme il le seroit en original, il ne pourroit dispanser le produisant de l'exibition de ses tiltres de noblesse, n'estant qu'un collateral du maintenu ». Le subdélégué ne partagea pas cette opinion, et répliqua « que les collatereaux en ligne masculine doivent tous proffiter du jugement randu en faiveur de leurs autheurs, s'il n'i a derrogeance opposé, puisqu'ils vienent tous de la mesme souche, la noblesse des aieuls establissent incontestablement celle des descendans en ligne masculine quand ils n'ont peu derrogé »[2467]. On ne sait pas quel parti prit l'intendant.

Indubitablement, les nobles voulant prouver leur noblesse en Gascogne utilisaient principalement les actes civils portant qualification, et spécialement les contrats de mariage et testaments. Bacquet n'accordait que peu de crédit aux titulatures employées dans des actes : s'il envisageait qu'on y eut recours, car cette production permettrait de corroborer en quelque façon la noblesse, ce n'était que pour renforcer un autre moyen de preuve[2468]. Mais les actes civils

[2465] Par exemple lors de la recherche du franc-fief en Bigorre en 1674, Pierre Dufourc de Cazaubon seigneur de Camalès ayant fait sa production qui reposait pour l'essentiel sur une ordonnance de l'intendant Pellot de 1668, les commissaires jugèrent « avant dire droit deffinitivement […] que ledit sieur de Camalès remettra dans huictaine devers le greffe de notre comission les actes et titres sur lesquels le jugement dudit sieur Pellot a esté randeu y enoncés et autres si point en a » (*ADHP*, 44 J 19, Registre du greffe de la commission des franc-fiefs et autres deniers à recouvrer pour le comté de Bigorre, janvier 1674-octobre 1676, p. 199).

[2466] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 188.

[2467] *ADG*, I 2368, « Estat des gentilshommes de la sénéchaussée de Bigorre personnellement maintenus ou leurs auteurs en la qualité de nobles et d'escuyers […] veus et examinés en nostre presance par monsieur de Fontaine directeur de la recherche des usurpateurs du tiltre de noblesse », les 7e et 8e novembre 1698.

[2468] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 913 : « Outre tout ce que dessus sera bon produire les contrats de mariage et autres actes tant judiciaires qu'extrajudiciaires passez par le suppliant et ses predecesseurs, portans qualité d'ecuyer, aussi qualité de damoiselle, car par ces qualitez la possession de noblesse est aucunement verifiée ».

portant qualification avaient l'insigne avantage de prouver à la fois la noblesse et la filiation. C'est ce qui explique leur primauté. Ils étaient particulièrement bien conservés dans les familles pour des raisons autant patrimoniales que généalogiques. Concernant les extraits baptistaires ou de sépulture, ils ne pouvaient cependant servir qu'à prouver la filiation, et non la noblesse, contrairement aux actes notariés[2469]. En outre, les contrats de mariage, actes notariés les plus utilisés, étaient préférables car ils permettaient de démontrer que l'union était légitime, et donc la filiation légitime, alors que les extraits baptistaires attestaient d'une filiation naturelle mais qui pourrait aussi bien être illégitime dans certains cas.

« La possession fait présumer le titre », elle est la « présomption d'un titre qui a été perdu », peut-on lire dans le *Répertoire* de Guyot[2470]. Certes, mais une possession de noblesse reposant sur des actes civils ou des titres constitutifs, restait fragile, car elle ne pouvait point prouver la noblesse lorsqu'elle avait été précédée d'un jugement de condamnation pour usurpation[2471]. Et si la preuve était faite qu'avant la noblesse prouvée il y avait eu usurpation même sans jugement défavorable, alors on ne pouvait échapper à une condamnation[2472]. C'est ce qui explique que la preuve littérale rapportée par les nobles était souvent surérogatoire. Par précaution, on rapportait autant d'actes que possible pour un même degré et, quand on le pouvait, on n'hésitait pas à remonter bien au delà du temps que la preuve devait atteindre. Le vicomte de Luppé écrivit à son frère, au sujet des titres devant permettre de prouver sa

[2469] Les extraits baptistaires étaient délivrés par le curé ou un vicaire. La seule formalité requise était la légalisation de l'extrait, c'est à dire l'attestation par un officier public, ou un supérieur ecclésiastique, que les signatures et les qualités de ceux qui avaient reçu l'acte étaient bien celles des signataires, lorsqu'il devait faire foi ailleurs que dans le diocèse où il avait été fait. Afin de pouvoir servir dans une cour de justice laïque, il devait aussi être légalisé par un officier public (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XXXIII, entrée « légalisation » : « Il faut même remarquer que les légalisations des évêques ou autres ecclésiastiques ne serviroient point en cour laie, si elles n'étoient attestées par les juges laïques ordinaires »). Le commis à la recherche des usurpateurs rejeta nombre d'extraits baptistaires pour cause de non légalisation lors de la seconde recherche, comme celui de François de Péguilhan sieur Dariès délivré par Dominique Ussac vicaire de Betbèze, annoté « non légalisé » (*ADTG*, C 93). Cette invalidation était cependant de peu de conséquences puisqu'elle ne portait que sur des filiations récentes (et non sur la noblesse) pouvant aisément être prouvées par d'autres titres. La légalisation n'étant pas régie par la loi mais par l'usage, elle pouvait susciter des contestations. Simon et Jean de Busca se virent ainsi reprocher par le commis à la recherche des usurpateurs que l'extrait du baptistaire de Guy de Busca leur bisaïeul et trisaïeul n'avait pas été fait partie appelée. Ils répliquèrent que cette objection était « irrecevable, puisqu'il suffit que ledit extrait ait esté tiré de l'original du registre des baptesmes par le curé et qu'il ait esté legalisé par le juge royal, estant sans exemple qu'il ait esté fait de semblables objections contre de pareils actes » (Fonds Lascazères, inventaire des titres de noblesse de nobles Simon et Jean de Busca, décembre 1698).

[2470] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 430 et 434.

[2471] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XXXIV.

[2472] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XLI, entrée « noblesse », p. 434 : « quelque longue et quelque bien établie que put être la possession, elle devient inutile, si on prouve qu'avant l'époque de cette possession les ancêtres de celui qui se prétend noble étoient roturiers, ces actes de possession sont regardés comme des actes d'usurpation ».

généalogie, que « plus vous en enverriés, soit d'alliances, soit de tige, que mieux ce serait »[2473]. Vendryès, notaire chargé par un gentilhomme de faire sa preuve de noblesse, afin de placer un de ses fils aux pages de la Grande Ecurie, l'établit « selon la règle depuis 1550, et par surrérogation depuis 1412 »[2474]. Un baron de Batz, installé dans les Lannes, se flattait d'avoir obtenu un arrêt contradictoire du conseil d'Etat le 28 janvier 1783 sur sa noblesse contestée, grâce à une production faisant remonter sa famille en 1160, établie à l'aide de deux mille titres : « j'ai épuisé tous les dépôts, et jamais production n'a plus étonné par sa vigueur »[2475] ! Et quand bien même la preuve n'était pas surérogatoire, il était de bon ton de prétendre qu'elle pourrait l'être. Jacques de Mansencomme, qui établit cent dix ans de noblesse, ajouta qu'il justifierait « encore plus amplement s'il estoit necessaire », mais ce serait « une chose inutille, les susdits actes estant suffisans pour operer l'intherinemant de sa requeste »[2476].

La preuve surérogatoire rappelle que la preuve de noblesse ne servait pas seulement à se maintenir dans sa qualité, ou à obtenir une charge réservée : c'était aussi l'occasion de réaffirmer la place de la famille dans un environnement social qui accordait de l'importance à la noblesse. Etablir des alliances, des possessions de fiefs, des charges honorables, remonter aux temps les plus reculés, c'était apparaître comme un représentant de cette « noblesse de vieille roche » admirée et encore respectée. Et ceux qui remonteraient au-delà de la cinquième génération, en puisant dans les livres d'Histoire, pour le père Ménestrier, feraient œuvre plus « de bienscéance et de pompe que de nécessité »[2477]. La noblesse fut une réalité sociale avant d'être encadrée juridiquement, et elle conservait des caractères sociaux qui n'avaient pas été retenus par la législation, mais qui continuaient à demeurer des signes de reconnaissance. D'où le caractère parfois hétéroclite de la preuve de noblesse, où des titres constitutifs plus ou moins probants et pas forcément nécessaires qui venaient renforcer la preuve généalogique.

Cette preuve surérogatoire pouvait aussi chercher à masquer la réalité juridique, en produisant un grand nombre d'actes qui visaient à faire croire à la nobilité de la famille, alors qu'une preuve qui se réduirait au strict nécessaire, plus claire sur le fond, laisserait transparaître des défauts et susciterait de sérieux doutes sur la prétendue noblesse. C'est le cas par exemple

[2473] *ADLG*, 25 J, A5-5, lettre du vicomte de Luppé au comte de Luppé, à Paris, le 21 mai 1765.
[2474] *ADG*, I 2842, lettre de Vendryès, notaire, à l'abbé de Vergès, à Nogaro, le 6 avril 1778.
[2475] Fonds Lelin-Lapujolle, lettre du baron de Batz au chevalier de Marsan, à Paris, le 20 septembre 1783. Ironie de l'histoire, cette production reposait sur des faux, qui le reliaient à l'ancienne famille de Batz, alors que Jean-Pierre de Batz-Armanthieu, auteur de cette lettre, était quant à lui issu d'une famille s'étant agrégée très récemment à la noblesse (Lavergne, Adrien, « Origine et fin de la maison de Batz-Lez-Castillon », dans *Bulletin de la société archéologique du Gers*, 15e année, Auch, 1914, p. 101).
[2476] *ADG*, I 2224, inventaire production de Jacques de Mansencomme, sieur de Bouil, devant l'intendant de Montauban, seconde moitié du XVIIe siècle.
[2477] Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse, *op. cit.*, p. 158.

de la preuve de Jean-Pierre de Crotte, dans un procès qui eut lieu en 1772 contre les consuls de Madiran[2478]. Il produisit de très nombreux contrats de vente, des obligations, des échanges, des cessions, des délibérations consulaires, des arrêts et sentences diverses, des procurations, des contrats de mariage, où l'ascendant n'apparaissait quelquefois d'ailleurs que comme témoin, des quittances, des requêtes, un congé de l'arrière-ban, un extrait mortuaire, un hommage, un dénombrement, etc… En quasi-totalité, les documents produits étaient du XVIIe et XVIIIe siècles. Une telle production ne tendait pas à prouver uniquement la filiation et la noblesse, mais bien plutôt à faire accroire aux magistrats que la famille était très probablement noble, par la production d'un grand nombre de documents. Si sur le fond de l'instance, il ne prouvait pas grand chose, et était même sauvé par l'exigence d'une preuve seulement centenaire, du moins Jean-Pierre de Crotte réussit-il à faire penser aux juges que la probabilité que leur famille fut noble était tellement forte, et si usurpation il y avait eu, qu'elle serait tellement ancienne, qu'un arrêt de condamnation ne vaudrait pas la peine. Il n'est pas impossible d'ailleurs que les juges aient pris en compte le risque de trouble dans l'ordre social, une condamnation pouvant aussi pousser d'autres communautés à s'intéresser à l'histoire des familles nobles, leur noblesse n'étant peut-être pas aussi ancienne qu'il n'y paraissait, et à intenter des procès qui sèmeraient le trouble parmi les élites locales. Le notable l'emporta sur les villageois par une preuve qui témoignait autant de sa position sociale que de son état juridique, et toucha moins la raison juridique que la sensibilité des magistrats. Un tel arrêt, rendu par une cour qui ne statuait que rarement en matière de noblesse personnelle, demeure cependant exceptionnel, et devant l'intendant et les autres juges qui tranchèrent ès noblesse, la preuve instrumentale était plus rigoureuse, et si elle était parfois surérogatoire c'était uniquement en ce qu'elle remontait plus haut que la période requise.

La preuve de noblesse ne répondait donc pas seulement à une nécessité juridique, mais aussi à une aspiration à la reconnaissance sociale, et lorsque le noble devait prouver sa noblesse, s'il le pouvait, il tentait de la faire remonter aussi haut que possible car, pour citer La Roque, « plus on prouve l'ancienneté de sa noblesse, plus elle est honorable et illustre »[2479].

[2478] Fonds Juillac, arrêt rendu entre Jean Pierre de Crotte de Perron et les consuls et syndics de la communauté de Madiran, cour des aides de Montauban, 20 juin 1772.
[2479] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 4.

B) Les qualifications nobiliaires

Le statut noble d'un individu était d'abord marqué, dans les actes juridiques, par les qualifications qu'il employait. C'était le premier privilège de la noblesse, que de pouvoir marquer son état par la prise d'une qualification nobiliaire : « chacun se peut titrer et qualifier du titre de son ordre, et en accompagner son nom encore plutôt que de celuy de son office, parce que l'ordre est encore plus inherent à la personne que l'office »[2480]. C'est ainsi qu'en Gascogne, dans les actes notariés, la qualification de noblesse était prise avant le prénom et le nom, et les autres qualités comme la seigneurie ou l'office, après. Le fait qu'il n'y ait pas de qualifications pour les non nobles, explique l'importance pour les nobles de prendre des qualifications propres à leur état. Le cas des femmes nobles est un peu particulier.

1) L'absence de qualifications roturières

Les non nobles, ou « ignobles »[2481], étaient couramment appelés « paysans », « manants », « rustiques », « vilains », « bourgeois », mais ils ne portaient pas de qualification roturière. Ces appellations, quoique désignant des personnes d'une condition inférieure selon la hiérarchie sociale, ne furent pas pour autant toujours dénigrantes. Celle de « manant » était par exemple couramment utilisée aux XVIe et XVIIe siècles dans les actes. Elle devint péjorative par la suite. Ainsi en 1757, au cours d'une violente altercation, Jean-Baptiste d'André aurait injurié Guillaume Riscle de « manant » et de « gueux »[2482]. L'appellation de « vilain », utilisée pour désigner les paysans au XVIe siècle, suivit la même évolution[2483]. Ces appellations révélant donc une condition sociale inférieure, et étant même devenues péjoratives pour certaines, il est aisé de comprendre pourquoi les non nobles ne les arboraient pas dans les actes notariés.

[2480] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 4.
[2481] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 301 : « Tous ceux qui ne sont pas nez de parens nobles, ou qui n'ont pas esté annoblis par lettres du prince, ou dignitez réelles, ou personnelles, sont ignobles ».
[2482] *ADG*, 11 B 24, information judiciaire, Montferrand, 20 septembre 1757.
[2483] Monluc l'employait de façon neutre, sans qu'elle n'ait un caractère spécialement péjoratif (Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome premier, p. 183, p. 396, Tome 3, p. 52).

Les non nobles ne marquèrent donc pas leur état par l'emploi d'une qualification spécifique dans les actes notariés, mais bien plutôt par le fait de ne pas employer de qualifications nobles. Leur état n'avait pas de qualification générique. Afin de marquer la notabilité plus ou moins importante des individus non nobles, des titulatures diverses furent employées : « sire », « sieur », « honorable homme », « noble homme », « maître », « discrète personne maître », etc… Ces titulatures varièrent au fil du temps, et leur usage ne fut pas règlementé par la loi ou la jurisprudence[2484]. Elles étaient sociales et non juridiques. Une exception doit être faite pour la qualification équivoque de « bourgeois ».

On a beaucoup glosé sous l'Ancien Régime sur la supposée incompatibilité de la noblesse et de la bourgeoisie. C'est intéressant dans la mesure où l'on peut en déduire que dans l'esprit de certains juristes, il y avait incompatibilité dans les mœurs entre le mode de vie des habitants des villes et l'idée que l'on se faisait de ce que devrait être un gentilhomme. Cela tient aussi à l'origine de la « bourgeoisie », cette qualité étant accordée aux hommes libres qui s'étaient partiellement dégagés de la domination d'un noble, leur seigneur, en obtenant une charte de franchises. Mais dès le Moyen Âge, le rapprochement des conditions avait atténué les différences entre seigneurs et bourgeois, et ces deux statuts n'étaient plus aussi étroitement liés aux nobles ou aux roturiers.

La bourgeoisie consistait, selon Loyseau, dans les villes privilégiées, qui avaient « droit de corps et de communauté », en les honneurs de la cité et la voix aux assemblées[2485]. En substance, était bourgeois, un habitant d'une ville privilégiée ayant droit de jouir de ses privilèges, et de participer à la vie publique de la communauté. Du moins c'est ce qu'elle semblait recouvrir en Gascogne orientale[2486]. Toutes les villes n'étaient pas privilégiées, le

[2484] Pour un exposé de l'évolution de ces titulatures assez proche de la Gascogne, mais partiel puisqu'il se limite à ceux qui pouvaient accéder aux charges consulaires, voir Bonin, Pierre, « Avant-noms, rangs et titulatures dans les Fastes consulaires albigeois, 1536-1786 », dans *Pouvoirs et société en pays Albigeois*, textes réunis par O. Devaux et P. Nélidoff, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, Centre albigeois d'histoire du droit et des institutions, 1997, p. 195 ; et pour les questions de terminologie, du même, « Système des avant-noms, système des échelles : logiques institutionnelles de taxinomie des consuls narbonnais (1557-1789) », dans *Bulletin de la Société d'études scientifiques de l'Aude*, tome CIII, 2003, p. 101. On notera qu'il n'est pas possible de systématiser et de généraliser à outrance, à cause de la nature des sources et des variations provinciales.

[2485] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 49.

[2486] Evidemment la bourgeoisie ne se laisse pas aisément réduire à cause des nombreuses variations locales. On trouve une mise au point incontournable sur cet objet d'étude dans la thèse de Pierre Bonin, *Bourgeoisie et habitanage dans les villes du Languedoc sous l'Ancien régime*, Société française de publication de textes en histoire juridique, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2005. Malgré nos recherches bibliographiques, nous n'avons pas trouvé de synthèse sur les bourgeois en Gascogne orientale. Pour la Bigorre, l'équivalent du bourgeois du nord de la France ou de l'habitant en Languedoc, était le « *bésis* » ou « *bezii* », le « voisin », prenant part à l'assemblée générale des habitants, le « *Bésiau* » ou « *Beziau* » (par exemple à Tarbes, Soulet, Jean-François, et Laffon, Jean-Baptiste, (dir. par), *Histoire de Tarbes*, Horvath, 1982, p. 38 et p. 74). Ce rapprochement est confirmé par Bascle de Lagrèze qui distinguait en Bigorre entre l' « habitant » et le « voisin », le second jouissant seul de la participation à l'assemblée de la communauté et de certains avantages (Lagrèze, G. Bascle de, Histoire du droit dans les Pyrénées (comté de Bigorre), *op. cit.*, p. 66-69). Dans ce cas des nobles l'étaient évidemment, mais aucun

bourgeois ne devant pas être confondu avec n'importe quel citadin, et tous les habitants d'une ville privilégiée n'étaient pas privilégiés, certains n'ayant pas droit de bourgeoisie. La définition qu'en donne le *Répertoire* de Guyot est beaucoup plus large : « c'est celui qui fait sa résidence ordinaire dans une ville »[2487]. Tous les habitants avaient-ils cependant le « droit de bourgeoisie », dont il dit qu'il s'acquérait par plusieurs années de résidence ? Non, puisque selon les villes il fallait un délai de résidence plus ou moins long, et des formalités telle une déclaration préalable ou l'inscription sur les registres de la ville[2488]. En réalité, ceux qui prenaient la qualification de « bourgeois » dans les actes notariés, étaient le plus souvent des habitants ayant de la fortune, acquise d'ordinaire dans le commerce, mais désormais retirés des affaires et rentiers, et fréquemment s'étant distingués en passant sous le chaperon consulaire[2489].

L'ordonnance de février 1547 prouve bien qu'il n'y avait nullement incompatibilité *de jure* entre la noblesse et le droit de bourgeoisie, puisqu'elle ordonnait qu'en cas de convocation de l'arrière-ban, ne pourraient « les gentils-hommes de nostre Royaume, demeurans ès villes d'iceluy, se dire exempts sous pretexte du privilege et droict de bourgeoisie, sinon qu'ils ayent

ne pris la qualification de « voisin » dans les actes notariés, pas plus que les roturiers d'ailleurs. En Armagnac, l'équivalent du *Bésiau* était parfois appelé « jurade ».

[2487] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, *op. cit.*, entrée « bourgeois ».

[2488] Hormis le cas très majoritaire de ceux qui avaient acquis ce statut par la naissance.

[2489] Autant qu'une constatation empirique, qui nécessiterait une étude comparative *ad hoc* permettant d'y voir plus clair, nous nous sommes fondés sur l'hypothèse d'une proximité avec le Languedoc, dont l'analyse a été faite par Pierre Bonin dans sa thèse déjà citée, en particulier les chapitre V et VI. A Lectoure, Maurice Bordes a remarqué une extension démocratique qui fit qu'en 1343 le « commun » peuple obtint, dans une addition aux coutumes, de pouvoir accéder au consulat et qu'il ne soit plus précisé sur le procès-verbal la mention « *borgues* », bourgeois, puis qu'une oligarchie bourgeoise s'imposa de nouveau à partir de 1506, mais il ne définit pas précisément ce qu'était un bourgeois (Bordes, Maurice, « Une cité démocratique au Moyen Âge : Lectoure », dans *Bulletin de la société archéologique, historique, littéraire et scientifique du Gers*, Auch, 1er trimestre 1945, p. 7). Dans le cas de Lectoure, il semblerait que comme en Languedoc, le « bourgeois » n'était pas toujours l'habitant qui bénéficiait seulement des privilèges, mais aussi d'une dignité plus éminente, liée en partie à la participation au pouvoir municipal. A Auch, qui connut comme à Lectoure une fermeture du recrutement des consuls au XVIe siècle, les bourgeois étaient strictement définis comme ceux qui avaient exercé le pouvoir consulaire, ce qui était matérialisé par un petit tableau sur toile aux armes de la ville reçu à l'expiration du mandat, et formaient un corps, on parlait de « bourgeois consulaire » (Lafforgue, P., Histoire de la ville d'Auch, *op. cit.*, p. 38, note 2, p. 268, et p. 362 ; Bordes, Maurice (dir. par), *Histoire d'Auch et du pays d'Auch*, Editions Horvath, 1980, p. 75). Comme le suggère Bascle de Lagrèze, il faudrait sans doute prendre la titulature de « bourgeois » dans les actes notariés comme une sorte de « titre d'honneur » (Lagrèze, G. Bascle de, Histoire du droit dans les Pyrénées (comté de Bigorre), *op. cit.*, p. 63). La qualification de bourgeois était bien employée par des notables dans les actes notariés à l'époque moderne, par exemple on relève un « sieur Jaques Castaing bourgeois » de Lectoure (*ADLG*, 25 J E. 2.1., contrat de mariage de François de Luppé et Marie de Castaing, Lectoure, 15 mars 1646). Pour Lafforgue, au XVIIIe siècle, à Auch, la qualification de « bourgeois » n'était pas prise par les seuls anciens consuls, mais par tous ceux qui avaient une charge dans l'administration ou la magistrature, les avocats et les propriétaires qui vivaient noblement, mais ce constat n'est pas étayé et sujet à caution (Lafforgue, P., Histoire de la ville d'Auch, *op. cit.*, p. 134). En bref, en Gascogne orientale, la qualification de « bourgeois » dans les actes notariés était, jusqu'à plus ample informé, plus sociale que juridique, son usage n'impliquant ni formalité de réception dans un corps, ni justification lors d'un improbable contrôle.

esdites villes leurs domiciles et principales demeures »[2490]. De même, pour citer une référence doctrinale, selon La Roque, qui se fondait sur Lucas de Penna, le mot de bourgeois se disait « seulement pour expliquer le domicile, et non pas l'état de la personne »[2491]. Cette qualité serait « si considérable, que ceux des plus grandes maisons, et les ecclésiastiques mêmes, ne l'ont pas dédaignée », et il citait nombre d'exemples de nobles bourgeois tirés d'anciennes chartes[2492]. En conséquence, il assurait que la qualité de bourgeois ne ferait pas déroger à la noblesse[2493]. Pour le paléographe Larcher, la bourgeoisie n'était pas incompatible avec la noblesse à l'origine, et bourgeois aurait même signifié « homme de guerre »[2494]. La qualité de bourgeois aurait été prise par des personnes de la plus haute distinction, comme le vicomte d'Asté, qui se disait « premier bourgeois de Bagnères », les seigneurs de Bétous, qui étaient « bourgeois de Nogaro », ou les seigneurs de Fosseries, « bourgeois de Condom »[2495]. Le terme de bourgeois aurait cependant été « déchu » de sa dignité première, les « gens riches des villes et bourgades » ayant pris cette qualité. Dans un mémoire érudit sur le rapport entre la bourgeoisie et la noblesse, le baron de Gonnès établissait que si le terme de « bourgeois » était polysémique, il signifiait « naturelement quelqu'un qui habite une ville, et qui y est domicilié, *civis* », signification qui n'était en rien incompatible avec la noblesse[2496]. En revanche, « bourgeoisie » signifierait aussi « le tiers-état, ou les riches et principaux roturiers des villes qu'il distingue du peuple de la campagne », qui dans cette acception serait opposée à la noblesse, et concluait que bourgeoisie et noblesse seraient « contradictoires depuis longtemps »[2497]. La qualité de

[2490] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 64, ordonnance sur le ban et arrière-ban, Fontainebleau, 9 février 1547, art. 28.
[2491] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 225. Ses explications sont assez confuses, puisqu'il faisait de « bourgeois » un synonyme de « citoyen ».
[2492] *Ibidem*, p. 225.
[2493] Il affirmait que Henri III aurait par « son ordonnance de l'an 1579 » permis aux bourgeois des villes-franches de prendre la qualité de « noble » (*ibidem*, p. 227). Il semblerait que ce soit une erreur, puisque nous n'avons pas trouvé cette disposition dans l'ordonnance de Blois. Au contraire, dans son article 65, concernant la gestion des hôpitaux et maladreries, elle ordonnait que les « commissaires au régime et gouvernement des fruits et revenus desdites maladreries et hôpitaux » soient de « simples bourgeois, marchands ou laboureurs », et non « personnes ecclesiastiques, gentilshommes, archers, officiers publics, leurs serviteurs, ou personnes par eux interposées » : les bourgeois étaient nettement distingués des nobles (Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 65).
[2494] Fonds Lelin-Lapujolle, Larcher, Jean-Baptiste, *Histoire généalogique de la maison du Lin, avec les alliances et ce qui y a raport,* 1742, p. 91 : « La bourgeoisie n'excluoit pas autrefois la noblesse. Lafaille dans ses *Annales* de Toulouse dit que le terme de bourgeois exprimoit dans sa première signification 'homme de guerre' » ; Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XIII, 1748, p. 23 : « L'auteur des *Constitutions siciliennes*, livre 1er, titre 9e, en donne des preuves. Il assure que les termes *burgenses* et *milites* sont toujours joints dans les anciens actes. On les donnoit aux habitans des lieux fermés et fortifiés sur les frontières ».
[2495] Larcher, Jean-Baptiste, Histoire généalogique de la maison du Lin, *op. cit.*, p. 92 ; Larcher, Jean-Baptiste, Glanages ou preuves, tome XIII, *op. cit.*, p. 23.
[2496] *ADPA*, 16 J 175, « Mémoire » sur la bourgeoisie, écrit par le baron de Gonnès, seconde moitié du XVIIIe siècle.
[2497] *Ibidem*.

bourgeois, prise par des nobles au Moyen Âge sans susciter de difficultés sur leur état, serait progressivement devenue exclusive de la noblesse, au point d'être liée étroitement à la condition roturière au XVIIIe siècle. Pour autant, la bourgeoisie au sens juridique ne faisait pas déroger.

Dès le commencement du XVIIe siècle, des juristes soutinrent l'incompatibilité de la noblesse et de la bourgeoisie. Dans ses *Institutes coutumières*, Loysel donnait pour adage que « les roturiers sont bourgeois ou vilains »[2498]. Sans qu'il ait affirmé expressément l'incompatibilité de la bourgeoisie avec la noblesse, il n'en faisait pas moins de la bourgeoisie une condition pour les non nobles. Loyseau, dans le *Traité des ordres*, distinguait encore plus clairement les deux qualités, faisant strictement relever la bourgeoisie du tiers-état : « les nobles, encore qu'ils fassent leur demeure dans les villes, ne se qualifient pas bourgeois, parce que la noblesse est un ordre du tout separé du tiers-état, auquel la bourgeoisie convient, c'est pourquoi le bourgeois est ordinairement opposé au noble », et il citait en exemple la distinction que l'on faisait de la garde noble et de la garde bourgeoise[2499].

Ces doctes distinctions étaient en contradiction avec la réalité juridique jusqu'au milieu du XVIIe siècle, période durant laquelle on s'accommodait de l'existence de « nobles bourgeois ». Les archives nous en révèlent quelques-uns en Gascogne orientale, rares il est vrai, tous bourgeois de Toulouse[2500]. On trouve dans un acte de 1647 Jeanne Dumey, veuve de « noble François d'André bourgeois de Tholose »[2501]. Dans un contrat de mariage de 1624, Jean Antoine de Péguilhan, docteur et avocat en la cour de parlement, était qualifié de noble et de bourgeois de Toulouse[2502]. Il faut cependant reconnaître que ces deux qualités étaient aussi parfois l'indice d'une ambiguïté sur l'état de la personne. Dans un acte du 9 mai 1548, on trouve « noble Dominique de Lexan bourgeoys de Tholose ». Or il est précisé dans un mandement d'huissier du 31 juillet de la même année que ce Dominique Lexan était « merchant de Tholose », activité dérogeante à la noblesse[2503].

[2498] Loysel, Antoine, Institutes coutumières, *op. cit.*, p. 2, n° 8.
[2499] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 49.
[2500] Cette contradiction pourrait n'être qu'apparente dans la mesure où, particularisme de la ville rose, le bourgeois à Toulouse était l'ancien capitoul, donc un anobli (Bonin, Pierre, Bourgeoisie et habitanage dans les villes du Languedoc sous l'Ancien régime, *op. cit.*, p. 32). Il est cependant peu probable que les notaires gascons se montrèrent pointilleux dans la délivrance d'une telle titulature, qui devait vraisemblablement être étendue aux toulousains qui avaient le droit d'habitanage, et ce d'autant plus que les « habitants » de Toulouse étaient en fait l'équivalent de ceux que l'on appelait « bourgeois » dans d'autres provinces que le Languedoc, y compris dans la doctrine et la législation (*ibidem*, p. 39). D'ailleurs, des cas d'emploi simultané de « noble » et de « bourgeois » ont été relevé dans d'autres provinces au moins au XVIe siècle (*ibidem*, p. 414).
[2501] *ADPA*, 16 J 146, acte passé devant notaire le 4 janvier 1647.
[2502] *ADLG*, 98 J 9, contrat de mariage d'Henry d'Audric et de Catherine de Bazillac, Savignac-Mona, 1er mai 1624.
[2503] *ADHP*, 42 J, D4-B115.

Cette situation fut clarifiée par les recherches des usurpateurs qui firent de la qualification de bourgeois une preuve de roture, alors même que la personne avait pris la qualification de « noble »[2504]. Alexandre de Belleguise, commis à la recherche en Provence et Languedoc, assura que la qualification, même avant 1560, fut jugée comme une preuve de roture[2505]. Lors de la seconde recherche des usurpateurs, dans la preuve de Jean-Jacques de Belleforest, sieur d'Engaye, était produit un contrat de mariage de Pierre de Belleforest du 1er mars 1639. Le commis à la recherche s'en prit aux qualités qui étaient prises dans cet acte. Le produisant soutint en réponse que « les qualités de sire et de bourgeois ne sont pas des qualités dérogeantes »[2506]. Plus précautionneux, dans la minute du contrat de mariage de Bernard de Fournier du 4 juillet 1644, que l'intendant lui avait ordonné de rapporter, Jean de Fournier prit soin de raturer la qualité de bourgeois, ce dont le commis s'aperçut[2507]. La qualification de bourgeois était donc devenue contradictoire avec la noblesse[2508]. On peut juger qu'il y avait des doutes sérieux sur la noblesse du second, lorsque dans un acte du milieu du XVIIIe siècle, Louis Lavergne fut qualifié « monsieur » et « bourgeois », alors que son frère Jacques, capitaine d'infanterie, se qualifiait de « noble »[2509].

Pour conclure, on peut dire qu'indubitablement des nobles purent jouir du droit de bourgeoisie à diverses époques, mais la prise de la qualification de « bourgeois » était problématique à l'époque moderne, car elle était pour plusieurs juristes, propre aux roturiers, et pourrait même entraîner une condamnation, étant devenue une marque de la condition roturière,

[2504] Le mouvement est général. Robert Descimon a pu parler dans le cas de Paris d'un « déclassement radical » du statut du bourgeois, et constaté l'affirmation de l'incompatibilité noblesse-bourgeoisie entre le XVIe et le XVIIe siècle (« Un langage de la dignité. La qualification des personnes dans la société parisienne à l'époque moderne », dans *Dire et vivre l'ordre social en France sous l'Ancien Régime*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales, Paris, 2005, p. 102). A Toulouse, les anciens capitouls renoncèrent à cette titulature de bourgeois « qui valait soupçon de roture » dans la deuxième moitié du XVIIe siècle (Bonin, Pierre, Bourgeoisie et habitanage dans les villes du Languedoc sous l'Ancien régime, *op. cit.*, p. 33).

[2505] Les motifs ayant entraîné cette décision furent que « à passer l'explication de bourgeois en habitant, c'étoit faire autant de bourgeois qu'il y avoit d'artisans dans une ville, parce qu'ils en étoient habitans ; qu'il étoit vray que le terme de bourgeois emportoit celuy d'habitant, mais que par-dessus il signifioit l'état, c'est à dire qu'il presupose que celuy à qui on le donne soit domicilié dans une ville, mais il ne signifie que le rang qu'il y tient […] Qu'enfin il n'étoit rien de si constant que les bourgeois étoient des honnêtes roturiers, mais jamais des nobles » (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 92).

[2506] *ADTG*, C 82.

[2507] *ADTG*, C 87.

[2508] D'après l'auteur d'un « Modèle pour servir à la réception de messieurs les chevaliers de Malte », en France, si la qualité de « noble » seule prouvait la noblesse, celle de « noble un tel, bourgeois d'un tel endroit » désignait la « roture » (*ADG*, I 2214, Imprimerie Michel Goy, Lyon, 1727, p. 7). Dans certains territoires cependant, une telle rigueur n'était pas tenable. Ainsi en allait-il à Lyon, où la noblesse était principalement municipale, et où il était donc courant que les échevins anoblis continuent à se qualifier de bourgeois, sans qu'on leur en tînt rigueur lors des recherches des usurpateurs (Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 203).

[2509] *ADG*, 3 E 19929, folio 184, procuration de Jacques Lavergne à Louis Lavergne, Castillon de Batz, 11 août 1751.

alors même que serait prise conjointement une qualification de noblesse. Mis à part le cas de la qualification « bourgeois », il n'y avait pas de qualifications roturières exclusives, les nobles étaient donc ceux qui portaient des qualifications nobles.

2) Les différentes qualifications nobiliaires

Le noble pouvait porter diverses qualifications pour marquer son état. Ces qualifications produites par l'usage, furent précisées à l'époque moderne par des textes législatifs qui vinrent prohiber leur emploi par des non nobles. Par une déclaration royale du 26 février 1665, il était interdit « à toutes personnes qui ne sont pas d'extraction noble ou gentilshommes, de prendre à l'avenir lesdites qualités de chevalier, noble, ou d'écuyer, et autres titres de noblesse »[2510]. La déclaration du 4 septembre 1696 défendait d'usurper les qualités de « noble homme, d'écuyer, de messire et de chevalier »[2511]. Plus précis, l'article 4 de l'arrêt du conseil d'Etat du roi du 15 mai 1703 ordonnait que seraient des qualifications nobiliaires celles d'écuyer, de chevalier, de noble dans les provinces de Flandre, Hainaut, Artois, Franche-Comté, Lyonnais, Dauphiné, Provence, Languedoc, Roussillon, et dans l'étendue des parlements de Bordeaux, de Pau et de Toulouse, donc en Gascogne orientale, et celle de noble homme uniquement dans la province de Normandie[2512].

Il est frappant de constater, dans les minutes notariales, à quel point les personnes de condition noble n'omettaient jamais de prendre la marque de leur état, qui était précisée de la propre initiative du notaire, qui connaissait la qualité des parties, ou à leur demande si ce n'était pas le cas. Quelle que soit la nature de l'acte notarié (contrat de mariage, testament, contrat de vente…), le noble prenait toujours une qualification nobiliaire. Dans d'autres catégories d'actes en revanche, comme les actes émanant des cours de justice, ou dans les commissions royales, la qualité de noble n'était pas toujours spécifiée par celui de qui ils émanaient[2513]. Les actes notariés, dans lesquels la qualité était toujours précisée, n'en étaient que plus incontournables pour la preuve de noblesse.

[2510] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 142.
[2511] *ADHP*, 44 J 7, déclaration du roi pour la recherche des usurpateurs de noblesse, Versailles, 4 septembre 1696.
[2512] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 263.
[2513] Il pouvait être demandé exceptionnellement par l'impétrant d'une commission militaire ou de lettres de provision que cette qualité soit précisée. L'abbé Vergès conseillait à un de ses correspondants, qui devait recevoir des provisions, de « ne manqués de prendre dans ces occasions très exactement tous vos noms, surnom, et qualittés » (*ADPA*, 16 J 71, lettre de l'abbé Vergès au baron de Bourg, Tarbes, 15 décembre 1786).

Il est vrai que certains gentilshommes se plaignirent que leurs ancêtres n'aient pas pris les qualifications nobiliaires. Dans une lettre de 1769, un noble soutenait que le peu de rigueur dans l'usage des noms et l'emploi des qualifications au Moyen Âge, venait de la « manière de prouver alors la noblesse par des témoignages », qui faisait que les actes écrits avaient une importance secondaire, et que les notaires se seraient montrés négligents en la matière[2514]. Il n'est pas impossible qu'il y eût des omissions. Le sieur d'Uzer de Salus écrivait dans une lettre de 1763, dans laquelle il était question de sa preuve de noblesse, que son contrat de mariage était « des mieux conditionés, insi que les baptistaires de mes enfants »[2515]. C'est donc qu'il aurait pu en être autrement. Pour le vicomte de Gabrielly, lorsque l'omission des qualifications serait trop prolongée, elle formerait « le préjugé le plus défavorable contre les sujets qui l'ont faite », car « le sentiment d'un avantage tel que celui de la noblesse, est trop intéressant et trop flatteur pour qu'on l'oublie aussi longtemps »[2516]. Suivant Chérin, cette omission des qualifications nobles serait même « une sorte de dérogeance que l'on nomme tacite, mais qui n'a l'effet de la première que dans le cas où elle seroit prolongée pendant un certain nombre de générations »[2517]. Pourtant, force est de constater que dans l'immense majorité des actes notariés, la qualité de noble était toujours mentionnée[2518]. Le fait que cette qualification nobiliaire fut toujours prise jusqu'à la Révolution par tous les nobles est la marque la plus nette de l'attachement qu'ils avaient pour cette qualité.

Dans un procès entre le seigneur de Gonnès, qui prétendait qu'il y avait plusieurs classes de gentilshommes, et les habitants de Goudon, ces derniers lui affirmèrent que par une « maxime de Gascogne », le simple gentilhomme soutiendrait qu'il serait « noble comme le roy »[2519]. En réalité, s'il n'y avait pas de différence juridique entre les nobles de plus ou moins grands lignages, s'ils n'étaient pas distingués par un titre, dans les mœurs, une distinction s'instilla entre ceux qui portaient des qualifications variables, plus ou moins méliorative. Quoiqu'elles puissent paraître équivalentes en théorie, les qualifications nobiliaires étaient en fait et parfois en droit inégales, et leur emploi n'était sans doute dans la majorité des cas pas dû

[2514] *ADLG*, 25 J, A5-14, lettre de monsieur de Luppé-Garrané, au château de Lacassagne, le 23 novembre 1769.
[2515] *ADPA*, 16 J 196, lettre avec une note du sieur d'Uzer de Salus au chevalier d'Uzer, Bagnères, 24 juin 1763.
[2516] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, Leroy libraire, Paris, 1787, p. XII.
[2517] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XXXV.
[2518] Ne pas avoir pris de qualification nobiliaire dans certains actes pouvait même être utilisé comme un argument permettant de mettre en doute sa noblesse. Michel Du Bouzet, seigneur du Castéra, contesta la noblesse de la partie adverse à cause de la taxe des dépens, en précisant entre-autres que son père n'avait pas pris de qualification dans des actes, or s'ils avaient cette qualité, il ne serait pas « à présumer qu'ils eussent obmis de la prendre dans ces actes, nottament dans un contrat de mariage qui est l'acte dans lequel on a le plus d'intérêt de la prendre » (*ADHG*, 8 B 437, D 44, production sur l'appel de taxe contre Andronie Davach, 23 juillet 1727).
[2519] *ADHP*, 65 J 234, « Requête de messire Alexandre de Fosseries seigneur de Gonnès et autres places, avec dix-neuf productions, contre les sindicqs et communauté de Goudon », juillet 1733.

au hasard. Le notaire pouvait leur donner la qualification communément employée pour désigner les nobles dans la province à cette époque, mais si le noble lui demandait d'en utiliser une autre, cela pouvait être très significatif[2520]. On ne peut pas pour autant les hiérarchiser, car si hiérarchie il y eut, force est de constater qu'elle fut mouvante, et difficile à appréhender pour les contemporains eux-mêmes[2521]. D'autres termes employés pour désigner les nobles ne furent jamais utilisés comme qualifications nobiliaires dans les actes notariés. L'utilisation fréquente d'épithètes d'honneurs, que l'on pourrait prendre pour des qualifications, doit aussi nous amener à apporter quelques précisions.

a) La qualification de « noble »

C'est la plus répandue, et la plus usitée en Gascogne orientale tout au long de l'Ancien régime, dans les archives judiciaires, administratives, ou notariales[2522]. Si c'était la plus courante, ce n'était pas nécessairement la moins valorisante. Celles de « chevalier » et de « messire » étaient employées dans les actes notariés par des nobles d'un rang élevé, celle d'écuyer était parfois utilisée par des nobles d'une condition moins reluisante[2523]. Elle était *de*

[2520] D'après Robert Descimon d'ailleurs, les notaires n'avaient pas un rôle déterminant dans le choix des appellations (Descimon, Robert, « Un langage de la dignité. La qualification des personnes dans la société parisienne à l'époque moderne », *op. cit.*, p. 90).

[2521] Pour Alain Servel, il serait « impossible » de faire la hiérarchie sommaire des termes précédant le nom, car « leur valeur évolue ou se dévalue » (« Les signes extérieurs de notabilité en pays d'Apt aux XVI-XVIIe siècles », dans *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome 42-2, avril-juin 1995, p. 199). Laurent Croq a démontré à travers l'exemple de la société parisienne au XVIIe siècle que les groupes socioprofessionnels changèrent de titulature collectivement, ce qui reflétait un changement de leur place dans la hiérarchie sociale, mais son étude dépasse la noblesse pour s'étendre aux conditions estimées honorables par Loyseau (« Des titulatures à l'évaluation sociale des qualités », dans Dire et vivre l'ordre social en France sous l'Ancien Régime, *op. cit.*).

[2522] En 1736, le directeur du domaine fit appel d'une ordonnance de décharge du franc-fief rendue en faveur de Jean-Baptiste de Bazignan du Peyrusca. Il soutenait que ce dernier n'était pas noble malgré sa preuve, entre autres motifs parce que si la qualification de noble établissait « anciennement » la noblesse, cet usage aurait cessé en 1660, « temps auquel les gentilshommes prirent le titre d'écuyer », et qu'anciennement les officiers militaires prenaient le titre de noble « comme ils prennent aujourd'huy celuy d'écuyer, sans que cela puisse faire un titre de noblesse » (Fonds Bazignan, extrait des registres du Conseil d'Etat, Versailles, 21 janvier 1736). De telles assertions ne correspondent pas à la réalité historique. Jean-Baptiste de Bazignan répondit avec raison que les qualités de « noble » et d'« écuyer » étaient synonymes, et rapporta deux actes de notoriété, un du procureur du sénéchal de Nérac, et un autre de deux notaires de la même ville, « que dans le ressort de ladite sénéchaussée et surtout anciennement, la qualité de noble et d'écuier ont toujours été regardées comme les mêmes et sinonimes, et qu'il s'est souvent pratiqué que les gentilshommes ne prenoient que la qualité de noble dans les actes qu'ils passoient, au lieu de celle d'écuyer, l'une étant regardée comme équivallente à l'autre, c'est pourquoy on trouve dans la pluspart des actes anciens que les gentilshommes n'y sont point qualifiés d'écuyers, mais seulement de nobles » (*ibidem*, requête de J.-B. de Bazignan au conseil du roi, 2 juillet 1737).

[2523] D'après l'avocat des consuls de Goudon, la qualification de « noble » aurait été prise en Bigorre par « tous ceux qui ont entrée aux états, et qui ne sont pas même gentilshommes », mais une telle affirmation paraît avoir été

facto, comme on peut le lire dans des lettres d'anoblissement d'un bigourdan en 1777, le « titre caractéristique de la noblesse dans cette partie de nos Etats »[2524].

Cette qualité étant relativement neutre, elle put subir des variations au gré des notaires ou des contractants. Pierre de Lamarque, de Castelnau en Magnoac, dans un acte d'achat du 10 février 1575, prit pour qualification « noble cappitaine »[2525]. Certains nobles possédant une ou des seigneuries d'importance prenaient l'épithète d'honneur de « haut et puissant seigneur » en plus de la qualification de « noble ». Le notaire put donc simplifier cette formulation en donnant la qualification de « noble et puissant seigneur ». En 1577, Aimery de Narbonne, seigneur de Saint-Girons, fut qualifié dans son contrat de mariage « noble et puissant seigneur messire »[2526]. On trouve aussi celle de « noble messire » dans un contrat de mariage de 1715, pour signifier la distinction nobiliaire du père de l'épouse[2527].

b) La qualification de « chevalier »

La qualification de chevalier était une qualification moins utilisée que la précédente. Elle avait une résonance plus favorable pour celui qui la portait que celle d'écuyer, puisqu'elle renvoyait à la chevalerie[2528]. D'après Brantôme, « le nom de chevallier a esté le premier entre tous les noms d'honneurs, et quelque tiltre gradué qui soit »[2529].

Loysel rapportait pour maxime que « nul ne naist chevalier »[2530]. Pour Loyseau, cette qualification ne pouvait être portée que par ceux qui avaient été reçus dans un ordre de chevalerie, les autres n'étaient que des « chevaliers honoraires », et ne devraient pas s'attribuer cette qualification, ce que faisait pourtant à son époque la haute noblesse[2531]. La noblesse

dictée par le besoin de la cause (*ADHP*, 65 J 234, « Ecrit […] des sindicqs de Goudon, en Bigorre, contre le sieur de Gonnès seigneur dudit lieu, de Lizos et Galès », Casaux avocat, 30 juin 1734, p. 7).

[2524] *ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, Fontainebleau, novembre 1777.

[2525] *ADG*, I 1849.

[2526] *ADA*, 10 J 4, contrat de mariage d'Aimery de Narbonne et de Philiberte d'Ornézan, Montagut, 10 janvier 1577. Autre exemple, dans un testament, Guillaume de Castelbajac, protonotaire du Saint-Siège, était aussi qualifié « noble et puissant seigneur » (*ADPA*, 16 J 102, testament de Bernard de Castelbajac, Orieux, 12 mai 1555).

[2527] *ADHG*, 35 J 25, contrat d'Hugues de Latour et Marie de Comminges, Aurignac, 11 avril 1715.

[2528] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 10 : « Le chevalier et l'escuier sont gentilshommes et nobles égallement, en tant que l'un et l'autre est gentilhomme, mais inégallement en tant que l'un est décoré de la chevalerie, qui est une qualité survenante que l'autre n'a pas » ; Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 34 : « L'ordre de chevalerie est une qualité d'honneur que les rois et autres princes souverains attribuent à ceux qu'ils veulent signaler par-dessus les autres gentilshommes, comme les plus genereux ».

[2529] Brantôme, Pierre de Bourdeille dit, Œuvres complètes, *op. cit.*, tome sixième, p. 476.

[2530] Loysel, Antoine, Institutes coutumières, *op. cit.*, p. 4, n° 15.

[2531] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 71.

française réclama en 1614 qu'elle soit réservée aux personnes de « la qualité requise »[2532]. Par l'ordonnance de janvier 1629, interdiction fut faite de prendre la qualité de chevalier si elle n'avait pas été concédée par un roi, ou que « l'éminence de leur qualité ne la leur atribue »[2533]. Or le roi ne concédait plus de lettres de chevalerie, et se contentait de faire des chevaliers d'un de ses ordres. Pourtant, dès le règne de Louis XIV, l'usage se répandit de se qualifier « chevalier » alors que l'on n'était pas chevalier d'un ordre. L'auteur de l'article « écuyer » de l'*Encyclopédie méthodique* notait que « le titre de chevalier, si on en excepte les ordres du roi, n'est plus une qualité personnelle, accordée par forme de distinction & de récompense, aux gentilshommes qui ont bien mérité de l'Etat »[2534]. Au XVIIIe siècle, il était en effet admis que les nobles pouvaient prendre la qualification de « chevalier » : « la qualité de chevalier […] est entièrement caractéristique de noblesse dans tout le royaume »[2535]. Si théoriquement cette qualification devait être donnée à des nobles « personnellement très-illustrés », qui joindraient « à l'ancienneté de la naissance, l'avantage ou de compter parmi leurs ancêtres un chevalier, ou d'avoir eu des pères décorés de titres, grades ou charges très honorifiques », à ceux « qui ont été revêtus eux-mêmes de ce titre éminent, soit par l'admission au nombre des chevaliers des ordres du roi, soit par des lettres-patentes duement enregistrées », dans les faits, le notaire l'accordait à la demande à des nobles plus ou moins distingués[2536]. Un arrêt du 13 août 1663 du parlement de Paris, faisant droit sur les conclusions du procureur général, défendit à tous les gentilshommes de prendre les qualités de « messire » et de « chevalier », sinon « en vertu de bons & de légitimes titres », mais il est certain que cette règle ne fut pas respectée, ni même introduite en Gascogne orientale[2537].

Sous les rois Bourbon, la qualification de « chevalier », accolée au nom, devint un surnom donné à certains officiers, dont l'identité était à tel point liée à leur office militaire qu'il leur valut ce qualificatif[2538]. Au XVIIIe siècle, l'usage de se faire appeler « chevalier » gagna des officiers roturiers. Cet usage était toléré, mais il devenait une usurpation si le militaire non noble prenait cette appellation comme une qualification dans des actes notariés.

[2532] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, cahier de doléance de la noblesse aux Etats généraux de 1614, p. 194.
[2533] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 189.
[2534] Encyclopédie méthodique, ou par ordre de matières. Jurisprudence, tome IV, *op. cit.*, entrée « écuyer ».
[2535] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XXXI.
[2536] Encyclopédie méthodique, ou par ordre de matières. Jurisprudence, *op. cit.*, entrée « écuyer », p. 203.
[2537] *Ibidem*, p. 203.
[2538] Pierre de Ruble, qui servit près de quarante ans dans l'armée, était ainsi appelé « le chevalier de Ruble » (Fonds Blanquefort). Ses longs et zélés services sous les règnes de Louis XIV et Louis XV lui avaient permis de gagner ce surnom.

c) La qualification d' « écuyer »

Cette qualification était aussi associée à la chevalerie. Selon La Roque, elle serait issue des nobles qui étaient les seconds des chevaliers participant aux tournois, et qui portaient leurs écus ; elle serait aussi venue du latin *scuria*, « écurie », car ces mêmes nobles étaient chargés de soigner les chevaux des chevaliers[2539]. Au XVIe siècle, certains grands seigneurs continuèrent d'appeler des personnes de leur suite « écuyer », car ils les chargeaient de s'occuper de leurs montures et de leurs armes. En 1609, Tristan-Louis de Verdelin, noble, maréchal des Logis de la compagnie de cent hommes d'armes du comte de Candale, et capitaine d'une compagnie de gens de pied au régiment de Picardie, se qualifiait « escuyer du Roy et de monseigneur le duc d'Espernon »[2540]. Etre écuyer de ces grands était très honorable.

La qualification d'écuyer a toujours gardé de cette origine une certaine dévaluation par rapport aux autres : elle était attribuée dans les actes notariés à des nobles de second rang[2541]. Elle avait aussi une connotation militaire[2542]. Loyseau remarqua qu'à la fin du XVIe siècle, « tous les gentils-hommes des champs » avaient pris « ce nom ressentant la profession militaire, qui sans doute est la plus veritable source de noblesse »[2543]. En fait en Gascogne orientale, elle était assez rare, même si certains petits seigneurs la prenaient, comme Jean-François de Busca, seigneur de Lassale, qualifié « escuyer » dans son contrat de mariage[2544], ou François de Monpezat, coseigneur de Saux, qualifié de même « escuyer »[2545]. On ne peut cependant pas systématiser, puisque le fils du puissant seigneur de L'Isle et de Noé, Géraud de Noé, se qualifiait simplement « escuyer » dans son contrat de mariage en 1574[2546].

[2539] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 3.
[2540] *ADG*, I 3529, contrat de mariage de Tristan-Louis de Verdelin et de Catherine d'Armentieu, Caumont, 13 septembre 1609.
[2541] Larochelle, Lucie, « Le vocabulaire social et les contours de la noblesse urbaine provençale à la fin du Moyen Âge : l'exemple aixois », dans *Annales du Midi*, 1992, p. 170.
[2542] D'après Philippe Contamine, les hommes d'armes étaient appelés « écuyers » au XIVe siècle, et tous n'étant pas nobles, ce qualificatif « a pu ne correspondre qu'à une dénomination dépourvue de valeur sociale », ce qui explique qu'on lui préféra progressivement celle d' « homme d'armes », qui « n'implique par elle-même aucune référence sociale précise », au XVe siècle (Contamine, Philippe, *Guerre,* Etat et société à la fin du Moyen Age. Etudes sur les armées des rois de France, 1337-1494, *op. cit.*, p. 174-176).
[2543] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 29.
[2544] Fonds Lascazères, contrat de mariage de Jean-François de Busca et Antoinette de Montesquiou, Saint-Jean d'Angles, 19 décembre 1598.
[2545] *ADLG*, 98 J 7, contrat de mariage de François de Monpezat et Françoyse de Gestas, Aulon, 20 août 1582.
[2546] *ADG*, I 2649, contrat de mariage de Géraud de Noé et Catherine de Narbonne, Dalancs, 11 juin 1574.

La qualification d' « escuyer » pouvait aussi suivre le nom qui était précédé de la qualification de « noble », signe qu'elle semblait insuffisante. Elle fut par ailleurs parfois utilisée en Gascogne par des personnes vivant-noblement, ou nobles en cours d'agrégation, au XVIIe siècle[2547]. Nul doute que le fait qu'elle fut moins honorable explique la désaffection dont elle pâtit au fil du temps jusqu'à devenir peu usitée au XVIIIe siècle en Gascogne, sans pour autant disparaitre. L'auteur de l'article « écuyer » de l'*Encyclopédie méthodique* avançait pourtant que cette qualification serait « le seul synonyme de celui de noble », et « la qualité propre & inhérente à la noblesse »[2548]. C'est que dans certaines provinces elle était devenue la qualification ordinaire des nobles. Mais là encore, elle pouvait apparaître comme douteuse. Il faut effectivement relever que certaines personnes pouvaient se qualifier « écuyer » sans pour autant être nobles. Des officiers de la maréchaussée se virent reconnaître en 1692, le droit de porter la qualification d' « écuyer » et même de « noble », mais seulement tant qu'ils demeuraient revêtus de leurs charges[2549]. Plusieurs corps de la maison du roi avaient aussi ce privilège[2550]. Un arrêt du conseil de mai 1778 rappela que « le titre d'*écuyer* attaché à quelques-unes des charges de la maison de Sa Majesté, ne conférait point la noblesse, ni par conséquent l'exemption du franc-fief, ce titre étant purement honorifique et de décoration »[2551].

[2547] A Paris au début du XVIIIe siècle, c'était la qualification ordinaire des nobles récents (Croq, Laurent, « Des titulatures à l'évaluation sociale des qualités », *op. cit.*, p. 142).
[2548] Encyclopédie méthodique, ou par ordre de matières. Jurisprudence, tome quatrième, *op. cit.*, p. 203.
[2549] Par cette déclaration se virent reconnaître ce privilège les prévôts généraux, provinciaux et particuliers, vice-baillis, vice-sénéchaux, lieutenants criminels de robe courte, lieutenants assesseurs, et les procureurs du roi des maréchaussées. En échange de ce droit et de la confirmation de leurs privilèges, ils devaient apporter un secours financier à l'Etat… (*ADHG*, 1 B 1924, bis folio 278, déclaration donnée à Versailles le 6 mai 1692). Belleguise estimait que les descendants des prévôts en chef seraient anoblis graduellement, en se fondant sur une analogie avec les préfets des villes en droit romain et les capitaines d'ordonnance et juges souverains en droit français. Mais il citait aussi un arrêt de la cour des aides de Paris du 14 janvier 1627 qui lui donnerait raison, auquel s'ajouta un cas de maintenue en Provence (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 41). Cette opinion est pourtant légalement infondée, et par l'article 13 d'un arrêt du conseil d'Etat du 22 mars 1666, il ne fut reconnu que le droit de se qualifier d'écuyer aux prévôts généraux et provinciaux et aux lieutenants anciens en service auprès d'eux, et non aux autres officiers de la maréchaussée (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 148). Par le port de la qualification et l'opinion en faisant une charge anoblissante, on peut voir que la charge de prévôt des maréchaux était étroitement liée à la noblesse, quoiqu'elle ne lui fût pas non plus réservée.
[2550] Des poursuites ayant été entreprises contre des membres de plusieurs corps de la maison du roi lors de la première recherche, un arrêt du conseil du 16 avril 1657 les avait déchargés de la poursuite et maintenus dans la jouissance de la qualité d'écuyer (*ibidem*, p. 124).
[2551] *ADPA*, C 316, « arrêt du conseil d'Etat du roi qui désigne quels sont les officiers, domestiques et commensaux de la maison du roi, des maisons royales, et de celles des princes et princesses du sang, qui seront exempts du droit de franc-fief, et qui explique à quelles conditions ils jouiront de cette exemption », Versailles, 15 mai 1778.

d) La qualification de « messire »

Le père Ménestrier faisait de la qualification de « messire » une marque de grande noblesse[2552]. Elle fut relativement peu employée dans les actes notariés en Gascogne orientale. Lorsqu'elle l'était, c'était d'abord par des nobles de premier rang dans la province. Le noble, souvent le père de l'épouse, prenait alors la qualification de « messire » avant son nom, et après des qualifications prestigieuses comme « chevalier » ou « baron ». Les nobles français avaient réclamé, en 1614, à ce qu'elle ne soit attribuée qu'aux nobles d'une éminente qualité[2553]. Près d'un siècle plus tard, elle fut oubliée dans l'article 4 de l'arrêt du conseil d'Etat du roi du 15 mai 1703, qui énumérait les qualifications de noblesse. D'après l'abbé Vergès, devant le généalogiste des ordres du roi, la qualité de « messire » prise dans un acte n'était pas suffisante, et ne voulait « rien dire, si elle n'est suivie de celle de chevalier ou d'écuyer »[2554]. La qualification de « messire », expliquait-il, comme celle de « haut et puissant seigneur », ne conviendrait pas seule, et il faudrait qu'une autre la complète. Ce jugement rigoureux n'était pas partagé, et la qualité de « messire » permit de prouver la noblesse lors des recherches des usurpateurs. Mais il est vrai qu'elle connut une nette dévalorisation au XVIIIe siècle en Gascogne, peut-être aussi à cause de l'emploi qu'en faisaient les trésoriers de France, qui s'en paraient en vertu de leur office alors qu'ils n'étaient pas nobles pour la plupart. Encore une fois cette tendance n'était pas si accusée qu'on ne trouva des contrats de mariages intra-nobiliaires où tous les nobles prenaient seulement la qualification de « messire »[2555]. La qualification de « messire » fut dans les faits plus largement utilisée par des nobles qui n'étaient pas d'un premier rang au XVIIIe siècle.

[2552] Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse, *op. cit.*, p. 190.
[2553] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, cahier de doléance de la noblesse aux Etats généraux de 1614, p. 194 : « Que défenses soient faites à toutes sortes de personnes qui ne sont de la qualité requise, de s'attribuer le titre de messire ni chevalier ».
[2554] *ADHP*, 65 J 38, lettre de l'abbé Vergès, Paris, 23 février 1787.
[2555] Par exemple : *ADG*, I 1551, contrat de Pierre de Gironde et Marie-Laurence de Sedilhac, Belmont, 21 novembre 1757 ; *ADG*, E 16, contrat de Louis d'Aure et Marie-Gabrielle de Lubay, Viella, 3 août 1778.

e) Les qualifications tombées en désuétude ou ayant perdu leur caractère nobiliaire

Des qualifications devinrent désuètes. C'est le cas de la qualification de « valet » auquel La Roque a consacré un chapitre[2556]. Il a traité aussi celle de « captal »[2557] et de « dagel », qu'il prétendait être spécifiques à la Gascogne, mais que l'on ne rencontre pas. Enfin, s'il a écrit que « la qualité de damoiseau est fort ordinaire en Gascogne »[2558], il mentionnait en réalité un état de fait passé : cette qualité portée par de petits seigneurs ne se rencontre plus à partir de la deuxième moitié du XVIème siècle[2559]. Cependant elle était acceptée dans les preuves de noblesse pour prouver la nobilité d'un ancêtre du Moyen Âge.

Une qualification propre aux nobles à une époque put se démocratiser et être utilisée par des bourgeois : celle de « noble homme »[2560]. Elle resta l'apanage de la noblesse en Normandie alors que, dans le reste du royaume, elle ne fut plus distinctive de la noblesse. Par l'arrêt du conseil d'Etat du roi du 15 mai 1703, il était ordonné que « noble homme » ne serait une qualification de noblesse qu'en Normandie[2561]. Ceux qui prenaient cette qualification avaient pour Loyseau une « noblesse honoraire », ou « noblesse de nom »[2562] : par « mépris » on l'appellerait « noblesse de ville », et elle correspondait à la « bourgeoisie »[2563]. Plus tranchant, Belleguise, commissaire à la recherche des usurpateurs en Provence, affirmait que cette qualification n'aurait été « propre qu'au bourgeois »[2564]. Pourtant, dans certaines provinces elle put être prise par des nobles véritables jusqu'au début du XVIIe siècle[2565]. Ce ne fut pas le cas en Gascogne orientale.

[2556] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, Chapitre VI, p. 6. La première édition de ce Traité date de 1678. Il écrivait que cette qualification « se trouve ordinairement dans les anciens livres de Gascogne. Il étoit considérable en Poitou » : on comprend qu'elle n'était plus usitée alors.
[2557] Il n'en cite qu'un exemple d'emploi, et pour cause, elle était spécifique à la seigneurie de Buch qui appartenait à la maison de Grailly. Il s'agit d'un titre attaché à une terre, et non d'une qualification nobiliaire.
[2558] *Ibidem*, p. 6.
[2559] *Ibidem*, p. 24 : « Les Gascons apelloient les ecuyers, damoiseaux ou damoisels, par allusion à de petits seigneurs, et pour les distinguer des autres qui étoient plus relevés, et dont ils étoient inférieurs ». Ces seigneurs étaient des nobles qui n'avaient pas encore été faits chevaliers.
[2560] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 28 : « Les plus honnêtes habitans des villes, ayant de longtemps pris coutume de se qualifier nobles hommes, cela a fait que ceux d'épée ont méprisé ce titre ».
[2561] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 263. L'article 2 de l'arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668, rendu pour les commissaires provençaux, l'avait déjà rejeté, jugeant qu'elle ne pourrait « point établir pareillement un titre, ni une possession de noblesse, sans tirer à conséquence pour la qualité de noble seulement, qui aura le même effet que celle d'écuyer » (*ibidem*, p. 176).
[2562] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 71.
[2563] Loyseau, Charles, Traité du droit des offices, *op. cit.*, p. 46.
[2564] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 79. Cette qualification « ne rend pas un roturier sujet à l'amende, ny ne peut aussi servir de preuve de noblesse ».
[2565] Constant, Jean-Marie, Nobles et paysans en Beauce aux XVIème et XVIIème siècles, *op. cit.*, p. 227.

f) Les appellations nobles non utilisées comme qualification nobiliaire et les épithètes d'honneur

Au XVIe siècle l'appellation de « cadet » pouvait désigner en Gascogne les membres puînés de la famille, qui n'obtenaient que la portion congrue de l'héritage, et étaient donc souvent obligés d'aller tenter la fortune à l'armée du roi. C'est peut-être dans ce sens que certains nobles de second rang étaient surnommés « lo capdet », comme Bernard de Comes, surnommé « lo capdet Bernard »[2566]. On pouvait la voir utilisée comme surnom dans un acte notarié. Ainsi en 1542, on trouvait « noble Jehan de Manas dit lo capdet de Bascous »[2567]. En fait, il était fréquent que les gentilshommes gascons soient désignés comme cadets, quoiqu'ils ne le fussent pas forcément. Monluc se désignait lui-même comme un « pauvre cadet de Gascogne » qui aurait réussi à parvenir aux plus hautes dignités[2568]. Dans ses *Mémoires*, Jean D'Antras signait son adresse aux lecteurs « le capdet sans reproche, nommé Samazan, seigneur de Cornac »[2569]. Le poète Guillaume Ader désignait parfois son gentilhomme gascon le « capdèth », sans que cela ne paraisse à aucun moment impliquer une position dans la fratrie[2570]. Tout noble gascon issu d'une maison relativement secondaire pouvait se voir qualifier de cadet. Cette appellation était donc plutôt péjorative : un noble se croyant issu d'un lignage très distingué ne goûtait guère de se voir appeler « capdet ». Lors des guerres de religion, Jacques de Bénac écrivit à un de ses cousins pour protester, ayant appris que lors des Etats de Bigorre, lui et ses frères auraient été méprisés par des paroles dédaigneuses, telles que « ses cabdets de Bénac ils les fault aller prendre et les chastier », paroles jugées diffamantes pour son honneur[2571]. Cette appellation n'était pas définie juridiquement, et rien n'assure qu'elle fut utilisée uniquement pour désigner des nobles : nombre des « cadets de Gascogne » qui s'illustrèrent à l'armée auraient été bien en peine de prouver leur noblesse.

Si elle était couramment employée dans la littérature ou les correspondances, la qualité de « gentilhomme » renvoyait aux mœurs et non au droit, dans la mesure où elle était utilisée

[2566] « Fragment d'enquête sur la nobilité de la maison de Comes », 26 mai 1550, retranscrite par Jean-Baptiste Larcher dans ses Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome II, p. 195.
[2567] *ADG*, 3 E 20081, procuration en parlement pour Jean de Manas, Eauze, 4 mai 1542.
[2568] Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 502.
[2569] Antras, Jean d', Mémoires, *op. cit.*, p. 2.
[2570] Ader, Guilhèm, Lo gentilome gascon, *op. cit.*, p. 31 ; 47.
[2571] *ADG*, I 424, lettre de Jacques de Bénac à monsieur de Bazillac, 18 juin (S. D., seconde moitié du XVIe siècle). Dans une autre lettre du 17 juin, ce même Jacques écrivait au sieur de La Loubère qu'il aurait été dit « que ceulx de la nouvelle religion se retiroint dedans le chastau de Bénac, apellans les enfans disselle *capdets*, et qu'il les falloit aller prendre et les chastier » (*ADG*, I 424).

pour qualifier des nobles dotés de qualités mélioratives qui n'étaient pas juridiquement définies[2572]. Plus courant que le terme de « noble » hors des documents juridiques, il mérite que l'on s'y arrête un peu[2573]. Pour Brantôme, « gentilhomme » serait « le plus beau tiltre qu'un prince puisse avoir et porter après sa principauté »[2574]. On peut interpréter comme une faveur particulière le fait qu'un anobli fut décoré en 1643 du « titre de noblesse et gentillesse »[2575]. A partir du milieu du XVIIe siècle et de l'augmentation du nombre des anoblis, ce mot permit de distinguer des anoblis celui qui était perçu comme le véritable noble, le noble d'extraction[2576]. La Roque opposait ainsi, au sein des nobles, les anoblis et les « gentilshommes », qui seraient « ceux de qui la race est de tout tems exempte de roture »[2577]. Les adages « tout gentilhomme est noble, mais tout noble n'est pas gentilhomme », ou « le prince fait des nobles, mais le sang fait des gentilshommes », témoignent de cette différence[2578]. Le terme est donc à rapprocher du « noble de race » employé par la doctrine juridique. Cette distinction ne doit pas occulter une confusion du vocabulaire dans l'usage commun qui en était fait, gentilhomme pouvant être pris pour un synonyme de noble, au point qu'on le trouve employé comme tel dans la loi[2579]. La qualité de gentilhomme ne fut jamais utilisée dans les actes notariés par les nobles gascons.

Une autre appellation se retrouve dans certains documents, principalement du XVIe siècle : celle de « gentilhomme de nom et d'armes ». On la trouve dans les enquêtes sur la noblesse pour l'entrée dans l'ordre de Malte. En 1557, pour les preuves de Jean-François de

---

[2572] Il faut noter que le terme de gentilhomme subissait de ce fait de nombreuses variantes. Sous la plume de Monluc la qualité de « gentil-femme » est employée pour désigner des femmes nobles (Commentaires, Tome deuxième, *op. cit.*, p. 55, p. 56, et p. 240). On la retrouve dans une enquête sur la noblesse de la maison de Comes, un témoin déclarant au sujet de Marie de Clarac qu'elle était « estimée gentilfemme et noble filhe de maison noble, nommée la maison de Clarac » (« Fragment d'enquête sur la nobilité de la maison de Comes », 26 mai 1550, dans Larcher, Jean-Baptiste, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome II, p. 195). Autre variante originale, celle de « gentil-seigneur ». Le chevalier du Garrané écrivait dans une lettre de 1615 que monsieur Darifort est « un des gentils seigneurs que je vis jamais, et à quy j'ay l'inclination de servir de cœur et d'ame » (*ADLG*, 25 J, J 12-1, lettre du chevalier du Garrané à son frère monsieur de Luppé, le 19 novembre 1615).

[2573] Le cas de la Lorraine doit être distingué, car le gentilhomme y avait un statut différent de l'anobli avec son lot de privilèges, mais autre particularisme, était cependant distingué du noble d'ancienne chevalerie qui lui était hiérarchiquement supérieur. Rien de tel ailleurs en France. Était gentilhomme lorrain celui qui avait 4 générations de noblesse (Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 538 et suiv.).

[2574] Brantome, Pierre de Bourdeille dit, Œuvres complètes, *op. cit.*, tome sixième, p. 475. Il cite aussi cette anecdote : « ce grand roy François ne juroit jamais par foy de roy ny de prince, mais foy de gentilhomme ».

[2575] *ADHG*, 1 B 639, folio 276, arrêt de la Grande Chambre portant enregistrement des lettres patentes d'anoblissement de François Courtade, mars 1643.

[2576] Furetière Antoine, Dictionnaire universel, *op. cit.*, entrée « gentilhomme » : « homme noble d'extraction qui ne doit point sa noblesse ni à sa charge, ni aux lettres du prince ».

[2577] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 4.

[2578] Dictionnaire de l'Académie françoise, tome second, Paris, 1762, p. 212.

[2579] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, édit donné à Paris, mars 1600, art. 26. Au Moyen Âge, Philippe Contamine a décelé une « adéquation complète entre noble et gentilhomme », mais cela ne vient-il pas du faible nombre d'anoblis à cette époque, et donc dans ses sources ? (Contamine, Philippe, La noblesse au royaume de France de Philippe le Bel à Louis XII, *op. cit.*, p. 13).

Polastron La Hillère, Arnaud de Barrau, seigneur de Puylausic, assurait savoir que Sanche-Garsies de Polastron et Marguerite de Faudoas, aïeux du présenté, « de toute antienetté » étaient « vrays gentilshommes de nom et armes »[2580]. En 1571, pour les preuves d'Hérard de Serillac, interrogé si son père, Bernard, serait « gentilhomme de nom et armes », Philippes d'Esparviers répondit qu'il était « gentilhomme de nom et armes », ainsi que son père et son aïeul[2581]. Cette qualité serait donnée à des personnes dont la noblesse était ancienne et militaire, et donc jouissant d'une grande réputation. D'après Brantome, celui qui joindrait à la qualité de gentilhomme de nom et d'armes, la valeur, et le mérite, serait « fort à estimer »[2582].

La Roque a consacré un assez long développement à cette qualité. Cette noblesse était dite « de nom », parce que la noblesse serait aussi ancienne que le nom, et « d'armes », parce que ses membres auraient été « les premiers dans les Etats conquis, où ils ont laissé les marques de leur valeur ; mais principalement, parce que les armoiries suivent naturellement les noms »[2583]. Historiquement, si l'on ne reprend pas l'ensemble des opinions d'auteurs divers rapportés par La Roque, la noblesse de nom et d'armes serait celle qui s'était formée « dans le commencement des fiefs, des surnoms et des armoiries, et qui s'est rendue remarquable par les cris de guerre, et par les exploits militaires ». On voit qu'on est ici à la frontière entre l'histoire et le mythe[2584]. Cette noblesse remonterait à l'époque légendaire des exploits chevaleresques. Il est inutile d'insister sur le fait que prouver ce dont ni la mémoire ni les écrits des hommes n'ont gardé de souvenir était impossible. La Roque préconisait de s'en rapporter à divers indices[2585], et finalement à quatre critères suffisants : depuis ses lointains ancêtres, porter le même nom, les mêmes armes, posséder les mêmes fiefs héréditairement, et leur filiation jusqu'à eux[2586]. En somme, malgré les imprécisions doctrinales, le gentilhomme de nom et d'armes

---

[2580] *ADPA*, 16 J 251, preuves faites le 25 juin 1557, « extrait de son original quy est dans les archifves de la venerable langue de Provence », collationné par le secrétaire de ces archives le 20 août 1642.
[2581] *ADG*, I 3275, procès-verbal de l'enquête sur la noblesse d'Hérard de Sérillac, Toulouse, 15 novembre 1571.
[2582] Brantome, Pierre de Bourdeille, dit, Œuvres complètes, *op. cit.*, tome sixième, p. 476.
[2583] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 9.
[2584] Il ajoutait qu'elle « éclata par les cris du nom dans les armées, et par les armes érigées en trophée dans les combats sanglans ; et en temps de paix parmy les joustes et les tournois » (*ibidem*, p. 12).
[2585] *Ibidem*, p. 15 : « Elle se remarquera dans les Histoires, par l'ancienneté du nom, par la régularité des armes, et par l'usage des cris de guerre ; par la longue possession des terres et seigneuries ; par les alliances toujours nobles ; par la qualité de chevalier, de banneret et de bachelier ; par les dignitez ; par les fondations d'église ; par les rangs qui se donnent dans les celebres assemblées, dans les parlemens, aux baptesmes, aux noces, aux funerailles, aux tournois, et aux sacres des rois […] par les sceaux, les epitaphes, les tombeaux, les hommages, les chartres, les cartulaires, les registres, des thresoriers des guerres, et autres monumens publics », et sans plus attendre, « afin de contenter promptement les curieux, on peut avoir recours aux anciens rôles des armées, et aux armoriaux qui ont esté dressés par les hérauts suivant l'ordre des rois ».
[2586] Le père Menestrier rapporte des critères différents (Menestrier, Claude-François, Les diverses espèces de noblesse, et les manières d'en dresser les preuves, *op. cit.*, p. 289). Ces hésitations s'expliquent par le fait que les définitions qui en furent données n'étaient que doctrinales, et cette qualité n'a jamais été précisée par la loi, la coutume, ou même la jurisprudence.

devait être celui dont la noblesse remontait à un temps immémorial, et dont la famille se serait maintenue avec distinction au premier rang de la noblesse, par la réputation de son nom et de ses armes. Ainsi un anobli, même si cet anoblissement avait eu lieu sous les capétiens directs, ne pouvait faire partie de cette noblesse immémoriale : « celuy qui est anobly, peut bien avec le temps devenir gentilhomme, mais jamais gentilhomme de nom et d'armes, puisqu'il n'a pas l'ancienneté requise pour cela ». Selon l'estimation de La Roque, ces gentilshommes de nom et d'armes devraient « estre considerez au-dessus des autres, pour l'excellence de leur origine : car ordinairement elle fait paroître leur vertu avec beaucoup d'éclat, et les porte à se distinguer dans toutes les belles occasions »[2587].

Essayer de préciser cette qualité n'est pas d'un intérêt uniquement doctrinal, puisque la qualité de « gentilhomme de nom et d'arme » était requise par la loi pour accéder à des charges et dignités. Ainsi dans les lettres instituant l'ordre de Saint-Michel en 1469, il était prévu que l'ordre rassemblerait trente-six « chevaliers, gentilzhommes de noms et d'armes, sans reproche »[2588]. L'ordonnance de Blois, considérant que les offices de baillis et de sénéchaux étaient de « ceux auxquels pour la grandeur de la charge où ils sont appellés, est très nécessaire de pourvoir de personnes de respect », ne les conférait qu'aux nobles « de robe courte, gentilhomme de nom et d'armes »[2589]. Mais en l'absence de définition juridique claire du « gentilhomme de nom et d'armes », cette règle ne pouvait être strictement observée.

Ces appellations, quoiqu'elles ne fussent pas utilisées par les nobles pour se qualifier dans les actes notariés, révèlent néanmoins que malgré l'apparente égalité juridique entre les nobles, les mœurs faisaient de nombreuses distinctions, et hiérarchisaient la considération, selon que l'on fût anobli, cadet, gentilhomme, ou gentilhomme de nom et d'armes. Et le premier élément de distinction des nobles, inhérent à leur noblesse, nonobstant les qualités surabondantes de la famille, était bien l'ancienneté : « ce qui apporte de la diminution et de l'affoiblissement aux autres choses, produit de jour en jour, d'année en année, et de siecle en siecle, un nouveau sujet d'honneur et d'estime à la noblesse »[2590].

On peut rapprocher de ces appellations ce que l'on nommait des « épithètes d'honneur ». Il faut entendre par épithètes d'honneur les titulatures prises dans les actes qui n'étaient pas des qualifications qui marquaient l'état de la personne, mais son honorabilité. Loyseau donnait pour

[2587] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 7.
[2588] Isambert, Decrusy et Jourdan, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome X, « lettres contenant institution des statuts de l'ordre de Saint-Michel », Amboise, 1er août 1469, art.1.
[2589] *Ibidem*, Tome XIV, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 263.
[2590] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 18.

exemple la qualification de « haut et puissant seigneur » prise par les grands seigneurs[2591]. Au XVIe siècle, des barons se qualifiaient « haut et puissant seigneur messire », comme Jean de Bazillac[2592]. Certains nobles l'utilisèrent jusqu'en 1789, surtout quand ils possédaient plusieurs seigneuries[2593]. Loyseau a aussi créé l'expression d' « avant-nom » pour désigner les qualifications honorables telles que « monsieur » pour le simple noble, ou « messire » pour le chevalier[2594]. Celle de « messire » fut souvent prise seule et devint donc une qualification juridique prouvant la noblesse mais, à l'origine, elle aurait été une simple épithète d'honneur selon Loyseau. Quant à « monsieur », des officiers non nobles la prenaient au XVIIIe siècle, et elle ne doit pas être considérée comme propre aux nobles[2595].

En revanche, l'épithète de « sire » n'était ni une qualification nobiliaire, ni une épithète d'honneur employée par les nobles. Elle était prise, d'après Loyseau, par les marchands et artisans[2596]. Les auteurs bigourdans d'un mémoire du milieu du XVIIIe siècle ne disaient pas autre chose : la qualité de « sire » était prise par « les riches marchands et les bourgeois des villes »[2597]. Cette qualité prise dans un acte était même problématique lorsqu'on devait prouver sa noblesse. Contre Michel du Bousquet, poursuivi pour usurpation devant la cour des aides de Montauban en 1688, les consuls d'Auvillar produirent plusieurs actes, dont un contrat de 1593 dans lequel on trouvait « sire Raymond de Bousquet Rivet marchand bourgeois dudit Auvillar »[2598]. En 1687, devant la même cour des aides, contre Jean-Pierre Pujo de Ladoue, les consuls de Vic-Bigorre produirent, afin de démontrer son usurpation, onze actes de la seconde moitié du XVIe siècle, dans lesquels ses ascendants prenaient la qualité de « sire », et où l'on voyait qu'ils avaient exercé la profession de marchand[2599]. Cette qualification était bien compromettante, et mieux valait ne pas produire un acte dans lequel elle était prise. Dans le

[2591] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 74. Pour un exposé systématique de la théorie des appellations d'honneur chez Loyseau, voir Descimon, Robert, « Un langage de la dignité. La qualification des personnes dans la société parisienne à l'époque moderne », *op. cit.*, p. 81-84.
[2592] *ADG*, I 374, contrat de mariage de Raymond de Bonrepaire et Hélène de Bazillac, Tostat, 22 novembre 1570.
[2593] Par exemple : *ADG*, E 77, contrat de mariage de Louis-François de Luppé et Marie-Françoise Le Doux, Eauze, 5 mai 1788.
[2594] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 74.
[2595] Par exemple Alexis Paris, seigneur de Beaulieu, conseiller au sénéchal d'Auch, était qualifié « monsieur » dans le contrat de mariage de sa fille, et il n'était pas noble (Fonds Beaulieu, contrat d'Antoine-Marie de Mariol et Marie-Anne Paris, Miramont, 3 mars 1764). Au XVIIe siècle en pays d'Apt, elle traduisait des « aspirations nobiliaires » (Servel, Alain, « Les signes extérieurs de notabilité en pays d'Apt aux XVI-XVIIe siècles », *op. cit.*, p. 199). En Languedoc, elle désignait « très fréquemment » un bourgeois (Pierre Bonin, Bourgeoisie et habitanage dans les villes du Languedoc sous l'Ancien régime, *op. cit.*, p. 396, note 1). La qualification seule de « monsieur » dans les actes notariés est rare en Gascogne orientale, et en aucun cas une qualification nobiliaire.
[2596] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 74 : « Aussi voyons-nous que de ce titre de Sire, nous qualifions et le plus grand seigneur, qui est le roi, et les plus vils du peuple, à sçavoir, les artisans ».
[2597] « Mémoire pour servir de réplique à la réponse du sieur de Lafitole, du 15 octobre 1748, présenté le 31 juillet 1749 », transcrit dans Jean-Baptiste Larcher, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome XX, p. 133.
[2598] *ADTG*, 1 B 78, arrêt de la cour des Aides de Montauban, 14 août 1688.
[2599] *ADTG*, 1 B 77, arrêt de la cour des aides de Montauban, 17 décembre 1687.

contrat de mariage de Georges de Palustran et demoiselle Laurence de Cazaux du 12 juin 1601, produit par Philippe de Palustran lors de la seconde recherche des usurpateurs, le commis à la recherche remarqua que la qualification de noble avait été mise par altération, au lieu vraisemblablement de celle de « sire »[2600]… Cette qualification était de fait utilisée uniquement par les roturiers. Néanmoins, *de lege*, si un noble l'avait prise avec une qualification noble, rien n'empêchait qu'il soit maintenu noble.

3) Le cas des femmes

Dans la très grande majorité des actes, les femmes nobles n'employaient pas de qualifications pouvant juridiquement les distinguer des non nobles. Elles étaient qualifiées de « dame », de « damoiselle », puis de « demoiselle ». Au XVIe siècle, le terme de « demoiselle » a pu être employé par le législateur pour désigner les femmes de la noblesse[2601]. La noblesse considérait alors que c'était une qualification qui devrait être réservée aux nobles, mais elle fut toujours largement répandue dans la bourgeoisie[2602]. Son souhait ne fut pas exaucé. La principale qualification utilisée est restée celle de « demoiselle » jusque à la fin de l'Ancien Régime, mais cette qualification était prise par toutes les femmes non nobles issues de la bourgeoisie qui contractèrent mariage avec des nobles.

Les femmes mariées étaient plus souvent qualifiées de « dames », les filles de « demoiselles », tel était l'usage, attesté par La Roque[2603]. On rencontre tellement de contre-exemples dans les actes notariés, qu'on ne peut en tirer une règle stricte. La qualification de « demoiselle » était la qualification ordinaire des épouses dans leur contrat de mariage. La qualification de « dame » semble aussi avoir été méliorative, et attribuée davantage à des femmes dont la condition sociale était plus distinguée[2604]. Elle pouvait d'ailleurs se voir joindre

[2600] *ADTG*, C 93.
[2601] Un édit sur le luxe des vêtements dénonçait le « grand nombre des borgeoises qui se sont faictes damoiselles de jour a autre » (*ADHG*, 1 B 1904, folio 51, édit portant règlement sur les habillements, Paris, 12 juillet 1549).
[2602] En 1560, les nobles avaient demandé dans leur cahier de doléances que la qualification de « demoiselle » fut réservée aux femmes nobles dans les actes « de cour ou de contrat » (Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 1er, cahier des remontrances de la noblesse des sénéchaussées de Guyenne, Toulouse, Armagnac et autres aux Etats généraux d'Orléans, 1560, p. 211).
[2603] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, Chapitre V, p. 5 : « le premier à celles qui sont mariées, ou qui sont de la plus haute condition ; et le dernier aux filles ».
[2604] La qualification de « dame » pouvait par ailleurs être utilisée dans le langage courant comme synonyme de « seigneuresse ». Dans les preuves de Malte de Jean-François de Polastron de La Hillère, un témoin, Balthasar de La Fite, mentionnait damoiselle Antoinette de Serres « dame et heritiere de Froussac » (*ADPA*, 16 J 251, preuves

d'autres épithètes mélioratives. Dans son testament de 1644, Marguerite de La Jugie de Rieux, veuve d'Amalric de Narbonne, est qualifiée d' « honorable et illustre dame »[2605]. De même, dans le langage courant du XVIe siècle, se faire appeler « madame » était plus honorable que « mademoiselle »[2606]. Les nobles français réclamèrent en 1614 qu'une telle appellation ne fut attribuée qu'aux femmes nobles d'un premier rang[2607]. Si les qualifications de « damoiselle » et de « dame » ne furent pas *de jure* réservées à la noblesse, elles n'en restèrent pas moins utilisées principalement pour les désigner dans le langage quotidien. Le marquis de Franclieu évoquait de la sorte une « dame de ce village, devenue telle par son mari qui est un homme noble »[2608].

Cette absence de séparation juridique nette dans les actes n'était pas en soi problématique : elle résultait du fait que la noblesse de la femme suivait la condition du père puis du mari : on déterminait son état selon leurs qualités. Néanmoins, les femmes prirent parfois des qualifications nobiliaires. C'est que les qualifications nobles honoraient ceux, et donc celles qui les portaient. Ainsi des femmes pouvaient les prendre pour marquer leur distinction. Les notaires étaient aussi susceptibles de les inscrire pour flatter leurs clientes. Dans son testament de 1549, Jehanne de Martres, veuve de Bernard de Goyrans, est qualifiée de « noble », ainsi que sa fille Catherine de Goyrans, et diverses proches à qui elle fit des legs[2609]. Catherine de Castelnau, « dame de Moncla », prit la qualification de « noble » dans son testament de 1643[2610]. Sans systématiser, on peut faire la remarque qu'alors que les épouses, dans leur contrat de mariage, étaient ordinairement qualifiées de « damoiselle » au XVIe siècle, elles prenaient une qualification noble quand elles étaient héritières. Ainsi Anne de Marestaing, « filhe et heretiere » du seigneur de Lagarde, fut qualifiée « noble » dans son contrat de mariage[2611]. Quant à Claire de Mauléon, héritière d'un important seigneur, elle était qualifiée de « dame » dans son contrat de mariage en 1623, ce qui devait être alors quasi-synonyme de

faites le 25 juin 1557). Le marquis de Franclieu, dans une note manuscrite reprenant l'ensemble de ses services, citait son épouse, Louise de Busca, « dame de Sept terres » (Fonds Lascazères, « Services du marquis de Franclieu », première moitié du XVIIIe siècle).

[2605] *ADA*, 10 J 4, collation du testament de Marguerite de La Jugie de Rieux, St-Girons, 2 juillet 1644.

[2606] Guillaume Mauran raconte que Catherine de Tersac, épouse en secondes noces du vicomte de Lavedan en 1578, fut modeste au point qu'elle « ne voulut jamais permettre qu'on l'appella *Madame*, mais se contenta d'estre appellée *Mademoiselle* » (Sommaire description du païs et comté de Bigorre, *op. cit.*, p. 44).

[2607] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, cahier de doléance de la noblesse de 1614, p. 194 : « Que défenses soient faites à toutes sortes de personnes qui ne sont de la qualité requise, de s'attribuer le titre de messire ni chevalier, ni leurs femmes le nom de madame ».

[2608] Franclieu, Charles de, Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745), *op. cit.*, p. 249.

[2609] *ADG*, I 2253, testament de Jeanne de Martres, Montagut de Savès, 20 août 1549.

[2610] Fonds Cahuzac sur Adour, testament de Catherine de Castelnau, Cahuzac, 31 octobre 1643.

[2611] *ADPA*, 16 J 190, contrat de mariage de Pierre-André de Mansencomme et Anne de Marestaing, Faichan, 21 février 1592.

noble pour une femme[2612].

Parfois, cette qualification nobiliaire était combinée avec une qualification féminine : on trouve ainsi « noble dame », ou « noble damoiselle ». En 1568, dans la donation qu'elle fit de ses biens à Guillaume de Castelbajac son oncle, Confesse de Castelbajac se qualifia « noble damoiselle »[2613]. En 1624, Françoise de Caumont donna son consentement au mariage de son fils Jean-Jacques de Saint-Sivié avec « noble damoyselle » Jeanne de Sédilhac[2614].

Dans certains cas enfin, il pouvait paraître nécessaire de préciser la qualité de la femme, dans la mesure où elle n'était plus dépendante : c'était le cas de la veuve. Cette dernière était souvent qualifiée de « noble dame », comme Marguerite de Morlan veuve de Jean de Vidaillan, à la veille de la Révolution[2615]. C'est aussi le cas de Marie de Seisses de Sirac, veuve de Jean-Aymeric de Roquelaure, qualifiée de « noble dame » dans le contrat de mariage de son fils en 1712[2616]. Comme veuves, cela leur permettait de préciser leur qualité, qui demeurait incertaine tant par l'absence de qualification noble pour les femmes, que par les doutes que l'on avait sur le statut de la veuve. Finalement ces nombreuses variations montrent que le statut de la femme n'était pas une priorité, ce d'autant plus que c'étaient les qualifications des ascendants qui comptaient pour la preuve de noblesse, non des ascendantes.

Nous avons vu les conditions de fond, quant au type d'acte, et quant aux qualifications. Mais pour être probant, l'acte devait aussi respecter des conditions de forme.

[2612] *ADG*, I 3413, contrat de mariage de Jean de Tersac et Claire de Mauléon, Saint-Gaudens, 26 avril 1623. Il était expressément prévu dans son contrat de mariage « que ladite de Mauléon future espouse sera nommée et califié la dame de Francon », signe de l'attachement que l'on portait aux titulatures.
[2613] *ADPA*, 16 J 102, donation de Confesse en faveur de Guillaume de Castelbajac, Larré, 26 avril 1568.
[2614] *ADG*, I 798, acte de consentement de Françoise de Caumont, château du Malartic, 2 mars 1624.
[2615] Fonds Aulagnères, « ordonnance de vuidement des registres pour noble dame Margueritte de Morlan et messire de Vidaillan mère et fils, contre Alexis Gay », donnée par le juge de Jegun le 2 août 1784.
[2616] *ADG*, 9 J 105, contrat de mariage de Jean de Roquelaure et Marie de Cazaux, Vigneaux, 22 novembre 1712.

II) Titres originaux et titres collationnés

Une question mérite d'être posée : fallait-il impérativement produire un titre en original, ou pouvait-on produire une copie ? C'était là en effet une des principales difficultés de la preuve instrumentale de noblesse.

A) Les titres originaux

Théoriquement, les titres servant à établir la preuve littérale de noblesse devaient être produits en original. C'est ce qui fut prévu dès la déclaration royale du 30 décembre 1656, et par toutes celles qui suivirent[2617].

Les lettres patentes, titres confirmatifs ou constitutifs de noblesse, devaient être ceux-là même qui avaient été délivrés par l'autorité publique dont ils émanaient, et expédiés par les greffiers. Ils étaient authentifiés par diverses marques : la signature, parfois les armes, le sceau de France, le contreseing d'un secrétaire… La question était plus difficile à trancher pour les actes portant qualification. Ce devaient être des actes authentiques, c'est-à-dire émanés d'officiers publics, et comprenant les marques légales prouvant cette authenticité[2618]. C'est ce qu'ordonnait la déclaration du roi du 22 juin 1664[2619]. N'étaient donc pas compris les actes passés sous seing privé, qui furent toujours rejetés en matière de preuve de noblesse[2620].

[2617] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 122.
[2618] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome IV, entrée « authentique ».
[2619] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 139.
[2620] Lors de la seconde recherche des usurpateurs, Pierre Roques, sieur de Lasbourbonnes, ayant produit un « mémoire » du 9 octobre 1597 d'Antoine Roques sieur de Crassio et Cécile d'Auxion, qui déclaraient qu'il leur était né un fils, Pierre, le commis à la recherche opposa que cet acte « ne peut servir de preuve de filiation parce qu'il est sous seing privé » (*ADTG*, C 95).

L'arrêt du 19 mars 1667 prévoyait que la preuve de noblesse serait prouvée par des contrats de mariages, des partages, des actes de tutelles, des aveux, des dénombrements ou d'autres actes « authentiques »[2621]. La liste de ces actes n'était donc pas limitée. Ce pouvaient être des actes judiciaires, jusqu'à l'arrêt du conseil d'Etat du 26 février 1697, par lequel il fut décidé que les arrêts des cours supérieures, et les jugements des juridictions ordinaires dans lesquels les parties avaient pris des qualifications nobiliaires, ne pouvaient prouver la noblesse[2622]. Même avant cet arrêt, pour la preuve de noblesse, il s'agissait au premier chef d'actes notariés. La seule signature du notaire leur conférait l'authenticité.

La déclaration royale de 1664 demandait que soient produites des grosses originales ou des minutes[2623]. La minute est l'original de l'acte, dressé en forme authentique par le notaire. Cette minute devant être conservée par le notaire ; il était très difficile d'en obtenir la délivrance[2624]. C'est pour cela que fut acceptée la production de « grosses », ou expéditions, qui étaient des copies le plus souvent en parchemin de la minute, soit qu'elles aient été délivrées par le notaire lors de la rédaction de l'acte, soit ultérieurement à la demande des parties. C'étaient des titres originaux, c'est à dire, comme l'écrivait un gentilhomme dans une lettre, des actes qui furent expédiés par les notaires les ayant en leur possession[2625].

Les minutes et les grosses originales faisaient foi sans difficulté. Les expéditions d'actes faites par des notaires ne détenant pas les minutes étaient par contre refusées. Lors de la première recherche des usurpateurs, Jean-Charles et Blaise de Busca, frères, et Pierre et Antoine de Busca, leurs cousins, ayant produit un extrait du pacte de mariage fait entre Guy de Busca et Anne de Marrens, reçu par Mullet notaire, et extrait par Barbe notaire, le commis à la recherche obtint une ordonnance portant qu'ils remettraient la minute originale sous huitaine[2626]. Lors de la seconde recherche, Lambert de Saillan, de Sarrancolin, ayant produit le testament de Philippe Baretge passé par devant Pierre Pique notaire d'Auzac, le 1er novembre 1605, et expédié le 21 novembre 1664 par Jean Estrade, le commis à la recherche demanda le rejet de cette pièce car

[2621] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 165.
[2622] *Ibidem*, p. 227. Ne furent évidemment pas compris dans cette interdiction les jugements de noblesse.
[2623] *Ibidem*, p. 139.
[2624] Concernant les notaires au châtelet de Paris, dans le cadre de la procédure d'inscription en faux, Marie-Françoise Limon-Bonnet a relevé « l'extrême circonspection avec laquelle est accueillie la demande de versement d'un document notarié au greffe, et le déplaisir tout aussi grand à se défaire d'une minute, même quand c'est sur ordre formel de l'autorité judiciaire » (Limon-Bonnet, Maire-Françoise, « Les notaires au châtelet de Paris face à la procédure d'inscription en faux de leurs actes (XVIIe-XVIIIe siècles) dans *Juger le faux (Moyen Âge -Temps modernes)*, études réunies par Olivier Poncet, Paris, école nationale des Chartes, 2011, p. 183).
[2625] *ADG*, I 215, lettre du sieur Dauxion, seigneur de Barcugnan, à l'abbé Vergès, à St-Araille, le 14 décembre 1785 : « Je ne m'en suis pas rapporté à mes yeux pour voir si ces actes sont origineaux, c'est à dire expédiés dans leur temps par les rétanteurs ».
[2626] Fonds Lascazères, collation de l'inventaire de la production de Jean-Charles et Blaise de Busca frères, et de Pierre et Anthoine de Busca, cousins, devant l'intendant Pellot, Paris, 21 septembre 1698, signé Clairambault.

elle était « expédiée par un non détempteur »[2627]. *A contrario*, Philippe de Palustran, habitant d'Auch, ayant produit le contrat de mariage de Pierre de Palustran et d'Anne de Davezan du 11 juillet 1640, passé devant Jean Desperon, notaire d'Orbessan, et expédié par Joseph Desperron, son fils, « détempteur », le commis ne fit aucune objection[2628].

Les expéditions produites par les assignés lors des recherches furent parfois regardées avec suspicion voire refusées. On demandait alors de rapporter la minute. Joseph de Cossy, sieur de Cordé, assigné à produire ses preuves, produisit des actes sous forme d'expéditions. Sa production fut jugée insuffisante par l'intendant de Montauban, qui lui demanda de produire, dans un délai d'un mois, les minutes originales de deux contrats de mariage et d'une transaction, et son extrait baptistaire « en bonne et due forme » prouvant qu'il serait bien fils de Guillaume de Cossy. S'il ne s'attelait pas à la remise des titres exigés par l'interlocutoire, il serait d'ores et déjà condamné comme usurpateur[2629]. Le procureur de Joseph de Cossy s'activa alors pour rassembler les titres exigés, et une requête fut remise à l'intendant le 26 juin[2630]. En conséquence de l'interlocutoire, il produisit les minutes originales exigées, même s'il jugeait les actes déjà remis « en bonne forme », à l'exception du contrat de mariage de Guillaume de Cossy et de Marie Delpech, ses père et mère, de 1657, jugeant cet acte « inutile », car il n'établissait pas la filiation, et que sa noblesse se trouverait prouvée par les autres actes. Il supplia donc « très humblement » l'intendant de le dispenser de produire l'original de ce contrat de mariage, « à cause des fraix considerables qu'il seroit obligé de faire ». Ce contrat de mariage ayant été passé devant Jean Bassemaison, notaire de Toulouse, il lui faudrait dépenser pour aller l'y récupérer. Sa production fut jugée suffisante et il fut maintenu dans sa noblesse par une ordonnance rendue le 26 juin1715[2631].

Avec le durcissement des règles encadrant la preuve de noblesse à la fin du XVIIIe siècle, on en vint à ne plus accepter que les premières grosses, c'est à dire celles délivrées par le notaire ayant passé l'acte notarié. Le comte d'Angos ayant fourni une expédition du contrat de mariage de son père, faite par le successeur du notaire qui avait passé l'acte, l'abbé Vergès lui écrivit que ce n'était « jamais admis en preuve de noblesse », du moins par le généalogiste des ordres du roi[2632]. Pour Chérin, les seuls actes notariés considérés comme originaux et

[2627] *ADTG*, C 96.
[2628] *ADTG*, C 93.
[2629] Fonds Cahuzac, ordonnance de l'intendant Laugeois, Montauban, 15 mai 1715.
[2630] *Ibidem*, requête de Joseph de Cossy, 26 juin 1715.
[2631] *Ibidem*, ordonnance de maintenue de Joseph de Cossy, Montauban, 26 juin 1715.
[2632] *ADHP*, 65 J 38, lettre de l'abbé Vergès, Paris, 10 février 1787.

acceptés seraient « les premières grosses délivrées sur les minutes par ceux mêmes qui les ont reçues »[2633]. Pour les autres expéditions, il fallait rapporter la minute[2634].

Si l'expédition devait être produite en dehors du territoire où officiait le notaire, l'acte qu'il délivrait devait être « légalisé » pour être authentique. La légalisation consistait en une attestation mise au bas de l'expédition, par laquelle le juge qui avait reçu le notaire dans son office certifiait que le notaire qui avait rédigé l'acte était bel et bien notaire et que ce serait bien son seing qui était au bas de l'acte. Le juge devait apposer le sceau de la juridiction sur l'acte afin de le rendre authentique partout[2635]. Cependant quand l'expédition était ancienne, à tel point qu'on ne pourrait vérifier la qualité du notaire, « on présume pour la sincérité de l'acte et l'on s'en tient à ses dispositions »[2636].

Lorsqu'il s'était écoulé un temps long depuis la date de l'acte, les minutes étaient souvent passées dans les mains de notaires étrangers à la famille du premier. Les nouvelles expéditions étaient alors regardées avec suspicion, plus difficilement acceptées, et pas seulement par les généalogistes des ordres du roi. Le détenteur des minutes notariales pouvait cependant en délivrer une copie valable en matière de preuve de noblesse à condition que soit faite une collation.

[2633] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XLII.

[2634] Un point particulier est à préciser. Dans son procès au conseil d'Etat contre un commis du franc-fief, Jean-Baptiste de Bazignan de Peyrusca soutint que dans le ressort du parlement de Toulouse, l'usage était que les notaires ne pouvaient en aucun cas se dessaisir de la minute d'un acte. Pourtant, dans les autres cas semblables rencontrés, les nobles rapportèrent la minute, sauf quand ils justifièrent sa destruction. Comment expliquer alors une telle assertion, fondée sur des attestations en bonne et due forme ? Il faut en revenir à un arrêt du conseil d'Etat de 1744, qui au lieu de le maintenir dans la noblesse, lui ordonnait de rapporter les grosses originales et minutes des actes qu'il avait produit sous forme d'expédition (Fonds Bazignan, extrait des registres du conseil d'Etat, Versailles, 14 avril 1744). Les actes qu'il avait produits n'étaient en effet que des expéditions très récentes. Chéry, avocat au conseil, écrivit à Fris de Bazignan, aussi impliqué dans le procès comme cousin de Jean-Baptiste, que dans le cas où il ne pourrait pas rapporter les grosses originales ou minutes des titres, il devrait se faire délivrer des certificats des juges des lieux pour attester « l'usage », certificats qui attesteraient que les expéditions seraient conformes aux originaux, dont il aurait été fait « lecture », originaux qui se trouveraient insérés dans des registres publics dont ils ne pourraient être retirés (*ibidem*, lettre de maître Chery à Fris de Bazignan, Paris, 7 juillet 1744). Par une autre lettre, le même avocat reprochait à Fris de ne lui avoir envoyé que les expéditions, alors qu'il voulait qu'à défaut des originaux, il lui envoie pour y suppléer des « actes de notoriété » des juges des lieux, qui attesteraient de l'usage de ne pas retirer les minutes insérées dans des registres publics « d'autres actes d'où ils ne peuvent être détachés » (*ibidem*, lettre de l'avocat Chery à Fris de Bazignan, Paris, 7 décembre 1744). Cet usage paraît avoir été attesté par complaisance par les juges, pour le besoin de la cause, car si les notaires faisaient des difficultés, ils pouvaient parfois se dessaisir des minutes. Jean-Baptiste de Bazignan rapporta donc des expéditions qu'il fit légaliser, et auxquelles il fit ajouter qu'il n'était pas d'usage que les notaires ou détenteurs des registres ne se dessaisissent des minutes. Au pied de l'expédition du contrat de mariage d'Arnaud de Bazignan et d'Anne Maignau du 28 février 1696, fut mise la légalisation du sieur Pelissier, bailli de Bruillois, et une attestation de ce juge contenant qu'il était « très étroittement déffendu, dans le ressort du parlement de Toulouze, aux notaires de se désaisir des minutes originalles » (*ibidem*, « Requête de production nouvelle » pour J.-B. de Bazignan contre le sieur Colombat, sous fermier des domaines et franc-fiefs, février 1745). Des certificats semblables furent faits par les lieutenants généraux de diverses sénéchaussées de Guyenne. Jean-Baptiste obtint d'être maintenu noble en 1748 (*ibidem*, extrait des registres du conseil d'Etat, Versailles, 5 août 1748).

[2635] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome IV.

[2636] *Ibidem*.

B) Les copies collationnées

La collation était, d'après la définition qu'en a donnée Guyot, « la comparaison que l'on fait des copies de pièce avec leurs originaux, pour constater la conformité exacte et littérale des uns avec les autres, de manière que la représentation que l'on est dans le cas de faire de ces copies, lorsqu'elles ont été ainsi collationnées, équivaut à la représentation même des actes ou titres originaux qu'on ne produit pas, soit qu'on ne les ait pas en sa possession, comme lorsqu'ils sont produits dans une instance actuellement pendante, ou qu'ils sont déposés dans les archives, dans un greffe, dans l'étude d'un notaire, soit enfin que l'importance de ces originaux ne permette pas qu'on s'en dessaisisse, ni qu'on coure le risque de les perdre par la production qu'on en feroit »[2637]. La collation permettait donc d'obtenir des copies conformes aux originaux et d'une valeur égale, leur production ayant un effet juridique équivalent à celui qu'auraient les originaux. Cette copie authentifiée était appelée « copie collationnée », ou « vidimus », on disait qu'elle était « collationnée » ou « vidimée ».

Les nobles avaient recours à la collation principalement pour obtenir des copies des minutes notariales. Lors des recherches des usurpateurs de noblesse, l'intendant dut ordonner à de multiples reprises que l'on rapporte la minute d'un acte notarié afin que la collation soit faite devant lui, en présence du procureur du commis à la recherche[2638]. A défaut, les produisants étaient condamnés comme usurpateurs de noblesse[2639]. Ils y recourraient aussi afin d'obtenir

[2637] *Ibidem*, tome XI, entrée « collation de pièces ».

[2638] En 1667, sur une requête de Sebastien d'Espouy, le subdélégué rendit une ordonnance afin que « les detempteurs des registres y mentionnés exhiberont iceux devers nostre greffe dans trois jours à peine de trois cens livres au payement de laquelle seront constraincts par touttes voyes, à faute de satisfaire dans ledit delay, suivant la declaration de Sa Majesté et arrets du conseil » (Fonds Espouy de Caubous, ordonnance de Chadebec en faveur de Sébastien d'Espouy, Tarbes, 15 mars 1667). L'intendant de Montauban ordonna pareillement par une ordonnance du 12 juillet 1715 à François Tenet de rapporter au greffe la minute originale du contrat de mariage de Pierre Tenet et Jeanne de Monlezun du 21 août 1602 pour qu'elle soit collationnée en la présence de l'intendant et du procureur du commis à la recherche (*BNF*, Fonds français 32302, folio 626, ordonnance de maintenue de François Tenet sieur de Laubadère, Montauban, 22 août 1715).

[2639] *ADG*, I 1437, ordonnance de l'intendant Laugeois rendue contre François de Forgues et Jean-Joseph de Forgues : « ordonnons que lesdits Francois et Jean-Joseph de Forgues freres remettront devers nostre greffe dans un mois la minutte originalle du contract de mariage de noble Philipe de Forgues sieur de Gensac avec damoiselle Ambroise de Ponsan passé par Martelly notaire de Bassoues le 7 janvier 1702, et du testement de ladite damoiselle de Ponsan du 12 février 1638 reçeu par Raymond Lafforgue notaire de Vic, pour en estre fait une copie collationnée en nostre presence, et du procureur substitué dudit Ferrand, à l'effet de quoy tous notaires et dettempteurs seront contraints par toutes voyes meme par corps, et passé lequel temps et faute par le sieur de Forgues de satisfaire à ladite remise, les avons declarés usurpateurs du titre de noblesse ».

une copie valable de leurs titres sans s'en dessaisir. Si ces copies collationnées avaient été faites pour une instance où il était nécessaire de les produire, elles pouvaient aussi servir bien plus tard dans d'autres instances, pourvu qu'elles soient en bonne et due forme[2640].

La personne faisant la collation devait vérifier à partir de l'original la conformité de la copie, et attester qu'il avait procédé à la collation au bas de la copie. La collation pouvait être faite par un secrétaire du roi ou un notaire, elle était alors appelée extrajudiciaire. Faite par un secrétaire du roi, la copie collationnée avait la même autorité que l'original. En revanche, faite par un notaire, la collation n'avait la même autorité que si la partie adverse était appelée[2641]. Le commis à la recherche fit rejeter plusieurs actes lors de la seconde recherche car ils avaient été expédiés « sans partie appelée »[2642]. La collation pouvait aussi être judiciaire, quand elle était faite par un juge en ayant le pouvoir exprès, ou un officier public en présence des parties, sur décision d'un juge.

Si le notaire, ou le greffier, refusait de délivrer des copies, il fallait recourir au « compulsoire ». Cette procédure permettait de contraindre le notaire ou greffier de représenter les actes qu'il avait en dépôt, et d'en délivrer, ou laisser prendre des copies collationnées. Ces copies pouvaient « tenir lieu des originaux mêmes à celui qui requiert le compulsoire »[2643]. Pour y procéder, il fallait présenter une requête précisant, d'après Guyot, les actes que l'on souhaitait compulser, leurs dates et les dépositaires[2644]. Le compulsoire pouvait cependant être accordé sans que les actes soient spécifiés dans la requête. En 1759, Jean-Pierre de Crotte, seigneur de Saint-Lanne, présenta une requête au juge de Rivière-Basse afin d'obtenir un compulsoire de

[2640] Jacques de St-Julien produisit en 1700 une copie du testament fait par son arrière-grand-mère en 1599, « le grossoyé de ce testament fait et tiré sur l'original par ledit sieur de Lartigue, commissaire subdélégué par monsieur Pellot, sur l'exhibition de l'original faite par maistre Estienne Dalbenque notaire de Mauvesin le 4e decembre 1666, en presence du procureur de Catel, commis à la derniere recherche de la noblesse » (Fonds Cahuzac, production des titres de noblesse de Jacques de St-Julien devant l'intendant Le Gendre, 18 juin 1700).

[2641] D'après Guyot, « il est de règle et de principe dans tous les tribunaux, que les copies collationnées hors de la présence des parties intéressées à les contredire n'ont jamais l'autorité qu'auroient les originaux, ou des copies bien et duement collationnées soit par un juge qui en a le pouvoir exprès, soit par un officier public en présence des parties contre lesquelles on se propose de faire usage de ces pièces, ou tout au moins après les avoir appelées en observant les formes établies par le titre 12 de l'ordonnance du mois d'avril 1667 ». Cependant, lorsque les copies étaient d'une « date extrêmement ancienne, de manière qu'on ne peut soupçonner qu'elles aient été fabriquées exprès pour la cause dans laquelle on s'en sert », ou « lorsqu'on est dans l'impossibilité de recouvrer les originaux », il n'était pas nécessaire d'appeler la partie adverse (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XI, entrée « collation de pièces »).

[2642] Jean de Fournier sieur de Lasserre, produisit le contrat de mariage du 18 juillet 1589 de Bernard de Fournier, mais le commis à la recherche demanda qu'il soit rejeté, car il était expédié en mai 1700 par un non détenteur et « sans partie appellée » (*ADTG*, C 87).

[2643] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XIV, entrée « compulsoire ».

[2644] Cette règle était apparemment appliquée avec rigueur au conseil du roi : « L'on ne donne point au conseil aucun compulsoire que l'on n'indique les notaires et les pieces dont on a besoing » (*ADG*, I Suppl 69, lettre de Rolland Dubourg, avocat au parlement et au conseil du roy, au sieur de Poiriès, Paris, 30 avril 1667).

« plusieurs contracts pour faire sa généalogie, soit contracts de mariage, testaments, accords et autres actes qui établissent son état et descendance ». Il souhaitait que fussent faits des extraits des actes qu'il avait dans son château en forme, dont les minutes « ne se trouvent nulle part, pour s'être perdues chés les détempteurs ou par les anciens désordres qui ont affligé la province », et que fussent compulsées les minutes de François Bacarère, notaire de Castelnau[2645]. Le compulsoire pouvait être demandé sans nécessité apparente, par les gentilshommes voulant obtenir des copies collationnées de leurs propres titres. Tel le marquis de Franclieu qui voulut « pour son utilité particulière », faire procéder à la collation « de ses titres et de ceux de ses auteurs qu'il a en son pouvoir, afin de les produire, et qu'ils fassent foy tant en justice que dehors »[2646]. Il était préférable d'indiquer le motif pour lequel on voulait obtenir des copies collationnées des actes en question[2647].

Cette requête permettait d'obtenir soit des « lettres de compulsoire », qui étaient des lettres délivrées en chancellerie, soit une commission délivrée à la suite d'une sentence ou une ordonnance du juge saisi de l'instance[2648]. Le juge pouvait rendre une ordonnance de soit-communiqué au procureur du roi, et se conformer à ses réquisitions pour l'autorisation de procéder au compulsoire[2649]. Un notaire était alors commis par le juge dans son ordonnance pour procéder aux collations[2650]. Les collations ainsi obtenues devaient être faites en présence de la partie adverse dans l'instance qui nécessitait de produire ces actes, ou au moins après l'avoir appelée, et s'il ne s'agissait pas d'un procès, il était préférable de demander la présence du procureur du roi ou du juge[2651].

[2645] Fonds Juillac, requête de Jean-Pierre de Perron au juge de Rivière-Basse, Castelnau, 12 août 1759.

[2646] Fonds Lascazères, requête du marquis de Franclieu, au juge royal de Rivière-Basse, mars 1754.

[2647] *ADG*, I Suppl 449, « Modèle de requête pour les compulsoires », seconde moitié du XVIIIe siècle : « […] disant qu'il luy importe de faire procéder aux extraits compulsés de plusieurs testaments, contrats de mariage de sa maison, et autres actes […] Tous ces extraits luy sont nécessaires pour les produire et faire exiber à messieurs les commissaires du Roy nommés pour la rédaction des coutumes dans la province, il désire donner à ces actes la forme la plus authentique » ; *ADHP*, 65 J 208, requête en compulsoire de Jean-Antoine de Fosseries au sénéchal de Bigorre, juillet 1710 : « il y a environ douse ans que son château d'habitation audit lieu de Lizos fut entièrement insendié de nuit, de sorte que le supliant, la dame son épouse et toute la famille furent obligés pour s'en garantir de se sçauver et sortir la plus part en chemise, sans pouvoir garantir aucuns effets ny les tiltres, actes et documents de ladite maison, tellemant que le supliant est obligé de recourir aux registres des notaires royaux pour avoir des nouveaux extraits des actes qui le regardent, et d'autant que la plus part des notaires se trouvent décédés, et pour que lesdits extraits puissent servir au supliant en justice ».

[2648] Cette ordonnance du juge était inscrite au bas même de la requête. Sur le détail de la procédure, il faut se reporter à l'article « compulsoire » de Guyot, et le titre 12 de l'ordonnance de 1667 (*op. cit.*).

[2649] Fonds Lascazères, ordonnance de « soit communiqué au procureur du roy » du juge de Rivière-Basse sur la requête en compulsoire du marquis de Franclieu, 26 mars 1754.

[2650] *Ibidem*, ordonnance de Tursan Despaignet, juge de Rivière-Basse, Castelnau, 27 mars 1754 : « Nous ordonnons qu'il sera procédé au compulsoire requis devant monsieur Lamothe, notaire royal de la ville de Maubourguet, que nous avons comis à cest effet, lequel compulsoire sera tirré en notre présence ».

[2651] *ADHP*, 65 J 208, requête en compulsoire de Jean-Antoine de Fosseries au sénéchal de Bigorre, juillet 1710 : « et pour plus grande validité, que monsieur le procureur du Roy sera présent ou duement appellé pour veoir faire lesdits extraits » ; Fonds Lascazères, compulsoire fait dans l'étude de maître Lamothe notaire, devant Tursan

L'acte de collation devait être inscrit au bas des copies collationnées, mais lorsqu'elles étaient reproduites dans un cahier, un seul acte de collation suffisait. Ce qui permettait d'alléger le travail laborieux du compulsoire, qui pouvait concerner parfois des dizaines d'actes. Le marquis de Franclieu fit collationner non seulement les contrats de mariage de sa famille passés depuis le XVIe siècle, mais aussi une lettre d'Henri III, une commission de colonel, et un arrêt de la cour des aides de Paris[2652]. Le compulsoire des actes demandé par Jean-Pierre de Perron, fait en présence du juge au pays de Rivière-Basse, André Saturnin de Tursan, dans l'étude du notaire, mena à la rédaction d'un cahier comprenant les copies collationnées d'actes intégralement recopiées sur près de cinquante pages[2653].

Comme l'expliquait Guyot, le recours au compulsoire était nécessaire à l'égard des notaires, qui ne pouvaient délivrer des actes que lorsque la personne était dénommée dans l'acte ou héritière d'une partie à l'acte. Se considérant comme des défenseurs du « secret des familles », ils étaient souvent extrêmement réticents à dévoiler leurs minutes[2654]. Le sieur de Sariac ayant trouvé une transaction de ses aïeux dans des minutes notariales possédées par un notaire d'Auch, maître Branet, il déplorait qu'il n'avait « pas sulement vouleu m'an permetre la lecture, et m'a dit que quand je lui donorois tout mon bien, expresion bien forte, qu'il ne me prêteroit pas le cayer quy la contient, pas meme pour une minute de temps hors de sa présance »[2655]. Sommé de procéder au compulsoire, le notaire récalcitrant encourait le payement de dommages et intérêts, et de se voir contraint d'y procéder par une sentence du juge. Le notaire pouvait cependant se montrer complaisant et délivrer une copie collationnée sans compulsoire, en n'étant pas trop rigoureux sur la qualité de la personne demandant la collation.

La nécessité ou le désir d'établir sa preuve de noblesse le plus solidement possible conduisit les gentilshommes à solliciter de plus en plus les notaires. Certains notaires comprirent qu'ils pouvaient gagner à exploiter cette ressource. Un notaire de Vic-Fezensac, Jacques-Antoine Gaultier, fit imprimer un « Trésor manuel », recensant une soixantaine de notaires, et environ sept-cents « noms et surnoms des maisons ou familles » (liste non exhaustive puisque le notaire assurait qu'il ferait « tous les jours de nouvelles découvertes, et

Despaignet juge de Rivière-Basse, Maubourguet, 27 mars 1754, à la requête du marquis de Franclieu qui demandait que « afin que ledit compulsoire feut plus authentique qu'il feut extrait en notre présence ».

[2652] Fonds Lascazères, compulsoire fait par maître Lamothe, Maubourguet, 27 mars 1754.

[2653] Fonds Juillac, compulsoire fait par maître Bacarère, Castelnau, 1er mars 1759.

[2654] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XIV, entrée « compulsoire » : « On ne peut dans ce cas se procurer l'expédition des pièces dont on a besoin que par la voie du compulsoire qui fait leur décharge et les met à l'abri de tout reproche ».

[2655] *ADG*, I 3250, lettre du sieur de Sariac d'Ardenne à l'abbé Vergès, Barran, 3 mai 1785.

se procure de nouveaux registres »), afin de faire connaître aux familles qui pourraient être intéressées, qu'elles pouvaient s'adresser à lui pour obtenir des actes notariés[2656]. Dans un cahier, il avait fait un précis contenant la substance de chaque acte. On pouvait pour cinq sols, lire le précis d'un acte, précis dont il donnait une copie pour douze sols, ou même en délivrer un extrait dont le prix était à convenir. Il écrivait en 1773 à un noble qui lui avait demandé des copies de précis, pour justifier ses tarifs, que « bien surement le prix est modique, vu la peine que j'ay pris, et ce qu'il m'en coute de débourser pour me procurer les cèdes que je découvre »[2657]. Mais les expéditions, même collationnées, ne suffisaient plus.

Les collations étaient acceptées lors des recherches de noblesse. Elles étaient aussi tolérées par les juges d'armes de France et les généalogistes des ordres du roi[2658]. Mais les généalogistes des ordres du roi, Chérin père et fils, finirent par les rejeter à la fin du XVIIIe siècle. Chérin fils était catégorique : « on n'admet aucunes copies collationnées, de quelques formalités qu'elles soient revêtues »[2659]. Cette rigueur fut très sévère, car il n'était alors plus possible de produire un acte dont seule la minute subsisterait entre les mains d'un notaire qui ne voudrait pas s'en séparer. Ces généalogistes faisaient les preuves pour les ordres du roi, pour les honneurs de la cour, mais aussi pour les charges d'officiers à partir de 1781. A compter de cette date, les gentilshommes voulant obtenir une modeste sous-lieutenance dans l'armée se heurtèrent à de grandes difficultés pour obtenir l'indispensable certificat.

Les gentilshommes cherchèrent en conséquence parfois à obtenir du notaire la minute même, alors appelée « cède ». Il faut dire que lorsqu'il n'y avait plus de grosse, ils n'avaient pas le choix. Certains notaires allèrent même jusqu'à vendre des minutes en leur possession. Cette complaisance était facilitée par l'argent que le gentilhomme était prêt à débourser pour obtenir ces actes. Les notaires étaient en position de force, on ne pouvait les forcer à délaisser leurs minutes : « c'est de gré à gré que cela s'obtient entre parties »[2660]. Le baron d'Arcisas

---

[2656] *ADHP*, 65 J 313, « Trésor manuel, où l'on trouve le nom, surnom et demeure de certains anciens notaires, à commencer en 1161, les registres desquels sont en tout ou en partie au pouvoir de Me Jacques-Antoine Gaultier, notaire royal, à la résidence de la ville de Vic-Fezensac, ensemble le nom propre des maisons ou familles qui ont stipulé des actes, comme contrats de mariage, quittances ou reconnoissances dotalles, transactions, testamens, codicilles, et tous autres propres à servir à faire des filiations, ou à prouver l'existance de tel en tel temps, des uns en quantité, des autres en petit nombre ; l'on y trouve aussi nombre d'actes pour l'établissement des droits seigneuriaux dans plusieurs terres ». Le notaire avait, d'après son prospectus, dépouillé, classé, et numéroté l'ensemble de ses actes.

[2657] *ADG*, I 2842, lettre de maître Gaultier au comte de Podenas, à Vic-Fezensac, le 23 mars 1773.

[2658] Dans une lettre de 1768, l'abbé Vergès déclarait avoir fait faire une « expédition par notaire » d'un hommage de l'an 1367, qu'il avait fait « sceller, contrôller, et légaliser par le juge royal, qui a atesté l'avoir collationé luy même sur l'original, en sorte que cet acte est dans la meilleure et suivant la nouvelle forme prescrite et désirée par monsieur de Beaujon, généalogiste des ordres du Roy » (*ADG*, I 3555, minute de lettre de l'abbé Vergès au marquis d'Ossun, Tarbes, le 2 septembre 1768).

[2659] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XLII.

[2660] *ADHP*, 65 J 38, lettre de l'abbé Vergès, Paris, 10 février 1787.

refusait d'acquérir auprès d'un notaire deux actes qu'on lui proposait pour deux louis d'or en 1768, car ils ne prouvaient pas sa filiation, et que cette dépense lui paraissait inutile, « étant le dernier de ma branche », néanmoins au cas où il se marierait, « dans ce cas je ferois ce petit sacrifice avec plaisir »[2661]. Monsieur de Sariac de Labarthe écrivait en 1785 que monsieur de Sariac de Canet avait trouvé une pièce originale montrant un lien de filiation dans sa famille, mais « on an veut beaucoup d'argent »[2662]. La conscience professionnelle et le refus des notaires de dépouiller ces précieux registres leur faisaient essuyer bien des refus. Seul le compulsoire permettait alors de les sortir de l'impasse. Le sieur de Sariac de Labarthe écrivait que « la plus grande dificulté qui se présante et qui faut néanmoins surmonter d'une façon ou autre, c'est que les notaires déptanteurs des dits registres ne voudront pas enlever la sède du registre »… Il interrogeait donc l'abbé Vergès : « ne pouroit-on pas, au moien d'un compulsoire, ordoner en justise de faire porter les registres devant qu'il appartiendra, pour les faire extraire avec toute l'autantisité posible »[2663]. Restait un autre moyen d'avoir l'original pour ceux qui avaient le bras assez long, obtenir un ordre du roi, mais il n'est pas sûr que le roi en délivrât à cette fin[2664].

A défaut de l'obtention des titres originaux ou collationnés, il ne subsistait pour le produisant qu'une solution : enfreindre la loi en fabriquant ou altérant des actes.

III) <u>Le faux</u>

La contestation de sa noblesse n'était pas bénigne, elle avait de lourdes conséquences en matière juridique et sociale. Outre la perte des privilèges, celui qui se voyait reconnaître

[2661] *ADG*, I 3546, lettre du baron d'Arcizas à l'abbé Vergès, à Versailles, le 6 avril 1768.
[2662] *ADG*, I Suppl 504, lettre de monsieur de Sariac de Labarthe à l'abbé Vergès, à Barran, le 25 février 1785.
[2663] *ADG*, I Suppl 504, lettre de monsieur de Sariac de Labarthe à l'abbé Vergès, à Barran, le 25 février 1785.
[2664] Ce n'est pas impossible que des demandes en ce sens eurent lieu. Dans un petit mémoire écrit en 1775 par monsieur de Montesquiou pour être remis au garde des Sceaux, afin d'obtenir de Guilhem Arnaud, notaire de Lembeye, la minute d'un testament dont il avait obtenu l'expédition mais dont on lui refusait l'original, au motif que « les pièces originales sont les seules dont on puisse faire usage », il demandait à ce que le notaire ne garda qu'une expédition de l'acte dans son dépôt, et qu'il lui fusse donné « s'il est besoin décharge de l'original ». A défaut, il demandait au moins à ce que l'original lui soit prêté un temps pour le représenter au « généalogiste de la cour » (*ADG*, I 2532).

usurpateur pouvait se sentir déshonoré, d'autant qu'on avait appris à rire des « bourgeois gentilshommes » depuis Molière[2665]. Jean-Jacques de Déans accusait ceux qui lui contestaient sa noblesse afin qu'il contribue à la corvée, d'être mus « par le seul plaisir de luy nuire et de luy donner du ridicule dans le public et dans l'esprit de monseigneur l'intendant »[2666]. Jean-François de Fosseries, qui s'était vu remettre en question ses qualités par la partie adverse lors d'un procès pour retrait lignager au sénéchal de Tarbes, remarquait qu'il était « fort dur d'être obligé de justifier ses qualités dans le sein de sa province », et dénonçait le ridicule qu'on lui donnait en le faisant passer pour « un bourgeois de village qui sans autre titre qu'une fatuité risible, voudroit trancher du gentilhomme »[2667]. Ceux qui ne pouvaient soutenir la noblesse prenaient garde de se défendre d'avoir eu la vanité de se croire nobles. Joseph Lamarque, qui assurait être un « bon bourgeois » de Beaumarchès, se vit reprocher par la partie adverse, la dame de Polastron, dans un libelle, d'avoir pris la qualité d'écuyer dans une procuration du 4 juin 1765. Il répondit qu'il n'était pas présent lors de la passation de l'acte, qu'il ne s'était pas fait donner cette qualité, et que « une fatuité si ridicule est trop éloignée de son caractère : la dame de Polastron n'a qu'à lire les actes ou l'exposant a parlé d'après lui-même »[2668]. Mais s'il y avait condamnation, alors le déshonneur était cruel. En Nébouzan, on relève le cas du sieur Berthier, dont l'un des ancêtres avait été condamné lors des recherches des usurpateurs de noblesse, qui écrivait dans une lettre, en 1782, que sa famille se trouvait plongée depuis dans une « humiliation secrètte », ou même un « état d'abjection », et que cette affaire l'intéressait « autant » que sa fortune[2669].

C'est pourquoi certains pouvaient être poussés au crime pour se sortir d'affaire, ou se venger. Un monitoire dans la communauté de Barran, en 1784, nous apprend que Joseph Thézan, avocat au parlement, avait été victime d'un assassinat, et que les soupçons s'étaient portés sur une personne dont il avait mis en cause la noblesse, et contre laquelle il avait diligenté des poursuites au nom de la communauté, pour usurpation[2670]. Un délit moins grave fut

[2665] Ceux qui virent leur noblesse contestée mirent plus souvent en avant dans leur réponse la défense de leur honneur que celle de leur intérêt. Ainsi Jean-Baptiste de Bazignan assurait que son procès avec le traitant pour le franc-fief aurait pour cause « les intrigues odieuses que quelque enemy secret du supliant employe pour porter les coups les plus sensibles à son honneur, en voulant le faire passer pour usurpateur de noblesse, et luy ravir le titre qui luy a été transmis par ses pères » (Fonds Bazignan, requête de J.-B. de Bazignan au conseil des finances, 21 août 1736, signé Lausalme).

[2666] *ADHP*, 12 J, carton Navailles, « Réfutation de la dernière réplique » pour Jean-Jacques de Déans de Navailles, seigneur de Bonas, contre Jean Teulé consul et syndic de la communauté de Larreule, XVIIIe siècle.

[2667] *ADHP*, 65 J 239, « Réponse du baron de Gonnès au mémoire du sieur Peré lieutenant dans le bataillon provincial d'Auch » devant le sénéchal de Tarbes, 1783, p. 27.

[2668] Fonds Laplagne, « Suite d'instruction pour le sieur Joseph Lamarque contre la dame de Polastron », p. 2.

[2669] *ADHP*, I 76, lettre du sieur Berthier à l'abbé Vergès, St-Gaudens, le 29 mai 1782.

[2670] *ADG*, G 53, monitoire de l'officialité du diocèse d'Auch, Barran, novembre 1784, « Contre les auteurs de l'assacinat commis sur la personne dudit maitre Thézan le seize septembre dernier » : « 1° Si on sçait par oui dire

beaucoup plus souvent pratiqué en la matière : la production de faux. Le faux en écritures est la fabrication ou l'altération d'un acte en vue d'obscurcir la vérité au préjudice d'autrui. Etablir la fausseté d'un acte était l'ultime moyen de faire tomber une preuve de noblesse qui respecterait par ailleurs toutes les règles de forme et de fond. Après avoir étudié ces faux, nous verrons les moyens mis en œuvre pour stopper le déferlement.

A) Les faux

1) La confection de faux

La preuve de noblesse nécessitait de rapporter de nombreux titres, remontant à des temps anciens et parfois reculés. La tentation était grande de produire un ou plusieurs faux documents dans la preuve de noblesse, pour combler une lacune, ou remédier à une défectuosité de la preuve. Mais fabriquer des faux n'était pas une chose aisée. Il fallait que le titre recouvre les caractères, tant sur le fond que sur la forme, des autres actes de la même époque. Dans une lettre à son frère, qui avait entrepris de s'agréger illégalement à la noblesse, un membre de la famille Aubert de Terrefort écrivait que pour donner un « air de vétusté » à un titre, il faudrait le mettre « sous la selle d'un cheval qui sue ». Il lui rappelait qu'il lui faudrait aussi savoir « employer les caractères anciens et propres au temps, et que surtout l'écriture d'un original ne semblera pas à l'autre, ce que vous ne pourrez éviter si vous faites tout de la même main »[2671]. On le voit, la fabrication d'un faux était compliquée. Elle nécessitait une connaissance et un savoir-faire qui rendaient préférable le recours à un faussaire, le produisant n'ayant pas la capacité de

ou autrement qu'un quidam avoit eu dispute avec ledit maitre Thézan au sujet de sa nobilité et des poursuites que la communauté fait contre luy pour le faire déclarer roturier » ; « 13° Si l'on ne sçait point, ou autrement, que le quidam ou autres s'étoient pactés dans une maison dudit Barran, qu'ils vouloient assomer de coups de bâton cinq particuliers qui avoient signé les délibérations pour raison de l'usurpation de noblesse dudit quidam, du nombre desquelles cinq personnes étoit ledit maître Thézan » ; « 15° Si l'on n'a point reconu que dans toutes les assemblées qui ont été tenues depuis la dispute arrivée à l'hôtel de ville, ledit quidam a fait éclater une haine mortelle contre ledit maître Thézan, et surtout depuis que ce dernier feut nommé sindic par la communauté pour faire toutes les poursuites nécessaires à l'effet de le faire déclarer roturier ».

[2671] *ADHP*, 1 E 40, lettre du sieur Aubert de Terrefort à son frère, Saint-Jean Pied de Port, 23 mars 1786.

produire un faux suffisamment probant. Le recours à un faussaire avait ses propres inconvénients, comme le temps et le coût de la fabrication.

Etant donné ces difficultés, il valait mieux ne pas fabriquer un acte *ex nihilo*. Sachant que le droit écrit, appliqué dans le Midi, ne faisait pas de distinction entre un noble et un non noble, tous les actes de droit privé pouvaient être passés aussi bien par un noble qu'un roturier, sans qu'il n'y ait d'autre différence dans l'acte que les qualifications prises par les parties. De ce fait, plutôt que de fabriquer intégralement un faux, la tentation était grande de modifier simplement la qualification dans un acte passé par un ascendant, par exemple en effaçant le terme « bourgeois » et en le remplaçant par celui d' « écuyer ». Sur certains actes, ces modifications furent assez grossièrement faites, comme dans le contrat de mariage de Jean de Puyo et de Pauline de Monlezun, où il est assez flagrant que « maistre » ou « monsieur » Jean de Puyo, seigneur de His et Omex, habitant à Tarbes, est devenu « noble Alexis » de Puyo[2672]. Les parchemins portant sur la famille Fiancette, de St-Bertrand de Comminges, ont été systématiquement trafiqués. Par exemple, dans le contrat de vente passé entre Jehan Terride et Jehan Fiancette, à la place de la qualification ou de la profession de ce dernier, l'acte a été effacé[2673]. Toutefois, deux parchemins qui n'ont pas été corrigés attestent que ce Jehan Fiancete était marchand[2674]. C'est donc bien la qualité ou profession de ce Jean Fiancette qui était problématique. Et de façon assez fine mais visible en y faisant attention, ce même Jean se vit qualifier d' « escuier » sur d'autres parchemins, par une autre main, qui est venue combler et remplacer la première qualification effacée et ainsi occultée[2675]. Son fils Bertrand, ne portait pas de qualification dans le testament de son père[2676]. Il semble s'être agrégé à la noblesse en prenant celle de « noble » par la suite[2677]. D'après François-Paul Blanc, il serait plus aisé de falsifier un acte que de fabriquer un faux titre, qui nécessiterait un faussaire expert dans la

[2672] *ADG*, I 2915, contrat passé par maître St-Laurens notaire, à Betplan, le 5 février 1670.
[2673] *ADG*, I 3391, acte passé à St-Bertrand de Comminges le 2 avril 1570, Jehan de Gardes, notaire de Valcabrère. D'autres actes sont dans le même cas : acte de vente de Huguet Nogue à « Sire Jean Fiancete vieulx ... de ladite cité », 7 janvier 1572, St-Bertrand, Jacques de Fontano notaire de Mauléon ; acte de vente de Bertrand et Jehan de Beauville à « Syre Jehan Fiansete ... de la cite de Sainct-Bertrand », Ciadoux, 11 avril 1565, Dominique Durand notaire ; acte de vente de Marie de Laylhe au même « sire Jehan Fianssete ... », 5 avril 1564, Boulogne, Ramond de Pelleporc notaire de Boulogne ; etc… (*ADG*, I 1385).
[2674] *ADG*, I 1385, acte de vente de Marie de Lisle et Cosme de Cortada à Jehan Fiansete « merchant de St-Bertrand », à Ciadoux, le 16 mars 1565, devant Dominique Durand notaire ; obligation de « Sire Jehan Fiancette plus vieux merchant de la cite de Comminges » envers « Sire Jaques Casaux son beaufilz ausy merchant de ladite cité », à St-Bertrand de Comminges, le 30 octobre 1586, devant Pierre Cazaux notaire.
[2675] *ADG*, I 1385, acte de vente de Bertrand Durand à « Syre Jehan Fiansete *escuier* », le 26 novembre 1588, à Ciadoux, devant Dominique Durand notaire de la baronnie de Ciadoux ; acte de vente de Jehan Durand à « Me Jehan Fiansette *escuyer* », 20 janvier 1563 à Cassaignabère, devant Pierre Bonets notaire.
[2676] *ADG*, I 1385, testament de Jehan Fiancete, St-Bertrand de Comminges, 11 mai 1586, Pierre Fregeacy notaire.
[2677] *ADG*, I 1385, acte de vente des syndics de Ciadoux à « noble Bertrand Fiansete », Ciadoux, 14 juillet 1591, Durand notaire.

reproduction des anciens caractères[2678]. La lecture des actes falsifiés permet de nuancer ce jugement : il était bien difficile techniquement de falsifier un acte, car le changement de qualité des parties nécessitait d'effacer l'ancienne titulature sans trop altérer le parchemin, puis d'écrire la qualification noble avec la même écriture que celle du notaire. Les exemples que nous venons de citer montrent bien que ces falsifications étaient extrêmement difficiles à cacher à un œil aguerri dans l'étude des actes anciens. D'ailleurs, le risque était qu'en cas de doute, le juge de la preuve demandât de rapporter la minute. Comme le pense François-Paul Blanc, il était préférable d'avoir l'assentiment du notaire, propriétaire des anciennes minutes, afin de pouvoir aussi falsifier la minute si le besoin s'en faisait ressentir[2679].

Obtenir une nouvelle expédition d'un acte notarié dans lequel on changerait la qualité de la partie pouvait aussi être utile, même si ce titre n'avait pas la valeur d'une première grosse. L'abbé Vergès recommandait au sieur Berthier d'essayer d'obtenir une nouvelle expédition du contrat de mariage d'Exupère de Berthier et de Margueritte de Labourt de 1708 car, dans l'original qu'il conservait, les Berthier père et fils n'avaient pris aucune qualification noble : « il est déjà bien uzé, s'il étoit possible d'en faire faire une expédition en forme sur parchemin par le détenteur des registres de Nougué, notaire d'Arey, en y ajoutant les qualittés de noble ou de messire, mais plustot la première, cela seroit fort bien »[2680]. Ce genre de manipulation finit par être connu. L'arrêt du conseil d'Etat du 14 avril 1744 ordonnait à la famille de Bazignan de rapporter les minutes ou grosses originales des expéditions produites. Monsieur de Goujon, un cousin de Fris de Bazignan, qui demeurait à Paris, lui donna la raison pour laquelle avait été rendu ce « diable d'arrest dans votre affaire » : on se serait aperçu que « plusieurs personnes avoient fait insérer dans des expéditions de titres, les qualités de noble, messire, écuyer, par des notaires à leur dévotion, lesquelles dénominations n'étoient pas dans les titres originaux, et c'est cette suspicion qui a donné lieu à la nouvelle jurisprudence où on est de ordonner que les titres originaux seront produits »[2681].

On pouvait enfin recourir à un pis-aller pour masquer une trace de roture dans un acte pouvant servir au moins à établir la filiation : raturer ou déchirer l'acte à l'endroit où se trouvait la qualification gênante. Dans la reconnaissance faite par Pierre de Labarrière, docteur en droit, le 10 décembre 1587, produite par Jean de Labarrière, le commis à la recherche observa que

[2678] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV. 1630-1730, *op. cit.*, p. 449.
[2679] *Ibidem*, p. 449.
[2680] *ADG*, I 463, lettre de l'abbé Vergès au sieur Berthier, vers 1780.
[2681] Fonds Bazignan, lettre de monsieur de Goujon à Fris de Bazignan, Paris, 13 mai 1744.

l'on avait « affecté de dechirer la qualité qui estoit honnorable ou noble homme »[2682]. Tant les falsifications que les faux devaient être faits avec soin, si l'on voulait tromper celui qui devait juger de la preuve de noblesse.

2) La reconnaissance des faux

Pour Chérin, généalogiste des ordres du roi, la fausseté d'un acte se décèlerait « avec un peu d'attention, aux yeux d'un homme réellement exercé dans l'étude de la diplomatique ». Au premier abord, c'est donc un examen oculaire qui permettait de déterminer si l'acte serait véritable ou s'il avait été fabriqué. Un contrat de mariage de 1492 était considéré comme faux par le commis à la recherche des usurpateurs, comme « cella se justiffie par l'inspection occulaire », et par des contradictions avec des titres plus récents soutenus pour la même preuve[2683]. Dans la même production, le testament de Louis Dufaur du 19 octobre 1548 est « encores faux, et il ne faudroit pas avoir des yeux pour ne le connoistre tel »[2684] ! Sans doute que ces titres avaient été faits par un faussaire assez médiocre. Il était parfois très difficile de prouver la fausseté d'un acte.

Les indices de supposition permettant de s'apercevoir de la fausseté que Chérin énumérait sont nombreux : des vices de style, d'orthographe, de caractère de l'écriture, « qui changent dans les actes de 50 en 50 ans », la façon du parchemin, « qui étoit anciennement plus fort et plus épais, qu'il ne l'est aujourd'hui », la marque du papier, « qui n'a pas toujours été la même », la « malpropreté affectée des contrats », l'application d'un sceau tiré d'un acte vrai pour l'attacher à un acte fabriqué, les contradictions à l'égard des temps, des lieux et des personnes[2685]. Le père Ménestrier expliquait qu'on pourrait déceler les noms substitués à d'autres sur les vieux parchemins en les regardant à la chandelle, que si on lessive de nouveaux parchemins « pour en faire paroistre l'écriture plus blanche et plus antique », et qu'on « enfume les papiers et les titres modernes pour les faire paroistre vieux », il serait aisé à un homme

[2682] *ADTG*, C 90.
[2683] *ADTG*, C 86, « Mémoire contre la production de Guillaume Bonnaventure Dufaur, seigneur de Semesies et autres places ».
[2684] *Ibidem*, « Mémoire contre la production de Guillaume Bonnaventure Dufaur ».
[2685] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XLIII.

expérimenté d'établir leur fausseté « au style, aux dates, aux souscriptions et aux formules, qui ne sont pas toujours fort justes »[2686].

On peut donner quelques critères ayant permis au commis à la recherche des usurpateurs de prouver la fausseté d'actes, au début du XVIIIe siècle. L'encre utilisé sur l'acte pouvait être un indice, car il ne devait pas paraître récent[2687]. Voyant le contrat de vente de Pierre Roques du 28 juin 1548, produit par Pierre Roques sieur de Lasbourbones, le commis nota que l'acte était suspect, en particulier à cause de l' « ancre rougeatre »[2688]. Le caractère de l'écriture était plus souvent mis en cause, lorsque l'on avait affaire à un acte dans lequel il ne correspondait pas à celui employé à l'époque où avait été passé le contrat. La transaction du 8 janvier 1591, produite par Jean-Jacques de Batz, était suspectée d'être un faux par le commis, car l'écriture était « nouvelle »[2689]. Lorsque plusieurs actes, pourtant de notaires et d'époques différentes, étaient d'un caractère semblable, il y avait une forte suspicion que ces actes étaient tous de la même main, c'est à dire du même faussaire. Dans la production de Jean-Jacques de Varès, sieur de Larivière, le commis à la recherche remarqua que le contrat de mariage de Jean-Jacques de Varès du 13 août 1645, le testament de Sans Varès du 16 janvier 1640, le testament d'Arnaud Varès du 2 février 1595, et les articles de mariage d'Arnaud du 24 avril 1554, tous suspectés de faux, étaient de la même écriture[2690].

Les altérations des qualités pouvaient se relever par le seul coup d'œil. Dans le contrat de mariage de Georges de Palustran du 12 juin 1601, le commis nota que la qualité de noble de Jean Palustran avait été mise « par altération au lieu vraysemblable de celluy de sire ». Le mieux était alors de vérifier sur la minute originale. Peut-être avait-elle disparu, puisque c'est à l'acte d'insinuation que se reporta le commis, sur lequel il observa que Jean Palustran n'y avait pas pris de qualité[2691]. Lorsque plusieurs altérations de qualité étaient faites sur le même acte, le doute n'était plus permis. Dans le testament du 22 février 1594 de Pierre de Batz, produit par Jean-Jacques de Batz, était constaté par le commis une altération à la qualité de noble de Pierre de Batz, et une autre à celle de noble de Jean de Batz, son oncle[2692].

Sur le fond, le simple fait que le règne ne soit pas indiqué dans un acte le faisait suspecter d'être un faux. C'est ce que releva le commis dans le testament d'Etienne de Saillan du 15 août

[2686] Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse, *op. cit.*, p. 144.
[2687] Un faussaire nommé Cathalan arrêté en 1679 avait chez lui dans un cabinet fermé à clef « des fioles d'encres composées, dont il se servoit pour imiter l'escriture antienne » (*BNF*, Fonds français 4303, lettre de Joseph-Nicolas Foucault, intendant de Montauban, à Colbert, Montauban, 20 septembre 1679).
[2688] *ADTG*, C 95.
[2689] *ADTG*, C 81.
[2690] *ADTG*, C 97.
[2691] *ADTG*, C 93.
[2692] *ADTG*, C 81.

1583 et dans un contrat d'acquisition d'Etienne de Saillan du 14 février 1559, produits par Lambert de Saillan[2693]. Si l'acte n'était pas daté du règne du roi régnant au moment où il fut fait, l'indice était bien plus grave. Dans le contrat de mariage de Jean Jacques Dabadie, sieur de St-Germé, du 14 juin 1567, produit par Joseph-Henri Dabadie, le commis objecta que ce serait un faux car il était daté du règne de Henri, alors que c'était Charles IX qui régnait[2694]. Le contrat de partage du 4 février 1610, produit par Jean Debats de Lapeyrie, serait faux, selon le commis à la recherche, car il était mentionné qu'il fut passé sous le règne de Louis XIII, et l'on était sous le règne d'Henri, qui ne fut assassiné que le 14 mai[2695].

Il était extrêmement probant de rapporter des preuves de cette fausseté tirés d'autres actes, et de ne pas se contenter de critiquer l'acte douteux. Jean-Pierre de Pujo, produisit en avril 1687 un extrait du testament de Manaud de Pujo, son bisaïeul, du 14 octobre 1552, retenu par le notaire Pantaléon[2696]. Le sieur de Ramondjean, député par la communauté de Vic en Bigorre pour s'opposer à sa preuve, confronta le seing apposé sur cet acte avec les minutes du notaire, et constatant la différence, soutint qu'il s'agissait d'un faux[2697]. Le seing de Spès, notaire de Mirande, et son caractère d'écriture, ne correspondaient absolument pas, pour le commis à la recherche des usurpateurs, à ceux que l'on trouvait dans le contrat de mariage de Pierre Dufaur du 18 octobre 1544[2698].

Autre élément permettant de douter de la véracité d'un acte, quoique moins probant, le fait que la qualité n'ait pas été prise par des membres de la famille dans d'autres actes. Dans plusieurs actes de la même époque que le contrat de mariage de « noble Pierre Dufaur » du 18 octobre 1544, il s'appelait Pierre Faur et non Dufaur, et ne prenait pas la qualité de noble, comme dans le testament de sa femme, Catherine de Manen, du 18 mai 1583. De même, si Louis Dufaur était qualifié « noble » dans son testament du 19 octobre 1548, ses fils n'avaient jamais pris cette qualité, comme il était prouvé par « une infinité d'actes qu'on raporte », pas plus d'ailleurs que son petit-fils, Carbon, dans son contrat de mariage du 5 novembre 1596[2699].

Les moyens de prouver la fausseté étaient donc d'une très grande diversité. Il nous faut maintenant voir quelles mesures furent prises pour lutter contre les faussaires.

[2693] *ADTG*, C 96.
[2694] *ADTG*, C 80.
[2695] *ADTG*, C 81.
[2696] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XVIII, 1749, p. 233.
[2697] *Ibidem*, p. 234.
[2698] *ADTG*, C 86, « Mémoire contre la production de Guillaume Bonnaventure Dufaur, seigneur de Semesies et autres places ». Le commis affirmait l'avoir « vériffié sur les lieux ».
[2699] *ADTG*, C 86, « Mémoire contre la production de Guillaume Bonnaventure Dufaur ».

B) La lutte contre les faussaires

Travestir la vérité en produisant des faux était un crime. L'accusation de faux pouvait être faite en principal, mais en réalité, ès noblesse, elle était toujours faite de façon incidente, au cours d'une instance dans laquelle était produite une preuve de noblesse, par l'inscription en faux. L'inscription en faux se faisait par le biais d'une déclaration judiciaire par laquelle on soutenait qu'un acte serait faux ou falsifié. En avril 1687, Jean-Pierre de Pujo de Ladoue et François Pujo de Labatut furent poursuivis comme usurpateurs de noblesse par la communauté de Vic devant l'intendant de Montauban[2700]. Le sieur de Ramondjean, député par la communauté contre eux, s'inscrivit en faux contre un testament de la production du sieur de Pujo[2701]. En décembre, Jean-Jacques Balseguères, procureur de la communauté, fut chargé de s'inscrire en faux devant la cour des aides contre le contrat de mariage de Jean Pujo du 4 avril 1550, retenu par Dandrest, notaire de Vic (pouvoir lui fut donné de s'inscrire en faux contre tous les actes produits ou à produire tant par Jean-Pierre que par François Pujo)[2702].

La procédure appliquée alors était la même que celle usitée dans d'autres contentieux que celui de la noblesse. Mais les contestations de noblesse, jugées en règle générale par les cours des aides, furent peu nombreuses en Gascogne orientale, et dans le cas de ces contestations, à part celui que nous venons de citer, nous n'avons pas retrouvé de renseignements sur des faux, peut-être parce que les personnes devant prouver leur noblesse n'y eurent pas recours. En revanche, on dispose de davantage d'informations sur les faux produits lors des recherches des usurpateurs de noblesse. Nous n'étudierons donc ici que la lutte menée dans le cadre de ces recherches. Nombre d'assignés eurent alors recours à des faux[2703]. La preuve en est que le gouvernement royal dut prendre des dispositions afin d'essayer d'endiguer cette production de faux. Par ailleurs, les documents de travail du commis à la recherche nous apportent des renseignements sur les productions de faux en Gascogne orientale.

[2700] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XVIII, 1749, p. 233.
[2701] *Ibidem*, p. 234.
[2702] *Ibidem*, p. 236.
[2703] En pays de taille personnelle, où il était question d'échapper à ce lourd impôt, le recours à des faux titres fut un phénomène avéré et d'une certaine ampleur, tout particulièrement en Normandie. L'intendant de Caen écrivait même en 1666 qu'on y travaillerait « aussy hardiment en cette province que l'on a faict autrefois à la fausse monnoie » (Esmonin, Edmond, La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 216).

1) Les mesures prises par le pouvoir royal

Durant ces recherches, diverses mesures furent prises par plusieurs déclarations royales et arrêts du conseil pour lutter contre la production de faux. Le roi dut d'abord prendre des mesures pour éviter que les assignés produisant des faux puissent bénéficier de dispositions législatives trop favorables. Par la déclaration royale du 22 juin 1664, il avait été ordonné que si le procureur du roi dénonçait comme fausses des grosses d'actes notariés, les produisants avaient deux mois pour en présenter les minutes. Ils pouvaient en être dispensés pour des minutes antérieures à 1560, mais pour des minutes des contrats passés depuis cette année là, c'était une obligation[2704]. Cette disposition eut un effet inattendu : les usurpateurs privilégièrent la fabrication de faux actes antérieurs à 1560, ce qui leur permettait de ne pas avoir à en produire les minutes. L'arrêt du conseil d'Etat du 3 octobre 1667 étendit donc la période durant laquelle on devait rapporter la minute en cas d'inscription de faux à l'année 1530 comprise, faute de quoi la preuve de noblesse serait rejetée[2705]. Lors de la seconde recherche, le roi ordonna par l'arrêt du conseil du 12 février 1715, que les personnes impliquées dans la fabrication de faux titres ou qui en auraient produit étaient exclues du bénéfice de la déclaration du 16 janvier 1714, qui réduisait la preuve à cent années, et devraient produire une preuve de noblesse remontant à 1560[2706].

Le phénomène prit suffisamment d'ampleur pour que des dispositions fussent prises dans l'attribution des compétences. Lors de la première recherche, par un arrêt du conseil d'Etat du 30 septembre 1666, les accusés ou complices de « fausseté » contre lesquels il était informé devant les commissaires généraux du conseil devaient être renvoyés aux requêtes de l'Hôtel pour y être jugés[2707]. Lors de la seconde recherche, la décision fut prise d'installer une chambre à « l'Arsenal » pour juger des productions des faussaires. Par l'arrêt du conseil du 24 avril 1703 les révisions des jugements des personnes condamnées sur de faux titres, ou poursuivies devant

[2704] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 140, déclaration du roi du 22 juin 1664.
[2705] *Ibidem*, p. 172.
[2706] *Ibidem*, p. 313. Il était déclaré dans cet arrêt que « l'intention de Sa Majesté n'étant point de favoriser les particuliers, qui ont été accusés d'avoir fait fabriquer des titres, et qu'en effet, il n'est pas juste qu'ils trouvent par ce moyen l'impunité de leur crime, et qu'ils se procurent une noblesse qu'ils ont voulu acquérir par de mauvaises voies ».
[2707] *Ibidem*, p. 156.

la chambre de l'Arsenal, furent renvoyées aux commissaires généraux, avec possibilité d'appel au conseil[2708].

Plus décisives furent les sanctions ordonnées lors de la seconde recherche, sous la forme d'amende contre les assignés produisant des faux. Par l'arrêt du conseil d'Etat du roi du 26 mai 1699, il fut ordonné que les personnes qui produisaient des faux titres seraient condamnées à cent livres d'amende[2709]. Cette amende était trop faible, et des faux continuèrent à être invoqués. Dans le préambule de la déclaration du 30 janvier 1703, il était constaté qu'un « grand nombre » d'assignés avaient été maintenus grâce à de faux titres[2710]. La révision des jugements rendus en faveur de maintenus qui étaient poursuivis par le procureur général de la chambre de l'Arsenal pour avoir produit des faux titres fut ordonnée. En cas de condamnation pour usurpation de ces maintenus ayant produit des faux, ils devraient payer le double de l'amende pour usurpation, sans modération possible, soit quatre mille livres. Ceux qui produiraient des titres contre lesquels il y aurait une inscription en faux payeraient cent livres d'amende pour chaque titre qu'ils renonceraient à produire avant le jugement de l'instance. Le procureur du roi Maury ayant contesté dans la production de Jean-François de Tenet un « prétendu » contrat de mariage de Marc-Antoine de Tenet avec Jeanne de Lafon du 21 avril 1555 et un autre « prétendu » testament du même Marc-Antoine Tenet du 1er février 1585 comme « faux et faussement fabriqués », l'intendant lui donna quinze jours pour déclarer s'il souhaitait les utiliser[2711]. Il renonça mais fut condamné à payer une amende de cent livres pour chacune des pièces retirées[2712]. Ce qui ne l'empêcha pas d'être maintenu d'ailleurs, nonobstant ces amendes, et le fait que le commis voyait dans ces faux la « preuve certaine de la roture dudit suppliant ». La répression ne s'arrêta pas là puisque, pour chaque titre déclaré faux dans les jugements, ils devraient payer une amende de trois-cents livres qui ne pouvait être modérée[2713]. Le doublement de l'amende était une peine particulièrement dure économiquement, tant l'amende de deux mille livres était déjà très lourde, les condamnés en Gascogne orientale étant sauf quelques exceptions incapables de la payer.

Il était aussi nécessaire de lutter contre les faussaires auxquels les assignés avaient recours pour fabriquer des faux. Lors de l'enquête de 1666, l'intendant de Montauban avait pris

[2708] *Ibidem*, p. 262.
[2709] *Ibidem*, p. 243.
[2710] *ADHG*, 1 B 1930, folio 8, déclaration royale donnée à Versailles, 30 janvier 1703.
[2711] Fonds Baliot, copie de requête de Jean-François de Tenet contre le procureur du roi, 26 janvier 1715.
[2712] *Ibidem*, ordonnance de l'intendant Laugeois, Montauban 29 mai 1715.
[2713] *ADHG*, 1 B 1930, folio 8, déclaration royale donnée à Versailles, 30 janvier 1703. Voir aussi l'arrêt du conseil d'Etat servant de règlement du 15 mai 1703, par lequel il était ordonné que l'amende de 2000 livres pour l'usurpation ne pourrait être modérée (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 263).

des mesures pour endormir leur méfiance. Ainsi était-il conseillé que lorsqu'un titre était douteux, on n'informerait pas la partie de « la raison qu'on a de soubçonner ce titre de faux, de crainte que ceux quy n'ont pas ancore represanté leurs titres, en reconnoissant les deffectuosittés, ny pourvoyent par de nouvelles fabriquations »[2714]. Des copies de ces titres signées des parties les ayant représentées devaient être demandées. Les notaires ou autres personnes réputées produire des faux devaient être arrêtées « le plus tot qu'il se pouera »[2715].

Une fois arrêtés, les faussaires devaient être lourdement sanctionnés. Par la déclaration du 22 juin 1664, il avait été ordonné que les « fabricateurs » et leurs complices seraient punis « selon la rigueur des ordonnances »[2716]. L'ordonnance de mars 1531 prévoyait la peine de mort pour le crime de faux commis par des notaires[2717]. La peine encourue par les particuliers non revêtus d'un office public était laissée à l'arbitraire des juges par un édit de mars 1680, mais il était expressément prévu que la peine de mort pourrait être prononcée[2718].

Des faussaires devaient être présents en Gascogne orientale. En 1679, l'intendant de Montauban fit arrêter et juger un faussaire nommé Cathalan, dit Fabre, âgé de vingt-huit ans, qui aurait fabriqué un « nombre infiny de faux actes » et en avait fait un « comerce public » dans cinq provinces différentes pour des communautés et des particuliers, dont des gentilshommes. Il fut condamné à la pendaison après avoir été mis à la question, et l'intendant se félicita d'avoir défait ces provinces « d'un homme aussi dangereux »[2719]. Les assignés eurent peut-être recours à des faussaires se trouvant dans les généralités voisines. L'intendant de Languedoc Lamoignon condamna à mort par pendaison un fabricateur de faux titres de noblesse nommé Martel, à Montpellier, le 2 mai 1698[2720]. Un nommé Jean Bonmartin, âgé de 80 ans, demeurant en Agenais, fut dénoncé et arrêté au château de Bénauges dans la généralité de Bordeaux, en 1706, alors qu'il était apparemment en train de fabriquer de faux titres[2721]. Il n'est

[2714] *ADG*, C 362, « Memoire pour les commissaires subdelegués par monseigneur Pellot, intendant de Guyenne, pour la recherche de la noblesse dans les eslections de taille réelle », Agen, 12 juin 1666.
[2715] *Ibidem*.
[2716] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 140, déclaration du roi du 22 juin 1664.
[2717] Du Rousseaud de Lacombe, Guy, *Traité des matières criminelles suivant l'ordonnance du mois d'août 1670, et les édits, déclarations du roi, arrêts et règlemens intervenus jusqu'à présent*, 7e édition, Paris, 1768, p. 31.
[2718] Muyart de Vouglans, Pierre-François, Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel, *op. cit.*, p. 250.
[2719] Son efficacité tiendrait à ce qu'il avait appris en copiant des titres anciens durant les années 1660 pour Jean de Doat, président de la chambre des comptes de Navarre, qui avait été commis par le roi pour relever dans les archives du Languedoc et de Guyenne ce qu'on y trouvait de plus intéressant. Après avoir été raisonné par son confesseur, il révéla tous les actes qu'il avait fabriqué et au profit de qui il avait œuvré (*BNF*, Fonds français 4303, lettre de Joseph-Nicolas Foucault, intendant de Montauban, à Colbert, 20 septembre 1679 ; autre lettre de Joseph-Nicolas Foucault, à Louvois, Montauban, 3 janvier 1680).
[2720] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 237.
[2721] *BNF*, Fonds français 32270, folio 243, audition de Jean Bonmartin par des conseillers au parlement de Bordeaux, 31 mars 1706.

pas sûr qu'il fut condamné, à cause de difficultés à prouver sa culpabilité[2722]. Mais le crime de faux était considéré comme suffisamment grave pour qu'il soit poursuivi sans relâche. Toutes ces mesures n'empêchèrent ni ne dissuadèrent pas de nombreux assignés de produire des faux.

2) Un phénomène d'ampleur lors de la seconde recherche des usurpateurs

Bien qu'on ne puisse le chiffrer exactement, on peut soutenir que le nombre d'assignés ayant produit des faux fut important lors de la seconde recherche des usurpateurs. Nous avons connaissance d'une partie d'entre eux grâce aux documents de travail du commis à la recherche de la généralité de Montauban. Nous y trouvons des listes des titres produits par divers assignés, qui sont parfois annotés de la main du commis, et ses « contredits ». Dans les dossiers de vingt et une familles gasconnes assignées pour usurpation, le commis a relevé que des pièces étaient au moins suspectées d'êtres des faux[2723]. Nous n'en connaissons pas toujours la raison, le commis s'étant plusieurs fois contenté d'annoter la généalogie et la liste des titres qu'il avait sommairement dressées par la mention « faux » ou « suspect », mais parfois il notait ce qu'il trouvait douteux dans les actes. Le titre suspecté était en général un des plus anciens lorsqu'il n'y en avait qu'un. Dans la production de Pierre de Roque, sieur de Cressio, c'est le testament de François de Roques du 3 mars 1546 qui était suspecté d'être un faux[2724]. Dans la production de Georges de Marquès de Cazaux, sieur de Laserre, le commis releva plusieurs altérations dans le testament de Jean Marquès du 19 mai 1548[2725]. Mais dans la grande majorité des cas, ce ne sont pas un mais plusieurs actes qui furent suspectés d'être des faux. Dans la production d'Antoine Fairin de Monbeton sieur de Lahaille, deux actes furent révoqués en doute[2726]. Dans celle de Jean-Pierre de Fontelieu sieur de Jaulin, quatre actes furent considérés comme

[2722] D'après une lettre du sieur du Vigier, qui instruisait son procès, il était « soubsonné d'avoir fabriqué touts les titres suspects de cette province » (*ibidem*, folio 296, lettre du sieur Du Vigier, à Bordeaux, 28 août 1706).
[2723] *ADTG*, C 81 production de François-Joseph Baron de Sansot ; C 82, production de Jean-Jacques de Belleforest ; C 88, Françoise de Grissonis ; C 93, Philippe de Palustran ; C 95, Pierre de Roque ; C 96, Lambert de Saillan ; C 87, Joseph d'Esparbès ; C 97, Jean-Jacques de Varès ; C 81, Jean-Jacques de Batz sieur de Laplaigne, Paul Debats sieur de Castelmore, et Jean Debats de Lapeyrie ; C 86, Guillaume Dufaur ; C 87, Jean Fachan ; C 87, Antoine Fairin de Monbeton ; C 87, Jean-Pierre de Fontelieu ; C 87, Jean de Fournier ; C 80, Joseph-Henri Dabadie ; C 90, Jean de Labarrière ; C 90, Jean-Baptiste de Laforgue ; C 95, Pierre Roques ; C 96, François Durand de Sepet ; C 92, Georges de Marquès de Cazaux ; C 86, Guillaume Bonnaventure Dufaur.
[2724] *ADTG*, C 95.
[2725] *ADTG*, C 92.
[2726] *ADTG*, C 87.

suspects[2727]. Dans les productions de Jean-Jacques, Paul, et Jean de Batz, près d'une dizaine d'actes furent soupçonnés d'être des faux[2728].

Les éléments mis en cause furent plus ou moins importants. Il ne s'agissait quelques-fois que d'une simple modification d'une qualité sur un acte. Dans la production de François-Joseph Baron de Sansot, le commis à la recherche remarqua que dans le contrat de mariage de Pierre Baron de 1612, il avait été ajouté la qualité de noble à Arnaud[2729]. Dans le contrat de mariage de Bernard de Fournier du 4 juillet 1644 rapporté par Jean de Fournier, le mot qui suivait son nom était déchiré sur la première page… L'intendant ayant ordonné que l'on rapportât la minute, on releva que le mot de bourgeois avait été raturé à cet endroit[2730].

L'indice entraînant la suspicion paraissait parfois extrêmement ténu. Dans la transaction faite par Joseph d'Esparbès, sieur de Tuco, le 12 septembre 1651, le commis remarqua que l'écriture de la grosse et la signature du notaire n'étaient pas semblables[2731]. D'autres actes semblaient au contraire avoir été falsifiés de fond en comble, tel le testament de *nobilis Jacobus Fabri* du 14 août 1505, produit par Guillaume Dufaur, sieur de Bédéchan. Les signes de fausseté furent nombreux. La mention « *burgensis toloza* » avait été effacée. On y remarquait des traces d'anciennes écritures, ainsi que le seing d'un notaire effacé au bas de l'acte. Le commis releva aussi que le parchemin était luisant au-dedans, « ce qui provient de ce qu'il a esté poly après avoir esté lavé ». Pas plus le testateur que sa famille n'avaient pris la qualité de noble dans la minute de leur testament, alors que le notaire l'avait accordée au testateur dans l'expédition. En dehors même de cet acte, fut remarquée la « trop » longue période séparant ce testament de celui de son fils Raymond[2732].

Dans le cas de la famille de Sepet, le commis à la recherche parvint à démonter l'ensemble de leur production, après avoir fait une recherche qui s'apparentait presque à une enquête policière[2733]. Le commis voulut vérifier l'original du testament de François Durand de Sepet, mais il ne se trouvait pas sur les registres de Verdier, notaire d'Auch. Par la comparaison du seing de Verdier du testament et de ceux des registres, celui de l'expédition s'avéra faux. L'extrait baptistaire de François Durand de Sepet ne se trouva pas non plus dans les registres de l'église de St-Pierre de Xainte, et celui qui était vicaire en 1699, le prêtre Castéra, nia en avoir donné un extrait, et ne reconnut ni son écriture ni son seing sur l'extrait produit. Plusieurs

[2727] *ADTG*, C 87.
[2728] *ADTG*, C 81.
[2729] *ADTG*, C 81.
[2730] *ADTG*, C 87.
[2731] *ADTG*, C 87.
[2732] *ADTG*, C 86.
[2733] *ADTG*, C 96.

personnes auxquelles fut montré le contrat de mariage de François, dans lequel il se disait originaire de Toulouse, le contestèrent, et soutinrent qu'il était originaire de Beaumont de Lomagne, et serait venu à Auch comme marchand pour faire commerce de la soie. Dans son testament, François de Sepet fit son héritier Bertrand, et lui donna la métairie de Naton, sur laquelle il devait payer à Jacques, un autre de ses fils, deux mille livres, ainsi qu'à chacun de ses autres enfants : or il serait « constamment vray que ladite metterie n'a jamais valeu les deux mille livres du premier légat, dans laquelle on ne peut ramasser toutes les années de quoy payer les tailles, ce qui fait qu'on ne trouve pas des metayers pour la travaillé tant est ingrat le bien fonds dont ladite metterie est composée »[2734]. De tels contredits laissaient peu d'espoir à l'assigné.

Le commis à la recherche avait apparemment une expertise assez sûre. Il put être aidé par une lettre de délation, qui attirait son attention sur la production d'un assigné. Des personnes purent en effet dénoncer leurs voisins lors des recherches des usurpateurs. Un dénommé Le Brana écrivit ainsi en 1697 au commis que le sieur Dejean de Roqué, habitant de Laplume, assigné pour justifier sa noblesse, pourrait remettre des actes pour prouver sa qualité noble qui seraient faux[2735]. Mais même sans l'aide de ce procédé, le commis trouvait dans nombre d'actes des signes qui lui faisaient conclure à la fausseté.

Lorsque le commis à la recherche avait suffisamment d'éléments pour lui permettre d'affirmer qu'un acte était faux, il devait le signifier au produisant, et le sommer de déclarer s'il comptait se servir de cet acte[2736]. Si tel était le cas, il pouvait s'inscrire en faux contre l'acte impugné. Jean-François d'Antin sieur d'Ourout, Henri et Etienne d'Antin, trois frères, rapportèrent pour leur preuve le testament en parchemin d'Henri d'Antin du 15 juillet 1552. Le commis à la recherche leur signifia que ce testament, « tiltre fondemental de cette pretandue noblesse », était « entierement suspect et refutable », et leur demanda de déclarer « dans le delay de l'ordonnance » s'ils entendaient s'en servir[2737]. S'ils maintenaient cet acte dans leur production, le commis s'inscrirait en faux, et sur la poursuite que ferait le procureur du roi, les produisants devraient en rapporter la minute originale paraphée au greffe de la cour[2738]. La

[2734] *ADTG*, C 96.
[2735] Ne faisant pas les choses à moitié, le délateur déclara qu'il aurait « l'honneur de vous en porter au premier jour qui justiffieront sa rurallitté » (*ADTG*, C 95, lettre du sieur Le Brana au sieur Thevenin, Laplume, 22 avril 1697).
[2736] La procédure de l'inscription en faux était alors réglée par le titre IX de l'ordonnance criminelle d'août 1670, à laquelle il faut se reporter pour connaître le détail des formalités à accomplir (Isambert, Decrusy, Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789, *op. cit.*, Tome XVIII, p. 386). Il n'est pas sûr que cette procédure fût rigoureusement respectée. Par exemple, le commis à la recherche consignait-il une somme d'argent comme demandeur en inscription de faux, comme le prévoyait l'article 5 de l'ordonnance ? Cette procédure compliquée sera réformée par l'ordonnance de juillet 1737.
[2737] *ADHP*, 4 J 5, sommation du sieur Fontaine commis à la recherche, Bordeaux, 11 décembre 1699.
[2738] *Ibidem*.

jonction du procureur du roi était toujours demandée par le commis à la recherche lorsqu'il requérait l'inscription en faux d'un acte[2739]. La pièce ne pouvait en effet être rejetée que sur les conclusions du procureur du roi.

Faute de déclaration du produisant dans le délai, l'acte était rejeté[2740]. Le commis à la recherche voulant s'inscrire en faux contre le contrat de mariage de Jean de Palustran et de Domenge de Laporte du 6 mars 1540, il le signifia à Philippe de Palustran qui l'avait produit. Ce dernier n'ayant pas fait de déclaration, l'acte fut rejeté[2741]. Si l'acte était maintenu, il devait être remis au greffe par le défendeur. Le demandeur pouvait alors former l'inscription en faux contre l'acte, qui pourrait conduire à son rejet par une ordonnance de l'intendant, comme pour le testament de Vital de Laforgue du 2 février 1573, produit par Jean-Baptiste de Laforgue, et rejeté par une ordonnance de l'intendant du 14 avril 1717[2742]. Avant de prendre une telle décision, l'intendant ordonnait d'office que soit rapportée la minute de l'acte, s'il était possible de la retrouver, et le demandeur pouvait obtenir le rejet de la pièce si elle n'était pas rapportée par le défendeur dans le temps prescrit.

In fine, les archives nous informent moins sur la criminalité que sur sa répression. On sait très peu de choses sur les personnes fabriquant des faux : s'agissait-il en règle générale de personnes spécialisées dans leur fabrication, ou était-ce les usurpateurs eux-mêmes qui se livraient à cet exercice ? Le caractère parfois grossier des faux et les simples falsifications d'actes laissent penser que cette seconde hypothèse ne doit pas être exclue. La répression contre les assignés produisant des faux n'en fut pas moins relativement faible lors de la seconde recherche des usurpateurs, puisqu'ils purent s'en tirer à coup d'amendes, échappant à des peines infamantes qui atteindraient leur honneur, qu'ils cherchaient justement à sauver en établissant leur noblesse, alors qu'un fabricant de faux encourait la mort, et subissait, lui, une volonté d'exemplarité dans la répression. Certains assignés purent même être maintenus nobles alors qu'ils avaient produit des faux ! Cette peine pécuniaire contre les assignés ayant produit des faux titres n'était finalement pas si étonnante une fois remarquée la mise en abyme, puisque l'usurpation de noblesse était elle même considérée par des criminalistes comme un faux, et que la peine n'en était aussi qu'une amende.

[2739] *ADTG*, C 81.
[2740] Selon l'ordonnance de 1670, le délai devait être « compétent, suivant la distance de son domicile », ce qui en rendait l'appréciation difficile (Isambert, Decrusy, Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789, *op. cit.*, Tome XVIII, p. 386).
[2741] *ADTG*, C 93.
[2742] *ADTG*, C 90.

Les faux continuèrent à être produits au-delà des recherches de noblesse. S'ils purent, lorsqu'ils étaient de qualité, tromper des juges ordinaires, on peut cependant dire qu'il était très difficile, pour ne pas dire impossible, de surprendre des spécialistes comme le juge d'armes de France, ou le généalogiste des ordres du roi. Dès lors, si une personne faisait reposer sa noblesse sur de faux titres, elle pouvait espérer jouir de sa qualité dans une certaine quiétude tant qu'elle demeurait dans sa province, mais il aurait été téméraire de sa part de vouloir obtenir des charges ou honneurs réservés à la noblesse qui, pour une bonne part, nécessitaient de passer par le juge d'armes ou le généalogiste des ordres.

Section 2) Des exceptions ?

Y avait-il des exceptions aux règles que nous venons d'exposer ? Dans deux cas, ces règles paraissaient inadaptées, voire injustes : à l'égard des nobles dont les titres avaient été détruits, et à l'égard des nobles d'origine étrangère.

I) La destruction des titres

La preuve instrumentale de noblesse se faisait grâce à des actes authentiques. Ces actes devaient remonter dans le passé à des périodes plus ou moins anciennes. Les retrouver nécessitait une recherche ardue, quand ils n'avaient pas été conservés dans la famille. Ce

pouvait-être même impossible quand ils avaient été détruits. Des évènements avaient pu frapper la famille spécifiquement, la contrée, ou même la province, et entraîner leur anéantissement. Extrêmement problématique sur le plan de la preuve de noblesse *a priori*, la destruction des titres n'en était pas moins un obstacle relatif. Bien souvent, la famille pouvait trouver des actes qui permettraient de pallier la disparition des autres. Une filiation compromise par la disparition d'un contrat de mariage pourrait être prouvée par une obligation ou un extrait baptistaire.

Toutefois, la disparition des titres avait deux effets négatifs ès preuve de noblesse. D'une part, la preuve pouvait remonter moins loin dans le temps. Nécessairement, au fil des siècles, les actes se faisaient moins nombreux, jusqu'à ce que les généalogies s'obscurcissent en atteignant la période médiévale. Les aléas qu'ont rencontrés toutes les familles au cours de leur histoire rendaient difficile, à mesure qu'on remontait dans le temps, de trouver des preuves. Comme s'interrogeait Belleguise, « comment aller chercher des titres, et les trouver dans des siecles plus reculez, malgré le changement des tems, la ruine des familles et les frequents accidens qui emportent les marques les plus solides de la vie et de la gloire des hommes ? »[2743]. « Il est vray qu'il n'y ayt rien qui puisse résister au temps », semble lui répondre la généalogie de la famille d'Incamps, « lequel consume et reduict tout en poudre. Il est aussi certain qu'il n'est poinct de maison qui dans une longue suitte d'années ayt peu se guarantir du feu ny s'exempter du pillage »[2744]. D'autre part, autre effet négatif, la preuve était moins reluisante, puisque certains titres, plus probants que d'autres, avaient disparu.

En Gascogne orientale, la perte des titres n'était pas une hypothèse d'école. Non seulement, dans certains cas, des familles furent réellement éprouvées par des évènements dramatiques qui leur firent perdre leurs titres de noblesse, mais même pour celles qui ne furent pas affectées, l'évocation de la destruction ou perte des titres était un lieu commun[2745]. Les nobles faisant leur généalogie arguaient différentes explications. Les rongeurs pouvaient être

[2743] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 63.
[2744] *ADHP*, 1 E 372, généalogie de la maison d'Incamps, d'origine béarnaise, vers 1660.
[2745] Ce poncif n'était pas spécifique à la Gascogne. Un gentilhomme cévenol écrivait que « le païs que mes auteurs habitoient a été ravagé lors des guerres de religion, surtout lors de celle des camisards qui ont brûlé les registres de plus de quarante notaires, ce qui est de notoriété publique » (*ADHP*, I 124, lettre du sieur Du Puy Aubignac à l'abbé Vergès, La Salle, 1er août 1785). Isaac et François de Possac, gentilshommes languedociens, soutinrent que « les révolutions sans nombre qui y sont arrivées pour fait de religion les a mis hors d'estat de conserver la puretté de leur origine, les pillages et les incendies leur ayant enlevé la plus grande partie de leurs titres » (*ADHG*, 1 B 1944, folio 127, arrêt de maintenue de noblesse des Possac, conseil d'Etat, Versailles, 18 juillet 1737). En 1752, un membre de la famille de Lamezan se fit délivrer par le subdélégué de l'intendance de Lorraine, province dans laquelle une branche de sa famille avait vécu, un certificat qu'il était de notoriété publique « suivant la commune renommée que la pluspart des familles, tant de cette ville que des environs, ont perdus une partie de leurs titres du tems des guerres qui ont ravagés la Lorraine » (Fonds Beaulieu, certificat de Charles François Larbillier, subdélégué en l'intendance de Lorraine et Barrois, Saint-Mihiel, 26 septembre 1752). Monique Cubells parle de « rituelle excuse » en Provence (Cubells, Monique, « A propos des usurpations de noblesse en Provence sous l'Ancien Régime », dans *Provence historique*, 1970, n° 81, p. 226).

de redoutables ennemis, mais ce sont les hommes qui étaient désignés coupables. A commencer par les ancêtres eux-mêmes. Leur désintérêt pour les titres de famille était parfois évoqué dans la correspondance. D'aucuns se plaignaient de « la négligeance de nos ayeux pour les archives »[2746]. En 1763, un gentilhomme bigourdan qui cherchait à établir sa preuve de noblesse écrivit à son frère qu'il voulait « réparer la négligence de nos pères, qui ont laissé égarer des titres dont tous les autres ont un soin infini »[2747]. En 1783, le sieur Bouilh de Clarac, poursuivi pour le franc-fief, assurait dans une requête qu'il ne mettait du temps à établir sa preuve que parce qu'il devait faire des recherches pour se procurer les titres « que le laps du tems et le dérrangement qu'il a trouvé dans sa famille ont contribué à les faire égarer »[2748]. Les familles de militaires, ayant consacré leur temps au service, pouvaient se plaindre de ce que « les militaires, peu soucieux ordinairement de papier, ne se sont point donné la peine de les chercher »[2749]. Outre la négligence, des évènements familiaux divers pouvaient expliquer que les titres se soient perdus. Dans une généalogie manuscrite de la famille de Mun, on soutenait que ce serait l'extinction de la branche aînée de la maison, et l'aliénation de la terre de Mun, qui avaient fait « périr et égarer la plus grande partie des titres et actes de famille »[2750]. Poursuivi pour le franc-fief, François de Percin se plaignit que nombre d'actes détenus par sa famille avaient été égarés lorsque son père décéda et le laissa dans un bas âge[2751]. Des cas fortuits pouvaient aussi être mis en avant. Les Colomès ne remontaient pas très loin dans le temps, parce qu'en 1634 leur maison de Mirande fut incendiée et entièrement consumée par une « bande de brigands qu'on nomoit croquants », ce que prouverait une enquête faite à cette époque[2752]. Malgré la grande diversité d'explications, les ravages causés par les guerres civiles furent de beaucoup le motif le plus fréquemment avancé.

Motif de plainte, la perte des titres était-elle une « aubaine » en matière de preuve de noblesse[2753] ? Disons qu'elle n'était pas absolument indifférente. Celui qui devait trancher sur la noblesse de la personne devrait y avoir égard, du moins est-ce ce que pensaient les

[2746] *ADHP*, 65 J 324, lettre du sieur Dupeyroux à l'évêque de Tarbes, 25 mai 1789.
[2747] *ADPA*, 16 J 196, lettre du sieur d'Uzer de Salus au chevalier d'Uzer, Bagnères, 24 juin 1763.
[2748] *ADG*, I 568, requête du sieur Bouilh de Clarac au directeur du domaine, vers 1783.
[2749] Fonds Lamothe, généalogie des Lamothe-Gensac, XVIIIe siècle.
[2750] *ADG*, I Suppl 424, « Recherches et titres sur la maison de Mun », Mun, 1780.
[2751] *ADG*, I 2792, décharge du franc-fief de François de Percin seigneur de Lauret, Montauban, le 6 février 1694.
[2752] Fonds Lamothe, généalogie de la famille de Colomès, vers 1780.
[2753] Nous empruntons le terme à Béatrice Fourniel, « Rangouse de La Bastide, conseiller d'épée au bailliage et siège présidial d'Aurillac, auteur d'un essai d'érudition sur l'histoire féodale, nobiliaire et géologique de la Haute-Auvergne », dans Garnier, F., Deroussin, D., (dir. par), *Passé et présent du droit, n° 7. Les juristes en Auvergne. Du Moyen Âge au XIXe siècle*, Editions Le Manuscrit, 2009, p. 87.

gentilshommes qui la soutenaient[2754]. Au XVIe siècle, il était utile de prétendre que ses titres avaient été perdus « par moyen des troubles et guerres civiles qui ont eu cours au royaume », car, d'après Bacquet, cela permettait à un noble poursuivi pour le franc-fief d'obtenir plus facilement la permission de prouver sa noblesse par témoins[2755]. Mais ce moyen de preuve ne fut plus qu'exceptionnellement admis à partir du XVIIe siècle. Evoquer les malheurs du temps jadis n'en resta pas moins un moyen d'expliquer l'absence de titres anciens et, se faisant, de conforter dans l'esprit du juge l'idée que la famille du produisant était antique, tout en s'apitoyant sur les malheurs qu'elle aurait éprouvés, et qui auraient été le prix de sa fidélité au service du roi[2756]. Invoquer la perte ou destruction partielle des titres de noblesse de la famille permettrait donc d'espérer un jugement moins sévère sur la preuve de noblesse, même si, en aucun cas, cela ne pouvait faire office de passe-droit. Dans un mémoire généalogique sur la famille de Fosseries, qui aurait pâti de la perte de ses titres, il était prétendu que les lois, « attendries sur de pareils malheurs, dispenseroient de faire des preuves aussi exactes et aussi étendues », et que dans des cas aussi extrêmes, « tout concoure à suppléer aux titres perdus, et que les moindres adminicules puissent les remplacer »[2757]. Or, une telle affirmation ne reposait justement sur aucune loi. Toutefois, la perte des titres pouvait conduire à ce que certaines dispositions soient appliquées moins rigoureusement. Une règle en particulier s'imposa : établir que les registres d'un notaire avaient été détruits dispensait le noble à qui on l'avait ordonné d'en rapporter la minute. C'était aussi utile de soutenir cette perte lorsque l'on recourait au roi pour obtenir des lettres de maintenue ou de confirmation de noblesse. Ceux qui recouraient à de telles lettres étaient en général en peine de prouver suffisamment leur noblesse, et c'est ce qui occasionnait leur recours, et parfois leur appel d'une condamnation, au conseil du roi. Dans ces lettres royales, la destruction de titres était régulièrement mise en avant dans l'exposé du requérant. Paradoxalement, la destruction des titres de famille pouvait aussi être alléguée par des personnes voulant être anoblies, car l'anoblissement ne venait pas récompenser uniquement

[2754] Un gentilhomme languedocien prétendait de même que les « malheurs du païs » devaient être pris en considération par le généalogiste des ordres du roi, et le conduire à « ne point traiter les familles qui en ont ressenti les tristes effets avec plus de rigueur que ne le fairoit aucun tribunal du royaume » (*ADHP*, I 124, lettre du sieur Du Puy Aubignac à l'abbé Vergès, La Salle, 1er août 1785).
[2755] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 912.
[2756] Dans une requête où il avançait qu'une partie des titres de sa famille avaient été détruits, Jean-Baptiste de Bazignan faisait observer que « depuis des siècles ses ancestres se sont distingués dans les emplois militaires, et ont toujours conservé une fidélité inébranlable au service de l'Etat », et que c'était ce « zèlle et la fermeté des autheurs du supliant qu'ils ont exposés à être pillés, sacagés et incendiés par les rebelles et les ennemis de la religion, c'est par ces malheurs qu'il n'est pas possible de raporter des titres plus anciens et en meilleure forme que ceux que le supliant a produit » (Fonds Bazignan, requête au conseil du roi de Jean-Baptiste de Bazignan de Peyrusca contre le sieur Colombat sous fermier des domaines et francs-fiefs, février 1745).
[2757] *ADHP*, 65 J 228, « Mémoire généalogique contenant les preuves de noblesse de Jean-François-Paul-Alexandre de Fosseries, […] avec l'inventaire raisonné des pièces justificatives », manuscrit du milieu du XVIIIe siècle.

les mérites d'une personne, mais plutôt couronner ceux de la famille, famille qui était le plus souvent ancienne et notable en Gascogne. Dans les lettres d'anoblissement de Jean Beusian, il est prétendu que sa famille serait aussi ancienne qu'honorable, mais que ses « titres se sont égarés »[2758]. La Roque remarquait que certaines familles, incapables de prouver leur noblesse, sous prétexte d'avoir perdu leurs titres, obtenaient des lettres d'anoblissement en tant que de besoin, ce qu'il jugeait, quant à la noblesse, pour le moins suspect[2759]. La destruction des titres n'était donc pas sans conséquence, et elle était par ailleurs évoquée de façon suffisamment récurrente dans des sources de natures très diverses, pour mériter que l'on s'y arrête.

Deux éléments seront distingués. Le premier est la simple évocation des destructions dues à la guerre et autres « malheurs des temps », leitmotiv que l'on retrouve dans les preuves, les généalogies, et la correspondance des nobles gascons. Le second est la preuve de la destruction des titres : il était préférable de ne pas se contenter d'évoquer cette destruction, mais de la prouver, si l'on voulait en tirer quelque profit.

A) L'évocation des destructions dues à la guerre

En Gascogne orientale, lorsqu'on évoquait les malheurs des temps passés, on faisait référence à deux époques durant lesquelles la province avait été éprouvée par des ravages : les guerres franco-anglaises, et les guerres civiles dites de religion[2760]. Le premier cas était invoqué par des familles de très ancienne noblesse, pouvant remonter jusqu'à la première moitié du XVe siècle au moins : cette référence demeurait donc inhabituelle. Dans un « Mémoire » de 1629, Adrien de Monluc se plaignait de ne pouvoir remonter que trois ou quatre siècles grâce aux titres des familles de Monluc et de Montesquiou, à cause des « grandz ravages que les anglois ont antiennemant faictz en Gascoigne, et à cause des autres desordres quy ont despuis

[2758] *ADPA*, B 5573, lettres d'anoblissement de Jean Beusian, Versailles, juin 1788.
[2759] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 63.
[2760] Il est vrai que l'on peut trouver des références à des évènements encore antérieurs. Les Castelbajac ne pourraient trouver leur origine à cause des « ravages causés par les barbares » qui ont détruits les actes datant des siècles les plus reculés… (*ADHP*, 1-1, 42 J, « Mémoire sur la maison de Castelbajac », XVIIIe). Mais très rares étaient les familles ayant la prétention de remonter aussi haut dans le temps.

succédé »[2761]. Ces destructions étaient communément reconnues avoir eu une grande ampleur, comme le notait dans une lettre Alexandre de Fosseries, écrivant que la Bigorre avait été « désolée comme les autres provinces du royaume par les guerres crueles des françois et des anglois, et par celle que se firent les maisons de Foix et d'Armagnac »[2762].

Mais l'évocation des malheurs et des destructions occasionnées par les guerres renvoyait d'abord aux guerres de religion, et pour cause. Le piémont pyrénéen (Couserans, Comminges) et la Bigorre en particulier durent subir plusieurs incursions des « huguenots » béarnais, qui saccagèrent bourgs et châteaux, puis les exactions des ligueurs[2763]. En 1569, la descente du comte de Montgomery occasionna nombre de pillages et d'incendies à travers la Gascogne orientale[2764]. En 1573, Tarbes fut mise à sac par le capitaine Lizier, et d'autres villes subirent le même sort. Les archives des églises, abbayes et châteaux, comme celles des notaires, subirent des pertes irrémédiables[2765]. Arnaud d'Angos, seigneur de Villeneuve, âgé de soixante-dix ans, se fit délivrer en 1569 une attestation devant le lieutenant du juge de Rivière et deux consuls de Tournay, dans laquelle dix-sept témoins assermentés, dont près de la moitié étaient nobles, certifiaient qu'il avait lutté au côté du vicomte de Terride contre le comte de Montgomery, et que les huguenots, en traversant la Bigorre, pour se venger de ses services rendus au roi en Béarn, brûlèrent sa maison principale de Villeneuve « sans lui laisser chose que ce soit en icelle », ainsi que son château d'Angos[2766]. D'après l'histoire de la Bigorre rédigée vers 1614 par Guillaume Mauran, contemporain de certains évènements, « les guerres civiles n'ont pas seulement incommodé les villes et chateaux du plat païs de Bigorre, mais les plus elevées forteresses, baties sur les pointes des rochers dans les montagnes »[2767]. Le château de Beaucens, demeure ancestrale des vicomtes de Lavedan, fut ainsi pillé par les gens de guerre, et « grand

[2761] *ADG*, I Suppl 411, « Memoire en forme d'inventaire […] pour monstrer que la maison noble de Monluc Mansencome […] reprins son nom et sa continuation dans la maison noble de Montesquieu », 20 janvier 1629.
[2762] *ADPA*, 16 J 162, minute de lettre d'Alexandre de Fosseries, Lizos, 4 juillet 1739.
[2763] Il n'y a qu'à lire la *Sommaire description du païs et comté de Bigorre* de 1614, notamment les passages sur les villes d'Ibos ou de Rabastens, pour se convaincre des grands ravages des guerres civiles, dus tant aux béarnais qu'aux ligueurs (Mauran, Guillaume, Sommaire description du païs et comté de Bigorre, *op. cit.*).
[2764] Dans son dénombrement du début du XVIIe siècle, Marguerite de Jussan, dame de Luc, dénombrait ses droits à partir « des tiltres quy luy restent, eschappés du malheur des guerres civilles de ce royaulme », à cause des ravages, « et notement qu'en l'année mil cinq cens soixante-neuf que feust le passage du camp conduit par le comte de Montgomery, quy ruina et brusla les maisons d'elle et d'autres seigneurs du dit pais tenans party contraires, comme faisoit le feu seigneur de Sarlabous son premier mary, pour le service du roy, et en haine de ce, les maisons de Luc et Espeche appartenantes à icelle dame feurent entierement consommées par le feu, avec la plus grande partie de ses tiltres et doumenes » (*ADG*, I 1716).
[2765] L'intendant de Montauban le constatait en 1681 : « pendant les dernières guerres civilles la pluspart des archives, particulierement celles des abbayes, ont esté pillées » (*BNF*, Fonds français 4303, lettre de Joseph-Nicolas Foucault, intendant de Montauban, à Colbert, Montauban, 8 janvier 1681).
[2766] « Attestatoire d'incendie pour le seigneur de Villeneuve et Angos », Tournay, 18 novembre 1569, transcrit dans Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XXI, 1751, p. 272.
[2767] Mauran, Guillaume, Sommaire description du païs et comté de Bigorre, *op. cit.*, p. 17.

nombre de papiers, titres et documens y furent brulés, la perte desquels a causé l'oubli des seigneurs qui ont tenu la maison de Lavedan, leurs generations, suite et continuation d'icelles »[2768]. Ces destructions ont marqué la mémoire de la province, et lorsqu'il rédigea la requête en réhabilitation de son frère Dominique Vergès, l'abbé Vergès écrivit que « les troubles de la religion sous la reyne Jeanne de Navarre sont aussy une époque bien autentique de la perte des papiers de la noblesse de la province de Bigorre, la plus sacriffiée à la haine et au ressentiment de cette princesse »[2769].

Toutes ces destructions causées par les guerres, dont on ne peut mesurer l'ampleur exacte, furent donc maintes fois évoquées, sans que soit pour autant toujours précisé le contexte historique. Dans les lettres de confirmation de noblesse de Julien de Laclaverie, il est affirmé que les aïeux de cette famille étaient reconnus nobles bien avant d'avoir obtenu des lettres d'anoblissement, mais que Manaud de Laclaverie avait dû en requérir en 1615 à cause de la « perte de leurs tiltres, arrivé par les incendies civilles »[2770]. D'après les lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, c'étaient le « ravage des guerres » et « des circonstances particulières » qui l'empêchèrent de prouver positivement sa noblesse ancienne[2771]. En 1761, prouvant sa noblesse pour être déchargé du franc-fief, Jean-Pierre de Perron déclara ne pouvoir remonter que jusqu'au milieu du XVIe siècle, car les « désordres qui ont régné dans cette province, antérieurement aux époques qu'il rapporte, ont tout détruit »[2772]. Dans l'exposé des lettres d'anoblissement de 1783 de Joseph et Joseph-François Dubernard, il est affirmé que leur famille avait perdu ses anciens titres à cause des « guerres civilles qui ont saccagé plusieurs fois la ville et pays de Laplume », mais aussi des divisions familiales, et du « peu d'ordre et de soin que les notaires ont eu de conserver les papiers »[2773]. En 1727, à Francescas en Condommois, Arnaud de La Devèse, procureur de Fris de Bazignan, mousquetaire du roi, se fit délivrer une attestation par quatre gentilshommes assermentés sur la noblesse et les services de la famille de Bazignan, et que s'il n'y avait pas de titres dans cette famille et les dépôts publics, c'était à cause des « guerres civilles et de religion quy ont ravagé tout le pays, comme il est de notorietté publicque », et qu'ils se seraient perdus « dans cette famille comme dans bien d'autres, quy ont eu le même malheur d'estre exposés au pillage à cauze de la résistance qu'ils faisoint aux

[2768] *Ibidem*, p. 18.
[2769] *ADG*, I 3544, minute de requête en réhabilitation de Dominique de Vergès, seconde moitié du XVIIIe.
[2770] *ADHG*, 1 B 1920, folio 37, confirmation de noblesse pour Julien de Laclaverie, St-Germain, décembre 1671.
[2771] *ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, Fontainebleau, novembre 1777.
[2772] Fonds Juillac, requête de Jean-Pierre de Perron à l'intendant d'Etigny, mars 1761.
[2773] *ADHG*, 1 B 1966, folio 265, anoblissement de Joseph et Joseph-François Dubernard, Versailles, juillet 1783.

ennemis de la religion et de l'Estat »[2774]. L'idée d'une province particulièrement éprouvée par les guerres était devenue un lieu commun dans les requêtes, les preuves et les généalogies. Elle était suffisamment admise pour qu'on l'invoque sans en préciser les circonstances, à tel point qu'on se demande parfois à quoi il est fait référence : un des correspondants de l'abbé Vergès lui écrivait qu'il savait bien que la province, surtout en la partie qu'il habitait, avait éprouvé « des révolutions, des guerres, qui lui ont fait perdre la plus grande partie de ses documents »[2775]. La perte des titres due au malheur était donc un leitmotiv, et particulièrement dans les généalogies faites pour obtenir des lettres de noblesse. En matière de preuve cependant, la simple évocation des destructions était de peu de conséquence, si on ne la prouvait pas par une attestation en forme.

B) La preuve de la destruction des titres

Toute personne étant présumée roturière, un noble devait pouvoir prouver sa noblesse. Cette preuve pouvait se faire par témoin, mais à partir du moment où elle devint presque exclusivement littérale, il fut absolument nécessaire de prouver par des titres. Aucun texte de loi, aucun règlement ne prévoyait l'hypothèse d'une destruction des titres. Un noble sans titres n'était juridiquement plus noble, fut-il noble « de race » : il était à la merci d'une condamnation pour usurpation, sauf à recourir au roi pour obtenir des lettres de noblesse[2776].

Face à une perte partielle et remédiable de ses titres, un noble pouvait souhaiter la prouver, afin d'atténuer la rigueur du juge qui devait juger de la noblesse. Pour ce faire, la méthode couramment utilisée était de rapporter une attestation, soit des consuls et habitants du lieu, soit de personnes revêtues d'un office ou ayant un caractère honorable pour quelque autre raison. On peut distinguer deux types d'attestation.

[2774] *ADLG*, 3 E 928/3, « Attestation faitte par plusieurs particuliers en faveur de noble Fris de Bazignan mousquetaire », devant Séguin, notaire de Moncrabeau, 15 juin 1727.
[2775] *ADHP*, 65 J 160, lettre envoyée à l'abbé Vergès, de Nogaro, le 25 février 1778.
[2776] Le père Ménestrier prétendait que lorsque les titres d'une maison avaient été détruits, on ferait « dresser des procèz-verbaux, entendre des témoins et faire des enquestes juridiques, afin qu'elles puissent à l'avenir suppléer au défaut des titres perdus » (Ménestrier, Claude de, Les diverses espèces de noblesse, *op. cit.*, p. 62). Cette affirmation est très exagérée : sans être inutiles, ces enquêtes ne pouvaient pas dispenser de faire la preuve requise, sans doute parce que si la famille était noble, elle était sensée pouvoir trouver des titres dans d'autres fonds d'archives que ceux disparus.

1) L'attestation de la destruction des minutes notariales

Cette attestation n'était pas la plus courante, mais elle était assurément la plus utile. Le noble y avait recours lorsqu'on trouvait que l'expédition qu'il produisait n'était pas assez probante, et qu'on lui ordonnait d'en rapporter la minute. Elle permit à plusieurs nobles d'être maintenus dans la noblesse.

Lors de la première recherche des usurpateurs, Jean-Charles et Blaise de Busca avaient produit le contrat de mariage de Guy de Busca et d'Anne de Marens, retenu par Mullet notaire et extrait par Barbe notaire, sur l'extrait qui lui en aurait été remis par Jean Martelly prêtre. Le commis à la recherche demanda le rejet de ce titre comme informe, et obtint une ordonnance afin que soit remise la minute originale dans huitaine. Mais les produisants soutinrent que ces registres avaient été détruits, et produisirent pour ce faire une attestation faite par devant le juge royal de Barran par des prêtres et habitants de Bassoues, où le notaire Mullet habitait, qui établissait qu'en 1659, les gens de guerres s'installèrent dans la maison du notaire Martelly et qu'ils y firent brûler tous les registres de Mullet et d'autres notaires qui s'y trouvaient. Ils remirent aussi un acte de protestation aux consuls de Bassoues par lesquels plusieurs personnes, dont le notaire Martelly, demandaient de faire cesser le désordre et les destructions causées par les gens de guerre. Ils fournirent en plus un extrait du contrat d'achat du 19 décembre 1640 par lequel Barbe avait fait l'acquisition de l'office de notaire de feu Martelly prêtre et héritier de Mullet, et oncle du notaire Jean Martelly, précisant qu'en cette qualité il faisait les expéditions des minutes du notaire Mullet[2777].

Autre exemple, dans la production qu'il fit pour obtenir sa décharge du franc-fief, Bernard de Sarrieu, seigneur de Lubret, remit un contrat de mariage qui fut mis en doute, et il fut ordonné par les commissaires qu'avant de statuer sur sa noblesse, il produirait la cède de ce contrat. Bernard ne rapporta pas l'original mais une attestation des consuls de Saint-Paul dans la vallée d'Oueil du 12 mai 1667, par laquelle ils attestaient que la plus grande partie des registres de Jean Coué, notaire de la vallée de Larboust, et habitant de ce lieu, avait été détruite par un incendie le 12 décembre 1656, signée par un archiprêtre, son vicaire, et par le greffier

[2777] Fonds Lascazères, inventaire des pièces et productions de nobles Jean-Charles et Blaise de Busca, frères, et de Pierre et Anthoine de Busca, cousins germains, mis au greffe de monseigneur Pellot, intendant en Guyenne, et collationné par Clairambaut à Paris, le 21 septembre 1698.

des consuls, et une deuxième attestation du même jour, de Bernard Montaud, lieutenant du juge en la vallée d'Oueil, qui attestait du même fait et de l'incendie des minutes du notaire. Ces attestations lui permirent d'être déchargé du franc fief le 23 avril 1676[2778].

Dernier exemple, lors de la seconde recherche des usurpateurs, Roger de Vaux, sieur de Brouls, remit en sus de sa preuve une enquête faite par son père alors qu'il était poursuivi pour le franc-fief, qui établissait que les registres de Jean Preste, notaire de Saint-Gaudens, qui aurait retenu nombre d'actes de sa famille, avaient été « dicipés et vandus à des merchans grossiers audit Saint-Gaudens »[2779]. Il fut maintenu dans sa noblesse.

2) L'attestation de la destruction des titres de famille

La destruction des titres familiaux était un événement dramatique pour toute famille : il était grave à un titre de plus pour les nobles. Il était alors utile de se faire délivrer un certificat qui pourrait être utilisé pour la preuve de noblesse ou pour toute autre contestation des droits de la famille, droits qui étaient menacés à cause de la perte de ces titres. Ces certificats pouvaient être faits par des consuls, des juges, des clercs, etc… Quand l'attestation n'était pas faite par ou devant une autorité publique, on la faisait retenir par un notaire, pour lui donner une forme authentique. Le plus probant était de faire témoigner des personnes assermentées devant une autorité publique, d'où le recours possible à l'enquête judiciaire.

Certains gentilshommes furent singulièrement prévoyants, puisqu'ils se firent délivrer des certificats dès la disparition de leurs titres. Les années mêmes où se déroulèrent ces pertes, les juges d'Agen délivrèrent un certificat que les titres de Pierre et Florimond de Redon avaient été « corrompus » par les eaux en 1570, et brûlés en 1615[2780]. En 1597, une enquête fut faite par les Bouilh de Collongues, pour constater que cette famille était d'ancienne noblesse, et que le régiment de Melhon avait mis à sac leur maison sise à l'abbaye-laïque de Collongues, où il « enleva ou brûla les meubles, titres, papiers et documens »[2781]. Cette enquête put servir à la famille lorsqu'elle dut faire sa preuve pour siéger parmi la noblesse de Bigorre aux Etats de ce

[2778] *ADHP*, 44 J 19, registre du franc-fief pour le comté de Bigorre, p. 217.
[2779] *ADHG*, 13 J 1, inventaire de production de Roger de Vaux sieur de Brouls, janvier 1701.
[2780] *BNF*, Fonds français 32297, folio 877, ordonnance de l'intendant de Montauban, Montauban, 5 juillet 1698.
[2781] *ADPA*, 16 J 88, « Mémoires généalogiques présentés à messieurs les commissaires des Etats généraux du païs et comté de Bigorre, pour la réception de messire Cyprien de Bouilh […] avec la relation desdits sieurs commissaires, et la délibération de réception », imprimée à Cologne, chez Pierre Marteau imprimeur, 1753, p. 4.

pays. Le baron d'Angosse, grand sénéchal d'Armagnac, n'avait conservé que peu de titres sur sa maison, à cause d'un incendie arrivé en 1729 qui réduisit en cendres la maison de son grand-père à Angosse, fait qui fut constaté par une enquête du sénéchal de Tarbes, dans laquelle il fut établi qu'on ne put rien sauver de l'armoire où se trouvaient les titres de sa famille[2782]. Parmi les titres produits pour obtenir la réhabilitation de sa famille, Dominique Vergès fournit un certificat des consuls de Tarbes de l'année 1734, attestant que les papiers de famille furent détruits par l'incendie de la maison familiale[2783].

Des attestations pouvaient aussi être obtenues par le gentilhomme au moment où il devait faire sa preuve. Lors de la première recherche des usurpateurs, Sébastien d'Espouy, coseigneur de Caubous en vallée d'Oueil, fit une procuration à son oncle Michel d'Espouy, archiprêtre de Cazeaux-de-Larboust, pour qu'il lui rapporte une attestation sur la perte de certains titres dont il aurait « necessité de produire et manifester ses actes et tiltres pour soustenir sa noblesse, ce qu'il n'auroit peu faire en entier »[2784]. Après avoir fait une représentation sur ce qu'il voulait qu'ils attestent, Jean Jandané, curé de Bagnères dans la vallée de Luchon, Jean Carras, Bernard Colomié, Jean Julhié, Bernard Camon, Bernard Lassale, chanoines de la collégiale de Bagnères, « persones de bone vie et dignes de foy », prêtèrent serment la main sur la poitrine, et attestèrent « d'une voye concordante » que lors d'un incendie dans le village de Saint-Mamet le 20 janvier 1650, la maison des Caubous fut brûlée avec tous les meubles, titres et documents qui s'y trouvaient[2785]. Par la même occasion ils certifièrent que peu de temps après, les cèdes de trois ou quatre anciens notaires des environs de Bagnères avaient été brûlées à Saint-Paul en vallée d'Oueil, dans la maison du notaire Jean Coue, qui en avait la détention, ce qui priva le sieur de Caubous d'en obtenir de nouveaux extraits[2786]. L'attestation fut retenue par Jean Dutrey notaire royal d'Avesac, en présence de quatre témoins.

[2782] *ADG*, I 3546, lettre du baron d'Angosse à l'abbé Vergès, à Castetpugon, le 27 novembre 1763.
[2783] *ADG*, I 3544, minute de requête en réhabilitation de Dominique de Vergès, seconde moitié du XVIIIe.
[2784] Fonds d'Espouy de Caubous, attestation pour le sieur de Caubous, Bagnères, 29 juillet 1666.
[2785] *Ibidem*, « il arriva une grande impetuosité de vent du port de Vénasque [nom d'un col des Pyrénées] proche duquel le dit lieu de St-Mamet estant sittué, et le feu estant mis le soer auparavant en un mont composé d'arbres qui est contigueu, le dit St-Mamet, les dits sieurs […] qui estoint pour lors en lieu propre et à plaine veue, virent comme la soufflée du vent jetta le feu sur le dit lieu de St-Mamet, les maisons estant couvertes de pailhe, à l'exclusion de celle du dit sieur de Caubous, qui en estoit d'ardoyse, le tout subitement feut mis en cendre, où certaine femme et quelques petits enfans feurent bruslés avec tout leur de quoy et dans la maison du dit sieur de Caubous, le susdit sieur archiprebtre [feu Sébastien d'Espouy, archiprêtre de Cazeaux] qui gisoit dans son lict à cause d'une goutte où il feut bruslé avec le conteneu des mubles qui estoint en icelle, sans que les domestiques peussent avoir autre tamps ny expedient pour rien guarantir que de se sauver à la haste », et les sieurs « pour n'avoir esté presents à cest espectacle, neantmoings comme voysins et la chose estant telle, la declarent et attestent pour veritable ».
[2786] *Ibidem*, « Si disent de plus unanimement et declarent les dits sieurs le dit lieu de St-Paul en deux diverses foys l'année cinquante et cinquante-sept en partie s'estre bruslé et principalement la maison et domicille du dit Coué, notaire, lequel estoit guarde notte des cedes et regestres de feus Dabos, Parès, Tapicau, et autres anciens notaires

Toutes ces attestations s'avéraient finalement plus ou moins utiles, et pouvaient influencer ou non le juge. Alors qu'elles eurent leur utilité lors des recherches des usurpateurs, le généalogiste des ordres du roi devait n'avoir pour elles quasiment aucun égard. Elles pouvaient d'ailleurs être contredites par la partie adverse. La famille de Fosseries prétendait que ses titres avaient été réduits en cendre par l'incendie du château de Lizos la nuit du 19 juillet 1697. En 1733, Alexandre de Fosseries ayant gagné un procès contre ses tenanciers de Goudon, devait prouver sa qualité, qui lui était contestée, afin d'obtenir un remboursement des dépens plus avantageux, suivant le tarif de la chambre des comptes de Pau. Il produisit entre autres titres l'enquête faite en 1697 devant le sénéchal de Bigorre à la requête de son père, après l'incendie qui avait entraîné la destruction de tous ses titres et papiers, entre autres ceux prouvant son extraction noble[2787]. La critique que firent les consuls de cette enquête dut lui paraître particulièrement âcre[2788]. En effet, ils firent remarquer que cet exposé était faux (« ne peut pas estre véritable »), car le seigneur de Gonnès avait produit dans l'instance tous ses titres, et même les provisions d'officier de son père, qui auraient dû se trouver dans le château, puisqu'il prétendait qu'il s'y serait retiré en rentrant du service. Ils ajoutèrent que les témoins devraient avoir vu ces titres pour témoigner à l'enquête sur la noblesse, ce dont ils déduisirent qu'il avait pu les conserver. Les consuls auraient pu s'arrêter là, mais ils ajoutèrent une de ces critiques sinueuses si fréquentes dans les contestations en matière de noblesse, qui cherchaient à oblitérer l'amour-propre, voire l'orgueil de l'adversaire, par une remarque sardonique : « la perte de son château fut d'ailleurs un profit pour luy ; puisqu'au lieu d'une chétive maison, il en fit une fort belle par les présents qu'il reçeut » !

Prouver la destruction des titres dont on avait besoin pour établir sa noblesse pourrait donc permettre de pallier une légère déficience, pourvu que le juge ne soit pas trop rigoureux. En revanche, ces attestations n'étaient que d'un poids insignifiant, lorsque la preuve avait des défauts importants.

---

qui ont jadis escript en la ditte vallée de Luchon, lesqueles protocoles feurent bruslés ainsin qu'il est traduict et certaine par plusieurs persones qui en ont faict faire la recherche des dites nottes ».

[2787] *ADHP*, 65 J 234, requête d'Alexandre de Fosseries seigneur de Gonnès contre les syndics et la communauté de Goudon, juillet 1733. La destruction même de ces titres serait d'après lui le prétexte de la contestation de sa noblesse, « ils se sont flatés de metre le supliant dans un très grand embarras pour l'établir, n'ignorant point le malheureux accident qui arriva en l'année 1697 par l'incendie et embrasement du château de Lizos ».

[2788] *Ibidem*, « Ecrit contenant correction de plaidoyer, moyens d'opposition, et réformation d'appel, avec vingt productions des sindicqs de Goudon, en Bigorre », Casaux avocat, 30 juin 1734, p. 7.

II) Le cas des nobles d'origine étrangère

« Qui est noble en un pays, l'est dans tous les autres » écrivait La Roque[2789]. Est-ce exact ? La question mérite que l'on s'y arrête avant de voir ce qu'il en était de la preuve des nobles d'origine étrangère.

L'anoblissement étant un droit souverain, le sujet régnicole du roi de France qui se ferait anoblir par un monarque étranger, ne serait pas reconnu noble en France[2790]. Belleguise écrivait qu'une « maxime constante » en France serait que « le roi seul fait les nobles de son Etat »[2791]. Ce qu'il expliquait par des raisons diverses, comme le fait que le roi de France n'aurait pas connaissance des vertus de l'anobli par un autre souverain, qu'il ne les aurait d'ailleurs pas mises à son service, et que ce serait la reconnaissance d'une puissance étrangère en France même, or le roi seul aurait puissance sur ses sujets. L'anobli par un souverain étranger pouvait cependant jouir de la noblesse en France à condition de demander à son propre monarque des lettres de confirmation[2792].

Le noble d'origine étrangère pouvait aussi produire des lettres d'anoblissement s'il avait été anobli depuis son installation dans le royaume. Pouvait exister selon François-Paul Blanc non des lettres de naturalité et anoblissement, mais de légitimation, naturalité et anoblissement, qui conféraient en même temps le statut de régnicole, la naissance légitime et l'anoblissement[2793]. Ces lettres demeurèrent extrêmement rares. En Provence, lors des recherches d'usurpateurs de noblesse, des lettres de naturalité, qui n'avaient pourtant d'autres fonctions que de reconnaître le statut de régnicole aux naturalisés, et donc l'exemption du droit

[2789] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 231.
[2790] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 230. Une doctrine contraire existait au Moyen Âge, notamment soutenue par Bartole (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 232). D'après l'*Encyclopédie*, « quoiqu'un prince qui se trouve dans une autre souveraineté que la sienne, puisse y donner des lettres de noblesse, ce n'est toujours qu'à ses propres sujets ; s'il en accorde à des sujets d'un autre prince, cet annoblissement ne peut avoir d'effet que dans les Etats de celui qui l'a accordé, et ne peut préjudicier aux droits du prince, dont l'annobli est né sujet » (Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, *op. cit.*, tome XXIII, entrée « noblesse étrangère », p. 14).
[2791] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 30.
[2792] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, Tome XLI, entrée « noblesse », p. 400.
[2793] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 603.

d'aubaine, ont été reconnues suffisantes pour conférer la noblesse, comme des « lettres d'anoblissement tacite », car le roi avait accordé des qualifications nobiliaires aux naturalisés dans ces lettres[2794]. Il est certain qu'à défaut de ces qualifications, une lettre de naturalité ne pouvait à l'évidence anoblir, et que même en les mentionnant, un tel anoblissement ne serait pas reconnu par des juges rigoureux[2795].

Nous n'avons trouvé en Gascogne orientale qu'une preuve de noblesse dans laquelle des lettres de naturalité pouvaient sembler fonder la noblesse. Contrairement à d'autres provinces, les nobles d'origine étrangère y étaient extrêmement rares, si l'on exclut ceux qui prétendaient dans leurs généalogies descendre d'un rameau d'une illustre famille à une lointaine époque, jusqu'à laquelle ils seraient bien en peine de remonter… Lors de la seconde recherche des usurpateurs, Charles de Bazon, seigneur de Baulens en Lomagne, fut maintenu en remontant sa généalogie jusqu'à son ancêtre Charles de Bazon, naturalisé par Henri II en septembre 1553[2796]. Deux points sont cependant à remarquer. Le premier, que quoique ce titre soit le plus ancien de la production, il n'était à première vue pas nécessaire pour prouver sa noblesse, puisqu'était aussi produit le contrat de mariage de ce même Charles, alors gentilhomme de la maison du roi de Navarre, et écuyer de leur Grande Ecurie, en 1559, soit un an avant la date requise de 1560. La production de ces lettres ne peut donc être retenue comme la reconnaissance d'un anoblissement tacite, car la noblesse du noble était celle des « nobles de race », remontant avant 1560. Le second, que dans ces lettres, Charles de Bazon était dit « gentilhomme natif de Mantoue », et donc qu'il ne s'agissait clairement pas pour le roi d'anoblir ce personnage, mais seulement de le naturaliser, sa noblesse n'étant que reconnue implicitement en la mentionnant. On peut donc dire que la production de ses lettres de noblesse n'avait que pour objectif de renforcer sa preuve de noblesse. Elle pouvait s'avérer quelque peu fragile, car si Charles de Bazon était qualifié de « noble » dans un acte de 1562, il portait la qualification de « noble homme » dans son contrat de mariage de 1559, seul acte notarié antérieur à 1560 (date que devait atteindre la noblesse pour être présumée de race), et quoiqu'il occupa des charges importantes à cette époque à la cour des rois de Navarre, cette qualification de « noble homme » n'en était pas moins jugée insuffisante pour établir la noblesse en Gascogne. La production de

[2794] *Ibidem*, p. 604. Cette conception paraît soutenue par une partie de la doctrine, en particulier La Roque, pour qui celui que le roi qualifierait de noble serait anobli. Mais d'après le professeur Blanc, il fallait que ces lettres soient vérifiées et enregistrées pour que l'anoblissement soit valide (*Ibidem*, p. 616).
[2795] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 32 : « comme j'ay dit que la legitimation n'inclut pas l'anoblissement, aussi ne font pas les lettres de naturalité ».
[2796] *BNF*, Fonds français 32297, folio 845, ordonnance de maintenue de Charles de Bazon, Montauban, 22/04/1697.

ces lettres de naturalité devait étayer la preuve de la noblesse de race de la famille, et non la fonder.

En Provence, lorsque les nobles étrangers se faisaient délivrer des lettres de naturalité, elles ne différaient en rien des lettres des roturiers, si ce n'est qu'ils prenaient des qualifications nobiliaires, leur noblesse ne nécessitant donc pas de reconnaissance particulière[2797]. L'intégration à la noblesse nationale pouvait se faire sans formalité particulière[2798]. D'après Marcel Aimé, qui a étudié les cas bourguignon et bressan, la noblesse de l'étranger n'était reconnue de plein droit que par l'obtention de lettres de reconnaissance de noblesse, qu'il ne faut pas confondre avec les lettres de naturalité, qu'il assure être aussi nécessaires au noble étranger pour devenir sujet du roi, malgré des contre-exemples tardifs[2799]. Ces lettres de reconnaissance de noblesse pouvaient dispenser l'étranger de lettres de naturalité[2800]. Cette théorie vaut peut-être pour la Bourgogne, mais elle est trop rigoureuse en Gascogne, hypothétiquement parce que la taille y était réelle, comme en Provence. Ce serait même une exception plutôt que la règle. En France, les mœurs y répugnaient tout autant que la raison. Et Belleguise d'écrire qu'on « étoit en possession de les recevoir trop civilement pour les y dégrader de leur entrée »[2801]. La Roque partageait cette opinion, car non seulement on ne pourrait retirer à un homme sa qualité, mais il était aussi question ici de « bienséance, et de l'utilité pour l'entretien de la société des hommes, principalement entre les chrétiens »[2802]. Enfin Loyseau parait, de prime abord, à contre-courant puisqu'il assénait que le noble étranger n'étant pas citoyen français, il pourrait encore moins être noble, « attendu que la noblesse est le second degré du peuple françois, lequel presuppose le premier »[2803]. Mais il revenait totalement sur cette déduction logique dans un second temps, forcé semble-t-il par une constatation de fait, qui est que les Français seraient si « courtois envers les etrangers (quoy qu'ils ne leur rendent pas le reciproque) », qu'il tiendrait pour certain que l'étranger, surtout s'il venait d'un Etat allié, et à condition qu'il soit véritablement noble dans son pays, serait tenu

[2797] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 617. Il remarque d'ailleurs que lors de la vérification des lettres de naturalité par la chambre des comptes, la preuve de la généalogie nobiliaire n'était pas réclamée à l'impétrant (*ibidem*, p. 621).
[2798] Ce n'était pas l'opinion de Bacquet au XVIe siècle, qui rendait indispensable les lettres de naturalisation pour la reconnaissance de la noblesse de l'étranger, mais la doctrine et la jurisprudence ultérieure ne suivirent pas cette opinion (Blanc, François-Paul, « La noblesse corse et les réformations provençales sous le règne de Louis XIV », dans *Recueil de Mémoires et travaux publié par la Société d'Histoire du droit et des institutions des anciens pays de droit écrit*, Université de Montpellier, 1985, p. 168).
[2799] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 19 et suiv.
[2800] *Ibidem*, p. 20.
[2801] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 30.
[2802] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 230.
[2803] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 31.

pour noble en France, et y bénéficierait des exemptions et privilèges de la noblesse de France[2804]. Il ajoutait à la bienséance la même idée que La Roque, *id est* que « la noblesse est une qualité inherente à la personne, et qui partant se porte partout ». En conséquence, le noble qui n'était pas naturalisé n'en restait pas moins noble, et s'il obtenait des lettres de naturalité, il le serait tout autant, car « il est presumé y avoir été receu en sa propre et primitive qualité »[2805]. D'après l'*Encyclopédie*, l'usage en France ne serait plus dans la seconde moitié du XVIIIe siècle que de reconnaître une noblesse personnelle à ces étrangers nobles dans leur Etat, et non de leur faire bénéficier des privilèges de la noblesse[2806]. En réalité, les raisons alléguées précédemment devaient toujours avoir cours, et si un noble d'ancienne noblesse s'installait en France, on imaginerait mal qu'on le mit à la taille ou à la corvée, impositions qu'il aurait pu prendre pour une humiliation. Et le *Répertoire* Guyot nous confirme que la noblesse d'un étranger était reconnue sans qu'il ne soit besoin de lettres de naturalisation[2807]. C'est de là que vient en partie l'image « internationale » de la noblesse, quoiqu'à y regarder de près, sans parler de celles des diverses provinces, les différences juridiques et culturelles des noblesses des Etats européens étaient très nombreuses[2808]. Mais la noblesse des étrangers était reconnue sans difficulté aucune en France. Ce long examen de la doctrine était nécessaire tant les nobles d'origine étrangère étaient rares en Gascogne orientale.

Cette reconnaissance de la noblesse sans formalités n'empêche pas qu'elle puisse faire l'objet de contestations, et donc qu'il faille la prouver[2809]. La complaisance envers les étrangers ne vaudrait que « posé qu'il puisse faire clairement apparoir d'icelle », et qu'elle procède des mêmes sources que celles usitées en France : la « race », les lettres, ou les charges. Le noble d'origine étrangère devait pouvoir prouver sa noblesse de race ou, si sa famille était d'origine roturière, qu'elle avait été anoblie, afin de jouir des privilèges. La noblesse de race, pour peu qu'on la puisse prouver, était reconnue sans difficulté en France. Il en était de même de l'étranger anobli. Mais, observe Loyseau, la difficulté de faire cette preuve juridique était

[2804] *Ibidem*, p. 32.
[2805] *Ibidem*, p. 32.
[2806] Seuls en bénéficieraient les sujets des Etats où ils seraient réputés régnicoles, comme ceux du duché de Lorraine (Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, *op. cit.*, Tome XXIII, p. 14).
[2807] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, Tome XLI, entrée « noblesse », p. 399.
[2808] Jean-Pierre Labatut, qui a tenté une étude comparative des noblesses européennes, insiste sur leur « forte » diversité à de très nombreux égards (nombre, accession, privilèges, stratification, etc…). Il n'y en aurait pas moins selon lui une « unité relative », en particulier autour de valeurs fondamentales (comme la continuité familiale, le sens de l'honneur, le service de guerre, la participation au pouvoir, etc…). Il est important de rappeler que les nobles européens se retrouvaient dans des institutions internationales, comme les ordres militaires, et dans la vie et les honneurs des grandes cours, ce qui devait contribuer à les rapprocher par-delà les frontières étatiques (*Les noblesses européennes de la fin du XVe siècle à la fin du XVIIIe siècle*, collection « L'historien », Puf, 1978).
[2809] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 231.

évidente, ce qui le poussait à accepter à défaut de preuve la « notoriété de fait », par exemple pour le fils d'un grand seigneur[2810]. En fait, un certain laxisme existait dans la reconnaissance de la qualité de noble aux étrangers dans le pays, quand ils venaient se mettre au service du roi. Ainsi voyait-on les nobles passer au service d'un prince étranger, sans que nul ne leur conteste leur noblesse, comme le marquis de Franclieu au service du roi d'Espagne, ou inversement le maréchal de Saxe au service du roi de France. Il n'était pas rare que de petits gentilshommes du piémont pyrénéen en recherche d'emploi passent au service du roi d'Espagne. Exiger des preuves à des personnes qui se mettaient au service du roi, voire bénéficiaient de sa faveur, pouvait paraître déplacé. Néanmoins, lorsque l'installation en France ne relevait pas d'un nomadisme belligène, mais était définitive, mieux valait avoir fait sa provision de titres.

Hormis la famille de Bazon, nous n'avons rencontré que deux cas de familles ayant prouvé ou tenté de prouver leur noblesse en alléguant une telle origine. En 1659, divers membres de la famille de Medrano eurent à prouver leur noblesse avant d'être déchargés du franc-fief. A cette fin, ils la prouvèrent par divers titres de noblesse, de filiation, et attestant de leurs services[2811]. Ils établissaient que leur famille était d'une noblesse navarraise très ancienne. Outre et au-delà des titres français, des titres espagnols furent produits, comme un arrêt de la *Cour major* de Pampelune sur la « *hidalguie* » de leur famille du 6 février 1549, rendu à la requête de Julian Inigues de Medrano leur bisaïeul (qui avait épousé Sérène de Montauban, dame de Maumusson en Rivière-Basse), et de ses frères. On remarque qu'ils ne prouvèrent pas que leur ancêtre avait été naturalisé français. Ils produisirent certes les lettres de naturalité de Miguel de Medrano données en janvier 1553, mais ces lettres ne furent délivrées qu'en faveur de ce Miguel, aumônier du roi de Navarre, leur oncle, et produites qu'afin de justifier de la filiation.

Le second cas est celui de la famille de Vinter. Cette famille établie en Lomagne prétendait être d'origine allemande. Elle dut prouver sa noblesse devant l'intendant d'Auch lors de poursuites intentées par Louis Pincemaille, directeur du domaine d'Auch, pour le franc-fief de la métairie noble de Frans. Ce directeur du domaine jugea leur noblesse plus que suspecte. Jean-Baptiste de Vinter prétendait avoir joui « personnellement et sans dérroger de la qualité de noble » comme sa famille « depuis plus de quatre-vingts ans que ses ancettres sont entrés en France pour y servir en qualité d'officiers »[2812]. D'après sa preuve, André de Vinter, cornette au

[2810] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 32.
[2811] *ADG*, I 2301, « Inventaire que bailhent nobles Pierre de Medrano, seigneur de Verlus, tant pour lui et ses acendants et decendants […] par devant vous, monsieur de Voisin, juge de Marciac, commissaire subdelegué de la chambre du franc-fief », vers 1659.
[2812] Fonds Lacoutère, requête de Jean-Baptiste de Vinter à l'intendant d'Auch, 1766.

régiment de Koenigsmark, serait venu de Saxe. Tous ses ancêtres auraient été officiers et nobles. Il aurait épousé en 1686 Marguerite de Prévost d'Anroches. Malheureusement, il ne pouvait prouver plus avant sa noblesse, car les titres auraient été perdus. La famille alliée de Prévost, qui avait émigré en 1688, après la révocation de l'édit de Nantes, en emporta une partie, et les « guerres passées qui ont désolé la Saxe » expliquent la perte des autres. Afin de faire venir ses titres depuis la Saxe, Jean-Baptiste de Vinter avait obtenu divers délais depuis 1756, qui firent trainer l'affaire une décennie. La preuve fournie, ne remontant qu'à quatre-vingts ans, est finalement totalement déficiente tant sur la forme que sur le fond, même sur la période passée en France, à tel point que le directeur du domaine écrivit qu'il n'avait « jamais vu de prétention pour la noblesse aussi mal établie que celle du sieur Vinter »[2813]. Le prétendu noble se vit finalement condamner à payer le franc-fief par le subdélégué général[2814]. Un doute demeurait néanmoins sur leur condition malgré cette condamnation, car le subdélégué général ne reprit pas la demande du directeur de menacer d'une amende si l'usurpation se renouvelait, soit qu'il ne voulut pas condamner trop sévèrement ces notables, soit qu'il conservât un doute sur la nobilité de la famille.

On ne peut assurer que le sieur De Vinter était un authentique « usurpateur », ou qu'il descendait véritablement d'une famille noble allemande. A partir du règne de Louis XIV, les règles légales de preuve de noblesse compliquaient de fait considérablement la situation des nobles étrangers, pour peu qu'ils n'aient pas emporté des titres remontant jusqu'au principe de leur anoblissement, ou au moins à plus d'un siècle[2815]. Leur situation était d'autant plus précaire que certaines familles avaient pour tradition que leurs aïeux étaient issus d'un lignage noble d'un autre pays, souvent éteint, ce qui était en fait considéré par beaucoup comme une « fable », puisqu'il ne s'agissait pour eux que de s'agréger à la noblesse, ne se liant à ces familles étrangères que pour trouver « des noms qui conviennent aux leurs »[2816]. Partant, l'allégation d'une origine étrangère était suspecte. D'après François-Paul Blanc, le noble d'origine étrangère qui aurait du mal à prouver sa noblesse pouvait cependant demander au roi des « lettres de déclaration de noblesse », qu'il analyse comme des lettres d'anoblissement

[2813] *Ibidem*, requête de Louis Pincemaille directeur du domaine à l'intendant, Auch, 2 juillet 1766.
[2814] *Ibidem*, décision du subdélégué général Sallenave, Pau, 22 juillet 1766.
[2815] On doit cependant distinguer le cas des irlandais, dont il était admis qu'ils pouvaient établir leur preuve en rapportant un certificat d'un roi ou héraut d'armes d'Irlande (Roquefeuil, Fulcran de, *Anoblissement et révocation de la noblesse aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles*, Patrice Du Puy Editeur, 2005, p. 88). Cette complaisance est sans doute due au nombre de réfugiés jacobites, partisans des Stuart, particulièrement en Bretagne, et à la difficulté qu'ils auraient eu de prouver leur noblesse à la mode de France après un exil difficile.
[2816] Mauvans, Joseph-Scipion de Barcilon de, *Critique du nobiliaire de Provence*, XVIIIe siècle, p. 19.

expresses[2817]. Mais ces lettres demeuraient rarissimes, et consacraient de fait plutôt des usurpations, la noblesse étrangère étant supposée.

A cause du nombre très réduit de familles nobles d'origine étrangère en Gascogne orientale, on ne peut tirer que des conclusions partielles sur leur situation. La preuve pour les nobles d'origine étrangère ne différait pas en règle générale de celle des nobles français. Il n'était pas besoin pour eux de faire des formalités particulières pour se voir reconnaître leur condition noble. Pour peu qu'elle soit véritable, cette origine compliquait néanmoins pour eux leur preuve, lorsqu'ils n'avaient pas emporté leurs titres, à cause de l'éloignement des dépôts d'archives. Les nobles étrangers pourraient cependant bénéficier d'une complaisance, selon toute vraisemblance, lorsqu'ils servaient le roi ou bénéficiaient de sa faveur. Tel n'était pas le cas des hobereaux, dont l'allégation d'une origine étrangère ne pouvait faire que renforcer la suspicion qu'ils ne seraient que des usurpateurs. Il est possible au XVIIIe siècle, dans des provinces où les étrangers étaient plus nombreux, comme la Bretagne, qu'il y eut un durcissement qui conduisit à ce que des lettres de naturalité et même de reconnaissance de noblesse furent parfois jugées nécessaires pour la conserver, mais même là cette solution rigoureuse n'était pas nettement établie, et bien des familles jouissaient de la noblesse sans qu'il en fût question[2818]. L'idée demeurait que la noblesse était une qualité étroitement attachée à la personne qui ne pourrait pas se perdre aisément, au cours d'un déplacement, fut-il international.

En somme, ni la prétendue perte des titres, ni l'allégation d'une origine étrangère, ne modifiaient substantiellement les règles en matière de preuve instrumentale de noblesse. Cependant, comme le montrent les lettres de déclaration de noblesse indiquées par François-Paul Blanc pour le cas des nobles d'origine étrangère, on peut se demander si une famille se disant noble ne pouvait échapper à une condamnation pour usurpation à défaut de preuve valable, en obtenant du roi une confirmation de sa noblesse.

[2817] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV, *op. cit.*, p. 603. C'est probablement ce type de lettres que cherchait à obtenir la dame de Faudoas de Castel, lorsqu'elle envoya un mémoire au comte de St-Florentin « pour la confirmation des lettres de reconnoissance de noblesse » obtenues par feu monsieur Castel son beau-père, en 1700, dans le royaume d'Aragon en Espagne (*ADG*, E 113, lettre de monsieur de Rochechouart à madame de Faudoas-Castel, Saugeons, 11 juin 1754).
[2818] Roquefeuil, Fulcran de, Anoblissement et révocation de la noblesse, *op. cit.*, p. 92-93.

Appendice au chapitre 2) Une voie de contournement de la preuve de noblesse ? La maintenue et la confirmation royale de noblesse

On trouve des lettres de noblesse particulières en Gascogne orientale au XVIIe et au XVIIIe siècles : il s'agit des lettres de confirmation de noblesse et des lettres de maintenue de noblesse. Ces lettres royales permettaient aux nobles de voir reconnaître solennellement leur état par le roi. S'agissait-il d'un moyen d'éluder la preuve de noblesse ? On pourrait le penser, et on remarque que leur apparition, au milieu du XVIIe siècle, eut lieu à une époque où la preuve instrumentale avait succédé à la preuve testimoniale, et où le contrôle de l'intégration de la noblesse était devenu plus rigoureux.

En réalité, comme nous allons le voir, il faut distinguer les deux types de lettres. Elles sont distinguables *a priori*, dans la mesure où les unes étaient uniquement une grâce royale, alors que les autres étaient délivrées après un jugement du conseil du roi. Ces lettres n'en restaient pas moins assez proches sur le fond. Dans les deux cas, la preuve de noblesse était plus ou moins fragile, et ces lettres venaient confirmer une noblesse juridiquement discutée, sinon déficiente. Dans les deux cas, il s'agissait de recourir directement au roi, et les arrêts du conseil de maintenue dans la noblesse étaient même le plus souvent rendus en présence du roi en personne, ce qui est attesté par la mention « le roi étant en son conseil »[2819]. *De jure*, il faut cependant distinguer la confirmation de noblesse, et la maintenue de noblesse.

[2819] Ce n'était cependant pas le cas des arrêts rendus en appel d'une condamnation du franc-fief. Dans les arrêts rendus en faveur des Busca et des Bazignan, la mention était « le roi en son conseil ». Il s'agissait donc d'arrêts simples. Sur les arrêts du conseil du roi pour la période qui nous intéresse ici, on peut se reporter à l'utile mise au point de Michel Antoine dans l'introduction, avec B. Schmauch, de *Conseil du roi. Arrêts en commandement, règne de Louis XV (1715-1720). Inventaire analytique*, Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine, 1968, p. 6.

I) Les lettres de confirmation de noblesse

Nous verrons dans un premier temps le principe qui donnait lieu à l'existence de ces lettres, dans un deuxième temps leur forme, et enfin nous examinerons plus précisément le fond des lettres de confirmation de nobles gascons.

A) Le principe

Ces lettres libérales de confirmation de noblesse confirmaient l'état personnel d'un noble. Il s'agissait donc d'une sorte de déclaration solennelle de la noblesse d'un noble : on peut légitimement se demander ce qui pouvait conduire un noble à impétrer de telles lettres. L'existence de ces lettres s'explique par le fait que des nobles ne pouvaient pas prouver leur état juridiquement de façon suffisante, ou qu'ils pensaient que, pour des raisons diverses et variées, leur noblesse pouvait leur être contestée[2820]. Ils recouraient donc au roi afin de se la voir confirmer. Les requérants voulaient se « mettre à couvert de trouble sur leur état »[2821]. Ces lettres permettaient donc bien de contourner la preuve de noblesse, puisqu'elles dispensaient le bénéficiaire et ses descendants de rapporter la preuve antérieurement à leur obtention.

[2820] La Roque a présenté de nombreux types de lettres de confirmation, dont le motif d'impétration n'est pas toujours compréhensible : « il y a des lettres de confirmation de la noblesse d'un père et d'une mère, obtenues par leurs enfans, d'autres pour expliquer et faire connoître qu'on est descendu d'une ancienne race, d'autres qui ont leur accomplissement après une information faite, d'autres pour confirmer un anoblissement accordé par autre que le roi qui avoit permis d'anoblir, ou même conféré par Sa Majesté immédiatement » (Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 65).

[2821] *ADG*, C 432, lettres de confirmation de noblesse pour Enemond et François de Clément de Lapujade, Versailles, 03/1744.

B) La forme des lettres

Nous n'avons retrouvé que les lettres de confirmation de noblesse accordées à Enemond et Clément de Lapujade en Gascogne orientale. Leurs lettres de confirmation prenaient la forme de lettres patentes. Après l'exposé des motifs, les lettres comprenaient un dispositif qui confirmait et maintenait les impétrants dans leur noblesse « en tant que de besoin »[2822]. Les lettres ordonnaient qu'ils jouiraient avec leur descendance des privilèges de la noblesse, à la charge de vivre noblement[2823].

C) Le fond des lettres

Deux lettres de confirmation de noblesse furent délivrées à des nobles gascons, en faveur de trois personnes seulement. Dominique de Monda, de Bigorre, fut confirmé dans sa noblesse en septembre 1651[2824], et Enemond et François de Clément de Lapujade, cousins germains, de Lomagne, furent confirmés en 1744. En réalité, les demandes de confirmation furent plus nombreuses au XVIIIe siècle mais, dans la plupart des cas, les impétrants ne se voyaient octroyer que des simples lettres d'anoblissement, sûrement sur l'avis de l'intendant, qui ne croyait pas à la réalité de cette prétendue noblesse[2825].

[2822] *Ibidem* : « A ces causes, voulant donner aux exposants les marques d'estime qu'ils méritent par leur naissance et par leurs services et par ceux qu'ont rendus leurs ancestres avec tant de zèle et tant de distinction, nous avons en tant que de besoin confirmé et maintenu, et par ces présentes signées de notre main confirmons et maintenons ledit sieur Enemond et François de Clément de La Pujade dans la noblesse de leurs ancestres et de leur naissance ».
[2823] *Ibidem* : « ce faisant ordonnons voulons et nous plait qu'ils jouissent et leurs enfans, postérité et descendans mâles et femelles nez et à naître en légitime mariage, de tous les droits, honneurs, privilèges, franchises, avantages et prérogatives dont ils ont jouy ou deu jouir et dont jouissent ou doivent jouir les autres nobles de notre royaume, tant et si longtemps qu'ils vivront noblement et ne feront actes dérogeans à noblesse ».
[2824] Les lettres de confirmation de noblesse de Dominique de Monda de septembre 1651 ne nous sont connues que par les lettres de maintenue qui lui furent accordé en 1667 (*ADHG*, 1 B 1919, folio 323, lettres de maintenue de noblesse de Dominique et Manaud de Monda, Versailles, novembre 1667).
[2825] Voir l'anoblissement par lettres, p. 221, en particulier l' « ancienneté » et la noblesse de la famille, et l'avis de l'intendant au XVIIIe siècle.

Sur le fond, ces lettres étaient assez ambiguës. En effet, si elles tendaient à démontrer d'une part la noblesse du confirmé, elles insistaient aussi d'autre part sur les services qui permettaient l'octroi de telles lettres. D'après les lettres de maintenue de noblesse de 1667, les lettres de confirmation de noblesse de 1651 de Dominique de Monda lui furent « accordées en considération de ses services »[2826]. La noblesse des Clément était supposée établie par une longue possession, mais était aussi « soutenue par de continuels services », comme si la noblesse était renforcée, fortifiée par les services[2827]. En réalité, les services exposés par ceux qui requéraient de telles lettres permettaient d'obtenir la confirmation, en faisant négliger le fait que, s'ils ne prouvaient leur noblesse juridiquement, ce pouvait être en raison d'une insuffisance significative de celle-ci. Ces lettres étaient donc bien une grâce conférée par le prince, et se rapprochaient fortement des lettres d'anoblissement, car elles reposaient sur le même fait social : le respect par une famille, au statut équivoque, d'un certain mode de vie, et l'accomplissement de services.

1) L'établissement de la noblesse

Les cousins de Clément de Lapujade prétendaient être issus de la famille noble de Clément, originaire de Tarascon en Provence, qui forma la branche de Lapujade en Languedoc en épousant la dame de Lapujade près de Toulouse. Un rameau de cette famille s'établit en Guyenne, « il y a environ deux siècles ». Or la famille de Clément fut maintenue en Provence dans sa noblesse par un jugement du 2 mars 1668, lors de la première recherche des usurpateurs. Le lien entre les deux familles ne semble cependant pas avoir été prouvé par des actes juridiques indiscutables. Seul un certificat du sieur de Clément, marquis de Gravezon, du 13 octobre 1732, attestait de cette parenté[2828]. La noblesse était donc évidente en apparence, mais rien ne semblait la prouver juridiquement. D'ailleurs, les Clément avaient impétré des lettres de confirmation pour n'avoir pas à « recourir aux titres qui leur sont communs avec la famille des sieurs de Clément du pays de Provence »[2829]…

[2826] *ADHG*, 1 B 1919, folio 323, lettres de maintenue de noblesse de Dominique et Manaud de Monda, 11/1667.
[2827] *ADG*, C 432, lettres de confirmation de noblesse pour Enemond et François de Clément, Versailles, 03/1744.
[2828] *ADG*, C 432, *ibidem*.
[2829] *ADG*, C 432, *ibidem*.

2) Les services

Les lettres sont plus disertes sur les services de la famille des exposants. Enemond de Clément de Lapujade était garde du corps du roi, et François de Clément de Lapujade ancien lieutenant d'infanterie au régiment de Villeneuve. Tous deux se distinguèrent à la bataille de Dettingen en 1743 « par la bonne conduite et par la valeur que demandent leur estat et leur naissance »[2830]. Père et grand-père servirent aussi le roi, à l'armée ou en sa maison, mais ce sont les services de leur bisaïeul, Joseph de Clément de Lapujade, qui furent davantage mis en valeur. Lieutenant-colonel dans le régiment de Beaujolais, il se retira dans son château, mais reprit du service en 1651, avec un parent, lorsqu'une armée ennemie entreprit le siège de Miradoux en Lomagne, où ils « firent une si vigoureuse résistance que le prince d'Harcourt eut le temps de la secourir et d'en faire lever le siège ».

Ces lettres de confirmation étaient donc le résultat d'une grâce royale, *de facto* elles venaient autant récompenser des services qu'attester une noblesse hypothétique. Elles étaient très proches des lettres d'anoblissement qui furent délivrées en Gascogne orientale à la fin du XVIIIe siècle. Le pouvoir royal ne s'y trompa guère, et n'hésita pas à révoquer toutes les lettres de confirmation accordées depuis 1643 par deux arrêts du conseil d'Etat du 30 septembre 1723[2831] et du 2 mai 1730[2832], à l'instar des lettres d'anoblissement. En Provence, François-Paul Blanc a pu analyser les lettres de confirmation comme des lettres d'anoblissement, car elles ne furent concédées qu'à des nobles de fait et non de droit, qu'ils aient dérogé ou qu'ils fussent en cours d'usurpation[2833]. Le fait que des lettres de confirmation purent aussi être concédées à titre vénal, exceptionnellement, par l'édit de décembre 1711, qui créait cent lettres de noblesse, soit d'anoblissement ou de « confirmation dans leur ancienne noblesse », conforte cette analyse[2834]. La noblesse des confirmés était très douteuse, car elle n'était pas vérifiée juridiquement, *a contrario* des lettres de maintenue de noblesse, qui étaient délivrées en vertu d'un jugement contradictoire du conseil du roi qui devait établir *de jure* la noblesse des impétrants.

[2830] *ADG*, C 432, *ibidem*.
[2831] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 343.
[2832] Fonds Blanquefort, arrêt du conseil d'Etat fait à Fontainebleau, le 2 mai 1730.
[2833] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV. 1630-1730, *op. cit.*, p. 110.
[2834] *ADHG*, 1 B 1936, folio 203, édit donné à Versailles en décembre 1711.

II) Les arrêts de maintenue du conseil d'Etat et les lettres de maintenue rendues sur arrêt du conseil d'Etat

Les nobles purent aussi être maintenus dans leur noblesse devant le « conseil d'Etat ». Sur les productions des parties, un rapport était fait sur la décision à prendre, avant que le conseil ne rendît un jugement définitif. En plus d'ordonner la décharge ou l'exécution de l'ordonnance de l'intendant, les arrêts du conseil d'Etat purent contenir au XVIIIe siècle une clause de maintenue « dans sa noblesse de race et lignée »[2835] ou de « race et extraction »[2836], rendant la décision plus solennelle. Ces arrêts du conseil d'Etat rendus ès noblesse constituaient une « barrière insurmontable » protégeant la noblesse du maintenu[2837]. Un tel arrêt pouvait être repris dans des lettres de maintenue de noblesse.

A huit reprises, le conseil d'Etat rendit des arrêts sur le cas de nobles issus de Gascogne orientale. Obtenir un tel arrêt était parfois long, et toujours onéreux. Jean-Baptiste de Bazignan du Peyrusca, poursuivi en 1735 pour ses biens nobles situés à Gazaupouy en Condommois, fut déchargé par l'intendant de Guyenne par une ordonnance du 9 janvier 1736. Le sieur Colombat, fermier des domaines, interjeta appel de l'ordonnance. Il fallut douze ans de procédure, l'impression de mémoires, et trois arrêts du conseil d'Etat, pour que l'affaire se termine en 1748[2838] ! Ces recours au conseil du roi empruntaient différentes voies de droit. Après les avoir examinées, nous étudierons la forme des lettres, et le fond de ces arrêts de maintenue.

[2835] Fonds Bazignan, arrêt extrait des registres du conseil d'Etat, rendu à Compiègne le 5 août 1748.
[2836] *ADG*, I suppl 504, arrêt du conseil d'Etat du roi rendu à Versailles, le 15 août 1788.
[2837] Fonds Bazignan, consultation d'un avocat par le sieur de Bazignan, deuxième moitié du XVIIIe siècle : « il n'y a nul doute que cest arrêt du conseil ne soit une barière insurmontable en faveur dudit sieur de Bazignan de Peyrusca dans sa noblesse, s'il est revêtu des formalités requises ».
[2838] *Ibidem*, arrêt du conseil d'Etat rendu à Versailles le 21 janvier 1738, arrêt du conseil d'Etat rendu à Versailles le 14 avril 1744, arrêt du conseil d'Etat rendu à Compiègne le 5 août 1748. Dans une « Requête de production nouvelle et pièces » au conseil de février 1745 pour le sieur de Bazignan de Peyrusca, ce dernier déclara qu'il avait « tout lieu d'espérer de voir finir une contestation qui dure depuis près de dix ans, laquelle lui a déjà des frais très considérables que le supliant auroit bien mieux aimé employer à soutenir ses enfans dans les troupes pour leur

A) Les différents types de recours possibles devant le conseil d'Etat

Il faut distinguer plusieurs cas.

1) L'appel d'une ordonnance rendue sur le fait du franc-fief

Certains arrêts furent donnés en appel d'une sentence de condamnation rendue par les intendants lors des recherches des francs-fiefs. L'arrêt du conseil, lorsqu'il était rendu en faveur des appelants, déchargeait les requérants des taxes sur eux faites et ordonnait la restitution des biens saisis. Les appels purent être interjetés par les commis à la recherche ou, au contraire, par des nobles condamnés, afin que ces ordonnances fussent révoquées et, qu'en conséquence, ils fussent déchargés de la taxe pour le franc-fief. S'ajoutait aussi une demande en restitution lorsque les commis avaient saisi des biens du requérant. Ainsi Jean-Charles de Busca fit une requête devant le Conseil d'Etat en appel de deux ordonnances de condamnations faites par l'intendant Foucault, en faveur de Vialet, commis au recouvrement des franc-fiefs, une du 4 décembre 1674, et une autre du 31 janvier 1675, cette dernière rejetant sa requête en décharge sous prétexte de sa noblesse, et le déchargeant des mille trois cent livres de taxe s'il prouvait la ruralité de son moulin[2839].

Le cas des Busca est intéressant dans la mesure où il montre jusqu'à quel point la preuve de noblesse pouvait maintenir une conscience d'appartenir à un même lignage, et une communauté d'intérêt entre diverses branches de la famille dans le cadre de la « maison » noble. En effet, à l'appel devant le conseil d'Etat de Jean-Charles de Busca, baron de Montcorneil, se joignirent plusieurs « parties intervenantes ». Antoine de Busca, sieur de Rambos, qui fut reçu partie intervenante par une ordonnance du conseil du 31 mai 1675, dans un premier temps, puis

faire suivre l'exemple de ses auteurs, qui se sont toujours constamment dévoués à porter les armes pour le service de Votre Majesté ».

[2839] Fonds Lascazères, arrêt du conseil d'Etat rendu à St-Germain en Laye, le 8 février 1676.

Jean de Busca, et son frère, un autre Antoine de Busca, et enfin Blaise de Busca, sieur de Montégut, leur cousin germain, qui furent reçus par une ordonnance du 1er juin 1675. Il s'agissait pour eux de faire casser les ordonnances rendues contre le sieur de Montcorneil, afin d'éviter qu'elles fussent retournées contre eux par les commis aux francs-fiefs. Le sieur de Rambos était aussi condamné pour la possession de deux métairies, un moulin à vent, et un bois, nobles, taxés 2640 livres (2400 livres de droit de franc-fief et 240 livres pour les deux sols pour livre), par les deux mêmes ordonnances que Montcorneil. L'arrêt fut rendu « ayant esgard aux interventions desdits de Busca »[2840]. Dans le cas des Bazignan, Jean-Baptiste fut activement soutenu par son cousin Fris. Même si ce dernier ne fut pas une partie intervenante de droit, il lui procura de nombreux actes l'aidant à étayer sa noblesse[2841].

2) L'appel d'une sentence de condamnation pour usurpation de noblesse

Des arrêts purent aussi être rendus sur une requête portée devant le conseil d'Etat dans le cas d'appel d'une sentence de condamnation pour usurpation de noblesse, ou même de maintenue. L'arrêt du conseil d'Etat du 22 mars 1666 privait les cours des aides des appels contre les décisions rendues par les commissaires départis à la recherche, et les réservait au conseil du roi[2842]. Par l'arrêt du conseil d'Etat du 26 août 1673, les commissaires au recouvrement du franc-fief en Bigorre pouvaient contester les ordonnances de décharge rendues dans le cadre des recherches des usurpateurs de noblesse en s'en rendant appelant devant le conseil[2843]. Puis, par la déclaration du 8 octobre 1729 qui mettait fin à la recherche des

[2840] *Ibidem*, arrêt du conseil d'Etat rendu à St-Germain en Laye, le 8 février 1676.
[2841] Dans une « Requête de production nouvelle et pièces » au conseil de février 1745 pour le sieur de Bazignan de Peyrusca, ce dernier déclara joindre d'autres pièces « qui lui ont été confiées par le sieur Fris de Bazignan, écuyer, ancien mousquetaire du Roi, chevalier et commandeur de la commanderie d'Agen de l'ordre royal militaire et hospitalier de Nôtre-Dame de Montcarmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, et le dit sieur Fris de Bazignan est cousin du supliant, son auteur noble Arnaud de Bazignan écuyer capitaine de cuirassier, et celuy du supliant, noble Jean de Bazignan, étoient frères, et tous les deux enfans de noble Jean de Bazignan capitaine ».
[2842] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 148, arrêt du conseil d'Etat du 22 mars 1666, art. 19 : « Sa Majesté se réserve la connoissance des oppositions qui pourroient intervenir, et les interdit expressément à toutes ses cours des aides et autres juges, à peine de nullité et de cassation de tout ce qui seroit fait et ordonné au contraire ».
[2843] *ADHP*, I 52, arrêt du conseil d'Etat, Paris, 26 août 1673 : « les particulliers quy pourroient avoir obtenu des ordonnances ou arrets pour les maintenir nobles dans la derniere recherche quy a esté faite deppuis l'année 1667 et quy sont roturiers, soint tenus de payer ledit droit de franc fiefs affranchissement d'iceux, et puissent estre au roolle desdits taxes, à la charge par les gens desdits estats de se rendre appellans desdits jugements ou opposans à l'execution desdits arrets, ce que sa majesté leur permet, sans neanmoings estre tenus pour ce de consigner aucune amende dont à c'est esgard sa majesté les a dispensez et deschargez sans tirer à consequence, à la charge des dommages interests des particulliers taxés dont les gens desdits estats seront tenus, sy lesdits particulliers taxés se

usurpateurs de noblesse, le roi se réserva les appels des jugements pris lors des recherches des usurpateurs, ainsi que les contestations de noblesse déjà jugées lors de ces enquêtes[2844].

On trouve deux arrêts du conseil produits dans des productions de nobles assignés lors de la seconde recherche des usurpateurs que l'on peut supputer avoir été rendus en appel d'ordonnances de condamnation de la première recherche, en faveur de Vital Grisonis, sieur de Lahont, dans l'élection d'Armagnac, et en faveur de Antoine de Pujol sieur de Gères, baron de Rabouillet, dans l'élection de Comminges[2845]. On remarque d'ailleurs à quel point c'est peu : sur six cent cinquante-six gascons maintenus dans la généralité de Montauban lors de la recherche lancée en 1696, deux seulement produisirent des arrêts du conseil.

C'est ce type d'appel que fit un peu tardivement Joseph de Sariac d'Ardenne, sieur de La Barthe, en 1788, « pour faire entrer ses enfans au service devant le généalogiste des ordres de votre majesté »[2846]. Il demanda en effet que le jugement rendu le 17 mars 1671 contre Pierre de Sariac, son aïeul, soit cassé, et que l'on rendît commun à lui et à ses descendants le jugement de maintenue rendu au profit d'Emeric de Sariac, frère aîné de Pierre, maintenu par un jugement du 8 mai 1666. Le conseil déclara « nul et non avenu » le jugement du 17 mars 1671, et ordonna que le jugement de maintenue du 8 mai 1666 « sera et demeurera commun au supliant et à ses descendants nés et à naître en légitime mariage »[2847].

On peut rattacher à cette catégorie deux autres arrêts rendus en faveur de la même maison. Joseph de Monet ayant été poursuivi lors de la recherche des usurpateurs, après son décès, Antoine de Monet, son fils, avait produit des copies des titres détenus par Henri de Monet de la branche aînée, mais l'intendant Pellot n'y eut pas d'égard et le condamna comme usurpateur de noblesse. Antoine fit donc appel après avoir obtenu d'Henri les originaux, et fut

---

trouvent nobles par l'evenement desdites appellations quy seront jugez au conseil au rapport desdits sieurs conseillers ».

[2844] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 357, déclaration du roi du 8 octobre 1729 : « Veut qu'à l'avenir toutes les contestations concernant l'usurpation du titre de noblesse, qui surviendront à l'occasion de la levée des tailles ou autres impositions, soient portées auxdites cours des aides chacun dans son ressort, sans qu'elles puissent prendre connoissance d'aucune des contestations qui ont été jugées dans les deux dernières recherches, soit par des ordonnances des commissaires départis dans les provinces du royaume pour l'exécution de ses ordres, soit par des jugemens des commissaires du conseil, ou par des arrêts rendu audit conseil ; mais seront tenus lesdites cours des aides, de renvoyer par-devant Sa Majesté les contestations de ce genre qui auront été portées ou renouvellées devant elles, et ce, quand même les parties intéressées n'auroient ni interjetté appel desdites ordonnances ni formé opposition à l'exécution desdits jugements ou arrêts ».

[2845] Le premier produisit l'arrêt du conseil du 20 août 1671 par lequel Fabien de Grisonis sieur de Graulas, Vital, Perrine et Françoise de Grisonis, neveux de Fabien, furent maintenus dans leur noblesse (*BNF*, Fonds français 32297, folio 801, ordonnance de l'intendant de Montauban du 11 novembre 1715), et le second produisit l'arrêt du conseil d'Etat du 29 septembre 1670 maintenant Michel de Pujol son frère dans la qualité de noble (*BNF*, Fonds français 32298, folio 1275). Dans la même généralité de Montauban, on trouve aussi une dizaine de maintenus produisant des arrêts du conseil en Quercy et en Rouergue.

[2846] *ADG*, I Suppl 504, minute de requête au conseil en faveur de Joseph de Sariac, 1788.

[2847] *ADG*, I Suppl 504, arrêt du conseil d'Etat du roi rendu à Versailles, le 15 août 1788.

maintenu par un arrêt du conseil d'Etat du 20 juin 1678. Gilles-Laurent de Monet, Philippe de Monet, et Jean-Jacques de Monet, firent une requête en maintenue au conseil en 1694, au motif qu'ils craignaient qu'on leur opposât le jugement de condamnation de Pellot contre leur parent, et qu'ils n'étaient pas compris dans l'arrêt du conseil d'Etat de 1678 : « ils ont intérêt, pour prévenir ces sortes de recherche, de suplier Sa Majesté d'expliquer aussi son intention au sujet de leur noblesse, et de leur rendre la même justice que ledit Antoine de Monet a reçu d'elle »[2848]. Cet appel était fait sous prétexte qu'une ordonnance de condamnation avait été rendue par l'intendant Pellot.

Le cas de Bertrand de Laforgue de Bellegarde, commandant du château de Lourdes, est aussi un peu hétérodoxe. Ayant obtenu qu'un de ses fils soit nommé pour entrer à l'Ecole militaire, il fit valoir ses titres de noblesse devant d'Hozier de Serigny, commis par le roi pour certifier la noblesse des élèves à l'Ecole militaire. Mais ce dernier refusa de donner son certificat à cause d'un jugement rendu en 1666 par lequel un dénommé Bertrand de Laforgue, habitant dans la généralité d'Auch, fut condamné comme usurpateur de noblesse. En effet un doute se fit jour : n'était ce pas la même personne que Jean-Bertrand de Laforgue, aïeul de l'exposant ? Bertrand objecta que son aïeul se dénommait Jean-Bertrand, « l'exacte conformité de noms seroit requise pour prouver », et que d'ailleurs son aïeul et sa famille portèrent des qualifications nobles après cette condamnation, ce qu'ils n'auraient osé faire s'ils avaient été condamnés en 1666[2849]. Il supplia donc le roi de le maintenir dans sa noblesse d'extraction afin de pouvoir faire profiter son fils de la grâce accordée par le roi[2850].

3) L'obtention d'une maintenue de noblesse

Certains nobles purent enfin faire une demande de maintenue de noblesse pour n'avoir pas été assignés lors des recherches des faux nobles, afin que ne leur soit pas opposé un défaut de jugement de maintenue. Très peu nombreux certes, furent ceux n'ayant pas été appelés à comparaître devant les commissaires à la recherche. Une requête en ce sens fut cependant faite

[2848] Extrait des registres du Conseil d'Etat du roi, Versailles, 13 décembre 1694, transcrit dans Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XXII, 1751, p. 338.
[2849] *ADHG*, 1 B 1955, folio 424, arrêt du Conseil d'Etat donné à Versailles, le 22 avril 1766.
[2850] Le roi le maintint et confirma dans sa noblesse « nonobstant le jugement rendu en mil six cens soixante-six contre Bertrand de Laforgue, que sa Majesté veut ne pouvoir nuire ni préjudicier au sieur Jean Bertrand de Laforgue de Bellegarde » (*ADHG*, 1 B 1955, folio 424, arrêt du Conseil d'Etat donné à Versailles, le 22 avril 1766).

au conseil d'Etat à la fin du règne de Louis XVI par Nicolas-Marie, vicomte de Léaumont[2851]. Il présenta en effet une requête au conseil exposant qu'étant issu « d'une des plus anciennes et illustres maisons de la province de Guyenne, qui remonte par titres au douzième siècle, et où sa noblesse étoit si notoire et si reconnue, que lors de la recherche générale de la noblesse du royaume ordonnée par le roi Louis XIV en l'année 1666, et continuée en 1696 et 1714, elle n'auroit point été assignée ni inquiétée, en sorte que la famille de l'exposant n'a point de jugement de maintenue »[2852]. Il demandait donc, en vertu de la déclaration du roi de février 1714[2853], d'être maintenu dans sa noblesse de « race et d'extraction », et que leurs « noms et armes » fussent inscrits au catalogue des nobles de la province.

B) La forme des lettres de maintenue

Nous l'avons dit, certains arrêts purent être repris par des lettres de maintenue prenant la forme de lettres patentes. Il fallait que le maintenu par arrêt du conseil sollicitât de telles lettres auprès de la Grande Chancellerie. L'intérêt d'obtenir des lettres de maintenue était d'une part que c'étaient des actes prestigieux, concédés au grand sceau, d'autre part que les lettres patentes contenaient une clause injonctive permettant de les faire enregistrer dans les registres des cours de justice, et donc d'en assurer la publicité et la perpétuité[2854]. L'arrêt du conseil était attaché aux lettres patentes sous le contre-scel de la chancellerie, et ils étaient enregistrés ensemble dans les cours de justice.

Après l'exposé des motifs, elles reprenaient, dans un premier temps, la sentence du conseil d'Etat[2855]. Suivait une clause de maintenue de l'impétrant et de sa descendance dans la

[2851] On ne sait pas si un arrêt fut rendu en sa faveur, la requête ayant été faite à la veille de la Révolution.
[2852] *ADG*, I Suppl 340, requête de Nicolas-Marie de Léaumont, vers 1788.
[2853] Nous n'avons pas retrouvé cette déclaration.
[2854] Dans une consultation faite à la demande du sieur de Bazignan, qui voulait faire enregistrer à la cour des aides l'arrêt de maintenue du conseil d'Etat du 4 août 1748 rendu en faveur de son cousin, l'avocat répondit que « il est certain que pour que cest arrêt fut enregistré en la cour des aides, il devroit estre revêtu d'une comission du grand sceau, c'est à dire des letres patentes adressées à ladite cour, aux fins de l'enregistrement, parce que les cours supérieures n'enregistrent les arets du conseil qu'autant qu'il y a avec ces arets des letres patentes qui leur soint adressées » (Fonds Bazignan).
[2855] *ADHG*, 1 B 1919, folio 323, lettres de maintenue de noblesse de Dominique et Manaud de Monda, 11/1667 : « à ces cauzes, desirant gratiffier et favorablement traicter lesdits Monda pere et fils, de l'advis de nostre conseil quy a veu lesdites lettres de confirmation de noblesse, arrest d'enregistrement d'icelles et autres pieces avec les

noblesse[2856]. Etait aussi ajoutée une clause accordant aux maintenus la jouissance des privilèges de la noblesse[2857]. Une clause dispensait les maintenus de rapporter les titres manquants et les relevait des défauts qui pourraient leur être objectés contre cette même noblesse lorsque la preuve était défectueuse[2858]. Des lettres portaient que le maintenu devait être inscrit au catalogue des gentilshommes[2859]. Enfin, une dernière clause les obligeait à vivre noblement et à ne pas faire d'actions dérogeantes à la noblesse[2860].

C) Le fond des arrêts de maintenue

Le conseil d'Etat devait théoriquement juger si la noblesse des impétrants était fondée en droit, et sanctionner en conséquence la noblesse ou l'usurpation de noblesse. En réalité, certains arrêts se fondaient aussi sur les services des requérants, et se rapprochaient en conséquence des grâces royales, ce qui est confirmé par le fait que des lettres de maintenue pouvaient être octroyées aux requérants.

1) Une noblesse contestée

certifficats des services esnoncés par l'arrest de nostre conseil d'estat dont l'extrait est cy attaché soubz le contre-scel de nostre chancellerie, nous conformement à icelluy et sans nous arrester à l'ordonnance dudit sieur Pelot du neufviesme aoust dernier, avons ordonné et ordonnons que lesdits de Monda pere et fils jouiront de l'effet et conteneu auxdites lettres pattentes par nous accordés audit de Monda pere ledit jour premier septembre mil six cent cinquante et un ».

[2856] *Ibidem* : « ce faisant les avons maintenus et maintenons, par ces presentes signées de nostre main, ensemble leurs successeurs enfans et posterité nais et à naistre en legitime mariage, dans la qualité de nobles et d'escuyers ».

[2857] *Ibidem* : « et à cette fin voulons et nous plait qu'ils jouissent des honneurs, privileges, et examptions dont jouissent les autres gentilshommes de nostre royaume ».

[2858] *Ibidem* : « et ce nonobstant qu'ils n'ayent raporté tous les tiltres de leur noblesse, dont nous les avons relepvés et dispensés, ensemble de tous autres deffaus quy leur pourroint estre cy apprès objectés ».

[2859] *ADHG*, 1 B 1955, folio 426, lettres patentes de maintenue de noblesse en faveur de Bertrand de Laforgue de Bellegarde, Versailles, le 22 avril 1766 : « à l'efet de quoy ils seront inscrits, si fait n'a été, sur le catalogue des nobles, conformément aux règlements ».

[2860] *ADHG*, 1 B 1919, folio 323, lettres de maintenue de noblesse de Dominique et Manaud de Monda, 11/1667 : « à la charge de ne faire aucun acte de desrogeance ».

Les arrêts de maintenue devaient normalement trancher sur la noblesse juridiquement fondée des requérants. Cependant, le recours au conseil d'Etat était motivé dans la plupart des cas soit par le fait que ces requérants avaient été condamnés à un échelon inférieur pour usurpation ou au payement du franc-fief, soit que la partie adverse avait de bonnes raisons de penser que la noblesse était infondée, et partant leur noblesse devait être équivoque.

Lieu commun en Gascogne chez les familles de vieille noblesse comme chez celles à la noblesse suspecte, la perte des titres était mentionnée dans plusieurs arrêts. Ainsi, de nombreux titres de noblesse des Monda furent perdus « par les sacquagemens arrivés en divers temps dans le comté de Bigorre »[2861]. Mais la perte des titres pouvait être mieux établie. Jean-Baptiste de Bazignan du Peyrusca soutint qu'il aurait pu être « en état de rapporter des titres encore plus anciens, que ceux qu'exigent les règlemens ; mais on sçait que la province de Guyenne a été agitée pendant les siècles passés par des guerres civiles et de religion qui ont occasionné la perte des titres des plus illustres familles », ce qu'il attesta par une enquête faite en 1727 sur la notoriété des pillages durant les guerres qui secouèrent la province[2862]. Jean-Charles de Busca prouva par divers actes notariés que Guy de Busca son père avait prêté en 1658 à Jean-François de Busca, sieur de Lacourège, des titres de famille du XVe et XVIe siècles, et que les documents auraient disparu à l'occasion du pillage des meubles de la maison du sieur de Lacourège, qui suivit sa mort en novembre 1664[2863]. Il produisit aussi un procès-verbal de représentation des minutes des titres perdus, du subdélégué des commissaires de la chambre des franc-fiefs du 4 février 1658, et la collation faite en présence du traitant de ces pièces.

La noblesse des Monda avait été confirmée en septembre 1651 par des lettres de confirmation, ce qui n'empêcha pas l'intendant Pellot de les condamner pour usurpation de noblesse en août 1667. Consulté par le conseil d'Etat, l'intendant avança que les lettres de noblesse étaient subreptices, mais se montra favorable à l'octroi de nouvelles lettres sur le fondement des services de Manaud de Monda[2864].

Jean-Charles de Busca se fonda, quant à lui, sur les jugements de décharge rendus par Bousquet, intendant de Guyenne, du 16 août 1642, une ordonnance du 18 mai 1643 du subdélégué des commissaires généraux à la recherche des francs-fiefs, un arrêt de la chambre

[2861] *ADHG*, 1 B 1919, folio 323, lettres de maintenue de noblesse de Dominique et Manaud de Monda, 11/1667.
[2862] Fonds Bazignan, *Mémoire*, pour la défense de Jean-Baptiste de Bazignan, sieur du Peyrusca, Chéry avocat, De Blair de Boisemont rapporteur, Imprimerie de la veuve d'Andre Knapen, Paris, 1746.
[2863] Fonds Lascazères, arrêt du conseil d'Etat rendu à St-Germain en Laye, le 8 février 1676.
[2864] *ADHG*, 1 B 1919, folio 323, lettres de maintenue de noblesse de Dominique et Manaud de Monda, 11/1667 : « que nous auroit donné son advis portant entre autres choses que lesdites lettres de confirmation de noblesse obtenues par ledit de Monda pere sont subreptices, mais qu'attendeu le service du fils et qu'il a de quoy soutenir la noblesse, nous pourons luy accorder de nouvelles lettres de noblesse et le descharger des deffauts quy manquent à celles de son pere ».

souveraine des franc-fiefs de Toulouse du 18 mai 1658, et sur l'ordonnance contradictoire du 2 mai 1667, donnée lors de la recherche des usurpateurs par le commis de l'intendant en faveur de plusieurs cousins germains de la même famille[2865]. Les Monet se fondèrent essentiellement sur les titres, cités dans l'arrêt du conseil d'Etat de 1678 rendu en faveur de leur parent, dans lesquels ils prenaient des qualifications nobles depuis le XVIe siècle[2866]. Jean-Baptiste de Bazignan établit une preuve de noblesse classique, fondée sur les titres prouvant à la fois la filiation, et la noblesse par le port de qualifications nobles. Bertrand de Laforgue de Bellegarde fournit aussi des preuves de noblesse fondées sur la filiation et les qualifications nobles, telles qu'il les avait présentées devant d'Hozier, et une décharge du franc-fief de 1738. Enfin, Joseph de Sariac se démarqua en ce qu'il ne prouva pas seulement la noblesse nécessaire comme les deux précédents, mais même qu'il était « descendu d'ancêtres dont la noblesse de race et de chevalerie se perd dans les siècles les plus reculés »[2867]. Et il établit effectivement sa filiation non interrompue sur plusieurs dizaines de titres originaux jusqu'en 1428. Quant au cas particulier de Nicolas-Marie de Léaumont, dont on ne sait pas s'il obtint un arrêt, sa requête établissait juridiquement sa filiation noble depuis le XVe siècle, mais aussi, sur les mêmes titres, « des illustrations, des grandes charges, des services les plus distingués, des alliances considérables, et des grandes possessions dans la famille de l'exposant »[2868]… C'était en l'occurrence un cas singulier : de grande et ancienne noblesse, les commis n'avaient pas cru bon de déranger le vicomte lors de la recherche des usurpateurs… et il n'avait donc paradoxalement pas été maintenu noble !

2) Des services déterminants ?

Il s'agit, comme bien souvent en Gascogne ès lettres de noblesse, essentiellement des services aux armées. C'est le cas en particulier des Monda, de Vic-Bigorre. Les lettres de maintenue portent qu'ils avaient « à l'imitation de leurs predecesseurs […] continué les services à noz predecesseurs roys en plusieurs occasions de guerre »[2869]. Manaud, dernier rejeton de la

[2865] Fonds Lascazères, arrêt du conseil d'Etat rendu à St-Germain en Laye, le 8 février 1676.
[2866] Extrait des registres du Conseil d'Etat du roi, Versailles, 13 décembre 1694, transcrit dans Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XXII, 1751, p. 338.
[2867] *ADG*, I Suppl 504, minute de requête au conseil en faveur de Joseph de Sariac, 1788.
[2868] *ADG*, I Suppl 340, requête de Nicolas-Marie de Léaumont, vers 1788.
[2869] *ADHG*, 1 B 1919, folio 323, lettres de maintenue de noblesse de Dominique et Manaud de Monda, 11/1667.

famille, avait « porté le mosquet » pendant deux ans dans le régiment des gardes, puis était monté « de charge en charge dans l'infanterie » jusqu'au grade de capitaine, en servant contre les Espagnols dans des sièges et batailles « où il auroit esté blessé, mesmes dans les derniers troubles de nostre royaume »[2870].

En ce qui concerne les Busca, l'arrêt reprend non moins de dix-sept documents divers attestant une centaine d'années de services militaires pour le compte du roi de France[2871]. D'ailleurs, on remarquera que parmi les parties intervenantes au procès, Jean de Busca était capitaine d'infanterie dans le régiment du Dauphin, Antoine de Busca, son frère, lieutenant dans le même régiment, et Blaise de Busca, capitaine de cavalerie dans le régiment de Biran. Les Monet produisirent plusieurs certificats de services rendus par eux et leurs ancêtres, et contèrent longuement la geste de Philippe de Monet de St-Martin, auteur de nombreux exploits guerriers[2872].

Alors que ces services furent déterminants dans la concession des lettres de maintenue des Monda, qui portaient qu'en raison de leurs services ils devraient « estre à couvert de toutes recherches de noblesse », pour les Bazignan, l'arrêt semblait davantage fondé sur la condition

---

[2870] *ADHG*, 1 B 1919, folio 323, *ibidem*.

[2871] Fonds Lascazères, arrêt du conseil d'Etat rendu à St-Germain en Laye, le 8 février 1676 : un passeport de Guy de Busca du 13 janvier 1577, un avis du sieur maréchal de Matignon du 3 juin 1595 au sieur de Busca pour aller se battre contre les rebelles, un certificat de service contre les rebelles donné par le maréchal de Matignon du 3 septembre 1595, un certificat du sieur de La Curse capitaine des chevaux légers des gardes de Sa Majesté du 24 septembre 1611, une commission de capitaine sous l'autorité du duc d'Epernon du 11 août 1625, une commission du duc d'Epernon accordée au sieur de Montcorneil du 11 octobre 1625, un avis donné au sieur de Montcorneil le 14 août 1628 par le duc de La Valette pour aller contre les rebelles du côté de Montauban, une autre missive au sieur de St-Jean du 28 février 1652, une missive du comte de Lislabone du 24 août 1652, une commission de capitaine sous la conduite du vicomte de Turenne accordée au sieur de Montégut le 9 août 1671, trois ordonnances et routes données par le maréchal d'Albret au sieur de Montcorneil des 26 et 30 juin, et du 2 juillet 1674, et trois certificats de service desdits sieurs de Busca de Montégut, de St-Jean et de Busca signés de Louvois du 22 septembre 1674.

[2872] Extrait des registres du Conseil d'Etat du roi, Versailles, 13 décembre 1694, transcrit dans Larcher, Jean-Baptiste, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome XXII, p. 338. « […] en l'année 1648 au siege de Crémone, faisant la charge de major en chef par l'absence du sieur Darroy, major, où il fut blessé d'un coup de mousquet, sur le logement de la contre-escarpe […] En 1650 ledit regiment etant venu aux guerres de Guyenne sous les ordres du sieur de La Valette, lequel fit le siege de St-Georges, qui fut emporté l'epée à la main. En l'année 1651 il s'est trouvé au siege de Bordeaux à l'attaque de la demi-lune, où il fut blessé de deux coups de mousquet, et de deux coups de pique, ayant soutenu ladite attaque jusqu'à ce que le logement fut fort avancé. Son action fut si agreable qu'il fut fait major dudit regiment. […] Pendant tout l'hiver il se trouva à la prise de plusieurs places, qui furent remises sous l'obeissance de Sa Majesté ; et l'année suivante au siège d'Angers et du Pont de Cé, où il se distingua, les ennemis ayant voulu faire une sortie, elle fut si vigoureusement repoussée qu'il se jetta et s'attacha à la chaîne du pont, et empêcha qu'ils ne pussent le lever, en sorte qu'ils furent contraints de battre la chamade, et se rendirent prisonniers de guerre. Ensuite il se trouva au siege d'Etampes, où il passa le fossé à la nage, l'epée à la main […] Il s'est trouvé au secours d'Arras et ensuite au siege de Montmedy, où il resta par ordre du sieur marechal de La Ferté si jours à la tranchée sans en sortir, jusqu'à ce que le mineur fut attaché […] La campagne après le regiment ayant eu ordre d'aller servir en Allemagne, il fut choisi par le sieur marechal de Turenne pour commander à Villette ; et après sa mort le comte de Montecucoli l'ayant attaqué, il soutint si vigoureusement les efforts des ennemis, qu'il retarda leurs progrès, en tua un grand nombre, et contint si fort les autres, qu'ils ne firent que le canonner toute la journée. Etc… ».

noble des requérants, fondée sur la preuve de la filiation noble. Les seuls mérites que put alléguer Jean-Baptiste de Bazignan de Peyrusca furent ceux de la branche de son cousin Fris de Bazignan qui le soutint dans cette épreuve. Bertrand de Laforgue, pourtant ancien capitaine d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, et gouverneur du château de Lourdes, ne fit que déclarer en passant qu'il était issu d'une « famille qui dans tous les tamps s'est consacrée au service du Roy »[2873]. Joseph de Sariac ne mentionna pas les services, s'attachant uniquement à prouver qu'il est issu d'une « noblesse d'extraction et de noble race et lignée »[2874].

La maintenue de noblesse au XVIIIe siècle apparait donc comme plus stricte qu'au XVIIe siècle. La preuve était désormais juridiquement figée, les services complètement secondaires, n'étant plus qu'un agrément facultatif. Les Monda n'auraient très probablement pas été maintenus au XVIIIe siècle avec la production qu'ils firent au XVIIe siècle. La noblesse s'était donc fixée juridiquement, et reposait désormais étroitement sur l'hérédité, ce qui était le cas déjà au milieu du XVIIe siècle, mais avec l'équivoque qu'entretenait une conception militaire de la noblesse encore très prégnante.

Les détenteurs de lettres de maintenue obtenues depuis janvier 1600 durent acquitter une finance, en vertu d'une déclaration de janvier 1696[2875], et ceux maintenus par lettres depuis 1643 par un arrêt du conseil d'Etat du 30 septembre 1723[2876], repris par un autre arrêt du 2 mai 1730[2877], sans quoi leurs lettres seraient considérées comme révoquées. Par ces dispositions, les lettres de maintenue étaient traitées comme les lettres d'anoblissement, ce qui fut aussi le cas des lettres de confirmation ou de réhabilitation de noblesse. C'était le résultat de la prise de conscience que maintenus, confirmés et réhabilités par lettres ne furent bien souvent que des usurpateurs de noblesse, et non des nobles de droit, et que les difficultés qu'ils éprouvaient à établir leur noblesse résultaient de leur état originaire de roturier. Ces dispositions ne prenaient cependant pas en compte la spécificité des lettres de maintenue qui, à la différence des autres lettres de noblesse, étaient délivrées conformément à un arrêt du conseil du roi rendu contradictoirement, et c'est probablement ce qui explique leur non application aux possesseurs de lettres de maintenue. Il est vrai que les lettres de maintenue les préservaient expressément des défectuosités de leur preuve, mais cette preuve était normalement *de jure* suffisante, sans quoi l'arrêt de maintenue n'aurait pu être obtenu. Si les lettres de maintenue de noblesse purent

[2873] *ADHG*, 1 B 1955, folio 424, arrêt du Conseil d'Etat donné à Versailles, le 22 avril 1766.
[2874] *ADG*, I Suppl 504, minute de requête au conseil en faveur de Joseph de Sariac, 1788.
[2875] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 210.
[2876] *Ibidem*, p. 343.
[2877] Fonds Blanquefort, arrêt du conseil d'Etat fait à Fontainebleau, le 2 mai 1730.

être une voie de contournement de la noblesse au milieu du XVIIe siècle, ce ne fut très vite plus le cas, et elles ne constituèrent pas un moyen d'éluder la preuve de noblesse par la suite.

Le roi pouvait cependant toujours s'affranchir des règles de la preuve, en accordant des lettres de confirmation de noblesse qui, sur le fond, n'étaient pas très différentes des lettres d'anoblissement concédées à la même époque en Gascogne orientale. Relevons quand même l'aspect quantitatif minime de ces lettres de confirmation, puisqu'il n'y en eut que deux exemples. Mis à part l'ouverture possible par cette prérogative ambiguë réservée au souverain, l'usurpation de noblesse devrait désormais se briser sur les solides retranchements de la preuve de noblesse, ce à condition que l'intégration de la noblesse soit effectivement contrôlée.

Titre 2) Un instrument de contrôle de l'anoblissement et de protection du second ordre

Nous avons vu comment la preuve de noblesse fut progressivement réformée et renforcée. Cette consolidation de la preuve de noblesse ne fut pas faite en vain : le pouvoir royal poursuivait des objectifs. Deux d'entre eux sont manifestes, martelés constamment, tout au long de la période étudiée. C'est, d'une part, la condamnation des usurpateurs de noblesse, d'autre part, la défense de la véritable noblesse. Pour ce qui est du premier objectif, l'enjeu fiscal fut évidemment moteur. Il est l'élément déclencheur dans les recherches des usurpateurs. Quant au second, quoiqu'affirmé comme un des buts poursuivis lors de ces recherches, il nous parait surtout avoir été pris en compte lorsque furent garanties certaines places aux nobles, soutenant la noblesse en lui accordant une place éminente dans maintes institutions. C'est donc ces deux points que nous aborderons successivement : l'affermissement du contrôle de l'intégration de la noblesse, et l'instrumentalisation de la preuve de noblesse pour garantir les places réservées aux nobles.

Chapitre 1) Contrôler l'intégration de la noblesse

Afin de contrôler l'intégration de la noblesse, établir des modalités d'anoblissement n'était en rien suffisant, si l'on ne s'assurait pas en même temps que ceux qui se prétendaient nobles le fussent réellement, en leur demandant de justifier de leur noblesse. Tout au long de la période, des contestations de noblesse purent avoir lieu lors de contentieux ordinaires. En réalité, ces contestations furent relativement peu nombreuses en Gascogne orientale, en comparaison des recherches des usurpateurs, qui suscitèrent un nombre considérable de confirmations de noblesse ou de condamnations d'usurpateur. Il nous faudra donc étudier, d'abord, les contestations de noblesse qui avaient lieu au cours des contentieux ordinaires, puis, celles qui eurent lieu lors des grandes recherches de noblesse. Enfin, nous verrons quelle était la situation après la fin de ces recherches, durant les décennies qui précédèrent la Révolution.

Section 1) Les voies de contrôle indirectes

Lors d'un contentieux ordinaire, la noblesse d'une personne pouvait être contestée, non parce que c'était l'objectif poursuivi initialement, mais parce que cela avait des conséquences en droit. Le but premier n'était pas explicitement l'établissement de la noblesse, mais elle allait bien devoir être prouvée afin de bénéficier d'un droit en jeu. Partant, la noblesse était contrôlée, bien que ce fut par une voie détournée. Les agents de l'Etat, les communautés ou des particuliers pouvaient être amenés à discuter la noblesse d'une personne. *De facto*, en Gascogne orientale, ces disputes furent sporadiques, mises à part celles qu'occasionnaient les recherches faites pour la perception du franc-fief, perçu régulièrement. Quelques remises en cause pouvaient être liées aux privilèges fiscaux des nobles, contestés soit par les agents de l'administration fiscale, soit par les communautés d'habitants. On remarque aussi que des litiges au sujet de la noblesse pouvaient naître entre particuliers.

I) Les recherches du franc-fief

Nous préciserons d'abord en quoi consistait cette imposition, après quoi nous examinerons de plus près les recherches menées en Gascogne orientale.

A) L'imposition du franc-fief

Nous avons déjà établi que la possession des fiefs était théoriquement un privilège nobiliaire dans l'ancien droit, et que leur détention par des non-nobles n'était permise que par une dispense royale, paradoxalement générale[2878]. Cependant, si cette permission était générale, c'était moyennant le payement au roi d'une taxe par les roturiers possesseurs de fief : le « franc-fief »[2879]. Le franc-fief était donc une taxe acquittée par les roturiers possédant un fief[2880]. Cette taxe était la preuve de l'acceptation, ou « tolérance » royale de la possession d'un fief par un roturier. Elle n'était donc pas payable par les nobles : « ils peuvent librement posseder tous fiefs et heritages nobles, ensemble tous droits noblement tenus, sans estre sujets au droit de francs-fiefs »[2881].

Nous verrons d'abord les caractères de l'impôt, puis les dispenses et abonnements du franc-fief qui purent être accordés à des privilégiés.

1) Les caractères de l'impôt

Le droit de franc-fief était rangé parmi les « droits ordinaires et domaniaux de la couronne ». Il avait ceci de particulier qu'il était à la fois « réel » et « personnel », ce qui avait

[2878] Sur ce principe et la dispense, voir le privilège nobiliaire de possession des fiefs, p. 174.
[2879] D'après Loyseau, ce nom de « franc-fief » viendrait de ce que les fiefs n'étaient affectés qu'aux « francs et gentilshommes » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 29). C'est aussi le sens que Le Bret donnait au nom de cette taxe : les fiefs seraient appelés « francs, d'autant que ce sont heritages nobles, qui ne doivent etre tenus que par personnes franches et nobles de race, ou anoblis par le roi » (Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, livre quatrième, p. 163). C'est à tort qu'elle est souvent appelée, même par les juristes, taxe de « franc-fief et nouvel acquêt » : le nouvel acquêt est une taxe différente, faite sur les gens de mainmorte, qui était perçue en même temps que le franc-fief, d'où la confusion.
[2880] Notons qu'il resta perceptible jusqu'à la Révolution. L'édit de 1672 par lequel le roi décida d'accorder la grâce à ses sujets roturiers tenant fief de pouvoir tenir des fiefs sans être contraints « de les mettre hors de leurs mains », donc, moyennant une finance importante, de les affranchir à jamais de la taxe de franc-fief, reprenant des dispositions qui n'avaient été appliquées que dans les ressorts des parlements de Rouen et Paris en 1656, s'avéra être un leurre (*ADHG*, 1 B 1920, folio 29, édit donné à Versailles, mars 1672). Si Louis XIV confirma par un édit d'août 1692 l'affranchissement pour les roturiers ayant payé, il en réduisit considérablement la portée, car il décida que cet affranchissement ne pouvait être que personnel et non passer aux héritiers, sous divers prétextes (*ADHG*, 1 B 1924 bis, folio 292, édit sur le franc-fief fait à Versailles, août 1692).
[2881] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 911.

fait dire à Denisart que c'était un « droit mixte », car dû à la fois à cause de la personne et de la chose[2882]. Pour la personne, il fallait être roturier. Pour la chose, elle n'était pas limitée au fief, mais comprenait aussi tout bien féodal, noble ou allodial[2883].

L'assiette de l'impôt reposait sur les fruits du fief. En conséquence, un roturier qui n'aurait que l'usufruit d'un fief dont le propriétaire serait noble devait quand même l'acquitter[2884]. Son montant put varier au fil des siècles. Au XVIe siècle, si l'on s'appuie sur Bacquet, il fallait distinguer entre les roturiers possédant un fief nuement du roi, qui devaient payer six années de fruits du fief pour quarante ans de possession, à proportion du temps qu'ils l'avaient possédé, et ceux possédant un arrière-fief, qui ne devaient payer que quatre années de fruits pour quarante années de possession[2885]. A partir du XVIIe siècle, le montant de la taxe était évalué à une année de revenu pour vingt de possession[2886]. Il fallut souvent ajouter les inévitables deux sols pour livre, afin de régler les épices des commissaires, les publications et autres frais.

Cette taxe devait être payée soit lorsque le roi ordonnait sa perception, soit lors de la mutation de possesseur[2887]. Il est important de préciser qu'étant donné que le roturier devait le franc-fief pour le temps qu'il l'avait possédé, quand bien même il l'aurait aliéné avant la date de la perception du droit, il devrait quand même l'acquitter au *prorata* de sa possession[2888]. En cas de changement de condition de la personne, la taxe n'était perceptible que pour le temps où elle avait été de condition roturière. Si le roturier était anobli, il n'était exempté qu'à compter du jour de l'anoblissement et non pour le passé[2889].

[2882] Denisart, Jean-Baptiste, Collection de décisions nouvelles, *op. cit.*, tome II, p. 472, entrée « francs-fiefs ».

[2883] *Ibidem* : « les dîmes inféodées, les rentes et les redevances seigneuriales en grains ou en argent, les droits de foires et marchés, de fouage, de champart, de fours et pressoirs bannaux, les sergenteries fieffées, les droits de parc, pacage, pâturage et chauffage sur les domaines et forêts du roi, et généralement tous les droits et biens nobles, et les rentes féodales ou inféodées, y sont également sujets ». La question de la nature des biens était celle qui soulevait le plus de procès à l'occasion de la perception du franc-fief, nous ne la traiterons pas ici (se reporter au Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux, *op. cit.*, entrée « franc-fiefs »).

[2884] Boutaric, François de, Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales, *op. cit.*, p. 432.

[2885] Bacquet, Jean, *Traité des déclarations que les roturiers et gens de main-morte sont tenus bailler au roy*, dans Les œuvres de maistre Jean Bacquet, *op. cit.*, p. 1002.

[2886] Voir par exemple l'édit sur les francs-fiefs donné à Paris le 24 avril 1654 (*ADHG*, 1 B 1918, folio 13).

[2887] Certaines provinces étaient régies par des usages particuliers, comme par exemple la Bourgogne, où la taxe n'était due que lors d'actes translatifs de propriété en faveur d'une autre famille, et encore dans ce cas on acquittait qu'une fois la taxe, la famille en étant par la suite définitivement affranchie (Denisart, Jean-Baptiste, Collection de décisions, *op. cit.*, tome II, p. 472, entrée « francs-fiefs »).

[2888] Boutaric, François de, Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales, *op. cit.*, p. 432.

[2889] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 911. Le cas de Jean de Crotte, seigneur de Saint-Lanne, est singulier. Poursuivi pour le payement du franc-fief depuis 1692, il réclama la prise en compte du changement à deux reprises de son état, soutenant qu'ayant été anobli par lettres en 1701, jusqu'à la révocation de ces lettres en 1715, il ne se serait pas écoulé un « temps et espace utile de vingt années », puisque « pendant les diverses années qu'il a profité du precieus adventasse desdites lettres d'anoblissement, le temps a discontinué de courir ». Il demanda donc la décharge pour le présent, et que la demande soit faite quand les vingt ans se seront écoulés (Fonds Lascazères, requête du sieur de Crotte à l'intendant Legendre, intendant d'Auch, S. d.).

Il est évident que cette charge ne pesait que sur certains roturiers, les plus fortunés, ayant pu acheter des fiefs. A la fois conséquent, même si l'édit d'août 1692 parlait d'une finance « modique », et déshonorant, car il rappelait le bourgeois à ses origines plus ou moins avouées, le franc-fief générait un contentieux important, et le conseil du roi rendit de nombreux arrêts sur cette matière, en particulier sur les exemptions. Il était particulièrement dur à porter dans les campagnes gasconnes, où la rente foncière était la principale source de revenu[2890]. L'imposé ne pouvait l'acquitter que s'il avait pu épargner les années précédentes, ou s'il disposait de biens roturiers et d'autres sources de revenu suffisamment lucratifs.

2) Exemptions et abonnements

Les exemptions du franc-fief furent particulièrement nombreuses. Le premier ordre du royaume notamment en fut exempté, privilège qui fut rappelé à plusieurs reprises par des lettres royales[2891]. Mais il n'était pas le seul : trois cas peuvent être distingués.

[2890] Dans les pays abonnés, l'évaluation était apparemment moins importante. Lors de la recherche de 1674, les taxes pour l'affranchissement du franc-fief furent faites sur le pied de trois années de revenu. Dans la généralité de Montauban, Jean Charles de Busca, baron de Montcorneil, fut taxé 1300 livres pour un moulin, et Antoine de Busca, sieur de Rambos, à 2400 livres et les 2 sols pour livre, soit 2640 livres, pour deux métairies nobles, un moulin à vent, et un bois noble (Fonds Lascazères, arrêt du conseil d'Etat, St-Germain en Laye, 8 février 1676). Ces sommes sont en fait particulièrement élevées si on les compare avec celles perçues en Bigorre, alors pays abonné. Elles varient bien sûr considérablement selon la valeur du bien, d'un indice de 1 à 100. Le vicomte d'Uzer, fut taxé 1000 livres et 100 pour les 2 sols pour livre « pour les biens nobles qu'il possède à Bagnères, Pousac, Monlaur, Arsisans-Avant, et autres lieux ». A l'autre bout de l'échelle, le sieur Dominique Caubotte fut taxé 11 livres pour la taxe et les 2 sols pour livre « pour la jouissance de trois sacs fromant et sac d'avoine des fiefs de Lyas » (*ADHP*, 44 J 19, registre de la commission des franc-fiefs du comté de Bigorre, 1674-1676). Au XVIIIe siècle, les montants sont toujours aussi variables, mais atteignent des sommes bien plus considérables. Le sieur Noguès, de Tarbes, ayant acquis les seigneuries de Siarrouy et Lagarde, la première estimée à 1500 livres de revenu, et la seconde à 1000 livres, fut taxé pour 40 années de jouissance, à la somme de 5000 livres, et les 2 sols pour livre, soit 5500 livres (*ibidem*, extrait de la contrainte décernée par le sous-fermier pour le franc-fief dans la généralité de Pau, Paris, 5 octobre 1736). Pierre d'Antin, seigneur de Sauveterre en Rivière-Basse (élection d'Armagnac), et de la caverie de Boucosse (élection des Lannes), fut taxé, en 1750, à 3300 livres pour la première terre, et 3000 livres pour la seconde, soit 6300 livres. Dans sa requête à l'intendant, il déclara que ces sommes s'élevaient « à des sommes exorbitantes pour le supliant, si les demendes du tretant avoit lieu » (*ADPA*, 16 J 73, ordonnance de d'Aligre, intendant d'Auch, Pau, 18 juillet 1751).

[2891] *ADHG*, 1 B 1910, folio 17, « declaration du roi en faveur des evesques archevesques et aultres ecclesiastiques concernant les exemptions a eulx accordées », camp de Traner, 1er mai 1596 ; *ADHG*, 1 B 1912, folio 281, « Lettres patentes en faveur des ecclesiastiques de ce royaume, les deschargeant […] des recherches des francs fiefs et nouveaux acquests », Paris, 24 janvier 1615. Cette exemption ne fut pas toujours générale. Ainsi par un arrêt du conseil privé du roi du 21 juillet 1609, seuls les bénéficiés payant décime étaient exemptés du franc-fief (*ADHG*, 1 B 1911, folio 168). Denisart écrivait que « les ecclésiastiques qui possèdent des fiefs provenans de leur patrimoine ou d'acquisition, sont exempts des droits de francs-fiefs, lors même qu'ils ne sont pas nés nobles, pourvu qu'ils soient constitués dans les ordres sacrés » (Denisart, Jean-Baptiste, Collection de décisions nouvelles, *op. cit.*, tome II, p. 264, entrée « ecclésiastiques ») ; voir aussi l'arrêt du conseil d'Etat donné à Versailles le 27 janvier 1777, leur inhibant de prêter leur nom à des roturiers (*ADPA*, C 315).

Primo, les bourgeois de certaines villes en étaient exempts. L'exemption du payement de ce droit en faveur des bourgeois de Toulouse, par exemple, fut confirmée par des lettres royales de 1609 et 1610[2892]. Toujours disposé à s'en prendre à des privilèges qui pouvaient diminuer les recettes de l'Etat, Louis XIV demanda, par un arrêt du conseil de 1673, une finance de deux années de revenu pour confirmer l'exemption des habitants des villes franches[2893]. Le droit de franc-fief étant inaliénable, si le roi régnant ne confirmait pas l'ancienne exemption de la ville, les habitants étaient taxés sous son règne[2894]. Certaines villes étaient abonnées, et payaient une redevance annuelle[2895].

Secundo, de nombreux titulaires d'offices et de charges, comme les charges anoblissantes, étaient exemptés du franc-fief[2896]. Si un grand nombre d'officiers commensaux en étaient aussi exemptés, tous ne l'étaient pas[2897]. Ils étaient peu nombreux en Gascogne[2898].

Ultimo, les habitants de certains pays gascons purent se faire reconnaître un privilège d'exemption du franc-fief. Ils furent très étendus lors de la première grande recherche en 1607. Les Etats de Comminges obtinrent confirmation de l'exemption du franc-fief en 1609, sur le fondement des exemptions accordées par les précédents rois[2899]. Mais le droit de franc-fief était

---

[2892] *ADHG*, 1 B 1911, folio 173, « Confirmation faicte par le roy des antiens privilieges octroyés aux capitouls, bourgeois, leur posterité, manans et habitans de la ville de Tholose, pour pouvoir tenir francz-fiefs, arriere fiefs, et autres biens nobles, avec juridiction et sans juridiction, sans payer aulcun droict de franc fief ou autre finance », Paris, juillet 1609. Ce privilège fut accordé « bien qu'ils ne soint de race et extraction noble », sur le fondement de lettres royales antérieures. *ADHG*, 1 B 1912, folio 52 : provisions « contenant confirmation de tous et chacuns leurs privilieges immunitez et franchises » données à Paris, au mois de septembre 1610 : « […] leur confirmons aussi et à tous lesdits habitans l'exemption à eulx accordée des droictz de francs fiefs et nouveaux acquests du ban et arriere-ban auquel ils pourront estre tenus pour les fiefs nobles qui seront par eulx possedés ».

[2893] L'édit d'août 1692 précisa que cette finance était due pour un affranchissement personnel seulement, « lequel privilege estant attaché à leur qualité d'habitans desdites villes privilegiées, en sorte que s'ils transferoient leurs domicilles ailleurs, ils se trouveroient sujets au payement dudit droit ». En conséquence par cet édit, le roi demanda une finance pour être exempté « en quelque ville ou lieu qu'ils aillent habiter » en payant seulement une année de revenu (*ADHG*, 1 B 1924 bis, folio 292, édit sur le franc-fief fait à Versailles, août 1692).

[2894] Ainsi Denisart remarquait que les habitants de Toulouse furent plus « heureux » que ceux de Paris sous Louis XV, en se voyant confirmer l'affranchissement par des lettres patentes de septembre 1717 (Denisart, Jean-Baptiste, Collection de décisions nouvelles, *op. cit.*, tome II, p. 472, entrée « francs-fiefs »).

[2895] *Ibidem*.

[2896] Pour en connaître la liste, se reporter à Denisart, *ibidem*, entrée « francs-fiefs ».

[2897] *Ibidem.* On constate que de nombreux officiers commensaux furent condamnés à payer par des arrêts ou décisions royales, nonobstant leurs prétentions. Un arrêt du conseil d'Etat de mai 1778 vint clarifier la situation, et arrêta que l'exemption n'était accordée qu'à certaines conditions, entre autres de ne pas commettre d' « actes dérogeans ou répugnans à leurs qualités ». Ces roturiers étaient exemptés « tant par l'importance et l'utilité de leurs fonctions, que par l'honneur qu'ils ont d'appartenir à Sa Majesté, et de la servir personnellement » (*ADPA*, C 316, « arrêt du conseil d'Etat du roi qui désigne quels sont les officiers, domestiques et commensaux de la maison du roi, des maisons royales, et de celles des princes et princesses du sang, qui seront exempts du droit de franc-fief, et qui explique à quelles conditions ils jouiront de cette exemption », Versailles, 15 mai 1778).

[2898] Dans une lettre de Calonne à l'intendant, avec laquelle il lui communiquait un arrêt sur l'exemption du franc-fief de certains officiers commensaux, il ajouta que « comme il ne concerne que quelques particuliers, je crois inutile que vous le fassiez publier dans vôtre généralité » (*ADG*, C 86, lettre de Calonne à l'intendant d'Auch, Paris, 28 mars 1784).

[2899] *ADHG*, 1 B 1911, folio 209, « Lettres pattentes contenant confirmation et approbation des privilieges du pais en comté de Comminges, et exemption des droits des francs-fiefs », Paris, décembre 1609.

domanial et donc inaliénable : « toute exemption de ce droit en faveur de personnes qui, par les loix de l'Etat, y sont assujetties, ne peut subsister que pendant le règne du souverain qui l'a accordée »[2900]. Il fallait donc se faire confirmer ce privilège par les rois successifs. Or, ces privilèges étaient de moins en moins acceptés au cours du XVIIe siècle, la monarchie réduisant autant que pouvait se faire les disparités fiscales qu'ils occasionnaient. L'édit d'avril 1654 révoqua tous les « dons » qui avaient été faits du franc-fief[2901], révocation réitérée de tout privilège par l'édit de mars 1672. Le privilège commingeois avait vécu.

Le Nébouzan avait été exempté du franc-fief par divers rois, en particulier Henri IV en 1594 et Louis XIV en 1671. Les exemptions furent néanmoins révoquées généralement par les édits sur le franc-fief, en particulier celui de 1672. Ils en obtinrent par la suite l'abonnement par des arrêts de janvier 1697 et de juillet 1711. Après la fin de ces abonnements, les Etats continuèrent à prétendre qu'ils en étaient exemptés. Forcément, le sous-fermier ne l'entendait pas de la même oreille, et l'intendant renvoya la contestation devant le conseil du roi. L'arrêt du conseil du 30 septembre 1749 débouta les syndics des Etats, et obligea les redevables du franc-fief à le payer depuis l'expiration du dernier abonnement[2902].

Comme ailleurs en Gascogne orientale, pour le petit pays des Quatre-Vallées, la lutte pour l'exemption fut entamée après 1607. Plusieurs biens furent saisis par le lieutenant de la judicature d'Aure, commissaire départi dans cette contrée difficile d'accès[2903]. Ils obtinrent cependant du roi l'exemption au moyen d'une confirmation de leurs privilèges en septembre 1608[2904]. Ils furent de nouveau déchargés de la recherche des franc-fiefs par un arrêt du conseil d'Etat de novembre 1642[2905]. Mais face aux traitants et à l'administration fiscale, la partie n'était jamais définitivement gagnée. En juillet 1693, les syndics du pays durent représenter une requête à l'intendant pour être déchargés du droit de franc-fief, sur le fondement de leurs privilèges[2906]. Ces derniers furent bien confirmés en 1718 par lettres royales, dont l'exemption du franc-fief[2907]. C'était le chant du cygne. En mars 1723, les syndics demandèrent à être maintenus dans leurs privilèges, mais un arrêt du conseil revint sur toutes les exemptions

[2900] Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux, *op. cit.*, tome second, entrée « franc-fiefs ».
[2901] *ADHG*, 1 B 1918, folio 13, édit des francs-fiefs Paris, 24 avril 1654.
[2902] Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux, *op. cit.*, tome second, entrée « Nébouzan ».
[2903] *ADHP*, 1 C 322, ordonnance des commissaires à la recherche des franc-fiefs, Toulouse, le 3 juin 1608.
[2904] *ADHG*, 1 B 1911, folio 149, lettres patentes données à Paris, 23 septembre 1608.
[2905] *ADHP*, 1 C 338, arrêt du conseil d'Etat du roi, à St Germain en Laye, le 19 novembre 1642. Ce qui dut de nouveau être confirmé par des lettres patentes de janvier 1643, sur les motifs constamment allégués antérieurement et ultérieurement pour leur préservation : le payement de la somme de 980 livres, à cause de la pauvreté et infertilité de leur contrée, et la garde qu'ils faisaient de la frontière contre une éventuelle invasion espagnole (*ADHG*, 1 B 1916, folio 234).
[2906] *ADHP*, 1 C 290, registre des délibérations des Quatre-Vallées, à Labarthe, 21 juillet 1693.
[2907] *ADHG*, 1 B 1939, folio 144, lettres patentes données à Paris, février 1718.

d'impôts qui leurs furent accordées par les comtes d'Armagnac, et confirmées par les lettres patentes des rois successifs. Le contrôleur général les débouta, les obligeant désormais à payer les sommes qui leurs seraient imposées[2908]. Les Etats ne désarmèrent pas pour autant, mais leurs démarches ne purent probablement point aboutir[2909].

Comme les villes, les provinces pouvaient s'abonner[2910]. Ce fut le cas de la Bigorre au XVIIe siècle[2911]. Les Etats avaient voulu s'épargner le trouble que causaient les recherches, et des frais excessifs de recouvrement. Les députés des Etats de Bigorre craignaient effectivement les frais, mais aussi qu'elles viennent « troubler la tranquilité du pays »[2912]. Les exemptions et abonnements étaient donc étendus au début, mais fortement réduits au XVIIIe siècle, par la disparition des privilèges territoriaux des anciens pays.

[2908] *ADHP*, 1 C 331-12, arrêt du conseil d'état du 17 mars 1723.

[2909] En 1774, l'assemblée des Quatre-Vallées délibéra qu'indûment ils étaient vexés par les commis des fermiers généraux pour le franc-fief « quoique le pays desdites Quatre-vallées en soit affranchi par lettres patentes de Sa Majesté et arrêts du conseil ». Il fut alors décidé que le syndic des Etats se pourvoirait devant l'intendant pour en être déchargé (*ADHP*, 1 C 293, délibération des Etats du 20 janvier 1774). En 1775, un projet de remontrance au roi fut lu aux Etats pour se plaindre de la taxation faite malgré « une possession contraire de trois cens ans et plusieurs titres » qui les déclaraient exempts, et il fut décidé que les syndics se pourvoiraient au conseil du roi (*ADHP*, 1 C 293, délibération du 21 janvier 1775). En mai 1789, les Etats délibérèrent encore sur la « tirannie » du préposé à la levée du franc-fief contre les possesseurs de fiefs, et les vexations et « tracasseries » contre des propriétaires de biens qui ne seraient pas des fiefs. Les Etats décidèrent alors d'obtenir, par le biais des syndics des Etats et de leurs députés aux Etats généraux, une décharge pour l'avenir, et la répétition pour le passé, l'exemption étant une franchise du pays, et une « des conditions de la soumission volontaire à la couronne, qui ont été sanctionnées par tous les roys de règne en règne » (*ADHP*, 1 C 312, délibérations de mai 1789).

[2910] L'abonnement ne concernait que les habitants ayant une quittance attestant de leur contribution au payement de l'exemption (*ADHG*, 1 B 1928, folio 197, déclaration donnée à Versailles le 16 juillet 1702).

[2911] Ils obtinrent des commissaires députés par le roi à Toulouse une ordonnance du 15 octobre 1607 liquidant le montant des droits de franc-fief, amortissement, et nouvel-acquêt du pays à 3000 livres, ce dont ils avaient composé avec le traitant à Toulouse. Un arrêt du conseil d'Etat confirma la décharge de ces droits le 23 septembre 1608 (Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome X, 1747, p. 414 : actes cités dans un « traité des Etats de Bigorre pour les francs fiefs, et nouveaux acquêts, et amortissemens » du 9 mai 1613). Trente ans plus tard, des poursuites ayant été lancées par de nouveaux commissaires, le syndic obtint d'être déchargé de la recherche par un arrêt de janvier 1643, moyennant le payement de 10000 livres, dont 2000 livres seulement pour le franc-fief et le nouvel-acquêt (cité dans des lettres patentes données à Paris en septembre 1643, *ADHP*, 1 C 219-2). Par un arrêt du conseil d'Etat du 26 août 1673, les Etats obtinrent d'être confirmés dans la subrogation qu'ils avaient obtenu du traitant (*ADHP*, I 52). La commission, composée de l'évêque, d'un conseiller du roi au parlement, et du lieutenant principal à la sénéchaussée, auxquels se joignirent le syndic de la noblesse de Bigorre et celui du tiers-état, s'installa au palais épiscopal et commença à procéder au recouvrement en janvier 1674 (*ADHP*, 44 J 19, registre de la commission des franc-fiefs pour le comté de Bigorre, janvier 1674-octobre 1676).

[2912] *ADHP*, I 52, subrogation pour la somme de 16986 livres huit sols, faite à Tarbes, le 21 juillet 1673.

B) Les recherches en Gascogne orientale

Deux points seront successivement examinés : le premier portera sur la fréquence des recherches, et le second sur la rigueur du contrôle alors effectué.

1) Les recherches successives

Au Moyen Âge le franc-fief était levé très irrégulièrement[2913]. Suivant Bacquet, le franc-fief fut perçu tous les trente ou quarante ans, puis tous les vingt-cinq ans à partir de Charles IX, l'intervalle se réduisant au cours du XVIIe siècle pour se rapprocher de vingt ans[2914].

En Gascogne orientale, on ne peut attester que le franc-fief fut perçu qu'à partir de 1607[2915]. A cette fin, le roi émettait des lettres patentes qui nommaient jusqu'à huit commissaires issus de diverses juridictions, l'usage étant de faire un panachage entre le parlement, la chambre des comptes et les trésoriers de France, mais dirigés par le premier président du parlement. Un greffier pour servir de secrétaire, et le procureur général du parlement ou un avocat à la cour, pour servir de procureur, devaient se joindre à eux. Ils formaient alors la « chambre des franc-fiefs » qui devait juger souverainement, en dernier ressort. Un traitant était chargé de faire payer les roturiers.

Des publications étaient faites exigeant des roturiers des déclarations de leurs possessions nobles, et du revenu qu'ils en tiraient, dans la quinzaine ou le mois selon les édits,

[2913] Contamine, Philippe, La noblesse au royaume de France de Philippe le Bel à Louis XII, *op. cit.*, p. 32.
[2914] En 1634, la liquidation fut faite pour les vingt-cinq années précédentes, depuis février 1609 jusqu'en décembre 1633 (*ADHG*, 1 B 1915, folio 235, lettres patentes données à St-Germain en Laye, 1er février 1634). La recherche suivante fut faite pour la période de 1633 à 1653, « quy sont vingt années » (*ADHG*, 1 B 1918, folio 13, « edicts des francs-fiefs », Paris, 24 avril 1654).
[2915] Le roi avait commis à la recherche dans la généralité de Guyenne, par des lettres du 16 janvier 1596, divers officiers dirigés par Daffis, premier président au parlement de Bordeaux. Par des lettres données à Fontainebleau le 15 novembre 1604, le roi ordonna de continuer la commission, même dans la partie de cette généralité qui était dans le ressort du parlement de Toulouse. Mais par de nouvelles lettres de mars 1607, le roi nomma une nouvelle commission de parlementaires toulousains, « d'autant que lesdites seneschaucées sont fort esloignées dudit Bordeaux, et que plus facillement et au solagement des parties subjectes ausdits droictz vous pourrez plus facillement y vaquer, desirant aussy que nosdites lettres sortent leur plein et entier effect » (*ADHG*, 1 B 1911, folio 84, lettres données à Paris le 26 mars 1607).

au greffe de la chambre. Tout était mis en œuvre pour qu'aucun redevable ne puisse échapper au payement (recherches des anciens rôles, dénonciations, déclarations des communautés)[2916]. A défaut d'y satisfaire dans le délai, l'information serait faite à leurs frais. La sanction du non payement était la saisie et vente des biens[2917]. Une disposition de l'édit de mars 1700 pourrait faire penser qu'il était prévu une redistribution des fiefs en faveur des nobles[2918]. Si des biens ou rentes étaient « recelés » dans les déclarations, ou déclarés pour une valeur moindre que la véritable, ils étaient réunis au domaine, et des amendes pouvant monter au triple des droits omis purent être ordonnées par les édits.

Le recouvrement fut aussi fait ponctuellement en 1634, 1642, 1654, 1672 et 1692. Au XVIIIe siècle, le roi mit fin aux grandes recherches, jugeant bon de ne plus laisser écouler de trop longues périodes entre les différentes perceptions, pour faciliter la connaissance des droits dus, et pour la sûreté des droits des sujets[2919]. Le payement fut dès lors exigé dès l'expiration du temps de possession pour lequel l'affranchissement avait été réglé, ou sinon à compter de l'acquisition des biens taxés[2920]. Le droit dut donc être payé d'avance, dans l'année de la possession.

A partir du milieu du XVIIe siècle, les intendants de police, justice et finance furent chargés du recouvrement de la taxe de franc-fief, même si ce n'est qu'au tournant du XVIIe et du XVIIIe siècle que les édits leur attribuèrent expressément le contentieux, en cas de contestation entre le commis de l'adjudicataire de la ferme du domaine et l'imposé[2921]. L'appel pouvait être interjeté devant le conseil du roi.

2) Un contrôle rigoureux ?

[2916] Sur les modalités pratiques de la recherche et leur évolution, voir les lettres patentes données à St-Germain en Laye du 1er février 1634 (*ADHG*, 1 B 1915, folio 235), l'arrêt du conseil d'Etat du roi donné à Marly, le 22 novembre 1712 (*ADHP*, 65 J 127), la lettre de l'intendant de Montauban Legendre aux consuls, le 1er juillet 1700 (Fonds Lamothe).
[2917] L'édit d'avril 1654 excluait l'utilisation de la contrainte par corps.
[2918] En cas de saisie des fiefs, il était prévu qu'ils seraient revendus « au profit de personnes capables de les posseder », c'est à dire les nobles (*ADHG*, 1 B 1928, folio 18, édit sur le franc-fief, Versailles, 9 mars 1700).
[2919] En 1700 le payement fut ordonné depuis 1692, soit 8 ans après la dernière recherche (*ADHG*, 1 B 1928, folio 18, édit sur le franc-fief, Versailles, 9 mars 1700), en 1708 depuis 1702, soit depuis seulement 6 ans (*ADHG*, 1 B 1934, folio 223, édit pour le recouvrement des droits de franc-fief, Versailles, mai 1708).
[2920] *ADHG*, 1 B 1928, folio 18, édit du 9 mars 1700 ; *ADHG*, 1 B 1928, folio 197, déclaration du 16 juillet 1702.
[2921] *ADHG*, 1 B 1928, folio 18, édit du 9 mars 1700, art. 23. L'édit de mai 1708 attribua ce contentieux aux bureaux des finances, mais cette disposition fut éphémère (*ADHG*, 1 B 1934, folio 223).

Lors de la perception du franc-fief, selon Bacquet, les nobles ne devaient pas faire de déclaration de leurs biens, puisqu'ils n'étaient pas contribuables au franc-fief[2922]. Comme non assujettis à ce droit, ils ne devaient pas dénombrer leurs biens nobles, ni prouver l'éventuelle ruralité de leurs biens, qui ne pouvait leur être contestée, alors que cette question générait un contentieux important avec les roturiers[2923]. Cependant, leur qualité personnelle pouvait leur être disputée, ce qui les obligeait à prouver leur noblesse puisque dans le doute, le noble dont la qualité était contestée était présumé roturier. Sollicité pour intervenir en la faveur de prétendus exemptés, l'intendant d'Etigny répondit que l'exemption n'étant attribuée qu'à la noblesse, il était difficile de les décharger « s'ils ne justiffient pas de la leur »[2924]. Afin de dissuader les usurpateurs, par un arrêt du conseil d'Etat d'août 1692, les particuliers qui s'opposaient à la taxe en prétendant être nobles, mais qui succombaient dans leur opposition, furent condamnés à 2000 livres d'amende[2925].

On a déjà vu que les recherches ne commencèrent visiblement qu'au XVIIe siècle en Gascogne orientale, et que beaucoup de pays en étaient alors exemptés comme le Comminges, le Nébouzan ou les Quatre-Vallées. Ailleurs, il est probable que seuls ceux ayant une noblesse moins bien reconnue furent contraints de la prouver. D'après Bacquet, ils ne devaient faire cette preuve que lorsque leurs biens avaient été saisis par erreur, alors qu'ils devaient être épargnés par les poursuites[2926]. Par une ordonnance des commissaires de la chambre des franc-fiefs d'août 1607, seuls étaient tenus de faire une déclaration les roturiers « non nobles, ou autres usurpans cette qualité, et ceux ennoblis par le roy estans dans lesdictes seneschaucées »[2927]. Il en fut de même par la suite : non seulement il pouvait apparaître déplacé de déranger des gentilshommes de maisons prestigieuses, mais ces poursuites étaient même préjudiciables aux commis, qui devraient supporter les dépens lorsqu'il y avait une décharge pour noblesse[2928]. En Bigorre, en 1674, le cas du possesseur de la maison noble de Lassale de Vic, dont l'identité

[2922] Bacquet, Jean, Traité des droits de francs-fiefs, *op. cit.*, p. 882.
[2923] Certains taxés pouvaient cependant demander d'être déchargés tant pour la noblesse de leurs personnes que la ruralité de leurs biens, de telle sorte que s'ils succombaient sur un moyen, l'autre pouvait l'emporter. Ce fut le cas de Jean-Charles de Busca, qui demanda d'être déchargé de la taxe tant par sa noblesse personnelle, que par la ruralité de son moulin (Fonds Lascazères, arrêt du conseil d'Etat, St-Germain en Laye, 8 février 1676).
[2924] *ADG*, C 12, lettre de l'intendant d'Etigny à monsieur de Crémille, le 25 juin 1759.
[2925] *ADHP*, A 3, arrêt du conseil d'Etat du roi, Versailles, 16 août 1692. Guy-François de Vaux s'étant vu signifier une taxe pour le franc-fief par Charles de Bonvallet, il lui fit signifier un acte déclarant qu'il voulait soutenir sa noblesse, « se soubsmettant à la peine de deux mille livres en cas de decheance d'icelle » conformément à l'arrêt du conseil du 16 août (*ADHG*, 13 J 1, Guichet notaire, Saint-Gaudens, 18 décembre 1693).
[2926] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 912.
[2927] *ADG*, I 2694, ordonnance des commissaires à la recherche des franc-fiefs, Toulouse, 20 août 1607.
[2928] En Bigorre, la commission établie pour la perception de ce droit en 1673 commanda de la même manière aux seuls « roturiers et non nobles » de faire leur déclaration au greffe de la commission établie à Tarbes (*ADG*, I 986, ordonnance des commissaires députés en Bigorre, Tarbes, 15 décembre 1673).

n'avait pas été déterminée, mais à qui l'huissier porta la taxe, confirme la volonté de ménager les maisons réputées nobles sans aucun doute. Le sieur de Chelle, syndic de la noblesse bigourdane, représenta aux commissaires que ce possesseur n'étant autre que monsieur de Bassillon, qui s'était plaint de cette taxe, et d'autant que sa qualité de noble était « connue à tout le monde », les commissaires le déchargèrent de la taxe sans attendre[2929]. Seules vingt personnes prouvèrent leur noblesse personnelle après avoir été taxées, parmi lesquelles on ne trouve presque aucun membre des anciens lignages bigourdans, mais au contraire des représentants de familles vraisemblablement agrégées à la noblesse. Il est donc clair qu'en Bigorre, les commissaires ne voulaient pas poursuivre indistinctement tous les nobles, mais seulement ceux qui pourraient être des roturiers en cours d'usurpation. Toutefois, puisqu'il s'agit dans ce cas d'une enquête menée dans un territoire abonné, où les commissaires, issus du pays, connaissaient la noblesse locale, on ne peut en tirer une conclusion générale. Il est certain qu'ailleurs nombre de nobles véritables furent poursuivis par le traitant comme des roturiers, et que s'ils déclarèrent que c'était « mal à propos » qu'ils étaient taxés, attendu qu'ils étaient issus d'une maison noble et vivaient noblement, le traitant ne se satisfaisait pas de telles affirmations. Ils devaient bel et bien établir leur preuve de noblesse.

La juridiction devant laquelle ils devaient faire leur preuve varia au gré des changements d'attribution de la perception du franc-fief[2930]. Au commencement du XVIIe siècle, il s'agissait des chambres souveraines établies par le roi à Toulouse. Le parlement de Toulouse considérait cependant que c'était un empiètement sur sa compétence, et se réserva en 1634 les appels sur la noblesse personnelle[2931]. L'édit d'avril 1654 confirma l'attribution à la chambre de la connaissance des décharges du franc-fief, privativement à tout autre juridiction[2932]. Dès cette époque pourtant, le contentieux passa aux mains de l'intendant. En 1642, c'est l'intendant de Guyenne qui fut député à la recherche du franc-fief dans le ressort du parlement de Toulouse[2933]. En 1655, une chambre du franc-fief fut de nouveau établie à Toulouse, mais elle rencontra de nombreuses oppositions en Languedoc, des Etats et du parlement de Toulouse notamment.

[2929] *ADHP*, 44 J 19, registre du greffe de la commission des franc-fiefs et autres deniers à recouvrer pour le comté de Bigorre, janvier 1674-octobre 1676.
[2930] L'appel d'une ordonnance pouvait être faite au conseil (voir l'appel d'une ordonnance rendue sur le fait du franc-fief, p. 655).
[2931] *ADHG*, 1 B 542, folio 214, arrêt d'enregistrement de la Grande Chambre de mai 1634, à la charge « que les appellations concernant la noblesse ou roture des assignés en ladite commission seront traictées en la cour ».
[2932] *ADHG*, 1 B 1918, folio 13, édit des francs-fiefs Paris, 24 avril 1654.
[2933] Fonds Laplagne, procuration des habitants de Saint-Jean d'Angles à Bernard de Petit, procureur en la cour du sénéchal, pour se présenter à Auch « par devant monsieur maistre François de Bousquet, conseiller du Roy en ses conseilhz d'estat et privé, intendent de la justice police et finances en Guyenne generalitté de Montauban, et commissaire depputé par Sa Majesté à la recherche taxe et liquidation des droicts de franq-fief et nouveaux aquetz deubz à sa Majesté dans le resort de la cour de parlement de Toulouse », Nabba notaire, le 11 août 1642.

C'est ce qui explique qu'en 1673, il revint définitivement aux intendants de juger les procès occasionnés par la perception du franc-fief, sauf en Bigorre où une commission émanant des Etats se chargea encore du contentieux du franc-fief et d'autres droits dont le pays avait obtenu l'abonnement. Lors de cette recherche de 1673, l'intendant forma une « chambre », qui donna l'illusion qu'il y avait encore une juridiction collégiale, alors qu'après délibération c'était lui seul qui rendait l'ordonnance[2934].

Avant la fin du XVIIe siècle, l'intendant ne jugeait pas des oppositions en première instance. Il subdéléguait des commissaires qui instruisaient sur la requête du produisant, avant de rendre une décision « sous le bon plaisir de l'intendant »[2935]. Les commissaires rendaient leur avis sur la décharge « soubs le bon plesir de mondit seigneur l'intendant notre commettant », avis par lequel il était ordonné au commis au recouvrement de contraindre au payement le produisant, sauf « sy autrement n'est ordonné par mondit seigneur l'intendant »[2936]. La chambre des franc-fiefs subdélégua aussi des commissaires en 1655 pour juger du franc-fief, qui pouvaient renvoyer devant la chambre les différends entre le commis au recouvrement, le procureur, et le prétendu noble[2937]. Au XVIIIe siècle, les subdélégués furent également commis pour la recherche, ordonnant « sous le bon plaisir du Roy et de monseigneur l'intendant »[2938]. Ces commissaires, s'ils jugeaient la production insuffisante, pouvaient ordonner que le produisant rapporterait d'autres actes, ou un acte en original, et s'il n'obtempérait pas dans le délai, décidaient « sous le bon plaisir de l'intendant » de le démettre de sa requête et de rendre exécutoire la taxe[2939]. Même si les commissaires donnaient un « avis », il n'est pas établi que tous les nobles furent renvoyés devant l'intendant afin qu'il rendît une ordonnance[2940]. La contestation de cette décision par le sous-fermier du domaine

[2934] D'après une ordonnance de l'intendant Foucauld de 1676, avant de faire son ordonnance de décharge, l'intendant s'était fait communiquer la production du noble, la réponse des syndics du pays de Comminges, l'avis de ses commissaires subdélégués dans ce pays, et avait ouï les conclusions du procureur du roi et le rapport d'un conseiller du roi à la cour des aides de Montauban (*ADPA*, 16 J 112, ordonnance faite à Montauban, le 28 février 1676). Il ne décidait donc pas arbitrairement.

[2935] En Comminges par exemple, des commissaires furent subdélégués par l'intendant en 1674. Le syndic du pays, subrogé au droit de franc-fief, était chargé de s'opposer aux productions des nobles qu'il jugeait douteuses (*ADHG*, 13 J 1, inventaire de la production de Guy François de Vaux, sieur de Broulx).

[2936] Fonds d'Espouy de Caubous, ordonnance des commissaires subdélégués pour la taxe des franc-fiefs en Comminges en faveur de noble Sebastien d'Espouy sieur de Caubous, Toulouse, 18 mars 1675.

[2937] Le sieur de Lalo, lieutenant criminel dans la sénéchaussée d'Auch, fut par exemple commis dans cette sénéchaussée en 1658 (*ADG*, I 636, décharge de Guy de Busca et autres, Toulouse, 18 mai 1658).

[2938] Fonds Lamothe, ordonnance de décharge du franc-fief de André-Auguste de Colomès, rendue par Daignan subdélégué à Auch, le 3 août 1731.

[2939] *ADHG*, 13 J 1, ordonnance des commissaires subdélégués par l'intendant en Comminges, rendue contre Guy-François de Vaux, lui ordonnant de rapporter dans la quinzaine « la cède originnaire du testament dudit feu noble Roger de Vaux », du 21 mai 1645, à Toulouse, le 29 janvier 1675. Après avoir fait une nouvelle production, les commissaires furent d'avis qu'il soit déchargé (*ADHG*, 13 J 1, ordonnance faite à Toulouse, le 5 mai 1675).

[2940] Les archives que nous avons trouvées ne permettent pas d'établir avec certitude s'ils avaient seulement le pouvoir de faire le rapport et l'instruction de l'affaire, ou s'ils avaient celui d'exercer la commission à la place de

devait être déterminante dans le renvoi devant l'intendant. Dans les deux derniers tiers du XVIIIe siècle, les oppositions furent cependant toujours tranchées par l'intendant.

La recherche du franc-fief n'a jamais été une recherche des faux nobles, et tous les nobles ne furent certainement pas obligés de prouver leur noblesse lors de ces enquêtes. Il n'en demeure pas moins que des nobles authentiques ne furent pas ménagés. En 1607, Bertrand du Cos dut faire face à une saisie de ses biens, et n'en obtint la mainlevée qu'après avoir prouvé sa noblesse[2941]. Ceux qui étaient taxés à tort mais ne prouvaient pas assez promptement leur noblesse lorsqu'on leur demandait de faire leurs preuves, avaient donc leurs biens saisis, et pouvaient aussi être contraints au logement des gens de guerre. Absent de ses terres commingeoises car il servait le roi sous le commandement du maréchal d'Albret lors de la convocation de l'arrière-ban de 1674, Sébastien d'Espouy se vit taxer 150 livres, et en outre il dut subir le logement faute de payer la taxe. Il obtint cependant un congé pour lui permettre de requérir la décharge[2942]. Lorsque les nobles étaient condamnés par l'intendant, faute de payer la taxe, le traitant faisait saisir les biens, sans tenir compte d'un appel au conseil, qui devait aussi ordonner la mainlevée des biens saisis, et la restitution des sommes et des fruits saisis[2943]. En décembre 1658, le roi rappela que sa volonté était que les gentilshommes véritables soient déchargés sans qu'ils n'aient à faire des frais[2944]. Des remontrances de juillet 1660, par lesquelles le parlement demandait la révocation de la chambre des franc-fiefs établie en 1655, furent faites sur les requêtes du procureur général du roi et du syndic des Quatre-Vallées, qui se plaignaient de divers griefs, en particulier que la recherche obligeait « les personnes de la plus antiene noblesse », ainsi que les autres affranchis par le roi, de venir de l'extrémité du ressort pour remettre leurs titres en original, et plus grave encore, que les commis au greffe de

l'intendant. Le fait de rendre une ordonnance « sous le bon plaisir de l'intendant » ne signifie pas nécessairement que l'affaire lui était renvoyée pour trancher. Les intendants rendaient des ordonnances « sous le bon plaisir de Sa Majesté », et cela ne veut nullement dire que l'affaire était portée au roi pour rendre un jugement définitif.

[2941] *ADG*, I 1152, décharge de franc-fief pour Bertrand du Cos sieur de Lahitte, chambre des francs fiefs, Toulouse, 3 novembre 1607. Etienne de St-Julien dut aussi obtenir la même année la mainlevée des biens saisis de ses pupilles moyennant la preuve de leur noblesse (Fonds Cahuzac, décharge pour Abel, Jacques, Etienne, Germain, Isabeau, Cécile, Suzanne et Jeanne de St-Julien, chambre des franc-fiefs, Toulouse, 10 novembre 1607).

[2942] Fonds d'Espouy de Caubous, ordonnance des commissaires subdélégués pour la taxe des franc-fiefs en Comminges en faveur de noble Sébastien d'Espouy sieur de Caubous, Toulouse, 18 mars 1675.

[2943] Fonds Lascazères, arrêt du conseil d'Etat rendu à St-Germain en Laye, le 8 février 1676.

[2944] On peut lire dans cette déclaration qu'il avait été représenté au roi « qu'indifferament on assignoit les veritables gentilhommes cognus pour tels, et ceux quy ne le sont pas, afin de les obliger à raporter leurs titres, et bien que ceux quy sont veritablement nobles deussent estre deschargés en justiffiant de leurs qualitez sans faire aucune despense dans la poursuite », néanmoins ils la supportaient entièrement. Il était aussi dit que contre certains déchargés en 1636, le traitant avait interjeté appel au conseil, qui l'avait débouté, ce qui n'avait pas empêché la chambre de demander de nouveau les titres sans aucun égard aux décharges précédentes, et que les nobles étaient contraints de payer le tiers de la taxe avant même le jugement. Le roi confirma par cette déclaration les précédents jugements de la chambre souveraine, et les arrêts contradictoires du conseil (*ADHG*, 1 B 1918, folio 82, déclaration royale sur le franc-fief, Lyon, 7 décembre 1658).

la chambre demandaient des sommes considérables aux relaxés pour retirer leurs titres[2945]. Le roi était désireux de rendre la recherche moins pénible pour les nobles. L'édit de mars 1700 accorda un privilège aux nobles et aux autres privilégiés en matière de franc-fief. Par cet édit, les roturiers voulant se pourvoir en modération devant l'intendant devaient consigner le quart des sommes dues. Au contraire, ceux qui prétendaient être déchargés par leur qualité personnelle ou celle des biens taxés, ne devaient pas consigner d'argent[2946].

On a vu que les recherches du franc-fief ne contrôlaient pas la noblesse de tous les possesseurs de fiefs, ce qui explique en partie que le roi dut faire des recherches des usurpateurs *ad hoc*. Mais ceux qui étaient taxés pour le franc-fief et qui demandaient la décharge sous prétexte de leur noblesse, faisaient-ils l'objet d'un contrôle rigoureux ? C'est ce point que nous allons essayer d'éclaircir en dernier lieu.

Les requêtes en décharge devaient être communiquées au procureur de la chambre lors des premières recherches, au commis du traitant du droit de franc-fief, au syndic du pays et aux commissaires lorsque l'intendant établissait une commission, puis au directeur des domaines. En effet, durant le dernier siècle de l'Ancien Régime, l'avis du directeur des domaines, sans être obligatoirement suivi, déterminait dans la plupart des cas l'orientation du jugement de l'intendant.

La preuve se faisait selon des modalités diverses, jusqu'à ce que la loi royale en précise la forme et le fond. Celle produite à l'occasion du franc-fief ne se distingue pas du régime général de la preuve de noblesse. Au XVIe siècle, Bacquet considérait déjà la preuve par écrit comme la preuve normale, mais admettait aussi la preuve par témoins faute de titres, l'obtention d'un certificat des élus ou des habitants, ou encore une attestation de plusieurs personnes faite judiciairement[2947]. La preuve par écrit fut utilisée dès 1607, même si en 1634 on put recourir à la preuve par témoins, ce qui était devenu exceptionnel et disparut par la suite. Par l'édit d'avril 1654, le roi obligea à communiquer à la chambre des franc-fiefs les pièces permettant d'obtenir la décharge, et contraignit donc à établir la noblesse par des titres, lorsque le requérant demandait la décharge sur ce fondement[2948]. Par la déclaration royale du 7 décembre 1658, le roi confirma les précédents jugements rendus en matière de franc-fief[2949]. En conséquence, les nobles purent demander à être déchargés sur le seul fondement de la décharge obtenue

[2945] *ADHG*, 1 B 822, folio 397, remontrances de la Grande Chambre du 17 juillet 1660.
[2946] *ADHG*, 1 B 1928, folio 18, édit sur le franc-fief, Versailles, 9 mars 1700, art. 15 ; *ADHG*, 1 B 1934 folio 223, édit pour le recouvrement des droits de franc-fief, Versailles, mai 1708.
[2947] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 912 et suiv.
[2948] *ADHG*, 1 B 1918, folio 13, édit des francs-fiefs Paris, 24 avril 1654.
[2949] *ADHG*, 1 B 1918, folio 82, déclaration royale sur le franc-fief, Lyon, 7 décembre 1658.

précédemment[2950]. A rebours de cette disposition qui facilitait la décharge des nobles, lors de la recherche de 1674 en Bigorre, les commissaires firent preuve d'une grande rigueur dans la preuve de noblesse des quelques nobles qui furent poursuivis devant eux. Ils ne se contentèrent pas des jugements précédemment rendus par l'intendant Pellot lors de la recherche des usurpateurs, et demandèrent la production des titres originaux sur lesquels les maintenues avaient été ordonnées[2951]. Des filiations qui ne leur paraissaient pas suffisamment établies dans les productions durent être confirmées par la production d'autres titres[2952]. Il est vrai qu'ils accordèrent facilement de nouveaux délais aux nobles pour faire leurs productions[2953].

Certains nobles purent être condamnés à la même époque par l'intendant contre toute vraisemblance. Jean-Charles de Busca, sieur de Moncorneil, fut condamné par deux ordonnances de l'intendant Foucault, l'une du 4 décembre 1674 et l'autre du 31 janvier 1675, alors qu'il avait produit une décharge de l'intendant Bousquet rendue lors de la recherche de 1642, une de la chambre des franc-fiefs établie à Toulouse lors de la recherche de 1655, et une décharge du commissaire subdélégué de l'intendant Pellot rendue seulement en mai 1667 lors de la recherche des usurpateurs de noblesse[2954]. Il dut faire appel au conseil du roi.

[2950] A titre d'exemple, Pierre de Medrano demanda à être déchargé du franc-fief en 1659 en produisant l'ordonnance rendue en sa faveur par l'intendant de Montauban en 1644, et la déclaration du roi du 7 décembre 1658, par laquelle le roi « veut et entend que les veritables gentilhomes coneux pour tels, quy auront tiltres necessaires et suffisants pour justiffier leur quallitté, demeurent deschargés sans nul fraix, come aussy les familhes veritablement nobles quy auront esté deschargées par les commissaires quy feurent establis lors de la derniere recherche par le feu roy Louis XIII^e^ » (*ADG*, I 2301, inventaire de Pierre de Médrano et autres, par devant le juge de Marciac, commissaire subdélégué de la chambre du franc-fief, vers 1659). Il ne se contenta cependant pas de produire cette décharge, puisqu'il fit une production importante de titres afin d'attester qu'elle avait été rendue en connaissance de cause.

[2951] Comme d'autres requérant la décharge sur le fondement de la noblesse, Jean Pierre de Palats, sieur de Peyraube, ayant produit le jugement de maintenue rendu en sa faveur par l'intendant Pellot le 22 mars 1666, les commissaires ordonnèrent pourtant que « les actes énoncés audit jugement souverain seront comuniqués au sieur d'Abadie, scindic du pays » avant de se décider. Anne de Bouil, seigneur de Collonques, ayant remis le jugement de Pellot du 1^er^ juin 1667 « et des pieces enoncées en icellui », fut déchargé par les commissaires « après avoir veu sur le bureau ledit jugement, et bien et deuement examiné les actes enoncés en icellui, et ouy sur ce le sieur d'Abadie syndic general du pays, et du consantement d'icellui, ayant esgard au susdit jugement et pieces » (*ADHP*, 44 J 19, registre de la commission des franc-fiefs pour la comté de Bigorre, janvier 1674-octobre 1676).

[2952] Joseph de Forgues, seigneur de Gensac, produisit nombre de titres, mais les commissaires ordonnèrent « avant dire droit deffinitivement aux parties » que dans les huit jours il vérifia « plus suffisement feu Gabriel de Forgues estre fils de Philipe, et Philipe de Paul, et Paul de Pierre, auquel effect il remettra devers notre greffe de plus suffisans actes que ceux qui ont esté par lui produits, ensamble les originaux des actes cottés en son invantere lettres F, G, pour en estre faics des extraits, le sindic deuement appellé pour ce faict estre ordonné ce qu'il apartiendra, despens reservés ». Bernard de Sarrieu, sieur de Lubret, fut obligé avant d'être déchargé, par une ordonnance des commissaires, de remettre dans la huitaine au greffe de la commission « l'original du contract de mariage d'entre noble Jean de Sarrieu et damoiselle Jeanne de Casau pendant lequel temps il justiffiera plus suffisament icellui Carbon estre fils à noble Jordain de Sarrieu et que ledit Jourdain avoit esté marié à la damoiselle Condesse de Bayan, pour ce faict estre ordonné ce qu'il apartiendra » (*ADHP*, 44 J 19, *ibidem*).

[2953] A titre d'exemple, Jean Bernard de la Cassagne sieur du Pesqué et Hourques-Vieilles ayant fait une requête demandant un délai d'un mois pour remettre sa production, les commissaires rendirent une ordonnance portant « que dans quinsaine il remettra son relaxe et actes justifficatifs d'icellui, cepandant surcie à la constrainte decernée contre lui » (*ADHP*, 44 J 19, *ibidem*).

[2954] Fonds Lascazères, arrêt du conseil d'Etat rendu à St-Germain en Laye, le 8 février 1676.

Au XVIIIe siècle, il semblerait que les intendants ou leurs subdélégués rendirent plus facilement une ordonnance de décharge, pour peu que le noble ait produit des ordonnances de maintenue antérieures, même si l'usage était de produire les titres en bonne et due forme. André-Auguste de Colomès, seigneur de Lamothe et Gensac, fut déchargé en 1731 par Daignan, subdélégué à Auch, après avoir produit un jugement contradictoire de maintenue de noblesse du 17 août 1716[2955]. Pierre d'Antin fit une requête à l'intendant d'Aligre en 1750 pour être exempté du franc-fief, soutenant que son père, Jacques d'Antin, avait été maintenu dans sa noblesse par une ordonnance de l'intendant Legendre du 10 mars 1704, sans produire les titres sur lesquels l'ordonnance avait été rendue. Le directeur des domaines Duperch répondit seulement que le suppliant aurait dû justifier de sa filiation depuis Jacques d'Antin, mais qu'il s'en remettait à la justice de l'intendant[2956], qui le déchargea de la contrainte[2957]. Si ceux ayant des titres étaient maintenus au XVIIIe siècle sans trop d'encombre, en revanche, lorsque de faux nobles essayaient de se faire décharger pour des motifs peu convaincants, comme la noblesse de leur femme, ou une supposée noblesse étrangère, le directeur du domaine démontait implacablement leurs prétentions[2958]. Témoignage cependant que la noblesse pouvait être minutieusement vérifiée, une lettre d'août 1789 relatant la situation de monsieur de Lartigue d'Arné, qui devant prouver sa noblesse pour se voir exonérer de la taxe, avait remis des pièces authentiques, dont un certificat du juge d'armes de France. Mais monsieur Guépard, agent des fermiers généraux, assura à un solliciteur que « ses instructions portoient de ne passer aucun droit, particulièrement de franc-fief, sans avoir vu et reçu registre de la généalogie du prévenu d'assignation, justifiée par toutes les pièces originales », et qu'il ne pouvait qu'accorder un délai[2959]. En supprimant le franc-fief, la Révolution allait donc délivrer tant les roturiers que les nobles de cette taxe qui générait un mécontentement certain même parmi la noblesse, qui n'était pourtant guère à plaindre quand elle avait ses titres en forme.

La recherche du franc-fief fut avant les recherches de noblesse lancées par Louis XIV, et après leur fin, sous les règnes de Louis XV et Louis XVI, le principal moyen de débusquer les « usurpateurs » de noblesse en pays de taille réelle. Les roturiers voulant intégrer illégalement la noblesse n'avaient comme véritable obstacle quasiment que ces recherches du franc-fief qui, de loin en loin, venaient menacer leur agrégation. Pour ces roturiers agrégés à la

[2955] Fonds Lamothe, décharge de Daignan subdélégué, pour André-Auguste de Colomès, Auch, 3 août 1731.
[2956] *ADPA*, 16 J 73, conclusions de Duperch, directeur des domaines, à Pau, le 18 juillet 1751.
[2957] *ADPA*, 16 J 73, ordonnance de d'Aligre, intendant d'Auch, Pau, 18 juillet 1751.
[2958] Nous en avons donné divers exemples dans le Titre 1 de la 1ère partie et le Titre 1 de la 2e partie.
[2959] Fonds Lacoutère, lettre à monsieur de Saint-Araille, capitaine, Auch, 25 août 1789. A cette date, la Constituante avait déjà mis à bas la féodalité lors de la nuit du 4 août, ce que le rédacteur de cette lettre ignorait.

noblesse comme pour les nobles en mal de titres, le franc-fief était redouté non seulement à cause du montant de la taxe, mais encore davantage parce qu'il était « le payement qui décèle la roture »[2960]. Il ne faut cependant pas omettre d'une part, que sa perception ne commença en Gascogne orientale qu'en 1607, qu'elle ne fut qu'intermittente, qu'il ne concernait pas tous les possesseurs de fiefs, puisque certains pouvaient parfois être négligés pour passer pour de véritables nobles, ce qu'ils n'étaient pas forcément quoique l'on crut, et que d'autres pouvaient en être exemptés par des privilèges de bourgeoisie, de leur charge ou territoriaux. Surtout, d'autre part, beaucoup d'usurpateurs pouvaient ne pas posséder de biens féodaux, et donc de ne pas être passibles de poursuites dans ce cas-là. Enfin, même lorsqu'une famille vivant-noblement le payait sans contester, ce pouvait être une manière discrète de gagner du temps jusqu'à qu'elle se soit constituée un corpus de titres suffisant pour pouvoir défendre plus fermement sa prétention. Toutefois, le fait qu'un certain nombre de nobles authentiques fut mis en difficulté sur leur preuve, et vit parfois leurs biens saisis, prouve que ces enquêtes étaient assez rigoureuses et qu'elles purent conduire à un nombre de condamnations assez important. Au reste, le payement du franc-fief pouvait aussi désarmer une velléité d'usurpation : se voyant amené à reconnaître son état roturier, le notable pouvait abandonner, voire ne pas seulement envisager, une usurpation qui aurait autrement suivi son cours.

II) <u>Les contestations liées aux autres exemptions fiscales</u>

Rappelons simplement ici pour mémoire une donnée fondamentale : la Gascogne orientale était un pays de taille réelle. Par cette particularité fiscale, les procès portant sur la nobilité de la personne étaient théoriquement peu nombreux. Le fait que la taille fut réelle dispensait de prouver sa noblesse personnelle pour bénéficier de l'exemption : ainsi un important contentieux ailleurs n'avait pas lieu d'être en Gascogne orientale. Néanmoins, nous avons vu que les nobles avaient bien des prérogatives fiscales, qui pouvaient paraître

[2960] *ADHP*, I 76, lettre de Bertier à l'abbé Vergès, à Saint-Gaudens, le 29 mai 1782.

secondaires mais qui étaient pourtant appréciables[2961]. La défense de certaines d'entre-elles put aller jusqu'à des procès où la preuve de noblesse était rapportée. Outre celles occasionnées par le franc-fief, des contestations de noblesse purent être provoquées en Gascogne orientale par deux exemptions fiscales.

A) Les contestations liées au logement des gens de guerre

L'exemption du logement des gens de guerre était suffisamment importante pour donner lieu à des contestations de noblesse[2962]. Il est important de le préciser à plusieurs titres. Tout d'abord, parce que c'est une preuve supplémentaire de la lourdeur de la charge que représentait ce logement, les consuls voulant limiter le nombre d'exemptés pour diminuer le poids qui pesait sur leurs habitations. Le second point est que ce contentieux met en lumière ce que l'on sait par ailleurs grâce aux recherches d'usurpateurs : l'existence de nombreux nobles juridiquement douteux, en réalité agrégés à la noblesse illégalement, et aussi que ces agrégés étaient regardés avec suspicion dans les communautés, qui ne toléraient cette usurpation que dans la mesure où elle ne se faisait pas au détriment de leurs intérêts. Enfin, il est intéressant de remarquer qu'alors que la quasi-totalité du contentieux ès noblesse fut traitée par les intendants à l'occasion des recherches de franc-fief ou d'usurpateurs de noblesse, juridiction qui était plutôt une administration d'Etat, les procès en noblesse occasionnés par le logement des gens de guerre eurent parfois lieu devant une juridiction judiciaire, la cour des aides de Montauban. Dès la fin du règne de Louis XIII, les intendants furent responsables du contentieux du logement des gens de guerre, y compris des exemptions[2963]. Cependant, les cours des aides étaient théoriquement compétentes en matière de contestations de noblesse, et c'est vers elles que se tournèrent principalement tant les communautés que les personnes s'étant fait remettre des billets de logement, craignant peut-être que l'intendant, juge mais aussi administrateur, ne se montrât pas équitable[2964].

[2961] Voir une condition fiscale moins attrayante, p. 276.
[2962] Sur cette charge, voir l'exemption de plusieurs charges publiques, p. 290.
[2963] Navereau, A., Le logement et les ustensiles des gens de guerre de 1439 à 1789, *op. cit.*, p. 46.
[2964] L'auteur d'un *Mémoire historique de la généralité de Montauban* écrivait en 1713 que « toutes les fois que les consuls ont donné des logemens de gens de guerre à de pretendus nobles qui se sont pourveus à la cour des aides

Dans trois communautés au moins, les consuls entreprirent de contester la noblesse d'individus arguant de leur noblesse, en particulier au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. A Auvillar, dans la sénéchaussée d'Armagnac, Michel du Bousquet, sieur de Bruget, « escuyer », demanda que « les consuls modernes d'Auvillar soint assignés pour se voir faire inhibitions et deffances et à leurs successeurs à l'avenir de jetter sur luy aucuns billiets de logement ny bail d'aides et autres charges personelles à raison de sa qualité » à peine de 1000 livres d'amende et de dommages et intérêts. Il lui avait été remis par les consuls un billet de logement de deux cavaliers dont il avait fait appel en la cour, puis un deuxième de six cavaliers. Malgré sa production, la cour le déclara « issu de race rosturiere et non noble », et le condamna à prendre part à l'avenir à toutes les charges personnelles « comme les autres habitans non nobles »[2965]. Dans le cas de Jean-François de Bertrand, sieur de Lamothe-Rouge, ce furent les consuls d'Auvillar qui portèrent plainte, afin qu'il lui fût interdit de prendre « le tiltre de noble d'escuier et de messire », qu'il fût rayé et biffé dans les actes, et qu'il ne le reprit à peine d'être poursuivi pour faux et usurpation, enfin qu'il fût condamné à 1000 livres d'amende, dont la moitié pour la communauté comme dommages et intérêts, et à contribuer pour le passé et à l'avenir à toutes les charges du logement des gens de guerre. Il produisit de nombreux actes pour établir sa noblesse, mais il perdit aussi sa cause, cette fois-ci pour dérogeance, et il fut condamné à ne plus prendre la qualité de noble et à acquitter toutes les charges roturières[2966]. La cour de Montauban n'était pas d'une grande sévérité, comparé à la cour des aides de Guyenne, qui infligeait des amendes de 1500 livres aux usurpateurs[2967]. La cour jugeait apparemment qu'il était déjà suffisamment douloureux pour ces notables de se voir humiliés devant les habitants de leur communauté, sans qu'il fût besoin de les mettre à l'amende, et comptant qu'en matière fiscale les communautés veilleraient à ce qu'il n'y ait pas de récidive.

---

en cassation de ces logemens, ils ont été obligez d'y produire leurs titres pour y être contredits, et il y en a eu plusieurs qui par des arrêts contradictoires ont été condamnés comme usurpateurs » (*ADTG*, 1 MI 32, Cathala-Coture, Antoine, *Memoire historique de la generalité de Montauban pour son altesse serenissime monseigneur le comte d'Eu gouverneur de la province de Guyenne*, 1713, folio 539). Il soutenait aussi que la connaissance des contestations liées au logement des gens de guerre avait été ôtée à la cour des aides pour être attribuée à l'intendant, et que « des pareilles questions ne se sont plus presentées à la cour des aydes pour y être jugées, quoy que la connoissance des qualitez des personnes soit veritablement de sa juridiction » (*ibidem*, folio 540). En fait la compétence ne fut jamais clairement attribuée à l'un ou à l'autre, puisque si l'intendant était compétent pour les exemptions de logement, néanmoins la cour des aides restait compétente sur la noblesse personnelle, et la cour des aides ne refusait pas un recours qui serait porté devant elle contre la noblesse d'une personne.

[2965] *ADTG*, 1 B 78, arrêt de la cour des aides de Montauban, 14 août 1688.

[2966] *ADTG*, 1 B 79, arrêt de la cour des aides de Montauban, 19 février 1689.

[2967] Bège-Seurin, Denise, « Droit et identité nobiliaire : la jurisprudence de la cour des aides de Guyenne au XVIIème siècle d'après le recueil de Fontainemarie », *op. cit.*, p. 172. Peut-être était-ce pour des élections où la taille était personnelle et donc l'usurpation plus grave fiscalement.

Une contestation de noblesse eut lieu à L'Isle-Jourdain en 1667, mais la cour des aides de Montauban cassa le logement donné par les consuls à un noble[2968]. A Vic en Bigorre aussi, à partir de la guerre de Hollande, des contestations eurent lieu au sujet des exemptions. En 1677, plusieurs personnes ayant prétendu être exemptes du logement des gens de guerre, l'intendant de Sève rendit une ordonnance le 16 novembre qui rappela les exemptions en vertu du règlement de novembre 1651, et demanda que les gentilshommes montrassent leur « relaxe » au conseil de la ville[2969]. Deux nobles, le sieur de Monda et le sieur de Salenave, présentèrent leurs maintenues dans la noblesse.

L'affaire n'en resta pas là et les consuls, échaudés par le grand nombre de nobles de mauvais aloi qui peuplaient leur communauté, continuèrent à poursuivre les prétendus nobles après la guerre. En avril 1687, pour contrer les prétentions des sieurs Pujo de Ladoue et Pujo de Labatut, les consuls envoyèrent un député à Montauban[2970]. Ils accusèrent le premier d'avoir produit des faux. Le premier consul fit une requête devant l'intendant en mai, et ils lancèrent des recherches d'actes notariés permettant d'établir leur roture. Larcher, qui avait étudié les archives de Vic en intégralité, remarqua qu'on « étoit acharné contre les prétendus nobles »[2971]. Le premier consul resta quarante-cinq jours à Montauban afin de les faire condamner[2972]. Pujo de Ladoue, redoutant peut-être que l'intendant ne le déboutât, se tourna vers la cour des aides de Montauban. Elle rendit un premier arrêt favorable à Pujo le 26 mai 1687, mais les consuls n'ayant pas été appelés, furent reçus en opposition, et Pujo fut démis de ses fins de non-recevoir[2973]. Ils demandaient qu'il soit reconnu roturier, et sujet en cette qualité au logement des gens de guerre et autres charges personnelles. Ils produisirent plusieurs actes montrant que son ancêtre était marchand dans la seconde moitié du XVIe siècle. La cour avait arrêté que Pujo devrait remettre dans trois jours les actes dont il voudrait se servir pour établir sa noblesse, à faute de ce faire le procès serait jugé en l'état, état du procès qui lui était très défavorable tant les actes produits par les consuls lui étaient contraires. En janvier 1688, les sieurs de Ladoue et de Labatut firent assigner le premier consul à Tarbes pour assister au compulsoire de différents actes[2974]. Nous n'avons malheureusement pas pu retrouver l'arrêt définitif de la cour des aides.

[2968] Arrêt du 26 août 1667 cité dans l'ordonnance de maintenue de Jean de Nogerolles, Montauban, 4 février 1698 (*BNF*, Fonds français, 32297, folio 857).
[2969] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XVIII, 1749, p. 108.
[2970] *Ibidem*, p. 233.
[2971] *Ibidem*, p. 234.
[2972] *Ibidem*, p. 236.
[2973] *ADTG*, 1 B 77, arrêt de la cour des aides de Montauban, 17 décembre 1687.
[2974] Larcher, Jean-Baptiste, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome XVIII, p. 237.

En 1726, une nouvelle contestation eut lieu. Plusieurs habitants de Vic firent une requête à l'intendant de Lesseville, lui remontrant qu'ils étaient contraints par les consuls de payer tous les mois une imposition d'un montant important pour le logement des officiers en quartier, « tout comme sur les biens des habitans sujets au logement des gens de guerre », et demandant d'en être déchargés[2975]. L'intendant rendit une ordonnance de soit-communiqué aux consuls le 14 mai 1726. Sans que cela soit expressément déclaré dans la requête, les consuls comprirent que l'exemption était impétrée sous prétexte de noblesse. Le premier consul en particulier déclara qu'il était « de l'intérêt de la bourgeoisie de veiller à ce qu'un trop grand nombre de personnes ne prit le titre de nobles, qu'il falloit le contester aux messieurs nommés dans la requête », proposant de créer un syndic pour soutenir cette opposition[2976].

Des oppositions eurent probablement lieu dans d'autres communautés d'habitants. Il est certain qu'elles furent particulièrement présentes à Vic du fait du nombre important de familles bourgeoises qui s'y agrégèrent à la noblesse entre le XVIe siècle et le règne de Louis XIV.

B) Les contestations liées à la corvée

On ne trouve à peu près aucune preuve de noblesse due aux autres privilèges et immunités fiscales (rôles de la capitation, lods et ventes, charges seigneuriales personnelles, etc…), sans doute parce que les nobles qui en bénéficiaient étaient crus sur leur parole et surtout leur réputation bien établie localement. Une exception est à faire cependant pour la corvée royale, qui put susciter quelques contestations de noblesse[2977]. Rappelons que la corvée royale ne fut appliquée en Gascogne orientale qu'à partir du second tiers du XVIIIe siècle. Naturellement, cette exemption lésant les autres habitants de la communauté, qui avaient intérêt à voir le prétendu privilégié contraint à la corvée, elle pouvait donner lieu à un litige. Ils furent cependant assez rares à l'occasion de la corvée, pour au moins deux raisons, outre que cette charge fiscale ne dura que cinq décennies. La première, que cette contestation n'avait de chance

[2975] *Ibidem,* tome XIX, p. 134. La requête était faite par Louis de Monda, seigneur d'Ost et de Mansan, Jacques de Maigné, sieur de Salanauve, Jean-Pierre de Pujo sieur de La Doue, et Germain d'Armagnac sieur de Lavedan.
[2976] *Ibidem*, p. 135.
[2977] Sur cette charge, voir l'exemption de plusieurs charges publiques, p. 290.

de réussir qu'après un long et difficile conflit, car le privilégié allait déployer tous les moyens possibles pour l'emporter sur une espèce où il risquait d'être humilié par les habitants de sa paroisse : la partie ne devait être jouée que si les consuls étaient particulièrement sûrs de leur fait. La seconde, que plusieurs motifs d'exemption pouvaient se recouper sur la même tête, rendant vaine une telle remise en cause du statut. On peut donner à titre d'exemple le cas de Marie de Saint-Crist de Baurepaire. Elle était veuve du sieur de Cazaux qui, disait-elle, était noble et capitaine d'infanterie. Les consuls de Tarbes couchèrent son nom au rôle des habitants sujets à la corvée en 1751, et il lui fut remis un billet de contribution. Elle protesta contre cette mesure qu'elle jugeait vexatoire en la faisant contribuer à la corvée « come un autre des moindres habitans, quoyque son estat, son âge et sa condition exigent d'eux un peu plus de ménagemant, ainsi qu'il en a esté uzé jusqu'icy à l'égard des veufves des officiers et autres qui font corps dans la noblesse ». Elle demanda donc à être exemptée dans une requête à l'intendant en avançant trois moyens : le fait que son défunt mari fut capitaine, qu'elle était fille d'un procureur du roi en la sénéchaussée de Bigorre et veuve d'un noble[2978]. Si ce cas est particulier, nombre de hobereaux auraient plus communément pu alléguer la condition d'officier militaire ou la qualité de seigneur, qui valaient aussi exemption suivant l'ordonnance de l'intendant d'Auch.

Des contestations de noblesse purent néanmoins avoir lieu exceptionnellement. Elles se faisaient devant l'intendant qui était compétent en matière d'exemption à la corvée royale. Jean-Jacques de Déans, habitant de Larreule, qui prétendait être noble, se vit contester son exemption par un consul qui l'accusait d'usurper la noblesse. Le subdélégué de Tarbes rendit une ordonnance provisoire en sa faveur, mais l'intendant devait trancher définitivement le litige. Juridiquement, il fallait que le défendeur fît sa preuve pour établir sa noblesse : c'est ce que demandait le syndic des habitants. Il objecta qu'il n'était pas nécessaire de prouver sa noblesse pour s'affranchir de la corvée, car les personnes vivant-noblement et possédant des fiefs en étaient aussi exemptées[2979]. Il n'en allégua pas moins qu'il devrait être exempt de la corvée en raison de sa prétendue noblesse d'extraction (qu'il déclarait établir de façon suffisante par une convocation à l'arrière-ban et une sauvegarde portant exemption du logement des gens de

[2978] *ADHP*, 44 J 2, requête de Marie de Saint-Crist de Baurepaire, à d'Aligre, intendant d'Auch et de Pau. Elle produisit avec sa requête la commission de capitaine de son feu mari et une quittance du commis à la recette de la capitation de la noblesse de Bigorre. L'intendant rendit son ordonnance en avril 1751.

[2979] *ADHP*, 12 J, carton Navailles, « Réfutation de la dernière réplique pour le sieur Jean-Jacques de Déans de Navailles, écuyer, seigneur de Bonas, contre Jean Teulé, consul et syndic de la communauté de Larreule » : « Ainsy *dato et non concesso* qu'il y eut quelque difficulté dans la noblesse de l'exposant et que les titres produits laissassent quelque chose à désirer pour mettre la chose au dernier point d'évidence, ce que l'exposant pourroit faire s'il étoit essentiel, il n'en seroit pas pour cela moins vray qu'il devroit être à l'abry de la corvée ».

guerre de 1654), et de sa qualité de seigneur de fief, qui lui était aussi contestée. Il est certain que si l'intendant l'avait contraint à faire la preuve de sa noblesse selon les formes, il aurait dû éprouver les plus grandes difficultés, étant issu d'une famille qui s'était agrégé à la noblesse au XVIIe siècle. Mais on ne sait pas si l'intendant l'y obligeât : la plupart des gentilshommes étaient exemptés par les consuls lorsqu'ils dressaient les états des corvéables, sans qu'on leur demandât de faire des preuves, et exiger une preuve solidement étayée pourrait être un précédent qui génèrerait un contentieux important et un trouble social.

L'exemption du domestique aussi n'allait pas sans susciter un mécontentement certain parmi la communauté d'habitants. C'est le plus souvent par ce biais que le nobliau, qui refusait de s'en séparer, se voyait finalement contester son état. Les consuls, qui supportaient mal de voir un bourgeois se donner de grands airs et se faire passer pour noble, mais ne voulaient pas le désobliger en le contraignant à la corvée, ne pouvaient tolérer que cet égard à la personne s'étendît à des valets, l'abus se faisant aux dépens du reste des habitants. Ils contestaient alors l'exemption du domestique sur le fondement de la roture du maître, ce qui n'était pas sans fondement, tant le nombre de nobles agrégés à la noblesse illégalement était important en Gascogne. A Bastanous, en Astarac, c'est le chevalier de Pujo qui dut faire une requête à l'intendant d'Etigny rappelant les dispositions de l'ordonnance de d'Aligre, la communauté ayant compris ses deux domestiques dans le rôle des corvéables[2980]. Il fut contraint d'établir sa généalogie, afin de prouver sa noblesse et de voir décharger ses domestiques[2981]. A Avezan en Lomagne, le valet de Charles de Vinter fut compris à la corvée par les consuls. Ayant été prévenu, le subdélégué de Fleurance se dit surpris de cet assujettissement, car « sa qualité de gantilhomme lui donne pouvoir d'avoir un valait exempt de corvée », et donna ordre aux consuls de ne plus l'y commander[2982]. Pour les consuls, cette exemption ne vaudrait que pour les seigneurs justiciers, il devait donc être compris au rôle de fourniture des manœuvres. Charles de Vinter fit alors une requête à l'intendant d'Auch, arguant de l'exemption des manœuvres des nobles[2983]. L'intendant renvoya le 6 avril 1742 la requête aux consuls pour connaître leur réponse le 20 mai. Elle fut cinglante : ils déclarèrent « n'avoir jamais eu connaissance que le sieur Charles de Vinter fut noble, et qu'il ne saurait estre déchargé de la fourniture des manœuvres aux travaux du roi » sans justifier de sa noblesse. D'ailleurs, ils constatèrent que depuis qu'il était domicilié à Avezan, il était compris au rôle de la capitation roturière, ce qui

[2980] *ADG*, C 363, ordonnance de soit communiqué aux consuls de Bastanous de Duprat de Marole, Mirande, 19 juin 1756.
[2981] *ADG*, C 363, lettre du chevalier de Pujo à monsieur Ducos avocat au parlement, à Trie, 1757.
[2982] Fonds Lacoutère, ordre de Bastard, subdélégué à Fleurance, Fleurance, 8 février 1733.
[2983] *Ibidem*, requête de Charles de Vinter à l'intendant d'Auch Mégret de Sérilly.

prouverait sa condition. Ayant poussé trop loin ses prétentions sur le fondement de sa prétendue noblesse, Charles de Vinter se vit donc contester son état. Les contestations de noblesse liées à la corvée permirent donc de débusquer quelques usurpateurs de noblesse, mais ce fut assez exceptionnel, et les communautés ne parvinrent d'ailleurs pas toujours à prouver leur qualité roturière, ce qui dut les rendre plus prudentes, ne souhaitant pas occasionner des frais inutiles aux habitants.

Malgré les quelques cas relevés, ces procès entre les communautés et des particuliers ès noblesse personnelle n'en demeurèrent pas moins exceptionnels en Gascogne orientale, les nobles n'y jouissant que d'exemptions fiscales secondaires, et encore fallait-il que ce soit des impôts par répartition pour que les communautés aient quelque intérêt à poursuivre. C'est ce qui explique qu'en pays de taille personnelle, un grand nombre de procès eurent lieu devant les cours des aides, les consuls ayant intérêt à y lutter contre les coqs de paroisse qui, en usurpant la noblesse, augmentaient lourdement la charge pesant sur les autres habitants.

III) Les contestations entre particuliers

Des contestations de noblesse entre particuliers pouvaient se profiler. Elles furent en réalité tout à fait exceptionnelles en Gascogne orientale, puisque les nobles n'y bénéficiaient pas de privilèges en droit de la famille. C'est une autre donnée fondamentale. Mis à part les vallées du Lavedan (où la coutume était égalitaire jusqu'en 1768), c'était un pays de droit écrit. Le droit écrit ne faisait pas acception de noblesse : les nobles n'avaient pas à la prouver pour bénéficier de privilèges coutumiers de droit privé. Les privilèges nobiliaires judiciaires ne suscitaient pas de contrôles de la noblesse à notre connaissance. Une seule exception a pu être relevée, le privilège d'être renvoyé devant la Grande Chambre du parlement assemblée en matière criminelle, à condition que les délibérations n'aient pas commencé, contrairement aux roturiers qui, hormis les officiers de justice, devaient être jugés à la Tournelle[2984]. Or, ce n'est

[2984] *ADHG*, 1 B 1919, folio 247, ordonnance criminelle, St-Germain-en-Laye, août 1670, titre Ier, art. 21.

pas tellement que la partie adverse pouvait contester la qualité du plaideur, mais le parlement pouvait demander que le noble fît ses preuves de noblesse avant de renvoyer le procès devant la Grande Chambre. Jean de Béon, sieur de Bière en Fezensac, en procès contre un nommé Martial Desvaux, en appel d'une sentence de la sénéchaussée de Montmorillon du 15 septembre 1764, fit une requête pour être renvoyé devant la Grande Chambre du parlement de Paris assemblée, en vertu de l'article 21 du titre premier de l'ordonnance de 1670. Par un arrêt du 25 septembre 1765 il lui fut demandé de faire ses preuves de noblesse. Il produisit ses titres en conséquence. La chambre des vacations rendit un arrêt de renvoi devant la Grande Chambre le 24 octobre 1765[2985]. Cependant nous n'avons pas trouvé d'exemple de noble gascon au parlement de Toulouse qui usa de cette prérogative, et on ne sait donc pas s'il se montrait aussi précautionneux sur la qualité des parties.

In fine, dans deux types de litige seulement, des nobles se crurent obligés de mettre en avant leur noblesse et parfois se virent contraints de la justifier, lors de procès avec des personnes privées.

A) <u>Les contestations dues à la taxe des dépens</u>

Par l'article 1 de l'ordonnance civile d'avril 1667, il était ordonné que la partie qui perdrait le procès devrait payer les « dépens », c'est à dire les frais du procès. L'ordonnance interdisait qu'elle pût être déchargée des dépens, ou même que ces dépens fussent modérés. La partie qui avait emporté le procès devait se faire rembourser tous les frais qu'elle avait faits pour le soutenir grâce à la taxe du condamné aux dépens[2986]. Les juges, en particulier les parlements, se prononçaient cependant dessus, ne condamnant pas aux entiers dépens au gré des circonstances[2987].

Par l'article 13 de la même ordonnance, il fut décidé que serait dressé dans toutes les juridictions un tableau de tous les droits qui devraient entrer dans la taxe des dépens. Ce tableau

[2985] *ADG*, I 441, arrêt de la chambre des vacations du parlement de Paris du 24 octobre 1765.
[2986] Rodier, Marc-Antoine, Questions sur l'ordonnance de Louis XIV du mois d'avril 1667 relatives aux usages des cours de parlement, *op. cit.*, p. 471, ordonnance d'avril 1667, Titre XXXI, « Des dépens », art. 1.
[2987] *Ibidem*.

devait comprendre les frais de voyage et de séjour des parties, qui devaient être taxés suivant les « usages de nos cours et sièges, qualité des parties et distances des lieux »[2988]. Afin d'établir ces frais, le plaideur, ou son procureur, devait se présenter au greffe pour « affirmation », c'est-à-dire comparaître au greffe de la juridiction où l'affaire serait jugée, afin de faire savoir qu'il se présentait exprès pour le procès et qu'il demandait qu'il en soit tenu compte pour les frais, puis le signifier à la partie adverse[2989]. Un « acte de dénonce » devait être fait le jour du départ, sinon il était présumé que la personne n'était restée qu'une journée. Si la personne n'était condamnée qu'à la moitié des dépens, elle ne payait logiquement que la moitié des frais de voyage et de séjour. Devant le parlement de Toulouse comme dans nombre de cours souveraines, il revenait à un commissaire taxateur des dépens de les régler et les taxer[2990]. Enfin, suivant l'article 32 du titre « Des dépens » de l'ordonnance civile, ils devaient être taxés devant les sénéchaussées de la même manière qu'ils l'étaient devant les cours souveraines[2991]. Les sénéchaussées pouvaient avoir leurs propres tarifs.

Or, c'est ce qui nous intéresse ici, les frais de voyage et de séjour étaient taxés de montants variables suivant la « qualité » de la personne. Devant le parlement de Toulouse, il n'y avait pas de tableau, mais l'ouvrage de Marc-Antoine Rodier rapporte les différentes taxes selon « l'usage ordinaire »[2992]. S'il n'est pas précisé qu'il s'agissait de la taxe des jours de voyage ou de séjour, il s'agirait *a priori* de la taxe des jours de séjour, puisqu'il précisait que les jours de voyage étaient taxés « à quelque chose de plus que ceux de séjour, et quelquefois au double ». Les frais étaient, pour un duc et pair ou un chevalier des deux ordres du roi, de 15 livres par jour, pour un gouverneur, un lieutenant général de province, ou pour un noble titré de marquis, comte ou baron, de 10 livres, pour un gentilhomme seigneur de place, de 6 livres « tout au plus », et pour un simple gentilhomme de 5 livres « tout au plus ». A titre de comparaison, elle était de 4 livres pour un curé de campagne, 6 livres pour un chanoine d'église cathédrale, 2 livres pour un bourgeois de campagne, ou une livre 10 sols pour un laboureur ou paysan. Les femmes étaient taxées suivant la qualité de leur mari.

Cette différence dans la taxation des dépens était un privilège important du noble. Il résultait de l'idée que le gentilhomme serait amené à faire des frais plus importants lors de son voyage ou de son séjour, sa condition l'obligeant à avoir un train de vie dispendieux, et étant

[2988] *Ibidem*, p. 480, art. 13.
[2989] *Ibidem*, p. 481, art. 14.
[2990] Sur toutes les questions relatives aux dépens, et en particulier au voyage et au séjour, il faut se reporter à l'ouvrage de Marc-Antoine Rodier qui apporte de nombreuses explications (*ibidem*).
[2991] *Ibidem*, p. 491, ordonnance civile d'avril 1667, art. 32.
[2992] *Ibidem*, p. 480.

d'ordinaire accompagné de ses valets et chevaux. Pour le bourgeois ou le paysan, cette taxe était surtout un élément à prendre en compte avant de faire un procès. En cas de perte du procès, ces dépens de voyage et de séjour pouvaient alourdir les frais, qui montaient à des sommes parfois importantes par rapport à leur bourse, les procédures pouvant s'étirer en longueur. Inversement pour le noble, en cas de condamnation contre lui, les dépens à régler étaient moins importants, ce qui pouvait l'inciter à hasarder un procès.

La taxe des dépens pouvait être un prétexte pour contester la qualité noble de la partie adverse, comme l'avait noté La Roque[2993]. Le litigant ayant perdu le procès avait effectivement intérêt à ce que celui l'ayant emporté fût d'une moindre qualité, la taxe étant alors en conséquence réduite. Selon l'auteur du *Mémoire historique de la généralité de Montauban*, le parlement de Paris aurait renvoyé maintes fois des plaideurs devant la cour des aides, compétente en matière de noblesse, à cause de différends sur les dépens[2994]. De même en Gascogne orientale, la contestation de la taxe des dépens pouvait être le motif d'une remise en cause de la noblesse entre particuliers, cas de figure si rare par ailleurs. Afin de repérer si cette éventualité avait lieu souvent il faudrait explorer les archives des procédures, comme les sacs à procès du parlement, en grand nombre, ce que nous n'avons pu faire dans le cadre de cette recherche. Contentons-nous de rapporter quelques cas qui attestent que cette éventualité s'est bien produite. Observons d'emblée qu'il ne semble pas qu'il y eut de renvoi en cour des aides.

Andronie Davach, sieur de Thèze, remporta son procès contre Michel Du Bouzet, baron de Castéra, et les dépens lui furent adjugés en partie (aux trois quarts) par un arrêt de la chambre des Eaux-et-forêts de Toulouse du 15 juin 1725. Il demanda en 1727 la liquidation des dépens, et remit à cette fin un important dossier de plusieurs centaines de pages pour que la taxe soit fixée selon son évaluation à 1411 livres, somme très importante en Gascogne[2995]. On remarque que pour les dépens de voyage, la taxe réclamée était de 9 livres par jour, sans que l'on sache de façon sûre s'il s'agissait de la taxe d'un simple gentilhomme, ou plus sûrement de la taxe d'un « gentilhomme seigneur de place ». De très nombreuses évaluations furent remises en cause par Michel Du Bouzet, qui fit appel en modération de la taxe, sous la forme d'apostilles, dont la taxe de voyage, qui ne devrait être que de 3 livres 10 sols par jour, car il aurait « mal pris la qualité de noble » : « il ne l'est point, uzurpant cette qualité et estant le premier de sa

[2993] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 205.
[2994] *ADTG*, 1 MI 32, Cathala-Coture, Antoine, Memoire historique de la generalité de Montauban, *op. cit.*, folio 540 : « En effet, il est souvent arrivé que dans des procès pendans au parlement de Paris, ce parlement a renvoyé les parties à la cour des aides pour y faire régler leurs qualitez, à cause des despens qui sont plus grands ou moindres, suivant les qualitez de ceux auxquels ils sont adjugez ».
[2995] *ADHG*, 8 B 437, D 44, « Roolle et déclaration des dépens » remis au parlement de Toulouse, mai 1727.

race qui l'a prise, ses predecesseurs jusques à son grand père n'ayant pas pris seullement la qualité de bourgeois ainsy qu'il pourra se justiffier par actes »[2996]. Une autre annotation, du défendeur, répliquait que c'était mal à propos qu'on lui contestait son état, et qu'il offrait d'en justifier. Il s'en suivit un échange de mémoires afin d'étayer les argumentations respectives. La taxe de séjour fut aussi remise en cause, devant être rapportée à 1 livre 10 sols et non de 6 livres, selon le condamné. Andronie Davach remit trois contrats de son grand-père dans lesquels il prenait la qualité d' « écuyer » et des lettres accordant une compagnie d'infanterie. Le demandeur fit plusieurs objections, dont le fait qu'il ne justifiait pas qu'il descendait de Jean d'Avach, que ces actes n'étaient pas passés sur les lieux mais à Paris « où il n'estoit certainement pas connu », qu'il ne prouvait pas sa filiation nobiliaire, que ses aïeux n'avaient point pris cette qualité sur les lieux, comme dans le contrat de mariage de son père en 1665 ou dans un autre acte de 1696, et que la qualité de capitaine d'une compagnie d'infanterie ne pouvait servir de titre de noblesse[2997]. Le défendeur rétorqua que cette qualité lui avait toujours été accordée dans les écritures lors du procès, et que dès lors ce serait « de mauvaise grâce » qu'on lui contesterait avec « des termes durs et grossiers qui ne convienent jamais au caractère d'un homme bien né et qui a de l'éducation, et c'est ce qui prouve évidament le venin et la malice de l'adversaire ou de son deffenseur, qui en ont uzé avec si peu de ménagement qu'ils ont vouleu faire entendre que le sieur produisant ne contoit parmy ses ayeux que de vils paysans, […] mais heureusement pour le produisant il a de quoi confondre l'imposture »[2998]. Or, il ne rapporta que trois actes de son grand-père du milieu du XVIIe siècle, dont une sentence judiciaire de 1651, qui ne prouvaient pas la noblesse selon les formes prescrites. Il ajouta qu'il pourrait apporter « une infinité d'autres contrats pour établir sa qualitté, mais sans doubte que ceux cy qu'il a trouvé par hazard dans ses papiers en cette ville suffiroit pour détruire et anéantir les prétentions » de l'adversaire, terminant en déclarant que la qualité de capitaine d'infanterie suffirait à obtenir cette taxe, quand bien même il ne serait pas noble d'origine. Comme le laisse supposer cette dernière remarque, il n'était sûrement pas noble de droit, car il avait eu le temps de rapporter une preuve en bonne et due forme. On ne sait pas si le parlement jugea finalement cette question. Sans doute qu'il devait seulement statuer sur le montant de la taxe, après avoir consulté le commissaire taxateur, sans prononcer de confirmation ou de condamnation sur la noblesse. Ce type de litige sur la noblesse n'était peut-être pas inaccoutumé puisque nous en

[2996] *ADHG*, 8 B 437, D 44, *ibidem*, annotation.
[2997] *ADHG*, 8 B 437, D 44, production sur l'appel de taxe pour Michel Du Bouzet, seigneur et baron du Castéra et de Candes, contre le sieur de Thèze, 23 juillet 1727, signé Touzac Drogoul.
[2998] *ADHG*, 8 B 437, D 44, « Continuation de production servant aux prétendeus griefs libellés par le sieur produisant adverse dans sa production » pour Andronie Davach, août 1727, signé Parlongue, art. 25.

avons repéré un autre devant la même chambre des Eaux-et-forêts[2999]. Un autre conflit montre que de telles contestations pouvaient avoir lieu au niveau de la sénéchaussée[3000].

Si la simple qualité de noble pouvait être discutée, le titre aussi risquait d'être contesté, le noble titré étant taxé pour une somme supérieure au simple gentilhomme. Les cours avaient toute latitude pour fixer la taxe des dépens en ayant égard à telle ou telle qualité. Le parlement de Pau avait prévu dans son tarif une taxe supérieure en faveur du « gentilhomme de naissance distinguée et non titré » par rapport au gentilhomme simple, le premier ayant une taxe de 7 livres par jour pour le séjour, et 9 livres pour le jour de voyage[3001]. Alexandre de Fosseries, seigneur de Gonnès, en procès contre la communauté de Goudon devant la chambre des comptes de Pau, dont dépendait la Bigorre, fit condamner la communauté, mais se vit contester cette qualité pour la taxation des dépens. Il démontra qu'il était de « naissance distinguée » en établissant que sa famille était noble depuis une époque très ancienne, possédait depuis des temps reculés des fiefs, avait fait de grandes alliances matrimoniales et possédé des charges honorables. La chambre des finances du parlement, par deux arrêts du 20 juillet 1733 et du 24 septembre 1736, lui reconnut cette qualité et la taxe qui lui était attachée. Le tarif fut cependant modifié en supprimant cette qualité, de caractère à susciter des débats, le 6 décembre 1736. Malgré cette suppression, il continua à revendiquer la taxation suivant cette qualité, non sans succès[3002]. En 1738 encore, ayant remporté le 30 juin un procès contre Pierre-Alexandre de

[2999] Après un autre procès devant la chambre des Eaux-et-forêts gagné par Charles de Nogaret en juin 1725, la partie adverse, Christophe Prat, condamnée à la moitié des dépens, demanda la rejection de plusieurs articles du rôle, et réfuta sa noblesse, affirmant que « le public est instruit qu'il usurpe la qualité de noble et l'adversaire sait bien que le produisant est instruit qu'il n'est pas noble. Sy l'adversaire vouloit le soutenir, le produisant remetra un contrat de ferme quy ne luy fera pas plaisir, un oncle de l'adversaire fut marié avec une grande tante du produisant, quy est parfaitement savant de la généalogie de l'adversaire ». Le défendeur fit mine de s'étonner qu'on lui disputât sa noblesse alors que « dans le procès principal il la luy a donnée », et qu'on eût « le front de dire qu'il ne dessant point de cette illustre maison de Nogaret, c'est à dire que l'adversaire s'est immaginé de pouvoir tout hazarder dans ce procès pour parvenir à la réduction des dépens ». Charles de Nogaret assura être prêt à demander « réparation de cette insulte et de luy faire un procès particulier » sur cette « calomnie ». Il ajouta qu'il ne prenait pas de conclusions sur la noblesse seulement parce que « dans les appels de taxe on ne put y joindre rien », renvoya à Moreri et Lafaille, et rappela qu'il possédait les fiefs de la famille (*ADHG*, 8 B 10, B 10 C 4, « Continuation de production pour ledit sieur de Nogaret », Astre, 14 septembre 1725).

[3000] Ce cas eut lieu suite à un procès que perdit Claire de Saint-Germé contre Fris de Bazignan au sénéchal de Condom en 1732. Elle offrit de transiger sur les dépens, mais un désaccord eut lieu en raison des taxes de séjour et de voyage sur les qualités de Fris : celle de chevalier de Saint-Lazare, puis celle de noble, qui avait une taxe avantageuse suivant un arrêt de règlement du parlement de Bordeaux de 1702 (Fonds Bazignan, actes divers, 1733). Elle fit appel de cette taxe à ce parlement, dans le ressort duquel cette sénéchaussée se trouvait, mais on ne sait pas s'il trancha la question. Un avocat donna comme avis des opinions erronées telle que la noblesse serait de la compétence du Grand conseil, et conclut que cette attaque était « l'effet de la malice et de la vengeance », donc qu'il faudrait « la mépriser, du moins quant à présent. Il ne convient pas de suivre l'extravagance d'une femme… » (*ibidem*, consultation faite à Agen, 27 février 1733, signée Cnucon).

[3001] Les simples gentilshommes étaient taxés 4 livres pour une journée de séjour, et 5 pour une journée de voyage.

[3002] Alexandre de Fosseries ayant remporté par la suite un nouveau procès, le commissaire taxateur refusa de lui taxer les dépens selon l'ancien tarif. Il présenta un placet à la chambre le 26 février 1737, et la cour lui accorda la taxation selon l'ancien tarif comme gentilhomme de naissance distinguée par un arrêt du 26 juin 1737.

Mun, seigneur de Sarlabous, le commissaire taxateur refusa sa demande de lui accorder les dépens selon l'ancien tarif. L'insatiable plaideur soutint qu' « en changeant d'adversaires, il n'a pas changé d'état », que cette taxe seule était appropriée à sa qualité, qualité de gentilhomme de naissance distinguée qui serait reconnue par les parlements de Bordeaux et de Toulouse[3003], ce qui est contredit par l'usage rapporté par Rodier, que s'il n'en était pas parlé dans le nouveau tarif, c'était tout simplement parce qu'elle était maintenue et non révoquée, et bien d'autres arguties encore. Il finit par accorder avant que la question fût débattue, par considération personnelle pour la partie adverse, que la taxe serait réduite au pied du nouveau tarif, ce que la dame de Sarlabous accepta, et elle lui paya 258 livres ; mais il réserva son droit pour l'avenir[3004].

On peut *in fine* relever que la taxation des dépens, qui suscitait beaucoup de chicane, était aussi le lieu de contestations liées à la noblesse, dans lesquelles l'amour-propre se mêlait à l'intérêt pour prolonger indéfiniment la procédure par de vaines querelles. On remarque aussi que la noblesse pouvait être mise en cause sérieusement, au point que la partie adverse se crût obligée d'en justifier. Mais si le parlement pouvait trancher sur ces contestations en reconnaissant tacitement l'état noble ou roturier d'un litigant mis en cause, il ne semble pas qu'il alla jusqu'à prononcer des condamnations pour usurpation de noblesse sur ce point.

B) Les contestations dues au droit de chasse

Si l'on s'arrête à la lettre des ordonnances, le fait d'être roturier induisait l'interdiction générale de chasser, et une exception était seulement accordée aux détenteurs de fiefs ou de seigneuries en haute justice[3005]. En revanche tous les nobles se voyaient reconnaître le droit de

[3003] Il invoquait « l'usage établi au parlement de Navarre aussi bien que dans celluy de Toulouse, et dans celluy de Bordeaux, de donner aux gentilshommes de naissance distinguée non titrez, la même taxe qu'aux barons titrés » (*ADPA*, 16 J 161, requête d'Alexandre de Fosseries à la chambre des finances du parlement de Pau, juillet 1738).
[3004] *ADPA*, 16 J 101, minute brouillonnée de quittance, Pau, 11 juillet 1738 : « sans que ma complaisance pour madame de Sarlabous au sujet de mes dépens personels, qui ont été réduits dans cette occasion de mon consentement, puisse me porter nul préjudice à l'avenir ».
[3005] Sur le droit de chasse en Gascogne, on peut renvoyer à la thèse de Muriel Geny-Mothe qui présente l'évolution de ce droit à partir de l'ordonnance de 1669 (Geny-Mothe, Muriel, *La chasse aux oiseaux migrateurs dans le Sud-Ouest : le droit face aux traditions*, Universatim Pyrégraph, Aspet, 2000). Sur la juridiction des Eaux et forêts, qu'il serait trop long de décrire ici, Muriel Geny a fait le point dans son mémoire pour la Gascogne gersoise, mais qui vaut pour le reste de la Gascogne orientale (*Droit et délits de chasse en Gascogne gersoise (1669-1789)*, mémoire de DEA, Université des sciences sociales de Toulouse, 1994). On mettra à part le cas des habitants des

chasser, même si légalement, seuls étaient détenteurs d'un droit vraiment consistant ceux qui avaient une seigneurie, sans laquelle ils ne pourraient chasser que dans leur pourpris, ou sur les rivières, marais et étangs royaux proches de chez eux[3006]. Il est vrai qu'ils pouvaient obtenir une permission de chasser d'un seigneur qui y consentait, *a contrario* des non-nobles[3007].

Alors que c'était la possession de la seigneurie qui permettait de bénéficier de ce qui était pour une large part un droit réel, les ordonnances avaient créé une certaine ambiguïté, en faisant aussi du droit de chasse un droit personnel, lié à l'état de la personne. C'est ce qui explique que les seigneurs qui portaient plainte contre des braconniers aient pu insister sur l'état roturier, comme s'il s'agissait en quelque sorte d'un facteur aggravant[3008]. Perette de Tournemire, dame d'Aux, en procès avec Jean Sénac, avança que « la partie adverse est un roturier, il ne peut point chasser, ny bâtir de pigeonier au préjudice des droits dudit seigneur haut justicier »[3009] : quand bien même il ne serait pas roturier il ne pourrait agir de même au préjudice des droits du seigneur, et pourtant, elle ne manquait pas de le préciser, car c'était le roturier qui était toujours visé par les ordonnances royales, et qu'il s'agissait d'empêcher de

Quatre-Vallées qui bénéficiaient sous l'Ancien Régime du privilège de la chasse, tant en faveur des nobles que des roturiers, depuis les « coutumes » octroyées par Bernard de Labarthe en 1300 (*ADHP*, 1 C 282, « Statuts coutumes et privilèges du pays des Quatre-Vallées d'Aure, Magnoac, Nestes et Barousse, par le comte Bernard de Labarthe, en l'année 1300 », imprimé à Auch, 1772 : art 30). On y chercherait en vain des contestations de noblesse liées à la chasse. Dans cette matière, les particularismes coutumiers n'étaient pas rares, et rien moins que semblables, puisqu'ils étaient rarement aussi libéraux que celui des Quatre-Vallées, et qu'il ne s'agissait en général que d'un droit de chasse différent de celui des ordonnances que sur quelques points. Remarquable était la coutume du Dauphiné, où les nobles pouvaient tous chasser partout dans la province (Salvadori, Philippe, Chasseurs d'Ancien Régime. Recherche sur une culture du privilège, *op. cit.*, p. 15). S'ajoutaient aux coutumes des particularismes dans certaines provinces annexées tardivement à la couronne, comme en Lorraine, où le droit de chasse dépendait de la haute justice (*ibidem*, p. 23). En Gascogne occidentale, on relèvera les cas de la Soule et de la Navarre, où la chasse était permise aux non nobles suivant les coutumes (Geny-Mothe, Muriel, La chasse aux oiseaux migrateurs dans le Sud-Ouest : le droit face aux traditions, *op. cit.*, p. 108). En Béarn, la réforme du vieux for priva les roturiers de la chasse à la demande de la noblesse en 1552, mais certaines vallées comme celle d'Ossau conservèrent leur privilège (*ibidem*, p. 109).

[3006] Henriquez, Jean, Dictionnaire raisonné du droit de chasse, *op. cit.*, Tome premier, entrée « gentilshommes » : « Il est très certain que les gentilshommes qui n'ont ni fiefs ni hautes justice ne peuvent pas chasser sur leurs terres rotures, si étendues qu'elles soient ». Pothier justifiait cette interdiction par le fait que la chasse serait un droit honorifique, et le noble propriétaire d'une censive n'aurait que des droits utiles (Pothier, Robert-Joseph, Traité du droit de domaine de propriété, *op. cit.*, tome 1er, p. 44).

[3007] Henriquez, Jean, Dictionnaire raisonné du droit de chasse, *op. cit.*, Tome premier, entrée « gentilshommes ».

[3008] On peut dire que les infractions aux ordonnances sur la chasse étaient généralisées en Gascogne orientale (pour s'en convaincre, il suffit de consulter l'*Inventaire sommaire* des juridictions secondaires de la sénéchaussée d'Auch, de L'Isle-Jourdain et de Toulouse, aux Archives départementales du Gers, de Michèle Macé Ramete, *Inventaire sommaire provisoire des sous-séries 2B à 14B,* Auch, 2002). Au XVIIIe siècle, les plaintes des seigneurs, peut-être exagérées, tendaient à montrer que les braconniers sévissaient partout, chassaient « journellement », et en nombre, dans les campagnes. L'intendant d'Auch ne faisait pas un constat propre à démentir ces cris d'alarme, écrivant que « c'est un abus assé général dans tout ce pais cy de voir messieurs les gens de métiers, tailleurs, barbiers, cordonniers et autres de basse extraction, abandonner leur profession pour aller à la chasse » (*ADG*, C 5, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de Saint-Florentin, le 25 novembre 1754). L'amende de 100 livres et l'éventuelle peine corporelle ne suffisaient pas à dissuader les braconniers (ordonnance de Louis XIV, roi de France et de Navarre, sur le fait des eaux et forests, *op. cit.*, p. 87 : titre XXX, art. 4).

[3009] Fonds Aux-Aussat, « mémoire pour la dame de Tournemire », XVIIIe siècle.

chasser[3010]. Certaines requêtes en revanche ne mettaient en avant que l'aspect seigneurial, l'atteinte à la propriété, sans faire état de la condition roturière de la personne, ce qui *de jure* suffisait à faire condamner un chasseur[3011].

Certains accusés d'avoir chassé par les seigneurs sur leurs terres, pouvaient prétexter qu'ils l'avaient fait car ils étaient nobles, mais ce seul critère devait conduire indubitablement à leur condamnation. En 1775, Jean-Pierre Ferrabouc et Dominique de Meprès, accusés d'avoir chassé dans la seigneurie d'Ordan, répondirent qu'ils en avaient le droit car ils seraient nobles[3012]. Pourtant, quel que fût leur état personnel, ils ne pouvaient pas chasser de leur propre chef dans la seigneurie d'un autre. Plus singulier est le cas de François Duville, avocat toulousain qui, poursuivi en 1737 par l'abbé de Nizors pour délit de chasse, affirma qu'il aurait le droit comme tous les avocats de chasser, car les membres de cette profession seraient nobles « et que Sa Majesté leur a permis la chasse en la permettant aux nobles », de telle sorte que s'il avait chassé, ce qu'il niait, il ne pourrait être condamné[3013]. La partie adverse ne prit pas même la peine de réfuter cette argumentation, lui contestant seulement sa qualité d'avocat. Cette confusion du droit de chasse dans la seigneurie avec la noblesse se retrouve même chez les gens du roi. Le procureur du roi demanda dans ses conclusions sur un procès en 1712 qu'il fût fait « inhibitions et déffances à tous autres habitans de la communauté qui ne sont pas nobles ny gentilhommes » de chasser[3014]. Mais les nobles ne pouvaient pas plus chasser que les autres dans les terres du seigneur haut justicier s'ils n'avaient point de fief, il aurait été plus pertinent d'interdire de chasser à tous ceux qui n'étaient pas détenteurs de fief.

C'est que même si au XVIIIe siècle le droit de chasse était principalement un droit féodal, il ne s'inscrivait pas moins toujours dans la société d'ordres. En 1667, le procureur du parlement martelait encore que la chasse était, en vertu des ordonnances royales et des arrêts de

[3010] Autre exemple, Hugues de Cazaux, qui déclarait dans une requête qu'il serait « déffandu par les règlements et ordonnances royaux à touttes personnes routuriés, et de quelle autre qualité qu'ils soint, de chasser dans les terres de leurs seigneurs » (*ADHG*, 8 B 407, C 24, requête d'Hugues de Cazaux seigneur de Nestier devant la Table de marbre de Toulouse, janvier 1692).

[3011] Bernard de Hautpoul portant plainte contre Jean et Pierre Boué, qui chassaient avec chiens et fusil, rappela que « par les ordonnances, édits et déclarations il soit par exprès déffandu à toute sorte de personnes de chasser ny faire chasser dans les terres des particuliers, et particulièrement dans celles des seigneurs » (*ADHG*, 8 B 442, requête de Bernard de Hautpoul seigneur de Cugneaux, aux officiers de la Table de marbre, décembre 1702).

[3012] Fonds Laplagne, requête d'Amans de La Roque, seigneur d'Ordan, aux officiers de la maîtrise particulière des Eaux-et-forêts de L'Isle Jourdain, avril 1775.

[3013] Son argumentation se fondait sur un arrêt du conseil de l'an 1556 qui ferait entrer les avocats à l'arrière-ban comme nobles, et des lois romaines (comme la loi *providendum*, au titre du Code *De postulando*, « *advocati officium est nobile, laudabile et honorabile* »), mais aussi par des citations de plusieurs docteurs, comme les décisions de Guy Pape et de François Marc, qui leur reconnaîtraient une noblesse transmissible (*ADHG*, 8 B 428, V 21, « Dire instructif contenant inventaire de production », 5 août 1737).

[3014] *ADHG*, 8 B 424, R-9, conclusions du procureur du roi de la chambre des Eaux-et-forêts de Toulouse sur le procès entre Jean-Louis de Roquefort et des habitants du Fossat, 25 juin 1712.

la cour, un plaisir « réservé pour les grands seigneurs et pour les gentilshommes », car elle serait « comme la véritable image de la guerre »[3015]. A l'occasion d'un litige, on pouvait voir ressurgir un argumentaire fondé sur l'ancienne justification du privilège en matière de chasse[3016]. Lors d'un procès devant la Table de marbre de Toulouse en 1748, deux parties s'opposèrent sur la question de savoir si la chasse aux alouettes était comprise dans l'interdiction. Les accusés soutenaient que ce n'était pas une chasse, car les alouettes ne pouvaient être comprises dans le gibier défendu par les ordonnances, et que sa prise, qui se faisait avec des filets, ne serait pas intéressante « pour les plaisirs de Sa Majesté, ou l'exercice de la noblesse, à qui la prise des mêmes oyzeaux, surtout des alouetes, ne sauroit sans doutte convenir »[3017]. Ce qui ne les empêcha pas d'être condamnés par la maîtrise de Tarbes, avant de l'être aussi probablement devant la Table de marbre. Leur adversaire rétorquait que le « principal motif de la prohibition de la chasse à l'égard des roturiers » serait « pris de l'utilité publique, surtout par raport aux personnes méchaniques et aux païsans, lesquels négligeroint les arts, le commerce et l'agriculture, dont le public recevroit un notable domage, s'il leur étoit permis de chasser », et donc que la chasse aux alouettes était nécessairement comprise dans la chasse[3018]. Il est cependant certain que plus que la protection du plaisir de la noblesse, c'était l'armement des roturiers et la distraction de leurs tâches qui inquiétaient les autorités, comme le montrent les arrêts de règlement du parlement[3019].

Il est intéressant de relever que ces procès en matière de chasse pouvaient entraîner une remise en cause de la noblesse de l'adversaire, sans que cela soit pourtant clairement lié avec le fond de l'affaire. En 1753, poursuivi devant la maîtrise des Eaux-et-Forêts, Pierre-Jean

[3015] *ADHG*, 2 MI 210, folio 357, arrêt de la Grand Chambre du 2 avril 1667.

[3016] Telle qu'on la trouve dans les ordonnances de janvier 1396 et d'août 1451, dans lesquelles les rois interdirent aux non nobles de chasser. Ces ordonnances étaient des rappels à l'ordre des roturiers aux obligations de leur état, jugées incompatible avec la pratique de la chasse (Isambert, Decrusy et Jourdan, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, tome VI, « ordonnance qui interdit la chasse aux non nobles, autres que les ecclésiastiques, bourgeois, etc... », Paris, 10 janvier 1396 ; *ibidem*, tome VIII, « ordonnance faisant défenses aux non nobles de chasser à grosses bêtes et autre gibier », Mehun sur Eure, 18 août 1451). Suivant une déclaration de 1581, la chasse, « honneste plaisir et exercice de nostre noblesse », serait « bienséante » aux seuls nobles (*ibidem*, Tome XIV, déclaration sur le fait des chasses, Paris, 10 décembre 1581). Ce privilège était comme imposé par l'intérêt commun dépendant de l'accomplissement par chaque ordre de sa fonction. Loyseau réunissait clairement ces deux faces d'une même pièce : les gentilshommes avaient le privilège de la chasse « ès lieux, saisons, gibiers, et avec engins non défendus, qui est interdit justement aux roturiers, de peur qu'à l'occasion d'icelle ils n'abandonnent leurs emplois ordinaires au dommage public, et à bon droit reservé aux nobles, afin qu'en paix ils soient maintenus en un exercice ressemblant à la guerre, comme est celuy de la chasse » (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 29).

[3017] *ADHG*, 8 B 584, P 16, Instruction pour Jean Salles Amadetie, Francois Pardimène, Jean Theux, Arnaud Cayrel Pascal Beauxis et Antoine Perès, contre Bernard Michou, 9 août 1748.

[3018] *ADHG*, 8 B 584, P 16, Réponse pour Bernard Michou de Tarbes contre divers habitants d'Ibos, 1748.

[3019] Le procureur général invoquait des motifs divers, comme la défense du droit des seigneurs hauts justiciers, la ruine des artisans qui négligeraient leurs métiers, et le danger que représenterait le port d'armes aux mains des roturiers (par exemple, *ADHG*, 1 B 1099, folio 240, arrêt de la Grand Chambre, 5 septembre 1686).

Vernhès, qui se prétendait noble et coseigneur de Sempesserre, se vit contester tant sa qualité de coseigneur que celle de noble. D'après les accusés, il n'aurait « pas fait façon de prendre des tittres illusoires tant par raport à sa naissance que par raport à ses possessions ». Ils prétendaient contester ces qualités afin de faire casser la procédure[3020]. Il ne s'agirait donc pas d'un acte gratuit dans leur cas, au contraire du marquis de Campels, en procès contre le même Pierre-Jean Vernhès, qui assénait que « personne dans le royaume n'ignore l'estat et la fortunne du sieur de Campels, redevable de l'un et de l'autre à la divinne providence » et que, s'il n'en faisait pas l'étalage, il croyait pouvoir « sans blesser la charitté ny son éllévation, conserver un parfait méprix pour l'adversaire, roturier d'extraction »[3021] ! Lorsque la contestation avait lieu entre un bourgeois et un noble ancien, parfois ce dernier, on le voit, n'hésitait pas à remettre la partie adverse à ce qu'il jugeait être sa place, comme si le premier avait dépassé des bornes sociales autant que juridiques. Ces contestations de noblesse n'étaient finalement jamais tranchées par une preuve de noblesse. Il s'agissait en réalité de disqualifier l'adversaire en montrant qu'en s'arrogeant une qualité, la noblesse, qu'il n'avait pas, il transgressait l'ordre social, et que c'était dans le même état d'esprit qu'il se permettait de s'arroger un droit de chasse qu'il aurait encore moins, et qui participerait du même trouble à l'ordre social. Lorsque la contestation avait lieu entre des privilégiés, des personnes se disant nobles, ou au moins seigneurs, ce n'était pas tant le délit de chasse en lui-même que la subversion des principes de la société d'ordres qu'il fallait punir, dans leur esprit. Au contraire, celui qui voyait sa qualité contestée cherchait à se montrer sous un jour plus favorable, en rappelant qu'il ne serait pas une personne manquant de respect envers les institutions, mais quelqu'un d'honorable, victime d'un adversaire qui verserait dans la chicane. Dans un procès concernant le droit de chasse et de pêche, où Jacques de Castelbajac contestait les droits de Bernard de Lacassagne, sieur du Pesqué, ce dernier protesta être « d'une des plus ancienes maisons de sa province »[3022]. Evidemment, cette assertion n'avait aucune conséquence juridique, mais dans ces affaires de chasse, où les contestations prenaient souvent une tournure féodale, entre différents seigneurs d'une même terre, dont la crédibilité dépendait en partie de l'ancienneté de leur possession face aux prétendues entreprises d'un supposé bourgeois, les préjugés défavorables aux roturiers, jugés impropres à la chasse par les ordonnances royales, ne comptaient pas pour rien. Certains

[3020] *ADLG*, 98 J 16, « Requête remonstrative » à la maîtrise des Eaux-et-forêts de L'Isle-Jourdain, pour le sieur Lagrange et autres contre le sieur Pierre-Jean Vernhès, 31 janvier 1753 : « Ce n'est pas pour déplaire gratuitement à l'adversaire qu'on ne luy accorde pas pour le présant des qualités qu'il n'a point, mais c'est uniquement pour faire casser sa procédure, qui n'est fondée que sur ces fausses qualittés ».
[3021] *ADLG*, 98 J 16, « Réponse à l'instruction » pour Jean-Denis de Boussost, marquis de Campels, 19 mai 1753.
[3022] *ADHG*, 8 B 573, D 13, « Instruction servant de réponse pour noble Bernard de La Cassaigne seigneur Dupouy et autres places, contre noble Jacques de Castelbajac », XVIIIe siècle.

bourgeois ne manquaient pas de se plaindre de ces attaques contre leur honorabilité, comme Nicolas Garros, bourgeois accusé par Charles de Sérignac, son seigneur, d'avoir chassé dans sa terre, qui se vit dépeint comme un « braconier de profession » et un « mutin » qui aurait fait appel au parlement pour « morguer son seigneur ». Il protesta bien sûr contre ce « tas de qualification odieuses », soutint être un « citoyen honnête, connu par sa probité », qui serait même « pénétré de respect pour le sieur de Sérignac, et il le luy a dit et répété de cent façons »[3023]. Il rétorqua aussi qu'il serait possesseur du fief de Marseillan, que « s'il n'a pas l'avantage d'une naissance distinguée, il a du moins celuy d'avoir toujours rempli avec honneur tous les devoirs de son état, et qu'il ne croyoit pas mériter que le sieur adversaire cherchât à l'avilir et à l'humilier »[3024].

Lorsqu'il y avait des conflits de chasse entre pairs, la critique de l'adversaire pouvait se faire mise en cause subtile de la noblesse. Philippe Salvadori a relevé que « toute contestation sur ce droit sonne comme une attaque contre le rang de la famille dans le second ordre, ou au moins dans le monde du privilège »[3025]. C'est ce qu'entreprit de faire Augustin de Lartigue, seigneur haut justicier d'Arné, contre les Miramont de Pimarson, un père et son fils, résidants à Aubiet. En 1750, ces deux nobles ayant chassé sur ses terres, il avait porté plainte devant le marquis de Fontenilles, lieutenant des maréchaux de France. Celui-ci les avait réconciliés en les conviant à sa table ; il avait ordonné au sieur de Miramont de ne plus chasser dans la terre d'Arné qu'avec la permission expresse du seigneur et de ne plus y suivre ses chiens. Mais à en croire le seigneur d'Arné, ils recommencèrent fréquemment. Le 2 septembre 1754, le fils Miramont chassait avec un bordier de son père dans l'enclos, à deux cents pas du château, et le seigneur d'Arné appelant des témoins, le fils Miramont s'approcha de lui, le mit en joue, et lui proféra « mille paroles sales et outrageantes ». Le 28 avril 1757, nouvel épisode, les Miramont chassant avec chiens et fusils, Lartigue appela un bordier pour témoigner, mais les Miramont le menacèrent avec leurs armes, le fils l'ayant insulté de « coquin indigne » et de « jean-foutre »… Croyant qu'il ne s'agissait plus d'une affaire de chasse mais de la « sûreté de sa vie », Augustin de Lartigue porta plainte au commandant de la province afin qu'ils fussent condamnés pour leurs insultes, la récidive en matière de chasse, et qu'on leur défendit toutes voies de fait. Dans sa requête, il leur reprocha de chasser « journellement », le père « par accoutumance, impunément, partout », le fils « par désoeuvrance, par métier », tous deux étant

[3023] *ADHG*, 8 B 441, G 34, « Réplique pour le sieur Garros bourgeois contre le sieur Serignac », 14 juillet 1780.
[3024] *ADHG*, 8 B 441, G 34, suite de réplique pour Nicolas Garros, contre messire de Serignac, 27 juillet 1779.
[3025] Salvadori, Philippe, Chasseurs d'Ancien Régime. Recherche sur une culture du privilège, *op. cit*, p. 503.

devenus des « chasseurs de professions »[3026]. Ces termes, couramment employés contre les braconniers, étaient utilisés à dessein : il s'agissait de montrer la déchéance des Miramont de Pimarson. Les Miramont ne pratiquaient plus la chasse noblement, comme un art, un exercice qui resterait dans le domaine du loisir, mais au contraire comme un métier, la chasse devenant alors une profession indigne d'un noble, qui les ferait déroger à l'éthique nobiliaire. Cette sorte de dérogeance morale serait confirmée par le fait que le fils Miramont était accusé d'avoir « honteusement abandonné celui de la guerre où il s'était engagé, et que son capitaine ne laisse tranquille que dans l'espérance d'une résipiscence »[3027]. L'image qui ressort d'eux correspondait au « mauvais privilégié que l'on se plait à caricaturer », un « violent qui, à l'absence de contrôle sur soi caractéristique du vulgaire, ajoute les susceptibilités nobles », à ceci près que les Miramont ne respectaient même pas les formes propres à un échange entre dignes gentilshommes[3028].

La chasse n'était pas seulement une affaire de droit, mais aussi de mœurs ; elle était une pratique distinctive traditionnellement attachée à la noblesse et toujours très appréciée en Gascogne, tant par le loisir qu'elle procurait, que parce qu'elle était une marque de noblesse dans les représentations mentales, à défaut de l'être vraiment *de jure*. C'est ce qui explique qu'elle ait pu susciter des controverses au sujet de la noblesse des uns et des autres. Celui avec qui on avait maille à partir sur une affaire de chasse se voyait dénier la qualité qu'il prétendait, car n'ayant pas le statut adéquat, il ne pouvait en avoir le droit que par une argutie juridique socialement condamnable, et perdait sa crédibilité. Alors que le juge devait prendre en compte la lettre de la loi, il devait aussi compter avec ces prétentions ou contestations de l'image sociale des parties[3029]. Pourtant, si les conflits liés à la chasse pouvaient susciter des contestations de noblesse, il ne semble pas qu'ils purent aller jusqu'à la production de preuves de noblesse, ni qu'ils suscitèrent des condamnations pour usurpation de cette condition, car juridiquement, le droit de chasse dépendait principalement de la possession d'un fief. Les procès entre particuliers concernant tant la taxe des dépens que la chasse révèlent donc plutôt l'existence des usurpations de noblesse que leur répression. C'est la déficience de la répression ordinaire de l'usurpation qui explique l'existence des recherches des usurpateurs.

[3026] Fonds-Lacoutère, requête d'Augustin de Lartigue devant le commandant de la province de Guyenne, 1757.
[3027] *Ibidem*. Le commandant militaire renvoya le procès devant la juridiction ordinaire par une ordonnance donnée à Bordeaux le 26 octobre 1757.
[3028] Salvadori, Philippe, Chasseurs d'Ancien Régime. Recherche sur une culture du privilège, *op. cit.*, p. 511.
[3029] Cet enjeu n'en était pas moins réservé aux conflits de privilégiés, car si l'on descendait dans l'échelle sociale, il n'était alors plus question de rivalités entre privilégiés, propres à susciter des contestations de noblesse, mais de la répression des délinquants qui ne cherchaient pas à se constituer une identité sociale, mais seulement à profiter du loisir de la chasse et du gibier comme un autre moyen de subsistance.

Section 2) Les recherches des usurpateurs de noblesse

Les recherches des usurpateurs furent un moment capital de l'histoire du droit nobiliaire. Beaucoup des règles existaient déjà auparavant, mais elles furent rappelées, précisées, rendues cohérentes. Pendant ces recherches des usurpateurs, qui s'étalent sur plus d'un demi-siècle, elles purent aussi être modifiées, ce qu'il ne faut pas occulter. Surtout, elles furent bel et bien appliquées à l'ensemble du groupe social se revendiquant de la noblesse, ou peu s'en faut. En Gascogne orientale, elles marquent donc un tournant dans l'histoire de la noblesse. Nous verrons dans un premier temps comment la volonté royale s'est progressivement affermie de sorte que cette recherche a été rendue possible. Dans un deuxième temps nous étudierons la première recherche des usurpateurs, et dans un tiers temps la seconde : on ne peut les confondre à cause des mutations du droit, de son application, et de l'inégale conservation des archives.

I) L'affirmation progressive de la volonté royale de régulation de la noblesse

Dès le milieu du XVIe siècle, et pendant un siècle, les rois de France répétèrent leur volonté de lutter contre les usurpations de noblesse, soit pour répondre aux réclamations de la noblesse, soit de leur propre mouvement, pour améliorer les recettes fiscales en pays de taille personnelle (A). Cette volonté, qui pâtissait d'un manque de résolution, s'affirma définitivement sous le règne de Louis XIV, avec la mise en place, en une décennie, d'une législation qui allait permettre d'entreprendre une recherche des usurpateurs de grande ampleur (B). La législation louis-quatorzienne ne fut pas sans incidence sur la preuve de noblesse, dont

les contours un peu flous allaient être clarifiés. Cette clarification, inspirée par l'usage, la doctrine, la jurisprudence et les édits sur la taille de la première moitié du XVIIe siècle, ne se fit pas pour autant à droit constant (C).

A) Une volonté séculaire

Le XVe et le XVIe siècles auraient été l'occasion d'un « grand renouvellement » de la noblesse, si l'on en croit l'exemple beauceron, avec de très nombreuses agrégations, ce qui ne pouvait pas manquer de susciter des réactions[3030]. La lutte contre les « usurpateurs » de noblesse avait effectivement commencé dès le milieu du XVIe siècle[3031]. A cette époque, le pouvoir royal prit conscience que ce mouvement social était préjudiciable à son pouvoir souverain d'anoblir, au prestige de l'ancienne noblesse, et surtout à ses finances. Chérin citait une déclaration du 9 octobre 1546 par laquelle François 1er aurait ordonné que ceux qui ne justifiaient pas de leur noblesse seraient soumis à la taille et autres impôts roturiers[3032]. Un édit d'Amboise de 1555,

[3030] Constant, Jean-Marie, Nobles et paysans en Beauce aux XVIème et XVIIème siècles, *op. cit.*, p. 30. L'importance du phénomène de l'agrégation à la noblesse durant cette période a été mis en avant pour la ville d'Aix-en-Provence par Lucie Larochelle (« Le vocabulaire social et les contours de la noblesse urbaine provençale à la fin du Moyen Âge : l'exemple aixois », *op. cit.*, p. 163). Pour un exemple gascon de « l'attrait de la noblesse » à la même époque, qui montre la réussite de quelques-uns, et en même temps semble-t-il, leur faible nombre, puisqu'il s'agissait des plus puissantes familles bourgeoises de Tarbes, et que dans certains cas on ne les retrouve pas dans les rangs de la noblesse ultérieurement, voir les agrégations révélées par Maurice Berthe dans Soulet, J.-F., et Laffon, J.-B., (dir. par), Histoire de Tarbes, *op. cit.*, p. 91. Le problème est que trop souvent l'acquisition d'une seigneurie est prise pour une tentative d'intégration de la noblesse, or cela ne semblait pas suffire, et à Auch au XVe siècle, contrairement à Lectoure, on trouvait des « *senhe de* » qui n'étaient pas qualifiés « *noble* » (Bériac, F., Breton, C., Behrouzi, M., « Approches de la société de deux villes gasconnes au XVe siècle : Auch et Lectoure », dans *Les société urbaines en France méridionale et en péninsule ibérique au Moyen Âge*, Editions du Centre national de la recherche scientifique, Paris, 1991, p. 29). En fait en Gascogne orientale, beaucoup d'anciennes familles nobles subsistaient et on ne peut pas employer l'expression de Constant, au moins jusqu'à plus ample informé. Le nombre d'agrégation devait cependant être important et continua à augmenter au XVIe siècle, mais elles s'échelonnaient dans le temps. L'agrégation était aussi plus limitée en quantité en Normandie et en Bretagne ; pour cette dernière, Michel Nassiet a remarqué d'une part l'acquisition de fiefs par des roturiers et l'impossibilité de la preuve testimoniale du statut des petits nobles à cause de la noblesse dormante, mais aussi d'autre part la précocité des recherches de noblesse et de l'exigence de lettres d'anoblissement, d'où une moindre ouverture comme en Normandie (Nassiet, Michel, *Noblesse et pauvreté. La petite noblesse en Bretagne, XVe-XVIIIe siècle*, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 85-90).

[3031] Des lettres patentes de Charles VIII de février 1484, exigeant de faire enregistrer sa généalogie noble devant le sénéchal, paraissent très suspectes, ceux qui les rapportent se fondent tous sur La Roque dont les écrits sont parfois erronés, il s'agit peut-être d'une confusion avec l'édit de février 1484 sur les secrétaires du roi, peut-être aussi d'un édit applicable à la seule Normandie, et en tous cas il ne fut pas exécuté dans le Midi où on n'en trouve pas la moindre trace (Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 197).

[3032] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 41.

plus connu, révèle que le pouvoir royal ouvrit les yeux à ce moment sur la nécessité de réguler l'ascension sociale, qui entraînait une confusion entre nobles et roturiers. Il interdisait dans son article 7 d'usurper la noblesse sous peine de 1000 livres d'amende[3033]. Il défendait aussi à toute personne de changer de noms et d'armes sans avoir de lettres de permission, sous peine d'être punie comme faussaire, et de dégradation de la noblesse, ce afin d'éviter la supposition de noms et d'armes[3034]. Ce faisant, le roi voulait mettre fin au désordre onomastique, et notamment à l'usage des noms de seigneurie, qui permettait à une famille bourgeoise ayant acquis un fief de porter le nom de cette terre et, le temps passant, d'en user comme de son patronyme, ce qui facilitait l'usurpation. Précisons que d'après Anne Lefebvre-Teillard, cet édit n'était applicable qu'en Normandie[3035].

C'est en réponse aux remontrances des Etats d'Orléans, que l'article 110 de l'ordonnance de 1561 interdit solennellement et généralement l'usurpation de noblesse. Ceux qui usurperaient le titre de noblesse ou les armoiries timbrées seraient condamnés à une amende arbitraire[3036]. Cette défense ne fut pas suivie d'effets, puisqu'elle fut répétée à plusieurs reprises par la suite. Dans un édit de juin 1576, Henri III défendit « à toutes personnes qui ne sont de maison et race nobles, ou les predecesseurs desquels ou eux n'ont obtenu lettres d'anoblissement, de prendre le tiltre et qualité, ny les armes de nobles »[3037]. L'ordonnance de Blois renouvela l'interdiction portée par celle d'Orléans, et enjoignit aux procureurs du roi de les poursuivre[3038]. Ces interdictions successives, en particulier celles faites après les Etats généraux, montrent que les agrégations à la noblesse suscitaient un mécontentement certain dans la population et surtout chez les nobles.

Durant les Etats généraux de la première modernité, la noblesse a pu réclamer que des mesures fussent prises pour purger la noblesse de ces intrus. Elle avait demandé aux Etats de

---

[3033] *Ibidem*, p. 44.
[3034] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XX, édit sur le fait des tailles donné à Amboise le 26 mars 1555, art. 8.
[3035] Lefebvre-Teillard, Anne, Le nom, droit et histoire, *op. cit.*, p. 97.
[3036] *ADHG*, 1 B 1906, folio 26, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, « et ou aucuns usurperont faulcement et contre vérité le nom et tiltre de noblesse, prandront ou pourteront armoiries timbrées, ils seront par nos juges muletés d'amendes arbitraires et au payement d'icelles contraincts par toutes voyes ».
[3037] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 58 : édit donné à Paris, juin 1576. Le roi intervint aussi par le biais des lois somptuaires. Dans une déclaration donnée à Paris de juillet 1576 qui légiférait sur les vêtements, il était défendu à « toutes personnes roturiers, non nobles, ou qui n'auront esté anoblis, de prendre et usurper le tiltre de noblesse, soit en leurs qualitez ou en habillemens » (*ibidem*, p. 992). La législation somptuaire privilégiant les nobles tomba en désuétude sous Henri IV.
[3038] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance donnée à Paris, mai 1579, art. 257 : « Et à cette fin voulons estre gardée l'ordonnance faite sur la remontrance des estats tenus à Orléans, contre ceux qui usurperont faussement et contre vérité le nom et titre de noblesse, prendront le nom d'écuyer, ou porteront armoiries timbrées, lesquels nous entendons estre muletez d'amendes arbitraires par nos juges, à la diligence et poursuite de nos procureurs chacun en son siège ».

Blois de 1576 que dans chaque sénéchaussée soit créé un syndic de la noblesse qui ferait un registre des véritables gentilshommes du ressort, enregistrable dans un greffe royal, « afin que les vrais gentilshommes soient discernés de ceux qui faussement s'attribuent le titre de nobles »[3039]. Il était aussi revendiqué que les non nobles ne puissent usurper les qualifications nobles, de même que les signes considérés alors comme nobiliaires, tels les vêtements réservés aux nobles, les armoiries, mais aussi l'ajout à leurs maisons de « tours, flancs, guérites, marchecouliz, créneaux et autres défenses, ni avoir, sans permission des seigneurs des lieux, colombiers, volières, garennes, ni chasser à quelque chasse que ce soit », sous peine de 1000 écus d'amende. De nouveau en 1614, les nobles réclamèrent la poursuite et condamnation des usurpateurs de noblesse, en députant trois ou quatre gentilshommes par sénéchaussée pour examiner les preuves de noblesse et faire un registre des gentilshommes[3040]. Ils proposèrent que ces gentilshommes et les sénéchaux puissent condamner les usurpateurs à des amendes, et de renouveler les défenses faites aux non nobles d'usurper les qualifications nobiliaires. Mais dans les provinces les nobles ne contestaient pas ces usurpateurs, car ils n'y avaient pas d'intérêt particulier, et les procès étaient surtout le fait des communautés à cause de la charge fiscale. On ne doit pas exagérer le prétendu « racisme » nobiliaire : leur mépris était autant lié à la condition sociale ou professionnelle, qu'une ascension trop rapide n'avait pu occulter, aux moyens d'acquisition de la fortune des usurpateurs, qu'à la « race ». Les nobles avaient des liens avec ces notables, qui pouvaient être leurs créanciers, leurs obligés, leurs parents après un mariage. Lorsqu'un bourgeois, se donnait du « messire », cela faisait sourire la première fois, puis le temps passant, les mémoires des uns s'effilochaient en même temps que la prétention de l'autre s'affermissait. Guy Coquille avait relevé l'indolence des gentilshommes face à ce phénomène : « le mal est malaisé à corriger, car les autres gentilshommes ne les contredisent appertement, et se contentent dans leur cœur et par quelques actes exterieurs de ne les tenir pour gentilshommes »[3041].

Le contexte de guerre civile rendait on ne peut moins favorable la poursuite et la condamnation de notables qui dissimulaient adroitement leur origine roturière afin d'intégrer le second ordre. Le désordre civil pouvait s'avérer propice à l'intégration de la noblesse[3042].

[3039] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 2°, p. 132, cahier général des doléances de la noblesse, aux Etats de Blois de 1576.
[3040] *Ibidem*, tome 4e, p. 191 et suiv, cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614.
[3041] Coquille, Guy, Traité des ordonnances, *op. cit.*, p. 105.
[3042] Cette facilité ne doit cependant pas être exagérée. Ainsi en Gascogne, Véronique Larcade estime que malgré le nombre important de « capitaines » roturiers, ceux qui s'agrégèrent à la noblesse furent finalement assez peu nombreux, leur condition économique et sociale n'étant pas toujours prospère, et même parfois fragile (Larcade, Véronique, *Les capitaines gascons à l'époque des guerres de religion*, Editions Christian, Paris, 1999, p. 103-109). En Rouergue, Sylvie Desachy analyse que pour des familles de capitaines qui « étaient à la limite de la

L'Alouette écrivait en 1576 que « cet état est maintenant si confus, et tant de gens s'y sont meslez par des alliances, acquisitions des fiefs, ou usurpations des titres et signes de noblesse, ou autrement, qu'il n'i a tantot plus de moien de les reconnoistre »[3043]. Toutefois, l'idée que celui qui prenait la qualité de noble sans l'être *de jure* commettrait un crime avait été répétée par le législateur tant et si bien que des juristes l'avaient faite leur, le qualifiant parfois de faux[3044]. Mais il manquait une volonté politique sans faille pour que cette disposition soit appliquée, tant l'agrégation à la noblesse relevait d'un processus social subtil et complexe, qui bénéficiait à nombre de ceux auxquels le roi devait avoir recours pour y mettre un terme.

La législation contre les usurpations de noblesse allait reprendre son cours dès la fin des troubles. La motivation était désormais clairement fiscale : les condamnations contre les usurpateurs étaient comprises dans des édits sur les tailles. Il s'agissait pour le roi de remettre à la taille les coqs de paroisse qui vivaient noblement et tentaient de s'affranchir de cette imposition. Ce fut notamment l'objet de l'édit des tailles de mars 1600, qui constatait que la « licence et corruption des temps » avait permis à beaucoup de personnes qui avaient porté les armes durant les troubles d'usurper la noblesse pour s'exempter de la taille[3045]. L'édit de janvier 1634 ordonnait que toutes les personnes de condition roturière soient mises à la taille, et que les usurpateurs du titre de noblesse soient condamnés à payer une amende de 2000 livres[3046]. En Ile-de-France au moins, cet édit avait été mis à exécution, et des nobles avaient dû y représenter leurs titres[3047]. Ces édits étaient cependant liés au régime fiscal de la taille personnelle, dans lequel la noblesse de la personne valait exemption : ils ne connurent aucune application en pays de taille réelle. Seule l'ordonnance de 1629 avait une portée vraiment générale, puisque n'étant pas directement liée à des dispositions sur la taille. Elle renouvelait

noblesse, venaient juste d'y entrer ou faisaient tout pour cela », les guerres de Religion furent une « aubaine », car elles obtinrent « une reconnaissance, par les armes, de leur statut ». Le titre de capitaine y était « une étape dans le cursus de la réussite sociale » qui, précise-t-elle, n'allait pas toujours jusqu'à la noblesse. Il faut remarquer que les capitaines y furent très nombreux, parce que les divisions religieuses étaient aigües, ce qui explique sans doute le nombre important d'agrégations à la noblesse réussies de capitaines rouergats (Desachy, Sylvie, « Les élites militaires en Rouergue au XVIe siècle », dans *Annales du Midi*, Editions Privat, Toulouse, 1996, p. 9 et suiv.).

[3043] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 28.

[3044] Duret, Jean, Traicté des peines et amendes, *op. cit.*, p. 121 : « Le faussaire qui contre droit et verité usurpe qualité, nom, et tiltre de noble, prent armoiries timbrées, doit estre par le juge royal muleté d'amende arbitraire, et contraint au payement par toute voye ». Voir aussi Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 30.

[3045] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XV, édit sur les tailles, Paris, mars 1600 : art. 25.

[3046] *Ibidem*, Tome XVI, édit sur les tailles et l'usurpation des titres de noblesse, Paris, janvier 1634.

[3047] Dans une requête de Pierre Pasquier, sieur de Franclieu, bailli de Brie-Comte-Robert, il écrivait que « en l'année 1634, ayant plu au Roy par sa desclaration du 18 janvier ordonner que tous les nobles de son royaume justifieroient de leurs tiltres de noblesse, le supplyant pour satisfaire à la volonté de sa majesté auroit par devant messieurs les eluz de cette ville de Paris, juges commis à cet effect, represanté ces preuves et tiltres de noblesse, dont luy en auroit esté baillé acte » (Fonds Lascazères, requête datée de septembre 1641).

une fois encore la défense d'usurper la qualité d'écuyer et les armoiries timbrées[3048]. Mais on sait que les dispositions du code Michau ne furent pas soutenues par Richelieu. Toutes ces lois n'étaient pas cependant sans conséquences pour l'ensemble du royaume : elles permirent de préciser qui était noble et qui ne l'était pas, par les dispositions qu'elles portaient sur les sources de la noblesse, comme la condition des enfants naturels des nobles, les anoblis par lettres, etc… Cette législation restait cependant disparate, alors qu'il aurait fallu la rassembler et l'harmoniser. Elle pâtissait surtout du peu d'empressement manifeste des juridictions ordinaires à la mettre en branle.

Dans une comédie de 1670, un personnage de Molière répondait à qui lui demandait s'il était gentilhomme, que « ce nom ne fait aucun scrupule à prendre, et l'usage aujourd'huy semble en authoriser le vol »[3049]. Ce témoignage vaut sans doute pour le règne de Louis XIII et les premières années de celui de Louis XIV. Sauf en cas de taxation du franc-fief, les bourgeois pouvaient intégrer la noblesse dans une relative indifférence. Cette insouciance est caractérisée par le fait que dans les actes des personnes pouvaient prendre des qualifications nobiliaires alors que d'autres membres de la même famille n'en prenaient pas[3050]. Dans son contrat de mariage de 1649 avec Martre de Chavaille, fille de « feu maistre Bernard de Chavaille advocat en la cour » et de Marie de Patarin, dont les oncles étaient « noble Jean de Chavaille » et « monsieur maistre Estienne Chavailhe advocat du Roi », Jean Charles de Colomès, seigneur de Lamothe, qualifié de « noble », était assisté par son oncle « monsieur maistre Jean de Colomès conseiller du roi et lieutenant particulier en l'eslection d'Astarac », de sa mère Dominique Dufourc, et de « noble Jean-Bernard de Colomès » son frère[3051]. Encore ces charges et qualifications non nobles furent reconnues comme neutres durant les recherches. Mais, dans certains cas, la contradiction était patente. En 1642, dans son contrat de mariage, Pierre Lafargue était qualifié d' « escuier », mais son père Pierre Lafargue, n'était clairement pas noble, puisqu'il se qualifiait de « maître » et était notaire royal[3052] ! Une telle maladresse demeurait rare et les usurpateurs prenaient garde en général de ne pas faire des faux pas. Le phénomène avait cependant pris une

[3048] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 189.
[3049] Molière, Jean-Baptiste Poquelin dit, Le bourgeois gentilhomme, *op. cit.*, p. 84.
[3050] D'après Alain Servel, en pays d'Apt, la fin du XVIe siècle et la première moitié du XVIIe siècle furent « caractérisées par une utilisation abusive de certains épithètes (les plus valorisants socialement) dans le but de gagner quelques degrés dans l'échelle sociale », comme les qualifications de « noble » ou de « noble homme » (Servel, Alain, « Les signes extérieurs de notabilité en pays d'Apt aux XVI-XVIIe siècles », *op. cit.*, p. 197).
[3051] Fonds Lamothe, contrat de mariage de Jean Charles de Colomès et de Martre de Chavailles, 21 janvier 1649.
[3052] *ADHP*, 3 E 32/Monde 1642, contrat de mariage de Pierre Lafargue et Jeanne de Filbec, Vic-Bigorre, 27 janvier 1642. On remarque que sa mère Anne de Carrère ne prenait pas la qualification de « demoiselle », et qu'il n'y avait pas de donation contractuelle en faveur d'un enfant à naître, alors que c'était l'usage presque systématique chez les nobles bigourdans.

ampleur telle que l'ancienne noblesse en fut exaspérée[3053]. Des Etats généraux ayant été convoqués en 1649, des assemblées de la noblesse eurent lieu. A Bordeaux, en juillet 1651, des nobles venant de toute la province de Guyenne-Gascogne, parmi lesquels on reconnaît plusieurs gascons, dont deux syndics de la noblesse d'Armagnac, protestèrent contre les « entreprises et usurpations que font plusieurs particuliers qui, soubz le prétexte des offices et charges qu'ils exercent, prennent et uzurpent la qualité d'escuyer et mesme celle de chevalier », contre les « droits attribués par nos roys à la véritable noblesse », causant « un très grand désordre et confusion dans les conditions des personnes, et trouble toute la société civille ». De semblables protestations devaient être couchées dans « les mémoires des plaintes des dépputés pour les Estats-généraux prochains ». Quant à eux, décidés à réagir sans plus attendre, ils constituèrent un procureur pour prendre part aux procès qui seraient en cours contre des usurpateurs, et requérir « qu'inhibitions et deffenses soient faictes à toutes sortes de personnes, s'ils ne sont de naissance et extraction noble suivant lesdites ordonnances, de prendre et uzurper lesdites quallités de chevalier et ecuyer et telles propres que de droict »[3054]. Quoique le mécontentement nobiliaire soit patent, il n'eut pas de répercussions dans l'immédiat. Ce ne fut finalement qu'au lendemain de la Fronde que Mazarin et Louis XIV entreprirent de mener à bien cette recherche des usurpateurs, qui participait de leur volonté de contrôler la société.

B) La législation louis-quatorzienne

Les édits, déclarations et arrêts du conseil d'Etat qui se succédèrent entre 1655 et 1665 témoignent de la volonté constante, malgré les difficultés rencontrées, de mener à bien la recherche des usurpateurs. En mars 1655, des commissaires furent députés en Normandie afin

[3053] On trouve sous le règne de Louis XIV un témoignage littéraire du phénomène de l'usurpation de noblesse en Gascogne, dans sa partie occidentale, les Landes, où un chanoine d'Hagetmau, Arnaud Busquet, rédigea une « satyre burlesque » sur les faux nobles, dont il existe encore plusieurs exemplaires, *Le huque des faux nobles*. Le « huque » était un homme qui détectait les faux nobles à la demande de « dame Roture », qui voyait ses effectifs fondre, et de « dame Nobilité ». Par les détails de la satire, on voit que les contemporains pouvaient avoir conscience du phénomène et saisi les moyens par lesquels la noblesse était usurpée (Busquet, Arnaud, *La huque des faux nobles*, transcrite dans *Revue de Gascogne*, tome XIII, Auch, 1913, p. 270 et p. 322).

[3054] Acte passé le 6 juillet 1651 devant Dugadouneys, notaire de Bordeaux, transcrit dans Communay, A., Audijos. La Gabelle en Gascogne, *op. cit.*, p. 250.

de remettre à la taille les usurpateurs[3055]. Elle fut suivie l'année suivante d'une déclaration royale de décembre 1656 qui ordonnait que tous ceux qui avaient usurpé les qualifications de chevalier, d'écuyer et les armoiries timbrées, et s'étaient exemptés des tailles, depuis 1606, grâce à des jugements des commissaires députés pour le régalement des tailles ou le franc-fief, des élus ou des juges ordinaires, obtenus par collusion ou avec des faux, seraient condamnés à être remis à la taille, et devraient payer une amende de 2000 livres avec les 2 sols pour livre[3056]. A cette fin des commissaires furent députés par la cour des aides de Paris, devant lesquels les nobles putatifs étaient tenus de présenter leurs titres originaux, à la réquisition du procureur général de la cour des aides. Ces jugements seraient rendus en dernier ressort[3057]. La recherche restait encore cantonnée au ressort de la cour des aides de Paris. Une nouvelle déclaration eut lieu en février 1661. Le roi y déclarait que l'usurpation lui était préjudiciable ainsi qu'aux gentilshommes d'anciennes maisons, et qu'elle conduisait à la surcharge des taillables, provoquée par l'indue exemption des usurpateurs. Outre l'amende, l'édit condamnait les usurpateurs à une somme arbitrée par la cour pour l'indue exemption des tailles, à la biffure des qualifications qu'ils auraient prises dans les contrats, et à la lacération du timbre sur leurs armoiries. Un rôle des usurpateurs devrait être conservé au greffe des élections[3058].

La déclaration royale du 22 juin 1664 vint régler la procédure. Les supposés usurpateurs devaient être assignés pour représenter leurs titres originaux, que ce soient des grosses originales ou des minutes, qu'ils devaient produire quinze jours après leur comparution en une seule production, quoiqu'il soit permis de faire deux productions nouvelles par la suite. Les sentences ne pouvaient être que de condamnation ou d'absolution[3059].

Par la déclaration royale du 26 février 1665 contre les usurpateurs de noblesse en Provence, tous ceux qui l'avaient usurpée par des jugements, mais aussi dans de simples contrats, devraient être soumis aux impositions personnelles perçues sur les roturiers. Elle ordonnait cependant que ne soit infligée aux usurpateurs de cette province qu'une amende de 1000 livres et les deux sols pour livre, mais ceux qui usurperaient à l'avenir payeraient une amende de 2000 livres. La poursuite des faux nobles relevait d'un préposé à la recherche, et le jugement des affaires serait fait par une commission issue de la cour des comptes, aides et finances de Provence[3060]. La Provence, comme la Gascogne, était un pays de taille réelle, et il

[3055] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 119.
[3056] Disposition reprise de l'édit des tailles de 1634, auquel il était expressément renvoyé.
[3057] *Ibidem*, p. 122. Voir aussi l'arrêt du conseil d'Etat du roi du 14 mars 1658 (*ibidem*, p. 130).
[3058] *Ibidem*, p. 134.
[3059] *Ibidem*, p. 139.
[3060] *Ibidem*, p. 142.

était reconnu dans le préambule de l'édit que la qualité de noble ne donnait aucune exemption en Provence, mais elle causerait un grand préjudice car « par la longueur du temps, les familles s'étendent dans les autres provinces du royaume, et au moyen de cette usurpation ils jouissent des privilèges, et les droits de noblesse se trouvent souvent contestés »[3061]. L'idée s'imposait donc que la recherche des usurpateurs devait être exhaustive, pour être véritablement efficace, sans laisser le phénomène perdurer dans de grandes provinces, d'où le mal gagnerait fatalement celles qui auraient été purgées.

Au fil des déclarations et arrêts du conseil, les modalités de la recherche s'affinaient, et son étendue s'élargissait. Alors qu'elle commençait à être mise en application, le roi ordonna une surséance des recherches par un arrêt du conseil d'Etat du 1er juin 1665. Il se plaignit en effet que ses ordres avaient été si mal exécutés que les commis avaient, d'une part, poursuivi de véritables gentilshommes, et d'autre part, fait des compositions avec des usurpateurs, qui leurs avaient permis d'échapper aux recherches. En outre, des nobles putatifs avaient été maintenus alors qu'ils n'avaient remis que des productions extrêmement faibles, voire des titres faux[3062]. Le roi ne renonçait pas, mais affirmait sa volonté d'éviter les exactions contre les vrais gentilshommes, tout en punissant avec rigueur les usurpateurs. Il se réservait donc de faire procéder à l'enquête « par les voies et au temps qu'elle le jugera à propos »[3063].

Dès l'année suivante, Louis XIV relança les opérations. Instruit par les difficultés précédemment rencontrées, le conseil du roi décida de contourner les juridictions ordinaires, devant lesquelles la procédure était trop longue, et dans lesquelles les usurpateurs pouvaient avoir des parents et alliés qui leurs seraient favorables, pour utiliser des commissaires départis[3064]. On pensait que le recours au commissaire départi serait plus efficace. En Gascogne, il s'agissait de Claude Pellot, intendant des généralités de Montauban et Bordeaux depuis 1664. Par l'arrêt du conseil du 25 février 1666, le roi exprima sa volonté que ces deux généralités ne

[3061] *Ibidem*, p. 143.
[3062] *Ibidem*, p. 145. Ces critiques semblent nourries par les abus divers et la corruption du traitant et des commissaires de la cour des aides en Normandie (Esmonin, Edmond, La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 204-207).
[3063] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 146.
[3064] *ADHP*, 65 J 367, arrêt du conseil d'Etat du roi 25 février 1666. Dans un arrêt du conseil d'Etat du 22 mars 1666, le roi déclarait que les commissaires tirés des cours des aides « ont produit quantité de vexations par la malice d'aucuns de ceux qui ont été préposés à ladite recherche, et des procureurs et autres officiers subalternes, lesquels ont fait tant de chicanes, que souvent il s'est rencontré qu'après un séjour de 8 ou 10 mois des véritables gentilshommes à la suite desdites cours, enfin ils ont été déclarés tels, mais en payant des épices et autres frais si excessifs, qu'ils en ont été fort incommodés, contre l'intention de Sa Majesté » (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 148). L'arrêt du 25 février 1666 interdisait d'ailleurs les appels contre les ordonnances du commissaire départi, et s'il y en avait, il s'en réservait la connaissance en son conseil, et défendait au contraire à la cour des aides de Guyenne et aux autres juges de s'en saisir. Dans certaines provinces cependant, le roi n'utilisa pas les intendants, mais fit juger les supposés nobles par une commission extraordinaire composée de magistrats, comme ce fut le cas en Provence.

soient pas exemptées de la recherche des usurpateurs, et leva la surséance décidée par l'arrêt du 1er juin 1665[3065]. L'intendant devait se transporter dans toutes les élections de ces généralités pour faire assigner, à la requête du préposé à la recherche, Nicolas Catel, « tant les veritables gentilshommes que les pretendus usurpateurs ». Toutes les personnes ayant une prétention nobiliaire devaient donc être poursuivies : la recherche se voulait exhaustive. Les personnes ayant pris des qualifications nobiliaires, mais qui servaient le roi à l'armée, obtinrent cependant une surséance de poursuites par l'arrêt du 10 mai 1667. Si elles présentaient un certificat signé d'un général d'armée ou du secrétaire d'Etat à la guerre, le préposé ne devait pas les poursuivre[3066]. La surséance en faveur des officiers fut justifiée par l'arrêt du 6 avril 1668 qui expliquait que ces officiers ne pourraient pas se rendre en province pour établir leur preuve, et qu'il serait injuste que « pendant qu'ils exposent leur vie pour le service de Sa Majesté, et qu'ils font les actions d'où la véritable noblesse prend sa source et son origine, ils fussent inquiétés pour raison d'icelle »[3067]. Cette faveur était inférée de la conception militaire traditionnelle de la noblesse, mais aussi par les nécessités de la guerre, alors que les troupes du roi étaient engagées en Flandre et en Franche-Comté. Une partie de la noblesse gasconne devait donc échapper aux poursuites.

Les assignés devaient présenter leurs titres, ainsi que leurs arrêts de maintenue s'ils en avaient, au préposé à la recherche. Les nobles véritables devaient être déchargés de la recherche sans frais, ceux qui présentaient des difficultés devaient être renvoyés au conseil avec le procès-verbal des contestations entre les parties, dressé par le commissaire départi, et ce qu'ils devraient payer eu égard à leurs facultés et au bénéfice qu'ils avaient tiré de leur usurpation, pour être jugés par les commissaires députés par le conseil. Les usurpateurs qui ne se présenteraient pas et seraient condamnés par contumace, ou qui ne voudraient pas soutenir leur nobilité, devaient être jugés définitivement et condamnés, sur les extraits rapportés par Catel, commis à la recherche, par une ordonnance de l'intendant, à une amende d'un maximum de

[3065] *ADHP*, 65 J 367, arrêt du conseil d'Etat du roi 25 février 1666 : « et voulant Sa Majesté que ladite recherche soit aussi continuée dans lesdites generalitéz de Bordeaux et Montauban, pays de Foix et Bigorre en dependans, suivant et en la mesme maniere portée par iceux, et qu'à l'avenir les véritables gentils-hommes soient distinguez d'avec les usurpateurs ». Le Béarn et la Navarre furent en revanche exemptés de la première recherche des usurpateurs par un arrêt du conseil du 11 novembre 1669, et de la seconde par un arrêt du 13 novembre 1701 (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 187). Cette exemption se fit moyennant le payement d'importantes indemnités, et les Etats de Béarn sanctionnèrent eux-mêmes des usurpateurs (Bertier, Jean de, « Les réceptions aux Etats de Béarn dans l'ordre de la noblesse », *op. cit.*, p. 119-120).

[3066] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 168. Par l'arrêt du conseil d'Etat du 6 avril 1668, il fut décidé que la surséance durerait jusqu'au 30 novembre 1668 pour les officiers des troupes d'infanterie, de cavalerie, et les gendarmes, gardes du corps et chevau-légers de la maison du roi (*ibidem*, p. 175).

[3067] *Ibidem*, p. 175.

1000 livres, et d'un minimum de 600 livres, sauf si Catel agréait qu'elle soit d'un plus faible montant[3068].

Par l'article 7 de l'arrêt du conseil du 22 mars 1666, il fut décidé qu'il suffirait d'avoir pris indûment la qualité de chevalier ou d'écuyer soit dans deux extraits de contrats ou d'actes passés devant notaire ou en justice, soit dans un seul de partage, donation, testament ou contrat de mariage, pour être condamné comme usurpateur[3069]. Mais par un arrêt du conseil d'Etat du 13 janvier 1667, les préposés à la recherche ne durent plus rapporter qu'un extrait d'acte notarié pour être déclarés usurpateurs de noblesse[3070]. A cette date, la recherche avait déjà commencé en Gascogne orientale, où les assignations vinrent surprendre les supposés nobles dès le printemps 1666. Il reste à voir quelles conditions de fond devait remplir leur preuve de noblesse.

C) Une preuve de noblesse épurée

Au XVIe siècle, rapportait Bacquet, si l'on n'avait pas de titre d'anoblissement, la preuve à rapporter était graduelle, limitée à trois degrés, comprenant le prétendu noble, ce qui ne faisait remonter que jusqu'à l'aïeul[3071]. C'est également ce qu'établissait Le Bret[3072]. L'édit sur les tailles de janvier 1600 paraît être inspiré de cette doctrine, en demandant à ceux qui se prétendaient nobles de prouver que tant eux que leurs pères et aïeuls aient fait profession des armes ou exercé une charge anoblissante, et vécu noblement[3073]. L'usage semble avoir été le

[3068] *ADHP*, 65 J 367, arrêt du conseil d'Etat du roi, 25 février 1666. L'article 6 de l'arrêt du conseil d'Etat du 22 mars 1666 leur accordait cependant six mois pour se pourvoir au conseil après la signification du jugement de condamnation (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 148). Par l'arrêt du conseil d'Etat du 28 décembre 1666, les particuliers condamnés par défaut ou forclusion furent reçus à produire leur preuve de noblesse, mais en consignant une somme « eu égard aux facultés desdits particuliers » entre les mains du préposé à la recherche « par manière de provision » (*ibidem*, p. 160).
[3069] *Ibidem*, p. 150.
[3070] *Ibidem*, p. 163.
[3071] Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 912. Tiraqueau, qui parlait d'une preuve centenaire, et paraissait se fonder sur la coutume de Bretagne (art. 541), était alors isolé (Blanc, François-Paul, « La preuve de la noblesse de race en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV », *op. cit.*, p. 134). De fait cette preuve devait être à peu près équivalente, et La Roque écrivait à propos de ceux qui réclameraient un siècle de noblesse qu'ils se fonderaient « sur ce que trois âges et trois générations se raportent d'ordinaire à ce tems » (La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 196).
[3072] Le Bret, Cardin, Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides, *op. cit.*, septième action, p. 449 : « Que pour justifier une noblesse du sang, il faut montrer que le pere et l'aïeul aïent vécu noblement ».
[3073] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XV, édit sur les tailles, Paris, mars 1600, art. 25 : « […] défendons à toutes personnes de prendre le tiltre d'écuyer et de s'insérer

même dans tout le royaume à l'exception de la Normandie, où il fallait quatre degrés de noblesse devant la cour des aides, sévérité liée aux lourdes charges fiscales pesant sur cette province[3074].

Pour Loyseau, cette preuve de trois degrés, jusqu'à l'aïeul, était suffisante pour établir une présomption de noblesse, mais qu'à condition qu'il n'apparût pas au-delà de l'aïeul des traces de roture[3075]. Ce n'était qu'une présomption simple, et non une présomption *juris et de jure* : « elle rejette seulement la preuve du contraire sur celui qui conteste la noblesse à un autre »[3076]. La première enquête de noblesse n'opéra pas une grande rupture avec la doctrine antérieure, elle vint seulement clarifier le droit, et donner à l'usage force de loi.

La déclaration du 22 juin 1664 ordonna que la possession de noblesse fût établie depuis 1550 par titres authentiques. Seraient condamnés ceux dont les titres ne dateraient que de 1560 ou d'une date plus récente[3077]. La preuve de noblesse devait donc remonter à plus d'un siècle. Plus clairement, l'arrêt du conseil du 19 mars 1667 demanda aux nobles de prouver la noblesse de leur père et aïeux, en faisant remonter cette noblesse jusqu'en 1560[3078]. On pourrait croire qu'il y aurait là une ambiguïté : la preuve serait à la fois graduelle, demandant de prouver la noblesse de plusieurs générations, et dative, en exigeant de remonter jusqu'en 1560. Mais *de facto* par le pluriel (des « aïeux »), on peut voir que leur nombre n'était pas limité, et qu'il importait d'abord de remonter à la date de 1560. Il en résulte que pour atteindre cette date, on pouvait devoir prouver la noblesse de davantage de générations que les seuls trois degrés auparavant demandés. Il n'en demeure pas moins une continuité certaine avec la preuve exigée auparavant, car la noblesse de trois générations était un minimum toujours rapporté, et que la preuve remonterait rarement beaucoup plus haut que l'aïeul pour atteindre 1560[3079].

---

au corps de la noblesse, s'ils ne sont issus d'un ayeul et père qui ayent fait profession des armes, ou servy au public en quelques charges honorables, de celles qui par les lois et mœurs du royaume peuvent donner commencement de noblesse à la postérité, sans avoir jamais fait aucun acte vil et dérogeant à ladite qualité, et qu'eux aussi se rendans imitateurs de leur vertu les aient suivis en cette louable façon de vivre, à peine d'être dégradés avec déshonneur du tiltre qu'ils auront osé induement usurper ».

[3074] Esmonin, Edmond, La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 210.

[3075] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 30 : « quand on la revoque en doute, ce soit assez d'en prouver la possession continuelle du pere et ayeul, qui sert de presomption suffisante et concluante, supposé que d'ailleurs le contraire n'apparoisse liquidement et évidemment. […] La noblesse ou pour mieux dire, l'ingénuité est présumée asseurement et peremptoirement par le moyen de la possession immémoriale […] mais il faut prendre garde que c'est quand la possession est immemoriale, c'est à dire quand il n'y a memoire, ny preuve, ny par consequent certitude du contraire ».

[3076] Danty, M., Traité de la preuve par témoins en matière civile, *op. cit.*, p. 434.

[3077] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 140.

[3078] *Ibidem*, p. 165, arrêt du conseil d'Etat du 19 mars 1667 : « Sa Majesté ordonne que ceux qui soutiendront être nobles seront tenus de justifier par devant les commissaires comme eux leurs peres et ayeuls ont pris la qualité de chevalier et d'ecuyer depuis l'année 1560 jusqu'à présent ».

[3079] Outre qu'elle correspondait à plus de trois générations et une centaine d'années, la date de 1560 fut peut-être aussi retenue en lien avec l'ordonnance d'Orléans de janvier 1561 qui prenait des dispositions pour l'expédition des actes notariés et une meilleure conservation des registres notariés, selon François-Paul Blanc (« La preuve de la noblesse de race en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV », *op. cit.*, p. 141).

Cette preuve était suffisante pour établir l'ancienneté de la noblesse. Elle n'était cependant pas irréfragable. Comme le soutenait Loyseau, une preuve de roture antérieure à cette preuve permettrait de condamner le noble putatif pour usurpation. C'est ce qu'ordonnait expressément l'arrêt du 19 mars 1667[3080]. Cette clause faisait qu'en aucun cas la noblesse ne pouvait être prescrite, et que la preuve fondée sur les qualifications n'avait force que de présomption. La preuve de la roture de la famille avant 1560 « détruit par là toutes les presomptions établies sur lesdits titres », suivant l'analyse de Belleguise[3081].

Naturellement, il n'était pas suffisant de prouver la noblesse de ces différents degrés, il fallait aussi établir le lien généalogique entre chacun d'eux, c'est à dire la filiation. L'arrêt du conseil du 19 mars 1667 ordonna que fussent prouvés « descentes et filiations »[3082].

Le port de qualifications dans la lignée paternelle ne suffisait pas non plus à prouver la noblesse. L'arrêt du conseil du 19 mars 1667 ordonna que les qualifications portées dans les actes, qui prouvaient la noblesse au premier chef, et la filiation, devraient être établis « avec possession de fiefs, emplois et services de leurs auteurs »[3083]. Devaient donc être prouvés les services, les emplois, et la possession de fiefs. Ni le service du roi, ni la possession de fiefs n'étaient l'apanage des nobles. Pourtant cet arrêt en faisait des critères de la noblesse. Ces critères étaient souvent avancés dans les preuves littérales ou testimoniales de noblesse faites jusqu'alors. Ils étaient liés à la conception sociale et politique de la noblesse, et la pesanteur de l'usage pouvait expliquer qu'on les ait conservés. Le service et les emplois, c'était d'abord le service à la guerre[3084]. La possession de fiefs, c'était la garantie de pouvoir vivre de ses rentes, *id est* vivre noblement. Un autre élément presque toujours mentionné auparavant n'avait pas été retenu : la possession d'armoiries. La conception royale de la noblesse tendait donc à se recentrer sur ce qui lui semblait essentiel ès noblesse : le sang, par la filiation, les emplois et les fiefs, pour le service. Car ces deux critères n'étaient évidemment pas uniquement sociaux. La noblesse ne devait pas seulement être une forme de notabilité honorifique, il fallait qu'elle serve le roi, en exerçant des charges de judicature ou militaires, et ces services ne pouvaient être réalisés sans la détention de revenus suffisants, que procurait habituellement la rente féodale.

[3080] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 165, arrêt du 19 mars 1667 : « Et neanmoins, en cas qu'il soit rapporté aucunes pièces, par lesquelles il paroisse que les auteurs de ceux qui soutiendront leurs noblesse, fussent roturiers avant ladite année 1560 ; Sa Majesté n'entend que lesdits commissaires ayent aucun égard aux qualifications portées par lesdits contrats et autres actes ».

[3081] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 70.

[3082] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 165.

[3083] *Ibidem*, p. 165.

[3084] Belleguise, commentant cette disposition de l'arrêt, l'exprimait très clairement : « vivre noblement est porter les armes, servir le prince en tems de guerre, remplir des charges de capitaine, de lieutenant, d'enseigne, et faire d'autres actions dignes d'un véritable gentilhomme » (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 72).

Si l'on en croit Belleguise, l'arrêt du 19 mars 1667 n'aurait pas été exécuté avec rigueur en Provence, où les commissaires se seraient contentés de la preuve soit de la possession de fiefs, soit de services, mais n'auraient pas exigé de prouver les deux, pourtant posés comme conditions de la validité de la preuve. Si cet arrêt avait été appliqué strictement, justifiait-il, « il fût arrivé qu'on auroit souvent degradé des nobles au lieu d'empêcher des roturiers de le devenir, et que pour reformer un abus, on eût fait des injustices »[3085]. L'un de ces deux éléments devait cependant à tout prix être prouvé, car pour les prétendus nobles ne prouvant que le port des qualifications, « on a été si exact que sans hesiter on a declaré usurpateurs des titres de noblesse ceux qui ne rapportoient point d'autres preuves »[3086]. Ce qui était, somme toute, logique : le seul port de qualification dans des contrats, n'était-ce-pas seulement la preuve « qu'on pratiquoit autrefois le même abus qu'on commet si frequemment aujourd'huy, et que la vanité et le mauvais exemple ont toujours été la cause de telles usurpations »[3087] ?

Il nous faut maintenant voir l'application de cette législation en Gascogne orientale.

II) La première recherche des usurpateurs en Gascogne orientale

En juillet 1665, l'intendant de Bordeaux et Montauban Pellot écrivait à Colbert que « l'affaire sera fort bonne en ces pays, estant conduite avec ordre et méthode, et estant universellement quasi aggreée, les veritables gentilshommes donnant des lumières et esclaircissemens autant qu'ils peuvent, et estant bien aises pour se distinguer entre eux, et les peuples voïant avec plaisir abaisser et chastier des gens qui d'eux-mesmes vouloient ainsi s'élever au-dessus d'eux »[3088]. Qu'en fut-il vraiment ? Nous étudierons successivement quatre

[3085] *Ibidem*, p. 70.
[3086] *Ibidem*, p. 71.
[3087] *Ibidem*, p. 72.
[3088] Lettre de l'intendant Pellot à Colbert, Bordeaux, 6 juillet 1665, transcrite dans Communay, A., Audijos. La Gabelle en Gascogne, *op. cit.*, p. 250.

points, le déroulement de la première recherche, la façon de prouver sa noblesse, les différents jugements, puis l'imperfection de cette recherche[3089].

A) Le déroulement de la première recherche en Gascogne orientale

Après avoir vu l'organisation de cette recherche, nous essayerons de comprendre si la noblesse fut maltraitée ou non.

1) Le fonctionnement de la commission

Les « prétendus nobles » se virent assignés à comparaître par un huissier dans la huitaine devant l'intendant ou un de ses subdélégués, en vertu de l'ordonnance de Pellot donnée à Agen le 15 avril 1666, à la requête de Nicolas Catel, commis par le roi pour la poursuite des usurpateurs. Ce dernier étant un traitant commis pour l'ensemble du royaume, il avait des procureurs en province[3090]. C'est eux qui produisaient contre les assignés pour les faire condamner.

Tous les nobles furent assignés. C'est ce qu'exigea l'intendant dans un mémoire pour l'instruction de ses subdélégués : ils devaient donner des assignations « generalemant à tous les veritables nobles de quelque qualitté qu'ils soint, et à ceux ausy qu'on pretand avoir usurpé la qualitté »[3091]. Les véritables nobles, ceux que l'on tenait notoirement pour tels, devaient bénéficier d'un certain ménagement. Il était recommandé que l'on s'adresse à eux avec

[3089] Les archives sur la première recherche des usurpateurs en Gascogne n'ont pas été conservées. Seuls quelques papiers concernant la recherche des usurpateurs dans la subdélégation de Mirande ont été retrouvés. Des renseignements ont aussi été tirés de divers fonds privés.

[3090] En Astarac, Bigorre, Quatre-Vallées, et Nébouzan, Pierre Etienne, procureur fondé par sa procuration faite devant Dupuy et Platrier, notaires au Châtelet, le 23 mars 1666, installa son bureau à Mirande. Il n'était pas le seul préposé à opérer dans le secteur : on trouve aussi un dénommé Simon Dupuy, un certain Jean Rivière, un autre appelé Jacques Dubuc, etc…

[3091] *ADG*, C 362, « Memoire pour les commissaires subdelegués par monseigneur Pellot, intendant de Guyenne pour la recherche de la noblesse dans les eslections de taille réelle », Agen, 12 juin 1666. Comme le prévoyait la législation, seuls ceux qui servaient dans les troupes ou comme officier à la maison du roi ne devaient pas être inquiétés, leurs noms devant juste être écris sur une liste (*ibidem*).

« civilitté, par lettre ou autremant », en leur notifiant que la recherche était « tout à faict à leur advantage pour les distinguer », et quelle se ferait à leur égard sans frais[3092]. Ces lettres courtoises étaient envoyées aux seuls nobles issus de grands lignages, les autres étant soupçonnés d'usurpation. Le subdélégué Chadebec écrivit ainsi au marquis de Laloubère que la recherche « de la veritable et fausse noblesse » aurait un avantage pour lui, et que s'il savait fort bien que « l'ancienneté et la dignitté de vostre maison sont trop conues pour estre comprinse dans cette recherche », toutefois c'était « l'intention du roy de distinguer les familles pour y porter le discernement convenable dans les occasions, […] à quoy vous avés monsieur, un grand intherest ». Il le priait de prendre la peine de remettre dans huit jours « sy c'est vostre commoditté » les principaux titres de sa maison[3093].

L'intendant ne vérifia pas lui-même toutes les productions des assignés, puisqu'il en chargea aussi certains de ses subdélégués par commission[3094]. Jean de Coture, conseiller et avocat du roi au sénéchal de Tarbes, subdélégué de l'intendant, fut commis par lui en Astarac, en Bigorre, dans le Nébouzan et les Quatre-Vallées. Pierre Chadebec, avocat à la sénéchaussée de Tarbes, fut commis dans le même ressort. En Armagnac, c'est Jean de Lartigue, lieutenant au présidial de Condom, qui fut commis par Pellot. En Comminges, Guillaume Duplas, subdélégué de l'intendant, fut commis à la recherche, ainsi que Raymond Dumas, juge mage de Pamiers et juge souverain de Donezan. Les archives conservées étant très partielles, il est difficile de déterminer le rôle exact des subdélégués. Si des brouillons d'ordonnances des subdélégués sont conservés, dans la très grande majorité des cas ils se contentaient de dresser un procès-verbal et de n'émettre qu'un avis[3095] : c'était alors l'intendant qui rendait l'ordonnance de maintenue ou de condamnation. Mais lors de la seconde recherche de noblesse à la fin du siècle, certains nobles rapportèrent des jugements de décharge de la recherche rendus par un subdélégué[3096]. Il est clair en tout état de cause que les subdélégués furent la cheville ouvrière de cette recherche. D'après l'intendant Foucault, son prédécesseur Pellot aurait signé beaucoup d'ordonnances sur leur rapport, mais ils auraient abusé de sa confiance : « s'ils l'ont fait paroître présent à toutes les affaires, ils lui ont fait rendre beaucoup de mauvais

[3092] *Ibidem*.
[3093] *ADG*, I 759, lettre de Chadebec, subdélégué, au marquis de Laloubère, à Tarbes, le 6 avril 1667.
[3094] *ADHP*, 65 J 367, ordonnance de l'intendant Pellot, à Agen, le 15 avril 1666.
[3095] *ADG*, C 362.
[3096] Par exemple : « jugement du sieur de Rabastens, subdélégué de monseigneur Pellot, intendant ez généralitez de Guyenne du 3 juillet 1666, qui decharge ledit Jean de Nogerolles produisant des assignations à luy données au sujet de la recherche de la noblesse » (*BNF*, Fonds français 32297, folio 856, ordonnance de maintenue de Jean de Nogerolle, Montauban, 4 février 1698).

jugemens »[3097]. Il faut dire que Pellot était à la tête d'un immense ressort, car il était à la fois intendant de Bordeaux et de Montauban.

Les assignés se firent en général représenter par un procureur. François de Barège, sieur de Saint-Arailhes, habitant de Puntous en Magnoac, prit par exemple comme procureur Dominique Sénac, procureur à Mirande, dans la maison duquel il fit élection de domicile. Ce procureur était souvent le même pour plusieurs assignés. Fabien Ortholan fut ainsi procureur de plusieurs assignés des Quatre-Vallées.

Lors de leur comparution, les nobles devaient déclarer leurs noms, âges, habitations, qualités, armes, spécifier s'ils étaient aînés ou puînés de leur maison, s'ils reconnaissaient d'autres branches de leurs maisons portant même nom et armes[3098]. En Comminges, Garrabie, procureur de Jean-Bertrand de La Tour, comparut le 29 octobre 1666, et déclara que le produisant « et ses predecesseurs sont, de toute ancienneté, nobles, que ladite maison de Landorte porte pour armes unne tour d'argent en champ d'azur, et au costé deux rochers d'or en mesme champ, couvert en fleurs de lys »[3099]. Le noble supposé devait ensuite produire ses titres de noblesse[3100]. L'usage voulait qu'un arbre généalogique soit produit pour clarifier la filiation. Ainsi Arnaud-Jean de Saint-Paul produisit l'arbre généalogique de sa famille « pour un plus grand esclercissemant »[3101]. Certains nobles, sans que l'on sache s'ils furent assignés ensemble, ou si ce fut de leur propre initiative, produisirent une production commune. Ce fut le cas de Jean de Luppé et Blaise de Luppé, oncle et neveu[3102].

La production devait être reprise dans un inventaire des titres, en commençant par le degré du produisant, puis en remontant la filiation[3103]. Cet inventaire pourrait être dressé sur le champ, mais les titres pouvaient être retenus pour y travailler jusqu'au jour où le noble serait

---

[3097] Foucault, Nicolas-Joseph, Mémoires, *op. cit.*, p. 29.

[3098] *ADG*, C 362, « Memoire pour les commissaires subdelegués par monseigneur Pellot, intendant de Guyenne pour la recherche de la noblesse dans les eslections de taille réelle », Agen, 12 juin 1666. La connaissance des différentes branches de la famille permettait de s'assurer que des familles ne pussent usurper le nom et les armes d'une autre, comme par l'usage d'un nom de seigneurie devenu au fil des ans patronymique.

[3099] *ADG*, I 1989. La description des armes était toujours faite dans le moindre détail. Bernard de Saint-Pastou affirma porter « d'azur, un aigle d'or portant à son becq une cloche d'argent, et à sa queue au chef de l'escu, une demy fleur de lis d'argeant, avec un haulme barré » (*ADHP*, 76 J 17, verbal de comparution de Bertrand Teussac, procureur de Bernard de St-Pastou, Pamiers, 12 février 1667). Le procureur de Pierre-Jean de Lamezan déclara qu'il portait pour armes « au premier et quatriesme d'azur à un lion d'or, au segond d'azur à une main d'argent soutenant une fleur de lis d'or, au troysiesme d'azur à une tour d'argent masonnée de gulles, et au-dessus un casca front » (Fonds Beaulieu, verbal de comparution de Pierre-Jean de Lamezan, 24 décembre 1666).

[3100] *ADG*, C 362, exploit d'assignation de Charles Saubolle, Masseube, 18 septembre 1666 : il fut assigné « à ce qu'il ait à produire et remettre au greffe de la commission les titres et actes dont il entend se servir pour soustenir sa pretendue nobilité, et autrement voir contre luy proceder suivant et au desir dudit arrest ».

[3101] *ADPA*, 16 J 255, inventaire des pièces et productions d'Arnaud-Jean de Saint Paul, seigneur de Lespouey.

[3102] *ADG*, I 2167, production de Jean de Luppé, baron d'Arblade, et Blaise de Luppé, sieur de Crémens.

[3103] *ADG*, C 362, « Memoire pour les commissaires subdelegués par monseigneur Pellot », Agen, 12 juin 1666. Un modèle d'inventaire était remis aux subdélégués, qu'ils n'avaient donc qu'à reproduire.

assigné pour venir les récupérer. Le commissaire devait parapher les titres présentés avant de les rendre au produisant[3104]. Le produisant devait alors lire l'inventaire et le signer, afin qu'il ne puisse changer ses titres pour en produire de plus avantageux, ou ses armes, « qu'on change assés souvant pour les conformer à celles d'autres familles plus mestres d'un nom equivocque ou synonyme ». Les inventaires seraient ensuite regroupés dans un cahier pour la sénéchaussée[3105].

Le procureur du requérant pouvait se contenter de demander acte de sa présentation à l'assignation, signait le registre des présentations, et demandait un délai de quinze jours ou plus pour faire sa production et la communiquer au demandeur en usurpation, le procureur du commis à la recherche, délai qui se voyait réduit à huit jours par le subdélégué de l'intendant. Ce délai lui était accordé pour lui permettre de rassembler les actes en vertu desquels il avait pris la qualité de noble. S'il n'obtempérait pas dans le délai, il était alors forclos et il était procédé contre lui comme usurpateur.

S'il produisait ses titres, ils devaient être communiqués au préposé à la recherche pour qu'il pût y répondre et s'opposer à la relaxe. Cette opposition n'était pas systématique : après l'examen des titres, si le préposé voyait qu'à l'évidence il avait affaire à un noble, il donnait son consentement à sa maintenue[3106]. Le commissaire de l'intendant rédigeait alors son avis sur les productions des parties, pour qu'il fût communiqué, avec le procès-verbal, à l'intendant[3107].

2) Une noblesse soumise à rude épreuve ?

Comme on peut le voir, les nobles bénéficièrent d'une procédure contradictoire, devant une administration qui avait pris un caractère juridictionnel. Les délais qui leur furent accordés, brefs si l'on en croit les assignations et ordonnances, ne furent pas respectés, et certains

[3104] Lors de la comparution du procureur de Bernard de Saint-Pastou, le commissaire reçut les titres, « lesquels après avoir bailhé en communiquation au procureur dudit Catel, nous avons veriffiés et paraffés, et ensuitte rendus audit noble Bernard de Saint-Pastou, baron de Bonrepaux » (*ADHP*, 76 J 17, verbal de comparution de Bertrand Teussac, procureur de Bernard de St-Pastou, baron de Bonrepaux, Pamiers, 12 février 1667).
[3105] *ADG*, C 362, « Memoire pour les commissaires subdelegués par monseigneur Pellot », Agen, 12 juin 1666.
[3106] Jean Saint-Seris, procureur de Catel en Comminges, après examen de la production de Jean de Béon, seigneur de Lamezan, remit sa production et déclara « que par icelle il resulte à l'antieneté de la maison dudit sieur du Massès et de sa nobilité, partant auroit dict n'entendre empescher que ladite seigneurie de Lamesan ne jouisse de sa qualité, auquel effaict les originaux des actes par luy reproduicts ne luy soint rendus » (*ADG*, I 440, verbal de la comparution de Jean de Béon de Massès, Samatan, 30 juillet 1666).
[3107] *ADG*, I 440, *ibidem* : « nous aurions dressé nostre advis et icelluy attaché au present verbal pour le tout estre renvoyé pardevant ledict seigneur Pellot notre commetant pour y estre faict droict ».

bénéficièrent de plusieurs mois pour rapporter leurs titres. Mais ce temps n'était pas toujours de trop pour élaborer la preuve, que certains n'avaient jamais eu à produire. Retrouver et rassembler les titres permettant d'étayer la noblesse et la généalogie depuis près de cent dix ans, les produire dans les temps, ce n'était guère aisé. Tous recoururent à un procureur pour les aider et les représenter. Ils purent aussi recourir à des personnes habiles pour lire les actes anciens, ou les retrouver dans les dépôts d'archives. Un nommé Dupuy, de Muret, racontait ainsi que lors de la recherche de noblesse en Gascogne et en Languedoc, il fut sollicité par des amis nobles pour rechercher leurs titres dans divers fonds d'archives, ce qu'il prétendit avoir réussi avec succès[3108].

Au sein d'une même famille, on dut parfois trouver un arrangement, lorsque les titres étaient en possession d'un parent plus ou moins proche. Pierre-Jean de Lamezan, sieur de Juncet, permit à son frère, sieur de Baluet, de se servir de sa production[3109]. Mais il n'était pas toujours possible d'y parvenir : Pierre-Jean de Lamezan n'établit sa généalogie (que) depuis deux cent ans, époque à laquelle sa branche se détacha du tronc de la famille, le dépositaire des titres de la branche aînée étant alors occupé au service du roi[3110].

Les nobles n'étant pas originaires de la province durent entreprendre un voyage dans leur province d'origine afin de retrouver leurs titres. Paul d'Audric, en Bigorre, dut par exemple demander au viguier de Narbonne de contraindre un notaire à la délivrance d'un extrait en forme du testament de 1610 de François d'Audric. Le procureur du commis à la recherche en Bigorre ne pouvant être présent, il demanda à ce que le viguier soit là lors de la collation, ainsi que le procureur du roi, ce qui lui fut accordé[3111].

D'autres eurent du mal à établir leurs preuves à cause de circonstances inattendues. Jean de Fosseries, seigneur de Gonnès, avait remis seize actes concernant sa noblesse au sieur

[3108] *ADG*, I Suppl 442, « Généalogie de la maison de Noé », manuscrit daté de 1673 : « je fus prié par des gentilshommes de mes amis de les servir en cette occazion et de chercher des actes et tiltres dont ilz avoient bezoing pour estre maintenus dans leur quallité. Je visitais donc les archives de Toulouse, Muret, et autres senechaussées, abayes, couvens, et registres des noteres de ces deux provinces, pour executer ma commission, ce que je fis avec beaucoup de succèz ».

[3109] Fonds Beaulieu, copie de l'inventaire des preuves de Pierre-Jean de Lamezan remis devant le subdélégué de l'intendant, château de Juncet, 15 novembre 1666 : « Je soubsigné declaire avoir produit les actes ci-dessus mantionés, et invantoriés jusques à letre O, devant ledit Duplas notre comissaire dans la compté de Comminges, sur l'assignation à moy donnée, conssentant que monsieur de Baluet mon frere se serve de ma dite production, comme il le verra etre à faire ».

[3110] *Ibidem*, « Inventaire des actes et titres de noblesse » de Pierre-Jean de Lamezan, seigneur de Juncet : « ne remettant que seulement les actes justificatifs de sa dessendance, depuis que sa maison fait branche de celle de Lamezan y ayant environ deux cent ans, pour ne pouvoir disposer des anciens tiltres, et documents de la dite maison, estant au pouvoir du sieur de Lamezan, soubs lieutenant des gendarmes du Roy, heritier de la dite maison, les ancetres de laquelle ont esté honnorez par les roys nos predecesseurs des belles et considerables charges, comme le dit sieur produisant justifieroit sans l'absence du dit sieur de Lamezan à cause de sa charge ».

[3111] *ADPA*, 16 J 81, requête de Paul d'Audric, marquis de Bazillac, au viguier de Narbonne, avril 1667.

Greffueilhe à Auch, sans que l'on sache dans quel but, en 1661. Un acte de réception portant qu'il les pourrait retirer à la première réquisition avait été signé. Or en 1667, avec l'assignation qu'il avait reçue devant l'intendant, il retourna à Auch récupérer ses titres, mais Griffueilhe avait quitté le pays, et Jean de Fosseries se vit contraint d'envoyer des messagers partout où il pourrait se trouver, comme à Montpellier, sa résidence, mais aussi à Toulouse, où l'on finit par le retrouver. Greffueilhe renvoya alors Jean de Fosseries chez un monsieur de Lavaquant, à Pavie près d'Auch, qui n'accepta de lui céder ses propres titres que contre la somme de 50 livres, suivant l'ordre de Greffueilhe. Fosseries, « veu la presse » qu'il avait de remettre les titres, se vit obligé de les lui verser, sans que Lavaquant n'acceptât de signer une décharge. Toutes ces circonstances donnèrent l'impression à Jean de Fosseries d'être l'objet d'une manipulation, ce qui le conduisit à déposer plainte devant l'intendant[3112].

Certains nobles purent être soumis à une épreuve inattendue : celle d'être assigné dans plusieurs provinces. Ce fut le cas de Guillaume de Cossy qui, après avoir été maintenu dans sa noblesse en Gascogne, où il demeurait, en juillet 1666[3113], se vit assigner par le commis à la recherche en Languedoc en 1669, pour des biens qu'il possédait dans la sénéchaussée de Toulouse[3114]. Il objecta qu'il était domicilié dans la sénéchaussée d'Auch, et qu'il avait déjà obtenu une maintenue de noblesse : « il ne peut pour le jourd'huy estre recherché pour le mesme fait en Languedoc, parce qu'il n'est pas raisonnable qu'il remette ses titres en deux differentes provinces puisqu'il n'est rezident qu'en celle de Guyenne »[3115]. Malgré la production d'une copie collationnée en bonne forme de l'ordonnance de maintenue, l'intendant de Languedoc rendit une ordonnance en janvier 1669 lui accordant huit jours pour justifier de sa noblesse[3116]. Guillaume de Cossy produisit un extrait du compoix de La Sauvetat au comté de Gaure, un certificat des consuls de la même juridiction prouvant qu'il y faisait son domicile, et un certificat du sieur Castéra, archiprêtre du même lieu, sur le même fait. L'intendant le déchargea alors de

[3112] *ADHP*, 65 J 390, acte de protestation de Jean de Fosseries, passé devant Jean Romerguère, notaire royal d'Auch, le 5 juin 1667.
[3113] Fonds Cahuzac-sur-Adour, jugement de maintenue pour Guillaume de Cossy sieur de Cordé devant François de Rabastens, commissaire subdélégué, Montauban, 8 juillet 1666.
[3114] *Ibidem*, « Inventaire pour noble Guillaume de Cossy sieur de Cordé demurant en Guyenne » : « Dict qu'ores il soict habitant et rezident actuellement en la province de Guyenne, et qu'il ait esté cy devant assigné devant monsieur de Pellot, intendant en ladite province, faict la remize de ses titres et obtenu jugement de descharge du juge mage de Montauban, commissaire subdélégué par ledit seigneur de Pellot, intendant, neantmoings sous pretexte que ledit produisant possede quelque bien dans le terroir de la ville d'Auterive au dioceze de Toulouse, maistre Alexandre de Belleguize luy auroit faict donner assignation ».
[3115] *Ibidem.*
[3116] *Ibidem*, ordonnance de Bezons intendant de Languedoc, Montpellier, 2 janvier 1669.

la recherche, attendu qu'il était domicilié en Guyenne, et avait déjà été jugé par l'intendant de cette province[3117].

En revanche, rares furent ceux qui allèrent plaider devant la commission députée par le conseil en appel d'une condamnation. La preuve était alors d'autant plus difficile à établir que les conditions formelles de la preuve y étaient plus rigoureuses, comme l'éprouva la famille de Béon de Bière, de Montesquiou, qui dut faire appel : il fallait deux actes par degré pour prouver la noblesse et la filiation, les collations y étaient regardées avec une suspicion accrue, le compulsoire n'était accordé que s'il était impérativement précisé les notaires et les pièces demandées[3118]… Dans ces conditions, celui qui n'avait pas été maintenu en province n'avait guère de chances de l'obtenir au conseil. Dans d'autres provinces cependant, où l'enjeu matériel était plus considérable à cause du caractère personnel de la taille, et l'appel moins onéreux et plus favorable grâce à la proximité de la commission et aux relations parisiennes, les appels furent plus courus, et parfois avec succès[3119].

Dans l'ensemble, les nobles semblent avoir été vraiment ménagés, et si certains purent éprouver quelques difficultés, ce fut soit à cause de circonstances particulières, soit que leur noblesse était litigieuse. Ceux qui eurent vraiment à se plaindre de la recherche furent les notables non nobles auxquels leurs notaires avaient eu la complaisance de donner du « noble » ou du « messire ».

[3117] *Ibidem*, ordonnance de Bezons intendant de Languedoc, 6 mai 1669.

[3118] « La premiere piece qui est de l'an 1529 est bonne, mais il seroit necessaire qu'il y en eu une autre, mesmes l'on le desire icy pour justiffier la possession de noblesse de chasque ascendent. […] L'on faira encore difficulté sur la forme dudict contract de mariage parce que ce n'est qu'un vidimus ou coppie collationnée, et il faudroit une expedition en bonne forme par le notaire qui l'a passé ou par celuy qui a succedé à sa pratique. […] L'on ne donne point au conseil aucun compulsoire que l'on n'indique les notaires et les pieces dont on a besoing. […] Il faudra user de dilligence autant que l'on pourra sur les lieux, affin d'envoyer promptement les tiltres qui manquent et la filiation bien articulée avec les armes et deux tiltres de la filliation de chaque personne qui composera la genealogie » (*ADG*, I Suppl 69, lettre de Rolland Dubourg avocat au parlement et au conseil du roi, à monsieur de Poiriès, pour les affaires de la maison de Bière, à Paris, le dernier avril 1667).

[3119] Esmonin, Edmond, La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 216.

B) Prouver sa noblesse lors de la première recherche des usurpateurs

Deux points doivent ici être mis en avant : la présomption de roture qui pesait sur l'assigné, et la diversité des preuves de noblesse rapportées par les nobles gascons.

1) La présomption de roture

Comme on l'a vu, toute personne était présumée non noble. Le commis à la recherche des usurpateurs n'avait donc pas à prouver la roture de la personne, il lui suffisait d'établir que le défendeur avait pris des qualifications nobles, et étant présumé roturier, si le demandeur n'établissait pas sa noblesse, il était condamné comme usurpateur. La charge de la preuve de noblesse reposait donc sur le défendeur. Si le commis à la recherche n'avait pas à prouver la noblesse, il lui fallait en revanche établir que la personne qu'il voulait poursuivre avait bel et bien pris des qualifications nobiliaires, permettant de faire présumer l'usurpation.

A cette fin, le commis se faisait délivrer des extraits des minutes notariales certifiées par le notaire qui les avait retenues[3120]. La tâche de recherche des titres prouvant l'usurpation fut souvent effectuée par les notaires eux-mêmes. Pour faciliter le travail des préposés à la recherche, il était ordonné aux greffiers et notaires, par l'article 8 de l'arrêt du conseil d'Etat du 22 mars 1666, de leurs communiquer leurs registres et minutes à la première sommation, et de leur en délivrer des extraits à leur demande pour 3 sols chacun[3121]. Par l'arrêt du conseil d'Etat du 20 janvier 1667, il fut fait obligation aux notaires (et aux greffiers) d'envoyer un cahier, signé d'eux et certifié véritable, comprenant le nom, le surnom et la demeure de tous ceux qui auraient pris des qualifications nobles dans leurs minutes. Les préposés devaient cependant payer les notaires pour cette prestation, taxe qui serait évaluée par l'intendant. En cas

[3120] Par exemple l'extrait du testament de Marie Desguerre du 18 septembre 1653, de Dours en Bigorre, dans lequel Jean-François Lanusse avait pris la qualité de noble, est annoté « certiffié l'extraict cy dessus veritable par moi notaire royal soubsigné residant à Tarbes, ayant la minute d'icellui deslivré au greffier Dufaur de Joueri commissaire subdelegué par monseigneur l'intendant », le 1er juin 1665 (*ADG*, C 362).
[3121] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 151.

d'omission, les commissaires départis pouvaient les condamner à des amendes arbitraires[3122]. On conçoit bien que les notaires durent être réticents à faire ce qui revenait à dénoncer certains de leurs clients. Nicolas Catel, commis à la recherche, se plaignit auprès du commissaire subdélégué en Armagnac que les greffiers et notaires faisaient traîner en longueur la délivrance des actes. Le subdélégué rendit donc une ordonnance le 14 juin 1666 par laquelle tous les notaires et greffiers de l'élection d'Armagnac devraient remettre deux extraits sommaires pour chaque partie ayant pris une qualification noble dans huit jours, moyennant 3 sols l'extrait remis, à peine de 1000 livres d'amende faute de ce faire avec diligence[3123]. Les notaires reçurent donc peu après l'ordre de remettre les extraits[3124]. Des cahiers furent alors réalisés, dans lesquels étaient relevés des centaines d'actes, avec les noms de tous ceux ayant pris la qualité de noble, dans tous types d'actes notariés, souvent comme contractants, parfois comme simples témoins, et suspectés d'usurpation[3125].

Par ailleurs, le gouvernement encouragea le recours à la délation. Il fut ordonné par l'arrêt du conseil d'Etat du 20 janvier 1667 que le tiers des amendes seraient reversées à ceux qui auraient fourni soit des actes de dérogeance, soit des preuves de la fausseté des titres produits, qui n'auraient été prouvés tels par les préposés à la recherche[3126].

Au bout du compte, ce ne fut pas un, mais deux ou trois actes notariés qui furent allégués par le procureur du commis à la recherche. Face à François de Lanusse, de Dours en Bigorre, le commis produisit deux actes retenus par le notaire Buron, un du 18 mai 1646 et un du 19 septembre 1653, dans lesquels il avait pris des qualifications nobles[3127]. Contre François de Barège, il montra les minutes d'un contrat de bail de biens du 5 février 1634, d'un contrat de dette du 4 juillet 1644 et d'un contrat de mariage du 11 avril 1659 où il était témoin, tous trois signés par le défendeur. Collongues, notaire de Castelnau-Magnoac, certifiait que ces actes se trouvaient bien dans ses minutes[3128]. Contre les frères Pierre et Bernard Souffarès de Saramon, furent trouvés par Jacques Dubuc, procureur du commis, les extraits d'une quittance de 1652,

[3122] *Ibidem*, p. 163.
[3123] Fonds Laplagne, ordonnance de Lucas, juge criminel et commissaire subdélégué, Lectoure, 14 juin 1666.
[3124] Jacques Barris, notaire de Montesquiou, reçut une copie de l'ordonnance du subdélégué le 21 juin 1666 avec cet ordre : « a fait le comandement audit Barris, notaire royal demurant à Montesquiou, de remetre les extraicts ès mains de maitre Aimeriq Degan notaire royal dans la ville de Vic » (*ibidem*).
[3125] Un cahier comprenant des dizaines d'actes notariés est conservé aux Archives départementales du Gers (*ADG*, C 362). Les extraits prennent la forme suivante : « Le vingt quatriesme jour du mois de novembre de l'année mil six cent cinquante, acte procuration feust faict par le sieur Carrierre et Lhostau en faveur du sieur Lhostau filz ès presances de noble Guilhaume de Gascor de Camalles » ; « le vingt deuxieme mars mil six cent soixante-quatre, acte d'accord feust passé d'entre noble Martial Vignaus d'unne part, et André Lafargue merchant d'autre ez presances à noble Arnauld d'Abbadie sieur de Clarac », etc…
[3126] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 163.
[3127] *ADG*, C 362.
[3128] *ADG*, C 362.

d'un acte de protestation de 1655, d'un contrat de vente de 1657 et d'un contrat de bail d'une métairie de 1658. Tous étaient certifiés comme « véritables » par les notaires, qui en délivrèrent un extrait « en verteu des arrests du conseil et ordonance de monseigneur l'intendant »[3129].

Il suffisait que la personne poursuivie ait pris des qualifications dans un ou plusieurs actes (un seul après janvier 1667), et qu'au lieu de produire sa preuve de noblesse, elle se contentât du « silence et manquement de produire » pour qu'il y ait une preuve d'usurpation suffisante et donc une condamnation[3130]. L'usurpateur déclarait alors souvent qu'il se désistait de cette qualité, en espérant une modération de l'amende. Mais l'assigné pour usurpation, pouvait-il choisir une troisième voie, qui n'était ni celle du désistement, ni celle de la preuve de noblesse, mais celle de la preuve qu'il n'avait pas usurpé ? En réalité, il était difficile de prouver que l'on n'avait point usurpé, lorsque le commis à la recherche rapportait des extraits d'actes dans lesquels une qualification noble était prise. A défaut d'établir la noblesse, cette preuve était-elle pour autant irréfragable ?

Le cas de Jean Monlong, sieur de La Cornère, prêtre de Monléon-Magnoac, permet de répondre à cette question. Le préposé à la recherche avait produit deux certificats d'actes notariés, un acte de vente du 27 avril 1641, un autre du même jour, dans lesquels il portait la même qualification. Lors de sa comparution, le prêtre prétendit que le notaire l'avait qualifié tel de son propre mouvement et sans son consentement[3131]. Le préposé à la recherche soutint qu'il ne pouvait ignorer le contenu d'un acte qu'il avait signé, et qu'il aurait pu faire rayer cette qualité[3132]. Le prêtre s'attacha donc à démontrer le contraire, c'est à dire qu'il n'avait jamais eu l'intention de porter cette qualité. Il produisit à cette fin plusieurs actes dans lesquels il ne l'avait pas prise, notamment son contrat de mariage avec Marie de Cizos du 26 mars 1632, des documents tirés d'une procédure devant le sénéchal d'Armagnac, le contrat de mariage de Jacques Monlong son fils le 29 septembre 1661… L'acte du notaire serait donc une « surprise » : s'il avait voulu prendre cette qualité, « il est probable qu'il l'auroit prinse dans iceux actes ». En outre, dès qu'il fut veuf, il avait choisi de devenir prêtre, ce qui était de nature

[3129] *ADG*, C 362.
[3130] *ADG*, C 362, « inventaire pour maître Nicolas Catel contre le sieur Jean de Marmouget de la grange Lapallu, en la viscomté de Nébouzan ».
[3131] *ADG*, C 362, « Inventaire raisonné » de Jean Monlong contre Pierre Etienne, préposé à la recherche : « jamais ledict produisant n'avoit prins ladicte qualité de noble ny affecté icelle, et ne prethend l'avoir, et que sy feu Chelle notaire y avoit mis ceste qualité dans un acte, il l'avoit faict de soy sans le consentement dudict Monlong, et sans qu'il s'en apperçeust, esperant que vostre bonne justice ne faira moment à ceste surprinse ».
[3132] *ADG*, C 362, « Inventaire de la production » de Pierre Etienne, préposé à la recherche, contre Jean Monlong : « ceste allegation est detruite par lesdicts actes desdits jours sus exprimés, esquels le dict Monlong est constituant, et partant il ne pouvoit ignorer le conteneu en iceux, et sy le notaire eust inséré la dicte qualité de noble contre son intention, il l'auroict faicte rayer ».

à prouver son désintérêt pour la noblesse[3133]. Le fait qu'il assurait ne jamais avoir voulu prendre cette qualité, intention qui paraissait se vérifier par divers actes, suffît-elle à obtenir la relaxe ? Le brouillon de l'ordonnance du subdélégué, seul conservé, le condamnait sans avoir égard à ses actes et explications, comme usurpateur, ce qui laisse penser que la preuve de l'usurpation ne souffrait pas la preuve contraire, sauf à prouver la noblesse[3134]. Nous verrons grâce à quelques exemples lors de la seconde recherche qu'il faut nuancer cette affirmation dans quelques cas, comme pour ceux qui bénéficiaient d'une surséance comme officiers au service, du droit de prendre la qualification en raison de leur office, ou qui étaient mineurs lors de la prise de la qualification[3135]. Mais d'ordinaire, pour éviter la condamnation, l'usurpateur potentiel n'avait qu'une option : prouver la noblesse.

2) La preuve de la noblesse

Il est intéressant d'examiner les productions des nobles « de race », qui n'étaient pas vraiment concernés par l'anoblissement et la cessation de noblesse, auxquels notre première partie a été surtout consacrée, alors qu'ils constituaient la grande majorité des nobles en Gascogne orientale. Leurs preuves nous permettent de les approcher. Si elles étaient plus ou moins bien étayées, certaines imperfections pouvaient s'avérer rédhibitoires.

a) Des productions plus ou moins probantes

[3133] *ADG*, C 362, « Inventaire raisonné » de Jean Monlong contre Pierre Etienne : « Dict que dans nul acte hors celluy reteneu par Chelle quy feust une surprinse et sans cognoissance de cause, qu'on ne scauroit monstrer que le produisant aye jamais prins la qualité de noble, il le tesmoigne assés n'avoir pas esté dans ceste volonté de prendre ceste qualité, au contraire dès qu'il a esté vef il a tasché de parvenir aux ordres exlesiastiques et s'est rendeu prestre, n'ayant jamais causé aucun prejudice à Sa Magesté ny au public ».
[3134] *ADG*, C 362.
[3135] Les commissaires provençaux allèrent plus loin en donnant des décharges en raison de la pauvreté, de l'erreur du notaire, parce qu'ils n'étaient que témoins dans l'acte incriminé, qu'il n'y avait usurpation que dans un acte, pour « services rendus au roi », etc… (Blanc, François-Paul, « L'usurpation de noblesse en Provence à l'époque de la première réformation (1666-1669) », *op. cit.*, p. 188). Ces décharges, qui n'étaient pas prévues par la législation, relèvent d'un manque de rigueur de la commission établie en Provence lors la première recherche ; le professeur Blanc remarque que certaines sont juridiquement injustifiables. On ne trouve pas une dérive équivalente en Gascogne orientale.

Le noble avait la lourde charge d'établir sa preuve de noblesse. Cette preuve pouvait être attaquée sur différents points : il fallait donc l'établir avec rigueur autant que put se faire.

Les nobles pouvaient produire des titres constitutifs, confirmatifs ou primordiaux de noblesse. On remarque que Bernard de La Roche, sieur de Barthe en Magnoac, éprouva le besoin de justifier l'absence de titre primordial, expliquant que « quoy qu'il ne fasse pas apparoir des lettres d'annoblissemant accordées par Sa Majesté qui regnoit alors au premier de sa race qui prinst la qualité de noble, à cause qu'elles se sont perdues, ou par la longueur du temps, ou par la negligence de ses predecesseurs », il prouverait cependant deux siècles de possession de la noblesse[3136]. Il s'agit d'une exception. En Gascogne orientale, la noblesse étant principalement d'extraction, les nobles se contentèrent pour la plupart de rassembler les actes portant qualification qui furent principalement mis en avant. Ce fut le cas d'Antoine de Lasséran qui affirma dans l'inventaire de ses titres que « comme dessendant de parans nobles, il a prins la quallitté de noble dans ses pactes de mariage, tout ainsin que ses autheurs l'ont cy devant faict dans tous leurs actes »[3137].

Alors que l'arrêt du 19 mars 1667 prévoyait que la preuve de noblesse pourrait être prouvée par des contrats de mariages, des partages, des actes de tutelles, des aveux, des dénombrements, mais aussi d'autres actes « authentiques »[3138], l'intendant demanda à ses subdélégués de ne recevoir comme titres que les contrats de mariage, de partage, et les aveux et dénombrements[3139]. S'il est vrai que ces titres furent les plus souvent produits, en pratique les actes utilisés furent des plus divers. Arnaud-Jean de Saint-Paul de Lespouey produisit pour établir sa filiation et la prise de qualifications, un extrait baptistaire, un contrat de mariage de 1645, un contrat de mariage de 1617, un autre de 1582, une quittance du droit de légitime de 1551, une autre de 1535, une reconnaissance d'habitants de 1553 et un dénombrement de 1619[3140]. Jean de Luppé, baron d'Arblade, et Blaise de Luppé, sieur de Crémens, dans leur production de février 1667, se permirent de produire un contrat d'achat[3141].

Beaucoup durent remonter au trisaïeul pour atteindre la date de 1560, comme Bernard de Saint-Pastou, qui remonta à Philippe de Saint-Pastou, qui vivait au milieu du XVIe siècle[3142]. Mais le grand nombre de générations remontées par certains s'explique par une volonté délibérée de produire surérogatoirement. Les nobles « de race » ne voulaient pas prendre de

[3136] *ADG*, I Suppl 323.
[3137] *ADG*, I 1966 inventaire des pièces d'Antoine de Lasséran, seaigneur de Cazaux d'Angles, 15 juin 1667.
[3138] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 165.
[3139] *ADG*, C 362, « Memoire pour les commissaires subdelegués par monseigneur Pellot », Agen, 12 juin 1666.
[3140] *ADPA*, 16 J 255.
[3141] *ADG*, I 2167.
[3142] *ADHP*, 76 J 17.

risques, et ils produisirent des actes bien antérieurs à 1560. C'est le cas par exemple d'Arnaud-Jean de Saint-Paul qui remonta à la cinquième génération sa filiation et sa noblesse, avec une quittance de 1535[3143]. Bernard de Barège, sieur de Tilhouse, remonta au XVe siècle, grâce au pacte de mariage de Bernard de Barège et de damoiselle Honorette de Boussost du 13 mai 1471[3144]. Jean de Castelbajac, seigneur de Bernet en Astarac, prouva la noblesse de ses prédécesseurs depuis plus de trois cents ans[3145].

Certains actes pouvaient très bien avoir été délivrés à des roturiers, mais ils permettaient de faire valoir la possession de fief ou l'accomplissement de services. Des certificats de service ou de participation à l'arrière-ban pouvaient être produits[3146]. La production de François de Barège était agrémentée d'un hommage, d'une convocation aux Etats par la reine de Navarre, et d'un passeport au pays de Béarn du XVIe siècle[3147]. Bernard de Saint-Pastou produisit, outre les actes portant qualification, une commission de capitaine d'une compagnie de chevau-léger de 1628 expédiée à Melchior de Saint-Pastou, et une exemption du service à l'arrière-ban accordée à Philippe de Saint-Pastou par Henri II en 1557[3148]. Sébastien d'Espouy, sieur de Caubous, qui produisit le 14 mars 1667, établit systématiquement pour chaque degré de sa généalogie, la preuve de la noblesse, de la filiation, et une preuve des services accomplis par lui-même et son père : pour lui une commission de capitaine d'une compagnie des chevau-légers au régiment de Ventivolio de 1646, un certificat du comte d'Harcourt, général des armées du roi en Catalogne, de 1647, et divers certificats des services rendus sous ses ordres signés et marqués de ses armes, pour son père, une commission d'une compagnie[3149]. Jean de Castelbajac prouva avoir porté les armes au service comme capitaine au régiment de monsieur de Sère en 1637, qu'un de ses ancêtres avait servi aux armées, et qu'après avoir « signalé son courage en diverses occasions », il fut fait chevalier et le roi lui confia une compagnie de trente hommes et soixante archers ainsi que le gouvernement de la ville de Pesquiere en Italie[3150]. Arnaud-Jean de Saint-Paul produisit, pour faire voir que ses ascendants avaient « eu l'advantaige de servir l'estat et courone de France dans des employs assés considerables », des titres très probants par leur nombre : une commission de 1578 accordée par François duc d'Anjou en faveur de Lancelot de Saint-Paul pour qu'il remit sur pied sa compagnie de gens de pied, une commission

[3143] *ADPA*, 16 J 255.
[3144] *ADG*, I 291.
[3145] *ADHP*, 42 J D1-245.
[3146] *ADG*, C 362 « Memoire pour les commissaires subdelegués par monseigneur Pellot », Agen, 12 juin 1666.
[3147] *ADG*, I 291.
[3148] *ADHP*, 76 J 17.
[3149] *ADPA*, 16 J 112.
[3150] *ADHP*, 42 J D1-245.

de capitaine de 1625, une autre commission, une ordonnance de 1579, une commission de capitaine de 1590, une commission de 1592, une commission de 1591, une missive de 1591, et une autre commission dans laquelle on voyait que son ancêtre était capitaine en 1513[3151]. Pierre-Jean de Lamezan prouva les emplois en partant de lui, qui dès « son jeune aage estoit au service du Roy dans ses armées de Lorraine en qualité d'enseigne », jusqu'à un de ses ancêtres qui fut nommé syndic de la noblesse en juillet 1587, dans un « acte d'union de la noblesse de Comminges pour le service du Roy contre les huguenots »[3152]. Ceux-ci démontrèrent donc leurs emplois ou charges au service du roi, parfois pour chaque génération. En revanche, ils s'embarrassèrent moins pour établir la possession d'un fief. C'est que tous étaient seigneurs, et se succédaient dans la même seigneurie depuis des décennies, et parfois des siècles : dans ces conditions, il leur sembla superflu d'appuyer sur ce point.

Certaines preuves se distinguèrent par leur éclat : c'était celles des nobles issus de maisons illustres, qui étaient sans contestation possible. C'était le cas par exemple en Bigorre de celle de Paul d'Audric, marquis de Bazillac[3153]. Il établit sa noblesse par le port de qualifications dans des contrats de mariage et des testaments jusqu'à un contrat de mariage de 1556. Il produisit aussi des hommages rendus au roi, des dénombrements devant les commissaires du roi, des assignations ou comparutions à l'arrière-ban. Il rapporta même l'enquête faite par le commandeur de Malte pour la réception de Charles d'Audric comme chevalier en 1608. Quoiqu'il eût déjà prouvé la filiation avec les contrats de mariage et testaments établissant le port des qualifications, il employa « pour une plus grande preuve » des actes plus anciens : un testament de 1553, un autre de 1501, un pacte de mariage de 1522, des hommages et dénombrements, des lettres patentes de 1472, et divers titres de la seconde moitié du XVe siècle. Enfin il mit en avant les services rendus « aux roys despuis un tamps immemorial, et au public » : des commissions, des charges, un don de 3000 écus en 1594, enfin un brevet de gentilhomme ordinaire de la chambre du roi daté de 1581, qui prouvait que les services de Jean d'Audric au roi furent « considerables ». En tout, près de cinquante titres furent produits.

Etienne de Castelnau-Coarraze, baron de Laloubère, produisit une preuve aussi éloquente, avec en sus un livre imprimé sur la généalogie de sa maison, dans lequel on pouvait voir que la maison de Castelnau était une des plus anciennes et des premières de la province de Bigorre, qu'elle avait donné des ambassadeurs, des maréchaux, des généraux d'armée,

[3151] *ADPA*, 16 J 255.
[3152] Fonds Beaulieu, « Inventaire des actes et titres de noblesse » de Pierre-Jean de Lamezan, seigneur de Juncet.
[3153] *ADG*, I Suppl 57.

qu'aucun de ses membres n'entreprit contre l'Etat, qu'elle contribua à bouter l'anglois hors de Guyenne, que par ses alliances avec des maisons illustres ils purent en porter les armes, qu'ils possédèrent nombre de seigneuries[3154], etc… Sans produire tous ses titres, il assura pouvoir remonter à la dix-septième génération, par l'inventaire des titres produits par Michel de Castelnau, son parent proche devenu chevalier du Saint-Esprit en 1582. Il conclut avec beaucoup d'assurance que, s'il fallait produire d'autres titres, il ne serait pas « en grand peine, mais comme au faict en question ceste production est assés forte, puisque par icelle le produisant justiffie et sa qualité de noble et sa filiation d'un temps plus que suffisant »[3155].

A l'opposé, certains maintenus s'étaient agrégés très probablement dans la seconde moitié du XVIe siècle, et ils furent maintenus de justesse. Ce fut le cas de Guillaume de Cossy. Il ne prouva sa filiation qu'avec trois contrats de mariage, et dans le plus ancien, daté de 1561, Guillaume de Cossy, qualifié de « noble », était dit fils « d'honnorable personne monsieur maistre Jean de Cossy, lieutenant pour le Roy en la judicature de Verdun », ce qui n'était pas une qualification noble[3156]. Il argua que Jean était un fils cadet de la maison de Cossy, ce qui l'aurait conduit à s'attacher « aux lettres et à la robe », que cette charge de judicature « fort conciderable en Gascogne » ne dérogerait pas à la noblesse, mais qu'il ne pouvait, comme officier, prendre la qualification de noble. La qualification qu'il prit serait aussi honorable, et une marque de sa naissance : « celle d'honnorable et de monsieur maistre, laquele ne se donnoit

[3154] *ADG*, I Suppl 130, « Inventaire » de production d'Etienne de Castelnau-Coarraze : « Toute ceste généalogie justifie par les actes cy après remis, et par le livre imprimé et approuvé que le mareschal de Castelnau a faict au faict de ceste genealogie, dans laquelle le produisant est comprins comme heritier de la maison de Castelnau, et legitime successeur à tous les biens et honneurs en depandans, qui veritablement est des plus entienes et premieres maisons de la province, car quand aux honneurs il suffit qu'il n'est pas revocqué en doubte que d'icelle sont issus pleusieurs ambassadeurs de France, de courdons bleus de mareschaux de France, generaux d'armées, et qu'aucun de ceste maison n'a jamais esté soubconé d'estre tumbé en aucun mauvais dessein ny entreprise contre l'estat, que le dernier quy est nommé dans ceste genealogie rendit de signalés et considérables combatz contre les anglois lorsqu'ilz feurent chassés de la Guyenne, et les aliences qu'ilz ont faict avec la maison de Gramont, de Mirapoix, avec le comte de Toulouse, avec la maison des Angles, de Coarraze, de Laloubère, et de Bazillac, desquelles maisons ils ont tousiours porté les armes, comme le produisant faict encores, soit à cause desdites aliences, ou des subztitutions aux biens desdites maisons, ne rendent pas moings de preuve de l'origine du produisant. Quand aux biens, depuis le dernier nommé dans ceste genealogie jusques à present, tous ont tousjours possedé noblement et en toute proprieté les terres et seigneuries de Castelnau d'Arras, quy a esté tousjours unne forte place, qui a fort resisté à l'anglois, de laquelle seigneurie depent la valéee d'Azun, quy est la plus considérable du pays du Lavedan, dans laquelle ladite maison de Castelnau a quatre gentilhomes homagés, apellés les damoiseaus de Gaillagos, d'Arras, d'Ourout, et d'Aisac, la seigneurie de Laloubère, Julos, Paréac, Escoubes, Sempoly, Adé, Juillan, Laguian, Liac, et la conseigneurie de la baronie des Angles. Enfin la maison de Castelnau est despuis l'an mille qu'on comença à porter surnom et armes, auquel temps un cadet de la maison de Castille feust marié dans ladite maison de Castelnau. […] Pour preuve de ceste vérité, le produisant a remis devers vous le livre que le mareschal de Castelnau et Michel de Castelnau, dessandans de ladite maison de Castelnau ont faict imprimer lorsque ledit Michel feust apellé à l'ordre du St-Esprit, et que Jacques, marquis de Castelnau, feust pourveu d'un baston de mareschal de France, lequel livre a esté retiré après avoir esté leu et verifié par vous, et que le produisant pourtant employé ».

[3155] *ADG*, I Suppl 130, « Inventaire » de production d'Etienne de Castelnau-Coarraze.

[3156] Fonds Cahuzac-sur-Adour, « Inventaire des pièces et productions » de Guillaume de Cossy, sieur de Cordé.

pas pour lhors qu'aux personnes de qualitté et de naissance »… Enfin, pour parachever sa défense sur ce point difficile, il fit remarquer que Guillaume avait épousé une demoiselle de Faudoas, famille d'une noblesse reconnue dans la province, et que Jean avait épousé Anne de Pardaillan, de la maison illustre de Gondrin. Autre objection possible : ce contrat de mariage n'était qu'une copie collationnée faite par deux notaires, sans la présence d'une autorité judiciaire. Mais, d'après Guillaume, il ne pourrait être débattu, car l'extrait aurait été fait il y a plus de quatre-vingts ans, et il aurait été produit dans plusieurs instances sans qu'il fût contesté. Pour attester les services de la famille, il ne produisit qu'un certificat de 1640 prouvant que la compagnie de carabin du sieur de Cordé était passée dans une place, et un traité de 1640 pour la levée de carabins nécessaire pour rendre sa compagnie complète, tous deux très récents. Enfin un seul titre était antérieur à 1560, une obligation passée par Guillaume de Cossy de 1549. Sa preuve était donc bien fragile. Il fut pourtant maintenu, avec le consentement du préposé à la recherche[3157]. La preuve de noblesse fut donc examinée avec une certaine bienveillance dans des cas litigieux, car quand bien même il fut probable que la famille de Cossy se fut agrégée, il y aurait un siècle, pouvait-on lui infliger une condamnation déshonorante, elle qui s'était parfaitement intégrée à la noblesse par ses alliances, et depuis peu par ses services ? Le préposé à la recherche pouvait cependant se montrer pointilleux : il en allait de l'intérêt de l'Etat, et de ses profits.

b) L'irrégularité de la preuve

Ceux qui présentèrent une preuve en apparence régulière, purent voir attaquer leur production sur divers points par le préposé à la recherche.

La filiation pouvait être remise en cause. Ainsi Bernard de La Roche se vit contester sa production, qui remontait pourtant jusqu'en 1467, sur ce point là. Le procureur du commis à la recherche avança qu'il ne soutiendrait pas sa filiation avec son père dans son contrat de mariage de 1661 avec Domenge de Sabatier, car son père n'y avait pas assisté. On peut pourtant douter que le produisant ait songé à mentir sur sa filiation avec son propre père. Encore moins probant, le commis à la recherche soutint que l'acte de reconnaissance de 1558 de Gabriel de La Roche,

[3157] *Ibidem*, jugement de maintenue pour Guillaume de Cossy sieur de Cordé devant François de Rabastens, commissaire subdélégué, Montauban, 8 juillet 1666.

sieur de Barthe par les habitants de Labarthe, dans lequel il était pourtant dit que Gabriel était fils et successeur d'Ogier de La Roche, ne prouverait pas la filiation entre ces deux degrés[3158].

Un moyen très efficace de faire condamner un noble véritable était de prouver sa dérogeance. Les contrats de ferme passés par les gentilshommes gascons étaient alors avidement recherchés par les préposés. C'est une des causes qui poussa Chadebec à demander la condamnation de Bernard Vignes sieur de Ponsan : même s'il aurait prouvé correctement sa noblesse, il avait dérogé par un contrat d'afferme du 2 mai 1651, « et ne s'estant point fait rehabilitter il seroit descheu des privilèges de sa noblesse »[3159].

Un point de forme permettait de débusquer un usurpateur, ou de gêner un noble véritable. Les seuls titres acceptés furent les originaux. Les copies collationnées n'étaient prises en compte que si elles avaient été faites par le détenteur des minutes, devant une autorité judiciaire, la partie adverse appelée. Chadebec objecta que, dans la production de Bernard Vignes, plusieurs actes « ne font aucune foy », car c'étaient des extraits tirés d'autres notaires que les détenteurs des originaux, « sans aucthoritté de justice ny appeler la partie ». Ainsi le testament de son bisaïeul non seulement ne prouverait pas la filiation, son aïeul n'étant pas mentionné comme enfant, et en plus serait un extrait tiré d'un autre extrait, ce qui ferait qu'aucun crédit ne lui serait accordé. Chadebec pensait même que le sieur de Ponsan aurait pris les actes d'une autre famille pour s'en servir[3160]…

Certains des titres de Sébastien d'Espouy étaient vidimés[3161]. Le préposé à la recherche fit valoir qu'on ne pourrait donner foi à ces copies collationnées, et qu'il fallait produire les originaux. Sébastien fit alors une requête au subdélégué Chadebec pour qu'il pût extraire dans les formes le testament de Bernard d'Espouy des minutes de feu maître Besian de Tapian, notaire de la vallée de Larboust, dont les registres étaient lors en la possession de maître Coul, notaire de Saint-Paul, en la vallée d'Oueil en Comminges, et le contrat de mariage de Bernard-Jean d'Espouy, retenu par maître Montempuis notaire de Miramont en Comminges. Le subdélégué rendit une ordonnance enjoignant aux détenteurs des registres des feux notaires de se rendre sans délais devant le greffe de la commission pour remettre leurs registres contenant les deux actes dans trois jours à peine de 300 livres d'amende[3162]. Les détenteurs ayant

[3158] Le commis avança que « ceste forme de parler par les habitans de Labarthe ny dudit Gabriel de Laroche de se dire fils dudit feu Ogier n'est pas une veritable pruve de la filiation dudit Gabriel, sy d'ailheurs elle n'est prouvée. […] dict que la pruve des filiations dont l'adversaire se sert ne sont pas en forme, au moyen que toutes ne vienent pas par declaration du pere » (*ADG*, I 1932).
[3159] *ADG*, I 2862, verbal d'avis de Chadebec, Mirande, 21 octobre 1666.
[3160] *ADG*, I 2862, verbal d'avis de Chadebec, Mirande, 21 octobre 1666.
[3161] *ADPA*, 16 J 112.
[3162] Fonds d'Espouy de Caubous, ordonnance de Chadebec, subdélégué, Tarbes, 15 mars 1667.

obtempéré, Chadebec ordonna enfin que Fabien Ortholan, procureur du commis à la recherche, se présentât au greffe pour que les extraits fussent faits en sa présence[3163].

Sauf pour cause de dérogeance, ceux qui furent condamnés n'étaient pas d'anciens nobles pour l'essentiel, mais des bourgeois qui avaient pris occasionnellement une qualification nobiliaire, et qui ne cherchèrent pas à prouver la noblesse de leur famille.

C) Les différentes catégories de jugements

Cinq catégories de jugements sont à distinguer parmi ceux de maintenue et ceux de condamnation.

1) Le jugement de maintenue

En premier lieu, les nobles véritables furent maintenus dans leur noblesse par ordonnance de l'intendant ou parfois de son subdélégué. Le noble était déchargé de la recherche et maintenu dans sa noblesse. Il était aussi ordonné qu'il serait compris au catalogue des nobles de la province. Cette ordonnance de maintenue de 1666 ou 1667 fut par la suite égarée dans de nombreuses familles, mais aussi *a contrario* précieusement conservée dans d'autres, comme celle des barons de Bazillac, qui fut recouverte de carton pour la protéger[3164]. C'était un titre confirmatif qui pourrait être utilisé lors d'une contestation de noblesse. Jean François de Colomès, seigneur de Lamothe en Astarac, fut maintenu par une ordonnance de l'intendant Pellot du 24 novembre 1666. Ayant changé de résidence en acquérant la seigneurie de Gensac en Comminges, il fit une requête au sénéchal de Toulouse, dans le ressort duquel cette terre se trouvait, afin qu'elle fût enregistrée dans les registres de la cour, « dans l'aprehension d'esgarer dans la suite ladite ordonnance quy est en original », pour que sa postérité puisse y avoir recours

[3163] *Ibidem*, ordonnance de Chadebec, Tarbes, 24 mars 1667.
[3164] *ADG*, I 197.

le cas échéant, et qu'il fût inscrit au catalogue des nobles de l'élection de Comminges[3165]. L'ordonnance de l'intendant fut en conséquence enregistrée dans le registre des insinuations le 17 juin 1687[3166].

2) La condamnation pour preuve défectueuse

Certains assignés furent condamnés pour n'avoir pas prouvé convenablement leur noblesse. Ce fut le cas par exemple de ceux dont les titres ne remontaient pas jusqu'en 1560. Jean Dupuy de Masseube produisit ses titres devant Jean de Coture, mais le plus vieux n'étant que de 1596, le subdélégué fut d'avis qu'il serait condamné comme usurpateur[3167]. Parmi ces condamnés, certains sont surprenants, car il s'agissait de nobles d'extraction. Le motif en fut la dérogeance. Marguerin de Montesquiou, seigneur de Pouylebon, qui était indubitablement d'extraction noble, et avait en plus servi le roi à l'armée, se vit condamné par l'intendant malgré sa production, pour dérogeance, ayant passé des contrats de ferme[3168]. Ces jugements de condamnation causés par des productions défaillantes ou pour perte de la noblesse furent cependant plus rares que ceux qui suivent.

3) La condamnation par défaut

Certains assignés furent jugés par défaut, faute d'avoir comparu à l'assignation. Le sieur Dupuy, de Masseube, assigné par exploit du 14 mai 1666, ne comparut pas dans la huitaine, ni d'ailleurs avant le 15 octobre 1666, date à laquelle il fut réassigné par le commissaire dans huitaine. Faute de s'être présenté aux assignations, Chadebec fut d'avis qu'il serait déclaré défaillant et condamné par contumace comme usurpateur de noblesse le 12 janvier 1667, plus

[3165] Fonds Lamothe, requête de Jean-François de Colomès au sénéchal de Toulouse, juin 1687.
[3166] *Ibidem*, ordonnance de Estienne Dambes, juge mage de Toulouse, Toulouse, 17 juin 1687. L'ordonnance d'enregistrement ordonnait qu'il serait mis dans le catalogue des nobles d'Astarac et non de Comminges.
[3167] *ADG*, C 362, avis de Jean de Coture, Mirande, 13 juillet 1666.
[3168] *ADG*, I 2532, ordonnance de Pellot, Agen, 5 mai 1667.

de six mois après son assignation[3169]. C'est dire que les délais n'étaient pas respectés, et que sur ce point les assignés bénéficiaient d'une complaisance certaine.

4) La condamnation par forclusion

Les assignés pouvaient soutenir leur qualité mais ne pas réussir à établir leur preuve dans les temps, et donc ne pas remettre de production. L'assigné croyait peut-être de bonne foi pouvoir défendre sa noblesse, mais il échouait à la prouver, et pour cause dans la plupart des cas. Faute d'avoir produit dans le délai judiciaire qui lui était accordé, il était condamné par forclusion.

Pourtant, le commissaire de l'intendant pouvait accorder à plusieurs reprises de nouveaux délais. François de Barège, sieur de Saint-Arailhes, assigné le 10 juillet 1666, se fit représenter par son procureur le 18 juillet, date à laquelle on lui ordonna de présenter ses titres dans huitaine. N'ayant pas obtempéré, Pierre Etienne, procureur du commis à la recherche, fit une requête le 27 juillet pour qu'il produise ses titres dans trois jours, ce qui fut ordonné et signifié au défendeur le 2 août. François de Barège ne fit pas de production dans les trois jours, et pourtant il ne fut pas condamné dans un premier temps, alors que les délais n'étaient pas tenus. Ce qui peut s'expliquer par le fait que le procureur à la recherche ne fit signifier par huissier l'attestation des actes dans lesquels le défendeur avait pris les qualités nobles que le 26 août 1666[3170]. Le même jour, Jacques Dubuc, un autre procureur de Nicolas Catel, se présenta à Mirande devant le greffier de Jean de Coture qui lui remit un certificat attestant que le sieur de St-Arailhes n'avait pas remis ses titres[3171]. Toujours à la même date, il fit intimer au procureur du défendeur sa requête en forclusion à produire et contredire le produisant dans un bref délai, sur laquelle le subdélégué avait fait commandement de produire.

Pierre Etienne remit au subdélégué un « Inventaire raisonné », reprenant l'ensemble de la procédure, qui établissait qu'alors que François de Barège avait prétendu soutenir la qualité de noble, il n'avait pas satisfait à son obligation de présenter ses titres dans les temps, ni aux divers commandements qui lui avaient été faits, n'ayant rien produit. Il y ajouta les certificats des trois actes notariés dans lesquels il avait pris la qualité de noble, pour justifier de son

[3169] *ADG*, C 362.
[3170] *ADG*, C 362.
[3171] *ADG*, C 362.

usurpation. Il conclut que l'usurpation était prouvée, et qu'il devrait être déclaré forclos et condamné comme usurpateur de noblesse à l'amende[3172].

Le 28 août 1666, un préposé à la recherche se présenta au bureau de la commission, demandant la condamnation de François de Barège, qui ne justifiait pas de sa qualité de noble. En face, le défendeur, et son procureur, demandèrent un délai pour la présentation de leurs titres de noblesse. Le commissaire lui accorda un nouveau délai de trois jours pour produire, faute de quoi l'instance serait jugée en l'état. N'ayant pas obtempéré, le 2 septembre, le préposé requit que l'affaire fût jugée en l'état par forclusion « attendu qu'il a eu tous les delays necessaires pour representer ses titres, ce qu'il ne tient compte de faire », ce que le subdélégué ordonna[3173]. Le 4 septembre, le subdélégué fut d'avis que François de Barège fût déclaré usurpateur, et condamné à l'amende[3174].

Certains usurpateurs furent donc condamnés par forclusion, mais il faut relever que les délais judiciaires ne furent pas tenus, et que là où les assignés avaient huit jours, on en vit produire parfois plusieurs mois plus tard, sans que ce fut rédhibitoire. La production l'emportait sur la procédure, et lors de cette première recherche, le non-respect des délais ne pouvait vraisemblablement pas empêcher un noble d'obtenir finalement une relaxe, sinon tant que l'intendant n'avait pas rendu son ordonnance, du moins avant l'avis du subdélégué.

5) La condamnation par désistement

Nombre de personnes ayant porté des qualifications nobiliaires dans des actes notariés ne voulurent pas soutenir qu'ils étaient nobles. Ils se présentaient à l'assignation, déclaraient devant le commissaire qu'ils ne voulaient pas prendre cette qualité et s'en désistaient. On employait alors le terme de « désistement ».

[3172] *ADG*, C 362, « Inventaire raisonné » de Pierre Etienne, procureur de Nicolas Catel, commis à la recherche des usurpateurs, 28 août 1666 : « Partant conclud qu'à faute par ledit seigneur de Barège d'avoir justifié par de valables titres et actes sa callité de noble il en doit estre forclos, et comme uzurpateur d'icelle callitté, et ayant contravenu à la volonté de Sa Majesté, il suict à condempner en l'esmande de mil livres et aux deux sols pour livre dicelle que aux despens avec defences de par sy appres prandre ny uzurper ladite quallitte de noble a paine de double esmandes ».

[3173] *ADG*, C 362.

[3174] *ADG*, C 362, avis de Coture, à Mirande, le 4 septembre 1666 : « nous sommes d'advis que soit declaré roturier, et en cette qualité condamné en six cens livres d'amende, aux deux sols pour livre d'icelle, et aux despens moderés à cinquante livres, et que deffences luy soient faictes de prendre à l'avenir ladite qualité, à peine de plus grande amende ».

Ce fut par exemple le cas d'Etienne de Carrendie, de La Barthe-de-Neste, assigné qui se présenta à Mirande devant la commission le 20 décembre 1666. Il déclara « ne vouloir prendre ny avoir prins ladite qualitté de noble, et s'est desisté d'icelle », désistement qu'il signa[3175]. Ceux qui se désistaient pouvaient aussi ajouter qu'ils n'avaient jamais voulu prendre cette qualité, et que c'était la faute du notaire si elle leur avait été donnée. Dominique Courtade dit « Gendarme », de Puntous, qui se présenta à l'assignation qui lui avait été donnée au bureau de la commission à la recherche à Mirande le 28 août 1666, déclara « ne sçavoir avoir pris la qualité de noble mais que c'est le notaire qui la luy a donnée sans qu'il s'en soict aperçeu »[3176]. Il pouvait aussi être mis en avant qu'elle n'avait porté préjudice aux intérêts du roi et du public, afin que la peine fût modérée[3177].

Les condamnés s'étant désistés de la qualité de noble représentent la majorité des assignés concernés par les archives conservées pour l'élection d'Astarac, la Bigorre, le Nébouzan et les Quatre-Vallées[3178]. Le désistement ne permettait pas d'obtenir une relaxe. Tel ne fut pas le cas partout, puisqu'en Beauce, ceux qui s'étaient désistés ne payèrent pas l'amende, ce que Jean-Marie Constant explique par le fait qu'ils se condamnaient eux-mêmes « sur le plan de l'honneur comme sur le plan matériel », la taille y étant personnelle[3179]. En Gascogne orientale cependant, l'amende était presque la seule conséquence matérielle à court terme, et il aurait été trop généreux de gracier les usurpateurs en raison d'un désistement. Obtenaient-ils une modération d'amende ? Si l'on compare avec les avis du subdélégué sur les cas des condamnés par forclusion, par défaut ou pour preuve insuffisante, les condamnés qui s'étaient désistés n'obtenaient pas une modération plus importante, modération qui n'était motivée que par la fortune du condamné[3180].

[3175] *ADG*, C 362.

[3176] C'était aussi le cas de Jean Sabathier, de Larroque en Magnoac, qui déclara devant la commission le 21 février 1667 qu'il n'aurait « jamais esté de son intention de posseder la qualité de noble ny d'escuyer, que s'il luy a esté donnée ça esté du mouvement du notaire et non par son ordre, et où cella sera il s'en desiste et depporte affin de faire apparoir de son desistement, où et par devant qu'il appartiendra » (*ADG*, C 362).

[3177] *ADG*, C 362, avis de Chadebec, Mirande, 10 octobre 1666 : procès-verbal du 9 octobre « contenant l'adveu et confession faicte par Jean Dupouts du lieu de Catbès d'avoir prins la qualitté de noble, et actes et contracts par luy passés, sans touttesfois qu'elle ayst porté presjudice aux intherets du roy ny du publicq, et du desistemant par luy faict de ladite qualitté ».

[3178] Sur 18 avis de condamnation du subdélégué de l'intendant, 10 sont des cas de désistement (*ADG*, C 362).

[3179] Constant, Jean-Marie, « L'enquête de noblesse de 1667 et les seigneurs de Beauce », dans *La noblesse en liberté, XVIe-XVIIe siècles*, Presses Universitaires de Rennes, 2004, p. 27.

[3180] Le cas de la Provence, où les très nombreux usurpateurs de noblesse qui se désistaient volontairement ne payaient que l'amende fixe de 50 livres, est à mettre à part, car cette faculté leur fut accordée pendant trois mois par un arrêt du conseil de mars 1667 suite à des remontrances du parlement de Provence (Blanc, François-Paul, « L'usurpation de noblesse en Provence à l'époque de la première réformation (1666 -1669) »*, op. cit.*, p. 198).

D) L'imperfection de la recherche

Malgré sa prétention à l'exhaustivité et de nombreuses condamnations, la première recherche des usurpateurs ne fut pas parfaite, imperfection qui explique qu'à la fin du XVIIe siècle, Louis XIV relança les recherches. Nous examinerons ici deux causes possibles de cet échec partiel.

1) La peine

La peine consistait, conformément aux ordonnances royales, en une amende[3181]. Cette amende devait être de 1000 livres et les deux sols pour livre pour le commis, soit 1100 livres. Le commis à la recherche se contentait en général de demander une condamnation « à l'amende portée par les arrêts du conseil »[3182]. Le condamné devait aussi payer les dépens.

Dans les faits, le condamné se voyait toujours modérer sa peine. C'était le subdélégué qui demandait la modération dans son avis, qui était le plus souvent repris par l'intendant. Le motif invoqué, quand il y en avait un, était la pauvreté, ou la « portée des biens » de l'usurpateur, c'est à dire sa fortune[3183]. Dans le cas de Jean et Jacques Taijans, du Magnoac, le subdélégué Chadebec proposa que l'amende fût modérée « eu esgard à la portée de leurs biens » à 521 livres et 52 livres pour les deux sols pour livre, plus 26 livres pour les dépens[3184]. Chadebec proposa de modérer la peine de Jean Davezan attendu la portée de ses biens, à 380 livres, 38 pour les 2 sols pour livre, et 27 livres pour les dépens[3185]. Le cas de Pierre et Bernard Souffarès, de Saramon, est à signaler : le commissaire de l'intendant proposa de la modérer en raison de

[3181] La lacération des armoiries timbrées et la biffure des qualifications usurpées, prévus par une déclaration de février 1661, ne furent pas exécutées. Cette entreprise aurait été compliquée à mettre en œuvre, peut-être même impossible, sans une collaboration active des usurpateurs et des notaires, qui n'y avaient aucun intérêt.
[3182] Il arrivait dans quelques cas, rares il est vrai, qu'il proposa de son propre chef une modération.
[3183] *ADG*, C 362, avis de Chadebec sur François de Lanusse, à Tarbes, le 24 mars 1667 : « il doibt estre condamné à l'amende, laquelle nous estimons neantmoins soubs le bon plaisir du Roy luy debvoir estre moderée, attandeu sa pauvretté, à la somme de deux cens livres envers Sa Majesté. Ensemble il doibt estre condamné à la somme de vingt livres pour les deux sols pour livre, et en dix livres de despans ».
[3184] *ADG*, C 362, avis de Chadebec, Tarbes, le 28 juillet 1667.
[3185] *ADG*, C 362, avis de Chadebec, Mirande, 13 février 1667.

leur pauvreté, mais aussi de leurs services, à 136 livres, soit 68 livres seulement chacun[3186]. Pierre et Bernard Souffarès étaient capitaines à l'armée royale.

La modération pouvait être extrêmement forte. Par exemple, Philippe d'User, de Bagnères, fut condamné à 127 livres 10 sols comme usurpateur de noblesse, 15 livres pour les 2 sols pour livre et 7 livres pour les dépens, par une ordonnance de l'intendant Pellot rendue à Montauban le 27 mai 1667[3187]. Elle n'aurait dû descendre en dessous de 600 livres sans le consentement du commis à la recherche, d'après l'arrêt du conseil d'Etat du 25 février 1666, mais les modérations étant accordées au prorata de la fortune de l'usurpateur, il avait tout intérêt à se montrer raisonnable s'il voulait obtenir un paiement complet et rapide. Sur dix-sept avis conservés de Chadebec et de Coture, commissaires de l'intendant, ils proposèrent une amende de 600 livres pour deux condamnés, et toutes les autres d'un montant inférieur[3188]. Dans neuf cas, elle était même inférieure ou égale à 200 livres, et pouvait descendre jusqu'à 60 livres[3189]. L'amende individuelle moyenne proposée était de 240 livres[3190]. En Provence, on remarque la même importance de la modération : alors que le minimum légal de l'amende n'y était que de 300 livres, plus de la moitié des condamnés obtinrent des modérations inférieures, et beaucoup n'eurent à payer que 50 livres. François-Paul Blanc en déduit « l'inadéquation absolue du schéma répressif au contexte social de l'usurpation de noblesse en Provence », l'usurpateur ne faisant pas nécessairement partie des couches les plus fortunées du tiers-état[3191]. Peut-être plus simplement peut-on en déduire la mauvaise appréciation par le législateur de la fortune des sujets du roi dans les provinces, et la volonté d'optimiser ce qui était aussi indubitablement une opération financière, en pressurant les usurpateurs.

Ces amendes furent-elles effectivement payées ? Lorsqu'elles furent ordonnées par l'intendant, il était dit que le condamné pourrait être contraint, y compris par le logement de gens de guerre[3192]. Marguerin de Montesquiou fut condamné à payer son amende trois jours après la signification de l'ordonnance, faute de quoi il encourrait un logement des gens de

[3186] *ADG*, C 362, avis de Chadebec, Mirande, 12 janvier 1667. Il faut y ajouter les deux sols pour livre, et les dépens modérés à 10 livres.
[3187] *ADHP*, I 120.
[3188] *ADG*, C 362. Le cas de Dominique Courtade est peut-être une exception, mais reste indéterminé, puisqu'il y a deux avis, un du subdélégué Chadebec, qui estima que l'amende devrait être de 280 livres, et un de Coture, qui proposa une amende de 800 livres. Nous ne l'avons donc pas pris en compte.
[3189] *ADG*, C 362.
[3190] Sans compter les 2 sols pour livre et les dépens.
[3191] Blanc, François-Paul, « L'usurpation de noblesse en Provence à l'époque de la première réformation (1666 - 1669) », *op. cit.*, p. 187.
[3192] *ADG*, C 362, minute de l'ordonnance de l'intendant Pellot, à Bordeaux, le 10 septembre 1666 : « nous avons declaré ledit Courtade roturier, et en ladite qualité, condamné en huit cent livres d'amende au payement de laquelle il sera contraint par toutes voyes deues et raisonnables, mesme par logement effectif de gens de guerre. Faisons deffances audit Courtade de prendre à l'avenir ladite qualité à peine de plus grosse amende ».

guerre, et une contrainte par corps[3193]. L'usurpateur pouvait donc subir un logement de gens de guerre. Le condamné ou ses débiteurs : le sieur de La Violete, commandant d'un détachement de dix soldats du régiment de Chamelé, qui avait ordre de loger à Vidouze en Rivière-Basse chez Jean-Jacques de Castelnau, pour le contraindre au payement de son amende de cinq-cents livres, fut de fait logé chez les nommés Pias, Pizet, Lapouchote, Lacrabère, Le Hilho, Cabane, Peyroulet, Jerimbroq et Bouget, tous de Vidouze, et débiteurs de Jean-Jacques de Castelnau, en conformité avec l'ordre qui leur avait été donné. Le commandant reçut pour l'étape des soldats, le port de contrainte, et les dépens pour les dix jours passés à Vidouze, 125 livres, versés par ces débiteurs, à charge pour eux de se les faire rembourser, ou d'en tenir compte sur leurs dettes, par le condamné[3194].

Cette amende fut peut-être une peine trop légère pour les usurpateurs, surtout en tenant compte des importantes modérations. Le châtiment était loin d'être exemplaire. Il est sûr qu'une peine infamante aurait été bien plus redoutée, mais étant donné le grand nombre d'usurpateurs et leur condition sociale, le législateur ne voulut pas mettre en œuvre les grands moyens. Une fois l'amende payée, certains ne tardèrent pas à reprendre des qualifications nobles, malgré la menace d'une plus grosse amende portée par l'ordonnance de condamnation[3195].

2) La non concrétisation du catalogue des nobles

Le roi mit fin à la recherche par l'arrêt du conseil du 6 janvier 1674, qui révoquait la commission établie pour la recherche des usurpateurs de noblesse[3196]. A cette date, la recherche avait probablement été interrompue depuis six années environ en Gascogne orientale, puisque nous n'avons pas trouvé d'archives portant sur la recherche après 1667.

Le roi avait ordonné qu'à la fin de la recherche, il serait fait un catalogue comprenant les noms, surnoms, armes et demeures des véritables gentilshommes, qui serait enregistré aux greffes des sénéchaussées et élections, pour pouvoir y recourir. Par cette mesure, le roi voulait

[3193] *ADG*, I 2532, ordonnance de Pellot, Agen, 5 mai 1667 : « avons déclaré ledict de Montesquieu uzurpateur de la qualité de noble et comme tel condempné en cinq cents livres d'amende, au payement de laquelle il sera contraint trois jours après la signification de nostre jugement par logement effectif de gens de guerre, mesme par corps, avec deffances de prandre à l'advenir ladite qualité à peine de double amende ».
[3194] *ADG*, I 759, acte de reconnaissance passé devant Desnabères notaire, à Vidouze, le 4 juillet 1667.
[3195] Colbert en était informé pour la Normandie et l'écrivit à l'intendant de Rouen en 1681 (Esmonin, Edmond, La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 221).
[3196] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 190.

« tesmoigner aux veritables gentilshommes que la representation desdits titres n'est demandée que pour les distinguer desdits usurpateurs »[3197]. La recherche avait effectivement aussi une visée documentaire. L'intendant de la généralité de Montauban rappela à ses subdélégués que les gentilshommes « d'illustre maison » n'étaient compris dans la recherche selon le dessin du roi que pour la faire exécuter généralement, leur participation ayant un effet d'entraînement et de soumission. Ils devaient leur souligner l'« interest qu'ils ont au retablissemant de leur ordre, quy est le principal motif de cette recherche », et que « le roy desirant estre insformé de la dignitté de chacque famille en particulier pour y apporter quelque destination dans les occasions quy se présanteront, ils ont interest d'estre comprins dans le nombre des nobles, avec l'advantage qu'ils merittent »[3198]. Les commissaires devraient donc leur demander leurs titres, pour en faire un inventaire, et faire une copie des « beaux » et « curieux ». Les titres « très curieux » seraient envoyés à la bibliothèque du roi, « où l'on verra touttes les noblesses du royaume, avec leurs armes et genealogies veritables, en y adjouttant les recherches de tous les curieux ». Les subdélégués devaient par ailleurs rapporter sur leurs inventaires les informations singulières sur les maisons des gentilshommes, tant à leur avantage qu'à leur désavantage, comme si une personne prétendait être issue d'une maison ancienne et illustre, mais qu'il s'avérait qu'elle n'en serait pas malgré ses allégations. Dans une mesure plus générale, la copie des inventaires de production, la copie vérifiée sur l'original du titre d'anoblissement, des arrêts ou lettres de réhabilitation, les mémoires de toutes les assignations données et des extraits des actes notariés qui prouvaient l'usurpation, devaient être envoyés au sieur Porlis à Montauban, qui devrait dresser la généalogie des parties[3199].

La recherche n'était donc pas uniquement motivée par la fiscalité, sinon elle aurait été presque inutile en Gascogne orientale, où la taille était réelle. Comme l'écrivit Chadebec dans une lettre au marquis de Laloubère, l'intention du roi était aussi de « restablir la noblesse dans sa puretté et dans son premier lustre »[3200]. Ce qui n'était pas sans arrière-pensée : en connaissant mieux la noblesse, en la cataloguant, on pouvait mieux la contrôler.

On voit donc bien que le projet fut de fixer à jamais la noblesse des personnes, en distinguant les maisons, en échafaudant les généalogies et en punissant les usurpateurs. Le vaste projet ne réussit pleinement que sur le dernier point : nombre d'usurpateurs furent

[3197] *ADHP*, 65 J 367, arrêt du conseil d'Etat du roi 25 février 1666.
[3198] *ADG*, C 362, « Memoire pour les commissaires subdelegués par monseigneur Pellot », Agen, 12 juin 1666. L'intendant espérait que pas un de ces gentilshommes ne serait « assés sensible à cette proposition pour chercher tout ce quy se pourra trouver de sa maison ».
[3199] *ADG*, C 362, *ibidem*.
[3200] *ADG*, I 759, lettre de Chadebec, subdélégué, au marquis de Laloubère, à Tarbes, le 6 avril 1667.

condamnés[3201]. Mais concernant la généralisation et la centralisation des généalogies nobiliaires, le projet n'aboutit pas. Le catalogue ne vit pas le jour, sauf dans quelques provinces (Normandie, Champagne), et les usurpations de noblesse purent continuer, quoique certains usurpateurs renoncèrent provisoirement à l'intégration de la noblesse[3202]. Bien que rondement menée en Gascogne, la recherche ne fut pas finalisée dans sa seconde phase, qui visait à entériner les informations collectées et à figer la noblesse dans les limites qui étaient les siennes à ce moment. C'est ce qui explique que trente ans après le début effectif de la première, le roi lança une nouvelle recherche des usurpateurs de noblesse.

III) La seconde recherche des usurpateurs

Les archives conservées sont beaucoup plus abondantes sur cette seconde recherche, et quoiqu'elles ne soient pas exhaustives, elles permettent d'en avoir une vision d'ensemble plus exacte. Cinq points seront étudiés successivement. Il s'agit tout d'abord d'examiner si elle s'inscrivait dans la continuité de la première recherche, puis, d'étudier l'organisation de l'enquête et la preuve de noblesse lors de cette seconde recherche. Ensuite, il nous faudra voir les différentes catégories d'arrêts qui furent rendus. Enfin nous nous demanderons si cette recherche était aboutie avec l'étude de la peine et du catalogue des nobles.

[3201] Malgré le manque d'archives, le diagnostic d'Edmond Esmonin pour la Normandie, où la première recherche aurait abouti « autant à créer de nouveaux nobles qu'à supprimer des usurpateurs », ne nous paraît absolument pas transposable en Gascogne (La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 217).
[3202] Ou définitivement dans certains cas. Dans une lettre à l'abbé Vergès, son correspondant lui apprit que la maison de Molinier de Tréfons en Agenais, qui aurait possédé depuis l'an 1000 environ le même bien noble, aurait fait des alliances avec des maisons connues, et dont les membres auraient vécu noblement, portant parfois des qualifications nobles, ne soutiendrait plus la noblesse : « peut-être furent ils découragés par la sentence de Montauban, il y a à parier qu'ils furent bien mal servis » (*ADG*, I 3548).

A) La continuation de la première recherche ?

Une nouvelle recherche des usurpateurs de noblesse fut lancée par une déclaration royale du 4 septembre 1696[3203]. Le préambule de la déclaration ne laissait aucun doute sur l'objet principal de cette poursuite : il était fiscal. Le but visé était de soulager la population imposable en remettant à la taille les usurpateurs et en leur faisant payer les charges des paroisses. C'était le même objectif que lors de la première recherche, et la nouvelle était justifiée par un constat d'échec tiré des suites de la précédente, les usurpations ayant continué leur cours[3204]. Cette recherche permettrait aussi, comme la première, de « rendre l'ancienne noblesse plus recommandable ». Ce dualisme entre le soulagement du tiers-état et la défense de l'honneur des nobles se retrouve jusqu'à la fin de la recherche, dans les préambules des déclarations et arrêts du conseil. Par la déclaration royale du 8 octobre 1729, qui y mit fin, il était affirmé qu'elle avait été menée « pour empêcher un mélange aussi contraire à l'honneur de la vraie noblesse, que préjudiciable à ceux qui n'en ont pas le caractère »[3205]. Les objectifs n'avaient pas changé, et cette deuxième recherche fut d'ailleurs présentée comme la continuation de la première. Les textes législatifs renvoyèrent fréquemment aux décisions prises lors de la précédente recherche, qui n'étaient pas abrogées.

Pour mettre un terme définitif aux usurpations, qui ternissaient l'honneur de l'ancienne noblesse et surchargeaient la population taillable d'impositions, le roi voulait que soient enfin dressées les « listes et catalogues » des véritables gentilshommes, dont plusieurs arrêts du conseil avaient annoncé la réalisation lors de la première recherche de noblesse, afin qu'ils fussent déposés à la Bibliothèque royale, et des états des usurpateurs, pour éviter qu'ils n'arrivassent de nouveau à obtenir une exemption[3206]. La déclaration royale du 16 janvier 1714, vantait « l'utilité des nobiliaires ou catalogues des nobles », mais ajoutait que leur réalisation ne pouvait qu'être précédée d'une recherche des usurpateurs[3207].

[3203] *ADHP*, 44 J 7, déclaration du roi pour la recherche des usurpateurs de noblesse, Versailles, 4 septembre 1696.
[3204] *Ibidem* : « Nous aurions reconnu que non seulement la plus grande partie de ceux qui avoient esté condamnez ont continué leurs usurpations, mais encore que ce qui donne lieu d'usurper le titre de noblesse, est la liberté que prennent les habitans des villes franches de se qualifier nobles hommes, écuyers, messires et chevaliers, et se retirant ensuite dans les paroisses de la campagne ils continuent leurs usurpations, faisant valoir leurs biens, avec exemption de tailles et autres impositions, dont nos autres sujets taillables demeurent surchargez ».
[3205] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 357.
[3206] *ADHP*, 44 J 7, déclaration du roi pour la recherche des usurpateurs de noblesse, Versailles, 4 septembre 1696.
[3207] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 310.

Ces grands desseins, les mêmes que ceux de la première recherche, ne réapparurent pas par hasard à ce moment là. Cette recherche était mise en relation directe avec la création de cinq cents lettres de noblesse vénales en mars 1696, elle-même mue par le besoin du roi d'obtenir des nouvelles recettes pour mener la guerre. Or, si ces anoblissements de bourgeois allaient surcharger les autres taillables, le roi espérait que par la recherche seraient retranchés un nombre important d'usurpateurs du contingent des exemptés de la taille[3208].

Etant donné la continuité entre les deux recherches, les gentilshommes ayant été maintenus en 1666 n'auraient pas dû être inquiétés. C'est ce qui était affirmé dans le préambule de la déclaration du 4 septembre 1696 : les véritables gentilshommes devaient être poursuivis sans frais, et ceux déjà maintenus devaient être laissés en paix[3209]. Cette confirmation des maintenus était somme toute logique, puisque la première recherche avait abouti à nombre de maintenues encore récentes. Pourtant, dès l'arrêt du conseil d'Etat du 26 août 1698, il fut décidé que ceux qui avaient été maintenus lors de la première recherche ne devraient pas produire les titres qui leurs avaient permis d'obtenir leur jugement de maintenue[3210]. Ils pouvaient donc bien être jugés, bien que n'ayant pas à produire une nouvelle fois tous leurs titres. Il n'empêche que ces gentilshommes véritables restaient privilégiés, puisque leur preuve était beaucoup plus aisée à rapporter, n'ayant qu'à produire les titres les reliant à l'époque, encore proche alors, de la première recherche[3211]. Par la suite, le roi ordonna que la révision des précédents jugements puisse être demandée par les préposés à la recherche. Par l'article 22 de l'arrêt du conseil d'Etat du 15 mai 1703, il fut ordonné qu'il suffirait qu'une simple assignation soit donnée à la veuve, aux enfants, ou au maintenu lui-même s'il était encore en vie, pour qu'une nouvelle instance

[3208] Le profit que devait rapporter les amendes n'était pas considérable. Comme on le verra, en Gascogne orientale, il fut très difficile de les faire payer aux condamnés sans leur accorder des modérations extrêmement élevées. Les lettres de noblesse vendues étaient plus profitables, mais elles se vendirent mal. Suivant un traité financier de 1702, la recette de la vente de deux lettres de noblesse avait rapporté 13200 livres, et les sommes payées (en principal et avec les deux sols pour livre) par les usurpateurs dans la généralité de Montauban rapportaient une recette de 76016 livres (*BNF*, Fonds français 32302, folio 846, « traitté de Charles de Lacour de Beauval, commis pour l'exécution des edits et déclaration de 1696 »). D'après un autre traité financier pour la généralité de Montauban de 1705, les recettes de la vente de trois lettres de noblesse devaient rapporter plus de 19800 livres, alors que les sommes payées par les usurpateurs montaient à seulement 8329 livres. Mais les dépenses faites par le commis à la recherche (frais d'impression, de contrôle, d'assignation, de signification, le loyers des bureaux, le port des lettres, les frais de chandelle, les appointements du directeur de la recherche et du chargé de la recette) réduisaient considérablement le profit tiré des recettes de la recherche (*BNF*, Fonds français 32302, folio 846, « traitté de François Ferrand, commis pour l'exécution de l'édit de 1702 et la déclaration de 1703, et subrogé au traitté dudit Beauval », Montauban, 26/01/1705, Mérigot).

[3209] *ADHP*, 44 J 7, déclaration du roi pour la recherche des usurpateurs de noblesse, Versailles, 4 septembre 1696.

[3210] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 238.

[3211] Le sieur de Mansan déplorait de ne pas être de ceux-là, et écrivit à un parent qu'il n'a « pas de memoire que dans la derniere recherche de la noblesse quy fust faite devant monsieur de Pellot, mon pere eust esté assigné, et ainsin il faut chercher d'ausy loin qu'il se pust en prouvant tousjours la filiation » (*ADG*, I 1413, copie de lettre écrite par monsieur de Mansan au comte de Foix, Toulouse, 7 juin 1698).

soit ouverte contre eux[3212]. Ces assignés durent même dès lors rapporter les titres en vertu desquels ils avaient obtenu des maintenues de noblesse[3213].

Comme lors de la première recherche, les officiers de l'armée royale furent dispensés de produire leurs preuves, étant exemptés de la recherche[3214]. Cette surséance fut cependant levée par l'arrêt du conseil d'Etat du roi du 22 septembre 1699[3215]. Ils purent dès lors être assignés pour produire leurs titres. Mais par un arrêt du conseil d'Etat du 10 décembre 1701, le roi accorda un nouveau sursis d'une année aux officiers au service, sursis qui n'était qu'une mesure d'atermoiement, car au terme de ce délai, ils devaient produire leurs titres[3216]. Pourtant par un autre arrêt du conseil du 15 mars 1703, les officiers de l'armée ne furent plus compris dans la recherche[3217]. C'est que depuis 1701 la France devait faire face à la Grande Alliance lors de la guerre de succession d'Espagne : il n'était pas temps de distraire les officiers de la défense du royaume. Il fallait cependant qu'ils fussent au service, et non retirés en province, pour bénéficier de cette exemption[3218]. En prévision de la fin de la guerre, on revint sur cette surséance. La déclaration royale du 16 janvier 1714 décidait qu'elle ne durerait que le temps de la guerre, à condition de justifier du service rendu par un certificat du secrétaire d'Etat à la guerre, et qu'elle serait terminée six mois après la paix. Ce temps étant écoulé, l'officier serait assigné pour prouver sa noblesse ou se voir condamner comme usurpateur de noblesse[3219].

Tous ceux dont la famille avait déjà été condamnée ou qui n'avaient pas été eux-mêmes, ou leur famille, condamnés ni maintenus, et qui avaient pris des qualifications nobiliaires, firent l'objet de poursuites dès 1696[3220]. Il fut décidé par l'article 3 de l'arrêt du conseil d'Etat du 15 mai 1703 qu'il suffirait d'avoir pris une qualification nobiliaire dans un seul acte passé devant un officier public pour être assigné comme usurpateur[3221]. Une attention particulière fut portée aux récidivistes qui, si l'on en croit les déclarations royales les concernant, étaient nombreux. Par la déclaration royale du 30 janvier 1703, il fut ordonné que ceux qui avaient été condamnés

[3212] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 265.
[3213] *Ibidem*, p. 265, arrêt du conseil d'Etat du 15 mai 1703, art. 24.
[3214] *ADHP*, 44 J 7, déclaration donnée à Versailles, 4 septembre 1696 : « Exceptons neanmoins quant à present de ladite recherche les officiers servant actuellement dans nos armées de terre et de mer, lesquels ne pourront se prevaloir à l'avenir de la presente surseance, qui ne leur pourra servir de titre de noblesse ».
[3215] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 244.
[3216] *Ibidem*, p. 255.
[3217] *Ibidem*, p. 262.
[3218] *Ibidem*, p. 263, arrêt du conseil d'Etat du 15 mai 1703, art. 14.
[3219] *Ibidem*, p. 309.
[3220] *ADHP*, 44 J 7, déclaration du roi pour la recherche des usurpateurs de noblesse, Versailles, 4 septembre 1696 ; Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 226, arrêt du conseil d'Etat du 26 février 1697.
[3221] *Ibidem*, p. 263. A titre d'exemple, Pierre Fiancette d'Agos, habitant d'Aventignan en Comminges, fut assigné « pour avoir pris la qualité de *noble* par contrat *de vente* du *29 octobre 1704,* suivant l'extrait dudit acte délivré par *Gay* notaire de *Bertrand* » (*ADG*, I 1386, exploit d'assignation imprimé du 29 septembre 1715).

ou auraient renoncé à la qualité de noble lors de la première recherche ou depuis le commencement de la seconde en 1696, mais auraient repris leurs qualifications, seraient condamnés une nouvelle fois à 2000 livres d'amende[3222]. L'article 19 de l'arrêt du conseil d'Etat du 15 mai 1703 défendit qu'il leur fût accordé une modération[3223].

D'après François-Paul Blanc, les assignations du traitant furent sélectives lors de la seconde, « le but fondamental de la recherche étant la poursuite des faux-nobles »[3224]. On peut cependant estimer que, si quelques grands lignages purent être exclus de la « sélection », le traitant ne voulant pas les poursuivre en pure perte, et que des officiers purent en réchapper grâce aux sursis dont ils bénéficièrent, la recherche fut néanmoins quasiment exhaustive. L'objectif poursuivi par le roi n'était pas uniquement fiscal : il voulait aussi faire cesser le « mélange » des personnes d'états différents et réaliser le catalogue des nobles véritables. Certains gentilshommes pensaient d'ailleurs qu'il était de leur intérêt d'y participer et souhaitaient établir leur état[3225]. Au reste, le traitant n'avait que peu de moyens de s'assurer qu'il ait affaire à un vrai noble ou non, avant que ce noble n'eût établi sa noblesse par la preuve. Les arrêts du conseil permettaient de faire assigner tous les nobles, même ceux qui avaient été maintenus en 1666 et 1667, et les officiers militaires ne bénéficièrent d'une surséance que jusqu'en 1714.

Si cette seconde recherche s'inscrivait dans la continuité de la première par ses objectifs, elle n'en fut pas moins une nouvelle recherche, et non la simple finalisation de la première. Il ne s'agissait pas seulement d'achever le travail commencé au début du règne, mais bien de faire une recherche de grande ampleur, qui permettrait de condamner les nouvelles usurpations ou les récidives qui auraient été faites depuis, et qui pourrait même revenir sur les précédentes maintenues de noblesse. Du fait de son importance, il nous faut aussi relever les modifications dans son fonctionnement et de la preuve de noblesse.

[3222] *ADHG*, 1 B 1930, folio 8, déclaration royale donnée à Versailles, 30 janvier 1703.
[3223] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 263.
[3224] Blanc, François-Paul, L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV. 1630-1730, *op. cit.*, p. 532.
[3225] Loin d'y voir une oppression, certains craignaient de ne pas être assignés. A la fin du XVIIe siècle, le sieur de Castéra écrivant à Jean-Bertrand de Faudoas pour lui quémander des titres, l'informa qu'il n'avait pas encore été assigné mais qu'il espérait « qu'à l'arrivée de monsieur l'intandant on ne m'oubliera pas » (*ADG*, E 109).

B) Le fonctionnement de la commission

Dans ses grands traits, le fonctionnement était le même que lors de la première enquête, à quelques variantes près. Les personnes ayant pris les qualifications nobles dans des actes devaient être assignées à comparaître devant l'intendant par un préposé du commis à la recherche dans le mois[3226]. Charles de La Cour de Beauval, bourgeois de Paris, fut commis au recouvrement des sommes taxées sur les usurpateurs en 1696[3227]. Le 20 juin 1702, François Ferrand, bourgeois de Paris, fut subrogé à Charles de La Cour de Beauval, à charge de continuer les poursuites contre les usurpateurs[3228]. Ils eurent recours à des commis dans les différentes généralités du royaume pour poursuivre les usurpateurs. Ces commis prirent le nom de « directeurs de la recherche »[3229].

Comme lors de la recherche de 1666, les commis à la recherche pouvaient se faire communiquer par les notaires et greffiers leurs registres, et s'en faire délivrer des extraits qui seraient payés deux sols six deniers chacun[3230]. Les notaires ne se départirent pas de leur réticence à délivrer ces extraits, et Charles de La Cour de Beauval s'en plaignit au conseil[3231]. Le roi dut donc obliger, comme lors de la première recherche, les greffiers et notaires, à la

[3226] Les instances concernant la noblesse jugées devant les cours souveraines furent renvoyées devant les intendants par une déclaration royale du 11 juillet 1697, disposition répétée par l'article 15 de l'arrêt du conseil d'Etat du 15 mai 1703 (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 264).

[3227] *ADHP*, 44 J 7, arrêt du conseil d'Etat du roi qui ordonne l'exécution de la déclaration contre les usurpateurs de noblesse, Versailles, 4 septembre 1696.

[3228] *ADHP*, 65 J 101, arrêt du conseil d'Etat du roi, Versailles, 20 juin 1702. Le traité fait avec La Cour de Beauval était révoqué, et il devait rendre des comptes au roi sur les recettes et dépenses du recouvrement des sommes dues par les usurpateurs. Le conseil d'Etat prit des mesures pour que la recherche ne fût pas affectée par ce changement. Les préposés de Beauval durent remettre dans la huitaine à Ferrand et ses commis les extraits, les rôles, les pièces de procédure, les mémoires et les instructions relatives à la recherche des usurpateurs et au recouvrement des sommes par eux dues.

[3229] On trouvait par exemple le sieur Fontaine, puis le sieur Arnaud, directeurs de la recherche dans la généralité de Bordeaux, dont dépendait la Bigorre, et le sieur Thévenin, puis le sieur Mérigot, dans celle de Montauban, dont dépendait le reste de la Gascogne orientale avant la création de la généralité d'Auch en 1716. Ils étaient en fait commis par procuration par des sous-traitants des premiers commis. Mérigot était commis au recouvrement dans la généralité de Montauban par Pierre Moreau bourgeois de Paris par une procuration faite à Paris le 3 mai 1703, Pierre Moreau ayant lui-même fait un sous-traité avec François Ferrand (*ADTG*, C 79).

[3230] *ADHP*, 44 J 7, arrêt du conseil d'Etat donné à Versailles, 4 septembre 1696. Si les notaires ou greffiers cachaient des actes dans lesquels auraient comparu des usurpateurs, le roi ordonnait qu'ils seraient condamnés aux mêmes amendes que les usurpateurs.

[3231] Fonds Laplagne, arrêt du conseil d'Etat, Versailles, 8 janvier 1697 : « contenant que les notaires, greffiers, tabellions et autres personnes publiques, font difficulté d'obeir à la dite declaration, et refusent sous differens pretextes de délivrer au suppliant, ses procureurs ou commis, les extraits des actes, sentences et jugemens, qu'eux ou leurs predecesseurs ont passé, dans lesquels lesdites qualitez auront esté prises induement ».

première sommation des préposés à la recherche, à remettre un cahier contenant un extrait de tous les actes ou jugements dans lesquels les parties auraient pris des qualifications nobles, et ce depuis le 1er janvier 1664[3232]. S'ils refusaient, ils se verraient infliger une amende de cinq-cents livres quinze jours après la signification. En cas d'omission, ils seraient aussi contraints de payer une amende de cinq-cents livres pour chaque extrait omis[3233]. Cette méthode de recherche des usurpateurs avait un effet pervers : nombre d'assignés poursuivis pour avoir pris les qualités nobiliaires dans des actes notariés étaient morts, et parfois depuis longtemps, au moment de la recherche. Un état des assignés décédés en 1705 comprend plus de 320 noms pour l'ensemble de la généralité de Montauban[3234]. Entre 1696 et 1702, ce ne sont pas moins de 2507 assignations qui furent données dans cette généralité, qui comprenait aussi Quercy, Rouergue, et comté de Foix, mais non la Bigorre[3235]. Sur ce nombre, 346 s'avérèrent être décédés avant l'assignation. Il faut aussi retrancher les doubles emplois qui furent assez nombreux. Entre 1696 et 1702, on en comptait 372[3236]. Malheureusement nous n'avons pas de chiffres qui couvrent toute la période de la recherche.

La personne ayant pris la qualité de noble était assignée à comparaître dans la quinzaine (sic) au greffe de l'intendant, à la demande du commis au recouvrement, pour remettre sa production[3237]. Le délai légal pour produire était d'un mois. S'il ne produisait pas dans le mois, l'assigné encourait le risque d'être condamné par forclusion[3238]. Des délais purent cependant être accordés discrétionnairement par l'intendant. En juillet 1710, l'intendant de Bordeaux

[3232] Ces extraits devaient comprendre la date, la nature de l'acte, les noms, surnoms, demeures, qualités, et seigneuries des parties. Chaque page du cahier devait comprendre quatre extraits, et chaque page devait être payée 5 sols par Beauval ou son préposé (*ibidem*, arrêt du conseil d'Etat, Versailles, 8 janvier 1697).
[3233] *Ibidem*, arrêt du conseil d'Etat, Versailles, 8 janvier 1697.
[3234] *BNF*, Fonds français 32302, folio 782, « Estat des noms, surnoms et demeures de ceux qui ont esté assignés en execution de la declaration du mois de septembre 1696, contre lesquels il n'a esté fait aucunes poursuittes à cause de leurs decès », 5/05/1705, Mérigot. Parfois cette mort était simplement constatée sur place, comme pour Jean-Roger Daraignon, sieur de Villeneuve, assigné le 21 mai 1698 : « l'assignation donnée à un valet qui a répondu que son maistre estoit mort ». Parfois les consuls délivraient un certificat, comme pour Jacques de Grenier sieur de Lagrausselle, assigné le 27 février 1698, « mort en 1695 suivant le certifficat des consuls », ou Paul Voizin, assigné le 25 février 1700 « mort au service » d'après le certificat des consuls.
[3235] *BNF*, Fonds français 32302, folio 844, « Estat general de la recherche des usurpateurs du titre de noblesse. Traitté de maistre Charles de Lacour de Beauval commis pour la declaration de 1696 ». Pour la Bigorre, on sait seulement que 68 assignations furent données en 1698 et 1699 (*BNF*, Fonds français 32270, « Estat des instances concernant la recherche de la noblesse dans la généralité de Bordeaux qui sont en état d'estre jugées », élection de Bigorre (folio 32), 1698 ; *BNF*, Fonds français 32270, « Estat des instances concernant la recherche de la noblesse dans la généralité de Bordeaux qui sont en état d'estre jugées », élection de Bigorre (folio 42), 1699).
[3236] *BNF*, Fonds français 32302, folio 844, « Estat general de la recherche des usurpateurs du titre de noblesse. Traitté de maistre Charles de Lacour de Beauval commis pour la declaration de 1696 ».
[3237] *ADG*, I 1386, acte de sommation à comparaître délivré à Jean de Fiancette, sieur d'Agos.
[3238] Le sieur de Mansan écrivit au comte de Foix son parent pour le supplier de lui prêter ses titres au plus vite (« ainsin monsieur, je vous suplie d'avoir la bonté de me donner au plus tost de la consolation par l'une ou l'autre des voyes que je vous propose »), car « le mois de l'assignation eccherra le douse du courant, et on m'a assuré qu'il n'y avoit pas là de surceance » (*ADG*, I 1413, copie de lettre écrite à Toulouse, le 7 juin 1698).

accorda un délai de deux mois au sieur de Gonnès pour produire ses titres, grâce à l'intervention du subdélégué de Tarbes, en ordonnant au commis au recouvrement de surseoir à la recherche pendant ce délai[3239]. En décembre 1711, cinq gentilshommes bigourdans lui ayant demandé un délai, il le leur accorda jusqu'au Carême[3240]. L'objectif de la recherche étant de condamner les usurpateurs, et non de déchoir les nobles authentiques, il n'était pas question d'être trop rigoureux à l'égard de ceux qui étaient réputés tels.

Lors de la comparution, l'intendant devait dresser un procès-verbal des titres de noblesse et de la généalogie, en présence du procureur du commis au recouvrement. Le commis au recouvrement et ses préposés avaient trois jours pour répondre à la production du supposé noble, dont ils se faisaient communiquer les titres[3241]. Les ordonnances de l'intendant nous apprennent qu'outre les parties, l'intendant prenait aussi l'avis du procureur du roi, qui devait donc avoir communication des productions des deux parties.

S'il était déclaré usurpateur, l'assigné était condamné à 2000 livres d'amende, à une somme arbitraire pour l'exemption indue d'imposition, et les deux sols pour livre de l'amende et de la restitution pour le préposé[3242]. Il fallait aussi y ajouter les dépens. Jean de Fiancette fut condamné en 1700 à 2000 livres d'amende et 30 livres pour la restitution des exemptions indues dont il avait joui, avec les deux sols pour livre, ainsi qu'à 45 livres pour les dépens[3243]. Les condamnés étaient contraints au payement comme pour les deniers du roi[3244]. Le roi fit une déclaration le 30 mai 1702 qui diminua l'amende encourue par ceux qui n'avaient pas encore été condamnés à seulement 300 livres et les deux sols pour livre[3245]. Pour bénéficier de cette faveur, les usurpateurs devaient cependant se présenter au greffe de leur élection, ou de la justice royale dans les pays d'Etats, dans les trois mois, pour y déclarer qu'ils renonçaient à la qualité de noble[3246]. Cette mesure permettait d'alléger le contentieux.

[3239] *ADHP*, 65 J 278, lettre de Lamoignon de Courson, intendant, à Sentilles, Bordeaux, 26 juillet 1710.
[3240] *ADHP*, 65 J 381, lettre de Lamoignon de Courson, intendant de Bordeaux, à Sentilles, subdélégué de Tarbes, Périgueux, 7 décembre 1711 : « J'accorderay fort volontiers, monsieur, à messieurs de Boucarrès, de Lespoey, de Gonnès de Fosseries, d'Oléac et Collongues, non seulement le temps qu'ils me demandent jusqu'aux Rois, pour venir déffendre à l'assignation qui leur a été donnée au sujet de la noblesse, mais même jusques au Carême prochain, et je donneray les ordres nécessaires au commis chargé de la recherche pour qu'il suspende jusqu'à ce temps là toute sorte de poursuites, c'est de quoy vous pouvés les assurer ».
[3241] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 226, arrêt du conseil d'Etat du 26 février 1697.
[3242] *ADHP*, 44 J 7, déclaration du roi pour la recherche des usurpateurs de noblesse, Versailles, 4 septembre 1696.
[3243] *ADG*, I 1386, ordonnance de condamnation rendue par Legendre, intendant de Montauban, 28 janvier 1700.
[3244] *ADHP*, 44 J 7, déclaration du roi pour la recherche des usurpateurs de noblesse, Versailles, 4 septembre 1696.
[3245] *ADHG*, 1 B 1887, folio 368, arrêt d'enregistrement par le parlement de la déclaration royale du 30 mai 1702.
[3246] Une fois les trois mois écoulés ils furent déchus de cette faveur, comme ce fut confirmé par la déclaration royale donnée à Versailles du 30 janvier 1703 (*ADHG*, 1 B 1930, folio 8).

L'appel des jugements de condamnation de l'intendant devait être porté devant des commissaires du conseil du roi[3247]. Le condamné pour usurpation qui interjetait appel, et dont l'appel était reçu par les commissaires, bénéficiait d'un sursis de peine d'un an à compter de la signification du jugement de condamnation, durant lequel il devait faire juger son appel, à défaut de quoi il se verrait appliquer sa condamnation[3248]. L'arrêt du conseil du 15 février 1701, qui concernait spécifiquement les pays de taille réelle, prévoyait de même que les condamnés ayant interjeté appel avaient une année, lorsque leurs appels étaient reçus, avant que leurs jugements de première instance fussent exécutoires[3249]. Mais l'arrêt du conseil d'Etat du 15 mai 1703 rendit les conditions de l'appel plus difficiles, en particulier en exigeant la consignation de l'amende[3250]. Ce durcissement des conditions dans lesquelles l'appel pouvait être fait explique leur rareté. En mai 1705, seuls quatre des condamnés de la généralité de Montauban avaient porté leur appel au conseil, et aucun d'entre eux n'était de Gascogne orientale[3251].

Sauf l'allongement du délai de production et le doublement de l'amende, il n'y eut pas de grandes différences dans l'organisation de la recherche nouvelle avec la précédente. Cette seconde enquête se distingua surtout en ce qu'elle fut menée avec méthode et rigueur jusqu'à son terme.

[3247] *ADHP*, 44 J 7, déclaration du roi donnée à Versailles, 4 septembre 1696 : « sauf neanmoins l'appel en nostre conseil, des jugemens portans condamnation des amendes et restitutions, dont les instructions seront faites par devant les commissaires d'iceluy, qu'à cet effet nous commettons ». Ces commissaires reçurent leur commission le 24 octobre 1696 « pour juger les contestations qui surviendront en exécution des ordonnances qui seront rendus par les sieurs commissaires départis dans les provinces et généralités, circonstances et dépendances ». La commission était composée de seize membres (trois conseillers ordinaires au conseil royal des finances, le contrôleur général des finances, six intendants des finances, deux conseillers au conseil d'Etat, quatre maîtres des requêtes ordinaires de l'Hôtel). D'Argenson, maître des requêtes ordinaires de l'Hôtel, fut commis procureur général dans cette commission (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 219). Le nombre des commissaires fut réduit à quatorze par l'arrêt du conseil du 14 décembre 1715, mais sa composition n'était pas fondamentalement modifiée, ses membres étant tirés des mêmes corps (*ibidem*, p. 323).

[3248] *Ibidem*, p. 253, arrêt du conseil d'Etat du roi du 28 décembre 1700.

[3249] *Ibidem*, p. 253.

[3250] L'article 21 de cet arrêt du conseil d'Etat portait aussi que l'appel devait être interjeté dans le mois suivant la signification de l'ordonnance, avec assignation devant les commissaires généraux de la partie adverse et constitution d'avocat. L'appelant devait produire la quittance de la consignation de l'amende avec sa production principale justifiant de sa noblesse, enfin il devait toujours dans le même délai produire ses moyens d'appel (*ibidem*, p. 265). Toutes ces exigences étaient difficiles à remplir dans un si bref délai, et l'appel se faisant à Versailles, il devait être très onéreux.

[3251] *BNF*, Fonds français 32302, folio 743, « Inventaire des ordonnances de decharge rendues par messieurs les intendants en la generalité de Montauban et pays d'Etats en dependant, au proffit d'aucuns particuliers assignés », 5 mai 1705, Mérigot.

C) Prouver sa noblesse lors de la seconde recherche des usurpateurs

Comme lors de la précédente recherche, le noble devait prouver sa noblesse. Par l'arrêt du 26 février 1697, il fut ordonné que la preuve de la « noblesse et filiation noble » devrait être faite depuis 1560[3252]. La preuve était donc dative : sauf anoblissement, il fallait remonter à 1560, date retenue lors de la première recherche. Devait être prouvée la noblesse de chaque degré, et la filiation entre chaque degré. Mais le noble pouvait-il se contenter de prouver la noblesse par des qualifications prises dans les actes, ou devait-il aussi rapporter des preuves des services et de la possession de fiefs, comme lors de la première recherche ? Les textes législatifs étant demeurés silencieux sur ce point, la seconde hypothèse fut réfutée par la pratique. Alors que la législation antérieure était théoriquement maintenue, les déclarations royales et arrêts du conseil donnés à l'occasion de la seconde recherche n'ayant pas rappelé cette exigence, elle ne fut pas considérée comme obligatoire. La généalogie agrémentée du simple port de qualifications nobiliaires suffisait à prouver la noblesse. Sur le fond, la preuve de noblesse était donc moins rigoureuse. Elle était aussi épurée, et centrée désormais sur deux seuls critères : le pouvoir souverain d'anoblissement, et la transmission héréditaire de la noblesse. La preuve d'un anoblissement ou d'une ascendance noble valaient maintenue.

Certains assignés rapportèrent pourtant des preuves des services de leur famille à l'armée. Voyons quelques exemples. Auguste de Colomès ajouta à sa production un brevet de capitaine d'infanterie dans le régiment de Navarre accordé à son père Jean-François de Colomès[3253]. Roger de Vaux produisit un hommage fait par Raymond de Vaux le 29 juillet 1589, qui prouvait qu'il était capitaine dans le régiment de Piémont[3254]. Jean et Simon de Busca avancèrent, depuis leur trisaïeul, les « services très considérables à l'Estat dans les employs d'une grosse distinction, tant en qualité de cappitaines, de lieutenans colonels, que gouverneurs de places, et dans d'autres employs très importans, ce qui se justiffie par les commissions que nos roys leur en ont donné et lesdits certifficats des generaux des armées et gouverneurs de province, meme que ledit sieur de Busca de Moncorneil a commandé la noblesse du pays

[3252] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 226.
[3253] Fonds Lamothe, requête d'Auguste de Colomès pour être maintenu dans sa noblesse, juillet 1716.
[3254] *ADHG*, 13 J 1, inventaire de production de Roger de Vaux sieur de Brouls, janvier 1701.

d'Armagnac »[3255]. François et Jean-Denis Darros rapportèrent une commission de capitaine de 1651, une commission de major de Fort-César de 1653, un don du collier de l'ordre de St-Michel de 1663, une commission de capitaine de 1688, un ordre du roi ordonnant le payement d'une gratification de 1692, un ordre d'un lieutenant général des armées de 1696, un brevet de lieutenant de 1699, un ordre du roi de reconnaissance dans sa charge de 1701, des provisions de chevalier de Saint-Louis de 1705 et une commission de capitaine de 1710[3256]. Si la plupart de ces titres, mis à part le collier de l'ordre de St-Michel, ne prouvaient rien sur la noblesse, ils renforçaient cependant l'honorabilité de la famille, et devaient produire un effet favorable. L'intendant ne pouvait pas être insensible au tableau de tous ces services et sacrifices : quand bien même la famille aurait « usurpé » la noblesse il y a moins d'un siècle, n'apporterait-elle pas là la preuve qu'elle s'était parfaitement intégrée dans le second ordre, ayant montré qu'elle partageait le goût des armes et la culture du service ? Juridiquement cependant, les services ne pouvaient occulter l'usurpation. Le préposé à la recherche l'objecta contre une production d'une famille assignée en Rouergue : « ny les charges, ny ces services ne peuvent point leur avoir donné, ny à leurs autheurs, la qualité de noble, lorsqu'il est de notoriété publique qu'ils sont d'une extraction roturière »[3257].

La preuve de noblesse devait remonter à 1560. Cette date avait été retenue car c'était celle demandée lors de la première recherche. La seconde ayant commencé en 1696, c'était plus de cent trente-six ans de noblesse et de filiation qui devaient désormais être établis. La preuve exigée devenait donc plus difficile à établir, car remontant plus haut dans le temps par rapport au moment où elle devait être produite. Cette période n'étant pas modifiée dans un premier temps, elle s'allongea, et en 1713, la preuve devait remonter cent cinquante-trois années en deçà.

Dans la déclaration royale du 16 janvier 1714, le roi affirma que le temps auquel devait remonter la preuve, c'est-à-dire l'année 1560, était excessif, et qu'il serait « juste » de le limiter à cent années[3258]. A compter de cette déclaration, la preuve de noblesse ne devait plus remonter qu'à la date du 30 janvier 1614, soit cent années complètes. Lors de la recherche de 1666, c'est

[3255] Fonds Lascazères, inventaire des titres de noblesse de Simon et Jean de Busca, décembre 1698. Pour appuyer sur ce point furent aussi rappelés, par les commissions et ordres du roi, les services de leur frère et oncle, le lieutenant-colonel de Busca de St-Jean, « tué dans le service à la deffence de Namur dans ces dernieres guerres », ceux de Simon de Busca lui-même, de six de ses frères cadets, trois étant actuellement au service, et trois y étant morts, et de ses enfants, « l'ayné ayant esté tué à la meme deffence de Namur » lorsqu'il était lieutenant de grenadiers. Enfin Jean, produisant, le seul fils qui lui restait, avait servi dix ans comme cornette, puis lieutenant au régiment de Condé cavalerie.
[3256] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1320, ordonnance de maintenue de François et Jean-Denis Darros, Montauban, 11 décembre 1715.
[3257] *ADTG*, C 94, contredits contre de Pomayrols.
[3258] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 311.

à quelques années près ce laps de temps que la preuve devait couvrir. Cet allègement de la preuve interroge. Si l'objectif poursuivi par le roi était réellement de punir impitoyablement les usurpateurs, pour en finir avec l'usurpation de noblesse, et d'une certaine façon de purifier la noblesse des éléments allogènes qui l'avaient intégrée illégalement, cette mesure était dès lors incompréhensible. On peut cependant l'expliquer par plusieurs considérations. La première, que la recherche avait remis à la taille nombre d'usurpateurs et que, dans une large mesure, elle avait porté ses fruits sur le plan fiscal. Le roi voulait donc en terminer avec ces recherches en facilitant la preuve de noblesse. D'ailleurs, ceux qui avaient usurpé il y a plus d'un siècle, avaient noué des alliances avec la noblesse et vivaient noblement : pouvaient-ils encore être rétrogradés socialement, alors qu'ils étaient désormais réputés nobles ? La deuxième, que par cette mesure, le roi ne visait pas tant à fermer les yeux sur les usurpations qu'à ménager les nobles véritables. Ces derniers ne devaient traditionnellement que prouver leur noblesse jusqu'à l'aïeul, ou au pire au bisaïeul : à cet égard, la preuve d'un siècle et demi constituait une notable aggravation. Cet adoucissement était davantage un ménagement pour les nobles qu'une approbation des usurpations remontant à plus de cent années, dans la mesure où la preuve de noblesse séculaire ne restait qu'une présomption, que la preuve d'une roture antérieure faisait tomber. La troisième, suivant François-Paul Blanc, était une volonté d'harmoniser le droit du royaume, certaines provinces récemment annexées comme la Franche-Comté ou la Flandre ayant conservé une preuve séculaire, en faisant de ce particularisme le droit commun[3259].

Il est clair cependant que la déclaration de janvier 1714 rendait particulièrement inique la condamnation des individus qui avaient été déclarés usurpateurs les années la précédant. Nombre d'entre eux, qui n'avaient pu prouver leur noblesse depuis 1560, auraient été maintenus s'il n'avait fallu remonter que jusqu'en 1614, soit qu'il leur manquât des titres plus anciens, soit, et c'est là une raison plus sûre, que leur usurpation fût un peu plus récente que 1560. Conséquemment, ce changement de législation ne manqua pas de susciter un grand nombre d'appels de la part des personnes qui avaient renoncé ou avaient été condamnées avant 1714. Inversement, le préposé à la recherche refusa d'accorder le bénéfice de cette déclaration aux familles dont un membre avait été condamné avant 1714. Jean de Fiancette n'ayant prouvé sa noblesse que depuis 1629, fut condamné comme usurpateur en 1700[3260]. Son fils, Pierre de Fiancette, assigné en 1715, fut condamné à son tour, par forclusion, le 23 avril 1716, mais il fit

[3259] Blanc, François-Paul, « La preuve de la noblesse de race en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV »*, op. cit.*, p. 141.
[3260] *ADG*, I 1386, ordonnance de condamnation Jean de Fiancette, sieur d'Agos, rendue par l'intendant Legendre, Montauban, 28 janvier 1700.

opposition. Dans sa production, il remontait avec des expéditions douteuses jusqu'en 1555, mais avec des actes originaux jusqu'en 1600[3261]. Le préposé du commis à la recherche réclama pourtant l'exécution de l'ordonnance de condamnation, au motif que son père n'ayant pu atteindre l'année de 1560 et ayant été condamné, l'ordonnance fut même suivie du payement de la somme de 165 livres, ce qui l'exclurait du bénéfice de la déclaration de janvier 1714, « parce que cette déclaration ne regarde que ceux dont la noblesse n'avoit pas encore été jugée, et celle dudit suppliant se trouve jugée par ladite ordonnance »[3262].

Le nombre de cas litigieux fut suffisamment important pour que le roi crut bon d'intervenir et rejeta leurs prétentions par une déclaration royale du 7 octobre 1717. Par celle-ci, le roi affirma qu'il n'avait voulu comprendre dans la déclaration de janvier 1714 que ceux dont les instances n'avaient pas encore été jugées, ou qui n'avaient pas encore été poursuivis, et non ceux qui avaient renoncé ou été condamnés auparavant. Il était expliqué dans cette déclaration que cette possession centenaire « n'ayant point été paisible, et ne leur étant acquise que depuis leur condamnation, ne peut jamais avoir été l'objet de la déclaration du 16 janvier 1714 »[3263]. Afin de mettre un terme aux appels, cette « maxime si dangereuse », qui « renverseroit toutes sortes de règles », « détruiroit des jugemens qui ont été bien rendus » et surtout « rendroit nobles une infinité de roturiers », fut proscrite. Le rejet ne fut pas pour autant si absolu qu'annoncé. Les appels ou oppositions n'étaient pas formellement interdits. Seulement les sujets qui, eux ou leurs prédécesseurs, auraient renoncé à leur noblesse, été condamnés ou maintenus, mais dont eux-mêmes ou le préposé à la recherche auraient fait appel, devaient prouver une possession centenaire de noblesse « antérieure à l'assignation qui leur a été donnée »[3264]. La preuve n'était donc plus dative mais séculaire : il fallait prouver une possession de cent ans de noblesse pour être maintenu dans sa qualité. Seulement cette preuve devait être faite depuis l'assignation, et ceux qui avaient été assignés longtemps avant 1714 ne pouvaient se contenter de prouver depuis 1614, et devaient donc prouver une noblesse remontant à plus haut, mais non à 1560. Ainsi une famille assignée en 1706 qui n'avait pas réussi à prouver sa noblesse depuis 1560, mais avait fait appel, pouvait, après 1717, rapporter une preuve depuis seulement 1606, cent années avant son assignation. Cette modification était importante, puisqu'elle ne fut pas changée, et jusqu'à la Révolution, on se contenta en règle générale d'une possession centenaire pour prouver la noblesse.

[3261] *ADTG*, C 87.
[3262] *ADG*, I 1386, réponse du préposé du commis à la recherche, Montauban, 25 novembre 1716.
[3263] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 331.
[3264] *Ibidem*, p. 331.

De nombreux gentilshommes échappèrent à toutes ces difficultés en se contentant de rapporter un jugement de maintenue de noblesse. On a recensé deux cent six ordonnances de maintenue rendues en faveur de nobles gascons qui avaient rapporté un ou plusieurs jugements les maintenant dans la noblesse, eux ou leurs ancêtres, dans le « Nobiliaire des généralités de Montauban et d'Auch »[3265]. Les ordonnances de l'intendant lors de la première recherche sont très présentes, car elles faisaient foi sur la noblesse du maintenu. Guillaume de Sédirac, sieur de Lascoubes, fut maintenu en rapportant uniquement le jugement rendu en sa faveur par l'intendant Pellot le 1er juin 1667[3266]. Lorsque l'ordonnance de maintenue n'avait pas été rendue en faveur du produisant mais de son père ou aïeul, il fallait aussi établir la filiation jusqu'au maintenu. Henry de Béoust, seigneur de Villefranche, fut déchargé de la recherche en produisant le jugement de l'intendant Pellot du 10 juin 1667 en faveur de Jean-Pierre de Béoust, son père, et son extrait baptistaire du 13 août 1679 délivré par le curé du village, et légalisé par le juge de Rivière-Basse, prouvant qu'il était bien son fils[3267]. Côme, François et Nicolas de Serpes, trois frères, rapportèrent l'ordonnance de maintenue du 2 juin 1668 de leur père, Jean de Serpes sieur de Neufville, par l'intendant de Champagne, leur province d'origine, et leurs extraits baptistaires[3268]. D'autres prouvèrent par des ordonnances rendues lors de la seconde recherche dans d'autres provinces. Alexandre de Pins se contenta de rapporter son ordonnance de maintenue par l'intendant de Languedoc Basville le 5 juin 1698[3269].

Sur les deux cent six ordonnances, une proportion importante consiste en des ordonnances de décharge du franc-fief, ou des jugements de l'intendant de Montauban rendus lors de la seconde recherche en faveur d'autres membres de la famille. Malgré le court laps de temps, il fallait aussi prouver la filiation qui reliait à ce maintenu, si ce n'était pas l'assigné. Pierre d'Armau ne rapporta que sa parenté avec Arnaud d'Armau son père, par son testament, et l'ordonnance de maintenue de ce dernier par l'intendant Le Pelletier de La Houssaye du 15 juillet 1698[3270]. Sur cent trente-sept ordonnances de maintenue rendues en faveur de la noblesse d'Armagnac, seules trente-sept l'ont été en faveur de nobles s'appuyant sur un jugement de

[3265] Nous n'avons compté que les « jugements » ou les rares arrêts du conseil. En revanche ne sont pas comptés les simples procès-verbaux de représentation des titres devant le subdélégué lors de la recherche de 1666. Il ne s'agit pas alors d'un jugement, et cet acte ne prouvait pas la noblesse. Bernard de Barrau produisit par exemple le procès-verbal dressé par Dumas, subdélégué de monseigneur Pellot, de la représentation des titres de noblesse d'Henry de Barrau sieur de Montégut du 14 novembre 1667 (*BNF*, Fonds français 32298, folio 1286, maintenue de Bernard de Barrau, Montauban, 22 juillet 1700). Ne sont pas non plus comptées les ordonnances de condamnation rapportées par le commis à la recherche.
[3266] *BNF*, Fonds français 32299, folio 21, maintenue de Guillaume de Sédirac, Montauban, 13 janvier 1699.
[3267] *BNF*, Fonds français 32302, folio 640, maintenue d'Henry de Béoust, Montauban, 11 novembre 1715.
[3268] *BNF*, Fonds français 32299, folio 9, maintenue des frères de Serpes, Montauban, 25 mai 1698.
[3269] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1247, maintenue d'Alexandre de Pins, Montauban, 22 août 1699.
[3270] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1338, maintenue de Pierre D'Armau, Montauban, 23 avril 1716.

décharge rendu à l'occasion de la précédente recherche, principalement par l'intendant de la généralité de Montauban, Pellot, un de ses subdélégués, ou l'intendant du Languedoc, Bezons. La proportion fut plus importante en Bigorre, où sur quarante-cinq productions de noblesse faites en 1698, trente-cinq avaient pour fondement un jugement rendu par l'intendant Pellot, peut-être parce que la première recherche y fut plus complète qu'en Armagnac[3271]. Même dans le cas où cette ordonnance était rapportée, certains produisaient aussi des actes dans lesquels ils prenaient des qualifications nobles, ce qui pouvait normalement être exigé à partir de 1703[3272]. Simon et Jean de Busca, père et fils, demandèrent la décharge des poursuites menées contre eux comme faux nobles car, selon eux, « il en est de meme de la noblesse de l'homme comme de sa vie, qui pour un meme fait et pareil cas une fois jugé, n'en peut plus estre recherché » : or Pierre de Busca seigneur de St-Jean, père de Simon, fut maintenu le 2 mai 1667 par l'intendant Pellot[3273]. Ils invoquèrent la déclaration de 1696 qui, d'après eux, défendait de faire des poursuites contre ceux qui avaient été maintenus lors de la recherche de 1666. Mais, las, Simon et Jean, se pliant à la « maxime generalle » qui voudrait que « devant ses superieurs l'on doit toujours deffendre à toutes fins », établirent leurs preuves sans se départir de cette « fin de non-recevoir »[3274]. Mais cette précaution ne fut pas indispensable ; d'autres furent maintenus grâce à ces ordonnances sans rapporter les titres antérieurs, même après 1703.

La preuve fut donc considérablement simplifiée lors de la seconde recherche, en n'exigeant plus que de rapporter la filiation et la preuve de l'anoblissement ou du port de qualifications. Quoique certains aient pu pâtir de l'allongement de la durée de la preuve, ce ne fut plus le cas après 1714, avec la reconnaissance de la preuve centenaire. Ceux dont l'usurpation était récente n'avaient guère de chances d'échapper à une condamnation. Ceux dont la noblesse était plus ancienne, ou dont l'agrégation remontait à une période antérieure, avaient de moins en moins de difficulté à l'établir, pouvant s'appuyer dans bien des cas sur les

[3271] *ADG*, I 2368, « Estat des gentilshommes de la sénéchaussée de Bigorre personnellement maintenus ou leurs auteurs en la qualité de nobles et d'escuyers par jugement de feu monsieur Pellot randus en dernier ressort, ou par des arrêts du conseil à nous representés, en exécution des ordres de monseigneur l'intandant, veus et examinés en nostre presance par monsieur de Fontaine directeur de la recherche des usurpateurs du tiltre de noblesse », les 7e et 8e novembre 1698.

[3272] Par exemple Jean de Villemur et un autre Jean de Villemur qui rapportèrent un jugement rendu envers leur père par de Lartigue subdélégué de l'intendant, et une ordonnance de maintenue de l'intendant de Languedoc en faveur d'un de leur parent, mais aussi une preuve suffisante depuis le 1er janvier 1545 (*BNF*, Fonds français 32298, folio 1224, maintenue de Jean et Jean de Villemur, Montauban, 14 mars 1699). Il faut dire que le commis rapportait aussi deux jugements de condamnation contre des membres de cette famille. Jean de Francazal établit quant à lui sa noblesse depuis 1564 par des actes dans lesquels les qualifications nobles étaient prises. Il produisit pourtant aussi une ordonnance de l'intendant d'Herbigny le déchargeant de la taxe de franc-fief de 1694 (*BNF*, Fonds français 32298, folio 1332, maintenue de Jean de Francazal, Montauban, 11 avril 1716).

[3273] Fonds Lascazères, inventaire des titres de noblesse de nobles Simon et Jean de Busca, décembre 1698.

[3274] *Ibidem.*

jugements déjà rendus en leur faveur. Les nobles voyaient leur statut conforté, et les usurpateurs leur entreprise déjouée, comme le souhaitait le roi.

D) Les différentes catégories de jugements

Nous avons distingué trois catégories de jugements de l'intendant.

1) Le jugement de maintenue

Les nobles véritables furent maintenus dans leur noblesse par une ordonnance de l'intendant. Le jugement de maintenue déchargeait le produisant de l'assignation, le maintenait dans sa qualité, et ordonnait qu'il jouirait avec sa postérité des privilèges de la noblesse, tant qu'ils vivraient noblement[3275]. Il défendait de les troubler dans leur qualité sous peine d'amende et de dommages et intérêts[3276]. Il était aussi ordonné que le maintenu serait inscrit dans l'état des nobles de la généralité qui serait repris dans le catalogue de la noblesse[3277].

Le « Nobiliaire des généralités de Montauban et d'Auch » conservé au Cabinet des titres, même s'il n'est probablement pas exhaustif, permet d'apprécier approximativement le nombre de nobles maintenus dans ces généralités[3278]. Le nombre de maintenus dans leur

[3275] *BNF*, Fonds français 32302, folio 626, maintenue de Jean-François Tenet sieur de Laubadère, Montauban, 22 août 1715 : « Nous intendant et commissaire susdit avons dechargé ledit Jean Tenet sieur de Laubadère de l'assignation à luy donnée, et l'avons maintenu et maintenons en la qualité de noble, ordonnons qu'il jouira ensemble ses successeurs enfans et posterité nais et naitre en légitime mariage de tous les privileges, honneurs, et exemptions dont jouissent les gentilhommes du royaume, tant qu'ils vivront noblement et ne fairont acte de derogeance ».

[3276] *BNF*, Fonds français 32299, folio 191, ordonnance de maintenue de Jacques de Verbigier, sieur de Sablon, Montauban, 19 juillet 1698 : « faisons deffenses audit de La Cour de Beauval et tous autres de les y troubler à peine de 500 livres d'amende et de tous depens dommages et interests ».

[3277] *BNF*, Fonds français 32299, folio 191, ordonnance de maintenue de Jacques de Verbigier, Montauban, 19 juillet 1698 : « et en consequence que ledit Jacques de Verbigier sieur de Sablon sera comprins dans l'estat qui sera par nous envoyé à Sa Majesté pour y avoir egard en faisant le cathalogue des veritables nobles ».

[3278] Les ordonnances y sont réparties comme suit : *BNF*, Fonds français 32297, folio 631 : élection d'Armagnac, folio 833 : élection de Lomagne, folio 1013 : élection de Rivière-Verdun ; *BNF*, Fonds français 32298, folio 1115 : élection d'Astarac, folio 1175 : élection de Comminges, folio 1503 : Quatre-Vallées, folio 1499 : pays de Nébouzan. Toutes les ordonnances de maintenue rendues lors de la seconde recherche n'y sont certainement pas

noblesse est de six cent cinquante-six pour la partie de notre zone de recherche située dans le ressort des intendances de Montauban et d'Auch[3279]. Quoique l'on n'ait malheureusement pas de catalogue pour la Bigorre, on peut estimer qu'ils furent au moins quarante-cinq nobles à y être maintenus, car c'est le nombre de personnes ayant fait une preuve de noblesse qui devrait être suffisante devant le directeur de la recherche en 1698[3280]. La recherche n'était cependant probablement pas terminée cette année-là, puisque des instances étaient en cours au moins en 1699[3281].

Dans les généralités de Montauban et Auch, on ne compte cependant que quatre cent quatre-vingt-dix-neuf ordonnances de maintenue[3282]. Ce nombre est nettement inférieur à celui de maintenus (six cent cinquante-six), ce qui s'explique par le fait que les ordonnances pouvaient être rendues en faveur des membres d'une même famille qui avaient produit ensemble. Leur lien de parenté était d'ailleurs divers, quoique toujours très proche. François de Forgues de Sailha, sieur de St-Girons, et Jean-Joseph de Forgues, sieur de Malia, deux frères habitants à Maubourguet, furent déchargés le 26 juin 1715[3283]. Marie de Mailhac, veuve de Jean Daluepar, et Arnaud Daluepar son fils, furent maintenus le 29 mai 1715[3284]. Jacques d'Icard sieur de Pontaud, et son neveu Jacques d'Icard de Pontaud, sieur de Bellaurere, furent maintenus le 26 décembre 1715[3285]. Jean Ortet de Ribonnet, sieur de Saune, Jacques, son frère, et Claire de Bertuel, veuve de Pierre Ortet, leur belle-sœur, furent maintenus le 12 novembre 1715[3286]. Une production commune n'impliquait pas une maintenue ou une condamnation

comprises. Le nombre extrêmement faible d'ordonnances pour les Quatre-Vallées (5) et le Nébouzan (2) en est la preuve. Les Archives départementales du Tarn-et-Garonne (C 80 - C 98) conservent des documents très divers, parfois très probants, sur les productions, mais on ne trouve pas d'ordonnances de maintenue concernant ces familles à la *BNF*. Enfin Jean Vignau, dans son « Nobiliaire », rapporte plusieurs maintenues de noblesse, tirées de diverses sources, et qui ne sont pas comprises dans le Nobiliaire de la *BNF* (*Nobiliaire des généralités de Montauban et d'Auch et du pays de Foix*, tome IV, Biran, 2001, p. 2307-2369). On ne peut pas non plus en tirer une estimation du nombre de nobles, sachant que n'étaient pas compris dans la recherche les femmes qui n'étaient pas veuves, les enfants mineurs et les ecclésiastiques séculiers qui ne portaient pas de qualifications.

[3279] Election d'Armagnac : 182 maintenus, élection de Lomagne : 164, élection de Rivière-Verdun : 89, élection de Comminges : 177, élection d'Astarac : 37, pays de Nébouzan : 2, pays des Quatre-Vallées : 5 maintenus.

[3280] *ADG*, I 2368, « Estat des gentilshommes de la sénéchaussée de Bigorre personnellement maintenus ou leurs auteurs en la qualité de nobles et d'escuyers par jugement de feu monsieur Pellot randus en dernier ressort, ou par des arrêts du conseil à nous representés, en exécution des ordres de monseigneur l'intandant », 7-8 novembre 1698. 4 nobles représentèrent qu'ils avaient été assignés dans une autre généralité et ne firent par leur preuve.

[3281] *BNF*, Fonds français 32270, « Estat des instances concernant la recherche de la noblesse dans la généralité de Bordeaux qui sont en état d'estre jugées », élection de Bigorre (folio 42), 1699.

[3282] Election d'Armagnac : 137 ordonnances, élection de Lomagne : 119, élection de Rivière-Verdun : 68, élection de Comminges : 135, élection d'Astarac : 33, pays de Nébouzan : 2, pays des Quatre-Vallées : 5 ordonnances.

[3283] *BNF*, Fonds français 32302, folio 838, « Inventaire des ordonnances en maintenue de noblesse rendues au profit d'aucuns particuliers de la généralité de Montauban depuis la déclaration du roy du seise janvier mil sept cent quatorse ».

[3284] *BNF*, Fonds français 32302, folio 838, *ibidem*.

[3285] *BNF*, Fonds français 32302, folio 838, *ibidem*.

[3286] *BNF*, Fonds français 32302, folio 838, *ibidem*.

collective. Antoine de Médrano, baron de La Bassère, Dominique, Laurent sieur de Verlus, Joseph sieur de Coudret, et Jacques sieur de Layan, firent une production commune devant l'intendant de Montauban. Par la même ordonnance tous furent déchargés des poursuites sauf Joseph de Médrano, à qui il fut accordé un délai d'un mois pour prouver qu'il était de la même famille que les maintenus, sans quoi il était condamné comme usurpateur de noblesse[3287]. En revanche, les ordonnances de maintenue ne comprirent que les assignés de la famille encore vivants. Le procureur de Jean-Marie de Ferragut, lui écrivant qu'il avait dressé sa production et qu'il l'avait remise au greffe de l'intendant, l'assura qu'il aurait « mesme comprins dans ladite producion la coppie d'assignation donnée à feu monsieur vostre pere, afin que par un seul et mesme jugement vous sortiez d'affaires »[3288]. L'ordonnance de maintenue ne comprit bien sûr que Jean-Marie de Ferragut[3289]. Des jugements de décharge de l'assignation purent aussi être rendus sans pour autant qu'il s'agisse d'un noble qui se fasse maintenir dans sa noblesse.

2) Les autres jugements de décharge

Sans avoir obtenu de jugement de maintenue, ni donc prouvé leur noblesse en forme, certains assignés échappèrent aussi à une condamnation. Entre 1696 et 1702, mille quarante-quatre ordonnances de décharges furent rendues par l'intendant de Montauban, sur le fondement de la noblesse, mais aussi pour « services et autres motifs »[3290]. C'était d'abord le cas des assignés justifiant qu'ils étaient au service militaire en tant qu'officier. C'était aussi le cas de ceux qui justifièrent qu'ils n'avaient pris la qualification noble que parce qu'ils pouvaient la porter personnellement grâce à leur office[3291]. Bernard de Lagauzie étant vice-sénéchal d'Armagnac, il s'appuya sur la déclaration royale du 6 mai 1692 qui maintenait divers officiers, dont les vice-sénéchaux, dans la faculté de porter la qualification de noble ou d'écuyer, et obtint d'être déchargé de l'assignation le 14 mars 1699[3292].

[3287] *ADG*, I 2301, ordonnance de Claude Joseph Sanson, intendant de Montauban, Montauban, 2 avril 1697.
[3288] *ADG*, 74 J 4, lettre de monsieur Vignières à monsieur de Gignan, Montaud, 20 mars 1698.
[3289] *BNF*, Fonds français 32297, folio 742, maintenue de Jean-Marie de Ferragut, Montauban, 11 septembre 1700.
[3290] *BNF*, Fonds français 32302, folio 844, « Estat general de la recherche des usurpateurs du titre de noblesse. Traitté de maistre Charles de Lacour de Beauval commis pour la declaration de 1696 ».
[3291] Blanc, François-Paul, « Note sur la noblesse personnelle intransmissible à travers les réformations de la noblesse provençale (1666-1718) », *op. cit.*, p. 153.
[3292] *ADTG*, C 90.

D'autres motifs pouvaient être allégués. Charles Lebé sieur de Pirolle, habitant de la juridiction de Vic, assigné en 1703, soutint qu'il n'avait pas pris la qualité de noble[3293]. Fortis Cadilhon, habitant de Gimont, demanda sa décharge au motif qu'il était accusé d'avoir pris une qualité noble dans deux actes antérieurs à sa condamnation par l'intendant Pellot du 25 janvier 1667, et qu'il avait payé l'amende à laquelle il avait été condamné, comme il le prouva en rapportant les quittances. Il soutint n'avoir pas repris la qualité noble depuis[3294]. En Armagnac, Jacques Lalanne, sieur de Sarlat, assigné en 1703, fit une requête exposant qu'il était aveugle lorsque la qualification nobiliaire lui fut donnée dans un acte[3295] !

En général, en dehors du service, du privilège de l'office et de la noblesse, la décharge était obtenue par la preuve soit de son absence lorsque l'acte dans lequel la qualification était prise fut passé, soit de sa minorité lorsqu'il fut contracté. On considérait alors que l'assigné n'avait pas eu l'intention de prendre cette qualité. François Bigorre, habitant de Samatan, assigné à comparaître, fut condamné par forclusion le 20 juin 1699. Il objecta qu'il était mineur lors de la passation des actes de 1692 et 1695 dans lesquels il lui avait été donné une qualité noble. Il rapporta son extrait baptistaire du 3 janvier 1672, fut reçu opposant à l'exécution du jugement de condamnation, et déchargé de l'assignation attendu sa minorité[3296]. A défaut d'un extrait baptistaire, François Daulon, sieur de Lissandre, produisit une enquête du juge d'Astarac dans laquelle les témoins attestèrent qu'il était né en 1667, et un certificat du curé de Garrané contenant que les registres de baptême de l'année de sa naissance avaient brûlé. Il était donc mineur lors de la transaction de 1690 dans laquelle il avait pris cette qualité. L'intendant le déchargea de l'assignation[3297].

Une décharge pouvait aussi être obtenue si l'assigné n'était pas domicilié dans la généralité, mais le commis à la recherche pouvait l'assigner à nouveau devant l'intendant de la généralité où il faisait sa demeure. Jacques de Benoit, habitant de Samadet en Chalosse (généralité de Bordeaux), assigné devant l'intendant de Montauban, rétorqua qu'il n'était pas domicilié dans cette généralité, en rapportant un certificat du curé de Samadet, son extrait

[3293] *BNF*, Fonds français 32302, folio 774, « Estat des noms surnoms et demeures d'aucuns particuliers assignés à la requeste de maistre François Ferrand subrogé au traitté de Charles de La Cour de Beauval, chargé par Sa Majesté du recouvrement des sommes deues en exécution des declarations du roy des 4 septembre 1696 et 2 janvier 1703 par les uzurpateurs du titre de noblesse, et de ce qui a esté fait et ordonné en consequence desdites assignations », 5 mai 1705, Mérigot.
[3294] *BNF*, Fonds français 32299, folio 348, requête du sieur Fortis Cadilhon à l'intendant, décembre 1699.
[3295] *BNF*, Fonds français 32302, folio 774, « Estat des noms surnoms et demeures d'aucuns particuliers assignés à la requeste de maistre François Ferrand, […] et de ce qui a esté fait et ordonné en consequence desdites assignations », 5 mai 1705, Mérigot.
[3296] Il lui fut quand même fait défense de prendre la qualité à l'avenir sous les peines portées par la loi (*BNF*, Fonds français 32299, folio 187, décharge en faveur de François Bigorre, Montauban, 28 novembre 1699).
[3297] *ADTG*, C 80, ordonnance de décharge de la recherche pour François Daulon, Montauban, 7 décembre 1705.

baptistaire du curé de Saint-Sever et une ordonnance du vicaire général de l'évêché d'Aire. Il fut déchargé de l'assignation « sauf audit de La Cour de Beauval à continuer ses poursuittes par devant monsieur de Bezons intendant de la generalité »[3298]. A défaut de ces différents moyens de décharge ou d'une preuve de noblesse, l'assigné ne pouvait qu'être condamné.

3) Le jugement de condamnation

Le nombre de condamnés lors de la seconde recherche fut très important. Pour la seule période allant de 1696 à 1702, sept cent quarante ordonnances de condamnation furent prononcées par l'intendant de Montauban[3299]. Grâce à un état des condamnés de mai 1705 dans la généralité de Montauban, on peut donner à cette date quelques chiffres sur la part respective des différents condamnés dans une grande partie de notre ressort de recherche, à l'exception de la Bigorre, sans perdre de vue que ces résultats sont partiels puisque la recherche reprit de plus belle à la fin du règne de Louis XIV[3300]. Cet état comprend sept cent trente-trois noms, mais une fois mis à part les condamnés en Quercy, Rouergue et gouvernement de Foix, qui ne font pas partie de notre recherche, il reste trois cent soixante-dix-sept noms de condamnés : c'est un nombre important permettant une appréciation plus sûre que lors de la première recherche[3301]. Cependant pour trois cent soixante-huit cas seulement on connaît le type de jugement de condamnation.

a) La condamnation pour preuve défectueuse

[3298] *BNF*, Fonds français 32299, folio 203, ordonnance de l'intendant de Montauban en faveur de Jacques de Benoit sieur de Lassèrre, Montauban, 5 mars 1700.
[3299] *BNF*, Fonds français 32302, folio 844, « Estat general de la recherche des usurpateurs du titre de noblesse. Traitté de maistre Charles de Lacour de Beauval commis pour la declaration de 1696 ».
[3300] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés à la requeste de monsieur Charles de La Cour de Beauval, chargé par Sa Majesté du recouvrement des sommes deues en exécution de la declaration du Roy du 4 septembre 1696, des moderations accordées à aucun des particuliers par monsieur Legendre, intendant de la généralité de Montauban, depuis le 1er janvier 1704 jusqu'à ce jour, et des payements par eux faits en tout et en partie des dites modérations, ou à compte seulement des sommes auxquels ils ont esté condamnés », 5 mai 1705, Mérigot.
[3301] Voici le nombre de condamnés par élection : Comminges : 113, Armagnac : 86, Rivière-Verdun : 79, Lomagne : 63, Astarac : 27, pays de Nébouzan : 9.

Certains assignés furent condamnés pour n'avoir pas prouvé convenablement leur noblesse. Leur nombre fut relativement faible. Sur trois cent soixante-huit condamnés en 1705 dans la partie de notre ressort de recherche située dans la généralité de Montauban, seuls quatre-vingt-quatre le furent « contradictoirement » (22,8%), c'est à dire après que le condamné eut motivé sa demande de décharge, principalement en tentant de prouver sa noblesse[3302].

Afin d'obtenir la condamnation, le commis devait montrer que la preuve était défectueuse, c'est à dire qu'elle avait des défauts rédhibitoires. Ce pouvait être des problèmes de fond, comme par exemple une preuve qui ne remontait pas assez loin dans le temps, ou de forme, comme le fait que les copies n'aient pas été collationnées selon les formalités requises ou qu'un acte était tout bonnement faux. Le commis pouvait aussi établir que la famille du noble avait dérogé. Il pouvait encore prouver que le noble, son père ou un de ses parents avait été condamné lors de la précédente recherche des usurpateurs, en rapportant une ordonnance de condamnation, ou un extrait du registre de la recettes des amendes[3303]. Ce dernier moyen ne fut pas irréfragable. Si la preuve de noblesse était suffisante, le noble était maintenu nonobstant la condamnation de son parent. Le commis à la recherche produisit contre Joseph de Miquel une ordonnance de condamnation en 1666 de François de Miquel, son frère, par l'intendant Pellot, et un extrait de l'état de la recette des amendes qui prouvait que le même François avait payé 150 livres. François de Miquel avait donc été condamné pour usurpation, et avait accepté ce verdict, puisqu'il avait payé l'amende. Son frère fut pourtant maintenu par l'intendant en rapportant une preuve de noblesse jugée suffisante[3304].

La condamnation du père était plus problématique. Lorsque la condamnation avait été rendue sur une preuve de dérogeance, il suffisait de prouver que l'on était né avant l'époque où le père avait dérogé. Contre Antoine de La Violette, le commis à la recherche rapporta une ordonnance de condamnation par l'intendant Pellot de 1666 contre Balthazar de La Violette, son père, en raison d'un contrat d'afferme d'un pré du 22 mai 1665. Outre la preuve de sa généalogie noble, Antoine rapporta son extrait baptistaire du 4 mars 1657 prouvant qu'il était né avant la dérogeance de son père, et fut donc maintenu dans sa noblesse[3305]. Un usage particulier est d'ailleurs à relever : dans plusieurs cas, le noble maintenu établit qu'il était né

[3302] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés […] », 5 mai 1705, Mérigot.
[3303] Contre Jean-François Ténet de Laubadère, le commis rapporta un extrait du « registre de recette des sommes payées par les uzurpateurs du titre de noblesse en execution de la declaration du Roy du 22 mars 1666 certiffié par M. Bonhomme Dupin pour lors chargé de ladite recette », par lequel on voyait que Jean Ténet de Laubadère avait payé 128 livres (I 3403 *ADG*). Le sieur de Laubadère rétorqua que c'était son oncle, et que ce pouvait être pour cause de dérogeance de sa part. Il fut maintenu le 22 août 1715.
[3304] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1241, maintenue de Joseph de Miquel, Montauban, 13 juin 1699.
[3305] *BNF*, Fonds français 32297, folio 751, maintenue d'Antoine de La Violette, Montauban, 16 juin 1701.

avant la condamnation de son père pour usurpation de noblesse, sans qu'il soit établi que ce fût une condamnation pour dérogeance, et obtint en conséquence d'être maintenu noble. Ce fut par exemple le cas de Pierre de Cazaux et Annet de Cazaux, frères, fils de Sébastien de Cazaux[3306]. On peut supposer que ces assignés, ayant rapporté une preuve de noblesse bien établie, l'intendant présuma que la condamnation ne pourrait être due qu'à une dérogeance du père. Or les enfants déjà nés, comme on l'a vu, ne pouvaient être entraînés dans la dérogeance par leur père[3307]. Un raisonnement différent semble avoir bénéficié à Jean-Louis de Gaulejac. Le commis rapporta une ordonnance de l'intendant Pellot le condamnant comme usurpateur de noblesse le 15 novembre 1666. Celui-ci opposa grâce à son extrait baptistaire qu'il était né le 14 juillet 1650 et n'était alors âgé que de 16 ans. Or donc c'était son père, Jean de Gaulejac, mort en 1658 d'après son extrait mortuaire, qui avait été assigné pour prouver sa noblesse. Etant mineur, il ne pouvait être jugé pour avoir usurpé la qualité de noble, et encore moins son père qui était trépassé. L'intendant le maintint « attendu que lors du jugement rendu par monseigneur Pellot le quinze novembre mil six cent soixante-six, Jean-Louis de Gaulejac condamné n'estoit agé que de seize ans quatre mois, et que ledit jugement est intervenu sur une assignation donnée à Jean de Gaulejac sieur de Barrière son père, mort huit années auparavant »[3308]. Le fait que son père ait été condamné comme usurpateur ne l'empêcha pas non plus d'être maintenu dans sa noblesse.

b) La condamnation par défaut

Nombreux furent ceux qui ne se rendirent pas à la comparution et furent condamnés par défaut. Les condamnations par défaut l'emportent largement dans l'état de 1705 : deux cent neuf condamnations sur trois cent soixante-huit (56,5%)[3309]. Le nombre de ces condamnés est

[3306] Le commis à la recherche apporta un extrait du rôle des amendes arrêté au conseil le 4 mars 1670, comprenant Sébastien de Cazaux, leur père, condamné par l'intendant Pellot le 22 août 1666. Les produisants rapportèrent l'extrait mortuaire de Jeanne de Mascaron leur mère du 28 janvier 1663, qui prouvait qu'ils étaient déjà nés à cette date. L'intendant les maintint dans leur noblesse « attendu que lesdits Pierre de Cazaux sieur de La Tour et Annet de Cazaux sont néz avant la condamnation prononcée contre Sébastien de Cazaux leur pere » (*BNF*, Fonds français 32298, folio 1138, maintenue de Pierre et Annet de Cazaux, Montauban, 17 août 1700).

[3307] On pourrait cependant objecter qu'il faudrait comparer la date de naissance de l'enfant à l'époque de la dérogeance et non à celle de la condamnation pour usurpation, la dérogeance pouvant être très antérieure à la condamnation.

[3308] *BNF*, Fonds français 32297, folio 1200, maintenue de Jean-Louis de Gaulejac, Montauban, 5 août 1698.

[3309] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés […] », 5 mai 1705, Mérigot.

cependant à revoir à la baisse, car sur le lot, on peut en retrancher soixante-huit qui étaient morts[3310]. Parmi ces morts d'ailleurs, certains étaient nobles, comme Guy de Vaux, sieur de Brouls. Guillaume Sicard de Saint-André, mort le 28 février 1698, s'était pourvu contre sa condamnation sur le fondement de sa noblesse. On pourrait y ajouter un cas de mort civile : Jean Duclos de Gouts, devenu cordelier le 18 juillet 1695[3311]. Même mis à part les morts, ils représentent encore 47 % environ des condamnations, soit près de la moitié des condamnés en vie.

Vingt-trois des condamnés par défaut ou forclusion s'avérèrent être en fait au service, comme François Destève, lieutenant dans le régiment de Caixon, ou Nicolas Bouquier, aide de camp. Ils n'avaient pu comparaître puisqu'ils étaient absents. Louis de Barciet, sieur de Bezodis, habitant de Lectoure, présenta pour justifier de son service une lettre de Thévenin. Ce service ne valait pas forcément exemption, puisque tous ne servaient pas comme officiers[3312]. Parmi eux, certains furent finalement condamnés ou maintenus après la guerre. Jean-Denis Darros, habitant de L'Isle-en-Dodon, déchargé le 20 août 1698 attendu qu'il était « actuellement » au service[3313], fut maintenu le 11 décembre 1715. Jacques Destallens seigneur de Heugarolles, en revanche, condamné le 29 novembre 1697, déchargé le 3 juin 1699 attendu qu'il était actuellement au service, fut finalement condamné le 14 octobre 1716.

Ensuite, seize condamnés étaient domiciliés ailleurs que dans la généralité de Montauban, soit qu'ils demeuraient dans la généralité de Bordeaux ou en Languedoc. Jean-Pierre Taret avait même été déchargé de la recherche par l'intendant de Bordeaux le 17 mars 1696[3314]. Raymond de Granier, sieur de Larivière, était un gentilhomme verrier qui aurait quitté la province. Ils furent alors « renvoyés » pour produire dans la généralité voisine[3315]. Dix autres condamnés sont tout simplement annotés « inconnus dans la généralité » !

[3310] Charles de Saint-Jean, habitant de Pointis, condamné par défaut, était mort 20 ans avant sa condamnation ! Une lettre du directeur de la recherche dans la généralité de Bordeaux permet de comprendre pourquoi beaucoup d'ordonnances de condamnation furent prononcées contre des morts au début de cette recherche : « Je n'ay fait donner aucune assignation aux nottaires pour me delivrer des extraits, et monseigneur l'intendant m'a dit qu'avant de donner aucun exploit sur les anciens extraits que Beauval m'a remit, il estoit bon d'envoyer à ses subdélégués lesdits etats pour informer sy ceux qui y sont compris sont en vie, ou morts, c'est à quoy je fais travailler pour pouvoir avoir les esclaircissements quy sont necessaires, car comme vous sçavés les huissiers ne se mettent pas beaucoup en peine d'esclaircir ces sortes de choses, et cella fait que bien souvant j'obtiens des condemnations sur ces extraits contre des gens quy sont morts il y a longtemps, et ce sont des fraix quy ne produisent rien » (*BNF*, Fonds français 32270, folio 135, lettre du sieur Arnaud, à Bordeaux, le 29 juin 1706).

[3311] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés […] », 5 mai 1705, Mérigot.

[3312] Jean Dutrain habitant de Lillac, n'était que cavalier dans le régiment royal de Piémont.

[3313] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, *ibidem.*

[3314] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, *ibidem.*

[3315] Jacques Ducheron, sieur de Grillon, habitant de Condom, demeurait « dans la généralité de Bordeaux où il a esté envoyé pour produire » (*BNF*, Fonds français 32302, folio 800, *ibidem*).

Enfin, de l'avis même du directeur de la recherche, un petit nombre de ces condamnés étaient nobles. François de Péguilhan sieur d'Ariès, est annoté « mizerable et d'ailleurs noble », Raphael de Jaulin, sieur du Lac, « mizerable et d'ailleurs passe pour noble ». Jacques Daspect, habitant Daspect, serait « actuellement au service et d'ailleurs noble ». Jacques de Ferragut serait noble et « mort plus de 15 ans avant la condemnation ». Ces nobles pouvaient s'opposer à la condamnation par défaut devant l'intendant. Jacques de Jaulin était un « mizerable qui s'est pourveu en opposition » dont « la noblesse est assés bien establie ». Philippe de Laroche, sieur Doeuxaide, avait signifié un jugement de décharge de son frère rendu par l'intendant de Bordeaux et réclamait la restitution de l'amende payée[3316]. Joseph de Vignaux, curé de Fontrailles, fit une requête devant l'intendant afin d'être reçu opposant à sa condamnation par défaut le 23 décembre 1715, se fondant sur sa noblesse[3317]. Ceux qui ne firent pas de recours étant des nobles pauvres, il est peu probable que le traitant cherchât à profiter de cette condamnation.

c) La condamnation par forclusion

Comme lors de la première recherche, un certain nombre d'assignés furent condamnés par forclusion, ayant comparu, mais n'ayant pas réussi à établir la preuve de noblesse dans le délai qui leur était accordé. Soixante-quinze condamnations sur trois cent soixante-huit furent rendues pour cause de forclusion en 1705 (20,4%)[3318]. Certains faisaient partie des assignés morts ou au service, qui ne pouvaient donc pas produire.

Si on fait le bilan des condamnations sur la période septembre 1696 - mai 1705, comprenant trois cent soixante-huit ordonnances de condamnation en Gascogne orientale, on trouve donc deux cent neuf condamnations par défaut, soixante-quinze condamnations par forclusion et quatre-vingt-quatre condamnations contradictoires seulement. On peut déduire de cet ensemble soixante-huit morts, ce qui réduit le nombre de condamnation à trois cents. Il faut encore retrancher les vingt-six condamnés domiciliés ailleurs ou inconnus dans la généralité, et ceux qui étaient au service et pourraient opposer leur surséance en tant qu'officier ou leur

[3316] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, *ibidem.*
[3317] *ADG*, I 3597, ordonnance de Legendre intendant de Montauban, Montauban, 9 août 1716.
[3318] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés […] », 5 mai 1705, Mérigot.

preuve de noblesse plus tard, au nombre de vingt-trois. Huit nobles avaient été condamnés et devaient probablement faire opposition, ou étaient trop misérables pour que l'on cherchât à rendre effectif le jugement. Sur les trois cent soixante-huit condamnations, seules deux cent quarante-trois étaient *in fine* valables, les autres n'ayant pour la plupart aucun effet ou devant susciter très probablement des oppositions. On comprend les difficultés rencontrées par le commis à la recherche, qui ne connaissait pas forcément la noblesse locale, ne pouvait avoir connaissance du destin des familles et des individus, qui pouvaient être morts, à l'armée, ou pourraient s'être trouvés partie à un acte sans qu'ils ne fussent pour autant de la généralité. Le nombre de plus de deux cent quarante condamnés pour usurpation en 1705 n'en reste pas moins important, quand on sait que la recherche fut effectivement continuée en Gascogne orientale jusqu'en 1717 environ[3319].

E) Une recherche aboutie ?

Nous nous intéresserons d'abord à la peine infligée aux usurpateurs, puis à la réalisation du catalogue, et nous essayerons en suivant de faire un bref bilan de ces recherches.

1) La peine

Le montant de l'amende était en général de 2030 livres ou, dans quelques cas, de 2100 livres. Ce montant variait en raison de l'évaluation pour l'indue exemption et les dépens, l'amende proprement dite étant toujours de 2000 livres. La restitution pour l'indue exemption était nécessairement faible puisque la taille était réelle, et que le seul privilège fiscal des nobles

[3319] Le taux de condamnés pour usurpations ne nous est pas connu pour notre ressort de recherche, faute d'avoir des résultats exhaustifs. Il est très variable dans les autres généralités, mais leur nombre a pu aller jusqu'à dépasser la moitié du nombre de maintenus, comme le montrent les chiffres rapportés par Jean-Marie Constant : 15 % de condamnés par rapport aux maintenus en Beauce, 18 % en Normandie, 38 % en Bretagne, 52 % dans la généralité de Tours, pour la recherche de 1667, 66,88 % dans la généralité de Paris en 1696 (Constant, Jean-Marie, « Les structures sociales et mentales de l'anoblissement : analyse comparative d'études récentes, XVIe-XVIIe siècles », *op. cit.*, p. 46).

gascons qui lésait les communautés était alors l'exemption du logement des gens de guerre[3320]. A ce montant il faudrait ajouter les deux sols pour livre, c'est à dire 10% (pour une amende de 2000 livres, il faut donc ajouter le payement de 200 livres pour les deux sols pour livre). La somme de 2000 livres était à elle seule d'un montant très important. Trop sans doute, pour que l'on puisse obtenir le payement sans accorder une modération.

a) Le payement de l'amende

Ce qui est frappant quand on regarde l'état des condamnés en 1705, c'est le nombre extrêmement important de condamnés n'ayant rien payé[3321]. Cent cinquante-sept condamnés sur trois cent soixante-dix-sept avaient versé une somme dans les mains du traitant (41,6%)[3322]. Et encore était-ce une somme souvent modique et bien en deçà de celle réclamée. Seuls soixante-dix-sept condamnés avaient payé l'intégralité des sommes dues, soit à peine un sur cinq (20,4%). Jean Olivier, sieur d'Encausse, qui paya les 2030 livres de l'amende, faisait figure d'exception. Exupère de Bertier, gouverneur d'Aspet, parvint à payer 1273 livres. Mais la plupart ne payèrent que des sommes dérisoires. Blaise de Benquet, sieur de Cassagnet, paya 35 livres 9 sols sur les 2030 livres de l'amende, et Helie Delong, sieur de Maubourguet, 80 livres. Ce nombre extrêmement faible de condamnés ayant payé l'amende s'explique en grande partie par la pauvreté des « usurpateurs ». Dans l'état des condamnés de 1705, quatre-vingt-quatre sont annotés « mizerable » ou « mizerable sans aucuns biens » (22, 3%)[3323]. Le commis ayant charge de poursuivre la recherche après 1703 pour François Ferrand, le nouveau traitant, renonça à poursuivre ceux qui avaient été condamnés grâce au commis de Beauval et qui avaient déjà repris une qualification noble, car ils n'avaient pas encore acquitté l'amende due pour leur

[3320] Un commis à la recherche des usurpateurs notait que « la condamnation pour l'indue exemption des charges ne peut être considérable dans cette province où la taille est réelle, et où le privilège de noblesse n'est pas à charge aux communautés que par rapport au logement de gens de guerre dont les gentilshommes sont exempts » (*ADTG*, C 81, dossier Balza, notes manuscrites, vers 1710).

[3321] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés […] », 5 mai 1705, Mérigot.

[3322] Autre chiffre pour l'ensemble de la généralité de Montauban, sur les 740 condamnés entre 1696 et 1702, seuls 266 payèrent « quelques sommes », les autres étant misérables, inconnus, ou décédés plus de dix ans avant la condamnation (*BNF*, Fonds français 32302, folio 844, « Estat general de la recherche des usurpateurs du titre de noblesse. Traitté de maistre Charles de Lacour de Beauval commis pour la declaration de 1696 »).

[3323] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés […] », 5 mai 1705, Mérigot. Louis Dantiste sieur de Lalannère de Landorte est annoté « mizerable dont les biens sont abandonnés ». Blaise de Benquet a fait « une soumission de payer 250 livres, et on n'en a peu tirer que lesdites 35 livres 9 sols à cause de sa pauvreté ». Plusieurs sont annotés « mizerable dont on n'a peu tirer que les dépens ».

première condamnation, et que des poursuites occasionneraient de nouveaux frais qui ne pourraient être couverts. Malgré sa diligence, le directeur de la recherche observa que ses poursuites à leur encontre pour la première condamnation n'avaient rien rapporté, « ceux contre lesquels elles ont esté rendues n'étant pas seulement en état de payer les frais quoyque très modiques »[3324].

Il faut aussi rappeler que sur le nombre, soixante-huit étaient tout simplement morts et enterrés. Cette mort n'empêchait pas des poursuites, lorsqu'elle était survenue depuis la condamnation, contre les héritiers. La femme de Pierre Dauriac, habitant à Seissan, échappa aux poursuites car elle avait répudié l'hérédité. Des saisies furent en revanche faites contre les héritiers de Bernard Adoué sieur de Ramehaut. Mais là encore, nombreux furent ceux qui étaient morts « sans aucuns biens » à l'instar de Bernard de Lafitau, sieur de Molas[3325]. Il faut y ajouter les vingt-trois condamnés alors qu'ils étaient au service : certains y exerçaient des charges les exemptant de la recherche. Vingt-six n'étaient pas domiciliés dans la généralité. Huit étaient probablement nobles et soit étaient « misérables », soit devaient faire opposition, le traitant ne devant donc pas en tirer d'argent. Deux des gascons condamnés avaient pris des lettres de noblesse[3326].

Enfin certains refusèrent tout simplement d'acquitter l'amende. C'était le cas de dix-huit condamnés. Le directeur de la recherche a annoté « quelques diligences qu'on ait faites contre luy, on ne l'a peu obliger à payer », « a fait rebellion » ou « on a fait plusieurs poursuites sans aucuns fruits, ayant fait plusieurs rebellions ». Jean Dagut, sieur de Saint-Lary, « demeure sur les frontières d'Espagne, et on ne trouve point d'huissier qui veuille mettre le jugement à exécution »[3327]. En 1716, Ferrand, commissaire à la recherche, se plaignit auprès de l'intendant des violences faites contre les huissiers et sergents qui portaient les contraintes[3328]. L'intendant ordonna conséquemment que les usurpateurs seraient contraints au payement des amendes par logement de cavaliers et dragons[3329].

[3324] *BNF*, Fonds français 32302, folio 844, « Traitté de maistre François Ferrand commis pour l'execution de la declaration du mois de janvier 1703 ».
[3325] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés […] », 5 mai 1705, Mérigot.
[3326] *Ibidem*, Jean Crotte sieur de Perron, et Jean-François de Bertrand sieur de Lamothe-Rouge.
[3327] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, *ibidem*.
[3328] *ADTG*, C 79, ordonnance de Laugeois, intendant de Montauban, Montauban, 23 mai 1716 : « vous remontre que touttes les voyes dont il s'est servy jusques icy pour tirer payement des sommes auxquelles lesdits usurpateurs de cette généralité ont été condamnés luy sont devenues inutiles par les violences journalières et continuelles que l'on fait aux porteurs des contraintes ».
[3329] *ADTG*, C 79, ordonnance de Laugeois, intendant de Montauban, Montauban, 23 mai 1716 : « ordonnons que les particuliers uzurpateurs des titres de noblesse seront contraints au payement des sommes auxquelles ils ont esté condamnez en vertu des jugements contre eux rendus et ainsy qu'il est porté par iceux sur la contrainte des commis

En revanche, les cas de personnes ayant bénéficié d'une protection furent rares. On n'en compte que deux. Ce fut le cas de François de Gerus, habitant de Betbèze, condamné par défaut, qui a été annoté « il y a eu des ordres de messieurs les intendants de ne faire aucunes poursuites contre luy »[3330]. Ce fut aussi le cas de Paul de Batz, seigneur de Castelmore, gouverneur de Navarrenx. Ayant remis sa production au greffe le 19 janvier 1698, le commis en prit connaissance, mais il la retira avant que le procureur du roi n'en eût pris connaissance à son tour et refusa de la restituer. Le directeur de la recherche demanda donc sa condamnation, et il fut condamné par forclusion[3331]. Paul de Batz fit un recours auprès du roi, auquel il adressa une requête rappelant ses services, la blessure qu'il eut au siège de Turin en chargeant à la tête des dix compagnies des gardes du roi, ainsi que les services de son frère cadet, le célèbre d'Artagnan, tué à Maastricht en 1673. Il demandait à être déchargé de l'exécution du jugement de l'intendant prononcé contre lui, et qu'on le laissât « finir en repos le peu de vie qui luy reste »[3332]. Il l'obtint par un ordre du roi du 29 avril 1702[3333]. Malgré des origines probablement roturières si l'on s'en tient aux actes, les autres membres de la famille obtinrent finalement une ordonnance de maintenue en 1716[3334]. L'intendant écrivit dans une lettre qu'il avait rendu le jugement de relaxe de monsieur d'Artagnan, et qu'il n'en aurait « jamais signé avec tant de plaisir », ajoutant même que l'intendant Laugeois devrait payer l'amende pour eux, « n'y ayant jamais eu de persécution égale à celle que l'on a exercé contre les descendans d'une maison remplie de tant d'hommes illustres et de si belles alliances »[3335]. Ces considérations relevant des mœurs et non du droit, on peut dire que les membres de la famille de Batz furent maintenus nobles par la faveur dont ils bénéficièrent de la part de l'intendant, mais tout en notant que cette faveur fut tout à fait exceptionnelle.

---

au recouvrement de ladite recherche, et par logement effectif de cavaliers et dragons, à chacun desquels il sera fourny la nourriture et payé 15 sols par jour conformément à nostre règlement du 4 janvier dernier ».

[3330] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés […] », 5 mai 1705, Mérigot.

[3331] *ADG*, I 348, requête de Mérigot, directeur de la recherche à monseigneur Legendre intendant de Montauban.

[3332] S'il n'avait pu produire tous ses titres, d'après ses explications, c'était parce qu'il lui serait « difficile de ramasser à l'âge où il est, n'ayant point d'enfans à qui il puisse confier ce soin » (*BNF*, Fonds français 32302, folio 767, requête de Paul de Batz).

[3333] *BNF*, Fonds français 32302, folio 768, lettre de monsieur Rouillé de Coudras à l'intendant Legendre, le 29 avril 1702 : « Monsieur, le sieur de Castelmore, gouverneur de Navarrenx, très ancien officier ayant presenté au roy un placet dont je vous envoye copie, pour estre dechargé d'un jugement rendu par forclusion contre luy au sujet de la noblesse faute d'avoir representé ses titres, sa Majesté, qui a eu égard à ses longs services et à son grand age, m'a ordonné de vous mander que son intention est que l'on sursoie toutes poursuites, et qu'on le laisse en repos ». Il était en fait décédé entre temps.

[3334] *BNF*, Fonds français 32297, folio 822, maintenue des sieurs de Batz, Auch, 26 novembre 1716.

[3335] *ADG*, I 348, lettre de l'intendant Legendre à Merigot, directeur des affaires du Roi à Montauban, à Auch, le 27 novembre 1716.

b) Les modérations

Les modérations accordées par l'intendant furent extrêmement importantes[3336]. L'amende se vit réduite à un montant variant entre 13 livres et 1200 livres ; en règle générale l'amende modérée était de 100 à 250 livres. Pierre de Garros, sieur de Mauléon, vit la sienne modérée à 1200 livres. A l'opposé, Jean et Guillaume Adoué sieur de Marignac, habitants de Saint-Marcet, virent leur amende modérée à 13 livres 12 sols 9 deniers. La plupart des bénéficiaires se contentèrent d'une modération intermédiaire comme Jean de Sarraut, sieur Despeires, habitant de Saint-Clar, devant payer une amende modérée à 200 livres. La demande de modération se faisait sur la suggestion du préposé à la recherche lui-même. Géraud de Reulle, sieur de Lacapelle, a été annoté « on n'a peu l'obliger à se pourvoir en moderation »[3337]. Ces modérations proposées par le commis devaient être validées, après lui en avoir présenté les motifs, par l'intendant[3338]. La modération était évaluée au prorata de la fortune des condamnés[3339].

L'intendant de Bordeaux La Bourdonnaye analysait, en 1705, que la recherche ne pourrait être menée à son terme si de grandes modérations n'étaient pas accordées à ceux qui étaient « absolument hors d'état de payer les grosses amendes ausquelles nous les condamnons », d'autant qu'ils seraient « en plus grand nombre »[3340]. Un commis à la recherche dans la généralité de Montauban notait lui aussi qu'étant donné que la plupart des « faux nobles » étaient des personnes « peu accommodez », il serait impossible de leur faire payer 2000 livres et les deux sols pour livre, alors qu'une amende proportionnée aux facultés

[3336] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés […] », 5 mai 1705, Mérigot.
[3337] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, *ibidem*.
[3338] L'intendant de Bordeaux écrivit que depuis qu'il était dans cette généralité, « les commis n'ont fait aucun accomodement qu'après que j'ay connu les raisons des modérations qui ont esté proposées ». Il remarqua cependant que le précédent commis, Fontaine, sous l'intendant Bezons, était « accusé d'avoir fait beaucoup d'accommodement », sous-entendant que les modérations ne furent pas toujours validées par l'intendant et peut-être pas justifiées (*BNF*, Fonds français 32270, folio 105, lettre de l'intendant de La Bourdonnaye, Bordeaux, 23 février 1706).
[3339] Dans l'état des condamnés de 1705, le directeur de la recherche a annoté « par rapport à ses facultés ».
[3340] *BNF*, Fonds français 32270, folio 78, lettre de monsieur de La Bourdonnaye à monsieur de Caumartin, à Bordeaux, 10 février 1705. Il soutient la même position dans une lettre ultérieure, en se fondant sur l'exemple des condamnés ayant bénéficié d'une modération : « Mais je prens la liberté de vous dire monsieur, que le seul moyen de terminer cette affaire et d'en tirer un secours pour Sa Majesté, est de faire des modérations sur les amendes, et de les proportionner aux facultés de ceux qui les doivent. Ils font des efforts surprenans, lorsqu'ils espèrent d'en pouvoir sortir, mais ils se laissent consommer en frais quand on continue de leur demander des sommes au-delà de leurs forces » (*BNF*, Fonds français 32270, folio 67, lettre de monsieur de La Bourdonnaye, intendant de Guyenne, à monsieur de Caumarin, à Bordeaux, le 15 août 1705).

faciliterait le recouvrement : « on se résout à payer une somme médiocre, et l'on tente toutes sortes de moyens pour éviter le payement d'une grosse somme »[3341]. Les résultats partiels dans la généralité de Montauban confirment nettement ces analyses[3342]. Sur cent huit condamnés ayant obtenu une modération en 1705, tous avaient payé en tout ou partie de l'amende, alors qu'au total ils n'étaient que cent cinquante-sept sur trois cent soixante-dix-sept condamnés à avoir payé une somme. Mieux, soixante-quatorze des cent-huit condamnés avec modération avaient payé l'intégralité de leur amende, alors qu'ils étaient soixante-dix-sept au total. C'est que la modération était un compromis acceptable, qui seul permettait d'obtenir le payement des sommes exigées. On devrait ajouter quarante condamnés n'ayant payé que des sommes modiques mais qui ne s'étaient pas pourvus en modération, prétendant qu'ils « ne peuvent payer une plus grande somme », car ils ne seraient pas en état de payer davantage.

Comme lors de la première recherche, la peine n'était pas un châtiment exemplaire. L'amende était forte, mais il fallut renoncer à l'exiger en totalité des usurpateurs car, sans conteste, ils n'étaient pas en mesure de la payer. Afin d'obtenir des payements, des modérations considérables furent accordées. Beaucoup durent regretter de s'être donné du « noble » en quelque occasion, trouvant que cette éphémère vanité leur coutait bien cher. Ce n'est *de facto* pas tant la peine que la condamnation elle-même qui fut lourde de conséquence pour ceux qui souhaitaient usurper la noblesse, juridiquement et peut-être aussi socialement.

2) Le catalogue des nobles

Dans la déclaration royale du 16 janvier 1714, le roi déclarait que les travaux menés pour la recherche avaient été « si heureux qu'il reste peu d'affaires à décider ». Par cette déclaration, et par les déclarations et arrêts du conseil qui suivirent, se manifestait une certaine impatience qu'elle fût terminée[3343]. Seul l'achèvement de cette recherche permettrait de dresser

[3341] *ADTG*, C 81, dossier Balza, notes manuscrites probablement de la main du directeur de la recherche dans la généralité de Montauban, vers 1710.
[3342] *BNF*, Fonds français 32302, folio 800, « Estat des noms, surnoms et demeures des particuliers condemnés […] », 5 mai 1705, Mérigot.
[3343] Dans la déclaration du 16 janvier 1714, le roi ordonnait que la recherche fût « incessamment terminée », au plus tard dans le courant de l'année 1715. Le roi accordait trois mois à ceux dont les instances étaient en cours pour les faire juger (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 311). Mais par l'arrêt du conseil du 14 décembre 1715, il fut ordonné que la recherche serait continuée en 1716 (*ibidem*). Par l'arrêt du conseil d'Etat du 1er mai 1717, il fut ordonné qu'elle ne serait continuée que pour les procès en cours durant l'année 1717. Les personnes dont les instances étaient en cours avaient deux mois pour les mettre en état d'être jugées, à défaut elles seraient condamnées (*ibidem*, p. 328). Un arrêt semblable fut rendu par le conseil d'Etat le 18 décembre 1717,

un catalogue définitif des nobles. Le roi ordonna donc que la recherche fût close le plus rapidement possible. Il fallut en réalité attendre la déclaration du 8 octobre 1729, quinze ans plus tard, pour mettre un terme aux grandes recherches des usurpateurs. Il était affirmé dans son préambule que la seconde recherche avait eu « l'effet qu'on s'en étoit promis », par le grand nombre d'usurpateurs qui avaient été condamnés[3344]. Toutes les instances indécises furent renvoyées aux cours des aides du domicile des parties[3345]. Officiellement, la recherche des usurpateurs était terminée, et il n'y eut plus de recherches générales jusqu'à la suppression de la noblesse.

Pour achever la recherche et en pérenniser les résultats, l'état des condamnés pour usurpation devait être dressé pour chaque élection ou sénéchaussée, contenant leurs noms et demeures, afin qu'ils fussent soumis aux impositions dont ils s'étaient exemptés[3346]. Quant au catalogue des maintenus de la généralité, il devait être envoyé au conseil, pour qu'y soit dressé un catalogue général des nobles du royaume[3347]. Ce catalogue des nobles des généralités ne fut pas exécuté partout, et là où il le fut, il pâtit parfois du caractère incomplet de la recherche, des nobles de premier rang ayant été omis, ou de la centralisation lacunaire des ordonnances de maintenue. Quant à l'état des usurpateurs, il ne fut pas réalisé, quoique des états des condamnés dressés par le traitant aient pu subsister. A la veille de la Révolution, le généalogiste des ordres du roi le déplorait. Il écrivit en 1788 que les recherches auraient produit « toute l'utilité qu'on devoit en attendre, si l'on avoit formé un catalogue exact de toutes les familles déclarées nobles ou roturières à cette époque. Par l'exécution de ce catalogue, la racine des usurpations auroit été coupée, la condition de tous les sujets du royaume fixée, et la noblesse, désormais exempte du soin de faire des preuves, auroit joui paisiblement et sans trouble des privilèges de son origine »[3348]. Le projet d'un catalogue général de la noblesse n'avait pas disparu des esprits, et il refit même surface dans une ordonnance sur les armoiries de juillet 1760, par laquelle il fut

---

prorogeant la recherche jusqu'au 1er juillet 1718. Ferrand, commis à la recherche, ne pouvait intenter de nouveaux procès (*ibidem*, p. 332). Par l'arrêt du conseil d'Etat du 26 juin 1718, la commission à la recherche était supprimée le 1er juillet, et les personnes assignées devant les commissaires généraux pour usurpation contre qui les préposés avaient fait appel des jugements de maintenue des intendants, et qui n'avaient pas encore été jugées, demeurèrent « en l'état où ils étoient avant ladite assignation ». Les appelants des ordonnances de condamnation des intendants qui n'avaient pas été jugés dans les délais, étaient déclarés usurpateurs de noblesse par forclusion (*ibidem*, p. 333). Une nouvelle commission fut pourtant créée par un arrêt du conseil du 24 octobre 1719, pour juger définitivement ces affaires dans les six mois (*ibidem*, p. 335). Cette commission fut prorogée à plusieurs reprises, jusqu'en 1727, par des arrêts du conseil.

[3344] *Ibidem*, p. 357.

[3345] *Ibidem*, p. 358.

[3346] *ADHP*, 44 J 7, déclaration du roi pour la recherche des usurpateurs de noblesse, Versailles, 4 septembre 1696.

[3347] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 226, arrêt du conseil d'Etat du 26 février 1697.

[3348] *Ibidem*, p. LII.

demandé à tous les nobles du royaume de remettre un mémoire certifié sur leur noblesse[3349]. Elle ne fut cependant pas enregistrée par les parlements et ne connut aucune suite.

Ce constat d'échec ne doit pas être exagéré. Des « nobiliaires » furent bel et bien constitués, quoique peut-être pas exhaustifs. Celui de la généralité de Montauban et d'Auch, par exemple, a été conservé. On y trouve une table alphabétique des noms des maintenus, et une transcription des jugements de maintenue. Les renseignements qu'il fournit sont extrêmement importants, car on y trouve retranscrites les productions des maintenus. Nous n'avons pas retrouvé celui de la généralité de Bordeaux, qui comprenait alors la Bigorre, absence dont on ne doit pas tirer de conclusions sur sa non concrétisation[3350]. De fait, le catalogue était considéré comme partiel, et le fait qu'une famille n'y fût pas mentionnée ne pouvait être un prétexte pour contester son maintien dans la noblesse lors de la recherche, ni même d'ailleurs le fait qu'elle n'aurait pas été maintenue ne pouvait être un motif de contestation de sa noblesse, car les commis avaient pu ne pas assigner certains nobles. Le crédit accordé à ce catalogue fut aussi réduit par des critiques faites à l'encontre de ces recherches, qui tranchent avec la satisfaction officielle affichée par le roi.

Ces recherches des usurpateurs subirent en effet par la suite un certain nombre de critiques, en particulier d'avoir donné lieu à des arrangements financiers illégaux entre les traitants et des bourgeois ayant usurpé la noblesse[3351]. Boulainvilliers ne vit dans ces recherches qu'humiliation, inefficacité et corruption[3352]. Mauvans, un gentilhomme provençal auteur d'un

---

[3349] *Ibidem*, p. 374, ordonnance du roi du 29 juillet 1760 : « Sa Majesté voulant avoir une connoissance détaillée et un dénombrement exact de toutes les maisons et familles nobles du royaume, ordonne que tous ceux qui composent l'ordre de la noblesse, de quelque état et qualité qu'ils soient, seront tenus de remettre ou envoyer, savoir, ceux qui résident à la cour et à sa suite, ou dans la ville de Paris, aux sieurs commissaires qui seront nommés, et ceux qui demeurent dans les provinces et généralités du royaume, devant les sieurs intendans et commissaires de Sa Majesté qui y sont départis, des mémoires par eux signés, et certifiés véritables, contenant leurs noms, surnoms, titres et qualités, ceux de leurs enfans, nés en légitime mariage, le blazon des armes qu'ils portent, et s'ils jouissent de la noblesse d'extraction, ou si elle leur est acquise avant ou depuis l'an 1700, en vertu de lettres d'annoblissement, ou de charges et offices auxquels le privilège de noblesse est atribué ».

[3350] D'après Denise Bège-Seurin, il n'aurait pas été dressé, mais elle ne précise pas d'où elle tient cette information (Bège-Seurin, Denise, « Droit et identité nobiliaire : la jurisprudence de la cour des aides de Guyenne au XVIIème siècle d'après le recueil de Fontainemarie », *op. cit.*, p. 171). Les jugements ont pu être détruits lors de l'incendie des archives de la cour des aides de Paris, qui devait les conserver, dans la nuit du 10 au 11 janvier 1776. Le premier président déclara au roi le 14 janvier, à Versailles, que « les registres de la cour en très grande partie et les maintenues de noblesse avoient été la proie des flammes » (*ADTG*, C 79, « Supplément aux nouvelles extraordinaires de divers endroits », numéro XX, Leide, 8 mars 1776).

[3351] Il est vrai que des malversations purent avoir lieu lors de la première recherche, mais on n'en trouve pas de trace en Gascogne orientale. L'intendant du Languedoc Claude Bazins ordonna le 7 décembre 1669 que fût informé contre un nommé Bernard, employé de Belleguise, commis à la recherche en Languedoc, qui aurait « induement exigé de divers particulliers du Hault Languedoc des sommes non dueues et fait divers traittés frauduleux, reçeu diverses sommes dont il n'avoit rendu compte à la recepte et fraudé par ce moyen les droits du roy » (*ADTG*, C 79). Cette concussion n'avait peut-être pas été faite avec la complicité d'usurpateurs.

[3352] Tholozan, Olivier, Henri de Boulainvilliers. L'anti-absolutisme aristocratique légitimé par l'Histoire, *op. cit.*, p. 231.

nobiliaire, alla jusqu'à écrire que « ces recherches ayant été entre les mains des traitans pour le recouvrement des amendes, les usurpations, bien loin d'avoir été réprimées, furent autorisées par les jugemens qu'on obtenait par argent »[3353]. Il prétendit aussi que la noblesse pauvre aurait été opprimée et condamnée « pour n'avoir pas eu d'argent à donner au traitant ». Il ne fut pas le seul à dénoncer de pareils abus[3354]. En Gascogne même, lors d'une contestation de droits honorifiques entre Jean-François d'Antin, sieur d'Ourout, et les consuls d'Argelès, ces derniers contestèrent sa noblesse et, sans étayer leurs dires, soutinrent que lors de la première recherche, il n'aurait « jamais peu obtenir ordonnance de sa nobilité, et est un de ceux quy à deniers contans ont achapté le droit de n'estre pas jugés et mis sur le registre des roturiers »[3355]. Quoiqu'il pût y avoir des abus, cette opinion reste très éloignée de la réalité historique que nous avons pu constater à travers l'étude de nos sources. Les commis à la recherche ne délivrèrent pas des maintenues contre de l'argent : les nobles et les usurpateurs furent jugés par l'intendant, après qu'aient été faites des réquisitions par le procureur du roi. Dans certaines provinces toutefois, les administrateurs constatèrent eux-mêmes des abus, comme en Normandie, où l'intendant de Rouen écrivit en 1670 que la recherche n'aurait servi qu'à « tourmenter les véritables gentilshommes et à en faire de nouveaux par la faveur des traitans et par la protection qu'ils ont trouvée par leur argent et leurs amis »[3356]. Il y est assez bien établi que les commissaires et les traitants conclurent des arrangements financiers avec des usurpateurs lors de la première recherche au moins, de riches bourgeois étant prêts à tout pour échapper à la taille personnelle qui pesait lourdement sur la province, mais il serait abusif d'étendre cette critique à d'autres généralités qui ne rentrent pas dans le même schéma[3357].

Y-a-t-il eu, en dehors de toute corruption, une mansuétude envers certains usurpateurs ? Jean-Marie Constant pense qu'il y eut de l' « indulgence » de la part des commissaires en 1667[3358]. D'après Monique Cubells, « les commissaires se trouvaient au cœur même des réalités locales », connaissaient « mieux que personne la portée éventuelle de leurs décisions », et ne

[3353] Mauvans, Joseph-Scipion de Barcilon de, *Critique du nobiliaire de Provence*, manuscrit du XVIIIe siècle, p. 15.
[3354] Par exemple, sur la première recherche, Hubert, Robert, Traité de la noblesse, *op. cit.*, p. 130 : « toutes ces precautions n'ont servy qu'à oster la noblesse à quelques malheureux, dont la pauvreté a empesché d'en donner les preuves, et à l'asseurer à ceux qui ont eu assez de richesses pour corrompre les interessez, et assez d'industrie pour, par des titres specieux et suposez, fasciner les yeux d'un juge souverain ». Le même genre de critiques se retrouve à plusieurs reprises sous la plume d'Antoine Maugard, qui nous parait manquer d'objectivité, ce qui est plus compréhensible dans son cas, les recherches étant terminées depuis longtemps (Maugard, Antoine, *Remarques sur la noblesse dédiées aux assemblées provinciales*, seconde édition, Paris, 1788).
[3355] *ADHP*, 1 E 770, « Factum pour les consuls du lieu d'Argeles, pays de Lavedan, intimés et supplians, contre Jean-François d'Antin, impetrant et deffandeur », vers 1670.
[3356] Esmonin, Edmond, La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 219.
[3357] *Ibidem*, p. 202 et suiv.
[3358] Constant, Jean-Marie, « L'enquête de noblesse de 1667 et les seigneurs de Beauce », *op. cit.*, p. 29.

pouvaient donc « rejeter hors de la noblesse, par une stricte application des principes du droit », des familles qui avaient une position sociale prééminente dans la province, ou même des familles plus modestes, car « rayer de la noblesse un trop grand nombre de ces nobliaux eût ébranlé l'ensemble du tissu social, brisé la cohésion des rapports entre les strates sociales et pu être finalement dangereux »[3359]. Peut-être que ce constat vaut pour la Provence, mais en Gascogne orientale, l'application des principes de droit fut à peu près stricte. Comme en Bretagne, on peut parler d'un « esprit légaliste »[3360]. Quelques familles auraient pu se voir contester sévèrement leur preuve, comme la famille Cossy lors de la première recherche, ou lors de la seconde celles dont un membre avait déjà été condamné, mais leur cas n'était pas très clair, et l'intendant ferma les yeux sur des imperfections relatives qui ne firent pas nettement pencher la balance en leur défaveur. S'il est vrai que quelques nobles de fraîche date furent maintenus, c'est qu'ils produisirent une preuve suffisante, remontant à au moins cent ans, et que le commis ne parvint pas à prouver l'usurpation. Certains étaient probablement des descendants d'agrégés à la noblesse qui virent leur situation régularisée, mais l'usurpation commençait à être ancienne. Des pauvres gentilshommes furent condamnés par défaut, mais leur nombre fut extrêmement faible, même en ajoutant ceux qui pâtirent de leur dérogeance[3361]. Il est vrai aussi que des bourgeois achetèrent des lettres de noblesse, mais leur nombre fut dérisoire par rapport au nombre des condamnés. Enfin, si beaucoup de condamnés ne payèrent pas l'amende, c'est qu'ils ne le pouvaient pas à cause de la pauvreté. En réalité, c'est le gouvernement royal lui-même qui facilita *volens nolens* la confirmation d'anoblissements taisibles, surtout à partir de 1714, en demandant une preuve centenaire simplifiée. Mais même après, ceux dont l'usurpation ne remontait pas au moins aux premières décennies du XVIIe siècle se virent impitoyablement condamner. Nous n'avons pas pu établir une complaisance des intendants aussi discutable que celle remarquée par Monique Cubells en Provence, où les commissaires fermèrent les yeux sur des preuves évidentes d'usurpation[3362]. Il ne faut pas

[3359] Cubells, Monique, « A propos des usurpations de noblesse en Provence sous l'Ancien Régime », dans *Provence historique*, 1970, n° 81, p. 280.
[3360] Meyer, Jean, La noblesse bretonne au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 51.
[3361] Il n'y eut aucun noble authentique condamné en Beauce en 1667, peut-être quelques-uns en Normandie, et plus probablement en Bretagne où l'on trouverait d'injustes condamnations lors de la première recherche, quoique ce soit discuté et très relativisé par Michel Nassiet (Constant, Jean-Marie, « L'enquête de noblesse de 1667 et les seigneurs de Beauce », *op. cit.*, p. 29 ; Esmonin, Edmond, La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683), *op. cit.*, p. 223 ; Meyer, Jean, La noblesse bretonne au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 46 ; Nassiet, Michel, Noblesse et pauvreté. La petite noblesse en Bretagne, XVe-XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 242-243).
[3362] Cubells, Monique, « A propos des usurpations de noblesse en Provence sous l'Ancien Régime », *op. cit.*, p. 274 et suiv. Cette complaisance frappante ne doit pas non plus occulter le nombre considérable de condamnations en Provence : pour la première recherche, François-Paul Blanc a dénombré 1088 maintenues pour 2026 condamnations ou décharges pour divers motifs de la recherche (« L'usurpation de noblesse en Provence à l'époque de la première réformation (1666-1669) », *op. cit.*, p. 240).

oublier que l'intendant avait aussi conscience de l'enjeu financier pour l'Etat, et que les familles nobles anciennes étaient les seules ménagées, n'y ayant pas en Gascogne orientale un puissant patriciat urbain comme en Provence.

Au-delà des critiques anciennes et exagérées, ou historiques mais discutables, du caractère partiel quoiqu'étendu de la recherche, et de la peine qui ne fut pas exemplaire lors de la seconde comme de la première recherche, il faut relever que les condamnations furent lourdes de conséquences. Des états des usurpateurs avaient été dressés, et quoique non exhaustifs, les élus en pays de taille personnelle, et aussi les généalogistes des ordres du roi, les juges d'armes de France, et autres juges en matière de noblesse, pouvaient désormais y avoir recours. La preuve qu'un de ses ancêtres avait été condamné lors de ces recherches, pour peu qu'on en eût connaissance, fut au XVIIIe siècle extrêmement préjudiciable pour une famille se prétendant noble qui voulait prouver son état, car elle ne pouvait être contournée que par un appel au conseil d'Etat. Quoique ce fut long et laborieux, on peut dire que la monarchie avait frappé un grand coup, qui avait considérablement diminué le risque d'usurpation de noblesse. Beaucoup d'usurpateurs avaient été relégués, et la noblesse de droit voyait son état confirmé et conforté par ces ordonnances de maintenue et sa présence sur le catalogue. Une réclamation ancienne de la noblesse, celle du tri entre le bon grain et l'ivraie au sein du second ordre, avait été partiellement satisfaite[3363]. Enfin, l'élaboration d'une importante législation avait permis de préciser le statut noble, et pourrait servir dans les contestations de noblesse à venir. On peut donc conclure que malgré des imperfections, globalement considérée, la recherche des usurpateurs avait rempli ses objectifs, ce que peut confirmer l'étude des dernières décennies de l'Ancien Régime.

[3363] Cette réclamation d'une recherche des usurpateurs et de la constitution d'un nobiliaire se retrouve dans les projets de Fénelon et de Boulainvilliers, qui étaient trop critiques à l'encontre des intendants pour reconnaître les bienfaits de l'œuvre de Louis XIV en matière de noblesse, mais témoignent encore une fois de cette revendication récurrente (Tholozan, Olivier, Henri de Boulainvilliers. L'anti-absolutisme aristocratique légitimé par l'Histoire, *op. cit.*, p. 234).

Section 3) La preuve de noblesse au XVIIIe siècle

Les développements qui suivent ne concernent pas l'ensemble du XVIIIe siècle, mais seulement la période qui suit la fin des grandes recherches des usurpateurs et court jusqu'à la Révolution. Durant ces six décennies, nous examinerons quelles étaient les juridictions compétentes en matière de noblesse et quelles évolutions éventuelles connut la preuve de noblesse. Nous essayerons ensuite de voir si la politique royale avait porté ses fruits en permettant de mettre fin aux usurpations de noblesse.

I) Les juridictions en matière de noblesse au XVIIIe siècle

La déclaration royale du 8 octobre 1729 confia aux cours des aides les jugements des usurpations de noblesse liés au contentieux fiscal[3364]. C'était l'essentiel des contestations de noblesse. La compétence de la cour des aides en la matière était cependant loin d'être exclusive. Le parlement et les juridictions ordinaires restaient compétents pour les contestations de noblesse incidentes aux matières relevant de leur compétence[3365]. En outre, elle était extrêmement limitée du fait que le roi se réservait la connaissance des contestations de noblesse des familles qui avaient été jugées lors des recherches de noblesse, quand bien même la partie

[3364] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 358, déclaration royale du 8 octobre 1729 : « Veut qu'à l'avenir toutes les contestations concernant l'usurpation du titre de noblesse qui surviendront à l'occasion de la levée des tailles ou autres impositions soient portées aux dites cours des aides, chacun dans son ressort ».
[3365] *Ibidem* : « N'entendant néanmoins Sa Majesté empêcher que ses cours de parlement, et les juges ordinaires qui leur sont subordonnés, ne prennent connoissance ainsi qu'ils ont fait par le passé des questions de noblesse incidentes aux matières et contestations qui sont de leur compétence ».

n'aurait pas fait appel de cette ordonnance[3366]. Si une contestation de ce type était portée devant la cour des aides, elle devait la renvoyer au conseil du roi[3367].

L'amende encourue pour usurpation devant la cour des aides était de 2000 livres, conformément à la législation royale édictée lors de la seconde recherche. L'usurpateur devrait aussi être condamné à ne plus prendre de qualifications nobiliaires et à acquitter dès lors toutes les « charges roturières ». C'est ce que réclamèrent les syndics de Madiran en 1772, lorsqu'ils poursuivirent Jean-Pierre de Crotte, ancien mousquetaire du roi, pour usurpation de noblesse. Jean-Pierre de Crotte réclamait quant à lui qu'il soit payé 1000 livres de dommages et intérêts « pour le trouble à luy causé », ainsi que la rayure et biffure d'une délibération de la communauté, et qu'il ne lui soit plus contesté sa qualité sous peine de 500 livres d'amende. La cour des aides arrêta finalement qu'il serait maintenu dans sa noblesse de race, défendit aux consuls de le troubler dans sa possession de noblesse et ses privilèges nobiliaires à peine de 500 livres d'amende et de dommages et intérêts, et ordonna que l'arrêt serait transcrit dans le registre de la communauté de Madiran sous huitaine à peine de 100 livres d'amende. Aucune amende ne fut prononcée, et les consuls ne durent payer que les dépens[3368]. En 1778, en procès contre la communauté de Lectoure, François Dominique de Castaing, ancien officier d'artillerie, obtint un jugement qu'il emporta par défaut, les consuls n'ayant pas produit contre lui, le maintenant dans la qualité de noble, avec la jouissance des privilèges nobiliaires, et faisant défenses à la communauté de le troubler dans sa qualité, à peine de 500 livres d'amende et de dommages et intérêts[3369]. En cas de maintenue du noble contesté, les communautés ne risquaient donc que le payement des dépens lors d'une première instance, ce qui leur permettait de faire des poursuites sans grands risques financiers. Le nombre de contestations devant la cour des aides n'en resta pas moins excessivement faible, tant du fait que les contentieux du franc-fief et de la corvée étaient tranchés par l'intendant, et que le logement des gens de guerre dans la province suscita moins de litiges, peut-être parce que mieux organisé il était devenu moins lourd pour les populations qu'au XVIIe siècle.

Les contestations de noblesse que l'on trouve après 1729 étaient principalement occasionnées par le franc-fief, et le plus souvent jugées par l'intendant[3370]. La procédure était contradictoire : avant de rendre son ordonnance, il prenait connaissance de la requête et de la

[3366] *Ibidem*.
[3367] Voir les différents types de recours possibles devant le conseil d'Etat, p. 687.
[3368] Fonds Juillac, « arrêt pour noble Jean Pierre de Crotte de Perron seigneur de Saint-Lanne contre les consuls syndic et communauté de Madiran », cour des aides de Montauban, 17 juin 1772.
[3369] *ADTG*, 1 B 168, arrêt de la cour des aides de Montauban, 5 février 1778.
[3370] Sur le franc-fief, voir les recherches du franc-fief, p. 668.

production du noble assigné par le fermier pour payer les droits de franc-fief, qu'il communiquait au directeur du domaine, pour avoir connaissance de sa réponse. Il demandait parfois l'avis de son subdélégué. On peut se demander si l'intendant et les subdélégués étaient vraiment compétents pour statuer en matière de noblesse. L'intendant Mégret de Serilly écrivit par exemple sur une affaire de noblesse que « les copies jointes aux pièces paroissent prises sur d'autres copies, et j'ay peine à croire qu'en 1600 et 1602 on écrivît en françois comme il paroit par ces copies d'actes qu'on le faisoit »[3371]. Or il est certain qu'au début du XVIIe siècle, tous les actes notariés étaient rédigés en français en Gascogne, et ce depuis au moins le milieu du XVIe siècle, en conséquence de l'ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539. Les intendants ne remplissaient probablement pas toutes les exigences requises selon Chérin fils pour vérifier les preuves de noblesse : « des lumières, une application suivie, une extrême discrétion, et surtout une probité sévère et à toute épreuve »[3372].

Il ne faut pas omettre qu'une autre juridiction eut à juger des preuves de noblesse à la fin du siècle : le conseil du roi. On a vu que l'appel des contestations en matière de franc-fief se faisait au conseil du roi[3373]. On peut également rappeler qu'un droit de marc d'or de noblesse ciblant les acquéreurs roturiers de charges anoblissantes avait été créé en 1770[3374]. Ce droit supplémentaire ne devait être payé que par les roturiers, les nobles en étaient logiquement dispensés. Pour jouir de cette dispense, il leur fallait obtenir un arrêt du Conseil royal des finances. Pour ce faire, ils devaient adresser une requête au conseil, qu'ils étayeraient par les titres permettant de prouver leur noblesse. Le contrôleur général des finances faisait un rapport sur la demande et le conseil accordait ou non la dispense[3375]. Il est remarquable qu'il n'y eût que huit nobles issus de notre ressort de recherche qui aient demandé une telle dispense, même si elles ne furent délivrées que durant une courte période avant la Révolution[3376]. Il est vrai qu'il y avait très peu d'offices anoblissants en Gascogne orientale, mais les nobles pouvaient très

[3371] *ADG*, C 1, lettre de l'intendant Mégret de Serilly à monsieur de La Houssaye, à Auch, le 8 décembre 1740.
[3372] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XLIV.
[3373] Voir les arrêts de maintenue du conseil d'Etat et les lettres de maintenue rendues sur arrêt du Conseil d'Etat, p. 654.
[3374] Voir une préoccupation financière constante, p. 347.
[3375] Si le roi l'accordait, les lettres de provision de l'office pouvaient dès lors être enregistrées sans présenter de quittance de payement du marc d'or de noblesse.
[3376] Les arrêts de dispense du marc d'or ont tous été publiés par Robert de Roton (Les arrêts du Grand Conseil portant dispense du marc d'or de noblesse, *op. cit.*. Malgré le titre trompeur de cet ouvrage, ces arrêts étaient bien rendus par le Conseil royal des finances et non par le Grand Conseil). Trois dispensés du marc d'or étaient issus de famille ayant résidé en Gascogne orientale à l'époque moderne, mais n'y résidant probablement plus : Jean Bertrand d'Arblade de Séailles, sur le point de se faire pourvoir au parlement de Bordeaux, dispensé par un arrêt du 24 septembre 1783 (p. 477), Auguste-Jean Bertrand d'Arblade de Séailles, sur le point de se faire pourvoir au même parlement, dispensé le 24 septembre 1783 (p. 357) et Jean Courtade de Salis, sur le point de se faire pourvoir en la cour des aides de Bordeaux, dispensé par un arrêt du 16 août 1775 (p. 114). Ils demeuraient désormais en Condomois, ou à Bordeaux où ils firent acquisition de leurs offices.

bien acquérir un tel office dans les villes proches de Toulouse, de Pau, de Montauban, ou ailleurs. On peut y voir une marque de plus du peu d'intérêt porté par la noblesse locale aux offices de judicature ou de finance. Les huit nobles bénéficiaires de ces arrêts étaient d'ailleurs tous issus de familles ayant exercé depuis une période ancienne des offices de judicature : il s'agissait moins d'une orientation nouvelle que d'une tradition[3377].

Dix arrêts de dispense du marc d'or furent rendus en faveur de nobles qu'on peut considérer comme étant de Gascogne orientale, soit qu'ils y naquirent, soit qu'on retrouve leurs noms sur les procès-verbaux de la noblesse pour les Etats généraux. Seules huit personnes furent en fait dispensées, car deux nobles obtinrent deux arrêts de dispense. Il est intéressant de les rapporter, car ils permettent de se faire une idée quant aux offices anoblissants à la portée des gascons, et surtout quels offices étaient exercés par la noblesse de robe gasconne : conseiller au parlement de Navarre[3378], président à mortier au parlement de Toulouse[3379], conseiller au parlement de Toulouse[3380], puis, pour le même, président à mortier au parlement de Toulouse[3381], conseiller au parlement de Navarre[3382], puis de nouveau, en faveur du même, président à mortier au parlement de Navarre[3383], conseiller en la cour de parlement, comptes aides et finances de Navarre et Pau[3384], avocat général au parlement de Toulouse[3385], chevalier d'honneur en la cour des aides de Montauban[3386], et conseiller au parlement de Toulouse[3387]. Sans surprise les nobles de Gascogne orientale occupaient des charges dans les trois grandes villes encadrant la Gascogne orientale : à Toulouse, à Pau, et exceptionnellement à Montauban. On remarque aussi l'intérêt presque exclusivement focalisé sur les offices du très prestigieux parlement de Toulouse, ou celui moins réputé de Pau, des nobles gascons de robe. En ce qui concerne la preuve de noblesse, le nombre de familles à passer devant cette juridiction fut donc très faible, mais on peut supputer que des nobles douteux renoncèrent à acquérir un office avec dispense de peur qu'on remarquât la déficience de leurs preuves.

[3377] On rejoint donc le constat fait par M. Des Rochettes pour l'ensemble du Sud-Ouest (du Languedoc à la Guyenne) : la magistrature se recruterait « parmi les enfants des familles sorties de ses propres rangs », et plus particulièrement dans les familles nobles anoblies par charge (Rochettes, M., « Essai sur les preuves de noblesse reconnues dans le Sud-Ouest de la France de 1771 à 1789 », *op. cit.*, p. 275).
[3378] Louis de Berné, de Bagnères, fut dispensé du marc d'or de noblesse par un arrêt du conseil 24 janvier 1773 (Roton, Robert de, Les arrêts du Grand Conseil portant dispense du marc d'or de noblesse, *op. cit.*, p. 51).
[3379] Jean des Innocents, baptisé à Gimont, fut dispensé par un arrêt du 17 juillet 1775 (*ibidem*, p. 100).
[3380] Augustin Jean Charles Louis d'Aspe fut dispensé par un arrêt du 17 août 1775 (*ibidem*, p. 466).
[3381] Il fut de nouveau dispensé du marc d'or de noblesse par un arrêt du 10 mai 1776 (*ibidem*, p. 144).
[3382] Henry de Pujo de Lafitole fut dispensé du marc d'or une première fois le 14 juin 1776 (*ibidem*, p. 146).
[3383] Par un arrêt du 8 février 1781 (*ibidem*, p. 272).
[3384] Joseph de Day de Gardères fut dispensé du marc d'or par un arrêt du conseil du 17 juin 1779 (*ibidem*, p. 224).
[3385] Jean Antoine de Catellan de Caumont fut dispensé par un arrêt du 14 octobre 1780 (*ibidem*, p. 252).
[3386] Jean de Bastard, conseiller en ladite cour, obtint son arrêt de dispense le 11 juillet 1781 (*ibidem*, p. 278).
[3387] Jean Henri François Louis Cyprien de Tranqualye de Magnan, baptisé à Nogaro, commissaire aux requêtes du palais de ladite cour, fut dispensé du payement par un arrêt du 22 août 1781 (*ibidem*, p. 279).

Le paradoxe est qu'alors que les nobles devaient avoir beaucoup moins de litiges sur leur noblesse que sous le règne de Louis XIV, ils n'en devinrent pas moins beaucoup plus préoccupés par l'élaboration de leur preuve. Comme jamais auparavant, on les vit s'enticher de généalogie et rechercher des titres probants. Le vicomte de Luppé écrivait en 1764 à son père, seigneur de Lacassagne en Lomagne, qu'il fallait remonter leur généalogie jusqu'à la souche, et ne pas se contenter du XVe siècle, l'enjoignant de « remuer ciel et terre, c'est un ouvrage qui vous donnera un peu de peine, je regrete de ne pouvoir pas vous l'éviter, mais vous en retirerés une grande satisfaction, ainsi que votre famille, tant présante que future »[3388]. Car une fois parvenu à terminer sa généalogie et à élaborer une preuve de noblesse à la mesure de ses ambitions, le noble ne cachait pas son contentement. C'est que la preuve de noblesse était effectivement estimée comme un cadeau d'une très grande valeur qu'on laissait à sa postérité, et dont on était sûr qu'elle se montrerait reconnaissante. Le baron de Gonnès écrivait à l'abbé Vergès que ses enfants l'en « remercieront aussi, car c'est pour eux que nous travaillons »[3389]. Jean-Pierre de Courtade se disait très satisfait de savoir que « dans cent ans d'icy mes descendants trouveront leur preuve de noblesse toute faite »[3390]. Le travail était accompli, et leur progéniture n'aurait plus qu'à en ramasser les fruits. Aucun noble gascon ne paraissait imaginer qu'on puisse supprimer le statut nobiliaire. C'est pourquoi en 1763, le sieur d'Uzer entreprit de trouver « la route qu'il faut tenir pour établir notre état à jamais »[3391]. Non seulement sa descendance ne serait plus troublée dans son état, mais elle pourrait accéder aux places nobles.

En effet, s'il n'était pas fréquent qu'il y ait des contestations judiciaires de noblesse, en revanche les nobles devaient prouver leur noblesse afin d'intégrer différentes institutions. La preuve était alors à faire devant des institutions très diverses, qui opéraient un contrôle administratif. Si la preuve n'était pas conforme, le noble ne perdait pas son état, mais il ne pouvait intégrer la place convoitée. Devant les Etats de Bigorre ou devant les assemblées provinciales de la fin du règne de Louis XVI, ces preuves devaient être faites devant une commission. Pour entrer à l'Ecole militaire, les preuves devaient être vérifiées par le juge d'armes de France. Pour être officier à l'armée royale après 1781, il fallait présenter sa preuve devant le généalogiste des ordres du roi. Nous préciserons, pour chaque cas de place réservée, l'autorité effectuant le contrôle lorsque nous les étudierons *infra*.

[3388] *ADLG*, 25 J, A5-2, lettre du vicomte de Luppé au comte de Luppé, Charly-le-Marne, 14 juillet 1764.
[3389] *ADPA*, 16 J 168, lettre du baron de Gonnès à l'abbé Vergès, seconde moitié du XVIIIe.
[3390] *ADHP*, 65 J 311, lettre de Jean-Pierre de Courtade à monsieur de Gonnès, Paris, 19 juin 1757.
[3391] *ADPA*, 16 J 196, note suivant une lettre du sieur d'Uzer du Salus au chevalier d'Uzer, Bagnères, 24 juin 1763.

II) L'évolution de la preuve

Après 1729, la preuve de noblesse garda les traits qui avaient été fixés par la législation louis-quatorzienne. Le noble devait prouver cent années de noblesse et de filiation noble, à défaut d'anoblissement. Des actes dans lesquels étaient prises des qualifications nobles suffisaient à prouver la noblesse. Théoriquement, cette preuve n'était qu'une présomption, et la preuve d'une roture antérieure à ces cent années permettait de condamner pour usurpation le produisant. Les nobles contestant la noblesse de Clément de Pujo, soupçonné d'être issu d'une famille bourgeoise s'étant anciennement agrégée à la noblesse, lors de son intégration des Etats de Bigorre comme baron de Castelvieilh en 1748, rappelèrent cette règle sévère et son fondement, avec quelque exagération pour le besoin de la cause : pour justifier de la noblesse de race, il fallait « une possession immémoriale par une longue suite d'ayeux, sans qu'il paroisse de commencement, sans qu'il paroisse rien de contraire. Car si, dans quelque tems que ce soit, le commencement se découvre, ce ne sera plus une noblesse de sang, puisqu'elle n'aura pas été transmise avec lui, si le contraire se montre, l'usurpation se manifeste, et l'indue possession, loin de la justifier, la rend d'autant plus punissable qu'elle aura plus longtemps duré. Pourquoi ? Parce que ceux qui de leur autorité privée s'arrogent la noblesse, tombent dans le crime de faux, ou même de lèse-majesté. […] Et que le principe étant vicieux, quelque ancien qu'il soit, il ne peut donner le commencement à un droit légitime, ni servir de titre valable »[3392].

N'y ayant plus de recherche des usurpateurs, sauf lors des enquêtes de franc-fief, les nobles n'avaient plus à craindre qu'exceptionnellement des poursuites. La difficulté était pour eux l'accession à des institutions devant lesquelles la preuve exigée était examinée avec rigueur. La preuve en matière de noblesse pouvait être plus difficile, car remontant plus haut, ou devant respecter diverses conditions de forme plus exigeantes. Tel était en particulier le cas des preuves à faire devant le juge d'armes de France et le généalogiste des ordres du roi. Marque de cette

[3392] « Mémoire pour servir de Réplique à la réponse du sieur de Lafitole du 15 octobre 1748, présenté le 31 juillet 1749 », transcrit dans Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XX, 1749, p. 130.

difficulté croissante dans la preuve de noblesse, le juge d'armes de France exigeait deux actes par degré de filiation pour les preuves de l'Ecole militaire, et le généalogiste des ordres du roi, trois par degré pour les diverses preuves qu'il faisait, alors qu'au temps des recherches d'usurpateurs, un titre suffisait[3393].

Après mai 1781, les généalogistes des ordres du roi devinrent incontournables pour l'intégration de l'armée, car ayant la charge de délivrer des certificats aux officiers. Bernard Chérin jusqu'en mai 1785, Edme-Joseph Berthier ensuite jusqu'en avril 1787, puis Louis-Nicolas-Hyacinthe Chérin, jusqu'à la suppression de la noblesse, remplirent cette charge. Le père et le fils Chérin avaient une réputation d'intransigeance. Le père en particulier était connu pour être « très difficile », ne se contentant « en rien ny pour rien du témoignage public »[3394]. Monsieur de Baudéan écrivait à son sujet qu'il n'aurait « nulle considération pour les circonstances, et l'or n'y fait rien, je le conois »[3395]. A tel point qu'à sa mort certains pensèrent pouvoir en profiter. Le seigneur de Lomné écrivit à l'abbé Vergès qu'il avait appris qu'il venait d'être remplacé par « son fils encore enfant, et la besoigne est faitte par ses commis ». Il lui demanda par conséquent, si cet arrangement était tel qu'on lui avait dit, « si cela nous donne plus ou moins de facilité, et si c'est le cas de nous hâtter ou de retarder »[3396].

Les gentilshommes gascons qui voulurent intégrer l'armée comme officiers durant ces quelques années précédant la Révolution se heurtèrent donc à des complications pour fournir la preuve adéquate[3397]. Le chevalier de Mauléon, racontait l'abbé Vergès, n'ayant pas ses papiers en règle, manqua de peu de perdre sa place de sous-lieutenant, car Chérin avait fait « les plus grandes difficultés », n'y ayant « nulle grâce en pareil cas »[3398]. Ayant la confiance de Chérin, l'abbé obtint cependant le certificat sur la promesse de lui envoyer un « acte essentiel qui manque encore ». Le sieur de Colomès-Montbrun ayant produit des copies collationnées, il vit sa preuve rejetée au motif que n'étaient acceptés que des originaux[3399]. Le comte d'Angos, dont le fils avait été nommé, avait ses preuves parfaitement en règle, mais il manquait le contrat de

[3393] Chérin fils exigeait trois actes jusqu'au XVIe siècle compris, mais seulement deux à partir du XVe siècle (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XLII).
[3394] *ADG*, I 3549, lettre de monsieur de Monrepos à l'abbé Vergès, à Lagrange-Monrepos, le 27 mars 1782.
[3395] Fonds Lamothe, lettre de monsieur de Baudéan à monsieur de Montbrun, à Paris, 10 août 1782. Autre témoignage d'une personne voulant faire examiner ses titres (falsifiés) à Chérin et s'étant renseigné sur son incorruptibilité : « ce bureau est entièrement inaccessible aux présens » (*ADHP*, 1 E 40, lettre du sieur Aubert à son frère, Navarrenx, 26 juillet 1789).
[3396] *ADG*, I 3550, lettre de monsieur de Cardaillac-Lomné à l'abbé Vergès, Lomné, 9 septembre 1785.
[3397] La preuve exigée pour intégrer les troupes réglées est détaillée dans Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 309.
[3398] *ADG*, I 3549, minute de lettre de l'abbé Vergès, à Paris, le 17 juin 1780.
[3399] Fonds Lamothe, lettre de monsieur de Beaudéan à monsieur de Montbrun, Paris, 12 novembre 1782 : « Hier je passais au cabinet, il me dit que ce que vous luy aviés envoyé estoit inutille, n'estant que des collationés ».

mariage de son père. L'abbé Vergès lui écrivit que le généalogiste aimerait avoir aussi les testaments des père et grand-père et des hommages, ses privilèges de sénéchal et gouverneur de Bigorre, et insistait particulièrement sur la nécessité de fournir la grosse originale du contrat de mariage de son père, ou de s'en faire prêter les minutes[3400]. Le comte ne trouva malheureusement pas cet acte, et l'abbé le rassura par une autre lettre en l'assurant qu'il y aurait « tout plein d'autres manières de la faire », lui proposant d'y suppléer avec une transaction entre frères et sœurs ou un testament[3401]. Il ne lui demanda pas moins de faire « tout ce qu'il est possible » pour recouvrer la grosse du contrat de mariage, qui devrait bien exister quelque part. Si sur le fond, Chérin restait intransigeant, l'abbé Vergès qui le connaissait bien pouvait obtenir de sa part des indications plus précises sur les exigences du généalogiste, et les solutions qu'il pourrait employer pour pallier des défauts dans les preuves, ce dont les nobles d'autres provinces ne bénéficiaient pas forcément[3402].

La rigueur du généalogiste des ordres du roi occasionnait un mécontentement certain. Vendryès, notaire de Nogaro qui se chargea de la preuve de Louis-Jean-Marie de Saint-Julien afin d'intégrer l'armée, se plaignit d'une « rigidité excessive », ayant été obligé de rapporter l'ordonnance de décharge rendue lors de la première recherche des usurpateurs en 1667[3403]. Il considérait que s'il n'y avait « rien de mieux que d'être rigoureux », toutefois désormais « le scrupule est poussé trop loin »[3404]. Autre règle controversée, l'exigence de trois actes par degrés pour prouver la noblesse. Un gentilhomme du Languedoc traduisait le sentiment d'une partie des hobereaux lorsqu'il écrivit que si les règles continuaient à être durcies, « il n'y aura plus de gentilshommes par l'impossibilité où l'on sera de fournir une pareille preuve »[3405]. Mais Chérin fils écartait ces récriminations du revers de la main, les évoquant seulement de façon impersonnelle dans le « Discours préliminaire » de son *Abrégé chronologique* : « l'on taxera

[3400] *ADHP*, 65 J 38, lettre de l'abbé Vergès, Paris, 15 janvier 1787.
[3401] *ADHP*, 65 J 38, lettre de l'abbé Vergès, Paris, 10 février 1787, voir aussi la lettre du 23 février.
[3402] Les prédécesseurs de Chérin étaient sans doute moins rigoureux. Un généalogiste qui cherchait des titres en Auvergne pour le fils du comte de Tournemire, qui devait faire ses preuves, lui écrivit qu'il serait « certain que si monsieur de Beaujon étoit encore en place il accorderoit votre demande sur la certitude que je luy donnerois que j'ay vu les pièces dont je vous envoye l'extrait. Il connoissoit ma droiture et ma bonne foy : mais je ne suis pas connu de monsieur Chérin » (Jean-Nicolas Beaujon fut généalogiste des ordres du roi entre avril 1758 et janvier 1772). Dans la même lettre, il écrivit que « il ne faut rien épargner, ni amis, ni sollicitations, ny argent, pour qu'il passe votre généalogie telle que je vous l'envoye »… (Fonds Tournemire, lettre du sieur Col au comte de Tournemire, La Chaise-Dieu, 22 novembre 1772).
[3403] *ADHP*, 65 J 160, lettre de Vendryès à l'abbé Vergès, à Nogaro, le 7 septembre 1785 : « je connais des maisons de vieille roche qui seraient hors d'état de produire précisément la relaxe de monsieur Pellot, et d'autres dont le défaut de la cuirasse m'est connu et qui ont pourtant ce relaxe, passeraient devant. Voilà l'effet de la prévention ; car vous le savés mieux que moi, monsieur Pellot ne faisait pas mieux que les Pelletier, les Legendre, les Laugeois, etc »… Ces derniers étaient les intendants en place lors de la seconde recherche des usurpateurs.
[3404] *Ibidem*.
[3405] *ADHP*, I 124, lettre de du Puy d'Aubignac à Manoel, commandant en second à l'île Ste-Lucie, 22 juillet 1785.

d'injustice, de prévention, d'erreur, de fausses lumières, les difficultés qui naîtront seulement de l'insuffisance des preuves et de l'application nécessaire des règlemens »[3406].

Cette insatisfaction face au durcissement de la preuve ne fût exprimée que dans le cahier de doléances de la noblesse du pays de Rivière-Verdun. Elle réclama que les dispositions prises dans les lettres patentes du 2 juillet 1786 sur les preuves de la noblesse du Languedoc fussent aussi appliquées à celles du pays de Rivière-Verdun[3407]. Le syndic général et des députés des Etats de Languedoc avaient en effet réclamé contre les preuves exigées pour les présentations à la cour, les charges d'officiers et les ordres de chevalerie, en fait contre la rigueur du généalogiste des ordres du roi. Ils avaient représenté que la province, en particulier en sa partie cévenole, avait éprouvé bien des destructions, et que la règle de ne produire que des originaux et non des copies collationnées, et uniquement les premières grosses délivrées par ceux qui avaient reçu les minutes, ajoutée à l'obligation de produire trois actes civils par degré, était beaucoup trop rigoureuse, y compris pour l'ancienne noblesse. Ils avaient donc obtenu du roi de pouvoir produire des expéditions anciennes mais non originales, ou des copies collationnées, faites en présence des notaires ou autres dépositaires des minutes, du juge royal du lieu et de deux commissaires de l'ordre de la noblesse, certifiées et légalisées[3408]. La noblesse de Provence avait obtenu une faveur semblable par des lettres patentes du 18 octobre 1783. La noblesse avait aussi réclamé dans son cahier que le pays de Rivière-Verdun obtienne des Etats, et c'était donc à des commissaires de ces Etats qu'ils voulaient que revint la charge de faire ces collations. Naturellement avec la Révolution, la preuve de noblesse, ces Etats provinciaux projetés, et le pays de Rivière-Verdun lui-même, cet improbable agrégat de territoires disparates, disparaitront, sans que cette réclamation n'ait aucune suite. Il faut aussi noter que, malgré la demande d'un certain assouplissement, la volonté d'éviter les fraudes demeurait. L'assemblée provinciale de Gascogne délibéra, sur le rapport de la commission chargée de déterminer la preuve de noblesse, que ne seraient produits que les titres « originaux », ou à défaut des expéditions nouvelles des notaires détenteurs, mais en présence de deux commissaires nommés par le bureau intermédiaire de l'assemblée[3409].

[3406] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XLVI. Il écrivait aussi que si l'on voudrait exercer cet emploi « dans toute son étendue, les refus, que la rigidité de leurs fonctions les contraindra de faire, leur susciteront certainement bien des inimités et des haines. Les mauvaises prétentions reviendront si fréquemment qu'il y aura enfin un grand nombre de mécontens » (*ibidem*, p. XLV).

[3407] *ADHG*, 1 C 3813, cahier des doléances de la noblesse du pays et jugerie de Rivière-Verdun, Gaure, baronnie de Léonac et Marestaing, Verdun-sur-Garonne, 16 avril 1789.

[3408] *ADG*, I 1880, lettres patentes du roi pour la vérification et les extraits des titres originaux servant aux preuves à faire par la noblesse de Languedoc, Versailles, 2 juillet 1786, imprimé à Montpellier, 1787.

[3409] *ADG*, C 637, « Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale de la généralité d'Auch, tenue à Auch dans les mois de novembre et décembre 1787 », à Auch, Chez Jean-Pierre Duprat, Imprimeur du Roi, 1788, p. 74.

On peut donc dire que s'il pouvait y avoir encore des usurpations au XVIIIe siècle, l'accès à nombre de charges nobles était cependant sévèrement gardé, en particulier celles pour lesquelles la preuve devait être faite devant le généalogiste des ordres du roi, ce Cerbère ne laissant guère de chances à un usurpateur de noblesse d'accéder aux charges réservées au second ordre du royaume dont il avait la garde. Certains nobles avaient beau geindre contre une rigueur jugée excessive, la noblesse dans son ensemble ne remettait pas en cause le bien-fondé de la preuve de noblesse ni la fermeté avec laquelle elle était contrôlée.

III) Une victoire pour la politique royale ? Les usurpations de noblesse après 1729

Après avoir tenté une appréciation générale, nous relaterons une correspondance qui nous a paru éloquente.

A) Une difficile appréciation générale

Le tableau de l'usurpation de noblesse que fit Chérin à la veille de la Révolution est catastrophique pour la politique royale. Il écrivait que « le mal s'est accru avec une telle rapidité, qu'il est de nos jours presque universel », il aurait accéléré le cours des entrées dans la noblesse au point qu'il menacerait de « tout submerger », et on verrait dans tous types d'actes usurper la noblesse « avec audace, et sans aucune espèce de retenue »[3410] ! Toutefois, il nous

Cette preuve devait être examinée par une commission de 4 membres nommés, ce qui ne laissait place en principe à aucune faveur.

[3410] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XLVII-L.

paraît être totalement excessif. Ce n'est pas étonnant, lorsque l'on fait attention au schéma plus général qu'il esquissait, auquel il mêlait l'anoblissement trop largement concédé et l'usurpation de titre de dignité par des nobles. Par ce constat, il rejoignait les tenants de la réaction nobiliaire, ce qui n'est guère surprenant, puisqu'il en était le principal bénéficiaire, par le contrôle qu'il exerçait en matière de preuves de noblesse[3411]. A y regarder de près, les usurpations qu'il dénonçait seraient plutôt des agrégations commencées de longue date, des confirmations royales de noblesse ou des anoblissements par charge moyennant finance.

On pourrait rapporter un témoignage plus désintéressé : celui du Tribunal des maréchaux. Il fit un règlement en 1748 punissant d'un mois de prison les nobles et militaires qui feraient des billets d'honneur à des non nobles. La difficulté était que des personnes vivant-noblement pouvaient se faire passer pour nobles alors qu'elles ne l'étaient pas. Ainsi vit-on en 1743 « le sieur Clavel, écuyer, gentilhomme en la province d'Auch », faire une requête devant ce tribunal contre un autre gentilhomme pour une dette : or ce receveur des tailles de l'élection d'Astarac n'était pas noble[3412]. Le tribunal finit par réagir en 1781 avec un règlement des maréchaux sur les requêtes qui lui seraient adressées[3413]. Il dénonçait dans le préambule « l'abus qui devient tous les jours plus fréquent d'usurper ou d'attribuer faussement les titres de noble, de chevalier, d'ancien militaire, et autres titres de pareille nature ». Plusieurs mesures furent prises afin que les civils non nobles ne puissent plus faire de recours devant lui. Ceux dont il s'avèrerait qu'ils avaient usurpé la noblesse seraient mis en prison et renvoyés devant les juges ordinaires qui devaient sanctionner de telles usurpations[3414]. Le constat du Tribunal des maréchaux nous paraît lui aussi biaisé : les maréchaux s'emportaient contre des usurpations qui alourdissaient leur charge de travail, mais ces usurpations pouvaient n'être qu'occasionnelles, la qualité de noble n'ayant été prise que pour souscrire un billet d'honneur, privilège nobiliaire,

[3411] On peut aussi douter de la véracité du tableau fait par Antoine Maugard, qui évoquait une « quantité prodigieuse d'usurpateurs » (Maugard, Antoine, Remarques sur la noblesse dédiées aux assemblées provinciales, *op. cit.*). Ce généalogiste critiquait exagérément l'ensemble de la législation nobiliaire, en proposant une refonte totale, et une nouvelle recherche des usurpateurs. Il s'en suivit une querelle avec Chérin, les réformes proposées devant conduire à rendre sa fonction inutile. Il reprochait à sa charge, entre autres griefs, le pouvoir trop important concentré entre ses mains. Son projet de réforme, passant notamment par la création d'un « Tribunal héraldique » souverain en matière de noblesse, n'eut aucune suite, étant donné la crise, le droit nobiliaire ne faisant pas partie des priorités en 1788, et ses propositions risquaient de coûter cher.

[3412] Fonds Aux-Aussat, D3 01, requête aux maréchaux contre le comte de Brie de Gavaudan, octobre 1743.

[3413] Règlement des maréchaux de France, Paris, 13 août 1781 (Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 355).

[3414] *Ibidem*, art. 6 : « Le créancier ou le débiteur qui sera reconnu en avoir imposé sur ses noms, titres, qualités ou grades, sera renvoyé par devant les juges qui doivent connoître de pareils délits, et cependant sera mis en prison pour y rester jusqu'à ce que par nous, ou par les juges par devant lesquels il aura été renvoyé, il en ait été autrement ordonné ».

et l'usurpateur d'un jour assumant par ailleurs dans les autres actes sa qualité roturière : c'était le cas du sieur Clavel.

Les nobles gascons ne furent pas angoissés par le phénomène de l'agrégation à la noblesse au XVIIIe siècle. Certains pouvaient se montrer irrités, comme ce noble qui écrivait une lettre de délation au directeur du domaine au sujet du sieur Labro de Montagnac, justifiant sa démarche par le fait qu'il serait « très desagreable pour un gentilhomme qu'un roturier iseu de cabaretié et de menier veilhe prendre la qualité de noble parce qu'il les frequante et que sa fortune toutte nouvelle lui fait tourner la tete »[3415]. Mais ce témoignage date du début du siècle, alors que les recherches n'étaient pas terminées. La plupart s'en accommodaient et n'entreprenaient pas de poursuites, sauf quand ils y avaient intérêt comme pour les dépens d'un procès. La mémoire de ces origines pouvait perdurer longtemps chez les nobles qui se passionnaient pour la généalogie et l'Histoire, et conservaient ou découvraient celles des autres nobles de la contrée. Le marquis de Castéra écrivait à l'abbé Vergès qu'il avait appris qu'il faisait la généalogie de monsieur de Grisonis, comte de Rozès, et qu'il pourrait lui indiquer les titres de ses ancêtres qui étaient, d'après lui, notaires, en remontant pas plus loin qu'à son grand père : « si je vous voyais, je vous en dirois bien sur ça »[3416]. Une telle information pouvait d'ailleurs être prise pour de la médisance, et ne pas en parler valait mieux que de se faire des ennemis dans la bonne société. Le paléographe Larcher, qui avait constaté que nombre de nobles gascons avaient des origines roturières, et qui les fréquentait beaucoup au point de partager un peu leur état esprit, reflétait probablement leur insouciance sur ce point lorsqu'au sujet des nobles agrégés il faisait réflexion qu' « on ne doit point savoir mauvais gré à ceux qui ont cherché à s'élever, et qui ont eu assez de bonheur pour se maintenir depuis si longtemps »[3417]. C'est surtout la conservation des places réservées aux nobles qui les préoccupa, et l'ouverture de la noblesse tant par l'agrégation que l'anoblissement ne suscita pas tant une demande de restriction de la porte d'entrée dans le second ordre, qu'une augmentation de la preuve pour accéder aux places nobles, faisant mine de considérer que les nouveaux nobles n'étaient que des transfuges. En 1789, les nobles gascons ne réclamèrent pas dans leurs doléances de recherche des usurpateurs, ce qui n'aurait pas manqué d'être le cas s'ils avaient eu le sentiment d'être envahis par des faux nobles[3418].

[3415] *ADTG*, C 90, lettre anonyme à monsieur de Roure directeur des domaines du roi, vers 1700.
[3416] *ADHP*, 65 J 176, lettre de monsieur de Castéra à l'abbé Vergès, Vic-Fezensac, 26 juin 1788.
[3417] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XIII, 1748, p. 241.
[3418] 6,7% des cahiers de doléances nobles conservés demandaient une nouvelle recherche, mais il faudrait y ajouter 8,2% qui souhaitaient la création d'un Tribunal héraldique pour vérifier la noblesse (Chaussinand-Nogaret, Guy, La noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux Lumières, *op. cit.*, p. 209).

Quoique ce soit difficile à démontrer, parce qu'impossible à quantifier, il nous semble bien que les usurpations de noblesse aient beaucoup diminué à partir de la fin du XVIIe siècle, ce à quoi on peut trouver nombre d'explications. On a déjà vu que les condamnations ou la présence de certaines familles sur le rôle des usurpateurs n'était pas rédhibitoire, mais extrêmement problématique pour elles. Pour celles qui n'avaient pas été condamnées, l'usurpation pouvait paraître facilitée par rapport à la première recherche, dans la mesure où n'était plus réclamée la preuve de services depuis la seconde. Lorsqu'il justifiait l'exigence de services, Belleguise écrivait que sans eux, « il ne faudroit qu'être riche, vivre sans rien faire, et tâcher d'usurper les titres de noblesse, avec quoy le bourgeois seroit asseuré de transmettre à ses descendans la qualité de noble, pourveu qu'il leur laissât assez de bien pour vivre en feneans »[3419]. N'était-ce pas désormais le cas ? Ce serait oublier que, par rapport au XVIe siècle, la preuve était devenue beaucoup plus rigoureuse sur la forme. Suffisamment en tous cas pour que des notables qui avaient progressivement intégré la noblesse locale préférèrent requérir des lettres de confirmation de noblesse ou même d'anoblissement, plutôt que de continuer à jouir d'une qualité qu'ils pourraient perdre à l'occasion d'une contestation. Ce fut le cas par exemple de Jacques-Augustin de Fornets. Il est déclaré dans ses lettres d'anoblissement « en tant que de besoin » de 1777 qu'il jouissait de la noblesse depuis son bisaïeul, ce qu'il établit par titres, mais qu'il ne pouvait la prouver « soit par le ravage des guerres, soit par des circonstances particulières »[3420]. Dans la requête qu'il fit pour enregistrer ses lettres patentes, il déclara que « tant luy que ses ayeux ont joui de la noblesse depuis plusieurs générations », mais qu'il ne pourrait la prouver « d'une manière assés positive »[3421]. L'usurpation pouvait alors entraîner l'humiliation publique d'une condamnation, lors d'une contestation de noblesse avec un particulier, une communauté, ou lors des recherches du franc-fief pour ceux qui en possédaient. Enfin, la rigueur de plus en plus draconienne de ceux qui contrôlaient l'accès aux places réservées à la noblesse diminuait de beaucoup l'intérêt d'un anoblissement illégal, car les usurpateurs ne pouvaient bénéficier pleinement d'une telle noblesse, qui ne ferait guère illusion devant eux. Dans ces conditions, l'anoblissement légal était sans doute préférable, car si la noblesse ainsi acquise était localement moins estimée, voire méprisée par certains, du moins l'anobli pourrait-il espérer en jouir sans difficulté ni contestation possible, avec un sentiment de sécurité et la conscience tranquille. Or justement, dernière cause et non des moindres de la

[3419] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 75.
[3420] *ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, Fontainebleau, novembre 1777.
[3421] *ADPA*, B 4610, requête de Jacques Augustin de Fornets à fin d'enregistrement, 8 juillet 1778.

résorption de l'usurpation, le nombre de charges anoblissantes était devenu extrêmement important, susceptible de mieux répondre à la demande d'anoblissement.

Diminution ne veut pas dire disparition, et certains non nobles continuaient à essayer d'intégrer illégalement la noblesse en s'agrégeant progressivement. La prise de signes de noblesse, le mode de vie noble, la multiplication des liens avec la noblesse étaient alors utiles. Mais désormais ce qui comptait, c'était surtout de pouvoir prouver cette noblesse en cas de contestation par la prise de qualifications dans les actes[3422]. La considération, la réputation, jouaient un rôle, mais elles n'étaient pas indispensables si l'on disposait d'une preuve en forme, de titres attestant de la noblesse depuis au moins cent ans. L'usurpation se faisait donc moins par un biais social, quoique cette intégration du milieu nobiliaire la favorisait, que par un biais juridique, par l'obtention progressive, ou la fabrication *ex nihilo*, d'une preuve littérale. La condition sociale restait cependant importante, car sans une certaine élévation, le notaire ne consentirait pas à donner des qualifications nobles, quoiqu'il soit porté à obliger ses clients. Les notaires n'étaient pas très difficiles, et l'intendant d'Auch écrivait en 1740 que pour les fils de bourgeois qui avaient une charge de judicature ou militaire il n'y aurait « point de notaire qui fasse difficulté de la leur donner, même à leur père en cas de besoing »[3423]. Après tout ça ne leur coutait rien, et le client en était très satisfait.

Sans qu'il s'agisse d'usurpation, puisque la qualité n'était pas prise dans des actes pouvant prouver la noblesse, on remarque que certains bourgeois se laissaient qualifier de nobles dans la correspondance qui leur était adressée, ou dans une requête en justice. Jean de Vidaillan, seigneur d'Antras, conseiller du roi et receveur des tailles de l'élection d'Armagnac, qualifié ordinairement de « monsieur », « monsieur maître » ou de « sieur », car il n'était pas noble, pouvait néanmoins être qualifié dans une requête de « noble »[3424]. Mais ce type d'écart que se permettaient les avocats des notables n'avait pas de grandes conséquences puisqu'il n'était pas commis dans des actes pouvant prouver la nobilité comme les actes notariés. Ces qualifications usurpées n'en furent pas moins problématiques lorsqu'elles furent attribuées par des autorités publiques comme par le parlement[3425]. L'augmentation de leur fréquence, conjuguée avec des conditions sociales avantageuses et prêtant à confusion comme la possession de certains offices ou d'une seigneurie, pouvait être le signe avant-coureur d'une

[3422] L'importance plus grande des qualifications nobles, et moindre des qualités sociales, dans l'usurpation au XVIIIe siècle, a aussi été pointée par Monique Cubells pour la Provence (« A propos des usurpations de noblesse en Provence sous l'Ancien Régime », *op. cit.*, p. 286).
[3423] *ADG*, C 1, lettre de l'intendant Mégret de Serilly à monsieur de La Houssaye, à Auch, le 8 décembre 1740.
[3424] Fonds Aulagnères, « Réponce de noble Jean Vidaillan, seigneur d'Antras, avec six productions, contre les soy disants consuls et habitants de la communauté d'Antras », 6 juin 1764.
[3425] *Ibidem*, extrait des registres de la chambre des comptes et finances de Pau, 2 mai 1765.

usurpation. A partir des années 1770, sans qu'il nous ait été possible de trouver un principe d'anoblissement légal, les Vidaillan étaient qualifiés de « noble » ou de « messire », notamment Guillaume de Vidaillan fils de Jean[3426]. C'étaient des titres qui, accumulés sur un siècle, permettraient de prouver la noblesse là où il n'y avait qu'usurpation.

La possession d'un fief, principal moyen d'accréditer la noblesse, était cependant à double tranchant à cause de la taxe de franc-fief que l'on devait acquitter lorsqu'on ne pouvait pas encore prouver sa noblesse. Le cas de la famille Lomagne le montre bien. Dans la seconde moitié du XVIIe siècle, Jean Lomagne était un bourgeois de Gimont. L'acquisition de biens nobles lui permit d'accumuler des signes de notabilité. En 1694, il fut taxé pour sa contribution au ban[3427]. Il fit enregistrer ses armes dans l'armorial général en 1699[3428]. A la génération suivante, en 1721, les consuls de Gimont donnèrent un certificat attestant que le sieur Etienne Lomagne son fils serait issu « des plus enciennes familhes habitantes dudit Gimont et des plus qualiffiées »[3429]. Il ne fut cependant qualifié que de « sieur ». Mais la situation de la famille était encore un peu relevée par son entrée dans la compagnie d'Harcourt des gardes du corps du roi, puis par sa charge de lieutenant de la Louveterie en 1731. Cette charge ne l'anoblit pas, mais lui permit de se prévaloir de « privilèges et exemptions » contre les consuls, comme celui de logement des gens de guerre en tant qu'officier de la louveterie, et comme tous les commensaux de la maison du roi en vertu des déclarations royales du 13 février 1562 et de janvier 1652[3430]. Par son union avec Marie de Puget, d'une naissance noble, qui lui apporta une partie de la seigneurie de St-Jean de Lasmonge, il se rapprocha socialement de la noblesse. C'est son fils Jean-Alexandre de Lomagne, qui persévèra dans la carrière militaire comme capitaine au régiment de Médoc, et devint chevalier de l'ordre militaire de St-Louis, qui prit la qualification de « noble ». Il ajoutait habituellement la particule, et fit l'acquisition de la seigneurie de Blanquefort avec la haute, la moyenne et la basse justice. Il se disait aussi seigneur de St-Jean de Lasmonges et de Sainte-Marie de Rivière-Verdun. Dans les années 1780, il se donnait du « messire ». Une agrégation sans accroc, grâce aux charges à la maison du roi et à l'armée, aux exemptions qu'elles conféraient, aux seigneuries, et dans une moindre mesure aux alliances ? Le schéma presque archétypal de la famille Lomagne, d'un glissement insensible et progressif vers la noblesse, ne doit pas faire occulter des échecs, et leur situation précaire, surtout à cause de l'existence de la taxe du franc-fief. En 1750, Etienne Lomagne chercha à

[3426] Par exemple dans l'afferme faite le 15 juillet 1778, devant maître Espiet notaire de Jegun (*ibidem*).
[3427] Fonds Blanquefort, taxe au ban donnée à Rieumes, le 11 février 1694.
[3428] *Ibidem*, enregistrement des armoiries, Grenade, 9 juin 1699.
[3429] *Ibidem*, certificat des consuls de Gimont, à Gimont, le 8 janvier 1721.
[3430] *Ibidem*, décharge de l'intendant du logement des gens de guerre, Auch, 6 février 1733.

échapper à cette taxe en alléguant la noblesse de son épouse, dans une requête où il se disait bourgeois[3431]. Mais la condition de son épouse suivant la sienne, comme le rappela le directeur du domaine, il prétendit dans un second temps être lui-même noble, ainsi que sa famille depuis trois siècles, sans succès[3432]. Le directeur pointa qu'il ne rapportait pas de preuve de noblesse, s'était dit bourgeois dans sa première requête, et était compris dans le rôle de la capitation roturière. Ce n'était certes pas le montant de la taxe de seulement 12 livres 10 sols pour une portion de seigneurie qui l'avait rebuté, mais bien la question de sa noblesse. Il finit par acquitter la taxe, se reconnaissant implicitement roturier[3433]. Quoique non renseigné dans les archives, il y a tout lieu de croire que son fils fût aussi poursuivi pour le franc-fief. Dans une lettre de 1788, il était demandé à son neveu de produire les titres de la famille, qu'il prétendait pouvoir rapporter, à défaut de quoi les biens devraient être saisis[3434]. L'agrégation n'était donc pas aisée, même pour des familles qui réunissaient l'essentiel des caractéristiques sociales de la noblesse et bénéficiaient de privilèges nobiliaires grâce à leurs charges, à cause du franc-fief, de la corvée et de la capitation, les communautés ayant intérêt à conserver les notables sur le rôle des roturiers.

B) <u>Une correspondance éloquente</u>

La correspondance de Charles-Pierre Aubert de Terrefort est très intéressante pour saisir quelles difficultés représentait l'usurpation de noblesse au XVIIIe siècle[3435]. Originaire de Guyenne, plus précisément de La Réole, né vers 1746, le « sieur » Aubert de Terrefort s'installa à Argelès en Bigorre en tant que receveur des domaines et contrôleur des actes, avant de devenir secrétaire du gouverneur de Guyenne. Sans être avilissantes, ces fonctions n'étaient pas exercées traditionnellement par des nobles, et ne devaient pas lui donner de considération particulière auprès des nobles bigourdans. Comme exilé dans cette contrée reculée du Lavedan, disposant sans doute de beaucoup de temps libre, le sieur Aubert entretint une correspondance

[3431] *Ibidem*, ordonnance de l'intendant d'Auch, Pau, 24 janvier 1750.
[3432] *Ibidem*, ordonnance de l'intendant d'Auch, Auch, 24 juillet 1750.
[3433] *Ibidem*, quittance de la taxe du franc-fief, Auch, 11 décembre 1750.
[3434] *Ibidem*, lettre du sieur Pascal, à Gimont, le 3 décembre 1788.
[3435] Aubert est probablement son patronyme, et Terrefort un nom de terre.

avec son frère et son oncle durant les années précédant la Révolution, et c'est par sa correspondance passive que nous est connue sa volonté d'usurper la noblesse, qu'il tentait de faire partager à ses proches, tantôt enthousiastes, quand il remportait quelque succès, tantôt inquiets, craignant que le pot aux roses fût découvert[3436].

On sait par ces lettres qu'il avait d'abord entrepris des recherches généalogiques et quêtait des titres, peut-être animé par une tradition familiale qui prétendrait à des origines nobiliaires. Ce ne fut pas concluant, puisque très vite fut entreprise la fabrication de faux. Furent pratiqués à la fois l'altération de pièces et la fabrication *ex nihilo*. Un avocat, maître Dupin, aurait apporté son aide. Aux difficultés pratiques s'ajoutèrent les difficultés historiques pour rendre ces titres vraisemblables. Son frère remarqua par exemple des anachronismes, comme un testament d'un ancêtre postérieur à la bataille de Coutras (1587) alors qu'on disait qu'il y était mort[3437]. Il insista pour que chaque pièce soit « assortie en forme très probante, et chaque degré soutenu par deux pièces au moins »[3438]. Dans une autre lettre, il le réprimandait pour avoir conçu le projet d'aller chercher des titres en Limousin « dénués de toute vraisemblance, et qui ne pourroient jamais faire illusion à personne, encore moins à des juges »[3439]. S'agissait-il d'aller récupérer les titres d'une famille homonyme, ou d'en faire fabriquer ? Toujours est-il que les règles de la preuve de noblesse ayant cours compliquaient grandement leur entreprise. Son oncle lui fit remarquer que « un seul article qui ne fut pas bien étayé, seret capable de nous fere échouer, et nous serions tous désespérés d'avoir négligé quelque article, il vaut mieux atandre pour pouvoir présanter aux comisseres tout bien en règle, enfin rien ne nous presse. […] Au nom de Dieu, ne précipitons rien »[3440] !

En 1786, son frère l'informa d'un projet de réalisation d'un nobiliaire pour la Haute-Guyenne de l'abbé La Vaissière, dont il avait eu connaissance par le *Mercure de France* du 18 février 1786, suggérant qu'il serait intéressant de s'y faire inscrire, et rappelant qu'ils avaient un lien avec une famille La Vaissière qui pourrait être parente de cet abbé. Mais cette démarche pouvait s'avérer dangereuse, à cause de l'examen de la preuve : « il ne veut admettre que des titres originaux, et si l'on insiste avec des fausses pièces, ou si l'on avoit la bassesse d'ofrir de l'argent, il dénoncera l'indiscret à toute la noblesse du royaume »[3441] ! On sait que, la même année, Charles-Pierre chercha à se faire inscrire sur le rôle de la capitation noble en Bigorre

[3436] Son frère termina même une de ses lettres en lui écrivant : « Croyez-moi, faites brûler ma lettre que d'autres que vous pourroient voir »... (*ADHP*, 1 E 40, lettre de son frère écrite à Navarrenx, le 8 août 178[?]).
[3437] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre du 8 août 1785.
[3438] *ADHP*, 1 E 40, lettre de son frère, St-Jean-Pied-de-Port, le 23 mars 1786.
[3439] *ADHP*, 1 E 40, lettre de son frère, St-Jean-Pied-de-Port, le 23 mars 1786.
[3440] *ADHP*, 1 E 40, lettre de son oncle, 30 juin 1786.
[3441] *ADHP*, 1 E 40, lettre de son frère, St-Jean-Pied-de-Port, le 23 mars 1786.

« sous son offre de justifier de sa noblesse ». Les Etats examinèrent sa requête le 13 novembre, et le renvoyèrent devant les commissaires chargés d'examiner les titres des récipiendaires du corps de la noblesse, pour qu'ils l'étudient et en fassent le rapport aux Etats[3442]. La crainte que l'on s'aperçût de la fausseté de ses titres dut le faire reculer dans un premier temps, d'autant que la communauté d'Argelès pouvait faire opposition.

C'est l'idée de faire le compulsoire de leurs titres pour avoir une reconnaissance officielle des actes douteux de la famille qui devint la priorité de Charles-Pierre. Il fit une requête au parlement de Pau le 19 janvier 1786 et obtint un arrêt sur les conclusions du procureur général le 21, portant que serait fait un compulsoire de ses titres par deux notaires royaux, auxquels s'ajouterait si nécessaire un archiviste nommé par le juge royal du lieu[3443]. Le 23 mai, il demanda au lieutenant général du sénéchal de Bigorre de mettre à exécution l'appointement du parlement, et furent commis les notaires Misté et Mendagne, avec Dupont, un archiviste de Saint-Savin, devant lesquels il aurait fait faire des collations de ses actes dans un cahier, avec l'arbre généalogique de sa famille, le tout légalisé par le lieutenant-général du sénéchal. La preuve remontait à cette date jusqu'à Jean Aubert, capitaine originaire de Sicile, qui serait mort en 1270 lors de l'expédition de Tunis ! Nombre de nobles authentiques ne pouvaient remonter aussi haut, et il s'en fallait même de beaucoup. Etaient copiés des titres étonnants comme des lettres confirmatives de noblesse données par Philippe le Bel le 3 juillet 1304… Au moins doit-on reconnaître que son élaboration de la preuve de noblesse était remarquable, ayant réussi à remonter sa filiation et établir sa noblesse sur quatorze degrés et depuis cinq siècles. Par une requête du 5 mars 1787, il demanda à la cour de « donner au compulsoire la sanction de l'autorité de la cour » : c'était habile de sa part, il s'agissait pour lui d'obtenir une sorte de titre confirmatif, espérant que seraient reprises les conclusions de sa requête, et en particulier, qu'il serait ordonné « que ledit Aubert jouira des privilèges, franchises et prérogatives attachées à la noblesse de race, et que son nom sera inscrit dans le catalogue des nobles de la province de Bigorre, dans laquelle ledit Aubert se trouve domicilié, faire déffenses à toute sorte de personnes de le troubler dans la possession de son état ». Malheureusement pour lui, par un appointement du 28 mars, sur les conclusions du procureur général, il fut demandé que fût communiqué au directeur général du domaine sa requête. Ce dernier exigea le 30 avril que fussent représentées les ordonnances de relaxe collationnées de 1654 et 1705, et les actes prouvant la filiation depuis ces titres confirmatifs. Le directeur se méfiait avec raison, et

[3442] *ADHP*, 1 C 157, « Précis des délibérations des états du pays et comté de Bigorre convoqués dans la ville de Tarbes, le sixième novembre 1786 », Tarbes, Roquemaurel imprimeur, 1786, p. 21.
[3443] Son frère, installé en Béarn, l'avait appuyé par des recommandations auprès de magistrats palois.

souhaitait que le juge statuât en connaissance de cause, sans se fier aux seuls notaires ayant fait les copies, et encore moins au sieur Aubert. Il semblerait que Charles-Pierre n'ait pas satisfait à cette condition et se serait contenté de faire une nouvelle requête reprenant les conclusions de la précédente, sans que l'on sache quelles furent les nouvelles conclusions du procureur général. La cour se contenta de lui donner acte du rapport du compulsoire, et ordonna que l'extrait de sa généalogie inséré dans sa requête fût repris dans le registre de la cour « pour par ledit Aubert Terrefort jouir de l'effet et utillité dudit extrait généalogique ainsy et de la manière qu'il avisera »[3444]. Il n'avait finalement réussi que partiellement son entreprise, et même on était plus proche d'une défaite, car si la preuve était suffisamment bien établie pour que les notaires et l'archiviste n'aient rien trouvé à redire (d'ailleurs, avaient-ils été abusés ou étaient-ils complices ?), il ne se fiait lui-même pas assez à ses titres originaux pour les produire devant la cour, et n'avait pas réussi à obtenir le fameux titre confirmatif qui lui aurait assuré enfin une noblesse juridiquement viable. Sans titre confirmatif, en cas de litige, il devrait toujours produire les originaux, car il était peu probable qu'un juge se contentât de copies collationnées par des notaires. Son frère n'avait pas tort lorsqu'il lui écrivit que l'utilité de cet arrêt serait « presque nulle, puisque les conclusions n'ont pas été suivies et que le prononcé n'adjuge rien »[3445].

Cette preuve étant très discutable sur le fond, et même fondée en tout ou en partie sur des faux, la situation des usurpateurs était toujours aussi fragile, et l'arrêt pourrait même s'avérer dangereux, car pouvant réveiller les consciences à La Réole, ville d'origine des Aubert. Son oncle ne cachait pas sa crainte, et lui écrivit qu'il serait « de notre intérêt qu'il ne soit pas sy tôt conu issy ». Il lui recommanda en particulier de ne pas en parler à sa mère, car « les fames parlent souvan plus qu'il ne faut, et je ne vois pas qu'il soit necesere de rien dire c'après la confirmation du conseil »[3446]. Charles-Pierre Aubert avait effectivement l'intention de faire confirmer l'arrêt de Pau au conseil du roi[3447]. Mais pour son frère, seules des lettres royales permettraient de leur assurer la noblesse, proposant de requérir des lettres « de maintenue ». Seulement il évaluait l'obtention de ces lettres à 3000 livres, et il faudrait que les titres fussent « inexpugnables »[3448]. L'arrêt du parlement serait inutile, dans la mesure où le généalogiste des ordres du roi réclamerait les originaux, ne se contentant pas des copies collationnées[3449]. Or

[3444] *ADPA*, B 5572, arrêt du parlement de Pau du 8 mai 1787.
[3445] *ADHP*, 1 E 40, lettre de son frère écrite à Navarrenx, le 8 août 178[?].
[3446] *ADHP*, 1 E 40, lettre de son oncle, La Réole, 16 mars 1787.
[3447] *ADHP*, 1 E 40, lettre de son oncle, La Réole, 16 mars 1787.
[3448] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son frère, Navarrenx, 17 février 1788.
[3449] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son frère, Navarrenx, 17 février 1788. Dans une autre envoyée de Pau le 7 mai, il écrivit que cet arrêt serait « si peu favorable que je n'en ai jamais rien écrit ni dit à personne » (*ADHP*, 1 E 40).

Charles-Pierre répugnait à produire devant lui les originaux, ce que l'on comprend aisément, et son oncle qui n'était pas informé de tout lui écrivit qu'il se doutait qu'il avait de « bonnes raisons » de ne pas vouloir les envoyer, car il faudrait « savoir se méfier, surtout de quelqu'un acoutumé à voir des anticailles qu'il pouroit confronter »[3450]. Cet oncle était cependant enthousiaste, lui écrivant que si les titres étaient suffisamment probants, il souhaiterait présenter son fils, militaire, à la cour, et qu'il montât dans les carrosses, ce dont il pensait tirer avantage : « il est d'usage que l'on donne de suitte un grade supérieur à celuy qui a étté présanté »[3451]. Pour ne pas prendre trop de risques, il pensait qu'il faudrait écarter le Jean Aubert qui serait mort en 1270 et ne partir que de 1304. Un tel projet, sans doute déraisonnable pour une preuve contenant des faux, ne manqua pas d'alarmer le frère installé en Béarn, bien plus prudent, qui rappela à Charles-Pierre que les titres seraient examinés par Chérin un par un. S'ils s'obstinaient à vouloir produire devant lui, mieux vaudrait se contenter des titres remontant au XVe siècle : « les titres en seront et bien plus probables et plus lisibles »[3452]. Les lettres de noblesse de Philippe le Bel en particulier « en convaincrai bien peu ». Dans une autre lettre il essayait de le raisonner : « vous sentez parfaitement, mon très cher frère, qu'il eut été infiniment mieux de taire une pareille prétention, et de s'en tenir à une possession certaine de noblesse ordinaire ; si son fils réussit ce sera sans doute le comble de la gloire pour nous, mais s'il ne réussit pas ce sera le comble de l'opprobre et de la dérision »[3453]. L'oncle lui-même finit par se rendre compte du danger de produire des titres aussi discutables devant ce généalogiste : « il seroit bien malereux que monsieur Chérin soupsonat leur fidélité, tout transpire, au lieu qu'en restan tranquille, nous ne passerouns pas moins issy pour d'antiens jantishommes »[3454]. Effectivement, une chose était d'usurper la noblesse en province, où faute de possession d'un fief on ne serait pas recherché pour le franc-fief, une autre était de produire sa preuve devant le juge du royaume le plus rigoureux en matière de noblesse.

L'oncle en question ayant parlé à La Réole de son projet de présentation, la famille étant jusqu'alors sans éclat, cela fit inévitablement jaser (sic). La « bonne société » fut bien surprise de voir une famille qui, quoiqu'honorable, n'était pas tenue pour noble, prétendre du jour au lendemain faire remonter sa noblesse au XIIIe siècle, et plusieurs personnes souhaitaient voir ces titres, comme la comtesse de Marselleux, « unne fame très instruite, et à qui la plus petite

[3450] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son oncle, 22 février, S. d.
[3451] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son oncle, 12 juin 1788. Un brouillon de requête conservé à la même cote d'archive permet de lier clairement l'examen des titres par Chérin et l'obtention d'un grade plus élevé dans l'armée pour celui qui n'était alors que lieutenant.
[3452] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son frère, Navarrenx, 26 juillet 1789.
[3453] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son frère, Navarrenx, 12 février 1789.
[3454] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son oncle, 22 mars 1789.

chose ne sauroit échapper » ; et l'oncle désemparé de demander à Charles-Pierre « ce que je dois faire, et dire »[3455]… Pendant ce temps, Charles-Pierre poursuivait ses manœuvres, avec un nouveau projet, celui d'entrer aux Etats de Bigorre. Mais son frère lui rappela que non seulement il fallait être noble, mais aussi posséder une terre ayant droit d'entrée. Il lui conseilla d'épargner son argent, de se fixer à Argelès et « d'y vivre tranquille et sans prétention, sans autre état que votre emploi, qui suffiroit selon vous pour vous faire vivre fort honnêtement, dans un lieu où les dépenses sont nécessairement bornées »[3456].

Une autre démarche envisagée fut de faire enregistrer l'arrêt de Pau à la cour des aides de Guyenne. Cet enregistrement serait sans objet si l'on en croyait un avocat, maître Rolet, consulté sur la question, et un procureur à la cour des aides, maître Gauban : « on sollicitoit l'enregistrement des lettres du prince, mais non de simples généalogies, qui n'étoient point des grâces du roi »[3457]. C'était surtout d'une utilité discutable dans la mesure où l'arrêt ne confirmait pas la noblesse de la famille. Pourtant le frère de Charles-Pierre y était favorable, afin de rendre « exécutoire » l'arrêt de Pau dans le ressort de la cour des aides. Cette démarche s'expliquait surtout par la crainte de l'oncle de se voir assujetti au franc-fief, car il pensait que cet enregistrement pourrait l'en garantir[3458]. L'arrêt ne fut apparemment enregistré que par le juge ordinaire de La Réole. On lui avait assuré que l'arrêt de Pau ne serait pas suffisant et qu'il faudrait produire les titres devant la cour des aides de Guyenne[3459].

Se sentant fortifié par l'arrêt du parlement de Navarre, Charles-Pierre réitéra sa demande d'être mis sur le rôle d'imposition de la capitation noble bigourdane, et Castéran, le secrétaire des Etats, communiqua le 23 février 1789 une copie de l'arrêt de Pau qu'il avait remise. En communiquant cet arrêt à l'assemblée, il cherchait encore à obtenir un véritable titre confirmatif de noblesse, sa requête portant que l'assemblée ordonnerait non seulement son inscription sur le rôle de la noblesse, mais aussi de « le faire jouir de tous les autres droits, privilèges, prérogatives, et exemptions attachées à sa qualité de noble, à la vue de la généalogie annexée à l'arrêt du parlement de Navarre »[3460]. Il offrait de produire les titres justificatifs de sa généalogie « si la remise en est exigée », ce dont il se passerait bien à l'évidence. Sa requête et l'arrêt furent transmis à une commission extraordinaire pour faire un rapport dessus. Ces commissaires décidèrent le 26 février que son arrêt et sa demande seraient communiqués à la communauté

[3455] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son oncle, 8 septembre, S.d.
[3456] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son frère, Pau, 7 mai 1788.
[3457] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son frère, Navarrenx, 26 juillet 1789.
[3458] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son oncle, S.d.
[3459] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son oncle, 22 mars 1789.
[3460] *ADHP*, 44 J 12, « Précis des délibérations des états du pays et comté de Bigorre, convoqués dans la ville de Tarbes le 15 février 1789 », Tarbes, Roquemaurel imprimeur du roi et des Etats, 1789.

d'Argelès avant de statuer. Il était peut-être proche d'obtenir un succès sur ce point mais la Révolution mit un terme à ses démarches. A cette date, Charles-Pierre était qualifié de « écuyer » dans les lettres qui lui étaient adressées.

L'oncle Aubert remporta de son côté une petite victoire, puisqu'il fût assigné pour participer à l'assemblée de la noblesse tenue à Bazas le 11 mars afin d'élire les députés aux Etats généraux. Ayant été averti qu'on « chicaneroit quelques personnes sur leur qualité », il prit ses précautions, prenant avec lui l'arrêt de Pau, quelques titres et le compulsoire, mais on n'examina finalement pas sa preuve[3461]. Ayant eu une commission pour le scrutin, ses neveux en furent frappés, parlant de la « gloire » qui revenait à la famille, décidément attentifs à la moindre petite avancée de leur prétention. Quant à Charles-Pierre, il pourrait rencontrer selon son frère des « oppositions puissantes » pour siéger à l'assemblée des nobles de Bigorre[3462].

Malgré ses succès apparents, le frère de Charles-Pierre, perspicace, mettait en doute la pérennité des avancées ainsi obtenues, lorsqu'il l'interrogeait : « quel est le résultat de toutes ces démarches ? Avés vous fait classer cher père et mon oncle dans le nobiliaire de la Guyenne ? Etes-vous en possession certaine, tranquille et inattaquable de la noblesse ? Etes-vous sur le tableau des nobles de Bigorre ? Etes-vous sur leur rôle de capitation ? Tout cela n'a aucun raport avec l'entrée aux Etats, qui suppose avec la noblesse un fief auquel l'entrée soit attachée. Hélas ! Mon cher Terrefort, je crains de tout mon cœur que vos travaux, vos dépenses, les arrêts, les enregistrements, ne soient jamais des titres irréfragables, et que peut-être on ne cherche même à ce sujet de nous donner quelque mortification. Voilà mes craintes, aussi, bien loin que vos lettres me donnent une confiance entière, je redoute presque de faire un voyage à La Réole, craignant de retrouver encore mon père et mon oncle sur les rôles de capitation roturière, et toujours en deçà de la ligne de séparation qu'il y a à La Réole comme ailleurs entre les nobles et les roturiers »[3463].

Outre le temps et l'énergie incroyables employés, ces lettres nous renseignent sur un autre inconvénient de l'usurpation : son coût financier. Le coût de ces opérations était semble-t-il loin d'être négligeable. Il s'en suivait que la répartition des frais dans la famille n'allait pas sans quelques tensions. Le frère de Charles-Pierre lui fit remarquer qu'il fallait « beaucoup

[3461] Lettre d'Aubert de Laroche du 24 mars 1789 (citée dans une lettre du frère du 3 mai 1789, *ADHP*, 1 E 40).
[3462] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son frère, Navarrenx, 3 mai 1789.
[3463] Puis il concluait, non sans sagesse, qu'il aurait été « peut-être infiniment mieux et pour vous et pour votre famille de ne rien réveiller ou de demander des lettres patentes, parce que je vois très clairement que sûrement ni mon père ni mon oncle ne passent pour gentilshommes à La Réole » (*ADHP*, 1 E 40, lettre de son frère écrite à Navarrenx, le 8 août 178[?]).

d'argent », et que son oncle rechignait à en fournir[3464]. L'oncle au contraire se plaignit à Charles-Pierre de ce que son frère n'ait pas offert de payer sa quote-part, alors qu'il serait « deux fois riche comme moy par son état, repuigneroit-il à unne pareille misère, non je ne puis le croire »[3465]… Selon lui, l'obtention des lettres de maintenue avec une production devant Chérin serait « difisille cant on n'est pas riche » : « quel dépance, quel anbaras d'anvoier nos titres, ma position ne me permetra jamais de rien fere que dans le cas que ton frère et ton père voulusent se prêter pour leur cotte part »[3466]. Bref, pour des résultats mitigés, et avec une prise de risque importante, on pouvait se demander si le jeu en valait la chandelle.

L'exemple que nous venons de relater est riche d'enseignements. Tout d'abord, on peut noter qu'il était difficile de changer de condition juridique, même pour une famille honorablement connue, en une génération. Il fallait du temps, sans quoi l'étonnement pouvait laisser place à la contestation, ce que redoutaient les Aubert. Il est cependant clair qu'avec une preuve en forme, on pouvait désormais braver l'opinion. Mais le problème précisément était que pour que l'usurpation réussisse, la prétention de la famille devait remonter à suffisamment longtemps pour disposer de titres prouvant la noblesse que l'on pourrait utiliser, en en occultant d'autres qui prouveraient la condition roturière[3467]. A défaut, il fallait inévitablement fabriquer des titres faux, ce qui était très difficile, les difficultés pour les rendre vraisemblables étant multiples, ou altérer ceux de la famille, ce que ne manquerait pas de remarquer un œil habitué aux archives. Et puis produire des faux pouvait avoir de terribles conséquences pour la famille, qui recherchait l'honneur et pourrait se voir couvrir d'opprobre. Charles-Pierre Aubert le sentait bien, ayant refusé de les produire devant le parlement de Pau et faisant traîner les choses en longueur pour le généalogiste des ordres du roi. Hésitant à prendre ce risque, lui et les siens pouvaient obtenir de petites avancées, comme la séance à l'assemblée de la noblesse en 1789 avec un peu de chance, la preuve n'ayant pas été examinée, ou le changement de rôle de capitation par surprise, mais leur état était toujours à la merci d'un contrôle, comme cela devait arriver à cause du franc-fief, qui pourrait tout remettre en cause. Prouver sa noblesse, c'était bien là un écueil presque insurmontable pour une usurpation trop récente. Pour entrer aux Etats, pour siéger à l'assemblée des nobles, pour obtenir un jugement confirmatif, ou des lettres de maintenue, et même pour être mentionné dans un nobiliaire, il pouvait falloir une preuve

[3464] *ADHP*, 1 E 40, lettre du 8 août 1785. Dans une autre lettre, il lui écrivit qu'il était « fâché encore de ce que vous en faites votre argent sans nulle réflexion et bien inutilement quelque fois » (*ADHP*, 1 E 40, lettre de son frère, St-Jean-Pied-de-Port, le 23 mars 1786).
[3465] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son oncle, 28 octobre, S.d.
[3466] *ADHP*, 1 E 40, autre lettre de son oncle, S.d.
[3467] Cette occultation pouvait aller jusqu'à la destruction d'actes, y compris dans les minutes notariales.

suffisante. C'est seulement s'ils n'avaient pas de fiefs et s'ils réussissaient à bénéficier, et se contenter, de quelques privilèges nobiliaires sans contestation, qu'ils pourraient alors espérer accumuler des titres qui permettraient au bout de cent ans d'avoir la fameuse possession centenaire. La Roque écrivait en 1678 que c'était une erreur « que l'on prescrive au contraire par trois degrés d'usurpation, sans le sceau du prince, ou sans quelque arrêt, sentence, ou jugement »[3468]. Il avait raison non parce que le titre confirmatif consacrerait une noblesse par prescription, mais dans la mesure où ce jugement permettrait de prouver la noblesse sans apporter les titres. Et encore cette preuve pourrait être renversée par la preuve d'une usurpation antérieure et certains juges, comme le généalogiste des ordres du roi, pouvaient réclamer de rapporter les titres sur lequel il avait été rendu. Mais en ce qui concerne l'intendant, c'était d'ordinaire suffisant.

L'usurpation de noblesse était donc devenue très difficile, nécessitant un investissement financier important, la mobilisation de toute la famille, la production de faux ou une inébranlable patience, de nombreuses démarches qui pouvaient ne constituer que de maigres avancées, ou même faire échouer l'entreprise, donc tout cela sans garantie de succès. Le rapport entre le coût financier, le temps consacré à l'opération, les risques encourus, et le bénéfice, peut nous paraître défavorable à l'usurpation. Mais justement, c'est le dernier enseignement, à la veille de la Révolution, l'intégration de la noblesse restait pour des familles provinciales un objectif qui méritait nombre de sacrifices, qui justifiait un investissement dans une charge anoblissante aussi bien qu'une usurpation laborieuse. Quoique bien plus ardue que par le passé à cause de la barrière élevée par la règlementation de la preuve, l'usurpation continuait à être pratiquée, car la noblesse était toujours extrêmement convoitée en Gascogne.

L'usurpation ne perdurait en fait que de façon résiduelle, ne permettant qu'un nombre d'intégration très faible à côté de l'anoblissement par charge qui était devenu un grand pourvoyeur de nobles. Force est de constater que cette vision des choses n'était pas partagée par tous. On a vu le tableau saisissant que faisait le généalogiste des ordres du roi à ce sujet. Comme en écho, en province, des témoignages accréditaient cette croyance. L'intendant d'Auch Mégret de Serilly écrivait en 1740 que les fils de bourgeois ayant exercé une charge prendraient des qualifications nobles dans les actes, « que la Gascogne fourmille de cette espèce de noblesse, et qu'on y prend la noblesse avec autant de hardiesse et de sécurité que le pourroit faire le meilheur gentilhomme et qui auroit ses titres dans la meilleure forme »[3469]. Certains bourgeois savaient aussi que des nobles ne l'étaient pas depuis bien longtemps, quoique l'usage

[3468] La Roque, Gilles André de, Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces, *op. cit.*, p. 339.
[3469] *ADG*, C 1, lettre de l'intendant Mégret de Serilly à monsieur de La Houssaye, à Auch, le 8 décembre 1740.

des noms de seigneurie brouilla les pistes, et des contestations âpres pouvaient avoir lieu lorsqu'il était question de s'exempter de la corvée, du logement des gens de guerre, ou de taxer les dépens d'un procès. Le tiers-état d'Armagnac réclama même dans son cahier de doléances qu'une nouvelle recherche des usurpateurs fût lancée. Il proposait que cette recherche fût menée par les commissaires issus des cours souveraines qui inspecteraient les titres de noblesse, mais ne pourraient se prononcer sur la noblesse « qu'après avoir communiqué ces titres aux communautés de leur rézidence »[3470]. La méfiance était forte car on suspectait de possibles collusions des juges avec les faux nobles, comme l'on croyait qu'il y en avait eu lors des recherches louisquatorziennes, et les communautés comptaient surtout sur leur propre enquête, à l'aide des minutes notariales et des compoix. Un autre cahier contenait le même projet, celui de la sénéchaussée d'Auch, à la seule différence que la recherche devrait être faite devant le sénéchal[3471]. Mais on peut aussi rétorquer que les cahiers du Couserans, des Quatre-Vallées, de Bigorre, du Comminges et de Rivière-Verdun ne réclamaient pas de nouvelle recherche des « faux nobles », et que cette idée ne se retrouvait dans quasiment aucun cahier des communautés consultés, ce dont-on peut déduire qu'elles n'étaient pas touchées par un tel phénomène[3472].

On ne peut disconvenir dans les faits que l'anoblissement taisible était devenu le fait de fraudeurs ou de familles qui avaient des prétentions et accumulé des signes et comportements nobiliaires depuis plusieurs générations, et demeurait par conséquent rare. Notre conclusion ne diffère donc pas de celle de Monique Cubells pour la Provence : « au XVIIIe siècle, on est noble parce qu'on est juridiquement noble, à quelques exceptions près »[3473].

[3470] *ADG*, B 497-49, cahier de doléances du tiers-état d'Armagnac, 17 mars 1789, « Noblesse », art. 3.

[3471] Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, 1ère série, tome II, p. 96, cahier des doléances du tiers-état de la sénéchaussée d'Auch, 29 mars 1789, Section II, art. 28 : « La recherche des faux nobles sera faite devant les sénéchaux, et les titres produits par les nobles seront préalablement communiqués aux communautés où ils résideront, afin qu'elles puissent fournir leur impugnation ».

[3472] En Bigorre, où de nombreux cahiers de doléances sont parvenus jusqu'à nous, on a juste trouvé dans le cahier de Monfaucon qu'il était demandé à ce que fût ordonné « la recherche des faux nobles devant les commissaires pris dans les cours des parlements qui ne pourront prononcer sur leur état qu'après avoir communiqué les titres soumis à leur inspection aux communautés où les faux nobles feront leur résidence » (Balencie, Gaston, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Bigorre pour les Etats généraux de 1789*, tome II, Imprimerie Lesbordes, Tarbes, 1926, p. 432).

[3473] Cubells, Monique, « A propos des usurpations de noblesse en Provence sous l'Ancien Régime », *op. cit.*, p. 295.

Appendice au chapitre 1 : Une faille dans la lutte contre l'usurpation ? La protection du nom

S'il ne s'agit pas de faire ici l'histoire du nom sous l'Ancien Régime, qui a déjà été retracée dans ses grandes lignes par Anne Lefebvre-Teillard, il ne nous faut pas moins voir un point particulier, qui pourrait s'avérer être une lacune dans la lutte contre l'usurpation, celui de la protection du nom[3474]. C'est le nom qui était le principal signe de reconnaissance des membres de la maison, et certains pouvaient être prestigieux. Usurper le nom d'une famille noble, éteinte ou non, pouvait être un moyen par lequel on usurperait la noblesse, car l'état civil ne se mit en place que progressivement et il n'existait pas de protection sévère du nom : on pouvait changer de nom assez facilement. Il nous faut donc voir dans un premier temps qu'il existait un certain désordre onomastique sous l'Ancien Régime, particulièrement dans et aux confins de la noblesse, avant de se pencher sur la protection du nom et la question hypothétique de l'usurpation de la noblesse par le biais de celle du nom en Gascogne orientale.

I) Nom et noblesse sous l'Ancien Régime

Deux points sont à préciser ici. Le premier est qu'il n'existait pas de noms nobles. Le second, que l'usage des noms de seigneurie, particulièrement parmi les nobles et les personnes vivant-noblement, créait une certaine confusion, et pouvait favoriser une usurpation de noblesse.

[3474] Lefebvre-Teillard, Anne, Le nom, droit et histoire, *op. cit.*

A) L’absence de noms nobles

Dans l’ancienne France, il n'y avait pas de noms intrinsèquement nobles. La noblesse ne pouvait être déduite du port de tel ou tel patronyme. C'est ce que rappela un professeur au Collège de France, Paulin Paris : « il n'y eut jamais, en France, une ligne de séparation entre les noms de noble origine et les noms d'origine roturière. Un homme élevé au rang de gentilhomme ne changeait pour cela rien à la façon d'écrire ou de signer son nom ; il ne le grandissait ou ne l'écourtait pas d'une lettre »[3475]. Lorsqu’un roturier était anobli, cela n’entrainait en aucun cas un changement de son nom, mais uniquement de la qualification qui le précèderait, de même que ces armes ne changeraient pas s’il en avait déjà, sauf qu’il pourrait ajouter en ornement un timbre. Qualifications et timbres n’étaient d’ailleurs nécessaires que dans la mesure où les seuls signes d’identification de l’individu (nom et armoiries) n’indiquaient pas sa catégorie juridique. La forme nominale ne caractérisait ni la noblesse ni la roture.

Arrêtons-nous cependant sur un mythe qui a la peau dure, celui de la particule dite nobiliaire[3476]. Lorsque les premières familles nobles portèrent des surnoms, elles prirent bien souvent simplement le nom de leur fief précédé d’une préposition. Ces surnoms devinrent progressivement de véritables noms de famille lorsqu’ils furent transmis héréditairement à partir du XIIe siècle, entre autres raisons pour marquer le lien de filiation. De là vint que les familles d’ancienne noblesse portaient en général des noms de fief comme nom de famille. Plus tard, comme nous allons le voir, des nobles prirent le nom d’une de leurs seigneuries précédé par une particule comme surnom, après la qualification « sieur » dans un premier temps, puis parfois directement joint au patronyme. Ces deux usages expliquent l’association qui se fit dans certains esprits entre noblesse et particule. Et de fait, la plupart des familles nobles avaient une

[3475] Paris, Paulin, « *De la particule dite nobiliaire* », mémoire lu à l'Académie impériale de Reims dans la séance publique du 31 juillet 1861, Paris, juillet 1862, p. 11.

[3476] La particule n’ayant de commun avec le droit nobiliaire qu’un préjugé à réfuter, nous ne nous y arrêtons que brièvement. Sur cette question, qui a fait couler beaucoup d’encre au XIXe siècle, voir Breuil, Michel, *De la particule dite nobiliaire*, thèse pour le doctorat en droit, Paris, 1903 ; et Paris, Paulin, « *De la particule dite nobiliaire* », *op. cit.* On peut aussi consulter notre mémoire de Master II dans lequel nous nous sommes arrêtés plus longuement sur cette question (D’Argaignon, Paul, La condition juridique des lignages nobles en Gascogne à l’époque moderne. XVIe-XVIIIe siècles, *op. cit.*).

telle préposition, *de*, *du, des,* ou *d'*, devant leur nom de famille, que l'on appelle « particule ». Néanmoins, comme nous l'avons déjà dit, avec ou sans particule, il n'y avait pas de nom noble, et un homonyme d'un grand lignage noble ayant pour patronyme une préposition suivie d'un nom de fief pouvait être un simple roturier. *A contrario*, un nom qui n'était pas tiré d'un bien foncier et n'était pas non plus précédé d'une particule pouvait être celui d'une famille noble[3477]. En somme, la noblesse était une qualité « complètement indépendante non pas seulement de la terre, mais même aussi du nom et du *de* qui le précéderait »[3478].

La croyance que la particule était un signe de noblesse, un « article gentilhommesque », fut cependant largement partagée[3479]. Des bourgeois se la donnaient comme pour préparer ou confirmer leur anoblissement. Des nobles véritables en ajoutaient une à leur patronyme pour l'ennoblir. Au XVIIe siècle, le grammairien Gilles Ménage constatait que « la plus part de nos gentilshommes s'imaginent que ces prépositions devant les noms de famille, sont une marque de noblesse, en quoi ils se trompent », et notait que l'usage de la particule était particulièrement répandu chez les gascons[3480]. L'utilisation de la particule pouvait être un moyen de faciliter son agrégation à la noblesse, en faisant jouer ce préjugé à son profit. Au début du XVIIe siècle, Loyseau réprouva l'adjonction d'une particule « de » ou « du » au nom transmis par son père, car ce n'était que pour « qu'on croye que leur nom vient de quelque seigneurie, qui étoit d'ancienneté en leur maison, de sorte que c'est toujours s'attacher à la terre, et la preferer à l'homme »[3481]. Et il dénonçait la tentative d'intégration de la noblesse par ce biais : « les noms ne sont annoblis par ces articles ou particules ».

La mode de la particule dite nobiliaire ne s'estompa point au XVIIIe siècle. Le comte de Ségur racontait, dans ses souvenirs, comment le colonel de son régiment, le chevalier Dabeins, « un pauvre gentilhomme gascon », rabaissait « la jeunesse la plus brillante de la cour » en la personne de ses sous-lieutenants. Lors des manœuvres publiques, pour humilier leur « vanité », il les appelait « monsieur Fleury, monsieur Lambesc, monsieur Ségur », alors qu'il disait aux officiers de fortune « monsieur de Carré, monsieur de Créplot, monsieur de

[3477] Dans la seconde moitié du XVIe siècle, le poète Tabourot le faisait déjà remarquer : « c'est chose notoire qu'il y a des plus illustres familles qui portent surnoms simples, sans ces adjonctions, et au contraire y a des plus vilains qui portent les surnoms ainsi articulisez » (Tabourot des Accords, Etienne Tabourot dit, Les Bigarrures et touches du seigneur des Accords, *op. cit.*, p. 13). La Roque donna plusieurs exemples de noms de nobles sans particule, et assurait que les « véritables gentilshommes ne cherchent point ces vains ornemens » (La Roque, Gilles André de, *Traité de l'origine des noms et surnoms*, Jore père et fils Imprimeurs-Libraires, Rouen, 1734, p. 49).
[3478] Breuil, Michel, De la particule dite nobiliaire, *op. cit.*, p. 73.
[3479] Nous empruntons l'expression à un poète bourguignon du XVIe siècle (Tabourot des Accords, Etienne Tabourot dit, Les Bigarrures et touches du seigneur des Accords, *op. cit.*, p. 12).
[3480] Ménage, Gilles, *Observations de Monsieur Ménage sur la langue françoise*, Paris, 1672, p. 318.
[3481] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 75-76.

Roger »[3482]. L'officier jouait sur cette particule qui faisait noble selon l'opinion commune. Témoignage éloquent de l'attachement à la particule et de son association à la noblesse, la démarche entreprise par Jean-Antoine Delaporte auprès du comte de Saint-Florentin après qu'il eut accédé au capitoulat en 1770. Il n'était question que de lui demander d'ajouter à son nom, dans la lettre sur la nomination des capitouls qu'il avait envoyée au sénéchal de Toulouse le 26 décembre 1769, la particule « de » qui y manquerait, étant nommé « Jean-Antoine Laporte »[3483]. Mais il écrivit aussi dans sa requête qu'il aurait montré au sénéchal « son extrait baptistaire et contrat de mariage de ses auteurs qui prouvent qu'en 1640, noble Jean Delaporte, conseiller à la cour des monnoyes de Paris, se nommoit et signoit *delaporte*, il étoit bisayeul du dit sieur Delaporte capitoul, et que son père et son ayeul ont aussi signé de même ». Les renseignements qu'il fournit étaient inexacts, son bisaïeul n'était pas qualifié de « noble » mais de « noble homme », n'étant pas un noble mais bourgeois[3484]. On voit combien sa démarche était ambiguë : il ne s'agissait pas seulement pour lui de faire rectifier son nom, mais aussi de faire croire que sa famille était d'une ancienne noblesse. Même après l'anoblissement, une particule pouvait être utilisée *a posteriori* pour aider à faire croire à l'ancienneté de la noblesse de la famille.

De l'avis du baron de Gonnès, qui était très accrédité en matière d'honneurs, « on ne met jamais un de devant les noms propres, quelques distingués qu'ils soient. […] Il n'y a nule espèce d'honorifique attachée au de, qui n'est que pour distinguer les noms de terre et de fief d'avec les noms propres »[3485]. Cette opinion, conforme au droit et à l'usage, était cependant contredite par le préjugé séculaire, profondément enraciné dans les esprits, qui perdurera au-delà de la Révolution. Du moins n'eut-il pas de conséquences juridiques. Quoique l'on ait pu croire, la particule ne prouvait rien en droit, et nous n'avons jamais vu une preuve de noblesse qui l'a mis en avant comme marque, preuve ou indice faisant présumer la noblesse.

Le nom ne permettait donc pas d'établir la noblesse d'une personne. Il restait néanmoins plus qu'un instrument d'identification d'un individu ou d'une famille, car il pouvait aider à les situer non juridiquement, mais socialement, comme le montrent la particule dite nobiliaire, les noms des anciennes familles nobles dont on connaissait l'histoire depuis des temps reculés, ou encore les noms de seigneurie.

[3482] Ségur, Louis-Philippe comte de, *Mémoires ou souvenirs et anecdotes,* Tome premier, Paris, 1824, p. 76-77.
[3483] Fonds Lacoutère, « Mémoire à Monseigneur le comte de Saint-Florentin ».
[3484] Fonds Lacoutère, contrat de mariage de Jean De Laporte et Elisabeth Gerbaut, Paris, 22 mars 1640.
[3485] *ADHP*, 65 J 349, minute de lettre du baron de Gonnès au sieur Lassus-Poyastruc, vers 1780.

B) Les noms de seigneurie

L'usage de ce que l'on appelait les « noms de seigneurie » explique en grande partie que des roturiers aient pu s'anoblir à l'aide d'un changement de nom[3486]. Cet usage serait apparu selon Alain Servel dans la deuxième partie du XVIe siècle dans les familles nobles[3487]. Mais d'après le paléographe Larcher, déjà dans la noblesse du XVe siècle, « on prenoit alors indifféremment le nom de la seigneurie ou de la famille, ce qui est cause d'une grande confusion pour démêler les branches des maisons. C'étoit le goût du siècle »[3488]. Il consistait à prendre comme surnom le nom d'une seigneurie dont on aurait fait l'acquisition, par succession ou par achat, précédé de « sieur de ». Mais d'aucuns prirent comme surnom le nom d'un simple fief, d'une portion de fief, voire même d'une tenure dont ils étaient propriétaires, lorsque l'on descendait dans la hiérarchie sociale. La simple propriété d'une métairie faisait prendre à un cadet de famille noble ou à un bourgeois un surnom qui passait pour un nom de seigneurie. Au XVIIe siècle, un « sieur » d'une terre dans un acte notarié n'était pas obligatoirement, loin s'en faut, un seigneur. Lorsqu'un noble possédait plusieurs terres, il prenait en règle générale le nom de la terre la plus prestigieuse. Au gré d'une succession ou d'une acquisition, le gentilhomme pouvait changer de nom de seigneurie.

C'était parmi les nobles que cet usage était le plus répandu, afin de distinguer les différentes branches d'un même lignage, des frères ayant le même prénom, ou même le père et le fils. La raison qui sous-tendait cet usage était donc pratique, pour distinguer les rameaux dans le lignage, les membres dans la famille, mais aussi parfois plus futile, comme l'embellissement du nom, ou habile socialement. L'ennoblissement du nom par le biais de cette modification post-patronymique donnait des dehors plus honorables, résultant de l'évocation d'une alliance prestigieuse ou d'un fief important, laissant croire à l'ancienneté de la famille.

Les nobles étaient connus et appelés couramment par leur nom de seigneurie à partir du XVIe siècle, de même que beaucoup le furent par leur titre, réel ou de courtoisie, au XVIIIe

[3486] Loyseau employait l'expression de « nom honoraire » pour les noms de seigneurie comme pour les noms de guerre, mais il était apparemment le seul (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 75).
[3487] Servel, Alain, « Les signes extérieurs de notabilité en pays d'Apt aux XVI-XVIIe siècles », *op. cit.*, p. 210.
[3488] Il remarquait qu'au beau milieu du XVIIIe siècle, il en était « à peu près de même à présent, du moins quant à quelques-uns » (Larcher, Jean-Baptiste, Histoire généalogique de la maison du Lin, *op. cit.*, p. 180).

siècle. Les mémoires rédigés durant la première modernité en témoignent, et c'est ce qui explique la si grande difficulté d'identification des personnages aujourd'hui, comme dans les *Commentaires* de Monluc, ou la *Sommaire description du païs de Bigorre* de Guillaume Mauran[3489]. Les cas dans lesquels il y avait identité entre le nom de seigneurie et le patronyme, comme par exemple pour « monsieur de Mun », qui n'était autre que Barthélemy de Mun, seigneur de Mun, demeuraient rares. Jean d'Antras signa son adresse aux lecteurs « le capdet sans reproche nommé Samazan, seigneur de Cornac » : c'étaient là des noms de seigneuries, et non son patronyme[3490]. Les lettres étaient signées avec ces mêmes noms de terre.

Il en résulta une grande confusion, au sein même de la noblesse et au-delà. Montaigne s'en plaignit, écrivant que c'était « un vilain usage, et de tres mauvaise consequence en nostre France, d'appeler chascun par le nom de sa terre et seigneurie, et la chose du monde qui faict plus mesler et mescognoistre les races »[3491]. C'est que ce nom de seigneurie pouvait progressivement se substituer au patronyme si, après avoir utilisé les deux conjointement, on finissait par ignorer, ou feindre d'ignorer, lequel était le véritable patronyme, et on accordait la préférence au nom de seigneurie. Une certaine insécurité juridique pouvait en découler. Le code Michau avait tâché d'y mettre de l'ordre, en défendant aux nobles de signer des actes de leurs noms de seigneurie sous peine de nullité, mais ces dispositions ne furent pas appliquées[3492]. Non seulement cette règle ne fut pas respectée, mais l'usage des noms de seigneurie fit florès au sein de la bourgeoisie durant les deux derniers siècles de l'ancienne France.

C'est au sein de la noblesse que la situation était la plus désordonnée, d'autant qu'aux noms de seigneurie pouvaient se mêler les noms que l'on aurait relevés après l'extinction d'une maison. Dans une lettre de monsieur de Lau écrite à Pierre de Lartigue pour établir sa parenté, il raconta que Jeanne, dame d'Averon du Lin, épousa Thibaut de Lau, dont il descendait, et ajouta que, depuis cette union, « nous avons indiférament porté le nom de Lau, d'Averon et du Lin, celui de Marsan nous vient de nostre grand-mère, Esther de Gaular de Marsan dame de Roquefort »[3493]. Dans cette maison, quatre patronymes pouvaient être portés séparément ou conjointement pour s'identifier. Les recherches généalogiques qui animèrent la noblesse

[3489] « Mr de Lubret », était Arnaud de Chelle, seigneur de Lubret, « Mr de Massès », Pierre de Béon, seigneur de Massès, « Mr de Casaux », Assibat de Lasseran, seigneur de Cazaux-d'Angles, « Mr d'Aussat », Béraut de Monlezun, seigneur d'Aussat, etc… (Mauran, Guillaume, Sommaire description du païs et comté de Bigorre, *op. cit.*).
[3490] Antras, Jean d', Mémoires de Jean d'Antras de Samazan seigneur de Cornac, *op. cit.*, p. 2.
[3491] Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, Chapitre XLVI, « Des noms », p. 174-175.
[3492] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 211 : « Enjoignons à tous gentilshommes de signer du nom de leurs familles et non de celuy de leurs seigneuries, en tous actes et contracts qu'ils feront à peine de nullité desdicts actes et contracts ».
[3493] Fonds Lacoutère, lettre de monsieur de Lau Le Lin de Marsan à monsieur de Lartigue, Pau, 9 avril 1759.

gasconne au XVIIIe siècle donnent maints exemples de ce désordre. Qu'il nous suffise de citer cette lettre d'un descendant de la famille de Béon à un Lamezan, lui demandant de lui remettre des archives : « lesdits papiers sont des lettres d'Henry IV et des roy ses prédécesseurs adrecées à monsieur de Lamezan seigneur du Massès. Vous sçavés monsieur, que la terre du Massès n'a jamais été dans votre maison, et que celle de Lamezan étoit à cette époque depuis longtemps dans la nôtre, dont elle a passé par le mariage d'une Béon dans celle de Nouilhan. Monsieur de Lamarque vous a remis ces titres les croiant à vous à cause du nom »[3494]. Il en résultait aussi des médisances, plus ou moins fondées, sur le rattachement de certaines familles aux maisons dont elles portaient le nom. En 1739, le seigneur de Lacassagne écrivit à un membre de la maison de Castelbajac pour justifier que ce serait aussi son patronyme, et que si c'était « un nom distingué », il partageait avec lui « le bonheur de le porter ». En effet, ses détracteurs avaient « prétendu que notre nom est Casteljaloux, et que nous l'avons changé en Castelbajac, les autres ont prétendu que notre nom est Lagarde Mingot, je m'en vais vous mettre au fait de tout ça ». Le nom Lagarde viendrait de la seigneurie de ce nom, possédée dans cette branche cadette depuis la fin du Moyen Âge, et celui de Casteljaloux d'une terre vulgairement appelée Mingot, apportée en dot par Jeanne de Bruyères en 1567 à Pierre de Castelbajac : « par malheur pour les frondeurs, je prouve qu'avant tout ça nous portions le nom et armes de Castelbajac »[3495].

Toutefois, seul l'usage par la bourgeoisie des noms de seigneurie suscita des alarmes sérieuses. Ces noms de seigneurie ne pouvaient que favoriser l'usurpation de noblesse, parce que le préjugé selon lequel la particule était une marque de noblesse était répandu, et parce que les familles d'une très ancienne noblesse avaient dans bien des cas des noms de seigneurie pour patronymes. Si aucun nom n'était noble en soi, et ne suffisait pour prouver sa noblesse, c'était cependant au nom qu'étaient rattachés la qualité de noble, les titres et honneurs, et certains noms étaient notoirement prestigieux, et reconnus dans la province comme des patronymes des familles nobles : La Tour, Montesquiou, Monlezun, Bazillac, Pardaillan, Comminges, etc… Or, on a vu que par les noms de seigneurie, des familles pouvaient porter les noms des fiefs d'où étaient issus ces anciens lignages. Rappelons que l'acquisition par un roturier d'une terre, fût-elle noble, ne faisait pas de lui un anobli, sans quoi les ventes de fief auraient donné lieu à un véritable marché de noblesse. Mais le temps passant, on ne savait plus vraiment quel était le

[3494] Fonds Beaulieu, lettre de l'abbé de Béon à monsieur de Lamezan, juillet 1778.
[3495] *ADPA*, 16 J 102, lettre du seigneur de Lacassagne au sieur de Castelbajac, Lacassagne, 20 avril 1739. Son correspondant lui répondit en l'assurant que si « les bruits injustes qui ont retenti à vos oreilles se sont aussi quelque fois fait entendre aux mienes », il n'y avait pas ajouté foi (*ADPA*, 16 J 102, réponse du 29 avril 1739).

patronyme et quel était le nom de seigneurie. D'autres prenaient le nom de « sieur » d'une terre, qui n'était pas un fief, mais bénéficiaient de la même homonymie avec une famille noble. Et au fil du temps, la famille pouvait passer pour une branche éloignée de telle maison, alors qu'elle ne l'était pas. Prendre le nom d'une de ces terres, c'était se rattacher de façon artificielle à ces maisons qui en tiraient leur nom, une famille roturière pouvant de la sorte s'enter sur la tige d'une famille noble et du même coup usurper la noblesse. Loyseau avait pleinement saisi les conséquences sociales et juridiques de cet usage dans son *Traité des ordres* : « cet inconvenient concerne principalement l'interest des familles particulieres, mais en voicy un public et fort considerable, à sçavoir qu'au moyen de ceste mutation ordinaire des noms, on ne connoît plus les races, pour discerner, soit les anciennes d'avec les nouvelles, soit les nobles d'avec les roturiers, soit pour reconnoistre les parens d'avec les étrangers »[3496]. Or, il advenait que lorsqu'un gentilhomme qui avait, par ses ancêtres, le nom d'un fief, se séparait de ce dernier au bénéfice d'un roturier, mais continuait à en porter le nom, si le roturier en prenait « aussi le nom et le titre, et l'approprie pareillement à sa famille, et ainsi à succession de temps la postérité roturière de cet acheteur » se dirait finalement « estre de la race noble du vendeur ». Il ne fut pas le seul à spéculer sur les usurpations de noblesse qui pourraient résulter des changements de nom, que ce soit par les noms de seigneurie ou par le relèvement du nom de l'épouse noble[3497]. En 1673, un avocat toulousain écrivait qu'il arriverait souvent que « les petites gens et les personnes roturieres changent de nom pour s'introduire dans les bonnes familles et s'anoblir »[3498].

Pour illustrer ce processus on peut prendre le cas de la famille de Déans, de Larreule en Bigorre. En 1624, à Lahitte-Toupière, Jean de Darré vendit une pièce de terre à « honorable » Jean de Déans[3499]. Ce personnage, que l'on appelait le « sieur de Déans », prit aussi la qualité de « noble » à l'occasion, puis systématiquement à partir de la décennie 1640[3500]. Il épousa Geneviève de Monlezun, fille d'Henry de Monlezun, seigneur de Samazan, de noble extraction.

[3496] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 75.
[3497] Par exemple, Tabourot des Accords, Etienne Tabourot dit, Les Bigarrures et touches du seigneur des Accords, *op. cit.*, p. 15 : « Or ce qu'en font aussi nos changeurs de noms, est à fin qu'avec ce changement de nom, leur qualité peu à peu se change pour devenir escuyers et gentilshommes indirectement ; car avec le temps sans preuve de leur valeur, ils en usurpent le tiltre et les privileges » ; Barcilon de Mauvans, Joseph-Scipion de, Critique du nobiliaire de Provence, *op. cit.*, p. 20 : « Le plus fréquent mélange est par la noblesse éteinte, les enfans d'un père roturier et d'une mère noble quittent le nom de l'un et prenent celui de l'autre que sa postérité porte ensuite : la suite des tems autorise cette noblesse qui ne vient que du ventre de l'ayeule. C'est ainsi que s'usurpent les plus anciens noms avec les armes par des familles roturières ».
[3498] *ADG*, I 2501, consultation de maître Manan, avocat, par Roger et Marie de Montaut, Toulouse, 22 août 1673.
[3499] *ADHP*, 12 J, carton Navailles, contrat de vente du 4 février 1624, Larreule, Josué Dabadie notaire de Larreule.
[3500] Par exemple, contrat d'échange de terre avec Domenge de Lafitte, Larreule, 7 mars 1645, Ramond Lafargue notaire (*ibidem*).

Dans divers actes ou requêtes qu'elle rédigea après la mort de son mari en 1655, elle le qualifiait plus souvent de « sieur » que de noble, ce qui montre que pour son épouse il n'était pas gentilhomme. C'est Jean, leur fils, qui, le premier, se fit appeler le « sieur de Navailhe » ou « Navailles », nom emprunté à un moulin qu'il tenait en fief du comte de Parrabère. Ce tout en ne prenant progressivement presque que la qualité de noble, qualification qu'ils conservèrent au XVIIIe siècle, même si celle de « sieur » alternera régulièrement avec elle[3501]. Ces changements de qualification étaient la marque d'un flottement, d'une incertitude sur la qualité. La situation était d'autant plus troublée qu'à ces qualifications se mêlaient des noms de terre qui brouillaient les identités. Ainsi, en 1715, transigèrent « le sieur Jean-Josué de Déans sieur de Navailles », et « le sieur autre Jean de Navaille-Bonnas, officier au régiment de Livry »[3502] : il s'agissait en fait de deux frères, mais le second prit les noms de « Navailles » et de « Bonnas » associés, deux noms de terres acquises par cette famille, pour s'en faire un nom propre. Enfin, avec « noble Jean-Josué de Navailles seigneur de Bonas », on trouve une nouvelle identité[3503]. Après avoir pris illégalement la qualité de noble, les Déans avaient acquis celle de seigneur de Bonas en Bigorre[3504]. La mue fut achevée avec Dominique, qui se fit appeler « noble Dominique de Navailles » : le patronyme de Déans semblait avoir été complètement relégué au moment de la Révolution. Dans la correspondance, on trouve une lettre adressée à « Monsieur le baron de Navailles », titre de courtoisie qui était la marque de la parfaite intégration des Déans dans la noblesse[3505]. Ce changement de nom n'est pas aussi anodin qu'on pourrait le penser. « Navailles », le nouveau nom des Déans, était loin d'être inconnu en Gascogne. La famille de Navailles était une des familles nobles les plus anciennes du Béarn. Ils y étaient considérés au Moyen Âge comme faisant partie des premiers barons. Au fil du temps la branche aînée s'était fondue dans une autre famille, celle des Montaut-Bénac, dont l'un deviendra duc de Navailles en 1650. Une branche de la famille de Navailles avait migré à Labatut au début du XVIe siècle, et étendit ses possessions à cheval sur le Béarn et la Bigorre. En prenant le nom de Navailles, la famille de Déans laissait penser qu'elle s'apparentait à cette prestigieuse maison. Sans doute une branche cadette de cette grande famille, devait-on penser dans le pays. En l'espèce, le nom de terre était aussi un nom de famille, c'était mieux qu'un nom de

[3501] Par exemple, acte de délaissement, entre Jean de Déans et Joseph de Médranne, Vidouze, 6 décembre 1686, Desnaberes notaire (*ibidem*).
[3502] Transaction faite à Maubourguet, le 29 mars 1715, Jean Ducasse notaire (*ibidem*).
[3503] *Ibidem,* acte de baptême de Joseph de Navailles, 7 septembre 1717, Larreule, Michel Robin curé de Larreule.
[3504] *Ibidem,* hommage de Claire de Lauga, veuve de Jean-Josué de Navailles, pour la seigneurie de Bonas, rendu en la cour de parlement comptes aides et finances de Navarre le 24 septembre 1727.
[3505] *Ibidem*, lettre du 21 janvier 1760. Dans une autre lettre envoyée à monsieur de Navailles-Bonnas à Bordeaux du 10 février 1790, on trouve la signature « le baron de Navailles ».

seigneurie : un nom rattachant artificiellement ceux qui le portaient à la noblesse. Une telle usurpation ne se fit pas sans accroches. La maison de Navailles ne réagit pas contre l'usurpation du nom avant la Restauration[3506]. La famille de Déans ne fut peut-être pas inquiétée lors des recherches des usurpateurs de noblesse ou du franc-fief. C'est la communauté de Larreule qui réagit, en la personne du syndic Jean Teulé, à propos de l'exemption de la corvée. Le nom comme la noblesse furent contestés, mais le sieur de Navailles, sans les établir clairement, répliqua en utilisant sa qualité de seigneur et le fait qu'il vivait noblement pour être déchargé[3507]. Après une ordonnance provisoire du subdélégué favorable au sieur de Navailles, l'affaire fut portée devant l'intendant, mais nous n'en connaissons pas le dénouement.

Changement de nom et usurpation de noblesse étaient donc liés dans les esprits, et aussi parfois dans la réalité. Ce n'est pas étonnant que ce fut un commissaire à la recherche des usurpateurs de noblesse, Alexandre de Belleguise, qui fut un des premiers à affirmer que l'on ne pourrait changer de nom sans autorisation royale, et que la défense serait d'une « absolue necessité dans l'ordre politique, pour éviter la confusion et les inconveniens qui en arriveroient autrement par l'inconstance et la malice des hommes »[3508]. Mais le changement de nom était-il vraiment prohibé et limité de façon catégorique par le droit ?

[3506] Il y eut un procès intenté par Anne-François-Paul-Elisabeth, comte de Navailles-Labatut, contre Maximilien de Bonas-Navailles, « se donnant le nom de Navailles », le premier affirmant que « Dedéans » ne « scauroit contester que depuis quelques années, lui et ses prédécesseurs n'aient délaissé leur nom primitif, qui étoit celui de Dedéans, pour s'emparer du nom de Navailles, et cela sans droit ni titre, qu'une pareille usurpation occasionne nécessairement de la confusion et des méprises perpétuelles, auxquelles donne lieu cette même usurpation, que ni lui ni ses ancêtres n'ont pu prendre un nom qu'ils n'avoient pas ». Il réclama qu'il fût fait défenses à monsieur Dedéans de porter à l'avenir le nom de Navailles et 25000 francs de dommages et intérêts (*ADHP*, 12 J, carton Navailles, extrait des minutes du greffe de la justice de paix du canton de Maubourguet, le 22 octobre 1828).

[3507] La réponse du sieur de Navailles sur le changement de nom ne consista que dans une mesure de représailles, assurant qu'il pourrait « avec plus de titre et de fondement reprocher une pareille infidélité à l'un de ces envieux qui ne trouvant pas sans doute que le véritable nom de ses ayeux remplit bien la bouche, s'est fait apeller d'abord Louyt, ensuite de Louyt, de Marmot qu'il étoit » (*ADHP*, 12 J, carton Navailles, « Réfutation de la dernière réplique » pour Jean-Jacques de Déans contre Jean Teulé, consul de la communauté de Larreule, XVIIIe siècle).

[3508] Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 62.

II) La protection du nom

Nous verrons ici que le nom ne bénéficiait pas d'une ferme protection, puis, à travers le cas gascon, que l'usurpation de la noblesse par le biais de celle du nom était plus difficile qu'il n'y parait, surtout à partir des recherches d'usurpateurs de noblesse.

A) Une protection faible

Comme le montre l'adjonction d'une particule ou d'un nom de terre, le nom pouvait connaître bien des changements. La noblesse ne s'en préoccupa guère, jusqu'à ce qu'elle s'aperçût que c'était un moyen utilisé par la bourgeoisie pour l'intégrer, alors elle protesta. Et c'est à l'encontre de cette pratique que s'élevèrent les députés de la noblesse aux États généraux de 1614, en demandant à la régente et à Louis XIII de prendre des mesures pour que les « non nobles ayant acquis des terres et seigneuries des plus nobles et anciennes maisons de votre royaume, ne se puissent attribuer le nom et les armes desdites terres, ains de porter celui qui est le propre de leurs familles, à peine de confiscation desdites terres »[3509]. En vain. L'utilisation fréquente au XVIIIe siècle de titres, le plus souvent de courtoisie, par la noblesse, s'explique par la volonté de se distinguer des roturiers, que ne permettaient plus les noms de seigneurie.

L'enjeu pour l'Etat royal, en termes d'ordre social et plus encore en matière de fiscalité, était de taille. Pourtant, aucune mesure énergique ne fut prise, et le nom demeura régi dans une large mesure par l'usage, et de façon ponctuelle par la jurisprudence. Un édit de 1555 prévoyait « que, pour éviter la supposition des noms et des armes, défenses sont faites à toutes personnes de ne changer leurs noms et armes sans avoir nos lettres de dispenses et permission, sur peine

[3509] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, p. 193.

d'être pugnis comme faulsaires, et d'être exauthorez de tout degré et privilège de noblesse »[3510]. En réalité, cet édit ne concernait que la Normandie et fut presque immédiatement révoqué à la demande du parlement pour une raison de compétence[3511]. Il n'y eut pas d'autres lois sur le changement de nom. Ainsi n'a-t-il été soumis qu'à l'usage, et non à la protection de la loi, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime[3512]. Sa protection était donc faible, quoique la jurisprudence et la doctrine aient tenté d'intervenir pour limiter les abus.

Du droit romain, les juristes médiévaux avaient tiré le principe que l'on ne pouvait changer de nom pour frauder[3513]. *A contrario*, un changement sans fraude était licite. Le libre changement de nom était très largement admis par les juristes jusque dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. En 1673, un avocat toulousain consulté par un gentilhomme gascon écrivit que « c'est une chose constante dans le droict que le changement de nom n'est pas un crime, et qu'il est permis de changer de nom, et mesme de prendre le nom d'autruy pourveu qu'on ne porte point de préjudice »[3514].

Il est vrai que se développèrent à partir de la fin du Moyen Âge des lettres de commutation de nom. Dans ces lettres était affirmé le principe selon lequel le roi seul pouvait autoriser le changement de nom. Mais ce n'était pas la réalité, l'énonciation de ce droit souverain dans les lettres puis dans la doctrine n'étant qu'un principe sans fondement législatif et contredit par la pratique. Le recours à ces lettres ne s'explique que par le désir d'une plus grande sécurité juridique, et leur impétration demeura rare ; on n'en connaît aucun cas en Gascogne orientale à l'époque moderne[3515]. Il est vrai qu'en 1777, c'est avec l'autorisation du roi que le marquis de Montesquiou avait obtenu de joindre à son nom comme à celui de tous ceux de sa maison celui de « Fezensac ». Il n'y eut pas de lettres de commutation de nom, mais un simple ordre royal, et pour cause, il ne s'agissait pas pour lui d'un changement, mais plutôt

[3510] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XX, édit sur le fait des tailles donné à Amboise le 26 mars 1555, art. 8.
[3511] Lefebvre-Teillard, Anne, Le nom, droit et histoire, *op. cit.*, p. 97.
[3512] Une déclaration royale de 1699 s'en prit à ceux qui auraient pris les noms et armes d'autres maisons nobles, et ceux qui auraient pris un nom de fief ou de terre qui serait le surnom d'une famille noble, mais elle n'était applicable qu'en Flandre, Hainaut et Artois (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 245 : déclaration du roi pour la recherche des usurpateurs du titre de noblesse du 8 décembre 1699).
[3513] Lefebvre-Teillard, Anne, Le nom, droit et histoire, *op. cit.*, p. 40.
[3514] *ADG*, I 2501, consultation de maître Manan par Roger et Marie de Montaut, Toulouse, 22 août 1673.
[3515] On peut cependant en voir un exemple dans les archives du parlement de Toulouse : celles délivrées en 1617 à Barthélémy de Griet sieur de Villepinte en Volvestre (Languedoc), qui prit le nom de Donadieu « pour l'honeur qu'il porte à la memoire de deffunct messire Pierre de Donadieu son oncle, vivant sieur de Picharac, cappitaine et gouverneur de nostre ville d'Angers, et nostre lieutenant general en Anjou », et la « singuliere affection et amitié » et les « grandz et notables bienfaictz » qu'il avait reçu de deux de ses oncles évêques de Saint-Papoul et d'Auxerre. Il y est bien écrit que c'étaient « lettres necessaires » pour changer de nom (*ADHG*, 1 B 1913, folio 48, « lettres patantes portant permission à Barthelemy de Griet escuier de changer ledit nom de Griet en cellui de Donadieu », Paris, 22 février 1617). Il deviendra évêque de Comminges en 1625.

d'un rétablissement du « nom véritable et originaire de sa maison », ayant prouvé par titres qu'il descendait d'Aymery, comte de Fezensac en 1050[3516].

Il fut cependant progressivement acquis que le titulaire d'un nom acquérait un droit dessus qui fut analysé comme une « saisine »[3517]. L'usage public, paisible et prolongé d'un nom par une personne lui donnait le droit de le porter sans être troublé par un tiers[3518]. La saisine constituait un titre en faveur du porteur du nom. Il fut en conséquence admis que l'on ne pouvait prendre le nom d'une personne, même pour le relever à la demande du dernier héritier d'une maison, si d'autres parents mâles porteurs du même patronyme s'y opposaient, leur consentement étant nécessaire[3519]. Le nom ne pouvait pas non plus être vendu d'après les romanistes. Les porteurs du nom se virent donc reconnaître par la jurisprudence la possibilité d'intenter une action en justice contre une usurpation de nom et d'armes. Il n'y avait pas de délai limitant le temps imparti pour agir. Le risque demeurait cependant que, le temps passant, l'on n'ait pas agi par négligence ou par ignorance, et qu'une autre famille ait acquis la saisine sur le nom de famille. Le but était d'obtenir l'interdiction de porter un nom. Dans la pratique, de telles contestations demeurèrent exceptionnelles, mais la doctrine fut de plus en plus hostile aux changements de noms, y voyant une atteinte à l'ordre public, à l'honneur des familles, et aussi une possible volonté de frauder le fisc, particulièrement en usurpant la noblesse[3520].

Encore ces poursuites pouvaient être menées par la famille lorsqu'elle était encore subsistante mais, si la maison était éteinte, l'usurpation du nom était beaucoup plus aisée. Le dernier descendant pouvait tâcher de prévenir le danger. Telle fut l'ambition de l'abbé Jean-Bertrand de Pardailhan, seigneur de Séailles, chanoine de Nogaro, dont le seul frère avait été occis à la bataille de Minden en 1759. Comme il le mit en exergue dans sa requête en retraçant sa généalogie, il était le dernier descendant mâle en ligne directe d'Amanieu II de Pardailhan seigneur de Caumont. Il obtint en 1767 de la cour des aides de Montauban qu'un mémoire généalogique contenant l'inventaire de ses titres et les actes en question fussent déposés au greffe de la cour pour y demeurer à perpétuité, et « n'en pouvoir jamais estre rien distrait sous quelque prétexte que ce puisse estre, et ne pouvoir jamais servir directement ny indirectement

[3516] *Gazette de France*, n° 91, Vendredi 14 novembre 1777, p. 461.
[3517] Ce n'est qu'à la fin de l'Ancien Régime que les juristes parlèrent de « propriété » du nom (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XLII, entrée « nom »).
[3518] Lefebvre-Teillard, Anne, Le nom, droit et histoire, *op. cit.*, p. 44.
[3519] Ce consentement pouvait être seulement tacite, l'acte n'étant pas attaqué, il était présumé acquis (*ibidem*, p. 87).
[3520] Les juristes s'appuyèrent sur l'édit d'Amboise de 1555, ignorant sans doute qu'il était mort-né (par exemple Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XLII, entrée « nom »). Le *Traité de l'origine des noms et surnoms* de La Roque a eu une forte influence, notamment en utilisant l'édit oublié de 1555 comme une « ordonnance » en vigueur (La Roque, Gilles André de, Traité de l'origine des noms et surnoms, *op. cit.*, p. 48).

dans quelque tems que ce soit qu'en faveur dudit de Pardailhan et pendant sa vie seulement, ou de ses sœurs germaines »[3521]. Ce dépôt n'avait d'autre objectif, comme il l'expliqua dans son testament, que de prévenir une usurpation, qu'en se disant descendant de sa maison, l'on s'arrogeât « injustement le nom de cette famille et les privilèges de cette illustre race, ce qui seroit non seulement porter préjudice à la mémoire des grands personnages que cette race a produits, mais encore faire outrage et insultes à tout le corps de la noblesse, qui seroit lezée par une telle uzurpation »[3522]. Dans une lettre à un parent en 1769, il confiait qu'il y avait « bien des gens que j'ay eu en veu et qui m'auroit bien dispencé de prendre cette paine », mais qu'il « n'aime point les gentilhommes entés », c'est-à-dire qui greffaient leur généalogie sur celle d'une autre maison[3523]. Cet abbé, en cherchant à assurer à jamais la protection de son nom, témoigne par ses manœuvres à la fois de la hantise de l'usurpation du nom pour les nobles de haut parage, que de la facilité qu'il pourrait y avoir à l'usurper, une fois éteinte la lignée, pour des nobles, ne paraissant pas envisager que des roturiers s'en emparent.

B) L'usurpation du nom et de la noblesse en Gascogne orientale

L'absence de protection efficace du patronyme pouvait aider les usurpateurs de noblesse potentiels. Prendre le nom d'une seigneurie ou d'une terre quelconque était aisé. Dans les actes notariés, des bourgeois prenaient le surnom de « sieur de » telle terre de façon habituelle aux XVIIe et XVIIIe siècles. Le temps passant, ce patronyme était devenu le nom de famille, et l'homonymie avec celui d'une maison noble aidait puissamment l'usurpation. Mais cette utilisation d'un nom ne pouvait suffire à elle-seule pour usurper la noblesse. Qui peut croire qu'un modeste brassier qui se proclamerait un jour issu de la haute noblesse, par exemple de la lignée des vicomtes de Lavedan, serait pris au sérieux ? Il fallait que le changement de nom s'accompagne d'une agrégation à la noblesse par d'autres biais, comme l'acquisition d'une

[3521] L'abbé et ses sœurs pouvaient demander au greffier des expéditions de sa requête, de l'ordonnance de soi-montré, des conclusions du procureur, du mémoire généalogique, de ses titres et de l'arrêt, à leurs frais, « lorsqu'ils en auront besoin et qu'avec connoissance de cause la cour trouvera juste et à propos de permettre et ordonner que lesdits extraits ou copies seront délivré » (*ADTG*, 1 B 157, arrêt de la cour des aides du 28 juillet 1767).
[3522] *ADG*, 3 E 16639, feuillet 244, testament de Jean-Bertrand de Pardailhan-Gondrin, Vic-Fezensac, 1er juin 1776.
[3523] Fonds Lelin-Lapujolle, lettre de l'abbé de Pardaillan à monsieur de Lau Le Lin de Marsan, Nogaro, 4 mai 1769.

certaine aisance, de fiefs, d'offices, particulièrement à l'armée, et d'alliances avec la noblesse, comme on l'a vu avec la famille de Déans. Il fallait vivre noblement et si possible servir le roi. Néanmoins, l'usurpation facilitait l'agrégation, en permettant de faire oublier un patronyme courant dans le tiers-état, ou en acquérant un fréquent voire illustre dans la noblesse[3524].

Si les changements complets de nom avaient été aussi nombreux qu'on a bien voulu l'écrire, nous nous en serions aperçu lors des recherches des usurpateurs de noblesse dans les productions des nobles. Or, en Gascogne orientale, nous n'en trouvons quasiment aucun cas. Le préposé à la recherche a pu s'interroger sur le cas de la famille de Ricau en Armagnac, après avoir observé que Jean de Ricau, dans son contrat de mariage du 29 avril 1560, était dit fils de Barthélémy de Juge. Il nota après avoir fait des recherches que ce serait parce que « la seigneurie de Ricault leur vient du costé des femmes »[3525]. Cette famille aurait donc substitué à son patronyme un nom de seigneurie. Cela ne l'empêcha pas d'être maintenue par l'intendant Pellot en 1667, reconnue comme noble par l'intendant Foucault par une décharge du franc-fief de 1674, puis enfin par l'intendant Sanson en 1697[3526]. Ce cas de changement de nom est le seul repéré dans les archives de la recherche. Un tel changement de nom, comme l'usurpation d'un patronyme noble, n'était vraiment une bonne idée que lorsqu'aucune maison noble ne le portait ou sinon qu'elle était éteinte ou éloignée de la province, sans quoi ce pourrait aussi bien être la goutte d'eau qui ferait échouer l'entreprise en suscitant sa réaction outrée.

Nous avons vu que la défense et l'illustration du nom étaient essentielles pour les nobles. Dans ces conditions, ils ne pouvaient pas laisser passer l'usurpation de leur patronyme sans manquer à leur devoir. En Gascogne orientale, une violence endémique régnait chez les nobles jusqu'au règne de Louis XIV, donc celui qui aurait usurpé un nom pouvait craindre tout bonnement de se voir rosser. Mieux, sans même qu'il y ait d'usurpation, une homonymie pouvait conduire à la violence. Un habitant de Vic appelé Guillaume Ossun avait vaillamment participé à la prise du château de Montaner aux mains des béarnais protestants, ce qui lui valut une gratification des Etats de Bigorre en 1577. Pierre d'Ossun, seigneur bigourdan, en prit ombrage. Selon la tradition, rapportée par le paléographe Larcher, il aurait été « piqué de ce qu'un marchand, simple bourgeois de Vic, portoit le même nom que lui »[3527]. Il n'en fallut apparemment pas plus pour qu'il décida de l'attaquer avec deux hommes à lui. L'échauffourée

[3524] Tel cet exemple fictif rapporté par Molière, d'un paysan appelé « gros Pierre » qui prit le nom de seigneurie de « monsieur de L'Ile » (Molière, J.-B. Poquelin dit, *L'Ecole des femmes*, Amsterdam, 1693, acte I, scène 1, p. 11).
[3525] *ADTG*, C 95.
[3526] *BNF*, Fonds français 32297, folio 633, ordonnance de maintenue d'Henry de Ricau, Montauban, 20/03/1697.
[3527] Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome VIII, p. 357 et suiv. pour le détail de l'affaire.

eut lieu à sa maison de Vic, le 4 mai 1580. Pierre d'Ossun périt d'une balle de fusil tirée en riposte par Guillaume Ossun, après deux jours d'agonie.

En dehors même de la violence possible, mais de mieux en mieux réprimée par les institutions royales, l'usurpation du nom pouvait laisser craindre un procès, qui s'engagerait d'autant moins favorablement que l'acquisition d'un nom, dont la famille noble aurait la saisine, se doublerait d'une usurpation de noblesse, sévèrement réprouvée par la loi. Dans les faits, on en compte très peu de cas. Des usurpations hardies de noms prestigieux en province, où toutes les familles se connaissaient à peu près, devaient être rares quoiqu'il y en eût, comme on l'a vu avec la famille de Déans, devenue de Navailles. C'est plutôt à Versailles ou Paris que l'on pouvait se permettre un tel changement, où il pourrait passer plus facilement inaperçu. Le 16 janvier 1778, le parlement de Paris fit des défenses au fils d'un suisse des églises d'Etampes, Théodore Rocclore ou Roquelaure, de porter les armes de la maison noble de Roquelaure en Armagnac, de se dire de cette maison, jusqu'à ce qu'il ait prouvé qu'il en était issu, ni de prendre le titre de comte[3528]. Il avait assuré avoir pris les armes de cette maison parce qu'il pensait en être issu, selon la tradition familiale et diverses circonstances, quoiqu'incapable de le prouver. La branche aînée de cette famille ducale étant éteinte, la poursuite avait été lancée par le procureur du roi au Châtelet. L'usurpation du nom ne fut cependant pas retenue, puisqu'il parut avéré qu'il avait un patronyme approximativement identique à celui de la maison de Roquelaure.

La grande affaire fut celle qui opposa la famille de La Boulbène au marquis de Montesquiou-Fezensac, portée au Requêtes du Palais, puis en appel à la Grand-Chambre du parlement de Paris. La famille de La Boulbène était visiblement une famille bourgeoise d'Agen qui avait réussi progressivement à usurper la noblesse. Cette usurpation fut facilitée par le port du nom « Montesquiou », prestigieux entre tous en Gascogne, pris plusieurs décennies après le mariage de Jean de La Boulbène et Jeanne de Montesquiou-Saintrailles en 1643. En 1777, un abbé de La Boulbène, se faisant appeler « abbé de Montesquiou », se présenta chez le marquis de Montesquiou dans son hôtel particulier à Paris pour demander sa protection. Mal lui en prit ainsi qu'à toute sa famille. Le marquis, au fait de sa généalogie, intrigué, se renseigna à Agen, et ayant découvert l'usurpation, proposa son aide à la seule condition qu'ils quittassent le nom de Montesquiou. Malgré un consentement à la rectification du nom dans un premier temps, un raidissement s'ensuivit, et l'affaire s'envenima. Connus sous un nom dont la maison refusait de les reconnaître, pour cette raison regardés avec suspicion, voyant les portes se fermer et leurs

[3528] Sur cette affaire, Des Essarts, M., *Choix de nouvelles causes célèbres, avec les jugemens qui les ont décidées*, tome IX, Paris, 1786, p. 269 et suiv.

ambitions compromises, les La Boulbène changèrent de stratégie et affirmèrent qu'ils descendaient aussi des Montesquiou par les mâles. Les quatre branches de la famille de Montesquiou (Artagnan, Marsan, Pouylebon et Saintrailles) s'unirent pour rejeter ces intrus. Les La Boulbène furent accusés de se rattacher à leur maison par des actes qui ne pouvaient qu'être des faux, et leur dispositif de défense fut mis en pièce par maître Treilhard, avocat des Montesquiou[3529]. Leur demande se limitait à une interdiction de prendre le nom et armes de Montesquiou et de se dire issus par les mâles de cette maison. Il n'était pas question de contester le port du nom à une famille homonyme, mais un changement de nom : « sans doute, un nom appartient à une maison lorsque tous ses auteurs connus l'ont porté, mais lorsqu'il est prouvé qu'un nom a été pris par des personnes qui en tenoient un autre de leurs pères, alors l'usurpation est constante, et l'ordre public demande qu'elle soit réprimée »[3530]. La famille La Boulbène, honorablement connue en province, ayant eu plusieurs alliances avec la noblesse, sortait flétrie de cette mise à nu[3531]. Outre les nombreux mémoires imprimés de part et d'autre, les Montesquiou avaient fait publier la généalogie des La Boulbène, tendant à prouver leur usurpation du nom de Montesquiou, mais montrant aussi leur usurpation de noblesse, pour la diffuser[3532]. L'abbé Vergès avait prévenu l'abbé de La Boulbène, en lui enjoignant de suivre la voie de l'accommodement, qu'il risquait de s'y « perdre, et entrainer toute (sa) famille dans le même précipice », de « compromettre bien gratuitement et ternir des services et des alliances distinguées, perdre (sa) place et (son) état, le faire perdre à messieurs (ses) frères, et vous plonger tous dans l'infortune et dans l'ignominie » sous le « coup foudroyant qui est prêt à tomber sur (sa) tête et sur (sa) famille »[3533]. Quant au droit, le parlement, par son arrêt du 31 juillet 1783, fit « défenses auxdites parties de prendre à l'avenir le nom et armes des parties de Treilhard, et de se dire directement ou indirectement issus, par mâles, des auteurs desdites parties de Treilhard », et en plus autorisa la famille de Montesquiou à faire « rayer le nom de

[3529] Ils démontrèrent que jusqu'au grand-père, la partie adverse n'avait jamais été dénommée que « La Boulbène », et qu'ensuite ils n'avaient pas une possession constante du nom de « Montesquiou », leur père ayant même présenté la candidature d'un de ses fils sous le nom de « La Boulbène » à l'Ecole militaire de Paris.

[3530] *ADG*, I Suppl 411, « Mémoire pour les quatre branches de la maison de Montesquiou contre les sieurs de La Boulbène », Séguier avocat général, Treilhard avocat, Bourgeois procureur, 1783, p. 63.

[3531] D'après la *Gazette des tribunaux*, l'affaire aurait fait « la plus grande sensation, tant aux Requêtes du Palais qu'en la Grand'Chambre » et « attiré dans ces tribunaux un concours prodigieux de citoyens de tous les ordres » ! (*Gazette des tribunaux, ouvrage périodique*, tome 16e, n° 27, Paris, 1783, p. 67).

[3532] Les Archives départementales du Gers en conservent une dizaine d'exemplaires (*ADG*, I Suppl 302, *Tableau généalogique de la famille La Bolvene ou La Boulbene, de la ville d'Agen, dressé sur ses titres*).

[3533] Tout cela uniquement pour « porter un nom que peut-être vous serez forcé de quitter. Je sais combien on doit y tenir quand on en a pas d'autre, cependant on voit tous les jours les plus grands seigneurs en changer comme de chemise, et à propos du votre, pourquoy donc n'en changeriez-vous pas dans ce cas urgent et pressant, il en est de ce nom comme d'un beau diamant, ou d'un bijoux précieux que quelqu'un trouve sur son chemin, et qu'il garde jusqu'à ce que celui à qui il appartient vient le réclamer, et l'on le lui rend avec joye, et avec empressement » (*ADHP*, I 124, lettre de l'abbé Vergès au sieur Laboulbène, 26 mars 1782).

Montesquiou de tous registres de baptêmes, mariages et sépultures, et de tous actes » dans lesquels les La Boulbène l'avaient pris, en y faisant mention « en marge desdits registres et minutes d'actes du présent arrêt »[3534]. On remarque cependant que quoique l'usurpation de noblesse des La Boulbène fut patente, les Montesquiou ayant démontré que leurs « auteurs ont existé dans un ordre honorable sans doute, mais obscur » et qu'ils voudraient « tout à coup […] franchir l'intervalle immense qui la sépare des premières maisons de l'Etat », le parlement ne les condamna pas sur ce chef[3535]. Plus que le motif d'incompétence, le désintérêt du parlement s'explique tout simplement parce que le bruit qu'avait fait l'affaire rendait désormais téméraire l'allégation de la noblesse des La Boulbène, à la merci des commis des fermes. Le rédacteur de la *Gazette des tribunaux*, rapprochant cette affaire d'une semblable pour le nom de Créquy, supputa que « de long-tems il ne s'en présentera de semblables »[3536].

Ces procès n'en demeurent pas moins exceptionnels, car l'usage des noms de seigneurie, qui était l'occasion de la plupart des usurpations de noms, demeurait largement admis, et était généralement pratiqué par les nobles[3537]. Au temps où l'agrégation à la noblesse ne rencontrait pas beaucoup d'obstacles, jusqu'au règne de Louis XIV, une usurpation par changement de nom demeurait possible, même s'il fallait du temps pour l'accomplir. A partir des recherches des usurpateurs, une telle usurpation devint plus difficile, car beaucoup d'usurpations en cours furent interrompues, et parce que la preuve de noblesse devant remonter à plus d'un siècle nécessitait que le changement de patronyme soit plus ancien. Le renforcement du contrôle de l'état des personnes à partir de l'apparition de l'état civil au XVIe siècle, la doctrine selon laquelle le changement de nom et d'armes ne pouvait se faire sans l'autorisation du roi, le développement des lettres de commutation de nom, furent autant d'éléments qui devaient contribuer à réfréner des projets d'usurpation de noms. Une autre limite à ces changements de nom était paradoxalement l'attachement à la maison, changer de nom étant une sorte de désaveu de ses prédécesseurs à qui l'on pouvait devoir sa fortune, un réseau social ou son éducation, et toujours d'exister. Il est certain que cet attachement devait constituer une limite aux usurpations de noms principalement dans la noblesse[3538]. Il n'est pas à exclure que des bourgeois aient pu

[3534] Les mémoires des La Boulbène devaient aussi être supprimés, et les véritables Montesquiou pouvaient faire afficher cet arrêt à leurs dépens (Gazette des tribunaux, ouvrage périodique, *op. cit.*, tome 16e, n° 27, p. 75).
[3535] *ADG*, I Suppl 411, « Mémoire pour les quatre branches de la maison de Montesquiou », *op. cit.*, p. 2.
[3536] Gazette des tribunaux, ouvrage périodique, *op. cit.*, tome 16e, n° 27, p. 76.
[3537] Comme le relève Anne Lefebvre-Teillard, ce n'est qu'au XIXe siècle que les procès seront plus nombreux, « menés par les descendants de ceux auxquels parfois la chose ne serait même pas venue à l'idée » (Lefebvre-Teillard, Anne, Le nom, droit et histoire, *op. cit.*, p. 74).
[3538] Un gentilhomme s'aperçut qu'il descendait d'un Menaud de Fumel qui ayant épousé une Séguinville, prit son nom. En 1500, son fils Jacques, dans son contrat de mariage, était appelé « Jacques de Fumel dit Séguinville », et divers autres actes attesteraient de cet apport. Or il croyait savoir que la maison de Séguinville était « de la plus anciene chevalerie, qu'elle vaut peut-être même mieux que celle de Fumel, il y eu même je crois plus

penser de même. Il n'existait cependant pas d'obstacles insurmontables, et l'usage de plusieurs noms, grâce au port d'un nom de seigneurie, facilitait sur le long terme un changement de nom. Or donc, intégrer la noblesse par un changement de nom n'était plus au XVIIIe siècle une menace de grande ampleur pour la noblesse, la preuve de noblesse était devenue trop rigoureuse, l'agrégation trop difficile, et finalement l'anoblissement accessible, pour risquer de se voir ramener à l'état de roturier lors d'un procès humiliant. Malgré les témoignages, il n'est pas sûr qu'il y eut beaucoup de changements d'état par le biais du nom aux siècles antérieurs. La police des noms était bien liée à la lutte contre l'usurpation de noblesse, mais elle ne fut pas une brèche béante, et divers facteurs expliquent qu'elle fut partiellement comblée.

d'illustration »… La tentation était donc grande de le porter, mais le gentilhomme rechigna à ce qui lui semblait être une manœuvre douteuse et conclut que « enfin, on tient un nom que l'on porte, et je crois que le mien est véritablement Fumel » (*ADHP*, 65 J 160, lettre de monsieur de Fumel à l'abbé Vergès, Tarbes, 12 septembre 1782).

Chapitre 2) Un moyen de protection de la noblesse

Avant, pendant et après les recherches des usurpateurs, la preuve de noblesse fut utilisée pour assurer une place prééminente à la noblesse dans les institutions, et par là raffermir la hiérarchie sociale[3539]. Loin de tenter de rabaisser ou de supprimer la noblesse, le pouvoir royal a toujours cherché à lui assurer une place de choix dans les institutions, considérant que la noblesse était un des plus fermes soutiens de la Couronne, qu'elle était une élite prestigieuse participant de la gloire de la monarchie française, enfin que lorsqu'elle était en difficulté, elle

[3539] Arlette Jouanna a bien noté que malgré des protestations nobiliaires qui feraient penser à une politique royale de diminution systématique de la noblesse, les rois qui se succédèrent entre 1559 et 1661 ont eu « le souci de maintenir la noblesse et d'entretenir de bonnes relations avec elle », par exemple en aidant au remboursement des dettes ou en étoffant les dots de grands lignages (Jouanna, Arlette, Le devoir de révolte. La noblesse française et la gestation de l'Etat moderne (1559-1661), *op. cit.*, p. 111-112). Les nobles, spécialement les courtisans, étaient les principaux bénéficiaires des pensions royales. Cependant ces pensions étaient régies par la faveur, non par une règlementation royale, et elles pouvaient aussi bénéficier à des non nobles, on ne les étudiera donc pas ici, n'étant pas directement liées à la preuve de noblesse.

méritait d'être soutenue en raison des services rendus aux rois de France. Certaines places pouvaient paraître revenir au second ordre à cause de sa fonction militaire, mais pas seulement : on pouvait souhaiter lui voir jouer un rôle au service domestique du prince, dans l'administration judiciaire ou l'Eglise. Cette bienveillance monarchique rassurait les nobles, les flattait, les fidélisait, les aidait, les occupait, leur ôtait le loisir de développer quelque pensée séditieuse, aussi. A partir du moment où le pouvoir souverain ne se sentit plus menacé, le maintien de la société d'ordres fut davantage pris en compte par lui. Le roi n'envisageait pas d'avenir pour la monarchie sans sa noblesse.

Deux tendances synchroniques sont à relever. La première a consisté à accorder des places nouvelles à la noblesse, considérant qu'elles n'étaient pas assez nombreuses, que certaines franges de la noblesse devaient se voir accorder des places adaptées, ou qu'il n'était pas justifié que la noblesse soit écartée de certains secteurs par des non nobles qu'on estimait pâtir du défaut de certaines qualités dont la noblesse serait le réceptacle. Les nobles étant des personnes sensées être éminemment respectables, l'idée de leur réserver des places pouvait en sus émaner de la volonté de donner à l'institution exclusiviste de l'éclat et un rayonnement particulier. Le XVIIIe siècle vit leur multiplication. Concomitamment, le second mouvement d'ensemble a consisté à durcir les preuves de noblesse, tendance qui bénéficia de la législation élaborée lors des recherches des usurpateurs et de la clarification du droit nobiliaire. Ce durcissement ne s'est d'ailleurs pas contenté de renforcer la preuve exigée sur la forme et le fond, il s'est ajouté à une exigence qualitative plus élevée sur la noblesse. Dans maintes institutions, ce n'était pas seulement des nobles que l'on voulait, mais des personnes bénéficiant d'une grande noblesse. La preuve alors exigée est significative sur l'estime sociale accordée à la noblesse suivant plusieurs critères.

Il n'est pas possible dans le cadre de cette étude de présenter ces institutions très diverses dans le détail. Nous nous contenterons ici de rassembler et présenter sommairement les différentes places, honneurs et droits d'entrées réservées aux nobles, nous attachant spécialement à celles dont bénéficièrent les nobles gascons, puisque beaucoup d'institutions garantissant une place aux nobles n'avaient un recrutement que provincial. Pour chacune d'entre-elles nous nous intéresserons principalement à la preuve de noblesse exigée.

Nous avons distingué trois grands types d'institutions à preuves : les honneurs, les assemblées politiques et les places nobles.

Section 1) L'accès réservé à certains honneurs

La plupart des places réservées aux nobles avaient un caractère honorifique. On peut cependant distinguer les « honneurs », qui étaient principalement des marques de considération. On en a relevé deux types : les ordres de chevalerie et les « honneurs de la cour ».

I) Les ordres de chevalerie

Les ordres de chevalerie s'inspirèrent avant tout des ordres religieux et militaires comme l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem[3540]. A partir du XIVe siècle, alors que la vassalité perdait de sa vigueur, les ordres de chevaleries émanant de princes ou de rois s'étaient propagés : ordres de la Jarretière, de la Toison d'or, de l'Hermine, etc... Le premier ordre royal créé par un roi de France fut l'Ordre de l'Étoile ou de Notre-Dame de la Bonne Maison, en 1351, rapidement disparu avec le désastre de Poitiers. Le roi, en tant que Grand-maître, s'attachait la fidélité des membres de l'Ordre. Tel fut l'objet de la création de l'Ordre de Saint-Michel, du Saint-Esprit, ou de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel[3541].

Ces ordres permettaient aux nobles de se distinguer et d'obtenir une reconnaissance que n'avaient pas leurs pairs. C'était un honneur qui témoignait de la vertu ou du mérite de son

[3540] Pour une étude d'ensemble et pour la bibliographie, voir Dauvillier, Jean, « Le système des récompenses publiques dans notre ancienne France : Ordres de chevalerie et marques de distinction », dans *Recueil de l'Académie de législation*, tome II, Toulouse, 1963, p. 13.

[3541] D'autres ordres de chevalerie ou confréries nobles prenant une apparence d'ordre de chevalerie existaient en France, mais n'étaient ni présents ni représentés en Gascogne orientale, comme l'Ordre Teutonique (Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 100 et suiv.).

détenteur. Cette reconnaissance était due au petit nombre de chevaliers de ces ordres, qualité communiquée avec parcimonie au temps de leur gloire. Montaigne expliquait le déclin de l'Ordre de Saint-Michel au milieu du XVIe siècle par le fait qu'il fut distribué à tort et à raison : « ces loyers d'honneur n'ont aultre prix et estimation que celle-là, que peu de gents en jouïssent, il n'est, pour les anéantir qu'en faire largesse »[3542]. Quand bien même le nombre de nobles qui eussent mérité cet ordre se fut accru, ajoutait-il, « il n'en falloit pas pourtant corrompre l'estimation »[3543]. Réellement, même au temps où il fut assez largement distribué, l'Ordre de Saint-Michel ne fut pas très répandu, et il gardait un attrait certain, comme celui de Saint-Lazare et *a fortiori* celui du Saint-Esprit. D'autant plus que cette qualité de chevalier d'un ordre, ils pouvaient non seulement la prendre dans les actes notariés, mais aussi l'arborer au quotidien part le port d'une croix et parfois d'un collier, qui permettaient en passant de rappeler leur qualité, dans un langage des signes que le port de l'épée, moins aisé, moins distinctif (les officiers non nobles la portaient aussi), moins prestigieux, et la désuétude du privilège vestimentaire, ne permettaient pas d'assurer suffisamment. Le collier d'un ordre pouvait aussi prendre place autour de l'écu, ou le seul pendentif dessous, comme des ornements extérieurs, dans les représentations des armoiries familiales. Le port de cette marque ostensible, autant peut-être que les pensions qui pouvaient être accordées à ces chevaliers des ordres, était recherché par les nobles[3544]. A partir du XVIIe siècle, des nobles qui ne faisaient pas partie de ces ordres pouvaient porter une autre décoration qui était celle de l'Ordre de Malte. Le Grand-maître de cet ordre religieux permettait en effet à certaines personnes de porter la croix de dévotion de l'Ordre[3545]. Face à la dérive mondaine qui avilissait la croix de Malte, certains Grand-maîtres tentèrent de la distribuer moins largement en la réservant aux seules personnes ayant rendu des services distingués à l'Ordre[3546]. Le marquis de Pins, « chef de la maison de Pins », demanda par exemple au Grand-maître la permission de porter la croix de l'Ordre « pour lui et sa femme, et à l'avenir pour l'aîné des mâles de sa Maison », ce « en considération des

[3542] Même analyse dans Castelnau, Michel de, *Les mémoires de messire Michel de Castelnau, seigneur de la Maurissière*, Paris, 1621, p. 21.
[3543] Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, Chapitre VII, « Des récompenses d'honneur », p. 235.
[3544] Monsieur d'Antin écrivit à l'abbé Vergès le 22 juin 1772 afin qu'il fît le nécessaire pour que son fils obtienne la croix de Saint-Lazare, car il était « très attaché à cette croix » (*ADG*, I 3547).
[3545] Paris était la ville « la plus consommatrice de ces croix » (Blondy, Alain, L'ordre de Malte au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 193).
[3546] En 1670, le Grand-prieur de France se plaignit que plusieurs personnes se disaient chevalier de l'Ordre et portaient la croix sans avoir été reçus chevalier, « par une vanité digne de reprehension », et obtint un arrêt du conseil d'Etat du roi donné à St-Germain en Laye le 3 avril qui défendit à toute personne « de prendre à l'avenir la qualité de chevalier de Malte et de porter la croix de ladite religion » (*ADHG*, H 345, D'Escluseaulx, Privilèges des papes, empereurs, rois et princes de la chrétienté accordez à l'ordre Saint-Jean de Jérusalem, *op. cit.*, p. 1292). Une nouvelle réaction eut lieu à l'initiative du Grand-maître à partir de 1773 (Blondy, Alain, L'ordre de Malte au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 194).

services qu'ont rendus à l'Ordre les chevaliers de la Maison »[3547]. On voit que le goût pour les décorations des ordres chevaleresques était très répandu dans la noblesse française.

L'attrait que certains nobles avaient pour l'idéal chevaleresque était également un motif de l'intérêt des nobles pour ces ordres de chevalerie. La noblesse, étroitement liée à la chevalerie au Moyen Âge, avait longtemps baigné dans cet idéal, qui continuait à instiller la culture[3548]. L'exaltation de l'ancienne chevalerie se retrouve en particulier chez les écrivains tenants d'une réaction nobiliaire contre les usurpateurs de noblesse, comme L'Alouette au XVIe siècle, ou Mauvans au XVIIIe siècle[3549]. Alors que les usages de l'ancienne chevalerie étaient tombés en désuétude, les ordres de chevalerie prévoyaient des cérémonials de réception qui n'étaient pas sans rappeler les anciens rituels de la chevalerie lors de la réception du nouveau chevalier[3550]. Ces ordres étaient considérés comme les « vestiges » de l'ancienne chevalerie et ils tentaient de la faire revivre[3551].

La qualification de « chevalier » sans épithète était par ailleurs réservée *de jure* par certains juristes, comme Loyseau, aux seuls chevaliers des ordres, considérant, selon l'adage, que « nul ne naist chevalier » et que seul le roi pouvait l'attribuer[3552]. Cette opinion paraît erronée, au moins à partir de 1629 car, suivant la grande ordonnance de cette année, pouvaient la prendre tant ceux qui l'avaient reçue du roi que ceux à qui « l'éminence de leur qualité » l'attribuait[3553]. Toujours est-il que suivant Claude-François Menestrier, n'étaient reçues dans les ordres de chevalerie que « des personnes de qualité », ce qui en faisait « de grandes preuves

[3547] Fonds Aulagnères, requête de François de Pins au Grand-Maître de l'Ordre, imprimé provenant des archives du château de Montbrun, seconde moitié du XVIIIe siècle. Il se fondait sur le fait que sa famille avait fourni « des chevaliers de sa maison presque sans interruption, toujours dans la Langue de Provence, dont plusieurs se sont rendus recommandables par des services signalés, qu'ils ont rendu à l'Ordre », en particulier deux Grands-maîtres de l'Ordre aux XIIIe et XIVe siècles, mais aussi sur les « services signalés » rendus à l'Ordre par Gérard de Pins, lieutenant-général de l'Ordre, qui vainquit le prince Orcan, chef des troupes ottomanes, au combat naval d'Episcopia en 1323, qui décida du sort de l'île de Rhodes, fait d'arme longuement narré dans sa requête. Il est précisé que le suppliant avait, lors de l'envoi de cette requête, un frère chevalier de l'Ordre.

[3548] Voir la conception militaire de la noblesse, p. 62.

[3549] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 47 et suiv. ; Mauvans, Joseph-Scipion de Barcilon de, Critique du nobiliaire de Provence, *op. cit.*, p. 3-4. On peut aussi lire une description de la chevalerie relevant presque du mythe dans le « Discours préliminaire » de Chérin (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. XVII).

[3550] On peut encore relever quelques exemples d'adoubement de gascons au XVIe siècle, à l'instar de François Ier fait chevalier par Bayard le soir de la bataille de Marignan. Monluc raconta qu'à la fin de la bataille de Cerisoles, le comte d'Enghien « me fist ceste honneur de m'ambrasser, et me fit sur l'heure chevalier, dont je me sentiray toute ma vie honoré, pour l'avoir esté en ce jour de bataille et de la main d'un tel prince » (Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome 1er, p. 283). En 1569, Jean d'Antras fut fait chevalier par le duc d'Anjou au soir de la bataille de Moncontour (Mémoires de Jean d'Antras de Samazan seigneur de Cornac, *op. cit.*, p. XVIII).

[3551] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, « Discours préliminaire », p. XVIII.

[3552] Loysel, Antoine, Institutes coutumières, *op. cit.*, p. 4, n° 15. Sur l'opinion de Loyseau, voir la qualification de « chevalier », p. 591.

[3553] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, code Michau, art. 189.

de noblesse », quand ils n'avaient pas été avilis[3554]. Seulement, à la différence des titres de dignité, ils étaient personnels et n'étaient donc pas transmissibles.

La doctrine juridique liait intrinsèquement noblesse et chevalerie, au point qu'une personne qui serait faite chevalier par le roi alors qu'elle n'était pas noble était considérée comme anoblie[3555]. Pourtant Louis XIV, constatant qu'une écrasante majorité des militaires étaient roturiers, créa en avril 1693 l'Ordre de Saint-Louis pour récompenser les officiers, qui était accessible tant aux nobles qu'aux non nobles, le grand roi ne voyant aucune raison d'exclure les non nobles de la récompense. Toutefois les officiers étant en grande majorité nobles, les nobles en furent *de facto* les principaux bénéficiaires, même s'il ne leur fut jamais réservé *de jure*. Cet ordre semble cependant être le produit d'une mutation, qui ferait progressivement passer les ordres de chevalerie d'un objectif primordial d'association, pour ne pas dire de soumission, de la noblesse au monarque, à celui de récompenser les mérites par une décoration, qu'on ne trouvait pas fondé de réserver à la noblesse.

Trois ordres de chevalerie seront donc étudiés ici : l'Ordre du Saint-Esprit, l'Ordre de Saint-Michel et l'Ordre de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel.

A) L'Ordre du Saint-Esprit

L'Ordre du Saint-Esprit fut le plus prestigieux de l'ancienne France. Il fut créé par Henri III le 31 décembre 1578[3556]. L'Ordre de Saint-Michel s'était alors déprécié : il s'agissait par cette création nouvelle de s'attacher des fidélités et de récompenser ses fidèles par l'intégration d'un ordre de chevalerie notablement recherché qui leur confèrerait une véritable grandeur. Le roi était lui-même Grand-maître de l'Ordre et y recevait les chevaliers qu'il nommait en personne, lors d'une cérémonie annuelle fastueuse. Les membres étaient dits « chevaliers des

[3554] Menestrier, Claude-François, Les diverses espèces de noblesse, *op. cit.*, p. 145.
[3555] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 188 : « Si le roy donne l'ordre de chevalerie à un ignoble, de qui par ceste dignité il vueille recompenser le merite, […] il est veu l'annoblir par cet acte, car la chevalerie ne se pouvant exercer que par des nobles, le prince est entendu avoir donné tout ce qui est necessaire à l'effect de ce qu'il donne ». Cette association entre noblesse et chevalerie se retrouve dans l'ancien brocard « Vilains ne savent ce que valent éperons ».
[3556] Sur cet ordre, voir Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, entrée « chevalier », p. 360 et suiv.

ordres du Roi » parce qu'ils devaient être reçus comme chevaliers de l'Ordre de Saint-Michel avant d'être reçus dans l'Ordre du Saint-Esprit[3557]. Selon ses statuts, l'insigne en était une « croix de velours […] faite en la forme d'une croix de Malte, au milieu de laquelle il y aura une colombe figurée en broderie d'argent, et aux angles des rais et fleurs de lys d'argent »[3558]. Ils bénéficiaient d'une pension de 3000 livres, du droit de *commitimus* et de diverses exemptions (de l'arrière-ban, de lods et ventes et de diverses impositions)[3559]. A tous égards, l'Ordre était considérablement attractif.

Il conserva son aura jusqu'à la fin de l'Ancien Régime grâce à l'application stricte des statuts. On ne dérogea pas aux règles. Le nombre de chevaliers limité fut conservé : 87 chevaliers commandeurs, 9 commandeurs ecclésiastiques, et 4 officiers commandeurs[3560]. Le chevalier devait être catholique, de bonne vie et mœurs et avoir au moins 35 ans[3561]. Il était réservé à la noblesse héréditaire. Il fallait prouver quatre degrés de noblesse : « gentil-homme de nom et d'armes de trois races paternelles pour le moins, sans estre remarqué d'aucun cas reprochable »[3562]. Cette preuve littérale devait être faite devant le généalogiste des ordres du roi, qui remettait un rapport à deux chevaliers nommés commissaires pour juger de la preuve[3563]. Elle était rigoureusement respectée, malgré quelques exceptions, une poignée d'anoblis y étant admis au XVIIe siècle. Elle n'était cependant pas très difficile à atteindre, puisque cela revenait à prouver qu'un peu plus d'une centaine d'années de possession de noblesse.

L'Ordre n'en est pas moins resté inaccessible pour les nobliaux, car il était réservé de fait aux hauts dignitaires, aux princes et aux courtisans. Les gascons qui parvinrent à devenir chevaliers du Saint-Esprit furent peu nombreux.

[3557] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 2.

[3558] Une croix devait être cousue sur les vêtements, une autre attachée à un ruban. La croix étant suspendue à un ruban bleu, ils étaient appelés dans le langage courant les « cordons bleus », mais c'était un collier d'or qu'ils portaient durant les cérémonies. A la fin du XVIIIe siècle la croix était « à huit pointes pommetées, de la forme de celle de Malte, toute d'or, émaillée de blanc par les bords, et le milieu sans émail, il y a dans les angles une fleur de lys, et au milieu une colombe d'un côté, et l'image de Saint-Michel de l'autre » (*ibidem*, p. 2). Sur les transformations des insignes de l'Ordre, voir Pinoteau, Hervé, *Etudes sur les ordres de chevalerie du roi de France*, Le Léopard d'or, Paris, 1995, p. 58 et suiv.

[3559] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome X, entrée « chevalier », p. 367.

[3560] Le chancelier, le prévôt maître des cérémonies, le Grand-trésorier, le greffier. Seuls le trésorier et le greffier ne faisaient pas de preuves de noblesse, comme le grand aumônier du roi (L. N. H. Chérin, Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 58 : Statuts de l'ordre du Saint-Esprit, décembre 1578, art. 51 et 56).

[3561] *Ibidem*, p. 58, art. 15 et 19.

[3562] *Ibidem*, art. 15.

[3563] *Ibidem*, art. 21. La charge de généalogiste des ordres du roi a été créée en 1595.



Illustration n° 16 : Armoiries du marquis d'Ossun avec les colliers des ordres de Saint-Michel et du Saint-Esprit (*ADHP*, 1 E art. 560, *Dédicace d'un essai de mathématiques à très haut et très puissant seigneur monseigneur Pierre-Paul chevalier, marquis d'Ossun, d'Asereix, de Bartraes, de Saint-Luc, baron de Hèches, Grand d'Espagne de la première classe, chevalier des ordres du roi et de la Toison d'or*, par Bertrand Fournié de Montoussé, de Saint-Lary, pensionnaire au collège de L'Esquille des prêtres de la Doctrine chrétienne, S. d., XVIIIe siècle).

Plusieurs maisons atteignirent cette dignité jusqu'au règne de Louis XIV. C'étaient des nobles d'épée, issus d'anciennes maisons nobles, qui réussirent à bénéficier de la faveur royale[3564]. A partir du règne de Louis XIV, on peut considérer que les promus faisaient partie de la noblesse de cour, ne se rendant dans la lointaine Gascogne qu'exceptionnellement[3565].

B) L'Ordre de Saint-Michel

On doit distinguer l'Ordre avant sa réforme sous Louis XIV, et après cette transformation qui amorça une évolution complète de sa composition.

1) L'Ordre de Saint-Michel jusqu'au règne de Louis XIV

L'Ordre de Saint-Michel, dont les membres étaient dits « chevaliers de l'ordre du Roi », fut fondé par Louis XI le 1er août 1469 à Amboise, pour faire pièce au prestigieux ordre de chevalerie bourguignon de la Toison d'or[3566]. Le roi en était Grand-maître et nommait les chevaliers. Cinq officiers étaient chargés de son administration : un chancelier, un trésorier, un greffier, un prévôt maître des cérémonies et un héraut. Cet Ordre ne devait être accordé qu'à un faible nombre de grands seigneurs : il devait regrouper seulement « trente-six chevaliers

[3564] On peut relever : Roger de Saint-Lary, seigneur de Bellegarde, nommé chevalier en 1578 mais qui mourut avant sa réception le 20 décembre 1579, Jean de Léaumont, seigneur de Puygaillard, en 1580 (Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 7), Jean-Louis de La Valette, duc d'Epernon, en 1582 (*ibidem*, p. 8), Jean de Saint-Lary, seigneur de Termes, en 1584 (*ibidem*, p. 10), Roger de Saint-Lary, duc de Bellegarde, en 1595 (*ibidem*, p. 14), Antoine de Roquelaure, seigneur du lieu, la même année (*ibidem*, p. 14), Hector de Gondrin de Pardaillan, seigneur de Montespan, en 1584 (*ibidem*, p. 12), Antoine-Arnaud de Gondrin de Pardaillan, seigneur de Montespan, en 1619 (*ibidem*, p. 21), César-Auguste de Saint-Lary, baron de Termes, la même année (*ibidem*, p. 24), Henri de Beaudéan, comte de Parabère, en 1633 (*ibidem*, p. 28), Philippe de Montaut, duc de Navailles, en 1661 (*ibidem*, p. 31), François de Comminges, seigneur de Guitaut, la même année (*ibidem*, p. 31).

[3565] On peut noter que d'autres Nogaret de La Valette, Pardaillan-Gondrin, Roquelaure, des Montesquiou, le marquis d'Ossun en 1757, furent reçus encore dans cet Ordre.

[3566] Isambert, Decrusy et Jourdan, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome X, « Lettres contenant institution des statuts de l'Ordre de Saint-Michel », Amboise, 1er aout 1469, p. 577.

gentilshommes de nom et d'armes ». L'insigne en était un collier d'or fait de coquilles lassées l'une avec l'autre d'un double las, auquel était suspendu un médaillon représentant l'archange terrassant le dragon[3567]. L'Ordre se réunissait en « chapitre » annuellement, dans lequel devaient comparaître les chevaliers de l'ordre en costume de cérémonie[3568].

Le chevalier devait être nommé au cours du chapitre général de l'Ordre « par commun advis et deliberation » : en réalité le roi, qui était « chef et souverain de l'Ordre monseigneur Sainct-Michel », décidait des nominations. Lorsque le nouveau chevalier ne pouvait être présent au chapitre, le roi commettait un chevalier de l'Ordre pour lui signifier sa réception et lui remettre le collier après qu'il ait prêté serment lors d'une cérémonie solennelle[3569].

L'Ordre participait de l'exaltation des valeurs chevaleresques[3570]. Il récompensait concrètement les services du noble : le sieur d'Ossun, capitaine de cinquante hommes d'armes, fut nommé pour ses « louables vertus, vaillance et prouesse », et pour « les grands et recommendables services » qu'il avait accomplis au « faict de nos guerres »[3571]. C'était, au dire de Monluc, « une enseigne de grand et notable service »[3572]. Cet « honneur » était conféré afin d' « augmanter de plus en plus l'affection » qu'il y avait entre le roi et le nouveau chevalier, et l'inciter à « perseverer en la devossion » qu'il avait à son service[3573]. Il s'agissait donc pour le roi de s'attacher les services du chevalier, d'en faire en quelque sorte son homme, la réception dans l'Ordre se faisant un peu à l'image des anciennes cérémonies de foi et hommage dans le

[3567] Le collier étant quelque peu encombrant, on put à partir du XVIe siècle ne porter que le « petit ordre », *ie* un médaillon représentant Saint-Michel, pendu au cou par une chaîne ou un lacet de soie. Le grand collier devait être restitué à l'Ordre à la mort du chevalier (*ADPA*, 16 J 355, lettre du roi à la veuve du maréchal de Monluc, Poitiers, 4 octobre 1577). Sur le détail du collier, sa symbolique et ses transformations, voir Pinoteau, Hervé, Etudes sur les ordres de chevalerie du roi de France, *op. cit.*, p. 27.

[3568] *ADG*, I 2634, « lettres de chevalerie de l'Orde du roy » pour le seigneur de Noillhan, 18 avril 1569 : « comparoistrons audit chappitre, conventions et assemblées dudit ordre, ou y envoyerons sellon les stattuz et ordonnances dicelle ». Dans les faits il n'y eut plus de chapitres à partir de 1579 jusqu'au règne de Louis XIV.

[3569] *ADG*, I 2634, mémoire à l'intention du sieur de Vielleville, maréchal de France, pour la réception du sieur de Noilhan, Nouyan, 18 avril 1569 : « Cela faict iront ensemble a la plus prochaine eglese, et apres avoir ouy la mesme se mectra ledit sieur de Noylhan a genoux devant ledit sieur, lequel luy fera promectre et jurer en ses mains par sa foy et serment et sur son honneur sa main touchant les saincts Evangilles de Dieu […] Cella faict icelluy de Vielleville prandra le collier de l'ordre et le mectra autour du col dudit sieur de Noyllan en luy disant 'l'Ordre vous recoit en son amiable compagnie et en signe de ce vous donne ce present collier. Dieu veuille que longuement vous le puissiez porter a sa louange et service et exaltation de sa sainte Eglese, accroissement et honneur de l'Ordre, et de voz merittes et bonne renommée, au nom du pere et du fils et du benoist St-Esprit'. A quoy ledit sieur de Noylhan respondra 'Dieu men donne la grace'. Apres le baisera en signe d'amitié perpetuelle ».

[3570] *Ibidem* : « luy fera entendre et declarera plus amplement ce qui a meu ledit souverain et autres chevaliers dudit Ordre a l'appeler en icelle compaignie a esté la cognoissance qu'ils ont de ses vertuz et vaillance, et qu'il perseverera a l'honneur dudit Ordre et a sa plus grande recommandation et louange ».

[3571] *ADG*, I 2719, commission sur la nomination du sieur d'Ossun comme chevalier de Saint-Michel, St-Germain-en-Laye, 29 septembre 1557.

[3572] Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 447.

[3573] Fonds Lacoutère, lettre de Charles IX à Savaric de Vise seigneur de Sajas, pour lui donner l'Ordre de Saint-Michel, Paris, 14 mai 1568, ou *ADPA*, 16 J 111, lettre de Charles IX à monsieur de Lussan pour lui annoncer sa réception dans l'Ordre de Saint-Michel, Boulogne, août 1568.

système de fidélité vassalique, et constituant un nouveau moyen de s'associer la noblesse, alors que les anciens liens féodo-vassaliques ne fonctionnaient plus. Le chevalier promettait d'aider à « garder, soubstenir ou deffendre les haultesses et droicts de la Coronne et Majesté royalle, et l'auctorité du souverain de l'Ordre et de ses successeurs souverains »[3574].

L'Ordre conserva un grand prestige jusqu'au milieu du XVIe siècle[3575]. C'était la récompense la plus honorable que le noble eut pu convoiter. L'Ordre de St-Michel était, à en croire Monluc, encore très prestigieux sous Henri II, et il ne lui fallut pas moins que sa défense héroïque de Sienne pour l'obtenir en 1555 : « monsieur de Guise me dict que le roy s'estoit résolu de me bailler lendemain l'Ordre, qu'en ce tems-là estoict chose si digne et recherchée, que le plus grand prince de France ne se feust pas tenu pour content, s'il ne l'eust eu, et eust mieux aymé que le roy ne luy fist jamais aucun bien ; parce que c'estoit une marque d'honneur qui n'estoit pas profanée, comme il est à présent »[3576]. Les nobles qui l'obtenaient avaient une reconnaissance dont ne bénéficiaient pas les autres nobles. Durant les guerres civiles, lorsque Monluc tenait un conseil, il y invitait souvent seulement les chevaliers de l'Ordre[3577]. Les gentilshommes qui l'obtenaient se croyaient obligés de faire de grandes dépenses pour soutenir cette dignité par un train de vie dispendieux[3578].

A partir de la mort d'Henri II, il fut délivré trop largement[3579]. Plus de la moitié des députés nobles aux Etats généraux de 1576 et 1588 étaient chevaliers de l'Ordre du roi[3580] ! Les derniers Valois cherchaient par ce biais à s'attacher des fidélités. C'est durant ces décennies, où les promotions furent importantes, que nombre de gentilshommes gascons parvinrent à cette dignité. René Souriac par exemple a relevé la générosité d'Henri III vis-à-vis de la noblesse commingeoise, avec dix chevaliers de l'ordre en 1586[3581].

[3574] *ADG*, I 924, serment de Bernard de Comminges, 20 juillet 1577.

[3575] Montaigne écrivait « qu'aultrefois, il n'y avoit ny charge, ny estat, quel qu'il feust, auquel la noblesse pretendist avecques tant de désir et d'affection qu'elle faisoit à l'Ordre, ny qualité qui apportast plus de respect et de grandeur » (Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, Chapitre VII, « Des récompenses d'honneur », p. 235).

[3576] Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome deuxième, p. 141.

[3577] Par exemple lors d'un conseil tenu à Gourdon, on trouve « messieurs d'Escars, de Bories, de Sainct-Geniès le vieulx, deux ou trois autres chevaliers de l'Ordre qui estoient venus avec monsieur d'Escars ; et de nostre cousté estions messieurs de Gondrin, de La Valette, du Massès, de Fontenilles, de Giversac, de Saincte-Colombe et de Cancon, de Brassac, de La Chapelle-Lauzières, de Cassaneuil, et quelques autres chevaliers de l'Ordre » (Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 183-184). Leur participation au conseil du roi sous les derniers Valois a été soulignée par Manfred Orlea (La noblesse aux Etats généraux de 1576 et de 1588. Etude politique et sociale, *op. cit.*, p. 61).

[3578] La Noue, François de, Discours politiques et militaires, *op. cit.*, p. 169. Au moins fallait-il avoir une tenue acceptable pour une personne qui en était honorée. Lorsque le roi le fit chevalier de Saint-Michel, Monluc demanda congé « pour m'aller accoutrer et séjourner ung peu à Paris, car j'estois tout deschiré et rompu pour ung nouveau chevalier de l'Ordre » (Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome deuxième, p. 141).

[3579] Manfred Orlea fournit des statistiques qui montrent la forte inflation des créations sous Charles IX (Orlea, Manfred, La noblesse aux Etats généraux de 1576 et de 1588. Etude politique et sociale, *op. cit.*, p. 62).

[3580] *Ibidem*, p. 164.

[3581] Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France, *op. cit.*, p. 132-133.

Montaigne raconta dans ses *Essais* qu'il demandait « à la fortune, autant qu'aultre chose, l'Ordre Sainct Michel, estant jeune : car c'estoit lors l'extreme marque d'honneur de la noblesse Françoise et tres rare ». Il lui fut accordé d'une manière inattendue : « au lieu de me monter et haulsser de ma place pour y aveindre, elle m'a bien plus gracieusement traicté, elle l'a ravallé et rabaissé jusques à mes espaules et au dessoubs »[3582]. Sans doute avec quelque exagération, L'Alouette écrivait en 1576 que cet Ordre n'était « plus donné aus nobles et vertueus, ains indifféremment à tous ceus qui ont plus de vogue et de crédit, roturiers ou autres », ce qui causerait sa déchéance[3583]. Monluc sous-entendait la même chose en comparant le fait que la qualification de « cappitaine » ne fut plus prisée par les gentilshommes à force de la donner à des « gens de peu », avec la dévaluation de celle de « chevalier de l'Ordre » : « c'est la mesme confusion qu'on voit aujourd'huy parmy les chevaliers de vostre Ordre, qui est ung désordre très grand »[3584]. La création de l'Ordre du Saint-Esprit en 1578 fut la conséquence et non la cause de son déclin, bien que l'Ordre de Saint-Michel restât suffisamment honorable pour que l'on y reçût les futurs chevaliers de l'Ordre du Saint-Esprit avant leur admission.

2) L'Ordre de Saint-Michel à partir du règne de Louis XIV

Au milieu du XVIIe siècle, l'Ordre continuait à être dévolu à des nobles ne pouvant prétendre à celui du Saint-Esprit, comme le sieur Darros, qui reçut le 20 avril 1663 le collier de l'Ordre de Saint-Michel[3585]. L'Ordre était cependant considéré comme avili par diverses personnes n'ayant pas les qualités requises pour y être admis[3586]. Louis XIV ordonna en 1661 que tous les chevaliers enverraient la preuve de leur noblesse et de leurs services[3587]. C'était un préalable à la réforme de l'Ordre.

[3582] Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, Chapitre XII, « Apologie de Raymond Sebond », p. 364.
[3583] L'Alouette, François de, Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés, *op. cit.*, p. 46.
[3584] Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 477.
[3585] *BNF*, Fonds français 32298, folio 1320.
[3586] L'ordonnance de janvier 1629 exigeait dans son article 194 que les ordres du Saint-Esprit et de Saint-Michel, établis « pour en honorer les seigneurs et gentilshommes qui ont randu des services signalez aux Roys noz predecesseurs, et exposé leurs vies aux occasions et pour la manutention de l'Estat », ne fussent donnés « qu'à personnes qualifiées qui les ayent merités par leurs longs et signalés services, et qui soyent gentilshommes de race suivant les statuts desdictz ordres ». Cette déclaration d'intention témoigne d'une prise de conscience que des abus existaient dans la dévolution du collier (*ADHG*, 1 B 1915, folio 1, code Michau, art. 194).
[3587] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome X, entrée « chevalier », p. 379.

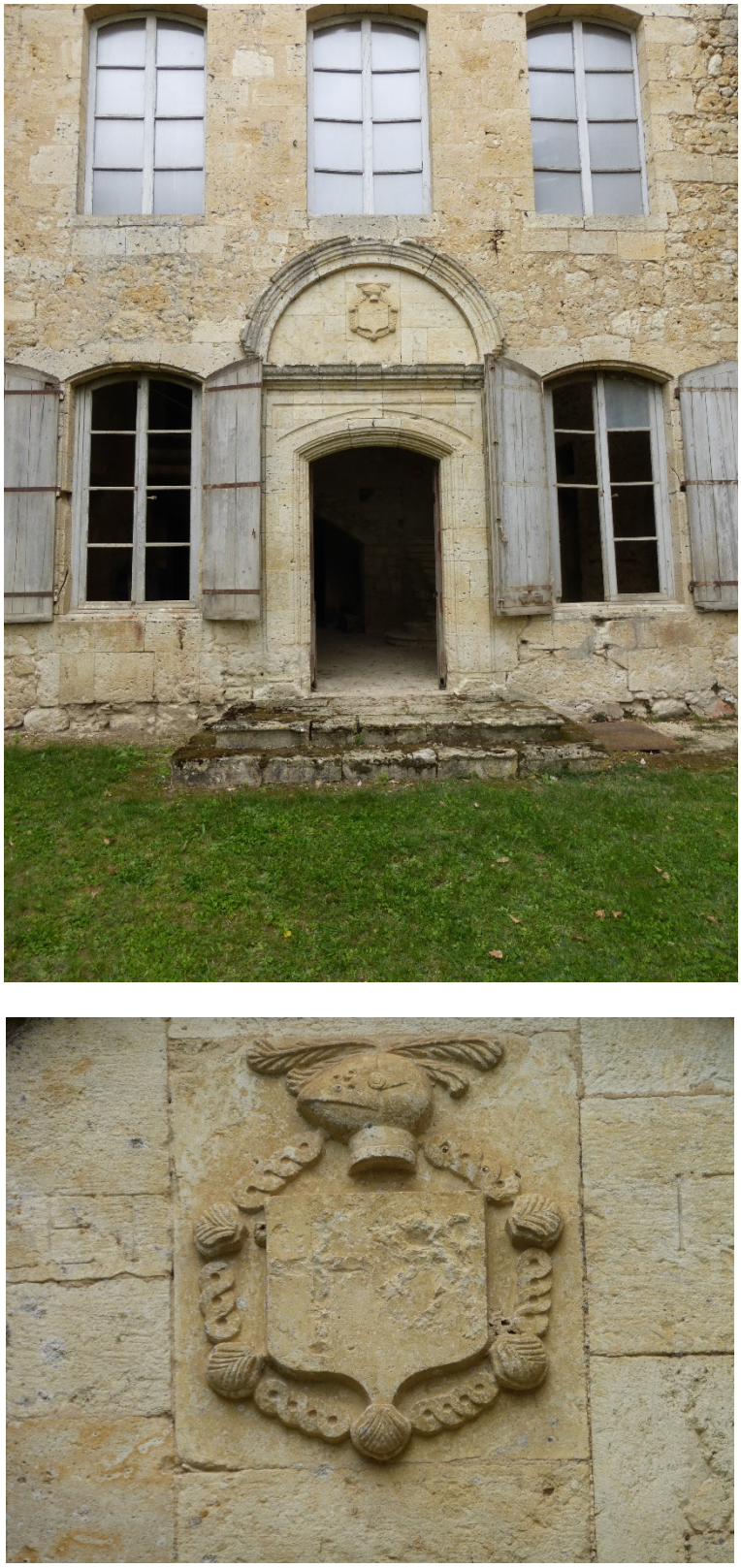


Illustration n° 17 : Sur le fronton du château de Sérillac à La Sauvetat (Gers), un blason martelé à la Révolution, avec un heaume pour timbre et le collier de l'Ordre de Saint-Michel en ornement (XVIIIe siècle).

Par une ordonnance de 1665, Louis XIV ordonna que les règlements et statuts de l'Ordre seraient strictement observés. Le nombre de chevaliers devrait dès lors être de cent, sans compter bien sûr les chevaliers du Saint-Esprit ni les chevaliers étrangers. Une croix à huit pointes, avec au milieu une image de Saint-Michel, remplacerait la médaille[3588]. Des chapitres annuels seraient tenus aux Cordeliers à Paris.

Il fallait être de religion catholique, de bonnes mœurs, avoir trente ans et servi le roi pendant dix ans dans la robe ou l'épée, pour être nommé chevalier[3589]. La preuve fut réduite à une noblesse « de deux races », *id est* de trois degrés de noblesse (on remontait jusqu'à l'aïeul) en ligne paternelle[3590]. Elle devait être faite devant un chevalier de l'Ordre du Saint-Esprit commis par le roi, sur rapport du généalogiste des ordres du roi.

Les nominations furent peu nombreuses jusqu'à la fin du siècle[3591]. Après la création de l'Ordre de Saint-Louis pour les militaires en 1693, Louis XIV lui assigna une nouvelle fin : il fut décerné surtout aux « gens de robe, de finance, de lettres, et aux artistes les plus distingués par leurs talens »[3592]. Il devint « le complément des anoblissements de fonctionnaires, de médecins, de négociants et d'artistes »[3593]. Il était alors devenu en quelque sorte un ordre de mérite civil. Il permit de récompenser par exemple Jacques-Augustin de Fornets, qui fut nommé chevalier de l'Ordre Saint-Michel en septembre 1775, après avoir été maire de la ville de Tarbes et subdélégué de l'intendant à Lourdes[3594].

Récompensant par cet honneur le plus souvent des anoblis au XVIIIe siècle, le roi accordait une dispense au nouveau chevalier pour les degrés de noblesse qui lui manquaient[3595]. Dans cet Ordre, le mérite l'emportait désormais sur la preuve de noblesse. La noblesse au premier degré était cependant une condition *sine qua non* pour la réception dans l'Ordre. Jacques-Augustin de Fornets, seigneur d'Oroix en Bigorre, nommé chevalier de l'Ordre de Saint-Michel en 1775, fut anobli en tant que de besoin en 1777 afin de le faire « jouir pleinement d'une faveur aussi distinguée »[3596].

[3588] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 107. Au XVIIIe siècle, cette croix était habituellement attachée à un cordon noir.
[3589] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, p. 380.
[3590] Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVIII, « statut et ordonnance pour le rétablissement de l'Ordre de Saint-Michel », Paris, 12 janvier 1665, art. 4.
[3591] Fauconpret, Benoît de, Les chevaliers de Saint-Michel (1665-1790), *op. cit.*, p. 24.
[3592] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 106.
[3593] Reinhard, Marcel, « Élite et noblesse dans la seconde moitié du XVIIIe siècle », *op. cit.*, p. 28.
[3594] *ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, Fontainebleau, novembre 1777.
[3595] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 106. A peine un dixième environ des nommés entre 1666 et 1790 avaient les trois degrés de noblesse prévus par les statuts de l'Ordre, avec une tendance à la baisse de cette proportion (Fauconpret, Benoît de, Les chevaliers de Saint-Michel (1665-1790). Le premier ordre de mérite civil, *op. cit.*, p. 47).
[3596] *ADPA*, B 4610, lettres d'anoblissement de Jacques-Augustin de Fornets, Fontainebleau, novembre 1777.

On comprend dès lors qu'il fut peu recherché par les nobles gascons, qui étaient principalement des nobles anciens et souvent d'épée. Le juge d'armes de France, Antoine-Marie d'Hozier, écrivait au sujet de l'Ordre de Saint-Michel dans une lettre de 1754 que « présentement, il ne convient plus à des gentilshommes de le solliciter »[3597]. Entre 1665 et 1789, Jacques-Augustin de Fornets fut le seul et donc le dernier chevalier de Saint-Michel de Gascogne orientale[3598]. Dans une perspective plus large, malgré le nombre limité de chevaliers de Saint-Michel par rapport à ceux de Saint-Louis, et s'il était moins prestigieux que celui du Saint-Esprit, ou de Saint-Lazare dans ses dernières années, il permettait cependant de couronner le mérite de pans entiers de la société civile (fonctionnaires, médecins, artistes, etc…) qui en étaient exclus avant le XVIIIe siècle au profit de l'armée, qui restait le corps le plus récompensé par la monarchie.

Ignoré par les gentilshommes gascons dans sa nouvelle mouture, leur rapport à cet Ordre démontrait aussi que le concept de chevalerie restait étroitement associé au service des armes par eux, et paradoxalement l'Ordre de Saint-Louis, qui n'était pas réservé aux nobles, était à leurs yeux bien plus attrayant[3599]. Les nobles de second rang ayant servi dans l'armée du roi étaient fiers de pouvoir porter cette distinction, même si ce n'était pas de droit une marque de noblesse, d'autant qu'elle leur permettait de signifier au tout-venant qu'ils avaient servi longuement le roi sous les drapeaux ou accompli une action d'éclat, et qu'ils étaient donc des nobles d'épée, qui bénéficièrent longtemps d'un préjugé favorable. Et puis malgré quelques différences, l'Ordre de Saint-Louis reprenait pour l'essentiel les caractéristiques des précédents[3600]. En outre, avec la mainmise croissante des nobles sur les places d'officiers au cours du XVIIIe siècle, il devint rare qu'il fût décerné à un roturier[3601]. Les liens étroits entre

[3597] Cité dans Grolée-Virville, André de, Les d'Hozier. Juges d'armes de France, *op. cit.*, p. 77.
[3598] L'Ordre comptait pourtant près de 100 membres en 1789. La liste des chevaliers nommés à partir de 1665 se trouve dans Fauconpret, Benoît de, Les chevaliers de Saint-Michel (1665-1790), *op. cit.*, p. 101 et suiv.
[3599] Au milieu du XVIIIe siècle, d'après Jean Chagniot, le corps des officiers ne pouvant plus espérer de promotion, n'attachait plus d'importance qu'à la croix de Saint-Louis (Chagniot, Jean, « Les rapports entre l'armée et la société à la fin de l'Ancien Régime », dans Corvisier, André, (dir. par), *Histoire militaire de la France*, Paris, PUF, 1997, « Le malaise dans le corps des officiers »).
[3600] A commencer par le fait que le roi en était Grand-maître, que l'Ordre était administré par des officiers, mais aussi par le fait que le cérémonial de réception en était assez proche ou que l'insigne était une croix. En outre, les chevaliers pouvaient obtenir des pensions qui n'étaient pas négligeables, d'un montant allant de 200 à 6000 livres, selon que l'on était grand-croix, commandeur, ou chevalier (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome X, entrée « chevalier », p. 387).
[3601] La liste des grands-croix et commandeurs fournie est à ce titre éloquente (Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 114). Certains des officiers nobles considéraient une croix de Saint-Louis donnée à un officier de fortune comme dépréciée (Tuetey, Louis, Les officiers sous l'Ancien Régime. Nobles et roturiers, *op. cit.*, p. 295). La croix de Saint-Louis était d'ailleurs un « titre flatteur et recherché, facilitant même l'anoblissement », comme si une personne décorée pour ses services devait être appelée à devenir noble, tout individu de qualité et considéré comme méritant devant naturellement être intégré dans la noblesse qui était l'ordre sensé rassembler les êtres supérieurs (Reinhard, Marcel, « Élite et noblesse dans la seconde moitié du XVIIIe siècle », *op. cit.*, p. 27). Les roturiers devaient à terme en être exclus puisque l'édit de Ségur demandait quatre

noblesse et ordre de chevalerie, auxquels dérogeait l'Ordre de Saint-Louis initialement, furent encore resserrés en 1750, lorsque l'on décida que les capitaines bénéficiaires de la croix de Saint-Louis seraient anoblis au bout de trois générations consécutives, créant de la sorte une espèce nouvelle de charge anoblissante, qui eut en fait peu de conséquence par la même fermeture des charges d'officiers. Fermés aux non-nobles jusqu'à la fin du XVIIe siècle, l'évolution des ordres de chevalerie se fit donc en trompe l'œil, car alors que l'Ordre de Saint-Michel restait en apparence un ordre fermé aux roturiers, sa composition témoignait d'une ouverture, *a contrario* de l'Ordre de Saint-Louis, qui fut une avancée juridiquement en s'ouvrant aux non nobles mais restait bien plus traditionnel dans son recrutement. Il n'empêche que par son ouverture due à l'absence de condition de naissance et par sa fonction de décoration récompensant les mérites, ce dernier n'était pas sans annoncer l'Ordre de la légion d'honneur.

C) Les Ordres royaux de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel

Deux types d'honneurs doivent être ici distingués, l'intégration de l'Ordre, et l'obtention d'une simple croix d'Ecole.

1) Les chevaliers de l'Ordre de Saint-Lazare

L'Ordre militaire et hospitalier de Saint-Lazare de Jérusalem, un ordre religieux remontant au temps des premières croisades, qui regroupait des hospitaliers soignant les pèlerins et chevaliers lépreux, était depuis Philippe le Bel sous la protection héréditaire des rois de France. En 1608, cet ordre fut réuni à l'Ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel créé par Henri IV en 1607. Ils formèrent dès lors l'Ordre de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel, même si les chevaliers étaient communément appelés « chevaliers de Saint-

quartiers de noblesse pour être officier. Seules les lignées de chevaliers de Saint-Louis en étaient exceptées puisqu'il était permis aux fils de chevaliers de Saint-Louis d'accéder à l'épaulette.

Lazare ». Outre l'administration de léproseries, et de menues œuvres de charité, l'Ordre constitua une petite flotte de guerre sur la Manche au XVIIe siècle et créa une éphémère Académie royale de marine dans la seconde moitié de ce siècle[3602]. Concrètement, il ne déploya pas une grande activité et dut sa survie moins à son utilité qu'à l'attrait de la noblesse pour les ordres de chevalerie. Son histoire est d'autant plus difficile à suivre que plusieurs phases d'essor furent suivies par des coups d'arrêt, d'éphémères réformes se succédèrent et l'Ordre fut à plusieurs reprises près d'être supprimé[3603].

Contentons-nous de rapporter des éléments de continuité. S'agissant de l'organisation de l'Ordre, elle était hybride, mélangeant les traits empruntés à l'Ordre de Malte et ceux tirés à l'image des ordres royaux. Le Grand-maître était nommé par le roi comme souverain et protecteur de l'Ordre. Comme pour les ordres du roi, il comprenait des officiers[3604]. Les chevaliers étaient parfois appelés « chevaliers profès », mais ils ne prononçaient pas de vœux religieux et pouvaient se marier. Ils portaient à la fois une croix de l'Ordre et une plaque en forme de croix cousue sur leur habit[3605]. Certains chevaliers étaient « commandeurs », titulaires d'une « commanderie », c'est à dire d'une pension sur des bénéfices ecclésiastiques[3606].

A la fin du XVIIIe siècle, l'Ordre devait être composé de cent chevaliers et huit commandeurs ecclésiastiques[3607]. Il s'agissait d'une forte réduction, puisqu'ils auraient été beaucoup plus nombreux au début du XVIIIe siècle, mais ils furent progressivement ramenés au nombre initial au milieu du XVIIIe siècle[3608]. Ils devaient avoir un âge qui passa au cours des deux siècles d'existence de seize à trente ans, être de bonne vie et mœurs, de religion catholique, de naissance légitime et noble, ce que vérifiaient des commissaires commis par le

[3602] Langle, Henry-Melchior de, Treourret de Kerstrat, Jean-Louis de, *Les ordres de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Collection S. R. H. N., Paris, 1992, p. 23.
[3603] Dauvillier, Jean, « Le système des récompenses publiques dans notre ancienne France », *op. cit.*, p. 55 et suiv.
[3604] Un chancelier, un prévôt maître des cérémonies, un généalogiste, etc… Pour le détail de ces officiers, voir Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome X, entrée « chevalier », p. 407.
[3605] La croix de l'Ordre avait la forme d'une croix de Malte, avec des fleurs de lis d'or aux angles, une Vierge à l'enfant sur une face, et un Saint-Lazare sortant de son tombeau sur l'autre, en or et en émail. Pour la description précise de cette croix et la façon dont elle se portait, *ibidem*, p. 405.
[3606] *Ibidem*, p. 402. L'Ordre connut une période de prospérité avec cent quarante commanderies à partir du moment où Louvois en avait été nommé grand vicaire en 1673 jusqu'en 1693, puis déclina (Dauvillier, Jean, « Le système des récompenses publiques dans notre ancienne France », *op. cit.*, p. 60-63). Il y en avait réellement moins d'une quinzaine au début du XVIIIe siècle, les revenus de l'Ordre étant trop faibles pour qu'il y en eut davantage. En 1770, l'Ordre obtint qu'une rente annuelle de 100 000 livres lui fut payée par le clergé, ce qui lui permit de créer cinquante nouvelles commanderies, jusqu'à atteindre le nombre de soixante-dix-neuf en 1788 (Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 93).
[3607] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 124.
[3608] Ils auraient été quatre cent quarante en 1741 (Langle, Henry-Melchior de, Treourret de Kerstrat, Jean-Louis de, Les ordres de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel aux XVIIe et XVIIIe siècles, *op. cit.*, p. 38).

Grand-maître[3609]. Le chevalier pouvait recevoir une dispense pour l'âge et être reçu « chevalier de justice de minorité »[3610]. A partir d'un règlement de 1778, il fallait en outre pour pouvoir l'intégrer être capitaine en second dans l'armée royale, ou enseigne dans un vaisseau[3611]. Etant au service du roi, le chevalier était incité à le rester : s'il quittait le service, il ne pouvait plus obtenir de bienfaits de l'Ordre[3612]. Pour leur réception, appelée « profession », les chevaliers devaient payer divers frais, dont le montant ne cessa d'augmenter, ce qui écartait *de facto* la frange pauvre de la noblesse[3613].

La « profession » devait se faire dans les mains du Grand-maître[3614]. Au XVIIe siècle, le Grand-maître pouvait commettre des chevaliers pour recevoir le nouveau chevalier[3615]. A la fin de l'Ancien Régime, le cérémonial de la réception, qui se faisait au cours d'un « chapitre », était très ritualisé. La cérémonie fastueuse se déroulait dans la chapelle de l'Ordre, à l'Ecole militaire de Paris[3616]. Le cœur de cette cérémonie était inspiré par l'ancien rituel de l'adoubement. Elle témoignait semble-t-il bien plus de la survivance de la tradition chevaleresque et du goût des honneurs, que d'une aspiration religieuse[3617].

Le chevalier devait faire des preuves de noblesse devant deux chevaliers de Saint-Lazare nommés commissaires par le Grand-maître, sur le rapport du généalogiste de l'Ordre. A partir de 1747, cette charge fut remplie par le généalogiste des ordres du roi.

[3609] « Commission du Grand maître de l'Ordre de Saint-Lazare pour recevoir Géraud de Gémit dans cet Ordre », Lyon, 10 juin 1625, transcrite par Jean-Baptiste Larcher, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome XXII, p. 337 : « nous vous aurions commis et députés pour faire l'information des vie, mœurs, conversation, religion catolique, de Géraud de Gemit, sieur de Luscan, ensemble de sa naissance legitime et noblesse […] et autres qualités requises pour etre reçu en l'etat et rang de frere chevalier de nosdits ordres » ; *ADG*, I 3247, lettres de réception de chevalier de justice de minorité de Jean-Jacques-Nicolas de Sariac, Paris, 19 mai 1728 : « ayant été particulièrement informé de sa religion catholique apostolique et romaine, naissance légitime et noblesse, tant par l'enqueste qui en a été faite, que par les autres preuves qui ont été mises en mains des commissaires par nous à ce députés dont nous a été fait raport » ; *ADHP*, 65 J 125, « Instruction sur la forme des preuves nécessaires pour être reçu dans lesdits ordres de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare », p. 5.

[3610] Jean-Jacques-Nicolas de Sariac fut admis avec une dispense en 1728 alors qu'il avait moins de 16 ans (*ADG*, I 3247, lettres de réception de chevalier de justice de minorité, Paris, 19 mai 1728).

[3611] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 122.

[3612] *Ibidem*, p. 124.

[3613] A la fin du XVIIIe siècle, le récipiendaire devait d'abord payer les honoraires du généalogiste de l'Ordre, montant à 600 livres, 120 livres aux commis et 2 louis au greffe pour les provisions. Mais il acquittait surtout un « droit de passage » montant à 2400 livres, au Trésorier général de l'Ordre, dont il devait présenter la quittance à la commission chargée de décider sur sa réception (*ADHP*, 65 J 125, *Instruction pour ceux qui auront été nommés par Monsieur, pour entrer dans les ordres royaux, militaires et hospitaliers de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame de Mont-Carmel*, Imprimerie de Monsieur, 1784). D'après un ouvrage sur l'Ordre de Malte, le nom de ce droit viendrait de celui que l'on payait au temps des croisades aux capitaines des navires assurant la traversée vers la Terre-Sainte, puis vers l'île de Rhodes, afin de s'y faire recevoir chevalier (Pouget, François-Aimé, *Instructions sur les principaux devoirs des chevaliers de Malte*, Paris, 1712, p. 339).

[3614] *ADG*, I 3247, lettres de réception de chevalier de justice de minorité, Paris, 19 mai 1728.

[3615] « Commission du Grand maître de l'Ordre de St-Lazare pour recevoir Géraud de Gémit dans cet ordre », Lyon, 10 juin 1625, transcrite par Jean-Baptiste Larcher, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome XXII, p. 337.

[3616] *ADHP*, 65 J 125, *Cérémonial qui doit être observé par un novice admis, pour sa réception de Chevalier des Ordres royaux, militaires et hospitaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare*, p. 9.

[3617] Le costume de cérémonie était défini avec un luxe de détail (*ibidem*, p. 10, p. 15).

Au XVIIe siècle, comme pour celui de Malte, la preuve pour entrer dans l'Ordre se faisait par quartiers. Il fallait prouver que l'on était « gentilhomme de nom et d'armes tant du chef paternel que maternel, ayeul et ayeule, bisayeul et bisayeule, ayant toujours vecu noblement », soit huit quartiers[3618]. Théoriquement, il fallait donc huit quartiers de noblesse pour les chevaliers dits « de justice ». L'examen des preuves était peu rigoureux en règle générale. D'autres chevaliers, dits « de grâce », pouvaient être reçus sans preuve en raison des services qu'ils avaient rendus à l'Ordre, par une dispense du Grand-maître, jusqu'en 1757. Cette preuve fut ramenée à quatre degrés de noblesse paternelle en 1757[3619]. Elle connut une notable transformation quelques années plus tard. Après un règlement royal du 20 mars 1773 donné par Louis XV comme « Souverain chef, fondateur et protecteur desdits ordres », repris par un règlement du Grand-maître, le comte de Provence, du 21 janvier 1779, il fallut prouver huit degrés de noblesse « paternelle non interrompue, sans annoblissement connu, et ce non compris le présenté »[3620]. La preuve était désormais d'autant plus difficile qu'il fallait produire un grand nombre d'actes originaux[3621]. Le nouveau chevalier devait joindre à ses preuves un mémoire où il relaterait ses services et les charges qu'il avait occupées[3622]. Dès lors, l'Ordre fut réservé à une minorité de nobles d'anciennes et grandes maisons.

On ne trouve en Gascogne orientale que neuf chevaliers de Saint-Lazare au XVIIe siècle, pour moitié nommés lors des abondantes nominations faites par Louvois lorsqu'il fut à la tête de l'Ordre[3623]. Le ministre se servait de lui pour récompenser les officiers ayant fourni des services assidus. Sous Louis XIII et Louis XIV, tous furent de noblesse d'épée, comme

[3618] « Commission du Grand maître de l'Ordre de St-Lazare pour recevoir Géraud de Gémit dans cet Ordre », Lyon, 10 juin 1625, transcrite par Jean-Baptiste Larcher, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome XXII, p. 337.
[3619] Schalck-Pommellet, Dominique, *L'école royale militaire de Paris et la « Révolution » du comte de Saint-Germain, 1751-1776-1793*, thèse de droit, Paris, 1968, p. 312.
[3620] *ADHP*, 65 J 125, « Instruction sur la forme des preuves nécessaires pour être reçu dans lesdits ordres de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare », p. 5.
[3621] *Ibidem*, p. 7. Les extraits baptistaires légalisés et les contrats de mariage, ces derniers devant prouver la filiation mais aussi la noblesse, trois autres actes, tous portant une qualification caractérisant la noblesse, et l'un d'entre eux prouvant aussi la filiation. Le récipiendaire devait aussi produire les arrêts du Conseil d'Etat s'il y en avait, des commissaires généraux du conseil, les jugements des commissaires départis dans les généralités pour la recherche des usurpateurs quand ils avaient été maintenus, etc… Ces arrêts étaient utilisés « comme actes uniques sur les degrés de ceux qui les auront obtenus, et ne pourront dispenser du rapport des pièces exigées par l'article précédent ».
[3622] *ADHP*, 65 J 125, *Instruction pour ceux qui auront été nommés par Monsieur, pour entrer dans les ordres royaux, militaires et hospitaliers de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame de Mont-Carmel*, Imprimerie de Monsieur, 1784.
[3623] Arnaud-Bernard de Sedilhac (1612), Bernard de Forgues (1615), Géraut de Gémit (1625), Jean-Agésilas de Grossoles (1676), Denis de Polastron (1681), Daniel de Montesquiou (1681), Pierre de Grossoles (1681), Henri de Verduzan (1686), Pierre de Lartigue (1686). Ces noms sont principalement tirés de Langle, Henry-Melchior de, Treourret de Kerstrat, Jean-Louis de, Les ordres de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel aux XVIIe et XVIIIe siècles, *op. cit.*, p. 93 et suiv.

Géraud de Gémit, sieur de Luscan, reçu en 1625[3624], ou Henri de Verduzan reçu en 1686[3625]. Durant la première moitié du XVIIIe siècle, le recrutement ne changea pas : sur sept chevaliers, tous passaient pour avoir une noblesse ancienne et servaient le roi comme officiers[3626]. Alexandre de Mun-Sarlabous, reçu en 1759, et César de Sariac, reçu en 1761, le furent à la sortie de l'Ecole militaire, l'Ordre ayant été un temps distribué aux élèves à leur sortie : tous deux étaient nobles « de race » et ils suivirent une carrière militaire.

Le nombre de chevaliers étant limité à cent, et cet effectif étant respecté dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, ils furent dès lors peu nombreux pour la France entière[3627]. On peut noter une autre évolution : alors que dans la première moitié du siècle c'étaient des nobles provinciaux, qui sans être pauvres n'étaient pas toujours des plus fortunés, à mesure que le temps passa ne furent plus reçus que des nobles de cour. A partir de 1760 en particulier, les nobles reçus furent issus des lignages gascons les plus distingués[3628]. Ce que confirme une lettre de l'archevêque de Lyon écrite en 1769 à Fris de Bazignan, qui voulait faire entrer son fils dans cet ordre. Il l'assura que malgré ses démarches, il fallait nourrir peu d'espoir : « vous pouvés voir par la liste des promotions que votre Ordre est aujourd'huy dans le plus beau lustre. Tous les courtisans veulent en être. En sorte que je crains fort que mes bons et dignes patriotes, que leurs affaires et leurs fonctions retiennent en province, ne soient frustrés de leurs prétentions »[3629]…

[3624] « Commission du Grand maître de l'Ordre de St-Lazare pour recevoir Géraud de Gémit dans cet ordre », Lyon, 10 juin 1625, transcrite par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* tome XXII, 1751, p. 337.
[3625] Lettres de chevalier de l'ordre de St-Lazare pour Henry de Verduzan, 11 janvier 1686 (citées dans *BNF*, Fonds français 32297, folio 717, ordonnance de maintenue de Jean-Joseph de Verduzan, Montauban, 27 mars 1700).
[3626] Agesilas-Gaston de Grossoles (1712), Mathieu-Pierre d'Armagnac (1722), Clément d'Aignan d'Orbessan (1722), Justin d'Angosse (1727), Jean-Jacques-Nicolas de Sariac (1727), un autre Jean-Jacques-Nicolas de Sariac (1728), Fris de Bazignan, (1729), (*ADHP*, 65 J 125, *Liste de messieurs les chevaliers, commandeurs et officiers de l'ordre royal, militaire et hospitalier de Nôtre-Dame du Mont-Carmel, et de Saint-Lazare de Jerusalem, suivant l'année de leur promotion*, Paris, 1743 ; Langle, Henry-Melchior de, Treourret de Kerstrat, Jean-Louis de, Les ordres de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel aux XVIIe et XVIIIe siècles, *op. cit.*, p. 93 et suiv.).
[3627] Les subdélégués furent chargés en 1772 de voir s'il n'en existait point dans le ressort de leur département : « dans le cas que vous en decouvriés quelqu'un, vous aurés la bonté de le porter dans l'état ci joint, […] afin que monsieur l'intendant soit à portée d'en faire former un général pour le faire passer à monsieur le duc de Lavrillière qui le désire » (*ADHP*, 65 J 50, lettre de Manet au subdélégué de Tarbes, Auch, 1er avril 1772).
[3628] Pierre-Marie de Luppé et François-Augustin de Montaut en 1763, Anne-Pierre de Montesquiou-Fezensac en 1775, Marc-Antoine de Noé, évêque de Lescar, et Louis de Montesquiou-Fezensac en 1779, François de Montagnac, évêque de Tarbes, en 1787, François-Frédéric de Béon et Jean-Anne de Labarthe-Giscaro en 1788 (*ADG*, I Suppl 515, listes des chevaliers, commandeurs, officiers, aumôniers, chapelains, et conseil des ordres de Saint-Lazare et de Notre-Dame du Mont-Carmel suivant leur réception de 1784, 1787 et 1788 ; Langle, Henry-Melchior de, Treourret de Kerstrat, Jean-Louis de, Les ordres de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel aux XVIIe et XVIIIe siècles, *op. cit.*, p. 93 et suiv.).
[3629] Fonds Bazignan, lettre de l'archevêque de Lyon à Fris de Bazignan, Paris, 22 décembre 1769.

2) La croix d'Ecole

Lors de la création de l'Ecole royale militaire, il avait été prévu dans l'édit de fondation, à la demande de Louis XV, qu'une « marque distinctive » fût donnée aux élèves, car « la protection singulière » qui leur était accordée devait être proportionnée au « bienfait » qu'ils auraient reçu, marque qu'ils seraient tenus de « porter toute leur vie, ainsi et de la manière que nous l'ordonnerons par la suite »[3630]. La fondation de l'École militaire répondait entre autres logiques aux mêmes impératifs que la création des anciens ordres de chevalerie, il s'agissait d'attacher la noblesse au service de la couronne, de faire en sorte que pour ce « corps », cet « ordre de citoyens », « le zèle pour notre service, et la soumission à nos ordres, ne distinguent pas moins que la naissance »[3631]. La marque distinctive que prévoyait de leur accorder le roi s'inscrivait tout à fait dans ce dessein et n'était pas un élément anodin, elle permettrait que « en les faisant reconnoitre partout où ils se trouveront », elle leur remettrait « sans cesse devant les yeux les obligations qu'ils auront contractées envers nous et notre État, et les porte, par ce souvenir, à donner l'exemple aux autres, et à répondre dans toutes les circonstances de leur vie, à l'éducation qu'ils auront reçue, à peine d'encourir notre disgrâce, et d'être punis plus sévèrement que les autres, dans tous les cas où ils se montreroient indignes de notre protection »[3632].

Plutôt que de créer une distinction nouvelle, l'idée se fit jour de récupérer l'Ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem. Cette marque distinctive serait donc la « croix de minorité » de l'Ordre de Saint-Lazare, c'est à dire une croix de l'Ordre mais d'une taille plus petite que celle des chevaliers. Ce fut l'œuvre de Louis de Phélypeaux, comte de Saint-Florentin, qui prévoyait dans un règlement du 15 juin 1757 qu'il fallait quatre degrés de noblesse paternelle pour être chevalier, ce qui permettait aux élèves de devenir sans problème chevaliers novices, puisqu'ils avaient déjà fait leurs preuves de noblesse pour entrer à l'Ecole militaire[3633]. Ils ne devraient que remettre le procès-verbal qu'ils avaient obtenu de d'Hozier de Sérigny, juge d'armes de France, au généalogiste des ordres du Roi[3634]. A sa sortie

[3630] Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XXII, « Édit portant création d'une École royale militaire », Versailles, janvier 1751, art. 20.
[3631] *Ibidem*, préambule.
[3632] *Ibidem*, art. 20.
[3633] Le sieur de Laforgue de Bellegarde fut par exemple reçu novice dans l'ordre à sa sortie de l'Ecole militaire en 1771 (Fonds Bellegarde, lettre de monsieur Dorat de Chameulles, commandeur de Saint-Lazare, à monsieur de Laforgue de Bellegarde, Villecresnes, 9 novembre 1776).
[3634] Schalck-Pommellet, Dominique, L'école royale militaire de Paris et la « Révolution » du comte de Saint-Germain, *op. cit.*, p. 313.

de l'Ecole militaire, l'impétrant était reçu dans les appartements du Grand-maître, puis devait prêter serment dans la chapelle du Grand-maître de l'Ordre[3635]. Cette croix permettait pratiquement de faire pression sur les élèves, ceux qui n'avaient pas suffisamment travaillé pouvant en être privés. Elle devait permettre aussi d'astreindre au service les élèves décorés, ceux qui cessaient de servir ne pouvant plus la porter.

Ces dispositions durèrent jusqu'en 1776, le comte de Saint-Germain, secrétaire d'Etat à la guerre, ayant décidé dans son train de réformes que la décoration, agrémentée d'une pension, ne serait remise qu'aux quatre cadets les plus méritants de l'Ecole royale militaire de Paris[3636]. La croix devenait donc un moyen de susciter de l'émulation parmi les élèves.

A partir d'un règlement du 21 janvier 1779 ne fut plus décernée que la croix de l'Ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel, avec une pension de cent livres, à des élèves de l'Ecole de Paris[3637]. Le Grand-maître de l'Ordre la décernait à trois élèves choisis sur une liste de six noms proposée par le secrétaire d'Etat à la guerre[3638]. Le titulaire de cette croix pouvait se faire recevoir dans l'Ordre de Saint-Lazare par l'accomplissement d'une action d'éclat[3639].

Si la preuve de noblesse avait permis de réserver strictement au nobles les ordres de Saint-Michel, du Saint-Esprit et de Saint-Lazare de Jérusalem et Notre-Dame du Mont-Carmel, ainsi que la croix de l'Ecole militaire, on remarque aussi que, dans tous ces cas, ce n'étaient pas seulement les nobles mais les nobles de race qui devaient être reçus, et même un tour de vis notable fut effectué pour les chevaliers de Saint-Lazare, cette qualité étant réservée aux maisons de très ancienne noblesse sous Louis XVI. Cette tendance va être confirmée par maints exemples qui suivront, et l'adoucissement du recrutement de l'Ordre de Saint-Michel avec son ouverture aux anoblis constitua une exception en la matière.

[3635] *Ibidem*, p. 314.
[3636] *Ibidem*, p. 315.
[3637] Cette croix à huit pointes, anglée de fleurs de lis, avait en son centre une Vierge à l'enfant (Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 125).
[3638] Schalck-Pommellet, Dominique, L'école royale militaire de Paris et la « Révolution » du comte de Saint-Germain, *op. cit.*, p. 316.
[3639] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 125. En 1788, il fut prévu que les douze meilleurs élèves des Ecoles militaires de province recevraient la croix, mais la Révolution empêcha l'exécution de ce projet (Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 96).

II) Les honneurs de la cour

Les droits honorifiques, c'est à dire les droits qui n'avaient d'autre utilité que de conférer de l'honneur, étaient des témoignages de la considération due à une personne, du respect qu'on lui devait en raison de sa place dans la hiérarchie sociale. Ils pouvaient revenir à des non nobles car c'étaient des droits réels. Ils étaient principalement attachés à la seigneurie : encore une fois les nobles en possédaient la majorité, mais des non nobles pouvaient en acquérir et bénéficier des droits afférents[3640]. On peut rapprocher de la question des droits honorifiques, spécialement dans l'église, celle plus générale de la préséance. En effet, l'une et l'autre relèvent de la reconnaissance de son honorabilité par des marques d'honneur, fondées sur « l'amour propre » et le « désir d'être vu »[3641]. Les nobles étant le second ordre du royaume, il serait logique qu'ils précédassent le tiers-état. Loyseau soutenait que « comme c'est le vray effet des ordres de produire un rang d'honneur », il serait « bien raisonnable que la noblesse, qui hazarde sa vie pour la defense de l'Estat, soit honorée par le peuple, comme sa protectrice »[3642]. La noblesse bénéficierait donc, d'après lui, d'un « rang d'honneur », qu'il a essayé d'établir dans sa quête d'ordre[3643]. Pourtant, les sources montrent au contraire que s'ils pouvaient bénéficier d'égards

[3640] Ces droits honorifiques, qui consistaient principalement en une préséance et des marques symboliques juridiquement garanties à l'église, mais aussi en dehors, étaient réservés au seigneur haut justicier ou au patron de l'église. Un noble sans seigneurie n'en jouissait pas. Pour le détail de ces droits honorifiques, voir Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XXI, entrée « droits honorifiques », p. 263, et Caroline Pouget, *Les droits honorifiques sous le règne de Louis XVI dans le ressort du Parlement de Toulouse - une vision de la réaction seigneuriale à travers les arrêts du Parlement et les cahiers de doléances de 1789*, mémoire de recherche, Université de Toulouse, 2002-2003. Il est vrai cependant que des nobles eurent plus souvent des prétentions infondées dans ce domaine, ce qui suscitait des litiges entre gentilshommes, avec les consuls ou même le curé (Loyseau, Charles, Traité des seigneuries, *op. cit.*, p. 61). La jurisprudence des parlements permit de réduire ces excès, comme celui de Toulouse, qui rendit un grand nombre d'arrêts entre les seigneurs et les communautés d'habitants. Certains, nobles ou non, obtenaient des marguilliers, contre une somme d'argent, le droit de mettre un banc au premier rang dans la nef (*ibidem*, p. 64). C'étaient les « *honores minores* », c'est à dire le rang pour la communion, l'offrande, la procession, et la place de la sépulture et du banc dans la nef (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, p. 263). Guyot en faisait peu de cas, puisqu'il écrivait qu'ils « méritent à peine ce nom » d'*honores minores*. La simple qualité de gentilhomme ne conférait pas de privilèges honorifiques (Loyseau, Charles, Traité des seigneuries, *op. cit.*, p. 62).

[3641] *ADPA*, C 272, « Mémoire pour former la municipalité de Tarbes », 1780.

[3642] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 29.

[3643] Il écrivait que « le moindre gentilhomme doit preceder le plus riche et honorable du tiers-etat, ce que j'entends aussi entre personnes privées, et quand il n'est question que du rang des ordres ». *A contrario*, il estimait que le roturier qui serait officier du roi, parce que « la dignité de l'office est plus grande », devrait avoir la préséance sur le simple noble, mais non sur les princes ou la haute noblesse, outre qu'elle se limiterait à la seule étendue de sa juridiction pour les magistrats, et ne serait pas partagée par les officiers de finances et les petits officiers à l'armée

de pure courtoisie, par « bienséance », ils n'avaient pas *de jure* de préséance[3644]. Le noble en jouissait souvent mais ne pouvait en être assuré, car elle relevait des mœurs et non du droit.

Les seuls droits honorifiques spécifiques de la noblesse furent finalement ceux qui lui furent réservés à la cour. Les « honneurs de la cour » consistaient au XVIIIe siècle en la présentation officielle d'une personne au roi. Cette présentation se formalisa progressivement dans la première moitié du XVIIIe siècle. Le noble était d'abord présenté au roi à Versailles. Le lendemain, il devait suivre le roi à la chasse, où on le conduisait dans les voitures des écuries royales, d'où l'expression « monter dans les carrosses » pour désigner les honneurs de la cour. Il pouvait aussi être présenté par la même occasion à la reine, aux princes et aux princesses[3645]. Les femmes pouvaient aussi recevoir les honneurs de la cour. Elles étaient présentées au roi devant la cour, puis éventuellement à des membres de la famille royale.

Alors que les chasses royales cessèrent dès 1789, les présentations continuèrent jusqu'en juin 1790. Selon François Bluche, 942 familles furent bénéficiaires des honneurs de la cour entre 1715 et 1790[3646]. Mais comme l'a noté le grand historien, beaucoup de familles prises de court par la Révolution, ne pouvant plus être présentées, retirèrent auprès de Chérin des expéditions établissant qu'elles avaient fait les preuves conformes au règlement[3647].

Cette présentation astreignait à des frais importants, tant les démarches étaient fastidieuses, les voyages à Paris répétés, et la présentation elle même nécessitait de faire bonne figure avec des vêtements distingués[3648]. Mais on pouvait en espérer un bon profit malgré

(*ibidem*, p. 5). Dans l'*Encyclopédie*, il était aussi affirmé que les nobles avaient la préséance sur les roturiers « dans toutes les assemblées, processions et cérémonies, à moins que les roturiers n'aient quelque autre qualité ou fonction qui leur donne la préséance sur ceux qui ne sont pas revêtus du même emploi ou de quelque emploi supérieur » (Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, *op. cit.*, tome XI, entrée « droits de la noblesse »).

[3644] Loyseau lui-même reconnaissait que ce rang n'était pas fixé par une ordonnance : elle ne serait pas nécessaire, parce que « les rangs d'honneur s'observent volontiers par honneur, et certainement ils sont plus honorables, quand ils proviennent d'un respect volontaire » (Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 4, voir aussi le Traité des seigneuries, *op. cit.*, p. 62). De sorte qu'en fait, le rang n'était pas juridiquement garanti, dans les cérémonies ou assemblées, sauf exceptionnellement lorsqu'une loi ou un règlement le précisait. On relève par exemple que pour pousser les nobles à se lancer dans le commerce en gros, Louis XIV avait tenu à leur garantir leur rang par un édit de décembre 1701, qui ordonnait que « les nobles quy feront le commerce en gros continuent de preceder en toutes les assemblées generalles et particulieres les autres negocians » (*ADHG*, 1 B 1928, folio 128).

[3645] Bluche, François, *Les honneurs de la cour*, Patrice Dupuy éditeur, Paris, 2000, p. 11.

[3646] *Ibidem*, p. 15.

[3647] *Ibidem*, p. 26. Même ceux qui avaient été présentés retirèrent des extraits de leurs preuves dès 1789, sentant que le cabinet des ordres du roi courrait un grand péril. Ce fut le cas du comte de Luppé le 16 novembre 1789 (*ADG*, I Suppl 361, extrait des titres produits au cabinet ordres roi par Louis-Guillaume de Luppé). Jean-Paul-Isidore de Castelnau se fit délivrer une copie de la minute le 15 avril 1790 (*ADHP*, 1 E 155, preuves de noblesse faites au cabinet des ordres du Roy en juillet 1782 par Jean-Paul-Isidore de Castelnau). Monsieur de Gestas fit faire une copie de sa production en 1791 (*ADHP*, 65 J 465, « inventaire de mes titres que j'ai remis au mois de may 1786 à monsieur Chérin généalogiste des ordres du roi »)…

[3648] Chateaubriand a décrit son costume (Chateaubriand, François-René de, *Mémoires d'Outre-tombe*, tome 1er, Paris, 1849, p. 337). François Bluche donne l'exemple d'un gentilhomme ayant dépensé plus de 1100 livres pour sa présentation (Bluche, François, Les honneurs de la cour, *op. cit.*, p. 11).

l'investissement[3649]. Le présenté pouvait au premier chef souhaiter avec chaleur approcher son roi. Dans sa requête pour monter dans les carrosses, le comte de Franclieu déclarait que ce serait pour lui « le moment le plus flatteur et le plus intéressent de sa vie »[3650]. Il jouirait d'un prestige certain parmi ses pairs aussi parce que sa noblesse serait désormais considérée comme très ancienne et indiscutable, puisqu'il fallait pour être présenté faire des preuves très difficiles. En sus, quoique cela ne fut pas établi juridiquement, le présenté pouvait espérer obtenir des bénéfices accessoires, aussi divers qu'un mariage plus distingué, un avancement dans le corps où il servait, l'accession à une charge à la Maison du roi… Les mariages les plus avantageux étaient particulièrement à la portée des personnes pouvant accéder aux honneurs de la cour. Le généalogiste Beaujon constatait en 1763 qu'on « ne s'informe plus à présent des qualités d'un sujet qui demande une fille en mariage, pourvu qu'il soit d'une noblesse assez ancienne pour espérer que sa femme sera présentée », cette présentation étant devenue « la source des fortunes les plus considérables »[3651]. En 1789, un cousin du chevalier de Sariac écrivait avoir appris « qu'il faisoit un très grand mariage et qu'il devoit être présanté au roy et à la famille royale le 28 du présant », l'un n'allant pas sans l'autre[3652]. Le comte de Barbotan voulait accélérer la présentation du comte de Juliac, son neveu, car on avait proposé « un mariage pour luy avec un régiment », mais on exigeait au préalable que ses preuves fussent terminées[3653]. La personne ayant été présentée bénéficiait en effet d'une considération due tant à la faveur dont il paraissait jouir qu'à sa naissance que plus personne ne pourrait discuter. Au reste, les nobles gascons qui recherchaient les honneurs de la cour ne les souhaitaient pas tant pour eux-mêmes que pour leurs enfants, comme si c'était pour eux la promesse d'un avenir brillant. Ils se faisaient délivrer des certificats afin de garder une preuve de cet honneur[3654].

[3649] Sur l'atout que représentait la présentation, et en même temps le caractère limité de ses avantages, voir Piétri, Valérie, « Bonne renommée ou actes authentiques : la noblesse doit faire ses preuves (Provence, XVIIe-XVIIIe siècles) », *op. cit.*, paragraphes 35-43.

[3650] Fonds Lascazères, minute de requête du comte de Franclieu, seconde moitié du XVIIIe siècle.

[3651] Cité dans Bluche, François, Les honneurs de la cour, *op. cit.*, p. 25.

[3652] *ADG*, I 3250, lettre de monsieur de Sariac à l'abbé Vergès, Barran, 27 mai 1789.

[3653] *ADG*, I 279, lettre de monsieur de Barbotan à l'abbé Vergès, vers 1786. Il transcrivit la lettre qu'il avait reçu comme suit : « *Madame de … au sujet de monsieur de Juliac, qu'elle n'a dans ce moment auqunes réponce à faire, parce-qu'avant que d'entrer en pourparler, il y a un préalable nécessaire, c'est qu'il soit présenté. Et comme nous savons que dans ce païs cy, les jeunes jens qui sont le plus faits pour l'être, passent presque toujours, même avec la plus grande protection, deux ou trois ans avant que d'y parvenir, vous sentez qu'il est plus que vraisemblable que les parents de la demoiselle n'atendront pas ce tems-là, surtout dans l'incertitude s'il est dans le cas de l'être ».*

[3654] Par exemple, certificat de Philippe-Gabriel de Péguilhan commandant la Petite Ecurie du Roi, donné à Versailles le 15 décembre 1777, « que monsieur le comte de La Barthe (Giscaro) a été présenté et a monté dans les carosses du Roi pour suivre Sa Majesté à la chasse le 4 mars mil sept cent soixante-dix-sept » (*ADG*, I 2777).

A partir de 1732, il était nécessaire de prouver une noblesse ancienne pour être présenté[3655]. Cette preuve se faisait devant le généalogiste des ordres du roi : les Clairambault, Beaujon, puis les Chérin, comme commissaire pour « examiner les titres de ceux qui aspirent aux honneurs de sa cour et pour certifier leur noblesse à Sa Majesté ». Elle était singulièrement ardue. Jusqu'en 1759, on devait faire une preuve de trois cents ans de noblesse militaire sans anoblissement connu[3656]. La robe était donc exclue. Les femmes bénéficiaient *a priori* de plus d'indulgence que leur mari. Pour les hommes, la simple présentation au roi à Versailles était plus accessible que les carrosses[3657]. Jusqu'en 1759, la preuve n'était pas encore très rigoureuse : on pouvait se servir de collations et on n'avait pas à établir les degrés déjà prouvés pour un jugement rendu par un intendant ou le conseil d'Etat. Peut-être qu'une prise de conscience par le roi que des abus avaient lieu entraîna une réglementation de la preuve.

Dès 1759, la preuve dut remonter à l'an 1400, sans que la famille fût anoblie[3658]. Une exception était cependant faite pour les familles anoblies par lettres pour des « services signalés rendus à l'Etat »[3659]. Les arrêts de maintenues furent rejetés et, pis, trois titres par degré furent nécessaires ce qui, on s'en doute, était difficile pour le XVe siècle en particulier[3660]. A partir de l'année suivante en outre, seuls les titres originaux furent acceptés, ceux-ci ne comprenant pas même les secondes grosses expédiées par les notaires détenteurs des minutes[3661]. En revanche, la robe n'était plus exclue, le règlement ne faisant plus mention d'une exigence de noblesse militaire, mais elle continuait de subir un préjugé défavorable[3662]. Au-delà même des preuves réglementaires, tout ce qui pouvait rendre la noblesse de la maison plus illustre était bon à

[3655] Bluche, François, Les honneurs de la cour, *op. cit.*, p. 13.
[3656] *Ibidem*, p. 13.
[3657] Le comte de Franclieu rédigea un mémoire sur sa noblesse afin « d'avoir l'honneur de monter dans ses carosses, il a eu celuy de luy être présenté » (Fonds Lascazères, minute de requête du comte de Franclieu, seconde moitié du XVIIIe siècle).
[3658] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 373 : « règlement approuvé par le roi le 17 avril 1760 concernant les présentations des femmes à la cour » : « La filiation sera établie clairement depuis l'an 1400 […]. Et voulant à l'exemple des rois ses prédécesseurs n'accorder qu'aux seules femmes de ceux qui sont issus d'une noblesse de race, l'honneur de lui être présentées, Sa Majesté enjoint également à son généalogiste de ne délivrer aucun certificat, lorsqu'il aura connoissance que la noblesse dont on voudra faire preuve aura pris son principe dans l'exercice de quelque charge de robe et d'autres semblables offices, ou par des lettres d'anoblissement ».
[3659] *Ibidem.*
[3660] *Ibidem*, p. 373, règlement du 17 avril 1760 : « A l'avenir, nulle femme ne sera présentée à Sa Majesté qu'elle n'ait préalablement produit devant le généalogiste de ses ordres trois titres sur chacun des degrés de la famille de son époux, tels que le contrat de mariage, testament, partage, acte de tutelle, donation, etc… […] Défend Sa Majesté audit généalogiste d'admettre aucun des arrêts de Son Conseil, de ses cours supérieures, ni de jugemens rendus par ses differens commissaires, lors de diverses recherches de noblesse faites dans le royaume ».
[3661] Ce n'était pas le cas dans le règlement du 31 décembre 1759 (cité par Bluche, François, Les honneurs de la cour, *op. cit.*, p. 14).
[3662] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 107.

rajouter, tel que les charges, les alliances, les services remarquables, etc...[3663]. L'illustration de la maison permettait de passer outre quelques défauts dans la preuve au gré du roi[3664]. Mais les généalogistes des ordres se montraient quant à eux implacables dans l'examen, et nullement accommodants[3665].

Des dérogations à ces règles purent avoir lieu, mais en faveur de familles dont la noblesse ancienne ne faisait aucun doute[3666]. Les familles étrangères en particulier bénéficiaient de la mansuétude du généalogiste des ordres du roi. Le roi accordait aussi des « dispenses » pour les preuves[3667]. Cette dispense n'était pas formelle : il pouvait accorder une présentation selon son bon plaisir, en dépit de l'hostilité plus ou moins nette du généalogiste des ordres du roi à la preuve, voire même sans aucune preuve, par un simple passe-droit. De puissantes protections dans la famille royale, chez les princes du sang ou chez les officiers de la Maison du roi, étaient alors indispensables[3668]. La grâce du roi ne connaissait pas de bornes, mais Louis XV et Louis XVI accordaient beaucoup de crédit aux rapports de leur généalogiste. Il est vrai que Louis XVI refusait des gentilshommes dont la preuve était conforme, la faveur étant supérieure au règlement. On peut relever un critère de défaveur, l'absence de services. Le comte de La Tour-Landorthe, quoique issu d'une très ancienne famille noble du Comminges, se vit refuser en septembre 1779 parce que, au dire de Maurepas, « vous n'avez pas été au service, et vous n'y êtes pas encore, c'est ce qui a empêché Sa Majesté d'agréer vos représentations »[3669].

[3663] Dans sa requête, le comte de Montaut-Saint-Sivier évoqua ses services « qu'il ose dire n'avoir pas été inutiles au succès des armes de vôtre Majesté » (*ADG*, I 2502, brouillon de requête au roi du comte de Montaut St-Sivier, brigadier des armées, gentilhomme de la manche des enfants de France). De même l'abbé Vergès depuis Versailles, le 23 février 1777, écrivait au marquis de Franclieu de lui « marquer quelles sont les maisons les plus distinguées auxquelles vous étés parent ou allié, j'en aurois besoin pour dresser le mémoire au roy pour monter dans les carosses que j'ay promis à monsieur le comte votre frère » (Fonds Lascazères).

[3664] Bluche, François, Les honneurs de la cour, *op. cit.*, p. 21.

[3665] *ADG*, I 2502, lettre du comte de Montaut à l'abbé Vergès, Versailles, 24 juillet 1768 : « Je l'ay porté à monsieur de Beaujon qui m'a dit que touts ces papiers ne signifient rien, et que lui monsieur de Beaujon ne pouvet rien aranjer sur cella, qu'il fallet que je vous mandat de ne pas envoyer des papiers, et que comme vous étiés au fait de notre meson il fallet la faire remonter en quatorse sants, et que sans cela, tout ce que je feres ceroit inutille, ainsi que touts les certificats que l'on me doneroit dans le peis, que lui ne pouvet rien constater que sur des contrats en règle, voyés je vous prie monsieur l'abé si vous ne pouriés pas trouver à nous faire remonter en quatorse sants sans nulle contestation, je ne vous cacheray pas combien cella m'inquiette et me met au desespoir, il est inutille que j'aporte nul papier à monsieur Beaujon s'ils ne sont en règle, et qu'il ne soit visible que nous alons jusques en quatorse sants » ; *ADG*, I 3548, lettre du comte de Latour à l'abbé Vergès, Paris, 12 décembre 1777 : « Je suis mon cher abé, dans le plus grand ambaras. monsieur Chérin ne fait monté la filliation de mes titres que jusques en quatorse cans dix et heuit. Je crois que c'est à peu près l'époque jusques à ce contrat de mariage où il n'i a pas de nom de baptême, il me sanble que vous m'aviés dit qu'il avest chés lui de quoi obvier à sela, mais il m'a dit qu'il n'orest rien. Il ne disconvient pas que ce ne soit les mesmes Latour, il dit mesme que cela ne peut pas être otremant, mais la filliation ne s'i trouve pas ».

[3666] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 106.

[3667] *ADG*, I 441, lettre de monsieur de Montauroux-Béon à l'abbé Vergès, La Serpent, 20 juin 1769.

[3668] Bluche, François, Les honneurs de la cour, *op. cit.*, p. 22.

[3669] Lettre de Maurepas au comte de La Tour-Landorthe, du 14 septembre 1789 (*ibidem*, p. 24).

On imagine le dépit du gentilhomme qui avait dû beaucoup s'investir pour être à même de solliciter cet honneur.

Par ailleurs les descendants masculins de grands officiers (chancelier, garde des sceaux, ministres…), les descendants de chevaliers du Saint-Esprit sous Louis XV, pouvaient être présentés sans faire leurs preuves, ainsi que certains officiers de la Maison du roi et des ambassadeurs étrangers[3670].

Sur neuf cent quarante-deux familles présentées, quatre cent soixante-deux seulement remplissaient exactement les conditions de preuves, mais à cent cinquante autres familles ne manquaient que quelques années ou le fait que leur anoblissement antérieur à 1400 soit connu[3671]. En réalité, pour les nobles gascons qui nous intéressent ici, la preuve paraît avoir toujours fait l'objet d'un examen rigoureux et d'une application stricte des règles. Le généalogiste des ordres du roi faisait un rapport qu'il remettait au Grand-écuyer, qui le présentait au roi.

La Gascogne était en effet un conservatoire de familles nobles parfois d'extraction très ancienne. Si beaucoup de familles « nobles de race » s'étaient réellement agrégées à la noblesse, d'autres descendaient vraiment des chevaliers gascons du Moyen Âge. Sans être de la noblesse pauvre, certaines familles ne bénéficiaient ni d'une grande fortune, ni de la faveur, ni d'offices très distingués : mais par la seule preuve de leur naissance, ils pouvaient, en quelque sorte, passer de l'ombre à la lumière. Sans faire aucunement partie de la noblesse de cour, ils pouvaient se rendre au château de Versailles et être présentés au roi.

L'engouement que suscitèrent ces honneurs de la cour dans la seconde moitié du XVIIIe siècle paraît défier l'entendement, au siècle de Diderot et de Voltaire. Certes il n'était pas général. Monsieur de Béon « se soucie médiocrement d'entrer dans les carosses du Roy », et son parent monsieur de Montauroux-Béon écrivit à l'abbé Vergès que son projet n'était point de se faire présenter, mais de faire entrer une de ses filles dans un chapitre noble[3672]. Pour certains, cette preuve semblait même avoir un motif futile, voire être complètement inutile. C'était le cas de monsieur de Beaudéan, qui écrivit à l'abbé Vergès : « vous voulés me mettre en carrosse, moy qui vais comunément à pied ; il y a apparence que quand même j'en aurois la

[3670] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 373, règlement du 17 avril 1760 : « se réservant au surplus d'excepter de cette règle ceux qui seroient pourvus de charges de la Couronne ou dans sa Maison, et les descendans par mâles des chevaliers de ses ordres lesquels seront seulement tenus de prouver leur jonction avec ceux qui auront été décorés desdits ordres » ; des précisions sont apportées par Bluche, François, Les honneurs de la cour, *op. cit.*, p. 14.
[3671] *Ibidem*, p. 19-21.
[3672] *ADG*, I 441, lettre de monsieur de Montauroux-Béon à l'abbé Vergès, La Serpent, 20 juin 1769.

puissence je n'en profiterai jamais »[3673]. D'autres au contraire s'y attachèrent, sans trop savoir pourquoi ils s'étaient engagés dans cette entreprise. Monsieur de Luppé écrivit à son frère en 1770 que ce n'était « pas une chose à négliger puisqu'on a tant fait que de l'entreprendre », et qu'il voudrait savoir la progression de la preuve : « en un mot je voudrois sçavoir que vous avez fait un [pas] dans les carrosses »[3674]. D'autres encore les estimaient très utiles. Le vicomte de Lahitte, major du régiment de dragons de La Rochefoucauld, écrivit à l'abbé Vergès qu'il regardait comme « très important pour (sa) fortune d'être présenté dans le courant de l'hyver prochain, et grâce à vous d'après ce que vous me faites l'honneur de me mander, j'espère que tout sera en règles pour cette époque »[3675]. Certains paraissaient même avoir un besoin pressant, voire impérieux d'y accéder. C'était le cas du comte de Montferrant, qui devait, c'était un « point capital et important », se faire présenter à la cour : « cet objet tient à des vues et à des arrangements qui pressent et qui sans cette présentation ne peuvent avoir lieu », et « rien n'est si important pour le sieur comte que d'être présenté »[3676]. Le comte de Mullet son oncle, monsieur de Fumel, et même « toute sa famille » enjoignaient à l'abbé Vergès de lui permettre d'accéder à ce but, en allant voir Chérin pour savoir ce qui lui manquait et de compléter la preuve.

La difficulté de ces preuves nécessitait le recours à un généalogiste aguerri. Les gentilshommes provinciaux, « jaloux de paroître à la cour », devaient remettre leurs titres à des personnes que Chérin disait « plus ou moins versées dans l'étude des généalogies », et qui leur faisaient payer quelquefois « bien cher leurs soins superflus, et souvent ne répondent pas à leur confiance »[3677]. Ce n'était pas le cas en Gascogne orientale, où l'abbé Vergès remplissait cet office. Il recevait les sollicitations les plus pressantes pour se mettre à la tâche, et les remerciements les plus obligeants lorsque les preuves progressaient[3678].

[3673] *ADHP*, 65 J 160, lettre monsieur de Beaudéan à l'abbé Vergès, 18 janvier 1772.
[3674] *ADLG*, 25 J A5-19, lettre de monsieur de Luppé à son frère, à Montaignan, le 1er juin 1770.
[3675] *ADG*, I 1153, lettre du vicomte de Lahitte à l'abbé Vergès, Pont à Mousson, 30 juillet 1785.
[3676] *ADHP*, 65 J 160, lettre à l'abbé Vergès, Paris, le 24 février 1785.
[3677] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. VII.
[3678] *ADG*, I 2502, lettre du comte de Montaut à l'abbé Vergès, Versailles, 24 juillet 1768 : « Vous voyés par là monsieur l'abé les dificultés que l'on me fait. Faittes en sorte je vous prie de les surmonter, je n'ay ny n'auray jamais recours qu'à vous pour cella, et mandés moy je vous prie très franq ce que vous pansés sur tout cella, je ne pers pas vos afaires de veue et quoiqu'il arive j'espère vous prouver ma reconessance de toutes les pènes et soins que vous vous donnés » ; *ADG*, I 1153, lettre du vicomte de Lahitte à l'abbé Vergès, Pont à Mousson, 30 juillet 1785 : « Je vais prévenir madame de Lahitte de votre prochain voyage en Gascogne, elle sera très empressée d'avoir l'honneur de vous voir chés mon père, qui lui même se fait une fête de vous remercier de vive voix du service que vous aller rendre à ses enfants. Il vous livrera la clef de tous les papiers et vous confiera tous ceux qui vous paroitront nécessaires » ; *ADG*, I 3550, lettre de monsieur de Cardaillac-Lomné à l'abbé Vergès, Lomné, 9 septembre 1785 : « Mon fils est encore jeune, mais je voudrois bien qu'aussitôt qu'il pourra faire un voyage à Paris, il fut dans le cas de monter dans les carrosses. Si cela ne se peut pas il n'ira point. Mais quelle obligation je vous aurais, mon cher monsieur l'abbé, si vous pouviez m'en fournir les moyens ! ».

Combien de ces gentilshommes parvinrent à être présentés au roi ? Il n'est pas possible de donner un chiffre exact. Il faut s'appuyer sur la liste des familles effectivement admises établie par François Bluche[3679]. En ne retenant que les maisons qui étaient établies, ou une branche au moins était représentée, en Gascogne orientale au XVIIIe siècle, on arrive à trente-sept familles. Cela représente en fait un contingent plus important qu'il n'y paraît, puisque certaines familles virent plusieurs de leurs membres présentés, et que sous le même patronyme se cachent parfois les branches d'une même maison mais n'ayant qu'une parenté lointaine[3680]. Parmi elles, plusieurs faisaient partie de la noblesse de cour, comme les Montesquiou-Fezensac, et presque toutes étaient d'une noblesse d'épée des plus anciennes.

Ces trente-sept familles ne représentent que celles qui triomphèrent, et non celles qui avaient satisfait à la preuve mais n'avaient pas réussi à être présentées, soit à cause de la Révolution, soit par défaut de l'agrément du roi, soit parce qu'elles n'avaient pas poussé leur avantage pour quelque autre raison, ni *a fortiori* toutes celles qui ne parvinrent pas à établir une preuve conforme pour l'admission aux honneurs[3681]. D'aucuns ne cherchaient d'ailleurs pas tant à être présentés qu'à établir les preuves de leur noblesse de façon indiscutable. La présentation n'était que le prétexte, l'objectif étant davantage de mettre en ordre leurs titres, d'établir une preuve fiable pouvant servir à l'occasion, et de se procurer la satisfaction de constater que sa noblesse était une des plus anciennes de la province. L'abbé Vergès écrivit en 1778 à monsieur de Luppé que ses preuves pour monter dans les carrosses et chasser avec le roi étaient « aujourd'huy complètes et bien au-delà », et qu'il comptait y ajouter « encore de plus en plus » par les recherches qu'il se proposait de faire[3682]. Dans les expéditions délivrées par Chérin, on ne se contentait pas de montrer la preuve de noblesse, on évoquait aussi les titres plus anciens de membres de la famille qu'on ne pouvait pas atteindre par la filiation, mais qui étaient vraisemblablement des aïeux. Jean d'Aspet remontait sa filiation jusqu'au début du XVe

[3679] Bluche, François, Les honneurs de la cour, *op. cit.*, p. 31. Elle est probablement incomplète mais quasi exhaustive, avec 942 familles. Le problème est que cette liste des familles ne distingue pas les branches d'une même maison, et que la province indiquée est parfois celle d'origine, dans laquelle la famille ne résidait plus depuis plusieurs siècles. Il indique par exemple que la famille de Béon est du Béarn, contrée qu'elle avait en fait quitté au XIIIe siècle. *A contrario*, la famille de Gramont d'Aure est indiquée en Bigorre, mais nous ne l'avons pas retenu : elle possédait certes le vicomté d'Asté en Bigorre, mais était souveraine de Bidache, principalement possessionnée en Navarre et en Béarn, et occupait des charges à la cour.

[3680] Voir l'annexe 7 : Liste des familles de Gascogne orientale présentées aux honneurs de la cour, p. 1084.

[3681] Ces noms par exemple ne sont pas compris dans la liste de Bluche mais avaient bien fait leurs preuves : Jean d'Aspet (*ADHP*, 1 E 37, preuves faites au cabinet des ordres du roi en mars 1779), Louis-Gaston de Castelbajac (*ADHP*, 42 J 17, preuves faites en mai 1768), Bertrand d'Antin (*ADHP*, 1 E 1, preuves de noblesse faites en mai 1787). Une liste établie par un neveu de Chérin sur ceux qui ne montèrent pas dans les carrosses à cause de la Révolution, mais ayant pourtant fait leur preuve comprend ces noms gascons : d'Antin, de Barbotan, Du Bouzet, de La Tour Landorthe (citée par Bluche, François, Les honneurs de la cour, *op. cit.*, p. 91).

[3682] *ADLG*, 25 J A5-23, lettre de l'abbé Vergès à monsieur de Luppé, à Versailles, le 25 octobre 1778.

siècle, mais établit que sa maison était connue en 1048[3683]. Les Luppé remontaient leur filiation en 1380, mais établissaient que leur maison était connue au XIe siècle[3684]. Le baron d'Antin établit sa filiation jusqu'au début du XIIIe siècle, mais les premiers sujets de la famille seraient connus au XIe siècle[3685]. On pourrait multiplier les exemples.

Le prestige des preuves établies en bonne et due forme devant Chérin était tel que certains tentèrent *in extremis* de les faire en 1790, et même après la suppression de la noblesse[3686]. Mais un décret pouvait-il changer les mentalités alors que, écrivait avec verve Chamfort, « y a-t-il un travers contre lequel les philosophes, les orateurs, les poètes aient lancé plus de traits satyriques, qui ait plus exercé les esprits de toute espèce, qui ait fait naître plus de sarcasmes ? Cela a-t-il fait tomber les présentations, la fantaisie de monter dans les carosses ? Cela a-t-il fait supprimer la place de Chérin ? »[3687]. Non, serait-on tenté de répondre, mais une Révolution dans le droit et dans les mœurs allait grandement les ébranler.

Section 2) Le droit d'entrée dans les assemblées politiques

Les nobles purent avoir des entrées réservées dans des assemblées politiques, à divers échelons de l'Etat royal. Cependant elles ne furent pas toujours garanties par des preuves de noblesse. Là encore la preuve de noblesse a permis d'établir un contrôle de l'accession à ces entrées. Nous allons d'abord étudier le rôle de la preuve dans l'accession des nobles aux Etats provinciaux et aux assemblées électorales pour les Etats généraux, puis nous verrons que cette

[3683] *ADHP*, 1 E 37, preuves faites au cabinet des ordres du roi en mars 1779 par Jean d'Aspet.
[3684] *ADLG*, 25 J A 6. 1., preuves de noblesse produites au « cabinet des ordres du Roy » au mois d'avril 1768.
[3685] *ADHP*, 1 E 1, preuves de noblesse de Pierre-Jean de Dieu d'Antin faites au mois de mai 1787.
[3686] Tel ce monsieur de Castillon, qui écrivit à l'abbé Vergès le 3 octobre 1790 qu'il voudrait faire ses preuves malgré les risques : « Je voudrois bien que mes titres fussent entre vos mains, et si je sçavois quelque voye sûre pour vous les fere parvenir, je vous les enverrois, pourvu qu'on fit le travail sans qu'ils entrassent au cabinet des ordres, parce que si l'assamblée s'en enpare, et qu'on y mette le sellé, voillà une production perdue, ce qui fairoit le malheur de mes jours, et une perte irréparable pour toute ma maison. Si donc […] vous connoissés quelque voye sûre, si vous prévoyés que Chérin puisse en faire usage avant d'avoir perdu les claifs du cabinet des ordres, je vous les enverrai, et je payerai pour ma preuve ce que vous me dittes qu'il en coûte. J'immagine qu'on n'y regardera pas de si près qu'auparavant mais vous scavés que la production est belle » (*ADG*, I 782).
[3687] Chamfort, Nicolas, Maximes, pensées, caractères et anecdotes, *op. cit.*, p. 10.

preuve fut également utilisée pour les entrées dans de nouvelles assemblées créées dans les dernières décennies de l'Ancien Régime.

I) L'entrée aux Etats provinciaux et aux assemblées électorales pour les Etats généraux

Nous analyserons dans un premier temps les entrées de la noblesse aux Etats généraux, puis dans un second temps aux Etats provinciaux en Gascogne orientale.

A) Les assemblées pour l'élection des députés aux Etats généraux

On sait que les Etats généraux étaient une assemblée théoriquement convoquée par le roi pour lui apporter conseil, en réalité pour légitimer sa politique par un soutien de la partie socialement supérieure de la population, et lui accorder de nouveaux subsides. Depuis la fin du Moyen Âge, ces Etats avaient un caractère représentatif : un représentant pour chaque ordre de la sénéchaussée devait être désigné et délégué au Etats généraux. La conception trifonctionnelle de la société d'ordres était donc réaffirmée à chaque convocation de ces Etats. D'autant que chaque ordre était également représenté, sans considération pour leur poids démographique respectif : la noblesse pesait donc autant que le tiers-état, sauf en 1789.

La tenue d'assemblées de la noblesse afin d'élire les députés et de préparer les cahiers de doléances ne saurait être éludée. Malheureusement, nous avons constaté la quasi-totale disparition des archives sur ces assemblées jusqu'au XVIIe siècle compris. La conservation partielle de celles touchant la convocation de 1789, la règlementation stricte qui l'encadra, contrairement aux précédentes qui furent plus irrégulières dans leur organisation, et

l'importance à l'aune de ce qui va suivre de ces ultimes assemblées, nous obligent à nous arrêter plus longuement sur ces dernières.

1) Les assemblées pour les Etats généraux jusqu'au XVIIe siècle

Les Etats généraux furent convoqués irrégulièrement dans la seconde moitié du XVIe siècle, et exceptionnellement durant la première moitié du XVIIe siècle. Quoiqu'il y ait eu une longue interruption entre 1484 et les Etats d'Orléans en 1560, ils furent ensuite réunis à Pontoise en 1561, Blois en 1576 et 1588, à Paris en 1593, puis en 1614. Les assemblées locales qui se tenaient alors peuvent être rattachées aux Etats de bailliage et de sénéchaussée qui étaient réunis au Moyen Âge dans des circonstances exceptionnelles, et où les trois états étaient largement représentés[3688]. Dans le cadre de l'assemblée, les nobles devaient rédiger leurs remontrances et surtout élire un représentant de leur ordre pour rendre le service de conseil au roi lors des Etats généraux. L'assemblée était d'abord générale, regroupant les trois ordres en commun, sous la présidence du sénéchal, mais ordinairement, lorsqu'il s'agissait de désigner son député, de fixer son pouvoir et de rédiger et voter son cahier de doléances, les députés des différents ordres se séparaient pour délibérer.

Ces assemblées étaient ordinairement réunies dans le cadre de la sénéchaussée, par le sénéchal ou le juge-mage. Dans les faits ce n'était pas toujours le cas. Certaines députations pouvaient se faire dans le cadre d'un pays qui ne correspondrait pas à une sénéchaussée. En 1614, pour le Comminges et la Bigorre, comme pour le comté voisin de Foix, les assemblées se firent dans le cadre du comté et non des sénéchaussées. Le pays et jugerie de Rivière-Verdun obtint aussi d'avoir une représentation cette année-là, quoique n'étant pas une sénéchaussée, mais apparemment que pour le tiers-état[3689]. Certains pays ayant la prétention d'avoir une députation propre en revanche ne l'obtinrent pas lors de certaines réunions[3690]. Egalement

[3688] Bordes, Maurice, *L'administration provinciale et municipale en France au XVIIIe siècle*, Société d'édition d'enseignement supérieur, Paris, 1972, p. 70-71.
[3689] Puisqu'il n'avait pas de représentant pour la noblesse, et l'évêque était partagé avec le Comminges (Mousnier, Roland, Les institutions de la France sous la monarchie absolue. 1598-1789, *op. cit.*, p. 789).
[3690] Tel fut le cas du comté d'Astarac ou du pays de Rivière-Verdun au XVIe siècle, qui furent convoqués dans le cadre de la sénéchaussée de Toulouse, mais purent obtenir d'avoir un des leurs comme représentant de la noblesse de cette sénéchaussée, ainsi Carbon de Lassegan en 1576 (Orlea, Manfred, La noblesse aux Etats généraux de 1576 et de 1588. Etude politique et sociale, *op. cit.*, p. 125).

convoqué par le sénéchal de Toulouse, le Comminges, fort de ses Etats, refusa de se soumettre, et députa en 1576 et 1588[3691]. Enfin il faut relever que certaines sénéchaussées ne députèrent pas aux Etats généraux, quoique toutes fussent convoquées, peut-être pour des raisons pratiques, comme les troubles qui empêcheraient une réunion ou le souhait d'éviter des frais pour le pays. Ainsi la Bigorre ne députa pas aux Etats généraux de 1576 ou 1588.

Tous les nobles auraient dû *a priori* siéger dans les assemblées de la noblesse devant élire leur représentant aux Etats généraux. Ce n'était pourtant pas toujours le cas. Ainsi dans le cas du Comminges au XVIe siècle, la délégation fut faite par les Etats provinciaux : seuls les nobles faisant partie de ces Etats comme possesseurs d'une terre y donnant séance purent donc participer à cette nomination. Par ailleurs, selon Arlette Jouanna, tous les nobles n'étaient pas convoqués, seulement « les nobles possédant des fiefs, à l'exclusion cependant des officiers royaux anoblis par leur charge, qui votent avec les non-nobles »[3692]. Il est vrai que certains anoblis se retrouvèrent à siéger avec le tiers-état en 1614, et furent même élus comme représentants de cet ordre. Car au sein de chaque ordre, c'étaient les plus notables, la « *sanior-pars* », qui étaient désignés comme délégués aux Etats généraux[3693].

L'exclusion des nobles non fieffés, en dehors des pays d'Etats, nous paraît beaucoup moins assurée. En 1576, la possession d'un fief dans la sénéchaussée aurait été généralement exigée pour siéger dans l'assemblée des nobles[3694]. Mais en l'absence de règlementation jusque dans la première moitié du XVIIe siècle, comment savoir si cet usage fut suivi partout[3695] ?

Il ne semble pas qu'il y eut un contrôle de la preuve de noblesse dans ces assemblées. Non seulement les roturiers en étaient exclus, mais même, semble-t-il, les anoblis et les nobles ne possédant pas de fief. Cependant un non noble qui s'était agrégé à la noblesse, qui possédait

---

[3691] Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France, *op. cit.*, tome I, p. 370-372.
[3692] Bély, Lucien (dir. par), Dictionnaire de l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 513.
[3693] Pour le tiers-état, c'était particulièrement net : en 1614, malgré le système électif, ses représentants furent notoirement des membres de l'oligarchie et non du peuple. C'est que l'assemblée de la sénéchaussée pour le tiers-état regroupait tant les représentants des communautés que les bourgeois de la ville du chef-lieu. Sur 187 représentants du tiers-état, 121 étaient officier royaux, et 31 d'entre eux étaient même juridiquement nobles (Mousnier, Roland, Les institutions de la France sous la monarchie absolue. 1598-1789, *op. cit.*, p. 789). Parmi ceux qui n'étaient pas nobles de droit, certains n'étaient pas dénués de prétention, se faisant qualifier de « noble homme » ou de « sieur ». Bref, la noblesse empiétait sur le tiers-état, alors que l'inverse était impossible.
[3694] Charleville, Edmond, *Les Etats généraux de 1576. Le fonctionnement d'une tenue d'Etats*, thèse pour le doctorat, Faculté de droit de Paris, Paris, 1901, p. 55.
[3695] On relève qu'en Guyenne dans la sénéchaussée de Condom, le sieur de Poudenas avait obtenu des lettres royales en 1616 permettant de faire une taxe pour payer les deux cent quarante-quatre journées qu'il avait passé aux Etats généraux de 1614, mais que ces patentes n'ayant ordonné qu'une cotisation sur les nobles possesseurs de fiefs, cette taxe fut jugée injuste, la charge étant lourde eu égard à leur petit nombre, alors même que les nobles qui ne possédaient pas de fiefs avaient aussi participé activement à l'assemblée (I 2837 *ADG*, certificat du lieutenant général du sénéchal, Condom, 14 août 1621). Il est par voie de conséquence difficilement envisageable que les nobles d'Armagnac ne possédant pas de fiefs se fussent laissés exclure de l'assemblée des nobles sans fondement légal, alors que leurs voisins y furent acceptés.

un fief et avait des alliances dans la noblesse, ne devait pas avoir de mal à s'y introduire. Néanmoins s'il était accepté, c'était qu'il était tenu pour noble. La reconnaissance sociale était probablement déterminante, non une preuve qui n'avait pas encore été bien règlementée. Quant à la députation, elle était toujours accordée à un noble d'une des principales maisons du pays[3696]. Comme pour le tiers-état, en matière de représentation, le qualitatif l'emportait sur le quantitatif. Aussi modestes fussent-ils à l'échelle du royaume, les députés de la noblesse gasconne devaient effectivement avoir un rang suffisant pour ne pas se laisser entrainer par un parti qui pourrait être contraire à l'intérêt du pays[3697].

Les Etats généraux furent convoqués en 1649, en pleine Fronde. Plusieurs fois reportée, leur réunion n'eut finalement pas lieu[3698]. Il importe de remarquer que cela n'empêcha pas des assemblées de se tenir en vue de cette réunion. Des assemblées de la noblesse en Gascogne orientale eurent peut-être lieu dès 1649-1650, puis durant l'été 1651, pour rédiger les doléances et nommer les députés[3699]. Malheureusement nous n'avons quasiment pas trouvé de traces de ces assemblées dans les archives, et l'absolutisme de Louis XIV ne permit pas de voir de nouveau s'assembler ces Etats généraux, jusqu'à la crise finale de l'Ancien Régime.

2) Les assemblées pour les Etats généraux de 1789

[3696] Aux Etats de Blois de 1588 par exemple, sur quatre-vingt-quinze députés nobles sur lesquels il a pu rassembler des renseignements (pour un total de cent-sept), Manfred Orlea a établi que soixante-dix-neuf, soit 73%, étaient de la haute noblesse ; 83% d'entre eux occupaient des charges à l'armée ou à la cour, alors que moins du quart des nobles français en détiendraient selon son estimation (Orlea, Manfred, La noblesse aux Etats généraux de 1576 et de 1588. Etude politique et sociale, *op. cit.*, p. 113). Tel fut par exemple le cas de François de Polastron, seigneur de La Hillère, qui fut député aux Etats de Blois en 1576 pour le Comminges.

[3697] Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France, *op cit.*, p. 357.

[3698] Mousnier, Roland, Les institutions de la France sous la monarchie absolue. 1598-1789, *op. cit.*, p. 798.

[3699] Lors d'une réunion de l'assemblée de la collecte d'Auch en 1649, les nobles protestèrent contre la convocation d'un député de leur ordre à Lectoure, rappelèrent que la sénéchaussée d'Auch était indépendante, et décidèrent d'envoyer un député de leur ordre, le baron de Saint-Lary, à Lectoure, pour y « incyster et requérir que les dépputés de la séneschaussée d'Aux, de toutz les trois ordres, doivent nommer et eslire un personnage de chascun ordre pour porter leurs plaintes et doléances » (cité par Pagel, R., « Assemblées de la collecte d'Armagnac, en 1652-1654 », dans *Bulletin de la société archéologique du Gers*, 4e trimestre 1900, p. 191, note 4). La date indiquée par l'archiviste est 1647, mais la convocation des Etats généraux d'Orléans n'eut lieu qu'en 1649, d'où notre correction. Le sieur de Lamothe fut convoqué le 18 juin 1651 au soir à Masseube par le gouverneur d'Astarac, afin qu'il fût disponible dès le lundi matin 8 heures à l'assemblée, car le roi « a mandé dans les provinces pour y deputer, sur quoy j'ay eu advis de assambler la noublesse d'Astarac par monsieur le juge-mage de Auch qui a l'ordre exprès de Sa Magesté » (Fonds Lamothe, lettre du sieur de Lartigue, gouverneur d'Astarac, au sieur de Lamothe-Colomès, Castelnau, 12 juin 1651). En Armagnac, les Etats, qui étaient en train de disparaitre, réapparurent en juin 1651 afin de faire des doléances et de désigner des députés : des Etats regroupant les « trois estatz » furent tenus à Jegun le 11 juin 1651, puis le 20 juin à Auch (Sentetz, Balthasar, *Journal*, publié par Tierny et Couaix dans la *Revue de Gascogne*, tome III, 1903, p. 276).

Il nous faut d'abord examiner l'organisation de ces assemblées et les rapports de la noblesse avec le tiers-état, avant d'étudier le droit d'entrée et la preuve de noblesse.

a) Les assemblées de la noblesse en 1789

Avant même l'assemblée électorale des Etats généraux, des nobles avaient éprouvé spontanément le besoin de se regrouper pour préparer les assemblées électorales. Dans la sénéchaussée voisine de Condom, la noblesse de Bordeaux demanda aux gentilshommes de s'assembler afin de connaître ses membres et de distinguer ceux qui pourraient être délégués aux Etats généraux[3700]. De même à Auch au printemps 1789, des nobles de la sénéchaussée s'assemblèrent pour discuter des projets de la noblesse de Guyenne, et publièrent à cette occasion un imprimé constituant un canevas qui sera largement repris dans leur cahier des doléances[3701]. Mais ces regroupements restèrent informels.

Le règlement du 24 janvier 1789 accordait une représentation aux Etats généraux à toutes les sénéchaussées qui avaient député directement en 1614, ainsi qu'à celles qui auraient obtenu des « titres pareils », tout en assurant que la députation serait proportionnée à la population[3702]. Il était aussi distingué dans le règlement royal entre deux classes de sénéchaussées : celles qui avaient député en 1614, et celles qui ne pourraient le faire que « secondairement et conjointement » avec celles de la première classe[3703]. Seules les premières devraient députer aux Etats. Or les choses ne purent se passer simplement en Gascogne orientale à cause de la grande complexité administrative qui y régnait. Les assemblées électorales furent bien plus nombreuses que celles prévues par le règlement royal. Si la sénéchaussée d'Armagnac eut une députation, ce ne fut pas le cas de celle de L'Isle-Jourdain qui n'obtint de députer qu'indirectement en étant comprise dans celle d'Armagnac[3704]. La sénéchaussée d'Auch obtint

[3700] Et ils se réunirent en décembre 1788 (Fonds Bazignan, lettre du sieur de St-Germé à Fris de Bazignan, Estrepouy, 15 décembre 1788).
[3701] Service du livre ancien de Toulouse, « Plusieurs des membres de la noblesse de la sénéchaussée d'Auch, […] ayant eu connoissance du canevas proposé par la noblesse de Guyenne, assemblée à Bordeaux le 10 février 1789, en ont adopté les articles et en ont, seulement, ajouté quelques-uns, et donné quelque extension à d'autres, qui ont paru mériter une attention particulière ».
[3702] *ADHP*, 1 C 264-4, « Lettre du roi pour la convocation des Etats généraux à Versailles le 27 avril 1789, et règlement y annexé », Paris, Imprimerie royale, 1789, p. 6.
[3703] *Ibidem*, p. 10.
[3704] *ADHP*, 1 C 264-4, état des bailliages, sénéchaussées et pays d'élection qui députeront, 1789.

aussi une délégation, de même que celle de Tarbes, et que la jugerie de Rivière-Verdun, qui avait député en 1614. Le comté de Comminges obtint quant à lui deux députations.

Avant même que le roi n'eut transmis son règlement pour la convocation des Etats généraux, les Etats de Nébouzan décidèrent de choisir leurs députés en janvier 1789[3705]. Ces Etats n'ayant pas député en 1614, le pouvoir royal ne fit aucun cas de cette délibération, et réunit le Nébouzan à l'assemblée électorale du Comminges et du Couserans pour l'élection des députés aux Etats généraux. Le Nébouzan ne fut pas cependant compté pour rien, car si cet ensemble devait bénéficier de deux députations, c'était « par la considération que le Couserans et le Nébouzan doivent rentrer dans l'arrondissement du pays de Comminges dont ils faisaient autrefois partie »[3706]. Cette circonscription bénéficia en effet de huit députés, dont deux nobles. Près de la moitié de la noblesse nébouzanaise, et la quasi-totalité de la noblesse couseranaise y firent défaut[3707]. Curieusement, le règlement royal y fut envoyé « à Comminges », au « lieutenant-général du bailliage de Comminges »[3708]. Il n'existait pas de ville de Comminges, ni de bailliage de ce nom d'ailleurs, et cette erreur allait encore compliquer les choses. Le marquis d'Espagne fut chargé de convoquer les trois états du Comminges, du Nébouzan et du Couserans[3709]. La réunion fut fixée le 16 avril à Muret, capitale du comté de Comminges, mais l'imbroglio continua. D'après un chanoine de Saint-Lizier qui se présenta à cette assemblée avec un petit groupe de clercs de son diocèse, l'absence des habitants du Couserans, et en particulier de la noblesse, serait due à des lettres ministérielles qui auraient annoncé que la

[3705] Le 27 janvier 1789, ils délibérèrent à l'unanimité que pour éviter les frais qu'occasionneraient une nouvelle assemblée, ils procèderaient provisoirement, sous le bon plaisir du roi, à l'élection des représentants des trois ordres, dont deux pour le tiers-état, un pour le clergé, et un pour la noblesse (Couget, A., « Délibérations des états du pays et vicomté du Nébouzan », dans *Revue de Comminges*, tome VIII, 1893, p. 186). Le sieur de Dispan fut choisi pour la noblesse. On pourrait s'étonner que les Etats aient pris une telle délibération en toute indépendance. Le commissaire du roi, c'est-à-dire le sénéchal de Nébouzan, le comte d'Ercé, subira une disgrâce pour n'avoir pas su suffisamment les encadrer (Souriac, René, Comminges et Nébouzan, Tome I, *op. cit.*, p. 432). Cette décision s'explique par le fait que ces Etats, alors menacés de réunion à la Bigorre, décidèrent de prendre les devants et cherchèrent à affirmer leur droit tant à continuer à exister qu'à pouvoir députer (*ibidem*, p. 430).

[3706] Lettre royale de convocation du 19 février 1789, dans Couget, Alphonse, Les états du Nébouzan, *op. cit.*, p. 54.

[3707] *Ibidem*, p. 71. Le Nébouzan protesta encore à l'assemblée de Muret par la voix de son syndic, de son union au Comminges pour la députation (*ibidem*, p. 72). Le sieur Dispan de Floran protesta quant à lui durant l'assemblée de la noblesse, réclamant une députation particulière pour le Nébouzan, afin de pouvoir défendre les privilèges du pays, mais sa prétention fut écartée, et les deux représentants de la noblesse furent commingeois (*ibidem*, p. 82). On voit l'attachement des populations gasconnes, et particulièrement des nobles, aux anciens pays auxquels ils s'identifiaient. De telles protestations furent faites successivement à l'assemblée d'Armagnac par les nobles du Bruilhois, de Rivière-Basse et de L'Isle-Jourdain (*ADG*, B 498, requête de la noblesse de la vicomté de Bruilhois, 18 mars 1789 ; *ADG*, B 498, requête de la noblesse du pays de Rivière-Basse, Lectoure, 22 mars 1789 ; Protestation de la noblesse de la sénéchaussée de L'Isle-Jourdain du 18 mars 1789, mentionnée dans le « procès-verbal de l'assemblée de la noblesse des sénéchaussées réunies d'Armagnac et de L'Isle-Jourdain » (*ADG*, B 497).

[3708] Souriac, René, (dir. par), Comminges et Nébouzan, *op. cit.*, Tome I, p. 433.

[3709] Le juge royal de Muret devait lui servir de lieutenant, et l'assister avec son procureur comme greffier (Lettre royale de convocation du 19 février 1789, art. 3, dans Couget, Alphonse, Les états du Nébouzan, *op. cit.*, p. 55).

réunion des trois ordres aurait lieu à Saint-Girons, ce qui les aurait engagés à ne pas se rendre à Muret[3710]. Le reste de la population couseranaise, loin de renoncer à sa députation, organisa et tint une assemblée électorale à Saint-Girons, dans laquelle ils poussèrent la prétention jusqu'à nommer huit députés, pour l'ensemble de la circonscription, Comminges compris[3711]. Dix-huit nobles y composèrent l'assemblée de la noblesse qui se réunit le 24 avril 1789, auxquels il faudrait ajouter six représentés par procureurs[3712]. Une telle assemblée confinait à la rébellion, et témoignait du délitement de l'autorité royale dans cette période prérévolutionnaire. C'est au crédit dont bénéficiait à Versailles le comte de Chambors, époux de madame de Polignac, vicomtesse de Couserans, en particulier auprès de son ami le secrétaire d'Etat Villedeuil, que le Couserans dut d'avoir légalement une représentation particulière[3713]. Le roi n'eut pas même le temps d'être informé de la première assemblée qu'il convoqua une réunion des trois états au motif que l'absence des couseranais à Muret serait due à de mauvaises informations qui ne pourraient être imputées à ce pays, alors qu'il serait intéressant par « sa population, son étendue et son commerce » qu'il fût représenté[3714]. Trois députés lui furent alors accordés par un arrêt du conseil[3715]. Ainsi s'explique la succession de deux assemblées électorales en Couserans. La seconde assemblée ne s'y tint qu'à partir du 25 mai 1789, alors que les Etats généraux avaient déjà été réunis à Versailles au début du mois.

Lors des États-généraux de 1789, il n'y eut pas de changements notables dans le mode d'élection dans l'ordre de la noblesse. Mais la règlementation royale, beaucoup plus précise que pour les précédentes, rendit le cours de ces assemblées bien plus formalisé. Les nobles s'y rendirent en masse, l'évènement ayant bien sûr une portée considérable. Concernant son déroulement, on peut renvoyer au règlement du 24 janvier 1789 qui l'organisait et fut respecté. En ce qui concerne la noblesse, on peut relever quelques points intéressants concernant ses rapports avec le tiers-état.

L'assemblée commençait par une assemblée générale des trois ordres présidée par le sénéchal. Le clergé avait alors la prééminence, puisqu'il était placé à droite, la noblesse étant placée à gauche, et le tiers-état en face : il était donc bien prévu que les ordres fussent

[3710] Protestation de maître Bisson, chanoine du chapitre cathédral de Couserans (*ibidem*, p. 73).
[3711] Le juge châtelain de Castillon, Jean Arexy, aurait reçu des instructions et prit la qualité de « commissaire nommé par le roi afin d'assembler les trois ordres du pays de Comminges en Couserans » (*ADA*, 77 F 163, procès-verbal de la première assemblée du Couserans, 22 avril 1789).
[3712] Il y eut en effet vingt-quatre votes. Le comte de Chambors et le baron de Lingua de Saint-Blanquat y furent élus députés de la noblesse à l'unanimité.
[3713] C'est ce qu'explique le comte de Chambors dans un « Avertissement » à son manuscrit « Recueil de pièces concernant le pays et vicomté de Couserans par rapport à la convocation des Etats généraux » (*ADA*, 77 F 169).
[3714] *ADA*, 77 F 164, arrêt du conseil donné à Versailles le 26 avril 1789.
[3715] Mais et le doublement du tiers-état ? C'est que le deuxième député du tiers-état fut dévolu par la même occasion au pays des Quatre-Vallées qui obtint aussi une députation particulière comme nous le verrons.

strictement distingués[3716]. Après avoir donné acte de leur comparution, et reçu le serment des représentants des trois ordres, les nobles et les clercs devaient se retirer dans le lieu qui avait été prévu pour la tenue de leur assemblée particulière[3717]. L'assemblée des nobles était présidée par le sénéchal, ou en son absence par le noble le plus âgé, jusqu'à ce qu'ils aient élu un président[3718]. Ils devaient procéder à la nomination d'un secrétaire pour leur ordre[3719].

Malgré la règle qui était la délibération séparée des ordres, l'article 43 permettait d'envisager une réunion des trois ordres, qui rédigeraient donc un cahier commun, et nommeraient en commun les députés. Mais cette réunion nécessitait un vote unanime des trois ordres « pris séparément », ce qui la rendait difficile[3720]. Lors de la première assemblée de la noblesse couseranaise, ils délibérèrent unanimement que le cahier des doléances serait délibéré avec les deux autres ordres, ce dont elle les informa par députation, et fut accepté par le tiers-état avec empressement comme une « preuve du désir d'établir l'union la plus parfaite dans l'assemblée », mais le clergé refusa d'y adhérer[3721]. Durant la deuxième assemblée électorale tenue en Couserans, ce fut le tiers-état qui sollicita la réunion des trois ordres. Le sénéchal répondit avec emphase au nom de la noblesse que « son ordre mettroit toujours en considération tout ce qui pourroit tendre à l'avantage et l'union des trois ordres ». La majorité des nobles opina pour l'union, et par la même occasion ils renoncèrent au privilège des fonds nobles[3722]. Mais encore une fois, le clergé qui, par ailleurs, acceptait de prendre sur lui une partie des impositions du tiers-état, voulut délibérer séparément. Dans les autres circonscriptions électorales, il ne fut pas question de réunion des trois ordres.

Les députés du tiers-état en Gascogne orientale comme dans le reste de la Guyenne furent presque tous des hommes de loi, juges avocats et procureurs, voire même le juge-mage

---

[3716] *ADHP*, 1 C 264-4, « Lettre du roi pour la convocation des Etats généraux », *op. cit.*, p. 26, art. 39. En revanche au sein de chaque ordre nul ordre n'était prescrit, afin d'éviter d'innombrables conflits de préséance. Le roi invitait cependant à ce que « ceux qui composeront ces assemblées, n'aient les égards et les déférences que l'usage a consacrés pour les rangs, les dignités et l'âge » (*ibidem*, p. 26, art. 39).

[3717] *Ibidem*, p. 26, art. 40.

[3718] Ainsi lors de la première assemblée des nobles du Couserans, monsieur de Saint-Martin fut provisoirement président, « comme le plus âgé de ladite assemblée », jusqu'à l'élection par acclamation unanime du comte de Chambors (*ADA*, 77 F 163, procès-verbal de la première assemblée du Couserans, 22 avril 1789). A Lectoure, ce fut le sieur de Saint-Gery, comme doyen de la noblesse, qui remplaça le marquis d'Angosse, qui dut s'absenter pour aller faire l'ouverture de l'assemblée des trois ordres à Auch, puis le même fut élu président de l'assemblée (*ADG*, B 497, procès-verbal de l'assemblée de la noblesse d'Armagnac et de L'Isle-Jourdain, 18 mars 1789).

[3719] *ADHP*, 1 C 264-4, « Lettre du roi pour la convocation des Etats généraux », *op. cit.*, p. 27, art 41.

[3720] *Ibidem*, p. 28, art. 43. Les trois ordres devaient donc dans un premier temps former des assemblées particulières, et ce n'est qu'une fois séparés qu'ils pouvaient envisager de se regrouper (*ADHP*, 1 C 264-6, ordonnance du sénéchal de Bigorre, Tarbes, 18 mars 1789, art. 11).

[3721] Le tiers-état envoya une députation pour témoigner à la noblesse « sa reconnaissance et ses regrets » (*ADA*, 77 F 163, procès-verbal de la première assemblée du Couserans, 22 avril 1789).

[3722] *ADA*, 77 F 165, procès-verbal de la seconde assemblée de la noblesse du Couserans, 25 mai 1789.

à Lectoure[3723]. Une partie du tiers-état avait conscience que de députer un noble pour son ordre pouvait s'avérer contradictoire avec la défense de ses intérêts. Dans l'article 2 de son cahier de doléances, le tiers-état d'Armagnac avait expressément demandé que les députés du troisième ordre ne puissent être pris que dans leur ordre[3724]. La même revendication se retrouvait dans d'autres cahiers, comme celui de la sénéchaussée d'Auch[3725]. Cette défiance n'a pas empêché l'élection de deux nobles dans ses rangs. Le tiers-état du Couserans élut le comte de Chambors. Cette élection tint sans doute à son aura dans le pays[3726]. Son choix de privilégier le tiers-état contre la noblesse fut un gage de plus, et sa nomination a été paradoxalement ressentie comme une victoire sur le second ordre[3727].

Fidèles à leur goût du particularisme, les habitants du petit pays des Quatre-Vallées ne purent se satisfaire d'une convocation commune et se fondre dans une assemblée les agrégeant à un autre territoire[3728]. Ils devaient être réunis avec le Couserans et le Nébouzan au Comminges, et disposer avec ces autres pays de deux députations pour chacun des trois ordres. Pourtant, c'est le sénéchal d'Auch qui convoqua les habitants du pays le 26 février 1789. Les communautés s'y montrèrent hostiles et manifestèrent leur mécontentement, se fondant notamment sur leur ancienne prétention à constituer une sénéchaussée, et le fait qu'ils faisaient partie d'un pays d'Etats ; beaucoup n'envoyèrent pas de délégués à Auch[3729]. Des nobles

[3723] *ADHP*, 65 J 157, « Liste par ordre alphabétique de bailliages et sénéchaussées de messieurs les députés à l'Assemblée nationale », 1789. On ne remarque qu'un médecin et un négociant en Comminges.
[3724] *ADG*, B 497-49, cahier de doléances du tiers-état de la sénéchaussée d'Armagnac, 17 mars 1789.
[3725] Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, 1ère série, tome II, p. 96, cahier des doléances du tiers-état de la sénéchaussée d'Auch, 29 mars 1789, Section I, art. 35 : « Les députés du tiers-état ne pourront être ni nobles ni ecclésiastiques ».
[3726] Louis-Joseph-Jean-Baptiste de La Boassière, comte de Chambors, était colonel du régiment d'infanterie d'Austrasie, et gentilhomme d'honneur de monsieur le comte d'Artois. Par sa femme, il prétendait au titre de « vicomte de Couserans ». Son prestige au sein de la noblesse était tel qu'il fut élu président de sa chambre lors de la première réunion de l'assemblée de la noblesse en avril 1789 et député aux Etats généraux du second ordre. Lors de la seconde assemblée de mai, il fut de nouveau élu député de la noblesse, mais cette fois-ci il déclina au profit du tiers-état qui l'avait déjà choisi deux jours auparavant. Il est possible que le rôle que joua le comte de Chambors pour l'obtention d'une députation légale au Couserans lui avait assuré la gratitude de la population, mais cette considération ne fut pas la seule. Dans son discours de remerciement pour avoir accepté la députation, le maire de Saint-Girons, Dauby, fit état de la gloire pour le pays d'avoir élu « l'héritier de haut et puissant seigneur Raymond-Roger de Comminges, comte de Couserans, qui dans le quinzième siècle fit les délices de la société, et l'ornement de la haute noblesse, dans le Couserans » (*ADA*, 77 F 167). A cette origine localement illustre, s'ajouterait les talents du comte, qu'il aurait prouvé dans les emplois qu'il avait occupé, et en particulier en rétablissant l'ordre à Grenoble où il fut chargé de commander les troupes après les troubles. C'est donc un noble qui fut chargé de rétablir la « splendeur » du tiers-état : « Le troisième ordre de l'Etat sera par vos soins ce qu'il doit être et ce qu'il étoit avant le règne de Philippe le Bel » (*ibidem*).
[3727] On peut lire dans la délibération de la ville de St-Girons du 1er juin 1789 que « l'ordre de la noblesse a vu avec quelque peine que nous l'avions devancé dans cette députation, et qu'il s'est empressé de lui déférer le même honneur, mais que monsieur le comte de Chambors quoique très zélé pour tout ce qui intéresse l'ordre de la noblesse dans lequel il occupe un rang si distingué, n'a point voulu nous abbandonner, en lui accordant la préférence. C'est ici un nouveau sujet de reconnaissance, qui doit être consigné dans nos fastes » (*ADA*, 77 F 167).
[3728] Sarramon, A., Les Quatre-Vallées. Aure -Barousse -Neste -Magnoac, *op. cit.*, p. 591 et suiv.
[3729] A l'assemblée d'Auch tenue le 20 mars, les deux délégués des Quatre-Vallées faisant partie des commissaires devant rédiger le cahier de doléances refusèrent de le signer car ils voulaient conserver leurs privilèges et

s'étaient aussi rendus à l'assemblée d'Auch et ils obtinrent alors que l'article 38 du cahier de doléances de la sénéchaussée portât sur la réformation du règlement de 1744 en vue de leur admission aux Etats des Quatre-Vallées[3730]. *De facto*, le tiers-état des Quatre-Vallées se voyait donc exclu de la participation aux Etats généraux. Ses membres protestèrent auprès du roi qui corrigea cette anomalie en leur accordant de pouvoir élire un député par un règlement du 2 mai 1789[3731]. Seuls des membres du tiers-état prirent part à cette assemblée.

A une assemblée tenue à Labarthe de Neste le 27 mai, une protestation de pas moins de trente gentilshommes des Quatre-Vallées fut lue : l'assemblée était selon eux nulle car les gentilshommes n'y étaient pas compris, ce qui serait contraire à la volonté du roi[3732]. Les nobles envoyèrent aussi, de concert avec le clergé, une requête à leur député pour la sénéchaussée d'Auch, le baron de Luppé, afin qu'elle fût ajoutée aux doléances de la sénéchaussée. Il y était surtout question de leur exclusion des Etats du pays, revenant avec insistance sur leur volonté de les réintégrer. Ils réclamèrent également que le député du tiers-état des Quatre-Vallées ne fût pas reçu dans l'Assemblée nationale, dans la mesure où il n'y en aurait pas aussi un pour la noblesse et le clergé[3733]. Celui de la sénéchaussée d'Auch les représenterait suffisamment.

Dans ce contexte, il est donc relativement surprenant que ce soit un noble qui fut choisi par le tiers-état comme député aux Etats généraux, qui plus est à l'unanimité, le 30 mai : le comte Louis-Hector de Ségure. Le personnage, d'une famille noble d'Arreau, était haut en couleur : tour à tour militaire, diplomate et agent secret, il avait parcouru l'Europe en quête d'aventure, toute ces entreprises finissant par échouer[3734]. Il n'en reste pas moins qu'il avait servi dans différents corps d'armes, et était alors commandant du château de Péronne et chevalier de Saint-Louis. L'écho de sa vie aventureuse lui avait donné de l'envergure dans son pays natal. Le comte étant cependant alors en Espagne, un capitaine, chevalier de Saint-Louis, Melchior d'Abbadie, seigneur de Cizos, fut choisi comme suppléant avec une majorité des suffrages. Toujours est-il que le choix comme représentant du pays d'un noble et d'une personne vivant noblement (qui fut faite baron sous l'Empire) contraste avec la traditionnelle

---

s'opposaient donc à l'égalité devant l'impôt ! L'assemblée ayant refusé d'ajouter leur protestation, ils quittèrent la salle, et ne revinrent que pour l'élection des députés mais leur participation au suffrage fut rejetée.

[3730] Dans une requête, les nobles écrivirent qu'ils avaient « concourru à l'élection du député aux Etats généraux pour la sénéchaussée » (*ADHG*, 198 J 3, requête envoyée au député de la sénéchaussée d'Auch le 12 juin 1789).

[3731] *ADHG*, 198 J 3, règlement fait par le roi pour accorder un député aux Etats généraux au pays des Quatre-Vallées, Versailles, 2 mai 1789. Cette assemblée se tint à Labarthe-de-Neste à partir du 26 mai 1789.

[3732] Sarramon, A., Les Quatre-Vallées, *op. cit.*, p. 593 ; La Roque, Louis de, Barthélémy, Edouard de, *Catalogue des gentilshommes de Béarn, Navarre, Gascogne*, Dentu libraire, Paris, 1865, p. 43.

[3733] « S'il en étoit autrement », arguaient-ils, « il n'y auroit point d'égalité, dans la représentation » (*ADHG*, 198 J 3, requête envoyée au député de la sénéchaussée d'Auch le 12 juin 1789).

[3734] Sarramon, A., Les Quatre-Vallées. Aure -Barousse -Neste -Magnoac, *op. cit.*, p. 594 et suiv. Il mourut d'ailleurs en prison en Espagne en décembre 1790.

faiblesse, pour ne pas dire la marginalisation de la noblesse, dans les Quatre-Vallées. Elle s'explique surtout par le fait que ce noble était bien intégré parmi les notables locaux, dans une vallée auroise qui ne comptait quasiment pas de nobles. Dans l'ensemble, malgré des motifs de frictions et les tensions parfois vives, la noblesse se retrouvait en phase avec le tiers-état sur bien des sujets, et on remarque des rapprochements qui témoignent que beaucoup cherchaient la conciliation et non une lutte entre deux partis aux intérêts jugés antagonistes, le plus frappant étant la désignation par le tiers-état de députés nobles.

b) Le droit d'entrée à l'assemblée de la noblesse

L'intention du roi était que la participation fût la plus étendue possible[3735]. Ce souhait parait avoir été exaucé. C'était le sénéchal ou son lieutenant principal qui devaient se charger de transmettre la convocation. Les assignations furent portées par des huissiers royaux à la requête du procureur du roi de la sénéchaussée[3736]. L'administration ayant une connaissance imparfaite des nobles de la juridiction, ceux qui n'étaient pas convoqués par une lettre, le plus souvent parce qu'ils ne possédaient pas de fiefs, pouvaient quand même se rendre à l'assemblée. Des lettres de convocation sollicitaient d'ailleurs tous les nobles, en écrivant aux convoqués qu'ils étaient « prié(s) de communiquer cette invitation aux gentilshommes de (leur) connoissance, dont on n'auroit pas trouvé l'adresse », comme on peut le lire sur la convocation du sieur de Barèges à l'assemblée de la noblesse[3737]. Les nobles non assignés pouvaient aussi être informés de la tenue de l'assemblée par la campagne d'affichage qui eut lieu.

L'article 9 du règlement royal ordonnait que fussent assignés tous les nobles possédant des fiefs, et l'article 12 qu'ils pourraient se faire représenter par un procureur à condition qu'il fût pris dans leur ordre[3738]. S'il possédait des fiefs dans plusieurs sénéchaussées, le noble en question pouvait participer à toutes les assemblées si elles n'avaient pas lieu le même jour, ou se faire représenter par un procureur noble dans les assemblées auxquelles il ne souhaiterait pas

[3735] *ADHP*, 1 C 264-4, « Lettre du roi pour la convocation des Etats généraux », *op. cit.*, p. 6.
[3736] On retrouve de ces exploits dans les fonds privés, par exemple l'assignation du sieur de La Salle Harader « *pour sa maison noble et fief à Vic »* à son principal manoir, le 21 mars 1789 (*ADHP*, 76 J 57).
[3737] Fonds Lacoutère, lettre de convocation du sieur de Barèges à l'assemblée du Comminges, 1789.
[3738] En Bigorre, il était précisé que seraient assignés « tous les ducs, pairs, marquis, comtes, barons, châtelains, et généralement tous les nobles possédant fiefs dans l'étendue de cette sénéchaussée » (*ADHP*, 1 C 264-6, ordonnance du sénéchal de Bigorre, Tarbes, 18 mars 1789). Au cas où il y possèderait plusieurs fiefs, le noble n'en garderait pas moins une seule voix dans l'assemblée (*ADHP*, 1 C 264-4, « Lettre du roi pour la convocation des Etats généraux à Versailles le 27 avril 1789, et règlement y annexé », *op. cit.*, p. 16, art. 17).

siéger[3739]. Si un noble fieffé n'était pas assigné ou qu'il n'avait pas reçu l'assignation au « principal manoir » de son fief, il pouvait néanmoins se rendre à l'assemblée en justifiant de ses « titres » selon l'article 12.

L'article 16 prévoyait que tous les nobles « ayant la noblesse acquise et transmissible » non possesseurs de fief, mais ayant leur domicile dans la sénéchaussée et plus de 25 ans, devraient aussi s'y rendre. Ils étaient cependant discriminés dans la mesure où eux ne pourraient se faire représenter par procureur *a contrario* des possesseurs de fiefs[3740].

Si les ecclésiastiques possesseurs de fiefs (non dépendants de bénéfices) devaient siéger avec le clergé, s'ils venaient à se faire représenter par un procureur pour leur fief, ce procureur devrait être noble et siéger avec la noblesse[3741]. Ajoutons que les novices sans bénéfice de l'Ordre de Malte devaient siéger avec la noblesse selon l'article 19 du règlement, mais que l'Ordre décida de ne pas participer aux élections[3742]. Aucune femme ne pouvait siéger en personne. Le règlement autorisait cependant les femmes « possédant divisément », les filles et les veuves, comme les mineurs, possédant des fiefs, à se faire représenter à l'assemblée de la noblesse par un procureur, à condition qu'il fût noble[3743].

Les procureurs devaient se présenter munis de leurs procurations et des éventuelles instructions remises par leur commettant[3744]. Le pouvoir du procureur était strictement limité. Il ne pouvait avoir que sa voix propre dans les délibérations, en particulier lors de la rédaction du cahier de doléances. Pour l'élection du député en revanche, le procureur d'un noble possesseur de fief pouvait avoir jusqu'à trois suffrages, en comptant sa voix personnelle[3745].

Si le procès-verbal de l'assemblée des nobles bigourdans comprenait soixante-dix-huit personnes, vingt-quatre étaient en fait absentes et ne comparurent que par procureurs

---

[3739] *Ibidem*, art. 17.
[3740] *Ibidem*, p. 15.
[3741] *Ibidem*, p. 16, art. 18. Quant aux abbés lais en Bigorre, ce n'étaient pas des ecclésiastiques mais des possesseurs de dîmes inféodées : s'ils étaient nobles ils devaient logiquement entrer avec les nobles, mais non avec le clergé, car ce n'étaient que des possesseurs de fiefs (voir les Etats de Bigorre, p. 882). Le problème se posa cependant d'un prêtre, Charles de Periès, qui prétendit entrer avec la noblesse comme abbé laïc. Appelé dans l'ordre du clergé comme bénéficier, il protesta ne s'être présenté que comme possesseur de fief. Curieusement il lui aurait été accordé par le sénéchal d'être appelé avec les nobles, comme possesseur de fief. N'ayant pourtant été mentionné dans le procès-verbal que comme bénéficier simple, dans l'ordre du clergé, il fit une requête au sénéchal pour protester de cette erreur qui pourrait préjudicier aux droits honorifiques de son « fief » (*ADHP*, 1 C 264-92 requête de Charles de Periès, prêtre, abbé laïc de Sers et Viey, 27 mai 1789).
[3742] Voir le cas des clercs réguliers, p. 457.
[3743] *ADHP*, 1 C 264-4, « Lettre du roi pour la convocation des Etats généraux », *op. cit.*, p. 16, art. 20.
[3744] Pour faciliter ces procurations, des formulaires imprimés furent alors diffusés, afin d'éviter la rédaction des actes, même si la plupart des procurations furent manuscrites (*ADHP*, 1 C 264-83, « Modèle de procuration à donner par les bénéficiers, les nobles possédant fiefs, les veuves, les femmes possédant divisément, les filles majeures nobles, et les mineurs propriétaires de fiefs »).
[3745] *ADHP*, 1 C 264-4, « Lettre du roi pour la convocation des Etats généraux », *op. cit.*, p. 17, art. 21.

(30,7%)[3746]. Sur deux cent quarante-huit nobles participant à l'assemblée électorale d'Auch, cent soixante et un étaient présents, alors que quatre-vingt-sept avaient donné procuration (35,1%)[3747]. En Rivière-Verdun, cent sept nobles furent représentés, dont quarante-deux par procuration (39,2%), soixante-cinq seulement étant présents[3748]. En Comminges, sur deux cent trente-cinq nobles couchés sur le procès-verbal, cent-six furent réellement présents, les cent vingt-neuf autres ayant donné procuration (55%)[3749]. En Armagnac, cent quatre-vingt-trois nobles participèrent à l'assemblée, personnellement ou par procuration. Quant au Couserans, trente et un nobles s'y firent représenter par procureur sur un total de quatre-vingt-deux (38%)[3750].

Les nobles furent beaucoup moins nombreux dans ces assemblées que les représentants du tiers-état. En Bigorre, les clercs furent plus de trois cent trente, et le tiers-état regroupa plus de cinq cent trente personnes. En Comminges, on ne compta que cent six nobles personnellement présents, contre cent vingt clercs, et surtout près de six cent trente délégués du tiers-état[3751]. Cette disproportion n'avait en droit aucune conséquence, les trois ordres bénéficiant des mêmes prérogatives, hormis le doublement de la députation du tiers.

L'article 12 du règlement royal prévoyait qu'un noble se présentant sans avoir été assigné devrait présenter ses titres. Nous sommes portés à croire qu'il s'agissait tout bonnement des preuves de noblesse. Et en effet, comment, sans demander une preuve, s'assurer que la personne présente serait juridiquement bien noble ? Ce contrôle pouvait paraître nécessaire dans la mesure où une partie de l'opinion publique croyait qu'il y avait beaucoup d'usurpateurs de noblesse qui pourraient vouloir se présenter à cette assemblée pour conforter leur soi-disant nobilité. Les nobles ayant comparu purent se faire remettre un acte attestant de leur présence, preuve que cette participation n'était pas indifférente. A Tarbes, le sieur de Lassus de Ladevèze, seigneur de Sanous, devant présider l'assemblée du tiers-état comme lieutenant-général de la sénéchaussée, demanda qu'il lui soit remis un acte attestant de l'empêchement qu'il avait de siéger avec la noblesse, ce qui lui fut accordé[3752].

[3746] *ADHP*, 1 C 268, Procès-verbal de l'assemblée des trois ordres de Bigorre, 1er avril 1789, p. 10-12.
[3747] Catalogue de la noblesse de la sénéchaussée d'Auch en 1789, publié par Dellas, Emile, *La noblesse de la sénéchaussée d'Auch aux assemblées préparatoires de 1789*, Auch, 1894.
[3748] « Procès-verbal de l'assemblée générale des trois ordres des pays et jugerie de Rivière-Verdun, Gaure, baronie de Léonac, et Marestaing », 7 avril 1789 dans La Roque, Louis de, Barthélémy, Edouard de, Catalogue des gentilshommes de Béarn, Navarre, Gascogne, *op. cit.*, p. 37.
[3749] Le catalogue de la noblesse de Comminges présente à l'assemblée électorale est transcrit dans Couget, Alphonse, Les états du Nébouzan, *op. cit.*, p. 98.
[3750] *ADA*, 77 F 165, procès-verbal de la seconde assemblée de la noblesse du Couserans, 25 mai 1789.
[3751] Couget, Alphonse, Les états du Nébouzan, *op. cit.*, p. 71.
[3752] *ADHP*, 1 C 268, Procès-verbal de l'assemblée des trois ordres de Bigorre, 1 avril 1789, p. 10-12.

En Bigorre, il fut demandé même aux nobles possesseurs de fiefs d'apporter leurs preuves littérales. Dans l'assignation du sieur de La Salle Harader, il lui était demandé lorsqu'il se présenterait à l'assemblée d'apporter « ses titres pour justiffier de sa qualité, s'il ne l'a déjà fait »[3753]. Dans la sénéchaussée de Lectoure, au contraire, cette demande ne fut pas exprimée dans les assignations[3754]. Quant aux non-possesseurs de fief, l'article 16 du règlement royal exigeait qu'ils eussent la noblesse « acquise et transmissible », ce qui revenait à exclure les titulaires de charges anoblissantes n'ayant pas encore rempli les conditions requises[3755].

L'article 42 du règlement prévoyait que ce serait le sénéchal ou son lieutenant, assisté de quatre gentilshommes, qui trancheraient les litiges sur les titres et la qualité des personnes. Afin de désamorcer des conflits qui pourraient s'envenimer, il fut décidé que la décision qu'ils rendraient ne serait que provisoire, c'est-à-dire qu'elle ne « puisse servir ou préjudicier dans aucun autre cas »[3756]. De sorte qu'un rejet de l'assemblée de la noblesse ne pourrait être pris comme la reconnaissance d'une usurpation de noblesse, et que le supposé noble rejeté se montrerait moins acharné à défendre ce qu'il croirait être son droit.

Il ne semble pas qu'il y eut beaucoup de contestations de noblesse. En Bigorre, le sénéchal fit nommer des commissaires pour la vérification des titres et qualités des comparants (le marquis de Castelbajac, le comte d'Asson, le chevalier de Grainville et le marquis de Mun). Cependant ces commissaires représentèrent au sénéchal que, vu le peu de temps qu'ils avaient eu pour vérifier la preuve de noblesse, ils n'accepteraient pas que cette preuve pût servir pour entrer dans le corps de la noblesse aux Etats du pays[3757]. L'entrée dans le corps de la noblesse fut donc bien fermée aux roturiers, mais des usurpateurs de noblesse purent peut-être s'y introduire sans trop de difficultés.

Contrairement à la Bigorre, et conformément au règlement royal, ne furent vérifiés en Armagnac que les titres « si le cas y échoit, des membres des deux premiers ordres, qui sont ici

---

[3753] *ADHP*, 76 J 57, assignation du sieur de La Salle Harader Vic, 21 mars 1789. La précision « s'il ne l'a déjà fait » fait référence au fait que nombre de nobles avaient déjà prouvé leur noblesse pour entrer aux Etats du pays. La même demande des titres devait être présente sur toutes les convocations, on la trouve par exemple sur l'assignation de monsieur Clarac de Marsac (Archives de l'évêché d'Auch, carton Bouilh de Clarac, assignation au sieur de Clarac, Marsac, 21 mars 1789).

[3754] Dans l'assignation du sieur Jean-Pierre de Crotte de Perron du 5 mars 1789, à Saint-Lanne, il ne lui était pas précisé qu'il pourrait devoir présenter ses titres (Fonds Juillac).

[3755] C'était déjà une préconisation de l'Assemblée des notables de 1788. En réalité, il semblerait que la non précision dans le règlement de la noblesse acquise et transmissible pour les possesseurs de fief fut un oubli, et que l'intention du gouvernement était qu'ils l'aient, d'après une lettre du garde des Sceaux de février 1789 (Brette, Armand, « La noblesse et ses privilèges pécuniaires en 1789 », *op. cit.*, p. 100).

[3756] *ADHP*, 1 C 264-4, « Lettre du roi pour la convocation des Etats généraux », *op. cit.*, p. 27, art. 42.

[3757] *ADHP*, 1 C 268, procès-verbal de l'assemblée des trois ordres de Bigorre, 1er avril 1789 : « ils n'entendoient pas qu'elles peussent leur servir sans une seconde vérification, si quelqu'un d'entre eux se présentoit pour entrer comme vocable aux états, dans le corps de la noblesse ».

présents, sans avoir été assignés »[3758]. Les possesseurs de fief ayant été assignés ne durent donc pas prouver leur noblesse, et la preuve ne concerna qu'une partie des nobles. Parmi ceux qui devaient prouver, certains ne furent peut-être pas obligés de faire cette preuve, le cas n'y échéant pas. La noblesse de certaines lignées était avouée de tous, connue des autres par la parenté et les alliances. Comme en Comminges, le nombre de participants dut rendre le contrôle des titres très superficiel. Quant au Couserans, si quatre commissaires furent bien nommés, on ne sait pas s'ils furent particulièrement attentifs à cette question de la preuve de noblesse, l'attention s'étant focalisée sur le cas litigieux des gentilshommes verriers[3759].

Reste l'assemblée de la noblesse d'Auch, où il fut délibéré qu'étant donné la brièveté du temps dont elle disposait, la vérification des titres serait renvoyée à la prochaine assemblée qui aurait lieu. Des assemblées devaient, en effet, se tenir pendant la réunion des Etats généraux pour tenir informer les commettants du député, et éventuellement lui adresser de nouvelles instructions[3760]. Les instructions impératives interdisant aux députés de consentir aux réformes fiscales avant que plusieurs réformes précises ne fussent entreprises, dans sa déclaration du 23 juin 1789, le roi cassa comme « anticonstitutionnelles » les restrictions de pouvoirs des députés[3761]. Il permit à ceux-ci de demander de nouveaux pouvoirs aux commettants, tout en les contraignant de rester à Versailles pour que les délibérations ne fussent pas interrompues[3762].

Ces nouvelles assemblées se firent de façon réglée, du moins pour la seule qui nous est connue. Le marquis d'Angosse envoya une lettre au lieutenant principal de la sénéchaussée, Jean-Jacques Goulard de St-Michel, le priant de réunir une nouvelle assemblée de la noblesse

---

[3758] *ADG*, B 497, procès-verbal de l'assemblée de la sénéchaussée de Lectoure et L'Isle-Jourdain, 16 mars 1789.
[3759] *ADA*, 77 F 165, procès-verbal de la seconde assemblée de la noblesse du Couserans, 25 mai 1789.
[3760] L'article 45 du règlement royal demandait comme à l'accoutumée que les députés fussent munis de pouvoirs suffisants. Mais le mandat des députés avait gardé son caractère impératif pour les commettants. Evidemment, avec l'avènement de l'Assemblée nationale, les députés se libérèrent des chaines que leur avaient imposé leurs mandants. Dans un premier temps, les députés semblaient bien liés par leurs mandants, peut-être au moins parce qu'ils craignaient de ne pas être indemnisés. Les députés se virent remettre par leurs commettants des instructions très précises, qui visaient à encadrer autant que possible leur action en limitant leur pouvoir, par exemple en Comminges. Les assemblées de la noblesse avaient aussi affirmé leur volonté marquée de rester en communication avec leurs députés comme en Couserans. Les députés de la noblesse gasconne se rangèrent rapidement dans l'opposition aux réformes, et le caractère impératif de leur mandat leur servit de prétexte. Le baron de Gonnès, qui n'avait pu assister à la séance du 4 août car il aurait été incommodé, fit observer au secrétaire de l'Assemblée nationale qu'il ne pouvait « offrir l'abbandon d'aucun privilège de sa province, soit général ou particulier, qu'il n'ait reçu des pouvoirs contraires à ceux qu'on lui avoit donnés : il ne doutte pas du zèle de sa province pour tout ce qui intéresse le bien public, mais d'après des mandats impérieux il doit à sa délicatesse, et à la confiance de ses commettants de ne rien prendre sur lui avant de les avoir consultés » (*ADHP*, 44 J 18, demande du baron de Gonnès au secrétaire de l'Assemblée, Versailles, le 19 août 1789). Il demanda donc et obtint qu'il fût précisé que le député de la noblesse n'était pas compris dans cette déclaration, mais seulement ceux du clergé et du tiers-état.
[3761] *ADG*, B 496, « Séance tenue par le roi aux Etats généraux », 23 juin 1789, p. 2 : « Déclaration du roi concernant la présente tenue des Etats généraux », 23 juin 1789, art. 3.
[3762] *Ibidem*, art. 5. Le règlement du 27 juin précisa les modalités selon lesquelles ces nouveaux pouvoirs devraient être accordés (*ADG*, B 496, « règlement fait par le roi concernant les mandats des députés aux Etats généraux », Versailles, 27 juin 1789).

des sénéchaussées réunies de Lectoure et de L'Isle-Jourdain, qui lui accorderait de nouveaux pouvoirs. Le juge mage envoya alors des lettres à tous les nobles électeurs du député aux Etats généraux pour qu'ils viennent s'assembler, selon l'article 1 de la déclaration du 27 juin[3763]. Seuls vingt-cinq nobles comparurent : il faut dire qu'après la Grande-peur, un tel rassemblement de nobles pouvait susciter l'hostilité, voire des troubles, et peut-être que certains furent retenus par la crainte[3764]. Sur le fondement du règlement du 27 juin 1789, les députés accordèrent à l'unanimité à leur député des pouvoirs « plus amples, sans aucune restriction »[3765]. Après tout, il ne s'agissait que d'obéir à la volonté expresse du roi.

Si des assemblées furent tenues, il est peu probable que la preuve y fut examinée, étant donné les circonstances. Cette éventuelle preuve de noblesse put susciter cependant des inquiétudes chez certains nobles, et même de nouvelles recherches de titres. Le sieur d'Estaing par exemple, écrivit à l'abbé Vergès le 31 mai 1789 que s'il fut suffisamment en confiance pour être « un des obtants les plus sincères pour cette vérification », il aurait cependant appris depuis par des amis que sa qualité devait lui être contestée à la première assemblée. Il lui demanda donc son secours pour parer contre les « chicanes passionées » qu'il croyait planer au-dessus de sa tête[3766].

Même en Bigorre, bastion de la réaction nobiliaire, la preuve de noblesse fut plus ou moins négligée. Les nobles des diverses sénéchaussées avaient compris qu'à cette heure, il y avait plus important. Cependant des vérifications purent avoir lieu, alors que tel n'avait peut-être pas été le cas par le passé. Ceux qui s'y rendaient devaient avoir suffisamment de crédibilité dans leur prétention nobiliaire pour ne pas risquer de se voir repousser, y compris avant 1789. Les assemblées électorales pour les Etats généraux, convoquées dans des circonstances exceptionnelles, et souvent difficiles, se prêtaient mal à ce type de contrôle, ce qui était peut-être moins le cas des Etats provinciaux.

[3763] Fonds Juillac, lettre de convocation à une nouvelle assemblée de la noblesse de Goulard de St-Michel au sieur de Perron, Lectoure 1er août 1789.
[3764] On relève que neuf nobles envoyèrent des lettres s'excusant de leur absence due à leurs affaires ou à des problèmes de santé, et adhérèrent par avance à tout ce qui serait délibéré par l'assemblée.
[3765] *ADG*, B 497, Verbal de nouvelle convocation de la noblesse, 18 août 1789.
[3766] *ADG*, I 1308, lettre de monsieur d'Estaing à l'abbé de Vergès, à Estampes, le 31 mai 1789.

B) Le droit d'entrée dans les Etats provinciaux

Les Etats provinciaux peuvent être définis comme des « représentants des trois ordres d'une province, réunis dans une assemblée régulièrement constituée et convoquée, et possédant quelques attributions administratives, en premier lieu, le vote de l'impôt »[3767].

Dans les provinces, en général périphériques, où il y avait des Etats provinciaux, comme en Provence, en Bretagne, en Languedoc ou en Bourgogne, la noblesse était souvent représentée en tant qu'ordre, avec le clergé et le tiers-état. Mais les modes de représentation pouvaient être très différents d'une province à l'autre. La Gascogne orientale ne déroge pas à la règle, avec une grande diversité de représentation. On y trouvait plusieurs petits pays d'Etats, aux contours singulièrement biscornus, comme dans les pays pyrénéens voisins (Foix, Béarn, Soule, Basse-Navarre, Labourd). Ces Etats, lorsqu'ils subsistèrent au-delà du XVIe siècle, n'eurent plus comme attribution fondamentale qu'une fonction de répartition du montant de l'impôt à l'intérieur du pays. Le conseil du roi leur envoyait le montant d'impôts à lever, et ils en organisaient la répartition et le prélèvement. Ces Etats pouvaient cependant intervenir dans d'autres domaines, et bénéficiaient à certains égards d'une autonomie administrative, sous la surveillance du gouverneur, du sénéchal, des parlements, et surtout à partir du XVIIe siècle de l'intendant. Ils s'attachèrent toujours à lutter pour la défense des privilèges du pays contre la centralisation et l'uniformisation entreprise par le pouvoir royal.

En réalité, le pouvoir central, sous les premiers rois Bourbons, entreprit de se débarrasser de ces Etats encombrants, trop attachés à leurs privilèges, en les remplaçant par des élections, permettant de lever les impôts directement par l'administration royale, sans négociations et éventuelles oppositions au montant imposé. Convoqués par le roi, directement par lettres de cachets ou indirectement par ses officiers, ces Etats pouvaient facilement disparaître, il suffisait que le roi cessât de les réunir[3768]. Là où les Etats subsistèrent, la discussion du montant n'était qu'une formalité. En 1789, ne demeuraient plus en Gascogne orientale que les Etats de Bigorre, de Nébouzan et des Quatre-Vallées.

[3767] Bordes, Maurice, L'administration provinciale et municipale en France au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 67.

[3768] Les populations, en général attachées à leurs Etats, ne les défendirent pas toujours avec ferveur, car ces institutions prélevaient des ressources sur les habitants pour financer leur coût de fonctionnement, les gages des officiers permanents dont ils s'étaient dotés, les députés envoyés à la cour, et les gratifications qu'ils accordaient à de grands personnages afin d'obtenir leur protection.

La liste des membres des Etats était en général fixée par un document appelé le « rôle des Etats », sorte de catalogue répertoriant les lieux et personnes ayant droit d'entrée. Les règles de composition reflétaient la société provinciale lors de l'apparition de ces Etats, ou du moins les rapports de force politiques dans le pays, mais ce n'était plus le cas à l'époque moderne, et la convocation des représentants aux Etats relevait d'une alchimie dont la recette avait été perdue depuis longtemps. On ne chercha pas à réformer la composition, tant l'obscurité de ses origines était un gage d'ancienneté, et donc de valeur selon les mentalités de l'époque. Comme le souligne René Souriac, « les critères du choix remontent souvent à un passé qui n'a pas laissé de trace, il n'est pas possible de rendre compte rationnellement et dans tous les cas, de la composition de l'assemblée »[3769]. Toute modification n'aurait pu se faire que par les Etats, et les privilégiés qui en faisaient partie n'avaient aucun motif suffisant pour risquer de remettre en cause leur droit acquis. Il en résultait que ces Etats étaient composés non de représentants de la noblesse mais de seigneurs particuliers, et donc que le corps de la noblesse aux Etats pouvait être amené à défendre l'intérêt d'un groupe social qui ne se confondait pas nécessairement avec celui du second ordre dans son ensemble. Les Etats provinciaux étaient en fait bien moins représentatifs que les Etats généraux.

Même si ces Etats n'avaient pas un grand rôle politique, siéger en leur sein pour un noble était une prérogative importante, d'autant que, comme nous le verrons, tous les nobles n'avaient pas droit d'y siéger. Le subdélégué de Tarbes a pu parler en 1771 d'un « droit honorifique aussi considérable que les entrées aux Etats »[3770]. C'était un gage de reconnaissance sociale, de prestige, et au sein de la province, les nobles siégeant aux Etats formaient une sorte de noblesse de première classe ayant le pas sur les autres nobles. En dehors même des séances à proprement parler, la réunion des Etats était un moment important pour la sociabilité noble, les rencontres des nobles en ville permettant de renforcer les liens de divers ordres qui les unissaient[3771]. Enfin la séance aux assemblées, il ne faut pas l'omettre, donnait en général droit à une petite indemnité pour leur voyage et leur séjour réalisés en vue de l'assistance aux Etats, dont le montant varia beaucoup suivant les Etats et les temps. Certains nobles purent y devenir syndics de leur ordre ou du pays, chargés d'exécuter les décisions des Etats, ce qui leur donnait de l'envergure. Malgré tous ces avantages, certains nobles purent faire preuve de peu

[3769] Souriac, René, (dir. par), Comminges et Nébouzan, *op. cit.*, Tome I, p. 229. En Nébouzan, René Souriac note qu'il est « curieux » qu'il entre des seigneurs de lieux qui n'ont jamais eu rien à voir avec le Nébouzan, supputant que ce fut le fait d'une gratification accordée jadis par le vicomte (*ibidem*, p. 244).
[3770] *ADPA*, C 387, lettre du subdélégué Vergès à l'intendant, Tarbes, 14 mai 1771.
[3771] Voir le témoignage de Terssac, Terssac, Pierre-Paul Faydit comte de, *Mémoires*, dans *Bulletin périodique de la société ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la société des études du Couserans*, huitième volume, Foix, 1901, p. 83.

d'assiduité, soit qu'ils furent pris par leurs affaires, valétudinaires, au service, à la cour, ou, sans doute fut-ce rarement le cas, désintéressés[3772]. Mais pour ceux-là aussi l'entrée aux Etats n'était pas totalement indifférente, quand ils étaient propriétaires d'une terre à laquelle elle était attachée : la valeur de cette terre était alors plus élevée. Même si cette entrée n'était pas dans bien des cas, de droit, une preuve de noblesse, puisqu'elle était attachée à la terre, certains cherchaient à obtenir une attestation de leur entrée, qui pouvait contribuer à montrer l'honorabilité de la famille, et peut-être renforcer une preuve de noblesse fragile[3773]. Et en effet les personnes siégeant dans l'ordre de la noblesse étaient en général désignées comme des « gentilshommes », car tous étaient nobles ou du moins vivaient noblement, et ils étaient parfois appelés comme tels dans le rôle des Etats, en Nébouzan par exemple[3774].

Particulièrement dissemblables furent les Etats en Gascogne orientale. La place de la noblesse y fut aussi des plus diverses. Tout d'abord, il faut relever un cas rare en France, les « Etats » des Quatre-Vallées, où la noblesse n'était pas représentée. Ensuite, il faut souligner qu'en règle générale c'était la possession d'une terre à laquelle était attaché un droit d'entrée qui permettait de siéger au sein des Etats. Mis à part ceux de Nébouzan, les autres pays d'Etats disparurent assez vite, et en conséquence nous ne nous arrêterons que peu sur leur cas. Un développement plus poussé sera consacré aux Etats de Bigorre, province où la noblesse était particulièrement dynamique grâce notamment au maintien des Etats. La réaction nobiliaire s'y manifestera avec éclat au milieu du XVIIIe siècle, en obligeant pour l'avenir ceux qui voudraient siéger d'être personnellement nobles. Enfin, on examinera les projets de réforme des Etats provinciaux qui furent débattus en 1789.

1) Une représentation des plus diverses

La place de la noblesse au sein des Etats était assez diversifiée. Il faut relever d'emblée que la noblesse n'était pas un critère permettant de siéger de droit dans ces Etats, ce qui explique le très bref développement que nous leur consacrons, à seule fin de justifier cette assertion.

[3772] En Comminges, Etats disparus dans la première moitié du XVIIe siècle, nombre de seigneurs ne se rendaient pas aux convocations (Souriac, René, (dir. par), Comminges et Nébouzan, *op. cit.*, Tome I, p. 231).
[3773] Tel le sieur Villa de Gariscan, qui se plaignit en 1783 qu'on lui refusa l'expédition d'une délibération aux Etats de Nébouzan par laquelle ils lui avaient donné l'entrée dans l'ordre de la noblesse (*ADG*, C 16, lettre de monsieur Amelot à l'intendant d'Auch du 29 mai 1783).
[3774] *ADG*, C 13, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de Saint-Florentin, 1er décembre 1759.

Cette présence était le plus souvent conditionnée à la possession d'une terre. Il en résulte que la séance avec les nobles était davantage la résultante d'un droit réel que d'un droit personnel. Pourtant ce corps représenté fut qualifié de « noblesse », et en réalité il ne fut toujours composé que de nobles ou de gens vivant noblement. Plusieurs Etats disparurent dès la première modernité. En conséquence, nous n'avons quasiment pas trouvé d'archives les concernant[3775]. Les Etats de Comminges ont fait l'objet de travaux approfondis de René Souriac, nous nous appuierons dessus pour essayer d'y apprécier la place de la noblesse. Le cas des Quatre-Vallées doit être nettement distingué, puisque la noblesse n'y était pas représentée. Ceux du Nébouzan perdurèrent jusqu'à la Révolution.

a) Les Etats disparus dans la première moitié du XVIIe siècle

Les Etats de Guyenne, qui représentaient le gouvernement de Guyenne, qui s'étirait du Périgord aux Pyrénées et de l'Atlantique au Rouergue, et comprenaient donc la Gascogne, se réunissaient sur convocation royale à Bordeaux[3776]. Ils connurent encore une existence épisodique pendant les guerres de religion avant de disparaître, le roi se contentant ordinairement de convoquer les Etats particuliers des pays[3777]. Leur rôle était purement fiscal, étant chargés de s'occuper de la répartition et de la levée de la taille. Ils étaient composés d'un député de chacun des trois ordres des pays faisant partie de leur ressort[3778]. Ces nobles devaient à l'évidence faire partie des grandes maisons de leur pays.

[3775] Nous laissons de côté les Etats de Rivière-Verdun, sur lesquels la documentation est quasi inexistante. Ces Etats furent semble-t-il organisés à peu près comme ceux de Comminges et d'Armagnac, et ne connurent pas une évolution différente. Il en va de même des petits Etats d'Astarac, pour lesquels la documentation est trop lacunaire. Ils se réunissaient irrégulièrement à Masseube, où n'étaient représentés que la noblesse et le tiers-état. Les nobles y étaient apparemment présents en raison de la possession d'une seigneurie, mais on ne sait pas s'il existait un rôle en déterminant la composition. On remarque que si en 1582 il n'y avait qu'un syndic du comté, issu du tiers-état, en 1590 il y avait aussi un syndic de la noblesse, Carbon de Sedirac, seigneur de Saint-Guiraud (serment des Etats d'Astarac du 12 août 1590, dans Monlezun, J.- J., *Histoire de la Gascogne*, tome 6e, Auch, 1849, p. 338). Sur ces Etats : Duffour, J., « Les états d'Astarac de 1582 », dans *Revue de Gascogne*, Auch, 1906, p. 19. L'élection d'Astarac fut créée en 1622 et installée en 1623 (Bordes, Maurice, « De la création des élections en Guyenne et Gascogne », *Annales du Midi,* tome 98, avril-juin 1986, p. 263).

[3776] Faute d'archives sans doute, ces Etats de Guyenne n'ont pas suscité d'études spécifiques.

[3777] Ils étaient rarement convoqués (Desgraves, Louis, *L'Aquitaine aux XVIe-XVIIIe siècles. Institutions et culture*, Fédération historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1992, p. 135).

[3778] On vit ainsi en 1556 le roi de France Henri II mander à Henri d'Albret comme gouverneur de Guyenne d'assembler les Etats de Guyenne, où il y aurait « de chacun diocèse et province troys, c'est assçavoir ung du clergé, ung de la noblesse, et ung du tiers estat » (*ADHG*, 1 C 3796, lettres royales autorisant les députés des divers pays de Guyenne à s'assembler en Etats Généraux de Guyenne, Paris, 24 octobre 1556).

Faute d'études approfondies et surtout d'archives, l'organisation et l'histoire des Etats d'Armagnac sont peu connues. Il faut relever que ces Etats étaient visiblement moins institutionnalisés que ceux de Comminges, et avaient des attributions plus étroites. Il s'agissait plus probablement d'assemblées convoquées uniquement pour répartir l'imposition. Il semblerait que le clergé n'y siégeait pas, et que l'on n'y trouvait que des députés de la noblesse et des communautés du pays, absence qui est la conséquence de leur rôle purement fiscal. Toujours est-il que ces Etats disparurent au début du XVIIe siècle[3779]. Les Etats purent s'assembler encore par la suite, bien qu'ayant perdu leur utilité fiscale, en sollicitant la permission du gouverneur, pour faire des remontrances concernant la levée des impositions[3780]. Ce fut le cas par exemple en 1631 et 1632[3781]. Concernant ces derniers nous ne sommes pas absolument certains que ces assemblées se firent sous la même forme que celle des Etats au XVIe siècle. Les députés du tiers étaient désignés par des assemblées de chaque pays ou « collecte », où se retrouvaient les représentants de chaque communauté. Les représentants de la noblesse étaient aussi désignés au sein de chaque « collecte ». On comptait sept collectes[3782]. Lors de la réunion de 1631, on remarque que certaines collectes avaient des représentants de la noblesse, et d'autres non, sans que l'on sache si cette absence de représentants résultait d'une députation commune avec le tiers-état ou du désintérêt de la noblesse de ces pays, qui aurait négligé de se réunir et de députer. Les représentants de la noblesse furent à peine sept lors de la réunion de 1631, contre treize pour le tiers-état, et en 1632, on ne comptait que six nobles contre vingt-cinq représentants du tiers[3783].

Si la noblesse put s'assembler seule au sein d'une collecte pour députer, elle put aussi s'assembler conjointement avec le tiers-état dans d'autres collectes, comme la collecte de Jegun en 1631, le Fezensaguet et le Bas-Armagnac en 1632, même si les nobles et le tiers-état députèrent séparément en Bas-Armagnac, mais non en Fezensaguet. Plus étonnant encore, les trois députés de la collecte de Jegun, en 1631, étaient nobles, alors que l'assemblée réunissait des nobles mais aussi des non nobles en nombre plus important[3784]. En revanche, la noblesse

[3779] Solle, Jean de, Livre servant de mémoire de plusieurs choses, *op. cit.*, p. 470 ; Bordes, Maurice, « De la création des élections en Guyenne et Gascogne », *op. cit.*, p. 257 ; Bordes, Maurice, *Histoire de la Gascogne des origines à nos jours*, éditions Horvath, St-Etienne, 1977, p. 136.
[3780] Maurice Bordes explique ainsi la disparition de ces Etats : « l'inefficacité des débats et, peut-être, les frais de fonctionnement décourageaient beaucoup de communautés qui s'abstenaient d'envoyer leur député à l'assemblée de la 'collecte' » (*ibidem*, p. 136).
[3781] Les archives concernant ces réunions ont été publiées par Branet, A., « Les états d'Armagnac en 1631-1632 », dans *Bulletin de la Société archéologique du Gers*, Auch, 2e trimestre 1913, p. 168 et p. 214.
[3782] Auch, Vic-Fezensac, Jegun, le Bas-Comté d'Armagnac, l'Eauzan, le Fezensaguet et la Rivière-Basse.
[3783] *Ibidem*, p. 174 et p. 224, Procès-verbaux des assemblées des Etats d'Armagnac tenues à Auch le 24 septembre 1631 et le 16 décembre 1632.
[3784] *Ibidem*, p. 173.

de la collecte de Vic se réunit en 1632 séparément du tiers-état, et députa deux nobles aux Etats[3785]. Dans l'ensemble, on constate une institutionnalisation très faible, l'organisation ne reposant que sur la coutume, et l'absence de règlements des Etats. Comme pour les Etats de Guyenne, les participants paraissent être des nobles d'ancienne extraction, et il ne fut pas question de preuves de noblesse.

b) Les Etats de Comminges

Les Etats de Comminges ne remontent pas en-deçà du XVe siècle[3786]. Entre 1540 et 1608, il put y avoir plus d'une réunion annuelle au gré des affaires, et ces réunions duraient plusieurs journées. C'est qu'outre la répartition de l'impôt et la gestion des affaires liées à la tenue des Etats, ils durent prendre des mesures pour essayer de rétablir l'ordre public dans un pays ravagé par la guerre civile. Ils disparurent progressivement au XVIIe siècle après la création définitive d'une élection en 1622. La dernière convocation date de 1655.

Classiquement, on trouvait au sein de ces Etats des représentants des trois ordres : des clercs (très peu nombreux, en général des membres du haut clergé), des roturiers (des consuls des villes closes), et des nobles ; mais aussi les agents de l'administration royale locale. Si l'on en croit des doléances des représentants du tiers-état commingeois de 1555, les hommes d'Eglise et les gentilshommes étaient les « deux premiers et principaulx estatz » des Etats provinciaux[3787]. Contrairement aux Etats généraux, la délibération était commune et le vote s'y faisait par tête et non par ordre, la majorité numérique emportant la décision. Au sein de ces Etats, les nobles avaient un grand poids : comme seigneurs, les nobles pouvaient avoir des moyens de pression sur les représentants du tiers-état[3788]. Mais c'est surtout en raison de leur nombre qu'ils pesaient le plus dans la balance : sur environ soixante-dix membres, quarante étaient du corps de la noblesse[3789]. Le vote par tête n'était donc pas une marque de faiblesse relative, mais bien au contraire donnait beaucoup de poids à la noblesse. Il est vrai cependant

[3785] *Ibidem*, p. 178.
[3786] Sur ces Etats, voir les travaux très aboutis de René Souriac, sur lesquels nous nous sommes fondés : Comminges et Nébouzan, *op. cit.*, Tome I ; Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France. Autonomie commingeoise et pouvoir d'Etat, 1540-1630, *op. cit.*, tome I et II.
[3787] *ADHG*, 1 C 3795, doléances du tiers-état du Comminges de mai 1555.
[3788] D'après l'auteur des *Huguenots en Comminges*, les consuls votaient généralement comme la noblesse (Lestrade, J. de, (abbé), Les huguenots en Comminges, *op. cit.*, p. 133).
[3789] Souriac, René, (dir. par), Comminges et Nébouzan, *op. cit.*, Tome I, p. 233.

que le fait que nombre de nobles négligeassent d'y siéger diminuait considérablement cet avantage. Ils ne furent probablement jamais plus de vingt à assister aux assemblées, et le plus souvent moins d'une dizaine, mais ce n'étaient pas toujours les mêmes[3790]. Au début du XVIIe siècle, leur nombre avait été réduit à une peau de chagrin par le pouvoir royal[3791]. Au temps des guerres civiles, les nobles, censés être professionnels de la guerre, jouèrent un rôle particulièrement actif au sein des Etats. Lorsqu'ils recommencèrent à s'occuper essentiellement de questions financières, ils s'en désintéressèrent progressivement.

Comme c'était le cas aussi en Bigorre et en Nébouzan, on distinguait parmi eux les « barons » et les simples « seigneurs », les premiers ayant la préséance sur les seconds, et n'étant autres que ceux qui possédaient les terres anciennement considérées comme des baronnies. En Comminges, ces barons étaient au nombre de huit. Les autres n'étaient que de simples seigneurs. Plus de la moitié des seigneurs commingeois ne pouvaient siéger aux Etats, car leurs terres n'étaient pas comprises au rôle des Etats. On voit que la séance était réservée aux possesseurs des terres donnant droit d'entrée[3792]. Ces terres étaient presque exclusivement aux mains des nobles de la province. Cependant, en cas d'acquisition d'une terre par un roturier, rien ne l'empêchait théoriquement de siéger avec les nobles. Cette hypothèse semble être restée théorique en Comminges.

c) Des « Etats » sans nobles : le cas des Quatre-Vallées

Ni la noblesse, ni le clergé n'étaient représentés aux Etats des Quatre-Vallées[3793]. Après la fin de la participation de tous les consuls aux Etats par un règlement de 1688, confirmé par

[3790] Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France, *op. cit.*, p. 280 et suiv.
[3791] *Ibidem*, tome II, p. 122-123 ; p. 132.
[3792] La possession de la terre donnant droit d'entrée selon l'ancienne coutume ne fut pas toujours suffisante dans la seconde moitié du XVIe siècle : la composition des rôles put alors connaître de grandes modifications, singulièrement pour la noblesse, sans que l'on puisse dans la plupart des cas apporter d'explications. Tout juste peut-on suggérer que cette « malléabilité » de la composition de la liste des nobles proviendrait dans bien des cas d'une volonté d'exclure ceux qui ne servaient pas le parti dominant au sein des Etats, c'est-à-dire qui se seraient rapprochés du parti huguenot, voire séviraient carrément dans le pays (*ibidem*, p. 274 et suiv.).
[3793] Cette absence peut s'expliquer historiquement par le fait que ces Etats étaient issus de l'ancienne organisation des vallées pyrénéennes. Les Etats étaient moins des Etats provinciaux selon l'acception de l'époque que l'institution représentative d'une fédération de vallées. Or les nobles étaient peu présents dans ces vallées, et leur présence déclina encore par la suite. Dans le projet de capitation noble des Quatre-Vallées pour l'année 1784, dressé par Dastugues, subdélégué de Trie, on remarque qu'alors qu'il y avait quatorze noms pour le Magnoac, dix pour la Barousse et trois pour la Neste, il n'y en avait que deux en vallée d'Aure (*ADHP*, 1 C 323-1). On est frappé par le fait qu'il y en ait si peu en Aure, alors que la vallée comprenait trente-et-une villes ou communautés d'après l'état de la répartition de la capitation roturière de 1784 (*ADHP*, 1 C 323-2). Sur ces Etats, voir Rumeau, Yoan,

l'arrêt du conseil du roi du 14 août 1744, les Etats des Quatre-Vallées furent composés du juge en chef du pays, qui les présidait, de trois syndics généraux, de deux députés de la vallée du Magnoac, deux de celle d'Aure, un pour la Nestes, et un pour la Barousse, ces députés étant choisis par les assemblées particulières des vallées tenues une huitaine avant la réunion des Etats[3794]. Dès lors que les trois états n'étaient pas représentés, s'agissait-il véritablement d'Etats ? Non, selon la définition donnée par Maurice Bordes, qui écrit que les Quatre-Vallées « n'avaient pas de véritables Etats et se présentaient comme des pays abonnés administrés par des assemblées qui ne comportaient pas de représentants des ordres privilégiés »[3795]. Et en effet sous l'Ancien Régime, ces Etats sans représentation des trois états étaient comme une anomalie par rapport à ce qui était ordinairement prévu pour les assemblées d'Etats, au point que l'intendant d'Etigny a pu écrire qu'ils n'étaient appelés Etats que « improprement », tant par le fait que le roi n'expédiait pas de commission pour leur convocation, que par le fait que l'Eglise et la noblesse n'y étaient pas représentés[3796]. Cette exclusion n'était pas totale. Les nobles du pays purent y envoyer une députation lorsqu'une affaire le nécessitait. Tel fut le cas en 1712, lors de l'abonnement du Dixième : Bernard-Louis de Durfort-Junca comme représentant de la noblesse et autres possédants bien nobles du Magnoac, et Charles de Binos, comme représentant de ceux des vallées d'Aure, de Barousse et de Neste, se présentèrent aux Etats pour assurer qu'ils se chargeraient du payement de leur part de l'imposition[3797]. Par ailleurs, les nobles pouvaient participer aux élections et même être députés aux Etats. C'était surtout le cas en vallée d'Aure, où les nobles, très peu nombreux, étaient intégrés à la bourgeoisie locale. Certains purent même exercer la fonction de syndic général dans la seconde moitié du XVIIIe siècle[3798]. Cette exception n'était cependant pas significative, dans la mesure où ces nobles n'étaient pas représentatifs de la noblesse du pays.

Les communautés du pays des Quatre-Vallées au temps des Lumières. 1750-1789. Fonctionnement des institutions représentatives des communautés d'habitants et défense du privilège dans un pays d'Etat des Pyrénées centrales à la fin de l'Ancien Régime, Université de Toulouse II Le Mirail, septembre 1995. Deux autres exemples sont à relever dans le sud-ouest du royaume, les petits Etats du Labourd (le *Biltzar*), et ceux du Marsan. Dans ces deux derniers pays, Anne Zink a montré que l'absence de la noblesse ne relevait pas d'une « option constitutionnelle », mais de l'absence de défraiement, qui éloigna progressivement les nobles (Zink, Anne, *Pays ou circonscriptions. Les collectivités territoriales de la France du Sud-Ouest sous l'Ancien Régime*, Publications de la Sorbonne, 2000, p. 257).

[3794] *ADHP*, 1 C 283, arrêt du conseil d'Etat du roi du 14 août 1744, art 3.

[3795] Bordes, Maurice, L'administration provinciale et municipale en France au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 80. René Souriac ne les définit pas autrement, soulignant que « ce qui fait l'institution c'est la réunion des trois ordres de la société » (Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France, *op. cit.*, p. 271).

[3796] *ADG*, C 13, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de Saint-Florentin, 22 décembre 1759.

[3797] *ADHP*, 1 C 282, délibération des Etats des Quatre-Vallées du 6 septembre 1712, p. 26.

[3798] Sur vingt-six syndics généraux, durant cette période, quatre étaient militaire et/ou nobles, tous de la vallée d'Aure (Rumeau, Yoan, Les communautés du pays des Quatre-Vallées au temps des Lumières, *op. cit.*, p. 95).

Quoique peu nombreuse, la noblesse locale, résidant principalement dans les vallées du Magnoac et de Barousse, ne resta pas sans réagir face à son exclusion des Etats, qu'elle vivait apparemment comme une sorte de mortification. La réaction nobiliaire ne se manifesta pas dans les Quatre-Vallées par l'imposition d'une preuve de noblesse dans des Etats où elle n'avait pas de droit d'entrée, mais par la réclamation de la constitution d'Etats accordant une place à la noblesse. Une première requête aurait été adressée à l'intendant en 1717[3799]. Une deuxième fut rédigée à cette même fin en 1763, réclamant avec force leur intégration aux Etats, et critiquant les prétendus abus de l'oligarchie bourgeoise les dominant[3800]. Ce mémoire fut transmis à l'intendant d'Etigny qui le reçut très favorablement, jugeant que les motifs avancés étaient « justes » et tendaient « au bon ordre et à la bonne administration »[3801]. Les choses en restèrent cependant là. Les réclamations de la noblesse trouvèrent une nouvelle occasion de s'exprimer en 1789. Les nobles présents à l'assemblée de la sénéchaussée d'Auch introduisirent un article dans les doléances de la noblesse sur leur intégration aux Etats du pays[3802]. Leur frustration augmenta lorsque le seul tiers-état des Quatre-Vallées obtint de députer aux Etats généraux[3803]. Des requêtes furent-alors de nouveau rédigées, soit par la noblesse seule, soit avec le clergé[3804]. Leur exclusion des Etats blesserait « les droits du clergé et de la noblesse, les deux premiers ordres de l'Etat, toujours zélés pour le service du roi et le bien public », et revenait à en écarter « des personnes qui, à raison de leur état, devoient y porter plus de lumières ». Il appartenait au roi et à l'assemblée de donner à ce « droit » une « sanction authentique », c'est-à-dire rien de plus qu'un « régime conforme à celui des autres provinces », au lieu d'une « constitution où le dernier ordre est tout, et les deux premiers ordres ne sont rien, où un seul ordre les représente tous, tandis que les autres en sont exclus »[3805]. Le règlement de 1744 était selon eux contraire à la « constitution française », qui voudrait que les Etats provinciaux comprennent les trois

[3799] Sarramon, A., Les Quatres-Vallées. Aure -Barousse -Neste -Magnoac, *op. cit.*, p. 254.
[3800] *ADPA*, C 168, « Mémoire présenté par la noblesse des Quatre-Vallées, Magnoac, Aure, Nestes et Barousse, sur la forme singulière et vicieuse à tous égards des assemblées qu'on tient dans les vallées pour le gouvernement du pays ». Douze nobles la signèrent.
[3801] *Ibidem*, note inscrite sur le « Mémoire ». Il le transmit au comte de Saint-Florentin, ministre, et au maréchal de Richelieu, gouverneur de la province.
[3802] *ADG*, B 497, cahier des doléances de la noblesse de la sénéchaussée d'Auch, mai 1789, art. 38 : « Sur la réclamation faite par la noblesse des Quatre-Vallées, contre l'arrêt du conseil de 1744, qui l'exclut des états du pays, demander sa révocation, et que les états qui seront accordés aux Quatre-Vallées, seront organisés comme ceux des autres provinces, insistant pour la conservation des privilèges de leur pays ».
[3803] Voir les assemblées pour les Etats généraux de 1789, p. 858.
[3804] Moins acrimonieuses et plus politiques, ces requêtes adressées au roi et à la « nation assemblée » ou au député de la noblesse de la sénéchaussée d'Auch, mettaient au cœur du débat la question fiscale autant que la question des Etats. Participation aux Etats et impositions seraient inextricablement liées. Au cas où le régime des Etats réglé par l'arrêt du conseil de 1744 perdurerait, noblesse et clergé souhaitaient pouvoir « s'imposer eux-mêmes dans l'égalité qu'ils ont offerte », remettant leur contribution directement au Trésor royal sans passer par les Etats (*ADHG*, 198 J 3, B 15-39, requête « au roi et à la nation assemblée » de la noblesse et du clergé).
[3805] *Ibidem* ; *ADHG*, 198 J 3, requête envoyée au député de la sénéchaussée d'Auch le 12 juin 1789.

ordres[3806]. On peut supposer que si leur projet avait été exécuté suivant leurs souhaits, la noblesse personnelle de ses représentants aurait été vérifiée, mais il ne s'agit là que d'une conjecture, les nobles ne s'étant pas montrés explicites sur ce point, et leurs vœux n'ayant pas été exaucés.

d) Des Etats qui perdurèrent : les Etats de Nébouzan

Contrairement aux Etats de Comminges, de Rivière-Verdun et d'Astarac, les Etats de Nébouzan, formés au début du XVe siècle, perdurèrent jusqu'à la Révolution française[3807]. Il faut dire qu'étant donné la petite étendue de ce pays, ces Etats n'étaient pas très encombrants pour la monarchie[3808]. Ils se réunissaient annuellement pour faire un « don gratuit » envers le roi, impôt dont le nom ni la délibération ne doivent pas nous abuser, le montant étant fixé par le roi dès le début du XVIIe siècle. Ils purent aussi grâce à un budget propre, prendre des initiatives assez ambitieuses pour la gestion locale, comme en matière de voirie, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, ou plus ordinaires (enseignement, secours des victimes d'accidents).

Les trois états, la noblesse, le clergé (la « gleize », quatre membres seulement), et le tiers-état (les « villes et locz »), y étaient représentés[3809]. Comme en Comminges, la délibération s'y faisait en commun et le vote par tête. Le corps de la noblesse n'était pas majoritaire, les « villes et locz » ayant trente-et-un députés, théoriquement du moins, puisque certains lieux couchés sur le rôle n'étaient pas en Nébouzan, comme Tournay, et l'on ne voit pas bien l'utilité qu'ils auraient eu à se mêler des affaires du pays.

Le droit de séance dans les Etats de Nébouzan était accordé pour le second ordre à cinq barons (les « baroos ») et vingt-quatre gentilshommes (les « gentiushomes »), soit vingt-neuf nobles. On relève trois entrées bien singulières sur le rôle, celles de Savary de Mauléon, de Pey de Navailles et de l'héritier d'Antoine d'Espagne. Elles étaient personnelles, et on peut en déduire qu'elles ne furent plus à personne après la mort de leur détenteur, quoiqu'elles

[3806] *Ibidem*.
[3807] L'histoire de ces Etats est retracée dans Souriac, René, (dir. par), Comminges et Nébouzan, *op. cit.*, Tome I, p. 241 et suiv. On peut aussi se reporter à l'ouvrage tiré de sa thèse par Robert Molis, Les états et le pays de Nébouzan, *op. cit*.
[3808] Une volonté de rationalisation administrative était cependant patente dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, et en 1788, le projet du gouvernement d'unir les Etats de Nébouzan à ceux de Bigorre semblait se préciser, au grand dam des nébouzanais (Souriac, René, (dir. par), Comminges et Nébouzan, *op. cit.*, Tome I, p. 428).
[3809] On peut consulter une collation (1728) du rôle des Etats d'août 1520, alors conservé dans le Trésor du château de Pau, le plus vieux connu, lui-même tiré d'un cartulaire qui se trouvait au château d'Orthez (*ADPA*, C 379).

restassent sur le rôle, ce qui réduisit le nombre de gentilshommes à vingt-six[3810]. Mais en 1752, trois « gentilshommes » se virent reconnaître l'entrée alors qu'ils n'étaient pas originairement inscrits sur le catalogue, car leur entrée aux Etats était « très ancienne », comme le sieur Dustou comme seigneur de Bouzens[3811]. Enfin l'usage s'introduisit de faire siéger avec le corps de la noblesse les capitaines des châteaux de Mauvezin, Miramont, Saint-Plancard et Lannemezan[3812]. Ayant voix délibérative, ils devaient renforcer le poids de la noblesse au sein des Etats, mais il ne fut probablement plus pourvu à certaines de ces charges à partir du règne de Louis XIV. Le rôle étant devenu confus à cause des modifications et précisions apportées au fil du temps, le roi décida de le refondre en 1752, afin de mettre fin aux querelles, avec des rectifications mineures[3813].

En 1779, le rôle de la capitation des nobles et possédants fiefs du Nébouzan comprenait vingt-neuf noms, ce qui permet de présumer que la plupart des nobles devaient pouvoir prétendre y siéger, même si ce n'était pas forcément le cas à cause de la concentration des fiefs entre les mêmes mains[3814]. Au milieu du XVIIIe siècle, si l'on en croit l'intendant d'Etigny, seuls onze nobles siégeaient ordinairement aux Etats, les autres négligeant de s'y rendre pour divers motifs[3815].

Un roturier acquérant une de ces terres pouvait aussi y siéger. Inversement, des représentants du tiers-état pouvaient être nobles[3816]. Cette représentation par ordre ne doit donc pas, ici non plus, tromper : l'entrée aux Etats revenait aux titulaires d'un droit réel, et les corps n'étaient pas représentatifs des ordres au sens où on l'entend aujourd'hui. Pour autant, ceux qui siégeaient dans le corps de la noblesse étaient nobles ou passaient pour tels[3817]. C'est ce qui explique en partie le caractère insupportable de la prétention du sieur Peyrade, avocat du roi au siège de Nébouzan, qui tenta plusieurs fois de quitter sa place au sein du parquet pour prendre place dans le corps de la noblesse alors qu'il n'avait « aucun titre, ni qualité », intrusion sur

[3810] Dans le rôle réformé de 1752, on remarque qu'il est noté pour une de ces entrées « les héritiers d'Antoine d'Espagne lorsqu'ils seront conneus » (*ADPA*, C 135, « état ou catalogue des gens d'Eglise, barons gentilhommes et députés des villes et communautés que le roy veut et entend avoir entrée et séance aux états de Nébouzan », 14 juillet 1752).
[3811] *Ibidem*.
[3812] Froidour, Louis de, *Mémoire du pays et des états de Nébouzan*, juin 1670, publié par Jean Bourdette, « Revue des Pyrénées et de la France méridionale », tome III, 1er trimestre, Toulouse, 1891, p. 395.
[3813] *ADPA*, C 135, arrêt du conseil d'Etat donné à Compiègne, le 14 juillet 1752.
[3814] *ADPA*, C 136, « rôle de la capitation des nobles et autres particuliers possédants fiefs ou biens nobles dans le pays de Nébouzan », 15 octobre 1779.
[3815] *ADG*, C 9, lettre de l'intendant d'Etigny au comte de St-Florentin, le 11 mars 1757.
[3816] Tel le seigneur de Tilhouse, qui pouvait siéger de droit parmi les membres de la noblesse, mais qui était représentant du tiers-état comme syndic de la viguerie de Mauvezin en 1596 (Souriac, René, (dir. par), Comminges et Nébouzan, *op. cit.*, Tome I, p. 244).
[3817] Par exemple d'après le procès-verbal de janvier 1741, tous les membres du corps de la noblesse étaient nobles (Lestrade, J, « Documents inédits sur les états de Nébouzan », dans *Revue de Comminges*, tome XX, 1905, p. 57).

laquelle les Etats écrivirent au comte de Saint-Florentin[3818]. Certains éléments laissent penser que des preuves de noblesse purent être exigées pour entrer aux Etats de Nébouzan[3819]. Pourtant, ni la date, ni le contenu de ce règlement ne nous sont connus, et la plupart des historiens qui ont écrit sur ces Etats n'en disent mot. A défaut d'une preuve tangible, nous nous contenterons de remarquer qu'une telle réforme dans la seconde moitié du XVIIIe siècle est plausible, mais qu'il ne nous a pas été possible de l'étayer solidement.

Dans l'ensemble, le corps de la noblesse des divers Etats de Gascogne orientale était bien composé, si ce n'est uniquement, du moins dans une écrasante proportion, de nobles, ce qui explique que les nobles n'éprouvèrent pas le besoin de réclamer une règlementation obligeant à faire des preuves de noblesse, ne se sentant pas menacés.

2) Le cas particulier des Etats de Bigorre

Deux périodes doivent ici impérativement être distinguées, avant et après 1751, la seconde nous intéressant plus particulièrement.

[3818] *Ibidem*, p. 59 : procès-verbal des Etats de janvier 1741.

[3819] Benoît de Fauconpret pense qu'une preuve de noblesse était exigée des seuls barons, et non des simples seigneurs, mais il n'en est pas certain, et on ne sait pas sur quel document il fonde cette opinion (Fauconpret, Benoit de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, 254). Dans les archives, on a remarqué que Philippe-Joseph de Barège offrit de « faire sa généalogie et de remettre les pièces justificatives de sa noblesse en conformité des règlements » pour rentrer aux Etats en 1782 (Fonds Lacoutère, « Etats de Nébouzan. Extrait de la délibération du vingt-six novembre à l'assemblée du matin, Monsieur l'abbé de Piette président », collationné le 29 novembre 1782). C'est un élément important, mais isolé, et peut-être une erreur de ce noble, qui n'avait d'ailleurs pas de droit d'entrée valable, puisqu'il n'avait que la seigneurie de Lousbarats, et qu'il fallait être possesseur de cette terre conjointement avec celle de Gourgue pour siéger, ce qui lui fut donc refusé par les commissaires nommés pour examiner son droit d'entrée. Enfin dernier élément, un certificat, signé par trois nobles, que le comte Jacques de Penne de Villemur fut reçu aux Etats de Nébouzan en 1788 comme seigneur de Marsas, après avoir « devant des gentilshommes nommés commissaires pour la vérification de ses preuves, prouvé qu'il était gentilhomme de race, de nom et d'armes et plus que satisfait aux preuves exigées par l'édit du roi concernant les réceptions de la noblesse » (Lainé, M., *Archives généalogiques et historiques de la noblesse de France*, tome IIIe, Paris, 1830, p. 48). Malheureusement, ce certificat ne date que du 1er janvier 1804, quinze ans après le début de la Révolution, il ne s'agit que d'un certificat, or des certificats étaient parfois délivrés par complaisance, et étaient approximatifs, enfin ce document est dans un nobiliaire du XIXe siècle, ce type d'ouvrage, prenant fréquemment un ton laudateur pour l'ancienne noblesse, contient souvent nombre d'erreurs, et c'est pourquoi nous avons pris le parti de ne travailler que sur des archives originales. Aucune de ces pièces ne nous parait suffisante pour faire pencher la balance, mais l'hypothèse d'une réaction nobiliaire en Nébouzan reste possible et à confirmer.

a) L'entrée aux Etats de Bigorre jusqu'en 1750

Les Etats de Bigorre connurent une évolution semblable à ceux du Nébouzan[3820]. L'assemblée des Etats, au mois de novembre ou décembre, pouvait durer jusqu'à deux ou trois semaines, jusqu'à ce que l'intendant ne la limite à huit jours en 1669[3821]. Réduits progressivement, vis à vis du pouvoir royal, à un rôle purement fiscal, ils s'occupaient de la répartition de l'impôt, et cherchaient à obtenir un abonnement pour les nouveaux impôts créés par le pouvoir royal. Les Etats accordaient souvent des « gratifications », qui faisaient l'objet d'âpres discussions, au titre des charges extraordinaires, et se chargeaient des frais occasionnés par la tenue des Etats. Les députés abordaient aussi tous les sujets qui regardaient le bien de la « province » de Bigorre, et prenaient des décisions de police ou d'administration économique quand ils le pouvaient, non sans l'autorisation du roi ou de son représentant.

Les trois ordres, noblesse, clergé (la « gleize », avec neuf entrées, pour l'évêque de Tarbes, des abbés, des prieurs, et un commandeur de l'ordre de Malte), et tiers-état (vingt-neuf députés pour sept « villes », cinq « vals », et deux « locs »), y étaient représentés[3822]. On observera que les « abbés laïcs » étaient compris dans le rôle des gentilshommes et non de l'Eglise, ce qui est normal, puisqu'il s'agissait de laïcs possédant des dîmes inféodées[3823].

[3820] Sur ces Etats voir la thèse de Pène, Gilbert, *Les attributions financières des états du pays et comté de Bigorre, aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Collection de l'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, Bordeaux, 1962. A consulter aussi : Bertier, Jean de, « Les réceptions aux états de Bigorre dans l'ordre de la noblesse », *op. cit.*, p. 23 ; et un synthétique « Tableau de la province de Bigorre », manuscrit du XVIIIe siècle (*ADHP*, I 23). Précisons simplement que Jean de Bertier fait une erreur en soutenant que les entrées dans le corps de la noblesse des Etats de Bigorre étaient anoblissantes.

[3821] Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des états de Bigorre, *op. cit.*, p. 177 ; « Mémoire pour servir de Réplique à la réponse du sieur de Lafitole du 15 octobre 1748, présenté le 31 juillet 1749 », transcrit par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* tome XX, 1749, p. 108.

[3822] *ADHP*, I 11, « roolle des gens des trois ordres qui sont appellés aux assemblées des estats du païs de Bigorre », rôle collationné sur un vieux rôle conservé au Trésor du château de Pau, Tarbes, 28 mars 1602.

[3823] Louis de Froidour écrivit qu'il ne fallait « pas être surpris de ce que dans le rôle des gentilshommes l'on a compris l'abat d'Angosse et les seigneurs des abbayes de Vidalos, de Sazos et de Viey ; cela vient de ce qu'autrefois l'on a inféodé les dîmes de ces lieux-là à des gentilshommes, lesquels, par cette raison, l'on appelle *abbés* ou seigneurs des abbayes de ces mêmes lieux » (Mémoire du pays et des états de Bigorre, *op. cit.*, p. 166). Les abbés laïcs étaient des laïcs possédant des droits sur une abbaye. Cette institution remonte aux carolingiens. Dans le sud-ouest de la Gascogne, cette appellation fut prise au Moyen Âge par des nobles possédant des biens d'Eglise, car on appelait les cures « abbayes ». A l'époque que nous étudions on trouvait de nombreuses abbayes laïques en Béarn (300 environ), quelques-unes aussi dans l'ouest et le sud de la Bigorre. Les titulaires de ces abbayes portaient le titre « d'abbé ». Pierre de Marca, historien du milieu du XVIIe siècle, disait que les abbés laïcs étaient « ceux qui possedent la disme du village, s'ils ne l'ont aliénée, et la présentation de la cure ». Il ajoutait que « la maison de laquelle dépendent ces droits, est bastie proche de l'église de la parroisse ; elle est ordinairement noble et deschargée de tailles, aussi bien que les champs qui sont des anciennes apartenances de l'abbaye » (Marca, Pierre de, *Histoire de Béarn contenant l'origine des rois de Navarre, des ducs de Gascogne, marquis de Gothie, princes de Béarn, comtes de Carcassonne, de Foix et de Bigorre*, Paris, 1640, p. 121). Toujours d'après Marca, ces abbés lais devaient payer à l'évêque un droit en deniers, l' « aciut ». Le quart des dîmes perçues devaient être

Si la délibération de la première séance, qui portait sur le montant de la « donation » au roi, avait lieu en commun, les suivantes se faisaient séparément[3824]. Les voix de tous les gentilshommes, y compris les barons, comptaient autant les unes que les autres. La majorité formait l'avis de la noblesse. Puis le vote de la proposition se faisait par ordre, la majorité l'emportant. Ce n'était cependant pas le cas pour les impositions royales, il fallait alors l'unanimité[3825]. Mais, en règle générale, les voix de deux corps l'emportaient donc sur le troisième[3826].

Au XVIIe siècle, d'après Froidour, si entre deux assemblées, dans le courant de l'année, une affaire extraordinaire survenait, se formait alors un « abrégé d'états », où se trouvaient le président et les officiers des Etats, un ecclésiastique, quatre gentilshommes et quatre membres du tiers. Cette représentation était somme toute plus égale et moins arbitraire que celle du rôle[3827]. La composition de cette commission intermédiaire évolua un peu. Au XVIIIe siècle, elle était convoquée par l'évêque de Tarbes, et appelée « l'assemblée de la direction ». Elle était alors composée d'un député de l'Eglise, d'un baron, de trois gentilshommes et de trois députés du tiers[3828]. La noblesse reprit donc l'avantage sur le tiers.

Les nobles bénéficiaient d'un officier issu de leur ordre, le syndic de la noblesse, élu par les Etats[3829]. Mais au XVIIIe siècle, le roi pouvait intervenir pour imposer son choix, les Etats restant libres *a priori*, mais le roi ayant le dernier mot[3830]. Ce syndic de la noblesse pouvait être renouvelé dans ses fonctions suivant le bon plaisir du roi[3831]. Longtemps favorisé au niveau de sa rétribution par rapport au syndic du tiers, le syndic de la noblesse n'était plus avantagé au XVIIIe siècle[3832].

Jusqu'en 1751, l'entrée dans le corps de la noblesse était attribuée aux possesseurs d'un droit réel comme dans les autres Etats de Gascogne orientale. Entraient aux Etats dans le corps de la noblesse les possesseurs d'une terre comprise dans le rôle. Un roturier possesseur d'un

---

reversées au curé. Ces abbés laïcs, par leurs droits sur la cure, leur maison noble, leurs biens exemptés de taille et les dîmes inféodées qu'ils percevaient, s'apparentaient à des seigneurs.

[3824] Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des états de Bigorre, *op. cit.*, p. 181 et 184.

[3825] *Ibidem*, p. 184.

[3826] Cette particularité est relevée dans un « Mémoire pour servir de Réplique à la réponse du sieur de Lafitole », présenté le 31 juillet 1749 (Larcher, Jean-Baptiste, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome XX, p. 145).

[3827] Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des états de Bigorre, *op. cit.*, p. 187.

[3828] *ADHP*, I 23, « Tableau de la province de Bigorre », manuscrit du XVIIIe siècle.

[3829] Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des états de Bigorre, *op. cit.*, p. 173.

[3830] *ADPA*, C 381, lettre du comte de Saint-Florentin à l'intendant d'Etigny, à Versailles, le 19 octobre 1755.

[3831] *ADHP*, 65 J 443, lettre du sénéchal de Barbazan à monsieur de Gonnès, à Valenciennes, le 12 janvier 1703.

[3832] « Imposition faite en 1652, le 20e d'avril, par les Etats de Bigorre », reproduit par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* tome XXV, 1752, p. 45-47 ; *ADHP*, I 23, « Tableau de la province de Bigorre », manuscrit du XVIIIe siècle.

fief ayant droit d'entrée entrait aux Etats aussi bien qu'un noble[3833]. En revanche, un noble n'ayant pas de terres permettant d'entrer ne pouvait théoriquement s'y présenter.

Le rôle des Etats était composé d'un nombre de « vocables » qui évolua au fil du temps. On ne comptait pas moins de quatre-vingt-quinze entrées pour le corps de la noblesse en 1602. Comme en Nébouzan et en Comminges on y distinguait les entrées parmi les barons et les entrées parmi les nobles, les « baros », étant au nombre de neuf, et « los gentilshommes », pas moins de quatre-vingt-six[3834]. En 1680, les barons étaient passés à onze, et le nombre des gentilshommes avait atteint quatre-vingt-quinze[3835]. Encore faudrait-il retrancher les entrées qui ne bénéficiaient plus à personne depuis le XVIIe siècle au moins, parce qu'on ne savait pas à qui elles revenaient[3836].

Cette augmentation du nombre d'entrées dans la noblesse est due en grande partie aux concessions royales du droit d'entrée par lettres patentes[3837]. Cette concession pouvait être obtenue par des gentilshommes qui siégeaient déjà aux Etats sans pour autant avoir de droit d'entrée en vertu du rôle. C'était devenu chose courante à la fin du XVIe siècle. Au commencement du XVIIe siècle, les Etats délibérèrent que les gentilshommes qui siégeaient aux Etats sans pour autant avoir un droit d'entrée reconnu par le rôle se pourvoiraient devant le roi pour y être ajoutés. C'est ce que fit Aymeric d'Hugues, qui obtint des lettres patentes le 7 mai 1601 lui donnant la même place que « sesdits predecesseurs, et lui auparavant les derniers troubles, et le faire jouir des memes charges, honneurs, prerogatives et preemininences qui y sont dûs »[3838]. Dans les lettres de concession du droit d'entrée de la première moitié du XVIIe siècle, le terme de « gentilhomme » était employé pour désigner les personnes pouvant entrer aux Etats, mais sans que la noblesse ne fût jamais mise expressément comme une condition

[3833] Le syndic général et le secrétaire des Etats firent un certificat le 19 mars 1749 qui portait que les droits d'entrée dans le corps de la noblesse « sont réels, possédés et exercés par les roturiers tout comme par les nobles, et qu'on n'a jamais exigé des preuves de noblesse pour recevoir les possesseurs des baronies ni des autres terres aux entrées du corps de la noblesse » (cité dans la « 1ère requête ou 1ère réponse du juge mage de Bigorre » de 1749 (Larcher, Jean-Baptiste, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome XX, p. 83).

[3834] *ADHP*, I 11, rôle des Etats de Bigorre, Tarbes, 28 mars 1602.

[3835] *Ibidem*, « extrait du rôlle des vocables aux états du pays et comté de Bigorre, registré dans les registres des délibérations desdits états le 25 avril 1680 ». Certains purent devenir barons aux Etats soit par une érection en fief de dignité de leur seigneurie, soit par une prétention discutable (Castelvieil, Luc, Barbazan-Debat).

[3836] C'était par exemple le cas dans le rôle de 1602 des entrées pour des personnes (« Bernard Faur et Gasiolle et autres de Maubourguet », ou « Ramond Gaxie de Geu per lous fiefs nobles de Batsoriguère »). Froidour a listé aussi quelques seigneuries du rôle dont on ne savait plus à quelles terres elles correspondaient à son époque, et dont personne ne pouvait donc bénéficier pour entrer aux Etats (Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des états de Bigorre, *op. cit.*, p. 166).

[3837] Par exemple, lettres patentes en faveur des sieurs d'Uzer, d'Oléac et d'Horgues, Paris, 10 novembre 1609, reproduites par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* tome XXV, 1752, p. 224 ; lettres patentes en faveur des seigneurs de Lectz, Gonetz, Lespoey, Montignac et Peyraube, Paris, 18 mars 1612 (*ADHP*, 44 J 11).

[3838] Citées dans la « délibération des états de Bigorre, pour recevoir le seigneur d'Hugues » du 25 mars 1602, transcrite par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* tome VII, 1747, p. 133.

nécessaire à l'obtention de ce droit d'entrée. Tous les bénéficiaires étaient certes nobles, et les lettres portaient qu'ils étaient de la « qualité requise ». Pourtant on ne saurait assurer que ce terme de qualité renvoie à la condition noble et non seulement à celle de seigneur, possession d'une seigneurie, seule condition imposée[3839].

Certaines entrées pour les gentilshommes étaient attribuées aux possesseurs de deux terres. Le possesseur d'une seule de ces entrées ne pouvait siéger aux Etats jusqu'en 1669. Dans son ordonnance du 22 juillet 1669, l'intendant Pellot régla que lorsqu'une entrée appartenait anciennement au possesseur de deux terres, si elles n'étaient plus aux mains d'une seule et même personne, l'entrée ne bénéficierait qu'au possesseur de la première terre citée dans l'article[3840]. Enfin, il faut mentionner que lors de la réforme faite par l'intendant en 1669, afin d'éviter l'exclusion des Etats de gentilshommes distingués qui pourraient y voir un déshonneur, l'intendant conserva aux sieurs de Gajan, de Bise et de Saint-Lary, le droit d'entrer aux Etats à titre viager, « attendu les services par eux rendus »[3841]. Cette entrée exceptionnelle était donc personnelle et non réelle.

Si, on l'a vu, le droit d'entrée dans le corps de la noblesse était un droit réel jusqu'en 1751, il n'en demeure pas moins que les nobles y furent probablement presque exclusivement représentés jusqu'au milieu du XVIIe siècle, et toujours majoritaires par la suite. Le corps de la noblesse, avec à sa tête les barons, n'était pas bien distinct de la noblesse du pays dans son ensemble. C'est ce qui explique que tant de nobles souhaitaient intégrer les Etats. Concernant les simples « gentilshommes » du rôle, leur nombre ne cessa de croître à partir de la seconde moitié du XVIe siècle, à la faveur des troubles. Froidour, après avoir donné le rôle des gentilshommes ayant droit d'entrée aux Etats de Bigorre, raconte qu'il y en avait « quantité d'autres, ou pour mieux dire, tous les gentilshommes de la province prétendaient encore droit d'entrée, et entraient aux états »[3842]. Cette affluence de la noblesse bigourdane commença à devenir problématique dans la mesure où elle grevait les finances des Etats, à cause du

[3839] Délibération des Etats de Bigorre du 2 avril 1610, transcrite dans Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XXII, 1751, p. 401.
[3840] « Ordonnance de Monseigneur de Pellot extraite du registre des délibérations des Etats du 26 août 1669, expédiée le 10 octobre 1747 », transcrite par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* tome IX, 1746, début du volume. Ce règlement ne fut plus respecté au fil du temps (« Délibération des Etats de Bigorre, du 8 février 1743 », *ibidem*, tome Ier, 1746, p. 282). Les Etats délibérèrent en 1743 à l'unanimité que seules les terres appelées en premier rang seraient reçues aux Etats. Les possesseurs des terres arrivant en second rang qui siégeaient avec le corps de la noblesse ne pourraient être recherchés « pendant leur vie », et continueraient de siéger avec les gentilshommes, mais non leurs successeurs (*ADHP*, 1 C 136, délibération du 8 février 1743).
[3841] Ordonnance de Pellot transcrite par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* tome IX, 1746, début du volume.
[3842] Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des états de Bigorre, *op. cit.*, p. 165.

« défrais » perçu pour leur présence par journée de séance[3843]. Un tel poids ne manqua pas de susciter les récriminations du tiers-état, qui tenta à plusieurs reprises de réduire le nombre de gentilshommes aux Etats, pour des raisons apparemment uniquement financières[3844]. Le 12 février 1620, les Etats firent un règlement arrêté par les trois corps, avec le consentement de la noblesse, qui réduisait le nombre de gentilshommes « défrayés » à quatorze, mais sans compter le sénéchal, les ecclésiastiques, et surtout les barons, qui tous étaient ou pouvaient être personnellement gentilshommes[3845]. Si ce règlement fut appliqué, ce ne fut que de façon éphémère. Les plaintes du tiers-état devenant plus véhémentes, une députation tripartite fut envoyée au gouverneur de Guyenne en 1633. Le duc fit un nouveau règlement « sous le bon plaisir du roi » le 9 mars 1633[3846]. Ce règlement prévoyait que seuls quatorze gentilshommes pourraient entrer aux Etats et seraient indemnisés par le pays pour cinq journées. Les autres pouvaient toujours entrer mais sans indemnité. Ces gentilshommes seraient renouvelés tous les ans au nombre de sept suivant leur ordre dans le rôle. Ce règlement fut finalement rejeté par les Etats qui refusèrent de l'entériner en 1634[3847]. En octobre 1634, il fut décidé qu'avant les Etats, qui furent convoqués le 26 mars 1635, se réuniraient des députés des trois ordres dès le 24 pour travailler à l'élaboration du nouveau règlement, que les Etats devraient observer. Diverses propositions furent faites, et les députés se rangèrent finalement du côté de l'évêque qui souhaitait qu'il n'y ait que treize représentants de la noblesse, mais cette décision fut de peu de conséquence puisque finalement les députés ne donnèrent pas un caractère décisoire à leur délibération, mais seulement de simple « avis » qui devait être entériné par les Etats. Or les Etats, réunis le 27 mars 1635, ne parvinrent pas plus que l'assemblée des députés à s'entendre sur la représentation et l'indemnisation des gentilshommes[3848]. Le duc d'Epernon rendit une

[3843] Chaque gentilhomme percevait 4 livres par jour de « défrais » quand il siégeait aux Etats. Les représentants du tiers-état ne percevaient que 3 livres. Mais les barons, eux, en percevaient 9, comme les membres de l'Eglise (*ibidem*, p. 166, p. 188). En 1652, le « défrais » de la noblesse et du clergé pour les quinze jours qu'avaient duré les Etats représentait 4368 livres, alors que celui du tiers-état ne montait qu'à 1440 livres (« Imposition faite en 1652, le 20e d'avril, par les Etats de Bigorre », reproduit par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* tome XXV, 1752, p. 45).

[3844] « Veritable narration de ce qui s'est fait en l'assemblée des états du païs et comté de Bigorre, tenus au mois de mars de l'année courante 1615, dans la ville de Tarbes, et autres années qui ne sont pas bien marquées, ce cahier paroissant avoir été mis au net ailleurs par quelque curieux, et etre de 1635 » transcrite par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* tome IX, 1746, p. 224 ; BB 1 *AMT*, conseil de ville de Tarbes, 11 janvier 1617.

[3845] De même parmi le tiers-état il n'y avait plus qu'un député de chaque ville, vallée ou communauté qui serait indemnisé (règlement cité dans : *ADHP*, I 11, collation de l'ordonnance de Jean-Louis de La Valette duc d'Epernon, gouverneur de Guyenne, Cadillac, 11 décembre 1635).

[3846] « Veritable narration de ce qui s'est fait en l'assemblée des états du païs et comté de Bigorre », transcrite par Jean-Baptiste Larcher, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome IX, p. 224.

[3847] Un témoin rapporte que la noblesse, pas plus que l'indemnisation habituelle, « ne vouloit se departir de l'ancienne possession d'entrer aux états ». Elle fut soutenue en cela par les villes et communautés qui elles non plus ne souhaitaient renoncer aux indemnités et à leur nombre habituel de députés (*ibidem*, p. 225).

[3848] *Ibidem*, p. 231.

ordonnance visant à régler définitivement la question des gentilshommes aux Etats de Bigorre le 11 décembre 1635. Outre que le « grand nombre de noblesse » apportait « beaucoup de foule et d'oppression », le gouverneur avançait un autre argument à la réduction du nombre de gentilshommes, soit le retard qu'un « sy grand nombre d'oppinants » apportait à l'expédition des affaires du pays, par la « diversité des advis ». Le nouveau règlement était un peu moins rigoureux, puisqu'il prévoyait qu'outre les barons et les ecclésiastiques, il pourrait y avoir seize gentilshommes défrayés, auxquels succéderaient seize autres, l'année suivante, et ainsi de suite[3849]. Pas plus que les précédents, son système ne fut pérenne.

Le 26 août 1662, un ancien rôle avait été retrouvé et extrait à la chambre des comptes de Pau. Ce rôle fut paraphé et signé par l'intendant Pellot, commis par le roi pour réglementer les Etats et autoriser ce rôle. L'intendant régla par une ordonnance faite à Agen le 22 juillet 1669, que seuls les gentilshommes inscrits sur ce rôle auraient droit d'entrée aux Etats[3850]. Cette ordonnance, qui prenait des dispositions ne se limitant pas à la réduction du nombre de gentilshommes, doit donc davantage être analysée comme une remise en ordre, et implicitement une reprise en main des Etats par le pouvoir central, et dans une moindre mesure comme une victoire du tiers-état, l'intendant prenant en compte leurs revendications, victoire restant certes très en deçà des ambitieux règlements des années 1620-1630.

b) <u>La réaction nobiliaire dans la seconde moitié du XVIIIe siècle</u>

Comme tant d'autres institutions au XVIIIe siècle, les Etats de Bigorre furent touchés par la réaction nobiliaire, qui remporta une victoire décisive en 1751, par l'introduction de la preuve de noblesse, mais continua à se manifester par la suite.

[3849] Pour éviter un conflit dans le choix des gentilshommes, le gouverneur les répartit lui-même en quatre groupes qui se succèderaient durant quatre années, avant qu'à ce terme ils ne recommençassent dans le même ordre que celui qu'il avait prévu, « afin que toutte la noblesse dudit pays soit de temps en temps admise auxdits estats » (*ADHP*, I 11, collation de l'ordonnance du duc d'Epernon, gouverneur de Guyenne, Cadillac, 11 décembre 1635).
[3850] Ordonnance de l'intendant Pellot extraite du registre des délibérations des Etats du 26 août 1669, expédiée le 10 octobre 1747, dans Larcher, Jean-Baptiste, Glanages ou preuves, *op. cit.*, tome IX, début du volume. Le sieur Sentilles, syndic du tiers-état, était l'auteur d'une requête auprès de l'intendant, qui fut à l'origine de cette ordonnance, rendue non sans avoir pris l'avis du syndic de la noblesse.

Paragraphe 1) L'introduction de la preuve de noblesse en 1751

Jusque dans la première moitié du XVIIe siècle, tous les membres du corps de la noblesse étaient considérés comme nobles, et probablement l'étaient-ils. Dans l'ordonnance du gouverneur de Guyenne de 1635, il était prévu que seize gentilshommes seulement siègeraient aux Etats, « outre les ecclesiastiques et barons susdicts »[3851]. On serait tenté de faire remarquer que les barons étaient du corps de la noblesse mais non les ecclésiastiques. C'est que ces derniers étaient des membres du haut clergé, et étaient apparemment tous nobles de naissance, comme les barons. Comme eux, les gentilshommes étaient nobles de naissance, quoiqu'ils entrassent en raison d'un droit réel attaché à leur seigneurie. Mais cet état de fait était à la merci d'un simple changement de propriétaire, car on l'a vu, *de jure*, la qualité des personnes ne jouait pas pour l'entrée aux Etats.

Certaines personnes vivant noblement mais pas nécessairement nobles purent siéger aux Etats dans le courant du XVIIe siècle parmi les gentilshommes. Ce qui pouvait passer relativement inaperçu. Autrement visible était l'intégration des barons par un roturier, même s'il vivait noblement. En 1644, Jean-François de Mua, qui n'était pas noble, chercha à intégrer les Etats comme baron de Barbazan-Debat, ce qui ne manqua pas de susciter des oppositions dans le corps de la noblesse[3852]. S'ensuivit une bataille juridique qui fut portée au conseil du roi, durant laquelle les opposants à son entrée arguèrent de l' « usage » qui voudrait que la noblesse personnelle fût nécessaire pour intégrer les Etats en tant que baron. L'opinion contraire finit par l'emporter puisqu'en 1658, son frère Jean de Mua entra comme baron. Au cours de cette contestation, Jean-François de Mua avait produit un « attestatoire » de 1644 qui établissait que plusieurs personnes de condition roturière avaient déjà intégré les Etats parmi les gentilshommes sans avoir pourtant l'anoblissement ou la naissance supposée requise par la partie adverse[3853]. Sous les cendres de cette affaire, les braises n'étaient pas éteintes, et l'exaspération des anciens nobles allait faire repartir le feu avec bien plus de vigueur près d'un siècle plus tard, en 1747, alors que Clément de Pujo, marquis de La Fitole, juge mage de Tarbes, intégra les Etats comme baron de Castelvieilh. Une partie de la noblesse lui contesta ce droit,

[3851] *ADHP*, I 11, ordonnance du duc d'Epernon, gouverneur de Guyenne, Cadillac, 11 décembre 1635.
[3852] Sur cette affaire, voir le cas de l'acquisition d'une ancienne baronnie, p. 201.
[3853] Par exemple : « et ce ont dit savoir lesdits sieurs de Venessac et Fournets, cy devant sindics, Noguès secrétaire, pour etre entrés esdits états en ladite qualité, et de Bernac en qualité de consul de Tarbes, et pour y avoir entrée comme acquéreur de la terre d'Us, et lesdits Venessac, Fournets et Noguès l'y ont vu recevoir, et l'avoir vu pratiquer durant leur vie » (Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* tome XIV, 1749, p. 112 : « Attestatoire du senechal au sujet des entrées de Bigorre », fait à Tarbes, le 19 décembre 1644).

entre-autres motifs parce qu'ils considéraient qu'il n'était pas noble, mais usurpateur de noblesse. Seule la contestation de sa noblesse nous intéresse ici, bien que d'autres griefs fussent mis en avant contre son entrée au sein des Etats[3854].

Le fer de lance de l'argumentation des opposants au marquis de Lafitole n'était pas compliqué : dans le corps de la noblesse, seules les personnes de condition noble pourraient entrer, soit comme baron, soit comme « gentilhomme », car précisément, le rôle des vocables, les anciennes délibérations et les ordonnances tant du gouverneur que de l'intendant reprenaient toutes les termes de « barons » et de « gentilshommes », qualifications qui ne pouvaient être prises que par des nobles[3855]. Et le terme de gentilhomme « n'a jamais signifié que des nobles de race »[3856]. Il est vrai que le terme de « gentilhomme » désignait communément les personnes nobles d'extraction, c'est à dire les nobles qui n'avaient pas été anoblis. Les anciens rôles parlant de « gentilhomme », les entrées devraient être considérées comme mixtes, à l'instar du Languedoc, c'est-à-dire reposer sur la possession de la terre et sur la qualité de noble. Pourtant une telle règle était démentie par l'usage qui s'était imposé au fil des siècles, longtemps sans susciter de réaction, probablement parce que les nobles ne voulaient pas diminuer le prix de leur terre, en se privant des principaux acquéreurs, les bourgeois en voie d'agrégation. Le droit d'entrée, proclamaient-ils, « est partout réservé à la noblesse, qui forme un corps réel, et non un corps simplement appellé de la noblesse »[3857]. Ils ne niaient pas le caractère réel des entrées dans l'ordre de la noblesse, mais ils y ajoutaient une condition personnelle qui leur semblait s'imposer d'évidence. Au delà même du raisonnement strictement juridique, ils mettaient en avant qu'il leur paraissait invraisemblable qu'un roturier puisse précéder les nobles de race. Les entrées seraient réelles et patrimoniales, attachées à certaines terres « comme les oposans en sont convenus », mais il ne s'ensuivrait pas « qu'un roturier qui aura dans les métiers les plus vils ramassé assez d'argent pour acheter une baronie, puisse par la seule dignité de sa terre, qui ne lui est pas même communiquée, se venir mettre dans nos assemblées, à la tête du corps de la noblesse, s'y venir asseoir de niveau et à côté des Rothelin, des Antin, des Gramont, des Rochechouard, etc… et y précéder les meilleurs gentilshommes de la province »[3858]. Pourtant, jamais jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, une personne entrant parmi les gentilshommes ou les

[3854] Sur cette affaire, voir le cas de l'acquisition d'une ancienne baronnie, p. 201.
[3855] « Mémoire pour servir de Réplique à la réponse du sieur de Lafitole du 15 octobre 1748, présenté le 31 juillet 1749 », transcrit par Jean-Baptiste Larcher, *Glanages ou preuves,* tome XX, 1749, p. 102 : « Tous nos vocaux », plaidaient-ils, « sont apelés sous le nom général de barons, qui comprend la haute noblesse, ou sous le nom général de gentilshommes, qui comprend la noblesse du second ordre ».
[3856] *Ibidem*, p. 109.
[3857] *Ibidem*, p. 110.
[3858] *Ibidem*, p. 126. Ils écrivaient plus loin : « un roturier indécemment assis et couvert au rang des barons a la prééminence sur les gentilshommes, ce qui est contre l'ordre » (*ibidem*, p. 128).

Etats n'avait eu à prouver la noblesse de sa personne. Le récipiendaire n'avait à prouver que sa propriété et le droit d'entrée attaché à sa propriété, nullement sa qualité personnelle.

Le roi finit par trancher en faveur du marquis de Lafitole par un arrêt du conseil du 16 avril 1751[3859]. Il ne fut cependant pas sourd au mécontentement, puisqu'il réforma par le même arrêt le droit d'entrée dans le corps de la noblesse bigourdane. Désormais, seuls pourraient y entrer, que ce soit comme gentilhomme ou baron, les personnes qualifiées de « gentilhomme et vivant noblement ». Des commissaires nommés par les Etats devraient vérifier les titres de l'impétrant. Sur le rapport de ces commissaires, les Etats délibèreraient sur la réception.

L'arrêt pouvait apparaître comme vigoureux *a priori*, mais le roi, comme à son habitude, se gardait de trancher dans le vif, et ménageait les susceptibilités, puisqu'il décidait aussi par le même arrêt qu' « ayant égard aux services de ceux qui ont été reçus jusqu'aujourd'hui ausdits états parmi les barons et gentilshommes, quoique eux ou leurs terres ne fussent pas revêtus desdites qualités requises pour lesdites entrées », ils continueraient d'avoir « entrée, séance et voix délibérative », mais sans que « leurs enfans, descendans, successeurs et ayans cause puissent les prétendre, n'y être admis à en jouir si eux et leurs terres n'ont lesdites qualités ». Ainsi tous les membres du corps de la noblesse à cette date conservaient leur droit d'entrée, mais certains ne pourraient pas le transmettre, car ils étaient roturiers. Cette mesure gracieuse était une manière d'éviter les remous qu'aurait causés l'examen de la noblesse de ces personnes, alors que les Etats avaient été divisés et que de fortes tensions demeuraient à cause de l'affaire Pujo de Lafitole. Malgré le droit viager d'entrée qui leur était conservé, les personnes qui ne pourraient transmettre leur droit d'entrée manifestèrent leur mécontentement aux Etats par diverses manœuvres. L'agitation au sein du corps de la noblesse, en proie à l'intrigue et à la cabale, était alors à son comble[3860]. Il faudra un sévère rappel à l'ordre en 1752 du comte de St-Florentin, ministre qui informa les Etats du mécontentement royal, pour que le calme revienne[3861].

A partir de cette réforme légale, les nobles durent prouver quatre degrés de noblesse paternelle, soit la noblesse jusqu'à leur arrière-grand-père. La qualité de « gentilhomme » avait

[3859] *ADHP*, 65 J 313, « arrest du Conseil qui déboute le sieur de Gonnès et ses consuls de l'appel par eux relevé au Conseil, du jugement de maintenue en la noblesse, rendu en faveur du sieur de Pujo, père du sieur marquis de La Fitole, le 19 décembre 1699 ; ordonne que tant lui que ses enfans et descendans mâles jouiront du droit d'entrer et assister aux Etats de Bigorre en qualité de barons, tant qu'ils seront propriétaires de la terre et seigneurie de Castelvieilh érigée en Baronnie en sa faveur, par lettres patentes du mois de mars 1751 ; et fait un règlement au sujet des entrées du Corps de la noblesse », fait au Conseil d'Etat du roi, à Versailles, le 16 avril 1751.
[3860] *ADPA*, 16 J 204, lettre du comte de St-Florentin au sénéchal de Bigorre, Fontainebleau, 3 novembre 1752.
[3861] Dans cette lettre, le comte terminait en déclarant que le roi « supprimera les Etats, si les désordres subsistent, puisque c'est accorder aux peuples d'une province une grâce funeste que de leur permettre de se gouverner eux-mêmes, lorsqu'ils n'en sont pas capables » (*ibidem*).

en effet été interprétée comme équivalent à quatre générations nobles[3862]. On remarquera simplement que les nobles ne se contentaient souvent pas de la preuve requise, lorsqu'ils le pouvaient, comme Jean de Castelbajac-Bernet, qui demandant à être reçu en qualité de gentilhomme et comme propriétaire de la terre de Ricaud, prouva sa filiation jusqu'en 1510, mais aurait rapporté en sus « une foule d'autres pièces qui font remonter la noblesse du récipiendaire et les preuves suivies de sa filiation à l'année 1320, chaque degré étant justifié par trois actes originaux au moins »[3863] ! Pour ces nobles, il ne suffisait pas d'établir son droit, il fallait aussi marquer sa place au sein de la noblesse bigourdane, faire voir à ses pairs ce qu'il en était de ses origines, et peut-être faire taire des médisances. Et ce pas seulement au sein des Etats : Cyprien de Bouilh, qui réussit à faire remonter sa noblesse au XVe siècle, et à être reçu le 18 novembre 1751, fut suffisamment fier de sa preuve pour la faire imprimer en 1753, avec la délibération des Etats sur sa réception[3864].

Dans un registre particulier devaient se trouver, à la suite de l'arrêt du conseil d'Etat du 16 avril 1751 et du rôle des vocables, les procès-verbaux de réception des membres de la noblesse[3865]. Cet arrêt et le rôle des vocables furent lus lors de la séance d'ouverture de chaque session des Etats[3866]. Afin de dissuader ceux qui voudraient transgresser le nouveau règlement, par l'arrêt du conseil d'Etat du 28 octobre 1751, il fut décidé qu'un roturier qui se serait introduit dans le corps de la noblesse verrait son droit d'entrée éteint[3867]. Il ne pouvait certes pas en bénéficier auparavant, mais on sait que ce droit d'entrée avait une valeur pécuniaire.

Les commissaires chargés d'examiner les preuves de noblesse des récipiendaires, regroupés dans une commission, étaient pris dans les trois ordres[3868]. Le 8 novembre 1758, les Etats enregistrèrent un ordre du roi du 22 octobre 1757 qui décidait que les commissaires pour l'examen des titres de ceux qui intègreraient le corps de la noblesse seraient des personnes

[3862] Il est permis de douter du nombre de degrés car l'arrêt de 1751 ne le fixait pas, et que les preuves étaient souvent surérogatoires, mais l'auteur du « Tableau de la province de Bigorre » (*ADHP*, I 23) assura qu'il fallait quatre degrés de noblesse. Charles de Bernard se contenta dans sa preuve d'établir quatre degrés de noblesse (Fonds Lacoutère, extrait du procès-verbal des preuves de noblesse de Charles de Bernard, 16 novembre 1773).
[3863] *ADHP*, 42 J D1-246, " extrait du registre des réceptions de messieurs de la noblesse aux états du pays et comté de Bigorre », Tarbes, 12 décembre 1782.
[3864] *ADPA*, 16 J 88, « Mémoires généalogiques présentés à messieurs les commissaires des états généraux du païs et comté de Bigorre, pour la réception de messire Cyprien de Bouilh, chevalier de l'ordre roïal et militaire de Saint-Louis, capitaine d'infanterie dans le régiment roïal, en qualité de seigneur d'Oléac-Debat dans le corps de la noblesse ausdits Etats, avec la relation desdits sieurs commissaires, et la délibération de réception », imprimé à Cologne, chez Pierre Marteau imprimeur, 1753.
[3865] *ADHP*, 1 C 140, précis des délibérations des Etats de Bigorre, 17 novembre 1751.
[3866] *ADHP*, 65 J 313, arrêt du Conseil d'Etat du roi, à Versailles, le 16 avril 1751.
[3867] *ADHP*, 65 J 129, arrêt du conseil d'Etat du roi donné à Fontainebleau le 28 octobre 1751 : « laquelle peine aura pareillement lieu dans les cas où eux et tous autres se seroient introduits ausdits rangs des barons et de la noblesse, sans avoir les qualités requises par ledit arrêt du 16 avril dernier ».
[3868] En 1779, on trouvait un clerc, cinq nobles dont un baron, et cinq membres du tiers-état (*ADPA*, C 397, précis des délibérations des Etats du pays et comté de Bigorre, 8e novembre 1779, p. 6).

« dont la noblesse soit certaine et avouée de tout le monde, soit dans l'assemblée soit dans la province »[3869]. Sachant que des membres des trois ordres prenaient part à la commission, on peut supposer qu'il s'agissait ici d'exclure parmi les commissaires du corps de la noblesse ceux qui n'étaient pas nobles mais avaient conservé leur droit d'entrée à titre viager, et qui peut-être pourraient être tentés d'introduire une certaine souplesse dans l'examen des preuves.

Les abbés laïcs, ces possesseurs de dîme inféodée, dont le statut était proche de celui de seigneur, et entraient dans l'ordre de la noblesse aux Etats, étaient souvent des roturiers. Ils tentèrent de se soustraire à la preuve de noblesse en remettant au comte de Saint-Florentin un mémoire demandant la permission de continuer de prendre leur rang dans l'ordre de la noblesse aux Etats de Bigorre[3870]. Le subdélégué Vergès, consulté par l'intendant, balaya leur revendication du revers de la main, la qualifiant de « chimérique ». Sans que l'on comprenne bien le fondement de leur prétention, ils soutenaient que « la nature de leurs entrées les en dispanse »[3871]. Apparemment il s'agissait pour eux d'obtenir de siéger avec l'Eglise puisque le subdélégué écrivit qu'ils se trompaient car « de tout les tems les abbés lays ont fait corps avec la noblesse, et leurs entrées n'ont jamais esté comprises dans le corps de l'Eglise, s'ils payent des décimes ils ont cella de comun avec tout les possesseurs de dismes inféodées, mais ils ne doivent pas pour cella estre regardés come faisant partie du corps de l'Eglise ». Il était en effet indubitable que ces seigneurs siégeaient avec la noblesse de tout temps, et avaient toujours été compris sur le rôle des « gentilshommes »[3872]. A en croire le subdélégué, la même prétention aurait été repoussée par les Etats qui auraient refusé de délibérer dessus, et vu son avis bien tranché, il y a tout lieu de croire que cette manœuvre hardie fut repoussée.

Jusqu'en 1751, si le syndic de la noblesse était *de facto* noble, il pouvait cependant *de jure* être roturier, puisque l'entrée dans le corps de la noblesse dépendait d'un droit réel. Le roi ayant réservé l'entrée dans le corps de la noblesse aux seuls nobles en 1751, il n'en avait pas moins permis aux roturiers non nobles possédant droit d'entrée de continuer de s'y rendre à titre viager. Certains demandèrent cependant que le syndic de la noblesse ne puisse être que noble, sans quoi des roturiers pourraient « occuper au préjudice de la véritable noblesse une place qui donne le droit de la représenter ». Le roi arrêta en conséquence en octobre que personne ne puisse être « dès maintenant et à l'avenir élu syndic dudit corps de la noblesse, s'il

[3869] *ADHP*, 1 C 143.
[3870] *ADPA*, C 382, lettre du comte de Saint-Florentin, à l'intendant, Versailles, 24 décembre 1757.
[3871] *ADPA*, C 382 lettre du subdélégué Vergès à l'intendant, Tarbes 18 février 1758.
[3872] Le subdélégué ajoutait qu'ils payaient leur capitation et leur part des abonnements de la province dans le corps de la noblesse. Et d'asséner qu'il serait « ridicule qu'ils prétendent aujourd'huy estre membres du corps de l'Eglise ».

n'est gentilhomme »[3873]. En 1776, lorsque le sieur de Sarlabous-Clarac fut élu syndic de la noblesse, il ne s'y attendait visiblement pas, puisqu'il n'avait pas ses titres. Les Etats délibérèrent « sous le bon plaisir du roi », après en avoir communiqué au commissaire du roi, qu'il pourrait produire ses titres seulement à la prochaine réunion, quoiqu'il soit dès à présent « reçu à faire les fonctions de syndic, après avoir prêté le serment en tel cas requis »[3874].

L'une des conséquences de la fermeture des Etats aux roturiers fut que le nombre de membres du corps de la noblesse se restreignit. Les roturiers qui perdaient le droit d'entrée dont avaient bénéficié leurs pères n'étaient pas pour autant prêts à abandonner leur fief à un noble. Pour les nobles, la fermeture était bénéfique. Les fiefs possédant droit d'entrée perdirent de leur valeur puisqu'ils attiraient moins d'acquéreurs, ayant perdu une prérogative importante, et ils leur furent plus accessibles. Mais le nombre de membres du corps de la noblesse diminua au point que l'on put se montrer moins sévère sur les droits de propriété des gentilshommes demandant leur réception. Le sieur de Luscan chercha à entrer en 1765 aux Etats pour la terre d'Ordizan qui, selon lui, aurait obtenu le droit d'entrée sous Henri IV, ce qui était éminemment contestable, car on connaissait alors le bénéficiaire du droit d'entrée mais non le fief auquel il avait été attaché[3875]. Il n'en produisait pas moins des titres démontrant que, depuis des décennies, le fief d'Ordizan donnait bien droit d'entrée. Le subdélégué se montra favorable à son admission en estimant que son droit était bien fondé. Il ajoutait aussi qu'il était d'autant plus favorable à son admission que l'arrêt de 1751 ne limitait les entrées qu'afin d'exclure « les sujets qui n'ont pas des véritables entrées et qui ne sont pas véritablement gentilshomes »[3876]. Or, le sieur de Luscan possédait une véritable entrée et serait un « gentilhomme qualiffié », dont le père avait été longtemps syndic des Etats, ce qui contribuait à favoriser son admission. Enfin le subdélégué concluait en avançant l'intérêt public, car « dans un tems surtout où le nombre des membres du corps de la noblesse diminue chaque jour, faute de laisser des successeurs qui ayent les qualités requises », ce serait bien l'intérêt public que « le petit nombre qui reste se fortiffie par la reception d'un vray gentilhomme tel que le sieur de Luscan fils ». Le président des Etats lui-même semblait favorable à cet assouplissement. Son opinion était que lorsque la noblesse était bien établie, on ne devait pas mettre trop d'obstacles à l'intégration des Etats,

[3873] *ADHP*, 65 J 129, arrêt du conseil d'Etat du roi donné à Fontainebleau le 28 octobre 1751.
[3874] *ADHP*, 44 J 12, « Précis des délibérations des états du pays et comté de Bigorre, convoqués dans la ville de Tarbes le 2e décembre 1776 », p. 5-6. En 1758 déjà, le nouveau syndic, le comte de Béon, avait obtenu de renvoyer la production de ses preuves à l'assemblée suivante (*ADHP*, 1 C 144). Il faut dire que dans ces deux cas leur noblesse était indubitable, il ne fallait pas s'attendre à une surprise. En cas de renouvellement, le syndic renouvelait son serment mais ne faisait pas de nouvelles preuves (*ADPA*, C 397, précis des délibérations des Etats du pays et comté de Bigorre, convoqués dans la ville de Tarbes le 8e novembre 1779, p. 6).
[3875] *ADPA*, C 385, lettre du comte de St-Florentin à l'intendant d'Etigny, à Versailles, le 15 septembre 1765.
[3876] *Ibidem*, lettre du subdélégué Vergès à l'intendant, Tarbes, le 18 avril 1765.

alors que le nombre de gentilshommes diminuait[3877]. Si un assouplissement de la rigueur sur les titres de propriété était souhaité, quasiment personne ne songeait à remettre en question la preuve de noblesse[3878].

Paragraphe 2) Une tentative de durcissement de la preuve de noblesse

Après avoir imposé l'obligation d'être noble depuis trois générations pour pouvoir entrer aux Etats, et malgré la diminution du nombre de nobles, les partisans d'une fermeture plus étroite encore allaient pourtant apparaître, en ce siècle de réaction nobiliaire. En 1778, le marquis d'Ossun évoquait cette volonté sans préciser de qui elle émanait, déclarant que « l'on voudroit à présent exclure les simples nobles qui ne prouvent pas leur noblesse depuis 1550 »[3879]. Il évoquait cette question comme une affaire extrêmement sensible, préconisant qu'en la matière on suive une voie régulière, en consultant l'évêque de Tarbes et l'intendant, et ne souhaitant pas pour sa part prendre partie, car il conjecturait qu'une telle démarche entraînerait « une scission et de grandes animosités dans le corps des nobles de Bigorre ».

Un mémoire envoyé à un secrétaire d'Etat et une lettre à l'intendant de Jean-Marie d'Astugue, seigneur de Mun, nous apporte d'autres informations sur cette tentative de nouvelle fermeture. D'après lui, une douzaine de gentilshommes membres du corps de la noblesse aux

[3877] *ADHP*, 44 J 15, lettre de Michel-François de Couët du Vivier de Lorry, évêque de Tarbes, au sieur Vergès, syndic des Etats de Bigorre, 28 décembre 1772 : « quand il est gentilhomme et homme honnête, vous devriés plus désirer d'en voir accroître le nombre que de le voir diminuer, l'intérêt et la force de la province dépendent beaucoup du nombre des vocables, ils s'éteignent tous les jours, et si l'on échappe l'occasion de les remplacer elle finira faute de combattans ».

[3878] La grande masse du tiers-état n'avait pas les moyens d'acquérir des fiefs et devait donc se montrer indifférente à ce règlement. C'était seulement les bourgeois vivant-noblement, pour ne pas dire les « usurpateurs » de noblesse, qui étaient préjudiciés. On remarque seulement en 1780, dans une requête à l'intendant, que les consuls de Tarbes critiquaient la noblesse du pays, qui tâchait d'augmenter le nombre des capités sur son rôle, en y acceptant des personnes non nobles possédant des fiefs, alors même qu'elle s'était dotée d'un règlement « rigoureux » excluant ces mêmes personnes possédant des fiefs des Etats : « il ne paraît donc par conséquent que cette noblesse, si scrupuleuse dans la recherche des qualités, appelle dans son rôlle de la capitation des contribuables qu'elle n'admet pas à voter avec elle dans les assemblées des états ». Les consuls pointaient donc ce paradoxe et accusaient les nobles de ne se préoccuper que de leur « intérêt particulier » au détriment du tiers-état qui voyait son imposition augmenter (*AMT*, CC 434, requête à Laboulaye intendant généralité d'Auch et Pau, 1780). En 1789, dans le cadre des projets de réforme des Etats, l'auteur d'un « Mandat patriotique » proposait d'admettre tant les possesseurs de biens féodaux que les nobles sans fief, car « les uns sont des citoyens distingués par leurs services et ceux de leurs ancêtres, les autres contribuent par leurs propriétés et leurs subsides au bien public. Loin de nous les distinctions attachées à l'ancienneté des titres. Tout homme qui aura la noblesse acquise et transmissible sera reçu parmi nous » (*ADHP*, 1 C 264-2, « Mandat patriotique, ou projet d'instruction à donner aux communes de Bigorre en 1789 », Pau, 1789, p. 6).

[3879] Il semblait pour sa part partagé, écrivant qu'il y aurait « bien des considérations et des raisons à alléguer pour et contre » (*ADHP*, 65 J 384, lettre du marquis d'Ossun à monsieur de Gonnès, Versailles, 18 décembre 1778).

Etats, dont plusieurs de ses parents, se seraient réunis chez le comte de Gontaut, et auraient signé « en secret » un mémoire pour « éloigner des assemblées tous les vocables dont le principe de la noblesse seroit connu, et notament ceux qui l'auroint puisée dans le capitoulat à Toulouse »[3880]. Le seigneur de Mun assurait qu'il n'y aurait pas lieu d'en rougir, d'autant que ses auteurs avaient été reçus aux Etats et qu'ils avaient épousé « des filles de qualité ». Ce règlement reviendrait à réserver l'entrée aux seuls gentilshommes de noblesse immémoriale. Le mémoire aurait été remis au secrétaire d'Etat par le syndic de la noblesse, le marquis de Sarlabous. Le sieur d'Astugue demandait donc tout simplement à ce qu'on le lui communique, pour faire connaître leurs griefs, car il se prévalait dans cette affaire du soutien de plusieurs autres nobles de Bigorre[3881]. Il déclarait avec emphase que le ministre jetterait « la honte et le désespoir dans des maisons qui se font un devoir de bien servir le roy, et dont les enfants aujourd'huy sont au moment de verser leur sang pour la déffense de la patrie et pour la gloire de la couronne de leur maître »[3882]. Ce projet, qui aurait surtout pour fâcheuse conséquence de réduire encore le nombre de gentilshommes, n'eut pas de suite.

3) Les projets de réforme des Etats en 1789

A part l'introduction de la preuve de noblesse, l'organisation des Etats de Bigorre demeura la même après 1750. Pourtant, il est important de relever qu'avec la convocation des Etats généraux, un mécontentement s'exprima concernant leur composition. La noblesse et le clergé furent alors la cible des critiques du tiers-état, au nom du « patriotisme ». Le débat sur la réforme des Etats fut l'occasion de la manifestation de la volonté de ce dernier d'occuper une place beaucoup plus importante que par le passé qui lui ferait faire jeu égal avec les autres ordres. La composition du rôle était devenue inintelligible aux contemporains. Elle apparaissait d'autant plus inique qu'elle n'était pas représentative selon les critères qui tendaient à

[3880] *ADPA*, C 1615, « copie d'un mémoire adressé à monseigneur d'Amelot ministre et secrétaire d'Etat », signé Dastugue de Soréac, 14 janvier 1779. D'après lui, ce projet de durcissement de la preuve de noblesse n'en serait pas à ses débuts : « les prétentions injustes des vocables dans la noblesse qui ont signé le mémoire contre lequel je réclame ont été déjà condamnées par les ministres vos prédécesseurs et que ces décisions sont enregistrées aux registres des états, mais ce n'est point le moment de rien prouver ».
[3881] *Ibidem*, lettre de Jean-Marie d'Astugue de Soreac, au château de Mun, 14 janvier 1779 : « je réunis dans ce moment la confiance de plusieurs maisons dans la province qui méritent votre bonté et votre bienfaisance, vous en donnerés à tous dans cette occasion les preuves les plus parfaites, et celles d'une justice à laquelle nous devons nous attendre ».
[3882] *Ibidem*, copie d'un mémoire de Dastugue de Soréac adressé à d'Amelot, secrétaire d'Etat, 14 janvier 1779.

s'imposer. En février 1789, le tiers-état aux Etats de Bigorre proclama que le « déffaut de liberté dans le choix des représentants » était un des « vices » des Etats[3883]. Chaque ordre devait pouvoir désigner ses représentants librement, la composition des Etats selon les anciens rôles n'étant pas libre et donc pas représentative. Concernant la noblesse, le tiers-état avait pointé que ses représentants n'étaient que des possesseurs de fiefs « acquis à prix d'argent » : c'était donc la fortune qui déterminait qui siègerait dans ce corps. Ce manque de liberté dans la représentation était lié à un autre « vice », l'insuffisance de la représentation au sein des trois ordres, la campagne étant omise pour le tiers, le bas-clergé pour le premier ordre, et pour le second ordre, les nobles ne possédant pas des fiefs[3884]. Tous les citoyens devraient pouvoir être représentés, car soit la représentation était universelle, soit elle ne serait pas représentative. Le choix des députés devrait donc être libre et se faire par l'élection.

La représentativité de chaque ordre était une des questions importantes mises sur la table par le tiers-état, mais c'était loin d'être la seule : d'autres revendications étaient beaucoup plus fondamentales, et annonçaient les grands bouleversements à venir. La division en trois ordres était considérée comme le « premier vice de la constitution », car il serait à « l'origine de touts les autres vices de votre constitution »[3885]. Etaient réclamés le doublement du tiers-état et, considérant que les deux autres ordres étaient en conflit avec lui, et le réduirait « à un état d'impuissance et de nullité humiliante », l'égalité des suffrages, en ne donnant qu'une voix aux deux premiers ordres, ou au moins un véto au tiers-état. Ni les représentants de la noblesse ni ceux du clergé, satisfaits de la constitution des Etats, ne se montrèrent favorables à ces réformes[3886].

La discussion fut rouverte lors de l'assemblée de la noblesse tenue pour l'élection des députés aux Etats généraux de la sénéchaussée de Bigorre d'avril 1789. Il est vrai que lors de cette assemblée, les nobles ne possédant pas de droit d'entrée, et non séants aux Etats du pays,

[3883] *ADHP*, 1 C 264-3, « copie de la réponce du tiers-état de la province de Bigorre à la délibération de la noblesse et du clergé », 25 février 1789.
[3884] *Ibidem*, la même représentativité était réclamée pour les syndics, chaque ordre devant donc avoir son syndic librement choisi par lui-même, non par l'ensemble des Etats.
[3885] *Ibidem* ; *ADHP*, 1 C 264-1, motion des représentants du tiers-état aux Etats de Bigorre, février 1789.
[3886] Après lecture de la motion du tiers-état le 25 février, ces deux ordres acceptèrent qu'elle fût transcrite dans le registre des Etats « sans néanmoins que la transcription qui en sera faite puisse être regardée dans aucun cas comme un acquiescement de leur part à cette motion ». C'était là leur seule concession. Ces deux ordres délibérèrent qu'ils ne reconnaissaient « aucun vice dans la constitution actuelle des Etats, qui n'a jamais été qu'utile au service du roi et au bien public ». Ils demandèrent cependant au tiers-état des précisions. Celles-ci, notamment leur proposition de se rapprocher du modèle béarnais, apportées par le tiers-état le lendemain, présentées par le député de Saint-Pé, Lanère, ne trouvèrent pas plus de grâce aux yeux des « privilégiés » que leur motion de la veille. Ils n'eurent pas à les rejeter en bloc, ni même à les discuter, puisqu'après mure délibération des ordres séparés, ils concédèrent uniquement de noter dans les registres qu'il avait été fait lecture du mémoire, mais estimèrent qu'il ne répondait pas aux attentes exprimées la veille par la noblesse (*ADHP*, 44 J 11, « extrait des registres des délibérations des états du pays et comté de Bigorre », du 25 février 1789).

qui avaient intérêt à une amélioration de la représentativité, étaient présents, contrairement aux Etats de Bigorre. La discussion des articles du cahier des doléances de l'ordre de la noblesse ne posa alors aucun problème, tous furent approuvés sauf l'article 27 touchant le droit d'entrer aux Etats avec la noblesse, qui suscita de nombreuses réclamations et de longues délibérations. Il est intéressant de relever que des nobles manifestèrent des vues au moins en partie similaires à celles du tiers-état. Les nobles non possesseurs de fief présentèrent une requête à l'ensemble de l'assemblée de la noblesse[3887]. Les requérants y protestaient contre cet article qui prévoyait de faire entrer aux Etats de Bigorre les nobles possédant des fiefs n'ayant pas d'entrée aussi bien que les nobles en possédant, mais qui limitait les nobles ne possédant pas de fiefs à un nombre de députés qui serait déterminé par les Etats[3888]. Cette délibération apparaissait comme une sorte de compromis qui risquait finalement de ne satisfaire ni les anciens représentés, qui perdaient la valeur de leur droit d'entrée, ni ceux qui étaient partiellement exclus parce qu'ils ne possédaient pas de fiefs, au profit d'un nombre probablement réduit de nobles possédant fiefs mais non de droit d'entrée. Ils souhaitaient donc une nouvelle délibération sur cet article et menaçaient de se pourvoir au conseil du roi. Leur prétention fut finalement repoussée à une « majorité considérable de voix », et ne leur fut reconnu que le droit d'entrer par des députés, dont le nombre serait fixé par les Etats[3889]. Ainsi en Bigorre, de nombreuses revendications surgirent, et des changements importants semblaient inéluctables. Pour autant un bouleversement total n'était pas proposé, pas même par le tiers-état, et la preuve de noblesse n'était pas remise en cause.

Ailleurs en Gascogne orientale, visiblement déçus par l'expérience des assemblées provinciales, ce furent des « Etats provinciaux » qui reposeraient sur l'élection qui furent réclamés en 1789. Toutefois, avec les modifications apportées aux Etats en Dauphiné, qui devinrent un modèle, il était devenu évident que les Etats provinciaux ne seraient pas reconstitués sous leur ancienne forme, jugée défectueuse, mais sous une nouvelle mouture dans laquelle le tiers-état aurait un poids bien plus conséquent[3890]. Si l'on suivait l'exemple du Dauphiné, la noblesse aurait une place plus importante que le clergé avec deux tiers des sièges

[3887] *ADHP*, 1 C 264-91, requête des nobles non possesseurs de fiefs de Bigorre, 8 avril 1789. Les nobles ne possédant pas de fief étaient alors au nombre de dix-neuf, si l'on accepte l'hypothèse que tous s'y associèrent.
[3888] D'après-eux, la qualité de noble, « quoique non possédant fiefs, devroit seule les y faire appeler touts, ainsi qu'on y appelle les nobles possesseurs de fiefs auxquels l'entrée aux Etats n'est pas actuellement attachée ». Ils se disaient prêts à renoncer au « défrais », l'indemnité pour le droit de séance (*ibidem*).
[3889] *ADHP*, 1 C 268, procès-verbal de l'assemblée des trois ordres de Bigorre, 1er avril 1789.
[3890] Au marquis de Franclieu qui l'interrogeait sur la réunion de la Rivière-Basse à la Bigorre et son incorporation aux Etats de ce pays, monsieur de Cardaillac lui répondit le 20 février 1789 qu'étant donné qu'on « voudroit tout assimiler aux Etats du Dauphiné, si l'on y réussit le sort de la Bigorre et celui de l'Armagnac sera le même, du moins quant à la forme de l'administration » : soit des Etats, soit le « despotisme » (Fonds Lascazères).

des « privilégiés » réservés. La division des ordres n'en était pas moins conservée, et même renforcée par souci de cohérence : chaque ordre élirait ses propres représentants (alors que dans les assemblées provinciales tous les électeurs devaient élire les représentants des divers ordres), et les nobles ne pourraient être représentants du tiers-état. En outre, le corps de la noblesse serait fermé aux anoblis par l'exigence de quatre degrés de preuve de noblesse.

Les cahiers de doléances de la noblesse gasconne, quoique laconiques sur le sujet, montrent l'acceptation par la noblesse du plan des Etats du Dauphiné, du moins dans ses grands traits, et en tout cas qu'on ne songeait pas à un retour au passé sur la forme. En Rivière-Verdun, la noblesse demanda le rétablissement de ses Etats, admettant l'adjonction à ses Etats « d'une plus grande étendue de pays ». Ses membres seraient élus « dans de justes proportions », sans que ne fût fixé le nombre de députés des différents ordres. Ce territoire était de loin celui où les anoblis étaient en proportion les plus nombreux en Gascogne. On n'est donc pas étonné d'y voir que loin de réclamer de sévères preuves de noblesse, il y fut demandé que, sous condition de la possession d'une propriété, même roturière, ou du domicile dans le pays, la seule noblesse « acquise et transmissible » suffise pour y siéger[3891].

Les nobles commingeois demandaient dans leur cahier le rétablissement des Etats provinciaux en Comminges et Couserans, mais sous une forme différente de leur ancienne constitution, puisque les représentants des divers ordres y seraient librement élus, quoiqu'ils n'en précisassent pas les proportions[3892]. Ce n'est pas autre chose que revendiquait la noblesse de la sénéchaussée d'Auch[3893]. La noblesse d'Armagnac réclama des Etats provinciaux, dont les membres seraient librement élus, mais elle s'en remit aux Etats généraux pour en fixer l'organisation. La noblesse des Quatre-Vallées, qui avait la particularité d'être exclue des assemblées du pays, réclama des Etats analogues à ceux des autres provinces, sans d'autres précisions[3894]. L'essentiel était demandé, et pour le reste il fallait laisser aux Etats généraux les coudées franches, d'ailleurs les nobles ayant tous exigé que fussent conservées la séparation des ordres et des délibérations aux Etats généraux, ils ne voyaient pas pourquoi les mêmes principes ne seraient pas mis en œuvre à un niveau inférieur.

Dans les pays d'Etats, le conservatisme pouvait être plus fort. La noblesse du Nébouzan regardait vers le passé, puisque ses Etats devraient être conservés sous la forme qu'ils avaient

[3891] *ADHG*, 1 C 3813, « Cahier des doléances de la noblesse du pays et jugerie de Rivière-Verdun, Gaure, baronnie de Léonac et Marestaing », Verdun sur Garonne, le 16 avril 1789.
[3892] Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, 1ère série, tome III, « Mandat de la noblesse du pays et comté de Comminges, Couserans et Nébouzan », p. 23, art. 6. Le président des Etats serait élu par les Etats, mais choisi alternativement dans les deux premiers ordres.
[3893] *ADG*, B 497, cahier des doléances de la noblesse de la sénéchaussée d'Auch, mai 1789, art. 10.
[3894] *Ibidem*, art. 38.

lors de son rattachement à la Couronne[3895]. En Bigorre, la noblesse paraît avoir été également très attachée à l'ancienne formation des Etats, mais un élargissement aux nobles possesseurs de fiefs et partiellement aux nobles non possesseurs semblait acté.

Seule la noblesse du Couserans se montra précise sur les proportions qu'elle espérait obtenir. Les membres élus de ses Etats réclamés seraient pour « moitié formée par le tiers-état, les deux tiers de l'autre moitié par la noblesse, et le reste par le clergé, et que la présidence sera assurée par les deux premiers ordres »[3896]. C'était effectivement le clergé, qui avait le rôle principal en Languedoc, dont la représentation avait été diminuée en Dauphiné au profit de la noblesse, et qui avait suscité la défiance par l'intransigeance dans la défense de ses privilèges à l'assemblée provinciale d'Auch, qui devait faire les frais des réformes à venir[3897].

En somme, la question de la preuve de noblesse paraissait secondaire en 1789. Le doublement du tiers, la réduction de la proportion de clercs et surtout le vote par ordre faisaient l'objet du débat. Il semblait pourtant évident que le désir d'une meilleure représentativité allait entrainer la nécessité de prouver sa noblesse, afin de s'assurer que l'on pourrait bien entrer en tant que personnellement noble aux Etats, et non comme possesseur d'un droit réel, ancien système qui semblait dépassé. Seule la noblesse de Rivière-Verdun se montrait explicite en réclamant une noblesse simple, mais le silence des autres ne permet pas de supposer qu'une preuve plus exigeante était exclue, d'autant que le pays de Rivière-Verdun était caractérisé par le caractère récent de sa noblesse. En Bigorre, une plus grande ouverture aux nobles qui ne se trouvaient pas sur le rôle n'allait pas forcément de pair avec un assouplissement de la preuve de noblesse, puisqu'une réduction du nombre de degrés ne fut pas demandée. Comme dans les Etats de Dauphiné récemment reconstitués, l'exigence de quatre degrés de noblesse ne signifiait pas forcément une exclusion absolue des anoblis, puisque ces derniers, non éligibles, pouvaient cependant être électeurs. Une preuve de noblesse devait donc être nécessaire, et ailleurs qu'en Rivière-Verdun, il est possible qu'une exigence en termes d'ancienneté fût souhaitée, si l'on en croit l'exemple récent des assemblées provinciales.

[3895] Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, 1ère série, tome III, cahier des doléances secondaires de la noblesse du pays et comté de Comminges et Nebouzan, art. 24.
[3896] *ADA*, 77 F 163, « Cahier de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Couserans ».
[3897] C'est d'ailleurs ce schéma qui fut repris par le pouvoir royal et soutenu par la plupart des députés nobles : les Etats provinciaux devaient être composés pour moitié de représentants du tiers-état élus par leur ordre, et pour trois dixièmes de la noblesse (*ADG*, B 496, « Déclaration des intentions du roi », 23 juin 1789, p. 6 : art. 17 et 18).

II) Une place conservée dans les corps créés dans la seconde moitié du XVIIIe siècle

La noblesse formait un corps dans les pays d'Etats, corps qui pouvait défendre ses intérêts dans ce cadre (mais ne comprenait pas tous les nobles, qui ne pouvaient pas tous y siéger). Ailleurs en revanche la noblesse n'était pas constituée en corps. Durant les troubles, les nobles avaient pu se regrouper spontanément pour réagir face aux attaques, l'union faisant la force[3898]. Les nobles pouvaient aussi éprouver le besoin de se regrouper pour défendre des intérêts communs en nommant un syndic qui se chargerait des affaires du groupe et le représenterait en justice. Ainsi on vit en plusieurs occasions les nobles d'Armagnac, de Lomagne, du Fezensac et du Fezensaguet former des assemblées et nommer des syndics pour défendre leur privilège coutumier d'exemption du droit des lods et ventes au XVIIe siècle[3899]. Les assemblées des nobles qui purent se tenir alors ne pouvaient se former spontanément, elles ne se faisaient qu'avec l'autorisation du gouverneur de Guyenne, et donc sous le bon plaisir du roi[3900]. Elles furent très exceptionnelles, et il s'agissait de fait souvent moins d'assemblées des nobles que des seigneurs[3901]. Dans aucune d'entre elles il ne fut question de preuves de noblesse, ces assemblées étant peu institutionnalisées et regroupant un petit nombre de nobles qui se connaissaient.

On remarque encore deux assemblées de nobles à la fin de cette période. Le 26 juillet 1788 à Saint-Martory, pas moins de cinquante-six nobles commingeois se réunirent pour

[3898] Par exemple la noblesse d'Armagnac en 1569 (Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 350 et p. 360.
[3899] Par exemples : *ADG*, I 2165, procuration faite devant le notaire de Tournecoupe, à Lectoure le 27 octobre 1633 ; *ADG*, I 2588, assemblée des gentilshommes de Lomagne, Lectoure, 9 octobre 1680 ; *ADG*, I 2758, ratification faite devant Filho notaire, Séailles, 19 septembre 1682.
[3900] Lorsqu'en 1664, des nobles d'Astarac décidèrent de s'assembler à Masseube le 14 juillet pour des motifs que nous n'avons pas pu élucider, l'abbé de Rochechouard écrivit à un gentilhomme qu'ils avaient « mandé vers monsieur de Saint-Luc, pour luy demander permission de faire une assemblée, laquelle je crois qu'il nous accordera » (Fonds Lamothe, lettre de l'abbé de Rochechouard à monsieur de Colomès, Esclassan, 6 juillet 1664).
[3901] En Comminges, des assemblées purent encore être réunies à la demande de quelques nobles en 1723, afin de refaire le rôle de la capitation. Remarquons qu'elles ne se firent qu'avec l'autorisation de l'intendant, qui accepta qu'ils donnassent leur « avis », et que ce ne fut pas une assemblée générale, mais par « quartiers » (Fonds Lamothe, lettre de monsieur de Lamothe-Colomès au marquis de Saint-Blancard, Gensac, 6e décembre 1723).

soutenir la noblesse de Toulouse dans ses supplications au roi[3902]. En pleine fronde des parlements contre la politique du garde des Sceaux Lamoignon, une partie de la noblesse commingeoise marquait son souhait de voir retirer ces réformes qui seraient selon elle inconstitutionnelles, et se montrait solidaire de la robe toulousaine[3903]. Les nobles y furent convoqués par des lettres imprimées anonymes, lettres qui invitaient les nobles à prévenir les gentilshommes de leur connaissance qui n'auraient pas reçu la convocation. Il est probable qu'une preuve de noblesse fût exigée pour participer à cette assemblée. Il était en effet inscrit dans la lettre de convocation : « on ne doute pas que dans cette occasion vous ne fassiez connoître que vous êtes gentilhomme »[3904]. Elle fut suivie de près de la noblesse du Couserans, dont soixante-quinze membres se réunirent pour se joindre aux mêmes suppliques[3905]. Ces assemblées furent illégales, sans aucune autorisation du pouvoir, et constituèrent une forme de rébellion[3906]. De telles assemblées ne purent être tenues qu'en raison du profond délitement de l'autorité royale à la veille de la Révolution, et c'est à juste titre qu'on a parlé de « révolte aristocratique ».

Il est significatif que l'on demandât d'établir la preuve de noblesse en 1788 à l'assemblée de Comminges, ce qui devait se faire par des titres plus ou moins probants. Une telle demande aurait paru étrange dans les assemblées de nobles des siècles antérieurs, mais désormais, l'habitude était prise pour les nobles de faire leurs preuves, et une telle exigence pouvait paraître normale. Dans le cadre des tentatives de réforme de la monarchie administrative, deux institutions locales furent créées dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Ce fut plutôt des échecs, leurs durées furent éphémères. Elles nous intéressent cependant parce qu'en réservant une représentation au second ordre, on pourrait s'attendre à ce que là aussi la preuve de noblesse ne fût pas ignorée par leur organisation.

[3902] *Second recueil d'un choix de pièces et d'écrits divers sur la Révolution qui a été tentée en France, par les édits du 8 mai 1788, et sur les Etats généraux*, 1788, p. 164, « Adhésion des gentilshommes du pays de Comminges aux supplications que la noblesse de Toulouse a adressées au roi, le 10 juillet dernier », Comminges, juillet 1788.
[3903] Sur l'action du parlement de Toulouse durant « l'affaire des grands bailliages », voir Nelidoff, Philippe, La municipalité de Toulouse au début de la Révolution, *op. cit.*, p. 25 et suiv.
[3904] Fonds Beaulieu, lettre imprimée, à monsieur de Lamezan, seigneur de Juncet.
[3905] Second recueil d'un choix de pièces et d'écrits divers sur la Révolution qui a été tentée en France, par les édits du 8 mai 1788, et sur les Etats généraux, *op. cit.*, p. 165 : « Adhésion des gentilshommes du pays de Couserans aux supplications que la noblesse de Toulouse a adressées au roi », Couserans, 12 août 1788. Outre la demande de révocation des édits, ils se plaignirent des misères du temps, et surtout de la lourdeur des impôts.
[3906] Il est vrai que ces nobles ne faisaient qu'emboiter le pas des officiers du roi, à commencer par les parlementaires de Toulouse (Nelidoff, Philippe, La municipalité de Toulouse au début de la Révolution, *op. cit.*, p. 27).

A) Les assemblées provinciales

La création de ces assemblées provinciales fut inspirée par les idées de Montesquieu et Fénelon, qui mettaient en avant les corps intermédiaires comme moyens de restaurer une monarchie modérée en lieu et place du despotisme[3907]. Ce « libéralisme aristocratique » n'était nullement incompatible avec la noblesse, à laquelle il voulait accorder une place de choix. Quoique ne tenant plus compte de la division des ordres, sur le modèle des grands pays d'Etats, les physiocrates (le marquis de Mirabeau et Dupont de Nemours entre-autres) se montrèrent aussi favorables à une promotion d'assemblées locales. L'absolutisme et son bras armé, l'intendant, suscitaient une défiance croissante. Première concrétisation, Necker créa en 1778 une assemblée provinciale en Berry, puis en 1779, une autre en Haute-Guyenne[3908]. Innovation très importante, le tiers-état composait la moitié des membres de l'assemblée, et le vote s'y faisait par tête. Le départ de Necker en 1781 empêcha la généralisation de ces ballons d'essai, mais cette réforme satisfit les provinces qui s'y virent associées. C'est à partir de cette expérience que Loménie de Brienne décida en juin 1787 de généraliser les assemblées provinciales dans toutes les généralités où il n'y avait pas d'Etats provinciaux, assemblées dotées de prérogatives en matière fiscale et administrative, exercées sous le contrôle de l'intendant[3909]. Elles pouvaient émettre des vœux de réforme que le roi pourrait reprendre. Ces assemblées ne se réunirent qu'en décembre 1787[3910]. Les membres furent nommés par le roi sur avis de l'intendant pour moitié, et cooptés pour l'autre par les membres nommés par le roi[3911].

[3907] Les assemblées provinciales ont fait l'objet d'une étude approfondie de Pierre Renouvin, Les assemblées provinciales de 1787. Origines, développement, résultats, *op. cit.* Sur l'assemblée provinciale d'Auch, voir Brégail, G., L'assemblée provinciale de la généralité d'Auch en 1787, *op. cit.*

[3908] Sous cette appellation furent compris le Quercy et le Rouergue.

[3909] Le projet de Calonne, qui gommait la distinction entre les ordres, avait été repoussé par l'assemblée des notables, entre-autres motifs pour cette cause, les notables ayant jugé que cette confusion, contraire à la « constitution » de la monarchie, dissuaderait nobles et évêques de s'y rendre, et favoriserait les empiètements sur leurs privilèges (Renouvin, Pierre, Les assemblées provinciales de 1787. Origines, développement, résultats, *op. cit.*, p. 84).

[3910] Elles ne suscitèrent pas un grand enthousiasme, car elles n'épousaient pas les contours géographiques des anciens pays d'Etats auxquels les locaux étaient restés attachés mais ceux des généralités, qu'elles restaient sous la surveillance de l'intendant, et peut-être aussi parce que les « privilégiés » y conservaient un poids important, le premier sur le plan honorifique.

[3911] Les membres devaient rester les mêmes jusqu'en 1790, puis être renouvelés progressivement par des élections.

1) Des assemblées des trois ordres

Les trois ordres étaient bien distingués dans les séances, le clergé siégeant à droite, la noblesse à gauche, et le tiers-état au milieu[3912]. Lors du vote, qui se faisait par tête, un ecclésiastique donnait en premier son suffrage, puis un seigneur laïc ou un noble le représentant, suivi de deux membres du tiers-état, et ainsi de suite : cet étrange système permettait à la noblesse de conserver le second rang[3913]. Il faut cependant noter que sur un plan matériel, on avait désormais davantage d'égards pour le tiers-état. Ainsi le bureau de la comptabilité de l'assemblée d'Auch proposa comme « un acte de justice » qu'il fût instauré une indemnité pour les représentants du tiers-état, alors que ceux de la noblesse et du clergé y renoncèrent spontanément[3914].

Le système d'administration créé par Loménie de Brienne était en réalité complexe. Trois niveaux étaient emboîtés. Au premier degré fut créée une assemblée municipale, là où n'existait pas de municipalités, qui comprenait un curé et trois à neuf membres élus au suffrage censitaire, présidée par le seigneur, donc en Gascogne, dans la plupart des cas, par un noble[3915].

Au deuxième degré furent créées des « assemblées de district » au niveau de l'élection[3916]. Il y avait donc cinq assemblées particulières en Gascogne orientale : une en Armagnac, une en Astarac, une en Lomagne, une en Rivière-Verdun et une en Comminges. Ces assemblées étaient composées de vingt membres dans la généralité d'Auch, élus dans les assemblées municipales. Elles devaient être composées pour moitié de membres du tiers-état, et le vote s'y faisait par tête, mais le président, noble ou ecclésiastique, et nommé par le roi,

[3912] *ADG*, C 637, « Règlement fait par le roi, sur la formation et la composition des assemblées qui auront lieu dans la généralité d'Auch », Versailles, 12 juillet 1787, art. 16.
[3913] *Ibidem*, art. 21. Les nobles étaient d'ailleurs très attachés à cette préséance, et lors de l'assemblée provinciale d'Auch, les rapporteurs de la commission sur le règlement protestèrent contre l'article 14 du règlement concernant les assemblées municipales, qui en l'absence du seigneur accorderait la présidence au syndic roturier, au détriment du procureur noble du seigneur : « quel est le gentilhomme qui accepterait une situation le rendant subordonné à un simple paysan ? » (cité par Brégail, G., L'assemblée provinciale de la généralité d'Auch en 1787, *op. cit.*, p. 23). Et l'assemblée émit le vœu que cet article fut modifié, comme presque toutes les autres assemblées provinciales (Renouvin, Pierre, Les assemblées provinciales de 1787, *op. cit.*, p. 182).
[3914] Brégail, G., L'assemblée provinciale de la généralité d'Auch en 1787, *op. cit.*, p. 27.
[3915] *ADG*, C 637, règlement sur les assemblées de la généralité d'Auch, Versailles, 12 juillet 1787, art. 2. Les autres membres de l'assemblée municipale pouvaient être aussi bien nobles que roturiers : la commission intermédiaire de l'assemblée provinciale d'Auch le précisa dans l'article 4 de la section 2 de ses « Instructions pour les assemblées municipales » (*ADG*, C 637). Le cens était de 30 livres d'imposition.
[3916] Aussi appelées assemblées de « département » ou « d'élection ».

départageait en cas d'égalité des voix. Les représentants de la noblesse étaient pris parmi les seigneurs qui étaient membres de droit de l'assemblée municipale[3917]. Le procureur d'un seigneur à l'assemblée municipale pouvait être nommé à l'assemblée d'élection pourvu qu'il fût noble et qu'il ait au moins 1000 livres de revenu dans cette dernière[3918].

Puis au niveau de la généralité était créée une assemblée provinciale, composée de vingt-huit à cinquante membres élus par les assemblées de district. Celle de la généralité d'Auch devait être composée de quarante membres, dont dix nobles. Ces assemblées furent composées comme au niveau intermédiaire à moitié de membres du tiers-état, et la présidence revint là aussi à un ecclésiastique ou un noble ayant voix prépondérante[3919].

Pour les assemblées de district et de province, une commission intermédiaire assurant la permanence de l'institution fût créée, composée de quatre membres dont deux du tiers-état et un noble, avec deux syndics, dont un du clergé ou de la noblesse[3920]. Le président de l'assemblée d'élection ou provinciale devait présider la commission intermédiaire, ou en son absence le représentant de la noblesse si le président était noble, ou le représentant du clergé si c'était un ecclésiastique[3921].

En conservant la division par ordre, ces assemblées pouvaient apparaître comme héritières du libéralisme aristocratique, mais le doublement du tiers-état et le vote par tête étaient la marque d'une place beaucoup plus importante de ce dernier ordre, qui faisait désormais institutionnellement presque jeu égal avec les deux autres ordres. Toutefois, la noblesse empiétait encore sur le tiers-état, dans la mesure où le seigneur de Saint-Jean le Comtal, le sieur Descoubes de Monlaur, lieutenant criminel au siège présidial d'Auch, qualifié d' « écuyer », siégeait avec le tiers-état. Ce n'était pas une spécificité gasconne, puisque sur un échantillon de trois cent quarante et un représentants du tiers-état, Pierre Renouvin a relevé que soixante-trois portaient des qualifications nobiliaires[3922]. C'est que si les « seigneurs de

[3917] *ADG*, C 637, règlement sur les assemblées de la généralité d'Auch, Versailles, 12 juillet 1787, art. 2.
[3918] *Ibidem*, art. 4. Une communauté possédant une seigneurie pouvait se faire représenter par un procureur, à condition qu'il fût noble ou ecclésiastique (art. 5).
[3919] Le président était nommé pour quatre ans, et renouvelé ensuite par le roi, qui aurait le choix entre deux nobles et deux clercs présidents des élections présentés par l'assemblée (*ibidem*, art. 15). Le président nommé alors par le roi fut l'archevêque d'Auch. Sur la proposition faite par un membre de l'ordre de la noblesse, il fut demandé au roi par l'assemblée provinciale d'Auch que lorsqu'il choisirait le président parmi les nobles, l'assemblée puisse lui présenter deux nobles choisis soit parmi les présidents des assemblées d'élection, soit parmi les députés de la noblesse à l'assemblée provinciale (*ADG*, C 637, « Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale de la généralité d'Auch, tenue à Auch dans les mois de novembre et décembre 1787 », à Auch, Chez Jean-Pierre Duprat, Imprimeur du Roi, 1788, p. 148).
[3920] Les syndics étaient en place pour trois ans, et pouvaient être réélus pendant neuf années (*ADG*, C 637, règlement sur les assemblées de la généralité d'Auch, Versailles, 12 juillet 1787, art. 22).
[3921] *Ibidem*, art. 27.
[3922] Renouvin, Pierre, Les assemblées provinciales de 1787. Origines, développement, résultats, *op. cit.*, p. 159.

clocher » étaient membres de droit des assemblées municipales, comme on l'a vu, les membres élus pouvaient être nobles, bien qu'ils siégeassent avec le tiers-état[3923]. Dans les faits, les représentants des divers ordres à l'assemblée provinciale d'Auch furent issus pour la plupart de la strate supérieure de leur ordre[3924]. Cette assemblée n'était *in fine* pas très représentative, si ce n'est des notables qui seuls y prenaient part.

2) La preuve de noblesse

Le corps de la noblesse à l'assemblée provinciale devait être composé de dix « seigneurs laïcs ou gentilshommes les représentans »[3925]. Si les procureurs devaient être nobles, il n'était pas expressément précisé dans le règlement que les seigneurs eux aussi devraient être de cette qualité. Seuls les règlements des assemblées provinciales de Lorraine et d'Alsace avaient fixé expressément une preuve de noblesse[3926]. C'est pourtant l'interprétation exclusiviste qui prévalut.

L'assemblée d'Auch avait constitué plusieurs commissions sur les affaires qu'elle devait traiter (en matière d'impositions, sur l'organisation interne de l'assemblée, sur divers sujets touchant le « bien public »). Une commission fut aussi nommée pour réfléchir sur la seule question de la preuve de noblesse des membres de ce corps, question qui paraissait donc à l'assemblée suffisamment importante pour qu'un bureau soit chargé de faire un rapport dessus, au même titre que la capitation ou les vingtièmes. Il était question de la preuve exigible pour l'entrée dans les assemblées d'élection, « comme étant élémentaires de l'assemblée provinciale », les membres de l'une étant tirés des autres.

[3923] Les rapporteurs de la commission des preuves proposèrent que dans leur cas ils pourraient quand même faire les preuves de noblesse exigées pour l'entrée dans le corps de la noblesse à l'assemblée d'élection, et en retirer un acte, mais que leur rang dans l'assemblée n'en demeurerait pas moins celui de la paroisse, ne pouvant tirer parti de leur qualité pour obtenir quelque préséance que ce soit (*ADG*, C 637, « Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale de la généralité d'Auch », *op. cit.*, p. 74).

[3924] Avec des évêques, abbés et chanoines pour le clergé (presque tous d'extraction noble), et des hommes de loi ou des personnes exerçant des professions bourgeoises pour le tiers-état. Ceux du corps de la noblesse en particulier, au nombre de dix, étaient issus des membres les plus éminents de la noblesse ancienne, dont quatre étaient officiers militaires dans des emplois de premier plan, auxquels s'ajoutèrent deux membres de la magistrature : le vicomte de Pointis St-Jean, le comte de Cardaillac de Lomné, les marquis de Galard et de Luppé, le comte de Noé, maréchal de camps des armées du Roi, le marquis d'Angosse, maréchal de camps et grand sénéchal d'Armagnac, le comte de Fezensac, colonel en second, le comte de Béon, sous-lieutenant des gardes du corps, le sieur de Maurens, président à mortier du parlement de Toulouse, et l'avocat général au même parlement Catelan (*ibidem*, p. 4).

[3925] *ADG*, C 637, règlement sur les assemblées de la généralité d'Auch, Versailles, 12 juillet 1787, art. 7.

[3926] Fauconpret, Benoit de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 256.

La preuve de noblesse, et partant la « pureté de la noblesse », ne furent pas mises en avant comme un moyen de garantir les prérogatives d'une caste, mais présentées sous un jour favorable. Selon les rapporteurs, la noblesse ne serait pas un privilège de la naissance que l'on pourrait opposer au mérite, mais au contraire une « distinction » tellement « méritée » qu'elle ne pourrait être laissée à la merci de la « fraude » et de « l'usurpation ». Il ne suffisait pas que la noblesse parût à l'assemblée, conformément à « l'essence d'une monarchie », encore fallait-il que ce fût « sans mélange, et de manière qu'on ne puisse se méprendre sur tout ce qui tient à sa splendeur »[3927]. La noblesse était donc présentée comme un ordre qui tirerait sa légitimité du mérite, serait inhérente à la monarchie, et dont la pureté permettrait d'assurer la « gloire » de l'assemblée provinciale, en en faisant un de ses plus beaux ornements. Si cette pureté n'était pas garantie, si des « hommes nouveaux » (*ie* des anoblis) prenaient la place de la noblesse ancienne, alors les rapporteurs estimaient que l'on verrait « peu à peu ces assemblées déchoir de leur premier éclat, diminuer en dignité, et perdre dans la même proportion le respect et la confiance des peuples ». Ils allaient jusqu'à soutenir que le tiers-état ne pourrait que « désirer d'être toujours présidé ou précédé, dans cet ordre élevé, par des membres que la naissance y a véritablement placés, en un mot par de vrais gentilshommes ». La preuve de noblesse était donc présentée de façon très habile comme une « nécessité indispensable », le « seul moyen » de « fixer la confiance sur ce point essentiel ». La fermeture du corps n'était à aucun moment vue comme relevant de l'intérêt ou du droit de la noblesse ancienne, mais comme de l'intérêt du tiers-état, de l'institution de l'assemblée provinciale, et même de la monarchie.

L'hypothèse d'un roturier entrant à l'assemblée comme seigneur ne fut même pas envisagée, il ne fut question que des « seigneurs des terres, nobles ou ennoblis ». La volonté d'écarter ces derniers fut poussée assez loin puisqu'il était proposé que fussent prouvés cinq degrés de noblesse (« quatre générations nobles, eux non compris »). Ces cinq degrés de noblesse ne seraient jugés suffisants que s'ils remontaient au-delà de cent années[3928].

Sur la forme, cette preuve devrait être établie avec trois titres par degrés, soit originaux, soit par des extraits des notaires détenteurs tirés en présence de deux commissaires nommés par les bureaux intermédiaires. Le président de l'assemblée d'élection devait nommer une commission composée de quatre commissaires pour vérifier ces titres et faire un rapport sur la preuve de noblesse sur laquelle statuerait l'assemblée.

[3927] *ADG*, C 637, « Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale de la généralité d'Auch », *op. cit.*, p. 74.
[3928] Pour éviter des preuves surérogatoires, il fut décidé que les preuves ne pourraient être étendues plus loin « à moins que la quatrième génération ne remonte à une date plus ancienne ».

Si l'assemblée provinciale suivit l'avis du bureau des preuves de noblesse, cette délibération n'était faite que sous le « bon plaisir du roi », et devait être entérinée par lui pour devenir exécutoire. L'assemblée ne fut plus réunie par la suite, mais il n'en demeure pas moins que c'était encore une fois la noblesse ancienne qui affirmait sa primauté[3929].

B) L'administration municipale sous la réforme Laverdy

En cherchant à associer la noblesse à l'administration municipale, la réforme Laverdy était assez novatrice, car en Gascogne orientale, la noblesse n'avait pas traditionnellement un grand attrait pour les affaires municipales. Le contrôleur général François de Laverdy tenta en effet une réforme libérale des municipalités, en rétablissant les élections, qui avaient disparu en maints endroits à cause des créations d'offices municipaux, et donc en renforçant le caractère représentatif des municipalités, parfois prisonnières d'une étroite oligarchie. Cette réforme fut mise en place par deux édits d'août 1764 et mai 1765[3930]. En Gascogne orientale les édits ne furent pas modifiés et le régime général appliqué tel quel, malgré de nombreuses contestations réglées par le parlement de Toulouse. L'hostilité de l'ancienne oligarchie municipale et la complexité des édits ne permettent pas d'expliquer totalement l'échec de la réforme, qui fut bien appliquée après quelques heurts. Outre le désir de renforcer le pouvoir des intendants, qui avaient perdu certaines attributions avec ces édits, face aux parlements, ce sont pour une grande part des motivations financières qui expliquent son abrogation : par l'édit de novembre 1771, le contrôleur général Terray créait des offices municipaux qui permettraient de trouver un nouvel expédient fiscal[3931]. Durant cette brève période de six années, la réforme fut cependant effectivement appliquée, et il faut donc voir le rôle qui fut impartit à la noblesse.

[3929] Six autres assemblées provinciales adoptèrent des dispositions semblables (Renouvin, Pierre, Les assemblées provinciales de 1787. Origines, développement, résultats, *op. cit.*, p. 179).

[3930] Cette réforme a fait l'objet d'une étude approfondie de Bordes, Maurice, *La réforme municipale du contrôleur général Laverdy et son application (1764-1771)*, Publication de la faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse, 1968. Malgré leur volonté d'uniformisation, les édits de Laverdy furent diversement appliqués dans le royaume. Suscitant bien des contestations et résistances, ils nécessitèrent parfois des mesures d'adaptation par des règlements particuliers, notamment dans le Midi ; certaines provinces, comme la Bretagne ou la Provence furent même exemptées de cette réforme. Seul nous intéresse ici le recrutement des assemblées communales.

[3931] Bordes, Maurice, L'administration provinciale et municipale en France au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 311 et suiv.

La réforme Laverdy distinguait trois catégories de « villes et bourgs » : ceux de moins de 2000 habitants, ceux de 2000 à 4500 habitants, et ceux de plus de 4500 habitants. Seules les villes de plus de 2000 habitants et de plus de 4500 habitants faisaient jouer un rôle particulier à la noblesse en « corps ». Notons d'emblée que seule une faible minorité de la noblesse gasconne fut concernée par cette réforme, puisqu'une nette majorité de nobles résidaient dans leurs seigneuries à la campagne, ou étaient au service du roi, et que l'on comptait peu de villes de plus de 2000 habitants dans notre ressort de recherche. Dans ces dernières, plusieurs « corps » et « communautés » devaient y désigner les députés qui éliraient les membres de l'assemblée des notables, qui eux-mêmes éliraient le corps municipal.

L'assemblée des notables en question comprendrait, outre le corps de ville, quatorze membres élus pour quatre ans[3932]. Ils devaient avoir au moins 30 ans, être domiciliés dans la ville depuis plus de dix ans, avoir exercé une charge dans la communauté, et ne pas exercer un emploi qui exigerait leur résidence ailleurs que dans la ville. En vertu de l'article 32 de l'édit de mai 1765, les notables étaient répartis comme suit : un dans le chapitre, un dans l'ordre ecclésiastique, un parmi les nobles ou les officiers militaires, un dans la sénéchaussée, un dans le bureau des finances, un parmi les officiers des autres juridictions, deux parmi les commensaux de la maison du roi, avocats, médecins, et « bourgeois vivant noblement », un dans la communauté des notaires et procureurs, trois parmi les négociants en gros, marchands ayant boutique ouverte, les chirurgiens, et les personnes exerçant un art libéral, et deux enfin parmi les artisans[3933]. Pour les villes de 2000 à 4500 habitants, l'assemblée des notables ne comprendrait que dix notables en sus du corps de ville, mais un d'entre eux serait toujours attaché aux nobles et officiers militaires[3934].

La noblesse pouvait paraître reléguée avec une seule voix sur dix ou sur quatorze, mais rappelons, qu'historiquement, les communautés d'habitants étaient d'abord des manifestations politiques du tiers-état à travers le mouvement communal, et que la noblesse gasconne ne s'était jamais trop impliquée dans les municipalités, dont les emplois étaient plus constitutifs de l'identité bourgeoise que de l'identité nobiliaire[3935]. Le corps de la noblesse qui se vit associer

[3932] Bordes, Maurice, La réforme municipale du contrôleur général Laverdy et son application (1764-1771), *op. cit.*, p. 301, « édit portant règlement pour l'exécution de celui du mois d'août 1764 dans les villes et bourgs du royaume », Marly, mai 1765, art. 29.
[3933] Cette représentation de la noblesse n'était cependant pas obligatoire, puisqu'en cas d'absence d'un notable d'une de ces classes, l'article 33 prévoyait son remplacement « d'abord par les commensaux de notre maison, avocats, médecins et bourgeois vivant noblement, ensuite par les commerçants en gros et marchands ayant boutique ouverte, chirurgiens et autres exerçant les arts libéraux, et enfin par les artisans » (*ibidem*, art. 33).
[3934] *Ibidem*, art. 52.
[3935] « Pleust à Dieu que, comme en Espaigne, nous eussions toujours logé dans les villes ! » s'exclamait en son temps Monluc. Et il ajoutait que les nobles en seraient « plus riche, et si aurions plus d'auctorité ». Selon lui, la noblesse se serait fait « grand tort et domaige de desdaigner ainsi les charges des villes » (Monluc, Blaise de,

à ces municipalités était donc plutôt l'émanation des anoblis et des nobles de second rang, pas très nombreux, qui résidaient dans les villes de province. Le fait qu'ils aient été associés aux officiers militaires est intéressant. C'est une fois de plus une marque de la persistance du lien traditionnel entre la noblesse et le service des armes[3936].

L'élection des notables devait être faite par des députés qui seraient désignés par les corps, communautés, chapitres et juridictions, mais aussi pour l'un d'entre eux par les nobles et officiers militaires[3937]. Des assemblées devraient donc être convoquées par le maire huit jours avant l'élection, dont une des nobles et officiers militaires, présidée par le sénéchal[3938]. A Lectoure, neuf nobles furent convoqués, et élurent à l'unanimité le sieur de Saint-Gery-Maignas, ce qui ne fut pas une surprise, ce dernier étant déjà syndic de la noblesse de la ville[3939]. Ce furent en fait essentiellement des assemblées de nobles, car une large majorité des officiers militaires étaient alors nobles, et que le parlement de Toulouse précisa par un arrêt du 7 mai 1766 que seuls les officiers militaires ayant quitté le service seraient conviés aux assemblées[3940]. Le député de la noblesse et des officiers militaires se joignait ensuite aux autres députés pour élire les notables, dont un devait être noble ou officier militaire[3941].

Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 261-262). René Souriac a relevé la rareté des consuls nobles en Comminges au XVIe siècle, même pour les villes (Souriac, René, Décentralisation administrative dans l'ancienne France, *op. cit.*, p. 172-173). Mais deux siècles plus tard les nobles gascons résidaient pour la plupart dans leur château ou salle noble, et lorsqu'ils étaient suffisamment fortunés pour posséder un hôtel particulier dans des villes comme Lectoure, Mirande ou Vic en Bigorre, ils ne souhaitaient pas pour autant s'impliquer fortement dans les affaires finalement fastidieuses de la municipalité. Il est vrai que des nobles purent ambitionner l'intégration du corps municipal dans des villes importantes, comme L'Isle-Jourdain, particulièrement lorsque la charge de maire ne fut pas vénale. Ainsi sous la réforme Laverdy, le sieur Carrery de Labège, ancien page de la Dauphine, fut choisi (Bordes, Maurice, La réforme municipale du contrôleur général Laverdy et son application (1764-1771), *op. cit.*, p. 174). En 1789, les nobles de Rivière-Verdun, élection dans le ressort de laquelle il y avait beaucoup de villes, demandèrent dans leurs doléances « que nul gentilhomme ne soit forcé d'accepter une charge d'officier municipal » (*ADHG*, 1 C 3813).

[3936] Il est d'autant plus essentiel de le souligner que l'on aurait pu croire qu'ils seraient associés aux bourgeois vivant-noblement, commensaux, médecins et avocats, si l'on agréait l'idée d'une fusion des élites. Mais la noblesse, au contraire, continuait de se démarquer comme un corps bien particulier avec une identité propre, et à tout prendre c'étaient les officiers militaires qui parurent leur être les plus proches.

[3937] Bordes, Maurice, La réforme municipale du contrôleur général Laverdy et son application (1764-1771), *op. cit.*, p. 301, édit donné à Marly, mai 1765, art. 34.

[3938] *Ibidem*, art. 35. Les sénéchaux ne paraissent pas s'être enorgueillis de la présidence de ces assemblées. Le parlement de Toulouse, obligé de prendre des dispositions pour permettre de faciliter l'application des édits, permit par un arrêt du 22 janvier 1767 aux nobles de Mirande de s'assembler devant le juge royal de la ville, et il est à présumer que des dispositions semblables furent prises ailleurs (Fonds Beaulieu, lettre du sieur Souriguère au sieur de Mariol, Mirande, 9 mars 1767). A Lectoure ils s'assemblèrent devant le juge-mage.

[3939] *ADG*, B 496, procès-verbal de l'assemblée de la noblesse et nomination d'un député pour l'élection des notables de la communauté, 20 août 1765.

[3940] Bordes, Maurice, La réforme municipale du contrôleur général Laverdy et son application, *op. cit.*, p. 170.

[3941] A Tarbes par exemple, les députés réunis à l'hôtel de ville élurent à la pluralité des suffrages pour représenter les nobles et officiers militaires le sieur de Bernard de Luchet, ancien officier de cavalerie, avec onze voix, alors que le sieur Duffourc Dantist, son potentiel rival, n'obtint qu'un suffrage (*AMT*, BB 11, assemblée des députés de Tarbes, 27 août 1765). En 1770, il fut remplacé par le sieur de Clarac, qui obtint six voix, contre une pour le chevalier d'Antin (*AMT*, BB 12, assemblée des députés de Tarbes du 16 février 1770).

Le petit nombre de nobles résidant en ville rendait leur convocation aisée, surtout que leur état devait être connu pour des raisons fiscales. Il semblerait à première vue qu'aucune preuve de noblesse ne fut demandée. Pourtant une contestation de la qualité pouvait avoir lieu, si une personne qui n'était pas reconnue noble s'y rendait. Le sieur Dupré se présenta par exemple à l'assemblée de Lectoure où il n'avait pas été convoqué car, d'après le juge-mage, il ne lui serait pas apparu que ses pères et grands-pères eussent pris la qualité de noble. Il demanda aux autres gentilshommes de délibérer sur son cas. Le sieur de Saint-Gery-Maignas déclara qu'il n'avait pas trouvé son aïeul dans l'acte de nomination de son grand-père comme syndic de la noblesse de la ville, ni dans la sienne propre, et fut d'avis que « n'ayant aucune connoissance des titres que peut avoir ledit sieur Dupré, […] jusques à ce que ledit sieur Dupré ait justifié de sa qualité de noble, il ne doit point être admis dans la présente assemblée »[3942]. Il fut donc rejeté à l'unanimité « sauf audit sieur Dupré à justifier de sa qualité de noble ». Il suffisait donc aux nobles d'être convoqués pour y siéger, mais si une personne n'était pas convoquée, elle devait être agréée par ceux qu'elle croyait être ses pairs, ou à défaut prouver sa noblesse avec ses titres. L'assemblée des nobles devait être d'autant plus hermétique aux non nobles à Lectoure, que parallèlement une assemblée des personnes « vivant-noblement » y fut tenue[3943]. La preuve de noblesse ne fut donc pas nécessaire dans la mesure où on se trouvait dans des villes de taille modeste où les nobles se connaissaient entre eux, mais si une personne n'étant pas reconnue noble cherchait à s'y adjoindre, alors la preuve pouvait être exigée. Des contestations de noblesse auraient donc pu s'en suivre, mais nous n'en avons pas trouvé d'exemples, la réforme Laverdy ayant trop peu duré. *In fine*, le cas de la réforme Laverdy atteste quand même qu'en cas de doute, on en appelait naturellement aux titres. Hormis pour ce cas particulier et éphémère et pour les petits Etats de Nébouzan, on constate, dans toutes les autres assemblées politiques tenues en Gascogne orientale, une tendance à la fermeture de la noblesse, et dans certains cas la réaction contre d'éventuels usurpateurs s'étendait aux anoblis.

[3942] *ADG*, B 496, procès-verbal de l'assemblée de la noblesse de la communauté de Lectoure, 20 août 1765.
[3943] On y trouvait que cinq personnes (*ADG*, B 496, verbal d'assemblée du 20 août 1765).

Section 3) L'accès réservé aux places nobles

Dernier point à aborder, la preuve de noblesse permit de réserver maintes places aux nobles. Ces places purent être réservées dans l'Eglise, dans des institutions éducatives, mais aussi dans l'Etat royal. Le développement que nous leur consacrerons sera limité dans la mesure où quasiment toutes ces institutions à preuves se trouvaient hors de Gascogne orientale, et pour beaucoup n'y recrutaient pas ou qu'exceptionnellement. En outre, ces institutions ayant déjà fait l'objet, pour la plupart, de recherches historiques d'ensemble poussées, il ne saurait être question pour nous de les approfondir ; nous nous concentrerons donc sur la preuve de noblesse demandée et son éventuelle évolution.

I) Les places réservées dans l'Eglise

Après avoir examiné la place limitée de la preuve de noblesse dans l'Eglise de France, nous évoquerons brièvement le cas de l'Ordre de Malte.

A) Les places réservées dans l'Eglise de France

Les places réservées dans l'Eglise étaient celles des « chapitres nobles », des monastères réguliers aussi bien que de véritables chapitres séculiers ou réguliers près des églises collégiales ou cathédrales. Ces chapitres étaient réservés à la noblesse parfois depuis une période très ancienne, en raison de leur rang élevé dans la hiérarchie ecclésiastique. Le roi avait exigé en 1629 que les « dignités, prebendes, et places de chanoines et religieux ez esglizes, cathedrales, collegiales et monastaires, affectées par les fondations desdictz lieux à personnes nobles d'extraction », fussent réservées aux nobles, sans dispense possible[3944]. La réaction nobiliaire n'y fut donc pas marquée par la fermeture aux non nobles, déjà acquise avant le XVIIIe siècle, mais par une preuve de noblesse bien plus rigoureuse qui permit d'exclure les anoblis.

Le vicomte de Gabrielly, dans son ouvrage sur la France « chevaleresque et chapitrale » présentait trente chapitres nobles de femmes[3945]. Benoît de Fauconpret en a dénombré pas moins de quarante-neuf[3946]. Ils étaient particulièrement nombreux dans l'est du royaume, comme en Lorraine. En Gascogne orientale, si certains couvents recrutaient principalement dans la noblesse, comme ceux de Fontevrault à Momères, Saint-Laurent, Vaupillon et au Brouilh, on ne croit pas que le recrutement y fut exclusivement nobiliaire. A Notre-Dame de Boulaur en Astarac cependant, il y aurait bien eu une exigence de titres de noblesse sauf dispense de l'abbesse de Fontevrault, selon certains historiens, mais les archives font défaut pour connaître précisément ce qu'il en était[3947]. A vrai dire, on ne trouvait à proximité de la Gascogne que des couvents de dames Maltaises, de l'Ordre hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem : à Beaulieu et à Martel en Quercy, ainsi qu'à Toulouse, ce dernier étant fondé en 1624 et recrutant des filles de la noblesse gasconne[3948]. Les « sœurs de Justice », dites « religieuses de chœur », devaient

[3944] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, code Michau, Paris, janvier 1629, art. 199.
[3945] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 210.
[3946] Fauconpret, Benoit de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 173.
[3947] Balagna, Christophe, *Le monastère de Boulaur (Gers)*, mémoire de maîtrise d'Histoire de l'art, Université de Toulouse Le Mirail, 1992, tome 1, p. 21. Selon lui, il y eut un fléchissement de la rigueur et le couvent ne fut plus réservé aux nobles au XVIIe siècle. D'après l'histoire du couvent de Boulaur, écrite par les religieuses au début du XXe siècle, on ne recevait dans ce dernier que des filles de la noblesse, et ce serait même le seul de l'Ordre de Fontevrault à avoir ainsi restreint son recrutement à la noblesse, ce qu'elles n'établirent pas sur des documents (Religieuses de Ste-Marie de Fontevrault de Boulaur (alors exilées en Espagne), *Histoire de l'ordre de Fontevrault (1100-1908)*, 1ère partie, Imprimerie Léonce Cocharaux, Auch, 1911, p. 315, note 1). Cette décision de n'y recevoir que des nobles aurait été prise par la première prieure au XIIe siècle, Longuebrune, veuve du comte d'Astarac. Sans pouvoir étayer cette assertion, on ne peut nier qu'il soit vraisemblable que le recrutement y fut à peu près exclusivement nobiliaire à l'époque moderne (*ibidem*, 3e partie, p. 13).
[3948] D'après un « Inventaire des preuves de noblesse » des dames maltaises de Toulouse (*ADHG*, 2 MI 577), mentionnant vingt-quatre religieuses de justice reçues entre 1636 et 1696, on remarque plusieurs religieuses gasconnes : Marie de Noailhan de Touges-Mauvezin en 1644, Percide de Bénac en 1647, Anne-Marthe de Percin de Montgaillard en 1649, Marie de Chastenet-Puysegur en 1666, Marie-Thérèse et Marie-Anne de Comminges en 1679, Marie de Laroche en 1691, peut-être d'autres encore, mais il est difficile de situer l'origine géographique de certaines religieuses à la frontière du Languedoc et de la Gascogne. Dans un registre antérieur qui ne contient que trois preuves de noblesse de quatre religieuses, elles sont toutes originaires de Gascogne orientale : on y trouve Catherine et Gausside de Touges-Noilhan qui firent leurs preuves en 1630, Anne de Faure la même année, et Marie

être nobles, et établir leurs huit quartiers de noblesse, mais non les sœurs servantes d'office et les sœurs converses[3949]. Dans nombre des autres chapitres de femmes recrutant uniquement dans la noblesse, il n'y avait pas de cloître, et parfois les religieuses ou « chanoinesses » ne prononçaient pas de vœux. Malgré le fait que beaucoup de filles de la noblesse gasconne choisissaient d'entrer dans les ordres, l'éloignement géographique des chapitres nobles, le manque de fortune, peut-être aussi la discipline relâchée qui régnait dans nombre de ces chapitres et la vie assez peu contraignante qu'on y menait, expliquent qu'on n'en trouve quasiment aucune trace dans les archives des familles nobles gasconnes[3950]. Cette absence de chapitre dans la province pour les filles de la noblesse ne laissait pas indifférent, en particulier en Armagnac, où se trouvaient beaucoup de petits seigneurs plus ou moins pauvres, à la nombreuse progéniture. En 1789, dans leur cahier de doléances, les nobles d'Armagnac et de L'Isle-Jourdain réclamèrent aux Etats généraux l'établissement dans leurs sénéchaussées de deux maisons de chanoinesses comme un « secours nécessaire et indispensable, vu le peu de fortune de la plupart des gentilhommes de ces sénéchaussées ». Ces places seraient accordées par les Etats provinciaux qui étaient réclamés dans ces mêmes cahiers. Des preuves de noblesse seraient vérifiées par quatre gentilshommes siégeant dans les Etats[3951]. Un tel projet, allant totalement à rebours des transformations politiques et sociales, ne connut aucune suite, mais

d'Arcisas en 1631 (*ADHG*, 216 H 63). Au XVIIIe siècle, on n'a trouvé que l'exemple de Marie-Josèphe de Lamezan, dont la procédure d'enquête de noblesse pour la réception à l'Ordre de Malte, de mai-juin 1756, montre qu'elle était identique à celle des hommes que nous verrons *infra* (Fonds Beaulieu).

[3949] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 233. Les sœurs de ces couvents de l'Ordre de Malte devaient faire des vœux solennels : elles étaient donc mortes civilement.

[3950] Dans une lettre du 2 mai 1779, madame de Montesquiou sollicita l'abbé Vergès pour faire les preuves de sa fille afin qu'elle devienne chanoinesse de Remiremont (*ADPA*, 16 J 198). Ce chapitre situé en Lorraine était le plus riche et le plus prestigieux du royaume, les chanoinesses n'y prononçaient pas de vœux et pouvaient quitter le chapitre pour se marier. La preuve s'y faisait par quartiers de noblesse : toutes les lignes devaient être d'une noblesse militaire et immémoriale ! D'après les preuves de noblesse au cabinet des ordres du roi de Jean-Paul d'Angosse de mai 1780, deux de ses filles étaient chanoinesse au chapitre noble de Neuville, en Bresse, où elles furent reçues le même jour, le 21 juillet 1777 : Pétronille-Charlotte-Léontine-Antoinette et Madeleine-Armande d'Angosse (*ADHP*, 1 E 26). Jusqu'en 1751 les religieuses y prononçaient des vœux, mais la discipline y était peu rigoureuse : à cette date le chapitre fut sécularisé. L'admission y était réservée à une élite de la fortune. Quant à la preuve elle fut de plus en plus rigoureuse : de cinq degrés de noblesse en comprenant la postulante, elle passa en 1751 à six degrés de nom et d'armes paternelles et à une preuve maternelle de quatre degrés de noblesse compris la postulante, enfin en 1780 on demanda neuf degrés de noms et d'armes du côté paternel sans comprendre la postulante, et qu'à partir du septième aïeul on trouve un « titre honorifique », comme « haut et puissant seigneur » ou baron. Malgré le caractère étonnement rigoureux de ces preuves, le fait même qu'il y eut un tel durcissement prouve que le chapitre n'était pas en mal de recrutement (Fauconpret, Benoit de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 194).

[3951] *ADG*, B 497-50 bis, cahier de doléances de la noblesse de la sénéchaussée d'Armagnac et de L'Isle-Jourdain réunies, 27 mars 1789, art. 37. Le projet était pris très au sérieux, comme le montrent les développements qui lui sont consacrés. Consciente de la crise financière qu'il s'agissait d'abord de résorber, la noblesse proposait que l'argent nécessaire serait pris sur les revenus des biens des maisons religieuses récemment supprimées. Cette préoccupation n'était pas exclusivement gasconne, puisque la chambre de la noblesse des Etats de Bourgogne obtint l'établissement d'un chapitre de demoiselles nobles bourguignonnes peu de temps avant la Révolution (Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 385).

rappelle que pour cette noblesse, ni l'exclusivisme nobiliaire ni la preuve de noblesse n'étaient passées de saison.

Le vicomte de Gabrielly dénombrait vingt-et-un chapitres nobles d'hommes[3952]. Benoît de Fauconpret en a compté trente, dont les canonicats étaient réservés en tout ou partie aux nobles[3953]. Parmi les chapitres d'hommes, les vœux n'étaient pas non plus toujours obligatoires, et certains permettaient aux chanoines de quitter le chapitre et de se marier. Comme pour les femmes, ces chapitres étaient situés en grande partie loin de la Gascogne, dans l'Est du royaume, et rares furent ceux qui les intégrèrent. Certains nobles gascons purent cependant tenter d'y entrer. Le chapitre cathédral Saint-Jean-Baptiste et Saint-Etienne de Lyon, comprenant trente-deux canonicats, était un des plus prestigieux et aussi des plus riches chapitres nobles. Le comté de Lyon appartenant au chapitre, les chanoines portaient le titre de « comte de Lyon ». Madame de Montesquiou voulait y mettre un de ses fils en 1779 et s'inquiétait d'en rassembler la preuve[3954]. La famille de Lamezan tenta d'y intégrer un des siens en 1785, non sans difficulté tant la preuve était ardue[3955]. A la fin de l'Ancien Régime, la preuve devait être en théorie de huit quartiers de noblesse, mais en réalité étaient exigés seize quartiers, la ligne paternelle devait remonter en 1400 sans anoblissement connu, la ligne maternelle à huit générations, les autres à deux-cent ans[3956] ! Ces démarches restèrent isolées, les enfants des nobles gascons se sont orientés d'abord vers des chapitres de la province.

On trouvait un chapitre noble d'hommes en Gascogne orientale : l'ancien chapitre de la cathédrale Notre-Dame d'Auch. Il comptait quinze dignitaires et vingt chanoines[3957]. Les chanoines y étaient nommés par l'archevêque ou cooptés par le chapitre. Leur obligation principale était d'assister et de servir dans la messe et les offices divins. D'après l'auteur des *Chroniques ecclésiastiques du diocèse d'Auch*, le chapitre de la cathédrale était « un des plus considérables qu'il y ait dans ce royaume, tant par le grand nombre de ses dignitez que par sa

[3952] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 148.
[3953] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 213.
[3954] *ADPA*, 16 J 198, lettre de madame de Narbonne-Montesquiou à l'abbé Vergès, Marsan, 2 mai 1779.
[3955] Fonds Beaulieu, « inventaire des titres originaux pour faire les preuves de monsieur l'abbé de Lamezan pour être resceu comte de Lion ».
[3956] *ADHP*, I 95, lettre de monsieur de Lamezan à son frère, Paris, 4 juin 1785 ; Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 171 ; Fauconpret, Benoit de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 225.
[3957] Sur ce chapitre, voir la synthèse de Diana, Hélène, *Le chapitre cathédral Sainte-Marie d'Auch au XVIIIe siècle* (mémoire de maîtrise, Université Toulouse – Le Mirail, juin 1998), qui nous a permis de compléter les informations tirées de la série G des *ADG*. Régulier jusqu'au milieu du XVIe siècle, il devint alors séculier.

richesse »[3958]. Au canonicat était toujours attaché un « bénéfice », appelé « prébende », financièrement attractif[3959].

Les postulants qui respectaient les exigences du droit canon, devaient faire leurs preuves de noblesse *vel sanguine, vel litteris*, c'est à dire être « noble de sang ou de lettres ». Tous devaient donc en quelque sorte être nobles, puisque ceux qui n'étaient pas nobles d'extraction étaient issus d'une noblesse de lettres : « l'on ne peut y être reçu sans être noble, *vel sanguine, vel litteris* »[3960]. L'archevêque de Montillet, dans une ordonnance du 5 février 1768, rappela que le chapitre cathédral d'Auch « a le privilège de ne recevoir au nombre des chanoines, qui forment le corps du chapitre, que ceux qui ont la noblesse de sang, ou de lettres »[3961]. Seuls les nobles « de sang » l'étaient *de jure* selon le droit du royaume. Cette noblesse de lettre était vérifiée par l'obtention d'un grade universitaire. Cette fermeture relative était exceptionnelle dans le sud-ouest du royaume, et en Gascogne, pourtant pourvue d'un nombre considérable de chapitres[3962]. La reconnaissance d'une noblesse de lettre demeure une formule originale, curiosité qui attira l'attention d'un historiographe de l'Ordre du Saint-Esprit au siècle des Lumières, qui a pu écrire que cette disposition faisait « honneur à ce corps, car aux yeux de la raison, la gloire des lettres vaut bien celle des titres »[3963].

Lorsqu'un impétrant avait été nommé chanoine et qu'il avait obtenu la collation d'une prébende canonicale de l'Eglise métropolitaine, il devait se présenter devant le chapitre pour établir sa noblesse *stricto sensu* ou son grade suivant les « statuts et ordonnance » du chapitre, avant de prêter serment, et de pouvoir prendre possession du canonicat. Quelle était la preuve exigée d'après les maigres archives conservées ? Au XVIe siècle, une attestation « en forme de notoriété », devant le juge temporel de l'archevêque d'Auch, de plusieurs témoins assermentés, sur la noblesse d'extraction et vie noble, fondée sur la réputation, pouvait suffire[3964]. On

[3958] Brugelès, Louis-Clément de, Chroniques ecclésiastiques du diocèse d'Auch, *op. cit.*, p. 9.
[3959] La prébende était souvent de plus de 2660 livres annuelles (Diana, Hélène, Le chapitre cathédral Sainte-Marie d'Auch au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 66). Certains pouvaient aussi jouir d'une maison canoniale.
[3960] Brugelès, Louis-Clément de, Chroniques ecclésiastiques du diocèse d'Auch, *op. cit.*, p. 9.
[3961] Citée dans : Fonds Montaut les Créneaux, *Mémoire pour messire Jean-Antoine comte de Rouilhan, baron de Montaut, seigneur de Piis, Mons, Saint-Martin et autres lieux, chanoine honoraire de l'Eglise métropolitaine d'Auch ; contre les sieurs de Borista et D'Aignan du Sendat, chanoines et syndics du chapitre de cette Eglise. Dans la cause en vérifiaction du dénombrement de la baronnie de Montaut*, Monsieur de Sajus, rapporteur, maître de Lombart, avocat, maître Peyret, procureur, à Pau, Imprimerie Pierre Daumon, 1787, p. 10-11.
[3962] Dans le seul autre chapitre accordant une place particulière à la noblesse situé dans le sud-ouest, à la cathédrale Notre-Dame de Lescar en Béarn, une disposition semblable avait été prise : les chanoines devaient être gradués ou faire leurs preuves de noblesse (Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 168). On remarque que le chapitre de la cathédrale Saint-André de Bordeaux demandait aussi aux chanoines soit d'être nobles, soit d'être gradués, jusqu'au XVIe siècle, avant que cette disposition ne tombe en désuétude (Loupès, Philippe, *Chapitres et chanoines de Guyenne aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Fédération historique du Sud-Ouest, 1985, p. 208).
[3963] Sainte-Foix, Germain-François-Poullain de, *Œuvres complètes*, tome V, Duchesne libraire, Paris, 1778, p. 389.
[3964] Voir la certification de noblesse aux XVIe siècle et XVIIe siècle, p. 566.

remarque qu'en 1562, un noble d'origine étrangère, Dominicque Vellencin, diacre de Ferrare, ayant obtenu la collation d'une prébende par le cardinal de Ferrare, archevêque d'Auch, présenta son titre de chanoine et les « lettres de sa noblesse », suivant « la teneur desdits statutz dudit chapitre ». Il est probable qu'il s'agisse de lettres d'anoblissement. Le chapitre ayant vu les lettres de noblesse, « luy ont dict et respondu le voloir recepvoir »[3965]. Il est permis de supposer qu'aux siècles suivants une preuve instrumentale fut nécessaire. René-Rodolphe Billard, sous diacre et chanoine du Vernon, avait demandé au chapitre d'Auch d'être reçu et mis en possession d'une prébende canoniale vacante. Six chanoines furent nommés commissaires par le chapitre pour examiner s'il pouvait être reçu. Le 16 mars 1743, les commissaires soulignèrent qu'il n'avait remis « ni lettres de noblesse, ni lettres de grade », et il fut en conséquence délibéré qu'il ne serait point reçu, puisqu'il fallait « être gradué ou noble pour posséder une prébende canonialle dans l'église métropolitaine »[3966]. Par « lettres de noblesse », il nous semble qu'il faille entendre des titres de noblesse. Cette exigence de noblesse ne fut probablement pas modifiée jusqu'à la Révolution : rappelons que les chapitres avaient une « mentalité capitulaire » qui se caractérisait par « la crainte de la nouveauté, l'attachement aux privilèges, la passion pour les préséances »[3967]. A la fin du XVIIIe siècle, la majorité des chanoines d'Auch étaient issus de la bourgeoisie, les autres provenaient de la petite noblesse de robe de la province, ou plus exceptionnellement de celle d'épée, comme Pierre de Meriteins[3968]. Ils intégraient probablement à peu près tous le chapitre non en prouvant leur noblesse, mais en produisant leur grade universitaire. La preuve de noblesse serait donc devenue plus rigoureuse car littérale, mais la simple noblesse était suffisante et le chapitre d'Auch est resté ouvert aux non nobles lettrés.

En Gascogne orientale, l'Eglise ne connut donc pas le mouvement de fermeture aux anoblis ou descendants d'anoblis qui fut la marque de nombreux chapitres nobles de l'est et du nord de la France. La plupart des religieux d'origine noble que l'on y trouve dans les actes notariés sont des curés de paroisse, des archiprêtres, des ursulines, voire des carmélites. Il est vrai que la mainmise de la noblesse sur les bénéfices les plus recherchés fut très importante au XVIIIe siècle, mais le mouvement ne s'accompagna pas d'une exigence de preuves de noblesse, qui était en fait tout à fait contraire à l'esprit des Evangiles[3969].

[3965] *ADG*, G 24, « registre de Sahuco », actes du chapitre Ste-Marie d'Auch, folio 17, « prinse de possession de monsieur maistre Dominicque Vellencin chanoyne d'Aux », 22 juillet 1562.
[3966] *ADG*, G 26, délibération du chapitre métropolitain d'Auch du 16 mars 1743.
[3967] Loupès, Philippe, Chapitres et chanoines de Guyenne aux XVIIe et XVIIIe siècles, *op. cit.*, p. 65.
[3968] Diana, Hélène, Le chapitre cathédral Sainte-Marie d'Auch au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 50.
[3969] Philippe Loupès a relevé qu'en Guyenne les nobles occupaient les dignités les plus prestigieuses dans les chapitres (Loupès, Philippe, Chapitres et chanoines de Guyenne aux XVIIe et XVIIIe siècles, *op. cit.*, p. 239).

B) L'Ordre de Malte

L'Ordre des hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem avait été créé au XIIe siècle, lors des croisades[3970]. Après la fin des Etats latins d'orient, il avait trouvé refuge à Rhodes, puis en 1530 à Malte, où résidait le Grand-maître et où se tenait le « Sacré conseil » de l'Ordre, d'où son nom d'Ordre de Malte. Ordre religieux hospitalier, il luttait aussi sur la mer contre les ottomans et les barbaresques, d'où son surnom de « boulevard de la Chrétienté ».

L'Ordre de Malte était un Ordre souverain, une institution internationale. Pourtant il nous a semblé qu'on ne pouvait faire une impasse sur lui. Il était très lié à la France, et les nobles n'hésitaient pas à lui consacrer des articles de leurs cahiers de doléances, comme en 1588, afin que ses droits fussent conservés[3971]. Ses membres furent admis à participer aux Etats généraux en 1789[3972]. Les chevaliers, forts de leur expérience dans la flotte de Malte, servaient parfois le roi de France dans la marine royale, ce qui était toléré par l'Ordre. En outre, cet Ordre a toujours beaucoup recruté dans le Midi, et spécialement des cadets dans la noblesse gasconne[3973]. Les chevaliers rejoignaient une des huit « langues » regroupant les chevaliers selon leur origine, sous l'autorité d'un bailli conventuel résidant à Malte. Celle de Provence, qui s'étendait du bas Dauphiné à la Gascogne, comprenait les Grands-prieurés de Saint-Gilles et de Toulouse, et recrutait les nobles en Gascogne orientale. En 1710, sur mil quatre cent quatre-vingt-quinze chevaliers, deux cent douze étaient de la langue de Provence[3974]. Or il fallait faire ses preuves de noblesse pour l'intégrer, celles-ci étant quasiment les seules que l'on trouve en Gascogne orientale au XVIe siècle.

L'évolution la plus spectaculaire fut celle de l'épiscopat : les évêques roturiers auraient été maximum deux en 1789 (Peronnet, Michel, « Quelques réflexions sur les critères d'analyse d'un groupe social : la noblesse, dans une durée séculaire », dans L'anoblissement en France, XVe-XVIIIe siècles. Théories et réalités, *op. cit.*, p. 152).

[3970] Sur cet Ordre, voir en particulier Blondy, Alain, L'ordre de Malte au XVIIIe siècle, *op. cit.* ; Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XXXVIII, entrée « Malte », p. 369.

[3971] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 3e, p. 100, cahier général de la noblesse aux Etats généraux de Blois de 1588.

[3972] Voir le cas des clercs réguliers, p. 457.

[3973] Et plus largement dans la noblesse française : en 1631, sur deux mille cinquante-quatre membres de l'Ordre, près de la moitié étaient français (Bély, Lucien (dir.), Dictionnaire de l'Ancien Régime, *op. cit.*, article « ordre de Malte »). Concernant les familles gasconnes qui en fournirent le plus grand nombre, on peut citer les Lescout de Romegas, les Luppé du Garrané, les Podenas, les Polastron, les Pins, les Tersac, les Verdelin, etc… Certains s'y couvrirent de gloire, comme Mathurin d'Aux de Lescout, Pierre de Roquelaure, Jean de Monluc, etc… (Larcade, Véronique, Les cadets de Gascogne, *op. cit.*, p. 40).

[3974] Blondy, Alain, L'ordre de Malte au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 21.

Cet Ordre pouvait satisfaire une vocation religieuse (même s'il connut un déclin moral au XVIIIe siècle), en même temps que le goût des armes, bénéficiait du prestige de la chevalerie et répondait à la quête de l'aventure. A cela s'ajoutait une tradition, dans certaines familles gasconnes, qui encourageait à orienter certains de ses rejetons vers cet Ordre. Leur établissement pouvait même s'avérer confortable après avoir servi à Malte : ils pouvaient obtenir des « commanderies de justice » à l'ancienneté, ou des « commanderies de grâce », en petit nombre, données par le Grand-maître ou le Grand-prieur[3975]. Si les chevaliers ne pouvaient pas se marier, ils ne faisaient souvent leurs vœux que tard (avant 26 ans normalement, mais l'usage s'était introduit d'acheter des dispenses au pape afin de repousser ces vœux). L'entrée dans l'Ordre de Malte était aussi un témoignage de la noblesse de la famille[3976].

Rappelons cependant que l'intégration de l'Ordre n'était pas simple : il fallait être en bonne santé, de naissance légitime, catholique, ne pas être de « race juive », ne pas avoir fait de promesse de mariage, ne pas s'être obligé pour une somme trop importante, ne pas être homicide, remplir une condition d'âge ou obtenir une dispense du pape, payer un « droit de passage » en constante augmentation, faire des frais importants pour les preuves, ou encore être soutenu financièrement par sa famille jusqu'à l'obtention d'une commanderie[3977].

Venons-en à la preuve de noblesse des chevaliers de justice, qui nous occupe principalement ici. Ce qui est intéressant pour notre propos est que son évolution se fit comme en miroir de la preuve de noblesse du droit français. Quoique toujours différente, sa transformation n'est pas sans rappeler celle de la preuve promue par la royauté française d'une part, et les propositions de changements de certains chevaliers révèlent comme en écho les aspirations d'une partie de la noblesse française d'autre part.

Cette preuve pour entrer dans l'Ordre de Malte pouvait varier selon les langues. L'aspirant devait prouver qu'il était gentilhomme de nom et d'armes. A la différence de la preuve ordinaire faite en France, on comptait en quartiers et non en degrés, prenant en compte la noblesse des femmes. Pour la langue de Provence, on remontait à quatre quartiers au XVIe siècle, c'est à dire jusqu'aux aïeux. Elle se faisait d'abord par une enquête auprès de quatre

[3975] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 137. Les commanderies étaient des terres, dîmes et droits féodaux donnés à un chevalier profès dans sa langue d'origine. A la fin de l'Ancien Régime, il y avait 570 commanderies, dont 70 commanderies dans la langue de Provence (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XXXVIII, p. 371).

[3976] Si l'Ordre comprenait quelques chapelains et des frères « servants d'armes », qui pouvaient devenir « chevaliers de grâce » en vertu de grands services, qui n'étaient pas nobles, tous les chevaliers « de justice » devaient être d'une ancienne noblesse (*ibidem*, entrée « Malte », p. 375). Les nobles avaient le premier rang.

[3977] *ADHG*, H 202, « Mémoire pour être reçu à l'ordre de Malte », manuscrit XVIIIe. Tous ces points étaient vérifiés lors de l'enquête faite pour la preuve de noblesse (par exemple dans le « procès-verbal des preuves de Jean-Paul de Cardailhac pour estre reçu chevalier de Malthe », mai 1631, Fonds Lascazères).

témoins assermentés « dignes de foi », puis par une « enquete secrette d'office » auprès de deux témoins assermentés[3978]. Tous les témoins étaient gentilshommes de nom et d'armes.

A partir du XVIIe siècle, pour ne s'en tenir qu'à l'évolution de la preuve et non de la procédure, qui devint, dans le même temps, plus rigoureuse, la preuve passa à huit quartiers, *id est* s'étendait jusqu'aux bisaïeux[3979]. La preuve devait cependant remonter à au moins cent années à partir de la naissance du chevalier, ce qui pouvait nécessiter pour certaines branches de remonter au delà des bisaïeux. En outre, le fait que la noblesse dut être de nom et d'armes obligeait d'établir que le père du bisaïeul du présenté ne fut pas anobli et donc qu'il fût noble. En revanche la noblesse des trisaïeules n'était pas examinée[3980].

L'exigence de huit quartiers était très étendue. Les familles avaient beau privilégier l'alliance noble, les stratégies matrimoniales incluaient un aspect financier, qui conduisait parfois à un mariage avec une bourgeoise bien dotée. Vendryès, notaire alors chargé de dresser une preuve de Malte pour une famille noble, remarquait qu'il était « rare de ne pas trouver quelque alliance roturière »[3981]. On pouvait obtenir du pape par un bref, ou du chapitre général, une dispense pour des quartiers non nobles, de préférence du côté maternel[3982]. Il fallait cependant pour obtenir cette grâce bénéficier de protections[3983]. On pouvait aussi être dispensé de prouver les quartiers nobles déjà établis par des membres de la famille[3984].

[3978] Voir par exemple : *ADG*, I Suppl 439, « coppie de preuves de feu frère Jaques de Touges Noilhan » reçu chevalier dans la langue de Provence l'an 1580, l'original étant conservé à Malte.

[3979] *ADHG*, H 203, copie du verbal de 1607 des preuves de noblesse de Jean-Philippe Ducos de Lahitte dans les archives de la langue de Provence (1738). Sur les formalités à remplir, comme l'envoi d'un « mémorial » sur la généalogie à Malte préalablement à l'enquête, voir Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit*., tome XXXVIII, entrée « Malte », p. 373.

[3980] *ADHG*, H 202, « Mémoire pour être reçu à l'ordre de Malte », manuscrit XVIIIe. L'abbé Vergès, relevait que les chevaliers français ne devaient pas prouver la noblesse des trisaïeules, ce qui fait qu'il ne fallait « prouver que la noblesse de huit maisons » (*ADHP*, 65 J 240, « preuves pour Malthe »).

[3981] *ADG*, I 2842, lettre de Vendryès à l'abbé Vergès, Nogaro, 6 avril 1778.

[3982] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit*., tome XXXVIII, entrée « Malte », p. 373.

[3983] D'après un « Mémoire », il fallait pour être dispensé de faire la preuve « pour une bisayeule, ou ayeule maternelle », avoir « une connoissance ou protection à Malte, auprès du Grand-maître, lequel s'adresse au pape pour avoir la dispense nécessaire en pareil cas » (*ADHG*, 13 J 4, « Mémoire pour faire recevoir un chevalier de Malte », manuscrit, XVIIIe siècle). En 1712, Marc-Roger de Luppé bénéficia de rien moins que l'appui du roi de France, qui écrivit au Grand-maître afin qu'il lui procurât la dispense de la preuve de son aïeule maternelle (*ADLG*, 25 J K-1-1, extrait d'une lettre écrite à Marly, 10 juillet 1712).

[3984] Marc-Roger de Luppé fut dispensé de prouver sa noblesse paternelle, grâce à son oncle qui était Grand-prieur de Saint-Gilles (*ADLG*, 25 J, A-1-2, « Inventaire des actes et titres quy doivent former la preuve de noblesse de noble Marc-Roger de Luppé de Garrané, prétendant à être reçeu chevalier de Malte, et ce pour le quartier de dame Anne-Marie-Françoise de Noé sa mère, dont la famille illustre et très anciene n'a point encore pareu dans l'Ordre de Malte, ce qui n'arrive pas au sujet du costé paternel de Luppé de Garrané », S. d., vers 1710). Il fallait cependant établir la parenté avec le chevalier. Jean-Antoine de La Roche-Fontenilles ayant obtenu une dispense du Grand-maître pour sa preuve du côté maternel, il lui fut demandé de prouver « l'identité et consanguinité de famille » avec son oncle qui était commandeur (*ADG*, I Suppl 243, preuve faite à Paris, 8 janvier 1720).

Sur la forme, l'enquête devant des commissaires nommés par le chapitre dans les lieux où résidaient ses ascendants subsista au XVIIe siècle. Mais si, jusqu'en 1601, la preuve n'était que testimoniale, à partir de cette date on réclama aussi des titres[3985]. Ce changement répondait à une réelle attente de la noblesse française. Afin d'éviter l'intrusion d'usurpateurs, l'ancienne noblesse espérait un meilleur contrôle de la noblesse, qui passerait par la preuve littérale. Lors des Etats généraux de 1614, ce changement pourtant déjà en cours fut réclamé au roi de France qui était très influent dans l'Ordre[3986].

A la preuve sur les titres et à la preuve testimoniale, dite « enquête principale », s'ajoutaient encore les preuves secrètes[3987]. Quant à la preuve « locale », qui nécessitait de se transporter dans les lieux d'où la famille était issue, ou de s'adresser au prieur de la province où vivaient les ancêtres, pour vérifier que ses bisaïeux étaient gentilshommes de noms et armes, grâce aux chapelles, épitaphes et autres monuments, elle était désuète et les commissaires s'en dispensaient. Un notaire notait toutes les informations recueillies dans un procès-verbal.

A ses titres, le présenté devait joindre le blason figuré des quatre principaux quartiers ainsi que son arbre généalogique[3988]. Si la preuve était recevable, elle était envoyée à Malte, où le chapitre de la langue l'examinait avant d'accorder l'admission du postulant.

Une rumeur persistante voulait qu'il y eût des fraudes dans les preuves qui permettaient d'entrer dans l'Ordre[3989]. La preuve testimoniale en particulier était suspecte, car c'était le présenté qui proposait les témoins, des nobles de la contrée qui devaient être portés à l'obliger. Mais elle était compensée par les autres preuves, en particulier la preuve littérale, qui était vérifiée par les commissaires sur les originaux[3990]. Des négligences purent apparaître dans l'examen des titres. Ainsi dans la preuve littérale d'Antoine de La Roche faite en 1661, on remarque que sa bisaïeule paternelle, Jeanne Dufaur, était dans ses pactes de mariage de 1568 dite fille de « noble homme monsieur maître Michel Dufaur », président au parlement de Toulouse : il ne prenait pas de qualification reconnue comme prouvant la noblesse, et un doute

[3985] Butaud, Germain, Piétri, Valérie, *Les enjeux de la généalogie, XIIe-XVIIIe siècle. Pouvoir et identité*, collection Mémoires, 2006, p. 143.
[3986] Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit*., tome 4e, p. 196, cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614 : « Que toutes preuves de chevaliers de Malte se feront par tiltres et non par enquêtes et témoings, et seront les privilèges accordés audit Ordre confirmés ».
[3987] Lors de cette enquête secrète, il était en particulier demandé aux deux témoins si les gentilshommes ayant témoigné étaient « véritablement gentilshommes, et sy l'on peut ajouter foy à leurs dépositions » (Fonds Lascazères, procès-verbal des preuves de noblesse de Bernard d'Astorg, Toulouse, 15 septembre 1728).
[3988] *Ibidem* : « nous a pareillement remis les armoiries des quatre principalles maisons dont ledit présenté tire son origine, avec l'arbre généalogique ».
[3989] Voir par exemple Barcilon de Mauvans, Joseph-Scipion de, Critique du nobiliaire de Provence, *op. cit*., p. 25.
[3990] *ADG*, I Suppl 12, copie des preuves littérales de noblesse de Jean-Auguste d'Angos faites le 1er février 1784.

plane donc sur la noblesse de sa fille[3991]. Le fait qu'une autre bisaïeule, Catherine de Béraut, se dise « damoiselle » dans son pacte de mariage avec Jacques d'Escares en 1595, ne prouve en rien sa noblesse. Ces manques aux huit quartiers ne l'empêchèrent pas d'être reçu.



Illustration n° 18 : blasons des familles de Noaillan, de Pins, de La Hillière et de Pechbonieu, figurés dans le procès-verbal de la preuve de noblesse pour l'entrée dans le couvent des religieuses de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem de Toulouse, de Catherine et Gauside de Touges de Noaillan, filles de Jean-Roger de Touges seigneur de Mauvezin, 6 juin 1630, Jean Garac notaire de Toulouse (*ADHG*, 216 H 63).

Des petits accommodements pouvaient donc avoir lieu, mais les chevaliers veillaient à ce que la noblesse telle qu'ils la concevaient fut observée pour entrer dans l'Ordre, car ils y étaient très attachés. La rigueur dans l'examen de la preuve fut d'ailleurs accentuée au XVIIIe siècle face aux soupçons[3992]. Cependant, l'idée d'une modification nécessaire des preuves paraît

[3991] *ADG*, I Suppl 243, extrait des preuves de noble Antoine de Laroche de Lavedan de 1661.
[3992] Par un décret du 13 août 1707, le Sacré conseil avait décidé que dorénavant on ne pourrait plus donner des commissaires pour les preuves à aucun prétendant s'il ne présentait pas préalablement un arbre généalogique de toutes les familles qui entreraient dans les preuves « pour éviter les surprises des familles impures » (*ADHG*, H 353, folio 11, délibérations du chapitre provincial du Grand Prieuré de Toulouse, 1er décembre 1707). En 1727 fut

s'être imposée en 1768. Deux évolutions en apparence contradictoires étaient souhaitées par les chevaliers[3993]. La première était de durcir la preuve, en obligeant à prouver une noblesse plus ancienne, à cause de « la plus grande facilité d'acquérir la noblesse » dans le royaume de France, les chevaliers faisant peu de cas de ces nouveaux nobles et voulant les écarter[3994]. L'autre changement demandé était un assouplissement de la preuve concernant les alliances. Ils constataient en effet que les familles nobles même très anciennes avaient dû contracter avec des familles roturières, au point que ces alliances étaient devenues « très communes », et la conséquence en était que des anciennes maisons ne pouvaient intégrer l'Ordre. Etait donc proposé par le chapitre provincial du Grand prieuré de Toulouse de porter la preuve à deux cents ans pour la lignée paternelle, et cent ans pour la lignée de la mère, mais que les ascendantes ne fussent plus prises en compte[3995]. L'allongement de la durée de la preuve n'était pas sans liens avec la réaction nobiliaire qui s'étendait dans le royaume, en particulier par le durcissement des preuves des ordres royaux[3996]. Le mouvement pour la réforme ne réussit pas à l'obtenir, mais il témoigne d'un rapprochement avec le modèle français de preuve.

La seule évolution fut un durcissement des preuves masculines par le Chapitre général de l'ordre de 1776 à la demande des grands prieurés du royaume de France[3997]. Le gentilhomme de nom et d'armes fut défini par le Chapitre général de l'Ordre comme celui qui passait pour noble depuis un temps immémorial, ou l'arrière-petit-fils d'un anobli. La langue de Provence soutint que les bisaïeux des aspirants devaient remplir ces conditions, ce qui fut accepté par le Sacré conseil en 1778[3998]. C'est ce qui explique qu'un commandeur écrive au baron de Bourg qu'il devait prouver pour son fils, le chevalier d'Angos, « le nombre de sept générations paternelles et maternelles que nous exigeons »[3999]. Les statuts ne furent donc pas réformés, mais un durcissement de la preuve fut opéré grâce à une nouvelle interprétation.

---

publié un « Modèle pour servir à la réception de messieurs les chevaliers de Malte » dans la langue d'Auvergne (*ADG*, I 2214, Imprimerie Michel Goy, Lyon, 1727), qui donnait de nombreuses indications sur pas moins de vingt-quatre pages afin d'éviter les « surprises ».

[3993] Sur les épisodes de la réaction nobiliaire dans l'Ordre de Malte et en particulier la volonté d'exclure la robe au XVIIIe siècle, voir Blondy, Alain, « L'Ordre de Malte, miroir brisé de la noblesse française des XVIIe et XVIIIe siècles » dans *Etat et société en France aux XVIIe et XVIIIe siècles. Mélanges offerts à Yves Durand*, Collection du Centre Roland Mousnier, Presse Universitaires de la Sorbonne, 2000, p. 105-109.

[3994] *ADHG*, H 202, extrait des registres de la langue de Provence du 7 mai 1768.

[3995] *ADHG*, H 404, délibération du chapitre provincial du Grand prieuré de Toulouse, 30 mai 1769.

[3996] *Ibidem* : « dans un tems surtout où tous les ordres de la noblesse de l'Etat ont étendu plus reculement les leurs, et où les circonstances semblent nous en faire une obligation et une nécessité ».

[3997] Blondy, Alain, L'ordre de Malte au XVIIIe siècle, *op. cit*., p. 215.

[3998] *ADHG*, H 202, extrait des délibérations prises par le Sacré conseil de l'ordre, 2 juin 1778.

[3999] *ADPA*, 16 J 168, lettre du commandeur Déodot d'Olomieu au baron de Bourg, vers 1780. Un généalogiste écrivit à madame d'Auxion que la preuve de sa famille « dépasse de beaucoup la preuve du cinquième ayeul exigée par le statut » (Fonds Aux-Aussat, G 2-01, lettre de Reynes à madame d'Auxion, Toulouse, 15 décembre 1784). Ce cinquième aïeul correspondait au septième degré. Voir par exemple : *ADG*, I Suppl 12, copie des preuves littérales de noblesse de Jean-Auguste d'Angos faites le 1er février 1784.

Malgré les particularités et l'archaïque maintien de l'enquête testimoniale, l'évolution de la preuve de noblesse pour l'Ordre de Malte confirme celle du royaume de France : promotion de la preuve littérale, préoccupation relative pour les alliances, méfiance envers les anoblis et aggravation de l'ancienneté. Communément, pour reprendre une lettre du sieur de Luppé de 1769, cette preuve était considérée comme supérieure aux autres, « par son caractère, par la forme dont il est revêtu, enfin par l'honneur attaché à cet Ordre célèbre, qui ne souffriroit pas une filiation racourcie ou un degré de moins »[4000]. Les chevaliers pouvaient en conséquence se flatter de constituer « le plus beau corps de noblesse de toute l'Europe »[4001]. Mais les réformes promues par le Chapitre général de 1776, en particulier sur la rénovation des terriers et l'augmentation des preuves de noblesse, tendaient à faire de la « vieille milice chevaleresque » un « couvent prébendé pour hobereaux, méprisant autant les nobles de robe que la roture »[4002]. La Révolution ne put s'accommoder de sa survie et le supprima en France.

II) Les emplois réservés dans l'Etat royal

Les nobles avaient des places qui leur étaient réservées *de jure* dans les domaines divers[4003]. Pendant longtemps, cette réservation ne sembla être qu'une déclaration d'intention, étant mal assurée. La preuve de noblesse permit de la rendre effective. Nous aborderons successivement les charges réservées dans le domaine civil, à la Maison du roi puis à l'armée.

[4000] *ADLG*, 25 J A5-14, lettre de monsieur de Luppé-Garrané, château de Lacassagne, 23 novembre 1769.
[4001] *ADPA*, 16 J 168, lettre du commandeur Déodot d'Olomieu au baron de Bourg, vers 1780.
[4002] Blondy, Alain, L'ordre de Malte au XVIIIe siècle, *op. cit*., p. 221.
[4003] Outre ces places réservées de droit, les nobles avaient une préférence difficilement appréciable dans l'accès à certaines fonctions, très marquée au XVIe siècle. Pour Bacquet, les offices et dignités qui n'étaient pas juridiquement réservés à la noblesse, mais auxquels les non nobles pouvaient être admis « par le moyen de deniers comptans », devaient être attribués aux nobles et anoblis de préférence (Bacquet, Jean, Du droit d'anoblissement, *op. cit.*, p. 911). Au début du XVIIe siècle, d'après Cardin Le Bret, les nobles étaient « ordinairement preferez à ceux qui sont de familles plebeiennes » pour les charges civiles et militaires, et les « grandes prelatures de l'Eglise » (Le Bret, Cardin, Traité de la souveraineté du roy, *op. cit.*, p. 64). Si cet aspect ne doit pas être ignoré, il est cependant difficilement appréciable, et on peut considérer que les compétences et les solidarités, ainsi que l'argent, dans une société où la vénalité s'était répandue à grande échelle, ne permettent pas de parler de subordination généralisée, des nobles étant déclassés et des roturiers faisant de belles carrières dans la justice, l'administration ou même l'armée.

A) Les charges civiles

Les charges civiles réservées aux nobles recouvrent six catégories : la charge emblématique de sénéchal, la charge de lieutenant général d'épée, la charge de lieutenant des maréchaux, la charge de gouverneur, l'office de chevalier d'honneur et des offices dans les cours souveraines.

1) Le sénéchal

Le sénéchal était l'officier royal à la tête de la circonscription administrative et judiciaire appelée sénéchaussée[4004]. Cette circonscription correspondait au ressort d'un tribunal aussi appelé sénéchaussée, qui rendait la justice au nom du sénéchal. Paradoxalement à la tête d'officiers de justice, le sénéchal était officier de robe courte. Il y avait environ quatre cents baillis et sénéchaux en 1789[4005].

A l'époque moderne, les sénéchaux avaient perdu leur compétence judiciaire[4006]. Ils ne conservaient plus que le droit de siéger et de présider à l'audience et à la chambre du conseil[4007]. Dès lors la charge fut principalement honorifique. Ils siégeaient l'épée au côté, avaient la préséance dans les cérémonies publiques et marchaient à la tête des officiers de la sénéchaussée. Les sentences étaient intitulées du nom du sénéchal, ce qui était un puissant vecteur de l'immortalité du nom, si chère aux nobles[4008]. Les requêtes pouvaient être adressées au juge mage, mais en général elles l'étaient au sénéchal[4009]. En outre, le sénéchal était toujours

[4004] C'est l'équivalent exact du bailli pour les bailliages dans le nord du royaume, seule la dénomination différant.
[4005] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 262.
[4006] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, art. 49 ; *ibidem*, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 266.
[4007] *Ibidem*, art. 266 ; *ADHG*, 1 B 1907, folio 32, ordonnance concernant la réformation de la justice, Moulins, février 1566, art. 21.
[4008] *Ibidem*, art. 21.
[4009] Dubois, Jean-François, *La sénéchaussée siège présidial d'Auch (1639-1790)*, Université des sciences sociales de Toulouse, thèse pour le doctorat, Toulouse, 2002, p. 201.

considéré comme le « chef des nobles ». C'est à lui que revenait de prendre la tête de l'arrière-ban lorsqu'il était convoqué[4010]. A partir du début du XVIIIe siècle, n'étant plus convoqué, cette prérogative était caduque. D'ailleurs, un arrêt du conseil de 1761 défendit aux sénéchaux et baillis de se dire « chefs de la noblesse »[4011]. Le sénéchal prenait cependant la qualité de « sénéchal d'épée », qui restait prestigieuse. Il pouvait aussi se voir attribuer par les provisions, celle de « gouverneur »[4012]. Jean-Paul d'Angosse obtint dans ses provisions la qualité de « grand sénéchal »[4013]. En 1788, ce sénéchal d'Armagnac et d'Auch devint le « grand bailli d'Auch ». Le sénéchal présidait les « assemblées de la noblesse », et celles des trois ordres de la sénéchaussée, en particulier lors de la convocation aux Etats généraux[4014]. D'un point de vue plus prosaïque, le sénéchal recevait des gages qui étaient assez variables[4015].

Il faut ensuite relever que les sénéchaux pouvaient localement disposer de prérogatives particulières, souvent honorifiques. Le sénéchal d'Armagnac avait au XVIe siècle les capitaineries de Lectoure et Lavit[4016]. Le sénéchal d'Auch avait une place dans les hautes stalles du chœur de la cathédrale d'Auch, dans celle qui était la plus proche du maître autel, du côté de l'Evangile[4017]. Celui de Bigorre était installé dans son tribunal lors d'une cérémonie solennelle majestueuse, en présence des élites locales, du chapitre cathédral et des religieux de Tarbes et de la noblesse du pays[4018]. Plus importante, dans les pays d'Etats, était la prérogative de les convoquer, après en avoir reçu la commission du roi[4019]. En Bigorre, le sénéchal présidait même les Etats jusqu'en 1611, date à laquelle l'évêque le remplaça[4020]. A partir de 1766, ce fut le commandant pour le roi en Bigorre qui fut commissaire du roi pour la tenue des Etats[4021]. Aux Etats, il avait une place « au lieu d'honneur », sous un dais, et faisait un petit discours lors de l'ouverture pour les inviter à soutenir le roi, avant de se retirer[4022]. Jusqu'à cette date au moins,

[4010] Fontanon Antoine, Michel Gabriel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome second, p. 64 : ordonnance sur l'arrière-ban, Fontainebleau, 9 février 1547, art. 3.
[4011] Arrêt du conseil du 30 octobre 1761 cité dans Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome IV, entrée « bailli ».
[4012] Le sénéchal d'Aure, aussi appelé sénéchal des Quatre-Vallées, n'en bénéficiait pas (*ADG*, I 2652, lettre de monsieur de Lavillière au baron de Noé, Paris, 25 septembre 1643).
[4013] *ADPA*, B 4593, provisions de grand sénéchal d'Armagnac pour Jean-Paul d'Angosse, Paris 7 juillet 1762.
[4014] Dubois, Jean-François, La sénéchaussée siège présidial d'Auch (1639-1790), *op. cit.*, p. 203.
[4015] Tous n'ayant pas d'appointements adéquats avec la dignité de leur charge jusqu'en 1693, afin d'en « soutenir la dignité et la grandeur », un édit leur accorda à tous des gages, et une augmentation de gages à ceux qui n'en avaient que des modiques, moyennant le payement d'une finance (*ADHG*, 1 B 1925, folio 259, édit donné à Fontainebleau, en octobre 1693).
[4016] *ADHG*, 1 B 1907, folio 15, don de l'état de sénéchal par la reine de Navarre, Moulins, 23 janvier 1566.
[4017] *ADHP*, G 39, certificat du chapitre métropolitain d'Auch, à Auch, le 21 mars 1766.
[4018] Tonus, Wilfrid, *La sénéchaussée de Bigorre, 1650-1789*, mémoire de Master, Université de Pau, 2010, p. 68.
[4019] *ADHG*, 1 B 1921, folio 49, « provisions de la charge de senechal et gouverneur du pais et comté de Bigorre » pour Jean de Mua de Barbazan, Saint-Germain en Laye, 10 mai 1675.
[4020] Larcher, Jean-Baptiste *Glanages ou preuves,* tome IX, 1746, p. 238.
[4021] Pène, Gilbert, Les attributions financières des états du pays et comté de Bigorre, *op. cit.*, p. 73.
[4022] Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des états de Bigorre, *op. cit.*, p. 177.

les Etats de Bigorre lui versaient, outre ses émoluments, 480 livres de droit de présence quand il y siégeait[4023]. De même en Nébouzan, outre ses gages et émoluments, le sénéchal y recevait 150 livres pour « la table qu'il tient pendant l'assemblée des Etats »[4024]. Le sénéchal de Nébouzan y convoquait aussi les Etats comme commissaire du roi et les présidait[4025]. Il put aussi jouir durant une période éphémère du logement et de l'ustensile pendant les Etats au XVIIIe siècle[4026]. Le sénéchal des Quatre-Vallées obtenait avec sa charge les « capitaineries » des châteaux de Tramezaygues, Cadéac, Labarthe-de-Neste et Bramevaque, où il était installé lors d'une cérémonie pompeuse[4027]. Il avait à la fin du XVIIe siècle un « ustensile » de 400 livres de solde annuelle, avec 105 livres d'indemnité pour son logement, 40 livres pour le bois et le charbon, et 15 livres pour deux messagers à lettres[4028]. Il avait aussi un droit d' « aubergade », ou d' « albergue », c'est à dire le droit de logement quand il venait dans les vallées[4029].

Il y avait beaucoup de sénéchaux en Gascogne orientale : quelques précisions sont nécessaires à cause de l'extrême complexité de la géographie historique. On trouvait dans notre ressort de recherche la sénéchaussée de Lectoure, la sénéchaussée d'Auch, démembrée de celle de Lectoure et renforcée par des démembrements de celle de Toulouse, à partir de janvier 1639, la sénéchaussée de Bigorre, la sénéchaussée de L'Isle-Jourdain, et quoique leur siège fut extérieur à la Gascogne, la sénéchaussée de Toulouse pour l'Astarac, le comté de Gaure et la temporalité de l'archevêque d'Auch jusqu'en 1639, et le Comminges jusqu'à la Révolution, ainsi que la sénéchaussée de Pamiers pour le Couserans[4030].

Curieusement, lorsque fut fondée la sénéchaussée siège présidial d'Auch, on ne créa pas d'office de sénéchal. Le sénéchal d'Armagnac, duquel dépendait en grande partie le ressort de la sénéchaussée d'Auch avant sa création, fut aussi sénéchal de la nouvelle sénéchaussée, sa compétence étant de la sorte étendue[4031]. Le sénéchal de ce vaste ressort fut qualifié dans ses provisions de « senechal et gouverneur d'Armagnac, de notre dit pais d'Armagnac, ville

[4023] *ADPA*, 16 J 204, « Mémoire pour le comte de Barbazan sénéchal et gouverneur du pays et comté de Bigorre », factum imprimé à Paris, 1766.
[4024] *ADG*, C 6, lettre de d'Etigny à monsieur le comte de St-Florentin, 29 mars 1755.
[4025] Souriac, René, (dir. par), Comminges et Nébouzan, *op. cit.*, Tome I, p. 248.
[4026] *ADG*, C 9 et C 13, lettres de d'Etigny au comte de St-Florentin, du 16 janvier 1757 et 19 décembre 1759.
[4027] *ADHG*, 1 B 1917, folio 9, provisions de sénéchal d'Aure, Magnoac, Barousse et Neste, en faveur de Roger de Noé, Paris, 26 avril 1646 ; Sarramon, M., « Y eut-il une sénéchaussée des Quatre-Vallées ? », dans *Bulletin de la société archéologique, historique, littéraire et scientifique du Gers*, 2e trimestre 1953, p. 165.
[4028] *Ibidem*, p. 165.
[4029] *ADHP*, 1 C 289, assemblée de la vallée d'Aure, Ancisan, 23 septembre 1685.
[4030] Les sièges des sénéchaussées de Toulouse et de Pamiers n'étant pas situés en Gascogne, nous les écartons, même si quelques gascons purent y devenir sénéchal, comme Pierre de Saint-Lary à Toulouse en 1562.
[4031] Dubois, Jean-François, La sénéchaussée siège présidial d'Auch (1639-1790), *op. cit.*, p. 134.

d'Auch, resort et estandue desdits sieges presidiaux »[4032]. Cette curiosité institutionnelle montre le peu de cas que faisait le pouvoir royal à cette époque de la charge de sénéchal. Nous n'avons pas non plus trouvé de traces d'un sénéchal de L'Isle-Jourdain, ce qui permet de douter qu'il y en eut un, malgré l'existence d'un tribunal de sénéchaussée.

On vient de voir qu'il y avait deux sénéchaussées sans sénéchal : on trouvait aussi des sénéchaux sans sénéchaussée. Il y eut un éphémère sénéchal de Comminges en 1610[4033]. Les provisions présentaient cette création comme un rétablissement de l'ancienne charge de sénéchal qui remontait au temps des comtes. En 1789, Henri Bernard d'Espagne, baron de Nébouzan, obtint de convoquer et de présider l'assemblée du Comminges, du Nébouzan et du Couserans, le roi le faisant sénéchal pour l'occasion[4034]. Autre cas, bien plus durable, celui du sénéchal de Nébouzan. Cette petite vicomté ne formait en aucun cas une sénéchaussée, mais dépendait de la sénéchaussée de Toulouse : pourtant il y avait un sénéchal. De même il y eut de façon permanente un sénéchal des Quatre-Vallées, alors que ce petit pays d'Etats dépendait en appel de la sénéchaussée de Lectoure puis d'Auch, malgré les prétentions de ses Etats et du juge royal en chef[4035]. L'origine de ce sénéchal vient de ce que les comtes d'Armagnac nommaient un « sénéchal d'Aure », et il perdura après le rattachement à la couronne sous Louis XI[4036]. Cet officier était à peu près sans fonction[4037]. Même cette qualité suscitait de la fierté dans la famille de Noé, qui en disposait depuis le début du XVIIe siècle, alors que l'intendant s'étonnait que « si petite chose les intéresse »[4038].

Ainsi, sans compter les sénéchaussées environnantes, en Gascogne orientale, les nobles pouvaient ambitionner quatre charges de sénéchal : Armagnac et Auch, Bigorre, Nébouzan et Quatre-Vallées. Cette charge honorifique prestigieuse, très convoitée par les nobles d'épée, pouvait satisfaire d'autant plus de candidats qu'elle était souvent dévolue plutôt en fin de carrière à un noble déjà avancé en âge.

[4032] *ADHG*, 1 B 1925, folio 341, provisions de sénéchal pour le marquis d'Haumont, Versailles, 23 avril 1695.
[4033] *ADHG*, 35 J 6, extrait des lettres patentes de Louis XIII portant création d'un sénéchal au comté de Comminges en faveur de Roger de Comminges, décembre 1610, collation notariée de 1750. Il n'y avait pourtant pas de sénéchaussée de Comminges, qui dépendait de celle de Toulouse, ce qui ne fut pas modifié par ces lettres.
[4034] Art. 3 de la lettre royale de convocation du 19 février 1789 transcrite dans Couget, Alphonse, Les états du Nébouzan, *op. cit.*, p. 55. De même pour le Couserans, il fut commis comme sénéchal par un arrêt du conseil donné à Versailles le 26 avril 1789 (*ADA*, 77 F 164).
[4035] Dubois, Jean-François, La sénéchaussée siège présidial d'Auch (1639-1790), *op. cit.*, p. 380-382. Sur les revendications des Etats, voir la délibération des Etats des Quatre-Vallées du 20 janvier 1774 (*ADHP*, 1 C 293). Le pouvoir royal ne reconnut jamais les Quatre-Vallées comme une sénéchaussée. L'intendant d'Etigny était catégorique dans son démenti dans une lettre au comte de Saint-Florentin du 22 décembre 1759 (*ADG*, C 13).
[4036] Sarramon, M., « Y eut-il une sénéchaussée des Quatre-Vallées ? », *op. cit.*, p. 156.
[4037] Il n'eut même pas celle de réunir l'assemblée des trois Etats pour les Etats généraux en 1789 : ce fut le sénéchal d'Auch qui eut cette prérogative, ou à défaut le « juge-mage » des Quatre-Vallées (*ibidem*, p. 167).
[4038] *Ibidem*, p. 166.

Le sénéchal était un officier nommé par le roi[4039]. Il fallait remplir des conditions multiples pour obtenir la nomination. Le sénéchal devait avoir 30 ans selon l'ordonnance de Blois, âge requis qui fut par la suite abaissé à 25 ans[4040]. Suivant la même ordonnance de Blois, il était voulu que les sénéchaux aient commandé dans la gendarmerie d'ordonnance comme capitaine, lieutenant, enseigne ou guidon. La charge fut effectivement donnée le plus souvent en récompense des « services » rendus, au premier chef des services militaires, comme pour d'autres honneurs conférés par le roi[4041]. Était parfois pris en compte le « crédit » que le sénéchal aurait dans le pays. Il était en effet souhaitable qu'il fût quelqu'un qui fut respecté, en particulier par les nobles, puisqu'il pouvait avoir à les conduire ou les assembler[4042]. Avant qu'il ne prête serment à la Grand'Chambre, le parlement s'assurait des « bonne vie, mœurs, relligion catholique apostolique et romaine » de l'impétrant[4043].

L'ordonnance d'Orléans avait fait interdiction de vendre la charge de sénéchal[4044]. Mais l'usage de résigner sa charge envers celui qui serait prêt à payer s'introduit comme pour maints offices. Un édit d'octobre 1693 rendit la charge héréditaire tout en autorisant la vénalité[4045]. Cet édit fut pourtant révoqué par un arrêt du conseil du 26 décembre 1719, puis, par un autre arrêt du conseil du 16 décembre 1759, le roi rétablit le « droit de survivance ou d'hérédité » aux sénéchaux[4046]. Le sénéchal pouvait résigner sa charge, ou ses héritiers à sa mort pouvaient la vendre. Pour avoir ce droit, le sénéchal devait cependant payer une finance au trésorier des revenus casuels, et ensuite un droit de mutation de 550 livres et les deux sols pour livre lors de la résignation devraient être payés par l'acquéreur de la charge[4047]. La charge étant en

[4039] On remarque cependant une confusion certaine dans la seconde moitié du XVIe siècle, la reine de Navarre nommant des sénéchaux, comme comtesse de Bigorre et d'Armagnac, et le roi confirmant ou infirmant ces nominations en nommant des sénéchaux en quelque sorte rivaux. Pierre de Beauvoir fut pourvu de la charge de sénéchal d'Armagnac en 1563 par la reine de Navarre, et confirmé en 1565 par Charles IX (*ADHG*, 1 B 1906, folio 196). En 1570, Raymond de Cardaillac, seigneur de Sarlabous, pour le parti du roi, et Philippe de Montaut, baron de Bénac, pour la reine de Navarre, se disputaient la charge de sénéchal de Bigorre. Ces nominations litigieuses cessèrent à la mort de Jeanne d'Albret.

[4040] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 263 ; *ADG*, I 2654, collation des provisions de sénéchal d'épée des Quatre-Vallées et des capitaineries en dépendant pour le marquis de Noé, Versailles, 18 juillet 1700.

[4041] Tel Valentin de Puget qui obtint la charge « pour lui marquer la satisfaction que nous avons des services qu'il nous rend depuis vingt-cinq ans avec valeur, zèle et fidélité » (*ADHG*, 1 B 1939, folio 33, provisions de sénéchal et gouverneur du pays d'Armagnac et ville d'Auch en faveur de Valentin de Puget, Marly, 4 août 1715).

[4042] Jean de Mua obtint la charge de sénéchal pour ses qualités, sa fidélité, et pour les « grands biens et des habitudes qu'il a dans ledit pays avec la noblesse et les comunautés d'icelluy » (*ADHG*, 1 B 1921, folio 49, provisions de sénéchal et gouverneur de Bigorre pour Jean de Mua, St-Germain en Laye, 10 mai 1675.

[4043] *Ibidem*.

[4044] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, art. 48. L'interdiction fut réitérée par l'ordonnance de Blois (art. 263).

[4045] *ADHG*, 1 B 1925, folio 259, édit donné à Fontainebleau, en octobre 1693.

[4046] Cités dans les provisions de grand sénéchal pour Jean-Paul d'Angosse, Paris 7 juillet 1762 (*ADPA*, B 4593).

[4047] Jean-Baptiste-Gabriel-François comte de Polastron, sénéchal d'Armagnac, paya par exemple 8000 livres de supplément de finance, ce qui lui permit de jouir de la charge, puis de la résigner en faveur de Jean-Paul d'Angosse.

survivance, alors même que le nouveau titulaire en était pourvu, le précédent pouvait continuer à en faire les fonctions jusqu'à ce que le nouveau ait atteint l'âge requis, ou jusqu'à sa propre mort. De fait, même entre 1719 et 1759, la survivance pouvait être accordée gracieusement par le roi[4048]. La conséquence fut que la charge eut tendance à rester dans la même famille : elle était souvent dévolue au fils du précédent sénéchal, ou plus rarement au frère ou au neveu[4049]. Il y eut une forte tendance à l'hérédité des sénéchaux en Gascogne orientale, hérédité que l'on constate même avant 1693, les fils succédant aux pères, et ce particulièrement en Nébouzan et dans les Quatre-Vallées[4050].

Le chef des nobles ne pouvait logiquement être que noble. Cette exigence fut affichée dans plusieurs textes législatifs de la seconde moitié du XVIe siècle. Par l'ordonnance d'Orléans, il fut décidé que l'office de sénéchal ne pourrait être tenu que par « des personnes de robe courte, gentils-hommes, et de qualité requise »[4051]. En 1570, le roi exprima dans des lettres patentes son mécontentement sur le fait que les sénéchaux n'avaient pas les qualités légales posées par les ordonnances, car un certain nombre d'entre eux étaient de robe longue, et donc considérés comme incapables de « vacquer aux affaires pour lesquelz ont esté premièrement creez et instituez lesdicts estatz de baillis et seneschaulx ». Obligation fut faite aux sénéchaux de robe longue de résigner dans le mois leur charge à des « gentilhommes et personnes nobles sousfisantes et capables pour exercer iceulx estats »[4052]. L'ordonnance de Blois durcit l'exigence de noblesse, en ordonnant que la charge ne serait dévolue qu'à des gentilshommes « de nom et d'armes »[4053]. Si tous ne furent pas gentilshommes de nom et

Ce dernier paya 550 livres et les deux sols pour livres aux revenus casuels, et obtint ainsi la charge (*ADPA*, B 4593). Le droit de mutation fut ensuite modifié pour être mis au seizième denier (édit de février 1773 et arrêt du conseil du 6 juillet 1772, cités dans les provisions de la charge de sénéchal de Bigorre pour Jean-Auguste d'Angos, Versailles, 16 décembre 1786 (*ADPA*, B 5572).

[4048] En 1757, la charge de sénéchal des Quatre-Vallées fut accordée au vicomte de Noé tout en conservant la survivance au marquis de Noé son frère « en considération de leurs services et du temps immémorial que ladite charge est dans leur famille » (*ADHG*, 1 B 1952, folio 54, provisions données à Versailles, 31 mars 1757).

[4049] François de Foix, comte de Rabat, obtint la charge détenue par feu son frère à cause de ses qualités, du crédit qu'il avait dans le pays, mais aussi parce que « despuis longtemps elle est possedée par ceux de la maison » (*ADHG*, 1 B 1919, folio 439, provisions de sénéchal de Nebouzan, St-Germain en Laye, 10 décembre 1671).

[4050] Pour ceux qui eurent la plus grande possession, citons les d'Astarac de Fontrailles en Armagnac, les Noé dans les Quatre-Vallées, les Foix-Rabat puis les Sirgan d'Ercé en Nébouzan, les Mua en Bigorre.

[4051] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance d'Orléans, janvier 1561, art. 48. L'exigence fut répétée par l'ordonnance de Moulins (*ADHG*, 1 B 1907, folio 32, ordonnance concernant la réformation de la justice, Moulins, février 1566, art. 21).

[4052] A défaut de quoi les charges seraient considérées vacantes, et le roi les donnerait à des nobles (*ADHG*, 1 B 1907, folio 250, « Lettres pattentes du Roy concernant la résidance des baylifs et seneschaulx en leur judicature, et reiglement sur iceulx officiers quy sont de robe longue », St-Germain en Laye, 12 août 1570).

[4053] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 263.

d'armes, ce fut le cas du plus grand nombre. A tout le moins l'exigence de la noblesse fut en général respectée, pour ne pas mécontenter la noblesse[4054].

S'il put arriver que certains sénéchaux dussent prouver leur noblesse, en règle générale la réputation de noblesse suffisait à l'obtention de cette charge. Selon l'arrêt du conseil du 16 décembre 1759, on ne pouvait être pourvu de la charge qu'avec l'agrément d'un secrétaire d'Etat, qui vérifiait les qualités du postulant[4055]. Déjà en 1755, consulté par un secrétaire d'Etat, l'intendant d'Etigny agréa que le comte d'Ercé devienne sénéchal de Nébouzan, car « avec ses dispositions naturelles, sa naissance et sa fortune, je ne crois pas qu'il y ait d'inconvénient à lui accorder »[4056]. Jean Paul d'Angosse fut pourvu de la charge de sénéchal d'Armagnac et d'Auch en 1762 sur le témoignage qu'on avait donné des services rendus par lui et ses ancêtres et de « l'ancienneté de sa noblesse »[4057]. Joseph-Jean-Pierre-Gaston de Siregand obtint la charge résignée en sa faveur par son père « sur les témoignages avantageux que nous avons reçu de l'ancienneté de la noblesse de ses ancêtres »[4058]. Il semblerait pourtant qu'à la fin de l'Ancien Régime, on dut faire des preuves littérales devant d'Hozier de Sérigny, juge d'armes de France, qui prenait un droit de 150 livres pour cette preuve. L'abbé Vergès permit au comte d'Angos de s'épargner cette dépense en assurant le ministre de « l'ancienneté » et de la « distinction » de sa noblesse, et il accepta de s'en contenter[4059]. De tels épithètes ne suggèrent-ils pas que les anoblis n'étaient plus acceptés ?

En Gascogne orientale, les sénéchaux furent quasiment tous des nobles d'épée, de maisons anciennes et localement bien implantées[4060]. Jean de Mua, sénéchal de Bigorre en 1675, fait figure d'exception, n'étant ni noble, ni militaire, puisqu'il était conseiller au parlement de Toulouse ; cependant il était seigneur et « baron de Barbazan », grâce à la possession de cette terre, ce qui lui donnait une allure nobiliaire. Cette famille conservera la charge près d'un siècle, grâce à sa fidélité au service du roi et à sa grande fortune, ce qui fut peut-être facilité parce que son fils et son petit-fils se consacrèrent au service des armes : Jean-Auguste de Mua, mestre de camp de dragons, succéda à son père en 1688, puis la charge passa

[4054] Le sénéchal de Castres n'étant pas noble à la fin de la décennie 1610, la noblesse de cette sénéchaussée s'en émut et forma un syndicat réclamant que la charge fût conservée dans le second ordre. Par des lettres patentes de mai 1620, il fut ordonné que n'y seraient plus reçus que des gentilshommes ou autres personnes de robe courte (*ADHG*, 1 B 1914, folio 82, lettres patentes données à Paris, le 11 mai 1620).
[4055] Cité dans les provisions de Jean-Paul d'Angosse, Paris 7 juillet 1762 (*ADPA*, B 4593).
[4056] *ADG*, C 6, lettre de d'Etigny à monsieur le comte de St-Florentin, 29 mars 1755.
[4057] *ADPA*, B 4593, provisions de grand sénéchal d'Armagnac pour Jean-Paul d'Angosse, Paris 7 juillet 1762.
[4058] *ADPA*, B 5572, provisions de l'office de sénéchal d'épée du comté de Nébouzan, Versailles, 22 mai 1786.
[4059] *ADHP*, 65 J 38, lettre de l'abbé Vergès, Paris, 15 janvier 1787.
[4060] Voir l'Annexe 6 : Les sénéchaux gascons, p. 1082.

à son petit-fils Jean-Jacques en 1720, qui fut capitaine de dragons, mais après l'obtention de sa charge de sénéchal, étant alors fort jeune.

Malgré le fait que cette charge fut réellement gardée par les nobles, tant il semblait évident que le chef de ce groupe ne pouvait être d'un ordre inférieur, mais même devrait être d'une noblesse qui en imposerait, et que les très rares intrusions de roturier furent le fait de robins qui étaient très proches socialement de la noblesse, le contrôle de celle-ci se renforça au milieu du XVIIIe siècle, et à la veille de la Révolution, la preuve littérale de noblesse devant le juge d'armes semble être devenue quasiment obligatoire, sauf témoignage d'une personne ayant la confiance du ministère sur l'excellence de la noblesse de l'impétrant.

2) Les lieutenants généraux d'épée

Les « conseillers lieutenants généraux d'épée » furent créés en octobre 1703[4061]. Le prétexte de cette création fut que lorsque le sénéchal était absent, les assemblées de la noblesse à l'arrière-ban étaient présidées par le lieutenant général de la sénéchaussée. Or celui-ci n'était parfois pas noble. Le roi voulait pallier cette difficulté en instituant un « ordre certain et immuable pour le commandement de nostre noblesse » dans toutes les sénéchaussées. Le lieutenant général d'épée devait le commander en l'absence ou sous l'autorité du sénéchal. De fait, l'arrière-ban végétait depuis plusieurs décennies, et il allait disparaître quasiment au moment de cette création d'office héréditaire. On peut donc en déduire que plus que tout autre, cet office inutile ne servait qu'en la circonstance à alimenter les parties casuelles, alors que la situation financière de la monarchie était critique. Pourtant, cet officier avait un réel pouvoir judiciaire : il avait voix délibérative dans les affaires civiles, ainsi qu'au criminel s'il était gradué. La charge avait en réalité un caractère nettement honorifique : le lieutenant général d'épée siégeait l'épée au côté, immédiatement après le lieutenant général civil, tant à l'audience, à la chambre du conseil que dans les cérémonies publiques. En cas de vacance de la charge de sénéchal, il en exerçait les fonctions, jouissait de ses honneurs, et les sentences étaient intitulées en son nom. Il avait enfin le privilège de committimus au petit sceau, celui de se qualifier de « chevalier », l'exemption de tutelle, curatelle et séquestre, et divers autres menus privilèges.

[4061] http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8606167x/f3.image: « édit du roy portant création d'un lieutenant général d'épée en chaque bailliage, sénéchaussée, ou autres justices du royaume, ressortissant nuement ès cours de parlement », Fontainebleau, octobre 1703.

D'après l'édit de 1703, ces officiers devaient être « choisis dans le nombre des nobles les plus qualifiez »[4062]. L'exigence était floue, ce qui permit, face au peu de postulants pour l'acquisition de cet office, d'y laisser accéder tous les nobles. Dans les provisions, il était précisé qu'en seraient pourvus les gentilshommes distingués « par leur naissance ou par leurs services, ou par ceux de leurs ancêtres »[4063]. En 1706, Antoine de Sérignac de Belmont devint lieutenant général d'épée de la sénéchaussée d'Auch[4064]. En 1709, Pierre de Sudria obtint la lieutenance générale d'épée à la sénéchaussée de L'Isle-Jourdain[4065]. Jean de Lagausie, sieur de La Flambelle, acquit cet office dans la sénéchaussée de Lectoure en 1712[4066]. Tous étaient nobles, et on peut présumer que pour un office qui avait pour raison d'être la noblesse de son détenteur, elle devait être vérifiée, mais nous n'en avons pas trouvé de traces. C'est que cette création ne suscita guère d'enthousiasme et très peu de ces offices ayant été acquis, en février 1753, Louis XV supprima ceux encore vacants ou qui vaqueraient[4067]. En 1789, sur une centaine de présidiaux, on ne comptait que sept lieutenants généraux d'épée, et plus aucun en Gascogne[4068].

3) Commissaires et lieutenants des maréchaux de France

Au XVIIe siècle, le Tribunal du Point d'honneur, tenu par les maréchaux de France, fut progressivement mis en place. Il était chargé de juger les différends touchant au point d'honneur entre gentilshommes et officiers, veillant en particulier à prévenir les duels, en tentant de concilier les parties, voire en leur administrant des peines. En 1651, avait été commis par les maréchaux dans chaque sénéchaussée du royaume « un ou plusieurs gentilhommes » pour résoudre les querelles du point d'honneur, ou à défaut les renvoyer devant eux[4069]. Le roi décida en 1693 de faire de ces commissaires des officiers qui auraient des gages annuels et quelques

[4062] *Ibidem*.
[4063] *ADHG*, 1 B 1937, folio 399, provisions de l'office de conseiller du roi lieutenant général d'épée de la sénéchaussée de Lectoure pour Jean de Lagausie, Versailles, 20 novembre 1712.
[4064] *Ibidem*, folio 204, provisions de l'office pour Antoine de Sérignac, Versailles, 10 janvier 1706.
[4065] *ADTG*, C 545 folio 120, quittance de finance pour Pierre de Sudria, lieutenant général d'épée de la sénéchaussée de L'Isle-Jourdain, provisions données à Paris, 15 mars 1709.
[4066] *ADHG*, 1 B 1937, folio 399, provisions de l'office pour Jean de Lagausie, Versailles, 20 novembre 1712.
[4067] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XXXVI, entrée « lieutenant général d'épée ».
[4068] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 262.
[4069] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVII, « Edit portant règlement pour la punition des duels et rencontres », Paris, septembre 1651, art. 2. Le marquis de Bazillac fut par exemple commis par les maréchaux de France en 1666 pour recevoir les différents dans l'étendue du diocèse de Tarbes (*ADPA*, 16 J 81, commission donnée à Versailles, le 13 avril 1666).

privilèges[4070]. Il s'agissait de pérenniser cette création en l'institutionnalisant et, peut-être aussi, but moins avouable, de rentrer un peu d'argent dans les parties casuelles. Furent donc créés un lieutenant des maréchaux par sénéchaussée, puis un dans les duchés pairies en 1702, et un deuxième dans chacune de ces juridictions en 1707[4071]. Ils étaient dès lors à la tête d'une véritable juridiction, pouvant s'appuyer sur un archer garde de la connétablie, et étant assistés par des conseillers rapporteurs du point d'honneur, pour l'instruction et le rapport des affaires, et de secrétaires greffiers pour la rédaction des actes[4072]. On comptait trois cent soixante-dix lieutenants des maréchaux environ en 1789[4073].

En Gascogne orientale, il y en avait au moins six en 1780[4074]. La juridiction, appelée « département », était souvent la sénéchaussée, comme pour celui de Lectoure[4075], d'Auch[4076], ou de Tarbes[4077], mais pas toujours, le lieutenant se voyant parfois attribuer comme ressort une juridiction secondaire ou une ancienne circonscription féodale. Ainsi trouvait-t-on un lieutenant des maréchaux en Comminges[4078], en Bas-Armagnac[4079], en Couserans[4080], en Nébouzan[4081], en Bruilhois[4082], ou en Rivière-Verdun[4083]. Ces juridictions pouvaient être rassemblées au gré des provisions ou commissions des maréchaux, puis de nouveau désunies[4084]. Leur évolution fut donc assez confuse, et des recoupements pouvaient avoir lieu.

La charge était vénale jusqu'en 1771. Faute d'acquéreurs, certaines étaient vacantes, ce qui obligeait les maréchaux à nommer des commissaires particuliers[4085]. En 1771, les offices furent remboursés, et la charge ne fut plus héréditaire. Une finance de 6000 livres pour droit de réception devait être payée[4086]. Désormais véritables officiers militaires, les lieutenants des

[4070] *ADHG*, 1 B 1924 bis, folio 342, édit créant des lieutenants des maréchaux de France, Versailles, mars 1693.
[4071] *ADHG*, 1 B 1928, folio 244, édit donné à Fontainebleau en octobre 1702 ; Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 2e, p. 100 : édit du roi donné à Versailles en novembre 1707.
[4072] *ADHG*, 1 B 1931, folio 249, édit créant un office de rapporteur du point d'honneur, pour instruire les affaires qui surviendront entre gentilshommes, Fontainebleau, octobre 1704.
[4073] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 263.
[4074] Roussel, M. de, *Etat militaire de France pour l'année 1780,* 22e édition, Paris, 1780, p. 44.
[4075] Gérard du Cauzé, lieutenant des maréchaux de la sénéchaussée de Lectoure en 1725 (D'aviau de Ternay, Gaétan, *Les lieutenants des maréchaux de France*, Patrice Dupuy éditeur, Paris, 2012, p. 64).
[4076] Jean du Haget, lieutenant des maréchaux de la sénéchaussée d'Auch en 1713 (*ibidem*, p. 67).
[4077] Louis-Guillaume Desmares, marquis de Grainville, lieutenant des maréchaux à Tarbes en 1731 (*ibidem*, p. 59).
[4078] Le marquis de Fontenille, lieutenant des maréchaux en Comminges en 1746 (*ibidem*, p. 77).
[4079] De Roquelaure, lieutenant des maréchaux entre 1762 et 1771 en Bas-Armagnac (*ibidem*, p. 156).
[4080] Nicolas de Barrau, lieutenant des maréchaux en Couserans en 1758 (*ibidem*, p. 25).
[4081] Jean-François Dispan de Floran, lieutenant des maréchaux du Nébouzan en 1779 (*ibidem*, p. 60).
[4082] Bernard de Saint-Lary, lieutenant des maréchaux à Laplume en 1789 (*ibidem*, p. 30).
[4083] Armand-Marie-Casimir de Fitte de Gariez, lieutenant des maréchaux au département de Rivière-Verdun en 1772 (*ibidem*, p. 76).
[4084] Bernard de Comminges, lieutenant des maréchaux en Nébouzan, Couserans et Comminges (*ibidem*, p. 51).
[4085] *ADPA*, C 325, déclaration sur les officiers du point d'honneur, Versailles, 13 janvier 1771, préambule.
[4086] *Ibidem*, art. 2.

maréchaux obtinrent de porter l'uniforme et de pouvoir obtenir à l'ancienneté la croix de Saint-Louis[4087]. En plus de leurs gages, fixés à 400 livres en 1771, ils purent obtenir des pensions à l'ancienneté ou au mérite, et des gratifications des maréchaux[4088].

On remarque qu'en Gascogne orientale, par sa fonction de juge du point d'honneur, la charge de lieutenant des maréchaux était un gage de considération. Elle était recherchée principalement par des gentilshommes militaires qui avaient suffisamment de crédit pour pouvoir imposer leur jugement à des nobles ou officiers parfois passablement remontés contre la partie adverse. Ce juge de l'honneur avait une incontestable autorité. Il était localement « l'oracle du point d'honneur », dont les décisions étaient souvent regardées avec respect[4089].

Jusqu'en 1693, avant de désigner le commissaire du point d'honneur, les maréchaux s'informaient de la « naissance, qualité, aage, capacité, probité, fidellité, et affection en ce qui regarde le service du Roy, et le repos de ses sujetz »[4090]. L'édit de 1651 exigeait d'eux qu'ils fussent « de qualité, d'âge et capacité requise »[4091]. On peut présumer de cette information sur la « qualité » que la noblesse était requise, d'autant que l'édit de 1651 les désignait expressément comme des gentilshommes.

Dans l'édit de 1693, la noblesse ne fut plus requise, même si, implicitement, ces offices paraissaient destinés plus particulièrement aux nobles, puisque les lieutenants des maréchaux devaient résoudre les querelles entre gentilshommes, et que l'édit portait que les nobles pourraient posséder plusieurs lieutenances sans incompatibilité[4092]. La charge étant vénale, sa dévolution échappait aux maréchaux, mais ils conservaient un droit de regard sur ces juges inférieurs qui devaient prêter serment devant eux, et devaient donc agréer le nouveau détenteur de l'office. Ils pouvaient demander à l'intendant de la province d'enquêter sur l'impétrant[4093]. Dans les faits, beaucoup des lieutenants furent nobles, mais pas tous, et dans le préambule de la déclaration de janvier 1771, le roi regrettait que nombre de titulaires ne fussent pas « susceptibles » d'exercer cette charge, qui n'aurait dû être tenue, selon lui, que par des

[4087] Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 2e, p. 63-72.
[4088] *Ibidem*, p. 73 et suiv.
[4089] L'expression est employée à propos de Pierre de Puget, lieutenant des maréchaux dans le diocèse de Toulouse, dans une lettre de monsieur de Montgaillard à monsieur de Puységur du 15 juin 1698 (*ADG*, E 1181). En dehors même d'un litige, certains purent avoir recours à un juge du point d'honneur pour une tâche nécessitant une grande probité. Ainsi le 12 avril 1761, lorsque Jean-Auguste de Gensac, capitaine d'infanterie, cantonné au bourg de Goch près de Clèves pendant la guerre, craignant pour sa vie, fit son testament clos, il choisit pour exécuteur testamentaire le juge du point d'honneur de la sénéchaussée d'Auch (Fonds Lamothe).
[4090] *ADPA*, 16 J 81, commission pour le marquis de Bazillac, Versailles, 13 avril 1666.
[4091] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XVII, « Edit portant règlement pour la punition des duels et rencontres », Paris, septembre 1651, art. 2.
[4092] *ADHG*, 1 B 1924 bis, folio 342, édit donné à Versailles, mars 1693, art. 11.
[4093] D'aviau de Ternay, Gaétan, Les lieutenants des maréchaux de France, *op. cit.*, p. 5.

gentilshommes et des miliaires distingués[4094]. Encore qu'il soit difficile aux lieutenants de concilier les nobles remontés, cela ne serait-il pas impossible lorsqu'il ne s'agissait même plus d'un pair, mais d'un bourgeois pouvant pâtir d'un préjugé préjudiciable à sa dignité ?

La noblesse devint obligatoire avec la déclaration du 13 janvier 1771. Il fallut dès lors être gentilhomme et militaire pour être nommé par les maréchaux[4095]. Ce qui se traduisit par l'exigence par le Tribunal des maréchaux de France de trois degrés de noblesse et du grade de capitaine[4096]. Des lettres de recommandation et un certificat de gentilshommes sur la noblesse du candidat suffirent peut-être pour obtenir la charge dans un premier temps[4097]. En 1771, Jean-Baptiste de Médrano, seigneur de Mauhic, fut nommé lieutenant des maréchaux au département de Saint-Sever, par adjonction à monsieur du Haget, pour la connaissance que les maréchaux avaient de ses « bonnes vie et mœurs, religion catholique, apostolique, et romaine, de la noblesse, des qualités, capacité, fidélité et affection au service du Roy »[4098]. La noblesse était donc manifestement comprise comme une qualité requise pour la nomination que faisaient les maréchaux, et en l'occurrence elle dépassait largement les trois degrés requis. Il est moins sûr que les services militaires fussent absolument nécessaires[4099]. Les lettres de provision portaient cependant que la charge serait pourvue de « gentilshommes qui nous auront donné dans nos armées des preuves de leur zèle, de leur expérience et de leur attachement à notre personne »[4100].

[4094] *ADPA*, C 325, déclaration sur les officiers du point d'honneur, Versailles, 13 janvier 1771, préambule.
[4095] *Ibidem*, art. 2.
[4096] Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 2e, p. 49.
[4097] Par exemple dans le dossier du sieur de Bornier de Ribalte, qui chercha en 1776 à obtenir la lieutenance des maréchaux à Lunel en Languedoc, on trouve quelques lettres témoignant des services et de la noblesse de sa famille, et un certificat de quatre nobles attestant qu'il était bien « gentilhomme » (AN, AB XIX/1191, 91211).
[4098] *ADG*, I 2302, commission particulière portant nomination comme lieutenant des maréchaux de France au département de Saint-Sever et des environs pour Jean-Baptiste de Médrano, Paris, 12 août 1771.
[4099] Sur cinq lettres de provisions de lieutenant des maréchaux gascons contenues dans les registres du Tribunal du Point d'honneur, deux des nommés n'avaient visiblement jamais rendu de services. Le vicomte Stanislas Bernard Pierre d'Ustou fut pourvu de la charge parce qu'il unissait « les estimables qualités du mérite et de la naissance », ayant servi dix-sept ans comme chevau-léger de la garde, et pouvant y joindre les services de « ses ancêtres et ceux de son nom, depuis cinq-cents ans, dans les grades honorables qu'ils ont rempli dans les troupes employées pour le soutien et la déffense de notre couronne » (AN, Z 1 C 136, provisions de lieutenant des maréchaux de France au département de L'Isle-Jourdain, Paris, 12 septembre 1771). On sait seulement de Jean-Marie-Gabriel d'Aignan qu'il était mousquetaire dans la première compagnie de la garde (AN, Z 1 C 136, provisions de lieutenant des maréchaux au département d'Auch, Paris, 28 août 1773). Jean-François D'Ispan de Floran était officier au régiment de Barrois infanterie, et les services qu'il avait rendu dans différents grades militaires étaient évoqués (AN, Z 1 C 137, provisions de lieutenant des maréchaux au département de Saint-Gaudens, Paris 11 août 1779). En revanche, Emmanuel de Fitte de Gariès ne fut pourvu qu'en raison de sa naissance (AN, Z 1 C 136, provisions de lieutenant des maréchaux au département de Rivière-Verdun, Fontainebleau, 21 octobre 1772). René Ducos de Lahitte de Gaspard ne paraît pas non plus avoir exercé une charge militaire (AN, Z 1 C 137, provisions de lieutenant des maréchaux au département de Grenade sur Garonne, Paris 15 mai 1782).
[4100] AN, Z 1 C 136, provisions de lieutenant des maréchaux pour le vicomte d'Ustou, Paris, 12 septembre 1771.

En 1781, l'exigence passa à dix ans de services comme officier militaire et quatre degrés de noblesse, sauf dispense de preuves de noblesse pour services militaires exceptionnels[4101]. Ces preuves littérales se firent devant le généalogiste des ordres du roi dans les dernières années de l'Ancien Régime[4102]. La charge revint dès lors *de jure* clairement à ceux qui en disposaient plus ou moins dans les faits depuis sa création en Gascogne orientale, les nobles issus de l'ancienne noblesse d'épée.

4) La charge de gouverneur

Les charges de gouverneur de la province, de lieutenants généraux et de commandants militaires étaient traditionnellement dévolues à la très haute noblesse, celle de cour, et non aux nobles provinciaux que nous étudions dans le cadre de cette étude[4103]. La charge de gouverneur de place forte, que ce soit d'une authentique forteresse, auquel cas il était nommé « capitaine châtelain », ou plus souvent en Gascogne d'une ville ceinte de murailles, étant alors appelé « gouverneur », était très répandue pendant les guerres civiles du XVIe siècle et la première moitié du XVIIe siècle[4104]. De caractère militaire, considérées comme honorables, elles étaient toujours concédées aux gentilshommes, mais ce n'était pas une obligation de droit[4105]. En raison de son éloignement des côtes et des frontières, seule demeura en Gascogne orientale la charge de gouverneur du château et de la ville de Lourdes[4106]. D'après les commissions, cette charge ne requérait pas la noblesse dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, elle était accordée en raison des services militaires[4107]. Enfin, une autre catégorie de « gouverneurs » apparut à partir de 1696. Ces charges municipales héréditaires, dépourvues d'utilité, furent dévolues moyennant

[4101] Règlement du tribunal des maréchaux fait le 28 mai 1781, art. 2 (cité par Beaufort, M. de, Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, *op. cit.*, tome 2e, p. 125).
[4102] D'aviau de Ternay, Gaétan, Les lieutenants des maréchaux de France, *op. cit.*, p. 10.
[4103] Notons pour mémoire que la charge de gouverneur de province n'était pas absolument réservée aux nobles, puisqu'elle était reconnue anoblissante, comme les grandes dignités de l'Etat (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 21).
[4104] Loyseau, Charles, Traité du droit des offices, *op. cit.*, p. 238. A partir du démantèlement de nombre de places fortes par Richelieu, ces charges ne furent plus pourvues par Louis XIII et Louis XIV.
[4105] Pour éviter toute confusion, l'article 9 de l'arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1668 précisait que la commission de gouverneur d'une place ne ferait pas souche de noblesse (Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 176). Belleguise se trompait donc en estimant qu'elles seraient anoblissantes, mais son opinion devait être partagée, au point d'avoir donné lieu à plus d'un jugement allant en ce sens en 1667 en Provence (Belleguise, Alexandre de, Traité de la noblesse et de son origine, *op. cit.*, p. 44).
[4106] Fonds Bellegarde, « Trouppes […] qui ont tenu garnison dans les places fortes de Guyenne et Béarn pendant l'année 1668 » ; Roussel, M. de, Etat militaire de France pour l'année 1780, *op. cit.*, p. 45.
[4107] *ADPA*, C 119, commission pour le commandant de Lourdes, Saint-Germain, 22 avril 1776.

finance, et acquises par des nobles ou des bourgeois attirés par leur caractère honorifique, les privilèges, les gages ou la dispense des recherches de noblesse tant qu'ils seraient détenteurs de ces offices[4108]. Les charges de gouverneur des villes closes du royaume devinrent viagères, à partir de la déclaration royale du 4 mai 1766[4109].

Cette année-là, le roi, estimant que ces charges devraient être « des titres précieux à conserver dans une monarchie dont le principe est l'honneur, et qu'ils pouvoient d'ailleurs devenir un objet de récompense pour la noblesse de son royaume, et surtout pour des militaires qui, après avoir servi ou servant encore dans ses armées, chercheroient à se procurer, souvent dans leur propre pays, une retraite tout à la fois utile et honorable » tenta de les réformer[4110]. Pour être plus adéquates avec les vues de la noblesse et des militaires, il fut décidé de leur donner un caractère plus militaire que municipal : les appointements de ces charges seraient payés par les trésoriers ordinaires des guerres, et ils seraient réputés ne « faire aucunement partie » des offices municipaux. Les prérogatives de ces charges étaient en outre plus intéressantes. Les gages furent améliorés, la jouissance du château s'il y en avait un dans la ville de disponible, des « fruits, foins, herbages et pêches des fossés », des « remparts et glacis desdites villes » non encore concédés, à l'instar des gouverneurs des places frontières, du droit de chasse dans le domaine royal non engagé dépendant de leur gouvernement, et tous les autres droits, exemptions et honneurs des gouverneurs militaires leur furent accordés[4111].

Par l'article 3 de l'arrêt du conseil du premier juin 1766, en interprétation de la déclaration d'août 1696, il fut décidé que ces offices ne seraient pourvus que par des « officiers de ses troupes, actuellement au service ou qui en seront retirés » ou des « nobles d'extraction ou autres jouissans de la noblesse »[4112]. Le même article précisait que ces qualités seraient vérifiées avant l'obtention des provisions par le secrétaire d'Etat ayant le département de la province. Si, sur simple possession de la noblesse, on pouvait donc accéder de façon privilégiée à une telle charge, il n'en demeure pas moins que des roturiers pouvaient y parvenir aussi, s'ils

[4108] Nombre de ces offices restèrent vacants. Un nouvel édit fut donné en 1708 pour en vendre (*ADHP*, 12 J, « déclaration du roy qui attribue plusieurs privilèges aux offices de gouverneurs, lieutenans de roy et majors des villes créez par édit du mois de décembre 1708 », Versailles, 11 juin 1709). Le roi créa encore d'autres offices de gouverneur et de lieutenant du roi dans les villes closes du royaume en 1733. L'intendant d'Etigny en a dressé un tableau peu flatteur dans une lettre au comte d'Argenson du 6 mars 1755 à propos de celui de Muret (*ADG*, C 5).
[4109] Fonds Lascazères, arrêt du conseil d'Etat du roi, Versailles, 1er juin 1766 Imprimerie royale, Paris, 1766, art. 9.
[4110] *Ibidem*, préambule.
[4111] *Ibidem,* art. 10.
[4112] C'est bien la bourgeoisie civile qu'il s'agissait désormais de contrer : « Sa Majesté considérant que ses vues favorables pour sa noblesse et ses officiers militaires ne pourroient encore être remplies, tant qu'au moyen d'une simple finance on seroit admis indistinctement à lever lesdits offices ».

étaient officiers militaires. On n'a trouvé en Gascogne orientale que des exemples d'acquisitions de ces offices antérieurement à la fermeture partielle de 1766.

5) Les chevaliers d'honneur

Les offices de judicature de chevalier d'honneur près des tribunaux furent créés par Louis XIV. Ils étaient particulièrement représentatifs de ces charges inutiles créées lors des guerres de la fin de ce règne par des édits bursaux afin d'avoir de nouvelles rentrées financières pour les parties casuelles. Le roi expliqua dans le préambule de l'édit de juillet 1702 que les rois avaient par le passé établi des « chevaliers d'honneur » dans les parlements à la demande des nobles, établissement jugé « très avantageux pour le corps de la noblesse », mais qui n'aurait eu lieu que dans un petit nombre de parlements, ce à quoi il voulait remédier[4113]. C'était bien en faveur de la noblesse que furent établis ces offices.

Les conseillers chevaliers d'honneur près des présidiaux furent institués par un édit de mars 1691[4114]. Ils furent créés afin de permettre aux gentilshommes qui ne pouvaient servir à l'armée à cause de leur âge, de leur fortune ou de leur santé, de servir la justice[4115]. Ils pouvaient avoir un rôle judiciaire, puisqu'ils avaient pouvoir de siéger à une place d'honneur avec les autres officiers du présidial, et s'ils étaient gradués, de délibérer aussi au criminel. S'ils n'avaient pas droit aux épices, il leur était cependant accordé des gages. Ces charges étaient réservées aux nobles, des preuves devant être faites devant les officiers du présidial[4116]. En réalité, des notables non nobles y eurent accès. Ainsi au présidial d'Auch, Guillaume de Boubée, d'une famille de robe servant à ce tribunal et possédant la seigneurie de Gramont, avait acquis cette charge au XVIIIe siècle[4117]. Le faible attrait pour ces offices, qui n'avaient d'autre

[4113] *ADHG*, 1 B 1928, folio 211, édit de création de chevaliers d'honneur, Marly, juillet 1702.
[4114] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 197, édit du roi de mars 1691. Sur cette charge, voir Fourniel, Béatrice, « Rangouse de La Bastide, conseiller d'épée au bailliage et siège présidial d'Aurillac, auteur d'un essai d'érudition sur l'histoire féodale, nobiliaire et géologique de la Haute-Auvergne », *op. cit.*, p. 59 ; Blanquie, Christophe, « Conseillers honoraires et chevaliers d'honneur des présidiaux » dans *Penser et vivre l'honneur à l'époque moderne*, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 335.
[4115] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome X, entrée « chevalier d'honneur ».
[4116] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 197, édit du roi de mars 1691.
[4117] Cité dans le contrat de mariage de Jean-Antoine de Rouillan et Brigitte-Hélène de Laborde, Auch, 29 avril 1759 (Fonds Montaut-Les-Créneaux).

privilège que l'exemption du ban, entraîna la suppression en février 1753 de ceux qui n'étaient pas encore pourvus ou qui vaqueraient[4118]. Il n'en restait qu'une douzaine en 1789[4119].

En 1702, des chevaliers d'honneur furent établis dans les cours supérieures : deux d'entre eux étaient créés pour chaque parlement, cour des aides et chambre des comptes, ainsi qu'à la cour des monnaies et au Grand Conseil. Bien que le chevalier d'honneur ait voix délibérative en matière civile, cet office héréditaire était principalement honorifique[4120]. Ces offices furent réservés aux nobles, devant être acquis par des personnes qui en seraient dignes « tant par leur extraction que par leur merite ». Les acquéreurs devaient prouver leur noblesse devant le juge d'armes de France, qui leur délivrerait un certificat[4121], ou devant l'intendant de leur généralité, qui remettrait le procès-verbal des preuves au juge d'armes afin qu'il délivre le certificat[4122]. Le peu d'attrait pour ces charges, aux gages modiques, malgré les privilèges accordés par l'édit de 1702 (committimus, franc-salé), fit que le roi les rendit anoblissantes en 1703, à condition de les avoir possédées vingt ans, ou d'être mort revêtu de l'office[4123]. Cet anoblissement ne valait que pour le premier titulaire : les suivants devraient prouver leur noblesse[4124]. Ce caractère anoblissant fut révoqué de façon rétroactive en 1715[4125]. A partir de 1715, ces offices furent de nouveau réservés aux nobles. Soit qu'il y eut du relâchement dans l'examen des preuves, soit que la compagnie fût particulièrement sourcilleuse en matière de noblesse, la cour des aides de Montauban écrivit en 1753 au juge d'armes de France pour qu'il ait une « attention plus stricte » aux preuves des impétrants[4126]. Il subsistait une quarantaine de ces charges près des parlements en 1789, peu dans les autres cours[4127].

Par le même édit de juillet 1702, un chevalier d'honneur fut créé dans chaque bureau des finances avec les mêmes prérogatives que dans les cours supérieures[4128]. Comme pour ces précédentes, l'arrière-pensée fiscale était patente, d'autant plus que lors de la création de l'office, le contrôleur des finances insista fortement auprès des compagnies pour qu'elles

[4118] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome X, entrée « chevalier d'honneur ».
[4119] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 260.
[4120] *ADHG*, 1 B 1928, folio 211, édit de création de chevaliers d'honneur, Marly, juillet 1702 : « lesquels auront rang et seance dans nosdites cours et bureaux desdits finances tant aux audiances qu'aux chambres de conseil, en habit noir, avec le manteau, le collet, et l'épée au costé, sur le banc des conseillers et avant le doyen d'iceux ».
[4121] *Ibidem*.
[4122] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 259 : arrêt du conseil d'Etat du 9 septembre 1702.
[4123] Les acquéreurs de ces charges devaient cependant s'en être montrés dignes tant par leurs services qu'en vivant noblement, avant de les obtenir (*ibidem*, p. 267, déclaration du roi du 8 décembre 1703).
[4124] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 267, déclaration du roi du 8 décembre 1703.
[4125] *ADHG*, 1 B 1938, folio 196, édit donné à Versailles en août 1715, art. V.
[4126] Mengès-Le Pape, Christine, La cour des aides et finances de Montauban, 1642-1790, *op. cit.*, p. 219.
[4127] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 260.
[4128] *ADHG*, 1 B 1928, folio 211, édit de création de chevaliers d'honneur, Marly, juillet 1702.

trouvent un acquéreur ou qu'elles obtiennent moyennant finance la réunion de l'office[4129]. Réservées aux nobles, ces charges devinrent anoblissantes, puis perdirent aussi cette faculté rétroactivement en 1715[4130]. En 1744, ces charges redevinrent anoblissantes, mais graduellement, et le restèrent jusqu'en 1790[4131]. Jusqu'en 1744, elles furent réservées aux nobles, sauf pour les premiers acquéreurs entre 1703 et 1715[4132]. Preuve du peu d'intérêt et d'utilité de cette charge, lors de la création du bureau des finances d'Auch en 1716, qui devait pourtant avoir une composition identique à celle des autres bureaux des finances, il fut omis d'y créer un chevalier d'honneur, et il faudra attendre 1769 pour qu'il y fut remédié à la demande d'un particulier[4133]. Les nobles gascons ne furent pas intéressés par ces offices.

6) Les places dans les cours supérieures

Les nobles au XVIe siècle ne furent pas spécialement attirés par l'étude des « lettres » et plus particulièrement du droit. Si certains choisirent cette voie, la plupart préféraient se tourner vers la carrière des armes, quand ils ne se contentaient pas de gérer leur domaine. Pourtant, dès le milieu de ce siècle, certains nobles s'inquiétèrent de la place prise par les gens de robe, et demandèrent que fussent réservées des charges aux nobles. En 1560, les députés des sénéchaussées entre autres d'Armagnac, de Toulouse et de Guyenne, avaient réclamé qu'un tiers des officiers de justice fussent nobles, et qu'il y ait dans chaque parlement quatre gentilshommes de robe courte[4134]. La noblesse française réclama de nouveau un tiers d'officiers gentilshommes parmi les officiers de justice et de finance en 1614, et expressément dans les parlements[4135]. Par l'ordonnance de Blois, il fut décidé qu'un noble serait nommé dans les parlements, afin d'inciter la noblesse à étudier les sciences, qui leur permettraient d'accéder

[4129] Comme le montre par exemple la pression qu'il fit peser sur les officiers du bureau des finances de Moulins (Dumont, François, Le bureau des finances de la généralité de Moulins, *op. cit.*, p. 25).
[4130] *ADHG*, 1 B 1938, folio 196, édit donné à Versailles en août 1715, art. V.
[4131] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome X, entrée « chevalier d'honneur ».
[4132] Chérin, L. N. H., Abrégé chronologique d'édits, *op. cit.*, p. 267, déclaration du roi du 8 décembre 1703.
[4133] Voir le recrutement du bureau des finances d'Auch, p. 360.
[4134] Cahier des remontrances de la noblesse des sénéchaussées d'Armagnac, Toulouse, Guyenne et autres, 1560, dans Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 1er, p. 198. Le roi s'était contenté de répondre que quand les offices seraient vacants « sera très aisé gratifier les gentilshommes, pourvu qu'ils aient les autres qualités requises ».
[4135] Cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614, *ibidem*, tome 4e, p. 175, p. 194 et p. 207.

aux charges administratives et judiciaires[4136]. Plus tard, le code Michau ordonna que fussent institués deux gentilshommes « conseillers de robe courte » dans chaque parlement, y ayant séance et voix délibérative[4137]. Par ces dispositions, le pouvoir royal essayait d'intéresser l'ancienne noblesse à la justice, pour bonne part en vain. L'attrait de l'épée, le défaut d'éducation et surtout la vénalité des offices éloignèrent les nobles gascons.

D'après Thierriat, les nobles étaient préférés aux roturiers dans les charges de judicature « en egalité de merites », mais seraient écartés s'ils étaient ignorants[4138]. Il en résultait que les offices de judicature seraient « pour la plus-part hors de nos mains, occuppée par les roturiers riches, qui font entre la noblesse et le peuple un estat moyen, par lequel enfin ils parviennent à la noblesse ». De fait, cet état moyen constitua progressivement la noblesse de robe : les magistrats des cours supérieures devinrent effectivement en grande partie nobles au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, par le biais de l'anoblissement par les offices.

Il n'y avait, certes, pas de cours souveraines dans notre ressort de recherche, mais il faut préciser qu'au XVIIIe siècle, les plus prestigieuses d'entre elles, les parlements, purent réserver leurs offices aux nobles, en vertu de règlements dont ils se dotèrent eux-mêmes. D'autres exclurent les non nobles sans pour autant avoir fait un règlement sur la question, comme celui de Paris, où n'étaient plus admis que 2% de roturiers dans les dernières années de l'Ancien Régime[4139]. A la fermeture traditionnelle en Lorraine vinrent s'ajouter d'autres cours dans le reste du royaume au cours du XVIIIe siècle. Au parlement de Bordeaux, les magistrats durent faire leurs preuves devant une commission à partir de 1780, et tous les magistrats admis furent nobles, sauf deux greffiers en chef, entre 1775 et 1790[4140]. En 1789, sept cent soixante-treize charges dans dix cours supérieures sur une quarantaine (dont huit parlements sur dix-sept), étaient closes ou presque fermées aux non nobles, comme les parlements de Rennes, Aix et Grenoble, sauf pour des charges moins honorables, comme celle de greffier en chef[4141]. Ces parlementaires pensaient ainsi attirer à leur corps en général, et à eux en particulier, pas seulement des places, mais aussi la considération de l'opinion et la protection du roi. Il est vrai que d'autres parlements restèrent très ouverts, tel celui de Pau, où entre 1775 et la Révolution plus de la moitié des nouveaux officiers furent roturiers[4142].

[4136] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 262.
[4137] Cependant ils n'auraient pas de gages (*ADHG*, 1 B 1915, folio 1, code Michau, Paris, janvier 1629, art. 201).
[4138] Thierriat, Florentin de, Trois Traictez, *op. cit.*, p. 35. Il se référait à Tiraqueau.
[4139] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 257.
[4140] *Ibidem*, p. 258.
[4141] *Ibidem*, p. 257.
[4142] Egret, Jean, « L'aristocratie parlementaire française à la fin de l'Ancien Régime », *op. cit.*, p. 10.

Au parlement de Toulouse, qui était le seul qui recrutait un tant soit peu en Gascogne orientale, un règlement secret qui ferma l'accès aux roturiers, peut-être uniquement verbal, aurait été fait vers 1780[4143]. La disposition étant secrète, elle n'a pas laissé de traces, mais d'évidence il fallait des preuves de noblesse. Résolution informelle, elle pouvait subir des exceptions, mais la détermination des magistrats à ne plus tolérer de roturier paraît avoir été très ferme. Le 7 avril 1784, le sieur de Catellan de Caumont, conseiller honoraire, écrivit à un postulant à l'office de conseiller qui ne parvenait pas à se faire recevoir que, quoique les officiers de la chambre des enquêtes se montrassent ouverts lorsqu'on leur parlait en particulier, néanmoins il craignait qu'une fois rassemblés ils « ne persistent dans leur arrêté », et d'ajouter qu'il « ne leur propose pas de le changer, mais je voudrais qu'on fit des exceptions, […] et qu'on se servit de l'arrêté vis-à-vis de gens qui, sous prétexte de quelque faveur accordée à des personnes telles que vous, viendraient nous demander la même faveur »[4144]. D'après un historien de Toulouse, le futur député du tiers-état de Bigorre et conventionnel Bertrand Barère, alors avocat à ce parlement, issu de la bourgeoisie bigourdane, et dont l'acquisition par son père du fief de Vieuzac lui avait fait prendre ce nom de terre, aurait échoué à intégrer le parlement comme conseiller parce qu'on n'y recevait plus que des « gentilshommes titrés »[4145]. En réalité, l'exclusion fut effective pour les charges de conseiller et de président. Seules cinq personnes non nobles purent intégrer le parlement sous le règne de Louis XVI, et ce dans les offices les moins en vue[4146]. Le parlement de Toulouse s'était donc bel et bien fermé aux roturiers pour l'essentiel, bien que cette fermeture soit partielle, et rien ne laissait présager d'un changement de leur attitude. Pour autant, les nobles gascons n'en furent pas vraiment bénéficiaires, car le renouvellement des officiers y était lent, et l'accès à ces charges difficile, tant par les exigences en termes de capacité que par la finance dispendieuse de l'office. D'ailleurs, ces officiers étaient issus principalement des familles de robe, relativement peu nombreuses en Gascogne orientale.

Outre des charges de magistrat dans les parlements, les charges civiles qui furent réservées aux nobles étaient bien souvent principalement honorifiques, beaucoup le furent de façon éphémère et rencontrèrent un succès très mitigé. On remarque cependant une fermeture

[4143] Aucun arrêt ou règlement officiel n'a pu être retrouvé sur ce point dans les registres du parlement.
[4144] Lettre citée dans Bastard d'Estang, Henri Bruno de, Les parlements de France, *op. cit.*, T. Ier, p. 135, note 1.
[4145] Du Mège, *Histoire des institutions religieuses, politiques, judiciaires et littéraires de la ville de Toulouse*, tome 3e, Toulouse, 1844, p. 272 : « il fallait aussi des titres, et l'on riait un peu de celui de seigneur de Vieuzac que prenait gravement Bertrand Barère ». Il dut se contenter d'une charge de conseiller au sénéchal de Bigorre.
[4146] Sur vingt-sept conseillers reçus entre 1775 et 1789, un seul n'était pas noble, et il ne put intégrer le parlement que comme conseiller à la chambre des requêtes, la moins prestigieuse, après bien des difficultés. Quatre autres roturiers intégrèrent le parlement durant la même période, mais dans des charges de gens du roi et dans la même chambre des requêtes, la moins réputée et traditionnellement la plus ouverte (Peguilhan de Larboust, Philippe de, Les magistrats du parlement de Toulouse à la fin de l'Ancien Régime (1775-1790), *op. cit.*, p. 50-51).

partielle grâce à la preuve de noblesse dans les dernières décennies du XVIIIe siècle, et la préférence accordée à la noblesse ancienne et militaire dans certains cas.

B) Les charges à la Maison du roi

Si l'on ne peut totalement occulter les maisons du roi ou des princes, on n'y consacre qu'un bref développement, car les gentilshommes gascons furent peu nombreux à y occuper des charges[4147]. Ces charges nécessitaient pour les plus prestigieuses d'entre-elles d'être issu de grands lignages, pour d'autres d'avoir des recommandations. La fortune manquait parfois à ceux qui avaient la « naissance » qui leur permit d'espérer accéder aux offices attachés au service personnel du roi. Des offices étaient vénaux. Certains corps de la Maison militaire nécessitaient que l'on s'équipe à ses propres frais, comme les mousquetaires. Pour les pages des écuries ou pour l'école des chevau-légers, il fallait payer une pension. L'éloignement géographique de la cour du roi n'était pas non plus favorable aux nobles gascons, tant pour les démarches en vue d'intégrer un corps que pour l'administration des biens lorsqu'on l'avait rejoint. Lorsqu'un Gascon parvenait à accéder aux plus hautes charges, il n'était en général plus établi dans la province, dans laquelle il ne revenait qu'exceptionnellement pour visiter ses terres et profiter de la vie champêtre : c'était la noblesse de cour, qui dépasse le cadre de notre étude. Enfin, les effectifs connurent des coupes drastiques sous Louis XVI.

L'institutionnalisation de la Maison civile du roi au XVIe siècle s'accompagna d'une augmentation notable du nombre d'emplois, qui atteignit un sommet sous Henri III. Les charges de la cour conféraient, outre les gages, le statut de commensal du roi, et la jouissance des privilèges des commensaux permit aux bourgeois de bénéficier d'exemptions qui facilitaient leur agrégation à la noblesse. La fréquentation de la cour permettait de nouer des liens d'amitié, de se trouver des protecteurs, auprès de personnes de premier plan, qui pourraient être très utiles

[4147] Pour une vision d'ensemble de la Maison du roi et de son évolution sous l'Ancien Régime, voir l'article synthétique de Jean-François Labourdette sur la « Maison du roi » et celui de Jean Chagniot sur la « Maison militaire du roi » dans le Dictionnaire de l'Ancien Régime, *op. cit*.

pour la carrière. Enfin, comme chacun sait, la noblesse ayant un pied à la cour donnait le ton en province : « le reste de la France prend pour regle la regle de la court »[4148].

A la cour du roi, comme dans les maisons princières, des offices furent, de droit, réservés à la noblesse. Ces charges étaient soit civiles, soit militaires. Concernant les charges civiles, c'était tout d'abord le cas des plus prestigieuses, les grands officiers de la Couronne et les grandes dignités de la Couronne[4149]. Mais c'était aussi le cas de charges moins considérables, qui dépendaient de services aussi divers que le Clergé de la Maison du roi, la Chambre du roi ou la Louveterie[4150]. Cependant, seules les charges des écuries nécessitaient des preuves en forme à partir de 1643, les autres n'étant attribuées que sur le fondement de la réputation noble, ou peut-être parfois sur la délivrance d'un certificat. On remarque que plusieurs nobles gascons parvinrent à devenir gentilshommes ordinaires de la chambre du roi jusqu'au règne de Louis XIII. L'ordonnance de Blois avait ordonné que personne ne serait reçu gentilhomme de la chambre s'il n'était « noble de race »[4151]. Pourtant cette charge était obtenue grâce à la faveur du roi, en récompense des services, suivant les brevets royaux, et la noblesse n'était vraisemblablement pas vérifiée[4152]. Il faudrait ajouter à ces places nobles des charges et les pages dans la Maison de la reine, dans les maisons des princes et des princesses[4153].

L'institution des pages était déclinante à la fin du XVIe siècle, sauf les pages près du roi : pages de la chambre du roi, pages de la vènerie, pages de la Petite et de la Grande Ecurie étaient attachés au service du roi. Concernant les pages de la Grande écurie et de la Petite écurie, ils étaient placés sous la direction du Grand écuyer. Ils furent de loin les plus nombreux[4154]. Après être entré à l'âge de 15 ou 16 ans, le page passait trois années à la cour, où il recevait une éducation physique et intellectuelle, tout en assurant un service près de la personne du roi. Au sortir de la quatrième année de service, il pouvait recevoir une sous-lieutenance dans l'infanterie

[4148] Montaigne, Michel de, Essais, *op. cit.*, Chapitre XLIII, « Des loix somptuaires », p. 170.
[4149] Des non nobles purent cependant y accéder, mais ils étaient alors anoblis par leur charge. Dans le *Répertoire* de Guyot, il est remarqué que les commensaux du premier ordre n'occuperaient pas les premières places sans « l'éclat de leur naissance » (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome XII, entrée « commensal », p. 417).
[4150] Il serait trop long d'en faire le détail, d'autant que certaines charges qui n'étaient pas réservées à la noblesse au XVIe siècle le furent par la suite, et d'autres suivirent le chemin inverse. Pour le XVIe siècle, Loyseau en citait plusieurs (Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit*., p. 29). Il faut aussi se reporter aux articles 259 et suivants de l'ordonnance de Blois (Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit*., Tome XIV, ordonnance donnée à Paris, mai 1579). Pour le XVIIIe siècle, Benoît de Fauconpret en fournit le détail (Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit*., p. 108).
[4151] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit*., Tome XIV, ordonnance donnée à Paris, mai 1579, art. 259. Voir aussi Loyseau, Charles, Traité du droit des offices, *op. cit*., p. 228.
[4152] Voir par exemple le brevet de gentilhomme ordinaire de la chambre pour le sieur de Lamothe-Gondrin, délivré à Fontainebleau le 12 mai 1582 (*ADLG*, 98 J 7).
[4153] Sur ces charges, voir Benoît de Fauconpret, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit*., p. 114 et suiv.
[4154] Quarante-huit pages de la Grande écurie, et quarante pages de la Petite écurie environ vers 1770. En 1787, Petite et Grande écuries furent réunies, et il n'y eut plus que cinquante pages (*ibidem*, p. 110).

ou une cornette dans la cavalerie[4155]. Des droits d'entrée et une pension annuelle rendaient l'accès aux pages onéreux, accessible à la seule noblesse aisée[4156].

Le Grand écuyer nommait les pages de la Grande écurie, et le Premier écuyer ceux de la Petite écurie, mais il fallait avant de pouvoir intégrer ces corps faire ses preuves de noblesse. Dès 1643, les pages des écuries durent faire des preuves formelles de leur noblesse devant le juge d'armes de France[4157]. De quatre degrés de noblesse de nom et d'armes, les preuves des pages de la Grande écurie durent remonter jusqu'en 1560 en 1713, puis en 1550 et être de noblesse militaire en 1721, les anoblissements et reliefs de noblesse n'étant plus tolérés à partir de 1727. Outre les contrats de mariage, deux autres actes portant les qualifications nobles et l'arrêt de maintenue de la famille devaient être produits[4158]. Les preuves des pages de la Petite écurie étaient les mêmes, sauf qu'à partir de 1770 on n'exigea plus qu'une preuve de noblesse remontant à deux-cents ans[4159]. Négligées jusqu'au règne de Louis XV, les preuves furent ensuite systématiquement vérifiées[4160].

Concernant la Maison militaire du roi, plusieurs corps n'étaient pas réservés à la noblesse, comme les compagnies de gardes françaises, qui formaient le plus important contingent militaire, même si les officiers et nombre de soldats du rang étaient nobles[4161]. Or c'était ce corps qui recrutait le plus de gascons sous le règne de Louis XIV[4162].

D'autres ne recrutaient normalement que parmi la noblesse. C'était le cas des cent gentilshommes à bec de Corbin, d'après l'ordonnance de Blois[4163]. La compagnie de cavalerie des gendarmes de la garde était aussi réservée à la noblesse, même si on ne requérait pas de preuves sur titres, mais un simple certificat, et dans les faits des personnes vivant noblement

[4155] Grolée-Virville, André de, Les d'Hozier. Juges d'armes de France, *op. cit*., p. 178.
[4156] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit*., p. 110.
[4157] Grolée-Virville, André de, Les d'Hozier. Juges d'armes de France, *op. cit*., p. 178.
[4158] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit*., p. 326.
[4159] Ceux qui faisaient leur preuve pour les pages de la Petite écurie n'hésitaient pas à remonter bien plus haut. Jean-François de Léaumont produisit une preuve remontant au XVe siècle, et qui comprenait un bail à fief de 1296 (*ADG*, I 2037, « Mémoire justificatif de la noblesse de Jean-François de Léaumont présenté pour être reçu page de la petite écurie du roi », 1778).
[4160] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit*., p. 111.
[4161] Les charges d'officier étaient vénales pour la plupart, mais la noblesse pouvait cependant être exigée. Rares étaient les officiers des corps non nobles de la Maison militaire qui devaient produire des preuves formelles, comme les officiers des gardes françaises (au nombre de deux-cent-vingt-deux en 1789), qui firent leurs preuves de quatre degrés de noblesse devant le juge d'armes à partir de 1745 (*ibidem*, p. 123). Des cadets aux gardes françaises créés par une ordonnance de 1716, et qui perdurèrent jusqu'en 1726, devaient aussi être nobles, ainsi que d'éphémères « gentilshommes à drapeau » établis dans les compagnies de gardes françaises entre 1728 et 1745. La noblesse était aussi requise pour les officiers des maisons militaires des princes (*ibidem*, p. 131).
[4162] Jean Robert, dans son étude sur les gardes-françaises, affirme que « les greniers inépuisables de cette valeureuse infanterie sont incontestablement les provinces d'Aquitaine : Guyenne et Gascogne, Pays Basque, Béarn, Bigorre ». De véritables dynasties s'y formèrent. On y trouvait entre 1640 et 1689, trois Batz-Castelmore et neuf Montesquiou (Robert, Jean, « Les Gardes-Françaises sous Louis XIV », dans *XVIIe siècle*, 1965, p. 23).
[4163] Ce corps fut supprimé en 1724.

intégrèrent ce corps au XVIIIe siècle[4164]. Les mousquetaires passaient pour nobles, mais non seulement des preuves sur titres n'étaient pas demandées pour y être reçu, mais il n'est pas même certain que des certificats fussent exigés[4165]. De fait, ce corps recruta toujours beaucoup de bourgeois vivant noblement, pour qui il servait de marche-pied soit vers un anoblissement par lettres, soit vers une agrégation illégale à la noblesse[4166].

A contrario les chevau-légers de la garde étaient nobles[4167]. Quelques personnes vivant-noblement purent les intégrer jusqu'au début du XVIIIe siècle, mais la preuve se durcit à la fin du règne de Louis XIV par l'exigence d'une noblesse de nom et d'armes sans anoblissement connu. Contrairement à la tendance généralisée au durcissement de la preuve au XVIIIe siècle, elle se relâcha progressivement, devenant moins exigeante sur le fond, en passant à cent quarante ans de noblesse en 1741, puis à cent ans en 1754. Cette année-là, les descendants d'anoblis pour services militaires furent dispensés de preuves, et les autres familles anoblies furent acceptées en 1755[4168]. A partir de 1781, concomitamment avec l'édit de Ségur, la preuve fut fixée à quatre degrés de noblesse[4169]. On peut expliquer cet adoucissement par un recrutement difficile : le service dans ce corps était particulièrement onéreux. Sur la forme, cette preuve de noblesse s'était au contraire durcie, en particulier par le passage d'une preuve testimoniale à une preuve par titres[4170].

C'était aussi le cas des gardes du corps, dont l'effectif, qui atteignit plus de mille sept-cents hommes et officiers au début du XVIIIe siècle, fut réduit, mais resta toujours supérieur à mille hommes, officiers compris, jusqu'à la Révolution[4171]. A partir de 1775, les officiers des gardes du corps du roi durent prouver deux-cents ans de noblesse devant le généalogiste des ordres du roi, puis trois-cents ans en 1777, et remonter à 1400 sans anoblissement connu en

[4164] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit*., p. 127. Après avoir subi une forte réduction de son effectif, elle fut supprimée en 1787.
[4165] *Ibidem*, p. 128. Ils furent supprimés en 1775.
[4166] C'était le cas de Jean Davezan, membre d'une famille bourgeoise en voie d'agrégation à la noblesse, qui prétendait avoir des droits honorifiques à l'église, et se vit contester sa qualité de gentilhomme par les consuls d'Ancisan en 1676. Il riposta en produisant un certificat de service dans la compagnie des mousquetaires du roi où, soutenait-il, « on ne reçoit pas de laboureurs ny de charretiers, quy sont les quallités que les adverssaires ont avec imprudence donné au suppliant » (*ADHP*, 44 J 3, requête au parlement de Jean Davezan contre les consuls d'Ancisan, janvier 1676).
[4167] En 1674, le duc de Chevreuse, commandant des chevau-légers du roy, cherchait en Guyenne des « gentilshommes » pour remplir les places vacantes dans la compagnie des chevau-légers (Fonds Oro, lettre de monsieur de Sève à monsieur de Borda, à Bordeaux, le 8 août 1674).
[4168] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit*., p. 129.
[4169] Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit*., p. 305.
[4170] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit*., p. 129. Composé de deux-cents hommes et plusieurs officiers, ce corps fut réduit à quarante-six hommes et quelques officiers en 1775, et supprimé en 1787.
[4171] Les gardes du corps des maisons militaires des princes devaient aussi être nobles (*ibidem*, p. 131).

1788[4172]. Quant aux gardes du corps du rang, Henri III avait ordonné dès 1579 qu'il ne fût reçu comme archers des gardes que des gentilshommes, capitaines, ou soldats s'étant signalés[4173]. Les gardes du corps y gagnèrent la réputation d'être un corps noble, ce qui n'était pourtant guère le cas, car beaucoup de bourgeois l'intégrèrent sous le règne de Louis XIV et jusqu'au milieu du XVIIIe siècle[4174]. A partir d'une ordonnance de décembre 1758, la porte commença à se refermer, puisque seuls furent acceptés des nobles ou des membres de familles vivant noblement[4175]. En décembre 1775, l'exigence par une ordonnance d'un certificat de noblesse exclut les non nobles. Une ordonnance de mars 1788 vint *in fine* exiger une preuve sur titres devant le généalogiste des ordres du roi, mais elle permit aux fils de gardes du corps chevaliers de Saint-Louis de les intégrer sans preuves de noblesse.

En somme, les charges à la cour attribuées uniquement ou de préférence aux nobles étaient nombreuses. La fermeture de certains corps, et la preuve bien plus rigoureuse exigée dans d'autres, est particulièrement symptomatique de la réaction nobiliaire sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI. Mais elles nécessitaient bien souvent une aisance trop importante pour les finances des gentilshommes gascons, ce qui explique peut-être leur faible présence dans ces corps, et leur orientation vers les charges d'officier dans les troupes réglées.

[4172] *Ibidem*, p. 125. Deux gascons y étaient alors officiers : François-Frédéric de Béon et Jacques-Marie d'Astorg.
[4173] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit*., Tome XIV, ordonnance de mai 1579, art. 260 ; Loyseau, Charles, Traité du droit des offices, *op. cit*., p. 228.
[4174] Les gentilshommes furent d'abord privilégiés dans le recrutement. En 1673, sur ordre du roi, le duc de Noailles envoya le sieur de Donnefort, brigadier dans la compagnie des gardes du corps, pour chercher en Guyenne « des gentilshommes propres à remplir les places qui sont vacantes », dans un emploi « que les plus grands seigneurs du royaume n'ont pas tenu indigne d'eux, et dans lequel ils peuvent se faire cognoistre advantageusement de sa Majesté » (Fonds Oro, lettre de monsieur de Sève à monsieur de Borda, Bordeaux, 24 décembre 1673). Tuetey cite un règlement de 1676 qui stipulait que ne seraient reçus, autant que possible, que des gentilshommes ayant servi (Tuetey, Louis, Les officiers sous l'Ancien Régime, *op. cit*., p. 108). L'évolution infirma cette disposition, et en 1708 on se contentait de refuser ceux qui avaient été valets (Corvisier, André, *Armées et sociétés en Europe de 1494 à 1789*, PUF, Paris, 1976, p. 179).
[4175] Tuetey, Louis, Les officiers sous l'Ancien Régime, *op. cit*., p. 121.

C) Les charges d'officier à l'armée

Parmi toutes les charges réservées à la noblesse, l'armée tenait une place particulière à plusieurs titres. Tout d'abord, parce que le second ordre était théoriquement à l'origine celui des *bellatores*, qui devaient s'attacher à la défense du royaume : c'était une sorte de vocation naturelle de la noblesse, même si tous les nobles, loin s'en faut, ne s'y consacraient pas[4176]. Cette conception militaire perdura et influença l'orientation de toute une partie de la noblesse au cours de l'Ancien Régime, que l'on a en conséquence appelée « noblesse d'épée »[4177]. Dans les faits ensuite, la noblesse joua toujours un rôle clé dans l'armée royale, d'abord parmi les combattants, puis presque exclusivement dans le corps des officiers[4178]. Parvenir par les armes à hisser sa famille dans la hiérarchie militaire était une ambition communément partagée en Gascogne, où la noblesse y consacrait ses légendaires cadets, mais aussi fréquemment ses aînés. Cette voie s'imposait plus naturellement que celle des « lettres », que certains suivaient en moins grand nombre, ne bénéficiant pas de tradition locale. Dans le dernier quart du XVIIe siècle, Louis de Froidour remarquait qu'en Bigorre, il n'y avait « presque point de maison de gentilhomme qu'il n'y ait quelqu'un qui ait suivi ou qui ne soit encore effectivement dans les

[4176] D'après Manfred Orlea, sous les derniers Valois, un gentilhomme sur quatre occupait une charge à l'armée ou à la Maison du roi (Orlea, Manfred, La noblesse aux Etats généraux de 1576 et de 1588, *op. cit.*, p. 163). Suivant les calculs de Michel Nassiet, les nobles s'engageant dans l'armée de terre seraient passés de 15 à 20% dans la première moitié du XVIe siècle, à 35 à 42% en 1690 (Nassiet, Michel, « La noblesse à l'époque moderne : une démilitarisation ? », dans *Enquêtes et documents*, CRHMA, Université de Nantes, 1998, p. 100). Si l'on a gardé essentiellement la trace du service comme soldat ou officier dans l'armée régulière, il faut aussi prendre en considération « la grande diversité des formes de service militaire » (Nassiet, Michel, « Les structures sociales des noblesses normande et bretonne à l'époque moderne », dans *Les noblesses normandes (XVIe-XIXe siècle)*, Presse universitaires de Rennes, 2011, p. 42). On pense au service dans l'arrière-ban jusqu'à la fin du XVIIe siècle, aux volontaires au XVIe siècle, aux « humbles commandements » dans la milice après son lancement en 1688, ou même au service à l'étranger, dans l'armée du roi d'Espagne, en particulier après la montée d'un Bourbon sur ce trône, pour certains nobles du Couserans par exemple.

[4177] Etant entendu qu'il ne s'agissait pas d'un groupe social substantiel nettement délimité, puisque l'attrait pour l'armée était largement partagé par la noblesse en général, ni figé, car il était de fait rare qu'une lignée se consacre systématiquement au service des armes sur de nombreuses générations.

[4178] Par suite de la croissance des effectifs sous les règnes de Louis XIII et Louis XIV, et avec le durcissement de la discipline, porter le mousquet perdit de son honorabilité, jusqu'à devenir progressivement incompatible avec l'état de gentilhomme. Le nombre de nobles servant dans la troupe aurait brusquement diminué après 1665 d'après Jean Chagniot (« Guerre et société au XVIIe siècle », *op. cit.*, p. 253). Il semblerait qu'à partir du règne de Louis XV, être gentilhomme permit au soldat de faire annuler son engagement (Corvisier, André, *L'armée française de la fin du XVIIe siècle au ministère de Choiseul, op cit.*, tome 1, p. 480-481). En 1784, le sieur Castel de Florin, habitant de Saint-Laurent de L'Isle, remit un mémoire au maréchal de Ségur, par lequel il demandait, en raison de sa qualité de gentilhomme, le « congé absolu » pour son fils qui s'était engagé dans le régiment de dragons du roi (*ADG*, C 16, lettre du maréchal de Ségur au marquis de Ray, du 31 décembre 1784).

armées et dans le service »[4179]. Dans un cadre plus large, Loyseau considérait que le gentilhomme, ne pouvant s'adonner à nombre d'activités qui lui étaient défendues par l'exigence de la vie noble, n'avait, pour l'entretien de sa famille et « seul moyen qu'il a de maintenir sa qualité, que de s'avancer aux charges militaires par la faveur des grands »[4180]. Le service à l'armée permettait aussi d'obtenir, outre les gages, des charges d'officiers considérées comme particulièrement honorables, qui permirent d'étayer la noblesse jusqu'à la fin du XVIIe siècle, et de l'illustrer encore au XVIIIe siècle. On a vu que les ordres de chevalerie récompensaient surtout les militaires. Enfin durant ce dernier siècle, l'armée fut le lieu d'une vigoureuse réaction nobiliaire, bourgeois et anoblis étant progressivement exclus de ces charges et des établissements d'éducation permettant d'y accéder.

L'armée connut un bouleversement immense au XVIIe siècle, avec une croissance considérable des effectifs, et une évolution profonde des techniques. Le souci était donc apparu d'avoir un corps d'officiers professionnalisé, compétent et adapté aux nouveaux enjeux. La noblesse, pour préserver sa supériorité sociale, a été progressivement poussée vers les seuls postes d'encadrement et de commandement, qui nécessitaient une formation spécifique. Face à la crise identitaire qu'elle rencontra au XVIIIe siècle, une partie de la noblesse française pensait que l'armée pourrait être le creuset d'une re-légitimation du second ordre, en lui redonnant une place prépondérante, celle des officiers militaires.

La place du jeune noble gascon dans l'armée, son entrée dans le service et ses espoirs de promotion, voilà une question à laquelle on ne peut répondre dans le cadre de cette étude. Comme l'a écrit Jean Chagniot, « il faudrait un volume pour décrire les moindres ressorts d'une armée conçue comme une machine à promouvoir plus ou moins rapidement les gens »[4181]. Il nous faut cependant rappeler très brièvement quelques points. Tout d'abord, la promotion dépendait autant des liens de clientèle, de la protection d'un grand, que du mérite. Faute de bénéficier de la faveur des personnes pouvant directement influer sur sa situation, il fallait recourir à la recommandation par des personnes de crédit, qui jouait un rôle crucial. La fortune fut au moins aussi capitale, car on comptait sur l'officier pour équiper et conserver sa troupe en bon état. Le développement de la vénalité pour accéder aux grades au XVIIe siècle, principalement dans l'infanterie, rendit l'accession à l'épaulette encore plus ardue pour les

[4179] Froidour, Louis de, Mémoire du pays et des états de Bigorre, *op. cit.*, p. 112.
[4180] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 29.
[4181] Chagniot, Jean, « Ethique et pratique de la profession des armes chez les officiers français au XVIIe siècle », *op. cit.*, p. 87.

nobles provinciaux[4182]. On ne peut toutefois nier que le mérite, compris comme les « services remarquables par leur qualité et leur durée », eut toujours sa part dans l'armée[4183].

L'ensemble de ces facteurs explique que beaucoup de gentilshommes qui souhaitaient s'engager malgré les risques de la condition militaire (mort au combat, blessure, épidémie, réforme des officiers à la fin de la guerre), ne pouvaient obtenir d'emploi, ou devaient se satisfaire de charges pas très distinguées d'officiers subalternes, à la carrière lente, régulière, parfois interrompue. Il faut ajouter qu'en général, il y avait un trop grand nombre de demandeurs par rapport à l'offre de charges, tant pour entrer dans le service, qu'ensuite pour gravir les échelons. La noblesse de cour était très favorisée dans la carrière des armes, accédant bien plus rapidement aux régiments[4184]. Cependant, au XVIIe siècle et dans la première moitié du XVIIIe siècle, même des roturiers particulièrement riches ou méritants purent être officiers généraux : de droit rien ne les empêchait d'accéder à ces grades, c'est en amont que des mesures furent prises contre les non nobles. Et ce jusqu'en 1750, date à laquelle ils furent automatiquement anoblis par l'accès au grade de maréchal de camp[4185].

Après avoir esquissé la trame générale de l'implication de la noblesse dans l'armée royale, il nous faut voir d'un point de vue strictement juridique, si des places furent réservées aux nobles et l'importance de la preuve de noblesse, avant et après 1781.

1) L'évolution de la situation jusqu'en 1781

Au début du XVIe siècle, les nobles occupaient une place essentielle dans l'armée, notamment grâce aux compagnies d'ordonnance, leur corps de prédilection, ne se dirigeant vers les gens de pied que par défaut, à cause de leur culture équestre et de l'idéal chevaleresque[4186]. Cette situation de fait fut confortée par le droit. Dans une ordonnance de novembre 1549, Henri

[4182] Tuetey, Louis, Les officiers sous l'Ancien Régime. Nobles et roturiers, *op. cit.*, p. 131.
[4183] Chagniot, Jean, « Les rapports entre l'armée et la société à la fin de l'Ancien Régime », dans André Corvisier (dir.) Histoire militaire de la France, *op. cit.*, « La revendication du mérite ».
[4184] Entre ces deux noblesses, sur le plan des possibilités et des ambitions, le fossé s'élargissait : pour les nobles provinciaux il fallait gravir un à un les échelons de la hiérarchie militaire. Le ministre de la Guerre Claude-Louis de Saint-Germain a bien traduit leur frustration dans ses mémoires (*Mémoires de monsieur le comte de Saint-Germain,* Amsterdam, 1779, p. 45-46).
[4185] Isambert, Taillandier, Decrusy, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XXII, édit donné à Fontainebleau, novembre 1750, art. 2 et 3.
[4186] Un bon témoignage de ce rapport étroit entre les compagnies d'ordonnance et la noblesse ainsi que le peu d'intérêt de cette dernière pour les gens de pied au XVIe siècle sont les *Commentaires* de Monluc (Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome premier, p. 67, p. 103, Tome troisième, p. 46, p. 122.

II avait défendu que soient reçus par les capitaines dans leur compagnie d'ordonnance des personnes qui ne fussent pas gentilshommes[4187]. Cette exigence fut renouvelée par un édit de 1574 qui exigeait des hommes d'armes ou archers qu'ils puissent prouver cette qualité en présentant aux commissaires et contrôleurs ordinaires des guerres une « certification suffisante »[4188]. L'ordonnance de Blois réitéra l'obligation de ne recruter que des gentilshommes aguerris parmi les capitaines des compagnies d'ordonnance et les gens d'armes, et des « nobles de race » comme archers[4189]. Ces dispositions ne durent pas être respectées. Parmi les qualités mentionnées dans les commissions de capitaine, on relève par exemple la « vertu », l' « experience au faict des armes » d'une personne qui serait « seur et feable », la délivrance de la charge ayant été faite en raison des « bons et notables services », mais la naissance n'était pas un critère exprès dans l'attribution des compagnies[4190]. Un édit de 1584 fit preuve d'une plus grande ouverture aux roturiers, puisqu'étaient acceptés dans la gendarmerie tant les « gentilshommes vivans noblement » que ceux qui avaient servi dans l'infanterie et y avaient commandé pendant six ans[4191].

Pourtant, même avant cet édit, les roturiers étaient nombreux dans les compagnies d'ordonnances comme l'attestent les rôles[4192]. Les archers, en particulier, étaient rarement nobles. Les gentilshommes étaient cependant particulièrement recherchés comme hommes d'armes par les capitaines, peut-être pour leur réputation de bravoure, sans doute aussi parce qu'ils devaient être mieux équipés. Toutefois, les capitaines les plus fameux qui pouvaient se targuer de n'avoir que des gentilshommes sous eux, comme Jean de Nogaret de La Valette, dont la compagnie, écrivait Brantôme, était composée « d'aussi honnestes gentilzhommes, jeunes et vieux et tout, et riches, de la Gascoigne, qu'on eust sceu voir », étaient sans doute

[4187] Isambert, Decrusy et Armet, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIII : ordonnance sur la levée, l'entretien et la police des gens de guerre, Paris, 12 novembre 1549, art. 35.
[4188] Fontanon Antoine, Gabriel, Michel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome 3e, édit donné à Saint-Germain en Laye le 1er février 1574, art. 17.
[4189] Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XIV, p. 444, ordonnance de Blois, Paris, mai 1579, art. 286, art. 288, et art. 289.
[4190] *ADG*, I 3411, commission de capitaine d'une compagnie de trente hommes d'armes pour le sieur de Montberault, Paris, 26 janvier 1580.
[4191] Fontanon Antoine, Gabriel, Michel, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome 3e, p. 135, édit donné à St-Germain en Laye, 9 février 1584, art. 40.
[4192] Dans la seconde moitié du XVe siècle, plus de 60% des hommes d'armes des compagnies d'ordonnance étaient nobles (Contamine, Philippe, *Guerre,* Etat et société à la fin du Moyen Age, *op. cit.*, p. 476).

minoritaires[4193]. Seules les charges de lieutenant, d'enseigne, de guidon et de maître des logis dans les compagnies d'hommes d'armes étaient toutes occupées par des nobles[4194].

Dans l'infanterie, que l'évolution militaire tendait à mettre en avant, la noblesse avait aussi une place prépondérante dans les charges de commandement, mais sans que ce fut *ex lege*. L'ordonnance de 1534 sur les légions, qui certes n'eut que peu d'effets, les légions n'ayant pas fait florès, prévoyait un accès au mérite aux postes d'officiers, mais preuve qu'on concevait mal à cette époque qu'un officier puisse être roturier, le même article portait que « dès lors qu'il sera parvenu audit estat de lieutenant, de ceste heure là, s'il n'est nay et issu de noble lignée, ledit seigneur veut et entend qu'il soit annobly »[4195]. L'accession des roturiers aux grades d'officier n'en reste pas moins un fait social dans la seconde moitié du XVIe siècle[4196].

L'édit des tailles de mars 1600 ne fit que prendre en compte cette réalité en tentant de la réguler lorsqu'il décidait que « pour le regard des maistres de camps, capitaines en chef, lieutenans et enseignes des compagnies des régimens entretenus, seront aussi prins du corps de la noblesse, ou bien vieils et expérimentés soldats ayans suivi les armes dix ans pour le moins, et rendu quelque preuve signalée de leur valeur »[4197]. Même dans la cavalerie, la loi royale laissait la porte ouverte, en ordonnant que les capitaines des compagnies de gendarmes pourraient recruter tant des gentilshommes que des roturiers, mais ces derniers devant avoir servi dix ans dans les compagnies de gens de pied comme capitaine en chef, lieutenant ou enseigne. Des roturiers pouvaient être recrutés sans passer par ces charges, mais ils ne bénéficieraient pas de l'exemption des tailles avant dix ans de service comme gendarme[4198]. Cet édit avait en effet pour objectif principal de limiter les exemptions des tailles et les usurpations de noblesse, et dénonçait le fait que, par le biais du service des armes, certains l'usurpent. Si le service des armes restait noble dans les mentalités, il l'était de moins en moins socialement. Au commencement du XVIIe siècle, Loyseau considérait encore comme affectées à la noblesse, « toutes les principales charges militaires, soit des places, ou des compagnies,

[4193] Brantôme, Pierre de Bourdeille dit, *Grands capitaines françois.* « *Couronnels françois* » dans Œuvres complètes, *op. cit.*, Tome cinquième, p. 213. Jean de Nogaret décéda en 1575. Citons aussi la compagnie de monsieur de Gondrin comme composée du « sieur de Montespan, son fils », qui y était lieutenant, « monsieur le vicomte de Saint-Girons son enseigne, et monsieur de Lau son guidon, accompagnés d'une fort belle trouppe de noblesse du pais, bien armés et bien montés » (Antras, Jean d', Mémoires de Jean d'Antras de Samazan seigneur de Cornac, *op. cit.*, p. 4).
[4194] Par exemple dans la compagnie de Montesquiou (*ibidem*, p. 46).
[4195] Isambert, Decrusy et Jourdan, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XII, 2e partie, p. 390, « édit pour la levée de sept légions d'infanterie », Fontanon, 24 juillet 1534, art. 56.
[4196] Leur progression se faisait surtout sentir parmi les capitaines de gens de pied : voir le témoignage de Monluc (Monluc, Blaise de, Commentaires, *op. cit.*, Tome troisième, p. 476).
[4197] Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XV, p. 226, édit portant règlement général sur les tailles, Paris, mars 1600, art. 30.
[4198] *Ibidem*, art. 28.

notamment celles des gens de cheval, même jusques aux simples places des compagnies d'ordonnances »[4199]. Il ne semble pas que des preuves de noblesse étaient exigées pour l'accession aux places réservées à la noblesse, ce qui rendait ce privilège fragile et explique qu'il disparut au XVIIe siècle[4200].

Avec l'explosion de l'effectif de l'infanterie sous les règnes de Louis XIII et Louis XIV, les nobles ne suffirent bientôt plus à remplir toutes les places d'officier, surtout avec les guerres de Hollande et de la Ligue d'Augsbourg. En outre, la vénalité des charges d'officiers, qui s'était introduite au XVIIe siècle, rendit plus difficile l'accès à l'épaulette des gentilshommes provinciaux, qui subirent la concurrence victorieuse des bourgeois. Hervé Drévillon a constaté que si la dénonciation de la vénalité des charges militaires put être générale, elle prit parfois « la dimension supplémentaire d'une revendication spécifiquement nobiliaire »[4201]. Les difficultés des nobles étaient telles qu'ils devaient parfois se contenter des postes d'officiers dans la milice, charges dénigrées. La cavalerie, elle-même, était investie massivement par les roturiers. En témoignait déjà le Code Michau, qui manifestait la volonté d'enrayer partiellement cette évolution, en exprimant le souhait que les compagnies de cavalerie et d'infanterie fussent remplies des « enfans de nostre noblesse », mais marquait pareillement de façon explicite la fin de la primauté de la noblesse dans cette arme, puisqu'il prévoyait seulement « qu'en chacune compagnie il y en ait au moins la quatriesme partie » de noble[4202]. Les régiments de cavalerie eurent beau être majoritairement constitués de roturiers, cette arme n'en resta pas moins celle que les nobles estimaient le plus, et l'encadrement d'officiers de cavalerie resta essentiellement noble. Les régiments d'infanterie recrutés à partir de 1688 comptèrent un grand nombre de capitaines roturiers. La place des roturiers parmi les officiers, difficilement appréciable, est toujours restée minoritaire, mais a fluctué avec des hauts et des bas.

Priorité fut donnée sous le règne de Louis XIV à la fortune et au mérite sur la naissance. Pour la haute aristocratie, l'argent et la noblesse se recoupaient. Cette dernière qualité pouvait jouer pour certains officiers. Un officier écrivit au sujet d'un candidat qu'on lui proposait pour être sous-lieutenant, que si on lui assurait « qu'il est jentilhome et qu'il ni a rien à dire sur son

[4199] Loyseau, Charles, Traité des ordres et simples dignitez, *op. cit.*, p. 29. Il y avait aussi selon lui une simple préférence en faveur des nobles pour les capitaineries de gens de pied.
[4200] Les nobles réclamèrent aux Etats généraux de 1614 que seuls les gentilshommes ou les soldats ayant commandé comme capitaines en chef puissent être reçus dans les compagnies d'ordonnance, mais ils ne furent pas entendus (Lalourcé, Duval, Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux, *op. cit.*, tome 4e, cahier de la noblesse aux Etats généraux de Paris, 1614, p. 175 et p. 190, art. 85).
[4201] Drévillon, Hervé, *L'impôt du sang. Le métier des armes sous Louis XIV*, Tallandier, Paris, 2005, p. 183.
[4202] *ADHG*, 1 B 1915, folio 1, ordonnance donnée à Paris, janvier 1629, art. 200.

conte, je luy donneray à vostre consideration une soulieutenance de grenadiers »[4203]. En revanche le pouvoir n'en tenait pas compte. Jean Chagniot assure qu'au XVIIe siècle, la monarchie française ne concevait pas « l'idée saugrenue d'y réserver les responsabilités à des arrière-petits-fils de nobles »[4204]. Des gentilshommes provinciaux avaient du mal à accepter cette situation. En 1688, un cousin d'un jeune gentilhomme bigourdan écrivait à son frère pour l'inciter à lui envoyer de l'argent, car les autres cadets de son régiment étaient fort riches et qu' « on ne regarde plus la calité, on fait plus de cas d'un riche marchand que d'un gentilhome qui soit plus pauvre »[4205]. La noblesse devait céder le pas à l'opulence. Elle n'avait pas encore réussi à attirer l'attention d'un pouvoir royal visiblement indifférent à sa situation, la raison d'Etat primant sur l'intérêt social de la noblesse.

Au XVIIIe siècle, l'attrait pour la vocation militaire était resté assez fort en Aquitaine[4206]. C'était le cas dans bien des familles de la noblesse gasconne. L'auteur d'un mémoire sur la généralité de Montauban commandé par l'intendant constatait, en 1713, que les gentilshommes y avaient « tous une inclination naturelle pour le service, et qu'il y a très peu de provinces dans le royaume où la noblesse ait fourni un si grand nombre d'officiers pour les armées du roy »[4207]. Or, dès la Régence, les charges d'officiers furent de nouveau dévolues de préférence aux nobles. Après une décision du 25 avril 1718, les colonels durent exiger des postulants autres que les fils d'officiers des certificats de noblesse, signés de quatre gentilshommes, mesure qui perdura jusqu'en 1781[4208]. Ce qui n'empêcha pas les roturiers d'occuper une place importante parmi les officiers d'infanterie, moins de cavalerie, surtout une fois la paix finie, avec la guerre de Pologne et celle de Succession d'Autriche. Pour des familles vivant-noblement, il était facile de se faire délivrer des certificats de complaisance. A l'époque de la guerre de Sept ans, d'après Louis Tuetey, la proportion d'officiers roturiers dans l'infanterie aurait été d'un tiers au moins, celle dans la cavalerie étant assurément bien moindre[4209]. Cette estimation parait trop importante, même en comprenant les officiers de fortune[4210].

[4203] Fonds Tournemire, lettre de monsieur de Lestrange à monsieur de Tournemire, capitaine de dragons, S. d., fin XVIIe siècle.
[4204] Chagniot, Jean, « Ethique et pratique de la profession des armes chez les officiers français au XVIIe siècle », *op. cit.*, p. 80.
[4205] *ADPA*, 16 J 160, lettre du sieur de Sos au chevalier de Gonnès son cousin, Belfort, 24 mars 1688.
[4206] Chagniot, Jean, « Les rapports entre l'armée et la société à la fin de l'Ancien Régime », dans Corvisier, André (dir.) Histoire militaire de la France, *op. cit.*, « composition sociale des corps de troupes ».
[4207] *ADTG*, 1 MI 32, Cathala-Coture, Antoine, Mémoire historique de la généralité de Montauban pour son altesse sérénissime monseigneur le comte d'Eu gouverneur de la province de Guienne, *op. cit.*, folio 447.
[4208] Tuetey, Louis, Les officiers sous l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 87.
[4209] *Ibidem*, p. 99.
[4210] David D. Bien la ramène à 5% sans compter les officiers de fortune, guère plus (« La réaction aristocratique avant 1789 : l'exemple de l'armée », *op. cit.*, p. 35).

Le XVIIIe siècle fut le siècle de la réaction nobiliaire. Amorcé par des auteurs comme Boulainvilliers, Saint-Simon puis Montesquieu, ce mouvement idéologique voulut rendre à la noblesse, une place de premier plan dans la société, conforme à sa supériorité prétendue, et ce en premier lieu dans l'armée, qu'elle considérait comme son domaine réservé. Le chevalier d'Arcq fut un des premiers à avoir suggéré d'exclure complètement les roturiers des charges d'officiers. Dans *La noblesse militaire*, il déclarait qu'il ne fallait « que connoître le génie françois et surtout celui de la noblesse, pour être convaincu que si on prenoit le parti de ne donner les emplois militaires qu'à des gentilshommes, auxquels ils semblent naturellement destinés, et si ces emplois ne leur coûtoient rien, on les verroit bientôt se présenter en foule pour entrer dans le service »[4211]. Des nobles croyaient au « peu de zèle pour le service et peu d'esprit militaire » des officiers roturiers, et au besoin de rétablir « la communauté parfaite d'idées et de sentiments, si désirable dans un corps d'officiers »[4212]. Mais les besoins du moment plus qu'un manque de volonté désamorcèrent les plans des ministres. Seul le maréchal de Belle-Isle obtint du résultat en rendant le certificat de quatre gentilshommes supervisé par l'intendant de la généralité obligatoire pour les postes d'officiers. Le ministre se montra extrêmement rigoureux dans l'application de sa mesure. Le marquis de Maupeou, colonel du régiment d'infanterie de Bigorre, eut beau soutenir que le sieur Planteau de La Grave et le sieur de La Rouvière vivaient noblement et comptaient dans leur parenté des hommes ayant servi comme officiers dans les armées du roi, ils furent refoulés par l'intransigeant ministre[4213]. Après sa mort en janvier 1761, ses successeurs, quoique plus souples, acceptant de récompenser quelques roturiers à l'ancienneté et au mérite, continuèrent dans la lancée de feu le maréchal, et les grades d'officiers restèrent notoirement fermés au tiers-état. Parallèlement, les corps des officiers de la Marine[4214],

[4211] Arcq, Philippe-Auguste de Sainte-Foix, dit le chevalier d', La noblesse militaire, *op. cit.*, p. 165-166.
[4212] Tuetey, Louis, Les officiers sous l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 163.
[4213] *Ibidem*, p. 171.
[4214] Dans la Marine royale, les officiers de port, et ceux du « petit corps » qui remplissaient les grades intermédiaires, peu nombreux, n'étaient en général pas nobles. Les officiers de vaisseaux du grand corps quant à eux étaient traditionnellement nobles. Leur effectif passa d'environ 500 vers 1700, à 1300 en 1789. On y accédait par le biais des gardes de la marine, dont le nombre fluctua beaucoup, et qui devinrent le passage obligé pour devenir officier au XVIIIe siècle, à moins de choisir la voie alternative de volontaire de la marine, volontaire qui devait servir plusieurs années. Nommés par le roi, les gardes marines durent faire des preuves littérales de noblesse devant le juge d'armes à partir de 1755, mais avant cette date, la préférence était accordée aux nobles ou aux fils d'officiers de vaisseau. A partir de 1781, les gardes marines et les volontaires de la marine durent faire une preuve de quatre degrés devant le généalogiste des ordres du roi, avec dispense pour les fils d'officiers du grand corps ou d'officiers chevaliers de St-Louis, tués au combat ou morts de leurs blessures. En 1786, les gardes furent supprimés et remplacés par des élèves de la marine, formés dans des collèges puis dans les écoles situées dans les ports, pour qui la preuve était la même que pour les gardes, mais des volontaires, après six ans de service et un examen, des capitaines marchands et maîtres d'équipages méritants, en général non nobles, pouvaient aussi accéder au grade de sous-lieutenant de vaisseau. Le recrutement des officiers de vaisseaux s'est donc progressivement (mais pas complètement) fermé au XVIIIe siècle, tant par une réaction aristocratique que corporatiste (sur la preuve de noblesse voir Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 147 et suiv.). Michel Vergé-Franceschi considère que les compagnies de gardes marines à la fin du XVIIIe siècle n'étaient plus qu'

de l'Artillerie[4215], du Génie[4216], des troupes coloniales[4217], et des troupes provinciales[4218], furent aussi marqués par une réaction, qui se concrétisa par trois aspects : passage du certificat de noblesse à une preuve instrumentale, exclusion des anoblis récents, et maintien d'une exception en faveur de quelques roturiers, comme par exemple les fils de chevalier de Saint-Louis.

« une sorte de privilège nobiliaire supplémentaire, une véritable chasse gardée » (article « Gardes de la marine » dans Dictionnaire de l'Ancien Régime, *op. cit.*). Les charges n'étant pas vénales dans la Marine, elle recrutait dans la noblesse pauvre, mais ne séduisait pourtant que peu en Gascogne orientale, où il n'existait pas de tradition maritime. On n'a trouvé que deux gardes de la marine au XVIIIe siècle. En 1738, le sieur de Sariac fut employé sur la « liste des gentilshommes destinés pour servir en qualité de gardes de la marine au département de Toulon » (*ADG*, I 3247, certificat de garde de la marine du secrétaire d'Etat à la Marine, Versailles, 7 septembre 1738). En 1782, Jean de Saint-Jean se fit remettre par son frère aîné Nicolas Melchior de St-Jean, baron de Pointis, des titres, car son fils François avait reçu du secrétaire d'Etat au département de la Marine une place d'aspirant garde marine dans la compagnie de Toulon, et qu'il devait en conséquence produire devant Chérin « les actes et titres nécessaires pour faire la preuve de quatre degrés de noblesse de la filiation et descendance dudit François de St-Jean son fils à remonter jusques à son bisayeul inclusivement » (*ADHG*, 13 J 4, acte de remise de titres généalogiques, Pointis, 10 juin 1782).

[4215] L'artillerie ne devint un véritable corps militaire que dans la seconde moitié du XVIIe siècle. En 1789, il comprenait 1103 officiers (article « Artillerie » de Jean Chagniot, dans Dictionnaire de l'Ancien Régime. Royaume de France, *op. cit.*). On y accédait en passant par les écoles d'artillerie, auxquelles on parvenait par un concours à partir de 1756. En 1761, il fut décidé que les candidats devraient être issus de familles nobles ou vivant noblement, puis en 1772, de familles nobles ou être fils d'officier. Cette preuve de noblesse se faisait par un certificat de quatre gentilshommes jusqu'en 1781, date à laquelle il fallut produire des titres prouvant quatre degrés de noblesse, sauf pour les fils de chevaliers de Saint-Louis (Tuetey, Louis, Les officiers sous l'Ancien Régime, *op. cit.* p. 208-209).

[4216] Les officiers du Génie étaient des ingénieurs chargés des constructions à usage militaire. Le Génie connut une importante réorganisation administrative sous le règne de Louis XIV, mais il ne devint un corps militaire à part entière que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle (article « Génie » de Jean Chagniot, dans Dictionnaire de l'Ancien Régime, *op. cit.*). On l'intégrait par concours. Il comptait environ 350 officiers en 1789. Très corporatiste, ce corps technique était ouvert aux non nobles jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, mais il se ferma au profit de la noblesse ensuite, car le secrétaire d'Etat à la guerre n'accorda des lettres d'examen permettant de concourir qu'à certaines conditions. En 1750, l'exigence d'un mémoire sur la famille favorisa les enfants de nobles ou d'officiers. Un règlement de 1777 exigea que les postulants soient nés nobles ou fils d'un officier ayant un grade supérieur. L'édit de Ségur s'appliqua aussi au Génie, et il fut donc nécessaire à partir de mai 1781 d'être noble de quatre degrés ou fils de chevalier de Saint-Louis (Fauconpret, Benoit de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 144).

[4217] Les officiers des régiments coloniaux, chargés de la défense des colonies, furent soit formés dans les troupes coloniales, comme cadets gentilshommes, soit dans des compagnies de cadets, à l'existence épisodique. On comptait trente de ces cadets gentilshommes et huit élèves artilleurs en 1789. En 1730, il fallait être gentilhomme pour intégrer la compagnie de cadets de Rochefort. En 1779, il fallut produire un certificat de naissance noble pour intégrer les cadets des colonies, ou être fils d'officier. A partir de 1781, on exigea des cadets et des élèves artilleurs la preuve de trois degrés de noblesse devant le généalogiste des ordres du roi, dont seraient dispensés les fils de chevaliers de Saint-Louis, d'officiers tués ou morts de leurs blessures (*ibidem*, p. 146).

[4218] Les roturiers restèrent nombreux dans les régiments de la milice, car ils bénéficiaient de deux circonstances favorables : d'une part ces régiments étaient peu considérés par la noblesse, d'autre part la noblesse pauvre en était détournée à cause de son impécuniosité, car les appointements ne permettaient pas d'y couvrir tous les frais (Chagniot, Jean, « Les rapports entre l'armée et la société à la fin de l'Ancien Régime », in André Corvisier (dir.) Histoire militaire de la France, *op. cit.*). Les officiers de la milice devaient être anciens officiers, fils d'officiers, de nobles ou de magistrats à partir d'une instruction du 5 novembre 1761. En 1775, un certificat de noblesse signé de quatre gentilshommes devint obligatoire, puis il fallut, comme dans les troupes réglées, prouver quatre degrés de noblesse par des preuves littérales en mai 1781. Les officiers retraités et les fils de chevaliers de St-Louis en étaient dispensés. En 1789, il y avait 2600 officiers dans la milice, mais elle n'était plus convoquée (Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 142).

D'après David Bien, les roturiers ne représentaient que 10% au maximum des nouveaux officiers au milieu du XVIIIe siècle[4219]. Mais l'absence de guerre aux frontières du royaume après 1763 et les difficultés financières de la monarchie réduisirent considérablement le nombre de postes d'officier, et des roturiers aisés redoublèrent d'efforts pour accéder à l'épaulette. Cette rude émulation des bourgeois n'allait pas sans susciter l'émoi de la noblesse[4220]. Concomitamment à la réaction nobiliaire contre les roturiers, s'ajouta une réaction militaire visant à extirper de l'armée tout ce qui pouvait être mâtiné d'un esprit bourgeois, c'est-à-dire tant les non nobles que les nouveaux nobles. Il s'agissait de fonder un solide esprit de corps en excluant les familles n'ayant pas une culture militaire, contrairement à celles dont les longs services assureraient du sérieux et du dévouement[4221].

2) La réforme de 1781 et son application

La mesure tant attendue par nombre de nobles arriva avec le règlement du marquis de Ségur du 22 mai 1781, qui prévoyait que « tous les sujets qui seroient proposés pour être nommés à des sous-lieutenances, dans ses régiments d'infanterie française, de cavalerie, de chevau-légers, de dragons et de chasseurs à cheval, seroient tenus de faire les même preuves que ceux qui lui sont présentés pour être admis et élevés à son Ecole royale militaire, et que Sa Majesté ne les agréeroit que sur le certificat du sieur Chérin, généalogiste », *id est* « qu'il n'ait fait preuve de quatre générations de noblesse de père »[4222]. La preuve devrait être faite devant le généalogiste des ordres du roi avec les titres originaux de la famille[4223]. Le certificat sur la

[4219] Bien, David D., « La réaction aristocratique avant 1789 : l'exemple de l'armée », *op. cit.*, p. 30.
[4220] Les mémoires du comte de Ségur, pour qui il s'agissait de dédouaner son père du règlement de 1781, sont intéressants en ce qui concerne la présentation du contexte dans lequel cette mesure fut élaborée (Ségur, Louis-Philippe comte de, Mémoires ou souvenirs et anecdotes, *op. cit.*, Tome premier, p. 307-314).
[4221] David D. Bien a montré comment la réaction nobiliaire fut aggravée par la réaction « professionnelle » d'une partie du corps des officiers. Cette réaction corporatiste accordait une grande importance à la famille dans la formation du futur officier : « on pensait que les meilleurs officiers venaient des familles où l'on enseignait les vertus spartiates par la parole et par l'exemple ». Seules les familles de militaires pouvaient donc fournir de bons officiers, ce qui conduisit à l'exclusion de toutes les familles d'anoblis par charge civile (Bien, David D., « La réaction aristocratique avant 1789 : l'exemple de l'armée », *op. cit.*, p. 520 et suiv.).
[4222] Isambert, Decrusy et Jourdan, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, p. 29, règlement du 22 mai 1781. Les quatre degrés de noblesse comprenaient le produisant, ce qui faisait remonter la preuve jusqu'au bisaïeul.
[4223] *Ibidem*. Devaient être produits l'extrait baptistaire légalisé, les contrats de mariage et deux autres actes par degrés. Il fallait remonter soit à l'année 1560, soit à un jugement de maintenue, soit à un titre d'anoblissement. Dans les pays de taille personnelle devaient être produits des extraits des rôles des tailles des trente dernières années établissant que la famille était exemptée comme noble (Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 141).

noblesse requise délivré par Chérin devait être fourni au maître de camp du régiment dans lequel les parents du candidat souhaitaient qu'il fût nommé[4224].

On doit apporter un bémol en rappelant un point parfois occulté : le règlement prévoyait aussi que les fils de chevalier de Saint-Louis seraient reçus sous-lieutenants. Or l'Ordre de Saint-Louis n'était nullement réservé à la noblesse *de jure*, donc il y avait une ouverture potentielle à des roturiers. *De facto*, les chevaliers de Saint-Louis étaient principalement des nobles. Cette disposition pouvait tout d'abord bénéficier à des anoblis qui n'avaient pas quatre degrés de noblesse. Par ailleurs, Louis Tuetey estime que le règlement du 22 mai favorisait « particulièrement toute une catégorie de modestes serviteurs de l'État, celle des officiers de fortune »[4225]. Ces officiers étaient des soldats du rang parvenus au grade de lieutenant ou même de capitaine en fin de carrière. A la veille de la Révolution, les officiers de fortune représenteraient 12 % du corps des officiers[4226]. Les ordonnances de 1788 les entravèrent, en ne leur permettant plus d'atteindre le grade de capitaine titulaire, sauf à la nomination du roi pour des actions particulièrement méritantes[4227]. Or ces mêmes ordonnances limitèrent l'exemption de preuve aux fils d'officiers chevaliers de Saint-Louis qui auraient au moins été capitaines titulaires, aux fils des capitaines titulaires qui auraient été tués à la guerre, et aux fils, petits-fils et arrière-petits-fils d'officiers généraux, ce afin d'empêcher la nomination de « gens » d'un état « inférieur »[4228]. De fait, même avant 1788, la majorité de ceux qui recoururent à cette dérogation étaient nobles, mais n'ayant pas les quatre degrés requis, si l'on en croit l'exemple de l'artillerie[4229]. Autre exception, elle aussi de portée limitée à cause de leurs effectifs réduits, les hussards ne furent pas soumis à cette preuve de noblesse, ni dans l'ordre du roi de 1781, ni dans les ordonnances sur la cavalerie de l'été 1784[4230]. Enfin, même si, on l'a vu, il y eut un mouvement de fermeture, certains offices des corps de la Maison du roi

[4224] Le roi et le colonel du régiment nommaient alternativement aux sous-lieutenances (Fonds Lamothe, lettre de monsieur Virvent-Rouaix, capitaine commandant le second bataillon de Guyenne, à monsieur de Gensac, Monaco, 19 septembre 1782 : « Messieurs les colonels n'ont que trois mois à pouvoir nommer qui sont mai juin et juillet, le Roi se réserve les neuf autres mois pour les élèves de l'Ecole militaire et pages »).
[4225] Tuetey, Louis, Les officiers sous l'Ancien Régime. Nobles et roturiers, *op. cit.*, p. 192.
[4226] Chagniot, Jean, « Les rapports entre l'armée et la société à la fin de l'Ancien Régime », in André Corvisier (dir.) Histoire militaire de la France, *op. cit.*, « la revendication du mérite ». Ils étaient plus nombreux dans l'artillerie et la cavalerie que dans l'infanterie.
[4227] Roussel, M. de, *Etat militaire de France pour l'année 1788*, Onfroy libraire, Paris, 1788, p. 439, « ordonnance portant règlement sur la hiérarchie de tous les emplois militaires, ainsi que sur les promotions et nominations aux dits emplois », 17 mars 1788.
[4228] Rapport du comte de Guibert au conseil de la guerre du 28 octobre 1787 (transcrit dans Latreille, Albert, *L'armée et la nation à la fin de l'Ancien Régime*, Chapelot éditeur, Paris, 1914, p. 450).
[4229] Voir David D. Bien, sur l'exemple de l'artillerie (« La réaction aristocratique avant 1789 : l'exemple de l'armée », *op. cit.*, p. 517).
[4230] Six, Georges, « Fallait-il quatre quartiers de noblesse pour être officier à la fin de l'Ancien Régime ? », dans *Revue d'histoire moderne*, tome 4, 1929, p. 50.

ou privilégiés restèrent ouverts aux non nobles, et dans la gendarmerie, composée majoritairement de bourgeois aisés, le service donnait rang d'officier dans les troupes ordinaires[4231]. La gendarmerie fut supprimée en avril 1788 pour faire des économies.

Nonobstant ces nuances, encore réduites en 1788, il s'agissait de plus qu'un tour de vis, tant par le caractère littéral de la preuve, que par les quatre degrés exigés. Ce dernier point en particulier était nouveau : il revenait à exclure tous les anoblis depuis le début du siècle. Or justement, ces anoblis tendaient à devenir pléthore, l'anoblissement par charge s'étant considérablement étendu au XVIIIe siècle. L'ancienne noblesse d'épée était la grande bénéficiaire. La décision frappait à la fois socialement par l'exclusion des bourgeois et de tous les anoblis n'ayant pas les quatre degrés requis, qui depuis plusieurs siècles avaient eu accès peu ou prou au corps des officiers et en avaient même constitué une part non négligeable, et qui ne purent que nourrir un fort ressentiment contre cette mesure jugée paradoxalement rétrograde, mais plus encore symboliquement, car elle allait à contre-courant de l'antique tradition qui voulait que le service du roi aux armées soit la voie principale de l'anoblissement, et l'on fut « frappé de l'absurdité d'exiger d'avance la noblesse pour recruter un état qui, en tous temps, avait servi lui-même à recruter la noblesse réputée la plus honorable »[4232]. A rebours des évolutions sociétales, et à la veille de la Révolution, elle peut paraître totalement anachronique et sortie de nulle part, mais comme nous l'avons vu, elle s'inscrivait dans une réaction militaire et nobiliaire qui s'était exprimée et développée dès la Régence. Les nobles d'épée pensaient rétablir ce qu'avait été et devrait être l'ordre social dans la monarchie française. En ce sens, la plupart devaient se retrouver dans la formulation de Chérin, qui jugeait que quoiqu' « humiliante » pour le tiers-état, la nouvelle règlementation serait « conforme à l'esprit de notre constitution » et aurait « rendu à la noblesse ses anciens droits »[4233]. Jean-Phinée de Luppé-Taybosc, député de la sénéchaussée d'Auch en 1789, était un partisan de la réservation des charges d'officiers aux nobles afin, militairement, qu'elle continue à fortifier l'armée par sa quête de la gloire, et politiquement d'en faire un corps intermédiaire garantissant un équilibre entre le monarque et le peuple[4234].

[4231] D'après Jean-Claude Devos, ce rang était aléatoire, et la suppression de la gendarmerie serait aussi une manifestation de la réaction nobiliaire. Quant aux officiers de la gendarmerie, ils étaient tirés de la haute noblesse (Devos, Jean-Claude, Waksman, Pierre, « Les compagnies d'ordonnance, de la guerre de Sept-Ans à leur dissolution (1788) » dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, tome XX, 1973, p. 37 et suiv.).

[4232] Carrion-Nisas, *Étude sur l'art militaire*, cité par Tuetey, Louis, Les officiers sous l'Ancien Régime. Nobles et roturiers, *op. cit.*, p. 193.

[4233] Chérin, L.-N.-Y., La noblesse considérée sous ses divers rapports dans les assemblées générales et particulières de la nation, *op. cit.*, p. 61.

[4234] *ADG*, B 496, Luppé-Taybosc, Jean-Phinée-Suzanne de, Réflexions d'un citoyen sur l'assemblée prochaine des Etats généraux, *op. cit.*, p. 11.

Cette mesure, sauf une poignée d'exceptions, fut d'ailleurs appliquée sévèrement. L'abbé Vergès écrivit au comte d'Angos que personne n'était dispensé de faire ses preuves en forme : sans cela « votre fils ne pourroit point être reçu »[4235]. La recommandation en la matière n'y pouvait rien, pas même celle de l'évêque de Tarbes : « il n'y a pas d'exemple qu'on aye fait grâce sur cella, sous quel prétexte que ce puisse être »[4236]. D'après l'abbé, sur cent cinquante jeunes nommés, seuls une quinzaine eurent leurs preuves en forme.

Quoique ce ne fut pas l'intention du législateur, le règlement de Ségur compliqua aussi l'intégration de l'armée pour des nobles de race qui n'avaient pas leurs titres en état. Tel ce monsieur de Jaulin qui implorait le secours de l'abbé Vergès. Militaire dans le régiment de Vivarais, il devait, selon le rang, être nommé lieutenant, mais monsieur de Saint-Paul refusa de le faire tant qu'il n'aurait pas produit son certificat. Il écrivit donc en 1788 à l'abbé pour qu'il dise à Chérin que, sans ce certificat, il mettrait « le comble à (son) infortune, et que (il) perds (son) état », alors qu'il n'y avait « pas de doute sur l'origine bien reconnue noble de (sa) famille ». Il ne pouvait faire des recherches des titres de famille à cause de « la pauvreté où nous sommes réduits »[4237]. L'abbé Vergès ne le laissa pas à son triste sort, puisqu'il écrivit à Chérin, lui disant que la maison de Jaulin avait été une « des plus distinguées et des plus considérables de l'Armagnac tant par ses possessions que par ses services et par ses alliances », comme on pouvait le vérifier à la Bibliothèque du roi, mais qu'elle avait été « vivement touchée des malheurs et de l'infortune dans lesquels est tombée cette famille, par le seul effet de la révolution des temps et de l'instabilité des choses humaines »[4238]. Il en appela donc à « (ses) vertus, (sa) bienfaisance et (sa) justice ». Mais la présentation des titres restait indispensable, pour l'obtention du certificat[4239]. L'abbé l'assista pour faire sa preuve, lui adressant une note des pièces qu'il devrait rassembler, et Jaulin écrivit en Gascogne pour que sa famille les lui envoie[4240].

Il y avait dans les troupes réglées en 1789, sans compter les corps spécialisés (artillerie et génie), mille cent cinquante officiers généraux et brigadiers, cinq mille cinq cent cinquante officiers d'infanterie, deux mille officiers de cavalerie, huit cents officiers dans les places fortes, soit neuf mille cinq cents officiers, chiffre en nette diminution par rapport à 1760, au cours de

[4235] *ADHP*, 65 J 38, lettre de l'abbé Vergès, Paris, 15 janvier 1787.
[4236] *Ibidem*, lettre de l'abbé Vergès, Paris, 10 février 1787.
[4237] *ADHP*, 65 J 176, lettre de monsieur de Jaulin à l'abbé Vergès, Paris, 1788.
[4238] *Ibidem*, brouillon de lettre de l'abbé Vergès.
[4239] *Ibidem*, autre lettre de monsieur de Jaulin à l'abbé Vergès, Paris, 1788.
[4240] Il mit en branle toute sa famille, ses frères, un prêtre et un séminariste, fit lancer des recherches chez les notaires… (*ibidem*, autre lettre de monsieur de Jaulin à l'abbé Vergès, Paris, 14 juin 1788).

la guerre de Sept ans (on en comptait alors treize mil sept cent cinquante)[4241]. Cela faisait quand même un nombre très important de charges à peu près réservées aux nobles. Des hobereaux désargentés qui n'avaient que peu de chances de l'emporter contre des bourgeois ou anoblis ayant fortune et relations, pouvaient désormais envisager de servir à l'armée. Tel le sieur Lagardère d'Espujos, qui écrivit à l'abbé Vergès qu'il était d'un âge fort avancé pour entrer au service, mais que la situation de ses « affaires » et sa « fortunne médiocre » le forçaient d'accepter un emploi dans le régiment d'un de ses parents, et lui demanda en conséquence s'il pourrait lui adresser ses titres pour, « s'ils sont sufisants pour (ses) pruves », les présenter au généalogiste des ordres du roi[4242]. Cette forte réaction nobiliaire à l'armée fut accompagnée d'un mouvement similaire dans certains établissements d'éducation.

III) Les places réservées dans l'éducation

La problématique de l'éducation nobiliaire s'est posée avec acuité aux moments où la noblesse est apparue en crise et s'est sentie menacée : au temps des guerres civiles, puis après son effacement au XVIIe siècle, avec prégnance au XVIIIe siècle. A ces deux périodes, des institutions furent pensées et créées spécifiquement pour la noblesse. Au XVIe siècle ce furent les « académies d'équitation », établissements qui devaient contribuer à former militairement la noblesse, mais pas seulement, la connaissance des lettres commençant à devenir une préoccupation nobiliaire afin d'exercer des responsabilités ou d'intégrer la cour[4243]. Si ces académies, qui prirent un grand essor au XVIIe siècle, étaient expressément destinées aux nobles, ni dans la pensée (La Noue, Pluvinel), ni dans les faits, il ne fut prévu de preuves de

[4241] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 141.
[4242] *ADG*, I 3550, lettre de monsieur de Lagardère d'Espujos à l'abbé Vergès, à Eauze, le 29 avril 1788.
[4243] Sur cette question, voir D'Argaignon, Paul, « Une formation militaire pour la noblesse ? Une idée révélatrice des enjeux sociaux affectant le second ordre à l'époque moderne (XVIe-XVIIIe siècle) », dans *Enseigner la guerre ? Écrire la paix ? Hier et aujourd'hui, ici et ailleurs*, sous la direction de Christine Mengès Le Pape, Presses de l'Université Toulouse Capitole, 2016, p. 137.

noblesse[4244]. Le coût de la participation pour l'élève explique une ouverture plutôt à des nobles agrégés qu'à des non nobles. Malgré leur succès, ce fut surtout le collège qui s'imposa au XVIIe siècle comme lieu de formation des élites tant nobiliaires que roturières.

A partir de la fin du XVIIe siècle, le déclassement d'une partie de la noblesse fit revenir sur le devant de la scène la préoccupation de la formation de la noblesse. Au XVIIIe siècle, il était admis que l'éducation était le passage obligé pour l'enfant de celui qui voulait donner à sa progéniture une situation honorable, « ce que leur nessance exigeret »[4245]. Or, une partie de la noblesse était en difficulté financière, ce qui l'empêchait de procurer une bonne éducation à ses enfants. Nombre de places furent donc réservées aux rejetons de la noblesse dans des établissements d'éducation. Elles ne représentaient qu'une petite portion des places dans ces établissements, et étaient décernées principalement à la noblesse pauvre, mais leur existence dans de nombreux collèges, écoles ou établissements pour l'éducation des jeunes filles, est significative. Il ne s'agissait certes pas de réserver l'éducation aux seuls nobles et de maintenir les roturiers dans l'ignorance, mais plutôt de venir en aide aux fils et filles de lignages appauvris, afin de maintenir la hiérarchie sociale. Après avoir dressé un tableau d'ensemble, nous nous intéresserons plus précisément aux établissements militaires.

A) Les places nobles dans des établissements d'éducation

Benoît de Fauconpret a dénombré pas moins de trente-cinq écoles, collèges ou bourses affectés spécialement ou ayant réservé des places aux nobles, et encore ne compte-t-il pas les écoles militaires[4246]. Vingt collèges ou bourses étaient réservés aux fils de la noblesse. Quinze établissements s'attachant à l'éducation des jeunes filles, dans la plupart des cas tenus par des religieuses, avaient une entrée exclusive, ou un nombre de places limité dévolu aux filles

[4244] Concernant l'académie de Toulouse installée en 1618, l'autorisation royale porte bien qu'elle était destinée à instruire « ceux de la noblesse » qui le souhaiteraient (*ADHG*, 1 B 1913, folio 187, permission à Altery Conte, sieur du Jardin, de dresser une académie à Toulouse, Paris, 26 novembre 1618).
[4245] *ADG*, I 3549, lettre du chevalier de Bezolles à l'abbé Vergès, Camarde, 12 avril 1780.
[4246] Fauconpret, Benoit de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 152.

nobles. En dehors de ces places institutionnalisées, une bourse pouvait aussi exceptionnellement être attribuée à un noble par un protecteur[4247].

En ce qui concerne les établissements pour garçons, selon les cas, les jeunes gentilshommes pouvaient être entretenus gratuitement (bourses), ou devaient payer une pension. Ils étaient soit exclusivement réservés aux nobles, soit comportaient des places réservées à des fils de nobles, places qui étaient dans la plupart des cas agrémentées d'une bourse. Les gentilshommes gascons avaient accès à peu de ces institutions à cause de leur éloignement géographique, d'autant que certaines étaient réservées aux seuls habitants de la province où ils se situaient, comme l'Hôtel des gentilshommes de Rennes. Il faut ajouter que les places ou bourses réservées à la noblesse étaient parfois très peu nombreuses[4248].

Concernant les filles, deux établissements étaient très proches de la Gascogne orientale et susceptibles d'attirer des jeunes filles de la noblesse. A Toulouse, des religieuses de l'Ordre de Malte établirent une pension pour les jeunes filles parentes de chevaliers de Malte. Elles devaient être nobles. On en comptait vingt en 1780[4249]. Plus proche encore, un pensionnat fut établi en 1776 à Lévignac, près de L'Isle-Jourdain, par l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne. En quelques années, il acquit une « grande célébrité »[4250]. Il était tenu par les religieuses de l'Institut des écoles charitables du Saint-Enfant-Jésus, dites « dames de Saint-Maur » ou « dames noires »[4251]. S'adressant uniquement à des demoiselles nobles, on le surnomma le « Petit Saint-Cyr ». Une centaine de filles nobles y étaient éduquées en 1780. Elles devaient payer une pension, sauf pour trois d'entre elles ou plus, suivant les possibilités financières, nommées par l'archevêque de Toulouse[4252]. Il est vraisemblable que des preuves de noblesse étaient requises, mais les archives font défaut pour s'en assurer. Les nobles des

[4247] Le duc d'Orléans, à qui l'on avait fait état de « l'ancienneté » de la maison de Narbonne et de « l'embarras » où elle se trouvait pour l'éducation de ses fils, accepta qu'on lui envoie le fils aîné, destiné par ses parents à l'état ecclésiastique, afin qu'on le place dans un collège, dont il se chargerait de payer la pension jusqu'à ce qu'il fût en âge d'obtenir un bénéfice (*ADA*, 10 J 29, lettre du duc de Noailles à monsieur de Narbonne, Versailles, 20 août 1731). Ce type de protection est semble-t-il resté très rare.

[4248] Deux institutions sont à signaler par leur proximité géographique. Par des lettres patentes du 16 septembre 1777, neuf bourses furent créées au collège Saint-Louis de Pau, dont trois réservées à des nobles. Dans le collège de Sorèze créé en 1682, des bourses, en nombre indéterminé, furent réservées à des nobles pauvres, qui perdurèrent jusqu'à l'interruption de l'enseignement en 1721 (Fauconpret, Benoit de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 161).

[4249] *Ibidem*, p. 171.

[4250] Boudon de Saint-Amans, Jean Florimond, *Fragmens d'un voyage sentimental et pittoresque dans les Pyrénées*, Metz, 1789, p. 2.

[4251] Cette congrégation fondée dans la seconde moitié du XVIIe siècle s'occupait d'ordinaire de l'instruction chrétienne gratuite des enfants et du service des pauvres.

[4252] Adher, J., « Le petit Saint-Cyr. Histoire de la maison d'éducation de Lévignac (1776-1793) », *Revue des Pyrénées*, Toulouse, 1907, p. 6.

alentours qui n'étaient, jusque-là, pas en état de « faire donner une éducation convenable à leur naissance » à leurs filles, furent très intéressés et sollicitèrent leur intégration[4253].

Une mention particulière doit être faite de la Maison royale de Saint-Louis, établie à Saint-Cyr par des lettres patentes de juin 1686, sous l'égide de madame de Maintenon[4254]. Cet établissement devait en effet accueillir des filles de la noblesse pauvre au nombre de deux cent cinquante. Il pouvait donc correspondre aux attentes d'une partie de la noblesse gasconne. Le prestige de la fondation royale dans la noblesse fut effectivement indéniable, malgré les critiques portées contre son enseignement prétendument mondain. Il faut y ajouter l'intérêt non négligeable que constituait l'octroi d'une dot de trois mille livres à la sortie de l'école à vingt ans, ou plus tôt pour cause d'infirmité.

Elle fut pourtant difficile d'accès. D'abord à cause de son succès : les demandes étaient nombreuses. En 1722, le prince de Pons écrivit au sieur de Gensac, qui lui avait demandé de lui procurer deux places à Saint-Cyr pour ses nièces, qu'il ferait les démarches nécessaires, mais qu'il faudrait se contenter d'une place, car « il seroit difficile d'avoir deux places en mesme temps, par le soin avec lequel elles sont recherchées »[4255]. En 1782, le directeur du temporel de la Maison écrivait que « le peu de places qui vacquent annuellement à Saint-Cyr, la multitude des aspirantes à cet établissement, le grand nombre des protégées de la famille royale, et la multiplicité des demandes privilégiées, pour le moment occasionnées par les circonstances actuelles de la guerre, mettent nécessairement des bornes bien étroites à (son) zèle pour le succès de celles que j'aurois le plus à cœur de faire réussir »[4256].

Les conditions d'entrée limitaient également les intégrations : il fallait avoir plus de sept ans accomplis et moins de douze ans accomplis, puis dix ans accomplis par une déclaration du 8 septembre 1781, et ne pas pâtir d'infirmités[4257]. Au placet par lequel la demande était faite, il fallait joindre un certificat de pauvreté de l'évêque diocésain, ou en cas de vacance ou d'absence, du vicaire général. La préférence était accordée aux filles dont le père était mort au

[4253] *ADHG*, 9 J 1, lettre de monsieur de Sudria, habitant de L'Isle-Jourdain, à l'archevêque, S. d.
[4254] Elle était tenue par des religieuses spécialement attachées à l'éducation des « demoiselles ». Sur ces religieuses et l'organisation de la « maison », voir Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome LVII, entrée « Saint-Cyr ». Sur les qualités requises et les formalités à remplir, voir Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 338.
[4255] Fonds Lamothe, lettre de Louis de Lorraine à monsieur de Gensac, Paris, le 11 novembre 1722.
[4256] *ADG*, C 86, lettre de l'intendant des finances d'Ormesson à l'intendant d'Auch, Paris, 13 juillet 1782.
[4257] La seconde fille de monsieur de Bezolles fut refusée à cause de son âge (*ibidem*).

service, ou s'y trouverait encore[4258]. A partir de 1763, il fallait que le père et l'aïeul aient servi dix ans, fussent tués au service, ou retirés à cause de leurs blessures[4259].

Le roi se réservait la nomination des jeunes filles qui remplissaient toutes ces conditions. Là se dressait l'ultime obstacle : des preuves littérales de noblesse devaient être produites dans les trois mois[4260]. La preuve devait être de cinq degrés selon l'édit de création, mais compris la postulante, donc remonter au trisaïeul. L'exigence fut portée à 140 ans de noblesse par des lettres patentes de 1694, sans anoblissement ou relief de dérogeance[4261]. Trois actes étaient exigés par degrés, dont le contrat de mariage de l'ascendant, ainsi qu'un jugement de maintenue de noblesse de l'époque des recherches des usurpateurs[4262], et l'extrait baptistaire de l'impétrante[4263]. L'examen de cette preuve fut confié par les religieuses qui tenaient l'établissement au juge d'armes de France. Une fois ces preuves faites, la demoiselle pouvait

[4258] A défaut on pouvait toujours faire valoir les services d'autres membres de la famille : « Je ferai valoir les services de messieurs vos frères et de ceux de vos ancêtres dans le mémoire pour St-Cyr » (Fonds Lelin-Lapujolle, lettre du chevalier Blondau de Charnage à monsieur de Lau Le Lin de Marsan, 12 novembre 1757).

[4259] Du Roure de Paulin, Le juge d'armes de France et les généalogistes des ordres du roi, *op. cit.*, p. 75. Ces services devaient être exposés dans le placet remis au roi lorsque l'on demandait une place. Pour la noblesse provinciale, il était plus simple de remettre ce placet à l'intendant que d'aller à la cour, il l'envoyait au directeur du temporel de la Maison de St-Louis (souvent de la famille d'Ormesson), qui faisait son rapport au roi.

[4260] Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome LVII, entrée « Saint-Cyr ». Une demoiselle pouvait cependant intégrer les demoiselles de Saint-Cyr sans avoir rapporté la preuve de noblesse, si le juge d'armes de France délivrait un certificat que la demoiselle aurait la noblesse requise. Ce dernier se permettait d'accorder un tel certificat gracieusement quand il était sûr de la noblesse de la famille, et ce n'était qu'à condition de rapporter les preuves dans les plus brefs délais. Antoine-Marie d'Hozier de Sérigny écrivit à monsieur de Luppé de Besmeaux qu'il y avait « plus d'un an que mademoiselle votre fille est entrée à St-Cyr, et vous ne m'avés pas encore fait remettre les titres que monsieur votre neveu me redemanda deux jours, il y a un an au mois d'avril. […] Voilà le temps de faire remettre dans les archives de St-Cyr les preuves de la noblesse de mademoiselle votre fille, comment voulés vous que je les fasse faire sans titres. Si vous ne me les faites pas parvenir au plutôt, il faudra donc que je prie monsieur d'Ormesson d'avoir un ordre du Roy pour qu'on me les remette. Donnés vous je vous prie des mouvemens pour qu'ils me reviennent sans cela, […]. Je vous ai donné certificat comme mademoiselle votre fille avoit ces 140 ans, mais actuellement il faut que j'en donne la preuve » (*ADLG*, 25 J A5-12, lettre envoyée de Paris, le 17 juin 1769).

[4261] Dans un « Mémoire pour servir aux personnes qui désireront obtenir des places pour des demoiselles dans la royale maison de St-Louis, à St-Cyr-lez Versailles », il était mis en garde les familles voulant faire postuler une de leur fille : « L'on avertit aussy ceux qui ne seroient pas en état de prouver la pocession de 140 années consécutives de noblesse de la manière et par les pièces cy-dessus énoncées, qu'ils ne se donnent pas la peine de présenter des pièces pour être admis aux preuves, parce que cela ne leur serviroint de rien » (transcrit par Jean-Baptiste Larcher, Histoire généalogique de la maison du Lin, *op. cit.*, p. 209, Fonds Lelin-Lapujolle).

[4262] Le sieur de Lamezan, pour les preuves de sa fille, produisit la relaxe de Pierre-Jean de Lamezan par Dumas, subdélégué de l'intendant, du 24 décembre 1666 (Fonds Beaulieu, inventaire d'actes fait au château de Juncet le 12 février 1730). Il n'est pas sûr que cet acte fût reçu, puisqu'il ne s'agissait pas d'une maintenue de l'intendant.

[4263] Pour les personnes résidant en pays de taille personnelle, il fallait joindre un extrait des rôles des tailles des trente années précédentes justifiant qu'ils étaient au chapitre des exempts comme nobles (Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, *op. cit.*, tome LVII, entrée « Saint-Cyr »). La Gascogne orientale n'était pas concernée. La postulante dont une parente avait déjà fait ses preuves de noblesse pour entrer à Saint-Cyr pouvait en bénéficier, en se rattachant à cette preuve.

se faire délivrer un brevet du roi attestant qu'elle avait obtenu « une des deux cent cinquante places de la maison »[4264].

Au-delà des conditions fixées par le droit, le nombre de demandes recevables étant plus grand que celui des places, un tri pouvait être fait entre les familles, dans lequel il est difficile d'apprécier la part respective du roi et du directeur du temporel, rapporteur de la preuve. Relations et recommandations étaient sans doute décisives[4265]. Quoiqu'étant restée à un niveau assez faible, l'accession de méridionales à la Maison de Saint-Louis augmenta beaucoup à partir des années 1720[4266].

L'intendant d'Ormesson, directeur du temporel de la Maison, écrivit en 1782 au sujet de la famille de Bezolles que sa demande était favorablement accueillie, car c'était une famille « aussi intéressante par sa situation et le grand nombre d'enfants dont elle est composée, que considérable par l'ancienneté de sa noblesse et de ses services militaires »[4267]. Tel était le profil type que la famille devait avoir pour intégrer Saint-Cyr à la veille de la Révolution. Le chevalier de Bezolles, dépourvu de fortune et chargé de neuf enfants, en avait bien conscience, et n'espérait pas d'autre planche de salut que des « places destinées à la jeune noblesse pour leur éducation », que sa noblesse et les services de sa famille paraissaient lui garantir : « mes services, ceus de mes ancêtres, semblent me promestre que je serais dans le cas, s'ils éstaint apuyés, d'espérer d'obtenir des places à Saint-Cyr pour les demoiselles et aus écolles militaires pour les messieurs »[4268]. Les écoles militaires pour placer leurs enfants, en effet, plus que les autres établissements, furent l'objet du désir des nobles gascons.

[4264] Fonds Cahuzac-sur-Adour, « brevet de place à St-Cyr en faveur de la demoiselle de Luchet » (Judith Eléonore de Bernard de Luchet), Versailles, 18 avril 1773. Ce brevet était conservé dans la famille, car il attestait que la demoiselle avait la naissance requise, et pourrait servir à une parente voulant intégrer la Maison de St-Cyr.
[4265] La demande de monsieur de Bezolles était appuyée par madame de Montoison, de même que par l'intendant d'Auch : « le suffrage dont vous appuyez cette demande ne peut certainement que me confirmer de plus en plus dans l'opinion avantageuse que j'en avais et ajouter à mon désir de pouvoir faire participer bientôt au bienfait de cet établissement » (*ADG*, C 86, lettre de d'Ormesson à monseigneur de La Boullaye, Paris, 13 juillet 1782).
[4266] Picco, Dominique, « Des Méridionales à la cour : l'exemple des demoiselles de Saint-Cyr (1686-1793) », dans *Bulletin du Centre de recherche du château de Versailles* [En ligne], 2008, paragraphe 10. De 1686 à 1793, les méridionales (de la Guyenne à la Provence) ne représentèrent que 13% des demoiselles.
[4267] *ADG*, C 86, lettre de d'Ormesson à monseigneur de La Boullaye, intendant d'Auch, Paris, 13 juillet 1782.
[4268] *ADG*, I 3549, lettre du chevalier de Bezolles à l'abbé Vergès, Camarde, 12 avril 1780.

B) Les établissements d'éducation militaire

Durant le règne de Louis XIV, les nobles de cour faisaient leur apprentissage des armes à la Maison du roi, dans la gendarmerie puis chez les mousquetaires. Mais cette formation était réservée à une minorité. Une bonne partie de la noblesse provinciale se sentit cruellement oubliée. La noblesse pauvre, poncif depuis la seconde moitié du XVIe siècle, était devenue une véritable question sociale. Cette question ainsi que celle de sa formation militaire étaient d'ailleurs aussi portées depuis la fin du XVIIe siècle par les auteurs qui s'inscrivaient contre l'absolutisme et formaient une sorte de réaction nobiliaire, tels Boulainvilliers et Fénelon[4269]. Elles se conjuguaient avec l'évolution de l'armée, où l'accès à l'épaulette nécessitait désormais des compétences dont elle pouvait manquer pour avoir le pas sur les roturiers[4270]. L'ensemble de ces facteurs donna lieu à une prise de conscience de sa situation difficile, que l'on retrouve dans la réflexion de Joseph Paris-Duverney, instigateur de l'Ecole militaire, mais qui justifia des réformes avant cette création et par la suite[4271]. Après avoir présenté leur évolution, nous nous arrêterons sur la preuve de noblesse pour l'Ecole militaire.

1) Les écoles militaires et les cadets gentilshommes

En 1682, Louvois avait établi des compagnies de cadets gentilshommes, mais elles furent socialement ouvertes aux non nobles pourvu qu'ils aient de la fortune, et ne lui survécurent pas[4272]. En 1726, furent créées six compagnies de cadets-gentilshommes, pour former les officiers encadrant la milice, dont l'entrée était plus particulièrement réservée aux

[4269] D'Argaignon, Paul, « Une formation militaire pour la noblesse ? », *op. cit.*, p. 145.
[4270] La noblesse provinciale aisée pouvait se former par des moyens divers dans des villes de province, mais ils n'étaient pas gratuits pour les pauvres (Roux, Pascal, « Education et formation des officiers militaires à Toulouse dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle », dans *Histoire, économie et société*, n° 3, 2001, p. 371).
[4271] D'Argaignon, Paul, « Une formation militaire pour la noblesse ? », *op. cit.*, p. 147.
[4272] Montzey, C. de, Institutions d'éducation militaire jusqu'en 1789, *op. cit.*, p. 92. L'intendant de Montauban envoya cent-soixante jeunes gentilshommes à Tournai en 1682, dont cent « d'ancienne noblesse », les autres étant « issus de parens vivant noblement » (Foucault, Nicolas-Joseph, Mémoires, *op. cit.*, p. 85). Ce dernier critère pouvait être très diversement interprété.

nobles[4273]. Il fallait un certificat de noblesse signé par quatre gentilshommes de l'élection du domicile et visé par l'intendant de la province pour y entrer, mais les fils des officiers en service ou mort au service ayant au moins le grade de capitaine pouvaient aussi les intégrer[4274]. Ces compagnies furent progressivement regroupées avant de disparaître en 1733, alors qu'une grande partie de ces cadets avaient intégré l'armée régulière[4275].

Les aspirations de la noblesse provinciale durent attendre, pour être vraiment prises en compte, la création de l'École royale militaire en 1751, parrainée par Madame de Pompadour et le financier Pâris-Duverney, avec l'appui du comte d'Argenson, secrétaire d'Etat à la guerre. Devant regrouper cinq cents fils de nobles désargentés, elle répondit tant à la volonté de privilégier les nobles dans l'accès aux charges d'officiers, qu'à celui philanthropique de former la noblesse pauvre[4276]. Elle devait, d'après le gouverneur de l'Ecole, « passer à la postérité la plus reculée par les secours dont elle étoit à la noblesse et aux troupes du Roy »[4277].

Les postulants à l'entrée étaient répartis en huit classes établies par ordre de préférence pour la nomination, la huitième étant la moins favorisée[4278]. Les sacrifices et le temps de service à l'armée déterminaient la hiérarchie[4279]. Les différentes classes ne furent ouvertes que

[4273] *Ordonnance du Roy, pour l'establissement de six compagnies de cadets de cent gentilshommes chacune,* Versailles, 16 décembre 1726, Imprimerie royale, Paris, 1726. Ils devaient être nommés par le roi, et intégraient alors la compagnie la plus proche de leur domicile (Bayonne pour les gascons).
[4274] *Ibidem*, p. 3.
[4275] La compagnie comprenait six-cents cadets en 1732 (Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 133).
[4276] Le préambule de l'édit montre clairement l'intention du roi de venir en aide à cette frange de la noblesse, la création devant ouvrir ses portes à des « jeunes gentilshommes nés sans biens », le roi évoquant l' « attendrissement » qu'il aurait eu en voyant « que plusieurs d'entre eux, après avoir consommé leurs biens à la défense de l'État, se trouvassent réduits à laisser sans éducation des enfants qui auroient pu servir un jour d'appui à leur famille, et qu'ils éprouvassent le sort de périr ou de vieillir dans nos armées, avec la douleur de prévoir l'avilissement de leur nom dans une postérité hors d'état d'en soutenir le lustre » (Isambert, Decrusy, Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XXII, « édit portant création d'une école royale militaire », Versailles, janvier 1751, p. 242).
[4277] Fonds Bellegarde, lettre de monsieur de Timbrune à madame de Laforgue, Paris, 15 février 1776.
[4278] Isambert, Decrusy, Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XXII, « édit portant création d'une école royale militaire », Versailles, janvier 1751, art. 13.
[4279] La première classe comprenait les orphelins dont le père était mort aux armées ou des suites des blessures qu'il y avait reçu, la deuxième les orphelins dont le père était décédé d'une mort naturelle aux armées ou avait servi trente ans, la troisième les enfants à la charge de leur mère dont le père avait été tué ou mortellement blessé aux armées, la quatrième l'enfant à la charge de sa mère dont le père était mort naturellement au service ou avait servi trente ans aux armées, la cinquième les enfants dont le père était au service, la sixième les enfants dont le père l'avait quitté en raison de son âge ou pour une autre « cause légitime », la septième les enfants dont les ancêtres avaient servi le roi, la huitième tous les autres enfants de la noblesse indigente (*ibidem*, art. 14).

progressivement au fil des ans, les premières ne permettant pas de remplir l'effectif prévu[4280]. La faveur ne permit pas de s'affranchir de ce système[4281].

Diverses conditions étaient en outre requises[4282]. En matière d'âge, il fallait avoir entre huit et onze ans, sauf pour les orphelins qui pouvaient entrer jusqu'à treize ans : de nombreuses demandes furent rejetées pour cette raison, aucun accommodement n'étant supporté[4283]. Il fallait également savoir lire et écrire[4284]. Ne furent pas acceptés les enfants « contrefaits » ou « estropiés »[4285]. Des conditions de fortune avaient aussi été posées afin que la volonté royale ne reste pas un vœu pieux, et de faire en sorte que l'Ecole recrutât effectivement des nobles désargentés[4286]. Il faut croire que le contingent d'élèves gascons fut très important, puisque le maréchal de Belle-Isle se plaignit de ce que les subdélégués de l'intendant d'Auch délivrassent des certificats d'indigence des parents trop facilement[4287]. La crainte des abus possibles fit préciser ces conditions par une déclaration d'août 1760 qui souligna que l'intention du roi était « qu'il ne soit reçu dans notre école militaire aucun enfant dont les parents pourroient se passer de ce secours pour l'éducation de leur famille », et ordonna que « le bien des pères et mères desdits enfants, et celui des enfants eux-mêmes, dans le cas où ils auroient perdu leurs pères et

[4280] Lors de la création on pensait que les premières classes seules auraient suffit à remplir l'effectif (*ADHG*, 9 J 2, lettre de monsieur Dalupe à monsieur de St-Sever, subdélégué, Pau, 26 février 1751 : « Vous aures soin d'avertir qu'on se presenteroit inutilement si l'on étoit pas dans le cas de cette première classe, l'intention de Sa Majesté étant quand à présent d'être informé seulement des orphelins qui existent, et se réservant de se pourvoir par la suitte aux recherches nécessaires de la connoissance des autres »). En novembre 1754, l'intendant d'Etigny écrivit au comte d'Argenson qu'il avait donné l'ordre à ses subdélégués « d'instruire toute la noblesse domicilière dans leur département de l'ouverture de la sixième classe » (*ADG*, C 5).

[4281] Fonds Lelin-Lapujole, lettre du chevalier Blondau de Charnage à monsieur de Lau Le Lin de Marsan, 12 novembre 1757 : « Quant à l'école militaire, il seroit inutile d'y demander une place par la raison, monsieur, que vous n'avés pas servi : je connois de la haute noblesse protégée par tout ce qu'il y a de mieux qui n'a pas réussi parce qu'elle est dans le cas où vous êtes ».

[4282] Sur ces conditions, on peut se reporter à l'article synthétique de Laulan, Robert, « Pourquoi et comment on entrait à l'Ecole royale militaire », dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, tome IV, PUF, Paris, 1957.

[4283] *ADG*, C 5, lettre de l'intendant d'Etigny écrite au comte d'Argenson le 30 novembre 1754. Le marquis de Timbrune écrivit le 18 juillet 1779 à monsieur de Colomès-Monbrun que son fils né le 19 juin 1768, ayant eu onze ans le 19 juin dernier, était « exclu sans retour de la grâce que vous demandés pour lui » (Fonds Lamothe). Son autre fils n'ayant pas été compris dans la nomination de 1780, le gouverneur le regretta « parce qu'il doit avoir 11 ans révolus au mois d'octobre prochain, et que cet âge l'exclut sans retour de la nomination qui doit avoir lieu au mois de décembre suivant » (Fonds Lamothe, lettre de monsieur de Timbrune à monsieur le marquis de Talaru, à l'Ecole royale militaire, le 29 janvier 1780). En 1783, l'âge fut modifié, passant de 7 à 10 ans, et réduit à 12 ans pour les orphelins.

[4284] Isambert, Decrusy, Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XXII, « édit portant création d'une école royale militaire », Versailles, janvier 1751, art. 15.

[4285] *Ibidem*, art. 17.

[4286] Il fut demandé aux subdélégués de s'en informer « avec la plus scrupuleuse exactitude » (*ADHG*, 9 J 2, lettre de monsieur Dalupe à monsieur de St-Sever, subdélégué, à Pau, le 26 février 1751).

[4287] *ADG*, C 13, lettre de l'intendant d'Etigny à monsieur de Crémille, le 16 février 1760. L'intendant d'Auch protesta vivement, en soutenant qu'il connaissait par lui même la fortune de ces familles et qu'il accordait toute son attention à cette question, bien qu'il concéda qu'il pourrait être plus rigoureux : « pour éviter encore plus des surprises, je prendrai des mesures certaines pour être assuré de la réalité des faits, […] de manière à pouvoir être assuré que je ne donnerai rien au hasard, sur ce qui regardera la fortune de leurs parents ».

mères, sera constaté par lesdits sieurs intendants et commissaires départis, lesquels en délivreront leurs certificats détaillés et vérifiés sur les rôles des impositions », certificats qui devraient en outre être « signés et attestés conformes à la commune renommée par deux des gentilshommes les plus voisins du domicile des parents des enfants proposés »[4288]. La vérification de cette condition put même faire l'objet d'une véritable enquête de l'intendant[4289].

La demande était faite par la famille à l'intendant, qui la transmettait au ministre[4290]. Les gentilshommes gascons trouvèrent un interlocuteur attentif dans la personne de Jean-Baptiste César de Timbrune, Gouverneur de l'hôtel de l'Ecole Royale Militaire et Inspecteur général des Ecoles royales militaires, qui avait des possessions en Agenais, et de nombreuses alliances en Gascogne. Il répondait personnellement aux lettres qu'il recevait, et donnait des encouragements et des conseils aux gentilshommes le sollicitant. Comme beaucoup de places s'obtenaient sous l'Ancien Régime par les recommandations, on lui prêtait plus de pouvoir qu'il n'en avait[4291]. Très sollicité, le marquis se défendit d'avoir un pouvoir décisif[4292].

C'est cet établissement qui suscita un engouement certain chez nombre de gascons. Aucune dépense n'était demandée à l'élève, ce qui se comprend aisément s'agissant d'aider des

[4288] Isambert, Decrusy et Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XXII, p. 303, « déclaration concernant l'École royale militaire », Versailles, 24 août 1760, art. 7 et art. 8. Avant la déclaration d'août 1760, l'intendant pouvait attester de la pauvreté par une simple lettre, et y joindre une attestation fournie par la famille du postulant. D'Etigny recommanda au comte d'Argenson le 30 mars 1753 Alexandre de Carrery, fils de madame de Carrery, dont le mari, lieutenant-colonel au régiment de Vivarais, était mort à la sortie de Prague : « je sçais qu'elle est dans le besoin, c'est un fait connu dans le pais, et qui est attesté par les consuls de l'Isle-Jourdain, où elle demeure, leur certifficat est joint au mémoire avec l'extrait mortuaire de monsieur de Carrery père, et l'extrait baptistaire du fils » (*ADG*, C 4). On devint ensuite très strict sur ces certificats : « pour que je sois en état de faire un rapport exact de sa demande, il est nécessaire que vous m'adressiés de nouveaux certificats de fortune, attendu que ceux que vous avés produits ne contiennent aucun détail sur l'objet du revenu dont vous jouissés : le mémoire ci-joint vous indiquera la forme que doivent avoir ces nouveaux certificats » (Fonds Lamothe, lettre de monsieur de Timbrune à monsieur de Colomès, Ecole militaire, 18 juillet 1779).

[4289] Il dressait alors un procès-verbal de l'interrogatoire du père ou du tuteur de l'enfant. Pour la demande de Cyprien de Bouilh, ancien capitaine d'infanterie, en faveur de son fils, l'intendant d'Etigny envoya un procès-verbal de dix-sept questions qui lui furent posées conformément à « l'instruction insérée dans le recuil d'édits et ordonnances du roy, concernant l'hôtel de l'école royalle militaire », et les certificats relatifs aux réponses (*ADPA*, C 321, lettre de l'intendant d'Auch au duc de Choiseul, Pau, 12 mai 1765). Ces questions concernaient la noblesse, les services, la fortune, la famille, l'état civil, les capacités de l'enfant, etc… (*ibidem*, procès-verbal du 6 mai 1765 ; Gabrielly, vicomte de, La France chevaleresque et chapitrale, *op. cit.*, p. 323).

[4290] Fonds Lamothe, lettre de monsieur de Timbrune à monsieur de Talaru, Ecole militaire, 6 janvier 1779 : « lorsque il se sera mis en règle à ce sujet, et que sa demande m'aura été renvoyée par le ministre à qui elle doit être adressée par l'intendant de la province, je ferai inscrire les fils de monsieur de Monbrun pour concourir à la nomination dont leur âge les rendra susceptibles ».

[4291] Le comte de Montazet écrivit à Fris de Bazignan en 1775, qu'il y avait « une grande quantité de demandes sur cette espèce de grâce », et lui conseilla « d'intéresser dans cette affaire monsieur le marquis de Timbrune, il doit avoir beaucoup d'influence étant gouverneur de l'école militaire. […] Vous êtes à portée mon cher Bazignan de trouver des aboutissans auprès de monsieur de Timbrune, je vous conseille de ne pas négliger ce moyen » (Fonds Bazignan, lettre de monsieur le comte de Montazet à Fris de Bazignan, Paris, 11 avril 1775).

[4292] Il écrivit en 1779 à madame de Colomès qu'il serait « très flatté » de pouvoir vous « être bon à quelque chose » si « la grâce que vous avés en vue pour monsieur vos fils dépendoit de moi ; elle est à la disposition immédiate du Roy et de son ministre, et je n'y ai d'autre influence que celle des bons offices » (Fonds Lamothe, lettre de monsieur de Timbrune à madame de Colomès, à l'Ecole militaire, le 26 janvier 1779).

« pauvres » ou « indigents »[4293]. Les élèves de l'École militaire obtenaient une pension de deux cents livres qui leur était versée même après avoir quitté l'école, jusqu'à ce que leur rémunération atteigne mille deux cents livres. Cependant, la nomination automatique comme officier à la sortie de l'École ne fut jamais établie, l'intégration du corps se faisait par un compromis difficile et jamais assuré entre le ministère et les colonels[4294]. Même avec un brevet de sous-lieutenant, il était difficile d'avoir un emploi, les demandes étant trop nombreuses[4295].

Sur le constat que les gentilshommes entrant à l'Ecole n'avaient pas une instruction suffisante fut créée en 1764 une école préparatoire dans les bâtiments de l'ancien collège jésuite de La Flèche pour deux cent cinquante jeunes nobles. En 1776, sous l'impulsion du ministre Saint-Germain, les élèves de l'Ecole militaire furent dispersés entre onze collèges provinciaux tenus par des congrégations religieuses[4296]. Les élèves étaient affectés à l'école la plus proche de leur domicile : Sorèze, dans le diocèse de Lavaur, pour les gascons[4297]. Chacun comprit une cinquantaine de boursiers, les établissements recevant 700 livres de pension par élève[4298]. La dispersion des élèves dans toute la France décidée en 1776 s'explique, d'après le gouverneur de l'Ecole militaire, par le fait que Louis XVI voulait « étendre ses bienfaits à un plus grand nombre de jeunes gentilshommes » et « une éducation moins dispendieuse »[4299]. Le nombre d'étudiants, qui devait être de cinq-cents selon l'édit de fondation de 1751, mais qui en réalité n'avait jamais atteint la moitié de cet effectif, fut porté à six-cents[4300].

[4293] Fonds Lacoutère, lettre de Paris-Duverney à Pierre de Lartigue d'Arné, Paris, 4 avril 1760 : « l'hôtel se chargeant de l'habiller et de l'équiper à son arrivée, vous n'aurez d'autre dépense à faire pour lui que celle de son voyage. Je vous prie même de faire en sorte qu'il ne lui reste point d'argent lors de son entrée dans l'hôtel ».

[4294] Schalck-Pommellet, Dominique, L'école royale militaire de Paris et la « Révolution » du comte de Saint-Germain, *op. cit.*, p. 270 et suiv.

[4295] Fonds Lamothe, lettre de monsieur Virvent-Rouaix, capitaine commandant le second bataillon de Guyenne, à monsieur de Gensac, Monaco, 19 septembre 1782 : « Dans ce moment il me paroit impossible de pouvoir obtenir de l'emploi au régiment vu que nous avons encore six cadets et trois élèves de l'école militaire avec des lettres de sous-lieutenants, en attendant les premiers emplois vacants ».

[4296] Sur cette réforme : Schalck-Pommellet, Dominique, L'école royale militaire de Paris et la « Révolution » du comte de Saint-Germain, *op. cit*.

[4297] *Recueil des édits, déclarations, ordonnances, arrêts et règlemens, concernant l'école royale militaire*, Tome premier, Imprimerie royale, Paris, 1782, « règlement concernant les nouvelles écoles royales militaires », 28 mars 1776, titre 1er, art. 4. Sur le recrutement de l'école de Sorèze, voir Ferté, Patrick, « Géographie du recrutement du collège de Sorèze (1767-1790) : un rayonnement colonial et international », dans Munier, Marie-Odile (dir. par), *Sorèze, l'intelligence et la mémoire d'un lieu*, Presses de l'Université des Sciences sociales de Toulouse, 2001, p. 123. La moitié des nouveaux soréziens à cette époque était du ressort du parlement de Toulouse. Cette école située en Languedoc a fait l'objet de très nombreuses publications, on trouve beaucoup de références dans cet ouvrage réunissant les contributions au colloque d'octobre 2000.

[4298] Recueil des édits, déclarations, ordonnances, arrêts et règlemens, concernant l'école royale militaire, *op. cit.*, art. 5 et 6.

[4299] Fonds Bellegarde, lettre de monsieur de Timbrune à madame de Laforgue, Ecole militaire, 15 février 1776.

[4300] Recueil des édits, déclarations, ordonnances, arrêts et règlemens, concernant l'école royale militaire, *op. cit.*, Tome premier, « Ordonnance du roi portant création de cadets-gentilshommes », 25 mars 1776, titre 2, art. 1.

Une compagnie de cadets gentilshommes fut installée dans l'hôtel de l'Ecole militaire de Paris. Y furent envoyés les cinquante meilleurs élèves des écoles militaires provinciales[4301]. Aux cinquante « élèves du roi » se joignirent des jeunes nobles issus de familles aisées payant une pension[4302]. Au total, le nombre des cadets dépassa la centaine en 1780[4303]. Ils sortaient de la compagnie au bout de deux ans avec des lettres de sous-lieutenant[4304]. Cette compagnie fut supprimée par mesure d'économie en avril 1788.

L'institution était providentielle pour les maisons nobles que nous étudions ; elle leur permettait de placer leurs enfants à moindre coût, pour celles au moins qui avaient la chance, chance discutable mais chance tout de même en l'occurrence, d'avoir été suffisamment éprouvées pour pouvoir être dans les premières classes de l'édit. Encore fallait-il être d'une famille à la noblesse suffisamment ancienne : les anoblis, nombreux au XVIIIe siècle, étaient écartés par l'exigence de la preuve de noblesse.

L'Ecole militaire garda un effectif assez limité, qui n'épuisait pas la question de la formation des futurs officiers. Le comte de Saint-Germain, par la déclaration royale du premier février 1776, créa mille deux cents places de cadets gentilshommes dans les régiments[4305]. Les postulants étaient proposés par les colonels au roi, qui se réservait la nomination[4306]. Ces places étaient d'abord dévolues aux élèves des écoles militaires, qui étaient nobles. Les autres jeunes nobles devaient produire un certificat de noblesse de quatre gentilshommes, vérifié par le commandement militaire de la province et l'intendant de la généralité[4307]. Cependant, les fils d'officiers ayant un grade de capitaine avec la croix de Saint-Louis, ou un grade supérieur, pouvaient les intégrer. Elles perdurèrent jusqu'en 1781[4308].

En octobre 1787, le comte de Guibert remit au Conseil de la Guerre un rapport dans lequel il proposa de recréer les places de cadets dans l'infanterie[4309]. Des cadets-gentilshommes furent effectivement rétablis par les ordonnances de mars 1788[4310]. Ils devaient passer un

---

[4301] Ils étaient soumis à un examen avant de pouvoir intégrer la compagnie (*ADG*, I 1249, « Mémoire instructif sur les conditions requises pour être admis, moyennant une pension, dans la compagnie des cadets-gentilshommes établis à l'Hôtel de l'Ecole royale militaire, par ordonnance du roi du 18 octobre 1777 », Imprimerie royale, Paris, 1778).
[4302] *Ibidem*, la pension étant relativement élevée : 400 livres pour les droits d'entrée, puis 2000 livres annuelles.
[4303] Fauconpret, Benoît de, Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique, *op. cit.*, p. 138.
[4304] *ADG*, I 1249, « Mémoire instructif sur les conditions requises pour être admis », *op. cit.*
[4305] Recueil des édits, déclarations, ordonnances, arrêts et règlemens, concernant l'école royale militaire, *op. cit.*, Tome premier, ordonnance du roi portant création de cadets-gentilshommes, 25 mars 1776, p. 67.
[4306] *Ibidem*, art. 5.
[4307] *Ibidem*, art. 7.
[4308] *Ibidem,* ordre du roi donné à Versailles, le 22 mai 1781, p. 169.
[4309] Rapport du comte de Guibert au conseil de la guerre du 28 octobre 1787 (transcrit dans Latreille, Albert, L'armée et la nation à la fin de l'Ancien Régime, *op. cit.*, p. 431.
[4310] *Ibidem*, p. 255.

examen avant de devenir sous-lieutenant[4311]. Cette-fois-ci, la preuve de noblesse fut raffermie. Ils durent faire les preuves littérales exigées par le règlement de Ségur, sauf les fils de militaires dans les cas prévus par les ordonnances pour accéder aux charges d'officiers[4312].

2) La preuve de noblesse à l'Ecole militaire

L'article 16 de l'édit de création portait que, pour être admis, les élèves devraient faire preuve de « quatre générations de noblesse de père, au moins ; à l'effet de quoi les parents desdits élèves remettront au secrétaire d'Etat chargé du département de la guerre, un cahier contenant les faits généalogiques de leur naissance, avec les copies collationnées des titres justificatifs d'iceux ; lesquels cahier et titres seront déposés aux archives de ladite école, après avoir été examinés et reconnus pour véritables par le généalogiste qui sera par nous choisi »[4313]. On doit comprendre par-là trois degrés d'ascendants nobles, c'est à dire jusqu'au bisaïeul, comme le précisa la déclaration d'août 1760 : il fallait « quatre degrés de noblesse de père au moins, y compris le produisant »[4314]. L'exigence de quatre degrés de noblesse n'avait rien d'extraordinaire dans un siècle où de nombreuses institutions n'étaient ouvertes qu'à la noblesse, parfois avec des exigences plus élevées encore ès preuve. Mais l'Ecole se distingua par sa fermeture complète, car contrairement aux autres écoles militaires, les fils d'officiers supérieurs ou de chevaliers de Saint-Louis étaient aussi exclus.

Les exigences furent renforcées sur la forme par la déclaration de 1760, les preuves devant désormais être faites sur « titres originaux, et non par simples copies collationnées »[4315]. Qu'on ne croie pas que ces exigences soient restées lettres mortes, ou pour le moins aient connu de nombreux accommodements et passe-droits. L'intendant, dans un premier temps, pouvait examiner les titres, ou les faire vérifier par son subdélégué ou un de ses secrétaires[4316]. Cette

[4311] *Ibidem*, p. 434.
[4312] Roussel, M. de, Etat militaire de France pour l'année 1788, *op. cit.*, p. 439, ordonnance du 17 mars 1788.
[4313] Isambert, Decrusy, Taillandier, Recueil général des anciennes lois françaises, *op. cit.*, Tome XXII, art. 16.
[4314] *Ibidem*, p. 303, « déclaration concernant l'École royale militaire », Versailles, 24 août 1760, art. 9.
[4315] *Ibidem*, art. 9. Dès avant cette date, des nobles préféraient produire les originaux, pour que la preuve fût plus probante, ou pour éviter des frais de collation. Dans une lettre écrite à Auch le 29 mai 1754, le subdélégué, Daignan, écrivit à monsieur de Lamezan que « s'il avoit peu vous suffire d'envoyer les collationés de ces pièces, j'aurois préféré ce parti, ayant veu quelquefois qu'il est ensuite difficile, et même plus coûteux de retirer les originaux qu'il ne l'auroit de les faire transcrire et collationer » (Fonds Beaulieu).
[4316] *ADG*, C 2, lettre de l'intendant d'Etigny au comte d'Argenson, le 6 décembre 1751. En 1754, le subdélégué écrivit à un gentilhomme qu'il avait remis ses titres à monsieur Rohaut, secrétaire de l'intendance pour les affaires

preuve de noblesse était ensuite étudiée avec la plus grande attention par le juge d'armes de la noblesse de France, Antoine-Marie d'Hozier de Sérigny, qui avait une grande conscience professionnelle, en tant que commissaire du roi pour certifier la noblesse des élèves de l'Ecole royale militaire. La nomination était lettre morte tant que d'Hozier n'avait pas transmis son certificat de noblesse, c'est lui qui permettait de rendre effective la nomination royale. Pour l'obtenir, le produisant devait fournir un extrait baptistère de l'enfant sur lequel la date était inscrite en toutes lettres, les contrats de mariage du père, aïeul et bisaïeul, avec deux autres actes prouvant la filiation par génération, les jugements ou arrêts ayant été rendus concernant la noblesse de la famille, enfin les armoiries de la familles peintes et clairement décrites[4317]. L'incontournable abbé Vergès était sollicité par des gentilshommes qui voulaient placer leur fils à l'Ecole militaire, afin de dresser sa preuve[4318]. Elle devait être faite dans l'intervalle entre la nomination de l'élève et la nomination suivante, sans quoi elle était annulée[4319].

Il n'y eut quasiment pas d'exceptions aux règles posées en la matière. Le juge d'armes effectuait son travail avec rigueur. Il écrivit au père de Dominique de Lartigue pour lui dire qu'il avait reçu « dans le temps » les titres de sa production, mais qu'elle ne serait en règle que lorsqu'il aurait fourni des pièces manquantes : son extrait baptistère légalisé, celui de son père ou à défaut un acte original qui attestait qu'il fût bien le fils d'Antoine de Lartigue et d'Hilaire du Lin, les originaux du jugement de noblesse rendu par l'intendant de Montauban Sanson le 30 janvier 1698 et de l'inventaire de production qu'il fit, car « la copie collationnée que vous m'avez envoyée de ces deux actes n'est point admissible », et le jugement de noblesse rendu par l'intendant de Guyenne Pellot du 4 mai 1667 ![4320]. L'incorruptible d'Hozier n'admettait d'ailleurs

---

de la guerre, « qui peut soulager monsieur l'intendant d'une partie de l'examen » (Fonds Beaulieu, lettre de monsieur Daignan, subdélégué, à monsieur de Lamezan, à Auch, le 29 mai 1754).

[4317] « Mémoire des titres qu'il est nécessaire de produire pour être reçeu au nombre des gentilshommes de l'école royalle militaire », transcrit à la fin de l'Histoire généalogique de la maison du Lin, *op. cit.*, de Jean-Baptiste Larcher, p. 231 (Fonds Lelin-Lapujolle) ; Schalck-Pommellet, Dominique, L'école royale militaire de Paris et la « Révolution » du comte de Saint-Germain, *op. cit.*, p. 247-248. Il n'est pas certain que trois actes par degrés fussent nécessaires au début : dans la preuve d'Etienne-Clément de Sariac, reçu en 1755, on ne compte que deux actes par degrés, dont les contrats de mariages (*ADG*, I Suppl 504, « Procès-verbal des preuves de la noblesse d'Etienne-Clément de Sariac », Paris, 6e septembre 1755, signé d'Hozier de Serigny).

[4318] *ADHP*, 65 J 384, lettre de monsieur de Lau Lelin à monsieur de Gonnès, 3 septembre 1768 : « Madame la duchesse de Gramont me demende un de mes enfans pour le placer à l'écolle militaire, et comme je devrai faire mes preuves, je vous prie de prévenir monsieur l'abbé de Vergès du besoin que j'aurai de son secours ».

[4319] *ADPA*, C 325, lettre du duc de Choiseul à monseigneur d'Aîne, intendant, Compiègne, 23 août 1770.

[4320] Fonds Lacoutère, lettre de d'Hozier à Pierre de Lartigue d'Arné, Paris, 24 février 1760. Les collations n'étaient admises que pour les actes notariés au cas où les premières grosses fussent perdues, et devaient être expédiées par le notaire propriétaire des minutes, qui se déclarerait tel au bas de l'expédition, sa signature étant légalisée par le principal officier de justice du lieu du domicile du notaire, et ce juge certifiant avoir vérifié mot à mot l'expédition sur la minute (*ADPA*, C 325, « Mémoire des titres qu'il est nécessaire de produire pour être reçu au nombre des élèves de l'Ecole royale militaire et du Collège royal de La Flèche », imprimé).

aucun versement de la part des familles[4321]. Les titres de la famille de l'élève devaient rester entre les mains de d'Hozier dans son dépôt jusqu'à la clôture du procès-verbal des preuves, ce qui pouvait prendre deux ou trois ans suivant l'importance des nominations[4322]. Ce procès-verbal des preuves de noblesse, antidaté de la veille de la réception de l'élève, devait être « à jamais déposé dans les archives de l'École Royale militaire »[4323]. En attendant, le juge d'armes délivrait un simple certificat de noblesse à l'élève afin qu'il puisse l'intégrer. D'Hozier, d'après sa propre estimation, évaluait à deux cents le nombre de nommés finalement éconduits en raison d'une preuve jugée par lui lacunaire ou pas assez ancienne, entre 1753 et 1761[4324].

D'après Dominique Schalck-Pommellet, cette exigence en matière de preuve de noblesse « pouvait se justifier dans une école militaire, parce qu'il s'agissait d'une part de favoriser une partie de la noblesse particulièrement pauvre, parce que d'autre part l'École militaire n'était pas la seule possibilité d'accès à l'armée »[4325]. Alors que la décision du 22 mai 1781, qui réservait une très grande partie de l'accès aux charges d'officiers aux nobles de quatre degrés, n'était guère intelligible et fut d'ailleurs un objet de polémique. S'agissant de l'Ecole militaire, les bourgeois et les anoblis étaient exclus, mais aussi potentiellement la robe, car si l'on recoupe la preuve avec le système de classe des candidats, les robins n'entraient pas dans les premières classes d'élèves pouvant être nommés, et étaient donc très défavorisés. L'École militaire est donc symptomatique non seulement de la réaction nobiliaire contre la bourgeoisie, mais aussi du repli identitaire très marqué de la noblesse d'épée, qui voulait se purger des transfuges du tiers-état, éléments jugés indésirables. La création de l'Ecole militaire relève également d'une politique sociale d'assistance étatique envers une noblesse désargentée dont on n'ignorait pas l'existence à Versailles, et à laquelle on voulait offrir l'opportunité de retrouver une fonction dans la société. Elle atteste enfin que le pouvoir royal était de plus en plus attentionné envers l'ancienne noblesse d'épée.

On a vu que la noblesse d'Armagnac avait sollicité, en 1789, deux chapitres pour des femmes admises sous condition de preuve de la noblesse. Elle revendiqua aussi un meilleur contrôle de l'entrée à l'Ecole militaire et à Saint-Cyr au profit des « gentilshommes pauvres », dénonçant des « abus » qui se seraient introduits au profit de personnes bénéficiant du « crédit

[4321] Il écrivait à Pierre de Lartigue que les commis qu'il employait « ne peuvent être payés que par moy sur les appointemens que Sa Majesté me donne : ceci en réponse à l'article de votre lettre où vous me dites que " vous payerez les frais avec la dernière exactitude au premier avis que je vous en donneray " » (Fonds Lacoutère, lettre de d'Hozier de Sérigny à Pierre de Lartigue d'Arné, Paris, 30 mars 1760).
[4322] *Ibidem*, lettre de d'Hozier de Sérigny à Pierre de Lartigue d'Arné, Paris, 24 février 1760.
[4323] *Ibidem*, lettre de d'Hozier de Sérigny à Pierre de Lartigue d'Arné, Paris, 30 mars 1760.
[4324] Schalck-Pommellet, Dominique, L'école royale militaire de Paris et la « Révolution » du comte de Saint-Germain, *op. cit.*, p. 249.
[4325] *Ibidem*, p. 252.

et de la faveur »[4326]. Pour les deux mêmes établissements, la noblesse de Rivière-Verdun proposa qu'afin qu'il y ait plus d'exactitude dans les preuves de pauvreté et de noblesse, les Etats provinciaux s'en chargent[4327]. La noblesse de la sénéchaussée d'Auch demanda que ce fussent les Etats provinciaux qui présentent au roi des candidats pour les écoles militaires et la Maison de Saint-Cyr[4328]. En Comminges, le cahier de doléances ne suggéra rien sur ce point, mais le souci de l'éducation des jeunes nobles n'était pas non plus absent du pays. Un groupe de nobles fit notifier une requête au sénéchal afin d'afficher leur revendication, qui n'avait pas été retenue dans le cahier. Ils réclamaient l'institution dans les provinces de maisons d'éducation pour les jeunes nobles tant garçons que filles, sur le modèle de celles de Saint-Cyr et de Sorèze, rappelant que les places gratuites dans ces institutions y avaient été créées « pour la pauvre et ancienne noblesse, et non pour la faveur »[4329]. Une partie importante de la noblesse de Gascogne orientale se montra donc préoccupée par ces établissements d'éducation, et souhaitait soit de nouvelles créations, soit un droit de présentation, soit un contrôle plus strict, qu'elle pensait pouvoir lui bénéficier, tant sur la pauvreté que la nobilité.

A posteriori, de telles revendications peuvent sembler, sinon anachroniques, du moins inopportunes, mais il faut rappeler brièvement un aspect du contexte social, après avoir vu l'évolution du droit. La preuve de noblesse littérale avait pris une place considérable à la fin de l'Ancien Régime, tant à cause de la volonté d'établir son état et de bénéficier des prérogatives nobiliaires, que pour garantir l'accès aux honneurs, droits d'entrée et places nobles. Prouver sa noblesse était devenu une nécessité plus fréquente. Les exigences parfois élevées sur le fond mais aussi sur la forme suscitèrent des recherches d'archives familiales en Gascogne orientale, qui prirent une grande dimension au XVIIIe siècle. Elles générèrent une abondante correspondance, afin d'échanger des renseignements ou de se prêter des titres que l'on entreprenait de classer[4330]. D'aucuns allaient quelquefois fouiller les dépôts publics de la

[4326] *ADG*, B 497-50 bis, cahier de doléances de la noblesse de la sénéchaussée d'Armagnac et de L'Isle-Jourdain réunies, 27 mars 1789, art. 38.
[4327] *ADHG*, 1 C 3813, cahier des doléances de la noblesse du pays et jugerie de Rivière-Verdun, Gaure, Léonac et Marestaing, Verdun sur Garonne, 16 avril 1789.
[4328] *ADG*, B 497, cahier des doléances de la noblesse de la sénéchaussée d'Auch, 20 mars 1789, art. 36.
[4329] Ils souhaitaient que les places fussent d'autant plus nombreuses que la province serait pauvre, et qu'il faudrait prier les Etats généraux d'avoir « particulièrement égard à l'éloignement de la cour et à la pauvreté de la noblesse du comté de Comminges » (requête de nobles commingeois du 24 avril 1789, citée dans Couget, Alphonse, Les états du Nébouzan, *op. cit.*, p. 88-89).
[4330] Dans une note intitulée « Recherches à continuer pour découvrir les anciens titres de la maison de Mun », ce sont plus de dix dépôts qui sont visés, la plupart dans des châteaux gascons (*ADHP*, 44 J 29, S. d., XVIIIe siècle). Dans les familles, c'était la branche aînée qui les détenait en général. Le sieur de Mansan écrivit le 7 juin 1698, lors des recherches des usurpateurs, au représentant de la branche aînée, le comte de Foix, pour qu'il les lui prête « comme vous estes le chef de ma maison et que vous en avés tous les titres » (*ADG*, I 1413).

province[4331]. Ces recherches pouvaient coûter cher, et certains ne comptaient pas à la dépense pour se procurer des titres, pensant comme le vicomte de Luppé qu'il « ne peut y avoir ny soin, ny argent mieux placé »[4332]. L'intérêt des nobles gascons pour la généalogie allait *crescendo*, et les généalogies devinrent très nombreuses et bien plus soignées[4333]. Outre la preuve, ces recherches pouvaient servir à l'obtention d'une noblesse mieux reconnue socialement[4334]. A cette fin, si certaines grandes maisons firent imprimer leur généalogie, la plupart se contentèrent de l'insérer dans les « nobiliaires » qui connurent un grand essor au XVIIIe siècle[4335]. Elles permettraient également de nouer des relations avec d'autres familles de la province, de rassembler la maison autour d'une mémoire collective et de s'inscrire dans une trajectoire qui se voulait ascendante, ou d'éclairer la dévolution des biens dans la famille. Tout ce mouvement de recherche généalogique et les places réservées aussi diverses que nombreuses, la mainmise noble sur un secteur aussi prestigieux que le commandement militaire, ne pouvaient échapper au tiers-état.

[4331] Outre le Trésor des Chartes à Paris, les nobles gascons souhaitaient faire des recherches dans le Trésor des chartes des rois de Navarre à Pau, le chartrier du château de Foix, les archives de l'Albret au château de Nérac, du comté d'Astarac à Auch, les chartriers des abbayes et des chapitres, des cours de justice, les rôles gascons de la tour de Londres, etc… Tous ces dépôts étaient difficilement accessibles sans relations. Il fallait parfois une autorisation royale (*ADPA*, 16 J 210, lettre de cachet du roi donnant ordre de délivrer au marquis d'Ossun des extraits de titres concernant sa famille dans le Trésor des Chartes de Pau, Versailles, 31 mars 1745 ; *ADG*, I 926, lettre de cachet ordonnant au major du château de Foix de délivrer au sieur de Comminges de Sieuras des extraits du testament de Bernard de Comminges de Savès et de quelques autres titres, Fontainebleau, 27 octobre 1770).

[4332] *ADLG*, 25 J A5-1, lettre du vicomte de Luppé au comte de Luppé, à Charly sur Marne, le 29 juin 1764.

[4333] Quelques feudistes, des notaires, des clercs, le paléographe Larcher, contre quelque émolument, purent rendre des services dans l'élaboration de la généalogie. Cette passion pour les recherches généalogiques se retrouve dans toutes les provinces, particulièrement en Bretagne (Meyer, Jean, La noblesse bretonne au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 1118). Sur la généalogie et les généalogies nobiliaires, il faut renvoyer à Butaud, Germain, Piétri, Valérie, Les enjeux de la généalogie, XIIe-XVIIIe siècle, *op. cit*.

[4334] Monsieur d'Antin écrivait à l'abbé Vergès qu'il espérait qu'il mettrait « sous les yeux du public ma maison dans son grand jour » (*ADG*, I 3547, lettre de monsieur d'Antin à l'abbé Vergès, à Metz, le 22 juin 1772).

[4335] On pense en particulier à l'*Armorial général ou Registres de la noblesse de France* de la famille d'Hozier, juges d'armes de France, à partir de 1737, puis au *Dictionnaire généalogique, héraldique, chronologique et historique, contenant l'origine et l'état actuel des premières maisons de France*, de François-Aubert La Chesnaye Desbois, qui connut plusieurs éditions à partir de 1757. Les informations contenues dans ce dernier n'étaient pas toujours vérifiées et sont parfois erronées. Il existait d'autres formats, et dans les années 1770 par exemple, parut un petit livre annuel appelé les *Etrennes de la noblesse* ou *Etat de la noblesse*, qui donnait des renseignements généalogiques sur la noblesse subsistante, grâce aux mémoires envoyés par les nobles.



Illustration n° 19 : Exemple de généalogie soignée au début du XVIIIe siècle, un « Petit fragment généalogique de la maison de Colomès de La Mothe » (Fonds Lamothe, S. d.).

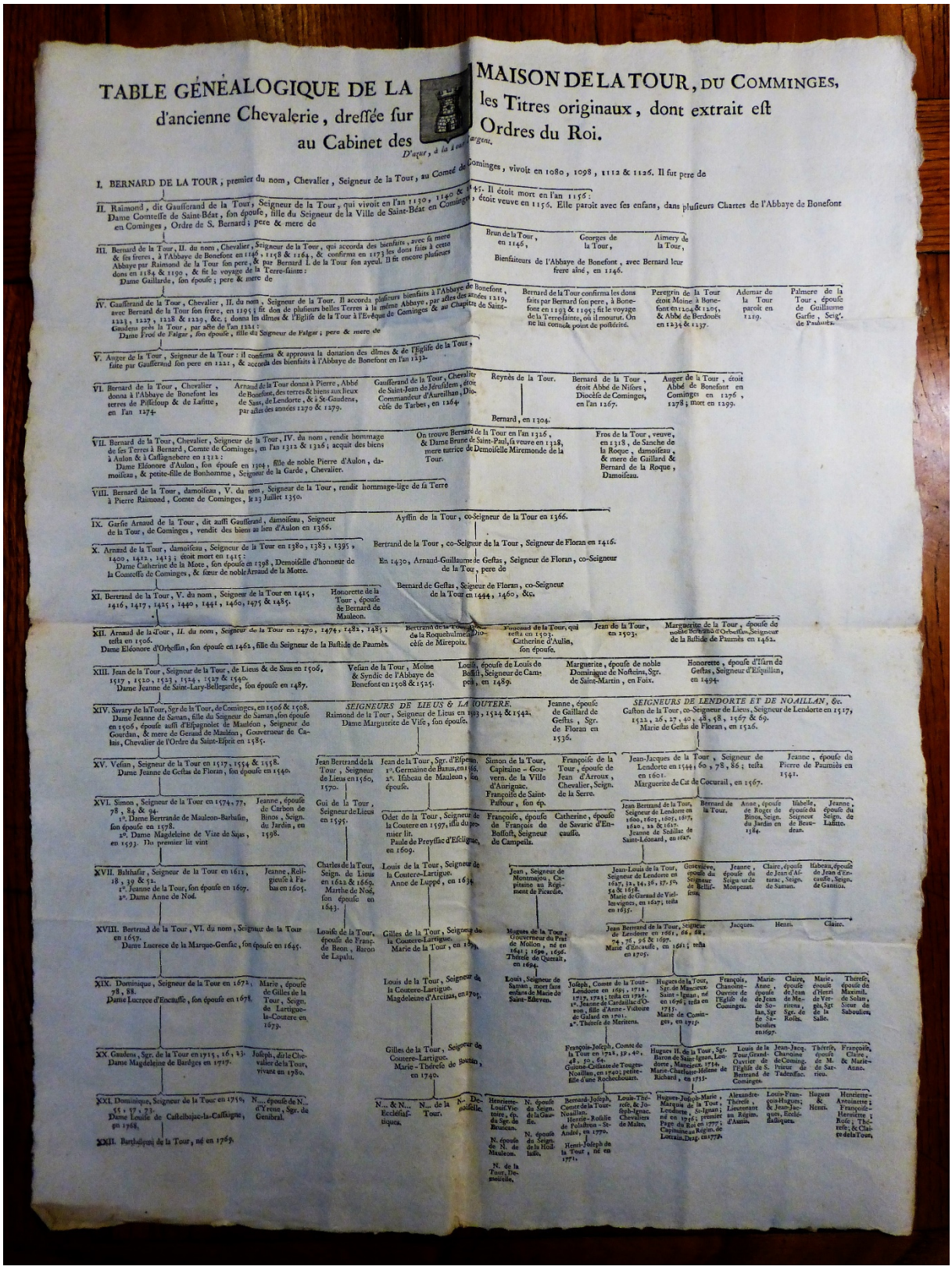


Illustration n° 20 : un exemple de généalogie imprimée à la fin du XVIIIe siècle, la « Table généalogique de la maison de La Tour, du Comminges, d'ancienne chevalerie, dressée sur les titres originaux, dont extrait est au Cabinet des ordres du roi » (*ADHP*, 65 J 465).

Appendice au chapitre 2) Les places nobles dans les cahiers de doléances du tiers-état

Il nous faut dire quelques mots sur le contexte prérévolutionnaire pour pouvoir comprendre les positions du tiers-état à l'égard de la noblesse en Gascogne orientale. Pour Antoine de Baecque, même s'il y eut des précurseurs comme Louis-Sébastien Mercier, c'est en 1787 que la dénonciation des nobles et de leurs privilèges prit une nouvelle ampleur[4336]. Il l'explique par la réaction aristocratique, par les frustrations accumulées par les jeunes intellectuels roturiers, par les différences idéologiques séparant les élites, enfin par le discours sur la régénération dont le pendant était une rhétorique de la dégénérescence qui s'incarnèrent par des personnages. S'en suivit une « spirale d'accélération du discours » et sans distinction le noble fut alors décrit par maints pamphlets au discours manichéen comme une personne oisive, inutile, orgueilleuse, méprisante, dégénérée. Si certains éléments pouvaient renvoyer à des faits réels, la caricature fut outrancière[4337]. Les arguments de la critique plus élaborée étaient eux aussi bien souvent très exagérés[4338]. Sur le plan des idées politiques, l'existence d'un antagonisme irréductible et insupportable entre l'égalité et les privilèges, la nation et les privilégiés, s'imposa comme une évidence dans l'esprit d'une bonne partie de l'élite du tiers-état qui allait lui fournir ses représentants aux Etats généraux. En Gascogne orientale, ces

[4336] De Baecque, A., « Le discours anti-noble (1787-1792) aux origines d'un slogan : 'Le peuple contre les gros' », dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1989, p. 3 et suiv. Henri Carré date quant à lui la « campagne antinobiliaire » du milieu de l'année 1788 (Carré, Henri, La noblesse de France et l'opinion publique au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 325).

[4337] On remarque que c'était souvent moins le noble en tant que tel que le courtisan débauché qui était ciblé par les libelles, mais l'assimilation du premier au second se faisait d'autant plus facilement que l'intention des auteurs n'était pas de faire une étude sociologique, mais de désigner à la vindicte du peuple les membres du second ordre. La caricature, déjà féroce, allait se déchaîner à partir du déclenchement de la Révolution.

[4338] Ainsi en était-il du racisme nobiliaire, par exemple quand Sieyès prétendait que les familles nobles auraient la « folle prétention d'être issues de la race des conquérans et d'avoir succédé à leurs droits » ; il est possible de lui répondre que sous Louis XVI, il n'y avait sinon personne, du moins quasiment aucun noble gascon qui soutenait avoir une telle origine, et probablement peu ailleurs (Sieyès, Emmanuel-Joseph, *Qu'est-ce que le Tiers-état ?*, Seconde édition, 1789, p. 13).

ultimes attaques eurent un écho assez limité en dehors des élites, mais elles ne furent pas ignorées des nobles qui en conçurent de l'inquiétude en 1789[4339].

L'attention se cristallisa autour des privilèges. Evidemment c'était le caractère héréditaire de la noblesse qui était le plus souvent cause de la réprobation, incrédulité face à l'hérédité des vertus qui était ancienne mais s'exprimait de façon plus ouverte. Même des personnalités qui n'étaient pas foncièrement hostiles à la noblesse, comme Necker, au regard du nombre de familles n'ayant acquis la noblesse « qu'à prix d'argent », souhaitaient « tempérer un peu les nombreuses prérogatives d'un seul ordre de la société, avantages qui semblent hors de toute proportion »[4340]. Or s'il y avait des voix mesurées, c'est celle, radicale, de la suppression générale des prérogatives nobiliaires, prônée par Sieyès (résolument intraitable car il trouvait tous les privilèges « odieux » et « injustes », y compris ceux qui n'étaient qu'honorifiques, dans lesquels il voyait une forme d'avilissement des membres du tiers-état), qui allait finir par l'emporter[4341]. En Gascogne néanmoins, on n'a pas trouvé de traces d'attaques antinobiliaires véhémentes, mais les privilèges et l'opulence des nobles purent être dénoncés, comme par le maire de Tarbes en 1788[4342].

On ne peut nier que l'année 1789 vit se multiplier les actes d'hostilité envers les nobles, mais ce fut avec une intensité et suivant une chronologie très différente d'une province à l'autre. En Gascogne orientale, la « Grande peur » n'entraîna pas partout des violences à l'encontre des

[4339] Jean-Phinée de Luppé déplorait que des « gens soudoyés » aient publié des « écrits incendiaires » (Luppé-Taybosc, Jean-Phinée-Suzanne de, Réflexions d'un citoyen, *op. cit.*, p. 3). Monsieur de Cardeillac de son côté écrivit à propos d'une adresse « impertinente », qu'il n'était pas surpris « des expressions injurieuses dont on a ozé se servir. Insulter la noblesse et le clergé c'est se mettre à la mode et, à ce que l'on s'est persuadé, faire sa cour au gouvernement ». Il exprimait le vœu que « quand on sera las et dégouté de la lecture de cette multitude innombrable de brochures incendiaires et calomnieuses, il suffira d'une seule bonne pour nous justifier aux yeux de ce peuple qui ne paroit ingrat envers la noblesse que parce qu'il est trompé ». Pour lui, leurs ennemis et ceux du « peuple » seraient les mêmes : « nos envieux, ces riches capitalistes qui ne sont devenus des Crésus qu'en suçant le sang des citoyens, se verront à leur tour en butte à l'indignation publique, laquelle ne s'appaisera pas aisément à leur égart, parce qu'ils l'ont trop méritée » (Fonds Lascazères, lettre de monsieur de Cardeillac au marquis de Franclieu, 20 février 178[9]).

[4340] Necker, Jacques, De l'administration des finances de la France, *op. cit.*, tome III, p. 151.

[4341] Sieyès, Emmanuel-Joseph, *Essai sur les privilèges*, Nouvelle édition, 1789. Pour une opinion plus modérée à l'égard des « privilèges d'illustration », voir Rabaut Saint-Etienne qui les jugeait nécessaires dans un grand Etat (Rabaut Saint-Etienne, Jean-Paul, Considérations sur les intérêts du Tiers-Etat, *op. cit.*, p. 64 et suiv.).

[4342] Dans une délibération du 20 décembre 1788, le maire déclarait que « la population du tiers-état est à celle de la noblesse comme huit mille est à six, tandis que la possession des nobles est au-dessus de celles des cultivateurs, qu'ils ont conservé les terres les plus fertiles et du meilleur rapport, qu'ils possèdent des fiefs, des objets précieux, des bois considérables, des privilèges sans nombre ; que les nobles ont des exemptions, que le tiers n'en a aucune, que la noblesse enfin jouit presque d'une entière franchise pour ses biens ; qu'elle vit dans les honneurs et au sein de l'abondance tandis que le malheureux tiers est privé d'appui ; qu'il languit dans la misère ». Le clergé était aussi sévèrement pris à partie. Néanmoins c'était l'union qui prévalait sur l'affrontement, le maire assurant que français et patriotes, les nobles avaient renoncé au « despotisme féodal » et étaient prêts à abdiquer de leurs privilèges politiques et fiscaux (Balencie, Gaston, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Bigorre pour les Etats généraux de 1789*, tome II, Imprimerie Lesbordes, Tarbes, 1925, p. 582).

nobles[4343]. Il est vrai pourtant que l'agitation put être l'occasion par endroits de marques d'hostilité contre des nobles par des individus du parti « patriote », comme le montre le témoignage du vicomte de Terssac, qui écrivit cependant des années après les faits rapportés, en émigration[4344]. D'après ses souvenirs, des paysans réfugiés à Saint-Girons, où il avait été appelé début août par les consuls pour mettre en défense la cité (tout le pays étant en alarme), se mirent à « clabauder » contre les gentilshommes, l'un d'eux aurait été « très maltraité », certains croyant qu'ils étaient complices des « brigands »[4345]. Plus intéressant encore, d'aucuns étaient gagnés par les idées des polémistes parisiens, puisqu'il rapporta qu'on « ajoutait surtout que je n'étais pas de leur nation », mais ce fut sans conséquence puisqu'il fallut un an avant qu'on ne s'en prenne à son banc d'église… Malgré une hostilité patente autour de Saint-Girons, il ne semble pas ailleurs en Gascogne orientale que l'on crut que c'étaient les nobles qui avaient soldé les brigands dont on ne tarda pas à s'apercevoir qu'ils n'existaient qu'en songe. D'après Thimoty Tackett, la croyance en un « complot aristocratique » en province ne serait pas une cause de la Grande peur car elle se développa après l'été ; des nobles furent inquiétés *a posteriori* mais ce furent des cas particuliers contrebalancés par des solidarités entre nobles et non nobles dans maintes provinces. L'hostilité contre les nobles aurait cru au cours du processus révolutionnaire, et cette méfiance fut bien plus grande les années qui suivirent l'été 1789[4346].

[4343] D'après quelques lettres envoyées début août au commandant militaire de Guyenne, des nobles furent eux-mêmes gagnés par la peur de « brigands » par milliers, et d'autres au contraire la jugèrent sans fondement, mais aucun des auteurs de ces lettres ne se sentit menacé (Brégail, M., « La Grande Peur en Gascogne », dans *Bulletin de la société archéologique du Gers*, Auch, 1913, p. 259. La panique semble avoir été si vive qu'elle était difficilement exploitable). Un citoyen se présenta quand même le 5 août pour une inspection au château du baron de Montégut-Barrau, député de la noblesse du Comminges déjà rentré sur ses terres, car il aurait été « farci d'armes et de munitions », mais il s'en suivit que la « troupe bourgeoise » d'Alan désapprouva sa démarche « insensée », écrivant deux lettres au baron pour le rassurer sur leurs intentions et en prévoyance d'une « punition » qu'elle voulait faire à l'auteur de cette « imposture ». Le sieur Goutelongue, à la tête des citoyens en armes de la communauté, l'assura que « consuls, bourgeois, peuple, sont tous unanimement mortifiés de la hardiesse de ce mauvais sujet » (Decap, Jean, *Notes et documents historiques sur Montégut et le Baron de Montagut-Barrau député de la noblesse du Comminges aux États-Généraux de 1789*, Imprimerie V. Teste, Muret, 1895, p. 52-54).

[4344] Il raconte que « la noblesse se mettait à la tête et inspirait courage à ce malheureux peuple » qui aurait été trompé par des émissaires de l'Assemblée nationale, mais que ces-derniers « répandirent le bruit que les nobles étaient les auteurs de ces brigandages ; c'étaient encore eux, disait-on, qui les dirigeaient. Ainsi on tourna contre eux, en un instant, les armes qu'on venait de prendre. En plusieurs endroits ils furent désarmés dans leurs maisons et exposés à tous les outrages. Beaucoup furent très maltraités ; des hordes se répandirent dans les châteaux où ils buvaient et mangeaient à discrétion et pillaient ensuite » (Terssac, Pierre-Paul Faydit comte de, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 215). Ces propos généraux ne portaient pas cependant spécifiquement sur la Gascogne, mais sur la situation en France qu'il imputait à l'Assemblée.

[4345] *Ibidem*, p. 218.

[4346] Tackett, Timothy, « La Grande peur et le complot aristocratique sous la Révolution française », dans *Annales historiques de la Révolution française*, 2004, p. 1. Ainsi dans ses mémoires, Jean-Sixte d'Antras n'évoque aucune crainte particulière durant l'été 1789, ce qui n'aurait pas manqué d'être le cas s'il s'était senti menacé, mais il est vrai qu'il était reparti en mai en garnison comme officier pour n'en revenir qu'en octobre. Ce n'est qu'à la fin du printemps 1791 qu'ils furent tous gagnés par une « terreur-panique » et, durant l'été, que plusieurs nobles de l'Astarac et d'Armagnac parmi les plus en vue (Béon, Noé, Miran, Pins, etc…) prirent le chemin de l'émigration (Antras, Jean-Sixte d', *Les souvenirs de jeunesse et d'émigration du chevalier Jean-Sixte d'Antras de Gardères*

Les réclamations du tiers-état gascon en 1789 doivent donc être comprises comme émanant d'une volonté de réformes allant dans le sens de l'égalité, non d'une hostilité farouche contre la noblesse.

Ce n'est qu'à l'extrême fin de l'Ancien Régime que la bourgeoisie gasconne se retrouva assez largement dans le parti patriote, découvrant l'antagonisme latent avec la noblesse. Le clivage ne fut cependant pas si accusé qu'on a pu le croire, puisque le débat ne portait pas sur l'existence de la noblesse en tant que telle, mais sur certains de ses privilèges, dont tout particulièrement la place dans les Etats, provinciaux ou généraux, l'exemption fiscale et les places nobles.

Si l'on s'en tient aux cahiers des sénéchaussées et pays ayant député aux Etats généraux en Gascogne orientale, le tiers-état ne se préoccupait pas directement de la preuve de noblesse, mais simplement de son accession aux places réservées dans l'Etat royal. Les cours souveraines et les emplois à l'armée étaient explicitement visés dans tous les cahiers de doléances[4347]. On constate qu'alors que la magistrature était théoriquement accessible au tiers-état dans nombre de cours souveraines, et que le parlement de Toulouse n'était pas officiellement fermé, le tiers-état se croyait cependant bel et bien exclu. Concernant les charges militaires, le tiers-état d'Armagnac se montra plus incisif, en soulignant la contradiction qu'il y aurait entre « l'esprit de l'édit de 1750 sur la noblesse militaire », qui prévoyait des exemptions de taille et l'anoblissement des roturiers ayant vaillamment servi, et des « règlemens et ordonnances » qu'il faudrait supprimer. Seul le tiers-état du Comminges fit une concession minime : il accordait que pour la « haute magistrature » et les « premiers grades militaires », à « mérite égal », la noblesse aurait la « préférence ». Le tiers-état du Couserans et de Rivière-Verdun élargissait son attente à « tous les emplois civils ». Le cahier de doléances des Quatre-Vallées exigeait en plus l'accession aux emplois de finance, ce qui ne devait pas cibler spécifiquement la noblesse et relève peut-être d'un mécontentement plus général contre l'inégalité des chances. Ce même cahier réclamait aussi l'accessibilité aux bénéfices ecclésiastiques, aux « bénéfices et dignités de l'Eglise » dans celui du Couserans, aux « dignités de l'Eglise » en Bigorre, aux

(1785-1791), publiées par Jean Barada, dans *Bulletin de la société d'Histoire et d'archéologie du Gers*, XXVIIIe année, Auch, 1927, p. 185).

[4347] Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, 1ère série, tome II, p. 96, cahier des doléances du tiers-état de la sénéchaussée d'Auch, 29 mars 1789, Section I, art. 32 ; *ibidem*, tome III, p. 26, cahier de doléances du tiers-état du Comminges et du Nebouzan, 1789, art. 9 ; *ibidem*, tome III, p. 413, cahier des doléances du tiers-état des Quatre-Vallées, 28 mai 1789, art. 11 ; *ibidem*, tome V, p. 586, cahier des doléances du tiers-état de Rivière-Verdun, Gaure, Léonac et Marestaing, 1789, art. 23 ; *ADA*, 77 F 168, cahier des doléances du tiers-état du Couserans, Saint-Girons, 28 mai 1789, art. 39 ; *ADHP*, 1 C 271, cahier des doléances du tiers-état de Bigorre, Tarbes, 25 avril 1789, art. 14 ; *ADG*, B 497-49, cahier de doléances du tiers-état de la sénéchaussée d'Armagnac, 17 mars 1789. Concernant les cours souveraines, il est parfois employé le terme « magistrature » ou, dans trois cahiers, « haute magistrature ».

« prélatures » en Rivière-Verdun, aux « bénéfices consistoriaux » en Comminges. Cette revendication visait sans doute moins un privilège nobiliaire qu'une réalité sociale, celle des évêques par exemple. Le tiers-état bigourdan souhaitait, en outre, être reçu dans « toutes les écoles royales et gratuites »[4348]. Celui du Couserans protesta de ce que les « collèges » et autres établissements « destinés à la noblesse », alors qu'ils étaient « formés aux fraix de la nation », devraient être « partagés » entre les deux ordres[4349]. La même réclamation se retrouva en Comminges où l'on revendiqua l'admission « aux écoles et établissements royaux entretenus aux frais de l'Etat, des élèves de l'un et de l'autre sexe et de tous les ordres, au moins en nombre égal », envisageant cependant plus simplement leur suppression, sans exprimer de préférence[4350]. Le Couserans précisait finalement qu'il ne fallait plus conférer les places en raison de l' « ordre » et de la « naissance » mais du « mérite personnel », les Quatre-Vallées que l'accessibilité fût « au mérite, sans distinction d'ordre, de rang ni de personne », le tiers-état d'Armagnac, qu'afin de lui donner « une existance analogue à ses services et au bien qu'il procure à l'Etat », les « prérogatives du mérite » devraient rendre les charges « communes à tous les ordres » .

Ces revendications étaient de fait celles des bourgeois, et les franges socialement inférieures du tiers-état ne s'en souciaient guère, ou du moins ne considéraient pas qu'il s'agissait d'une priorité. Les protestations contre les places réservées dans les cahiers de doléances des communautés furent rares, sur l'échantillon que nous avons consulté. En Bigorre, il était plutôt exceptionnel que la communauté de Gonez réclame comme modalité de la « réforme des abus du système féodal » que « tout français puisse aspirer aux places et aux honneurs indépendamment du hasard de la naissance »[4351]. Elle n'est pas unique, puisque à Ozon par exemple, on pensait que le tiers-état devrait être « admis à tous emplois civils et militaires et que les écoles et établissements royaux soient supprimés, attendu qu'ils sont destinés aux seuls nobles et que néanmoins ils sont entretenus aux frais de l'Etat, ou que l'ordre du Tiers y soit admis et y ait des élèves en nombre égal à ceux de la noblesse »[4352]. En Fezensac, la communauté de Miran revendiquait pour les membres de son ordre de pouvoir « occuper indistinctement toutes les charges et dignités du royaume tant dans la robbe, le clergé, que dans

[4348] *ADHP*, 1 C 271, cahier doléances tiers-état Bigorre, Tarbes, 25 avril 1789, art. 14.
[4349] *ADA*, 77 F 168, cahier des doléances du tiers-état du Couserans, Saint-Girons, 28 mai 1789, art. 40.
[4350] Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, tome III, p. 26, cahier de doléances du tiers-état du Comminges et du Nebouzan, 1789, art. 44.
[4351] *ADHP*, 1 C 274/32, cahier de doléances de Gonez, 1789.
[4352] Balencie, Gaston, Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Bigorre pour les Etats généraux de 1789, *op. cit.*, tome II, p. 482. L'admission à tous emplois de tous les citoyens suivant leur mérite se retrouve par exemple dans les doléances des communautés de Ricaud, Lhez, Monfaucon, Moulédous et d'Ugnouas (*ibidem*, p. 367, p. 433, p. 439, p. 512, p. 599).

l'épée »[4353]. Mis à part quelques exceptions, l'égalité fiscale, la suppression de certains droits seigneuriaux et la réforme des Etats provinciaux focalisaient leur attention quand elles regardaient du côté de la noblesse[4354].

En Gascogne orientale, l'élite du tiers-état ne se préoccupait visiblement pas des honneurs réservés à la noblesse comme les ordres de chevalerie. Concernant le droit d'entrée dans les assemblées politiques, il était prêt à un compromis qui consistait à laisser aux nobles et au clercs la moitié des représentants, mais à condition que le vote se fisse par tête. En revanche au sujet des places nobles, les revendications, variables dans leur expression, témoignent d'une forte aspiration à l'égalité pour les charges d'officier à l'armée et dans la haute magistrature, ainsi que dans certains cas dans les autres offices civils, les premiers bénéfices de l'Eglise et les établissements d'éducation réservés jusque-là aux nobles. Dans l'ensemble, elles traduisent l'absence de reconnaissance pour la naissance comme critère de distinction entre les individus, et la légitimation du seul mérite dans l'accession aux places, chez ceux qui se voyaient alors comme des « citoyens » et non des « roturiers ».

Or en face, la noblesse gasconne ne cédait rien, considérant que le sacrifice de son exemption fiscale était déjà considérable. Seul le doublement du tiers-état dans les assemblées politiques, imposé par la monarchie, était accepté[4355]. Cet attachement aux places réservées se retrouve dans les cahiers de doléances de la noblesse française analysés par Guy Chaussinand-Nogaret. Beaucoup n'en disaient rien, ce que l'on peut traduire par une adhésion au maintien du *statu quo*. Pour ceux qui précisaient leur volonté, 3% des cahiers voulaient voir confirmer l'ordonnance de 1781 sur l'entrée dans les régiments, 6,7% le maintien de la noblesse dans le droit exclusif de fournir des officiers, et 1,5% la préférence aux nobles[4356]. 11,2% des cahiers réclamaient une amélioration du contrôle des entrées à Saint-Cyr et à l'Ecole militaire, demande qui se trouvait dans beaucoup de cahiers nobles gascons. 11,9% espéraient que l'on s'occupe du sort de la noblesse indigente, et 8,2% qu'on épargne la noblesse pauvre ou qu'on la dédommage des sacrifices qu'elle ferait. Plus surprenant, 9,7% des cahiers (13) contenaient un article sur la création d'un chapitre noble, et un autre demandait une augmentation de la preuve de noblesse du chapitre de demoiselles local[4357]. Témoignage de la forte présence des anoblis

[4353] Article 11 du cahier des doléances de la communauté de Miran de 1789, publié dans le *Bulletin de la société archéologique du Gers*, septième année, Imprimerie Cocharaux, 1906, p. 157.
[4354] Pour ne prendre que l'exemple de l'armée, il était évident que la plupart des habitants n'avaient pas de quoi accéder directement à l'épaulette, et ne pouvaient espérer au mieux qu'une carrière d'officier de fortune, en passant par les grades de sous-officier, ce qui explique leur silence.
[4355] Guy Chaussinand-Nogaret n'a relevé que trois cahiers de la noblesse qui protestèrent contre le doublement du tiers-état (Chaussinand-Nogaret, Guy, La noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 209).
[4356] *Ibidem*, p. 209-210.
[4357] *Ibidem*, p. 205 et p. 210.

dans plusieurs bailliages, 15,7% des cahiers espéraient que l'ordonnance de 1781 serait supprimée et que la noblesse acquise et transmissible suffirait pour devenir officier[4358]. A l'opposé, les nobles qui faisaient des concessions sur les places réservées étaient ultra minoritaires : 4,5% des cahiers prévoyaient l'égalité dans l'accès à toutes les charges publiques, 3% l'abolition du règlement de Ségur sur l'exclusion du tiers-état des grades d'officiers, et 4,5% que les officiers de fortune puissent accéder à toutes les distinctions et rangs[4359]. En somme, sur les places nobles, la grande majorité des nobles ne renonçaient à rien, souhaitant seulement parfois quelques aménagements pour renforcer leurs positions, ou une ouverture aux anoblis et aux officiers de fortune à l'armée. Contrairement aux doléances aux Etats généraux des siècles précédents, ils se montraient beaucoup moins vindicatifs. C'est que s'ils ne dominaient pas intégralement l'Etat royal et avaient dû se résoudre à laisser une place importante aux élites du tiers-état dans les institutions, leur place était désormais assez bien établie, principalement dans la magistrature et à l'armée, ce qui n'aurait pas pu être efficacement assuré sans la transformation de la preuve de noblesse.

[4358] *Ibidem*, p. 209.
[4359] *Ibidem*, p. 212.

Conclusion de la deuxième partie

L'histoire de la preuve de noblesse est celle d'une prise de contrôle de la noblesse par le pouvoir royal. Alors que la noblesse avait gardé pendant longtemps des contours flous, elle fut rationnalisée et délimitée avec précision par le pouvoir royal, principalement sous les rois Bourbon, par la législation sur le statut nobiliaire. Cette législation fut, de fait, liée principalement à la preuve de noblesse : le pouvoir royal chercha moins à favoriser l'entrée de nouveaux venus dans le second ordre, ou à en exclure les éléments estimés indésirables, qu'à empêcher les usurpations des sujets aux prétentions nobiliaires discutables. Ce qui s'explique par une raison fiscale d'abord liée à la taille personnelle, ensuite par une instrumentalisation financière de l'anoblissement, peut-être aussi par une volonté de satisfaire aux réclamations de la « vraie » noblesse. Pour autant les conséquences se firent sentir partout, y compris en pays de taille réelle, et cette règlementation conduisit à une juridicisation de la condition de la noblesse.

Tant sur le fond que sur la forme, la preuve de noblesse fut précisée. La preuve testimoniale n'était pas jugée assez fiable ; elle semblait aussi liée sur le fond à la réputation, à des critères sociaux (l'alliance noble, le port d'armoiries, le service à l'armée, etc...) qui n'étaient pas toujours vus comme indispensables par le pouvoir étatique : elle fut donc reléguée. Il ne faut pas exclure l'influence de la doctrine qui ne pouvait se satisfaire intellectuellement d'un « fait de noble » plus social que juridique. La preuve de noblesse littérale, au contraire, permit de définir strictement le contenu de la noblesse en sélectionnant certains actes et qualifications nobiliaires, et assura au pouvoir une noblesse selon ses vues. L'usage de certificats fondés sur des témoignages pour accéder à certaines institutions perdura mais ce fut une exception qui fut souvent estimée insatisfaisante et remplacée progressivement par une preuve instrumentale.

Les recherches des usurpateurs sont l'élément clé, paradoxalement, surtout dans les pays de taille réelle, qui n'étaient pas les premiers visés. Parce que la noblesse y était moins contrôlée qu'ailleurs, les contestations entre particuliers étant rares dans un pays principalement de droit écrit, et ne donnant apparemment pas lieu à des condamnations pour usurpation, les recherches du franc-fief de portée limitée en raison des exemptions, de leur apparition tardive, de leur

espacement temporel ainsi que de l'existence potentielle d'usurpateurs non possesseurs de fiefs, et les poursuites à l'initiative des communautés susceptibles de moins de prétexte : les recherches y eurent une grande portée. Sous le règne de Louis XIV, elles menèrent à la condamnation d'un très grand nombre d'usurpateurs. La plupart ne tentèrent même pas de faire front et capitulèrent en rase campagne. D'autres cherchèrent à prouver une noblesse défectueuse, voire illusoire en produisant des actes faux, nombreux lors de la seconde recherche des usurpateurs, sans doute à cause du peu de sévérité de la justice contre les notables ayant produit ces faux. Le pouvoir royal prit cependant des mesures qui se voulaient rigoureuses, et à cause de la difficulté de produire des faux probants, beaucoup de produisants en ayant avancé furent démasqués. Une peine uniquement pécuniaire et l'inachèvement des catalogues nobiliaires et états des usurpateurs traduisent les carences de la recherche. Ce ne fut pas pour autant ce qu'a décrit la légende noire, et en Gascogne orientale, si quelques notables purent bénéficier d'une certaine indulgence pour des preuves légèrement imparfaites, il n'y eut pas beaucoup de corruption, ni de nombreux abus contre les anciens nobles qui furent plutôt ménagés à divers égards. Outre les résultats concrets, le statut nobiliaire en sortit clarifié et renforcé par une législation qui s'étalait sur plus d'un siècle. Il connut alors les corrections le menant à son aboutissement.

Au XVIIIe siècle, l'usurpation était devenue compliquée, et il est vraisemblable qu'à part des agrégations anciennes qu'il ne s'agissait plus que d'achever, l'intégration à la noblesse par des voies illégales se tarît, sans pour autant disparaitre complètement, si l'on en croit de nombreux témoignages relatant son existence. Encore fallait-il pour ces usurpations au long cours ne pas avoir subi une condamnation lors des recherches, véritable boulet dont il était difficile de se défaire. S'il y avait peu de contestations de noblesse, néanmoins la preuve de noblesse littérale désormais bien réglée rendait ardue une usurpation rapide, à moins de recourir à des faux, ce qui n'était pas peu complexe. Le principal écueil en pays de taille réelle restait la taxe frappant les possesseurs de fief. Le bénéfice de cette noblesse usurpée était sans doute faible, à cause de la rigueur accrue du contrôle pour accéder aux places et honneurs nobles. Cela ne veut pas dire que la noblesse n'attirait plus, au contraire, elle était très recherchée comme le montrent l'anoblissement par charge et les lettres de noblesse, mais le risque de l'usurpation paraissait à beaucoup trop grand par rapport aux chances de réussite.

On relève que le changement de moyen de preuve fut constamment aggravé non pas tant sur le fond, puisqu'on en revint assez rapidement à une preuve centenaire, somme toute assez proche de l'ancienne preuve par degrés, et autre adoucissement, services et possession de fief furent négligés, que sur la forme. Ainsi les « titres originaux » devinrent incontournables, et les

nouvelles expéditions ainsi que les copies collationnées furent progressivement rejetées par certains juges comme le généalogiste des ordres du roi. La perte des titres ou le fait pour un noble d'être d'origine étrangère, quand il ne bénéficiait pas de la faveur du roi ou n'était pas à son service, ne permirent pas de contourner les règles de la preuve de noblesse, si ce n'est de façon subsidiaire, en obtenant de ne pas avoir à rapporter la minute d'un acte si elle avait été détruite, ou des délais plus longs quand les titres étaient prétendument à l'étranger. Le recours au roi ne permit d'obtenir une confirmation gracieuse de la noblesse que de façon résiduelle à un nombre dérisoire de prétendus nobles gascons, et seuls des services importants permirent d'éluder la preuve de noblesse en obtenant des lettres de maintenue de noblesse jusqu'au cours du XVIIe siècle, ou de confirmation de noblesse jusqu'en 1789.

Parallèlement à cette entreprise de régulation de la noblesse, des places avaient pu être affectées aux nobles. Le pouvoir royal avait toujours cherché à les fidéliser par divers biais. L'idée que l'on devait soutenir la noblesse pauvre devint par ailleurs récurrente. Mais alors que le gouvernement louisquatorzien se montra énergique sur les condamnations des usurpateurs, ces places réservées furent le plus souvent des vœux pieux, la Maison royale de Saint-Cyr étant un arbre qui ne cachait pas de forêt. C'est sous Louis XV que le pouvoir royal se montra de plus en plus favorable au maintien de la hiérarchie des ordres en favorisant la noblesse par le biais des places. Les entrées dans les assemblées politiques créées à la fin du XVIIIe siècle, dans les assemblées de notables sous la réforme Laverdy et les assemblées provinciales à l'époque de Necker et de Loménie de Brienne, témoignent de la volonté royale de garantir une place aux nobles, et si possible cette tripartition estimée essentielle à la monarchie française. Des charges civiles furent aussi garanties, en nombre relativement réduit il est vrai, et de caractère plutôt honorifiques. Dans certains chapitres ecclésiastiques, établissements d'éducation, ordres de chevalerie et assemblées politiques, on constate le même phénomène, ainsi qu'à la Maison du roi pour certaines charges, particulièrement dans sa composante militaire. Et effectivement c'est dans l'armée que fut livrée la bataille la plus significative, la noblesse parvenant à ses fins dans sa volonté d'accaparer les charges de commandement. Là, la politique royale et la réaction nobiliaire, appuyée par une tradition ancienne et aiguisée par une quête identitaire, se conjuguèrent avec une réaction professionnelle, et expliquent l'ampleur de la fermeture des places d'officier, quoiqu'elle ne fût pas totale. Elles se propagèrent logiquement jusque dans les établissements de formation des officiers, en raison des compétences requises.

L'agrément royal ne doit pas masquer la volonté marquée d'une grande partie de la noblesse de faire valoir ses droits et d'affirmer son identité. C'est à juste titre que l'on parle de

« réaction nobiliaire », non parce que l'on voudrait revenir à un état antérieur où les charges étaient garanties aux nobles, ce n'était évidemment pas le cas, mais parce qu'ils réagirent contre une ascension de la « bourgeoisie » entendue comme l'élite du tiers-état, dans les emplois de l'Etat royal, la richesse étant souvent indispensable et le talent de mieux en mieux reconnu. Etaient également visés les nouveaux venus au sein du second ordre. Dans les places réservées aux nobles dans l'Eglise, dans beaucoup d'établissements d'éducation, dans des Etats provinciaux, des parlements, des assemblées provinciales, c'est bien souvent les nobles qui impulsèrent le mouvement d'exclusion des roturiers ou nobles de fraiche date, le roi ne venant que sanctionner leur prise de position. Le cas de la noblesse bigourdane est assez symptomatique de cette affirmation de la prétention de l'ancienne noblesse, consacrée par la réforme des Etats. Cette réaction ne doit pas être généralisée car il y avait des variations provinciales, et tous les nobles ne s'impliquèrent pas dans le mouvement. En Gascogne orientale, beaucoup de nobles officiers militaires paraissent avoir agréé la réservation des charges militaires, mais il semblerait que les Etats de Nébouzan n'aient pas connu de fermeture, et les chapitres restèrent ouverts aux non nobles, y compris celui d'Auch, partiellement fermé depuis des temps anciens. La noblesse gasconne n'hésita pas à manifester son adhésion à la fermeture d'institutions aux roturiers en 1789, en réclamant dans certains cahiers des places nouvelles dans des établissements d'éducation, ou un meilleur contrôle de leur intégration en faveur des nobles pauvres, voire en Armagnac des chapitres de femmes pour la noblesse provinciale aux revenus médiocres.

Cette fermeture fut accomplie grâce à la preuve de noblesse établie par le pouvoir. Le cas de l'armée illustre parfaitement l'efficacité de cette preuve, une réelle fermeture succédant aux vœux pieux du législateur au XVIe siècle, qui n'eurent aucune suite non pas seulement à cause des transformations de l'armée au XVIIe siècle, mais aussi en raison de l'absence de moyens concrets mis en œuvre pour clore les entrées théoriquement réservées, et aux effets mitigés de l'exigence d'un simple certificat au début du règne de Louis XV. La preuve se vit renforcée dans bien des cas tant sur la forme, comme par l'exigence de plusieurs actes pour chaque degré, que sur le fond, en demandant plusieurs degrés de noblesse, ou quartiers nobles pour des places dans l'Eglise. En plus, la noblesse qui n'était pas militaire put être exclue. Certains nobles eux-mêmes trouvèrent qu'il y avait de l'excès dans ces règles, surtout des anoblis. Ce mécontentement s'exprima dans le cahier de doléances de la noblesse de Rivière-Verdun et pays annexés, où les anoblis étaient plus nombreux, en quémandant un assouplissement des règles de preuve ou que l'entrée aux Etats qu'ils appelaient de leurs vœux soit permise à la simple noblesse.

La frustration s'expliquait aussi parce que ces règles dessinaient une hiérarchie au sein du second ordre accordant la primauté à la noblesse suivant deux critères qui se recoupaient pour l'accès à nombre de charges et honneurs : le service militaire et l'ancienneté de la noblesse. Les honneurs de la cour révélaient ce qui était considéré comme la quintessence de la noblesse française. Cette « noblesse présentée » s'imposait au sein même de l'ancienne noblesse comme une noblesse de premier plan qui bénéficiait d'une faveur particulière de la part du monarque. Il est vrai que des droits d'entrée, honneurs et places étaient réservés à tous les nobles, anoblis compris, comme les assemblées électorales pour les Etats généraux, ou que l'Ordre de Saint-Michel vint récompenser spécialement les anoblis et les mérites civils, mais ce n'était pas la tendance générale.

En 1789, l'Etat royal n'était pas entièrement verrouillé par les nobles, mais la noblesse avait affirmé sa primauté dans des secteurs convoités, tels la magistrature, les premiers bénéfices du royaume, et surtout le commandement militaire. Or les élites du tiers-état, qui seules pouvaient porter leurs ambitions aussi haut, n'acceptaient pas une telle barrière, comme le montrent les cahiers de doléances. Ces trois domaines étaient surtout visés, mais les autres concernés pouvaient aussi être critiqués. Une dichotomie entre la naissance et le mérite semblait s'imposer, et le second devait selon elles l'emporter. La radicalité de la contestation n'allait pas jusqu'à demander la suppression de la distinction des ordres, mais la place plus importante souhaitée dans les assemblées politiques pour le tiers-état allait dans ce sens. La réservation des places était pourtant un point que la noblesse n'entendait en général pas mettre sur la table dans les grandes transactions qui s'annonçaient, ne concédant qu'exceptionnellement l'ouverture d'une brèche en faveur des anoblis ou des non nobles, dans la plupart des cas à l'armée, et parfois elle songeait même à renforcer ses positions, comme une bonne partie de la gentilhommerie de Gascogne orientale.

CONCLUSION GENERALE

Il est difficile de tirer une conclusion générale sur les aspects les plus divers que nous venons d'étudier, mais quelques éléments saillants permettent de se faire une idée de l'orientation du droit nobiliaire, et dans une moindre mesure du groupe nobiliaire gascon.

L'entrée dans la noblesse par l'anoblissement permettait d'acquérir le statut noble et l'essentiel des privilèges. Hormis pour le capitoulat, qui joua un rôle constant, on peut noter un essor de l'anoblissement au XVIIe siècle avec une croissance du nombre d'anoblis en Gascogne orientale. Il passa de vingt-trois au XVIe siècle (21,9%), à trente-cinq au XVIIe siècle (33,3%), pour atteindre quarante-sept au XVIIIe siècle (44,7%). L'intégration légale de la noblesse augmentait donc. Si elle avait même doublé quantitativement entre le XVIe siècle et le XVIIIe siècle, on restait cependant loin d'une submersion.

En Gascogne orientale, l'anoblissement par charge, pourtant reconnu difficilement et tardivement dans sa composante judiciaire, fut le plus prisé (84%), loin devant l'anoblissement par lettres (15%). Ces anoblissements par charges se firent principalement à Toulouse (91%), et très majoritairement par le capitoulat (74%). L'anoblissement par les fiefs de dignité était une théorie dépourvue d'effets pratiques, car ces dignités féodales étaient destinées aux nobles, et celui par les emplois au service des armes, malgré la faveur royale, très rare (1%).

La bienveillance royale pour le service militaire se retrouve cependant dans les lettres d'anoblissement qui le ciblent principalement, moyen qui était plus conforme à la représentation qu'on se faisait de l'acquisition de la noblesse comme récompense des vertus et mérites et cause d'émulation. Cette théorie pâtit moins de l'extension familiale des services couronnés, puisque la noblesse était une affaire de famille, ou de la prise en compte du mode de vie noble, que de l'emploi de lettres vénales, principalement sous Louis XIV, jetant la suspicion sur les anoblis. La dépréciation de l'anoblissement par lettres fut accrue par le recours aux révocations et confirmations vénales de noblesse. Ces manœuvres n'eurent que des effets limités en Gascogne, même si elles firent quelques victimes. Au XVIIIe siècle cependant, le mérite fut mieux valorisé et contrôlé par l'intendant. Les nombreuses raisons qui expliquent le faible nombre d'anoblissement par lettres comme la taille réelle, l'éloignement du pouvoir royal ou l'agrégation longtemps impunie, n'empêchèrent pas une augmentation de leur nombre et

parallèlement un recours croissant à celui par charges, témoins de l'attrait pour les privilèges utiles et honorifiques et de l'aura de la noblesse, malgré aussi le dédain pour les anoblis.

On a relevé une diversification des institutions où les gascons trouvèrent des offices leur permettant d'être anoblis, grâce à une mobilité hors des limites de la Gascogne orientale, mais dans une étendue très restreinte (Languedoc, Béarn). La chancellerie du Languedoc et le parlement de Toulouse servirent de tremplin vers la noblesse à des bourgeois gascons, mais ce parlement se ferma progressivement comme plusieurs autres. La vénalité des offices et la facilité des modalités d'anoblissement, comme l'acceptation d'un seul degré de service ou du panachage dans l'anoblissement graduel, expliquent leur succès, même si l'anoblissement graduel par charges était relativement laborieux. Les seuls anoblis par charges en Gascogne orientale même le furent par le bureau des finances, mais sa création tardive et son petit nombre d'offices ne lui permirent pas de jouer un grand rôle en l'espèce. Le capitoulat fut, c'est très net, la voie principale d'accès avec 62% des anoblis. C'est un particularisme local dû à l'accessibilité de cette institution municipale, qui conserva un rythme d'anoblissement élevé, et surtout à un prestige certain, le mettant à l'abri des révocations, alors que les autres municipalités connaissaient généralement bien des déboires. Le poids croissant de l'anoblissement par charges donna à certains l'impression d'une invasion[4360]. Il eut pour effet d'accentuer l'aspect négatif de l'anoblissement, puisque s'il était lié au service du roi, il passait surtout pour un produit de la notabilité sociale et de l'argent, alors qu'en théorie la noblesse devait être la récompense du mérite et de la vertu[4361]. *De facto*, seuls des notables accédaient à l'anoblissement. La charge de secrétaire du roi était l'archétype de l'office anoblissant pour un service modique et éphémère mais pour un coût financier exorbitant. L'association entre l'anoblissement par charges et l'argent fut amplifiée en outre par les manipulations financières très diverses du pouvoir royal, qui ne concernèrent cependant que peu la haute magistrature. La volonté de réformer l'anoblissement par charges était quasiment unanime en 1789[4362].

[4360] Entre 1774 et 1789, David Bien a décompté 2207 roturiers ayant intégré des charges anoblissantes (ce qui ne veut pas dire anoblis) sur 3119 accessions, pour seulement 270 lettres de noblesse (Bien, David D., « La réaction aristocratique avant 1789 : l'exemple de l'armée », *op. cit.*, p. 39, et p. 514).

[4361] Dans un édit de 1724, le roi constatait en plus que le « grand nombre d'offices qui donnent la noblesse, et dont plusieurs n'ont qu'une très modique finance » serait « un mal réel dans l'Etat » qui affecterait la noblesse par « l'augmentation considérable du nombre, qui en diminue toujours le lustre, et par la qualité des sujets qui sont à portée de se la procurer » (*ADHG*, 1 B 1941, folio 285, édit donné à Chantilly en juillet 1724, préambule).

[4362] Pas moins de 44,8% des cahiers de doléances de la noblesse réclamèrent l'abolition de la « noblesse vénale » et qu'elle ne soit que la récompense des services, et 8,9% que les charges « inutiles » qui donnaient la noblesse fussent supprimées (Chaussinand-Nogaret, Guy, La noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux Lumières, *op. cit.*, p. 210). On voit que la grogne était d'ampleur sur ce point dans la noblesse française. Il s'agissait sans doute pour elle moins de se fermer complètement que de redonner du sens, en rendant de nouveau l'anoblissement légitime. Ainsi 23,9% des cahiers proposaient d'anoblir la vertu, le courage, ou le mérite, dans différentes professions, et trois cahiers que les officiers des bailliages seraient anoblis à la deuxième ou troisième génération.

La noblesse se renouvelait, elle était ouverte[4363]. L'apport de l'anoblissement est important, surtout à proximité de Toulouse, même si on ne peut pas parler d'un profond renouvellement de la noblesse gasconne[4364]. En effet, les familles d'ancienne noblesse, ou qui s'étaient agrégées mais prétendaient faire partie de la gentilhommerie, restaient très majoritaires. L'entrée dans la noblesse se faisait principalement par les sources ordinaires. L'intégration par le mariage est demeurée dans des proportions modestes, et ne signifiait pas nécessairement une grande ouverture sur le tiers-état, puisque c'était avec des familles qui se rapprochaient peu ou prou de la noblesse, et surtout qui compensaient leur moindre élévation sociale en payant, que ces unions avaient lieu[4365]. Ses conséquences n'étaient que très limitées puisque la condition de l'épouse s'effaçait devant celle de son mari, la veuve d'un gentilhomme demeurait même noble ; cependant, celle d'un roturier mais de noble extraction recouvrait sa nobilité. La noblesse en Gascogne orientale resta dans une proportion exorbitante une qualité imprimée à la naissance, que les nobles devaient à des aïeux dont ils ne pouvaient presque jamais situer le premier qui bénéficiât du caractère noble, et voulaient donc bien croire être issus d'une noblesse immémoriale. Elle était liée à la maison et était indissociable de l'hérédité, se conservant dans la patrilignée légitime.

La politique royale était plus affinée en matière de lettres, pour lesquelles on peut déceler une orientation sociale, qu'en ce qui concerne les offices, pour lesquels le pouvoir royal dut compter avec les prétentions des officiers et fut motivé principalement par les ressources financières, ce qui contribua à faire péricliter le projet de noblesse militaire. Si l'on a pu constater un « élargissement de la noblesse au profit des formes modernes de l'élite » par la distribution de lettres d'anoblissements aux talents (architectes, artistes, médecins), administrateurs, fonctionnaires, commerçants et industriels, alors même qu'ils pouvaient être protestants, ce fut à la fois trop peu et trop tard pour transformer la physionomie de la noblesse, qui demeura dans l'ensemble liée à la féodalité, et partagée entre l'armée et la magistrature, son identité n'étant pas profondément modifiée par ce changement partiel de sa composition[4366].

[4363] Ce renouvellement de la noblesse par l'anoblissement est très frappant dans les villes, et plus encore dans les ports comme Nantes et Bordeaux, ou dans les villes où les charges municipales anoblissaient, comme Angers et Toulouse. A Bordeaux en 1789, ceux dont la noblesse remontait avant 1500 étaient moins de 9% (Figeac, Michel, L'automne des gentilshommes, *op. cit.*, p. 27).

[4364] La noblesse des campagnes était bien plus ancienne, le cas de la Gascogne orientale étant à rapprocher des exemples de l'Angoumois, du Périgord et de l'Aquitaine rurale (Figeac, Michel, L'automne des gentilshommes, *op. cit.*, p. 28 et p. 39). L'éloignement de la ville diminuait la portée du renouvellement, comme le montrent l'opposition du Comminges ou du pays de Rivière-Verdun et de l'Astarac ou de la Bigorre.

[4365] Le caractère intéressé de ces mariages est patent dans le cas du Lavedan, où ils paraissent directement imputables à la coutume successorale.

[4366] Reinhard, Marcel, « Élite et noblesse dans la seconde moitié du XVIIIe siècle », *op. cit.*, p. 24. En Provence, les « talents » sont absents au XVIIIe siècle, mais les services administratifs et judiciaires récurrents dans les

C'est très net en Gascogne orientale, où on constate en outre que les anoblissements se firent le plus souvent au profit de familles dont l'identité s'inscrivait dans la tradition nobiliaire et non dans ces profils nouveaux, ce qui était en partie le cas ailleurs. Ces nouveaux venus dans la noblesse n'étaient d'ailleurs pas, loin s'en faut, considérés par les anciens comme leurs égaux, et souvent pâtissaient d'un mépris plus ou moins accusé. Et puis la noblesse restait, parce qu'héréditaire, un héritage du passé qu'on ne pouvait entièrement remodeler suivant les nouvelles orientations données à l'anoblissement, anoblissement qui échappait d'ailleurs en partie aux inflexions royales par le grand nombre de charges le procurant aux notables fortunés.

Dans l'ensemble, malgré le développement de la législation et de la jurisprudence, la cessation de la noblesse, même pour dérogeance, est restée assez exceptionnelle : la noblesse était une qualité estimée trop précieuse pour que l'on prenne le risque de la perdre. Les seuls à la perdre définitivement étaient ceux qui s'engageaient dans les ordres religieux, changement radical de vie qui résultait d'un choix personnel et non d'une condamnation. De sorte que, mis à part ce cas spécifique, si la noblesse fut souvent acquise par des roturiers, elle fut assez rarement perdue par des nobles. Il n'est cependant pas conseillé de négliger la législation sur la perte de la noblesse, même sur la cessation définitive, car si les lois étaient peu mises en application par la jurisprudence, cela ne voulait pas dire qu'elles étaient fréquemment transgressées en toute impunité, ce peut être aussi tout simplement que l'interdit était respecté. S'il y eut bien des infractions dans certaines matières, comme le duel ou la prise d'une terre en fermage, beaucoup d'autres délits ou actes faisant déchoir ou déroger à la noblesse n'étaient pas commis par les nobles gascons, comme le crime de lèse-majesté ou l'artisanat. C'est peut-être le signe de la persistance d'une éthique nobiliaire largement partagée qui poussait à ne pas accomplir certains actes ni commettre certains crimes. Il ne faut pas négliger d'autres éléments permettant de comprendre la non application spécifique de la déchéance de noblesse : caractère exceptionnel des cas où elle pouvait être appliquée, difficulté d'appréhender les criminels nobles jusqu'au milieu du XVIIe siècle, complaisance des juges avec des nobles bénéficiant d'un bon réseau de solidarités, et mentalités opposées à cette peine, par la croyance en la transmission de la noblesse par le sang. Ce dernier point est d'importance, car la doctrine elle-même reconnut des « droits du sang » en raison desquels la noblesse était imprescriptible et ne pouvait être définitivement ôtée à la postérité[4367]. Les juristes ayant une telle position eurent

lettres, et la percée des négociants (marseillais) est très nette dans la seconde moitié du siècle (Cubells, Monique, « La politique d'anoblissement de la monarchie en Provence de 1715 à 1789 », dans *Annales du Midi*, 1982, 173).

[4367] Tel La Roque faisant de la noblesse un élément relevant de la nature, et non seulement du droit civil, sur lequel le roi aurait un pouvoir limité.

cependant une influence limitée, et l'idée d'une transmission des qualités par le sang eut tendance à se dissiper dans les esprits.

Les interdits sanctionnés par la déchéance et la dérogeance formaient une sorte de dénominateur commun aux nobles. Ceux contre lesquels avait été prévue la déchéance permirent d'éviter que la noblesse soit déshonorée par des actes scandaleux, comme des cas de corruption ou de trahison, et si certains ne furent pas respectés, comme en matière de duel, c'était sans doute aussi qu'ils n'étaient pas vus par les nobles eux-mêmes comme attentatoires à leur honneur. Les interdits en matière de dérogeance surtout permirent de maintenir une unité au sein de la noblesse grâce à un mode de vie estimé honorable, malgré quelques cas de non-respect, sanctionnés lors des recherches des usurpateurs ou de procès liés au logement des gens de guerre. Toutefois ceux qui bénéficiaient d'exceptions juridiquement reconnues à la loi de dérogeance, comme les négociants en gros, les avocats ou les agriculteurs, pouvaient pâtir d'un certain mépris. En dépit d'une politique royale très encourageante pour des nobles voulant s'adonner au commerce maritime ou en gros, les préjugés demeuraient dans les mentalités de la plupart des gentilshommes, qui n'avaient en outre pas toujours d'importants capitaux, et la noblesse resta majoritairement en marge de la croissance économique des secteurs secondaire et tertiaire marchand, malgré des exceptions comme en Couserans. Une suspicion affectait presque tout ce qui n'était pas d'épée. C'est particulièrement net en Gascogne orientale dans l'exemple des gentilshommes verriers, qui ne furent pas pleinement reconnus par beaucoup de leurs pairs, sinon comme nobles, du moins comme d'un rang équivalent au leur. L'acceptation *de jure* de l'existence d'une noblesse pauvre creusait aussi au sein de la noblesse de grands écarts dans les formes de « vie noble ». Concernant la robe en revanche, elle finit par en imposer même aux plus réticents, quoiqu'il fallût du temps. L'unité de l'ordre n'empêchait donc pas une diversité ; il existait même un cloisonnement partiel entre des catégories de nobles.

Il n'empêche que ces interdits ne pesaient pas très lourd sur la noblesse. Les lois criminelles sanctionnant la déchéance de noblesse prévoyaient aussi dans la plupart des cas une peine pour les non nobles : la peine spécifique aux nobles ne venait que se surajouter, et il était parfois prévu une peine bien plus sévère pour le roturier. Par ailleurs la noblesse regardait habituellement comme indigne d'elle la plupart des cas de dérogeance, cette dernière n'étant en plus que temporaire. A partir du moment où le commerce maritime, le négoce en gros et la manufacture furent permis aux nobles, il devint évident que les nobles ne devaient pas seulement servir le roi à l'armée ou dans la magistrature, et que le tiers-état était très défavorisé dans le soi-disant partage des compétences. D'autant que l'obligation de servir du noble fut pour l'essentiel théorique, l'arrière-ban végétant avant de s'évanouir vers la fin du règne de

Louis XIV. Servir le roi à l'armée était d'autant moins un impératif que, lorsque l'arrière-ban était encore convoqué, en cas de manquement au service, s'il y avait des sanctions, ce ne fut pas le cas de la déchéance de noblesse, qui ne fut prévue qu'un temps limité par la loi. Il restait très fortement recommandé au noble de servir, mais ce n'était pas une obligation juridique. Ainsi le noble pouvait très bien ne pas accomplir ce qu'on jugeait être son devoir et continuer à jouir de son statut. En outre quand il servait, beaucoup relevaient que ce service lui apportait des avantages utiles et honorifiques d'importance lorsqu'il le faisait dans l'armée de métier ou dans un office de judicature[4368]. Dans ces conditions, le noble jouissait d'un statut très favorable, car bénéficiant de nombre de privilèges et exemptions, mais n'avait pas de devoirs équivalents. Le roturier, devant un tel constat, ne pouvait que chercher à accéder à cette condition si bénéfique ou, s'il nourrissait une conception politique d'envergure, souhaiter la réformer, voire la supprimer : car quelle utilité pouvait avoir un groupe social doté d'un statut très avantageux mais n'accomplissant pas en contrepartie des charges équipollentes ?

Si l'anoblissement put s'accroître et être instrumentalisé par le souverain d'une part, et que la dérogeance fut sanctionnée d'autre part, c'est principalement à cause de la prise de contrôle du droit nobiliaire par le biais de la preuve de noblesse. Le pouvoir royal fut surtout aiguillé par sa volonté d'éviter les exemptions fiscales indues, même si le souhait de maintenir le prestige de la noblesse, et de satisfaire à une de ses revendications, était peut-être sincère. Les conséquences se firent paradoxalement sentir autant, si ce n'est plus, en pays de taille réelle, où la noblesse était très rarement vérifiée. Ce fut durant le règne de Louis XIV que par ce moyen, le statut noble fut clarifié, strictement délimité, et que le remplacement de la preuve testimoniale par une preuve instrumentale fut définitivement assuré. Ce faisant, le pouvoir royal définissait la noblesse selon ses critères, et la reconnaissance par les pairs laissa place au contrôle par la justice royale. Son pouvoir d'anoblissement, anciennement reconnu en théorie, devenait une réalité consacrée par la pratique. Ce qui frappe quand on regarde la noblesse au XVIIIe siècle, c'est l' « emprise de la souveraineté monarchique sur le statut juridique »[4369].

[4368] Rabaut-Saint-Etienne observait qu'il avait à la fois « le salaire et l'exemption » (*ADHP*, 65 J 156, Rabaut Saint-Etienne, Jean-Paul, Considérations sur les intérêts du Tiers-Etat, *op. cit.*, p. 68). Dans la petite communauté de Monbardon en Astarac, qui réclamait la fin de l'exemption fiscale des nobles, on fit valoir que les biens nobles étaient exemptés « soit par des personnes nobles, soit par des roturiers milionnaires qui les ont acquis et soit par des eclésiastiques » au détriment des « pauvres misérables de son royaume », alors que « cy ces biens ont été anoblis par les roys prédécesseurs, c'est parce qu'autrefois les nobles faisoint la guerre à leurs propres dépens, tandis qu'aujourd'huy Sa Majesté paye tous ses officiers et soldats de ses troupes et que les nobles qui vont au service de Sa Majesté n'y vont que pour acquérir un nom plus distingué et pour avoir ensuitte des pensions plus considérables » (*ADG*, B 497-27, cahier de doléances de la communauté de Monbardon, 1789).

[4369] Nélidoff, Philippe, « Des ordres à travers les répertoires juridiques d'Ancien Régime », *op. cit.*, p. 441.

L'application de cette législation fut effective lors des recherches des usurpateurs de noblesse. Elles matérialisèrent la soumission de la noblesse à l'administration royale lors d'un contrôle sans précédent. *De facto*, ces recherches, quoiqu'imparfaites, conduisirent en Gascogne orientale à la condamnation de nombreux usurpateurs. Par la suite, malgré des avis contraires de certains contemporains, l'intégration illégale à la noblesse parait s'être effondrée ; en tout cas elle était plus compliquée qu'auparavant, non sans risque de condamnation, et d'un bénéfice limité[4370]. Sur la forme, la preuve était bien plus rigoureuse. Son contournement par l'obtention d'une confirmation de noblesse fut clairsemé. L'entrée dans la noblesse était étanchéifiée, et le statut rationnalisé. Peut-être que la noblesse, au lieu de se voir rétablie dans son lustre comme annoncé, y perdit de sa crédibilité, car le voile du mystère qui entourait ses origines et fascinait, était en partie levé, laissant voir chez beaucoup une réalité moins brillante que prétendue[4371]. Officiellement, la société d'ordre fut confortée, mais les différences, plus commodément appréhendées par l'esprit, faisaient aussi plus facilement l'objet d'une critique. La fin de l'agrégation contribua par ailleurs à diminuer le poids démographique de la noblesse, apparemment pas compensée par la hausse de l'anoblissement par charges[4372].

Toutefois, la preuve de noblesse instrumentale fut utilisée par le gouvernement royal pour attribuer une place de choix aux nobles dans l'Etat royal, afin de les fidéliser dans un premier temps, et de plus en plus nettement pour maintenir la hiérarchie sociale. La réservation des places aux nobles prit de l'ampleur au XVIIIe siècle, s'étendant des honneurs aux assemblées politiques en passant par des charges civiles et militaires, des chapitres nobles et des établissements d'éducation. L'ampleur du mouvement frappe dans l'armée, institution dans laquelle des nobles virent un moyen de refonder leur légitimité en réaffirmant l'identité militaire

---

[4370] Cubells, Monique, « A propos des usurpations de noblesse en Provence sous l'Ancien Régime », *op. cit.*, p. 296.

[4371] Le sociologue Rémi Lenoir a pu analyser que les recherches eurent pour effet de « briser la croyance indéfectible jusque-là en la noblesse en tant que corps dépositaire des vertus qui font les grands hommes. Le travail d'objectivation de qualités impalpables, la mise en examen, et l'inévitable soupçon qui lui est lié, de personnes qui n'avaient de comptes à rendre à personne, la fraude et l'usurpation étalées sur la place publique » affectèrent considérablement la noblesse dans les représentations mentales (Lenoir, Rémi, *Généalogie de la morale familiale,* Le Seuil, Paris, 2003, p. 133). L'ennoblissement de la généalogie ne pouvait s'accorder avec la nouvelle preuve de noblesse, qui mettait également en péril la confiance des nobles en leur supériorité immuable à cause de l'ébranlement de leur identité noble souvent fondée sur une mémoire sélective. L'historien François-Joseph Ruggiu a analysé que les familles nobles allaient alors devoir confronter des « mythologies constitutives de leur identité » à un regard officiel empreint de rationalité, qui remettait en cause la tradition familiale et créait une « instabilité de leur ancienneté », or elle était un élément essentiel de l'identité noble (« Ancienneté familiale et construction de l'identité nobiliaire dans la France de la fin de l'Ancien Régime », dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, *op. cit.*, tome 1, p. 309).

[4372] Les historiens ayant enregistré une forte décrue du nombre de nobles au XVIIIe siècle, érosion évaluée à 41%, cela pourrait aussi tenir, outre à la baisse de l'usurpation, mise en cause par Michel Figeac, aux difficultés économiques du début du siècle et à l'extinction des lignages liée à une limitation volontaire des naissances et à la stérilisation des branches cadettes (Figeac, Michel, L'automne des gentilshommes, *op. cit.*, p. 99-100).

originelle du second ordre. C'est que les nobles œuvrèrent conjointement avec le pouvoir royal pour obtenir cette place institutionnelle qui garantirait sa prééminence. Noblesse qui aurait été stimulée par la « montée en nombre, en richesse et en puissance culturelle » de la bourgeoisie[4373]. Tous les nobles ne soutinrent pas cette réaction, et ceux qui la virent d'un bon œil s'impliquèrent à des degrés divers, mais dans certaines provinces comme en Gascogne il semble que beaucoup de nobles furent favorables à la barrière généalogique érigée progressivement.

Noblesse qui apparaissait en outre fragmentée, l'ancienne manifestant son peu d'égards pour les nouveaux venus, jugés trop nombreux et pernicieux pour l'éclat de l'ordre, le dédain contre les anoblis perdurant, par une obligation d'ancienneté accrue pour des places, exigence acceptée par le pouvoir. De surcroît, la noblesse d'épée put reléguer, avec l'accord du roi, les maisons qui n'étaient pas liées au service des armes. Une autre fracture était celle qui sépara la noblesse présentée, bénéficiant de la faveur du roi, de celle qui ne l'était pas. L'ordre ne présentait pas un front uni, et à ces divisions s'ajoutaient des différences économiques, professionnelles et culturelles de taille, qui se manifestèrent par une approche différente de la place de la noblesse dans les réformes institutionnelles que tous espéraient en 1789[4374].

L'évolution sur le fond de la preuve de l'état noble de la personne conduisit à la recentrer sur la filiation, donc sur la naissance, et à la détacher du service, des fiefs et d'autres caractères parfois invoqués. Le port de qualifications et le pouvoir anoblissant du souverain étaient décisifs, or ce dernier était limité en partie à cause de la vénalité des offices. La noblesse perdit de son sens. Le fait que de droit les services ne furent plus exigés lors de la seconde recherche, pas plus d'ailleurs que la possession de fief, renforça l'impression négative que la noblesse serait une coquille vide, dont la signification n'était pas claire, la fonction sociale incertaine.

Néanmoins pour les places et honneurs, le service militaire put être pris en compte en plus d'une ancienneté de la noblesse qui allait bien au-delà de la centaine d'années dans certains cas. Des preuves par quartiers pouvaient aussi être requises. L'alliance noble et les charges à l'armée ou dans la magistrature, aussi bien que l'ancienneté, apparaissaient donc comme des critères fondamentaux ès noblesse, auxquels il faudrait adjoindre la possession de fief, et plus particulièrement de dignités féodales, qui dessinaient une hiérarchie dans l'ordre[4375]. Ces

[4373] Lemarchand, Guy, « La France au XVIIIe siècle : élites ou noblesse et bourgeoisie ? », dans *Cahier des Annales de Normandie*, n°30, 2000, p. 117.
[4374] Michel Figeac décrit la noblesse à la fin du XVIIIe siècle comme une « mosaïque aux intérêts divergents » (Figeac, Michel, L'automne des gentilshommes, *op. cit.*, p. 48).
[4375] François-Joseph Ruggiu, à travers une étude des mémoires du Cabinet des titres, en a identifié trois (les services, les alliances, l'ancienneté) comme fondamentaux dans l'identité collective de la noblesse à la fin de

éléments distinctifs étaient pourtant aux antipodes de l'idéologie des Lumières. Alors que les grandes enquêtes étaient terminées, la preuve de noblesse, plus exigeante pour l'accession aux places, fut de plus en plus au cœur des préoccupations des nobles. Les recherches généalogiques prirent de l'envergure. Le noble pouvait être caricaturé comme un « privilégié » qui aurait « sans cesse les yeux sur le noble temps passé »[4376].

Marcel Aimé a conclu de son étude du droit nobiliaire en Bourgogne qu'il y eut une « fermeture de plus en plus accentuée de la noblesse sur elle-même à l'époque précédant la Révolution »[4377]. Pourtant on peut déceler des éléments attestant une ouverture en Gascogne orientale même, par exemple l'augmentation du nombre d'anoblis ou le plus grand nombre de mariages hors de la noblesse, et si on étend le regard au-delà de la province, on remarque la diversification relative des activités des nobles, avec l'implication d'une minorité dans le commerce ou l'industrie, et l'anoblissement de « talents ». Mais dans l'ensemble la noblesse restait un modèle social plutôt figé, avec les critères permanents de l'ancienneté de l'origine noble, de la possession des fiefs, de l'alliance noble et du service dans l'épée ou la robe[4378]. Même le mariage homogame resta dominant, l'alliance roturière heurtant visiblement les mœurs nobiliaires. Et si l'anoblissement pouvait être rapide, il fallait de fait plusieurs générations pour être reconnu socialement comme noble à part entière par ses pairs.

L'ouverture relative de l'ordre et l'essor de la bourgeoisie suscitèrent même un raidissement, notamment en matière de places réservées, qui conduisit à mettre en avant le service des armes et l'ancienneté de la noblesse dans les preuves, d'ailleurs plus rigoureuses sur la forme, et à étendre le nombre de places bénéficiant aux seuls nobles[4379]. Face à ce

---

l'Ancien Régime (« Ancienneté familiale et construction de l'identité nobiliaire dans la France de la fin de l'Ancien Régime », *op. cit.*, p. 312). Les fiefs en sont aussi un, du moins est-ce très net pour la noblesse gasconne.

[4376] Sieyès, Emmanuel-Joseph, Essai sur les privilèges, *op. cit.*, p. 23.

[4377] Aimé, Marcel, La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 399.

[4378] Sur la pérennité des principaux traits du modèle nobiliaire, l'immuabilité de son idéal malgré les transformations : Jouanna, Arlette, « Mémoire nobiliaire. Le rôle de la réputation dans les preuves de noblesse : l'exemple des barons des Etats de Languedoc », dans Grell, C., Ramière de Fortanier, A., *Le second ordre : l'idéal nobiliaire. Hommage à Ellery Schalk*, Université de Versailles-Saint-Quentin, 1999, p. 197 et suiv.

[4379] La théorie de la « fusion des élites » n'est plus vraiment partagée par les historiens. Elle avait été soutenue principalement par Denis Richet (« Autour des origines idéologiques lointaines de la Révolution française : élites et despotisme », dans *Annales. E. S. C.*, 1969, p. 1). Par la suite c'est Guy Chaussinand-Nogaret qui l'a promue, expliquant qu'à la société d'ordres se serait substituée « une société de copinage où les identités se perdent dans le confusionnisme social », et que bourgeoisie et noblesse allaient, quoiqu'à « vitesses inégales », à « l'amalgame » (Chaussinand-Nogaret, Guy, La noblesse au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 178). Cette théorie a été sévèrement critiquée par Michel Vovelle qui a conclu que les attitudes religieuses la démentaient clairement (Vovelle, Michel, « L'élite ou le mensonge des mots », dans *Annales*, 1974, p. 49). Autre étude allant à son encontre, celle de David D. Bien, qui parle d'une « offensive de la noblesse » (Bien, David D., (traduction J. Rovet), « La réaction aristocratique avant 1789 : l'exemple de l'armée », *op. cit.*, p. 23 et suiv.). Pour un démenti très équilibré, voir Lemarchand, Guy, « La France au XVIIIe siècle : élites ou noblesse et bourgeoisie ? », *op. cit.*, p. 107.

mouvement, ce sont des idées à l'opposé du modèle nobiliaire qui se répandirent : le culte du progrès, l'utilité économique, l'égalité naturelle entre les hommes, le mérite individuel comme seul critère de distinction valable[4380]. La bourgeoisie, de toute évidence, n'acceptait pas son éviction des fonctions prestigieuses. Les prétentions politiques du tiers-état étaient effectivement doublées de réclamations sur les places. Les privilèges étaient pour beaucoup jugés injustes et en trop grand nombre, et le statut noble était en proie aux critiques de plus en plus hardies. La noblesse était pourtant acceptée, on ne réclamait pas son abolition[4381]. La voie du compromis semblait privilégiée. Mais la noblesse, associée à la féodalité et souvent réduite à la « naissance », avait perdu de son crédit. Elle était affaiblie pour négocier.

En conséquence la noblesse, pourtant prête à une capitulation complète en matière d'impôts, était *de facto* menacée, même si *de jure* elle pouvait se croire à l'abri en tant qu'ordre pour avoir la protection d'un gouvernement duquel on surestimait la puissance, dont la volonté de maintenir l'ancienne distinction des ordres fut confirmée lors de la séance du 23 juin 1789. La réunion des Etats généraux fut pour elle à la fois source d'angoisse et d'espoirs[4382]. Le ton employé avait bien changé à l'égard des roturiers depuis 1614, jadis plein de condescendance chez certains, désormais fraternel[4383]. Il n'était plus question de faire rentrer le tiers-état dans sa sphère d'attribution, mais de défendre les droits honorifiques, les prérogatives seigneuriales et les places nobles[4384]. Car si la noblesse avait dû laisser de côté ses ambitions politiques, ses réclamations corporatistes en termes de restriction de l'entrée dans l'ordre et de places exprimées durant la première modernité avaient été en partie entendues, ayant obtenu gain de cause dans certains secteurs. Comme le relève Guy Richard, la monarchie absolue fut en même temps « l'ennemie implacable de la noblesse en tant que corps politique » et sa « protectrice

[4380] On ne doit pas sous-estimer la relative diminution de la guerre dans l'estime publique, alors que l'agriculture, l'industrie et le commerce avaient fortement accru leur honorabilité dans la pensée des philosophes qui dissertaient sur la richesse des nations et les moyens de rendre heureux les individus.

[4381] Le maintien de la distinction des ordres fut même réclamé par le tiers-état en Comminges et dans les Quatre-Vallées comme relevant de la constitution (Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, tome III, p. 26, cahier de doléances du tiers-état du Comminges et du Nebouzan, 1789, art. 2 ; p. 413, cahier des doléances de la sénéchaussée des Quatre-Vallées, 28 mai 1789, art. 3).

[4382] Les réflexions de monsieur de Cardeillac sont à ce titre éloquentes : la tournure des affaires « ne sera-t-elle pas aussi fatale que tout nous l'annonce, quelques fois on voit guerir tout à coup le malade qui sembloit à l'agonie. La nation une fois assemblée connoittra peut-être ses véritables interests. Le tiers-état verra dans quelles vues et par combien d'insinuations mensongères on a cherché à liniter contre la noblesse. Les trois ordres sentiront qu'en s'unissant, ils peuvent donner la loy et cimenter à jamais le bonheur de la France » (Fonds Lascazères, lettre de monsieur de Cardeillac au marquis de Franclieu, 20 février 178[9]).

[4383] Le futur député de la sénéchaussée d'Auch proclamait que tous ses compatriotes lui étaient « chers » : « de quelque condition qu'ils soient, quelque rang qu'ils occupent, je les regarde comme mes frères » (Luppé-Taybosc, Jean-Phinée-Suzanne de, Réflexions d'un citoyen sur l'assemblée prochaine des Etats généraux, *op. cit.*). On se souvient de la réaction outrée de la noblesse lorsqu'Henri de Mesmes, cent-soixante-quinze ans plus tôt, avait déclaré que les trois ordres étaient « frères », jugeant cette comparaison insupportable et exigeant des excuses (Mousnier, Roland, Les institutions de la France sous la monarchie absolue, *op. cit.*, p. 794).

[4384] Sur la noblesse aux Etats de 1614, *ibidem*, p. 791 et suiv.

dévouée, quand elle limitait ses prétentions à n'être que la première en dignité »[4385]. Tout en l'instrumentalisant, le pouvoir royal assura la pérennité de sa domination en l'encadrant par des interdits, mais aussi en lui conférant honneurs, places, pensions et privilèges.

Dans les cahiers de doléances, à Auch comme ailleurs, l'impression qui domine est que « les trois ordres s'entendent sur l'essentiel », et les mêmes thèmes étaient repris : liberté individuelle, Constitution, fin du privilège fiscal[4386]. L'orientation générale était anti-absolutiste, décentralisatrice et libérale, les réformes proposées à tous les niveaux et dans tous les domaines. Cependant des variations significatives existaient bien évidemment entre les trois ordres, et majoritairement la noblesse voulait maintenir ses droits honorifiques et politiques et les seigneuries[4387]. Les doléances de la noblesse française demandant le maintien de ses prérogatives honorifiques se retrouvent dans 40% des cahiers, ce qui est beaucoup, quand on sait qu'en Gascogne orientale, si seule la noblesse de Rivière-Verdun et de Comminges le réclamaient, il était évident que les autres n'entendaient nullement y renoncer eu égard à l'ensemble du contenu de leur cahier[4388].

En ce qui concerne la Constitution, on remarque que, pour beaucoup, il ne s'agissait pas tant d'en donner une à la France que de « rétablir ses peuples dans les droits que l'antique constitution de la monarchie leur assure » ou de « rétablir l'ancienne constitution française »[4389]. Ce qui se traduisait surtout, en Gascogne orientale, par la volonté de jouer un

[4385] Richard Guy, Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 33. Un constat analogue a été fait par Fernand Braudel en Castille, où l'Etat moderne fut à la fois « ennemi » et « protecteur » de la noblesse : il précise qu'il voulut « les réduire à l'obéissance, première tâche, jamais achevée d'ailleurs ; ensuite les utiliser comme instruments de gouvernement » (Braudel, Fernand, La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, *op. cit.*, p. 318).

[4386] Bordes, Maurice (dir. par), Histoire d'Auch et du pays d'Auch*, op. cit.*, p. 154.

[4387] Quoique ce ne fût pas *de jure* un domaine réservé aux nobles, plusieurs articles des divers cahiers gascons contenaient des réclamations en lien avec leurs droits seigneuriaux. Ainsi en Comminges furent défendus « le maintien des justices seigneuriales, ainsi que du rang et des prérogatives qui, jusqu'à présent, ont caractérisé notre ordre, et que nous tenons de nos ancêtres. Nous leur prescrivons formellement de s'opposer à tout ce qui pourrait y porter atteinte, et de rejeter toute modification qui pourrait altérer des droits qui entrent dans l'essence de la monarchie » (Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, tome III, p. 23, « mandat de la noblesse du pays et comté de Comminges, Couzerans, et Nébouzan », art. 7). En Rivière-Verdun, on se proclamait décidé à « maintenir avec la fermeté et le courage inhérent à son ordre » ses « privilèges de prééminence et d'honneur » (*ADHG*, 1 C 3813, « cahier des doléances de la noblesse du pays et jugerie de Rivière-Verdun, Gaure, baronnie de Léonac et Marestaing », Verdun-sur-Garonne, 16 avril 1789). Ailleurs les déclarations sont moins éloquentes, mais les intentions corroborées par des articles des cahiers.

[4388] Chaussinand-Nogaret, Guy, La noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux Lumières, *op. cit.*, p. 209.

[4389] Selon des nobles de la sénéchaussée d'Auch, dans cette Constitution que connurent leurs ancêtres avant de sombrer dans le « despotisme », « le pouvoir du prince et les droits de la nation étoient balancés par le plus juste équilibre », « tous les citoyens étoient également protégés par la loi », et « tous les ordres, réunis par le lien commun de l'intérêt général, conservoient entre eux une telle parité d'influence, qu'aucun ne pouvoit être ni oppresseur ni opprimé » (Service du livre ancien, « Plusieurs des membres de la noblesse de la sénéchaussée d'Auch s'étant rassemblés pour conférer des différens points à présenter à la discussion de l'assemblée des Etats généraux, et préparer les objets qui doivent former leurs doléances, ayant eu connoissance du canevas proposé par la noblesse de Guienne, assemblée à Bordeaux le 10 février 1789, en ont adopté les articles et en ont, seulement, ajouté quelques-uns, et donné quelque extension à d'autres, qui ont paru mériter une attention particulière »).

rôle politique, et à cette fin de maintenir le vote par ordre, souvent défendu avec force, à l'exception du Couserans qui ne fit pas connaître ses intentions sur ce point[4390]. Il est vrai, dans ce dernier cas, que la réunion n'eut lieu que tardivement et que l'on pouvait croire que la question avait déjà été tranchée[4391]. En Armagnac, la noblesse fit preuve d'une ouverture toute relative, en réclamant le vote par ordre, « en sorte que le vœu des deux ordres ne puisse point lier le troisième, ainsi qu'il a été décidé aux Etats généraux de 1355 », mais en accordant que s'il se présentait des « cas particuliers » dans lesquels les trois ordres auraient délibéré séparément dans leur assemblée qu'il serait « indispensable de se réunir pour voter par tête », ce serait possible[4392]. En Rivière-Verdun, on avait conscience que cette « antique forme du gouvernement de nos pères » était menacée par de « hardis novateurs », et on entendait bien empêcher la ruine de cette « constitution » en donnant « à la fois l'exemple du désintéressement et de la fermeté » : le vote par ordre et la « faculté d'empêcher qu'ils ont divisément » étaient, à les en croire, « constitutifs de la monarchie ». Il fut donc défendu à son député de prendre part à des délibérations où on voterait par tête « quelle que soit la force et l'urgence des raisons qu'on pourroit lui alléguer »[4393]. Si on rapporte ces prises de position à l'ensemble de la noblesse française, la noblesse gasconne se montrait plutôt conservatrice, car tous les nobles

[4390] Par exemple en Comminges, étaient chargés « de la manière la plus spéciale, ses députés aux Etats généraux de s'opposer à ce qu'on opine par tête ; de faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour maintenir les ordonnances et les usages qui ont établi, comme règle certaine, que l'on doit opiner par ordre, et que l'avis de deux ordres ne peut lier le troisième ; et, dans le cas où, malgré l'oposition de ses députés, on voudrait passer outre, la noblesse, dès à présent, révoque les pouvoirs de ses députés, leur enjoint de se retirer de l'assemblée, et déclare qu'elle ne se regardera pas comme liée par les délibérations de ladite assemblée, comme prises sans sa participation, et contre le véritable ordre et police des Etats généraux » (Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, tome III, p. 21, « mandat de la noblesse du pays et comté de Comminges, Couzerans, et Nébouzan », art. 2). D'autres cahiers étaient moins prolixes, comme celui d'Auch où il était question d' « opiner par ordre aux Etats généraux, sans que deux ordres puissent lier le troisième », ou que les lois soient établies « par le consentement mutuel de l'autorité du roi et du consentement de chacun des trois ordres » (*ADG*, B 497, cahier des doléances de la noblesse de la sénéchaussée d'Auch, 20 mars 1789. art. 1 et 5). Si le cahier de doléances de la noblesse de Bigorre a été perdu, on sait cependant qu'elle était pour le vote par ordre car son député protesta avoir reçu de ses commettants « le mandat exprès de ne voter que par ordre et non par tête », et celui de conserver la constitution des Etats de Bigorre « où les trois ordres sont distincts et séparés et où l'on opine jamais que par ordre, étant la même que la constitution du royaume », protestant « contre toute innovation contraire à la constitution de la monarchie jusqu'à ce qu'il ait reçu de nouveaux pouvoirs » (*ADHP*, 65 J 421, déclaration du baron de Gonès déposée sur le bureau de l'ordre de la noblesse, Versailles, 30 juin 1789).

[4391] Louis-Marie de Montgrenier, comte de Panetier, écrivit qu'ils avaient pensé qu'elle serait « légalement décidée au moment où son cahier seroit présenté à cette auguste Assemblée » ; ce choix ne pouvait se faire selon lui qu'avec la sanction royale et le consentement des deux premiers ordres, suivant sa protestation faite le 1er juillet 1789 (publiée à la suite de son *Compte rendu à ses commettans, par monsieur le comte de Panetier, député de l'ordre de la noblesse de la vicomté de Couserans, aux Etats généraux de France*, 15 juillet 1791, p. 35).

[4392] *ADG*, B 497-50 bis, cahier de doléances de la noblesse de la sénéchaussée d'Armagnac, 27 mars 1789, art. 2.

[4393] Ce député devrait « si on vouloit l'y contraindre » se retirer de l'Assemblée « après en avoir protesté, et s'y représentera à chaque séance pour renouveller ses protestations, ou prendre part à la délibération, si les Etats généraux rendus aux vrais principes de la monarchie, délibèrent par ordre » (*ADHG*, 1 C 3813, doléances de la noblesse de Rivière-Verdun, Gaure, baronnie de Léonac et Marestaing, Verdun-sur-Garonne, 16 avril 1789).

français ne furent pas aussi tenaces, et une moitié environ se montra plus ou moins libérale sur ce point[4394].

L'attention portée au sort des plus faibles, les « laboureurs » dans les campagnes, les soldats à l'armée, se retrouve dans plusieurs articles des cahiers gascons : on est loin d'une attitude méprisante[4395]. La noblesse du Couserans, très libérale, demandait que « pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, aucun individu, aucune classe, aucun ordre de citoyen ne puisse être humilié ni avilli ». Sans doute faut-il rapprocher cette attente des 5,2% de cahiers nobles qui voulaient supprimer les formalités humiliantes pour le tiers, et des 8,9% qui souhaitaient l'égalité des peines entre les ordres[4396]. Dans le même temps cependant, une peur du mouvement social se faisait sentir chez ceux qui acceptaient des réformes politiques et économiques, mais ne souhaitaient pas de bouleversement de la hiérarchie sociale, en conservant pour eux et leurs descendants une place prééminente[4397]. Or cette distinction des états était présentée par beaucoup de nobles comme consubstantielle à la monarchie, à la suite de Montesquieu, et sans que tous poussent aussi loin la réflexion que le parlement de Paris dans ses remontrances de 1776, des nobles gascons avaient fait leur la théorie selon laquelle « la confusion des rangs entraîna toujours la chute des Empires »[4398]. Une meilleure organisation de

[4394] 41% des cahiers imposèrent le vote par ordre à leur député, prise de position majoritaire, mais majorité qui reste relative. A l'opposé, les partisans du vote impératif par tête étaient faibles : 8,2%. Reste à interpréter les autres cas. On ne peut que rapporter l'analyse de Chaussinand-Nogaret. D'après lui, il faut ajouter à cette petite minorité ceux qui « sans se prononcer impérativement pour le vote par tête, s'y montrent favorables ou prêts à s'y rallier si le vœu général ou l'intérêt de la Nation l'exigent », soit au total 38,8% des cahiers. Concernant les 20,1% restant, soit ils ne faisaient pas du vote par ordre un impératif, comme par exemple par l'acceptation du vote par tête lorsqu'il n'y aurait pas unanimité entre les ordres, soit ils prévoyaient le vote par tête pour certaines questions, dans un domaine plus ou moins limité (Chaussinand-Nogaret, Guy, La noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux Lumières, *op. cit.*, p. 188-190). Ces chiffres ne portent que sur les cahiers conservés, et ne comprennent pas la noblesse bretonne qui refusa de participer aux Etats généraux.

[4395] On les vit *a contrario* manifester leur hostilité aux « capitalistes » et « financiers », et proposer la révision de l'octroi des pensions. Dans le cahier de doléances des nobles du Couserans, était également demandé à ce que fût pris en considération « le sort des nègres de nos colonies » (*ADA*, 77 F 163, cahier de la noblesse de la « sénéchaussée de Couserans », Saint-Girons, 28 avril 1789).

[4396] Chaussinand-Nogaret, Guy, La noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux Lumières, *op. cit.*, p. 212. Ailleurs qu'en Gascogne orientale, 8,2% des cahiers nobles recommandaient la suppression ou le rachat des droits seigneuriaux, et 5,2% le rachat soit des corvées, soit des banalités, soit du champart (*ibidem*, p. 210).

[4397] D'après David D.Bien, c'était plus largement l'ensemble de la société qui sembla en proie au dérèglement, et une « kyrielle de plaintes » se firent contre le « mélange excessif des conditions sociales », due à « une ambition anormale et impatiente » (« La réaction aristocratique avant 1789 : l'exemple de l'armée », *op. cit.*, p. 37). La noblesse couseranaise exprima clairement cette crainte dans son cahier des doléances : « Que Sa Majesté sera très respectueusement mais très instamment supliée de donner à chaque état, chaque classe de ses sujets, une forme plus stable, en s'opposant aux variations fréquentes qui ont fait en quelque sorte en France le caractère distinctif du XVIII[e] siècle, et qui ont plus que toute autre chose contribué au désordre des affaires, par le bouleversement qu'elles on jetté dans les opinions, les prétentions, les positions et les fortunes » (*ADA*, 77 F 163, « Cahier de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Couserans », St-Girons, 28 avril 1789).

[4398] Luppé-Taybosc, Jean-Phinée-Suzanne de, Réflexions d'un citoyen, *op. cit.*, p. 4 ; Panetier, Louis-Marie de Montgrenier comte de, Compte rendu à ses commettans, *op. cit.*, p. 39.

l'anoblissement légal devait permettre de redonner du sens et de la légitimité à cette distinction, et justifier les privilèges au moins de l'anobli.

L'élection des députés était très significative puisqu'elle se faisait à la majorité absolue des voix[4399]. Les représentants de la noblesse gasconne furent presque tous issus de la noblesse d'épée, féodale et ancienne, même si certains ne servaient pas à l'armée au contraire de leurs aïeux[4400]. Seul le député du pays de Rivière-Verdun, Gaure, Léonac et Marestaing, Jacques-Antoine-Marie de Cazalès, n'était pas d'une noblesse ancienne, mais issu d'une famille bourgeoise anoblie par l'accession au capitoulat de son grand-père ; son père était conseiller au parlement de Toulouse[4401]. Il n'en était pas moins lui-même officier de cavalerie et donc personnellement adonné aux armes. Sans que cela fut forcément lié à ses origines familiales, c'était un lecteur invétéré de Montesquieu, et il fut un porte-parole de la droite car, contrairement aux autres, il comprit l'évolution en cours et voulut constituer une opposition constructive, en préconisant une monarchie constitutionnelle et libérale. Pour les autres nobles gascons, l'opposition fut plus radicale : la déclaration royale du 23 juin fut leur credo. Plusieurs se rangèrent dans l'opposition dès la réunion des ordres[4402].

La « noblesse héréditaire » fut abolie par un décret du 19 juin 1790[4403]. Il fit suite à un débat un peu étriqué lors d'une séance du soir. A cette date, la noblesse n'était déjà plus qu'une

[4399] Il fallut plusieurs tours de scrutin, presque toujours trois, pour départager les candidats.

[4400] Le marquis d'Angosse, pour la sénéchaussée d'Armagnac, le baron de Luppé pour la sénéchaussée d'Auch, le baron de Gonnès, pour la sénéchaussée de Bigorre, le comte de Panetier pour la vicomté de Couserans, le baron de Montagut-Barrau et le vicomte d'Ustou de Saint-Michel pour le Comminges et le Nébouzan. Jean-Paul, baron d'Angosse, sénéchal d'Armagnac, était maréchal des camps et armées du roi, Stanislas-Bernard d'Ustou de Saint-Michel capitaine de cavalerie et Jean-Phinée-Suzanne de Luppé colonel de cavalerie. Jean-François-Paul-Alexandre de Fosseries baron de Gonnès était syndic de la noblesse de Bigorre. Pierre-Elisabeth de Montagut-Barrau et Jean-Arnaud de Montgrenier, comte de Panetier, étaient apparemment de simples seigneurs (voir en particulier Decap, J., « Les députés du Comminges aux Etats généraux de 1789. Notes biographiques », dans *Revue de Comminges*, 2e trimestre 1911, tome XXVI, p. 136).

[4401] Audebaud, Guy, « Jacques de Cazalès, orateur et agent de la Contre-Révolution (1758-1805) », dans *L'Auta : que bufo un cop cado més. Organe de la société Les toulousains de Toulouse et amis du vieux Toulouse*, Toulouse, n° 583, février 1993, p. 40. Cette différence s'explique par le fait que le pays de Rivière-Verdun, très proche de Toulouse, comprenait beaucoup de noblesse de robe ou de cloche.

[4402] Le baron de Montégut-Barrau fit une protestation le 30 juin 1789 contre la réunion des ordres, la délibération par ordre étant suivant ses commettants « nécessaire au bonheur de tous » et une condition du maintien de sa présence (Decap, Jean, Notes et documents historiques sur Montégut et le Baron de Montagut-Barrau, *op. cit.*, p. 51). Le second député noble du Comminges, celui de Rivière-Verdun et celui de Bigorre remirent aussi des déclarations pour s'y opposer à cette date, celui de Couserans le 1er juillet (Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, *op. cit.*, 1ère série, tome VIII, p. 174 et p. 180). Après avoir parfois quitté Paris dès l'été 1789, comme le comte de Panetier, mais y être retourné à la demande de leurs électeurs, tous émigrèrent en 1790 ou 1791, à l'exception du vicomte d'Ustou qui se cacha dans Paris jusqu'en 1796 (émigration où le baron de Montagut-Barrau décéda en août 1792).

[4403] Devilleneuve, L.-M., Carette, A., *Recueil général des lois et des arrêts*, 1ère série, 1789-1830, Administration du recueil général des lois et des arrêts, Paris, 1851, p. 32 ; « Décret qui abolit la noblesse héréditaire et les titres de prince, de duc, comte, marquis, et autres semblables », 19-23 juin 1790, art. 1er : « La noblesse héréditaire est pour toujours abolie ; en conséquence, les titres de prince, duc, comte, marquis, vicomte, vidame, baron, chevalier, messire, écuyer, noble et tous autres titres semblables, ne seront ni pris par qui que ce soit, ni donnés à personne ».

coquille vide, qui avait perdu sa substance par l'abolition des privilèges, mais pas seulement, les sources et la perte de noblesse ayant été aussi atteintes. Par les décrets ayant suivi la nuit du 4 août, non seulement le droit exclusif de chasse avait été supprimé, mais aussi et surtout les privilèges pécuniaires personnels[4404]. En outre, tous les citoyens purent accéder à tous les emplois et toutes les dignités ecclésiastiques « sans distinction de naissance ». Autre mesure affectant directement la noblesse, la dérogeance fut abolie[4405]. Le 26 août, la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen avait proclamé que les hommes naissaient et demeuraient libres et égaux en droit, que la loi était la même pour tous, que tous les citoyens pouvaient accéder à tous les emplois, et que la contribution serait également répartie. Aucune place n'était laissée aux nobles dans le nouveau système qui s'annonçait. Le droit de franc-fief fut aboli le 28 septembre 1789[4406]. En juin 1789, les trois ordres s'étaient réunis pour former une Assemblée nationale. Dans un décret du 5 novembre 1789, l'Assemblée nationale avait constaté qu' « il n'y a plus en France de distinction d'ordres »[4407]. L'égalité dans la participation politique s'imposait. La suppression des anciennes municipalités par le décret du 14 décembre 1789 entraina la fin de l'anoblissement par charge municipale[4408]. Le décret du 15 mars 1790 qui supprimait les différences entre les biens et entre les personnes dans les successions évoquait « l'ancienne qualité noble des biens et des personnes »[4409]. Aussi le 19 juin, aux députés nobles qui demandèrent d'ajourner la séance à une matinée comme l'étaient les questions constitutionnelles, les nobles libéraux leur rétorquèrent que l'abolition de cette « vanité » dérivait de la constitution (Noailles), en était une « conséquence nécessaire » (La Fayette), qu'elle résultait de la déclaration des droits qui « efface de notre code constitutionnel toute institution de noblesse » (Montmorency)[4410]. Le mouvement se poursuivit par la suite avec le décret du 30 juillet 1791 qui supprima les ordres de chevalerie ainsi que « tout signe extérieur qui suppose des distinctions de naissance », renouvela l'interdiction de prendre les « qualités » supprimées le 19 juin, « pas même avec les expressions de ci-devant ou autres équivalentes »,

Des mesures étaient prises dans le même décret contre des titres tels « monseigneur » ou « altesse », les armoiries, les livrées, les noms de terre et l'encens donné à des particuliers dans des lieux sacrés.

[4404] *Ibidem*, p. 2, « Décret portant abolition du régime féodal, des justices seigneuriales, des dîmes, de la vénalité des offices, des privilèges, etc… », 4, 6, 7, 8 et 11 août -3 novembre 1789, art. 3 et 9.

[4405] *Ibidem*, art. 11.

[4406] Mavidal, J., Laurent, E., *Archives parlementaires de 1787 à 1860*, 1ère série, tome IX, Paris, 1877, p. 199.

[4407] *Ibidem*, p. 680.

[4408] *Ibidem*, tome X, p. 564.

[4409] *Ibidem*, tome XII, p. 173, décret concernant les droits féodaux du 15 mars 1790, art. 11.

[4410] *Ibidem*, tome XVI, p. 374 et suiv., séance du 19 juin 1790.

et interdit les preuves de noblesse devant un officier public[4411]. Le préambule de la constitution de 1791 rappela solennellement la fin de la noblesse en France[4412].

La suppression juridique de la noblesse est à tel point dissonante avec le renouveau de l'identité nobiliaire et le renforcement du statut qui avaient marqué les dernières années de l'ancienne France, au moins en Gascogne, qu'on a peine à imaginer quel fut l'état d'esprit des nobles sur ce point[4413]. Tous ne l'envisagèrent pas avec autant de légèreté que le jeune et libéral comte de Franclieu, qui écrivait à sa sœur : « vous aurés vu la lettre du roi, qui ne veut plus de preuves. Voilà de la peine de moins pour beaucoup de personnes. Eh bien, la noblesse, qu'on avait dans ses papiers, se retirera toute entière dans le cœur, et certes je défie qu'on m'ôte celle-là »[4414]. Il s'en suivit dans un premier temps une pluie de protestations par les représentants de la noblesse, dont la plupart des députés de la noblesse gasconne[4415]. A les en croire, la noblesse serait liée intrinsèquement à la monarchie, ferait partie à la fois de sa constitution et du droit de propriété, dont elle serait le morceau le plus précieux de par l'attachement à l'honneur, droit acquis par les services rendus pour la défense du royaume ; elle se transmettrait par le sang. Elle serait non seulement indélébile, mais lui porter atteinte reviendrait à mettre à bas le meilleur soutien de la monarchie. L'anoblissement, récompense de la vertu et souvenir des actions généreuses, cause d'émulation, serait un « droit de la couronne ». Tels furent les principaux arguments avancés, qui témoignaient à la fois de la conception militaire et de la conception héréditaire de la noblesse, de la permanence de l'association entre noblesse et vertu, de

[4411] *Ibidem*, tome XXIX, p. 41-42. L'Ordre de Malte ne fut supprimé que par un décret du 19 septembre 1792 (*ibidem*, tome L, p. 132). Un décret du 27 septembre 1791 mettra en place de lourdes peines pour les contrevenants qui se pareraient de qualifications nobiliaires ou porteraient les marques distinctives proscrites (amende montant à six fois la contribution mobilière, radiation des titres, radiation du tableau civique, incapacité d'occuper un emploi civil ou militaire) et les officiers publics ou fonctionnaires qui recevraient des actes en comprenant (interdiction d'exercer leur fonction) ; des peines semblables furent prévues pour ceux qui s'associeraient à des preuves de noblesse (*ibidem*, tome XXXI, p. 372).

[4412] *La constitution française. Présentée au roi le 3 septembre 1791*, Imprimerie nationale, Paris, 1791, p. 9 : « il n'y a plus ni noblesse, ni pairie, ni distinctions héréditaires, ni distinction d'ordres, ni régime féodal, ni justices patrimoniales, ni aucun des titres, dénominations et prérogatives qui en dérivoient ; ni aucun ordre de chevalerie ; ni aucune des corporations ou décorations pour lesquelles on exigeoit des preuves de noblesse, ou qui supposoient des distinctions de naissance ; ni aucune autre supériorité que celle des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions ».

[4413] Jaugeant les lettres envoyées en 1789 aux ministres des personnes ayant des prétentions nobiliaires mais qui furent rejetées des assemblées de la noblesse par l'exigence d'une noblesse acquise et transmissible, Armand Brette concluait que « rien ne pouvait faire prévoir que l'année suivante, par un décret solennel, la noblesse serait abolie » (Brette, Armand, « La noblesse et ses privilèges pécuniaires en 1789 », *op. cit.*, p. 110).

[4414] Fonds Lascazères, lettre du comte de Franclieu à sa sœur, Ham, le 10 juin 1790.

[4415] Mavidal, J., Laurent, E., Archives parlementaires de 1787 à 1860, tome XVI, *op. cit.*, p. 379-389 ; plusieurs députés de Guyenne firent aussi imprimer une protestation particulière contre la suppression de l'ordre (Figeac, Michel, Destins de la noblesse bordelaise (1770-1830), *op. cit.*, p. 348). Le député noble du Couserans fit dès le 23 juin une « Protestation » (publiée à la suite du Compte rendu à ses commettans, *op. cit.*, p. 38). On le retrouve avec les députés d'Auch, d'Armagnac, de Bigorre et de Rivière-Verdun dans la *Protestation de cent trente-huit gentilshommes, députés aux Etats généraux, contre le décret du 19 juin 1790, qui abolit la noblesse héréditaire*, Paris, 24 juin 1790.

l'attachement à la perpétuation du patrimoine lignager de la maison, de l'acceptation de la prérogative royale, mais aussi de l'appropriation des idées politiques de Montesquieu. Peu après l'abolition de la noblesse, Louis-Gaston de Castelbajac, seigneur de Barbazan, écrivait à propos d'un émigré qui avait emporté un certificat, que c'était « utile si l'on voyage hors du royaume, et je me doutte bien qu'il y aura des voyageurs, si le décret qui abolit la noblesse n'est pas amandé »[4416]. Il semblerait effectivement que cette abolition suscita un certain émoi chez les nobles et contribua à déclencher une vague d'émigration[4417]. Les députés de la noblesse gasconne manifestèrent de nouveau leur opposition radicale aux transformations qu'avait connues la France, dont la suppression de la noblesse, à la fin de l'Assemblée constituante[4418].

Ces agissements ne furent d'aucun effet alors que la Révolution allait suivre une direction qui leur était contraire. Entre l'été 1789 et l'année 1792, les nobles passèrent rapidement de l'ère du soupçon à celle de la proscription[4419]. L' « aristocrate » était dépeint comme le contre-révolutionnaire par excellence. Certains nobles embrassèrent avec zèle la cause révolutionnaire malgré la radicalisation et le discours anti-nobiliaire, mais ceux qui firent profil bas, s'opposèrent avec modération ou choisirent d'émigrer furent assurément bien plus nombreux et leurs effectifs augmentèrent au fur et à mesure[4420]. Toujours est-il que la politique anti-noble se généralisa sous la Convention, et s'aggrava encore sous le Directoire[4421].

La noblesse ne disparut pas totalement du droit français en 1790[4422]. Napoléon I[er], qui voulait allier les principes de la Révolution avec l'héritage monarchique, rétablit une sorte de noblesse par un décret du 1[er] mars 1808[4423]. Les seuls titres de « comte », « baron » et « chevalier », titres qui n'étaient plus liés à la possession d'un fief, furent réintroduits, comme l'avaient déjà été ceux de prince et de duc. Elle devait être fondée sur le mérite comme

[4416] *ADHP*, 42 J 4-3, lettre de Louis-Gaston de Castelbajac à l'abbé Vergès, 19 septembre 1790.
[4417] Saint-Victor, Jacques de, *La première Contre-Révolution (1789-1791)*, Fondements de la politique, Puf, 2010, p. 366 ; Carré, Henri, La noblesse de France et l'opinion publique au XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 472.
[4418] Les noms des députés de la sénéchaussée d'Auch, d'Armagnac, de Bigorre et du Comminges se trouvent à la fin de la *Déclaration d'une partie des députés aux Etats généraux touchant l'acte constitutionnel et l'état du royaume* donnée à Paris le 31 août 1791, ou des autres actes de protestation qui furent imprimés avec elle à sa suite, pour certains dans plusieurs d'entre elles (p. 37, p. 39, p. 42, p. 43, p. 59, p. 64, p. 65, p. 66). Il faut ajouter celle du député du Couserans (Panetier, Louis-Marie de Montgrenier de, Compte rendu à ses commettans, *op. cit.*).
[4419] Figeac, Michel, Destins de la noblesse bordelaise (1770-1830), *op. cit.*, p. 346.
[4420] Les destins furent divergents, parfois même au sein des familles. Pour un bilan synthétique et la bibliographie sur la noblesse face à la Révolution, voir Rance, Karine, « Les nobles victimes de la Révolution ? », dans Biard Michel (dir. par), *La Révolution française. Une histoire toujours vivante*, Paris, 2009, p. 209.
[4421] Texier, Alain, « Le régime politique applicable aux nobles pendant la Révolution ou la dialectique de l'égalité et de la répression », dans *Noblesse et Révolution*, « Les Cahiers de Commarque, 1991, p. 114 et suiv.
[4422] Sur l'évolution postrévolutionnaire du droit nobiliaire, voir Rey, Charles, *De la noblesse et de la législation nobiliaire en France depuis la Révolution*, thèse pour le doctorat juridique, Université de Paris, Paris, 1902 ; Cousin, Henri, *Des noms de noblesse et des titres nobiliaires spécialement depuis la Révolution*, thèse pour le doctorat, Université de Dijon, 1905.
[4423] Il espérait qu'elle permettrait de fusionner l'ancienne noblesse avec les hommes nouveaux pour former une élite soutenant le régime.

l'ancienne l'était en théorie sur la vertu, et permettre de répondre à l'attirance des Français de ce temps pour les honneurs. Une différence juridique majeure oppose cette nouvelle noblesse à l'ancienne, car pour éviter un trop grand éclatement avec une bipolarisation comme l'Ancien Régime avait pu le connaître entre les hobereaux et la noblesse de cour, elle était soumise à une condition de richesse : « le titre doit être soutenu par la fortune »[4424]. C'est sur ce critère de fortune que le titre pouvait être transmis héréditairement, sinon il n'était que viager[4425]. Une autre différence avec la précédente tenait à ce que la nouvelle aristocratie était directement liée au service de l'Etat et donc plus l'héritière de la noblesse de robe ou administrative. En effet, elle était pensée comme au service de l'Etat, la hiérarchie des fonctionnaires supérieurs lui étant associée de façon cohérente[4426]. Autre distinction fondamentale, toute la postérité n'était pas *de jure* anoblie, puisque seul l'aîné mâle devait reprendre le titre, le terme « anobli » n'étant d'ailleurs plus employé. En plus de toutes ces différences, on peut relever que cette noblesse impériale était juridiquement une transition entre celle de l'ancienne France et celle de la Restauration et des régimes qui suivront, dans la mesure où elle ne constituait plus un ordre, et n'avait quasiment aucun privilège, n'étant plus qu'honorifique, réduite au port de titres nobiliaires et d'armoiries[4427].

Sur le plan juridique, la noblesse ne reprit jamais sa forme prérévolutionnaire, et ne reparut que de façon provisoire au XIXe siècle. La Charte de la monarchie restaurée contenait dans son article 71 que « la noblesse ancienne reprend ses titres, la nouvelle conserve les siens ». Le roi pouvait faire « des nobles à volonté ». Cet article fut repris dans l'article 62 du pacte de 1830. Cette noblesse nouvelle était cependant creuse, puisque sans privilèges. L'article 71 de la même Charte de 1814 contenait aussi que la noblesse n'aurait « que des rangs et des honneurs sans aucune exemption des charges et des devoirs de la société ». Ne restait de l'ancienne noblesse que les titres, qui firent l'objet d'une nouvelle règlementation pour leur obtention et leur transmission[4428]. L'article 259 du code pénal de 1810 permettait de condamner à la prison l'usurpation de titres impériaux, devenus royaux en 1814. Cette disposition fut abrogée en 1832. Les titres furent abolis par un décret du 29 février 1848, mais rétablis dès le

[4424] Par exemple un duc devait avoir une fortune d'au moins 200000 francs ou un comte 30000 francs.
[4425] Il fallait posséder une dotation ou un majorat pour transmettre son titre par ordre de primogéniture mâle, ou 3000 francs de revenus dans le cas des chevaliers de l'Empire.
[4426] Un ministre ou un sénateur était comte, un maire de grande ville ou un évêque baron, etc...
[4427] Alain Texier a bien noté que les différences entre la noblesse de l'Ancien Régime et celle de l'Empire l'emportaient sur les points communs, et qu'il s'agissait *de jure* non de la création d'une noblesse, mais de titres impériaux (Texier, Alain, « Nobles d'Ancien Régime et titres impériaux ou d'un Etat à un état », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 204).
[4428] Sur cette législation voir Cousin, Henri, Des noms de noblesse et des titres nobiliaires spécialement depuis la Révolution, *op. cit.*, p. 65 et suiv.

24 janvier 1852, et sous le second Empire des titres furent de nouveau conférés. Par une loi du 28 mai 1858, l'usurpation de titre « en vue de s'attribuer une distinction honorifique » devint passible d'une simple amende. Si cette protection demeura sous la République, les titres nobiliaires ne furent plus décernés depuis septembre 1870.

Il ne reste plus de nos jours comme trace de la noblesse en droit que les titres, et encore sont-ils très diminués par rapport à ceux de l'ancien temps, puisqu'il ne s'agit plus que d'accessoires honorifiques du nom, auxquels notre droit accorde une protection non parce qu'ils sont liés à la noblesse, mais parce qu'ils sont adjoints aux noms de certaines familles[4429]. Le contentieux des « titres nobiliaires » est régi par des règles spécifiques héritées du passé[4430]. Ces titres demeurent dans l'identité civile des seuls descendants des nobles.

Il est important de rappeler que la suppression juridique de l'ancienne noblesse ne veut pas dire que l'attrait pour la noblesse disparut, au contraire, socialement, une noblesse d'apparence s'est même considérablement développée au XIXe siècle et au-delà, usant de titres de courtoisie, de noms de terre, d'une particule dont un préjugé répandu fait une marque de noblesse, relevant le nom d'une famille noble éteinte, ou menant une vie de châtelain. Même si la noblesse a conservé un certain prestige, comme l'atteste l'œuvre de Marcel Proust au début du XXe siècle, elle fut de plus en plus éclatée socialement, politiquement et culturellement au XIXe siècle, n'ayant plus un canevas juridique pouvant lui donner une identité collective. La fusion avec la bourgeoisie est progressivement consommée, quoiqu'une identité nobiliaire mouvante soit entretenue par certaines familles[4431]. La noblesse continue à fasciner, la vieille animosité à son encontre pouvant aussi perdurer. En France, la condamnation des privilèges et de la transmission héréditaire d'un statut est suffisamment ancrée dans l'opinion pour douter qu'elle puisse un jour réapparaitre en droit.

[4429] Sur le droit actuel, voir Morel, Alexandra, *La protection des titres et des noms en droit nobiliaire français, XIXème-XXème siècles*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Nice, 2005.

[4430] On note que le nouveau code pénal de 1994 a supprimé l'incrimination expresse portant sur les titres nobiliaires de l'article 259, mais que leur usurpation est toujours condamnée par l'article 433-19 : « Est puni de six mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende le fait, dans un acte public ou authentique ou dans un document administratif destiné à l'autorité publique et hors les cas où la règlementation en vigueur autorise à souscrire ces actes ou documents sous un état-civil d'emprunt : 1) de prendre un nom ou un accessoire du nom autre que celui assigné par l'état-civil, 2) de changer, altérer ou modifier le nom ou l'accessoire du nom assigné par l'état-civil » (https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=33D2A99DD9034E22B08C12C9ED98F510.tplgfr32s_3?idArticle=LEGIARTI000006418587&cidTexte=LEGITEXT000006070719&dateTexte=20190526).

[4431] Certains descendants des nobles attachent de l'importance aujourd'hui encore à l'ancien droit nobiliaire. Ainsi voit-on couramment publier des dictionnaires, catalogues ou autres ouvrages distinguant des « vrais » ou des « faux » nobles. Signalons l'existence de l'Association d'entraide de la noblesse française (A. N. F.) créée en 1932, association très dynamique qui regroupe des membres de l'ancienne noblesse française, et dans laquelle on ne peut entrer qu'en faisant ses preuves de noblesse selon les anciennes règles.

BIBLIOGRAPHIE

Il ne nous a pas semblé justifié de citer toutes les monographies sur un château, une seigneurie, ou une famille noble, en Gascogne, que l'on trouve dans les revues locales. Elles sont pléthores dès la seconde moitié du XIXe siècle, et si elles permettent souvent de situer un personnage dans sa famille ou dans la noblesse, et fournissent diverses informations économiques, sociales, ou culturelles, elles n'apportent le plus souvent pas beaucoup sur la problématique de la condition juridique de la noblesse, du moins dans l'analyse. Ne seront donc citées que celles qui nous ont directement servi.

I) Histoire générale

André, Louis, *Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique*, Faculté de Paris, thèse de lettres, Montpellier, 1906.

Aumale, Henri d'Orléans duc d', *Histoire des princes de Condé pendant les XVI et XVIIe siècles*, tome troisième, Paris, 1886.

Autrand, Françoise, « Naissance illégitime et service de l'Etat : les enfants naturels dans le milieu de robe parisien, XIVe-XVe siècle », *Revue historique*, PUF, avril-juin 1982.

Batany, Jean, « Des 'trois fonctions' aux 'trois états' », dans *Annales E. S. C.*, 1963, p. 933.

Bély, Lucien (dir.), *Dictionnaire de l'Ancien Régime. Royaume de France, XVIe-XVIIIe siècle*, Quadrige, PUF, 2006.

Bertaud, Jean-Paul, *Guerre et société en France de Louis XIV à Napoléon Ier*, Armand Colin, 1998.

Bien, David. D., « Les offices, les corps, et le crédit d'Etat : l'utilisation des privilèges sous l'Ancien Régime », dans *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, 43e année, n° 2, 1988.

Billacois, François, *Le duel dans la société française des XVIe-XVIIe siècles. Essai de psychosociologie historique*, Editions de l'EHESS, Paris, 1986.

Blondy, Alain, *L'ordre de Malte au XVIIIe siècle. Des dernières splendeurs à la ruine*, Edition Bouchene, Paris, 2002.

Bluche, François, Solnon, Jean-François, *La véritable hiérarchie sociale de l'ancienne France. Le tarif de la première capitation (1695)*, Librairie Droz, Genève, 1983.

Braudel, Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II. 2. Destins collectifs et mouvements d'ensemble*, Armand Colin, 2017.

Brioist, Pascal, Drévillon, Hervé, Serna, Pierre, *Croiser le fer. Violence et culture de l'épée dans la France moderne (XVIe-XVIIIe siècle)*, Champ Vallon, 2002.

Brunet, Serge, « Les différenciations sociales dans les sociétés montagnardes à l'époque moderne », dans *Les élites rurales dans l'Europe médiévale et moderne*, Actes des XXVIIes Journées Internationales d'Histoire de l'abbaye de Flaran, Presses Universitaires du Mirail, 2005, p. 53.

Butaud, Germain, Piétri, Valérie, *Les enjeux de la généalogie, XIIe-XVIIIe siècle. Pouvoir et identité*, collection Mémoires, 2006.

Chagniot, Jean, « Ethique et pratique de la profession des armes chez les officiers français au XVIIe siècle », in *Guerre et pouvoir en Europe au XVIIe siècle*, Paris, 1991.

Chagniot, Jean, « Guerre et société au XVIIe siècle », *XVIIe siècle*, juillet-septembre 1985.

Chartier, Roger, *L'éducation en France du XVIe au XVIIIe siècles*, SEDES, Paris, 1976.

Chartier, Roger, Richet, Denis (dir. par), *Représentation et vouloir politiques. Autour des Etats généraux de 1614*, Editions de l'EHESS, 1982.

Contamine, Philippe, *Guerre, Etat et société à la fin du Moyen Age. Etudes sur les armées des rois de France, 1337-1494*, Ecole pratique des hautes études, Paris, 1972.

Contamine, Philippe, *Histoire militaire de la France. 1 Des origines à 1715*, Paris, PUF.

Corvisier, André, *L'armée française de la fin du XVIIe siècle au ministère de Choiseul. Le soldat*, tome 1, thèse pour le doctorat, université de Paris, 1964.

Corvisier, André, *Armées et sociétés en Europe de 1494 à 1789*, PUF, Paris, 1976.

Corvisier, André, « Guerre et mentalités au XVIIe siècle », *XVIIe siècle*, juillet-septembre 1985.

Corvisier, André, (dir. par), *Histoire militaire de la France*, Paris, PUF, 1997.

Croq, Laurent, « Des titulatures à l'évaluation sociale des qualités », dans *Dire et vivre l'ordre social en France sous l'Ancien Régime*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales, Paris, 2005.

Cuénin, Micheline, *Le duel sous l'Ancien Régime*, Presses de la Renaissance, 1982.

Cuillieron, Monique, *Contribution à l'étude de la rébellion des cours souveraines sous le règne de Louis XV. Le cas de la cour des aides et finances de Montauban*, Travaux et recherches de l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, PUF, Paris, 1983.

Cullière, Alain, « Le procès de Florentin Le Thierriat (1608) », dans *Les cahiers Lorrains*, 1984, p. 277.

Delumeau, Jean, « Fondements idéologiques de la hiérarchie sociale : le discours sur le courage à l'époque de la Renaissance », dans *Théorie et pratiques politiques à la Renaissance*, J. Vrin, Paris, 1977, p. 273.

Descimon, Robert, « Un langage de la dignité. La qualification des personnes dans la société parisienne à l'époque moderne », dans *Dire et vivre l'ordre social en France sous l'Ancien Régime*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales, Paris, 2005.

Devos, Jean-Claude, Waksman, Pierre, « Les compagnies d'ordonnance, de la guerre de Sept-Ans à leur dissolution (1788) » dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, tome XX, 1973, p. 37.

Drévillon, Hervé, *L'impôt du sang. Le métier des armes sous Louis XIV*, Tallandier, Paris, 2005.

Duby, Georges, *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Nrf, Gallimard, 1978.

Dumézil, Georges, *Mythe et épopée. L'idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens*, Nrf, Editions Gallimard, 1968.

Gaffiot, Félix, *Dictionnaire latin français*, Hachette, Paris, 1934.

Gallet, Jean, « Réflexion sur la réaction seigneuriale et féodale en France au XVIIIe siècle », dans *Etat et société en France aux XVIIe et XVIIIe siècles. Mélanges offerts à Yves Durand.*, Collection du Centre Robert Mousnier, Presse de l'Université de Paris-Sorbonne, 2000, p. 241.

Gandilhon René, *Politique économique de Louis XI*, thèse principale pour le doctorat ès lettres, Rennes, 1940.

Gille, Bertrand, *Les origines de la grande industrie métallurgique en France*, Domat, Paris, 1947.

Gille, Bertrand, *Les forges françaises en 1772*, Ecole pratique des hautes études, 1960.

Godard de Donville, Louis, *Signification de la mode sous Louis XIII*, publication du CNRS, Aix en Provence, 1978.

Guéry, Alain, « Etat, classification sociale et compromis sous Louis XIV. La capitation de 1695 », dans *Annales E. S. C.*, Armand Colin, septembre-octobre 1986, p. 1041.

Hauser, Henri, *Les débuts du capitalisme*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1931.

Lacaze, Pierre, *En garde. Du duel à l'escrime*, Découvertes Gallimard, 1991.

Lamé-Fleury, E., *De la législation minérale sous l'Ancienne monarchie* (Victor Dalmont éditeur, Paris, 1857.

Latreille, Albert, *L'armée et la nation à la fin de l'Ancien Régime*, Chapelot éditeur, Paris, 1914.

Laulan, Robert, « Pourquoi et comment on entrait à l'Ecole royale militaire », dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, tome IV, PUF, Paris, 1957.

Laulan, Robert, « La fondation de l'école militaire et madame de Pompadour », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine,* tome XXI, avril-juin 1974, p. 289.

Le Roy-Ladurie, Emmanuel, « Révoltes et contestations rurales en France de 1675 à 1788 », dans *Annales*, 1974, p. 6.

Lenoir, Rémi, *Généalogie de la morale familiale,* Le Seuil, Paris, 2003.

Maitte, Corine, « L'espace européen du travail des verriers italiens, XVIe-XIXe siècle. Dynamiques et structures de migrations spécialisées », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 84, juin 2012.

Marraud, Mathieu, *De la ville à l'Etat. La bourgeoisie parisienne, XVIIe-XVIIIe siècle*, Albin Michel, 2009.

Montzey, C. de, *Institutions d'éducation militaire jusqu'en 1789*, Paris, 1866.

Mousnier, Roland, *Les hiérarchies sociales de 1450 à nos jours*, PUF, Paris, 1969.

Mousnier, Roland, *La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII*, Presses Universitaires de France, Paris, 1971.

Mousnier, Roland, « D'Aguesseau et le tournant des ordres aux classes sociales », *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1971, p. 449.

Mousnier, Roland, « Les concepts d'ordres, d'états, de fidélité et de monarchie absolue en France, de la fin du XVe siècle à la fin du XVIIIe siècle », dans *Revue historique*, 1972, p. 289.

Pastoureau, Michel, *L'art héraldique au Moyen Âge*, Seuil, Paris, 2009.

Perréon, Stéphane, *L'armée en Bretagne au XVIIIe siècle. Institution militaire et société civile au temps de l'intendance et des Etats*, PUR, Bonchamp-Lès-Laval, 2005.

Petot, Jean, *Histoire de l'administration des Ponts et Chaussées. 1599-1815*, Paris, 1958.

Pillorget, René, *La tige et le rameau. Familles anglaise et française, 16° - 18° siècle*, Calman-Lév, 1979.

Quétel, Claude, *De par le Roy. Essai sur les lettres de cachet*, Privat, 1981

Religieuses de Ste-Marie de Fontevrault de Boulaur (alors exilées en Espagne), *Histoire de l'ordre de Fontevrault (1100-1908)*, 1ère et 3e partie, Imprimerie Léonce Cocharaux, Auch, 1911.

Robert, Jean, « Les Gardes-Françaises sous Louis XIV », dans *XVIIe siècle*, 1965.

Rose-Villequey, Germaine, *Verre et verriers de Lorraine au début des temps modernes (de la fin du XVe siècle au début du XVIIe siècle)*, thèse de doctorat en Lettres, Université de Paris, 1970.

Rouff Marcel, *Les mines de charbon en France au XVIIIe siècle, 1744-1791*, thèse pour le doctorat ès lettres, Paris, 1922.

Rousset, Camille, *Histoire de Louvois, et de son administration politique et militaire jusqu'à la paix de Nimègue*, tome second, Didier éditeur, Paris, 1862.

Roux, Pascal, « Education et formation des officiers militaires à Toulouse dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle », dans *Histoire, économie et société*, n° 3, 2001, p. 371.

Salvadori, Philippe, *Chasseurs d'Ancien Régime. Recherche sur une culture du privilège (France, XVIe-XVIIIe siècles)*, Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales, 10 décembre 1993.

Servel, Alain, « Les signes extérieurs de notabilité en pays d'Apt aux XVI-XVIIe siècles », dans *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome 42-2, avril-juin 1995, p. 199

Vignon, E. J. M., *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France aux dix-septième et dix-huitième siècles*, tome troisième, Dunod éditeur, Paris, 1862.

Vovelle, Michel, « L'élite ou le mensonge des mots », dans *Annales*, 1974, p. 49.

Wenzler, Claude, *Le guide de l'héraldique. Histoire, analyse et lecture des blasons*, Editions Ouest-France, Rennes, 2002.

II) Histoire du droit et des institutions

Antoine, Michel, Schmauch, B., *Conseil du roi. Arrêts en commandement, règne de Louis XV (1715-1720). Inventaire analytique*, Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine, 1968.

Barbarin, Renée, *La condition juridique du bâtard d'après la jurisprudence du parlement de Paris, du concile de Trente à la Révolution française*, thèse pour le doctorat en droit, université de Paris, Imprimerie Floch, Mayenne, 1960.

Bart, Jean, *Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIXe siècle*, Domat, Montchrestien, 2009.

Bart, Jean, « L'abolition de la féodalité et des privilèges, ou les illusions de la nuit du 4 août 1789 », Biard Michel (dir. par), *La Révolution française. Une histoire toujours vivante*, Paris, 2009, p. 239.

Basdevant-Gaudemet, Brigitte, *Aux origines de l'Etat moderne. Charles Loyseau (1564-1627), théoricien de la puissance publique*, Economica, 1977.

Basques, Valérie, *Le bureau des finances de Montauban et ses officiers, 1635-1790*, thèse de l'école des Chartes, 1991.

Bastard d'Estang, Henri Bruno vicomte de, *Les parlements de France. Essai historique sur leurs usages, leur organisation et leur autorité*, tome Ier, Paris, 1857.

Beignier, Bernard, *L'honneur et le droit*, L. G. D. J., 2014.

Berton, André, *L'impôt de la capitation sous l'Ancien Régime*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Librairie Sirey, Paris, 1907.

Billacois, François, « Aux franges incertaines de l'infrajudiciaire : le tribunal du point d'honneur », dans *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, Editions universitaires de Dijon, Publications de l'Université de Bourgogne, 1996, p. 251.

Blanquie, Christophe, « Conseillers honoraires et chevaliers d'honneur des présidiaux » dans *Penser et vivre l'honneur à l'époque moderne*, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 335.

Bonin, Pierre, *Pouvoir et municipalité à Toulouse de 1630 à 1660*, mémoire de maîtrise, Université de Toulouse Le Mirail, 1992.

Bonin, Pierre, « Avant-noms, rangs et titulatures dans les Fastes consulaires albigeois, 1536-1786 », dans *Pouvoirs et société en pays Albigeois*, textes réunis par O. Devaux et P. Nélidoff, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, Centre albigeois d'histoire du droit et des institutions, 1997, p. 195.

Bonin, Pierre, « Système des avant-noms, système des échelles : logiques institutionnelles de taxinomie des consuls narbonnais (1557-1789) », dans *Bulletin de la Société d'études scientifiques de l'Aude*, tome CIII, 2003, p. 101.

Bonin, Pierre, *Bourgeoisie et habitanage dans les villes du Languedoc sous l'Ancien régime*, Société française de publication de textes en histoire juridique, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2005.

Bordes, Maurice, *La réforme municipale du contrôleur général Laverdy et son application (1764-1771)*, Publication de la faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse, 1968.

Bordes, Maurice, *L'administration provinciale et municipale en France au XVIIIe siècle*, Société d'édition d'enseignement supérieur, Paris, 1972.

Boulet-Sautel, Marguerite, « Réflexions sur le privilège dans la France de l'Ancien Régime », dans *Vivre au royaume de France*, 2010, p. 249.

Bourée, André, *La chancellerie près le parlement de Bourgogne de 1476 à 1790*, Alfred Bellais Librairie, Dijon, 1927.

Caillou, François, *Une administration royale d'Ancien Régime : le bureau des finances de Tours*, Presses universitaires François Rabelais, 2005.

Cailteaux, Charles, *Le tribunal du point d'honneur au XVIIIe siècle d'après les registres des lieutenants des maréchaux de France*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Paris, 1947.

Carbasse, Jean-Marie, *Histoire du droit pénal et de la justice criminelle*, PUF, Paris, 2014.

Chabanne, Robert, *Le régime juridique des armoiries*, thèse pour le doctorat, Université de Lyon, 1951.

Charleville, Edmond, *Les Etats généraux de 1576. Le fonctionnement d'une tenue d'Etats*, thèse pour le doctorat, Faculté de droit de Paris, Paris, 1901.

Chevailler, Laurent, « Observations sur le droit de bâtardise dans la France coutumière du XIIe au XVe siècle », dans *Revue historique de droit français et étranger*, Paris, 1957.

Faure, Claire, *La justice criminelle des capitouls de Toulouse (1566-1789)*, thèse d'Histoire du droit, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2017.

Clément, François-Pierre, *La corvée des chemins en France, et spécialement en Poitou sous les intendants de Blossac et Boula de Nanteuil (1751-1790)*, thèse pour le doctorat, Université de Poitiers, Poitiers, 1899.

Coche, Joseph, *Condition de l'enfant né hors mariage*, thèse pour le doctorat, Arthur Rousseau éditeur, Paris, 1892.

Cornu, Gérard, *Vocabulaire juridique*, Association Henri Capitant, 11e édition, Quadrige, 2016.

Dauvillier, Jean, « Le système des récompenses publiques dans notre ancienne France : Ordres de chevalerie et marques de distinction », dans *Recueil de l'Académie de législation*, tome II, Toulouse, 1963.

D'aviau de Ternay, Gaétan, *Les lieutenants des maréchaux de France*, Patrice Dupuy éditeur, Paris, 2012.

Delbez, Louis, *De la légitimation par 'lettres royaux'. Etude d'ancien droit français*, Thèse pour le doctorat, Faculté de droit de Montpellier, Montpellier, 1923.

Delle-Donne, Robert, *De l'incapacité de donner et de recevoir frappant les enfants naturels dans l'ancien droit français*, thèse pour le doctorat de l'Université, Université de Paris, Paris, 1941.

Delmas, Pierre, *Du parlement de Navarre et de ses origines*, thèse de droit, Bordeaux, 1898.

Dictionnaire historique des juristes français, XIIe-XXe siècles, (Direction Patrick Arabeyre, Jean-Louis Halpérin et Jacques Krynen), Paris, PUF, 2007.

Dollot, Louis, *La question des privilèges dans la seconde moitié du XVIIIe siècle*, thèse de doctorat en droit, Paris, 1941.

Dubois, Jean-François, *La sénéchaussée siège présidial d'Auch (1639-1790)*, Université des sciences sociales de Toulouse, thèse pour le doctorat, Toulouse, 2002.

Dumont, François, *Le bureau des finances de la généralité de Moulins*, thèse pour le doctorat en sciences politiques et économiques, Université de Paris, Moulins, 1923.

Du Roure de Paulin, *Le juge d'armes de France et les généalogistes des ordres du roi*, Daragon Editeur, Paris, 1908.

Esmein, A., *Le mariage en droit canonique*, en deux tomes, Burt Franklin, 1968.

Esmonin, Edmond, *La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683)*, thèse de Lettres, Paris, 1913.

Fogel, Michèle, « Modèle d'Etat et modèle social de dépense : les lois somptuaires en France de 1485 à 1660 », dans *Genèse de l'Etat moderne. Prélèvement et redistribution.* Actes du colloque de Fontevraud, Edition du C. N. R. S., Paris, 1987.

Geny-Mothe, Muriel, *La chasse aux oiseaux migrateurs dans le Sud-Ouest : le droit face aux traditions*, Universatim Pyrégraph, Aspet, 2000.

Girard, Georges*, Le service militaire en France à la fin du règne de Louis XIV. Racolage et milice (1701-1715),* thèse pour le doctorat, Université de Paris, Paris, 1921.

Grolée-Virville, André de, *Les d'Hozier. Juges d'armes de France*, Editions cardinales, Paris, 1978.

Grand-Jean, Marion, *Le collecteur de taille royale d'après le Traité des tailles d'Antoine Despeisses*, mémoire de master 2, Université Toulouse 1 Capitole, 2015.

Habault, Gabriel, *La corvée royale au XVIIIe siècle*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Paris, 1903.

Houques-Fourcade, Maurice, *Histoire du dixième et du cinquantième. Leur application dans la généralité de Guyenne*, thèse pour le doctorat, Faculté de Bordeaux, Bordeaux, 1889.

Javanaud, Caroline, *La juridiction des gabelles en Languedoc sous l'Ancien Régime*, thèse en Histoire du droit et des institutions, Université Toulouse 1 Capitole, 2010.

Krynen, Jacques, *L'Etat de justice. France, XIIIe-XXe siècles. I. L'idéologie de la magistrature ancienne*, Gallimard, Paris, 2009.

Laingui, André, *La responsabilité pénale dans l'ancien droit (XVIe-XVIIIe siècle)*, LGDJ, Paris, 1970.

Laporte, Pierre, *La milice d'Auvergne*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Clermont-Ferrand, 1956.

Lardé, Georges, *La capitation dans les pays de taille personnelle*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Paris, 1906.

Le Barrois d'Orgeval, Gabriel, *Le maréchalat de France des origines à nos jours*, tome 1, Editions Occitania, Paris, 1932.

Le Barrois d'Orgeval, Gabriel, *Le tribunal de la connétablie de France du XIVe siècle à 1790*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Paris, 1917.

Lefebvre-Teillard, Anne, *Le nom, droit et histoire*, PUF, 1990.

Le Moigne, Jean-Paul, *La détention des armes à feu par les particuliers en France*, Université de Reims, thèse de doctorat en droit public, 2005.

Lévy, Jean-Philippe, « L'évolution de la preuve des origines à nos jours. Synthèse générale », dans *La preuve. Deuxième Partie, Moyen Âge et temps modernes*, Recueils de la Société Jean Bodin pour l'Histoire comparative des institutions, Editions de la Librairies Encyclopédique, Bruxelles, 1965, p. 9.

Limon-Bonnet, Maire-Françoise, « Les notaires au châtelet de Paris face à la procédure d'inscription en faux de leurs actes (XVIIe-XVIIIe siècles) dans *Juger le faux (Moyen Âge -Temps modernes)*, études réunies par Olivier Poncet, Paris, école nationale des Chartes, 2011.

Loups, Pierre, *La réglementation et la répression du port d'armes prohibées*, thèse de doctorat, Université de Toulouse, Auch, 1935.

Marion, Marcel, *L'impôt sur le revenu au dix-huitième siècle principalement en Guyenne*, Bibliothèque méridionale, Toulouse, 1901.

Marion, Marcel, *Les impôts directs sous l'Ancien Régime principalement au XVIIIe siècle*, Paris, 1910.

Mathieu, Rémi, *Le système héraldique français*, collection La Roue de la Fortune, J.-B. Janin éditeur, 1946.

Maurel, Jean, *L'art de juger les affaires criminelles au XVIIIe siècle en Rouergue et à Toulouse*, Les Amis des Archives de la Haute-Garonne, Toulouse, 2012.

Mengès-Le Pape, Christine, *La cour des aides et finances de Montauban, 1642-1790*, thèse pour le doctorat en droit, Université des sciences sociales Toulouse 1, 1991.

Michaud, Jacques, *Histoire de la compétence de la cour des comptes aides et finances de Montpellier*, Diplôme d'Histoire des Institutions, Faculté de droit et des sciences économiques, Montpellier, 1963.

Milne, Pierre, *L'impôt des aides sous l'Ancien Régime (1360-1791)*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Paris, 1908.

Morel, Henri, « La fin du duel judiciaire en France et la naissance du point d'honneur », dans la *Revue historique de droit français et étranger*, Sirey, 1964, p. 574.

Mousnier, Roland, *Les institutions de la France sous la monarchie absolue. 1598-1789*, Quadrige, PUF, 2005.

Nagle, Jean, *Le droit de marc d'or des offices. Tarifs de 1583, 1704, 1748. Reconnaissance, fidélité, noblesse*, Librairie Droz, Genève, 1992.

Navereau, A., *Le logement et les ustensiles des gens de guerre de 1439 à 1789*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Poitiers, 1924.

Nélidoff, Philippe, « La féodalité au siècle des Lumières : étude de deux conflits relatifs à des bancs seigneuriaux », dans *Revue du Tarn*, Printemps 1987, p. 29.

Nélidoff, Philippe, *La municipalité de Toulouse au début de la Révolution*, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, Toulouse, 1996.

Ourliac, Paul, Gazzaniga, Jean-Louis, *Histoire du droit privé français de l'An mil au Code civil*, Albin Michel, Paris, 1985.

Pierquin, Hubert, *La juridiction du point d'honneur sous l'Ancien Régime et le tribunal des maréchaux de France*, thèse de droit, Université de Paris, Paris, 1904.

Pigeon, Jérôme, *L'intendant de Rouen, juge du contentieux fiscal au XVIIIe siècle*, Presse universitaire de Rouen, Mont-St-Aignan, 2011.

Pouget, Caroline, *Les droits honorifiques sous le règne de Louis XVI dans le ressort du Parlement de Toulouse - une vision de la réaction seigneuriale à travers les arrêts du Parlement et les cahiers de doléances de 1789*, mémoire de recherche, Université de Toulouse, 2002-2003.

Ramière de Fortanier, Jean, *Les droits seigneuriaux dans la sénéchaussée et comté de Lauragais (1553-1789)*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Toulouse, 1932.

Renouvin, Pierre, *Les assemblées provinciales de 1787. Origines, développement, résultats*, thèse pour le doctorat en lettres, Picard éditeur, Paris, 1921.

Rioche, Augustin, *De l'administration des vingtièmes sous l'Ancien Régime*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Arthur Rousseau éditeur, Paris, 1904.

Rivault, Antoine, « Le ban et l'arrière-ban de Bretagne : un service féodal à l'épreuve des troubles de religion (vers 1550-vers 1590) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 2013.

Rivero, Jean, Mouthou, Hugues, *Libertés publiques*, PUF, 2003, tome 1.

Robin, Pierre, *La compagnie des secrétaires du roi (1351-1791)*, thèse de droit, Université de Paris, Sirey, 1933.

Rosset, Philippe, *Les officiers du bureau des finances de Lille (1691-1790)*, Mémoires et documents, Librairie Droz, Genève, 1991.

Schalck-Pommellet, Dominique, *L'école royale militaire de Paris et la « Révolution » du comte de Saint-Germain, 1751-1776-1793*, thèse de droit, Paris, 1968.

Sicard, Germain et Mireille, « Les contrats de mariage de la noblesse toulousaine en 1786 », dans *Notaires, mariages, fortunes, dans le Midi toulousain,* Centre toulousain d'Histoire du droit, des institutions et des idées politiques, Toulouse, 1997.

Sicard, Roger, *Toulouse et ses capitouls sous la Régence*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Toulouse, 1952.

Travet, Yohann, « La chancellerie près la cour de parlement de Flandre à la fin du XVIIIe siècle : attributions, composition et privilèges », dans *Revue du Nord*, n° 382, 2009.

Vannier, Jean, *Essai sur le bureau des finances de la généralité de Rouen, 1551-1790*, thèse pour le doctorat en sciences politiques, Université de Paris, Rouen, 1927.

Viard, Paul, *Histoire de la dîme ecclésiastique en France au XVIe siècle*, thèse pour le doctorat, Faculté de Lettres de Dijon, Librairie Alphonse Picard, Paris, 1914.

Villers, Robert, « Les preuves dans l'ancien droit français du XVIe au XVIIIe siècles », dans *La preuve. Deuxième Partie, Moyen Âge et temps modernes*, Recueils de la Société Jean Bodin pour l'Histoire comparative des institutions, Editions de la Librairies Encyclopédique, Bruxelles, 1965.

III) Histoire du droit nobiliaire

Aimé, Marcel, *La condition personnelle de la noblesse dans le détroit de la coutume du duché de Bourgogne du XIVe au XVIIIe siècle*, thèse pour le doctorat en droit, Faculté de droit et de science politique de Dijon, Dijon, 1986.

Arriaza, Armand, « Noblesse politique et anoblissement : conception émergente au XIII^{e} siècle en France », *Revue historique de droit français et étranger*, Volume 84, n° 3, juillet-septembre 2006, p. 333.

Bège-Seurin, Denise, « Droit et identité nobiliaire : la jurisprudence de la cour des aides de Guyenne au XVIIème siècle d'après le recueil de Fontainemarie », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997.

Blanc, François-Paul, *L'anoblissement par lettres en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV. 1630-1730*, thèse pour le doctorat en droit, Faculté de droit et de science politique, Aix en Provence, octobre 1971.

Blanc, François-Paul, « La noblesse de cloche en France à l'époque de la première réformation (1666-1669). La ville de Marseille bénéficiait-elle de la noblesse municipale ? », dans *Mélanges offerts au professeur Louis Falleti*, Librairie Dalloz, 1971, p. 9.

Blanc, François-Paul, « La preuve de la noblesse de race en Provence à l'époque des réformations de Louis XIV », dans *Annales de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*, PUF, 1972, p. 131.

Blanc, François-Paul, « Note sur la noblesse personnelle intransmissible à travers les réformations de la noblesse provençale (1666-1678) », dans *Annales de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*, PUF, 1972, p. 153.

Blanc, François-Paul, « L'usurpation de noblesse en Provence à l'époque de la première réformation (1666-1669) », dans *Annales de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*, PUF, 1972, p. 167.

Blanc, François-Paul, « L'apparition du droit régalien d'anoblissement en Provence au XIIIe siècle », dans *Histoire de la Provence et civilisation médiévale*, Provence historique, 1973, p. 69.

Blanc, François-Paul, « Le statut juridique de la noblesse de robe dans la Provence du XVIIe siècle », dans *Etudes offertes à Alfred Jauffret*, Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, 1974, p. 81.

Blanc, François-Paul, « Les différents types d'anoblissement par charges en cours souveraines, dans le comté de Provence », dans *Etudes offertes à Alfred Jauffret*, Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, 1974, p. 92.

Blanc, François-Paul, « Un traité de droit nobiliaire au XVIIe siècle. Alexandre Belleguise et le statut juridique de la noblesse provençale », dans *Mélanges Roger Aubenas*, Université de Montpellier 1, 1974, p. 33.

Blanc, François-Paul, « Concession d'armoiries timbrées et anoblissement d'après la jurisprudence provençale moderne », dans *Mélanges André Villard*, 1975, p. 525.

Blanc, François-Paul, « La noblesse corse et les réformations provençales sous le règne de Louis XIV », dans *Recueil de Mémoires et travaux publié par la Société d'Histoire du droit et des institutions des anciens pays de droit écrit*, Université de Montpellier, 1985, p. 167.

Blanc, François-Paul, « L'anoblissement par la collation de l'ordre de Saint-Michel en Provence, à l'époque des réformations de Louis XIV », dans *Hommages à Gérard Boulvert*, Nice, 1987, p. 67.

Blanc, François-Paul, « Les privilèges de la noblesse en France à l'époque moderne », dans *Das Privileg im europäischen Vergleich*, Band 1, Vittorio Klostermann Frankfurt am Main, 1997, p. 279.

Blanc, François-Paul, « Le statut de la noblesse en Provence sous le règne de Louis XIV », dans *Mélanges en l'honneur de Louis Constans*, Presses universitaires de Perpignan, 1998, p. 85.

Blanc, François-Paul, « L'anoblissement par lettres d'érection d'un fief en dignité à l'époque moderne – à la lumière de la jurisprudence provençale – », dans *Etudes offertes à Michel Vidal*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010, 169.

Blanc, François-Paul, *Le second ordre provençal et les réformations de noblesse sous le règne de Louis XIV. Dictionnaire généalogique des familles maintenues nobles*, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2018.

Bloch, Jean-Richard, *L'anoblissement en France au temps de François 1er. Essai d'une définition de la condition juridique et sociale de la noblesse au début du XVIe siècle*, Bibliothèque de la revue historique, Paris, 1934.

Bluche, François, et Durye, Pierre, *L'anoblissement par charges avant 1789*, L'intermédiaire des chercheurs et des curieux, St-Etienne, 2003.

Bonin, Pierre, *Statut de la noblesse de cloche à Paris et à Toulouse au XVIIe siècle : étude comparative*, mémoire de DEA, Paris, 1993.

Bonin, Pierre, « De l'histoire au droit, les fondements d'un privilège municipal à la fin du XVIIe siècle : le "Traité de la noblesse des capitouls de Toulouse" », dans *Revue historique de droit français et étranger*, 79e année, n° 4, octobre-décembre 2001.

Buffelan, Jean-Paul, *La noblesse des capitouls de Toulouse*, L'Adret, St-Gaudens, 1986.

Chevrier, Georges, « Les sources de la noblesse dans le comté de Bourgogne du XIVe à la fin du XVIIIe siècle », *Mémoires de la Société pour l'Histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 12e Fascicule (1948-1949), Dijon.

Cousin, Henri, *Des noms de noblesse et des titres nobiliaires spécialement depuis la Révolution*, thèse pour le doctorat, Université de Dijon, 1905.

D'Argaignon, Paul, *La condition juridique des lignages nobles en Gascogne à l'époque moderne. XVIe-XVIIIe siècles*, mémoire de Master II, UT1, 2013.

Desbrousses, X., *Condition personnelle de la noblesse au Moyen Âge*, thèse pour le doctorat, Faculté de droit de Bordeaux, 1901.

Descimon, Robert, « L'invention de la noblesse de robe. La jurisprudence du parlement de Paris aux XVIe et XVIIe siècles », dans Poumarède, J., Thomas, J., (dir. par), *Les parlements de province, pouvoirs, justice et société du XVe au XVIIIe siècle*, Framespa, Toulouse, 1996.

Des Rochettes, M., « Essai sur les preuves de noblesse reconnues dans le Sud-Ouest de la France de 1771 à 1789 », dans *Dixième congrès d'études de la Fédération des sociétés académiques et savantes. Languedoc – Pyrénées – Gascogne*, Montauban, 1956.

Dravasa, Etienne, « Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècles », dans *Revue juridique et économique du Sud-Ouest*, n° 3-4, 1965 ; n° 1-2, 1966.

Fauconpret, Benoît de, *Les chevaliers de Saint-Michel (1665-1790). Le premier ordre de mérite civil*, Patrice-Dupuy éditeur, 2007.

Fauconpret, Benoit de, *Les preuves de noblesse au XVIIIe siècle. La réaction aristocratique*, Deuxième édition, Patrice du Puy éditeur, Millau, 2012.

Frotier de La Messelière, Henri, *La noblesse en Bretagne avant 1789*, Université de Rennes, 1902.

Hédouin, Joseph, *De l'usurpation de titres nobiliaires (étude historique et juridique)*, thèse pour le doctorat, Arthur Rousseau éditeur, Paris, 1900.

La Bigne de Villeneuve, Marcel de, *La dérogeance de la noblesse sous l'Ancien Régime*, Sedopols, Paris, 1977.

Langle, Henry-Melchior de, Treourret de Kerstrat, Jean-Louis de, *Les ordres de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Collection S. R. H. N., Paris, 1992.

Monlezun, André de, *Acquisition et transmission des titres nobiliaires*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, Paris, 1926.

Morel, Alexandra, *La protection des titres et des noms en droit nobiliaire français, XIXème-XXème siècles*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Nice, 2005.

Nélidoff, Philippe, « Des ordres à travers les répertoires juridiques d'Ancien Régime », dans *La justice entre théologie et droit*, sous la direction de Christine Mengès-Le Pape, Presses universitaires Toulouse Capitole, 2016, p. 437.

Ortet, Denis, *Noblesse et dérogeance, entre mythes et réalités*, mémoire de D.E.A. d'Histoire du droit et des institutions, Université des sciences sociales de Toulouse, 2003.

Piétri, Valérie, « Bonne renommée ou actes authentiques : la noblesse doit faire ses preuves (Provence, XVIIe-XVIIIe siècles) », dans *Genèses*, n° 74, 2009/1.

Rey, Charles, *De la noblesse et de la législation nobiliaire en France depuis la Révolution*, thèse pour le doctorat juridique, Université de Paris, Paris, 1902.

Rodes, Félix, *Les gentilshommes-verriers et l'industrie du verre en Languedoc sous l'Ancien Régime*, thèse de droit, Université de Montpellier, 1951.

Roquefeuil, Fulcran de, *Anoblissement et révocation de la noblesse aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles*, Patrice Du Puy Editeur, 2005.

Roton, Robert de, *Les arrêts du Grand Conseil portant dispense du marc d'or de noblesse,* S. G. A. F., Paris, 1951.

Storez-Brancourt, Isabelle, « Des 'estats' à l'Etat : la pensée des juristes modernes face au pouvoir nobiliaire (1600-1789) », dans *L'invention de la décentralisation. Noblesse et pouvoirs intermédiaires en France et en Europe. XVIIe-XIXe siècle*, Presses universitaires du Septentrion, 2009.

Texier, Alain, *Qu'est-ce que la noblesse ? Histoire et droit*, Tallandier, 1988.

Texier, Alain, « Le régime politique applicable aux nobles pendant la Révolution ou la dialectique de l'égalité et de la répression », dans *Noblesse et Révolution*, « Les Cahiers de Commarque, 1991, p. 107.

Texier, Alain, « Nobles d'Ancien Régime et titres impériaux ou d'un Etat à un état », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 204.

Tholozan, Olivier, *Henri de Boulainvilliers. L'anti-absolutisme aristocratique légitimé par l'Histoire*, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1999.

Viguerie, Patrice de, *Preuves de noblesse des capitouls de Toulouse*, Sédopols, Paris, 1982.

IV) Histoire de la noblesse

Autrand, Françoise, « L'image de la noblesse en France à la fin du Moyen Âge. Tradition et nouveauté », dans *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et belles lettres*, 1979, n° 2.

Aviau de Ternay, Gaëtan d', « Noblesse et chambre des comptes de Bretagne », dans *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 108, n°4, 2001.

Badel, Christophe, *La noblesse de l'Empire romain. Les masques et la vertu*, Champ Vallon, 2005.

Baury, Roger, « Sentiment et reconnaissance identitaires de la noblesse pauvre en France à l'époque moderne (XVIe-XVIIIe siècles) », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997.

Bennassar, Bartolomé, « Etre noble en Espagne. Contribution à l'étude des comportements de longue durée », dans *Histoire économique du monde méditerranéen, 1450-1650. Mélanges en l'honneur de Fernand Braudel*, 1973.

Bercé, Yves-Marie, « De la criminalité aux troubles sociaux. La noblesse rurale du Sud-Ouest de la France sous Louis XIII », dans *Annales du Midi*, 1964.

Bertier, Jean de, « L'anoblissement par la terre dans les Pyrénées occidentales », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997.

Bertier, Jean de, « Les réceptions aux états de Bigorre dans l'ordre de la noblesse », *Bulletin de l'ANF*, n° 179, avril 1984.

Bertier, Jean de, « Les réceptions aux Etats de Béarn dans l'ordre de la noblesse », dans *Bulletin de la société des sciences, lettres et arts de Pau*, tome II, Pau, 1967.

Bien, David D., (traduction J. Rovet), « La réaction aristocratique avant 1789 : l'exemple de l'armée », *Annales ESC*, n. 1, 1974.

Blanchard, Anne, « Une approche de la noblesse languedocienne : la maintenue de 1668-1672 », dans *Sociétés et idéologies des temps modernes, hommage à Arlette Jouanna*, Centre d'Histoire moderne et contemporaine de l'Europe méditerranéenne et de ses périphéries, Montpellier, 1996, volume 1, p. 15.

Blaufarb, Rafe, « Vers une histoire de l'exemption fiscale nobiliaire. La Provence des années 1530 à 1789 », dans *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2005/6.

Bloch, Marc, Febvre, Lucien, « Les noblesses », dans *Annales d'Histoire économique et sociale*, tome VIII, n° 39, mai 1936, p. 238.

Bloch, Marc, « Quelques jalons de recherche », dans *Annales d'Histoire économique et sociale*, tome VIII, n° 39, mai 1936, p. 366.

Blondy, Alain, « L'Ordre de Malte, miroir brisé de la noblesse française des XVIIe et XVIIIe siècles » dans *Etat et société en France aux XVIIe et XVIIIe siècles. Mélanges offerts à Yves Durand*, Collection du Centre Roland Mousnier, Presse Universitaires de la Sorbonne, 2000, p. 103.

Billacois, François, « La crise de la noblesse européenne (1550-1650). Une mise au point », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XXIII, avril-juin 1976.

Bluche, François, *La vie quotidienne de la noblesse française au XVIIIe siècle*, Hachette Littérature, 1973.

Bluche, François, *Les honneurs de la cour*, Patrice Dupuy éditeur, Paris, 2000.

Bourquin, Laurent, *La noblesse dans la France moderne (XVIe-XVIIIe siècles)*, Belin-Sup, 2002.

Bourquin, Laurent, « La noblesse française à l'époque moderne : une historiographie », dans *Les noblesses normandes (XVIe-XIXe siècle)*, Presse universitaires de Rennes, 2011, p. 23.

Brette, Armand, « La noblesse et ses privilèges pécuniaires en 1789 », dans *La Révolution française*, 21 avril 1906.

Bru, Anne, *La verrerie sylvestre. Etude de la communauté des gentilshommes verriers en Languedoc (XVIIe-XVIIIe siècles)*, mémoire de maîtrise, Université du Mirail, 1997.

Breuil, Michel, *De la particule dite nobiliaire*, thèse pour le doctorat en droit, Paris, 1903.

Carré, Henri, *La noblesse de France et l'opinion publique au XVIIIe siècle*, Paris, 1920.

Chassel, Jean-Luc, « Sceau et identité nobiliaire au Moyen Âge » dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997.

Chaussinand-Nogaret, Guy, « Le fisc et les privilégiés sous l'Ancien Régime », dans *La fiscalité et ses implications sociales en Italie et en France aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Publications de l'Ecole française de Rome, 1980.

Chaussinand-Nogaret, Guy, « Un aspect de la pensée nobiliaire au XVIIIe siècle : 'l'antinobilisme' », dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1982, p. 442.

Chaussinand-Nogaret, Guy, (dir. par), *Histoire des élites en France du XVIe au XXe siècle*, Taillandier, 1994.

Chaussinand-Nogaret, Guy, *La noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux Lumières*, Editions complexe, 2000.

Constant, Jean-Marie, *Nobles et paysans en Beauce aux XVIème et XVIIème siècles*, thèse de l'Université Paris IV, Lille, 1981.

Constant, Jean-Marie, « Un groupe socio-politique stratégique dans la France de la première moitié du XVIIe siècle : la noblesse seconde », dans *Les aristocraties et la genèse de l'Etat moderne (XIIIe-XVIIe siècles). France, Angleterre, Ecosse*, colloque d'Oxford, Paris, 1989, p. 279.

Constant, Jean-Marie, *La noblesse française aux XVIe-XVIIe siècles*, Hachette, 1994.

Constant, Jean-Marie, « Les structures sociales et mentales de l'anoblissement : analyse comparative d'études récentes, XVIe-XVIIe siècles », dans *La noblesse en liberté, XVIe-XVIIe siècles*, Presses Universitaires de Rennes, 2004.

Constant, Jean-Marie, « L'enquête de noblesse de 1667 et les seigneurs de Beauce », dans *La noblesse en liberté, XVIe-XVIIe siècles*, Presses Universitaires de Rennes, 2004.

Cremer, Albert, « La genèse de la notion de noblesse de robe », dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, n° 46, 01/1999.

Croq, Laurence, « L'autre noblesse (Paris, XVIIIe siècle) », *Genèses*, 2009/3, p. 8.

Cubells, Monique, « A propos des usurpations de noblesse en Provence sous l'Ancien Régime », dans *Provence historique*, 1970, n° 81.

Cubells, Monique, « La politique d'anoblissement de la monarchie en Provence de 1715 à 1789 », dans *Annales du Midi*, 1982, 173.

D'Argaignon, Paul, « Une formation militaire pour la noblesse ? Une idée révélatrice des enjeux sociaux affectant le second ordre à l'époque moderne (XVIe-XVIIIe siècle) », dans *Enseigner la guerre ? Écrire la paix ? Hier et aujourd'hui, ici et ailleurs*, sous la direction de Christine Mengès Le Pape, Presses de l'Université Toulouse Capitole, 2016, p. 137.

De Baecque, A., « Le discours anti-noble (1787-1792) aux origines d'un slogan : 'Le peuple contre les gros' », dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1989, p. 3.

Debord, André, « Aristocratie et noblesse autour de l'an Mil », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997, p. 9.

Dedieu, Jean-Pierre, « L'apparition du concept de noblesse dans la Castille moderne. La mise en place des marqueurs de la considération sociale (XVIe-XVIIIe siècles) », dans *A la recherche de la considération sociale. Actes du colloque organisé par le CESURB-Histoire à Talence, 8 et 9 janvier 1998*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, Talence, 1999, p. 11.

Decroix, Arnaud, « La noblesse en émigration ou la tentative d'une reconstruction politique (1789-1815) », dans *L'invention de la décentralisation : noblesse et pouvoirs intermédiaires en France et en Europe : XVIIe-XIXe siècle*, Presses Universitaires du Septentrion, 2009, p. 305.

Deruelle, Benjamin, *De papier, de fer et de sang : Chevaliers et chevalerie à l'épreuve de la modernité (1460-1620)*, Publications de la Sorbonne, 2015.

Descimon, Robert, « Chercher de nouvelles voies pour interpréter les phénomènes nobiliaires dans la France moderne. La noblesse, « essence » ou rapport social ? » dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, n° 46, 01/1999.

Devyver, André, *Le sang épuré. Les préjugés de race chez les gentilshommes français de l'Ancien Régime (1560-1720)*, Faculté de Lettres, Editions de l'Université de Bruxelles, 1973.

Deyon, Pierre, « A propos des rapports entre la noblesse française et la monarchie absolue pendant la première moitié du XVIIe siècle », dans *Revue historique*, 1964, p. 341.

Doucet, Corinne, « Les académies équestres et l'éducation de la noblesse (XVIe-XVIIIe siècle) », *Revue historique*, 2003/4, n° 628, p. 817.

Doyle, W, « Les prix des charges anoblissantes à Bordeaux au XVIIIe siècle », dans *Annales du Midi*, tome 80, 1968.

Duma, Jean, « Approche d'une noblesse provinciale : le comté de Poitou aux Temps Modernes », dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., *La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, un modèle social ?*, Atlantica, tome 2, 2002, p. 37.

Durand, Yves, *La maison de Durfort à l'époque moderne*, Fontenay-Le-Comte, 1975.

Durand, Yves, « Les privilèges selon Sieyès où le triomphe de la désinformation », dans *Histoire, économie et société*, 1992, p. 295.

Egret, Jean, « L'aristocratie parlementaire française à la fin de l'Ancien Régime », dans *Revue historique*, tome 208, 1952.

Figeac, Michel, *Destins de la noblesse bordelaise (1770-1830)*, Recherches et travaux d'Histoire sur le Sud-Ouest de la France, Bordeaux, 1996.

Figeac, Michel, *La douceur des Lumières. Noblesse et art de vivre en Guyenne au XVIIIe siècle*, Mollat, Paris, 2001.

Figeac, Michel, *L'automne des gentilshommes. Noblesse d'Aquitaine, noblesse française au siècle des Lumières*, Honoré Champion éditeur, Paris, 2002.

Fillon, Anne, « Villageois, notaires et titres nobiliaires », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Université du Maine, CNRS, 1997.

Forster, Robert, « Etude sur les gentilshommes campagnards du Lauragais (1750-1789) », dans *Onzième congrès d'études de la Fédération des sociétés académiques et savantes. Languedoc – Pyrénées – Gascogne*, Albi, 1955, p. 69.

Forster, Robert, *The nobility of Toulouse in the Eighteenth century : A Social and Economic study*, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1960.

Fourniel, Béatrice, « Rangouse de La Bastide, conseiller d'épée au bailliage et siège présidial d'Aurillac, auteur d'un essai d'érudition sur l'histoire féodale, nobiliaire et géologique de la Haute-Auvergne », dans Garnier, F., Deroussin, D., (dir. par), *Passé et présent du droit, n° 7. Les juristes en Auvergne. Du Moyen Âge au XIXe siècle*, Editions Le Manuscrit, 2009.

Godechot, Jacques, « Forster (Robert), *The wealth of the toulousean nobility, 1760-1789*, thèse dactylographiée. Compte rendu », dans *Annales du Midi*, 1957, p. 87.

Harsgor, Mikhael, « L'essor des bâtards nobles au XVe siècle », *Revue historique*, PUF, 1975.

Huppert, George, *Bourgeois et gentilshommes. La réussite sociale en France au XVIe siècle*, Flammarion, 1983.

Jouanna, Arlette, *L'idée de race en France au XVIe siècle et au début du XVIIe siècle (1498-1614)*, thèse d'histoire, Université de Paris, Librairie Honoré Champion, Paris, 1976.

Jouanna, Arlette, *Ordre social. Mythes et hiérarchies dans la France du XVIe siècle*, Hachette, Paris, 1977.

Jouanna, Arlette, « Le thème de l'utilité publique dans la polémique anti-nobiliaire en France dans la seconde moitié du XVIe siècle », dans *Théorie et pratiques politiques à la Renaissance*, J. Vrin, Paris, 1977, p. 287.

Jouanna, Arlette, « Perception et appréciation de l'anoblissement dans la France du XVIe siècle et du début du XVIIe siècle », dans *L'anoblissement en France, XVe-XVIIIe siècles. Théories et réalités*, Centre de recherches sur les origines de l'Europe moderne, 1985.

Jouanna, Arlette, *Le devoir de révolte. La noblesse française et la gestation de l'Etat moderne (1559-1661)*, Fayard, 1989.

Jouanna, Arlette, « La noblesse française et les valeurs guerrières au XVIe siècle » in *L'homme de guerre au XVIe siècle,* Actes du colloque de l'association de la Revue humanisme et Renaissance, 1992.

Jouanna, Arlette, « Mémoire nobiliaire. Le rôle de la réputation dans les preuves de noblesse : l'exemple des barons des Etats de Languedoc », dans Grell, C., Ramière de Fortanier, A., *Le second ordre : l'idéal nobiliaire. Hommage à Ellery Schalk*, Université de Versailles-Saint-Quentin, 1999, p. 197.

Jouanna, Arlette, « Le modèle nobiliaire aux Etats provinciaux de Languedoc », dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., *La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, un modèle social ?*, Atlantica, tome 1, 2002.

Kaiser, Wolfgang, « Une aristocratie urbaine entre la plume et l'épée : les « nobles marchands » de Marseille, XVIe-XVIIe siècles », dans Grell, C., Ramière de Fortanier, A., *Le second ordre : l'idéal nobiliaire. Hommage à Ellery Schalk*, Université de Versailles-Saint-Quentin, 1999, p. 263.

Labarre de Raillicourt, D., *La noblesse militaire*, Chez l'auteur, Paris, 1962.

Labatut, Jean-Pierre, *Les noblesses européennes de la fin du XVe siècle à la fin du XVIIIe siècle*, collection « L'historien », Puf, 1978.

Labatut, Jean-Pierre, « Les ducs et pairs dans le Sud-Ouest de la France au XVIIe siècle », dans *Revue de Pau et du Béarn*, Pau, 1974, p. 83.

Lainé, M., *Archives généalogiques et historiques de la noblesse de France*, tome IIIe, Paris, 1830.

Larcade, Véronique, « Gentilshommes brigands, fils indignes et cadets dévoyés : la délinquance nobiliaire en Gascogne, XVIe-XVIIe siècles », dans *Noblesse française et noblesse polonaise. Mémoire, identité, culture, XVIe-XXe siècle*, Maison des sciences de l'homme de l'Aquitaine, 2006.

Larochelle, Lucie, « Le vocabulaire social et les contours de la noblesse urbaine provençale à la fin du Moyen Âge : l'exemple aixois », dans *Annales du Midi*, 1992.

Lartigaut, Jean, « L'image du baron au début du XVIe siècle : Caumont contre Thémines », dans *Annales du Midi*, 1982, p. 152.

Lassaigne, Jean-Dominique, *Les Assemblées de la noblesse de France aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Editions Cujas, Paris, 1965.

Lemarchand, Guy, « La France au XVIIIe siècle : élites ou noblesse et bourgeoisie ? », dans *Cahier des Annales de Normandie*, n°30, 2000, p. 107.

Le Roux, Nicolas, « Jeu royal. Société de cour et culture chevaleresque à la Renaissance », dans *Rituels et cérémonies de cour de l'Empire romain à l'âge baroque*, Septentrion, 2018, p. 129.

Lévy-Bruhl, Henri, « La noblesse de France et le commerce à la fin de l'Ancien Régime », *Revue d'histoire moderne*, n°8, Paris, mai-juillet 1933.

Marchal, Corinne, « Définir et inventorier les chapitres nobles de la France du XVIIIe siècle », *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, janvier-juin 2013, p. 115.

Mauro, Frédéric, « La noblesse toulousaine au XVIIIe siècle », note critique sur la thèse de Robert Forster, dans *Annales E. S. C.*, 1961, p. 1012-1016.

Miramont, Christiane, « Les verreries du Volvestre ariégeois. Les relations entre gentilshommes verriers et paysans porteurs de verre », dans *Eclats de verre. Revue des généalogies des familles verrières*, n° 14, novembre 2009.

Meyer, Jean, *La noblesse bretonne au XVIIIe siècle*, Bibliothèque générale de l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, Paris, 1966.

Mousnier, R., Labatut, J.-P., Durand, Y., *Problèmes de stratification sociale. Deux cahiers de la noblesse pour les Etats généraux de 1649-1651*, Centre national de la recherche scientifique, PUF, Paris, 1965.

Nassiet, Michel, « La noblesse à l'époque moderne : une démilitarisation ? », dans *Enquêtes et documents*, CRHMA, Université de Nantes, 1998, p. 91.

Nassiet, Michel, « La noblesse en France au XVIe siècle d'après l'arrière-ban », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, janvier 1999.

Nassiet, Michel, *Parenté, noblesse et Etats dynastiques, (XVe-XVIe siècles)*, Editions de l'EHESS, Paris, 2000.

Nassiet, Michel, « *Pedigree and valor.* Le problème de la représentation de la noblesse en France au XVIe siècle », dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., *La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, un modèle social ?*, Atlantica, tome 1, 2002.

Nassiet, Michel, « Les structures sociales des noblesses normande et bretonne à l'époque moderne », dans *Les noblesses normandes (XVIe-XIXe siècle)*, Presse universitaires de Rennes, 2011, p. 35.

Nassiet, Michel, *Noblesse et pauvreté. La petite noblesse en Bretagne, XVe-XVIIIe siècle*, Presses universitaires de Rennes, 2012.

Nifle, Philippe, *La noblesse gasconne aux XVIe et XVIIe siècles*, mémoire d'Histoire pour l'obtention du DEA, Université Toulouse II Le Mirail, 1996.

Neufbourg, Guy Courtin de, « Projet d'une enquête sur la noblesse française », dans *Annales d'Histoire économique et sociale*, tome VIII, n° 39, mai 1936, p. 243.

Orlea, Manfred, *La noblesse aux Etats généraux de 1576 et de 1588. Etude politique et sociale*, PUF, Paris, 1980.

Paris, Paulin, « *De la particule dite nobiliaire* », mémoire lu à l'Académie impériale de Reims dans la séance publique du 31 juillet 1861, Paris, juillet 1862.

Péronnet, Michel, « Quelques réflexions sur les critères d'analyse d'un groupe social : la noblesse, dans une durée séculaire », dans *L'anoblissement en France, XVe-XVIIIe siècles. Théories et réalités*, Centre de recherches sur les origines de l'Europe moderne, 1985.

Picco, Dominique, « Origines géographiques des demoiselles de Saint-Cyr (1686-1793) », dans *L'éducation des jeunes filles nobles en Europe. XVIIe-XVIIIe siècles*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2004, p. 107.

Piétri, Valérie, « Modernité et déclassement social. Barcilon de Mauvans, interprète de la dérogeance de noblesse », dans *Etre marginal en Méditerranée (XVIe-XXIe siècle), Cahiers de la Méditerranée*, 2004, p. 157.

Pinoteau, Hervé, *Etudes sur les ordres de chevalerie du roi de France*, Le Léopard d'or, Paris, 1995.

Planchon, Robert, *Gentilshommes verriers. Les Granier, Grenier*, Malemort, 1984.

Rance, Karine, « Les nobles victimes de la Révolution ? », dans Biard Michel (dir. par), *La Révolution française. Une histoire toujours vivante*, Paris, 2009, p. 209.

Riols de Fonclare, Francis de, *Les verreries forestières de Moussans (1450-1890) et les principales familles de gentilshommes verriers*, 1925.

Reinhard, Marcel, « Élite et noblesse dans la seconde moitié du XVIIIe siècle », dans *Revue d'Histoire Moderne et contemporaine,* Tome III, PUF, 1956.

Richard, Guy, « Un essai d'adaptation sociale à une nouvelle structure économique. La noblesse de France et les sociétés par actions à la fin du XVIIIe siècle », *Revue d'histoire économique et sociale*, volume quarante, Paris, 1962.

Richard, Guy, *Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle*, Armand Colin, St-Just-La-Pendue, 1974.

Richet, Denis, « Autour des origines idéologiques lointaines de la Révolution française : élites et despotisme », dans *Annales. E. S. C.*, 1969, p. 1.

Robert-Garils, Elisée de, *Monographie d'une famille et d'un village. La famille de Robert et les gentilshommes verriers de Gabre*, imprimerie Privat, Toulouse, 1899.

Roche, Daniel, « Elites et noblesses », dans *La France des Lumières*, Fayard, 1993, chapitre XII.

Ruggiu, François-Joseph, « Ancienneté familiale et construction de l'identité nobiliaire dans la France de la fin de l'Ancien Régime », dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., *La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, un modèle social ?*, Atlantica, tome 1, 2002, p. 309.

Saint-Blanquat, Agnès de, « Les gentilshommes verriers dans l'histoire du pays de Foix et du Couserans », dans *Société ariégeoise. Sciences, lettres et arts*, tome XXXI, 1976, p. 292.

Saint-Victor, Jacques de, *La chute des aristocrates, 1787-1792. La naissance de la droite*, Perrin, 1992.

Saint-Victor, Jacques de, *La première Contre-Révolution (1789-1791)*, Fondements de la politique, Puf, 2010.

Schalk, Ellery, *L'épée et le sang. Une histoire du concept de noblesse (Vers 1500-vers 1650)*, traduction de Christiane Travers, Champ Vallon, 1996.

Schalk, Ellery, « Pluvinel, le renouvellement de la noblesse et les prémices de l'Ecole de Versailles », dans Daniel Roche (dir. par), *Les écuries royales du XVIe au XVIIIe siècle*, 1998, p. 169.

Serna, Pierre, « Le noble » dans *L'homme des Lumières*, Paris, Seuil, 1996, p. 39.

Sidney Hellman Ehrman, M. A., *The letters and documents of Armand de Gontaut baron de Biron marshal of France (1524-1592)*, University of California Press, 1936, 2 volumes.

Six, Georges, « Fallait-il quatre quartiers de noblesse pour être officier à la fin de l'Ancien Régime ? », dans *Revue d'histoire moderne*, tome 4, 1929, p. 47.

Solnon, Jean-François, *215 bourgeois gentilshommes au XVIIIe siècle. Les secrétaires du roi à Besançon*, Annales littéraires de l'Université de Besançon, Paris, 1980.

Souriac, Pierre-Jean, « Noblesse commingeoise et service armé du roi de France (1560-1600) », dans *Revue de Comminges*, 2005, p. 523.

Tackett, Timothy, « La Grande peur et le complot aristocratique sous la Révolution française », dans *Annales historiques de la Révolution française*, 2004, p. 1.

Trénard, Louis, « Forster (Robert). *The nobility of Toulouse in the Eighteenth century : A Social and Economic study*, compte rendu », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1964, p. 182.

Tuetey, Louis, *Les officiers sous l'Ancien Régime. Nobles et roturiers*, Paris, 1908.

Vaissière, Pierre de, *Gentilshommes campagnards de l'Ancienne-France*, Christian de Bartillat, Etrépilly, 1986.

Venturino, Diego, « Boulainvilliers versus Louis XIV ? », *Cahiers Saint-Simon*, 1999, p. 29.

Vignau, Jean, *Nobiliaire des généralités de Montauban et d'Auch et du pays de Foix*, tome I à IV, Biran, 2001.

Werner, Karl-Ferdinand, « Du nouveau sur un vieux thème. Les origines de la « noblesse » et de la « chevalerie » », dans *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions et Belles-Lettres*, 1985, p. 186.

Werner, Karl-Ferdinand, *Naissance de la noblesse*, Fayard, Paris, 1998.

Zeller Gaston, « Louis XI, la noblesse et la marchandise », *Annales ESC*, Paris, octobre-décembre 1946.

Zeller, Gaston, « Une notion de caractère historico-social : la dérogeance », *Cahiers internationaux de sociologie*, janvier-juin 1957, volume XXII, PUF, 1957.

V) Histoire du Sud-ouest et de la Gascogne orientale en particulier

Adher, J., « Le petit Saint-Cyr. Histoire de la maison d'éducation de Lévignac (1776-1793) », *Revue des Pyrénées*, Toulouse, 1907, p. 1.

Audebaud, Guy, « Jacques de Cazalès, orateur et agent de la Contre-Révolution (1758-1805) », dans *L'Auta : que bufo un cop cado més. Organe de la société Les toulousains de Toulouse et amis du vieux Toulouse*, Toulouse, n° 583, février 1993, p. 40.

Balagna, Christophe, *Le monastère de Boulaur (Gers)*, mémoire de maîtrise d'Histoire de l'art, Université de Toulouse Le Mirail, 1992, tome 1.

Balencie, Gaston, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Bigorre pour les Etats généraux de 1789*, tomes I et II, Imprimerie Lesbordes, Tarbes, 1925-1926.

Barbusse, Grégory, *Le pouvoir et le sang. Les familles de capitouls de Toulouse au siècle des Lumières (1715-1790)*, thèse de doctorat d'histoire, Université Toulouse II-Le Mirail, septembre 2004.

Bastier, Jean, *La féodalité au siècle des Lumières dans la région de Toulouse (1730-1790)*, Mémoires et documents, Paris, 1975.

Beauregard, Alain de, *Le droit d'image : peintures capitulaires et mécénat à Toulouse, XVII et XVIIIe siècle*, mémoire de maîtrise, Université de Toulouse le Mirail, 1992.

Bégon de Robert, Michel, « Les verreries de Pointis-Mercenac », dans *La Réveillée*, supplément circulaire n° 100, juin 2009.

Bériac, F., Breton, C., Behrouzi, M., « Approches de la société de deux villes gasconnes au XVe siècle : Auch et Lectoure », dans *Les société urbaines en France méridionale et en péninsule ibérique au Moyen Âge*, Editions du Centre national de la recherche scientifique, Paris, 1991.

Bordes, Maurice, « Une cité démocratique au Moyen Âge : Lectoure », dans *Bulletin de la société archéologique, historique, littéraire et scientifique du Gers*, Auch, 1er trimestre 1945.

Bordes, Maurice, *D'Etigny et l'administration de l'intendance d'Auch (1751-1767)*, thèse pour le doctorat ès lettres, Frédéric Cocharaux imprimeur, Auch, 1957.

Bordes, Maurice, « Une grande circonscription administrative du XVIIIe siècle : L'intendance d'Auch », dans *L'information historique*, 24, 1962, p. 1.

Bordes, Maurice, « La Gascogne à la fin de l'Ancien Régime : une province ? », dans Gras, C., Livet, G., dir. par, *Régions et régionalisme en France du XVIIIe siècle à nos jours*, PUF, Paris, 1977, p. 139.

Bordes, Maurice, *Histoire de la Gascogne des origines à nos jours*, éditions Horvath, St-Etienne, 1977.

Bordes, Maurice (dir. par), *Histoire d'Auch et du pays d'Auch*, Editions Horvath, 1980.

Bordes, Maurice, « De la création des élections en Guyenne et Gascogne », *Annales du Midi,* tome 98, avril-juin 1986.

Bourse, Roger, et Isidore, Dufis, *Armorial de la Gascogne gersoise*, Société archéologique du Gers, 2002.

Branet, A., « Les états d'Armagnac en 1631-1632 », dans *Bulletin de la Société archéologique du Gers*, Auch, 2e trimestre 1913, p. 168 et p. 214.

Brégail, M., « La franc-maçonnerie auscitaine, avant, pendant, et après la Révolution », dans *Bulletin de la société archéologique du Gers*, Auch, 1910, p. 24.

Brégail, G., *L'assemblée provinciale de la généralité d'Auch en 1787*, Imprimerie Privat, Toulouse, 1913.

Brégail, M., « La presse politique dans la généralité d'Auch, à la veille des élections aux Etats Généraux de 1789 », dans *Bulletin de la Société archéologique du Gers*, Auch, 2e trimestre 1913, p. 159.

Brégail, M., « La Grande Peur en Gascogne », dans *Bulletin de la société archéologique du Gers*, Auch, 1913, p. 259.

Caddau, L., « Le paléographe Jean Larcher et son fils Joseph », dans *Revue des Pyrénées*, tome XI, Tarbes, 1916, p. 76, p. 141, p. 209, p. 228.

Cahier des doléances de la communauté de Miran de 1789, publié dans le *Bulletin de la société archéologique du Gers*, septième année, Imprimerie Cocharaux, 1906.

Cantelaube, Jean, « L'industrie du fer dans le Couserans. De la mouline à la forge catalane. XIVe-XIXe siècle », *Revue de Comminges et des Pyrénées centrales*, Société des études de Comminges, Montréjeau, premier trimestre 2006.

Cantelaube, Jean, *La forge à la catalane dans les Pyrénées ariégeoises, une industrie à la montagne (XVIIe-XIXe siècle)*, collection « Méridiennes », Toulouse, 2005.

Carsalade Du Pont, « Le duc de Roquelaure et la construction du château du Rieutort », dans *Revue de Gascogne*, tome 34, Auch, 1893.

Cau, Christian, *Les capitouls de Toulouse. L'intégrale des portraits des Annales de la ville, 1352-1778*, Privat, 1990.

Cavailles, Henri, *Lies et passeries dans les Pyrénées*, Tarbes, 1986.

Cazauran, Jean, « Le paléographe Jean-Baptiste Larcher », dans *Souvenir de la Bigorre*, tome IV, Tarbes, 1884.

Cazauran, Jean, « Notice sur l'abbé de Vergès, de Tarbes », dans *Souvenir de la Bigorre*, tome VII, Tarbes, 1887, p. 492.

Chanchus, P.-E., « Visite de monseigneur le duc de Rohan-Chabot, comte d'Astarac, dans sa bonne ville de Masseube, en l'an 1771 », dans *Bulletin de la société archéologique du Gers*, Auch, 1904.

Communay, A., *Audijos. La Gabelle en Gascogne*, Archives historiques de la Gascogne, Auch, 1893.

Coquerel, Roland, « Les verriers de la Neste et de la Barousse », *Revue de Comminges*, tome 89, dans les 4 numéros de 1976.

Couget, Alphonse, *Les états du Nébouzan*, Saint-Gaudens, 1880.

Couget, A., « Délibérations des états du pays et vicomté du Nébouzan », dans *Revue de Comminges*, tome VIII, 1893.

Courtès, Georges, « Les paysans étaient-ils armés à la veille de la Révolution ? Le cas des communautés gersoises », *Bulletin de la société archéologique, historique, littéraire et scientifique du Gers*, 2e trimestre 2012.

Dallas, E., « Réception du baron de l'Isle d'Arbéchan au chapitre d'Auch, 1690 », dans *Revue de Gascogne*, tome XXXVIII, Auch, 1897.

Debats, R., « Formation territoriale du département du Gers en 1790 », *Bulletin de la société archéologique du Gers*, 1940, p. 225.

Debofle, Pierre, « L'abbé de Vergès et son fonds d'archives aux Archives départementales du Gers », dans *Bulletin de la société archéologique et historique du Gers*, 4e trimestre 2004, p. 588.

Decap, Jean, *Notes et documents historiques sur Montégut et le Baron de Montagut-Barrau député de la noblesse du Comminges aux États-Généraux de 1789*, Imprimerie V. Teste, Muret, 1895.

Decap, J., « La Grand'Peur à Muret et dans les environs aux premiers jours d'août 1789 », dans *Revue de Comminges*, tome XXI, 1906, p. 28.

Decap, J., « Les députés du Comminges aux Etats généraux de 1789. Notes biographiques », dans *Revue de Comminges*, 2e trimestre 1911, tome XXVI, p. 129.

Decap, J., « Leurs portraits », dans *Revue de Comminges*, 4e trimestre 1912, tome XXVII, p. 281.

De Chanal, « Notice historique sur l'académie d'équitation de Toulouse », dans *Mémoires de la société archéologique du Midi de la France*, 1866-1871, tome IX, p. 191.

Dellas, Emile, *La noblesse de la sénéchaussée d'Auch aux assemblées préparatoires de 1789*, Auch, 1894.

Desachy, Sylvie, « Les élites militaires en Rouergue au XVIe siècle », dans *Annales du Midi*, Editions Privat, Toulouse, 1996, p. 9.

Desgraves, Louis, « La formation territoriale de la généralité de Guyenne », dans *Annales du Midi*, 1950, p. 239.

Desgraves, Louis, *L'Aquitaine aux XVIe-XVIIIe siècles. Institutions et culture*, Fédération historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1992.

Desgraves, Louis, *Inventaire des documents manuscrits des fonds Montesquieu de la bibliothèque municipale de Bordeaux*, Droz, 1998.

Diana, Hélène, *Le chapitre cathédral Sainte-Marie d'Auch au XVIIIe siècle* (mémoire de maîtrise, Université Toulouse – Le Mirail, juin 1998.

Duffour, J., « Les états d'Astarac de 1582 », dans *Revue de Gascogne*, Auch, 1906, p. 19.

Du Mège, *Histoire des institutions religieuses, politiques, judiciaires et littéraires de la ville de Toulouse*, tome 3e, Toulouse, 1844.

Etavard, Denise, « Troubles dans la région lectouroise au XVIIIe siècle », dans *Bulletin de la société historique et archéologique du Gers*, 2e trimestre 1940, p. 180.

Ferté, Patrick, « Géographie du recrutement du collège de Sorèze (1767-1790) : un rayonnement colonial et international », dans Munier, Marie-Odile (dir. par), *Sorèze, l'intelligence et la mémoire d'un lieu*, Presses de l'Université des Sciences sociales de Toulouse, 2001, p. 123.

Frêche, Georges, *La région toulousaine vers 1670-1789*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Paris, 1969.

Frêche, Georges, *Toulouse et la région Midi-Pyrénées au siècle des Lumières (vers 1670-1789)*, Editions Cujas, Paris, 1974.

Geny, Muriel, *Droit et délits de chasse en Gascogne gersoise (1669-1789)*, mémoire de DEA, Université des sciences sociales de Toulouse, 1994.

Higounet, Charles, *Le comté de Comminges de ses origines à son annexion à la couronne*, tome II, Privat, Toulouse, 1949.

Inventaire des titres de la baronnie de Montesquieu du 20 novembre 1756, dans *Archives historiques du département de la Gironde*, tome 24, imprimerie Gounouilhou, Bordeaux, 1884.

Jankowiak, Christophe, « La transmission du patrimoine familial en Gascogne gersoise au XVIIIe siècle », dans *Bulletin de la société archéologique du Gers*, 2e trimestre 2007, p. 236.

Lafforgue, Annie, *Jean-Baptiste Larcher. Sa vie, son œuvre*, Thèse de l'Ecole nationale des Chartes, 1960.

Lafforgue, P., *Histoire de la ville d'Auch*, Brun libraire, Auch, 1851.

Lagrèze, G. Bascle de, *Histoire du droit dans les Pyrénées (comté de Bigorre)*, Editions des régionalismes, 2010.

Lamazou-Duplan, Véronique, « Se distinguer à Toulouse : supériorité sociale et fabrique de l'urbanité à la fin du Moyen Age », dans *Distinction et supériorité sociale (Moyen Age et époque moderne)*, Colloque de Cerisy-La-Salle, Caen, 2010, p. 221.

Larcade, Véronique, « La clientèle du duc d'Epernon dans le Sud-ouest du royaume », *Annales du Midi*, Editions Privat, Toulouse, 1996, p. 29.

Larcade, Véronique, *Les capitaines gascons à l'époque des guerres de religion*, Editions Christian, Paris, 1999.

Larcade, Véronique, *Les cadets de Gascogne*, Empreinte éditions, 2000.

Larcade, Véronique, « Bretteur et menteur sans vergogne… Ou le cadet de Gascogne saisi par la littérature de Charles Sorel à Michel Zévaco » dans Pontet, J., Figeac, M., Boisson, M., *La noblesse de la fin du XVIe siècle au début du XXe siècle, un modèle social ?*, Atlantica, tome 1, 2002.

Larcade, Véronique, *Les cadets de Gascogne. Une histoire turbulente*, Editions du Sud-Ouest, 2005.

La Roque, Louis de, Barthélémy, Edouard de, *Catalogue des gentilshommes de Béarn, Navarre, Gascogne*, Dentu libraire, Paris, 1865.

Lartigaut, Jean, « Les origines de la famille Pouget de Nadaillac en Périgord et Quercy (vers 1380-vers 1500) », dans *L'anoblissement en France, XVe-XVIIIe siècles. Théories et réalités*, Centre de recherches sur les origines de l'Europe moderne, 1985.

Lavergne, Adrien, « Origine et fin de la maison de Batz-Lez-Castillon », dans *Bulletin de la société archéologique du Gers*, 15e année, Auch, 1914, p. 101.

Le Nail, Jean-François, « Jean de Vergès », dans *Vies et visages du XVIIIe au XXe siècle*, Ville de Tarbes, 2003, p. 120.

Lestrade, (abbé) J. de, *Les huguenots en Comminges*, Collection des « Archives Historiques de La Gascogne », Auch, 1900.

Lestrade, J, « Documents inédits sur les états de Nébouzan », dans *Revue de Comminges*, tome XX, 1905.

Lettre des trésoriers généraux de France en Guyenne à Henri IV du 20 juin 1594, dans *Archives historiques du département de la Gironde*, tome XIV, Bordeaux, 1873.

Llucia di-Fusco, Claude, *Une méthodologie appliquée à un exemple d'ascension sociale sous l'Ancien Régime : L'Isle-Jourdain et ses notables*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Université Jean Monnet-Saint-Etienne, 1997.

Loupès, Philippe, *Chapitres et chanoines de Guyenne aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Fédération historique du Sud-Ouest, 1985.

Macé Ramete, Michèle, *Inventaire sommaire provisoire des sous-séries 2B à 14B,* Auch, 2002.

Mesnard, Jean, « La Fontaine et les gascons », dans *Gascogne gersoise, archéologie – histoire – économie*, SAG, 1959, p. 269.

Molis, Robert, *Les états et le pays de Nébouzan*, Société études et recherches du Nébouzan, 2002.

Monlezun, J.- J., *Histoire de la Gascogne*, tome 6e, Auch, 1849.

Pagel, R., « Assemblées de la collecte d'Armagnac, en 1652-1654 », dans *Bulletin de la société archéologique du Gers*, 4e trimestre 1900.

Péguilhan de Larboust, Philippe de, *Les magistrats du parlement de Toulouse à la fin de l'Ancien Régime (1775-1790)*, mémoire de D. E. S., Toulouse, 1965.

Pène, Gilbert, *Les attributions financières des états du pays et comté de Bigorre, aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Collection de l'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, Bordeaux, 1962.

Picco, Dominique, « Des Méridionales à la cour : l'exemple des demoiselles de Saint-Cyr (1686-1793) », dans *Bulletin du Centre de recherche du château de Versailles* [En ligne], 2008, p. 1.

Poumarède, Jacques, *Les successions dans le sud-ouest de la France au Moyen Âge*, Publications de l'Université des sciences sociales de Toulouse, PUF, 1972.

Poumarède, Jacques, « Les coutumes successorales dans les Pyrénées au Moyen Âge », dans *Revue de Pau et du Béarn*, Imprimeries de Navarre, Pau, 1974, n° 2.

Puyau, Gabriel, « La verrerie de Montoussé et de Gazave (1721). Notes sur les verriers », *Revue de Comminges*, tome LXXXVI, année 1973, 2e trimestre.

Rosapelly, Norbert, « Deux érudits bigourdans. J.-B. Larcher et D'Avezac-Macaya », dans *Revue des Hautes-Pyrénées*, Tarbes, 1906-1907, tome 1, p. 65, p. 150, p. 210, p. 273, tome 2, p. 22.

Rumeau, Yoan, *Les communautés du pays des Quatre-Vallées au temps des Lumières. 1750-1789. Fonctionnement des institutions représentatives des communautés d'habitants et défense du privilège dans un pays d'Etat des Pyrénées centrales à la fin de l'Ancien Régime*, Université de Toulouse II Le Mirail, septembre 1995.

Saint-Quirin, Arthur Quirin de Cazenove dit, *Les verriers du Languedoc, 1290-1790*, Imprimerie Delord-Boehm, Montpellier, 1904.

Samaran, Charles, *La Gascogne dans les registres du trésor des chartes*, Bibliothèque nationale, Paris, 1966.

Samiac, F.-J., « Les derniers Comminges de Couserans. Démembrement de la vicomté de Couserans », *Bulletin périodique de la société ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des études du Couserans*, quatorzième volume, numéro 2, Foix, 1914.

Sarramon, M., « Y eut-il une sénéchaussée des Quatre-Vallées ? », dans *Bulletin de la société archéologique, historique, littéraire et scientifique du Gers*, 2e trimestre 1953, p. 165.

Sarramon, A., *Les Quatre-Vallées. Aure -Barousse -Neste -Magnoac*, éditions Milan, 1985.

Sendrail, Geneviève, « Une communauté de montagne contre ses seigneurs : Ustou, XVIIe et XVIIIe siècle », *Archives ariégeoises, revue de l'association des amis des archives de l'Ariège*, Foix, 2014.

Soulet, Jean-François, et Laffon, Jean-Baptiste, (dir. par), *Histoire de Tarbes*, Horvath, 1982.

Souriac, René, *Le comté de Comminges au milieu du XVIe siècle*, Editions du C.N.R.S, 1977.

Souriac, René, « Géographie administrative et institutionnelle des pays de Gascogne Orientale sous l'Ancien Régime », dans *Aux confins du Languedoc et de la Gascogne : les pays de Rivière-Verdun*, Fédération des sociétés académiques et savantes. Languedoc – Pyrénées – Gascogne, Rieumes, 1997, p. 43.

Souriac, René, (dir. par), *Comminges et Nébouzan*, Tome I, Société nouvelle d'Éditions régionales et de diffusion, Pau, 1982.

Souriac, René, *Décentralisation administrative dans l'ancienne France. Autonomie commingeoise et pouvoir d'Etat, 1540-1630*, tome I et II, Association Les amis des archives de la Haute-Garonne, Toulouse, 1992.

Tissier, André, *M. de Crac gentilhomme gascon. Etude de la formation littéraire et des transformations d'un « type populaire »*, Didier, Paris, 1959.

Tonus, Wilfrid, *La sénéchaussée de Bigorre, 1650-1789*, mémoire de Master, Université de Pau, 2010.

Van Elsuwé, Muriel, « Géographie des jugeries royales de Gascogne aux XIVe et XVe siècles », dans *Annales du Midi*, n° 92, 1969, p. 141.

Vié, Louis, « Louis de Froidour, commissaire député pour la réformation puis Grand maître des eaux et forêts », dans *Revue de Comminges*, octobre 1913, p. 321.

Viguerie, Jean-Claude, « Les verriers de la Neste sous l'Ancien Régime », *Archistra. Histoire de la France méridionale*, n° 199, septembre 2000.

Virieux, Maurice, « Une enquête sur le parlement de Toulouse en 1718 », dans *Annales du Midi*, 1975, volume 87.

Zink, Anne, *L'héritier de la maison. Géographie coutumière du Sud-Ouest de la France sous l'Ancien Régime*, Éditions de l'École des Hautes études en sciences sociales, Paris, 1993.

Zink, Anne, *Pays ou circonscriptions. Les collectivités territoriales de la France du Sud-Ouest sous l'Ancien Régime*, Publications de la Sorbonne, 2000.

ANNEXES

Annexe 1
SOURCES ARCHIVISTIQUES

Pour réaliser cette recherche, nous n'avons que relativement peu utilisé les archives notariales (série E dans les archives départementales) déposées dans les services des Archives départementales. Les fonds d'archives très divers que nous avons étudiés se doivent d'être répertoriés et présentés brièvement.

Fonds publics :

Archives départementales de l'Ariège :

Série J :
Fonds Blazy
Ce fonds porte le nom du chanoine Blazy, archiviste diocésain en Ariège, qui avait rassemblé des documents originaux. Il est coté 5 J aux Archives départementales de l'Ariège.
Archives antérieures à la Révolution :
Famille de Sirgant, de Cabalby.

Fonds Narbonne-Lara
Le chartrier Narbonne-Lara est situé aux Archives départementales de l'Ariège, cote 10 J. Il provient du château de Nescus. On y trouve les archives de nombreuses familles, dont celles de diverses branches de la famille de Narbonne, en particulier celle d'Aubiac en Brulhois, et celle de Saint-Girons en Couserans, qui couvrent l'ensemble de la période étudiée.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Narbonne et apparentées.

Fonds La Réveillée
Le fonds La Réveillée est situé aux Archives départementales de l'Ariège, cote 37 J. Il contient des documents déposés par l'association La Réveillée, qui réunit les descendants des familles de gentilshommes verriers de Grenier, de Robert, et de Verbigier. Le fonds n'est pas classé. Il contient peu de documents originaux.

Fonds d'Outrelaize
Ce fonds d'archives, situé aux Archives départementales du Calvados (cote 77 F), contient les archives de la famille de Chambors, qui furent vicomtes de Couserans. Il est consultable aux archives départementales de l'Ariège, sous la forme de micro-films (1MI10/AA). Il est indispensable pour l'étude de la réunion des Etats généraux en Couserans, car il contient les cahiers de doléances et les procès verbaux des assemblées.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Chambors.

Archives départementales de l'Hérault :

Série B : Nous n'avons consulté qu'un petit nombre de dossiers d'enquête sur les lettres de noblesse et les lettres d'érection en titre de dignité de la chambre des comptes de Montpellier :
cotes 1 B 23000 à 1 B 23062.

Archives départementales du Lot-et-Garonne :

Série J :
Fonds Luppé
Le fonds Luppé est conservé aux Archives départementales du Lot et Garonne, cote 25 J, sous la forme de micro-films. Il provient du château de Lacassagne. Comprenant plusieurs milliers d'actes, il est quantitativement très important. Les actes contenus dans ce fonds sont les plus divers, de la correspondance aux différents actes juridiques de droit privé. Cette famille a été établie principalement au Garrané en Astarac, puis à Saint-Avit en Lomagne. D'autres familles alliées sont plus ou moins représentées dans le fonds. Malheureusement nombre de documents, soit par leur état, soit à cause de la qualité du micro-film, sont quasi illisibles.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Luppé, du Garrané, de Vesin, de Montlezun, de Larroquan, et autres.

Fonds Bossost de Campels
Ce fonds est conservé aux Archives du Lot et Garonne, cote 98 J. Il provient du château de Manlèche, commune de Pergain-Taillac (32). Les documents, s'étalant du XIIIe au XIXe siècle, concernent en grande partie le Comminges et la Bigorre.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille d'Audric, de Bazillac, de Bossost, de Montpezat.

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques :

Le Béarn et la Navarre ne font pas partie de notre ressort de recherche. Cependant, nous avons utilisé trois fonds d'archives se rapportant à notre sujet, parce qu'il s'agit de fonds d'une administration ou juridiction couvrant notre ressort de recherche.

Série B :
Archives de la chambre des comptes de Pau

Série C :
Archives de l'intendance d'Auch et Pau

Série E :
Nous avons puisé quelques documents du XVIe siècles dans l'ancien fonds des rois de Navarre, plus connu sous le nom de « Trésor des chartes du château de Pau ».

Série J :
Donation Ritter de Pau
Ce fonds est situé aux Archives des Pyrénées-Atlantiques, cote 16 J. Il est le fruit d'une donation de Raymond Ritter, avocat près la cour de Pau et érudit, en 1974, aux Archives départementales. Sur ce fonds, divisé en plusieurs parties, nous n'avons utilisé que la « collection Ritter ». Il s'agit d'un ensemble

très important de pièces acquises par voie d'achat par Raymond Ritter, pour la plupart auprès de la famille de Gestas, et qui sont donc détachées du fonds Vergès-Gonnès (65 J). Au sein même de la collection Ritter, nous n'avons utilisé que les « fonds de famille ». Dans ce fonds se trouvent des archives provenant de plus de cent familles nobles, comprenant des titres de famille, des pièces de procédure, de la correspondance, etc… Les dossiers concernant chaque famille varient de quelques actes à plus d'une centaine. Nous avons utilisé toutes les archives des familles provenant de notre ressort de recherche. On peut se reporter pour plus de précisions au *Répertoire numérique détaillé de la sous-série 16 J (Donation Ritter)*, publié sous la direction de Jacques Staes, directeur des services des archives, à Pau, en 1986.

Archives départementales du Tarn-et-Garonne :

Série B :
Archives de la cour des Aides de Montauban.
1 B 1 – 1 B 5, arrêts de réception d'offices.
Quelques arrêts ont pu être relevés en matière de noblesse devant la cour des Aides de Montauban (1 B 12 – 1 B 180).

Série C :
C 30 : Lettres et arrêts concernant le logement et l'approvisionnement des troupes.
C 79 à C 98 : Productions pour la maintenue de noblesse et documents divers (copies de production, généalogies…) relatifs aux recherches des usurpateurs de noblesse dans la généralité de Montauban. Ces documents ont été transcrits par Jean Vignau (*Nobiliaire des généralités de Montauban et d'Auch et du pays de Foix*, tome IV, Biran, 2001).
On peut aussi voir aux archives du Tarn et Garonne l'enregistrement des provisions d'office aux greffes du Bureau des finances de Montauban (C 534 – C 565).

Archives départementales de Haute-Garonne :

Série B :
1 B : Registres du parlement de Toulouse. Divers arrêts civils du parlement de Toulouse concernant notre sujet ont pu être utilisés grâce aux inventaires sommaires. Nous avons plus largement travaillé sur les registres d'enregistrements des actes du pouvoir royal, qui comprennent les lois (ordonnances, édits, et déclarations royales) et lettres patentes les plus diverses (lettres de noblesse, d'érection de fief de dignité, de légitimation…).
8 B : Archives de l'administration des Eaux et Forêts. Nous avons utilisé dans cette sous série les archives de la Grande Maîtrise de Toulouse (dossiers d'appels des maîtrises de Saint-Gaudens, de L'Isle-Jourdain, et de Tarbes), et dans une moindre mesure les archives de la maîtrise de Comminges.

Série C :
1 C 3118, Privilèges de Nébouzan (1738-1750).
1 C 3710, Correspondance passive des Etats de Comminges (1527-1607).
1 C 3795, Cahiers des plaintes et doléances adressées par les Etats de Comminges.
1 C 3796, Les Etats de Comminges aux Etats de Guyenne (1544-1598).

Série H :
Ordre de Malte :
H 1-H 417 : A l'aide de l'*Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790* (Pasquier M. F., Série H, tome 1, Ordre de Malte, Imprimerie Privat, Toulouse, 1927), nous avons utilisé quelques archives pouvant étayer notre recherche. L'essentiel des preuves de noblesse du grand Prieuré

de Toulouse ont été brûlées en 1793 sur la place du Palais de Toulouse, des pièces en petit nombre sont conservées aux cotes H 203-207.
H 216 : archives des religieuses de Saint-Jean de Jérusalem

Série J :
Fonds Montlezun
Le fonds de Montlezun est situé aux Archives départementales de la Haute-Garonne, sous série 9 J. Nous avons étudié les archives qui sont du milieu du XVIIe siècle à la fin du XVIIIe siècle.
Archives antérieures à la Révolution :
Familles de Sudria de Montlezun, Dejean de Manville, Ducos de Saint-Sever.

Fonds Pointis-Inard
Ce fonds est situé aux Archives départementales de la Haute-Garonne, sous série 13 J. Il provient du château de Pointis-Inard, et a été déposé aux archives départementales en 1960. Le fonds est quantitativement important, et couvre à la fois le Comminges (seigneurie de Pointis), le Couserans (seigneurie d'Ustou), et le Nébouzan (seigneurie de Miramont), sur l'ensemble de la période de recherche. Les archives de la Haute-Garonne ayant entrepris son reclassement, nous n'avons pas pu consulter quelques cotes. Les cotes employées pour ce fonds sont celles de l'ancien classement, fait par Arnaud Ramière de Fortanier, conservateur stagiaire, en mars 1965.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Saint-Jean de Pointis, de Roquemaurel, d'Ustou, de Vaux.

Fonds Comminges
Ce fonds est situé aux Archives de la Haute-Garonne, sous série 35 J. Il porte sur diverses branches de la famille de Comminges. Nous nous sommes intéressés seulement aux originaux du XVIe siècle au XVIIIe siècle.
Archives antérieures à la Révolution :
Famille de Comminges.

Fonds Larboust
Ce fonds est conservé aux Archives départementales de la Haute-Garonne depuis peu de temps, cote 198 J. Il provient du château de Betbèze (65). Quantitativement très important, les documents sont classés en grande partie chronologiquement. Il aurait fait l'objet d'un reclassement postérieurement à nos recherches. Ces archives concernent principalement les Quatre-Vallées et le Comminges.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Larboust et de Peguilhan.

Archives départementales du Gers :

Série B :
Cote B 496-499 : documents relatifs aux Etats généraux (convocation, procès-verbaux, cahiers de doléances…).
Nous avons relevé quelques affaires portées devant les justices secondaires (royales ou seigneuriales) des sénéchaussées d'Auch, L'Isle-Jourdain et Toulouse, grâce à l'inventaire sommaire de ces sous séries 2B à 14B.

Série C :
Assemblée et commission intermédiaire de la province de Gascogne (1787-1790).
Subdélégation de Mirande (Usurpation de noblesse, 1667).
Intendance (Correspondance, impositions, secours, affaires diverses).
Archives du bureau des finances de la généralité d'Auch.
C 430-434 : enregistrement des édits, ordonnances, provisions d'offices…
C 435 : état général des enregistrements jusqu'en 1730.

C 436 : requêtes et enregistrement des provisions d'offices du bureau des finances.
C 594 : personnel du bureau.

Série E :
Titres de famille, titres féodaux.

Série F :
Fonds Bourgeat
Le fonds Bourgeat est situé aux Archives départementales du Gers, cote 3 F. Il contient des documents originaux rassemblés par un érudit, l'abbé Bourgeat.
Archives antérieures à la Révolution :
Famille de St-Gresse, du Faur et de Séridos.

Fonds Clément Simon
Le fonds est situé aux Archives départementales du Gers, cote 5 F. Ce fonds résulte d'une acquisition faite en 1937 de pièces provenant du château de Bach, cédées par Mme Clément Simon. Son principal intérêt se trouve dans les pièces concernant l'entrée solennelle des archevêques d'Auch et les conflits les ayant opposés aux barons successifs de Montaut.

Série I :
Fonds Vergès.
Normalement la série I regroupe les fonds divers se rattachant aux archives ecclésiastiques, ce qui ne correspond pas exactement au fonds Vergès. Ce fonds est le plus important que nous ayons utilisé dans notre recherche, grâce au nombre considérable de parchemins, papiers et imprimés qu'il contient[4432]. Il fut constitué par l'abbé Jean-Thècle Vergès, dans le cadre de ses recherches historiques et généalogiques, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. On y trouve un très grand nombre de titres originaux, parfois très anciens : ce fonds fut en particulier indispensable, dans le cadre de notre recherche, pour la période allant du milieu du XVIe siècle au milieu du XVIIe siècle. Ces titres originaux sont d'ailleurs des archives très diverses, qui recouvrent tous les types de documents que l'on peut trouver dans un fonds privé. Il fournit aussi de très nombreux renseignements sur les recherches généalogiques des nobles gascons au XVIIIe siècle, sur leurs preuves de noblesse, plus généralement sur leur mentalité, grâce à la correspondance entretenue par l'abbé avec eux.
Pour son utilisation, il faut recourir au *Répertoire numérique du Fonds de Vergès* dressé par René Pagel (Auch, imprimerie J. Capin, 1923). Il compte 4067 cotes d'archive.
Un fonds complémentaire est situé à la série I Supplément, qui regroupe les dossiers généalogiques constitués par l'abbé Vergès (I Suppt 1 à 557).
Ce fonds est à mettre en relation avec les fonds suivants : série I des Archives des Hautes-Pyrénées, Fonds Gonnès-Vergès (*ADHP* 65 J), Fonds Ritter de Tarbes (*ADHP* 44 J), Donation Ritter de Pau (*ADPA* 16 J), Archives de l'archevêché d'Auch.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Cotes I 1 à I 3653, toutes les familles nobles comprises dans notre ressort de recherche.
Cotes I Suppt 1 à 557, toutes les familles nobles comprises dans notre ressort de recherche.

Série J :
Fonds Carsalade Du Pont
Ce fonds est situé aux Archives départementales du Gers, cote 9 J. Il est le fruit d'un legs de Monseigneur Jules de Carsalade Du Pont (1847-1932), évêque de Perpignan, érudit ayant mené des recherches sur l'Histoire de la Gascogne, et collecté de nombreux documents.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Chastanet de Puysegur, de Roquelaure de Saint-Aubin.

[4432] Sur l'histoire de ce fonds, voir en complément le développement sur l'abbé Vergès dans l'introduction de notre thèse, et l'étude de l'archiviste Pierre Debofle, « L'abbé de Vergès et son fonds d'archives aux Archives départementales du Gers », dans *Bulletin de la société archéologique et historique du Gers*, 4e trimestre 2004, p. 588.

Fonds Brézillac
Ce fonds est situé aux Archives départementales du Gers, cote 74 J. Il est composé des archives de la famille de Pardaillan. Il n'est pas classé. On y trouve divers titres de famille, et de la correspondance.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Pardaillan, de Ferragut de Gignan.

Archives départementales des Hautes-Pyrénées :

Série 1 C :
Archives des Etats de Bigorre et des Etats des Quatre-Vallées.

Série E :
Titres de famille, titres féodaux.

Série I :
Ces archives proviennent du fonds de l'ancien Grand séminaire d'Auch ; elles furent versées aux archives des Hautes-Pyrénées en mars 1912.
Actes du pouvoir souverain et domaine public, cours et juridiction, Etats de Bigorre, titres féodaux, titres de famille, vallées et pays.

Série J :
Fonds Saint-Roman-Castelbajac-Duboe
Le fonds est situé aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées, cote 1 J 22. Il est quantitativement très petit, nous y avons néanmoins trouvé quelques documents intéressants.
Archives antérieures à la Révolution :
Famille de Baulac, de Castelbajac.

Fonds Fonton
Le fonds est situé aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées, cote 2 J. Il s'agit essentiellement de notes manuscrites faites par le docteur Fonton, un érudit, sur les archives locales. Mais on y trouve également des titres de familles originaux, en petit nombre, que nous avons pu utiliser.
Archives antérieures à la Révolution :
Diverses familles bigourdanes.

Fonds d'Antin Ourout
Le fonds est situé aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées, côte 4 J. Il s'agit d'un petit fonds d'archives, provenant du château d'Ozon, mais portant sur la famille d'Antin, seigneurs d'Ourout et d'Argelès en Lavedan. Les archives sont essentiellement des actes notariés, portant sur des transactions foncières et des obligations, il contient aussi des pièces de procédure.
Archives antérieures à la Révolution :
Famille d'Antin d'Ourout.

Fonds Lanusse
Le fonds Lanusse est situé aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées, cote 12 J. Contrairement à nos attentes nous n'y avons trouvé que très peu de documents sur la noblesse. Ce fonds, très important quantitativement, provenant de l'hôtel d'Olce à Vic-Bigorre, porte surtout sur les familles De Lanusse et De Cazaubon, deux familles bourgeoises ayant exercé diverses charges d'officiers de justice. On y trouve aussi de très nombreux dossiers provenant des justices royales de Vic et du Pardiac.
Archives antérieures à la Révolution :
Famille de Navailles.

Fonds Castelbajac

Le fonds, provenant du château de Caumont (Gers) est aujourd'hui déposé aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées, série 42 J. Ces archives contiennent de nombreux parchemins et papiers, du Moyen Âge jusqu'au XIXe siècle, sur la famille de Castelbajac, dont certains ont été restaurés à la demande de la famille par les services spécialisés des Archives nationales. Nous avons utilisé tous les documents allant du XVIe siècle à la Révolution française. Ces archives ont été triées et inventoriées par Bernard de Castelbajac, pièce par pièce, avant d'être déposées. Lorsque nous citons une cote de ce fonds, c'est à son classement, un peu compliqué, que nous nous référons, car il est le seul inventaire de ce fonds et permet de situer très précisément chaque pièce. Certains documents ont été microfilmés ce qui facilite leur consultation (2Mi1-2Mi4). Je me permets d'insérer ici mes sincères remerciements à monsieur François Giustiniani, directeur des Archives départementales des Hautes-Pyrénées, et à monsieur Cédric Broet, chargé des archives privées, qui m'ont grandement facilité la tâche sur l'étude de ce fonds en particulier, mais pas seulement.

Archives antérieures à la Révolution :

Famille de Castelbajac (branches de Montastruc et de Bernet).

Fonds Ritter de Tarbes

Ce fonds, qui n'est pas trié ni inventorié, est situé aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées, cote 44 J. Il est le fruit d'une donation des Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, qui l'ont détaché de la donation Ritter (*ADPA* 16 J). Ces pièces proviennent à l'origine, comme nous avons pu le constater, du fonds Vergès-Gonnès (*ADHP* 65 J). Son contenu est très divers, et s'étale du Moyen Âge au XIXe siècle. Nous y avons étudié les documents, que nous avons pu y trouver au gré de nos recherches, se rapportant à notre sujet.

Fonds Lassale d'Odos

Le fonds est situé aux Archives des Hautes-Pyrénées, cote 51 J. Ce fonds provient de l'achat des archives du château d'Odos par les Archives départementales des Hautes-Pyrénées. Ces archives concernent essentiellement la seigneurie et les propriétés de la famille Lassalle, les documents allant de la fin du XVe siècle jusqu'au milieu du XIXe siècle.

Archives antérieures à la Révolution :

Famille de Lassalle.

Fonds Vergès-Gonnès

Ce fonds, très riche pour notre sujet, est un des plus importants utilisés dans le cadre de notre thèse. Il est situé aux Archives des Hautes-Pyrénées, cote 65 J. Il est quantitativement très grand, et nous n'aurions pu l'utiliser sans l'inventaire qu'en a fait, et que nous a remis, monsieur Jean-François Le Nail, ancien directeur des Archives départementales des Hautes-Pyrénées : nous le remercions chaleureusement. Les cotes mentionnées se réfèrent donc à son inventaire (mais il est possible malheureusement que ce fonds fasse l'objet d'un reclassement). Il contient des archives de nombreuses familles nobles, au premier chef les Fosseries de Gonnès, mais aussi les familles Gestas, Podenas de Villepinte, ou d'Angos. Très intéressantes aussi, les archives de la famille Vergès, avec une bonne partie de la correspondance de l'abbé Vergès, personnage incontournable pour qui étudie la noblesse en Gascogne.

Archives antérieures à la Révolution :

Familles de Fosseries de Gonnès, d'Angos, de Gestas, Podenas de Villepinte, Vergès.

Fonds Saint-Pastou

Le fonds Saint-Pastou, provenant de Vic-Bigorre, a été déposé aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées en 2007, il se trouve à la cote 76 J. Il comprend des documents s'étendant du XIVe siècle au XIXe siècle, en Comminges et Bigorre pour l'essentiel. On y trouve en particulier de nombreux actes notariés de droit familial.

Archives antérieures à la Révolution :

Familles de Saint-Pastou, de Lassalle Harader, de Labordenne.

Dans l'ensemble des services d'archives départementales situés dans notre ressort de recherche (Ariège, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Gers), nous avons consulté la série G, où malheureusement peu de documents ont été conservés en rapport avec notre sujet. Aux Archives départementales du Gers, nous avons utilisé les archives du chapitre d'Auch.

Archives nationales :

Z 1 C 136 – 138 : Registres du Tribunal du Point d'honneur, comprenant les provisions des lieutenants des maréchaux de France sous le règne de Louis XVI.
AB XIX, 1191 – 1207 : Fonds du Tribunal des maréchaux de France. Il ne concerne malheureusement que le XVIIIe siècle.
Nous avons consulté quelques documents dans les registres de la Chancellerie de France du Trésor des chartes pour le XVIe siècle (JJ 239-266) : lettres de rémission, lettres de légitimation.

Bibliothèque nationale de France :

Le Fonds français du Département des manuscrits de la BNF conserve des volumes reliés issus du cabinet des titres sous le nom de « Nobiliaire des généralités de Montauban et d'Auch », du début du XVIIIe siècle. Ces volumes se trouvent dans les cotes Fonds français 32295 à 32302. Les cotes 32295 à 32298 comprennent la transcription des jugements de maintenue des diverses élections de la généralité de Montauban. Les maintenues des élections d'Armagnac, de Lomagne, et de Rivière-Verdun sont à la cote Fonds français 32297. Les maintenues des élections d'Astarac, du Comminges, du pays de Nébouzan et des Quatre-Vallées sont à la cote Fonds français 32298. Des jugements originaux sont conservés dans le désordre dans les volumes reliés allant des cotes 32299 à 32302. Sont aussi conservés à la cote Fonds français 32302 divers « états », « traités » et « inventaires » qui apportent des renseignements utiles sur les condamnés, les déchargés pour un autre motif que la noblesse, mais aussi les résultats financiers partiels de la recherche (en 1705). Si ces renseignements ne sont pas exhaustifs, ils permettent cependant de se faire une idée sur les résultats de la deuxième recherche des usurpateurs de noblesse dans la généralité de Montauban. On trouve aussi au Département des manuscrits un volume relié concernant la deuxième recherche des usurpateurs dans les généralités d'Orléans, Alençon et Bordeaux, à la cote Fonds français 32270. Les documents très divers qu'il contient nous apportent quelques renseignements sur le fonctionnement de la recherche dans la généralité de Bordeaux. Les informations sur la recherche en Bigorre, qui dépendait de cette généralité, sont très maigres, puisqu'on n'y trouve que deux états des assignés au début de la recherche (1698-1699).
Nous y avons aussi consulté la correspondance de l'intendant de Montauban Joseph-Nicolas Foucault pour les années 1678-1681 à la cote Fonds français 4303.

Bibliothèque municipale de Tarbes :

Glanages ou Preuves de Jean-Baptiste Larcher, cote n. 65. Ils ont été numérisés par la médiathèque Louis Aragon. Il y a vingt-cinq volumes. Leur taille varie de quatre-cents à cinq-cents pages environ. La somme regroupe 2176 articles, pour la plupart de simples retranscriptions d'actes, d'intérêt inégal.

Ils furent acquis en 1840 par la municipalité de Tarbes auprès d'un parent de l'abbé Vergès qui les avaient achetés à la famille Larcher[4433].
Il s'agit de la transcription de documents d'archives par le paléographe Jean-Baptiste Larcher dans les chartriers de communautés, d'abbayes, d'institutions administratives ou judiciaires, et surtout dans les archives de châtelains gascons. Ils ont été réalisés à titre personnel, par goût pour l'Histoire. Sur Larcher, voir sa présentation dans l'introduction de notre thèse.
Alors que nous avions prévu de ne travailler, dans la mesure du possible, que sur des actes originaux, la question de la fiabilité du travail effectué par Larcher était cruciale, même si son œuvre de copiste n'est qu'un appoint pour notre thèse. Le travail de Larcher, étranger à la province par son origine, était un travail de transcription, il ne semble pas avoir été très impliqué dans les entreprises des nobles, comme l'élaboration de preuves de noblesse (contrairement à l'abbé Vergès). Il se voulait historien, et souhaitait éclairer l'histoire de la Bigorre, sans aucun préjugé, ni parti pris. Les actes contenus dans les *Glanages* sont donc considérés comme des copies sincères. Un autre point doit être précisé : Larcher, étant donné qu'il fut formé sur le tas, était-il un bon paléographe ? Nous sommes portés à répondre que oui. D'abord par quelques comparaisons que nous avons faites. Sa vie plaide également en sa faveur. Les grandes institutions comme les Etats de Bigorre ou de Béarn, les ecclésiastiques, des aristocrates, tous lui ont fait confiance. A cela s'ajoute l'expertise d'Annie Lafforgue, qui a soutenu sa thèse de l'école des Chartes en 1960 sur Larcher[4434]. Elle signale que Larcher travaillait souvent dans la hâte, que l'on voit parfois des blancs dans ses transcriptions. En comparant son travail avec des actes tirés du cartulaire de Comminges, de trois siècles différents, elle constate un manque de rigueur, car il applique tantôt l'orthographe moderne, tantôt le vieux français, mais que cela n'altère pas le sens de l'ensemble, et qu'il n'était pas un mauvais paléographe. En définitive, nous n'avons pas jugé bon de nous priver d'une documentation historique aussi précieuse, sous le seul prétexte qu'il y aurait quelques légères fautes de transcription qui n'altèrent pas le sens des documents[4435]. Cependant nous ne les avons utilisés que pour quelques pièces vraiment utiles, en somme très peu nombreuses au regard de la documentation archivistique accumulée par ailleurs. Quoique nos recherches tendent à nuancer très fortement cette assertion, nous empruntons à Annie Lafforgue cette citation : « qu'auraient donc à se mettre sous la dent les érudits de Bigorre sans les transcriptions, faites au XVIIIe siècle, de documents de tous les âges par Jean Larcher ? »[4436].

Archives municipales :

Nous avons consulté quelques documents dans les Archives municipales de Tarbes (registres des délibérations). Dans les Archives municipales de Toulouse, nous n'avons étudié que les mémoires et les actes royaux sur la noblesse des capitouls (AA 69-71).

Archives de l'évêché d'Auch :

Nous avons utilisé dans les archives diocésaines d'Auch quelques documents concernant des familles nobles. Leur présence dans ces archives ecclésiastiques s'explique en partie par le fait que le fonds

[4433] Larcher a aussi élaboré sept dictionnaires, devant servir à l'histoire des diocèses, pays, et fiefs de la province ecclésiastique d'Auch, qui reprennent partiellement les *Glanages*. Ils sont conservés aux archives des Hautes-Pyrénées, série F, sous le nom de « Dictionnaire pour servir à l'histoire des diocèses de la province ecclésiastique d'Auch, et des comtés, vicomtés, et pays qui y sont renfermés, le tout mis par ordre alphabétique ».
[4434] Lafforgue, Annie, *Jean-Baptiste Larcher. Sa vie, son œuvre*, *op. cit.* (*ADHP*, F 195, p. 245 et suiv.).
[4435] Encore faut-il préciser que nous n'avons pas utilisé, pour notre thèse, des documents médiévaux, mais seulement de l'époque moderne.
[4436] Jean Duffo, cité par Annie Lafforgue, *ibidem*, p. 254.

Vergès présenté *supra* fut acquis et possédé par le Grand Séminaire d'Auch de 1840 environ jusqu'à son transfert aux Archives départementales du Gers dans les années qui suivirent la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905. En réalité, ces quelques documents sont peu nombreux comparé à l'immense fonds Vergès des Archives départementales du Gers.

Fonds privés utilisés[4437] :

Fonds Aulagnères
Propriété d'Etienne de Pins.
Ce fonds est situé au château d'Aulagnères (Ayguetinte, Gers).
Il contient des archives provenant en réalité du château d'Antras, près de Jegun. Ces archives sont celles des anciens seigneurs d'Antras au XVIIe et XVIIIe siècle, et principalement les Vidaillan au XVIIIe siècle.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Vidaillan, de Cours, de Béon.

Fonds Laplagne
Ce fonds était situé quand nous avons travaillé dessus au château de Laplagne, à Montesquiou (Gers), propriété de Mesdames Barthelemy, depuis vendu. On y trouvait de nombreuses archives notariales sur le pays d'Angles du XVIe siècle au XVIIIe siècle, et quelques pièces diverses collées dans des gros registres au XIXe siècle, notamment des factums des XVIIe et XVIIIe siècles. Ces archives ont été, depuis que nous avons travaillé dessus, déposées aux Archives départementales du Gers, où elles sont en cours de classement.
Archives antérieures à la Révolution :
Minutes notariales Nabba et Barris, pièces diverses.

Fonds Oro
Propriété de Marie-Thérèse Laborde-Barbanegre.
Ce fonds est situé à Saugnac et Cambran dans les Landes (40).
Nous avons travaillé sur ce fonds situé dans les Landes au début de notre recherche, alors que nous pensions travailler sur l'ensemble de la Guyenne-Gascogne, ce qui s'est vite avéré démesuré. Nous n'avons donc finalement utilisé, des archives contenues dans ce fonds, que la correspondance passive envoyée par les intendants et gouverneurs de la province à monsieur Borda d'Oro, qui fut lieutenant général et président au présidial de Dax, dans la seconde moitié du XVIIe siècle.

Fonds Beaulieu
Propriété de Maylis de Castelbajac
Beaulieu, Miramont d'Astarac (Gers)
Le fonds nous a principalement intéressé pour l'ensemble des archives de la famille Lamezan, seigneur de Juncet en Comminges, remontant jusqu'au XVe siècle, pour le reste les archives concernent essentiellement la fin du XVIIIe siècle.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Lamezan, de Mariol, Paris.

[4437] Nous rappelons ici que l'étude des fonds privés se trouvant chez des particuliers ne sont pas à la disposition du public, il nous a fallu parfois prévenir bien des inquiétudes pour travailler dessus, et nous voudrions que l'on respecte le souhait des propriétaires de ne pas être sollicités intempestivement. Nous ne mentionnons donc les fonds ici que pour mémoire. Quand aux fonds privés se trouvant aux Archives départementales (série J), leur ampleur et leur état sont très variables, d'ailleurs certains ne sont pas même inventoriés, et leur étude très compliquée.

Fonds Blanquefort
Propriété de Monsieur et Madame de Scoraille
Blanquefort (Gers)
C'est un fonds qui regroupe les archives de plusieurs familles, qui se sont succédées au château du Bruca, à Blanquefort, du XVIe siècle à la Révolution française.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Puget de Lassale, de Loumagne, de Montlezun, de Ruble.

Fonds Lelin-Lapujole
Propriété de Hervé et Marie-André de Castelbajac
Lelin-Lapujolle (Gers).
Ce fonds porte sur l'ancienne famille du Lin. La seigneurie se trouvant à la limite de notre zone de recherche, une grande partie des actes concernant le Béarn, le Marsan et le Tursan, nous n'avons utilisé qu'une partie du fonds d'archives.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille du Lin, de Lau.

Fonds Lascazères
Propriété de Christiane de Franclieu
Saint-André (Haute-Garonne)
Le fonds provient des archives du château de Lascazères en Rivière-Basse. Il se caractérise par une correspondance extrêmement abondante pour le XVIIIe siècle, mais on y trouve aussi des actes juridiques très divers, du Moyen Âge à la Révolution. Avec notre concours, il a pu être déposé aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Franclieu, de Journet, de Busca, de Cardaillac.

Fonds d'Espouy de Caubous
Situé au Musée pyrénéen de Lourdes, il s'agit des archives de la famille d'Espouy de Caubous, où l'on trouve nombre de titres de famille et de documents concernant la destinée militaire de cette famille, du XVIe siècle au XVIIIe siècle.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille d'Espouy de Caubous.

Fonds Bellegarde
Reprenant le nom de terre d'un gouverneur du château de Lourdes, les documents, situés au Musée pyrénéen de Lourdes, concernent en réalité surtout les seigneurs de Bellegarde en Astarac (Gers) au XVIIIe siècle.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Laforgue, famille de Lapasse.

Fonds Lamothe
Propriété de Marc de Fonclare
Ce fonds est situé dans le château de Lamothe (commune de Pouyloubrin, Gers).
Il contient principalement les archives de la famille de Colomès de Gensac, établie à Mirande, puis à Lamothe, en Astarac, et à Gensac en Comminges, du XVIe siècle au XVIIIe siècle.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Colomès de Gensac, de Cazaux.

Fonds Montaut les Créneaux
Propriété de Philippe de Rouilhan
Château de Montaut les Créneaux (Gers)
Le fonds n'est quantitativement pas très important, mais assez fourni sur la famille de Rouilhan au XVIIIe siècle.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :

Famille de Rouilhan.

Fonds Aux-Aussat
Propriété d'Yves Roumain de La Tousche
Château d'Aux, Aux-Aussat (Gers)
Le fonds est quantitativement important, et qualitativement riche, du XVIe siècle au XVIIIe siècle. Il a fait l'objet d'un tri partiel dans les années 1990 par Guy Senac de Monsembernard.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Baudéan, de Fortisson, de Tournemire, d'Auxion, de Saint-Martin, Baron de Sanssot.

Fonds Baliot
Propriété de feu Charles D'Argaignon.
Château du Baliot, Bassoues (Gers)
Il s'agit d'un fonds important pour le XVIIIe siècle, en particulier pour le procès qui opposa les Tenet aux Castelbajac sur les successions nobles en Lavedan.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille Tenet de Laubadère, de Castelbajac, de Serignac.

Fonds Barbazan-Debat
Propriété de Madeleine de Castelbajac
Château de Barbazan-Debat (Hautes-Pyrénées)
Il s'agit d'un fonds concernant la famille de Castelbajac, portant en grande partie sur le XVIIIe siècle.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Castelbajac.

Fonds Bazignan
Propriété d'Henri Dousseau de Bazignan
Château de Bazignan, Ligardes (Gers)
Le fonds intéresse principalement la famille de Bazignan durant les XVII et XVIIIe siècle, il est très riche pour le XVIIIe siècle. Si Ligardes est en Condomois, le fonds porte aussi sur l'Armagnac.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Bazignan.

Fonds Juillac
Propriété d'Yves de Resseguier
Château de Juillac (Gers)
Le fonds contient des documents qui portent du XVIe au XVIIIe siècle, dans les pays de Rivière-Basse et de Pardiac. Le fonds gagne en qualité par l'apport dans les archives du château, appartenant à la famille de Resseguier, des archives provenant du château de Perron à Madiran.
Archives antérieures à la Révolution :
Familles de Resseguier et Crotte de Perron.

Fonds Cahuzac sur Adour
Propriété de feu Charles de Saint-Julien
Château de Cahuzac sur Adour (Gers)
Le fonds, très important quantitativement, concerne principalement les familles de St-Julien et de Cossy du Moyen Âge à la Révolution. Nous avons travaillé sur ces archives au château de Cahuzac fin 2013 début 2014, dans des conditions précaires, malgré l'aide de Christine du Clusel, nièce du propriétaire, en photographiant les documents intéressant notre recherche. Le château menaçant ruine, nous avons œuvré avec Jean-Loup Ménochet au rassemblement des archives qui se trouvaient dans diverses parties du château, afin qu'elles puissent être sauvegardées par un transfert aux Archives départementales du Gers, étant donné les conditions déplorables de conservation au château, alors que de nombreux parchemins pouvaient se dégrader encore. Les propriétaires du fonds ont donné leur consentement à ce transfert salvateur.
Archives antérieures à la Révolution :

Familles de Saint-Julien, de Cossy, de Lasseran.

Fonds Tournemire
Propriété de Patrice de Blic.
Ce fonds d'archives est situé au château de Tournemire, dans le hameau du Malartic (commune de Montaut les Créneaux, Gers).
C'est un fonds important dans la mesure où l'on trouve des traces de toutes les familles qui se sont succédées dans ce château, qui s'est souvent transmis par les femmes. Les archives portent sur l'Armagnac, mais aussi sur le Comminges, par les Tournemire, du Moyen Âge à la Révolution française.
Archives antérieures à la Révolution :
Familles de Massas-Malartic, de Léaumont, de Caumont, de Montaut-Saint-Sivié, de Tournemire.

Fonds Lacoutère
Propriété de Pierre D'Argaignon
Maison « Les Tilleuls », Masseube (Gers)
Fonds qualitativement riche car portant sur un nombre important de familles avec des archives très diversifiées sur ces familles nobles, XVIe-XVIIIe. Il provient du château de Lacoutère (St-Laurent sur Save, 31). Pour plus d'informations sur ce fonds, nous renvoyons à notre mémoire de Master II.
Archives antérieures à la Révolution utilisées :
Famille de Barège, de La Tour, de Lartigue, de Vinter, de Roquelaure, Dougnac de St-Martin, Sirgant, De Laporte.

Annexe 2
SOURCES IMPRIMEES ET MANUSCRITS

I) Œuvres et textes juridiques

Bacquet, Jean, *Du droit de bastardise*, dans *Les œuvres de maistre Jean Bacquet*, Paris, 1688.

Bacquet, Jean, *Traité des droits de francs-fiefs*, dans *Les œuvres de maistre Jean Bacquet*, Paris, 1688.

Barrigue de Montvalon, *Précis des ordonnances, édits, déclarations, lettres patentes, statuts et règlemens dont les dispositions sont le plus souvent en usage dans le ressort du parlement de Provence*, David Imprimeur, Aix, 1752.

Beaufort, M. de, *Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France*, Paris, 1784.

Belleguise, Alexandre de, *Traité de la noblesse et de son origine, suivant les préjugez rendus par les commissaires députez pour la vérification des titres de noblesse,* Jacques Morel, Paris, 1700.

Boiceau, Jean, *Commentaire de maître Jean Boiceau sur l'article 54 de l'ordonnance de Moulins*, Poitiers, 1582, traduit du latin dans Danty, M., *Traité de la preuve par témoins en matière civile*, Paris, 1769.

Boutaric, François de, *Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales*, Gaspard Henault imprimeur, Toulouse, 1751.

Boutillier, Jehan, *Somme rurale*, transcription de 1471, Bnf, Fonds français 202, volume 2.

Brillon, Pierre-Jacques, *Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des parlemens de France, et autres tribunaux*, tome quatrième, Paris, 1727.

Cadot, Thibaut, *Le blason de France, ou notes curieuses sur l'édit concernant la police des armoiries*, Paris, 1697.

Catalogue des actes de François Ier, tome 1er, Imprimerie nationale, Paris, novembre 1887.

Chérin, L. N. H., *Abrégé chronologique d'édits, déclarations, règlemens, arrêts et lettres patentes des rois de France de la troisième race, concernant le fait de noblesse*, Royez libraire, Paris, 1788.

Chérin, L.-N.-Y., *La noblesse considérée sous ses divers rapports dans les assemblées générales et particulières de la nation, ou représentations des états généraux et assemblées de notables pour et contre les nobles*, Paris, 1788.

Chérin, L. N. H., *Considérations sur le décret de l'Assemblée nationale, relatif à la noblesse héréditaire, aux noms, aux titres, et aux armoiries*, S. d.

Coquille, Guy, *Traité des ordonnances*, dans *Les œuvres de maistre Guy Coquille sieur de Romenay*, Paris, 1666.

D'Ableiges, Jacques, *Le grand coutumier de France*, publié par Laboulaye, Ed, et Dareste, R., Paris, 1868.

Danty, M., *Traité de la preuve par témoins en matière civile*, Paris 1769.

De Briquet, *Code militaire ou compilation des ordonnances des rois de France concernant les gens de guerre*, tome 1 et 2, Paris, 1735.

Denisart, Jean-Baptiste, *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*, septième édition, Paris, 1771, et neuvième édition, Paris, 1775.

D'Escluseaulx, *Privilèges des papes, empereurs, rois et princes de la chrétienté accordez à l'ordre Saint-Jean de Jérusalem*, Paris, 1700.

Des Essarts, M., *Choix de nouvelles causes célèbres, avec les jugemens qui les ont décidées*, tome IX, Paris, 1786.

Despeisses, Antoine, *Les œuvres de maistre Antoine Despeisses*, tome III et IV, Lyon, 1706.

Devilleneuve, L.-M., Carette, A., *Recueil général des lois et des arrêts*, 1ère série, 1789-1830, Administration du recueil général des lois et des arrêts, Paris, 1851.

Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux, tome second, Dutillet libraire, Paris, 1775.

Duret, Jean, *Traicté des peines et amendes, tant pour les matières criminelles que civiles*, Chez François Arnoullet, Lyon, 1610.

Du Rousseaud de Lacombe, Guy, *Traité des matières criminelles suivant l'ordonnance du mois d'août 1670, et les édits, déclarations du roi, arrêts et règlemens intervenus jusqu'à présent*, septième édition, Paris, 1768.

Du Saulzet, Marc, *Abrégé du recueil des actes, titres et mémoires concernant les affaires du clergé de France*, seconde édition, Paris, 1771.

Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une société de gens de lettres, Lausanne, 1780.

Ferrière, Claude-Joseph de, *Dictionnaire de droit et de pratique*, Paris, 1755.

Fontanon Antoine, Michel Gabriel, *Les édicts et ordonnances des rois de France traittans en général et particulier du fait de leur domaine et finances, ensemble des officiers d'icelles tant de judicature qu'autres*, Paris, 1611.

Froidour, Louis de, *Instruction abrégée pour les gardes des eaux et forests, pesches & chasses du département de Languedoc, Guyenne, Béarn & Navarre*, Toulouse, 1683.

Galland, Auguste, *Du franc-aleu et origine des droicts seigneuriaux*, Estienne Richer libraire, Paris, 1637.

Gazette des tribunaux, ouvrage périodique, tome 16e, n° 27, Paris, 1783.

Geraud, Jean, *Traité des droits seigneuriaux*, Jean Pech imprimeur, Toulouse, 1680.

Guyot, Joseph-Nicolas (dir. par), *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, Paris, 1781.

Henriquez, Jean, *Dictionnaire raisonné du droit de chasse, ou nouveau code des chasses*, Tome premier, Paris, 1784.

Isambert, Taillandier, Decrusy, *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, Belin-Leprieur éditeur, Paris, 1829.

Jousse, Daniel, *Traité de la justice criminelle de France*, tome premier, Debure libraire, Paris, 1771.

L'Alouette, François de, *Traité des nobles et des vertus dont ils sont formés : leur charge, vocation, rang et degré : des marques, généalogies et diverses especes d'iceus : De l'origine des fiefs et des armoiries*, Paris, 1577.

La Barre, René Laurent de, *Formulaire des esleuz*, Lyon, 1631.

La constitution française. Présentée au roi le 3 septembre 1791, Imprimerie nationale, Paris, 1791.

Lafaille, Germain, *Traitté de la noblesse des capitouls de Toulouze*, 2° édition, Raymond Bosc imprimeur, Toulouse, 1673.

Lalande, Jacques de, *Traité du ban et arriere-ban*, François Hotot Imprimeur, Orléans, 1675.

Lalourcé, Duval, *Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux Etats généraux*, Barrois l'aîné, Paris, 1789.

Laplace, Antoine, *Dictionnaire des fiefs et autres droits seigneuriaux, utiles et honorifiques*, Cellot libraire, Paris, 1757.

La Roche-Flavin, Bernard De, *Treize livres des parlements de France*, Genève, 1621.

La Roque, Gilles André de, *Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces. Nouvelle édition augmentée*, Jore père et fils Imprimeurs-Libraires, Rouen, 1734.

La Roque, Gilles André de, *Traité du ban et de arriere-ban, de son origine, et de ses convocations anciennes et nouvelles*, Jore père et fils Imprimeurs-Libraires, Rouen, 1734.

La Roque, Gilles André de, *Traité de l'origine des noms et surnoms*, Jore père et fils Imprimeurs-Libraires, Rouen, 1734.

La Roque, Gilles André de, *Traité singulier du blason, contenant les règles des armoiries, des armes de France et de leur blason*, Jore père et fils Imprimeurs-Libraires, Rouen, 1734.

Le Bret, Cardin, *Actions publiques faites par monsieur Le Bret en la cour des aides*, dans *Les œuvres de messire Cardin Le Bret*, Paris, 1689.

Le Bret, Cardin, *Traité de la souveraineté du roy*, dans *Les œuvres de messire Cardin Le Bret*, Paris, 1689, livre deuxième.

Les établissements de Saint-Louis, publiés par Paul Viollet, tome IVe, Société d'Histoire de France, Paris, 1886.

Lettres patentes du roy sur la convocation du ban et arriere-ban en la presente année 1689, Jean Boude imprimeur, Toulouse, 1689.

Loyseau, Charles, *Traité du droit des offices*, dans *Les œuvres de maistre Charles Loyseau*, Compagnie des Libraires, Lyon, 1701.

Loyseau, Charles, *Traité des ordres et simples dignitez*, dans *Les œuvres de maistre Charles Loyseau*, Compagnie des Libraires, Lyon, 1701.

Loyseau, Charles, *Traité des seigneuries*, dans *Les œuvres de maistre Charles Loyseau*, Compagnie des Libraires, Lyon, 1701.

Loysel, Antoine, *Institutes coutumières,* Paris, 1679.

Mavidal, J., Laurent, E., *Archives parlementaires de 1787 à 1860*, 1ère série, Paris, 1868-1896.

Ménestrier, Claude de, *Les diverses espèces de noblesse et les manières d'en dresser les preuves*, Paris, 1682.

Molières-Fonmaur, Benoît-Léon, *Traité des droits de quint, lods et ventes, requint, reventions, mi-lods, etc. selon le droit commun du royaume, tant des pays de coutume, que des pays régis par le droit écrit*, tome premier, Carcassonne, 1778.

Muyart de Vouglans, Pierre-François, *Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel*, Benoît Morin imprimeur, Paris, 1780.

Necker, Jacques, *De l'administration des finances de la France*, tome III, 1784.

Néron, Pierre, *Recueil d'édits et d'ordonnances royaux sur le fait de la justice et autres matières les plus importantes*, tome premier, Paris, 1720.

Ordonnance du Roy, pour l'establissement de six compagnies de cadets de cent gentilshommes chacune, Versailles, 16 décembre 1726, Imprimerie royale, Paris, 1726.

Ordonnance de Louis XIV, roi de France et de Navarre, sur le fait des eaux et forests, donné à St-Germain en Laye au mois d'août 1669, Compagnie des libraires associés, Paris, 1753.

Panckoucke Charles-Joseph (dir. par), *Encyclopédie méthodique, ou par ordre de matières. Jurisprudence*, Panckoucke libraire, Paris, 1783-1786.

Pothier, Robert-Joseph, *Traité du droit de domaine de propriété*, tome 1er, Paris, 1772.

Pothier, Robert-Joseph, *Traité des personnes et des choses*, dans *Œuvres posthumes de M. Pothier*, tome second, Paris, 1778.

Recueil des édits, déclarations, ordonnances, arrêts et règlemens, concernant l'école royale militaire, Tome premier, Imprimerie royale, Paris, 1782.

Renauldon, J., *Traité historique et pratique des droits seigneuriaux*, Despilly libraire, Paris, 1765.

Richer, François, *Traité de la mort civile, tant celle qui résulte des condamnations pour cause de crime, que celle qui résulte des vœux en religion*, Paris, 1755.

Rodier, Marc-Antoine, *Questions sur l'ordonnance de Louis XIV du mois d'avril 1667 relatives aux usages des cours de parlement, et principalement de celui de Toulouse*, Toulouse, 1769.

Salvaing, Denis de, *De l'usage des fiefs et autres droits seigneuriaux*, André Faure imprimeur, Grenoble, 1731.

Serpillon, François, *Code criminel ou commentaire sur l'ordonnance de 1670*, Perisse libraires, Lyon, 1767.

Seyssel, Claude de, *La Grand monarchie de France*, 1541.

Soulatges, Jean-Antoine, *Traité des crimes*, tome troisième, Birosse libraire, Toulouse, 1762.

Thierriat, Florentin de, *Trois Traictez scavoir, de la noblesse de race, de la noblesse civille, des immunitez des ignobles*, Paris, 1606.

Tissot, P.-A., *Les douze livres du code de l'empereur Justinien, de la seconde édition, traduits en français*, tome IV, Metz, 1807.

II) Œuvres littéraires

Ader, Guilhèm, *Lo gentilome gascon*, 1610, Classics gascons, Per Noste, 2010.

Aubigné, Agrippa d', *Les avantures du baron de Faeneste*, au Désert, 1630.

Beaumarchais, Pierre-Augustin Caron de, *La folle journée ou le mariage de Figaro*, Imprimerie de la Société littéraire-typographique, Paris, 1785.

Boudon de Saint-Amans, Jean Florimond, *Fragmens d'un voyage sentimental et pittoresque dans les Pyrénées*, Metz, 1789.

Busquet, Arnaud, *La huque des faux nobles*, transcrite dans *Revue de Gascogne*, tome XIII, Auch, 1913.

Chamfort, Nicolas, *Maximes, pensées, caractères et anecdotes*, Baylis imprimeur, Paris, 1796.

Chateaubriand, François-René de, *Mémoires d'Outre-tombe*, tome 1er, Paris, 1849.

Chateaubriand, François-René de, *Mémoires de ma vie*, fragment du « Manuscrit de 1826 » cité dans *Mémoires d'Outre-Tombe. Edition du centenaire intégrale et critique en partie inédite établie par Maurice Levaillant*, Flammarion, 1948.

Furetière, Antoine, *Dictionnaire universel, contenant généralement tous les mots françois, tant vieux que modernes, et les termes de toutes les sciences et des arts*, La Haye, 1690.

Gazette de France, n° 91, Vendredi 14 novembre 1777.

La Bruyère, Jean de, *Les Caractères*, Imprimerie Firmin Didot, Paris, 1856.

Ménage, Gilles, *Observations de Monsieur Ménage sur la langue françoise*, Paris, 1672.

Mirabeau, Honoré-Gabriel Riqueti de, *Œuvres de Mirabeau*, « Lettres à Sophie », Tome III, Paris, 1826.

Molière, Jean-Baptiste Poquelin dit, *Le bourgeois gentilhomme*, Chez Claude Barbin, Paris, 1673.

Molière, J.-B. Poquelin dit, *L'Ecole des femmes*, Amsterdam, 1693.

Molière, Jean-Baptiste Poquelin, *George Dandin ou le mari confondu*, dans *Théâtre de Molière*, Bibliothèque nationale, Paris, 1869.

Rousseau, Jean-Jacques, *Lettres de deux amans, habitans d'une petite ville au pied des Alpes*, tome 1er, Amsterdam, 1763.

Sainte-Foix, Germain-François-Poullain de, *Œuvres complètes*, tome V, Duchesne libraire, Paris, 1778.

Tabourot des Accords, Etienne Tabourot dit, *Les Bigarrures et touches du seigneur des Accords*, Paris, 1603.

III) Œuvres historiques

Abel et Froidefont, *Tableau chronologique des noms de messieurs les capitouls de la ville de Toulouse*, Toulouse, 1786.

Anselme, Pierre de Guibours dit le père, *Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France*, troisième édition, Paris, 1730.

Barbier, Edmond-Jean-François, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763), ou Journal de Barbier*, troisième série, Paris, 1857.

Brugelès, Louis-Clément de, *Chroniques ecclésiastiques du diocèse d'Auch*, Toulouse, 1746.

Caquet, Pierre, *Généalogie de la maison de Roquelaure, tirée du tome VII de l'Histoire généalogique et chronologique des grands officiers de la couronne, etc.. revue, corrigée et augmentée sur titres originaux, et sur les manuscrits du cabinet des ordres du roi*, Paris, 1762.

Cathala-Coture, Antoine, *Memoire historique de la generalité de Montauban pour son altesse serenissime monseigneur le comte d'Eu gouverneur de la province de Guyenne*, 1713.

Charron, Etienne-Léonard, *Mémoires pour servir à l'éloge historique de Jean de Pins, évêque de Rieux*, Avignon, chez Chabrier, 1748.

Chenu, Jean, *Recueil des antiquitez et privilèges de la ville de Bourges, et de plusieurs autres villes capitales du royaume*, Paris, 1621.

Du Fourny, Honoré, *Histoire généalogique de la maison de Faudoas*, Descaussat imprimeur, Montauban, 1724.

Favyn, André, *Histoire de Navarre*, Paris, 1612.

Froidour, Louis de, « Impressions de voyage de Louis de Froidour dans le Couserans en 1667 », publié par J. de Lahondès dans le *Bulletin périodique de la société ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des études du Couserans*, premier volume, numéro 6, Pamiers, 1980.

Froidour, Louis de, *Mémoire du pays et des états de Nébouzan*, juin 1670, publié par Jean Bourdette, « Revue des Pyrénées et de la France méridionale », tome III, 1er trimestre, Toulouse, 1891.

Froidour, Louis de, *Mémoire du pays et des états de Bigorre*, publié par Jean Bourdette, Tarbes, 1892.

Larcher, Jean-Baptiste, *Histoire généalogique de la maison du Lin, avec les alliances et ce qui y a raport,* 1742.

Larcher, Jean-Baptiste, *Glanages ou preuves,* 1747-1749.

Louvet, Pierre, *Traité en forme d'abrégé de l'Histoire d'Aquitaine, Guyenne et Gascogne*, La Court imprimeur, Bordeaux, 1659.

Marca, Pierre de, *Histoire de Béarn contenant l'origine des rois de Navarre, des ducs de Gascogne, marquis de Gothie, princes de Béarn, comtes de Carcassonne, de Foix et de Bigorre*, Paris, 1640.

Mauran, Guillaume, *Sommaire description du païs et comté de Bigorre*, Société historique de Gascogne, publiée par Gaston Balencie, Auch, 1887.

Pasquier, Etienne, *Recherches de la France*, dans *Les œuvres d'Etienne Pasquier*, tome 1er, Amsterdam, 1723.

Roussel, M. de, *Etat militaire de France pour l'année 1780,* 22e édition, Paris, 1780.

Roussel, M. de, *Etat militaire de France pour l'année 1788*, Onfroy libraire, Paris, 1788.

Second recueil d'un choix de pièces et d'écrits divers sur la Révolution qui a été tentée en France, par les édits du 8 mai 1788, et sur les Etats généraux, 1788.

Sentetz, Balthasar, *Journal*, publié par Tierny et Couaix dans la *Revue de Gascogne*, tome III, 1903.

Solle, Jean de, *Livre servant de mémoire de plusieurs choses*, publié par J. de Carsalade Du Pont, dans la *Revue de Gascogne*, tome XVIII, Auch, 1878.

Vaissète, Joseph, Devic, Claude, *Histoire générale de Languedoc, avec des notes et les pièces justificatives*, Jacques Vincent imprimeur, Paris 1745.

« *Verbal de la reception et entree de Monseigneur Leonard de Trappes, archevesque d'Auch, qui fut le cinquiesme du moys de novembre mil six cens,* dans *Procès-verbaux de l'entrée solennelle en la ville d'Auch des archevêques d'après les manuscrits originaux des archives municipales* », publié par Léonce Couture, Auch, 1873.

Young, Arthur, *Voyages en France, en 1787, 1788 et 1789*, traduction d'Henri Sée, tome 1er, Paris, 1931.

IV) Œuvres traitant de la noblesse et de matières connexes

Anselme, Pierre de Guibours, dit le Père, *Le Palais de l'honneur ou la science héraldique du blazon*, chez Estienne Loyson, Paris, 1686.

Arcq, Philippe-Auguste de Sainte-Foix, dit le chevalier d', *La noblesse militaire, ou le patriote françois*, 1756.

Boulainvilliers, Henri de, *Essais sur la noblesse de France, contenans une dissertation sur son origine et son abaissement*, Amsterdam, 1732.

Favyn, André, *Le Théâtre d'honneur et de chevalerie*, tome second, Paris, 1620.

Gabrielly, vicomte de, *La France chevaleresque et chapitrale*, Leroy libraire, Paris, 1787.

Hubert, Robert, *Traité de la noblesse*, Jean Boyer imprimeur, Orléans, 1681.

Maugard, Antoine, *Remarques sur la noblesse dédiées aux assemblées provinciales*, 2° édition, Paris, 1788.

Mauvans, Joseph-Scipion de Barcilon de, *Critique du nobiliaire de Provence*, manuscrit du XVIIIe siècle.

Montesquieu, Charles de Secondat, baron de, *De l'esprit des lois*, dans *Œuvres complètes de Montesquieu*, Paris, 1857.

Necker, Jacques, « Opinion de monsieur Necker, relativement au décret de l'Assemblée nationale, concernant les titres, les noms et les armoiries », dans *Réimpression de l'ancien Moniteur depuis la réunion des Etats généraux jusqu'au Consulat (mai 1789-novembre 1799)*, tome cinquième, Paris, 1841, p. 17, n° 183 bis.

Pluvinel, Antoine de, *L'Instruction du Roy en l'exercice de monter à cheval*, Amsterdam, 1666.

Pouget, François-Aimé, *Instructions sur les principaux devoirs des chevaliers de Malte*, Paris, 1712.

Rabaut, Saint-Etienne, Jean-Paul, *Considérations sur les intérêts du Tiers-Etat adressées au peuple des provinces, par un propriétaire foncier*, 1788.

Sieyès, Emmanuel-Joseph, *Essai sur les privilèges*, Nouvelle édition, 1789.

Sieyès, Emmanuel-Joseph, *Qu'est-ce que le Tiers-état ?*, Seconde édition, 1789.

Tables de Chaulnes. Plans de gouvernement concertés avec le duc de Chevreuse pour être proposés au duc de Bourgogne, novembre 1711, dans *Œuvres de Fénelon, archevêque de Cambrai,* Tome troisième, Paris, 1837, p. 430.

Vulson de La Colombière, Marc de, *De l'office des Roys d'armes, des herauds, et des poursuivans*, Paris, 1645.

Vulson de La Colombière, Marc de, *La science héroïque*, Cramoisy imprimeur, Paris, 1694.

V) Mémoires et écrits divers de nobles gascons et français

Antin, Germain d', *Petits mémoires de Germain d'Antin seigneur d'Ourout et gouverneur du château de Lourdes*, publié par J. de Carsalade Du Pont, réédité par la Société d'Etudes des Sept Vallées, Bizanos, juin 2003.

Antras, Jean d', *Mémoires de Jean d'Antras de Samazan seigneur de Cornac,* Jean Chollet Libraire-Editeur, Sauveterre de Guyenne, 1880.

Antras, Jean-Sixte d', *Les souvenirs de jeunesse et d'émigration du chevalier Jean-Sixte d'Antras de Gardères (1785-1791)*, publiées par Jean Barada, dans *Bulletin de la société d'Histoire et d'archéologie du Gers*, XXVIIIe année, Auch, 1927, p. 136, p. 185.

Bassompierre, François de, *Mémoires du mareschal de Bassompierre*, Tome II, Amsterdam, 1692.

Bernis, François-Joachim de, *Mémoires du cardinal de Bernis*, Mercure de France, 2000.

Brantôme, Pierre de Bourdeille dit, *Œuvres complètes,* Paris, 1867-1873.

Castelnau, Michel de, *Les mémoires de messire Michel de Castelnau, seigneur de la Maurissière*, Paris, 1621.

Déclaration d'une partie des députés aux Etats généraux touchant l'acte constitutionnel et l'état du royaume, Paris, 31 août 1791.

Foucault, Nicolas-Joseph, *Mémoires*, publiés et annotés par F. Baudry, Paris, 1862.

Franclieu, Charles de, *Mémoires du marquis de Franclieu (1680-1745)*, publiés par la Société historique de Gascogne par Louis de Germon, Auch, 1896.

La Noue, François de, *Discours politiques et militaires du seigneur de La Noue*, Bâle, Imprimerie de François Forest, 1587.

Luppé du Garrané, Jean-Bertrand de, *Mémoires et caravanes*, Paris, 1865.

Luppé-Taybosc, Jean-Phinée-Suzanne de, *Réflexions d'un citoyen sur l'assemblée prochaine des Etats généraux*, 1789.

Lettres d'un cadet de Gascogne sous Louis XIV. François de Sarraméa, capitaine au régiment de Languedoc, publiées par François Abbadie, Archives historiques de Gascogne, Auch, 1890.

Monluc, Blaise de, *Commentaires*, dans *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France,* Alphonse de Ruble, Librairie de la Société de l'Histoire de France, Paris, 1864.

Montaigne, Michel de, *Essais,* Hachette, Paris, 1860.

Montaut-Bénac, Philippe de, *Mémoires du duc de Navailles et de La Valette, pair et maréchal de France, et gouverneur de Monseigneur le duc de Chartres »*, Amsterdam, 1701.

Panetier, Louis-Marie de Montgrenier comte de, *Compte rendu à ses commettans, par monsieur le comte de Panetier, député de l'ordre de la noblesse de la vicomté de Couserans, aux Etats généraux de France*, 15 juillet 1791.

Panetier, Louis-Marie de Montgrenier comte de, *Lettre du comte de Panetier, député de l'ordre de la noblesse de la vicomté de Couserans aux Etats généraux de France, convoqués l'année 1789, au comte de *** gentilhomme polonois*, 1791.

Protestation de cent trente-huit gentilshommes, députés aux Etats généraux, contre le décret du 19 juin 1790, qui abolit la noblesse héréditaire, Paris, 24 juin 1790.

Richelieu, Armand-Jean Duplessis de, *Testament politique*, Chez Henry Desbordes, Amsterdam, 1688.

Saint-Germain, Claude-Louis de, *Mémoires de monsieur le comte de Saint-Germain,* Amsterdam, 1779.

Ségur, Louis-Philippe comte de, *Mémoires ou souvenirs et anecdotes,* Tome premier, Paris, 1824.

Terssac, Pierre-Paul Faydit comte de, *Mémoires*, dans *Bulletin périodique de la société ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la société des études du Couserans*, huitième volume, Foix, 1901.

Annexe 3
ERECTIONS DE FIEFS GASCONS EN DIGNITES

Fiefs érigés en baronnies (6) :

XVIe siècle :
ADG, I 406, érection en baronnie de la terre de Castelvieilh en faveur d'Antoine de Bégolle, à Abbeville, juin 1596 (original *ADHG*, 1 B 1909, folio 255).
ADHG, 1 B 1912, folio 4, érection de la baronnie de Luc en faveur de Marc Antoine de Campels, Rouen, octobre 1596.
XVIIe siècle :
La terre de Montesquieu fut érigée en baronnie en faveur de Jacob de Secondat par des lettres patentes du 12 août 1606 (non retrouvées mais citées dans Desgraves, Louis, *Inventaire des documents manuscrits des fonds Montesquieu de la bibliothèque municipale de Bordeaux*, Droz, 1998, p. 120).
ADHG, 1 B 1914, folio 257, érection de la baronnie de Labarthe en faveur de messire Pierre André de Mansencome, Paris, juillet 1624.
La terre de Masencomme fut érigée en baronnie en faveur de François de Masencomme par des lettres données à Fontainebleau en juillet 1636 (non retrouvées mais citées dans *ADG*, I 2224, inventaire de la production pour la décharge du franc-fief faite devant Foucault intendant de Montauban par Jacques de Masencomme sieur de Bouil, S. d.).
XVIIIe siècle :
ADHG, 1 B 1946, folio 213, érection en baronnie de la terre de Puymaurin en faveur de Jean de Marcassus, Versailles, décembre 1744.

Fiefs érigés en vicomtés (2) :

XVIe siècle :
ADHG, 1 B 1912, folio 163, érection de la vicomté de Montfaucon en faveur de Jean-Jacques de Comminges, Paris, mai 1597.
XVIIe siècle :
ADHG, 1 B 1916, folio 208, érection de la vicomté d'Aurice et Descoubes en titre de vicomté en faveur d'Antoine de Mont-d'User, Paris, avril 1614.

Fiefs érigés en comtés (8) :

XVIIe siècle :
ADHG, 1 B 1911, folio 36, érection de la terre de Panjas en comté en faveur de François Jean Charles de Pardeillan, Fontainebleau, septembre 1604.
ADHG, 1 B 1912, folio 166, érection en comté de la baronnie de Péguilhan en faveur de Roger de Comminges, Paris, avril 1612.
ADHG, 1 B 1916, folio 34, érection en comté de la baronnie de Parabère en faveur d'Henri de Baudéan, Paris, décembre 1625.
ADHG, 1 B 1916, folio 20, lettres de rétablissement de la terre de Panjas en comté pour Jean de Vivant, Paris, février 1635.
ADHG, 1 B 1918, folio 262, érection du comté de La Tour en faveur de dame Henriette de Bassabat de Pordeac, Paris, mai 1664.
XVIIIe siècle :
ADHG, 1 B 1940, folio 307, érection du comté de Viella en faveur de Louis de Labaig, Marly, mars 1725.
ADHG, 1 B 1947, folio 181, érection du comté d'Espie en faveur de François-Felix d'Espie, au camp de Hamal, septembre 1747.

ADG, C 433, érection en comté de la terre du Malartic, sous le nom de Tournemire, en faveur de Pierre Joseph Hector de Tournemire, Versailles, mai 1765.

Fiefs érigés en marquisats (16) :

XVIIe siècle[4438] :
ADHG, 1 B 1912, folio 325, érection du marquisat de Rouillac en faveur de Louis de Gout, Paris, mars 1612.
ADHG, 1 B 1913, folio 114, érection en marquisat de la baronnie de Montespan, en faveur de Jean-Anthoine de Pardaillan, Paris, août 1612.
ADHG, 1 B 1913, folio 116, érection en marquisat de la baronnie d'Antin, en faveur de Hector Roger de Pardeilhan, Paris, juillet 1615.
ADHG, 1 B 1916, folio 47, érection de la baronnie de Bénac en marquisat en faveur de Philippe de Montaut, Chantilly, novembre 1636.
ADHG, 1 B 1918, folio 61, érection du marquisat de Biran en faveur de messire Gaston Jean Baptiste de Roquelaure, duc et pair de France, Sedan, juillet 1657.
Archives départementales de la Somme, 45 J 115-1, érection de la baronnie de Fontenilles en marquisat, Paris, avril 1658.
ADHG, 1 B 1919, folio 330, érection du marquisat de Mongaillard en faveur de Charles de Percin, Saint-Germain en Laye, mars 1671.
ADHG, 1 B 1922, folio 177, érection du marquisat de Montégut en faveur d'Henri Le Masuyer, Versailles, mai 1681.
ADHG, 1 B 1922, folio 179, érection du marquisat de Maniban en faveur de Jean Guy de Maniban, Versailles, mai 1681.
ADHG, 1 B 1929, folio 20, érection de la terre de Pradères en marquisat pour le sieur de Castera-Minut, Fontainebleau, octobre 1696.
XVIIIe siècle :
ADHG, 1 B 1940, folio 265, érection du marquisat Castelvieil en faveur du sieur Clément d'Aignan d'Orbessan, Fontainebleau, octobre 1724.
ADPA, B 4585, érection du marquisat de Lafitole, en faveur de Clément de Pujo Lafitole, Versailles mars 1741.
ADG, C 433, érection du marquisat de Sauveterre en faveur de Bertrand Bernard de Boyer Drudas, Compiègne, juillet 1755.
ADG, E 94, érection du marquisat de Roquelaure en faveur de Charles de Roquelaure, Versailles, juin 1766 (ou *ADPA*, B 4600).
ADPA, B 4605, érection du marquisat de Franclieu, en faveur de Jean-Baptiste Magdeleine Isidore Charles Laurent de Pasquier de Franclieu, à Compiègne, juillet 1767.
ADHG, 1 B 1956, folio 206, érection du marquisat d'Ossun en faveur de Pierre Paul d'Ossun, Versailles, novembre 1767.

Fiefs érigés en duchés ou duchés-pairies (4) :

Le duché-pairie de Lavedan fut créé en décembre 1650 pour Philippe de Montaut-Bénac[4439].
Le duché-pairie de Roquelaure fut érigé en faveur de Gaston-Jean-Baptiste de Roquelaure en juin 1652.
Le duché-pairie d'Antin a été érigé en mai 1711 en faveur de Louis-Antoine de Pardaillan-Gondrin.
Enfin un duché d'Esclignac a été créé en 1787, mais c'était un duché à brevet d'honneur (viager), pour Henri-Charles de Preissac.

[4438] Nous n'avons pas retenu le marquisat de Terraube (1683) en Lomagne, car il dépendait de la sénéchaussée de Condom et du parlement de Bordeaux.
[4439] Le duché-pairie, érigé sur la vicomté de Lavedan et la baronnie de Beaucens en Bigorre, fut transféré à la demande de son fils, Philippe de Montaut, en décembre 1660, sur la terre de La Valette en Angoumois, sous le nouveau nom de duché de Montault, et les terres bigourdanes retournèrent dans leur premier état (les lettres patentes sont reproduites dans l'*Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France* du père Anselme, troisième édition, Paris, 1730, tome V, p. 871 et suiv.).

Seules les lettres d'érection du duché d'Antin furent enregistrées au parlement de Toulouse (*ADHG*, 1 B 1937, folio 301).

Annexe 4
CONTRATS DE MARIAGE DE LA NOBLESSE GASCONNE

Pour l'essentiel les contrats répertoriés ici sont des actes notariés. Un petit nombre d'entre eux parmi les plus anciens ne sont que des conventions passées sous seing privé appelés « articles » ou « pactes » de mariage, conventions dont il était prévu en règle générale qu'ils seraient repris dans un acte passé devant notaire, mais pas systématiquement. En tout ce sont 356 conventions de mariage que nous avons recensé[4440].

Pour chaque contrat nous indiquons la cote d'archive, les contractants, le lieu (la localisation dans les zones différentes suivant lesquelles nous les avons regroupés est approximative à cause de la difficulté de situer le lieu pour certains, et du fait que les époux pouvaient contracter chez le mari, chez l'épouse ou chez le notaire), la date, l'alliance ou mésalliance.

Contrats de mariage d'Armagnac, Lomagne, Gaure, Bruillois, et Fezensac :
XVIe siècle :

1) *ADG*, I 1986, Ramonet de La Tour et Margarite de Vise, Comminges, 1ère moitié XVIe siècle, nobles.
2) *ADG*, I 1472, Jean du Gout et Anne de Gollard, Castelnau-d'Arbieu, 12 août 1543, nobles.
3) Fonds Cahuzac sur Adour, Gilles de Faudoas et Ysabeau de Montauban, Lectoure, 6 mars 1544, nobles.
4) *ADG*, I 2750, Michel de Narbonne et Marguerite de Pardaillan, Gondrin, 30 novembre 1545, nobles.
5) *ADG*, I 2161, Bernard de Rivière et Anne de Lupé, Devèze, 7 décembre 1550, nobles.
6) *ADG*, I 3169, Bertrand de Béon et Germaine Bassue, Despenan, 26 février 1551, nobles.
7) *ADG*, I 1731, Mathieu de Labarthe et Anne de Léaumont, Malartic, 18 octobre 1551, nobles.
8) *ADG*, I 796, Ramond de Caumont et Jeanne de Léaumont, Malartic, 19 avril 1553, nobles.
9) *ADG*, I 309, Bernard de Barrau et Juliane d'Esparmière, Lussan, 15 septembre 1560, nobles.
10) *ADG*, I 169, Loys de Sarta et Anna d'Astugue, Céran, 7 juin 1565, nobles.
11) *ADG*, I 2524, Bernard de Montesquieu et Françionne de Saintrailles, Saintrailles, 4 juillet 1570.
12) Archives Laplagne 4, Jean de Béon et Louise de Montesquiou, Montesquiou, 4 mars 1571, nobles.
13) *ADG*, I 1296, Bernard d'Esparbès et Angalentine de Lye, Curm, 17 mars 1572, nobles.
14) *ADG*, I 352, Jean de La Fitte et Guiraulde de Baudéan, Bassoues, 26 juin 1579, nobles.
15) *ADG*, I 1296, Bertrand de Vésin et Françoise d'Esparbès, Lussan, 29 juin 1581, nobles.
16) *ADG*, I 2706, Antoine de Roquelaure et Catherine d'Ornezan, Saint-Sère, 9 juin 1581, nobles.
17) *ADPA*, 16 J 111, Jean-Blanc de Monlezun et Françoise d'Esparbès, Sempesserre, 2 août 1581, nobles.
18) *ADG*, I 3276, Alexandre de Serillac et Jeanne de Galard, Castelnau-d'Arbieu, 12 août 1585, nobles.
19) Fonds Lelin-Lapujole, Arnaud de Monlezun et Odette du Lin, Margoet, 12 mars 1589, nobles.
20) Fonds d'Espouy de Caubous, Symon de Bolssost et Anne d'Espoy, Caubous, 22 septembre 1589, nobles.
21) *ADG*, I 1296, Gratien de Miremont et Martre d'Esparbès, Lussan, 13 mai 1590, nobles.

[4440] Nous n'avons utilisé les copies collationnées, en petit nombre, que quand elles étaient anciennes, à cause du risque d'un rajout de qualification noble, surtout à partir du règne de Louis XIV.

22) *ADHP*, 76 J 11, Savaric de Saint-Pastou et Marguerite de Lauzières, Marsac, 17 janvier 1592, nobles.
23) Fonds Cahuzac sur Adour, Michel Taste et Anthonie de Cocy, La Sauvetat, 20 mars 1592, épouse noble.
24) *ADPA*, 16 J 251, Bernard de Polastron et Anne de Preychac, Pergain, 22 juillet 1594, nobles.
25) Fonds Lascazères, Jean-François de Busca et Antoinette de Montesquiou, Saint-Jean d'Angles, 19 décembre 1598, nobles.
26) *ADPA*, 16 J 111, Antoine d'Esparbès et Marguerite de Faudoas, Serillac, 14 octobre 1599, nobles.

XVIIe siècle :

27) *ADG*, I 1436, Philippe de Forgues et Ambroise de Ponsan, Bassoues, 7 janvier 1602, nobles.
28) *ADHP*, 1 E 506, Jean de Mauléon et Jeanne-Martre de Béarn, Saulmont, 27 mai 1602, nobles.
29) Fonds du Baliot, Pierre Tenet et Jeanne de Monlezun, Preissac, 21 août 1602, nobles.
30) *ADLG*, 25 J, Jean-Georges de Mont et Marguerite de Voisins, St-Avit, 9 janvier 1606, nobles.
31) *ADG*, I 1297, Paul-Antoine de Cassagnet et Antoinette-Françoise d'Esparbès, Failx, 13 octobre 1607, nobles.
32) *ADPA*, 16 J 210, Pierre d'Ossun et Catherine de Voisins, Montaut, 7 juillet 1609, nobles.
33) *ADPA*, 16 J 186, Fris-Antoine du Lin et Anne de Lescout, Bonnace, 20 juillet 1610, nobles.
34) *ADG*, I 3277, Jean-Jacques de Cardaillac et Marguerite de Sedillac, St-Léonard, 25 avril 1611, nobles.
35) *ADPA*, 16 J 211, Henri-Gaston de Foix et Jeanne de Pardaillan, Gondrin, 24 avril 1616, nobles.
36) *ADG*, I 2854, Olivier du Bouzet et Jeanne-Françoise de Polastron, Latour, 4 octobre 1618, nobles.
37) *ADG*, I 2996, Charles de Rivière et Angélique de Luppé de Sansac, 23 décembre 1620, nobles.
38) *ADHP*, 76 J 13, Melchior de Saint-Pastou et Charlotte de Gelas, Flarambe, 12 janvier 1622, nobles.
39) Fonds Cahuzac-sur-Adour, Jean-François de Magnaut et Ysabeau de Cossy, Fleurance, 26 mai 1624, nobles.
40) *ADG*, I 2165, Daniel de Petit et Armoise de Luppé, Tillac, 22 juin 1631, nobles.
41) *ADHG*, 9 J 2, Pierre de Bousquier et Anne-Marie de Longpuy, Auvillar, 24 juin 1631, nobles.
42) *ADPA*, 16 J 111, Jean-Antoine d'Esparbès et Isabeau de Saint-Sevié, Montaut, 8 mai 1634, nobles.
43) *ADG*, I 3313, Antoine de Sérignac et Luciane de Mont, Laterade, 24 janvier 1635, nobles.
44) Archives Laplagne 2, Pierre de Busca et Suzanne de Lalanne, La Longue, 20 septembre 1637, nobles.
45) Fonds Cahuzac-sur-Adour, Michel Malaubère et Antoinette de Cocy, La Sauvetat, 24 septembre 1641, épouse noble.
46) Fonds Cahuzac-sur-Adour, Jacques de St-Julien et Marguerite de Guarros, Lectoure, 14 mai 1645, nobles.
47) *ADLG*, 25 J E. 2.1., François de Luppé et Marie de Castaing, Lectoure, 15 mars 1646, mari noble.
48) *ADG*, I 3313, Raphael de Serignac et Jeanne de Chavaille, Pessan, 5 février 1650, nobles.
49) *ADG*, I 2165, Philippe d'Aydie et Louise de Luppé, Castillon, 15 juillet 1652, nobles.
50) Fonds Lacoutère, Gui du Lin et Marguerite de Labarthe, Arné, 13 octobre 1652, nobles.
51) Fonds du Baliot, Bertrand de Tenet et Catherine de Boysson, Bassoues, 13 août 1653, mari noble.

52) Fonds Lelin-Lapujole, Jean du Lin et Catherine de Narbonne, Vic-Fezensac, 20 août 1654, nobles.
53) Fonds Lascazères, Pierre de Busca et Louise du Barry, Montesquiou, 23 février 1657, mari noble.
54) Fonds Beaulieu, Jean-Baptiste d'Auxion et Jeanne de Philibert, Ordan, 15 avril 1659, mari noble.
55) *ADG*, I 3240, Jean-Rogier de Sariac et Jeanne de Lusarey, Nogaro, 17 novembre 1659, mari noble.
56) *ADPA*, 16 J 186, Bertrand du Lin et Jeanne-Marie de Laplanche, Mau, 1er juillet 1664, mari noble.
57) Fonds Blanquefort, Reynaud Defrère et Antoinette-Françoise de Monlezun, Bruca, 12 mai 1667, nobles.
58) *ADPA*, 16 J 111, François-Michel d'Esparbès et Marguerite de Labarthe, Arné, 4 novembre 1673, nobles.
59) *ADG*, I 440, Jean de Béon et Aymée de Nollet, Bon, 15 décembre 1676, nobles.
60) *ADG*, I 2434, François de Monlezun et Marie-Anne de Luppé, Campagne, 21 décembre 1689, nobles.
61) *ADG*, I 2167, Renaud de Lupé et Marie de Lasseran, Castelnau d'Angles, 25 avril 1695, nobles.
62) *ADG*, I 2167, Alexandre de Polastron et Marie-Anne de Luppé, Toulouse, 19 juillet 1696, nobles.
63) *ADG*, 27 E, Pierre de Montesquieu et Jacquette de Bossost, Mazères, 24 mars 1698, nobles.
64) *ADG*, I 3244, Fris-Baron de Triancoul et Cécile de Sariac, Auch, 24 janvier 1699, épouse noble.

XVIIIe siècle :

65) Fonds Cahuzac-sur-Adour, Joseph de Cocy et Ursule de Tartanac, La Sauvetat, 29 avril 1703, mari noble.
66) *ADPA*, 16 J 211, Jean de Pardaillan et Jeanne de Laplaigne, Montesquiou, 12 septembre 1704, mari noble.
67) Fonds Aulagnère, Jean-Pierre de Cours et Angélique de Larroche, Auch, 15 juillet 1709, mari noble.
68) Fonds Lelin-Lapujolle, Jean-Marie de Prugue et Marie-Anne du Lin, Castillon, 27 juin 1711, nobles.
69) *ADG*, I 1551, Balthazar de Gironde et Jeanne de Médrano, Verlus, 12 février 1720, nobles.
70) Fonds Lelin-Lapujolle, Louis du Lin et Françoise de La Baune, Bascous, 19 janvier 1728, mari noble.
71) Fonds du Baliot, Germain d'Armagnac et Jeanne-Philiberte de Sérignac, Auch, 21 février 1730, nobles.
72) Fonds Tournemire, Jean Clavel et Rose-Jacquette de Tournemire, Malartic, 10 mars 1731, épouse noble.
73) Fonds du Baliot, Joseph de Tenet et Marie-Françoise de Serignac, Belmont, 19 février 1735, nobles.
74) Fonds Lacoutère, Jean-François de Ruble et Philippe de Vinter, Avezan, 3 février 1740, mari noble.
75) *ADG*, I 2531, Marc-Antoine de Montesquiou et Catherine de Narbonne, Fleurance, 9 février 1752, nobles.
76) *ADG*, I 1551, Pierre de Gironde et Marie-Laurence de Sedilhac, Belmont, 21 novembre 1757, nobles.
77) Fonds Montaut-Les-Créneaux, Jean-Antoine de Rouillan et Brigitte-Hélène de Laborde, Auch, 29 avril 1759, mari noble.
78) Fonds Cahuzac sur Adour, Jean-Baptiste de Saint-Julien et Marie de Barbotan de Carrist, Mormès, 29 décembre 1765, nobles.

79) Fonds Cahuzac sur Adour, Jean-Marie de Barbotan et Marie-Angélique de Noé, L'Isle de Noé, 6 avril 1769, nobles.
80) *ADG*, E 16, Louis d'Aure et Marie-Gabrielle de Lubay, Viella, 3 août 1778, nobles.
81) *ADG*, E 77, Louis-François de Luppé et Marie-Françoise Le Doux, Eauze, 5 mai 1788, nobles.
82) Fonds Aulagnères, François Sabathery de Mousquère et Madeleine de Vidaillan, Antras, 11 août 1788, nobles.
83) *ADLG*, 25 J F-1-10, François de Polastron et Etienne-Madeleine de Luppé, Auch, 9 juin 1789, nobles.

Couserans :
XVIe siècle :
84) *ADA*, 10 J 4, Aimery de Narbonne et Philiberte d'Ornezan, Montagut, 10 janvier 1577, nobles.

XVIIe siècle :
85) Fonds Lacoutère, Jean-Jacques de Griet et Catherine de Castex, St-Lizier, 24 mars 1610, nobles.
86) *ADA*, 5 E 4422, Pierre de Lingua et Marguerite de Vandomois, Lavoignan, 8 février 1615, nobles.
87) *ADG*, 35 J 7, Paul de Comminges et Jeanne de Meriteins, Amazeing, 8 juin 1615, nobles.
88) *ADA*, 5 E 4422, Roger de Meriteins et Françoise de Vandomois, Taurignan, 29 juillet 1619, nobles.
89) *ADA*, 5 E 4422, Bernard de Francazal et Jeanne de Vandomois, Taurignan, 13 octobre 1623, nobles.
90) *ADA*, 5 E 7446, Jean de Castet et Marguerite de Nostenx, Poueng, 29 avril 1623, nobles.
91) Fonds Lacoutère, Michel de Sirgant et Raymonde de Vandomois, Lafitte, 16 janvier 1625, nobles.
92) *ADA*, 5 E 7450, Jean Abadie et Marguerite de Soulan, Molis, 28 février 1640, épouse noble.
93) *ADA*, 5 E 7255, Pierre Icard et Catherine de Meriteins, Belloc, 19 avril 1643, nobles.
94) *ADA*, 5 E 7452, Jean de Galauba et Marguerite Dupac, Couserans, 27 mars 1646, nobles.
95) *ADA*, 10 J 5, Pierre-Louis de Mascaron et Paule de Narbonne, St-Girons, 5 février 1670, nobles.
96) *ADA*, 5 J 24, Pierre Daragon et Jeannette de Cabalby, Alos, 12 septembre 1672, nobles.
97) *ADA*, 5 E 7456, Philippe de Soux et Françoise de Lapasse, Molis, 7 mai 1673, épouse noble.
98) *ADA*, 5 E 4067, Alexandre de Bordes et Jeanne de Meriteins, Couserans, 13 janvier 1688, nobles.
99) *ADA*, 5 E 4067, Jacques de Meriteins et Thérèse de Meriteins, Augirein, 13 janvier 1688, nobles.
100) *ADA*, 5 E 7458, Auguste de Lamothe et Marie Dupac, Poeig, 31 mars 1693, nobles.
101) Fonds Lacoutère, Pierre Douignac et Gabrielle de Caubet, Soulan, 1696, nobles.
102) *ADA*, 10 J 5, François de Narbonne et Marguerite de Castet, Bareille, 10 février 1696, nobles.
103) *ADA*, 5 E 7458, Jean Delort et Jeanne de Solan, Molis, 11 juin 1697, nobles.
104) *ADA*, 5 E 7238, Hiérome de Ribeyran et Gabrielle de Castet, St-Girons, 14 novembre 1699, épouse noble.

XVIIIe siècle :
105) *ADA*, 5 E 7459, Louis de Boussès et Marthe de Solan, Molis, 28 janvier 1700, nobles.
106) Fonds Lacoutère, Joseph de Sirgant et Marie de Cabalby, Alos, 21 juillet 1711, nobles.
107) Fonds Lacoutère, Joseph Douignac et Françoise de Sirgant, Seix, 4 novembre 1712, nobles.

108) *ADA*, 5 E 7460, Gabriel de Lamote et Françoise Dupac, Poeig, 26 novembre 1713, nobles.
109) Fonds Lacoutère, Dominique de Latour et Henriette de La Fage, St-Girons, 30 octobre 1720, nobles.
110) *ADA*, 5 E 7460, Octavien de Lort et Isabeau de Lort, Pesqué, 29 novembre 1720, nobles.
111) *ADHG*, 13 J, Jourdain de Roquemaurel et Françoise de St-Jean, Tren, 7 mai 1734, nobles.
112) *ADA*, 5 E 7241, Jean-François de Tersac et Isabeau de Soueix, Lescure, 21 juin 1735, nobles.
113) *ADA*, 5 J 24, Philippe-Joseph de Cabalby et Jeanne-Rose de Sinety, St-Lizier, 4 mars 1757, nobles.
114) *ADA*, 5 E 3998, Louis de Castagnet et Jacquette de Meriteins, Castillon, 17 mars 1761, nobles.

Comminges et Rivière-Verdun :
XVIe siècle :
115) Fonds Aux-Aussat, A2 03, Arnaud de Barrau et Jeanne d'Argellos, Lombez, 18 juin 1531, nobles.
116) *ADHP*, 65 J 169/3, Gaspard Valetique et Françoise d'Ustou, Aspet, 30 mars 1551, nobles.
117) Fonds Beaulieu, Bernard de Lamezan et Jeanne de Polastron, La Hillère, 6 avril 1553, nobles.
118) *ADG*, I 3410, François de Tersac et Catherine de Lambès, Sannhiac, 7 août 1553, nobles.
119) *ADG*, I 2688, Odet de Foix et Jeanne d'Orbessan, Labastide de Paumès, 7 novembre 1561, nobles.
120) *ADG*, I 2278, Ramond de Mauléon et Balthasane de Comminges, Monfauléon, 21 février 1562, nobles.
121) *ADG*, I 2852, Jean-Jacques de Polastron et Jeanne de Saint-Orens, Pellefigue, 8 août 1563, nobles.
122) *ADG*, I 3274, Pierre de Sedilhac et Françoise de Sabailhan, Boyssède, 17 août 1563, nobles.
123) *ADPA*, 16 J 251, Claude Ysalguier et Germaine de Polastron, Polastron de Dessus, 29 août 1565, nobles.
124) *ADG*, I 1985, Jean de La Fage et Ysabeau de La Tour, Samatan, 30 avril 1566, nobles.
125) *ADG*, I 2648, Jean de Gestas et Anne de Noé, Noé, 30 avril 1567, nobles.
126) *ADG*, I 2649, François de Noé et Anne de Foix, Pouy de Touge, 19 juin 1570, nobles.
127) *ADG*, I 2706, Paul de Foix et Philiberte d'Ornezan, Puydaniel, 17 mai 1573, nobles.
128) *ADG*, I 2649, Géraud de Noé et Catherine de Narbonne, Dalancs, 11 juin 1574, nobles.
129) *ADG*, I 2853, Jean Guabiville et Jehanne de Polastron, Polastron, 11 août 1577, nobles.
130) *ADG*, I 2751, Antoine-Arnaud de Pardailhan et Marie du Meyme, Toulouse, 26 mars 1578, nobles.
131) *ADG*, 9 J 102, Jean-Blaise de Roquelaure et Ysabeau de Mont, Rieumes, 23 janvier 1583, nobles.
132) *ADG*, I 311, Jean-Denis de Barrau et Jeanne de Benque, Montagut de Bourgeac, 18 mars 1583, nobles.
133) *ADG*, 9 J 103, Barthélémy de Gabarret et Anne de Mauléon, Gensac, 5 mars 1590, nobles.
134) *ADHG*, 13 J 5, Gaudens de Saint-Jean et Françoise de Comminges, Pointis-Inard, 26 novembre 1593, nobles.
135) *ADG*, I 491, Léonard de Binos et Catherine de Montherié, Huos, 11 avril 1594, nobles.

136) Fonds Aux-Aussat, Nicolas de Bertran et Isabeau de Latour, Landorte, 8 septembre 1594, nobles.
137) *ADG*, I 288, Philippe de Barège et Diane de Francazal, Betbèze, 16 juillet 1595, nobles.
138) Fonds d'Espouy de Caubous, Simon de Bossost et Catherine d'Espouy, Caubous, 16 août 1598, nobles.
139) *ADG*, I 352, Jean-François de Baudéan et Françoise de Comminges, Toulouse, 13 décembre 1599, nobles.

XVIIe siècle :

140) *ADG*, I 492, Joseph de Cros et Britte de Binos, Autichan, 15 septembre 1600, épouse noble.
141) *ADHG*, 13 J 1, Raymond Desvaux et Renée d'Encausse, Labastide, 17 septembre 1600, nobles.
142) *ADG*, I 1566, François de Gontaut et Catherine de Meritins, Bachos, 25 avril 1601, nobles.
143) *ADG*, I 415, Antoine-Arnaud de Pardeillan et Paule de Bellegarde, Saint-Félix, 27 juin 1602, nobles.
144) *ADHP*, 42 J D1-215, Pierre de Castelbajac et Domenge de Binos, Crechets, 20 septembre 1608, nobles.
145) *ADHP*, 65 J 238, Anné de Fosseries et Anne de Bourbon, Monblanc, 3 août 1610, nobles.
146) *ADHG*, 35 J 7, Paul de Comminges et Anne de Carsalade, Escanecrabe, 8 février 1614, nobles.
147) *ADG*, I 2854, Carbon-Gabriel de Polastron et Gabrielle de Manas, Polastron, 23 mai 1614, nobles.
148) *ADG*, I 312, Jean-Pierre de Barrau et Marie de Genebrouye, Montossin, 24 avril 1617, nobles.
149) Fonds Lacoutère, Pascal Ferrand et Paule de Pelleport, Aurignac, 4 août 1622, mari noble.
150) *ADG*, I 492, Roger de Binos et Jeanne de Binos, Suchan, 3 mars 1624, nobles.
151) *ADLG*, 98 J 9, Henry d'Audric et Catherine de Bazillac, Savignac, 1er mai 1624, nobles.
152) *ADG*, I 1473, François de Goulard et Marie de Saint-Pastou, Anan, 16 juillet 1624, nobles.
153) *ADG*, I 432, Marguerin d'Antras et Isabeau de Benqué, Clarac, 24 avril 1631, nobles.
154) *ADPA*, 16 J 264, Anne de Villemur et Marie-Andrée de Comminges, Peguilhan, 9 mars 1632, nobles.
155) *ADG*, I 2651, contrat de mariage de Jean-Pierre de Sirgant et Andrée de Noé, Sauvère, 13 juillet 1633, nobles.
156) *ADG*, I 2855, François de Gruye et Catherine de Polastron, Polastron, 27 septembre 1641, nobles.
157) Fonds Beaulieu, Pierre-Jean de Lamezan et Catherine-Paule Daignan, Gimont, 23 octobre 1644, nobles.
158) *ADHP*, 65 J 169/3, Jean de Fousseries et Anne de Mun, Vize, 24 juillet 1645, nobles.
159) *ADG*, I 1988, Jean de Latour et Isabeau de Claverie, Ossau, 13 mai 1647, nobles.
160) *ADG*, I 3280, Alexandre de Sedillac et Marie de La Tour, Sajas, 16 septembre 1652, nobles.
161) *ADG*, I 1515, Paul de Gaian et Catherine de Laporte, Sedilhac, 4 juillet 1654, mari noble.
162) *ADG*, I 1515, X Laporte et Catherine de Gayan, Gaian, 1656, épouse noble.
163) *ADG*, I 439, Jean de Béon et Marte de Foix, Labastide, 2 décembre 1656, nobles.
164) *ADG*, I 439, Jean-Louis de Pardailhan et Marie de Béon, Gimont, 6 janvier 1657, nobles.

165) *ADG*, I 1299, Jean-Pierre d'Esparbès et Jeanne de Labarthe, Lahaige, 30 septembre 1660, nobles.
166) *ADG*, I 2598, Louis de Narbonne et Antoinette de Nostens, Comminges, 27 mai 1661, mari noble.
167) *ADHP*, 42 J D1-222, Louis de Cardaillac et Jeanne de Labarthe, Montréjeau, 7 janvier 1663, nobles.
168) *ADHP*, 65 J 469, Simon d'Isalguier et Jeanne de Chambon, Gimont, 26 novembre 1663, mari noble.
169) *ADLG*, 98 J 12, Pierre de Monpezat et Catherine de Paule, Pargesse, 13 février 1668, nobles.
170) *ADA*, 5e 4217, Charles Dupac et Marguerite de Bordes, Sarradas, 17 juin 1671, nobles.
171) Fonds Lamothe, Jean-François de Colomès et Hillère de Lapasse, Poussignan, 28 décembre 1679, nobles.
172) Fonds Beaulieu, François Desperon et Jeanne de Cezerol, Lombez, 29 août 1683, mari noble.
173) Fonds Beaulieu, Bernard de Lamezan et Marie d'Orbessan, Labatut, 2 février 1689, nobles.

XVIIIe siècle :

174) *ADHG*, 13 J 107, Roger Desvaux et Germaine de Sarrieu, Castelmagne, 22 février 1703, nobles.
175) Fonds Tournemire, Henry de Tournemire et Marie-Josèphe de St-Sivié, Palaminy, 30 juillet 1707, nobles.
176) *ADG*, I 494, Jean de Gajan et Jacquette de Binos, Gourdan, 21 septembre 1709, nobles.
177) *ADHP*, 76 J 20, Jean-Jacques du Haget et Jeanne de Saint-Pastou, Bonrepaux, 14 novembre 1714, nobles.
178) *ADHG*, 35 J 25, Hugues de Latour et Marie de Comminges, Aurignac, 11 avril 1715, nobles.
179) Fonds Lacoutère, Aymeric de Roquelaure et Marie d'Abolin, Montesquieu, 8 janvier 1717, mari noble.
180) Fonds Beaulieu, Jean de Lamezan et Jeanne de Gavarret, St-Léon, 20 août 1720, nobles.
181) Fonds Lamothe, André-Auguste de Colomès et Marguerite-Françoise de Cazaux, Gensac-Savès, 9 avril 1722, nobles.
182) *ADG*, I 2641, Bertrand-Joseph de Noaillan et Anne du Mont, Paris (mais il est prévu qu'il sera régi suivant le droit écrit), 29 juillet 1727, mari noble.
183) Fonds Beaulieu, Jean-Baptiste d'Esperon et Jeanne de Pasquerie, Rieumes, 14 août 1732, mari noble.
184) Fonds Beaulieu, Jean-Michel de Lamezan et Jeanne-Marguerite de Lamezan, Mauvezin, 19 décembre 1735, nobles.
185) *ADHP*, 1 E 351, Arnaud-Alexandre de Gontaut et Françoise-Madeleine de Preyssac, Castillon, 5 mars 1744, nobles.
186) Fonds Lacoutère, Augustin de Lartigue et Francoise de Lagravere du Coulhoume, Saint-Orens, 9 février 1746, nobles.
187) Fonds Lacoutère, Pierre de Lartigue et Marie-Josèphe de Latour, St-Laurent, 28 février 1747, nobles.
188) Fonds Lacoutère, Jacques d'Ougnac et Jeanne-Marie de Villepinte, Montesquieu, 24 avril 1757, nobles.
189) Fonds Lacoutère, Guillaume d'Icart de Pontaut et Marie-Jacquette Dougnac, Montesquieu, 17 août 1778, nobles.
190) Fonds Lacoutère, François Dougnac de St-Martin et Françoise-Charlotte de Laporte, Toulouse, 24 juillet 1786, nobles.

191) *ADHP*, 76 J 32, Jean-Marie de Saint-Pastou et Marie de Junca, Bonrepaux, 18 décembre 1788, nobles.
192) Fonds Laplagne, Joseph-Etienne de Beaudéan et Jeanne-Roze de Ribet, Couret, 17 août 1789, mari noble.

Bigorre (sauf Lavedan) :
XVIe siècle :
193) *ADG*, I 375, Etienne de Bazillac et Françoise de Lévis, XVIe siècle, nobles.
194) *ADG*, I 374, Raymond de Bonrepaire et Hélène de Bazillac, Tostat, 22 novembre 1570, nobles.
195) *ADHP*, 65 J 169/3, Jean de Fosseries et Marie de Baleticque, Galez, 12 juin 1575, nobles.
196) *ADG*, I 70, Anne de Bourbon et Andrée d'Antin, Bonnefont, 11 juillet 1579, nobles.
197) *ADHP*, 65 J 255, Bastian de Bouilh et Marie de Fossaries, Audrède, 23 juin 1580, nobles.
198) *ADPA*, 16 J 188, Hector de Lupé et Catherine de Sansac, Artagnan, 18 février 1590, nobles.
199) *ADPA*, 16 J 102, Charles de Durfort et Martre d'Ossun, Tarbes, 4 juillet 1592, nobles.
200) *ADG*, I 2506, Dominique d'Abbaye et Jeanne de Mont, Bagnères, 6 novembre 1594, nobles.
201) *ADHP*, 44 J 9, Bernard de Sarraméa et Louise d'Asson, Bagnères, 18 février 1596, nobles.
202) *ADG*, I 699, Jean de Cardeillac et Catherine de Montesquieu, Artagnan, 26 octobre 1597, nobles.

XVIIe siècle :
203) *ADG*, I 2506, Jean Aucon et Catherine de Mont, Bagnères, 28 novembre 1601, épouse noble.
204) *ADG*, I 2585, Alexandre de Mun et Jacqueline de Cardaillac, La Houblonnière (Normandie mais conclu entre deux familles bigourdanes), 26 juillet 1606, nobles.
205) *ADPA*, 16 J 190, Menault de Mansencomme et Françoise d'Incamps, Tostat, 7 avril 1608, nobles.
206) *ADHP*, 65 J 273, Bertrand Barbe et Paule de Fosseries, Cabanac, 23 février 1610, épouse noble.
207) *ADG*, I 74, Jean-Paul de Noé et Andrée d'Antin, Sadournin, 4 janvier 1612, nobles.
208) *ADG*, I 1515, Jean de Gayan et Jeanne de Rivière, Sabarros, 16 mai 1613, nobles.
209) *ADHP*, 65 J 169/3, François de Fosseries et Marguerite de Claverie, Bordes, 26 juillet 1613, mari noble.
210) *ADHP*, 65 J 169/3, Paul de Labarthe et Claude de Fosseries, Gonès, 6 octobre 1613, nobles.
211) *ADG*, I 2754, Sanson de Pardeilhan et Jeanne de Montesquieu, Artagnan, 20 mars 1614, nobles.
212) Fonds Aux-Aussat A2 01, Emmanuel de Baudéan et Anne de Sailhas, Campan, 9 mars 1617, nobles.
213) *ADPA*, 16 J 78, Gaston de Barège et Jeanne de Bégolle, Andrest, 1619, nobles.
214) *ADG*, I 353, Jean-François de Baudéan et Claire de Mua, Tarbes, 2 juillet 1628, mari noble.
215) *ADG*, I 701, Etienne d'Esta et Jacqueline de Cardaillac, Ozon, 4 février 1637, nobles.
216) Fonds d'Espouy, Sebastien d'Espouy et Louise d'Aucon, Bagnères, 5 novembre 1643, mari noble.
217) *ADHP*, I 67, Roger de Saint-Paul et Guyonne d'Angos, Bouccarès, 20 mars 1645, nobles.
218) *ADHP*, 44 J 2, Jean-François de Casaux et Anne de Bouilh, Collonques, 10 mai 1645, nobles.

219) *ADG*, I 741, Bernard-Rogier d'Aurout et Jeanne de Durefort, Tarbes, 25 octobre 1645, nobles.
220) *ADHP*, 44 J 2, Jacques de Caixon et Jeanne de Forgues, Gensac, 3 janvier 1649, nobles.
221) *ADHP*, 65 J 228, Alexandre Daverède et Anne de Fosseries, Lizos, 6 février 1656, nobles.
222) *ADHP*, 44 J 1, Jean-Louis de Ségure et Marie de Sarraméa, Bonrepos, juillet 1659, nobles.
223) *ADG*, I 416, Charles de Bellegarde et Catherine de Cardeilhac, Ozon, 27 septembre 1660, nobles.
224) *ADG*, I 2587, Paul de Cardeilhac et Catherine de Mun, Sarlabous, 21 février 1664, nobles.
225) *ADLG*, 98 J 11, Paul de Bazillac et Catherine de Castelnau, Laloubère, 22 juillet 1664, nobles.
226) *ADG*, I 440, François de Béon et Françoise de Moura, Cabanac, 17 octobre 1665, nobles.
227) Fonds Juillac, Jean de Crotte et Eléonore d'Angosse, Saint-Germé, 3 décembre 1665, nobles.
228) *ADG*, I 1676, François-Alexis de Pujo et Marie d'Incamps, Andrest, 29 octobre 1676, nobles.
229) *ADHP*, 65 J 255, Jean-Antoine de Fosseries et Paule de Saint-Paul, Lespouey, 30 mai 1689, nobles.
230) Fonds d'Espouy, Louis d'Espouy et Claire de Medranne, Bagnères, 17 juin 1690, nobles.
231) *ADHP*, 3E/15 Ganos 1699, Jean-Pierre de Pujo et Claire d'Hugues, Hugues, 20 août 1699, nobles.

XVIIIe siècle :

232) *ADHP*, 3E 15/Ganos 1699, Raymond Dupont et Jeanne d'Armagnac, Vic en Bigorre, 19 janvier 1701, épouse noble.
233) *ADG*, I 1568, Guy-Henri de Lamazère et Jacquette de Gontaut, Lacassaigne, 21 avril 1703, nobles.
234) *ADHP*, 42 J D4-B119, Jacques d'Uzer et Jeanne de Castelbajac, Montastruc, 6 août 1709, nobles.
235) *ADHP*, 3 E 24 Colin Jacques, 1707, Guy de Hunaud et Denise-Henriette de Polastron, Tarbes, 14 mai 1710, nobles.
236) *ADHP*, 76 J 66, Guillaume Lafargue de Labordène et Marie-Esther de Castelnau, Pontac, 8 juin 1724, nobles.
237) Fonds Cahuzac sur Adour, Jean-Jacques de Saint-Julien et Marguerite de Gerde, Tarbes, 28 mai 1725, nobles.
238) *ADHP*, 3E art. 23 Lateulade 1725, Roger-César de Castelnau et Louise de Josserand, Laloubère, 16 avril 1726, nobles.
239) *ADHP*, 3 E 24 Colin Jacques, 1707, Jean-Michel d'Abbadie et Paul de Gascor, Camalès, 10 avril 1709, nobles.
240) *ADHP*, 3E 15/Ganos, Pierre d'Abbadie et Anne de Bourdères, Busc, 18 février 1732, mari noble.
241) *ADHP*, 3E art. 23/3 avril 1734 Lateulade Jean, Jean-Arnaud de Cistac et Catherine d'Eclozier, Tarbes, 24 mai 1734, épouse noble.
242) *ADHP*, 65 J 404, Henri de Gestas et Louise-Théodore de Podenas, Lescurry, 9 décembre 1744, nobles.
243) Fonds Lelin-Lapujolle, Louis du Lin et Marie de Bize, Vic-Bigorre, 10 novembre 1745, mari noble.
244) *ADHP*, 42 J D1-241, Jean de Castelbajac et Marie de Thoron, Tarbes, 1er mars 1750, nobles.
245) *ADHP*, 76 J 27, Jean-Madeleine de Saint-Pastou et Madeleine de Lacassagne, Tarbes,

18 avril 1758, nobles.

246) Fonds du Baliot, Jean-Baptiste de Labordène et Victoire de Castelbajac, Vic, 23 août 1762, nobles.

247) *ADG*, I 2531, Jean-Paul de Montesquiou et Marie de Galisay, Tarbes, 23 janvier 1766, mari noble.

248) Fonds du Baliot, Louis-Gaston de Castelbajac et Marie-Françoise de Percin, St-Sauveur, 26 août 1768, nobles.

249) *ADHP*, 3E 31/71, f. 835, Joseph de Rolland et Elisabeth-Toinette de Monk, Tournay, 13 juillet 1772, nobles.

250) Fonds du Baliot, Euzèbe de Tenet et Victoire de Castelbajac, Barbazan-Debat, 24 janvier 1774, nobles.

251) *ADHP*, 76 J 42, Anne-Nicolas de Saint-Pastou et Madeleine de Carrère, Tarbes, 3 juin 1776, nobles.

252) *ADHP*, I 122, Dominique de Vergès et Catherine de Lepinaist, Tarbes, 4 février 1777, épouse noble (la qualité noble prise par le mari l'est indûment).

253) *ADHP*, 44 J 2, Alexandre-Charles Boussès et Jeanne Despourrin, Miramont, 8 novembre 1777, nobles.

Fezensaguet et L'Isle-Jourdain :

XVIIe siècle :

254) *ADG*, I 1733, Jean de Labarthe et Marguerite Darros, Beaupuy, 29 septembre 1610, nobles.

255) *ADG*, 9 J 104, Charles de Sarrecave et Louise de Roquelaure, Saint-Aubin, 6 février 1619, nobles.

256) *ADHG*, 9 J 2, Jean Broqueville et Jaquette de Bousquier, Monfort, 20 septembre 1650, épouse noble.

257) Fonds Blanquefort, François de Monlezun et Claire-Angélique de Saint-Civié, L'Isle-Jourdain, 7 avril 1666, nobles.

258) *ADG*, I 2639, Louis de Nouailhan et Anne de Monlezun, Mauvezin, 19 mars 1686, nobles.

XVIIIe siècle :

259) Fonds Lacoutère, François de Lartigue et Jeanne d'Astugue, Saint-Orens, 2 juillet 1709, nobles.

260) *ADG*, 9 J 105, Jean de Roquelaure et Marie de Cazaux, Vigneaux, 22 novembre 1712, nobles.

261) *ADHG*, 9 J 1, Joseph-François de Sudria et Jeanne-Françoise Dejean, Manville, 20 mars 1763, nobles.

Nébouzan et Quatre-Vallées :

XVIe siècle :

262) *ADG*, I 2245, Corbeyran de Marast et Jeanne de Devèze, Saint-Brice, 4 avril 1540, nobles.

263) *ADPA*, 16 J 112, Bertrand-Jean Despoys et Isabeth de Monpezat, Saint-Gaudens, 18 avril 1572, nobles.

264) *ADG*, I 1985, Simon de La Tour et Bertrande de Mauléon, Antichan, 25 janvier 1578, nobles.

265) *ADG*, I 3236, Paul de Bruyère et Catherine de Sariac, Sariac, 3 décembre 1579, nobles.

266) *ADLG*, 98 J 7, François de Monpezat et Françoyse de Gestas, Aulon, 20 août 1582, nobles.

267) *ADPA*, 16 J 190, Pierre-André de Mansencomme et Anne de Marestaing, Faichan, 21 février 1592, nobles.

XVIIe siècle :

268) *ADHP*, 42 J D4-B114, Pierre de Castelbajac et Jeanne de Larroque, Larroque-Magnoac, 21 janvier 1604, nobles.
269) *ADG*, I 289, Ramond de Possin et Catherine de Barège, Sarraméa, 22 juillet 1612, nobles.
270) Fonds d'Espouy de Caubous, François d'Espouy et George de Saint-Paul, Neste, 16 octobre 1618, nobles.
271) *ADG*, I 3413, Jean de Tersac et Claire de Mauléon, Saint-Gaudens, 26 avril 1623, nobles.
272) *ADG*, I 3279, Pierre-Vincent de Rossin et Jeanne de Sedillac, Cazaril, 8 février 1639, nobles.
273) *ADHG*, 35 J 8, Roger de Comminges et Jeanneton de Lamarque, Castelnau-Magnoac, 12 décembre 1650, nobles.
274) *ADHP*, 76 J 15, Savaric de Saint-Pastou et Anne de Junca, Castelnau-Magnoac, 21 mars 1654, nobles.
275) *ADHG*, 13 J 1, Guy de Vaux et Jeanne de Pegot, Saint-Gaudens, 17 juillet 1656, mari noble.
276) Fonds Lacoutère, Jean de Baretge et Jeanne de Lamarque, Haget, 29 décembre 1675, nobles.
277) *ADHP*, 42 J D1-229, Jean d'Agut et Anne de Cardeillac, Ancisan, 11 novembre 1686, nobles.
278) *ADHP*, 42 J D1-230, Bernard de Castelbajac et Catin de Cardeillac, Mauvezin, 30 décembre 1692, nobles.

XVIIIe siècle :
279) *ADHP*, 3 E art. 2275, François de Lez et Isabeau de Peguilhan, Betbèze, 28 décembre 1715, nobles.
280) *ADG*, I 3245, Jean-Nicolas de Sariac et Françoise de Grand-Homme, Amiens, 19 septembre 1714, mari noble (il nous a semblé intéressant de rapporter ce contrat de mariage d'un lieutenant-colonel éloigné par sa carrière militaire de sa province natale, car un de ses descendants essayera de dissimuler la mésalliance en rajoutant une particule au nom du père de l'épouse, François, ainsi que la qualité de « noble », mais aussi en surlignant « habitant » à la place de « bourgeois » de Corbie).
281) *ADHG*, 13 J 107, Jean de St-Jean et Roze de Vaux, Miremont, 2 octobre 1758, nobles.

Astarac, Pardiac et Rivière-Basse :
XVIe siècle :
282) *ADG*, I 3233, Dominique de Seriac et Jeanne de Forgues, Monlezun, 4 août 1542, nobles.
283) *ADG*, I 2992, Amondin de Rivière et Jeanne de Sedirrac, Madiran, 30 novembre 1549, nobles.
284) *ADG*, I 82, Nicolas d'Antras et Anthonye de Marrens, Mongalard, 1er mars 1551, nobles.
285) *ADG*, I 352, Lancelot de La Violette et Frize de Baudéan, Lauqror, 4 février 1552, nobles.
286) *ADG*, I 3411, François de Béon et Catherine de Tersac, Baillasbats, 30 novembre 1556, nobles.
287) *ADG*, I 3235, Auger de Sariac et Marie de Mont, Navarron, 18 juillet 1569, mari noble.
288) *ADPA*, 16 J 357, Fabien de Monluc et Anne de Montesquiou, Mirande, 9 avril 1570, nobles.
289) *ADG*, I 3236, André de Sariac et Catherine de Canet, Canet, 24 février 1585, nobles.
290) Fonds Juillac, Jean Crotte et Marie de Canet, La Grâce, 13 juillet 1586, nobles.
291) *ADG*, I 3237, Ogier de Sariac et Loyse de Preichac, Aussat, 12 mai 1592, nobles.
292) *ADG*, I 437, Jacques de Béon et Catherine de Faudoas, Massès, 14 septembre 1592, nobles.

293) *ADG*, I 3412, Jean de Sedirac et Marguerite de Tersac, St-Guirault, 25 septembre 1596, nobles.
294) *ADG*, I 1361, Jean-Louis de Faudoas et Jeanne de Béon, Masseube, 18 janvier 1599, nobles.

XVIIe siècle :

295) *ADG*, I 2993, Adrien de Rivière et Marthe de Rivière, Labatut, 23 avril 1606, nobles.
296) *ADG*, I 2650, Jean de Baudéan et Marguerite de Noé, Armentieu, 25 août 1609, nobles.
297) *ADG*, I 353, Henri de Monlezun et Françoise de Baudéan, Aux, 22 août 1610, nobles.
298) *ADG*, I 2164, Jean-Alexandre de Cazaux et Jeanne de Luppé, Arblade, 27 novembre 1611, nobles.
299) Fonds Juillac, Jean de Crotte et Jeanne de Tursan, Ladevèse, 4 mars 1613, mari noble.
300) *ADPA*, 16 J 190, Jean-Antoine d'Armentieu et Marguerite de Massencomme, Monclar, 23 février 1618, nobles.
301) *ADHP*, 42 J D4-B113, François de Castelbajac et Françoise de Rossin, Montaut-d'Astarac, 17 mai 1620, nobles.
302) *ADG*, I 2650, Paul de Noé et Philiberte d'Esconsalès, Durban, 15 décembre 1623, nobles.
303) *ADG*, I 3278, Balthazar de Sedilhac et Isabeau Ducos, Moncorneil-Devant, 1627, mari noble.
304) *ADG*, I 2855, Philippe de Polastron et Henrie de Rivière, Lascazères, 29 décembre 1630, nobles.
305) *ADG*, I 438, Blaise de Noaillan et Brandelize de Béon, Massès, 5 juillet 1638, nobles.
306) *ADG*, I 354, François de Baudéan et Catherine de Saint-Julien, Cahuzac, 21 octobre 1640, nobles.
307) Fonds Lascazères, Charles de Rivière et Jean de Priellé, Madiran, 5 janvier 1641, nobles.
308) *ADHP*, 65 J 191/2, Pierre du Garrané et Gabrielle d'Armentieu, Lapalu, 18 juin 1643, nobles.
309) *ADG*, I 1966, François de Lasseran et Jacquette de Vigne, Ponsan, 24 octobre 1645, nobles.
310) *ADG*, I 742, Jean Dabit Idrac et Jeana de Castelbajac, Bernet, 20 mars 1650, nobles.
311) *ADG*, I 3150, Jean-Antoine Saint-Martin et Julie d'Esconsalès, Bounès, 20 août 1656, épouse noble.
312) Fonds Aux-Aussat, B2 01, Jean de Durefour et Jeanne de Baudéan, Aux, 19 avril 1662, nobles.
313) Fonds Lascazères, Simon de Busca et Françoise-Aimée de Rivière, Labatut, 25 novembre 1666, nobles.
314) Fonds Cahuzac sur Adour, Jean-Antoine de Lasseran et Marguerite du Faur, Madiran, 24 janvier 1678, mari noble.
315) Fonds Juillac, Jean de Crotte et Louise de Busca, Lascazères, 6 octobre 1694, nobles.

XVIIIe siècle :

316) Fonds Baliot, Jean-François de Tenet et Françoise-Gabrielle de Lafitte, Couloumé, 3 juin 1700, nobles.
317) Fonds Juillac, Pierre Darmau et Marie-Philippe de Crotte, Lascazères, 13 février 1723, nobles.
318) *ADG*, I 3172, Philippe de Saint-Pastou et Jeanne de Rivière, Vidouze, 15 mai 1723, nobles.
319) Fonds Beaulieu, Alexis Paris et Marie d'Esperon, Seissan, 7 juin 1729, épouse noble.
320) Fonds Lamothe, Jean-François de Colomès et Marie-Anne de Gironde, Moncorneil, 23 août 1762, nobles.
321) Fonds Beaulieu, Antoine-Marie de Mariol et Marie-Anne Paris, Miramont, 3 mars 1764, mari noble.

322) Fonds Cahuzac sur Adour, Urbain d'Abbadie de Nordrest et Marie-Anne de Saint-Julien, Cahuzac, 3 juillet 1764, nobles.
323) Fonds Aux-Aussat. F, Dominique de Saint-Martin et Marie-Anne-Justine de Fortisson, Betplan, 6 janvier 1779, nobles.
324) Fonds Beaulieu, Jean-Pierre de Lamezan et Marie-Anne de Mariol, Miramont, 27 février 1781, nobles.

Lavedan :
XVIe siècle :
325) *ADG*, I 1, Joan d'Abadens et Joanne de Guoarrase, Salleit, 6 mars 1555, épouse noble.

XVIIe siècle :
326) *ADG*, I 74, Raymond de Puyo et Catherine d'Antin, Ourout, mars 1609, nobles.
327) *ADG*, I 3595, Louis de Vieusac et Françoise d'Antin, Salles, 24 octobre 1611, nobles.
328) *ADHP*, 3 E 44/125, Antoine d'Estibayre et Borthomine de La Boyrie, St-Pastous, 7 juillet 1619, mari noble.
329) *ADHP*, 3 E 23/Nicard 1640, Bernard d'Abbadie et Nadalle de Meilogan, Tarbes, 22 septembre 1640, mari noble.
330) *ADHP*, 3 E 44/260, François d'Abbadie et Gabrielle de Moncaup, Argelès, 5 février 1645, mari noble.
331) *ADHP*, 3 E 3370, Marguerit d'Antist et Louise d'Asta, Lourdes, 10 juillet 1645, nobles.
332) Fonds du Baliot, Sébastien d'Abbadie et Marie d'Abbadie, Lourdes, 24 février 1646, nobles.
333) *ADHP*, 3 E 44 260, Jean-Philippe d'Arrov et Anne d'Asta, Ouzous, 13 mai 1646, nobles.
334) *ADHP*, 3 E 23/Laban 1647, Arnaud Fitou et Madeline de Laban, Ost, 20 janvier 1647, épouse noble.
335) *ADHP*, 3 E 44/ 262, Jean-Thomas de Lavedan et Salve de Paillasson, Argelès, 29 juin 1648, mari noble.
336) *ADHP*, 3 E 3700, Jean d'Estibaire et Marie de Domec, Segus, 8 décembre 1648, mari noble (l'épouse paraît ne pas l'être mais il y a un doute dans ce cas).
337) *ADHP*, I 70, François de Foix et Marie-Jacqueline d'Antist, St-Plancard, 17 novembre 1654, nobles.
338) *ADHP*, 3 E 3703, Gabriel de Lavedan et Jeanne de Sabiac, Lourdes, 20 juin 1655, nobles.
339) *ADHP*, 3 E 23/Nicard 1663, Jean-Michel Briquet et Gabrielle d'Antin, Laloubère, 10 mars 1663, épouse noble.
340) *ADHP*, 3 E 44/268, Jean de Rochille et Françoise d'Arbouix, Beaucen, 4 décembre 1667, mari noble.
341) *ADHP*, 3 E 44/398, Dominique Caubotte et Françoise d'Ourout, Ourout, 22 janvier 1670, épouse noble.
342) *ADHP*, 3 E 3042, Jean-François d'Antin et Catherine d'Angosse, St-Germé, 5 mars 1677, nobles.
343) *ADHP*, 3 E 44/435, Jean Boirie et Marie de Gesat-Debat, Gesat, 28 décembre 1684, épouse noble.
344) *ADHP*, 3 E 57 26, Antoine d'Estibayre et Jeanne de Vergé, St-Pé, 8 septembre 1688, mari noble.
345) *ADHP*, 3 E 3065, Pierre Desporrin et Gabrielle de Caubotte, Adast, 7 janvier 1692, mari noble.

XVIIIe siècle :
346) *ADHP*, 3 E 3085, Jean-Hector d'Antin et Anne de Paillasson, Villelongue, 3 février 1704, mari noble.

347) *ADHP*, 3 E 44 493, François de Lavedan et Jeanne d'Astaing, Salles, 25 juillet 1713, nobles.
348) *ADHP*, 3 E 3091, Jean de Lassère et Jeanne d'Estibaire, Lourdes, 28 février 1729, nobles.
349) Fonds Barbazan-Debat, Barthelemy de Castelbajac et Louise de Monda, Vic-Bigorre, 7 février 1730, nobles.
350) Fonds du Baliot, Jacques-Hector d'Antin et Marguerite-Angelique de Mua, Sarniguet, 17 juillet 1732, nobles.
351) *ADHP*, 3 E 14/295, Germain d'Antin et Germaine Destrade, Luz, 23 juillet 1743, mari noble.
352) *ADHP*, I 94, Joseph-Alexandre de Lafitte et Catherine Normande, Lourdes, 5 mai 1749, mari noble.
353) *ADHP*, 3 E 44/610, Jean-François de Casaubon et Jeanne Duhort, Ost, 9 février 1752, mari noble.
354) *ADHP*, 3 E 57/7, Antoine-Guillaume d'Estibayre et Madeleine de Peyret, Saux, 16 septembre 1754, mari noble.
355) *ADHP*, 3 E 44/622, Jean Despourrin et Marianne de Ganos, Miramont, 30 janvier 1758, mari noble.
356) *ADHP*, 3 E 3108, Bernard d'Astaing et Louise-Thérèse d'Estrade, Lourdes, 23 novembre 1758, nobles.

Total des unions nobles : 286
Dont XVIe siècle : 79
Dont XVIIe siècle : 139
Dont XVIIIe siècle : 68

Total des unions non nobles : 70
Dont XVIe siècle : 3
Dont XVIIe siècle : 41
Dont XVIIIe siècle : 26
Dont seul le mari est noble : 48
Dont seule l'épouse est noble : 22

Annexe 5
LES OFFICIERS AU BUREAU DES FINANCES D'AUCH (1716-1789).

Présidents (3) :

ADG, C 430, folio 192, provisions de président au bureau d'Auch pour Geoffroy Visnich, Paris, 13 octobre 1719 ;
ADG, C 431, folio 449, provisions de président au bureau d'Auch pour Guillaume de Visnich, Paris, 30 juin 1742 ;
ADG, C 436, requête pour l'enregistrement des provisions de « président trésorier de France » de Joseph de Labric de Mourat d'octobre 1786, décembre 1786.

Procureurs du roi (3) :

ADG, C 430, folio 195, provisions de procureur du roi au bureau des finances pour François-Marie de Vienne, Paris, 8 mai 1719 ;
ADG, C 431, folio 496, provisions de l'office de procureur du roi pour Joseph-Louis-Antoine de Labaune de Bascous, Paris, 7 janvier 1741 ;
ADG, C 432, folio 488, provisions de procureur du roi pour Jean-Joseph Betbèze de Larrue sieur de Sauviac et de Viozan, Versailles, 12 août 1784.

Avocats du roi (3) :

ADG, C 594, requête pour l'enregistrement des provisions d'avocat du roi de Guillaume-Joseph Depetit, juillet 1729 ;
ADG, C 432, folio 479, provisions d'avocat du roi pour François Isaac Depetit, 12 juin 1754 ;
ADG, C 433, folio 416, provisions d'avocat du roi pour François-Roch-Joseph Mothe de Belloc, Fontainebleau, 23 octobre 1765.

Chevaliers d'honneur (4) :

ADG, C 433, folio 549, édit portant création d'un chevalier d'honneur au bureau des finances d'Auch, en faveur de Dominique-Jean-Jacques Estienne de Laborde de Laas, Versailles, mai 1769 ;
ADG, C 436, requête pour l'enregistrement des provisions de chevalier d'honneur d'Antoine Lambert du 11 janvier 1775, octobre 1775 ;
ADG, C 434, folio 191, provisions de chevalier d'honneur de Pierre-Samuel Dupont, 19 juillet, 1780 ;
ADG, C 436, requête pour l'enregistrement des provisions de chevalier d'honneur d'Etienne de Las de Colomb, septembre 1784.

Greffiers en chef (3) :

ADG, C 430, folio 201, commission de greffier en chef pour Simon Noel, Paris, 19 juillet 1719 ;
ADG, C 432, folio 125, provisions de greffier en chef pour Charles-Georges-Simon-Louis Noel, Versailles, 3 décembre 1745 ;
ADG, C 434, provisions de greffier en chef pour Joseph Verdier, 29 avril 1772.

Trésoriers de France (33) :

ADG, C 430, folio 5, commission pour l'exercice d'un office de trésorier au bureau des finances d'Auch pour Jean-Baptiste Joseph d'Aignan, Paris, 24 octobre 1716 ;

ADG, C 430, folio 7, commission pour l'exercice d'un office de trésorier de France pour Pierre Lacroix, Paris, 24 octobre 1716 ;
ADG, C 430, folio 6, commission pour l'exercice d'un office de trésorier de France pour Raymond-Ignace Seren, Paris, 29 octobre 1716 ;
ADG, C 430, folio 5, commission pour l'exercice d'un office de trésorier pour Martial Descuillé ; Paris, 29 octobre 1716 ;
ADG, C 430, folio 13, commission pour l'exercice d'un office de trésorier pour Jacques de Labaune, Paris, 15 novembre 1716 ;
ADG, C 430, folio 14, commission pour l'exercice d'un office de trésorier de France pour Jean Percin, Paris, 15 novembre 1716 ;
ADG, C 430, folio 166, provisions de l'office de trésorier de France pour Pierre Rouger, Paris, 9 novembre 1717 ;
ADG, C 430, folio 179, provisions de trésorier de France pour Charles Mahon, 28 juin 1719 ;
ADG, C 436, requête de Jean-Louis Bussillet pour l'enregistrement de ses provisions du 3 février 1724, mars 1726 ;
ADG, C 436, requête de Jean Guillot, sieur de Salinèle pour l'enregistrement de ses provisions du 11 mars 1724, octobre 1726 ;
ADG, C 436, requête pour l'enregistrement de ses provisions de trésorier de France pour André de Rouges du 16 mai 1726, juin 1727 ;
ADG, C 436, requête pour l'enregistrement des provisions de trésorier de France pour Louis-Oudart Gervais, du 1er juin 1724, août 1727 ;
ADG, C 436, requête de Jean Despans de Sainte-Colombe, pour l'enregistrement de ses provisions du 9 avril, août 1728 ;
ADG, C 594, requête pour l'enregistrement des provisions de trésorier de France de Joseph Estienne du 25 novembre 1728, janvier 1729 ;
ADG, C 431, folio 507, provisions pour Jean Barrié de Cazeaux, Versailles, 26 août 1729 ;
ADG, C 431, provisions de l'office de trésorier de France pour Henri Cholet de Lauzignan, Paris, 17 mars 1730 ;
ADG, C 431, folio 348, provisions de trésorier de France de Claude Claverie, sieur de Maignan, Paris, 14 mars 1732 ;
ADG, C 431, folio 558, provisions de trésorier de France pour Dominique-Jean-Jacques de Gauran, Versailles, 29 janvier 1743 ;
ADG, C 432, folio 55, provisions de l'office de trésorier de France pour François-Noel Lacroix de Salleneuve, Versailles, 31/12/1743 ;
ADG, C 432, folio 322, provisions de trésorier de France pour Jean-François-Paul Lamothe, Paris, 26/03/1750 ;
ADG, C 432, folio 363, provisions de trésorier de France pour Jean-Paul Devienne, Versailles, 31 mars 1751 ;
ADG, C 432, folio 497, provisions de trésorier de France pour Léger-François Desgrez, Versailles, 8/02/1755 ;
ADG, C 432, folio 517, provisions de trésorier de France pour Nicolas-Joseph Despans de Sainte-Colombe, Versailles, 12 mai 1755 ;
ADG, C 432, folio 584, provisions de l'office de trésorier de France pour Jean Douillet de Léchaux, Versailles, 23 août 1756 ;
ADG, C 433, provisions de trésorier de France pour Barthélémy Limouzin, Versailles, 21/07/1758 ;
ADG, C 433, folio 496, provisions de trésorier de France pour Charles François Cousin de La Blennerie, 16 décembre 1767 ;
ADG, C 434, folio 70, provisions de trésorier de France pour Jean-Guillaume Barès de Lafargue, Paris, 23 février 1774 ;
ADG, C 434, folio 109, provisions de trésorier de France pour Joseph-François-Dominique Seren, 15 janvier 1777 ;
ADG, C 436, requête pour l'enregistrement des provisions de trésorier de France pour Arnaud de Gauran du 26 août 1778, décembre 1778 ;
ADG, C 434, folio 152, provisions de trésorier de France pour Jean-Marie Limouzin, Paris, 28 avril 1779 ;

ADG, C 434, folio 193, provisions de l'office de trésorier de France pour Jean-Jacques Douillet de Léchaux, Paris, 3 mai 1780 ;
ADG, C 436, requête pour l'enregistrement des provisions de trésorier de France de France de Pierre-Joseph Lassus du 4 avril 1784, septembre 1784.
Nous n'avons pas retrouvé d'archives sur Charles François Blondel de Jouvancour aussi trésorier de France jusqu'en 1730.
Nous n'avons pas retenu ceux qui acquirent la finance de l'office, mais ne se firent par pourvoir de l'office, comme cet Amable Roze, « écuyer », qui fit enregistrer la quittance de la finance (28000 livres) d'un office de trésorier en 1722, mais ne se fit pas pourvoir de l'office (*ADG*, C 432, folio 59). Nous n'avons pas retenu non plus Jean Guillot, ancien directeur de la monnaie à Montpellier, dont l'office fut mis en vente après sa faillite, car il ne se fit pas pourvoir de l'office à notre connaissance (*ADG*, C 431, folio 241, affiche de mise en vente de l'office de trésorier de France de Jean Guillot, février 1733).

Lettres d'honneurs (10) :

ADG, C 431, folio 512, lettres de procureur du roi honoraire du bureau des finances d'Auch pour François-Marie Devienne, Versailles 5 février 1741 ;
ADG, C 432, folio 123, lettres d'honneur pour Louis-Oudart Gervais, sieur de Boissy le Girard, Versailles, 30 décembre 1744 ;
ADG, C 436, ordonnance d'enregistrement pour Henri Cholet de Lauzignan de ses lettres de trésorier de France honoraire, septembre 1750 ;
ADG, C 436, ordonnance d'enregistrement pour Jean-Louis de Bussillet de ses lettres de trésorier vétéran, mars 1752 ;
ADG, C 436, ordonnance d'enregistrement pour Claude Claverie sieur de Maignan de ses lettres d'honneur, août 1755 ;
ADG, C 436, ordonnance pour l'enregistrement des lettres d'honneur de Simon Noel, septembre 1746 ;
ADG, C 436, ordonnance pour Charles-Georges-Simon-Louis Noel de l'enregistrement de ses lettres d'honneur, janvier 1773 ;
ADG, C 436, ordonnance d'enregistrement pour Jean-François-Paul de Lamothe, de ses lettres de trésorier honoraire, janvier 1775 ;
ADG, C 434, folio 145, lettres d'honneur et vétérance pour Dominique Jean-Jacques Gauran, 27 janvier 1779 ;
ADG, C 436, ordonnance d'enregistrement pour Barthélémy Limouzin, de ses lettres d'honneur, avril 1780.

Annexe 6
LES SENECHAUX GASCONS

Les sénéchaux d'Armagnac furent :

Jean de Goulard, sieur de L'Isle,
Pierre de Beauvoir (1563),
Michel d'Astarac (1566),
Jean de Montlezun (1572),
Michel d'Astarac (1598),
Benjamin d'Astarac,
Louis d'Astarac (1623),
Louis de La Valette (1677),
Alexandre de Polastron (1695),
Daniel de Montesquiou (1704),
Valentin de Puget (1715),
Henri-Jean-François de Puget (1738),
Jean-Baptiste-François-Gabriel de Polastron (1759),
Jean-Paul d'Angosse (1762).

Les sénéchaux de Bigorre furent :

Arnaud d'Antin,
Raymond de Cardaillac (1570),
Antoine de Rivière (1573),
Philippe de Montaut (1579),
Marc-Antoine de Campeils (1596),
Philippe de Montaut (1636),
Roger de Pardaillan-Gondrin (1654),
Henri-Bernard de Miossens (1665),
Henri de Gramont (1668),
Jean de Mua (1675),
Jean-Auguste de Mua (1688),
Jean-Jacques de Mua (1720),
Jean-Auguste d'Angos (1788).

Les sénéchaux de Nébouzan furent :

la famille d'Aure, seigneur de Larboust, jusqu'en 1584,
Paul de Bazillac,
le sieur Monpezat de Carbon vers 1610,
Géraud-Antoine de Monpezat (1621),
Henri-Gaston de Foix (1622),
Jean-Roger de Foix,
François de Foix (1671),
Jean-Pierre-Gaston de Siregan (1695),
Jean-François-Gaston de Siregan (1709),
Pierre-Gaston de Siregan (1718),

monsieur de Ramefort, baron d'Espagne (1755),
Jean-François-Gaston de Siregan (1762),
Joseph-Jean-Pierre-Gaston de Siregand (1785).

Les sénéchaux des Quatre-Vallées furent :

au milieu du XVIe siècle, Jean de Montesquiou,
un sieur de Montaigut,
puis Pierre de Saint-Lary, baron de Bellegarde,
en même temps que Guillaume d'Astarac, nommé par la reine de Navarre,
Hugues de Cazaux,
puis Philippe de Cazaux (1592),
Pierre-Arnaud de Cazaux,
Urbain de Noé,
Louis de Noé,
Roger de Noé (1646),
Marc-Roger de Noé (1700),
Jacques-Roger de Noé (1734),
et Louis de Noé (1757).

Annexe 7
LISTE DES FAMILLES DE GASCOGNE ORIENTALE PRESENTEES AUX HONNEURS DE LA COUR

Sont comprises les maisons qui étaient établies, ou une branche au moins était représentée, en Gascogne orientale au XVIIIe siècle[4441]. Le chiffre indiqué désigne le nombre de présentations (par exemple, il y en a douze pour la famille de Gontaut : tous n'étaient pas de Gascogne orientale, mais dans le lot figurent des membres de la branche de Saint-Blancard en Astarac).

Total : 37 familles.

Astorg d'Aubarède de Roquépine (3),
Baudéan de Parabère (1),
Béon (2),
Chastenet de Puysegur (8),
Clarac (2),
Comminges-Puyguilhem (1),
Du Haget de Vernon (1),
Espagne de Montespan et Ramefort (1),
Esparbès de Lussan (6),
Faudoas (3),
Faydit de Terssac (1),
Galard (7),
Gestas de Lesperoux (2),
Gontaut (12),
Grossoles-Flamarens (3),
Labaig de Viella (2),
Labarthe-Giscaro (1),
La-Roche Fontenilles (3),
Lau de Luzignan (2),
Luppé (3),
Mauléon (2),
Montaut de Castelnau (4),
Montesquiou-Fezensac (10),
Montlezun (3),
Mun de Sarlabous (3),
Narbonne-Lara (10),
Noé (3),
Ossun (4),
Pardaillan de Gondrin (4),
Peguilhan de Thermes (1),
Percin de Montgaillard (1),

[4441] Cette liste comprend toutes les familles que l'on a trouvé dans la *Nomenclature générale des individus des deux sexes qui ont été présentés à la cour de France depuis 1779 jusqu'à la fin de juin 1789* (*ADPA*, 16 J 205, Pau, Imprimerie Véronèse, 1818). Nous avons ajouté Pierre-Paul Faydit de Terssac, présenté en 1776 (Terssac, Pierre-Paul Faydit comte de, *Mémoires*, dans Bulletin périodique de la société ariégeoise des sciences*, op. cit.*, p. 89).

Pins (1),
Podenas (3),
Polastron (5),
Preissac d'Esclignac (4),
Sariac (1),
Verduzan de Miran (1).

Annexe 8
LE PRIVILEGE VESTIMENTAIRE DE LA NOBLESSE

Il serait trop long de détailler le contenu de ces lois ici, qui rentraient dans un luxe de détail, ce qui somme toute est assez attendu, pour une législation sur le luxe. Nous ne donnerons que les principaux aspects du privilège nobiliaire.

Hommes :

Mis à part les « gens de guerre » à la solde du roi, les gentilshommes seuls pouvaient porter un vêtement avec soie sur soie (*ADHG*, 1 B 1904, folio 51, édit portant règlement sur les habillements, Paris, 12 juillet 1549).

Ils avaient aussi le privilège de pouvoir avoir des bonnets, souliers et fourreaux de velours (*ibidem*), et des chapeaux de velours (*ADHG*, 1 B 1908, folio 76, édit portant règlement sur les habits, Paris, 15 février 1573).

Mais la soie de couleur rouge cramoisi, réservée aux princes, ne pouvait être portée par les gentilshommes que sur leurs pourpoints et hauts de chausse.

Un édit de mars 1583, non enregistré au parlement de Toulouse, rajouta des dispositions donnant aux seigneurs et aux gentilshommes le droit de porter des chaînes et boutons d'or, ou des accessoires, comme des gardes et poignées, d'épée ou de dague, des ceintures, des éperons et toute sorte d'armes, dorés ou argentés (Fontanon, Antoine, Les édicts et ordonnances des rois de France, *op. cit.*, tome 1er, p. 993, ordonnance donnée à Paris le 24 mars 1583, art. 5).

Femmes :

Le privilège des femmes des nobles est bien plus difficile à délimiter, tant les édits pouvaient entrer dans une grande précision, se montrer très pointilleux, en particulier sur les accessoires. Pour l'essentiel :

Les robes de velours et de soie étaient interdites aux femmes de la bourgeoisie (*ADHG*, 1 B 1904, folio 51, édit portant règlement sur les habillements, Paris, 12 juillet 1549).

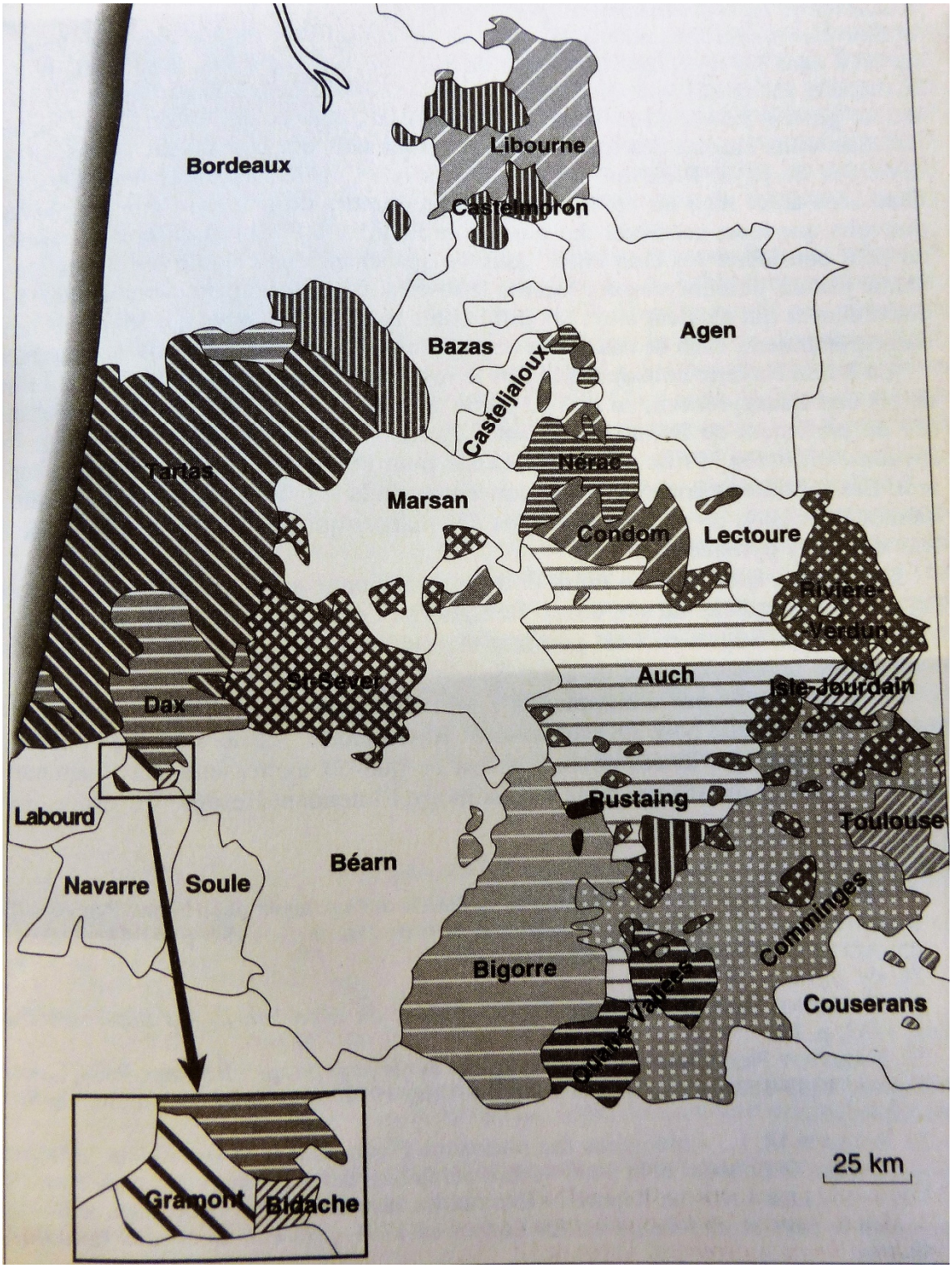
La soie de couleur rouge cramoisi, réservée aux princesses, pouvait être portée par les dames seulement sur leurs cottes et manches, mais non sur leurs robes (*ibidem*).

Exceptions :

Elles étaient prévues en faveur de la famille royale, des princes, parfois des ducs, et surtout des gens faisant partie des maisons royales et princières de la cour : il ne s'agissait pas les concernant d'un luxe condamnable, mais de la magnificence proportionnée à leur élévation, et séante à leur rang.

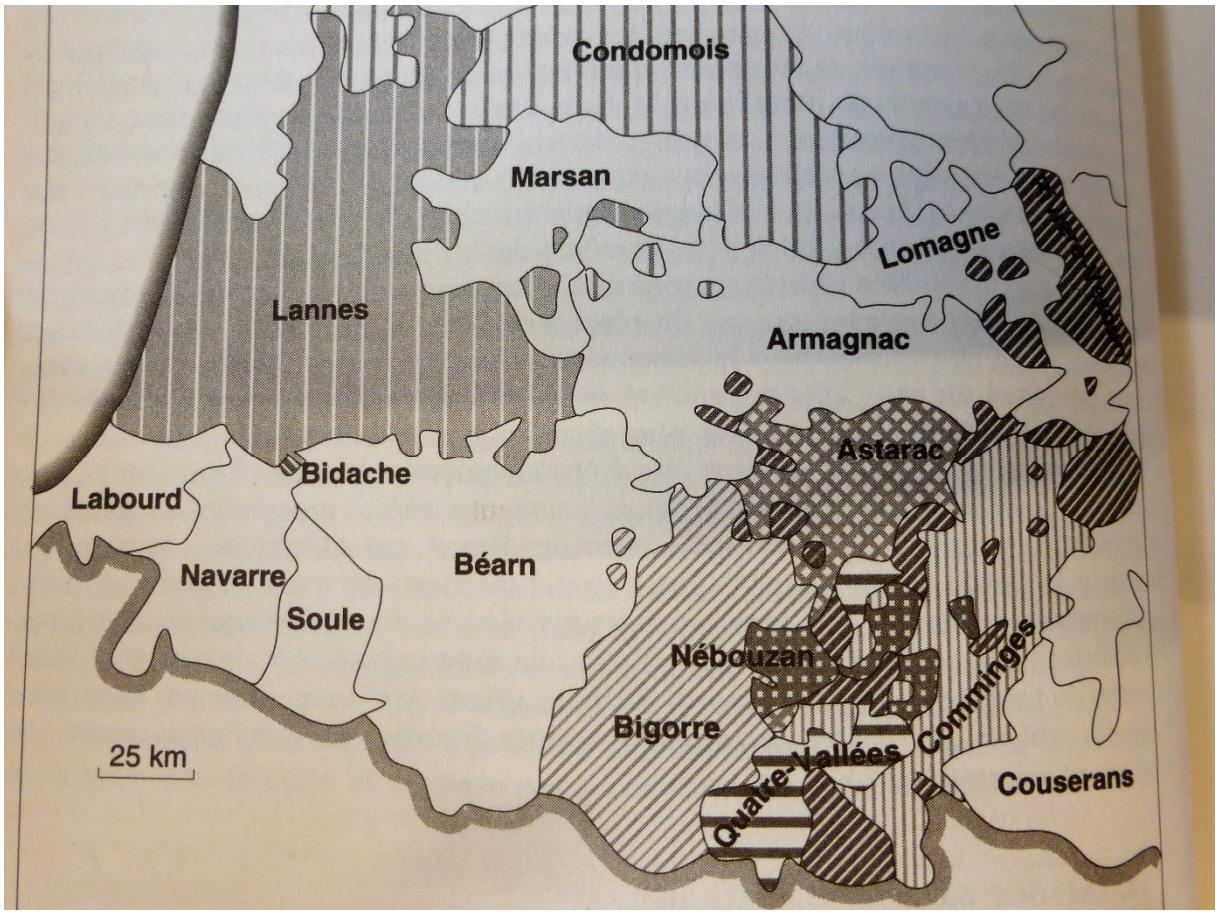
Annexe 9
CARTES

Carte 2) Les sénéchaussées



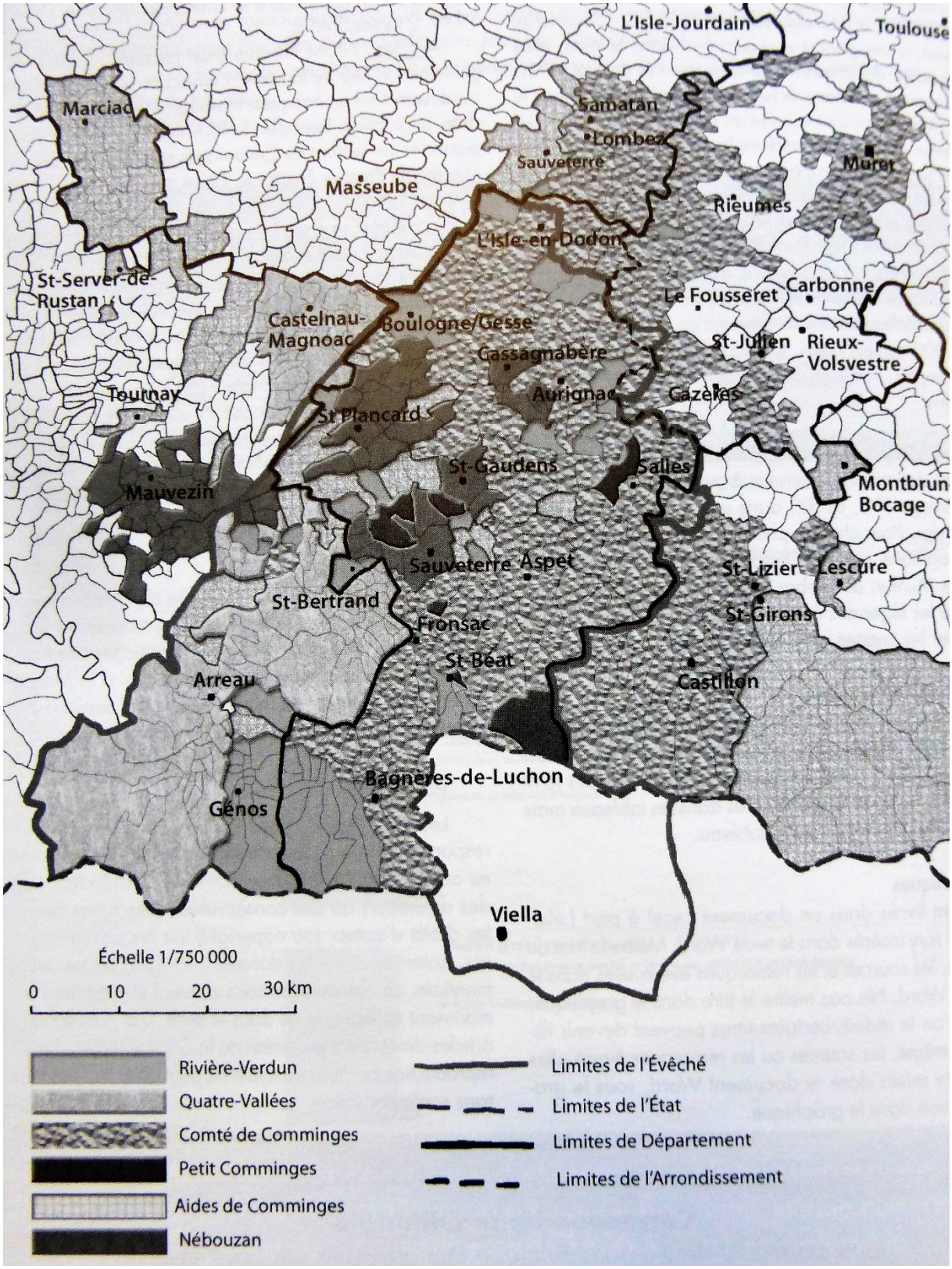
Zink, Anne, « Sénéchaussées et/ou circonscriptions électorales en 1789 » dans *Pays ou circonscriptions. Les collectivités territoriales de la France du Sud-Ouest sous l'Ancien Régime*, Editions de la Sorbonne, 2000, p. 29.

Carte 3) Les élections et les pays d'Etats



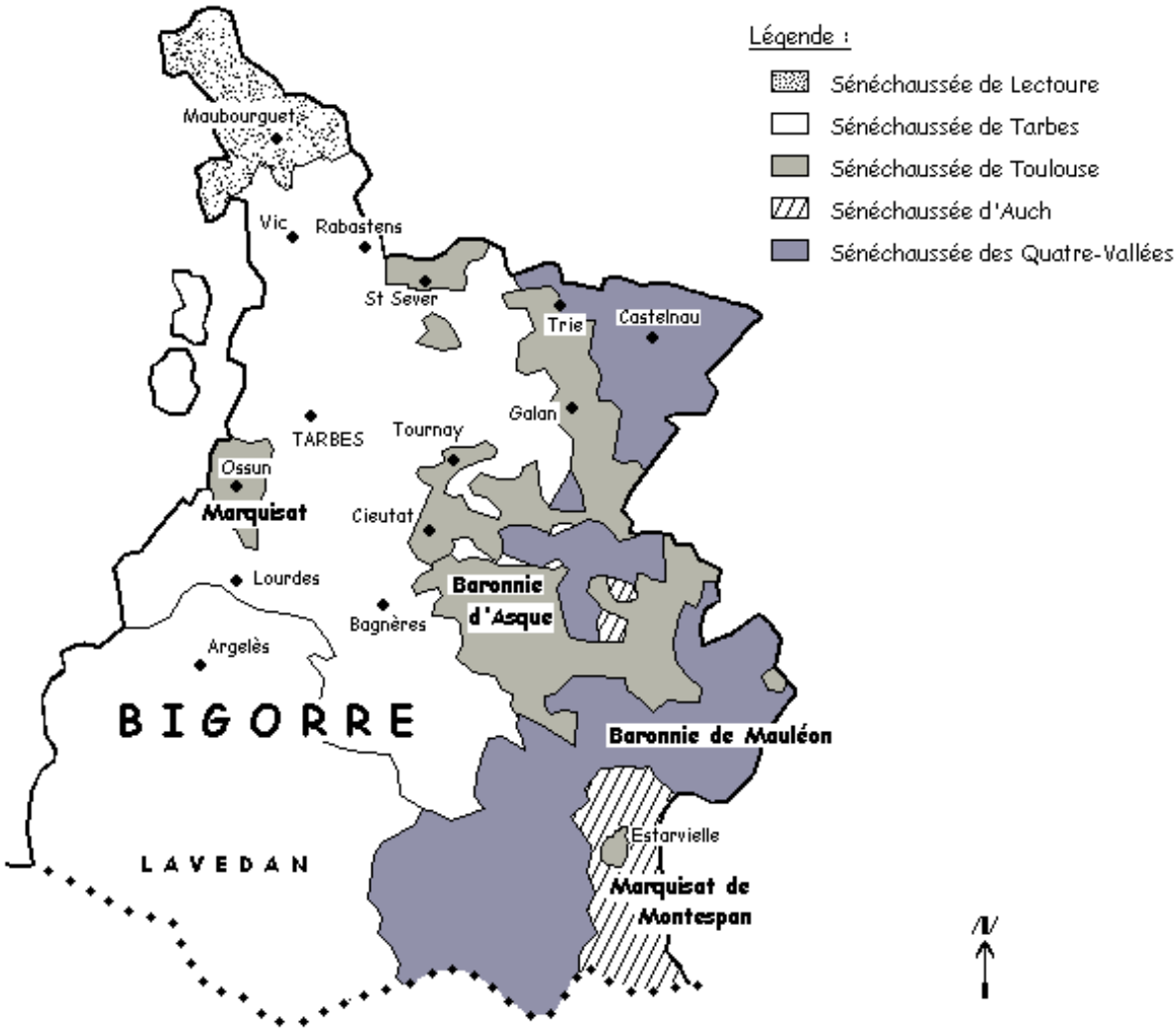
Zink, Anne, « Les élections et les pays d'assemblées d'Etats » dans *Pays ou circonscriptions. Les collectivités territoriales de la France du Sud-Ouest sous l'Ancien Régime*, Editions de la Sorbonne, 2000, p. 52.

Carte 4) Deux cas de complexité du ressort administratif : le Comminges et le Nébouzan



Souriac, René, Paoloni, Sonia, « Les espaces commingeois. Circonscriptions administratives anciennes et modernes », dans *Revue de Comminges et des Pyrénées centrales*, tome CXXXI, 1er semestre 2015, p. 10.

Carte 5) Un cas de complexité du ressort judiciaire : la Bigorre



Bouche, G., « Les sénéchaussées, subdivisions judiciaires du parlement de Toulouse des pays qui composeront les Hautes-Pyrénées », dans Celhay, G., *La formation du département des Hautes-Pyrénées*, Archives, Histoire et pédagogie 65, n°4, 2005, p. 6.

Index des matières

(Ne sont mentionnées que des matières pour lesquelles on trouve des précisions séparées dans les développements de la thèse. L'index renvoie aux numéros de pages)

Alliance : p. 131 et suiv., p. 324, p. 568, p. 919, p. 922
Anoblissement par la terre : p. 177-181, p. 318.
Armoiries : p. 141, p. 252, p. 259 et suiv.
Arrière-ban : p. 175, p. 200, p. 375, p. 415 et suiv., p. 931
Assemblée provinciale : p. 36, p. 38, p. 787, p. 902 et suiv.
Bureau des Finances : p. 227, p. 354 et suiv, p. 939-940, p. 1079 et suiv.
Capitoulat : p. 334, p. 369 et suiv., p. 473, p. 570-571, p. 895
Chambre/cour des comptes : p. 226-227, p. 228, p. 356-357, p. 391
Chancellerie : p. 334 et suiv., p. 384 et suiv.
Chapitre (religieux) : p. 144, p. 911 et suiv.
Chasse (droit de) : p. 90, p. 697 et suiv.
Chevalier, chevalerie : p. 62-63, p. 143, p. 167-168, p. 591-592, p. 825 et suiv.
Chevalier d'honneur : p. 358, p. 362, p. 940-941
Commensal : voir Maison du roi
Commerce : p. 68-69, p. 101, p. 471 et suiv., p. 505 et suiv.
Confirmation : p. 238 et suiv., p. 452, p. 650-654
Corvée : p. 288, p. 298 et suiv., p. 688 et suiv.
Cour des Aides : p. 225-226, p. 392, p. 495, p. 694, p. 779-780
Dérogeance : p. 272, p. 459 et suiv.
Enfant naturel : p. 111 et suiv., p. 262
Etats généraux : p. 532, p. 800, p. 854 et suiv., p. 1001 et suiv.
Etats provinciaux : p. 86, p. 199, p. 870 et suiv.
Faux : p. 22, p. 235, p. 614 et suiv., p. 718, p. 784, p. 795, p. 801
Fief : p. 173 et suiv., p. 256, p. 272, p. 324
Fief de dignité : p. 186 et suiv., p. 889-891
Franc-fief : p. 655 et suiv., p. 668 et suiv., p. 781-782
Gouverneur : p. 429, p. 936 et suiv.
Lieutenant des maréchaux de France : voir Tribunal des maréchaux de France
Logement des gens de guerre : p. 290 et suiv., p. 685 et suiv.
Maison du roi : p. 331-332, p. 943 et suiv.
Malte, Ordre de : p. 434, p. 556, p. 917 et suiv.
Marc d'or de noblesse : p. 285, p. 321, p. 351-352, p. 389, p. 781-782
Milice : p. 295 et suiv., p. 572, p. 957, p. 968
Municipalité : p. 332 et suiv, p. 903-904, p. 907 et suiv.
Naissance : p. 54, p. 108 et suiv., p. 223, p. 228, p. 484-486, p. 696
Nom : p. 75 et suiv, p. 804 et suiv
Parlement : p. 69 et suiv., p. 226-227, p. 338 et suiv., p. 387 et suiv., p. 391, p. 940 et suiv.
Port d'armes : p. 90-91, p. 97, p. 99
Protestant : p. 34, p. 229, p. 525, p. 530-531, p. 994
Race : p. 23, p. 26, p. 28, p. 54 et suiv., p. 124, p. 257-259, p. 402-404, p. 654
Révocation : p. 238 et suiv., p. 273, p. 315, p. 333, p. 347-349, p. 452
Sénéchal : p. 924 et suiv., p. 1082
Seigneur, seigneurie : voir Fief
Serf : p. 110, note 482, p. 224,
Taille : p. 100, p. 244, p. 252, p. 276 et suiv., p. 290-291, p. 295, p. 349, p. 399
Taxe des dépens : p. 195, p. 692 et suiv.
Timbre (d'armoiries) : p. 86, p. 196, p. 253, p. 268, p. 374, p. 711
Tribunal des maréchaux de France : p. 90, p. 445 et suiv., p. 788, p. 932 et suiv.
Vertu : p. 50 et suiv., p. 230 et suiv., p. 1007

Table des matières

Remerciements……...p. 4

Table des abréviations……....p. 5

Sommaire……...p. 6

INTRODUCTION GENERALE…….p. 7

Carte 1) La Gascogne orientale……..p. 47

Chapitre introductif : La noblesse en questions…….....p. 48

Section 1) Noblesse et vertu…….....p. 50

Section 2) La conception héréditaire de la noblesse…….....p. 54

Section 3) L'épée et la robe……..p. 62

I) La conception militaire de la noblesse…….p. 62

II) La noblesse de la magistrature……p. 69

Section 4) La perpétuation du nom et l'ancienneté de la noblesse……...p. 75

I) La perpétuation de la maison……...p. 75

II) L'ancienneté de la noblesse……...p. 82

Section 5) Un statut doté de nombreux privilèges…….p. 85

Section 6) Les critiques de la noblesse…….....p. 95

1ère partie : Etre noble. Acquisition et perte du statut nobiliaire……..p. 105

Titre 1) Les sources de la noblesse……...p. 107

Chapitre 1) Les sources ordinaires de la noblesse…….p. 108

Section 1) La naissance…….p. 108

I) La naissance légitime……..p. 109

II) La naissance illégitime……p. 111

A) Les enfants naturels de la noblesse gasconne……..p. 112

1) Les enfants naturels non légitimés……..p. 112
2) Les enfants naturels légitimés……p. 117

B) Le statut personnel des enfants naturels de la noblesse…….....p. 121

1) Le statut au XVIe siècle……..p. 121
2) Le statut aux XVIIe et XVIIIe siècles…….……p. 127

Section 2) Le mariage…….…..p. 130

I) L'homogamie nobiliaire……p. 131

A) « L'alliance » noble……....p. 132

B) Les enquêtes pour dispense d'empêchement de mariage entre nobles……...p. 145

C) Des moyens de contrainte……p. 150

1) L'exhérédation……p. 150
2) Les lettres de cachet……p. 154

II) Les conséquences du mariage sur le statut personnel de la femme……p. 158

A) Le statut de la femme mariée……...p. 158

B) Le statut de la veuve……...p. 161

Chapitre 2) L'anoblissement……p. 166

Section 1) Des sources éphémères ou théoriques……p. 167

I) L'anoblissement par le service des armes……p. 167

A) Le service des armes jusqu'au milieu du XVIIIe siècle…….....p. 167

B) Le service des armes à partir du milieu du XVIIIe siècle……...p. 171

II) L'anoblissement par les fiefs……..p. 173

A) Noblesse et féodalité……...p. 173

1) Le privilège nobiliaire de possession des fiefs……p. 174
2) La distinction juridique de la noblesse et de la féodalité……p. 177
   a) Noblesse et possession de fief……...p. 177
   b) L'exception béarnaise et basque……p. 181

3) Association de la noblesse et de la seigneurie……....p. 183

B) L'anoblissement par la concession d'un titre de dignité…….p. 186

1) Fiefs de dignité et noblesse…….p. 187
a) Une marque de noblesse bigarrée…….p. 187
Paragraphe 1) Les anciens titres féodaux……p. 187
Paragraphe 2) Les anciennes baronnies……..p. 190
Paragraphe 3) Les fiefs érigés en titre de dignité par le roi……....p. 192
b) L'anoblissement par les fiefs de dignité……...p. 200
Paragraphe 1) Le cas de l'acquisition d'une ancienne baronnie……p. 201
Paragraphe 2) Le cas des fiefs de dignité reçus avec l'investiture royale……..p. 208
2) L'anoblissement par l'érection d'un fief de dignité en Gascogne orientale……...p. 210
a) Les érections de fief de dignité en Gascogne orientale…….p. 210
b) Les causes de l'absence d'érection de fief de dignité en faveur de non nobles……p. 211
3) L'usurpation des titres de dignité……...p. 217

Section 2) L'anoblissement par lettres……...p. 221

I) Les fondements de l'anoblissement par lettres……p. 221

A) Une prérogative royale étendue……..p. 221

1) Un pouvoir régalien……p. 222
2) Des conditions peu contraignantes……p. 223

B) La récompense des mérites du roturier……...p. 230

1) Du « loyer de la vertu » à la récompense du mérite……p. 230
2) Des mérites inégaux……p. 233
3) Du contrôle relâché à l'avis de l'intendant au XVIIIe siècle……..p. 236

C) La révocation et la confirmation de l'anoblissement……..p. 238

1) Les révocations royales……...p. 238
2) Les effets de ces révocations en Gascogne orientale...……...p. 243
a) Les anoblis avant 1664……....p. 243
b) Les anoblis entre 1664 et 1715 : le cas des Ruble……p. 247

II) La forme des lettres d'anoblissement et le statut de l'anobli……..p. 250

A) Les particularités des lettres d'anoblissement…….p. 250

1) La clause d'anoblissement……..p. 251
2) La clause d'exemption de la finance……...p. 251
3) Le règlement d'armoiries……p. 252

B) Le statut de l'anobli…….p. 255

1) Les privilèges de l'anobli……p. 255
a) Le port du titre……p. 255
b) L'hérédité de la noblesse……p. 256
c) Le droit d'accéder aux titres, qualités et dignités réservées à la noblesse……..p. 256
d) Le droit de posséder des fiefs nobles……..p. 256
e) La jouissance de tous les privilèges de l'ancienne noblesse……...p. 257
f) Le port d'armoiries……..p. 259
Paragraphe 1) Le droit de porter des armoiries simples……..p. 263
Paragraphe 2) Le droit de porter des armoiries timbrées……p. 268
g) L'insertion au catalogue des nobles……p. 271
h) L'anoblissement d'une terre……...p. 272
i) Vivre noblement sans déroger……p. 272
2) La réalité du statut de l'anobli……p. 273

III) Les anoblis gascons par lettres……p. 274

A) Un anoblissement exceptionnel……..p. 274

1) Une condition fiscale moins attrayante……...p. 276
a) Le caractère réel de la taille……..p. 276
b) Les avantages fiscaux de la noblesse……p. 284
Paragraphe 1) Les droits seigneuriaux personnels……..p. 286
Paragraphe 2) Les exemptions prévues par les chartes médiévales……p. 288
Paragraphe 3) L'exemption de plusieurs charges publiques……...p. 290
Paragraphe 4) Une situation privilégiée face à la capitation……...p. 304
Paragraphe 5) Du dixième à la fin des privilèges fiscaux……...p. 310
2) Le dénigrement des anoblis……p. 314
3) L'importance de l'agrégation à la noblesse……p. 317
4) La proximité du Béarn……p. 318

B) Le parcours des anoblis gascons par lettres……p. 319

1) Les anoblis avant 1664……p. 319
2) Les anoblis entre 1664 et 1715……...p. 320
3) Les anoblis sous le règne de Louis XVI……p. 321
a) Le service du roi……..p. 323
b) Le fief……..p. 324
c) L'alliance……p. 324
d) L' « ancienneté » et la noblesse de la famille……p. 325

Section 3) L'anoblissement par charges……..p. 328

I) Le développement de l'anoblissement par charge à l'époque moderne…p. 328

A) Un mode d'anoblissement discuté au XVIe siècle……..p. 329

B) Les différentes charges anoblissantes……p. 331

1) L'anoblissement par les premières dignités de l'Etat……..p. 331
2) L'anoblissement par les charges municipales……p. 332

3) L'anoblissement par les charges de chancellerie……p. 334
4) L'anoblissement par les offices de judicature……p. 338
a) Les fondements de l'anoblissement par les offices de judicature……p. 338
b) Le développement considérable de l'anoblissement par les offices de judicature à partir du début du XVIIe siècle……p. 343

C) Une préoccupation financière constante……p. 347

II) Le cas des officiers supérieurs des bureaux des finances……p. 354

A) Les offices anoblissants dans les bureaux des finances……..p. 355

B) Le cas du bureau des finances d'Auch……p. 360

1) Le recrutement du bureau des finances d'Auch……..p. 360
2) Les anoblissements au bureau des finances d'Auch……...p. 364

III) Les autres institutions anoblissantes situées à proximité de la Gascogne orientale……...p. 369

A) L'anoblissement par le capitoulat……...p. 369

1) Le capitoulat, charge anoblissante à l'époque moderne……p. 370
a) L'accession au capitoulat……..p. 370
b) La noblesse capitulaire……..p. 373
Paragraphe 1) Une noblesse prestigieuse……p. 374
Paragraphe 2) Une noblesse non révocable……p. 376
2) Les gascons anoblis par le capitoulat……..p. 378
a) Les anoblis gascons jusqu'à la fin du XVIIe siècle……p. 378
b) Les anoblis gascons au XVIIIe siècle……....p. 380

B) L'anoblissement par les charges des chancelleries……p. 384

C) L'anoblissement au parlement de Toulouse……p. 387

D) L'anoblissement au parlement et à la cour des comptes de Pau……p. 391

E) L'anoblissement à la cour des aides de Montauban……p. 392

Appendice au Titre 1 : Bilan statistique sur l'anoblissement……...p. 394

Titre 2) La cessation de la noblesse……p. 396

Chapitre 1) La cessation définitive : la perte de la noblesse……p. 397

Section 1) La perte de la noblesse par une condamnation……p. 397

I) Caractéristiques……..p. 398

II) Raisons de sa non application……p. 401

III) Les différents cas de perte liés à une condamnation……p. 409

A) Les manquements au service des armes……..p. 409

1) Le manquement au service de l'arrière-ban……p. 415
   a) L'arrière-ban en Gascogne orientale……p. 415
   b) La sanction du manquement au service à l'arrière-ban……p. 426
2) Le manquement au courage nobiliaire……p. 428

B) La perte de noblesse pour délit……...p. 430

1) Diversité des délits entraînant la perte de noblesse……p. 431
2) La perte de noblesse pour infraction aux lois sur le duel et les querelles d'honneur……p. 435
   a) La répression du duel……p. 436
   b) Les cas de cessation de la noblesse…….....p. 442

Paragraphe 1) Les cas de cessation liés à la législation répressive sur les duels……p. 442
Paragraphe 2) Les cas de perte de la noblesse liés à la législation préventive sur les duels……p. 445

3) Le crime de lèse-majesté……p. 451

C) Le non acquittement d'une finance pour confirmation de la noblesse……p. 452

D) La mort civile par condamnation criminelle……...p. 453

Section 2) L'entrée dans le clergé……p. 454

I) Le cas des clercs séculiers……...p. 454

II) Le cas des clercs réguliers……..p. 457

Chapitre 2) La dérogeance……...p. 459

Section 1) Vivre noblement : une exigence floue……p. 461

Section 2) Les causes de dérogeance……p. 466

I) La dérogeance par les actes……p. 466

A) L'exercice d'un art mécanique……p. 466

B) La prise d'une terre en fermage……..p. 468

C) Le commerce en détail……p. 471

D) Le cas des crimes……p. 474

II) La dérogeance par les emplois : cas simples et cas litigieux……p. 477

A) Les « basses servitudes »……p. 478

B) Les cas des procureurs et des avocats……p. 478

C) Le cas du notariat……p. 481

D) Le cas des professions médicales……p. 482

E) Les autres emplois……...p. 483

Section 3) Les conséquences de la dérogeance……p. 484

I) La perte provisoire de la noblesse du père……...p. 484

II) La perte provisoire de la noblesse des enfants nés après la dérogeance…p. 485

III) Le sort des enfants nés avant la dérogeance……p. 486

IV) La réhabilitation de la noblesse……p. 488

A) Le principe……..p. 488

B) La rareté des réhabilitations de noblesse en Gascogne orientale……....p. 491

C) Les lettres de réhabilitation……p. 494

Section 4) Les exceptions……..p. 499

I) L'exercice de l'agriculture……p. 500

II) La métallurgie : le cas des maîtres des forges……..p. 502

III) Le commerce en gros……..p. 505

IV) Le cas particulier des verriers gentilshommes……p. 513

A) Fondement de l'exception……...p. 513

B) Les privilèges……..p. 516

1) Le corps des gentilshommes verriers du département de Sommières……p. 516
2) Les privilèges fiscaux……..p. 520
3) L'exclusion des roturiers……p. 522

C) Les gentilshommes verriers en Gascogne orientale……p. 525

1) Répartition des gentilshommes verriers en Gascogne orientale……p. 525
2) Des nobles de second rang ?.....p. 529

Conclusion de la première partie……..p. 538

2e partie : La preuve de noblesse……..p. 549

Titre 1) Prouver sa noblesse…….p. 551

Chapitre 1) La preuve par témoins…….p. 552

Section 1) L'enquête judiciaire…….p. 552

I) Caractères de cette preuve…….p. 553

II) Déclin de la preuve par témoins à la fin du XVIe siècle……..p. 559

III) Une enquête testimoniale de noblesse à la fin du XVIIe siècle……p. 563

Section 2) Les certificats de noblesse……...p. 566

I) La certification de noblesse aux XVIe siècle et XVIIe siècle……...p. 566

II) Les certificats de noblesse à partir des recherches d'usurpateurs…….p. 571

Chapitre 2) La preuve par titres……..p. 574

Section 1) Les règles……..p. 575

I) Diversité des titres et des qualifications de noblesse……p. 575

A) Les différents titres de noblesse……..p. 575

B) Les qualifications nobiliaires……..p. 582

1) L'absence de qualifications roturières……p. 582
2) Les différentes qualifications nobiliaires……p. 588
   a) La qualification de « noble »……..p. 590
   b) La qualification de « chevalier »……p. 591
   c) La qualification d' « écuyer »……p. 593
   d) La qualification de « messire »……...p. 595
   e) Les qualifications tombées en désuétude ou ayant perdu leur caractère nobiliaire……..p. 596
   f) Les appellations nobles non utilisées comme qualification nobiliaire et les épithètes d'honneur……p. 597
3) Le cas des femmes……..p. 602

II) Titres originaux et titres collationnés……p. 605

A) Les titres originaux……..p. 605

B) Les copies collationnées……..p. 609

III) Le faux……..p. 614

A) Les faux……...p. 616

1) La confection de faux……..p. 616
2) La reconnaissance des faux…….p. 619

B) La lutte contre les faussaires……...p. 622

1) Les mesures prises par le pouvoir……...p. 623
2) Un phénomène d'ampleur lors de la seconde recherche des usurpateurs……...p. 626

Section 2) Des exceptions ?.....p. 630

I) La destruction des titres…….p. 630

A) L'évocation des destructions dues à la guerre……p. 634

B) La preuve de la destruction des titres……p. 637

1) L'attestation de la destruction des minutes notariales……p. 638
2) L'attestation de la destruction des titres de famille……p. 639

II) Le cas des nobles d'origine étrangère……...p. 642

Appendice au chapitre 2) Une voie de contournement de la preuve de noblesse ? La maintenue et la confirmation royale de noblesse……p. 649

I) Les lettres de confirmation de noblesse……p. 650

A) Le principe……..p. 650

B) La forme des lettres……p. 651

C) Le fond des lettres……...p. 651

1) L'établissement de la noblesse……....p. 652
2) Les services…….p. 653

II) Les arrêts de maintenue du conseil d'Etat et les lettres de maintenue rendues sur arrêt du conseil d'Etat…….p. 654

A) Les différents types de recours possibles devant le conseil d'Etat…….p. 655

1) L'appel d'une ordonnance rendue sur le fait du franc-fief…….p. 655

2) L'appel d'une sentence de condamnation pour usurpation de noblesse…….p. 656
3) L'obtention d'une maintenue de noblesse……..p. 658

B) La forme des lettres de maintenue……..p. 659

C) Le fond des arrêts de maintenue…….p. 660

1) Une noblesse contestée……...p. 660
2) Des services déterminants ?.....p. 662

Titre 2) Un instrument de contrôle de l'anoblissement et de protection du second ordre……...p. 666

Chapitre 1) Contrôler l'intégration de la noblesse……p. 667

Section 1) Les voies de contrôle indirectes……..p. 668

I) Les recherches du franc-fief…….p. 668

A) L'imposition du franc-fief……...p. 669

1) Les caractères de l'impôt……..p. 669
2) Exemptions et abonnements…….p. 671

B) Les recherches en Gascogne orientale……p. 675

1) Les recherches successives…….p. 675
2) Un contrôle rigoureux ?.....p. 676

II) Les contestations liées aux autres exemptions fiscales……...p. 684

A) Les contestations liées au logement des gens de guerre…….p. 685

B) Les contestations liées à la corvée……..p. 688

III) Les contestations entre particuliers……...p. 691

A) Les contestations dues à la taxe des dépens……p. 692

B) Les contestations dues au droit de chasse……...p. 697

Section 2) Les recherches des usurpateurs de noblesse…….p. 704

I) L'affirmation progressive de la volonté royale de régulation de la noblesse…….p. 704

A) Une volonté séculaire……..p. 705

B) La législation louis-quatorzienne……p. 710

C) Une preuve de noblesse épurée……...p. 714

II) La première recherche des usurpateurs de noblesse……...p. 717

A) Le déroulement de la première recherche en Gascogne orientale……...p. 718

1) Le fonctionnement de la commission……...p. 718
2) Une noblesse soumise à rude épreuve ?.....p. 721

B) Prouver sa noblesse lors de la première recherche des usurpateurs……p. 725

1) La présomption de roture……..p. 725
2) La preuve de la noblesse……...p. 728
a) Des productions plus ou moins probantes……...p. 728
b) L'irrégularité de la preuve……p. 733

C) Les différentes catégories de jugements……p. 735

1) Le jugement de maintenue……p. 735
2) La condamnation pour preuve défectueuse……..p. 736
3) La condamnation par défaut……p. 736
4) La condamnation par forclusion……p. 737
5) La condamnation par désistement……...p. 738

D) L'imperfection de la recherche……p. 740

1) La peine……...p. 740
2) La non concrétisation du catalogue des nobles……...p. 742

III) La seconde recherche des usurpateurs de noblesse……p. 744

A) La continuation de la première recherche ?.....p. 745

B) Le fonctionnement de la commission……p. 749

C) Prouver sa noblesse lors de la seconde recherche des usurpateurs……p. 753

D) Les différentes catégories de jugements……p. 759

1) Le jugement de maintenue……p. 759
2) Les autres jugements de décharge……....p. 761
3) Le jugement de condamnation……p. 763
a) La condamnation pour preuve défectueuse……p. 763
b) La condamnation par défaut……p. 765
c) La condamnation par forclusion……..p. 767

E) Une recherche aboutie ?…….p. 768

1) La peine……p. 768
a) Le payement de l'amende……...p. 769
b) Les modérations……..p. 772
2) Le catalogue des nobles……p. 773

Section 3) La preuve de noblesse au XVIIIe siècle…….p. 779

I) Les juridictions en matière de noblesse au XVIIIe siècle……p. 779

II) L'évolution de la preuve…….p. 784

III) Une victoire pour la politique royale ? Les usurpations de noblesse après 1729……..p. 788

A) Une difficile appréciation générale…….p. 788

B) Une correspondance éloquente……...p. 794

Appendice au chapitre 1 : Une faille dans la lutte contre l'usurpation ? La protection du nom…….p. 804

I) Nom et noblesse sous l'Ancien Régime…….p. 804

A) L'absence de noms nobles……..p. 805

B) Les noms de seigneurie……...p. 808

II) La protection du nom…….p. 814

A) Une protection faible……...p. 814

B) L'usurpation du nom et de la noblesse en Gascogne orientale……...p. 817

Chapitre 2) Un moyen de protection de la noblesse……..p. 823

Section 1) L'accès réservé à certains honneurs……..p. 825

I) Les ordres de chevalerie…….p. 825

A) L'Ordre du Saint-Esprit……...p. 828

B) L'Ordre de Saint-Michel……..p. 831

1) L'Ordre de Saint-Michel jusqu'au règne de Louis XIV……...p. 831
2) L'Ordre de Saint-Michel à partir du règne de Louis XIV……p. 834

C) Les Ordres royaux de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel……..…p. 838

1) Les chevaliers de l'Ordre de Saint-Lazare……...p. 838
2) La croix d'Ecole……...p. 843

II) Les honneurs de la cour……..p. 845

Section 2) Le droit d'entrée dans les assemblées politiques……..p. 853

I) L'entrée aux Etats provinciaux et aux assemblées électorales pour les Etats généraux……..p. 854

A) Les assemblées pour l'élection des députés aux Etats généraux……p. 854

1) Les assemblées pour les Etats généraux jusqu'au XVIIe siècle……..p. 855
2) Les assemblées pour les Etats généraux de 1789……p. 857
a) Les assemblées de la noblesse en 1789……p. 858
b) Le droit d'entrée à l'assemblée de la noblesse……p. 864

B) Le droit d'entrée dans les Etats provinciaux……..p. 870

1) Une représentation des plus diverses……p. 872
a) Les Etats disparus dans la première moitié du XVIIe siècle……p. 873
b) Les Etats de Comminges……p. 875
c) Des « Etats » sans nobles : le cas des Quatre-Vallées…….....p. 876
d) Des Etats qui perdurèrent : les Etats de Nébouzan……p. 879
2) Le cas particulier des Etats de Bigorre……p. 881
a) L'entrée aux Etats de Bigorre jusqu'en 1750……p. 882
b) La réaction nobiliaire dans la seconde moitié du XVIIIe siècle……...p. 887
Paragraphe 1) L'introduction de la preuve de noblesse en 1751……p. 888
Paragraphe 2) Une tentative de durcissement de la preuve de noblesse……p. 894
3) Les projets de réforme des Etats en 1789……...p. 895

II) Une place conservée dans les corps créés dans la seconde moitié du XVIIIe siècle……..p. 900

A) Les assemblées provinciales……...p. 902

1) Des assemblées des trois ordres……p. 903
2) La preuve de noblesse……...p. 905

B) L'administration municipale sous la réforme Laverdy……...p. 907

Section 3) L'accès réservé aux places nobles……..p. 911

I) Les places réservées dans l'Eglise……..p. 911

A) Les places réservées dans l'Eglise de France……..p. 911

B) L'Ordre de Malte……p. 917

II) Les emplois réservés dans l'Etat royal……..p. 923

A) Les charges civiles……..p. 924

1) Le sénéchal……...p. 924
2) Les lieutenants généraux d'épée……p. 931
3) Commissaires et lieutenants des maréchaux de France……..p. 932
4) La charge de gouverneur……p. 936
5) Les chevaliers d'honneur……p. 938
6) Les places dans les cours supérieures……p. 940

B) Les charges à la Maison du roi……...p. 943

C) Les charges d'officier à l'armée……..p. 948

1) L'évolution de la situation jusqu'en 1781……....p. 950
2) La réforme de 1781 et son application……p. 957

III) Les places réservées dans l'éducation……...p. 961

A) Les places nobles dans des établissements d'éducation……..p. 962

B) Les établissements d'éducation militaire……p. 967

1) Les écoles militaires et les cadets gentilshommes……p. 967
2) La preuve de noblesse à l'Ecole militaire…….....p. 973

Appendice au chapitre 2) Les places nobles dans les cahiers de doléances du tiers-état…….....p. 980

Conclusion de la deuxième partie……p. 987

CONCLUSION GENERALE……p. 992

BIBLIOGRAPHIE……..p. 1011

ANNEXES……p. 1038

1) Sources archivistiques……...p. 1038

2) Sources imprimées et manuscrits……..p. 1051

3) Erections de fiefs gascons en dignités……...p. 1062

4) Contrats de mariage de la noblesse gasconne……...p. 1065

5) Les officiers au bureau des finances d'Auch (1716-1789)……...p. 1079

6) Les sénéchaux gascons…….p. 1082

7) Liste des familles de Gascogne orientale présentées aux honneurs de la cour…….p. 1084

8) Le privilège vestimentaire de la noblesse…….p. 1086

9) Cartes…….....p. 1087

INDEX DES MATIERES……...p. 1091

TABLE DES MATIERES……..p. 1092

Résumé en français

La thèse porte sur la condition juridique de la noblesse du milieu du XVIe siècle au XVIIIe siècle. Cette recherche approfondie ne peut être menée à l'échelle nationale : la Gascogne orientale seule, c'est-à-dire la partie de cette province située dans le ressort du parlement de Toulouse, a fait l'objet d'investigations. Il est important de préciser ce qu'a représenté la noblesse dans la société d'Ancien-Régime : un modèle social, exerçant une forte attraction sur les couches sociales non nobles moyennes et supérieures. Elle bénéficiait d'un préjugé favorable, par le biais de représentations sociales et politiques lui accordant une considération particulière, malgré des critiques. Elle permettait aussi de jouir de nombreux privilèges, rendant la condition nobiliaire très favorable. Cette étude est l'occasion d'examiner la signification de la noblesse à l'époque moderne, tant à travers l'analyse de la conception de la noblesse véhiculée par les écrivains, et plus particulièrement les juristes, que l'étude des mentalités des nobles gascons. Sur cette base, notre recherche porte sur deux points principaux : la possession du statut noble, par l'acquisition et la perte de ce statut, et la preuve de la possession de ce statut, par la preuve de noblesse. L'acquisition de la noblesse passait par ce que l'on appelle les sources de la noblesse. La cessation de la noblesse pouvait être définitive ou temporaire. Le statut noble pouvait faire l'objet de contestations, face auxquelles il fallait prouver sa noblesse. Cette preuve connut de profondes transformations tant sur le fond que sur la forme. Prouver sa noblesse permit de faire face non seulement aux contestations, mais aussi d'accéder à des places réservées à la noblesse. Cette étude permet de délimiter les contours du second ordre, d'établir une frontière juridique, et d'appréhender une possible porosité avec le tiers-état. Ensuite, elle cherche à mieux comprendre la complexité des rapports entre le pouvoir royal et la noblesse, sa volonté d'abaisser la noblesse ou au contraire de la conserver.

Résumé en anglais

The subject of my thesis is the legal condition of nobility between the 16th and 18th Centuries. In-depth research of this subject cannot be undertaken on a national level : only eastern Gascony has been studied, that is to say : that part of the province governed by the Toulouse Parliament. It is important to clarify exactly what the noble classes represented under the Ancien Régime : a social model that held strong attractions for the non-noble, middle and higher middle classes. Nobility benefited from social and political representation that gave them a particular esteem, in spite of critics. They also enjoyed numerous privileges. This study is also an occasion to examine the significance of nobility in modern times. On this basis, the legal examination rests on two main points : the possession of noble status, through its acquisition and loss, and the proof of possession of noble status by proof of nobility. This thesis allows second order limits to be defined, a legal frontier to be established and a possible porosity with the Third Estate to be apprehended. Equally, the study seeks a better understanding of the complexity of the relationship between the noble classes and royalty and whether the royal powers sought to preserve, or weaken them.

Mots-clefs

Anoblissement Naissance Noblesse Preuve Privilège